ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE

Commission de l'économie,
des finances et du budget

N° 66-2025

Document mis
en distribution

Le 19 JUIN 2025

Papeete, le 19 JUIN 2025

RAPPORT

relatif à un projet de délibération de règlement du budget général pour l'année 2024,

présenté au nom de la commission de l'économie, des finances et du budget,

par les représentants Monsieur Tematai LE GAYIC et Madame Elise VANAA

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs les représentants,

Par lettre n° 3752/PR du 11 juin 2025, le Président de la Polynésie française a transmis aux fins d'examen par l'assemblée de la Polynésie française, un projet de délibération de règlement du budget général pour l'année 2024.

I. LE CADRE JURIDIQUE DE L'ARRÊTÉ DES COMPTES DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Le présent projet de délibération constitue, avec le projet de délibération de reprise et d'affectation du résultat cumulé de la section de fonctionnement (*transmis par lettre n° 3753/PR du 11 juin 2025*), la dernière phase du cycle budgétaire : l'arrêté des comptes, soumis aux dispositions de la loi organique statutaire et du code des finances publiques de la Polynésie française.

➢ *Dispositions de la loi organique statutaire*

L'article 102 de la loi organique statutaire dispose que l'assemblée vote « *les comptes de la Polynésie française* ».

Conformément à l'article 185-8 de la loi organique statutaire : « *L'arrêté des comptes de la collectivité est constitué par le vote de l'assemblée de la Polynésie française sur le compte administratif présenté par le président de la Polynésie française après transmission, au plus tard le 1er juin de l'année suivant l'exercice, du compte de gestion établi par le comptable de la Polynésie française. Le vote de l'assemblée de la Polynésie française arrêtant les comptes doit intervenir au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exercice.*

Le compte administratif est arrêté si une majorité des voix ne s'est pas dégagée contre son adoption. ».

➢ *Dispositions du code des finances publiques de la Polynésie française*

L'article LP. 123-9 du code des finances publiques de la Polynésie française, entré en vigueur depuis le 1er juin 2025[1], rappelle l'objet de la délibération de règlement et fixe ses éléments constitutifs :

« *La délibération de règlement a pour objet, conformément à l'article 185-8 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, d'arrêter les comptes de la Polynésie française.*

---

[1] *Article LP. 4 de la loi du pays n° 2025-2 du 31 janvier 2025 portant création de la partie législative du code des finances publiques de la Polynésie française*

Elle est adoptée distinctement pour le budget général, les comptes spéciaux et les budgets annexes.

Elle arrête le montant définitif des recettes et des dépenses du budget auquel elle se rapporte, ainsi que le résultat budgétaire qui en découle.

Elle arrête le compte de gestion, constate la concordance des résultats entre le compte de gestion et le compte administratif et approuve le compte administratif. »

De plus, l'article LP. 124-9 dispose que :

« *La délibération de règlement est adoptée au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exercice auquel elle se rapporte conformément au premier alinéa de l'article 185-8 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française.* »

Des documents spécifiques, imposés par les articles LP. 125-6 à LP. 125-9, accompagnent le présent projet de délibération. Les représentants à l'assemblée de la Polynésie française ont ainsi été destinataires :

- du **compte administratif** du budget général de l'exercice 2024, établi par l'ordonnateur ;
- du **compte de la gestion** 2024, établi par le comptable public ;
- des huit **états d'information** suivants :
  - une annexe explicative du compte administratif, qui présente le budget primitif et son évolution en cours d'exercice, ainsi que le budget exécuté et ses écarts avec le budget modifié ;
  - un rapport annuel de performance (RAP) ;
  - un rapport annuel sur les participations de la collectivité au capital des sociétés privées et commerciales ;
  - un rapport annuel sur les aides financières inférieures au seuil de transmission à la commission de contrôle budgétaire et financier de l'assemblée ;
  - un état relatif aux dépenses imprévues ;
  - un état de la dette du Pays ;
  - un état du patrimoine, dont la consolidation initiée depuis 2022 se poursuit progressivement ;
  - un tableau relatif aux résultats budgétaires des autorités administratives indépendantes (Autorité polynésienne de la concurrence – APC).

Deux états d'information complémentaires accompagnent également le présent projet de délibération :

- un **tableau de bord des risques financiers des satellites** dans le budget de la Polynésie française ;
- un rapport sur l'**impact environnemental du budget** de la Polynésie française.

II. L'ÉXECUTION BUDGÉTAIRE

Pour de plus amples informations, l'annexe explicative du compte administratif (état d'information) fournit des développements sur le montant définitif des recettes et des dépenses constatées, des crédits ouverts en indiquant les écarts et les modifications de crédits demandés.

➢ *Montants définitifs du budget général 2024*

Pour l'année 2024, les montants définitifs des recettes et des dépenses du budget général sont arrêtés comme suit :

Section	Mouvements budgétaires		Mouvements réels		Écritures d'ordres	
	Dépenses	Recettes hors cpte 106 8	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Fonctionnement	196 957 109 858	208 857 382 284	144 290 233 218	167 428 734 124	52 666 876 640	41 428 648 160
Investissement	55 181 876 194	30 131 064 917	52 031 955 580	15 742 915 823	3 149 920 614	14 388 149 094
TOTAL GÉNÉRAL	252 138 986 052	238 988 447 201	196 322 188 798	183 171 649 947	55 816 797 254	55 816 797 254

➢ *Les résultats budgétaires* s'élèvent donc à :

Résultat de fonctionnement	**11 900 272 426**	*(36 057 596 109 en 2023)*
Résultat d'investissement (hors cpte 106 8)	**– 25 050 811 277**	*(– 21 905 399 767 en 2023)*
Résultat global	**– 13 150 538 851**	*(14 152 196 342 en 2023)*

Ainsi, les résultats budgétaires pour l'année 2024 sont un excédent de 11,900 milliards F CFP en section de fonctionnement et un déficit de 25,051 milliards F CFP en section d'investissement, pour un résultat global déficitaire de 13,151 milliards F CFP.

Ce résultat, complété des montants d'opérations non budgétaires composés d'un écart de conversion des emprunts de 28 F CFP et du solde de clôture de la Chambre de l'agriculture et de la pêche lagonaire[2] (CAPL), ainsi que des excédents de fonctionnement capitalisés[3] (compte 106 8) et les résultats des années antérieures, atteint **36,596 milliards F CFP** (40,348 milliiards F CFP en 2023).

Sont annexés au présent rapport le détail des recettes et dépenses par missions du budget général 2024 (*annexe I*) ainsi qu'un bilan des dépenses, par missions (*annexe II*).

III. LES RÉALISATIONS EN SECTION DE FONCTIONNEMENT

A–. RECETTES DE FONCTIONNEMENT

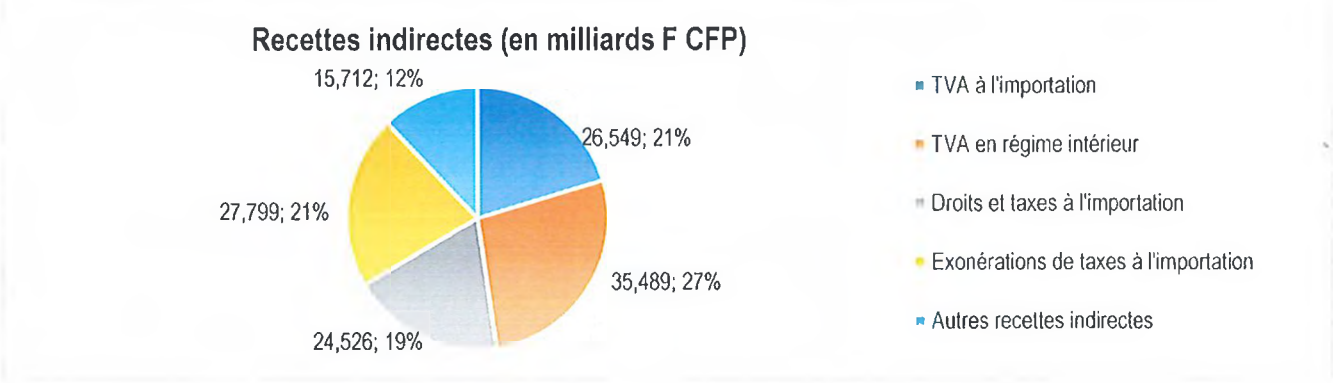
Les crédits votés, initialement à hauteur de 182,991 milliards F CFP au budget primitif (BP), s'établissent à 237,810 milliards F CFP au budget modifié (BM).

Les montants définitifs constatés pour l'exercice 2024 s'établissent à 208,857 milliards F CFP (199,608 milliards F CFP en 2023). Ils représentent une plus-value de 25,866 milliards F CFP (+ 14 %) par rapport au BP et de 4,470 milliards F CFP par rapport au BM, hors ligne budgétaire 002 « Résultat de fonctionnement reporté »[4].

Le taux de réalisation des recettes de fonctionnement s'établit à 114,1 % du BP et 102 % du BM, hors ligne budgétaire 002.

Les recettes de fonctionnement sont principalement issues de la **Mission 990 « Gestion fiscale »** (84 %) qui totalisent 175,542 milliards F CFP (159,022 milliards F CFP en 2023), réparties entre :

- la fiscalité indirecte, pour 130,075 milliards F CFP (117,241 milliards F CFP en 2023) dont notamment : le produit de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) qui atteint un niveau record de 62,038 milliards F CFP (59,424 milliards F CFP en 2023), soit 48 % des recettes indirectes, ainsi que les droits à l'importation qui s'établissent à 24,526 milliards F CFP (23,729 milliards F CFP en 2023) ;



[2] *Pour rappel, le statut de la CAPL a évolué en septembre 2024, passant d'un établissement public administratif à un établissement public consulaire à statut particulier (arrêté n° 1668 CM du 19 septembre 2024 portant modification de l'arrêté n° 668 CM du 6 mai 2013 modifié relatif à la Chambre et au registre de l'agriculture et de la pêche lagonaire »)*

[3] *D'un montant de 29 729 037 193 F CFP (article 2 de la délibération n° 2024-49 APF du 20 juin 2024 de reprise et d'affectation du résultat cumulé de la section de fonctionnement du budget général pour l'année 2023)*

[4] *La ligne budgétaire 002 « résultat de fonctionnement reporté » du BM, d'un montant de 33 421 938 636 F CFP, ne fait pas l'objet d'émission de titre de recettes mais participe à l'équilibre du budget.*

- la fiscalité directe, pour 45,467 milliards F CFP (41,781 milliards F CFP en 2023) dont notamment : les impôts et taxes sur le revenu qui atteignent 30,257 milliards F CFP (26,987 milliards F CFP en 2023), l'impôt sur les sociétés (IS) affichant un résultat de 13,854 milliards F CFP (12,401 milliards F CFP en 2023).

Les recettes des missions autres que la gestion fiscale totalisent 33,316 milliards F CFP (40,586 milliards F CFP en 2023), soit 16 % du total des recettes de fonctionnement, réparties entre les missions suivantes par ordre d'importance :

- **Mission 991 « Gestion financière »** : 17,484 milliards F CFP (28,148 milliards F CFP en 2023) ;

- **Mission 975 « Transports »** : 5,007 milliards F CFP (2,094 milliards F CFP en 2023) ;

- **Mission 963 « Partenariat avec les collectivités »** : 2,819 milliards F CFP (1,943 milliard F CFP en 2023) ;

- **Mission 962 « Personnel »** : 1,918 milliard F CFP (1,726 milliard F CFP en 2023) ;

- **Mission 970 « Santé »** : 1,646 milliard F CFP (1,817 milliard F CFP en 2023) ;

- **Mission 969 « Enseignement »** : 0,919 milliard F CFP (0,915 milliard F CFP en 2023) ;

- **Mission 976 « Urbanisme, habitat et foncier »** : 0,872 milliard F CFP (0,878 milliard F CFP en 2023) ;

- **Mission 965 « Développement des ressources propres »** : 0,678 milliard F CFP (0,844 milliard F CFP en 2023) ;

- **Mission 971 « Vie sociale »** : 0,564 milliard F CFP (0,559 milliard F CFP en 2023) ;

- **Mission 974 « Réseaux et équipements structurants »** : 0,509 milliard F CFP (0,513 milliard F CFP en 2023) ;

- **Mission 966 « Économie générale »** : 0,262 milliard F CFP (0,280 milliard F CFP en 2023) ;

- **Mission 967 « Travail et emploi »** : 0,248 milliard F CFP (0,096 milliard F CFP en 2023) ;

- **Mission 961 « Moyens internes »** : 0,174 milliard F CFP (0,571 milliard F CFP en 2023) ;

- **Mission 960 « Pouvoirs publics »** : 0,132 milliard F CFP (0,139 milliard F CFP en 2023) ;

- **Mission 973 « Environnement »** : 0,056 milliard F CFP (0,040 milliard F CFP en 2023) ;

- **Mission 968 « Culture et patrimoine »** : 0,016 milliard F CFP (0,008 milliard F CFP en 2023) ;

- **Mission 964 « Tourisme »** : 0,011 milliard F CFP (même ordre de grandeur qu'en 2023) ;

B–. DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les crédits votés, initialement à hauteur de 182,991 milliards F CFP au BP, s'établissent à 237,810 milliards F CFP au BM.

Les montants définitifs constatés pour l'exercice 2024 s'établissent à 196,957 milliards F CFP (163,550 milliards F CFP en 2023). Le taux de réalisation des dépenses de fonctionnement s'établit alors à 107,6 % du BP et 82,8 % du BM, hors chapitres sans réalisation[5].

Les dépenses les plus significatives apparaissent au sein des quatre missions suivantes :

- **Mission 990 « Gestion fiscale »**, pour un montant de 48,938 milliards F CFP (33,549 milliards F CFP en 2023), soit 25 % du total des dépenses, affichant un taux de réalisation de 90 % par rapport au BM ;

- **Mission 962 « Personnel »**, pour un montant de 34,395 milliards F CFP (33,440 milliards F CFP en 2023), soit 17 % du total des dépenses, affichant un taux de réalisation de 99 % par rapport au BM et marquée par une augmentation de 3 % (+ 955 millions F CFP) par rapport à l'exercice précédent en raison de la revalorisation du point d'indice sur l'année entière ;

---

[5] *Les chapitres sans réalisation 022 « Dépenses imprévues » et 023 « Virement à la section d'investissement » ne font pas l'objet d'émission de mandats mais participent à l'équilibre du budget.*

- **Mission 963 « Partenariat avec les collectivités »**, pour un montant de 27,313 milliards F CFP (23,316 milliards F CFP en 2023), soit 14 % du total des dépenses, affichant un taux de réalisation de 98 % par rapport au BM. À ce titre, la dotation du fonds intercommunal de péréquation (FIP) comptabilise 22,863 milliards F CFP (19,139 milliards F CFP en 2023) et représente la principale dépense de cette mission (84 %) ;

- **Mission 991 « Gestion financière »**, pour un montant de 21,433 milliards F CFP (19,783 milliards F CFP en 2023), soit 11 % du total des dépenses et affichant un taux de réalisation de 99,6 % par rapport au BM. Les dotations aux amortissements totalisent 14,178 milliards F CFP (13,108 milliards F CFP en 2023) et représentent la principale dépense de cette mission (67 %).

Outre ces précédentes missions, les autres dépenses de fonctionnement les plus importantes en 2024 relèvent des missions suivantes :

- **Mission 975 « Transports »**, totalisant 10,680 milliards F CFP (3,198 milliards F CFP en 2023), avec notamment l'inscription d'une provision de 3,3 milliards F CFP constituée au profit de la SEM Air Tahiti Nui pour couvrir le risque de dépréciation de la valeur de son capital social et compléter la provision pour la garantie d'emprunt par le Pays pour l'achat de deux Boeing 787-9, dont une partie a été reprise pour verser à la compagnie une subvention d'équilibre[6] ;

- **Mission 970 « Santé »**, pour un montant de 8,508 milliards F CFP (7,430 milliards F CFP en 2023), incluant notamment la dotation d'exploitation annuelle de 400 millions F CFP et un complément global de 3,750 milliards F CFP accordés au Centre hospitalier de la Polynésie française (CHPF)[7] ;

- **Mission 967 « Travail et emploi »**, qui affiche un montant de 7,636 milliards F CFP (8,211 milliards F CFP en 2023) avec les aides à l'emploi et à la formation professionnelle pour près de 5,300 milliards F CFP (5,781 milliards F CFP en 2023) ;

- **Mission 966 « Économie générale »**, d'un montant de 6,349 milliards F CFP (4,567 milliards F CFP en 2023), avec des versements au fond de régulation des prix des hydrocarbures (FRPH) pour maintenir les prix des hydrocarbures ;

- **Mission 971 « Vie sociale »**, pour un montant de 6,091 milliards F CFP (5,110 milliards F CFP en 2023), dont la prise en charge par le Pays des transports scolaires (terrestres et maritimes quotidiens) représente la plus importante dépense au sein de cette mission avec 1,841 milliard F CFP (1,589 milliard F CFP en 2023).

Les autres dépenses de fonctionnement et leur taux de réalisation par rapport au BM 2024 sont par, mission, les suivantes :

- Mission 960 « ***Pouvoirs publics*** » ..... 4,449 milliards F CFP (90,4 %)
- Mission 961 « ***Moyens internes*** » ..... 0,999 milliard F CFP (72,0 %)
- Mission 964 « ***Tourisme*** » ..... 2,069 milliards F CFP (95,1 %)
- Mission 965 « ***Développement des ressources propres*** » ..... 3,617 milliards F CFP (89,3 %)
- Mission 968 « ***Culture et patrimoine*** » ..... 1,240 milliard F CFP (96,8 %)
- Mission 969 « ***Enseignement*** » ..... 4,881 milliards F CFP (85,7%)
- Mission 973 « ***Environnement*** » ..... 0,949 milliard F CFP (74,0 %)
- Mission 974 « ***Réseaux et équipements structurants*** » ..... 4,299 milliards F CFP (79,8 %)
- Mission 976 « ***Urbanisme, habitat et foncier*** » ..... 3,113 milliards F CFP (95,5 %)

---

[6] *Par délibération n° 2024-27 APF du 24 mai 2024 relative à la modification n° 1 du budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 (provision constituée) et délibération n° 2024-101 APF du 28 octobre 2024 relative à la modification n° 4 du budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 (reprise sur provision)*

[7] *Par délibération du 24 mai 2024 précitée*

IV. LES RÉALISATIONS EN SECTION D'INVESTISSEMENT

A–. RECETTES D'INVESTISSEMENT

Les crédits votés, initialement à hauteur de 44,927 milliards F CFP au BP, s'établissent à 113,825 milliards F CFP au BM (110,423 milliards F CFP en 2023). Cette hausse de 68,899 milliards F CFP s'explique notamment par les recettes reportées (25,826 milliards F CFP) et la couverture du besoin de financement de la section (29,729 milliards F CFP).

Les montants définitifs constatés pour l'exercice 2024 s'établissent à 59,860 milliards F CFP (54,254 milliards F CFP en 2023), représentant une moins-value de 26,774 milliards F CFP (soit – 31 %) par rapport au BM, hors ligne budgétaire et chapitres sans réalisation.

Le taux de réalisation des recettes d'investissement s'établit alors à 69 % du BM, hors chapitres sans réalisation (soit 53 % du BM total).

Les recettes de la **Mission 951 « Gestion financière »** représentent traditionnellement la part la plus importante des recettes d'investissement et s'élèvent à 52,530 milliards F CFP (45,997 milliards F CFP en 2023).

Ces recettes affichent un taux de réalisation de 87 % par rapport au BM et se caractérisent par :

- des engagements financiers, à hauteur de 8,623 milliards F CFP (12,638 milliards F CFP en 2023) comprenant des recettes d'emprunts (8,191 milliards F CFP), les remboursements liés à la mise en jeu de la garantie de la Polynésie française à l'Office Polynésien de l'Habitat (OPH) et ceux relatifs aux avances et prêts octroyées à la Caisse de prévoyance sociale ainsi qu'aux sociétés Assainissement des eaux de Tahiti (AET) et S3P ;

- l'autofinancement net, d'un montant de 43,907 milliards F CFP (33,359 milliards F CFP en 2023), comprenant l'excédent de fonctionnement capitalisés du compte 106 8[8] (29,729 milliards F CFP) et des recettes en écriture d'ordre (14,178 milliards F CFP).

Les recettes de la **Mission 914 « Réseaux et équipements structurants »**, qui concentre les financements pérennes du 3e instrument financier (3IF), totalisent 5,845 milliards F CFP (6,310 milliards F CFP en 2023) et représentent 10 % du total des recettes. Elles affichent un taux de réalisation de 51 % par rapport au BM et proviennent principalement des programmes suivants :

- *Réseau routier*, pour 3,438 milliards F CFP (3,243 milliards F CFP en 2023), concernant les programmations liées au 3IF des exercices 2016 à 2024 : travaux routiers et d'assainissement sur Tahiti ; travaux de reconstruction ; aménagements divers, etc. ;

- *Ports et aéroports*, à hauteur de 1,908 milliards F CFP (1,834 milliards F CFP en 2023), liées principalement à des projets du 3IF pour 1,766 milliard F CFP (reconstruction de débarcadères dans les îles, mises aux normes d'aéroports, aménagement d'installations portuaires, travaux de construction, etc.) ;

- *Protection contre les eaux* (remboursement d'une avance), *énergie* (SWAC du CHPF) et *postes, télécommunications et nouvelles technologies* (déploiement d'un réseau de fibres optiques) qui affichent un total des recettes de 500 millions F CFP.

Les autres recettes les plus importantes en 2024 concernent principalement des partenariats financiers avec l'État :

- le Contrat de développement et de transformation (CDT), à hauteur de 234 millions F CFP ;

- la dotation globale d'investissement (DGI) en faveur de l'éducation, totalisant 297 millions F CFP ;

- le contrat de projets n° 2 (CdP 2), s'établissant à 314 millions F CFP.

D'autres dispositifs financiers de l'État totalisent 181 millions F CFP (comité d'organisation des Jeux Olympiques, fonds vert, abris de survie, convention agriculture, etc.).

---

[8] *Ce compte est constitué de la part des résultats excédentaires de la section de fonctionnement qui a été affectée au financement de la section d'investissement, par délibération du 20 juin 2024 précitée*

B–. DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Les crédits votés, initialement à hauteur de 44,927 milliards F CFP au BP, s'établissent à 113,825 milliards F CFP (110,423 milliards F CFP en 2023) au BM. Cette hausse de 68,899 milliards F CFP s'explique par le reliquat des crédits de paiement (CP) délégués restant à employer au terme de l'exercice 2023 (55,555 milliards F CFP) et par l'intégration du résultat d'investissement reporté de l'exercice antérieur (13,542 milliards F CFP).

Les montants définitifs constatés pour l'exercice 2024 s'établissent à 55,182 milliards F CFP (55,616 milliards F CFP en 2023), représentant une plus-value de 10,255 milliards F CFP (+ 23 %) par rapport au BP et une moins-value de 45,102 milliards F CFP (– 45 %) par rapport au BM, hors ligne budgétaire sans réalisation.

Le taux de réalisation des dépenses d'investissement s'établit alors à 55 % du BM, hors ligne budgétaire sans réalisation. Ce taux s'explique par le report de CP de la gestion 2023 sur 2024, dont le montant de 42,013 milliards F CFP atteint presque celui du BP 2024.

Les dépenses d'investissement proviennent principalement de quatre missions (soit près de 80 % du total des dépenses).

Les mandats de la **Mission 951 « Gestion financière »** s'élèvent à 17,596 milliards F CFP (18,128 milliards F CFP en 2023), représentant près du tiers du total des dépenses et affichant un taux de réalisation de 99,7 % par rapport au BM. Les dépenses de ce programme concernent :

- les engagements financiers, pour un montant de 14,564 milliards F CFP (18,128 milliards F CFP en 2023), dont le remboursement en capital de la dette et une réduction du PGE 2 ;

- l'autofinancement net, pour un montant de près de 3 milliards F CFP comme en 2023 (il s'agit d'écritures d'ordre pour la neutralisation des amortissements, les cessions des équipements en faveur du CHPF et les subventions d'investissement reçues et transférées au compte de résultat) ;

- les opérations diverses et exceptionnelles, pour un montant de 32 millions F CFP (519 millions F CFP en 2023), qui concernent des annulations de recettes.

Les mandats de la **Mission 914 « Réseaux et équipements structurants »** totalisent 11,160 milliards F CFP (11,036 milliards F CFP en 2023), représentant 20 % du total des dépenses. Il s'agit traditionnellement de la mission qui concentre des moyens importants en investissement en raison de la nature des programmes concernés (réseaux routiers, ports et aéroports, etc.) et qui bénéficie des financements pérennes du 3IF.

Ces dépenses affichent un taux de réalisation de 56 % par rapport au BM, expliqué par le report de CP important (11,332 milliards F CFP) venu compléter l'enveloppe des CP allouée à l'exercice 2024. Elles concernent les domaines suivants :

- *Réseau routier*, pour un montant de 6,352 milliards F CFP (4,754 milliards F CFP en 2023), comprenant des travaux d'aménagement, d'assainissement, de bétonnage ainsi que des acquisitions d'engins et de véhicules ;

- *Ports et aéroports*, pour un montant de 3,680 milliards F CFP (2,609 milliards F CFP en 2023), dont des travaux d'aménagement, de balisage, de construction et de réhabilitation ;

- des subventions accordées à Onati pour le déploiement d'un réseau de fibres optiques (310 millions F CFP) et l'installation d'un câble à la presqu'île de Tahiti (104 millions F CFP) ;

- une subvention à la TEP, à hauteur de 157 millions F CFP.

Les mandats de la **Mission 916 « Urbanisme, foncier et habitat »** totalisent 8,760 milliards F CFP (9,128 milliards F CFP en 2023), représentant 16 % du total des dépenses et affichant un taux de réalisation de 53 % par rapport au BM. Ces dépenses concernent :

- des subventions, à hauteur de 8,316 milliards F CFP (9,128 milliards F CFP en 2023), en faveur de l'OPH pour 7,530 milliards F CFP (8,846 milliards F CFP en 2023) et aux opérateurs de logements sociaux agréés pour 786 millions F CFP (291 millions F CFP en 2023) ;

- des aides, pour un montant de 258 millions F CFP (aides à l'investissement des ménages).

Les mandats de la **Mission 910 « Santé »** totalisent 3,433 milliards F CFP (1,887 milliards F CFP en 2023), représentant 6 % du total des dépenses. Ces dernières concernent principalement :

- des subventions accordées au CHPF, pour 959 millions F CFP, et à l'Institut Louis Malardé, pour 59 millions F CFP ;

- la construction d'un nouveau bâtiment pour l'hôpital Louis Rollin, pour 369 millions F CFP, et les travaux liés au pôle de santé mentale, pour 712 millions F CFP ;

- des travaux de mises aux normes du centre 15, pour 353 millions F CFP ;

- la construction d'un centre médico-social de Hitia'a O Te Ra (186 millions F CFP) et la reconstruction de l'infirmerie de Tiputa (146 millions F CFP).

Les mandats de la **Mission 905 « Développement des ressources propres »** totalisent 3,016 milliards F CFP (4,110 milliards F CFP en 2023), représentant 5 % du total des dépenses et affichant un taux de réalisation de 32 % par rapport au BM, qui s'explique par le report de CP de 5,110 milliards F CFP. Ces dépenses concernent principalement :

- l'agriculture et l'élevage, pour 1,914 milliard F CFP (2,575 milliards F CFP en 2023), dont des aides financières, la réalisation d'ateliers d'agro-transformation dans certaines îles, des travaux d'aménagement et de construction ;

- la pêche et l'aquaculture, à hauteur de 761 millions F CFP (1,300 milliard F CFP en 2023), avec la poursuite de l'aménagement de la zone biomarine de Faratea, des travaux de mises aux normes et l'acquisition et l'installation de pontons flottants pour des coopératives ;

- des travaux de réfection du quai de l'antenne de la direction des ressources marines à Rangiroa (92 millions F CFP) et le renouvellement de machines à rayons X de la cellule de contrôle de la qualité des perles (59 millions F CFP).

Les **autres dépenses d'investissement** les plus importantes en 2024 totalisent 11,218 milliards F CFP et sont relatives aux :

- subventions aux communes, à hauteur de 2,113 milliards F CFP (acquisitions d'engins, assainissement en eau potable, service public de l'énergie électrique, secteur sanitaire et social, voirie) et à la Sofidep (400 millions F CFP) ;

- projets concernant l'aménagement de la pointe Riri (647 millions F CFP) ainsi que la création et l'aménagement d'un espace scénographique Gauguin à Papeari (400 millions F CFP) ;

- travaux de construction du bâtiment administratif A3 (914 millions F CFP), de reconstruction de l'émissaire de Punaauia (263 millions F CFP) et de réhabilitation de l'institut Mathilde Frébault (199 millions F CFP) ;

- dépenses en faveur des collèges et lycées (826 millions F CFP) ;

- livraisons de camions pour la sécurité aéroportuaires (239 millions F CFP).

Par mission, les dépenses d'investissement et taux de réalisation par rapport au BM sont les suivants :

- Mission 900 « ***Pouvoirs publics*** » ..... 0,112 milliard F CFP (57,5 %)
- Mission 901 « ***Moyens internes*** » ..... 2,642 milliards F CFP (42,9 %)
- Mission 903 « ***Partenariat avec les collectivités*** » ..... 2,564 milliards F CFP (43,3 %)
- Mission 904 « ***Tourisme*** » ..... 1,239 milliard F CFP (17,4 %)
- Mission 906 « ***Économie générale*** » ..... 0,400 milliard F CFP (26,6 %)
- Mission 907 « ***Travail et emploi*** » ..... 0,313 milliard F CFP (48,6 %)
- Mission 908 « ***Culture et patrimoine*** » ..... 0,336 milliard F CFP (29,6 %)
- Mission 909 « ***Enseignement*** » ..... 1,756 milliard F CFP (58,2 %)
- Mission 911 « ***Vie sociale*** » ..... 0,752 milliard F CFP (27,4 %)
- Mission 913 « ***Environnement*** » ..... 0,291 milliard F CFP (30,1 %)
- Mission 915 « ***Transports*** » ..... 0,813 milliard F CFP (42,3 %)

V. TRAVAUX EN COMMISSION

Le présent projet de délibération a été examiné en commission de l'économie, des finances et du budget, le 19 juin 2025, en présence du Président de la Polynésie française et de membres du gouvernement.

Cet examen, diffusé pour la première fois au public, a permis aux représentants présents d'échanger sur les grandes masses salariales, dont l'augmentation en 2024 est notamment expliquée par de nombreux contentieux, ainsi que sur les politiques publiques de l'emploi, la formation et l'insertion professionnelles.

Le logement social et la dynamisation du secteur de la construction dans ce domaine, notamment grâce à l'OPH, aux organismes de logements sociaux et à la société Arana, ont également été des sujets d'importance pour les membres de la commission.

* * * * *

Après pointage des comptes, il est constaté une concordance des résultats entre les écritures tenues par le comptable et celles tenues par l'ordonnateur pour le budget général de l'exercice 2024.

* * * * *

À l'issue des débats, le projet de délibération de règlement du budget général pour l'année 2024 a recueilli un vote favorable de la majorité des membres de la commission.

En conséquence, la commission de l'économie, des finances et du budget propose à l'assemblée de la Polynésie française, d'adopter le projet de délibération ci-joint.

LES RAPPORTEURS

Tematai LE GAYIC **Elise VANAA**

BUDGET GÉNÉRAL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE - COMPTE ADMINISTRATIF PAR MISSIONS

ANNEXE I AU RAPPORT

SECTION DE FONCTIONNEMENT

	BP 2024		Collectif n° 1		Collectif n° 2		Collectif n° 3		Collectif n° 4		TOTAL COLLECTIFS		BM 2024		CA 2024					
TOTAUX	182 991 377 640		33 278 529 391		0		15 755 993 790		5 783 648 176		54 818 171 357		237 809 548 997		208 857 382 284	114,1%	87,8%	196 957 109 858	107,6%	82,8%
MISSIONS / PROGRAMMES	RECETTES	DÉPENSES	RECETTES	DÉPENSES	RECETTES	DÉPENSES	RECETTES	DÉPENSES	RECETTES	DÉPENSES	RECETTES	DÉPENSES	RECETTES	DÉPENSES	RECETTES	RÉALISATION BP	RÉALISATION BM	DÉPENSES	RÉALISATION BP	RÉALISATION BM
002 : RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTÉ			20 066 488 423				13 355 450 213				33 421 938 636		33 421 938 636							
022 : DÉPENSES IMPREVUES		400 000 000												400 000 000						
023 : VIREMENT À LA SECTION D'INVESTISSEMENT		15 263 411 668		3 950 170 007				8 739 034 877		-830 021 000		11 859 183 884		27 122 595 552						
950 : POUVOIRS PUBLICS	88 000 000	4 740 692 501		20 628 033				157 574 782				178 202 815	88 000 000	4 918 895 316	132 278 237	150,3%	150,3%	4 449 133 988	93,8%	90,4%
951 : MOYENS INTERNES	147 677 000	1 181 855 029		166 179 845				39 087 000				205 266 845	147 677 000	1 387 121 874	173 721 884	117,6%	117,6%	999 054 592	84,5%	72,0%
952 : PERSONNEL	1 413 657 205	34 266 541 168	17 080 000	49 981 758			25 059 000	29 159 000	550 000 000	300 000 000	592 139 000	379 140 758	2 005 796 205	34 645 681 926	1 918 303 138	135,7%	95,6%	34 395 284 012	100,4%	99,3%
953 : PARTENARIAT AVEC LES COLLECTIVITÉS	2 798 209 973	24 697 642 523		3 060 297 974								3 060 297 974	2 798 209 973	27 757 940 497	2 819 005 504	100,7%	100,7%	27 313 188 559	110,6%	98,4%
954 : TOURISME		2 082 594 500		95 000 000				-3 409 908				91 590 092		2 174 184 592	11 176 763	n.c.	n.c.	2 068 539 627	99,3%	95,1%
955 : DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES	258 799 500	3 463 078 694		504 826 558			372 835 953	81 004 571	550 000	2 800 000	373 385 953	588 631 129	632 185 553	4 051 709 823	678 361 408	262,1%	107,3%	3 616 503 308	104,4%	89,3%
966 : ÉCONOMIE GÉNÉRALE	172 000 000	4 180 520 500		2 154 777 446				72 000 000		749 000 000		2 975 777 446	172 000 000	7 162 297 946	262 062 609	152,4%	152,4%	6 348 660 727	151,6%	88,6%
967 : TRAVAIL ET EMPLOI	26 020 385	7 795 586 456		97 993 608			260 557	738 110 557			260 557	836 104 165	26 260 942	8 631 690 621	247 605 732	951,6%	942,1%	7 635 977 972	98,0%	88,5%
968 : CULTURE ET PATRIMOINE		1 117 160 968		111 800 804			2 386 634	52 396 542			2 386 634	164 197 346	2 386 634	1 281 358 314	16 479 915	n.c.	690,5%	1 240 047 196	111,0%	96,8%
969 : ENSEIGNEMENT	797 207 455	4 822 408 153	21 678 746	13 811 843				858 126 947			21 878 746	871 938 790	819 086 201	5 694 346 943	918 697 846	115,2%	112,2%	4 880 566 108	101,2%	85,7%
970 : SANTÉ	346 000 000	3 889 985 692	482 701 304	4 222 714 431				628 602 831	477 326 959	20 500 000	960 028 273	4 871 817 262	1 306 028 273	8 761 802 954	1 645 738 135	475,6%	126,0%	8 507 588 012	218,7%	97,1%
971 : VIE SOCIALE	546 986 873	6 299 688 062	5 240 931	151 642 487			1 455 846	330 709 905	34 818 138	-310 431 862	41 514 917	171 920 530	588 501 790	6 471 608 592	564 188 029	103,1%	95,9%	6 090 661 563	96,7%	94,1%
973 : ENVIRONNEMENT	40 000 000	859 087 223		310 053 944				114 000 000				424 053 944	40 000 000	1 283 141 167	55 682 148	139,2%	139,2%	948 990 974	110,5%	74,0%
974 : RÉSEAUX ET ÉQUIPEMENTS STRUCTURANTS	684 200 000	4 223 487 593		371 706 598				490 412 008		300 000 000		1 162 118 606	684 200 000	5 385 606 199	509 234 112	74,4%	74,4%	4 296 683 679	101,8%	79,8%
975 : TRANSPORTS	2 061 183 591	4 044 249 228	27 967 500	3 949 385 397			3 045 267	182 286 479	3 193 309 402	3 207 330 402	3 224 322 169	7 339 002 278	5 285 505 760	11 383 251 506	5 006 844 365	242,9%	94,7%	10 679 860 000	264,1%	93,8%
976 : URBANISME, HABITAT ET FONCIER	776 000 000	1 998 963 000		1 188 164 023			68 826 392	73 224 273			68 826 392	1 261 388 296	844 826 392	3 260 351 296	872 376 728	112,4%	103,3%	3 113 448 904	155,8%	95,5%
990 : GESTION FISCALE	154 883 700 000	36 378 356 380	12 657 172 487	12 859 394 635			1 955 000 000	2 550 000 000	1 527 643 667	2 723 000 000	16 139 816 154	18 132 394 635	171 023 516 154	54 510 751 015	175 541 504 978	113,3%	102,6%	48 937 687 409	134,5%	89,8%
991 : GESTION FINANCIÈRE	17 951 735 558	21 280 068 302					-28 326 074	623 673 926		-378 529 364	-28 326 074	245 144 562	17 923 409 484	21 525 212 864	17 484 120 773	97,4%	97,5%	21 433 233 228	100,7%	99,6%

SECTION D'INVESTISSEMENT

	BP 2024		Collectif n° 1		Collectif n° 2		Collectif n° 3		Collectif n° 4		TOTAL COLLECTIFS		BM 2024		CA 2024					
TOTAUX	44 926 659 636		4 467 397 740		55 555 223 292		9 663 846 784		-788 117 352		68 898 350 464		113 825 010 100		59 860 102 110	133,2%	52,6%	55 181 876 194	122,8%	48,5%
MISSIONS / PROGRAMMES	RECETTES	DÉPENSES	RECETTES	DÉPENSES	RECETTES	DÉPENSES	RECETTES	DÉPENSES	RECETTES	DÉPENSES	RECETTES	DÉPENSES	RECETTES	DÉPENSES	RECETTES	RÉALISATION BP	RÉALISATION BM	DÉPENSES	RÉALISATION BP	RÉALISATION BM
001 : RÉSULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTÉ						13 541 758 332						13 541 758 332		13 541 758 332						
020 : DÉPENSES IMPRÉVUES																				
021 : VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	15 263 411 668		3 950 170 007				8 739 034 877		-830 021 000		11 859 183 884		27 122 595 552							
024 : PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS							68 826 392				68 826 392		68 826 392							
900 : POUVOIRS PUBLICS		122 200 000		6 000 000		80 508 093		-14 029 412				72 478 681		194 678 681				112 002 858	91,7%	57,5%
901 : MOYENS INTERNES	69 315 000	2 335 054 816	101 074 263	-37 622 528	43 680 389	3 807 439 511	-8 615 856	406 178 374		-350 000 000	136 138 796	3 825 995 357	205 453 796	6 161 050 173	96 769 442	139,6%	47,1%	2 642 043 163	113,1%	42,9%
903 : PARTENARIAT AVEC LES COLLECTIVITÉS		2 533 988 742		25 000 000	1 389 255 349	3 229 046 779	10 465 200	133 993 031			1 399 720 549	3 388 039 810	1 399 720 549	5 922 028 552	70 839 976	n.c.	5,1%	2 563 522 546	101,2%	43,3%
904 : TOURISME		1 099 000 000			5 085 120 531	5 920 359 309		86 871 773			5 085 120 531	6 007 231 082	5 085 120 531	7 106 231 082	54 151 903	n.c.	1,1%	1 239 284 700	112,8%	17,4%
905 : DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES	291 766 757	3 308 829 600			3 188 474 715	5 110 422 816	37 308 423	865 914 846			3 225 783 138	5 976 337 662	3 517 549 895	9 285 167 262	233 057 716	79,9%	6,6%	3 016 155 434	91,2%	32,5%
906 : ÉCONOMIE GÉNÉRALE				250 000 000		353 000 892		750 000 000		150 000 000		1 503 000 892		1 503 000 892				400 000 000	n.c.	26,6%
907 : TRAVAIL ET EMPLOI		334 000 000				162 980 581		115 989 972		32 000 000		310 970 553		644 970 553				313 335 767	93,8%	48,6%
908 : CULTURE ET PATRIMOINE	45 500 000	470 400 000		76 947 227	40 000 000	681 719 173	-35 000 000	-93 873 248	954 654		5 954 654	664 793 152	51 454 654	1 135 193 152	25 650 000	56,4%	49,8%	335 534 915	71,3%	29,6%
909 : ENSEIGNEMENT	386 725 663	1 583 137 444	28 318 584	123 000 000	418 719 767	1 302 971 830	6 622 871	-62 395 661	17 163 886	69 455 259	470 825 108	1 433 031 428	857 550 771	3 016 168 872	360 203 079	93,1%	42,0%	1 755 883 317	110,9%	58,2%
910 : SANTÉ	228 759 049	1 669 796 700	39 969 027	193 000 000	173 646 089	2 581 513 550	296 142 104	1 249 496 249		39 002 935	509 757 220	4 063 012 734	738 516 269	5 732 809 434	180 997 326	79,1%	24,5%	3 432 647 480	205,6%	59,9%
911 : VIE SOCIALE	75 000 000	1 905 567 489		23 622 528	18 423 883	1 220 828 735	59 665 871	-101 836 128		-300 873 207	78 089 754	841 741 928	153 089 754	2 747 309 417	105 572 243	140,8%	69,0%	752 477 332	39,5%	27,4%
913 : ENVIRONNEMENT	18 642 210	914 511 450				315 026 992		-263 316 230				51 710 762	18 642 210	966 222 212	18 642 210	100,0%	100,0%	290 921 649	31,8%	30,1%
914 : RÉSEAUX ET ÉQUIPEMENTS STRUCTURANTS	3 651 396 061	6 656 225 070	347 865 859	690 747 759	7 120 895 708	11 331 876 738	301 238 938	1 617 007 633	23 785 108	-480 120 287	7 793 785 613	13 159 511 843	11 445 181 674	19 815 736 913	5 845 418 783	160,1%	51,1%	11 159 879 700	167,7%	56,3%
915 : TRANSPORTS		548 188 651		12 602 754	356 026 800	1 192 021 707	4 484 038	92 519 323		75 000 000	360 510 838	1 372 143 784	360 510 838	1 920 332 435	173 787 404	n.c.	48,2%	812 991 944	148,3%	42,3%
916 : URBANISME, HABITAT ET FONCIER		6 577 759 674		104 100 000	2 401 250 744	4 684 545 422	60 000 000	4 948 855 168		177 417 948	2 461 250 744	9 914 918 538	2 461 250 744	16 492 678 212	164 784 038	n.c.	6,7%	8 759 673 248	133,2%	53,1%
951 : GESTION FINANCIÈRE	24 896 143 228	14 868 000 000		3 000 000 000	35 319 729 317	39 202 832	123 673 926	-67 528 906		-200 000 000	35 443 403 243	2 771 673 926	60 339 546 471	17 639 673 926	52 530 227 990	211,0%	87,1%	17 595 522 141	118,3%	99,7%

BUDGET GÉNÉRAL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE - BILAN DES DÉPENSES PAR MISSION

900/960 : POUVOIRS PUBLICS	TOTAL		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
	TOTAL	B.G.	B.G.	B.G.
BP 2024	4 862 892 501	4 862 892 501	4 740 692 501	122 200 000
Collectif n° 1	26 628 033	26 628 033	20 628 033	6 000 000
Collectif n° 2	80 508 093	80 508 093	–	80 508 093
Collectif n° 3	143 545 370	143 545 370	157 574 782	*–14 029 412*
Collectif n° 4	–	–	–	–
BM 2024	5 113 573 997	5 113 573 997	4 918 895 316	194 678 681
CA 2024	4 561 136 846	4 561 136 846	4 449 133 988	112 002 858
Taux de réalisation (par rapport au BP) ➡	93,8%	93,8%	93,8%	91,7%
Taux de réalisation (par rapport au BM) ➡	89,2%	89,2%	90,4%	57,5%

901/961 : MOYENS INTERNES	TOTAL		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
	TOTAL	B.G.	B.G.	B.G.
BP 2024	3 516 909 845	3 516 909 845	1 181 855 029	2 335 054 816
Collectif n° 1	128 557 317	128 557 317	166 179 845	*–37 622 528*
Collectif n° 2	3 807 439 511	3 807 439 511	–	3 807 439 511
Collectif n° 3	445 265 374	445 265 374	39 087 000	406 178 374
Collectif n° 4	*–350 000 000*	*–350 000 000*	–	*–350 000 000*
BM 2024	7 548 172 047	7 548 172 047	1 387 121 874	6 161 050 173
CA 2024	3 641 097 755	3 641 097 755	999 054 592	2 642 043 163
Taux de réalisation (par rapport au BP) ➡	103,5%	103,5%	84,5%	113,1%
Taux de réalisation (par rapport au BM) ➡	48,2%	48,2%	72,0%	42,9%

902/962 : PERSONNEL	TOTAL		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
	TOTAL	B.G.	B.G.	B.G.
BP 2024	34 266 541 168	34 266 541 168	34 266 541 168	–
Collectif n° 1	49 981 758	49 981 758	49 981 758	–
Collectif n° 2	–	–	–	–
Collectif n° 3	29 159 000	29 159 000	29 159 000	–
Collectif n° 4	300 000 000	300 000 000	300 000 000	–
BM 2024	34 645 681 926	34 645 681 926	34 645 681 926	–
CA 2024	34 395 284 012	34 395 284 012	34 395 284 012	–
Taux de réalisation (par rapport au BP) ➡	100,4%	100,4%	100,4%	
Taux de réalisation (par rapport au BM) ➡	99,3%	99,3%	99,3%	

903/963 : PARTENARIAT AVEC LES COLLECTIVITÉS	TOTAL		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
	TOTAL	B.G.	B.G.	B.G.
BP 2024	27 231 631 265	27 231 631 265	24 697 642 523	2 533 988 742
Collectif n° 1	3 085 297 974	3 085 297 974	3 060 297 974	25 000 000
Collectif n° 2	3 229 046 779	3 229 046 779	–	3 229 046 779
Collectif n° 3	133 993 031	133 993 031	–	133 993 031
Collectif n° 4	–	–	–	–
BM 2024	33 679 969 049	33 679 969 049	27 757 940 497	5 922 028 552
CA 2024	29 876 711 105	29 876 711 105	27 313 188 559	2 563 522 546
Taux de réalisation (par rapport au BP) ➡	109,7%	109,7%	110,6%	101,2%
Taux de réalisation (par rapport au BM) ➡	88,7%	88,7%	98,4%	43,3%

904/964 : TOURISME	TOTAL		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
	TOTAL	B.G.	B.G.	B.G.
BP 2024	3 181 594 500	3 181 594 500	2 082 594 500	1 099 000 000
Collectif n° 1	95 000 000	95 000 000	95 000 000	–
Collectif n° 2	5 920 359 309	5 920 359 309	–	5 920 359 309
Collectif n° 3	83 461 865	83 461 865	*–3 409 908*	86 871 773
Collectif n° 4	–	–	–	–
BM 2024	9 280 415 674	9 280 415 674	2 174 184 592	7 106 231 082
CA 2024	3 307 824 327	3 307 824 327	2 068 539 627	1 239 284 700
Taux de réalisation (par rapport au BP) ➡	104,0%	104,0%	99,3%	112,8%
Taux de réalisation (par rapport au BM) ➡	35,6%	35,6%	95,1%	17,4%

BUDGET GÉNÉRAL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE - BILAN DES DÉPENSES PAR MISSION

905/965 : DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES	TOTAL		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
	TOTAL	B.G.	B.G.	B.G.
BP 2024	6 771 908 294	6 771 908 294	3 463 078 694	3 308 829 600
Collectif n° 1	504 826 558	504 826 558	504 826 558	–
Collectif n° 2	5 110 422 816	5 110 422 816	–	5 110 422 816
Collectif n° 3	946 919 417	946 919 417	81 004 571	865 914 846
Collectif n° 4	2 800 000	2 800 000	2 800 000	–
BM 2024	13 336 877 085	13 336 877 085	4 051 709 823	9 285 167 262
CA 2024	6 632 658 742	6 632 658 742	3 616 503 308	3 016 155 434
Taux de réalisation (par rapport au BP) ➡	97,9%	97,9%	104,4%	91,2%
Taux de réalisation (par rapport au BM) ➡	49,7%	49,7%	89,3%	32,5%

906/966 : ÉCONOMIE GÉNÉRALE	TOTAL		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
	TOTAL	B.G.	B.G.	B.G.
BP 2024	4 186 520 500	4 186 520 500	4 186 520 500	–
Collectif n° 1	2 404 777 446	2 404 777 446	2 154 777 446	250 000 000
Collectif n° 2	353 000 892	353 000 892	–	353 000 892
Collectif n° 3	822 000 000	822 000 000	72 000 000	750 000 000
Collectif n° 4	899 000 000	899 000 000	749 000 000	150 000 000
BM 2024	8 665 298 838	8 665 298 838	7 162 297 946	1 503 000 892
CA 2024	6 748 660 727	6 748 660 727	6 348 660 727	400 000 000
Taux de réalisation (par rapport au BP) ➡	161,2%	161,2%	151,6%	n.c.
Taux de réalisation (par rapport au BM) ➡	77,9%	77,9%	88,6%	26,6%

907/967 : TRAVAIL ET EMPLOI	TOTAL		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
	TOTAL	B.G.	B.G.	B.G.
BP 2024	8 129 586 456	8 129 586 456	7 795 586 456	334 000 000
Collectif n° 1	97 993 608	97 993 608	97 993 608	–
Collectif n° 2	162 980 581	162 980 581	–	162 980 581
Collectif n° 3	854 100 529	854 100 529	738 110 557	115 989 972
Collectif n° 4	32 000 000	32 000 000	–	32 000 000
BM 2024	9 276 661 174	9 276 661 174	8 631 690 621	644 970 553
CA 2024	7 949 313 739	7 949 313 739	7 635 977 972	313 335 767
Taux de réalisation (par rapport au BP) ➡	97,8%	97,8%	98,0%	93,8%
Taux de réalisation (par rapport au BM) ➡	85,7%	85,7%	88,5%	48,6%

908/968 : CULTURE ET PATRIMOINE	TOTAL		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
	TOTAL	B.G.	B.G.	B.G.
BP 2024	1 587 560 968	1 587 560 968	1 117 160 968	470 400 000
Collectif n° 1	188 748 031	188 748 031	111 800 804	76 947 227
Collectif n° 2	681 719 173	681 719 173	–	681 719 173
Collectif n° 3	*–41 476 706*	*–41 476 706*	52 396 542	*–93 873 248*
Collectif n° 4	–	–	–	–
BM 2024	2 416 551 466	2 416 551 466	1 281 358 314	1 135 193 152
CA 2024	1 575 582 111	1 575 582 111	1 240 047 196	335 534 915
Taux de réalisation (par rapport au BP) ➡	99,2%	99,2%	111,0%	71,3%
Taux de réalisation (par rapport au BM) ➡	65,2%	65,2%	96,8%	29,6%

909/969 : ENSEIGNEMENT	TOTAL		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
	TOTAL	B.G.	B.G.	B.G.
BP 2024	6 405 545 597	6 405 545 597	4 822 408 153	1 583 137 444
Collectif n° 1	136 811 843	136 811 843	13 811 843	123 000 000
Collectif n° 2	1 302 971 830	1 302 971 830	–	1 302 971 830
Collectif n° 3	795 731 286	795 731 286	858 126 947	*–62 395 661*
Collectif n° 4	69 455 259	69 455 259	–	69 455 259
BM 2024	8 710 515 815	8 710 515 815	5 694 346 943	3 016 168 872
CA 2024	6 636 449 425	6 636 449 425	4 880 566 108	1 755 883 317
Taux de réalisation (par rapport au BP) ➡	103,6%	103,6%	101,2%	110,9%
Taux de réalisation (par rapport au BM) ➡	76,2%	76,2%	85,7%	58,2%

BUDGET GÉNÉRAL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE - BILAN DES DÉPENSES PAR MISSION

910/970 : SANTÉ	TOTAL		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
	TOTAL	B.G.	B.G.	B.G.
BP 2024	5 559 782 392	5 559 782 392	3 889 985 692	1 669 796 700
Collectif n° 1	4 415 714 431	4 415 714 431	4 222 714 431	193 000 000
Collectif n° 2	2 581 513 550	2 581 513 550	–	2 581 513 550
Collectif n° 3	1 878 099 080	1 878 099 080	628 602 831	1 249 496 249
Collectif n° 4	59 502 935	59 502 935	20 500 000	39 002 935
BM 2024	14 494 612 388	14 494 612 388	8 761 802 954	5 732 809 434
CA 2024	11 940 235 492	11 940 235 492	8 507 588 012	3 432 647 480
Taux de réalisation (par rapport au BP) ➡	214,8%	214,8%	218,7%	205,6%
Taux de réalisation (par rapport au BM) ➡	82,4%	82,4%	97,1%	59,9%

911/971 : VIE SOCIALE	TOTAL		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
	TOTAL	B.G.	B.G.	B.G.
BP 2024	8 205 255 551	8 205 255 551	6 299 688 062	1 905 567 489
Collectif n° 1	175 265 015	175 265 015	151 642 487	23 622 528
Collectif n° 2	1 220 828 735	1 220 828 735	–	1 220 828 735
Collectif n° 3	228 873 777	228 873 777	330 709 905	*–101 836 128*
Collectif n° 4	*–611 305 069*	*–611 305 069*	*–310 431 862*	*–300 873 207*
BM 2024	9 218 918 009	9 218 918 009	6 471 608 592	2 747 309 417
CA 2024	6 843 138 895	6 843 138 895	6 090 661 563	752 477 332
Taux de réalisation (par rapport au BP) ➡	83,4%	83,4%	96,7%	39,5%
Taux de réalisation (par rapport au BM) ➡	74,2%	74,2%	94,1%	27,4%

913/973 : ENVIRONNEMENT	TOTAL		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
	TOTAL	B.G.	B.G.	B.G.
BP 2024	1 773 598 673	1 773 598 673	859 087 223	914 511 450
Collectif n° 1	310 053 944	310 053 944	310 053 944	–
Collectif n° 2	315 026 992	315 026 992	–	315 026 992
Collectif n° 3	*–149 316 230*	*–149 316 230*	114 000 000	*–263 316 230*
Collectif n° 4	–	–	–	–
BM 2024	2 249 363 379	2 249 363 379	1 283 141 167	966 222 212
CA 2024	1 239 912 623	1 239 912 623	948 990 974	290 921 649
Taux de réalisation (par rapport au BP) ➡	69,9%	69,9%	110,5%	31,8%
Taux de réalisation (par rapport au BM) ➡	55,1%	55,1%	74,0%	30,1%

914/974 : RÉSEAUX ET ÉQUIPEMENTS STRUCTURANTS	TOTAL		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
	TOTAL	B.G.	B.G.	B.G.
BP 2024	10 879 712 663	10 879 712 663	4 223 487 593	6 656 225 070
Collectif n° 1	1 062 454 357	1 062 454 357	371 706 598	690 747 759
Collectif n° 2	11 331 876 738	11 331 876 738	–	11 331 876 738
Collectif n° 3	2 107 419 641	2 107 419 641	490 412 008	1 617 007 633
Collectif n° 4	*–180 120 287*	*–180 120 287*	300 000 000	*–480 120 287*
BM 2024	25 201 343 112	25 201 343 112	5 385 606 199	19 815 736 913
CA 2024	15 458 563 379	15 458 563 379	4 298 683 679	11 159 879 700
Taux de réalisation (par rapport au BP) ➡	142,1%	142,1%	101,8%	167,7%
Taux de réalisation (par rapport au BM) ➡	61,3%	61,3%	79,8%	56,3%

BUDGET GÉNÉRAL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE - BILAN DES DÉPENSES PAR MISSION

915/975 : TRANSPORTS	TOTAL		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
	TOTAL	B.G.	B.G.	B.G.
BP 2024	4 592 437 879	4 592 437 879	4 044 249 228	548 188 651
Collectif n° 1	3 961 988 151	3 961 988 151	3 949 385 397	12 602 754
Collectif n° 2	1 192 021 707	1 192 021 707	–	1 192 021 707
Collectif n° 3	274 805 802	274 805 802	182 286 479	92 519 323
Collectif n° 4	3 282 330 402	3 282 330 402	3 207 330 402	75 000 000
BM 2024	13 303 583 941	13 303 583 941	11 383 251 506	1 920 332 435
CA 2024	11 492 851 944	11 492 851 944	10 679 860 000	812 991 944
Taux de réalisation (par rapport au BP) ➔	250,3%	250,3%	264,1%	148,3%
Taux de réalisation (par rapport au BM) ➔	86,4%	86,4%	93,8%	42,3%

916/976 : URBANISME, HABITAT ET FONCIER	TOTAL		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
	TOTAL	B.G.	B.G.	B.G.
BP 2024	8 576 722 674	8 576 722 674	1 998 963 000	6 577 759 674
Collectif n° 1	1 292 264 023	1 292 264 023	1 188 164 023	104 100 000
Collectif n° 2	4 684 545 422	4 684 545 422	–	4 684 545 422
Collectif n° 3	5 022 079 441	5 022 079 441	73 224 273	4 948 855 168
Collectif n° 4	177 417 948	177 417 948	–	177 417 948
BM 2024	19 753 029 508	19 753 029 508	3 260 351 296	16 492 678 212
CA 2024	11 873 122 152	11 873 122 152	3 113 448 904	8 759 673 248
Taux de réalisation (par rapport au BP) ➔	138,4%	138,4%	155,8%	133,2%
Taux de réalisation (par rapport au BM) ➔	60,1%	60,1%	95,5%	53,1%

950/990 : GESTION FISCALE	TOTAL		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
	TOTAL	B.G.	B.G.	B.G.
BP 2024	36 378 356 380	36 378 356 380	36 378 356 380	–
Collectif n° 1	12 859 394 635	12 859 394 635	12 859 394 635	–
Collectif n° 2	–	–	–	–
Collectif n° 3	2 550 000 000	2 550 000 000	2 550 000 000	–
Collectif n° 4	2 723 000 000	2 723 000 000	2 723 000 000	–
BM 2024	54 510 751 015	54 510 751 015	54 510 751 015	–
CA 2024	48 937 687 409	48 937 687 409	48 937 687 409	–
Taux de réalisation (par rapport au BP) ➔	134,5%	134,5%	134,5%	
Taux de réalisation (par rapport au BM) ➔	89,8%	89,8%	89,8%	

951/991 : GESTION FINANCIÈRE	TOTAL		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
	TOTAL	B.G.	B.G.	B.G.
BP 2024	36 148 068 302	36 148 068 302	21 280 068 302	14 868 000 000
Collectif n° 1	3 000 000 000	3 000 000 000	–	3 000 000 000
Collectif n° 2	39 202 832	39 202 832	–	39 202 832
Collectif n° 3	556 145 020	556 145 020	623 673 926	*–67 528 906*
Collectif n° 4	*–578 529 364*	*–578 529 364*	*–378 529 364*	*–200 000 000*
BM 2024	39 164 886 790	39 164 886 790	21 525 212 864	17 639 673 926
CA 2024	39 028 755 369	39 028 755 369	21 433 233 228	17 595 522 141
Taux de réalisation (par rapport au BP) ➔	108,0%	108,0%	100,7%	118,3%
Taux de réalisation (par rapport au BM) ➔	99,7%	99,7%	99,6%	99,7%

ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE

NOR : DBF25201197DL-8

DÉLIBÉRATION N° /APF

DU

---

de règlement du budget général pour l'année 2024

L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code des finances publiques de la Polynésie française et notamment de son Livre I ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 13 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté n° 785 CM du 11 juin 2025 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° /2025/APF/SG du portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° du de la commission de l'économie, des finances et du budget ;

Dans sa séance du

A D O P T E :

Article 1er.- La présente délibération de règlement a pour objet d'arrêter les comptes du budget général de la Polynésie française pour 2024.

Elle arrête le compte de gestion, constate la concordance des résultats entre le compte de gestion et le compte administratif, et approuve le compte administratif.

Article 2.- Le compte de gestion transmis par le Payeur de la Polynésie française s'établit comme suit :

En recettes 2024	**268 717 484 394**	**F CFP**
Section de fonctionnement	208 857 382 284	F CFP
Section d'investissement (yc compte 106 8)	59 860 102 110	F CFP
En dépenses 2024	**252 138 986 052**	**F CFP**
Section de fonctionnement	196 957 109 858	F CFP
Section d'investissement	55 181 876 194	F CFP
Résultats 2024	**16 715 389 866**	**F CFP**
Section de fonctionnement	12 053 635 407	F CFP
Section d'investissement	4 661 754 459	F CFP
Dont opérations budgétaires 2024		
Section de fonctionnement	11 900 272 426	F CFP
Section d'investissement	4 678 225 916	F CFP
Dont opérations non budgétaires 2024		
Section de fonctionnement - Chambre de l'agriculture et de la pêche lagonaire	153 362 981	F CFP
Section d'investissement	- 16 471 457	F CFP
Ecart de conversion des emprunts	- *28*	*F CFP*
Chambre de l'agriculture et de la pêche lagonaire	- *16 471 429*	*F CFP*

Le compte de gestion est arrêté.

Article 3.- Il est constaté la concordance des résultats entre le compte de gestion et le compte administratif.

Article 4.- Le compte administratif dressé par l'ordonnateur de la Polynésie française s'établit comme suit :

Résultat de fonctionnement 2024		
Recettes 2024	208 857 382 284	F CFP
Dépenses 2024	196 957 109 858	F CFP
TOTAL	**11 900 272 426**	**F CFP**
Résultat d'investissement 2024		
Recettes 2024	30 131 064 917	F CFP
Dépenses 2024	55 181 876 194	F CFP
TOTAL -	**25 050 811 277**	**F CFP**
Résultat 2024 (hors opérations non budgétaires et excédents de fonctionnement capitalisés au 106 8)		
Section de fonctionnement	11 900 272 426	F CFP
Section d'investissement	- 25 050 811 277	F CFP
TOTAL -	**13 150 538 851**	**F CFP**
Opérations non budgétaires 2024		
Section de fonctionnement	153 362 981	F CFP
Section d'investissement	- 16 471 457	F CFP
TOTAL	136 891 524	F CFP
Excédents de fonctionnement capitalisés (106 8) affectés au déficit d'investissement antérieurs à 2024	**29 729 037 193**	**F CFP**
Résultats 2024		
Section de fonctionnement	12 053 635 407	F CFP
Section d'investissement	4 661 754 459	F CFP
TOTAL	**16 715 389 866**	**F CFP**

Le compte administratif est approuvé.

Article 5.- Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,	*Le Président,*
Odette HOMAI	Antony GEROS

POLYNESIE FRANÇAISE

COMPTE ADMINISTRATIF

Budget général

EXERCICE 2024

NOR : DBF25201197DL-9

SECTION DE FONCTIONNEMENT

												ARTICLE

MISSION/ ARTICLE	LIBELLE	PREVISIONS PRIMITIVES 2024 (A)	PREVISIONS MODIFIEES 2024 (B)	REALISATIONS Mandats ou Titres y compris dépenses imprévues et cessions immobilisations (C)	% (C/A)	% (C/B)	REALISATIONS Hors travaux en régie
	R E C E T T E S		**33 421 938 636**				
	RECETTES DIRECTES		**33 421 938 636**				
	Résultat de fonctionnement reporté		33 421 938 636				
	R E S U L T A T		**33 421 938 636**				

												ARTICLE

MISSION/ ARTICLE	LIBELLE	PREVISIONS PRIMITIVES 2024 (A)	PREVISIONS MODIFIEES 2024 (B)	REALISATIONS Mandats ou Titres y compris dépenses imprévues et cessions immobilisations (C)	% (C/A)	% (C/B)	REALISATIONS Hors travaux en régie
	D E P E N S E S	**400 000 000**	**400 000 000**				
	DEPENSES DIRECTES	**400 000 000**	**400 000 000**				
	Dépenses imprévues	400 000 000	400 000 000				
	R E S U L T A T	**- 400 000 000**	**- 400 000 000**				

												ARTICLE

MISSION/ ARTICLE	LIBELLE	PREVISIONS PRIMITIVES 2024 (A)	PREVISIONS MODIFIEES 2024 (B)	REALISATIONS Mandats ou Titres y compris dépenses imprévues et cessions immobilisations (C)	% (C/A)	% (C/B)	REALISATIONS Hors travaux en régie
	D E P E N S E S	**15 263 411 668**	**27 122 595 552**				
	DEPENSES DIRECTES	**15 263 411 668**	**27 122 595 552**				
	Virement à la section d'investissement	15 263 411 668	27 122 595 552				
	R E S U L T A T	**- 15 263 411 668**	**- 27 122 595 552**				

GOUVERNEMENT 96001	ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANCAISE 96002	CONSEIL ECO, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL 96003	HAUT CONSEIL 96004	ADMINISTRATION GENERALE 96005	RELATIONS EXTERIEURES 96006	GOUVERNEMENT - PERSONNELS DE CABINET 96007	COMMUNICATION 96008					ARTICLE
1 309 643 869	**2 408 670 000**	**221 820 600**		**3 417 840 356**	**205 902 446**	**744 223 003**	**80 225 485**					
554 435 445	**2 408 670 000**	**98 160 816**		**531 421 083**	**102 069 848**	**744 223 003**	**10 153 793**					
146 482 201				110 074 416	3 351 062		3 197 963					606
23 853 265				19 577 474	271 400		22 500					613
720 000												614
9 162 100				41 970 191	552 272		493 582					615
614 512				2 160 085	96 157		8 196					616
339 000				3 042 400								617
4 906 629				30 171 074			47 879					618
22 209 778				99 934 238			2 146 000					622
17 017 544				18 258 557	3 216 005		1 603 256					623
12 545 845				9 580 044	3 379 204	221 020	579 966					624
11 614 842				20 039 406	4 571 373	545 000	445 120					625
25 741 793				16 762 120	5 000		64 788					626
				215 338								627
7 499 443				151 716 430	61 601		1 533 243					628
6 000 000				2 489 758								635
						591 858 142						64111
45 532						151 598 841						645
				16 800								647
113 620 915												6531
26 873 807												6532
73 645 970												6533
14 452 994												6534
	2 408 670 000											6553
		98 160 816										6554
					33 748 837							6558
2 200 000					32 816 937							656
				1 193 317								6561
14 310 000												657
												6573
20 579 275							11 300					658
				4 191 196								6581
				28 239								673
					20 000 000							674
755 208 424		**123 659 784**		**2 886 419 273**	**103 832 598**		**70 071 692**					
740 250 932												960
14 957 492		123 659 784		2 886 419 273	103 832 598		70 071 692					962
13 228 516				**113 778 622**	**1 280 028**	**744 223 003**	**19 000**					
13 228 516				**113 778 622**	**1 280 028**	**3 972 071**	**19 000**					
482 886												609
				10 150								619
9 895					67 000		19 000					629
						1 722 665						641
1 598 288												653
8 904												701
				97 745 646								7011
				6 445 600								7068

MISSION/ ARTICLE	LIBELLE	PREVISIONS PRIMITIVES 2024 (A)	PREVISIONS MODIFIEES 2024 (B)	REALISATIONS Mandats ou Titres y compris dépenses imprévues et cessions immobilisations (C)	% (C/A)	% (C/B)	REALISATIONS Hors travaux en régie
	D E P E N S E S	**8 744 328 501**	**8 912 546 316**	**8 388 325 759**	**95,93**	**94,12**	**8 388 325 759**
	DEPENSES DIRECTES	**4 740 692 501**	**4 918 895 316**	**4 449 133 988**	**93,85**	**90,45**	**4 449 133 988**
606	Achats non stockés de matières et fournitures	249 043 131	268 365 266	263 105 642	105,65	98,04	263 105 642
613	Locations	110 548 300	159 702 009	43 724 639	39,55	27,38	43 724 639
614	Charges locatives et de copropriété	720 000	720 000	720 000	100,00	100,00	720 000
615	Entretien et réparations	66 674 250	71 913 342	52 178 145	78,26	72,56	52 178 145
616	Primes d'assurances	5 617 200	5 617 200	2 878 950	51,25	51,25	2 878 950
617	Etudes et recherches	7 700 000	7 700 000	3 381 400	43,91	43,91	3 381 400
618	Divers services extérieurs	53 039 473	55 692 552	35 125 582	66,23	63,07	35 125 582
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	176 395 300	193 395 300	124 290 016	70,46	64,27	124 290 016
623	Publicité, publications, relations publiques	83 189 596	79 200 592	40 095 362	48,20	50,63	40 095 362
624	Transports	49 148 880	49 148 880	26 306 079	53,52	53,52	26 306 079
625	Déplacements et missions	70 932 870	70 932 870	37 215 741	52,47	52,47	37 215 741
626	Frais postaux et frais de télécommunications	43 467 400	43 467 400	42 573 701	97,94	97,94	42 573 701
627	Services bancaires et assimilés	361 000	361 000	215 338	59,65	59,65	215 338
628	Divers - autres services extérieurs	119 772 450	207 306 110	160 810 717	134,26	77,57	160 810 717
635	Autres impôts, taxes et versements assimilés	2 650 000	2 650 000	8 489 758	320,37	320,37	8 489 758
64111	Rémunération brute	689 088 000	689 088 000	591 858 142	85,89	85,89	591 858 142
645	Charges sociales	172 272 000	172 272 000	151 644 373	88,03	88,03	151 644 373
647	Autres charges sociales	20 000	20 000	16 800	84,00	84,00	16 800
6531	Indemnités	130 800 000	130 800 000	113 620 915	86,87	86,87	113 620 915
6532	Frais de mission et de déplacement	45 700 000	45 700 000	26 873 807	58,80	58,80	26 873 807
6533	Cotisations et pensions de retraite	78 600 000	78 600 000	73 645 970	93,70	93,70	73 645 970
6534	Cotisations sociales	14 300 000	14 300 000	14 452 994	101,07	101,07	14 452 994
6553	Dotation de fonctionnement de l'apf	2 408 670 000	2 408 670 000	2 408 670 000	100,00	100,00	2 408 670 000
6554	Dotation de fonctionnement du cesec	98 160 816	98 160 816	98 160 816	100,00	100,00	98 160 816
6558	Autres contributions	42 600 000	42 600 000	33 748 837	79,22	79,22	33 748 837
656	Participations			35 016 937			35 016 937
6561	Organismes de regroupement (syndicat mixte entent)	1 200 000	1 200 000	1 193 317	99,44	99,44	1 193 317
657	Subventions			14 310 000			14 310 000
6573	Subventions aux organismes publics	500 000	500 000				
658	Charges diverses de gestion courante	19 501 835	20 791 979	20 590 575	105,58	99,03	20 590 575
6581	Redevances pr concessions,brevets,licences,procé..	20 000	20 000	4 191 196	20955,98	20955,98	4 191 196
673	Titres annulés			28 239			28 239
674	Subventions exceptionnelles			20 000 000			20 000 000
	DEPENSES INDIRECTES	**4 003 636 000**	**3 993 651 000**	**3 939 191 771**	**98,39**	**98,64**	**3 939 191 771**
960	Pouvoirs publics	874 360 000	874 360 000	740 250 932	84,66	84,66	740 250 932
962	Personnel	3 129 276 000	3 119 291 000	3 198 940 839	102,23	102,55	3 198 940 839
	R E C E T T E S	**962 360 000**	**962 360 000**	**872 529 169**	**90,67**	**90,67**	**872 529 169**
	RECETTES DIRECTES	**88 000 000**	**88 000 000**	**132 278 237**	**150,32**	**150,32**	**132 278 237**
609	Rabais, remises et ristournes obtenus sur achats			482 886			482 886
619	Rrr obtenus sur services extérieurs			10 150			10 150
629	Rrr obtenus sur autres services extérieurs			95 895			95 895
641	Rémunérations du personnel			1 722 665			1 722 665
653	Indemnités,vacations,frais mission élus,mb instit			1 598 288			1 598 288
701	Ventes de produits finis			8 904			8 904
7011	Produits de l'imprimerie officielle	83 000 000	83 000 000	97 745 646	117,77	117,77	97 745 646
7068	Autres prestations de services	5 000 000	5 000 000	6 445 600	128,91	128,91	6 445 600

GOUVERNEMENT 96001	ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANCAISE 96002	CONSEIL ECO, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL 96003	HAUT CONSEIL 96004	ADMINISTRATION GENERALE 96005	RELATIONS EXTERIEURES 96006	GOUVERNEMENT - PERSONNELS DE CABINET 96007	COMMUNICATION 96008					ARTICLE
26 312												708
					1 187 348							747
431												771
11 101 800				9 577 226	25 680	2 249 406						773
						740 250 932						
						740 250 932						960
- 1 296 415 353	**- 2 408 670 000**	**- 221 820 600**		**- 3 304 061 734**	**- 204 622 418**		**- 80 206 485**					

MISSION/ ARTICLE	LIBELLE	PREVISIONS PRIMITIVES 2024 (A)	PREVISIONS MODIFIEES 2024 (B)	REALISATIONS Mandats ou Titres y compris dépenses imprévues et cessions immobilisations (C)	% (C/A)	% (C/B)	REALISATIONS Hors travaux en régie
708	Autres produits			26 312			26 312
747	Participations			1 187 348			1 187 348
771	Produits exceptionnels sur opérations de gestion			431			431
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)			22 954 112			22 954 112
	RECETTES INDIRECTES	**874 360 000**	**874 360 000**	**740 250 932**	**84,66**	**84,66**	**740 250 932**
960	Pouvoirs publics	874 360 000	874 360 000	740 250 932	84,66	84,66	740 250 932
	R E S U L T A T	**- 7 781 968 501**	**- 7 970 186 316**	**- 7 515 796 590**	**96,58**	**94,30**	**- 7 515 796 590**

FINANCES 96101	INFORMATIQUE 96102	BATIMENTS DU PAYS 96104	ACHATS MAT. ROULANT, INFORMATIQUE, DE BUREAU 96105									ARTICLE
685 557 806	**1 301 653 948**	**559 399 969**	**146 988 890**									
63 108 939	**722 754 267**	**192 383 602**	**20 807 784**									
19 268 802	32 958 062	65 002 121	17 421 618									606
2 223 982	2 095 807	1 117 374										613
3 566 172	5 549 223	327 503										614
2 764 124	105 322 408	80 466 806	274 529									615
56 293	248 103											616
	684 381											617
3 156 670	13 738 639	557 208										618
12 773 335	41 023 143	6 133 208	307 360									622
94 923	211 291	364 103										623
1 804 756	1 426 322	225 820										624
3 161 431	893 563	363 336										625
2 428 033	173 827 643	2 153 797	92 793									626
15 231												627
9 258 791	65 304 658	35 559 326	60 551									628
			118 275									648
2 536 396												6573
	142 400	113 000										658
	274 323 122		2 532 658									6581
	5 005 502											671
												677
622 448 867	**578 899 681**	**367 016 367**	**126 181 106**									
622 448 867	578 899 681	367 016 367	126 181 106									962
1 778 634	**103 147 323**	**68 791 098**	**4 809**									
1 778 634	**103 147 323**	**68 791 098**	**4 809**									
17 087												619
	15 787 297											629
	74 006 610											7064
												7082
	2 625 000											70831
		5 735 939										722
	5 966 587											74718
	4 160 753	57 067 549										771
1 761 547	601 076	5 987 610	4 809									773
- 683 779 172	**- 1 198 506 625**	**- 490 608 871**	**- 146 984 081**									

MISSION/ ARTICLE	LIBELLE	PREVISIONS PRIMITIVES 2024 (A)	PREVISIONS MODIFIEES 2024 (B)	REALISATIONS Mandats ou Titres y compris dépenses imprévues et cessions immobilisations (C)	% (C/A)	% (C/B)	REALISATIONS Hors travaux en régie
	D E P E N S E S	**2 819 159 029**	**3 022 143 874**	**2 693 600 613**	**95,55**	**89,13**	**2 687 864 674**
	DEPENSES DIRECTES	**1 181 855 029**	**1 387 121 874**	**999 054 592**	**84,53**	**72,02**	**993 318 653**
606	Achats non stockés de matières et fournitures	107 090 179	109 754 320	134 650 603	125,74	122,68	129 237 078
613	Locations	11 260 050	11 510 050	5 437 163	48,29	47,24	5 437 163
614	Charges locatives et de copropriété	8 000 344	8 161 482	9 442 898	118,03	115,70	9 442 898
615	Entretien et réparations	325 326 687	344 183 199	188 827 867	58,04	54,86	188 827 867
616	Primes d'assurances	4 682 971	4 682 971	304 396	6,50	6,50	304 396
617	Etudes et recherches	5 000 000	5 000 000	684 381	13,69	13,69	684 381
618	Divers services extérieurs	32 980 680	38 379 435	17 452 517	52,92	45,47	17 452 517
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	76 809 000	79 809 000	60 237 046	78,42	75,48	60 237 046
623	Publicité, publications, relations publiques	1 591 740	1 591 740	670 317	42,11	42,11	670 317
624	Transports	6 795 000	6 795 000	3 456 898	50,87	50,87	3 255 324
625	Déplacements et missions	9 543 780	9 543 780	4 418 330	46,30	46,30	4 297 490
626	Frais postaux et frais de télécommunications	162 817 090	162 909 883	178 502 266	109,63	109,57	178 502 266
627	Services bancaires et assimilés	15 000	15 000	15 231	101,54	101,54	15 231
628	Divers - autres services extérieurs	70 807 508	103 687 883	110 183 326	155,61	106,26	110 183 326
648	Autres charges de personnel	1 000 000	1 000 000	118 275	11,83	11,83	118 275
6573	Subventions aux organismes publics	3 500 000	3 500 000	2 536 396	72,47	72,47	2 536 396
658	Charges diverses de gestion courante	11 635 000	11 635 000	255 400	2,20	2,20	255 400
6581	Redevances pr concessions,brevets,licences,procé..	297 000 000	350 476 317	276 855 780	93,22	78,99	276 855 780
671	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		88 486 814	5 005 502		5,66	5 005 502
677	Travaux en régie (e/o)	46 000 000	46 000 000				
	DEPENSES INDIRECTES	**1 637 304 000**	**1 635 022 000**	**1 694 546 021**	**103,50**	**103,64**	**1 694 546 021**
962	Personnel	1 637 304 000	1 635 022 000	1 694 546 021	103,50	103,64	1 694 546 021
	R E C E T T E S	**147 677 000**	**147 677 000**	**173 721 864**	**117,64**	**117,64**	**167 985 925**
	RECETTES DIRECTES	**147 677 000**	**147 677 000**	**173 721 864**	**117,64**	**117,64**	**167 985 925**
619	Rrr obtenus sur services extérieurs			17 087			17 087
629	Rrr obtenus sur autres services extérieurs			15 787 297			15 787 297
7064	Recouvrements des frais sofix	71 052 000	71 052 000	74 006 610	104,16	104,16	74 006 610
7082	Commissions	500 000	500 000				
70831	Location de matériel informatique	24 125 000	24 125 000	2 625 000	10,88	10,88	2 625 000
722	Immobilisations corporelles (e/o)	46 000 000	46 000 000	5 735 939	12,47	12,47	
74718	Autres participations de l'etat	6 000 000	6 000 000	5 966 587	99,44	99,44	5 966 587
771	Produits exceptionnels sur opérations de gestion			61 228 302			61 228 302
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)			8 355 042			8 355 042
	R E S U L T A T	**- 2 671 482 029**	**- 2 874 466 874**	**- 2 519 878 749**	**94,33**	**87,66**	**- 2 519 878 749**

RESSOURCES HUMAINES 96201	REMUNERATION ET CHARGES 96202											ARTICLE
990 974 789	**34 067 806 475**											
327 477 537	**34 067 806 475**											
25 390 417												606
60 867 380												613
5 347 200												614
5 150 663												615
147 033												616
57 903 737												618
45 345 772	87 126 638											622
177 754												623
7 065 661	44 575 332											624
23 665 760	72 455 395											625
2 972 799												626
77 241 291												628
												635
15 594 225	21 627 698 457											64111
	191 257 370											64112
	4 268 501 095											6413
	7 341 516 997											645
	20 064 592											647
	117 610 599											648
607 845												658
												677
	297 000 000											681
663 497 252												
663 497 252												962
897 642	**34 067 806 475**											
897 642	**1 917 405 496**											
	548 392											619
	12 500											629
	186 955 225											6419
	17 073											647
	247 895 458											722
	546 181 384											74711
	166 200 820											74718
837 976	277 745 612											773
59 666	141 849 032											778
	350 000 000											781
	32 150 400 979											
	3 198 940 839											960
	1 694 546 021											961
	663 497 252											962
	250 306 519											963
	205 495 714											964
	2 015 548 318											965
	566 511 073											966
	724 823 218											967
	234 967 008											968

MISSION/ ARTICLE	LIBELLE	PREVISIONS PRIMITIVES 2024 (A)	PREVISIONS MODIFIEES 2024 (B)	REALISATIONS Mandats ou Titres y compris dépenses imprévues et cessions immobilisations (C)	% (C/A)	% (C/B)	REALISATIONS Hors travaux en régie
	D E P E N S E S	**37 294 729 130**	**37 446 206 888**	**35 058 781 264**	**94,00**	**93,62**	**34 808 153 880**
	DEPENSES DIRECTES	**34 266 541 168**	**34 645 681 926**	**34 395 284 012**	**100,38**	**99,28**	**34 144 656 628**
606	Achats non stockés de matières et fournitures	15 763 317	15 763 317	25 390 417	161,07	161,07	25 390 417
613	Locations	63 247 684	63 247 684	60 867 380	96,24	96,24	60 867 380
614	Charges locatives et de copropriété	4 915 200	4 915 200	5 347 200	108,79	108,79	5 347 200
615	Entretien et réparations	52 632 704	52 632 704	5 150 663	9,79	9,79	5 150 663
616	Primes d'assurances	495 650	495 650	147 033	29,66	29,66	147 033
618	Divers services extérieurs	61 751 443	61 751 443	57 903 737	93,77	93,77	57 903 737
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	106 000 000	106 000 000	132 472 410	124,97	124,97	132 472 410
623	Publicité, publications, relations publiques	515 000	515 000	177 754	34,52	34,52	177 754
624	Transports	49 350 756	49 350 756	51 640 993	104,64	104,64	50 403 623
625	Déplacements et missions	90 229 600	90 229 600	96 121 155	106,53	106,53	91 556 155
626	Frais postaux et frais de télécommunications	3 549 000	3 549 000	2 972 799	83,76	83,76	2 972 799
628	Divers - autres services extérieurs	45 854 634	45 854 634	77 241 291	168,45	168,45	77 241 291
635	Autres impôts, taxes et versements assimilés	15 991 580	15 991 580				
64111	Rémunération brute	24 899 710 245	25 203 931 245	21 643 292 682	86,92	85,87	21 643 292 682
64112	Indemnités pour travaux supplémentaires	232 500 000	232 500 000	191 257 370	82,26	82,26	191 257 370
6413	Personnel non titulaire	620 169 710	646 673 128	4 268 501 095	688,28	660,07	4 079 743 755
645	Charges sociales	7 401 959 645	7 410 326 985	7 341 516 997	99,18	99,07	7 285 449 323
647	Autres charges sociales	35 540 000	35 540 000	20 064 592	56,46	56,46	20 064 592
648	Autres charges de personnel	51 000 000	51 000 000	117 610 599	230,61	230,61	117 610 599
658	Charges diverses de gestion courante			607 845			607 845
677	Travaux en régie (e/o)	465 365 000	505 414 000				
681	Dotat° amort. & aux provis° - charges de fct	50 000 000	50 000 000	297 000 000	594,00	594,00	297 000 000
	DEPENSES INDIRECTES	**3 028 187 962**	**2 800 524 962**	**663 497 252**	**21,91**	**23,69**	**663 497 252**
962	Personnel	3 028 187 962	2 800 524 962	663 497 252	21,91	23,69	663 497 252
	R E C E T T E S	**33 832 104 448**	**34 211 245 206**	**34 068 704 117**	**100,70**	**99,58**	**33 820 808 659**
	RECETTES DIRECTES	**1 413 657 205**	**2 005 796 205**	**1 918 303 138**	**135,70**	**95,64**	**1 670 407 680**
619	Rrr obtenus sur services extérieurs			548 392			548 392
629	Rrr obtenus sur autres services extérieurs			12 500			12 500
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	238 000 000	238 000 000	186 955 225	78,55	78,55	186 955 225
647	Autres charges sociales			17 073			17 073
722	Immobilisations corporelles (e/o)	465 365 000	505 414 000	247 895 458	53,27	49,05	
74711	Participations de l'etat - education	546 181 384	546 181 384	546 181 384	100,00	100,00	546 181 384
74718	Autres participations de l'etat	164 110 821	166 200 821	166 200 820	101,27	100,00	166 200 820
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)			278 583 588			278 583 588
778	Autres produits exceptionnels			141 908 698			141 908 698
781	Reprises amortissements et provisions		550 000 000	350 000 000		63,64	350 000 000
	RECETTES INDIRECTES	**32 418 447 243**	**32 205 449 001**	**32 150 400 979**	**99,17**	**99,83**	**32 150 400 979**
960	Pouvoirs publics	3 129 276 000	3 119 291 000	3 198 940 839	102,23	102,55	3 198 940 839
961	Moyens internes	1 637 304 000	1 635 022 000	1 694 546 021	103,50	103,64	1 694 546 021
962	Personnel	3 028 187 962	2 800 524 962	663 497 252	21,91	23,69	663 497 252
963	Partenariat avec les "collectivites"	241 608 000	241 608 000	250 306 519	103,60	103,60	250 306 519
964	Tourisme	217 440 000	217 440 000	205 495 714	94,51	94,51	205 495 714
965	Developpement des ressources propres	2 108 946 000	2 119 778 758	2 015 548 318	95,57	95,08	2 015 548 318
966	Economie generale	514 162 000	514 162 000	566 511 073	110,18	110,18	566 511 073
967	Travail et emploi	724 188 000	724 188 000	724 823 218	100,09	100,09	724 823 218
968	Culture et patrimoine	229 656 000	229 656 000	234 967 008	102,31	102,31	234 967 008

RESSOURCES HUMAINES 96201	REMUNERATION ET CHARGES 96202											ARTICLE
	3 400 072 386											969
	8 209 424 246											970
	1 896 428 832											971
	268 359 389											973
	2 728 966 159											974
	3 684 499 311											975
	1 405 664 260											976
	971 196 887											990
	31 153 547											991
- 990 077 147												

MISSION/ ARTICLE	LIBELLE	PREVISIONS PRIMITIVES 2024 (A)	PREVISIONS MODIFIEES 2024 (B)	REALISATIONS Mandats ou Titres y compris dépenses imprévues et cessions immobilisations (C)	% (C/A)	% (C/B)	REALISATIONS Hors travaux en régie
969	Enseignement	3 392 902 616	3 398 716 616	3 400 072 386	100,21	100,04	3 400 072 386
970	Sante	7 012 982 000	7 019 702 000	8 209 424 246	117,06	116,95	8 209 424 246
971	Vie sociale	1 791 672 000	1 791 672 000	1 896 428 832	105,85	105,85	1 896 428 832
973	Environnement	247 478 000	250 600 000	268 359 389	108,44	107,09	268 359 389
974	Reseaux et equipements structurants	2 754 168 000	2 757 064 000	2 728 966 159	99,08	98,98	2 728 966 159
975	Transports	2 884 888 665	2 885 165 665	3 684 499 311	127,72	127,70	3 684 499 311
976	Urbanisme, habitat et foncier	1 261 968 000	1 261 968 000	1 405 664 260	111,39	111,39	1 405 664 260
990	Gestion fiscale	893 988 000	891 258 000	971 196 887	108,64	108,97	971 196 887
991	Gestion financiere	347 632 000	347 632 000	31 153 547	8,96	8,96	31 153 547
	R E S U L T A T	**- 3 462 624 682**	**- 3 234 961 682**	**- 990 077 147**	**28,59**	**30,61**	**- 987 345 221**

PARTENARIAT AVEC LES COMMUNES 96301	PARTENARIAT AVEC LES ARCHIPELS 96302	AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET RISQUES NATURELS 96303	PROJETS PILOTES DE DEVELOPPEMENT DURABLE 96304	EQUIPEMENTS ET AMENAGEMENTS A VOCATION COLLECTIVE 96305								ARTICLE
26 014 716 641	**1 107 651 156**	**152 058 234**	**150 000 000**	**139 069 047**								
25 931 351 987	**986 603 717**	**105 843 800**	**150 000 000**	**139 389 055**								
1 391 928	3 340 931	918 567		27 321 735								606
738 909	310 832	13 391 108		145 200								613
207 964	518 096	660 441		20 242 592								615
25 566				242 315								616
				146 900								617
254 812		169 500		340 500								618
		1 084 800		570 000								622
494 224	248 370	201 036		17 500								623
1 539 498	13 217 310	345 522										624
1 428 672	4 654 595	730 899										625
85 500	30 743	254 531										626
1 954 775		48 087 396		90 362 313								628
	964 282 840											65281
22 862 962 165												6552
		36 000 000										6574
		4 000 000										657458
			150 000 000									674352
												677
3 060 267 974												681
83 364 654	**121 047 439**	**46 214 434**		**- 320 008**								
83 364 654	121 047 439	46 214 434		- 320 008								962
2 783 480 661	**34 092 301**	**1 309 137**		**123 405**								
2 783 480 661	**34 092 301**	**1 309 137**		**123 405**								
270 688												629
												722
		1 309 137										771
	34 092 301			123 405								773
2 783 209 973												781
- 23 231 235 980	**- 1 073 558 855**	**- 150 749 097**	**- 150 000 000**	**- 138 945 642**								

MISSION/ ARTICLE	LIBELLE	PREVISIONS PRIMITIVES 2024 (A)	PREVISIONS MODIFIEES 2024 (B)	REALISATIONS Mandats ou Titres y compris dépenses imprévues et cessions immobilisations (C)	% (C/A)	% (C/B)	REALISATIONS Hors travaux en régie
	D E P E N S E S	**24 939 250 523**	**27 999 548 497**	**27 563 495 078**	**110,52**	**98,44**	**27 563 495 078**
	DEPENSES DIRECTES	**24 697 642 523**	**27 757 940 497**	**27 313 188 559**	**110,59**	**98,40**	**27 313 188 559**
606	Achats non stockés de matières et fournitures	81 882 000	81 912 000	32 973 161	40,27	40,25	32 973 161
613	Locations	2 620 000	2 620 000	14 586 049	556,72	556,72	14 586 049
615	Entretien et réparations	24 572 000	24 572 000	21 629 093	88,02	88,02	21 629 093
616	Primes d'assurances	30 000	30 000	267 881	892,94	892,94	267 881
617	Etudes et recherches			146 900			146 900
618	Divers services extérieurs	1 000 000	1 000 000	764 812	76,48	76,48	764 812
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	56 660 000	56 660 000	1 654 800	2,92	2,92	1 654 800
623	Publicité, publications, relations publiques	1 706 590	1 706 590	961 130	56,32	56,32	961 130
624	Transports	19 816 600	19 816 600	15 102 330	76,21	76,21	15 102 330
625	Déplacements et missions	9 321 860	9 321 860	6 814 166	73,10	73,10	6 814 166
626	Frais postaux et frais de télécommunications	1 117 800	1 117 800	370 774	33,17	33,17	370 774
628	Divers - autres services extérieurs	93 736 700	93 736 700	140 404 484	149,79	149,79	140 404 484
65281	Continuité territoriale archipels	1 300 000 000	1 300 000 000	964 282 840	74,18	74,18	964 282 840
6552	Fonds intercommunal de péréquation	22 861 178 973	22 861 178 973	22 862 962 165	100,01	100,01	22 862 962 165
6574	Sub. aux associat° & autres organismes droit privé	75 000 000	75 000 000	36 000 000	48,00	48,00	36 000 000
657458	Autres ass ou grpt sect tourisme-perliculture-pêch	4 000 000	4 000 000	4 000 000	100,00	100,00	4 000 000
674352	Etablissement de teva	150 000 000	150 000 000	150 000 000	100,00	100,00	150 000 000
677	Travaux en régie (e/o)	15 000 000	15 000 000				
681	Dotat° amort. & aux provis° - charges de fct		3 060 267 974	3 060 267 974		100,00	3 060 267 974
	DEPENSES INDIRECTES	**241 608 000**	**241 608 000**	**250 306 519**	**103,60**	**103,60**	**250 306 519**
962	Personnel	241 608 000	241 608 000	250 306 519	103,60	103,60	250 306 519
	R E C E T T E S	**2 798 209 973**	**2 798 209 973**	**2 819 005 504**	**100,74**	**100,74**	**2 819 005 504**
	RECETTES DIRECTES	**2 798 209 973**	**2 798 209 973**	**2 819 005 504**	**100,74**	**100,74**	**2 819 005 504**
629	Rrr obtenus sur autres services extérieurs			270 688			270 688
722	Immobilisations corporelles (e/o)	15 000 000	15 000 000				
771	Produits exceptionnels sur opérations de gestion			1 309 137			1 309 137
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)			34 215 706			34 215 706
781	Reprises amortissements et provisions	2 783 209 973	2 783 209 973	2 783 209 973	100,00	100,00	2 783 209 973
	R E S U L T A T	**- 22 141 040 550**	**- 25 201 338 524**	**- 24 744 489 574**	**111,76**	**98,19**	**- 24 744 489 574**

EQUIPEMENTS ET AMENAGEMENTS TOURISTIQUES 96401	AIDE ET REGULATION DU TOURISME 96402	ANIMATION ET PROMOTION DU TOURISME 96403										ARTICLE
307 861 913	**299 958 922**	**1 666 214 506**										
250 071 847	**152 253 274**	**1 666 214 506**										
6 313 399	3 415 182											606
654 351	6 190 261											613
	5 234 668											614
127 166 352	1 653 763											615
1 392 570	255 391											616
618 675	40 355 943											617
	861 437											618
4 768 735	5 352 670											622
267 778	1 650 385											623
1 288 117	1 729 935											624
787 241	2 165 551											625
	2 471 401											626
106 494 330	17 220 843	146 900										628
	27 880 000											652
												6528
	34 916 684											657
		31 500 000										6574
		416 500 000										657451A
	743 314											658
320 299	155 846											671
		1 218 067 606										6744
57 790 066	**147 705 648**											
57 790 066	147 705 648											962
989 693	**2 631 940**	**7 555 130**										
989 693	**2 631 940**	**7 555 130**										
	6 586											619
16 675												701
	4 399											708
973 018	2 620 955	7 555 130										773
- 306 872 220	**- 297 326 982**	**- 1 658 659 376**										

MISSION/ ARTICLE	LIBELLE	PREVISIONS PRIMITIVES 2024 (A)	PREVISIONS MODIFIEES 2024 (B)	REALISATIONS Mandats ou Titres y compris dépenses imprévues et cessions immobilisations (C)	% (C/A)	% (C/B)	REALISATIONS Hors travaux en régie
	D E P E N S E S	**2 300 034 500**	**2 391 624 592**	**2 274 035 341**	**98,87**	**95,08**	**2 274 035 341**
	DEPENSES DIRECTES	**2 082 594 500**	**2 174 184 592**	**2 068 539 627**	**99,33**	**95,14**	**2 068 539 627**
606	Achats non stockés de matières et fournitures	11 534 500	11 534 500	9 728 581	84,34	84,34	9 728 581
613	Locations	4 960 000	4 960 000	6 844 612	138,00	138,00	6 844 612
614	Charges locatives et de copropriété	11 050 000	11 050 000	5 234 668	47,37	47,37	5 234 668
615	Entretien et réparations	171 000 000	167 590 092	128 820 115	75,33	76,87	128 820 115
616	Primes d'assurances	1 500 000	1 500 000	1 647 961	109,86	109,86	1 647 961
617	Etudes et recherches	20 000 000	20 000 000	40 974 618	204,87	204,87	40 974 618
618	Divers services extérieurs	250 000	250 000	861 437	344,57	344,57	861 437
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	44 500 000	59 500 000	10 121 405	22,74	17,01	10 121 405
623	Publicité, publications, relations publiques	1 500 000	1 500 000	1 918 163	127,88	127,88	1 918 163
624	Transports	6 000 000	6 000 000	3 018 052	50,30	50,30	3 018 052
625	Déplacements et missions	4 500 000	4 500 000	2 952 792	65,62	65,62	2 952 792
626	Frais postaux et frais de télécommunications	2 300 000	2 300 000	2 471 401	107,45	107,45	2 471 401
628	Divers - autres services extérieurs	110 000 000	110 000 000	123 862 073	112,60	112,60	123 862 073
652	Aides à caractère économique			27 880 000			27 880 000
6528	Autres aides à caractère économique	50 000 000	50 000 000				
657	Subventions			34 916 684			34 916 684
6574	Sub. aux associat° & autres organismes droit privé	58 500 000	138 500 000	31 500 000	53,85	22,74	31 500 000
657451A	Gie tahiti tourisme	416 500 000	416 500 000	416 500 000	100,00	100,00	416 500 000
658	Charges diverses de gestion courante			743 314			743 314
671	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			476 145			476 145
6744	Sub. excep associat° & aut. organismes droit privé	1 168 500 000	1 168 500 000	1 218 067 606	104,24	104,24	1 218 067 606
	DEPENSES INDIRECTES	**217 440 000**	**217 440 000**	**205 495 714**	**94,51**	**94,51**	**205 495 714**
962	Personnel	217 440 000	217 440 000	205 495 714	94,51	94,51	205 495 714
	R E C E T T E S			**11 176 763**			**11 176 763**
	RECETTES DIRECTES			**11 176 763**			**11 176 763**
619	Rrr obtenus sur services extérieurs			6 586			6 586
701	Ventes de produits finis			16 675			16 675
708	Autres produits			4 399			4 399
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)			11 149 103			11 149 103
	R E S U L T A T	**- 2 300 034 500**	**- 2 391 624 592**	**- 2 262 858 578**	**98,38**	**94,62**	**- 2 262 858 578**

AGRICULTURE ET ELEVAGE 96501	FORETS 96502	PECHE ET AQUACULTURE 96503	PERLICULTURE 96504	ARTISANAT 96505	RESSOURCES MINIERES 96506							ARTICLE
3 798 071 971	**280 659 248**	**936 628 056**	**441 028 582**	**175 663 769**								
2 649 928 860	**76 281 574**	**582 587 229**	**213 729 109**	**93 976 536**								
150 251 103	52 365 187	66 781 871	31 107 075	2 703 222								606
36 773 980	51 180	52 688 967	23 670 240	491 519								613
2 416 680		2 041 059	480 000									614
36 890 600	7 438 739	17 950 579	4 851 164	1 081 826								615
3 099 817		1 073 902	727 229	375 617								616
38 682 209	1 478 485	76 917 033	76 765 666									617
3 486 096	1 640 279	3 286 947	2 645 186	33 500								618
62 366 364	2 980 129	79 716 260	3 473 684	3 104 310								622
14 746 447	3 473 101	12 185 545	1 443 812	20 585 073								623
22 060 546	1 899 448	15 722 159	5 831 492	343 733								624
23 670 769	4 161 901	17 552 420	6 883 898	145 322								625
14 667 745	3 000	1 804 005	5 070 481	1 678 400								626
15 203												627
28 860 022	790 125	122 700 033	49 357 874	3 449 591								628
15 000												635
				12 837 151								652
		99 025 239										6523
937 199 291												6524
		1 727 924										6558
1 082 450		2 000 000										656
		6 000 000										657
365 944 538												657351
137 700 000		3 000 000		42 873 514								6574
			574 549	4 273 758								658
		413 286										671
			846 759									673
255 000 000												674351
515 000 000												6744
												677
1 148 143 111	**204 377 674**	**354 040 827**	**227 299 473**	**81 687 233**								
1 148 143 111	204 377 674	354 040 827	227 299 473	81 687 233								962
586 783 760	**23 285 849**	**60 472 085**	**7 080 067**	**739 647**								
586 783 760	**23 285 849**	**60 472 085**	**7 080 067**	**739 647**								
			20 975									609
11 940												619
				103 159								652
412 280												657
2 630 550												7021
	17 027 533											7022
6 557 789		16 008 249										7028
			40 215									706
13 066 830												7068
470 000			93 150									707
8 800		12 683										708
202 074												721
17 053 788	3 444 288	12 229 061										722

MISSION/ ARTICLE	LIBELLE	PREVISIONS PRIMITIVES 2024 (A)	PREVISIONS MODIFIEES 2024 (B)	REALISATIONS Mandats ou Titres y compris dépenses imprévues et cessions immobilisations (C)	% (C/A)	% (C/B)	REALISATIONS Hors travaux en régie
	D E P E N S E S	**5 572 024 694**	**6 171 488 581**	**5 632 051 626**	**101,08**	**91,26**	**5 599 122 415**
	DEPENSES DIRECTES	**3 463 078 694**	**4 051 709 823**	**3 616 503 308**	**104,43**	**89,26**	**3 583 574 097**
606	Achats non stockés de matières et fournitures	262 291 000	266 757 351	303 208 458	115,60	113,66	285 592 325
613	Locations	89 610 000	93 010 000	113 675 886	126,86	122,22	112 563 744
614	Charges locatives et de copropriété			4 937 739			4 937 739
615	Entretien et réparations	84 670 000	84 697 088	68 212 908	80,56	80,54	68 212 908
616	Primes d'assurances	10 200 000	10 407 923	5 276 565	51,73	50,70	5 276 565
617	Etudes et recherches	190 600 000	208 094 868	193 843 393	101,70	93,15	193 843 393
618	Divers services extérieurs	8 660 000	9 300 692	11 092 008	128,08	119,26	11 092 008
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	362 035 460	360 435 460	151 640 747	41,89	42,07	151 640 747
623	Publicité, publications, relations publiques	55 021 565	69 579 988	52 433 978	95,30	75,36	52 433 978
624	Transports	37 980 000	37 980 000	45 857 378	120,74	120,74	38 310 347
625	Déplacements et missions	45 530 000	45 530 000	52 414 310	115,12	115,12	45 760 405
626	Frais postaux et frais de télécommunications	29 090 000	29 090 855	23 223 631	79,83	79,83	23 223 631
627	Services bancaires et assimilés			15 203			15 203
628	Divers - autres services extérieurs	191 013 004	194 313 004	205 157 645	107,41	105,58	205 157 645
635	Autres impôts, taxes et versements assimilés	277 665	277 665	15 000	5,40	5,40	15 000
652	Aides à caractère économique	58 000 000	58 750 000	12 837 151	22,13	21,85	12 837 151
6523	Aides sectrs perliculture, pêche & aquaculture	87 000 000	87 000 000	99 025 239	113,82	113,82	99 025 239
6524	Aides aux secteurs de l'agriculture, élevage...	954 000 000	954 000 000	937 199 291	98,24	98,24	937 199 291
6558	Autres contributions	1 600 000	1 600 000	1 727 924	108,00	108,00	1 727 924
656	Participations			3 082 450			3 082 450
657	Subventions			6 000 000			6 000 000
657351	Chambre d'agriculture et de la pêche lagonaire	340 000 000	353 200 000	365 944 538	107,63	103,61	365 944 538
6574	Sub. aux associat° & autres organismes droit privé	207 200 000	238 384 929	183 573 514	88,60	77,01	183 573 514
658	Charges diverses de gestion courante	41 300 000	42 300 000	4 848 307	11,74	11,46	4 848 307
671	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			413 286			413 286
673	Titres annulés			846 759			846 759
674351	Vanille de tahiti	255 000 000	255 000 000	255 000 000	100,00	100,00	255 000 000
6744	Sub. excep associat° & aut. organismes droit privé	30 000 000	530 000 000	515 000 000	1716,67	97,17	515 000 000
677	Travaux en régie (e/o)	122 000 000	122 000 000				
	DEPENSES INDIRECTES	**2 108 946 000**	**2 119 778 758**	**2 015 548 318**	**95,57**	**95,08**	**2 015 548 318**
962	Personnel	2 108 946 000	2 119 778 758	2 015 548 318	95,57	95,08	2 015 548 318
	R E C E T T E S	**258 799 600**	**632 185 553**	**678 361 408**	**262,12**	**107,30**	**645 432 197**
	RECETTES DIRECTES	**258 799 600**	**632 185 553**	**678 361 408**	**262,12**	**107,30**	**645 432 197**
609	Rabais, remises et ristournes obtenus sur achats			20 975			20 975
619	Rrr obtenus sur services extérieurs			11 940			11 940
652	Aides à caractère économique			103 159			103 159
657	Subventions			412 280			412 280
7021	Ventes de bétail	4 000 000	4 000 000	2 630 550	65,76	65,76	2 630 550
7022	Coupes de bois	8 000 000	8 000 000	17 027 533	212,84	212,84	17 027 533
7028	Autres produits	24 000 000	24 000 000	22 566 038	94,03	94,03	22 566 038
706	Prestations de services			40 215			40 215
7068	Autres prestations de services	36 000 000	36 000 000	13 066 830	36,30	36,30	13 066 830
707	Ventes de marchandises	1 000 000	1 000 000	563 150	56,32	56,32	563 150
708	Autres produits			21 483			21 483
721	Immobilisations incorporelles (e/o)			202 074			
722	Immobilisations corporelles (e/o)	122 000 000	122 000 000	32 727 137	26,83	26,83	

AGRICULTURE ET ELEVAGE 96501	FORETS 96502	PECHE ET AQUACULTURE 96503	PERLICULTURE 96504	ARTISANAT 96505	RESSOURCES MINIERES 96506							ARTICLE
556 566		13 876 143										747
28 639 618				596 659								74718
			6 313 499									758
8 698 167		17 150 000										7588
10 812 000		124 391										771
497 541 838	2 814 028	1 071 558	612 228	39 829								773
121 520												778
- 3 211 288 211	**- 257 373 399**	**- 876 155 971**	**- 433 948 515**	**- 174 924 122**								

MISSION/ ARTICLE	LIBELLE	PREVISIONS PRIMITIVES 2024 (A)	PREVISIONS MODIFIEES 2024 (B)	REALISATIONS Mandats ou Titres y compris dépenses imprévues et cessions immobilisations (C)	% (C/A)	% (C/B)	REALISATIONS Hors travaux en régie
747	Participations			14 432 709			14 432 709
74718	Autres participations de l'etat	35 799 600	36 349 600	29 236 277	81,67	80,43	29 236 277
758	Divers - autres produits d'activité			6 313 499			6 313 499
7588	Autres-divers autres produits d'activité	28 000 000	28 000 000	25 848 167	92,31	92,31	25 848 167
771	Produits exceptionnels sur opérations de gestion			10 936 391			10 936 391
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)		372 835 953	502 079 481		134,66	502 079 481
778	Autres produits exceptionnels			121 520			121 520
	R E S U L T A T	**- 5 313 225 094**	**- 5 539 303 028**	**- 4 953 690 218**	**93,23**	**89,43**	**- 4 953 690 218**

REGULATION 96601	COMMERCE EXTERIEUR ET PROMOTION 96602	DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES 96603	REGULATION DES PRIX 96604	TRAITEMENT DU SURENDETTEMENT 96605	PROPRIETE INDUSTRIELLE 96606							ARTICLE
5 233 341 224	**110 755 100**	**625 314 774**	**858 007 139**	**48 000 000**	**39 753 563**							
4 792 953 880	**40 905 225**	**608 611 578**	**858 007 139**	**48 000 000**	**182 905**							
13 067 354	1 650 115											606
1 740 471	4 040 603											613
	1 044 650											614
5 850 704	139 620											615
43 452	25 566											616
												617
1 945 298	3 039 687											618
4 693 005	11 582 500	968 912		48 000 000								622
5 469 351	2 850 461											623
1 045 571	452 303											624
2 441 277	360 000											625
3 161 614	468 017											626
												627
13 240 981	12 995 330											628
		427 786 700	858 007 139									652
		56 553 167										6527
24 000 000												6555
100 000 000												6556G
4 150 000 000												6556H
	1 056 373											6573
465 000 000												657362
1 096 602	1 200 000	95 652 798										6574
												657458
158 200												658
					11 065							666
		2 650 000			171 840							673
		25 000 001										674
440 387 344	**69 849 875**	**16 703 196**			**39 570 658**							
440 387 344	69 849 875	16 703 196			39 570 658							962
29 172 779	**957 783**	**67 737 939**		**9 275 140**	**154 918 968**							
29 172 779	**957 783**	**67 737 939**		**9 275 140**	**154 918 968**							
		70 293										652
					154 874 316							754
27 313 826												7581
1 858 953	957 783	67 667 646		9 275 140								773
					44 652							778
- 5 204 168 445	**- 109 797 317**	**- 557 576 835**	**- 858 007 139**	**- 38 724 860**	**115 165 405**							

MISSION/ ARTICLE	LIBELLE	PREVISIONS PRIMITIVES 2024 (A)	PREVISIONS MODIFIEES 2024 (B)	REALISATIONS Mandats ou Titres y compris dépenses imprévues et cessions immobilisations (C)	% (C/A)	% (C/B)	REALISATIONS Hors travaux en régie
	D E P E N S E S	**4 700 682 500**	**7 676 459 946**	**6 915 171 800**	**147,11**	**90,08**	**6 915 171 800**
	DEPENSES DIRECTES	**4 186 520 500**	**7 162 297 946**	**6 348 660 727**	**151,65**	**88,64**	**6 348 660 727**
606	Achats non stockés de matières et fournitures	9 129 110	9 129 110	14 717 469	161,21	161,21	14 717 469
613	Locations	7 760 270	7 760 270	5 781 074	74,50	74,50	5 781 074
614	Charges locatives et de copropriété			1 044 650			1 044 650
615	Entretien et réparations	5 700 000	5 700 000	5 990 324	105,09	105,09	5 990 324
616	Primes d'assurances	280 000	280 000	69 018	24,65	24,65	69 018
617	Etudes et recherches		50 000 000				
618	Divers services extérieurs	21 700 000	20 477 446	4 984 985	22,97	24,34	4 984 985
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	68 060 120	68 060 120	65 244 417	95,86	95,86	65 244 417
623	Publicité, publications, relations publiques	16 350 000	16 350 000	8 319 812	50,89	50,89	8 319 812
624	Transports	7 500 000	7 500 000	1 497 874	19,97	19,97	1 497 874
625	Déplacements et missions	7 000 000	7 000 000	2 801 277	40,02	40,02	2 801 277
626	Frais postaux et frais de télécommunications	6 000 000	6 000 000	3 629 631	60,49	60,49	3 629 631
627	Services bancaires et assimilés	40 000	40 000				
628	Divers - autres services extérieurs	30 000 000	30 000 000	26 236 311	87,45	87,45	26 236 311
652	Aides à caractère économique	1 695 000 000	1 757 000 000	1 285 793 839	75,86	73,18	1 285 793 839
6527	Aides au secteur du logement,...	130 000 000	130 000 000	56 553 167	43,50	43,50	56 553 167
6555	Dotation de fonctionnement de l'apc	24 000 000	24 000 000	24 000 000	100,00	100,00	24 000 000
6556G	Fonds de péréquation des prix des hydrocarbures		100 000 000	100 000 000		100,00	100 000 000
6556H	Fonds de régulation des prix des hydrocarbures	1 500 000 000	4 150 000 000	4 150 000 000	276,67	100,00	4 150 000 000
6573	Subventions aux organismes publics	135 000 000	250 000 000	1 056 373	0,78	0,42	1 056 373
657362	Institut de la statistique	425 000 000	425 000 000	465 000 000	109,41	109,41	465 000 000
6574	Sub. aux associat° & autres organismes droit privé	88 000 000	88 000 000	97 949 400	111,31	111,31	97 949 400
657458	Autres ass ou grpt sect tourisme-perliculture-pêch	10 000 000	10 000 000				
658	Charges diverses de gestion courante			158 200			158 200
666	Pertes de change	1 000	1 000	11 065	1106,50	1106,50	11 065
673	Titres annulés			2 821 840			2 821 840
674	Subventions exceptionnelles			25 000 001			25 000 001
	DEPENSES INDIRECTES	**514 162 000**	**514 162 000**	**566 511 073**	**110,18**	**110,18**	**566 511 073**
962	Personnel	514 162 000	514 162 000	566 511 073	110,18	110,18	566 511 073
	R E C E T T E S	**172 000 000**	**172 000 000**	**262 062 609**	**152,36**	**152,36**	**262 062 609**
	RECETTES DIRECTES	**172 000 000**	**172 000 000**	**262 062 609**	**152,36**	**152,36**	**262 062 609**
652	Aides à caractère économique			70 293			70 293
754	Redevances perçues au titre propriété industrielle	156 000 000	156 000 000	154 874 316	99,28	99,28	154 874 316
7581	Amendes et confiscations non fiscales	16 000 000	16 000 000	27 313 826	170,71	170,71	27 313 826
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)			79 759 522			79 759 522
778	Autres produits exceptionnels			44 652			44 652
	R E S U L T A T	**- 4 528 682 500**	**- 7 504 459 946**	**- 6 653 109 191**	**146,91**	**88,66**	**- 6 653 109 191**

TRAVAIL 96701	EMPLOI ET INSERTION PROFESSIONNELLE 96702	FORMATION PROFESSIONNELLE 96703										ARTICLE
227 730 247	**5 374 489 361**	**2 758 581 582**										
86 772 704	**4 898 258 243**	**2 650 947 025**										
5 087 818	18 139 649	6 779 549										606
29 021 103	58 524 032	21 520 495										613
2 401 200	4 633 200	1 544 400										614
1 109 605	15 860 081	5 065 767										615
455 803	3 132 270	1 003 885										616
3 522 983	2 668 000	106 946 441										618
315 001	14 690											622
	10 864 757	440 206										623
966 068	1 321 908	110 644										624
1 132 771	2 039 098	251 460										625
3 165 477	9 407 670	3 111 465										626
5 524 378	21 498 430	3 110 588										628
		10 499 086										6513
		2 715 869										652
	4 745 518 786	543 674 142										65212
		19 000 000										6573
		342 290 000										657321
		1 138 713 256										657322
		212 000 000										657323
		37 000 000										657332
		157 000 000										657342
15 000 000		20 000 000										6574
19 000 000												657421
70 497		8 462 408										658
	4 569 005											6581
	66 667											673
		9 707 364										678
140 957 543	**476 231 118**	**107 634 557**										
140 957 543	476 231 118	107 634 557										962
28 949 124	**175 081 639**	**43 574 969**										
28 949 124	**175 081 639**	**43 574 969**										
	13 227 014	1 712 040										652
12 794												708
13 280 942												74718
13 334 265												7581
2 321 123	161 854 625	41 862 929										773
- 198 781 123	**- 5 199 407 722**	**- 2 715 006 613**										

MISSION/ ARTICLE	LIBELLE	PREVISIONS PRIMITIVES 2024 (A)	PREVISIONS MODIFIEES 2024 (B)	REALISATIONS Mandats ou Titres y compris dépenses imprévues et cessions immobilisations (C)	% (C/A)	% (C/B)	REALISATIONS Hors travaux en régie
	D E P E N S E S	**8 519 774 456**	**9 355 878 621**	**8 360 801 190**	**98,13**	**89,36**	**8 360 801 190**
	DEPENSES DIRECTES	**7 795 586 456**	**8 631 690 621**	**7 635 977 972**	**97,95**	**88,46**	**7 635 977 972**
606	Achats non stockés de matières et fournitures	31 678 500	31 939 057	30 007 016	94,72	93,95	30 007 016
613	Locations	114 038 595	114 038 595	109 065 630	95,64	95,64	109 065 630
614	Charges locatives et de copropriété	8 578 800	8 578 800	8 578 800	100,00	100,00	8 578 800
615	Entretien et réparations	22 458 064	22 458 064	22 035 453	98,12	98,12	22 035 453
616	Primes d'assurances	4 890 400	4 890 400	4 591 958	93,90	93,90	4 591 958
618	Divers services extérieurs	87 300 000	182 886 577	113 137 424	129,60	61,86	113 137 424
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	2 500 000	22 500 000	329 691	13,19	1,47	329 691
623	Publicité, publications, relations publiques	7 200 000	7 200 000	11 304 963	157,01	157,01	11 304 963
624	Transports	2 500 000	2 500 000	2 398 620	95,94	95,94	2 398 620
625	Déplacements et missions	2 500 000	2 500 000	3 423 329	136,93	136,93	3 423 329
626	Frais postaux et frais de télécommunications	15 032 800	15 032 800	15 684 612	104,34	104,34	15 684 612
628	Divers - autres services extérieurs	30 619 041	30 635 459	30 133 396	98,41	98,36	30 133 396
6513	Bourses	24 000 000	24 000 000	10 499 086	43,75	43,75	10 499 086
652	Aides à caractère économique	15 000 000	15 000 000	2 715 869	18,11	18,11	2 715 869
65212	Emploi et insertion professionnelle	5 460 685 000	6 166 685 000	5 289 192 928	96,86	85,77	5 289 192 928
6573	Subventions aux organismes publics	19 000 000	19 000 000	19 000 000	100,00	100,00	19 000 000
657321	Centre des métiers de la mer de pf (ex ifm-pc)	342 290 000	342 290 000	342 290 000	100,00	100,00	342 290 000
657322	Centre de formation professionnelle des adultes	1 138 713 256	1 138 713 256	1 138 713 256	100,00	100,00	1 138 713 256
657323	Etbs public enseignement, format° profes agricoles	212 000 000	212 000 000	212 000 000	100,00	100,00	212 000 000
657332	Centre hospitalier de polynésie francaise	37 000 000	37 000 000	37 000 000	100,00	100,00	37 000 000
657342	Centre des métiers d'art	157 000 000	157 000 000	157 000 000	100,00	100,00	157 000 000
6574	Sub. aux associat° & autres organismes droit privé	35 000 000	44 000 000	35 000 000	100,00	79,55	35 000 000
657421	Syndicats de salariés	19 000 000	19 000 000	19 000 000	100,00	100,00	19 000 000
658	Charges diverses de gestion courante	5 068 000	7 918 000	8 532 905	168,37	107,77	8 532 905
6581	Redevances pr concessions,brevets,licences,procé..		2 390 613	4 569 005		191,12	4 569 005
673	Titres annulés	1 534 000	1 534 000	66 667	4,35	4,35	66 667
678	Autres charges exceptionnelles			9 707 364			9 707 364
	DEPENSES INDIRECTES	**724 188 000**	**724 188 000**	**724 823 218**	**100,09**	**100,09**	**724 823 218**
962	Personnel	724 188 000	724 188 000	724 823 218	100,09	100,09	724 823 218
	R E C E T T E S	**26 020 385**	**26 280 942**	**247 605 732**	**951,58**	**942,15**	**247 605 732**
	RECETTES DIRECTES	**26 020 385**	**26 280 942**	**247 605 732**	**951,58**	**942,15**	**247 605 732**
652	Aides à caractère économique			14 939 054			14 939 054
708	Autres produits			12 794			12 794
74718	Autres participations de l'etat	13 020 385	13 280 942	13 280 942	102,00	100,00	13 280 942
7581	Amendes et confiscations non fiscales	13 000 000	13 000 000	13 334 265	102,57	102,57	13 334 265
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)			206 038 677			206 038 677
	R E S U L T A T	**- 8 493 754 071**	**- 9 329 597 679**	**- 8 113 195 458**	**95,52**	**86,96**	**- 8 113 195 458**

CULTURE ET ART CONTEMPORAIN 96801	PATRIMOINE ET TRANSMISS° DES SAVOIRS TRADITIONNELS 96802											ARTICLE
1 008 229 190	**466 785 014**											
964 491 892	**275 555 304**											
6 123 992	11 381 041											606
73 990	3 038 932											613
6 716 242	31 229 784											615
	118 721											616
9 262 103												617
294 589	1 799 594											618
5 868 350	13 838 534											622
2 223 066	1 455 880											623
139 867	2 445 162											624
702 000	6 511 115											625
144 500	1 409 027											626
10 723 717	28 088 505											628
												651
5 361 100												6528
2 631 265	4 587 200											656
												6573
233 136 000												657341
568 494 000												657343
	164 300 000											657344
112 597 111	5 100 000											6574
	251 809											658
43 737 298	**191 229 710**											
43 737 298	191 229 710											962
9 349 424	**7 130 491**											
9 349 424	**7 130 491**											
	535 319											657
	5 235 560											74718
9 349 424	1 359 612											773
- 998 879 766	**- 459 654 523**											

MISSION/ ARTICLE	LIBELLE	PREVISIONS PRIMITIVES 2024 (A)	PREVISIONS MODIFIEES 2024 (B)	REALISATIONS Mandats ou Titres y compris dépenses imprévues et cessions immobilisations (C)	% (C/A)	% (C/B)	REALISATIONS Hors travaux en régie
	D E P E N S E S	**1 346 816 968**	**1 511 014 314**	**1 475 014 204**	**109,52**	**97,62**	**1 475 014 204**
	DEPENSES DIRECTES	**1 117 160 968**	**1 281 358 314**	**1 240 047 196**	**111,00**	**96,78**	**1 240 047 196**
606	Achats non stockés de matières et fournitures	10 647 125	10 647 125	17 505 033	164,41	164,41	17 505 033
613	Locations	1 350 000	1 350 000	3 112 922	230,59	230,59	3 112 922
615	Entretien et réparations	25 800 000	29 209 908	37 946 026	147,08	129,91	37 946 026
616	Primes d'assurances	180 000	180 000	118 721	65,96	65,96	118 721
617	Etudes et recherches	2 850 000	2 850 000	9 262 103	324,99	324,99	9 262 103
618	Divers services extérieurs	250 000	250 000	2 094 183	837,67	837,67	2 094 183
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	57 600 000	68 986 634	19 706 884	34,21	28,57	19 706 884
623	Publicité, publications, relations publiques	2 500 000	2 500 000	3 678 946	147,16	147,16	3 678 946
624	Transports	7 800 000	7 800 000	2 585 029	33,14	33,14	2 585 029
625	Déplacements et missions	8 250 000	8 250 000	7 213 115	87,43	87,43	7 213 115
626	Frais postaux et frais de télécommunications	1 500 000	1 500 000	1 553 527	103,57	103,57	1 553 527
628	Divers - autres services extérieurs	4 500 000	4 500 804	38 812 222	862,49	862,34	38 812 222
651	Aides à la personne	2 000 000	2 000 000				
6528	Autres aides à caractère économique	3 000 000	8 000 000	5 361 100	178,70	67,01	5 361 100
656	Participations			7 218 465			7 218 465
6573	Subventions aux organismes publics	103 800 000	224 200 000				
657341	Conservatoire artistique	233 136 000	233 136 000	233 136 000	100,00	100,00	233 136 000
657343	Te fare tauhiti nui	375 894 000	384 894 000	568 494 000	151,24	147,70	568 494 000
657344	Musée de tahiti et des îles	141 300 000	141 300 000	164 300 000	116,28	116,28	164 300 000
6574	Sub. aux associat° & autres organismes droit privé	134 803 843	149 803 843	117 697 111	87,31	78,57	117 697 111
658	Charges diverses de gestion courante			251 809			251 809
	DEPENSES INDIRECTES	**229 656 000**	**229 656 000**	**234 967 008**	**102,31**	**102,31**	**234 967 008**
962	Personnel	229 656 000	229 656 000	234 967 008	102,31	102,31	234 967 008
	R E C E T T E S		**2 386 634**	**16 479 915**		**690,51**	**16 479 915**
	RECETTES DIRECTES		**2 386 634**	**16 479 915**		**690,51**	**16 479 915**
657	Subventions			535 319			535 319
74718	Autres participations de l'etat		2 386 634	5 235 560		219,37	5 235 560
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)			10 709 036			10 709 036
	R E S U L T A T	**- 1 346 816 968**	**- 1 508 627 680**	**- 1 458 534 289**	**108,29**	**96,68**	**- 1 458 534 289**

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE 96901	ENSEIGNEMENT SECONDAIRE 96902	ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL 96903	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE 96904	SOUTIEN A L'ELEVE 96905	PROMOTION LANGUES POLYNESIENNES, PLURILINGUISME... 96906							ARTICLE
2 052 469 176	**2 857 702 274**	**1 126 674 061**	**167 891 522**	**1 971 175 653**	**104 725 808**							
217 203 675	**1 615 046 494**	**871 323 369**	**123 041 391**	**1 949 225 371**	**104 725 808**							
33 810 220	30 036 447	491 317	172 296	2 954 668	6 764 363							606
11 492 404	5 577 050	132 650	1 303 776	1 598 346	202 400							613
8 040 105	4 572 150	6 491 270	137 135	15 000								615
272 513			12 841									616
			75 302 425		2 150 000							617
5 527 528	20 382 140			499 420	2 892 753							618
148 921	4 207 659											622
797 445	2 178 098			2 437 110	3 224 050							623
38 232 313	28 543 145	1 366 404	865 286	2 151 888	3 469 062							624
66 834 587	32 235 769	5 205 364	932 206	2 921 632	5 552 631							625
18 634 538	3 706 356		319 220									626
28 805 962	25 320 548		10 449 072	17 592 972	17 977 504							628
												651
				1 206 702 649								6513
4 263 959		85 078 682		62 395 778								6514
	816 872 784	595 974 670										65511
	472 179 046											65512
					2 861 200							656
			16 108 372	437 322 489								6568
			17 438 762		23 243 645							657
	167 934 913	89 583 012		115 437 420								657313
		87 000 000		96 932 937	4 116 000							6574
					19 564 200							657441A
					7 569 000							657441B
					5 139 000							657441C
343 180				263 062								658
	581 719											6581
	718 670											671
1 835 265 501	**1 242 655 780**	**255 350 692**	**44 850 131**	**21 950 282**								
1 835 265 501	1 242 655 780	255 350 692	44 850 131	21 950 282								962
38 065 334	**423 185 329**	**258 411 974**	**2 475 508**	**193 830 767**	**2 728 934**							
38 065 334	**423 185 329**	**258 411 974**	**2 475 508**	**193 830 767**	**2 728 934**							
724 712				85 920	23 545							629
				243 033								651
27 565 632	410 010 978	258 278 383	2 172 214	100 503 341								74711
				41 796 196								74718
604 019	496 785											771
9 170 971	12 677 566	133 591	303 294	51 202 277	2 705 389							773
- 2 014 403 842	**- 2 434 516 945**	**- 868 262 087**	**- 165 416 014**	**- 1 777 344 886**	**- 101 996 874**							

MISSION/ ARTICLE	LIBELLE	PREVISIONS PRIMITIVES 2024 (A)	PREVISIONS MODIFIEES 2024 (B)	REALISATIONS Mandats ou Titres y compris dépenses imprévues et cessions immobilisations (C)	% (C/A)	% (C/B)	REALISATIONS Hors travaux en régie
	D E P E N S E S	**8 215 310 769**	**9 093 063 559**	**8 280 638 494**	**100,80**	**91,07**	**8 280 638 494**
	DEPENSES DIRECTES	**4 822 408 153**	**5 694 346 943**	**4 880 566 108**	**101,21**	**85,71**	**4 880 566 108**
606	Achats non stockés de matières et fournitures	54 774 617	54 774 617	74 229 311	135,52	135,52	74 229 311
613	Locations	6 730 000	6 730 000	20 306 626	301,73	301,73	20 306 626
615	Entretien et réparations	18 417 700	50 417 700	19 255 660	104,55	38,19	19 255 660
616	Primes d'assurances	13 075 000	13 075 000	285 354	2,18	2,18	285 354
617	Etudes et recherches	114 651 859	114 651 859	77 452 425	67,55	67,55	77 452 425
618	Divers services extérieurs	20 986 069	21 117 039	29 301 841	139,63	138,76	29 301 841
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	19 900 000	20 900 000	4 356 580	21,89	20,84	4 356 580
623	Publicité, publications, relations publiques	34 300 000	34 300 000	8 636 703	25,18	25,18	8 636 703
624	Transports	71 018 693	72 906 792	74 628 098	105,08	102,36	74 628 098
625	Déplacements et missions	130 244 451	140 565 540	113 682 189	87,28	80,87	113 682 189
626	Frais postaux et frais de télécommunications	20 550 000	20 550 000	22 660 114	110,27	110,27	22 660 114
628	Divers - autres services extérieurs	194 473 586	198 727 825	100 146 058	51,50	50,39	100 146 058
651	Aides à la personne	23 000 000	23 000 000				
6513	Bourses	1 133 600 000	1 883 600 000	1 206 702 649	106,45	64,06	1 206 702 649
6514	Autres prestations	119 895 227	122 671 121	151 738 419	126,56	123,70	151 738 419
65511	Etablissements publics	1 425 241 249	1 425 241 249	1 412 847 454	99,13	99,13	1 412 847 454
65512	Etablissements privés	430 658 304	472 179 046	472 179 046	109,64	100,00	472 179 046
656	Participations	2 147 972	2 147 972	2 861 200	133,20	133,20	2 861 200
6568	Autres participations	443 000 000	443 000 000	453 430 861	102,35	102,35	453 430 861
657	Subventions			40 682 407			40 682 407
657313	Collèges et lycées publics	315 859 226	343 859 226	372 955 345	118,08	108,46	372 955 345
6574	Sub. aux associat° & autres organismes droit privé	197 612 000	197 612 000	188 048 937	95,16	95,16	188 048 937
657441A	Académie tahitienne	19 564 200	19 564 200	19 564 200	100,00	100,00	19 564 200
657441B	Académie marquisienne	7 569 000	7 569 000	7 569 000	100,00	100,00	7 569 000
657441C	Académie paumotu mangareva	5 139 000	5 139 000	5 139 000	100,00	100,00	5 139 000
658	Charges diverses de gestion courante			606 242			606 242
6581	Redevances pr concessions,brevets,licences,procé..		47 757	581 719		1218,08	581 719
671	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			718 670			718 670
	DEPENSES INDIRECTES	**3 392 902 616**	**3 398 716 616**	**3 400 072 386**	**100,21**	**100,04**	**3 400 072 386**
962	Personnel	3 392 902 616	3 398 716 616	3 400 072 386	100,21	100,04	3 400 072 386
	R E C E T T E S	**797 207 455**	**819 086 201**	**918 697 846**	**115,24**	**112,16**	**918 697 846**
	RECETTES DIRECTES	**797 207 455**	**819 086 201**	**918 697 846**	**115,24**	**112,16**	**918 697 846**
629	Rrr obtenus sur autres services extérieurs			834 177			834 177
651	Aides à la personne			243 033			243 033
74711	Participations de l'etat - education	786 261 694	795 640 571	798 530 548	101,56	100,36	798 530 548
74718	Autres participations de l'etat	10 945 761	23 445 630	41 796 196	381,85	178,27	41 796 196
771	Produits exceptionnels sur opérations de gestion			1 100 804			1 100 804
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)			76 193 088			76 193 088
	R E S U L T A T	**- 7 418 103 314**	**- 8 273 977 358**	**- 7 361 940 648**	**99,24**	**88,98**	**- 7 361 940 648**

OFFRE DE SANTE - MEDECINE CURATIVE	SANTE PUBLIQUE - PREVENTION	VEILLE ET SECURITE SANITAIRES										
97001	97002	97003										ARTICLE
13 152 034 878	**2 606 262 859**	**958 714 521**										
7 198 212 118	**1 102 262 835**	**207 113 059**										
361 065 030	223 839 268											602
128 362 204	354 339 100											6032
391 410 553	71 037 700	42 963 883										606
155 966 127	4 548 726	2 553 864										613
1 386 800												614
176 560 098	17 442 828	3 915 442										615
2 425 438		240 124										616
58 529												617
29 020 843	1 293 797	7 927 273										618
469 235 774	24 431 962	99 339 694										622
1 589 940	473 676	518 717										623
123 864 581	15 899 944	8 829 873										624
312 444 188	10 101 553	12 778 732										625
69 124 909	6 386 113	221 561										626
205 295												627
247 174 724	32 230 108	27 821 749										628
13 300	16 500											635
43 200	4 600											647
												648
133 258 816												651
42 827 178												6568
2 100 000 000												657332
												6574
1 674 591	216 960											658
		2 147										673
	340 000 000											674311
400 500 000												674312
2 050 000 000												674338
												677
5 953 822 760	**1 504 000 024**	**751 601 462**										
5 953 822 760	1 504 000 024	751 601 462										962
1 283 225 399	**339 642 779**	**22 869 957**										
1 283 225 399	**339 642 779**	**22 869 957**										
143 941 661	333 929 300											6032
1 156 607												609
3 832	247 000	133 560										629
	2 880 000											703
609												706
553 118 062												7063
181 733	339 959											708
430 137												721
1 211 155												722
6 581 026	245 000											747
477 326 969												74712
64 902 426												7476
5 217 770												752

MISSION/ ARTICLE	LIBELLE	PREVISIONS PRIMITIVES 2024 (A)	PREVISIONS MODIFIEES 2024 (B)	REALISATIONS Mandats ou Titres y compris dépenses imprévues et cessions immobilisations (C)	% (C/A)	% (C/B)	REALISATIONS Hors travaux en régie
	D E P E N S E S	**10 902 967 692**	**15 781 504 954**	**16 717 012 258**	**153,33**	**105,93**	**16 715 370 966**
	DEPENSES DIRECTES	**3 889 985 692**	**8 761 802 954**	**8 507 588 012**	**218,70**	**97,10**	**8 505 946 720**
602	Achats stockés - autres approvisionnements	570 500 000	618 690 000	584 904 298	102,52	94,54	584 904 298
6032	Variation des stocks des autres approvisionnements		482 701 304	482 701 304		100,00	482 701 304
606	Achats non stockés de matières et fournitures	431 600 124	505 685 124	505 412 136	117,10	99,95	504 979 989
613	Locations	178 781 473	317 711 473	163 068 717	91,21	51,33	163 008 717
614	Charges locatives et de copropriété	520 000	520 000	1 386 800	266,69	266,69	1 386 800
615	Entretien et réparations	174 193 728	217 741 728	197 918 368	113,62	90,90	197 918 368
616	Primes d'assurances	2 886 826	2 886 826	2 665 562	92,34	92,34	2 665 562
617	Etudes et recherches	1 600 000	1 600 000	58 529	3,66	3,66	58 529
618	Divers services extérieurs	54 634 087	57 821 247	38 241 913	70,00	66,14	38 241 913
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	399 948 078	628 327 073	593 007 430	148,27	94,38	593 007 430
623	Publicité, publications, relations publiques	1 546 483	1 546 483	2 582 333	166,98	166,98	2 582 333
624	Transports	149 347 865	153 207 865	148 594 398	99,50	96,99	148 113 053
625	Déplacements et missions	252 853 789	312 264 625	335 324 473	132,62	107,38	334 656 673
626	Frais postaux et frais de télécommunications	82 894 281	83 114 281	75 732 583	91,36	91,12	75 732 583
627	Services bancaires et assimilés	283 741	283 741	205 295	72,35	72,35	205 295
628	Divers - autres services extérieurs	312 757 217	341 563 184	307 226 581	98,23	89,95	307 226 581
635	Autres impôts, taxes et versements assimilés	18 000	18 000	29 800	165,56	165,56	29 800
647	Autres charges sociales			47 800			47 800
648	Autres charges de personnel	4 000 000	4 000 000				
651	Aides à la personne	90 620 000	90 620 000	133 258 816	147,05	147,05	133 258 816
6568	Autres participations	38 000 000	38 000 000	42 827 178	112,70	112,70	42 827 178
657332	Centre hospitalier de polynésie francaise	400 000 000	2 100 000 000	2 100 000 000	525,00	100,00	2 100 000 000
6574	Sub. aux associat° & autres organismes droit privé	15 000 000	5 000 000				
658	Charges diverses de gestion courante	1 000 000	1 000 000	1 891 551	189,16	189,16	1 891 551
673	Titres annulés			2 147			2 147
674311	Institut louis malardé	340 000 000	340 000 000	340 000 000	100,00	100,00	340 000 000
674312	Institut du cancer	380 000 000	400 500 000	400 500 000	105,39	100,00	400 500 000
674338	Autres subv sectr social-solidarité-santé-environt		2 050 000 000	2 050 000 000		100,00	2 050 000 000
677	Travaux en régie (e/o)	7 000 000	7 000 000				
	DEPENSES INDIRECTES	**7 012 982 000**	**7 019 702 000**	**8 209 424 246**	**117,06**	**116,95**	**8 209 424 246**
962	Personnel	7 012 982 000	7 019 702 000	8 209 424 246	117,06	116,95	8 209 424 246
	R E C E T T E S	**346 000 000**	**1 306 028 273**	**1 645 738 135**	**475,65**	**126,01**	**1 644 096 843**
	RECETTES DIRECTES	**346 000 000**	**1 306 028 273**	**1 645 738 135**	**475,65**	**126,01**	**1 644 096 843**
6032	Variation des stocks des autres approvisionnements		482 701 304	477 870 961		99,00	477 870 961
609	Rabais, remises et ristournes obtenus sur achats			1 156 607			1 156 607
629	Rrr obtenus sur autres services extérieurs			384 392			384 392
703	Redevances et recettes d'utilisation du domaine			2 880 000			2 880 000
706	Prestations de services			609			609
7063	Recettes des structures de soins	309 000 000	309 000 000	553 118 062	179,00	179,00	553 118 062
708	Autres produits			521 692			521 692
721	Immobilisations incorporelles (e/o)			430 137			
722	Immobilisations corporelles (e/o)	7 000 000	7 000 000	1 211 155	17,30	17,30	
747	Participations			6 826 026			6 826 026
74712	Participations de l'etat - santé		477 326 969	477 326 969		100,00	477 326 969
7476	Participations de la caisse de prévoyance sociale	30 000 000	30 000 000	64 902 426	216,34	216,34	64 902 426
752	Revenus des immeubles			5 217 770			5 217 770

OFFRE DE SANTE - MEDECINE CURATIVE 97001	SANTE PUBLIQUE - PREVENTION 97002	VEILLE ET SECURITE SANITAIRES 97003										ARTICLE
		4 652 446										758
539 236		7 652 522										771
28 614 176	2 001 520	10 431 429										773
- 11 868 809 479	**- 2 266 620 080**	**- 935 844 564**										

MISSION/ ARTICLE	LIBELLE	PREVISIONS PRIMITIVES 2024 (A)	PREVISIONS MODIFIEES 2024 (B)	REALISATIONS Mandats ou Titres y compris dépenses imprévues et cessions immobilisations (C)	% (C/A)	% (C/B)	REALISATIONS Hors travaux en régie
758	Divers - autres produits d'activité			4 652 446			4 652 446
771	Produits exceptionnels sur opérations de gestion			8 191 758			8 191 758
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)			41 047 125			41 047 125
	R E S U L T A T	**- 10 556 967 692**	**- 14 475 476 681**	**- 15 071 274 123**	**142,76**	**104,12**	**- 15 071 274 123**

PROTECTION DE L'ENFANCE 97101	SOLIDARITE 97102	COHESION SOCIALE 97103	ACCES AU LOGEMENT 97104	JEUNESSE 97105	SPORTS 97106							ARTICLE
1 006 254 493	**710 283 529**	**2 803 535 358**	**513 346 575**	**396 280 045**	**2 557 390 395**							
488 200 536	**464 721 471**	**2 120 285 239**	**510 393 751**	**205 032 917**	**2 302 027 649**							
14 056 228	9 349 441	34 379 928			15 127 379							606
8 845 542	26 854 750	14 851 665		531 906	6 715 215							613
		55 087			105 000							614
2 089 371	59 870	15 615 414			5 918 063							615
25 682		1 687 469			168 879							616
		7 317 106		734 500								617
887 280		10 673 643			2 124 706							618
400 000	5 034 000	16 109 975		31 380 131	13 313 267							622
10 173 693		16 082 233		2 657 024	70 839 087							623
4 335 615	1 418 759	1 850 164 417		2 765 690	14 099 387							624
9 712 740	754 944	18 817 100		3 662 120	6 207 796							625
4 688 079	4 690 016	11 069 052			3 606 507							626
11 535 790	3 282 562	73 645 961		262 400	15 514 996							628
		556 563										635
	19 452 845											6512
					14 200 000							6513
	12 474 937											6514
		33 738 159										6516
			11 413 455									652
			94 980 296									6528
	314 147	3 691 000		830 557	2 232 993							653
		4 400 000		716 000	18 000 000							656
5 700 000												6568
	990 000											657
	380 000 000											657333
415 600 000												657334
					1 432 550 000							657348A
		7 412 494	404 000 000	161 492 589	681 304 374							6574
150 516	45 200											658
		17 973										671
518 053 957	**245 562 058**	**683 250 119**	**2 952 824**	**191 247 128**	**255 362 746**							
518 053 957	245 562 058	683 250 119	2 952 824	191 247 128	255 362 746							962
875 249	**2 876 943**	**372 351 428**	**5 607 051**	**17 464 365**	**165 012 993**							
875 249	**2 876 943**	**372 351 428**	**5 607 051**	**17 464 365**	**165 012 993**							
133 000				24 560	367 000							629
	45 000											651
15 000					200							708
	1 764 142											747
		368 358 592										74711
				17 183 771	156 897 374							74715
												74718
		300 000										752
727 249	1 067 801	3 692 836	5 607 051	256 034	7 508 419							773
					240 000							778
- 1 005 379 244	**- 707 406 586**	**- 2 431 183 930**	**- 507 739 524**	**- 378 815 680**	**- 2 392 377 402**							

MISSION/ ARTICLE	LIBELLE	PREVISIONS PRIMITIVES 2024 (A)	PREVISIONS MODIFIEES 2024 (B)	REALISATIONS Mandats ou Titres y compris dépenses imprévues et cessions immobilisations (C)	% (C/A)	% (C/B)	REALISATIONS Hors travaux en régie
	D E P E N S E S	**8 091 360 062**	**8 263 280 592**	**7 987 090 395**	**98,71**	**96,66**	**7 987 090 395**
	DEPENSES DIRECTES	**6 299 688 062**	**6 471 608 592**	**6 090 661 563**	**96,68**	**94,11**	**6 090 661 563**
606	Achats non stockés de matières et fournitures	47 400 000	62 400 000	72 912 976	153,82	116,85	72 912 976
613	Locations	41 190 000	58 350 000	57 799 078	140,32	99,06	57 799 078
614	Charges locatives et de copropriété	1 520 000	1 520 000	160 087	10,53	10,53	160 087
615	Entretien et réparations	27 000 000	27 000 000	23 682 718	87,71	87,71	23 682 718
616	Primes d'assurances	2 745 000	2 745 000	1 882 030	68,56	68,56	1 882 030
617	Etudes et recherches	2 000 000	2 000 000	8 051 606	402,58	402,58	8 051 606
618	Divers services extérieurs	21 100 000	21 125 236	13 685 629	64,86	64,78	13 685 629
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	194 457 500	209 067 405	66 237 373	34,06	31,68	66 237 373
623	Publicité, publications, relations publiques	206 305 000	206 305 000	99 752 037	48,35	48,35	99 752 037
624	Transports	1 849 837 591	1 872 319 095	1 872 783 868	101,24	100,02	1 872 783 868
625	Déplacements et missions	59 800 000	59 800 000	39 154 700	65,48	65,48	39 154 700
626	Frais postaux et frais de télécommunications	31 800 000	31 801 124	24 053 654	75,64	75,64	24 053 654
628	Divers - autres services extérieurs	98 660 000	96 981 897	104 241 709	105,66	107,49	104 241 709
635	Autres impôts, taxes et versements assimilés			556 563			556 563
6512	Secours d'urgence	25 000 000	25 000 000	19 452 845	77,81	77,81	19 452 845
6513	Bourses	20 000 000	20 000 000	14 200 000	71,00	71,00	14 200 000
6514	Autres prestations	8 000 000	13 000 000	12 474 937	155,94	95,96	12 474 937
6516	Mobilité des étudiants	44 000 000	44 000 000	33 738 159	76,68	76,68	33 738 159
652	Aides à caractère économique		30 071 600	11 413 455		37,95	11 413 455
6528	Autres aides à caractère économique	130 000 000	130 000 000	94 980 296	73,06	73,06	94 980 296
653	Indemnités,vacations,frais mission élus,mb instit			7 068 697			7 068 697
656	Participations			23 116 000			23 116 000
6568	Autres participations	1 180 000	1 180 000	5 700 000	483,05	483,05	5 700 000
657	Subventions			990 000			990 000
657333	Institut d'insertion médico éducatif	380 000 000	380 000 000	380 000 000	100,00	100,00	380 000 000
657334	Fare tama hau	415 600 000	415 600 000	415 600 000	100,00	100,00	415 600 000
657348A	Institut de la jeunesse et des sports de la pf	1 712 000 000	1 432 550 000	1 432 550 000	83,68	100,00	1 432 550 000
6574	Sub. aux associat° & autres organismes droit privé	978 092 971	1 326 792 235	1 254 209 457	128,23	94,53	1 254 209 457
658	Charges diverses de gestion courante	2 000 000	2 000 000	195 716	9,79	9,79	195 716
671	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			17 973			17 973
	DEPENSES INDIRECTES	**1 791 672 000**	**1 791 672 000**	**1 896 428 832**	**105,85**	**105,85**	**1 896 428 832**
962	Personnel	1 791 672 000	1 791 672 000	1 896 428 832	105,85	105,85	1 896 428 832
	R E C E T T E S	**546 986 873**	**588 501 790**	**564 188 029**	**103,14**	**95,87**	**564 188 029**
	RECETTES DIRECTES	**546 986 873**	**588 501 790**	**564 188 029**	**103,14**	**95,87**	**564 188 029**
629	Rrr obtenus sur autres services extérieurs			524 560			524 560
651	Aides à la personne			45 000			45 000
708	Autres produits			15 200			15 200
747	Participations			1 764 142			1 764 142
74711	Participations de l'etat - education	345 877 088	368 358 592	368 358 592	106,50	100,00	368 358 592
74715	Participations de l'etat - jeunesse et sport	159 343 675	171 217 183	174 081 145	109,25	101,67	174 081 145
74718	Autres participations de l'etat	41 766 110	48 926 015				
752	Revenus des immeubles			300 000			300 000
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)			18 859 390			18 859 390
778	Autres produits exceptionnels			240 000			240 000
	R E S U L T A T	**- 7 544 373 189**	**- 7 674 778 802**	**- 7 422 902 366**	**98,39**	**96,72**	**- 7 422 902 366**

GESTION DE LA BIODIVERSITE ET RESS. NATURELLES 97301	PREVENTION ET TRAITEMENT DES POLLUTIONS 97302	CONNAISSANCE ET EDUCATION 97303										ARTICLE
502 791 355	**664 338 290**	**50 220 718**										
340 197 266	**578 657 528**	**30 136 180**										
21 561 863	500 383											606
776 940	15 100											613
8 366 376	3 202 001											615
378 009												616
91 814 512	13 800 351											617
10 686 575	435 296	754 905										618
27 527 358	11 547 144	463 000										622
6 295 530	5 845 005	28 918 275										623
5 920 709	4 694 240											624
6 109 958	1 049 256											625
2 233 156												626
73 991 714	91 478 116											628
350 000												656
	446 090 636											6561
												6573
80 772 458												6574
3 412 108												658
162 594 089	**85 680 762**	**20 084 538**										
162 594 089	85 680 762	20 084 538										962
33 970 617	**20 798 257**	**913 274**										
33 970 617	**20 798 257**	**913 274**										
168 000	11 332	50 000										629
27 511 635												7033
5 387 875												747
	2 903 564											758
												7588
	7 835 650											762
903 107	10 047 711	863 274										773
- 468 820 738	**- 643 540 033**	**- 49 307 444**										

MISSION/ ARTICLE	LIBELLE	PREVISIONS PRIMITIVES 2024 (A)	PREVISIONS MODIFIEES 2024 (B)	REALISATIONS Mandats ou Titres y compris dépenses imprévues et cessions immobilisations (C)	% (C/A)	% (C/B)	REALISATIONS Hors travaux en régie
	D E P E N S E S	**1 106 565 223**	**1 533 741 167**	**1 217 350 363**	**110,01**	**79,37**	**1 217 350 363**
	DEPENSES DIRECTES	**859 087 223**	**1 283 141 167**	**948 990 974**	**110,47**	**73,96**	**948 990 974**
606	Achats non stockés de matières et fournitures	12 650 000	12 650 000	22 062 246	174,41	174,41	22 062 246
613	Locations	2 050 000	12 050 000	792 040	38,64	6,57	792 040
615	Entretien et réparations	18 758 777	108 758 777	11 568 377	61,67	10,64	11 568 377
616	Primes d'assurances	450 000	503 659	378 009	84,00	75,05	378 009
617	Etudes et recherches	102 874 210	127 874 210	105 614 863	102,66	82,59	105 614 863
618	Divers services extérieurs			11 876 776			11 876 776
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	35 491 745	35 491 745	39 537 502	111,40	111,40	39 537 502
623	Publicité, publications, relations publiques	29 000 000	32 000 000	41 058 810	141,58	128,31	41 058 810
624	Transports	5 000 000	5 000 000	10 614 949	212,30	212,30	10 614 949
625	Déplacements et missions	5 000 000	5 000 000	7 159 214	143,18	143,18	7 159 214
626	Frais postaux et frais de télécommunications	3 497 000	3 497 285	2 233 156	63,86	63,85	2 233 156
628	Divers - autres services extérieurs	137 235 491	398 235 491	165 469 830	120,57	41,55	165 469 830
656	Participations			350 000			350 000
6561	Organismes de regroupement (syndicat mixte entent)	431 000 000	466 000 000	446 090 636	103,50	95,73	446 090 636
6573	Subventions aux organismes publics	50 000 000	50 000 000				
6574	Sub. aux associat° & autres organismes droit privé	25 000 000	25 000 000	80 772 458	323,09	323,09	80 772 458
658	Charges diverses de gestion courante	1 080 000	1 080 000	3 412 108	315,94	315,94	3 412 108
	DEPENSES INDIRECTES	**247 478 000**	**250 600 000**	**268 359 389**	**108,44**	**107,09**	**268 359 389**
962	Personnel	247 478 000	250 600 000	268 359 389	108,44	107,09	268 359 389
	R E C E T T E S	**40 000 000**	**40 000 000**	**55 682 148**	**139,21**	**139,21**	**55 682 148**
	RECETTES DIRECTES	**40 000 000**	**40 000 000**	**55 682 148**	**139,21**	**139,21**	**55 682 148**
629	Rrr obtenus sur autres services extérieurs			229 332			229 332
7033	Redevance sur les agrégats	21 000 000	21 000 000	27 511 635	131,01	131,01	27 511 635
747	Participations			5 387 875			5 387 875
758	Divers - autres produits d'activité			2 903 564			2 903 564
7588	Autres-divers autres produits d'activité	19 000 000	19 000 000				
762	Produits des autres immobilisations financières			7 835 650			7 835 650
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)			11 814 092			11 814 092
	R E S U L T A T	**- 1 066 565 223**	**- 1 493 741 167**	**- 1 161 668 215**	**108,92**	**77,77**	**- 1 161 668 215**

RESEAU ROUTIER 97401	PORTS ET AEROPORTS 97402	PROTECTION CONTRE LES EAUX 97403	ENERGIE 97404	POSTES, TELECOMS, NOUVELLES TECHNOLOGIES 97405	MEDIAS 97406							ARTICLE
2 928 401 164	**455 176 968**	**375 048 741**	**537 781 487**	**1 731 241 478**	**1 000 000 000**							
878 758 600	**86 045 939**	**200 611 306**	**458 292 442**	**1 674 975 392**	**1 000 000 000**							
395 895 903	15 831 679	28 981 302	1 660 506	183 790								606
36 969 651	9 400 427	90 000	4 691 691	15 600 000								613
				42 000								614
204 220 626	920 825	106 716 251	768 964	232 695								615
6 775 545	630 600		38 523									616
11 971 039			3 905 278									617
12 052 587	1 569 805		26 846 861	127 406								618
3 036 089	4 301 728		48 918 133	36 450 001								622
4 004 959	1 306 322	67 915	4 875 214	6 344 649								623
58 677 879	5 686 549	1 229 290	29 193									624
57 275 036	6 898 109	1 631 658	22 260									625
20 089 155	2 303 222	166 412	1 528 176	668 608								626
57 764 031	7 373 460	48 003 257	36 678 531									628
502 000			712 825									635
82 800												647
												652
				205 326 243								6525
			6 185 951									6573
			8 361 572	10 000 000								6574
	209 666		130 176									658
1 377 787												6581
7 099 199	11 382 588	13 725 221										671
	18 230 959											6718
			2 526 580									673
				1 400 000 000								6743
					1 000 000 000							6744
												677
964 314												678
			310 412 008									681
2 049 642 564	**369 131 029**	**174 437 435**	**79 489 045**	**56 266 086**								
2 049 642 564	369 131 029	174 437 435	79 489 045	56 266 086								962
167 589 256	**133 186 233**	**25 760 419**	**164 212 221**	**18 485 983**								
167 589 256	**133 186 233**	**25 760 419**	**164 212 221**	**18 485 983**								
1 358												609
12 000												629
				146 526								652
172 549												701
												7068
280 720			10 440 472									708
	3 660 007											721
89 723 632	5 084 111											722
			23 753 100									747
			110 000 000									752
			10 210 781									757
17 129 340	160 492											758
		16 621 334										771

MISSION/ ARTICLE	LIBELLE	PREVISIONS PRIMITIVES 2024 (A)	PREVISIONS MODIFIEES 2024 (B)	REALISATIONS Mandats ou Titres y compris dépenses imprévues et cessions immobilisations (C)	% (C/A)	% (C/B)	REALISATIONS Hors travaux en régie
	D E P E N S E S	**6 977 655 593**	**8 142 670 199**	**7 027 649 838**	**100,72**	**86,31**	**6 929 182 088**
	DEPENSES DIRECTES	**4 223 487 593**	**5 385 606 199**	**4 298 683 679**	**101,78**	**79,82**	**4 200 215 929**
606	Achats non stockés de matières et fournitures	496 010 703	496 010 703	442 553 180	89,22	89,22	422 674 599
613	Locations	113 179 138	113 179 138	66 751 769	58,98	58,98	43 827 117
614	Charges locatives et de copropriété			42 000			42 000
615	Entretien et réparations	259 778 349	339 984 237	312 859 361	120,43	92,02	312 859 361
616	Primes d'assurances	7 420 682	7 420 682	7 444 668	100,32	100,32	7 444 668
617	Etudes et recherches	8 502 770	8 502 770	15 876 317	186,72	186,72	15 876 317
618	Divers services extérieurs	58 465 355	58 603 273	40 596 659	69,44	69,27	40 596 659
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	300 777 725	458 706 626	92 705 951	30,82	20,21	92 705 951
623	Publicité, publications, relations publiques	22 650 450	22 650 450	16 599 059	73,28	73,28	16 599 059
624	Transports	51 466 746	51 466 746	65 622 911	127,51	127,51	26 301 484
625	Déplacements et missions	22 211 797	22 211 797	65 827 063	296,36	296,36	49 483 973
626	Frais postaux et frais de télécommunications	31 837 200	31 837 200	24 755 573	77,76	77,76	24 755 573
628	Divers - autres services extérieurs	54 088 547	104 088 547	149 819 279	276,99	143,93	149 819 279
635	Autres impôts, taxes et versements assimilés	1 224 531	1 224 531	1 214 825	99,21	99,21	1 214 825
647	Autres charges sociales			82 800			82 800
652	Aides à caractère économique	12 000 000	79 375 364				
6525	Aides sectrs commerce, industrie, des entreprises	172 000 000	172 000 000	205 326 243	119,38	119,38	205 326 243
6573	Subventions aux organismes publics	33 473 600	33 473 600	6 185 951	18,48	18,48	6 185 951
6574	Sub. aux associat° & autres organismes droit privé	7 000 000	17 000 000	18 361 572	262,31	108,01	18 361 572
658	Charges diverses de gestion courante			339 842			339 842
6581	Redevances pr concessions,brevets,licences,procé..		85 379	1 377 787		1613,73	1 377 787
671	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		18 422 752	32 207 008		174,82	32 207 008
6718	Autres charges exceptionnelles sur opérat° gest°		17 550 396	18 230 959		103,88	18 230 959
673	Titres annulés			2 526 580			2 526 580
6743	Subventions exceptionnelles aux organismes publics	1 000 000 000	1 400 000 000	1 400 000 000	140,00	100,00	1 400 000 000
6744	Sub. excep associat° & aut. organismes droit privé	950 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	105,26	100,00	1 000 000 000
677	Travaux en régie (e/o)	620 000 000	620 000 000				
678	Autres charges exceptionnelles	1 400 000	1 400 000	964 314	68,88	68,88	964 314
681	Dotat° amort. & aux provis° - charges de fct		310 412 008	310 412 008		100,00	310 412 008
	DEPENSES INDIRECTES	**2 754 168 000**	**2 757 064 000**	**2 728 966 159**	**99,08**	**98,98**	**2 728 966 159**
962	Personnel	2 754 168 000	2 757 064 000	2 728 966 159	99,08	98,98	2 728 966 159
	R E C E T T E S	**684 200 000**	**684 200 000**	**509 234 112**	**74,43**	**74,43**	**410 766 362**
	RECETTES DIRECTES	**684 200 000**	**684 200 000**	**509 234 112**	**74,43**	**74,43**	**410 766 362**
609	Rabais, remises et ristournes obtenus sur achats			1 358			1 358
629	Rrr obtenus sur autres services extérieurs			12 000			12 000
652	Aides à caractère économique			146 526			146 526
701	Ventes de produits finis			172 549			172 549
7068	Autres prestations de services	28 000 000	28 000 000				
708	Autres produits			10 721 192			10 721 192
721	Immobilisations incorporelles (e/o)			3 660 007			
722	Immobilisations corporelles (e/o)	620 000 000	620 000 000	94 807 743	15,29	15,29	
747	Participations			23 753 100			23 753 100
752	Revenus des immeubles			110 000 000			110 000 000
757	Redevances versées par les fermiers	10 200 000	10 200 000	10 210 781	100,11	100,11	10 210 781
758	Divers - autres produits d'activité			17 289 832			17 289 832
771	Produits exceptionnels sur opérations de gestion			16 621 334			16 621 334

RESEAU ROUTIER 97401	PORTS ET AEROPORTS 97402	PROTECTION CONTRE LES EAUX 97403	ENERGIE 97404	POSTES, TELECOMS, NOUVELLES TECHNOLOGIES 97405	MEDIAS 97406							ARTICLE
31 178 770	123 883 617											7711
29 090 887	398 006	9 139 085	1 381	18 339 457								773
			9 806 487									778
- 2 760 811 908	**- 321 990 735**	**- 349 288 322**	**- 373 569 266**	**- 1 712 755 495**	**- 1 000 000 000**							

MISSION/ ARTICLE	LIBELLE	PREVISIONS PRIMITIVES 2024 (A)	PREVISIONS MODIFIEES 2024 (B)	REALISATIONS Mandats ou Titres y compris dépenses imprévues et cessions immobilisations (C)	% (C/A)	% (C/B)	REALISATIONS Hors travaux en régie
7711	Dédits et pénalités perçus	26 000 000	26 000 000	155 062 387	596,39	596,39	155 062 387
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)			56 968 816			56 968 816
778	Autres produits exceptionnels			9 806 487			9 806 487
	R E S U L T A T	**- 6 293 455 593**	**- 7 458 470 199**	**- 6 518 415 726**	**103,57**	**87,40**	**- 6 518 415 726**

TRANSPORTS TERRESTRES & SECURITE ROUTIERE 97501	TRANSPORTS ET AFFAIRES MARITIMES 97502	TRANSPORTS AERIENS ET AVIATION CIVILE 97503	SECURITE AEROPORTUAIRE (ETAT) 97504									ARTICLE
1 841 769 586	**2 434 383 151**	**8 467 989 474**	**1 620 217 100**									
1 404 601 518	**514 635 034**	**8 158 988 096**	**601 635 352**									
30 467 793	248 980 936	134 930 442	174 592 056									606
1 111 380 281												611
4 879 855	42 389 258	19 894 245	26 526 506									613
			433 104									614
7 568 090	31 350 937	131 542 341	22 210 249									615
257 687	19 862 136	4 752 983	3 147 456									616
10 945 200		7 218 554	7 235 390									617
4 494 644	1 483 088	14 948 097	46 692 328									618
10 293 174	20 722 511	37 727 198	2 361 700									622
105 893 123	7 270 152	646 912	179 907									623
15 188 379	5 618 699	36 748 531	77 785 901									624
10 525 953	3 264 692	70 044 688	199 063 956									625
2 179 235	3 294 058	17 716	11 586 594									626
24 722 504	97 017 946	409 202 149	18 118 396									628
		90 000	75 000									635
	191 324		3 460 409									6475
	28 930 000											651
20 905 600												652
		584 000 000										6556J
	2 386 635											656
44 900 000												657
	764 701	1 401 454	8 166 400									658
	1 107 961											673
												674
		3 210 822 786										6744
												677
												678
												681
		3 495 000 000										686
437 168 068	**1 919 748 117**	**309 001 378**	**1 018 581 748**									
437 168 068	1 919 748 117	309 001 378	1 018 581 748									962
148 008 458	**155 825 918**	**3 463 595 822**	**1 239 414 167**									
148 008 458	**155 825 918**	**3 463 595 822**	**1 239 414 167**									
52 000		42 960	312 100									629
		97 325 042										7031
496 974												706
	140 961 448											7061
	2 354 540	529 208										708
												722
	12 083 836	149 857 433	1 226 313 065									74718
	100 984											758
147 459 484	325 110	22 531 777	12 789 002									773
		3 193 309 402										7865
- 1 693 761 128	**- 2 278 557 233**	**- 5 004 393 652**	**- 380 802 933**									

MISSION/ ARTICLE	LIBELLE	PREVISIONS PRIMITIVES 2024 (A)	PREVISIONS MODIFIEES 2024 (B)	REALISATIONS Mandats ou Titres y compris dépenses imprévues et cessions immobilisations (C)	% (C/A)	% (C/B)	REALISATIONS Hors travaux en régie
	D E P E N S E S	**6 929 137 893**	**14 268 417 171**	**14 364 359 311**	**207,30**	**100,67**	**14 364 359 311**
	DEPENSES DIRECTES	**4 044 249 228**	**11 383 251 506**	**10 679 860 000**	**264,08**	**93,82**	**10 679 860 000**
606	Achats non stockés de matières et fournitures	416 213 192	427 041 119	588 971 227	141,51	137,92	588 971 227
611	Prestations de services (délgt° miss° serv. pub)	1 248 000 000	1 298 000 000	1 111 380 281	89,05	85,62	1 111 380 281
613	Locations	93 105 492	93 105 492	93 689 864	100,63	100,63	93 689 864
614	Charges locatives et de copropriété			433 104			433 104
615	Entretien et réparations	381 004 953	381 004 953	192 671 617	50,57	50,57	192 671 617
616	Primes d'assurances	29 725 400	29 725 400	28 020 262	94,26	94,26	28 020 262
617	Etudes et recherches	62 416 852	62 416 852	25 399 144	40,69	40,69	25 399 144
618	Divers services extérieurs	79 526 305	79 571 114	67 618 157	85,03	84,98	67 618 157
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	106 172 070	236 172 070	71 104 583	66,97	30,11	71 104 583
623	Publicité, publications, relations publiques	24 120 000	32 620 000	113 990 094	472,60	349,45	113 990 094
624	Transports	128 330 000	203 330 000	135 341 510	105,46	66,56	135 341 510
625	Déplacements et missions	261 242 000	261 242 000	282 899 289	108,29	108,29	282 899 289
626	Frais postaux et frais de télécommunications	23 949 416	23 949 416	17 077 603	71,31	71,31	17 077 603
628	Divers - autres services extérieurs	572 882 742	595 018 182	549 060 995	95,84	92,28	549 060 995
635	Autres impôts, taxes et versements assimilés	1 007 161	5 748 373	165 000	16,38	2,87	165 000
6475	Médecine du travail	9 125 469	9 125 469	3 651 733	40,02	40,02	3 651 733
651	Aides à la personne	37 000 000	37 000 000	28 930 000	78,19	78,19	28 930 000
652	Aides à caractère économique	30 024 000	45 024 000	20 905 600	69,63	46,43	20 905 600
6556J	Fds continuité terr aérienne interinsulaire	350 000 000	584 000 000	584 000 000	166,86	100,00	584 000 000
656	Participations	2 386 634	2 386 634	2 386 635	100,00	100,00	2 386 635
657	Subventions			44 900 000			44 900 000
658	Charges diverses de gestion courante			10 332 555			10 332 555
673	Titres annulés	200 000	200 000	1 107 961	553,98	553,98	1 107 961
674	Subventions exceptionnelles	700 000	98 203 597				
6744	Sub. excep associat° & aut. organismes droit privé	146 917 542	3 343 166 835	3 210 822 786	2185,46	96,04	3 210 822 786
677	Travaux en régie (e/o)	40 000 000	40 000 000				
678	Autres charges exceptionnelles	200 000	200 000				
681	Dotat° amort. & aux provis° - charges de fct		3 495 000 000				
686	Dotat° amortis. et provis° - charges financières			3 495 000 000			3 495 000 000
	DEPENSES INDIRECTES	**2 884 888 665**	**2 885 165 665**	**3 684 499 311**	**127,72**	**127,70**	**3 684 499 311**
962	Personnel	2 884 888 665	2 885 165 665	3 684 499 311	127,72	127,70	3 684 499 311
	R E C E T T E S	**2 061 183 591**	**5 285 505 760**	**5 006 844 365**	**242,91**	**94,73**	**5 006 844 365**
	RECETTES DIRECTES	**2 061 183 591**	**5 285 505 760**	**5 006 844 365**	**242,91**	**94,73**	**5 006 844 365**
629	Rrr obtenus sur autres services extérieurs			407 060			407 060
7031	Redevances aéroportuaires	95 000 000	95 000 000	97 325 042	102,45	102,45	97 325 042
706	Prestations de services			496 974			496 974
7061	Transports	63 000 000	90 967 500	140 961 448	223,75	154,96	140 961 448
708	Autres produits			2 883 748			2 883 748
722	Immobilisations corporelles (e/o)	40 000 000	40 000 000				
74718	Autres participations de l'etat	1 863 183 591	1 866 228 858	1 388 254 334	74,51	74,39	1 388 254 334
758	Divers - autres produits d'activité			100 984			100 984
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)			183 105 373			183 105 373
7865	Reprises sur provis° risques & charges financiers		3 193 309 402	3 193 309 402		100,00	3 193 309 402
	R E S U L T A T	**- 4 867 954 302**	**- 8 982 911 411**	**- 9 357 514 946**	**192,23**	**104,17**	**- 9 357 514 946**

URBANISME 97601	GESTION DU DOMAINE PUBLIC 97602	AFFAIRES FONCIERES 97603	HABITAT 97604									ARTICLE
511 567 307	**124 359 255**	**1 205 957 955**	**2 677 228 647**									
110 179 066	**649 841**	**392 354 567**	**2 610 265 430**									
18 354 557		46 061 486	1 579 586									606
8 874 305		24 480 978	11 991 696									613
		84 000	512 532									614
4 492 285		58 387 745	411 516									615
171 867		1 574 390	43 452									616
		107 350	1									617
421 768		1 230 498	1 886 508									618
		15 849 609	3 659 637									622
44 438		1 584 916	635 424									623
5 039 080		3 229 124	575 404									624
6 082 790		6 512 364	750 000									625
6 418 584		4 650 718	390 594									626
		673 941										627
10 279 392		53 887 447	3 132 812									628
		5 002 270										635
		97 874 967	590 000 000									6518
			709 630									6527
			1 099 938									653
			4 500 000									656
50 000 000												6561
		627 150										658
			386 700									6581
	564 638	1 709 172										673
												6743
			1 988 000 000									674331
		19 025 323										675
		49 801 119										676
												677
	85 203											678
401 388 241	**123 709 414**	**813 603 388**	**66 963 217**									
401 388 241	123 709 414	813 603 388	66 963 217									962
26 890	**392 566 770**	**464 301 206**	**15 481 862**									
26 890	**392 566 770**	**464 301 206**	**15 481 862**									
		25 357	2 218 687									619
		20 667										629
	320 216 118											7034
	72 350 652											7038
		271 831 471										7062
		2 121 187										721
												722
		105 223 251										752
		1 968 200										771
26 890		14 284 631	13 263 175									773
		68 486 324										775
		340 118										7761
- 511 540 417	**268 207 515**	**- 741 656 749**	**- 2 661 746 785**									

MISSION/ ARTICLE	LIBELLE	PREVISIONS PRIMITIVES 2024 (A)	PREVISIONS MODIFIEES 2024 (B)	REALISATIONS Mandats ou Titres y compris dépenses imprévues et cessions immobilisations (C)	% (C/A)	% (C/B)	REALISATIONS Hors travaux en régie
	D E P E N S E S	**3 260 931 000**	**4 522 319 346**	**4 519 113 164**	**138,58**	**99,93**	**4 516 991 977**
	DEPENSES DIRECTES	**1 998 963 000**	**3 260 351 346**	**3 113 448 904**	**155,75**	**95,49**	**3 111 327 717**
606	Achats non stockés de matières et fournitures	41 100 000	41 100 000	65 995 629	160,57	160,57	65 945 630
613	Locations	27 000 000	27 012 432	45 346 979	167,95	167,87	45 057 179
614	Charges locatives et de copropriété	4 550 000	4 550 000	596 532	13,11	13,11	596 532
615	Entretien et réparations	44 500 000	49 548 329	63 291 546	142,23	127,74	63 291 546
616	Primes d'assurances	2 770 000	2 770 000	1 789 709	64,61	64,61	1 789 709
617	Etudes et recherches	15 000 000	15 000 000	107 351	0,72	0,72	107 351
618	Divers services extérieurs	5 232 500	5 272 993	3 538 774	67,63	67,11	3 538 774
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	164 000 000	164 000 000	19 509 246	11,90	11,90	19 509 246
623	Publicité, publications, relations publiques	14 200 000	14 200 000	2 264 778	15,95	15,95	2 264 778
624	Transports	25 185 000	25 185 000	8 843 608	35,11	35,11	8 372 380
625	Déplacements et missions	27 770 500	27 168 381	13 345 154	48,06	49,12	12 034 994
626	Frais postaux et frais de télécommunications	27 150 000	27 150 000	11 459 896	42,21	42,21	11 459 896
627	Services bancaires et assimilés	500 000	500 000	673 941	134,79	134,79	673 941
628	Divers - autres services extérieurs	53 855 000	53 855 000	67 299 651	124,96	124,96	67 299 651
635	Autres impôts, taxes et versements assimilés	9 000 000	9 000 000	5 002 270	55,58	55,58	5 002 270
6518	Autres - aides à la personne	670 000 000	670 000 000	687 874 967	102,67	102,67	687 874 967
6527	Aides au secteur du logement,...	2 000 000	2 000 000	709 630	35,48	35,48	709 630
653	Indemnités,vacations,frais mission élus,mb instit			1 099 938			1 099 938
656	Participations			4 500 000			4 500 000
6561	Organismes de regroupement (syndicat mixte entent)		50 000 000	50 000 000		100,00	50 000 000
658	Charges diverses de gestion courante	400 000	400 000	627 150	156,79	156,79	627 150
6581	Redevances pr concessions,brevets,licences,procé..		62 769	386 700		616,07	386 700
673	Titres annulés	4 750 000	4 750 000	2 273 810	47,87	47,87	2 273 810
6743	Subventions exceptionnelles aux organismes publics		1 138 000 000				
674331	Office polynésien de l'habitat	850 000 000	850 000 000	1 988 000 000	233,88	233,88	1 988 000 000
675	Valeurs comptables des immobilisations cédées		19 025 323	19 025 323		100,00	19 025 323
676	Différences sur réalisat° (+) transférées en inv.		49 801 119	49 801 119		100,00	49 801 119
677	Travaux en régie (e/o)	10 000 000	10 000 000				
678	Autres charges exceptionnelles			85 203			85 203
	DEPENSES INDIRECTES	**1 261 968 000**	**1 261 968 000**	**1 405 664 260**	**111,39**	**111,39**	**1 405 664 260**
962	Personnel	1 261 968 000	1 261 968 000	1 405 664 260	111,39	111,39	1 405 664 260
	R E C E T T E S	**776 000 000**	**844 826 442**	**872 376 728**	**112,42**	**103,26**	**870 255 541**
	RECETTES DIRECTES	**776 000 000**	**844 826 442**	**872 376 728**	**112,42**	**103,26**	**870 255 541**
619	Rrr obtenus sur services extérieurs			2 244 044			2 244 044
629	Rrr obtenus sur autres services extérieurs			20 667			20 667
7034	Redevance d'occupation du domaine public maritime	369 000 000	369 000 000	320 216 118	86,78	86,78	320 216 118
7038	Autres redevances & recettes d'utilisat° domaine	86 000 000	86 000 000	72 350 652	84,13	84,13	72 350 652
7062	Reproduction de documents	211 000 000	211 000 000	271 831 471	128,83	128,83	271 831 471
721	Immobilisations incorporelles (e/o)			2 121 187			
722	Immobilisations corporelles (e/o)	10 000 000	10 000 000				
752	Revenus des immeubles	100 000 000	100 000 000	105 223 251	105,22	105,22	105 223 251
771	Produits exceptionnels sur opérations de gestion			1 968 200			1 968 200
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)			27 574 696			27 574 696
775	Produits des cessions d'immobilisations		68 486 300	68 486 324		100,00	68 486 324
7761	Différences sur réalisations (négatives)		340 142	340 118		99,99	340 118
	R E S U L T A T	**- 2 484 931 000**	**- 3 677 492 904**	**- 3 646 736 436**	**146,75**	**99,16**	**- 3 646 736 436**

FISCALITE INDIRECTE 99001	FISCALITE DIRECTE 99002											ARTICLE
41 470 190 256	**8 438 694 040**											
41 318 454 682	**7 619 232 727**											
10 038 438	8 372 913											606
1 088 471	810 000											613
11 714 343	2 337 206											615
69 018												616
1 518 414	9 304 320											618
1 393 472	392 200											622
4 780 725	8 250 248											623
562 633	1 262 797											624
1 029 236	2 895 455											625
9 625 900	11 750 435											626
513 156	132 215											627
92 767 680	1 025 617											628
121 607 167												654
1 463 536	12 350											658
												6581
6 899 724 461												6582
1 206 850 805	815 163 875											673
2 555 000 000												681
27 798 707 227												7191
2 600 000 000												7192
	6 191 694 464											7392
	565 828 632											7395
151 735 574	**819 461 313**											
151 735 574	819 461 313											962
130 074 949 842	**45 466 555 136**											
130 074 949 842	**45 466 555 136**											
12 750												619
26 548 791 454												7111
35 488 708 989												7112
4 184 993 882												71211
223 885 386												71212
1 139 366 016												71213
41 914 804												71221
167 821 521												71223
58 817 396												71224
426 566 276												71225
170 626 027												71226
668 798 927												71251
9 902 854 260												71261
3 594 833 286												71262
175 797 885												71263
134 122 430												71271
96 991 689												71272
2 098 498 652												71281
1 321 775 536												71283
118 760 263												71284

MISSION/ ARTICLE	LIBELLE	PREVISIONS PRIMITIVES 2024 (A)	PREVISIONS MODIFIEES 2024 (B)	REALISATIONS Mandats ou Titres y compris dépenses imprévues et cessions immobilisations (C)	% (C/A)	% (C/B)	REALISATIONS Hors travaux en régie
	D E P E N S E S	**37 272 344 380**	**55 402 009 015**	**49 908 884 296**	**133,90**	**90,08**	**49 908 884 296**
	DEPENSES DIRECTES	**36 378 356 380**	**54 510 751 015**	**48 937 687 409**	**134,52**	**89,78**	**48 937 687 409**
606	Achats non stockés de matières et fournitures	21 855 500	21 855 500	18 411 351	84,24	84,24	18 411 351
613	Locations	183 000	183 000	1 898 471	1037,42	1037,42	1 898 471
615	Entretien et réparations	11 115 880	11 115 880	14 051 549	126,41	126,41	14 051 549
616	Primes d'assurances	110 000	110 000	69 018	62,74	62,74	69 018
618	Divers services extérieurs	1 521 000	3 640 545	10 822 734	711,55	297,28	10 822 734
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	38 500 000	38 500 000	1 785 672	4,64	4,64	1 785 672
623	Publicité, publications, relations publiques	30 125 000	30 125 000	13 030 973	43,26	43,26	13 030 973
624	Transports	1 921 000	1 921 000	1 825 430	95,02	95,02	1 825 430
625	Déplacements et missions	5 300 000	6 300 000	3 924 691	74,05	62,30	3 924 691
626	Frais postaux et frais de télécommunications	24 750 000	24 750 000	21 376 335	86,37	86,37	21 376 335
627	Services bancaires et assimilés	5 000 000	5 000 000	645 371	12,91	12,91	645 371
628	Divers - autres services extérieurs	59 525 000	59 627 603	93 793 297	157,57	157,30	93 793 297
654	Pertes sur créances irrécouvrables	1 015 000 000	1 932 000 000	121 607 167	11,98	6,29	121 607 167
658	Charges diverses de gestion courante	725 000	725 000	1 475 886	203,57	203,57	1 475 886
6581	Redevances pr concessions,brevets,licences,procé..	725 000	725 000				
6582	Restitution des crédits de tva	2 800 000 000	4 600 000 000	6 899 724 461	246,42	149,99	6 899 724 461
673	Titres annulés	2 662 000 000	2 862 000 000	2 022 014 680	75,96	70,65	2 022 014 680
681	Dotat° amort. & aux provis° - charges de fct		2 555 000 000	2 555 000 000		100,00	2 555 000 000
7191	Exonérations de droits et taxes à l'importat°(e/o)	21 000 000 000	31 782 498 895	27 798 707 227	132,37	87,47	27 798 707 227
7192	Exonérations de droits d'enregistrement (e/o)	2 600 000 000	3 474 673 592	2 600 000 000	100,00	74,83	2 600 000 000
7392	Crédit d'impôt de défiscalisation locale is (e/o)	5 200 000 000	6 200 000 000	6 191 694 464	119,07	99,87	6 191 694 464
7395	Crédit d'impôt de défiscalisation locale it (e/o)	900 000 000	900 000 000	565 828 632	62,87	62,87	565 828 632
	DEPENSES INDIRECTES	**893 988 000**	**891 258 000**	**971 196 887**	**108,64**	**108,97**	**971 196 887**
962	Personnel	893 988 000	891 258 000	971 196 887	108,64	108,97	971 196 887
	R E C E T T E S	**154 883 700 000**	**171 023 516 154**	**175 541 504 978**	**113,34**	**102,64**	**175 541 504 978**
	RECETTES DIRECTES	**154 883 700 000**	**171 023 516 154**	**175 541 504 978**	**113,34**	**102,64**	**175 541 504 978**
619	Rrr obtenus sur services extérieurs			12 750			12 750
7111	Tva à l'importation	27 902 000 000	27 902 000 000	26 548 791 454	95,15	95,15	26 548 791 454
7112	Tva régime intérieur	30 631 000 000	30 631 000 000	35 488 708 989	115,86	115,86	35 488 708 989
71211	Taxe de consommation sur les hydrocarbures	4 120 000 000	4 120 000 000	4 184 993 882	101,58	101,58	4 184 993 882
71212	Taxe intérieure sur les produits pétroliers	220 000 000	220 000 000	223 885 386	101,77	101,77	223 885 386
71213	Taxe spécifiq. exceptionnelle s/certains carburant	1 135 000 000	1 135 000 000	1 139 366 016	100,38	100,38	1 139 366 016
71221	Taxe supplémentaire de solidarité ad valorem	41 000 000	41 000 000	41 914 804	102,23	102,23	41 914 804
71223	Taxe spécifique sur consommation boissons viniques	175 000 000	175 000 000	167 821 521	95,90	95,90	167 821 521
71224	Taxe de consommation s/autres boissons alcoolisées	59 000 000	59 000 000	58 817 396	99,69	99,69	58 817 396
71225	Taxe pour le développement du sport et de la jeune	446 000 000	446 000 000	426 566 276	95,64	95,64	426 566 276
71226	Droit spécifique spécial de cons° sur la bière	178 000 000	178 000 000	170 626 027	95,86	95,86	170 626 027
71251	Taxe spécifique grands travaux et routes	697 000 000	697 000 000	668 798 927	95,95	95,95	668 798 927
71261	Droits de douane	9 611 000 000	9 461 000 000	9 902 854 260	103,04	104,67	9 902 854 260
71262	Taxe pour l'environnement, l'agriculture et pêche	3 694 000 000	3 641 000 000	3 594 833 286	97,32	98,73	3 594 833 286
71263	Taxe de statistique	176 700 000	176 700 000	175 797 885	99,49	99,49	175 797 885
71271	Taxe forfaitaire postale	181 000 000	181 000 000	134 122 430	74,10	74,10	134 122 430
71272	Taxe forfaitaire voyageurs	92 000 000	92 000 000	96 991 689	105,43	105,43	96 991 689
71281	Taxe de développement local	2 225 000 000	2 225 000 000	2 098 498 652	94,31	94,31	2 098 498 652
71283	Taxe spéciale spécifique de consommation	1 332 000 000	1 332 000 000	1 321 775 536	99,23	99,23	1 321 775 536
71284	Taxe de compensation s/ tabacs et alcools importés	111 000 000	111 000 000	118 760 263	106,99	106,99	118 760 263

FISCALITE INDIRECTE 99001	FISCALITE DIRECTE 99002											ARTICLE
2 289												713
1 839 400 356												71381
4 644 480												71382
1 099 736 234												71384
293 798 005												7141
4 399 797 330												7151
526 553 150												7152
198 020 823												7154
3 527 921 115												7181
54 921 810												7182
27 798 707 227												7183
2 600 000 000												7185
	115 704 536											731
	13 853 711 265											73111
	6 191 694 464											73112
	5 184 436 114											73113
	3 612 734 087											73114
	565 828 632											73115
	3 717 287 641											73116
	22 817 222											73123
	494 750 181											73124
	1 888 112 638											73126
	290 547 180											73127
	377 046 362											731282
	54 806 002											731283
	113 645 198											731284
	6 012 525											731285
	525 441 140											73130
	1 709 224 281											7321
	249 965 000											7322
	3 522 096 789											7331
	1 737 732 939											7343
	225 178 001											7383
	139 453 000											7386
	867 901 285											7387
281 746 346												763
10 991 754	14 622											771
874 771 494	235 034											773
	178 998											778
												781
88 604 759 586	**37 027 861 096**											

MISSION/ ARTICLE	LIBELLE	PREVISIONS PRIMITIVES 2024 (A)	PREVISIONS MODIFIEES 2024 (B)	REALISATIONS Mandats ou Titres y compris dépenses imprévues et cessions immobilisations (C)	% (C/A)	% (C/B)	REALISATIONS Hors travaux en régie
713	Droits intérieurs de consommation			2 289			2 289
71381	Taxe sur les conventions d'assurance	1 596 000 000	1 596 000 000	1 839 400 356	115,25	115,25	1 839 400 356
71382	Taxe sur la publicité	2 000 000	2 000 000	4 644 480	232,22	232,22	4 644 480
71384	Taxe sur les jeux de hasard	1 052 000 000	1 052 000 000	1 099 736 234	104,54	104,54	1 099 736 234
7141	Droits spécifiques sur les perles exportées	417 000 000	417 000 000	293 798 005	70,46	70,46	293 798 005
7151	Droits d'enregistrement	5 242 000 000	5 175 000 000	4 399 797 330	83,93	85,02	4 399 797 330
7152	Droit de timbre et de visa	680 000 000	680 000 000	526 553 150	77,43	77,43	526 553 150
7154	Taxe de publicité immobilière	204 000 000	204 000 000	198 020 823	97,07	97,07	198 020 823
7181	Amendes et confiscations - douanes	50 000 000	2 605 000 000	3 527 921 115	7055,84	135,43	3 527 921 115
7182	Amendes et pénalités daf	47 000 000	47 000 000	54 921 810	116,85	116,85	54 921 810
7183	Exonérations de droits et taxes à l'importat°(e/o)	21 000 000 000	31 782 498 895	27 798 707 227	132,37	87,47	27 798 707 227
7185	Exonérations de droits d'enregistrement (e/o)	2 600 000 000	3 474 673 592	2 600 000 000	100,00	74,83	2 600 000 000
731	Impôts et taxes sur le revenu			115 704 536			115 704 536
73111	Impôt sur le bénéfice des sociétés	11 934 000 000	11 934 000 000	13 853 711 265	116,09	116,09	13 853 711 265
73112	Crédit d'impôt de défiscalisation locale is (e/o)	5 200 000 000	6 200 000 000	6 191 694 464	119,07	99,87	6 191 694 464
73113	Contribution supplémentaire impôt bénéfice société	4 998 000 000	4 718 000 000	5 184 436 114	103,73	109,89	5 184 436 114
73114	Impôt sur les transactions	3 358 000 000	3 358 000 000	3 612 734 087	107,59	107,59	3 612 734 087
73115	Crédit d'impôt de défiscalisation locale it (e/o)	900 000 000	900 000 000	565 828 632	62,87	62,87	565 828 632
73116	Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers	2 244 000 000	2 244 000 000	3 717 287 641	165,65	165,65	3 717 287 641
73123	Impôt forfaitaire s/les stés civiles de participat	20 000 000	20 000 000	22 817 222	114,09	114,09	22 817 222
73124	Impôt sur les plus-values immobilières	592 000 000	592 000 000	494 750 181	83,57	83,57	494 750 181
73126	Retenue à la source sur les revenus	1 530 000 000	1 530 000 000	1 888 112 638	123,41	123,41	1 888 112 638
73127	Impôt forfaitaire des très petites entreprises	170 000 000	231 133 580	290 547 180	170,91	125,71	290 547 180
731282	Cst non salarié		377 046 362	377 046 362		100,00	377 046 362
731283	Cst sur les capitaux mobiliers		54 806 002	54 806 002		100,00	54 806 002
731284	Cst multi-revenus		113 645 198	113 645 198		100,00	113 645 198
731285	Cst agricole		6 012 525	6 012 525		100,00	6 012 525
73130	Taxe sur chiffre d'affaire des services télécom	386 000 000	386 000 000	525 441 140	136,12	136,12	525 441 140
7321	Taxe de mise en circulation	1 458 000 000	1 408 000 000	1 709 224 281	117,23	121,39	1 709 224 281
7322	Taxe d'environnement pour le recyclage véhicules	234 000 000	234 000 000	249 965 000	106,82	106,82	249 965 000
7331	Impôt foncier sur les propriétés bâties	3 333 000 000	3 333 000 000	3 522 096 789	105,67	105,67	3 522 096 789
7343	Redevance de promotion touristique	1 773 000 000	1 773 000 000	1 737 732 939	98,01	98,01	1 737 732 939
7383	Taxe d'apprentissage	200 000 000	200 000 000	225 178 001	112,59	112,59	225 178 001
7386	Impot forfaitaire sur les stations radioélectrique	133 000 000	133 000 000	139 453 000	104,85	104,85	139 453 000
7387	Amendes et pénalités - contributions	447 000 000	447 000 000	867 901 285	194,16	194,16	867 901 285
763	Intérêts des traites en douane	57 000 000	57 000 000	281 746 346	494,29	494,29	281 746 346
771	Produits exceptionnels sur opérations de gestion			11 006 376			11 006 376
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)			875 006 528			875 006 528
778	Autres produits exceptionnels			178 998			178 998
781	Reprises amortissements et provisions		915 000 000				
	R E S U L T A T	**117 611 355 620**	**115 621 507 139**	**125 632 620 682**	**106,82**	**108,66**	**125 632 620 682**

ENGAGEMENTS FINANCIERS 99101	AUTOFINANCEMENT NET 99102	OPERATIONS DIVERSES OU EXCEPTIONNELLES 99103										ARTICLE
3 671 412 949	**14 178 355 446**	**3 614 618 380**										
3 659 706 844	**14 178 355 446**	**3 595 170 938**										
7 041		224 205 913										622
40 568 623		98 000										627
1 140 000												651
		168 596 440										654
		2 900 000 000										6556M
3 616 685 699												661
		1 761 777										666
		39 432										671
1 305 481		53 513 440										673
		838 888										678
	14 178 355 446	246 117 048										681
11 706 105		**19 447 442**										
11 706 105		19 447 442										962
1 946 113 907	**2 999 673 926**	**12 538 332 940**										
1 946 113 907	**2 999 673 926**	**12 538 332 940**										
3 800												651
		10 805 727 925										7411
		715 989 260										7477
		124 904 308										7581
50 006 334												7588
3 038 337		431 657 321										7611
400 530 250												7621
		13 718										766
16 533 017												768
		24 129 056										771
		17 796 572										7714
953 083												773
	1 900 123 215											7768
	1 099 550 711											777
1 475 049 086		418 114 780										778
- 1 725 299 042	**- 11 178 681 520**	**8 923 714 560**										

MISSION/ ARTICLE	LIBELLE	PREVISIONS PRIMITIVES 2024 (A)	PREVISIONS MODIFIEES 2024 (B)	REALISATIONS Mandats ou Titres y compris dépenses imprévues et cessions immobilisations (C)	% (C/A)	% (C/B)	REALISATIONS Hors travaux en régie
	D E P E N S E S	**21 627 700 302**	**21 872 844 864**	**21 464 386 775**	**99,24**	**98,13**	**21 464 386 775**
	DEPENSES DIRECTES	**21 280 068 302**	**21 525 212 864**	**21 433 233 228**	**100,72**	**99,57**	**21 433 233 228**
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	284 200 302	284 200 302	224 212 954	78,89	78,89	224 212 954
627	Services bancaires et assimilés			40 666 623			40 666 623
651	Aides à la personne	1 368 000	1 368 000	1 140 000	83,33	83,33	1 140 000
654	Pertes sur créances irrécouvrables			168 596 440			168 596 440
6556M	Fonds de la protection sociale universelle	2 900 000 000	2 900 000 000	2 900 000 000	100,00	100,00	2 900 000 000
661	Charges d'intérêts	4 000 000 000	3 750 000 000	3 616 685 699	90,42	96,44	3 616 685 699
666	Pertes de change	4 500 000	4 500 000	1 761 777	39,15	39,15	1 761 777
671	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			39 432			39 432
673	Titres annulés	35 000 000	35 000 000	54 818 921	156,63	156,63	54 818 921
678	Autres charges exceptionnelles			838 888			838 888
681	Dotat° amort. & aux provis° - charges de fct	14 055 000 000	14 550 144 562	14 424 472 494	102,63	99,14	14 424 472 494
	DEPENSES INDIRECTES	**347 632 000**	**347 632 000**	**31 153 547**	**8,96**	**8,96**	**31 153 547**
962	Personnel	347 632 000	347 632 000	31 153 547	8,96	8,96	31 153 547
	R E C E T T E S	**17 951 735 558**	**17 923 409 484**	**17 484 120 773**	**97,40**	**97,55**	**17 484 120 773**
	RECETTES DIRECTES	**17 951 735 558**	**17 923 409 484**	**17 484 120 773**	**97,40**	**97,55**	**17 484 120 773**
651	Aides à la personne			3 800			3 800
7411	Dotation globale d'autonomie (dga)	10 805 727 924	10 805 727 924	10 805 727 925	100,00	100,00	10 805 727 925
7477	Participations du fonds européens & internationaux	715 980 000	715 980 000	715 989 260	100,00	100,00	715 989 260
7581	Amendes et confiscations non fiscales	99 000 000	99 000 000	124 904 308	126,17	126,17	124 904 308
7588	Autres-divers autres produits d'activité	85 000 000	85 000 000	50 006 334	58,83	58,83	50 006 334
7611	Sociétés	290 000 000	290 000 000	434 695 658	149,90	149,90	434 695 658
7621	Pduits autres immo financières- encaissées échéanc	408 000 000	408 000 000	400 530 250	98,17	98,17	400 530 250
766	Gains de change	100 000	100 000	13 718	13,72	13,72	13 718
768	Autres produits financiers	14 927 634	14 927 634	16 533 017	110,75	110,75	16 533 017
771	Produits exceptionnels sur opérations de gestion			24 129 056			24 129 056
7714	Recouvrement sur créances admises en non valeur	10 000 000	10 000 000	17 796 572	177,97	177,97	17 796 572
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)	895 000 000	895 000 000	953 083	0,11	0,11	953 083
7768	Neutralisation des amortissements	1 900 632 135	1 900 123 215	1 900 123 215	99,97	100,00	1 900 123 215
777	Quote-part sub. inv trsférées au cpte de résultat	1 127 367 865	1 099 550 711	1 099 550 711	97,53	100,00	1 099 550 711
778	Autres produits exceptionnels	1 600 000 000	1 600 000 000	1 893 163 866	118,32	118,32	1 893 163 866
	R E S U L T A T	**- 3 675 964 744**	**- 3 949 435 380**	**- 3 980 266 002**	**108,28**	**100,78**	**- 3 980 266 002**

BALANCE FONCTIONNELLE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT - EXERCICE 2024

BUDGET GÉNÉRAL

		TOTAL DEPENSES DIRECTES			%			TOTAL RECETTES DIRECTES			%		
Mission/ CSR(*1)/ LB(*2)	LIBELLE	BUDGET PRIMITIF (1)	BUDGET MODIFIE (2)	MANDATS Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (3)	(3)/(1)	(3)/(2)	TOTAL	BUDGET PRIMITIF (4)	BUDGET MODIFIE (5)	EMISSIONS Y COMPRIS PRODUITS DES CESSIONS (6)	(6)/(4)	(6)/(5)	TOTAL
		182 991 377 640	**237 809 549 047**	**196 957 109 858**	**107,63**	**82,82**	**100,00**	**182 991 377 640**	**237 809 549 047**	**208 857 382 284**	**114,14**	**87,83**	**100,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**				**0,00**	**0,00**	**0,00**		**33 421 938 636**		**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**DÉPENSES IMPRÉVUES**	**400 000 000**	**400 000 000**		**0,00**	**0,00**	**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
023	**VIREMENT À LA SECTION D'INVESTISSEMENT**	**15 263 411 668**	**27 122 595 552**		**0,00**	**0,00**	**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
960	**POUVOIRS PUBLICS**	**4 740 692 501**	**4 918 895 316**	**4 449 133 988**	**93,85**	**90,45**	**2,26**	**88 000 000**	**88 000 000**	**132 278 237**	**150,32**	**150,32**	**0,06**
961	**MOYENS INTERNES**	**1 181 855 029**	**1 387 121 874**	**999 054 592**	**84,53**	**72,02**	**0,51**	**147 677 000**	**147 677 000**	**173 721 864**	**117,64**	**117,64**	**0,08**
962	**PERSONNEL**	**34 266 541 168**	**34 645 681 926**	**34 395 284 012**	**100,38**	**99,28**	**17,46**	**1 413 657 205**	**2 005 796 205**	**1 918 303 138**	**135,70**	**95,64**	**0,92**
963	**PARTENARIAT AVEC LES "COLLECTIVITES"**	**24 697 642 523**	**27 757 940 497**	**27 313 188 559**	**110,59**	**98,40**	**13,87**	**2 798 209 973**	**2 798 209 973**	**2 819 005 504**	**100,74**	**100,74**	**1,35**
964	**TOURISME**	**2 082 594 500**	**2 174 184 592**	**2 068 539 627**	**99,33**	**95,14**	**1,05**			**11 176 763**	**0,00**	**0,00**	**0,01**
965	**DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES**	**3 463 078 694**	**4 051 709 823**	**3 616 503 308**	**104,43**	**89,26**	**1,84**	**258 799 600**	**632 185 553**	**678 361 408**	**262,12**	**107,30**	**0,32**
966	**ECONOMIE GENERALE**	**4 186 520 500**	**7 162 297 946**	**6 348 660 727**	**151,65**	**88,64**	**3,22**	**172 000 000**	**172 000 000**	**262 062 609**	**152,36**	**152,36**	**0,13**
967	**TRAVAIL ET EMPLOI**	**7 795 586 456**	**8 631 690 621**	**7 635 977 972**	**97,95**	**88,46**	**3,88**	**26 020 385**	**26 280 942**	**247 605 732**	**951,58**	**942,15**	**0,12**
968	**CULTURE ET PATRIMOINE**	**1 117 160 968**	**1 281 358 314**	**1 240 047 196**	**111,00**	**96,78**	**0,63**		**2 386 634**	**16 479 915**	**0,00**	**690,51**	**0,01**
969	**ENSEIGNEMENT**	**4 822 408 153**	**5 694 346 943**	**4 880 566 108**	**101,21**	**85,71**	**2,48**	**797 207 455**	**819 086 201**	**918 697 846**	**115,24**	**112,16**	**0,44**
970	**SANTE**	**3 889 985 692**	**8 761 802 954**	**8 507 588 012**	**218,70**	**97,10**	**4,32**	**346 000 000**	**1 306 028 273**	**1 645 738 135**	**475,65**	**126,01**	**0,79**
971	**VIE SOCIALE**	**6 299 688 062**	**6 471 608 592**	**6 090 661 563**	**96,68**	**94,11**	**3,09**	**546 986 873**	**588 501 790**	**564 188 029**	**103,14**	**95,87**	**0,27**
973	**ENVIRONNEMENT**	**859 087 223**	**1 283 141 167**	**948 990 974**	**110,47**	**73,96**	**0,48**	**40 000 000**	**40 000 000**	**55 682 148**	**139,21**	**139,21**	**0,03**
974	**RESEAUX ET EQUIPEMENTS STRUCTURANTS**	**4 223 487 593**	**5 385 606 199**	**4 298 683 679**	**101,78**	**79,82**	**2,18**	**684 200 000**	**684 200 000**	**509 234 112**	**74,43**	**74,43**	**0,24**
975	**TRANSPORTS**	**4 044 249 228**	**11 383 251 506**	**10 679 860 000**	**264,08**	**93,82**	**5,42**	**2 061 183 591**	**5 285 505 760**	**5 006 844 365**	**242,91**	**94,73**	**2,40**
976	**URBANISME, HABITAT ET FONCIER**	**1 998 963 000**	**3 260 351 346**	**3 113 448 904**	**155,75**	**95,49**	**1,58**	**776 000 000**	**844 826 442**	**872 376 728**	**112,42**	**103,26**	**0,42**
990	**GESTION FISCALE**	**36 378 356 380**	**54 510 751 015**	**48 937 687 409**	**134,52**	**89,78**	**24,85**	**154 883 700 000**	**171 023 516 154**	**175 541 504 978**	**113,34**	**102,64**	**84,05**
991	**GESTION FINANCIERE**	**21 280 068 302**	**21 525 212 864**	**21 433 233 228**	**100,72**	**99,57**	**10,88**	**17 951 735 558**	**17 923 409 484**	**17 484 120 773**	**97,40**	**97,55**	**8,37**
	TOTAL GENERAL	**182 991 377 640**	**237 809 549 047**	**196 957 109 858**	**107,63**	**82,82**	**100,00**	**182 991 377 640**	**237 809 549 047**	**208 857 382 284**	**114,14**	**87,83**	**100,00**
EXCEDENT SECTION FONCTIONNEMENT				**11 900 272 426**									

***1 - CSR : Chapitres sans réalisation : 022,023**

***2 - LB : Lignes budgétaires : 002**

BALANCE FONCTIONNELLE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT - EXERCICE 2024 - (après ventilation des dépenses indirectes)

BUDGET GÉNÉRAL

		TOTAL DEPENSES			%			TOTAL RECETTES			%		
Mission / CSR(*1)/ LB(*2)	LIBELLE	BUDGET PRIMITIF (1)	BUDGET MODIFIE (2)	MANDATS Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (3)	(3)/(1)	(3)/(2)	TOTAL	BUDGET PRIMITIF (4)	BUDGET MODIFIE (5)	EMISSIONS Y COMPRIS PRODUITS DES CESSIONS (6)	(6)/(4)	(6)/(5)	TOTAL
		216 284 184 883	**270 889 358 048**	**229 847 761 769**	**106,27**	**84,85**	**100,00**	**216 284 184 883**	**270 889 358 048**	**241 748 034 195**	**111,77**	**89,24**	**100,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0**			**0,00**	**0,00**	**0,00**		**33 421 938 636**		**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**DÉPENSES IMPRÉVUES**	**400 000 000**	**400 000 000**		**0,00**	**0,00**	**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
023	**VIREMENT À LA SECTION D'INVESTISSEMENT**	**15 263 411 668**	**27 122 595 552**		**0,00**	**0,00**	**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
960	**POUVOIRS PUBLICS**	**8 744 328 501**	**8 912 546 316**	**8 388 325 759**	**95,93**	**94,12**	**3,65**	**962 360 000**	**962 360 000**	**872 529 169**	**90,67**	**90,67**	**0,36**
961	**MOYENS INTERNES**	**2 819 159 029**	**3 022 143 874**	**2 693 600 613**	**95,55**	**89,13**	**1,17**	**147 677 000**	**147 677 000**	**173 721 864**	**117,64**	**117,64**	**0,07**
962	**PERSONNEL**	**37 294 729 130**	**37 446 206 888**	**35 058 781 264**	**94,00**	**93,62**	**15,25**	**33 832 104 448**	**34 211 245 206**	**34 068 704 117**	**100,70**	**99,58**	**14,09**
963	**PARTENARIAT AVEC LES "COLLECTIVITES"**	**24 939 250 523**	**27 999 548 497**	**27 563 495 078**	**110,52**	**98,44**	**11,99**	**2 798 209 973**	**2 798 209 973**	**2 819 005 504**	**100,74**	**100,74**	**1,17**
964	**TOURISME**	**2 300 034 500**	**2 391 624 592**	**2 274 035 341**	**98,87**	**95,08**	**0,99**			**11 176 763**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
965	**DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES**	**5 572 024 694**	**6 171 488 581**	**5 632 051 626**	**101,08**	**91,26**	**2,45**	**258 799 600**	**632 185 553**	**678 361 408**	**262,12**	**107,30**	**0,28**
966	**ECONOMIE GENERALE**	**4 700 682 500**	**7 676 459 946**	**6 915 171 800**	**147,11**	**90,08**	**3,01**	**172 000 000**	**172 000 000**	**262 062 609**	**152,36**	**152,36**	**0,11**
967	**TRAVAIL ET EMPLOI**	**8 519 774 456**	**9 355 878 621**	**8 360 801 190**	**98,13**	**89,36**	**3,64**	**26 020 385**	**26 280 942**	**247 605 732**	**951,58**	**942,15**	**0,10**
968	**CULTURE ET PATRIMOINE**	**1 346 816 968**	**1 511 014 314**	**1 475 014 204**	**109,52**	**97,62**	**0,64**		**2 386 634**	**16 479 915**	**0,00**	**690,51**	**0,01**
969	**ENSEIGNEMENT**	**8 215 310 769**	**9 093 063 559**	**8 280 638 494**	**100,80**	**91,07**	**3,60**	**797 207 455**	**819 086 201**	**918 697 846**	**115,24**	**112,16**	**0,38**
970	**SANTE**	**10 902 967 692**	**15 781 504 954**	**16 717 012 258**	**153,33**	**105,93**	**7,27**	**346 000 000**	**1 306 028 273**	**1 645 738 135**	**475,65**	**126,01**	**0,68**
971	**VIE SOCIALE**	**8 091 360 062**	**8 263 280 592**	**7 987 090 395**	**98,71**	**96,66**	**3,47**	**546 986 873**	**588 501 790**	**564 188 029**	**103,14**	**95,87**	**0,23**
973	**ENVIRONNEMENT**	**1 106 565 223**	**1 533 741 167**	**1 217 350 363**	**110,01**	**79,37**	**0,53**	**40 000 000**	**40 000 000**	**55 682 148**	**139,21**	**139,21**	**0,02**
974	**RESEAUX ET EQUIPEMENTS STRUCTURANTS**	**6 977 655 593**	**8 142 670 199**	**7 027 649 838**	**100,72**	**86,31**	**3,06**	**684 200 000**	**684 200 000**	**509 234 112**	**74,43**	**74,43**	**0,21**
975	**TRANSPORTS**	**6 929 137 893**	**14 268 417 171**	**14 364 359 311**	**207,30**	**100,67**	**6,25**	**2 061 183 591**	**5 285 505 760**	**5 006 844 365**	**242,91**	**94,73**	**2,07**
976	**URBANISME, HABITAT ET FONCIER**	**3 260 931 000**	**4 522 319 346**	**4 519 113 164**	**138,58**	**99,93**	**1,97**	**776 000 000**	**844 826 442**	**872 376 728**	**112,42**	**103,26**	**0,36**
990	**GESTION FISCALE**	**37 272 344 380**	**55 402 009 015**	**49 908 884 296**	**133,90**	**90,08**	**21,71**	**154 883 700 000**	**171 023 516 154**	**175 541 504 978**	**113,34**	**102,64**	**72,61**
991	**GESTION FINANCIERE**	**21 627 700 302**	**21 872 844 864**	**21 464 386 775**	**99,24**	**98,13**	**9,34**	**17 951 735 558**	**17 923 409 484**	**17 484 120 773**	**97,40**	**97,55**	**7,23**
	TOTAL GENERAL	**216 284 184 883**	**270 889 358 048**	**229 847 761 769**	**106,27**	**84,85**	**100,00**	**216 284 184 883**	**270 889 358 048**	**241 748 034 195**	**111,77**	**89,24**	**100,00**
EXCEDENT SECTION FONCTIONNEMENT				**11 900 272 426**									

*1 - CSR : Chapitres sans réalisation : 022,023

*2 - LB : Lignes budgétaires : 002

EXECUTION DES RECETTES PAR NATURE (SECTION DE FONCTIONNEMENT) - EXERCICE 2024 -

MISSION/ LIGNE BUDGETAIRE/ ARTICLE	LIBELLE	RECETTES			%		
		BUDGET PRIMITIF (1)	BUDGET MODIFIE (2)	EMISSIONS Y COMPRIS CESSIONS IMMOBILISATIONS (3)	(3)/(1)	(3)/(2)	TOTAL
0	Comptes de statistique		33 421 938 636	0		0,00	0,00
00	Résultat reporté		33 421 938 636	0		0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté		33 421 938 636	0		0,00	0,00
6	Comptes de charges	238 000 000	720 701 304	707 754 019	297,38	98,20	0,34
60	Achats et variation des stocks		482 701 304	479 532 787		99,34	0,23
6032	Variation des stocks des autres approvisionnements		482 701 304	477 870 961		99,00	0,23
609	Rabais, remises et ristournes obtenus sur achats			1 661 826			0,00
61	Services extérieurs			2 850 949			0,00
619	RRR obtenus sur services extérieurs			2 850 949			0,00
62	Autres services extérieurs			18 578 568			0,01
629	RRR obtenus sur autres services extérieurs			18 578 568			0,01
64	Charges de personnel	238 000 000	238 000 000	188 694 963	79,28	79,28	0,09
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	238 000 000	238 000 000	188 677 890	79,28	79,28	0,09
647	Autres charges sociales			17 073			0,00
65	Autres charges d'activité			18 096 752			0,01
651	Aides à la personne			291 833			0,00
652	Aides à caractère économique			15 259 032			0,01
653	Indemnités,vacations,frais mission élus,mb instit			1 598 288			0,00
657	Subventions			947 599			0,00
7	Comptes de produits	182 753 377 640	203 666 909 107	208 149 628 265	113,90	102,20	99,66
70	Pduits des sces du domaine et ventes diverses	1 438 677 000	1 466 644 500	1 737 814 131	120,79	118,49	0,83
701	Ventes de produits finis			172 549			0,00
7011	Produits de l'imprimerie officielle	83 000 000	83 000 000	97 771 225	117,80	117,80	0,05
7021	Ventes de bétail	4 000 000	4 000 000	2 630 550	65,76	65,76	0,00
7022	Coupes de bois	8 000 000	8 000 000	17 027 533	212,84	212,84	0,01
7028	Autres produits	24 000 000	24 000 000	22 566 038	94,03	94,03	0,01
7031	Redevances aéroportuaires	95 000 000	95 000 000	97 325 042	102,45	102,45	0,05
7033	Redevance sur les agrégats	21 000 000	21 000 000	27 511 635	131,01	131,01	0,01
7034	Redevance d'occupation du domaine public maritime	369 000 000	369 000 000	320 216 118	86,78	86,78	0,15
7038	Autres redevances & recettes d'utilisat° domaine	86 000 000	86 000 000	75 230 652	87,48	87,48	0,04
7061	Transports	63 000 000	90 967 500	141 459 031	224,54	155,51	0,07
7062	Reproduction de documents	211 000 000	211 000 000	271 831 471	128,83	128,83	0,13
7063	Recettes des structures de soins	309 000 000	309 000 000	553 118 062	179,00	179,00	0,26
7064	Recouvrements des frais SOFIX	71 052 000	71 052 000	74 006 610	104,16	104,16	0,04
7068	Autres prestations de services	69 000 000	69 000 000	19 552 645	28,34	28,34	0,01
707	Ventes de marchandises	1 000 000	1 000 000	563 150	56,32	56,32	0,00
708	Autres produits			14 194 026			0,01
7082	Commissions	500 000	500 000	12 794	2,56	2,56	0,00
70831	Location de matériel informatique	24 125 000	24 125 000	2 625 000	10,88	10,88	0,00
71	Impôts et taxes indirects	115 916 700 000	129 858 872 487	128 907 427 498	111,21	99,27	61,72
7111	TVA à l'importation	27 902 000 000	27 902 000 000	26 548 791 454	95,15	95,15	12,71

EXECUTION DES RECETTES PAR NATURE (SECTION DE FONCTIONNEMENT) - EXERCICE 2024 -

MISSION/ LIGNE BUDGETAIRE/ ARTICLE	LIBELLE	RECETTES			%		
		BUDGET PRIMITIF (1)	BUDGET MODIFIE (2)	EMISSIONS Y COMPRIS CESSIONS IMMOBILISATIONS (3)	(3)/(1)	(3)/(2)	TOTAL
7112	TVA régime intérieur	30 631 000 000	30 631 000 000	35 488 708 989	115,86	115,86	16,99
71211	Taxe de consommation sur les hydrocarbures	4 120 000 000	4 120 000 000	4 184 993 882	101,58	101,58	2,00
71212	Taxe intérieure sur les produits pétroliers	220 000 000	220 000 000	223 885 386	101,77	101,77	0,11
71213	Taxe spécifiq. exceptionnelle s/certains carburant	1 135 000 000	1 135 000 000	1 139 366 016	100,38	100,38	0,55
71221	Taxe supplémentaire de solidarité ad valorem	41 000 000	41 000 000	41 914 804	102,23	102,23	0,02
71223	Taxe spécifique sur consommation boissons viniques	175 000 000	175 000 000	167 821 521	95,90	95,90	0,08
71224	Taxe de consommation s/autres boissons alcoolisées	59 000 000	59 000 000	58 817 396	99,69	99,69	0,03
71225	Taxe pour le développement du sport et de la jeune	446 000 000	446 000 000	426 566 276	95,64	95,64	0,20
71226	Droit spécifique spécial de cons° sur la bière	178 000 000	178 000 000	170 626 027	95,86	95,86	0,08
71251	Taxe spécifique grands travaux et routes	697 000 000	697 000 000	668 798 927	95,95	95,95	0,32
71261	Droits de douane	9 611 000 000	9 461 000 000	9 902 854 260	103,04	104,67	4,74
71262	Taxe pour l'environnement, l'agriculture et pêche	3 694 000 000	3 641 000 000	3 594 833 286	97,32	98,73	1,72
71263	Taxe de statistique	176 700 000	176 700 000	175 797 885	99,49	99,49	0,08
71271	Taxe forfaitaire postale	181 000 000	181 000 000	134 122 430	74,10	74,10	0,06
71272	Taxe forfaitaire voyageurs	92 000 000	92 000 000	96 991 689	105,43	105,43	0,05
71281	Taxe de développement local	2 225 000 000	2 225 000 000	2 098 498 652	94,31	94,31	1,00
71283	Taxe spéciale spécifique de consommation	1 332 000 000	1 332 000 000	1 321 775 536	99,23	99,23	0,63
71284	Taxe de compensation s/ tabacs et alcools importés	111 000 000	111 000 000	118 760 263	106,99	106,99	0,06
713	Droits intérieurs de consommation			2 289			0,00
71381	Taxe sur les conventions d'assurance	1 596 000 000	1 596 000 000	1 839 400 356	115,25	115,25	0,88
71382	Taxe sur la publicité	2 000 000	2 000 000	4 644 480	232,22	232,22	0,00
71384	Taxe sur les jeux de hasard	1 052 000 000	1 052 000 000	1 099 736 234	104,54	104,54	0,53
7141	Droits spécifiques sur les perles exportées	417 000 000	417 000 000	293 798 005	70,46	70,46	0,14
7151	Droits d'enregistrement	5 242 000 000	5 175 000 000	4 399 797 330	83,93	85,02	2,11
7152	Droit de timbre et de visa	680 000 000	680 000 000	526 553 150	77,43	77,43	0,25
7154	Taxe de publicité immobilière	204 000 000	204 000 000	198 020 823	97,07	97,07	0,09
7181	Amendes et confiscations - Douanes	50 000 000	2 605 000 000	3 527 921 115	7055,84	135,43	1,69
7182	Amendes et pénalités DAF	47 000 000	47 000 000	54 921 810	116,85	116,85	0,03
7183	Exonérations de droits et taxes à l'importat°(E/O)	21 000 000 000	31 782 498 895	27 798 707 227	132,37	87,47	13,31
7185	Exonérations de droits d'enregistrement (E/O)	2 600 000 000	3 474 673 592	2 600 000 000	100,00	74,83	1,24
72	Travaux en régie (E/O)	1 325 365 000	1 365 414 000	388 790 837	29,33	28,47	0,19
721	Immobilisations incorporelles (E/O)			6 413 405			0,00
722	Immobilisations corporelles (E/O)	1 325 365 000	1 365 414 000	382 377 432	28,85	28,00	0,18
73	Impôts et taxes directs	38 910 000 000	40 192 643 667	45 466 126 482	116,85	113,12	21,77
731	Impôts et taxes sur le revenu			115 704 536			0,06
73111	Impôt sur le bénéfice des sociétés	11 934 000 000	11 934 000 000	13 853 711 265	116,09	116,09	6,63
73112	Crédit d'impôt de défiscalisation locale IS (E/O)	5 200 000 000	6 200 000 000	6 191 694 464	119,07	99,87	2,96
73113	Contribution supplémentaire impôt bénéfice société	4 998 000 000	4 718 000 000	5 184 436 114	103,73	109,89	2,48
73114	Impôt sur les transactions	3 358 000 000	3 358 000 000	3 612 734 087	107,59	107,59	1,73
73115	Crédit d'impôt de défiscalisation locale IT (E/O)	900 000 000	900 000 000	565 828 632	62,87	62,87	0,27
73116	Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers	2 244 000 000	2 244 000 000	3 717 287 641	165,65	165,65	1,78
73123	Impôt forfaitaire s/les stés civiles de participat	20 000 000	20 000 000	22 817 222	114,09	114,09	0,01

EXECUTION DES RECETTES PAR NATURE (SECTION DE FONCTIONNEMENT) - EXERCICE 2024 -

MISSION/ LIGNE BUDGETAIRE/ ARTICLE	LIBELLE	RECETTES			%		
		BUDGET PRIMITIF (1)	BUDGET MODIFIE (2)	EMISSIONS Y COMPRIS CESSIONS IMMOBILISATIONS (3)	(3)/(1)	(3)/(2)	TOTAL
73124	Impôt sur les plus-values immobilières	592 000 000	592 000 000	494 750 181	83,57	83,57	0,24
73126	Retenue à la source sur les revenus	1 530 000 000	1 530 000 000	1 888 112 638	123,41	123,41	0,90
73127	Impôt forfaitaire des très petites entreprises	170 000 000	231 133 580	290 547 180	170,91	125,71	0,14
731282	CST Non salarié		377 046 362	377 046 362		100,00	0,18
731283	CST sur les capitaux mobiliers		54 806 002	54 806 002		100,00	0,03
731284	CST multi-revenus		113 645 198	113 645 198		100,00	0,05
731285	CST agricole		6 012 525	6 012 525		100,00	0,00
73130	Taxe sur chiffre d'affaire des services télécom	386 000 000	386 000 000	525 441 140	136,12	136,12	0,25
7321	Taxe de mise en circulation	1 458 000 000	1 408 000 000	1 709 224 281	117,23	121,39	0,82
7322	Taxe d'environnement pour le recyclage véhicules	234 000 000	234 000 000	249 965 000	106,82	106,82	0,12
7331	Impôt foncier sur les propriétés bâties	3 333 000 000	3 333 000 000	3 522 096 789	105,67	105,67	1,69
7343	Redevance de promotion touristique	1 773 000 000	1 773 000 000	1 737 732 939	98,01	98,01	0,83
7383	Taxe d'apprentissage	200 000 000	200 000 000	225 178 001	112,59	112,59	0,11
7386	Impot forfaitaire sur les stations radioélectrique	133 000 000	133 000 000	139 453 000	104,85	104,85	0,07
7387	Amendes et pénalités - Contributions	447 000 000	447 000 000	867 901 285	194,16	194,16	0,42
74	Dotations et participations	15 524 198 033	16 073 251 123	15 654 420 165	100,84	97,39	7,50
7411	Dotation Globale d'Autonomie (DGA)	10 805 727 924	10 805 727 924	10 805 727 925	100,00	100,00	5,17
747	Participations			2 320 708			0,00
74711	Participations de l'Etat - Education	1 678 320 166	1 710 180 547	1 713 070 524	102,07	100,17	0,82
74712	Participations de l'Etat - Santé		477 326 969	477 326 969		100,00	0,23
74715	Participations de l'Etat - Jeunesse et sport	159 343 675	171 217 183	174 081 145	109,25	101,67	0,08
74718	Autres participations de l'Etat	2 134 826 268	2 162 818 500	1 700 756 208	79,67	78,64	0,81
7476	Participations de la Caisse de prévoyance sociale	30 000 000	30 000 000	65 147 426	217,16	217,16	0,03
7477	Participations du Fonds européens & internationaux	715 980 000	715 980 000	715 989 260	100,00	100,00	0,34
75	Autres produits d'activité	526 200 000	526 200 000	658 493 343	125,14	125,14	0,32
752	Revenus des immeubles	100 000 000	100 000 000	220 741 021	220,74	220,74	0,11
754	Redevances perçues au titre propriété industrielle	156 000 000	156 000 000	154 874 316	99,28	99,28	0,07
757	Redevances versées par les fermiers	10 200 000	10 200 000	10 210 781	100,11	100,11	0,00
7581	Amendes et confiscations non fiscales	128 000 000	128 000 000	189 256 714	147,86	147,86	0,09
7588	Autres-Divers autres produits d'activité	132 000 000	132 000 000	83 410 511	63,19	63,19	0,04
76	Produits financiers	770 027 634	770 027 634	1 141 354 639	148,22	148,22	0,55
7611	Sociétés	290 000 000	290 000 000	434 695 658	149,90	149,90	0,21
7621	Pduits autres immo financières- encaissées échéanc	408 000 000	408 000 000	408 365 900	100,09	100,09	0,20
763	Intérêts des traites en douane	57 000 000	57 000 000	281 746 346	494,29	494,29	0,13
766	Gains de change	100 000	100 000	13 718	13,72	13,72	0,00
768	Autres produits financiers	14 927 634	14 927 634	16 533 017	110,75	110,75	0,01
77	Produits exceptionnels	5 559 000 000	5 972 336 321	7 868 681 795	141,55	131,75	3,77
771	Produits exceptionnels sur opérations de gestion			35 120 810			0,02
7711	Dédits et pénalités perçus	26 000 000	26 000 000	256 433 366	986,28	986,28	0,12
7714	Recouvrement sur créances admises en non valeur	10 000 000	10 000 000	17 796 572	177,97	177,97	0,01
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)	895 000 000	1 267 835 953	2 445 366 458	273,23	192,88	1,17

EXECUTION DES RECETTES PAR NATURE (SECTION DE FONCTIONNEMENT) - EXERCICE 2024 -

MISSION/ LIGNE BUDGETAIRE/ ARTICLE	LIBELLE	RECETTES			%		
		BUDGET PRIMITIF (1)	BUDGET MODIFIE (2)	EMISSIONS Y COMPRIS CESSIONS IMMOBILISATIONS (3)	(3)/(1)	(3)/(2)	TOTAL
775	Produits des cessions d'immobilisations		68 486 300	68 486 324		100,00	0,03
7761	Différences sur réalisations (négatives)		340 142	340 118		99,99	0,00
7768	Neutralisation des amortissements	1 900 632 135	1 900 123 215	1 900 123 215	99,97	100,00	0,91
777	Quote-part sub. inv trsférées au cpte de résultat	1 127 367 865	1 099 550 711	1 099 550 711	97,53	100,00	0,53
778	Autres produits exceptionnels	1 600 000 000	1 600 000 000	2 045 464 221	127,84	127,84	0,98
78	Reprises sur amortissements et provisions	2 783 209 973	7 441 519 375	6 326 519 375	227,31	85,02	3,03
781	Reprises amortissements et provisions	2 783 209 973	4 248 209 973	3 133 209 973	112,58	73,75	1,50
7865	Reprises sur provis° risques & charges financiers		3 193 309 402	3 193 309 402		100,00	1,53
TOTAL GENERAL		**182 991 377 640**	**237 809 549 047**	**208 857 382 284**	**114,14**	**87,83**	**100,00**

EXECUTION DES DEPENSES PAR NATURE (SECTION DE FONCTIONNEMENT) - EXERCICE 2024 -

MISSION / ARTICLE	LIBELLE		DEPENSES		%			TRAVAUX EN REGIE (4)	REALISATIONS NETTES (5) = (3) - (4)
		BUDGET PRIMITIF (1)	BUDGET MODIFIE (2)	MANDATS Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (3)	(3)/(1)	(3)/(2)	TOTAL		
0	Comptes de statistique	15 663 411 668	27 522 595 552	0	0,00	0,00	0,00	0	0
02	Virement entre sections	15 663 411 668	27 522 595 552	0	0,00	0,00	0,00	0	0
022	Dépenses imprévues	400 000 000	400 000 000	0	0,00	0,00	0,00	0	0
023	Virement à la section d'investissement	15 263 411 668	27 122 595 552	0	0,00	0,00	0,00	0	0
6	Comptes de charges	137 627 965 972	167 929 781 008	159 800 879 535	116,11	95,16	81,13	391 522 763	159 409 356 772
60	Achats et variation des stocks	2 871 162 998	3 528 710 413	3 689 440 038	128,50	104,55	1,87	43 390 385	3 646 049 653
602	Achats stockés - Autres approvisionnements	570 500 000	618 690 000	584 904 298	102,52	94,54	0,30	0	584 904 298
6032	Variation des stocks des autres approvisionnements	0	482 701 304	482 701 304		100,00	0,25	0	482 701 304
606	Achats non stockés de matières et fournitures	2 300 662 998	2 427 319 109	2 621 834 436	113,96	108,01	1,33	43 390 385	2 578 444 051
61	Services extérieurs	4 997 723 170	5 743 214 488	4 325 932 741	86,56	75,32	2,20	24 386 594	4 301 546 147
611	Prestations de services (délgt° miss° serv. pub)	1 248 000 000	1 298 000 000	1 111 380 281	89,05	85,62	0,56	0	1 111 380 281
613	Locations	867 614 002	1 086 520 143	812 748 899	93,68	74,80	0,41	24 386 594	788 362 305
614	Charges locatives et de copropriété	39 854 344	40 015 482	37 924 478	95,16	94,77	0,02	0	37 924 478
615	Entretien et réparations	1 713 603 092	1 988 528 001	1 366 089 790	79,72	68,70	0,69	0	1 366 089 790
616	Primes d'assurances	87 059 129	87 320 711	57 837 095	66,43	66,24	0,03	0	57 837 095
617	Etudes et recherches	533 195 691	625 690 559	480 853 030	90,18	76,85	0,24	0	480 853 030
618	Divers services extérieurs	508 396 912	617 139 592	459 099 168	90,30	74,39	0,23	0	459 099 168
62	Autres services extérieurs	9 204 340 150	10 485 139 873	8 603 106 055	93,47	82,05	4,37	78 920 770	8 524 185 285
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	2 494 007 300	3 090 711 735	1 678 154 707	67,29	54,30	0,85	0	1 678 154 707
623	Publicité, publications, relations publiques	531 821 424	553 890 843	417 475 212	78,50	75,37	0,21	0	417 475 212
624	Transports	2 468 998 131	2 572 227 734	2 470 118 025	100,05	96,03	1,25	49 259 975	2 420 858 050
625	Déplacements et missions	1 012 230 647	1 082 360 453	1 074 690 988	106,17	99,29	0,55	29 660 795	1 045 030 193
626	Frais postaux et frais de télécommunications	511 301 987	511 617 044	470 331 256	91,99	91,93	0,24	0	470 331 256
627	Services bancaires et assimilés	6 199 741	6 199 741	42 437 002	684,50	684,50	0,02	0	42 437 002
628	Divers - Autres services extérieurs	2 179 780 920	2 668 132 323	2 449 898 865	112,39	91,82	1,24	0	2 449 898 865
63	Impôts, taxes et versements assimilés	30 168 937	34 910 149	15 473 216	51,29	44,32	0,01	0	15 473 216
635	Autres impôts, taxes et versements assimilés	30 168 937	34 910 149	15 473 216	51,29	44,32	0,01	0	15 473 216
64	Charges de personnel	34 116 385 069	34 455 476 827	34 329 663 258	100,63	99,63	17,43	244 825 014	34 084 838 244
64111	Rémunération brute	25 588 798 245	25 893 019 245	22 235 150 824	86,89	85,87	11,29	0	22 235 150 824
64112	Indemnités pour travaux supplémentaires	232 500 000	232 500 000	191 257 370	82,26	82,26	0,10	0	191 257 370
6413	Personnel non titulaire	620 169 710	646 673 128	4 268 501 095	688,28	660,07	2,17	188 757 340	4 079 743 755

EXECUTION DES DEPENSES PAR NATURE (SECTION DE FONCTIONNEMENT) - EXERCICE 2024 -

MISSION / ARTICLE	LIBELLE		DEPENSES		%			TRAVAUX EN REGIE (4)	REALISATIONS NETTES (5) = (3) - (4)
		BUDGET PRIMITIF (1)	BUDGET MODIFIE (2)	MANDATS Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (3)	(3)/(1)	(3)/(2)	TOTAL		
645	Charges sociales	7 574 231 645	7 582 598 985	7 493 161 370	98,93	98,82	3,80	56 067 674	7 437 093 696
647	Autres charges sociales	35 560 000	35 560 000	20 211 992	56,84	56,84	0,01	0	20 211 992
6475	Médecine du travail	9 125 469	9 125 469	3 651 733	40,02	40,02	0,00	0	3 651 733
648	Autres charges de personnel	56 000 000	56 000 000	117 728 874	210,23	210,23	0,06	0	117 728 874
65	Autres charges d'activité	58 997 118 106	68 719 848 878	66 280 224 027	112,34	96,45	33,65	0	66 280 224 027
651	Aides à la personne	153 988 000	153 988 000	163 328 816	106,07	106,07	0,08	0	163 328 816
6512	Secours d'urgence	25 000 000	25 000 000	19 452 845	77,81	77,81	0,01	0	19 452 845
6513	Bourses	1 177 600 000	1 927 600 000	1 231 401 735	104,57	63,88	0,63	0	1 231 401 735
6514	Autres prestations	127 895 227	135 671 121	164 213 356	128,40	121,04	0,08	0	164 213 356
6516	Mobilité des étudiants	44 000 000	44 000 000	33 738 159	76,68	76,68	0,02	0	33 738 159
6518	Autres - Aides à la personne	670 000 000	670 000 000	687 874 967	102,67	102,67	0,35	0	687 874 967
652	Aides à caractère économique	1 810 024 000	1 985 220 964	1 361 545 914	75,22	68,58	0,69	0	1 361 545 914
65212	Emploi et insertion professionnelle	5 460 685 000	6 166 685 000	5 289 192 928	96,86	85,77	2,69	0	5 289 192 928
6523	Aides sectrs perliculture, pêche & aquaculture	87 000 000	87 000 000	99 025 239	113,82	113,82	0,05	0	99 025 239
6524	Aides aux secteurs de l'agriculture, élevage...	954 000 000	954 000 000	937 199 291	98,24	98,24	0,48	0	937 199 291
6525	Aides sectrs commerce, industrie, des entreprises	172 000 000	172 000 000	205 326 243	119,38	119,38	0,10	0	205 326 243
6527	Aides au secteur du logement,...	132 000 000	132 000 000	57 262 797	43,38	43,38	0,03	0	57 262 797
6528	Autres aides à caractère économique	183 000 000	188 000 000	100 341 396	54,83	53,37	0,05	0	100 341 396
65281	Continuité territoriale archipels	1 300 000 000	1 300 000 000	964 282 840	74,18	74,18	0,49	0	964 282 840
653	Indemnités,vacations,frais mission élus,mb instit	0	0	8 168 635			0,00	0	8 168 635
6531	Indemnités	130 800 000	130 800 000	113 620 915	86,87	86,87	0,06	0	113 620 915
6532	Frais de mission et de déplacement	45 700 000	45 700 000	26 873 807	58,80	58,80	0,01	0	26 873 807
6533	Cotisations et pensions de retraite	78 600 000	78 600 000	73 645 970	93,70	93,70	0,04	0	73 645 970
6534	Cotisations sociales	14 300 000	14 300 000	14 452 994	101,07	101,07	0,01	0	14 452 994
654	Pertes sur créances irrécouvrables	1 015 000 000	1 932 000 000	290 203 607	28,59	15,02	0,15	0	290 203 607
65511	Etablissements publics	1 425 241 249	1 425 241 249	1 412 847 454	99,13	99,13	0,72	0	1 412 847 454
65512	Etablissements privés	430 658 304	472 179 046	472 179 046	109,64	100,00	0,24	0	472 179 046
6552	Fonds intercommunal de péréquation	22 861 178 973	22 861 178 973	22 862 962 165	100,01	100,01	11,61	0	22 862 962 165
6553	Dotation de fonctionnement de l'APF	2 408 670 000	2 408 670 000	2 408 670 000	100,00	100,00	1,22	0	2 408 670 000
6554	Dotation de fonctionnement du CESEC	98 160 816	98 160 816	98 160 816	100,00	100,00	0,05	0	98 160 816
6555	Dotation de fonctionnement de l'APC	24 000 000	24 000 000	24 000 000	100,00	100,00	0,01	0	24 000 000

EXECUTION DES DEPENSES PAR NATURE (SECTION DE FONCTIONNEMENT) - EXERCICE 2024 -

MISSION / ARTICLE	LIBELLE		DEPENSES		%			TRAVAUX EN REGIE (4)	REALISATIONS NETTES (5) = (3) - (4)
		BUDGET PRIMITIF (1)	BUDGET MODIFIE (2)	MANDATS Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (3)	(3)/(1)	(3)/(2)	TOTAL		
6556G	Fonds de péréquation des prix des hydrocarbures	0	100 000 000	100 000 000		100,00	0,05	0	100 000 000
6556H	Fonds de régulation des prix des hydrocarbures	1 500 000 000	4 150 000 000	4 150 000 000	276,67	100,00	2,11	0	4 150 000 000
6556J	Fds continuité terr aérienne interinsulaire	350 000 000	584 000 000	584 000 000	166,86	100,00	0,30	0	584 000 000
6556M	Fonds de la protection sociale universelle	2 900 000 000	2 900 000 000	2 900 000 000	100,00	100,00	1,47	0	2 900 000 000
6558	Autres contributions	44 200 000	44 200 000	35 476 761	80,26	80,26	0,02	0	35 476 761
656	Participations	4 534 606	4 534 606	78 531 687	1731,83	1731,83	0,04	0	78 531 687
6561	Organismes de regroupement (syndicat mixte entent)	432 200 000	517 200 000	497 283 953	115,06	96,15	0,25	0	497 283 953
6568	Autres participations	482 180 000	482 180 000	501 958 039	104,10	104,10	0,25	0	501 958 039
657	Subventions	0	0	141 799 091			0,07	0	141 799 091
6573	Subventions aux organismes publics	345 273 600	580 673 600	28 778 720	8,34	4,96	0,01	0	28 778 720
657313	Collèges et lycées publics	315 859 226	343 859 226	372 955 345	118,08	108,46	0,19	0	372 955 345
657321	Centre des métiers de la mer de PF (ex IFM-PC)	342 290 000	342 290 000	342 290 000	100,00	100,00	0,17	0	342 290 000
657322	Centre de formation professionnelle des adultes	1 138 713 256	1 138 713 256	1 138 713 256	100,00	100,00	0,58	0	1 138 713 256
657323	Etbs public enseignement, format° profes agricoles	212 000 000	212 000 000	212 000 000	100,00	100,00	0,11	0	212 000 000
657332	Centre hospitalier de Polynésie française	437 000 000	2 137 000 000	2 137 000 000	489,02	100,00	1,09	0	2 137 000 000
657333	Institut d'insertion médico éducatif	380 000 000	380 000 000	380 000 000	100,00	100,00	0,19	0	380 000 000
657334	Fare tama hau	415 600 000	415 600 000	415 600 000	100,00	100,00	0,21	0	415 600 000
657341	Conservatoire artistique	233 136 000	233 136 000	233 136 000	100,00	100,00	0,12	0	233 136 000
657342	Centre des métiers d'art	157 000 000	157 000 000	157 000 000	100,00	100,00	0,08	0	157 000 000
657343	Te fare tauhiti nui	375 894 000	384 894 000	568 494 000	151,24	147,70	0,29	0	568 494 000
657344	Musée de Tahiti et des îles	141 300 000	141 300 000	164 300 000	116,28	116,28	0,08	0	164 300 000
657348A	Institut de la Jeunesse et des Sports de la Pf	1 712 000 000	1 432 550 000	1 432 550 000	83,68	100,00	0,73	0	1 432 550 000
657351	Chambre d'agriculture et de la pêche lagonaire	340 000 000	353 200 000	365 944 538	107,63	103,61	0,19	0	365 944 538
657362	Institut de la statistique	425 000 000	425 000 000	465 000 000	109,41	109,41	0,24	0	465 000 000
6574	Sub. aux associat° & autres organismes droit privé	1 821 208 814	2 305 093 007	2 043 112 449	112,18	88,63	1,04	0	2 043 112 449
657421	Syndicats de salariés	19 000 000	19 000 000	19 000 000	100,00	100,00	0,01	0	19 000 000
657441A	Académie tahitienne	19 564 200	19 564 200	19 564 200	100,00	100,00	0,01	0	19 564 200
657441B	Académie marquisienne	7 569 000	7 569 000	7 569 000	100,00	100,00	0,00	0	7 569 000
657441C	Académie paumotu mangareva	5 139 000	5 139 000	5 139 000	100,00	100,00	0,00	0	5 139 000
657451A	GIE Tahiti tourisme	416 500 000	416 500 000	416 500 000	100,00	100,00	0,21	0	416 500 000
657458	Autres ass ou grpt sect tourisme-perliculture-pêch	14 000 000	14 000 000	4 000 000	28,57	28,57	0,00	0	4 000 000

EXECUTION DES DEPENSES PAR NATURE (SECTION DE FONCTIONNEMENT) - EXERCICE 2024 -

MISSION / ARTICLE	LIBELLE		DEPENSES		%			TRAVAUX EN REGIE (4)	REALISATIONS NETTES (5) = (3) - (4)
		BUDGET PRIMITIF (1)	BUDGET MODIFIE (2)	MANDATS Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (3)	(3)/(1)	(3)/(2)	TOTAL		
658	Charges diverses de gestion courante	82 709 835	87 849 979	54 869 405	66,34	62,46	0,03	0	54 869 405
6581	Redevances pr concessions,brevets,licences,procé..	297 745 000	353 807 835	287 962 187	96,71	81,39	0,15	0	287 962 187
6582	Restitution des crédits de TVA	2 800 000 000	4 600 000 000	6 899 724 461	246,42	149,99	3,50	0	6 899 724 461
66	Charges financières	4 004 501 000	3 754 501 000	3 618 458 541	90,36	96,38	1,84	0	3 618 458 541
661	Charges d'intérêts	4 000 000 000	3 750 000 000	3 616 685 699	90,42	96,44	1,84	0	3 616 685 699
666	Pertes de change	4 501 000	4 501 000	1 772 842	39,39	39,39	0,00	0	1 772 842
67	Charges exceptionnelles	9 301 566 542	17 187 154 836	14 796 429 183	159,07	86,09	7,51	0	14 796 429 183
671	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	0	106 909 566	38 878 016		36,37	0,02	0	38 878 016
6718	Autres charges exceptionnelles sur opérat° gest°	0	17 550 396	18 230 959		103,88	0,01	0	18 230 959
673	Titres annulés	2 703 484 000	2 903 484 000	2 086 507 604	77,18	71,86	1,06	0	2 086 507 604
674	Subventions exceptionnelles	700 000	98 203 597	45 000 001	6428,57	45,82	0,02	0	45 000 001
6743	Subventions exceptionnelles aux organismes publics	1 000 000 000	2 538 000 000	1 400 000 000	140,00	55,16	0,71	0	1 400 000 000
674311	Institut Louis Malardé	340 000 000	340 000 000	340 000 000	100,00	100,00	0,17	0	340 000 000
674312	Institut du cancer	380 000 000	400 500 000	400 500 000	105,39	100,00	0,20	0	400 500 000
674331	Office polynésien de l'habitat	850 000 000	850 000 000	1 988 000 000	233,88	233,88	1,01	0	1 988 000 000
674338	Autres subv sectr social-solidarité-santé-environt	0	2 050 000 000	2 050 000 000		100,00	1,04	0	2 050 000 000
674351	Vanille de Tahiti	255 000 000	255 000 000	255 000 000	100,00	100,00	0,13	0	255 000 000
674352	Etablissement de Teva	150 000 000	150 000 000	150 000 000	100,00	100,00	0,08	0	150 000 000
6744	Sub. excep associat° & aut. organismes droit privé	2 295 417 542	6 041 666 835	5 943 890 392	258,95	98,38	3,02	0	5 943 890 392
675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	0	19 025 323	19 025 323		100,00	0,01	0	19 025 323
676	Différences sur réalisat° (+) transférées en inv.	0	49 801 119	49 801 119		100,00	0,03	0	49 801 119
677	Travaux en régie (E/O)	1 325 365 000	1 365 414 000	0	0,00	0,00	0,00	0	0
678	Autres charges exceptionnelles	1 600 000	1 600 000	11 595 769	724,74	724,74	0,01	0	11 595 769
68	Dotations aux amortissements et provisions	14 105 000 000	24 020 824 544	24 142 152 476	171,16	100,51	12,26	0	24 142 152 476
681	Dotat° amort. & aux provis° - Charges de fct	14 105 000 000	24 020 824 544	20 647 152 476	146,38	85,96	10,48	0	20 647 152 476
686	Dotat° amortis. et provis° - Charges financières	0	0	3 495 000 000			1,77	0	3 495 000 000
7	Comptes de produits	29 700 000 000	42 357 172 487	37 156 230 323	125,11	87,72	18,87	0	37 156 230 323
71	Impôts et taxes indirects	23 600 000 000	35 257 172 487	30 398 707 227	128,81	86,22	15,43	0	30 398 707 227
7191	Exonérations de droits et taxes à l'importat°(E/O)	21 000 000 000	31 782 498 895	27 798 707 227	132,37	87,47	14,11	0	27 798 707 227
7192	Exonérations de droits d'enregistrement (E/O)	2 600 000 000	3 474 673 592	2 600 000 000	100,00	74,83	1,32	0	2 600 000 000

EXECUTION DES DEPENSES PAR NATURE (SECTION DE FONCTIONNEMENT) - EXERCICE 2024 -

MISSION / ARTICLE	LIBELLE		DEPENSES		%			TRAVAUX EN REGIE (4)	REALISATIONS NETTES (5) = (3) - (4)
		BUDGET PRIMITIF (1)	BUDGET MODIFIE (2)	MANDATS Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (3)	(3)/(1)	(3)/(2)	TOTAL		
73	Impôts et taxes directs	6 100 000 000	7 100 000 000	6 757 523 096	110,78	95,18	3,43	0	6 757 523 096
7392	Crédit d'impôt de défiscalisation locale IS (E/O)	5 200 000 000	6 200 000 000	6 191 694 464	119,07	99,87	3,14	0	6 191 694 464
7395	Crédit d'impôt de défiscalisation locale IT (E/O)	900 000 000	900 000 000	565 828 632	62,87	62,87	0,29	0	565 828 632
TOTAL GENERAL		**182 991 377 640**	**237 809 549 047**	**196 957 109 858**	**107,63**	**82,82**	**100,00**	**391 522 763**	**196 565 587 095**

Nota : Les mandats comptabilisés en travaux en régie (TVR) en section de fonctionnement s'élèvent à 391 522 763 F CFP conformément au tableau ci-dessus.
Du fait de l'absence d'un ordre de reversement à hauteur de 2 731 926 F CFP, les montants comptabilisés en section d'investissement s'élèvent à 388 790 837 F CFP.

DETAIL DES COMPTES DES DEPENSES - EXERCICE 2024

MISSION / ARTICLE	LIBELLE	DEPENSES			%			TRAVAUX EN REGIE (4)	REALISATIONS NETTES (5) = (3) - (4)
		BUDGET PRIMITIF (1)	BUDGET MODIFIE (2)	MANDATS Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (3)	(3)/(1)	(3)/(2)	TOTAL		
60	Achats et variation des stocks	2 871 162 998	3 528 710 413	3 689 440 038	128,50	104,55	1,87	43 390 385	3 646 049 653
602	Achats stockés - Autres approvisionnements	570 500 000	618 690 000	584 904 298	102,52	94,54	0,30	0	584 904 298
602	Achats stockés - Autres approvisionnements	570 500 000	618 690 000	0	0,00	0.00	0,00	0	0
60211	Combustibles et carburants			72 366			0,00	0	72 366
60261	Médicaments		0	292 407 118			0,15	0	292 407 118
60262	Dispositifs médicaux		0	161 934 899			0,08	0	161 934 899
60268	Autres produits pharmaceutiques		0	130 489 915			0,07	0	130 489 915
603	Variation des stocks (approvision. & marchandises)		482 701 304	482 701 304		100,00	0,25	0	482 701 304
6032	Variation des stocks des autres approvisionnements		482 701 304	482 701 304		100.00	0,25	0	482 701 304
606	Achats non stockés de matières et fournitures	2 300 662 998	2 427 319 109	2 621 834 436	113,96	108,01	1,33	43 390 385	2 578 444 051
606	Achats non stockés de matières et fournitures	2 300 662 998	2 427 319 109	0	0,00	0.00	0,00	0	0
60611	Eau et assainissement		0	133 158 597			0,07	0	133 158 597
60612	Energie - Electricité		0	708 591 596			0,36	0	708 591 596
60618	Autres fournitures non stockables			1 038 896			0,00	0	1 038 896
60621	Combustibles		0	4 730 695			0,00	0	4 730 695
60622	Carburants		0	340 595 337			0,17	5 243 329	335 352 008
60623	Alimentation		0	27 104 126			0,01	0	27 104 126
60624	Fournitures d'entretien et d'hygiène		0	325 047 065			0,17	470 323	324 576 742
60625	Fournitures de voirie		0	47 200 511			0,02	19 064 234	28 136 277
60626	Matériaux de construction		0	184 191 661			0,09	14 214 037	169 977 624
60628	Autres fournitures non stockées		0	193 025 626			0,10	3 428 597	189 597 029
60631	Outillage		0	30 225 723			0,02	65 183	30 160 540
60632	Equipement de bureau		0	91 569 316			0,05	0	91 569 316
60633	Equipement médical		0	17 090 367			0,01	0	17 090 367
60634	Equipement informatique		0	26 034 830			0,01	0	26 034 830
60635	Habillement et vêtements de travail		0	112 697 436			0,06	0	112 697 436
60638	Autres petits équipements, outillage et mobilier		0	204 620 253			0,10	904 682	203 715 571
60641	Fournitures de bureau		0	99 154 160			0,05	0	99 154 160
60642	Consommables informatiques		0	49 198 693			0,02	0	49 198 693
60648	Autres fournitures administratives		0	1 407 833			0,00	0	1 407 833
6066	Produits pharmaceutiques		0	5 057 955			0,00	0	5 057 955
6067	Fournitures scolaires		0	3 861 925			0,00	0	3 861 925
6068	Autres achats non stockés de matières & fourniture		0	16 231 835			0,01	0	16 231 835

DETAIL DES COMPTES DES DEPENSES - EXERCICE 2024

MISSION / ARTICLE	LIBELLE	DEPENSES			%			TRAVAUX EN REGIE (4)	REALISATIONS NETTES (5) = (3) - (4)
		BUDGET PRIMITIF (1)	BUDGET MODIFIE (2)	MANDATS Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (3)	(3)/(1)	(3)/(2)	TOTAL		
61	Services extérieurs	4 997 723 170	5 743 214 488	4 325 932 741	86,56	75,32	2,20	24 386 594	4 301 546 147
611	Prestations de services (délgt° miss° serv. pub)	1 248 000 000	1 298 000 000	1 111 380 281	89,05	85,62	0,56	0	1 111 380 281
611	Prestations de services (délgt° miss° serv. pub)	1 248 000 000	1 298 000 000	1 111 380 281	89,05	85.62	0,56	0	1 111 380 281
613	Locations	867 614 002	1 086 520 143	812 748 899	93,68	74,80	0,41	24 386 594	788 362 305
613	Locations	867 614 002	1 086 520 143	0	0,00	0.00	0,00	0	0
6132	Locations immobilières		0	532 462 330			0,27	0	532 462 330
61351	Location de matériel		0	258 072 481			0,13	12 148 512	245 923 969
61358	Autres locations mobilières		0	22 214 088			0,01	12 238 082	9 976 006
614	Charges locatives et de copropriété	39 854 344	40 015 482	37 924 478	95,16	94,77	0,02	0	37 924 478
614	Charges locatives et de copropriété	39 854 344	40 015 482	37 924 478	95,16	94.77	0,02	0	37 924 478
615	Entretien et réparations	1 713 603 092	1 988 528 001	1 366 089 790	79,72	68,70	0,69	0	1 366 089 790
615	Entretien et réparations	1 713 603 092	1 988 528 001	0	0,00	0.00	0,00	0	0
61521	Terrains		0	390 289 237			0,20	0	390 289 237
61522	Bâtiments		0	196 513 580			0,10	0	196 513 580
61523	Voies et réseaux		0	244 364 574			0,12	0	244 364 574
61524	Bois et forêts			16 447 880			0,01	0	16 447 880
61528	Autres-Entretien et réparations sur biens immo			50 636 418			0,03	0	50 636 418
615511	Véhicules		0	54 253 912			0,03	0	54 253 912
615512	Navires			22 577 004			0,01	0	22 577 004
615518	Autres matériels de transport			5 394 454			0,00	0	5 394 454
61552	Matériel d'atelier et de chantier			20 400 723			0,01	0	20 400 723
61553	Matériel médical		0	28 741 398			0,01	0	28 741 398
61558	Autres-Entretien et réparations sur biens mobilier		0	336 470 610			0,17	0	336 470 610
616	Primes d'assurances	87 059 129	87 320 711	57 837 095	66,43	66,24	0,03	0	57 837 095
616	Primes d'assurances	87 059 129	87 320 711	0	0,00	0.00	0,00	0	0
6161	Matériel de transport		0	20 312 195			0,01	0	20 312 195
6168	Autres primes d'assurances		0	37 524 900			0,02	0	37 524 900
617	Etudes et recherches	533 195 691	625 690 559	480 853 030	90,18	76,85	0,24	0	480 853 030
617	Etudes et recherches	533 195 691	625 690 559	480 853 030	90,18	76.85	0,24	0	480 853 030
618	Divers services extérieurs	508 396 912	617 139 592	459 099 168	90,30	74,39	0,23	0	459 099 168
618	Divers services extérieurs	508 396 912	617 139 592	0	0,00	0.00	0,00	0	0
6182	Documentation générale et technique		0	64 046 625			0,03	0	64 046 625
6184	Frais de formation		0	343 272 350			0,17	0	343 272 350
6185	Frais de colloques et séminaires		0	51 780 193			0,03	0	51 780 193

DETAIL DES COMPTES DES DEPENSES - EXERCICE 2024

MISSION / ARTICLE	LIBELLE	DEPENSES			%			TRAVAUX EN REGIE (4)	REALISATIONS NETTES (5) = (3) - (4)
		BUDGET PRIMITIF (1)	BUDGET MODIFIE (2)	MANDATS Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (3)	(3)/(1)	(3)/(2)	TOTAL		
62	Autres services extérieurs	9 204 340 150	10 485 139 873	8 603 106 055	93,47	82,05	4,37	78 920 770	8 524 185 285
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	2 494 007 300	3 090 711 735	1 678 154 707	67,29	54,30	0,85	0	1 678 154 707
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	2 494 007 300	3 090 711 735	0	0,00	0.00	0,00	0	0
6225	Indtés cptable, aux régisseurs, douanes & aux comm		0	9 372 879			0,00	0	9 372 879
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux		0	486 092 827			0,25	0	486 092 827
62268	Autres honoraires, conseils...		0	499 133 227			0,25	0	499 133 227
6227	Frais d'actes et de contentieux		0	331 754 062			0,17	0	331 754 062
6228	Divers - Rémunérat° d'intermédiaires & honoraires		0	351 801 712			0,18	0	351 801 712
623	Publicité, publications, relations publiques	531 821 424	553 890 843	417 475 212	78,50	75,37	0,21	0	417 475 212
623	Publicité, publications, relations publiques	531 821 424	553 890 843	0	0,00	0.00	0,00	0	0
6231	Annonces et insertions		0	62 557 371			0,03	0	62 557 371
6232	Fêtes et cérémonies		0	17 233 447			0,01	0	17 233 447
6233	Foires et expositions			5 846 449			0,00	0	5 846 449
6234	Réceptions		0	5 399 242			0,00	0	5 399 242
6236	Catalogues, imprimés et publications		0	39 238 884			0,02	0	39 238 884
6238	Divers - Publicité, publications, relat° publiques		0	287 199 819			0,15	0	287 199 819
624	Transports	2 468 998 131	2 572 227 734	2 470 118 025	100,05	96,03	1,25	49 259 975	2 420 858 050
624	Transports	2 468 998 131	2 572 227 734	0	0,00	0.00	0,00	0	0
6241	Transports de biens		0	204 917 970			0,10	41 344 333	163 573 637
62451	Transports scolaires			1 839 745 560			0,93	0	1 839 745 560
62458	Autres transports - Pers ext. à la collectivité		0	9 612 265			0,00	0	9 612 265
6246	Transports des élus et des membres de cabinets			144 689			0,00	0	144 689
62471	Internationaux		0	96 877 080			0,05	1 478 972	95 398 108
62472	Domestiques		0	316 806 716			0,16	6 436 670	310 370 046
6248	Divers-Transports			2 013 745			0,00	0	2 013 745
625	Déplacements et missions	1 012 230 647	1 082 360 453	1 074 690 988	106,17	99,29	0,55	29 660 795	1 045 030 193
625	Déplacements et missions	1 012 230 647	1 082 360 453	0	0,00	0.00	0,00	0	0
6251	Voyages, déplacements et missions		0	975 786 018			0,50	25 095 795	950 690 223
6255	Frais de déménagement		0	98 904 970			0,05	4 565 000	94 339 970
626	Frais postaux et frais de télécommunications	511 301 987	511 617 044	470 331 256	91,99	91,93	0,24	0	470 331 256
626	Frais postaux et frais de télécommunications	511 301 987	511 617 044	0	0,00	0.00	0,00	0	0
6261	Frais d'affranchissement		0	38 081 821			0,02	0	38 081 821
6262	Frais de télécommunications		0	212 378 961			0,11	0	212 378 961
6268	Autres frais postaux & frais de télécommunications		0	219 870 474			0,11	0	219 870 474
627	Services bancaires et assimilés	6 199 741	6 199 741	42 437 002	684,50	684,50	0,02	0	42 437 002
627	Services bancaires et assimilés	6 199 741	6 199 741	42 437 002	684,50	684.50	0,02	0	42 437 002
628	Divers - Autres services extérieurs	2 179 780 920	2 668 132 323	2 449 898 865	112,39	91,82	1,24	0	2 449 898 865
628	Divers - Autres services extérieurs	2 179 780 920	2 668 132 323	0	0,00	0.00	0,00	0	0
6281	Cotisations		0	53 183 437			0,03	0	53 183 437
6282	Frais de gardiennage		0	230 551 314			0,12	0	230 551 314
6283	Frais de nettoyage des locaux		0	321 002 706			0,16	0	321 002 706
6288	Autres - Divers autres services extérieurs		0	1 845 161 408			0,94	0	1 845 161 408

DETAIL DES COMPTES DES DEPENSES - EXERCICE 2024

MISSION / ARTICLE	LIBELLE	DEPENSES			%			TRAVAUX EN REGIE (4)	REALISATIONS NETTES (5) = (3) - (4)
		BUDGET PRIMITIF (1)	BUDGET MODIFIE (2)	MANDATS Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (3)	(3)/(1)	(3)/(2)	TOTAL		
63	Impôts, taxes et versements assimilés	30 168 937	34 910 149	15 473 216	51,29	44,32	0,01	0	15 473 216
635	Autres impôts, taxes et versements assimilés	30 168 937	34 910 149	15 473 216	51,29	44,32	0,01	0	15 473 216
635	Autres impôts, taxes et versements assimilés	30 168 937	34 910 149	0	0,00	0.00	0,00	0	0
63512	Taxes foncières			12 788 052			0,01	0	12 788 052
6353	Impôts indirects			92 751			0,00	0	92 751
6354	Droits d'enregistrement et de timbre			718 000			0,00	0	718 000
6358	Divers - Autres impôts, taxes et versts assimilés			1 874 413			0,00	0	1 874 413

DETAIL DES COMPTES DES DEPENSES - EXERCICE 2024

MISSION / ARTICLE	LIBELLE	DEPENSES			%			TRAVAUX EN REGIE (4)	REALISATIONS NETTES (5) = (3) - (4)
		BUDGET PRIMITIF (1)	BUDGET MODIFIE (2)	MANDATS Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (3)	(3)/(1)	(3)/(2)	TOTAL		
64	Charges de personnel	34 116 385 069	34 455 476 827	34 329 663 258	100,63	99,63	17,43	244 825 014	34 084 838 244
641	Rémunérations du personnel	26 441 467 955	26 772 192 373	26 694 909 289	100,96	99,71	13,55	188 757 340	26 506 151 949
64111	Rémunération brute	25 588 798 245	25 893 019 245	0	0,00	0.00	0,00	0	0
641111	Fonction publique de la P.F & assimilés		0	16 961 899 694			8,61	0	16 961 899 694
641112	Agent non fonctionnaire de l'administration			2 715 529 994			1,38	0	2 715 529 994
641113	Cabinets ministériels et assimilés		0	356 434 229			0,18	0	356 434 229
641114	Suppléants de l'éducation			60 457 280			0,03	0	60 457 280
641115	Personnel maritime		0	1 036 174 438			0,53	0	1 036 174 438
641116	Docker itinérant			121 432 484			0,06	0	121 432 484
641117	Cadre métropolitain		0	612 443 132			0,31	0	612 443 132
641118	Autres statuts			370 779 573			0,19	0	370 779 573
64112	Indemnités pour travaux supplémentaires	232 500 000	232 500 000	0	0,00	0.00	0,00	0	0
641121	Fonction publique de la P.F & assimilés			140 084 456			0,07	0	140 084 456
641122	Agent non fonctionnaire de l'administration			43 913 323			0,02	0	43 913 323
641125	Personnel maritime			6 590 195			0,00	0	6 590 195
641126	Docker itinérant			281 811			0,00	0	281 811
641127	Cadre métropolitain			29 653			0,00	0	29 653
641128	Autres statuts			357 932			0,00	0	357 932
6413	Personnel non titulaire	620 169 710	646 673 128	0	0,00	0.00	0,00	0	0
64131	Rémunération brute du personnel de remplacement			3 671 168 813			1,86	0	3 671 168 813
64132	Rémunération brute du personnel temporaire			597 332 282			0,30	188 757 340	408 574 942
645	Charges sociales	7 574 231 645	7 582 598 985	7 493 161 370	98,93	98,82	3,80	56 067 674	7 437 093 696
645	Charges sociales	7 574 231 645	7 582 598 985	0	0,00	0.00	0,00	0	0
64511	Fonction publique de la P.F & assimilés			4 845 463 911			2,46	0	4 845 463 911
64512	Agents non fonctionnaire de l'administration			763 597 395			0,39	0	763 597 395
64513	Cabinets ministériels et assimilés			82 529 728			0,04	0	82 529 728
64514	Suppléants de l'éducation			18 062 632			0,01	0	18 062 632
64515	Personnel maritime			174 538 966			0,09	0	174 538 966
64516	Docker itinérant			37 776 129			0,02	0	37 776 129
64517	Agent non titulaire			1 212 280 999			0,62	56 067 674	1 156 213 325
64518	Autres statuts			78 530 516			0,04	0	78 530 516
6453	Cotisations versées aux organismes métropolitains		0	195 976 657			0,10	0	195 976 657
6458	Autres organismes sociaux		0	84 404 437			0,04	0	84 404 437
647	Autres charges sociales	44 685 469	44 685 469	23 863 725	53,40	53,40	0,01	0	23 863 725
647	Autres charges sociales	35 560 000	35 560 000	0	0,00	0.00	0,00	0	0
6475	Médecine du travail	9 125 469	9 125 469	23 840 725	261,25	261.25	0,01	0	23 840 725
6478	Divers - Autres charges sociales			23 000			0,00	0	23 000
648	Autres charges de personnel	56 000 000	56 000 000	117 728 874	210,23	210,23	0,06	0	117 728 874
648	Autres charges de personnel	56 000 000	56 000 000	0	0,00	0.00	0,00	0	0
6481	Autres charges de personnel			117 728 874			0,06	0	117 728 874

DETAIL DES COMPTES DES DEPENSES - EXERCICE 2024

MISSION / ARTICLE	LIBELLE	DEPENSES			%			TRAVAUX EN REGIE (4)	REALISATIONS NETTES (5) = (3) - (4)
		BUDGET PRIMITIF (1)	BUDGET MODIFIE (2)	MANDATS Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (3)	(3)/(1)	(3)/(2)	TOTAL		
65	Autres charges d'activité	58 997 118 106	68 719 848 878	66 280 224 027	112,34	96,45	33,65	0	66 280 224 027
651	Aides à la personne	2 198 483 227	2 956 259 121	2 300 009 878	104,62	77,80	1,17	0	2 300 009 878
651	Aides à la personne	153 988 000	153 988 000	0	0,00	0.00	0,00	0	0
65117	Allocations viagères			1 590 000			0,00	0	1 590 000
6512	Secours d'urgence	25 000 000	25 000 000	19 452 845	77,81	77.81	0,01	0	19 452 845
6513	Bourses	1 177 600 000	1 927 600 000	1 259 881 735	106,99	65.36	0,64	0	1 259 881 735
6514	Autres prestations	127 895 227	135 671 121	0	0,00	0.00	0,00	0	0
65141	Frais d'assistance judiciaire et de frais d'actes			12 608 337			0,01	0	12 608 337
65142	Couverture sociale des étudiants, des stagiaires..		0	120 228 357			0,06	0	120 228 357
65148	Prestations diverses		0	67 150 525			0,03	0	67 150 525
6516	Mobilité des étudiants	44 000 000	44 000 000	33 738 159	76,68	76.68	0,02	0	33 738 159
6518	Autres - Aides à la personne	670 000 000	670 000 000	785 359 920	117,22	117.22	0,40	0	785 359 920
652	Aides à caractère économique	10 098 709 000	10 984 905 964	9 014 176 648	89,26	82,06	4,58	0	9 014 176 648
652	Aides à caractère économique	1 810 024 000	1 985 220 964	0	0,00	0.00	0,00	0	0
65211	Actions pour l'emploi (DGDE)			1 443 819			0,00	0	1 443 819
65212	Emploi et insertion professionnelle	5 460 685 000	6 166 685 000	5 289 192 928	96,86	85.77	2,69	0	5 289 192 928
65218	Autres - Aides à l'emploi			967 050			0,00	0	967 050
6522	Aides aux secteurs de l'artisanat, du tourisme			39 917 151			0,02	0	39 917 151
6523	Aides sectrs perliculture, pêche & aquaculture	87 000 000	87 000 000	100 130 239	115,09	115.09	0,05	0	100 130 239
6524	Aides aux secteurs de l'agriculture, élevage...	954 000 000	954 000 000	937 199 291	98,24	98.24	0,48	0	937 199 291
6525	Aides sectrs commerce, industrie, des entreprises	172 000 000	172 000 000	633 112 943	368,09	368.09	0,32	0	633 112 943
6526	Aides au secteur du transport,...		0	20 905 600			0,01	0	20 905 600
6527	Aides au secteur du logement,...	132 000 000	132 000 000	68 676 252	52,03	52.03	0,03	0	68 676 252
6528	Autres aides à caractère économique	183 000 000	188 000 000	0	0,00	0.00	0,00	0	0
65281	Continuité territoriale archipels	1 300 000 000	1 300 000 000	964 707 840	74,21	74.21	0,49	0	964 707 840
65288	Autres -Autres aides à caractère économique			957 923 535			0,49	0	957 923 535
653	Indemnités,vacations,frais mission élus,mb instit	269 400 000	269 400 000	236 762 321	87,89	87,89	0,12	0	236 762 321
6531	Indemnités	130 800 000	130 800 000	0	0,00	0.00	0,00	0	0
65312	Membres du gouvernement			113 620 915			0,06	0	113 620 915
6532	Frais de mission et de déplacement	45 700 000	45 700 000	0	0,00	0.00	0,00	0	0
65322	Membres du Gouvernement		0	35 042 442			0,02	0	35 042 442
6533	Cotisations et pensions de retraite	78 600 000	78 600 000	73 645 970	93,70	93.70	0,04	0	73 645 970
6534	Cotisations sociales	14 300 000	14 300 000	14 452 994	101,07	101.07	0,01	0	14 452 994
654	Pertes sur créances irrécouvrables	1 015 000 000	1 932 000 000	290 203 607	28,59	15,02	0,15	0	290 203 607
654	Pertes sur créances irrécouvrables	1 015 000 000	1 932 000 000	0	0,00	0.00	0,00	0	0
6541	Créances admises en non valeur		0	290 203 607			0,15	0	290 203 607

DETAIL DES COMPTES DES DEPENSES - EXERCICE 2024

MISSION / ARTICLE	LIBELLE	DEPENSES			%			TRAVAUX EN REGIE (4)	REALISATIONS NETTES (5) = (3) - (4)
		BUDGET PRIMITIF (1)	BUDGET MODIFIE (2)	MANDATS Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (3)	(3)/(1)	(3)/(2)	TOTAL		
655	Contributions	32 042 109 342	35 067 630 084	35 048 296 242	109,38	99,94	17,79	0	35 048 296 242
65511	Etablissements publics	1 425 241 249	1 425 241 249	1 412 847 454	99,13	99.13	0,72	0	1 412 847 454
65512	Etablissements privés	430 658 304	472 179 046	472 179 046	109,64	100.00	0,24	0	472 179 046
6552	Fonds intercommunal de péréquation	22 861 178 973	22 861 178 973	22 862 962 165	100,01	100.01	11,61	0	22 862 962 165
6553	Dotation de fonctionnement de l'APF	2 408 670 000	2 408 670 000	2 408 670 000	100,00	100.00	1,22	0	2 408 670 000
6554	Dotation de fonctionnement du CESEC	98 160 816	98 160 816	98 160 816	100,00	100.00	0,05	0	98 160 816
6555	Dotation de fonctionnement de l'APC	24 000 000	24 000 000	24 000 000	100,00	100.00	0,01	0	24 000 000
6556G	Fonds de péréquation des prix des hydrocarbures		100 000 000	100 000 000		100.00	0,05	0	100 000 000
6556H	Fonds de régulation des prix des hydrocarbures	1 500 000 000	4 150 000 000	4 150 000 000	276,67	100.00	2,11	0	4 150 000 000
6556J	Fds continuité terr aérienne interinsulaire	350 000 000	584 000 000	584 000 000	166,86	100.00	0,30	0	584 000 000
6556M	Fonds de la protection sociale universelle	2 900 000 000	2 900 000 000	2 900 000 000	100,00	100.00	1,47	0	2 900 000 000
6558	Autres contributions	44 200 000	44 200 000	35 476 761	80,26	80.26	0,02	0	35 476 761
656	Participations	918 914 606	1 003 914 606	1 077 773 679	117,29	107,36	0,55	0	1 077 773 679
656	Participations	4 534 606	4 534 606	0	0,00	0.00	0,00	0	0
6561	Organismes de regroupement (syndicat mixte entent)	432 200 000	517 200 000	521 150 301	120,58	100.76	0,26	0	521 150 301
6562	Au titre de la coopération régionale			8 950 589			0,00	0	8 950 589
6568	Autres participations	482 180 000	482 180 000	547 672 789	113,58	113.58	0,28	0	547 672 789

DETAIL DES COMPTES DES DEPENSES - EXERCICE 2024

MISSION / ARTICLE	LIBELLE	DEPENSES			%			TRAVAUX EN REGIE (4)	REALISATIONS NETTES (5) = (3) - (4)
		BUDGET PRIMITIF (1)	BUDGET MODIFIE (2)	MANDATS Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (3)	(3)/(1)	(3)/(2)	TOTAL		
657	Subventions	9 274 047 096	11 464 081 289	11 070 445 599	119,37	96,57	5,62	0	11 070 445 599
6573	Subventions aux organismes publics	345 273 600	580 673 600	0	0,00	0.00	0,00	0	0
657313	Collèges et lycées publics	315 859 226	343 859 226	412 637 752	130,64	120.00	0,21	0	412 637 752
657318	Autres sub. sect éducat°-enseignement-recherche			28 722 347			0,01	0	28 722 347
657321	Centre des métiers de la mer de PF (ex IFM-PC)	342 290 000	342 290 000	342 290 000	100,00	100.00	0,17	0	342 290 000
657322	Centre de formation professionnelle des adultes	1 138 713 256	1 138 713 256	1 138 713 256	100,00	100.00	0,58	0	1 138 713 256
657323	Etbs public enseignement, format° profes agricoles	212 000 000	212 000 000	212 000 000	100,00	100.00	0,11	0	212 000 000
657332	Centre hospitalier de Polynésie française	437 000 000	2 137 000 000	2 137 000 000	489,02	100.00	1,09	0	2 137 000 000
657333	Institut d'insertion médico éducatif	380 000 000	380 000 000	380 000 000	100,00	100.00	0,19	0	380 000 000
657334	Fare tama hau	415 600 000	415 600 000	415 600 000	100,00	100.00	0,21	0	415 600 000
657341	Conservatoire artistique	233 136 000	233 136 000	233 136 000	100,00	100.00	0,12	0	233 136 000
657342	Centre des métiers d'art	157 000 000	157 000 000	157 000 000	100,00	100.00	0,08	0	157 000 000
657343	Te fare tauhiti nui	375 894 000	384 894 000	568 494 000	151,24	147.70	0,29	0	568 494 000
657344	Musée de Tahiti et des îles	141 300 000	141 300 000	164 300 000	116,28	116.28	0,08	0	164 300 000
657348A	Institut de la Jeunesse et des Sports de la Pf	1 712 000 000	1 432 550 000	1 440 966 684	84,17	100.59	0,73	0	1 440 966 684
657351	Chambre d'agriculture et de la pêche lagonaire	340 000 000	353 200 000	365 944 538	107,63	103.61	0,19	0	365 944 538
657358	Autres sub. sect tourisme-perli-pêche & aquacultur			9 500 000			0,00	0	9 500 000
657362	Institut de la statistique	425 000 000	425 000 000	465 000 000	109,41	109.41	0,24	0	465 000 000
657368	Autres sub. sect économie-commerce-industrie-trans			1 056 373			0,00	0	1 056 373
6574	Sub. aux associat° & autres organismes droit privé	1 821 208 814	2 305 093 007	0	0,00	0.00	0,00	0	0
657412	Fédérat° ass étudiants Polynésiens de Métropole			3 847 494			0,00	0	3 847 494
657415	Manif, soutien & dvpt de la recherche			750 000			0,00	0	750 000
657418	Autres ass ou grpt sect éducat°-enseigne-recherche			98 548 937			0,05	0	98 548 937
657421	Syndicats de salariés	19 000 000	19 000 000	19 000 000	100,00	100.00	0,01	0	19 000 000
657428	Autres ass ou grpt sect emploi-travail-format° pro			80 000 000			0,04	0	80 000 000
657434	Manif, soutien & dvpt de l'environnement			80 772 458			0,04	0	80 772 458
657438	Autres ass ou grpt sect social-solidarité-santé-en			17 875 000			0,01	0	17 875 000
657441A	Académie tahitienne	19 564 200	19 564 200	19 564 200	100,00	100.00	0,01	0	19 564 200
657441B	Académie marquisienne	7 569 000	7 569 000	7 569 000	100,00	100.00	0,00	0	7 569 000
657441C	Académie paumotu mangareva	5 139 000	5 139 000	5 139 000	100,00	100.00	0,00	0	5 139 000
657442	Manif, soutien & dvpt culturel			103 197 111			0,05	0	103 197 111
657443	Manif, soutien & dvpt de l'artisanat			42 873 514			0,02	0	42 873 514
657444A	Comité olympique de Polynésie française			100 444 188			0,05	0	100 444 188
657444B	Union polynésienne de la jeunesse			92 746 691			0,05	0	92 746 691
657444C	Clubs et associations			333 712 617			0,17	0	333 712 617
657444D	Fédérations, ligues et comités		0	334 383 467			0,17	0	334 383 467
657451A	GIE Tahiti tourisme	416 500 000	416 500 000	416 500 000	100,00	100.00	0,21	0	416 500 000
657452	Manif, soutien & dvpt du tourisme			54 500 000			0,03	0	54 500 000
657455	Manif, soutien & dvpt de l'agriculture et élevage			224 700 000			0,11	0	224 700 000
657458	Autres ass ou grpt sect tourisme-perliculture-pêch	14 000 000	14 000 000	6 500 000	46,43	46.43	0,00	0	6 500 000
657462	Manif, soutien & dvpt de l'économie			31 800 000			0,02	0	31 800 000
657465	Manif, soutien & dvpt des transports			44 900 000			0,02	0	44 900 000
657468	Autres ass ou grpt sect économie-commerce-industri			16 899 399			0,01	0	16 899 399

DETAIL DES COMPTES DES DEPENSES - EXERCICE 2024

MISSION / ARTICLE	LIBELLE	DEPENSES			%			TRAVAUX EN REGIE (4)	REALISATIONS NETTES (5) = (3) - (4)
		BUDGET PRIMITIF (1)	BUDGET MODIFIE (2)	MANDATS Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (3)	(3)/(1)	(3)/(2)	TOTAL		
65748	Autres sub. de fct aux organismes de droit privé		0	461 861 573			0,23	0	461 861 573
658	Charges diverses de gestion courante	3 180 454 835	5 041 657 814	7 242 556 053	227,72	143,65	3,68	0	7 242 556 053
658	Charges diverses de gestion courante	82 709 835	87 849 979	0	0,00	0.00	0,00	0	0
6581	Redevances pr concessions,brevets,licences,procé..	297 745 000	353 807 835	325 928 267	109,47	92.12	0,17	0	325 928 267
6582	Restitution des crédits de TVA	2 800 000 000	4 600 000 000	6 899 724 461	246,42	149.99	3,50	0	6 899 724 461
6588	Autres charges diverses de gestion courante		0	16 903 325			0,01	0	16 903 325
66	Charges financières	4 004 501 000	3 754 501 000	3 618 458 541	90,36	96,38	1,84	0	3 618 458 541
661	Charges d'intérêts	4 000 000 000	3 750 000 000	3 616 685 699	90,42	96,44	1,84	0	3 616 685 699
661	Charges d'intérêts	4 000 000 000	3 750 000 000	0	0,00	0.00	0,00	0	0
66111	Intérêts réglés à l'échéance		0	2 559 176 604			1,30	0	2 559 176 604
66112	Intérêts - rattachement des ICNE			1 057 509 095			0,54	0	1 057 509 095
666	Pertes de change	4 501 000	4 501 000	1 772 842	39,39	39,39	0,00	0	1 772 842
666	Pertes de change	4 501 000	4 501 000	1 772 842	39,39	39.39	0,00	0	1 772 842
67	Charges exceptionnelles	9 301 566 542	17 187 154 836	14 796 429 183	159,07	86,09	7,51	0	14 796 429 183
671	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		124 459 962	57 108 975		45,89	0,03	0	57 108 975
671	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		106 909 566	0		0.00	0,00	0	0
6711	Intérêts moratoires et pénalités sur marchés		0	16 823 926			0,01	0	16 823 926
6718	Autres charges exceptionnelles sur opérat° gest°		17 550 396	40 285 049		229.54	0,02	0	40 285 049
673	Titres annulés	2 703 484 000	2 903 484 000	2 086 507 604	77,18	71,86	1,06	0	2 086 507 604
673	Titres annulés	2 703 484 000	2 903 484 000	2 086 507 604	77,18	71.86	1,06	0	2 086 507 604
674	Subventions exceptionnelles	5 271 117 542	12 723 370 432	12 572 390 393	238,51	98,81	6,38	0	12 572 390 393
674	Subventions exceptionnelles	700 000	98 203 597	0	0,00	0.00	0,00	0	0
6743	Subventions exceptionnelles aux organismes publics	1 000 000 000	2 538 000 000	0	0,00	0.00	0,00	0	0
674311	Institut Louis Malardé	340 000 000	340 000 000	340 000 000	100,00	100.00	0,17	0	340 000 000
674312	Institut du cancer	380 000 000	400 500 000	400 500 000	105,39	100.00	0,20	0	400 500 000
674331	Office polynésien de l'habitat	850 000 000	850 000 000	1 988 000 000	233,88	233.88	1,01	0	1 988 000 000
674338	Autres subv sectr social-solidarité-santé-environt		2 050 000 000	2 070 000 000		100.98	1,05	0	2 070 000 000
674351	Vanille de Tahiti	255 000 000	255 000 000	255 000 000	100,00	100.00	0,13	0	255 000 000
674352	Etablissement de Teva	150 000 000	150 000 000	150 000 000	100,00	100.00	0,08	0	150 000 000
674382	Office des postes et télécommunications			1 400 000 000			0,71	0	1 400 000 000
674383	Caisse des Dépôts et Consignations			25 000 000			0,01	0	25 000 000
6744	Sub. excep associat° & aut. organismes droit privé	2 295 417 542	6 041 666 835	5 943 890 393	258,95	98.38	3,02	0	5 943 890 393
675	Valeurs comptables des immobilisations cédées		19 025 323	19 025 323		100,00	0,01	0	19 025 323
675	Valeurs comptables des immobilisations cédées		19 025 323	19 025 323		100.00	0,01	0	19 025 323
676	Différences sur réalisat° (+) transférées en inv.		49 801 119	49 801 119		100,00	0,03	0	49 801 119
676	Différences sur réalisat° (+) transférées en inv.		49 801 119	0		0.00	0,00	0	0
6761	Différences sur réalisat° (+) transférées en inv		0	49 801 119			0,03	0	49 801 119
677	Travaux en régie (E/O)	1 325 365 000	1 365 414 000	0	0,00	0,00	0,00	0	0
677	Travaux en régie (E/O)	1 325 365 000	1 365 414 000	0	0,00	0.00	0,00	0	0
678	Autres charges exceptionnelles	1 600 000	1 600 000	11 595 769	724,74	724,74	0,01	0	11 595 769
678	Autres charges exceptionnelles	1 600 000	1 600 000	11 595 769	724,74	724.74	0,01	0	11 595 769

DETAIL DES COMPTES DES DEPENSES - EXERCICE 2024

MISSION / ARTICLE	LIBELLE	DEPENSES			%			TRAVAUX EN REGIE (4)	REALISATIONS NETTES (5) = (3) - (4)
		BUDGET PRIMITIF (1)	BUDGET MODIFIE (2)	MANDATS Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (3)	(3)/(1)	(3)/(2)	TOTAL		
68	Dotations aux amortissements et provisions	14 105 000 000	24 020 824 544	24 142 152 476	171,16	100,51	12,26	0	24 142 152 476
681	Dotat° amort. & aux provis° - Charges de fct	14 105 000 000	24 020 824 544	20 647 152 476	146,38	85,96	10,48	0	20 647 152 476
681	Dotat° amort. & aux provis° - Charges de fct	14 105 000 000	24 020 824 544	0	0,00	0.00	0,00	0	0
6811	Dotat° amortissets immo. incorporelles & corporel.			14 178 355 446			7,20	0	14 178 355 446
6815	Dotations provis° pr risques & charges de fct		0	6 468 797 030			3,28	0	6 468 797 030
686	Dotat° amortis. et provis° - Charges financières			3 495 000 000			1,77	0	3 495 000 000
6865	Dotat° aux provis° risques & charges financiers			3 495 000 000			1,77	0	3 495 000 000
71	Impôts et taxes indirects	23 600 000 000	35 257 172 487	30 398 707 227	128,81	86,22	15,43	0	30 398 707 227
719	Reversements et restitut° sur impôts indirec (E/O)	23 600 000 000	35 257 172 487	30 398 707 227	128,81	86,22	15,43	0	30 398 707 227
7191	Exonérations de droits et taxes à l'importat°(E/O)	21 000 000 000	31 782 498 895	27 798 707 227	132,37	87.47	14,11	0	27 798 707 227
7192	Exonérations de droits d'enregistrement (E/O)	2 600 000 000	3 474 673 592	2 600 000 000	100,00	74.83	1,32	0	2 600 000 000
73	Impôts et taxes directs	6 100 000 000	7 100 000 000	6 757 523 096	110,78	95,18	3,43	0	6 757 523 096
739	Reversements et restitut° sur impôts directs(E/O)	6 100 000 000	7 100 000 000	6 757 523 096	110,78	95,18	3,43	0	6 757 523 096
7392	Crédit d'impôt de défiscalisation locale IS (E/O)	5 200 000 000	6 200 000 000	6 191 694 464	119,07	99.87	3,14	0	6 191 694 464
7395	Crédit d'impôt de défiscalisation locale IT (E/O)	900 000 000	900 000 000	565 828 632	62,87	62.87	0,29	0	565 828 632
	Total Général	167 327 965 972	210 286 953 495	196 957 109 858	117,71	93,66	100,00	391 522 763	196 565 587 095

Nota : Les mandats comptabilisés en travaux en régie (TVR) en section de fonctionnement s'élèvent à 391 522 763 F CFP conformément au tableau ci-dessus.
Du fait de l'absence d'un ordre de reversement à hauteur de 2 731 926 F CFP, les montants comptabilisés en section d'investissement s'élèvent à 388 790 837 F CFP.

DETAIL DES COMPTES DE SUBVENTIONS - EXERCICE 2024

MISSION / ARTICLE	LIBELLE	DEPENSES			%		
		BUDGET PRIMITIF (1)	BUDGET MODIFIE (2)	MANDATS Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES(3)	(3)/(1)	(3)/(2)	TOTAL
657	Subventions	9 274 047 096	11 464 081 289	11 070 445 599	119,37	96,57	46,82
6573	Subventions aux organismes publics	345 273 600	580 673 600				
657313	Collèges et lycées publics	315 859 226	343 859 226	412 637 752	130,64	120,00	1,75
657318	Autres sub. sect éducat°-enseignement-recherche			28 722 347			0,12
657321	Centre des métiers de la mer de PF (ex IFM-PC)	342 290 000	342 290 000	342 290 000	100,00	100,00	1,45
657322	Centre de formation professionnelle des adultes	1 138 713 256	1 138 713 256	1 138 713 256	100,00	100,00	4,82
657323	Etbs public enseignement, format° profes agricoles	212 000 000	212 000 000	212 000 000	100,00	100,00	0,90
657332	Centre hospitalier de Polynésie française	437 000 000	2 137 000 000	2 137 000 000	489,02	100,00	9,04
657333	Institut d'insertion médico éducatif	380 000 000	380 000 000	380 000 000	100,00	100,00	1,61
657334	Fare tama hau	415 600 000	415 600 000	415 600 000	100,00	100,00	1,76
657341	Conservatoire artistique	233 136 000	233 136 000	233 136 000	100,00	100,00	0,99
657342	Centre des métiers d'art	157 000 000	157 000 000	157 000 000	100,00	100,00	0,66
657343	Te fare tauhiti nui	375 894 000	384 894 000	568 494 000	151,24	147,70	2,40
657344	Musée de Tahiti et des îles	141 300 000	141 300 000	164 300 000	116,28	116,28	0,69
657348A	Institut de la Jeunesse et des Sports de la Pf	1 712 000 000	1 432 550 000	1 440 966 684	84,17	100,59	6,09
657351	Chambre d'agriculture et de la pêche lagonaire	340 000 000	353 200 000	365 944 538	107,63	103,61	1,55
657358	Autres sub. sect tourisme-perli-pêche & aquacultur			9 500 000			0,04
657362	Institut de la statistique	425 000 000	425 000 000	465 000 000	109,41	109,41	1,97
657368	Autres sub. sect économie-commerce-industrie-trans			1 056 373			0,00
6574	Sub. aux associat° & autres organismes droit privé	1 821 208 814	2 305 093 007				
657412	Fédérat° ass étudiants Polynésiens de Métropole			3 847 494			0,02
657415	Manif, soutien & dvpt de la recherche			750 000			0,00
657418	Autres ass ou grpt sect éducat°-enseigne-recherche			98 548 937			0,42
657421	Syndicats de salariés	19 000 000	19 000 000	19 000 000	100,00	100,00	0,08
657428	Autres ass ou grpt sect emploi-travail-format° pro			80 000 000			0,34
657434	Manif, soutien & dvpt de l'environnement			80 772 458			0,34
657438	Autres ass ou grpt sect social-solidarité-santé-en			17 875 000			0,08
657441A	Académie tahitienne	19 564 200	19 564 200	19 564 200	100,00	100,00	0,08
657441B	Académie marquisienne	7 569 000	7 569 000	7 569 000	100,00	100,00	0,03
657441C	Académie paumotu mangareva	5 139 000	5 139 000	5 139 000	100,00	100,00	0,02
657442	Manif, soutien & dvpt culturel			103 197 111			0,44
657443	Manif, soutien & dvpt de l'artisanat			42 873 514			0,18
657444A	Comité olympique de Polynésie française			100 444 188			0,42
657444B	Union polynésienne de la jeunesse			92 746 691			0,39
657444C	Clubs et associations			333 712 617			1,41
657444D	Fédérations, ligues et comités		0	334 383 467			1,41
657451A	GIE Tahiti tourisme	416 500 000	416 500 000	416 500 000	100,00	100,00	1,76
657452	Manif, soutien & dvpt du tourisme			54 500 000			0,23
657455	Manif, soutien & dvpt de l'agriculture et élevage			224 700 000			0,95
657458	Autres ass ou grpt sect tourisme-perliculture-pêch	14 000 000	14 000 000	6 500 000	46,43	46,43	0,03
657462	Manif, soutien & dvpt de l'économie			31 800 000			0,13

DETAIL DES COMPTES DE SUBVENTIONS - EXERCICE 2024

MISSION / ARTICLE	LIBELLE	DEPENSES			%		
		BUDGET PRIMITIF (1)	BUDGET MODIFIE (2)	MANDATS Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES(3)	(3)/(1)	(3)/(2)	TOTAL
657465	Manif, soutien & dvpt des transports			44 900 000			0,19
657468	Autres ass ou grpt sect économie-commerce-industri			16 899 399			0,07
65748	Autres sub. de fct aux organismes de droit privé		0	461 861 573			1,95
674	Subventions exceptionnelles	5 271 117 542	12 723 370 432	12 572 390 393	238,51	98,81	53,18
674	Subventions exceptionnelles	700 000	98 203 597				
6743	Subventions exceptionnelles aux organismes publics	1 000 000 000	2 538 000 000				
674311	Institut Louis Malardé	340 000 000	340 000 000	340 000 000	100,00	100,00	1,44
674312	Institut du cancer	380 000 000	400 500 000	400 500 000	105,39	100,00	1,69
674331	Office polynésien de l'habitat	850 000 000	850 000 000	1 988 000 000	233,88	233,88	8,41
674338	Autres subv sectr social-solidarité-santé-environt		2 050 000 000	2 070 000 000		100,98	8,76
674351	Vanille de Tahiti	255 000 000	255 000 000	255 000 000	100,00	100,00	1,08
674352	Etablissement de Teva	150 000 000	150 000 000	150 000 000	100,00	100,00	0,63
674382	Office des postes et télécommunications			1 400 000 000			5,92
674383	Caisse des Dépôts et Consignations			25 000 000			0,11
6744	Sub. excep associat° & aut. organismes droit privé	2 295 417 542	6 041 666 835	5 943 890 393	258,95	98,38	25,14

EXECUTION DES DEPENSES PAR NATURE DES TRAVAUX EN REGIE
(SECTION DE FONCTIONNEMENT) - EXERCICE 2024 -

MISSION / ARTICLE	LIBELLE	DEPENSES "Travaux en régie"			%		
		BUDGET PRIMITIF (1)	BUDGET MODIFIE (2)	MANDATS Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES(3)	(3)/(1)	(3)/(2)	TOTAL
6	Comptes de charges	1 325 365 000	1 365 414 000	391 522 763	29,54	28,67	100,00
60	Achats et variation des stocks			43 390 385			11,08
606	Achats non stockés de matières et fournitures			41 616 730			10,63
60622	Carburants			1 583 655			0,40
60628	Autres fournitures non stockées			190 000			0,05
61	Services extérieurs			24 386 594			6,23
613	Locations			24 386 594			6,23
62	Autres services extérieurs			78 920 770			20,16
624	Transports			41 656 559			10,64
6241	Transports de biens			6 565 237			1,68
6247	Transports du personnel			241 602			0,06
62472	Domestiques			796 577			0,20
625	Déplacements et missions			26 201 045			6,69
6251	Voyages, déplacements et missions			3 459 750			0,88
64	Charges de personnel			244 825 014			62,53
6413	Personnel non titulaire			188 757 340			48,21
645	Charges sociales			56 067 674			14,32
67	Charges exceptionnelles	1 325 365 000	1 365 414 000	0	0,00	0,00	0,00
677	Travaux en régie (E/O)	1 325 365 000	1 365 414 000	0	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		**1 325 365 000**	**1 365 414 000**	**391 522 763**	**29,54**	**28,67**	**100,00**

Nota : Les mandats comptabilisés en travaux en régie (TVR) en section de fonctionnement s'élèvent à 391 522 763 F CFP conformément au tableau ci-dessus.
Du fait de l'absence d'émission d'un ordre de reversement à hauteur de 2 731 926 F CFP, les montants comptabilisés en section d'investissement s'élèvent à 388 790 837 F CFP.

SECTION D’INVESTISSEMENT

MISSION 021 - VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

MISSION / ARTICLE	LIBELLE RECETTE	BUDGET PRIMITIF (A)	BUDGET MODIFIE (B)	Réalisations 2024 (C)	ECARTS (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)		
021 - VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT									
021	Virement de la section de fonctionnement	15 263 411 668	27 122 595 552	0	27 122 595 552	0,00	0,00		
	TOTAL MISSION	15 263 411 668	27 122 595 552	0	27 122 595 552	0,00	0,00		
TOTAL DES RECETTES		15 263 411 668	27 122 595 552	0	27 122 595 552	0,00	0,00		

RESULTAT MISSION 021				0					

MISSION / ARTICLE	LIBELLE RECETTE	BUDGET PRIMITIF (A)	BUDGET MODIFIE (B)	Réalisations 2024 (C)	ECARTS (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)		
024 - PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS									
024	Produits des cessions d'immobilisations		68 826 392	0	68 826 392	0,00	0,00		
	TOTAL MISSION		68 826 392	0	68 826 392		0,00		
TOTAL DES RECETTES			68 826 392	0	68 826 392		0,00		

RESULTAT MISSION 024				0					

MISSION 900 - POUVOIRS PUBLICS

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
	90001 - GOUVERNEMENT								
1.2020	Acquisition de chapiteaux, tentes et structures du SMG	200 000 000	119 616 966	93 228 869	26 388 097	46,61	77,94	139 611 903	69,81
1.2022	Matériel technique PR - 2022	1 770 376	465 261		465 261			1 305 115	73,72
1.2024	Matériels de remise en forme PR - 2024	3 500 000	2 196 550	331 550	1 865 000	9,47	15,09	331 550	9,47
	TOTAL DU PROGRAMME	**205 270 376**	**122 278 777**	**93 560 419**	**28 718 358**	**45,58**	**76,51**	**141 248 568**	**68,81**
	90003 - CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL								
369.2024	Dotation globale d'investissement CESEC - 2024	6 000 000							
	TOTAL DU PROGRAMME	**6 000 000**				**0,00**	**0,00**		**0,00**
	90005 - ADMINISTRATION GENERALE								
5.2015	Mise aux normes ERP et aménagements bâtiment SPAA	159 000 000	19 304 431		19 304 431			127 765 042	80,36
424.2019	Fare Ora - Définition du programme d'équipement et réalisation sur sites pilotes	32 963 842	150 000	150 000		0,46	100,00	1 257 400	3,81
1.2023	Fare Ora - Acquisition et installation de bornes de consultation	62 098 670	15 300 479	2 792 286	12 508 193	4,50	18,25	4 890 956	7,88
2.2023	Amélioration des espaces d'accueil des services du Pays - 2023	25 517 518	10 191 544	5 157 573	5 033 971	20,21	50,61	20 483 547	80,27
2.2024	Dématérialisation des marchés publics	50 000 000	5 000 000		5 000 000				
4.2024	Matériels SMG - 2024	15 000 000	14 969 143	10 342 580	4 626 563	68,95	69,09	10 342 580	68,95
	TOTAL DU PROGRAMME	**344 580 030**	**64 915 597**	**18 442 439**	**46 473 158**	**5,35**	**28,41**	**164 739 525**	**47,81**
	TOTAL DES DEPENSES	**555 850 406**	**187 194 374**	**112 002 858**	**75 191 516**	**20,15**	**59,83**	**305 988 093**	**55,05**

RESULTAT MISSION 900			- 112 002 858					

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
	90101 - FINANCES								
	TOTAL DU PROGRAMME					**0,00**	**0,00**		**0,00**
	90102 - INFORMATIQUE								
10.2015	Applications informatiques de gestion de la fiscalité directe et indirecte (PAREO	365 897 817	99 742 007	56 548 512	43 193 495	15,45	56,69	203 396 630	55,59
13.2015	Développement du SIRH de l'administration	165 000 000	118 505 683	99 942 370	18 563 313	60,57	84,34	99 942 370	60,57
35.2015	Projet de refonte du système d'information de la DTT UTARA'A	400 000 000	132 450 184	85 765 429	46 684 755	21,44	64,75	104 857 317	26,21
289.2016	Logiciel de gestion en matière de transport maritime inter insulaire	150 000 000	28 976 884	11 644 442	17 332 442	7,76	40,19	83 599 154	55,73
10.2017	Transformation du SI financier - Etudes, pilotage, suivi et coordination	111 201 017	15 188 025	12 012 804	3 175 221	10,80	79,09	51 991 137	46,75
20.2017	Refonte de l'applicatif métier du SEFI et de son site internet	135 000 000	22 262 297	8 903 217	13 359 080	6,59	39,99	55 990 905	41,47
24.2017	Gestion et suivi de la carrière des marins professionnels : Téléservice IHITAI	150 000 000	50 044 097	42 881 732	7 162 365	28,59	85,69	112 152 426	74,77
25.2017	Développement d'une nouvelle application 2.0 pour l'instruction des autorisation	66 072 334	24 465 332		24 465 332			37 443 575	56,67
377.2017	Développement des applicatifs du projet e-DSFE	89 943 760	32 041 200	9 350 750	22 690 450	10,40	29,18	12 253 310	13,62
15.2018	Schéma directeur stratégique informatique	23 415 600	3 582 587	3 582 587		15,30	100,00	23 415 600	100,00
5.2019	Développement du système d'information LEXPOL	150 000 000	42 161 300	36 551 900	5 609 400	24,37	86,70	132 390 600	88,26
14.2019	Numérisation et indexation des registres de la recette conservation des hypothè	21 765 880	9 535 104	5 692 255	3 842 849	26,15	59,70	15 917 837	73,13
15.2019	Evolution des applications du fichier généalogique	115 601 644	31 948 138	6 553 576	25 394 562	5,67	20,51	22 459 091	19,43
22.2019	Plateforme polynésienne du service public en ligne	200 000 000	49 822 212	34 997 790	14 824 422	17,50	70,25	92 995 849	46,50
26.2019	Acquisition de logiciels et de matériels informatiques pour l'espace numérique d	50 909 766	8 328 150		8 328 150			42 580 127	83,64
368.2019	Mise en place d'un Dossier Patient Informatisé (CdP 2 - 2020)	173 242 198	69 771 249	23 899 444	45 871 805	13,80	34,25	67 494 695	38,96
450.2019	Informatisation du SIO et dématérialisation du JOPF	20 000 000	7 733 853	4 339 200	3 394 653	21,70	56,11	16 605 347	83,03
6.2020	Système Intégré Ressources Humaines (SIRH)	4 000 000						2 277 338	56,93
33.2020	SDI - Migration des applications vers le Cloud	57 500 000	16 809 427	10 576 800	6 232 627	18,39	62,92	44 649 350	77,65
8.2021	Etude et développement des solutions métiers de la recette de la RCH	63 249 924	12 533 608		12 533 608			14 627 548	23,13
9.2021	Outil informatique de collecte et de traitement de données statistiques et cartogı	50 000 000	18 904 537	12 007 899	6 896 638	24,02	63,52	20 565 759	41,13
10.2021	Etude et développement d'une application informatique de gestion des titres de	151 327 200	41 535 699	11 205 297	30 330 402	7,40	26,98	16 976 497	11,22
14.2021	Equipement informatique "FENIX"	50 000 000	3 074 721		3 074 721			3 224 479	6,45
20.2021	Logiciel de gestion des escales de navires	152 861 900	59 662 800	22 904 526	36 758 274	14,98	38,39	103 156 126	67,48
25.2021	Site Internet - Tous services - 2021	8 216 679	1 322 100		1 322 100			6 894 579	83,91
27.2021	Plateforme SIG Web	71 649 900	21 186 852	6 962 177	14 224 675	9,72	32,86	41 966 975	58,57
33.2021	Application informatique de gestion des installations maritimes	40 000 000	24 300 000	24 300 000		60,75	100,00	24 300 000	60,75
34.2021	Etudes et acquisitions d'outils de gestion du patrimoine et des opérations	20 000 000	6 699 982	5 779 906	920 076	28,90	86,27	14 079 924	70,40
374.2021	Développement du logiciel e-service de la biosécurité	18 000 000	4 000 000		4 000 000				
410.2021	Site Internet - promotion de la perle de culture de Tahiti	5 000 000	50 880		50 880			1 149 120	22,98
412.2021	Evolutions et modernisations de Polygf	72 000 000	15 081 497	3 113 536	11 967 961	4,32	20,64	11 380 639	15,81
4.2022	Site Internet - Tous services - 2022	11 920 182	10 871 421	5 848 509	5 022 912	49,06	53,80	6 897 270	57,86

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
5.2022	Applications informatiques - Tous services - 2022	15 212 717	576 840		576 840			14 635 877	96,21
6.2022	Urbanisation et évolutions de l'applicatif SBUD au sein du SI financier	60 000 000	48 142 164	736 450	47 405 714	1,23	1,53	3 217 029	5,36
7.2022	Dématérialisation et simplification des processus métiers - GED	146 000 000	38 052 900	12 122 891	25 930 009	8,30	31,86	29 384 391	20,13
8.2022	Urbanisation du système d'information	17 741 000	4 985 500		4 985 500			3 014 500	16,99
10.2022	Acquisition nouvel autocom DICP	15 000 000	10 000 000		10 000 000				
11.2022	Evolution de Te Fenua (2022-2024)	80 000 000	29 012 486	21 075 810	7 936 676	26,34	72,64	42 863 324	53,58
14.2022	Applications informatiques pour la gestion des données de la DGAE	61 719 360	33 116 438	284 082	32 832 356	0,46	0,86	10 216 142	16,55
21.2022	Acquisition de logiciels et matériels informatiques pour l'espace numérique de la	40 000 000						25 520 175	63,80
317.2022	Informatique décisionnelle	125 500 000	44 570 921	28 140 363	16 430 558	22,42	63,14	34 169 442	27,23
318.2022	Logiciel pour le dédouanement - 2022	60 000 000	57 308	57 308		0,10	100,00	32 550 693	54,25
319.2022	Mise en place d'un annuaire d'authentification	80 000 000	55 000 000	47 441 387	7 558 613	59,30	86,26	47 441 387	59,30
3.2023	Logiciels pour le dédouanement - 2023	60 000 000	13 845 060	13 845 060		23,08	100,00	14 919 490	24,87
4.2023	Etude et réalisation du Design System du Pays	32 000 000	7 340 000	1 324 535	6 015 465	4,14	18,05	1 324 535	4,14
5.2023	Création d'un système d'information au service du tourisme	50 000 000	19 609 426	8 421 301	11 188 125	16,84	42,95	9 157 875	18,32
7.2023	Acquisition de logiciels et matériels informatiques pour l'espace numérique de la	8 000 000	1 424 936		1 424 936				
8.2023	Acquisition et déploiement du logiciel de gestion du temps de travail et des abse	54 000 000	25 469 006	3 041 500	22 427 506	5,63	11,94	3 041 500	5,63
9.2023	Applications informatiques - Tous services - 2023	24 813 787	16 571 017	16 571 017		66,78	100,00	24 792 187	99,91
10.2023	Mise en oeuvre du plan d'action sécurité de l'ANSSI	82 000 000	31 136 088	11 998 403	19 137 685	14,63	38,54	13 362 315	16,30
11.2023	Industrialisation des échanges interapplicatifs 2023-2025	30 000 000	4 000 000	1 029 986	2 970 014	3,43	25,75	1 029 986	3,43
12.2023	Site Internet - Tous services - 2023	8 999 788	8 108 359	3 232 014	4 876 345	35,91	39,86	4 123 443	45,82
13.2023	Sécurisation des sytèmes d'information - Tous services - 2023	5 030 159	232 607	232 607		4,62	100,00	5 030 158	100,00
15.2023	Etudes et développement du système d'information de la direction des affaires f	40 000 000	14 194 062	5 394 230	8 799 832	13,49	38,00	5 500 168	13,75
16.2023	Mise à jour du SDSI et achats progiciels	62 720 958	46 025 500	8 275 838	37 749 662	13,19	17,98	14 250 338	22,72
17.2023	Création d'un logiciel de gestion des données - TRAV	60 000 000	10 000 000		10 000 000				
375.2023	Acquisition des licences de logiciels SIG 2024 - 2026	110 000 000	79 700 000	29 665 871	50 034 129	26,97	37,22	29 665 871	26,97
376.2023	Développement de la plateforme FM27	18 000 000	3 989 804	3 989 804		22,17	100,00	3 989 804	22,17
377.2023	Cession du logiciel de dépistage des cancers à l'ICP (E/O)	14 796 140	14 796 140		14 796 140				
378.2023	Application de mise en réseau des ZPR	8 000 000							
5.2024	Applications informatiques - Tous services - 2024	20 000 000	6 775 493	5 927 047	848 446	29,64	87,48	5 927 047	29,64
6.2024	Gestion de la relation usager V1	31 000 000	11 200 000		11 200 000				
7.2024	Informatisation de la DGEN	44 000 000	44 000 000		44 000 000				
8.2024	Développement du système d'information LEXPOL (2024-2029)	150 000 000	30 000 000	4 060 938	25 939 062	2,71	13,54	4 060 938	2,71
9.2024	Equipement et aménagement des salles machines - 2024	10 000 000	9 251 400	9 251 400		92,51	100,00	9 251 400	92,51
10.2024	Sécurisation des systèmes d'information - Tous services - 2024	15 000 000	3 277 000	1 356 000	1 921 000	9,04	41,38	1 356 000	9,04

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
11.2024	Site Internet - Tous services - 2024	15 000 000	10 100 000	470 999	9 629 001	3,14	4,66	470 999	3,14
12.2024	Déploiement d'un outil de gestion de la qualité et de la maîtrise des risques	14 000 000	5 250 000		5 250 000				
13.2024	Plateforme de recueil des plaintes et des réclamations	2 000 000	2 000 000		2 000 000				
14.2024	Evolution de l'application informatique NATIRA'A	50 000 000	20 000 000	846 014	19 153 986	1,69	4,23	846 014	1,69
15.2024	Développement et évolution des applications informatiques du cadastre	71 852 000	27 284 000	2 682 537	24 601 463	3,73	9,83	2 682 537	3,73
370.2024	Consolidation des systèmes d'information de dédouanement	132 000 000	22 000 000	1 231 528	20 768 472	0,93	5,60	1 231 528	0,93
371.2024	Travaux et équipements informatiques pour le bâtiment A3	120 000 000	25 000 000	565 000	24 435 000	0,47	2,26	565 000	0,47
391.2024	Offre de service ERP et solution Low-Code	32 000 000	3 000 000	521 270	2 478 730	1,63	17,38	521 270	1,63
392.2024	Mise en oeuvre de la directive européenne NIS2	55 000 000	8 800 000	1 580 355	7 219 645	2,87	17,96	1 580 355	2,87
393.2024	Evolution fonctionnelle de tous logiciels métiers DPAM	120 000 000	5 598 524		5 598 524				
394.2024	Construction dématérialisée des registres d'immatriculation et des permis en me	80 000 000	25 000 000		25 000 000				
395.2024	Solution de recouvrement transverse et de comptabilité secondaire - Etudes	60 000 000	10 000 000		10 000 000				
396.2024	Urbanisation du SI Financier / Gestion des données de références	165 020 000	2 780 000		2 780 000				
	TOTAL DU PROGRAMME	**5 720 181 710**	**1 813 864 805**	**790 738 203**	**1 023 126 602**	**13,82**	**43,59**	**1 889 325 292**	**33,03**
	90103 - DOCUMENTATION								
375.2021	Archivage des dossiers traités par la DEQ	15 000 000							
	TOTAL DU PROGRAMME	**15 000 000**				**0,00**	**0,00**		**0,00**
	90104 - BATIMENTS DU PAYS								
7.2008	Relogement de la DTT	1 300 000 000	145 781 305	117 780 193	28 001 112	9,06	80,79	1 102 336 114	84,80
12.2014	Construction de la circonscription d'action sociale de Moorea - Maiao	35 298 290	27 344 536	565 000	26 779 536	1,60	2,07	5 863 290	16,61
34.2015	Etudes, travaux et aménagement des locaux de la DGEE	28 869 658	398 896	192 100	206 796	0,67	48,16	28 662 862	99,28
328.2015	Réhabilitation et remise aux normes de l'immeuble Toriri - CHSP	89 653 524	32 338 167	1 043 231	31 294 936	1,16	3,23	58 358 588	65,09
291.2016	Construction du bâtiment administratif A3 b - Travaux	4 688 109 853	1 262 376 307	914 292 045	348 084 262	19,50	72,43	2 980 152 711	63,57
22.2018	Construction et équipement de deux logements de fonction à Atuona - Travaux	88 094 205						82 074 152	93,17
39.2018	Réhabilitation climatisation centrale du bâtiment A2	20 000 000						7 882 922	39,41
42.2018	Logements de fonction MAKEMO - Etudes	15 000 000	7 373 830	791 000	6 582 830	5,27	10,73	4 062 321	27,08
440.2018	Construction du centre administratif de transit	745 264 842						87 196 209	11,70
441.2018	Construction d'un parking silo - Travaux	1 616 956 000	758 900 215	11 070 349	747 829 866	0,68	1,46	578 291 959	35,76
443.2018	Réhabilitation des locaux de la circonscription DSFE de Arue	46 506 188						46 189 838	99,32
6.2019	Construction d'une cité administrative à Tubuai - Circonscription des îles Austra	50 000 000	19 188 997		19 188 997			10 811 003	21,62
19.2019	Démolition de 3 logements et de 2 porcheries et construction d'un logement neu	43 235 528	1 970 108	292 321	1 677 787	0,68	14,84	41 557 741	96,12
30.2019	Construction et équipements de 3 logements de fonction à Huahine - Etudes	10 000 000							
33.2019	Regroupement des services de la DEQ	50 000 000	36 287 573	30 114 306	6 173 267	60,23	82,99	30 342 306	60,68

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
366.2019	Réhabilitation, construction et aménagement des bâtiments administratifs - Tara	150 000 000	4 768		4 768			50 230 232	33,49
11.2020	Remplacement de la climatisation de la Présidence	395 668 442	110 441 702	31 896 855	78 544 847	8,06	28,88	37 244 288	9,41
24.2020	Réaménagement des locaux du service du tourisme	15 000 000	4 775 300	718 370	4 056 930	4,79	15,04	6 218 370	41,46
25.2020	Travaux de remise aux normes de l'immeuble Te Fenua - Papeete (Fonds vert	413 500 000	180 374 349	122 627 944	57 746 405	29,66	67,99	230 680 339	55,79
26.2020	Construction de bureaux à Opunohu - Antenne de Moorea	246 000 000	64 953 545		64 953 545			12 926 875	5,25
27.2020	Réhabilitation des bâtiments administratifs de la DAG - 2020	24 147 777	45 920		45 920			24 101 857	99,81
50.2020	Equipements techniques, matériels et mobiliers de jardin DGEE	7 000 000	791 574	530 685	260 889	7,58	67,04	5 862 273	83,75
51.2020	Sécurisation, travaux, aménagement des locaux et des accès - DGEE	48 000 000	30 498 542	25 250 297	5 248 245	52,60	82,79	42 751 755	89,07
54.2020	Mise en sécurité bâtiments A1/A2	10 000 000	1 810 289		1 810 289			5 784 018	57,84
6.2021	Mise en conformité de la sécurité incendie des bâtiments de la Présidence - Etu	10 000 000	887 333	887 333		8,87	100,00	2 424 359	24,24
11.2021	Réalisation d'un nouveau bâtiment administratif de la DAG - Rurutu - Etudes et	15 000 000	40 000		40 000			632 800	4,22
12.2021	Extension du parking de la DAG Pirae - Travaux	90 000 000	40 697 876	10 657 873	30 040 003	11,84	26,19	50 884 167	56,54
15.2021	Travaux et aménagements de locaux - Tous services - 2021	139 854 445						139 826 136	99,98
413.2021	Schéma directeur de l'immobilier des services	35 000 000	18 750 000	7 500 000	11 250 000	21,43	40,00	11 250 000	32,14
447.2021	Aménagement du guichet accueil de la direction de la construction et de l'amén	31 000 000							
15.2022	Réhabilitation du bâtiment de l'ancien gouvernement - Etudes	10 000 000	8 025 315		8 025 315			438 900	4,39
16.2022	Mise en sécurité incendie de la Présidence - Travaux	52 000 000	38 580 091	128 820	38 451 271	0,25	0,33	128 820	0,25
17.2022	Travaux et aménagements centre administratif Marquises	10 000 000	10 000 000		10 000 000				
18.2022	Grosses réparations ou reconstructions des logements de fonction DEQ	100 000 000	54 265 339	36 842 509	17 422 830	36,84	67,89	56 527 911	56,53
19.2022	Construction et équipement de 2 logements de fonction pour les infirmeries de F	46 000 000	31 643 600	7 830 676	23 812 924	17,02	24,75	17 697 076	38,47
20.2022	Construction et équipement de 2 logements de fonction pour le centre médical d	30 000 000	10 000 000		10 000 000				
25.2022	Construction de 2 logements de fonction au collège de Makemo - Travaux	70 000 000	69 908 591		69 908 591			91 409	0,13
27.2022	Travaux et aménagement de locaux - Tous services - 2022	45 000 000	118 211		118 211			44 047 435	97,88
28.2022	DGAE - Travaux sur bâtiment	46 989 044	31 983 940	4 908 037	27 075 903	10,45	15,35	9 321 187	19,84
320.2022	Etudes et travaux pour la réhabilitation des locaux administratifs de la DEQ	15 000 000	855 000	847 500	7 500	5,65	99,12	14 987 856	99,92
322.2022	Travaux d'aménagement de bâtiments administratifs DAG - 2022	4 791 427	81 360	81 360		1,70	100,00	4 790 707	99,98
323.2022	Aménagement parking à l'entrée principale du bâtiment A2	50 000 000							
325.2022	Travaux d'aménagement locaux MGT - 2022	30 000 000	1 435 684	1 435 684		4,79	100,00	25 861 222	86,20
370.2022	Construction de l'espace santé à Mamao - Etudes - Phase 2	50 000 000	12 000 000		12 000 000				
18.2023	Travaux sur bâtiments administratifs de la DAG - 2023	30 000 000	24 920 878	1 770 489	23 150 389	5,90	7,10	5 404 334	18,01
19.2023	Travaux d'aménagement et de rénovation des centres administratifs - Marquise	7 388 000	2 310 495	2 310 495		31,27	100,00	7 388 000	100,00
20.2023	Travaux d'aménagement et de rénovation des bâtiments de la CISL	10 000 000	8 279 525	1 310 235	6 969 290	13,10	15,83	3 030 710	30,31
21.2023	Logements de fonction - Travaux et équipements divers - 2023	25 000 000	15 388 317	15 388 317		61,55	100,00	16 819 565	67,28
22.2023	Désamiantage des logements de fonction de la direction de la santé - 2023	12 424 802	8 697 361	8 697 361		70,00	100,00	12 424 802	100,00

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
23.2023	Achat d'équipements, aménagement et travaux liés à l'amélioration des conditio	6 000 000	1 681 787	1 681 787		28,03	100,00	3 558 878	59,31
24.2023	Etudes pour construction salle serveur + extension des salles 12 à 14 de la DGE	5 000 000							
25.2023	Aménagements et équipements des logements de fonction des établissements	7 389 764	4 775 917	4 775 917		64,63	100,00	7 296 144	98,73
26.2023	Travaux de sécurisation et mises aux normes des bâtiments DGEE	16 000 000	16 000 000	2 614 914	13 385 086	16,34	16,34	2 614 914	16,34
27.2023	Réhabilitation des locaux administratifs de la DEQ	30 000 000	3 109 516	3 109 516		10,37	100,00	8 093 151	26,98
28.2023	Diagnostics amiante et plomb des bâtiments du Pays - 2023	3 996 572	1 049 102	1 049 102		26,25	100,00	3 996 572	100,00
29.2023	Travaux et aménagements de locaux - Tous services - 2023	90 000 000	43 154 847	24 376 169	18 778 678	27,08	56,49	50 132 745	55,70
380.2023	Réhabilitation et mise aux normes accessibilité PMR du bâtiment central Ministè	40 000 000	20 711 850	1 133 154	19 578 696	2,83	5,47	1 421 304	3,55
381.2023	Construction et rénovation de logements - Marquises	70 000 000	44 446 793	22 658 389	21 788 404	32,37	50,98	33 211 596	47,45
382.2023	Extension du bâtiment administratif de l'hôpital de Taravao	25 000 000	25 000 000	9 453 675	15 546 325	37,81	37,81	9 453 675	37,81
16.2024	Renouvellement du parc de climatisation de la DGEE	8 000 000	6 009 216	5 069 137	940 079	63,36	84,36	5 069 137	63,36
17.2024	Acquisition de modulaires pour la DGEE - 2024	20 000 000	8 000 000	5 979 627	2 020 373	29,90	74,75	5 979 627	29,90
18.2024	Création d'un nouveau réseau d'eau de la DGEE	20 000 000	2 000 000		2 000 000				
19.2024	Etudes et travaux pour la réhabilitation ou la reconstruction des logements de fo	100 000 000	20 000 000	1 603 981	18 396 019	1,60	8,02	1 603 981	1,60
20.2024	Etudes et travaux pour la réhabilitation ou la reconstruction des locaux administ	50 000 000	26 873 070	14 454 813	12 418 257	28,91	53,79	14 454 813	28,91
21.2024	Diagnostics amiante et plomb des bâtiments du Pays - 2024	10 000 000	7 027 611	2 078 070	4 949 541	20,78	29,57	2 078 070	20,78
22.2024	Construction et réhabilitation logements - Australes	25 000 000	25 000 000	6 968 667	18 031 333	27,87	27,87	6 968 667	27,87
23.2024	Construction et réhabilitation logements - Tuamotu Gambier	33 839 087	33 049 087	4 028 328	29 020 759	11,90	12,19	4 028 328	11,90
24.2024	Travaux et aménagements de locaux - Tous services - 2024	70 000 000	47 631 088	25 372 936	22 258 152	36,25	53,27	25 372 936	36,25
25.2024	Travaux sur bâtiments administratifs de la DAG - 2024	45 000 000	17 762 299	3 535 914	14 226 385	7,86	19,91	3 535 914	7,86
26.2024	Rénovation des bâtiments DPF	75 000 000	3 000 000		3 000 000				
27.2024	Sécurisation et rénovation CMQ	12 050 000	12 050 000	3 959 465	8 090 535	32,86	32,86	3 959 465	32,86
28.2024	Rénovation de la centrale de climatisation de la DSI - Etudes	15 000 000	7 000 000		7 000 000				
29.2024	Acquisition de panneaux solaires PR - 2024	2 000 000							
30.2024	Rénovation de bâtiments du SMG	35 000 000	35 000 000	2 808 056	32 191 944	8,02	8,02	2 808 056	8,02
397.2024	Réhabilitation et aménagement du RDC de l'immeuble VAN BASTOLAER	10 000 000	10 000 000		10 000 000				
398.2024	Construction du centre administratif de la DSFE derrière l'immeuble Te Hotu - E	20 000 000							
399.2024	Construction et réhabilitation logements - ISLV	9 000 000	9 000 000		9 000 000				
400.2024	Mise en conformité du raccordement électrique du site du Taaone de la DGEE	35 000 000	25 000 000		25 000 000				
401.2024	Aménagement et équipements des logements de fonction des établissements d	60 000 000	9 208 879	269 250	8 939 629	0,45	2,92	269 250	0,45
402.2024	Aménagement du Fare de l'étudiant	30 000 000	25 791 121		25 791 121				
403.2024	Installation de panneaux photovoltaïques DGEE	10 000 000	8 500 000		8 500 000				
	TOTAL DU PROGRAMME	**12 090 027 448**	**3 572 357 022**	**1 504 742 252**	**2 067 614 770**	**12,45**	**42,12**	**6 099 466 642**	**50,45**

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
23.2020	Matériel de transport - Tous services - 2020	180 110 161	5 083 438		5 083 438			174 643 989	96,97
49.2020	Renouvellement de la flotte de véhicules de liaison de la Direction de la santé -	20 742 113						13 435 555	64,77
16.2021	Lutte contre la fraude - DDI - 2021	13 998 809	1 154 034	1 154 034		8,24	100,00	13 998 809	100,00
18.2021	Matériel de transport - Tous services - 2021	148 655 767	2 801 769		2 801 769			134 791 659	90,67
29.2022	Matériel de transport - Tous services - 2022	25 000 000	3 060 000	3 060 000		12,24	100,00	23 016 832	92,07
33.2022	Mobilier de bureau - Tous services - 2022	20 000 000	351 066		351 066			7 600 211	38,00
327.2022	Mobilité durable et exemplarité de l'administration en faveur de la transition éner	160 000 000	11 143 301	9 219 700	1 923 601	5,76	82,74	156 791 099	97,99
30.2023	Lutte contre la fraude - DDI - 2023	18 000 000	5 346 150	5 346 150		29,70	100,00	5 346 150	29,70
31.2023	Matériel informatique PR - 2023	6 255 344	3 160 019	3 160 019		50,52	100,00	6 255 344	100,00
32.2023	Matériel et équipements SMG - 2023	20 000 000	2 872 094	2 872 094		14,36	100,00	4 133 499	20,67
34.2023	Matériel de bureau et autres équipements - Tous services - 2023	30 000 000	1 795 668		1 795 668			27 329 074	91,10
35.2023	Matériel de transport - Tous services - 2023	140 000 000	680 888	208 197	472 691	0,15	30,58	123 522 498	88,23
36.2023	Achats de matériels pédagogiques DGEE - 2023	987 040	125 860	125 860		12,75	100,00	987 040	100,00
37.2023	Equipement informatique, de reprographie ou autres connectables au réseau -	178 612 842	66 759 205	66 759 205		37,38	100,00	178 005 891	99,66
38.2023	Mobilier de bureau - Tous services - 2023	20 000 000	982 868	820 352	162 516	4,10	83,47	5 649 280	28,25
32.2024	Acquisition d'équipements et de matériels de contrôle LCF - 2024	8 000 000	3 612 249	1 803 760	1 808 489	22,55	49,93	1 803 760	22,55
33.2024	Matériels de bureau et autres équipements - Tous services - 2024	30 000 000	30 000 000	6 679 713	23 320 287	22,27	22,27	6 679 713	22,27
34.2024	Matériels de transport - Tous services - 2024	190 000 000	188 206 576	155 719 031	32 487 545	81,96	82,74	155 719 031	81,96
35.2024	Mobiliers de bureau - Tous services - 2024	20 000 000	9 521 382	7 086 584	2 434 798	35,43	74,43	7 086 584	35,43
36.2024	Matériels informatique et mobiliers de bureau DPF - 2024	11 000 000	2 735 936	2 735 936		24,87	100,00	2 735 936	24,87
37.2024	Matériel informatique PR - 2024	8 000 000	7 541 433		7 541 433				
38.2024	Matériels de bureau informatique ou connectables au réseau - Tous services -	12 000 000	9 871 068	9 261 023	610 045	77,18	93,82	9 261 023	77,18
39.2024	Equipements informatiques, de reprographie ou autres connectables au réseau	220 000 000	148 737 021	61 688 925	87 048 096	28,04	41,48	61 688 925	28,04
372.2024	Remplacement des chambres froides et du circuit frigorifique de la salle de prép	17 000 000	17 000 000		17 000 000				
404.2024	Mise en place du Data Center	385 000 000	120 000 000	1 672 125	118 327 875	0,43	1,39	1 672 125	0,43
405.2024	Acquisition véhicule de transport collectif pour personnes à mobilité réduite	20 000 000	20 000 000	7 190 000	12 810 000	35,95	35,95	7 190 000	35,95
406.2024	Equipements de la salle d'examen ETG et bornes en libre-service	20 000 000	10 000 000		10 000 000				
407.2024	Autocom de la DRM - Acquisition et installation	7 000 000	7 000 000		7 000 000				
	TOTAL DU PROGRAMME	**1 930 362 076**	**679 542 025**	**346 562 708**	**332 979 317**	**17,95**	**51,00**	**1 129 344 027**	**58,50**
	TOTAL DES DEPENSES	**19 755 571 234**	**6 065 763 852**	**2 642 043 163**	**3 423 720 689**	**13,37**	**43,56**	**9 118 135 961**	**46,15**

MISSION / ARTICLE	LIBELLE RECETTE	BUDGET PRIMITIF (A)	BUDGET MODIFIE (B)	Réalisations 2024 (C)	ECARTS (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)		

MISSION / ARTICLE	LIBELLE RECETTE	BUDGET PRIMITIF (A)	BUDGET MODIFIE (B)	Réalisations 2024 (C)	ECARTS (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)		
	90102 - INFORMATIQUE								
131152	Contrat de projets n°2		3 081 743	0	3 081 743	0,00	0,00		
204	Subventions d'équipement versées		14 796 140	0	14 796 140	0,00	0,00		
	TOTAL DU PROGRAMME		17 877 883	0	17 877 883		0,00		
	90104 - BATIMENTS DU PAYS								
131152	Contrat de projets n°2			44 227 024	- 44 227 024	0,00	0,00		
13116	Contrat de développement et de transformation		10 355 000	0	10 355 000	0,00	0,00		
131188	Autres - Autres subventions de l'Etat	69 315 000	69 347 449	9 830 417	59 517 032	14,18	14,18		
231	Immobilisations corporelles en cours		86 586 814	0	86 586 814	0,00	0,00		
231311	Bâtiments administratifs			11 978 136	- 11 978 136	0,00	0,00		
231318	Autres bâtiments publics			9 000 000	- 9 000 000	0,00	0,00		
	TOTAL DU PROGRAMME	69 315 000	166 289 263	75 035 577	91 253 686	108,25	45,12		
	90105 - ACHATS DE MATERIELS ROULANT, INFORMATIQUE, DE BUREAU								
13116	Contrat de développement et de transformation		21 286 650	21 733 865	- 447 215	0,00	102,10		
	TOTAL DU PROGRAMME		21 286 650	21 733 865	- 447 215		102,10		
	TOTAL DES RECETTES	69 315 000	205 453 796	96 769 442	108 684 354	139,61	47,10		

	RESULTAT MISSION 901			- 2 545 273 721					

MISSION 903 - PARTENARIAT AVEC LES "COLLECTIVITES"

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
	90301 - PARTENARIAT AVEC LES COMMUNES								
135.2001	Cession d'immeuble - Communes (E/O)	668 597 531	646 160 011		646 160 011			22 437 520	3,36
5.2012	Contribution au projet d'assainissement de la commune de Papeete (FED)	252 599 686	11 998 270		11 998 270			240 301 416	95,13
34.2016	Subventions aux communes - Acquisitions foncières - Programmation 2016	236 051 000						235 970 000	99,97
38.2016	Subventions aux communes (CdP 2 - 2016)	502 113 807						498 383 577	99,26
297.2016	Subventions aux communes (CRSD 2016-2022)	495 749 667	40 705 004	37 020 918	3 684 086	7,47	90,95	232 028 271	46,80
42.2017	Subventions aux communes - Bâtiments et aménagements divers - Programma	186 760 244	1 310 147		1 310 147			183 484 875	98,25
44.2018	Subventions aux communes - Sanitaire et social - Programmation 2018	447 371 189						443 371 189	99,11
45.2018	Subventions aux communes - Voirie - Programmation 2018	165 574 716						157 386 720	95,05
50.2018	Subventions aux communes - AEP - Programmation 2018	31 582 915	1 111 820	1 067 429	44 391	3,38	96,01	31 538 524	99,86
58.2018	Subventions aux communes - Programmation 2018 (CdP 2 - 2018)	614 334 354	66 976 410		66 976 410			440 257 944	71,66
34.2019	Subventions aux communes - Acquisitions foncières, bâtiments et aménageme	133 820 582	41 459 750	41 459 750		30,98	100,00	132 698 895	99,16
35.2019	Subventions aux communes - Sanitaire et social - Programmation 2019	139 052 592	28 342 128	28 342 128		20,38	100,00	139 052 592	100,00
36.2019	Subventions aux communes - Voirie - Programmation 2019	104 509 898						99 320 398	95,03
37.2019	Subventions aux communes - Cimetières - Programmation 2019	102 313 800	17 834 984	17 834 984		17,43	100,00	89 336 709	87,32
38.2019	Subventions aux communes - Services publics de l'énergie électrique - Program	345 535 608	45 076 851	45 076 851		13,05	100,00	338 148 642	97,86
39.2019	Subventions aux communes - Gestion de l'eau - Programmation 2019	12 000 000	6 000 000		6 000 000			6 000 000	50,00
42.2019	Subventions aux communes - Déchets - Programmation 2019	57 636 490	20 159 000	20 159 000		34,98	100,00	57 380 413	99,56
43.2019	Subventions aux communes - Police municipale et incendie & secours - Progra	57 989 338						57 111 054	98,49
44.2019	Subventions aux communes - Programmation 2019 (CdP 2 - 2019)	511 675 318	39 067 731	21 363 912	17 703 819	4,18	54,68	468 084 592	91,48
55.2020	Subventions aux communes - Acquisitions foncières, bâtiments et aménageme	184 525 526	27 143 328	9 699 544	17 443 784	5,26	35,73	108 563 573	58,83
56.2020	Subventions aux communes - Sanitaire et social - Programmation 2020	158 111 108	21 095 361	6 704 589	14 390 772	4,24	31,78	131 525 828	83,19
57.2020	Subventions aux communes - Voirie - Programmation 2020	96 226 897	24 251 310	15 737 019	8 514 291	16,35	64,89	74 215 673	77,13
58.2020	Subventions aux communes - Cimetières - Programmation 2020	54 776 876						49 299 188	90,00
59.2020	Subventions aux communes - Services publics de l'énergie électrique - Program	148 539 130	65 436 256	65 436 256		44,05	100,00	148 539 130	100,00
60.2020	Subventions aux communes - Gestion de l'eau - Programmation 2020	29 478 100	2 980 650	2 980 650		10,11	100,00	27 192 391	92,25
61.2020	Subventions aux communes - Transports - Programmation 2020	93 737 742	22 521 058	22 521 058		24,03	100,00	85 974 940	91,72
62.2020	Subventions aux communes - Engins - Programmation 2020	208 035 628	12 754 000	12 754 000		6,13	100,00	198 753 272	95,54
63.2020	Subventions aux communes - Déchets - Programmation 2020	49 750 488						27 096 406	54,46
64.2020	Subventions aux communes - Police municipale et incendie & secours - Progra	18 267 928						15 468 608	84,68
65.2020	Subventions aux communes - Programmation 2020 (CdP 2 - 2020)	562 626 169	201 664 904	201 431 191	233 713	35,80	99,88	389 419 688	69,21
39.2021	Subventions aux communes - Acquisitions foncières, bâtiments et aménageme	204 541 353	82 596 986	27 912 148	54 684 838	13,65	33,79	86 891 722	42,48
40.2021	Subventions aux communes - Sanitaire et social - Programmation 2021	106 124 260	925 922	925 922		0,87	100,00	87 374 260	82,33
41.2021	Subventions aux communes - Voirie - Programmation 2021	38 275 925	19 210 670	11 300 224	7 910 446	29,52	58,82	26 601 252	69,50
42.2021	Subventions aux communes - Cimetières - Programmation 2021	158 497 667	63 733 015	59 047 139	4 685 876	37,25	92,65	138 295 973	87,25

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
43.2021	Subventions aux communes - Services publics de l'énergie électrique - Program	125 324 267	51 672 777	45 530 097	6 142 680	36,33	88,11	114 801 817	91,60
44.2021	Subventions aux communes - Gestion de l'eau - Programmation 2021	77 698 845	23 482 624	4 491 735	18 990 889	5,78	19,13	46 911 956	60,38
45.2021	Subventions aux communes - Transports - Programmation 2021	72 562 885	24 494 720	24 494 720		33,76	100,00	68 610 894	94,55
46.2021	Subventions aux communes - Engins - Programmation 2021	321 325 381	106 069 791	81 943 519	24 126 272	25,50	77,25	294 082 155	91,52
47.2021	Subventions aux communes - Déchets - Programmation 2021	60 663 670	9 994 600	9 994 600		16,48	100,00	41 034 087	67,64
48.2021	Subventions aux communes - Police municipale et incendie & secours - Progra	81 214 896	16 416 834	2 392 000	14 024 834	2,95	14,57	57 194 170	70,42
49.2021	Subventions aux communes - AEP (CDT COM - 2021)	859 207 571	358 729 889	189 997 962	168 731 927	22,11	52,96	447 760 234	52,11
415.2021	Subventions aux communes des Tuamotu (CVT Abris - 2021)	639 142 970	176 896 070	68 151 406	108 744 664	10,66	38,53	336 045 774	52,58
40.2022	Subventions aux communes - Acquisitions foncières, bâtiments et aménageme	146 573 881	78 214 115	22 875 075	55 339 040	15,61	29,25	75 124 012	51,25
41.2022	Subventions aux communes - Sanitaire et social - Programmation 2022	159 297 174	58 061 024	36 849 752	21 211 272	23,13	63,47	94 755 726	59,48
42.2022	Subventions aux communes - Voirie - Programmation 2022	145 657 848	63 343 057	60 166 807	3 176 250	41,31	94,99	89 886 362	61,71
43.2022	Subventions aux communes - Cimetières - Programmation 2022	83 863 853	3 606 103	3 606 100	3	4,30	100,00	41 931 925	50,00
44.2022	Subventions aux communes - Services publics de l'énergie électrique - Program	187 723 510	52 212 344	44 983 974	7 228 370	23,96	86,16	94 202 163	50,18
45.2022	Subventions aux communes - Gestion de l'eau - Programmation 2022	50 373 304	14 316 425	5 947 622	8 368 803	11,81	41,54	21 754 352	43,19
46.2022	Subventions aux communes - Transports - Programmation 2022	129 406 056	44 515 859	38 648 165	5 867 694	29,87	86,82	71 888 605	55,55
47.2022	Subventions aux communes - Engins - Programmation 2022	274 931 296	183 530 103	170 863 484	12 666 619	62,15	93,10	226 251 298	82,29
48.2022	Subventions aux communes - Déchets - Programmation 2022	47 564 679	37 554 125	34 143 050	3 411 075	71,78	90,92	34 143 050	71,78
49.2022	Subventions aux communes - Police municipale et incendie & secours - Progra	63 808 867	24 575 149	12 510 532	12 064 617	19,61	50,91	36 415 226	57,07
51.2022	Subventions aux communes des Tuamotu (CVT Abris 2022)	608 014 670	101 035 332	23 519 589	77 515 743	3,87	23,28	158 540 921	26,08
372.2022	Subventions aux communes - TD (CDT COM - 2022)	110 744 622	56 155 458	2 741 014	53 414 444	2,48	4,88	35 964 401	32,48
373.2022	Subventions aux communes - AEU (CDT COM - 2022)	296 718 034	13 386 149	12 845 884	540 265	4,33	95,96	101 861 294	34,33
374.2022	Subventions aux communes - AEP (CDT COM - 2022)	466 359 908	38 193 987		38 193 987			105 784 998	22,68
403.2022	Subvention SECOSUD - Alimentation électrique du site des Jeux Olympiques 2	28 000 000	11 629 195	11 629 195		41,53	100,00	23 258 390	83,07
40.2023	Subventions aux communes - Acquisitions foncières, bâtiments et aménageme	296 587 668	82 918 978	82 918 978		27,96	100,00	82 918 978	27,96
41.2023	Subventions aux communes - Sanitaire et social - Programmation 2023	242 464 208	72 409 498	71 706 742	702 756	29,57	99,03	71 706 742	29,57
42.2023	Subventions aux communes - Voirie - Programmation 2023	205 642 032	47 614 445	47 614 443	2	23,15	100,00	47 614 443	23,15
43.2023	Subventions aux communes - Cimetières - Programmation 2023	90 080 989	45 040 495	2 022 239	43 018 256	2,24	4,49	2 022 239	2,24
44.2023	Subventions aux communes - Services publics de l'énergie électrique - Program	142 841 281	23 990 132	20 910 132	3 080 000	14,64	87,16	20 910 132	14,64
45.2023	Subventions aux communes - AEP - Programmation 2023	31 463 752	7 731 876	7 731 876		24,57	100,00	7 731 876	24,57
46.2023	Subventions aux communes - Transports - Programmation 2023	56 662 172	23 507 000	18 837 295	4 669 705	33,24	80,13	18 837 295	33,24
47.2023	Subventions aux communes - Engins - Programmation 2023	275 554 516	85 530 684	79 924 881	5 605 803	29,01	93,45	79 924 881	29,01
48.2023	Subventions aux communes des Tuamotu (CVT Abris 2023)	152 003 830	7 843 343	5 784 930	2 058 413	3,81	73,76	5 784 930	3,81
49.2023	Cessions immobilières à titre gratuit au profit de la commune de Punaauia (E/O)	870 000 000	680 000 000		680 000 000				
50.2023	Subventions aux communes - Déchets - Programmation 2023	57 194 906	37 260 839	23 302 031	13 958 808	40,74	62,54	23 302 031	40,74

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
51.2023	Subventions aux communes - Police municipale et incendie et secours - Progra	37 398 000	8 345 000	7 745 000	600 000	20,71	92,81	7 745 000	20,71
52.2023	Subventions aux communes - Mise en oeuvre PSE - AEU - Programmation 20	2 718 214 480	2 405 149		2 405 149				
383.2023	Subventions aux communes AEP (CDT COM - 2023)	677 262 530	194 596 018	116 300 915	78 295 103	17,17	59,77	116 300 915	17,17
384.2023	Subventions aux communes AEU (CDT COM - 2023)	203 737 470	61 121 241	61 121 241		30,00	100,00	61 121 241	30,00
40.2024	Subventions aux communes (CDT COM 2024)	890 000 000							
41.2024	Subventions aux communes des Tuamotu (CVT Abris 2024)	626 000 000							
42.2024	Subventions aux communes - Acquisitions foncières, bâtiments et aménageme	333 000 000	21 544 605	21 544 605		6,47	100,00	21 544 605	6,47
43.2024	Subventions aux communes - Sanitaire et social - Programmation 2024	155 000 000							
44.2024	Subventions aux communes - Voirie - Programmation 2024	177 250 000							
45.2024	Subventions aux communes - Cimetières - Programmation 2024	97 200 000							
46.2024	Subventions aux communes - Services publics de l'énergie électrique - Program	140 160 000							
47.2024	Subventions aux communes - AEP - programmation 2024	9 220 000							
49.2024	Subventions aux communes - Déchets - Programmation 2024	120 000 000							
50.2024	Subventions aux communes - Transports - Programmation 2024	62 600 000							
51.2024	Subventions aux communes - Engins - Programmation 2024	285 570 000							
52.2024	Subventions aux communes - Police municipale et incendie et secours - Progra	70 000 000							
53.2024	Fare Ora Mahina - Etudes	10 050 000	10 049 825		10 049 825				
408.2024	Subvention Commune Arue - Réhabilitation des équipements sportifs - Comple	27 000 000							
409.2024	Subventions aux communes - Réhabilitations et aménagements - JP 2027	87 000 000	43 500 000		43 500 000				
	TOTAL DU PROGRAMME	**21 360 119 553**	**4 514 010 424**	**2 124 566 302**	**2 389 444 122**	**9,95**	**47,07**	**8 653 174 353**	**40,51**
	90303 - AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET RISQUES NATURELS								
45.2016	Schéma d'aménagement général de la Polynésie française (CdP 2 - 2016)	110 000 000	287 898		287 898			95 271 768	86,61
64.2017	Elaboration des plans généraux d'aménagement	52 000 000	12 997 209	241 533	12 755 676	0,46	1,86	19 144 324	36,82
446.2018	Mise en application des Plans de Prévention des Risques (2018-2022)	101 222 990	26 242 435	19 428 162	6 814 273	19,19	74,03	94 408 717	93,27
47.2019	CARTO 2022 - Mise à jour et compléments des bases de données cartographiq	116 000 000	26 418 181	14 432 758	11 985 423	12,44	54,63	41 556 339	35,82
48.2019	Consolidation du réseau géodésique RGPF et extension du réseau de station G	66 000 000	45 954 665	3 051 000	42 903 665	4,62	6,64	9 523 288	14,43
55.2023	Elaboration des outils de prévention des risques naturels	110 000 000	57 426 157	5 193 273	52 232 884	4,72	9,04	19 544 126	17,77
56.2023	Acquisition LIDAR pour projets risques naturels	280 000 000	209 253 068		209 253 068			11 234 306	4,01
57.2023	Elaboration des plans généraux d'aménagement - programme 2025-2030	68 000 000	9 248 333	208 500	9 039 833	0,31	2,25	208 500	0,31
58.2023	Capitalisation SEM Aménageur ensemblier de Polynésie française	25 000 000							
410.2024	Cartographie des évolutions du trait de côte de la Polynésie française (Fonds ve	50 000 000	17 000 000		17 000 000				
	TOTAL DU PROGRAMME	**978 222 990**	**404 827 946**	**42 555 226**	**362 272 720**	**4,35**	**10,51**	**290 891 368**	**29,74**
	90304 - PROJETS PILOTES DE DEVELOPPEMENT DURABLE								

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
	TOTAL DU PROGRAMME					**0,00**	**0,00**		**0,00**
	90305 - EQUIPEMENTS ET AMENAGEMENTS A VOCATION COLLECTIVE								
65.2015	Subvention G2P - Acquisitions immobilières - Tia Hura Village (Moorea)	68 753 119						34 376 560	50,00
68.2015	Subvention G2P - Acquisitions immobilières - Village Tahitien	622 000 000	291 915 195		291 915 195			324 791 312	52,22
43.2016	Subvention EGAT - Modernisation, informatisation, sécurisation et équipement	25 000 000	2 500 000		2 500 000			22 500 000	90,00
384.2017	Subvention EGAT - Rénovation du réseau hydraulique et arrosage automatique	20 000 000	20 000 000		20 000 000				
62.2018	Subvention G2P - Aménagements et équipements publics du Village Tahitien -	380 000 000	10 283 790	10 283 790		2,71	100,00	140 200 408	36,89
64.2018	Réhabilitation centre administratif de Vaiami	45 000 000	13 469 321	1 087 644	12 381 677	2,42	8,07	7 618 323	16,93
373.2019	Expropriation foncière Terre Aturona - Tatakoto	7 000 000	1 477 045	1 477 045		21,10	100,00	6 053 140	86,47
374.2019	Travaux et aménagements collectifs sur domaine du Pays - 2019	14 127 408	2 894 509	2 014 376	880 133	14,26	69,59	12 247 275	86,69
73.2020	Aménagements à vocation collective sur domaine du Pays - 2020	10 657 435	5 170 880	1 650 409	3 520 471	15,49	31,92	6 136 964	57,58
74.2020	Equipements et aménagements collectifs entrée Papeete - Terre Paofai	122 593 330	115 699 979	114 842 432	857 547	93,68	99,26	121 735 783	99,30
75.2020	Aménagement à vocation collective de Vaitepiha - Tautira (CDT - 2021)	274 180 144	82 459 453	58 480 973	23 978 480	21,33	70,92	227 402 281	82,94
51.2021	Aménagement à vocation collective Oututaihia	20 000 000	11 491 200		11 491 200				
54.2021	Aménagement à vocation collective Vaima	130 000 000	97 255 221	30 574 791	66 680 430	23,52	31,44	31 319 570	24,09
416.2021	Subvention G2P - Travaux d'assainissement pluvial - Village Tahitien	320 000 000	112 958 868	67 775 321	45 183 547	21,18	60,00	180 734 189	56,48
54.2022	Subvention EGAT - Construction de sanitaires à destination des usagers du gol	57 000 000	43 500 000		43 500 000				
55.2022	Aménagements à vocation collective sur domaine du Pays - 2022	29 000 000	2 569 502	2 569 502		8,86	100,00	13 532 925	46,67
56.2022	Aménagement à vocation collective Terre Teravahine - Huahine	60 000 000	7 986 849		7 986 849			1 513 151	2,52
57.2022	Aménagements à vocation collective - Zone baie Phaeton	20 000 000	9 982 696	5 356 450	4 626 246	26,78	53,66	5 373 754	26,87
59.2023	Subvention G2P - Travaux de terrassement et remblais - Village tahitien	880 000 000	15 000 000		15 000 000			131 435 135	14,94
61.2023	Aménagement à vocation collective sur domaine du Pays - 2023	38 987 508	1 022 650	1 022 650		2,62	100,00	38 987 508	100,00
63.2023	Aménagements et matériels divers SPJP - 2023	61 000 000	28 125 898	27 401 778	724 120	44,92	97,43	52 873 485	86,68
372.2023	Acquisition de parcelles sur la commune de Moorea pour maintenir les accès à	3 327 256 122							
54.2024	Aménagement à vocation collective sur domaines du Pays - 2024	85 000 000	7 989 100	1 299 500	6 689 600	1,53	16,27	1 299 500	1,53
55.2024	Subvention EGAT - Acquisition de voiturettes de golf - 2024	6 000 000	6 000 000	5 833 603	166 397	97,23	97,23	5 833 603	97,23
56.2024	Travaux et acquisition d'équipements divers - SPJP - 2024	55 000 000	52 889 174	44 769 525	8 119 649	81,40	84,65	44 769 525	81,40
57.2024	Subvention G2P - Schéma d'agglomération - Zone urbaine de Papeete	20 000 000	10 000 000		10 000 000				
58.2024	Subvention G2P - Schéma d'agglomération Marquises	20 000 000	10 000 000	9 986 419	13 581	49,93	99,86	9 986 419	49,93
59.2024	Subvention G2P - Schéma d'agglomération Moorea	20 000 000	10 000 000		10 000 000				
60.2024	Subvention G2P - Création d'un second pôle d'activité à Tahiti - Etudes	20 000 000	19 949 620	9 974 810	9 974 810	49,87	50,00	9 974 810	49,87
	TOTAL DU PROGRAMME	**6 758 555 066**	**992 590 950**	**396 401 018**	**596 189 932**	**5,87**	**39,94**	**1 430 695 620**	**21,17**
	TOTAL DES DEPENSES	**29 096 897 609**	**5 911 429 320**	**2 563 522 546**	**3 347 906 774**	**8,81**	**43,37**	**10 374 761 341**	**35,66**

MISSION / ARTICLE	LIBELLE RECETTE	BUDGET PRIMITIF (A)	BUDGET MODIFIE (B)	Réalisations 2024 (C)	ECARTS (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)		
	90301 - PARTENARIAT AVEC LES COMMUNES								
131181	Fonds exceptionnel d'investissement		6 255 869	7 162 716	- 906 847	0,00	114,50		
204141	Commune-Biens mobiliers, matériel, études, batiments et installations			569 370	- 569 370	0,00	0,00		
204142	Commune-Projets d'infrastructures			29 112 430	- 29 112 430	0,00	0,00		
211	Terrains		1 326 160 011	0	1 326 160 011	0,00	0,00		
	TOTAL DU PROGRAMME		1 332 415 880	36 844 516	1 295 571 364		2,77		
	90303 - AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET RISQUES NATURELS								
131188	Autres - Autres subventions de l'Etat		10 465 200	0	10 465 200	0,00	0,00		
	TOTAL DU PROGRAMME		10 465 200	0	10 465 200		0,00		
	90305 - EQUIPEMENTS ET AMENAGEMENTS A VOCATION COLLECTIVE								
13116	Contrat de développement et de transformation		56 839 469	0	56 839 469	0,00	0,00		
204171	EP-Biens mobiliers, matériel, études, batiments et installations			33 995 460	- 33 995 460	0,00	0,00		
	TOTAL DU PROGRAMME		56 839 469	33 995 460	22 844 009		59,81		
	TOTAL DES RECETTES		1 399 720 549	70 839 976	1 328 880 573	0,00	5,06		

	RESULTAT MISSION 903			- 2 492 682 570					

MISSION 904 - TOURISME

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
	90401 - EQUIPEMENTS ET AMENAGEMENTS TOURISTIQUES								
223.2007	Echange en vue d'aménagements touristiques (E/O)	4 980 000	4 980 000		4 980 000				
312.2013	Transfert de biens immobiliers au profit de TNAD - Village tahitien (E/O)	5 000 000 000	5 000 000 000		5 000 000 000				
72.2015	Aménagement du site de Vaiava - Punaauia	70 000 000	111 265	111 265		0,16	100,00	69 245 807	98,92
334.2015	Aménagement du site Vaitupa (CdP 2 - 2019)	908 000 000	127 299 466	15 038 484	112 260 982	1,66	11,81	795 739 018	87,64
46.2016	Construction d'un écomusée "Fare Natura" - Opunohu (CdP 2 - 2016)	840 000 000	3 596 864		3 596 864			835 850 914	99,51
50.2016	Aménagement du jardin de Faaroa	150 000 000	20 779 269	16 523 269	4 256 000	11,02	79,52	145 744 000	97,16
385.2017	Création d'un espace scénographique Gauguin sur le domaine du Motu Ovini à	200 000 000	311 040	300 000	11 040	0,15	96,45	193 970 885	96,99
387.2017	Aménagement de la pointe RIRI	460 000 000	265 168 764	216 476 572	48 692 192	47,06	81,64	410 341 221	89,20
426.2019	Aménagement du motu Puuru - Mataiea	200 000 000						11 231 518	5,62
56.2021	Aménagement du site de Vaiava - Punaauia (CDT - 2021)	181 000 000						177 696 465	98,17
376.2021	Aménagement maritime voirie et VRD de la pointe RIRI	1 345 000 000	615 530 517	430 337 314	185 193 203	32,00	69,91	1 159 433 797	86,20
61.2022	Aide au développement des logements chez l'habitant - 2022	50 000 000	15 000 000	15 000 000		30,00	100,00	50 000 000	100,00
62.2022	Création et aménagement d'un espace scénographique Gauguin sur le domaine	1 760 000 000	703 073 270	400 340 816	302 732 454	22,75	56,94	924 805 068	52,55
64.2022	Réhabilitation des sites touristiques - 2022	7 371 609	333 881	333 881		4,53	100,00	7 366 059	99,92
414.2022	Construction d'un fare potee sur le quai de Rotoava à Fakarava	45 000 000	40 000 000	32 249 163	7 750 837	71,66	80,62	32 249 163	71,66
415.2022	Réhabilitation du site de Taharuu	45 000 000	26 100 678	9 722 946	16 377 732	21,61	37,25	13 622 268	30,27
64.2023	Réhabilitation sites touristiques - 2023	30 000 000	7 665 897	7 549 529	116 368	25,17	98,48	26 298 545	87,66
65.2023	Aménagement de sites touristiques - 2023	30 000 000	7 787 895	7 787 895		25,96	100,00	18 076 435	60,25
62.2024	Aménagement du grand Vaitupa - Faaa - Etudes	50 000 000	15 000 000		15 000 000				
63.2024	Aménagement et réhabilitation des sites touristiques - 2024	60 000 000	58 663 687	38 816 958	19 846 729	64,69	66,17	38 816 958	64,69
65.2024	Protection du littoral de Tatatua - Tautira	150 000 000	100 000 000		100 000 000				
374.2024	Construction fare manihini	30 000 000	5 000 000		5 000 000				
	TOTAL DU PROGRAMME	**11 616 351 609**	**7 016 402 493**	**1 190 588 092**	**5 825 814 401**	**10,25**	**16,97**	**4 910 488 121**	**42,27**
	90402 - AIDE ET REGULATION DU TOURISME								
55.2019	Kits bungalows - conception et réalisation des prototypes	175 000 000	366 798	349 866	16 932	0,20	95,38	21 054 707	12,03
66.2023	Aide au développement en faveur des pensions - 2023	50 000 000	32 917 742	16 823 242	16 094 500	33,65	51,11	29 433 242	58,87
66.2024	Aides au développement en faveur des pensions	100 000 000	50 255 258	31 523 500	18 731 758	31,52	62,73	31 523 500	31,52
	TOTAL DU PROGRAMME	**325 000 000**	**83 539 798**	**48 696 608**	**34 843 190**	**14,98**	**58,29**	**82 011 449**	**25,23**
	TOTAL DES DEPENSES	**11 941 351 609**	**7 099 942 291**	**1 239 284 700**	**5 860 657 591**	**10,38**	**17,45**	**4 992 499 570**	**41,81**

MISSION / ARTICLE	LIBELLE RECETTE	BUDGET PRIMITIF (A)	BUDGET MODIFIE (B)	Réalisations 2024 (C)	ECARTS (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)		
	90401 - EQUIPEMENTS ET AMENAGEMENTS TOURISTIQUES								

MISSION 904 - TOURISME

MISSION / ARTICLE	LIBELLE RECETTE	BUDGET PRIMITIF (A)	BUDGET MODIFIE (B)	Réalisations 2024 (C)	ECARTS (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)		
131152	Contrat de projets n°2		78 488 764	54 145 467	24 343 297	0,00	68,98		
13116	Contrat de développement et de transformation		1 651 767	0	1 651 767	0,00	0,00		
211	Terrains		5 004 980 000	0	5 004 980 000	0,00	0,00		
23133	Ouvrages d'infrastructure			6 436	- 6 436	0,00	0,00		
	TOTAL DU PROGRAMME		5 085 120 531	54 151 903	5 030 968 628	0,00	1,06		
	TOTAL DES RECETTES		5 085 120 531	54 151 903	5 030 968 628	0,00	1,06		

RESULTAT MISSION 904				- 1 185 132 797					

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
	90501 - AGRICULTURE ET ELEVAGE								
83.2015	Reconstruction de la station d'épuration - Abattoir de Papara - Etudes	18 000 000	4 378 113	2 549 534	1 828 579	14,16	58,23	15 464 241	85,91
306.2016	Structures d'abattage dans les îles autres que Tahiti - Etudes générales et unité	65 549 761						41 443 778	63,22
374.2016	Cession à titre gratuit de véhicules au profit de la SAEM Abattage de Tahiti (E/C	13 925 566						12 066 008	86,65
392.2017	Réalisation d'ateliers d'agro transformation pour le développement de l'agricultu	741 419 025	281 549 431	245 654 405	35 895 026	33,13	87,25	653 819 228	88,18
393.2017	Subvention CAPL - Construction d'une nouvelle antenne à Afaahiti	60 000 000	18 000 000		18 000 000				
394.2017	Mises aux normes et réhabilitation de l'abattoir de Papara	95 000 000						54 452 085	57,32
406.2017	Acquisition et installation de matériels et d'équipements de l'abattoir de Papara (	217 834 618						216 194 198	99,25
77.2018	Aménagements sur domaine Vaihuti - Raiatea	166 000 000	89 167 532	71 089 240	18 078 292	42,82	79,73	147 629 986	88,93
79.2018	Equipements de production d'auxiliaires de cultures et d'analyses qualitatives de	70 000 000	7 149 981	467 154	6 682 827	0,67	6,53	63 317 173	90,45
82.2018	Etudes et équipements pour le développement de la filière agriculture biologique	20 000 000						14 711 219	73,56
89.2018	Etudes et travaux sur lotissements agricoles - Domaine Boubée - Raiatea	139 000 000	12 004 404	8 161 331	3 843 073	5,87	67,99	93 055 361	66,95
97.2018	Plan de valorisation de la cocoteraie	127 705 411	17 593 105	17 465 625	127 480	13,68	99,28	115 788 820	90,67
102.2018	Subvention EVT - Travaux d'aménagement et de construction divers	30 500 000	15 250 000	13 257 195	1 992 805	43,47	86,93	28 507 195	93,47
105.2018	Acquisitions et installation de serres pilotes	64 862 560	25 080	25 080		0,04	100,00	64 862 560	100,00
106.2018	Création de hangar agro-alimentaires dans les îles - Etudes et travaux divers	111 327 296	28 966 569	3 938 730	25 027 839	3,54	13,60	67 270 905	60,43
73.2019	Aides financières aux porteurs de projets - TG - 2019	56 216 784						41 216 784	73,32
74.2019	Aides financières aux porteurs de projets - MARQ - 2019	66 214 213						62 777 872	94,81
80.2019	Subvention CAPL - Acquisition de chapiteaux	42 307 452	21 153 726		21 153 726			21 153 726	50,00
87.2019	Subvention EPEFPA - Construction atelier pédagogique agroéquipement - Ferm	45 000 000	15 000 000		15 000 000			15 000 000	33,33
88.2019	Subvention EPEFPA - Aménagement de la station porcine de Opunohu	25 000 000						11 617 519	46,47
92.2019	Réhabilitation des captages et mise en place de compteurs - Marumarutua et T	150 000 000	681 391	681 391		0,45	100,00	148 923 926	99,28
93.2019	Aides financières aux porteurs de projets filière vanille - 2019	213 010 319	671 148		671 148			212 339 170	99,68
95.2019	Aménagement du domaine de Puunui - Vairao (FEI 2019)	450 000 000	100 281 914		100 281 914			26 196 759	5,82
96.2019	Réhabilitation du réseau hydraulique du domaine Ataha à Nuku Hiva (CdP 2 - 2	718 000 000	36 649 796	10 508 530	26 141 266	1,46	28,67	280 505 001	39,07
99.2019	Construction d'un centre technique des plants et semences de Ua Huka	14 814 420	5 958 420	1 169 550	4 788 870	7,89	19,63	7 125 550	48,10
100.2019	Unité de traitement des déchets de l'abattoir - Remplacements et nouveaux équ	187 000 000	41 572 832	39 865 165	1 707 667	21,32	95,89	120 601 889	64,49
382.2019	Subvention EVT - Création de locaux de préparation et de stockage d'intrants	40 000 000	20 000 000		20 000 000			20 000 000	50,00
427.2019	Aménagement sur domaine Hipu à Tahaa	65 000 000	4 653 200	370 300	4 282 900	0,57	7,96	18 374 374	28,27
102.2020	Aides financières aux porteurs de projet - Tuamotu Gambiers - 2020	68 150 755						67 199 355	98,60
104.2020	Aides financières aux porteurs de projet Vanille - 2020	275 758 586	73 277 964	46 957 821	26 320 143	17,03	64,08	212 327 184	77,00
114.2020	Subvention CAPL - Conception et développement d'applications informatiques	8 000 000	4 000 000	4 000 000		50,00	100,00	8 000 000	100,00
115.2020	Création d'un abattoir à Nuku Hiva	85 000 000	9 529 238		9 529 238			4 831 857	5,68
121.2020	Création d'un abattoir à Raiatea	65 000 000	13 671 722		13 671 722			17 657 269	27,17
122.2020	Equipements , travaux et matériels de conditionnement et de stockage de produ	170 000 000	22 430 154	21 387 196	1 042 958	12,58	95,35	130 786 421	76,93

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
123.2020	Equipement, travaux et études divers pour actions agroécologiques spécifiques	1 730 309						1 730 069	99,99
124.2020	Equipement, travaux et études divers pour réseau de fermes pilotes (PROTEGE	30 000 000						22 081 390	73,60
125.2020	Construction de la station d'épuration de l'abattoir de Papara (CdP 2-2020)	250 000 000	100 383 617	40 891 466	59 492 151	16,36	40,74	184 947 190	73,98
132.2020	Aménagement et extension du domaine agricole de FAAROA	380 000 000	77 317 640	38 792 808	38 524 832	10,21	50,17	179 597 956	47,26
133.2020	Aménagements pistes et travaux divers - Domaine Aratao ISLV	44 808 210						44 582 210	99,50
136.2020	Aides financières aux porteurs de projet IDV - 2020	100 614 258	532 231	366 918	165 313	0,36	68,94	97 086 560	96,49
137.2020	Aides financières aux porteurs de projet ISLV - 2020	36 295 309	3 846 715	3 846 715		10,60	100,00	30 770 392	84,78
374.2020	Aménagement du domaine Atimaono "plateaux" - Travaux (CVT Agri 2020)	4 758 440	4 500 526	768 400	3 732 126	16,15	17,07	1 026 314	21,57
376.2020	Etudes pour la réalisation d'ateliers d'agro-transformation pour le développeme	45 139 817	6 466 005	4 395 633	2 070 372	9,74	67,98	16 281 238	36,07
378.2020	Construction du bâtiment technique Agropol	30 000 000	15 723 410	11 573 368	4 150 042	38,58	73,61	23 598 367	78,66
62.2021	Hangar technique de la DAG - Nuku Hiva - Etudes	5 965 067						3 181 167	53,33
65.2021	Réhabilitation des bâtiments techniques de la DAG - Opunohu - Moorea	15 000 000	4 181 437		4 181 437			5 427 077	36,18
66.2021	Aménagement et valorisation du domaine Herbier à Hiva Oa - Etudes	80 000 000	14 856 156	13 580 027	1 276 129	16,98	91,41	40 435 425	50,54
68.2021	Aides financières aux porteurs de projet - IDV - 2021	246 750 597	44 961 191	8 991 517	35 969 674	3,64	20,00	183 960 325	74,55
69.2021	Développement des agents de lutte biologique - Etudes et équipements	50 000 000	9 237 182	486 637	8 750 545	0,97	5,27	14 642 687	29,29
70.2021	Construction du bâtiment IAA Papara	35 194 000	11 996 542	8 565 400	3 431 142	24,34	71,40	13 318 650	37,84
74.2021	Réhabilitation du réseau hydraulique du lotissement agricole Amo - Etudes	20 000 000	3 694 806	2 006 880	1 687 926	10,03	54,32	13 427 919	67,14
75.2021	Hangar de stockage de produits agricoles - Nuku Hiva	300 000 000	18 629 925	17 043 825	1 586 100	5,68	91,49	17 043 825	5,68
76.2021	Hangar de stockage de produits agricoles - Hiva Oa	151 200 000	34 661 821	34 641 605	20 216	22,91	99,94	34 641 605	22,91
77.2021	Hangar de stockage de produits agricoles - Ua Pou	144 000 000							
78.2021	Hangar de stockage de produits agricoles - Ua Huka	120 000 000							
79.2021	Hangar de stockage de produits agricoles - Huahine	65 000 000	11 985 365	11 985 365		18,44	100,00	58 920 392	90,65
80.2021	Hangar de stockage de produits agricoles - Raiatea	33 422 547	15 001 968	14 838 077	163 891	44,40	98,91	33 258 656	99,51
81.2021	Hangar de stockage de produits agricoles - Tahaa	83 000 000	26 022 501	14 733 083	11 289 418	17,75	56,62	21 179 099	25,52
85.2021	Zone de stockage tampon agro-alimentaire de Tahiti	30 000 000	9 164 800		9 164 800			17 950	0,06
87.2021	Aides financières aux porteurs de projet ISLV - 2021	175 286 731	24 218 488	15 903 221	8 315 267	9,07	65,67	107 197 568	61,16
91.2021	Subvention EPEFPA - Aménagement et équipement d'un laboratoire	10 000 000	10 000 000	5 000 000	5 000 000	50,00	50,00	5 000 000	50,00
92.2021	Subvention EPEFPA - Destruction de 2 hangars et construction d'un hangar	43 000 000						21 500 000	50,00
93.2021	Subvention EPEFPA - Aménagement divers de la station porcine	15 000 000							
94.2021	Subvention EPEFPA - Rénovation et acquisition d'équipements pour l'atelier ag	10 000 000						5 000 000	50,00
95.2021	Subvention EPEFPA - Mise en place de panneaux signalétiques	5 000 000	2 500 000		2 500 000			2 500 000	50,00
96.2021	Subvention CAPL - Rénovation et aménagement des locaux (parcelle HB 54)	200 000 000							
97.2021	Subvention CAPL - Acquisition et installation de panneaux photovoltaïques	35 000 000	17 500 000		17 500 000				
98.2021	Subvention CAPL - Acquisition de matériels de transport et d'équipements logis	15 000 000	7 500 000	7 500 000		50,00	100,00	15 000 000	100,00

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
99.2021	Subvention CAPL - Acquisition de structures de stockage et de transport	10 000 000	5 000 000	5 000 000		50,00	100,00	5 000 000	50,00
100.2021	Subvention CAPL - Acquisition d'équipements de transformation	15 000 000	7 500 000	7 500 000		50,00	100,00	15 000 000	100,00
101.2021	Subvention CAPL - Acquisition d'une station météo	2 000 000	2 000 000	1 000 000	1 000 000	50,00	50,00	1 000 000	50,00
102.2021	Subvention CAPL - Acquérir ou développer un espace numérique de travail	5 000 000	5 000 000		5 000 000				
104.2021	Aménagement hydraulique des domaines Matavahi 1 et 2 - Tubuai	50 000 000						4 450 691	8,90
107.2021	Installation des pâturages de la station d'élevage de Taravao - 2021	17 834 192						17 669 012	99,07
110.2021	Recensement général de l'agriculture (CVT AGRI - 2022)	175 000 000	22 710 684	13 600 275	9 110 409	7,77	59,88	158 238 057	90,42
113.2021	Aire d'Abattage Aménagée (AAA) à Huahine - Travaux et équipement	176 000 000	3 393 109	531 100	2 862 009	0,30	15,65	7 067 094	4,02
114.2021	Etablissement de Traitement du Gibier (ETG) à Ua Huka - Travaux et équipeme	46 000 000	5 844 593	959 603	4 884 990	2,09	16,42	6 230 246	13,54
115.2021	Etablissement de Traitement du Gibier (ETG) à Ua Pou - Travaux et équipemen	50 000 000	684 148	407 128	277 020	0,81	59,51	7 298 396	14,60
117.2021	Aides financières aux porteurs de projet (SDA) - Tuamotu Gambier - 2021	97 160 553	20 144 992	1 080 000	19 064 992	1,11	5,36	69 701 791	71,74
118.2021	Aides financières aux porteurs de projet (SDA) - Marquises - 2021	61 603 939	5 050 670		5 050 670			54 945 846	89,19
119.2021	Aides financières aux porteurs de projet Vanille (SDA) - 2021	185 699 310	48 535 834	9 630 671	38 905 163	5,19	19,84	114 056 932	61,42
122.2021	Aménagement de surfaces agricoles (maraichères, fruitières et vivrières) - TG -	50 000 000	1 467 999	1 451 199	16 800	2,90	98,86	39 469 370	78,94
123.2021	Aménagement et valorisation du domaine Arnaud à Tumaraa - Raiatea	47 000 000	21 004 152		21 004 152			8 267 110	17,59
124.2021	Régénération et valorisation de la cocoteraie - Aménagement, équipement et pl	200 000 000	19 017 337	12 902 099	6 115 238	6,45	67,84	189 478 525	94,74
125.2021	Aménagement et valorisation du domaine Toovii à Nuku Hiva (CVT Agri - 2023)	270 170 518	66 964 260	5 055 204	61 909 056	1,87	7,55	12 085 854	4,47
129.2021	Subvention EPEFPA - Construction d'une fosse à lisier	30 000 000	8 362 665	8 362 665		27,88	100,00	8 362 665	27,88
130.2021	Subvention EPEFPA - Mission d'accompagnement à la modernisation de l'explo	20 000 000						10 000 000	50,00
137.2021	Aménagement de la retenue collinaire de Metuarii et du réseau hydraulique - Et	60 000 000	6 451 084	565 000	5 886 084	0,94	8,76	26 858 770	44,76
417.2021	Aménagement de l'entrée du domaine d'Opunohu - Moorea	40 000 000						37 795 423	94,49
67.2022	Aides financières aux porteurs de projets agricoles - Australes - 2022	19 203 066	7 256 078	3 639 629	3 616 449	18,95	50,16	14 527 279	75,65
68.2022	Aides financières aux porteurs de projets agricoles - TG - 2022	74 364 859	22 416 067	4 881 352	17 534 715	6,56	21,78	51 465 285	69,21
69.2022	Aides financières aux porteurs de projets agricoles - Marquises - 2022	53 698 275	13 361 644	1 097 622	12 264 022	2,04	8,21	41 140 276	76,61
70.2022	Aides financières aux porteurs de projets agricoles - Vanille - 2022	193 171 344	82 258 118	10 940 122	71 317 996	5,66	13,30	78 824 998	40,81
71.2022	Aides financières aux porteurs de projets agricoles - Filière bois - 2022	156 425 138	49 564 634	32 820 516	16 744 118	20,98	66,22	125 681 020	80,35
76.2022	Création, aménagement et équipement des pépinières - 2022	9 188 004						9 187 276	99,99
77.2022	Aménagements, valorisations des domaines et lotissements ISLV - 2022	82 335 049						82 327 949	99,99
80.2022	Equipements forestiers et véhicules de chantier pour la DAG - 2022	31 903 630	21 703 750	21 703 750		68,03	100,00	31 636 130	99,16
81.2022	Equipements agricoles et véhicules de chantier DAG - ISLV - 2022	37 020 589	25 762 574	25 762 574		69,59	100,00	36 763 049	99,30
87.2022	Equipements agricoles et véhicules de chantier DAG Moorea - 2022	19 716 045						19 713 295	99,99
88.2022	Hangar technique de la DBS - Motu Uta - Aménagements et équipements tech	12 110 322	8 344 656	2 643 903	5 700 753	21,83	31,68	6 409 569	52,93
91.2022	Equipements d'analyses qualitatives des productions agricoles - 2022	18 607 001	708 213	708 213		3,81	100,00	18 604 134	99,98
98.2022	Subvention EPEFPA - Remise à niveau des bâtiments de l'exploitation agricole	35 000 000							

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
99.2022	Subvention CAPL - Acquisition de matériels d'agro-transformation	10 000 000							
100.2022	Subvention CAPL - Création d'une zone de stockage d'intrants à Taravao	30 000 000							
101.2022	Subvention CAPL - Acquisition de mobiliers et matériels informatiques	10 000 000	2 500 000		2 500 000				
102.2022	Subvention CAPL - Réhabilitation de l'antenne de Raiatea - Travaux et équipem	15 000 000	7 500 000		7 500 000				
103.2022	Subvention CAPL - Réhabilitation et réaménagement du local CAPL à Ua Pou e	5 000 000	2 500 000	2 500 000		50,00	100,00	5 000 000	100,00
105.2022	Développement de la filière bois - Feuillus et résineux - 2022	5 666 273	1 582 000	1 582 000		27,92	100,00	5 652 273	99,75
107.2022	Aides financières aux porteurs de projets agricoles - IDV - 2022	212 464 445	83 875 253	66 275 669	17 599 584	31,19	79,02	157 900 416	74,32
108.2022	Aides financières aux porteurs de projets agricoles - ISLV - 2022	148 998 311	42 353 914	25 650 570	16 703 344	17,22	60,56	118 612 224	79,61
328.2022	Acquisition de matériels et d'équipements d'exploitation pour l'abattoir de Papar	10 176 285	1 744 294	1 744 294		17,14	100,00	10 042 875	98,69
331.2022	Aménagement agricole - partenariat CAMCIM - Etudes et travaux	15 000 000	9 644 550		9 644 550				
332.2022	Abattoir public Papeiti Papara - Audit énergétique (ADEME)	6 000 000	5 831 100	1 988 800	3 842 300	33,15	34,11	1 988 800	33,15
375.2022	Réalisation d'un atelier d'agro-transformation sur la commune de Rurutu - Moe	114 000 000	37 451 731	93 489	37 358 242	0,08	0,25	93 489	0,08
376.2022	Acquisition de chiens détecteurs de biosécurité	12 500 000						5 010 931	40,09
377.2022	Réalisation d'ateliers d'agro-transformation - Tubuai - Etudes et travaux	140 000 000	22 097 976	2 055 360	20 042 616	1,47	9,30	4 482 170	3,20
378.2022	Réalisation d'ateliers d'agro-transformation - Moorea - Etudes	25 000 000							
379.2022	Réalisation d'ateliers d'agro-transformation - Afaahiti - Etudes	25 000 000							
380.2022	Réalisation d'ateliers d'agro-transformation - Rimatara - Etudes et travaux	160 000 000	28 769 950	2 146 118	26 623 832	1,34	7,46	3 376 168	2,11
381.2022	Réalisation d'ateliers d'agro-transformation - Arue - Etudes	25 000 000							
382.2022	Réalisation d'ateliers d'agro-transformation - Rangiroa - Etudes	25 000 000							
67.2023	Acquisition de reproducteurs pour la filière élevage	24 000 000	23 745 987	781 602	22 964 385	3,26	3,29	781 602	3,26
68.2023	Installation et équipements d'unités de démonstration d'élevage en filière avicole	18 000 000	4 500 000		4 500 000			1 019 640	5,66
69.2023	Atelier mécanique DAG - Uturoa - Travaux	45 000 000	3 061 700	1 974 997	1 086 703	4,39	64,51	2 385 397	5,30
70.2023	Acquisitions d'équipements agricoles et véhicules de chantier DAG - ISLV - 202	48 000 000	44 988 207	44 941 602	46 605	93,63	99,90	44 941 602	93,63
71.2023	Boxes de réception pour la diffusion de bovins reproducteurs dans les îles - Tra	12 000 000						1 443 785	12,03
72.2023	Acquisition de matériel et équipement d'élevage - 2023	2 709 453	655 500	655 500		24,19	100,00	2 709 453	100,00
73.2023	Aménagement et équipements des pépinières DAG - ISLV - 2023	14 084 596	5 993 115	5 975 114	18 001	42,42	99,70	14 061 595	99,84
75.2023	Subvention EPEFPA - Création de nouvelles classes - Aménagements et équip	50 000 000	2 500 000		2 500 000				
77.2023	Subvention EPEFPA - Equipements mécaniques et automatiques de l'exploitati	15 000 000	7 500 000		7 500 000				
78.2023	Subvention EPEFPA - Station de compostage - Equipements	20 000 000	10 000 000		10 000 000				
79.2023	Subvention CAPL - Acquisition de machines et engins agricoles	150 000 000	121 287 126		121 287 126				
80.2023	Subvention EVT - Acquisition de matériels techniques	60 000 000	45 093 300		45 093 300				
81.2023	Construction d'un centre technique des plants et semences de Ua Huka Marquis	120 000 000	80 069 131	61 933 831	18 135 300	51,61	77,35	61 933 831	51,61
82.2023	Création d'un abattoir à Raiatea - Travaux et équipements (CDT - 2023)	300 000 000	500 000		500 000				
83.2023	Aménagement du domaine Boubée-Barrier (CDT - 2023)	400 000 000	240 074 020	193 879 508	46 194 512	48,47	80,76	204 483 428	51,12

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
84.2023	Construction et équipements du bâtiment technique Agropol 3 (CDT - 2023)	296 400 000	216 590 952	113 969 843	102 621 109	38,45	52,62	172 970 319	58,36
85.2023	Réhabilitation du réseau hydraulique du lotissement agricole Amo - Travaux (CD	200 000 000	37 766 228	18 123 024	19 643 204	9,06	47,99	18 123 024	9,06
86.2023	Réhabilitation du hangar technique de la DAG de Rurutu - Etudes	20 000 000							
87.2023	Equipements d'analyses qualitatives des productions agricoles - 2023	12 500 000	6 593 301	6 593 301		52,75	100,00	11 700 406	93,60
89.2023	Filières uru et vivrières - Aménagement et équipements - ISLV - 2023	702 750	697 000	697 000		99,18	100,00	697 000	99,18
91.2023	Filières uru et vivrières - Aménagement et équipements - Australes - 2023	6 965 454	1 922 000	452 000	1 470 000	6,49	23,52	5 495 454	78,90
92.2023	Filières uru et vivrières - Aménagement et équipements - IDV - 2023	11 312 048	203 000	203 000		1,79	100,00	11 312 048	100,00
93.2023	Filières d'agro-transformation - Matériels et équipements - 2023	25 110 348	21 351 940	21 351 940		85,03	100,00	24 736 232	98,51
94.2023	Aménagements, valorisations des domaines et lotissements ISLV - 2023	17 129 665	12 469 789	12 214 413	255 376	71,31	97,95	16 856 289	98,40
95.2023	Abattoir de Papara - Travaux, remplacements et achat de nouveaux équipemen	75 000 000	10 000 000	2 649 938	7 350 062	3,53	26,50	2 649 938	3,53
97.2023	Aides financières aux porteurs de projets - IDV - 2023	195 372 104	139 264 940	131 962 586	7 302 354	67,54	94,76	147 195 905	75,34
98.2023	Aides financières aux porteurs de projets - ISLV - 2023	150 000 000	89 146 261	58 798 204	30 348 057	39,20	65,96	67 233 090	44,82
99.2023	Aides financières aux porteurs de projets - Australes - 2023	21 505 036	12 614 703	5 496 776	7 117 927	25,56	43,57	9 882 073	45,95
100.2023	Aides financières aux porteurs de projets - Tuamotu Gambier - 2023	50 000 000	31 697 426	15 582 672	16 114 754	31,17	49,16	28 885 246	57,77
101.2023	Aides financières aux porteurs de projets - Marquises - 2023	22 409 726	21 502 429	12 806 400	8 696 029	57,15	59,56	13 303 971	59,37
102.2023	Aides financières aux porteurs de projets Vanille - 2023	77 922 733	45 149 655	14 420 211	30 729 444	18,51	31,94	27 678 444	35,52
103.2023	Aménagement et valorisation des domaines agricoles Australes - 2023	15 000 000							
107.2023	Matériels et équipement pour le hall technologique IAA - 2023	4 213 340	689 115	689 115		16,36	100,00	4 213 340	100,00
108.2023	Développement de solutions biostimulantes en agroécologie - Etudes et équipe	20 108 741	20 108 741	16 086 992	4 021 749	80,00	80,00	16 086 992	80,00
109.2023	Création, aménagement et équipement des pépinières - 2023	4 470 910	153 389	153 389		3,43	100,00	4 426 110	99,00
385.2023	Subvention CAPL - Acquisition de mobiliers, stands et équipements à caractère	50 000 000							
67.2024	Création, aménagement équipement des pépinières - 2024	20 000 000	14 407 366	13 992 942	414 424	69,96	97,12	13 992 942	69,96
68.2024	Aides financières - Aménagements agricoles de fonciers privés - 2024	200 000 000							
69.2024	Implantations de parcelles et kits de production maraîchères et vivrières - TG -	30 000 000							
70.2024	Régénération des Maïte en agroforesterie aux TG - Aménagements, matériels e	40 000 000							
71.2024	Subvention CAPL - Acquisition de kits potagers	100 000 000							
72.2024	Travaux sur bâtiments techniques de la DAG - 2024	50 000 000	16 651 139	11 802 569	4 848 570	23,61	70,88	11 802 569	23,61
73.2024	Equipements et matériels de conditionnement et de stockage de produits agro-a	50 000 000							
74.2024	Aides financières aux porteurs de projets IDV - 2024	220 000 000	70 000 000	69 805 677	194 323	31,73	99,72	69 805 677	31,73
75.2024	Aménagement et valorisation des domaines agricoles - 2024	50 000 000	7 368 171		7 368 171				
76.2024	Développement des filières uru et vivrières : travaux d'aménagements et équipe	30 000 000	29 659 824	1 000 380	28 659 444	3,33	3,37	1 000 380	3,33
77.2024	Acquisition d'équipements, de véhicules techniques et de chantier DAG - 2024	40 000 000	26 065 400		26 065 400				
78.2024	Equipements de recherche agronomique et de laboratoire - cellule RIV/DAG - 2	30 000 000	25 198 903	12 686 062	12 512 841	42,29	50,34	12 686 062	42,29
79.2024	Développement des plantes aromatiques à potentiel industriel - Etudes et équip	20 000 000	20 000 000		20 000 000				

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
80.2024	Filières de commercialisation et d'agro-transformation - Travaux, matériels et é	50 000 000	23 713 763	2 371 376	21 342 387	4,74	10,00	2 371 376	4,74
81.2024	Création d'un établissement de traitement du gibier à Hiva Oa	20 000 000							
82.2024	Aménagements, valorisations des domaines et lotissements ISLV - 2024	50 000 000	10 000 000	1 878 971	8 121 029	3,76	18,79	1 878 971	3,76
83.2024	Aménagement du domaine agricole à Faaroa - Raiatea - Travaux réseaux hydr	510 000 000	30 000 000		30 000 000				
84.2024	Réalisation d'ateliers d'agro-transformation - Ua Pou et Hiva Oa - Etudes	20 000 000							
85.2024	Equipements et matériels de conditionnement et de stockage de produits agro-a	30 000 000							
86.2024	Aides financières aux porteurs de projet ISLV - 2024	150 000 000	66 441 658	9 062 927	57 378 731	6,04	13,64	9 062 927	6,04
87.2024	Aides financières aux porteurs de projet - Australes - 2024	50 000 000	15 000 000	2 824 862	12 175 138	5,65	18,83	2 824 862	5,65
88.2024	Aides financières aux porteurs de projet - Tuamotu Gambier - 2024	70 000 000	25 835 200		25 835 200				
89.2024	Aides financières aux porteurs de projet - Marquises - 2024	50 000 000	23 251 459	9 106 698	14 144 761	18,21	39,17	9 106 698	18,21
90.2024	Aides financières aux porteurs de projet Vanille - 2024	270 000 000	3 458 196		3 458 196				
91.2024	Brigade cynophile de biosécurité - Equipements et matériels - 2024	10 000 000	2 128 484	2 128 484		21,28	100,00	2 128 484	21,28
92.2024	Aménagements agricoles Makatea - Etudes - 2024	20 000 000							
93.2024	Subvention - Lycée Saint Athanase - Clôture exploitation	25 000 000	12 500 000		12 500 000				
94.2024	Subvention EPEFPA - Acquisition d'un véhicule technique, aménagements et é	30 000 000	5 000 000		5 000 000				
95.2024	Subvention EPEFPA - Aménagement des locaux de l'exploitation agricole	87 000 000	5 000 000		5 000 000				
96.2024	Subvention EPEFPA - Acquisition d'un véhicule technique et d'engins agricoles	30 000 000	5 000 000		5 000 000				
97.2024	Subvention EPEFPA - Acquisition de chambres froides pour l'exploitation agrico	7 500 000							
98.2024	Subvention EPEFPA - Mise aux normes de la station génétique porcine	30 000 000	5 000 000		5 000 000				
99.2024	Aménagement et équipement de la filière élevage - Marquises 2024	10 000 000	3 171 210		3 171 210				
100.2024	Subvention SPG BioFetia - Acquisition de véhicules	10 000 000	10 000 000		10 000 000				
101.2024	Aménagement et valorisation de vergers sur domaines agricoles - 2024	40 000 000							
102.2024	Développement des filières fruitières - Travaux d'aménagements et équipemen	30 000 000	3 243 250	3 243 250		10,81	100,00	3 243 250	10,81
103.2024	Subvention CAPL - Acquisition de véhicules	10 000 000	5 000 000		5 000 000				
104.2024	Subvention CAPL - Acquisition d'une bétaillère	8 000 000	4 000 000		4 000 000				
411.2024	Subvention GAB Raromatai - Acquisition d'un camion de livraison et autres équ	6 000 000	6 000 000		6 000 000				
412.2024	Aménagement d'une zone d'élevage bovine et porcine à Faaroa-Raiatea (CVT	70 000 000	60 000 000	11 548 590	48 451 410	16,50	19,25	11 548 590	16,50
	TOTAL DU PROGRAMME	**15 971 196 103**	**3 835 839 053**	**1 913 583 863**	**1 922 255 190**	**11,98**	**49,89**	**6 902 645 834**	**43,22**
	90502 - FORETS								
109.2018	Développement de la filière pinus - 2018	6 555 383	1 556 599	1 556 599		23,75	100,00	6 555 383	100,00
142.2020	Station forestière et autoclave - Aménagements et équipements - Etudes	20 000 000	5 650 000		5 650 000			11 496 700	57,48
135.2021	Cartographie et outil de gestion des ressources forestières de la Polynésie franç	7 353 495						7 338 788	99,80
136.2021	Développement de la filière bois - Feuillus et résineux - 2021	22 161 224	5 007 640	4 421 840	585 800	19,95	88,30	21 575 424	97,36
138.2021	Hangar forestier de la DAG - Raiatea - Travaux et équipements (CDT - 2021)	54 000 000	14 405 843	14 040 940	364 903	26,00	97,47	52 915 302	97,99

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
140.2021	Electrification du domaine Matavahi à Tubuai	11 956 924	11 956 924	11 956 924		100,00	100,00	11 956 924	100,00
141.2021	Aides financières aux porteurs de projet de la filière Bois (SDA) - 2021	39 136 160	2 585 065	2 585 065		6,61	100,00	38 355 837	98,01
418.2021	Aménagements de la station forestière de la DAG à Papara (CDT - 2021)	39 042 433	2 250 000		2 250 000			4 948 838	12,68
419.2021	Acquisition d'un autoclave et mise aux normes de l'existant (CVT Agri - 2021)	181 275 352	30 000 000		30 000 000			54 648	0,03
333.2022	Acquisitions d'autoclaves de traitement du bois pour les archipels	150 000 000	87 469 880	29 718 084	57 751 796	19,81	33,98	30 314 584	20,21
111.2023	Aides financières aux porteurs de projets filière bois - 2023	62 781 176	60 000 000	29 027 089	30 972 911	46,24	48,38	29 027 089	46,24
113.2023	Equipements forestiers et véhicules de chantier DAG - ISLV - 2023	21 700 000	19 513 000	19 512 999	1	89,92	100,00	19 512 999	89,92
114.2023	Travaux sur domaines forestiers - 2023	39 600 483	9 378 088	9 378 088		23,68	100,00	39 265 971	99,16
115.2023	Equipements forestiers et véhicules de chantier pour la DAG - 2023	12 840 986	5 884 200	5 884 200		45,82	100,00	12 832 436	99,93
105.2024	Aménagement de pistes forestières sur terres privées ISLV	35 000 000	8 500 000		8 500 000				
106.2024	Développement de la filière forêt et bois - 2024	10 000 000	5 780 323	4 047 454	1 732 869	40,47	70,02	4 047 454	40,47
107.2024	Aménagements domaines forestiers privés - 2024	40 000 000	201 606	193 606	8 000	0,48	96,03	193 606	0,48
108.2024	Travaux sur domaines forestiers - 2024	91 000 000	64 300 000	39 185 502	25 114 498	43,06	60,94	39 185 502	43,06
109.2024	Equipements forestiers - 2024	25 000 000	11 808 181	3 297 600	8 510 581	13,19	27,93	3 297 600	13,19
110.2024	Aides financières aux porteurs de projets filière bois - 2024	65 000 000	13 745 399		13 745 399				
111.2024	Installation d'une unité de traitement de bois à Raiatea	25 000 000	3 400 000	768 400	2 631 600	3,07	22,60	768 400	3,07
112.2024	Hangar forestier Hamoa - Travaux d'aménagement et équipement	30 000 000	25 000 000	2 038 610	22 961 390	6,80	8,15	2 038 610	6,80
	TOTAL DU PROGRAMME	**989 403 616**	**388 392 748**	**177 613 000**	**210 779 748**	**17,95**	**45,73**	**335 682 095**	**33,93**
	90503 - PECHE ET AQUACULTURE								
93.2015	Normalisation et extension du port de pêche de Papeete	151 000 000						146 717 137	97,16
96.2015	Extension du centre technique aquacole	609 000 000	38 995 991	32 383 447	6 612 544	5,32	83,04	123 931 878	20,35
61.2016	Maîtrise des coûts énergétiques des installations frigorifiques de la pêche artisa	70 288 826	527 732	186 667	341 065	0,27	35,37	69 911 253	99,46
307.2016	Aménagement de la zone biomarine de Faratea	3 640 000 000	898 275 167	213 904 436	684 370 731	5,88	23,81	1 488 043 739	40,88
308.2016	Aménagement du Port de pêche de Papeete - Etudes	37 166 909	77 783		77 783			37 089 126	99,79
408.2017	Programme d'optimisation énergétique des navires de pêche en Polynésie franç	38 000 000						15 573 667	40,98
411.2017	Acquisitions et installations de pontons - Coopératives de pêche de Arue et Vai	345 000 000	117 527 964	85 809 864	31 718 100	24,87	73,01	286 426 942	83,02
412.2017	Développement et acquisition de systèmes d'information de la DRMM	189 000 000	114 117 981	59 566 190	54 551 791	31,52	52,20	103 954 079	55,00
417.2017	Fiabilisation des écloseries VAIA du CTA - Vairao (CDT - 2022)	367 500 000	188 361 954	162 872 822	25 489 132	44,32	86,47	193 703 223	52,71
117.2018	Mise aux normes et optimisation des équipements du port de pêche de Papeete	37 000 000						29 672 825	80,20
119.2018	Unité polyvalente côtière DRMM - Etudes	9 000 000							
122.2018	Aménagement du site d'accueil des pêcheurs de Huahine	30 000 000	4 440 400	1 254 300	3 186 100	4,18	28,25	16 974 137	56,58
57.2019	Construction d'une 3ème salle larvaire - Ecloseries VAIA - Etudes	20 000 000	5 584 321		5 584 321			1 776 615	8,88
62.2019	Aides à la pêche lagonaire - 2019	148 111 661						146 567 697	98,96
63.2019	Aides à la pêche cotière et hauturière - 2019	94 730 618						94 146 170	99,38

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
84.2020	Evolution du système de traitement comptable de la DRM	6 000 000	2 798 657		2 798 657				
85.2020	Participation au capital de la S3P	30 000 000	30 000 000	30 000 000		100,00	100,00	30 000 000	100,00
89.2020	Aides à la pêche lagonaire - 2020	147 910 434	1 956 250	1 956 250		1,32	100,00	135 118 651	91,35
90.2020	Aides à la pêche cotière et hauturière - 2020	64 863 445	600 000	200 000	400 000	0,31	33,33	59 918 159	92,38
96.2020	Extension du centre technique aquacole : bassins serres et traitement des eaux	20 000 000	2 000 000		2 000 000			4 340 801	21,70
371.2020	Cession à titre gratuit d'une machine à glace, silo, chambre froide au profit de la	678 099	678 099		678 099				
372.2020	Cession de souche de crevettes au profit du Pays (E/O)	3 000 000 000	3 000 000 000		3 000 000 000				
143.2021	Echanges fonciers - Zone biomarine (E/O)	10 000 000	10 000 000		10 000 000				
147.2021	Aides à la pêche lagonaire- 2021	126 989 484	9 180 608	6 367 493	2 813 115	5,01	69,36	108 939 468	85,79
148.2021	Aides à la pêche cotière et hauturière - 2021	63 238 068	2 091 928	500 000	1 591 928	0,79	23,90	56 400 405	89,19
157.2021	Réhabilitation de la marina pour la pêche côtière de Vaipoopo à Punaauia - Tra	206 962 084	22 618 968	6 643 277	15 975 691	3,21	29,37	19 723 746	9,53
158.2021	Construction d'un bâtiment RD en aquaculture CTA Vairao - Etudes	48 000 000	13 527 255	9 436 783	4 090 472	19,66	69,76	12 409 528	25,85
109.2022	Aides à la pêche lagonaire - 2022	32 463 857	9 871 165	4 271 165	5 600 000	13,16	43,27	20 783 033	64,02
112.2022	Matériel technique secteur aquacole - 2022	18 564 490	844 040	844 040		4,55	100,00	17 909 964	96,47
116.2022	Dispositifs de concentration de poissons - 2022	42 000 000	151 703		151 703			40 775 169	97,08
118.2022	Aides à la pêche côtière et hauturière - 2022	69 315 823	5 326 235	3 808 825	1 517 410	5,49	71,51	67 798 413	97,81
384.2022	Subvention S3P - Mise en conformité et rénovation des tours à glace	20 000 000	10 000 000		10 000 000			10 000 000	50,00
116.2023	Accompagnement biomarine et Bioremédiation	30 000 000	9 000 000	5 886 464	3 113 536	19,62	65,41	5 886 464	19,62
117.2023	Aides à la pêche lagonaire - 2023	24 189 196	18 403 381	8 983 753	9 419 628	37,14	48,82	12 615 731	52,15
118.2023	Aides à la pêche côtière et hauturière - 2023	75 825 765	25 302 089	16 683 257	8 618 832	22,00	65,94	67 206 933	88,63
119.2023	Acquisitions d'équipements frigorifiques - 2023	30 000 000							
120.2023	Dispositifs de concentration de poissons - 2023	17 700 000	1 476 700	1 414 877	61 823	7,99	95,81	16 617 851	93,89
122.2023	Matériel technique secteur aquacole - 2023	8 000 000	2 160 120	1 869 111	291 009	23,36	86,53	6 733 260	84,17
123.2023	Création de zones de pêche réglementées - 2023	30 000 000	5 705 993	5 323 712	382 281	17,75	93,30	12 617 719	42,06
125.2023	Aménagement, équipement et travaux divers - Marinas - 2023	3 715 169	2 124 400	2 124 400		57,18	100,00	3 696 369	99,49
126.2023	Reconstruction d'une antenne technique DRM à Apooiti	64 000 000	274 157		274 157			2 625 843	4,10
127.2023	Travaux de réhabilitation des tours à glace du port de pêche de Papeete	22 141 551	338 435	338 435		1,53	100,00	703 235	3,18
128.2023	Aménagement et sécurisation des sites affectés à la DRM - 2023	14 699 929						14 650 902	99,67
386.2023	Centre technique aquacole de Vairao - Poste de transformation haute tension	40 000 000	5 000 000	3 265 983	1 734 017	8,16	65,32	3 265 983	8,16
113.2024	Aménagement du site d'accueil des pêcheurs de Maupiti - Etudes	10 000 000	2 000 000		2 000 000				
114.2024	Aménagement, équipement et travaux divers - Marinas - 2024	20 000 000	3 459 955		3 459 955				
115.2024	Aménagements et sécurisation des sites affectés à la DRM - 2024	10 000 000	7 107 976	6 067 219	1 040 757	60,67	85,36	6 067 219	60,67
116.2024	Matériels techniques - Secteur aquacole - 2024	20 000 000	16 839 423	7 324 600	9 514 823	36,62	43,50	7 324 600	36,62
117.2024	Matériels techniques - Secteur pêche - 2024	10 000 000	6 061 755	75 000	5 986 755	0,75	1,24	75 000	0,75

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
118.2024	Dispositifs de concentration de poissons - 2024	60 000 000	43 906 054	14 463 377	29 442 677	24,11	32,94	14 463 377	24,11
119.2024	Acquisitions d'équipements frigorifiques - 2024	32 000 000	21 233 799	5 700 000	15 533 799	17,81	26,84	5 700 000	17,81
120.2024	Aides à la pêche côtière et hauturière - 2024	100 000 000	65 000 000	56 429 342	8 570 658	56,43	86,81	56 429 342	56,43
121.2024	Aides à la pêche lagonaire - 2024	40 000 000	4 461 627	1 497 600	2 964 027	3,74	33,57	1 497 600	3,74
122.2024	Aides aux professionnels - Secteur aquacole - 2024	30 000 000							
123.2024	Ateliers de transformation - Secteur pêche - 2024 - Etudes	10 000 000							
124.2024	Aménagement, équipement et travaux divers - Marinas TG - 2024	20 000 000							
125.2024	Hub de Hao - Aquaculture et pêche - Etudes	30 000 000	2 000 000		2 000 000				
126.2024	Aménagement, équipement et travaux divers - Marinas MARQ - 2024	20 000 000							
127.2024	Aménagement, équipement et travaux divers - Marinas ISLV - 2024	20 000 000							
128.2024	Mises en place de nouvelles écloseries - 2024 - Etudes	30 000 000							
129.2024	Création de zones de pêche réglementées - 2024	50 000 000	12 377 187	1 290 262	11 086 925	2,58	10,42	1 290 262	2,58
130.2024	Développement de la ressource en poisson lagonaire - Aménagements, installa	80 000 000							
413.2024	Port de pêche de Nuku-Hiva - Etudes	30 000 000	3 000 000	1 863 753	1 136 247	6,21	62,13	1 863 753	6,21
414.2024	Cession au franc symbolique à la PF de la parcelle AI n°109 et des aménageme	6 000 000	6 000 000		6 000 000				
	TOTAL DU PROGRAMME	**10 681 055 408**	**4 752 787 252**	**760 606 704**	**3 992 180 548**	**7,12**	**16,00**	**3 579 937 268**	**33,52**
	90504 - PERLICULTURE								
93.2011	Machines de tri de perles	39 594 192						34 446 947	87,00
163.2021	Marquage automatisé des perles de culture de Tahiti - Etudes	5 000 000							
164.2021	Réfection du quai de l'antenne DRM de Rangiroa	180 000 000	121 877 068	91 507 971	30 369 097	50,84	75,08	131 769 559	73,21
165.2021	Renouvellement des machines à rayons X de la DRM	70 000 000	61 658 219	59 434 261	2 223 958	84,91	96,39	59 434 261	84,91
120.2022	Mise en oeuvre d'une plateforme digitale pour la planification marine	28 000 000	1 372 197	1 254 300	117 897	4,48	91,41	3 791 041	13,54
129.2023	Acquisition de matériel technique pour les contrôles - 2023	2 000 000	366 498	366 498		18,32	100,00	1 005 997	50,30
131.2023	Matériel technique secteur perliculture - 2023	4 000 000	137 854	97 187	40 667	2,43	70,50	3 154 868	78,87
131.2024	Pôle de développement technique de Rangiroa	70 000 000	2 000 000		2 000 000				
132.2024	Matériels techniques - Secteur perliculture - 2024	14 000 000	9 389 777	9 081 951	307 826	64,87	96,72	9 081 951	64,87
	TOTAL DU PROGRAMME	**412 594 192**	**196 801 613**	**161 742 168**	**35 059 445**	**39,20**	**82,19**	**242 684 624**	**58,82**
	90505 - ARTISANAT								
133.2023	Travaux d'aménagement du village de l'artisanat et des savoir-faire traditionnels	50 000 000	2 609 699	2 609 699		5,22	100,00	7 609 699	15,22
133.2024	Rénovation du fare artisanat de Taiohae - Nuku Hiva	50 000 000	20 000 000		20 000 000				
134.2024	Diagnostic des fare artisanaux	10 000 000	5 000 000		5 000 000				
	TOTAL DU PROGRAMME	**110 000 000**	**27 609 699**	**2 609 699**	**25 000 000**	**2,37**	**9,45**	**7 609 699**	**6,92**
	TOTAL DES DEPENSES	**28 164 249 319**	**9 201 430 365**	**3 016 155 434**	**6 185 274 931**	**10,71**	**32,78**	**11 068 559 520**	**39,30**

MISSION / ARTICLE	LIBELLE RECETTE	BUDGET PRIMITIF (A)	BUDGET MODIFIE (B)	Réalisations 2024 (C)	ECARTS (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)		
	90501 - AGRICULTURE ET ELEVAGE								
131152	Contrat de projets n°2	22 123 894	102 943 027	118 745 383	- 15 802 356	536,73	115,35		
13116	Contrat de développement et de transformation	190 000 000	200 822 967	66 210 505	134 612 462	34,85	32,97		
131184	Convention Agriculture		47 700 000	0	47 700 000	0,00	0,00		
132184	Convention Agriculture	48 146 863	53 097 323	14 310 000	38 787 323	29,72	26,95		
20421	Pers privé-Biens mobiliers, matériel, études, batiments et installations			1 160 592	- 1 160 592	0,00	0,00		
211	Terrains		1 859 558	0	1 859 558	0,00	0,00		
	TOTAL DU PROGRAMME	260 270 757	406 422 875	200 426 480	205 996 395	77,01	49,31		
	90502 - FORETS								
13116	Contrat de développement et de transformation	12 500 000	12 452 921	5 562 819	6 890 102	44,50	44,67		
131184	Convention Agriculture	18 996 000	18 996 000	0	18 996 000	0,00	0,00		
	TOTAL DU PROGRAMME	31 496 000	31 448 921	5 562 819	25 886 102	17,66	17,69		
	90503 - PECHE ET AQUACULTURE								
13116	Contrat de développement et de transformation		63 000 000	19 050 000	43 950 000	0,00	30,24		
204	Subventions d'équipement versées		6 000 000	0	6 000 000	0,00	0,00		
20421	Pers privé-Biens mobiliers, matériel, études, batiments et installations			3 018 417	- 3 018 417	0,00	0,00		
211	Terrains		3 010 678 099	0	3 010 678 099	0,00	0,00		
	TOTAL DU PROGRAMME		3 079 678 099	22 068 417	3 057 609 682		0,72		
	90505 - ARTISANAT								
213510	Bâtiments publics			5 000 000	- 5 000 000	0,00	0,00		
	TOTAL DU PROGRAMME			5 000 000	- 5 000 000		0,00		
	TOTAL DES RECETTES	291 766 757	3 517 549 895	233 057 716	3 284 492 179	79,88	6,63		

	RESULTAT MISSION 905			- 2 783 097 718					

MISSION 906 - ECONOMIE GENERALE

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
	90603 - DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES								
342.2015	Subvention SOFIDEP PRE (Pret relance entreprises)	1 477 000 000	50 000 000	50 000 000		3,39	100,00	1 477 000 000	100,00
169.2021	Subvention SOFIDEP - Capital investissement	1 300 000 000	553 000 892	350 000 000	203 000 892	26,92	63,29	1 096 999 108	84,38
415.2024	Subvention SOFIDEP - Financement du développement des entreprises	1 800 000 000	900 000 000		900 000 000				
	TOTAL DU PROGRAMME	**4 577 000 000**	**1 503 000 892**	**400 000 000**	**1 103 000 892**	**8,74**	**26,61**	**2 573 999 108**	**56,24**
	TOTAL DES DEPENSES	**4 577 000 000**	**1 503 000 892**	**400 000 000**	**1 103 000 892**	**8,74**	**26,61**	**2 573 999 108**	**56,24**

RESULTAT MISSION 906			- 400 000 000						

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
	90703 - FORMATION PROFESSIONNELLE								
242.2012	Subvention au CMA - Travaux de réhabilitation des locaux et d'aménagement d	16 000 000	1 126 213		1 126 213			3 873 787	24,21
106.2019	Construction d'un centre de formation sanitaire et social - Etudes (CdP 2 - 2019	80 000 000	46 351 045	34 222 444	12 128 601	42,78	73,83	66 638 139	83,30
387.2019	Réhabilitation, construction et aménagement du campus "Formations maritimes	520 289 855	54 293 178	10 631 113	43 662 065	2,04	19,58	476 627 790	91,61
429.2019	Subvention CMA - Relogement de l'établissement - Etudes	15 000 000							
149.2020	Subvention CFPA - Construction de plateaux techniques Punaruu - Etudes	30 000 000	15 000 000	15 000 000		50,00	100,00	15 000 000	50,00
170.2021	Subvention CMMPF - Acquisition matériel pédagogique du campus - Formation	180 000 000	49 700 117	49 700 117		27,61	100,00	139 700 117	77,61
123.2022	Subvention CFPA - Acquisition d'unités mobiles équipées pour la formation dan	130 000 000	104 000 000		104 000 000				
416.2022	Subvention CMA - Acquisitions d'équipements pour la formation DNMADE	9 000 000	4 500 000	4 500 000		50,00	100,00	9 000 000	100,00
387.2023	Travaux de réhabilitation de l'Institut Mathilde Frebault en CFSS	680 000 000	338 000 000	199 282 093	138 717 907	29,31	58,96	199 282 093	29,31
464.2024	Subvention CFPA - Acquisition d'un bus de formation	32 000 000	32 000 000		32 000 000				
	TOTAL DU PROGRAMME	**1 692 289 855**	**644 970 553**	**313 335 767**	**331 634 786**	**18,52**	**48,58**	**910 121 926**	**53,78**
	TOTAL DES DEPENSES	**1 692 289 855**	**644 970 553**	**313 335 767**	**331 634 786**	**18,52**	**48,58**	**910 121 926**	**53,78**

RESULTAT MISSION 907			- 313 335 767					

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
	90801 - CULTURE ET ART CONTEMPORAIN								
316.2016	Centre culturel (Etat-Culture)	3 834 613 000	250 860 711		250 860 711			262 956 565	6,86
175.2021	Subvention TFTN - Aménagement et acquisitions de matériels divers - 2021	68 000 000	6 260 245	6 260 245		9,21	100,00	68 000 000	100,00
422.2021	Extension du CAPF - Acquisition de la parcelle CZ 36 - DUP	2 000 000	2 000 000		2 000 000				
423.2021	Subv MTI - Ext du musée de Tahiti et des Îles - Création d'une aile d'art moder	33 900 000	23 730 000		23 730 000			10 170 000	30,00
135.2023	Subvention TFTN - Aménagement divers - 2023	41 000 000	26 000 000	20 500 000	5 500 000	50,00	78,85	20 500 000	50,00
136.2023	Subvention CAPF - Acquisition de matériels - 2023	3 500 000	3 500 000	3 500 000		100,00	100,00	3 500 000	100,00
137.2023	Subvention TFTN - Acquisition de matériels - 2023	58 000 000	58 000 000	52 200 000	5 800 000	90,00	90,00	52 200 000	90,00
138.2023	Subventions aux associations culturelles - 2023	5 000 000	1 000 000	750 000	250 000	15,00	75,00	750 000	15,00
135.2024	Subvention TFTN - Remise aux normes des tribunes de To'ata	90 000 000	45 000 000		45 000 000				
136.2024	Subvention aux associations culturelles - 2024	19 102 500	19 000 000	11 466 250	7 533 750	60,02	60,35	11 466 250	60,02
137.2024	Subvention TFTN - Acquisition de containers et aménagements (rayonnages) p	5 000 000	5 000 000		5 000 000				
138.2024	Subvention TFTN - Acquisition de matériels de régie technique	47 000 000	32 500 000	23 500 000	9 000 000	50,00	72,31	23 500 000	50,00
139.2024	Subvention TFTN - Acquisition de matériel logistique	30 000 000	20 000 000		20 000 000				
	TOTAL DU PROGRAMME	**4 237 115 500**	**492 850 956**	**118 176 495**	**374 674 461**	**2,79**	**23,98**	**453 042 815**	**10,69**
	90802 - PATRIMOINE ET TRANSMISSION DES SAVOIRS TRADITIONNELS								
122.2017	Aménagement du site du paysage culturel Taputapuatea - Raiatea - phase 1 e	198 167 609	92 055 568	9 687 564	82 368 004	4,89	10,52	86 799 605	43,80
123.2017	Subvention MTI - Travaux de désamiantage	121 337 253	6 066 864	5 164 784	902 080	4,26	85,13	120 435 173	99,26
139.2018	Centre de mémoire des essais nucléaires - Travaux de déconstruction et étude	187 000 000	52 369 350	3 535 023	48 834 327	1,89	6,75	51 165 673	27,36
148.2018	Subvention MTI - Aménagement et rénovation du Musée de Tahiti et des îles -	545 527 522	25 000 000	22 142 447	2 857 553	4,06	88,57	542 669 969	99,48
118.2019	Construction et aménagements d'un centre de conservation et d'études	30 000 000	10 337 520	5 486 790	4 850 730	18,29	53,08	16 553 170	55,18
128.2022	Subventions d'investissement aux associations - 2022	10 238 313	340 273	340 273		3,32	100,00	7 828 590	76,46
130.2022	Subvention MTI - Réaménagement de l'espace quarantaine et des rangements	12 996 000	6 498 000		6 498 000			6 498 000	50,00
132.2022	Acquisition de matériels divers pour sites culturels - 2022	9 150 980	8 900 000	8 900 000		97,26	100,00	9 150 980	100,00
135.2022	Acquisition de matériels et gestion archivistique - 2022.	10 500 000	140 500	140 500		1,34	100,00	5 230 421	49,81
139.2023	Aménagements et travaux divers - 2023	8 000 000	450 258	450 258		5,63	100,00	2 701 916	33,77
140.2023	Acquisition d'oeuvres d'art - 2023	8 000 000	4 918 000	3 118 000	1 800 000	38,98	63,40	4 987 000	62,34
142.2023	Subvention MTI - Etudes et équipement en panneaux solaires pour la nouvelle	20 000 000	10 000 000		10 000 000			10 000 000	50,00
143.2023	Restauration, conservation et valorisation d'oeuvres - 2023	2 000 000						1 995 000	99,75
144.2023	Construction d'un centre de conservation et d'étude - Travaux (CDT - 2023)	171 000 000	124 961 333	113 491 679	11 469 654	66,37	90,82	113 491 679	66,37
145.2023	Aménagements et travaux divers sur sites culturels - 2023	15 000 000						12 041 690	80,28
146.2023	Numérisation des fonds archives - 2023	650 000							
140.2024	Aménagement et travaux divers - 2024	4 500 000	3 806 265	3 806 265		84,58	100,00	3 806 265	84,58
141.2024	Acquisition de matériels divers - 2024	8 500 000	3 231 035	2 940 835	290 200	34,60	91,02	2 940 835	34,60
142.2024	Aménagement du site culturel du marae de Taputapuatea	1 100 000 000	1 052 030	1 052 030		0,10	100,00	1 052 030	0,10

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
143.2024	Acquisition de matériels et gestion archivistique - 2024	12 000 000	3 871 355		3 871 355				
144.2024	Chantiers de numérisation - 2024	6 000 000							
145.2024	Restauration, conservations et valorisation d'oeuvres - 2024	2 500 000	1 582 000	1 582 000		63,28	100,00	1 582 000	63,28
146.2024	Subvention MTI - Installation de 2 splits muraux supplémentaires dans la salle d	1 900 000	1 900 000		1 900 000				
147.2024	Subvention MTI - Tavaux d'aménagement pour faciliter l'accès aux personnes à	2 500 000	2 500 000	2 500 000		100,00	100,00	2 500 000	100,00
148.2024	Subvention MTI - Acquisition de matériels divers pour l'équipe de conservation	1 000 000	1 000 000	1 000 000		100,00	100,00	1 000 000	100,00
149.2024	Subvention MTI - Réhabilitation seconde phase MTI (salle expo temporaire, trar	435 699 750	197 000 000		197 000 000				
150.2024	Aménagement et travaux divers sur sites culturels - 2024	31 000 000	29 256 157	13 519 972	15 736 185	43,61	46,21	13 519 972	43,61
151.2024	Acquisition d'oeuvres d'art - 2024	21 000 000	18 500 000	18 500 000		88,10	100,00	18 500 000	88,10
416.2024	Acquisition d'unités mobiles de décontamination de l'air	77 000 000	25 000 000		25 000 000				
417.2024	Numérisation d'archives conservées à l'ANOM et à la SOAS	30 000 000							
	TOTAL DU PROGRAMME	**3 083 167 427**	**630 736 508**	**217 358 420**	**413 378 088**	**7,05**	**34,46**	**1 036 449 968**	**33,62**
	TOTAL DES DEPENSES	**7 320 282 927**	**1 123 587 464**	**335 534 915**	**788 052 549**	**4,58**	**29,86**	**1 489 492 783**	**20,35**

MISSION / ARTICLE	LIBELLE RECETTE	BUDGET PRIMITIF (A)	BUDGET MODIFIE (B)	Réalisations 2024 (C)	ECARTS (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)		
	90802 - PATRIMOINE ET TRANSMISSION DES SAVOIRS TRADITIONNELS								
13116	Contrat de développement et de transformation	45 500 000	50 500 000	25 650 000	24 850 000	56,37	50,79		
218	Autres immobilisations corporelles		954 654	0	954 654	0,00	0,00		
	TOTAL DU PROGRAMME	45 500 000	51 454 654	25 650 000	25 804 654	56,37	49,85		
	TOTAL DES RECETTES	45 500 000	51 454 654	25 650 000	25 804 654	56,37	49,85		

RESULTAT MISSION 908			- 309 884 915					

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
	90901 - ENSEIGNEMENT PRIMAIRE								
189.2021	Equipements des CJA et CSP - 2021	7 465 319	652 980	452 981	199 999	6,07	69,37	7 046 080	94,38
139.2022	Equipements des CJA et des CSP - 2022	4 921 879	261 306	261 306		5,31	100,00	4 265 110	86,66
147.2023	Equipements des CJA et des CSP - 2023	4 780 452	4 780 452	4 486 690	293 762	93,85	93,85	4 486 690	93,85
149.2023	Equipements informatiques enseignement primaire - 2023	54 763 483	30 758 289	30 758 289		56,17	100,00	54 763 387	100,00
152.2024	Aménagement et équipements des CJA et CSP - 2024	50 000 000	1 000 000	194 990	805 010	0,39	19,50	194 990	0,39
153.2024	Equipements informatiques enseignement primaire - 2024	60 000 000	59 263 184	57 404 694	1 858 490	95,67	96,86	57 404 694	95,67
375.2024	Subvention à la direction de l'enseignement adventiste - Rénovation des sanita	20 000 000	6 000 000		6 000 000				
	TOTAL DU PROGRAMME	**201 931 133**	**102 716 211**	**93 558 950**	**9 157 261**	**46,33**	**91,08**	**128 160 951**	**63,47**
	90902 - ENSEIGNEMENT SECONDAIRE								
109.2009	Construction du lycée et collège de Bora Bora	2 600 000 000	2 353 979	2 280 549	73 430	0,09	96,88	2 586 650 319	99,49
111.2009	Construction du lycée de Moorea - Etudes (Etat Educ - 2019)	218 000 000	22 277 489	16 902 686	5 374 803	7,75	75,87	117 293 930	53,80
83.2016	Réhabilitation du collège de Taravao (Etat Educ-2017)	180 000 000						171 539 245	95,30
84.2016	Restructuration du Collège de Rangiroa (Etat Educ-2016)	217 000 000						209 752 560	96,66
85.2016	Réhabilitation du collège de Hao (Etat Educ-2016)	228 089 147						224 703 047	98,52
86.2016	Renovation du collège de Taunoa - Etudes et travaux (Etat Educ-2017)	112 000 000						109 178 918	97,48
87.2016	Restructuration du lycée professionnel d'Uturoa - Etudes et travaux (Etat Educ	150 000 000						143 524 345	95,68
320.2016	Construction du plateau sportif du collège d'Atuona - Etudes et travaux (PEI)	230 000 000	11 916 786	7 692 378	4 224 408	3,34	64,55	225 775 592	98,16
321.2016	Extension de l'internat du lycée professionnel de Mahina (ANRU - 2017)	174 965 871						174 799 847	99,91
322.2016	Construction de l'internat du collège d'Atuona (ANRU - 2017)	735 000 000	32 844 260	31 194 943	1 649 317	4,24	94,98	727 350 683	98,96
323.2016	Construction de l'internat de la cité scolaire de Faa'a (ANRU - 2017)	960 000 000	4 105 299	983 100	3 122 199	0,10	23,95	930 003 668	96,88
325.2016	Collège de Rurutu - Rénovation de l'internat - Etudes et travaux (Etat Educ-20	110 000 000						102 953 882	93,59
326.2016	Construction du plateau sportif du collège de Hao - Etudes et travaux (PEI)	150 000 000	6 631 168		6 631 168			131 763 959	87,84
327.2016	Construction du plateau sportif du collège de Faaroa - Etudes et travaux	121 453 826	2 098 085		2 098 085			114 631 889	94,38
379.2016	Réhabilitation du bâtiment Van Bastolaer - Logements étudiants	515 000 000	10 766 913		10 766 913			502 307 360	97,54
362.2017	Equipements des collèges et lycées (Intempéries IDV - 21 et 22 janvier 2017)	101 740 776						89 424 316	87,89
422.2017	Construction d'un bâtiment administratif au collège de Arue - Etudes	22 000 000	3 288 714	319 849	2 968 865	1,45	9,73	19 031 135	86,51
423.2017	Construction de 2 salles de classes au collège de Paea - Etudes et Travaux	60 000 000	1 424 083		1 424 083			58 498 734	97,50
424.2017	Construction d'un nouvel internat de la cité scolaire du Taaone - Etudes	36 000 000	8 491 134	3 353 390	5 137 744	9,31	39,49	30 862 256	85,73
157.2018	Collège de Mataura - Restructuration Phase 3 - Etudes	40 000 000	7 509 416	1 309 026	6 200 390	3,27	17,43	33 227 203	83,07
158.2018	Lycée Paul Gauguin - Réhabilitation Phase 3 - Etudes	35 000 000	11 091 269		11 091 269			12 043 587	34,41
159.2018	Collège de Makemo - Rénovation - Etudes	45 000 000	15 748 937	2 283 874	13 465 063	5,08	14,50	15 890 399	35,31
161.2018	Collège de Arue - Réhabilitation - Etudes	8 313 125	57 314	57 314		0,69	100,00	8 309 379	99,95
170.2018	Collège de Arue - Réhabilitation - Travaux (Etat Educ-2018)	140 000 000	341 698	341 698		0,24	100,00	139 644 477	99,75
171.2018	Lycée Paul Gauguin - Réhabilitation Phase 3 - Travaux (Etat Educ-2018)	475 000 000	8 283 855		8 283 855			28 218 745	5,94

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
126.2019	Restructuration du collège de Nuku Hiva - Etudes (Etat-Educ 2019)	51 000 000	9 530 480		9 530 480			11 039 520	21,65
129.2019	Aménagements et travaux divers des collèges et lycées - 2019	23 643 922	4 466 544		4 466 544			16 778 399	70,96
136.2019	Collège de Taravao - Primo équipements de la cuisine pédagogique	13 000 000	773 475		773 475			11 901 097	91,55
138.2019	Collège de Ua Pou - Reconstruction de l'ensemble restauration et cuisine péda	25 000 000	2 293 066		2 293 066			21 436 732	85,75
149.2019	Collège de Rurutu - Restructuration tranche 1 et création d'un atelier ATRF	70 000 000	36 211 841	6 790 249	29 421 592	9,70	18,75	25 578 408	36,54
150.2019	Rénovation du collège de Makemo	400 000 000							
433.2019	Subvention aux établissements scolaires du second degré pour l'installation de	428 350 000	125 907 448	5 189 594	120 717 854	1,21	4,12	191 236 947	44,65
169.2020	Aménagement et travaux des collèges et lycées - 2020	46 879 788	140 334		140 334			46 732 888	99,69
173.2020	Subvention lycée agricole protestant de Taravao	240 000 000	48 000 000	48 000 000		20,00	100,00	240 000 000	100,00
175.2020	Mise aux normes des réseaux informatiques des collèges et lycées	52 000 000	27 272 679	23 634 974	3 637 705	45,45	86,66	38 888 421	74,79
177.2020	Réhabilitation du collège de Mataura à Tubuai - Phase 3 (Etat Educ - 2020)	238 000 000	23 412 436	15 009 704	8 402 732	6,31	64,11	212 182 007	89,15
379.2020	Subvention DDEC - Rénovation collège St Anne - Atuona	325 000 000	60 055 336	60 000 000	55 336	18,46	99,91	92 500 000	28,46
190.2021	Construction du lycée de Moorea - Travaux	3 500 000 000							
191.2021	Rénovation totale des plafonds du lycée Paul Gauguin - Travaux	100 000 000	6 744 420	3 904 132	2 840 288	3,90	57,89	3 959 578	3,96
192.2021	Construction de l'internat du lycée Diadème (ANRU - 2022)	840 000 000	419 947 555	129 068 108	290 879 447	15,37	30,73	129 120 553	15,37
197.2021	Aménagements et travaux divers des collèges et lycées - 2021	142 718 903	172 150		172 150			140 577 553	98,50
198.2021	Equipements des internats - 2021	58 907 610						45 345 613	76,98
200.2021	Construction d'un bâtiment administratif au collège de Arue (Etat-Educ 2021)	226 222 666	2 007 943	1 803 931	204 012	0,80	89,84	223 795 988	98,93
384.2021	Subvention DDEC - Rénovation et revalorisation collège St Raphael RIKITEA	185 000 000	30 420 202		30 420 202			18 500 000	10,00
424.2021	Installation de la technologie LIFI dans les collèges et lycées	2 629 450						2 556 450	97,22
425.2021	Campus connecté Raiatea (CVT Campus)	16 006 356	699 987		699 987			15 306 369	95,63
451.2021	Réhabilitation du RDC du Lycée Paul Gauguin - Equipements	100 000 000							
452.2021	Création d'un espace Margaret's Place - Lycée Taravao - Etudes et travaux	13 520 817						13 410 415	99,18
140.2022	Equipements des collèges et lycées - 2022	139 928 539						139 239 103	99,51
143.2022	Aménagements et travaux divers des collèges et lycées -2022	150 000 000	4 286 683	1 279 152	3 007 531	0,85	29,84	134 795 867	89,86
144.2022	Aménagements et travaux divers des collèges et lycées (Etat-Educ 2022)	300 000 000	26 715 726	19 398 541	7 317 185	6,47	72,61	292 682 815	97,56
145.2022	Equipements des internats - 2022	7 324 559						7 127 215	97,31
146.2022	Restructuration du collège de Paea - Phase 1 (Etat-Educ 2022)	180 000 000	80 136 304	75 882 565	4 253 739	42,16	94,69	78 541 826	43,63
147.2022	Construction des vestiaires et des sanitaires - Collège de Hao	15 000 000	4 500 000		4 500 000				
149.2022	Restructuration du lycée d'Uturoa - Phase 1	160 000 000	15 000 000		15 000 000				
150.2022	Construction du plateau sportif couvert du Collège de Huahine - Etudes et Trav	140 000 000	18 691 184	17 105 471	1 585 713	12,22	91,52	128 822 510	92,02
151.2022	Restructuration des ateliers - Lycée de Taravao	65 000 000	8 173 500	127 690	8 045 810	0,20	1,56	954 190	1,47
154.2022	Reconstruction des cuisines - Collège de Ua Pou	700 000 000	20 000 000	46 954	19 953 046	0,01	0,23	46 954	0,01
155.2022	Equipements des collèges et lycées (Etat-Educ 2022)	72 000 000	43 452 766	43 452 766		60,35	100,00	69 716 071	96,83

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
336.2022	Campus connecté Nuku Hiva (CVT Campus)	24 000 000	7 890 722		7 890 722			12 609 278	52,54
337.2022	Campus connecté Tubuai (CVT Campus)	24 000 000	12 451 479	9 843 176	2 608 303	41,01	79,05	12 559 282	52,33
338.2022	Campus connecté Teva I Uta (CVT Campus)	24 000 000	4 603 951		4 603 951			14 289 234	59,54
339.2022	Campus connecté Rangiroa (CVT Campus)	23 502 438	171 000	171 000		0,73	100,00	23 502 438	100,00
386.2022	Subvention d'équipements des collèges et lycées - 2022	4 183 270	1 106 478	1 106 478		26,45	100,00	4 073 608	97,38
150.2023	Construction du collège de Rangiroa aux normes abris de survie (CVT Abris - 2	40 000 000	14 435 700	10 223 629	4 212 071	25,56	70,82	10 787 929	26,97
151.2023	Equipements informatiques des collèges et lycées - 2023	99 377 583	32 316 857	32 316 857		32,52	100,00	99 376 583	100,00
152.2023	Aménagements et travaux divers des collèges et lycées - 2023	102 898 810	19 627 569	13 034 777	6 592 792	12,67	66,41	95 861 799	93,16
153.2023	Aménagements et travaux divers des collèges et lycées (Etat-Educ 2023)	290 000 000	67 348 274	56 254 219	11 094 055	19,40	83,53	269 905 945	93,07
154.2023	Equipements des internats - 2023	7 942 241	2 055 662	2 055 662		25,88	100,00	7 897 124	99,43
155.2023	Acquisition de modulaires (Etat-Educ 2023)	98 000 000	85 479 019	51 567 748	33 911 271	52,62	60,33	54 503 248	55,62
156.2023	Relevés en 3D des bâtiments des collèges et lycées	20 000 000	1 881 000	1 864 500	16 500	9,32	99,12	2 810 700	14,05
157.2023	Equipements des collèges et lycées - 2023	58 474 415	22 962 197	21 192 872	1 769 325	36,24	92,29	54 926 846	93,93
158.2023	Equipements pour ouverture et adaptation de filière des lycées - 2023	29 363 729	23 434 645	21 549 800	1 884 845	73,39	91,96	27 285 403	92,92
159.2023	Equipements de la cuisine du collège de Ua Pou	70 000 000	45 277	45 277		0,06	100,00	90 532	0,13
160.2023	Subvention d'équipements des collèges et lycées - 2023	21 269 829	16 553 598	11 741 450	4 812 148	55,20	70,93	15 334 829	72,10
161.2023	Matériel de transport des collèges et lycées - 2023	21 923 550	15 164 835	15 164 835		69,17	100,00	21 741 900	99,17
162.2023	Construction d'un nouveau bâtiment au collège de Taravao - Etudes	25 000 000							
163.2023	Rénovation du lycée d'Uturoa - Etudes	25 000 000	14 876 872	2 447 884	12 428 988	9,79	16,45	7 571 012	30,28
164.2023	Equipements des collèges et lycées (Etat-Educ 2023)	47 000 000	8 779 506	1 508 057	7 271 449	3,21	17,18	33 512 675	71,30
388.2023	Acquisition de matériel de vidéo surveillance pour les établissements publics du	19 000 000	19 000 000	18 268 929	731 071	96,15	96,15	18 268 929	96,15
389.2023	Acquisitions écrans tactiles pour établissements publics second degré et circons	26 000 000	16 969 291	16 969 291		65,27	100,00	24 241 845	93,24
390.2023	Sécurisation des talus au collège d'Atuona	60 000 000	34 798 888	32 624 358	2 174 530	54,37	93,75	32 825 470	54,71
391.2023	Création du raccordement à l'assainissement collectif pour le LPG et Tipaerui -	15 000 000							
392.2023	Réfection étanchéité des toitures terrasses du collège de Hao (Etat-Educ 2024)	70 000 000	55 000 000	42 276 113	12 723 887	60,39	76,87	42 276 113	60,39
154.2024	Equipements des collèges et lycées (Etat-Educ 2024)	55 000 000	40 000 000	7 743 895	32 256 105	14,08	19,36	7 743 895	14,08
155.2024	Aménagements et travaux divers des collèges et lycées - 2024	450 000 000	287 075 510	266 632 384	20 443 126	59,25	92,88	266 632 384	59,25
156.2024	Aménagements et travaux divers des collèges et lycées (Etat-Educ 2024)	200 000 000	130 002 435	119 233 400	10 769 035	59,62	91,72	119 233 400	59,62
157.2024	Réfection du réseau d'alimentation en eau du collège de Hao - Etudes	15 000 000	8 000 000		8 000 000				
158.2024	Travaux de bardage du plateau sportif du collège de Hao	20 000 000	7 000 000		7 000 000				
159.2024	Travaux de cheminement accès au collège Atuona	15 000 000	15 000 000		15 000 000				
160.2024	Travaux de désamiantage et démolition de l'atelier technique du lycée d'Uturoa	60 000 000	35 000 000	640 000	34 360 000	1,07	1,83	640 000	1,07
161.2024	Construction d'un atelier technique au collège de Rurutu	120 000 000	10 000 000		10 000 000				
162.2024	Construction d'un plateau sportif couvert au collège de Tahaa - Etudes	10 000 000							

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
163.2024	Acquisition des équipements pour l'internat du lycée Diadème	80 000 000							
164.2024	Réalisations d'études pour diverses opérations des collèges et lycées - 2024	40 000 000	17 311 008	5 573 501	11 737 507	13,93	32,20	5 573 501	13,93
165.2024	Restructuration du collège de Paea - Phase 2 - Etudes	50 000 000	4 000 000		4 000 000				
166.2024	Retrait, traitement et évacuation de l'amiante des collèges et lycées	50 000 000	15 000 000		15 000 000				
167.2024	Acquisition de modulaires pour les établissements scolaires - 2024	60 000 000	57 702 143	45 687 223	12 014 920	76,15	79,18	45 687 223	76,15
168.2024	Construction de salles de classe de seconde - Collèges de Moorea	100 000 000	5 000 000	522 060	4 477 940	0,52	10,44	522 060	0,52
169.2024	Mise aux normes des bâtiments du lycée Diadème - GREPFOC	50 000 000							
170.2024	Matériels de transports des collèges et lycées - 2024	7 090 000	7 090 000	7 090 000		100,00	100,00	7 090 000	100,00
171.2024	Subvention d'équipements des collèges et lycées - 2024	50 000 000	27 665 665	18 726 176	8 939 489	37,45	67,69	18 726 176	37,45
172.2024	Equipements des collèges et lycées - 2024	160 000 000	101 521 288	55 291 528	46 229 760	34,56	54,46	55 291 528	34,56
173.2024	Equipements informatiques des collèges et lycées - 2024	150 000 000	104 736 188	104 032 532	703 656	69,36	99,33	104 032 532	69,36
376.2024	Subvention de matériel de transport des établissements scolaires - 2024	15 000 000	7 098 200	7 098 200		47,32	100,00	7 098 200	47,32
377.2024	Collège de Mataura - Restructuration Phase 4 - Etudes	40 000 000	100 000		100 000				
378.2024	Réhabilitation des locaux et installation des chaudières du lycée hotelier de Tah	130 000 000	30 000 000	4 673 853	25 326 147	3,60	15,58	4 673 853	3,60
418.2024	Aménagement et équipement des internats - 2024	100 000 000	5 588 000	5 332 352	255 648	5,33	95,43	5 332 352	5,33
419.2024	Aménagement et équipement d'un internat au collège Maco Tevane	150 000 000	22 628 341		22 628 341				
420.2024	Subvention DDEC - Rénovation et mise en conformité de l'école et du collège N	600 000 000							
	TOTAL DU PROGRAMME	**20 714 721 220**	**2 582 714 056**	**1 527 916 654**	**1 054 797 402**	**7,38**	**59,16**	**10 794 682 790**	**52,11**
	90903 - ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL								
120.2019	Subvention CPMFR - Constructions, aménagements et équipements de la MFR	148 000 000	19 000 000		19 000 000			119 000 000	80,41
121.2019	Subvention CPMFR - Réaménagement des locaux de la MFR de Tahaa	155 000 000	24 394 240	6 000 000	18 394 240	3,87	24,60	113 500 000	73,23
430.2019	Subvention CPMFR - Etudes relatives à la construction de la MFR Taiarapu oue	14 170 200	7 085 100		7 085 100			7 085 100	50,00
186.2021	Subvention CPMFR - Réhabilitation de la MFR de Hao - Etudes	20 000 000	10 000 000		10 000 000			10 000 000	50,00
187.2021	Subvention CPMFR - Reconstruction de la MFREO des Australes - Etudes	35 000 000	11 085 300		11 085 300			11 085 300	31,67
335.2022	Subvention lycée hôtelier de Tahiti - Acquisition d'un food truck	9 628 940	4 814 470	4 814 470		50,00	100,00	9 628 940	100,00
387.2022	Subvention CPMFR - Acquisition d'équipements et véhicules de transport	31 000 000	31 000 000	15 500 000	15 500 000	50,00	50,00	15 500 000	50,00
388.2022	Subvention CPMFR - Informatisation de la comptabilité du CPMFR et des MFR	10 000 000	5 000 000		5 000 000				
165.2023	Subvention CPMFR - Reconstruction, rénovation et équipement MFREO Papar	25 000 000	12 500 000		12 500 000				
166.2023	Subvention CPMFR - Acquisition de serres démonstration	50 000 000	29 793 329	25 000 000	4 793 329	50,00	83,91	25 000 000	50,00
167.2023	Subvention CPMFR - Acquisition de véhicules de transport	17 000 000	17 000 000	16 500 000	500 000	97,06	97,06	16 500 000	97,06
168.2023	Subvention CPMFR - Rénovation, aménagement et équipement MFREO Papar	25 000 000	10 605 760		10 605 760				
	TOTAL DU PROGRAMME	**539 799 140**	**182 278 199**	**67 814 470**	**114 463 729**	**12,56**	**37,20**	**327 299 340**	**60,63**
	90904 - ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE								

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
137.2017	Centre polynésien de recherche - INNOVENTOMO - Etudes (CdP 2 - 2016)	40 000 000	7 434 948	7 434 948		18,59	100,00	39 957 365	99,89
123.2019	Centre de recherche polynésien INNOVENTOMO - Travaux et équipements (C	575 070 558	6 746 966	6 746 966		1,17	100,00	550 277 229	95,69
165.2020	Subvention CRIOBE - Construction d'un centre d'hébergement international - T	102 000 000	17 751 765		17 751 765			71 007 058	69,61
156.2022	Subvention en matériels aux organismes de recherche (CVT Rech - 2022)	19 100 000	7 165 633	7 081 833	83 800	37,08	98,83	19 016 200	99,56
157.2022	Subvention UPF - Restructuration et extension de la bibliothèque universitaire (	238 657 616	44 749 404	44 749 403	1	18,75	100,00	44 749 403	18,75
169.2023	Subvention CRIOBE - Centre d'hébergement international - Equipements	10 000 000	10 000 000		10 000 000				
393.2023	Subvention ILM - Centre INNOVENTOMO - Travaux et équipements	100 000 000	50 000 000		50 000 000				
	TOTAL DU PROGRAMME	**1 084 828 174**	**143 848 716**	**66 013 150**	**77 835 566**	**6,09**	**45,89**	**725 007 255**	**66,83**
	90905 - SOUTIEN A L'ELEVE								
174.2018	Equipements et aménagements du local télé-enseignement	41 166 937	1 588 490	580 093	1 008 397	1,41	36,52	36 202 855	87,94
379.2024	Equipements, matériels pédagogiques et aide à la scolarisation des enfants por	3 000 000	2 000 000		2 000 000				
	TOTAL DU PROGRAMME	**44 166 937**	**3 588 490**	**580 093**	**3 008 397**	**1,31**	**16,17**	**36 202 855**	**81,97**
	TOTAL DES DEPENSES	**22 585 446 604**	**3 015 145 672**	**1 755 883 317**	**1 259 262 355**	**7,77**	**58,24**	**12 011 353 191**	**53,18**

MISSION / ARTICLE	LIBELLE RECETTE	BUDGET PRIMITIF (A)	BUDGET MODIFIE (B)	Réalisations 2024 (C)	ECARTS (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)		
	90902 - ENSEIGNEMENT SECONDAIRE								
13114	Education	208 849 557	436 818 968	296 841 479	139 977 489	142,13	67,96		
131181	Fonds exceptionnel d'investissement		138 385 419	11 686 710	126 698 709	0,00	8,45		
131188	Autres - Autres subventions de l'Etat	163 716 814	191 897 062	3 750 000	188 147 062	2,29	1,95		
132188	Autres - Autres subventions de l'Etat		7 500 000	0	7 500 000	0,00	0,00		
	TOTAL DU PROGRAMME	372 566 371	774 601 449	312 278 189	462 323 260	83,82	40,31		
	90903 - ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL								
13114	Education	14 159 292	14 159 292	0	14 159 292	0,00	0,00		
	TOTAL DU PROGRAMME	14 159 292	14 159 292	0	14 159 292	0,00	0,00		
	90904 - ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE								
131152	Contrat de projets n°2		59 243 498	47 924 890	11 318 608	0,00	80,89		
131188	Autres - Autres subventions de l'Etat		9 546 532	0	9 546 532	0,00	0,00		
	TOTAL DU PROGRAMME		68 790 030	47 924 890	20 865 140		69,67		
	TOTAL DES RECETTES	386 725 663	857 550 771	360 203 079	497 347 692	93,14	42,00		

RESULTAT MISSION 909			- 1 395 680 238					

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
	91001 - OFFRE DE SANTE - MEDECINE CURATIVE								
98.2016	Construction de la chapelle oecuménique du CHPF	111 674 731	259 564		259 564			111 415 167	99,77
331.2016	Reconstruction et extension des bâtiments des FSMM - Travaux et équipement	544 000 000	25 415 759	25 415 759		4,67	100,00	529 753 625	97,38
435.2017	Réhabilitation de l'hôpital d'Uturoa - Tranche 1	207 900 000	28 030 851	20 270 025	7 760 826	9,75	72,31	190 986 318	91,86
175.2018	Construction d'un nouvel hôpital de Taravao - Etudes (CdP 2 - 2020)	80 000 000	29 670 000	10 883 414	18 786 586	13,60	36,68	16 706 653	20,88
176.2018	Aménagement de box de chimiothérapie à l'hôpital de Taiohae - Travaux et équ	26 494 746						26 489 976	99,98
198.2018	Construction du CMS de Hitia'a O Te ra (CdP 2 - 2018)	360 500 000	245 028 868	185 165 449	59 863 419	51,36	75,57	300 636 581	83,39
157.2019	Acquisition d'équipement en faveur de la prise en charge des patients atteints d	59 142 056						59 141 200	100,00
158.2019	Acquisition de véhicules spécifiques pour la Direction de la Santé - 2019	36 862 937	4 947 000	4 947 000		13,42	100,00	36 625 058	99,35
170.2019	Subvention CHPF - Travaux et équipements en faveur du service oncologie (Or	212 000 000	24 684 818		24 684 818			105 959 255	49,98
394.2019	Rénovation des urgences de l'hôpital de Taravao	32 442 316	26 601 931	24 102 574	2 499 357	74,29	90,60	29 942 959	92,30
434.2019	Remplacement du réseau de traitement d'eau potable de l'hôpital de Taravao	56 429 910	175 048	175 048		0,31	100,00	56 428 381	100,00
455.2019	Subvention CHPF - Acquisition du TEP SCAN pour le service oncologie (CdP 2	335 120 690	28 644 753		28 644 753			134 048 276	40,00
197.2020	Renouvellement du matériel médical de la Direction de la santé - Tranche 1 (Cd	217 888 702						217 747 702	99,94
199.2020	Mise en place de panneaux solaires pour l'hôpital de Taiohae	20 000 000	8 872 458		8 872 458			1 127 542	5,64
204.2020	Acquisition de véhicules spécifiques pour la Direction de la santé - 2020	28 822 313						21 016 196	72,92
381.2020	Travaux d'aménagement de la salle de scanner de l'hôpital Louis Rollin de Taiol	45 000 000	117 520		117 520			42 713 235	94,92
203.2021	Subvention au CHPF - Acquisition de logiciels et matériels informatiques - 2021	270 000 000	81 000 000	81 000 000		30,00	100,00	270 000 000	100,00
204.2021	Subvention au CHPF - Acquisition de matériels et mobiliers médicaux - 2021 -	325 000 000	97 500 000	97 500 000		30,00	100,00	325 000 000	100,00
205.2021	Subvention au CHPF - Acquisition de matériels et mobiliers médicaux (CDT - 2	448 000 000	313 600 000	156 800 000	156 800 000	35,00	50,00	291 200 000	65,00
208.2021	Construction d'un nouveau bâtiment pour l'hôpital Louis Rollin (CDT - 2021)	80 000 000	19 095 043	18 984 573	110 470	23,73	99,42	43 997 867	55,00
209.2021	Renouvellement du matériel médical de la Direction de la santé - Tranche 2	102 631 474						102 615 377	99,98
211.2021	Réhabilitation et remise aux normes des services d'hospitalisation de l'hôpital d'	305 880 445	87 503 794	6 632 300	80 871 494	2,17	7,58	83 730 643	27,37
385.2021	Réhabilitation du long séjour et SSR de l'hôpital de Taravao - Etudes	64 568 600	9 587 412	9 587 412		14,85	100,00	64 386 759	99,72
454.2021	Mise aux normes du Centre 15 - Etudes et travaux	890 000 000	375 344 009	353 167 303	22 176 706	39,68	94,09	357 673 259	40,19
455.2021	Reconstruction de l'infirmerie de Tiputa - Etudes (CVT Abris - 2021)	10 000 000						9 047 512	90,48
159.2022	Subvention CHPF - Renouvellement du parc automobile des ambulances et véh	103 800 000	72 660 000		72 660 000			31 140 000	30,00
160.2022	Réhabilitation du long séjour et SSR de l'hôpital de Taravao - Travaux - Tranch	136 000 000	60 178 657	17 409 024	42 769 633	12,80	28,93	20 830 367	15,32
161.2022	Construction d'un nouvel hôpital à Taravao - Etudes de programmation	50 000 000							
162.2022	Reconstruction du dispensaire de Raiatea - Etudes	10 000 000						35 071	0,35
164.2022	Subdivision santé des Marquises - Travaux et équipements divers - 2022	5 467 667	31 292		31 292			5 328 645	97,46
165.2022	Hôpital de Taiohae - Travaux et équipements divers - 2022	50 000 000	2 365 940		2 365 940			36 012 881	72,03
166.2022	Hôpital d'Uturoa - Travaux et équipements divers - 2022	32 191 133						30 265 545	94,02
167.2022	Structures de soins de la direction de la santé - Travaux et équipements divers	50 786 002	1 697 348	1 693 548	3 800	3,33	99,78	50 780 723	99,99
168.2022	Acquisition de véhicules spécifiques pour la direction de la santé - 2022	13 000 000						7 109 797	54,69

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
169.2022	Reconstruction de l'infirmerie de Anaa (CVT Abris - 2022)	12 000 000	5 638 362	3 724 667	1 913 695	31,04	66,06	10 086 305	84,05
171.2022	Dispositifs mobiles de prévention de santé primaire et de projection de l'offre de	60 000 000	30 795 783	30 286 283	509 500	50,48	98,35	58 500 458	97,50
341.2022	Subvention CHPF - Travaux de rénovation (phase 1)	350 000 000	70 000 000		70 000 000			105 000 000	30,00
389.2022	Réhabilitation de l'hôpital d'Uturoa - Tranche 2	158 527 177	68 393 447	10 812 844	57 580 603	6,82	15,81	19 419 397	12,25
390.2022	Subvention CHPF - Etude et travaux pour la remise à niveau de la station d'épu	70 000 000	49 000 000		49 000 000				
418.2022	Subvention CHPF - Travaux de raccordement du bâtiment PSM au bâtiment CH	15 000 000	14 395 672	7 197 836	7 197 836	47,99	50,00	7 197 836	47,99
171.2023	Subvention CHPF - Rénovation et acquisition de logiciel pour le système d'infor	50 000 000	15 000 000		15 000 000				
173.2023	Subvention CHPF - Acquisition de matériels et mobiliers médicaux (CDT - 2023	492 500 000	394 000 000	394 000 000		80,00	100,00	394 000 000	80,00
175.2023	Aménagement et acquisition de matériels et équipements divers pour le pôle sa	185 970 000	60 291 000		60 291 000				
176.2023	Reconstruction de l'infirmerie de Tiputa - Travaux (CVT Abris - 2022)	630 000 000	248 939 013	145 772 903	103 166 110	23,14	58,56	262 286 378	41,63
177.2023	Subvention à l'ICPF - Acquisition de matériels spécifiques pour le laboratoire d'	200 000 000	120 000 000	40 000 000	80 000 000	20,00	33,33	40 000 000	20,00
178.2023	Subvention au CHPF - Renouvellement du parc automobile des ambulances et	52 000 000	15 600 000	15 600 000		30,00	100,00	15 600 000	30,00
180.2023	Subdivision santé des Marquises - Travaux et équipements divers - 2023	28 500 000	10 586 222	10 586 222		37,14	100,00	18 589 792	65,23
181.2023	Hôpital de Taiohae - Travaux et équipements divers - 2023	16 545 041	10 263 794	10 263 794		62,04	100,00	16 545 041	100,00
182.2023	Hôpital d'Uturoa - Travaux et équipements divers - 2023	36 000 000	1 428 828	1 428 828		3,97	100,00	12 677 762	35,22
183.2023	Hôpital de Taravao - Travaux et équipements divers - 2023	9 347 698	263 382	263 382		2,82	100,00	8 959 874	95,85
184.2023	Structures de soins de la direction de la santé - Travaux et équipements divers	26 000 000	7 246 758	7 246 758		27,87	100,00	21 739 528	83,61
185.2023	Renouvellement du matériel médical de la direction de la santé - tranche 4 (CD	151 736 182	57 603 284	57 603 284		37,96	100,00	149 854 046	98,76
186.2023	Construction d'un nouveau bâtiment pour l'hôpital Louis Rollin - Travaux et équ	730 000 000	446 002 133	369 276 994	76 725 139	50,59	82,80	369 276 994	50,59
187.2023	Réhabilitation du centre médical de Taha'a - Etudes et travaux	40 000 000	30 000 000		30 000 000				
373.2023	Etudes préalables pour l'extension du centre d'hémodialyse	80 000 000	931 714		931 714				
394.2023	Modernisation du centre de santé de Bora Bora	25 000 000	23 364 921	16 579 215	6 785 706	66,32	70,96	16 859 215	67,44
395.2023	Travaux câblage DPI - Hôpitaux et structures de soins de la direction de la sant	47 000 000	10 900 000	406 800	10 493 200	0,87	3,73	406 800	0,87
396.2023	Acquisition d'un mammographe pour le centre médical de Atuona	19 000 000	17 900 000	17 900 000		94,21	100,00	17 900 000	94,21
397.2023	Subvention au CHPF - Sécurisation du centre de dialyse lourd	80 000 000	40 000 000		40 000 000				
398.2023	Mise aux normes électriques de l'hôpital de Taiohae	45 000 000	31 936 721	7 856 610	24 080 111	17,46	24,60	9 229 560	20,51
399.2023	Mise aux normes stérilisation de l'hôpital de Taiohae	25 000 000	5 000 000		5 000 000				
175.2024	Réhabilitation structures de soins et équipements - Tuamotu Gambier	45 750 000	40 000 000	18 735 178	21 264 822	40,95	46,84	18 735 178	40,95
176.2024	Subvention CHPF - Travaux d'intégration du poste de haute tension du pôle de	20 000 000	20 000 000		20 000 000				
177.2024	Subvention ILM - Laboratoire recherche cannabis thérapeutique - Extracteur su	80 000 000	28 000 000		28 000 000				
178.2024	Subvention ILM - Installation de panneaux photovoltaïques pour le laboratoire d	20 000 000	10 000 000		10 000 000				
179.2024	Subvention CHPF - Travaux de mise en conformité sécurité incendie	240 000 000	96 000 000		96 000 000				
180.2024	Subvention CHPF - Acquisition d'un système de gestion électronique des image	30 000 000	15 000 000		15 000 000				
181.2024	Subvention CHPF - Acquisition d'équipements et matériels biomédicaux et méd	350 000 000	175 000 000	175 000 000		50,00	100,00	175 000 000	50,00

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
182.2024	Subvention CHPF - Renouvellement des lits médicalisés et des brancards	63 000 000	50 400 000	31 500 000	18 900 000	50,00	62,50	31 500 000	50,00
183.2024	Subvention CHPF - Acquisition d'appareils de levage automatique des chariots	10 000 000	10 000 000		10 000 000				
184.2024	Subvention CHPF - Transfert et extension du plateau pharmacotechnie - Etude	20 000 000	10 000 000		10 000 000				
185.2024	Subvention ILM - Renouvellement du système d'information et de l'infrastructur	100 000 000	26 000 000	17 500 000	8 500 000	17,50	67,31	17 500 000	17,50
186.2024	FSMM - Réhabilitation hôpital Moorea Tranche 3	72 736 240	19 573 042	1 941 931	17 631 111	2,67	9,92	1 941 931	2,67
187.2024	Hôpital ISLV - Travaux et équipements divers - 2024	27 200 000	26 891 735	10 777 781	16 113 954	39,62	40,08	10 777 781	39,62
188.2024	Hôpital Marquises - Travaux et équipements divers - 2024	42 500 000	39 657 765	19 153 308	20 504 457	45,07	48,30	19 153 308	45,07
189.2024	Hôpital Taravao - Travaux et équipements divers - 2024	20 000 000	17 742 838	4 459 785	13 283 053	22,30	25,14	4 459 785	22,30
190.2024	Réhabilitation des structures de soins et équipements - Marquises	45 000 000	25 000 000	8 183 830	16 816 170	18,19	32,74	8 183 830	18,19
191.2024	Réhabilitation du centre de la mère et de l'enfant (CME)	23 848 800	5 142 000	648 851	4 493 149	2,72	12,62	648 851	2,72
192.2024	Réhabilitation et modernisation structures de soins - Tahiti	30 000 000	20 000 000	8 149 474	11 850 526	27,16	40,75	8 149 474	27,16
193.2024	Renouvellement du matériel médical de la direction de la santé (CDT - 2024)	101 185 919	101 185 919	69 058 380	32 127 539	68,25	68,25	69 058 380	68,25
194.2024	Acquisition de véhicules spécifiques pour la direction de la santé	53 000 000	18 900 000	12 113 838	6 786 162	22,86	64,09	12 113 838	22,86
195.2024	Hôpital ISLV - Remplacement de la centrale traitement d'air (bât C et urgences)	70 000 000	8 604 907		8 604 907				
196.2024	Réhabilitation du centre de santé dentaire de Mamao	40 500 000	14 950 490	438 550	14 511 940	1,08	2,93	438 550	1,08
197.2024	Réhabilitation structures de soins et équipements - ISLV	30 000 000	10 412 756	7 401 682	3 011 074	24,67	71,08	7 401 682	24,67
198.2024	Réhabilitation structures de soins et équipements - Australes	26 000 000	21 000 000	2 807 497	18 192 503	10,80	13,37	2 807 497	10,80
199.2024	Travaux et équipements de l'hôpital de Taravao - Réhabilitation SSR et LS (CD	770 000 000	150 000 000		150 000 000				
380.2024	Subvention CHPF - Réhabilitation des voies de dessertes dangereuses - Etude	10 000 000	8 000 000		8 000 000				
381.2024	Travaux de câblage et d'équipements WIFI dans les hôpitaux périphériques	40 000 000	11 842 958		11 842 958				
421.2024	Structures de la direction de la santé - Travaux et équipements divers 2024	18 848 800	18 848 800	3 298 800	15 550 000	17,50	17,50	3 298 800	17,50
422.2024	Reconstruction de l'infirmerie de Anaa - Travaux (CVT Abris - 2024)	533 000 000	140 000 000		140 000 000				
423.2024	Hôpital ISLV - Reconstruction plateau médico-technique - Etudes	20 000 000	10 000 000		10 000 000				
424.2024	Subvention CHPF - Acquisition d'équipements et matériels biomédicaux et méd	631 000 000							
	TOTAL DU PROGRAMME	**12 540 299 579**	**4 476 646 309**	**2 551 708 734**	**1 924 937 575**	**20,35**	**57,00**	**5 555 190 441**	**44,30**
	91002 - SANTE PUBLIQUE - PREVENTION								
153.2014	Construction d'un pôle de santé mentale (PEI)	4 483 362 369	884 541 255	712 197 693	172 343 562	15,89	80,52	3 790 253 718	84,54
426.2021	Subvention Fare Tama Hau	40 000 000	20 000 000	20 000 000		50,00	100,00	40 000 000	100,00
342.2022	Subvention ICPF - Laboratoire d'anatomo-cytopathologie mutualisé de PF - Tr	385 000 000	105 000 000	70 000 000	35 000 000	18,18	66,67	350 000 000	90,91
419.2022	Cession à titre gratuit de pédaliers au profit du Pays (E/O)	1 686 874	1 686 874		1 686 874				
188.2023	Subvention Fare Tama Hau - Acquisition de matériel et d'équipements de l'espa	4 942 823	4 942 823	2 471 412	2 471 411	50,00	50,00	2 471 412	50,00
200.2024	Mise en place Dossier Dentaire Informatisé (DDI)	3 850 000	3 850 000		3 850 000				
201.2024	Développement et évolution des logiciels existants de la direction de la santé	9 000 000	9 000 000		9 000 000				
202.2024	Schéma d'organisation sanitaire (SOS)	60 000 000	33 750 000	11 537 691	22 212 309	19,23	34,19	11 537 691	19,23

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
425.2024	Acquisition matériel médical pour le centre du RAA	6 500 000	6 114 880	6 114 880		94,08	100,00	6 114 880	94,08
	TOTAL DU PROGRAMME	**4 994 342 066**	**1 068 885 832**	**822 321 676**	**246 564 156**	**16,47**	**76,93**	**4 200 377 701**	**84,10**
	91003 - VEILLE ET SECURITE SANITAIRES								
470.2018	Subvention ILM - Mise en place d'un réseau de surveillance et de lutte anti-vec	45 000 000	10 750 000	10 750 000		23,89	100,00	34 250 000	76,11
154.2019	Subvention ILM - Mise en place d'un centre de ressources biologiques - bio-ba	60 000 000	22 170 184	22 170 184		36,95	100,00	37 829 817	63,05
155.2019	Subvention ILM - Etudes et travaux pour la rénovation des locaux de Papeete	34 033 628						17 016 814	50,00
156.2019	Subvention ILM - Installation de panneaux photovoltaiques sur ses bâtiments de	45 702 300	8 000 000		8 000 000			22 851 150	50,00
186.2020	Subvention ILM - Equipements et aménagement du laboratoire hygiène, bioséc	41 000 000	20 500 000	20 500 000		50,00	100,00	41 000 000	100,00
189.2020	Réalisation d'une quarantaine animale	6 084 390						5 594 540	91,95
191.2020	Subvention ILM - Etudes et dépollution et acquisition équipements onco pour le	175 000 000	61 250 000		61 250 000			113 750 000	65,00
192.2020	Subvention ILM - Matériels de purification des ciguatoxines - CIGUAPROD	31 339 278	5 196 887	5 196 886	1	16,58	100,00	31 339 277	100,00
173.2022	Aménagement des locaux de la DBS	4 000 000	4 000 000		4 000 000				
	TOTAL DU PROGRAMME	**442 159 596**	**131 867 071**	**58 617 070**	**73 250 001**	**13,26**	**44,45**	**303 631 598**	**68,67**
	TOTAL DES DEPENSES	**17 976 801 241**	**5 677 399 212**	**3 432 647 480**	**2 244 751 732**	**19,09**	**60,46**	**10 059 199 740**	**55,96**

MISSION / ARTICLE	LIBELLE RECETTE	BUDGET PRIMITIF (A)	BUDGET MODIFIE (B)	Réalisations 2024 (C)	ECARTS (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)		
	91001 - OFFRE DE SANTE - MEDECINE CURATIVE								
131152	Contrat de projets n°2		144 600 565	48 641 619	95 958 946	0,00	33,64		
13116	Contrat de développement et de transformation	228 759 049	381 849 390	95 698 274	286 151 116	41,83	25,06		
131188	Autres - Autres subventions de l'Etat		180 250 130	22 996 024	157 254 106	0,00	12,76		
213510	Bâtiments publics			102 261	- 102 261	0,00	0,00		
231351	Bâtiments publics			13 559 148	- 13 559 148	0,00	0,00		
	TOTAL DU PROGRAMME	228 759 049	706 700 085	180 997 326	525 702 759	79,12	25,61		
	91002 - SANTE PUBLIQUE - PREVENTION								
218	Autres immobilisations corporelles		1 686 874	0	1 686 874	0,00	0,00		
	TOTAL DU PROGRAMME		1 686 874	0	1 686 874		0,00		
	91003 - VEILLE ET SECURITE SANITAIRES								
131188	Autres - Autres subventions de l'Etat		30 129 310	0	30 129 310	0,00	0,00		
	TOTAL DU PROGRAMME		30 129 310	0	30 129 310		0,00		

MISSION 910 - SANTE

MISSION / ARTICLE	LIBELLE RECETTE	BUDGET PRIMITIF (A)	BUDGET MODIFIE (B)	Réalisations 2024 (C)	ECARTS (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)		
	TOTAL DES RECETTES	228 759 049	738 516 269	180 997 326	557 518 943	79,12	24,51		

RESULTAT MISSION 910			- 3 251 650 154					

MISSION 911 - VIE SOCIALE

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
	91101 - PROTECTION DE L'ENFANCE								
420.2022	Subvention Fare Tama Hau - Travaux de réfection et d'étanchéité des maisons	25 000 000	6 500 000	6 500 000		26,00	100,00	13 000 000	52,00
421.2022	Subvention Fare Tama Hau - Acquisition d'un logiciel de gestion des ressource	5 215 800	2 607 900		2 607 900			2 607 900	50,00
	TOTAL DU PROGRAMME	**30 215 800**	**9 107 900**	**6 500 000**	**2 607 900**	**21,51**	**71,37**	**15 607 900**	**51,65**
	91102 - SOLIDARITE								
209.2018	Création d'un institut thérapeutique éducatif et pédagogique (ITEP) - Moorea	41 470 418						40 925 552	98,69
210.2018	Construction d'un centre adapté aux handicapés Huma Here no Raromatai - Ra	28 496 000	6 500 000	6 022 900	477 100	21,14	92,66	8 702 130	30,54
211.2018	Construction du centre adapté aux handicapés Taure'a Hau à Bora Bora - Etud	269 071 582	258 728 200		258 728 200			3 271 800	1,22
212.2018	Rénovation de l'immeuble Te Hotu	107 682 520	41 310 023	33 148 939	8 161 084	30,78	80,24	91 400 474	84,88
213.2018	Rénovation du Fare Matahiapo	25 312 433	4 799 878	896 543	3 903 335	3,54	18,68	10 409 098	41,12
214.2018	Construction d'un centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) - Etud	70 000 000	41 306 336	11 194 485	30 111 851	15,99	27,10	39 888 149	56,98
398.2019	Construction d'un village communautaire (VC)	30 304 678	9 500 000		9 500 000			9 794 133	32,32
400.2019	Construction d'un centre de jour (CDJ)	47 718 235	6 000 000	5 260 433	739 567	11,02	87,67	33 596 196	70,41
211.2020	Travaux d'extension et d'aménagement des locaux de la circonscription des soli	33 517 598	670 535		670 535			32 846 485	98,00
174.2022	Réhabilitation et équipements de 4 logements pour les Matahiapo	40 000 000	76 161		76 161				
343.2022	Acquisition immobilière à titre gratuit d'une parcelle DN34 à Papeete (E/O)	13 743 883	13 743 883	13 743 883		100,00	100,00	13 743 883	100,00
422.2022	Acquisition immobilière pour centre d'hébergement pour personnes vulnérables	200 000 000							
374.2023	Subvention au conseil des femmes de Polynésie française - Centre Pu o te Hin	90 000 000	22 500 000		22 500 000			67 500 000	75,00
382.2024	Acquisition terrain pour centre d'hébergement	160 000 000	160 000 000		160 000 000				
426.2024	Centre d'hébergement d'urgence Vaininiore - Acquisition et aménagement	40 000 000	30 000 000		30 000 000				
427.2024	Construction d'un centre d'hébergement pour les sans abris - Etudes	20 000 000							
	TOTAL DU PROGRAMME	**1 217 317 347**	**595 135 016**	**70 267 183**	**524 867 833**	**5,77**	**11,81**	**352 077 900**	**28,92**
	91103 - COHESION SOCIALE								
291.2009	Réaménagement et mises aux normes des foyers d'étudiants en métropole	52 000 000	17 818 608		17 818 608			29 181 392	56,12
387.2021	Schéma directeur de l'organisation sociale et médico-sociale (FOM)	60 000 000	22 016 077	7 849 617	14 166 460	13,08	35,65	39 233 540	65,39
192.2023	Acquisition immobilière et aménagements Taapuna Transit	70 000 000	70 000 000	190 000	69 810 000	0,27	0,27	190 000	0,27
	TOTAL DU PROGRAMME	**182 000 000**	**109 834 685**	**8 039 617**	**101 795 068**	**4,42**	**7,32**	**68 604 932**	**37,70**
	91105 - JEUNESSE								
427.2021	Subvention IJSPF - Centre de vacances et de loisirs Vairao - Etudes préliminai	5 000 000						2 500 000	50,00
178.2022	Subvention aux associations de jeunesse - 2022	16 933 644	110 205		110 205			16 456 489	97,18
193.2023	Subvention IJSPF - Construction d'un palais des sports - Etudes	16 600 000						11 620 000	70,00
195.2023	Subvention aux associations jeunesse - 2023	13 373 470	1 979 739	1 704 739	275 000	12,75	86,11	13 098 470	97,94
203.2024	Subventions aux associations de jeunesse - 2024	58 000 000	26 181 522	22 583 781	3 597 741	38,94	86,26	22 583 781	38,94
	TOTAL DU PROGRAMME	**109 907 114**	**28 271 466**	**24 288 520**	**3 982 946**	**22,10**	**85,91**	**66 258 740**	**60,29**

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
	91106 - SPORTS								
402.2019	Subvention IJSPF - Complexe sportif de Afaahiti - Etudes	15 000 000						13 500 000	90,00
404.2019	Subvention IJSPF - Construction d'un pôle sportif de combat au complexe spor	57 840 000	14 836 000	14 836 000		25,65	100,00	57 840 000	100,00
217.2020	Subvention IJSPF - Installations sportives connexes au collège de Taravao - E	25 000 000						10 000 000	40,00
218.2020	Subvention IJSPF - Stade John Teariki - Etudes	5 000 000						2 500 000	50,00
220.2020	Subvention IJSPF - Centre aquatique de la Polynésie française - Etudes	29 985 018	2 998 502		2 998 502			26 986 516	90,00
217.2021	Subvention IJSPF - Tour d'arbitrage Surf à Teahupoo - JO 2024 - Etudes	27 000 000	17 000 000	17 000 000		62,96	100,00	27 000 000	100,00
218.2021	Subvention IJSPF - Centre aquatique de la Polynésie française - Etudes (CDT	220 000 000	16 000 000	16 000 000		7,27	100,00	160 000 000	72,73
219.2021	Subvention IJSPF - Stade John Teariki - Travaux	162 600 000	34 260 000		34 260 000			128 340 000	78,93
386.2021	Subvention IJSPF - Diagnostic des équipements sportifs de compétition en Poly	15 000 000	6 000 000	1 170 000	4 830 000	7,80	19,50	10 170 000	67,80
428.2021	Subvention IJSPF - Réhabilitation du terrain de football et piste d'athlétisme Pa	40 000 000	30 500 579	6 000 000	24 500 579	15,00	19,67	14 000 000	35,00
429.2021	Subvention IJSPF - Réalisation de quatre cours de squash à Fautaua - Etudes	5 000 000	2 500 000		2 500 000			2 500 000	50,00
179.2022	Subvention aux associations et fédérations sportives - 2022	32 302 514	605 178	518 306	86 872	1,60	85,65	31 215 642	96,64
180.2022	Subvention IJSPF - Construction d'un pôle sportif de combat au complexe spor	400 000 000	160 000 000	120 000 000	40 000 000	30,00	75,00	360 000 000	90,00
181.2022	Subvention IJSPF - Complexe sportif de Pueu - Travaux et aménagement - (C	164 154 700	15 000 000		15 000 000			135 000 000	82,24
183.2022	Subvention IJSPF - Complexe sportif de Afaahiti - Travaux (CDT - 2022)	99 000 000	31 680 000		31 680 000			59 400 000	60,00
344.2022	Subvention IJSPF - Réalisation de la base de vie des sportifs et staff JO 2024 -	2 500 000	1 250 000		1 250 000			1 250 000	50,00
345.2022	Subvention IJSPF - Viabilisation et aménagement du domaine Rose JO 2024 -	20 000 000	2 000 000		2 000 000			18 000 000	90,00
346.2022	Subvention IJSPF - Diagnostics des équipements sportifs de compétition en Po	20 000 000	2 000 000		2 000 000			18 000 000	90,00
391.2022	Subvention IJSPF - Viabilisation et aménagement du domaine Rose - JO 2024	190 000 000	113 000 000	104 388 555	8 611 445	54,94	92,38	181 388 555	95,47
392.2022	Subvention IJSPF - Réalisation de la base de vie des sportifs et staff - JO 2024	250 000 000	163 000 000	104 256 351	58 743 649	41,70	63,96	179 256 351	71,70
393.2022	Subvention IJSPF - Tour d'arbitrage Surf à Teahupoo - JO 2024 - Travaux (CD	375 000 000	217 500 000	90 210 175	127 289 825	24,06	41,48	247 710 175	66,06
197.2023	Subvention IJSPF - Construction d'une piste d'athlétisme à Hitiaa JP 2027	40 000 000	40 000 000	12 000 000	28 000 000	30,00	30,00	12 000 000	30,00
199.2023	Subvention IJSPF - Acquisition de mobiliers, de matériel informatique, techniqu	40 000 000	28 000 000	28 000 000		70,00	100,00	40 000 000	100,00
201.2023	Subvention IJSPF - Construction d'une salle de badminton et tennis de table JP	40 000 000	40 000 000	12 000 000	28 000 000	30,00	30,00	12 000 000	30,00
202.2023	Subvention IJSPF - Réhabilitation terrain football et piste d'athlétisme Pater - T	700 000 000	210 000 000		210 000 000				
204.2023	Subvention aux associations et fédérations sportives - 2023	43 618 591	24 247 426	22 516 131	1 731 295	51,62	92,86	41 887 296	96,03
400.2023	Subvention IJSPF - Aménagements et travaux divers - 2023	40 000 000	40 000 000	36 000 000	4 000 000	90,00	90,00	36 000 000	90,00
401.2023	Subvention IJSPF - Acquisition d'équipements sportifs divers - 2023	40 000 000	40 000 000		40 000 000				
402.2023	Subvention IJSPF - Réhabilitation du terrain de football et de la piste d'athlétism	40 000 000	40 000 000		40 000 000				
403.2023	Acquisition de matériel pour l'installation de la cellule médicale et la subdivision	1 488 482	1 488 482	214 998	1 273 484	14,44	14,44	214 998	14,44
405.2023	Subvention IJSPF - Réhabilitation du siège de l'IJSPF - Etudes	40 000 000	30 000 000	4 000 000	26 000 000	10,00	13,33	4 000 000	10,00
204.2024	Subvention IJSPF - Centre aquatique - Etudes et travaux JP 2027	40 000 000	23 000 000	11 500 000	11 500 000	28,75	50,00	11 500 000	28,75
205.2024	Subvention IJSPF - Réhabillitation du complexe sportif de Pater JP 2027	430 000 000	360 000 000		360 000 000				
206.2024	Subvention IJSPF - Réhabillitation du complexe sportif de Fautaua JP 2027	240 000 000	72 000 000		72 000 000				

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
207.2024	Subvention association Jeunes Tahitiens - Réhabilitation des équipements spor	32 000 000	16 000 000		16 000 000				
208.2024	Subvention association Fei Pi 1923 - Réhabilitation des équipements sportifs JP	58 000 000	29 000 000		29 000 000				
210.2024	Subvention association Dragon - Réhabilitation des équipements sportifs JP 20	40 000 000	20 000 000		20 000 000				
211.2024	Subvention association Vénus - Réhabilitation des équipements sportifs JP 202	27 000 000	13 500 000		13 500 000				
212.2024	Subvention association de tir de Tahiti - Réhabilitation de la salle Tere Garnier à	8 359 098	4 500 000		4 500 000				
214.2024	Subventions aux associations sportives - 2024	80 000 000	76 581 447	42 496 520	34 084 927	53,12	55,49	42 496 520	53,12
215.2024	Acquisition de la parcelle AD13 île de Maupiti - DUP	2 500 000	2 500 000	274 976	2 225 024	11,00	11,00	274 976	11,00
428.2024	Acquisition de la parcelle AA n°44 - Maiao - Commune de Moorea	15 000 000	15 000 000		15 000 000				
429.2024	Subvention IJSPF - Aménagement et travaux divers - 2024	40 000 000	40 000 000		40 000 000				
	TOTAL DU PROGRAMME	**4 193 348 403**	**1 995 947 614**	**643 382 012**	**1 352 565 602**	**15,34**	**32,23**	**1 884 431 029**	**44,94**
	TOTAL DES DEPENSES	**5 732 788 664**	**2 738 296 681**	**752 477 332**	**1 985 819 349**	**13,13**	**27,48**	**2 386 980 501**	**41,64**

MISSION / ARTICLE	LIBELLE RECETTE	BUDGET PRIMITIF (A)	BUDGET MODIFIE (B)	Réalisations 2024 (C)	ECARTS (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)		
	91102 - SOLIDARITE								
1328	Autres subventions reçues			13 743 883	- 13 743 883	0,00	0,00		
211	Terrains		13 743 883	0	13 743 883	0,00	0,00		
	TOTAL DU PROGRAMME		13 743 883	13 743 883			100,00		
	91103 - COHESION SOCIALE								
131188	Autres - Autres subventions de l'Etat		4 680 000	0	4 680 000	0,00	0,00		
132188	Autres - Autres subventions de l'Etat			4 773 270	- 4 773 270	0,00	0,00		
	TOTAL DU PROGRAMME		4 680 000	4 773 270	- 93 270		101,99		
	91105 - JEUNESSE								
204172	EP-Projets d'infrastructures			2 500 000	- 2 500 000	0,00	0,00		
20421	Pers privé-Biens mobiliers, matériel, études, batiments et installations			330 614	- 330 614	0,00	0,00		
	TOTAL DU PROGRAMME			2 830 614	- 2 830 614		0,00		
	91106 - SPORTS								
131188	Autres - Autres subventions de l'Etat		59 665 871	59 665 871		0,00	100,00		
132181	Fonds exceptionnels d'investissement	75 000 000	75 000 000	0	75 000 000	0,00	0,00		
204171	EP-Biens mobiliers, matériel, études, batiments et installations			18 437 106	- 18 437 106	0,00	0,00		

MISSION / ARTICLE	LIBELLE RECETTE	BUDGET PRIMITIF (A)	BUDGET MODIFIE (B)	Réalisations 2024 (C)	ECARTS (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)		
204172	EP-Projets d'infrastructures			5 860 881	- 5 860 881	0,00	0,00		
20421	Pers privé-Biens mobiliers, matériel, études, batiments et installations			260 618	- 260 618	0,00	0,00		
	TOTAL DU PROGRAMME	75 000 000	134 665 871	84 224 476	50 441 395	112,30	62,54		
	TOTAL DES RECETTES	75 000 000	153 089 754	105 572 243	47 517 511	140,76	68,96		

RESULTAT MISSION 911			- 646 905 089						

MISSION 913 - ENVIRONNEMENT

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
	91301 - GESTION DE LA BIODIVERSITE ET DES RESSOURCES NATURELLES								
338.2016	Schémas directeurs des rivières de Fautaua, Papenoo et Punaruu (cofin Etat ur	55 000 000	16 705 740	6 057 400	10 648 340	11,01	36,26	33 600 379	61,09
215.2018	Installation de sondes physico-chimiques dans les atolls de la Réserve Biosphè	50 000 000	6 900 561		6 900 561			28 099 439	56,20
457.2018	Aménagements des espaces maritimes protégés de la Réserve Biosphère de l'a	10 000 000	10 000 000		10 000 000				
226.2020	Acquisition d'une remorque pour le transport du navire Hotu ora	1 000 000	1 000 000		1 000 000				
221.2021	Subvention aux associations pour des projets environnementaux - 2021	3 210 322	750 000		750 000			2 460 322	76,64
388.2021	Fourniture de matériel pour la construction du hangar du navire Hotu Ora sur la	2 300 000	2 300 000		2 300 000				
185.2022	Subventions aux associations pour des projets environnementaux - 2022	5 000 000						812 362	16,25
205.2023	Aménagements des espaces maritimes protégés de la réserve biosphère de l'at	20 000 000							
206.2023	Construction et aménagement d'un observatoire de la biodiversité sur l'île de Ta	20 000 000							
216.2024	Subventions aux associations pour des projets environnementaux - 2024	5 000 000	2 300 000		2 300 000				
	TOTAL DU PROGRAMME	**171 510 322**	**39 956 301**	**6 057 400**	**33 898 901**	**3,53**	**15,16**	**64 972 502**	**37,88**
	91302 - PREVENTION ET TRAITEMENT DES POLLUTIONS								
180.2019	Acquisition d'un broyeur déchiqueteur à métaux et véhicules	75 729 440	7 409 308		7 409 308			68 320 132	90,22
222.2021	Subvention SEM AET - Travaux de reconstruction de l'émissaire de Punaauia	1 866 000 000	773 127 045	263 309 245	509 817 800	14,11	34,06	516 322 200	27,67
223.2021	Acquisition de l'incinérateur pour déchets hospitaliers et démantèlement des équ	65 900 000	61 901 920	21 555 004	40 346 916	32,71	34,82	25 553 084	38,78
187.2022	Rénovation du centre d'enfouissement technique de Nivee - Casier de catégorie	145 000 000	81 100 000		81 100 000				
	TOTAL DU PROGRAMME	**2 152 629 440**	**923 538 273**	**284 864 249**	**638 674 024**	**13,23**	**30,84**	**610 195 416**	**28,35**
	TOTAL DES DEPENSES	**2 324 139 762**	**963 494 574**	**290 921 649**	**672 572 925**	**12,52**	**30,19**	**675 167 918**	**29,05**

MISSION / ARTICLE	LIBELLE RECETTE	BUDGET PRIMITIF (A)	BUDGET MODIFIE (B)	Réalisations 2024 (C)	ECARTS (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)		
	91302 - PREVENTION ET TRAITEMENT DES POLLUTIONS								
274	Prêts	18 642 210	18 642 210	18 642 210		100,00	100,00		
	TOTAL DU PROGRAMME	18 642 210	18 642 210	18 642 210		100,00	100,00		
	TOTAL DES RECETTES	18 642 210	18 642 210	18 642 210		100,00	100,00		

RESULTAT MISSION 913			- 272 279 439					

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
	91401 - RESEAU ROUTIER								
232.2007	Echanges "réseaux routiers" (E/O)	203 839 373	16 993 803		16 993 803			186 845 570	91,66
168.2013	Route des coteaux Faa'a - Etudes (3IF 2013)	150 000 000						32 151 927	21,43
191.2014	Mise à 2x2 voies de la RT2 Papeete - Arue - Tranche 2 (3IF 2014)	879 734 665						868 439 521	98,72
227.2014	Route de liaison baies Bourayne et Faauoo - Huahine - Etudes (3IF 2014)	31 000 000						21 519 383	69,42
230.2014	Etudes pour l'aménagement de la traversée de Mataiea (3IF 2014)	35 000 000						15 765 401	45,04
153.2016	Aménagement d'une "troisième voie mobile" entre le viaduc de la Punaruu et le	545 000 000	183 693 356	183 693 356		33,71	100,00	392 907 218	72,09
172.2016	Etudes pour la réalisation d'une liaison Titioro - Fare Ute (3IF 2016)	20 000 000	476 322		476 322			2 882 404	14,41
170.2017	Cession à titre gratuit par la commune de Pirae au profit du Pays (E/O)	170 000 000	170 000 000		170 000 000				
189.2017	Barreau de désenclavement du collège de Mahina - Etudes (3IF 2017)	30 000 000						2 326 676	7,76
192.2017	Desserte du lycée Paul Gauguin et rénovation de l'avenue Destremau - Etudes	30 000 000						2 131 632	7,11
193.2017	Réaménagement de l'avenue Foch entre le carrefour du pont de l'EST et la cath	415 000 000	1 738 500	1 738 500		0,42	100,00	27 909 184	6,73
194.2017	Aménagement boulevard Pomare, du giratoire J. Chirac au giratoire de la base	400 000 000	12 492 761	10 114 595	2 378 166	2,53	80,96	378 283 873	94,57
195.2017	Aménagement du prolongement de la 3ème entrée Est de Papeete - Tr 1 (3IF 2	350 000 000	12 851 771	2 487 816	10 363 955	0,71	19,36	99 017 344	28,29
443.2017	Aménagement et travaux réseau routier RT divers - Marquises (Intempéries de	120 000 000	5 785 148	5 785 148		4,82	100,00	115 185 757	95,99
224.2018	Rénovation du viaduc de la Punaruu (3IF 2018)	250 000 000	83 344 008	83 344 008		33,34	100,00	250 000 000	100,00
233.2018	Travaux de recalibrage du dalot sous route de ceinture "Tavararo" - Etudes	17 000 000						7 698 269	45,28
235.2018	Travaux de recalibrage des dalots de traversée de la route de ceinture (pk 26.7	6 908 770	2 965 965	1 724 398	1 241 567	24,96	58,14	5 667 203	82,03
238.2018	Reconstruction du pont de la rivière Vaihotoiti - Tahaa - Etudes	3 000 000	2 008 200	1 135 480	872 720	37,85	56,54	2 127 280	70,91
269.2018	Rénovation de la RT coté montagne dans le village de Mutuaura - Rimatara (3IF	25 000 000						24 970 339	99,88
271.2018	Agrandissement pont village de Ahurei - Rapa (3IF 2018)	20 000 000	18 894 571	18 032 193	862 378	90,16	95,44	19 137 622	95,69
272.2018	Bétonnage route entre villages Ahurei et Area + Cimetière vers Area - Rapa (3IF	30 000 000	20 238 685	19 951 665	287 020	66,51	98,58	29 712 980	99,04
273.2018	Bétonnage RT Marae Maunatoa vers pointe Hotuatua - tranche 3/5 Vaiuru - Ra	30 000 000	14 669 524	12 545 642	2 123 882	41,82	85,52	27 876 118	92,92
274.2018	Assainissement pluvial et revêtement chaussée RC Fare - Huahine - Tr 3 (3IF	400 000 000						374 579 779	93,64
292.2018	Reconstruction des ponts de Tefaaroa - Arue - Etudes	10 000 000	3 635 764	3 635 764		36,36	100,00	6 973 364	69,73
298.2018	Rénovation de la RT du carrefour de la route traversière vers la mairie annexe c	30 000 000	16 037 237	3 949 320	12 087 917	13,16	24,63	17 912 083	59,71
299.2018	Bétonnage de la RT entre Naairoa et Hauti - Rurutu (3IF 2018)	60 000 000	8 278 629	8 278 629		13,80	100,00	59 790 956	99,65
197.2019	Reconstruction du pont de la rivière Hamuta sur l'avenue du Général De Gaulle	450 000 000	2 985 991	1 506 087	1 479 904	0,33	50,44	444 520 096	98,78
207.2019	Réfection du pont sur la rivière Tipaerui de la RT6 - Papeete (3IF 2019)	40 000 000	106 700		106 700			393 300	0,98
208.2019	Assainissement pluvial et revêtement chaussée RC Tahaa (3IF 2019)	280 000 000	6 552 503	6 552 503		2,34	100,00	276 494 084	98,75
209.2019	Création du tracé routier de la route de développement économiques (RDE) - E	300 000 000	7 908 487	2 820 381	5 088 106	0,94	35,66	25 911 894	8,64
210.2019	Travaux d'assainissement et renforcement accotements RC Huahine (3IF 2019	100 000 000						84 195 782	84,20
211.2019	Aménagement de la route de désenclavement du Fenua aihere - Etudes	30 000 000						10 257 768	34,19
213.2019	Reconstruction du pont de Vaiaua - Hitiaa - Etudes	15 000 000	1 875 488	881 739	993 749	5,88	47,01	14 006 251	93,38
217.2019	Rénovation RT coté littoral dans le village de Mutuaura - Rimatara (3IF 2019)	25 000 000	15 402 982	15 227 636	175 346	60,91	98,86	24 824 654	99,30

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
218.2019	Bétonnage RT entre Nairoa et Hauti, Paparai - Rurutu (3IF 2019)	30 000 000						29 615 446	98,72
219.2019	Rénovation du pont Vairani à Taahueia - Tubuai (3IF 2019)	20 000 000	7 963 633	7 538 803	424 830	37,69	94,67	19 575 170	97,88
220.2019	Rénovation du pont Tita à Mahu - Tubuai (3IF 2019)	20 000 000						18 084 281	90,42
227.2019	Bétonnage de la RT du marae Maunatoa vers la pointe Hotuatua - Tranche 3/5	30 000 000	7 485 430	5 966 662	1 518 768	19,89	79,71	28 481 232	94,94
228.2019	Bétonnage route entre villages Ahurei et Area - Rapa (3IF 2019)	30 000 000	9 249 842	9 249 842		30,83	100,00	25 969 696	86,57
231.2019	Assainissement, renforcement et revêtement chaussée RC Raiatea (3IF 2019)	290 000 000						282 185 497	97,31
233.2019	Bétonnage de route - Amanu (3IF 2019)	15 000 000						14 755 042	98,37
238.2019	Mise au normes de l'éclairage public routier RC de Moorea - Etudes	20 000 000	7 274 878	6 306 700	968 178	31,53	86,69	19 031 822	95,16
241.2019	Bétonnage de route de l'aéroport vers le village de Rautini - Arutua (3IF 2019)	38 000 000						37 171 398	97,82
242.2019	Aménagement parking centre ville d'Uturoa (3IF 2019)	85 000 000						83 063 901	97,72
245.2019	Bétonnage de route Hiva Oa - Travaux (3IF 2019)	275 000 000	392 556		392 556			270 956 792	98,53
249.2019	Reconstruction du pont de Vaitahu - Tahuata - Etudes	15 000 000	1 890 633	718 734	1 171 899	4,79	38,02	1 853 073	12,35
258.2019	Réaménagement de l'avenue du général De Gaulle, de la cathédrale de PPT à	20 000 000							
262.2019	Reconstruction d'un pont-radier - Fakahina - Etudes	10 000 000	7 049 765	3 447 872	3 601 893	34,48	48,91	6 398 107	63,98
239.2020	Aménagement RT - Tahuata	50 000 000	38 344 583	338 290	38 006 293	0,68	0,88	9 375 244	18,75
240.2020	Grosses réparations revêtement chaussée RT - Marquises	60 000 000	679 400	679 400		1,13	100,00	30 109 694	50,18
241.2020	Dispositifs de sécurité et glissières en abord des RT - Marquises (3IF 2020)	50 000 000	14 266 456	2 736 358	11 530 098	5,47	19,18	38 469 902	76,94
242.2020	Aménagement de la route territoriale - Ua Pou (3IF 2020)	150 000 000	3 977 838	3 977 838		2,65	100,00	118 959 885	79,31
244.2020	Reconstruction d'un pont - Front de mer de Hatiheu - Nuku Hiva - Etudes	15 000 000	5 300 000	180 800	5 119 200	1,21	3,41	1 327 750	8,85
249.2020	Aménagement de la route de Aiai - Tahaa (3IF 2020)	300 000 000						232 136 503	77,38
252.2020	Aménagement de la traversée de Papeari - Tranche 1 (3IF 2020)	450 000 000	5 294 302	5 083 471	210 831	1,13	96,02	449 789 169	99,95
254.2020	Construction d'un pont à Peva - Rurutu	5 000 000						1 381 240	27,62
257.2020	Acquisitions engins de chantier et véhicules poids lourds DEQ - 2020	225 683 049						225 482 351	99,91
267.2020	Diagnostics, suivis et études d'ouvrages d'art et des chaussées	20 000 000	6 803 585		6 803 585			11 196 415	55,98
270.2020	Aménagements et travaux divers - Réseau routier Tahiti (3IF 2020)	304 446 185	494 940	494 940		0,16	100,00	304 446 185	100,00
272.2020	Bétonnages des routes territoriales - TG (3IF 2020)	50 000 000						41 743 713	83,49
393.2020	Protection des berges de la rivière Tevihonu - Etudes	10 000 000							
395.2020	Etudes d'aménagement des infrastructures routières en vue des jeux olympique	30 000 000						19 997 900	66,66
226.2021	Etude pour l'aménagement de la traversée de Papara - Phase 3	6 000 000	2 894 600	2 894 600		48,24	100,00	2 894 600	48,24
228.2021	Etudes pour la reconstruction du pont de la rivière Tepuna sur la RT1 PK 37,7	25 000 000						13 905 734	55,62
229.2021	Etudes pour la reconstruction du pont de la rivière Vaitupa sur la RT1 PK 24	25 000 000	3 648 718	471 031	3 177 687	1,88	12,91	8 822 313	35,29
231.2021	Etudes du carrefour du Méridien sur la RT1	20 000 000						5 305 144	26,53
233.2021	Bétonnage route Hakatao - Ua Pou (3IF 2021)	30 000 000	28 466 795	28 466 794	1	94,89	100,00	29 999 999	100,00
235.2021	Etudes de la déviation de la route au droit de l'hippodrome de Pirae et des amé	20 000 000							

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
236.2021	Etude pour reconstruction du pont de l'évêché des Marquises Vaikeu - Front de	25 000 000	6 744 612	182 400	6 562 212	0,73	2,70	1 037 788	4,15
238.2021	Aménagement et travaux divers du réseau routier des Marquises - 2021	19 981 697	457 650		457 650			19 524 047	97,71
240.2021	Reconstruction de 2 ponts (Apooiti et Tehurui) - Raiatea (3IF 2021)	80 000 000	4 714 400	841 850	3 872 550	1,05	17,86	2 027 450	2,53
241.2021	Reconstruction pont de Murifenua à Tahaa (3IF 2021)	60 000 000	1 487 000	1 294 950	192 050	2,16	87,08	1 807 950	3,01
243.2021	Assainissement pluvial le long des routes territoriales et travaux divers (3IF 202	80 000 000	26 195 290	22 483 656	3 711 634	28,10	85,83	76 288 366	95,36
244.2021	Bétonnage de route du village vers l'aéroport - Katiu (3IF 2021)	35 000 000						27 987 565	79,96
245.2021	Bétonnage de route du village vers l'aéroport - Pukarua (3IF 2021)	35 000 000						32 586 907	93,11
247.2021	Bétonnage de route du village vers l'aéroport - Kauehi	60 000 000	37 906 073	37 635 030	271 043	62,73	99,28	54 823 347	91,37
249.2021	Bétonnage de la route territoriale de la pointe Hotuatua vers le village de Anator	30 000 000	29 250 000	28 188 932	1 061 068	93,96	96,37	28 938 932	96,46
250.2021	Bétonnage de la route territoriale de Ahurei vers Area - Rapa (3IF 2021)	30 000 000	21 358 640	20 947 943	410 697	69,83	98,08	29 589 303	98,63
253.2021	Assainissement pluvial à l'amont de la RT dans Vaitape - Bora Bora (3IF 2021)	50 000 000	45 499 645	11 692 910	33 806 735	23,39	25,70	16 193 265	32,39
255.2021	Travaux assainissement et réfection chaussée RC Bora Bora (3IF 2021)	200 000 000						196 512 529	98,26
257.2021	Assainissement, renforcement et revêtement chaussée RC Raiatea (3IF 2021)	400 000 000						395 570 000	98,89
258.2021	Définition et délimitation du domaine public routier sur les communes de Rimata	35 000 000	8 795 877		8 795 877			26 116 830	74,62
259.2021	Aménagement de la route territoriale entre l'échangeur d'Outumaoro et le rond p	10 000 000							
260.2021	Etude du schéma directeur des liaisons à mobilité douce	40 000 000	20 600 000	1 657 974	18 942 026	4,14	8,05	1 657 974	4,14
261.2021	Bétonnage de la route entre le collège et l'aéroport - Rangiroa	90 000 000						57 804 576	64,23
263.2021	Aménagement de la traversée de Papeari - Tranche 2 (3IF 2021)	400 000 000	730 975	730 975		0,18	100,00	399 036 246	99,76
266.2021	Rectification de virages sur la RT2 du PK 41,1 au PK 42,4 (3IF 2021)	440 000 000	167 830 331	118 252 521	49 577 810	26,88	70,46	340 422 190	77,37
267.2021	Rectification de virages sur la RT2 du PK 42,9 au PK 43,2 (3IF 2021)	500 000 000	296 827 573	271 908 079	24 919 494	54,38	91,60	360 952 140	72,19
270.2021	Etudes de la réfection des ouvrages d'eaux pluviales et des chaussées de la RT	50 000 000	2 155 658	1 332 767	822 891	2,67	61,83	29 177 109	58,35
271.2021	Acquisitions engins et véhicules de chantier DEQ - 2021	140 201 660	25 072 470		25 072 470			113 268 883	80,79
272.2021	Aménagement et travaux réseau routier RT1 - Tahiti - 2021 (3IF 2021)	297 877 626	1 018 578	1 018 578		0,34	100,00	297 877 626	100,00
273.2021	Acquisitions outillages et petits matériels d'atelier et de chantier DEQ - 2021	19 988 486						19 752 438	98,82
276.2021	Aménagement de cheminements piétons (3IF 2021)	29 000 000	26 852 498	4 622 265	22 230 233	15,94	17,21	6 769 767	23,34
278.2021	Travaux de reconstruction et de sécurisation des ouvrages pluviaux sous RT (3I	80 000 000	7 440 933	623 811	6 817 122	0,78	8,38	73 182 878	91,48
304.2021	Protection en enrochements de la RT2 Faaripo du PK 14,6 au PK 19 (3IF 2021)	300 000 000	45 065 888	14 403 287	30 662 601	4,80	31,96	269 337 399	89,78
393.2021	Traversière Nunue / Anau de Bora Bora - Etudes	39 000 000	2 138 936	2 138 936		5,48	100,00	14 035 427	35,99
395.2021	Pont de Mahaena pour remplacer la passerelle existante - Etudes	17 000 000	5 000 621	4 615 323	385 298	27,15	92,29	14 214 702	83,62
396.2021	Aménagement de la route du mont Marau - Etudes	30 000 000						5 231 076	17,44
440.2021	Elargissement de la route du plateau de Taravao - Etudes	20 000 000	3 652 953	576 386	3 076 567	2,88	15,78	3 423 433	17,12
441.2021	Bétonnage de route sur l'atoll de Tureia (3IF 2021)	50 000 000						44 831 348	89,66
461.2021	Bétonnage de la route menant à l'église Sanito dans le village de Amanu	10 000 000						9 290 374	92,90
188.2022	Reconstructions de dalots sur RT1, RT2 et RT4 - Tahiti (3IF 2022)	160 000 000	88 519 490	27 295 831	61 223 659	17,06	30,84	68 475 741	42,80

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
189.2022	Reconstruction du pont de Vairaa - Tiarei - PK 23,2 sur la RT2 - Tahiti (3IF 202	145 000 000	97 193 059	95 966 833	1 226 226	66,18	98,74	143 773 774	99,15
190.2022	Reconstruction du pont Vainaenae - Papenoo - PK 18,8 sur la RT2 (3IF 2022)	96 000 000	202 717	202 717		0,21	100,00	94 853 604	98,81
191.2022	Construction d'une passerelle piétonne sur la rivière Tita'aviri à Papeari (3IF 202	100 000 000	23 771 015	4 675 304	19 095 711	4,68	19,67	36 054 289	36,05
194.2022	Mise en oeuvre de dispositifs de retenue des RT (3IF 2022)	75 000 000	1 312 193	1 312 193		1,75	100,00	75 000 000	100,00
195.2022	Mise aux normes de la signalisation horizontale des RT (3IF 2022)	70 000 000	6 033 267	6 033 267		8,62	100,00	70 000 000	100,00
196.2022	Mise aux normes de la signalisation verticale des RT - Archipel de la Société (3	75 000 000	2 496 772	2 496 772		3,33	100,00	75 000 000	100,00
197.2022	Aménagement RT du PK 15 au PK 18 à Papetoai - Moorea (3IF 2022)	285 000 000						271 660 199	95,32
198.2022	Acquisitions engins et véhicules de chantier DEQ - 2022	200 000 000	116 510 586	90 400 000	26 110 586	45,20	77,59	168 149 356	84,07
199.2022	Acquisitions outillages et petits matériels d'atelier et de chantier DEQ - 2022	50 000 000	672 063	672 063		1,34	100,00	48 595 123	97,19
200.2022	Aménagement de la route de Temae - Tranche1 - Moorea (3IF 2022)	370 000 000	92 543 678	63 205 929	29 337 749	17,08	68,30	72 662 251	19,64
201.2022	Construction d'une passerelle piétonne sur le front de mer de Papeete (3IF 202	400 000 000							
202.2022	Mise aux normes de l'éclairage public routier RC de Moorea - Travaux	100 000 000	490 420		490 420			509 580	0,51
203.2022	Bétonnage de la route traversière Avera-Hauti - Tranche 2 - Rurutu (3IF 2022	100 000 000	99 999 156	99 999 156		100,00	100,00	99 999 156	100,00
208.2022	Assainissement pluvial et réfection de chaussée RC - Raiatea (3IF 2022)	200 000 000	1 283 825	1 283 825		0,64	100,00	200 000 000	100,00
209.2022	Reconstruction des ponts de Hane - Ua Huka - Etudes	20 000 000	10 000 000	293 800	9 706 200	1,47	2,94	293 800	1,47
210.2022	Sécurisation des talus du col de Toovii - Tranche 2 - Nuku Hiva (3IF 2022)	330 000 000	182 202 527	134 357 564	47 844 963	40,71	73,74	217 592 234	65,94
211.2022	Grosses réparations des locaux techniques DEQ - 2022	10 238 739						9 269 739	90,54
212.2022	Reconstruction du pont de la Socredo (Vaitu) à Taiohae - Nuku Hiva - Etudes	20 000 000	7 250 000		7 250 000				
213.2022	Sécurisation du col de Hatiheu - Nuku Hiva - Etudes	15 000 000	7 833 333		7 833 333				
214.2022	Bétonnage de la RT - Tahuata (3IF 2022)	100 000 000	40 000 000	39 803 476	196 524	39,80	99,51	39 803 476	39,80
215.2022	Sécurisation du talus en aval de la RT à Tahauku - Hiva Oa (3IF 2022)	40 000 000	10 000 000	332 871	9 667 129	0,83	3,33	332 871	0,83
216.2022	Sécurisation du talus de la RT à Hanapaaoa - Hiva Oa (3IF 2022)	35 000 000	3 000 000	534 699	2 465 301	1,53	17,82	534 699	1,53
221.2022	Confortement et sécurisation des emprises routières et dépendances de Tahiti (	200 000 000	23 700 596	19 160 854	4 539 742	9,58	80,85	195 460 258	97,73
222.2022	Assainissement et travaux routiers RT divers - Tahiti (3IF 2022)	202 494 025	21 258 606	17 413 165	3 845 441	8,60	81,91	198 648 584	98,10
225.2022	Assainissement pluvial et revêtement chaussée RC - Huahine (3IF 2022)	350 000 000	22 231 394	22 231 394		6,35	100,00	350 000 000	100,00
226.2022	Schéma de circulation de l'agglomération urbaine de Papeete - Etudes	30 000 000	30 000 000	20 706 530	9 293 470	69,02	69,02	20 706 530	69,02
227.2022	Schéma d'assainissement pluvial des RT de Taiarapu Ouest - Etudes	20 000 000	2 102 933	2 102 933		10,51	100,00	11 018 298	55,09
228.2022	Routes et ouvrages d'art - 2022 - Etudes	10 803 659	1 639 237	1 639 237		15,17	100,00	10 803 659	100,00
229.2022	Reconstruction du pont de la rivière Tevaitapua à Papenoo - Etudes	25 000 000	21 061 197	10 770 676	10 290 521	43,08	51,14	14 009 479	56,04
231.2022	Reconstruction du réseau d'éclairage du tunnel de Tiarei RT2	50 000 000	19 788 563	18 572 085	1 216 478	37,14	93,85	38 283 522	76,57
232.2022	Aménagements piétonniers du front de mer PK One à Papeete (3IF 2022)	100 000 000	792 543		792 543				
233.2022	Aménagement d'un carrefour à feux sur l'avenue du chef Vairaatoa et du comm	75 000 000	11 555 123	11 154 789	400 334	14,87	96,54	62 599 666	83,47
234.2022	Reconstruction de la passerelle piétonne à l'embouchure de la rivière Fauoro -	175 000 000	13 662 874	1 241 298	12 421 576	0,71	9,09	162 578 424	92,90
244.2022	Aménagement de la RT2 sur Mahina du PK 11 au PK 13 - Tranche 1 (3IF 2022	450 000 000	163 646 481	149 355 264	14 291 217	33,19	91,27	435 708 783	96,82

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
248.2022	Reconstruction du pont de liaison au village de Takaroa - Etudes	20 000 000	6 462 820	5 353 835	1 108 985	26,77	82,84	14 774 715	73,87
347.2022	Reconstruction du pont de la rivière Teruvea - Pueu	120 000 000	4 421 828	4 421 828		3,68	100,00	104 574 108	87,15
349.2022	Sécurisation de la RT420 au droit du piton rocheux Te Tumu - Taiohae - Nuku	20 000 000	4 063 600		4 063 600			1 436 400	7,18
394.2022	Reconstruction OA route des Ananas et RT PK28 et PK33 - Etudes et travaux	30 000 000	22 207 827	22 207 827		74,03	100,00	26 810 007	89,37
395.2022	Réaménagement du belvédère de Moorea - Etudes	20 000 000	9 064 250	3 293 050	5 771 200	16,47	36,33	4 228 800	21,14
396.2022	Aménagement voiries et accès routiers - Domaine Rose - Teahupoo	350 000 000	109 849 243	95 092 057	14 757 186	27,17	86,57	268 242 814	76,64
423.2022	Acquisition à titre gratuit des emprises foncières de Papeete - Voiries (E/O)	380 000 000	380 000 000		380 000 000				
208.2023	Travaux d'aménagement de la RT, PK12 à PK15 à Maatea - Moorea (3IF 2023	350 000 000	238 474 460	238 474 460		68,14	100,00	238 474 460	68,14
209.2023	Aménagements et travaux divers - Réseau routier Moorea - 2023	12 000 000	9 211 759	9 211 759		76,76	100,00	9 211 759	76,76
210.2023	Bétonnage de route au village de Manihi (3IF 2023)	25 000 000						10 915 253	43,66
211.2023	Reconstruction du pont-radier menant au parc à poissons de Takapoto (3IF 202	60 000 000							
212.2023	Bétonnage de la route d'accès à l'aérodrome de Kaukura (3IF 2023)	33 000 000	10 745 783	10 180 967	564 816	30,85	94,74	22 724 585	68,86
213.2023	Bétonnage route - Rangiroa (3IF 2023)	35 000 000	6 149 081	5 783 896	365 185	16,53	94,06	15 634 815	44,67
214.2023	Bétonnage de la route d'accès au débarcadère de Makatea (3IF 2023)	30 000 000						390 912	1,30
215.2023	Bétonnage de la route d'accès au débarcadère de Anaa (3IF 2023)	25 000 000	1 058 209	1 058 209		4,23	100,00	18 054 030	72,22
216.2023	Bétonnage route - Mangareva (3IF 2023)	300 000 000	120 000 000		120 000 000				
217.2023	Acquisition à titre gratuit des voiries des rues Aia, Taiarapu, Tevaitai et Tevaiuta	35 000 000	35 000 000		35 000 000				
218.2023	Bétonnage de la route traversière Avera Hauti - Rurutu - Tranche 3 (3IF 2023)	100 000 000	32 000 000	31 541 915	458 085	31,54	98,57	31 541 915	31,54
219.2023	Grosses réparations des locaux techniques DEQ - 2023	8 095 804	4 487 017	4 487 017		55,42	100,00	8 095 804	100,00
220.2023	Aménagement d'un exutoire des eaux pluviales au PK 13.1 de la RT1 - Punaau	100 000 000	65 000 000	24 420 421	40 579 579	24,42	37,57	24 420 421	24,42
221.2023	Reconstruction de la passerelle piétonne sur la rivière Tefaahiti à Mahaena	120 000 000							
222.2023	Aménagement de la RT3 au bas de la mairie de Taravao à Taiarapu Est - Etude	30 000 000							
223.2023	Réparations du pont de la Fautaua sur la RT7 à Papeete - Etudes	30 000 000	10 000 000		10 000 000				
224.2023	Reconstruction de deux dalots du PK17 au PK18 de la RT4 à Teahupoo (3IF 20	80 000 000	41 886 194	29 986 041	11 900 153	37,48	71,59	45 099 847	56,37
225.2023	Reconstruction du pont de Vaiaoa au PK18 de la RT1 à Punaauia (3IF 2023)	200 000 000	138 969 407	123 954 068	15 015 339	61,98	89,20	174 984 661	87,49
226.2023	Reconstruction du pont de Tepuna au PK 38 de la RT1 à Papara (3IF 2023)	250 000 000	200 000 000	183 551 216	16 448 784	73,42	91,78	183 551 216	73,42
227.2023	Reconstruction du pont de Vaiaua au PK 36 de la RT2 à Hitiaa (3IF 2023)	400 000 000	261 301 255	208 586 024	52 715 231	52,15	79,83	208 586 024	52,15
228.2023	Travaux routiers et assainissement RT1 et RT2 (3IF 2023)	300 000 000	100 196 127	87 929 851	12 266 276	29,31	87,76	287 733 724	95,91
229.2023	Travaux routiers et assainissement RT3 et RT4 (3IF 2023)	400 000 000	207 751 358	185 827 700	21 923 658	46,46	89,45	378 076 342	94,52
230.2023	Aménagement et travaux routiers RT divers (3IF 2023)	352 494 025	160 416 330	132 799 894	27 616 436	37,67	82,78	324 877 589	92,17
231.2023	Confortement et sécurisation des emprises routières et dépendances de Tahiti (	100 000 000	42 652 253	16 502 368	26 149 885	16,50	38,69	73 850 115	73,85
232.2023	Recalibrage du dalot au PK 53,3 de la RT1 à Papeari - Etudes	20 000 000							
233.2023	Réfection de l'assainissement pluvial de la RT4 à Taiarapu Ouest - Etudes	30 000 000							
234.2023	Réfection de l'assainissement pluvial des RT dans le village de Tautira - Etude	20 000 000							

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
235.2023	Reconstruction du pont de Paepaeotia au PK 13 de la RT3 à Pueu - Etudes	30 000 000	12 000 000	6 325 791	5 674 209	21,09	52,71	6 325 791	21,09
236.2023	Reconstruction de pont de Vaipoopoo au PK 10,7 de la RT3 à Pueu - Etudes	30 000 000	12 000 000	6 064 835	5 935 165	20,22	50,54	6 064 835	20,22
237.2023	Route et ouvrages d'arts - 2023 - Etudes	20 000 000	8 271 600	8 271 600		41,36	100,00	16 809 412	84,05
238.2023	Aménagement de la route de Nahoata à Pirae - Etudes	20 000 000							
239.2023	Raccordement de la contre-allée quartier Manotahi à la RDP à Punaauia - Etud	20 000 000							
241.2023	Aménagement des cheminements piétonniers - Tahiti (3IF 2023)	100 000 000	50 000 000	42 022 098	7 977 902	42,02	84,04	42 022 098	42,02
242.2023	Acquisition de ponts de secours	250 000 000	235 000 000	177 632 230	57 367 770	71,05	75,59	177 632 230	71,05
243.2023	Aménagements et travaux divers - Réseau routier Tuamotu Gambier - 2023	20 000 000	5 689 550	5 689 550		28,45	100,00	10 073 269	50,37
244.2023	Reconstruction de chaussée entre Taipivai et col de Hatiheu - Nuku Hiva - Trav	30 000 000	30 000 000	25 141 094	4 858 906	83,80	83,80	25 141 094	83,80
245.2023	Acquisition engins et véhicules de chantier DEQ - 2023	300 000 000	240 161 531	181 406 902	58 754 629	60,47	75,54	181 805 519	60,60
246.2023	Acquisition outillages et petits matériels d'atelier et de chantier DEQ - 2023	50 000 000	32 945 536	29 440 612	3 504 924	58,88	89,36	44 941 982	89,88
247.2023	Construction d'un pont Make Make, front de mer de Atuona, Hiva Oa - Etudes	15 000 000	6 923 510	154 810	6 768 700	1,03	2,24	154 810	1,03
248.2023	Sécurisation des talus de la RT entre Hanapaaoa et Eiaone, Hiva Oa - Etudes	15 000 000	5 000 000		5 000 000				
249.2023	Reconstruction du pont de Vaitahu - Tahuata - Travaux (3IF 2023)	120 000 000	50 000 000	48 948 401	1 051 599	40,79	97,90	48 948 401	40,79
250.2023	Aménagement et travaux divers du réseau routier des Marquises - 2023	10 000 000	6 642 483	838 116	5 804 367	8,38	12,62	4 183 288	41,83
251.2023	Sécurisation, glissières et signalisation des RT des Marquises - Travaux (3IF 20	50 000 000	14 683 126	2 257 903	12 425 223	4,52	15,38	7 574 777	15,15
252.2023	Bétonnage de la RT vers Hakatao - Ua Pou - Travaux (3IF 2023)	100 000 000	40 019 197	2 324 618	37 694 579	2,32	5,81	2 324 618	2,32
253.2023	Aménagement des RT de Ua Pou - Etudes	30 000 000	4 592 705		4 592 705				
254.2023	Assainissement pluvial et réfection chaussée RC Raiatea - Travaux (3IF 2023)	200 000 000	183 134 378	106 837 791	76 296 587	53,42	58,34	123 703 413	61,85
255.2023	Assainissement pluvial et réfection chaussée RC Huahine - Travaux (3IF 2023)	300 000 000	183 607 436	163 646 183	19 961 253	54,55	89,13	280 038 747	93,35
256.2023	Assainissement pluvial et réfection chaussée RC Bora Bora - Travaux (3IF 2023	150 000 000	82 632 510	16 606 833	66 025 677	11,07	20,10	83 974 323	55,98
257.2023	Aménagements et travaux divers - Réseau routier - ISLV - Travaux	15 577 683	12 310 837	12 310 837		79,03	100,00	15 577 683	100,00
258.2023	Aménagements et travaux divers - Réseaux routier Australes - 2023	10 000 000	9 011 248	9 011 248		90,11	100,00	9 011 248	90,11
259.2023	Travaux de création de caniveau technique à Anapoto - Rimatara (3IF 2023)	30 000 000	30 000 000		30 000 000				
260.2023	Mise aux normes de la signalisation verticale des RT - Tous archipels (3IF 2023	50 000 000	14 116 162	14 116 162		28,23	100,00	50 000 000	100,00
261.2023	Mise en oeuvre de dispositifs de retenue des RT - Tous archipels (3IF 2023)	100 000 000	16 714 342	16 714 342		16,71	100,00	100 000 000	100,00
262.2023	Mise aux normes de la signalisation horizontale des RT - Tous archipels (3IF 20	40 000 000	17 619 341	17 619 341		44,05	100,00	40 000 000	100,00
263.2023	Bétonnage RT - Fatu Hiva - Travaux (3IF 2023)	100 000 000	35 000 000	35 000 000		35,00	100,00	35 000 000	35,00
264.2023	Reconstruction du pont de la rivière Omoa, Fatu Hiva -Etudes	15 000 000	4 917 481	415 275	4 502 206	2,77	8,44	415 275	2,77
266.2023	Aménagement du front de mer de Taiohae - Tranche 2, Nuku Hiva - Etudes	25 000 000	9 137 590	3 130 736	6 006 854	12,52	34,26	3 993 146	15,97
267.2023	Etude de diagnostic et réfection des OA des RT de Moorea	30 000 000	2 500 000		2 500 000				
268.2023	Déviation route, hauteur de Piki Vehine à Taiohae - Nuku Hiva - Travaux (3IF 2	310 000 000	63 331 460	50 775 544	12 555 916	16,38	80,17	227 444 084	73,37
269.2023	Etude pour l'assainissement de la RT du PK1 Est et au PK 3 Ouest Moorea	10 000 000	2 011 377	2 011 377		20,11	100,00	3 869 577	38,70
406.2023	Etude de circulation dans la traversée de Mahina	20 000 000	20 000 000	4 876 224	15 123 776	24,38	24,38	4 876 224	24,38

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
407.2023	Etudes de la prolongation de l'onde verte de l'avenue du Prince Hinoi jusqu'au g	20 000 000	15 000 000		15 000 000				
408.2023	Etudes de la mise en oeuvre d'une circulation piétonne et cycliste entre l'Uranie,	20 000 000	13 486 819	12 054 613	1 432 206	60,27	89,38	13 567 794	67,84
217.2024	Subvention G2P - Aménagement d'infrastructures routières aux Marquises - Et	20 000 000							
218.2024	Etudes et travaux pour la réhabilitation ou la reconstruction des locaux techniqu	50 000 000	21 946 741	5 072 541	16 874 200	10,15	23,11	5 072 541	10,15
219.2024	Assainissement pluvial et réfection de chaussée RC Raiatea (3IF 2024)	100 000 000	100 000 000	78 557 492	21 442 508	78,56	78,56	78 557 492	78,56
220.2024	Assainissement pluvial et réfection de chaussée RC Huahine (3IF 2024)	300 000 000	300 000 000	224 558 887	75 441 113	74,85	74,85	224 558 887	74,85
221.2024	Assainissement pluvial et réfection de chaussée RC Bora Bora (3IF 2024)	300 000 000	300 000 000	233 003 450	66 996 550	77,67	77,67	233 003 450	77,67
222.2024	Assainissement pluvial et réfection de chaussée RC Maupiti (3IF 2024)	50 000 000	25 000 000		25 000 000				
223.2024	Aménagements et travaux divers - Réseau routier ISLV - 2024	20 000 000	8 743 236	8 000 000	743 236	40,00	91,50	8 000 000	40,00
224.2024	Reconstruction du pont de Vaihotoiti à Patio - Tahaa (3IF 2024)	60 000 000	30 000 000		30 000 000				
226.2024	Aménagements et travaux divers - Réseau routier TG - 2024	20 000 000	2 286 450		2 286 450				
227.2024	Sécurisation, glissières et signalisation des RT - Archipel des Marquises (3IF 20	50 000 000							
228.2024	Confortement et sécurisation du talus en amont de la rocade à Uturoa - Raiatea	50 000 000	20 000 000		20 000 000				
229.2024	Aménagement et travaux divers du réseau routier des Marquises - 2024	10 000 000	3 796 157	1 510 369	2 285 788	15,10	39,79	1 510 369	15,10
230.2024	Bétonnage de la route d'accès à l'aérodrome de Katiu (3IF 2024)	50 000 000	36 143 044	31 316 602	4 826 442	62,63	86,65	31 316 602	62,63
231.2024	Bétonnage de la route d'accès à l'aérodrome de Niau (3IF 2024)	50 000 000	15 000 000		15 000 000				
232.2024	Bétonnage de la route d'accès à l'aédrome de Pukarua (3IF 2024)	50 000 000	39 500 000	31 017 444	8 482 556	62,03	78,53	31 017 444	62,03
233.2024	Bétonnage de la route d'accès à l'aérodrome de Kauehi (3IF 2024)	35 000 000	32 500 000	9 658 166	22 841 834	27,59	29,72	9 658 166	27,59
234.2024	Acquisition de petits matériels de chantier - 2024	25 000 000	24 976 734	13 851 486	11 125 248	55,41	55,46	13 851 486	55,41
235.2024	Etudes et travaux sécurisation de la falaise Matotea à Avera - Rurutu	20 000 000	8 500 000		8 500 000				
236.2024	Acquisition véhicules et engins de chantier - 2024	200 000 000	199 998 146	159 806 516	40 191 630	79,90	79,90	159 806 516	79,90
237.2024	Reconstruction du pont radier du village de Takaroa (3IF 2024)	390 000 000	100 000 000		100 000 000				
238.2024	Acquisition de glissières à tête métallique pour les communes de Punaauia et A	100 000 000	71 149 660		71 149 660				
239.2024	Aménagement de la RT2 sur Mahina du PK 11 au PK 13 - tranche 2 (3IF 2024)	410 000 000	135 000 000	91 791 978	43 208 022	22,39	67,99	91 791 978	22,39
240.2024	Rénovation de la RT de l'aéroport vers la mairie de Vaiuru - Raivavae (3IF 2024	30 000 000	21 000 000		21 000 000				
241.2024	Elargissement de la route de Opunohu - accès au lycée - Moorea (3IF 2024)	150 000 000	134 985 450	133 698 665	1 286 785	89,13	99,05	133 698 665	89,13
242.2024	Bétonnage RT - Terre Upe - Fatu Hiva (3IF 2024)	380 000 000	150 000 000	85 354 672	64 645 328	22,46	56,90	85 354 672	22,46
243.2024	Subvention G2P - Liaisons de transport second pôle d'activité - Etudes	25 000 000	12 500 000		12 500 000				
244.2024	Reconstruction du pont de Vaitupa à Paea - Tahiti (3IF 2024)	200 000 000							
245.2024	Reconstruction des ponts de Vaipoopoo au PK 10,7 et de Paepaeotia au PK 13	420 000 000							
246.2024	Etudes de l'impact d'un TCSP sur la circulation routière - Tahiti	40 000 000	40 000 000	4 950 201	35 049 799	12,38	12,38	4 950 201	12,38
247.2024	Aménagements et travaux divers - Réseau routier Australes - 2024	10 000 000	9 704 519		9 704 519				
249.2024	Mise à jour du schéma directeur des eaux pluviales de Paea	20 000 000							
250.2024	Construction d'une passerelle sur le littoral à Tipaerui et d'une voie piétonne et c	400 000 000							

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
251.2024	Etudes du réaménagement des routes du pays à Taiarapu Est	20 000 000							
252.2024	Raccordement de la troisième entrée Est de Hamuta - Pirae - Etudes	30 000 000	3 500 000	530 569	2 969 431	1,77	15,16	530 569	1,77
253.2024	Assainissement de la route et réfection des ouvrages d'arts de Tefaaroa à Arue	20 000 000	3 000 000	327 700	2 672 300	1,64	10,92	327 700	1,64
254.2024	Amélioration et sécurisation des cheminements piétons de Tahiti - Etudes	20 000 000							
255.2024	Etudes sur le réseau routier de Raiatea	10 000 000	1 000 000		1 000 000				
256.2024	Amélioration de la circulation dans la traversée de Arue - Etudes	30 000 000	5 000 000	1 073 500	3 926 500	3,58	21,47	1 073 500	3,58
257.2024	Aménagement d'encoches et voies d'insertion et de dépassement RT Punaauia	10 000 000							
258.2024	Réaménagement du carrefour de la Présidence - Etudes	10 000 000	5 000 000	533 925	4 466 075	5,34	10,68	533 925	5,34
259.2024	Etudes sur le développement des carrières	20 000 000	3 000 000	1 107 400	1 892 600	5,54	36,91	1 107 400	5,54
260.2024	Etudes générales des routes et ouvrages d'art - 2024	30 000 000	29 505 977	18 809 849	10 696 128	62,70	63,75	18 809 849	62,70
261.2024	Réfection de la passerelle de Tuauru à Mahina - Etudes	20 000 000							
262.2024	Réfection des passerelles piétonnes des RDO, RT1 et RDP - Etudes	20 000 000							
263.2024	Réfection du dalot de Erima à Arue - Etudes	20 000 000							
264.2024	Acquisitions foncières pour l'aménagement routier - 2024	100 000 000							
265.2024	Mise aux normes de la signalisation verticale des RT - Archipel de la Société (3	70 000 000	70 000 000	54 339 287	15 660 713	77,63	77,63	54 339 287	77,63
266.2024	Mise en oeuvre de dispositifs de retenue des RT - Archipel de la Société (3IF 20	130 000 000	130 000 000	106 977 436	23 022 564	82,29	82,29	106 977 436	82,29
267.2024	Mise aux normes de la signalisation horizontale des RT - Archipel de la Société	70 000 000	70 000 000	51 018 309	18 981 691	72,88	72,88	51 018 309	72,88
268.2024	Travaux routiers et assainissement RT1, RDO et RT4 - Tahiti (3IF 2024)	500 000 000	500 000 000	351 156 013	148 843 987	70,23	70,23	351 156 013	70,23
269.2024	Travaux routiers et assainissement RT2 et RT3 - Tahiti (3IF 2024)	400 000 000	400 000 000	247 878 996	152 121 004	61,97	61,97	247 878 996	61,97
270.2024	Aménagement et travaux routiers RT divers - Tahiti (3IF 2024)	102 494 025	102 494 025	85 628 654	16 865 371	83,55	83,55	85 628 654	83,55
271.2024	Confortement et sécurisation des emprises routières et dépendances de Tahiti -	50 000 000	50 000 000	2 842 063	47 157 937	5,68	5,68	2 842 063	5,68
272.2024	Rénovation de la route de Nahoata à Pirae - Tahiti (3IF 2024)	200 000 000	200 000 000		200 000 000				
273.2024	Travaux d'aménagement de la RT Temae, du PK 0 au PK 3 Ouest - Moorea (3I	350 000 000	210 000 000		210 000 000				
274.2024	Aménagements et travaux divers - Réseau routier Moorea - 2024	10 000 000							
383.2024	Recensement des cavités sous chaussées PK 29 à 31 Est et études de renforce	20 000 000	1 000 000		1 000 000				
384.2024	Réaménagement de la circulation dans l'agglomération de Uturoa - Etudes	20 000 000	10 000 000		10 000 000				
385.2024	Travaux de modernisation des ouvrages d'art des RT Tahiti (3IF 2024)	130 000 000	103 142 477	22 194 894	80 947 583	17,07	21,52	22 194 894	17,07
386.2024	Reconstruction du pont Haapoponi PK 14 Tiarei - Etudes	20 000 000							
387.2024	Aménagement d'un réseau de pistes cyclables sur RT Tahiti	30 000 000	30 000 000		30 000 000				
430.2024	Travaux et aménagement sur réseau routier de Taravao et sur la route du Belvé	400 000 000	300 000 000	728 850	299 271 150	0,18	0,24	728 850	0,18
431.2024	Aménagement d'arrêts de bus sur les routes territoriales du Pays	70 000 000	70 000 000	18 346 343	51 653 657	26,21	26,21	18 346 343	26,21
432.2024	Réhabilitation de la subdivision DEQ de Moorea et reconstruction d'un hangar d	220 000 000	95 000 000		95 000 000				
433.2024	Recensement et diagnostic des ouvrages d'arts du Pays	60 000 000	40 000 000		40 000 000				
	TOTAL DU PROGRAMME	**30 921 859 471**	**10 634 166 234**	**6 352 271 819**	**4 281 894 415**	**20,54**	**59,73**	**18 513 954 081**	**59,87**

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
	91402 - PORTS ET AEROPORTS								
142.2008	Rénovation du débarcadère Nord de Tatakoto (3IF 2011)	228 223 296						190 814 246	83,61
322.2010	Echange ports et aéroport (E/O)	54 180 600	29 540 600		29 540 600			24 640 000	45,48
227.2013	Aérodrome de Hiva Oa - Reconstruction de la vigie (3IF 2013)	200 000 000	46 255 913	486 483	45 769 430	0,24	1,05	62 952 097	31,48
246.2017	Réhabilitation du débarcadère de Tepoto Nord - Etudes (3IF 2017)	43 000 000	23 674 403	11 704 670	11 969 733	27,22	49,44	25 030 267	58,21
252.2017	Réaménagement du débarcadère de Takapoto - Etudes (3IF 2017)	8 801 152						8 789 457	99,87
261.2017	Construction d'une marina à Tevaitoa - Raiatea - Tr 1 - Travaux (3IF 2017)	821 993 478	360 580 068	333 438 093	27 141 975	40,56	92,47	774 851 503	94,26
450.2017	Reconstruction de l'aérogare de Maupiti	184 600 187	372 222	372 222		0,20	100,00	184 596 893	100,00
301.2018	Reconstruction de l'aérogare de Puka Puka	31 500 000	15 105 413	13 509 809	1 595 604	42,89	89,44	14 904 396	47,32
312.2018	Reconstruction du débarcadère de Niau - Etudes (3IF 2018)	30 000 000	4 110 389	4 110 389		13,70	100,00	29 700 000	99,00
313.2018	Réaménagement de la darse de Makatea - Travaux (3IF 2018)	314 500 000	70 370 295	50 687 349	19 682 946	16,12	72,03	270 317 054	85,95
323.2018	Aérodrome de Tikehau - Création d'un balisage lumineux et bâtiments techniqu	20 606 005	7 526 932	3 862 055	3 664 877	18,74	51,31	11 441 128	55,52
324.2018	Rénovation du débarcadère de Afareaitu - Etudes	15 000 000	3 712 050		3 712 050			4 316 175	28,77
335.2018	Reconstruction de l'aérogare de Takapoto - Travaux (3IF 2018)	155 000 000	46 245 314	24 418 066	21 827 248	15,75	52,80	119 049 008	76,81
340.2018	Débarcadères de Aakapa et Hatiheu - Nuku Hiva - Etudes (3IF 2018)	20 000 000	5 148 478	2 607 038	2 541 440	13,04	50,64	13 739 894	68,70
346.2018	Construction d'un quai à Kauehi - Etudes	40 000 000	5 085 987	2 584 251	2 501 736	6,46	50,81	34 395 696	85,99
347.2018	Réfection des débarcadères Nord et Sud - Rimatara (3IF 2018)	447 000 000	9 316 600	7 449 426	1 867 174	1,67	79,96	440 992 302	98,66
349.2018	Aérodrome de Nukutavake - Mise aux normes CHEA et réfection de la piste	35 000 000	9 981 713	5 014 854	4 966 859	14,33	50,24	20 033 141	57,24
352.2018	Construction d'un débarcadère à Fakahina - Etudes	35 000 000	5 504 299	5 496 142	8 157	15,70	99,85	28 341 843	80,98
466.2018	Reconstruction du quai et des murs latéraux de Manihi - Travaux (3IF 2018)	210 000 000						178 648 792	85,07
186.2019	Rénovation de l'aérogare de Apataki	34 000 000	13 596 355	655 400	12 940 955	1,93	4,82	3 346 241	9,84
188.2019	Rénovation aérogare de Vahitahi - Etudes	10 000 000	8 431 644		8 431 644			1 568 356	15,68
266.2019	Reconstruction d'un débarcadère à Puamau - Hiva Oa - Etudes	25 000 000	2 835 594	2 448 703	386 891	9,79	86,36	2 613 109	10,45
269.2019	Construction d'un débarquement à Hane - Ua Huka - Etudes	30 000 000						21 915 602	73,05
270.2019	Réhabilitation du débarcadère de Anaa - Travaux (3IF 2019)	441 250 000	15 430 707		15 430 707			425 819 293	96,50
271.2019	Réaménagement du débarcadère de Hereheretue - Travaux (3IF 2019)	614 800 000	42 813 918	41 526 382	1 287 536	6,75	96,99	598 445 841	97,34
272.2019	Construction d'une marina à Moerai - Rurutu - Travaux (3IF 2019)	499 384 661	3 626 962	3 626 962		0,73	100,00	489 354 737	97,99
273.2019	Aérodrome de Arutua - Création d'un balisage lumineux - Etudes	15 000 000							
274.2019	Mise aux normes du balisage diurne et signalisation verticale des aérodromes -	92 017 299	1 225 756	1 225 756		1,33	100,00	88 770 230	96,47
275.2019	Aérodrome de Kaukura - Mises aux normes CHEA et rénovation de la piste, de	500 000 000	2 328 877	290 408	2 038 469	0,06	12,47	390 324 835	78,06
276.2019	Extension de l'aérogare de Tikehau - Etudes	10 000 000	8 054 866	7 405 426	649 440	74,05	91,94	9 272 389	92,72
277.2019	Aérodrome de Anaa - Création d'un balisage lumineux - Etudes	25 000 000	4 715 104	1 486 560	3 228 544	5,95	31,53	11 449 821	45,80
278.2019	Aérodrome de Takaroa - Mises aux normes CHEA, réfection de la piste et créat	30 000 000	7 775 663	214 810	7 560 853	0,72	2,76	22 439 147	74,80
279.2019	Aérodrome de Manihi - Mises aux normes CHEA, réfection de la piste et créatio	40 218 318	3 795 522		3 795 522			17 099 211	42,52
283.2019	Aménagement d'une marina et création d'un remblai à Avera - Raiatea	29 411 580						14 620 884	49,71

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
436.2019	Etudes - Construction diverses infrastructures aérodrome Moorea	20 000 000	8 470 627		8 470 627			7 650 774	38,25
437.2019	Etudes - Extension aérogare Fakarava	45 126 180	20 402 545	171 760	20 230 785	0,38	0,84	14 446 195	32,01
441.2019	Etudes - Reconstruction aérogare Tubuai	41 000 000	15 969 215	13 663 589	2 305 626	33,33	85,56	28 694 374	69,99
229.2020	Reconstruction de l'hélistation et construction d'un hangar à Taiohae	360 000 000	212 776 470	4 665 540	208 110 930	1,30	2,19	100 391 392	27,89
275.2020	Renforcement de la darse de Avera - Rurutu	50 000 000	33 519 904	17 553 152	15 966 752	35,11	52,37	19 689 409	39,38
276.2020	Construction du débarcadère de Anau - Bora Bora - Etudes et travaux Tranche	105 000 000	2 712 335	2 358 594	353 741	2,25	86,96	15 393 932	14,66
277.2020	Aménagement de la pointe portuaire de Tehoro - Teva I Uta - Travaux (3IF 202	315 000 000	7 625 450	1 254 282	6 371 168	0,40	16,45	302 237 045	95,95
281.2020	Reconstruction du quai de Farepiti - Bora Bora - Travaux - Tranche 1 (3IF 202	996 768 224	213 146 531	77 668 454	135 478 077	7,79	36,44	772 850 843	77,54
287.2020	Aménagement des ouvrages maritimes de Avatoru - Rangiroa - Travaux (3IF 2	326 000 000	12 519 407	6 583 892	5 935 515	2,02	52,59	305 572 894	93,73
288.2020	Reconstruction du débarcadère de Vahitahi - Nukutavake - Travaux (3IF 2020)	415 000 000	9 846 066		9 846 066			393 065 146	94,71
289.2020	Aménagements et travaux divers - Ouvrages maritimes - 2020	17 453 392	1 380 543	1 380 543		7,91	100,00	15 991 370	91,62
290.2020	Equipements du quai de Fare - Huahine	30 000 000	8 475 000	7 971 246	503 754	26,57	94,06	10 144 173	33,81
291.2020	Mise aux normes aérodrome de Rurutu - Etudes	30 000 000	16 220 900		16 220 900			7 197 754	23,99
294.2020	Rénovation de la darse de Hitia'a O Te Ra - Etudes et travaux (3IF 2020)	60 000 000	16 161 326	9 141 246	7 020 080	15,24	56,56	47 979 920	79,97
295.2020	Construction d'une cale de mise à l'eau à Papenoo - Travaux	150 074 230	2 887 058		2 887 058			144 687 172	96,41
296.2020	Construction d'une rampe de mise à l'eau sur les villages de Hanapaaoa, Motuu	20 000 000	2 908 048	1 033 950	1 874 098	5,17	35,55	1 125 902	5,63
297.2020	Protection du débarcadère de Haakuti - Ua Pou - Etudes	25 000 000	4 333 245	4 333 245		17,33	100,00	4 820 193	19,28
385.2020	Transfert de propriété à titre gratuit au profit du Pays - Aérodrome de Bora Bora	4 500 000 000	29 500 000		29 500 000			4 470 500 000	99,34
386.2020	Transfert de propriété à titre gratuit au profit du Pays - Aérodrome de Raiatea (E	2 135 020 083	3 483 983		3 483 983			2 131 536 100	99,84
387.2020	Transfert de propriété à titre gratuit au profit du Pays - Aérodrome de Rangiroa	1 409 093 868	47 082 168		47 082 168			1 362 011 700	96,66
225.2021	Acquisition et installation de matériels de maintenance électrique et électroméca	19 000 000	17 922 700	4 473 143	13 449 557	23,54	24,96	5 550 443	29,21
282.2021	Construction du débarcadère et de la cale de Hane - Ua Huka - Travaux (3IF 2	570 000 000	264 057 032	234 598 946	29 458 086	41,16	88,84	443 541 914	77,81
283.2021	Etudes maritimes préalables - 2021	29 893 980						29 595 257	99,00
284.2021	Construction d'une marina à Taiohae - Nuku Hiva - Etudes	85 000 000	14 000 000	4 628 672	9 371 328	5,45	33,06	43 580 643	51,27
285.2021	Réhabilitation des darses de l'atoll de Reao - Etudes	30 000 000	8 021 844	8 021 844		26,74	100,00	19 582 625	65,28
287.2021	Aérodrome de AHE - Mise aux normes 3C et création d'un balisage lumineux (3	615 000 000	47 270 036	372 900	46 897 136	0,06	0,79	568 102 864	92,37
288.2021	Mise aux normes de l'aérodrome de Manihi (3IF 2021)	150 000 000						128 414 384	85,61
290.2021	Création d'un balisage lumineux à Anaa (3IF 2021)	290 000 000	30 616 550	47 700	30 568 850	0,02	0,16	249 431 150	86,01
291.2021	Etudes préliminaires sur les aérodromes du Pays - 2021	13 452 513	1 901 180	1 901 180		14,13	100,00	13 452 513	100,00
292.2021	Aérodrome de Hiva Oa - Mise aux normes CHEA - Etudes	10 000 000	5 554 204	1 376 127	4 178 077	13,76	24,78	5 821 923	58,22
293.2021	Aménagement de la marina de Patio - Tahaa - Travaux (3IF 2021)	248 500 000	51 605 970	3 381 559	48 224 411	1,36	6,55	188 775 589	75,97
294.2021	Aménagement hydraulique pour la darse de Omoa - Fatu Hiva - Travaux (3IF 2	200 621 361	12 364 225	12 364 225		6,16	100,00	200 621 361	100,00
295.2021	Reconstruction des débarcadères de Napuka - Travaux (3IF 2021)	627 000 000	134 095 342	41 661 706	92 433 636	6,64	31,07	534 566 364	85,26
296.2021	Balisage maritime - 2021 (3IF 2021)	100 000 000	6 703 656	6 703 656		6,70	100,00	99 925 075	99,93

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
297.2021	Grosse réparation quai station d'avitaillement et quai marina de Avatoru - Rang	146 000 000	42 667 820	40 644 358	2 023 462	27,84	95,26	142 629 948	97,69
298.2021	Construction d'une marina à Fetuna - Raiatea - Travaux (3IF 2021)	290 000 000	59 775 067	20 928 623	38 846 444	7,22	35,01	247 175 599	85,23
314.2021	Reconstruction de l'aérogare de Rurutu - Etudes	23 048 925	11 088 533	33 798	11 054 735	0,15	0,30	11 994 190	52,04
315.2021	Aménagement et travaux divers de l'aérodrome de Bora Bora	220 000 000	177 802 389	5 315 022	172 487 367	2,42	2,99	47 512 633	21,60
316.2021	Aménagement et travaux divers de l'aérodrome de Raiatea	412 300 000	264 396 015	117 267 628	147 128 387	28,44	44,35	265 171 613	64,32
317.2021	Aménagement et travaux divers de l'aérodrome de Rangiroa	64 204 400	37 436 001	4 967 953	32 468 048	7,74	13,27	31 587 152	49,20
318.2021	Resurfaçage de la piste de Raiatea (Etat-Aéro)	453 000 000	301 913 939	64 123 550	237 790 389	14,16	21,24	215 209 611	47,51
319.2021	Resurfaçage de la piste de Rangiroa (Etat-Aéro)	756 000 000	152 290 119	146 438 602	5 851 517	19,37	96,16	750 148 483	99,23
320.2021	Construction hangar aéronef aérodrome de Moorea	5 678 910							
322.2021	Aménagement et travaux divers de mise aux normes de la plateforme aéroportu	11 435 768	1 026 000	1 026 000		8,97	100,00	11 435 768	100,00
325.2021	Reconstruction de l'aérogare de Tubuai	350 000 000	587 359		587 359			2 412 641	0,69
327.2021	Aménagement du site aéroportuaire de Maupiti	40 246 801	21 277 358	1 117 118	20 160 240	2,78	5,25	1 339 760	3,33
398.2021	Mise en place des lignes de mouillage extérieures à Makatea	98 000 000	32 233 510	1 672 400	30 561 110	1,71	5,19	3 575 320	3,65
400.2021	Amélioration des infrastructures maritimes pour la desserte de Tubuai - Etudes	38 000 000	18 000 783	17 672 367	328 416	46,51	98,18	35 671 584	93,87
435.2021	Mise aux normes des services de navigation aérienne - 2022	11 751 202	7 543 663	7 543 663		64,19	100,00	11 557 402	98,35
436.2021	Aménagement et travaux locaux DAC	32 505 407	30 642 273	13 220 499	17 421 774	40,67	43,14	15 083 633	46,40
438.2021	Rénovation de l'aérogare de Takaroa - Etudes	10 000 000	8 660 480		8 660 480			1 339 520	13,40
443.2021	Aménagement du quai du dispensaire de Maupiti	36 500 000	9 834 044	815 860	9 018 184	2,24	8,30	815 860	2,24
205.2022	Protection littorale de la RT au droit de la plage Tavana - Tubuai	30 000 000	5 807 822		5 807 822				
236.2022	Aérodrome de Napuka - Mise aux normes CHEA au code 3C de la piste - Etud	20 000 000	5 000 000	700 600	4 299 400	3,50	14,01	700 600	3,50
237.2022	Aérodrome de Totegegie - Mise aux normes CHEA au code 3C de la piste et cr	30 000 000	3 000 000		3 000 000				
241.2022	Aéroport international Nuku Hiva - Etudes	75 000 000	26 439 310	3 976 131	22 463 179	5,30	15,04	7 427 381	9,90
243.2022	Etudes générales - Tous aérodromes - 2022	20 000 000	1 090 905	1 090 905		5,45	100,00	5 095 690	25,48
245.2022	Quai de Farepiti - Tranche 2 - Bora Bora (3IF 2022)	1 518 000 000	1 199 986	151 628	1 048 358	0,01	12,64	151 628	0,01
246.2022	Débarcadère de Paopao - Moorea (3IF 2022)	240 500 000	16 818 484	15 367 374	1 451 110	6,39	91,37	239 048 890	99,40
249.2022	Aménagement des installations portuaires de Taiarapu Ouest - Tahiti (3IF 2022	526 000 000	335 866 678	246 851 704	89 014 974	46,93	73,50	431 985 026	82,13
250.2022	Reconstruction du débarcadère de Fangatau - Etudes	33 000 000	11 202 440	8 278 771	2 923 669	25,09	73,90	9 992 998	30,28
251.2022	Reconstruction du débarcadère de Pukarua - Etudes	27 000 000	4 414 126	3 979 181	434 945	14,74	90,15	11 215 338	41,54
252.2022	Confortement de débarcadères Fakarava et Tikehau - Etudes	25 000 000	17 324 484	15 337 273	1 987 211	61,35	88,53	21 737 091	86,95
254.2022	Etudes maritimes préalables, diagnostics et faisabilité - 2022	55 000 000	8 582 765	8 569 920	12 845	15,58	99,85	33 220 724	60,40
255.2022	Balisage maritime 2022 (3IF 2022)	100 000 000	234 136	234 136		0,23	100,00	99 923 286	99,92
257.2022	Aménagements et travaux divers - Ouvrages maritimes Marquises - 2022	17 340 147						17 312 847	99,84
258.2022	Aménagements et travaux divers - Ouvrages maritimes TG - 2022	10 000 000						8 519 918	85,20
259.2022	Aménagements et travaux divers - Ouvrages maritimes ISLV - 2022	10 000 000	3 750 196	3 750 196		37,50	100,00	9 695 821	96,96

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
260.2022	Courantologie et d'agitation au droit du village de Paea - Etudes	10 000 000	1 591 978	1 591 911	67	15,92	100,00	5 735 811	57,36
261.2022	Aménagement du front de mer du village de Manihi et rénovation de la marina -	35 000 000	80 823		80 823			5 416 548	15,48
351.2022	Mise aux normes de l'aérodrome de Hiva Oa - Travaux	60 000 000	53 000 000	41 220 035	11 779 965	68,70	77,77	41 220 035	68,70
401.2022	Travaux divers d'infrastructures d'aérodromes	110 000 000	55 073 245	28 327 497	26 745 748	25,75	51,44	83 254 252	75,69
402.2022	Mise en sécurité du débarcadère de Hatiheu - Etudes	12 000 000	6 306 770	3 744 692	2 562 078	31,21	59,38	3 937 922	32,82
270.2023	Construction d'une nouvelle aérogare à Hiva Oa	73 803 100	34 502 200		34 502 200			497 800	0,67
272.2023	Création d'un balisage lumineux et installations techniques - Aérodrome de Tike	370 000 000	265 000 000	210 710 805	54 289 195	56,95	79,51	210 710 805	56,95
273.2023	Mise aux normes des infrastructures aéroportuaires et des installations techniqu	40 000 000	5 000 000		5 000 000				
274.2023	Réfection du balisage lumineux et installations techniques - Aérodrome de Hao	20 000 000	11 000 000	7 071 475	3 928 525	35,36	64,29	7 071 475	35,36
276.2023	Mise aux normes 3C - Aérodrome de Katiu (3IF 2023)	570 000 000	414 360 177	395 516 341	18 843 836	69,39	95,45	395 516 341	69,39
277.2023	Etudes générales sur les aérodromes du pays - 2023	20 000 000	9 894 650	9 893 150	1 500	49,47	99,98	14 334 900	71,67
278.2023	Réhabilitation des installations portuaires de Apataki - Etudes	10 000 000	5 164 100	3 760 312	1 403 788	37,60	72,82	3 760 312	37,60
279.2023	Construction d'un ponton d'accostage à Anaho, Nuku Hiva - Etudes	15 000 000	7 000 000	932 250	6 067 750	6,22	13,32	932 250	6,22
280.2023	Mises aux normes des services de navigation aérienne	61 000 000	55 993 866	285 877	55 707 989	0,47	0,51	5 292 011	8,68
281.2023	Reconstruction de l'aérogare de Rurutu - Travaux	330 600 000	26 500 000		26 500 000				
282.2023	Renouvellement du balisage diurne des aérodromes	73 777 271							
283.2023	Construction et rénovation des clôtures des aérodromes	30 000 000	30 000 000	17 119 343	12 880 657	57,06	57,06	17 119 343	57,06
284.2023	Acquisition et installation de vigie mobile aérodrome - Mataiva	27 400 000	1 625 105	1 625 105		5,93	100,00	6 854 704	25,02
285.2023	Déploiement des enregistreurs de la navigation aérienne	13 500 000	11 000 000		11 000 000				
287.2023	Réhabilitation des locaux de la DAC	65 000 000	14 250 250	1 904 000	12 346 250	2,93	13,36	1 904 000	2,93
288.2023	Etudes maritimes préalables diagnostic et faisabilité - 2023	50 000 000	37 500	37 500		0,08	100,00	4 044 360	8,09
289.2023	Balisage maritime 2023 (3IF 2023)	300 000 000	261 698 214	209 547 549	52 150 665	69,85	80,07	247 849 335	82,62
290.2023	Mise aux normes 3C y compris des installations techniques - Aérodrome de Tak	710 000 000							
291.2023	Création d'une vigie - Aérodrome de Tikehau - Etudes	20 000 000	10 000 000	6 628 799	3 371 201	33,14	66,29	6 628 799	33,14
292.2023	Création d'une vigie - Aérodrome de Manihi - Etudes	20 000 000	2 500 000		2 500 000				
293.2023	Acquisition matériels maritime - 2023	80 000 000	68 728 525	61 050 668	7 677 857	76,31	88,83	61 050 668	76,31
294.2023	Déplacement de la cale de mise à l'eau et rénovation de la marina du village - H	20 000 000	4 000 000	3 483 159	516 841	17,42	87,08	3 483 159	17,42
295.2023	Aménagement du port de Tahauku - Etudes	25 000 000	200 000	89 706	110 294	0,36	44,85	89 706	0,36
296.2023	Aménagement d'une marina à Haapiti - Etudes	20 000 000							
297.2023	Reconstruction du quai de Raraka - Etudes	30 000 000	4 100 000	2 455 976	1 644 024	8,19	59,90	2 455 976	8,19
299.2023	Rénovation et modernisation du phare de Mahina (FIM 2022)	159 000 000	38 629 844	11 710 551	26 919 293	7,37	30,31	15 932 736	10,02
302.2023	Reconstruction des débarcadères de Niau-Travaux (3IF2023)	535 000 000	142 000 000	131 326 453	10 673 547	24,55	92,48	131 326 453	24,55
304.2023	Reconstruction débarcadère de Vaipaee - Ua Huka - Travaux (3IF 2023)	250 000 000	99 000 000	45 709 879	53 290 121	18,28	46,17	45 709 879	18,28
305.2023	Aménagements et travaux divers maritimes - ISLV - 2023	25 000 000	15 000 000	15 000 000		60,00	100,00	15 000 000	60,00

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
306.2023	Aménagements et travaux divers maritimes - IDV - 2023	15 000 000							
307.2023	Aménagements et travaux divers maritimes - Tuamotu Gambier - 2023	15 000 000	12 491 118	12 491 118		83,27	100,00	14 772 926	98,49
308.2023	Aménagements et travaux divers maritimes - Marquises - 2023	15 000 000	5 732 981	3 603 332	2 129 649	24,02	62,85	5 473 307	36,49
309.2023	Aménagements et travaux divers maritimes - Australes - 2023	15 000 000	2 534 700	1 721 769	812 931	11,48	67,93	1 721 769	11,48
310.2023	Construction de deux hangars sur le quai de Farepiti - Bora Bora (3IF 2023)	500 000 000	3 000 000		3 000 000				
311.2023	Extension de l'aérogare de Tikehau - Travaux (3IF 2023)	360 000 000	77 639 786		77 639 786				
410.2023	Equipements divers pour traitement des espaces verts des aérodromes	60 000 000	41 351 450	19 922 306	21 429 144	33,20	48,18	28 570 856	47,62
275.2024	Reconstruction du débarcadère de Vairaatea - Etudes	30 000 000	4 369 223	1 470 200	2 899 023	4,90	33,65	1 470 200	4,90
276.2024	Etudes pour la construction de marinas, ports à secs et carénage aux Marquises	25 000 000							
277.2024	Reconstruction de la cale et réfection du quai de Takapoto (3IF 2024)	160 000 000	40 000 000	39 379 257	620 743	24,61	98,45	39 379 257	24,61
278.2024	Etudes pour la construction d'un débarcadère à Haahopu	25 000 000							
279.2024	Extension de l'aérogare de Fakarava	425 000 000	55 000 000		55 000 000				
280.2024	Acquisition et installation des équipements AFIS de la tour de Kaukura	12 000 000							
281.2024	Reconstruction débarcadères nord et sud de Reao (3IF 2024)	545 000 000	150 000 000	148 076 556	1 923 444	27,17	98,72	148 076 556	27,17
282.2024	Reconstruction du débarcadère de Fakahina (3IF 2024)	700 000 000	229 003 199	178 524 519	50 478 680	25,50	77,96	178 524 519	25,50
283.2024	Aménagements et travaux divers - Ouvrages maritimes TG - 2024	20 000 000	4 871 480	4 866 446	5 034	24,33	99,90	4 866 446	24,33
284.2024	Aménagements et travaux divers - Ouvrages maritimes IDV - 2024	15 000 000	7 373 537	2 171 967	5 201 570	14,48	29,46	2 171 967	14,48
285.2024	Aménagements et travaux divers - Ouvrages maritimes ISLV - 2024	15 000 000	13 962 991	12 822 840	1 140 151	85,49	91,83	12 822 840	85,49
286.2024	Aménagements et travaux divers - Ouvrages maritimes Australes - 2024	15 000 000	10 110 390	3 632 950	6 477 440	24,22	35,93	3 632 950	24,22
287.2024	Aménagements et travaux divers - Ouvrages maritimes Marquises - 2024	15 000 000	14 529 395	3 161 680	11 367 715	21,08	21,76	3 161 680	21,08
288.2024	Etudes maritimes préalables diagnostic et faisabilité - 2024	15 000 000	14 542 833	13 228 673	1 314 160	88,19	90,96	13 228 673	88,19
289.2024	Remise en état de la digue de Hakahau - Etudes	30 000 000	6 155 589		6 155 589				
290.2024	Aérodrome de Hao - Création d'un nouveau balisage lumineux et travaux divers	550 000 000							
291.2024	Etudes de définition et de faisabilité - Tous aérodromes	40 000 000	25 000 000	3 730 370	21 269 630	9,33	14,92	3 730 370	9,33
292.2024	Mise en place d'aérogares provisoires	60 000 000	18 000 000	1 434 771	16 565 229	2,39	7,97	1 434 771	2,39
293.2024	Construction de dépôts d'hydrocarbures - Tranche 1	140 000 000	85 000 000		85 000 000				
294.2024	Aérodrome de Tureia - Mise aux normes en code 3C (3IF 2024)	280 000 000	86 500 000	76 944 453	9 555 547	27,48	88,95	76 944 453	27,48
295.2024	Balisage maritime 2024 (3IF 2024)	200 000 000	200 000 000	14 589 493	185 410 507	7,29	7,29	14 589 493	7,29
296.2024	Aérodrome de Tikehau - Création de la vigie (3IF 2024)	110 000 000							
297.2024	Aérodrome de Aratika - Mise aux normes en code 3C (3IF 2024)	600 000 000	180 000 000	179 112 865	887 135	29,85	99,51	179 112 865	29,85
298.2024	Acquisitions foncières pour l'aménagement des aérodromes - 2024	100 000 000							
299.2024	Acquisition et installation des équipements AFIS de la tour de Tikehau	14 000 000							
300.2024	Mise à niveau des plateformes météo des aérodromes - Tranche 1	100 000 000	30 000 000	2 868 400	27 131 600	2,87	9,56	2 868 400	2,87
302.2024	Fiabilisation des capteurs météorologiques de la DAC - Tranche 1	86 790 000							

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
303.2024	Etudes générales sur les aérodromes du Pays - 2024	30 000 000	8 000 000	2 372 646	5 627 354	7,91	29,66	2 372 646	7,91
388.2024	Reconstruction du quai de Vaipaee - Ua Huka - Etudes	20 000 000							
389.2024	Acquisition de matériels de transport maritime	20 000 000	12 862 300		12 862 300				
434.2024	Réhabilitation de la darse de Kaukura - Etudes	30 000 000							
435.2024	Travaux de réhabilitation de la cale du grand quai de Taiohae	33 000 000							
436.2024	Installation d'un balisage lumineux autonome - Aérodrome de Hiva Oa - Travau	150 000 000	50 000 000		50 000 000				
437.2024	Accueil des moyens courriers sur les aérodromes du Pays - Etudes	10 000 000	1 000 000		1 000 000				
438.2024	Mise aux normes du balisage lumineux - Aérodrome de Fakarava - Etudes	20 000 000	10 000 000		10 000 000				
465.2024	Réhabilitation du débarcadère de Hikueru - Etude	20 000 000	5 000 000		5 000 000				
	TOTAL DU PROGRAMME	**34 896 872 338**	**6 695 870 108**	**3 679 877 309**	**3 015 992 799**	**10,55**	**54,96**	**21 988 286 460**	**63,01**
	91403 - PROTECTION CONTRE LES EAUX								
346.2010	Echanges de parcelles destinées à la protection contre les eaux (E/O)	28 000 000	28 000 000		28 000 000				
297.2014	Réhabilitation des protections de la pointe Matira - Bora Bora (3IF 2014)	100 000 000	24 749 927	24 749 927		24,75	100,00	70 236 664	70,24
208.2016	Etudes d'aménagement - rivière Pipine et rivière Teura - Arue (3IF 2016)	27 500 000	844 423		844 423			15 839 282	57,60
276.2017	Assainissement rivière Nymphea - Etudes	40 000 000	3 157 690		3 157 690			30 550 579	76,38
362.2018	Construction d'un mur de protection côté océan - Reao - Etudes (3IF 2018)	10 000 000	2 533 396	1 596 006	937 390	15,96	63,00	2 562 610	25,63
368.2018	Aménagement du secteur de la rivière Piafau et de l'exutoire St Hilaire - Etudes	15 000 000						13 892 006	92,61
372.2018	Diagnostic des ouvrages des eaux pluviales RC (pk12,5 et 13,3) - canal C16, d	10 000 000	3 372 435	801 048	2 571 387	8,01	23,75	6 428 613	64,29
294.2019	Diagnostic des bassins d'orage de Tamahana et Vaiaha - Tahiti	10 000 000	162 208	144 513	17 695	1,45	89,09	9 682 305	96,82
295.2019	Réalisation d'un bassin dégraveur en amont de la rivière Vaiami - Etudes	15 000 000	1 500 000		1 500 000				
304.2019	Travaux d'aménagement de l'aval de la rivière Vaipoopoo (PK 9,6) et réalisation	220 000 000	390 236	390 236		0,18	100,00	174 283 261	79,22
305.2019	Etude contre l'érosion de la plage de Vairaharaha - Teva I Uta	19 000 000	955 107	955 107		5,03	100,00	15 037 514	79,14
280.2020	Protection du littoral le long de la RT6 en sortie de Ppt vers l'échangeur de Faa'a	440 150 000	86 513 279	86 513 279		19,66	100,00	424 882 526	96,53
298.2020	Protection littorale de la route de ceinture dans le village de Taahueia - Tubuai	30 000 000							
299.2020	Aménagement de la rivière Nymphea - Tranche 1 (3IF 2021)	330 000 000	11 029 002	118 085	10 910 917	0,04	1,07	87 089 083	26,39
301.2020	Protection des berges de rivière et de littoral sur Tahiti (3IF 2020)	200 000 000						193 898 867	96,95
311.2021	Aménagement de la rivière Nahoata - Tranche 2 (3IF 2021)	520 000 000	8 813 909	7 285 617	1 528 292	1,40	82,66	490 235 182	94,28
313.2021	Acquisitions foncières pour l'aménagement de la rivière Tiapa	17 000 000	14 532 000		14 532 000			468 000	2,75
401.2021	Agrandissement et protection de la place de la mairie de Tubuai - Etudes	15 000 000						6 898 729	45,99
444.2021	Réfection du bassin de Vaiaha - Faaa (3IF 2021)	140 000 000	4 288 670	4 288 670		3,06	100,00	106 098 028	75,78
262.2022	Réparations du canal C16 à Punaauia (3IF 2022)	20 000 000	20 000 000		20 000 000				
263.2022	Réfection du canal de la rivière Tipaerui à Papeete (3IF 2022)	385 000 000	36 433 456	26 688 671	9 744 785	6,93	73,25	64 267 215	16,69
264.2022	Aménagement de la rivière Hamuta - Etudes	15 000 000	9 662 973	7 943 998	1 718 975	52,96	82,21	13 281 025	88,54
266.2022	Protection des berges de rivières et du littoral - Tahiti (3IF 2022)	130 000 000						124 264 815	95,59

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
267.2022	Assainissement du système de collecte et d'évacuation des eaux pluviales - Ma	75 000 000	74 379 840	1 222 660	73 157 180	1,63	1,64	1 842 820	2,46
269.2022	Protection des berges à Faaripo (dernière tranche) - Papenoo (3IF 2022)	400 000 000	48 513 246	5 988 897	42 524 349	1,50	12,34	101 775 651	25,44
312.2023	Protection des berges des rivières et du littoral de Tahiti (3IF 2023)	100 000 000	5 915 230	5 915 230		5,92	100,00	100 000 000	100,00
313.2023	Aménagement de la rivière Hamuta - Pirae - Tranche 1 (3IF 2023)	300 000 000	10 000 000	4 943 750	5 056 250	1,65	49,44	4 943 750	1,65
314.2023	Modernisation et extension du réseau hydrographique - 2023	20 000 000						1 348 449	6,74
315.2023	Echange foncier commune de Faaone - Rivière Vaiovau (E/O)	6 210 000	6 210 000		6 210 000				
316.2023	Aménagements et travaux divers - Défense contre les eaux Moorea - 2023	10 000 000	8 944 400	8 241 994	702 406	82,42	92,15	8 982 994	89,83
317.2023	Aménagements et travaux divers - Défense contre les eaux Australes - 2023	10 000 000	6 099 958	6 099 958		61,00	100,00	7 207 358	72,07
318.2023	Aménagements et travaux divers - Défense contre les eaux - ISLV - Travaux	10 000 000	5 205 006	5 205 006		52,05	100,00	5 205 006	52,05
319.2023	Calibrage et protection des berges, des rivières - Raiatea - Travaux (3IF 2023)	30 000 000	21 100 548	13 399 924	7 700 624	44,67	63,51	22 299 376	74,33
321.2023	Protections littorales du front de mer de Taiohae, Nuku Hiva - Etudes	20 000 000	3 470 132		3 470 132				
322.2023	Réhabilitation des berges de la rivière Patoa - Nuku Hiva - Travaux (3IF 2023)	30 000 000	20 000 000	5 464 477	14 535 523	18,21	27,32	5 464 477	18,21
324.2023	Protection du littoral, front de mer de Atuona - Hiva Oa - Travaux (3IF 2023)	20 000 000	20 000 000	1 746 811	18 253 189	8,73	8,73	1 746 811	8,73
325.2023	Aménagements et travaux divers - Défense contre les eaux Tuamotu Gambier -	20 000 000	2 180 900	2 180 900		10,90	100,00	2 180 900	10,90
411.2023	Acquisitions foncières pour l'aménagement de la rivière Taharu'u à Papara	50 000 000	16 203 200		16 203 200			33 796 800	67,59
412.2023	Protection des berges des rivières Tiirahi et Urihee à Tahiti - Calamité naturelle	100 000 000	40 240 266	40 240 266		40,24	100,00	83 578 024	83,58
413.2023	Cession à titre gratuit de matériel de mesure par Météo France au profit de la P	20 000 000	20 000 000		20 000 000				
414.2023	Etude du transport sédimentaire de Tahiti	30 000 000	4 179 594	1 184 385	2 995 209	3,95	28,34	1 184 385	3,95
304.2024	Aménagements et travaux divers - Défense contre les eaux ISLV - 2024	20 000 000	1 993 391	1 189 890	803 501	5,95	59,69	1 189 890	5,95
305.2024	Protection du littoral en bordure de la RT2 au PK 16 à Papenoo (3IF 2024)	200 000 000	700 000	621 500	78 500	0,31	88,79	621 500	0,31
306.2024	Protection des berges des rivières et du littoral à Tahiti (3IF 2024)	100 000 000	100 000 000	83 528 593	16 471 407	83,53	83,53	83 528 593	83,53
307.2024	Modernisation et extension du réseau hydrographique	20 000 000	11 820 406		11 820 406				
308.2024	Mise à jour du schéma directeur des eaux pluviales de la Pointe Vénus	10 000 000							
309.2024	Aménagements et travaux divers - Défense contre les eaux - Australes - 2024	10 000 000	1 295 285	1 295 285		12,95	100,00	1 295 285	12,95
310.2024	Aménagement et travaux divers - Défense contre les eaux - Marquises - 2024	10 000 000							
311.2024	Aménagements et travaux divers - Défense contre les eaux - TG - 2024	20 000 000	406 800	406 800		2,03	100,00	406 800	2,03
312.2024	Stabilisation du lit de la rivière Vaioa à Atuona - Hiva Oa (3IF 2024)	40 000 000							
313.2024	Protection littorale de la RT au PK 18 Est - Moorea (3IF 2024)	200 000 000	38 000 000		38 000 000				
314.2024	Aménagements et travaux divers - Défense contre les eaux Moorea - 2024	10 000 000							
315.2024	Calibrage et enrochement de rivières à Taputapuatea - Raiatea - 2024	40 000 000							
316.2024	Calibrage et protection en enrochements des berges rivières à Tumaraa - Raiat	30 000 000	1 106 270	1 106 270		3,69	100,00	1 106 270	3,69
317.2024	Renforcement des protections de la rivière Pakiu à Taiohae - Nuku Hiva (3IF 20	80 000 000	10 000 000		10 000 000				
318.2024	Acquisitions foncières pour l'aménagement des rivières - 2024	100 000 000	16 359 200		16 359 200				
439.2024	Sécurisation de la RT 2 du PK13 au PK 14 - Pointe Tapahi - Commune de Mah	300 000 000	50 000 000		50 000 000				

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
	TOTAL DU PROGRAMME	**5 177 860 000**	**801 262 383**	**351 457 753**	**449 804 630**	**6,79**	**43,86**	**2 319 601 443**	**44,80**
	91404 - ENERGIE								
126.2012	SWAC du CHPF	3 800 000 000	43 837 899	361 051	43 476 848	0,01	0,82	3 756 523 152	98,86
168.2017	Energies renouvelables - Bâtiments du Pays (2017-2021)	23 300 000	471 132		471 132			16 941 412	72,71
408.2019	Mise aux normes des moyens de distribution électrique de Makemo	27 535 463						27 455 463	99,71
432.2021	Donation terre TETAHUNA 2 - Maiao (E/O)	2 000 000						1 709 000	85,45
434.2021	Subvention TEP - Renouvellement de la liaison TEP 30 000 Volts et canalisatio	805 000 000	177 000 001	157 000 000	20 000 001	19,50	88,70	784 999 999	97,52
319.2024	Subvention G2P - Déplacement des filières hydrocarbures - Côte Est - Tahiti -	40 000 000	30 000 000	19 575 425	10 424 575	48,94	65,25	19 575 425	48,94
320.2024	Sécurisation de l'alimentation électrique de secours des aérodromes	15 000 000							
	TOTAL DU PROGRAMME	**4 712 835 463**	**251 309 032**	**176 936 476**	**74 372 556**	**3,75**	**70,41**	**4 607 204 451**	**97,76**
	91405 - POSTES, TELECOMMUNICATIONS, NOUVELLES TECHNOLOGIES								
457.2021	Subvention ONATI - Modernisation du réseau de transmission hertzienne	322 000 000	161 000 000		161 000 000			161 000 000	50,00
458.2021	Subvention ONATI - Déploiement de la 4G dans les archipels éloignés	249 913 254	124 956 627		124 956 627			124 956 627	50,00
271.2022	Subvention ONATI - Câble sub-lagonaire presqu'île de Tahiti - Travaux	148 832 630	119 066 104	103 736 343	15 329 761	69,70	87,12	133 502 869	89,70
404.2022	Subvention FARE RATA - SI commercial Niu Ura	92 000 000	27 600 000		27 600 000			64 400 000	70,00
405.2022	Subvention FARE RATA - Reconstruction et rénovation des bureaux de poste d	71 046 000	21 313 800		21 313 800			49 732 200	70,00
406.2022	Subvention FARE RATA - Rénovation du bureau de poste de Bora-Bora	50 000 000	15 000 000	10 000 000	5 000 000	20,00	66,67	45 000 000	90,00
407.2022	Subvention FARE RATA - Reconstruction du bureau de poste d'Uturoa	150 000 000	45 000 000	30 000 000	15 000 000	20,00	66,67	135 000 000	90,00
408.2022	Subvention ONATI - Réseau très haut débit interservices publics de la Polynési	616 569 660	184 970 897		184 970 897			123 313 932	20,00
415.2023	Subvention ONATI - Déploiement d'un réseau de fibres optiques jusqu'à l'abonn	516 000 000	340 362 364	309 600 000	30 762 364	60,00	90,96	309 600 000	60,00
321.2024	Subvention Fare Rata - Développements informatiques et acquisition de matéri	76 750 000	38 375 000		38 375 000				
322.2024	Subvention Fare Rata - Travaux de rénovation du bureau de poste de Papeete	28 000 000	14 000 000		14 000 000				
440.2024	Subvention Fare Rata - Reconstruction du bureau de poste de Ua Huka - Vaipa	36 000 000	18 000 000		18 000 000				
441.2024	Subvention Fare Rata - Reconstruction du bureau de poste de Reao	35 000 000	17 500 000		17 500 000				
442.2024	Subvention Fare Rata - Reconstruction du bureau de poste de Anaa	35 000 000	17 500 000		17 500 000				
443.2024	Subvention ONATI - Déploiement 4G et extension 4G+ du réseau mobile dans	326 297 100	97 889 130		97 889 130				
	TOTAL DU PROGRAMME	**2 753 408 644**	**1 242 533 922**	**453 336 343**	**789 197 579**	**16,46**	**36,48**	**1 146 505 628**	**41,64**
	91406 - MEDIAS								
323.2024	Subvention TNTV - Acquisition de matériels techniques - 2024	80 000 000	80 000 000	72 000 000	8 000 000	90,00	90,00	72 000 000	90,00
390.2024	Subvention TNTV - Réhabilitation et modernisation studio 601	148 000 000	74 000 000	74 000 000		50,00	100,00	74 000 000	50,00
	TOTAL DU PROGRAMME	**228 000 000**	**154 000 000**	**146 000 000**	**8 000 000**	**64,04**	**94,81**	**146 000 000**	**64,04**
	TOTAL DES DEPENSES	**78 690 835 916**	**19 779 141 679**	**11 159 879 700**	**8 619 261 979**	**14,18**	**56,42**	**48 721 552 063**	**61,92**

MISSION / ARTICLE	LIBELLE RECETTE	BUDGET PRIMITIF (A)	BUDGET MODIFIE (B)	Réalisations 2024 (C)	ECARTS (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)		
	91401 - RESEAU ROUTIER								
13111	3ème Instrument financier - Etat		4 188 775 463	0	4 188 775 463	0,00	0,00		
13211	3ème Instrument financier - Etat	1 751 925 000	2 118 288 461	3 437 854 690	-1 319 566 229	196,23	162,29		
211	Terrains		601 993 803	0	601 993 803	0,00	0,00		
	TOTAL DU PROGRAMME	1 751 925 000	6 909 057 727	3 437 854 690	3 471 203 037	196,23	49,76		
	91402 - PORTS ET AEROPORTS								
13111	3ème Instrument financier - Etat		1 684 703 155	1 765 905 090	- 81 201 935	0,00	104,82		
131188	Autres - Autres subventions de l'Etat		383 733 668	107 398 568	276 335 100	0,00	27,99		
13211	3ème Instrument financier - Etat	1 493 360 120	1 493 360 120	0	1 493 360 120	0,00	0,00		
2031	Frais d'études			281 594	- 281 594	0,00	0,00		
211	Terrains		109 606 751	0	109 606 751	0,00	0,00		
231	Immobilisations corporelles en cours		118 422 752	0	118 422 752	0,00	0,00		
23133	Ouvrages d'infrastructure			33 965 020	- 33 965 020	0,00	0,00		
	TOTAL DU PROGRAMME	1 493 360 120	3 789 826 446	1 907 550 272	1 882 276 174	127,74	50,33		
	91403 - PROTECTION CONTRE LES EAUX								
13111	3ème Instrument financier - Etat		240 055 630	0	240 055 630	0,00	0,00		
13211	3ème Instrument financier - Etat	212 800 000	212 800 000	346 700 957	- 133 900 957	162,92	162,92		
211	Terrains		34 210 000	0	34 210 000	0,00	0,00		
215	Installations, matériel et outillage techniques		20 000 000	0	20 000 000	0,00	0,00		
23128	Autres agencements et aménagements de terrains			30 878 496	- 30 878 496	0,00	0,00		
	TOTAL DU PROGRAMME	212 800 000	507 065 630	377 579 453	129 486 177	177,43	74,46		
	91404 - ENERGIE								
131183	Agence de l'environnement et la maitrise de l'énergie		45 629 930	0	45 629 930	0,00	0,00		
132183	Agence de l'environnement et la maitrise de l'énergie			15 035 800	- 15 035 800	0,00	0,00		
211	Terrains		291 000	0	291 000	0,00	0,00		
	TOTAL DU PROGRAMME		45 920 930	15 035 800	30 885 130		32,74		
	91405 - POSTES, TELECOMMUNICATIONS, NOUVELLES TECHNOLOGIES								
131181	Fonds exceptionnel d'investissement	193 310 941	193 310 941	107 398 568	85 912 373	55,56	55,56		
	TOTAL DU PROGRAMME	193 310 941	193 310 941	107 398 568	85 912 373	55,56	55,56		
	TOTAL DES RECETTES	3 651 396 061	11 445 181 674	5 845 418 783	5 599 762 891	160,09	51,07		

RESULTAT MISSION 914			- 5 314 460 917					

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
	91501 - TRANSPORTS TERRESTRES ET SECURITE ROUTIERE								
276.2010	Aménagement abris-bus sur le réseau de transport en commun	427 491 279						253 174 209	59,22
445.2019	Aménagement du site de la fourrière automobile - Etudes	20 000 000	4 000 000		4 000 000				
401.2020	Aménagement de la gare routière d'Outumaoro - Punaauia	20 040 000	3 737 475	1 194 975	2 542 500	5,96	31,97	1 194 975	5,96
402.2021	Réhabilitation de la gare routière de Papenoo	30 000 000	29 466 075	18 182 862	11 283 213	60,61	61,71	18 716 787	62,39
464.2021	Aménagement de la gare routière - Mairie Papeete - Travaux	50 000 000	15 000 000	1 967 330	13 032 670	3,93	13,12	1 967 330	3,93
327.2023	Implantation de parking-relais au service des transports publics	40 000 000	10 000 000		10 000 000				
328.2023	Installation d'équipements et acquisition de vélos pour le déploiement d'un servi	108 000 000	15 000 000		15 000 000				
329.2023	Travaux divers connexes aux infrastructures existantes de la DTT - 2023	20 000 000	10 794 401	10 794 401		53,97	100,00	13 727 701	68,64
330.2023	Programme de renouvellement global du parc d'arrêt de bus	577 000 000	119 685 878	19 687 879	99 997 999	3,41	16,45	20 002 001	3,47
332.2023	Implantation d'aires de covoiturage au sein des communes de Tahiti	66 000 000	6 000 000	2 583 180	3 416 820	3,91	43,05	2 583 180	3,91
324.2024	Travaux divers connexes aux infrastructures existantes de la DTT - 2024	15 000 000	8 756 568		8 756 568				
325.2024	Voies réservées et aménagements en faveur des transports en commun et mod	447 000 000	129 000 000	9 163 629	119 836 371	2,05	7,10	9 163 629	2,05
326.2024	Etude de faisabilité d'un TCSP dans l'agglomération de Papeete	40 000 000	12 000 000		12 000 000				
327.2024	Accessibilité des personnes à mobilité réduite en zone urbaine et sur le réseau	20 000 000	4 705 599		4 705 599				
328.2024	Etude pour l'aménagement d'infrastructures liées à la sécurité et à la circulation	30 000 000	10 000 000		10 000 000				
329.2024	Gares routières et pôles d'échanges multimodaux des transports publics de Tah	40 000 000	10 000 000	3 887 200	6 112 800	9,72	38,87	3 887 200	9,72
	TOTAL DU PROGRAMME	**1 950 531 279**	**388 145 996**	**67 461 456**	**320 684 540**	**3,46**	**17,38**	**324 417 012**	**16,63**
	91502 - TRANSPORTS ET AFFAIRES MARITIMES								
459.2019	Subvention FEPSM - Acquisition vedette de sauvetage et d'assistance médicale	60 000 000	6 300 716		6 300 716			53 699 284	89,50
403.2021	Remplacement des navires de la flottille TN1 et TN8 - Etudes	30 000 000	6 632 458	6 557 279	75 179	21,86	98,87	10 924 821	36,42
275.2022	Acquisition de matériels et travaux pour les navires de la flottille administrative -	200 000 000	92 875 813	92 857 343	18 470	46,43	99,98	155 192 501	77,60
355.2022	Cession à titre gracieux du navire Te ata o hiva - Iles Marquises Sud (E/O)	127 500 000	127 500 000	127 223 323	276 677	99,78	99,78	127 223 323	99,78
356.2022	Cession à titre gracieux du navire Iles du Nord - Marquises (E/O)	190 000 000							
333.2023	Acquisition matériels et travaux des navires de la flotille administrative - 2023	50 000 000	24 747 843	24 747 843		49,50	100,00	32 362 781	64,73
416.2023	Installation de mouillages écolo. Iles Marquises (Fonds vert - 2023)	160 000 000	48 000 000		48 000 000				
417.2023	Installation de mouillages écolo. Taiarapu Ouest (Fonds vert - 2023)	10 000 000	8 000 000	794 955	7 205 045	7,95	9,94	794 955	7,95
418.2023	Installation de mouillage écolo. Raiatea et Tahaa (Fonds vert - 2023)	80 000 000	24 037 579	8 661 789	15 375 790	10,83	36,03	9 624 210	12,03
330.2024	Acquisition matériels et travaux des navires de la flottille administrative - 2024	30 000 000	28 453 308	15 262 834	13 190 474	50,88	53,64	15 262 834	50,88
331.2024	Subvention G2P - Développement de la filière réparation navale - Etudes	20 000 000	19 770 900	9 885 450	9 885 450	49,43	50,00	9 885 450	49,43
332.2024	Schéma directeur de desserte maritime	30 000 000	12 000 000		12 000 000				
444.2024	Installation de mouillages écolo. Fakarava	55 600 000	15 000 000	2 384 865	12 615 135	4,29	15,90	2 384 865	4,29
445.2024	Installation de mouillages écolo. Rangiroa (Fonds vert - 2024)	48 800 000	15 000 000		15 000 000				
	TOTAL DU PROGRAMME	**1 091 900 000**	**428 318 617**	**288 375 681**	**139 942 936**	**26,41**	**67,33**	**417 355 024**	**38,22**
	91503 - TRANSPORTS AERIENS ET AVIATION CIVILE								

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
334.2023	Acquisition d'équipements de la navigation aérienne	23 000 000	6 812 799	6 706 215	106 584	29,16	98,44	22 893 416	99,54
335.2023	Acquisition d'équipements énergie, balisage et climatisation	8 000 000	6 494 345	4 210 813	2 283 532	52,64	64,84	5 716 468	71,46
337.2023	Sécurisation du balisage et de l'installation haute tension de Hao	27 500 000	27 500 000		27 500 000				
338.2023	Sécurisation du balisage lumineux de Fakarava, Raivavae et Moorea	27 400 000	27 400 000	15 859 397	11 540 603	57,88	57,88	15 859 397	57,88
419.2023	Achats matériels d'exploitation aérodromes	68 761 900	61 930 573	51 315 652	10 614 921	74,63	82,86	58 146 979	84,56
333.2024	Sécurisation des installations électrique des aérogares	30 000 000	1 456 575		1 456 575				
334.2024	Achats et installation de matériels de balisage lumineux à Hao	26 000 000							
335.2024	Achat de matériels et équipements techniques - 2024	11 500 000	11 250 498	10 073 898	1 176 600	87,60	89,54	10 073 898	87,60
336.2024	Schéma directeur de la desserte aérienne	50 000 000	23 000 000		23 000 000				
337.2024	Schéma directeur d'aménagement des aérodromes	50 000 000	28 000 000		28 000 000				
	TOTAL DU PROGRAMME	**322 161 900**	**193 844 790**	**88 165 975**	**105 678 815**	**27,37**	**45,48**	**112 690 158**	**34,98**
	91504 - SECURITE AEROPORTUAIRE (ETAT)								
319.2019	Acquisition de moteurs hors-bord	18 300 000	9 434 918		9 434 918			8 865 082	48,44
328.2021	Achats de véhicules techniques DAC - 2021	404 611 736	59 857 434	43 814 899	16 042 535	10,83	73,20	380 732 037	94,10
329.2021	Construction de hangars pour les véhicules SPPA de Fakarava, Huahine et Ua	45 000 000	41 786 922		41 786 922				
331.2021	Acquisition de véhicules techniques pour le SPPA	50 000 000	14 826 617	14 685 078	141 539	29,37	99,05	36 413 528	72,83
335.2021	Construction de clôtures adaptées d'aérodromes	96 892 413	71 674 241	21 487 245	50 186 996	22,18	29,98	46 705 416	48,20
336.2021	Acquisition de cuves de stockage - 2021	33 324 212	19 781 770	19 781 770		59,36	100,00	33 232 866	99,73
277.2022	Achats de véhicules techniques DAC - 2022	350 000 000	238 593 040	238 593 040		68,17	100,00	250 000 000	71,43
280.2022	Acquisition de matériel garage DAC	6 340 781	5 289 219	1 163 800	4 125 419	18,35	22,00	2 004 581	31,61
282.2022	Hangars et abris SSLIA - Aménagements et travaux divers	90 000 000	63 942 204	21 057 036	42 885 168	23,40	32,93	27 165 403	30,18
339.2023	Construction et rénovation de slipway	33 158 150							
340.2023	Acquisition de cuves de stockages	618 778	116 018	116 018		18,75	100,00	205 614	33,23
341.2023	Achats de matériels SSLIA - 2023	7 226 518	1 482 080	1 482 080		20,51	100,00	6 040 263	83,58
343.2023	Travaux de rénovation de la clôture de l'aérodrome de Huahine	48 415 660	31 433 394		31 433 394				
344.2023	Matériel d'exploitation SPRA	3 000 000	1 632 241	324 552	1 307 689	10,82	19,88	1 692 311	56,41
338.2024	Travaux de rénovation de la clôture de Fakarava	40 000 000	4 000 000		4 000 000				
339.2024	Travaux de rénovation de la clôture de Hiva Oa	10 000 000	10 000 000		10 000 000				
340.2024	Reconstruction de logements SSLIA - Etudes	5 000 000							
341.2024	Acquisition de matériels SSLIA - 2024	13 000 000	6 470 244	5 381 314	1 088 930	41,39	83,17	5 381 314	41,39
342.2024	Construction nouvelle caserne SSLIA et bâtiment annexe - Etudes	4 180 000	3 180 000	1 102 000	2 078 000	26,36	34,65	1 102 000	26,36
343.2024	Acquisition de vedettes SSLIA - 2024	45 000 000							
446.2024	Construction de bâtiments SSLIA - Tranche 1	400 000 000	120 000 000		120 000 000				
447.2024	Travaux de rénovation des clôtures de l'aérodrome de Tubuai	85 000 000							

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
	TOTAL DU PROGRAMME	**1 789 068 248**	**703 500 342**	**368 988 832**	**334 511 510**	**20,62**	**52,45**	**799 540 415**	**44,69**
	TOTAL DES DEPENSES	**5 153 661 427**	**1 713 809 745**	**812 991 944**	**900 817 801**	**15,78**	**47,44**	**1 654 002 609**	**32,09**

MISSION / ARTICLE	LIBELLE RECETTE	BUDGET PRIMITIF (A)	BUDGET MODIFIE (B)	Réalisations 2024 (C)	ECARTS (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)		
	91502 - TRANSPORTS ET AFFAIRES MARITIMES								
131188	Autres - Autres subventions de l'Etat		43 010 838	46 564 081	- 3 553 243	0,00	108,26		
204	Subventions d'équipement versées		127 500 000	0	127 500 000	0,00	0,00		
218	Autres immobilisations corporelles		190 000 000	0	190 000 000	0,00	0,00		
21820	Matériel de transport			127 223 323	- 127 223 323	0,00	0,00		
	TOTAL DU PROGRAMME		360 510 838	173 787 404	186 723 434		48,21		
	TOTAL DES RECETTES		360 510 838	173 787 404	186 723 434	0,00	48,21		

RESULTAT MISSION 915			- 639 204 540					

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
	91601 - URBANISME								
344.2024	Aménagement de la place Tamatoa - Etudes	56 852 000	22 428 000	2 165 764	20 262 236	3,81	9,66	2 165 764	3,81
	TOTAL DU PROGRAMME	**56 852 000**	**22 428 000**	**2 165 764**	**20 262 236**	**3,81**	**9,66**	**2 165 764**	**3,81**
	91602 - GESTION DU DOMAINE PUBLIC								
302.2017	Cadastre des remblais - Levés par drône et cartographie du trait de côte de la P	120 000 000	623 354		623 354			61 665 901	51,39
	TOTAL DU PROGRAMME	**120 000 000**	**623 354**		**623 354**	**0,00**	**0,00**	**61 665 901**	**51,39**
	91603 - AFFAIRES FONCIERES								
5.2003	Echange de terrains (E/O)	605 176 219	2 321 000		2 321 000			488 755 896	80,76
328.2010	Echange sans soulte immeuble OPT (E/O)	63 000 000	53 000 000		53 000 000				
291.2011	Echange sans soulte Lee Sang/PF (E/O)	283 350						163 350	57,65
197.2012	Echanges fonciers (E/O)	500 000 000	10 000 000	8 075 340	1 924 660	1,62	80,75	8 075 340	1,62
284.2015	Echanges amiables d'emprises foncières E/O	5 000 000	5 000 000	864 024	4 135 976	17,28	17,28	864 024	17,28
285.2015	Echanges fonciers E/O	1 000 000 000	84 430 000		84 430 000			774 300 000	77,43
288.2015	Etudes cadastrales de la Polynésie française - Calage RGPF Phase 1	150 000 000	10 731 025		10 731 025			123 335 696	82,22
380.2015	Echanges d'emprises foncières (E/O)	2 490 000	2 490 000		2 490 000				
227.2016	Actualisation topographique cadastrale 2016 - 2018	246 312 311	17 424 507		17 424 507			188 887 804	76,69
360.2016	Echange foncier parcelle AA 255 Taiohae - Nuku Hiva (E/O)	896 000	896 000		896 000				
310.2017	Echanges fonciers - Déviation de cours d'eau (E/O)	50 000 000	50 000 000		50 000 000				
311.2017	Cessions à titre gratuit au profit du Pays - 2017 (E/O)	363 306 420	334 033 000		334 033 000			29 273 420	8,06
430.2018	Sécurisation des talus des biens domaniaux - 2018	74 590 734	470 329	470 329		0,63	100,00	74 590 734	100,00
468.2018	Echange foncier Terre Herenave à Punaauia (E/O)	6 000 000	6 000 000		6 000 000				
469.2018	Echanges fonciers Terre Domaine Frédéric Bordes (E/O)	55 000 000	55 000 000		55 000 000				
349.2019	Etudes foncières cadastrales - 2019	3 038 000	2 964 000	2 964 000		97,56	100,00	2 964 000	97,56
339.2020	Couverture photo cadastrale 2020-2023	35 000 000	7 328 718		7 328 718			24 729 520	70,66
343.2020	Sécurisation talus BN10 - Punaauia	35 306 280	401 794	401 794		1,14	100,00	35 306 280	100,00
349.2020	Actualisation topographique cadastrale 2020-2022	32 501 007	2 000 000		2 000 000			26 501 007	81,54
407.2020	Aménagement et valorisation du domaine Atimaono - Etudes et travaux	120 000 000	51 341 335	2 536 230	48 805 105	2,11	4,94	21 272 081	17,73
343.2021	Travaux de sécurisation du talus H366 - Faa'a	50 000 000	10 500 000		10 500 000			485 900	0,97
346.2021	Sécurisation des talus des biens domaniaux - 2021	17 690 680	482 800		482 800			17 207 880	97,27
349.2021	Cessions immobilières à titre gratuit au profit d'une entité publique - 2021 (E/O)	58 224 500	58 224 500		58 224 500				
352.2021	Acquisition terres attenantes domaine Faahue - Tahaa	16 000 006	11 000 006		11 000 006				
405.2021	Travaux de sécurisation des talus T577 T578 et T591 - Mahina - Etudes	10 000 000	3 073 500		3 073 500			6 926 500	69,27
465.2021	Acquisition terre Ahurau à Tiopaopa - Paea	10 000 000	8 500 000		8 500 000				
467.2021	Echanges fonciers avec la commune de Papeete (E/O)	1 000 000 000	757 210 000		757 210 000				

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
283.2022	Acquisitions immobilières d'opportunité - 2022	248 441 930	85 151 765	35 006 500	50 145 265	14,09	41,11	176 111 148	70,89
284.2022	Cessions immobilières à titre gratuit au profit d'une entité publique - 2022 (E/O)	500 000 000	114 060 000		114 060 000				
290.2022	Echanges fonciers - Terre Vairee à Avera Rurutu (E/O)	500 000	500 000		500 000				
358.2022	Sécurisation du talus CW76 - Papeete	90 000 000	74 444 499	39 403 868	35 040 631	43,78	52,93	39 459 269	43,84
346.2023	Etudes et travaux sur biens du domaine privé du Pays - 2023	1 997 930	1 730 030	1 730 030		86,59	100,00	1 997 930	100,00
347.2023	Acquisitions immobilières d'opportunité - 2023	55 000 000	12 922 522	1 291 019	11 631 503	2,35	9,99	17 584 205	31,97
345.2024	Imagerie spatiale du territoire de la PF - 2024	20 000 000	1 551 924	1 551 924		7,76	100,00	1 551 924	7,76
346.2024	Acquisitions immobilières d'opportunité - 2024	258 076 516	80 320 247	80 044 109	276 138	31,02	99,66	80 044 109	31,02
347.2024	Etudes et travaux sur biens du domaine privé du Pays - 2024	50 000 000	9 175 600	9 175 600		18,35	100,00	9 175 600	18,35
463.2024	MOINS VALUE ECHANGE SANS SOULTE SA PIHAAPAPE	340 142	340 142	340 118	24	99,99	99,99	340 118	99,99
	TOTAL DU PROGRAMME	**5 734 172 025**	**1 925 019 243**	**183 854 885**	**1 741 164 358**	**3,21**	**9,55**	**2 149 903 735**	**37,49**
			91604 - HABITAT						
138.1998	Cession d'immeuble - Autres tiers (E/O)	686 523 154	126 036 503		126 036 503			560 486 651	81,64
88.2000	Cession d' immeuble - OPH (E/O)	2 959 016 354	229 303 747		229 303 747			2 729 712 607	92,25
65.2002	Logemt soc - RHI TIMIONA	229 000 000	149 000 000		149 000 000			80 000 000	34,93
300.2015	Subvention OPH - Habitat dispersé dans les îles - Programme 2015	597 439 824						596 733 847	99,88
304.2015	Transfert de biens immo E/O - Habitat	593 036 270	424 568 880		424 568 880			168 467 390	28,41
387.2015	Echanges amiables OPH - Nina Peata (E/O)	266 220	266 220		266 220				
388.2015	Transferts à l'OPH - RHI Timiona - Papeete Pirae (E/O)	240 000 000							
389.2015	Transfert à l'OPH - Terre Tutumarohirohi A173 Puka Puka (E/O)	4 000 000	4 000 000		4 000 000				
274.2016	Subvention OPH - Habitat dispersé - Tranche 1 (CdP 2 - 2015)	557 507 367	14 323 680	3 796 520	10 527 160	0,68	26,51	546 980 207	98,11
281.2016	Subvention OPH - AAHI Hors Iles du vent - 2016	216 982 001						216 372 102	99,72
357.2016	Subvention OPH - Etudes, travaux et rénovation de voiries et réseaux divers de	200 000 000	35 438 621	35 438 621		17,72	100,00	195 438 621	97,72
358.2016	Subvention OPH - Etudes et travaux de mise aux normes des stations d'épurati	200 000 000	19 106 762	18 332 247	774 515	9,17	95,95	156 913 475	78,46
363.2016	Cession à titre gratuit à l'OPH - Résidence Grand - Pirae (E/O)	939 099 690	75 127 984		75 127 984			863 971 706	92,00
364.2016	Cession à titre gratuit à l'OPH - Résidence Mariani - Faaone - Taiarapu-Est (E	395 372 792	8 662 910		8 662 910			386 709 882	97,81
316.2017	Subvention OPH - Habitat dispersé Iles du vent - Programmation 2017	3 016 034 729	3 797 216	3 777 548	19 668	0,13	99,48	3 016 015 061	100,00
317.2017	Subvention OPH - Habitat dispersé hors Iles du vent - Programmation 2017	3 104 486 364						3 100 728 504	99,88
319.2017	Subvention OPH - AAHI Iles du vent - 2017	641 824 096						640 919 465	99,86
320.2017	Subvention OPH - Voiries des lotissements OPH - 2017	200 000 000	75 290 103	71 213 131	4 076 972	35,61	94,58	142 394 447	71,20
321.2017	Subvention OPH - Construction de maisons de quartier dans les lotissements O	100 000 000	21 853 048	21 853 048		21,85	100,00	99 883 202	99,88
323.2017	Subvention OPH - Sécurisation des lotissements - Programme 2017	200 000 000	47 924 970	5 028 995	42 895 975	2,51	10,49	157 104 025	78,55
325.2017	Subvention OPH - Rénovation des réseaux et stations d'épuration - 2017	200 000 000	65 000 000	57 524 644	7 475 356	28,76	88,50	157 524 644	78,76
344.2017	Subvention OPH - RHI Hotuarea ouest - Tranche 1 - Travaux (CdP 2 - 2019)	497 773 109						149 331 930	30,00

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
347.2017	Subvention OPH - RHI Hotuarea Est (CdP 2 - 2018)	955 462 185	149 861 013	142 942 914	6 918 099	14,96	95,38	357 581 570	37,42
354.2017	Subvention OPH - AAHI (intempéries de décembre 2015) (ex CAVC)	106 965 290						106 773 231	99,82
398.2018	Subvention OPH - Habitat dispersé - Iles du Vent - 2018	2 452 563 322	952 186	952 186		0,04	100,00	2 452 563 322	100,00
404.2018	Subvention OPH - Village des pêcheurs Hotuarea - Etudes	25 906 380	10 980 365	10 980 365		42,38	100,00	25 906 380	100,00
411.2018	Subvention OPH - AAHI hors Iles du vent - Programmation 2018	307 658 034						306 544 802	99,64
342.2019	Subvention OPH - AAHI hors Iles du Vent - 2019	509 137 026	732 341	732 341		0,14	100,00	507 585 826	99,70
343.2019	Subvention OPH - Habitat dispersé - Iles du Vent - 2019	2 119 587 096						2 119 537 096	100,00
344.2019	Subvention OPH - Habitat Dispersé - Hors Iles du Vent - 2019	2 367 179 384	10 232 272	9 277 260	955 012	0,39	90,67	2 291 816 638	96,82
312.2020	Subvention OPH - RHI Timiona 2.2 - Travaux (CdP 2 - 2020)	921 240 000	184 248 000	184 248 000		20,00	100,00	921 240 000	100,00
313.2020	Subvention OPH - Construction de logements - Auehi 2 (CDT - 2021)	192 500 000	31 581 901	31 581 901		16,41	100,00	185 581 901	96,41
317.2020	Subvention OPH - AAHI Iles du Vent - Programmation 2020	620 579 195	3 034 743	3 034 743		0,49	100,00	617 970 353	99,58
318.2020	Subvention OPH - AAHI Hors Iles du Vent - Programmation 2020	894 607 581	17 996 811	17 996 811		2,01	100,00	889 528 077	99,43
319.2020	Subvention OPH - Habitat dispersé Iles du vent - Programmation 2020	1 410 196 599	4 330 130	4 297 902	32 228	0,30	99,26	1 264 077 171	89,64
320.2020	Subvention OPH - Habitat dispersé Hors Iles du Vent - Programmation 2020	953 024 904	28 448 732	18 935 724	9 513 008	1,99	66,56	860 778 279	90,32
325.2020	Subvention OPH - Remise en état des réseaux plomberie des lotissements OPH	190 000 000	155 314 942	132 894 109	22 420 833	69,94	85,56	167 579 167	88,20
326.2020	Subvention OPH - Gestion de maintenance du patrimoine OPH	150 000 000	55 202 674	40 202 674	15 000 000	26,80	72,83	80 000 000	53,33
329.2020	Subvention OPH - Etudes préalables acquisitions foncières - Programmation 2	20 000 000	5 610 832		5 610 832			10 389 168	51,95
331.2020	Subvention OPH - Réhabilitation du lotissement Tetauau - Etudes	13 000 000							
402.2020	Subvention OPH - ATIHIVA - Afaahiti - Travaux	1 926 000 000	912 088 621	544 264 036	367 824 585	28,26	59,67	1 283 642 481	66,65
403.2020	Subvention OPH - AHONU - Mahina - Travaux (CDT - 2022)	674 750 000	196 438 547	187 702 694	8 735 853	27,82	95,55	539 800 000	80,00
355.2021	Aides à l'investissement des ménages - 2021	1 556 608 920	2 000 000		2 000 000			1 551 446 211	99,67
357.2021	Subvention OPH - Construction de logements - TEAVAAVA - Taiarapu Est - T	677 500 000	221 820 248	48 320 248	173 500 000	7,13	21,78	374 000 000	55,20
358.2021	Subvention OPH - Construction de logements - OROFERO - Paea - Travaux	2 485 000 000	917 807 353	858 377 693	59 429 660	34,54	93,52	1 632 030 941	65,68
359.2021	Subvention OPH - Viabilisation parcelles domaniales - Hatiheu - Travaux	150 000 000							
360.2021	Subvention OPH - Réhabilitation - CHE OUTUMAORO - Punaauia - Travaux (	448 269 690	200 053 990	197 944 266	2 109 724	44,16	98,95	446 159 966	99,53
361.2021	Subvention OPH - Habitat dispersé - IDV - 2021	2 639 741 682	35 784 302	32 042 692	3 741 610	1,21	89,54	2 452 168 147	92,89
362.2021	Subvention OPH - Habitat dispersé - HIDV - 2021	1 877 440 349	51 788 444	39 394 839	12 393 605	2,10	76,07	1 768 159 379	94,18
363.2021	Subvention OPH - AAHI - IDV - 2021	296 603 069						292 642 942	98,66
364.2021	Subvention OPH - AAHI - HIDV - 2021	198 466 305	6 029 683	6 029 683		3,04	100,00	194 682 291	98,09
367.2021	Subvention aux opérateurs de logements sociaux agréés - 2021	226 874 554	20 502 036	20 502 036		9,04	100,00	226 874 554	100,00
446.2021	Subvention OPH - Habitat dispersé IDV (CDT - 2021)	72 619 508	8 585 035	8 585 035		11,82	100,00	72 136 548	99,33
291.2022	Subvention OPH - Habitat dispersé IDV - 2022	2 330 270 310	128 998 841	92 058 639	36 940 202	3,95	71,36	2 116 829 085	90,84
292.2022	Subvention OPH - Habitat dispersé HIDV - 2022	2 574 743 721	71 020 729	56 857 494	14 163 235	2,21	80,06	2 255 561 799	87,60
293.2022	Subvention aux organismes privés de logement social agréés - 2022	491 211 132	121 382 463	88 857 326	32 525 137	18,09	73,20	365 529 427	74,41

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
294.2022	Subvention OPH - Etudes de viabilisation Marquises - 2022	60 000 000	12 756 286	4 894 703	7 861 583	8,16	38,37	25 638 417	42,73
296.2022	Subvention OPH - Voirie des lotissements OPH	160 000 000	104 000 000	28 456 024	75 543 976	17,79	27,36	76 456 024	47,79
297.2022	Subvention OPH - Rénovation structures des lotissements OPH - Etudes	55 000 000	27 500 000	15 548 715	11 951 285	28,27	56,54	32 048 715	58,27
298.2022	Subvention OPH - Diagnostic amiante et plomb - Etudes	55 000 000	18 369 183	18 369 183		33,40	100,00	50 886 192	92,52
299.2022	Subvention OPH - Viabilisation de 56 lots à Terre Eugénie - Travaux (CDT - 20	154 048 000	19 256 000		19 256 000			46 214 400	30,00
300.2022	Subvention OPH - Les hauts de Bonnefin - Etudes	60 000 000	12 000 000		12 000 000			18 000 000	30,00
301.2022	Subvention OPH - Aménagement du domaine Amoe - Etudes	100 000 000						30 000 000	30,00
303.2022	Subvention OPH - Acquisition parcelle M 605 (remblai RHI Hotuarea Est) à Faa	29 000 000							
304.2022	Subvention OPH - CHE Outumaoro - Logements étudiants - Tranche 3 - Etud	50 000 000	8 095 089	1 291 846	6 803 243	2,58	15,96	16 291 846	32,58
305.2022	Subvention OPH - AAHI - IDV - 2022	360 340 155						349 067 111	96,87
306.2022	Subvention OPH - AAHI - HIDV - 2022	303 232 158	8 962 123	8 962 123		2,96	100,00	298 540 401	98,45
307.2022	Subvention OPH - Hotuarea Ouest - Etudes	215 000 000	28 375 000	11 843 563	16 531 437	5,51	41,74	76 343 563	35,51
308.2022	Aides à l'investissement des ménages - 2022	497 832 455	2 000 000		2 000 000			494 332 455	99,30
309.2022	Subvention OPH - Acquisition de mobilier pour le CHE d'Outumaoro	88 000 000	39 906 301	35 211 685	4 694 616	40,01	88,24	70 105 384	79,67
360.2022	Subvention OPH - Logements étudiants Popoto - Etudes	12 500 000	2 500 000		2 500 000			5 307 000	42,46
362.2022	Subvention OPH - Mamao Vallons - Etudes (CDT - 2023)	85 880 000	25 764 000	25 764 000		30,00	100,00	25 764 000	30,00
363.2022	Subvention OPH - Domaine Ahnne - Etudes	30 000 000							
364.2022	Subvention OPH - Construction Elzea - Travaux	1 776 383 576	474 866 919	435 368 866	39 498 053	24,51	91,68	834 783 938	46,99
410.2022	Subvention OPH - Viabilisation de parcelles Atehui - Etudes	25 000 000	5 000 000		5 000 000			7 500 000	30,00
411.2022	Subvention OPH - Infrastructure Mamao Vallons - Etudes	100 000 000							
412.2022	Subvention OPH - Viabilisation de 28 lots à Faaroa - Travaux (CDT - 2023)	265 000 000	33 125 000		33 125 000			79 500 000	30,00
424.2022	Subvention OPH - Travaux de rénovation de la voirie du lotissement Nahoata	200 000 000	140 000 000		140 000 000			60 000 000	30,00
425.2022	Subvention OPH - Rénovation de la voirie à Fautaua Val	50 000 000	15 000 000	15 000 000		30,00	100,00	15 000 000	30,00
348.2023	Subvention OPH - Viabilisation de parcelles (archipels de la Société - Australes	65 500 000	65 500 000	19 650 000	45 850 000	30,00	30,00	19 650 000	30,00
349.2023	Subvention OPH - Village des Pêcheurs - Travaux	530 000 000	159 000 000		159 000 000				
350.2023	Subvention OPH - Remise en état des installations électriques des lotissements	20 000 000						6 000 000	30,00
351.2023	Subvention OPH - Habitat dispersé IDV - 2023	1 500 000 000	580 694 087	548 743 471	31 950 616	36,58	94,50	1 422 276 796	94,82
352.2023	Subvention OPH - Habitat dispersé HIDV - 2023	950 000 000	411 404 570	339 135 400	72 269 170	35,70	82,43	872 453 826	91,84
353.2023	Subvention OPH - Reconstruction de la STEP Vaitavatava - Travaux (CDT - 2	90 000 000	48 000 750	47 577 619	423 131	52,86	99,12	89 576 869	99,53
354.2023	Subvention OPH - Réhabilitation Transit Bel Air - Etudes	20 000 000	6 800 000		6 800 000			6 000 000	30,00
355.2023	Subvention OPH - Sécurisation des garde-corps et marches - Etudes	20 000 000						6 000 000	30,00
356.2023	Subvention OPH - Sécurisation des talus Hakapehi - Travaux (CDT - 2022)	105 000 000	41 826 447	16 600 376	25 226 071	15,81	39,69	69 273 929	65,98
357.2023	Subvention OPH - Reconstruction STEP du lotissement Nahoata - Travaux (CD	50 000 000	26 250 000		26 250 000			15 000 000	30,00
358.2023	Subvention OPH - AAHI - IDV - 2023	60 000 000	20 033 790	20 033 790		33,39	100,00	59 921 965	99,87

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
359.2023	Subvention OPH - AAHI - HIDV - 2023	59 574 385	37 836 395	37 799 098	37 297	63,45	99,90	59 488 989	99,86
364.2023	Aides à l'investissement des ménages - 2023	400 000 000	44 579 701	44 579 701		11,14	100,00	370 266 696	92,57
365.2023	Subvention aux organismes privés de logement social agréés - 2023	469 586 564	234 793 282	234 793 282		50,00	100,00	234 793 282	50,00
420.2023	Subvention OPH - Sécurisation des talus - Lotissements OPH	300 000 000	150 000 000	150 000 000		50,00	100,00	150 000 000	50,00
421.2023	Acquisition des dernières parts SAGEP : CCISM-PAPEETE-CAPL	320 000	320 000		320 000				
423.2023	Acquisition d'un ensemble foncier sis à Punaauia	1 050 000 000	1 050 000 000		1 050 000 000				
348.2024	Subvention aux organismes privés de logement social agréés - 2024	1 277 276 996	805 470 567	442 275 303	363 195 264	34,63	54,91	442 275 303	34,63
349.2024	Subvention OPH - Réhabilitation cité Grand bâtiments 6-8-9-10-11 - Travaux	400 000 000	120 000 000	120 000 000		30,00	100,00	120 000 000	30,00
350.2024	Subvention OPH - Elzea Tranche 2 - Travaux (CDT - 2024)	420 000 000	140 000 000	126 000 000	14 000 000	30,00	90,00	126 000 000	30,00
351.2024	Subvention OPH - Habitat dispersé - 2024	3 500 000 000	2 258 399 776	2 215 423 841	42 975 935	63,30	98,10	2 215 423 841	63,30
352.2024	Subvention OPH - AAHI - 2024	200 000 000	109 500 000	109 254 740	245 260	54,63	99,78	109 254 740	54,63
353.2024	Subvention OPH - CHE Outumoaro Phase 3 - Travaux (CDT - 2024)	800 000 000	240 000 000		240 000 000				
354.2024	Subvention OPH - CHE Outumaoro Phase 4 - Etudes	120 000 000	36 000 000	36 000 000		30,00	100,00	36 000 000	30,00
355.2024	Subvention OPH - Popoto logements étudiants - Travaux	225 000 000	67 500 000		67 500 000				
357.2024	Subvention OPH - Réhabilitation du lotissement Teniupupure - Etudes	40 000 000	12 000 000	12 000 000		30,00	100,00	12 000 000	30,00
358.2024	Subvention OPH - Remise en état des réseaux de plomberie du lotissement Mo	30 000 000	9 000 000	9 000 000		30,00	100,00	9 000 000	30,00
359.2024	Subvention OPH - Rénovation des résaux d'assainissement des lotissements O	50 000 000	15 000 000	15 000 000		30,00	100,00	15 000 000	30,00
360.2024	Subvention OPH - Rénovation des voiries et réseaux divers du lotissement Vait	50 000 000	15 000 000	15 000 000		30,00	100,00	15 000 000	30,00
361.2024	Subvention OPH - Réhabilitation du lotissement Tetauau - Travaux	50 000 000	15 000 000	15 000 000		30,00	100,00	15 000 000	30,00
362.2024	Aides à l'investissement des ménages - 2024	429 733 304	429 733 304	213 054 110	216 679 194	49,58	49,58	213 054 110	49,58
449.2024	Subvention OPH - Viabilisation de parcelles - Ua Huka - Travaux	285 000 000	85 500 000		85 500 000				
450.2024	Subvention OPH - Viabilisation de parcelles - Ua Pou - Travaux	200 000 000	60 000 000		60 000 000				
451.2024	Subvention OPH - Mise en conformité électrique des lotissements OPH - 2024	50 000 000	15 000 000	15 000 000		30,00	100,00	15 000 000	30,00
452.2024	Subvention OPH - Rénovation des toitures, charpentes et installations électriqu	80 000 000	24 000 000	24 000 000		30,00	100,00	24 000 000	30,00
453.2024	Subvention OPH - Rénovation des voiries et réseaux divers du lotissement Taa	30 000 000	9 000 000	9 000 000		30,00	100,00	9 000 000	30,00
454.2024	Subvention OPH - Réhabilitation des stations d'épurations des lotissements OP	80 000 000	24 000 000	24 000 000		30,00	100,00	24 000 000	30,00
455.2024	Subvention OPH - Rénovation des réseaux d'adduction d'eau potable des lotiss	100 000 000	30 000 000	30 000 000		30,00	100,00	30 000 000	30,00
456.2024	Subvention OPH - Remplacement des chauffe-eaux solaires des lotissements	50 000 000	15 000 000	15 000 000		30,00	100,00	15 000 000	30,00
457.2024	Subvention OPH - Viabilisation de parcelles Atehui - Travaux	222 000 000	66 600 000		66 600 000				
458.2024	Subvention OPH - Viabilisation de parcelles - Hiva Oa - Travaux	320 000 000	96 000 000		96 000 000				
459.2024	Subvention OPH - Viabilisation de parcelles - Tahuata - Travaux	125 000 000	37 500 000		37 500 000				
460.2024	Subvention OPH - Viabilisation de parcelles - Vaimeamea - Etudes	90 000 000	27 000 000	27 000 000		30,00	100,00	27 000 000	30,00
461.2024	Subvention OPH - Acquisitions foncières - 2024	500 000 000							
462.2024	Subvention OPH - Habitat dispersé - Victimes des calamités 2023-2024	1 700 000 000	1 025 301 085	46 042 795	979 258 290	2,71	4,49	46 042 795	2,71

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
	TOTAL DU PROGRAMME	**70 460 275 799**	**14 494 547 533**	**8 573 652 599**	**5 920 894 934**	**12,17**	**59,15**	**52 213 337 105**	**74,10**
	TOTAL DES DEPENSES	**76 371 299 824**	**16 442 618 130**	**8 759 673 248**	**7 682 944 882**	**11,47**	**53,27**	**54 427 072 505**	**71,27**

MISSION / ARTICLE	LIBELLE RECETTE	BUDGET PRIMITIF (A)	BUDGET MODIFIE (B)	Réalisations 2024 (C)	ECARTS (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)		
	91603 - AFFAIRES FONCIERES								
192	Plus ou moins-value sur cessions d'immobilisations			49 801 119	- 49 801 119	0,00	0,00		
211	Terrains		1 533 624 642	0	1 533 624 642	0,00	0,00		
2111	Terrains nus			19 025 323	- 19 025 323	0,00	0,00		
	TOTAL DU PROGRAMME		1 533 624 642	68 826 442	1 464 798 200		4,49		
	91604 - HABITAT								
13216	Contrat de développement et de transformation		60 000 000	0	60 000 000	0,00	0,00		
2031	Frais d'études			9 000 000	- 9 000 000	0,00	0,00		
204172	EP-Projets d'infrastructures			39 632 810	- 39 632 810	0,00	0,00		
20421	Pers privé-Biens mobiliers, matériel, études, batiments et installations			38 194 786	- 38 194 786	0,00	0,00		
20422	Pers privé-Projets d'infrastructures			9 130 000	- 9 130 000	0,00	0,00		
211	Terrains		867 966 244	0	867 966 244	0,00	0,00		
	TOTAL DU PROGRAMME		927 966 244	95 957 596	832 008 648		10,34		
	TOTAL DES RECETTES		2 461 590 886	164 784 038	2 296 806 848	0,00	6,69		

	RESULTAT MISSION 916			- 8 594 889 210					

MISSION 951 - GESTION FINANCIERE

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2024 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2024 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
	95101 - ENGAGEMENTS FINANCIERS								
366.2023	Remboursement de la dette du Pays - 2023	12 000 000 000						11 717 055 021	97,64
422.2023	Annulation partielle du titre - PGE2	6 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000		50,00	100,00	6 000 000 000	100,00
363.2024	Remboursement de la dette du Pays - 2024	11 800 000 000	11 563 705 432	11 563 705 432		98,00	100,00	11 563 705 432	98,00
	TOTAL DU PROGRAMME	**29 800 000 000**	**14 563 705 432**	**14 563 705 432**		**48,87**	**100,00**	**29 280 760 453**	**98,26**
	95102 - AUTOFINANCEMENT NET								
364.2024	Neutralisation des amortissements - 2024 (E/O)	1 399 491 080	1 399 491 080	1 399 491 080		100,00	100,00	1 399 491 080	100,00
365.2024	Subvention d'investissement reçues et transférées au compte de résultat pour d	336 134 698	336 134 698	336 134 698		100,00	100,00	336 134 698	100,00
366.2024	Neutralisation des cessions d'équipements en faveur du CHPF - 2024 (E/O)	500 632 135	500 632 135	500 632 135		100,00	100,00	500 632 135	100,00
367.2024	Subvention d'investissement reçues et transférées au compte de résultat - 2024	763 416 013	763 416 013	763 416 013		100,00	100,00	763 416 013	100,00
	TOTAL DU PROGRAMME	**2 999 673 926**	**2 999 673 926**	**2 999 673 926**		**100,00**	**100,00**	**2 999 673 926**	**100,00**
	95103 - OPERATIONS DIVERSES OU EXCEPTIONNELLES								
371.2023	Annulations de titres - 2023	183 198 091						143 995 259	78,60
368.2024	Annulations de titres - 2024	40 000 000	40 000 000	32 142 783	7 857 217	80,36	80,36	32 142 783	80,36
	TOTAL DU PROGRAMME	**223 198 091**	**40 000 000**	**32 142 783**	**7 857 217**	**14,40**	**80,36**	**176 138 042**	**78,92**
	TOTAL DES DEPENSES	**33 022 872 017**	**17 603 379 358**	**17 595 522 141**	**7 857 217**	**53,28**	**99,96**	**32 456 572 421**	**98,29**

MISSION / ARTICLE	LIBELLE RECETTE	BUDGET PRIMITIF (A)	BUDGET MODIFIE (B)	Réalisations 2024 (C)	ECARTS (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)		
	95101 - ENGAGEMENTS FINANCIERS								
164	Emprunts auprès des établissements de crédit	10 409 000 000	15 999 692 124	0	15 999 692 124	0,00	0,00		
1641	Emprunts en euros			8 190 692 124	-8 190 692 124	0,00	0,00		
2671	Avance en compte courant d'associés	24 071 332	24 071 332	24 071 331	1	100,00	100,00		
274	Prêts	364 129 221	364 129 221	364 129 221		100,00	100,00		
2761	Autres créances immobilisées	43 942 675	43 942 675	43 942 675		100,00	100,00		
	TOTAL DU PROGRAMME	10 841 143 228	16 431 835 352	8 622 835 351	7 809 000 001	79,54	52,48		
	95102 - AUTOFINANCEMENT NET								
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés		29 729 037 193	29 729 037 193		0,00	100,00		
280	Amortissements des immobilisations incorporelles	14 055 000 000	14 178 673 926	0	14 178 673 926	0,00	0,00		
28031	Amortissements des frais d'études			184 395 565	- 184 395 565	0,00	0,00		
28032	Amortissements des frais de recherche et de développement			1 320 000	- 1 320 000	0,00	0,00		
2804	Subventions d'équipement versées			6 606 484 654	-6 606 484 654	0,00	0,00		

MISSION / ARTICLE	LIBELLE RECETTE	BUDGET PRIMITIF (A)	BUDGET MODIFIE (B)	Réalisations 2024 (C)	ECARTS (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)		
2805	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, droits et			191 785 786	- 191 785 786	0,00	0,00		
2808	Autres amortissements des immobilisations incorporelles			78 432 303	- 78 432 303	0,00	0,00		
281311	Bâtiments administratifs			58 339 129	- 58 339 129	0,00	0,00		
281312	Bâtiments scolaires			607 031 835	- 607 031 835	0,00	0,00		
281313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux			429 522 308	- 429 522 308	0,00	0,00		
281314	Bâtiments culturels et sportifs			9 982 518	- 9 982 518	0,00	0,00		
281318	Autres bâtiments publics			772 327 313	- 772 327 313	0,00	0,00		
28132	Bâtiments privés			38 796	- 38 796	0,00	0,00		
28133	Ouvrages d'infrastructure			1 868 627 098	-1 868 627 098	0,00	0,00		
281351	Bâtiments publics			315 537 243	- 315 537 243	0,00	0,00		
281352	Bâtiments privés			190 036	- 190 036	0,00	0,00		
281353	Ouvrages d'infrastructure			299 556 336	- 299 556 336	0,00	0,00		
281358	Autres installations générales, agencements, aménagement des constructions			12 059 447	- 12 059 447	0,00	0,00		
28138	Autres constructions			23 509 186	- 23 509 186	0,00	0,00		
28153	Réseaux divers			390 167 958	- 390 167 958	0,00	0,00		
28157	Matériel et outillage techniques			1 054 389 893	-1 054 389 893	0,00	0,00		
28182	Matériel de transport			389 290 851	- 389 290 851	0,00	0,00		
28183	Matériel informatique			296 614 459	- 296 614 459	0,00	0,00		
28184	Matériel et mobilier de bureau			59 985 972	- 59 985 972	0,00	0,00		
28185	Matériel de téléphonie			20 685 760	- 20 685 760	0,00	0,00		
28188	Divers - Autres immobilisations corporelles			508 081 000	- 508 081 000	0,00	0,00		
	TOTAL DU PROGRAMME	14 055 000 000	43 907 711 119	43 907 392 639	318 480	312,40	100,00		
	TOTAL DES RECETTES	24 896 143 228	60 339 546 471	52 530 227 990	7 809 318 481	211,00	87,06		

RESULTAT MISSION 951				34 934 705 849					

BALANCE PAR NATURE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT - EXERCICE 2024

BUDGET GÉNÉRAL

		DEPENSES			%			RECETTES			%		
ARTICLE/ CSR (*1) / LB (*2)	LIBELLE	BUDGET PRIMITIF (1)	BUDGET MODIFIE (2)	MANDATS Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (3)	(3)/(1)	(3)/(2)	TOTAL de (3)	BUDGET PRIMITIF (4)	BUDGET MODIFIE (5)	EMISSIONS Y COMPRIS CESSIONS IMMOBILISATIONS (6)	(6)/(4)	(6)/(5)	TOTAL de (6)
001	Résultat d'inv reporté	0	13 541 758 332					0	0				
021	Virement de la section de fonctionnement	0	0					15 263 411 668	27 122 595 552				
024	Produits des cessions d'immobilisations	0	0					0	68 826 392				
1	Comptes de capitaux (fds propres, empr.et	14 868 000 000	17 668 120 120	17 595 862 259	118,35	99,59	31,89	15 157 462 530	58 933 407 709	44 788 738 406	295,49	76,00	74,82
10	Dotations, fonds divers et réserves		291 000						29 729 037 193	29 729 037 193		100,00	49,66
13	Subventions d'investissement	1 167 367 865	1 167 365 763	1 131 693 494	96,94	96,94	2,05	4 748 462 530	13 204 678 392	6 819 207 970	143,61	51,64	11,39
16	Emprunts et dettes assimilées	11 800 000 000	14 600 000 000	14 563 705 432	123,42	99,75	26,39	10 409 000 000	15 999 692 124	8 190 692 124	78,69	51,19	13,68
19	Différences sur réalisations d'immobilisations	1 900 632 135	1 900 463 357	1 900 463 333	99,99	100,00	3,44			49 801 119			0,08
2	Comptes d'immobilisations	30 058 659 636	82 615 471 790	37 586 013 935	125,04	45,50	68,11	14 505 785 438	27 700 520 589	15 071 363 704	103,90	54,41	25,18
20	Immobilisations incorporelles	16 369 752 683	36 710 401 035	16 550 883 876	101,11	45,08	29,99		148 296 140	191 484 678		129,12	0,32
21	Immobilisations corporelles	12 065 024 751	40 033 634 024	8 225 341 441	68,18	20,55	14,91		12 717 755 519	151 350 907		1,19	0,25
23	Immobilisations en cours	1 623 882 202	5 831 116 731	12 779 713 618	786,99	219,16	23,16		205 009 566	99 387 236		48,48	0,17
26	Participat° et créances rattachées à des particip°		40 320 000	30 000 000		74,40	0,05	24 071 332	24 071 332	24 071 331	100,00	100,00	0,04
27	Autres immobilisations financières			75 000			0,00	426 714 106	426 714 106	426 714 106	100,00	100,00	0,71
28	Amortissements des immobilisations							14 055 000 000	14 178 673 926	14 178 355 446	100,88	100,00	23,69
	TOTAL GENERAL	**44 926 659 636**	**113 825 350 242**	**55 181 876 194**	**122,83**	**48,48**	**100,00**	**44 926 659 636**	**113 825 350 242**	**59 860 102 110**	**133,24**	**52,59**	**100,00**
EXCEDENT SECTION INVESTISSEMENT				**4 678 225 916**									

*1 - CSR : Chapitres sans réalisation : 020,021,024

*2 - LB : Lignes budgétaires : 001

BALANCE FONCTIONNELLE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT - EXERCICE 2024

BUDGET GÉNÉRAL

MISSION / CSR (*1) / LB (*2)	LIBELLE	DEPENSES				%				RECETTES			%		
		BUDGET PRIMITIF (1)	BUDGET MODIFIE (2) BP + COL	CREDIT DELEGUE (3)	MANDATS Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (4)	(4)/(1)	(4)/(2)	(4)/(3)	TOTAL de (4)	BUDGET PRIMITIF (5)	BUDGET MODIFIE (6)	EMISSIONS Y COMPRIS CESSIONS IMMOBILISATIONS (7)	(7)/(5)	(7)/(6)	TOTAL de (7)
001	Résultat d'inv reporté	0	13 541 758 332							0	0				
021	Virement de la section de fonctionnement	0	0							15 263 411 668	27 122 595 552				
024	Produits des cessions d'immobilisations	0	0							0	68 826 392				
900	Pouvoirs publics	122 200 000	194 678 681	187 194 374	112 002 858	91,66	57,53	59,83	0,20						
901	Moyens internes	2 335 054 816	6 161 050 173	6 065 763 852	2 642 043 163	113,15	42,88	43,56	4,79	69 315 000	205 453 796	96 769 442	139,61	47,10	0,16
903	Partenariat avec les "collectivites"	2 533 988 742	5 922 028 552	5 911 429 320	2 563 522 546	101,17	43,29	43,37	4,65		1 399 720 549	70 839 976		5,06	0,12
904	Tourisme	1 099 000 000	7 106 231 082	7 099 942 291	1 239 284 700	112,76	17,44	17,45	2,25		5 085 120 531	54 151 903		1,06	0,09
905	Developpement des ressources propres	3 308 829 600	9 285 167 262	9 201 430 365	3 016 155 434	91,15	32,48	32,78	5,47	291 766 757	3 517 549 895	233 057 716	79,88	6,63	0,39
906	Economie generale		1 503 000 892	1 503 000 892	400 000 000		26,61	26,61	0,72						
907	Travail et emploi	334 000 000	644 970 553	644 970 553	313 335 767	93,81	48,58	48,58	0,57						
908	Culture et patrimoine	470 400 000	1 135 193 152	1 123 587 464	335 534 915	71,33	29,56	29,86	0,61	45 500 000	51 454 654	25 650 000	56,37	49,85	0,04
909	Enseignement	1 583 137 444	3 016 168 872	3 015 145 672	1 755 883 317	110,91	58,22	58,24	3,18	386 725 663	857 550 771	360 203 079	93,14	42,00	0,60
910	Sante	1 669 796 700	5 732 809 434	5 677 399 212	3 432 647 480	205,57	59,88	60,46	6,22	228 759 049	738 516 269	180 997 326	79,12	24,51	0,30
911	Vie sociale	1 905 567 489	2 747 309 417	2 738 296 681	752 477 332	39,49	27,39	27,48	1,36	75 000 000	153 089 754	105 572 243	140,76	68,96	0,18
913	Environnement	914 511 450	966 222 212	963 494 574	290 921 649	31,81	30,11	30,19	0,53	18 642 210	18 642 210	18 642 210	100,00	100,00	0,03
914	Reseaux et equipements structurants	6 656 225 070	19 815 736 913	19 779 141 679	11 159 879 700	167,66	56,32	56,42	20,22	3 651 396 061	11 445 181 674	5 845 418 783	160,09	51,07	9,77
915	Transports	548 188 651	1 920 332 435	1 713 809 745	812 991 944	148,31	42,34	47,44	1,47		360 510 838	173 787 404		48,21	0,29
916	Urbanisme, habitat et foncier	6 577 759 674	16 493 018 354	16 442 618 130	8 759 673 248	133,17	53,11	53,27	15,87		2 461 590 886	164 784 038		6,69	0,28
951	Gestion financiere	14 868 000 000	17 639 673 926	17 603 379 358	17 595 522 141	118,34	99,75	99,96	31,89	24 896 143 228	60 339 546 471	52 530 227 990	211,00	87,06	87,75
	TOTAL GENERAL	**44 926 659 636**	**113 825 350 242**	**99 670 604 162**	**55 181 876 194**	**122,83**	**48,48**	**55,36**	**100,00**	**44 926 659 636**	**113 825 350 242**	**59 860 102 110**	**133,24**	**52,59**	**100,00**
EXCEDENT SECTION INVESTISSEMENT					**4 678 225 916**										

*1 - CSR : Chapitres sans réalisation : 020,021,024

*2 - LB : Lignes budgétaires : 001

BALANCE GENERALE PAR MISSION DU BUDGET GENERAL DE LA POLYNESIE FRANCAISE (en F CFP) - EXERCICE 2024

LB/CSR/ MISSION	LIBELLE	MOUVEMENTS BUDGETAIRES				MOUVEMENTS REELS				MOUVEMENTS D'ORDRE			
		DEPENSES	%	RECETTES	%	DEPENSES	%	RECETTES	%	DEPENSES	%	RECETTES	%
	SECTION INVESTISSEMENT	**55 181 876 194**	**100%**	**59 860 102 110**	**100%**	**52 031 955 580**	**100%**	**45 471 953 016**	**100%**	**3 149 920 614**	**100%**	**14 388 149 094**	**100%**
001	Résultat d'investissement reporté	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%
021	Virement de la section de fonctionnement	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%
024	Produits des cessions d'immobilisations	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%
900	Pouvoirs publics	112 002 858	0%	-	0%	112 002 858	0%	-	0%	-	0%	-	0%
901	Moyens internes	2 642 043 163	5%	96 769 442	0%	2 642 043 163	5%	96 769 442	0%	-	0%	-	0%
903	Partenariat avec les "collectivités"	2 563 522 546	5%	70 839 976	0%	2 563 522 546	5%	70 839 976	0%	-	0%	-	0%
904	Tourisme	1 239 284 700	2%	54 151 903	0%	1 239 284 700	2%	54 151 903	0%	-	0%	-	0%
905	Développement des ressources propres	3 016 155 434	5%	233 057 716	0%	3 016 155 434	6%	233 057 716	1%	-	0%	-	0%
906	Economie générale	400 000 000	1%	-	0%	400 000 000	1%	-	0%	-	0%	-	0%
907	Travail et emploi	313 335 767	1%	-	0%	313 335 767	1%	-	0%	-	0%	-	0%
908	Culture et patrimoine	335 534 915	1%	25 650 000	0%	335 534 915	1%	25 650 000	0%	-	0%	-	0%
909	Enseignement	1 755 883 317	3%	360 203 079	1%	1 755 883 317	3%	360 203 079	1%	-	0%	-	0%
910	Santé	3 432 647 480	6%	180 997 326	0%	3 432 647 480	7%	180 997 326	0%	-	0%	-	0%
911	Vie sociale	752 477 332	1%	105 572 243	0%	738 733 449	1%	91 828 360	0%	13 743 883	0%	13 743 883	0%
913	Environnement	290 921 649	1%	18 642 210	0%	290 921 649	1%	18 642 210	0%	-	0%	-	0%
914	Réseaux et équipements structurants	11 159 879 700	20%	5 845 418 783	10%	11 159 879 700	21%	5 845 418 783	13%	-	0%	-	0%
915	Transports	812 991 944	1%	173 787 404	0%	685 768 621	1%	46 564 081	0%	127 223 323	4%	127 223 323	1%
916	Urbanisme, habitat et foncier	8 759 673 248	16%	164 784 038	0%	8 750 393 766	17%	95 957 596	0%	9 279 482	0%	68 826 442	0%
951	Gestion financière	17 595 522 141	32%	52 530 227 990	88%	14 595 848 215	28%	38 351 872 544	84%	2 999 673 926	95%	14 178 355 446	99%
	SECTION FONCTIONNEMENT	**196 957 109 858**	**100%**	**208 857 382 284**	**100%**	**144 290 233 218**	**100%**	**167 428 734 124**	**100%**	**52 666 876 640**	**100%**	**41 428 648 160**	**100%**
002	Résultat de fonctionnement reporté	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%
022	Dépenses imprévues	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%
023	Virement à la section d'investissement	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%
960	Pouvoirs publics	4 449 133 988	2%	132 278 237	0%	4 449 133 988	3%	132 278 237	0%	-	0%	-	0%
961	Moyens internes	999 054 592	1%	173 721 864	0%	993 318 653	1%	167 985 925	0%	5 735 939	0%	5 735 939	0%
962	Personnel	34 395 284 012	17%	1 918 303 138	1%	34 147 388 554	24%	1 670 407 680	1%	247 895 458	0%	247 895 458	1%
963	Partenariat avec les "collectivités"	27 313 188 559	14%	2 819 005 504	1%	27 313 188 559	19%	2 819 005 504	2%	-	0%	-	0%
964	Tourisme	2 068 539 627	1%	11 176 763	0%	2 068 539 627	1%	11 176 763	0%	-	0%	-	0%
965	Développement des ressources propres	3 616 503 308	2%	678 361 408	0%	3 583 574 097	2%	645 432 197	0%	32 929 211	0%	32 929 211	0%
966	Economie générale	6 348 660 727	3%	262 062 609	0%	6 348 660 727	4%	262 062 609	0%	-	0%	-	0%
967	Travail et emploi	7 635 977 972	4%	247 605 732	0%	7 635 977 972	5%	247 605 732	0%	-	0%	-	0%
968	Culture et patrimoine	1 240 047 196	1%	16 479 915	0%	1 240 047 196	1%	16 479 915	0%	-	0%	-	0%
969	Enseignement	4 880 566 108	2%	918 697 846	0%	4 880 566 108	3%	918 697 846	1%	-	0%	-	0%
970	Santé	8 507 588 012	4%	1 645 738 135	1%	8 505 946 720	6%	1 644 096 843	1%	1 641 292	0%	1 641 292	0%
971	Vie sociale	6 090 661 563	3%	564 188 029	0%	6 090 661 563	4%	564 188 029	0%	-	0%	-	0%
973	Environnement	948 990 974	0%	55 682 148	0%	948 990 974	1%	55 682 148	0%	-	0%	-	0%
974	Réseaux et équipements structurants	4 298 683 679	2%	509 234 112	0%	4 200 215 929	3%	410 766 362	0%	98 467 750	0%	98 467 750	0%
975	Transports	10 679 860 000	5%	5 006 844 365	2%	10 679 860 000	7%	5 006 844 365	3%	-	0%	-	0%
976	Urbanisme, habitat et foncier	3 113 448 904	2%	872 376 728	0%	3 042 501 275	2%	860 976 059	1%	70 947 629	0%	11 400 669	0%
990	Gestion fiscale	48 937 687 409	25%	175 541 504 978	84%	10 906 783 494	8%	137 510 601 063	82%	38 030 903 915	72%	38 030 903 915	92%
991	Gestion financière	21 433 233 228	11%	17 484 120 773	8%	7 254 877 782	5%	14 484 446 847	9%	14 178 355 446	27%	2 999 673 926	7%
	TOTAL GENERAL	**252 138 986 052**		**268 717 484 394**		**196 322 188 798**		**212 900 687 140**		**55 816 797 254**		**55 816 797 254**	

BALANCE GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

BUDGET GENERAL

EXERCICE 2024

ART	LIBELLES	MOUVEMENTS BUDGETAIRES				MOUVEMENTS REELS				MOUVEMENTS D'ORDRE			
		DEPENSES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES	%	RECETTES Y COMPRIS CESSIONS IMMOBILISATIONS	%	DEPENSES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES	%	RECETTES Y COMPRIS CESSIONS IMMOBILISATIONS	%	DEPENSES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES	%	RECETTES Y COMPRIS CESSIONS IMMOBILISATIONS	%
SECTION D'INVESTISSEMENT		55 181 876 194	100,00	30 131 064 917	100,00	52 031 955 580	100,00	15 742 915 823	100,00	3 149 920 614	100,00	14 388 149 094	100,00
10	Dotations, fonds divers et réserves			0						0		0	
13	Subventions d'investissement	1 131 693 494	2,05	6 819 207 970	22,63	32 142 783	0,06	6 805 464 087	43,23	1 099 550 711	34,91	13 743 883	0,10
16	Emprunts et dettes assimilées	14 563 705 432	26,39	8 190 692 124	27,18	14 563 705 432	27,99	8 190 692 124	52,03	0		0	
19	Différences sur réalisations d'immobilisations	1 900 463 333	3,44	49 801 119	0,17					1 900 463 333	60,33	49 801 119	0,35
20	Immobilisations incorporelles	16 550 883 876	29,99	191 484 678	0,64	16 423 660 553	31,56	191 484 678	1,22	127 223 323	4,04		
21	Immobilisations corporelles	8 225 341 441	14,91	151 350 907	0,50	8 202 658 194	15,76	5 102 261	0,03	22 683 247	0,72	146 248 646	1,02
23	Immobilisations en cours	12 779 713 618	23,16	99 387 236	0,33	12 779 713 618	24,56	99 387 236	0,63	0		0	
26	Participations et créances rattachées à des participations	30 000 000	0,05	24 071 331	0,08	30 000 000	0,06	24 071 331	0,15	0		0	
27	Autres immobilisations financières	75 000	0,00	426 714 106	1,42	75 000	0,00	426 714 106	2,71				
28	Amortissement des immobilisations			14 178 355 446	47,06							14 178 355 446	98,54
48	Comptes de régularisation											0	
SECTION DE FONCTIONNEMENT		196 957 109 858	100,00	208 857 382 284	100,00	144 290 233 218	100,00	167 428 734 124	100,00	52 666 876 640	100,00	41 428 648 160	100,00
60	Achats et variation des stocks	3 689 440 038	1,87	479 532 787	0,23	3 646 049 653	2,53	479 532 787	0,29	43 390 385	0,08		
61	Services extérieurs	4 325 932 741	2,20	2 850 949	0,00	4 301 546 147	2,98	2 850 949	0,00	24 386 594	0,05		
62	Autres services extérieurs	8 603 106 055	4,37	18 578 568	0,01	8 524 185 285	5,91	18 578 568	0,01	78 920 770	0,15		
63	Impôts, taxes et versements assimilés	15 473 216	0,01			15 473 216	0,01						
64	Charges de personnel	34 329 663 258	17,43	188 694 963	0,09	34 087 570 170	23,62	188 694 963	0,11	242 093 088	0,46		
65	Autres charges d'activité	66 280 224 027	33,65	18 096 752	0,01	66 280 224 027	45,94	18 096 752	0,01				
66	Charges financières	3 618 458 541	1,84			3 618 458 541	2,51						
67	Charges exceptionnelles	14 796 429 183	7,51			13 852 929 149	9,60			943 500 034	1,79		
68	Dotations aux amortissements et provisions	24 142 152 476	12,26			9 963 797 030	6,91			14 178 355 446	26,92		
70	Produits des services du domaine et ventes diverses			1 737 814 131	0,83			1 737 814 131	1,04				
71	Impôts et taxes indirects	30 398 707 227	15,43	128 907 427 498	61,72			98 508 720 271	58,84	30 398 707 227	57,72	30 398 707 227	73,38
72	Travaux en régie (E/O)			388 790 837	0,19							388 790 837	0,94
73	Impôts et taxes directs	6 757 523 096	3,43	45 466 126 482	21,77			38 708 603 386	23,12	6 757 523 096	12,83	6 757 523 096	16,31
74	Dotations et participations			15 654 420 165	7,50			15 654 420 165	9,35				
75	Autres produits d'activité			658 493 343	0,32			658 493 343	0,39				
76	Produits financiers			1 141 354 639	0,55			1 141 354 639	0,68				
77	Produits exceptionnels			7 868 681 795	3,77			3 985 054 795	2,38			3 883 627 000	9,37
78	Reprises sur amortissements et provisions			6 326 519 375	3,03			6 326 519 375	3,78				
	TOTAL GENERAL	252 138 986 052		238 988 447 201		196 322 188 798		183 171 649 947		55 816 797 254		55 816 797 254	
	Résultat de fonctionnement	11 900 272 426				23 138 500 906							
	Résultat d'investissement (hors cpte 106 8)			25 050 811 277				36 289 039 757					
	Résultat global	-13 150 538 851				-13 150 538 851							

	Investissement	**Fonctionnement**	**Total**
a - Résultat cumulé au 01/01/24	-13 541 758 332	63 150 975 829	49 609 217 497
b - Compte 106 8 - Excédents de fonctionnement capitalisé	29 729 037 193	-29 729 037 193	0
c - Résultat de l'exercice 2024 (hors cpte 106 8)	-25 050 811 277	11 900 272 426	-13 150 538 851
Résultat cumulé au 31/12/24 (a + b + c)	-8 863 532 416	45 322 211 062	36 458 678 646
Opérations non budgétaires :			
Ecart de conversion des emprunts	-28		-28
Chambre de l'agriculture et de la pêche lagonaire de la PF	-16 471 429	153 362 981	136 891 552
Résultat cumulé au 31/12/24	-8 880 003 873	45 475 574 043	36 595 570 170

Paierie
de la
Polynésie Française

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PAYS

COMPTE DE LA GESTION 2024

Présenté à la Chambre Territoriale des Comptes
par les comptables ayant exercé au cours de la gestion :

Monsieur Philippe HENROT du 1er janvier au 30 avril 2024
Monsieur Yves CHERI DIT LENAULT du 1er mai au 30 juin 2024
Monsieur Fabien HAXAIRE du 1er juillet au 31 décembre 2024

NOR : DBF25201197DL-10

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

OPERATIONS INTERNES (à l'initiative du comptable)

Sous-Chapitre	Article	Opé Int Débit	Opé Int Crédit
	1021	2 825 677 282	147 887 100
	10251		24 000
	110		36 210 959 090
	12	36 057 596 109	
	158	72 870 000	
	1641	28	
	193	13 465 779	
	2031	3 626 148	5 444 938 136
	2032	2 214 800	4 881 884
	204171		619 587 310
	2050	49 167 117	
	2111	22 259 100	2 825 677 282
	2115	128 628 000	
	2128	148 059 458	
	21311	20 720 513	
	213120	493 641 987	
	213180	130 293 277	
	21330	31 744 221	
	213510	825 549 153	
	213511		5 956 231
	21358	54 600 350	
	2151	1 642 721 289	
	2153	37 536 848	
	21530	154 286 645	

OPERATIONS INTERNES (à l'initiative du comptable)

Sous-Chapitre	Article	Opé Int Débit	Opé Int Crédit
	21570	689 076 247	4 384 144 883
	21820	291 071 556	338 120 787
	21830	25 416 812	5 985 347
	21840	30 324 533	659 274 345
	21850		209 323 685
	21880	30 509 389	1 479 092 765
	2312		180 800
	23128	51 677 872	149 109 516
	23130		687 406 802
	231311	9 421 421	
	231312	2 666 478	518 410 919
	231313	30 935 910	
	231314	24 347 515	
	231318	56 327 155	131 868 195
	23133	125 251 756	45 187 258
	231351	78 617 731	110 776 968
	231353	3 654 721	55 868
	231358		2 166 351
	23138	1 977 652	
	23150		430 100
	23151	84 845 188	1 638 459 317
	23153	15 121 406	140 788 350
	23157	3 166 321	
	23182		179 556 556

OPERATIONS INTERNES (à l'initiative du comptable)

Sous-Chapitre	Article	Opé Int Débit	Opé Int Crédit
	23188	6 591 804	
	23205	13 501 465	32 087 785
	23208	4 556 160	
	232082	124 059 118	
	248	179 556 556	
	261	9 790 000	
	28031	4 812 774 623	576 300
	28032	1 320 000	
	2805		5 809 781
	28128		1 519 850
	281311		8 979 414
	281351		599 963
	281358		38 781 288
	28151	599 963	
	28153		12 375 079
	28157	4 384 047 948	183 218 038
	28182	151 151 618	138 908 929
	28183	5 985 347	19 715 236
	28184	659 274 345	27 624 484
	28185	264 593 614	
	28188	1 479 092 765	19 538 625
Sous-Total		**56 365 963 093**	**56 429 984 617**
	40471		402 263
	4112020	75 653 726	

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

OPERATIONS INTERNES (à l'initiative du comptable)

Sous-Chapitre	Article	Opé Int Débit	Opé Int Crédit
	4112022	1 000 000	
	4112023	1 621 799	
	4112024	11 594 628	
	429	1 574 983	
	4661		6 000
	47111		1 149 774
	4761		28
	4778		3
	496		72 870 000
Sous-Total		**91 445 136**	**74 428 068**
	58	47 004 456	
Sous-Total		**47 004 456**	
TOTAL		**56 504 412 685**	**56 504 412 685**

RECAPITULATIF		
Investissement	**20 235 496 984**	**20 219 025 527**
Cl.110		**36 210 959 090**
Cl.12	**36 057 596 109**	
Cl.15	**72 870 000**	
Cl.29		
Cl.4	**91 445 136**	**74 428 068**
Cl.5	**47 004 456**	

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE INVESTISSEMENT

DEPENSES					RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
TOTAL CHAPITRE : 001		13 541 758 332							
Imputations S-Chapitre	Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
TOTAL CHAPITRE : 021						27 122 595 552			
Imputations S-Chapitre	Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
TOTAL CHAPITRE : 024						68 826 392			
Imputations S-Chapitre	Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
90001	21880		93 560 419		93 560 419				
90005	2050		150 000		150 000				
90005	2128		1 866 760		1 866 760				
90005	213510		259 077		259 077				
90005	21570		10 202 647		10 202 647				
90005	21830		2 896 371		2 896 371				
90005	21840		471 651		471 651				
90005	21880		2 595 933		2 595 933				
TOTAL CHAPITRE : 900		194 678 681	112 002 858		112 002 858				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE INVESTISSEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
90102	2031		4 739 425		4 739 425				
90102	2050		213 728 631		213 728 631				
90102	2051								
90102	20820		9 521 230		9 521 230				
90102	21570		5 779 906		5 779 906				
90102	21830		9 251 400		9 251 400				
90102	231311		565 000		565 000				
90102	23205		531 930 012		531 930 012				
90102	232082		13 595 399		13 595 399				
90102	232088		1 627 200		1 627 200				
90104	131152						44 227 024		44 227 024
90104	131188						9 830 417		9 830 417
90104	2031		17 795 400		17 795 400				
90104	2128		23 628 136		23 628 136				
90104	213110		112 859 258		112 859 258				
90104	213180		2 071 104		2 071 104				
90104	213510		84 334 441		84 334 441				
90104	21380		2 251 186		2 251 186				
90104	21530		2 001 244		2 001 244				
90104	21570		1 011 233		1 011 233				
90104	21840		3 531 966		3 531 966				
90104	21850		1 595 212		1 595 212				
90104	21880		48 135 620		48 135 620				
90104	21881								
90104	23128		2 734 319		2 734 319				
90104	231311		923 816 066		923 816 066		11 978 136		11 978 136
90104	231318		135 953 050		135 953 050		9 000 000		9 000 000
90104	231351		143 024 017		143 024 017				
90105	13116						21 733 865		21 733 865
90105	2050		5 439 672		5 439 672				
90105	213510		196 620		196 620				
90105	21570		1 325 132		1 325 132				
90105	21820		175 476 784		175 476 784				
90105	21830		142 541 762		142 541 762				
90105	21840		9 859 176		9 859 176				
90105	21850		695 157		695 157				
90105	21880		10 161 840		10 161 840				
90105	23205		866 565		866 565				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE INVESTISSEMENT

DEPENSES					RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
TOTAL CHAPITRE : 901		6 161 050 173	2 642 043 163		2 642 043 163	205 453 796	96 769 442		96 769 442
Imputations S-Chapitre	**Article**	**Autorisations budgétaires**	**Mandats Emis**	**Réductions et annulations**	**DEPENSES (montant net)**	**Prévisions budgétaires**	**Titres émis**	**Réduction et annulations**	**Recettes (montant net)**
90301	131181						7 162 716		7 162 716
90301	204141		1 150 212 196		1 150 212 196		569 370		569 370
90301	204142		963 946 586		963 946 586		29 112 430		29 112 430
90301	204181		10 407 520		10 407 520				
90303	2050		3 051 000		3 051 000				
90303	20820		27 192 655		27 192 655				
90303	21830		130 500		130 500				
90303	232082		12 181 071		12 181 071				
90305	2031		9 655 546		9 655 546				
90305	204171		25 794 832		25 794 832		33 995 460		33 995 460
90305	204172		78 059 111		78 059 111				
90305	2111		1 477 045		1 477 045				
90305	2128		178 619 960		178 619 960				
90305	213180		5 142 630		5 142 630				
90305	213510		8 944 575		8 944 575				
90305	213580		2 809 869		2 809 869				
90305	21380		1 758 279		1 758 279				
90305	21530		1 225 067		1 225 067				
90305	21570		2 937 767		2 937 767				
90305	21880		9 215 299		9 215 299				
90305	23128		37 535 664		37 535 664				
90305	231318		7 979 902		7 979 902				
90305	23138		25 245 472		25 245 472				
90305	23188								
TOTAL CHAPITRE : 903		5 922 028 552	2 563 522 546		2 563 522 546	1 399 720 549	70 839 976		70 839 976

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE INVESTISSEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
90401	131152						54 145 467		54 145 467
90401	2031		4 035 061		4 035 061				
90401	20422		15 000 000		15 000 000				
90401	20880		4 510 105		4 510 105				
90401	2128		30 630 925		30 630 925				
90401	213180		38 872 337		38 872 337				
90401	21530		9 476 040		9 476 040				
90401	21880		19 104 299		19 104 299				
90401	23128		173 672 393		173 672 393				
90401	231314		400 340 816		400 340 816				
90401	231318		140 836 672		140 836 672				
90401	23133		321 956 781		321 956 781		6 436		6 436
90401	23153		32 152 663		32 152 663				
90402	20421		6 204 500		6 204 500				
90402	20422		42 142 242		42 142 242				
90402	2050		349 866		349 866				
TOTAL CHAPITRE : 904		7 106 231 082	1 239 284 700		1 239 284 700	5 085 120 531	54 151 903		54 151 903

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE INVESTISSEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations		Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article								
90501	131152						118 745 383		118 745 383
90501	13116						66 210 505		66 210 505
90501	132184						14 310 000		14 310 000
90501	2031		69 448 948		69 448 948				
90501	204171		44 757 195		44 757 195				
90501	204172		8 362 665		8 362 665				
90501	204181		1 000 000		1 000 000				
90501	20421		561 949 356		561 949 356		1 160 592		1 160 592
90501	2128		65 608 657		65 608 657				
90501	213180		42 625 617		42 625 617				
90501	213510		11 902 718		11 902 718				
90501	213530		1 225 619		1 225 619				
90501	21380		878 588		878 588				
90501	2151		153 205 941		153 205 941				
90501	21530		33 385 002		33 385 002				
90501	21570		102 616 436		102 616 436				
90501	21571								
90501	21820		57 156 682		57 156 682				
90501	21840		2 410 352		2 410 352				
90501	21850		318 883		318 883				
90501	21880		64 546 161		64 546 161				
90501	23128		15 274 295		15 274 295				
90501	231311		67 800		67 800				
90501	231318		509 325 622		509 325 622				
90501	231351		29 391 870		29 391 870				
90501	231353		26 912 592		26 912 592				
90501	23138		31 445 477		31 445 477				
90501	23151		31 811 760		31 811 760				
90501	23153		40 354 058		40 354 058				
90501	23188		6 019 569		6 019 569				
90501	23205		1 582 000		1 582 000				
90502	13116						5 562 819		5 562 819
90502	2031		10 809 697		10 809 697				
90502	20421		31 612 154		31 612 154				
90502	2120								
90502	2121		1 745 972		1 745 972				
90502	2128		193 606		193 606				
90502	213510		1 125 480		1 125 480				
90502	2151		39 178 859		39 178 859				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE INVESTISSEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
90502	21530		12 472 204		12 472 204				
90502	21570		39 167 784		39 167 784				
90502	2180								
90502	21820		19 512 999		19 512 999				
90502	23128		130 346		130 346				
90502	231318		114 546		114 546				
90502	23151		21 549 353		21 549 353				
90503	13116						19 050 000		19 050 000
90503	2031		18 535 848		18 535 848				
90503	204121		2 807 556		2 807 556				
90503	20421		97 890 129		97 890 129		3 018 417		3 018 417
90503	2050		8 267 105		8 267 105				
90503	2128		508 500		508 500				
90503	21330		13 029 493		13 029 493				
90503	213510		5 579 757		5 579 757				
90503	21530		96 307		96 307				
90503	21570		28 580 021		28 580 021				
90503	21880		11 649 532		11 649 532				
90503	231318		216 086 273		216 086 273				
90503	23133		75 248 590		75 248 590				
90503	23138		197 687 525		197 687 525				
90503	23153		3 265 983		3 265 983				
90503	23205		51 299 085		51 299 085				
90503	261		30 000 000		30 000 000				
90503	275		75 000		75 000				
90504	20820		1 254 300		1 254 300				
90504	21570		60 844 781		60 844 781				
90504	21820		4 680 000		4 680 000				
90504	21830		706 965		706 965				
90504	21850		253 228		253 228				
90504	21880		1 545 723		1 545 723				
90504	23133		91 507 971		91 507 971				
90504	23205		949 200		949 200				
90505	213510		2 609 699		2 609 699		5 000 000		5 000 000
TOTAL CHAPITRE : 905		9 285 167 262	3 016 155 434		3 016 155 434	3 517 549 895	233 057 716		233 057 716

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE INVESTISSEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
90603	20421		400 000 000		400 000 000				
TOTAL CHAPITRE : 906		1 503 000 892	400 000 000		400 000 000				
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
90703	2031		34 222 444		34 222 444				
90703	204171		69 200 117		69 200 117				
90703	231318		10 631 113		10 631 113				
90703	231351		199 282 093		199 282 093				
TOTAL CHAPITRE : 907		644 970 553	313 335 767		313 335 767				
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
90801	204171		105 960 245		105 960 245				
90801	20421		1 615 000		1 615 000				
90801	20422		10 601 250		10 601 250				
90802	13116						25 650 000		25 650 000
90802	2031		18 879 932		18 879 932				
90802	204171		2 250 000		2 250 000				
90802	204172		28 557 231		28 557 231				
90802	20421		340 273		340 273				
90802	2050		1 582 000		1 582 000				
90802	2128		2 650 390		2 650 390				
90802	213110		540 000		540 000				
90802	213510		1 326 620		1 326 620				
90802	21380		2 508 600		2 508 600				
90802	21570		9 337 400		9 337 400				
90802	216		4 118 000		4 118 000				
90802	21840		2 731 768		2 731 768				
90802	21880		28 163 052		28 163 052				
90802	231314		104 118 815		104 118 815				
90802	23188		10 254 339		10 254 339				
TOTAL CHAPITRE : 908		1 135 193 152	335 534 915		335 534 915	51 454 654	25 650 000		25 650 000

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE INVESTISSEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
90901	21570		7 897 757		7 897 757				
90901	21830		74 521 697		74 521 697				
90901	21840		226 396		226 396				
90901	21880		10 913 100		10 913 100				
90902	13114						296 841 479		296 841 479
90902	131181						11 686 710		11 686 710
90902	131188						3 750 000		3 750 000
90902	2031		19 892 287		19 892 287				
90902	20422		108 000 000		108 000 000				
90902	20431		43 861 898		43 861 898				
90902	2128		86 760 837		86 760 837				
90902	213120		92 726 988		92 726 988				
90902	213510		314 042 743		314 042 743				
90902	21530		10 014 954		10 014 954				
90902	21570		48 153 743		48 153 743				
90902	21820		22 254 835		22 254 835				
90902	21830		141 752 749		141 752 749				
90902	21840		6 161 156		6 161 156				
90902	21880		100 816 440		100 816 440				
90902	231312		398 501 540	201 806	398 299 734				
90902	231351		130 504 437		130 504 437				
90902	23188		4 673 853		4 673 853				
90903	204181		57 000 000		57 000 000				
90903	204182		6 000 000		6 000 000				
90903	20431		4 814 470		4 814 470				
90904	131152						47 924 890		47 924 890
90904	2031		7 434 948		7 434 948				
90904	204171		7 081 833		7 081 833				
90904	204172		44 749 403		44 749 403				
90904	231318		6 746 966		6 746 966				
90905	21880		580 093		580 093				
TOTAL CHAPITRE : 909		3 016 168 872	1 756 085 123	201 806	1 755 883 317	857 550 771	360 203 079		360 203 079

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE INVESTISSEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
91001	131152						48 641 619		48 641 619
91001	13116						95 698 274		95 698 274
91001	131188						22 996 024		22 996 024
91001	2031		31 790 541		31 790 541				
91001	204171		1 016 097 836		1 016 097 836				
91001	2128		10 382 474		10 382 474				
91001	213130		4 510 551		4 510 551				
91001	213180		20 959 490		20 959 490				
91001	213510		59 580 989		59 580 989		102 261		102 261
91001	21380								
91001	21530		389 831		389 831				
91001	21570		195 341 485		195 341 485				
91001	2180								
91001	21820		4 974 258		4 974 258				
91001	21830		173 464		173 464				
91001	21840		621 776		621 776				
91001	21850		969 576		969 576				
91001	21880		48 782 982		48 782 982				
91001	231311		47 093		47 093				
91001	231313		770 275 741		770 275 741				
91001	231318		17 767 971		17 767 971				
91001	231351		366 841 772		366 841 772		13 559 148		13 559 148
91001	23188		2 200 904		2 200 904				
91002	2031		11 537 691		11 537 691				
91002	204171		2 471 412		2 471 412				
91002	204172		90 000 000		90 000 000				
91002	21570		6 114 880		6 114 880				
91002	231313		712 197 693		712 197 693				
91003	204171		58 617 070		58 617 070				
TOTAL CHAPITRE : 910		5 732 809 434	3 432 647 480		3 432 647 480	738 516 269	180 997 326		180 997 326

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE INVESTISSEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
91101	204171		6 500 000		6 500 000				
91102	1328						13 743 883		13 743 883
91102	2031		12 144 318		12 144 318				
91102	2115		4 088 561		4 088 561				
91102	2128		10 756 090		10 756 090				
91102	213110		4 034 100		4 034 100				
91102	213130		9 655 322		9 655 322				
91102	213510		25 194 859		25 194 859				
91102	21530		656 723		656 723				
91102	21830		368 815		368 815				
91102	21880		2 675 750		2 675 750				
91102	231318		692 645		692 645				
91103	132188						4 773 270		4 773 270
91103	2031		7 849 617		7 849 617				
91103	213510		190 000		190 000				
91105	204172						2 500 000		2 500 000
91105	20421		24 288 520		24 288 520		330 614		330 614
91106	131188						59 665 871		59 665 871
91106	2031		274 976		274 976				
91106	204171		158 506 000		158 506 000		18 437 106		18 437 106
91106	204172		418 855 081		418 855 081		5 860 881		5 860 881
91106	20421		65 530 957		65 530 957		260 618		260 618
91106	21570		214 998		214 998				
TOTAL CHAPITRE : 911		2 747 309 417	752 477 332		752 477 332	153 089 754	105 572 243		105 572 243

Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
91301	2031		6 057 400		6 057 400				
91302	20422		263 309 245		263 309 245				
91302	23157		672 768		672 768				
91302	23188		20 882 236		20 882 236				
91302	274						18 642 210		18 642 210
TOTAL CHAPITRE : 913		966 222 212	290 921 649		290 921 649	18 642 210	18 642 210		18 642 210

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE INVESTISSEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
91401	13211						3 437 854 690		3 437 854 690
91401	2031		177 589 712		177 589 712				
91401	2111		350 000		350 000				
91401	2128		54 866 675		54 866 675				
91401	213110		1 011 350		1 011 350				
91401	213180		149 160		149 160				
91401	213510		3 674 803		3 674 803				
91401	2151		2 649 753 952		2 649 753 952				
91401	21530		420 659		420 659				
91401	21531								
91401	21570		540 119 436		540 119 436				
91401	21820		116 353 896		116 353 896				
91401	21850		1 771 063		1 771 063				
91401	21880		181 092 784		181 092 784				
91401	21881								
91401	23151		2 604 180 754		2 604 180 754				
91401	23153		16 724 704		16 724 704				
91401	23205		3 261 617		3 261 617				
91401	232082		951 254		951 254				
91402	13111						1 765 905 090		1 765 905 090
91402	131188						107 398 568		107 398 568
91402	2031		206 400 190		206 400 190		281 594		281 594
91402	2128		26 120 090		26 120 090				
91402	213180		3 416 701		3 416 701				
91402	21330		63 796 405		63 796 405				
91402	213510		34 571 766		34 571 766				
91402	213530		8 917 349		8 917 349				
91402	21530		43 556 236		43 556 236				
91402	21570		235 756 830		235 756 830				
91402	21820		61 050 668		61 050 668				
91402	21830		1 180 830		1 180 830				
91402	21850		285 877		285 877				
91402	21880		30 556 475		30 556 475				
91402	23128		14 030 181		14 030 181				
91402	231318		39 782 722		39 782 722				
91402	23133		1 860 538 502		1 860 538 502		33 965 020		33 965 020
91402	231351		128 059 103		128 059 103				
91402	231353		890 294 451		890 294 451				
91402	23153		462 016		462 016				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE INVESTISSEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
91402	23157		31 100 917		31 100 917				
91403	13211						346 700 957		346 700 957
91403	2031		25 953 850		25 953 850				
91403	2050		430 155		430 155				
91403	2128		172 852 308		172 852 308				
91403	2151		9 982 943		9 982 943				
91403	21830		324 940		324 940				
91403	21880		118 540		118 540				
91403	23128		141 173 326		141 173 326		30 878 496		30 878 496
91403	23151		621 691		621 691				
91404	132183						15 035 800		15 035 800
91404	204171		19 575 425		19 575 425				
91404	204182		157 000 000		157 000 000				
91404	23153		361 051		361 051				
91405	131181						107 398 568		107 398 568
91405	204172		339 600 000		339 600 000				
91405	20421		10 000 000		10 000 000				
91405	20422		103 736 343		103 736 343				
91406	20421		146 000 000		146 000 000				
TOTAL CHAPITRE : 914		19 815 736 913	11 159 879 700		11 159 879 700	11 445 181 674	5 845 418 783		5 845 418 783

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE INVESTISSEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
91501	2031		25 806 758		25 806 758				
91501	213510		17 815 322		17 815 322				
91501	21380		11 850 000		11 850 000				
91501	23138		1 194 975		1 194 975				
91501	23151		10 794 401		10 794 401				
91502	131188						46 564 081		46 564 081
91502	2031		18 398 888		18 398 888				
91502	2032								
91502	204171		9 885 450		9 885 450				
91502	204411		127 223 323		127 223 323				
91502	213510		279 338		279 338				
91502	21570		101 250 688		101 250 688				
91502	21820		5 623 750		5 623 750		127 223 323		127 223 323
91502	21840		294 572		294 572				
91502	21850		299 280		299 280				
91502	21880		25 120 392		25 120 392				
91503	213510		4 465 725		4 465 725				
91503	21570		38 936 890		38 936 890				
91503	21820		5 215 515		5 215 515				
91503	21830		4 332 465		4 332 465				
91503	21840		94 840		94 840				
91503	21850		3 272 146		3 272 146				
91503	21880		31 848 394		31 848 394				
91504	2031		8 232 125		8 232 125				
91504	213180		7 574 277		7 574 277				
91504	21330		5 508 750		5 508 750				
91504	213510		843 884		843 884				
91504	21570		292 837 792		292 837 792				
91504	21820		9 364 281		9 364 281				
91504	21830		1 274 062		1 274 062				
91504	21880		21 866 416		21 866 416				
91504	23128		21 487 245		21 487 245				
TOTAL CHAPITRE : 915		1 920 332 435	812 991 944		812 991 944	360 510 838	173 787 404		173 787 404

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE INVESTISSEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
91601	23128		2 165 764		2 165 764				
91603	192		340 142	24	340 118		49 801 119		49 801 119
91603	2031		5 342 608		5 342 608				
91603	2050		1 551 924		1 551 924				
91603	2111		29 186 546		29 186 546		19 025 323		19 025 323
91603	2115		91 000 006		91 000 006				
91603	2128		10 905 630		10 905 630				
91603	21320		5 094 440		5 094 440				
91603	2151		39 403 868		39 403 868				
91603	21880		627 951		627 951				
91603	23128		401 794		401 794				
91604	2031						9 000 000		9 000 000
91604	204171		400 981 707		400 981 707				
91604	204172		7 128 609 134		7 128 609 134		39 632 810		39 632 810
91604	20421		53 283 811		53 283 811		56 280 834	18 086 048	38 194 786
91604	20422		990 777 947		990 777 947		9 130 000		9 130 000
91604	204422								
TOTAL CHAPITRE : 916		16 493 018 354	8 759 673 272	24	8 759 673 248	2 461 590 886	182 870 086	18 086 048	164 784 038

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE INVESTISSEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
95101	1641		14 563 705 432		14 563 705 432		8 190 692 124		8 190 692 124
95101	2671						24 071 331		24 071 331
95101	274						364 129 221		364 129 221
95101	2761						43 942 675		43 942 675
95101	4817								
95102	1068						29 729 037 193		29 729 037 193
95102	13911		493 317 294		493 317 294				
95102	13914		64 846 692		64 846 692				
95102	139151		1 877 797		1 877 797				
95102	139152		156 271 357		156 271 357				
95102	13916		5 344 691		5 344 691				
95102	139181		8 546 813		8 546 813				
95102	139188		369 346 067		369 346 067				
95102	198		1 900 123 215		1 900 123 215				
95102	28031						184 395 565		184 395 565
95102	28032						1 320 000		1 320 000
95102	2804						6 606 484 654		6 606 484 654
95102	2805						191 785 786		191 785 786
95102	2808						78 432 303		78 432 303
95102	281311						58 339 129		58 339 129
95102	281312						607 031 835		607 031 835
95102	281313						429 522 308		429 522 308
95102	281314						9 982 518		9 982 518
95102	281318						772 327 313		772 327 313
95102	28132						38 796		38 796
95102	28133						1 868 627 098		1 868 627 098
95102	281351						315 537 243		315 537 243
95102	281352						190 036		190 036
95102	281353						299 556 336		299 556 336
95102	281358						12 059 447		12 059 447
95102	28138						23 509 186		23 509 186
95102	28153						390 167 958		390 167 958
95102	28157						1 054 389 893		1 054 389 893
95102	28182						389 290 851		389 290 851
95102	28183						296 614 459		296 614 459
95102	28184						59 985 972		59 985 972
95102	28185						20 685 760		20 685 760
95102	28188						508 081 000		508 081 000
95102	4817								

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE INVESTISSEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
95103	131152		7 961 980		7 961 980				
95103	131184		14 270 900		14 270 900				
95103	131188		9 909 903		9 909 903				
TOTAL CHAPITRE : 951		17 639 673 926	17 595 522 141		17 595 522 141	60 339 546 471	52 530 227 990		52 530 227 990
S-Total INVESTISSEMENT		113 825 350 242	55 182 078 024	201 830	55 181 876 194	113 825 350 242	59 878 188 158	18 086 048	59 860 102 110

TOTAL INVESTISSEMENT BUDGETAIRE + OPERATIONS INTERNES		RESULTAT	
TOTAL DEBIT	TOTAL CREDIT	**DEFICIT**	**EXCEDENT**
55 181 876 194	59 860 102 110		4 678 225 916

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES					RECETTES			
Imputations S-Chapitre Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
TOTAL CHAPITRE : 002					33 421 938 636			
Imputations S-Chapitre Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
TOTAL CHAPITRE : 022	380 000 000							
Imputations S-Chapitre Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
TOTAL CHAPITRE : 023	27 122 595 552							

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
96001	60611		57 235 426	11 035 755	46 199 671				
96001	60612		75 833 539	5 713 768	70 119 771				
96001	60621		662 550		662 550				
96001	60622		3 204 819	332 564	2 872 255				
96001	60623		5 729 657	581 621	5 148 036				
96001	60624		3 038 724		3 038 724				
96001	60626		902 841		902 841				
96001	60628		3 681 831	657 200	3 024 631				
96001	60631		40 467		40 467				
96001	60632		3 136 844		3 136 844				
96001	60634		239 163		239 163				
96001	60635		162 192	24 054	138 138				
96001	60638		3 879 629		3 879 629				
96001	60641		6 410 209	258 427	6 151 782				
96001	60642		977 712	81 200	896 512				
96001	6066		31 187		31 187				
96001	6096						482 886		482 886
96001	6132		20 407 095	2 356 000	18 051 095				
96001	61351		6 257 273	996 197	5 261 076				
96001	61358		541 094		541 094				
96001	614		720 000		720 000				
96001	61522		4 003 823	3 517 923	485 900				
96001	615511		1 481 221		1 481 221				
96001	61552		8 997	8 997					
96001	61558		8 404 826	1 209 847	7 194 979				
96001	6161		614 512		614 512				
96001	617		339 000		339 000				
96001	6182		28 402		28 402				
96001	6184		971 504		971 504				
96001	6185		3 906 723		3 906 723				
96001	62268		22 759 046	5 472 000	17 287 046				
96001	6228		6 331 616	1 408 884	4 922 732				
96001	6231		83 427		83 427				
96001	6232		3 548 030	2 943 185	604 845				
96001	6234		5 572 725	1 128 321	4 444 404				
96001	6236		1 937 007	255 830	1 681 177				
96001	6238		11 011 791	808 100	10 203 691				
96001	6241		243 596	9 170	234 426				
96001	62471		9 330 713		9 330 713				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
96001	62472		3 175 028	194 322	2 980 706				
96001	6251		12 008 427	393 585	11 614 842				
96001	6261		197 220		197 220				
96001	6262		26 672 443	6 377 259	20 295 184				
96001	6268		6 628 627	1 379 238	5 249 389				
96001	6281		200 000		200 000				
96001	6288		7 381 590	82 147	7 299 443				
96001	629						9 895		9 895
96001	63512		6 000 000		6 000 000				
96001	6453		45 532		45 532				
96001	65312		113 620 915		113 620 915				
96001	65322		27 676 776	802 969	26 873 807				
96001	6533		73 645 970		73 645 970				
96001	6534		14 452 994		14 452 994				
96001	6539						1 598 288		1 598 288
96001	6568		2 200 000		2 200 000				
96001	657434		59 550 000	59 550 000					
96001	657438		14 310 000		14 310 000				
96001	6581		22 230 678	1 651 403	20 579 275				
96001	7011						8 904		8 904
96001	7087						26 312		26 312
96001	7711						431		431
96001	773						11 101 800		11 101 800
96002	6553		2 408 670 000		2 408 670 000				
96003	6554		98 160 816		98 160 816				
96005	60611		2 175 304	330 077	1 845 227				
96005	60612		40 900 773	4 627 674	36 273 099				
96005	60618		207	207					
96005	60621		35 754		35 754				
96005	60622		7 753 780	562 498	7 191 282				
96005	60623		250 710		250 710				
96005	60624		12 402 359		12 402 359				
96005	60626		4 028 362	8 100	4 020 262				
96005	60628		7 062 697	25 215	7 037 482				
96005	60631		1 166 150		1 166 150				
96005	60632		5 627 654	707 708	4 919 946				
96005	60634		1 380 343	64 224	1 316 119				
96005	60635		14 388 328	608 816	13 779 512				
96005	60638		11 874 484	191 755	11 682 729				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
96005	60641		6 939 567	830 832	6 108 735				
96005	60642		1 536 055		1 536 055				
96005	6066		423 170		423 170				
96005	6068		85 825		85 825				
96005	6132		3 370 905		3 370 905				
96005	61351		17 370 327	2 317 492	15 052 835				
96005	61352		10 806	10 806					
96005	61358		1 153 734		1 153 734				
96005	61521		6 081 270	874 240	5 207 030				
96005	61522		19 807 205	6 409 899	13 397 306				
96005	61528		773 142	141 061	632 081				
96005	615511		3 866 052	23 919	3 842 133				
96005	615518		116 983		116 983				
96005	61552		598 931		598 931				
96005	61558		18 482 245	306 518	18 175 727				
96005	6161		999 437		999 437				
96005	6168		1 160 648		1 160 648				
96005	617		3 589 600	547 200	3 042 400				
96005	6182		11 438 476	1 560 389	9 878 087				
96005	6184		19 962 526	3 737 168	16 225 358				
96005	6185		4 067 629		4 067 629				
96005	619						10 150		10 150
96005	62268		24 645 441	7 833 718	16 811 723				
96005	6227		15 235 721	473 300	14 762 421				
96005	6228		70 462 903	2 102 809	68 360 094				
96005	6231		1 700 517		1 700 517				
96005	6232		4 398 606		4 398 606				
96005	6233		1 494 630		1 494 630				
96005	6234		797 438	92 800	704 638				
96005	6236		1 580 654		1 580 654				
96005	6238		9 597 948	1 218 436	8 379 512				
96005	6241		3 942 067	9 800	3 932 267				
96005	62451		980		980				
96005	62471		1 515 850		1 515 850				
96005	62472		5 137 748	1 021 491	4 116 257				
96005	6248		45 393	30 703	14 690				
96005	6251		23 663 771	3 959 365	19 704 406				
96005	6255		335 000		335 000				
96005	6261		1 235 425	157 725	1 077 700				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
96005	6262		13 560 377	1 828 341	11 732 036				
96005	6268		4 549 403	597 019	3 952 384				
96005	627		253 592	38 254	215 338				
96005	6283		10 975 797	2 019 479	8 956 318				
96005	6288		156 835 035	14 074 923	142 760 112				
96005	63512		1 229 219		1 229 219				
96005	6353		92 751		92 751				
96005	6354		7 500		7 500				
96005	6358		1 160 288		1 160 288				
96005	6475		7 600		7 600				
96005	6478		9 200		9 200				
96005	6561		1 193 317		1 193 317				
96005	6581		4 553 574	362 378	4 191 196				
96005	673		28 239		28 239				
96005	7011						97 796 928	51 282	97 745 646
96005	7068						6 445 600		6 445 600
96005	773						9 577 226		9 577 226
96006	60261								
96006	60622		148 506		148 506				
96006	60624		122 334		122 334				
96006	60628		173 103		173 103				
96006	60632		1 427 913	64 380	1 363 533				
96006	60634		537 752		537 752				
96006	60635		237 800		237 800				
96006	60638		300 917		300 917				
96006	60641		435 671	17 615	418 056				
96006	60642		41 016		41 016				
96006	6066		8 045		8 045				
96006	61351		271 400		271 400				
96006	61528		18 026		18 026				
96006	615511		49 651		49 651				
96006	61558		491 117	6 522	484 595				
96006	6161		42 302	3 895	38 407				
96006	6168		57 750		57 750				
96006	617		500 000	500 000					
96006	6184		60 000	60 000					
96006	62268		400 000	400 000					
96006	6232		399 308		399 308				
96006	6234		250 200		250 200				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
96006	6236		206 475		206 475				
96006	6238		2 360 022		2 360 022				
96006	6241		80 757		80 757				
96006	62458		2 506		2 506				
96006	62471		3 669 728	412 000	3 257 728				
96006	62472		38 213		38 213				
96006	6251		4 413 373	120 000	4 293 373				
96006	6255		278 000		278 000				
96006	6261		5 000		5 000				
96006	6288		61 601		61 601				
96006	629						67 000		67 000
96006	6558		33 748 837		33 748 837				
96006	6561		23 866 348		23 866 348				
96006	6562		8 950 589		8 950 589				
96006	674338		20 000 000		20 000 000				
96006	74718						1 187 348		1 187 348
96006	773						25 680		25 680
96007	62471		221 020		221 020				
96007	6255		545 000		545 000				
96007	641111		165 777 531		165 777 531				
96007	641113		323 855 734		323 855 734				
96007	641117		69 876 441		69 876 441				
96007	641118		32 348 436		32 348 436				
96007	6419						1 722 665		1 722 665
96007	64511		39 458 034		39 458 034				
96007	64513		82 529 728		82 529 728				
96007	64518		7 399 296		7 399 296				
96007	6453		22 211 783		22 211 783				
96007	773						2 249 406		2 249 406
96008	60622		44 106		44 106				
96008	60624		5 610		5 610				
96008	60628		18 751		18 751				
96008	60632		1 326 407		1 326 407				
96008	60634		220 410		220 410				
96008	60635		653 675		653 675				
96008	60638		64 962		64 962				
96008	60641		209 087		209 087				
96008	60642		646 910		646 910				
96008	6066		8 045		8 045				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
96008	61351		22 500		22 500				
96008	61558		493 582		493 582				
96008	6161		8 196		8 196				
96008	6182		47 879		47 879				
96008	62268		20 000		20 000				
96008	6228		2 380 184	254 184	2 126 000				
96008	6236		439 550		439 550				
96008	6238		1 680 932	517 226	1 163 706				
96008	62471		163 500		163 500				
96008	62472		477 912	61 446	416 466				
96008	6251		445 120		445 120				
96008	6262		70 187	5 399	64 788				
96008	6288		1 533 243		1 533 243				
96008	629						19 000		19 000
96008	6581		27 120	15 820	11 300				
TOTAL CHAPITRE : 960		4 938 895 316	4 620 508 780	171 374 792	4 449 133 988	88 000 000	132 329 519	51 282	132 278 237

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
96101	60611		395 365	150	395 215				
96101	60612		10 379 442	414 591	9 964 851				
96101	60622		78 118		78 118				
96101	60624		1 968 204	64 443	1 903 761				
96101	60626		533 796		533 796				
96101	60628		581 164		581 164				
96101	60631		322 496		322 496				
96101	60632		1 213 241	69 061	1 144 180				
96101	60634		387 887	34 452	353 435				
96101	60635		15 900		15 900				
96101	60638		101 503		101 503				
96101	60641		2 536 540	196 247	2 340 293				
96101	60642		1 508 724		1 508 724				
96101	6066		25 366		25 366				
96101	61351		2 253 872	29 890	2 223 982				
96101	614		3 566 172		3 566 172				
96101	61522		23 730		23 730				
96101	615511		421 909		421 909				
96101	61558		2 554 349	235 864	2 318 485				
96101	6161		56 293		56 293				
96101	6182		586 457		586 457				
96101	6184		1 481 466		1 481 466				
96101	6185		1 088 747		1 088 747				
96101	619						17 087		17 087
96101	6225		5 459 540		5 459 540				
96101	62268		12 152 220	4 838 425	7 313 795				
96101	6231		23 477		23 477				
96101	6236		71 446		71 446				
96101	6241		6 951	1 868	5 083				
96101	62471		1 799 673		1 799 673				
96101	6251		3 341 431	180 000	3 161 431				
96101	6261		17 800		17 800				
96101	6262		2 423 613	170 838	2 252 775				
96101	6268		157 458		157 458				
96101	627		15 231		15 231				
96101	6283		3 276 961	144 114	3 132 847				
96101	6288		6 130 375	4 431	6 125 944				
96101	657318		2 536 396		2 536 396				
96101	773						1 761 547		1 761 547

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
96102	60612		26 144 189	4 000 000	22 144 189				
96102	60622		74 530	6 918	67 612				
96102	60624		1 719 413		1 719 413				
96102	60628		457 256		457 256				
96102	60631		58 413		58 413				
96102	60632		361 230	172 672	188 558				
96102	60634		6 446 279		6 446 279				
96102	60635		452 662		452 662				
96102	60638		540 379		540 379				
96102	60641		228 556		228 556				
96102	60642		544 226		544 226				
96102	6068		110 519		110 519				
96102	61351		723 762	25 955	697 807				
96102	61358		1 398 000		1 398 000				
96102	614		5 549 223		5 549 223				
96102	61522		87 123		87 123				
96102	615511		185 120		185 120				
96102	61558		123 927 701	18 877 536	105 050 165				
96102	6161		248 103		248 103				
96102	617		684 381		684 381				
96102	6182		1 686 586	299 492	1 387 094				
96102	6184		13 251 545	900 000	12 351 545				
96102	62268		22 382 735	4 250 860	18 131 875				
96102	6228		24 779 096	1 887 828	22 891 268				
96102	6231		211 291		211 291				
96102	6241		767 909		767 909				
96102	62471		318 574		318 574				
96102	62472		339 839		339 839				
96102	6251		893 563		893 563				
96102	6262		3 659 185	331 493	3 327 692				
96102	6268		183 447 912	12 947 961	170 499 951				
96102	6281		112 183		112 183				
96102	6283		1 954 900	146 900	1 808 000				
96102	6288		72 896 990	9 512 515	63 384 475				
96102	629						15 787 297		15 787 297
96102	6581		327 507 589	53 184 467	274 323 122				
96102	6588		142 400		142 400				
96102	6711		5 005 502		5 005 502				
96102	7064						74 533 015	526 405	74 006 610

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
96102	70831						2 625 000		2 625 000
96102	74718						5 966 587		5 966 587
96102	7711						4 160 753		4 160 753
96102	773						601 076		601 076
96104	60611		696 733		696 733				
96104	60612		8 927 186	2 277 645	6 649 541				
96104	60621		3 224		3 224				
96104	60622		905 699	338 978	566 721				
96104	60624		1 976 151		1 976 151				
96104	60625		106 662		106 662				
96104	60626		36 832 117	775 373	36 056 744				
96104	60628		1 750 337	66 760	1 683 577				
96104	60631		3 328 985	18 960	3 310 025				
96104	60632		426 475		426 475				
96104	60633		314 000		314 000				
96104	60634		5 063		5 063				
96104	60635		2 433 591	273 518	2 160 073				
96104	60638		10 522 481	190 700	10 331 781				
96104	60641		622 957	12 500	610 457				
96104	60642		101 774		101 774				
96104	6066		3 120		3 120				
96104	61351		1 117 374		1 117 374				
96104	614		327 503		327 503				
96104	61521		4 910 442	122 040	4 788 402				
96104	61522		64 381 700	10 686 703	53 694 997				
96104	61523		643 125		643 125				
96104	61528		3 818 415	868 993	2 949 422				
96104	615511		409 735		409 735				
96104	61552		118 260	113 039	5 221				
96104	61558		19 217 083	1 241 179	17 975 904				
96104	6182		659 017	101 809	557 208				
96104	62268		3 122 299	50 850	3 071 449				
96104	6227		2 780 389		2 780 389				
96104	6228		281 370		281 370				
96104	6231		329 096		329 096				
96104	6236		35 007		35 007				
96104	6241		21 186		21 186				
96104	62472		204 634		204 634				
96104	6251		706 876	343 540	363 336				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
96104	6262		2 254 042	100 245	2 153 797				
96104	6268		6 101	6 101					
96104	6281		135 750		135 750				
96104	6283		5 883 692	383 060	5 500 632				
96104	6288		33 012 390	3 089 446	29 922 944				
96104	6581		113 000		113 000				
96104	722						5 735 939		5 735 939
96104	7711						57 067 549		57 067 549
96104	773						5 987 610		5 987 610
96105	60624		349 924		349 924				
96105	60626		34 469		34 469				
96105	60628		11 870		11 870				
96105	60632		12 073 712	1 851 074	10 222 638				
96105	60633		203 000		203 000				
96105	60634		4 921 600	19 790	4 901 810				
96105	60638		2 132 537	653 630	1 478 907				
96105	60641		219 000		219 000				
96105	61558		274 529		274 529				
96105	62268		307 360		307 360				
96105	6268		92 793		92 793				
96105	6288		60 551		60 551				
96105	6481		118 275		118 275				
96105	6581		2 768 057	235 399	2 532 658				
96105	773						4 809		4 809
TOTAL CHAPITRE : 961		1 387 121 874	1 135 804 895	136 750 303	999 054 592	147 677 000	174 248 269	526 405	173 721 864

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations		Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article								
96201	60611		198 705		198 705				
96201	60612		16 417 531	324 925	16 092 606				
96201	60622		117 265	4 335	112 930				
96201	60623		9 072		9 072				
96201	60624		712 198		712 198				
96201	60626		224 188		224 188				
96201	60628		457 584		457 584				
96201	60631		131 139		131 139				
96201	60632		2 764 213		2 764 213				
96201	60634		450 309		450 309				
96201	60635		3 345		3 345				
96201	60638		608 984		608 984				
96201	60641		1 959 036	14 790	1 944 246				
96201	60642		2 782 012	1 258 271	1 523 741				
96201	60648		157 157		157 157				
96201	6132		58 943 461	1 034 420	57 909 041				
96201	61351		3 190 404	232 065	2 958 339				
96201	614		5 445 200	98 000	5 347 200				
96201	61522		3 778 200	45 980	3 732 220				
96201	615511		332 245		332 245				
96201	61558		1 141 841	55 643	1 086 198				
96201	6161		147 033		147 033				
96201	6182		1 223 879		1 223 879				
96201	6184		64 405 867	9 472 900	54 932 967				
96201	6185		1 746 891		1 746 891				
96201	6227		1 146 194		1 146 194				
96201	6228		44 545 728	346 150	44 199 578				
96201	6231		177 754		177 754				
96201	6241		112 450		112 450				
96201	62472		7 060 162	106 951	6 953 211				
96201	6251		21 179 000	162 180	21 016 820				
96201	6255		2 648 940		2 648 940				
96201	6261		105 000		105 000				
96201	6262		2 491 157	69 608	2 421 549				
96201	6268		480 349	34 099	446 250				
96201	6283		5 924 710		5 924 710				
96201	6288		77 086 359	5 769 778	71 316 581				
96201	641117		16 319 229	725 004	15 594 225				
96201	6581		607 845		607 845				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
96201	7711						577	577	
96201	773						837 976		837 976
96201	7788						59 666		59 666
96202	619						548 392		548 392
96202	6225		3 677 565		3 677 565				
96202	6227		83 449 073		83 449 073				
96202	6246		144 689		144 689				
96202	62471		43 024 665	2 307 038	40 717 627				
96202	62472		3 753 681	40 665	3 713 016				
96202	6255		73 947 895	1 492 500	72 455 395				
96202	629						12 500		12 500
96202	641111		16 796 272 163	150 000	16 796 122 163				
96202	641112		2 715 529 994		2 715 529 994				
96202	641113		32 578 495		32 578 495				
96202	641114		60 457 280		60 457 280				
96202	641115		1 047 203 438	11 029 000	1 036 174 438				
96202	641116		121 432 484		121 432 484				
96202	641117		526 972 466		526 972 466				
96202	641118		338 431 137		338 431 137				
96202	641121		140 084 456		140 084 456				
96202	641122		43 913 323		43 913 323				
96202	641125		6 590 195		6 590 195				
96202	641126		281 811		281 811				
96202	641127		29 653		29 653				
96202	641128		357 932		357 932				
96202	64131		3 671 168 813		3 671 168 813				
96202	64132		597 332 282		597 332 282				
96202	6419						187 350 602	395 377	186 955 225
96202	64511		4 806 005 877		4 806 005 877				
96202	64512		763 597 395		763 597 395				
96202	64514		18 062 632		18 062 632				
96202	64515		174 538 966		174 538 966				
96202	64516		37 776 129		37 776 129				
96202	64517		1 212 280 999		1 212 280 999				
96202	64518		71 131 220		71 131 220				
96202	6453		175 510 749	1 791 407	173 719 342				
96202	6458		105 911 437	21 507 000	84 404 437				
96202	6475		22 630 852	2 566 260	20 064 592				
96202	6479						17 073		17 073

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
96202	6481		117 610 599		117 610 599				
96202	6815		297 000 000		297 000 000				
96202	722						247 895 458		247 895 458
96202	74711						546 181 384		546 181 384
96202	74718						166 200 820		166 200 820
96202	773						277 745 612		277 745 612
96202	7788						141 849 032		141 849 032
96202	7815						350 000 000		350 000 000
TOTAL CHAPITRE : 962		34 645 681 926	34 455 922 981	60 638 969	34 395 284 012	2 005 796 205	1 918 699 092	395 954	1 918 303 138

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations		Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article								
96301	60622		48 971	2 439	46 532				
96301	60624		186 403		186 403				
96301	60626		25 710		25 710				
96301	60628		7 136		7 136				
96301	60631		965		965				
96301	60632		311 072		311 072				
96301	60634		168 040		168 040				
96301	60635		52 503		52 503				
96301	60638		214 873	27 939	186 934				
96301	60641		344 341		344 341				
96301	60642		62 292		62 292				
96301	61351		738 909		738 909				
96301	615511		176 364		176 364				
96301	61558		31 600		31 600				
96301	6161		25 566		25 566				
96301	6182		254 812		254 812				
96301	6236		494 224		494 224				
96301	62471		578 688		578 688				
96301	62472		960 810		960 810				
96301	6251		1 428 672		1 428 672				
96301	6261		83 000		83 000				
96301	6268		2 500		2 500				
96301	6281		1 861 575		1 861 575				
96301	6283		45 200		45 200				
96301	6288		48 000		48 000				
96301	629						375 688	105 000	270 688
96301	6552		22 862 962 165		22 862 962 165				
96301	6815		3 060 267 974		3 060 267 974				
96301	7815						2 783 209 973		2 783 209 973
96302	60621		16 120		16 120				
96302	60622		196 689	9 367	187 322				
96302	60623		5 000		5 000				
96302	60624		442 995		442 995				
96302	60626		572 662		572 662				
96302	60628		70 337		70 337				
96302	60631		139 639		139 639				
96302	60632		1 133 844	491 290	642 554				
96302	60634		32 123	10 323	21 800				
96302	60635		362 033	91 000	271 033				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
96302	60638		642 970	285 853	357 117				
96302	60641		290 127	33 408	256 719				
96302	60642		386 881	29 248	357 633				
96302	6132		14 050		14 050				
96302	61351		319 382	22 600	296 782				
96302	615511		89 292	11 000	78 292				
96302	61558		439 804		439 804				
96302	6236		110 740		110 740				
96302	6238		396 100	258 470	137 630				
96302	6241		186 245	6 884	179 361				
96302	62472		13 037 949		13 037 949				
96302	6251		4 759 595	105 000	4 654 595				
96302	6261		23 000		23 000				
96302	6262		105 991	98 248	7 743				
96302	6268		105 702	105 702					
96302	6283		24 240	24 240					
96302	65211		456 740	456 740					
96302	65281		1 173 478 252	209 195 412	964 282 840				
96302	773						34 092 301		34 092 301
96303	60611		40 000		40 000				
96303	60612		619 707		619 707				
96303	60624		258 860		258 860				
96303	6132		13 192 000		13 192 000				
96303	61351		199 108		199 108				
96303	615511		17 900		17 900				
96303	61558		3 114 735	2 472 194	642 541				
96303	6182		169 500		169 500				
96303	62268		1 084 800		1 084 800				
96303	6231		62 046		62 046				
96303	6238		138 990		138 990				
96303	62472		345 522		345 522				
96303	6251		730 899		730 899				
96303	6262		254 531		254 531				
96303	6281		48 000 000		48 000 000				
96303	6288		87 396		87 396				
96303	657458		8 000 000	4 000 000	4 000 000				
96303	65748		36 000 000		36 000 000				
96303	7711						1 309 137		1 309 137
96304	674352		150 000 000		150 000 000				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
96305	60611		17 733 573		17 733 573				
96305	60612		705 894	705 894					
96305	60622		444 850		444 850				
96305	60624		228 688		228 688				
96305	60625		93 932		93 932				
96305	60626		1 777 946		1 777 946				
96305	60628		5 685 198		5 685 198				
96305	60631		50 971		50 971				
96305	60632		276 602		276 602				
96305	60635		240 458		240 458				
96305	60638		789 517		789 517				
96305	61351		145 200		145 200				
96305	61521		2 130 050	163 850	1 966 200				
96305	61522		4 009 663	249 636	3 760 027				
96305	61524		131 000		131 000				
96305	61528		8 042 745	184 463	7 858 282				
96305	615511		67 989		67 989				
96305	61552		646 862		646 862				
96305	61558		6 754 977	942 745	5 812 232				
96305	6168		242 315		242 315				
96305	617		146 900		146 900				
96305	6184		299 550		299 550				
96305	6185		40 950		40 950				
96305	62268		570 000		570 000				
96305	6236		17 500		17 500				
96305	6251		929 628	929 628					
96305	6282		50 114 031	4 555 821	45 558 210				
96305	6283		11 078 520	1 600 080	9 478 440				
96305	6288		36 139 098	813 435	35 325 663				
96305	773						123 405		123 405
TOTAL CHAPITRE : 963		27 757 940 497	27 541 071 468	227 882 909	27 313 188 559	2 798 209 973	2 819 110 504	105 000	2 819 005 504

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations		Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article								
96401	60611		2 412 326		2 412 326				
96401	60612		2 688 147	264 224	2 423 923				
96401	60622		775		775				
96401	60624		1 390		1 390				
96401	60626		361 267		361 267				
96401	60628		604 990		604 990				
96401	60631		57 694		57 694				
96401	60635		112 238		112 238				
96401	60638		480 316	141 520	338 796				
96401	61351		666 551	12 200	654 351				
96401	61521		115 231 747	6 969 310	108 262 437				
96401	61522		3 760 420		3 760 420				
96401	61524		9 922 043		9 922 043				
96401	61528		3 123 553		3 123 553				
96401	61558		2 097 899		2 097 899				
96401	6168		1 392 570		1 392 570				
96401	617		618 675		618 675				
96401	62268		4 724 315	578 480	4 145 835				
96401	6228		622 900		622 900				
96401	6231		267 778		267 778				
96401	6241		31 520		31 520				
96401	62472		1 317 724	61 127	1 256 597				
96401	6251		802 790	15 549	787 241				
96401	6282		35 688 370	3 269 603	32 418 767				
96401	6283		55 674 458	3 906 606	51 767 852				
96401	6288		23 956 309	1 648 598	22 307 711				
96401	6718		320 299		320 299				
96401	7011						16 675		16 675
96401	773						973 018		973 018
96402	60612		1 537 898	113 200	1 424 698				
96402	60622		450 825		450 825				
96402	60624		249 766		249 766				
96402	60628		177 937		177 937				
96402	60632		318 300		318 300				
96402	60634		142 005	106 315	35 690				
96402	60638		279 897		279 897				
96402	60641		397 070		397 070				
96402	60642		80 999		80 999				
96402	6132		3 690 100	20 500	3 669 600				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
96402	61351		2 710 769	190 108	2 520 661				
96402	614		5 234 668		5 234 668				
96402	61522		1 069 083		1 069 083				
96402	615511		511 128		511 128				
96402	61558		73 552		73 552				
96402	6161		130 472		130 472				
96402	6168		124 919		124 919				
96402	617		40 355 943		40 355 943				
96402	6182		254 812		254 812				
96402	6184		213 965		213 965				
96402	6185		392 660		392 660				
96402	619						6 586		6 586
96402	62268		7 620 530	4 454 360	3 166 170				
96402	6228		2 186 500		2 186 500				
96402	6231		1 562 185		1 562 185				
96402	6233		88 200		88 200				
96402	6241		27 219		27 219				
96402	62471		183 954		183 954				
96402	62472		1 576 812	58 050	1 518 762				
96402	6251		2 228 431	62 880	2 165 551				
96402	6262		2 215 280	9 799	2 205 481				
96402	6268		265 920		265 920				
96402	6283		1 545 585	116 277	1 429 308				
96402	6288		15 858 083	66 548	15 791 535				
96402	65218		800 000		800 000				
96402	6522		30 362 500	3 282 500	27 080 000				
96402	657348A		19 416 684	11 000 000	8 416 684				
96402	657358		3 500 000		3 500 000				
96402	657452		28 000 000	5 000 000	23 000 000				
96402	6581		743 314		743 314				
96402	6718		155 846		155 846				
96402	7087						4 399		4 399
96402	773						2 620 955		2 620 955
96403	6288		146 900		146 900				
96403	6522		7 414 950	7 414 950					
96403	657451A		416 500 000		416 500 000				
96403	657452		39 097 000	7 597 000	31 500 000				
96403	6744		1 277 042 606	58 975 000	1 218 067 606				
96403	773						7 555 130		7 555 130

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES					RECETTES			
Imputations S-Chapitre Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
TOTAL CHAPITRE : 964	2 174 184 592	2 183 874 331	115 334 704	2 068 539 627		11 176 763		11 176 763

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
96501	60268								
96501	60611		4 954 895	1 039 845	3 915 050				
96501	60612		38 338 896	5 382 463	32 956 433				
96501	60618		568 401		568 401				
96501	60621		401 375		401 375				
96501	60622		15 175 227	2 103 425	13 071 802				
96501	60623		62 949		62 949				
96501	60624		17 632 037	604 869	17 027 168				
96501	60625		1 959 639		1 959 639				
96501	60626		15 694 199	1 263 424	14 430 775				
96501	60628		31 927 996	700 921	31 227 075				
96501	60631		3 276 488		3 276 488				
96501	60632		4 619 650	633 886	3 985 764				
96501	60634		1 037 158	104 748	932 410				
96501	60635		7 735 479	3 234 312	4 501 167				
96501	60638		14 466 417	415 059	14 051 358				
96501	60641		5 806 437	585 869	5 220 568				
96501	60642		1 859 260	37 148	1 822 112				
96501	60648		18 052		18 052				
96501	6066		292 732		292 732				
96501	6068		529 785		529 785				
96501	6132		28 044 365	1 178 452	26 865 913				
96501	61351		10 214 081	1 410 560	8 803 521				
96501	61358		1 104 546		1 104 546				
96501	614		2 416 680		2 416 680				
96501	61521		10 100 273	1 678 519	8 421 754				
96501	61522		5 405 187	80 230	5 324 957				
96501	61523		1 888 980	1 746 980	142 000				
96501	61524		813 600	248 600	565 000				
96501	61528		4 367 516	417 575	3 949 941				
96501	615511		4 783 281	147 703	4 635 578				
96501	615512		317 724	73 000	244 724				
96501	615518		840 405		840 405				
96501	61552		1 656 992		1 656 992				
96501	61558		13 346 364	2 237 115	11 109 249				
96501	6161		2 972 212		2 972 212				
96501	6168		127 605		127 605				
96501	617		40 405 889	1 723 680	38 682 209				
96501	6182		832 327	297 492	534 835				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
96501	6184		1 864 431		1 864 431				
96501	6185		1 323 510	236 680	1 086 830				
96501	619						11 940		11 940
96501	62268		60 858 241	15 023 050	45 835 191				
96501	6227		242 239		242 239				
96501	6228		20 185 534	3 896 600	16 288 934				
96501	6231		786 732		786 732				
96501	6236		4 681 024	96 050	4 584 974				
96501	6238		11 001 341	1 626 600	9 374 741				
96501	6241		7 559 254	787 575	6 771 679				
96501	62458		177 014		177 014				
96501	62471		2 650 618		2 650 618				
96501	62472		13 413 835	1 043 000	12 370 835				
96501	6248		90 400		90 400				
96501	6251		25 146 485	1 475 716	23 670 769				
96501	6255		115 000	115 000					
96501	6261		1 669 500		1 669 500				
96501	6262		11 208 422	1 447 215	9 761 207				
96501	6268		3 567 530	330 492	3 237 038				
96501	627		15 203		15 203				
96501	6283		7 722 678	649 471	7 073 207				
96501	6288		23 102 837	1 316 022	21 786 815				
96501	6354		15 000		15 000				
96501	6524		1 014 656 083	77 456 792	937 199 291				
96501	6568		1 542 450	460 000	1 082 450				
96501	657323		7 704 800	7 704 800					
96501	657351		365 944 538		365 944 538				
96501	657445		1 413 000	1 413 000					
96501	657455		199 746 119	62 046 119	137 700 000				
96501	65749						412 280		412 280
96501	674351		255 000 000		255 000 000				
96501	6744		515 000 000		515 000 000				
96501	7021						2 630 550		2 630 550
96501	7028						6 557 789		6 557 789
96501	7068						13 087 570	20 740	13 066 830
96501	707						470 000		470 000
96501	7087						8 800		8 800
96501	721						202 074		202 074
96501	722						17 053 788		17 053 788

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
96501	74718						28 639 618		28 639 618
96501	7478						556 566		556 566
96501	7588						8 698 167		8 698 167
96501	7711						10 812 000		10 812 000
96501	773						497 541 838		497 541 838
96501	7788						121 520		121 520
96502	60618		323 158		323 158				
96502	60622		8 746 040	476 116	8 269 924				
96502	60624		6 457 898	847 466	5 610 432				
96502	60625		276 708		276 708				
96502	60626		300 164		300 164				
96502	60628		32 655 265	46 100	32 609 165				
96502	60631		1 519 147	515 900	1 003 247				
96502	60632		28 200		28 200				
96502	60635		2 316 373	263 274	2 053 099				
96502	60638		1 741 011	241 594	1 499 417				
96502	60641		123 540		123 540				
96502	6068		268 133		268 133				
96502	61351		44 680		44 680				
96502	61358		6 500		6 500				
96502	61521		436 745		436 745				
96502	61522		1 347 073		1 347 073				
96502	61524		1 239 102		1 239 102				
96502	615511		2 184 838	128 225	2 056 613				
96502	61552		1 749 581		1 749 581				
96502	61558		609 625		609 625				
96502	617		1 478 485		1 478 485				
96502	6184		710 535		710 535				
96502	6185		929 744		929 744				
96502	62261		4 600		4 600				
96502	62268		4 144 567	2 056 938	2 087 629				
96502	6228		1 486 400	598 500	887 900				
96502	6231		83 101		83 101				
96502	6238		3 390 000		3 390 000				
96502	6241		469 822	31 010	438 812				
96502	62458		3 800		3 800				
96502	62472		1 591 570	134 734	1 456 836				
96502	6251		4 211 196	49 295	4 161 901				
96502	6261		3 000		3 000				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
96502	6288		790 125		790 125				
96502	7022						17 084 778	57 245	17 027 533
96502	722						3 444 288		3 444 288
96502	773						2 814 028		2 814 028
96503	60611		91 870	19 150	72 720				
96503	60612		28 729 202	3 932 191	24 797 011				
96503	60621		11 559		11 559				
96503	60622		7 952 438	601 938	7 350 500				
96503	60624		895 196	321 250	573 946				
96503	60626		4 248 783	84 644	4 164 139				
96503	60628		16 350 717	1 156 312	15 194 405				
96503	60631		487 177	74 694	412 483				
96503	60632		3 657 058	10 569	3 646 489				
96503	60634		604 601		604 601				
96503	60635		1 250 566		1 250 566				
96503	60638		6 771 856	349 888	6 421 968				
96503	60641		1 846 586	159 993	1 686 593				
96503	60642		489 246		489 246				
96503	6066		105 645		105 645				
96503	6132		46 432 876	363 118	46 069 758				
96503	61351		4 952 060	417 439	4 534 621				
96503	61358		2 084 588		2 084 588				
96503	614		3 591 059	1 550 000	2 041 059				
96503	61521		2 642 085	154 245	2 487 840				
96503	61522		8 744 710	257 640	8 487 070				
96503	615511		50 500		50 500				
96503	615512		428 039	156 429	271 610				
96503	615518		754 130		754 130				
96503	61552		357 196		357 196				
96503	61558		5 661 054	118 821	5 542 233				
96503	6161		175 908		175 908				
96503	6168		897 994		897 994				
96503	617		99 319 958	22 402 925	76 917 033				
96503	6184		1 446 376		1 446 376				
96503	6185		2 100 822	260 251	1 840 571				
96503	62268		35 089 764	9 815 113	25 274 651				
96503	6228		71 092 489	16 650 880	54 441 609				
96503	6231		3 812 175	781 968	3 030 207				
96503	6236		2 962 534	399 065	2 563 469				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations		Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article								
96503	6238		7 086 244	494 375	6 591 869				
96503	6241		8 754 883	171 592	8 583 291				
96503	62471		1 440 215		1 440 215				
96503	62472		5 792 369	93 716	5 698 653				
96503	6251		18 592 280	1 039 860	17 552 420				
96503	6261		513 976		513 976				
96503	6262		250 717	44 648	206 069				
96503	6268		1 433 118	349 158	1 083 960				
96503	6282		16 465 352	2 316 818	14 148 534				
96503	6283		3 035 596	518 616	2 516 980				
96503	6288		140 766 183	34 731 664	106 034 519				
96503	6523		146 720 167	47 694 928	99 025 239				
96503	6558		1 727 924		1 727 924				
96503	6568		2 000 000		2 000 000				
96503	657358		6 000 000		6 000 000				
96503	657444C		500 000		500 000				
96503	657458		4 663 449	2 163 449	2 500 000				
96503	6711		413 286		413 286				
96503	7028						16 008 249		16 008 249
96503	7087						12 683		12 683
96503	722						12 229 061		12 229 061
96503	74718						13 876 143		13 876 143
96503	7588						17 150 000		17 150 000
96503	7711						124 391		124 391
96503	773						1 071 558		1 071 558
96504	60611		47 494		47 494				
96504	60612		12 415 292	1 845 506	10 569 786				
96504	60622		2 743 657	125 852	2 617 805				
96504	60623		21 449		21 449				
96504	60624		1 899 895	627 156	1 272 739				
96504	60626		938 268		938 268				
96504	60628		4 342 559	199 596	4 142 963				
96504	60631		49 020		49 020				
96504	60632		3 764 707		3 764 707				
96504	60633		32 946		32 946				
96504	60634		448 094	33 816	414 278				
96504	60635		421 123		421 123				
96504	60638		5 699 625	394 980	5 304 645				
96504	60641		338 511	32 603	305 908				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
96504	60642		300 393	3 120	297 273				
96504	6066		906 671		906 671				
96504	6096						20 975		20 975
96504	6132		23 604 660		23 604 660				
96504	61351		92 700	27 120	65 580				
96504	61358		2 000	2 000					
96504	614		480 000		480 000				
96504	61522		207 468		207 468				
96504	615511		623 596		623 596				
96504	615518		23 990		23 990				
96504	61552		210 666		210 666				
96504	61558		5 194 573	1 409 129	3 785 444				
96504	6161		38 523		38 523				
96504	6168		776 891	88 185	688 706				
96504	617		76 765 666		76 765 666				
96504	6182		1 874 866	651 850	1 223 016				
96504	6184		209 000	209 000					
96504	6185		1 422 170		1 422 170				
96504	62268		3 473 684		3 473 684				
96504	6236		327 112		327 112				
96504	6238		1 116 700		1 116 700				
96504	6241		2 733 016	328 398	2 404 618				
96504	62472		3 426 874		3 426 874				
96504	6251		7 349 978	466 080	6 883 898				
96504	6261		487 894	212 733	275 161				
96504	6262		4 537 916	564 399	3 973 517				
96504	6268		853 803	32 000	821 803				
96504	6282		38 500		38 500				
96504	6283		1 247 365	303 610	943 755				
96504	6288		88 091 496	39 715 877	48 375 619				
96504	6581		289 789		289 789				
96504	6588		284 760		284 760				
96504	673		846 759		846 759				
96504	7068						40 215		40 215
96504	707						93 150		93 150
96504	7581						6 313 499		6 313 499
96504	773						612 228		612 228
96505	60611		79 425		79 425				
96505	60612		1 235 881	95 881	1 140 000				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations		Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article								
96505	60622		130 000		130 000				
96505	60623		8 545		8 545				
96505	60624		139 840		139 840				
96505	60626		244 598		244 598				
96505	60628		333 116		333 116				
96505	60632		36 113		36 113				
96505	60634		145 928		145 928				
96505	60635		10 100		10 100				
96505	60638		101 035		101 035				
96505	60641		220 253	55 576	164 677				
96505	60642		136 370	14 375	121 995				
96505	6068		47 850		47 850				
96505	6132		7 000		7 000				
96505	61351		522 445	37 926	484 519				
96505	61522		325 100	192 100	133 000				
96505	615511		673 886		673 886				
96505	61558		274 940		274 940				
96505	6161		33 228		33 228				
96505	6168		342 389		342 389				
96505	6184		67 740	54 240	13 500				
96505	6185		25 000	5 000	20 000				
96505	62268		4 550 310	1 582 000	2 968 310				
96505	6228		136 000		136 000				
96505	6231		508 500	169 500	339 000				
96505	6233		7 362 831	3 740 536	3 622 295				
96505	6236		4 167 415	621 882	3 545 533				
96505	6238		13 699 815	621 570	13 078 245				
96505	6241		25 520		25 520				
96505	62472		379 659	61 446	318 213				
96505	6251		145 322		145 322				
96505	6261		278 600	24 500	254 100				
96505	6262		1 558 871	140 371	1 418 500				
96505	6268		5 800		5 800				
96505	6283		574 813	43 505	531 308				
96505	6288		3 702 451	784 168	2 918 283				
96505	6522		16 863 169	4 026 018	12 837 151				
96505	6529						103 159		103 159
96505	657443		50 359 874	7 486 360	42 873 514				
96505	6581		116 371	58 186	58 185				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
96505	6588		4 326 573	111 000	4 215 573				
96505	74718						596 659		596 659
96505	773						39 829		39 829
TOTAL CHAPITRE : 965		4 051 709 823	4 043 219 014	426 715 706	3 616 503 308	632 185 553	678 439 393	77 985	678 361 408

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations		Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article								
96601	60611		6 366 842		6 366 842				
96601	60612		3 913 536	350 000	3 563 536				
96601	60622		470 000	70 000	400 000				
96601	60624		349 087		349 087				
96601	60626		15 154		15 154				
96601	60628		10 710		10 710				
96601	60632		290 316		290 316				
96601	60634		237 182		237 182				
96601	60638		238 930	3 788	235 142				
96601	60641		1 007 710	19 065	988 645				
96601	60642		610 740		610 740				
96601	61351		1 877 571	137 100	1 740 471				
96601	61521		375 000		375 000				
96601	615511		57 825		57 825				
96601	61558		5 648 049	230 170	5 417 879				
96601	6161		43 452		43 452				
96601	6182		2 890 222	944 924	1 945 298				
96601	62268		3 093 005		3 093 005				
96601	6228		1 600 000		1 600 000				
96601	6231		4 916 216	179 670	4 736 546				
96601	6238		927 730	194 925	732 805				
96601	6241		21 450	5 130	16 320				
96601	62472		1 037 251	8 000	1 029 251				
96601	6251		2 441 277		2 441 277				
96601	6261		1 388 580	9 080	1 379 500				
96601	6262		1 544 816	118 832	1 425 984				
96601	6268		356 130		356 130				
96601	6281		10 000		10 000				
96601	6283		5 098 560	424 880	4 673 680				
96601	6288		9 066 140	508 839	8 557 301				
96601	6555		24 000 000		24 000 000				
96601	6556G		100 000 000		100 000 000				
96601	6556H		4 150 000 000		4 150 000 000				
96601	657362		465 000 000		465 000 000				
96601	657468		2 240 691	1 144 089	1 096 602				
96601	6581		158 200		158 200				
96601	7581						27 313 826		27 313 826
96601	773						1 858 953		1 858 953
96602	60612		371 548		371 548				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
96602	60622		29 405		29 405				
96602	60624		145 547		145 547				
96602	60628		123 493		123 493				
96602	60632		547 303		547 303				
96602	60634		4 199		4 199				
96602	60638		173 161		173 161				
96602	60641		226 679	13 690	212 989				
96602	60642		55 209	12 739	42 470				
96602	6132		3 856 000		3 856 000				
96602	61351		551 300	366 697	184 603				
96602	614		1 044 650		1 044 650				
96602	61558		157 935	18 315	139 620				
96602	6161		25 566		25 566				
96602	6185		3 039 687		3 039 687				
96602	62268		13 607 460	2 024 960	11 582 500				
96602	6231		657 720	597 770	59 950				
96602	6236		56 935		56 935				
96602	6238		2 733 576		2 733 576				
96602	6241		241 080		241 080				
96602	62471		205 103		205 103				
96602	62472		6 120		6 120				
96602	6251		360 000		360 000				
96602	6262		482 869	20 652	462 217				
96602	6268		5 800		5 800				
96602	6283		552 794	32 133	520 661				
96602	6288		13 731 936	1 257 267	12 474 669				
96602	657368		8 861 688	7 805 315	1 056 373				
96602	657462		1 200 000		1 200 000				
96602	773						957 783		957 783
96603	6228		968 912		968 912				
96603	6288		7 129 916	7 129 916					
96603	6525		459 885 700	32 099 000	427 786 700				
96603	6527		72 692 467	16 139 300	56 553 167				
96603	6529						70 293		70 293
96603	657428		60 000 000		60 000 000				
96603	657462		30 600 000		30 600 000				
96603	657468		5 052 798		5 052 798				
96603	673		2 650 000		2 650 000				
96603	674383		25 000 000		25 000 000				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
96603	6744		1		1				
96603	773						70 469 856	2 802 210	67 667 646
96604	65288		894 704 884	36 697 745	858 007 139				
96605	62268		80 022 691	32 022 691	48 000 000				
96605	773						9 275 140		9 275 140
96606	666		11 065		11 065				
96606	673		171 840		171 840				
96606	7541						8 233 890		8 233 890
96606	7542						8 627 685	35 800	8 591 885
96606	7546						138 578 381	529 840	138 048 541
96606	7788						44 652		44 652
TOTAL CHAPITRE : 966		7 162 297 946	6 489 247 409	140 586 682	6 348 660 727	172 000 000	265 430 459	3 367 850	262 062 609

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
96701	60612		4 920 900	1 170 900	3 750 000				
96701	60622		92 489	17 489	75 000				
96701	60624		219 044		219 044				
96701	60632		40 310		40 310				
96701	60633		109 300		109 300				
96701	60635		46 367		46 367				
96701	60638		211 157		211 157				
96701	60641		636 640		636 640				
96701	6132		26 386 800		26 386 800				
96701	61351		3 021 038	386 735	2 634 303				
96701	614		2 401 200		2 401 200				
96701	61522		33 900		33 900				
96701	615511		198 799		198 799				
96701	61558		876 906		876 906				
96701	6161		82 091		82 091				
96701	6168		373 712		373 712				
96701	6182		2 112 283	519 954	1 592 329				
96701	6184		2 705 304	774 650	1 930 654				
96701	62268		256 510		256 510				
96701	6227		58 491		58 491				
96701	6241		59 760		59 760				
96701	62471		217 305		217 305				
96701	62472		689 003		689 003				
96701	6251		1 228 771	96 000	1 132 771				
96701	6261		1 722 500		1 722 500				
96701	6262		1 683 298	246 121	1 437 177				
96701	6268		5 800		5 800				
96701	6283		1 876 139	156 659	1 719 480				
96701	6288		6 431 648	2 626 750	3 804 898				
96701	657421		19 882 204	882 204	19 000 000				
96701	65748		15 000 000		15 000 000				
96701	6581		162 720	92 223	70 497				
96701	7082						12 794		12 794
96701	74718						13 280 942		13 280 942
96701	7581						13 334 265		13 334 265
96701	773						2 321 123		2 321 123
96702	60611		43 761	15 500	28 261				
96702	60612		10 089 977	57 142	10 032 835				
96702	60622		546 544	131 077	415 467				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations		Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article								
96702	60623		580 560	10 000	570 560				
96702	60624		1 404 757		1 404 757				
96702	60628		106 341		106 341				
96702	60631		25 000		25 000				
96702	60632		914 778		914 778				
96702	60634		256 279		256 279				
96702	60635		172 354		172 354				
96702	60638		924 424	209 934	714 490				
96702	60641		1 818 949		1 818 949				
96702	60642		1 679 578		1 679 578				
96702	6132		48 320 693		48 320 693				
96702	61351		10 325 299	121 960	10 203 339				
96702	614		4 633 200		4 633 200				
96702	61522		4 041 240		4 041 240				
96702	615511		367 559		367 559				
96702	61558		11 451 282		11 451 282				
96702	6161		120 614		120 614				
96702	6168		3 011 656		3 011 656				
96702	6184		2 648 000		2 648 000				
96702	6185		20 000		20 000				
96702	62268		159 900	159 900					
96702	6228		14 690		14 690				
96702	6231		14 703 374	5 434 473	9 268 901				
96702	6236		715 240	619 240	96 000				
96702	6238		1 755 594	255 738	1 499 856				
96702	6241		133 105	13 000	120 105				
96702	62471		190 874		190 874				
96702	62472		1 018 314	7 385	1 010 929				
96702	6251		2 039 098		2 039 098				
96702	6261		2 060 053	705 053	1 355 000				
96702	6262		3 927 670		3 927 670				
96702	6268		4 125 000		4 125 000				
96702	6282		3 442 419		3 442 419				
96702	6283		5 931 442	355 211	5 576 231				
96702	6288		13 088 787	609 007	12 479 780				
96702	65212		5 190 471 029	444 952 243	4 745 518 786				
96702	6529						13 308 314	81 300	13 227 014
96702	6581		5 814 398	1 245 393	4 569 005				
96702	673		66 667		66 667				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations		Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article								
96702	773						161 894 225	39 600	161 854 625
96703	60612		5 883 877	2 238 117	3 645 760				
96703	60623		233 040	58 040	175 000				
96703	60624		488 246		488 246				
96703	60628		18 734		18 734				
96703	60632		603 470		603 470				
96703	60634		223 657		223 657				
96703	60638		35 884		35 884				
96703	60641		1 151 478		1 151 478				
96703	60642		437 320		437 320				
96703	6132		21 146 064	110 000	21 036 064				
96703	61351		792 607	308 176	484 431				
96703	614		1 544 400		1 544 400				
96703	61522		1 417 830	46 762	1 371 068				
96703	615511		35 530		35 530				
96703	61558		4 338 885	679 716	3 659 169				
96703	6168		1 003 885		1 003 885				
96703	6184		133 855 293	27 313 386	106 541 907				
96703	6185		404 534		404 534				
96703	6228		2 496 301	2 496 301					
96703	6231		1 132 515	692 309	440 206				
96703	62472		113 979	3 335	110 644				
96703	6251		257 820	6 360	251 460				
96703	6261		774 147	324 147	450 000				
96703	6262		1 702 827	437 666	1 265 161				
96703	6268		1 855 721	459 417	1 396 304				
96703	6282		1 493 480	364 837	1 128 643				
96703	6283		431 360	107 840	323 520				
96703	6288		3 141 538	1 483 113	1 658 425				
96703	6513		10 499 086		10 499 086				
96703	65211		1 443 819		1 443 819				
96703	65212		644 005 062	100 330 920	543 674 142				
96703	65218		167 050		167 050				
96703	6523		1 105 000		1 105 000				
96703	6529						1 712 040		1 712 040
96703	657318		38 000 000	19 000 000	19 000 000				
96703	657321		342 290 000		342 290 000				
96703	657322		1 138 713 256		1 138 713 256				
96703	657323		212 000 000		212 000 000				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
96703	657332		37 000 000		37 000 000				
96703	657342		157 000 000		157 000 000				
96703	657428		20 000 000		20 000 000				
96703	6581		3 831 377	2 654 286	1 177 091				
96703	6588		7 285 317		7 285 317				
96703	678		9 707 364		9 707 364				
96703	773						41 862 929		41 862 929
TOTAL CHAPITRE : 967		8 631 690 621	8 256 964 641	620 986 669	7 635 977 972	26 280 942	247 726 632	120 900	247 605 732

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations		Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article								
96801	60624		569 468		569 468				
96801	60626		957 642		957 642				
96801	60628		774 520		774 520				
96801	60631		145 114		145 114				
96801	60632		734 042		734 042				
96801	60634		422 842		422 842				
96801	60635		531 528		531 528				
96801	60638		1 610 877	87 293	1 523 584				
96801	60641		152 447		152 447				
96801	60642		309 425		309 425				
96801	6066		3 380		3 380				
96801	61351		107 790	33 800	73 990				
96801	61521		5 615 858		5 615 858				
96801	61522		657 112	270 522	386 590				
96801	61523		100 000		100 000				
96801	61528		362 505		362 505				
96801	615511		198 792		198 792				
96801	61558		253 834	201 337	52 497				
96801	617		10 256 503	994 400	9 262 103				
96801	6182		143 089		143 089				
96801	6184		151 500		151 500				
96801	6228		6 337 298	468 948	5 868 350				
96801	6231		35 215		35 215				
96801	6233		348 324		348 324				
96801	6236		1 432 727		1 432 727				
96801	6238		406 800		406 800				
96801	6241		139 867		139 867				
96801	6251		702 000		702 000				
96801	6261		144 500		144 500				
96801	6282		707 310		707 310				
96801	6283		816 150		816 150				
96801	6288		15 856 668	6 656 411	9 200 257				
96801	65281		425 000		425 000				
96801	65288		11 567 898	6 631 798	4 936 100				
96801	6568		2 631 265		2 631 265				
96801	657318		500 000	500 000					
96801	657341		234 896 000	1 760 000	233 136 000				
96801	657343		623 769 741	55 275 741	568 494 000				
96801	657442		132 905 611	37 308 500	95 597 111				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
96801	657444D		17 000 000		17 000 000				
96801	773						9 349 424		9 349 424
96802	60611		4 512 257	28 434	4 483 823				
96802	60612		1 895 486	185 524	1 709 962				
96802	60622		589 892	90 070	499 822				
96802	60624		553 377	107 636	445 741				
96802	60626		984 283		984 283				
96802	60628		185 676		185 676				
96802	60631		276 140		276 140				
96802	60632		269 105		269 105				
96802	60634		595 953	439 631	156 322				
96802	60638		1 597 341	250 525	1 346 816				
96802	60641		1 112 190	119 629	992 561				
96802	60642		30 790		30 790				
96802	61351		3 048 932	10 000	3 038 932				
96802	61521		28 551 215		28 551 215				
96802	61522		650 103	429 400	220 703				
96802	61524		508 500		508 500				
96802	61528		36 800		36 800				
96802	615511		143 255		143 255				
96802	61552		40 525		40 525				
96802	61558		1 903 503	174 717	1 728 786				
96802	6161		118 721		118 721				
96802	617		7 790 400	7 790 400					
96802	6185		1 799 594		1 799 594				
96802	62268		2 729 607		2 729 607				
96802	6227		19 247		19 247				
96802	6228		19 400 531	8 310 851	11 089 680				
96802	6231		739 376		739 376				
96802	6233		60 000		60 000				
96802	6236		470 776	68 252	402 524				
96802	6238		253 980		253 980				
96802	6241		176 969	107 793	69 176				
96802	62471		1 520 800		1 520 800				
96802	62472		1 065 093	209 907	855 186				
96802	6251		6 800 495	289 380	6 511 115				
96802	6262		997 259	67 676	929 583				
96802	6268		506 041	26 597	479 444				
96802	6281		89 499		89 499				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
96802	6282		5 247 199	401 173	4 846 026				
96802	6283		2 370 054	168 828	2 201 226				
96802	6288		27 373 650	6 421 896	20 951 754				
96802	6568		9 705 177	5 117 977	4 587 200				
96802	657344		170 300 000	6 000 000	164 300 000				
96802	657442		9 195 000	4 095 000	5 100 000				
96802	65749						535 319		535 319
96802	6581		12 000		12 000				
96802	6588		239 809		239 809				
96802	74718						5 235 560		5 235 560
96802	773						1 359 612		1 359 612
TOTAL CHAPITRE : 968		1 281 358 314	1 391 147 242	151 100 046	1 240 047 196	2 386 634	16 479 915		16 479 915

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations		Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article								
96901	60611		6 131 192	674 629	5 456 563				
96901	60612		16 631 407	1 126 329	15 505 078				
96901	60622		802 422	103 000	699 422				
96901	60623		1 216 691	375 853	840 838				
96901	60624		772 311		772 311				
96901	60626		177 213		177 213				
96901	60628		1 250 254		1 250 254				
96901	60631		125 070		125 070				
96901	60632		277 694		277 694				
96901	60634		12 030		12 030				
96901	60635		500 616		500 616				
96901	60638		3 664 909		3 664 909				
96901	60641		2 778 433		2 778 433				
96901	60642		138 847		138 847				
96901	6067		1 610 942		1 610 942				
96901	6132		4 187 092	28 000	4 159 092				
96901	61351		8 430 267	1 096 955	7 333 312				
96901	61521		1 108 502	12 480	1 096 022				
96901	615511		417 819		417 819				
96901	61558		7 432 396	906 132	6 526 264				
96901	6161		272 513		272 513				
96901	6182		118 080	4 888	113 192				
96901	6184		2 164 263	89 024	2 075 239				
96901	6185		3 370 471	31 374	3 339 097				
96901	62268		108 300		108 300				
96901	6227		40 621		40 621				
96901	6231		631 900		631 900				
96901	6236		165 545		165 545				
96901	6241		2 064 440	275 734	1 788 706				
96901	62451		41 000		41 000				
96901	62471		2 603 894		2 603 894				
96901	62472		34 526 624	727 911	33 798 713				
96901	6251		66 582 441	8 035 103	58 547 338				
96901	6255		8 621 769	334 520	8 287 249				
96901	6261		2 099 920	321 000	1 778 920				
96901	6262		8 796 191	71 494	8 724 697				
96901	6268		8 300 822	169 901	8 130 921				
96901	6283		9 907 207	789 584	9 117 623				
96901	6288		23 450 164	3 761 825	19 688 339				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
96901	629						724 712		724 712
96901	65142		5 320 583	1 056 624	4 263 959				
96901	6581		850 164	506 984	343 180				
96901	74711						27 565 632		27 565 632
96901	7711						604 019		604 019
96901	773						9 170 971		9 170 971
96902	60611		1 224 985	1 224 985					
96902	60612		29 092 113	8 120 747	20 971 366				
96902	60622		63 590	18 120	45 470				
96902	60623		472 559		472 559				
96902	60624		966 919	209 603	757 316				
96902	60626		7 958		7 958				
96902	60628		336 390	3 950	332 440				
96902	60631		10 434		10 434				
96902	60632		349 328		349 328				
96902	60633		59 378		59 378				
96902	60634		14 469		14 469				
96902	60635		147 240		147 240				
96902	60638		2 078 281	135 454	1 942 827				
96902	60641		3 805 979		3 805 979				
96902	60642		845 368		845 368				
96902	6066		21 679		21 679				
96902	6067		252 636		252 636				
96902	6132		33 300		33 300				
96902	61351		6 014 261	470 511	5 543 750				
96902	61521		912 981		912 981				
96902	61522		1 719 524	414 865	1 304 659				
96902	61528		803 304	803 304					
96902	615511		563 526		563 526				
96902	61558		2 028 836	237 852	1 790 984				
96902	6182		1 332 530	78 071	1 254 459				
96902	6184		19 180 396	985 400	18 194 996				
96902	6185		932 685		932 685				
96902	62268		4 193 832	50 850	4 142 982				
96902	6227		64 677		64 677				
96902	6231		467 439		467 439				
96902	6236		1 710 659		1 710 659				
96902	6241		3 867 126	174 110	3 693 016				
96902	62458		336 986		336 986				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations		Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article								
96902	62471		3 346 024	603 574	2 742 450				
96902	62472		22 946 649	1 175 956	21 770 693				
96902	6251		38 056 589	11 134 206	26 922 383				
96902	6255		5 313 386		5 313 386				
96902	6262		3 570 579	1 354 131	2 216 448				
96902	6268		2 320 772	830 864	1 489 908				
96902	6283		7 257 990	545 790	6 712 200				
96902	6288		22 757 500	4 149 152	18 608 348				
96902	65511		816 872 784		816 872 784				
96902	65512		577 546 486	105 367 440	472 179 046				
96902	657313		229 651 526	61 716 613	167 934 913				
96902	657318		250 000	250 000					
96902	6581		1 056 291	474 572	581 719				
96902	6718		718 670		718 670				
96902	74711						410 010 978		410 010 978
96902	7711						496 785		496 785
96902	773						12 677 566		12 677 566
96903	60623		118 873		118 873				
96903	6067		372 444		372 444				
96903	61351		132 650		132 650				
96903	61522		6 491 270		6 491 270				
96903	6241		109 880	18 640	91 240				
96903	62471		201 910	201 910					
96903	62472		1 275 164		1 275 164				
96903	6251		5 421 392	216 028	5 205 364				
96903	65142		85 078 682		85 078 682				
96903	65511		595 974 670		595 974 670				
96903	657313		122 018 672	32 435 660	89 583 012				
96903	657455		93 700 000	6 700 000	87 000 000				
96903	74711						258 278 383		258 278 383
96903	773						133 591		133 591
96904	60622		23 089		23 089				
96904	60628		3 000		3 000				
96904	60632		87 734		87 734				
96904	60641		58 473		58 473				
96904	61351		1 330 229	26 453	1 303 776				
96904	61558		141 562	4 427	137 135				
96904	6161		12 841		12 841				
96904	617		77 802 425	2 500 000	75 302 425				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
96904	62471		170 074		170 074				
96904	62472		695 212		695 212				
96904	6251		960 853	28 647	932 206				
96904	6262		336 898	20 178	316 720				
96904	6268		2 500		2 500				
96904	6283		90 090		90 090				
96904	6288		10 358 982		10 358 982				
96904	6568		18 038 238	1 929 866	16 108 372				
96904	657313		29 840 272	12 401 510	17 438 762				
96904	74711						2 172 214		2 172 214
96904	773						303 294		303 294
96905	60626		95 895		95 895				
96905	60628		164 520		164 520				
96905	60631		81 659		81 659				
96905	60635		46 592		46 592				
96905	60638		2 192 979		2 192 979				
96905	6067		640 557	267 534	373 023				
96905	6132		100 000		100 000				
96905	61351		1 498 346		1 498 346				
96905	61558		15 000		15 000				
96905	6185		499 420		499 420				
96905	6231		817 939		817 939				
96905	6236		127 224		127 224				
96905	6238		7 003 347	5 511 400	1 491 947				
96905	6241		17 690	4 890	12 800				
96905	62451		82 500		82 500				
96905	62458		10 160		10 160				
96905	62472		2 049 128	2 700	2 046 428				
96905	6251		3 010 416	88 784	2 921 632				
96905	6282		204 000		204 000				
96905	6288		26 840 921	9 451 949	17 388 972				
96905	629						171 840	85 920	85 920
96905	6513		1 263 407 756	56 705 107	1 206 702 649				
96905	65141		133 400		133 400				
96905	65142		31 229 198	343 482	30 885 716				
96905	65148		40 498 867	9 122 205	31 376 662				
96905	6519						243 033		243 033
96905	6568		453 415 237	16 092 748	437 322 489				
96905	657313		219 912 099	104 474 679	115 437 420				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
96905	657418		122 197 020	25 264 083	96 932 937				
96905	6581		778 054	514 992	263 062				
96905	74711						100 503 341		100 503 341
96905	74718						41 796 196		41 796 196
96905	773						51 457 287	255 010	51 202 277
96906	60622		5 533 000		5 533 000				
96906	60634		37 796		37 796				
96906	60638		37 500	37 500					
96906	60641		109 625		109 625				
96906	60642		10 782		10 782				
96906	6067		1 073 160		1 073 160				
96906	61351		202 400		202 400				
96906	617		2 150 000		2 150 000				
96906	6182		558 533	303 721	254 812				
96906	6185		2 637 941		2 637 941				
96906	6236		8 870 693	7 005 143	1 865 550				
96906	6238		1 358 500		1 358 500				
96906	6241		240 918	11 060	229 858				
96906	62471		169 768		169 768				
96906	62472		3 118 962	49 526	3 069 436				
96906	6251		5 917 355	364 724	5 552 631				
96906	6282		29 943	29 943					
96906	6288		37 075 477	19 097 973	17 977 504				
96906	629						23 545		23 545
96906	6568		3 083 950	222 750	2 861 200				
96906	657313		22 503 315	259 670	22 243 645				
96906	657318		1 000 000		1 000 000				
96906	657418		1 616 000		1 616 000				
96906	657441A		19 564 200		19 564 200				
96906	657441B		7 569 000		7 569 000				
96906	657441C		5 139 000		5 139 000				
96906	657442		3 560 000	1 060 000	2 500 000				
96906	773						2 705 389		2 705 389
TOTAL CHAPITRE : 969		5 694 346 943	5 414 365 454	533 799 346	4 880 566 108	819 086 201	919 038 776	340 930	918 697 846

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations		Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article								
97001	60211		72 366		72 366				
97001	60261		128 417 856	6 622 069	121 795 787				
97001	60262		111 779 684	3 072 722	108 706 962				
97001	60268		145 311 288	14 821 373	130 489 915				
97001	6032		128 362 204		128 362 204		143 941 661		143 941 661
97001	60611		7 090 318	870 825	6 219 493				
97001	60612		213 284 681	21 755 113	191 529 568				
97001	60618		95 295		95 295				
97001	60621		2 201 218	11 232	2 189 986				
97001	60622		12 670 606	1 325 829	11 344 777				
97001	60623		13 276 028	216 436	13 059 592				
97001	60624		42 138 089	49 798	42 088 291				
97001	60625		66 813		66 813				
97001	60626		10 725 433	288 844	10 436 589				
97001	60628		9 433 986	547 196	8 886 790				
97001	60631		3 942 595	351 059	3 591 536				
97001	60632		12 859 156	28 127	12 831 029				
97001	60633		15 884 712	381 360	15 503 352				
97001	60634		1 756 409		1 756 409				
97001	60635		20 540 902	19 140	20 521 762				
97001	60638		21 953 944	700 020	21 253 924				
97001	60641		19 367 939	281 678	19 086 261				
97001	60642		9 552 015		9 552 015				
97001	60648		551 142		551 142				
97001	6066		66 793		66 793				
97001	6068		779 136		779 136				
97001	6092						786 253		786 253
97001	6096						370 354		370 354
97001	6132		74 300 563	1 542 679	72 757 884				
97001	61351		98 180 992	18 249 044	79 931 948				
97001	61358		3 552 050	275 755	3 276 295				
97001	614		1 386 800		1 386 800				
97001	61521		9 284 618	90 000	9 194 618				
97001	61522		52 017 671	2 774 198	49 243 473				
97001	61523		376 549		376 549				
97001	61524		495 000		495 000				
97001	61528		33 488 803	10 179 822	23 308 981				
97001	615511		13 273 092	407 848	12 865 244				
97001	61552		24 573		24 573				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
97001	61553		30 169 253	1 603 360	28 565 893				
97001	61558		56 327 942	3 842 175	52 485 767				
97001	6161		2 033 282		2 033 282				
97001	6168		392 156		392 156				
97001	617		58 529		58 529				
97001	6182		1 994 933	197 202	1 797 731				
97001	6184		26 986 261	362 649	26 623 612				
97001	6185		757 500	158 000	599 500				
97001	6225		47 014		47 014				
97001	62261		461 085 788	68 883 879	392 201 909				
97001	62268		23 928 873	1 799 000	22 129 873				
97001	6228		54 997 495	140 517	54 856 978				
97001	6231		903 692	44 272	859 420				
97001	6236		1 046 749	316 229	730 520				
97001	6241		55 661 777	6 608 834	49 052 943				
97001	62458		343 463	87 000	256 463				
97001	62471		2 591 793	110 380	2 481 413				
97001	62472		81 607 910	10 806 440	70 801 470				
97001	6248		1 276 716	4 424	1 272 292				
97001	6251		340 943 545	35 936 357	305 007 188				
97001	6255		7 972 000	535 000	7 437 000				
97001	6261		426 591		426 591				
97001	6262		66 805 049	8 780 493	58 024 556				
97001	6268		11 779 632	1 105 870	10 673 762				
97001	627		228 746	23 451	205 295				
97001	6281		101 488		101 488				
97001	6282		64 095 336	2 036 610	62 058 726				
97001	6283		65 151 242	3 103 621	62 047 621				
97001	6288		138 451 978	15 485 089	122 966 889				
97001	629						3 832		3 832
97001	6354		72 700	60 700	12 000				
97001	6358		1 300		1 300				
97001	641111		3 740 656	3 740 656					
97001	6475		43 200		43 200				
97001	65148		35 773 863		35 773 863				
97001	6518		98 254 253	769 300	97 484 953				
97001	6568		46 096 442	3 269 264	42 827 178				
97001	657332		2 100 000 000		2 100 000 000				
97001	6581		1 026 661		1 026 661				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
97001	6588		647 930		647 930				
97001	674312		400 500 000		400 500 000				
97001	674338		2 050 000 000		2 050 000 000				
97001	7061						609		609
97001	7063						553 133 503	15 441	553 118 062
97001	7087						181 733		181 733
97001	721						430 137		430 137
97001	722						1 211 155		1 211 155
97001	74712						477 326 969		477 326 969
97001	74718						6 581 026		6 581 026
97001	7476						64 902 426		64 902 426
97001	752						5 217 770		5 217 770
97001	7711						539 236		539 236
97001	773						28 614 176		28 614 176
97002	60261		172 166 212	1 554 881	170 611 331				
97002	60262		54 644 963	1 417 026	53 227 937				
97002	6032		354 339 100		354 339 100		333 929 300		333 929 300
97002	60611		9 122 992	673 584	8 449 408				
97002	60612		24 200 940	2 596 419	21 604 521				
97002	60618		52 042		52 042				
97002	60621		45 136		45 136				
97002	60622		3 149 749	258 734	2 891 015				
97002	60623		26 389		26 389				
97002	60624		3 998 049		3 998 049				
97002	60625		51 774		51 774				
97002	60626		2 593 597		2 593 597				
97002	60628		1 760 300		1 760 300				
97002	60631		788 815		788 815				
97002	60632		6 484 183		6 484 183				
97002	60633		851 629		851 629				
97002	60634		911 109		911 109				
97002	60635		2 162 655	55 100	2 107 555				
97002	60638		5 547 494		5 547 494				
97002	60641		8 716 667	454 359	8 262 308				
97002	60642		3 190 781		3 190 781				
97002	60648		544 353		544 353				
97002	6066		35 700		35 700				
97002	6068		1 764 492	922 950	841 542				
97002	6132		1 833 244		1 833 244				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
97002	61351		2 987 903	280 221	2 707 682				
97002	61358		7 800		7 800				
97002	61521		3 453 000	120 000	3 333 000				
97002	61522		7 707 129	394 143	7 312 986				
97002	61528		29 819		29 819				
97002	615511		2 659 247	44 665	2 614 582				
97002	61552		29 723		29 723				
97002	61553		175 505		175 505				
97002	61558		4 025 089	77 876	3 947 213				
97002	6182		1 199 072		1 199 072				
97002	6184		94 725		94 725				
97002	62261		20 492 118	2 469 000	18 023 118				
97002	62268		4 095 120	127 690	3 967 430				
97002	6228		2 468 414	27 000	2 441 414				
97002	6231		23 058		23 058				
97002	6238		450 618		450 618				
97002	6241		15 235 651	1 991 020	13 244 631				
97002	62472		2 822 444	167 131	2 655 313				
97002	6251		10 754 537	652 984	10 101 553				
97002	6262		7 010 365	781 902	6 228 463				
97002	6268		169 850	12 200	157 650				
97002	6281		23 867	5 967	17 900				
97002	6282		4 123 509	317 193	3 806 316				
97002	6283		15 339 466	1 938 439	13 401 027				
97002	6288		16 942 393	1 937 528	15 004 865				
97002	629						247 000		247 000
97002	6354		18 000	1 500	16 500				
97002	6475		4 600		4 600				
97002	6581		216 960		216 960				
97002	674311		340 000 000		340 000 000				
97002	7038						2 880 000		2 880 000
97002	7088						339 959		339 959
97002	7112								
97002	71332								
97002	7476						245 000		245 000
97002	773						2 001 520		2 001 520
97003	60612		1 085 819	1 085 819					
97003	60622		451 447	16 190	435 257				
97003	60624		2 936 197	28 927	2 907 270				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
97003	60626		389 529	21 390	368 139				
97003	60628		15 827 307	1 383 093	14 444 214				
97003	60631		553 224		553 224				
97003	60632		2 621 289		2 621 289				
97003	60634		10 521		10 521				
97003	60635		8 316 148	2 325 893	5 990 255				
97003	60638		11 388 240	99 998	11 288 242				
97003	60641		2 890 161		2 890 161				
97003	60642		1 414 267		1 414 267				
97003	60648		20 114		20 114				
97003	6066		20 930		20 930				
97003	61351		3 035 261	489 397	2 545 864				
97003	61358		14 500	6 500	8 000				
97003	61522		591 198	526 223	64 975				
97003	615511		2 144 115		2 144 115				
97003	61558		1 797 452	91 100	1 706 352				
97003	6161		240 124		240 124				
97003	6182		196 974		196 974				
97003	6184		11 322 465	3 592 166	7 730 299				
97003	62261		77 863 200	2 000 000	75 863 200				
97003	62268		28 566 340	5 288 014	23 278 326				
97003	6227		51 268		51 268				
97003	6228		146 900		146 900				
97003	6236		294 197		294 197				
97003	6238		224 520		224 520				
97003	6241		1 292 046	67 321	1 224 725				
97003	62471		1 073 432		1 073 432				
97003	62472		7 339 577	807 861	6 531 716				
97003	6251		14 188 705	1 754 973	12 433 732				
97003	6255		525 000	180 000	345 000				
97003	6261		132 000		132 000				
97003	6262		167 552	81 491	86 061				
97003	6268		3 500		3 500				
97003	6283		293 800	293 800					
97003	6288		37 697 126	9 875 377	27 821 749				
97003	629						133 560		133 560
97003	673		2 147		2 147				
97003	7588						4 652 446		4 652 446
97003	7711						7 652 522		7 652 522

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES					RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
97003	773						10 431 429		10 431 429
TOTAL CHAPITRE : 970		8 761 802 954	8 811 555 996	303 967 984	8 507 588 012	1 306 028 273	1 645 753 576	15 441	1 645 738 135

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
97101	60611		1 860 742	492 930	1 367 812				
97101	60612		11 060 975	1 688 676	9 372 299				
97101	60622		153 917		153 917				
97101	60624		176 395	44 197	132 198				
97101	60626		53 637		53 637				
97101	60628		786 881		786 881				
97101	60632		745 901	55 640	690 261				
97101	60635		125 757		125 757				
97101	60638		633 764	76 700	557 064				
97101	60641		613 692	81 546	532 146				
97101	60642		201 666		201 666				
97101	6067		82 590		82 590				
97101	6132		7 755 345	800 000	6 955 345				
97101	61351		2 223 239	333 042	1 890 197				
97101	61522		1 078 069	672 420	405 649				
97101	61528		56 459		56 459				
97101	615511		1 676 524	293 997	1 382 527				
97101	61558		258 296	13 560	244 736				
97101	6161		25 682		25 682				
97101	6182		297 157	183 652	113 505				
97101	6184		160 000		160 000				
97101	6185		613 775		613 775				
97101	62268		400 000		400 000				
97101	6238		10 206 693	33 000	10 173 693				
97101	6241		237 184	3 638	233 546				
97101	62471		470 348		470 348				
97101	62472		3 956 446	324 725	3 631 721				
97101	6251		11 226 080	1 513 340	9 712 740				
97101	6261		10 940	890	10 050				
97101	6262		5 995 565	1 317 536	4 678 029				
97101	6283		734 235		734 235				
97101	6288		10 801 555		10 801 555				
97101	629						133 000		133 000
97101	6568		6 475 000	775 000	5 700 000				
97101	657334		415 600 000		415 600 000				
97101	6581		150 516		150 516				
97101	7087						15 000		15 000
97101	773						727 249		727 249
97102	60612		10 607 042	2 107 042	8 500 000				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
97102	60622		180 000	120 000	60 000				
97102	60624		261 248		261 248				
97102	60628		69 516		69 516				
97102	60632		407 027	220 081	186 946				
97102	60635		11 500		11 500				
97102	60638		36 707		36 707				
97102	60641		108 274	84 750	23 524				
97102	60642		200 000		200 000				
97102	6132		21 791 991		21 791 991				
97102	61351		7 094 362	2 031 603	5 062 759				
97102	61522		197 519	197 519					
97102	615511		59 870		59 870				
97102	62268		5 034 000		5 034 000				
97102	6236		93 401	93 401					
97102	6238		82 781	82 781					
97102	6241		43 840		43 840				
97102	62472		1 395 779	20 860	1 374 919				
97102	6251		789 924	34 980	754 944				
97102	6261		1 573 879	274 873	1 299 006				
97102	6262		4 212 205	865 232	3 346 973				
97102	6268		44 037		44 037				
97102	6288		3 311 562	29 000	3 282 562				
97102	6512		22 190 726	2 737 881	19 452 845				
97102	65141		12 474 937		12 474 937				
97102	6519						45 000		45 000
97102	65322		314 147		314 147				
97102	657333		380 000 000		380 000 000				
97102	657444C		990 000		990 000				
97102	6581		45 200		45 200				
97102	74714						1 764 142		1 764 142
97102	773						1 067 801		1 067 801
97103	60611		95 529	1 400	94 129				
97103	60612		7 577 188	264 235	7 312 953				
97103	60622		4 341 819	695 168	3 646 651				
97103	60624		2 799 627		2 799 627				
97103	60626		249 742		249 742				
97103	60628		320 174		320 174				
97103	60631		200 979		200 979				
97103	60632		2 094 772		2 094 772				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
97103	60634		539 138		539 138				
97103	60635		690 245	601 460	88 785				
97103	60638		1 136 003		1 136 003				
97103	60641		1 736 265	341 536	1 394 729				
97103	60642		980 246		980 246				
97103	6068		13 704 000	182 000	13 522 000				
97103	6132		861 150		861 150				
97103	61351		15 936 706	1 946 191	13 990 515				
97103	614		55 087		55 087				
97103	61521		5 482 216	391 000	5 091 216				
97103	61522		3 802 715	1 015 070	2 787 645				
97103	615511		2 890 898	312 930	2 577 968				
97103	61558		5 485 470	326 885	5 158 585				
97103	6161		1 424 963		1 424 963				
97103	6168		262 506		262 506				
97103	617		7 317 106		7 317 106				
97103	6182		343 203	23 942	319 261				
97103	6184		3 534 232		3 534 232				
97103	6185		6 820 150		6 820 150				
97103	62268		11 066 415	80 500	10 985 915				
97103	6228		5 124 060		5 124 060				
97103	6231		743 956	23 260	720 696				
97103	6236		65 653		65 653				
97103	6238		16 113 684	817 800	15 295 884				
97103	6241		2 359 527		2 359 527				
97103	62451		1 851 240 689	11 640 710	1 839 599 979				
97103	62458		39 680		39 680				
97103	62471		641 500		641 500				
97103	62472		7 590 323	74 992	7 515 331				
97103	6248		8 400		8 400				
97103	6251		19 750 280	983 180	18 767 100				
97103	6255		50 000		50 000				
97103	6262		11 852 765	1 511 305	10 341 460				
97103	6268		835 970	108 378	727 592				
97103	6282		48 450 501	3 944 668	44 505 833				
97103	6283		23 211 473	1 818 881	21 392 592				
97103	6288		9 395 587	1 648 051	7 747 536				
97103	63512		556 563		556 563				
97103	6516		34 647 737	909 578	33 738 159				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations		Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article								
97103	65322		3 691 000		3 691 000				
97103	6568		4 400 000		4 400 000				
97103	657412		7 694 988	3 847 494	3 847 494				
97103	657418		7 694 988	7 694 988					
97103	657438		3 565 000		3 565 000				
97103	6711		139 063	121 090	17 973				
97103	74711						368 358 592		368 358 592
97103	752						300 000		300 000
97103	773						3 692 836		3 692 836
97104	6527		11 413 455		11 413 455				
97104	65288		122 963 861	27 983 565	94 980 296				
97104	65748		481 500 000	77 500 000	404 000 000				
97104	773						5 607 051		5 607 051
97105	6132		50 500	28 000	22 500				
97105	61351		509 406		509 406				
97105	617		734 500		734 500				
97105	6185		65 000	65 000					
97105	62268		31 156 231		31 156 231				
97105	6228		223 900		223 900				
97105	6231		2 364 624	2 344 920	19 704				
97105	6233		233 000		233 000				
97105	6236		289 850	123 170	166 680				
97105	6238		3 101 190	863 550	2 237 640				
97105	6241		30 886		30 886				
97105	62471		794 900		794 900				
97105	62472		1 939 904		1 939 904				
97105	6251		3 665 300	3 180	3 662 120				
97105	6288		262 400		262 400				
97105	629						24 560		24 560
97105	65322		830 557		830 557				
97105	6568		716 000		716 000				
97105	657444B		62 500 000	3 000 000	59 500 000				
97105	657444C		113 189 798	11 197 209	101 992 589				
97105	74715						17 183 771		17 183 771
97105	773						256 034		256 034
97106	60611		365 183		365 183				
97106	60612		7 934 179		7 934 179				
97106	60622		274 236	14 136	260 100				
97106	60624		1 051 460		1 051 460				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
97106	60626		395 496	93 200	302 296				
97106	60628		22 371		22 371				
97106	60631		166 668		166 668				
97106	60632		1 182 587		1 182 587				
97106	60634		684 662	24 990	659 672				
97106	60635		608 623		608 623				
97106	60638		1 067 688		1 067 688				
97106	60641		1 010 051		1 010 051				
97106	60642		762 895	266 394	496 501				
97106	6132		5 865 700	463 500	5 402 200				
97106	61351		1 414 497	114 472	1 300 025				
97106	61358		12 990		12 990				
97106	614		110 000	5 000	105 000				
97106	61521		678 000		678 000				
97106	61522		5 161 854	1 630 639	3 531 215				
97106	615511		928 045		928 045				
97106	61558		851 448	70 645	780 803				
97106	6161		168 879		168 879				
97106	617		1 151 400	1 151 400					
97106	6182		127 406		127 406				
97106	6184		132 000	57 000	75 000				
97106	6185		1 922 300		1 922 300				
97106	62268		11 759 238	771 120	10 988 118				
97106	6227		41 860		41 860				
97106	6228		2 283 289		2 283 289				
97106	6231		3 892 405	1 077 862	2 814 543				
97106	6236		4 209 521	2 974 501	1 235 020				
97106	6238		66 789 524		66 789 524				
97106	6241		1 756 090		1 756 090				
97106	62458		8 149 468	19 930	8 129 538				
97106	62471		1 976 918		1 976 918				
97106	62472		2 361 941	125 100	2 236 841				
97106	6251		6 325 416	187 620	6 137 796				
97106	6255		70 000		70 000				
97106	6261		266 729	24 800	241 929				
97106	6262		3 382 924	218 405	3 164 519				
97106	6268		217 174	17 115	200 059				
97106	6281		1 093 315	561 125	532 190				
97106	6283		3 365 066	214 248	3 150 818				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
97106	6288		12 615 736	783 748	11 831 988				
97106	629						367 000		367 000
97106	6513		14 200 000		14 200 000				
97106	65288		45 107 398	45 107 398					
97106	65322		2 232 993		2 232 993				
97106	6568		18 000 000		18 000 000				
97106	657348A		1 432 550 000		1 432 550 000				
97106	657444A		100 444 188		100 444 188				
97106	657444B		33 246 691		33 246 691				
97106	657444C		242 618 028	12 388 000	230 230 028				
97106	657444D		338 067 948	20 684 481	317 383 467				
97106	7087						200		200
97106	74715						156 897 374		156 897 374
97106	773						7 508 419		7 508 419
97106	7788						240 000		240 000
TOTAL CHAPITRE : 971		6 471 608 592	6 361 748 170	271 086 607	6 090 661 563	588 501 790	564 188 029		564 188 029

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations		Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article								
97301	60611		425 123	51 555	373 568				
97301	60612		5 778 474	439 670	5 338 804				
97301	60622		4 647 906	34 341	4 613 565				
97301	60624		611 500		611 500				
97301	60626		308 435		308 435				
97301	60628		1 329 625		1 329 625				
97301	60631		32 590		32 590				
97301	60632		3 032 566	231 840	2 800 726				
97301	60634		307 876		307 876				
97301	60635		1 291 913		1 291 913				
97301	60638		3 283 744	243 600	3 040 144				
97301	60641		1 099 346		1 099 346				
97301	60642		399 896		399 896				
97301	6068		13 875		13 875				
97301	6132		238 337	18 337	220 000				
97301	61351		353 540		353 540				
97301	61358		203 400		203 400				
97301	61521		3 266 677	128 981	3 137 696				
97301	61522		1 563 355		1 563 355				
97301	61528		71 640		71 640				
97301	615511		998 087		998 087				
97301	615512		1 150 000		1 150 000				
97301	61558		1 557 948	112 350	1 445 598				
97301	6161		104 282		104 282				
97301	6168		326 686	52 959	273 727				
97301	617		100 058 488	8 243 976	91 814 512				
97301	6184		2 240 000		2 240 000				
97301	6185		8 446 575		8 446 575				
97301	6225		188 760		188 760				
97301	62268		15 538 808	12 430	15 526 378				
97301	6227		106 792		106 792				
97301	6228		11 705 428		11 705 428				
97301	6231		61 207		61 207				
97301	6236		1 750 006	1 082 585	667 421				
97301	6238		7 261 902	1 695 000	5 566 902				
97301	6241		771 085	127 877	643 208				
97301	62471		390 000		390 000				
97301	62472		4 946 166	58 665	4 887 501				
97301	6251		6 211 578	101 620	6 109 958				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
97301	6261		359 500	199 500	160 000				
97301	6262		1 723 835	122 801	1 601 034				
97301	6268		472 122		472 122				
97301	6282		1 190 910	577 290	613 620				
97301	6283		3 310 900		3 310 900				
97301	6288		71 152 359	1 085 165	70 067 194				
97301	629						168 000		168 000
97301	6568		700 000	350 000	350 000				
97301	657434		95 432 538	14 660 080	80 772 458				
97301	6581		788 108		788 108				
97301	6588		2 624 000		2 624 000				
97301	7033						27 711 635	200 000	27 511 635
97301	74718						5 387 875		5 387 875
97301	773						903 107		903 107
97302	60622		268 000		268 000				
97302	60635		232 383		232 383				
97302	61351		15 100		15 100				
97302	61521		190 000		190 000				
97302	61522		3 039 745	1 441 529	1 598 216				
97302	61524		360 000		360 000				
97302	61528		1 053 785		1 053 785				
97302	61558		150 516	150 516					
97302	617		17 475 351	3 675 000	13 800 351				
97302	6184		171 000		171 000				
97302	6185		264 296		264 296				
97302	62268		7 703 921		7 703 921				
97302	6228		3 843 223		3 843 223				
97302	6231		3 849 746	3 729 007	120 739				
97302	6238		9 083 162	3 358 896	5 724 266				
97302	6241		3 626 070		3 626 070				
97302	62471		702 582		702 582				
97302	62472		3 788		3 788				
97302	6248		361 800		361 800				
97302	6251		1 049 256		1 049 256				
97302	6281		2 466 948	1 036 101	1 430 847				
97302	6288		115 946 118	25 898 849	90 047 269				
97302	629						11 332		11 332
97302	6561		446 090 636		446 090 636				
97302	7588						2 903 564		2 903 564

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
97302	7621						7 835 650		7 835 650
97302	773						10 047 711		10 047 711
97303	6182		1 567 326	812 421	754 905				
97303	6184		42 714	42 714					
97303	62268		463 000		463 000				
97303	6231		3 214 464	1 924 593	1 289 871				
97303	6236		1 003 765	941 870	61 895				
97303	6238		34 230 364	6 663 855	27 566 509				
97303	629						50 000		50 000
97303	773						863 274		863 274
TOTAL CHAPITRE : 973		1 283 141 167	1 028 296 947	79 305 973	948 990 974	40 000 000	55 882 148	200 000	55 682 148

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
97401	60611		16 533 516	579 172	15 954 344				
97401	60612		71 892 245	7 256 698	64 635 547				
97401	60621		1 088 293	306 776	781 517				
97401	60622		70 549 981	4 942 201	65 607 780				
97401	60623		129 600	7 200	122 400				
97401	60624		99 559 476	5 939 264	93 620 212				
97401	60625		46 081 965	4 529 906	41 552 059				
97401	60626		24 954 019	1 660 840	23 293 179				
97401	60628		15 772 553	618 434	15 154 119				
97401	60631		8 050 896	733 649	7 317 247				
97401	60632		4 548 876	439 583	4 109 293				
97401	60633		16 762		16 762				
97401	60634		769 075		769 075				
97401	60635		36 154 287	4 939 666	31 214 621				
97401	60638		25 293 493	1 231 256	24 062 237				
97401	60641		5 826 768	392 665	5 434 103				
97401	60642		2 503 990	544 070	1 959 920				
97401	6066		244 058	49 700	194 358				
97401	6067		97 130		97 130				
97401	6096						1 358		1 358
97401	61351		25 861 732	1 170 908	24 690 824				
97401	61358		12 511 202	232 375	12 278 827				
97401	61521		1 863 370	508 500	1 354 870				
97401	61522		1 147 427	40 000	1 107 427				
97401	61523		205 260 737	40 197 839	165 062 898				
97401	61524		561 000		561 000				
97401	61528		4 668 261	122 400	4 545 861				
97401	615511		13 549 628	4 439 559	9 110 069				
97401	615518		2 240 100	531 442	1 708 658				
97401	61552		13 501 006		13 501 006				
97401	61558		10 305 160	3 036 323	7 268 837				
97401	6161		6 633 790		6 633 790				
97401	6168		156 636	14 881	141 755				
97401	617		11 971 039		11 971 039				
97401	6182		1 257 368	144 281	1 113 087				
97401	6184		12 124 500	1 329 000	10 795 500				
97401	6185		144 000		144 000				
97401	62268		1 378 600		1 378 600				
97401	6227		669 480		669 480				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations		Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article								
97401	6228		2 325 151	1 337 142	988 009				
97401	6231		3 362 646		3 362 646				
97401	6232		255 687		255 687				
97401	6236		166 360		166 360				
97401	6238		220 266		220 266				
97401	6241		51 328 669	1 429 294	49 899 375				
97401	62451		21 101		21 101				
97401	62471		267 300		267 300				
97401	62472		8 720 433	496 493	8 223 940				
97401	6248		266 163		266 163				
97401	6251		58 537 852	1 827 816	56 710 036				
97401	6255		645 000	80 000	565 000				
97401	6261		185 000		185 000				
97401	6262		18 897 733	2 082 231	16 815 502				
97401	6268		3 500 617	411 964	3 088 653				
97401	6283		7 646 474	333 350	7 313 124				
97401	6288		63 270 122	12 819 215	50 450 907				
97401	629						12 000		12 000
97401	6354		502 000		502 000				
97401	6475		69 000		69 000				
97401	6478		13 800		13 800				
97401	6581		2 137 373	759 586	1 377 787				
97401	6711		3 315 019	3 310 442	4 577				
97401	6718		7 094 622		7 094 622				
97401	673		1 806 401	1 806 401					
97401	678		964 314		964 314				
97401	7018						172 549		172 549
97401	70838						280 720		280 720
97401	722						89 723 632		89 723 632
97401	7581						17 129 340		17 129 340
97401	7711						31 178 770		31 178 770
97401	773						29 090 887		29 090 887
97402	60611		212 006	10 555	201 451				
97402	60612		5 992 883	423 496	5 569 387				
97402	60621		110 071		110 071				
97402	60622		289 185	20 437	268 748				
97402	60623		5 610		5 610				
97402	60624		2 561 439	905 413	1 656 026				
97402	60626		795 925		795 925				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
97402	60628		331 286		331 286				
97402	60631		471 337		471 337				
97402	60634		8 540		8 540				
97402	60635		3 328 207		3 328 207				
97402	60638		16 143 894	13 451 360	2 692 534				
97402	60641		316 853		316 853				
97402	6066		75 704		75 704				
97402	6132		7 279 160	1 386 900	5 892 260				
97402	61351		3 658 406	150 239	3 508 167				
97402	61522		86 739		86 739				
97402	61528		3 158 045	2 970 770	187 275				
97402	615511		81 096	40 724	40 372				
97402	61552		299 154		299 154				
97402	61558		307 285		307 285				
97402	6168		630 600		630 600				
97402	6184		1 749 805	180 000	1 569 805				
97402	62268		4 112 175		4 112 175				
97402	6227		54 636		54 636				
97402	6228		134 917		134 917				
97402	6231		1 306 322		1 306 322				
97402	6241		3 264 678	959 815	2 304 863				
97402	62472		3 605 482	223 796	3 381 686				
97402	6251		7 196 978	298 869	6 898 109				
97402	6262		2 310 941	159 919	2 151 022				
97402	6268		164 400	12 200	152 200				
97402	6283		3 678 150	107 350	3 570 800				
97402	6288		3 829 060	26 400	3 802 660				
97402	6581		209 666		209 666				
97402	6711		11 382 588		11 382 588				
97402	6718		18 230 959		18 230 959				
97402	721						3 660 007		3 660 007
97402	722						5 084 111		5 084 111
97402	7581						160 492		160 492
97402	7711						124 281 590	397 973	123 883 617
97402	773						398 006		398 006
97403	60611		238 386	238 386					
97403	60612		2 184 354	271 490	1 912 864				
97403	60622		14 635 670	2 488 000	12 147 670				
97403	60624		1 769 550	746 817	1 022 733				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
97403	60625		2 760 338	999 719	1 760 619				
97403	60626		11 889 486	1 239 633	10 649 853				
97403	60628		470 366	302 346	168 020				
97403	60631		697 054	60 054	637 000				
97403	60635		682 543		682 543				
97403	60641		598 953	598 953					
97403	61351		35 217 414	35 127 414	90 000				
97403	61521		48 587 843	10 451 667	38 136 176				
97403	61523		110 910 831	46 150 916	64 759 915				
97403	61524		2 316 500		2 316 500				
97403	61528		2 519 900	2 350 400	169 500				
97403	61552		870 526	870 526					
97403	61558		2 654 160	1 320 000	1 334 160				
97403	6231		67 915		67 915				
97403	6241		990 237	44 778	945 459				
97403	62472		553 751	269 920	283 831				
97403	6251		2 501 992	870 334	1 631 658				
97403	6262		166 412		166 412				
97403	6288		51 895 205	3 891 948	48 003 257				
97403	6718		13 725 221		13 725 221				
97403	7711						16 621 334		16 621 334
97403	773						9 139 085		9 139 085
97404	60611		282 352		282 352				
97404	60612		728 667	76 773	651 894				
97404	60622		5 944		5 944				
97404	60624		119 886		119 886				
97404	60634		20 490		20 490				
97404	60638		354 018		354 018				
97404	60641		201 141		201 141				
97404	60642		8 294		8 294				
97404	6066		16 487		16 487				
97404	6132		4 361 775		4 361 775				
97404	61351		329 916		329 916				
97404	61521		210 956		210 956				
97404	61522		397 541		397 541				
97404	615511		121 940		121 940				
97404	61558		55 094	16 567	38 527				
97404	6161		38 523		38 523				
97404	617		4 225 238	319 960	3 905 278				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
97404	6182		26 678 305		26 678 305				
97404	6184		168 556		168 556				
97404	62268		51 074 173	2 156 040	48 918 133				
97404	6231		342 326		342 326				
97404	6236		1 089 113	65 073	1 024 040				
97404	6238		3 949 548	440 700	3 508 848				
97404	6241		26 040	26 040					
97404	62472		29 193		29 193				
97404	6251		22 260		22 260				
97404	6261		73 500		73 500				
97404	6262		1 422 227	43 763	1 378 464				
97404	6268		82 486	6 274	76 212				
97404	6283		979 303	75 331	903 972				
97404	6288		35 966 559	192 000	35 774 559				
97404	6358		712 825		712 825				
97404	657318		7 574 226	1 388 275	6 185 951				
97404	657415		1 500 000	750 000	750 000				
97404	657468		749 999		749 999				
97404	65748		10 292 359	3 430 786	6 861 573				
97404	6581		130 176		130 176				
97404	673		2 526 580		2 526 580				
97404	6815		310 412 008		310 412 008				
97404	7087						10 440 472		10 440 472
97404	74718						23 753 100		23 753 100
97404	752						110 000 000		110 000 000
97404	757						10 210 781		10 210 781
97404	773						1 381		1 381
97404	7788						9 806 487		9 806 487
97405	60634		118 740		118 740				
97405	6066		65 050		65 050				
97405	6132		15 600 000		15 600 000				
97405	614		42 000		42 000				
97405	61558		232 695		232 695				
97405	6182		127 406		127 406				
97405	62268		20 419 857		20 419 857				
97405	6228		16 030 144		16 030 144				
97405	6231		2 344 750		2 344 750				
97405	6236		193 795		193 795				
97405	6238		3 806 104		3 806 104				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
97405	6261		13 000		13 000				
97405	6262		147 912		147 912				
97405	6268		507 696		507 696				
97405	6525		253 704 430	48 378 187	205 326 243				
97405	65288		149 970	149 970					
97405	6529						146 526		146 526
97405	657468		10 000 000		10 000 000				
97405	674381		1 000 000 000	1 000 000 000					
97405	674382		1 400 000 000		1 400 000 000				
97405	773						18 339 457		18 339 457
97406	6744		1 062 000 000	62 000 000	1 000 000 000				
TOTAL CHAPITRE : 974		5 385 606 199	5 660 453 484	1 361 769 805	4 298 683 679	684 200 000	509 632 085	397 973	509 234 112

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
97501	60611		835 642	88 000	747 642				
97501	60612		9 105 214	1 510 000	7 595 214				
97501	60622		650 958	90 000	560 958				
97501	60623		109 898	25 198	84 700				
97501	60624		435 554		435 554				
97501	60626		139 604		139 604				
97501	60628		139 121		139 121				
97501	60631		41 695		41 695				
97501	60632		1 865 833		1 865 833				
97501	60634		345 023	150 153	194 870				
97501	60635		2 113 292		2 113 292				
97501	60638		2 038 714	435 836	1 602 878				
97501	60641		3 217 888		3 217 888				
97501	60642		11 713 344		11 713 344				
97501	6066		15 200		15 200				
97501	611		1 395 735 011	284 354 730	1 111 380 281				
97501	6132		2 622 500		2 622 500				
97501	61351		2 460 319	202 964	2 257 355				
97501	61521		3 474 750		3 474 750				
97501	61522		2 470 406		2 470 406				
97501	615511		624 149		624 149				
97501	61558		998 785		998 785				
97501	6161		184 487		184 487				
97501	6168		242 891	169 691	73 200				
97501	617		12 274 080	1 328 880	10 945 200				
97501	6182		293 982	33 062	260 920				
97501	6184		480 000		480 000				
97501	6185		3 753 724		3 753 724				
97501	62268		14 071 129	3 845 105	10 226 024				
97501	6227		67 150		67 150				
97501	6231		18 035 393	1 213 416	16 821 977				
97501	6232		11 575 001		11 575 001				
97501	6236		771 106		771 106				
97501	6238		77 494 908	769 869	76 725 039				
97501	6241		621 401	68 040	553 361				
97501	62471		183 934		183 934				
97501	62472		14 546 167	95 083	14 451 084				
97501	6251		10 768 913	242 960	10 525 953				
97501	6261		283 000	8 000	275 000				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
97501	6262		2 106 435	208 000	1 898 435				
97501	6268		5 800		5 800				
97501	6283		6 583 554	728 270	5 855 284				
97501	6288		21 713 517	2 846 297	18 867 220				
97501	629						52 000		52 000
97501	6526		40 810 400	19 904 800	20 905 600				
97501	657465		44 900 000		44 900 000				
97501	6581		58 172	58 172					
97501	7061						496 974		496 974
97501	773						147 459 484		147 459 484
97502	60611		3 188 437	106 014	3 082 423				
97502	60612		12 796 228		12 796 228				
97502	60621		77 220		77 220				
97502	60622		153 861 798	4 384	153 857 414				
97502	60624		37 910 438	89 460	37 820 978				
97502	60625		204 420		204 420				
97502	60626		14 295 167		14 295 167				
97502	60628		6 991 801		6 991 801				
97502	60631		700 592		700 592				
97502	60632		2 264 380	43 335	2 221 045				
97502	60634		122 474		122 474				
97502	60635		9 287 992		9 287 992				
97502	60638		4 438 758	89 835	4 348 923				
97502	60641		1 704 606	118 762	1 585 844				
97502	60642		390 141		390 141				
97502	60648		117 015		117 015				
97502	6066		1 081 259		1 081 259				
97502	6132		40 313 723		40 313 723				
97502	61351		2 188 335	157 800	2 030 535				
97502	61358		45 000		45 000				
97502	61522		1 787 744	142 397	1 645 347				
97502	615511		1 228 767	239 250	989 517				
97502	615512		17 357 063		17 357 063				
97502	61552		550 140		550 140				
97502	61558		11 024 787	215 917	10 808 870				
97502	6161		68 229		68 229				
97502	6168		19 793 907		19 793 907				
97502	6182		1 398 096	997 705	400 391				
97502	6184		1 322 697	240 000	1 082 697				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
97502	62268		10 193 506		10 193 506				
97502	6227		44 764		44 764				
97502	6228		10 952 575	468 334	10 484 241				
97502	6231		3 993 940	363 860	3 630 080				
97502	6236		699 910		699 910				
97502	6238		3 081 412	141 250	2 940 162				
97502	6241		800 000		800 000				
97502	62458		497 918		497 918				
97502	62471		732 578	226 678	505 900				
97502	62472		4 089 838	274 957	3 814 881				
97502	6251		3 462 081	197 389	3 264 692				
97502	6261		236 000	202 500	33 500				
97502	6262		3 058 341	176 167	2 882 174				
97502	6268		378 384		378 384				
97502	6283		2 708 610	132 210	2 576 400				
97502	6288		101 657 973	7 216 427	94 441 546				
97502	6475		191 324		191 324				
97502	65117		450 000		450 000				
97502	6513		28 480 000		28 480 000				
97502	6568		2 386 635		2 386 635				
97502	6581		764 701		764 701				
97502	673		1 107 961		1 107 961				
97502	7061						140 961 448		140 961 448
97502	7063								
97502	70838						2 329 600		2 329 600
97502	7087						24 940		24 940
97502	74718						12 083 836		12 083 836
97502	7581						100 984		100 984
97502	773						325 110		325 110
97503	60611		5 127 382	3 214 781	1 912 601				
97503	60612		6 552 614	2 344 285	4 208 329				
97503	60622		11 532 109	1 174 540	10 357 569				
97503	60623		5 253 249	147 646	5 105 603				
97503	60624		18 879 809	220 414	18 659 395				
97503	60626		45 254 558	514 637	44 739 921				
97503	60628		12 064 472	116 000	11 948 472				
97503	60631		2 419 684		2 419 684				
97503	60632		4 939 745	228 224	4 711 521				
97503	60634		1 650 459		1 650 459				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
97503	60635		2 655 648	60 552	2 595 096				
97503	60638		23 056 495	1 664 432	21 392 063				
97503	60641		3 020 979	17 484	3 003 495				
97503	60642		2 197 201		2 197 201				
97503	6066		29 033		29 033				
97503	6132		7 680 000	1 920 000	5 760 000				
97503	61351		15 124 760	990 515	14 134 245				
97503	61521		107 220 149		107 220 149				
97503	61522		2 384 752	43 505	2 341 247				
97503	61523		13 280 087		13 280 087				
97503	61524		349 735		349 735				
97503	61528		1 673 040		1 673 040				
97503	615511		149 073		149 073				
97503	61552		296 886		296 886				
97503	61558		7 004 897	772 773	6 232 124				
97503	6168		4 752 983		4 752 983				
97503	617		24 319 244	17 100 690	7 218 554				
97503	6184		17 842 364	2 894 267	14 948 097				
97503	62268		52 944 536	16 733 650	36 210 886				
97503	6228		7 667 336	6 151 024	1 516 312				
97503	6231		472 890		472 890				
97503	6238		174 022		174 022				
97503	6241		20 641 310	2 149 433	18 491 877				
97503	62471		1 829 971		1 829 971				
97503	62472		16 679 038	252 355	16 426 683				
97503	6251		72 461 778	2 417 090	70 044 688				
97503	6262		667 470	649 754	17 716				
97503	6282		3 559 815	1 874 488	1 685 327				
97503	6283		33 812 879	105 000	33 707 879				
97503	6288		402 675 258	28 866 315	373 808 943				
97503	629						42 960		42 960
97503	6354		90 000		90 000				
97503	6556J		584 000 000		584 000 000				
97503	6581		1 401 454		1 401 454				
97503	6744		3 210 822 786		3 210 822 786				
97503	6865		3 495 000 000		3 495 000 000				
97503	7031						97 325 042		97 325 042
97503	7087						529 208		529 208
97503	74718						149 857 433		149 857 433

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
97503	773						22 531 777		22 531 777
97503	7865						3 193 309 402		3 193 309 402
97504	60611		3 404 013	2 204 013	1 200 000				
97504	60612		26 494 456	7 454 377	19 040 079				
97504	60621		437 663	41 480	396 183				
97504	60622		22 917 181	1 540 049	21 377 132				
97504	60623		431 413		431 413				
97504	60624		61 731 235	2 242 179	59 489 056				
97504	60625		1 127 885		1 127 885				
97504	60626		8 649 931		8 649 931				
97504	60628		32 384 787	11 600 579	20 784 208				
97504	60631		2 886 961	469 291	2 417 670				
97504	60632		326 540		326 540				
97504	60634		149 580		149 580				
97504	60635		4 210 446	390 245	3 820 201				
97504	60638		33 712 175	1 078 454	32 633 721				
97504	60641		1 906 679	935 640	971 039				
97504	60642		149 017		149 017				
97504	6066		1 706 174	77 773	1 628 401				
97504	6132		22 333 752		22 333 752				
97504	61351		4 532 754	340 000	4 192 754				
97504	614		433 104		433 104				
97504	61522		87 010	29 380	57 630				
97504	61528		263 060		263 060				
97504	615511		1 410 294		1 410 294				
97504	615512		3 553 607		3 553 607				
97504	615518		1 950 288		1 950 288				
97504	61552		433 267		433 267				
97504	61558		17 266 101	2 723 998	14 542 103				
97504	6161		2 808 711		2 808 711				
97504	6168		338 745		338 745				
97504	617		7 235 390		7 235 390				
97504	6184		47 199 154	506 826	46 692 328				
97504	62268		3 548 200	1 186 500	2 361 700				
97504	6231		93 907		93 907				
97504	6236		86 000		86 000				
97504	6241		31 242 719	2 772 854	28 469 865				
97504	62471		13 686 512		13 686 512				
97504	62472		36 792 749	1 163 225	35 629 524				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
97504	6251		208 778 153	10 289 197	198 488 956				
97504	6255		575 000		575 000				
97504	6262		13 789 761	3 453 167	10 336 594				
97504	6268		1 840 384	590 384	1 250 000				
97504	6281		692 005		692 005				
97504	6282		54 500		54 500				
97504	6283		334 350	334 350					
97504	6288		17 540 881	168 990	17 371 891				
97504	629						312 100		312 100
97504	6354		75 000		75 000				
97504	6475		3 733 209	272 800	3 460 409				
97504	6581		8 166 400		8 166 400				
97504	74718						1 226 313 065		1 226 313 065
97504	773						12 789 002		12 789 002
TOTAL CHAPITRE : 975		11 383 251 506	11 154 570 762	474 710 762	10 679 860 000	5 285 505 760	5 006 844 365		5 006 844 365

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations		Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article								
97601	60611		426 457	1 923	424 534				
97601	60612		6 900 252	20 517	6 879 735				
97601	60622		574 315		574 315				
97601	60623		400 340		400 340				
97601	60624		855 848		855 848				
97601	60626		47 885		47 885				
97601	60628		44 449		44 449				
97601	60631		54 375		54 375				
97601	60632		3 435 175	10 700	3 424 475				
97601	60634		189 100		189 100				
97601	60635		95 313		95 313				
97601	60638		1 026 285		1 026 285				
97601	60641		4 157 992	117 719	4 040 273				
97601	60642		264 460		264 460				
97601	6068		33 170		33 170				
97601	6132		4 333 434		4 333 434				
97601	61351		4 540 871		4 540 871				
97601	61521		75 000		75 000				
97601	61522		858 503		858 503				
97601	61528		34 352		34 352				
97601	615511		172 419		172 419				
97601	61558		3 352 011		3 352 011				
97601	6161		133 339		133 339				
97601	6168		38 528		38 528				
97601	6182		382 218		382 218				
97601	6184		39 550		39 550				
97601	6231		44 438		44 438				
97601	6241		520 524	14 100	506 424				
97601	62471		556 696		556 696				
97601	62472		4 070 652	94 692	3 975 960				
97601	6251		6 219 530	136 740	6 082 790				
97601	6261		4 663 146		4 663 146				
97601	6262		1 815 780	76 942	1 738 838				
97601	6268		16 600		16 600				
97601	6283		5 853 945	38 978	5 814 967				
97601	6288		4 464 425		4 464 425				
97601	6561		50 000 000		50 000 000				
97601	773						26 890		26 890
97602	673		564 638		564 638				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
97602	678		85 203		85 203				
97602	7034						320 537 211	321 093	320 216 118
97602	7038						72 368 819	18 167	72 350 652
97603	60611		1 675 004	96 124	1 578 880				
97603	60612		31 932 318	4 578 533	27 353 785				
97603	60622		776 671	90 000	686 671				
97603	60623		173 340		173 340				
97603	60624		3 178 387		3 178 387				
97603	60626		441 787		441 787				
97603	60628		3 309 220	4 500	3 304 720				
97603	60631		131 984	5 550	126 434				
97603	60632		5 440 651	4 538 575	902 076				
97603	60634		229 656		229 656				
97603	60635		46 819		46 819				
97603	60638		1 478 218	15 741	1 462 477				
97603	60641		4 942 376	243 410	4 698 966				
97603	60642		1 877 488		1 877 488				
97603	60648		270 270	270 270					
97603	6068		42 420	42 420					
97603	6132		13 330 061	567 156	12 762 905				
97603	61351		12 781 396	1 097 155	11 684 241				
97603	61352		51 065	51 065					
97603	61358		33 832		33 832				
97603	614		84 000		84 000				
97603	61521		57 510 049	8 908 857	48 601 192				
97603	61522		5 386 101		5 386 101				
97603	61528		975 260	963 260	12 000				
97603	615511		345 857		345 857				
97603	61558		4 925 348	882 753	4 042 595				
97603	6161		171 746		171 746				
97603	6168		1 402 644		1 402 644				
97603	617		107 350		107 350				
97603	6182		1 346 568	150 030	1 196 538				
97603	6184		33 960		33 960				
97603	619						25 357		25 357
97603	62268		12 113 402	3 648 507	8 464 895				
97603	6227		6 669 496	4 358 977	2 310 519				
97603	6228		7 147 987	2 073 792	5 074 195				
97603	6231		944 020		944 020				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
97603	6238		801 120	160 224	640 896				
97603	6241		571 043	1 400	569 643				
97603	62471		356 353	207 989	148 364				
97603	62472		2 511 117		2 511 117				
97603	6251		6 512 364		6 512 364				
97603	6261		2 143 000	613 000	1 530 000				
97603	6262		3 635 990	711 908	2 924 082				
97603	6268		202 216	5 580	196 636				
97603	627		673 941		673 941				
97603	6282		19 607 598	4 273 015	15 334 583				
97603	6283		22 751 746	3 009 223	19 742 523				
97603	6288		67 710 855	48 900 514	18 810 341				
97603	629						20 667		20 667
97603	63512		5 002 270		5 002 270				
97603	6518		324 972 834	227 097 867	97 874 967				
97603	6581		627 150		627 150				
97603	673		1 719 172	10 000	1 709 172				
97603	675		19 025 323		19 025 323				
97603	6761		49 801 119		49 801 119				
97603	7062						272 127 471	296 000	271 831 471
97603	721						2 121 187		2 121 187
97603	7331								
97603	752						105 241 586	18 335	105 223 251
97603	7711						1 968 200		1 968 200
97603	773						14 284 631		14 284 631
97603	775						68 486 324		68 486 324
97603	7761						340 142	24	340 118
97604	60612		1 506 711	256 711	1 250 000				
97604	60622		85 000		85 000				
97604	60624		117 151		117 151				
97604	60628		29 203		29 203				
97604	60632		23 672		23 672				
97604	60641		68 760		68 760				
97604	60642		5 800		5 800				
97604	6132		12 135 696	144 000	11 991 696				
97604	614		512 532		512 532				
97604	61522		63 054		63 054				
97604	615511		69 490		69 490				
97604	61558		296 989	18 017	278 972				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
97604	6161		43 452		43 452				
97604	617		2 218 688	2 218 687	1				
97604	6182		1 365 980	35 432	1 330 548				
97604	6184		555 960		555 960				
97604	619						2 218 687		2 218 687
97604	62268		3 659 637		3 659 637				
97604	6231		603 764		603 764				
97604	6236		94 303	62 643	31 660				
97604	6241		21 180		21 180				
97604	62471		551 164		551 164				
97604	62472		3 060		3 060				
97604	6251		750 000		750 000				
97604	6262		440 704	50 110	390 594				
97604	6283		609 249	112 049	497 200				
97604	6288		2 635 612		2 635 612				
97604	6518		737 085 065	147 085 065	590 000 000				
97604	6527		709 630		709 630				
97604	65322		1 099 938		1 099 938				
97604	6568		4 500 000		4 500 000				
97604	6581		670 845	284 145	386 700				
97604	674331		1 988 000 000		1 988 000 000				
97604	773						13 263 175		13 263 175
TOTAL CHAPITRE : 976		3 260 351 346	3 581 805 469	468 356 565	3 113 448 904	844 826 442	873 030 347	653 619	872 376 728

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations		Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article								
99001	60611		547 022		547 022				
99001	60612		5 086 222		5 086 222				
99001	60622		18 509		18 509				
99001	60623		11 148		11 148				
99001	60624		166 532		166 532				
99001	60628		16 568		16 568				
99001	60632		1 597 807		1 597 807				
99001	60634		239 258		239 258				
99001	60635		736 730		736 730				
99001	60638		227 310		227 310				
99001	60641		1 348 969	19 465	1 329 504				
99001	60642		61 828		61 828				
99001	61351		1 096 736	67 747	1 028 989				
99001	61358		59 482		59 482				
99001	61522		6 062 767		6 062 767				
99001	61528		300 036		300 036				
99001	61558		5 362 826	11 286	5 351 540				
99001	6161		69 018		69 018				
99001	6182		238 257	23 379	214 878				
99001	6184		1 303 536		1 303 536				
99001	619						12 750		12 750
99001	6227		1 338 328		1 338 328				
99001	6228		55 144		55 144				
99001	6231		210 965		210 965				
99001	6236		3 827 404		3 827 404				
99001	6238		742 356		742 356				
99001	6241		62 431		62 431				
99001	62458		158 200		158 200				
99001	62472		342 002		342 002				
99001	6251		1 029 236		1 029 236				
99001	6261		7 891 715		7 891 715				
99001	6262		1 676 421		1 676 421				
99001	6268		57 764		57 764				
99001	627		513 156		513 156				
99001	6283		6 105 240	447 480	5 657 760				
99001	6288		87 447 818	337 898	87 109 920				
99001	6541		169 765 252	48 158 085	121 607 167				
99001	6582		6 932 521 204	32 796 743	6 899 724 461				
99001	6588		1 463 536		1 463 536				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
99001	673		1 213 099 862	6 249 057	1 206 850 805				
99001	6815		2 555 000 000		2 555 000 000				
99001	7111						26 918 351 658	369 560 204	26 548 791 454
99001	7112						35 490 056 985	1 347 996	35 488 708 989
99001	71211						4 301 349 413	116 355 531	4 184 993 882
99001	71212						227 043 115	3 157 729	223 885 386
99001	71213						1 173 321 287	33 955 271	1 139 366 016
99001	71221						41 965 570	50 766	41 914 804
99001	71223						168 322 561	501 040	167 821 521
99001	71224						58 891 503	74 107	58 817 396
99001	71225						426 566 276		426 566 276
99001	71226						170 626 027		170 626 027
99001	71251						678 213 940	9 415 013	668 798 927
99001	71261						10 034 703 652	131 849 392	9 902 854 260
99001	71262						3 645 545 989	50 712 703	3 594 833 286
99001	71263						177 647 485	1 849 600	175 797 885
99001	71271						134 346 696	224 266	134 122 430
99001	71272						96 991 689		96 991 689
99001	71281						2 122 523 000	24 024 348	2 098 498 652
99001	71283						1 362 973 447	41 197 911	1 321 775 536
99001	71284						118 865 467	105 204	118 760 263
99001	71332						2 289		2 289
99001	71381						1 839 400 356		1 839 400 356
99001	71382						4 644 480		4 644 480
99001	71384						1 099 736 234		1 099 736 234
99001	7141						301 174 370	7 376 365	293 798 005
99001	7151						4 408 694 454	8 897 124	4 399 797 330
99001	7152						526 553 150		526 553 150
99001	7154						198 020 823		198 020 823
99001	7181						3 528 181 115	260 000	3 527 921 115
99001	7182						54 921 810		54 921 810
99001	7183						27 798 707 227		27 798 707 227
99001	7185						3 474 673 592	874 673 592	2 600 000 000
99001	7191		27 798 707 227		27 798 707 227				
99001	7192		3 474 673 592	874 673 592	2 600 000 000				
99001	7386								
99001	763						281 746 346		281 746 346
99001	7718						10 991 754		10 991 754
99001	773						874 771 494		874 771 494

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
99002	60611		388 489	2 362	386 127				
99002	60612		6 002 470	708 182	5 294 288				
99002	60622		1 805		1 805				
99002	60624		681 446		681 446				
99002	60628		26 360		26 360				
99002	60631		23 263		23 263				
99002	60632		878 586		878 586				
99002	60638		529 117		529 117				
99002	60641		551 921		551 921				
99002	61351		1 110 000	300 000	810 000				
99002	61521		1 470 130		1 470 130				
99002	61522		169 500		169 500				
99002	615511		53 329		53 329				
99002	61558		644 247		644 247				
99002	6182		7 504 537	1 120 217	6 384 320				
99002	6184		2 920 000		2 920 000				
99002	62268		92 200		92 200				
99002	6227		300 000		300 000				
99002	6231		548 050		548 050				
99002	6236		8 261 382	559 184	7 702 198				
99002	62471		617 718		617 718				
99002	62472		645 079		645 079				
99002	6251		2 895 455		2 895 455				
99002	6261		10 478 574	386 067	10 092 507				
99002	6262		1 887 748	284 574	1 603 174				
99002	6268		61 753	6 999	54 754				
99002	627		132 215		132 215				
99002	6283		530 890	64 704	466 186				
99002	6288		629 235	69 804	559 431				
99002	6541		32 601 604	32 601 604					
99002	6581		12 350		12 350				
99002	673		826 777 498	11 613 623	815 163 875				
99002	73111						14 606 843 475	753 132 210	13 853 711 265
99002	73112						6 191 694 464		6 191 694 464
99002	73113						6 150 642 922	966 206 808	5 184 436 114
99002	73114						3 744 609 800	131 875 713	3 612 734 087
99002	73115						565 828 632		565 828 632
99002	73116						3 758 594 881	41 307 240	3 717 287 641
99002	73123						23 017 222	200 000	22 817 222

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
99002	73124						494 750 181		494 750 181
99002	73126						1 888 112 638		1 888 112 638
99002	73127						294 653 230	4 106 050	290 547 180
99002	73128						6 212 306	6 212 306	
99002	731281						115 704 536		115 704 536
99002	731282						377 046 362		377 046 362
99002	731283						54 806 002		54 806 002
99002	731284						113 645 198		113 645 198
99002	731285						6 012 525		6 012 525
99002	73130						525 441 140		525 441 140
99002	7321						1 733 952 281	24 728 000	1 709 224 281
99002	7322						249 965 000		249 965 000
99002	7331						3 536 422 367	14 325 578	3 522 096 789
99002	7343						1 737 732 939		1 737 732 939
99002	7383						227 354 860	2 176 859	225 178 001
99002	7386						139 453 000		139 453 000
99002	7387						938 839 612	70 938 327	867 901 285
99002	7392		6 191 694 464		6 191 694 464				
99002	7395		565 828 632		565 828 632				
99002	7711						14 622		14 622
99002	773						235 034		235 034
99002	7788						178 998		178 998
TOTAL CHAPITRE : 990		54 510 751 015	49 948 189 461	1 010 502 052	48 937 687 409	171 023 516 154	179 232 302 231	3 690 797 253	175 541 504 978

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES						RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Imputations Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
99101	6228		7 041		7 041				
99101	627		70 572 061	30 003 438	40 568 623				
99101	65117		1 140 000		1 140 000				
99101	6519						3 800		3 800
99101	66111		3 518 030 835	629 999	3 517 400 836				
99101	66112		1 057 509 095	958 224 232	99 284 863				
99101	673		1 305 481		1 305 481				
99101	7588						50 006 334		50 006 334
99101	7611						3 038 337		3 038 337
99101	7621						400 530 250		400 530 250
99101	768						16 533 017		16 533 017
99101	773						953 083		953 083
99101	7788						1 475 049 086		1 475 049 086
99102	6811		14 178 355 446		14 178 355 446				
99102	7768						1 900 123 215		1 900 123 215
99102	777						1 099 550 711		1 099 550 711
99103	6227		224 205 913		224 205 913				
99103	627		98 000		98 000				
99103	6541		277 068 772	108 472 332	168 596 440				
99103	6556M		2 900 000 000		2 900 000 000				
99103	666		1 761 777		1 761 777				
99103	6718		39 432		39 432				
99103	673		53 513 440		53 513 440				
99103	678		838 888		838 888				
99103	6815		246 117 048		246 117 048				
99103	7411						10 805 727 925		10 805 727 925
99103	7477						715 989 260		715 989 260
99103	7581						124 904 308		124 904 308
99103	7611						431 657 321		431 657 321
99103	766						13 718		13 718
99103	7714						17 796 572		17 796 572
99103	7718						24 129 056		24 129 056
99103	7788						418 365 680	250 900	418 114 780
TOTAL CHAPITRE : 991		21 525 212 864	22 530 563 229	1 097 330 001	21 433 233 228	17 923 409 484	17 484 371 673	250 900	17 484 120 773

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES				RECETTES					
TOTAL SECTION FONCTIONNEMENT									
DEPENSES				RECETTES					
Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)	Déficit	Excédent
237 809 549 047	204 609 309 733	7 652 199 875	196 957 109 858	237 809 549 047	212 554 683 776	3 697 301 492	208 857 382 284		11 900 272 426

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2024

	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Opé.Internes Débit		
TOTAL BUDGET	351 634 899 289	259 791 387 757	7 652 401 705	252 138 986 052	20 235 496 984		
	Prévisions budgétaires	**Titres Emis**	**Réductions et annulations**	**RECETTES (montant net)**	**Opé.Internes Crédit**	**Déficit**	**Excédent**
TOTAL BUDGET	351 634 899 289	272 432 871 934	3 715 387 540	268 717 484 394	20 219 025 527		16 562 026 885

LE PAYEUR DE LA POLYNESIE FRANCAISE

Paierie de la Polynésie Française 161 006 TAHITI

Le Payeur de la Polynésie française

Fabien HAXAIRE

Paierie de la Polynésie Française

Le : 11 Mars 2025

Polynésie Française

Budget principal

RESULTATS CUMULES Exercice 2024

SUBDIVISION BUDGETAIRE		Résultats à la clôture de l'exercice précédent	Partie affectée à l'investissement	Résultats de l'exercice courant	Résultats cumulés
FONCTIONNEMENT					
Opérations budgétaires	Excédent	63 150 975 829		11 900 272 426	75 051 248 255
	Déficit				
Opérations non budgétaires	Excédent			153 362 981	153 362 981
	Déficit				
S/Total	**Excédent**	**63 150 975 829**		**12 053 635 407**	**45 475 574 043**
	Déficit		**29 729 037 193**		
INVESTISSEMENT					
Opérations budgétaires	Excédent			4 678 225 916	
	Déficit	13 541 758 332			8 863 532 416
Opérations non budgétaires	Excédent				
	Déficit			16 471 457	16 471 457
S/Total	**Excédent**			**4 661 754 459**	
	Déficit	**13 541 758 332**			8 880 003 873
Total	**Excédent**	**49 609 217 497**		**16 715 389 866**	**36 595 570 170**
	Déficit		**29 729 037 193**		

PGE_BALU10

Le : 11/03/2025

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : **PF** **Polynésie Française**

Exercice : **2024**

Ucg : **BP1** **Budget principal**

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021		17 684 182 884			2 825 677 282	147 887 100	2 825 677 282	147 887 100		15 006 392 702
10251		384 868 774				24 000		24 000		384 892 774
1027		2 107 000 000								2 107 000 000
1068		360 575 755 246		29 729 037 193				29 729 037 193		390 304 792 439
110		27 093 379 720			29 729 037 193	36 210 959 090	29 729 037 193	36 210 959 090		33 575 301 617
12		36 057 596 109			36 057 596 109		36 057 596 109		0	0
13111		11 015 261 915		1 765 905 090				1 765 905 090		12 781 167 005
13114		2 363 998 158		296 841 479				296 841 479		2 660 839 637
131151		56 633 781								56 633 781
131152		2 825 736 125	7 961 980	313 684 383			7 961 980	313 684 383		3 131 458 528
13116		594 176 745		233 905 463				233 905 463		828 082 208
13118		293 431 293								293 431 293
131181		1 891 177 298		126 247 994				126 247 994		2 017 425 292
131183		3 701 919								3 701 919
131184		14 310 000	14 270 900				14 270 900			39 100
131188		2 591 120 757	9 909 903	250 204 961			9 909 903	250 204 961		2 831 415 815
1312		685 000								685 000
1316		580 624 975								580 624 975
1318		5 998 580								5 998 580
13211		81 237 339 451		3 784 555 647				3 784 555 647		85 021 895 098
13212		14 821 002 388								14 821 002 388
13213		367 289 238								367 289 238
13214		2 736 521 082								2 736 521 082
132151		2 791 561 477								2 791 561 477
132152		379 429 184								379 429 184
13216		240 998 233								240 998 233
13218		1 731 843 043								1 731 843 043

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
132181		1 367 852 732								1 367 852 732
132182		98 810 013								98 810 013
132183		240 643 815		15 035 800				15 035 800		255 679 615
132184		119 249 791		14 310 000				14 310 000		133 559 791
132188		9 989 117 069		4 773 270				4 773 270		9 993 890 339
1326		1 848 515 979								1 848 515 979
1327		4 057 244								4 057 244
1328		256 060 862		13 743 883				13 743 883		269 804 745
13911	1 473 415 177		493 317 294				493 317 294		1 966 732 471	
13914	357 950 326		64 846 692				64 846 692		422 797 018	
139151	41 276 318		1 877 797				1 877 797		43 154 115	
139152	239 987 746		156 271 357				156 271 357		396 259 103	
13916	1 633 564		5 344 691				5 344 691		6 978 255	
139181	1 768 617		8 546 813				8 546 813		10 315 430	
139188	1 073 538 891		369 346 067				369 346 067		1 442 884 958	
1511		3 205 289 457			350 000 000	606 529 056	350 000 000	606 529 056		3 461 818 513
1517		2 441 825 108			1 393 309 402	1 500 000 000	1 393 309 402	1 500 000 000		2 548 515 706
1518		633 560 000				247 000 000		247 000 000		880 560 000
158		3 098 256 170			2 856 079 973	3 060 267 974	2 856 079 973	3 060 267 974		3 302 444 171
1641		153 574 066 282	14 563 705 432	8 190 692 124	28		14 563 705 460	8 190 692 124		147 201 052 946
1688		958 224 232			958 224 232	1 057 509 095	958 224 232	1 057 509 095		1 057 509 095
192	13 902 897 920		340 142	49 801 143			340 142	49 801 143	13 853 436 919	
193		11 694 736 038			13 465 779		13 465 779			11 681 270 259
198	16 253 129 364		1 900 123 215				1 900 123 215		18 153 252 579	
2031	6 476 820 418		752 828 210	9 281 594	3 626 148	5 444 938 136	756 454 358	5 454 219 730	1 779 055 046	
2032	4 881 884				2 214 800	4 881 884	2 214 800	4 881 884	2 214 800	
20411	154 533 553								154 533 553	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
20412	126 550 000								126 550 000	
204121	21 017 056		2 807 556				2 807 556		23 824 612	
20413	33 000 000								33 000 000	
20414	11 148 628 704								11 148 628 704	
204141	4 869 774 990		1 150 212 196	569 370			1 150 212 196	569 370	6 019 417 816	
204142	11 067 845 763		963 946 586	29 112 430			963 946 586	29 112 430	12 002 679 919	
20417	16 821 962 819								16 821 962 819	
204171	21 611 478 461		1 927 679 122	52 432 566		619 587 310	1 927 679 122	672 019 876	22 867 137 707	
204172	63 525 597 699		8 136 792 625	47 993 691			8 136 792 625	47 993 691	71 614 396 633	
20418	54 390 804								54 390 804	
204181	100 157 015		68 407 520				68 407 520		168 564 535	
204182	2 541 642 494		163 000 000				163 000 000		2 704 642 494	
2042	5 244 927 816								5 244 927 816	
20421	11 106 986 198		1 416 800 748	61 051 075			1 416 800 748	61 051 075	12 462 735 871	
20422	9 093 185 696		1 533 567 027	9 130 000			1 533 567 027	9 130 000	10 617 622 723	
2043	430 273 828								430 273 828	
20431	173 339 733		48 676 368				48 676 368		222 016 101	
20441	2 031 129 023								2 031 129 023	
204411	13 070 469		127 223 323				127 223 323		140 293 792	
204412	2 853 531 035								2 853 531 035	
20442	547 182 820								547 182 820	
204421	14 838 699								14 838 699	
204422	136 185 987								136 185 987	
2050	3 460 345 041		234 550 353		49 167 117		283 717 470		3 744 062 511	
20820	1 027 203 514		37 968 185				37 968 185		1 065 171 699	
20821	99 561 316								99 561 316	
20880	17 790 316		4 510 105				4 510 105		22 300 421	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2110	29 433 401 712								29 433 401 712	
2111	39 748 992 165		31 013 591	19 025 323	22 259 100	2 825 677 282	53 272 691	2 844 702 605	36 957 562 251	
2115	11 274 075 512		95 088 567		128 628 000		223 716 567		11 497 792 079	
2118	16 815 760								16 815 760	
2120	145 060 049								145 060 049	
2121	669 595 720		1 745 972				1 745 972		671 341 692	
2128	16 812 114 496		676 351 038		148 059 458		824 410 496		17 636 524 992	
2130	20 681 349 291								20 681 349 291	
21311	19 258 690				20 720 513		20 720 513		39 979 203	
213110	1 379 400 991		118 444 708				118 444 708		1 497 845 699	
213111	6 252 216 437								6 252 216 437	
213120	11 275 923 964		92 726 988		493 641 987		586 368 975		11 862 292 939	
213121	12 582 580 841								12 582 580 841	
213130	12 950 692 821		14 165 873				14 165 873		12 964 858 694	
213131	1 041 215 416								1 041 215 416	
213140	332 578 843								332 578 843	
213141	2 472 851 050								2 472 851 050	
21318	44 970 832								44 970 832	
213180	14 310 329 467		120 811 316		130 293 277		251 104 593		14 561 434 060	
213181	2 979 996 316								2 979 996 316	
21320	387 960		5 094 440				5 094 440		5 482 400	
21321	16 361 474								16 361 474	
21330	26 545 745 787		82 334 648		31 744 221		114 078 869		26 659 824 656	
21331	10 768 966 846								10 768 966 846	
213510	5 906 452 468		576 938 416	5 102 261	825 549 153		1 402 487 569	5 102 261	7 303 837 776	
213511	2 062 350 435					5 956 231		5 956 231	2 056 394 204	
213520	6 651 198								6 651 198	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
213530	3 981 685 177		10 142 968				10 142 968		3 991 828 145	
213531	49 862 163								49 862 163	
21358					54 600 350		54 600 350		54 600 350	
213580	175 387 089		2 809 869				2 809 869		178 196 958	
213581	30 496 756								30 496 756	
21380	405 371 508		19 246 653				19 246 653		424 618 161	
21381	691 722 725								691 722 725	
2141	8 573 969								8 573 969	
2150	25 159 095 470								25 159 095 470	
2151	119 072 740 289		2 891 525 563		1 642 721 289		4 534 246 852		123 606 987 141	
2153	331 057 397				37 536 848		37 536 848		368 594 245	
21530	4 366 521 161		113 694 267		154 286 645		267 980 912		4 634 502 073	
21531	14 224 903 888								14 224 903 888	
2157	32 082 915								32 082 915	
21570	14 358 638 107		1 728 427 606		689 076 247	4 384 144 883	2 417 503 853	4 384 144 883	12 391 997 077	
216	130 781 996		4 118 000				4 118 000		134 899 996	
21820	6 384 102 589		481 663 668	127 223 323	291 071 556	338 120 787	772 735 224	465 344 110	6 691 493 703	
21830	1 765 334 713		379 456 020		25 416 812	5 985 347	404 872 832	5 985 347	2 164 222 198	
21840	1 079 902 748		26 403 653		30 324 533	659 274 345	56 728 186	659 274 345	477 356 589	
21850	316 404 057		9 460 422			209 323 685	9 460 422	209 323 685	116 540 794	
2188	1 319 758								1 319 758	
21880	6 784 158 762		743 677 195		30 509 389	1 479 092 765	774 186 584	1 479 092 765	6 079 252 581	
2312	406 040 257					180 800		180 800	405 859 457	
23121	4 199 441								4 199 441	
23128	3 684 536 044		408 605 327	30 878 496	51 677 872	149 109 516	460 283 199	179 988 012	3 964 831 231	
23130	24 287 715 056					687 406 802		687 406 802	23 600 308 254	
231311	2 376 105 957		924 495 959	11 978 136	9 421 421		933 917 380	11 978 136	3 298 045 201	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
231312	8 313 544 258		398 501 540	201 806	2 666 478	518 410 919	401 168 018	518 612 725	8 196 099 551	
231313	22 103 568 553		1 482 473 434		30 935 910		1 513 409 344		23 616 977 897	
231314	1 635 367 852		504 459 631		24 347 515		528 807 146		2 164 174 998	
231318	6 791 603 723		1 085 917 482	9 000 000	56 327 155	131 868 195	1 142 244 637	140 868 195	7 792 980 165	
23133	10 412 670 801		2 349 251 844	33 971 456	125 251 756	45 187 258	2 474 503 600	79 158 714	12 808 015 687	
231351	1 405 339 242		997 103 292	13 559 148	78 617 731	110 776 968	1 075 721 023	124 336 116	2 356 724 149	
231353	2 039 721 844		917 207 043		3 654 721	55 868	920 861 764	55 868	2 960 527 740	
231358	15 099 713					2 166 351		2 166 351	12 933 362	
23138	237 964 288		255 573 449		1 977 652		257 551 101		495 515 389	
2314	12 509 119								12 509 119	
23150	18 019 410 657					430 100		430 100	18 018 980 557	
23151	12 466 040 421		2 668 957 959		84 845 188	1 638 459 317	2 753 803 147	1 638 459 317	13 581 384 251	
23153	5 316 503 442		93 320 475		15 121 406	140 788 350	108 441 881	140 788 350	5 284 156 973	
23157	69 035 925		31 773 685		3 166 321		34 940 006		103 975 931	
23182	540 386 872					179 556 556		179 556 556	360 830 316	
23183	8 061 196								8 061 196	
231840	55 434 377								55 434 377	
23185	8 907 053								8 907 053	
23188	181 726 103		44 030 901		6 591 804		50 622 705		232 348 808	
232	141 900 976								141 900 976	
23205	798 811 722		589 888 479		13 501 465	32 087 785	603 389 944	32 087 785	1 370 113 881	
23208	194 737 023				4 556 160		4 556 160		199 293 183	
232082	823 720 624		26 727 724		124 059 118		150 786 842		974 507 466	
232088	33 102 544		1 627 200				1 627 200		34 729 744	
248	1 039 130 689				179 556 556		179 556 556		1 218 687 245	
261	9 643 906 638		30 000 000		9 790 000		39 790 000		9 683 696 638	
2671	80 490 196			24 071 331				24 071 331	56 418 865	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
274	17 381 649 496			382 771 431				382 771 431	16 998 878 065	
275	933 911		75 000				75 000		1 008 911	
2761	620 524 077			43 942 675				43 942 675	576 581 402	
28031		5 063 939 541		184 395 565	4 812 774 623	576 300	4 812 774 623	184 971 865		436 136 783
28032				1 320 000	1 320 000		1 320 000	1 320 000	0	0
2804		35 705 597 374		6 606 484 654				6 606 484 654		42 312 082 028
2805		1 200 245 499		191 785 786		5 809 781		197 595 567		1 397 841 066
2808		385 976 476		78 432 303				78 432 303		464 408 779
28128		10 820 417				1 519 850		1 519 850		12 340 267
281311		660 372 144		58 339 129		8 979 414		67 318 543		727 690 687
281312		2 909 082 161		607 031 835				607 031 835		3 516 113 996
281313		3 099 725 421		429 522 308				429 522 308		3 529 247 729
281314		84 335 416		9 982 518				9 982 518		94 317 934
281318		4 453 206 337		772 327 313				772 327 313		5 225 533 650
28132		155 184		38 796				38 796		193 980
28133		9 834 939 873		1 868 627 098				1 868 627 098		11 703 566 971
281351		2 010 161 500		315 537 243		599 963		316 137 206		2 326 298 706
281352		1 453 398		190 036				190 036		1 643 434
281353		1 280 926 240		299 556 336				299 556 336		1 580 482 576
281358		70 413 265		12 059 447		38 781 288		50 840 735		121 254 000
28138		162 756 437		23 509 186				23 509 186		186 265 623
28151		599 963			599 963		599 963		0	0
28153		2 570 833 049		390 167 958		12 375 079		402 543 037		2 973 376 086
28157		9 565 150 862		1 054 389 893	4 384 047 948	183 218 038	4 384 047 948	1 237 607 931		6 418 710 845
28182		3 429 727 558		389 290 851	151 151 618	138 908 929	151 151 618	528 199 780		3 806 775 720
28183		937 814 339		296 614 459	5 985 347	19 715 236	5 985 347	316 329 695		1 248 158 687
28184		841 046 316		59 985 972	659 274 345	27 624 484	659 274 345	87 610 456		269 382 427

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28185		312 057 001		20 685 760	264 593 614		264 593 614	20 685 760		68 149 147
28188		3 763 459 467		508 081 000	1 479 092 765	19 538 625	1 479 092 765	527 619 625		2 811 986 327
2931		20 456 444								20 456 444
296		600 373 000			1 800 000 000	1 995 000 000	1 800 000 000	1 995 000 000		795 373 000
3261	87 078 605				108 518 809	87 078 605	108 518 809	87 078 605	108 518 809	
3262	372 943 043				332 745 234	372 943 043	332 745 234	372 943 043	332 745 234	
3268	22 679 656				36 606 918	22 679 656	36 606 918	22 679 656	36 606 918	
3712	55 289 626								55 289 626	
397		10 000 000								10 000 000
TOTAL Cl. 1 à 3	**788 922 301 872**	**848 961 512 849**	**55 200 164 072**	**59 878 389 988**	**93 857 614 854**	**65 378 992 046**	**149 057 778 926**	**125 257 382 034**	**814 584 736 363**	**850 823 550 448**

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4011					160 398 866 857	161 908 364 451	160 398 866 857	161 908 364 451		1 509 497 594
4012		2 200 673 230			2 200 673 230		2 200 673 230		0	0
40171		6 634 759			3 163 796	5 060 193	3 163 796	5 060 193		8 531 156
40172		7 328 783			163 258 454	195 577 947	163 258 454	195 577 947		39 648 276
40173		142 534			188 254 059	188 574 125	188 254 059	188 574 125		462 600
4041					52 445 619 708	55 148 466 250	52 445 619 708	55 148 466 250		2 702 846 542
4042		2 121 576 118			2 121 576 118		2 121 576 118		0	0
40471		383 863 470			165 373 418	196 651 132	165 373 418	196 651 132		415 141 184
40472		947 853 572			5 661 403 244	5 086 691 080	5 661 403 244	5 086 691 080		373 141 408
40473					231 248 792	231 248 792	231 248 792	231 248 792	0	0
40474		1 068 204			20 085 222	19 017 018	20 085 222	19 017 018	0	0
408		6 616 908 996			8 632 642 323	8 818 786 377	8 632 642 323	8 818 786 377		6 803 053 050
4099					3 618 295	3 618 295	3 618 295	3 618 295	0	0
4111993	5 151 800					5 151 800		5 151 800	0	0
4112000	41 099 859					8 121 263		8 121 263	32 978 596	
4112001	5 485 483					4 607 685		4 607 685	877 798	
4112002	8 562 038					7 051 028		7 051 028	1 511 010	
4112003	44 502 549					13 836 544		13 836 544	30 666 005	
4112004	13 217 561					7 323 657		7 323 657	5 893 904	
4112005	10 089 450					7 992 374		7 992 374	2 097 076	
4112006	27 813 782					22 381 099		22 381 099	5 432 683	
4112007	35 673 634					12 981 507		12 981 507	22 692 127	
4112008	68 037 399					38 214 942		38 214 942	29 822 457	
4112009	44 519 711					39 764 149		39 764 149	4 755 562	
4112010	81 686 873				2 557 545	40 659 711	2 557 545	40 659 711	43 584 707	
4112011	73 466 740					26 966 075		26 966 075	46 500 665	
4112012	29 103 801					19 502 496		19 502 496	9 601 305	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4112013	76 147 141					14 194 121		14 194 121	61 953 020	
4112014	142 542 048					7 756 908		7 756 908	134 785 140	
4112015	692 633 540					13 259 772		13 259 772	679 373 768	
4112016	4 729 097 735					5 107 620		5 107 620	4 723 990 115	
4112017	353 687 274					26 270 722		26 270 722	327 416 552	
4112018	118 568 711					2 404 553		2 404 553	116 164 158	
4112019	2 620 485 001					7 654 436		7 654 436	2 612 830 565	
4112020	3 885 669 958				75 653 726	14 567 258	75 653 726	14 567 258	3 946 756 426	
4112021	567 854 545					25 499 017		25 499 017	542 355 528	
4112022	8 079 413 407				1 000 000	7 715 757 696	1 000 000	7 715 757 696	364 655 711	
4112023	1 186 790 724				187 337 364	616 786 308	187 337 364	616 786 308	757 341 780	
4112024					107 984 177 829	103 426 658 754	107 984 177 829	103 426 658 754	4 557 519 075	
4120000	63 728 601				21 997	8 893 905	21 997	8 893 905	54 856 693	
4120006	2 171 061					454 461		454 461	1 716 600	
4120012	169 858					148 692		148 692	21 166	
4120013		109 978			109 978		109 978		0	0
4120014	98 400					98 400		98 400	0	0
4120015	1 014 200					316 400		316 400	697 800	
4120022	147 600					147 600		147 600	0	0
4120024	70 000								70 000	
4120025	321 305					113 305		113 305	208 000	
4120029	81 735								81 735	
4120031	6 076					6 076		6 076	0	0
4120033	126 000								126 000	
4120034	130 000								130 000	
4120035	10 176 540					1 477 240		1 477 240	8 699 300	
4120036	92 000					92 000		92 000	0	0

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4120038	985 600					204 800		204 800	780 800	
4120040	488								488	
4120045	223 800					223 800		223 800	0	0
4120047	73 076								73 076	
4120048	18 749								18 749	
4120058	41 800					19 000		19 000	22 800	
4120100	64 089 459					23 149 253		23 149 253	40 940 206	
4120105	1 174 014					670 717		670 717	503 297	
4120106	1 588 238					132 265		132 265	1 455 973	
4120112	8 466								8 466	
4120115	1 343 456					12 880		12 880	1 330 576	
4120122	103 400								103 400	
4120129	7 291					7 291		7 291	0	0
4120134	28 800								28 800	
4120135	8 951 067					975 803		975 803	7 975 264	
4120138	1 235 350								1 235 350	
4120147	73 076								73 076	
4120158	45 600					22 800		22 800	22 800	
4120200	79 853 330				105 125	11 281 936	105 125	11 281 936	68 676 519	
4120205	2 060 763					437 600		437 600	1 623 163	
4120206	1 682 055					369 416		369 416	1 312 639	
4120212	291 962								291 962	
4120214	490 000								490 000	
4120215	945 080					12 880		12 880	932 200	
4120224	13 266								13 266	
4120225	11 000								11 000	
4120229	154 366					150 616		150 616	3 750	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4120234	28 800								28 800	
4120235	7 624 586								7 624 586	
4120236	23 569								23 569	
4120238	3 017 590					1 912 240		1 912 240	1 105 350	
4120247	1 852								1 852	
4120252	18 760								18 760	
4120254	141 000								141 000	
4120258	90 300								90 300	
4120300	61 621 386				112 630	34 105 773	112 630	34 105 773	27 628 243	
4120305	8 975 644					4 091 388		4 091 388	4 884 256	
4120306	1 962 176					372 692		372 692	1 589 484	
4120312	326 600								326 600	
4120314	14 880					14 880		14 880	0	0
4120315	1 057 000					12 880		12 880	1 044 120	
4120324	12 000								12 000	
4120325	142 442								142 442	
4120329	434 725					88 200		88 200	346 525	
4120331	117 708								117 708	
4120333	195 600								195 600	
4120334	8 250								8 250	
4120335	7 680 686					647 707		647 707	7 032 979	
4120336	80 268								80 268	
4120338	3 650 834					2 110 109		2 110 109	1 540 725	
4120347	56 389								56 389	
4120352	19 500								19 500	
4120358	45 600					22 800		22 800	22 800	
4120400	93 916 919				8 505	54 303 488	8 505	54 303 488	39 621 936	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4120405	4 063 447					8 505		8 505	4 054 942	
4120406	927 688					45 820		45 820	881 868	
4120412	330 080								330 080	
4120415	300 880					12 880		12 880	288 000	
4120424	12 000								12 000	
4120425	138 801								138 801	
4120429	128 025					88 200		88 200	39 825	
4120431	146 666								146 666	
4120433	195 600								195 600	
4120434	201 540								201 540	
4120435	3 862 484								3 862 484	
4120436	35 800								35 800	
4120438	1 619 920					225 000		225 000	1 394 920	
4120447	92 920								92 920	
4120452	19 500								19 500	
4120453	5 000								5 000	
4120454	73 125								73 125	
4120458	22 800								22 800	
4120500	86 678 570				1 294 070	19 655 114	1 294 070	19 655 114	68 317 526	
4120505	6 491 225					1 294 070		1 294 070	5 197 155	
4120506	1 452 973				1 198	59 004	1 198	59 004	1 395 167	
4120512	361 400								361 400	
4120514	15 000					15 000		15 000	0	0
4120515	355 880					12 880		12 880	343 000	
4120522	216 000								216 000	
4120525	788 802								788 802	
4120529	713 975					88 200		88 200	625 775	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4120531	125 416								125 416	
4120534	184 800								184 800	
4120535	6 168 543				61 004	361 471	61 004	361 471	5 868 076	
4120536	138 375								138 375	
4120538	2 448 369								2 448 369	
4120547	58 890								58 890	
4120552	19 500								19 500	
4120553	5 000								5 000	
4120558	84 600								84 600	
4120600	273 381 581				223 786	22 673 884	223 786	22 673 884	250 931 483	
4120605	10 458 899					1 431 800		1 431 800	9 027 099	
4120606	2 083 331					265 209		265 209	1 818 122	
4120612	632 092					148 692		148 692	483 400	
4120614	269 737					15 000		15 000	254 737	
4120615	1 056 902					12 880		12 880	1 044 022	
4120622	8 250					8 250		8 250	0	0
4120624	70 373					70 373		70 373	0	0
4120625	619 884								619 884	
4120629	588 236								588 236	
4120631	125 416								125 416	
4120633	47 500					19 000		19 000	28 500	
4120634	863 061					863 061		863 061	0	0
4120635	11 645 554					3 469 113		3 469 113	8 176 441	
4120636	233 880					6 880		6 880	227 000	
4120638	2 276 759					677 592		677 592	1 599 167	
4120647	68 015								68 015	
4120650	506 646								506 646	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4120652	26 374								26 374	
4120653	5 000								5 000	
4120658	319 499								319 499	
4120700	133 054 500				217 040	8 295 330	217 040	8 295 330	124 976 210	
4120705	10 919 829					237 005		237 005	10 682 824	
4120706	2 916 876				23 633	404 667	23 633	404 667	2 535 842	
4120712	1 280 902					148 692		148 692	1 132 210	
4120714	2 067 303					15 000		15 000	2 052 303	
4120715	484 980					12 880		12 880	472 100	
4120722					33 000	33 000	33 000	33 000	0	0
4120724	50 863					36 475		36 475	14 388	
4120725	1 226 603								1 226 603	
4120729	250 819					8 400		8 400	242 419	
4120731	11 965					1 514		1 514	10 451	
4120733	45 600					22 800		22 800	22 800	
4120734	25 563					22 800		22 800	2 763	
4120735	14 883 529					4 738 054		4 738 054	10 145 475	
4120736	111 164					6 880		6 880	104 284	
4120738	2 569 963					69 600		69 600	2 500 363	
4120747	147 903					14 700		14 700	133 203	
4120750	600 300								600 300	
4120752	34 500								34 500	
4120758	282 674								282 674	
4120800	198 163 896				34 965	6 219 478	34 965	6 219 478	191 979 383	
4120805	9 124 037					220 610		220 610	8 903 427	
4120806	3 070 332				23 795	229 541	23 795	229 541	2 864 586	
4120812	1 006 368					148 692		148 692	857 676	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4120814	540 787					15 000		15 000	525 787	
4120815	1 707 551					12 880		12 880	1 694 671	
4120822					6 874	6 874	6 874	6 874	0	0
4120824	9 300					9 300		9 300	0	0
4120825	477 526								477 526	
4120829	176 630					8 400		8 400	168 230	
4120833	5 700					5 700		5 700	0	0
4120834	32 632					22 800		22 800	9 832	
4120835	14 271 236					1 320 227		1 320 227	12 951 009	
4120836	74 204					6 880		6 880	67 324	
4120838	3 567 271					69 600		69 600	3 497 671	
4120845	484 503								484 503	
4120847	166 425					29 700		29 700	136 725	
4120850	576 300								576 300	
4120852	61 050								61 050	
4120858	624 000								624 000	
4120900	287 789 572				797 535	13 356 018	797 535	13 356 018	275 231 089	
4120905	12 019 014					1 163 069		1 163 069	10 855 945	
4120906	4 741 606				233 596	445 732	233 596	445 732	4 529 470	
4120912	2 098 748					683 640		683 640	1 415 108	
4120914	619 987								619 987	
4120915	2 685 768					66 828		66 828	2 618 940	
4120922	8 500				201 194	209 694	201 194	209 694	0	0
4120924	30 741								30 741	
4120925	691 450								691 450	
4120929	218 430					14 166		14 166	204 264	
4120933	446 004								446 004	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4120934	58 764					39 300		39 300	19 464	
4120935	21 187 530					2 204 390		2 204 390	18 983 140	
4120936	72 147					6 880		6 880	65 267	
4120938	12 688 596					1 497 914		1 497 914	11 190 682	
4120945	263 628								263 628	
4120947	202 436					31 950		31 950	170 486	
4120950	576 300								576 300	
4120952	62 424								62 424	
4120954	146 250								146 250	
4120958	600 232					286 746		286 746	313 486	
4121000	1 100 905 705				24 249	13 253 101	24 249	13 253 101	1 087 676 853	
4121005	55 352 541					329 020		329 020	55 023 521	
4121006	6 656 747				83	1 026 346	83	1 026 346	5 630 484	
4121012	3 766 828					701 640		701 640	3 065 188	
4121014	302 116					78 313		78 313	223 803	
4121015	6 047 300					3 639 106		3 639 106	2 408 194	
4121022	27 348					16 750		16 750	10 598	
4121024	114 694					28 050		28 050	86 644	
4121025	1 576 805								1 576 805	
4121029	652 534					13 609		13 609	638 925	
4121031	13 384					2 051		2 051	11 333	
4121033	1 848 040								1 848 040	
4121034	431 100					391 800		391 800	39 300	
4121035	26 508 981					6 394 790		6 394 790	20 114 191	
4121036	559 876					6 880		6 880	552 996	
4121038	14 920 264					1 524 622		1 524 622	13 395 642	
4121040	6 400								6 400	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4121045	5 928								5 928	
4121047	171 375					18 450		18 450	152 925	
4121048	23 322								23 322	
4121050	600 900								600 900	
4121052	185 783								185 783	
4121058	195 452								195 452	
4121100	613 402 128				362 370	17 734 341	362 370	17 734 341	596 030 157	
4121105	23 616 326					1 989 923		1 989 923	21 626 403	
4121106	7 907 037				6 997	790 968	6 997	790 968	7 123 066	
4121112	6 876 703				1	166 692	1	166 692	6 710 012	
4121114	966 707					11 249		11 249	955 458	
4121115	3 144 930					850 372		850 372	2 294 558	
4121122	132 681					16 500		16 500	116 181	
4121124	273 745								273 745	
4121125	1 889 308								1 889 308	
4121129	7 013 801					61 686		61 686	6 952 115	
4121133	2 200 023					36 736		36 736	2 163 287	
4121134		226 370			463 424	16 500	463 424	16 500	220 554	
4121135	34 507 514					5 464 758		5 464 758	29 042 756	
4121136	689 110								689 110	
4121138	6 655 301					1 542 900		1 542 900	5 112 401	
4121140	50 800					44 400		44 400	6 400	
4121145	5 928								5 928	
4121147	216 587					50 850		50 850	165 737	
4121148	44 100								44 100	
4121150	716 490								716 490	
4121152	713 233								713 233	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4121158	307 586					22 686		22 686	284 900	
4121200	492 835 450				6 590 941	117 081 859	6 590 941	117 081 859	382 344 532	
4121205	30 840 543					6 944 107		6 944 107	23 896 436	
4121206	17 402 690				19 549	1 743 092	19 549	1 743 092	15 679 147	
4121211	64 402								64 402	
4121212	7 356 089					642 472		642 472	6 713 617	
4121213	171 111					25 719		25 719	145 392	
4121214	2 398 005					237 484		237 484	2 160 521	
4121215	10 714 596					1 110 609		1 110 609	9 603 987	
4121216	150 175					455		455	149 720	
4121218	22 750								22 750	
4121219	108 875					8 000		8 000	100 875	
4121220	166 883				8 000		8 000		174 883	
4121221	66 000								66 000	
4121222	1 752 607					103 459		103 459	1 649 148	
4121223	151 483				12 000	1 650	12 000	1 650	161 833	
4121224	1 665 563					45 069		45 069	1 620 494	
4121225	4 077 761					55 644		55 644	4 022 117	
4121226	235 500				12 000	16 500	12 000	16 500	231 000	
4121227	66 000								66 000	
4121228		64 430			122 995		122 995		58 565	
4121229	2 960 945					128 527		128 527	2 832 418	
4121230	18 150					1 650		1 650	16 500	
4121231	365 516					14 280		14 280	351 236	
4121232	32 489					29 452		29 452	3 037	
4121233	4 201 108				5 248	161 037	5 248	161 037	4 045 319	
4121234	3 003 800					788 261		788 261	2 215 539	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4121235	65 799 529					10 713 065		10 713 065	55 086 464	
4121236	5 645 598				165 889	551 854	165 889	551 854	5 259 633	
4121237	25 853				12 000		12 000		37 853	
4121238	12 203 471					354 585		354 585	11 848 886	
4121239	49 500								49 500	
4121240	882 741					3 199		3 199	879 542	
4121241	16 500								16 500	
4121242	66 270								66 270	
4121244	134 300								134 300	
4121245	1 645 687					52 956		52 956	1 592 731	
4121246	33 000								33 000	
4121247	2 395 664				1 550	68 098	1 550	68 098	2 329 116	
4121248	1 419 179								1 419 179	
4121249	49 500								49 500	
4121250	1 988 167					66 081		66 081	1 922 086	
4121251	89 955					2 655		2 655	87 300	
4121252	1 748 351				89 706	35 467	89 706	35 467	1 802 590	
4121253	305 666					8 910		8 910	296 756	
4121254	497 586					16 336		16 336	481 250	
4121255	66 000								66 000	
4121257	362 984				126 400	285 800	126 400	285 800	203 584	
4121258	1 728 694					128 081		128 081	1 600 613	
4121300	514 660 447				1 482 527	77 943 287	1 482 527	77 943 287	438 199 687	
4121302	2 733 767					745 604		745 604	1 988 163	
4121303		173 811 806			173 811 806		173 811 806		0	0
4121305	18 317 763					1 529 653		1 529 653	16 788 110	
4121306	21 252 314				35 951	1 376 478	35 951	1 376 478	19 911 787	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4121311	99 412								99 412	
4121312	7 823 530					1 000 701		1 000 701	6 822 829	
4121313	115 035				23 409	2 310	23 409	2 310	136 134	
4121314	3 162 779				23 441	265 684	23 441	265 684	2 920 536	
4121315	16 150 139					1 238 031		1 238 031	14 912 108	
4121316	394 404					27 670		27 670	366 734	
4121318	44 008								44 008	
4121319	71 500					8 000		8 000	63 500	
4121320	204 319				8 000	2 473	8 000	2 473	209 846	
4121321	33 000								33 000	
4121322	2 310 958				9 166	99 224	9 166	99 224	2 220 900	
4121323	176 094					16 500		16 500	159 594	
4121324	1 679 499				6 339	45 937	6 339	45 937	1 639 901	
4121325	5 960 991					339 585		339 585	5 621 406	
4121326	343 433					16 500		16 500	326 933	
4121327	148 500								148 500	
4121328	47 883					14 883		14 883	33 000	
4121329	8 005 568					266 843		266 843	7 738 725	
4121330	66 000								66 000	
4121331	373 202					34 925		34 925	338 277	
4121332	3 037								3 037	
4121333	5 064 762					74 982		74 982	4 989 780	
4121334	3 485 677					613 441		613 441	2 872 236	
4121335	69 912 363				100 950	4 333 344	100 950	4 333 344	65 679 969	
4121336	5 205 267				169 189	214 426	169 189	214 426	5 160 030	
4121337	25 000				12 000	12 000	12 000	12 000	25 000	
4121338	18 758 298					1 671 000		1 671 000	17 087 298	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4121339	51 432								51 432	
4121340	946 776					36 108		36 108	910 668	
4121341	16 500								16 500	
4121342	99 270								99 270	
4121343	31 200					4 000		4 000	27 200	
4121344	370 270								370 270	
4121345	1 920 431					53 433		53 433	1 866 998	
4121346	44 217								44 217	
4121347	5 429 480					72 827		72 827	5 356 653	
4121348	2 194 218					56 161		56 161	2 138 057	
4121349	184 995				2 655		2 655		187 650	
4121350	1 945 248					59 411		59 411	1 885 837	
4121351	87 300								87 300	
4121352	2 351 326				56 778	62 371	56 778	62 371	2 345 733	
4121353	327 658								327 658	
4121354	692 720					20 162		20 162	672 558	
4121355	66 000								66 000	
4121356	112 333								112 333	
4121357	192 517					11 868		11 868	180 649	
4121358	2 685 038				1 347	567 183	1 347	567 183	2 119 202	
4121400	446 451 526				1 339 703	15 895 519	1 339 703	15 895 519	431 895 710	
4121402	37 531 665					3 113 646		3 113 646	34 418 019	
4121403		70 558			70 558		70 558		0	0
4121406	16 303 134				28 267	710 262	28 267	710 262	15 621 139	
4121411	32 331				4 081		4 081		36 412	
4121412	4 080 468					393 364		393 364	3 687 104	
4121413	153 002					6 944		6 944	146 058	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4121414	2 403 365				3	252 793	3	252 793	2 150 575	
4121415	11 324 242					155 743		155 743	11 168 499	
4121416	110 416					7 714		7 714	102 702	
4121417	82								82	
4121418	56 583								56 583	
4121419	56 875					8 000		8 000	48 875	
4121420	100 660				8 000		8 000		108 660	
4121421	32 250								32 250	
4121422	2 023 399					66 349		66 349	1 957 050	
4121423	48 000								48 000	
4121424	1 519 916					56 638		56 638	1 463 278	
4121425	6 149 971					99 850		99 850	6 050 121	
4121426	250 250					24 000		24 000	226 250	
4121427	100 500								100 500	
4121428	81 000								81 000	
4121429	6 597 953					259 200		259 200	6 338 753	
4121430	12 000								12 000	
4121431	281 442								281 442	
4121432	17 737								17 737	
4121433	4 109 546					74 124		74 124	4 035 422	
4121434	3 624 673					469 558		469 558	3 155 115	
4121435	73 509 153					3 308 392		3 308 392	70 200 761	
4121436	7 766 210					271 877		271 877	7 494 333	
4121437	41 300								41 300	
4121438	18 503 363					1 255 320		1 255 320	17 248 043	
4121439	24 000								24 000	
4121440	659 291					42 908		42 908	616 383	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4121441	16 500								16 500	
4121442	36 270								36 270	
4121443	45 600								45 600	
4121444	253 946								253 946	
4121445	2 149 341					60 791		60 791	2 088 550	
4121446	36 000								36 000	
4121447	3 050 277				3 243	36 717	3 243	36 717	3 016 803	
4121448	1 795 728				11 400	51 692	11 400	51 692	1 755 436	
4121449	135 536				1 755	934	1 755	934	136 357	
4121450	1 783 637					64 249		64 249	1 719 388	
4121451	37 305					1 755		1 755	35 550	
4121452	1 992 389				87 549	91 218	87 549	91 218	1 988 720	
4121453	507 933								507 933	
4121454	727 992				2 456	58 454	2 456	58 454	671 994	
4121456	46 264					10 264		10 264	36 000	
4121457	120 466								120 466	
4121458	1 956 795					106 397		106 397	1 850 398	
4121500	382 917 169				735 459	21 727 276	735 459	21 727 276	361 925 352	
4121502	55 649 174					4 100 111		4 100 111	51 549 063	
4121503		42 588			42 588		42 588		0	0
4121506	18 248 371				22 563	938 545	22 563	938 545	17 332 389	
4121511	36 412								36 412	
4121512	5 397 170					1 025 440		1 025 440	4 371 730	
4121513	132 558				2 863	14 863	2 863	14 863	120 558	
4121514	5 059 801					403 902		403 902	4 655 899	
4121515	16 501 442					630 586		630 586	15 870 856	
4121516	210 116					21 322		21 322	188 794	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4121518	49 133								49 133	
4121519	178 045								178 045	
4121520	125 520								125 520	
4121521	41 250								41 250	
4121522	2 990 973					88 324		88 324	2 902 649	
4121523	116 000								116 000	
4121524	1 696 289					25 175		25 175	1 671 114	
4121525	7 926 569					818 002		818 002	7 108 567	
4121526	249 900					29 280		29 280	220 620	
4121527	165 000								165 000	
4121528	136 080					38 369		38 369	97 711	
4121529	9 198 794					248 924		248 924	8 949 870	
4121530	12 000								12 000	
4121531	351 604					3 200		3 200	348 404	
4121532	17 737								17 737	
4121533	6 989 344					151 177		151 177	6 838 167	
4121534	4 408 033					807 199		807 199	3 600 834	
4121535	51 745 292					3 715 637		3 715 637	48 029 655	
4121536	10 112 269				27 750	246 743	27 750	246 743	9 893 276	
4121537	21 240								21 240	
4121538	24 698 194					484 147		484 147	24 214 047	
4121539	24 000								24 000	
4121540	1 085 895					32 536		32 536	1 053 359	
4121541	12 000								12 000	
4121542	24 270								24 270	
4121543	36 000								36 000	
4121544	323 330								323 330	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4121545	2 223 484					81 053		81 053	2 142 431	
4121546	24 000								24 000	
4121547	3 167 725					41 774		41 774	3 125 951	
4121548	2 292 112				4 217	74 020	4 217	74 020	2 222 309	
4121549	192 354				750		750		193 104	
4121550	1 956 711					95 487		95 487	1 861 224	
4121551	54 900					750		750	54 150	
4121552	2 152 704				88 389	225 995	88 389	225 995	2 015 098	
4121553	169 561					2 415		2 415	167 146	
4121554	873 030					21 727		21 727	851 303	
4121555	12 000								12 000	
4121556	60 000								60 000	
4121557	158 732								158 732	
4121558	2 513 555					94 584		94 584	2 418 971	
4121600	270 736 130				685 437	22 971 570	685 437	22 971 570	248 449 997	
4121602	38 005 177					3 137 480		3 137 480	34 867 697	
4121603		382 356			382 356		382 356		0	0
4121606	19 675 095				28 813	1 046 594	28 813	1 046 594	18 657 314	
4121611	36 662					224		224	36 438	
4121612	4 896 479					1 316 886		1 316 886	3 579 593	
4121613	130 583					12 000		12 000	118 583	
4121614	7 631 113				290 301	1 360 280	290 301	1 360 280	6 561 134	
4121615	14 614 951					331 295		331 295	14 283 656	
4121616	241 253				4 852	13 986	4 852	13 986	232 119	
4121617	28 042								28 042	
4121618	161 133								161 133	
4121619	119 125				7 453	15 453	7 453	15 453	111 125	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4121620	21 760				8 000		8 000		29 760	
4121621	136 849								136 849	
4121622	3 082 195					107 544		107 544	2 974 651	
4121623	251 097					12 960		12 960	238 137	
4121624	1 672 662					41 620		41 620	1 631 042	
4121625	7 960 527					655 411		655 411	7 305 116	
4121626	243 763								243 763	
4121627	132 000								132 000	
4121628	126 480								126 480	
4121629	8 067 014					565 044		565 044	7 501 970	
4121631	524 012								524 012	
4121632	18 862								18 862	
4121633	4 944 979					101 649		101 649	4 843 330	
4121634	3 762 426				43 246	311 349	43 246	311 349	3 494 323	
4121635	57 722 502					2 281 158		2 281 158	55 441 344	
4121636	13 810 332				136 124	594 719	136 124	594 719	13 351 737	
4121637	54 840								54 840	
4121638	28 626 808					1 624 110		1 624 110	27 002 698	
4121639	24 000								24 000	
4121640	1 235 250					44 354		44 354	1 190 896	
4121641	24 000								24 000	
4121642	24 270								24 270	
4121643	30 480								30 480	
4121644	196 495					1 800		1 800	194 695	
4121645	1 864 466					84 120		84 120	1 780 346	
4121646	24 000								24 000	
4121647	4 657 784					81 699		81 699	4 576 085	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4121648	2 465 527				2 696	71 683	2 696	71 683	2 396 540	
4121649	155 378				3 922		3 922		159 300	
4121650	2 001 841					88 491		88 491	1 913 350	
4121651	39 022					3 922		3 922	35 100	
4121652	3 493 268				99 262	97 818	99 262	97 818	3 494 712	
4121653	240 997					2 715		2 715	238 282	
4121654	1 066 346					16 766		16 766	1 049 580	
4121655	12 000								12 000	
4121656	48 000								48 000	
4121657	354 981								354 981	
4121658	3 478 370				36 180	88 226	36 180	88 226	3 426 324	
4121700	252 706 068				806 800	17 952 900	806 800	17 952 900	235 559 968	
4121702	26 103 482					1 580 668		1 580 668	24 522 814	
4121703		56 213			56 213		56 213		0	0
4121706	18 749 233				32 667	1 092 229	32 667	1 092 229	17 689 671	
4121711	26 842								26 842	
4121712	4 601 669					674 127		674 127	3 927 542	
4121713	97 008								97 008	
4121714	7 122 097					1 549 938		1 549 938	5 572 159	
4121715	16 229 854					546 908		546 908	15 682 946	
4121716	227 473				31 461	25 980	31 461	25 980	232 954	
4121717	37 200								37 200	
4121718	55 383					12 000		12 000	43 383	
4121719	145 000					8 000		8 000	137 000	
4121720	21 760				8 000		8 000		29 760	
4121721	167 502					4 611		4 611	162 891	
4121722	3 448 928					139 029		139 029	3 309 899	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4121723	182 000					12 000		12 000	170 000	
4121724	2 683 071					101 493		101 493	2 581 578	
4121725	8 310 636					282 457		282 457	8 028 179	
4121726	222 544								222 544	
4121727	204 089					2 696		2 696	201 393	
4121728	143 850					13 200		13 200	130 650	
4121729	9 012 091					591 159		591 159	8 420 932	
4121731	365 691					8 600		8 600	357 091	
4121732	44 422				1 147	1 147	1 147	1 147	44 422	
4121733	5 125 049					203 147		203 147	4 921 902	
4121734	3 939 833				332	242 753	332	242 753	3 697 412	
4121735	66 142 357					1 839 089		1 839 089	64 303 268	
4121736	8 437 743				127 396	280 506	127 396	280 506	8 284 633	
4121737	54 840								54 840	
4121738	22 892 160					1 410 816		1 410 816	21 481 344	
4121739	10 000								10 000	
4121740	1 068 931					44 354		44 354	1 024 577	
4121741	13 200					1 200		1 200	12 000	
4121742	24 540								24 540	
4121743	23 070				930		930		24 000	
4121744	298 782					3 050		3 050	295 732	
4121745	2 570 115					141 326		141 326	2 428 789	
4121746	29 760								29 760	
4121747	7 506 374					1 006 029		1 006 029	6 500 345	
4121748	2 351 601					142 626		142 626	2 208 975	
4121749	158 939					750		750	158 189	
4121750	2 231 384					223 222		223 222	2 008 162	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4121751	47 250								47 250	
4121752	2 718 013				76 918	88 053	76 918	88 053	2 706 878	
4121753	165 561					1 815		1 815	163 746	
4121754	945 506				5 098	15 156	5 098	15 156	935 448	
4121755	12 000								12 000	
4121756	47 762								47 762	
4121757	218 732								218 732	
4121758	2 317 563					86 729		86 729	2 230 834	
4121800	314 911 385				2 206 630	19 399 503	2 206 630	19 399 503	297 718 512	
4121802	32 079 006					2 872 678		2 872 678	29 206 328	
4121803		91 920			91 920		91 920		0	0
4121806	16 936 019				28 630	1 007 361	28 630	1 007 361	15 957 288	
4121811	48 442								48 442	
4121812	5 116 419				1 814	574 873	1 814	574 873	4 543 360	
4121813	85 044					36		36	85 008	
4121814	8 099 740					1 377 350		1 377 350	6 722 390	
4121815	16 947 923					595 291		595 291	16 352 632	
4121816	201 567				77 936	25 980	77 936	25 980	253 523	
4121817	33 330					90		90	33 240	
4121818	115 383					12 000		12 000	103 383	
4121819	203 752				1 983	10 935	1 983	10 935	194 800	
4121820	27 777				3 966	1 983	3 966	1 983	29 760	
4121821	273 557					12 000		12 000	261 557	
4121822	2 989 155					117 771		117 771	2 871 384	
4121823	291 905					14 327		14 327	277 578	
4121824	3 148 212					264 290		264 290	2 883 922	
4121825	7 239 433					706 240		706 240	6 533 193	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4121826	98 228								98 228	
4121827	176 683					1 575		1 575	175 108	
4121828	118 650								118 650	
4121829	10 930 681					517 698		517 698	10 412 983	
4121831	567 863					13 616		13 616	554 247	
4121832	45 569					1 147		1 147	44 422	
4121833	5 446 025					208 311		208 311	5 237 714	
4121834	5 577 384					308 655		308 655	5 268 729	
4121835	48 705 392					1 831 706		1 831 706	46 873 686	
4121836	6 819 289				128 536	353 411	128 536	353 411	6 594 414	
4121837	33 240								33 240	
4121838	21 484 212				187 219	1 761 085	187 219	1 761 085	19 910 346	
4121840	913 888					36 554		36 554	877 334	
4121841	12 000								12 000	
4121842	24 540								24 540	
4121843	36 000								36 000	
4121844	348 557					566		566	347 991	
4121845	2 607 779				7 875	107 575	7 875	107 575	2 508 079	
4121846	36 000								36 000	
4121847	4 673 133					307 926		307 926	4 365 207	
4121848	2 708 853					191 526		191 526	2 517 327	
4121849	140 351				765	765	765	765	140 351	
4121850	1 787 642					260 492		260 492	1 527 150	
4121851	49 665					765		765	48 900	
4121852	3 481 219				77 230	144 291	77 230	144 291	3 414 158	
4121853	183 432					15 083		15 083	168 349	
4121854	993 657					60 362		60 362	933 295	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4121855	12 000								12 000	
4121856	48 000								48 000	
4121857	343 927					2 480		2 480	341 447	
4121858	3 033 923					430 460		430 460	2 603 463	
4121900	238 977 532				38 058 570	31 373 242	38 058 570	31 373 242	245 662 860	
4121902	51 846 592					5 928 781		5 928 781	45 917 811	
4121903		879 275			879 275		879 275		0	0
4121906	15 304 816				46 574	910 940	46 574	910 940	14 440 450	
4121911	121 642								121 642	
4121912	4 685 488					272 449		272 449	4 413 039	
4121913	73 233					225		225	73 008	
4121914	8 023 240					1 064 019		1 064 019	6 959 221	
4121915	17 076 003					1 095 556		1 095 556	15 980 447	
4121916	497 686				151 030	58 102	151 030	58 102	590 614	
4121917	125 732					10		10	125 722	
4121918	47 083					12 000		12 000	35 083	
4121919	232 900					8 250		8 250	224 650	
4121920	147 035					17 915		17 915	129 120	
4121921	219 939					6 665		6 665	213 274	
4121922	4 060 764					221 230		221 230	3 839 534	
4121923	748 836				1 127	19 800	1 127	19 800	730 163	
4121924	3 419 601					180 106		180 106	3 239 495	
4121925	8 167 847					485 370		485 370	7 682 477	
4121926	310 707					33 574		33 574	277 133	
4121927	392 540					2 556		2 556	389 984	
4121928	190 000								190 000	
4121929	13 033 991					1 042 396		1 042 396	11 991 595	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4121931	725 510					26 911		26 911	698 599	
4121932	107 129					2 272		2 272	104 857	
4121933	5 546 041					278 685		278 685	5 267 356	
4121934	5 519 223					344 646		344 646	5 174 577	
4121935	40 493 429					1 206 517		1 206 517	39 286 912	
4121936	7 581 095				446 468	1 261 896	446 468	1 261 896	6 765 667	
4121937	113 640								113 640	
4121938	22 763 401					2 369 060		2 369 060	20 394 341	
4121939	21 694					94		94	21 600	
4121940	1 222 130					33 645		33 645	1 188 485	
4121942	36 270								36 270	
4121943	24 000								24 000	
4121944	513 091					3 219		3 219	509 872	
4121945	2 752 669					415 068		415 068	2 337 601	
4121946	63 600								63 600	
4121947	5 162 166					401 784		401 784	4 760 382	
4121948	3 839 533					197 559		197 559	3 641 974	
4121949	138 529				765	3 442	765	3 442	135 852	
4121950	2 182 302					187 492		187 492	1 994 810	
4121951	70 515					1 515		1 515	69 000	
4121952	3 663 683				19 533	187 080	19 533	187 080	3 496 136	
4121953	296 686				900	35 405	900	35 405	262 181	
4121954	1 280 429					108 269		108 269	1 172 160	
4121955	12 000								12 000	
4121956	69 600								69 600	
4121957	183 066					1 200		1 200	181 866	
4121958	3 074 368					799 345		799 345	2 275 023	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4122000	465 365 806				7 481 897	31 752 639	7 481 897	31 752 639	441 095 064	
4122002	83 125 824					16 842 526		16 842 526	66 283 298	
4122003		4 238 875			4 238 875		4 238 875		0	0
4122006	17 755 444				270 619	1 208 533	270 619	1 208 533	16 817 530	
4122011	83 812				26 100	13 050	26 100	13 050	96 862	
4122012	4 973 272					447 349		447 349	4 525 923	
4122013	76 849				22 650	26 401	22 650	26 401	73 098	
4122014	9 147 948					876 364		876 364	8 271 584	
4122015	18 667 376					1 636 768		1 636 768	17 030 608	
4122016	527 798				245 620	78 851	245 620	78 851	694 567	
4122017	251 452					125 730		125 730	125 722	
4122018	59 083								59 083	
4122019	185 433					9 833		9 833	175 600	
4122020	208 080					76 560		76 560	131 520	
4122021	180 339				39 600	6 665	39 600	6 665	213 274	
4122022	5 247 922				149 177	411 359	149 177	411 359	4 985 740	
4122023	648 772				32 640	12 000	32 640	12 000	669 412	
4122024	4 523 231					234 440		234 440	4 288 791	
4122025	8 172 290					530 436		530 436	7 641 854	
4122026	559 775					1 200		1 200	558 575	
4122027	187 904					14 525		14 525	173 379	
4122028	178 480					12 480		12 480	166 000	
4122029	14 237 859					759 530		759 530	13 478 329	
4122031	505 325					60 256		60 256	445 069	
4122032	63 569					2 272		2 272	61 297	
4122033	7 823 757					607 707		607 707	7 216 050	
4122034	5 582 362					343 390		343 390	5 238 972	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4122035	49 364 223				1 786 851	4 034 552	1 786 851	4 034 552	47 116 522	
4122036	9 516 449				460 654	1 586 952	460 654	1 586 952	8 390 151	
4122037	33 600								33 600	
4122038	36 857 728					2 523 305		2 523 305	34 334 423	
4122039	1 680								1 680	
4122040	1 350 449					129 082		129 082	1 221 367	
4122041	12 000								12 000	
4122042	100 620								100 620	
4122043	53 783					29 783		29 783	24 000	
4122044	333 158					3 570		3 570	329 588	
4122045	2 701 269				7 875	298 433	7 875	298 433	2 410 711	
4122046					12 000		12 000		12 000	
4122047	5 734 171					351 994		351 994	5 382 177	
4122048	4 261 136					156 825		156 825	4 104 311	
4122049	246 966					19 195		19 195	227 771	
4122050	2 970 090					187 209		187 209	2 782 881	
4122051	135 750					750		750	135 000	
4122052	4 050 964				15 476	215 782	15 476	215 782	3 850 658	
4122053	322 669					24 448		24 448	298 221	
4122054	1 213 337					159 901		159 901	1 053 436	
4122056	115 200					21 600		21 600	93 600	
4122057	241 459					3 000		3 000	238 459	
4122058	4 684 090					936 251		936 251	3 747 839	
4122100	591 797 257				6 523 617	81 854 512	6 523 617	81 854 512	516 466 362	
4122102	304 289 156					217 331 360		217 331 360	86 957 796	
4122103	108 024 309				2 537 356	110 561 665	2 537 356	110 561 665	0	0
4122106	21 783 339				371 624	1 979 934	371 624	1 979 934	20 175 029	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4122111	135 974					2 032		2 032	133 942	
4122112	7 068 848				324 780	1 705 866	324 780	1 705 866	5 687 762	
4122113	146 298					13 062		13 062	133 236	
4122114	10 827 583					2 011 144		2 011 144	8 816 439	
4122115	26 306 295					3 846 874		3 846 874	22 459 421	
4122116		32 450			957 844	128 885	957 844	128 885	796 509	
4122117	260 602					130 260		130 260	130 342	
4122118	143 500					5 500		5 500	138 000	
4122119	329 425				12 000	56 775	12 000	56 775	284 650	
4122120	287 280				1 200	63 360	1 200	63 360	225 120	
4122121	412 089				7 575	26 390	7 575	26 390	393 274	
4122122	5 853 955					1 094 119		1 094 119	4 759 836	
4122123	426 171					35 971		35 971	390 200	
4122124	5 163 208					476 927		476 927	4 686 281	
4122125	10 648 696					1 564 218		1 564 218	9 084 478	
4122126	418 000					14 400		14 400	403 600	
4122127	324 851					38 495		38 495	286 356	
4122128	129 661				99 495	14 160	99 495	14 160	214 996	
4122129	16 342 799				1 319 690	1 660 176	1 319 690	1 660 176	16 002 313	
4122130	62 738								62 738	
4122131	845 517					232 765		232 765	612 752	
4122132	130 967					15 547		15 547	115 420	
4122133	9 444 488					1 101 746		1 101 746	8 342 742	
4122134	8 136 321					825 527		825 527	7 310 794	
4122135	65 476 366					6 798 849		6 798 849	58 677 517	
4122136	10 140 224				594 497	1 328 248	594 497	1 328 248	9 406 473	
4122137	147 240				12 000	24 000	12 000	24 000	135 240	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4122138	47 086 354					3 718 876		3 718 876	43 367 478	
4122139	1 346 810					1 322 810		1 322 810	24 000	
4122140	1 599 440					367 303		367 303	1 232 137	
4122142		28 035			64 800	225	64 800	225	36 540	
4122143	210 332					186 332		186 332	24 000	
4122144	383 034				12 000	69 967	12 000	69 967	325 067	
4122145	3 233 503					377 958		377 958	2 855 545	
4122146	36 000					24 000		24 000	12 000	
4122147	8 668 938					662 940		662 940	8 005 998	
4122148	5 389 685					415 199		415 199	4 974 486	
4122149	255 072					19 209		19 209	235 863	
4122150	3 755 814					410 874		410 874	3 344 940	
4122151		77 335			196 800	4 815	196 800	4 815	114 650	
4122152	4 514 627				17 783	399 853	17 783	399 853	4 132 557	
4122153	609 726				9 120	60 130	9 120	60 130	558 716	
4122154	1 627 400					182 310		182 310	1 445 090	
4122155	32 000					32 000		32 000	0	0
4122156	97 200				21 600	1 200	21 600	1 200	117 600	
4122157	643 489					82 280		82 280	561 209	
4122158	5 166 591				10 767	1 172 177	10 767	1 172 177	4 005 181	
4122200	854 180 419				16 371 045	132 481 765	16 371 045	132 481 765	738 069 699	
4122202	81 523 510				124 093 723	52 247 568	124 093 723	52 247 568	153 369 665	
4122203		90 384 886			482 592 708	392 207 822	482 592 708	392 207 822	0	0
4122206	31 456 315				413 361	4 143 510	413 361	4 143 510	27 726 166	
4122211	80 080				56 100	4 924	56 100	4 924	131 256	
4122212	12 973 403					2 601 901		2 601 901	10 371 502	
4122213	559 810					231 978		231 978	327 832	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4122214	17 554 161					4 371 494		4 371 494	13 182 667	
4122215	219 206 462					195 418 257		195 418 257	23 788 205	
4122216		188 489 144			190 012 720	102 762	190 012 720	102 762	1 420 814	
4122217	363 999					64 097		64 097	299 902	
4122218	218 362				24 000	140 862	24 000	140 862	101 500	
4122219	476 012				12 000	62 634	12 000	62 634	425 378	
4122220	307 098								307 098	
4122221	385 764					39 600		39 600	346 164	
4122222		89 416 690			193 886 398	98 448 663	193 886 398	98 448 663	6 021 045	
4122223	842 516					193 556		193 556	648 960	
4122224	6 131 886					290 151		290 151	5 841 735	
4122225	14 045 272					2 002 886		2 002 886	12 042 386	
4122226	431 553					19 200		19 200	412 353	
4122227	442 204					14 925		14 925	427 279	
4122228	452 647					258 541		258 541	194 106	
4122229	25 787 932					4 542 973		4 542 973	21 244 959	
4122230	22 810								22 810	
4122231	1 624 610					397 470		397 470	1 227 140	
4122232	67 244					1 200		1 200	66 044	
4122233	12 487 641					1 727 915		1 727 915	10 759 726	
4122234	10 751 127					2 364 224		2 364 224	8 386 903	
4122235	83 486 788					12 416 794		12 416 794	71 069 994	
4122236	14 996 102				1 135 340	2 153 556	1 135 340	2 153 556	13 977 886	
4122237	135 240								135 240	
4122238	57 433 238					7 891 381		7 891 381	49 541 857	
4122239		75 474			129 568	18 094	129 568	18 094	36 000	
4122240	3 159 184					685 823		685 823	2 473 361	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4122241	24 000								24 000	
4122242	153 897					252		252	153 645	
4122243	234 931								234 931	
4122244	532 623					26 357		26 357	506 266	
4122245	3 958 919					518 879		518 879	3 440 040	
4122246	118 080					1 200		1 200	116 880	
4122247	10 640 856				156 900	945 737	156 900	945 737	9 852 019	
4122248	6 378 914					1 193 717		1 193 717	5 185 197	
4122249	360 716					25 875		25 875	334 841	
4122250	4 782 769					451 807		451 807	4 330 962	
4122251	301 050					204 720		204 720	96 330	
4122252	5 978 619					683 918		683 918	5 294 701	
4122253	779 510					32 787		32 787	746 723	
4122254	2 759 279					830 803		830 803	1 928 476	
4122255	14 295								14 295	
4122256	153 035					12 000		12 000	141 035	
4122257	624 130				252 800	154 880	252 800	154 880	722 050	
4122258	8 316 735					2 578 589		2 578 589	5 738 146	
4122300	74 811 564				3 505 229 502	1 749 483 992	3 505 229 502	1 749 483 992	1 830 557 074	
4122302	1 982 985 628				2 799 098 734	4 415 117 711	2 799 098 734	4 415 117 711	366 966 651	
4122303	636 561 659				131 412 239	767 973 898	131 412 239	767 973 898	0	0
4122306	58 507 484				10 819 281	28 399 151	10 819 281	28 399 151	40 927 614	
4122307		1 250 333 724			4 196 210 903	2 793 846 446	4 196 210 903	2 793 846 446	152 030 733	
4122311	180 909				93 638	105 630	93 638	105 630	168 917	
4122312	28 271 751					13 791 281		13 791 281	14 480 470	
4122313	1 222 548					632 304		632 304	590 244	
4122314	36 878 860					22 054 117		22 054 117	14 824 743	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4122315	67 596 449					33 184 707		33 184 707	34 411 742	
4122316	2 909 971					717 459		717 459	2 192 512	
4122317	215 888					15 757		15 757	200 131	
4122318	385 766					169 666		169 666	216 100	
4122319	913 413					445 829		445 829	467 584	
4122320	1 232 955					898 977		898 977	333 978	
4122321	471 721					132 532		132 532	339 189	
4122322	18 637 955					2 923 987		2 923 987	15 713 968	
4122323	2 020 473				16 500	588 376	16 500	588 376	1 448 597	
4122324	8 687 380					2 764 974		2 764 974	5 922 406	
4122325	28 129 649					8 861 751		8 861 751	19 267 898	
4122326	762 825					288 426		288 426	474 399	
4122327	600 197					171 037		171 037	429 160	
4122328	653 660					333 685		333 685	319 975	
4122329	47 007 585					18 396 494		18 396 494	28 611 091	
4122330	87 600								87 600	
4122331	2 863 992					1 063 206		1 063 206	1 800 786	
4122332	177 164					12 000		12 000	165 164	
4122333	23 555 242					6 890 424		6 890 424	16 664 818	
4122334	23 185 688					7 112 409		7 112 409	16 073 279	
4122335	189 555 255					87 223 076		87 223 076	102 332 179	
4122336		316 126 742			356 464 336	19 299 402	356 464 336	19 299 402	21 038 192	
4122337	148 810					1 570		1 570	147 240	
4122338	469 236 475					398 390 642		398 390 642	70 845 833	
4122339	386 266					262 666		262 666	123 600	
4122340	4 023 041					1 307 988		1 307 988	2 715 053	
4122341	12 000								12 000	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4122342	210 140					32 270		32 270	177 870	
4122343	292 797					161 398		161 398	131 399	
4122344	936 993					263 055		263 055	673 938	
4122345	6 709 999					1 684 347		1 684 347	5 025 652	
4122346	200 400					48 000		48 000	152 400	
4122347	19 301 591				2 186 736	8 710 516	2 186 736	8 710 516	12 777 811	
4122348	12 620 325					5 650 906		5 650 906	6 969 419	
4122349	601 244					219 699		219 699	381 545	
4122350	10 691 880					5 465 856		5 465 856	5 226 024	
4122351	251 530					206 800		206 800	44 730	
4122352	13 785 195					5 619 458		5 619 458	8 165 737	
4122353	773 223					160 850		160 850	612 373	
4122354	4 006 047				5 029	1 113 997	5 029	1 113 997	2 897 079	
4122355	112 295					20 320		20 320	91 975	
4122356	261 600					36 000		36 000	225 600	
4122357	1 218 817					233 722		233 722	985 095	
4122358	9 560 538				111 730	3 708 284	111 730	3 708 284	5 963 984	
4122400					39 451 340 173	37 105 737 810	39 451 340 173	37 105 737 810	2 345 602 363	
4122401					164 807 137	164 807 137	164 807 137	164 807 137	0	0
4122403					1 545 394 480	1 454 665 671	1 545 394 480	1 454 665 671	90 728 809	
4122406					710 298 641	647 925 097	710 298 641	647 925 097	62 373 544	
4122407					5 895 912 795	5 289 587 913	5 895 912 795	5 289 587 913	606 324 882	
4122411					1 077 793	807 506	1 077 793	807 506	270 287	
4122412					337 210 188	311 995 766	337 210 188	311 995 766	25 214 422	
4122413					3 504 530	2 182 339	3 504 530	2 182 339	1 322 191	
4122414					231 916 968	203 800 627	231 916 968	203 800 627	28 116 341	
4122415					861 245 753	804 206 279	861 245 753	804 206 279	57 039 474	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4122416					9 194 919	5 438 859	9 194 919	5 438 859	3 756 060	
4122417					173 940	67 912	173 940	67 912	106 028	
4122418					874 377	562 997	874 377	562 997	311 380	
4122419					4 268 381	3 032 147	4 268 381	3 032 147	1 236 234	
4122420					2 571 622	1 935 895	2 571 622	1 935 895	635 727	
4122421					768 336	409 743	768 336	409 743	358 593	
4122422					81 861 193	68 867 028	81 861 193	68 867 028	12 994 165	
4122423					7 984 495	5 669 131	7 984 495	5 669 131	2 315 364	
4122424					45 401 058	36 016 450	45 401 058	36 016 450	9 384 608	
4122425					173 616 552	146 481 874	173 616 552	146 481 874	27 134 678	
4122426					1 787 006	1 444 426	1 787 006	1 444 426	342 580	
4122427					2 337 294	1 750 134	2 337 294	1 750 134	587 160	
4122428					2 797 337	2 116 317	2 797 337	2 116 317	681 020	
4122429					359 704 960	307 368 478	359 704 960	307 368 478	52 336 482	
4122430					374 400	270 000	374 400	270 000	104 400	
4122431					11 020 222	8 005 153	11 020 222	8 005 153	3 015 069	
4122432					417 670	240 506	417 670	240 506	177 164	
4122433					113 616 496	90 669 118	113 616 496	90 669 118	22 947 378	
4122434					113 670 277	91 896 513	113 670 277	91 896 513	21 773 764	
4122435					3 014 363 466	2 817 004 529	3 014 363 466	2 817 004 529	197 358 937	
4122436					289 836 206	254 876 973	289 836 206	254 876 973	34 959 233	
4122437					537 655	262 375	537 655	262 375	275 280	
4122438					1 133 827 977	1 046 890 791	1 133 827 977	1 046 890 791	86 937 186	
4122439					1 510 475	1 311 911	1 510 475	1 311 911	198 564	
4122440					16 151 001	12 241 133	16 151 001	12 241 133	3 909 868	
4122441					117 600	93 600	117 600	93 600	24 000	
4122442					873 699	683 748	873 699	683 748	189 951	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4122443					1 282 989	1 090 817	1 282 989	1 090 817	192 172	
4122444					7 812 814	6 701 078	7 812 814	6 701 078	1 111 736	
4122445					30 125 640	22 872 296	30 125 640	22 872 296	7 253 344	
4122446					636 000	443 233	636 000	443 233	192 767	
4122447					151 502 042	133 479 884	151 502 042	133 479 884	18 022 158	
4122448					52 906 271	41 083 919	52 906 271	41 083 919	11 822 352	
4122449					1 052 865	515 251	1 052 865	515 251	537 614	
4122450					38 520 176	29 281 628	38 520 176	29 281 628	9 238 548	
4122451					497 852	391 791	497 852	391 791	106 061	
4122452					69 454 624	59 625 362	69 454 624	59 625 362	9 829 262	
4122453					6 753 043	5 400 581	6 753 043	5 400 581	1 352 462	
4122454					23 178 674	19 369 503	23 178 674	19 369 503	3 809 171	
4122455					538 658	429 737	538 658	429 737	108 921	
4122456					1 113 000	748 200	1 113 000	748 200	364 800	
4122457					4 131 830	2 779 618	4 131 830	2 779 618	1 352 212	
4122458					122 221 050	111 502 129	122 221 050	111 502 129	10 718 921	
4128500	646 600					210 000		210 000	436 600	
4128506	90 552								90 552	
4128522					13 219	13 219	13 219	13 219	0	0
4128535	151 680								151 680	
4128538	489 600								489 600	
4128600	1 821 354								1 821 354	
4128606	122 981								122 981	
4128635	164 720								164 720	
4128636	2 500								2 500	
4128638	707 104								707 104	
4128700	1 714 953					120 000		120 000	1 594 953	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4128706	158 756					25 300		25 300	133 456	
4128725	98 000								98 000	
4128735	98 000					98 000		98 000	0	0
4128738	745 916								745 916	
4128800	3 875 465					396 495		396 495	3 478 970	
4128806	148 486								148 486	
4128825	98 000								98 000	
4128835	434 312					190 632		190 632	243 680	
4128836	39 375								39 375	
4128838	721 916								721 916	
4128858	116 664								116 664	
4128900	1 392 862				10 685	282 470	10 685	282 470	1 121 077	
4128906	136 404					38 268		38 268	98 136	
4128925	98 000								98 000	
4128934	107 089					107 089		107 089	0	0
4128935	371 583								371 583	
4128938	88 096					88 096		88 096	0	0
4128958	116 664								116 664	
4129000	5 115 993					144 000		144 000	4 971 993	
4129006	338 399								338 399	
4129012	98 000								98 000	
4129015	197 348								197 348	
4129025	98 000								98 000	
4129034	7 437								7 437	
4129035	1 683 020					72 000		72 000	1 611 020	
4129058	116 664								116 664	
4129100	5 972 962					1 791 187		1 791 187	4 181 775	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4129106	365 767					12		12	365 755	
4129112	98 000								98 000	
4129115	521 478								521 478	
4129122					250	250	250	250	0	0
4129124	26					26		26	0	0
4129125	98 000								98 000	
4129134	7 437								7 437	
4129135	1 373 341								1 373 341	
4129136	92 000					92 000		92 000	0	0
4129138					63 207	63 207	63 207	63 207	0	0
4129158	116 664								116 664	
4129200	18 705 929					4 593 759		4 593 759	14 112 170	
4129206	527 530					26 127		26 127	501 403	
4129212	98 000								98 000	
4129215	120 000								120 000	
4129224	25 500								25 500	
4129225	98 000								98 000	
4129234	650 187								650 187	
4129235	1 198 493								1 198 493	
4129236	298 833					92 000		92 000	206 833	
4129238	361 986					154 386		154 386	207 600	
4129258	116 664								116 664	
4129300	30 989 237					10 147 544		10 147 544	20 841 693	
4129306	644 431					19 754		19 754	624 677	
4129312	325 000								325 000	
4129315	804 480								804 480	
4129324	100 375					74 875		74 875	25 500	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4129325	198 831								198 831	
4129334	316 737					67 200		67 200	249 537	
4129335	4 158 793								4 158 793	
4129336	92 000					92 000		92 000	0	0
4129338	621 790								621 790	
4129358	116 664								116 664	
4129400	30 641 973				10 200	5 176 140	10 200	5 176 140	25 476 033	
4129406	826 872					214 595		214 595	612 277	
4129412	240 000								240 000	
4129414	90 765								90 765	
4129415	935 280								935 280	
4129424	45 750								45 750	
4129425	98 000								98 000	
4129434	295 613								295 613	
4129435	4 136 922					1 065 818		1 065 818	3 071 104	
4129436	465 840					221 040		221 040	244 800	
4129438	135 000								135 000	
4129458	116 664								116 664	
4129500	25 485 001				8 500	8 374 860	8 500	8 374 860	17 118 641	
4129506	991 408					457 385		457 385	534 023	
4129512	135 924					135 924		135 924	0	0
4129515	364 400								364 400	
4129520	77 599					77 599		77 599	0	0
4129522					147 600	147 600	147 600	147 600	0	0
4129524	131 118								131 118	
4129525	110 000								110 000	
4129534	290 800								290 800	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4129535	4 962 842					2 429 190		2 429 190	2 533 652	
4129536	92 000					92 000		92 000	0	0
4129538	382 678								382 678	
4129545	99 750					99 750		99 750	0	0
4129550	125 700					125 700		125 700	0	0
4129600	32 941 982				2 779	9 794 831	2 779	9 794 831	23 149 930	
4129605	501 629								501 629	
4129606	1 254 209				612	155 898	612	155 898	1 098 923	
4129612	148 692					148 692		148 692	0	0
4129615	528 615					164 215		164 215	364 400	
4129624	66 675								66 675	
4129625	474 790								474 790	
4129629	221 353					61 075		61 075	160 278	
4129633	223 500								223 500	
4129635	5 464 335					553 178		553 178	4 911 157	
4129638	573 075								573 075	
4129652	18 174								18 174	
4129700	38 405 402					20 552 900		20 552 900	17 852 502	
4129705	208 120								208 120	
4129706	1 262 772					290 954		290 954	971 818	
4129712	148 692					148 692		148 692	0	0
4129715	890 038					166 080		166 080	723 958	
4129722					8 250	8 250	8 250	8 250	0	0
4129724	66 675								66 675	
4129725	110 000								110 000	
4129729	63 600								63 600	
4129735	8 299 013					1 496 210		1 496 210	6 802 803	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4129738	488 400								488 400	
4129745	99 290					99 290		99 290	0	0
4129748	10 000								10 000	
4129750	5 413								5 413	
4129758	6 600					6 600		6 600	0	0
4129800	40 732 179				5 549	23 564 248	5 549	23 564 248	17 173 480	
4129806	1 642 449				6 339	411 127	6 339	411 127	1 237 661	
4129812	467 259					467 259		467 259	0	0
4129815	1 165 769								1 165 769	
4129822	157 805					157 805		157 805	0	0
4129825	306 000								306 000	
4129829	151 320					87 720		87 720	63 600	
4129835	7 458 910					1 455 186		1 455 186	6 003 724	
4129838	761 267				69 600	270 467	69 600	270 467	560 400	
4129845	99 290					99 290		99 290	0	0
4129848	20 000								20 000	
4129858	483 134					158 200		158 200	324 934	
4129900	53 014 069					21 170 512		21 170 512	31 843 557	
4129905	4 883 081					1 942 534		1 942 534	2 940 547	
4129906	1 729 589					209 659		209 659	1 519 930	
4129912	148 692					148 692		148 692	0	0
4129914	94 605					93 485		93 485	1 120	
4129915	934 800								934 800	
4129925	208 000								208 000	
4129929	79 335								79 335	
4129933	130 661								130 661	
4129935	10 301 590					770 419		770 419	9 531 171	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4129938	982 400				34 800	289 200	34 800	289 200	728 000	
4129945	114 000					114 000		114 000	0	0
4129948	20 000								20 000	
4129958	154 500								154 500	
4130600	2 487 924								2 487 924	
4130640	58 824								58 824	
4130700	23 234 374								23 234 374	
4130733	120 098								120 098	
4130800	10 963 069					639 470		639 470	10 323 599	
4130810	4 800								4 800	
4130820	2 400								2 400	
4130831	6 987 760								6 987 760	
4130832	1 941								1 941	
4130833	144 075								144 075	
4130841	100 500								100 500	
4130842	1 667 431								1 667 431	
4130900	832 248								832 248	
4130932	1 155								1 155	
4130933	26 430								26 430	
4130941	3 120								3 120	
4131000	20 153 246								20 153 246	
4131005	361 806								361 806	
4131032	14 071								14 071	
4131033	244 653								244 653	
4131036	47 551 150								47 551 150	
4131040	210 551								210 551	
4131043	12 450								12 450	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4131100	24 415 926								24 415 926	
4131110	529								529	
4131132	1 604								1 604	
4131133	247 492								247 492	
4131136	12 313 150								12 313 150	
4131200	321 689 409								321 689 409	
4131210	543 725								543 725	
4131220	150 366								150 366	
4131222	73 979								73 979	
4131232	32 133								32 133	
4131233	2 121 842								2 121 842	
4131236	60 736 851								60 736 851	
4131300	29 208 470								29 208 470	
4131332	376								376	
4131333	1 493 956								1 493 956	
4131336	452 160								452 160	
4131400	61 634 077					17 136 052		17 136 052	44 498 025	
4131422	407								407	
4131433	1 608 167								1 608 167	
4131500	62 772 037								62 772 037	
4131522	156 005								156 005	
4131523	67 500								67 500	
4131532	15 827								15 827	
4131533	655 090								655 090	
4131600	105 523 159								105 523 159	
4131622	85								85	
4131623	21 074 590								21 074 590	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4131632	315								315	
4131633	992 460								992 460	
4131700	9 961 150								9 961 150	
4131723	17 198 569								17 198 569	
4131800	66 877 110								66 877 110	
4131820	117 710								117 710	
4131822	354 024								354 024	
4131823	474 783								474 783	
4131832	47 239								47 239	
4131833	2 625 277								2 625 277	
4131840	187 442								187 442	
4131900		258 222 072				12 257 584		12 257 584		270 479 656
4131920	16 783 404								16 783 404	
4131922		18 168 086				236 739		236 739		18 404 825
4131923	212 880 830								212 880 830	
4131924	1 038 009								1 038 009	
4131932		12 218 636				2 557		2 557		12 221 193
4131933		25 366 448				472 074		472 074		25 838 522
4131940	8 962 882								8 962 882	
4132000	6 389 524 166					22 313 305		22 313 305	6 367 210 861	
4132020	65 541 914								65 541 914	
4132022	1 925 736					163 973		163 973	1 761 763	
4132023	1 900 641 117								1 900 641 117	
4132024	72 214 025								72 214 025	
4132032		57 033 873				45		45		57 033 918
4132033	43 116 318					707 469		707 469	42 408 849	
4132040	62 944 341								62 944 341	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4132100	5 267 789 922					699 749 494		699 749 494	4 568 040 428	
4132120	164 341 068					105		105	164 340 963	
4132122		18 413 413			105	2 071	105	2 071		18 415 379
4132123	912 527 597								912 527 597	
4132124	36 223 602								36 223 602	
4132132		21 347 096				402		402		21 347 498
4132133		110 544 126				3 176		3 176		110 547 302
4132140	145 980 672								145 980 672	
4132200	10 542 074 233					5 665 948 576		5 665 948 576	4 876 125 657	
4132220	112 557 989								112 557 989	
4132222	13 761 201					790		790	13 760 411	
4132223	740 529 219								740 529 219	
4132224	28 482 760								28 482 760	
4132225	138 926 700					2 069 633		2 069 633	136 857 067	
4132232	906 182					41 746		41 746	864 436	
4132233	499 822 994					933 792		933 792	498 889 202	
4132240	78 920 913								78 920 913	
4132300	14 809 250 585					12 428 872 071		12 428 872 071	2 380 378 514	
4132320	386 164 629					313 677 871		313 677 871	72 486 758	
4132322	61 596 545					51 081 922		51 081 922	10 514 623	
4132323	3 359 058 948								3 359 058 948	
4132324	153 809 356					150 820 283		150 820 283	2 989 073	
4132325	3 136 505 694					2 613 021 244		2 613 021 244	523 484 450	
4132332	11 218 863					8 947 391		8 947 391	2 271 472	
4132333	701 786 289					547 585 090		547 585 090	154 201 199	
4132340	105 085 372					96 202 481		96 202 481	8 882 891	
4132400					52 264 295 998	49 401 655 195	52 264 295 998	49 401 655 195	2 862 640 803	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4132402					790 935 855	790 935 855	790 935 855	790 935 855	0	0
4132420					1 489 147 881	1 433 004 470	1 489 147 881	1 433 004 470	56 143 411	
4132422					232 695 774	217 060 389	232 695 774	217 060 389	15 635 385	
4132424					479 166 004	406 363 304	479 166 004	406 363 304	72 802 700	
4132425					10 678 612 848	9 945 925 215	10 678 612 848	9 945 925 215	732 687 633	
4132432					38 257 628	36 074 302	38 257 628	36 074 302	2 183 326	
4132433					2 390 223 685	2 274 598 338	2 390 223 685	2 274 598 338	115 625 347	
4132440					789 133 821	709 903 814	789 133 821	709 903 814	79 230 007	
4139400	471 900								471 900	
4139600	552 926								552 926	
4139633	277 099								277 099	
4140200	7 005 081								7 005 081	
4140300	1 632 095								1 632 095	
4140400	23 861 843								23 861 843	
4140500	5 788 147					65 628		65 628	5 722 519	
4140509	3 211 335								3 211 335	
4140600	55 155 926					77 029		77 029	55 078 897	
4140607	590 847								590 847	
4140609	390 266								390 266	
4140700	54 270 566					14 113 281		14 113 281	40 157 285	
4140707	583 291								583 291	
4140709	327 463								327 463	
4140800	78 348 381					2 392 938		2 392 938	75 955 443	
4140807	612 674								612 674	
4140900	89 104 518					11 491 307		11 491 307	77 613 211	
4140907	667 771								667 771	
4140909	84 000								84 000	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4141000	221 797 401					14 759 527		14 759 527	207 037 874	
4141007	5 028 833								5 028 833	
4141009	45 600								45 600	
4141100	104 272 808					7 330 838		7 330 838	96 941 970	
4141107	11 669 425					895 792		895 792	10 773 633	
4141200	167 630 056					55 225 029		55 225 029	112 405 027	
4141207	8 982 732					15 583		15 583	8 967 149	
4141300	237 453 364					22 395 002		22 395 002	215 058 362	
4141307	3 248 271					1 104 950		1 104 950	2 143 321	
4141308	743 769				1 104 950	1 150 556	1 104 950	1 150 556	698 163	
4141400	141 786 085					13 133 339		13 133 339	128 652 746	
4141408	4 990 301					35 273		35 273	4 955 028	
4141500	298 922 170					24 146 365		24 146 365	274 775 805	
4141508	1 734 027					270 161		270 161	1 463 866	
4141600	117 921 060					21 732 873		21 732 873	96 188 187	
4141606	14 817 606								14 817 606	
4141608	2 674 783					138 884		138 884	2 535 899	
4141700	138 832 232					12 990 048		12 990 048	125 842 184	
4141706	79 650 000								79 650 000	
4141708	3 378 681					430 718		430 718	2 947 963	
4141800	204 486 566					21 233 681		21 233 681	183 252 885	
4141808	4 112 796					648 102		648 102	3 464 694	
4141900	204 954 911					25 075 764		25 075 764	179 879 147	
4141908	2 261 494					165 070		165 070	2 096 424	
4142000	310 588 333					33 467 471		33 467 471	277 120 862	
4142008	10 449 614					774 603		774 603	9 675 011	
4142100	477 136 676					79 943 543		79 943 543	397 193 133	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4142108	47 108 653					10 404 786		10 404 786	36 703 867	
4142200	564 137 646					83 673 392		83 673 392	480 464 254	
4142208	34 805 428					5 103 468		5 103 468	29 701 960	
4142214	4 061 998					1 785 872		1 785 872	2 276 126	
4142300	927 117 324					298 726 622		298 726 622	628 390 702	
4142311	1 952 402					650 000		650 000	1 302 402	
4142314	190 562 477					108 930 853		108 930 853	81 631 624	
4142332		5 285 119			5 285 119		5 285 119		0	0
4142334		79 590 360			79 893 347	302 987	79 893 347	302 987	0	0
4142355		673 855			1 020 721	346 866	1 020 721	346 866	0	0
4142358		3 508 385			3 508 385		3 508 385		0	0
4142360		2 109 573			2 109 573		2 109 573		0	0
4142365		5 677 799			5 677 799		5 677 799		0	0
4142374		758 325			758 325		758 325		0	0
4142400					46 259 127 230	44 494 311 036	46 259 127 230	44 494 311 036	1 764 816 194	
4142414					155 316 854	69 956 759	155 316 854	69 956 759	85 360 095	
4142432					25 950 087	35 296 493	25 950 087	35 296 493		9 346 406
4142434					284 144 969	331 028 249	284 144 969	331 028 249		46 883 280
4142444					2 287 038	3 321 632	2 287 038	3 321 632		1 034 594
4142455					9 212 937	11 979 447	9 212 937	11 979 447		2 766 510
4142456					417 683	865 803	417 683	865 803		448 120
4142458					10 972 616	12 292 947	10 972 616	12 292 947		1 320 331
4142460					11 008 678	15 407 849	11 008 678	15 407 849		4 399 171
4142465					16 916 710	19 254 344	16 916 710	19 254 344		2 337 634
4142474					1 437 977	2 217 145	1 437 977	2 217 145		779 168
4150100	432 421								432 421	
4150200	1 765 938					470 098		470 098	1 295 840	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4150300	5 126 040								5 126 040	
4150400	4 576 990								4 576 990	
4150500	5 328 760								5 328 760	
4150600	2 377 688					2 544		2 544	2 375 144	
4150700	1 953 072					22 239		22 239	1 930 833	
4150800	1 870 813					196 293		196 293	1 674 520	
4150900	807 332								807 332	
4151000	5 062								5 062	
4151100	1 817 319					16 169		16 169	1 801 150	
4151200	4 135 563					36 500		36 500	4 099 063	
4151300	4 372 754					25 784		25 784	4 346 970	
4151400	19 604 115					234 438		234 438	19 369 677	
4151500	9 907 014					332 084		332 084	9 574 930	
4151600	18 339 169					164 436		164 436	18 174 733	
4151700	27 849 056					167 027		167 027	27 682 029	
4151800	18 305 486					667 347		667 347	17 638 139	
4151900	47 186 514					2 179 597		2 179 597	45 006 917	
4152000	3 563 960					100 276		100 276	3 463 684	
4152100	4 308 516					1 367 129		1 367 129	2 941 387	
4152200	90 115 428					33 440 424		33 440 424	56 675 004	
4152300	145 934 713					44 982 607		44 982 607	100 952 106	
4152400					5 788 589 520	5 694 881 864	5 788 589 520	5 694 881 864	93 707 656	
4171	2 102 855 211				7 289 707 636	7 360 511 805	7 289 707 636	7 360 511 805	2 032 051 042	
418	874 673 592					874 673 592		874 673 592	0	0
4211					24 029 881 434	24 029 881 434	24 029 881 434	24 029 881 434	0	0
4212		169 767 754			169 767 754		169 767 754		0	0
427					71 900 415	71 900 415	71 900 415	71 900 415	0	0

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
429	7 730 792				15 728 782	13 762 992	15 728 782	13 762 992	9 696 582	
431					1 611 642	1 611 642	1 611 642	1 611 642	0	0
4311					10 278 458 765	10 278 458 765	10 278 458 765	10 278 458 765	0	0
4312		59 992 249			59 992 249		59 992 249		0	0
4371					345 536 497	345 550 297	345 536 497	345 550 297		13 800
4372		13 800			13 800		13 800		0	0
4412022	4 774 520					4 773 270		4 773 270	1 250	
4412023	495 948 977					495 948 227		495 948 227	750	
4412024					21 417 977 638	21 080 702 617	21 417 977 638	21 080 702 617	337 275 021	
444		41 077 170			56 602 246	66 045 537	56 602 246	66 045 537		50 520 461
4462015	1 570 220								1 570 220	
4462018	34 286								34 286	
4462019	1 290 588					33 190		33 190	1 257 398	
4462020	13 335								13 335	
4462021	298 722					281 101		281 101	17 621	
4462022	130 730								130 730	
4462023	379 473 089					378 597 211		378 597 211	875 878	
4462024					1 814 396 721	1 813 308 946	1 814 396 721	1 813 308 946	1 087 775	
451002		1 886 316 686			4 898 129 819	4 403 713 285	4 898 129 819	4 403 713 285		1 391 900 152
451003		18 732 256			1 914 012 423	1 901 267 820	1 914 012 423	1 901 267 820		5 987 653
451005		289 005 790				145 327 202		145 327 202		434 332 992
451006		356 954 643			98 306 283	209 385 906	98 306 283	209 385 906		468 034 266
451009		6 514 787 634			1 475 049 086	1 730 654 879	1 475 049 086	1 730 654 879		6 770 393 427
451010		1 253 522 795			441 979 428	765 577 818	441 979 428	765 577 818		1 577 121 185
451011		159 060 369			1 244 250 000	1 481 808 184	1 244 250 000	1 481 808 184		396 618 553
451012		2 115 511 718			4 141 610 337	4 117 921 430	4 141 610 337	4 117 921 430		2 091 822 811
451014		3 767 239 818			42 213 150 308	40 831 474 205	42 213 150 308	40 831 474 205		2 385 563 715

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
45411			345 000	345 000			345 000	345 000	0	0
4571		368 139 856			72 610 242 932	71 889 526 120	72 610 242 932	71 889 526 120	352 576 956	
4572		122 659 621			5 806 551 838	5 805 692 253	5 806 551 838	5 805 692 253		121 800 036
46481		196 546 786								196 546 786
46482		28 163 049								28 163 049
46483		38 472			65 607 456	66 739 456	65 607 456	66 739 456		1 170 472
46484		3 851 266			4 658 501	4 588 458	4 658 501	4 588 458		3 781 223
46485		1 120 000								1 120 000
4661		14 004 311			251 334 722	270 573 552	251 334 722	270 573 552		33 243 141
46621		758 845 014			1 541 577 578	1 814 009 165	1 541 577 578	1 814 009 165		1 031 276 601
46622		85 698 713			103 626 876	39 033 030	103 626 876	39 033 030		21 104 867
4663		57 074 797			95 999 648	85 456 302	95 999 648	85 456 302		46 531 451
4664		19 791			1 387 893	49 698 593	1 387 893	49 698 593		48 330 491
467111		1 113 789			1 401 083	1 077 793	1 401 083	1 077 793		790 499
467112		122 297 894			340 822 397	337 210 188	340 822 397	337 210 188		118 685 685
467113		2 640 850			2 366 064	3 504 530	2 366 064	3 504 530		3 779 316
467115		292 608 446			850 222 575	861 245 753	850 222 575	861 245 753		303 631 624
467116		8 708 974			6 587 979	9 194 919	6 587 979	9 194 919		11 315 914
467117		1 324 727			412 256	173 940	412 256	173 940		1 086 411
467118		1 205 305			738 163	874 377	738 163	874 377		1 341 519
467119		3 046 632			3 272 704	3 941 963	3 272 704	3 941 963		3 715 891
467120		3 012 145			3 232 412	2 571 622	3 232 412	2 571 622		2 351 355
467121		2 424 374			602 720	768 336	602 720	768 336		2 589 990
467122		64 322 643			75 668 244	81 861 193	75 668 244	81 861 193		70 515 592
467123		6 679 163			7 034 728	7 984 495	7 034 728	7 984 495		7 628 930
467125		129 239 978			162 887 710	173 616 552	162 887 710	173 616 552		139 968 820
467126		4 160 611			1 909 639	1 787 006	1 909 639	1 787 006		4 037 978

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
467127		3 182 087			2 212 143	2 337 294	2 212 143	2 337 294		3 307 238
467129		187 761 490			335 267 942	359 704 960	335 267 942	359 704 960		212 198 508
467130		281 298			260 850	374 400	260 850	374 400		394 848
467131		10 014 064			9 769 832	11 020 222	9 769 832	11 020 222		11 264 454
467132		729 474			307 944	417 670	307 944	417 670		839 200
467133		102 178 236			100 144 048	113 616 496	100 144 048	113 616 496		115 650 684
467134		82 861 736			106 596 529	113 670 277	106 596 529	113 670 277		89 935 484
467135		1 142 280 639			3 003 194 698	3 014 363 466	3 003 194 698	3 014 363 466		1 153 449 407
467136		152 755 276			283 663 695	289 836 206	283 663 695	289 836 206		158 927 787
467137		834 843			263 945	537 655	263 945	537 655		1 108 553
467138		503 514 167			1 122 820 182	1 133 827 977	1 122 820 182	1 133 827 977		514 521 962
467139		2 036 436			1 628 045	1 510 475	1 628 045	1 510 475		1 918 866
467140		18 498 666			15 198 127	16 151 001	15 198 127	16 151 001		19 451 540
467141		158 700			94 800	117 600	94 800	117 600		181 500
467142		837 122			715 766	873 699	715 766	873 699		995 055
467143		987 370			1 418 977	1 282 989	1 418 977	1 282 989		851 382
467144		4 655 670			7 087 269	7 812 814	7 087 269	7 812 814		5 381 215
467146		645 057			492 433	636 000	492 433	636 000		788 624
467147		84 861 079			147 055 112	151 502 042	147 055 112	151 502 042		89 308 009
467148		48 038 139			46 064 846	52 906 271	46 064 846	52 906 271		54 879 564
467149		2 650 575			824 144	1 052 865	824 144	1 052 865		2 879 296
467151		1 076 295			612 826	497 852	612 826	497 852		961 321
467152		51 890 315			67 047 385	70 063 715	67 047 385	70 063 715		54 906 645
467153		4 743 821			5 709 183	6 753 043	5 709 183	6 753 043		5 787 681
467155		350 590			471 737	538 658	471 737	538 658		417 511
467156		1 115 712			864 382	1 113 000	864 382	1 113 000		1 364 330
467157		4 670 100			3 182 448	4 131 830	3 182 448	4 131 830		5 619 482

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
467214		124 851 346			231 291 336	231 916 968	231 291 336	231 916 968		125 476 978
467215		3 898 204								3 898 204
467224		42 950 778			39 404 707	45 401 058	39 404 707	45 401 058		48 947 129
467228		1 987 181			2 315 634	2 797 337	2 315 634	2 797 337		2 468 884
467245		35 836 375			26 812 982	30 125 640	26 812 982	30 125 640		39 149 033
467250		41 950 949			35 127 986	38 520 176	35 127 986	38 520 176		45 343 139
467254		16 941 892			20 403 714	23 178 674	20 403 714	23 178 674		19 716 852
467258		54 485 986			122 881 383	122 221 050	122 881 383	122 221 050		53 825 653
467302		3 966 011 381			79 987 705	78 984 963	79 987 705	78 984 963		3 965 008 639
467303		7 994 458			1 770 516 529	1 762 263 077	1 770 516 529	1 762 263 077	258 994	
467305		87 858 445			22 293 843		22 293 843			65 564 602
467306		473 617 779			700 274 831	710 298 641	700 274 831	710 298 641		483 641 589
467307		905 700 153				614 812 001		614 812 001		1 520 512 154
467311	3 332 502 927				5 650 155 186	5 281 100 794	5 650 155 186	5 281 100 794	3 701 557 319	
467440		378 862 173			741 654 845	789 133 821	741 654 845	789 133 821		426 341 149
467441		103 620								103 620
467442		1 667 431								1 667 431
467443		12 450								12 450
467510		549 054								549 054
467520		848 432 567			1 617 150 335	1 489 147 881	1 617 150 335	1 489 147 881		720 430 113
467522		51 841 257			247 084 386	232 695 774	247 084 386	232 695 774		37 452 645
467523		6 682 659 505								6 682 659 505
467524		312 897 737			510 519 837	479 166 004	510 519 837	479 166 004		281 543 904
467525		3 275 432 394			11 493 685 407	10 678 612 848	11 493 685 407	10 678 612 848		2 460 359 835
467531		6 987 760								6 987 760
467532	76 042 172				42 033 579	38 257 628	42 033 579	38 257 628	79 818 123	
467533		1 137 744 763			2 615 041 256	2 390 223 685	2 615 041 256	2 390 223 685		912 927 192

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
467536		121 053 311								121 053 311
467606		94 467 606								94 467 606
467607		35 056 929			911 375		911 375			34 145 554
467608		116 923 934			19 121 621		19 121 621			97 802 313
467609		4 058 664								4 058 664
467611		1 952 402			650 000		650 000			1 302 402
467614		192 014 066			180 673 484	155 316 854	180 673 484	155 316 854		166 657 436
467734		302 987			368 711	65 724	368 711	65 724	0	0
467755		346 866			1 459 222	1 482 436	1 459 222	1 482 436		370 080
47111		157 320 420			50 011 761 400	49 976 180 450	50 011 761 400	49 976 180 450		121 739 470
47113		9 671 160			88 371 703	98 202 848	88 371 703	98 202 848		19 502 305
4712		7 678 342			3 304 497	113 269	3 304 497	113 269		4 487 114
47121		16 128 090			319 531 226	319 309 755	319 531 226	319 309 755		15 906 619
47122		5 387 408			6 106 561	989 306	6 106 561	989 306		270 153
47131					449 340 615	449 340 615	449 340 615	449 340 615	0	0
47133		7 617 330			33 116 948	31 851 910	33 116 948	31 851 910		6 352 292
47134		30 898 927			20 122 241 454	20 194 095 510	20 122 241 454	20 194 095 510		102 752 983
47141	3 294 010 249				46 093 196 899	49 408 545 049	46 093 196 899	49 408 545 049		21 337 901
47142					248 105 290	248 105 290	248 105 290	248 105 290	0	0
47143		30 125								30 125
47151		43 668 602 395			86 348 980 819	67 455 505 617	86 348 980 819	67 455 505 617		24 775 127 193
47153		165 674 291			169 495 135	193 149 058	169 495 135	193 149 058		189 328 214
47154		44 167 783				43 300 627		43 300 627		87 468 410
47155		50 656 572			18 146 094	68 847 708	18 146 094	68 847 708		101 358 186
47156		54 901 227			24 290	314 691	24 290	314 691		55 191 628
47181		243 889 845			10 767 660 628	10 594 901 973	10 767 660 628	10 594 901 973		71 131 190
47182		164 918 913			274 801 281	171 162 302	274 801 281	171 162 302		61 279 934

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
47183		118 442 364			2 995 630 779	3 024 459 395	2 995 630 779	3 024 459 395		147 270 980
47184		2 351 117			3 321 317	970 200	3 321 317	970 200	0	0
471841					91 469 528	91 469 528	91 469 528	91 469 528	0	0
47188		17 682 186			1 308 067 825	1 478 480 182	1 308 067 825	1 478 480 182		188 094 543
47211	35 187 634				233 866 349	184 637 381	233 866 349	184 637 381	84 416 602	
4722	462 918				1 539 229	1 861 777	1 539 229	1 861 777	140 370	
47281	39 977 919				3 386 677 725	2 915 576 332	3 386 677 725	2 915 576 332	511 079 312	
47282	63 071 948				366 882 122	367 080 565	366 882 122	367 080 565	62 873 505	
47283	797 187 916				925 493	493 188	925 493	493 188	797 620 221	
47286	15 195 660								15 195 660	
47288	51 919 106				30 695 476	46 573 463	30 695 476	46 573 463	36 041 119	
4761		15				28		28		43
4762	40								40	
4778						3		3		3
4781					3 270 043	1 958 506	3 270 043	1 958 506	1 311 537	
4785						13		13		13
47888		417			382	611	382	611		646
4817		1								1
486	65 572 647				146 985 622	139 222 571	146 985 622	139 222 571	73 335 698	
496		10 946 494 147				2 627 870 000		2 627 870 000		13 574 364 147
51142	111 782 230				7 312 188 365	7 331 800 737	7 312 188 365	7 331 800 737	92 169 858	
51173	19 549 425				91 351 478	113 750 064	91 351 478	113 750 064		2 849 161
51174					121 694 321	90 068 636	121 694 321	90 068 636	31 625 685	
5132019		725 021			2 649 998	2 455 683	2 649 998	2 455 683		530 706
515	58 058 446 500				231 006 173 853	240 856 066 493	231 006 173 853	240 856 066 493	48 208 553 860	
5193	5 816 000 000				1 484 000 001		1 484 000 001		7 300 000 001	
5411	15 228 000				203 508 107	202 876 107	203 508 107	202 876 107	15 860 000	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
5412	144 000					15 000		15 000	129 000	
5511	16 994 630								16 994 630	
552	149 000 000								149 000 000	
58					186 025 781	186 025 781	186 025 781	186 025 781	0	0
TOTAL Cl. 4 à 5	**171 124 346 003**	**111 085 135 026**	**345 000**	**345 000**	**1 228 964 026 186**	**1 240 864 150 652**	**1 228 964 371 186**	**1 240 864 495 652**	**138 849 937 470**	**90 710 850 959**

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
60211			72 366				72 366		72 366	
60261			300 584 068	8 176 950			300 584 068	8 176 950	292 407 118	
60262			166 424 647	4 489 748			166 424 647	4 489 748	161 934 899	
60268			145 311 288	14 821 373			145 311 288	14 821 373	130 489 915	
6032			482 701 304	477 870 961			482 701 304	477 870 961	4 830 343	
60611			156 158 746	23 000 149			156 158 746	23 000 149	133 158 597	
60612			806 376 353	97 784 757			806 376 353	97 784 757	708 591 596	
60618			1 039 103	207			1 039 103	207	1 038 896	
60621			5 090 183	359 488			5 090 183	359 488	4 730 695	
60622			358 403 532	17 808 195			358 403 532	17 808 195	340 595 337	
60623			28 526 120	1 421 994			28 526 120	1 421 994	27 104 126	
60624			338 095 957	13 048 892			338 095 957	13 048 892	325 047 065	
60625			52 730 136	5 529 625			52 730 136	5 529 625	47 200 511	
60626			190 141 746	5 950 085			190 141 746	5 950 085	184 191 661	
60628			210 453 828	17 428 202			210 453 828	17 428 202	193 025 626	
60631			32 454 880	2 229 157			32 454 880	2 229 157	30 225 723	
60632			101 366 061	9 796 745			101 366 061	9 796 745	91 569 316	
60633			17 471 727	381 360			17 471 727	381 360	17 090 367	
60634			27 023 272	988 442			27 023 272	988 442	26 034 830	
60635			125 584 466	12 887 030			125 584 466	12 887 030	112 697 436	
60638			227 324 897	22 704 644			227 324 897	22 704 644	204 620 253	
60641			105 192 371	6 038 211			105 192 371	6 038 211	99 154 160	
60642			51 445 258	2 246 565			51 445 258	2 246 565	49 198 693	
60648			1 678 103	270 270			1 678 103	270 270	1 407 833	
6066			5 185 428	127 473			5 185 428	127 473	5 057 955	
6067			4 129 459	267 534			4 129 459	267 534	3 861 925	
6068			17 379 205	1 147 370			17 379 205	1 147 370	16 231 835	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6092				786 253				786 253		786 253
6096				875 573				875 573		875 573
611			1 395 735 011	284 354 730			1 395 735 011	284 354 730	1 111 380 281	
6132			544 423 392	11 961 062			544 423 392	11 961 062	532 462 330	
61351			329 799 132	71 726 651			329 799 132	71 726 651	258 072 481	
61352			61 871	61 871			61 871	61 871	0	0
61358			22 730 718	516 630			22 730 718	516 630	22 214 088	
614			39 577 478	1 653 000			39 577 478	1 653 000	37 924 478	
61521			420 862 926	30 573 689			420 862 926	30 573 689	390 289 237	
61522			228 022 263	31 508 683			228 022 263	31 508 683	196 513 580	
61523			332 460 309	88 095 735			332 460 309	88 095 735	244 364 574	
61524			16 696 480	248 600			16 696 480	248 600	16 447 880	
61528			69 638 466	19 002 048			69 638 466	19 002 048	50 636 418	
615511			60 343 732	6 089 820			60 343 732	6 089 820	54 253 912	
615512			22 806 433	229 429			22 806 433	229 429	22 577 004	
615518			5 925 896	531 442			5 925 896	531 442	5 394 454	
61552			21 393 285	992 562			21 393 285	992 562	20 400 723	
61553			30 344 758	1 603 360			30 344 758	1 603 360	28 741 398	
61558			381 719 130	45 248 520			381 719 130	45 248 520	336 470 610	
6161			20 316 090	3 895			20 316 090	3 895	20 312 195	
6168			37 850 616	325 716			37 850 616	325 716	37 524 900	
617			551 350 228	70 497 198			551 350 228	70 497 198	480 853 030	
6182			72 530 538	8 483 913			72 530 538	8 483 913	64 046 625	
6184			396 072 740	52 800 390			396 072 740	52 800 390	343 272 350	
6185			52 536 498	756 305			52 536 498	756 305	51 780 193	
619				2 850 949				2 850 949		2 850 949
6225			9 372 879				9 372 879		9 372 879	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
62261			559 445 706	73 352 879			559 445 706	73 352 879	486 092 827	
62268			625 395 978	126 262 751			625 395 978	126 262 751	499 133 227	
6227			336 586 339	4 832 277			336 586 339	4 832 277	331 754 062	
6228			400 421 456	48 619 744			400 421 456	48 619 744	351 801 712	
6231			81 134 251	18 576 880			81 134 251	18 576 880	62 557 371	
6232			20 176 632	2 943 185			20 176 632	2 943 185	17 233 447	
6233			9 586 985	3 740 536			9 586 985	3 740 536	5 846 449	
6234			6 620 363	1 221 121			6 620 363	1 221 121	5 399 242	
6236			54 523 002	15 284 118			54 523 002	15 284 118	39 238 884	
6238			313 733 584	26 533 765			313 733 584	26 533 765	287 199 819	
6241			223 139 068	18 221 098			223 139 068	18 221 098	204 917 970	
62451			1 851 386 270	11 640 710			1 851 386 270	11 640 710	1 839 745 560	
62458			9 719 195	106 930			9 719 195	106 930	9 612 265	
6246			144 689				144 689		144 689	
62471			100 946 649	4 069 569			100 946 649	4 069 569	96 877 080	
62472			337 124 679	20 317 963			337 124 679	20 317 963	316 806 716	
6248			2 048 872	35 127			2 048 872	35 127	2 013 745	
6251			1 062 796 557	87 010 539			1 062 796 557	87 010 539	975 786 018	
6255			101 641 990	2 737 020			101 641 990	2 737 020	98 904 970	
6261			41 545 689	3 463 868			41 545 689	3 463 868	38 081 821	
6262			247 479 274	35 100 313			247 479 274	35 100 313	212 378 961	
6268			239 415 987	19 545 513			239 415 987	19 545 513	219 870 474	
627			72 502 145	30 065 143			72 502 145	30 065 143	42 437 002	
6281			54 786 630	1 603 193			54 786 630	1 603 193	53 183 437	
6282			254 512 773	23 961 459			254 512 773	23 961 459	230 551 314	
6283			346 296 873	25 294 167			346 296 873	25 294 167	321 002 706	
6288			2 182 003 673	336 842 265			2 182 003 673	336 842 265	1 845 161 408	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
629			190 920	18 769 488			190 920	18 769 488		18 578 568
63512			12 788 052				12 788 052		12 788 052	
6353			92 751				92 751		92 751	
6354			780 200	62 200			780 200	62 200	718 000	
6358			1 874 413				1 874 413		1 874 413	
641111			16 965 790 350	3 890 656			16 965 790 350	3 890 656	16 961 899 694	
641112			2 715 529 994				2 715 529 994		2 715 529 994	
641113			356 434 229				356 434 229		356 434 229	
641114			60 457 280				60 457 280		60 457 280	
641115			1 047 203 438	11 029 000			1 047 203 438	11 029 000	1 036 174 438	
641116			121 432 484				121 432 484		121 432 484	
641117			613 168 136	725 004			613 168 136	725 004	612 443 132	
641118			370 779 573				370 779 573		370 779 573	
641121			140 084 456				140 084 456		140 084 456	
641122			43 913 323				43 913 323		43 913 323	
641125			6 590 195				6 590 195		6 590 195	
641126			281 811				281 811		281 811	
641127			29 653				29 653		29 653	
641128			357 932				357 932		357 932	
64131			3 671 168 813				3 671 168 813		3 671 168 813	
64132			597 332 282				597 332 282		597 332 282	
6419			395 377	189 073 267			395 377	189 073 267		188 677 890
64511			4 845 463 911				4 845 463 911		4 845 463 911	
64512			763 597 395				763 597 395		763 597 395	
64513			82 529 728				82 529 728		82 529 728	
64514			18 062 632				18 062 632		18 062 632	
64515			174 538 966				174 538 966		174 538 966	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
64516			37 776 129				37 776 129		37 776 129	
64517			1 212 280 999				1 212 280 999		1 212 280 999	
64518			78 530 516				78 530 516		78 530 516	
6453			197 768 064	1 791 407			197 768 064	1 791 407	195 976 657	
6458			105 911 437	21 507 000			105 911 437	21 507 000	84 404 437	
6475			26 679 785	2 839 060			26 679 785	2 839 060	23 840 725	
6478			23 000				23 000		23 000	
6479				17 073				17 073		17 073
6481			117 728 874				117 728 874		117 728 874	
65117			1 590 000				1 590 000		1 590 000	
6512			22 190 726	2 737 881			22 190 726	2 737 881	19 452 845	
6513			1 316 586 842	56 705 107			1 316 586 842	56 705 107	1 259 881 735	
65141			12 608 337				12 608 337		12 608 337	
65142			121 628 463	1 400 106			121 628 463	1 400 106	120 228 357	
65148			76 272 730	9 122 205			76 272 730	9 122 205	67 150 525	
6516			34 647 737	909 578			34 647 737	909 578	33 738 159	
6518			1 160 312 152	374 952 232			1 160 312 152	374 952 232	785 359 920	
6519				291 833				291 833		291 833
65211			1 900 559	456 740			1 900 559	456 740	1 443 819	
65212			5 834 476 091	545 283 163			5 834 476 091	545 283 163	5 289 192 928	
65218			967 050				967 050		967 050	
6522			54 640 619	14 723 468			54 640 619	14 723 468	39 917 151	
6523			147 825 167	47 694 928			147 825 167	47 694 928	100 130 239	
6524			1 014 656 083	77 456 792			1 014 656 083	77 456 792	937 199 291	
6525			713 590 130	80 477 187			713 590 130	80 477 187	633 112 943	
6526			40 810 400	19 904 800			40 810 400	19 904 800	20 905 600	
6527			84 815 552	16 139 300			84 815 552	16 139 300	68 676 252	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
65281			1 173 903 252	209 195 412			1 173 903 252	209 195 412	964 707 840	
65288			1 074 494 011	116 570 476			1 074 494 011	116 570 476	957 923 535	
6529			81 300	15 340 332			81 300	15 340 332		15 259 032
65312			113 620 915				113 620 915		113 620 915	
65322			35 845 411	802 969			35 845 411	802 969	35 042 442	
6533			73 645 970				73 645 970		73 645 970	
6534			14 452 994				14 452 994		14 452 994	
6539				1 598 288				1 598 288		1 598 288
6541			479 435 628	189 232 021			479 435 628	189 232 021	290 203 607	
65511			1 412 847 454				1 412 847 454		1 412 847 454	
65512			577 546 486	105 367 440			577 546 486	105 367 440	472 179 046	
6552			22 862 962 165				22 862 962 165		22 862 962 165	
6553			2 408 670 000				2 408 670 000		2 408 670 000	
6554			98 160 816				98 160 816		98 160 816	
6555			24 000 000				24 000 000		24 000 000	
6556G			100 000 000				100 000 000		100 000 000	
6556H			4 150 000 000				4 150 000 000		4 150 000 000	
6556J			584 000 000				584 000 000		584 000 000	
6556M			2 900 000 000				2 900 000 000		2 900 000 000	
6558			35 476 761				35 476 761		35 476 761	
6561			521 150 301				521 150 301		521 150 301	
6562			8 950 589				8 950 589		8 950 589	
6568			575 890 394	28 217 605			575 890 394	28 217 605	547 672 789	
657313			623 925 884	211 288 132			623 925 884	211 288 132	412 637 752	
657318			49 860 622	21 138 275			49 860 622	21 138 275	28 722 347	
657321			342 290 000				342 290 000		342 290 000	
657322			1 138 713 256				1 138 713 256		1 138 713 256	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
657323			219 704 800	7 704 800			219 704 800	7 704 800	212 000 000	
657332			2 137 000 000				2 137 000 000		2 137 000 000	
657333			380 000 000				380 000 000		380 000 000	
657334			415 600 000				415 600 000		415 600 000	
657341			234 896 000	1 760 000			234 896 000	1 760 000	233 136 000	
657342			157 000 000				157 000 000		157 000 000	
657343			623 769 741	55 275 741			623 769 741	55 275 741	568 494 000	
657344			170 300 000	6 000 000			170 300 000	6 000 000	164 300 000	
657348A			1 451 966 684	11 000 000			1 451 966 684	11 000 000	1 440 966 684	
657351			365 944 538				365 944 538		365 944 538	
657358			9 500 000				9 500 000		9 500 000	
657362			465 000 000				465 000 000		465 000 000	
657368			8 861 688	7 805 315			8 861 688	7 805 315	1 056 373	
657412			7 694 988	3 847 494			7 694 988	3 847 494	3 847 494	
657415			1 500 000	750 000			1 500 000	750 000	750 000	
657418			131 508 008	32 959 071			131 508 008	32 959 071	98 548 937	
657421			19 882 204	882 204			19 882 204	882 204	19 000 000	
657428			80 000 000				80 000 000		80 000 000	
657434			154 982 538	74 210 080			154 982 538	74 210 080	80 772 458	
657438			17 875 000				17 875 000		17 875 000	
657441A			19 564 200				19 564 200		19 564 200	
657441B			7 569 000				7 569 000		7 569 000	
657441C			5 139 000				5 139 000		5 139 000	
657442			145 660 611	42 463 500			145 660 611	42 463 500	103 197 111	
657443			50 359 874	7 486 360			50 359 874	7 486 360	42 873 514	
657444A			100 444 188				100 444 188		100 444 188	
657444B			95 746 691	3 000 000			95 746 691	3 000 000	92 746 691	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
657444C			357 297 826	23 585 209			357 297 826	23 585 209	333 712 617	
657444D			355 067 948	20 684 481			355 067 948	20 684 481	334 383 467	
657445			1 413 000	1 413 000			1 413 000	1 413 000	0	0
657451A			416 500 000				416 500 000		416 500 000	
657452			67 097 000	12 597 000			67 097 000	12 597 000	54 500 000	
657455			293 446 119	68 746 119			293 446 119	68 746 119	224 700 000	
657458			12 663 449	6 163 449			12 663 449	6 163 449	6 500 000	
657462			31 800 000				31 800 000		31 800 000	
657465			44 900 000				44 900 000		44 900 000	
657468			18 043 488	1 144 089			18 043 488	1 144 089	16 899 399	
65748			542 792 359	80 930 786			542 792 359	80 930 786	461 861 573	
65749				947 599				947 599		947 599
6581			388 026 273	62 098 006			388 026 273	62 098 006	325 928 267	
6582			6 932 521 204	32 796 743			6 932 521 204	32 796 743	6 899 724 461	
6588			17 014 325	111 000			17 014 325	111 000	16 903 325	
66111			3 518 030 835	629 999			3 518 030 835	629 999	3 517 400 836	
66112			1 057 509 095	958 224 232			1 057 509 095	958 224 232	99 284 863	
666			1 772 842				1 772 842		1 772 842	
6711			20 255 458	3 431 532			20 255 458	3 431 532	16 823 926	
6718			40 285 049				40 285 049		40 285 049	
673			2 106 186 685	19 679 081			2 106 186 685	19 679 081	2 086 507 604	
674311			340 000 000				340 000 000		340 000 000	
674312			400 500 000				400 500 000		400 500 000	
674331			1 988 000 000				1 988 000 000		1 988 000 000	
674338			2 070 000 000				2 070 000 000		2 070 000 000	
674351			255 000 000				255 000 000		255 000 000	
674352			150 000 000				150 000 000		150 000 000	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
674381			1 000 000 000	1 000 000 000			1 000 000 000	1 000 000 000	0	0
674382			1 400 000 000				1 400 000 000		1 400 000 000	
674383			25 000 000				25 000 000		25 000 000	
6744			6 064 865 393	120 975 000			6 064 865 393	120 975 000	5 943 890 393	
675			19 025 323				19 025 323		19 025 323	
6761			49 801 119				49 801 119		49 801 119	
678			11 595 769				11 595 769		11 595 769	
6811			14 178 355 446				14 178 355 446		14 178 355 446	
6815			6 468 797 030				6 468 797 030		6 468 797 030	
6865			3 495 000 000				3 495 000 000		3 495 000 000	
7011			51 282	97 822 507			51 282	97 822 507		97 771 225
7018				172 549				172 549		172 549
7021				2 630 550				2 630 550		2 630 550
7022			57 245	17 084 778			57 245	17 084 778		17 027 533
7028				22 566 038				22 566 038		22 566 038
7031				97 325 042				97 325 042		97 325 042
7033			200 000	27 711 635			200 000	27 711 635		27 511 635
7034			321 093	320 537 211			321 093	320 537 211		320 216 118
7038			18 167	75 248 819			18 167	75 248 819		75 230 652
7061				141 459 031				141 459 031		141 459 031
7062			296 000	272 127 471			296 000	272 127 471		271 831 471
7063			15 441	553 133 503			15 441	553 133 503		553 118 062
7064			526 405	74 533 015			526 405	74 533 015		74 006 610
7068			20 740	19 573 385			20 740	19 573 385		19 552 645
707				563 150				563 150		563 150
7082				12 794				12 794		12 794
70831				2 625 000				2 625 000		2 625 000

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
70838				2 610 320				2 610 320		2 610 320
7087				11 243 747				11 243 747		11 243 747
7088				339 959				339 959		339 959
7111			369 560 204	26 918 351 658			369 560 204	26 918 351 658		26 548 791 454
7112			1 347 996	35 490 056 985			1 347 996	35 490 056 985		35 488 708 989
71211			116 355 531	4 301 349 413			116 355 531	4 301 349 413		4 184 993 882
71212			3 157 729	227 043 115			3 157 729	227 043 115		223 885 386
71213			33 955 271	1 173 321 287			33 955 271	1 173 321 287		1 139 366 016
71221			50 766	41 965 570			50 766	41 965 570		41 914 804
71223			501 040	168 322 561			501 040	168 322 561		167 821 521
71224			74 107	58 891 503			74 107	58 891 503		58 817 396
71225				426 566 276				426 566 276		426 566 276
71226				170 626 027				170 626 027		170 626 027
71251			9 415 013	678 213 940			9 415 013	678 213 940		668 798 927
71261			131 849 392	10 034 703 652			131 849 392	10 034 703 652		9 902 854 260
71262			50 712 703	3 645 545 989			50 712 703	3 645 545 989		3 594 833 286
71263			1 849 600	177 647 485			1 849 600	177 647 485		175 797 885
71271			224 266	134 346 696			224 266	134 346 696		134 122 430
71272				96 991 689				96 991 689		96 991 689
71281			24 024 348	2 122 523 000			24 024 348	2 122 523 000		2 098 498 652
71283			41 197 911	1 362 973 447			41 197 911	1 362 973 447		1 321 775 536
71284			105 204	118 865 467			105 204	118 865 467		118 760 263
71332				2 289				2 289		2 289
71381				1 839 400 356				1 839 400 356		1 839 400 356
71382				4 644 480				4 644 480		4 644 480
71384				1 099 736 234				1 099 736 234		1 099 736 234
7141			7 376 365	301 174 370			7 376 365	301 174 370		293 798 005

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7151			8 897 124	4 408 694 454			8 897 124	4 408 694 454		4 399 797 330
7152				526 553 150				526 553 150		526 553 150
7154				198 020 823				198 020 823		198 020 823
7181			260 000	3 528 181 115			260 000	3 528 181 115		3 527 921 115
7182				54 921 810				54 921 810		54 921 810
7183				27 798 707 227				27 798 707 227		27 798 707 227
7185			874 673 592	3 474 673 592			874 673 592	3 474 673 592		2 600 000 000
7191			27 798 707 227				27 798 707 227		27 798 707 227	
7192			3 474 673 592	874 673 592			3 474 673 592	874 673 592	2 600 000 000	
721				6 413 405				6 413 405		6 413 405
722				382 377 432				382 377 432		382 377 432
73111			753 132 210	14 606 843 475			753 132 210	14 606 843 475		13 853 711 265
73112				6 191 694 464				6 191 694 464		6 191 694 464
73113			966 206 808	6 150 642 922			966 206 808	6 150 642 922		5 184 436 114
73114			131 875 713	3 744 609 800			131 875 713	3 744 609 800		3 612 734 087
73115				565 828 632				565 828 632		565 828 632
73116			41 307 240	3 758 594 881			41 307 240	3 758 594 881		3 717 287 641
73123			200 000	23 017 222			200 000	23 017 222		22 817 222
73124				494 750 181				494 750 181		494 750 181
73126				1 888 112 638				1 888 112 638		1 888 112 638
73127			4 106 050	294 653 230			4 106 050	294 653 230		290 547 180
73128			6 212 306	6 212 306			6 212 306	6 212 306	0	0
731281				115 704 536				115 704 536		115 704 536
731282				377 046 362				377 046 362		377 046 362
731283				54 806 002				54 806 002		54 806 002
731284				113 645 198				113 645 198		113 645 198
731285				6 012 525				6 012 525		6 012 525

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
73130				525 441 140				525 441 140		525 441 140
7321			24 728 000	1 733 952 281			24 728 000	1 733 952 281		1 709 224 281
7322				249 965 000				249 965 000		249 965 000
7331			14 325 578	3 536 422 367			14 325 578	3 536 422 367		3 522 096 789
7343				1 737 732 939				1 737 732 939		1 737 732 939
7383			2 176 859	227 354 860			2 176 859	227 354 860		225 178 001
7386				139 453 000				139 453 000		139 453 000
7387			70 938 327	938 839 612			70 938 327	938 839 612		867 901 285
7392			6 191 694 464				6 191 694 464		6 191 694 464	
7395			565 828 632				565 828 632		565 828 632	
7411				10 805 727 925				10 805 727 925		10 805 727 925
74711				1 713 070 524				1 713 070 524		1 713 070 524
74712				477 326 969				477 326 969		477 326 969
74714				1 764 142				1 764 142		1 764 142
74715				174 081 145				174 081 145		174 081 145
74718				1 700 756 208				1 700 756 208		1 700 756 208
7476				65 147 426				65 147 426		65 147 426
7477				715 989 260				715 989 260		715 989 260
7478				556 566				556 566		556 566
752			18 335	220 759 356			18 335	220 759 356		220 741 021
7541				8 233 890				8 233 890		8 233 890
7542			35 800	8 627 685			35 800	8 627 685		8 591 885
7546			529 840	138 578 381			529 840	138 578 381		138 048 541
757				10 210 781				10 210 781		10 210 781
7581				189 256 714				189 256 714		189 256 714
7588				83 410 511				83 410 511		83 410 511
7611				434 695 658				434 695 658		434 695 658

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/24

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7621				408 365 900				408 365 900		408 365 900
763				281 746 346				281 746 346		281 746 346
766				13 718				13 718		13 718
768				16 533 017				16 533 017		16 533 017
7711			398 550	256 831 916			398 550	256 831 916		256 433 366
7714				17 796 572				17 796 572		17 796 572
7718				35 120 810				35 120 810		35 120 810
773			3 096 820	2 448 463 278			3 096 820	2 448 463 278		2 445 366 458
775				68 486 324				68 486 324		68 486 324
7761			24	340 142			24	340 142		340 118
7768				1 900 123 215				1 900 123 215		1 900 123 215
777				1 099 550 711				1 099 550 711		1 099 550 711
7788			250 900	2 045 715 121			250 900	2 045 715 121		2 045 464 221
7815				3 133 209 973				3 133 209 973		3 133 209 973
7865				3 193 309 402				3 193 309 402		3 193 309 402
TOTAL Cl. 6 à 7	**0**	**0**	**208 306 611 225**	**220 206 883 651**	**0**	**0**	**208 306 611 225**	**220 206 883 651**	**196 479 238 897**	**208 379 511 323**
TOTAL GENERAL	**960 046 647 875**	**960 046 647 875**	**263 507 120 297**	**280 085 618 639**	**1 322 821 641 040**	**1 306 243 142 698**	**1 586 328 761 337**	**1 586 328 761 337**	**1 149 913 912 730**	**1 149 913 912 730**

Paierie de la Polynésie Française : PF 2024 BP1

ACTIF		Exercice 2024			Exercice 2023
		BRUT	AMORTISSEMENTS PROVISIONS	NET	
	ACTIF IMMOBILISE				
	Immobilisations incorporelles				
204%	Subventions d'équipement versées	178 440 467 291	42 312 082 028	136 128 385 263	128 015 633 288
203%,205%,2	Autres immobilisations incorporelles	6 712 365 793	2 298 386 628	4 413 979 165	4 436 440 973
232%	Immobilisations incorporelles en cours	2 720 545 250		2 720 545 250	1 992 272 889
	Immobilisations corporelles				
	1) En toute propriété				
211%, 212%	Terrains	96 358 498 535	12 340 267	96 346 158 268	98 089 234 997
213%	Constructions	139 553 013 433	29 012 609 286	110 540 404 147	112 397 279 169
214%, 2814	Constructions sur sol d'autrui	8 573 969		8 573 969	8 573 969
2150,2151,21	Réseaux et install.voirie, réseaux divers	167 994 082 817	2 973 376 086	165 020 706 731	160 582 885 193
216	Oeuvres d'art	134 899 996		134 899 996	130 781 996
2157%, 218%	Autres immobilisations corporelles	27 954 265 615	14 623 163 153	13 331 102 462	11 872 688 106
231%, 238	Immobilisations en cours	129 343 781 103	20 456 444	129 323 324 659	120 371 035 750
	Immobilisations affectées à un service non personnalisé				
24%	Immob.mises en concession ou à disposition et immob.affectée	1 218 687 245		1 218 687 245	1 039 130 689
217	2) Reçues au titre d'une mise à disposition				
	3) Reçues au titre d'une affectation				
221, 222	Terrains				
223	Constructions				
224	Constructions sur sol d'autrui				
225	Réseaux et install.voirie, réseaux divers				
226	Oeuvres d'art				
227	Autres immobilisations corporelles				

Paierie de la Polynésie Française : PF 2024 BP1

ACTIF		Exercice 2024			Exercice 2023
		BRUT	AMORTISSEMENTS PROVISIONS	NET	
	Immobilisations financières				
261,267%	Participations et créances rattachées à des participations	9 740 115 503	795 373 000	8 944 742 503	9 124 023 834
271, 272	Autres titres immobilisés				
274	Prêts	16 998 878 065		16 998 878 065	17 381 649 496
275, 276	Autres créances	577 590 313		577 590 313	621 457 988
	TOTAL 1	**777 755 764 928**	**92 047 786 892**	**685 707 978 036**	**666 063 088 337**
	ACTIF CIRCULANT				
	Stocks en cours				
31	Production				
32%, 37%	Autres stocks	533 160 587	10 000 000	523 160 587	527 990 930
	Créances d'exploitation : Clients				
411%	Redevables : Produits divers	19 061 555 733	13 574 364 147	5 487 191 586	11 994 806 617
412%	Redevables : Impôts	17 174 831 434		17 174 831 434	13 845 197 891
413%	Redevables : Douane	31 887 952 628		31 887 952 628	50 583 891 317
4171	Redevables : Traites reçues Douane	2 032 051 042		2 032 051 042	2 102 855 211
414%,415%,4	Redevables : Autres	6 207 423 790		6 207 423 790	6 067 703 625
416	Créances irrécouvrables admises par le juge des comptes				
	Créances d'exploitation : autres				
441%,44312,	Créances sur l'Etat et les collectivités publiques	342 264 264		342 264 264	883 534 467
4541%	Opérations pour le compte de tiers (créances)				
409%,4287,4	Autres créances	9 696 582		9 696 582	7 730 792

Paierie de la Polynésie Française : PF 2024 BP1

ACTIF		Exercice 2024			Exercice 2023
		BRUT	AMORTISSEMENTS PROVISIONS	NET	
	Créances d'exploitation : autres				
4250%	Autres créances				
	Créances diverses				
50%	Valeurs mobilières de placement				
	Disponibilités				
511%	Valeurs à l'encaissement	120 946 382		120 946 382	131 331 655
515	Compte au Trésor	48 208 553 860		48 208 553 860	58 058 446 500
5187	Intérêts courus à recevoir				
5193	Lignes de trésorerie	7 300 000 001		7 300 000 001	5 816 000 000
54%	Régies, agents spéciaux, administrateurs de legs	15 989 000		15 989 000	15 372 000
55%	Avances de trésorerie	165 994 630		165 994 630	165 994 630
486	Charges constatées d'avance	73 335 698		73 335 698	65 572 647
	TOTAL 2	**133 133 755 631**	**13 584 364 147**	**119 549 391 484**	**150 266 428 282**
	COMPTES DE REGULARISATION				
	Comptes de régularisation				
481%	Charges à répartir sur plusieurs exercices	- 1		- 1	- 1
169	Primes de remboursement des obligations				
472%	Dépenses à classer et à régulariser	1 507 366 789		1 507 366 789	1 003 003 101
476%	Ecarts de conversion - Actif	- 3		- 3	25
	TOTAL 3	**1 507 366 785**		**1 507 366 785**	**1 003 003 125**
	TOTAL GENERAL	**912 396 887 344**	**105 632 151 039**	**806 764 736 305**	**817 332 519 744**

Paierie de la Polynésie Française : PF 2024 BP1

	PASSIF	Exercice 2024 NET	Exercice 2023 NET
	CAPITAUX PROPRES		
	FONDS INTERNES		
1021,1025%	Dotations	15 391 285 476	18 069 051 658
1027	Mise à disposition (chez le bénéficiaire)	2 107 000 000	2 107 000 000
106%	Réserves	390 304 792 439	360 575 755 246
-198	Neutralisation des amortissements	- 18 153 252 579	- 16 253 129 364
	Report à nouveau		
110	Report à nouveau - Solde créditeur	33 575 301 617	27 093 379 720
119	Report à nouveau - Solde débiteur		
12	Résultat de l'exercice et intégration d'établissements cloturés	11 900 272 426	36 057 596 109
.31%,(-139%	Subventions transférables	20 902 381 783	19 047 285 907
192	Différences sur réalisations d'immobilisations	- 13 853 436 919	- 13 902 897 920
193	Autres différences-Apurement au 01/01/2007	11 681 270 259	11 694 736 038
	AUTRES FONDS		
132%	Subventions non transférables	122 062 710 201	118 230 291 601
229	Droits de l'affectant		
	TOTAL 1	**575 918 324 703**	**562 719 068 995**
	PROVISIONS		
151%	Provisions pour risques	6 890 894 219	6 280 674 565
155	Provisions pour remboursement des emprunts obligataires		
156	Provisions pour charges à venir		
158	Provisions pour charges	3 302 444 171	3 098 256 170
	TOTAL 2	**10 193 338 390**	**9 378 930 735**

Paierie de la Polynésie Française : PF 2024 BP1

	PASSIF	Exercice 2024 NET	Exercice 2023 NET
	DETTES		
	Dettes Financières		
163	Emprunts obligataires		
164%, 168%	Autres emprunts	148 258 562 041	154 532 290 514
165	Dépôts et cautionnements reçus		
5186,5191,51	Crédits de trésorerie		
	Dettes diverses		
401%,408	Fournisseurs et comptes rattachés	8 361 192 676	8 831 688 302
421%,427,42	Dettes fiscales et sociales	13 800	229 773 803
44321	Dettes envers les collectivités publiques (opérations pariculière		
444	Opérations p/c de la Communauté Européenne	50 520 461	41 077 170
4542%	Opérations pour le compte de tiers (dettes)		
19,461,463%	Autres dettes	1 411 268 081	1 145 362 199
69,279,404%	Fournisseurs d'immobilisations	3 491 129 134	3 454 361 364
513%	Ordres de paiement	530 706	725 021
487	Produits constatés d'avance		
	Comptes de liaison avec les Comptes Spéciaux		
451001	CAVC Compte d'Aide aux Victimes des Calamités		
451002	FRPH Fonds de Régulation des Prix des Hydrocarbures	1 391 900 152	1 886 316 686
451003	FPPH Fonds de Peréquation des Prix des Hydrocarbures	5 987 653	18 732 256
451004	FSPPPN Fonds de Stabilisation des Prix des Prod. de Premièr		
451005	FIPTH Fonds d'Insert.Professionnelle des Travailleurs Handica	434 332 992	289 005 790
451006	FDTC Fonds de Développement du Tourisme de Croisière	468 034 266	356 954 643
451007	FADES Fonds p/Amortissement du DEficit Social		

Paierie de la Polynésie Française : PF 2024 BP1

PASSIF		Exercice 2024 NET	Exercice 2023 NET
	Comptes de liaison avec les Comptes Spéciaux		
451008	FELP FONDS POUR L'EMPLOI		
451009	FGD FONDS DE GARANTIE DE LA DETTE	6 770 393 427	6 514 787 634
451010	FPPS Fonds de Prevention Sanitaire et Sociale	1 577 121 185	1 253 522 795
451011	FTA Fonds continuité Territoriale Aérienne interinsulaire	396 618 553	159 060 369
451012	FSE Fonds solidarite dans le domaine de l'éléctricité	2 091 822 811	2 115 511 718
451013	FPA Fonds pour la promotion de l'expression artistique		
451014	FPU Fonds de la protection sociale universelle	2 385 563 715	3 767 239 818
	Comptes de liaison avec les receveurs particuliers		
4571	Receveur des Impôts	- 352 576 956	368 139 856
4572	Receveur-Conservateur des Hypothèques	121 800 036	122 659 621
	Opérations p/c.divers organismes et collectivités		
4671%	Impôts - Communes de la réunion comptable de la TIVAA	3 178 729 670	3 056 394 488
4672%	Impôts - Communes de la réunion comptable de la TISLV	338 825 872	322 902 711
4673%	Impôts - Autres bénéficiaires	2 332 910 671	2 108 679 289
4674%	Douane - Etablissements publics gérés par la TREP	428 124 650	380 645 674
4675%	Douane - Autres bénéficiaires	11 144 145 196	12 361 556 176
4676%	Recette des Impôts - Autres bénéficiaires	398 433 975	444 473 601
4677%	Redevances touristiques pour Bora Bora et Papeete	370 080	649 853
	TOTAL 3	**194 685 754 847**	**203 762 511 351**
	COMPTES DE REGULARISATION		

Paierie de la Polynésie Française : PF 2024 BP1

PASSIF		Exercice 2024 NET	Exercice 2023 NET
473	Dépenses à l'étranger en instance de règlement		
471%, 478%	Recettes à classer ou à régulariser	25 967 318 362	41 472 008 663
477%	Ecarts de conversion Passif	3	
	TOTAL 4	**25 967 318 365**	**41 472 008 663**
	TOTAL GENERAL	**806 764 736 305**	**817 332 519 744**

COMPTE DE RESULTAT

Paierie de la Polynésie Française : PF 2024 BP1

POSTES	MONTANTS Exercice 2024	MONTANTS Exercice 2023
PRODUITS COURANTS NON FINANCIERS		
Impôts et taxes		
Imp. et taxes indirects 71%-719%	98 508 720 271	93 430 635 764
Imp. et taxes directs 731%-739%	30 257 052 091	26 986 950 316
Autres imp. et taxes 73% sauf 731%	8 451 551 295	8 879 121 141
Production		
Prod. des services, du domaine et ventes div. 70% - 709%	1 737 814 131	1 973 988 787
Travaux en régie 72%	388 790 837	436 720 196
Reprises sur amortissements et provisions		
Reprises sur amort. 781%	3 133 209 973	1 326 522 899
Transferts de charges		
Transfert de charges 791		
Autres produits		
Autres produits 75%	658 493 343	628 344 096
Dotations et subventions		
Dot. Etat ou Polyn.Franç. 7411, 7412, 7413 - 749	10 805 727 925	10 805 727 923
Sub & participations 747%	4 848 692 240	5 214 032 252
TOTAL 1	**158 790 052 106**	**149 682 043 374**
CHARGES COURANTES NON FINANCIERES		
Traitements et salaires		
Traitements et salaires (641%-6419), (6481-6489)	26 623 960 273	25 496 187 337
Charges sociales		
Charges sociales (645%-6459),(647%-6479)	7 517 008 022	7 232 553 691
Achats et charges externes		
Achats et Charges ext. 601,602%,603%,606%,607,-609%,61%-619%,62%-629%	16 117 516 530	15 025 182 889
Impôts, taxes et versements assimilés		
Impôts, taxes (63% - 6359)	15 473 216	9 239 178
Dotations aux amortissements		
Sur Immobilisations 6811	14 178 355 446	12 773 116 116
Sur charges à répartir 6812		
Dotations aux provisions		
Provisions 6815, 6817	6 468 797 030	3 618 209 973
Autres charges		
Autres charges (651%-6519), (652%-6529),(653%-6539),654%,(658%-65869)	19 066 559 354	15 533 700 070
Participations et interventions		
Contrib. obligatoires 655%	35 048 296 242	28 818 963 495
Participations 656%	1 077 773 679	916 395 069
Subventions (657%-65739-65749)	11 069 498 000	8 307 513 181
TOTAL 2	**137 183 237 792**	**117 731 060 999**
A - RESULTAT COURANT NON FINANCIER (1-2)	**21 606 814 314**	**31 950 982 375**
PRODUITS COURANTS FINANCIERS		
Valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé 761%,762%	843 061 558	810 178 984
Autres Intérêts et produits assimilés		
Autres Intérêts et produits assimilés 763, 764, 768, (-769)	298 279 363	142 823 925

Paierie de la Polynésie Française : PF 2024 BP1

POSTES	MONTANTS Exercice 2024	Exercice 2023
Gains de change		
Gains de change 766	13 718	3 861
Produit net sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Produit net sur cessions de valeurs mobilières de placement 767		
Reprises sur provisions		
Reprises sur provisions 786%	3 193 309 402	
Transferts de charges		
Transferts de charges 796		
TOTAL 3	**4 334 664 041**	**953 006 770**
CHARGES COURANTES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées		
Intérêts et charges 661%, 668	3 616 685 699	3 365 691 643
Pertes de change		
Pertes de change 666	1 772 842	1 523 296
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement 667		
Dotations aux amortissements et provisions		
Dotations aux amortissements et provisions 686%	3 495 000 000	42 851 406
TOTAL 4	**7 113 458 541**	**3 410 066 345**
B - RESULTAT COURANT FINANCIER (3-4)	**- 2 778 794 500**	**- 2 457 059 575**
A + B - RESULTAT COURANT	**18 828 019 814**	**29 493 922 800**
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Subvention 774		
Autres opérations 771%, 772, 773	2 754 717 206	3 077 138 873
Sur opérations en capital		
Produits des cessions d'immobilisations 775	68 486 324	
Différences sur réalisations (négatives) reprises au compte de résultat 7761	340 118	
Neutralisation des amortissements 7768	1 900 123 215	1 900 438 660
Autres opérations 777, 778%	3 145 014 932	2 698 213 763
Reprises sur provisions		
Reprises sur provisions 787		11 165 564 761
Transfert de charges		
Transfert de charges 797		
TOTAL 5	**7 868 681 795**	**18 841 356 057**
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Subventions 674%, (-6749)	12 572 390 393	9 440 138 049
Autres opérations 671%, 672, 673	2 143 616 579	2 653 111 875
Sur opérations en capital		
Valeur comptable des immobilisations cédées 675	19 025 323	
Différences sur réalisations (positives) transférées à l'investissement 6761	49 801 119	
Autres opérations 678	11 595 769	84 059 824

COMPTE DE RESULTAT

Paierie de la Polynésie Française : PF 2024 BP1

POSTES	MONTANTS Exercice 2024	MONTANTS Exercice 2023
Dotations aux amortissements et provisions		
Dotations aux amortissements et provisions 687		100 373 000
TOTAL 6	**14 796 429 183**	**12 277 682 748**
C1 - RESULTAT EXCEPTIONNEL COMPTABLE (V - VI - 776 + 676	**- 8 778 409 602**	**4 663 234 649**
C2 - RESULTAT EXCEPTIONNEL BUDGETAIRE (V - VI)	**- 6 927 747 388**	**6 563 673 309**
Total des produits hors neutralisation (I+III+V - 776)	**169 092 934 609**	**167 575 967 541**
Total des charges hors neutralisation (II+IV+VI - 676)	**159 043 324 397**	**133 418 810 092**
RESULTAT COMPTABLE hors neutralisation (A+B+C1)	**10 049 610 212**	**34 157 157 449**
Neutralisation budgétaire des plus et moins values (7761 - 6761)	**- 49 461 001**	
Neutralisation budgétaire d'amortissements (7768)	**1 900 123 215**	**1 900 438 660**
RESULTAT DE L'EXERCICE (A + B + C2)	**11 900 272 426**	**36 057 596 109**

Polynésie Française

Budget Général

Organisme : PF
Exercice : 2024
Budget : BP1
Edité le : 11/03/2025 02:42 PM

ETAT COMPARATIF DES RECETTES EN INVESTISSEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	RECETTES				
	Ordonnateur (1)	PAR (2)	RNA (PCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
90104 / 131152 /	44 227 024	0	0	44 227 024	0
Total Article 131152	**44 227 024**	**0**	**0**	**44 227 024**	**0**
90104 / 131188 /	9 830 417	0	0	9 830 417	0
Total Article 131188	**9 830 417**	**0**	**0**	**9 830 417**	**0**
90104 / 231311 /	11 978 136	0	0	11 978 136	0
Total Article 231311	**11 978 136**	**0**	**0**	**11 978 136**	**0**
90104 / 231318 /	9 000 000	0	0	9 000 000	0
Total Article 231318	**9 000 000**	**0**	**0**	**9 000 000**	**0**
90104	**75 035 577**	**0**	**0**	**75 035 577**	**0**
90105 / 13116 /	21 733 865	0	0	21 733 865	0
Total Article 13116	**21 733 865**	**0**	**0**	**21 733 865**	**0**
90105	**21 733 865**	**0**	**0**	**21 733 865**	**0**
TOTAL MISSION 901	**96 769 442**	**0**	**0**	**96 769 442**	**0**
90301 / 131181 /	7 162 716	0	0	7 162 716	0
Total Article 131181	**7 162 716**	**0**	**0**	**7 162 716**	**0**
90301 / 204141 /	569 370	0	0	569 370	0
Total Article 204141	**569 370**	**0**	**0**	**569 370**	**0**
90301 / 204142 /	29 112 430	0	0	29 112 430	0
Total Article 204142	**29 112 430**	**0**	**0**	**29 112 430**	**0**
90301	**36 844 516**	**0**	**0**	**36 844 516**	**0**
90305 / 204171 /	33 995 460	0	0	33 995 460	0
Total Article 204171	**33 995 460**	**0**	**0**	**33 995 460**	**0**
90305	**33 995 460**	**0**	**0**	**33 995 460**	**0**
TOTAL MISSION 903	**70 839 976**	**0**	**0**	**70 839 976**	**0**
90401 / 131152 /	54 145 467	0	0	54 145 467	0
Total Article 131152	**54 145 467**	**0**	**0**	**54 145 467**	**0**
90401 / 23133 /	6 436	0	0	6 436	0
Total Article 23133	**6 436**	**0**	**0**	**6 436**	**0**
90401	**54 151 903**	**0**	**0**	**54 151 903**	**0**
TOTAL MISSION 904	**54 151 903**	**0**	**0**	**54 151 903**	**0**
90501 / 131152 /	118 745 383	0	0	118 745 383	0
Total Article 131152	**118 745 383**	**0**	**0**	**118 745 383**	**0**
90501 / 13116 /	66 210 505	0	0	66 210 505	0
Total Article 13116	**66 210 505**	**0**	**0**	**66 210 505**	**0**
90501 / 132184 /	14 310 000	0	0	14 310 000	0
Total Article 132184	**14 310 000**	**0**	**0**	**14 310 000**	**0**
90501 / 20421 /	1 160 592	0	0	1 160 592	0

ETAT COMPARATIF DES RECETTES EN INVESTISSEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	RECETTES				
	Ordonnateur (1)	PAR (2)	RNA (PCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 20421	**1 160 592**	**0**	**0**	**1 160 592**	**0**
90501	**200 426 480**	**0**	**0**	**200 426 480**	**0**
90502 / 13116 /	5 562 819	0	0	5 562 819	0
Total Article 13116	**5 562 819**	**0**	**0**	**5 562 819**	**0**
90502	**5 562 819**	**0**	**0**	**5 562 819**	**0**
90503 / 13116 /	19 050 000	0	0	19 050 000	0
Total Article 13116	**19 050 000**	**0**	**0**	**19 050 000**	**0**
90503 / 20421 /	3 018 417	0	0	3 018 417	0
Total Article 20421	**3 018 417**	**0**	**0**	**3 018 417**	**0**
90503	**22 068 417**	**0**	**0**	**22 068 417**	**0**
90505 / 213510 /	5 000 000	0	0	5 000 000	0
Total Article 213510	**5 000 000**	**0**	**0**	**5 000 000**	**0**
90505	**5 000 000**	**0**	**0**	**5 000 000**	**0**
TOTAL MISSION 905	**233 057 716**	**0**	**0**	**233 057 716**	**0**
90802 / 13116 /	25 650 000	0	0	25 650 000	0
Total Article 13116	**25 650 000**	**0**	**0**	**25 650 000**	**0**
90802	**25 650 000**	**0**	**0**	**25 650 000**	**0**
TOTAL MISSION 908	**25 650 000**	**0**	**0**	**25 650 000**	**0**
90902 / 13114 /	296 841 479	0	0	296 841 479	0
Total Article 13114	**296 841 479**	**0**	**0**	**296 841 479**	**0**
90902 / 131181 /	11 686 710	0	0	11 686 710	0
Total Article 131181	**11 686 710**	**0**	**0**	**11 686 710**	**0**
90902 / 131188 /	3 750 000	0	0	3 750 000	0
Total Article 131188	**3 750 000**	**0**	**0**	**3 750 000**	**0**
90902	**312 278 189**	**0**	**0**	**312 278 189**	**0**
90904 / 131152 /	47 924 890	0	0	47 924 890	0
Total Article 131152	**47 924 890**	**0**	**0**	**47 924 890**	**0**
90904	**47 924 890**	**0**	**0**	**47 924 890**	**0**
TOTAL MISSION 909	**360 203 079**	**0**	**0**	**360 203 079**	**0**
91001 / 131152 /	48 641 619	0	0	48 641 619	0
Total Article 131152	**48 641 619**	**0**	**0**	**48 641 619**	**0**
91001 / 13116 /	95 698 274	0	0	95 698 274	0
Total Article 13116	**95 698 274**	**0**	**0**	**95 698 274**	**0**
91001 / 131188 /	22 996 024	0	0	22 996 024	0
Total Article 131188	**22 996 024**	**0**	**0**	**22 996 024**	**0**
91001 / 213510 /	102 261	0	0	102 261	0

ETAT COMPARATIF DES RECETTES EN INVESTISSEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	RECETTES				
	Ordonnateur (1)	PAR (2)	RNA (PCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 213510	**102 261**	**0**	**0**	**102 261**	**0**
91001 / 231351 /	13 559 148	0	0	13 559 148	0
Total Article 231351	**13 559 148**	**0**	**0**	**13 559 148**	**0**
91001	**180 997 326**	**0**	**0**	**180 997 326**	**0**
TOTAL MISSION 910	**180 997 326**	**0**	**0**	**180 997 326**	**0**
91102 / 1328 /	13 743 883	0	0	13 743 883	0
Total Article 1328	**13 743 883**	**0**	**0**	**13 743 883**	**0**
91102	**13 743 883**	**0**	**0**	**13 743 883**	**0**
91103 / 132188 /	4 773 270	0	0	4 773 270	0
Total Article 132188	**4 773 270**	**0**	**0**	**4 773 270**	**0**
91103	**4 773 270**	**0**	**0**	**4 773 270**	**0**
91105 / 204172 /	2 500 000	0	0	2 500 000	0
Total Article 204172	**2 500 000**	**0**	**0**	**2 500 000**	**0**
91105 / 20421 /	330 614	0	0	330 614	0
Total Article 20421	**330 614**	**0**	**0**	**330 614**	**0**
91105	**2 830 614**	**0**	**0**	**2 830 614**	**0**
91106 / 131188 /	59 665 871	0	0	59 665 871	0
Total Article 131188	**59 665 871**	**0**	**0**	**59 665 871**	**0**
91106 / 204171 /	18 437 106	0	0	18 437 106	0
Total Article 204171	**18 437 106**	**0**	**0**	**18 437 106**	**0**
91106 / 204172 /	5 860 881	0	0	5 860 881	0
Total Article 204172	**5 860 881**	**0**	**0**	**5 860 881**	**0**
91106 / 20421 /	260 618	0	0	260 618	0
Total Article 20421	**260 618**	**0**	**0**	**260 618**	**0**
91106	**84 224 476**	**0**	**0**	**84 224 476**	**0**
TOTAL MISSION 911	**105 572 243**	**0**	**0**	**105 572 243**	**0**
91302 / 274 /	18 642 210	0	0	18 642 210	0
Total Article 274	**18 642 210**	**0**	**0**	**18 642 210**	**0**
91302	**18 642 210**	**0**	**0**	**18 642 210**	**0**
TOTAL MISSION 913	**18 642 210**	**0**	**0**	**18 642 210**	**0**
91401 / 13211 /	3 437 854 690	0	0	3 437 854 690	0
Total Article 13211	**3 437 854 690**	**0**	**0**	**3 437 854 690**	**0**
91401	**3 437 854 690**	**0**	**0**	**3 437 854 690**	**0**
91402 / 13111 /	1 765 905 090	0	0	1 765 905 090	0
Total Article 13111	**1 765 905 090**	**0**	**0**	**1 765 905 090**	**0**
91402 / 131188 /	107 398 568	0	0	107 398 568	0

ETAT COMPARATIF DES RECETTES EN INVESTISSEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	RECETTES				
	Ordonnateur (1)	PAR (2)	RNA (PCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 131188	**107 398 568**	**0**	**0**	**107 398 568**	**0**
91402 / 2031 /	281 594	0	0	281 594	0
Total Article 2031	**281 594**	**0**	**0**	**281 594**	**0**
91402 / 23133 /	33 965 020	0	0	33 965 020	0
Total Article 23133	**33 965 020**	**0**	**0**	**33 965 020**	**0**
91402	**1 907 550 272**	**0**	**0**	**1 907 550 272**	**0**
91403 / 13211 /	346 700 957	0	0	346 700 957	0
Total Article 13211	**346 700 957**	**0**	**0**	**346 700 957**	**0**
91403 / 23128 /	30 878 496	0	0	30 878 496	0
Total Article 23128	**30 878 496**	**0**	**0**	**30 878 496**	**0**
91403	**377 579 453**	**0**	**0**	**377 579 453**	**0**
91404 / 132183 /	15 035 800	0	0	15 035 800	0
Total Article 132183	**15 035 800**	**0**	**0**	**15 035 800**	**0**
91404	**15 035 800**	**0**	**0**	**15 035 800**	**0**
91405 / 131181 /	107 398 568	0	0	107 398 568	0
Total Article 131181	**107 398 568**	**0**	**0**	**107 398 568**	**0**
91405	**107 398 568**	**0**	**0**	**107 398 568**	**0**
TOTAL MISSION 914	**5 845 418 783**	**0**	**0**	**5 845 418 783**	**0**
91502 / 131188 /	46 564 081	0	0	46 564 081	0
Total Article 131188	**46 564 081**	**0**	**0**	**46 564 081**	**0**
91502 / 21820 /	127 223 323	0	0	127 223 323	0
Total Article 21820	**127 223 323**	**0**	**0**	**127 223 323**	**0**
91502	**173 787 404**	**0**	**0**	**173 787 404**	**0**
TOTAL MISSION 915	**173 787 404**	**0**	**0**	**173 787 404**	**0**
91603 / 192 /	49 801 119	0	0	49 801 119	0
Total Article 192	**49 801 119**	**0**	**0**	**49 801 119**	**0**
91603 / 2111 /	19 025 323	0	0	19 025 323	0
Total Article 2111	**19 025 323**	**0**	**0**	**19 025 323**	**0**
91603	**68 826 442**	**0**	**0**	**68 826 442**	**0**
91604 / 2031 /	9 000 000	0	0	9 000 000	0
Total Article 2031	**9 000 000**	**0**	**0**	**9 000 000**	**0**
91604 / 204172 /	39 632 810	0	0	39 632 810	0
Total Article 204172	**39 632 810**	**0**	**0**	**39 632 810**	**0**
91604 / 20421 /	38 194 786	0	0	38 194 786	0
Total Article 20421	**38 194 786**	**0**	**0**	**38 194 786**	**0**
91604 / 20422 /	9 130 000	0	0	9 130 000	0
Total Article 20422	**9 130 000**	**0**	**0**	**9 130 000**	**0**

ETAT COMPARATIF DES RECETTES EN INVESTISSEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	RECETTES				
	Ordonnateur (1)	PAR (2)	RNA (PCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
91604	**95 957 596**	**0**	**0**	**95 957 596**	**0**
TOTAL MISSION 916	**164 784 038**	**0**	**0**	**164 784 038**	**0**
95101 / 1641 /	8 190 692 124	0	0	8 190 692 124	0
Total Article 1641	**8 190 692 124**	**0**	**0**	**8 190 692 124**	**0**
95101 / 2671 /	24 071 331	0	0	24 071 331	0
Total Article 2671	**24 071 331**	**0**	**0**	**24 071 331**	**0**
95101 / 274 /	364 129 221	0	0	364 129 221	0
Total Article 274	**364 129 221**	**0**	**0**	**364 129 221**	**0**
95101 / 2761 /	43 942 675	0	0	43 942 675	0
Total Article 2761	**43 942 675**	**0**	**0**	**43 942 675**	**0**
95101	**8 622 835 351**	**0**	**0**	**8 622 835 351**	**0**
95102 / 1068 /	29 729 037 193	0	0	29 729 037 193	0
Total Article 1068	**29 729 037 193**	**0**	**0**	**29 729 037 193**	**0**
95102 / 28031 /	184 395 565	0	0	184 395 565	0
Total Article 28031	**184 395 565**	**0**	**0**	**184 395 565**	**0**
95102 / 28032 /	1 320 000	0	0	1 320 000	0
Total Article 28032	**1 320 000**	**0**	**0**	**1 320 000**	**0**
95102 / 2804 /	6 606 484 654	0	0	6 606 484 654	0
Total Article 2804	**6 606 484 654**	**0**	**0**	**6 606 484 654**	**0**
95102 / 2805 /	191 785 786	0	0	191 785 786	0
Total Article 2805	**191 785 786**	**0**	**0**	**191 785 786**	**0**
95102 / 2808 /	78 432 303	0	0	78 432 303	0
Total Article 2808	**78 432 303**	**0**	**0**	**78 432 303**	**0**
95102 / 281311 /	58 339 129	0	0	58 339 129	0
Total Article 281311	**58 339 129**	**0**	**0**	**58 339 129**	**0**
95102 / 281312 /	607 031 835	0	0	607 031 835	0
Total Article 281312	**607 031 835**	**0**	**0**	**607 031 835**	**0**
95102 / 281313 /	429 522 308	0	0	429 522 308	0
Total Article 281313	**429 522 308**	**0**	**0**	**429 522 308**	**0**
95102 / 281314 /	9 982 518	0	0	9 982 518	0
Total Article 281314	**9 982 518**	**0**	**0**	**9 982 518**	**0**
95102 / 281318 /	772 327 313	0	0	772 327 313	0
Total Article 281318	**772 327 313**	**0**	**0**	**772 327 313**	**0**
95102 / 28132 /	38 796	0	0	38 796	0
Total Article 28132	**38 796**	**0**	**0**	**38 796**	**0**
95102 / 28133 /	1 868 627 098	0	0	1 868 627 098	0
Total Article 28133	**1 868 627 098**	**0**	**0**	**1 868 627 098**	**0**
95102 / 281351 /	315 537 243	0	0	315 537 243	0
Total Article 281351	**315 537 243**	**0**	**0**	**315 537 243**	**0**
95102 / 281352 /	190 036	0	0	190 036	0

Polynésie Française

Budget Général

Organisme : PF
Exercice : 2024
Budget : BP1
Edité le : 11/03/2025 02:42 PM

ETAT COMPARATIF DES RECETTES EN INVESTISSEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	RECETTES				
	Ordonnateur (1)	PAR (2)	RNA (PCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 281352	**190 036**	**0**	**0**	**190 036**	**0**
95102 / 281353 /	299 556 336	0	0	299 556 336	0
Total Article 281353	**299 556 336**	**0**	**0**	**299 556 336**	**0**
95102 / 281358 /	12 059 447	0	0	12 059 447	0
Total Article 281358	**12 059 447**	**0**	**0**	**12 059 447**	**0**
95102 / 28138 /	23 509 186	0	0	23 509 186	0
Total Article 28138	**23 509 186**	**0**	**0**	**23 509 186**	**0**
95102 / 28153 /	390 167 958	0	0	390 167 958	0
Total Article 28153	**390 167 958**	**0**	**0**	**390 167 958**	**0**
95102 / 28157 /	1 054 389 893	0	0	1 054 389 893	0
Total Article 28157	**1 054 389 893**	**0**	**0**	**1 054 389 893**	**0**
95102 / 28182 /	389 290 851	0	0	389 290 851	0
Total Article 28182	**389 290 851**	**0**	**0**	**389 290 851**	**0**
95102 / 28183 /	296 614 459	0	0	296 614 459	0
Total Article 28183	**296 614 459**	**0**	**0**	**296 614 459**	**0**
95102 / 28184 /	59 985 972	0	0	59 985 972	0
Total Article 28184	**59 985 972**	**0**	**0**	**59 985 972**	**0**
95102 / 28185 /	20 685 760	0	0	20 685 760	0
Total Article 28185	**20 685 760**	**0**	**0**	**20 685 760**	**0**
95102 / 28188 /	508 081 000	0	0	508 081 000	0
Total Article 28188	**508 081 000**	**0**	**0**	**508 081 000**	**0**
95102	**43 907 392 639**	**0**	**0**	**43 907 392 639**	**0**
TOTAL MISSION 951	**52 530 227 990**	**0**	**0**	**52 530 227 990**	**0**
TOTAL GENERAL	**59 860 102 110**	**0**	**0**	**59 860 102 110**	**0**
Hors dna/rna (1 - 3)	**59 860 102 110**				

Polynésie Française

Budget Général

Organisme : PF
Exercice : 2024
Budget : BP1
Edité le : 11/03/2025 02:44 PM

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN INVESTISSEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
90001 / 21880 /	93 560 419	0	0	93 560 419	0
Total Article 21880	**93 560 419**	**0**	**0**	**93 560 419**	**0**
90001	**93 560 419**	**0**	**0**	**93 560 419**	**0**
90005 / 2050 /	150 000	0	0	150 000	0
Total Article 2050	**150 000**	**0**	**0**	**150 000**	**0**
90005 / 2128 /	1 866 760	0	0	1 866 760	0
Total Article 2128	**1 866 760**	**0**	**0**	**1 866 760**	**0**
90005 / 213510 /	259 077	0	0	259 077	0
Total Article 213510	**259 077**	**0**	**0**	**259 077**	**0**
90005 / 21570 /	10 202 647	0	0	10 202 647	0
Total Article 21570	**10 202 647**	**0**	**0**	**10 202 647**	**0**
90005 / 21830 /	2 896 371	0	0	2 896 371	0
Total Article 21830	**2 896 371**	**0**	**0**	**2 896 371**	**0**
90005 / 21840 /	471 651	0	0	471 651	0
Total Article 21840	**471 651**	**0**	**0**	**471 651**	**0**
90005 / 21880 /	2 595 933	0	0	2 595 933	0
Total Article 21880	**2 595 933**	**0**	**0**	**2 595 933**	**0**
90005	**18 442 439**	**0**	**0**	**18 442 439**	**0**
TOTAL MISSION 900	**112 002 858**	**0**	**0**	**112 002 858**	**0**
90102 / 2031 /	4 739 425	0	0	4 739 425	0
Total Article 2031	**4 739 425**	**0**	**0**	**4 739 425**	**0**
90102 / 2050 /	213 728 631	0	0	213 728 631	0
Total Article 2050	**213 728 631**	**0**	**0**	**213 728 631**	**0**
Total Article 2051	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
90102 / 20820 /	9 521 230	0	0	9 521 230	0
Total Article 20820	**9 521 230**	**0**	**0**	**9 521 230**	**0**
90102 / 21570 /	5 779 906	0	0	5 779 906	0
Total Article 21570	**5 779 906**	**0**	**0**	**5 779 906**	**0**
90102 / 21830 /	9 251 400	0	0	9 251 400	0
Total Article 21830	**9 251 400**	**0**	**0**	**9 251 400**	**0**
90102 / 231311 /	565 000	0	0	565 000	0
Total Article 231311	**565 000**	**0**	**0**	**565 000**	**0**
90102 / 23205 /	531 930 012	0	0	531 930 012	0
Total Article 23205	**531 930 012**	**0**	**0**	**531 930 012**	**0**
90102 / 232082 /	13 595 399	0	0	13 595 399	0
Total Article 232082	**13 595 399**	**0**	**0**	**13 595 399**	**0**
90102 / 232088 /	1 627 200	0	0	1 627 200	0
Total Article 232088	**1 627 200**	**0**	**0**	**1 627 200**	**0**
90102	**790 738 203**	**0**	**0**	**790 738 203**	**0**
90104 / 2031 /	17 795 400	0	0	17 795 400	0

Polynésie Française

Budget Général

Organisme : PF
Exercice : 2024
Budget : BP1
Edité le : 11/03/2025 02:44 PM

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN INVESTISSEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 2031	**17 795 400**	**0**	**0**	**17 795 400**	**0**
90104 / 2128 /	23 628 136	0	0	23 628 136	0
Total Article 2128	**23 628 136**	**0**	**0**	**23 628 136**	**0**
90104 / 213110 /	112 859 258	0	0	112 859 258	0
Total Article 213110	**112 859 258**	**0**	**0**	**112 859 258**	**0**
90104 / 213180 /	2 071 104	0	0	2 071 104	0
Total Article 213180	**2 071 104**	**0**	**0**	**2 071 104**	**0**
90104 / 213510 /	84 334 441	0	0	84 334 441	0
Total Article 213510	**84 334 441**	**0**	**0**	**84 334 441**	**0**
90104 / 21380 /	2 251 186	0	0	2 251 186	0
Total Article 21380	**2 251 186**	**0**	**0**	**2 251 186**	**0**
90104 / 21530 /	2 001 244	0	0	2 001 244	0
Total Article 21530	**2 001 244**	**0**	**0**	**2 001 244**	**0**
90104 / 21570 /	1 011 233	0	0	1 011 233	0
Total Article 21570	**1 011 233**	**0**	**0**	**1 011 233**	**0**
90104 / 21840 /	3 531 966	0	0	3 531 966	0
Total Article 21840	**3 531 966**	**0**	**0**	**3 531 966**	**0**
90104 / 21850 /	1 595 212	0	0	1 595 212	0
Total Article 21850	**1 595 212**	**0**	**0**	**1 595 212**	**0**
90104 / 21880 /	48 135 620	0	0	48 135 620	0
Total Article 21880	**48 135 620**	**0**	**0**	**48 135 620**	**0**
Total Article 21881	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
90104 / 23128 /	2 734 319	0	0	2 734 319	0
Total Article 23128	**2 734 319**	**0**	**0**	**2 734 319**	**0**
90104 / 231311 /	923 816 066	0	0	923 816 066	0
Total Article 231311	**923 816 066**	**0**	**0**	**923 816 066**	**0**
90104 / 231318 /	135 953 050	0	0	135 953 050	0
Total Article 231318	**135 953 050**	**0**	**0**	**135 953 050**	**0**
90104 / 231351 /	143 024 017	0	0	143 024 017	0
Total Article 231351	**143 024 017**	**0**	**0**	**143 024 017**	**0**
90104	**1 504 742 252**	**0**	**0**	**1 504 742 252**	**0**
90105 / 2050 /	5 439 672	0	0	5 439 672	0
Total Article 2050	**5 439 672**	**0**	**0**	**5 439 672**	**0**
90105 / 213510 /	196 620	0	0	196 620	0
Total Article 213510	**196 620**	**0**	**0**	**196 620**	**0**
90105 / 21570 /	1 325 132	0	0	1 325 132	0
Total Article 21570	**1 325 132**	**0**	**0**	**1 325 132**	**0**
90105 / 21820 /	175 476 784	0	0	175 476 784	0
Total Article 21820	**175 476 784**	**0**	**0**	**175 476 784**	**0**
90105 / 21830 /	142 541 762	0	0	142 541 762	0
Total Article 21830	**142 541 762**	**0**	**0**	**142 541 762**	**0**

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN INVESTISSEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
90105 / 21840 /	9 859 176	0	0	9 859 176	0
Total Article 21840	**9 859 176**	**0**	**0**	**9 859 176**	**0**
90105 / 21850 /	695 157	0	0	695 157	0
Total Article 21850	**695 157**	**0**	**0**	**695 157**	**0**
90105 / 21880 /	10 161 840	0	0	10 161 840	0
Total Article 21880	**10 161 840**	**0**	**0**	**10 161 840**	**0**
90105 / 23205 /	866 565	0	0	866 565	0
Total Article 23205	**866 565**	**0**	**0**	**866 565**	**0**
90105	**346 562 708**	**0**	**0**	**346 562 708**	**0**
TOTAL MISSION 901	**2 642 043 163**	**0**	**0**	**2 642 043 163**	**0**
90301 / 204141 /	1 150 212 196	0	0	1 150 212 196	0
Total Article 204141	**1 150 212 196**	**0**	**0**	**1 150 212 196**	**0**
90301 / 204142 /	963 946 586	0	0	963 946 586	0
Total Article 204142	**963 946 586**	**0**	**0**	**963 946 586**	**0**
90301 / 204181 /	10 407 520	0	0	10 407 520	0
Total Article 204181	**10 407 520**	**0**	**0**	**10 407 520**	**0**
90301	**2 124 566 302**	**0**	**0**	**2 124 566 302**	**0**
90303 / 2050 /	3 051 000	0	0	3 051 000	0
Total Article 2050	**3 051 000**	**0**	**0**	**3 051 000**	**0**
90303 / 20820 /	27 192 655	0	0	27 192 655	0
Total Article 20820	**27 192 655**	**0**	**0**	**27 192 655**	**0**
90303 / 21830 /	130 500	0	0	130 500	0
Total Article 21830	**130 500**	**0**	**0**	**130 500**	**0**
90303 / 232082 /	12 181 071	0	0	12 181 071	0
Total Article 232082	**12 181 071**	**0**	**0**	**12 181 071**	**0**
90303	**42 555 226**	**0**	**0**	**42 555 226**	**0**
90305 / 2031 /	9 655 546	0	0	9 655 546	0
Total Article 2031	**9 655 546**	**0**	**0**	**9 655 546**	**0**
90305 / 204171 /	25 794 832	0	0	25 794 832	0
Total Article 204171	**25 794 832**	**0**	**0**	**25 794 832**	**0**
90305 / 204172 /	78 059 111	0	0	78 059 111	0
Total Article 204172	**78 059 111**	**0**	**0**	**78 059 111**	**0**
90305 / 2111 /	1 477 045	0	0	1 477 045	0
Total Article 2111	**1 477 045**	**0**	**0**	**1 477 045**	**0**
90305 / 2128 /	178 619 960	0	0	178 619 960	0
Total Article 2128	**178 619 960**	**0**	**0**	**178 619 960**	**0**
90305 / 213180 /	5 142 630	0	0	5 142 630	0
Total Article 213180	**5 142 630**	**0**	**0**	**5 142 630**	**0**
90305 / 213510 /	8 944 575	0	0	8 944 575	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN INVESTISSEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 213510	**8 944 575**	**0**	**0**	**8 944 575**	**0**
90305 / 213580 /	2 809 869	0	0	2 809 869	0
Total Article 213580	**2 809 869**	**0**	**0**	**2 809 869**	**0**
90305 / 21380 /	1 758 279	0	0	1 758 279	0
Total Article 21380	**1 758 279**	**0**	**0**	**1 758 279**	**0**
90305 / 21530 /	1 225 067	0	0	1 225 067	0
Total Article 21530	**1 225 067**	**0**	**0**	**1 225 067**	**0**
90305 / 21570 /	2 937 767	0	0	2 937 767	0
Total Article 21570	**2 937 767**	**0**	**0**	**2 937 767**	**0**
90305 / 21880 /	9 215 299	0	0	9 215 299	0
Total Article 21880	**9 215 299**	**0**	**0**	**9 215 299**	**0**
90305 / 23128 /	37 535 664	0	0	37 535 664	0
Total Article 23128	**37 535 664**	**0**	**0**	**37 535 664**	**0**
90305 / 231318 /	7 979 902	0	0	7 979 902	0
Total Article 231318	**7 979 902**	**0**	**0**	**7 979 902**	**0**
90305 / 23138 /	25 245 472	0	0	25 245 472	0
Total Article 23138	**25 245 472**	**0**	**0**	**25 245 472**	**0**
Total Article 23188	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
90305	**396 401 018**	**0**	**0**	**396 401 018**	**0**
TOTAL MISSION 903	**2 563 522 546**	**0**	**0**	**2 563 522 546**	**0**
90401 / 2031 /	4 035 061	0	0	4 035 061	0
Total Article 2031	**4 035 061**	**0**	**0**	**4 035 061**	**0**
90401 / 20422 /	15 000 000	0	0	15 000 000	0
Total Article 20422	**15 000 000**	**0**	**0**	**15 000 000**	**0**
90401 / 20880 /	4 510 105	0	0	4 510 105	0
Total Article 20880	**4 510 105**	**0**	**0**	**4 510 105**	**0**
90401 / 2128 /	30 630 925	0	0	30 630 925	0
Total Article 2128	**30 630 925**	**0**	**0**	**30 630 925**	**0**
90401 / 213180 /	38 872 337	0	0	38 872 337	0
Total Article 213180	**38 872 337**	**0**	**0**	**38 872 337**	**0**
90401 / 21530 /	9 476 040	0	0	9 476 040	0
Total Article 21530	**9 476 040**	**0**	**0**	**9 476 040**	**0**
90401 / 21880 /	19 104 299	0	0	19 104 299	0
Total Article 21880	**19 104 299**	**0**	**0**	**19 104 299**	**0**
90401 / 23128 /	173 672 393	0	0	173 672 393	0
Total Article 23128	**173 672 393**	**0**	**0**	**173 672 393**	**0**
90401 / 231314 /	400 340 816	0	0	400 340 816	0
Total Article 231314	**400 340 816**	**0**	**0**	**400 340 816**	**0**
90401 / 231318 /	140 836 672	0	0	140 836 672	0
Total Article 231318	**140 836 672**	**0**	**0**	**140 836 672**	**0**
90401 / 23133 /	321 956 781	0	0	321 956 781	0

Polynésie Française

Budget Général

Organisme : PF
Exercice : 2024
Budget : BP1
Edité le : 11/03/2025 02:44 PM

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN INVESTISSEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 23133	**321 956 781**	**0**	**0**	**321 956 781**	**0**
90401 / 23153 /	32 152 663	0	0	32 152 663	0
Total Article 23153	**32 152 663**	**0**	**0**	**32 152 663**	**0**
90401	**1 190 588 092**	**0**	**0**	**1 190 588 092**	**0**
90402 / 20421 /	6 204 500	0	0	6 204 500	0
Total Article 20421	**6 204 500**	**0**	**0**	**6 204 500**	**0**
90402 / 20422 /	42 142 242	0	0	42 142 242	0
Total Article 20422	**42 142 242**	**0**	**0**	**42 142 242**	**0**
90402 / 2050 /	349 866	0	0	349 866	0
Total Article 2050	**349 866**	**0**	**0**	**349 866**	**0**
90402	**48 696 608**	**0**	**0**	**48 696 608**	**0**
TOTAL MISSION 904	**1 239 284 700**	**0**	**0**	**1 239 284 700**	**0**
90501 / 2031 /	69 448 948	0	0	69 448 948	0
Total Article 2031	**69 448 948**	**0**	**0**	**69 448 948**	**0**
90501 / 204171 /	44 757 195	0	0	44 757 195	0
Total Article 204171	**44 757 195**	**0**	**0**	**44 757 195**	**0**
90501 / 204172 /	8 362 665	0	0	8 362 665	0
Total Article 204172	**8 362 665**	**0**	**0**	**8 362 665**	**0**
90501 / 204181 /	1 000 000	0	0	1 000 000	0
Total Article 204181	**1 000 000**	**0**	**0**	**1 000 000**	**0**
90501 / 20421 /	561 949 356	0	0	561 949 356	0
Total Article 20421	**561 949 356**	**0**	**0**	**561 949 356**	**0**
90501 / 2128 /	65 608 657	0	0	65 608 657	0
Total Article 2128	**65 608 657**	**0**	**0**	**65 608 657**	**0**
90501 / 213180 /	42 625 617	0	0	42 625 617	0
Total Article 213180	**42 625 617**	**0**	**0**	**42 625 617**	**0**
90501 / 213510 /	11 902 718	0	0	11 902 718	0
Total Article 213510	**11 902 718**	**0**	**0**	**11 902 718**	**0**
90501 / 213530 /	1 225 619	0	0	1 225 619	0
Total Article 213530	**1 225 619**	**0**	**0**	**1 225 619**	**0**
90501 / 21380 /	878 588	0	0	878 588	0
Total Article 21380	**878 588**	**0**	**0**	**878 588**	**0**
90501 / 2151 /	153 205 941	0	0	153 205 941	0
Total Article 2151	**153 205 941**	**0**	**0**	**153 205 941**	**0**
90501 / 21530 /	33 385 002	0	0	33 385 002	0
Total Article 21530	**33 385 002**	**0**	**0**	**33 385 002**	**0**
90501 / 21570 /	102 616 436	0	0	102 616 436	0
Total Article 21570	**102 616 436**	**0**	**0**	**102 616 436**	**0**
Total Article 21571	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
90501 / 21820 /	57 156 682	0	0	57 156 682	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN INVESTISSEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 21820	**57 156 682**	**0**	**0**	**57 156 682**	**0**
90501 / 21840 /	2 410 352	0	0	2 410 352	0
Total Article 21840	**2 410 352**	**0**	**0**	**2 410 352**	**0**
90501 / 21850 /	318 883	0	0	318 883	0
Total Article 21850	**318 883**	**0**	**0**	**318 883**	**0**
90501 / 21880 /	64 546 161	0	0	64 546 161	0
Total Article 21880	**64 546 161**	**0**	**0**	**64 546 161**	**0**
90501 / 23128 /	15 274 295	0	0	15 274 295	0
Total Article 23128	**15 274 295**	**0**	**0**	**15 274 295**	**0**
90501 / 231311 /	67 800	0	0	67 800	0
Total Article 231311	**67 800**	**0**	**0**	**67 800**	**0**
90501 / 231318 /	509 325 622	0	0	509 325 622	0
Total Article 231318	**509 325 622**	**0**	**0**	**509 325 622**	**0**
90501 / 231351 /	29 391 870	0	0	29 391 870	0
Total Article 231351	**29 391 870**	**0**	**0**	**29 391 870**	**0**
90501 / 231353 /	26 912 592	0	0	26 912 592	0
Total Article 231353	**26 912 592**	**0**	**0**	**26 912 592**	**0**
90501 / 23138 /	31 445 477	0	0	31 445 477	0
Total Article 23138	**31 445 477**	**0**	**0**	**31 445 477**	**0**
90501 / 23151 /	31 811 760	0	0	31 811 760	0
Total Article 23151	**31 811 760**	**0**	**0**	**31 811 760**	**0**
90501 / 23153 /	40 354 058	0	0	40 354 058	0
Total Article 23153	**40 354 058**	**0**	**0**	**40 354 058**	**0**
90501 / 23188 /	6 019 569	0	0	6 019 569	0
Total Article 23188	**6 019 569**	**0**	**0**	**6 019 569**	**0**
90501 / 23205 /	1 582 000	0	0	1 582 000	0
Total Article 23205	**1 582 000**	**0**	**0**	**1 582 000**	**0**
90501	**1 913 583 863**	**0**	**0**	**1 913 583 863**	**0**
90502 / 2031 /	10 809 697	0	0	10 809 697	0
Total Article 2031	**10 809 697**	**0**	**0**	**10 809 697**	**0**
90502 / 20421 /	31 612 154	0	0	31 612 154	0
Total Article 20421	**31 612 154**	**0**	**0**	**31 612 154**	**0**
Total Article 2120	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
90502 / 2121 /	1 745 972	0	0	1 745 972	0
Total Article 2121	**1 745 972**	**0**	**0**	**1 745 972**	**0**
90502 / 2128 /	193 606	0	0	193 606	0
Total Article 2128	**193 606**	**0**	**0**	**193 606**	**0**
90502 / 213510 /	1 125 480	0	0	1 125 480	0
Total Article 213510	**1 125 480**	**0**	**0**	**1 125 480**	**0**
90502 / 2151 /	39 178 859	0	0	39 178 859	0
Total Article 2151	**39 178 859**	**0**	**0**	**39 178 859**	**0**

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN INVESTISSEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
90502 / 21530 /	12 472 204	0	0	12 472 204	0
Total Article 21530	**12 472 204**	**0**	**0**	**12 472 204**	**0**
90502 / 21570 /	39 167 784	0	0	39 167 784	0
Total Article 21570	**39 167 784**	**0**	**0**	**39 167 784**	**0**
Total Article 2180	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
90502 / 21820 /	19 512 999	0	0	19 512 999	0
Total Article 21820	**19 512 999**	**0**	**0**	**19 512 999**	**0**
90502 / 23128 /	130 346	0	0	130 346	0
Total Article 23128	**130 346**	**0**	**0**	**130 346**	**0**
90502 / 231318 /	114 546	0	0	114 546	0
Total Article 231318	**114 546**	**0**	**0**	**114 546**	**0**
90502 / 23151 /	21 549 353	0	0	21 549 353	0
Total Article 23151	**21 549 353**	**0**	**0**	**21 549 353**	**0**
90502	**177 613 000**	**0**	**0**	**177 613 000**	**0**
90503 / 2031 /	18 535 848	0	0	18 535 848	0
Total Article 2031	**18 535 848**	**0**	**0**	**18 535 848**	**0**
90503 / 204121 /	2 807 556	0	0	2 807 556	0
Total Article 204121	**2 807 556**	**0**	**0**	**2 807 556**	**0**
90503 / 20421 /	97 890 129	0	0	97 890 129	0
Total Article 20421	**97 890 129**	**0**	**0**	**97 890 129**	**0**
90503 / 2050 /	8 267 105	0	0	8 267 105	0
Total Article 2050	**8 267 105**	**0**	**0**	**8 267 105**	**0**
90503 / 2128 /	508 500	0	0	508 500	0
Total Article 2128	**508 500**	**0**	**0**	**508 500**	**0**
90503 / 21330 /	13 029 493	0	0	13 029 493	0
Total Article 21330	**13 029 493**	**0**	**0**	**13 029 493**	**0**
90503 / 213510 /	5 579 757	0	0	5 579 757	0
Total Article 213510	**5 579 757**	**0**	**0**	**5 579 757**	**0**
90503 / 21530 /	96 307	0	0	96 307	0
Total Article 21530	**96 307**	**0**	**0**	**96 307**	**0**
90503 / 21570 /	28 580 021	0	0	28 580 021	0
Total Article 21570	**28 580 021**	**0**	**0**	**28 580 021**	**0**
90503 / 21880 /	11 649 532	0	0	11 649 532	0
Total Article 21880	**11 649 532**	**0**	**0**	**11 649 532**	**0**
90503 / 231318 /	216 086 273	0	0	216 086 273	0
Total Article 231318	**216 086 273**	**0**	**0**	**216 086 273**	**0**
90503 / 23133 /	75 248 590	0	0	75 248 590	0
Total Article 23133	**75 248 590**	**0**	**0**	**75 248 590**	**0**
90503 / 23138 /	197 687 525	0	0	197 687 525	0
Total Article 23138	**197 687 525**	**0**	**0**	**197 687 525**	**0**
90503 / 23153 /	3 265 983	0	0	3 265 983	0

Polynésie Française

Budget Général

Organisme : PF
Exercice : 2024
Budget : BP1
Edité le : 11/03/2025 02:44 PM

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN INVESTISSEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 23153	**3 265 983**	**0**	**0**	**3 265 983**	**0**
90503 / 23205 /	51 299 085	0	0	51 299 085	0
Total Article 23205	**51 299 085**	**0**	**0**	**51 299 085**	**0**
90503 / 261 /	30 000 000	0	0	30 000 000	0
Total Article 261	**30 000 000**	**0**	**0**	**30 000 000**	**0**
90503 / 275 /	75 000	0	0	75 000	0
Total Article 275	**75 000**	**0**	**0**	**75 000**	**0**
90503	**760 606 704**	**0**	**0**	**760 606 704**	**0**
90504 / 20820 /	1 254 300	0	0	1 254 300	0
Total Article 20820	**1 254 300**	**0**	**0**	**1 254 300**	**0**
90504 / 21570 /	60 844 781	0	0	60 844 781	0
Total Article 21570	**60 844 781**	**0**	**0**	**60 844 781**	**0**
90504 / 21820 /	4 680 000	0	0	4 680 000	0
Total Article 21820	**4 680 000**	**0**	**0**	**4 680 000**	**0**
90504 / 21830 /	706 965	0	0	706 965	0
Total Article 21830	**706 965**	**0**	**0**	**706 965**	**0**
90504 / 21850 /	253 228	0	0	253 228	0
Total Article 21850	**253 228**	**0**	**0**	**253 228**	**0**
90504 / 21880 /	1 545 723	0	0	1 545 723	0
Total Article 21880	**1 545 723**	**0**	**0**	**1 545 723**	**0**
90504 / 23133 /	91 507 971	0	0	91 507 971	0
Total Article 23133	**91 507 971**	**0**	**0**	**91 507 971**	**0**
90504 / 23205 /	949 200	0	0	949 200	0
Total Article 23205	**949 200**	**0**	**0**	**949 200**	**0**
90504	**161 742 168**	**0**	**0**	**161 742 168**	**0**
90505 / 213510 /	2 609 699	0	0	2 609 699	0
Total Article 213510	**2 609 699**	**0**	**0**	**2 609 699**	**0**
90505	**2 609 699**	**0**	**0**	**2 609 699**	**0**
TOTAL MISSION 905	**3 016 155 434**	**0**	**0**	**3 016 155 434**	**0**
90603 / 20421 /	400 000 000	0	0	400 000 000	0
Total Article 20421	**400 000 000**	**0**	**0**	**400 000 000**	**0**
90603	**400 000 000**	**0**	**0**	**400 000 000**	**0**
TOTAL MISSION 906	**400 000 000**	**0**	**0**	**400 000 000**	**0**
90703 / 2031 /	34 222 444	0	0	34 222 444	0
Total Article 2031	**34 222 444**	**0**	**0**	**34 222 444**	**0**
90703 / 204171 /	69 200 117	0	0	69 200 117	0
Total Article 204171	**69 200 117**	**0**	**0**	**69 200 117**	**0**
90703 / 231318 /	10 631 113	0	0	10 631 113	0
Total Article 231318	**10 631 113**	**0**	**0**	**10 631 113**	**0**

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN INVESTISSEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
90703 / 231351 /	199 282 093	0	0	199 282 093	0
Total Article 231351	**199 282 093**	**0**	**0**	**199 282 093**	**0**
90703	**313 335 767**	**0**	**0**	**313 335 767**	**0**
TOTAL MISSION 907	**313 335 767**	**0**	**0**	**313 335 767**	**0**
90801 / 204171 /	105 960 245	0	0	105 960 245	0
Total Article 204171	**105 960 245**	**0**	**0**	**105 960 245**	**0**
90801 / 20421 /	1 615 000	0	0	1 615 000	0
Total Article 20421	**1 615 000**	**0**	**0**	**1 615 000**	**0**
90801 / 20422 /	10 601 250	0	0	10 601 250	0
Total Article 20422	**10 601 250**	**0**	**0**	**10 601 250**	**0**
90801	**118 176 495**	**0**	**0**	**118 176 495**	**0**
90802 / 2031 /	18 879 932	0	0	18 879 932	0
Total Article 2031	**18 879 932**	**0**	**0**	**18 879 932**	**0**
90802 / 204171 /	2 250 000	0	0	2 250 000	0
Total Article 204171	**2 250 000**	**0**	**0**	**2 250 000**	**0**
90802 / 204172 /	28 557 231	0	0	28 557 231	0
Total Article 204172	**28 557 231**	**0**	**0**	**28 557 231**	**0**
90802 / 20421 /	340 273	0	0	340 273	0
Total Article 20421	**340 273**	**0**	**0**	**340 273**	**0**
90802 / 2050 /	1 582 000	0	0	1 582 000	0
Total Article 2050	**1 582 000**	**0**	**0**	**1 582 000**	**0**
90802 / 2128 /	2 650 390	0	0	2 650 390	0
Total Article 2128	**2 650 390**	**0**	**0**	**2 650 390**	**0**
90802 / 213110 /	540 000	0	0	540 000	0
Total Article 213110	**540 000**	**0**	**0**	**540 000**	**0**
90802 / 213510 /	1 326 620	0	0	1 326 620	0
Total Article 213510	**1 326 620**	**0**	**0**	**1 326 620**	**0**
90802 / 21380 /	2 508 600	0	0	2 508 600	0
Total Article 21380	**2 508 600**	**0**	**0**	**2 508 600**	**0**
90802 / 21570 /	9 337 400	0	0	9 337 400	0
Total Article 21570	**9 337 400**	**0**	**0**	**9 337 400**	**0**
90802 / 216 /	4 118 000	0	0	4 118 000	0
Total Article 216	**4 118 000**	**0**	**0**	**4 118 000**	**0**
90802 / 21840 /	2 731 768	0	0	2 731 768	0
Total Article 21840	**2 731 768**	**0**	**0**	**2 731 768**	**0**
90802 / 21880 /	28 163 052	0	0	28 163 052	0
Total Article 21880	**28 163 052**	**0**	**0**	**28 163 052**	**0**
90802 / 231314 /	104 118 815	0	0	104 118 815	0
Total Article 231314	**104 118 815**	**0**	**0**	**104 118 815**	**0**
90802 / 23188 /	10 254 339	0	0	10 254 339	0

Polynésie Française

Budget Général

Organisme : PF
Exercice : 2024
Budget : BP1
Edité le : 11/03/2025 02:44 PM

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN INVESTISSEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 23188	**10 254 339**	**0**	**0**	**10 254 339**	**0**
90802	**217 358 420**	**0**	**0**	**217 358 420**	**0**
TOTAL MISSION 908	**335 534 915**	**0**	**0**	**335 534 915**	**0**
90901 / 21570 /	7 897 757	0	0	7 897 757	0
Total Article 21570	**7 897 757**	**0**	**0**	**7 897 757**	**0**
90901 / 21830 /	74 521 697	0	0	74 521 697	0
Total Article 21830	**74 521 697**	**0**	**0**	**74 521 697**	**0**
90901 / 21840 /	226 396	0	0	226 396	0
Total Article 21840	**226 396**	**0**	**0**	**226 396**	**0**
90901 / 21880 /	10 913 100	0	0	10 913 100	0
Total Article 21880	**10 913 100**	**0**	**0**	**10 913 100**	**0**
90901	**93 558 950**	**0**	**0**	**93 558 950**	**0**
90902 / 2031 /	19 892 287	0	0	19 892 287	0
Total Article 2031	**19 892 287**	**0**	**0**	**19 892 287**	**0**
90902 / 20422 /	108 000 000	0	0	108 000 000	0
Total Article 20422	**108 000 000**	**0**	**0**	**108 000 000**	**0**
90902 / 20431 /	43 861 898	0	0	43 861 898	0
Total Article 20431	**43 861 898**	**0**	**0**	**43 861 898**	**0**
90902 / 2128 /	86 760 837	0	0	86 760 837	0
Total Article 2128	**86 760 837**	**0**	**0**	**86 760 837**	**0**
90902 / 213120 /	92 726 988	0	0	92 726 988	0
Total Article 213120	**92 726 988**	**0**	**0**	**92 726 988**	**0**
90902 / 213510 /	314 042 743	0	0	314 042 743	0
Total Article 213510	**314 042 743**	**0**	**0**	**314 042 743**	**0**
90902 / 21530 /	10 014 954	0	0	10 014 954	0
Total Article 21530	**10 014 954**	**0**	**0**	**10 014 954**	**0**
90902 / 21570 /	48 153 743	0	0	48 153 743	0
Total Article 21570	**48 153 743**	**0**	**0**	**48 153 743**	**0**
90902 / 21820 /	22 254 835	0	0	22 254 835	0
Total Article 21820	**22 254 835**	**0**	**0**	**22 254 835**	**0**
90902 / 21830 /	141 752 749	0	0	141 752 749	0
Total Article 21830	**141 752 749**	**0**	**0**	**141 752 749**	**0**
90902 / 21840 /	6 161 156	0	0	6 161 156	0
Total Article 21840	**6 161 156**	**0**	**0**	**6 161 156**	**0**
90902 / 21880 /	100 816 440	0	0	100 816 440	0
Total Article 21880	**100 816 440**	**0**	**0**	**100 816 440**	**0**
90902 / 231312 /	398 299 734	0	0	398 299 734	0
Total Article 231312	**398 299 734**	**0**	**0**	**398 299 734**	**0**
90902 / 231351 /	130 504 437	0	0	130 504 437	0
Total Article 231351	**130 504 437**	**0**	**0**	**130 504 437**	**0**

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN INVESTISSEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
90902 / 23188 /	4 673 853	0	0	4 673 853	0
Total Article 23188	**4 673 853**	**0**	**0**	**4 673 853**	**0**
90902	**1 527 916 654**	**0**	**0**	**1 527 916 654**	**0**
90903 / 204181 /	57 000 000	0	0	57 000 000	0
Total Article 204181	**57 000 000**	**0**	**0**	**57 000 000**	**0**
90903 / 204182 /	6 000 000	0	0	6 000 000	0
Total Article 204182	**6 000 000**	**0**	**0**	**6 000 000**	**0**
90903 / 20431 /	4 814 470	0	0	4 814 470	0
Total Article 20431	**4 814 470**	**0**	**0**	**4 814 470**	**0**
90903	**67 814 470**	**0**	**0**	**67 814 470**	**0**
90904 / 2031 /	7 434 948	0	0	7 434 948	0
Total Article 2031	**7 434 948**	**0**	**0**	**7 434 948**	**0**
90904 / 204171 /	7 081 833	0	0	7 081 833	0
Total Article 204171	**7 081 833**	**0**	**0**	**7 081 833**	**0**
90904 / 204172 /	44 749 403	0	0	44 749 403	0
Total Article 204172	**44 749 403**	**0**	**0**	**44 749 403**	**0**
90904 / 231318 /	6 746 966	0	0	6 746 966	0
Total Article 231318	**6 746 966**	**0**	**0**	**6 746 966**	**0**
90904	**66 013 150**	**0**	**0**	**66 013 150**	**0**
90905 / 21880 /	580 093	0	0	580 093	0
Total Article 21880	**580 093**	**0**	**0**	**580 093**	**0**
90905	**580 093**	**0**	**0**	**580 093**	**0**
TOTAL MISSION 909	**1 755 883 317**	**0**	**0**	**1 755 883 317**	**0**
91001 / 2031 /	31 790 541	0	0	31 790 541	0
Total Article 2031	**31 790 541**	**0**	**0**	**31 790 541**	**0**
91001 / 204171 /	1 016 097 836	0	0	1 016 097 836	0
Total Article 204171	**1 016 097 836**	**0**	**0**	**1 016 097 836**	**0**
91001 / 2128 /	10 382 474	0	0	10 382 474	0
Total Article 2128	**10 382 474**	**0**	**0**	**10 382 474**	**0**
91001 / 213130 /	4 510 551	0	0	4 510 551	0
Total Article 213130	**4 510 551**	**0**	**0**	**4 510 551**	**0**
91001 / 213180 /	20 959 490	0	0	20 959 490	0
Total Article 213180	**20 959 490**	**0**	**0**	**20 959 490**	**0**
91001 / 213510 /	59 580 989	0	0	59 580 989	0
Total Article 213510	**59 580 989**	**0**	**0**	**59 580 989**	**0**
Total Article 21380	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
91001 / 21530 /	389 831	0	0	389 831	0
Total Article 21530	**389 831**	**0**	**0**	**389 831**	**0**
91001 / 21570 /	195 341 485	0	0	195 341 485	0

Polynésie Française

Budget Général

Organisme : PF
Exercice : 2024
Budget : BP1
Edité le : 11/03/2025 02:44 PM

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN INVESTISSEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 21570	**195 341 485**	**0**	**0**	**195 341 485**	**0**
Total Article 2180	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
91001 / 21820 /	4 974 258	0	0	4 974 258	0
Total Article 21820	**4 974 258**	**0**	**0**	**4 974 258**	**0**
91001 / 21830 /	173 464	0	0	173 464	0
Total Article 21830	**173 464**	**0**	**0**	**173 464**	**0**
91001 / 21840 /	621 776	0	0	621 776	0
Total Article 21840	**621 776**	**0**	**0**	**621 776**	**0**
91001 / 21850 /	969 576	0	0	969 576	0
Total Article 21850	**969 576**	**0**	**0**	**969 576**	**0**
91001 / 21880 /	48 782 982	0	0	48 782 982	0
Total Article 21880	**48 782 982**	**0**	**0**	**48 782 982**	**0**
91001 / 231311 /	47 093	0	0	47 093	0
Total Article 231311	**47 093**	**0**	**0**	**47 093**	**0**
91001 / 231313 /	770 275 741	0	0	770 275 741	0
Total Article 231313	**770 275 741**	**0**	**0**	**770 275 741**	**0**
91001 / 231318 /	17 767 971	0	0	17 767 971	0
Total Article 231318	**17 767 971**	**0**	**0**	**17 767 971**	**0**
91001 / 231351 /	366 841 772	0	0	366 841 772	0
Total Article 231351	**366 841 772**	**0**	**0**	**366 841 772**	**0**
91001 / 23188 /	2 200 904	0	0	2 200 904	0
Total Article 23188	**2 200 904**	**0**	**0**	**2 200 904**	**0**
91001	**2 551 708 734**	**0**	**0**	**2 551 708 734**	**0**
91002 / 2031 /	11 537 691	0	0	11 537 691	0
Total Article 2031	**11 537 691**	**0**	**0**	**11 537 691**	**0**
91002 / 204171 /	2 471 412	0	0	2 471 412	0
Total Article 204171	**2 471 412**	**0**	**0**	**2 471 412**	**0**
91002 / 204172 /	90 000 000	0	0	90 000 000	0
Total Article 204172	**90 000 000**	**0**	**0**	**90 000 000**	**0**
91002 / 21570 /	6 114 880	0	0	6 114 880	0
Total Article 21570	**6 114 880**	**0**	**0**	**6 114 880**	**0**
91002 / 231313 /	712 197 693	0	0	712 197 693	0
Total Article 231313	**712 197 693**	**0**	**0**	**712 197 693**	**0**
91002	**822 321 676**	**0**	**0**	**822 321 676**	**0**
91003 / 204171 /	58 617 070	0	0	58 617 070	0
Total Article 204171	**58 617 070**	**0**	**0**	**58 617 070**	**0**
91003	**58 617 070**	**0**	**0**	**58 617 070**	**0**
TOTAL MISSION 910	**3 432 647 480**	**0**	**0**	**3 432 647 480**	**0**
91101 / 204171 /	6 500 000	0	0	6 500 000	0
Total Article 204171	**6 500 000**	**0**	**0**	**6 500 000**	**0**

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN INVESTISSEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
91101	**6 500 000**	**0**	**0**	**6 500 000**	**0**
91102 / 2031 /	12 144 318	0	0	12 144 318	0
Total Article 2031	**12 144 318**	**0**	**0**	**12 144 318**	**0**
91102 / 2115 /	4 088 561	0	0	4 088 561	0
Total Article 2115	**4 088 561**	**0**	**0**	**4 088 561**	**0**
91102 / 2128 /	10 756 090	0	0	10 756 090	0
Total Article 2128	**10 756 090**	**0**	**0**	**10 756 090**	**0**
91102 / 213110 /	4 034 100	0	0	4 034 100	0
Total Article 213110	**4 034 100**	**0**	**0**	**4 034 100**	**0**
91102 / 213130 /	9 655 322	0	0	9 655 322	0
Total Article 213130	**9 655 322**	**0**	**0**	**9 655 322**	**0**
91102 / 213510 /	25 194 859	0	0	25 194 859	0
Total Article 213510	**25 194 859**	**0**	**0**	**25 194 859**	**0**
91102 / 21530 /	656 723	0	0	656 723	0
Total Article 21530	**656 723**	**0**	**0**	**656 723**	**0**
91102 / 21830 /	368 815	0	0	368 815	0
Total Article 21830	**368 815**	**0**	**0**	**368 815**	**0**
91102 / 21880 /	2 675 750	0	0	2 675 750	0
Total Article 21880	**2 675 750**	**0**	**0**	**2 675 750**	**0**
91102 / 231318 /	692 645	0	0	692 645	0
Total Article 231318	**692 645**	**0**	**0**	**692 645**	**0**
91102	**70 267 183**	**0**	**0**	**70 267 183**	**0**
91103 / 2031 /	7 849 617	0	0	7 849 617	0
Total Article 2031	**7 849 617**	**0**	**0**	**7 849 617**	**0**
91103 / 213510 /	190 000	0	0	190 000	0
Total Article 213510	**190 000**	**0**	**0**	**190 000**	**0**
91103	**8 039 617**	**0**	**0**	**8 039 617**	**0**
91105 / 20421 /	24 288 520	0	0	24 288 520	0
Total Article 20421	**24 288 520**	**0**	**0**	**24 288 520**	**0**
91105	**24 288 520**	**0**	**0**	**24 288 520**	**0**
91106 / 2031 /	274 976	0	0	274 976	0
Total Article 2031	**274 976**	**0**	**0**	**274 976**	**0**
91106 / 204171 /	158 506 000	0	0	158 506 000	0
Total Article 204171	**158 506 000**	**0**	**0**	**158 506 000**	**0**
91106 / 204172 /	418 855 081	0	0	418 855 081	0
Total Article 204172	**418 855 081**	**0**	**0**	**418 855 081**	**0**
91106 / 20421 /	65 530 957	0	0	65 530 957	0
Total Article 20421	**65 530 957**	**0**	**0**	**65 530 957**	**0**
91106 / 21570 /	214 998	0	0	214 998	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN INVESTISSEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 21570	**214 998**	**0**	**0**	**214 998**	**0**
91106	**643 382 012**	**0**	**0**	**643 382 012**	**0**
TOTAL MISSION 911	**752 477 332**	**0**	**0**	**752 477 332**	**0**
91301 / 2031 /	6 057 400	0	0	6 057 400	0
Total Article 2031	**6 057 400**	**0**	**0**	**6 057 400**	**0**
91301	**6 057 400**	**0**	**0**	**6 057 400**	**0**
91302 / 20422 /	263 309 245	0	0	263 309 245	0
Total Article 20422	**263 309 245**	**0**	**0**	**263 309 245**	**0**
91302 / 23157 /	672 768	0	0	672 768	0
Total Article 23157	**672 768**	**0**	**0**	**672 768**	**0**
91302 / 23188 /	20 882 236	0	0	20 882 236	0
Total Article 23188	**20 882 236**	**0**	**0**	**20 882 236**	**0**
91302	**284 864 249**	**0**	**0**	**284 864 249**	**0**
TOTAL MISSION 913	**290 921 649**	**0**	**0**	**290 921 649**	**0**
91401 / 2031 /	177 589 712	0	0	177 589 712	0
Total Article 2031	**177 589 712**	**0**	**0**	**177 589 712**	**0**
91401 / 2111 /	350 000	0	0	350 000	0
Total Article 2111	**350 000**	**0**	**0**	**350 000**	**0**
91401 / 2128 /	54 866 675	0	0	54 866 675	0
Total Article 2128	**54 866 675**	**0**	**0**	**54 866 675**	**0**
91401 / 213110 /	1 011 350	0	0	1 011 350	0
Total Article 213110	**1 011 350**	**0**	**0**	**1 011 350**	**0**
91401 / 213180 /	149 160	0	0	149 160	0
Total Article 213180	**149 160**	**0**	**0**	**149 160**	**0**
91401 / 213510 /	3 674 803	0	0	3 674 803	0
Total Article 213510	**3 674 803**	**0**	**0**	**3 674 803**	**0**
91401 / 2151 /	2 649 753 952	0	0	2 649 753 952	0
Total Article 2151	**2 649 753 952**	**0**	**0**	**2 649 753 952**	**0**
91401 / 21530 /	420 659	0	0	420 659	0
Total Article 21530	**420 659**	**0**	**0**	**420 659**	**0**
Total Article 21531	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
91401 / 21570 /	540 119 436	0	0	540 119 436	0
Total Article 21570	**540 119 436**	**0**	**0**	**540 119 436**	**0**
91401 / 21820 /	116 353 896	0	0	116 353 896	0
Total Article 21820	**116 353 896**	**0**	**0**	**116 353 896**	**0**
91401 / 21850 /	1 771 063	0	0	1 771 063	0
Total Article 21850	**1 771 063**	**0**	**0**	**1 771 063**	**0**
91401 / 21880 /	181 092 784	0	0	181 092 784	0
Total Article 21880	**181 092 784**	**0**	**0**	**181 092 784**	**0**
Total Article 21881	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN INVESTISSEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
91401 / 23151 /	2 604 180 754	0	0	2 604 180 754	0
Total Article 23151	**2 604 180 754**	**0**	**0**	**2 604 180 754**	**0**
91401 / 23153 /	16 724 704	0	0	16 724 704	0
Total Article 23153	**16 724 704**	**0**	**0**	**16 724 704**	**0**
91401 / 23205 /	3 261 617	0	0	3 261 617	0
Total Article 23205	**3 261 617**	**0**	**0**	**3 261 617**	**0**
91401 / 232082 /	951 254	0	0	951 254	0
Total Article 232082	**951 254**	**0**	**0**	**951 254**	**0**
91401	**6 352 271 819**	**0**	**0**	**6 352 271 819**	**0**
91402 / 2031 /	206 400 190	0	0	206 400 190	0
Total Article 2031	**206 400 190**	**0**	**0**	**206 400 190**	**0**
91402 / 2128 /	26 120 090	0	0	26 120 090	0
Total Article 2128	**26 120 090**	**0**	**0**	**26 120 090**	**0**
91402 / 213180 /	3 416 701	0	0	3 416 701	0
Total Article 213180	**3 416 701**	**0**	**0**	**3 416 701**	**0**
91402 / 21330 /	63 796 405	0	0	63 796 405	0
Total Article 21330	**63 796 405**	**0**	**0**	**63 796 405**	**0**
91402 / 213510 /	34 571 766	0	0	34 571 766	0
Total Article 213510	**34 571 766**	**0**	**0**	**34 571 766**	**0**
91402 / 213530 /	8 917 349	0	0	8 917 349	0
Total Article 213530	**8 917 349**	**0**	**0**	**8 917 349**	**0**
91402 / 21530 /	43 556 236	0	0	43 556 236	0
Total Article 21530	**43 556 236**	**0**	**0**	**43 556 236**	**0**
91402 / 21570 /	235 756 830	0	0	235 756 830	0
Total Article 21570	**235 756 830**	**0**	**0**	**235 756 830**	**0**
91402 / 21820 /	61 050 668	0	0	61 050 668	0
Total Article 21820	**61 050 668**	**0**	**0**	**61 050 668**	**0**
91402 / 21830 /	1 180 830	0	0	1 180 830	0
Total Article 21830	**1 180 830**	**0**	**0**	**1 180 830**	**0**
91402 / 21850 /	285 877	0	0	285 877	0
Total Article 21850	**285 877**	**0**	**0**	**285 877**	**0**
91402 / 21880 /	30 556 475	0	0	30 556 475	0
Total Article 21880	**30 556 475**	**0**	**0**	**30 556 475**	**0**
91402 / 23128 /	14 030 181	0	0	14 030 181	0
Total Article 23128	**14 030 181**	**0**	**0**	**14 030 181**	**0**
91402 / 231318 /	39 782 722	0	0	39 782 722	0
Total Article 231318	**39 782 722**	**0**	**0**	**39 782 722**	**0**
91402 / 23133 /	1 860 538 502	0	0	1 860 538 502	0
Total Article 23133	**1 860 538 502**	**0**	**0**	**1 860 538 502**	**0**
91402 / 231351 /	128 059 103	0	0	128 059 103	0
Total Article 231351	**128 059 103**	**0**	**0**	**128 059 103**	**0**

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN INVESTISSEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
91402 / 231353 /	890 294 451	0	0	890 294 451	0
Total Article 231353	**890 294 451**	**0**	**0**	**890 294 451**	**0**
91402 / 23153 /	462 016	0	0	462 016	0
Total Article 23153	**462 016**	**0**	**0**	**462 016**	**0**
91402 / 23157 /	31 100 917	0	0	31 100 917	0
Total Article 23157	**31 100 917**	**0**	**0**	**31 100 917**	**0**
91402	**3 679 877 309**	**0**	**0**	**3 679 877 309**	**0**
91403 / 2031 /	25 953 850	0	0	25 953 850	0
Total Article 2031	**25 953 850**	**0**	**0**	**25 953 850**	**0**
91403 / 2050 /	430 155	0	0	430 155	0
Total Article 2050	**430 155**	**0**	**0**	**430 155**	**0**
91403 / 2128 /	172 852 308	0	0	172 852 308	0
Total Article 2128	**172 852 308**	**0**	**0**	**172 852 308**	**0**
91403 / 2151 /	9 982 943	0	0	9 982 943	0
Total Article 2151	**9 982 943**	**0**	**0**	**9 982 943**	**0**
91403 / 21830 /	324 940	0	0	324 940	0
Total Article 21830	**324 940**	**0**	**0**	**324 940**	**0**
91403 / 21880 /	118 540	0	0	118 540	0
Total Article 21880	**118 540**	**0**	**0**	**118 540**	**0**
91403 / 23128 /	141 173 326	0	0	141 173 326	0
Total Article 23128	**141 173 326**	**0**	**0**	**141 173 326**	**0**
91403 / 23151 /	621 691	0	0	621 691	0
Total Article 23151	**621 691**	**0**	**0**	**621 691**	**0**
91403	**351 457 753**	**0**	**0**	**351 457 753**	**0**
91404 / 204171 /	19 575 425	0	0	19 575 425	0
Total Article 204171	**19 575 425**	**0**	**0**	**19 575 425**	**0**
91404 / 204182 /	157 000 000	0	0	157 000 000	0
Total Article 204182	**157 000 000**	**0**	**0**	**157 000 000**	**0**
91404 / 23153 /	361 051	0	0	361 051	0
Total Article 23153	**361 051**	**0**	**0**	**361 051**	**0**
91404	**176 936 476**	**0**	**0**	**176 936 476**	**0**
91405 / 204172 /	339 600 000	0	0	339 600 000	0
Total Article 204172	**339 600 000**	**0**	**0**	**339 600 000**	**0**
91405 / 20421 /	10 000 000	0	0	10 000 000	0
Total Article 20421	**10 000 000**	**0**	**0**	**10 000 000**	**0**
91405 / 20422 /	103 736 343	0	0	103 736 343	0
Total Article 20422	**103 736 343**	**0**	**0**	**103 736 343**	**0**
91405	**453 336 343**	**0**	**0**	**453 336 343**	**0**
91406 / 20421 /	146 000 000	0	0	146 000 000	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN INVESTISSEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 20421	**146 000 000**	**0**	**0**	**146 000 000**	**0**
91406	**146 000 000**	**0**	**0**	**146 000 000**	**0**
TOTAL MISSION 914	**11 159 879 700**	**0**	**0**	**11 159 879 700**	**0**
91501 / 2031 /	25 806 758	0	0	25 806 758	0
Total Article 2031	**25 806 758**	**0**	**0**	**25 806 758**	**0**
91501 / 213510 /	17 815 322	0	0	17 815 322	0
Total Article 213510	**17 815 322**	**0**	**0**	**17 815 322**	**0**
91501 / 21380 /	11 850 000	0	0	11 850 000	0
Total Article 21380	**11 850 000**	**0**	**0**	**11 850 000**	**0**
91501 / 23138 /	1 194 975	0	0	1 194 975	0
Total Article 23138	**1 194 975**	**0**	**0**	**1 194 975**	**0**
91501 / 23151 /	10 794 401	0	0	10 794 401	0
Total Article 23151	**10 794 401**	**0**	**0**	**10 794 401**	**0**
91501	**67 461 456**	**0**	**0**	**67 461 456**	**0**
91502 / 2031 /	18 398 888	0	0	18 398 888	0
Total Article 2031	**18 398 888**	**0**	**0**	**18 398 888**	**0**
Total Article 2032	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
91502 / 204171 /	9 885 450	0	0	9 885 450	0
Total Article 204171	**9 885 450**	**0**	**0**	**9 885 450**	**0**
91502 / 204411 /	127 223 323	0	0	127 223 323	0
Total Article 204411	**127 223 323**	**0**	**0**	**127 223 323**	**0**
91502 / 213510 /	279 338	0	0	279 338	0
Total Article 213510	**279 338**	**0**	**0**	**279 338**	**0**
91502 / 21570 /	101 250 688	0	0	101 250 688	0
Total Article 21570	**101 250 688**	**0**	**0**	**101 250 688**	**0**
91502 / 21820 /	5 623 750	0	0	5 623 750	0
Total Article 21820	**5 623 750**	**0**	**0**	**5 623 750**	**0**
91502 / 21840 /	294 572	0	0	294 572	0
Total Article 21840	**294 572**	**0**	**0**	**294 572**	**0**
91502 / 21850 /	299 280	0	0	299 280	0
Total Article 21850	**299 280**	**0**	**0**	**299 280**	**0**
91502 / 21880 /	25 120 392	0	0	25 120 392	0
Total Article 21880	**25 120 392**	**0**	**0**	**25 120 392**	**0**
91502	**288 375 681**	**0**	**0**	**288 375 681**	**0**
91503 / 213510 /	4 465 725	0	0	4 465 725	0
Total Article 213510	**4 465 725**	**0**	**0**	**4 465 725**	**0**
91503 / 21570 /	38 936 890	0	0	38 936 890	0
Total Article 21570	**38 936 890**	**0**	**0**	**38 936 890**	**0**
91503 / 21820 /	5 215 515	0	0	5 215 515	0
Total Article 21820	**5 215 515**	**0**	**0**	**5 215 515**	**0**

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN INVESTISSEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
91503 / 21830 /	4 332 465	0	0	4 332 465	0
Total Article 21830	**4 332 465**	**0**	**0**	**4 332 465**	**0**
91503 / 21840 /	94 840	0	0	94 840	0
Total Article 21840	**94 840**	**0**	**0**	**94 840**	**0**
91503 / 21850 /	3 272 146	0	0	3 272 146	0
Total Article 21850	**3 272 146**	**0**	**0**	**3 272 146**	**0**
91503 / 21880 /	31 848 394	0	0	31 848 394	0
Total Article 21880	**31 848 394**	**0**	**0**	**31 848 394**	**0**
91503	**88 165 975**	**0**	**0**	**88 165 975**	**0**
91504 / 2031 /	8 232 125	0	0	8 232 125	0
Total Article 2031	**8 232 125**	**0**	**0**	**8 232 125**	**0**
91504 / 213180 /	7 574 277	0	0	7 574 277	0
Total Article 213180	**7 574 277**	**0**	**0**	**7 574 277**	**0**
91504 / 21330 /	5 508 750	0	0	5 508 750	0
Total Article 21330	**5 508 750**	**0**	**0**	**5 508 750**	**0**
91504 / 213510 /	843 884	0	0	843 884	0
Total Article 213510	**843 884**	**0**	**0**	**843 884**	**0**
91504 / 21570 /	292 837 792	0	0	292 837 792	0
Total Article 21570	**292 837 792**	**0**	**0**	**292 837 792**	**0**
91504 / 21820 /	9 364 281	0	0	9 364 281	0
Total Article 21820	**9 364 281**	**0**	**0**	**9 364 281**	**0**
91504 / 21830 /	1 274 062	0	0	1 274 062	0
Total Article 21830	**1 274 062**	**0**	**0**	**1 274 062**	**0**
91504 / 21880 /	21 866 416	0	0	21 866 416	0
Total Article 21880	**21 866 416**	**0**	**0**	**21 866 416**	**0**
91504 / 23128 /	21 487 245	0	0	21 487 245	0
Total Article 23128	**21 487 245**	**0**	**0**	**21 487 245**	**0**
91504	**368 988 832**	**0**	**0**	**368 988 832**	**0**
TOTAL MISSION 915	**812 991 944**	**0**	**0**	**812 991 944**	**0**
91601 / 23128 /	2 165 764	0	0	2 165 764	0
Total Article 23128	**2 165 764**	**0**	**0**	**2 165 764**	**0**
91601	**2 165 764**	**0**	**0**	**2 165 764**	**0**
91603 / 192 /	340 118	0	0	340 118	0
Total Article 192	**340 118**	**0**	**0**	**340 118**	**0**
91603 / 2031 /	5 342 608	0	0	5 342 608	0
Total Article 2031	**5 342 608**	**0**	**0**	**5 342 608**	**0**
91603 / 2050 /	1 551 924	0	0	1 551 924	0
Total Article 2050	**1 551 924**	**0**	**0**	**1 551 924**	**0**
91603 / 2111 /	29 186 546	0	0	29 186 546	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN INVESTISSEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 2111	**29 186 546**	**0**	**0**	**29 186 546**	**0**
91603 / 2115 /	91 000 006	0	0	91 000 006	0
Total Article 2115	**91 000 006**	**0**	**0**	**91 000 006**	**0**
91603 / 2128 /	10 905 630	0	0	10 905 630	0
Total Article 2128	**10 905 630**	**0**	**0**	**10 905 630**	**0**
91603 / 21320 /	5 094 440	0	0	5 094 440	0
Total Article 21320	**5 094 440**	**0**	**0**	**5 094 440**	**0**
91603 / 2151 /	39 403 868	0	0	39 403 868	0
Total Article 2151	**39 403 868**	**0**	**0**	**39 403 868**	**0**
91603 / 21880 /	627 951	0	0	627 951	0
Total Article 21880	**627 951**	**0**	**0**	**627 951**	**0**
91603 / 23128 /	401 794	0	0	401 794	0
Total Article 23128	**401 794**	**0**	**0**	**401 794**	**0**
91603	**183 854 885**	**0**	**0**	**183 854 885**	**0**
91604 / 204171 /	400 981 707	0	0	400 981 707	0
Total Article 204171	**400 981 707**	**0**	**0**	**400 981 707**	**0**
91604 / 204172 /	7 128 609 134	0	0	7 128 609 134	0
Total Article 204172	**7 128 609 134**	**0**	**0**	**7 128 609 134**	**0**
91604 / 20421 /	53 283 811	0	0	53 283 811	0
Total Article 20421	**53 283 811**	**0**	**0**	**53 283 811**	**0**
91604 / 20422 /	990 777 947	0	0	990 777 947	0
Total Article 20422	**990 777 947**	**0**	**0**	**990 777 947**	**0**
Total Article 204422	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
91604	**8 573 652 599**	**0**	**0**	**8 573 652 599**	**0**
TOTAL MISSION 916	**8 759 673 248**	**0**	**0**	**8 759 673 248**	**0**
95101 / 1641 /	14 563 705 432	0	0	14 563 705 432	0
Total Article 1641	**14 563 705 432**	**0**	**0**	**14 563 705 432**	**0**
95101	**14 563 705 432**	**0**	**0**	**14 563 705 432**	**0**
95102 / 13911 /	493 317 294	0	0	493 317 294	0
Total Article 13911	**493 317 294**	**0**	**0**	**493 317 294**	**0**
95102 / 13914 /	64 846 692	0	0	64 846 692	0
Total Article 13914	**64 846 692**	**0**	**0**	**64 846 692**	**0**
95102 / 139151 /	1 877 797	0	0	1 877 797	0
Total Article 139151	**1 877 797**	**0**	**0**	**1 877 797**	**0**
95102 / 139152 /	156 271 357	0	0	156 271 357	0
Total Article 139152	**156 271 357**	**0**	**0**	**156 271 357**	**0**
95102 / 13916 /	5 344 691	0	0	5 344 691	0
Total Article 13916	**5 344 691**	**0**	**0**	**5 344 691**	**0**
95102 / 139181 /	8 546 813	0	0	8 546 813	0
Total Article 139181	**8 546 813**	**0**	**0**	**8 546 813**	**0**

Polynésie Française

Budget Général

Organisme : PF
Exercice : 2024
Budget : BP1
Edité le : 11/03/2025 02:44 PM

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN INVESTISSEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
95102 / 139188 /	369 346 067	0	0	369 346 067	0
Total Article 139188	**369 346 067**	**0**	**0**	**369 346 067**	**0**
95102 / 198 /	1 900 123 215	0	0	1 900 123 215	0
Total Article 198	**1 900 123 215**	**0**	**0**	**1 900 123 215**	**0**
95102	**2 999 673 926**	**0**	**0**	**2 999 673 926**	**0**
95103 / 131152 /	7 961 980	0	0	7 961 980	0
Total Article 131152	**7 961 980**	**0**	**0**	**7 961 980**	**0**
95103 / 131184 /	14 270 900	0	0	14 270 900	0
Total Article 131184	**14 270 900**	**0**	**0**	**14 270 900**	**0**
95103 / 131188 /	9 909 903	0	0	9 909 903	0
Total Article 131188	**9 909 903**	**0**	**0**	**9 909 903**	**0**
95103	**32 142 783**	**0**	**0**	**32 142 783**	**0**
TOTAL MISSION 951	**17 595 522 141**	**0**	**0**	**17 595 522 141**	**0**

TOTAL GENERAL	**55 181 876 194**	**0**	**0**	**55 181 876 194**	**0**
Hors dna/rna (1 - 3)	**55 181 876 194**				

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
96001 / 60611 /	46 199 671	11 035 755	0	57 235 426	0
Total Article 60611	**46 199 671**	**11 035 755**	**0**	**57 235 426**	**0**
96001 / 60612 /	70 119 771	5 713 768	0	75 833 539	0
Total Article 60612	**70 119 771**	**5 713 768**	**0**	**75 833 539**	**0**
96001 / 60621 /	662 550	0	0	662 550	0
Total Article 60621	**662 550**	**0**	**0**	**662 550**	**0**
96001 / 60622 /	2 872 255	332 564	0	3 204 819	0
Total Article 60622	**2 872 255**	**332 564**	**0**	**3 204 819**	**0**
96001 / 60623 /	5 148 036	581 621	0	5 729 657	0
Total Article 60623	**5 148 036**	**581 621**	**0**	**5 729 657**	**0**
96001 / 60624 /	3 038 724	0	0	3 038 724	0
Total Article 60624	**3 038 724**	**0**	**0**	**3 038 724**	**0**
96001 / 60626 /	902 841	0	0	902 841	0
Total Article 60626	**902 841**	**0**	**0**	**902 841**	**0**
96001 / 60628 /	3 024 631	657 200	0	3 681 831	0
Total Article 60628	**3 024 631**	**657 200**	**0**	**3 681 831**	**0**
96001 / 60631 /	40 467	0	0	40 467	0
Total Article 60631	**40 467**	**0**	**0**	**40 467**	**0**
96001 / 60632 /	3 136 844	0	0	3 136 844	0
Total Article 60632	**3 136 844**	**0**	**0**	**3 136 844**	**0**
96001 / 60634 /	239 163	0	0	239 163	0
Total Article 60634	**239 163**	**0**	**0**	**239 163**	**0**
96001 / 60635 /	138 138	24 054	0	162 192	0
Total Article 60635	**138 138**	**24 054**	**0**	**162 192**	**0**
96001 / 60638 /	3 879 629	0	0	3 879 629	0
Total Article 60638	**3 879 629**	**0**	**0**	**3 879 629**	**0**
96001 / 60641 /	6 151 782	258 427	0	6 410 209	0
Total Article 60641	**6 151 782**	**258 427**	**0**	**6 410 209**	**0**
96001 / 60642 /	896 512	81 200	0	977 712	0
Total Article 60642	**896 512**	**81 200**	**0**	**977 712**	**0**
96001 / 6066 /	31 187	0	0	31 187	0
Total Article 6066	**31 187**	**0**	**0**	**31 187**	**0**
96001 / 6132 /	18 051 095	2 356 000	0	20 407 095	0
Total Article 6132	**18 051 095**	**2 356 000**	**0**	**20 407 095**	**0**
96001 / 61351 /	5 261 076	996 197	0	6 257 273	0
Total Article 61351	**5 261 076**	**996 197**	**0**	**6 257 273**	**0**
96001 / 61358 /	541 094	0	0	541 094	0
Total Article 61358	**541 094**	**0**	**0**	**541 094**	**0**
96001 / 614 /	720 000	0	0	720 000	0
Total Article 614	**720 000**	**0**	**0**	**720 000**	**0**
96001 / 61522 /	485 900	3 517 923	0	4 003 823	0
	485 900	**3 517 923**	**0**	**4 003 823**	**0**

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 61522					
96001 / 615511 /	1 481 221	0	0	1 481 221	0
Total Article 615511	**1 481 221**	**0**	**0**	**1 481 221**	**0**
96001 / 61552 /	0	8 997	0	8 997	0
Total Article 61552	**0**	**8 997**	**0**	**8 997**	**0**
96001 / 61558 /	7 194 979	1 209 847	0	8 404 826	0
Total Article 61558	**7 194 979**	**1 209 847**	**0**	**8 404 826**	**0**
96001 / 6161 /	614 512	0	0	614 512	0
Total Article 6161	**614 512**	**0**	**0**	**614 512**	**0**
96001 / 617 /	339 000	0	0	339 000	0
Total Article 617	**339 000**	**0**	**0**	**339 000**	**0**
96001 / 6182 /	28 402	0	0	28 402	0
Total Article 6182	**28 402**	**0**	**0**	**28 402**	**0**
96001 / 6184 /	971 504	0	0	971 504	0
Total Article 6184	**971 504**	**0**	**0**	**971 504**	**0**
96001 / 6185 /	3 906 723	0	0	3 906 723	0
Total Article 6185	**3 906 723**	**0**	**0**	**3 906 723**	**0**
96001 / 62268 /	17 287 046	5 472 000	0	22 759 046	0
Total Article 62268	**17 287 046**	**5 472 000**	**0**	**22 759 046**	**0**
96001 / 6228 /	4 922 732	1 408 884	0	6 331 616	0
Total Article 6228	**4 922 732**	**1 408 884**	**0**	**6 331 616**	**0**
96001 / 6231 /	83 427	0	0	83 427	0
Total Article 6231	**83 427**	**0**	**0**	**83 427**	**0**
96001 / 6232 /	604 845	2 943 185	0	3 548 030	0
Total Article 6232	**604 845**	**2 943 185**	**0**	**3 548 030**	**0**
96001 / 6234 /	4 444 404	1 128 321	0	5 572 725	0
Total Article 6234	**4 444 404**	**1 128 321**	**0**	**5 572 725**	**0**
96001 / 6236 /	1 681 177	255 830	0	1 937 007	0
Total Article 6236	**1 681 177**	**255 830**	**0**	**1 937 007**	**0**
96001 / 6238 /	10 203 691	808 100	0	11 011 791	0
Total Article 6238	**10 203 691**	**808 100**	**0**	**11 011 791**	**0**
96001 / 6241 /	234 426	9 170	0	243 596	0
Total Article 6241	**234 426**	**9 170**	**0**	**243 596**	**0**
96001 / 62471 /	9 330 713	0	0	9 330 713	0
Total Article 62471	**9 330 713**	**0**	**0**	**9 330 713**	**0**
96001 / 62472 /	2 980 706	194 322	0	3 175 028	0
Total Article 62472	**2 980 706**	**194 322**	**0**	**3 175 028**	**0**
96001 / 6251 /	11 614 842	393 585	0	12 008 427	0
Total Article 6251	**11 614 842**	**393 585**	**0**	**12 008 427**	**0**
96001 / 6261 /	197 220	0	0	197 220	0
Total Article 6261	**197 220**	**0**	**0**	**197 220**	**0**
96001 / 6262 /	20 295 184	6 377 259	0	26 672 443	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6262	**20 295 184**	**6 377 259**	**0**	**26 672 443**	**0**
96001 / 6268 /	5 249 389	1 379 238	0	6 628 627	0
Total Article 6268	**5 249 389**	**1 379 238**	**0**	**6 628 627**	**0**
96001 / 6281 /	200 000	0	0	200 000	0
Total Article 6281	**200 000**	**0**	**0**	**200 000**	**0**
96001 / 6288 /	7 299 443	82 147	0	7 381 590	0
Total Article 6288	**7 299 443**	**82 147**	**0**	**7 381 590**	**0**
96001 / 63512 /	6 000 000	0	0	6 000 000	0
Total Article 63512	**6 000 000**	**0**	**0**	**6 000 000**	**0**
96001 / 6453 /	45 532	0	0	45 532	0
Total Article 6453	**45 532**	**0**	**0**	**45 532**	**0**
96001 / 65312 /	113 620 915	0	0	113 620 915	0
Total Article 65312	**113 620 915**	**0**	**0**	**113 620 915**	**0**
96001 / 65322 /	26 873 807	802 969	0	27 676 776	0
Total Article 65322	**26 873 807**	**802 969**	**0**	**27 676 776**	**0**
96001 / 6533 /	73 645 970	0	0	73 645 970	0
Total Article 6533	**73 645 970**	**0**	**0**	**73 645 970**	**0**
96001 / 6534 /	14 452 994	0	0	14 452 994	0
Total Article 6534	**14 452 994**	**0**	**0**	**14 452 994**	**0**
96001 / 6568 /	2 200 000	0	0	2 200 000	0
Total Article 6568	**2 200 000**	**0**	**0**	**2 200 000**	**0**
96001 / 657434 /	0	59 550 000	0	59 550 000	0
Total Article 657434	**0**	**59 550 000**	**0**	**59 550 000**	**0**
96001 / 657438 /	14 310 000	0	0	14 310 000	0
Total Article 657438	**14 310 000**	**0**	**0**	**14 310 000**	**0**
96001 / 6581 /	22 230 678	0	1 651 403	20 579 275	0
Total Article 6581	**22 230 678**	**0**	**1 651 403**	**20 579 275**	**0**
96001	**556 086 848**	**107 578 563**	**1 651 403**	**662 014 008**	**0**
96002 / 6553 /	2 408 670 000	0	0	2 408 670 000	0
Total Article 6553	**2 408 670 000**	**0**	**0**	**2 408 670 000**	**0**
96002	**2 408 670 000**	**0**	**0**	**2 408 670 000**	**0**
96003 / 6554 /	98 160 816	0	0	98 160 816	0
Total Article 6554	**98 160 816**	**0**	**0**	**98 160 816**	**0**
96003	**98 160 816**	**0**	**0**	**98 160 816**	**0**
96005 / 60611 /	1 845 227	330 077	0	2 175 304	0
Total Article 60611	**1 845 227**	**330 077**	**0**	**2 175 304**	**0**
96005 / 60612 /	36 273 099	4 627 674	0	40 900 773	0
Total Article 60612	**36 273 099**	**4 627 674**	**0**	**40 900 773**	**0**
96005 / 60618 /	0	207	0	207	0
Total Article 60618	**0**	**207**	**0**	**207**	**0**

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
96005 / 60621 /	35 754	0	0	35 754	0
Total Article 60621	**35 754**	**0**	**0**	**35 754**	**0**
96005 / 60622 /	7 191 282	562 498	0	7 753 780	0
Total Article 60622	**7 191 282**	**562 498**	**0**	**7 753 780**	**0**
96005 / 60623 /	250 710	0	0	250 710	0
Total Article 60623	**250 710**	**0**	**0**	**250 710**	**0**
96005 / 60624 /	12 402 359	0	0	12 402 359	0
Total Article 60624	**12 402 359**	**0**	**0**	**12 402 359**	**0**
96005 / 60626 /	4 020 262	8 100	0	4 028 362	0
Total Article 60626	**4 020 262**	**8 100**	**0**	**4 028 362**	**0**
96005 / 60628 /	7 037 482	25 215	0	7 062 697	0
Total Article 60628	**7 037 482**	**25 215**	**0**	**7 062 697**	**0**
96005 / 60631 /	1 166 150	0	0	1 166 150	0
Total Article 60631	**1 166 150**	**0**	**0**	**1 166 150**	**0**
96005 / 60632 /	4 919 946	707 708	0	5 627 654	0
Total Article 60632	**4 919 946**	**707 708**	**0**	**5 627 654**	**0**
96005 / 60634 /	1 316 119	64 224	0	1 380 343	0
Total Article 60634	**1 316 119**	**64 224**	**0**	**1 380 343**	**0**
96005 / 60635 /	13 779 512	608 816	0	14 388 328	0
Total Article 60635	**13 779 512**	**608 816**	**0**	**14 388 328**	**0**
96005 / 60638 /	11 682 729	191 755	0	11 874 484	0
Total Article 60638	**11 682 729**	**191 755**	**0**	**11 874 484**	**0**
96005 / 60641 /	6 108 735	830 832	0	6 939 567	0
Total Article 60641	**6 108 735**	**830 832**	**0**	**6 939 567**	**0**
96005 / 60642 /	1 536 055	0	0	1 536 055	0
Total Article 60642	**1 536 055**	**0**	**0**	**1 536 055**	**0**
96005 / 6066 /	423 170	0	0	423 170	0
Total Article 6066	**423 170**	**0**	**0**	**423 170**	**0**
96005 / 6068 /	85 825	0	0	85 825	0
Total Article 6068	**85 825**	**0**	**0**	**85 825**	**0**
96005 / 6132 /	3 370 905	0	0	3 370 905	0
Total Article 6132	**3 370 905**	**0**	**0**	**3 370 905**	**0**
96005 / 61351 /	15 052 835	2 317 492	0	17 370 327	0
Total Article 61351	**15 052 835**	**2 317 492**	**0**	**17 370 327**	**0**
96005 / 61352 /	0	10 806	0	10 806	0
Total Article 61352	**0**	**10 806**	**0**	**10 806**	**0**
96005 / 61358 /	1 153 734	0	0	1 153 734	0
Total Article 61358	**1 153 734**	**0**	**0**	**1 153 734**	**0**
96005 / 61521 /	5 207 030	874 240	0	6 081 270	0
Total Article 61521	**5 207 030**	**874 240**	**0**	**6 081 270**	**0**
96005 / 61522 /	13 397 306	6 409 899	0	19 807 205	0
	13 397 306	**6 409 899**	**0**	**19 807 205**	**0**

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 61522					
96005 / 61528 /	632 081	141 061	0	773 142	0
Total Article 61528	**632 081**	**141 061**	**0**	**773 142**	**0**
96005 / 615511 /	3 842 133	23 919	0	3 866 052	0
Total Article 615511	**3 842 133**	**23 919**	**0**	**3 866 052**	**0**
96005 / 615518 /	116 983	0	0	116 983	0
Total Article 615518	**116 983**	**0**	**0**	**116 983**	**0**
96005 / 61552 /	598 931	0	0	598 931	0
Total Article 61552	**598 931**	**0**	**0**	**598 931**	**0**
96005 / 61558 /	18 175 727	306 518	0	18 482 245	0
Total Article 61558	**18 175 727**	**306 518**	**0**	**18 482 245**	**0**
96005 / 6161 /	999 437	0	0	999 437	0
Total Article 6161	**999 437**	**0**	**0**	**999 437**	**0**
96005 / 6168 /	1 160 648	0	0	1 160 648	0
Total Article 6168	**1 160 648**	**0**	**0**	**1 160 648**	**0**
96005 / 617 /	3 042 400	547 200	0	3 589 600	0
Total Article 617	**3 042 400**	**547 200**	**0**	**3 589 600**	**0**
96005 / 6182 /	11 402 736	35 740	1 524 649	9 913 827	0
Total Article 6182	**11 402 736**	**35 740**	**1 524 649**	**9 913 827**	**0**
96005 / 6184 /	16 225 358	3 737 168	0	19 962 526	0
Total Article 6184	**16 225 358**	**3 737 168**	**0**	**19 962 526**	**0**
96005 / 6185 /	4 067 629	0	0	4 067 629	0
Total Article 6185	**4 067 629**	**0**	**0**	**4 067 629**	**0**
96005 / 62268 /	16 811 723	7 833 718	0	24 645 441	0
Total Article 62268	**16 811 723**	**7 833 718**	**0**	**24 645 441**	**0**
96005 / 6227 /	14 762 421	473 300	0	15 235 721	0
Total Article 6227	**14 762 421**	**473 300**	**0**	**15 235 721**	**0**
96005 / 6228 /	68 360 094	2 102 809	0	70 462 903	0
Total Article 6228	**68 360 094**	**2 102 809**	**0**	**70 462 903**	**0**
96005 / 6231 /	1 700 517	0	0	1 700 517	0
Total Article 6231	**1 700 517**	**0**	**0**	**1 700 517**	**0**
96005 / 6232 /	4 398 606	0	0	4 398 606	0
Total Article 6232	**4 398 606**	**0**	**0**	**4 398 606**	**0**
96005 / 6233 /	1 494 630	0	0	1 494 630	0
Total Article 6233	**1 494 630**	**0**	**0**	**1 494 630**	**0**
96005 / 6234 /	704 638	92 800	0	797 438	0
Total Article 6234	**704 638**	**92 800**	**0**	**797 438**	**0**
96005 / 6236 /	1 580 654	0	0	1 580 654	0
Total Article 6236	**1 580 654**	**0**	**0**	**1 580 654**	**0**
96005 / 6238 /	8 379 512	1 218 436	0	9 597 948	0
Total Article 6238	**8 379 512**	**1 218 436**	**0**	**9 597 948**	**0**
96005 / 6241 /	3 932 267	9 800	0	3 942 067	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6241	**3 932 267**	**9 800**	**0**	**3 942 067**	**0**
96005 / 62451 /	980	0	0	980	0
Total Article 62451	**980**	**0**	**0**	**980**	**0**
96005 / 62471 /	1 515 850	0	0	1 515 850	0
Total Article 62471	**1 515 850**	**0**	**0**	**1 515 850**	**0**
96005 / 62472 /	4 116 257	1 021 491	0	5 137 748	0
Total Article 62472	**4 116 257**	**1 021 491**	**0**	**5 137 748**	**0**
96005 / 6248 /	14 690	30 703	0	45 393	0
Total Article 6248	**14 690**	**30 703**	**0**	**45 393**	**0**
96005 / 6251 /	19 704 406	3 959 365	0	23 663 771	0
Total Article 6251	**19 704 406**	**3 959 365**	**0**	**23 663 771**	**0**
96005 / 6255 /	335 000	0	0	335 000	0
Total Article 6255	**335 000**	**0**	**0**	**335 000**	**0**
96005 / 6261 /	1 077 700	157 725	0	1 235 425	0
Total Article 6261	**1 077 700**	**157 725**	**0**	**1 235 425**	**0**
96005 / 6262 /	11 732 036	1 828 341	0	13 560 377	0
Total Article 6262	**11 732 036**	**1 828 341**	**0**	**13 560 377**	**0**
96005 / 6268 /	3 999 144	550 259	46 760	4 502 643	0
Total Article 6268	**3 999 144**	**550 259**	**46 760**	**4 502 643**	**0**
96005 / 627 /	215 338	38 254	0	253 592	0
Total Article 627	**215 338**	**38 254**	**0**	**253 592**	**0**
96005 / 6283 /	8 956 318	2 019 479	0	10 975 797	0
Total Article 6283	**8 956 318**	**2 019 479**	**0**	**10 975 797**	**0**
96005 / 6288 /	150 041 719	6 793 316	7 281 607	149 553 428	0
Total Article 6288	**150 041 719**	**6 793 316**	**7 281 607**	**149 553 428**	**0**
96005 / 63512 /	1 229 219	0	0	1 229 219	0
Total Article 63512	**1 229 219**	**0**	**0**	**1 229 219**	**0**
96005 / 6353 /	92 751	0	0	92 751	0
Total Article 6353	**92 751**	**0**	**0**	**92 751**	**0**
96005 / 6354 /	7 500	0	0	7 500	0
Total Article 6354	**7 500**	**0**	**0**	**7 500**	**0**
96005 / 6358 /	1 160 288	0	0	1 160 288	0
Total Article 6358	**1 160 288**	**0**	**0**	**1 160 288**	**0**
96005 / 6475 /	7 600	0	0	7 600	0
Total Article 6475	**7 600**	**0**	**0**	**7 600**	**0**
96005 / 6478 /	9 200	0	0	9 200	0
Total Article 6478	**9 200**	**0**	**0**	**9 200**	**0**
96005 / 6561 /	1 193 317	0	0	1 193 317	0
Total Article 6561	**1 193 317**	**0**	**0**	**1 193 317**	**0**
96005 / 6581 /	4 466 022	87 552	274 826	4 278 748	0
Total Article 6581	**4 466 022**	**87 552**	**274 826**	**4 278 748**	**0**
96005 / 673 /	28 239	0	0	28 239	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 673	**28 239**	**0**	**0**	**28 239**	**0**
96005	**540 548 925**	**50 578 497**	**9 127 842**	**581 999 580**	**0**
Total Article 60261	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
96006 / 60622 /	148 506	0	0	148 506	0
Total Article 60622	**148 506**	**0**	**0**	**148 506**	**0**
96006 / 60624 /	122 334	0	0	122 334	0
Total Article 60624	**122 334**	**0**	**0**	**122 334**	**0**
96006 / 60628 /	173 103	0	0	173 103	0
Total Article 60628	**173 103**	**0**	**0**	**173 103**	**0**
96006 / 60632 /	1 363 533	64 380	0	1 427 913	0
Total Article 60632	**1 363 533**	**64 380**	**0**	**1 427 913**	**0**
96006 / 60634 /	537 752	0	0	537 752	0
Total Article 60634	**537 752**	**0**	**0**	**537 752**	**0**
96006 / 60635 /	237 800	0	0	237 800	0
Total Article 60635	**237 800**	**0**	**0**	**237 800**	**0**
96006 / 60638 /	300 917	0	0	300 917	0
Total Article 60638	**300 917**	**0**	**0**	**300 917**	**0**
96006 / 60641 /	418 056	17 615	0	435 671	0
Total Article 60641	**418 056**	**17 615**	**0**	**435 671**	**0**
96006 / 60642 /	41 016	0	0	41 016	0
Total Article 60642	**41 016**	**0**	**0**	**41 016**	**0**
96006 / 6066 /	8 045	0	0	8 045	0
Total Article 6066	**8 045**	**0**	**0**	**8 045**	**0**
96006 / 61351 /	271 400	0	0	271 400	0
Total Article 61351	**271 400**	**0**	**0**	**271 400**	**0**
96006 / 61528 /	18 026	0	0	18 026	0
Total Article 61528	**18 026**	**0**	**0**	**18 026**	**0**
96006 / 615511 /	49 651	0	0	49 651	0
Total Article 615511	**49 651**	**0**	**0**	**49 651**	**0**
96006 / 61558 /	484 595	6 522	0	491 117	0
Total Article 61558	**484 595**	**6 522**	**0**	**491 117**	**0**
96006 / 6161 /	38 407	3 895	0	42 302	0
Total Article 6161	**38 407**	**3 895**	**0**	**42 302**	**0**
96006 / 6168 /	57 750	0	0	57 750	0
Total Article 6168	**57 750**	**0**	**0**	**57 750**	**0**
96006 / 617 /	0	500 000	0	500 000	0
Total Article 617	**0**	**500 000**	**0**	**500 000**	**0**
96006 / 6184 /	0	60 000	0	60 000	0
Total Article 6184	**0**	**60 000**	**0**	**60 000**	**0**
96006 / 62268 /	0	400 000	0	400 000	0
Total Article 62268	**0**	**400 000**	**0**	**400 000**	**0**

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
96006 / 6232 /	399 308	0	0	399 308	0
Total Article 6232	**399 308**	**0**	**0**	**399 308**	**0**
96006 / 6234 /	250 200	0	0	250 200	0
Total Article 6234	**250 200**	**0**	**0**	**250 200**	**0**
96006 / 6236 /	206 475	0	0	206 475	0
Total Article 6236	**206 475**	**0**	**0**	**206 475**	**0**
96006 / 6238 /	2 360 022	0	0	2 360 022	0
Total Article 6238	**2 360 022**	**0**	**0**	**2 360 022**	**0**
96006 / 6241 /	80 757	0	0	80 757	0
Total Article 6241	**80 757**	**0**	**0**	**80 757**	**0**
96006 / 62458 /	2 506	0	0	2 506	0
Total Article 62458	**2 506**	**0**	**0**	**2 506**	**0**
96006 / 62471 /	3 257 728	412 000	0	3 669 728	0
Total Article 62471	**3 257 728**	**412 000**	**0**	**3 669 728**	**0**
96006 / 62472 /	38 213	0	0	38 213	0
Total Article 62472	**38 213**	**0**	**0**	**38 213**	**0**
96006 / 6251 /	4 293 373	120 000	0	4 413 373	0
Total Article 6251	**4 293 373**	**120 000**	**0**	**4 413 373**	**0**
96006 / 6255 /	278 000	0	0	278 000	0
Total Article 6255	**278 000**	**0**	**0**	**278 000**	**0**
96006 / 6261 /	5 000	0	0	5 000	0
Total Article 6261	**5 000**	**0**	**0**	**5 000**	**0**
96006 / 6288 /	61 601	0	0	61 601	0
Total Article 6288	**61 601**	**0**	**0**	**61 601**	**0**
96006 / 6558 /	33 748 837	0	0	33 748 837	0
Total Article 6558	**33 748 837**	**0**	**0**	**33 748 837**	**0**
96006 / 6561 /	23 866 348	0	0	23 866 348	0
Total Article 6561	**23 866 348**	**0**	**0**	**23 866 348**	**0**
96006 / 6562 /	8 950 589	0	0	8 950 589	0
Total Article 6562	**8 950 589**	**0**	**0**	**8 950 589**	**0**
96006 / 674338 /	20 000 000	0	0	20 000 000	0
Total Article 674338	**20 000 000**	**0**	**0**	**20 000 000**	**0**
96006	**102 069 848**	**1 584 412**	**0**	**103 654 260**	**0**
96007 / 62471 /	221 020	0	0	221 020	0
Total Article 62471	**221 020**	**0**	**0**	**221 020**	**0**
96007 / 6255 /	545 000	0	0	545 000	0
Total Article 6255	**545 000**	**0**	**0**	**545 000**	**0**
96007 / 641111 /	165 777 531	0	0	165 777 531	0
Total Article 641111	**165 777 531**	**0**	**0**	**165 777 531**	**0**
96007 / 641113 /	323 855 734	0	0	323 855 734	0
Total Article 641113	**323 855 734**	**0**	**0**	**323 855 734**	**0**

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
96007 / 641117 /	69 876 441	0	0	69 876 441	0
Total Article 641117	**69 876 441**	**0**	**0**	**69 876 441**	**0**
96007 / 641118 /	32 348 436	0	0	32 348 436	0
Total Article 641118	**32 348 436**	**0**	**0**	**32 348 436**	**0**
96007 / 64511 /	39 458 034	0	0	39 458 034	0
Total Article 64511	**39 458 034**	**0**	**0**	**39 458 034**	**0**
96007 / 64513 /	82 529 728	0	0	82 529 728	0
Total Article 64513	**82 529 728**	**0**	**0**	**82 529 728**	**0**
96007 / 64518 /	7 399 296	0	0	7 399 296	0
Total Article 64518	**7 399 296**	**0**	**0**	**7 399 296**	**0**
96007 / 6453 /	22 211 783	0	0	22 211 783	0
Total Article 6453	**22 211 783**	**0**	**0**	**22 211 783**	**0**
96007	**744 223 003**	**0**	**0**	**744 223 003**	**0**
96008 / 60622 /	44 106	0	0	44 106	0
Total Article 60622	**44 106**	**0**	**0**	**44 106**	**0**
96008 / 60624 /	5 610	0	0	5 610	0
Total Article 60624	**5 610**	**0**	**0**	**5 610**	**0**
96008 / 60628 /	18 751	0	0	18 751	0
Total Article 60628	**18 751**	**0**	**0**	**18 751**	**0**
96008 / 60632 /	1 326 407	0	0	1 326 407	0
Total Article 60632	**1 326 407**	**0**	**0**	**1 326 407**	**0**
96008 / 60634 /	220 410	0	0	220 410	0
Total Article 60634	**220 410**	**0**	**0**	**220 410**	**0**
96008 / 60635 /	653 675	0	0	653 675	0
Total Article 60635	**653 675**	**0**	**0**	**653 675**	**0**
96008 / 60638 /	64 962	0	0	64 962	0
Total Article 60638	**64 962**	**0**	**0**	**64 962**	**0**
96008 / 60641 /	209 087	0	0	209 087	0
Total Article 60641	**209 087**	**0**	**0**	**209 087**	**0**
96008 / 60642 /	646 910	0	0	646 910	0
Total Article 60642	**646 910**	**0**	**0**	**646 910**	**0**
96008 / 6066 /	8 045	0	0	8 045	0
Total Article 6066	**8 045**	**0**	**0**	**8 045**	**0**
96008 / 61351 /	22 500	0	0	22 500	0
Total Article 61351	**22 500**	**0**	**0**	**22 500**	**0**
96008 / 61558 /	493 582	0	0	493 582	0
Total Article 61558	**493 582**	**0**	**0**	**493 582**	**0**
96008 / 6161 /	8 196	0	0	8 196	0
Total Article 6161	**8 196**	**0**	**0**	**8 196**	**0**
96008 / 6182 /	47 879	0	0	47 879	0
Total Article 6182	**47 879**	**0**	**0**	**47 879**	**0**

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
96008 / 62268 /	20 000	0	0	20 000	0
Total Article 62268	**20 000**	**0**	**0**	**20 000**	**0**
96008 / 6228 /	2 126 000	254 184	0	2 380 184	0
Total Article 6228	**2 126 000**	**254 184**	**0**	**2 380 184**	**0**
96008 / 6236 /	439 550	0	0	439 550	0
Total Article 6236	**439 550**	**0**	**0**	**439 550**	**0**
96008 / 6238 /	1 163 706	517 226	0	1 680 932	0
Total Article 6238	**1 163 706**	**517 226**	**0**	**1 680 932**	**0**
96008 / 62471 /	163 500	0	0	163 500	0
Total Article 62471	**163 500**	**0**	**0**	**163 500**	**0**
96008 / 62472 /	416 466	61 446	0	477 912	0
Total Article 62472	**416 466**	**61 446**	**0**	**477 912**	**0**
96008 / 6251 /	445 120	0	0	445 120	0
Total Article 6251	**445 120**	**0**	**0**	**445 120**	**0**
96008 / 6262 /	64 788	5 399	0	70 187	0
Total Article 6262	**64 788**	**5 399**	**0**	**70 187**	**0**
96008 / 6288 /	1 533 243	0	0	1 533 243	0
Total Article 6288	**1 533 243**	**0**	**0**	**1 533 243**	**0**
96008 / 6581 /	27 120	0	15 820	11 300	0
Total Article 6581	**27 120**	**0**	**15 820**	**11 300**	**0**
96008	**10 169 613**	**838 255**	**15 820**	**10 992 048**	**0**
TOTAL MISSION 960	**4 459 929 053**	**160 579 727**	**10 795 065**	**4 609 713 715**	**0**
96101 / 60611 /	395 215	150	0	395 365	0
Total Article 60611	**395 215**	**150**	**0**	**395 365**	**0**
96101 / 60612 /	9 964 851	414 591	0	10 379 442	0
Total Article 60612	**9 964 851**	**414 591**	**0**	**10 379 442**	**0**
96101 / 60622 /	78 118	0	0	78 118	0
Total Article 60622	**78 118**	**0**	**0**	**78 118**	**0**
96101 / 60624 /	1 903 761	64 443	0	1 968 204	0
Total Article 60624	**1 903 761**	**64 443**	**0**	**1 968 204**	**0**
96101 / 60626 /	533 796	0	0	533 796	0
Total Article 60626	**533 796**	**0**	**0**	**533 796**	**0**
96101 / 60628 /	581 164	0	0	581 164	0
Total Article 60628	**581 164**	**0**	**0**	**581 164**	**0**
96101 / 60631 /	322 496	0	0	322 496	0
Total Article 60631	**322 496**	**0**	**0**	**322 496**	**0**
96101 / 60632 /	1 144 180	69 061	0	1 213 241	0
Total Article 60632	**1 144 180**	**69 061**	**0**	**1 213 241**	**0**
96101 / 60634 /	353 435	34 452	0	387 887	0
Total Article 60634	**353 435**	**34 452**	**0**	**387 887**	**0**

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
96101 / 60635 /	15 900	0	0	15 900	0
Total Article 60635	**15 900**	**0**	**0**	**15 900**	**0**
96101 / 60638 /	101 503	0	0	101 503	0
Total Article 60638	**101 503**	**0**	**0**	**101 503**	**0**
96101 / 60641 /	2 340 293	196 247	0	2 536 540	0
Total Article 60641	**2 340 293**	**196 247**	**0**	**2 536 540**	**0**
96101 / 60642 /	1 508 724	0	0	1 508 724	0
Total Article 60642	**1 508 724**	**0**	**0**	**1 508 724**	**0**
96101 / 6066 /	25 366	0	0	25 366	0
Total Article 6066	**25 366**	**0**	**0**	**25 366**	**0**
96101 / 61351 /	2 223 982	29 890	0	2 253 872	0
Total Article 61351	**2 223 982**	**29 890**	**0**	**2 253 872**	**0**
96101 / 614 /	3 566 172	0	0	3 566 172	0
Total Article 614	**3 566 172**	**0**	**0**	**3 566 172**	**0**
96101 / 61522 /	23 730	0	0	23 730	0
Total Article 61522	**23 730**	**0**	**0**	**23 730**	**0**
96101 / 615511 /	421 909	0	0	421 909	0
Total Article 615511	**421 909**	**0**	**0**	**421 909**	**0**
96101 / 61558 /	2 318 485	235 864	0	2 554 349	0
Total Article 61558	**2 318 485**	**235 864**	**0**	**2 554 349**	**0**
96101 / 6161 /	56 293	0	0	56 293	0
Total Article 6161	**56 293**	**0**	**0**	**56 293**	**0**
96101 / 6182 /	586 457	0	0	586 457	0
Total Article 6182	**586 457**	**0**	**0**	**586 457**	**0**
96101 / 6184 /	1 481 466	0	0	1 481 466	0
Total Article 6184	**1 481 466**	**0**	**0**	**1 481 466**	**0**
96101 / 6185 /	1 088 747	0	0	1 088 747	0
Total Article 6185	**1 088 747**	**0**	**0**	**1 088 747**	**0**
96101 / 6225 /	5 459 540	0	0	5 459 540	0
Total Article 6225	**5 459 540**	**0**	**0**	**5 459 540**	**0**
96101 / 62268 /	7 313 795	4 838 425	0	12 152 220	0
Total Article 62268	**7 313 795**	**4 838 425**	**0**	**12 152 220**	**0**
96101 / 6231 /	23 477	0	0	23 477	0
Total Article 6231	**23 477**	**0**	**0**	**23 477**	**0**
96101 / 6236 /	71 446	0	0	71 446	0
Total Article 6236	**71 446**	**0**	**0**	**71 446**	**0**
96101 / 6241 /	5 083	1 868	0	6 951	0
Total Article 6241	**5 083**	**1 868**	**0**	**6 951**	**0**
96101 / 62471 /	1 799 673	0	0	1 799 673	0
Total Article 62471	**1 799 673**	**0**	**0**	**1 799 673**	**0**
96101 / 6251 /	3 161 431	180 000	0	3 341 431	0
	3 161 431	**180 000**	**0**	**3 341 431**	**0**

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6251					
96101 / 6261 /	17 800	0	0	17 800	0
Total Article 6261	**17 800**	**0**	**0**	**17 800**	**0**
96101 / 6262 /	2 252 775	170 838	0	2 423 613	0
Total Article 6262	**2 252 775**	**170 838**	**0**	**2 423 613**	**0**
96101 / 6268 /	157 458	0	0	157 458	0
Total Article 6268	**157 458**	**0**	**0**	**157 458**	**0**
96101 / 627 /	15 231	0	0	15 231	0
Total Article 627	**15 231**	**0**	**0**	**15 231**	**0**
96101 / 6283 /	3 132 847	144 114	0	3 276 961	0
Total Article 6283	**3 132 847**	**144 114**	**0**	**3 276 961**	**0**
96101 / 6288 /	6 125 944	4 431	0	6 130 375	0
Total Article 6288	**6 125 944**	**4 431**	**0**	**6 130 375**	**0**
96101 / 657318 /	2 536 396	0	0	2 536 396	0
Total Article 657318	**2 536 396**	**0**	**0**	**2 536 396**	**0**
96101	**63 108 939**	**6 384 374**	**0**	**69 493 313**	**0**
96102 / 60612 /	22 144 189	4 000 000	0	26 144 189	0
Total Article 60612	**22 144 189**	**4 000 000**	**0**	**26 144 189**	**0**
96102 / 60622 /	67 612	6 918	0	74 530	0
Total Article 60622	**67 612**	**6 918**	**0**	**74 530**	**0**
96102 / 60624 /	1 719 413	0	0	1 719 413	0
Total Article 60624	**1 719 413**	**0**	**0**	**1 719 413**	**0**
96102 / 60628 /	457 256	0	0	457 256	0
Total Article 60628	**457 256**	**0**	**0**	**457 256**	**0**
96102 / 60631 /	58 413	0	0	58 413	0
Total Article 60631	**58 413**	**0**	**0**	**58 413**	**0**
96102 / 60632 /	188 558	172 672	0	361 230	0
Total Article 60632	**188 558**	**172 672**	**0**	**361 230**	**0**
96102 / 60634 /	6 446 279	0	0	6 446 279	0
Total Article 60634	**6 446 279**	**0**	**0**	**6 446 279**	**0**
96102 / 60635 /	452 662	0	0	452 662	0
Total Article 60635	**452 662**	**0**	**0**	**452 662**	**0**
96102 / 60638 /	540 379	0	0	540 379	0
Total Article 60638	**540 379**	**0**	**0**	**540 379**	**0**
96102 / 60641 /	228 556	0	0	228 556	0
Total Article 60641	**228 556**	**0**	**0**	**228 556**	**0**
96102 / 60642 /	544 226	0	0	544 226	0
Total Article 60642	**544 226**	**0**	**0**	**544 226**	**0**
96102 / 6068 /	110 519	0	0	110 519	0
Total Article 6068	**110 519**	**0**	**0**	**110 519**	**0**
96102 / 61351 /	697 807	25 955	0	723 762	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 61351	**697 807**	**25 955**	**0**	**723 762**	**0**
96102 / 61358 /	1 398 000	0	0	1 398 000	0
Total Article 61358	**1 398 000**	**0**	**0**	**1 398 000**	**0**
96102 / 614 /	5 549 223	0	0	5 549 223	0
Total Article 614	**5 549 223**	**0**	**0**	**5 549 223**	**0**
96102 / 61522 /	87 123	0	0	87 123	0
Total Article 61522	**87 123**	**0**	**0**	**87 123**	**0**
96102 / 615511 /	185 120	0	0	185 120	0
Total Article 615511	**185 120**	**0**	**0**	**185 120**	**0**
96102 / 61558 /	105 050 165	18 877 536	0	123 927 701	0
Total Article 61558	**105 050 165**	**18 877 536**	**0**	**123 927 701**	**0**
96102 / 6161 /	248 103	0	0	248 103	0
Total Article 6161	**248 103**	**0**	**0**	**248 103**	**0**
96102 / 617 /	684 381	0	0	684 381	0
Total Article 617	**684 381**	**0**	**0**	**684 381**	**0**
96102 / 6182 /	1 686 586	0	299 492	1 387 094	0
Total Article 6182	**1 686 586**	**0**	**299 492**	**1 387 094**	**0**
96102 / 6184 /	12 351 545	900 000	0	13 251 545	0
Total Article 6184	**12 351 545**	**900 000**	**0**	**13 251 545**	**0**
96102 / 62268 /	18 131 875	4 250 860	0	22 382 735	0
Total Article 62268	**18 131 875**	**4 250 860**	**0**	**22 382 735**	**0**
96102 / 6228 /	22 891 268	1 887 828	0	24 779 096	0
Total Article 6228	**22 891 268**	**1 887 828**	**0**	**24 779 096**	**0**
96102 / 6231 /	211 291	0	0	211 291	0
Total Article 6231	**211 291**	**0**	**0**	**211 291**	**0**
96102 / 6241 /	767 909	0	0	767 909	0
Total Article 6241	**767 909**	**0**	**0**	**767 909**	**0**
96102 / 62471 /	318 574	0	0	318 574	0
Total Article 62471	**318 574**	**0**	**0**	**318 574**	**0**
96102 / 62472 /	339 839	0	0	339 839	0
Total Article 62472	**339 839**	**0**	**0**	**339 839**	**0**
96102 / 6251 /	893 563	0	0	893 563	0
Total Article 6251	**893 563**	**0**	**0**	**893 563**	**0**
96102 / 6262 /	3 327 692	331 493	0	3 659 185	0
Total Article 6262	**3 327 692**	**331 493**	**0**	**3 659 185**	**0**
96102 / 6268 /	170 499 951	12 947 961	0	183 447 912	0
Total Article 6268	**170 499 951**	**12 947 961**	**0**	**183 447 912**	**0**
96102 / 6281 /	112 183	0	0	112 183	0
Total Article 6281	**112 183**	**0**	**0**	**112 183**	**0**
96102 / 6283 /	1 808 000	146 900	0	1 954 900	0
Total Article 6283	**1 808 000**	**146 900**	**0**	**1 954 900**	**0**
96102 / 6288 /	63 394 231	9 502 759	9 756	72 887 234	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6288	**63 394 231**	**9 502 759**	**9 756**	**72 887 234**	**0**
96102 / 6581 /	322 481 205	5 026 384	48 158 083	279 349 506	0
Total Article 6581	**322 481 205**	**5 026 384**	**48 158 083**	**279 349 506**	**0**
96102 / 6588 /	142 400	0	0	142 400	0
Total Article 6588	**142 400**	**0**	**0**	**142 400**	**0**
96102 / 6711 /	5 005 502	0	0	5 005 502	0
Total Article 6711	**5 005 502**	**0**	**0**	**5 005 502**	**0**
96102	**771 221 598**	**58 077 266**	**48 467 331**	**780 831 533**	**0**
96104 / 60611 /	696 733	0	0	696 733	0
Total Article 60611	**696 733**	**0**	**0**	**696 733**	**0**
96104 / 60612 /	6 649 541	2 277 645	0	8 927 186	0
Total Article 60612	**6 649 541**	**2 277 645**	**0**	**8 927 186**	**0**
96104 / 60621 /	3 224	0	0	3 224	0
Total Article 60621	**3 224**	**0**	**0**	**3 224**	**0**
96104 / 60622 /	566 721	338 978	0	905 699	0
Total Article 60622	**566 721**	**338 978**	**0**	**905 699**	**0**
96104 / 60624 /	1 976 151	0	0	1 976 151	0
Total Article 60624	**1 976 151**	**0**	**0**	**1 976 151**	**0**
96104 / 60625 /	106 662	0	0	106 662	0
Total Article 60625	**106 662**	**0**	**0**	**106 662**	**0**
96104 / 60626 /	36 056 744	775 373	0	36 832 117	0
Total Article 60626	**36 056 744**	**775 373**	**0**	**36 832 117**	**0**
96104 / 60628 /	1 683 577	66 760	0	1 750 337	0
Total Article 60628	**1 683 577**	**66 760**	**0**	**1 750 337**	**0**
96104 / 60631 /	3 310 025	18 960	0	3 328 985	0
Total Article 60631	**3 310 025**	**18 960**	**0**	**3 328 985**	**0**
96104 / 60632 /	426 475	0	0	426 475	0
Total Article 60632	**426 475**	**0**	**0**	**426 475**	**0**
96104 / 60633 /	314 000	0	0	314 000	0
Total Article 60633	**314 000**	**0**	**0**	**314 000**	**0**
96104 / 60634 /	5 063	0	0	5 063	0
Total Article 60634	**5 063**	**0**	**0**	**5 063**	**0**
96104 / 60635 /	2 160 073	273 518	0	2 433 591	0
Total Article 60635	**2 160 073**	**273 518**	**0**	**2 433 591**	**0**
96104 / 60638 /	10 331 781	190 700	0	10 522 481	0
Total Article 60638	**10 331 781**	**190 700**	**0**	**10 522 481**	**0**
96104 / 60641 /	610 457	12 500	0	622 957	0
Total Article 60641	**610 457**	**12 500**	**0**	**622 957**	**0**
96104 / 60642 /	101 774	0	0	101 774	0
Total Article 60642	**101 774**	**0**	**0**	**101 774**	**0**
96104 / 6066 /	3 120	0	0	3 120	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6066	**3 120**	**0**	**0**	**3 120**	**0**
96104 / 61351 /	1 117 374	0	0	1 117 374	0
Total Article 61351	**1 117 374**	**0**	**0**	**1 117 374**	**0**
96104 / 614 /	327 503	0	0	327 503	0
Total Article 614	**327 503**	**0**	**0**	**327 503**	**0**
96104 / 61521 /	4 788 402	122 040	0	4 910 442	0
Total Article 61521	**4 788 402**	**122 040**	**0**	**4 910 442**	**0**
96104 / 61522 /	53 694 997	10 686 703	0	64 381 700	0
Total Article 61522	**53 694 997**	**10 686 703**	**0**	**64 381 700**	**0**
96104 / 61523 /	643 125	0	0	643 125	0
Total Article 61523	**643 125**	**0**	**0**	**643 125**	**0**
96104 / 61528 /	2 949 422	868 993	0	3 818 415	0
Total Article 61528	**2 949 422**	**868 993**	**0**	**3 818 415**	**0**
96104 / 615511 /	409 735	0	0	409 735	0
Total Article 615511	**409 735**	**0**	**0**	**409 735**	**0**
96104 / 61552 /	5 221	113 039	0	118 260	0
Total Article 61552	**5 221**	**113 039**	**0**	**118 260**	**0**
96104 / 61558 /	17 975 904	1 241 179	0	19 217 083	0
Total Article 61558	**17 975 904**	**1 241 179**	**0**	**19 217 083**	**0**
96104 / 6182 /	659 017	0	101 809	557 208	0
Total Article 6182	**659 017**	**0**	**101 809**	**557 208**	**0**
96104 / 62268 /	3 071 449	50 850	0	3 122 299	0
Total Article 62268	**3 071 449**	**50 850**	**0**	**3 122 299**	**0**
96104 / 6227 /	2 780 389	0	0	2 780 389	0
Total Article 6227	**2 780 389**	**0**	**0**	**2 780 389**	**0**
96104 / 6228 /	281 370	0	0	281 370	0
Total Article 6228	**281 370**	**0**	**0**	**281 370**	**0**
96104 / 6231 /	329 096	0	0	329 096	0
Total Article 6231	**329 096**	**0**	**0**	**329 096**	**0**
96104 / 6236 /	35 007	0	0	35 007	0
Total Article 6236	**35 007**	**0**	**0**	**35 007**	**0**
96104 / 6241 /	21 186	0	0	21 186	0
Total Article 6241	**21 186**	**0**	**0**	**21 186**	**0**
96104 / 62472 /	204 634	0	0	204 634	0
Total Article 62472	**204 634**	**0**	**0**	**204 634**	**0**
96104 / 6251 /	363 336	343 540	0	706 876	0
Total Article 6251	**363 336**	**343 540**	**0**	**706 876**	**0**
96104 / 6262 /	2 153 797	100 245	0	2 254 042	0
Total Article 6262	**2 153 797**	**100 245**	**0**	**2 254 042**	**0**
96104 / 6268 /	0	6 101	0	6 101	0
Total Article 6268	**0**	**6 101**	**0**	**6 101**	**0**
96104 / 6281 /	135 750	0	0	135 750	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6281	**135 750**	**0**	**0**	**135 750**	**0**
96104 / 6283 /	5 500 632	383 060	0	5 883 692	0
Total Article 6283	**5 500 632**	**383 060**	**0**	**5 883 692**	**0**
96104 / 6288 /	29 922 944	3 089 446	0	33 012 390	0
Total Article 6288	**29 922 944**	**3 089 446**	**0**	**33 012 390**	**0**
96104 / 6581 /	113 000	0	0	113 000	0
Total Article 6581	**113 000**	**0**	**0**	**113 000**	**0**
96104	**192 485 411**	**20 959 630**	**101 809**	**213 343 232**	**0**
96105 / 60624 /	349 924	0	0	349 924	0
Total Article 60624	**349 924**	**0**	**0**	**349 924**	**0**
96105 / 60626 /	34 469	0	0	34 469	0
Total Article 60626	**34 469**	**0**	**0**	**34 469**	**0**
96105 / 60628 /	11 870	0	0	11 870	0
Total Article 60628	**11 870**	**0**	**0**	**11 870**	**0**
96105 / 60632 /	10 222 638	1 851 074	0	12 073 712	0
Total Article 60632	**10 222 638**	**1 851 074**	**0**	**12 073 712**	**0**
96105 / 60633 /	203 000	0	0	203 000	0
Total Article 60633	**203 000**	**0**	**0**	**203 000**	**0**
96105 / 60634 /	4 901 810	19 790	0	4 921 600	0
Total Article 60634	**4 901 810**	**19 790**	**0**	**4 921 600**	**0**
96105 / 60638 /	1 478 907	653 630	0	2 132 537	0
Total Article 60638	**1 478 907**	**653 630**	**0**	**2 132 537**	**0**
96105 / 60641 /	219 000	0	0	219 000	0
Total Article 60641	**219 000**	**0**	**0**	**219 000**	**0**
96105 / 61558 /	274 529	0	0	274 529	0
Total Article 61558	**274 529**	**0**	**0**	**274 529**	**0**
96105 / 62268 /	307 360	0	0	307 360	0
Total Article 62268	**307 360**	**0**	**0**	**307 360**	**0**
96105 / 6268 /	92 793	0	0	92 793	0
Total Article 6268	**92 793**	**0**	**0**	**92 793**	**0**
96105 / 6288 /	60 551	0	0	60 551	0
Total Article 6288	**60 551**	**0**	**0**	**60 551**	**0**
96105 / 6481 /	118 275	0	0	118 275	0
Total Article 6481	**118 275**	**0**	**0**	**118 275**	**0**
96105 / 6581 /	2 768 057	0	235 399	2 532 658	0
Total Article 6581	**2 768 057**	**0**	**235 399**	**2 532 658**	**0**
96105	**21 043 183**	**2 524 494**	**235 399**	**23 332 278**	**0**
TOTAL MISSION 961	**1 047 859 131**	**87 945 764**	**48 804 539**	**1 087 000 356**	**0**
96201 / 60611 /	198 705	0	0	198 705	0
Total Article 60611	**198 705**	**0**	**0**	**198 705**	**0**

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
96201 / 60612 /	16 092 606	324 925	0	16 417 531	0
Total Article 60612	**16 092 606**	**324 925**	**0**	**16 417 531**	**0**
96201 / 60622 /	112 930	4 335	0	117 265	0
Total Article 60622	**112 930**	**4 335**	**0**	**117 265**	**0**
96201 / 60623 /	9 072	0	0	9 072	0
Total Article 60623	**9 072**	**0**	**0**	**9 072**	**0**
96201 / 60624 /	712 198	0	0	712 198	0
Total Article 60624	**712 198**	**0**	**0**	**712 198**	**0**
96201 / 60626 /	224 188	0	0	224 188	0
Total Article 60626	**224 188**	**0**	**0**	**224 188**	**0**
96201 / 60628 /	457 584	0	0	457 584	0
Total Article 60628	**457 584**	**0**	**0**	**457 584**	**0**
96201 / 60631 /	131 139	0	0	131 139	0
Total Article 60631	**131 139**	**0**	**0**	**131 139**	**0**
96201 / 60632 /	2 764 213	0	0	2 764 213	0
Total Article 60632	**2 764 213**	**0**	**0**	**2 764 213**	**0**
96201 / 60634 /	450 309	0	0	450 309	0
Total Article 60634	**450 309**	**0**	**0**	**450 309**	**0**
96201 / 60635 /	3 345	0	0	3 345	0
Total Article 60635	**3 345**	**0**	**0**	**3 345**	**0**
96201 / 60638 /	608 984	0	0	608 984	0
Total Article 60638	**608 984**	**0**	**0**	**608 984**	**0**
96201 / 60641 /	1 944 246	14 790	0	1 959 036	0
Total Article 60641	**1 944 246**	**14 790**	**0**	**1 959 036**	**0**
96201 / 60642 /	1 523 741	1 258 271	0	2 782 012	0
Total Article 60642	**1 523 741**	**1 258 271**	**0**	**2 782 012**	**0**
96201 / 60648 /	157 157	0	0	157 157	0
Total Article 60648	**157 157**	**0**	**0**	**157 157**	**0**
96201 / 6132 /	57 909 041	1 034 420	0	58 943 461	0
Total Article 6132	**57 909 041**	**1 034 420**	**0**	**58 943 461**	**0**
96201 / 61351 /	2 958 339	232 065	0	3 190 404	0
Total Article 61351	**2 958 339**	**232 065**	**0**	**3 190 404**	**0**
96201 / 614 /	5 347 200	98 000	0	5 445 200	0
Total Article 614	**5 347 200**	**98 000**	**0**	**5 445 200**	**0**
96201 / 61522 /	3 732 220	45 980	0	3 778 200	0
Total Article 61522	**3 732 220**	**45 980**	**0**	**3 778 200**	**0**
96201 / 615511 /	332 245	0	0	332 245	0
Total Article 615511	**332 245**	**0**	**0**	**332 245**	**0**
96201 / 61558 /	1 086 198	55 643	0	1 141 841	0
Total Article 61558	**1 086 198**	**55 643**	**0**	**1 141 841**	**0**
96201 / 6161 /	147 033	0	0	147 033	0
	147 033	**0**	**0**	**147 033**	**0**

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6161					
96201 / 6182 /	1 223 879	0	0	1 223 879	0
Total Article 6182	**1 223 879**	**0**	**0**	**1 223 879**	**0**
96201 / 6184 /	54 932 967	9 472 900	0	64 405 867	0
Total Article 6184	**54 932 967**	**9 472 900**	**0**	**64 405 867**	**0**
96201 / 6185 /	1 746 891	0	0	1 746 891	0
Total Article 6185	**1 746 891**	**0**	**0**	**1 746 891**	**0**
96201 / 6227 /	1 146 194	0	0	1 146 194	0
Total Article 6227	**1 146 194**	**0**	**0**	**1 146 194**	**0**
96201 / 6228 /	44 199 578	346 150	0	44 545 728	0
Total Article 6228	**44 199 578**	**346 150**	**0**	**44 545 728**	**0**
96201 / 6231 /	177 754	0	0	177 754	0
Total Article 6231	**177 754**	**0**	**0**	**177 754**	**0**
96201 / 6241 /	112 450	0	0	112 450	0
Total Article 6241	**112 450**	**0**	**0**	**112 450**	**0**
96201 / 62472 /	6 953 211	106 951	0	7 060 162	0
Total Article 62472	**6 953 211**	**106 951**	**0**	**7 060 162**	**0**
96201 / 6251 /	21 016 820	162 180	0	21 179 000	0
Total Article 6251	**21 016 820**	**162 180**	**0**	**21 179 000**	**0**
96201 / 6255 /	2 648 940	0	0	2 648 940	0
Total Article 6255	**2 648 940**	**0**	**0**	**2 648 940**	**0**
96201 / 6261 /	105 000	0	0	105 000	0
Total Article 6261	**105 000**	**0**	**0**	**105 000**	**0**
96201 / 6262 /	2 421 549	69 608	0	2 491 157	0
Total Article 6262	**2 421 549**	**69 608**	**0**	**2 491 157**	**0**
96201 / 6268 /	446 250	34 099	0	480 349	0
Total Article 6268	**446 250**	**34 099**	**0**	**480 349**	**0**
96201 / 6283 /	5 924 710	0	0	5 924 710	0
Total Article 6283	**5 924 710**	**0**	**0**	**5 924 710**	**0**
96201 / 6288 /	71 316 581	5 769 778	0	77 086 359	0
Total Article 6288	**71 316 581**	**5 769 778**	**0**	**77 086 359**	**0**
96201 / 641117 /	15 594 225	725 004	0	16 319 229	0
Total Article 641117	**15 594 225**	**725 004**	**0**	**16 319 229**	**0**
96201 / 6581 /	607 845	0	0	607 845	0
Total Article 6581	**607 845**	**0**	**0**	**607 845**	**0**
96201	**327 477 537**	**19 755 099**	**0**	**347 232 636**	**0**
96202 / 6225 /	3 677 565	0	0	3 677 565	0
Total Article 6225	**3 677 565**	**0**	**0**	**3 677 565**	**0**
96202 / 6227 /	83 449 073	0	0	83 449 073	0
Total Article 6227	**83 449 073**	**0**	**0**	**83 449 073**	**0**
96202 / 6246 /	144 689	0	0	144 689	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6246	**144 689**	**0**	**0**	**144 689**	**0**
96202 / 62471 /	40 717 627	2 307 038	0	43 024 665	0
Total Article 62471	**40 717 627**	**2 307 038**	**0**	**43 024 665**	**0**
96202 / 62472 /	3 713 016	40 665	0	3 753 681	0
Total Article 62472	**3 713 016**	**40 665**	**0**	**3 753 681**	**0**
96202 / 6255 /	72 455 395	1 492 500	0	73 947 895	0
Total Article 6255	**72 455 395**	**1 492 500**	**0**	**73 947 895**	**0**
96202 / 641111 /	16 796 122 163	0	0	16 796 122 163	0
Total Article 641111	**16 796 122 163**	**0**	**0**	**16 796 122 163**	**0**
96202 / 641112 /	2 715 529 994	0	0	2 715 529 994	0
Total Article 641112	**2 715 529 994**	**0**	**0**	**2 715 529 994**	**0**
96202 / 641113 /	32 578 495	0	0	32 578 495	0
Total Article 641113	**32 578 495**	**0**	**0**	**32 578 495**	**0**
96202 / 641114 /	60 457 280	0	0	60 457 280	0
Total Article 641114	**60 457 280**	**0**	**0**	**60 457 280**	**0**
96202 / 641115 /	1 036 174 438	11 029 000	0	1 047 203 438	0
Total Article 641115	**1 036 174 438**	**11 029 000**	**0**	**1 047 203 438**	**0**
96202 / 641116 /	121 432 484	0	0	121 432 484	0
Total Article 641116	**121 432 484**	**0**	**0**	**121 432 484**	**0**
96202 / 641117 /	526 972 466	0	0	526 972 466	0
Total Article 641117	**526 972 466**	**0**	**0**	**526 972 466**	**0**
96202 / 641118 /	338 431 137	0	0	338 431 137	0
Total Article 641118	**338 431 137**	**0**	**0**	**338 431 137**	**0**
96202 / 641121 /	140 084 456	0	0	140 084 456	0
Total Article 641121	**140 084 456**	**0**	**0**	**140 084 456**	**0**
96202 / 641122 /	43 913 323	0	0	43 913 323	0
Total Article 641122	**43 913 323**	**0**	**0**	**43 913 323**	**0**
96202 / 641125 /	6 590 195	0	0	6 590 195	0
Total Article 641125	**6 590 195**	**0**	**0**	**6 590 195**	**0**
96202 / 641126 /	281 811	0	0	281 811	0
Total Article 641126	**281 811**	**0**	**0**	**281 811**	**0**
96202 / 641127 /	29 653	0	0	29 653	0
Total Article 641127	**29 653**	**0**	**0**	**29 653**	**0**
96202 / 641128 /	357 932	0	0	357 932	0
Total Article 641128	**357 932**	**0**	**0**	**357 932**	**0**
96202 / 64131 /	3 671 168 813	0	0	3 671 168 813	0
Total Article 64131	**3 671 168 813**	**0**	**0**	**3 671 168 813**	**0**
96202 / 64132 /	597 332 282	0	0	597 332 282	0
Total Article 64132	**597 332 282**	**0**	**0**	**597 332 282**	**0**
96202 / 64511 /	4 806 005 877	0	0	4 806 005 877	0
Total Article 64511	**4 806 005 877**	**0**	**0**	**4 806 005 877**	**0**
96202 / 64512 /	763 597 395	0	0	763 597 395	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 64512	**763 597 395**	**0**	**0**	**763 597 395**	**0**
96202 / 64514 /	18 062 632	0	0	18 062 632	0
Total Article 64514	**18 062 632**	**0**	**0**	**18 062 632**	**0**
96202 / 64515 /	174 538 966	0	0	174 538 966	0
Total Article 64515	**174 538 966**	**0**	**0**	**174 538 966**	**0**
96202 / 64516 /	37 776 129	0	0	37 776 129	0
Total Article 64516	**37 776 129**	**0**	**0**	**37 776 129**	**0**
96202 / 64517 /	1 212 280 999	0	0	1 212 280 999	0
Total Article 64517	**1 212 280 999**	**0**	**0**	**1 212 280 999**	**0**
96202 / 64518 /	71 131 220	0	0	71 131 220	0
Total Article 64518	**71 131 220**	**0**	**0**	**71 131 220**	**0**
96202 / 6453 /	173 719 342	1 791 407	0	175 510 749	0
Total Article 6453	**173 719 342**	**1 791 407**	**0**	**175 510 749**	**0**
96202 / 6458 /	84 404 437	21 507 000	0	105 911 437	0
Total Article 6458	**84 404 437**	**21 507 000**	**0**	**105 911 437**	**0**
96202 / 6475 /	20 064 592	2 566 260	0	22 630 852	0
Total Article 6475	**20 064 592**	**2 566 260**	**0**	**22 630 852**	**0**
96202 / 6481 /	117 610 599	0	0	117 610 599	0
Total Article 6481	**117 610 599**	**0**	**0**	**117 610 599**	**0**
96202 / 6815 /	297 000 000	0	0	297 000 000	0
Total Article 6815	**297 000 000**	**0**	**0**	**297 000 000**	**0**
96202	**34 067 806 475**	**40 733 870**	**0**	**34 108 540 345**	**0**
TOTAL MISSION 962	**34 395 284 012**	**60 488 969**	**0**	**34 455 772 981**	**0**
96301 / 60622 /	46 532	2 439	0	48 971	0
Total Article 60622	**46 532**	**2 439**	**0**	**48 971**	**0**
96301 / 60624 /	186 403	0	0	186 403	0
Total Article 60624	**186 403**	**0**	**0**	**186 403**	**0**
96301 / 60626 /	25 710	0	0	25 710	0
Total Article 60626	**25 710**	**0**	**0**	**25 710**	**0**
96301 / 60628 /	7 136	0	0	7 136	0
Total Article 60628	**7 136**	**0**	**0**	**7 136**	**0**
96301 / 60631 /	965	0	0	965	0
Total Article 60631	**965**	**0**	**0**	**965**	**0**
96301 / 60632 /	311 072	0	0	311 072	0
Total Article 60632	**311 072**	**0**	**0**	**311 072**	**0**
96301 / 60634 /	168 040	0	0	168 040	0
Total Article 60634	**168 040**	**0**	**0**	**168 040**	**0**
96301 / 60635 /	52 503	0	0	52 503	0
Total Article 60635	**52 503**	**0**	**0**	**52 503**	**0**
96301 / 60638 /	186 934	27 939	0	214 873	0
Total Article 60638	**186 934**	**27 939**	**0**	**214 873**	**0**

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
96301 / 60641 /	344 341	0	0	344 341	0
Total Article 60641	**344 341**	**0**	**0**	**344 341**	**0**
96301 / 60642 /	62 292	0	0	62 292	0
Total Article 60642	**62 292**	**0**	**0**	**62 292**	**0**
96301 / 61351 /	738 909	0	0	738 909	0
Total Article 61351	**738 909**	**0**	**0**	**738 909**	**0**
96301 / 615511 /	176 364	0	0	176 364	0
Total Article 615511	**176 364**	**0**	**0**	**176 364**	**0**
96301 / 61558 /	31 600	0	0	31 600	0
Total Article 61558	**31 600**	**0**	**0**	**31 600**	**0**
96301 / 6161 /	25 566	0	0	25 566	0
Total Article 6161	**25 566**	**0**	**0**	**25 566**	**0**
96301 / 6182 /	254 812	0	0	254 812	0
Total Article 6182	**254 812**	**0**	**0**	**254 812**	**0**
96301 / 6236 /	494 224	0	0	494 224	0
Total Article 6236	**494 224**	**0**	**0**	**494 224**	**0**
96301 / 62471 /	578 688	0	0	578 688	0
Total Article 62471	**578 688**	**0**	**0**	**578 688**	**0**
96301 / 62472 /	960 810	0	0	960 810	0
Total Article 62472	**960 810**	**0**	**0**	**960 810**	**0**
96301 / 6251 /	1 428 672	0	0	1 428 672	0
Total Article 6251	**1 428 672**	**0**	**0**	**1 428 672**	**0**
96301 / 6261 /	83 000	0	0	83 000	0
Total Article 6261	**83 000**	**0**	**0**	**83 000**	**0**
96301 / 6268 /	2 500	0	0	2 500	0
Total Article 6268	**2 500**	**0**	**0**	**2 500**	**0**
96301 / 6281 /	1 861 575	0	0	1 861 575	0
Total Article 6281	**1 861 575**	**0**	**0**	**1 861 575**	**0**
96301 / 6283 /	45 200	0	0	45 200	0
Total Article 6283	**45 200**	**0**	**0**	**45 200**	**0**
96301 / 6288 /	48 000	0	0	48 000	0
Total Article 6288	**48 000**	**0**	**0**	**48 000**	**0**
96301 / 6552 /	22 862 962 165	0	0	22 862 962 165	0
Total Article 6552	**22 862 962 165**	**0**	**0**	**22 862 962 165**	**0**
96301 / 6815 /	3 060 267 974	0	0	3 060 267 974	0
Total Article 6815	**3 060 267 974**	**0**	**0**	**3 060 267 974**	**0**
96301	**25 931 351 987**	**30 378**	**0**	**25 931 382 365**	**0**
96302 / 60621 /	16 120	0	0	16 120	0
Total Article 60621	**16 120**	**0**	**0**	**16 120**	**0**
96302 / 60622 /	187 322	9 367	0	196 689	0
Total Article 60622	**187 322**	**9 367**	**0**	**196 689**	**0**

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
96302 / 60623 /	5 000	0	0	5 000	0
Total Article 60623	**5 000**	**0**	**0**	**5 000**	**0**
96302 / 60624 /	442 995	0	0	442 995	0
Total Article 60624	**442 995**	**0**	**0**	**442 995**	**0**
96302 / 60626 /	572 662	0	0	572 662	0
Total Article 60626	**572 662**	**0**	**0**	**572 662**	**0**
96302 / 60628 /	70 337	0	0	70 337	0
Total Article 60628	**70 337**	**0**	**0**	**70 337**	**0**
96302 / 60631 /	139 639	0	0	139 639	0
Total Article 60631	**139 639**	**0**	**0**	**139 639**	**0**
96302 / 60632 /	642 554	491 290	0	1 133 844	0
Total Article 60632	**642 554**	**491 290**	**0**	**1 133 844**	**0**
96302 / 60634 /	21 800	10 323	0	32 123	0
Total Article 60634	**21 800**	**10 323**	**0**	**32 123**	**0**
96302 / 60635 /	271 033	91 000	0	362 033	0
Total Article 60635	**271 033**	**91 000**	**0**	**362 033**	**0**
96302 / 60638 /	357 117	285 853	0	642 970	0
Total Article 60638	**357 117**	**285 853**	**0**	**642 970**	**0**
96302 / 60641 /	256 719	33 408	0	290 127	0
Total Article 60641	**256 719**	**33 408**	**0**	**290 127**	**0**
96302 / 60642 /	357 633	29 248	0	386 881	0
Total Article 60642	**357 633**	**29 248**	**0**	**386 881**	**0**
96302 / 6132 /	14 050	0	0	14 050	0
Total Article 6132	**14 050**	**0**	**0**	**14 050**	**0**
96302 / 61351 /	296 782	22 600	0	319 382	0
Total Article 61351	**296 782**	**22 600**	**0**	**319 382**	**0**
96302 / 615511 /	78 292	11 000	0	89 292	0
Total Article 615511	**78 292**	**11 000**	**0**	**89 292**	**0**
96302 / 61558 /	439 804	0	0	439 804	0
Total Article 61558	**439 804**	**0**	**0**	**439 804**	**0**
96302 / 6236 /	110 740	0	0	110 740	0
Total Article 6236	**110 740**	**0**	**0**	**110 740**	**0**
96302 / 6238 /	137 630	258 470	0	396 100	0
Total Article 6238	**137 630**	**258 470**	**0**	**396 100**	**0**
96302 / 6241 /	179 361	6 884	0	186 245	0
Total Article 6241	**179 361**	**6 884**	**0**	**186 245**	**0**
96302 / 62472 /	13 037 949	0	0	13 037 949	0
Total Article 62472	**13 037 949**	**0**	**0**	**13 037 949**	**0**
96302 / 6251 /	4 654 595	0	0	4 654 595	0
Total Article 6251	**4 654 595**	**0**	**0**	**4 654 595**	**0**
96302 / 6261 /	23 000	0	0	23 000	0
	23 000	**0**	**0**	**23 000**	**0**

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6261					
96302 / 6262 /	7 743	98 248	0	105 991	0
Total Article 6262	**7 743**	**98 248**	**0**	**105 991**	**0**
96302 / 6268 /	0	105 702	0	105 702	0
Total Article 6268	**0**	**105 702**	**0**	**105 702**	**0**
96302 / 6283 /	0	24 240	0	24 240	0
Total Article 6283	**0**	**24 240**	**0**	**24 240**	**0**
96302 / 65211 /	0	456 740	0	456 740	0
Total Article 65211	**0**	**456 740**	**0**	**456 740**	**0**
96302 / 65281 /	964 282 840	209 195 412	0	1 173 478 252	0
Total Article 65281	**964 282 840**	**209 195 412**	**0**	**1 173 478 252**	**0**
96302	**986 603 717**	**211 129 785**	**0**	**1 197 733 502**	**0**
96303 / 60611 /	40 000	0	0	40 000	0
Total Article 60611	**40 000**	**0**	**0**	**40 000**	**0**
96303 / 60612 /	619 707	0	0	619 707	0
Total Article 60612	**619 707**	**0**	**0**	**619 707**	**0**
96303 / 60624 /	258 860	0	0	258 860	0
Total Article 60624	**258 860**	**0**	**0**	**258 860**	**0**
96303 / 6132 /	13 192 000	0	0	13 192 000	0
Total Article 6132	**13 192 000**	**0**	**0**	**13 192 000**	**0**
96303 / 61351 /	199 108	0	0	199 108	0
Total Article 61351	**199 108**	**0**	**0**	**199 108**	**0**
96303 / 615511 /	17 900	0	0	17 900	0
Total Article 615511	**17 900**	**0**	**0**	**17 900**	**0**
96303 / 61558 /	642 541	2 472 194	0	3 114 735	0
Total Article 61558	**642 541**	**2 472 194**	**0**	**3 114 735**	**0**
96303 / 6182 /	169 500	0	0	169 500	0
Total Article 6182	**169 500**	**0**	**0**	**169 500**	**0**
96303 / 62268 /	1 084 800	0	0	1 084 800	0
Total Article 62268	**1 084 800**	**0**	**0**	**1 084 800**	**0**
96303 / 6231 /	62 046	0	0	62 046	0
Total Article 6231	**62 046**	**0**	**0**	**62 046**	**0**
96303 / 6238 /	138 990	0	0	138 990	0
Total Article 6238	**138 990**	**0**	**0**	**138 990**	**0**
96303 / 62472 /	345 522	0	0	345 522	0
Total Article 62472	**345 522**	**0**	**0**	**345 522**	**0**
96303 / 6251 /	730 899	0	0	730 899	0
Total Article 6251	**730 899**	**0**	**0**	**730 899**	**0**
96303 / 6262 /	254 531	0	0	254 531	0
Total Article 6262	**254 531**	**0**	**0**	**254 531**	**0**
96303 / 6281 /	48 000 000	0	0	48 000 000	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6281	**48 000 000**	**0**	**0**	**48 000 000**	**0**
96303 / 6288 /	87 396	0	0	87 396	0
Total Article 6288	**87 396**	**0**	**0**	**87 396**	**0**
96303 / 657458 /	4 000 000	4 000 000	0	8 000 000	0
Total Article 657458	**4 000 000**	**4 000 000**	**0**	**8 000 000**	**0**
96303 / 65748 /	36 000 000	0	0	36 000 000	0
Total Article 65748	**36 000 000**	**0**	**0**	**36 000 000**	**0**
96303	**105 843 800**	**6 472 194**	**0**	**112 315 994**	**0**
96304 / 674352 /	150 000 000	0	0	150 000 000	0
Total Article 674352	**150 000 000**	**0**	**0**	**150 000 000**	**0**
96304	**150 000 000**	**0**	**0**	**150 000 000**	**0**
96305 / 60611 /	17 733 573	0	0	17 733 573	0
Total Article 60611	**17 733 573**	**0**	**0**	**17 733 573**	**0**
96305 / 60612 /	0	705 894	0	705 894	0
Total Article 60612	**0**	**705 894**	**0**	**705 894**	**0**
96305 / 60622 /	444 850	0	0	444 850	0
Total Article 60622	**444 850**	**0**	**0**	**444 850**	**0**
96305 / 60624 /	228 688	0	0	228 688	0
Total Article 60624	**228 688**	**0**	**0**	**228 688**	**0**
96305 / 60625 /	93 932	0	0	93 932	0
Total Article 60625	**93 932**	**0**	**0**	**93 932**	**0**
96305 / 60626 /	1 777 946	0	0	1 777 946	0
Total Article 60626	**1 777 946**	**0**	**0**	**1 777 946**	**0**
96305 / 60628 /	5 685 198	0	0	5 685 198	0
Total Article 60628	**5 685 198**	**0**	**0**	**5 685 198**	**0**
96305 / 60631 /	50 971	0	0	50 971	0
Total Article 60631	**50 971**	**0**	**0**	**50 971**	**0**
96305 / 60632 /	276 602	0	0	276 602	0
Total Article 60632	**276 602**	**0**	**0**	**276 602**	**0**
96305 / 60635 /	240 458	0	0	240 458	0
Total Article 60635	**240 458**	**0**	**0**	**240 458**	**0**
96305 / 60638 /	789 517	0	0	789 517	0
Total Article 60638	**789 517**	**0**	**0**	**789 517**	**0**
96305 / 61351 /	145 200	0	0	145 200	0
Total Article 61351	**145 200**	**0**	**0**	**145 200**	**0**
96305 / 61521 /	1 966 200	163 850	0	2 130 050	0
Total Article 61521	**1 966 200**	**163 850**	**0**	**2 130 050**	**0**
96305 / 61522 /	3 760 027	249 636	0	4 009 663	0
Total Article 61522	**3 760 027**	**249 636**	**0**	**4 009 663**	**0**
96305 / 61524 /	131 000	0	0	131 000	0
Total Article 61524	**131 000**	**0**	**0**	**131 000**	**0**

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
96305 / 61528 /	7 858 282	184 463	0	8 042 745	0
Total Article 61528	**7 858 282**	**184 463**	**0**	**8 042 745**	**0**
96305 / 615511 /	67 989	0	0	67 989	0
Total Article 615511	**67 989**	**0**	**0**	**67 989**	**0**
96305 / 61552 /	646 862	0	0	646 862	0
Total Article 61552	**646 862**	**0**	**0**	**646 862**	**0**
96305 / 61558 /	5 812 232	942 745	0	6 754 977	0
Total Article 61558	**5 812 232**	**942 745**	**0**	**6 754 977**	**0**
96305 / 6168 /	242 315	0	0	242 315	0
Total Article 6168	**242 315**	**0**	**0**	**242 315**	**0**
96305 / 617 /	146 900	0	0	146 900	0
Total Article 617	**146 900**	**0**	**0**	**146 900**	**0**
96305 / 6184 /	299 550	0	0	299 550	0
Total Article 6184	**299 550**	**0**	**0**	**299 550**	**0**
96305 / 6185 /	40 950	0	0	40 950	0
Total Article 6185	**40 950**	**0**	**0**	**40 950**	**0**
96305 / 62268 /	570 000	0	0	570 000	0
Total Article 62268	**570 000**	**0**	**0**	**570 000**	**0**
96305 / 6236 /	17 500	0	0	17 500	0
Total Article 6236	**17 500**	**0**	**0**	**17 500**	**0**
96305 / 6251 /	0	929 628	0	929 628	0
Total Article 6251	**0**	**929 628**	**0**	**929 628**	**0**
96305 / 6282 /	45 558 210	4 555 821	0	50 114 031	0
Total Article 6282	**45 558 210**	**4 555 821**	**0**	**50 114 031**	**0**
96305 / 6283 /	9 478 440	1 600 080	0	11 078 520	0
Total Article 6283	**9 478 440**	**1 600 080**	**0**	**11 078 520**	**0**
96305 / 6288 /	35 325 663	813 435	0	36 139 098	0
Total Article 6288	**35 325 663**	**813 435**	**0**	**36 139 098**	**0**
96305	**139 389 055**	**10 145 552**	**0**	**149 534 607**	**0**
TOTAL MISSION 963	**27 313 188 559**	**227 777 909**	**0**	**27 540 966 468**	**0**
96401 / 60611 /	2 412 326	0	0	2 412 326	0
Total Article 60611	**2 412 326**	**0**	**0**	**2 412 326**	**0**
96401 / 60612 /	2 423 923	157 825	0	2 581 748	0
Total Article 60612	**2 423 923**	**157 825**	**0**	**2 581 748**	**0**
96401 / 60622 /	775	0	0	775	0
Total Article 60622	**775**	**0**	**0**	**775**	**0**
96401 / 60624 /	1 390	0	0	1 390	0
Total Article 60624	**1 390**	**0**	**0**	**1 390**	**0**
96401 / 60626 /	361 267	0	0	361 267	0
Total Article 60626	**361 267**	**0**	**0**	**361 267**	**0**

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
96401 / 60628 /	604 990	0	0	604 990	0
Total Article 60628	**604 990**	**0**	**0**	**604 990**	**0**
96401 / 60631 /	57 694	0	0	57 694	0
Total Article 60631	**57 694**	**0**	**0**	**57 694**	**0**
96401 / 60635 /	112 238	0	0	112 238	0
Total Article 60635	**112 238**	**0**	**0**	**112 238**	**0**
96401 / 60638 /	338 796	141 520	0	480 316	0
Total Article 60638	**338 796**	**141 520**	**0**	**480 316**	**0**
96401 / 61351 /	654 351	12 200	0	666 551	0
Total Article 61351	**654 351**	**12 200**	**0**	**666 551**	**0**
96401 / 61521 /	108 262 437	6 969 310	0	115 231 747	0
Total Article 61521	**108 262 437**	**6 969 310**	**0**	**115 231 747**	**0**
96401 / 61522 /	3 760 420	0	0	3 760 420	0
Total Article 61522	**3 760 420**	**0**	**0**	**3 760 420**	**0**
96401 / 61524 /	9 922 043	0	0	9 922 043	0
Total Article 61524	**9 922 043**	**0**	**0**	**9 922 043**	**0**
96401 / 61528 /	3 123 553	0	0	3 123 553	0
Total Article 61528	**3 123 553**	**0**	**0**	**3 123 553**	**0**
96401 / 61558 /	2 097 899	0	0	2 097 899	0
Total Article 61558	**2 097 899**	**0**	**0**	**2 097 899**	**0**
96401 / 6168 /	1 392 570	0	0	1 392 570	0
Total Article 6168	**1 392 570**	**0**	**0**	**1 392 570**	**0**
96401 / 617 /	618 675	0	0	618 675	0
Total Article 617	**618 675**	**0**	**0**	**618 675**	**0**
96401 / 62268 /	4 145 835	578 480	0	4 724 315	0
Total Article 62268	**4 145 835**	**578 480**	**0**	**4 724 315**	**0**
96401 / 6228 /	622 900	0	0	622 900	0
Total Article 6228	**622 900**	**0**	**0**	**622 900**	**0**
96401 / 6231 /	267 778	0	0	267 778	0
Total Article 6231	**267 778**	**0**	**0**	**267 778**	**0**
96401 / 6241 /	31 520	0	0	31 520	0
Total Article 6241	**31 520**	**0**	**0**	**31 520**	**0**
96401 / 62472 /	1 256 597	61 127	0	1 317 724	0
Total Article 62472	**1 256 597**	**61 127**	**0**	**1 317 724**	**0**
96401 / 6251 /	787 241	15 549	0	802 790	0
Total Article 6251	**787 241**	**15 549**	**0**	**802 790**	**0**
96401 / 6282 /	32 418 767	3 269 603	0	35 688 370	0
Total Article 6282	**32 418 767**	**3 269 603**	**0**	**35 688 370**	**0**
96401 / 6283 /	51 767 852	3 906 606	0	55 674 458	0
Total Article 6283	**51 767 852**	**3 906 606**	**0**	**55 674 458**	**0**
96401 / 6288 /	22 307 711	1 648 598	0	23 956 309	0
	22 307 711	**1 648 598**	**0**	**23 956 309**	**0**

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6288					
96401 / 6718 /	320 299	0	0	320 299	0
Total Article 6718	**320 299**	**0**	**0**	**320 299**	**0**
96401	**250 071 847**	**16 760 818**	**0**	**266 832 665**	**0**
96402 / 60612 /	1 424 698	113 200	0	1 537 898	0
Total Article 60612	**1 424 698**	**113 200**	**0**	**1 537 898**	**0**
96402 / 60622 /	450 825	0	0	450 825	0
Total Article 60622	**450 825**	**0**	**0**	**450 825**	**0**
96402 / 60624 /	249 766	0	0	249 766	0
Total Article 60624	**249 766**	**0**	**0**	**249 766**	**0**
96402 / 60628 /	177 937	0	0	177 937	0
Total Article 60628	**177 937**	**0**	**0**	**177 937**	**0**
96402 / 60632 /	318 300	0	0	318 300	0
Total Article 60632	**318 300**	**0**	**0**	**318 300**	**0**
96402 / 60634 /	35 690	106 315	0	142 005	0
Total Article 60634	**35 690**	**106 315**	**0**	**142 005**	**0**
96402 / 60638 /	279 897	0	0	279 897	0
Total Article 60638	**279 897**	**0**	**0**	**279 897**	**0**
96402 / 60641 /	397 070	0	0	397 070	0
Total Article 60641	**397 070**	**0**	**0**	**397 070**	**0**
96402 / 60642 /	80 999	0	0	80 999	0
Total Article 60642	**80 999**	**0**	**0**	**80 999**	**0**
96402 / 6132 /	3 669 600	20 500	0	3 690 100	0
Total Article 6132	**3 669 600**	**20 500**	**0**	**3 690 100**	**0**
96402 / 61351 /	2 520 661	190 108	0	2 710 769	0
Total Article 61351	**2 520 661**	**190 108**	**0**	**2 710 769**	**0**
96402 / 614 /	5 234 668	0	0	5 234 668	0
Total Article 614	**5 234 668**	**0**	**0**	**5 234 668**	**0**
96402 / 61522 /	1 069 083	0	0	1 069 083	0
Total Article 61522	**1 069 083**	**0**	**0**	**1 069 083**	**0**
96402 / 615511 /	511 128	0	0	511 128	0
Total Article 615511	**511 128**	**0**	**0**	**511 128**	**0**
96402 / 61558 /	73 552	0	0	73 552	0
Total Article 61558	**73 552**	**0**	**0**	**73 552**	**0**
96402 / 6161 /	130 472	0	0	130 472	0
Total Article 6161	**130 472**	**0**	**0**	**130 472**	**0**
96402 / 6168 /	124 919	0	0	124 919	0
Total Article 6168	**124 919**	**0**	**0**	**124 919**	**0**
96402 / 617 /	40 355 943	0	0	40 355 943	0
Total Article 617	**40 355 943**	**0**	**0**	**40 355 943**	**0**
96402 / 6182 /	254 812	0	0	254 812	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6182	**254 812**	**0**	**0**	**254 812**	**0**
96402 / 6184 /	213 965	0	0	213 965	0
Total Article 6184	**213 965**	**0**	**0**	**213 965**	**0**
96402 / 6185 /	392 660	0	0	392 660	0
Total Article 6185	**392 660**	**0**	**0**	**392 660**	**0**
96402 / 62268 /	3 166 170	4 454 360	0	7 620 530	0
Total Article 62268	**3 166 170**	**4 454 360**	**0**	**7 620 530**	**0**
96402 / 6228 /	2 186 500	0	0	2 186 500	0
Total Article 6228	**2 186 500**	**0**	**0**	**2 186 500**	**0**
96402 / 6231 /	1 562 185	0	0	1 562 185	0
Total Article 6231	**1 562 185**	**0**	**0**	**1 562 185**	**0**
96402 / 6233 /	88 200	0	0	88 200	0
Total Article 6233	**88 200**	**0**	**0**	**88 200**	**0**
96402 / 6241 /	27 219	0	0	27 219	0
Total Article 6241	**27 219**	**0**	**0**	**27 219**	**0**
96402 / 62471 /	183 954	0	0	183 954	0
Total Article 62471	**183 954**	**0**	**0**	**183 954**	**0**
96402 / 62472 /	1 518 762	58 050	0	1 576 812	0
Total Article 62472	**1 518 762**	**58 050**	**0**	**1 576 812**	**0**
96402 / 6251 /	2 165 551	62 880	0	2 228 431	0
Total Article 6251	**2 165 551**	**62 880**	**0**	**2 228 431**	**0**
96402 / 6262 /	2 205 481	9 799	0	2 215 280	0
Total Article 6262	**2 205 481**	**9 799**	**0**	**2 215 280**	**0**
96402 / 6268 /	265 920	0	0	265 920	0
Total Article 6268	**265 920**	**0**	**0**	**265 920**	**0**
96402 / 6283 /	1 429 308	116 277	0	1 545 585	0
Total Article 6283	**1 429 308**	**116 277**	**0**	**1 545 585**	**0**
96402 / 6288 /	15 791 535	66 548	0	15 858 083	0
Total Article 6288	**15 791 535**	**66 548**	**0**	**15 858 083**	**0**
96402 / 65218 /	800 000	0	0	800 000	0
Total Article 65218	**800 000**	**0**	**0**	**800 000**	**0**
96402 / 6522 /	27 080 000	3 282 500	0	30 362 500	0
Total Article 6522	**27 080 000**	**3 282 500**	**0**	**30 362 500**	**0**
96402 / 657348A /	8 416 684	11 000 000	0	19 416 684	0
Total Article 657348A	**8 416 684**	**11 000 000**	**0**	**19 416 684**	**0**
96402 / 657358 /	3 500 000	0	0	3 500 000	0
Total Article 657358	**3 500 000**	**0**	**0**	**3 500 000**	**0**
96402 / 657452 /	23 000 000	5 000 000	0	28 000 000	0
Total Article 657452	**23 000 000**	**5 000 000**	**0**	**28 000 000**	**0**
96402 / 6581 /	743 314	0	0	743 314	0
Total Article 6581	**743 314**	**0**	**0**	**743 314**	**0**
96402 / 6718 /	155 846	0	0	155 846	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6718	**155 846**	**0**	**0**	**155 846**	**0**
96402	**152 253 274**	**24 480 537**	**0**	**176 733 811**	**0**
96403 / 6288 /	146 900	0	0	146 900	0
Total Article 6288	**146 900**	**0**	**0**	**146 900**	**0**
96403 / 6522 /	0	7 414 950	0	7 414 950	0
Total Article 6522	**0**	**7 414 950**	**0**	**7 414 950**	**0**
96403 / 657451A /	416 500 000	0	0	416 500 000	0
Total Article 657451A	**416 500 000**	**0**	**0**	**416 500 000**	**0**
96403 / 657452 /	31 500 000	7 597 000	0	39 097 000	0
Total Article 657452	**31 500 000**	**7 597 000**	**0**	**39 097 000**	**0**
96403 / 6744 /	1 218 067 606	58 975 000	0	1 277 042 606	0
Total Article 6744	**1 218 067 606**	**58 975 000**	**0**	**1 277 042 606**	**0**
96403	**1 666 214 506**	**73 986 950**	**0**	**1 740 201 456**	**0**
TOTAL MISSION 964	**2 068 539 627**	**115 228 305**	**0**	**2 183 767 932**	**0**
Total Article 60268	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
96501 / 60611 /	3 915 050	1 039 845	0	4 954 895	0
Total Article 60611	**3 915 050**	**1 039 845**	**0**	**4 954 895**	**0**
96501 / 60612 /	32 956 433	5 382 463	0	38 338 896	0
Total Article 60612	**32 956 433**	**5 382 463**	**0**	**38 338 896**	**0**
96501 / 60618 /	568 401	0	0	568 401	0
Total Article 60618	**568 401**	**0**	**0**	**568 401**	**0**
96501 / 60621 /	401 375	0	0	401 375	0
Total Article 60621	**401 375**	**0**	**0**	**401 375**	**0**
96501 / 60622 /	13 071 802	2 103 425	0	15 175 227	0
Total Article 60622	**13 071 802**	**2 103 425**	**0**	**15 175 227**	**0**
96501 / 60623 /	62 949	0	0	62 949	0
Total Article 60623	**62 949**	**0**	**0**	**62 949**	**0**
96501 / 60624 /	17 027 168	604 869	0	17 632 037	0
Total Article 60624	**17 027 168**	**604 869**	**0**	**17 632 037**	**0**
96501 / 60625 /	1 959 639	0	0	1 959 639	0
Total Article 60625	**1 959 639**	**0**	**0**	**1 959 639**	**0**
96501 / 60626 /	14 430 775	1 263 424	0	15 694 199	0
Total Article 60626	**14 430 775**	**1 263 424**	**0**	**15 694 199**	**0**
96501 / 60628 /	31 227 075	700 921	0	31 927 996	0
Total Article 60628	**31 227 075**	**700 921**	**0**	**31 927 996**	**0**
96501 / 60631 /	3 276 488	0	0	3 276 488	0
Total Article 60631	**3 276 488**	**0**	**0**	**3 276 488**	**0**
96501 / 60632 /	3 985 764	633 886	0	4 619 650	0
Total Article 60632	**3 985 764**	**633 886**	**0**	**4 619 650**	**0**
96501 / 60634 /	932 410	104 748	0	1 037 158	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 60634	**932 410**	**104 748**	**0**	**1 037 158**	**0**
96501 / 60635 /	4 501 167	3 234 312	0	7 735 479	0
Total Article 60635	**4 501 167**	**3 234 312**	**0**	**7 735 479**	**0**
96501 / 60638 /	14 051 358	415 059	0	14 466 417	0
Total Article 60638	**14 051 358**	**415 059**	**0**	**14 466 417**	**0**
96501 / 60641 /	5 220 568	585 869	0	5 806 437	0
Total Article 60641	**5 220 568**	**585 869**	**0**	**5 806 437**	**0**
96501 / 60642 /	1 822 112	37 148	0	1 859 260	0
Total Article 60642	**1 822 112**	**37 148**	**0**	**1 859 260**	**0**
96501 / 60648 /	18 052	0	0	18 052	0
Total Article 60648	**18 052**	**0**	**0**	**18 052**	**0**
96501 / 6066 /	292 732	0	0	292 732	0
Total Article 6066	**292 732**	**0**	**0**	**292 732**	**0**
96501 / 6068 /	529 785	0	0	529 785	0
Total Article 6068	**529 785**	**0**	**0**	**529 785**	**0**
96501 / 6132 /	26 865 913	1 178 452	0	28 044 365	0
Total Article 6132	**26 865 913**	**1 178 452**	**0**	**28 044 365**	**0**
96501 / 61351 /	8 803 521	1 410 560	0	10 214 081	0
Total Article 61351	**8 803 521**	**1 410 560**	**0**	**10 214 081**	**0**
96501 / 61358 /	1 104 546	0	0	1 104 546	0
Total Article 61358	**1 104 546**	**0**	**0**	**1 104 546**	**0**
96501 / 614 /	2 416 680	0	0	2 416 680	0
Total Article 614	**2 416 680**	**0**	**0**	**2 416 680**	**0**
96501 / 61521 /	8 421 754	1 678 519	0	10 100 273	0
Total Article 61521	**8 421 754**	**1 678 519**	**0**	**10 100 273**	**0**
96501 / 61522 /	5 324 957	80 230	0	5 405 187	0
Total Article 61522	**5 324 957**	**80 230**	**0**	**5 405 187**	**0**
96501 / 61523 /	142 000	1 746 980	0	1 888 980	0
Total Article 61523	**142 000**	**1 746 980**	**0**	**1 888 980**	**0**
96501 / 61524 /	565 000	248 600	0	813 600	0
Total Article 61524	**565 000**	**248 600**	**0**	**813 600**	**0**
96501 / 61528 /	3 949 941	417 575	0	4 367 516	0
Total Article 61528	**3 949 941**	**417 575**	**0**	**4 367 516**	**0**
96501 / 615511 /	4 635 578	147 703	0	4 783 281	0
Total Article 615511	**4 635 578**	**147 703**	**0**	**4 783 281**	**0**
96501 / 615512 /	244 724	73 000	0	317 724	0
Total Article 615512	**244 724**	**73 000**	**0**	**317 724**	**0**
96501 / 615518 /	840 405	0	0	840 405	0
Total Article 615518	**840 405**	**0**	**0**	**840 405**	**0**
96501 / 61552 /	1 656 992	0	0	1 656 992	0
Total Article 61552	**1 656 992**	**0**	**0**	**1 656 992**	**0**
96501 / 61558 /	11 109 249	2 237 115	0	13 346 364	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 61558	**11 109 249**	**2 237 115**	**0**	**13 346 364**	**0**
96501 / 6161 /	2 972 212	0	0	2 972 212	0
Total Article 6161	**2 972 212**	**0**	**0**	**2 972 212**	**0**
96501 / 6168 /	127 605	0	0	127 605	0
Total Article 6168	**127 605**	**0**	**0**	**127 605**	**0**
96501 / 617 /	38 682 209	1 723 680	0	40 405 889	0
Total Article 617	**38 682 209**	**1 723 680**	**0**	**40 405 889**	**0**
96501 / 6182 /	592 930	239 397	58 095	774 232	0
Total Article 6182	**592 930**	**239 397**	**58 095**	**774 232**	**0**
96501 / 6184 /	1 864 431	0	0	1 864 431	0
Total Article 6184	**1 864 431**	**0**	**0**	**1 864 431**	**0**
96501 / 6185 /	1 086 830	236 680	0	1 323 510	0
Total Article 6185	**1 086 830**	**236 680**	**0**	**1 323 510**	**0**
96501 / 62268 /	48 747 531	12 110 710	2 912 340	57 945 901	0
Total Article 62268	**48 747 531**	**12 110 710**	**2 912 340**	**57 945 901**	**0**
96501 / 6227 /	242 239	0	0	242 239	0
Total Article 6227	**242 239**	**0**	**0**	**242 239**	**0**
96501 / 6228 /	16 288 934	3 896 600	0	20 185 534	0
Total Article 6228	**16 288 934**	**3 896 600**	**0**	**20 185 534**	**0**
96501 / 6231 /	786 732	0	0	786 732	0
Total Article 6231	**786 732**	**0**	**0**	**786 732**	**0**
96501 / 6236 /	4 584 974	96 050	0	4 681 024	0
Total Article 6236	**4 584 974**	**96 050**	**0**	**4 681 024**	**0**
96501 / 6238 /	9 374 741	1 626 600	0	11 001 341	0
Total Article 6238	**9 374 741**	**1 626 600**	**0**	**11 001 341**	**0**
96501 / 6241 /	6 771 679	787 575	0	7 559 254	0
Total Article 6241	**6 771 679**	**787 575**	**0**	**7 559 254**	**0**
96501 / 62458 /	177 014	0	0	177 014	0
Total Article 62458	**177 014**	**0**	**0**	**177 014**	**0**
96501 / 62471 /	2 650 618	0	0	2 650 618	0
Total Article 62471	**2 650 618**	**0**	**0**	**2 650 618**	**0**
96501 / 62472 /	12 370 835	1 043 000	0	13 413 835	0
Total Article 62472	**12 370 835**	**1 043 000**	**0**	**13 413 835**	**0**
96501 / 6248 /	90 400	0	0	90 400	0
Total Article 6248	**90 400**	**0**	**0**	**90 400**	**0**
96501 / 6251 /	23 670 769	1 475 716	0	25 146 485	0
Total Article 6251	**23 670 769**	**1 475 716**	**0**	**25 146 485**	**0**
96501 / 6255 /	0	115 000	0	115 000	0
Total Article 6255	**0**	**115 000**	**0**	**115 000**	**0**
96501 / 6261 /	1 669 500	0	0	1 669 500	0
Total Article 6261	**1 669 500**	**0**	**0**	**1 669 500**	**0**
96501 / 6262 /	9 761 207	1 447 215	0	11 208 422	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6262	**9 761 207**	**1 447 215**	**0**	**11 208 422**	**0**
96501 / 6268 /	3 237 038	330 492	0	3 567 530	0
Total Article 6268	**3 237 038**	**330 492**	**0**	**3 567 530**	**0**
96501 / 627 /	15 203	0	0	15 203	0
Total Article 627	**15 203**	**0**	**0**	**15 203**	**0**
96501 / 6283 /	7 073 207	649 471	0	7 722 678	0
Total Article 6283	**7 073 207**	**649 471**	**0**	**7 722 678**	**0**
96501 / 6288 /	21 786 815	1 316 022	0	23 102 837	0
Total Article 6288	**21 786 815**	**1 316 022**	**0**	**23 102 837**	**0**
96501 / 6354 /	15 000	0	0	15 000	0
Total Article 6354	**15 000**	**0**	**0**	**15 000**	**0**
96501 / 6524 /	937 199 291	77 456 792	0	1 014 656 083	0
Total Article 6524	**937 199 291**	**77 456 792**	**0**	**1 014 656 083**	**0**
96501 / 6568 /	1 082 450	460 000	0	1 542 450	0
Total Article 6568	**1 082 450**	**460 000**	**0**	**1 542 450**	**0**
96501 / 657323 /	0	7 704 800	0	7 704 800	0
Total Article 657323	**0**	**7 704 800**	**0**	**7 704 800**	**0**
96501 / 657351 /	365 944 538	0	0	365 944 538	0
Total Article 657351	**365 944 538**	**0**	**0**	**365 944 538**	**0**
96501 / 657445 /	0	1 413 000	0	1 413 000	0
Total Article 657445	**0**	**1 413 000**	**0**	**1 413 000**	**0**
96501 / 657455 /	137 700 000	62 046 119	0	199 746 119	0
Total Article 657455	**137 700 000**	**62 046 119**	**0**	**199 746 119**	**0**
96501 / 674351 /	255 000 000	0	0	255 000 000	0
Total Article 674351	**255 000 000**	**0**	**0**	**255 000 000**	**0**
96501 / 6744 /	515 000 000	0	0	515 000 000	0
Total Article 6744	**515 000 000**	**0**	**0**	**515 000 000**	**0**
96501	**2 652 899 295**	**201 499 622**	**2 970 435**	**2 851 428 482**	**0**
96502 / 60618 /	323 158	0	0	323 158	0
Total Article 60618	**323 158**	**0**	**0**	**323 158**	**0**
96502 / 60622 /	8 269 924	476 116	0	8 746 040	0
Total Article 60622	**8 269 924**	**476 116**	**0**	**8 746 040**	**0**
96502 / 60624 /	5 610 432	847 466	0	6 457 898	0
Total Article 60624	**5 610 432**	**847 466**	**0**	**6 457 898**	**0**
96502 / 60625 /	276 708	0	0	276 708	0
Total Article 60625	**276 708**	**0**	**0**	**276 708**	**0**
96502 / 60626 /	300 164	0	0	300 164	0
Total Article 60626	**300 164**	**0**	**0**	**300 164**	**0**
96502 / 60628 /	32 609 165	46 100	0	32 655 265	0
Total Article 60628	**32 609 165**	**46 100**	**0**	**32 655 265**	**0**
96502 / 60631 /	1 003 247	515 900	0	1 519 147	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 60631	**1 003 247**	**515 900**	**0**	**1 519 147**	**0**
96502 / 60632 /	28 200	0	0	28 200	0
Total Article 60632	**28 200**	**0**	**0**	**28 200**	**0**
96502 / 60635 /	2 053 099	263 274	0	2 316 373	0
Total Article 60635	**2 053 099**	**263 274**	**0**	**2 316 373**	**0**
96502 / 60638 /	1 499 417	241 594	0	1 741 011	0
Total Article 60638	**1 499 417**	**241 594**	**0**	**1 741 011**	**0**
96502 / 60641 /	123 540	0	0	123 540	0
Total Article 60641	**123 540**	**0**	**0**	**123 540**	**0**
96502 / 6068 /	268 133	0	0	268 133	0
Total Article 6068	**268 133**	**0**	**0**	**268 133**	**0**
96502 / 61351 /	44 680	0	0	44 680	0
Total Article 61351	**44 680**	**0**	**0**	**44 680**	**0**
96502 / 61358 /	6 500	0	0	6 500	0
Total Article 61358	**6 500**	**0**	**0**	**6 500**	**0**
96502 / 61521 /	436 745	0	0	436 745	0
Total Article 61521	**436 745**	**0**	**0**	**436 745**	**0**
96502 / 61522 /	1 347 073	0	0	1 347 073	0
Total Article 61522	**1 347 073**	**0**	**0**	**1 347 073**	**0**
96502 / 61524 /	1 239 102	0	0	1 239 102	0
Total Article 61524	**1 239 102**	**0**	**0**	**1 239 102**	**0**
96502 / 615511 /	2 056 613	128 225	0	2 184 838	0
Total Article 615511	**2 056 613**	**128 225**	**0**	**2 184 838**	**0**
96502 / 61552 /	1 749 581	0	0	1 749 581	0
Total Article 61552	**1 749 581**	**0**	**0**	**1 749 581**	**0**
96502 / 61558 /	609 625	0	0	609 625	0
Total Article 61558	**609 625**	**0**	**0**	**609 625**	**0**
96502 / 617 /	1 478 485	0	0	1 478 485	0
Total Article 617	**1 478 485**	**0**	**0**	**1 478 485**	**0**
96502 / 6184 /	710 535	0	0	710 535	0
Total Article 6184	**710 535**	**0**	**0**	**710 535**	**0**
96502 / 6185 /	929 744	0	0	929 744	0
Total Article 6185	**929 744**	**0**	**0**	**929 744**	**0**
96502 / 62261 /	4 600	0	0	4 600	0
Total Article 62261	**4 600**	**0**	**0**	**4 600**	**0**
96502 / 62268 /	2 087 629	2 056 938	0	4 144 567	0
Total Article 62268	**2 087 629**	**2 056 938**	**0**	**4 144 567**	**0**
96502 / 6228 /	887 900	598 500	0	1 486 400	0
Total Article 6228	**887 900**	**598 500**	**0**	**1 486 400**	**0**
96502 / 6231 /	83 101	0	0	83 101	0
Total Article 6231	**83 101**	**0**	**0**	**83 101**	**0**
96502 / 6238 /	3 390 000	0	0	3 390 000	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6238	**3 390 000**	**0**	**0**	**3 390 000**	**0**
96502 / 6241 /	438 812	31 010	0	469 822	0
Total Article 6241	**438 812**	**31 010**	**0**	**469 822**	**0**
96502 / 62458 /	3 800	0	0	3 800	0
Total Article 62458	**3 800**	**0**	**0**	**3 800**	**0**
96502 / 62472 /	1 456 836	134 734	0	1 591 570	0
Total Article 62472	**1 456 836**	**134 734**	**0**	**1 591 570**	**0**
96502 / 6251 /	4 161 901	49 295	0	4 211 196	0
Total Article 6251	**4 161 901**	**49 295**	**0**	**4 211 196**	**0**
96502 / 6261 /	3 000	0	0	3 000	0
Total Article 6261	**3 000**	**0**	**0**	**3 000**	**0**
96502 / 6288 /	790 125	0	0	790 125	0
Total Article 6288	**790 125**	**0**	**0**	**790 125**	**0**
96502	**76 281 574**	**5 389 152**	**0**	**81 670 726**	**0**
96503 / 60611 /	72 720	19 150	0	91 870	0
Total Article 60611	**72 720**	**19 150**	**0**	**91 870**	**0**
96503 / 60612 /	24 797 011	3 932 191	0	28 729 202	0
Total Article 60612	**24 797 011**	**3 932 191**	**0**	**28 729 202**	**0**
96503 / 60621 /	11 559	0	0	11 559	0
Total Article 60621	**11 559**	**0**	**0**	**11 559**	**0**
96503 / 60622 /	7 350 500	601 938	0	7 952 438	0
Total Article 60622	**7 350 500**	**601 938**	**0**	**7 952 438**	**0**
96503 / 60624 /	573 946	321 250	0	895 196	0
Total Article 60624	**573 946**	**321 250**	**0**	**895 196**	**0**
96503 / 60626 /	4 164 139	84 644	0	4 248 783	0
Total Article 60626	**4 164 139**	**84 644**	**0**	**4 248 783**	**0**
96503 / 60628 /	15 194 405	1 156 312	0	16 350 717	0
Total Article 60628	**15 194 405**	**1 156 312**	**0**	**16 350 717**	**0**
96503 / 60631 /	412 483	74 694	0	487 177	0
Total Article 60631	**412 483**	**74 694**	**0**	**487 177**	**0**
96503 / 60632 /	3 646 489	10 569	0	3 657 058	0
Total Article 60632	**3 646 489**	**10 569**	**0**	**3 657 058**	**0**
96503 / 60634 /	604 601	0	0	604 601	0
Total Article 60634	**604 601**	**0**	**0**	**604 601**	**0**
96503 / 60635 /	1 250 566	0	0	1 250 566	0
Total Article 60635	**1 250 566**	**0**	**0**	**1 250 566**	**0**
96503 / 60638 /	6 421 968	349 888	0	6 771 856	0
Total Article 60638	**6 421 968**	**349 888**	**0**	**6 771 856**	**0**
96503 / 60641 /	1 686 593	159 993	0	1 846 586	0
Total Article 60641	**1 686 593**	**159 993**	**0**	**1 846 586**	**0**
96503 / 60642 /	489 246	0	0	489 246	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 60642	**489 246**	**0**	**0**	**489 246**	**0**
96503 / 6066 /	105 645	0	0	105 645	0
Total Article 6066	**105 645**	**0**	**0**	**105 645**	**0**
96503 / 6132 /	46 069 758	363 118	0	46 432 876	0
Total Article 6132	**46 069 758**	**363 118**	**0**	**46 432 876**	**0**
96503 / 61351 /	4 534 621	417 439	0	4 952 060	0
Total Article 61351	**4 534 621**	**417 439**	**0**	**4 952 060**	**0**
96503 / 61358 /	2 084 588	0	0	2 084 588	0
Total Article 61358	**2 084 588**	**0**	**0**	**2 084 588**	**0**
96503 / 614 /	2 041 059	1 550 000	0	3 591 059	0
Total Article 614	**2 041 059**	**1 550 000**	**0**	**3 591 059**	**0**
96503 / 61521 /	2 487 840	154 245	0	2 642 085	0
Total Article 61521	**2 487 840**	**154 245**	**0**	**2 642 085**	**0**
96503 / 61522 /	8 487 070	257 640	0	8 744 710	0
Total Article 61522	**8 487 070**	**257 640**	**0**	**8 744 710**	**0**
96503 / 615511 /	50 500	0	0	50 500	0
Total Article 615511	**50 500**	**0**	**0**	**50 500**	**0**
96503 / 615512 /	271 610	156 429	0	428 039	0
Total Article 615512	**271 610**	**156 429**	**0**	**428 039**	**0**
96503 / 615518 /	754 130	0	0	754 130	0
Total Article 615518	**754 130**	**0**	**0**	**754 130**	**0**
96503 / 61552 /	357 196	0	0	357 196	0
Total Article 61552	**357 196**	**0**	**0**	**357 196**	**0**
96503 / 61558 /	5 542 233	118 821	0	5 661 054	0
Total Article 61558	**5 542 233**	**118 821**	**0**	**5 661 054**	**0**
96503 / 6161 /	175 908	0	0	175 908	0
Total Article 6161	**175 908**	**0**	**0**	**175 908**	**0**
96503 / 6168 /	897 994	0	0	897 994	0
Total Article 6168	**897 994**	**0**	**0**	**897 994**	**0**
96503 / 617 /	76 917 033	22 402 925	0	99 319 958	0
Total Article 617	**76 917 033**	**22 402 925**	**0**	**99 319 958**	**0**
96503 / 6184 /	1 446 376	0	0	1 446 376	0
Total Article 6184	**1 446 376**	**0**	**0**	**1 446 376**	**0**
96503 / 6185 /	1 840 571	260 251	0	2 100 822	0
Total Article 6185	**1 840 571**	**260 251**	**0**	**2 100 822**	**0**
96503 / 62268 /	25 274 651	9 815 113	0	35 089 764	0
Total Article 62268	**25 274 651**	**9 815 113**	**0**	**35 089 764**	**0**
96503 / 6228 /	54 441 609	16 650 880	0	71 092 489	0
Total Article 6228	**54 441 609**	**16 650 880**	**0**	**71 092 489**	**0**
96503 / 6231 /	3 030 207	781 968	0	3 812 175	0
Total Article 6231	**3 030 207**	**781 968**	**0**	**3 812 175**	**0**
96503 / 6236 /	2 563 469	399 065	0	2 962 534	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6236	**2 563 469**	**399 065**	**0**	**2 962 534**	**0**
96503 / 6238 /	6 591 869	494 375	0	7 086 244	0
Total Article 6238	**6 591 869**	**494 375**	**0**	**7 086 244**	**0**
96503 / 6241 /	8 583 291	171 592	0	8 754 883	0
Total Article 6241	**8 583 291**	**171 592**	**0**	**8 754 883**	**0**
96503 / 62471 /	1 440 215	0	0	1 440 215	0
Total Article 62471	**1 440 215**	**0**	**0**	**1 440 215**	**0**
96503 / 62472 /	5 698 653	93 716	0	5 792 369	0
Total Article 62472	**5 698 653**	**93 716**	**0**	**5 792 369**	**0**
96503 / 6251 /	17 552 420	1 039 860	0	18 592 280	0
Total Article 6251	**17 552 420**	**1 039 860**	**0**	**18 592 280**	**0**
96503 / 6261 /	513 976	0	0	513 976	0
Total Article 6261	**513 976**	**0**	**0**	**513 976**	**0**
96503 / 6262 /	206 069	44 648	0	250 717	0
Total Article 6262	**206 069**	**44 648**	**0**	**250 717**	**0**
96503 / 6268 /	1 083 960	349 158	0	1 433 118	0
Total Article 6268	**1 083 960**	**349 158**	**0**	**1 433 118**	**0**
96503 / 6282 /	14 148 534	2 316 818	0	16 465 352	0
Total Article 6282	**14 148 534**	**2 316 818**	**0**	**16 465 352**	**0**
96503 / 6283 /	2 516 980	518 616	0	3 035 596	0
Total Article 6283	**2 516 980**	**518 616**	**0**	**3 035 596**	**0**
96503 / 6288 /	106 034 519	34 731 664	0	140 766 183	0
Total Article 6288	**106 034 519**	**34 731 664**	**0**	**140 766 183**	**0**
96503 / 6523 /	99 025 239	47 694 928	0	146 720 167	0
Total Article 6523	**99 025 239**	**47 694 928**	**0**	**146 720 167**	**0**
96503 / 6558 /	1 727 924	0	0	1 727 924	0
Total Article 6558	**1 727 924**	**0**	**0**	**1 727 924**	**0**
96503 / 6568 /	2 000 000	0	0	2 000 000	0
Total Article 6568	**2 000 000**	**0**	**0**	**2 000 000**	**0**
96503 / 657358 /	6 000 000	0	0	6 000 000	0
Total Article 657358	**6 000 000**	**0**	**0**	**6 000 000**	**0**
96503 / 657444C /	500 000	0	0	500 000	0
Total Article 657444C	**500 000**	**0**	**0**	**500 000**	**0**
96503 / 657458 /	2 500 000	2 163 449	0	4 663 449	0
Total Article 657458	**2 500 000**	**2 163 449**	**0**	**4 663 449**	**0**
96503 / 6711 /	413 286	0	0	413 286	0
Total Article 6711	**413 286**	**0**	**0**	**413 286**	**0**
96503	**582 587 229**	**149 657 347**	**0**	**732 244 576**	**0**
96504 / 60611 /	47 494	0	0	47 494	0
Total Article 60611	**47 494**	**0**	**0**	**47 494**	**0**
96504 / 60612 /	10 569 786	1 845 506	0	12 415 292	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 60612	**10 569 786**	**1 845 506**	**0**	**12 415 292**	**0**
96504 / 60622 /	2 617 805	125 852	0	2 743 657	0
Total Article 60622	**2 617 805**	**125 852**	**0**	**2 743 657**	**0**
96504 / 60623 /	21 449	0	0	21 449	0
Total Article 60623	**21 449**	**0**	**0**	**21 449**	**0**
96504 / 60624 /	1 272 739	627 156	0	1 899 895	0
Total Article 60624	**1 272 739**	**627 156**	**0**	**1 899 895**	**0**
96504 / 60626 /	938 268	0	0	938 268	0
Total Article 60626	**938 268**	**0**	**0**	**938 268**	**0**
96504 / 60628 /	4 142 963	199 596	0	4 342 559	0
Total Article 60628	**4 142 963**	**199 596**	**0**	**4 342 559**	**0**
96504 / 60631 /	49 020	0	0	49 020	0
Total Article 60631	**49 020**	**0**	**0**	**49 020**	**0**
96504 / 60632 /	3 764 707	0	0	3 764 707	0
Total Article 60632	**3 764 707**	**0**	**0**	**3 764 707**	**0**
96504 / 60633 /	32 946	0	0	32 946	0
Total Article 60633	**32 946**	**0**	**0**	**32 946**	**0**
96504 / 60634 /	414 278	33 816	0	448 094	0
Total Article 60634	**414 278**	**33 816**	**0**	**448 094**	**0**
96504 / 60635 /	421 123	0	0	421 123	0
Total Article 60635	**421 123**	**0**	**0**	**421 123**	**0**
96504 / 60638 /	5 304 645	394 980	0	5 699 625	0
Total Article 60638	**5 304 645**	**394 980**	**0**	**5 699 625**	**0**
96504 / 60641 /	305 908	32 603	0	338 511	0
Total Article 60641	**305 908**	**32 603**	**0**	**338 511**	**0**
96504 / 60642 /	297 273	3 120	0	300 393	0
Total Article 60642	**297 273**	**3 120**	**0**	**300 393**	**0**
96504 / 6066 /	906 671	0	0	906 671	0
Total Article 6066	**906 671**	**0**	**0**	**906 671**	**0**
96504 / 6132 /	23 604 660	0	0	23 604 660	0
Total Article 6132	**23 604 660**	**0**	**0**	**23 604 660**	**0**
96504 / 61351 /	65 580	27 120	0	92 700	0
Total Article 61351	**65 580**	**27 120**	**0**	**92 700**	**0**
96504 / 61358 /	0	2 000	0	2 000	0
Total Article 61358	**0**	**2 000**	**0**	**2 000**	**0**
96504 / 614 /	480 000	0	0	480 000	0
Total Article 614	**480 000**	**0**	**0**	**480 000**	**0**
96504 / 61522 /	207 468	0	0	207 468	0
Total Article 61522	**207 468**	**0**	**0**	**207 468**	**0**
96504 / 615511 /	623 596	0	0	623 596	0
Total Article 615511	**623 596**	**0**	**0**	**623 596**	**0**
96504 / 615518 /	23 990	0	0	23 990	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 615518	**23 990**	**0**	**0**	**23 990**	**0**
96504 / 61552 /	210 666	0	0	210 666	0
Total Article 61552	**210 666**	**0**	**0**	**210 666**	**0**
96504 / 61558 /	3 785 444	1 409 129	0	5 194 573	0
Total Article 61558	**3 785 444**	**1 409 129**	**0**	**5 194 573**	**0**
96504 / 6161 /	38 523	0	0	38 523	0
Total Article 6161	**38 523**	**0**	**0**	**38 523**	**0**
96504 / 6168 /	776 891	0	88 185	688 706	0
Total Article 6168	**776 891**	**0**	**88 185**	**688 706**	**0**
96504 / 617 /	76 765 666	0	0	76 765 666	0
Total Article 617	**76 765 666**	**0**	**0**	**76 765 666**	**0**
96504 / 6182 /	1 874 866	0	651 850	1 223 016	0
Total Article 6182	**1 874 866**	**0**	**651 850**	**1 223 016**	**0**
96504 / 6184 /	0	209 000	0	209 000	0
Total Article 6184	**0**	**209 000**	**0**	**209 000**	**0**
96504 / 6185 /	1 422 170	0	0	1 422 170	0
Total Article 6185	**1 422 170**	**0**	**0**	**1 422 170**	**0**
96504 / 62268 /	3 473 684	0	0	3 473 684	0
Total Article 62268	**3 473 684**	**0**	**0**	**3 473 684**	**0**
96504 / 6236 /	327 112	0	0	327 112	0
Total Article 6236	**327 112**	**0**	**0**	**327 112**	**0**
96504 / 6238 /	1 116 700	0	0	1 116 700	0
Total Article 6238	**1 116 700**	**0**	**0**	**1 116 700**	**0**
96504 / 6241 /	2 404 618	328 398	0	2 733 016	0
Total Article 6241	**2 404 618**	**328 398**	**0**	**2 733 016**	**0**
96504 / 62472 /	3 426 874	0	0	3 426 874	0
Total Article 62472	**3 426 874**	**0**	**0**	**3 426 874**	**0**
96504 / 6251 /	6 883 898	466 080	0	7 349 978	0
Total Article 6251	**6 883 898**	**466 080**	**0**	**7 349 978**	**0**
96504 / 6261 /	275 161	212 733	0	487 894	0
Total Article 6261	**275 161**	**212 733**	**0**	**487 894**	**0**
96504 / 6262 /	3 973 517	564 399	0	4 537 916	0
Total Article 6262	**3 973 517**	**564 399**	**0**	**4 537 916**	**0**
96504 / 6268 /	821 803	32 000	0	853 803	0
Total Article 6268	**821 803**	**32 000**	**0**	**853 803**	**0**
96504 / 6282 /	38 500	0	0	38 500	0
Total Article 6282	**38 500**	**0**	**0**	**38 500**	**0**
96504 / 6283 /	943 755	303 610	0	1 247 365	0
Total Article 6283	**943 755**	**303 610**	**0**	**1 247 365**	**0**
96504 / 6288 /	48 375 619	39 715 877	0	88 091 496	0
Total Article 6288	**48 375 619**	**39 715 877**	**0**	**88 091 496**	**0**
96504 / 6581 /	289 789	0	0	289 789	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6581	**289 789**	**0**	**0**	**289 789**	**0**
96504 / 6588 /	284 760	0	0	284 760	0
Total Article 6588	**284 760**	**0**	**0**	**284 760**	**0**
96504 / 673 /	846 759	0	0	846 759	0
Total Article 673	**846 759**	**0**	**0**	**846 759**	**0**
96504	**214 469 144**	**46 532 975**	**740 035**	**260 262 084**	**0**
96505 / 60611 /	79 425	0	0	79 425	0
Total Article 60611	**79 425**	**0**	**0**	**79 425**	**0**
96505 / 60612 /	1 140 000	95 881	0	1 235 881	0
Total Article 60612	**1 140 000**	**95 881**	**0**	**1 235 881**	**0**
96505 / 60622 /	130 000	0	0	130 000	0
Total Article 60622	**130 000**	**0**	**0**	**130 000**	**0**
96505 / 60623 /	8 545	0	0	8 545	0
Total Article 60623	**8 545**	**0**	**0**	**8 545**	**0**
96505 / 60624 /	139 840	0	0	139 840	0
Total Article 60624	**139 840**	**0**	**0**	**139 840**	**0**
96505 / 60626 /	244 598	0	0	244 598	0
Total Article 60626	**244 598**	**0**	**0**	**244 598**	**0**
96505 / 60628 /	333 116	0	0	333 116	0
Total Article 60628	**333 116**	**0**	**0**	**333 116**	**0**
96505 / 60632 /	36 113	0	0	36 113	0
Total Article 60632	**36 113**	**0**	**0**	**36 113**	**0**
96505 / 60634 /	145 928	0	0	145 928	0
Total Article 60634	**145 928**	**0**	**0**	**145 928**	**0**
96505 / 60635 /	10 100	0	0	10 100	0
Total Article 60635	**10 100**	**0**	**0**	**10 100**	**0**
96505 / 60638 /	101 035	0	0	101 035	0
Total Article 60638	**101 035**	**0**	**0**	**101 035**	**0**
96505 / 60641 /	164 677	55 576	0	220 253	0
Total Article 60641	**164 677**	**55 576**	**0**	**220 253**	**0**
96505 / 60642 /	121 995	14 375	0	136 370	0
Total Article 60642	**121 995**	**14 375**	**0**	**136 370**	**0**
96505 / 6068 /	47 850	0	0	47 850	0
Total Article 6068	**47 850**	**0**	**0**	**47 850**	**0**
96505 / 6132 /	7 000	0	0	7 000	0
Total Article 6132	**7 000**	**0**	**0**	**7 000**	**0**
96505 / 61351 /	484 519	37 926	0	522 445	0
Total Article 61351	**484 519**	**37 926**	**0**	**522 445**	**0**
96505 / 61522 /	133 000	192 100	0	325 100	0
Total Article 61522	**133 000**	**192 100**	**0**	**325 100**	**0**
96505 / 615511 /	673 886	0	0	673 886	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 615511	**673 886**	**0**	**0**	**673 886**	**0**
96505 / 61558 /	274 940	0	0	274 940	0
Total Article 61558	**274 940**	**0**	**0**	**274 940**	**0**
96505 / 6161 /	33 228	0	0	33 228	0
Total Article 6161	**33 228**	**0**	**0**	**33 228**	**0**
96505 / 6168 /	342 389	0	0	342 389	0
Total Article 6168	**342 389**	**0**	**0**	**342 389**	**0**
96505 / 6184 /	13 500	54 240	0	67 740	0
Total Article 6184	**13 500**	**54 240**	**0**	**67 740**	**0**
96505 / 6185 /	20 000	5 000	0	25 000	0
Total Article 6185	**20 000**	**5 000**	**0**	**25 000**	**0**
96505 / 62268 /	2 968 310	1 582 000	0	4 550 310	0
Total Article 62268	**2 968 310**	**1 582 000**	**0**	**4 550 310**	**0**
96505 / 6228 /	136 000	0	0	136 000	0
Total Article 6228	**136 000**	**0**	**0**	**136 000**	**0**
96505 / 6231 /	339 000	169 500	0	508 500	0
Total Article 6231	**339 000**	**169 500**	**0**	**508 500**	**0**
96505 / 6233 /	3 622 295	3 740 536	0	7 362 831	0
Total Article 6233	**3 622 295**	**3 740 536**	**0**	**7 362 831**	**0**
96505 / 6236 /	3 545 533	621 882	0	4 167 415	0
Total Article 6236	**3 545 533**	**621 882**	**0**	**4 167 415**	**0**
96505 / 6238 /	13 078 245	621 570	0	13 699 815	0
Total Article 6238	**13 078 245**	**621 570**	**0**	**13 699 815**	**0**
96505 / 6241 /	25 520	0	0	25 520	0
Total Article 6241	**25 520**	**0**	**0**	**25 520**	**0**
96505 / 62472 /	318 213	61 446	0	379 659	0
Total Article 62472	**318 213**	**61 446**	**0**	**379 659**	**0**
96505 / 6251 /	145 322	0	0	145 322	0
Total Article 6251	**145 322**	**0**	**0**	**145 322**	**0**
96505 / 6261 /	254 100	24 500	0	278 600	0
Total Article 6261	**254 100**	**24 500**	**0**	**278 600**	**0**
96505 / 6262 /	1 418 500	140 371	0	1 558 871	0
Total Article 6262	**1 418 500**	**140 371**	**0**	**1 558 871**	**0**
96505 / 6268 /	5 800	0	0	5 800	0
Total Article 6268	**5 800**	**0**	**0**	**5 800**	**0**
96505 / 6283 /	531 308	43 505	0	574 813	0
Total Article 6283	**531 308**	**43 505**	**0**	**574 813**	**0**
96505 / 6288 /	2 918 283	784 168	0	3 702 451	0
Total Article 6288	**2 918 283**	**784 168**	**0**	**3 702 451**	**0**
96505 / 6522 /	12 837 151	4 026 018	0	16 863 169	0
Total Article 6522	**12 837 151**	**4 026 018**	**0**	**16 863 169**	**0**
96505 / 657443 /	42 873 514	7 486 360	0	50 359 874	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 657443	**42 873 514**	**7 486 360**	**0**	**50 359 874**	**0**
96505 / 6581 /	116 371	0	58 186	58 185	0
Total Article 6581	**116 371**	**0**	**58 186**	**58 185**	**0**
96505 / 6588 /	4 215 573	111 000	0	4 326 573	0
Total Article 6588	**4 215 573**	**111 000**	**0**	**4 326 573**	**0**
96505	**94 034 722**	**19 867 954**	**58 186**	**113 844 490**	**0**
TOTAL MISSION 965	**3 620 271 964**	**422 947 050**	**3 768 656**	**4 039 450 358**	**0**
96601 / 60611 /	6 366 842	0	0	6 366 842	0
Total Article 60611	**6 366 842**	**0**	**0**	**6 366 842**	**0**
96601 / 60612 /	3 563 536	350 000	0	3 913 536	0
Total Article 60612	**3 563 536**	**350 000**	**0**	**3 913 536**	**0**
96601 / 60622 /	400 000	70 000	0	470 000	0
Total Article 60622	**400 000**	**70 000**	**0**	**470 000**	**0**
96601 / 60624 /	349 087	0	0	349 087	0
Total Article 60624	**349 087**	**0**	**0**	**349 087**	**0**
96601 / 60626 /	15 154	0	0	15 154	0
Total Article 60626	**15 154**	**0**	**0**	**15 154**	**0**
96601 / 60628 /	10 710	0	0	10 710	0
Total Article 60628	**10 710**	**0**	**0**	**10 710**	**0**
96601 / 60632 /	290 316	0	0	290 316	0
Total Article 60632	**290 316**	**0**	**0**	**290 316**	**0**
96601 / 60634 /	237 182	0	0	237 182	0
Total Article 60634	**237 182**	**0**	**0**	**237 182**	**0**
96601 / 60638 /	235 142	3 788	0	238 930	0
Total Article 60638	**235 142**	**3 788**	**0**	**238 930**	**0**
96601 / 60641 /	988 645	19 065	0	1 007 710	0
Total Article 60641	**988 645**	**19 065**	**0**	**1 007 710**	**0**
96601 / 60642 /	610 740	0	0	610 740	0
Total Article 60642	**610 740**	**0**	**0**	**610 740**	**0**
96601 / 61351 /	1 740 471	137 100	0	1 877 571	0
Total Article 61351	**1 740 471**	**137 100**	**0**	**1 877 571**	**0**
96601 / 61521 /	375 000	0	0	375 000	0
Total Article 61521	**375 000**	**0**	**0**	**375 000**	**0**
96601 / 615511 /	57 825	0	0	57 825	0
Total Article 615511	**57 825**	**0**	**0**	**57 825**	**0**
96601 / 61558 /	5 417 879	230 170	0	5 648 049	0
Total Article 61558	**5 417 879**	**230 170**	**0**	**5 648 049**	**0**
96601 / 6161 /	43 452	0	0	43 452	0
Total Article 6161	**43 452**	**0**	**0**	**43 452**	**0**
96601 / 6182 /	2 890 222	0	944 924	1 945 298	0
Total Article 6182	**2 890 222**	**0**	**944 924**	**1 945 298**	**0**

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
96601 / 62268 /	3 093 005	0	0	3 093 005	0
Total Article 62268	**3 093 005**	**0**	**0**	**3 093 005**	**0**
96601 / 6228 /	1 600 000	0	0	1 600 000	0
Total Article 6228	**1 600 000**	**0**	**0**	**1 600 000**	**0**
96601 / 6231 /	4 736 546	179 670	0	4 916 216	0
Total Article 6231	**4 736 546**	**179 670**	**0**	**4 916 216**	**0**
96601 / 6238 /	732 805	194 925	0	927 730	0
Total Article 6238	**732 805**	**194 925**	**0**	**927 730**	**0**
96601 / 6241 /	16 320	5 130	0	21 450	0
Total Article 6241	**16 320**	**5 130**	**0**	**21 450**	**0**
96601 / 62472 /	1 029 251	8 000	0	1 037 251	0
Total Article 62472	**1 029 251**	**8 000**	**0**	**1 037 251**	**0**
96601 / 6251 /	2 441 277	0	0	2 441 277	0
Total Article 6251	**2 441 277**	**0**	**0**	**2 441 277**	**0**
96601 / 6261 /	1 379 500	9 080	0	1 388 580	0
Total Article 6261	**1 379 500**	**9 080**	**0**	**1 388 580**	**0**
96601 / 6262 /	1 425 984	118 832	0	1 544 816	0
Total Article 6262	**1 425 984**	**118 832**	**0**	**1 544 816**	**0**
96601 / 6268 /	356 130	0	0	356 130	0
Total Article 6268	**356 130**	**0**	**0**	**356 130**	**0**
96601 / 6281 /	10 000	0	0	10 000	0
Total Article 6281	**10 000**	**0**	**0**	**10 000**	**0**
96601 / 6283 /	4 673 680	424 880	0	5 098 560	0
Total Article 6283	**4 673 680**	**424 880**	**0**	**5 098 560**	**0**
96601 / 6288 /	8 557 301	508 839	0	9 066 140	0
Total Article 6288	**8 557 301**	**508 839**	**0**	**9 066 140**	**0**
96601 / 6555 /	24 000 000	0	0	24 000 000	0
Total Article 6555	**24 000 000**	**0**	**0**	**24 000 000**	**0**
96601 / 6556G /	100 000 000	0	0	100 000 000	0
Total Article 6556G	**100 000 000**	**0**	**0**	**100 000 000**	**0**
96601 / 6556H /	4 150 000 000	0	0	4 150 000 000	0
Total Article 6556H	**4 150 000 000**	**0**	**0**	**4 150 000 000**	**0**
96601 / 657362 /	465 000 000	0	0	465 000 000	0
Total Article 657362	**465 000 000**	**0**	**0**	**465 000 000**	**0**
96601 / 657468 /	1 096 602	1 144 089	0	2 240 691	0
Total Article 657468	**1 096 602**	**1 144 089**	**0**	**2 240 691**	**0**
96601 / 6581 /	158 200	0	0	158 200	0
Total Article 6581	**158 200**	**0**	**0**	**158 200**	**0**
96601	**4 793 898 804**	**3 403 568**	**944 924**	**4 796 357 448**	**0**
96602 / 60612 /	371 548	0	0	371 548	0
Total Article 60612	**371 548**	**0**	**0**	**371 548**	**0**

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
96602 / 60622 /	29 405	0	0	29 405	0
Total Article 60622	**29 405**	**0**	**0**	**29 405**	**0**
96602 / 60624 /	145 547	0	0	145 547	0
Total Article 60624	**145 547**	**0**	**0**	**145 547**	**0**
96602 / 60628 /	123 493	0	0	123 493	0
Total Article 60628	**123 493**	**0**	**0**	**123 493**	**0**
96602 / 60632 /	547 303	0	0	547 303	0
Total Article 60632	**547 303**	**0**	**0**	**547 303**	**0**
96602 / 60634 /	4 199	0	0	4 199	0
Total Article 60634	**4 199**	**0**	**0**	**4 199**	**0**
96602 / 60638 /	173 161	0	0	173 161	0
Total Article 60638	**173 161**	**0**	**0**	**173 161**	**0**
96602 / 60641 /	212 989	13 690	0	226 679	0
Total Article 60641	**212 989**	**13 690**	**0**	**226 679**	**0**
96602 / 60642 /	42 470	12 739	0	55 209	0
Total Article 60642	**42 470**	**12 739**	**0**	**55 209**	**0**
96602 / 6132 /	3 856 000	0	0	3 856 000	0
Total Article 6132	**3 856 000**	**0**	**0**	**3 856 000**	**0**
96602 / 61351 /	184 603	366 697	0	551 300	0
Total Article 61351	**184 603**	**366 697**	**0**	**551 300**	**0**
96602 / 614 /	1 044 650	0	0	1 044 650	0
Total Article 614	**1 044 650**	**0**	**0**	**1 044 650**	**0**
96602 / 61558 /	139 620	18 315	0	157 935	0
Total Article 61558	**139 620**	**18 315**	**0**	**157 935**	**0**
96602 / 6161 /	25 566	0	0	25 566	0
Total Article 6161	**25 566**	**0**	**0**	**25 566**	**0**
96602 / 6185 /	3 039 687	0	0	3 039 687	0
Total Article 6185	**3 039 687**	**0**	**0**	**3 039 687**	**0**
96602 / 62268 /	11 582 500	2 024 960	0	13 607 460	0
Total Article 62268	**11 582 500**	**2 024 960**	**0**	**13 607 460**	**0**
96602 / 6231 /	59 950	597 770	0	657 720	0
Total Article 6231	**59 950**	**597 770**	**0**	**657 720**	**0**
96602 / 6236 /	56 935	0	0	56 935	0
Total Article 6236	**56 935**	**0**	**0**	**56 935**	**0**
96602 / 6238 /	2 733 576	0	0	2 733 576	0
Total Article 6238	**2 733 576**	**0**	**0**	**2 733 576**	**0**
96602 / 6241 /	241 080	0	0	241 080	0
Total Article 6241	**241 080**	**0**	**0**	**241 080**	**0**
96602 / 62471 /	205 103	0	0	205 103	0
Total Article 62471	**205 103**	**0**	**0**	**205 103**	**0**
96602 / 62472 /	6 120	0	0	6 120	0
	6 120	**0**	**0**	**6 120**	**0**

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 62472					
96602 / 6251 /	360 000	0	0	360 000	0
Total Article 6251	**360 000**	**0**	**0**	**360 000**	**0**
96602 / 6262 /	462 217	20 652	0	482 869	0
Total Article 6262	**462 217**	**20 652**	**0**	**482 869**	**0**
96602 / 6268 /	5 800	0	0	5 800	0
Total Article 6268	**5 800**	**0**	**0**	**5 800**	**0**
96602 / 6283 /	520 661	32 133	0	552 794	0
Total Article 6283	**520 661**	**32 133**	**0**	**552 794**	**0**
96602 / 6288 /	12 474 669	1 257 267	0	13 731 936	0
Total Article 6288	**12 474 669**	**1 257 267**	**0**	**13 731 936**	**0**
96602 / 657368 /	1 056 373	7 805 315	0	8 861 688	0
Total Article 657368	**1 056 373**	**7 805 315**	**0**	**8 861 688**	**0**
96602 / 657462 /	1 200 000	0	0	1 200 000	0
Total Article 657462	**1 200 000**	**0**	**0**	**1 200 000**	**0**
96602	**40 905 225**	**12 149 538**	**0**	**53 054 763**	**0**
96603 / 6228 /	968 912	0	0	968 912	0
Total Article 6228	**968 912**	**0**	**0**	**968 912**	**0**
96603 / 6288 /	0	7 129 916	0	7 129 916	0
Total Article 6288	**0**	**7 129 916**	**0**	**7 129 916**	**0**
96603 / 6525 /	427 786 700	32 099 000	0	459 885 700	0
Total Article 6525	**427 786 700**	**32 099 000**	**0**	**459 885 700**	**0**
96603 / 6527 /	56 553 167	16 139 300	0	72 692 467	0
Total Article 6527	**56 553 167**	**16 139 300**	**0**	**72 692 467**	**0**
96603 / 657428 /	60 000 000	0	0	60 000 000	0
Total Article 657428	**60 000 000**	**0**	**0**	**60 000 000**	**0**
96603 / 657462 /	30 600 000	0	0	30 600 000	0
Total Article 657462	**30 600 000**	**0**	**0**	**30 600 000**	**0**
96603 / 657468 /	5 052 798	0	0	5 052 798	0
Total Article 657468	**5 052 798**	**0**	**0**	**5 052 798**	**0**
96603 / 673 /	2 650 000	0	0	2 650 000	0
Total Article 673	**2 650 000**	**0**	**0**	**2 650 000**	**0**
96603 / 674383 /	25 000 000	0	0	25 000 000	0
Total Article 674383	**25 000 000**	**0**	**0**	**25 000 000**	**0**
96603 / 6744 /	1	0	0	1	0
Total Article 6744	**1**	**0**	**0**	**1**	**0**
96603	**608 611 578**	**55 368 216**	**0**	**663 979 794**	**0**
96604 / 65288 /	858 007 139	36 697 745	0	894 704 884	0
Total Article 65288	**858 007 139**	**36 697 745**	**0**	**894 704 884**	**0**
96604	**858 007 139**	**36 697 745**	**0**	**894 704 884**	**0**

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
96605 / 62268 /	48 000 000	32 022 691	0	80 022 691	0
Total Article 62268	**48 000 000**	**32 022 691**	**0**	**80 022 691**	**0**
96605	**48 000 000**	**32 022 691**	**0**	**80 022 691**	**0**
96606 / 666 /	11 065	0	0	11 065	0
Total Article 666	**11 065**	**0**	**0**	**11 065**	**0**
96606 / 673 /	171 840	0	0	171 840	0
Total Article 673	**171 840**	**0**	**0**	**171 840**	**0**
96606	**182 905**	**0**	**0**	**182 905**	**0**
TOTAL MISSION 966	**6 349 605 651**	**139 641 758**	**944 924**	**6 488 302 485**	**0**
96701 / 60612 /	3 750 000	1 170 900	0	4 920 900	0
Total Article 60612	**3 750 000**	**1 170 900**	**0**	**4 920 900**	**0**
96701 / 60622 /	75 000	17 489	0	92 489	0
Total Article 60622	**75 000**	**17 489**	**0**	**92 489**	**0**
96701 / 60624 /	219 044	0	0	219 044	0
Total Article 60624	**219 044**	**0**	**0**	**219 044**	**0**
96701 / 60632 /	40 310	0	0	40 310	0
Total Article 60632	**40 310**	**0**	**0**	**40 310**	**0**
96701 / 60633 /	109 300	0	0	109 300	0
Total Article 60633	**109 300**	**0**	**0**	**109 300**	**0**
96701 / 60635 /	46 367	0	0	46 367	0
Total Article 60635	**46 367**	**0**	**0**	**46 367**	**0**
96701 / 60638 /	211 157	0	0	211 157	0
Total Article 60638	**211 157**	**0**	**0**	**211 157**	**0**
96701 / 60641 /	636 640	0	0	636 640	0
Total Article 60641	**636 640**	**0**	**0**	**636 640**	**0**
96701 / 6132 /	26 386 800	0	0	26 386 800	0
Total Article 6132	**26 386 800**	**0**	**0**	**26 386 800**	**0**
96701 / 61351 /	2 634 303	386 735	0	3 021 038	0
Total Article 61351	**2 634 303**	**386 735**	**0**	**3 021 038**	**0**
96701 / 614 /	2 401 200	0	0	2 401 200	0
Total Article 614	**2 401 200**	**0**	**0**	**2 401 200**	**0**
96701 / 61522 /	33 900	0	0	33 900	0
Total Article 61522	**33 900**	**0**	**0**	**33 900**	**0**
96701 / 615511 /	198 799	0	0	198 799	0
Total Article 615511	**198 799**	**0**	**0**	**198 799**	**0**
96701 / 61558 /	876 906	0	0	876 906	0
Total Article 61558	**876 906**	**0**	**0**	**876 906**	**0**
96701 / 6161 /	82 091	0	0	82 091	0
Total Article 6161	**82 091**	**0**	**0**	**82 091**	**0**
96701 / 6168 /	373 712	0	0	373 712	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6168	**373 712**	**0**	**0**	**373 712**	**0**
96701 / 6182 /	2 112 283	0	519 954	1 592 329	0
Total Article 6182	**2 112 283**	**0**	**519 954**	**1 592 329**	**0**
96701 / 6184 /	1 930 654	774 650	0	2 705 304	0
Total Article 6184	**1 930 654**	**774 650**	**0**	**2 705 304**	**0**
96701 / 62268 /	256 510	0	0	256 510	0
Total Article 62268	**256 510**	**0**	**0**	**256 510**	**0**
96701 / 6227 /	58 491	0	0	58 491	0
Total Article 6227	**58 491**	**0**	**0**	**58 491**	**0**
96701 / 6241 /	59 760	0	0	59 760	0
Total Article 6241	**59 760**	**0**	**0**	**59 760**	**0**
96701 / 62471 /	217 305	0	0	217 305	0
Total Article 62471	**217 305**	**0**	**0**	**217 305**	**0**
96701 / 62472 /	689 003	0	0	689 003	0
Total Article 62472	**689 003**	**0**	**0**	**689 003**	**0**
96701 / 6251 /	1 132 771	96 000	0	1 228 771	0
Total Article 6251	**1 132 771**	**96 000**	**0**	**1 228 771**	**0**
96701 / 6261 /	1 722 500	0	0	1 722 500	0
Total Article 6261	**1 722 500**	**0**	**0**	**1 722 500**	**0**
96701 / 6262 /	1 437 177	246 121	0	1 683 298	0
Total Article 6262	**1 437 177**	**246 121**	**0**	**1 683 298**	**0**
96701 / 6268 /	5 800	0	0	5 800	0
Total Article 6268	**5 800**	**0**	**0**	**5 800**	**0**
96701 / 6283 /	1 719 480	156 659	0	1 876 139	0
Total Article 6283	**1 719 480**	**156 659**	**0**	**1 876 139**	**0**
96701 / 6288 /	3 804 898	2 626 750	0	6 431 648	0
Total Article 6288	**3 804 898**	**2 626 750**	**0**	**6 431 648**	**0**
96701 / 657421 /	19 000 000	882 204	0	19 882 204	0
Total Article 657421	**19 000 000**	**882 204**	**0**	**19 882 204**	**0**
96701 / 65748 /	15 000 000	0	0	15 000 000	0
Total Article 65748	**15 000 000**	**0**	**0**	**15 000 000**	**0**
96701 / 6581 /	162 720	0	92 223	70 497	0
Total Article 6581	**162 720**	**0**	**92 223**	**70 497**	**0**
96701	**87 384 881**	**6 357 508**	**612 177**	**93 130 212**	**0**
96702 / 60611 /	28 261	15 500	0	43 761	0
Total Article 60611	**28 261**	**15 500**	**0**	**43 761**	**0**
96702 / 60612 /	10 032 835	57 142	0	10 089 977	0
Total Article 60612	**10 032 835**	**57 142**	**0**	**10 089 977**	**0**
96702 / 60622 /	415 467	131 077	0	546 544	0
Total Article 60622	**415 467**	**131 077**	**0**	**546 544**	**0**
96702 / 60623 /	570 560	10 000	0	580 560	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 60623	**570 560**	**10 000**	**0**	**580 560**	**0**
96702 / 60624 /	1 404 757	0	0	1 404 757	0
Total Article 60624	**1 404 757**	**0**	**0**	**1 404 757**	**0**
96702 / 60628 /	106 341	0	0	106 341	0
Total Article 60628	**106 341**	**0**	**0**	**106 341**	**0**
96702 / 60631 /	25 000	0	0	25 000	0
Total Article 60631	**25 000**	**0**	**0**	**25 000**	**0**
96702 / 60632 /	914 778	0	0	914 778	0
Total Article 60632	**914 778**	**0**	**0**	**914 778**	**0**
96702 / 60634 /	256 279	0	0	256 279	0
Total Article 60634	**256 279**	**0**	**0**	**256 279**	**0**
96702 / 60635 /	172 354	0	0	172 354	0
Total Article 60635	**172 354**	**0**	**0**	**172 354**	**0**
96702 / 60638 /	714 490	209 934	0	924 424	0
Total Article 60638	**714 490**	**209 934**	**0**	**924 424**	**0**
96702 / 60641 /	1 818 949	0	0	1 818 949	0
Total Article 60641	**1 818 949**	**0**	**0**	**1 818 949**	**0**
96702 / 60642 /	1 679 578	0	0	1 679 578	0
Total Article 60642	**1 679 578**	**0**	**0**	**1 679 578**	**0**
96702 / 6132 /	48 320 693	0	0	48 320 693	0
Total Article 6132	**48 320 693**	**0**	**0**	**48 320 693**	**0**
96702 / 61351 /	10 203 339	121 960	0	10 325 299	0
Total Article 61351	**10 203 339**	**121 960**	**0**	**10 325 299**	**0**
96702 / 614 /	4 633 200	0	0	4 633 200	0
Total Article 614	**4 633 200**	**0**	**0**	**4 633 200**	**0**
96702 / 61522 /	4 041 240	0	0	4 041 240	0
Total Article 61522	**4 041 240**	**0**	**0**	**4 041 240**	**0**
96702 / 615511 /	367 559	0	0	367 559	0
Total Article 615511	**367 559**	**0**	**0**	**367 559**	**0**
96702 / 61558 /	11 451 282	0	0	11 451 282	0
Total Article 61558	**11 451 282**	**0**	**0**	**11 451 282**	**0**
96702 / 6161 /	120 614	0	0	120 614	0
Total Article 6161	**120 614**	**0**	**0**	**120 614**	**0**
96702 / 6168 /	3 011 656	0	0	3 011 656	0
Total Article 6168	**3 011 656**	**0**	**0**	**3 011 656**	**0**
96702 / 6184 /	2 648 000	0	0	2 648 000	0
Total Article 6184	**2 648 000**	**0**	**0**	**2 648 000**	**0**
96702 / 6185 /	20 000	0	0	20 000	0
Total Article 6185	**20 000**	**0**	**0**	**20 000**	**0**
96702 / 62268 /	0	159 900	0	159 900	0
Total Article 62268	**0**	**159 900**	**0**	**159 900**	**0**
96702 / 6228 /	14 690	0	0	14 690	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6228	**14 690**	**0**	**0**	**14 690**	**0**
96702 / 6231 /	9 268 901	5 434 473	0	14 703 374	0
Total Article 6231	**9 268 901**	**5 434 473**	**0**	**14 703 374**	**0**
96702 / 6236 /	96 000	619 240	0	715 240	0
Total Article 6236	**96 000**	**619 240**	**0**	**715 240**	**0**
96702 / 6238 /	1 499 856	255 738	0	1 755 594	0
Total Article 6238	**1 499 856**	**255 738**	**0**	**1 755 594**	**0**
96702 / 6241 /	120 105	13 000	0	133 105	0
Total Article 6241	**120 105**	**13 000**	**0**	**133 105**	**0**
96702 / 62471 /	190 874	0	0	190 874	0
Total Article 62471	**190 874**	**0**	**0**	**190 874**	**0**
96702 / 62472 /	1 010 929	7 385	0	1 018 314	0
Total Article 62472	**1 010 929**	**7 385**	**0**	**1 018 314**	**0**
96702 / 6251 /	2 039 098	0	0	2 039 098	0
Total Article 6251	**2 039 098**	**0**	**0**	**2 039 098**	**0**
96702 / 6261 /	1 355 000	705 053	0	2 060 053	0
Total Article 6261	**1 355 000**	**705 053**	**0**	**2 060 053**	**0**
96702 / 6262 /	3 927 670	0	0	3 927 670	0
Total Article 6262	**3 927 670**	**0**	**0**	**3 927 670**	**0**
96702 / 6268 /	4 125 000	0	0	4 125 000	0
Total Article 6268	**4 125 000**	**0**	**0**	**4 125 000**	**0**
96702 / 6282 /	3 442 419	0	0	3 442 419	0
Total Article 6282	**3 442 419**	**0**	**0**	**3 442 419**	**0**
96702 / 6283 /	5 576 231	355 211	0	5 931 442	0
Total Article 6283	**5 576 231**	**355 211**	**0**	**5 931 442**	**0**
96702 / 6288 /	12 482 326	606 461	2 546	13 086 241	0
Total Article 6288	**12 482 326**	**606 461**	**2 546**	**13 086 241**	**0**
96702 / 65212 /	4 745 518 786	444 952 243	0	5 190 471 029	0
Total Article 65212	**4 745 518 786**	**444 952 243**	**0**	**5 190 471 029**	**0**
96702 / 6581 /	5 814 398	0	1 245 393	4 569 005	0
Total Article 6581	**5 814 398**	**0**	**1 245 393**	**4 569 005**	**0**
96702 / 673 /	66 667	0	0	66 667	0
Total Article 673	**66 667**	**0**	**0**	**66 667**	**0**
96702	**4 899 506 182**	**453 654 317**	**1 247 939**	**5 351 912 560**	**0**
96703 / 60612 /	3 645 760	2 238 117	0	5 883 877	0
Total Article 60612	**3 645 760**	**2 238 117**	**0**	**5 883 877**	**0**
96703 / 60623 /	175 000	58 040	0	233 040	0
Total Article 60623	**175 000**	**58 040**	**0**	**233 040**	**0**
96703 / 60624 /	488 246	0	0	488 246	0
Total Article 60624	**488 246**	**0**	**0**	**488 246**	**0**
96703 / 60628 /	18 734	0	0	18 734	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 60628	**18 734**	**0**	**0**	**18 734**	**0**
96703 / 60632 /	603 470	0	0	603 470	0
Total Article 60632	**603 470**	**0**	**0**	**603 470**	**0**
96703 / 60634 /	223 657	0	0	223 657	0
Total Article 60634	**223 657**	**0**	**0**	**223 657**	**0**
96703 / 60638 /	35 884	0	0	35 884	0
Total Article 60638	**35 884**	**0**	**0**	**35 884**	**0**
96703 / 60641 /	1 151 478	0	0	1 151 478	0
Total Article 60641	**1 151 478**	**0**	**0**	**1 151 478**	**0**
96703 / 60642 /	437 320	0	0	437 320	0
Total Article 60642	**437 320**	**0**	**0**	**437 320**	**0**
96703 / 6132 /	21 036 064	110 000	0	21 146 064	0
Total Article 6132	**21 036 064**	**110 000**	**0**	**21 146 064**	**0**
96703 / 61351 /	484 431	308 176	0	792 607	0
Total Article 61351	**484 431**	**308 176**	**0**	**792 607**	**0**
96703 / 614 /	1 544 400	0	0	1 544 400	0
Total Article 614	**1 544 400**	**0**	**0**	**1 544 400**	**0**
96703 / 61522 /	1 371 068	46 762	0	1 417 830	0
Total Article 61522	**1 371 068**	**46 762**	**0**	**1 417 830**	**0**
96703 / 615511 /	35 530	0	0	35 530	0
Total Article 615511	**35 530**	**0**	**0**	**35 530**	**0**
96703 / 61558 /	3 659 169	679 716	0	4 338 885	0
Total Article 61558	**3 659 169**	**679 716**	**0**	**4 338 885**	**0**
96703 / 6168 /	1 003 885	0	0	1 003 885	0
Total Article 6168	**1 003 885**	**0**	**0**	**1 003 885**	**0**
96703 / 6184 /	106 541 907	27 313 386	0	133 855 293	0
Total Article 6184	**106 541 907**	**27 313 386**	**0**	**133 855 293**	**0**
96703 / 6185 /	404 534	0	0	404 534	0
Total Article 6185	**404 534**	**0**	**0**	**404 534**	**0**
96703 / 6228 /	0	2 496 301	0	2 496 301	0
Total Article 6228	**0**	**2 496 301**	**0**	**2 496 301**	**0**
96703 / 6231 /	440 206	692 309	0	1 132 515	0
Total Article 6231	**440 206**	**692 309**	**0**	**1 132 515**	**0**
96703 / 62472 /	110 644	3 335	0	113 979	0
Total Article 62472	**110 644**	**3 335**	**0**	**113 979**	**0**
96703 / 6251 /	251 460	6 360	0	257 820	0
Total Article 6251	**251 460**	**6 360**	**0**	**257 820**	**0**
96703 / 6261 /	450 000	324 147	0	774 147	0
Total Article 6261	**450 000**	**324 147**	**0**	**774 147**	**0**
96703 / 6262 /	1 265 161	437 666	0	1 702 827	0
Total Article 6262	**1 265 161**	**437 666**	**0**	**1 702 827**	**0**
96703 / 6268 /	1 396 304	459 417	0	1 855 721	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6268	**1 396 304**	**459 417**	**0**	**1 855 721**	**0**
96703 / 6282 /	1 128 643	364 837	0	1 493 480	0
Total Article 6282	**1 128 643**	**364 837**	**0**	**1 493 480**	**0**
96703 / 6283 /	323 520	107 840	0	431 360	0
Total Article 6283	**323 520**	**107 840**	**0**	**431 360**	**0**
96703 / 6288 /	1 658 425	1 483 113	0	3 141 538	0
Total Article 6288	**1 658 425**	**1 483 113**	**0**	**3 141 538**	**0**
96703 / 6513 /	10 499 086	0	0	10 499 086	0
Total Article 6513	**10 499 086**	**0**	**0**	**10 499 086**	**0**
96703 / 65211 /	1 443 819	0	0	1 443 819	0
Total Article 65211	**1 443 819**	**0**	**0**	**1 443 819**	**0**
96703 / 65212 /	543 674 142	100 330 920	0	644 005 062	0
Total Article 65212	**543 674 142**	**100 330 920**	**0**	**644 005 062**	**0**
96703 / 65218 /	167 050	0	0	167 050	0
Total Article 65218	**167 050**	**0**	**0**	**167 050**	**0**
96703 / 6523 /	1 105 000	0	0	1 105 000	0
Total Article 6523	**1 105 000**	**0**	**0**	**1 105 000**	**0**
96703 / 657318 /	19 000 000	19 000 000	0	38 000 000	0
Total Article 657318	**19 000 000**	**19 000 000**	**0**	**38 000 000**	**0**
96703 / 657321 /	342 290 000	0	0	342 290 000	0
Total Article 657321	**342 290 000**	**0**	**0**	**342 290 000**	**0**
96703 / 657322 /	1 138 713 256	0	0	1 138 713 256	0
Total Article 657322	**1 138 713 256**	**0**	**0**	**1 138 713 256**	**0**
96703 / 657323 /	212 000 000	0	0	212 000 000	0
Total Article 657323	**212 000 000**	**0**	**0**	**212 000 000**	**0**
96703 / 657332 /	37 000 000	0	0	37 000 000	0
Total Article 657332	**37 000 000**	**0**	**0**	**37 000 000**	**0**
96703 / 657342 /	157 000 000	0	0	157 000 000	0
Total Article 657342	**157 000 000**	**0**	**0**	**157 000 000**	**0**
96703 / 657428 /	20 000 000	0	0	20 000 000	0
Total Article 657428	**20 000 000**	**0**	**0**	**20 000 000**	**0**
96703 / 6581 /	3 831 377	0	2 654 286	1 177 091	0
Total Article 6581	**3 831 377**	**0**	**2 654 286**	**1 177 091**	**0**
96703 / 6588 /	7 285 317	0	0	7 285 317	0
Total Article 6588	**7 285 317**	**0**	**0**	**7 285 317**	**0**
96703 / 678 /	9 707 364	0	0	9 707 364	0
Total Article 678	**9 707 364**	**0**	**0**	**9 707 364**	**0**
96703	**2 653 601 311**	**156 460 442**	**2 654 286**	**2 807 407 467**	**0**
TOTAL MISSION 967	**7 640 492 374**	**616 472 267**	**4 514 402**	**8 252 450 239**	**0**
96801 / 60624 /	569 468	0	0	569 468	0
Total Article 60624	**569 468**	**0**	**0**	**569 468**	**0**

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
96801 / 60626 /	957 642	0	0	957 642	0
Total Article 60626	**957 642**	**0**	**0**	**957 642**	**0**
96801 / 60628 /	774 520	0	0	774 520	0
Total Article 60628	**774 520**	**0**	**0**	**774 520**	**0**
96801 / 60631 /	145 114	0	0	145 114	0
Total Article 60631	**145 114**	**0**	**0**	**145 114**	**0**
96801 / 60632 /	734 042	0	0	734 042	0
Total Article 60632	**734 042**	**0**	**0**	**734 042**	**0**
96801 / 60634 /	422 842	0	0	422 842	0
Total Article 60634	**422 842**	**0**	**0**	**422 842**	**0**
96801 / 60635 /	531 528	0	0	531 528	0
Total Article 60635	**531 528**	**0**	**0**	**531 528**	**0**
96801 / 60638 /	1 523 584	87 293	0	1 610 877	0
Total Article 60638	**1 523 584**	**87 293**	**0**	**1 610 877**	**0**
96801 / 60641 /	152 447	0	0	152 447	0
Total Article 60641	**152 447**	**0**	**0**	**152 447**	**0**
96801 / 60642 /	309 425	0	0	309 425	0
Total Article 60642	**309 425**	**0**	**0**	**309 425**	**0**
96801 / 6066 /	3 380	0	0	3 380	0
Total Article 6066	**3 380**	**0**	**0**	**3 380**	**0**
96801 / 61351 /	73 990	33 800	0	107 790	0
Total Article 61351	**73 990**	**33 800**	**0**	**107 790**	**0**
96801 / 61521 /	5 615 858	0	0	5 615 858	0
Total Article 61521	**5 615 858**	**0**	**0**	**5 615 858**	**0**
96801 / 61522 /	386 590	270 522	0	657 112	0
Total Article 61522	**386 590**	**270 522**	**0**	**657 112**	**0**
96801 / 61523 /	100 000	0	0	100 000	0
Total Article 61523	**100 000**	**0**	**0**	**100 000**	**0**
96801 / 61528 /	362 505	0	0	362 505	0
Total Article 61528	**362 505**	**0**	**0**	**362 505**	**0**
96801 / 615511 /	198 792	0	0	198 792	0
Total Article 615511	**198 792**	**0**	**0**	**198 792**	**0**
96801 / 61558 /	52 497	201 337	0	253 834	0
Total Article 61558	**52 497**	**201 337**	**0**	**253 834**	**0**
96801 / 617 /	9 262 103	994 400	0	10 256 503	0
Total Article 617	**9 262 103**	**994 400**	**0**	**10 256 503**	**0**
96801 / 6182 /	143 089	0	0	143 089	0
Total Article 6182	**143 089**	**0**	**0**	**143 089**	**0**
96801 / 6184 /	151 500	0	0	151 500	0
Total Article 6184	**151 500**	**0**	**0**	**151 500**	**0**
96801 / 6228 /	5 868 350	468 948	0	6 337 298	0
	5 868 350	**468 948**	**0**	**6 337 298**	**0**

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6228					
96801 / 6231 /	35 215	0	0	35 215	0
Total Article 6231	**35 215**	**0**	**0**	**35 215**	**0**
96801 / 6233 /	348 324	0	0	348 324	0
Total Article 6233	**348 324**	**0**	**0**	**348 324**	**0**
96801 / 6236 /	1 432 727	0	0	1 432 727	0
Total Article 6236	**1 432 727**	**0**	**0**	**1 432 727**	**0**
96801 / 6238 /	406 800	0	0	406 800	0
Total Article 6238	**406 800**	**0**	**0**	**406 800**	**0**
96801 / 6241 /	139 867	0	0	139 867	0
Total Article 6241	**139 867**	**0**	**0**	**139 867**	**0**
96801 / 6251 /	702 000	0	0	702 000	0
Total Article 6251	**702 000**	**0**	**0**	**702 000**	**0**
96801 / 6261 /	144 500	0	0	144 500	0
Total Article 6261	**144 500**	**0**	**0**	**144 500**	**0**
96801 / 6282 /	707 310	0	0	707 310	0
Total Article 6282	**707 310**	**0**	**0**	**707 310**	**0**
96801 / 6283 /	816 150	0	0	816 150	0
Total Article 6283	**816 150**	**0**	**0**	**816 150**	**0**
96801 / 6288 /	9 200 257	6 656 411	0	15 856 668	0
Total Article 6288	**9 200 257**	**6 656 411**	**0**	**15 856 668**	**0**
96801 / 65281 /	425 000	0	0	425 000	0
Total Article 65281	**425 000**	**0**	**0**	**425 000**	**0**
96801 / 65288 /	4 936 100	6 631 798	0	11 567 898	0
Total Article 65288	**4 936 100**	**6 631 798**	**0**	**11 567 898**	**0**
96801 / 6568 /	2 631 265	0	0	2 631 265	0
Total Article 6568	**2 631 265**	**0**	**0**	**2 631 265**	**0**
96801 / 657318 /	0	500 000	0	500 000	0
Total Article 657318	**0**	**500 000**	**0**	**500 000**	**0**
96801 / 657341 /	233 136 000	1 760 000	0	234 896 000	0
Total Article 657341	**233 136 000**	**1 760 000**	**0**	**234 896 000**	**0**
96801 / 657343 /	568 494 000	55 275 741	0	623 769 741	0
Total Article 657343	**568 494 000**	**55 275 741**	**0**	**623 769 741**	**0**
96801 / 657442 /	95 597 111	37 308 500	0	132 905 611	0
Total Article 657442	**95 597 111**	**37 308 500**	**0**	**132 905 611**	**0**
96801 / 657444D /	17 000 000	0	0	17 000 000	0
Total Article 657444D	**17 000 000**	**0**	**0**	**17 000 000**	**0**
96801	**964 491 892**	**110 188 750**	**0**	**1 074 680 642**	**0**
96802 / 60611 /	4 483 823	28 434	0	4 512 257	0
Total Article 60611	**4 483 823**	**28 434**	**0**	**4 512 257**	**0**
96802 / 60612 /	1 709 962	185 524	0	1 895 486	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 60612	**1 709 962**	**185 524**	**0**	**1 895 486**	**0**
96802 / 60622 /	499 822	90 070	0	589 892	0
Total Article 60622	**499 822**	**90 070**	**0**	**589 892**	**0**
96802 / 60624 /	445 741	107 636	0	553 377	0
Total Article 60624	**445 741**	**107 636**	**0**	**553 377**	**0**
96802 / 60626 /	984 283	0	0	984 283	0
Total Article 60626	**984 283**	**0**	**0**	**984 283**	**0**
96802 / 60628 /	185 676	0	0	185 676	0
Total Article 60628	**185 676**	**0**	**0**	**185 676**	**0**
96802 / 60631 /	276 140	0	0	276 140	0
Total Article 60631	**276 140**	**0**	**0**	**276 140**	**0**
96802 / 60632 /	269 105	0	0	269 105	0
Total Article 60632	**269 105**	**0**	**0**	**269 105**	**0**
96802 / 60634 /	156 322	439 631	0	595 953	0
Total Article 60634	**156 322**	**439 631**	**0**	**595 953**	**0**
96802 / 60638 /	1 346 816	250 525	0	1 597 341	0
Total Article 60638	**1 346 816**	**250 525**	**0**	**1 597 341**	**0**
96802 / 60641 /	992 561	119 629	0	1 112 190	0
Total Article 60641	**992 561**	**119 629**	**0**	**1 112 190**	**0**
96802 / 60642 /	30 790	0	0	30 790	0
Total Article 60642	**30 790**	**0**	**0**	**30 790**	**0**
96802 / 61351 /	3 038 932	10 000	0	3 048 932	0
Total Article 61351	**3 038 932**	**10 000**	**0**	**3 048 932**	**0**
96802 / 61521 /	28 551 215	0	0	28 551 215	0
Total Article 61521	**28 551 215**	**0**	**0**	**28 551 215**	**0**
96802 / 61522 /	220 703	429 400	0	650 103	0
Total Article 61522	**220 703**	**429 400**	**0**	**650 103**	**0**
96802 / 61524 /	508 500	0	0	508 500	0
Total Article 61524	**508 500**	**0**	**0**	**508 500**	**0**
96802 / 61528 /	36 800	0	0	36 800	0
Total Article 61528	**36 800**	**0**	**0**	**36 800**	**0**
96802 / 615511 /	143 255	0	0	143 255	0
Total Article 615511	**143 255**	**0**	**0**	**143 255**	**0**
96802 / 61552 /	40 525	0	0	40 525	0
Total Article 61552	**40 525**	**0**	**0**	**40 525**	**0**
96802 / 61558 /	1 728 786	174 717	0	1 903 503	0
Total Article 61558	**1 728 786**	**174 717**	**0**	**1 903 503**	**0**
96802 / 6161 /	118 721	0	0	118 721	0
Total Article 6161	**118 721**	**0**	**0**	**118 721**	**0**
96802 / 617 /	0	7 790 400	0	7 790 400	0
Total Article 617	**0**	**7 790 400**	**0**	**7 790 400**	**0**
96802 / 6185 /	1 799 594	0	0	1 799 594	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6185	**1 799 594**	**0**	**0**	**1 799 594**	**0**
96802 / 62268 /	2 729 607	0	0	2 729 607	0
Total Article 62268	**2 729 607**	**0**	**0**	**2 729 607**	**0**
96802 / 6227 /	19 247	0	0	19 247	0
Total Article 6227	**19 247**	**0**	**0**	**19 247**	**0**
96802 / 6228 /	11 089 680	8 310 851	0	19 400 531	0
Total Article 6228	**11 089 680**	**8 310 851**	**0**	**19 400 531**	**0**
96802 / 6231 /	739 376	0	0	739 376	0
Total Article 6231	**739 376**	**0**	**0**	**739 376**	**0**
96802 / 6233 /	60 000	0	0	60 000	0
Total Article 6233	**60 000**	**0**	**0**	**60 000**	**0**
96802 / 6236 /	402 524	68 252	0	470 776	0
Total Article 6236	**402 524**	**68 252**	**0**	**470 776**	**0**
96802 / 6238 /	253 980	0	0	253 980	0
Total Article 6238	**253 980**	**0**	**0**	**253 980**	**0**
96802 / 6241 /	69 176	107 793	0	176 969	0
Total Article 6241	**69 176**	**107 793**	**0**	**176 969**	**0**
96802 / 62471 /	1 520 800	0	0	1 520 800	0
Total Article 62471	**1 520 800**	**0**	**0**	**1 520 800**	**0**
96802 / 62472 /	855 186	209 907	0	1 065 093	0
Total Article 62472	**855 186**	**209 907**	**0**	**1 065 093**	**0**
96802 / 6251 /	6 511 115	289 380	0	6 800 495	0
Total Article 6251	**6 511 115**	**289 380**	**0**	**6 800 495**	**0**
96802 / 6262 /	929 583	67 676	0	997 259	0
Total Article 6262	**929 583**	**67 676**	**0**	**997 259**	**0**
96802 / 6268 /	479 444	26 597	0	506 041	0
Total Article 6268	**479 444**	**26 597**	**0**	**506 041**	**0**
96802 / 6281 /	89 499	0	0	89 499	0
Total Article 6281	**89 499**	**0**	**0**	**89 499**	**0**
96802 / 6282 /	4 846 026	401 173	0	5 247 199	0
Total Article 6282	**4 846 026**	**401 173**	**0**	**5 247 199**	**0**
96802 / 6283 /	2 201 226	168 828	0	2 370 054	0
Total Article 6283	**2 201 226**	**168 828**	**0**	**2 370 054**	**0**
96802 / 6288 /	20 951 754	6 421 896	0	27 373 650	0
Total Article 6288	**20 951 754**	**6 421 896**	**0**	**27 373 650**	**0**
96802 / 6568 /	4 587 200	5 117 977	0	9 705 177	0
Total Article 6568	**4 587 200**	**5 117 977**	**0**	**9 705 177**	**0**
96802 / 657344 /	164 300 000	6 000 000	0	170 300 000	0
Total Article 657344	**164 300 000**	**6 000 000**	**0**	**170 300 000**	**0**
96802 / 657442 /	5 100 000	4 095 000	0	9 195 000	0
Total Article 657442	**5 100 000**	**4 095 000**	**0**	**9 195 000**	**0**
96802 / 6581 /	12 000	0	0	12 000	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6581	**12 000**	**0**	**0**	**12 000**	**0**
96802 / 6588 /	239 809	0	0	239 809	0
Total Article 6588	**239 809**	**0**	**0**	**239 809**	**0**
96802	**275 555 304**	**40 911 296**	**0**	**316 466 600**	**0**
TOTAL MISSION 968	**1 240 047 196**	**151 100 046**	**0**	**1 391 147 242**	**0**
96901 / 60611 /	5 456 563	674 629	0	6 131 192	0
Total Article 60611	**5 456 563**	**674 629**	**0**	**6 131 192**	**0**
96901 / 60612 /	15 505 078	1 126 329	0	16 631 407	0
Total Article 60612	**15 505 078**	**1 126 329**	**0**	**16 631 407**	**0**
96901 / 60622 /	699 422	103 000	0	802 422	0
Total Article 60622	**699 422**	**103 000**	**0**	**802 422**	**0**
96901 / 60623 /	840 838	375 853	0	1 216 691	0
Total Article 60623	**840 838**	**375 853**	**0**	**1 216 691**	**0**
96901 / 60624 /	772 311	0	0	772 311	0
Total Article 60624	**772 311**	**0**	**0**	**772 311**	**0**
96901 / 60626 /	177 213	0	0	177 213	0
Total Article 60626	**177 213**	**0**	**0**	**177 213**	**0**
96901 / 60628 /	1 250 254	0	0	1 250 254	0
Total Article 60628	**1 250 254**	**0**	**0**	**1 250 254**	**0**
96901 / 60631 /	125 070	0	0	125 070	0
Total Article 60631	**125 070**	**0**	**0**	**125 070**	**0**
96901 / 60632 /	277 694	0	0	277 694	0
Total Article 60632	**277 694**	**0**	**0**	**277 694**	**0**
96901 / 60634 /	12 030	0	0	12 030	0
Total Article 60634	**12 030**	**0**	**0**	**12 030**	**0**
96901 / 60635 /	500 616	0	0	500 616	0
Total Article 60635	**500 616**	**0**	**0**	**500 616**	**0**
96901 / 60638 /	3 664 909	0	0	3 664 909	0
Total Article 60638	**3 664 909**	**0**	**0**	**3 664 909**	**0**
96901 / 60641 /	2 778 433	0	0	2 778 433	0
Total Article 60641	**2 778 433**	**0**	**0**	**2 778 433**	**0**
96901 / 60642 /	138 847	0	0	138 847	0
Total Article 60642	**138 847**	**0**	**0**	**138 847**	**0**
96901 / 6067 /	1 610 942	0	0	1 610 942	0
Total Article 6067	**1 610 942**	**0**	**0**	**1 610 942**	**0**
96901 / 6132 /	4 159 092	28 000	0	4 187 092	0
Total Article 6132	**4 159 092**	**28 000**	**0**	**4 187 092**	**0**
96901 / 61351 /	7 333 312	1 096 955	0	8 430 267	0
Total Article 61351	**7 333 312**	**1 096 955**	**0**	**8 430 267**	**0**
96901 / 61521 /	1 096 022	12 480	0	1 108 502	0
Total Article 61521	**1 096 022**	**12 480**	**0**	**1 108 502**	**0**

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
96901 / 615511 /	417 819	0	0	417 819	0
Total Article 615511	**417 819**	**0**	**0**	**417 819**	**0**
96901 / 61558 /	6 526 264	906 132	0	7 432 396	0
Total Article 61558	**6 526 264**	**906 132**	**0**	**7 432 396**	**0**
96901 / 6161 /	272 513	0	0	272 513	0
Total Article 6161	**272 513**	**0**	**0**	**272 513**	**0**
96901 / 6182 /	118 080	0	4 888	113 192	0
Total Article 6182	**118 080**	**0**	**4 888**	**113 192**	**0**
96901 / 6184 /	2 075 239	89 024	0	2 164 263	0
Total Article 6184	**2 075 239**	**89 024**	**0**	**2 164 263**	**0**
96901 / 6185 /	3 339 097	31 374	0	3 370 471	0
Total Article 6185	**3 339 097**	**31 374**	**0**	**3 370 471**	**0**
96901 / 62268 /	108 300	0	0	108 300	0
Total Article 62268	**108 300**	**0**	**0**	**108 300**	**0**
96901 / 6227 /	40 621	0	0	40 621	0
Total Article 6227	**40 621**	**0**	**0**	**40 621**	**0**
96901 / 6231 /	631 900	0	0	631 900	0
Total Article 6231	**631 900**	**0**	**0**	**631 900**	**0**
96901 / 6236 /	165 545	0	0	165 545	0
Total Article 6236	**165 545**	**0**	**0**	**165 545**	**0**
96901 / 6241 /	1 788 706	275 734	0	2 064 440	0
Total Article 6241	**1 788 706**	**275 734**	**0**	**2 064 440**	**0**
96901 / 62451 /	41 000	0	0	41 000	0
Total Article 62451	**41 000**	**0**	**0**	**41 000**	**0**
96901 / 62471 /	2 603 894	0	0	2 603 894	0
Total Article 62471	**2 603 894**	**0**	**0**	**2 603 894**	**0**
96901 / 62472 /	33 798 713	727 911	0	34 526 624	0
Total Article 62472	**33 798 713**	**727 911**	**0**	**34 526 624**	**0**
96901 / 6251 /	58 547 338	8 035 103	0	66 582 441	0
Total Article 6251	**58 547 338**	**8 035 103**	**0**	**66 582 441**	**0**
96901 / 6255 /	8 287 249	334 520	0	8 621 769	0
Total Article 6255	**8 287 249**	**334 520**	**0**	**8 621 769**	**0**
96901 / 6261 /	1 778 920	321 000	0	2 099 920	0
Total Article 6261	**1 778 920**	**321 000**	**0**	**2 099 920**	**0**
96901 / 6262 /	8 724 697	71 494	0	8 796 191	0
Total Article 6262	**8 724 697**	**71 494**	**0**	**8 796 191**	**0**
96901 / 6268 /	8 130 921	169 901	0	8 300 822	0
Total Article 6268	**8 130 921**	**169 901**	**0**	**8 300 822**	**0**
96901 / 6283 /	9 117 623	789 584	0	9 907 207	0
Total Article 6283	**9 117 623**	**789 584**	**0**	**9 907 207**	**0**
96901 / 6288 /	19 748 523	3 701 641	60 184	23 389 980	0
	19 748 523	**3 701 641**	**60 184**	**23 389 980**	**0**

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6288					
96901 / 65142 /	4 263 959	1 056 624	0	5 320 583	0
Total Article 65142	**4 263 959**	**1 056 624**	**0**	**5 320 583**	**0**
96901 / 6581 /	850 164	0	506 984	343 180	0
Total Article 6581	**850 164**	**0**	**506 984**	**343 180**	**0**
96901	**217 775 731**	**19 927 288**	**572 056**	**237 130 963**	**0**
96902 / 60611 /	0	1 224 985	0	1 224 985	0
Total Article 60611	**0**	**1 224 985**	**0**	**1 224 985**	**0**
96902 / 60612 /	20 971 366	8 120 747	0	29 092 113	0
Total Article 60612	**20 971 366**	**8 120 747**	**0**	**29 092 113**	**0**
96902 / 60622 /	45 470	18 120	0	63 590	0
Total Article 60622	**45 470**	**18 120**	**0**	**63 590**	**0**
96902 / 60623 /	472 559	0	0	472 559	0
Total Article 60623	**472 559**	**0**	**0**	**472 559**	**0**
96902 / 60624 /	757 316	209 603	0	966 919	0
Total Article 60624	**757 316**	**209 603**	**0**	**966 919**	**0**
96902 / 60626 /	7 958	0	0	7 958	0
Total Article 60626	**7 958**	**0**	**0**	**7 958**	**0**
96902 / 60628 /	332 440	3 950	0	336 390	0
Total Article 60628	**332 440**	**3 950**	**0**	**336 390**	**0**
96902 / 60631 /	10 434	0	0	10 434	0
Total Article 60631	**10 434**	**0**	**0**	**10 434**	**0**
96902 / 60632 /	349 328	0	0	349 328	0
Total Article 60632	**349 328**	**0**	**0**	**349 328**	**0**
96902 / 60633 /	59 378	0	0	59 378	0
Total Article 60633	**59 378**	**0**	**0**	**59 378**	**0**
96902 / 60634 /	14 469	0	0	14 469	0
Total Article 60634	**14 469**	**0**	**0**	**14 469**	**0**
96902 / 60635 /	147 240	0	0	147 240	0
Total Article 60635	**147 240**	**0**	**0**	**147 240**	**0**
96902 / 60638 /	1 942 827	135 454	0	2 078 281	0
Total Article 60638	**1 942 827**	**135 454**	**0**	**2 078 281**	**0**
96902 / 60641 /	3 805 979	0	0	3 805 979	0
Total Article 60641	**3 805 979**	**0**	**0**	**3 805 979**	**0**
96902 / 60642 /	845 368	0	0	845 368	0
Total Article 60642	**845 368**	**0**	**0**	**845 368**	**0**
96902 / 6066 /	21 679	0	0	21 679	0
Total Article 6066	**21 679**	**0**	**0**	**21 679**	**0**
96902 / 6067 /	252 636	0	0	252 636	0
Total Article 6067	**252 636**	**0**	**0**	**252 636**	**0**
96902 / 6132 /	33 300	0	0	33 300	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6132	**33 300**	**0**	**0**	**33 300**	**0**
96902 / 61351 /	5 543 750	470 511	0	6 014 261	0
Total Article 61351	**5 543 750**	**470 511**	**0**	**6 014 261**	**0**
96902 / 61521 /	912 981	0	0	912 981	0
Total Article 61521	**912 981**	**0**	**0**	**912 981**	**0**
96902 / 61522 /	1 304 659	414 865	0	1 719 524	0
Total Article 61522	**1 304 659**	**414 865**	**0**	**1 719 524**	**0**
96902 / 61528 /	0	803 304	0	803 304	0
Total Article 61528	**0**	**803 304**	**0**	**803 304**	**0**
96902 / 615511 /	563 526	0	0	563 526	0
Total Article 615511	**563 526**	**0**	**0**	**563 526**	**0**
96902 / 61558 /	1 790 984	237 852	0	2 028 836	0
Total Article 61558	**1 790 984**	**237 852**	**0**	**2 028 836**	**0**
96902 / 6182 /	1 332 530	0	78 071	1 254 459	0
Total Article 6182	**1 332 530**	**0**	**78 071**	**1 254 459**	**0**
96902 / 6184 /	18 194 996	985 400	0	19 180 396	0
Total Article 6184	**18 194 996**	**985 400**	**0**	**19 180 396**	**0**
96902 / 6185 /	932 685	0	0	932 685	0
Total Article 6185	**932 685**	**0**	**0**	**932 685**	**0**
96902 / 62268 /	4 142 982	50 850	0	4 193 832	0
Total Article 62268	**4 142 982**	**50 850**	**0**	**4 193 832**	**0**
96902 / 6227 /	64 677	0	0	64 677	0
Total Article 6227	**64 677**	**0**	**0**	**64 677**	**0**
96902 / 6231 /	467 439	0	0	467 439	0
Total Article 6231	**467 439**	**0**	**0**	**467 439**	**0**
96902 / 6236 /	1 710 659	0	0	1 710 659	0
Total Article 6236	**1 710 659**	**0**	**0**	**1 710 659**	**0**
96902 / 6241 /	3 693 016	174 110	0	3 867 126	0
Total Article 6241	**3 693 016**	**174 110**	**0**	**3 867 126**	**0**
96902 / 62458 /	336 986	0	0	336 986	0
Total Article 62458	**336 986**	**0**	**0**	**336 986**	**0**
96902 / 62471 /	2 742 450	603 574	0	3 346 024	0
Total Article 62471	**2 742 450**	**603 574**	**0**	**3 346 024**	**0**
96902 / 62472 /	21 770 693	1 175 956	0	22 946 649	0
Total Article 62472	**21 770 693**	**1 175 956**	**0**	**22 946 649**	**0**
96902 / 6251 /	26 922 383	11 134 206	0	38 056 589	0
Total Article 6251	**26 922 383**	**11 134 206**	**0**	**38 056 589**	**0**
96902 / 6255 /	5 313 386	0	0	5 313 386	0
Total Article 6255	**5 313 386**	**0**	**0**	**5 313 386**	**0**
96902 / 6262 /	2 216 448	1 354 131	0	3 570 579	0
Total Article 6262	**2 216 448**	**1 354 131**	**0**	**3 570 579**	**0**
96902 / 6268 /	1 489 908	830 864	0	2 320 772	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6268	**1 489 908**	**830 864**	**0**	**2 320 772**	**0**
96902 / 6283 /	6 712 200	545 790	0	7 257 990	0
Total Article 6283	**6 712 200**	**545 790**	**0**	**7 257 990**	**0**
96902 / 6288 /	18 608 348	4 149 152	0	22 757 500	0
Total Article 6288	**18 608 348**	**4 149 152**	**0**	**22 757 500**	**0**
96902 / 65511 /	816 872 784	0	0	816 872 784	0
Total Article 65511	**816 872 784**	**0**	**0**	**816 872 784**	**0**
96902 / 65512 /	472 179 046	105 367 440	0	577 546 486	0
Total Article 65512	**472 179 046**	**105 367 440**	**0**	**577 546 486**	**0**
96902 / 657313 /	167 934 913	61 716 613	0	229 651 526	0
Total Article 657313	**167 934 913**	**61 716 613**	**0**	**229 651 526**	**0**
96902 / 657318 /	0	250 000	0	250 000	0
Total Article 657318	**0**	**250 000**	**0**	**250 000**	**0**
96902 / 6581 /	1 056 291	0	474 572	581 719	0
Total Article 6581	**1 056 291**	**0**	**474 572**	**581 719**	**0**
96902 / 6718 /	718 670	0	0	718 670	0
Total Article 6718	**718 670**	**0**	**0**	**718 670**	**0**
96902	**1 615 599 137**	**199 977 477**	**552 643**	**1 815 023 971**	**0**
96903 / 60623 /	118 873	0	0	118 873	0
Total Article 60623	**118 873**	**0**	**0**	**118 873**	**0**
96903 / 6067 /	372 444	0	0	372 444	0
Total Article 6067	**372 444**	**0**	**0**	**372 444**	**0**
96903 / 61351 /	132 650	0	0	132 650	0
Total Article 61351	**132 650**	**0**	**0**	**132 650**	**0**
96903 / 61522 /	6 491 270	0	0	6 491 270	0
Total Article 61522	**6 491 270**	**0**	**0**	**6 491 270**	**0**
96903 / 6241 /	91 240	18 640	0	109 880	0
Total Article 6241	**91 240**	**18 640**	**0**	**109 880**	**0**
96903 / 62471 /	0	201 910	0	201 910	0
Total Article 62471	**0**	**201 910**	**0**	**201 910**	**0**
96903 / 62472 /	1 275 164	0	0	1 275 164	0
Total Article 62472	**1 275 164**	**0**	**0**	**1 275 164**	**0**
96903 / 6251 /	5 205 364	216 028	0	5 421 392	0
Total Article 6251	**5 205 364**	**216 028**	**0**	**5 421 392**	**0**
96903 / 65142 /	85 078 682	0	0	85 078 682	0
Total Article 65142	**85 078 682**	**0**	**0**	**85 078 682**	**0**
96903 / 65511 /	595 974 670	0	0	595 974 670	0
Total Article 65511	**595 974 670**	**0**	**0**	**595 974 670**	**0**
96903 / 657313 /	89 583 012	32 435 660	0	122 018 672	0
Total Article 657313	**89 583 012**	**32 435 660**	**0**	**122 018 672**	**0**
96903 / 657455 /	87 000 000	6 700 000	0	93 700 000	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 657455	**87 000 000**	**6 700 000**	**0**	**93 700 000**	**0**
96903	**871 323 369**	**39 572 238**	**0**	**910 895 607**	**0**
96904 / 60622 /	23 089	0	0	23 089	0
Total Article 60622	**23 089**	**0**	**0**	**23 089**	**0**
96904 / 60628 /	3 000	0	0	3 000	0
Total Article 60628	**3 000**	**0**	**0**	**3 000**	**0**
96904 / 60632 /	87 734	0	0	87 734	0
Total Article 60632	**87 734**	**0**	**0**	**87 734**	**0**
96904 / 60641 /	58 473	0	0	58 473	0
Total Article 60641	**58 473**	**0**	**0**	**58 473**	**0**
96904 / 61351 /	1 303 776	26 453	0	1 330 229	0
Total Article 61351	**1 303 776**	**26 453**	**0**	**1 330 229**	**0**
96904 / 61558 /	137 135	4 427	0	141 562	0
Total Article 61558	**137 135**	**4 427**	**0**	**141 562**	**0**
96904 / 6161 /	12 841	0	0	12 841	0
Total Article 6161	**12 841**	**0**	**0**	**12 841**	**0**
96904 / 617 /	75 302 425	2 500 000	0	77 802 425	0
Total Article 617	**75 302 425**	**2 500 000**	**0**	**77 802 425**	**0**
96904 / 62471 /	170 074	0	0	170 074	0
Total Article 62471	**170 074**	**0**	**0**	**170 074**	**0**
96904 / 62472 /	695 212	0	0	695 212	0
Total Article 62472	**695 212**	**0**	**0**	**695 212**	**0**
96904 / 6251 /	932 206	28 647	0	960 853	0
Total Article 6251	**932 206**	**28 647**	**0**	**960 853**	**0**
96904 / 6262 /	316 720	20 178	0	336 898	0
Total Article 6262	**316 720**	**20 178**	**0**	**336 898**	**0**
96904 / 6268 /	2 500	0	0	2 500	0
Total Article 6268	**2 500**	**0**	**0**	**2 500**	**0**
96904 / 6283 /	90 090	0	0	90 090	0
Total Article 6283	**90 090**	**0**	**0**	**90 090**	**0**
96904 / 6288 /	10 358 982	0	0	10 358 982	0
Total Article 6288	**10 358 982**	**0**	**0**	**10 358 982**	**0**
96904 / 6568 /	16 108 372	1 929 866	0	18 038 238	0
Total Article 6568	**16 108 372**	**1 929 866**	**0**	**18 038 238**	**0**
96904 / 657313 /	17 438 762	12 401 510	0	29 840 272	0
Total Article 657313	**17 438 762**	**12 401 510**	**0**	**29 840 272**	**0**
96904	**123 041 391**	**16 911 081**	**0**	**139 952 472**	**0**
96905 / 60626 /	95 895	0	0	95 895	0
Total Article 60626	**95 895**	**0**	**0**	**95 895**	**0**
96905 / 60628 /	164 520	0	0	164 520	0
Total Article 60628	**164 520**	**0**	**0**	**164 520**	**0**

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
96905 / 60631 /	81 659	0	0	81 659	0
Total Article 60631	**81 659**	**0**	**0**	**81 659**	**0**
96905 / 60635 /	46 592	0	0	46 592	0
Total Article 60635	**46 592**	**0**	**0**	**46 592**	**0**
96905 / 60638 /	2 192 979	0	0	2 192 979	0
Total Article 60638	**2 192 979**	**0**	**0**	**2 192 979**	**0**
96905 / 6067 /	373 023	267 534	0	640 557	0
Total Article 6067	**373 023**	**267 534**	**0**	**640 557**	**0**
96905 / 6132 /	100 000	0	0	100 000	0
Total Article 6132	**100 000**	**0**	**0**	**100 000**	**0**
96905 / 61351 /	1 498 346	0	0	1 498 346	0
Total Article 61351	**1 498 346**	**0**	**0**	**1 498 346**	**0**
96905 / 61558 /	15 000	0	0	15 000	0
Total Article 61558	**15 000**	**0**	**0**	**15 000**	**0**
96905 / 6185 /	499 420	0	0	499 420	0
Total Article 6185	**499 420**	**0**	**0**	**499 420**	**0**
96905 / 6231 /	817 939	0	0	817 939	0
Total Article 6231	**817 939**	**0**	**0**	**817 939**	**0**
96905 / 6236 /	127 224	0	0	127 224	0
Total Article 6236	**127 224**	**0**	**0**	**127 224**	**0**
96905 / 6238 /	1 491 947	5 511 400	0	7 003 347	0
Total Article 6238	**1 491 947**	**5 511 400**	**0**	**7 003 347**	**0**
96905 / 6241 /	12 800	4 890	0	17 690	0
Total Article 6241	**12 800**	**4 890**	**0**	**17 690**	**0**
96905 / 62451 /	82 500	0	0	82 500	0
Total Article 62451	**82 500**	**0**	**0**	**82 500**	**0**
96905 / 62458 /	10 160	0	0	10 160	0
Total Article 62458	**10 160**	**0**	**0**	**10 160**	**0**
96905 / 62472 /	2 046 428	2 700	0	2 049 128	0
Total Article 62472	**2 046 428**	**2 700**	**0**	**2 049 128**	**0**
96905 / 6251 /	2 921 632	2 864	0	2 924 496	0
Total Article 6251	**2 921 632**	**2 864**	**0**	**2 924 496**	**0**
96905 / 6282 /	204 000	0	0	204 000	0
Total Article 6282	**204 000**	**0**	**0**	**204 000**	**0**
96905 / 6288 /	17 388 972	9 451 949	0	26 840 921	0
Total Article 6288	**17 388 972**	**9 451 949**	**0**	**26 840 921**	**0**
96905 / 6513 /	1 206 702 649	56 705 107	0	1 263 407 756	0
Total Article 6513	**1 206 702 649**	**56 705 107**	**0**	**1 263 407 756**	**0**
96905 / 65141 /	133 400	0	0	133 400	0
Total Article 65141	**133 400**	**0**	**0**	**133 400**	**0**
96905 / 65142 /	30 885 716	343 482	0	31 229 198	0
	30 885 716	**343 482**	**0**	**31 229 198**	**0**

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 65142					
96905 / 65148 /	31 376 662	9 122 205	0	40 498 867	0
Total Article 65148	**31 376 662**	**9 122 205**	**0**	**40 498 867**	**0**
96905 / 6568 /	437 322 489	16 092 748	0	453 415 237	0
Total Article 6568	**437 322 489**	**16 092 748**	**0**	**453 415 237**	**0**
96905 / 657313 /	115 437 420	104 474 679	0	219 912 099	0
Total Article 657313	**115 437 420**	**104 474 679**	**0**	**219 912 099**	**0**
96905 / 657418 /	96 932 937	25 264 083	0	122 197 020	0
Total Article 657418	**96 932 937**	**25 264 083**	**0**	**122 197 020**	**0**
96905 / 6581 /	778 054	0	514 992	263 062	0
Total Article 6581	**778 054**	**0**	**514 992**	**263 062**	**0**
96905	**1 949 740 363**	**227 243 641**	**514 992**	**2 176 469 012**	**0**
96906 / 60622 /	5 533 000	0	0	5 533 000	0
Total Article 60622	**5 533 000**	**0**	**0**	**5 533 000**	**0**
96906 / 60634 /	37 796	0	0	37 796	0
Total Article 60634	**37 796**	**0**	**0**	**37 796**	**0**
96906 / 60638 /	0	37 500	0	37 500	0
Total Article 60638	**0**	**37 500**	**0**	**37 500**	**0**
96906 / 60641 /	109 625	0	0	109 625	0
Total Article 60641	**109 625**	**0**	**0**	**109 625**	**0**
96906 / 60642 /	10 782	0	0	10 782	0
Total Article 60642	**10 782**	**0**	**0**	**10 782**	**0**
96906 / 6067 /	1 073 160	0	0	1 073 160	0
Total Article 6067	**1 073 160**	**0**	**0**	**1 073 160**	**0**
96906 / 61351 /	202 400	0	0	202 400	0
Total Article 61351	**202 400**	**0**	**0**	**202 400**	**0**
96906 / 617 /	2 150 000	0	0	2 150 000	0
Total Article 617	**2 150 000**	**0**	**0**	**2 150 000**	**0**
96906 / 6182 /	254 812	303 721	0	558 533	0
Total Article 6182	**254 812**	**303 721**	**0**	**558 533**	**0**
96906 / 6185 /	2 637 941	0	0	2 637 941	0
Total Article 6185	**2 637 941**	**0**	**0**	**2 637 941**	**0**
96906 / 6236 /	1 865 550	7 005 143	0	8 870 693	0
Total Article 6236	**1 865 550**	**7 005 143**	**0**	**8 870 693**	**0**
96906 / 6238 /	1 358 500	0	0	1 358 500	0
Total Article 6238	**1 358 500**	**0**	**0**	**1 358 500**	**0**
96906 / 6241 /	229 858	11 060	0	240 918	0
Total Article 6241	**229 858**	**11 060**	**0**	**240 918**	**0**
96906 / 62471 /	169 768	0	0	169 768	0
Total Article 62471	**169 768**	**0**	**0**	**169 768**	**0**
96906 / 62472 /	3 069 436	49 526	0	3 118 962	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 62472	**3 069 436**	**49 526**	**0**	**3 118 962**	**0**
96906 / 6251 /	5 552 631	364 724	0	5 917 355	0
Total Article 6251	**5 552 631**	**364 724**	**0**	**5 917 355**	**0**
96906 / 6282 /	0	29 943	0	29 943	0
Total Article 6282	**0**	**29 943**	**0**	**29 943**	**0**
96906 / 6288 /	17 977 504	19 097 973	0	37 075 477	0
Total Article 6288	**17 977 504**	**19 097 973**	**0**	**37 075 477**	**0**
96906 / 6568 /	2 861 200	222 750	0	3 083 950	0
Total Article 6568	**2 861 200**	**222 750**	**0**	**3 083 950**	**0**
96906 / 657313 /	22 243 645	259 670	0	22 503 315	0
Total Article 657313	**22 243 645**	**259 670**	**0**	**22 503 315**	**0**
96906 / 657318 /	1 000 000	0	0	1 000 000	0
Total Article 657318	**1 000 000**	**0**	**0**	**1 000 000**	**0**
96906 / 657418 /	1 616 000	0	0	1 616 000	0
Total Article 657418	**1 616 000**	**0**	**0**	**1 616 000**	**0**
96906 / 657441A /	19 564 200	0	0	19 564 200	0
Total Article 657441A	**19 564 200**	**0**	**0**	**19 564 200**	**0**
96906 / 657441B /	7 569 000	0	0	7 569 000	0
Total Article 657441B	**7 569 000**	**0**	**0**	**7 569 000**	**0**
96906 / 657441C /	5 139 000	0	0	5 139 000	0
Total Article 657441C	**5 139 000**	**0**	**0**	**5 139 000**	**0**
96906 / 657442 /	2 500 000	1 060 000	0	3 560 000	0
Total Article 657442	**2 500 000**	**1 060 000**	**0**	**3 560 000**	**0**
96906	**104 725 808**	**28 442 010**	**0**	**133 167 818**	**0**
TOTAL MISSION 969	**4 882 205 799**	**532 073 735**	**1 639 691**	**5 412 639 843**	**0**
97001 / 60211 /	72 366	0	0	72 366	0
Total Article 60211	**72 366**	**0**	**0**	**72 366**	**0**
97001 / 60261 /	121 795 787	6 622 069	0	128 417 856	0
Total Article 60261	**121 795 787**	**6 622 069**	**0**	**128 417 856**	**0**
97001 / 60262 /	108 706 962	3 072 722	0	111 779 684	0
Total Article 60262	**108 706 962**	**3 072 722**	**0**	**111 779 684**	**0**
97001 / 60268 /	130 489 915	14 821 373	0	145 311 288	0
Total Article 60268	**130 489 915**	**14 821 373**	**0**	**145 311 288**	**0**
97001 / 6032 /	128 362 204	0	0	128 362 204	0
Total Article 6032	**128 362 204**	**0**	**0**	**128 362 204**	**0**
97001 / 60611 /	6 219 493	870 825	0	7 090 318	0
Total Article 60611	**6 219 493**	**870 825**	**0**	**7 090 318**	**0**
97001 / 60612 /	191 529 568	21 755 113	0	213 284 681	0
Total Article 60612	**191 529 568**	**21 755 113**	**0**	**213 284 681**	**0**
97001 / 60618 /	95 295	0	0	95 295	0
Total Article 60618	**95 295**	**0**	**0**	**95 295**	**0**

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
97001 / 60621 /	2 189 986	11 232	0	2 201 218	0
Total Article 60621	**2 189 986**	**11 232**	**0**	**2 201 218**	**0**
97001 / 60622 /	11 344 777	1 325 829	0	12 670 606	0
Total Article 60622	**11 344 777**	**1 325 829**	**0**	**12 670 606**	**0**
97001 / 60623 /	13 059 592	216 436	0	13 276 028	0
Total Article 60623	**13 059 592**	**216 436**	**0**	**13 276 028**	**0**
97001 / 60624 /	42 088 291	49 798	0	42 138 089	0
Total Article 60624	**42 088 291**	**49 798**	**0**	**42 138 089**	**0**
97001 / 60625 /	66 813	0	0	66 813	0
Total Article 60625	**66 813**	**0**	**0**	**66 813**	**0**
97001 / 60626 /	10 436 589	288 844	0	10 725 433	0
Total Article 60626	**10 436 589**	**288 844**	**0**	**10 725 433**	**0**
97001 / 60628 /	8 886 790	547 196	0	9 433 986	0
Total Article 60628	**8 886 790**	**547 196**	**0**	**9 433 986**	**0**
97001 / 60631 /	3 591 536	351 059	0	3 942 595	0
Total Article 60631	**3 591 536**	**351 059**	**0**	**3 942 595**	**0**
97001 / 60632 /	12 831 029	28 127	0	12 859 156	0
Total Article 60632	**12 831 029**	**28 127**	**0**	**12 859 156**	**0**
97001 / 60633 /	15 503 352	381 360	0	15 884 712	0
Total Article 60633	**15 503 352**	**381 360**	**0**	**15 884 712**	**0**
97001 / 60634 /	1 756 409	0	0	1 756 409	0
Total Article 60634	**1 756 409**	**0**	**0**	**1 756 409**	**0**
97001 / 60635 /	20 521 762	19 140	0	20 540 902	0
Total Article 60635	**20 521 762**	**19 140**	**0**	**20 540 902**	**0**
97001 / 60638 /	21 253 924	700 020	0	21 953 944	0
Total Article 60638	**21 253 924**	**700 020**	**0**	**21 953 944**	**0**
97001 / 60641 /	19 086 261	281 678	0	19 367 939	0
Total Article 60641	**19 086 261**	**281 678**	**0**	**19 367 939**	**0**
97001 / 60642 /	9 552 015	0	0	9 552 015	0
Total Article 60642	**9 552 015**	**0**	**0**	**9 552 015**	**0**
97001 / 60648 /	551 142	0	0	551 142	0
Total Article 60648	**551 142**	**0**	**0**	**551 142**	**0**
97001 / 6066 /	66 793	0	0	66 793	0
Total Article 6066	**66 793**	**0**	**0**	**66 793**	**0**
97001 / 6068 /	779 136	0	0	779 136	0
Total Article 6068	**779 136**	**0**	**0**	**779 136**	**0**
97001 / 6132 /	72 757 884	1 542 679	0	74 300 563	0
Total Article 6132	**72 757 884**	**1 542 679**	**0**	**74 300 563**	**0**
97001 / 61351 /	79 931 948	18 249 044	0	98 180 992	0
Total Article 61351	**79 931 948**	**18 249 044**	**0**	**98 180 992**	**0**
97001 / 61358 /	3 276 295	275 755	0	3 552 050	0
	3 276 295	**275 755**	**0**	**3 552 050**	**0**

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 61358					
97001 / 614 /	1 386 800	0	0	1 386 800	0
Total Article 614	**1 386 800**	**0**	**0**	**1 386 800**	**0**
97001 / 61521 /	9 194 618	90 000	0	9 284 618	0
Total Article 61521	**9 194 618**	**90 000**	**0**	**9 284 618**	**0**
97001 / 61522 /	49 243 473	2 774 198	0	52 017 671	0
Total Article 61522	**49 243 473**	**2 774 198**	**0**	**52 017 671**	**0**
97001 / 61523 /	376 549	0	0	376 549	0
Total Article 61523	**376 549**	**0**	**0**	**376 549**	**0**
97001 / 61524 /	495 000	0	0	495 000	0
Total Article 61524	**495 000**	**0**	**0**	**495 000**	**0**
97001 / 61528 /	23 308 981	10 179 822	0	33 488 803	0
Total Article 61528	**23 308 981**	**10 179 822**	**0**	**33 488 803**	**0**
97001 / 615511 /	12 865 244	407 848	0	13 273 092	0
Total Article 615511	**12 865 244**	**407 848**	**0**	**13 273 092**	**0**
97001 / 61552 /	24 573	0	0	24 573	0
Total Article 61552	**24 573**	**0**	**0**	**24 573**	**0**
97001 / 61553 /	28 565 893	1 603 360	0	30 169 253	0
Total Article 61553	**28 565 893**	**1 603 360**	**0**	**30 169 253**	**0**
97001 / 61558 /	52 485 767	3 842 175	0	56 327 942	0
Total Article 61558	**52 485 767**	**3 842 175**	**0**	**56 327 942**	**0**
97001 / 6161 /	2 033 282	0	0	2 033 282	0
Total Article 6161	**2 033 282**	**0**	**0**	**2 033 282**	**0**
97001 / 6168 /	392 156	0	0	392 156	0
Total Article 6168	**392 156**	**0**	**0**	**392 156**	**0**
97001 / 617 /	58 529	0	0	58 529	0
Total Article 617	**58 529**	**0**	**0**	**58 529**	**0**
97001 / 6182 /	1 929 603	65 330	131 872	1 863 061	0
Total Article 6182	**1 929 603**	**65 330**	**131 872**	**1 863 061**	**0**
97001 / 6184 /	26 623 612	362 649	0	26 986 261	0
Total Article 6184	**26 623 612**	**362 649**	**0**	**26 986 261**	**0**
97001 / 6185 /	599 500	158 000	0	757 500	0
Total Article 6185	**599 500**	**158 000**	**0**	**757 500**	**0**
97001 / 6225 /	47 014	0	0	47 014	0
Total Article 6225	**47 014**	**0**	**0**	**47 014**	**0**
97001 / 62261 /	392 201 909	68 883 879	0	461 085 788	0
Total Article 62261	**392 201 909**	**68 883 879**	**0**	**461 085 788**	**0**
97001 / 62268 /	22 129 873	1 799 000	0	23 928 873	0
Total Article 62268	**22 129 873**	**1 799 000**	**0**	**23 928 873**	**0**
97001 / 6228 /	54 856 978	140 517	0	54 997 495	0
Total Article 6228	**54 856 978**	**140 517**	**0**	**54 997 495**	**0**
97001 / 6231 /	859 420	44 272	0	903 692	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6231	**859 420**	**44 272**	**0**	**903 692**	**0**
97001 / 6236 /	730 520	316 229	0	1 046 749	0
Total Article 6236	**730 520**	**316 229**	**0**	**1 046 749**	**0**
97001 / 6241 /	49 052 943	6 608 834	0	55 661 777	0
Total Article 6241	**49 052 943**	**6 608 834**	**0**	**55 661 777**	**0**
97001 / 62458 /	256 463	87 000	0	343 463	0
Total Article 62458	**256 463**	**87 000**	**0**	**343 463**	**0**
97001 / 62471 /	2 481 413	110 380	0	2 591 793	0
Total Article 62471	**2 481 413**	**110 380**	**0**	**2 591 793**	**0**
97001 / 62472 /	70 801 470	10 806 440	0	81 607 910	0
Total Article 62472	**70 801 470**	**10 806 440**	**0**	**81 607 910**	**0**
97001 / 6248 /	1 272 292	4 424	0	1 276 716	0
Total Article 6248	**1 272 292**	**4 424**	**0**	**1 276 716**	**0**
97001 / 6251 /	305 007 188	35 936 357	0	340 943 545	0
Total Article 6251	**305 007 188**	**35 936 357**	**0**	**340 943 545**	**0**
97001 / 6255 /	7 437 000	535 000	0	7 972 000	0
Total Article 6255	**7 437 000**	**535 000**	**0**	**7 972 000**	**0**
97001 / 6261 /	426 591	0	0	426 591	0
Total Article 6261	**426 591**	**0**	**0**	**426 591**	**0**
97001 / 6262 /	58 024 556	8 780 493	0	66 805 049	0
Total Article 6262	**58 024 556**	**8 780 493**	**0**	**66 805 049**	**0**
97001 / 6268 /	10 673 762	1 105 870	0	11 779 632	0
Total Article 6268	**10 673 762**	**1 105 870**	**0**	**11 779 632**	**0**
97001 / 627 /	205 295	23 451	0	228 746	0
Total Article 627	**205 295**	**23 451**	**0**	**228 746**	**0**
97001 / 6281 /	101 488	0	0	101 488	0
Total Article 6281	**101 488**	**0**	**0**	**101 488**	**0**
97001 / 6282 /	62 058 726	2 036 610	0	64 095 336	0
Total Article 6282	**62 058 726**	**2 036 610**	**0**	**64 095 336**	**0**
97001 / 6283 /	62 047 621	3 103 621	0	65 151 242	0
Total Article 6283	**62 047 621**	**3 103 621**	**0**	**65 151 242**	**0**
97001 / 6288 /	122 966 889	15 485 089	0	138 451 978	0
Total Article 6288	**122 966 889**	**15 485 089**	**0**	**138 451 978**	**0**
97001 / 6354 /	12 000	60 700	0	72 700	0
Total Article 6354	**12 000**	**60 700**	**0**	**72 700**	**0**
97001 / 6358 /	1 300	0	0	1 300	0
Total Article 6358	**1 300**	**0**	**0**	**1 300**	**0**
97001 / 641111 /	0	3 740 656	0	3 740 656	0
Total Article 641111	**0**	**3 740 656**	**0**	**3 740 656**	**0**
97001 / 6475 /	43 200	0	0	43 200	0
Total Article 6475	**43 200**	**0**	**0**	**43 200**	**0**
97001 / 65148 /	35 773 863	0	0	35 773 863	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 65148	**35 773 863**	**0**	**0**	**35 773 863**	**0**
97001 / 6518 /	97 484 953	769 300	0	98 254 253	0
Total Article 6518	**97 484 953**	**769 300**	**0**	**98 254 253**	**0**
97001 / 6568 /	42 827 178	744 112	0	43 571 290	0
Total Article 6568	**42 827 178**	**744 112**	**0**	**43 571 290**	**0**
97001 / 657332 /	2 100 000 000	0	0	2 100 000 000	0
Total Article 657332	**2 100 000 000**	**0**	**0**	**2 100 000 000**	**0**
97001 / 6581 /	1 026 661	0	0	1 026 661	0
Total Article 6581	**1 026 661**	**0**	**0**	**1 026 661**	**0**
97001 / 6588 /	647 930	0	0	647 930	0
Total Article 6588	**647 930**	**0**	**0**	**647 930**	**0**
97001 / 674312 /	400 500 000	0	0	400 500 000	0
Total Article 674312	**400 500 000**	**0**	**0**	**400 500 000**	**0**
97001 / 674338 /	2 050 000 000	0	0	2 050 000 000	0
Total Article 674338	**2 050 000 000**	**0**	**0**	**2 050 000 000**	**0**
97001	**7 198 343 990**	**252 015 915**	**131 872**	**7 450 228 033**	**0**
97002 / 60261 /	170 611 331	1 554 881	0	172 166 212	0
Total Article 60261	**170 611 331**	**1 554 881**	**0**	**172 166 212**	**0**
97002 / 60262 /	53 227 937	1 417 026	0	54 644 963	0
Total Article 60262	**53 227 937**	**1 417 026**	**0**	**54 644 963**	**0**
97002 / 6032 /	354 339 100	0	0	354 339 100	0
Total Article 6032	**354 339 100**	**0**	**0**	**354 339 100**	**0**
97002 / 60611 /	8 449 408	673 584	0	9 122 992	0
Total Article 60611	**8 449 408**	**673 584**	**0**	**9 122 992**	**0**
97002 / 60612 /	21 604 521	2 596 419	0	24 200 940	0
Total Article 60612	**21 604 521**	**2 596 419**	**0**	**24 200 940**	**0**
97002 / 60618 /	52 042	0	0	52 042	0
Total Article 60618	**52 042**	**0**	**0**	**52 042**	**0**
97002 / 60621 /	45 136	0	0	45 136	0
Total Article 60621	**45 136**	**0**	**0**	**45 136**	**0**
97002 / 60622 /	2 891 015	258 734	0	3 149 749	0
Total Article 60622	**2 891 015**	**258 734**	**0**	**3 149 749**	**0**
97002 / 60623 /	26 389	0	0	26 389	0
Total Article 60623	**26 389**	**0**	**0**	**26 389**	**0**
97002 / 60624 /	3 998 049	0	0	3 998 049	0
Total Article 60624	**3 998 049**	**0**	**0**	**3 998 049**	**0**
97002 / 60625 /	51 774	0	0	51 774	0
Total Article 60625	**51 774**	**0**	**0**	**51 774**	**0**
97002 / 60626 /	2 593 597	0	0	2 593 597	0
Total Article 60626	**2 593 597**	**0**	**0**	**2 593 597**	**0**
97002 / 60628 /	1 760 300	0	0	1 760 300	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 60628	**1 760 300**	**0**	**0**	**1 760 300**	**0**
97002 / 60631 /	788 815	0	0	788 815	0
Total Article 60631	**788 815**	**0**	**0**	**788 815**	**0**
97002 / 60632 /	6 484 183	0	0	6 484 183	0
Total Article 60632	**6 484 183**	**0**	**0**	**6 484 183**	**0**
97002 / 60633 /	851 629	0	0	851 629	0
Total Article 60633	**851 629**	**0**	**0**	**851 629**	**0**
97002 / 60634 /	911 109	0	0	911 109	0
Total Article 60634	**911 109**	**0**	**0**	**911 109**	**0**
97002 / 60635 /	2 107 555	55 100	0	2 162 655	0
Total Article 60635	**2 107 555**	**55 100**	**0**	**2 162 655**	**0**
97002 / 60638 /	5 547 494	0	0	5 547 494	0
Total Article 60638	**5 547 494**	**0**	**0**	**5 547 494**	**0**
97002 / 60641 /	8 262 308	454 359	0	8 716 667	0
Total Article 60641	**8 262 308**	**454 359**	**0**	**8 716 667**	**0**
97002 / 60642 /	3 190 781	0	0	3 190 781	0
Total Article 60642	**3 190 781**	**0**	**0**	**3 190 781**	**0**
97002 / 60648 /	544 353	0	0	544 353	0
Total Article 60648	**544 353**	**0**	**0**	**544 353**	**0**
97002 / 6066 /	35 700	0	0	35 700	0
Total Article 6066	**35 700**	**0**	**0**	**35 700**	**0**
97002 / 6068 /	841 542	922 950	0	1 764 492	0
Total Article 6068	**841 542**	**922 950**	**0**	**1 764 492**	**0**
97002 / 6132 /	1 833 244	0	0	1 833 244	0
Total Article 6132	**1 833 244**	**0**	**0**	**1 833 244**	**0**
97002 / 61351 /	2 707 682	280 221	0	2 987 903	0
Total Article 61351	**2 707 682**	**280 221**	**0**	**2 987 903**	**0**
97002 / 61358 /	7 800	0	0	7 800	0
Total Article 61358	**7 800**	**0**	**0**	**7 800**	**0**
97002 / 61521 /	3 333 000	120 000	0	3 453 000	0
Total Article 61521	**3 333 000**	**120 000**	**0**	**3 453 000**	**0**
97002 / 61522 /	7 312 986	394 143	0	7 707 129	0
Total Article 61522	**7 312 986**	**394 143**	**0**	**7 707 129**	**0**
97002 / 61528 /	29 819	0	0	29 819	0
Total Article 61528	**29 819**	**0**	**0**	**29 819**	**0**
97002 / 615511 /	2 614 582	44 665	0	2 659 247	0
Total Article 615511	**2 614 582**	**44 665**	**0**	**2 659 247**	**0**
97002 / 61552 /	29 723	0	0	29 723	0
Total Article 61552	**29 723**	**0**	**0**	**29 723**	**0**
97002 / 61553 /	175 505	0	0	175 505	0
Total Article 61553	**175 505**	**0**	**0**	**175 505**	**0**
97002 / 61558 /	3 947 213	77 876	0	4 025 089	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 61558	**3 947 213**	**77 876**	**0**	**4 025 089**	**0**
97002 / 6182 /	1 199 072	0	0	1 199 072	0
Total Article 6182	**1 199 072**	**0**	**0**	**1 199 072**	**0**
97002 / 6184 /	94 725	0	0	94 725	0
Total Article 6184	**94 725**	**0**	**0**	**94 725**	**0**
97002 / 62261 /	18 023 118	2 469 000	0	20 492 118	0
Total Article 62261	**18 023 118**	**2 469 000**	**0**	**20 492 118**	**0**
97002 / 62268 /	3 967 430	127 690	0	4 095 120	0
Total Article 62268	**3 967 430**	**127 690**	**0**	**4 095 120**	**0**
97002 / 6228 /	2 441 414	27 000	0	2 468 414	0
Total Article 6228	**2 441 414**	**27 000**	**0**	**2 468 414**	**0**
97002 / 6231 /	23 058	0	0	23 058	0
Total Article 6231	**23 058**	**0**	**0**	**23 058**	**0**
97002 / 6238 /	450 618	0	0	450 618	0
Total Article 6238	**450 618**	**0**	**0**	**450 618**	**0**
97002 / 6241 /	13 244 631	1 991 020	0	15 235 651	0
Total Article 6241	**13 244 631**	**1 991 020**	**0**	**15 235 651**	**0**
97002 / 62472 /	2 655 313	167 131	0	2 822 444	0
Total Article 62472	**2 655 313**	**167 131**	**0**	**2 822 444**	**0**
97002 / 6251 /	10 101 553	652 984	0	10 754 537	0
Total Article 6251	**10 101 553**	**652 984**	**0**	**10 754 537**	**0**
97002 / 6262 /	6 228 463	781 902	0	7 010 365	0
Total Article 6262	**6 228 463**	**781 902**	**0**	**7 010 365**	**0**
97002 / 6268 /	157 650	12 200	0	169 850	0
Total Article 6268	**157 650**	**12 200**	**0**	**169 850**	**0**
97002 / 6281 /	23 867	0	5 967	17 900	0
Total Article 6281	**23 867**	**0**	**5 967**	**17 900**	**0**
97002 / 6282 /	3 806 316	317 193	0	4 123 509	0
Total Article 6282	**3 806 316**	**317 193**	**0**	**4 123 509**	**0**
97002 / 6283 /	13 401 027	1 938 439	0	15 339 466	0
Total Article 6283	**13 401 027**	**1 938 439**	**0**	**15 339 466**	**0**
97002 / 6288 /	15 004 865	1 937 528	0	16 942 393	0
Total Article 6288	**15 004 865**	**1 937 528**	**0**	**16 942 393**	**0**
97002 / 6354 /	16 500	1 500	0	18 000	0
Total Article 6354	**16 500**	**1 500**	**0**	**18 000**	**0**
97002 / 6475 /	4 600	0	0	4 600	0
Total Article 6475	**4 600**	**0**	**0**	**4 600**	**0**
97002 / 6581 /	216 960	0	0	216 960	0
Total Article 6581	**216 960**	**0**	**0**	**216 960**	**0**
97002 / 674311 /	340 000 000	0	0	340 000 000	0
Total Article 674311	**340 000 000**	**0**	**0**	**340 000 000**	**0**
97002	**1 102 268 802**	**19 273 545**	**5 967**	**1 121 536 380**	**0**

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
97003 / 60612 /	0	1 085 819	0	1 085 819	0
Total Article 60612	**0**	**1 085 819**	**0**	**1 085 819**	**0**
97003 / 60622 /	435 257	16 190	0	451 447	0
Total Article 60622	**435 257**	**16 190**	**0**	**451 447**	**0**
97003 / 60624 /	2 907 270	28 927	0	2 936 197	0
Total Article 60624	**2 907 270**	**28 927**	**0**	**2 936 197**	**0**
97003 / 60626 /	368 139	21 390	0	389 529	0
Total Article 60626	**368 139**	**21 390**	**0**	**389 529**	**0**
97003 / 60628 /	14 444 214	1 383 093	0	15 827 307	0
Total Article 60628	**14 444 214**	**1 383 093**	**0**	**15 827 307**	**0**
97003 / 60631 /	553 224	0	0	553 224	0
Total Article 60631	**553 224**	**0**	**0**	**553 224**	**0**
97003 / 60632 /	2 621 289	0	0	2 621 289	0
Total Article 60632	**2 621 289**	**0**	**0**	**2 621 289**	**0**
97003 / 60634 /	10 521	0	0	10 521	0
Total Article 60634	**10 521**	**0**	**0**	**10 521**	**0**
97003 / 60635 /	5 990 255	2 325 893	0	8 316 148	0
Total Article 60635	**5 990 255**	**2 325 893**	**0**	**8 316 148**	**0**
97003 / 60638 /	11 288 242	99 998	0	11 388 240	0
Total Article 60638	**11 288 242**	**99 998**	**0**	**11 388 240**	**0**
97003 / 60641 /	2 890 161	0	0	2 890 161	0
Total Article 60641	**2 890 161**	**0**	**0**	**2 890 161**	**0**
97003 / 60642 /	1 414 267	0	0	1 414 267	0
Total Article 60642	**1 414 267**	**0**	**0**	**1 414 267**	**0**
97003 / 60648 /	20 114	0	0	20 114	0
Total Article 60648	**20 114**	**0**	**0**	**20 114**	**0**
97003 / 6066 /	20 930	0	0	20 930	0
Total Article 6066	**20 930**	**0**	**0**	**20 930**	**0**
97003 / 61351 /	2 545 864	489 397	0	3 035 261	0
Total Article 61351	**2 545 864**	**489 397**	**0**	**3 035 261**	**0**
97003 / 61358 /	8 000	6 500	0	14 500	0
Total Article 61358	**8 000**	**6 500**	**0**	**14 500**	**0**
97003 / 61522 /	64 975	526 223	0	591 198	0
Total Article 61522	**64 975**	**526 223**	**0**	**591 198**	**0**
97003 / 615511 /	2 144 115	0	0	2 144 115	0
Total Article 615511	**2 144 115**	**0**	**0**	**2 144 115**	**0**
97003 / 61558 /	1 706 352	91 100	0	1 797 452	0
Total Article 61558	**1 706 352**	**91 100**	**0**	**1 797 452**	**0**
97003 / 6161 /	240 124	0	0	240 124	0
Total Article 6161	**240 124**	**0**	**0**	**240 124**	**0**
97003 / 6182 /	196 974	0	0	196 974	0
	196 974	**0**	**0**	**196 974**	**0**

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6182					
97003 / 6184 /	7 730 299	3 592 166	0	11 322 465	0
Total Article 6184	**7 730 299**	**3 592 166**	**0**	**11 322 465**	**0**
97003 / 62261 /	75 863 200	2 000 000	0	77 863 200	0
Total Article 62261	**75 863 200**	**2 000 000**	**0**	**77 863 200**	**0**
97003 / 62268 /	23 278 326	5 288 014	0	28 566 340	0
Total Article 62268	**23 278 326**	**5 288 014**	**0**	**28 566 340**	**0**
97003 / 6227 /	51 268	0	0	51 268	0
Total Article 6227	**51 268**	**0**	**0**	**51 268**	**0**
97003 / 6228 /	146 900	0	0	146 900	0
Total Article 6228	**146 900**	**0**	**0**	**146 900**	**0**
97003 / 6236 /	294 197	0	0	294 197	0
Total Article 6236	**294 197**	**0**	**0**	**294 197**	**0**
97003 / 6238 /	224 520	0	0	224 520	0
Total Article 6238	**224 520**	**0**	**0**	**224 520**	**0**
97003 / 6241 /	1 224 725	67 321	0	1 292 046	0
Total Article 6241	**1 224 725**	**67 321**	**0**	**1 292 046**	**0**
97003 / 62471 /	1 073 432	0	0	1 073 432	0
Total Article 62471	**1 073 432**	**0**	**0**	**1 073 432**	**0**
97003 / 62472 /	6 531 716	807 861	0	7 339 577	0
Total Article 62472	**6 531 716**	**807 861**	**0**	**7 339 577**	**0**
97003 / 6251 /	12 433 732	1 754 973	0	14 188 705	0
Total Article 6251	**12 433 732**	**1 754 973**	**0**	**14 188 705**	**0**
97003 / 6255 /	345 000	180 000	0	525 000	0
Total Article 6255	**345 000**	**180 000**	**0**	**525 000**	**0**
97003 / 6261 /	132 000	0	0	132 000	0
Total Article 6261	**132 000**	**0**	**0**	**132 000**	**0**
97003 / 6262 /	86 061	81 491	0	167 552	0
Total Article 6262	**86 061**	**81 491**	**0**	**167 552**	**0**
97003 / 6268 /	3 500	0	0	3 500	0
Total Article 6268	**3 500**	**0**	**0**	**3 500**	**0**
97003 / 6283 /	0	293 800	0	293 800	0
Total Article 6283	**0**	**293 800**	**0**	**293 800**	**0**
97003 / 6288 /	27 821 749	9 875 377	0	37 697 126	0
Total Article 6288	**27 821 749**	**9 875 377**	**0**	**37 697 126**	**0**
97003 / 673 /	2 147	0	0	2 147	0
Total Article 673	**2 147**	**0**	**0**	**2 147**	**0**
97003	**207 113 059**	**30 015 533**	**0**	**237 128 592**	**0**
TOTAL MISSION 970	**8 507 725 851**	**301 304 993**	**137 839**	**8 808 893 005**	**0**
97101 / 60611 /	1 367 812	492 930	0	1 860 742	0
Total Article 60611	**1 367 812**	**492 930**	**0**	**1 860 742**	**0**

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
97101 / 60612 /	9 372 299	1 688 676	0	11 060 975	0
Total Article 60612	**9 372 299**	**1 688 676**	**0**	**11 060 975**	**0**
97101 / 60622 /	153 917	0	0	153 917	0
Total Article 60622	**153 917**	**0**	**0**	**153 917**	**0**
97101 / 60624 /	132 198	44 197	0	176 395	0
Total Article 60624	**132 198**	**44 197**	**0**	**176 395**	**0**
97101 / 60626 /	53 637	0	0	53 637	0
Total Article 60626	**53 637**	**0**	**0**	**53 637**	**0**
97101 / 60628 /	786 881	0	0	786 881	0
Total Article 60628	**786 881**	**0**	**0**	**786 881**	**0**
97101 / 60632 /	690 261	55 640	0	745 901	0
Total Article 60632	**690 261**	**55 640**	**0**	**745 901**	**0**
97101 / 60635 /	125 757	0	0	125 757	0
Total Article 60635	**125 757**	**0**	**0**	**125 757**	**0**
97101 / 60638 /	557 064	76 700	0	633 764	0
Total Article 60638	**557 064**	**76 700**	**0**	**633 764**	**0**
97101 / 60641 /	532 146	81 546	0	613 692	0
Total Article 60641	**532 146**	**81 546**	**0**	**613 692**	**0**
97101 / 60642 /	201 666	0	0	201 666	0
Total Article 60642	**201 666**	**0**	**0**	**201 666**	**0**
97101 / 6067 /	82 590	0	0	82 590	0
Total Article 6067	**82 590**	**0**	**0**	**82 590**	**0**
97101 / 6132 /	6 955 345	800 000	0	7 755 345	0
Total Article 6132	**6 955 345**	**800 000**	**0**	**7 755 345**	**0**
97101 / 61351 /	1 890 197	333 042	0	2 223 239	0
Total Article 61351	**1 890 197**	**333 042**	**0**	**2 223 239**	**0**
97101 / 61522 /	405 649	672 420	0	1 078 069	0
Total Article 61522	**405 649**	**672 420**	**0**	**1 078 069**	**0**
97101 / 61528 /	56 459	0	0	56 459	0
Total Article 61528	**56 459**	**0**	**0**	**56 459**	**0**
97101 / 615511 /	1 382 527	293 997	0	1 676 524	0
Total Article 615511	**1 382 527**	**293 997**	**0**	**1 676 524**	**0**
97101 / 61558 /	244 736	13 560	0	258 296	0
Total Article 61558	**244 736**	**13 560**	**0**	**258 296**	**0**
97101 / 6161 /	25 682	0	0	25 682	0
Total Article 6161	**25 682**	**0**	**0**	**25 682**	**0**
97101 / 6182 /	113 505	183 652	0	297 157	0
Total Article 6182	**113 505**	**183 652**	**0**	**297 157**	**0**
97101 / 6184 /	160 000	0	0	160 000	0
Total Article 6184	**160 000**	**0**	**0**	**160 000**	**0**
97101 / 6185 /	613 775	0	0	613 775	0
	613 775	**0**	**0**	**613 775**	**0**

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6185					
97101 / 62268 /	400 000	0	0	400 000	0
Total Article 62268	**400 000**	**0**	**0**	**400 000**	**0**
97101 / 6238 /	10 173 693	33 000	0	10 206 693	0
Total Article 6238	**10 173 693**	**33 000**	**0**	**10 206 693**	**0**
97101 / 6241 /	233 546	3 638	0	237 184	0
Total Article 6241	**233 546**	**3 638**	**0**	**237 184**	**0**
97101 / 62471 /	470 348	0	0	470 348	0
Total Article 62471	**470 348**	**0**	**0**	**470 348**	**0**
97101 / 62472 /	3 631 721	324 725	0	3 956 446	0
Total Article 62472	**3 631 721**	**324 725**	**0**	**3 956 446**	**0**
97101 / 6251 /	9 712 740	1 513 340	0	11 226 080	0
Total Article 6251	**9 712 740**	**1 513 340**	**0**	**11 226 080**	**0**
97101 / 6261 /	10 050	890	0	10 940	0
Total Article 6261	**10 050**	**890**	**0**	**10 940**	**0**
97101 / 6262 /	4 678 029	1 317 536	0	5 995 565	0
Total Article 6262	**4 678 029**	**1 317 536**	**0**	**5 995 565**	**0**
97101 / 6283 /	734 235	0	0	734 235	0
Total Article 6283	**734 235**	**0**	**0**	**734 235**	**0**
97101 / 6288 /	10 801 555	0	0	10 801 555	0
Total Article 6288	**10 801 555**	**0**	**0**	**10 801 555**	**0**
97101 / 6568 /	5 700 000	775 000	0	6 475 000	0
Total Article 6568	**5 700 000**	**775 000**	**0**	**6 475 000**	**0**
97101 / 657334 /	415 600 000	0	0	415 600 000	0
Total Article 657334	**415 600 000**	**0**	**0**	**415 600 000**	**0**
97101 / 6581 /	150 516	0	0	150 516	0
Total Article 6581	**150 516**	**0**	**0**	**150 516**	**0**
97101	**488 200 536**	**8 704 489**	**0**	**496 905 025**	**0**
97102 / 60612 /	8 500 000	2 107 042	0	10 607 042	0
Total Article 60612	**8 500 000**	**2 107 042**	**0**	**10 607 042**	**0**
97102 / 60622 /	60 000	120 000	0	180 000	0
Total Article 60622	**60 000**	**120 000**	**0**	**180 000**	**0**
97102 / 60624 /	261 248	0	0	261 248	0
Total Article 60624	**261 248**	**0**	**0**	**261 248**	**0**
97102 / 60628 /	69 516	0	0	69 516	0
Total Article 60628	**69 516**	**0**	**0**	**69 516**	**0**
97102 / 60632 /	186 946	220 081	0	407 027	0
Total Article 60632	**186 946**	**220 081**	**0**	**407 027**	**0**
97102 / 60635 /	11 500	0	0	11 500	0
Total Article 60635	**11 500**	**0**	**0**	**11 500**	**0**
97102 / 60638 /	36 707	0	0	36 707	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 60638	**36 707**	**0**	**0**	**36 707**	**0**
97102 / 60641 /	23 524	84 750	0	108 274	0
Total Article 60641	**23 524**	**84 750**	**0**	**108 274**	**0**
97102 / 60642 /	200 000	0	0	200 000	0
Total Article 60642	**200 000**	**0**	**0**	**200 000**	**0**
97102 / 6132 /	21 791 991	0	0	21 791 991	0
Total Article 6132	**21 791 991**	**0**	**0**	**21 791 991**	**0**
97102 / 61351 /	5 062 759	2 031 603	0	7 094 362	0
Total Article 61351	**5 062 759**	**2 031 603**	**0**	**7 094 362**	**0**
97102 / 61522 /	0	197 519	0	197 519	0
Total Article 61522	**0**	**197 519**	**0**	**197 519**	**0**
97102 / 615511 /	59 870	0	0	59 870	0
Total Article 615511	**59 870**	**0**	**0**	**59 870**	**0**
97102 / 62268 /	5 034 000	0	0	5 034 000	0
Total Article 62268	**5 034 000**	**0**	**0**	**5 034 000**	**0**
97102 / 6236 /	0	93 401	0	93 401	0
Total Article 6236	**0**	**93 401**	**0**	**93 401**	**0**
97102 / 6238 /	0	82 781	0	82 781	0
Total Article 6238	**0**	**82 781**	**0**	**82 781**	**0**
97102 / 6241 /	43 840	0	0	43 840	0
Total Article 6241	**43 840**	**0**	**0**	**43 840**	**0**
97102 / 62472 /	1 374 919	20 860	0	1 395 779	0
Total Article 62472	**1 374 919**	**20 860**	**0**	**1 395 779**	**0**
97102 / 6251 /	754 944	34 980	0	789 924	0
Total Article 6251	**754 944**	**34 980**	**0**	**789 924**	**0**
97102 / 6261 /	1 299 006	274 873	0	1 573 879	0
Total Article 6261	**1 299 006**	**274 873**	**0**	**1 573 879**	**0**
97102 / 6262 /	3 346 973	865 232	0	4 212 205	0
Total Article 6262	**3 346 973**	**865 232**	**0**	**4 212 205**	**0**
97102 / 6268 /	44 037	0	0	44 037	0
Total Article 6268	**44 037**	**0**	**0**	**44 037**	**0**
97102 / 6288 /	3 282 562	29 000	0	3 311 562	0
Total Article 6288	**3 282 562**	**29 000**	**0**	**3 311 562**	**0**
97102 / 6512 /	19 452 845	2 737 881	0	22 190 726	0
Total Article 6512	**19 452 845**	**2 737 881**	**0**	**22 190 726**	**0**
97102 / 65141 /	12 474 937	0	0	12 474 937	0
Total Article 65141	**12 474 937**	**0**	**0**	**12 474 937**	**0**
97102 / 65322 /	314 147	0	0	314 147	0
Total Article 65322	**314 147**	**0**	**0**	**314 147**	**0**
97102 / 657333 /	380 000 000	0	0	380 000 000	0
Total Article 657333	**380 000 000**	**0**	**0**	**380 000 000**	**0**
97102 / 657444C /	990 000	0	0	990 000	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 657444C	**990 000**	**0**	**0**	**990 000**	**0**
97102 / 6581 /	45 200	0	0	45 200	0
Total Article 6581	**45 200**	**0**	**0**	**45 200**	**0**
97102	**464 721 471**	**8 900 003**	**0**	**473 621 474**	**0**
97103 / 60611 /	94 129	1 400	0	95 529	0
Total Article 60611	**94 129**	**1 400**	**0**	**95 529**	**0**
97103 / 60612 /	7 312 953	264 235	0	7 577 188	0
Total Article 60612	**7 312 953**	**264 235**	**0**	**7 577 188**	**0**
97103 / 60622 /	3 646 651	695 168	0	4 341 819	0
Total Article 60622	**3 646 651**	**695 168**	**0**	**4 341 819**	**0**
97103 / 60624 /	2 799 627	0	0	2 799 627	0
Total Article 60624	**2 799 627**	**0**	**0**	**2 799 627**	**0**
97103 / 60626 /	249 742	0	0	249 742	0
Total Article 60626	**249 742**	**0**	**0**	**249 742**	**0**
97103 / 60628 /	320 174	0	0	320 174	0
Total Article 60628	**320 174**	**0**	**0**	**320 174**	**0**
97103 / 60631 /	200 979	0	0	200 979	0
Total Article 60631	**200 979**	**0**	**0**	**200 979**	**0**
97103 / 60632 /	2 094 772	0	0	2 094 772	0
Total Article 60632	**2 094 772**	**0**	**0**	**2 094 772**	**0**
97103 / 60634 /	539 138	0	0	539 138	0
Total Article 60634	**539 138**	**0**	**0**	**539 138**	**0**
97103 / 60635 /	88 785	601 460	0	690 245	0
Total Article 60635	**88 785**	**601 460**	**0**	**690 245**	**0**
97103 / 60638 /	1 136 003	0	0	1 136 003	0
Total Article 60638	**1 136 003**	**0**	**0**	**1 136 003**	**0**
97103 / 60641 /	1 394 729	341 536	0	1 736 265	0
Total Article 60641	**1 394 729**	**341 536**	**0**	**1 736 265**	**0**
97103 / 60642 /	980 246	0	0	980 246	0
Total Article 60642	**980 246**	**0**	**0**	**980 246**	**0**
97103 / 6068 /	13 522 000	182 000	0	13 704 000	0
Total Article 6068	**13 522 000**	**182 000**	**0**	**13 704 000**	**0**
97103 / 6132 /	861 150	0	0	861 150	0
Total Article 6132	**861 150**	**0**	**0**	**861 150**	**0**
97103 / 61351 /	13 990 515	1 946 191	0	15 936 706	0
Total Article 61351	**13 990 515**	**1 946 191**	**0**	**15 936 706**	**0**
97103 / 614 /	55 087	0	0	55 087	0
Total Article 614	**55 087**	**0**	**0**	**55 087**	**0**
97103 / 61521 /	5 091 216	391 000	0	5 482 216	0
Total Article 61521	**5 091 216**	**391 000**	**0**	**5 482 216**	**0**
97103 / 61522 /	2 787 645	1 015 070	0	3 802 715	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 61522	**2 787 645**	**1 015 070**	**0**	**3 802 715**	**0**
97103 / 615511 /	2 577 968	312 930	0	2 890 898	0
Total Article 615511	**2 577 968**	**312 930**	**0**	**2 890 898**	**0**
97103 / 61558 /	5 158 585	326 885	0	5 485 470	0
Total Article 61558	**5 158 585**	**326 885**	**0**	**5 485 470**	**0**
97103 / 6161 /	1 424 963	0	0	1 424 963	0
Total Article 6161	**1 424 963**	**0**	**0**	**1 424 963**	**0**
97103 / 6168 /	262 506	0	0	262 506	0
Total Article 6168	**262 506**	**0**	**0**	**262 506**	**0**
97103 / 617 /	7 317 106	0	0	7 317 106	0
Total Article 617	**7 317 106**	**0**	**0**	**7 317 106**	**0**
97103 / 6182 /	319 261	23 942	0	343 203	0
Total Article 6182	**319 261**	**23 942**	**0**	**343 203**	**0**
97103 / 6184 /	3 534 232	0	0	3 534 232	0
Total Article 6184	**3 534 232**	**0**	**0**	**3 534 232**	**0**
97103 / 6185 /	6 820 150	0	0	6 820 150	0
Total Article 6185	**6 820 150**	**0**	**0**	**6 820 150**	**0**
97103 / 62268 /	10 985 915	80 500	0	11 066 415	0
Total Article 62268	**10 985 915**	**80 500**	**0**	**11 066 415**	**0**
97103 / 6228 /	5 124 060	0	0	5 124 060	0
Total Article 6228	**5 124 060**	**0**	**0**	**5 124 060**	**0**
97103 / 6231 /	720 696	23 260	0	743 956	0
Total Article 6231	**720 696**	**23 260**	**0**	**743 956**	**0**
97103 / 6236 /	65 653	0	0	65 653	0
Total Article 6236	**65 653**	**0**	**0**	**65 653**	**0**
97103 / 6238 /	15 295 884	817 800	0	16 113 684	0
Total Article 6238	**15 295 884**	**817 800**	**0**	**16 113 684**	**0**
97103 / 6241 /	2 359 527	0	0	2 359 527	0
Total Article 6241	**2 359 527**	**0**	**0**	**2 359 527**	**0**
97103 / 62451 /	1 839 599 979	11 640 710	0	1 851 240 689	0
Total Article 62451	**1 839 599 979**	**11 640 710**	**0**	**1 851 240 689**	**0**
97103 / 62458 /	39 680	0	0	39 680	0
Total Article 62458	**39 680**	**0**	**0**	**39 680**	**0**
97103 / 62471 /	641 500	0	0	641 500	0
Total Article 62471	**641 500**	**0**	**0**	**641 500**	**0**
97103 / 62472 /	7 515 331	74 992	0	7 590 323	0
Total Article 62472	**7 515 331**	**74 992**	**0**	**7 590 323**	**0**
97103 / 6248 /	8 400	0	0	8 400	0
Total Article 6248	**8 400**	**0**	**0**	**8 400**	**0**
97103 / 6251 /	18 767 100	983 180	0	19 750 280	0
Total Article 6251	**18 767 100**	**983 180**	**0**	**19 750 280**	**0**
97103 / 6255 /	50 000	0	0	50 000	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6255	**50 000**	**0**	**0**	**50 000**	**0**
97103 / 6262 /	10 341 460	1 511 305	0	11 852 765	0
Total Article 6262	**10 341 460**	**1 511 305**	**0**	**11 852 765**	**0**
97103 / 6268 /	727 592	108 378	0	835 970	0
Total Article 6268	**727 592**	**108 378**	**0**	**835 970**	**0**
97103 / 6282 /	44 505 833	3 944 668	0	48 450 501	0
Total Article 6282	**44 505 833**	**3 944 668**	**0**	**48 450 501**	**0**
97103 / 6283 /	21 392 592	1 818 881	0	23 211 473	0
Total Article 6283	**21 392 592**	**1 818 881**	**0**	**23 211 473**	**0**
97103 / 6288 /	7 747 536	1 648 051	0	9 395 587	0
Total Article 6288	**7 747 536**	**1 648 051**	**0**	**9 395 587**	**0**
97103 / 63512 /	556 563	0	0	556 563	0
Total Article 63512	**556 563**	**0**	**0**	**556 563**	**0**
97103 / 6516 /	33 738 159	909 578	0	34 647 737	0
Total Article 6516	**33 738 159**	**909 578**	**0**	**34 647 737**	**0**
97103 / 65322 /	3 691 000	0	0	3 691 000	0
Total Article 65322	**3 691 000**	**0**	**0**	**3 691 000**	**0**
97103 / 6568 /	4 400 000	0	0	4 400 000	0
Total Article 6568	**4 400 000**	**0**	**0**	**4 400 000**	**0**
97103 / 657412 /	3 847 494	3 847 494	0	7 694 988	0
Total Article 657412	**3 847 494**	**3 847 494**	**0**	**7 694 988**	**0**
97103 / 657418 /	0	7 694 988	0	7 694 988	0
Total Article 657418	**0**	**7 694 988**	**0**	**7 694 988**	**0**
97103 / 657438 /	3 565 000	0	0	3 565 000	0
Total Article 657438	**3 565 000**	**0**	**0**	**3 565 000**	**0**
97103 / 6711 /	17 973	121 090	0	139 063	0
Total Article 6711	**17 973**	**121 090**	**0**	**139 063**	**0**
97103	**2 120 285 239**	**41 326 692**	**0**	**2 161 611 931**	**0**
97104 / 6527 /	11 413 455	0	0	11 413 455	0
Total Article 6527	**11 413 455**	**0**	**0**	**11 413 455**	**0**
97104 / 65288 /	94 980 296	27 983 565	0	122 963 861	0
Total Article 65288	**94 980 296**	**27 983 565**	**0**	**122 963 861**	**0**
97104 / 65748 /	404 000 000	77 500 000	0	481 500 000	0
Total Article 65748	**404 000 000**	**77 500 000**	**0**	**481 500 000**	**0**
97104	**510 393 751**	**105 483 565**	**0**	**615 877 316**	**0**
97105 / 6132 /	22 500	28 000	0	50 500	0
Total Article 6132	**22 500**	**28 000**	**0**	**50 500**	**0**
97105 / 61351 /	509 406	0	0	509 406	0
Total Article 61351	**509 406**	**0**	**0**	**509 406**	**0**
97105 / 617 /	734 500	0	0	734 500	0
Total Article 617	**734 500**	**0**	**0**	**734 500**	**0**

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
97105 / 6185 /	0	65 000	0	65 000	0
Total Article 6185	**0**	**65 000**	**0**	**65 000**	**0**
97105 / 62268 /	31 156 231	0	0	31 156 231	0
Total Article 62268	**31 156 231**	**0**	**0**	**31 156 231**	**0**
97105 / 6228 /	223 900	0	0	223 900	0
Total Article 6228	**223 900**	**0**	**0**	**223 900**	**0**
97105 / 6231 /	19 704	2 344 920	0	2 364 624	0
Total Article 6231	**19 704**	**2 344 920**	**0**	**2 364 624**	**0**
97105 / 6233 /	233 000	0	0	233 000	0
Total Article 6233	**233 000**	**0**	**0**	**233 000**	**0**
97105 / 6236 /	166 680	123 170	0	289 850	0
Total Article 6236	**166 680**	**123 170**	**0**	**289 850**	**0**
97105 / 6238 /	2 237 640	863 550	0	3 101 190	0
Total Article 6238	**2 237 640**	**863 550**	**0**	**3 101 190**	**0**
97105 / 6241 /	30 886	0	0	30 886	0
Total Article 6241	**30 886**	**0**	**0**	**30 886**	**0**
97105 / 62471 /	794 900	0	0	794 900	0
Total Article 62471	**794 900**	**0**	**0**	**794 900**	**0**
97105 / 62472 /	1 939 904	0	0	1 939 904	0
Total Article 62472	**1 939 904**	**0**	**0**	**1 939 904**	**0**
97105 / 6251 /	3 662 120	3 180	0	3 665 300	0
Total Article 6251	**3 662 120**	**3 180**	**0**	**3 665 300**	**0**
97105 / 6288 /	262 400	0	0	262 400	0
Total Article 6288	**262 400**	**0**	**0**	**262 400**	**0**
97105 / 65322 /	830 557	0	0	830 557	0
Total Article 65322	**830 557**	**0**	**0**	**830 557**	**0**
97105 / 6568 /	716 000	0	0	716 000	0
Total Article 6568	**716 000**	**0**	**0**	**716 000**	**0**
97105 / 657444B /	59 500 000	3 000 000	0	62 500 000	0
Total Article 657444B	**59 500 000**	**3 000 000**	**0**	**62 500 000**	**0**
97105 / 657444C /	101 992 589	11 197 209	0	113 189 798	0
Total Article 657444C	**101 992 589**	**11 197 209**	**0**	**113 189 798**	**0**
97105	**205 032 917**	**17 625 029**	**0**	**222 657 946**	**0**
97106 / 60611 /	365 183	0	0	365 183	0
Total Article 60611	**365 183**	**0**	**0**	**365 183**	**0**
97106 / 60612 /	7 934 179	0	0	7 934 179	0
Total Article 60612	**7 934 179**	**0**	**0**	**7 934 179**	**0**
97106 / 60622 /	260 100	14 136	0	274 236	0
Total Article 60622	**260 100**	**14 136**	**0**	**274 236**	**0**
97106 / 60624 /	1 051 460	0	0	1 051 460	0
Total Article 60624	**1 051 460**	**0**	**0**	**1 051 460**	**0**

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
97106 / 60626 /	302 296	93 200	0	395 496	0
Total Article 60626	**302 296**	**93 200**	**0**	**395 496**	**0**
97106 / 60628 /	22 371	0	0	22 371	0
Total Article 60628	**22 371**	**0**	**0**	**22 371**	**0**
97106 / 60631 /	166 668	0	0	166 668	0
Total Article 60631	**166 668**	**0**	**0**	**166 668**	**0**
97106 / 60632 /	1 182 587	0	0	1 182 587	0
Total Article 60632	**1 182 587**	**0**	**0**	**1 182 587**	**0**
97106 / 60634 /	659 672	24 990	0	684 662	0
Total Article 60634	**659 672**	**24 990**	**0**	**684 662**	**0**
97106 / 60635 /	608 623	0	0	608 623	0
Total Article 60635	**608 623**	**0**	**0**	**608 623**	**0**
97106 / 60638 /	1 067 688	0	0	1 067 688	0
Total Article 60638	**1 067 688**	**0**	**0**	**1 067 688**	**0**
97106 / 60641 /	1 010 051	0	0	1 010 051	0
Total Article 60641	**1 010 051**	**0**	**0**	**1 010 051**	**0**
97106 / 60642 /	496 501	266 394	0	762 895	0
Total Article 60642	**496 501**	**266 394**	**0**	**762 895**	**0**
97106 / 6132 /	5 402 200	463 500	0	5 865 700	0
Total Article 6132	**5 402 200**	**463 500**	**0**	**5 865 700**	**0**
97106 / 61351 /	1 300 025	114 472	0	1 414 497	0
Total Article 61351	**1 300 025**	**114 472**	**0**	**1 414 497**	**0**
97106 / 61358 /	12 990	0	0	12 990	0
Total Article 61358	**12 990**	**0**	**0**	**12 990**	**0**
97106 / 614 /	105 000	5 000	0	110 000	0
Total Article 614	**105 000**	**5 000**	**0**	**110 000**	**0**
97106 / 61521 /	678 000	0	0	678 000	0
Total Article 61521	**678 000**	**0**	**0**	**678 000**	**0**
97106 / 61522 /	3 531 215	1 630 639	0	5 161 854	0
Total Article 61522	**3 531 215**	**1 630 639**	**0**	**5 161 854**	**0**
97106 / 615511 /	928 045	0	0	928 045	0
Total Article 615511	**928 045**	**0**	**0**	**928 045**	**0**
97106 / 61558 /	780 803	70 645	0	851 448	0
Total Article 61558	**780 803**	**70 645**	**0**	**851 448**	**0**
97106 / 6161 /	168 879	0	0	168 879	0
Total Article 6161	**168 879**	**0**	**0**	**168 879**	**0**
97106 / 617 /	0	1 151 400	0	1 151 400	0
Total Article 617	**0**	**1 151 400**	**0**	**1 151 400**	**0**
97106 / 6182 /	127 406	0	0	127 406	0
Total Article 6182	**127 406**	**0**	**0**	**127 406**	**0**
97106 / 6184 /	75 000	57 000	0	132 000	0
	75 000	**57 000**	**0**	**132 000**	**0**

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6184					
97106 / 6185 /	1 922 300	0	0	1 922 300	0
Total Article 6185	**1 922 300**	**0**	**0**	**1 922 300**	**0**
97106 / 62268 /	10 988 118	771 120	0	11 759 238	0
Total Article 62268	**10 988 118**	**771 120**	**0**	**11 759 238**	**0**
97106 / 6227 /	41 860	0	0	41 860	0
Total Article 6227	**41 860**	**0**	**0**	**41 860**	**0**
97106 / 6228 /	2 283 289	0	0	2 283 289	0
Total Article 6228	**2 283 289**	**0**	**0**	**2 283 289**	**0**
97106 / 6231 /	2 814 543	1 077 862	0	3 892 405	0
Total Article 6231	**2 814 543**	**1 077 862**	**0**	**3 892 405**	**0**
97106 / 6236 /	1 235 020	2 974 501	0	4 209 521	0
Total Article 6236	**1 235 020**	**2 974 501**	**0**	**4 209 521**	**0**
97106 / 6238 /	66 789 524	0	0	66 789 524	0
Total Article 6238	**66 789 524**	**0**	**0**	**66 789 524**	**0**
97106 / 6241 /	1 756 090	0	0	1 756 090	0
Total Article 6241	**1 756 090**	**0**	**0**	**1 756 090**	**0**
97106 / 62458 /	8 129 538	19 930	0	8 149 468	0
Total Article 62458	**8 129 538**	**19 930**	**0**	**8 149 468**	**0**
97106 / 62471 /	1 976 918	0	0	1 976 918	0
Total Article 62471	**1 976 918**	**0**	**0**	**1 976 918**	**0**
97106 / 62472 /	2 236 841	125 100	0	2 361 941	0
Total Article 62472	**2 236 841**	**125 100**	**0**	**2 361 941**	**0**
97106 / 6251 /	6 137 796	187 620	0	6 325 416	0
Total Article 6251	**6 137 796**	**187 620**	**0**	**6 325 416**	**0**
97106 / 6255 /	70 000	0	0	70 000	0
Total Article 6255	**70 000**	**0**	**0**	**70 000**	**0**
97106 / 6261 /	241 929	24 800	0	266 729	0
Total Article 6261	**241 929**	**24 800**	**0**	**266 729**	**0**
97106 / 6262 /	3 164 519	218 405	0	3 382 924	0
Total Article 6262	**3 164 519**	**218 405**	**0**	**3 382 924**	**0**
97106 / 6268 /	201 174	16 000	1 115	216 059	0
Total Article 6268	**201 174**	**16 000**	**1 115**	**216 059**	**0**
97106 / 6281 /	532 190	561 125	0	1 093 315	0
Total Article 6281	**532 190**	**561 125**	**0**	**1 093 315**	**0**
97106 / 6283 /	3 150 818	214 248	0	3 365 066	0
Total Article 6283	**3 150 818**	**214 248**	**0**	**3 365 066**	**0**
97106 / 6288 /	11 855 811	759 925	23 823	12 591 913	0
Total Article 6288	**11 855 811**	**759 925**	**23 823**	**12 591 913**	**0**
97106 / 6513 /	14 200 000	0	0	14 200 000	0
Total Article 6513	**14 200 000**	**0**	**0**	**14 200 000**	**0**
97106 / 65288 /	0	45 107 398	0	45 107 398	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 65288	**0**	**45 107 398**	**0**	**45 107 398**	**0**
97106 / 65322 /	2 232 993	0	0	2 232 993	0
Total Article 65322	**2 232 993**	**0**	**0**	**2 232 993**	**0**
97106 / 6568 /	18 000 000	0	0	18 000 000	0
Total Article 6568	**18 000 000**	**0**	**0**	**18 000 000**	**0**
97106 / 657348A /	1 432 550 000	0	0	1 432 550 000	0
Total Article 657348A	**1 432 550 000**	**0**	**0**	**1 432 550 000**	**0**
97106 / 657444A /	100 444 188	0	0	100 444 188	0
Total Article 657444A	**100 444 188**	**0**	**0**	**100 444 188**	**0**
97106 / 657444B /	33 246 691	0	0	33 246 691	0
Total Article 657444B	**33 246 691**	**0**	**0**	**33 246 691**	**0**
97106 / 657444C /	230 230 028	12 388 000	0	242 618 028	0
Total Article 657444C	**230 230 028**	**12 388 000**	**0**	**242 618 028**	**0**
97106 / 657444D /	317 383 467	20 684 481	0	338 067 948	0
Total Article 657444D	**317 383 467**	**20 684 481**	**0**	**338 067 948**	**0**
97106	**2 302 052 587**	**89 021 891**	**24 938**	**2 391 049 540**	**0**
TOTAL MISSION 971	**6 090 686 501**	**271 061 669**	**24 938**	**6 361 723 232**	**0**
97301 / 60611 /	373 568	51 555	0	425 123	0
Total Article 60611	**373 568**	**51 555**	**0**	**425 123**	**0**
97301 / 60612 /	5 338 804	439 670	0	5 778 474	0
Total Article 60612	**5 338 804**	**439 670**	**0**	**5 778 474**	**0**
97301 / 60622 /	4 613 565	34 341	0	4 647 906	0
Total Article 60622	**4 613 565**	**34 341**	**0**	**4 647 906**	**0**
97301 / 60624 /	611 500	0	0	611 500	0
Total Article 60624	**611 500**	**0**	**0**	**611 500**	**0**
97301 / 60626 /	308 435	0	0	308 435	0
Total Article 60626	**308 435**	**0**	**0**	**308 435**	**0**
97301 / 60628 /	1 329 625	0	0	1 329 625	0
Total Article 60628	**1 329 625**	**0**	**0**	**1 329 625**	**0**
97301 / 60631 /	32 590	0	0	32 590	0
Total Article 60631	**32 590**	**0**	**0**	**32 590**	**0**
97301 / 60632 /	2 800 726	231 840	0	3 032 566	0
Total Article 60632	**2 800 726**	**231 840**	**0**	**3 032 566**	**0**
97301 / 60634 /	307 876	0	0	307 876	0
Total Article 60634	**307 876**	**0**	**0**	**307 876**	**0**
97301 / 60635 /	1 291 913	0	0	1 291 913	0
Total Article 60635	**1 291 913**	**0**	**0**	**1 291 913**	**0**
97301 / 60638 /	3 040 144	243 600	0	3 283 744	0
Total Article 60638	**3 040 144**	**243 600**	**0**	**3 283 744**	**0**
97301 / 60641 /	1 099 346	0	0	1 099 346	0
Total Article 60641	**1 099 346**	**0**	**0**	**1 099 346**	**0**

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
97301 / 60642 /	399 896	0	0	399 896	0
Total Article 60642	**399 896**	**0**	**0**	**399 896**	**0**
97301 / 6068 /	13 875	0	0	13 875	0
Total Article 6068	**13 875**	**0**	**0**	**13 875**	**0**
97301 / 6132 /	220 000	18 337	0	238 337	0
Total Article 6132	**220 000**	**18 337**	**0**	**238 337**	**0**
97301 / 61351 /	353 540	0	0	353 540	0
Total Article 61351	**353 540**	**0**	**0**	**353 540**	**0**
97301 / 61358 /	203 400	0	0	203 400	0
Total Article 61358	**203 400**	**0**	**0**	**203 400**	**0**
97301 / 61521 /	3 137 696	128 981	0	3 266 677	0
Total Article 61521	**3 137 696**	**128 981**	**0**	**3 266 677**	**0**
97301 / 61522 /	1 563 355	0	0	1 563 355	0
Total Article 61522	**1 563 355**	**0**	**0**	**1 563 355**	**0**
97301 / 61528 /	71 640	0	0	71 640	0
Total Article 61528	**71 640**	**0**	**0**	**71 640**	**0**
97301 / 615511 /	998 087	0	0	998 087	0
Total Article 615511	**998 087**	**0**	**0**	**998 087**	**0**
97301 / 615512 /	1 150 000	0	0	1 150 000	0
Total Article 615512	**1 150 000**	**0**	**0**	**1 150 000**	**0**
97301 / 61558 /	1 445 598	112 350	0	1 557 948	0
Total Article 61558	**1 445 598**	**112 350**	**0**	**1 557 948**	**0**
97301 / 6161 /	104 282	0	0	104 282	0
Total Article 6161	**104 282**	**0**	**0**	**104 282**	**0**
97301 / 6168 /	326 686	0	52 959	273 727	0
Total Article 6168	**326 686**	**0**	**52 959**	**273 727**	**0**
97301 / 617 /	91 814 512	8 243 976	0	100 058 488	0
Total Article 617	**91 814 512**	**8 243 976**	**0**	**100 058 488**	**0**
97301 / 6184 /	2 240 000	0	0	2 240 000	0
Total Article 6184	**2 240 000**	**0**	**0**	**2 240 000**	**0**
97301 / 6185 /	8 446 575	0	0	8 446 575	0
Total Article 6185	**8 446 575**	**0**	**0**	**8 446 575**	**0**
97301 / 6225 /	188 760	0	0	188 760	0
Total Article 6225	**188 760**	**0**	**0**	**188 760**	**0**
97301 / 62268 /	15 526 378	12 430	0	15 538 808	0
Total Article 62268	**15 526 378**	**12 430**	**0**	**15 538 808**	**0**
97301 / 6227 /	106 792	0	0	106 792	0
Total Article 6227	**106 792**	**0**	**0**	**106 792**	**0**
97301 / 6228 /	11 705 428	0	0	11 705 428	0
Total Article 6228	**11 705 428**	**0**	**0**	**11 705 428**	**0**
97301 / 6231 /	61 207	0	0	61 207	0
	61 207	**0**	**0**	**61 207**	**0**

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6231					
97301 / 6236 /	667 421	1 082 585	0	1 750 006	0
Total Article 6236	**667 421**	**1 082 585**	**0**	**1 750 006**	**0**
97301 / 6238 /	5 566 902	1 695 000	0	7 261 902	0
Total Article 6238	**5 566 902**	**1 695 000**	**0**	**7 261 902**	**0**
97301 / 6241 /	643 208	127 877	0	771 085	0
Total Article 6241	**643 208**	**127 877**	**0**	**771 085**	**0**
97301 / 62471 /	390 000	0	0	390 000	0
Total Article 62471	**390 000**	**0**	**0**	**390 000**	**0**
97301 / 62472 /	4 887 501	58 665	0	4 946 166	0
Total Article 62472	**4 887 501**	**58 665**	**0**	**4 946 166**	**0**
97301 / 6251 /	6 109 958	101 620	0	6 211 578	0
Total Article 6251	**6 109 958**	**101 620**	**0**	**6 211 578**	**0**
97301 / 6261 /	160 000	199 500	0	359 500	0
Total Article 6261	**160 000**	**199 500**	**0**	**359 500**	**0**
97301 / 6262 /	1 601 034	122 801	0	1 723 835	0
Total Article 6262	**1 601 034**	**122 801**	**0**	**1 723 835**	**0**
97301 / 6268 /	472 122	0	0	472 122	0
Total Article 6268	**472 122**	**0**	**0**	**472 122**	**0**
97301 / 6282 /	613 620	577 290	0	1 190 910	0
Total Article 6282	**613 620**	**577 290**	**0**	**1 190 910**	**0**
97301 / 6283 /	3 310 900	0	0	3 310 900	0
Total Article 6283	**3 310 900**	**0**	**0**	**3 310 900**	**0**
97301 / 6288 /	70 067 194	1 085 165	0	71 152 359	0
Total Article 6288	**70 067 194**	**1 085 165**	**0**	**71 152 359**	**0**
97301 / 6568 /	350 000	350 000	0	700 000	0
Total Article 6568	**350 000**	**350 000**	**0**	**700 000**	**0**
97301 / 657434 /	80 772 458	14 660 080	0	95 432 538	0
Total Article 657434	**80 772 458**	**14 660 080**	**0**	**95 432 538**	**0**
97301 / 6581 /	788 108	0	0	788 108	0
Total Article 6581	**788 108**	**0**	**0**	**788 108**	**0**
97301 / 6588 /	2 624 000	0	0	2 624 000	0
Total Article 6588	**2 624 000**	**0**	**0**	**2 624 000**	**0**
97301	**340 250 225**	**29 577 663**	**52 959**	**369 774 929**	**0**
97302 / 60622 /	268 000	0	0	268 000	0
Total Article 60622	**268 000**	**0**	**0**	**268 000**	**0**
97302 / 60635 /	232 383	0	0	232 383	0
Total Article 60635	**232 383**	**0**	**0**	**232 383**	**0**
97302 / 61351 /	15 100	0	0	15 100	0
Total Article 61351	**15 100**	**0**	**0**	**15 100**	**0**
97302 / 61521 /	190 000	0	0	190 000	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 61521	**190 000**	**0**	**0**	**190 000**	**0**
97302 / 61522 /	1 598 216	1 441 529	0	3 039 745	0
Total Article 61522	**1 598 216**	**1 441 529**	**0**	**3 039 745**	**0**
97302 / 61524 /	360 000	0	0	360 000	0
Total Article 61524	**360 000**	**0**	**0**	**360 000**	**0**
97302 / 61528 /	1 053 785	0	0	1 053 785	0
Total Article 61528	**1 053 785**	**0**	**0**	**1 053 785**	**0**
97302 / 61558 /	0	150 516	0	150 516	0
Total Article 61558	**0**	**150 516**	**0**	**150 516**	**0**
97302 / 617 /	13 800 351	3 675 000	0	17 475 351	0
Total Article 617	**13 800 351**	**3 675 000**	**0**	**17 475 351**	**0**
97302 / 6184 /	171 000	0	0	171 000	0
Total Article 6184	**171 000**	**0**	**0**	**171 000**	**0**
97302 / 6185 /	264 296	0	0	264 296	0
Total Article 6185	**264 296**	**0**	**0**	**264 296**	**0**
97302 / 62268 /	7 703 921	0	0	7 703 921	0
Total Article 62268	**7 703 921**	**0**	**0**	**7 703 921**	**0**
97302 / 6228 /	3 843 223	0	0	3 843 223	0
Total Article 6228	**3 843 223**	**0**	**0**	**3 843 223**	**0**
97302 / 6231 /	120 739	3 729 007	0	3 849 746	0
Total Article 6231	**120 739**	**3 729 007**	**0**	**3 849 746**	**0**
97302 / 6238 /	5 724 266	3 358 896	0	9 083 162	0
Total Article 6238	**5 724 266**	**3 358 896**	**0**	**9 083 162**	**0**
97302 / 6241 /	3 626 070	0	0	3 626 070	0
Total Article 6241	**3 626 070**	**0**	**0**	**3 626 070**	**0**
97302 / 62471 /	702 582	0	0	702 582	0
Total Article 62471	**702 582**	**0**	**0**	**702 582**	**0**
97302 / 62472 /	3 788	0	0	3 788	0
Total Article 62472	**3 788**	**0**	**0**	**3 788**	**0**
97302 / 6248 /	361 800	0	0	361 800	0
Total Article 6248	**361 800**	**0**	**0**	**361 800**	**0**
97302 / 6251 /	1 049 256	0	0	1 049 256	0
Total Article 6251	**1 049 256**	**0**	**0**	**1 049 256**	**0**
97302 / 6281 /	1 430 847	1 036 101	0	2 466 948	0
Total Article 6281	**1 430 847**	**1 036 101**	**0**	**2 466 948**	**0**
97302 / 6288 /	90 047 269	25 898 849	0	115 946 118	0
Total Article 6288	**90 047 269**	**25 898 849**	**0**	**115 946 118**	**0**
97302 / 6561 /	446 090 636	0	0	446 090 636	0
Total Article 6561	**446 090 636**	**0**	**0**	**446 090 636**	**0**
97302	**578 657 528**	**39 289 898**	**0**	**617 947 426**	**0**
97303 / 6182 /	754 905	812 421	0	1 567 326	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6182	**754 905**	**812 421**	**0**	**1 567 326**	**0**
97303 / 6184 /	0	42 714	0	42 714	0
Total Article 6184	**0**	**42 714**	**0**	**42 714**	**0**
97303 / 62268 /	463 000	0	0	463 000	0
Total Article 62268	**463 000**	**0**	**0**	**463 000**	**0**
97303 / 6231 /	1 289 871	1 924 593	0	3 214 464	0
Total Article 6231	**1 289 871**	**1 924 593**	**0**	**3 214 464**	**0**
97303 / 6236 /	61 895	941 870	0	1 003 765	0
Total Article 6236	**61 895**	**941 870**	**0**	**1 003 765**	**0**
97303 / 6238 /	27 566 509	6 663 855	0	34 230 364	0
Total Article 6238	**27 566 509**	**6 663 855**	**0**	**34 230 364**	**0**
97303	**30 136 180**	**10 385 453**	**0**	**40 521 633**	**0**
TOTAL MISSION 973	**949 043 933**	**79 253 014**	**52 959**	**1 028 243 988**	**0**
97401 / 60611 /	15 954 344	579 172	0	16 533 516	0
Total Article 60611	**15 954 344**	**579 172**	**0**	**16 533 516**	**0**
97401 / 60612 /	64 635 547	7 256 698	0	71 892 245	0
Total Article 60612	**64 635 547**	**7 256 698**	**0**	**71 892 245**	**0**
97401 / 60621 /	781 517	306 776	0	1 088 293	0
Total Article 60621	**781 517**	**306 776**	**0**	**1 088 293**	**0**
97401 / 60622 /	65 607 780	4 942 201	0	70 549 981	0
Total Article 60622	**65 607 780**	**4 942 201**	**0**	**70 549 981**	**0**
97401 / 60623 /	122 400	7 200	0	129 600	0
Total Article 60623	**122 400**	**7 200**	**0**	**129 600**	**0**
97401 / 60624 /	93 620 212	5 939 264	0	99 559 476	0
Total Article 60624	**93 620 212**	**5 939 264**	**0**	**99 559 476**	**0**
97401 / 60625 /	41 552 059	4 529 906	0	46 081 965	0
Total Article 60625	**41 552 059**	**4 529 906**	**0**	**46 081 965**	**0**
97401 / 60626 /	23 293 179	1 660 840	0	24 954 019	0
Total Article 60626	**23 293 179**	**1 660 840**	**0**	**24 954 019**	**0**
97401 / 60628 /	15 154 119	618 434	0	15 772 553	0
Total Article 60628	**15 154 119**	**618 434**	**0**	**15 772 553**	**0**
97401 / 60631 /	7 317 247	733 649	0	8 050 896	0
Total Article 60631	**7 317 247**	**733 649**	**0**	**8 050 896**	**0**
97401 / 60632 /	4 109 293	439 583	0	4 548 876	0
Total Article 60632	**4 109 293**	**439 583**	**0**	**4 548 876**	**0**
97401 / 60633 /	16 762	0	0	16 762	0
Total Article 60633	**16 762**	**0**	**0**	**16 762**	**0**
97401 / 60634 /	769 075	0	0	769 075	0
Total Article 60634	**769 075**	**0**	**0**	**769 075**	**0**
97401 / 60635 /	31 214 621	4 939 666	0	36 154 287	0
Total Article 60635	**31 214 621**	**4 939 666**	**0**	**36 154 287**	**0**

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
97401 / 60638 /	24 062 237	1 231 256	0	25 293 493	0
Total Article 60638	**24 062 237**	**1 231 256**	**0**	**25 293 493**	**0**
97401 / 60641 /	5 434 103	392 665	0	5 826 768	0
Total Article 60641	**5 434 103**	**392 665**	**0**	**5 826 768**	**0**
97401 / 60642 /	1 959 920	544 070	0	2 503 990	0
Total Article 60642	**1 959 920**	**544 070**	**0**	**2 503 990**	**0**
97401 / 6066 /	194 358	49 700	0	244 058	0
Total Article 6066	**194 358**	**49 700**	**0**	**244 058**	**0**
97401 / 6067 /	97 130	0	0	97 130	0
Total Article 6067	**97 130**	**0**	**0**	**97 130**	**0**
97401 / 61351 /	24 690 824	1 170 908	0	25 861 732	0
Total Article 61351	**24 690 824**	**1 170 908**	**0**	**25 861 732**	**0**
97401 / 61358 /	12 278 827	232 375	0	12 511 202	0
Total Article 61358	**12 278 827**	**232 375**	**0**	**12 511 202**	**0**
97401 / 61521 /	1 354 870	508 500	0	1 863 370	0
Total Article 61521	**1 354 870**	**508 500**	**0**	**1 863 370**	**0**
97401 / 61522 /	1 107 427	40 000	0	1 147 427	0
Total Article 61522	**1 107 427**	**40 000**	**0**	**1 147 427**	**0**
97401 / 61523 /	165 062 898	40 197 839	0	205 260 737	0
Total Article 61523	**165 062 898**	**40 197 839**	**0**	**205 260 737**	**0**
97401 / 61524 /	561 000	0	0	561 000	0
Total Article 61524	**561 000**	**0**	**0**	**561 000**	**0**
97401 / 61528 /	4 545 861	122 400	0	4 668 261	0
Total Article 61528	**4 545 861**	**122 400**	**0**	**4 668 261**	**0**
97401 / 615511 /	9 110 069	4 439 559	0	13 549 628	0
Total Article 615511	**9 110 069**	**4 439 559**	**0**	**13 549 628**	**0**
97401 / 615518 /	1 708 658	531 442	0	2 240 100	0
Total Article 615518	**1 708 658**	**531 442**	**0**	**2 240 100**	**0**
97401 / 61552 /	13 501 006	0	0	13 501 006	0
Total Article 61552	**13 501 006**	**0**	**0**	**13 501 006**	**0**
97401 / 61558 /	7 268 837	3 036 323	0	10 305 160	0
Total Article 61558	**7 268 837**	**3 036 323**	**0**	**10 305 160**	**0**
97401 / 6161 /	6 633 790	0	0	6 633 790	0
Total Article 6161	**6 633 790**	**0**	**0**	**6 633 790**	**0**
97401 / 6168 /	141 755	14 881	0	156 636	0
Total Article 6168	**141 755**	**14 881**	**0**	**156 636**	**0**
97401 / 617 /	11 971 039	0	0	11 971 039	0
Total Article 617	**11 971 039**	**0**	**0**	**11 971 039**	**0**
97401 / 6182 /	1 257 368	0	144 281	1 113 087	0
Total Article 6182	**1 257 368**	**0**	**144 281**	**1 113 087**	**0**
97401 / 6184 /	10 795 500	1 329 000	0	12 124 500	0
	10 795 500	**1 329 000**	**0**	**12 124 500**	**0**

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6184					
97401 / 6185 /	144 000	0	0	144 000	0
Total Article 6185	**144 000**	**0**	**0**	**144 000**	**0**
97401 / 62268 /	1 378 600	0	0	1 378 600	0
Total Article 62268	**1 378 600**	**0**	**0**	**1 378 600**	**0**
97401 / 6227 /	669 480	0	0	669 480	0
Total Article 6227	**669 480**	**0**	**0**	**669 480**	**0**
97401 / 6228 /	988 009	1 337 142	0	2 325 151	0
Total Article 6228	**988 009**	**1 337 142**	**0**	**2 325 151**	**0**
97401 / 6231 /	3 362 646	0	0	3 362 646	0
Total Article 6231	**3 362 646**	**0**	**0**	**3 362 646**	**0**
97401 / 6232 /	255 687	0	0	255 687	0
Total Article 6232	**255 687**	**0**	**0**	**255 687**	**0**
97401 / 6236 /	166 360	0	0	166 360	0
Total Article 6236	**166 360**	**0**	**0**	**166 360**	**0**
97401 / 6238 /	220 266	0	0	220 266	0
Total Article 6238	**220 266**	**0**	**0**	**220 266**	**0**
97401 / 6241 /	49 899 375	1 429 294	0	51 328 669	0
Total Article 6241	**49 899 375**	**1 429 294**	**0**	**51 328 669**	**0**
97401 / 62451 /	21 101	0	0	21 101	0
Total Article 62451	**21 101**	**0**	**0**	**21 101**	**0**
97401 / 62471 /	267 300	0	0	267 300	0
Total Article 62471	**267 300**	**0**	**0**	**267 300**	**0**
97401 / 62472 /	8 223 940	496 493	0	8 720 433	0
Total Article 62472	**8 223 940**	**496 493**	**0**	**8 720 433**	**0**
97401 / 6248 /	266 163	0	0	266 163	0
Total Article 6248	**266 163**	**0**	**0**	**266 163**	**0**
97401 / 6251 /	56 710 036	1 827 816	0	58 537 852	0
Total Article 6251	**56 710 036**	**1 827 816**	**0**	**58 537 852**	**0**
97401 / 6255 /	565 000	80 000	0	645 000	0
Total Article 6255	**565 000**	**80 000**	**0**	**645 000**	**0**
97401 / 6261 /	185 000	0	0	185 000	0
Total Article 6261	**185 000**	**0**	**0**	**185 000**	**0**
97401 / 6262 /	16 815 502	2 082 231	0	18 897 733	0
Total Article 6262	**16 815 502**	**2 082 231**	**0**	**18 897 733**	**0**
97401 / 6268 /	3 088 653	411 964	0	3 500 617	0
Total Article 6268	**3 088 653**	**411 964**	**0**	**3 500 617**	**0**
97401 / 6283 /	7 313 124	333 350	0	7 646 474	0
Total Article 6283	**7 313 124**	**333 350**	**0**	**7 646 474**	**0**
97401 / 6288 /	50 565 445	12 704 677	114 538	63 155 584	0
Total Article 6288	**50 565 445**	**12 704 677**	**114 538**	**63 155 584**	**0**
97401 / 6354 /	502 000	0	0	502 000	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6354	**502 000**	**0**	**0**	**502 000**	**0**
97401 / 6475 /	69 000	0	0	69 000	0
Total Article 6475	**69 000**	**0**	**0**	**69 000**	**0**
97401 / 6478 /	13 800	0	0	13 800	0
Total Article 6478	**13 800**	**0**	**0**	**13 800**	**0**
97401 / 6581 /	2 137 373	0	759 586	1 377 787	0
Total Article 6581	**2 137 373**	**0**	**759 586**	**1 377 787**	**0**
97401 / 6711 /	4 577	3 310 442	0	3 315 019	0
Total Article 6711	**4 577**	**3 310 442**	**0**	**3 315 019**	**0**
97401 / 6718 /	7 094 622	0	0	7 094 622	0
Total Article 6718	**7 094 622**	**0**	**0**	**7 094 622**	**0**
97401 / 673 /	0	1 806 401	0	1 806 401	0
Total Article 673	**0**	**1 806 401**	**0**	**1 806 401**	**0**
97401 / 678 /	964 314	0	0	964 314	0
Total Article 678	**964 314**	**0**	**0**	**964 314**	**0**
97401	**879 777 005**	**111 614 117**	**1 018 405**	**990 372 717**	**0**
97402 / 60611 /	201 451	10 555	0	212 006	0
Total Article 60611	**201 451**	**10 555**	**0**	**212 006**	**0**
97402 / 60612 /	5 569 387	423 496	0	5 992 883	0
Total Article 60612	**5 569 387**	**423 496**	**0**	**5 992 883**	**0**
97402 / 60621 /	110 071	0	0	110 071	0
Total Article 60621	**110 071**	**0**	**0**	**110 071**	**0**
97402 / 60622 /	268 748	20 437	0	289 185	0
Total Article 60622	**268 748**	**20 437**	**0**	**289 185**	**0**
97402 / 60623 /	5 610	0	0	5 610	0
Total Article 60623	**5 610**	**0**	**0**	**5 610**	**0**
97402 / 60624 /	1 656 026	905 413	0	2 561 439	0
Total Article 60624	**1 656 026**	**905 413**	**0**	**2 561 439**	**0**
97402 / 60626 /	795 925	0	0	795 925	0
Total Article 60626	**795 925**	**0**	**0**	**795 925**	**0**
97402 / 60628 /	331 286	0	0	331 286	0
Total Article 60628	**331 286**	**0**	**0**	**331 286**	**0**
97402 / 60631 /	471 337	0	0	471 337	0
Total Article 60631	**471 337**	**0**	**0**	**471 337**	**0**
97402 / 60634 /	8 540	0	0	8 540	0
Total Article 60634	**8 540**	**0**	**0**	**8 540**	**0**
97402 / 60635 /	3 328 207	0	0	3 328 207	0
Total Article 60635	**3 328 207**	**0**	**0**	**3 328 207**	**0**
97402 / 60638 /	2 692 534	13 451 360	0	16 143 894	0
Total Article 60638	**2 692 534**	**13 451 360**	**0**	**16 143 894**	**0**
97402 / 60641 /	316 853	0	0	316 853	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 60641	**316 853**	**0**	**0**	**316 853**	**0**
97402 / 6066 /	75 704	0	0	75 704	0
Total Article 6066	**75 704**	**0**	**0**	**75 704**	**0**
97402 / 6132 /	5 892 260	1 386 900	0	7 279 160	0
Total Article 6132	**5 892 260**	**1 386 900**	**0**	**7 279 160**	**0**
97402 / 61351 /	3 508 167	150 239	0	3 658 406	0
Total Article 61351	**3 508 167**	**150 239**	**0**	**3 658 406**	**0**
97402 / 61522 /	86 739	0	0	86 739	0
Total Article 61522	**86 739**	**0**	**0**	**86 739**	**0**
97402 / 61528 /	187 275	2 970 770	0	3 158 045	0
Total Article 61528	**187 275**	**2 970 770**	**0**	**3 158 045**	**0**
97402 / 615511 /	40 372	40 724	0	81 096	0
Total Article 615511	**40 372**	**40 724**	**0**	**81 096**	**0**
97402 / 61552 /	299 154	0	0	299 154	0
Total Article 61552	**299 154**	**0**	**0**	**299 154**	**0**
97402 / 61558 /	307 285	0	0	307 285	0
Total Article 61558	**307 285**	**0**	**0**	**307 285**	**0**
97402 / 6168 /	630 600	0	0	630 600	0
Total Article 6168	**630 600**	**0**	**0**	**630 600**	**0**
97402 / 6184 /	1 569 805	180 000	0	1 749 805	0
Total Article 6184	**1 569 805**	**180 000**	**0**	**1 749 805**	**0**
97402 / 62268 /	4 112 175	0	0	4 112 175	0
Total Article 62268	**4 112 175**	**0**	**0**	**4 112 175**	**0**
97402 / 6227 /	54 636	0	0	54 636	0
Total Article 6227	**54 636**	**0**	**0**	**54 636**	**0**
97402 / 6228 /	134 917	0	0	134 917	0
Total Article 6228	**134 917**	**0**	**0**	**134 917**	**0**
97402 / 6231 /	1 306 322	0	0	1 306 322	0
Total Article 6231	**1 306 322**	**0**	**0**	**1 306 322**	**0**
97402 / 6241 /	2 304 863	959 815	0	3 264 678	0
Total Article 6241	**2 304 863**	**959 815**	**0**	**3 264 678**	**0**
97402 / 62472 /	3 381 686	223 796	0	3 605 482	0
Total Article 62472	**3 381 686**	**223 796**	**0**	**3 605 482**	**0**
97402 / 6251 /	6 898 109	298 869	0	7 196 978	0
Total Article 6251	**6 898 109**	**298 869**	**0**	**7 196 978**	**0**
97402 / 6262 /	2 151 022	159 919	0	2 310 941	0
Total Article 6262	**2 151 022**	**159 919**	**0**	**2 310 941**	**0**
97402 / 6268 /	152 200	12 200	0	164 400	0
Total Article 6268	**152 200**	**12 200**	**0**	**164 400**	**0**
97402 / 6283 /	3 570 800	107 350	0	3 678 150	0
Total Article 6283	**3 570 800**	**107 350**	**0**	**3 678 150**	**0**
97402 / 6288 /	3 802 660	26 400	0	3 829 060	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6288	**3 802 660**	**26 400**	**0**	**3 829 060**	**0**
97402 / 6581 /	209 666	0	0	209 666	0
Total Article 6581	**209 666**	**0**	**0**	**209 666**	**0**
97402 / 6711 /	11 382 588	0	0	11 382 588	0
Total Article 6711	**11 382 588**	**0**	**0**	**11 382 588**	**0**
97402 / 6718 /	18 230 959	0	0	18 230 959	0
Total Article 6718	**18 230 959**	**0**	**0**	**18 230 959**	**0**
97402	**86 045 939**	**21 328 243**	**0**	**107 374 182**	**0**
97403 / 60611 /	0	238 386	0	238 386	0
Total Article 60611	**0**	**238 386**	**0**	**238 386**	**0**
97403 / 60612 /	1 912 864	271 490	0	2 184 354	0
Total Article 60612	**1 912 864**	**271 490**	**0**	**2 184 354**	**0**
97403 / 60622 /	12 147 670	2 488 000	0	14 635 670	0
Total Article 60622	**12 147 670**	**2 488 000**	**0**	**14 635 670**	**0**
97403 / 60624 /	1 022 733	746 817	0	1 769 550	0
Total Article 60624	**1 022 733**	**746 817**	**0**	**1 769 550**	**0**
97403 / 60625 /	1 760 619	999 719	0	2 760 338	0
Total Article 60625	**1 760 619**	**999 719**	**0**	**2 760 338**	**0**
97403 / 60626 /	10 649 853	1 239 633	0	11 889 486	0
Total Article 60626	**10 649 853**	**1 239 633**	**0**	**11 889 486**	**0**
97403 / 60628 /	168 020	302 346	0	470 366	0
Total Article 60628	**168 020**	**302 346**	**0**	**470 366**	**0**
97403 / 60631 /	637 000	60 054	0	697 054	0
Total Article 60631	**637 000**	**60 054**	**0**	**697 054**	**0**
97403 / 60635 /	682 543	0	0	682 543	0
Total Article 60635	**682 543**	**0**	**0**	**682 543**	**0**
97403 / 60641 /	0	598 953	0	598 953	0
Total Article 60641	**0**	**598 953**	**0**	**598 953**	**0**
97403 / 61351 /	90 000	35 127 414	0	35 217 414	0
Total Article 61351	**90 000**	**35 127 414**	**0**	**35 217 414**	**0**
97403 / 61521 /	38 136 176	10 451 667	0	48 587 843	0
Total Article 61521	**38 136 176**	**10 451 667**	**0**	**48 587 843**	**0**
97403 / 61523 /	64 759 915	46 150 916	0	110 910 831	0
Total Article 61523	**64 759 915**	**46 150 916**	**0**	**110 910 831**	**0**
97403 / 61524 /	2 316 500	0	0	2 316 500	0
Total Article 61524	**2 316 500**	**0**	**0**	**2 316 500**	**0**
97403 / 61528 /	169 500	2 350 400	0	2 519 900	0
Total Article 61528	**169 500**	**2 350 400**	**0**	**2 519 900**	**0**
97403 / 61552 /	0	870 526	0	870 526	0
Total Article 61552	**0**	**870 526**	**0**	**870 526**	**0**
97403 / 61558 /	1 334 160	1 320 000	0	2 654 160	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 61558	**1 334 160**	**1 320 000**	**0**	**2 654 160**	**0**
97403 / 6231 /	67 915	0	0	67 915	0
Total Article 6231	**67 915**	**0**	**0**	**67 915**	**0**
97403 / 6241 /	945 459	44 778	0	990 237	0
Total Article 6241	**945 459**	**44 778**	**0**	**990 237**	**0**
97403 / 62472 /	283 831	269 920	0	553 751	0
Total Article 62472	**283 831**	**269 920**	**0**	**553 751**	**0**
97403 / 6251 /	1 631 658	870 334	0	2 501 992	0
Total Article 6251	**1 631 658**	**870 334**	**0**	**2 501 992**	**0**
97403 / 6262 /	166 412	0	0	166 412	0
Total Article 6262	**166 412**	**0**	**0**	**166 412**	**0**
97403 / 6288 /	48 003 257	3 891 948	0	51 895 205	0
Total Article 6288	**48 003 257**	**3 891 948**	**0**	**51 895 205**	**0**
97403 / 6718 /	13 725 221	0	0	13 725 221	0
Total Article 6718	**13 725 221**	**0**	**0**	**13 725 221**	**0**
97403	**200 611 306**	**108 293 301**	**0**	**308 904 607**	**0**
97404 / 60611 /	282 352	0	0	282 352	0
Total Article 60611	**282 352**	**0**	**0**	**282 352**	**0**
97404 / 60612 /	651 894	76 773	0	728 667	0
Total Article 60612	**651 894**	**76 773**	**0**	**728 667**	**0**
97404 / 60622 /	5 944	0	0	5 944	0
Total Article 60622	**5 944**	**0**	**0**	**5 944**	**0**
97404 / 60624 /	119 886	0	0	119 886	0
Total Article 60624	**119 886**	**0**	**0**	**119 886**	**0**
97404 / 60634 /	20 490	0	0	20 490	0
Total Article 60634	**20 490**	**0**	**0**	**20 490**	**0**
97404 / 60638 /	354 018	0	0	354 018	0
Total Article 60638	**354 018**	**0**	**0**	**354 018**	**0**
97404 / 60641 /	201 141	0	0	201 141	0
Total Article 60641	**201 141**	**0**	**0**	**201 141**	**0**
97404 / 60642 /	8 294	0	0	8 294	0
Total Article 60642	**8 294**	**0**	**0**	**8 294**	**0**
97404 / 6066 /	16 487	0	0	16 487	0
Total Article 6066	**16 487**	**0**	**0**	**16 487**	**0**
97404 / 6132 /	4 361 775	0	0	4 361 775	0
Total Article 6132	**4 361 775**	**0**	**0**	**4 361 775**	**0**
97404 / 61351 /	329 916	0	0	329 916	0
Total Article 61351	**329 916**	**0**	**0**	**329 916**	**0**
97404 / 61521 /	210 956	0	0	210 956	0
Total Article 61521	**210 956**	**0**	**0**	**210 956**	**0**
97404 / 61522 /	397 541	0	0	397 541	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 61522	**397 541**	**0**	**0**	**397 541**	**0**
97404 / 615511 /	121 940	0	0	121 940	0
Total Article 615511	**121 940**	**0**	**0**	**121 940**	**0**
97404 / 61558 /	38 527	16 567	0	55 094	0
Total Article 61558	**38 527**	**16 567**	**0**	**55 094**	**0**
97404 / 6161 /	38 523	0	0	38 523	0
Total Article 6161	**38 523**	**0**	**0**	**38 523**	**0**
97404 / 617 /	3 905 278	319 960	0	4 225 238	0
Total Article 617	**3 905 278**	**319 960**	**0**	**4 225 238**	**0**
97404 / 6182 /	26 678 305	0	0	26 678 305	0
Total Article 6182	**26 678 305**	**0**	**0**	**26 678 305**	**0**
97404 / 6184 /	168 556	0	0	168 556	0
Total Article 6184	**168 556**	**0**	**0**	**168 556**	**0**
97404 / 62268 /	48 918 133	2 156 040	0	51 074 173	0
Total Article 62268	**48 918 133**	**2 156 040**	**0**	**51 074 173**	**0**
97404 / 6231 /	342 326	0	0	342 326	0
Total Article 6231	**342 326**	**0**	**0**	**342 326**	**0**
97404 / 6236 /	1 024 040	65 073	0	1 089 113	0
Total Article 6236	**1 024 040**	**65 073**	**0**	**1 089 113**	**0**
97404 / 6238 /	3 508 848	440 700	0	3 949 548	0
Total Article 6238	**3 508 848**	**440 700**	**0**	**3 949 548**	**0**
97404 / 6241 /	0	26 040	0	26 040	0
Total Article 6241	**0**	**26 040**	**0**	**26 040**	**0**
97404 / 62472 /	29 193	0	0	29 193	0
Total Article 62472	**29 193**	**0**	**0**	**29 193**	**0**
97404 / 6251 /	22 260	0	0	22 260	0
Total Article 6251	**22 260**	**0**	**0**	**22 260**	**0**
97404 / 6261 /	73 500	0	0	73 500	0
Total Article 6261	**73 500**	**0**	**0**	**73 500**	**0**
97404 / 6262 /	1 378 464	43 763	0	1 422 227	0
Total Article 6262	**1 378 464**	**43 763**	**0**	**1 422 227**	**0**
97404 / 6268 /	76 212	6 274	0	82 486	0
Total Article 6268	**76 212**	**6 274**	**0**	**82 486**	**0**
97404 / 6283 /	903 972	75 331	0	979 303	0
Total Article 6283	**903 972**	**75 331**	**0**	**979 303**	**0**
97404 / 6288 /	35 774 559	192 000	0	35 966 559	0
Total Article 6288	**35 774 559**	**192 000**	**0**	**35 966 559**	**0**
97404 / 6358 /	712 825	0	0	712 825	0
Total Article 6358	**712 825**	**0**	**0**	**712 825**	**0**
97404 / 657318 /	6 185 951	1 388 275	0	7 574 226	0
Total Article 657318	**6 185 951**	**1 388 275**	**0**	**7 574 226**	**0**
97404 / 657415 /	750 000	750 000	0	1 500 000	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 657415	**750 000**	**750 000**	**0**	**1 500 000**	**0**
97404 / 657468 /	749 999	0	0	749 999	0
Total Article 657468	**749 999**	**0**	**0**	**749 999**	**0**
97404 / 65748 /	6 861 573	3 430 786	0	10 292 359	0
Total Article 65748	**6 861 573**	**3 430 786**	**0**	**10 292 359**	**0**
97404 / 6581 /	130 176	0	0	130 176	0
Total Article 6581	**130 176**	**0**	**0**	**130 176**	**0**
97404 / 673 /	2 526 580	0	0	2 526 580	0
Total Article 673	**2 526 580**	**0**	**0**	**2 526 580**	**0**
97404 / 6815 /	310 412 008	0	0	310 412 008	0
Total Article 6815	**310 412 008**	**0**	**0**	**310 412 008**	**0**
97404	**458 292 442**	**8 987 582**	**0**	**467 280 024**	**0**
97405 / 60634 /	118 740	0	0	118 740	0
Total Article 60634	**118 740**	**0**	**0**	**118 740**	**0**
97405 / 6066 /	65 050	0	0	65 050	0
Total Article 6066	**65 050**	**0**	**0**	**65 050**	**0**
97405 / 6132 /	15 600 000	0	0	15 600 000	0
Total Article 6132	**15 600 000**	**0**	**0**	**15 600 000**	**0**
97405 / 614 /	42 000	0	0	42 000	0
Total Article 614	**42 000**	**0**	**0**	**42 000**	**0**
97405 / 61558 /	232 695	0	0	232 695	0
Total Article 61558	**232 695**	**0**	**0**	**232 695**	**0**
97405 / 6182 /	127 406	0	0	127 406	0
Total Article 6182	**127 406**	**0**	**0**	**127 406**	**0**
97405 / 62268 /	20 419 857	0	0	20 419 857	0
Total Article 62268	**20 419 857**	**0**	**0**	**20 419 857**	**0**
97405 / 6228 /	16 030 144	0	0	16 030 144	0
Total Article 6228	**16 030 144**	**0**	**0**	**16 030 144**	**0**
97405 / 6231 /	2 344 750	0	0	2 344 750	0
Total Article 6231	**2 344 750**	**0**	**0**	**2 344 750**	**0**
97405 / 6236 /	193 795	0	0	193 795	0
Total Article 6236	**193 795**	**0**	**0**	**193 795**	**0**
97405 / 6238 /	3 806 104	0	0	3 806 104	0
Total Article 6238	**3 806 104**	**0**	**0**	**3 806 104**	**0**
97405 / 6261 /	13 000	0	0	13 000	0
Total Article 6261	**13 000**	**0**	**0**	**13 000**	**0**
97405 / 6262 /	147 912	0	0	147 912	0
Total Article 6262	**147 912**	**0**	**0**	**147 912**	**0**
97405 / 6268 /	507 696	0	0	507 696	0
Total Article 6268	**507 696**	**0**	**0**	**507 696**	**0**
97405 / 6525 /	205 326 243	48 286 092	0	253 612 335	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6525	**205 326 243**	**48 286 092**	**0**	**253 612 335**	**0**
97405 / 65288 /	0	149 970	0	149 970	0
Total Article 65288	**0**	**149 970**	**0**	**149 970**	**0**
97405 / 657468 /	10 000 000	0	0	10 000 000	0
Total Article 657468	**10 000 000**	**0**	**0**	**10 000 000**	**0**
97405 / 674381 /	0	1 000 000 000	0	1 000 000 000	0
Total Article 674381	**0**	**1 000 000 000**	**0**	**1 000 000 000**	**0**
97405 / 674382 /	1 400 000 000	0	0	1 400 000 000	0
Total Article 674382	**1 400 000 000**	**0**	**0**	**1 400 000 000**	**0**
97405	**1 674 975 392**	**1 048 436 062**	**0**	**2 723 411 454**	**0**
97406 / 6744 /	1 000 000 000	62 000 000	0	1 062 000 000	0
Total Article 6744	**1 000 000 000**	**62 000 000**	**0**	**1 062 000 000**	**0**
97406	**1 000 000 000**	**62 000 000**	**0**	**1 062 000 000**	**0**
TOTAL MISSION 974	**4 299 702 084**	**1 360 659 305**	**1 018 405**	**5 659 342 984**	**0**
97501 / 60611 /	747 642	88 000	0	835 642	0
Total Article 60611	**747 642**	**88 000**	**0**	**835 642**	**0**
97501 / 60612 /	7 595 214	1 510 000	0	9 105 214	0
Total Article 60612	**7 595 214**	**1 510 000**	**0**	**9 105 214**	**0**
97501 / 60622 /	560 958	90 000	0	650 958	0
Total Article 60622	**560 958**	**90 000**	**0**	**650 958**	**0**
97501 / 60623 /	84 700	25 198	0	109 898	0
Total Article 60623	**84 700**	**25 198**	**0**	**109 898**	**0**
97501 / 60624 /	435 554	0	0	435 554	0
Total Article 60624	**435 554**	**0**	**0**	**435 554**	**0**
97501 / 60626 /	139 604	0	0	139 604	0
Total Article 60626	**139 604**	**0**	**0**	**139 604**	**0**
97501 / 60628 /	139 121	0	0	139 121	0
Total Article 60628	**139 121**	**0**	**0**	**139 121**	**0**
97501 / 60631 /	41 695	0	0	41 695	0
Total Article 60631	**41 695**	**0**	**0**	**41 695**	**0**
97501 / 60632 /	1 865 833	0	0	1 865 833	0
Total Article 60632	**1 865 833**	**0**	**0**	**1 865 833**	**0**
97501 / 60634 /	194 870	150 153	0	345 023	0
Total Article 60634	**194 870**	**150 153**	**0**	**345 023**	**0**
97501 / 60635 /	2 113 292	0	0	2 113 292	0
Total Article 60635	**2 113 292**	**0**	**0**	**2 113 292**	**0**
97501 / 60638 /	1 602 878	435 836	0	2 038 714	0
Total Article 60638	**1 602 878**	**435 836**	**0**	**2 038 714**	**0**
97501 / 60641 /	3 217 888	0	0	3 217 888	0
Total Article 60641	**3 217 888**	**0**	**0**	**3 217 888**	**0**

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
97501 / 60642 /	11 713 344	0	0	11 713 344	0
Total Article 60642	**11 713 344**	**0**	**0**	**11 713 344**	**0**
97501 / 6066 /	15 200	0	0	15 200	0
Total Article 6066	**15 200**	**0**	**0**	**15 200**	**0**
97501 / 611 /	1 111 380 281	284 354 730	0	1 395 735 011	0
Total Article 611	**1 111 380 281**	**284 354 730**	**0**	**1 395 735 011**	**0**
97501 / 6132 /	2 622 500	0	0	2 622 500	0
Total Article 6132	**2 622 500**	**0**	**0**	**2 622 500**	**0**
97501 / 61351 /	2 257 355	202 964	0	2 460 319	0
Total Article 61351	**2 257 355**	**202 964**	**0**	**2 460 319**	**0**
97501 / 61521 /	3 474 750	0	0	3 474 750	0
Total Article 61521	**3 474 750**	**0**	**0**	**3 474 750**	**0**
97501 / 61522 /	2 470 406	0	0	2 470 406	0
Total Article 61522	**2 470 406**	**0**	**0**	**2 470 406**	**0**
97501 / 615511 /	624 149	0	0	624 149	0
Total Article 615511	**624 149**	**0**	**0**	**624 149**	**0**
97501 / 61558 /	998 785	0	0	998 785	0
Total Article 61558	**998 785**	**0**	**0**	**998 785**	**0**
97501 / 6161 /	184 487	0	0	184 487	0
Total Article 6161	**184 487**	**0**	**0**	**184 487**	**0**
97501 / 6168 /	242 891	0	169 691	73 200	0
Total Article 6168	**242 891**	**0**	**169 691**	**73 200**	**0**
97501 / 617 /	10 945 200	1 328 880	0	12 274 080	0
Total Article 617	**10 945 200**	**1 328 880**	**0**	**12 274 080**	**0**
97501 / 6182 /	293 982	0	33 062	260 920	0
Total Article 6182	**293 982**	**0**	**33 062**	**260 920**	**0**
97501 / 6184 /	480 000	0	0	480 000	0
Total Article 6184	**480 000**	**0**	**0**	**480 000**	**0**
97501 / 6185 /	3 753 724	0	0	3 753 724	0
Total Article 6185	**3 753 724**	**0**	**0**	**3 753 724**	**0**
97501 / 62268 /	10 226 024	3 845 105	0	14 071 129	0
Total Article 62268	**10 226 024**	**3 845 105**	**0**	**14 071 129**	**0**
97501 / 6227 /	67 150	0	0	67 150	0
Total Article 6227	**67 150**	**0**	**0**	**67 150**	**0**
97501 / 6231 /	16 821 977	1 213 416	0	18 035 393	0
Total Article 6231	**16 821 977**	**1 213 416**	**0**	**18 035 393**	**0**
97501 / 6232 /	11 575 001	0	0	11 575 001	0
Total Article 6232	**11 575 001**	**0**	**0**	**11 575 001**	**0**
97501 / 6236 /	771 106	0	0	771 106	0
Total Article 6236	**771 106**	**0**	**0**	**771 106**	**0**
97501 / 6238 /	76 725 039	769 869	0	77 494 908	0
	76 725 039	**769 869**	**0**	**77 494 908**	**0**

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6238					
97501 / 6241 /	553 361	68 040	0	621 401	0
Total Article 6241	**553 361**	**68 040**	**0**	**621 401**	**0**
97501 / 62471 /	183 934	0	0	183 934	0
Total Article 62471	**183 934**	**0**	**0**	**183 934**	**0**
97501 / 62472 /	14 451 084	95 083	0	14 546 167	0
Total Article 62472	**14 451 084**	**95 083**	**0**	**14 546 167**	**0**
97501 / 6251 /	10 525 953	242 960	0	10 768 913	0
Total Article 6251	**10 525 953**	**242 960**	**0**	**10 768 913**	**0**
97501 / 6261 /	275 000	8 000	0	283 000	0
Total Article 6261	**275 000**	**8 000**	**0**	**283 000**	**0**
97501 / 6262 /	1 898 435	208 000	0	2 106 435	0
Total Article 6262	**1 898 435**	**208 000**	**0**	**2 106 435**	**0**
97501 / 6268 /	5 800	0	0	5 800	0
Total Article 6268	**5 800**	**0**	**0**	**5 800**	**0**
97501 / 6283 /	5 855 284	728 270	0	6 583 554	0
Total Article 6283	**5 855 284**	**728 270**	**0**	**6 583 554**	**0**
97501 / 6288 /	18 867 220	2 846 297	0	21 713 517	0
Total Article 6288	**18 867 220**	**2 846 297**	**0**	**21 713 517**	**0**
97501 / 6526 /	20 905 600	19 904 800	0	40 810 400	0
Total Article 6526	**20 905 600**	**19 904 800**	**0**	**40 810 400**	**0**
97501 / 657465 /	44 900 000	0	0	44 900 000	0
Total Article 657465	**44 900 000**	**0**	**0**	**44 900 000**	**0**
97501 / 6581 /	0	58 172	0	58 172	0
Total Article 6581	**0**	**58 172**	**0**	**58 172**	**0**
97501	**1 404 804 271**	**318 173 773**	**202 753**	**1 722 775 291**	**0**
97502 / 60611 /	3 082 423	106 014	0	3 188 437	0
Total Article 60611	**3 082 423**	**106 014**	**0**	**3 188 437**	**0**
97502 / 60612 /	12 796 228	0	0	12 796 228	0
Total Article 60612	**12 796 228**	**0**	**0**	**12 796 228**	**0**
97502 / 60621 /	77 220	0	0	77 220	0
Total Article 60621	**77 220**	**0**	**0**	**77 220**	**0**
97502 / 60622 /	153 857 414	4 384	0	153 861 798	0
Total Article 60622	**153 857 414**	**4 384**	**0**	**153 861 798**	**0**
97502 / 60624 /	37 820 978	89 460	0	37 910 438	0
Total Article 60624	**37 820 978**	**89 460**	**0**	**37 910 438**	**0**
97502 / 60625 /	204 420	0	0	204 420	0
Total Article 60625	**204 420**	**0**	**0**	**204 420**	**0**
97502 / 60626 /	14 295 167	0	0	14 295 167	0
Total Article 60626	**14 295 167**	**0**	**0**	**14 295 167**	**0**
97502 / 60628 /	6 991 801	0	0	6 991 801	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 60628	**6 991 801**	**0**	**0**	**6 991 801**	**0**
97502 / 60631 /	700 592	0	0	700 592	0
Total Article 60631	**700 592**	**0**	**0**	**700 592**	**0**
97502 / 60632 /	2 221 045	43 335	0	2 264 380	0
Total Article 60632	**2 221 045**	**43 335**	**0**	**2 264 380**	**0**
97502 / 60634 /	122 474	0	0	122 474	0
Total Article 60634	**122 474**	**0**	**0**	**122 474**	**0**
97502 / 60635 /	9 287 992	0	0	9 287 992	0
Total Article 60635	**9 287 992**	**0**	**0**	**9 287 992**	**0**
97502 / 60638 /	4 348 923	89 835	0	4 438 758	0
Total Article 60638	**4 348 923**	**89 835**	**0**	**4 438 758**	**0**
97502 / 60641 /	1 585 844	118 762	0	1 704 606	0
Total Article 60641	**1 585 844**	**118 762**	**0**	**1 704 606**	**0**
97502 / 60642 /	390 141	0	0	390 141	0
Total Article 60642	**390 141**	**0**	**0**	**390 141**	**0**
97502 / 60648 /	117 015	0	0	117 015	0
Total Article 60648	**117 015**	**0**	**0**	**117 015**	**0**
97502 / 6066 /	1 081 259	0	0	1 081 259	0
Total Article 6066	**1 081 259**	**0**	**0**	**1 081 259**	**0**
97502 / 6132 /	40 313 723	0	0	40 313 723	0
Total Article 6132	**40 313 723**	**0**	**0**	**40 313 723**	**0**
97502 / 61351 /	2 030 535	157 800	0	2 188 335	0
Total Article 61351	**2 030 535**	**157 800**	**0**	**2 188 335**	**0**
97502 / 61358 /	45 000	0	0	45 000	0
Total Article 61358	**45 000**	**0**	**0**	**45 000**	**0**
97502 / 61522 /	1 645 347	142 397	0	1 787 744	0
Total Article 61522	**1 645 347**	**142 397**	**0**	**1 787 744**	**0**
97502 / 615511 /	989 517	239 250	0	1 228 767	0
Total Article 615511	**989 517**	**239 250**	**0**	**1 228 767**	**0**
97502 / 615512 /	17 357 063	0	0	17 357 063	0
Total Article 615512	**17 357 063**	**0**	**0**	**17 357 063**	**0**
97502 / 61552 /	550 140	0	0	550 140	0
Total Article 61552	**550 140**	**0**	**0**	**550 140**	**0**
97502 / 61558 /	10 808 870	215 917	0	11 024 787	0
Total Article 61558	**10 808 870**	**215 917**	**0**	**11 024 787**	**0**
97502 / 6161 /	68 229	0	0	68 229	0
Total Article 6161	**68 229**	**0**	**0**	**68 229**	**0**
97502 / 6168 /	19 793 907	0	0	19 793 907	0
Total Article 6168	**19 793 907**	**0**	**0**	**19 793 907**	**0**
97502 / 6182 /	858 717	539 379	458 326	939 770	0
Total Article 6182	**858 717**	**539 379**	**458 326**	**939 770**	**0**
97502 / 6184 /	1 082 697	240 000	0	1 322 697	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6184	**1 082 697**	**240 000**	**0**	**1 322 697**	**0**
97502 / 62268 /	10 193 506	0	0	10 193 506	0
Total Article 62268	**10 193 506**	**0**	**0**	**10 193 506**	**0**
97502 / 6227 /	44 764	0	0	44 764	0
Total Article 6227	**44 764**	**0**	**0**	**44 764**	**0**
97502 / 6228 /	10 484 241	468 334	0	10 952 575	0
Total Article 6228	**10 484 241**	**468 334**	**0**	**10 952 575**	**0**
97502 / 6231 /	3 630 080	363 860	0	3 993 940	0
Total Article 6231	**3 630 080**	**363 860**	**0**	**3 993 940**	**0**
97502 / 6236 /	699 910	0	0	699 910	0
Total Article 6236	**699 910**	**0**	**0**	**699 910**	**0**
97502 / 6238 /	2 940 162	141 250	0	3 081 412	0
Total Article 6238	**2 940 162**	**141 250**	**0**	**3 081 412**	**0**
97502 / 6241 /	800 000	0	0	800 000	0
Total Article 6241	**800 000**	**0**	**0**	**800 000**	**0**
97502 / 62458 /	497 918	0	0	497 918	0
Total Article 62458	**497 918**	**0**	**0**	**497 918**	**0**
97502 / 62471 /	505 900	226 678	0	732 578	0
Total Article 62471	**505 900**	**226 678**	**0**	**732 578**	**0**
97502 / 62472 /	3 814 881	274 957	0	4 089 838	0
Total Article 62472	**3 814 881**	**274 957**	**0**	**4 089 838**	**0**
97502 / 6251 /	3 264 692	197 389	0	3 462 081	0
Total Article 6251	**3 264 692**	**197 389**	**0**	**3 462 081**	**0**
97502 / 6261 /	33 500	202 500	0	236 000	0
Total Article 6261	**33 500**	**202 500**	**0**	**236 000**	**0**
97502 / 6262 /	2 882 174	176 167	0	3 058 341	0
Total Article 6262	**2 882 174**	**176 167**	**0**	**3 058 341**	**0**
97502 / 6268 /	378 384	0	0	378 384	0
Total Article 6268	**378 384**	**0**	**0**	**378 384**	**0**
97502 / 6283 /	2 576 400	132 210	0	2 708 610	0
Total Article 6283	**2 576 400**	**132 210**	**0**	**2 708 610**	**0**
97502 / 6288 /	95 425 546	6 232 427	984 000	100 673 973	0
Total Article 6288	**95 425 546**	**6 232 427**	**984 000**	**100 673 973**	**0**
97502 / 6475 /	191 324	0	0	191 324	0
Total Article 6475	**191 324**	**0**	**0**	**191 324**	**0**
97502 / 65117 /	450 000	0	0	450 000	0
Total Article 65117	**450 000**	**0**	**0**	**450 000**	**0**
97502 / 6513 /	28 480 000	0	0	28 480 000	0
Total Article 6513	**28 480 000**	**0**	**0**	**28 480 000**	**0**
97502 / 6568 /	2 386 635	0	0	2 386 635	0
Total Article 6568	**2 386 635**	**0**	**0**	**2 386 635**	**0**
97502 / 6581 /	764 701	0	0	764 701	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6581	**764 701**	**0**	**0**	**764 701**	**0**
97502 / 673 /	1 107 961	0	0	1 107 961	0
Total Article 673	**1 107 961**	**0**	**0**	**1 107 961**	**0**
97502	**516 077 360**	**10 402 305**	**1 442 326**	**525 037 339**	**0**
97503 / 60611 /	1 912 601	3 214 781	0	5 127 382	0
Total Article 60611	**1 912 601**	**3 214 781**	**0**	**5 127 382**	**0**
97503 / 60612 /	4 208 329	2 344 285	0	6 552 614	0
Total Article 60612	**4 208 329**	**2 344 285**	**0**	**6 552 614**	**0**
97503 / 60622 /	10 357 569	1 174 540	0	11 532 109	0
Total Article 60622	**10 357 569**	**1 174 540**	**0**	**11 532 109**	**0**
97503 / 60623 /	5 105 603	147 646	0	5 253 249	0
Total Article 60623	**5 105 603**	**147 646**	**0**	**5 253 249**	**0**
97503 / 60624 /	18 659 395	220 414	0	18 879 809	0
Total Article 60624	**18 659 395**	**220 414**	**0**	**18 879 809**	**0**
97503 / 60626 /	44 739 921	514 637	0	45 254 558	0
Total Article 60626	**44 739 921**	**514 637**	**0**	**45 254 558**	**0**
97503 / 60628 /	11 948 472	116 000	0	12 064 472	0
Total Article 60628	**11 948 472**	**116 000**	**0**	**12 064 472**	**0**
97503 / 60631 /	2 419 684	0	0	2 419 684	0
Total Article 60631	**2 419 684**	**0**	**0**	**2 419 684**	**0**
97503 / 60632 /	4 711 521	228 224	0	4 939 745	0
Total Article 60632	**4 711 521**	**228 224**	**0**	**4 939 745**	**0**
97503 / 60634 /	1 650 459	0	0	1 650 459	0
Total Article 60634	**1 650 459**	**0**	**0**	**1 650 459**	**0**
97503 / 60635 /	2 595 096	60 552	0	2 655 648	0
Total Article 60635	**2 595 096**	**60 552**	**0**	**2 655 648**	**0**
97503 / 60638 /	21 392 063	1 664 432	0	23 056 495	0
Total Article 60638	**21 392 063**	**1 664 432**	**0**	**23 056 495**	**0**
97503 / 60641 /	3 003 495	17 484	0	3 020 979	0
Total Article 60641	**3 003 495**	**17 484**	**0**	**3 020 979**	**0**
97503 / 60642 /	2 197 201	0	0	2 197 201	0
Total Article 60642	**2 197 201**	**0**	**0**	**2 197 201**	**0**
97503 / 6066 /	29 033	0	0	29 033	0
Total Article 6066	**29 033**	**0**	**0**	**29 033**	**0**
97503 / 6132 /	5 760 000	1 920 000	0	7 680 000	0
Total Article 6132	**5 760 000**	**1 920 000**	**0**	**7 680 000**	**0**
97503 / 61351 /	14 134 245	990 515	0	15 124 760	0
Total Article 61351	**14 134 245**	**990 515**	**0**	**15 124 760**	**0**
97503 / 61521 /	107 220 149	0	0	107 220 149	0
Total Article 61521	**107 220 149**	**0**	**0**	**107 220 149**	**0**
97503 / 61522 /	2 341 247	43 505	0	2 384 752	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 61522	**2 341 247**	**43 505**	**0**	**2 384 752**	**0**
97503 / 61523 /	13 280 087	0	0	13 280 087	0
Total Article 61523	**13 280 087**	**0**	**0**	**13 280 087**	**0**
97503 / 61524 /	349 735	0	0	349 735	0
Total Article 61524	**349 735**	**0**	**0**	**349 735**	**0**
97503 / 61528 /	1 673 040	0	0	1 673 040	0
Total Article 61528	**1 673 040**	**0**	**0**	**1 673 040**	**0**
97503 / 615511 /	149 073	0	0	149 073	0
Total Article 615511	**149 073**	**0**	**0**	**149 073**	**0**
97503 / 61552 /	296 886	0	0	296 886	0
Total Article 61552	**296 886**	**0**	**0**	**296 886**	**0**
97503 / 61558 /	6 232 124	772 773	0	7 004 897	0
Total Article 61558	**6 232 124**	**772 773**	**0**	**7 004 897**	**0**
97503 / 6168 /	4 752 983	0	0	4 752 983	0
Total Article 6168	**4 752 983**	**0**	**0**	**4 752 983**	**0**
97503 / 617 /	7 218 554	17 100 690	0	24 319 244	0
Total Article 617	**7 218 554**	**17 100 690**	**0**	**24 319 244**	**0**
97503 / 6184 /	14 948 097	2 894 267	0	17 842 364	0
Total Article 6184	**14 948 097**	**2 894 267**	**0**	**17 842 364**	**0**
97503 / 62268 /	36 210 886	16 733 650	0	52 944 536	0
Total Article 62268	**36 210 886**	**16 733 650**	**0**	**52 944 536**	**0**
97503 / 6228 /	1 516 312	6 151 024	0	7 667 336	0
Total Article 6228	**1 516 312**	**6 151 024**	**0**	**7 667 336**	**0**
97503 / 6231 /	472 890	0	0	472 890	0
Total Article 6231	**472 890**	**0**	**0**	**472 890**	**0**
97503 / 6238 /	174 022	0	0	174 022	0
Total Article 6238	**174 022**	**0**	**0**	**174 022**	**0**
97503 / 6241 /	18 491 877	2 149 433	0	20 641 310	0
Total Article 6241	**18 491 877**	**2 149 433**	**0**	**20 641 310**	**0**
97503 / 62471 /	1 829 971	0	0	1 829 971	0
Total Article 62471	**1 829 971**	**0**	**0**	**1 829 971**	**0**
97503 / 62472 /	16 426 683	252 355	0	16 679 038	0
Total Article 62472	**16 426 683**	**252 355**	**0**	**16 679 038**	**0**
97503 / 6251 /	70 044 688	2 417 090	0	72 461 778	0
Total Article 6251	**70 044 688**	**2 417 090**	**0**	**72 461 778**	**0**
97503 / 6262 /	17 716	649 754	0	667 470	0
Total Article 6262	**17 716**	**649 754**	**0**	**667 470**	**0**
97503 / 6282 /	1 685 327	1 874 488	0	3 559 815	0
Total Article 6282	**1 685 327**	**1 874 488**	**0**	**3 559 815**	**0**
97503 / 6283 /	33 707 879	105 000	0	33 812 879	0
Total Article 6283	**33 707 879**	**105 000**	**0**	**33 812 879**	**0**
97503 / 6288 /	373 808 943	28 866 315	0	402 675 258	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6288	**373 808 943**	**28 866 315**	**0**	**402 675 258**	**0**
97503 / 6354 /	90 000	0	0	90 000	0
Total Article 6354	**90 000**	**0**	**0**	**90 000**	**0**
97503 / 6556J /	584 000 000	0	0	584 000 000	0
Total Article 6556J	**584 000 000**	**0**	**0**	**584 000 000**	**0**
97503 / 6581 /	1 401 454	0	0	1 401 454	0
Total Article 6581	**1 401 454**	**0**	**0**	**1 401 454**	**0**
97503 / 6744 /	3 210 822 786	0	0	3 210 822 786	0
Total Article 6744	**3 210 822 786**	**0**	**0**	**3 210 822 786**	**0**
97503 / 6865 /	3 495 000 000	0	0	3 495 000 000	0
Total Article 6865	**3 495 000 000**	**0**	**0**	**3 495 000 000**	**0**
97503	**8 158 988 096**	**92 623 854**	**0**	**8 251 611 950**	**0**
97504 / 60611 /	1 200 000	2 204 013	0	3 404 013	0
Total Article 60611	**1 200 000**	**2 204 013**	**0**	**3 404 013**	**0**
97504 / 60612 /	19 040 079	7 454 377	0	26 494 456	0
Total Article 60612	**19 040 079**	**7 454 377**	**0**	**26 494 456**	**0**
97504 / 60621 /	396 183	41 480	0	437 663	0
Total Article 60621	**396 183**	**41 480**	**0**	**437 663**	**0**
97504 / 60622 /	21 377 132	1 540 049	0	22 917 181	0
Total Article 60622	**21 377 132**	**1 540 049**	**0**	**22 917 181**	**0**
97504 / 60623 /	431 413	0	0	431 413	0
Total Article 60623	**431 413**	**0**	**0**	**431 413**	**0**
97504 / 60624 /	59 489 056	2 242 179	0	61 731 235	0
Total Article 60624	**59 489 056**	**2 242 179**	**0**	**61 731 235**	**0**
97504 / 60625 /	1 127 885	0	0	1 127 885	0
Total Article 60625	**1 127 885**	**0**	**0**	**1 127 885**	**0**
97504 / 60626 /	8 649 931	0	0	8 649 931	0
Total Article 60626	**8 649 931**	**0**	**0**	**8 649 931**	**0**
97504 / 60628 /	20 784 208	11 600 579	0	32 384 787	0
Total Article 60628	**20 784 208**	**11 600 579**	**0**	**32 384 787**	**0**
97504 / 60631 /	2 417 670	469 291	0	2 886 961	0
Total Article 60631	**2 417 670**	**469 291**	**0**	**2 886 961**	**0**
97504 / 60632 /	326 540	0	0	326 540	0
Total Article 60632	**326 540**	**0**	**0**	**326 540**	**0**
97504 / 60634 /	149 580	0	0	149 580	0
Total Article 60634	**149 580**	**0**	**0**	**149 580**	**0**
97504 / 60635 /	3 820 201	390 245	0	4 210 446	0
Total Article 60635	**3 820 201**	**390 245**	**0**	**4 210 446**	**0**
97504 / 60638 /	32 633 721	1 078 454	0	33 712 175	0
Total Article 60638	**32 633 721**	**1 078 454**	**0**	**33 712 175**	**0**
97504 / 60641 /	971 039	935 640	0	1 906 679	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 60641	**971 039**	**935 640**	**0**	**1 906 679**	**0**
97504 / 60642 /	149 017	0	0	149 017	0
Total Article 60642	**149 017**	**0**	**0**	**149 017**	**0**
97504 / 6066 /	1 628 401	77 773	0	1 706 174	0
Total Article 6066	**1 628 401**	**77 773**	**0**	**1 706 174**	**0**
97504 / 6132 /	22 333 752	0	0	22 333 752	0
Total Article 6132	**22 333 752**	**0**	**0**	**22 333 752**	**0**
97504 / 61351 /	4 192 754	340 000	0	4 532 754	0
Total Article 61351	**4 192 754**	**340 000**	**0**	**4 532 754**	**0**
97504 / 614 /	433 104	0	0	433 104	0
Total Article 614	**433 104**	**0**	**0**	**433 104**	**0**
97504 / 61522 /	57 630	29 380	0	87 010	0
Total Article 61522	**57 630**	**29 380**	**0**	**87 010**	**0**
97504 / 61528 /	263 060	0	0	263 060	0
Total Article 61528	**263 060**	**0**	**0**	**263 060**	**0**
97504 / 615511 /	1 410 294	0	0	1 410 294	0
Total Article 615511	**1 410 294**	**0**	**0**	**1 410 294**	**0**
97504 / 615512 /	3 553 607	0	0	3 553 607	0
Total Article 615512	**3 553 607**	**0**	**0**	**3 553 607**	**0**
97504 / 615518 /	1 950 288	0	0	1 950 288	0
Total Article 615518	**1 950 288**	**0**	**0**	**1 950 288**	**0**
97504 / 61552 /	433 267	0	0	433 267	0
Total Article 61552	**433 267**	**0**	**0**	**433 267**	**0**
97504 / 61558 /	14 542 103	2 723 998	0	17 266 101	0
Total Article 61558	**14 542 103**	**2 723 998**	**0**	**17 266 101**	**0**
97504 / 6161 /	2 808 711	0	0	2 808 711	0
Total Article 6161	**2 808 711**	**0**	**0**	**2 808 711**	**0**
97504 / 6168 /	338 745	0	0	338 745	0
Total Article 6168	**338 745**	**0**	**0**	**338 745**	**0**
97504 / 617 /	7 235 390	0	0	7 235 390	0
Total Article 617	**7 235 390**	**0**	**0**	**7 235 390**	**0**
97504 / 6184 /	46 692 328	506 826	0	47 199 154	0
Total Article 6184	**46 692 328**	**506 826**	**0**	**47 199 154**	**0**
97504 / 62268 /	2 361 700	1 186 500	0	3 548 200	0
Total Article 62268	**2 361 700**	**1 186 500**	**0**	**3 548 200**	**0**
97504 / 6231 /	93 907	0	0	93 907	0
Total Article 6231	**93 907**	**0**	**0**	**93 907**	**0**
97504 / 6236 /	86 000	0	0	86 000	0
Total Article 6236	**86 000**	**0**	**0**	**86 000**	**0**
97504 / 6241 /	28 469 865	2 772 854	0	31 242 719	0
Total Article 6241	**28 469 865**	**2 772 854**	**0**	**31 242 719**	**0**
97504 / 62471 /	13 686 512	0	0	13 686 512	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 62471	**13 686 512**	**0**	**0**	**13 686 512**	**0**
97504 / 62472 /	35 629 524	1 163 225	0	36 792 749	0
Total Article 62472	**35 629 524**	**1 163 225**	**0**	**36 792 749**	**0**
97504 / 6251 /	198 488 956	10 289 197	0	208 778 153	0
Total Article 6251	**198 488 956**	**10 289 197**	**0**	**208 778 153**	**0**
97504 / 6255 /	575 000	0	0	575 000	0
Total Article 6255	**575 000**	**0**	**0**	**575 000**	**0**
97504 / 6262 /	10 336 594	3 453 167	0	13 789 761	0
Total Article 6262	**10 336 594**	**3 453 167**	**0**	**13 789 761**	**0**
97504 / 6268 /	1 250 000	590 384	0	1 840 384	0
Total Article 6268	**1 250 000**	**590 384**	**0**	**1 840 384**	**0**
97504 / 6281 /	692 005	0	0	692 005	0
Total Article 6281	**692 005**	**0**	**0**	**692 005**	**0**
97504 / 6282 /	54 500	0	0	54 500	0
Total Article 6282	**54 500**	**0**	**0**	**54 500**	**0**
97504 / 6283 /	0	334 350	0	334 350	0
Total Article 6283	**0**	**334 350**	**0**	**334 350**	**0**
97504 / 6288 /	17 371 891	168 990	0	17 540 881	0
Total Article 6288	**17 371 891**	**168 990**	**0**	**17 540 881**	**0**
97504 / 6354 /	75 000	0	0	75 000	0
Total Article 6354	**75 000**	**0**	**0**	**75 000**	**0**
97504 / 6475 /	3 460 409	272 800	0	3 733 209	0
Total Article 6475	**3 460 409**	**272 800**	**0**	**3 733 209**	**0**
97504 / 6581 /	8 166 400	0	0	8 166 400	0
Total Article 6581	**8 166 400**	**0**	**0**	**8 166 400**	**0**
97504	**601 635 352**	**51 865 751**	**0**	**653 501 103**	**0**
TOTAL MISSION 975	**10 681 505 079**	**473 065 683**	**1 645 079**	**11 152 925 683**	**0**
97601 / 60611 /	424 534	1 923	0	426 457	0
Total Article 60611	**424 534**	**1 923**	**0**	**426 457**	**0**
97601 / 60612 /	6 879 735	20 517	0	6 900 252	0
Total Article 60612	**6 879 735**	**20 517**	**0**	**6 900 252**	**0**
97601 / 60622 /	574 315	0	0	574 315	0
Total Article 60622	**574 315**	**0**	**0**	**574 315**	**0**
97601 / 60623 /	400 340	0	0	400 340	0
Total Article 60623	**400 340**	**0**	**0**	**400 340**	**0**
97601 / 60624 /	855 848	0	0	855 848	0
Total Article 60624	**855 848**	**0**	**0**	**855 848**	**0**
97601 / 60626 /	47 885	0	0	47 885	0
Total Article 60626	**47 885**	**0**	**0**	**47 885**	**0**
97601 / 60628 /	44 449	0	0	44 449	0
Total Article 60628	**44 449**	**0**	**0**	**44 449**	**0**

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
97601 / 60631 /	54 375	0	0	54 375	0
Total Article 60631	**54 375**	**0**	**0**	**54 375**	**0**
97601 / 60632 /	3 424 475	10 700	0	3 435 175	0
Total Article 60632	**3 424 475**	**10 700**	**0**	**3 435 175**	**0**
97601 / 60634 /	189 100	0	0	189 100	0
Total Article 60634	**189 100**	**0**	**0**	**189 100**	**0**
97601 / 60635 /	95 313	0	0	95 313	0
Total Article 60635	**95 313**	**0**	**0**	**95 313**	**0**
97601 / 60638 /	1 026 285	0	0	1 026 285	0
Total Article 60638	**1 026 285**	**0**	**0**	**1 026 285**	**0**
97601 / 60641 /	4 040 273	117 719	0	4 157 992	0
Total Article 60641	**4 040 273**	**117 719**	**0**	**4 157 992**	**0**
97601 / 60642 /	264 460	0	0	264 460	0
Total Article 60642	**264 460**	**0**	**0**	**264 460**	**0**
97601 / 6068 /	33 170	0	0	33 170	0
Total Article 6068	**33 170**	**0**	**0**	**33 170**	**0**
97601 / 6132 /	4 333 434	0	0	4 333 434	0
Total Article 6132	**4 333 434**	**0**	**0**	**4 333 434**	**0**
97601 / 61351 /	4 540 871	0	0	4 540 871	0
Total Article 61351	**4 540 871**	**0**	**0**	**4 540 871**	**0**
97601 / 61521 /	75 000	0	0	75 000	0
Total Article 61521	**75 000**	**0**	**0**	**75 000**	**0**
97601 / 61522 /	858 503	0	0	858 503	0
Total Article 61522	**858 503**	**0**	**0**	**858 503**	**0**
97601 / 61528 /	34 352	0	0	34 352	0
Total Article 61528	**34 352**	**0**	**0**	**34 352**	**0**
97601 / 615511 /	172 419	0	0	172 419	0
Total Article 615511	**172 419**	**0**	**0**	**172 419**	**0**
97601 / 61558 /	3 352 011	0	0	3 352 011	0
Total Article 61558	**3 352 011**	**0**	**0**	**3 352 011**	**0**
97601 / 6161 /	133 339	0	0	133 339	0
Total Article 6161	**133 339**	**0**	**0**	**133 339**	**0**
97601 / 6168 /	38 528	0	0	38 528	0
Total Article 6168	**38 528**	**0**	**0**	**38 528**	**0**
97601 / 6182 /	382 218	0	0	382 218	0
Total Article 6182	**382 218**	**0**	**0**	**382 218**	**0**
97601 / 6184 /	39 550	0	0	39 550	0
Total Article 6184	**39 550**	**0**	**0**	**39 550**	**0**
97601 / 6231 /	44 438	0	0	44 438	0
Total Article 6231	**44 438**	**0**	**0**	**44 438**	**0**
97601 / 6241 /	506 424	14 100	0	520 524	0
	506 424	**14 100**	**0**	**520 524**	**0**

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6241					
97601 / 62471 /	556 696	0	0	556 696	0
Total Article 62471	**556 696**	**0**	**0**	**556 696**	**0**
97601 / 62472 /	3 975 960	94 692	0	4 070 652	0
Total Article 62472	**3 975 960**	**94 692**	**0**	**4 070 652**	**0**
97601 / 6251 /	6 082 790	136 740	0	6 219 530	0
Total Article 6251	**6 082 790**	**136 740**	**0**	**6 219 530**	**0**
97601 / 6261 /	4 663 146	0	0	4 663 146	0
Total Article 6261	**4 663 146**	**0**	**0**	**4 663 146**	**0**
97601 / 6262 /	1 738 838	76 942	0	1 815 780	0
Total Article 6262	**1 738 838**	**76 942**	**0**	**1 815 780**	**0**
97601 / 6268 /	16 600	0	0	16 600	0
Total Article 6268	**16 600**	**0**	**0**	**16 600**	**0**
97601 / 6283 /	5 814 967	38 978	0	5 853 945	0
Total Article 6283	**5 814 967**	**38 978**	**0**	**5 853 945**	**0**
97601 / 6288 /	4 464 425	0	0	4 464 425	0
Total Article 6288	**4 464 425**	**0**	**0**	**4 464 425**	**0**
97601 / 6561 /	50 000 000	0	0	50 000 000	0
Total Article 6561	**50 000 000**	**0**	**0**	**50 000 000**	**0**
97601	**110 179 066**	**512 311**	**0**	**110 691 377**	**0**
97602 / 673 /	564 638	0	0	564 638	0
Total Article 673	**564 638**	**0**	**0**	**564 638**	**0**
97602 / 678 /	85 203	0	0	85 203	0
Total Article 678	**85 203**	**0**	**0**	**85 203**	**0**
97602	**649 841**	**0**	**0**	**649 841**	**0**
97603 / 60611 /	1 578 880	96 124	0	1 675 004	0
Total Article 60611	**1 578 880**	**96 124**	**0**	**1 675 004**	**0**
97603 / 60612 /	27 353 785	4 578 533	0	31 932 318	0
Total Article 60612	**27 353 785**	**4 578 533**	**0**	**31 932 318**	**0**
97603 / 60622 /	686 671	90 000	0	776 671	0
Total Article 60622	**686 671**	**90 000**	**0**	**776 671**	**0**
97603 / 60623 /	173 340	0	0	173 340	0
Total Article 60623	**173 340**	**0**	**0**	**173 340**	**0**
97603 / 60624 /	3 178 387	0	0	3 178 387	0
Total Article 60624	**3 178 387**	**0**	**0**	**3 178 387**	**0**
97603 / 60626 /	441 787	0	0	441 787	0
Total Article 60626	**441 787**	**0**	**0**	**441 787**	**0**
97603 / 60628 /	3 304 720	4 500	0	3 309 220	0
Total Article 60628	**3 304 720**	**4 500**	**0**	**3 309 220**	**0**
97603 / 60631 /	126 434	5 550	0	131 984	0
Total Article 60631	**126 434**	**5 550**	**0**	**131 984**	**0**

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
97603 / 60632 /	902 076	4 538 575	0	5 440 651	0
Total Article 60632	**902 076**	**4 538 575**	**0**	**5 440 651**	**0**
97603 / 60634 /	229 656	0	0	229 656	0
Total Article 60634	**229 656**	**0**	**0**	**229 656**	**0**
97603 / 60635 /	46 819	0	0	46 819	0
Total Article 60635	**46 819**	**0**	**0**	**46 819**	**0**
97603 / 60638 /	1 462 477	15 741	0	1 478 218	0
Total Article 60638	**1 462 477**	**15 741**	**0**	**1 478 218**	**0**
97603 / 60641 /	4 698 966	243 410	0	4 942 376	0
Total Article 60641	**4 698 966**	**243 410**	**0**	**4 942 376**	**0**
97603 / 60642 /	1 877 488	0	0	1 877 488	0
Total Article 60642	**1 877 488**	**0**	**0**	**1 877 488**	**0**
97603 / 60648 /	0	270 270	0	270 270	0
Total Article 60648	**0**	**270 270**	**0**	**270 270**	**0**
97603 / 6068 /	0	42 420	0	42 420	0
Total Article 6068	**0**	**42 420**	**0**	**42 420**	**0**
97603 / 6132 /	12 762 905	567 156	0	13 330 061	0
Total Article 6132	**12 762 905**	**567 156**	**0**	**13 330 061**	**0**
97603 / 61351 /	11 684 241	1 097 155	0	12 781 396	0
Total Article 61351	**11 684 241**	**1 097 155**	**0**	**12 781 396**	**0**
97603 / 61352 /	0	51 065	0	51 065	0
Total Article 61352	**0**	**51 065**	**0**	**51 065**	**0**
97603 / 61358 /	33 832	0	0	33 832	0
Total Article 61358	**33 832**	**0**	**0**	**33 832**	**0**
97603 / 614 /	84 000	0	0	84 000	0
Total Article 614	**84 000**	**0**	**0**	**84 000**	**0**
97603 / 61521 /	48 601 192	8 908 857	0	57 510 049	0
Total Article 61521	**48 601 192**	**8 908 857**	**0**	**57 510 049**	**0**
97603 / 61522 /	5 386 101	0	0	5 386 101	0
Total Article 61522	**5 386 101**	**0**	**0**	**5 386 101**	**0**
97603 / 61528 /	12 000	963 260	0	975 260	0
Total Article 61528	**12 000**	**963 260**	**0**	**975 260**	**0**
97603 / 615511 /	345 857	0	0	345 857	0
Total Article 615511	**345 857**	**0**	**0**	**345 857**	**0**
97603 / 61558 /	4 067 072	858 276	24 477	4 900 871	0
Total Article 61558	**4 067 072**	**858 276**	**24 477**	**4 900 871**	**0**
97603 / 6161 /	171 746	0	0	171 746	0
Total Article 6161	**171 746**	**0**	**0**	**171 746**	**0**
97603 / 6168 /	1 402 644	0	0	1 402 644	0
Total Article 6168	**1 402 644**	**0**	**0**	**1 402 644**	**0**
97603 / 617 /	107 350	0	0	107 350	0
	107 350	**0**	**0**	**107 350**	**0**

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 617					
97603 / 6182 /	1 196 538	150 030	0	1 346 568	0
Total Article 6182	**1 196 538**	**150 030**	**0**	**1 346 568**	**0**
97603 / 6184 /	33 960	0	0	33 960	0
Total Article 6184	**33 960**	**0**	**0**	**33 960**	**0**
97603 / 62268 /	8 464 895	3 648 507	0	12 113 402	0
Total Article 62268	**8 464 895**	**3 648 507**	**0**	**12 113 402**	**0**
97603 / 6227 /	2 310 519	4 358 977	0	6 669 496	0
Total Article 6227	**2 310 519**	**4 358 977**	**0**	**6 669 496**	**0**
97603 / 6228 /	5 074 195	2 073 792	0	7 147 987	0
Total Article 6228	**5 074 195**	**2 073 792**	**0**	**7 147 987**	**0**
97603 / 6231 /	944 020	0	0	944 020	0
Total Article 6231	**944 020**	**0**	**0**	**944 020**	**0**
97603 / 6238 /	640 896	160 224	0	801 120	0
Total Article 6238	**640 896**	**160 224**	**0**	**801 120**	**0**
97603 / 6241 /	569 643	1 400	0	571 043	0
Total Article 6241	**569 643**	**1 400**	**0**	**571 043**	**0**
97603 / 62471 /	148 364	207 989	0	356 353	0
Total Article 62471	**148 364**	**207 989**	**0**	**356 353**	**0**
97603 / 62472 /	2 511 117	0	0	2 511 117	0
Total Article 62472	**2 511 117**	**0**	**0**	**2 511 117**	**0**
97603 / 6251 /	6 512 364	0	0	6 512 364	0
Total Article 6251	**6 512 364**	**0**	**0**	**6 512 364**	**0**
97603 / 6261 /	1 530 000	613 000	0	2 143 000	0
Total Article 6261	**1 530 000**	**613 000**	**0**	**2 143 000**	**0**
97603 / 6262 /	2 924 082	711 908	0	3 635 990	0
Total Article 6262	**2 924 082**	**711 908**	**0**	**3 635 990**	**0**
97603 / 6268 /	196 636	5 580	0	202 216	0
Total Article 6268	**196 636**	**5 580**	**0**	**202 216**	**0**
97603 / 627 /	673 941	0	0	673 941	0
Total Article 627	**673 941**	**0**	**0**	**673 941**	**0**
97603 / 6282 /	15 334 583	4 273 015	0	19 607 598	0
Total Article 6282	**15 334 583**	**4 273 015**	**0**	**19 607 598**	**0**
97603 / 6283 /	19 742 523	3 009 223	0	22 751 746	0
Total Article 6283	**19 742 523**	**3 009 223**	**0**	**22 751 746**	**0**
97603 / 6288 /	18 810 341	48 900 514	0	67 710 855	0
Total Article 6288	**18 810 341**	**48 900 514**	**0**	**67 710 855**	**0**
97603 / 63512 /	5 002 270	0	0	5 002 270	0
Total Article 63512	**5 002 270**	**0**	**0**	**5 002 270**	**0**
97603 / 6518 /	97 874 967	227 097 867	0	324 972 834	0
Total Article 6518	**97 874 967**	**227 097 867**	**0**	**324 972 834**	**0**
97603 / 6581 /	627 150	0	0	627 150	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6581	**627 150**	**0**	**0**	**627 150**	**0**
97603 / 673 /	1 709 172	10 000	0	1 719 172	0
Total Article 673	**1 709 172**	**10 000**	**0**	**1 719 172**	**0**
97603 / 675 /	19 025 323	0	0	19 025 323	0
Total Article 675	**19 025 323**	**0**	**0**	**19 025 323**	**0**
97603 / 6761 /	49 801 119	0	0	49 801 119	0
Total Article 6761	**49 801 119**	**0**	**0**	**49 801 119**	**0**
97603	**392 379 044**	**317 552 918**	**24 477**	**709 907 485**	**0**
97604 / 60612 /	1 250 000	256 711	0	1 506 711	0
Total Article 60612	**1 250 000**	**256 711**	**0**	**1 506 711**	**0**
97604 / 60622 /	85 000	0	0	85 000	0
Total Article 60622	**85 000**	**0**	**0**	**85 000**	**0**
97604 / 60624 /	117 151	0	0	117 151	0
Total Article 60624	**117 151**	**0**	**0**	**117 151**	**0**
97604 / 60628 /	29 203	0	0	29 203	0
Total Article 60628	**29 203**	**0**	**0**	**29 203**	**0**
97604 / 60632 /	23 672	0	0	23 672	0
Total Article 60632	**23 672**	**0**	**0**	**23 672**	**0**
97604 / 60641 /	68 760	0	0	68 760	0
Total Article 60641	**68 760**	**0**	**0**	**68 760**	**0**
97604 / 60642 /	5 800	0	0	5 800	0
Total Article 60642	**5 800**	**0**	**0**	**5 800**	**0**
97604 / 6132 /	11 991 696	144 000	0	12 135 696	0
Total Article 6132	**11 991 696**	**144 000**	**0**	**12 135 696**	**0**
97604 / 614 /	512 532	0	0	512 532	0
Total Article 614	**512 532**	**0**	**0**	**512 532**	**0**
97604 / 61522 /	63 054	0	0	63 054	0
Total Article 61522	**63 054**	**0**	**0**	**63 054**	**0**
97604 / 615511 /	69 490	0	0	69 490	0
Total Article 615511	**69 490**	**0**	**0**	**69 490**	**0**
97604 / 61558 /	278 972	18 017	0	296 989	0
Total Article 61558	**278 972**	**18 017**	**0**	**296 989**	**0**
97604 / 6161 /	43 452	0	0	43 452	0
Total Article 6161	**43 452**	**0**	**0**	**43 452**	**0**
97604 / 617 /	1	2 218 687	0	2 218 688	0
Total Article 617	**1**	**2 218 687**	**0**	**2 218 688**	**0**
97604 / 6182 /	1 365 980	0	35 432	1 330 548	0
Total Article 6182	**1 365 980**	**0**	**35 432**	**1 330 548**	**0**
97604 / 6184 /	555 960	0	0	555 960	0
Total Article 6184	**555 960**	**0**	**0**	**555 960**	**0**
97604 / 62268 /	3 659 637	0	0	3 659 637	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 62268	**3 659 637**	**0**	**0**	**3 659 637**	**0**
97604 / 6231 /	603 764	0	0	603 764	0
Total Article 6231	**603 764**	**0**	**0**	**603 764**	**0**
97604 / 6236 /	31 660	62 643	0	94 303	0
Total Article 6236	**31 660**	**62 643**	**0**	**94 303**	**0**
97604 / 6241 /	21 180	0	0	21 180	0
Total Article 6241	**21 180**	**0**	**0**	**21 180**	**0**
97604 / 62471 /	551 164	0	0	551 164	0
Total Article 62471	**551 164**	**0**	**0**	**551 164**	**0**
97604 / 62472 /	3 060	0	0	3 060	0
Total Article 62472	**3 060**	**0**	**0**	**3 060**	**0**
97604 / 6251 /	750 000	0	0	750 000	0
Total Article 6251	**750 000**	**0**	**0**	**750 000**	**0**
97604 / 6262 /	390 594	50 110	0	440 704	0
Total Article 6262	**390 594**	**50 110**	**0**	**440 704**	**0**
97604 / 6283 /	497 200	112 049	0	609 249	0
Total Article 6283	**497 200**	**112 049**	**0**	**609 249**	**0**
97604 / 6288 /	2 635 612	0	0	2 635 612	0
Total Article 6288	**2 635 612**	**0**	**0**	**2 635 612**	**0**
97604 / 6518 /	590 000 000	147 085 065	0	737 085 065	0
Total Article 6518	**590 000 000**	**147 085 065**	**0**	**737 085 065**	**0**
97604 / 6527 /	709 630	0	0	709 630	0
Total Article 6527	**709 630**	**0**	**0**	**709 630**	**0**
97604 / 65322 /	1 099 938	0	0	1 099 938	0
Total Article 65322	**1 099 938**	**0**	**0**	**1 099 938**	**0**
97604 / 6568 /	4 500 000	0	0	4 500 000	0
Total Article 6568	**4 500 000**	**0**	**0**	**4 500 000**	**0**
97604 / 6581 /	453 885	216 960	67 185	603 660	0
Total Article 6581	**453 885**	**216 960**	**67 185**	**603 660**	**0**
97604 / 674331 /	1 988 000 000	0	0	1 988 000 000	0
Total Article 674331	**1 988 000 000**	**0**	**0**	**1 988 000 000**	**0**
97604	**2 610 368 047**	**150 164 242**	**102 617**	**2 760 429 672**	**0**
TOTAL MISSION 976	**3 113 575 998**	**468 229 471**	**127 094**	**3 581 678 375**	**0**
99001 / 60611 /	547 022	0	0	547 022	0
Total Article 60611	**547 022**	**0**	**0**	**547 022**	**0**
99001 / 60612 /	5 086 222	0	0	5 086 222	0
Total Article 60612	**5 086 222**	**0**	**0**	**5 086 222**	**0**
99001 / 60622 /	18 509	0	0	18 509	0
Total Article 60622	**18 509**	**0**	**0**	**18 509**	**0**
99001 / 60623 /	11 148	0	0	11 148	0
Total Article 60623	**11 148**	**0**	**0**	**11 148**	**0**

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
99001 / 60624 /	166 532	0	0	166 532	0
Total Article 60624	**166 532**	**0**	**0**	**166 532**	**0**
99001 / 60628 /	16 568	0	0	16 568	0
Total Article 60628	**16 568**	**0**	**0**	**16 568**	**0**
99001 / 60632 /	1 597 807	0	0	1 597 807	0
Total Article 60632	**1 597 807**	**0**	**0**	**1 597 807**	**0**
99001 / 60634 /	239 258	0	0	239 258	0
Total Article 60634	**239 258**	**0**	**0**	**239 258**	**0**
99001 / 60635 /	736 730	0	0	736 730	0
Total Article 60635	**736 730**	**0**	**0**	**736 730**	**0**
99001 / 60638 /	227 310	0	0	227 310	0
Total Article 60638	**227 310**	**0**	**0**	**227 310**	**0**
99001 / 60641 /	1 329 504	19 465	0	1 348 969	0
Total Article 60641	**1 329 504**	**19 465**	**0**	**1 348 969**	**0**
99001 / 60642 /	61 828	0	0	61 828	0
Total Article 60642	**61 828**	**0**	**0**	**61 828**	**0**
99001 / 61351 /	1 028 989	67 747	0	1 096 736	0
Total Article 61351	**1 028 989**	**67 747**	**0**	**1 096 736**	**0**
99001 / 61358 /	59 482	0	0	59 482	0
Total Article 61358	**59 482**	**0**	**0**	**59 482**	**0**
99001 / 61522 /	6 062 767	0	0	6 062 767	0
Total Article 61522	**6 062 767**	**0**	**0**	**6 062 767**	**0**
99001 / 61528 /	300 036	0	0	300 036	0
Total Article 61528	**300 036**	**0**	**0**	**300 036**	**0**
99001 / 61558 /	5 351 540	11 286	0	5 362 826	0
Total Article 61558	**5 351 540**	**11 286**	**0**	**5 362 826**	**0**
99001 / 6161 /	69 018	0	0	69 018	0
Total Article 6161	**69 018**	**0**	**0**	**69 018**	**0**
99001 / 6182 /	238 257	0	23 379	214 878	0
Total Article 6182	**238 257**	**0**	**23 379**	**214 878**	**0**
99001 / 6184 /	1 303 536	0	0	1 303 536	0
Total Article 6184	**1 303 536**	**0**	**0**	**1 303 536**	**0**
99001 / 6227 /	1 338 328	0	0	1 338 328	0
Total Article 6227	**1 338 328**	**0**	**0**	**1 338 328**	**0**
99001 / 6228 /	55 144	0	0	55 144	0
Total Article 6228	**55 144**	**0**	**0**	**55 144**	**0**
99001 / 6231 /	210 965	0	0	210 965	0
Total Article 6231	**210 965**	**0**	**0**	**210 965**	**0**
99001 / 6236 /	3 827 404	0	0	3 827 404	0
Total Article 6236	**3 827 404**	**0**	**0**	**3 827 404**	**0**
99001 / 6238 /	742 356	0	0	742 356	0
	742 356	**0**	**0**	**742 356**	**0**

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6238					
99001 / 6241 /	62 431	0	0	62 431	0
Total Article 6241	**62 431**	**0**	**0**	**62 431**	**0**
99001 / 62458 /	158 200	0	0	158 200	0
Total Article 62458	**158 200**	**0**	**0**	**158 200**	**0**
99001 / 62472 /	342 002	0	0	342 002	0
Total Article 62472	**342 002**	**0**	**0**	**342 002**	**0**
99001 / 6251 /	1 029 236	0	0	1 029 236	0
Total Article 6251	**1 029 236**	**0**	**0**	**1 029 236**	**0**
99001 / 6261 /	7 891 715	0	0	7 891 715	0
Total Article 6261	**7 891 715**	**0**	**0**	**7 891 715**	**0**
99001 / 6262 /	1 676 421	0	0	1 676 421	0
Total Article 6262	**1 676 421**	**0**	**0**	**1 676 421**	**0**
99001 / 6268 /	57 764	0	0	57 764	0
Total Article 6268	**57 764**	**0**	**0**	**57 764**	**0**
99001 / 627 /	513 156	0	0	513 156	0
Total Article 627	**513 156**	**0**	**0**	**513 156**	**0**
99001 / 6283 /	5 657 760	447 480	0	6 105 240	0
Total Article 6283	**5 657 760**	**447 480**	**0**	**6 105 240**	**0**
99001 / 6288 /	87 158 132	289 686	48 212	87 399 606	0
Total Article 6288	**87 158 132**	**289 686**	**48 212**	**87 399 606**	**0**
99001 / 6541 /	121 607 167	48 158 085	0	169 765 252	0
Total Article 6541	**121 607 167**	**48 158 085**	**0**	**169 765 252**	**0**
99001 / 6582 /	6 899 724 461	32 796 743	0	6 932 521 204	0
Total Article 6582	**6 899 724 461**	**32 796 743**	**0**	**6 932 521 204**	**0**
99001 / 6588 /	1 463 536	0	0	1 463 536	0
Total Article 6588	**1 463 536**	**0**	**0**	**1 463 536**	**0**
99001 / 673 /	1 206 850 805	6 249 057	0	1 213 099 862	0
Total Article 673	**1 206 850 805**	**6 249 057**	**0**	**1 213 099 862**	**0**
99001 / 6815 /	2 555 000 000	0	0	2 555 000 000	0
Total Article 6815	**2 555 000 000**	**0**	**0**	**2 555 000 000**	**0**
99001 / 7191 /	27 798 707 227	0	0	27 798 707 227	0
Total Article 7191	**27 798 707 227**	**0**	**0**	**27 798 707 227**	**0**
99001 / 7192 /	2 600 000 000	874 673 592	0	3 474 673 592	0
Total Article 7192	**2 600 000 000**	**874 673 592**	**0**	**3 474 673 592**	**0**
99001	**41 318 526 273**	**962 713 141**	**71 591**	**42 281 167 823**	**0**
99002 / 60611 /	386 127	2 362	0	388 489	0
Total Article 60611	**386 127**	**2 362**	**0**	**388 489**	**0**
99002 / 60612 /	5 294 288	708 182	0	6 002 470	0
Total Article 60612	**5 294 288**	**708 182**	**0**	**6 002 470**	**0**
99002 / 60622 /	1 805	0	0	1 805	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 60622	**1 805**	**0**	**0**	**1 805**	**0**
99002 / 60624 /	681 446	0	0	681 446	0
Total Article 60624	**681 446**	**0**	**0**	**681 446**	**0**
99002 / 60628 /	26 360	0	0	26 360	0
Total Article 60628	**26 360**	**0**	**0**	**26 360**	**0**
99002 / 60631 /	23 263	0	0	23 263	0
Total Article 60631	**23 263**	**0**	**0**	**23 263**	**0**
99002 / 60632 /	878 586	0	0	878 586	0
Total Article 60632	**878 586**	**0**	**0**	**878 586**	**0**
99002 / 60638 /	529 117	0	0	529 117	0
Total Article 60638	**529 117**	**0**	**0**	**529 117**	**0**
99002 / 60641 /	551 921	0	0	551 921	0
Total Article 60641	**551 921**	**0**	**0**	**551 921**	**0**
99002 / 61351 /	810 000	300 000	0	1 110 000	0
Total Article 61351	**810 000**	**300 000**	**0**	**1 110 000**	**0**
99002 / 61521 /	1 470 130	0	0	1 470 130	0
Total Article 61521	**1 470 130**	**0**	**0**	**1 470 130**	**0**
99002 / 61522 /	169 500	0	0	169 500	0
Total Article 61522	**169 500**	**0**	**0**	**169 500**	**0**
99002 / 615511 /	53 329	0	0	53 329	0
Total Article 615511	**53 329**	**0**	**0**	**53 329**	**0**
99002 / 61558 /	644 247	0	0	644 247	0
Total Article 61558	**644 247**	**0**	**0**	**644 247**	**0**
99002 / 6182 /	6 384 320	1 120 217	0	7 504 537	0
Total Article 6182	**6 384 320**	**1 120 217**	**0**	**7 504 537**	**0**
99002 / 6184 /	2 920 000	0	0	2 920 000	0
Total Article 6184	**2 920 000**	**0**	**0**	**2 920 000**	**0**
99002 / 62268 /	92 200	0	0	92 200	0
Total Article 62268	**92 200**	**0**	**0**	**92 200**	**0**
99002 / 6227 /	300 000	0	0	300 000	0
Total Article 6227	**300 000**	**0**	**0**	**300 000**	**0**
99002 / 6231 /	548 050	0	0	548 050	0
Total Article 6231	**548 050**	**0**	**0**	**548 050**	**0**
99002 / 6236 /	7 702 198	559 184	0	8 261 382	0
Total Article 6236	**7 702 198**	**559 184**	**0**	**8 261 382**	**0**
99002 / 62471 /	617 718	0	0	617 718	0
Total Article 62471	**617 718**	**0**	**0**	**617 718**	**0**
99002 / 62472 /	645 079	0	0	645 079	0
Total Article 62472	**645 079**	**0**	**0**	**645 079**	**0**
99002 / 6251 /	2 895 455	0	0	2 895 455	0
Total Article 6251	**2 895 455**	**0**	**0**	**2 895 455**	**0**
99002 / 6261 /	10 092 507	386 067	0	10 478 574	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6261	**10 092 507**	**386 067**	**0**	**10 478 574**	**0**
99002 / 6262 /	1 603 174	284 574	0	1 887 748	0
Total Article 6262	**1 603 174**	**284 574**	**0**	**1 887 748**	**0**
99002 / 6268 /	54 754	6 999	0	61 753	0
Total Article 6268	**54 754**	**6 999**	**0**	**61 753**	**0**
99002 / 627 /	132 215	0	0	132 215	0
Total Article 627	**132 215**	**0**	**0**	**132 215**	**0**
99002 / 6283 /	466 186	64 704	0	530 890	0
Total Article 6283	**466 186**	**64 704**	**0**	**530 890**	**0**
99002 / 6288 /	559 431	69 804	0	629 235	0
Total Article 6288	**559 431**	**69 804**	**0**	**629 235**	**0**
99002 / 6541 /	0	32 601 604	0	32 601 604	0
Total Article 6541	**0**	**32 601 604**	**0**	**32 601 604**	**0**
99002 / 6581 /	12 350	0	0	12 350	0
Total Article 6581	**12 350**	**0**	**0**	**12 350**	**0**
99002 / 673 /	815 163 875	11 613 623	0	826 777 498	0
Total Article 673	**815 163 875**	**11 613 623**	**0**	**826 777 498**	**0**
99002 / 7392 /	6 191 694 464	0	0	6 191 694 464	0
Total Article 7392	**6 191 694 464**	**0**	**0**	**6 191 694 464**	**0**
99002 / 7395 /	565 828 632	0	0	565 828 632	0
Total Article 7395	**565 828 632**	**0**	**0**	**565 828 632**	**0**
99002	**7 619 232 727**	**47 717 320**	**0**	**7 666 950 047**	**0**
TOTAL MISSION 990	**48 937 759 000**	**1 010 430 461**	**71 591**	**49 948 117 870**	**0**
99101 / 6228 /	7 041	0	0	7 041	0
Total Article 6228	**7 041**	**0**	**0**	**7 041**	**0**
99101 / 627 /	40 568 623	29 546 539	0	70 115 162	0
Total Article 627	**40 568 623**	**29 546 539**	**0**	**70 115 162**	**0**
99101 / 65117 /	1 140 000	0	0	1 140 000	0
Total Article 65117	**1 140 000**	**0**	**0**	**1 140 000**	**0**
99101 / 66111 /	2 559 176 604	958 854 231	0	3 518 030 835	0
Total Article 66111	**2 559 176 604**	**958 854 231**	**0**	**3 518 030 835**	**0**
99101 / 66112 /	1 057 509 095	0	0	1 057 509 095	0
Total Article 66112	**1 057 509 095**	**0**	**0**	**1 057 509 095**	**0**
99101 / 673 /	1 305 481	0	0	1 305 481	0
Total Article 673	**1 305 481**	**0**	**0**	**1 305 481**	**0**
99101	**3 659 706 844**	**988 400 770**	**0**	**4 648 107 614**	**0**
99102 / 6811 /	14 178 355 446	0	0	14 178 355 446	0
Total Article 6811	**14 178 355 446**	**0**	**0**	**14 178 355 446**	**0**
99102	**14 178 355 446**	**0**	**0**	**14 178 355 446**	**0**
99103 / 6227 /	224 205 913	0	0	224 205 913	0

Polynésie Française

Budget Général

Organisme : PF
Exercice : 2024
Budget : BP1
Edité le : 11/03/2025 02:46 PM

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6227	**224 205 913**	**0**	**0**	**224 205 913**	**0**
99103 / 627 /	98 000	0	0	98 000	0
Total Article 627	**98 000**	**0**	**0**	**98 000**	**0**
99103 / 6541 /	168 596 440	108 472 332	0	277 068 772	0
Total Article 6541	**168 596 440**	**108 472 332**	**0**	**277 068 772**	**0**
99103 / 6556M /	2 900 000 000	0	0	2 900 000 000	0
Total Article 6556M	**2 900 000 000**	**0**	**0**	**2 900 000 000**	**0**
99103 / 666 /	1 761 777	0	0	1 761 777	0
Total Article 666	**1 761 777**	**0**	**0**	**1 761 777**	**0**
99103 / 6718 /	39 432	0	0	39 432	0
Total Article 6718	**39 432**	**0**	**0**	**39 432**	**0**
99103 / 673 /	53 513 440	0	0	53 513 440	0
Total Article 673	**53 513 440**	**0**	**0**	**53 513 440**	**0**
99103 / 678 /	838 888	0	0	838 888	0
Total Article 678	**838 888**	**0**	**0**	**838 888**	**0**
99103 / 6815 /	246 117 048	0	0	246 117 048	0
Total Article 6815	**246 117 048**	**0**	**0**	**246 117 048**	**0**
99103	**3 595 170 938**	**108 472 332**	**0**	**3 703 643 270**	**0**
TOTAL MISSION 991	**21 433 233 228**	**1 096 873 102**	**0**	**22 530 106 330**	**0**

TOTAL GENERAL	**197 030 655 040**	**7 575 133 228**	**73 545 182**	**204 532 243 086**	**0**
Hors dna/rna (1 - 3)	**196 957 109 858**				

ETAT COMPARATIF DES RECETTES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	RECETTES				
	Ordonnateur (1)	PAR (2)	RNA (PCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
96001 / 6096 /	482 886	0	0	482 886	0
Total Article 6096	**482 886**	**0**	**0**	**482 886**	**0**
96001 / 629 /	9 895	0	0	9 895	0
Total Article 629	**9 895**	**0**	**0**	**9 895**	**0**
96001 / 6539 /	1 598 288	0	0	1 598 288	0
Total Article 6539	**1 598 288**	**0**	**0**	**1 598 288**	**0**
96001 / 7011 /	8 904	0	0	8 904	0
Total Article 7011	**8 904**	**0**	**0**	**8 904**	**0**
96001 / 7087 /	26 312	0	0	26 312	0
Total Article 7087	**26 312**	**0**	**0**	**26 312**	**0**
96001 / 7711 /	431	0	0	431	0
Total Article 7711	**431**	**0**	**0**	**431**	**0**
96001 / 773 /	11 101 800	0	0	11 101 800	0
Total Article 773	**11 101 800**	**0**	**0**	**11 101 800**	**0**
96001	**13 228 516**	**0**	**0**	**13 228 516**	**0**
96005 / 619 /	10 150	0	0	10 150	0
Total Article 619	**10 150**	**0**	**0**	**10 150**	**0**
96005 / 7011 /	97 745 646	0	0	97 745 646	0
Total Article 7011	**97 745 646**	**0**	**0**	**97 745 646**	**0**
96005 / 7068 /	6 445 600	0	0	6 445 600	0
Total Article 7068	**6 445 600**	**0**	**0**	**6 445 600**	**0**
96005 / 773 /	9 577 226	0	0	9 577 226	0
Total Article 773	**9 577 226**	**0**	**0**	**9 577 226**	**0**
96005	**113 778 622**	**0**	**0**	**113 778 622**	**0**
96006 / 629 /	67 000	0	0	67 000	0
Total Article 629	**67 000**	**0**	**0**	**67 000**	**0**
96006 / 74718 /	1 187 348	0	0	1 187 348	0
Total Article 74718	**1 187 348**	**0**	**0**	**1 187 348**	**0**
96006 / 773 /	25 680	0	0	25 680	0
Total Article 773	**25 680**	**0**	**0**	**25 680**	**0**
96006	**1 280 028**	**0**	**0**	**1 280 028**	**0**
96007 / 6419 /	1 722 665	0	0	1 722 665	0
Total Article 6419	**1 722 665**	**0**	**0**	**1 722 665**	**0**
96007 / 773 /	2 249 406	0	0	2 249 406	0
Total Article 773	**2 249 406**	**0**	**0**	**2 249 406**	**0**
96007	**3 972 071**	**0**	**0**	**3 972 071**	**0**
96008 / 629 /	19 000	0	0	19 000	0
Total Article 629	**19 000**	**0**	**0**	**19 000**	**0**
96008	**19 000**	**0**	**0**	**19 000**	**0**

ETAT COMPARATIF DES RECETTES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	RECETTES				
	Ordonnateur (1)	PAR (2)	RNA (PCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
TOTAL MISSION 960	**132 278 237**	**0**	**0**	**132 278 237**	**0**
96101 / 619 /	17 087	0	0	17 087	0
Total Article 619	**17 087**	**0**	**0**	**17 087**	**0**
96101 / 773 /	1 761 547	0	0	1 761 547	0
Total Article 773	**1 761 547**	**0**	**0**	**1 761 547**	**0**
96101	**1 778 634**	**0**	**0**	**1 778 634**	**0**
96102 / 629 /	15 787 297	0	0	15 787 297	0
Total Article 629	**15 787 297**	**0**	**0**	**15 787 297**	**0**
96102 / 7064 /	74 006 610	0	0	74 006 610	0
Total Article 7064	**74 006 610**	**0**	**0**	**74 006 610**	**0**
96102 / 70831 /	2 625 000	0	0	2 625 000	0
Total Article 70831	**2 625 000**	**0**	**0**	**2 625 000**	**0**
96102 / 74718 /	5 966 587	0	0	5 966 587	0
Total Article 74718	**5 966 587**	**0**	**0**	**5 966 587**	**0**
96102 / 7711 /	4 160 753	0	0	4 160 753	0
Total Article 7711	**4 160 753**	**0**	**0**	**4 160 753**	**0**
96102 / 773 /	601 076	0	0	601 076	0
Total Article 773	**601 076**	**0**	**0**	**601 076**	**0**
96102	**103 147 323**	**0**	**0**	**103 147 323**	**0**
96104 / 722 /	5 735 939	0	0	5 735 939	0
Total Article 722	**5 735 939**	**0**	**0**	**5 735 939**	**0**
96104 / 7711 /	57 067 549	0	0	57 067 549	0
Total Article 7711	**57 067 549**	**0**	**0**	**57 067 549**	**0**
96104 / 773 /	5 987 610	0	0	5 987 610	0
Total Article 773	**5 987 610**	**0**	**0**	**5 987 610**	**0**
96104	**68 791 098**	**0**	**0**	**68 791 098**	**0**
96105 / 773 /	4 809	0	0	4 809	0
Total Article 773	**4 809**	**0**	**0**	**4 809**	**0**
96105	**4 809**	**0**	**0**	**4 809**	**0**
TOTAL MISSION 961	**173 721 864**	**0**	**0**	**173 721 864**	**0**
Total Article 7711	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
96201 / 773 /	837 976	0	0	837 976	0
Total Article 773	**837 976**	**0**	**0**	**837 976**	**0**
96201 / 7788 /	59 666	0	0	59 666	0
Total Article 7788	**59 666**	**0**	**0**	**59 666**	**0**
96201	**897 642**	**0**	**0**	**897 642**	**0**
96202 / 619 /	548 392	0	0	548 392	0
Total Article 619	**548 392**	**0**	**0**	**548 392**	**0**

ETAT COMPARATIF DES RECETTES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	RECETTES				
	Ordonnateur (1)	PAR (2)	RNA (PCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
96202 / 629 /	12 500	0	0	12 500	0
Total Article 629	**12 500**	**0**	**0**	**12 500**	**0**
96202 / 6419 /	186 955 225	0	0	186 955 225	0
Total Article 6419	**186 955 225**	**0**	**0**	**186 955 225**	**0**
96202 / 6479 /	17 073	0	0	17 073	0
Total Article 6479	**17 073**	**0**	**0**	**17 073**	**0**
96202 / 722 /	247 895 458	0	0	247 895 458	0
Total Article 722	**247 895 458**	**0**	**0**	**247 895 458**	**0**
96202 / 74711 /	546 181 384	0	0	546 181 384	0
Total Article 74711	**546 181 384**	**0**	**0**	**546 181 384**	**0**
96202 / 74718 /	166 200 820	0	0	166 200 820	0
Total Article 74718	**166 200 820**	**0**	**0**	**166 200 820**	**0**
96202 / 773 /	277 745 612	0	0	277 745 612	0
Total Article 773	**277 745 612**	**0**	**0**	**277 745 612**	**0**
96202 / 7788 /	141 849 032	0	0	141 849 032	0
Total Article 7788	**141 849 032**	**0**	**0**	**141 849 032**	**0**
96202 / 7815 /	350 000 000	0	0	350 000 000	0
Total Article 7815	**350 000 000**	**0**	**0**	**350 000 000**	**0**
96202	**1 917 405 496**	**0**	**0**	**1 917 405 496**	**0**
TOTAL MISSION 962	**1 918 303 138**	**0**	**0**	**1 918 303 138**	**0**
96301 / 629 /	270 688	0	0	270 688	0
Total Article 629	**270 688**	**0**	**0**	**270 688**	**0**
96301 / 7815 /	2 783 209 973	0	0	2 783 209 973	0
Total Article 7815	**2 783 209 973**	**0**	**0**	**2 783 209 973**	**0**
96301	**2 783 480 661**	**0**	**0**	**2 783 480 661**	**0**
96302 / 773 /	34 092 301	0	0	34 092 301	0
Total Article 773	**34 092 301**	**0**	**0**	**34 092 301**	**0**
96302	**34 092 301**	**0**	**0**	**34 092 301**	**0**
96303 / 7711 /	1 309 137	0	0	1 309 137	0
Total Article 7711	**1 309 137**	**0**	**0**	**1 309 137**	**0**
96303	**1 309 137**	**0**	**0**	**1 309 137**	**0**
96305 / 773 /	123 405	0	0	123 405	0
Total Article 773	**123 405**	**0**	**0**	**123 405**	**0**
96305	**123 405**	**0**	**0**	**123 405**	**0**
TOTAL MISSION 963	**2 819 005 504**	**0**	**0**	**2 819 005 504**	**0**
96401 / 7011 /	16 675	0	0	16 675	0
Total Article 7011	**16 675**	**0**	**0**	**16 675**	**0**
96401 / 773 /	973 018	0	0	973 018	0

ETAT COMPARATIF DES RECETTES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	RECETTES				
	Ordonnateur (1)	PAR (2)	RNA (PCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 773	**973 018**	**0**	**0**	**973 018**	**0**
96401	**989 693**	**0**	**0**	**989 693**	**0**
96402 / 619 /	6 586	0	0	6 586	0
Total Article 619	**6 586**	**0**	**0**	**6 586**	**0**
96402 / 7087 /	4 399	0	0	4 399	0
Total Article 7087	**4 399**	**0**	**0**	**4 399**	**0**
96402 / 773 /	2 620 955	0	0	2 620 955	0
Total Article 773	**2 620 955**	**0**	**0**	**2 620 955**	**0**
96402	**2 631 940**	**0**	**0**	**2 631 940**	**0**
96403 / 773 /	7 555 130	0	0	7 555 130	0
Total Article 773	**7 555 130**	**0**	**0**	**7 555 130**	**0**
96403	**7 555 130**	**0**	**0**	**7 555 130**	**0**
TOTAL MISSION 964	**11 176 763**	**0**	**0**	**11 176 763**	**0**
96501 / 619 /	11 940	0	0	11 940	0
Total Article 619	**11 940**	**0**	**0**	**11 940**	**0**
96501 / 65749 /	412 280	0	0	412 280	0
Total Article 65749	**412 280**	**0**	**0**	**412 280**	**0**
96501 / 7021 /	2 630 550	0	0	2 630 550	0
Total Article 7021	**2 630 550**	**0**	**0**	**2 630 550**	**0**
96501 / 7028 /	6 557 789	0	0	6 557 789	0
Total Article 7028	**6 557 789**	**0**	**0**	**6 557 789**	**0**
96501 / 7068 /	13 066 830	0	0	13 066 830	0
Total Article 7068	**13 066 830**	**0**	**0**	**13 066 830**	**0**
96501 / 707 /	470 000	0	0	470 000	0
Total Article 707	**470 000**	**0**	**0**	**470 000**	**0**
96501 / 7087 /	8 800	0	0	8 800	0
Total Article 7087	**8 800**	**0**	**0**	**8 800**	**0**
96501 / 721 /	202 074	0	0	202 074	0
Total Article 721	**202 074**	**0**	**0**	**202 074**	**0**
96501 / 722 /	17 053 788	0	0	17 053 788	0
Total Article 722	**17 053 788**	**0**	**0**	**17 053 788**	**0**
96501 / 74718 /	28 639 618	0	0	28 639 618	0
Total Article 74718	**28 639 618**	**0**	**0**	**28 639 618**	**0**
96501 / 7478 /	556 566	0	0	556 566	0
Total Article 7478	**556 566**	**0**	**0**	**556 566**	**0**
96501 / 7588 /	8 698 167	0	0	8 698 167	0
Total Article 7588	**8 698 167**	**0**	**0**	**8 698 167**	**0**
96501 / 7711 /	10 812 000	0	0	10 812 000	0
Total Article 7711	**10 812 000**	**0**	**0**	**10 812 000**	**0**
96501 / 773 /	497 541 838	0	0	497 541 838	0

ETAT COMPARATIF DES RECETTES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	RECETTES				
	Ordonnateur (1)	PAR (2)	RNA (PCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 773	**497 541 838**	**0**	**0**	**497 541 838**	**0**
96501 / 7788 /	121 520	0	0	121 520	0
Total Article 7788	**121 520**	**0**	**0**	**121 520**	**0**
96501	**586 783 760**	**0**	**0**	**586 783 760**	**0**
96502 / 7022 /	17 027 533	0	0	17 027 533	0
Total Article 7022	**17 027 533**	**0**	**0**	**17 027 533**	**0**
96502 / 722 /	3 444 288	0	0	3 444 288	0
Total Article 722	**3 444 288**	**0**	**0**	**3 444 288**	**0**
96502 / 773 /	2 814 028	0	0	2 814 028	0
Total Article 773	**2 814 028**	**0**	**0**	**2 814 028**	**0**
96502	**23 285 849**	**0**	**0**	**23 285 849**	**0**
96503 / 7028 /	16 008 249	0	0	16 008 249	0
Total Article 7028	**16 008 249**	**0**	**0**	**16 008 249**	**0**
96503 / 7087 /	12 683	0	0	12 683	0
Total Article 7087	**12 683**	**0**	**0**	**12 683**	**0**
96503 / 722 /	12 229 061	0	0	12 229 061	0
Total Article 722	**12 229 061**	**0**	**0**	**12 229 061**	**0**
96503 / 74718 /	13 876 143	0	0	13 876 143	0
Total Article 74718	**13 876 143**	**0**	**0**	**13 876 143**	**0**
96503 / 7588 /	17 150 000	0	0	17 150 000	0
Total Article 7588	**17 150 000**	**0**	**0**	**17 150 000**	**0**
96503 / 7711 /	124 391	0	0	124 391	0
Total Article 7711	**124 391**	**0**	**0**	**124 391**	**0**
96503 / 773 /	1 071 558	0	0	1 071 558	0
Total Article 773	**1 071 558**	**0**	**0**	**1 071 558**	**0**
96503	**60 472 085**	**0**	**0**	**60 472 085**	**0**
96504 / 6096 /	20 975	0	0	20 975	0
Total Article 6096	**20 975**	**0**	**0**	**20 975**	**0**
96504 / 7068 /	40 215	0	0	40 215	0
Total Article 7068	**40 215**	**0**	**0**	**40 215**	**0**
96504 / 707 /	93 150	0	0	93 150	0
Total Article 707	**93 150**	**0**	**0**	**93 150**	**0**
96504 / 7581 /	6 313 499	0	0	6 313 499	0
Total Article 7581	**6 313 499**	**0**	**0**	**6 313 499**	**0**
96504 / 773 /	612 228	0	0	612 228	0
Total Article 773	**612 228**	**0**	**0**	**612 228**	**0**
96504	**7 080 067**	**0**	**0**	**7 080 067**	**0**
96505 / 6529 /	103 159	0	0	103 159	0
Total Article 6529	**103 159**	**0**	**0**	**103 159**	**0**

ETAT COMPARATIF DES RECETTES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	RECETTES				
	Ordonnateur (1)	PAR (2)	RNA (PCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
96505 / 74718 /	596 659	0	0	596 659	0
Total Article 74718	**596 659**	**0**	**0**	**596 659**	**0**
96505 / 773 /	39 829	0	0	39 829	0
Total Article 773	**39 829**	**0**	**0**	**39 829**	**0**
96505	**739 647**	**0**	**0**	**739 647**	**0**
TOTAL MISSION 965	**678 361 408**	**0**	**0**	**678 361 408**	**0**
96601 / 7581 /	27 313 826	0	0	27 313 826	0
Total Article 7581	**27 313 826**	**0**	**0**	**27 313 826**	**0**
96601 / 773 /	1 858 953	0	0	1 858 953	0
Total Article 773	**1 858 953**	**0**	**0**	**1 858 953**	**0**
96601	**29 172 779**	**0**	**0**	**29 172 779**	**0**
96602 / 773 /	957 783	0	0	957 783	0
Total Article 773	**957 783**	**0**	**0**	**957 783**	**0**
96602	**957 783**	**0**	**0**	**957 783**	**0**
96603 / 6529 /	70 293	0	0	70 293	0
Total Article 6529	**70 293**	**0**	**0**	**70 293**	**0**
96603 / 773 /	67 667 646	0	0	67 667 646	0
Total Article 773	**67 667 646**	**0**	**0**	**67 667 646**	**0**
96603	**67 737 939**	**0**	**0**	**67 737 939**	**0**
96605 / 773 /	9 275 140	0	0	9 275 140	0
Total Article 773	**9 275 140**	**0**	**0**	**9 275 140**	**0**
96605	**9 275 140**	**0**	**0**	**9 275 140**	**0**
96606 / 7541 /	8 233 890	0	0	8 233 890	0
Total Article 7541	**8 233 890**	**0**	**0**	**8 233 890**	**0**
96606 / 7542 /	8 591 885	0	0	8 591 885	0
Total Article 7542	**8 591 885**	**0**	**0**	**8 591 885**	**0**
96606 / 7546 /	138 048 541	0	0	138 048 541	0
Total Article 7546	**138 048 541**	**0**	**0**	**138 048 541**	**0**
96606 / 7788 /	44 652	0	0	44 652	0
Total Article 7788	**44 652**	**0**	**0**	**44 652**	**0**
96606	**154 918 968**	**0**	**0**	**154 918 968**	**0**
TOTAL MISSION 966	**262 062 609**	**0**	**0**	**262 062 609**	**0**
96701 / 7082 /	12 794	0	0	12 794	0
Total Article 7082	**12 794**	**0**	**0**	**12 794**	**0**
96701 / 74718 /	13 280 942	0	0	13 280 942	0
Total Article 74718	**13 280 942**	**0**	**0**	**13 280 942**	**0**
96701 / 7581 /	13 334 265	0	0	13 334 265	0

ETAT COMPARATIF DES RECETTES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	RECETTES				
	Ordonnateur (1)	PAR (2)	RNA (PCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 7581	**13 334 265**	**0**	**0**	**13 334 265**	**0**
96701 / 773 /	2 321 123	0	0	2 321 123	0
Total Article 773	**2 321 123**	**0**	**0**	**2 321 123**	**0**
96701	**28 949 124**	**0**	**0**	**28 949 124**	**0**
96702 / 6529 /	13 227 014	0	0	13 227 014	0
Total Article 6529	**13 227 014**	**0**	**0**	**13 227 014**	**0**
96702 / 773 /	161 854 625	0	0	161 854 625	0
Total Article 773	**161 854 625**	**0**	**0**	**161 854 625**	**0**
96702	**175 081 639**	**0**	**0**	**175 081 639**	**0**
96703 / 6529 /	1 712 040	0	0	1 712 040	0
Total Article 6529	**1 712 040**	**0**	**0**	**1 712 040**	**0**
96703 / 773 /	41 862 929	0	0	41 862 929	0
Total Article 773	**41 862 929**	**0**	**0**	**41 862 929**	**0**
96703	**43 574 969**	**0**	**0**	**43 574 969**	**0**
TOTAL MISSION 967	**247 605 732**	**0**	**0**	**247 605 732**	**0**
96801 / 773 /	9 349 424	0	0	9 349 424	0
Total Article 773	**9 349 424**	**0**	**0**	**9 349 424**	**0**
96801	**9 349 424**	**0**	**0**	**9 349 424**	**0**
96802 / 65749 /	535 319	0	0	535 319	0
Total Article 65749	**535 319**	**0**	**0**	**535 319**	**0**
96802 / 74718 /	5 235 560	0	0	5 235 560	0
Total Article 74718	**5 235 560**	**0**	**0**	**5 235 560**	**0**
96802 / 773 /	1 359 612	0	0	1 359 612	0
Total Article 773	**1 359 612**	**0**	**0**	**1 359 612**	**0**
96802	**7 130 491**	**0**	**0**	**7 130 491**	**0**
TOTAL MISSION 968	**16 479 915**	**0**	**0**	**16 479 915**	**0**
96901 / 629 /	724 712	0	0	724 712	0
Total Article 629	**724 712**	**0**	**0**	**724 712**	**0**
96901 / 74711 /	27 565 632	0	0	27 565 632	0
Total Article 74711	**27 565 632**	**0**	**0**	**27 565 632**	**0**
96901 / 7711 /	604 019	0	0	604 019	0
Total Article 7711	**604 019**	**0**	**0**	**604 019**	**0**
96901 / 773 /	9 170 971	0	0	9 170 971	0
Total Article 773	**9 170 971**	**0**	**0**	**9 170 971**	**0**
96901	**38 065 334**	**0**	**0**	**38 065 334**	**0**
96902 / 74711 /	410 010 978	0	0	410 010 978	0
Total Article 74711	**410 010 978**	**0**	**0**	**410 010 978**	**0**

ETAT COMPARATIF DES RECETTES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	RECETTES				
	Ordonnateur (1)	PAR (2)	RNA (PCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
96902 / 7711 /	496 785	0	0	496 785	0
Total Article 7711	**496 785**	**0**	**0**	**496 785**	**0**
96902 / 773 /	12 677 566	0	0	12 677 566	0
Total Article 773	**12 677 566**	**0**	**0**	**12 677 566**	**0**
96902	**423 185 329**	**0**	**0**	**423 185 329**	**0**
96903 / 74711 /	258 278 383	0	0	258 278 383	0
Total Article 74711	**258 278 383**	**0**	**0**	**258 278 383**	**0**
96903 / 773 /	133 591	0	0	133 591	0
Total Article 773	**133 591**	**0**	**0**	**133 591**	**0**
96903	**258 411 974**	**0**	**0**	**258 411 974**	**0**
96904 / 74711 /	2 172 214	0	0	2 172 214	0
Total Article 74711	**2 172 214**	**0**	**0**	**2 172 214**	**0**
96904 / 773 /	303 294	0	0	303 294	0
Total Article 773	**303 294**	**0**	**0**	**303 294**	**0**
96904	**2 475 508**	**0**	**0**	**2 475 508**	**0**
96905 / 629 /	85 920	0	0	85 920	0
Total Article 629	**85 920**	**0**	**0**	**85 920**	**0**
96905 / 6519 /	243 033	0	0	243 033	0
Total Article 6519	**243 033**	**0**	**0**	**243 033**	**0**
96905 / 74711 /	100 503 341	0	0	100 503 341	0
Total Article 74711	**100 503 341**	**0**	**0**	**100 503 341**	**0**
96905 / 74718 /	41 796 196	0	0	41 796 196	0
Total Article 74718	**41 796 196**	**0**	**0**	**41 796 196**	**0**
96905 / 773 /	51 202 277	0	0	51 202 277	0
Total Article 773	**51 202 277**	**0**	**0**	**51 202 277**	**0**
96905	**193 830 767**	**0**	**0**	**193 830 767**	**0**
96906 / 629 /	23 545	0	0	23 545	0
Total Article 629	**23 545**	**0**	**0**	**23 545**	**0**
96906 / 773 /	2 705 389	0	0	2 705 389	0
Total Article 773	**2 705 389**	**0**	**0**	**2 705 389**	**0**
96906	**2 728 934**	**0**	**0**	**2 728 934**	**0**
TOTAL MISSION 969	**918 697 846**	**0**	**0**	**918 697 846**	**0**
97001 / 6032 /	143 941 661	0	0	143 941 661	0
Total Article 6032	**143 941 661**	**0**	**0**	**143 941 661**	**0**
97001 / 6092 /	786 253	0	0	786 253	0
Total Article 6092	**786 253**	**0**	**0**	**786 253**	**0**
97001 / 6096 /	370 354	0	0	370 354	0
Total Article 6096	**370 354**	**0**	**0**	**370 354**	**0**

ETAT COMPARATIF DES RECETTES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	RECETTES				
	Ordonnateur (1)	PAR (2)	RNA (PCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
97001 / 629 /	3 832	0	0	3 832	0
Total Article 629	**3 832**	**0**	**0**	**3 832**	**0**
97001 / 7061 /	609	0	0	609	0
Total Article 7061	**609**	**0**	**0**	**609**	**0**
97001 / 7063 /	553 118 062	0	0	553 118 062	0
Total Article 7063	**553 118 062**	**0**	**0**	**553 118 062**	**0**
97001 / 7087 /	181 733	0	0	181 733	0
Total Article 7087	**181 733**	**0**	**0**	**181 733**	**0**
97001 / 721 /	430 137	0	0	430 137	0
Total Article 721	**430 137**	**0**	**0**	**430 137**	**0**
97001 / 722 /	1 211 155	0	0	1 211 155	0
Total Article 722	**1 211 155**	**0**	**0**	**1 211 155**	**0**
97001 / 74712 /	477 326 969	0	0	477 326 969	0
Total Article 74712	**477 326 969**	**0**	**0**	**477 326 969**	**0**
97001 / 74718 /	6 581 026	0	0	6 581 026	0
Total Article 74718	**6 581 026**	**0**	**0**	**6 581 026**	**0**
97001 / 7476 /	64 902 426	0	0	64 902 426	0
Total Article 7476	**64 902 426**	**0**	**0**	**64 902 426**	**0**
97001 / 752 /	5 217 770	0	0	5 217 770	0
Total Article 752	**5 217 770**	**0**	**0**	**5 217 770**	**0**
97001 / 7711 /	539 236	0	0	539 236	0
Total Article 7711	**539 236**	**0**	**0**	**539 236**	**0**
97001 / 773 /	28 614 176	0	0	28 614 176	0
Total Article 773	**28 614 176**	**0**	**0**	**28 614 176**	**0**
97001	**1 283 225 399**	**0**	**0**	**1 283 225 399**	**0**
97002 / 6032 /	333 929 300	0	0	333 929 300	0
Total Article 6032	**333 929 300**	**0**	**0**	**333 929 300**	**0**
97002 / 629 /	247 000	0	0	247 000	0
Total Article 629	**247 000**	**0**	**0**	**247 000**	**0**
97002 / 7038 /	2 880 000	0	0	2 880 000	0
Total Article 7038	**2 880 000**	**0**	**0**	**2 880 000**	**0**
97002 / 7088 /	339 959	0	0	339 959	0
Total Article 7088	**339 959**	**0**	**0**	**339 959**	**0**
Total Article 7112	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total Article 71332	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
97002 / 7476 /	245 000	0	0	245 000	0
Total Article 7476	**245 000**	**0**	**0**	**245 000**	**0**
97002 / 773 /	2 001 520	0	0	2 001 520	0
Total Article 773	**2 001 520**	**0**	**0**	**2 001 520**	**0**
97002	**339 642 779**	**0**	**0**	**339 642 779**	**0**
97003 / 629 /	133 560	0	0	133 560	0

ETAT COMPARATIF DES RECETTES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	RECETTES				
	Ordonnateur (1)	PAR (2)	RNA (PCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 629	**133 560**	**0**	**0**	**133 560**	**0**
97003 / 7588 /	4 652 446	0	0	4 652 446	0
Total Article 7588	**4 652 446**	**0**	**0**	**4 652 446**	**0**
97003 / 7711 /	7 652 522	0	0	7 652 522	0
Total Article 7711	**7 652 522**	**0**	**0**	**7 652 522**	**0**
97003 / 773 /	10 431 429	0	0	10 431 429	0
Total Article 773	**10 431 429**	**0**	**0**	**10 431 429**	**0**
97003	**22 869 957**	**0**	**0**	**22 869 957**	**0**
TOTAL MISSION 970	**1 645 738 135**	**0**	**0**	**1 645 738 135**	**0**
97101 / 629 /	133 000	0	0	133 000	0
Total Article 629	**133 000**	**0**	**0**	**133 000**	**0**
97101 / 7087 /	15 000	0	0	15 000	0
Total Article 7087	**15 000**	**0**	**0**	**15 000**	**0**
97101 / 773 /	727 249	0	0	727 249	0
Total Article 773	**727 249**	**0**	**0**	**727 249**	**0**
97101	**875 249**	**0**	**0**	**875 249**	**0**
97102 / 6519 /	45 000	0	0	45 000	0
Total Article 6519	**45 000**	**0**	**0**	**45 000**	**0**
97102 / 74714 /	1 764 142	0	0	1 764 142	0
Total Article 74714	**1 764 142**	**0**	**0**	**1 764 142**	**0**
97102 / 773 /	1 067 801	0	0	1 067 801	0
Total Article 773	**1 067 801**	**0**	**0**	**1 067 801**	**0**
97102	**2 876 943**	**0**	**0**	**2 876 943**	**0**
97103 / 74711 /	368 358 592	0	0	368 358 592	0
Total Article 74711	**368 358 592**	**0**	**0**	**368 358 592**	**0**
97103 / 752 /	300 000	0	0	300 000	0
Total Article 752	**300 000**	**0**	**0**	**300 000**	**0**
97103 / 773 /	3 692 836	0	0	3 692 836	0
Total Article 773	**3 692 836**	**0**	**0**	**3 692 836**	**0**
97103	**372 351 428**	**0**	**0**	**372 351 428**	**0**
97104 / 773 /	5 607 051	0	0	5 607 051	0
Total Article 773	**5 607 051**	**0**	**0**	**5 607 051**	**0**
97104	**5 607 051**	**0**	**0**	**5 607 051**	**0**
97105 / 629 /	24 560	0	0	24 560	0
Total Article 629	**24 560**	**0**	**0**	**24 560**	**0**
97105 / 74715 /	17 183 771	0	0	17 183 771	0
Total Article 74715	**17 183 771**	**0**	**0**	**17 183 771**	**0**
97105 / 773 /	256 034	0	0	256 034	0
	256 034	**0**	**0**	**256 034**	**0**

ETAT COMPARATIF DES RECETTES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	RECETTES				
	Ordonnateur (1)	PAR (2)	RNA (PCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 773					
97105	**17 464 365**	**0**	**0**	**17 464 365**	**0**
97106 / 629 /	367 000	0	0	367 000	0
Total Article 629	**367 000**	**0**	**0**	**367 000**	**0**
97106 / 7087 /	200	0	0	200	0
Total Article 7087	**200**	**0**	**0**	**200**	**0**
97106 / 74715 /	156 897 374	0	0	156 897 374	0
Total Article 74715	**156 897 374**	**0**	**0**	**156 897 374**	**0**
97106 / 773 /	7 508 419	0	0	7 508 419	0
Total Article 773	**7 508 419**	**0**	**0**	**7 508 419**	**0**
97106 / 7788 /	240 000	0	0	240 000	0
Total Article 7788	**240 000**	**0**	**0**	**240 000**	**0**
97106	**165 012 993**	**0**	**0**	**165 012 993**	**0**
TOTAL MISSION 971	**564 188 029**	**0**	**0**	**564 188 029**	**0**
97301 / 629 /	168 000	0	0	168 000	0
Total Article 629	**168 000**	**0**	**0**	**168 000**	**0**
97301 / 7033 /	27 511 635	0	0	27 511 635	0
Total Article 7033	**27 511 635**	**0**	**0**	**27 511 635**	**0**
97301 / 74718 /	5 387 875	0	0	5 387 875	0
Total Article 74718	**5 387 875**	**0**	**0**	**5 387 875**	**0**
97301 / 773 /	903 107	0	0	903 107	0
Total Article 773	**903 107**	**0**	**0**	**903 107**	**0**
97301	**33 970 617**	**0**	**0**	**33 970 617**	**0**
97302 / 629 /	11 332	0	0	11 332	0
Total Article 629	**11 332**	**0**	**0**	**11 332**	**0**
97302 / 7588 /	2 903 564	0	0	2 903 564	0
Total Article 7588	**2 903 564**	**0**	**0**	**2 903 564**	**0**
97302 / 7621 /	7 835 650	0	0	7 835 650	0
Total Article 7621	**7 835 650**	**0**	**0**	**7 835 650**	**0**
97302 / 773 /	10 047 711	0	0	10 047 711	0
Total Article 773	**10 047 711**	**0**	**0**	**10 047 711**	**0**
97302	**20 798 257**	**0**	**0**	**20 798 257**	**0**
97303 / 629 /	50 000	0	0	50 000	0
Total Article 629	**50 000**	**0**	**0**	**50 000**	**0**
97303 / 773 /	863 274	0	0	863 274	0
Total Article 773	**863 274**	**0**	**0**	**863 274**	**0**
97303	**913 274**	**0**	**0**	**913 274**	**0**
TOTAL MISSION 973	**55 682 148**	**0**	**0**	**55 682 148**	**0**

ETAT COMPARATIF DES RECETTES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	RECETTES				
	Ordonnateur (1)	PAR (2)	RNA (PCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
97401 / 6096 /	1 358	0	0	1 358	0
Total Article 6096	**1 358**	**0**	**0**	**1 358**	**0**
97401 / 629 /	12 000	0	0	12 000	0
Total Article 629	**12 000**	**0**	**0**	**12 000**	**0**
97401 / 7018 /	172 549	0	0	172 549	0
Total Article 7018	**172 549**	**0**	**0**	**172 549**	**0**
97401 / 70838 /	280 720	0	0	280 720	0
Total Article 70838	**280 720**	**0**	**0**	**280 720**	**0**
97401 / 722 /	89 723 632	0	0	89 723 632	0
Total Article 722	**89 723 632**	**0**	**0**	**89 723 632**	**0**
97401 / 7581 /	17 129 340	0	0	17 129 340	0
Total Article 7581	**17 129 340**	**0**	**0**	**17 129 340**	**0**
97401 / 7711 /	31 178 770	0	0	31 178 770	0
Total Article 7711	**31 178 770**	**0**	**0**	**31 178 770**	**0**
97401 / 773 /	29 090 887	0	0	29 090 887	0
Total Article 773	**29 090 887**	**0**	**0**	**29 090 887**	**0**
97401	**167 589 256**	**0**	**0**	**167 589 256**	**0**
97402 / 721 /	3 660 007	0	0	3 660 007	0
Total Article 721	**3 660 007**	**0**	**0**	**3 660 007**	**0**
97402 / 722 /	5 084 111	0	0	5 084 111	0
Total Article 722	**5 084 111**	**0**	**0**	**5 084 111**	**0**
97402 / 7581 /	160 492	0	0	160 492	0
Total Article 7581	**160 492**	**0**	**0**	**160 492**	**0**
97402 / 7711 /	123 883 617	0	0	123 883 617	0
Total Article 7711	**123 883 617**	**0**	**0**	**123 883 617**	**0**
97402 / 773 /	398 006	0	0	398 006	0
Total Article 773	**398 006**	**0**	**0**	**398 006**	**0**
97402	**133 186 233**	**0**	**0**	**133 186 233**	**0**
97403 / 7711 /	16 621 334	0	0	16 621 334	0
Total Article 7711	**16 621 334**	**0**	**0**	**16 621 334**	**0**
97403 / 773 /	9 139 085	0	0	9 139 085	0
Total Article 773	**9 139 085**	**0**	**0**	**9 139 085**	**0**
97403	**25 760 419**	**0**	**0**	**25 760 419**	**0**
97404 / 7087 /	10 440 472	0	0	10 440 472	0
Total Article 7087	**10 440 472**	**0**	**0**	**10 440 472**	**0**
97404 / 74718 /	23 753 100	0	0	23 753 100	0
Total Article 74718	**23 753 100**	**0**	**0**	**23 753 100**	**0**
97404 / 752 /	110 000 000	0	0	110 000 000	0
Total Article 752	**110 000 000**	**0**	**0**	**110 000 000**	**0**
97404 / 757 /	10 210 781	0	0	10 210 781	0

ETAT COMPARATIF DES RECETTES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	RECETTES				
	Ordonnateur (1)	PAR (2)	RNA (PCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 757	**10 210 781**	**0**	**0**	**10 210 781**	**0**
97404 / 773 /	1 381	0	0	1 381	0
Total Article 773	**1 381**	**0**	**0**	**1 381**	**0**
97404 / 7788 /	9 806 487	0	0	9 806 487	0
Total Article 7788	**9 806 487**	**0**	**0**	**9 806 487**	**0**
97404	**164 212 221**	**0**	**0**	**164 212 221**	**0**
97405 / 6529 /	146 526	0	0	146 526	0
Total Article 6529	**146 526**	**0**	**0**	**146 526**	**0**
97405 / 773 /	18 339 457	0	0	18 339 457	0
Total Article 773	**18 339 457**	**0**	**0**	**18 339 457**	**0**
97405	**18 485 983**	**0**	**0**	**18 485 983**	**0**
TOTAL MISSION 974	**509 234 112**	**0**	**0**	**509 234 112**	**0**
97501 / 629 /	52 000	0	0	52 000	0
Total Article 629	**52 000**	**0**	**0**	**52 000**	**0**
97501 / 7061 /	496 974	0	0	496 974	0
Total Article 7061	**496 974**	**0**	**0**	**496 974**	**0**
97501 / 773 /	147 459 484	0	0	147 459 484	0
Total Article 773	**147 459 484**	**0**	**0**	**147 459 484**	**0**
97501	**148 008 458**	**0**	**0**	**148 008 458**	**0**
97502 / 7061 /	140 961 448	0	0	140 961 448	0
Total Article 7061	**140 961 448**	**0**	**0**	**140 961 448**	**0**
Total Article 7063	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
97502 / 70838 /	2 329 600	0	0	2 329 600	0
Total Article 70838	**2 329 600**	**0**	**0**	**2 329 600**	**0**
97502 / 7087 /	24 940	0	0	24 940	0
Total Article 7087	**24 940**	**0**	**0**	**24 940**	**0**
97502 / 74718 /	12 083 836	0	0	12 083 836	0
Total Article 74718	**12 083 836**	**0**	**0**	**12 083 836**	**0**
97502 / 7581 /	100 984	0	0	100 984	0
Total Article 7581	**100 984**	**0**	**0**	**100 984**	**0**
97502 / 773 /	325 110	0	0	325 110	0
Total Article 773	**325 110**	**0**	**0**	**325 110**	**0**
97502	**155 825 918**	**0**	**0**	**155 825 918**	**0**
97503 / 629 /	42 960	0	0	42 960	0
Total Article 629	**42 960**	**0**	**0**	**42 960**	**0**
97503 / 7031 /	97 325 042	0	0	97 325 042	0
Total Article 7031	**97 325 042**	**0**	**0**	**97 325 042**	**0**
97503 / 7087 /	529 208	0	0	529 208	0
Total Article 7087	**529 208**	**0**	**0**	**529 208**	**0**

ETAT COMPARATIF DES RECETTES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	RECETTES				
	Ordonnateur (1)	PAR (2)	RNA (PCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
97503 / 74718 /	149 857 433	0	0	149 857 433	0
Total Article 74718	**149 857 433**	**0**	**0**	**149 857 433**	**0**
97503 / 773 /	22 531 777	0	0	22 531 777	0
Total Article 773	**22 531 777**	**0**	**0**	**22 531 777**	**0**
97503 / 7865 /	3 193 309 402	0	0	3 193 309 402	0
Total Article 7865	**3 193 309 402**	**0**	**0**	**3 193 309 402**	**0**
97503	**3 463 595 822**	**0**	**0**	**3 463 595 822**	**0**
97504 / 629 /	312 100	0	0	312 100	0
Total Article 629	**312 100**	**0**	**0**	**312 100**	**0**
97504 / 74718 /	1 226 313 065	0	0	1 226 313 065	0
Total Article 74718	**1 226 313 065**	**0**	**0**	**1 226 313 065**	**0**
97504 / 773 /	12 789 002	0	0	12 789 002	0
Total Article 773	**12 789 002**	**0**	**0**	**12 789 002**	**0**
97504	**1 239 414 167**	**0**	**0**	**1 239 414 167**	**0**
TOTAL MISSION 975	**5 006 844 365**	**0**	**0**	**5 006 844 365**	**0**
97601 / 773 /	26 890	0	0	26 890	0
Total Article 773	**26 890**	**0**	**0**	**26 890**	**0**
97601	**26 890**	**0**	**0**	**26 890**	**0**
97602 / 7034 /	320 216 118	0	0	320 216 118	0
Total Article 7034	**320 216 118**	**0**	**0**	**320 216 118**	**0**
97602 / 7038 /	72 350 652	0	0	72 350 652	0
Total Article 7038	**72 350 652**	**0**	**0**	**72 350 652**	**0**
97602	**392 566 770**	**0**	**0**	**392 566 770**	**0**
97603 / 619 /	25 357	0	0	25 357	0
Total Article 619	**25 357**	**0**	**0**	**25 357**	**0**
97603 / 629 /	20 667	0	0	20 667	0
Total Article 629	**20 667**	**0**	**0**	**20 667**	**0**
97603 / 7062 /	271 831 471	0	0	271 831 471	0
Total Article 7062	**271 831 471**	**0**	**0**	**271 831 471**	**0**
97603 / 721 /	2 121 187	0	0	2 121 187	0
Total Article 721	**2 121 187**	**0**	**0**	**2 121 187**	**0**
Total Article 7331	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
97603 / 752 /	105 223 251	0	0	105 223 251	0
Total Article 752	**105 223 251**	**0**	**0**	**105 223 251**	**0**
97603 / 7711 /	1 968 200	0	0	1 968 200	0
Total Article 7711	**1 968 200**	**0**	**0**	**1 968 200**	**0**
97603 / 773 /	14 284 631	0	0	14 284 631	0
Total Article 773	**14 284 631**	**0**	**0**	**14 284 631**	**0**
97603 / 775 /	68 486 324	0	0	68 486 324	0

ETAT COMPARATIF DES RECETTES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	RECETTES				
	Ordonnateur (1)	PAR (2)	RNA (PCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 775	**68 486 324**	**0**	**0**	**68 486 324**	**0**
97603 / 7761 /	340 118	0	0	340 118	0
Total Article 7761	**340 118**	**0**	**0**	**340 118**	**0**
97603	**464 301 206**	**0**	**0**	**464 301 206**	**0**
97604 / 619 /	2 218 687	0	0	2 218 687	0
Total Article 619	**2 218 687**	**0**	**0**	**2 218 687**	**0**
97604 / 773 /	13 263 175	0	0	13 263 175	0
Total Article 773	**13 263 175**	**0**	**0**	**13 263 175**	**0**
97604	**15 481 862**	**0**	**0**	**15 481 862**	**0**
TOTAL MISSION 976	**872 376 728**	**0**	**0**	**872 376 728**	**0**
99001 / 619 /	12 750	0	0	12 750	0
Total Article 619	**12 750**	**0**	**0**	**12 750**	**0**
99001 / 7111 /	26 548 791 454	0	0	26 548 791 454	0
Total Article 7111	**26 548 791 454**	**0**	**0**	**26 548 791 454**	**0**
99001 / 7112 /	35 488 708 989	0	0	35 488 708 989	0
Total Article 7112	**35 488 708 989**	**0**	**0**	**35 488 708 989**	**0**
99001 / 71211 /	4 184 993 882	0	0	4 184 993 882	0
Total Article 71211	**4 184 993 882**	**0**	**0**	**4 184 993 882**	**0**
99001 / 71212 /	223 885 386	0	0	223 885 386	0
Total Article 71212	**223 885 386**	**0**	**0**	**223 885 386**	**0**
99001 / 71213 /	1 139 366 016	0	0	1 139 366 016	0
Total Article 71213	**1 139 366 016**	**0**	**0**	**1 139 366 016**	**0**
99001 / 71221 /	41 914 804	0	0	41 914 804	0
Total Article 71221	**41 914 804**	**0**	**0**	**41 914 804**	**0**
99001 / 71223 /	167 821 521	0	0	167 821 521	0
Total Article 71223	**167 821 521**	**0**	**0**	**167 821 521**	**0**
99001 / 71224 /	58 817 396	0	0	58 817 396	0
Total Article 71224	**58 817 396**	**0**	**0**	**58 817 396**	**0**
99001 / 71225 /	426 566 276	0	0	426 566 276	0
Total Article 71225	**426 566 276**	**0**	**0**	**426 566 276**	**0**
99001 / 71226 /	170 626 027	0	0	170 626 027	0
Total Article 71226	**170 626 027**	**0**	**0**	**170 626 027**	**0**
99001 / 71251 /	668 798 927	0	0	668 798 927	0
Total Article 71251	**668 798 927**	**0**	**0**	**668 798 927**	**0**
99001 / 71261 /	9 902 854 260	0	0	9 902 854 260	0
Total Article 71261	**9 902 854 260**	**0**	**0**	**9 902 854 260**	**0**
99001 / 71262 /	3 594 833 286	0	0	3 594 833 286	0
Total Article 71262	**3 594 833 286**	**0**	**0**	**3 594 833 286**	**0**
99001 / 71263 /	175 797 885	0	0	175 797 885	0
Total Article 71263	**175 797 885**	**0**	**0**	**175 797 885**	**0**

ETAT COMPARATIF DES RECETTES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	RECETTES				
	Ordonnateur (1)	PAR (2)	RNA (PCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
99001 / 71271 /	134 122 430	0	0	134 122 430	0
Total Article 71271	**134 122 430**	**0**	**0**	**134 122 430**	**0**
99001 / 71272 /	96 991 689	0	0	96 991 689	0
Total Article 71272	**96 991 689**	**0**	**0**	**96 991 689**	**0**
99001 / 71281 /	2 098 498 652	0	0	2 098 498 652	0
Total Article 71281	**2 098 498 652**	**0**	**0**	**2 098 498 652**	**0**
99001 / 71283 /	1 321 775 536	0	0	1 321 775 536	0
Total Article 71283	**1 321 775 536**	**0**	**0**	**1 321 775 536**	**0**
99001 / 71284 /	118 760 263	0	0	118 760 263	0
Total Article 71284	**118 760 263**	**0**	**0**	**118 760 263**	**0**
99001 / 71332 /	2 289	0	0	2 289	0
Total Article 71332	**2 289**	**0**	**0**	**2 289**	**0**
99001 / 71381 /	1 839 400 356	0	0	1 839 400 356	0
Total Article 71381	**1 839 400 356**	**0**	**0**	**1 839 400 356**	**0**
99001 / 71382 /	4 644 480	0	0	4 644 480	0
Total Article 71382	**4 644 480**	**0**	**0**	**4 644 480**	**0**
99001 / 71384 /	1 099 736 234	0	0	1 099 736 234	0
Total Article 71384	**1 099 736 234**	**0**	**0**	**1 099 736 234**	**0**
99001 / 7141 /	293 798 005	0	0	293 798 005	0
Total Article 7141	**293 798 005**	**0**	**0**	**293 798 005**	**0**
99001 / 7151 /	4 399 797 330	0	0	4 399 797 330	0
Total Article 7151	**4 399 797 330**	**0**	**0**	**4 399 797 330**	**0**
99001 / 7152 /	526 553 150	0	0	526 553 150	0
Total Article 7152	**526 553 150**	**0**	**0**	**526 553 150**	**0**
99001 / 7154 /	198 020 823	0	0	198 020 823	0
Total Article 7154	**198 020 823**	**0**	**0**	**198 020 823**	**0**
99001 / 7181 /	3 527 921 115	0	0	3 527 921 115	0
Total Article 7181	**3 527 921 115**	**0**	**0**	**3 527 921 115**	**0**
99001 / 7182 /	54 921 810	0	0	54 921 810	0
Total Article 7182	**54 921 810**	**0**	**0**	**54 921 810**	**0**
99001 / 7183 /	27 798 707 227	0	0	27 798 707 227	0
Total Article 7183	**27 798 707 227**	**0**	**0**	**27 798 707 227**	**0**
99001 / 7185 /	2 600 000 000	874 673 592	0	3 474 673 592	0
Total Article 7185	**2 600 000 000**	**874 673 592**	**0**	**3 474 673 592**	**0**
Total Article 7386	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
99001 / 763 /	281 746 346	0	0	281 746 346	0
Total Article 763	**281 746 346**	**0**	**0**	**281 746 346**	**0**
99001 / 7718 /	10 991 754	0	0	10 991 754	0
Total Article 7718	**10 991 754**	**0**	**0**	**10 991 754**	**0**
99001 / 773 /	874 771 494	0	0	874 771 494	0
Total Article 773	**874 771 494**	**0**	**0**	**874 771 494**	**0**
99001	**130 074 949 842**	**874 673 592**	**0**	**130 949 623 434**	**0**

ETAT COMPARATIF DES RECETTES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	RECETTES				
	Ordonnateur (1)	PAR (2)	RNA (PCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
99002 / 73111 /	13 853 711 265	0	0	13 853 711 265	0
Total Article 73111	**13 853 711 265**	**0**	**0**	**13 853 711 265**	**0**
99002 / 73112 /	6 191 694 464	0	0	6 191 694 464	0
Total Article 73112	**6 191 694 464**	**0**	**0**	**6 191 694 464**	**0**
99002 / 73113 /	5 184 436 114	0	0	5 184 436 114	0
Total Article 73113	**5 184 436 114**	**0**	**0**	**5 184 436 114**	**0**
99002 / 73114 /	3 612 734 087	0	0	3 612 734 087	0
Total Article 73114	**3 612 734 087**	**0**	**0**	**3 612 734 087**	**0**
99002 / 73115 /	565 828 632	0	0	565 828 632	0
Total Article 73115	**565 828 632**	**0**	**0**	**565 828 632**	**0**
99002 / 73116 /	3 717 287 641	0	0	3 717 287 641	0
Total Article 73116	**3 717 287 641**	**0**	**0**	**3 717 287 641**	**0**
99002 / 73123 /	22 817 222	0	0	22 817 222	0
Total Article 73123	**22 817 222**	**0**	**0**	**22 817 222**	**0**
99002 / 73124 /	494 750 181	0	0	494 750 181	0
Total Article 73124	**494 750 181**	**0**	**0**	**494 750 181**	**0**
99002 / 73126 /	1 888 112 638	0	0	1 888 112 638	0
Total Article 73126	**1 888 112 638**	**0**	**0**	**1 888 112 638**	**0**
99002 / 73127 /	290 547 180	0	0	290 547 180	0
Total Article 73127	**290 547 180**	**0**	**0**	**290 547 180**	**0**
Total Article 73128	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
99002 / 731281 /	115 704 536	0	0	115 704 536	0
Total Article 731281	**115 704 536**	**0**	**0**	**115 704 536**	**0**
99002 / 731282 /	377 046 362	0	0	377 046 362	0
Total Article 731282	**377 046 362**	**0**	**0**	**377 046 362**	**0**
99002 / 731283 /	54 806 002	0	0	54 806 002	0
Total Article 731283	**54 806 002**	**0**	**0**	**54 806 002**	**0**
99002 / 731284 /	113 645 198	0	0	113 645 198	0
Total Article 731284	**113 645 198**	**0**	**0**	**113 645 198**	**0**
99002 / 731285 /	6 012 525	0	0	6 012 525	0
Total Article 731285	**6 012 525**	**0**	**0**	**6 012 525**	**0**
99002 / 73130 /	525 441 140	0	0	525 441 140	0
Total Article 73130	**525 441 140**	**0**	**0**	**525 441 140**	**0**
99002 / 7321 /	1 709 224 281	0	0	1 709 224 281	0
Total Article 7321	**1 709 224 281**	**0**	**0**	**1 709 224 281**	**0**
99002 / 7322 /	249 965 000	0	0	249 965 000	0
Total Article 7322	**249 965 000**	**0**	**0**	**249 965 000**	**0**
99002 / 7331 /	3 522 096 789	0	0	3 522 096 789	0
Total Article 7331	**3 522 096 789**	**0**	**0**	**3 522 096 789**	**0**
99002 / 7343 /	1 737 732 939	0	0	1 737 732 939	0
Total Article 7343	**1 737 732 939**	**0**	**0**	**1 737 732 939**	**0**
99002 / 7383 /	225 178 001	0	0	225 178 001	0

ETAT COMPARATIF DES RECETTES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	RECETTES				
	Ordonnateur (1)	PAR (2)	RNA (PCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 7383	**225 178 001**	**0**	**0**	**225 178 001**	**0**
99002 / 7386 /	139 453 000	0	0	139 453 000	0
Total Article 7386	**139 453 000**	**0**	**0**	**139 453 000**	**0**
99002 / 7387 /	867 901 285	0	0	867 901 285	0
Total Article 7387	**867 901 285**	**0**	**0**	**867 901 285**	**0**
99002 / 7711 /	14 622	0	0	14 622	0
Total Article 7711	**14 622**	**0**	**0**	**14 622**	**0**
99002 / 773 /	235 034	0	0	235 034	0
Total Article 773	**235 034**	**0**	**0**	**235 034**	**0**
99002 / 7788 /	178 998	0	0	178 998	0
Total Article 7788	**178 998**	**0**	**0**	**178 998**	**0**
99002	**45 466 555 136**	**0**	**0**	**45 466 555 136**	**0**
TOTAL MISSION 990	**175 541 504 978**	**874 673 592**	**0**	**176 416 178 570**	**0**
99101 / 6519 /	3 800	0	0	3 800	0
Total Article 6519	**3 800**	**0**	**0**	**3 800**	**0**
99101 / 7588 /	50 006 334	0	0	50 006 334	0
Total Article 7588	**50 006 334**	**0**	**0**	**50 006 334**	**0**
99101 / 7611 /	3 038 337	0	0	3 038 337	0
Total Article 7611	**3 038 337**	**0**	**0**	**3 038 337**	**0**
99101 / 7621 /	400 530 250	0	0	400 530 250	0
Total Article 7621	**400 530 250**	**0**	**0**	**400 530 250**	**0**
99101 / 768 /	16 533 017	0	0	16 533 017	0
Total Article 768	**16 533 017**	**0**	**0**	**16 533 017**	**0**
99101 / 773 /	953 083	0	0	953 083	0
Total Article 773	**953 083**	**0**	**0**	**953 083**	**0**
99101 / 7788 /	1 475 049 086	0	0	1 475 049 086	0
Total Article 7788	**1 475 049 086**	**0**	**0**	**1 475 049 086**	**0**
99101	**1 946 113 907**	**0**	**0**	**1 946 113 907**	**0**
99102 / 7768 /	1 900 123 215	0	0	1 900 123 215	0
Total Article 7768	**1 900 123 215**	**0**	**0**	**1 900 123 215**	**0**
99102 / 777 /	1 099 550 711	0	0	1 099 550 711	0
Total Article 777	**1 099 550 711**	**0**	**0**	**1 099 550 711**	**0**
99102	**2 999 673 926**	**0**	**0**	**2 999 673 926**	**0**
99103 / 7411 /	10 805 727 925	0	0	10 805 727 925	0
Total Article 7411	**10 805 727 925**	**0**	**0**	**10 805 727 925**	**0**
99103 / 7477 /	715 989 260	0	0	715 989 260	0
Total Article 7477	**715 989 260**	**0**	**0**	**715 989 260**	**0**
99103 / 7581 /	124 904 308	0	0	124 904 308	0
Total Article 7581	**124 904 308**	**0**	**0**	**124 904 308**	**0**
99103 / 7611 /	431 657 321	0	0	431 657 321	0

Polynésie Française

Budget Général

Organisme : PF
Exercice : 2024
Budget : BP1
Edité le : 11/03/2025 02:50 PM

ETAT COMPARATIF DES RECETTES EN FONCTIONNEMENT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	RECETTES				
	Ordonnateur (1)	PAR (2)	RNA (PCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 7611	**431 657 321**	**0**	**0**	**431 657 321**	**0**
99103 / 766 /	13 718	0	0	13 718	0
Total Article 766	**13 718**	**0**	**0**	**13 718**	**0**
99103 / 7714 /	17 796 572	0	0	17 796 572	0
Total Article 7714	**17 796 572**	**0**	**0**	**17 796 572**	**0**
99103 / 7718 /	24 129 056	0	0	24 129 056	0
Total Article 7718	**24 129 056**	**0**	**0**	**24 129 056**	**0**
99103 / 7788 /	418 114 780	0	0	418 114 780	0
Total Article 7788	**418 114 780**	**0**	**0**	**418 114 780**	**0**
99103	**12 538 332 940**	**0**	**0**	**12 538 332 940**	**0**
TOTAL MISSION 991	**17 484 120 773**	**0**	**0**	**17 484 120 773**	**0**

TOTAL GENERAL	**208 857 382 284**	**874 673 592**	**0**	**209 732 055 876**	**0**
Hors dna/rna (1 - 3)	**208 857 382 284**				

VALEURS INACTIVES

PF Polynésie Française **EXERCICE 2024**

DESIGNATION DES COMPTES		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
COMPTE	INTITULE	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteur	Créditeur
8612		2 102 855 211	7 321 415 442	**9 424 270 653**		7 392 219 611	**7 392 219 611**	**2 032 051 042**	
8621		1 136 610 800	429 750 000	**1 566 360 800**		526 554 150	**526 554 150**	**1 039 806 650**	
8631			526 554 150	**526 554 150**	1 136 610 800	429 750 000	**1 566 360 800**		**1 039 806 650**
8632			7 397 416 264	**7 397 416 264**	2 102 855 211	7 326 612 095	**9 429 467 306**		**2 032 051 042**
TOTAL		3 239 466 011	15 675 135 856	**18 914 601 867**	3 239 466 011	15 675 135 856	**18 914 601 867**	**3 071 857 692**	**3 071 857 692**

Délibération n° 2024-49 APF du 20 juin 2024 de reprise et d'affectation du résultat cumulé de la section de fonctionnement du budget général pour l'année 2023

NOR : DBF24201081DL-9

L'Assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2021-9 du 1er février 2021 relative au régime budgétaire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2021-49 APF du 29 avril 2021 complétant la loi du pays n° 2021-9 du 1er février 2021 relative au régime budgétaire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2022-97 APF du 8 décembre 2022 modifiée, relative au budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2023 ;

Vu l'arrêté n° 810 CM du 6 juin 2024 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 934/2024/APF/SG du 11 juin 2024 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 47-2024 du 14 juin 2024 de la commission de l'économie, des finances et du budget ;

Dans sa séance du 20 juin 2024 ;

A D O P T E :

Article 1er.- Le résultat cumulé de la section de fonctionnement du budget général constaté à la clôture de l'exercice 2023 s'élève à 63 150 975 829 F CFP (soixante-trois milliards cent cinquante millions neuf cent soixante-quinze mille huit cent vingt-neuf francs CFP).

Article 2.- Il est affecté à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement pour un montant de 29 729 037 193 F CFP (vingt-neuf milliards sept cent vingt-neuf millions trente-sept mille cent quatre-vingt-treize francs CFP).

Article 3.- Le solde ainsi établi à 33 421 938 636 F CFP (trente-trois milliards quatre cent vingt et un millions neuf cent trente-huit mille six cent trente-six francs CFP), est affecté en excédent de fonctionnement reporté.

Article 4.- Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire, *Le Président,*

Odette HOMAI Antony GEROS

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

Le comptable affirme en outre, et sous les mêmes peines, que les recettes et le dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le BUDGET GÉNÉRAL DE LA POLYNESIE FRANCAISE pendant l'année 2024 et qu'il n'en existe aucun autre à sa connaissance.

A Papeete le ..19/03/2025.....

Le Payeur de la Polynésie Française

Le Payeur de la Polynésie française
Fabien HAXAIRE

Vu et vérifié par le Comptable centralisateur qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats et que le solde du compte 515 "Compte au Trésor" est conforme au solde dans ses écritures.

A Papeete le .... 06 MAI 25

Pour l'Administrateur général des Finances Publiques
La responsable de la division expertise pilotage et accompagnement du changement

Inspectrice divisionnaire des Finances Publiques
Anne-Sophie LOCQUEGNIES-GOUPIL

L'Administrateur Général des Finances Publiques

Vu par le Président de la Polynésie Française, Ordonnateur, qui certifie que le présent compte, dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative,
a été voté le ..... par l'organe délibérant.

A Papeete le .....

Vu et mis en état d'examen par le Comptable centralisateur. Fiche d'observatio jointe (1).

A Papeete le .....

L'Administrateur Général des Finances Publiques

(1) Mention à rayer éventuellement

POLYNESIE FRANCAISE

ETATS D'INFORMATION

ACCOMPAGNANT LA DELIBERATION DE REGLEMENT DU BUDGET GENERAL POUR L'ANNEE

2024

NOR : DBF25201197DL-11

SOMMAIRE

Annexe explicative .....

Rapport annuel de performance .....

Rapport annuel relatif aux participations de la Polynésie française au capital de sociétés et autres structures .....

Rapport annuel relatif aux aides financières inférieures au seuil de transmission à la CCBF .....

Etat relatif aux dépenses imprévues .....

Etat de la dette .....

Etat du patrimoine .....

Etat relatif aux autorités administratives indépendantes .....

Etats d'information complémentaires :

Tableau de bord des risques financiers des satellites dans le budget de la Polynésie française .....

Introduction du rapport sur l'impact environnemental du budget de la Polynésie française ....

ANNEXE EXPLICATIVE

Les dispositions de l'article LP 42 de la loi du Pays n° 2021-9 du 1er février 2021 relative au régime budgétaire de la Polynésie française, prévoient l'établissement d' « *une annexe explicative du compte administratif développant le montant définitif des recettes et des dépenses constatées, des crédits ouverts en indiquant les écarts et les modifications de crédits demandés* ».

Cette annexe présente le budget primitif (BP 2024), son évolution en cours d'exercice (BM 2024), ainsi que le budget exécuté (CA 2024) et ses écarts avec le budget modifié (BM 2024).

I – LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

1 – Les recettes de fonctionnement

Au titre de l'exercice 2024, l'exécution des recettes de fonctionnement se présente par mission comme suit *(en millions F CFP)* :

	Mission / Ligne budgétaire	BP 2024	BM 2024	Ecart BM - BP		CA 2024	Ecart CA - BM	
960	Pouvoirs publics	88	88	0	0%	132	44	50%
961	Moyens internes	148	148	0	0%	174	26	18%
962	Personnel	1 414	2 006	592	42%	1 918	-87	-4%
963	Partenariat avec les collectivités	2 798	2 798	0	0%	2 819	21	1%
964	Tourisme	0	0	0		11	11	
965	Développement des ressources propres	259	632	373	144%	678	46	7%
966	Economie générale	172	172	0	0%	262	90	52%
967	Travail et emploi	26	26	0	1%	248	221	842%
968	Culture et patrimoine	0	2	2		16	14	591%
969	Enseignement	797	819	22	3%	919	100	12%
970	Santé	346	1 306	960	277%	1 646	340	26%
971	Vie sociale	547	589	42	8%	564	-24	-4%
973	Environnement	40	40	0	0%	56	16	39%
974	Réseaux et équipements structurants	684	684	0	0%	509	-175	-26%
975	Transports	2 061	5 286	3 224	156%	5 007	-279	-5%
976	Urbanisme, habitat et foncier	776	845	69	9%	872	28	3%
990	Gestion fiscale	154 884	171 024	16 140	10%	175 542	4 518	3%
991	Gestion financière	17 952	17 923	-28	0%	17 484	-439	-2%
	Total recettes de fonct. hors ligne budgétaire 002	182 991	204 388	21 396	12%	208 857	4 470	2%
002	Résultat de fonctionnement reporté	0	33 422	33 422	ND	0	-33 422	
	Total des recettes de fonctionnement	182 991	237 810	54 818	30%	208 857	-28 952	-12%

A – Les recettes inscrites au budget primitif et leur évolution en cours d'exercice

Les recettes prévisionnelles votées pour l'exercice 2024, initialement à hauteur de 182,991 milliards F CFP au budget primitif (BP), s'établissent à 237,810 milliards F CFP en budget modifié (BM).

Outre la reprise du résultat de fonctionnement reporté de la gestion 2023 d'un montant conséquent de 33,422 milliards F CFP, l'augmentation du budget général de 54,818 milliards F CFP s'explique principalement par :

➜ au sein de la mission 990 « gestion fiscale » : + 16,140 milliards F CFP

Cette hausse est imputable pour 72 % aux exonérations de droits et taxes à l'importation et de droits d'enregistrement qui ont augmenté de respectivement 10,782 milliards F CFP et 875 millions F CFP pour s'établir à 31,782 milliards F CFP et 3,475 milliards F CFP.

De plus, des amendes douanières consécutives à des décisions de justice ont été inscrites pour un montant global de 2,555 milliards F CFP.

Dans une moindre mesure, les crédits d'impôts de défiscalisation locale à l'impôt sur le bénéfice des sociétés (IS) ont été ré-évalués d'1 milliard F CFP pour atteindre une enveloppe de 6,2 milliards F CFP.

Enfin, une reprise sur les provisions constituées au cours des exercices précédents au titre des admissions en non-valeur de la paierie a été budgétée pour 915 millions F CFP.

➜ au sein de la mission 975 « transports » : + 3,224 milliards F CFP

Le risque lié à la situation de la société Air Tahiti Nui (ATN) a été provisionné en collectif 1-2024 à hauteur de 3,3 milliards F CFP pour couvrir le risque de dépréciation de la valeur du capital social de la compagnie (1,8 milliard F CFP) et compléter la provision relative à la garantie des emprunts contractés pour l'achat de deux Boeings en 2019 (1,5 milliard F CFP). Mais, en définitive, au collectif d'octobre, 3,193 milliards F CFP sont repris de cette provision pour financer une subvention d'équilibre à ATN.

➜ au sein de la mission 970 « santé » : + 960 millions F CFP

Cette augmentation concerne d'une part, l'avenant qui proroge pour l'année 2024 la convention « santé solidarité » allouant 477 millions F CFP à la Polynésie française, et d'autre part, le stock de médicaments de la pharmacie d'approvisionnement et des hôpitaux périphériques, dont la variation constatée est valorisée (en recettes comme en dépenses) à 483 millions F CFP à fin 2024.

➜ au sein de la mission 965 « développement des ressources propres » : + 373 millions F CFP

Cette augmentation est expliquée essentiellement par le remboursement de trop-perçus par la société Huilerie de Tahiti au titre du dispositif de soutien qui encadre la production et la

commercialisation du coprah, soit 307 millions F CFP au titre du mandat de gestion et 65 millions F CFP au titre de la subvention d'équilibre pour l'année 2023.

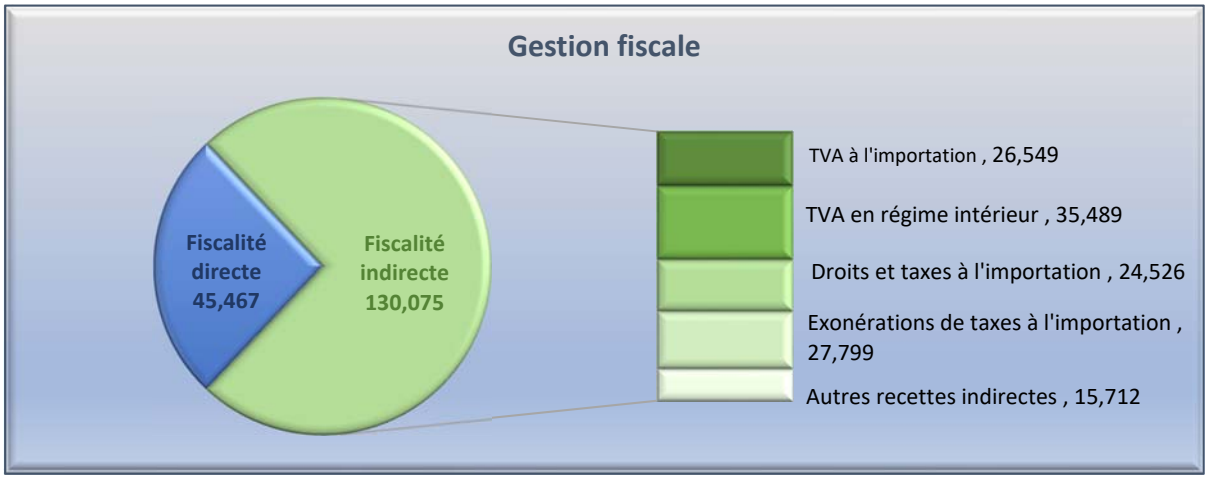
B – Les recettes exécutées, et leur écart par rapport au budget modifié

Les montants définitifs constatés s'établissent à 208,857 milliards F CFP, ce qui représente une plus-value de 4,470 milliards F CFP (+2 %) par rapport au BM (hors résultat de fonctionnement reporté)[1] et 25,866 milliards F CFP (+14 %) par rapport au BP. Ces bonnes performances sont marquées par les rendements exceptionnels de plusieurs recettes qui ont atteint des niveaux records en 2024.

Le taux de réalisation des recettes de fonctionnement s'établit à 102 % du budget modifié hors affectation du résultat de fonctionnement reporté.

a – Les recettes de la mission 990 « gestion fiscale »

84 % des recettes de fonctionnement sont imputées à la mission « gestion fiscale ». Pour l'année 2024, ces recettes totalisent 175,542 milliards F CFP, et dépassent de 4,518 milliards F CFP (+3 %) les inscriptions budgétaires modifiées.



en milliards F CFP

FISCALITE INDIRECTE : 130,075 milliards F CFP

Les principales composantes du produit de la fiscalité indirecte qui s'établit à 130,075 milliards F CFP, sont présentées comme suit :

Taxe sur la valeur ajoutée

Le produit de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) représente 48 % des recettes indirectes. Il culmine à un niveau jamais atteint de 62,038 milliards F CFP, qui se caractérise au regard des

[1] La ligne budgétaire 002 « résultat de fonctionnement reporté » ne fait pas l'objet d'émission de titre de recette, mais participe à l'équilibre du budget. La déduire du BM paraît dès lors plus significatif pour toute comparaison en termes de réalisations.

inscriptions budgétaires par une plus-value de la TVA en régime intérieur de 4,858 milliards F CFP (+16 %) alors que le produit de la TVA à l'importation enregistre un manque à gagner de 1,353 milliard F CFP (-5 %).

Avec un rendement de 26,549 milliards F CFP, la TVA à l'importation retrouve un niveau proche de celui de 2022 qui s'explique par une baisse des importations en valeur de près de 4 % entre 2023 et 2024.

La forte progression de la TVA en régime intérieur, qui s'établit à un montant record de 35,489 milliards F CFP, provient de diverses mesures mises en place pour favoriser la télédéclaration et le paiement en ligne de cet impôt, d'un rattrapage des émissions d'avis de mise en recouvrement qui a conduit certains contribuables à régler leur créance fiscale non encore acquittée spontanément dans les délais légaux, et d'une diminution du ratio de la TVA déductible au regard de la TVA exigible. En effet, le volume déductible n'a que faiblement augmenté en comparaison à la TVA exigible. Cet écart explique la hausse importante de la TVA versée à la collectivité.

Droits à l'importation

Le rendement des droits à l'importation, à l'instar de la TVA, culmine à 24,526 milliards F CFP. Ce rendement correspond à l'inscription budgétaire, en s'inscrivant en léger excédent de 236 millions F CFP (+1 %).

Toutefois, par rapport à l'exercice 2023, le rendement des droits à l'importation pour l'année 2024 augmente de 798 millions F CFP et atteint même 975 millions F CFP si l'on retraite les recettes exceptionnelles perçues en 2023, liées à des taxes anciennement affectées au compte d'affectation spéciale (CAS) *fonds pour l'emploi et la pauvreté (FELP)* clos depuis le 31 décembre 2023.

Le produit des droits de douane ainsi que celui de la taxe pour l'environnement, l'agriculture et la pêche s'établissent respectivement à 9,903 milliards F CFP et 3,595 milliards F CFP. Ces deux recettes représentent plus de la moitié (55 %) des droits à l'importation.

L'augmentation des droits de douane est directement liée aux mesures fiscales prises pour le budget de l'année 2024 dont notamment la suppression des exonérations concernant les matériaux de construction et les véhicules hybrides qui étaient en vigueur jusqu'au 31 décembre 2023.

C'est la raison qui explique l'évolution divergente des droits de douanes qui présentent une trajectoire ascendante en contraste avec l'évolution descendante de la TVA à l'importation.

Dans la continuité de l'exercice 2023, les taxes sur les hydrocarbures conservent un rendement élevé (5,548 milliards F CFP), légèrement supérieur à la prévision budgétaire.

Droits intérieurs de consommation

Le produit des droits intérieurs de consommation dépasse de 294 millions F CFP (+11 %) le budget modifié, grâce à la taxe sur les conventions d'assurances et à la taxe sur les jeux, qui enregistrent un dépassement significatif de 243 millions F CFP (+15 %) pour la première et de 48 millions F CFP (+5 %) pour la seconde.

Droits à l'exportation

Le droit spécifique sur les perles exportées affiche un rendement de 294 millions F CFP, en insuffisance de 123 millions F CFP (-30 %) par rapport à la prévision de 417 millions F CFP.

La chute de rendement atteint 305 millions F CFP (-51 %) en comparaison de l'exercice 2023 (599 millions F CFP) qui a connu une demande internationale accrue de perles de Tahiti.

De plus, la multiplication des contrôles fiscaux en Chine, l'un de nos principaux acheteurs, a fortement contrarié les échanges vers cette destination, ce qui a accentué la dégradation des exportations durant l'année 2024.

Droits de timbre et d'enregistrement

En 2024, le produit des droits d'enregistrement peine à atteindre l'inscription budgétaire et affiche un manque à gagner de 775 millions F CFP (-15 %). La dégradation de ce rendement est encore plus forte en comparaison de celui de l'année précédente : -1,296 milliard F CFP (-23 %).

Cela s'expliquerait partiellement par les dispositions relatives à l'allègement de la fiscalité applicable aux primo-acquéreurs, et à l'abattement des droits sur les créations de sociétés. Mais surtout par la combinaison des taux d'intérêts et des prix du marché élevés qui ont entraîné une diminution de 40 % des crédits immobiliers.

En parallèle, le rendement des droits de timbre et de visa et de la taxe de publicité immobilière affiche un déficit respectivement de 153 millions F CFP (-23 %) et de 6 millions F CFP (-3 %) par rapport au budget modifié.

Autres impôts et taxes indirects

L'exécution dépasse de 931 millions F CFP (+35 %) l'inscription budgétaire de 2,652 milliards F CFP en raison notamment des décisions de justice relatives aux amendes douanières dans le cadre des affaires de stupéfiants.

Exonérations (E/O)

Sur une enveloppe budgétaire de 31,782 milliards F CFP, les exonérations de droits et taxes à l'importation sont exécutées à hauteur de 27,799 milliards F CFP (87 %) : 8,783 milliards F CFP concernent l'exercice 2023 et 19,016 milliards F CFP l'exercice 2024.

Au final, le montant des exonérations douanières de l'exercice 2024 s'élève à 20,947 milliards F CFP. La transmission tardive de 1,931 milliard F CFP n'ayant pu être traités sur la gestion 2024, une inscription de crédits a été réalisée au premier collectif budgétaire 2025 en vue d'une régularisation.

Les exonérations de droits d'enregistrement sont exécutées à hauteur de 2,600 milliards F CFP pour une inscription de 3,475 milliards F CFP. La différence de 875 millions F CFP est imputée à l'article 773. Elle a servi à annuler des écritures erronées reportées de la gestion 2023. De ce fait, les prévisions budgétaires sont réalisées en totalité.

Néanmoins, à l'instar des exonérations de droits et taxes à l'importation, un reliquat de 1,328 milliard F CFP d'exonérations de droits d'enregistrement de l'exercice 2024 restant à comptabiliser, a également été inscrit en collectif budgétaire 2025 à titre de régularisation. Ainsi, le montant total des exonérations de droits d'enregistrement de l'exercice 2024 totalisent 3,847 milliards F CFP.

FISCALITE DIRECTE : 45,467 milliards F CFP

Le produit de la fiscalité directe excède de 5,274 milliards F CFP (+13 %) les prévisions budgétaires fixées à 40,193 milliards F CFP. Les principales taxes qui contribuent au rendement de 45,467 milliards F CFP, sont présentées telles que suit :

Impôts et taxes sur le revenu

Les impôts et taxes sur le revenu affichent des performances exceptionnelles pour atteindre une recette globale de 30,257 milliards F CFP, en dépassement de 4,692 milliards F CFP par rapport aux inscriptions budgétaires (+18 %).

Ainsi, l'IS poursuit sa progression et s'inscrit en hausse pour la troisième année consécutive en s'établissant à 13,854 milliards F CFP, soit 1,920 milliard F CFP (+16 %) de plus que le budget modifié.

Dans le même temps, la contribution supplémentaire à l'IS (CSIS) affiche un résultat en dépassement de 466 millions F CFP (10 %) par rapport à l'inscription budgétaire, bien que peinant à se maintenir au niveau de celui de l'exercice précédent (-123 millions F CFP, soit -2 %).

L'impôt sur les transactions (IT) enregistre une recette de 3,613 milliards F CFP avec une plus-value de 255 millions F CFP (+8 %).

Si le rendement de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers explose de 66 % (+1,473 milliard F CFP) la prévision budgétaire, la variation de ce rendement exceptionnel rapporté à celui de l'exercice 2023 est plus modérée, affichant +1,037 milliard F CFP (+39 %).

La prudence qui a guidé l'inscription budgétaire de la recette de retenue à la source des non-résidents ne se vérifie pas, puisqu'elle réalise +358 millions F CFP (23 %) par rapport à l'inscription budgétaire, en conservant un rendement (1,888 milliard F CFP) quasi équivalent à celui de 2023 (1,828 milliard F CFP).

Les recettes de contribution de solidarité territoriale sur les traitements (CST), correspondant à des restes à recouvrer au titre du CAS FELP (dissout en 2022) constatés de manière exceptionnelle sur le budget général, sont supérieures de 116 millions F CFP au budget modifié.

Enfin, la taxe sur le chiffre d'affaires des services de télécommunication affiche un rendement de 525 millions F CFP (+139 millions F CFP, soit +36 % par rapport au budget modifié), du fait d'une régularisation de 75 millions F CFP de recette due au titre de l'exercice 2023.

Divers impôts directs

La taxe de mise en circulation affiche un rendement de 1,709 milliard F CFP, en fort excédent de 301 millions F CFP (+21 %) par rapport au budget modifié.

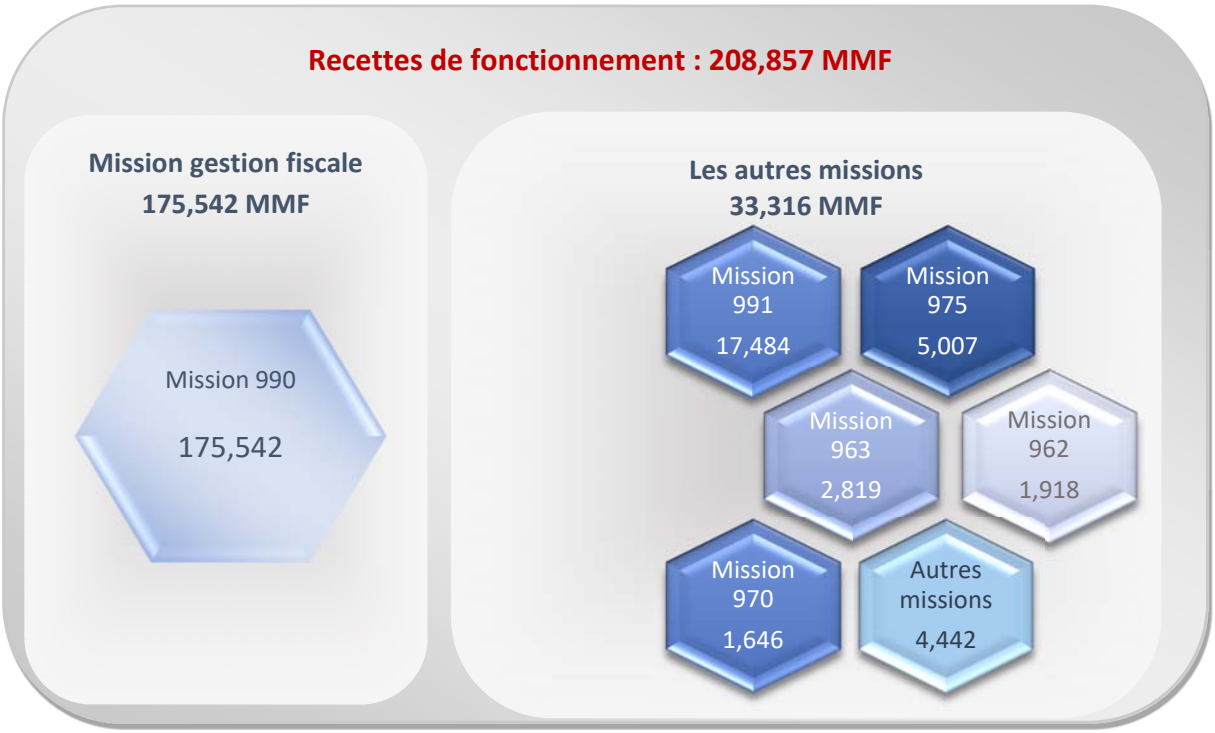
La recette d'impôt foncier poursuit sa progression annuelle. Elle affiche une plus-value de 189 millions F CFP (+6 %) par rapport à l'inscription budgétaire et de 270 millions F CFP (+8 %) par rapport à l'exercice précédent. Elle culmine, ainsi, à un niveau record de 3,522 milliards F CFP.

Le rendement de la redevance de promotion touristique (RPT) est légèrement en retrait de la prévision budgétaire (-35 millions F CFP) mais s'établit tout de même en hausse de 35 millions F CFP par rapport à celui de 2023 qui se distinguait par un record en termes de fréquentation touristique avec ses 262 000 touristes. La légère hausse de la recette de RPT s'expliquerait par l'augmentation de 8 % du revenu moyen par chambre.

Le produit des amendes et pénalités double presque avec un dépassement de 421 millions F CFP (+94 %) en regard de l'inscription budgétaire. A l'inverse, il diminue de plus de la moitié en comparaison du produit réalisé en 2023 (-1,104 milliard F CFP, soit -56 %) du fait d'une recette ponctuelle en 2023 liée à une campagne de contrôle qui avait conduit à l'application des majorations de dépôt tardif et des intérêts de retard.

b – Les autres recettes

Les recettes des missions autres que celles de la gestion fiscale totalisent 33,316 milliards F CFP, ce qui représente 16 % du total des recettes de fonctionnement. Elles sont réparties de la manière suivante, et sont présentées par ordre d'importance :



MISSION 991 « GESTION FINANCIERE »

Les recettes de la mission 991 totalisent 17,484 milliards F CFP, les principales recettes sont détaillées ci-après *(dans l'ordre de présentation du bleu budgétaire)*.

- La dotation globale d'autonomie, mise en place depuis 2011 en substitution d'anciens dispositifs au titre de la dette nucléaire, est fixée depuis l'exercice 2016 à hauteur de 10,806 milliards F CFP.

- Dans le cadre de la politique sectorielle de l'eau, la participation de la Commission Européenne s'élève à 716 millions F CFP financée par le programme européen d'appui à la gestion durable de l'eau en Polynésie française. Cinq années de mise en œuvre (2023-2027) sont prévues pour ce programme qui soutient la politique de l'eau de la Polynésie française – Cap 2030 adoptée par l'Assemblée de la Polynésie française (APF) le 17 juin 2021. L'enveloppe totale attendue s'élève à 3,7 milliards F CFP.

- Les produits de participations des sociétés atteignent 435 millions F CFP, dont notamment 432 millions F CFP de dividendes en provenance de la société Coder Marama Nui (171 millions F CFP), de la banque Socredo (147 millions F CFP), de la société Aéroport de Tahiti (63 millions F CFP), ainsi que de la société Transports d'énergie électrique en Polynésie (51 millions F CFP).

- Au titre des produits des autres immobilisations financières figurent les intérêts des deux prêts accordés en 2020 et en 2021 à la Caisse de prévoyance sociale (379 millions F CFP), les intérêts liés à la mise en jeu de la garantie de la Polynésie française en 2014 pour un contrat signé par l'office polynésien de l'habitat (OPH) avec la banque Dexia (21 millions F CFP), ainsi que les intérêts concernant le prêt accordé à Fenua ma (8 millions F CFP).

- Les écritures de neutralisation de la dotation aux amortissements et de subventions d'investissement transférées au compte de résultat représentent, respectivement, 1,900 milliard F CFP, et 1,100 milliard F CFP.

- Les produits exceptionnels totalisent 1,893 milliard F CFP, en raison notamment du versement du CAS fonds de l'investissement et de garantie de la dette (FIGD) de 1,475 milliard F CFP au titre de la prise en charge de l'annuité de l'emprunt exceptionnel garanti par l'Etat (PGE n°1), conformément aux engagements de la collectivité.

MISSION 975 « TRANSPORT »

Les recettes de la mission 975 totalisent 5,007 milliards F CFP, les principales sont détaillées ci-après *(par ordre décroissant)*.

- La reprise de 3,193 milliards F CFP d'une partie de la provision pour risque lié à la situation de la société ATN.

- Les participations de l'Etat s'établissent à 1,388 milliard F CFP dont 1,226 milliard F CFP au titre de la sécurité aéroportuaire, 150 millions F CFP pour la compensation financière relative au transfert des aérodromes de Bora Bora, Raiatea et Rangiroa, 7 millions F CFP dans le cadre du financement de bourses de formation professionnelle en faveur des marins polynésiens qui exercent leur activité sur les navires de commerce et 5 millions F CFP relatifs au transfert des compétences d'une partie du service des affaires maritimes.

- Les recettes issues des prestations de transports s'élèvent à 141 millions F CFP.

- Par ailleurs, le rendement des redevances aéroportuaires s'établit à 97 millions F CFP.

MISSION 963 « PARTENARIAT AVEC LES COLLECTIVITES »

Les recettes de la mission 963 sont comptabilisées à hauteur de 2,819 milliards F CFP. Elles comprennent notamment la reprise de la provision (2,783 milliards F CFP) constituée au titre de la régularisation de l'assiette du FIP de l'exercice 2022.

MISSION 962 « PERSONNEL »

Les recettes de la mission 962 totalisent 1,918 milliard F CFP, les principales sont détaillées ci-après.

- Les dotations de l'Etat représentent 712 millions F CFP, elles concernent la rémunération des agents exerçant des fonctions de surveillance dans les établissements publics d'enseignement du second degré (546 millions F CFP) et la compensation financière relative au transfert des compétences de l'inspection du travail (71 millions F CFP), d'une partie du service des affaires maritimes (35 millions F CFP), ainsi que le soutien pour le développement de l'agriculture (60 millions F CFP).
- Les sommes réglées par la CPS au titre des remboursements d'indemnités journalières pour arrêts maladies ou arrêts de travail, ainsi que les cotisations patronales et salariales y afférentes, s'établissent globalement à 507 millions F CFP, répartis sur les articles 6419 (187 millions F CFP), 773 (279 millions F CFP), et 778 (142 millions F CFP).
- Les salaires des personnels émargeant sur des opérations de travaux en régie (E/O) sont évalués à 248 millions F CFP.

MISSION 970 « SANTE »

Les recettes de la mission 970 totalisent 1,646 milliard F CFP, les principales sont détaillées ci-après *(dans l'ordre de présentation du bleu budgétaire)*.

- L'annulation du stock final de médicaments est valorisée à 478 millions F CFP pour l'exercice 2024, dont 402 millions F CFP de la pharmacie d'approvisionnement de la direction de la santé, et 76 millions F CFP des hôpitaux périphériques (Moorea, Taravao, Taiohae, et Uturoa).
- Les recettes des structures de soins totalisent 553 millions F CFP. Cette recette, qui avoisinait le milliard F CFP jusqu'en 2020, s'établit désormais autour de 600 millions F CFP, conformément à une modification réglementaire de la prise en charge par la Caisse de prévoyance sociale (CPS) de ces dépenses.
- L'agence française de développement (AFD) a participé au financement de l'étude pour la mise en œuvre du pôle de santé privé unique (PSPU). Le solde de 7 millions F CFP est comptabilisé à ce titre.
- Le soutien de l'État à la politique de santé en Polynésie française a été prorogé pour l'année 2024. L'enveloppe de 477 millions F CFP est destinée à financer des dépenses de fonctionnement (à l'exception des EVASAN), des mises à niveau en matière d'offre de soins (notamment pour les îles éloignées), la formation des acteurs de santé, ainsi que le développement de la recherche locale.
- Dans le cadre du contrat d'objectifs et de moyens entre la CPS et la Polynésie française relatif au réseau de consultations spécialisées avancées dans les îles, la CPS a versé la somme de 65 millions F CFP.
- Les revenus des immeubles s'élèvent à 5 millions F CFP. Il s'agit principalement des frais de location des locaux de l'hôpital d'Uturoa par des structures de soins privées.

AUTRES MISSIONS

Les recettes des autres missions totalisent 4,442 milliards F CFP, les principales sont détaillées ci-après, par ordre d'importance.

Mission 969 « enseignement »

Les recettes de la mission 969 totalisent 919 millions F CFP, les principales sont des dotations de l'Etat, telles que détaillées ci-après.

- La dotation de l'Etat en matière d'éducation s'élève à 799 millions F CFP. Elle est complétée des 546 millions F CFP précédemment énoncés au sein de la mission 962, ainsi que de 369 millions F CFP pour le financement des transports scolaires (mission 971), totalisant ainsi 1,713 milliard F CFP de recette concernant la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'Etat.
- L'Etat a versé 22 millions F CFP au titre du dispositif du service civique.
- Dans le cadre du projet des aires marines éducatives, une recette de 20 millions F CFP a été perçue.
- Les mandats annulés d'un montant de 76 millions F CFP comprennent pour l'essentiel des charges à payer de l'exercice 2023 non soldées (68 millions F CFP) et des remboursements d'aides financières non justifiées par les bénéficiaires (7 millions F CFP).

Mission 976 « urbanisme, habitat et foncier »

Les recettes de la mission 976 totalisent 872 millions F CFP, les principales sont des redevances domaniales, telles que détaillées ci-après *(par ordre décroissant)*.

- Les redevances d'occupation du domaine public maritime s'établissent à 320 millions F CFP, dont une part importante (188 millions F CFP) est expliquée par les restes à recouvrer.
- Les recettes issues de la reproduction de documents totalisent 272 millions F CFP, et concernent pour l'essentiel des extraits de documents cadastraux. Ces recettes connaissent un bond depuis l'exercice 2020, et ne cessent de progresser chaque année, la mise en ligne via l'applicatif Otia permettant de commander à distance les documents cadastraux.
- Les autres redevances et recettes d'utilisation du domaine, et les revenus des immeubles s'élèvent respectivement à 72 millions F CFP et 105 millions F CFP.
- Les produits de cessions d'immobilisations concernent des échanges de parcelles à Outumaoro et Mahina, une cession onéreuse à Tautira et un déclassement à Taputapuatea.

Mission 965 « développement des ressources propres »

Les recettes de la mission 965 totalisent 678 millions F CFP.

- Il s'agit principalement du trop-perçu de l'Huilerie de Tahiti pour l'exercice 2023 d'un montant de 453 millions F CFP. La société est engagée par le mandat de gestion à acheter la totalité du coprah produit et à rembourser la différence entre les prix réglementaires du coprah et son cours international. Les montants de trop perçus sont arrêtés à 308 millions F CFP au titre du mandat de gestion et 145 millions F CFP au titre de la subvention d'équilibre.

- Les autres recettes concernent des prestations notamment les ventes de plantes et de bois, d'alevins de poissons et de post larves de crevettes (42 millions F CFP), des diverses participations (44 millions F CFP dont 29 millions F CFP au titre du projet de transition agroécologique vivrière et agro-transformation), les programmes de contrats de service avec la Communauté du Pacifique Sud (26 millions F CFP), et des charges à payer à annuler (49 millions F CFP).

Mission 971 « vie sociale »

Les recettes de la mission 971 qui totalisent 564 millions F CFP, sont constituées à 96 % par des versements de l'Etat dont 368 millions F CFP au titre des transports scolaires et 174 millions F CFP pour la jeunesse et les sports.

Mission 974 « réseaux et équipements structurants »

Les recettes de la mission 974 d'un montant de 509 millions F CFP, comprennent notamment les pénalités de retard ou de non remise des documents dans le cadre de l'exécution des marchés publics (172 millions F CFP) et la contrepartie financière liée à l'utilisation du système de production de frigories à partir d'un puisage océanique en eau profonde (110 millions F CFP) versée par le centre hospitalier de Polynésie française (CHPF).

LES ECARTS ENTRE LES REALISATIONS (CA) ET LES PREVISIONS (BM)

Les recettes de fonctionnement (208,857 milliards F CFP) dépassent de 4,470 milliards F CFP (+2 %) leur prévision budgétaire (204,388 milliards F CFP) hors ligne budgétaire 002 *Résultat de fonctionnement reporté*. Les écarts les plus importants entre le CA et le BM, en valeur absolue, concernent la mission 990.

MISSION 990 « GESTION FISCALE » — + 4,518 milliards F CFP

Les recettes de la mission 990 totalisent 175,542 milliards F CFP, et dépassent de 4,518 milliards F CFP (+3 %) leur inscription budgétaire (171,024 milliards F CFP).

- Les impôts et taxes indirects totalisent 130,075 milliards F CFP, et dépassent de 159 millions F CFP à l'inscription budgétaire.
- Les impôts et taxes directs totalisent 45,467 milliards F CFP, et dépassent de 4,359 milliards F CFP l'inscription budgétaire.

LES AUTRES MISSIONS — - 48 millions F CFP

Les recettes des autres missions enregistrent une diminution globale de 48 millions F CFP.

- 5 missions présentent des réalisations moins élevées que les prévisions pour un total de 1,005 milliard F CFP.
- 12 missions affichent des recettes supérieures aux inscriptions budgétaires de 957 millions F CFP.

2 – Les dépenses de fonctionnement

Au titre de l'exercice 2024, l'exécution des dépenses de fonctionnement se présente par mission comme suit *(en millions F CFP)* :

Mission / Chapitre sans réalisation		BP 2024	BM 2024	Ecart BM - BP		CA 2024	Ecart CA - BM	
960	Pouvoirs publics	4 741	4 919	178	4%	4 449	-470	-10%
961	Moyens internes	1 182	1 387	205	17%	999	-388	-28%
962	Personnel	34 267	34 646	379	1%	34 395	-250	-1%
963	Partenariat avec les collectivités	24 698	27 758	3 060	12%	27 313	-445	-2%
964	Tourisme	2 083	2 174	92	4%	2 069	-106	-5%
965	Développement des ressources propres	3 463	4 052	589	17%	3 617	-435	-11%
966	Economie générale	4 187	7 162	2 976	71%	6 349	-814	-11%
967	Travail et emploi	7 796	8 632	836	11%	7 636	-996	-12%
968	Culture et patrimoine	1 117	1 281	164	15%	1 240	-41	-3%
969	Enseignement	4 822	5 694	872	18%	4 881	-814	-14%
970	Santé	3 890	8 762	4 872	125%	8 508	-254	-3%
971	Vie sociale	6 300	6 472	172	3%	6 091	-381	-6%
973	Environnement	859	1 283	424	49%	949	-334	-26%
974	Réseaux et équipements structurants	4 223	5 386	1 162	28%	4 299	-1 087	-20%
975	Transports	4 044	11 383	7 339	181%	10 680	-703	-6%
976	Urbanisme, habitat et foncier	1 999	3 260	1 261	63%	3 113	-147	-5%
990	Gestion fiscale	36 378	54 511	18 132	50%	48 938	-5 573	-10%
991	Gestion financière	21 280	21 525	245	1%	21 433	-92	0%
Total des dépenses de fonctionnement hors CSR		167 328	210 287	42 959	26%	196 957	-13 330	-6%
022	Dépenses imprévues	400	400	0	0%	0	-400	
023	Virement à la section d'investissement	15 263	27 123	11 859	78%	0	-27 123	
Total des dépenses de fonctionnement		182 991	237 810	54 818	30%	196 957	-40 852	-17%

A – Les dépenses inscrites au budget primitif et leur évolution en cours d'exercice

Les crédits votés, initialement à hauteur de 182,991 milliards F CFP au budget primitif, s'établissent à 237,810 milliards F CFP en budget modifié.

Cette augmentation de 54,818 milliards F CFP s'explique notamment, par :

- au sein de la mission 990 « gestion fiscale » : + 18,132 milliards F CFP

La régularisation des exonérations de droits et taxes à l'importation et de droits d'enregistrements de l'exercice 2023 (11,657 milliards F CFP) qui n'ont pas pu être comptabilisés sur la gestion 2023.

Des provisions pour risque de non recouvrement d'amendes douanières issues de décisions de justice (2,555 milliards F CFP).

Les remboursements de crédits de TVA qui ont bénéficié de 1,8 milliard F CFP supplémentaires.

Les crédits d'impôt de défiscalisation locale au titre de l'impôt sur les sociétés sont abondés de 1 milliard F CFP.

Enfin, les admissions en non-valeur et les annulations de titres sont complétées de respectivement 917 millions F CFP et 200 millions F CFP.

➜ le virement à la section d'investissement est augmenté de 11,859 milliards F CFP pour atteindre un montant de 27,123 milliards F CFP.

➜ au sein de la mission 975 « transports » : + 7,339 milliards F CFP

Ce complément de crédits correspond d'une part, aux provisions pour risques liés à la possible dépréciation de la valeur du capital social de la société ATN (3,3 milliards F CFP) et de la société Tahiti Nui Helicopters (195 millions F CFP), et d'autre part, à une subvention d'équilibre de 3,193 milliards F CFP en faveur de la société ATN.

➜ au sein de la mission 970 « santé » : + 4,872 milliards F CFP

Cette augmentation s'explique par les subventions (3,750 milliards F CFP) accordées au CHPF dont 1,9 milliard F CFP pour apurer des admissions en non-valeur, 1,7 milliard pour équilibrer ses comptes et 150 millions F CFP pour financer le service d'accueil des urgences vitales.

En outre, l'annulation du stock final de médicaments de la pharmacie d'approvisionnement et des hôpitaux périphériques, est valorisée à 483 millions F CFP pour l'exercice 2024.

Enfin, 576 millions F CFP abondent le budget de la santé pour prendre en charge notamment l'approvisionnement en oxygène des diverses structures, les missions des personnels soignants dans les îles ainsi que le conventionnement de médecins, infirmiers et personnel paramédical pour pallier le manque de personnel.

➜ au sein de la mission 963 « partenariat avec les collectivités » : + 3,060 milliards F CFP

Il s'agit de la provision dédiée à la régularisation du montant de la dotation au fonds intercommunal de péréquation (FIP) pour l'exercice 2023. En effet, compte tenu du niveau des recettes fiscales en 2023, le montant à verser au FIP s'établit à 20,922 milliards F CFP alors que la dotation inscrite au budget ne prévoyait que 17,862 milliards F CFP. Le complément de 3,060 milliards F CFP sera versé au FIP en 2025.

➜ au sein de la mission 966 « économie générale » : +2,976 milliards F CFP

Les versements aux CAS augmentent 2,750 milliards F CFP dont 2,650 milliards F CFP pour le fonds de régulation des prix des hydrocarbures (FRPH) et 100 millions F CFP pour le fonds de péréquation des prix des hydrocarbures (FPPH).

De plus, 115 millions F CFP supplémentaires sont inscrits pour des subventions dans le cadre de la régulation économique.

➜ au sein de la mission 976 « urbanisme, habitat et foncier » : +1,261 milliard F CFP

90 % de cette augmentation s'explique par la subvention exceptionnelle à l'OPH d'un montant de 1,138 milliard F CFP destinée exclusivement à provisionner les créances irrécouvrables, afin de rétablir sa trésorerie et qu'il puisse notamment honorer ses factures auprès de ses fournisseurs.

Dans une moindre mesure, 50 millions F CFP sont inscrits pour le renouvellement du contrat de ville.

➡ au sein de la mission 974 « réseaux et équipement structurants » : +1,162 milliard F CFP

400 millions F CFP complémentaires sont alloués au groupe OPT en vue de couvrir ses dépenses afférentes aux missions de service public et d'intérêt général.

Une provision pour risque contentieux est inscrite à hauteur de 310 millions F CFP dans le cadre du marché public relatif à la construction du SWAC du CHPF.

145 millions F CFP sont dédiés à l'exécution d'une décision de justice condamnant la Polynésie française pour faute de gestion au comblement du passif de la société Te Mau Ito Api.

Enfin, 50 millions F CFP portent la subvention en faveur de la société TNTV à 1 milliard F CFP.

B – Les dépenses exécutées et leur écart par rapport au budget modifié

Les montants définitifs constatés s'établissent à 196,957 milliards F CFP, ce qui représente un taux de réalisation des dépenses de fonctionnement de 94 % du budget modifié hors chapitres sans réalisation[2] (soit 83 % du budget modifié).

Les quatre missions dont les dépenses sont les plus significatives sont ci-après présentées, s'agissant des missions 990, 962, 963 et 991, qui représentent traditionnellement plus de la majorité (67 % en 2024) des crédits de fonctionnement. Quant aux autres dépenses caractéristiques, elles seront présentées par ordre décroissant d'importance.

a – Les dépenses de la mission 990 « gestion fiscale »

Les mandats de la mission 990 totalisent 48,938 milliards F CFP, ce qui représente 25 % du total des dépenses de fonctionnement. Ils affichent un taux de réalisation de 90 % par rapport à leur inscription budgétaire (54,511 milliards F CFP).

La plupart des dépenses relevant de cette mission sont des dépenses d'ordre technique, précédemment détaillées en recettes.

- Les exonérations de droits et taxes à l'importation (E/O) représentent la principale dépense de la mission 990. Elles sont exécutées à 87 % de leur inscription budgétaire, soit 27,799 milliards F CFP, et représentent un peu plus de la moitié des dépenses de cette mission.

- Les restitutions de crédits de TVA s'établissent à 6,900 milliards F CFP. Elles sont calculées par différence entre la TVA collectée sur les opérations imposables (ventes, prestations de services, etc.) et celle déductible sur les achats, charges et immobilisations. Lorsque la TVA à déduire est supérieure à celle perçue, l'entreprise bénéficie d'un crédit de TVA, et peut en solliciter le remboursement. Historiquement inférieures à 3 milliards F CFP

[2] Les chapitres sans réalisation (CSR) 022 « dépenses imprévues » et 023 « virement à la section d'investissement ne font pas l'objet d'émission de mandats, mais participent à l'équilibre du budget. Les déduire du budget paraît dès lors plus significatif pour toute comparaison en termes de réalisations.

annuellement, ces dépenses n'ont jamais été aussi importantes. Elles dépassent leur inscription budgétaire de plus de 50 % grâce à la fongibilité des crédits au sein du même programme.

- Les crédits d'impôt de défiscalisation locale (E/O) totalisent 6,758 milliards F CFP, dont 6,192 milliards F CFP au titre de l'IS et 566 millions F CFP au titre de l'IT.

- Les exonérations de droits d'enregistrement (E/O) sont exécutées à hauteur de 2,600 milliards F CFP, dont 81 millions F CFP concernent des restes à comptabiliser de l'exercice 2023.

- Les risques de non recouvrement des amendes douanières issues de décision de justice sont provisionnés à hauteur de 2,555 milliards F CFP.

- Les annulations de titres s'élèvent à 2,022 milliards F CFP dont 875 millions F CFP d'E/O pour régulariser des exonérations de droits d'enregistrement.

b – Les dépenses de la mission 962 « personnel »

Les mandats de la mission 962 totalisent 34,395 milliards F CFP, ce qui représente 17 % du total des dépenses de fonctionnement. Ils affichent un taux de réalisation de 99 % par rapport à leur inscription budgétaire (34,646 milliards F CFP).

Entre 2023 et 2024, les dépenses de personnel augmentent de 3 %, soit +955 millions F CFP, notamment en raison de l'impact en année pleine de la revalorisation du point d'indice intervenue en mars 2023 et du glissement vieillesse-technicité.

Le programme 962 01 « ressources humaines » totalise 327 millions F CFP. Il concerne notamment les frais de formation professionnelle du personnel de l'administration et d'organisation des concours administratifs, ainsi que les indemnités compensatrices pour formation de certains agents de l'éducation.

Quant au programme 962 02 « rémunération et charges », il enregistre une dépense de 34,068 milliards F CFP, dédiée à la rémunération des agents de l'administration du Pays.

c – Les dépenses de la mission 963 « partenariat avec les collectivités »

Les mandats de la mission 963 totalisent 27,313 milliards F CFP, ce qui représente 14 % du total des dépenses de fonctionnement. Ils affichent un taux de réalisation de 98 % par rapport à leur inscription budgétaire (27,758 milliards F CFP).

- La dotation au fonds intercommunal de péréquation (FIP) comptabilise un montant très important de 22,863 milliards F CFP, ce qui constitue la principale (84 %) dépense de cette mission. Elle enregistre une augmentation de 3,724 milliards F CFP (+19 %) par rapport à l'exercice 2023 :

FIP	17 % BP	Régularisation N-2	Versement
2022	16 466	-1 382	15 084
2023	17 862	1 277	19 139
2024	20 078	2 785	22 863

■■▪ Par ailleurs, une provision d'un montant de 3,060 milliards F CFP a été constituée en vue du rattrapage de la dotation du FIP de l'exercice 2023 en 2025.

■■▪ Le dispositif de la continuité territoriale des archipels totalise 964 millions F CFP sur un budget alloué de 1,3 milliard F CFP. Pour rappel, à travers ce dispositif mis en place afin de favoriser le développement économique et social des îles autres que Tahiti, la collectivité prend en charge le fret maritime inter-îles de certaines marchandises. Initialement limitée au coprah, aux PPN et aux eaux embouteillées, la prise en charge du fret s'est par la suite étendue aux matériaux de construction, aux produits agricoles, artisanaux, et à quelques produits agricoles transformés.

d – Les dépenses de la mission 991 « gestion financière »

Les mandats de la mission 991 totalisent 21,433 milliards F CFP, ce qui représente 11 % du total des dépenses de fonctionnement. Ils affichent un taux de réalisation de presque 100 % par rapport à l'inscription budgétaire (21,525 milliards F CFP).

■■▪ Les dotations aux amortissements (programme 991 02) affichent 14,178 milliards F CFP, et constituent la plus importante (67 %) dépense de cette mission.

Conformément aux règles d'amortissement applicables aux actifs de la collectivité, la dotation aux amortissements s'élève à 11,179 milliards F CFP (hors écritures d'ordre de neutralisation). Cette charge de fonctionnement obligatoire, devient une recette d'investissement et augmente la capacité d'autofinancement de la collectivité.

Les écritures relatives à la neutralisation des amortissements (E/O) totalisent 1,900 milliard F CFP dont 1,399 milliard F CFP au titre des actifs de la collectivité et 501 millions F CFP au titre des cessions des équipements en faveur du CHPF. Les subventions d'investissement reçues et transférées au compte de résultat enregistrent 1,1 milliard F CFP dont 336 millions F CFP au titre d'immobilisations reçues gratuitement.

■■▪ Les charges d'intérêts sont comptabilisées à hauteur de 3,617 milliards F CFP, en hausse de 229 millions F CFP. Il est rappelé que l'encours de la dette a fortement augmenté en raison de la contractualisation des deux PGE en 2020 et 2021.

e – Les autres dépenses

Les autres dépenses les plus importantes en 2024, relevant des missions autres que les quatre précédemment présentées sont identifiées telles que suit :

MISSION 975 « TRANSPORTS »

Les mandats de la mission 975 totalisent 10,680 milliards F CFP, et présentent un taux de réalisation de 94 % par rapport à l'inscription budgétaire (11,383 milliards F CFP).

■■▪ La situation financière de la société ATN a particulièrement marqué l'année 2024. En effet, compte tenu des déficits cumulés de ces dernières années, une possible dépréciation de la

valeur du capital social était à anticiper. Cela a engendré l'inscription, dès le premier collectif 2024, d'une provision d'un montant global de 3,3 milliards F CFP dont 1,8 milliard F CFP pour accorder une aide financière exceptionnelle voire pour procéder à une recapitalisation dans les prochaines années, et 1,5 milliard F CFP pour compléter la provision constituée au titre de la garantie d'emprunt qui lui a été accordée pour l'achat de deux Boeing à hauteur de 7,280 milliards F CFP.

Au final, cette provision a été reprise en partie au mois d'octobre pour verser une subvention d'équilibre à ATN (3,193 milliards F CFP). Cette mesure a été rendue possible par la mainlevée, en août et septembre 2024, de la garantie du Pays sur les deux emprunts. En outre, cette subvention d'équilibre permet d'éviter que les fonds propres de la société ne deviennent négatifs en fin d'exercice 2024, levant ainsi le risque de dépréciation.

- Enfin, la délégation de mission de service public du réseau des transports en commun terrestres réguliers et scolaires sur l'île de Tahiti s'élève pour l'année 2024 à 1,111 milliard F CFP.

MISSION 970 « SANTE »

Les mandats de la mission 970 totalisent 8,508 milliards F CFP, et présentent un taux de réalisation de 97 % par rapport à l'inscription budgétaire (8,762 milliards F CFP).

- Outre sa dotation d'exploitation annuelle de 400 millions F CFP, le CHPF a bénéficié d'un complément global de 3,750 milliards F CFP avec une dotation d'exploitation augmentée de 1,7 milliard F CFP pour s'établir à 2,1 milliards F CFP, ainsi que le versement de subventions exceptionnelles d'une part, pour financer la quote-part de couverture médicale assurée dans le cadre des Jeux Olympiques de Paris 2024 ainsi que le service d'accueil des urgences vitales (150 millions F CFP) et d'autre part, pour apurer les créances irrécouvrables et les charges non décaissables (1,9 milliard F CFP) afin de reconstituer la trésorerie et d'assainir les comptes de l'établissement.
- Les dotations d'exploitation versées à l'institut Louis Malardé (ILM) et à l'institut du cancer (ICPF) s'élèvent respectivement à 340 millions F CFP et 401 millions F CFP.

MISSION 967 « TRAVAIL ET EMPLOI »

Les mandats de la mission 967 totalisent 7,636 milliards F CFP, soit un taux de réalisation de 88 % par rapport à l'inscription budgétaire (8,632 milliards F CFP).

- Les aides à l'emploi et à l'insertion professionnelle ainsi que les aides à la formation professionnelle représentent la plus importante dépense de la mission 967. Elles s'élèvent respectivement à 4,746 milliards F CFP et 546 millions F CFP.

MISSION 966 « ECONOMIE GENERALE »

Les mandats de la mission 966 totalisent 6,349 milliards F CFP et présentent un taux de réalisation de 89 % par rapport à l'inscription budgétaire (7,162 milliards F CFP).

Si le versement au FRPH constitue 65 % (4,150 milliards F CFP) des mandats de cette mission, les aides à caractère économique représentent la seconde dépense importante (1,342 milliard F CFP) avec la régulation des prix (858 millions F CFP) et les dispositifs PAP *prêt d'accès à la propriété* et PIL *prêt incitatif au logement* (428 millions F CFP) qui ont été initiés en 2010 pour stimuler l'économie, ainsi que le dispositif PHB *prêt à l'habitat bonifié* (57 millions F CFP).

MISSION 971 « VIE SOCIALE »

Les mandats de la mission 971 totalisent 6,091 milliards F CFP et présentent un taux de réalisation de 94 % par rapport à leur inscription budgétaire (6,472 milliards F CFP).

Les frais de transport scolaire (1,841 milliard F CFP) représentent 30 % des dépenses de cette mission. Il s'agit de la prise en charge par la collectivité des transports terrestres et maritimes quotidiens des élèves de Tahiti et Moorea, ainsi que des transports inter-îles aériens ou maritimes mensuels ou trimestriels des élèves scolarisés dans un archipel ou une île autre que celle de leur résidence.

La dotation d'exploitation de l'institut de la jeunesse et des sports (IJSPF) atteint son plus haut niveau (1,433 milliard F CFP) en raison de l'organisation de l'épreuve de surf à Teahupoo dans le cadre des Jeux olympiques 2024, et de la préparation des Jeux du Pacifique 2027 dont la Polynésie française est l'hôte.

Les subventions aux associations et autres organismes de droit privé s'établissent à 1,255 milliard F CFP contre 878 millions F CFP en 2023, au profit notamment du secteur des sports (+276 millions F CFP) et de l'association Aveia Ora l'agence immobilière très sociale de Polynésie française (69 millions F CFP).

LES ECARTS ENTRE LES REALISATIONS (CA) ET LES PREVISIONS (BM)

Les dépenses de fonctionnement (196,957 milliards F CFP) sont inférieures de 13,330 milliards F CFP (-6 %) à la prévision budgétaire hors chapitre sans réalisation 022 *Dépenses imprévues* et 023 *Virement à la section d'investissement* (210,287 milliards F CFP).

Les écarts les plus importants entre le CA et le BM, en valeur absolue, concernent les missions 990, 974 et 967.

MISSION 990 « GESTION FISCALE »

-5,573 milliards F CFP

Les dépenses de la mission 990 totalisent 48,938 milliards F CFP, et sont inférieures de 5,573 milliards F CFP (-10 %) à l'inscription budgétaire (54,511 milliards F CFP).

Les exonérations de droits et taxes à l'importation (E/O) enregistrent un manque à réaliser de 3,984 milliards F CFP.

Si parmi les dépenses en atténuation de recettes, les pertes sur créances irrécouvrables enregistrent un manque à réaliser de 1,810 milliard F CFP et les titres annulés (dégrèvements sur exercices antérieurs, remboursements de droits et taxes, …) sont inférieurs de 1,715 milliard

F CFP à l'inscription budgétaire, il convient de préciser qu'une partie de ces crédits inemployés a été redéployée au profit des remboursements de crédits de TVA qui sont mandatés à hauteur de 6,900 milliards F CFP pour une prévision budgétaire de 4,600 milliards F CFP, soit une réalisation supérieure de 2,300 milliards F CFP.

■■▪ Enfin, dans une moindre mesure, les crédits de défiscalisation locale (E/O) enregistrent un manque à réaliser de 334 millions F CFP s'agissant de l'IT et de 8 millions F CFP s'agissant de l'IS.

MISSION 974 « EQUIPEMENTS ET RESEAUX STRUCTURANTS » → **-1,087 milliard F CFP**

Les dépenses de la mission 974 totalisent 4,299 milliards F CFP, et sont inférieures de 1,087 milliard F CFP (-20 %) à l'inscription budgétaire (5,386 milliards F CFP).

■■▪ Les mandatements des travaux en régie, budgétés à hauteur de 620 millions F CFP, peinent à atteindre 99 millions F CFP, soit un manque à réaliser de 521 millions F CFP.

■■▪ De même, les crédits de rémunérations d'intermédiaires et honoraires, prévus pour 459 millions F CFP, ne dépassent pas 93 millions F CFP, soit un manque à réaliser de 366 millions F CFP.

MISSION 967 « TRAVAIL ET EMPLOI » → **-996 millions F CFP**

Les dépenses de la mission 967 totalisent 7,636 milliards F CFP et sont inférieures de 996 millions F CFP (-12 %) à l'inscription budgétaire (8,632 milliards F CFP).

■■▪ Les dispositifs d'aide à l'emploi et à l'insertion professionnelle qui enregistrent un manque à réaliser de 877 millions F CFP par rapport au budget modifié, expliquent 88 % de la moindre réalisation de la mission 967.

II – LA SECTION D'INVESTISSEMENT

1 – Les recettes d'investissement

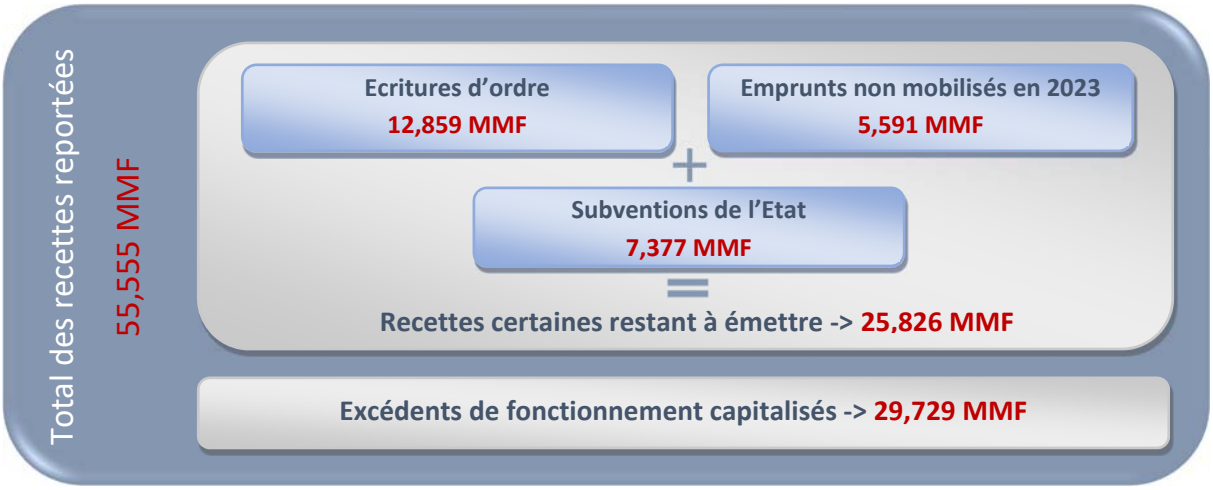
Pour l'exercice 2024, l'exécution des recettes d'investissement se présente par mission comme suit (*en millions F CFP*) :

	Mission / Chapitre sans réalisation	BP 2024	BM 2024	Ecart BM - BP		CA 2024	Ecart CA - BM	
901	Moyens internes	69	205	136	196%	97	-109	-53%
903	Partenariat avec les collectivités	0	1 400	1 400		71	-1 329	-95%
904	Tourisme	0	5 085	5 085		54	-5 031	-99%
905	Développement des ressources propres	292	3 518	3 226	1106%	233	-3 284	-93%
908	Culture et patrimoine	46	51	6	13%	26	-26	-50%
909	Enseignement	387	858	471	122%	360	-497	-58%
910	Santé	229	739	510	223%	181	-558	-75%
911	Vie sociale	75	153	78	104%	106	-48	-31%
913	Environnement	19	19	0	0%	19	0	0%
914	Réseaux et équipements structurants	3 651	11 445	7 794	213%	5 845	-5 600	-49%
915	Transports	0	361	361		174	-187	-52%
916	Urbanisme, habitat et foncier	0	2 462	2 462		165	-2 297	-93%
951	Gestion financière	24 896	60 340	35 443	142%	52 530	-7 809	-13%
	Total des recettes d'investissement hors CSR	**29 663**	**86 634**	**56 971**	**192%**	**59 860**	**- 26 774**	**-31%**
021	Virement de la section de fonctionnement	15 263	27 123	11 859	78%	0	-27 123	
024	Produits des cessions d'immobilisations	0	69	69		0	-69	
	Total des recettes d'investissement	**44 927**	**113 825**	**68 899**	**153%**	**59 860**	**- 53 965**	**-47%**

A – Les recettes inscrites au budget primitif et leur évolution en cours d'exercice

Les crédits votés, initialement à hauteur de 44,927 milliards F CFP, s'établissent à 113,825 milliards F CFP en budget modifié.

Cette hausse de 68,899 milliards F CFP s'explique à 81 % par les recettes reportées (25,826 milliards F CFP) et le besoin de financement de la section d'investissement (29,729 milliards F CFP).



Les écritures d'ordre totalisent 12,859 milliards F CFP, et concernent pour la plupart des échanges de terrains ou des transferts de terrains à destination de l'établissement grands projets de polynésie (G2P), des communes et de l'OPH. Les recetttes les plus importantes concernent le transfert de biens immobiliers du Mahana beach à G2P (5 milliards F CFP) et la

cession par l'institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) des droits et savoir-faire relatifs aux travaux réalisés depuis plus de 40 ans sur la souche de crevettes bleues (3 milliards F CFP).

Les emprunts non mobilisés concernent des emprunts contractés en 2023. Ils totalisent 5,591 milliards F CFP :

- Banque de Polynésie : 1,5 milliard F CFP,
- Banque de Tahiti : 1,5 milliard F CFP,
- Banque Socredo : 1,5 milliard F CFP,
- Agence France locae (AFL) : 1,091 milliard F CFP.

Les subventions de l'Etat s'établissent à 7,377 milliards F CFP dont 81 % (5,949 milliards F CFP) au titre du dispositif du troisième instrument financier (3IF) et 360 millions F CFP affecté au financement du resurfaçage des pistes des aérodromes de Raiatea et de Rangiroa, suite au transfert de ces deux aérodromes en 2020.

B – Les recettes exécutées et leur écart par rapport au budget modifié

Les montants définitifs constatés s'établissent à 59,860 milliards F CFP, ce qui représente une moins-value de 26,774 milliards F CFP (-31 %) par rapport au BM (hors chapitres sans réalisation (CSR) 021 *Virement de la section de fonctionnement* et 024 *Produits de cessions d'immobilisations*).

Le taux de réalisation des recettes d'investissement s'établit à 69 % du budget modifié hors CSR (soit 53 % du budget modifié total).

a – Les recettes de la mission 951 « gestion financière »

Les recettes de la mission 951 représentent traditionnellement la part la plus importante des recettes d'investissement, soit 88 % en 2024.

Elles sont exécutées à hauteur de 52,530 milliards F CFP, ce qui représente un taux de réalisation de 87 % par rapport à leur inscription budgétaire (60,340 milliards F CFP).

LES ENGAGEMENTS FINANCIERS » 8,623 milliards F CFP

- La recette d'emprunts s'établit à 8,191 milliards F CFP, et comprend :
  - la mobilisation des soldes des emprunts contractés en 2023 pour 5,591 milliards F CFP détaillés précédemment,
  - la mobilisation des premières tranches des emprunts contractés en 2024 auprès des banques locales pour 2,6 milliards F CFP.

- De plus, les remboursements par l'OPH liés à la mise en jeu de la garantie de la Polynésie française pour un contrat signé avec la banque Dexia s'élèvent à 44 millions F CFP, et ceux relatifs aux prêts octroyés par la collectivité totalisent 388 millions F CFP :

- 364 millions F CFP au titre des deux prêts accordés à la CPS dans le cadre de la gestion de la crise covid,
- 24 millions F CFP au titre de l'avance en compte courant, d'un montant de 219 millions F CFP accordée à la société Assainissement des eaux de Tahiti (AET), qui a été transformée en prêt remboursable sur 15 ans.

L'AUTOFINANCEMENT NET » 43,907 milliards F CFP

L'excédent de fonctionnement capitalisé (compte 106 8) affiche 29,729 milliards F CFP. Ce compte est constitué des résultats excédentaires de la section de fonctionnement qui ont été affectés par *délibération n° 2024-49 APF du 20 juin 2024 de reprise et d'affectation du résultat cumulé de la section de fonctionnement du budget général pour l'année 2023*, au financement de la section d'investissement.

Par ailleurs, les recettes en E/O totalisent 14,178 milliards F CFP. Elles correspondent aux amortissements qui participent à l'autofinancement net.

b – Les recettes de la mission 914 « réseaux et équipements structurants »

Les recettes de la mission 914 totalisent 5,845 milliards F CFP, ce qui représente 10 % du total des recettes d'investissement. Cette mission concentre essentiellement les financements pérennes du 3IF.

Les recettes affichent un taux de réalisation de 51 % par rapport à leur inscription budgétaire (11,445 milliards F CFP). Ce faible taux s'explique par l'importance du report des recettes du 3IF (5,949 milliards F CFP) qui représente 52 % de l'inscription budgétaire (11,445 milliards F CFP).

RESEAU ROUTIER » 3,438 milliards F CFP

Les recettes du réseau routier s'établissent à 3,438 milliards F CFP et représentent plus de la moitié (59 %) des recettes de la mission 914.

Elles correspondent aux programmations 3IF des exercices 2016 à 2024 dont 54 % au titre des programmations 2023 (1,099 milliard F CFP) et 2024 (778 millions F CFP).

Les versements de l'Etat s'échelonnent en fonction de l'avancement des projets :

- les avances des opérations nouvelles totalisent 1,025 milliard F CFP pour les programmations 2022 à 2024, dont les travaux routiers et d'assainissement des routes (RT1, RT2, RT3, RT4 et RDO) sur Tahiti, l'aménagement de la RT2 sur Mahina du PK 11 au PK 13, ainsi que la reconstruction du pont de Vaiaua au PK 36 de la RT2 à Hitiaa,
- les acomptes des opérations en cours atteignent 987 millions F CFP au titre des programmations 2021 à 2024 dont divers aménagement et travaux routiers, les travaux routiers et d'assainissement des routes RT3 et RT4, ainsi que l'aménagement de la RT2 sur Mahina du PK 11 au PK 13,

- les soldes des opérations achevées s'élèvent à 1,426 milliard F CFP et concernent les programmations 2016 à 2023 dont l'aménagement de la troisième voie mobile entre le viaduc de la Punaruu et le PK 15, la rénovation du viaduc de la Punaruu, ainsi que divers aménagements et travaux sur le réseau routier de Tahiti.

PORTS ET AEROPORTS » 1,908 milliard F CFP

Les recettes de ce programme affichent 1,908 milliard F CFP, dont les trois plus importantes concernent :

- Le 3IF pour 1,766 milliard F CFP qui se décompose comme suit :
  - 845 millions F CFP relatifs aux avances versées pour les opérations nouvelles parmi lesquelles se distinguent la reconstruction du débarcadère de Fakahina, la mise aux normes en code 3C de l'aérodrome de Aratika, la mise aux normes 3C de l'aérodrome de Katiu, ainsi que la reconstruction des débarcadères nord et sud de Reao,
  - 392 millions F CFP au titre des acomptes sur les opérations en cours dont l'aménagement des installations portuaires de Taiarapu Ouest,
  - 529 millions F CFP correspondant aux soldes des opérations achevées dont la construction d'une marina à Tevaitoa sur l'île de Raiatea, la création d'un balisage lumineux à Anaa ainsi que le réaménagement de la darse de Makatea.

- Le solde de l'opération de resurfaçage de la piste de l'aérodrome de Rangiroa pour 107 millions F CFP.

- Un remboursement de trop perçu de 34 millions F CFP par une société suite à la résiliation d'un marché.

LES AUTRES PROGRAMMES DU 914 » 500 millions F CFP

- Les recettes du programme « protection contre les eaux » affichent 378 millions F CFP dont 347 millions F CFP au titre du 3IF et 31 millions F CFP relatif au remboursement de l'avance forfaitaire reçue dans le cadre d'un marché qui a été résilié.

- Au sein du programme « énergie », 15 millions F CFP correspondent au solde de la participation de l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) au financement des travaux du SWAC du CHPF.

- S'agissant des « postes, télécommunications et nouvelles technologies », le fonds exceptionnel d'investissement (FEI) a versé 107 millions F CFP pour le déploiement d'un réseau de fibres optiques jusqu'à l'abonné.

c – Les autres recettes

Les autres recettes les plus importantes en 2024, relevant des missions autres que les deux précédemment présentées, sont principalement celles issues de partenariats financiers avec l'Etat (69 %) identifiées telles que suit :

- Le contrat de développement et de transformation (CDT) enregistre 234 millions F CFP répartis sur les quatre missions suivantes :
  - mission 901 : 22 millions F CFP correspondant au solde de l'opération relative à la mobilité durable et à l'exemplarité de l'administration en faveur de la transition énergétique,
  - mission 905 : 91 millions F CFP pour la construction du bâtiment technique Agropol 3, la réhabilitation du réseau hydraulique du lotissement agricole Amo à Papara, la fiabilisation des écloseries du centre technique aquacole de Vaia à Vairao, ainsi que la construction d'un hangar forestier à Raiatea,
  - mission 908 : 26 millions F CFP affectés à la construction et l'aménagement d'un centre de conservation et d'étude mutualisé permettant au musée de Tahiti et des îles de décongestionner les réserves actuellement saturées mais également à la direction de la culture et du patrimoine de conserver les dépôts des fouilles organisées par le Pays,
  - mission 910 : 96 millions F CFP dédiés au renouvellement du matériel médical de la direction de la santé.

- La recette de l'Etat relative à la dotation globale d'investissement (DGI) en faveur de l'éducation (mission 909) totalise 297 millions F CFP. Outre les aménagements, travaux et équipements divers des collèges et lycées, elle participe au financement de la construction d'un bâtiment administratif au collège de Arue, et de la restructuration des collèges de Paea et de Mataura.

- La recette de l'Etat relative au contrat de projets n° 2 (CdP 2) s'établit à 314 millions F CFP dont :
  - mission 901 : 44 millions F CFP pour le solde de l'opération de reconstruction et d'extension des bâtiments dédiés aux formations sanitaires à Moorea-Maiao englobant l'hôpital, le dispensaire, les centres de prévention, l'hygiène dentaire et le bâtiment administratif,
  - mission 904 : 54 millions F CFP pour le solde de l'opération d'aménagement du site de Vaitupa avec d'une part, le parc paysager d'une surface d'environ 30 000 m² qui comporte des espaces verts ainsi qu'un parcours sportif équipé d'agrès, un espace buvette, une esplanade pouvant accueillir des évènements ponctuels, une aire de jeux pour les enfants, des terrains de sport (beach soccer, beach volley) et un espace sanitaire, et d'autre part, le fare pote'e implanté dans le parc et représentant une surface d'environ 700 m², permettant d'accueillir jusqu'à 600 places assises.
  - mission 905 : 119 millions F CFP pour les soldes des opérations de réalisation d'atelier relais pour le développement de l'agriculture,
  - mission 909 : 48 millions F CFP pour le solde de l'opération relative aux travaux et équipements du centre de recherche polynésien INNOVENTOMO,

- mission 910 : 49 millions F CFP d'acompte pour la construction du centre médico-social de Hitia'a o te ra,

- Les autres dispositifs financiers de l'Etat totalisent 181 millions F CFP, et concernent :
  - le comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques : 60 millions F CFP pour la réalisation de la base de vie des sportifs et du staff dans le cadre de l'organisation de l'épreuve de surf des JO 2024 à Teahupoo (mission 911),
  - le fonds vert : 56 millions F CFP pour l'installation de mouillages écologiques aux îles Marquises, à Rangiroa et à Taiarapu Ouest (mission 915), ainsi que les travaux de remise aux normes de l'immeuble Te Fenua (mission 901),
  - les abris de survie : 27 millions F CFP pour la reconstruction de l'infirmerie de Tiputa aux normes des abris de survie, les études de conception pour la reconstruction de l'infirmerie de Anaa (mission 910), ainsi que la construction du CETAD de Tiputa (mission 909),
  - le FEI : 19 millions F CFP pour l'acquisition d'écrans tactiles pour les établissements publics du second degré et circonscriptions scolaires (mission 909), et l'alimentation électrique du site des Jeux Olympiques 2024 (mission 903).
  - la convention agriculture : 14 millions F CFP d'avance pour l'aménagement d'une zone d'élevage bovine et porcine à Faaroa sur l'île de Raiatea.
  - la participation de l'AFD à la réalisation du schéma directeur de l'action sociale et médico-sociale de Polynésie française 2023-2028 : 5 millions F CFP.

2 – Les dépenses d'investissement

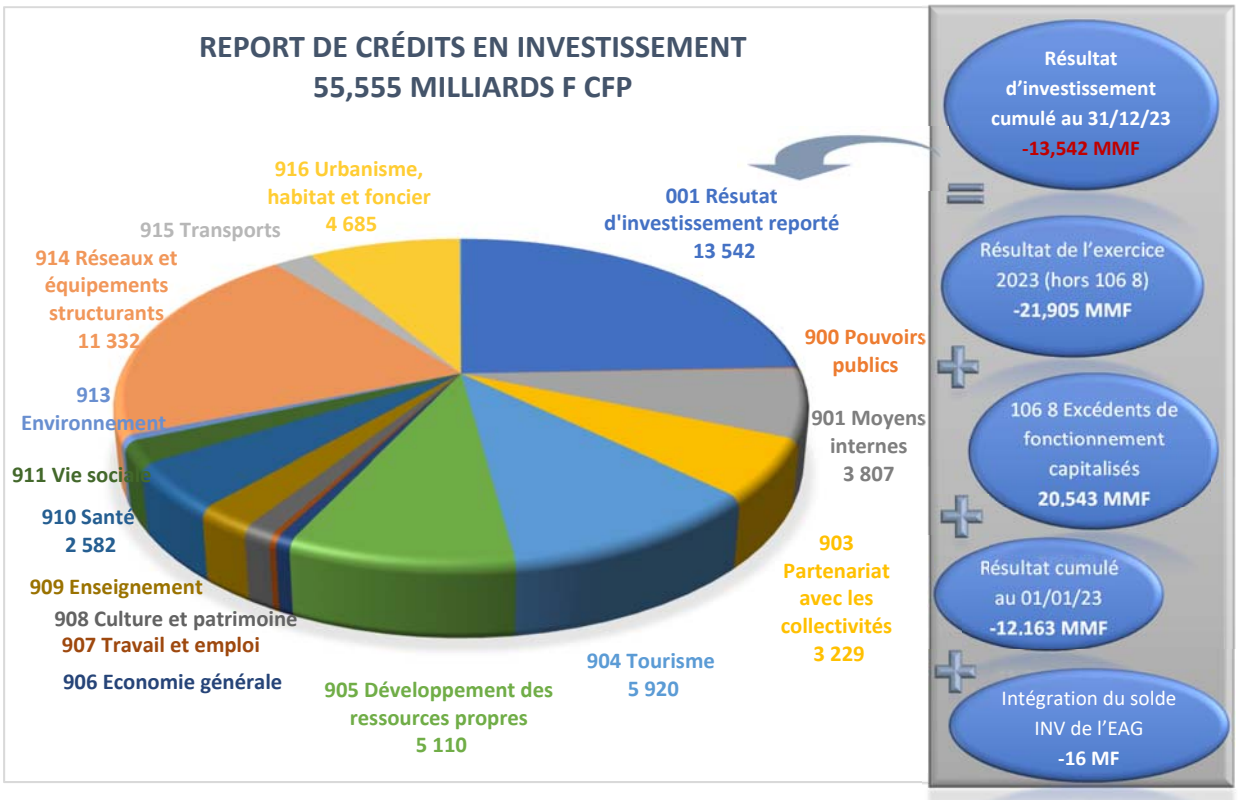
Au titre de l'exercice 2024, l'exécution des dépenses d'investissement se présente par mission comme suit (*en millions F CFP*) :

	Mission / Ligne budgétaire	BP 2024	BM 2024	Ecart BM - BP		CA 2024	Ecart CA - BM	
900	Pouvoirs publics	122	195	72	59%	112	-83	-42%
901	Moyens internes	2 335	6 161	3 826	164%	2 642	-3 519	-57%
903	Partenariat avec les collectivités	2 534	5 922	3 388	134%	2 564	-3 359	-57%
904	Tourisme	1 099	7 106	6 007	547%	1 239	-5 867	-83%
905	Développement des ressources propres	3 309	9 285	5 976	181%	3 016	-6 269	-68%
906	Economie générale	0	1 503	1 503		400	-1 103	-73%
907	Travail et emploi	334	645	311	93%	313	-332	-51%
908	Culture et patrimoine	470	1 135	665	141%	336	-800	-70%
909	Enseignement	1 583	3 016	1 433	91%	1 756	-1 260	-42%
910	Santé	1 670	5 733	4 063	243%	3 433	-2 300	-40%
911	Vie sociale	1 906	2 747	842	44%	752	-1 995	-73%
913	Environnement	915	966	52	6%	291	-675	-70%
914	Réseaux et équipements structurants	6 656	19 816	13 160	198%	11 160	-8 656	-44%
915	Transports	548	1 920	1 372	250%	813	-1 107	-58%
916	Urbanisme, habitat et foncier	6 578	16 493	9 915	151%	8 760	-7 733	-47%
951	Gestion financière	14 868	17 640	2 772	19%	17 596	-44	0%
	Total des dépenses d'investissement hors ligne budgétaire	**44 927**	**100 284**	**55 357**	**123%**	**55 182**	**- 45 102**	**-45%**
001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		13 542	13 542			-13 542	
	Total des dépenses d'investissement	**44 927**	**113 825**	**68 899**	**153%**	**55 182**	**- 58 643**	**-52%**

A – Les dépenses inscrites au budget primitif et leur évolution en cours d'exercice

Les crédits d'investissement initialement votés à hauteur de 44,927 milliards F CFP au budget primitif, s'établissent à 113,825 milliards F CFP en budget modifié.

Cette augmentation de 68,899 milliards F CFP s'explique pour 55,555 milliards F CFP (61 %) par le reliquat des crédits de paiement (CP) délégués restant à employer au terme de l'exercice 2023 (42,013 milliards F CFP), et par l'imputation du résultat d'investissement déficitaire reporté de l'exercice antérieur (13,542 milliards F CFP).



➡ Le reliquat des CP délégués restant à employer au terme de l'exercice 2023 totalise 42,013 milliards F CFP. Hors dette et écritures d'ordre, le montant des CP reportés s'établit à 29,155 milliards F CFP.

➡ Le résultat d'investissement cumulé au 31/12/2023 et reporté sur la gestion 2024 est déficitaire de 13,542 milliards F CFP.

B – Les dépenses exécutées et leur écart par rapport au budget modifié

Les montants définitifs constatés s'établissent à 55,182 milliards F CFP, ce qui représente des dépenses supérieures de 10,255 milliards F CFP (+23 %) par rapport au BP, mais inférieures de 45,102 milliards F CFP (-45 %) par rapport au BM (hors ligne budgétaire 001 *Solde d'exécution de la section d'investissement reporté*).

Le taux de réalisation des dépenses d'investissement s'établit à 55 % du budget modifié (hors ligne budgétaire 001 *Solde d'exécution de la section d'investissement reporté*). Ce faible taux est justifié par l'important report de CP inemployés de l'exercice 2023 sur la gestion 2024 (42,013 milliards F CFP) qui rivalise presqu'avec le BP 2024 (44,927 milliards F CFP).

80 % des dépenses d'investissement relèvent de cinq missions, 951 « gestion financière », 914 « réseaux et équipements structurants », 916 « urbanisme, habitat et foncier » 910 « santé » et 905 « développement des ressources propres » qui sont présentées ci-après :

a – Les dépenses de la mission 951 « gestion financière »

Les mandats de la mission 951 affichent un taux de réalisation remarquable de 100 % par rapport à leur inscription budgétaire (17,640 milliards F CFP).

Ils s'élèvent à 17,596 milliards F CFP, ce qui représente près du tiers du total des dépenses d'investissement.

LES ENGAGEMENTS FINANCIERS ⋙ 14,564 milliards F CFP

Les dépenses de ce programme comprennent :

- le remboursement en capital de la dette qui s'élève à 11,564 milliards F CFP,
- et une réduction de 3 milliards F CFP du second prêt garanti par l'Etat (PGE 2) compte tenu de l'importante baisse des mesures du plan de relance financées par cet emprunt spécifique.

AUTOFINANCEMENT NET ⋙ 3 milliards F CFP

Tel qu'indiqué précédemment, les écritures relatives à la neutralisation des amortissements (E/O) totalisent 1,901 milliard F CFP dont 1,399 milliard F CFP au titre des actifs de la collectivité et 501 millions F CFP au titre des cessions des équipements en faveur du CHPF.

Les subventions d'investissement reçues et transférées au compte de résultat enregistrent 1,100 milliard F CFP dont 336 millions F CFP au titre d'immobilisations reçues gratuitement.

OPERATIONS DIVERSES OU EXCEPTIONNELLES ⋙ 32 millions F CFP

Ces 32 millions F CFP concernent des annulations de titres de recette.

b – Les dépenses de la mission 914 « réseaux et équipements structurants »

Les mandats de la mission 914 totalisent 11,160 milliards F CFP, ce qui représente 20 % du total des dépenses d'investissement. Cette mission concentre des moyens en investissement très importants du fait de la nature des programmes concernés (réseaux routiers, ports et aéroports, etc.). Elle bénéficie par ailleurs des financements pérennes du 3IF.

Le taux de réalisation par rapport au budget modifié (19,816 milliards F CFP) ne s'établit qu'à 56 % du fait de l'important report de CP (11,332 milliards F CFP) qui a plus que doublé les inscriptions budgétaires.

RESEAU ROUTIER » 6,352 milliards F CFP

L'allocation des crédits au sein de la mission 914 se répartit principalement dans le domaine du réseau routier qui a bénéficié en 2024 de 10,634 milliards F CFP de CP délégués.

Les mandatements à hauteur de 6,352 milliards F CFP affichent un taux de réalisation de 60 % par rapport aux CP délégués dont notamment :

- Les aménagements et travaux routiers : 2,075 milliards F CFP,
- Les travaux d'assainissement pluvial et de revêtement de chaussée : 890 millions F CFP,
- Les acquisitions d'engins et véhicules de chantier, outillages et petits matériels d'atelier et de chantier, ainsi que de ponts de secours : 653 millions F CFP,
- Les travaux bétonnage de route : 554 millions F CFP,
- Les rectifications de virage : 390 millions F CFP.

PORTS ET AEROPORTS » 3,680 milliards F CFP

Parmi les dépenses de ce programme (3,680 milliards F CFP), se distinguent :

- Les dépenses relatives aux aérodromes (aménagements et travaux divers, mise aux normes, balisage…) : 1,149 milliard F CFP,
- Les dépenses relatives aux débarcadères (construction, reconstruction, réhabilitation, réfection, protection, réaménagement, confortement, mise en sécurité…) : 910 millions F CFP,
- La construction de la marina de Tevaitoa à Raiatea : 333 millions F CFP,
- L'aménagement des installations portuaires de Taiarapu Ouest : 247 millions F CFP,
- Le balisage maritime : 231 millions F CFP,
- Le resurfaçage de la piste de Rangiroa : 146 millions F CFP.

LES AUTRES PROGRAMMES » 1,128 milliard F CFP

Les dépenses relevant des autres programmes de la mission 914 totalisent 1,128 milliard F CFP.

Les trois opérations qui ont consommé le plus de CP en 2024 sont les suivantes :

- Les subventions à ONATI pour le déploiement d'un réseau de fibres optiques jusqu'à l'abonné et l'installation du câble sub-lagonaire dans la presqu'île de Tahiti (programme 914 05) pour respectivement 310 millions F CFP et 104 millions F CFP,
- La subvention à la TEP pour le renouvellement de la liaison TEP 30 000 Volts et canalisation 90 000 Volts (programme 914 04) à hauteur de 157 millions F CFP.

c – Les dépenses de la mission 916 « urbanisme, foncier et habitat »

Les mandats de la mission 916 totalisent 8,760 milliards F CFP, ce qui représente 16 % du total des dépenses d'investissement.

Le taux de réalisation de 53 % par rapport à l'inscription budgétaire (16,493 milliards F CFP) pâtit du montant du report de CP (4,685 milliards F CFP).

Les dépenses de la mission 916 étant concentrées au sein du programme 916 04 « habitat » (98 %), l'analyse des mandats est présentée par nature de dépenses, et non par programme.

LES SUBVENTIONS » 8,316 milliards F CFP

Les subventions représentent 95 % des dépenses de la mission 916.

- L'OPH est le premier bénéficiaire des subventions, en totalisant 7,530 milliards F CFP :
  - 3,419 milliards F CFP en faveur des aides financières en habitat dispersé,
  - 3,362 milliards F CFP au titre des logements sociaux, dont notamment :
    - 858 millions F CFP la construction de 80 logements (20 F3, 40 F4 et 20 F5) regroupés par modules de quatre logements dans la servitude de Orofero à Paea, destinés à la location simple pour les familles au revenu inférieur à 2 SMIG,
    - 561 millions F CFP dans le cadre du programme de 70 logements au Pic rouge dans la commune de Papeete. Le projet de quartier en relation avec la ville, est complètement intégré dans l'espace végétal de la zone et offre des vrais espaces communs de qualité (local associatif, parcours de santé, équipements sportifs, boulodrome, aire de jeux pour enfants). Il est constitué de 7 bâtiments comprenant 10 logements chacun. Chaque palier dessert 2 logements,
    - 270 millions F CFP pour le centre d'hébergement des étudiants d'Outumaoro.
  - 748 millions F CFP pour les aides à l'amélioration de l'habitat individuel.

- Les subventions aux opérateurs de logements sociaux agréés s'élèvent à 786 millions F CFP.

LES AIDES » 258 millions F CFP

- Les aides concernent le dispositif d'aide à l'investissement des ménages (AIM) pour un total de 258 millions F CFP en 2024. Cela facilite l'acquisition, la construction, les travaux d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale. Cette aide est ouverte à toute personne physique majeure, mais aussi aux sociétés civiles immobilières. Elle est octroyée en fonction du revenu moyen mensuel. Un coup de pouce qui est reconduit chaque année depuis sa mise en place en 2014.

d – Les dépenses de la mission 910 « santé »

Les mandats de la mission 910 totalisent 3,433 milliards F CFP, ce qui représente 6 % du total des dépenses d'investissement.

OFFRE DE SANTE – MEDECINE CURATIVE » 2,552 milliards F CFP

Le programme 910 01 « offre de santé – médecine curative » dispose de plus des 3/4 des CP de la mission 910. Le taux de réalisation s'établit à 57 % par rapport aux CP délégués pour des mandatements atteignant 2,552 milliards F CFP. Au titre des dépenses les plus conséquentes figurent :

- Les subventions au CHPF : 959 millions F CFP,
- La construction d'un nouveau bâtiment pour l'hôpital Louis Rollin qui abritera le laboratoire d'analyses médicale, un secteur consultation public et privé, un dispensaire, le secteur promotion de la santé, une zone accueil et secrétariat et des zones d'attente : 369 millions F CFP,
- La mise aux normes du centre 15 permettant de consolider les structures dans la rotonde du CHPF : 353 millions F CFP,
- La construction du centre médico-social de Hitia'a O te Ra : 186 millions F CFP,
- La reconstruction de l'infirmerie de Tiputa : 146 millions F CFP.

LES AUTRES PROGRAMMES » 881 millions F CFP

Les mandatements des programmes 910 02 « santé publique - prévention » et 910 03 « veille et sécurité sanitaires » totalisent 881 millions F CFP.

- La dépense la plus importante concerne le pôle de santé mentale. Ce projet consiste en la construction et l'équipement d'un bâtiment regroupant les activités du secteur psychiatrique sur l'ancien site de l'hôpital Jean-Prince. En 2024, ce sont 712 millions CFP qui ont été mandatés.
- Par ailleurs, les subventions à l'ILM atteignent un montant global de 59 millions F CFP.

e – Les dépenses de la mission 905 « développement des ressources propres »

Les mandats de la mission 905 totalisent 3,016 milliards F CFP, ce qui représente 5 % du total des dépenses d'investissement.

Le faible taux de réalisation des dépenses de cette mission (32 %) s'explique par le montant du report de CP (5,110 milliards F CFP) qui représente 55 % de l'inscription budgétaire (9,285 milliards F CFP).

AGRICULTURE ET ELEVAGE ⋙ 1,914 milliard F CFP

Les dépenses sont majoritairement (63 %) imputées au sein du programme 905 01 « agriculture et élevage » pour un montant total de 1,914 milliard F CFP.

- Les aides financières aux porteurs de projets totalisent 562 millions F CFP,
- La réalisation d'ateliers d'agro-transformation dans les sites de Huahine, Tahaa, Taputapuatea, et Mataiea, pour le développement de l'agriculture, a fait l'objet d'un règlement de 246 millions F CFP,
- Les travaux de l'aménagement du domaine Boubée-Barrier qui consiste à le morceler et à construire un linéaire de pistes agricoles ainsi qu'un réseau hydraulique à hauteur de 194 millions F CFP,
- Les travaux de construction d'un bâtiment technique Agropol 3 s'élèvent à 114 millions F CFP en complément des laboratoires existants. Le site englobera à terme une quarantaine végétale, une structure pour le projet de réserve stratégique de semences, un hall agro technique du vivant dédié aux biotechnologies, des salles de stockage de matériel et un garage.

PECHE ET AQUACULTURE ⋙ 761 millions F CFP

Les dépenses de ce programme (761 millions F CFP) représentent 25 % des dépenses totales de la mission 905. Les trois plus grosses dépenses concernent :

- La poursuite de l'aménagement de la zone biomarine de Faratea (214 millions F CFP), baptisée Aruhotu. Le lotissement aquacole devrait accueillir sept projets pour faire de la crevetticulture, du rori, des huîtres et une écloserie, sur une parcelle de 33 hectares,
- Les travaux de mise aux normes des écloseries du centre technique aquacole Vaia (147 millions F CFP) afin de fiabiliser la production. Ils devraient s'achever début 2026,
- L'acquisition et l'installation de pontons flottants pour les coopératives de pêche de Arue et de Vaitupa qui ont nécessité 86 millions F CFP.

LES AUTRES PROGRAMMES ⋙ 342 millions F CFP

Les dépenses relevant des programmes 905 02 « forêts », 905 04 « perliculture » et 905 05 « artisanat » totalisent 342 millions F CFP. Les deux opérations les plus importantes sont les travaux de la réfection du quai de l'antenne de la direction des ressources marines à Rangiroa (92 millions F CFP) et le renouvellement des machines à rayons X pour la cellule de contrôle de la qualité des perles (59 millions F CFP).

e – Les dépenses des autres missions

Les dépenses des missions autres que 951, 914, 916, 910 et 905 précédemment présentées, totalisent 11,218 milliards F CFP.

- Les subventions aux communes (mission 903) totalisent 2,113 milliards F CFP à destination principalement des acquisitions d'engins (345 millions F CFP), de l'assainissement en eau potable (315 millions F CFP), du service public de l'énergie électrique (222 millions

F CFP), des secteurs sanitaire et social (145 millions F CFP), de la voirie (135 millions F CFP) et des transports (105 millions F CFP),

- Les deux projets phares du secteur du tourisme (mission 904) concernent l'aménagement de la pointe Riri (647 millions F CFP) ainsi que la création et l'aménagement d'un espace scénographique Gauguin sur le domaine du Motu Ovini à Papeari (400 millions F CFP),

- La construction du bâtiment administratif A3 (mission 901) a nécessité 914 millions F CFP. Situé à l'angle de l'avenue Pouvana'a et de l'avenue du Commandant Destremau, il est destiné à accueillir plusieurs services administratifs,

- Les dépenses diverses en faveur des collèges et lycées (mission 909) totalisent 826 millions F CFP,

- Les subventions à la société de financement du développement de la Polynésie française (Sofidep) d'un montant global de 400 millions F CFP (mission 906) dans le cadre des dispositifs capital investissement et prêt à la relance des entreprises,

- L'avance de la subvention à la société AET pour les travaux de reconstruction de l'émissaire de Punaauia a été versée à hauteur de 263 millions F CFP (mission 913),

- Dans le secteur de la sécurité aéroportuaire (mission 915), les trois camions livrés pour les aérodromes de Manihi, Mataiva et Maupiti ont représenté une dépense de 239 millions F CFP,

- Les travaux de réhabilitation de l'institut Mathilde Frebault en centre de formation sanitaire et social ont généré des mandatements à hauteur de 199 millions F CFP (mission 907). L'établissement ne sera plus exclusivement une école de formation limitée aux infirmiers et aides-soignants et pour les besoins de l'administration. Il sera un véritable centre de formation autonome, en mesure de proposer des formations initiales et continues diverses pouvant répondre aux besoins du pays, secteur public et privé confondus.

RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE

POUR L'EXERCICE

2024

Table des matières

PREFACE 6

LE GUIDE DE LECTURE 7

L'EXECUTION DU BUDGET 2024 EN QUELQUES CHIFFRES 10

1. MISSION 900/960 : POUVOIRS PUBLICS 13

1.1 REVUE DE LA POLITIQUE GENERALE DE LA MISSION 14
1.2 PROGRAMME 900 01/960 01 : GOUVERNEMENT 16
1.3 PROGRAMME 900 02/960 02 : ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE 16
1.4 PROGRAMME 900 03/960 03 : CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL 16
1.5 PROGRAMME 900 05/960 05 : ADMINISTRATION GENERALE 17
1.6 PROGRAMME 900 06/960 06 : RELATIONS EXTERIEURES 49
1.7 PROGRAMME 900 07/960 07 : GOUVERNEMENT-PERSONNELS DE CABINET 55
1.8 PROGRAMME 900 08/960 08 : COMMUNICATION 56

2. MISSION 901/961 : MOYENS INTERNES 57

2.1 REVUE DE LA POLITIQUE GENERALE DE LA MISSION 58
2.2 PROGRAMME 901 01/961 01 : FINANCES 58
2.3 PROGRAMME 901 02/961 02 : INFORMATIQUE 65
2.4 PROGRAMME 901 03/961 03 : DOCUMENTATION 69
2.5 PROGRAMME 901 04/961 04 : BATIMENTS DU PAYS 69
2.6 PROGRAMME 901 05/961 05 : ACHAT DE MATERIELS ROULANT, INFORMATIQUE, DE BUREAU 70

3. MISSION 902/962 : PERSONNEL 72

3.1 REVUE DE LA POLITIQUE GENERALE DE LA MISSION 73
3.2 PROGRAMME 902 01/962 01 : RESSOURCES HUMAINES 73
3.3 PROGRAMME 902 02/962 02 : REMUNERATION ET CHARGES 80

4. MISSION 903/963 : PARTENARIAT AVEC LES COLLECTIVITES 82

4.1 REVUE DE LA POLITIQUE GENERALE DE LA MISSION 83
4.2 PROGRAMME 903 01/963 01 : PARTENARIAT AVEC LES COMMUNES 84
4.3 PROGRAMME 903 02/963 02 : PARTENARIAT AVEC LES ARCHIPELS 92
4.4 PROGRAMME 903 03/963 03 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET RISQUES NATURELS 104
4.5 PROGRAMME 903 04/963 04 : PROJETS PILOTES DE DEVELOPPEMENT DURABLE 108
4.6 PROGRAMME 903 05/963 05 : EQUIPEMENTS ET AMENAGEMENT A VOCATION COLLECTIVE 108

5. MISSION 904/964 : TOURISME 111

5.1 REVUE DE LA POLITIQUE GENERALE DE LA MISSION 112
5.2 PROGRAMME 904 01/964 01 : EQUIPEMENTS ET AMENAGEMENTS TOURISTIQUES 112
5.3 PROGRAMME 904 02/964 02 : AIDES ET REGULATION DU TOURISME 115
5.4 PROGRAMME 904 03/964 03 : ANIMATION ET PROMOTION DU TOURISME 120

6. MISSION 905/965 : DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES 127

6.1 REVUE DE LA POLITIQUE GENERALE DE LA MISSION 128
6.2 PROGRAMMES 905 01/965 01 : AGRICULTURE ET ELEVAGE 130
6.3 PROGRAMMES 905 02/965 02 : FORETS 158
6.4 PROGRAMME 905 03/965 03 : PECHE ET AQUACULTURE 161
6.5 PROGRAMME 905 04/965 04 : PERLICULTURE 166
6.6 PROGRAMME 905 05/965 05 : ARTISANAT 170
6.7 PROGRAMME 905 06/965 06 : RESSOURCES MINIERES 173

7. MISSION 906/966 : ECONOMIE GENERALE 174

7.1 REVUE DE LA POLITIQUE GENERALE DE LA MISSION 175
7.2 PROGRAMME 906 01/966 01 : REGULATION 175
7.3 PROGRAMME 906 02/966 02 : COMMERCE EXTERIEUR ET PROMOTION 181
7.4 PROGRAMME 906 03/966 03 : DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES 183
7.5 PROGRAMME 906 04/966 04 : REGULATION DES PRIX 186
7.6 PROGRAMME 906 05/966 05 : TRAITEMENT DU SURENDETTEMENT 187
7.7 PROGRAMME 906 06/966 06 : PROPRIETE INDUSTRIELLE 188

8. MISSION 907/967 : TRAVAIL ET EMPLOI 191

8.1 REVUE DE LA POLITIQUE GENERALE DE LA MISSION 192
8.2 PROGRAMME 907 01/967 01 : TRAVAIL 192
8.3 PROGRAMME 907 02/967 02 : EMPLOI ET INSERTION PROFESSIONNELLE 197
8.4 PROGRAMME 907 03/967 03 : FORMATION PROFESSIONNELLE 201

9. MISSION 908/968 : CULTURE ET PATRIMOINE 220

9.1 REVUE DE LA POLITIQUE GENERALE DE LA MISSION 221
9.2 PROGRAMME 908 01/968 01 : CULTURE ET ARTS CONTEMPORAINS 222
9.3 PROGRAMME 908 02/968 02 : PATRIMOINE ET TRANSMISSION DES SAVOIRS TRADITIONNELS 230

10. MISSION 909/969 : ENSEIGNEMENT 239

10.1 REVUE DE LA POLITIQUE GENERALE DE LA MISSION 240
10.2 PROGRAMME 909 01/969 01 : ENSEIGNEMENT PRIMAIRE 242
10.3 PROGRAMME 909 02/969 02 : ENSEIGNEMENT SECONDAIRE 245
10.4 PROGRAMME 909 03/969 03 : ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL 250

10.5 PROGRAMME 909 04/969 04 : ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE 260
10.6 PROGRAMME 909 05/969 05 : SOUTIEN A L'ELEVE 266
10.7 PROGRAMME 909 06/969 06 : PROMOTION LANGUES POLYNESIENNES ET PLURILINGUISME 271

11. MISSION 910/970 : SANTE 278

11.1 REVUE DE LA POLITIQUE GENERALE DE LA MISSION 279
11.2 PROGRAMME 910 01/970 01 : OFFRE DE SANTE – MEDECINE CURATIVE 280
11.3 PROGRAMME 910 02/970 02 : SANTE PUBLIQUE – PREVENTION 289
11.4 PROGRAMME 910 03/970 03 : VEILLE ET SECURITE SANITAIRE 297

12. MISSION 911/971 : VIE SOCIALE 310

12.1 REVUE DE LA POLITIQUE GENERALE DE LA MISSION 311
12.2 PROGRAMME 911 01/971 01 : PROTECTION DE L'ENFANCE 313
12.3 PROGRAMME 911 02/971 02 : SOLIDARITE 322
12.4 PROGRAMME 911 03/971 03 : COHESION SOCIALE 334
12.5 PROGRAMME 911 04/971 04 : ACCES AU LOGEMENT 343
12.6 PROGRAMME 911 05/971 05 : JEUNESSE 344
12.7 PROGRAMME 911 06/971 06 : SPORTS 347

13. MISSION 913/973 : ENVIRONNEMENT 355

13.1 REVUE DE LA POLITIQUE GENERALE DE LA MISSION 356
13.2 PROGRAMME 913 01/973 01 : GESTION DE LA BIODIVERSITE ET DES RESSOURCES NATURELLES 356
13.3 PROGRAMME 913 02/973 02 : PREVENTION ET DES POLLUTIONS 360
13.4 PROGRAMME 913 03/973 03 : CONNAISSANCE ET EDUCATION 362

14. MISSION 914/974 : RESEAUX ET EQUIPEMENTS STRUCTURANTS 363

14.1 REVUE DE LA POLITIQUE GENERALE DE LA MISSION 364
14.2 PROGRAMME 914 01/974 01 : RESEAU ROUTIER 366
14.3 PROGRAMME 914 02/974 02 : PORTS ET AEROPORTS 368
14.4 PROGRAMME 914 03/974 03 : PROTECTION CONTRE LES EAUX 371
14.5 PROGRAMME 914 04/974 04 : ENERGIE 372
14.6 PROGRAMME 914 05/974 05 : POSTES, TELECOMMUNICATIONS, NOUVELLES TECHNOLOGIES 379
14.7 PROGRAMME 914 06/974 06 : MEDIAS 401

15. MISSION 915/975 : TRANSPORTS 408

15.1 REVUE DE LA POLITIQUE GENERALE DE LA MISSION 409
15.2 PROGRAMME 915 01/975 01 : TRANSPORTS TERRESTRES ET SECURITE ROUTIERE 410
15.3 PROGRAMME 915 02/975 02 : TRANSPORTS ET AFFAIRES MARITIMES 413
15.4 PROGRAMME 915 03/975 03 : TRANSPORTS AERIENS ET AVIATION CIVILE 417

15.5 PROGRAMME 915 04/975 04 : SECURITE AEROPORTUAIRE 418

16. MISSION 916/976 : URBANISME, HABITAT ET FONCIER 421

16.1 REVUE DE LA POLITIQUE GENERALE DE LA MISSION 422
16.2 PROGRAMME 916 01/976 01 : URBANISME 422
16.3 PROGRAMME 916 02/976 02 : GESTION DU DOMAINE PUBLIC 424
16.4 PROGRAMME 916 03/976 03 : AFFAIRES FONCIERES 424
16.5 PROGRAMME 916 04/976 04 : HABITAT 430

17. MISSION 950/990 : GESTION FISCALE 438

17.1 REVUE DE LA POLITIQUE GENERALE DE LA MISSION 439
17.2 PROGRAMME 950 01/990 01 : FISCALITE INDIRECTE 439
17.3 PROGRAMME 950 02/990 02 : FISCALITE DIRECTE 443

18. MISSION 951/991 : GESTION FINANCIERE 449

18.1 REVUE DE LA POLITIQUE GENERALE DE LA MISSION 450
18.2 PROGRAMME 951 01/991 01 : ENGAGEMENTS FINANCIERS 450
18.3 PROGRAMME 951 02/991 02 : AUTOFINANCEMENT 451
18.4 PROGRAMME 951 03/991 03 : OPERATIONS DIVERSES ET EXCEPTIONNELLES 452

Préface

L'article LP 42 de la loi du Pays[1] relative au régime budgétaire de la Polynésie française a consacré le **rapport annuel de performance** (RAP) en tant qu'**état d'information** annexé au projet de délibération de règlement du budget général, pour compter de l'exercice 2022.

A ce titre, l'édition du **RAP 2024** a été adaptée pour se conformer au projet de délibération. Ce nouveau canevas a ainsi pour double objectif de participer d'une part, à une **présentation ergonomique** de l'exécution du budget au moyen de fiches synthétiques générales puis de fiches « chapeau » par mission priorisant les données significatives et d'autre part, à une mise en perspective plus cohérente des réalisations budgétaires et des politiques publiques.

Conçu pour mieux rendre compte de la **performance de l'action publique**, le RAP résulte ainsi des contributions proposées par les différents ministères compétents au titre de chacune des 18 missions composant la nomenclature budgétaire et comptable de la Polynésie française.

Aussi, le RAP décline d'une part la revue des grandes lignes de **politique générale** du gouvernement par mission et d'autre part le bilan des **orientations stratégiques**, au sein de chaque programme[2], l'analyse des résultats obtenus au regard des **objectifs** fixées et valorisés par des **indicateurs** associés définis dans le PAP 2024.

Il s'inscrit enfin dans une **démarche de transparence** des finances publiques, en apportant une lecture qualitative du projet de délibération de règlement du budget général. En l'occurrence, il permet aux élus et à tout citoyen d'apprécier les moyens mis en œuvre pour la réalisation des actions concourant à l'atteinte des objectifs de politique sectorielle, tout en répondant à l'exigence constitutionnelle[3] d'information des citoyens, des usagers et des contribuables sur l'emploi des deniers publics.

[1] Loi du Pays n° 2021-9 du 1er février 2021.

[2] 77 programmes découlent des 18 missions précitées.

[3] La mesure de la performance de la gestion publique répond en effet à un impératif démocratique, reconnu par la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen de 1789 en ses articles 14 et 15 : « *tous les citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi, et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée*. ». Par ailleurs, « *la société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration.* ».

Le guide de lecture

En liminaire, rappelons qu'au titre de l'article LP 11 de la loi du pays n°2021-9, « *les crédits ouverts par la délibération budgétaire sont spécialisés par mission. Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Les programmes affichent le découpage des actions concourant à la réalisation d'une mission* ».

Ainsi, le budget est voté par mission, au même titre que le compte administratif. Ces missions se déclinant en programmes constituent la trame servant d'ossature du PAP et du RAP. Afin de mieux appréhender le présent état d'information, l'exemple ci-dessous explique l'articulation entre la mission « développement des ressources propres » et l'un de ses programmes, celui de la « perliculture ».

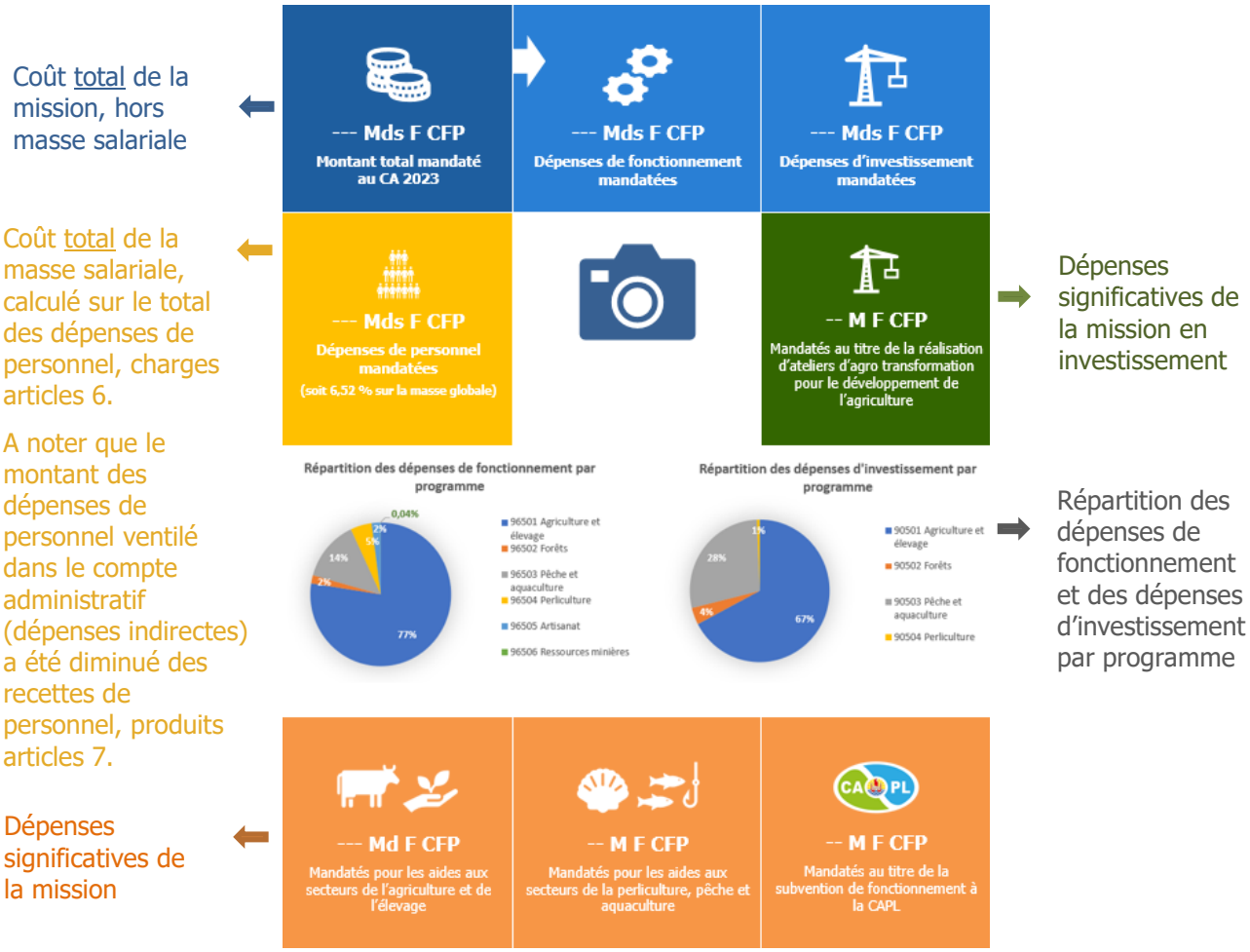
Enfin, avant de découvrir chacune de ses missions, est présenté en amont du RAP un triptyque en 3 volets (recettes, dépenses et comptes d'affectation spéciale - CAS). Il schématise le budget général et celui des CAS en mettant en avant certains montants clés identifiables dans la délibération de règlement et/ou dans le compte administratif.

****

6. MISSION DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES

La mission développement des ressources propres rassemble les programmes : agriculture et élevage, forêts, pêche et aquaculture, **perliculture**, artisanat et ressources minières.

Chaque mission est introduite par une fiche « chapeau » spécifique qui illustre les principaux moyens budgétaires dédiés envisagés au titre du prochain exercice.



6.1 Revue de la politique générale de la mission

Avant de développer le bilan de chacun des programmes concourant à la mission, une synthèse préalable de la réalisation des grands axes prioritaires du gouvernement permet d'apporter un point de situation d'ensemble de la politique publique de la mission.

6.5 Programme 905 04/965 04 : perliculture

6.5.1 Bilan des orientations stratégiques

Présentée de manière synthétique, l'analyse qualitative des résultats obtenus au cours de l'exercice écoulé, à la lumière des principaux événements intervenus (faits marquants, nouvelles orientations engagées dans les différents collectifs budgétaires, etc.).

6.5.2 Bilan des réformes

Ce bilan permet de rendre compte de l'avancée des principales réformes du programme visant in fine une amélioration de l'action publique dans son administration, sa gestion et ses relations, avec notamment ses administrés (par exemple, au moyen de mesures de modernisation, de simplification, d'optimisation de la règlementation, …).

6.5.3 Bilan des objectifs de performance

L'analyse des résultats obtenus au regard des objectifs fixés au PAP 2023 et valorisés par des indicateurs associés (cf. tableau d'objectif). L'analyse se fonde sur l'évolution de ces derniers.

Objectif n°1 – Libellé de l'objectif …

Objectif n° 1 - xxxx								
Description de l'objectif								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - yyyyyyy	T							
Indicateur 1.1 - zzzzzzzzz	XFP							

Sources des données :

Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - indicateur calculé à partir de …
Indicateur 1.2 - indicateur calculé à partir de …
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

A partir des résultats obtenus et valorisés, l'analyse des écarts constatés par rapport aux prévisions et cibles est présentée en mettant en exergue :

- Le niveau d'atteinte de l'objectif (atteint, en amélioration, absence d'amélioration) ;
- Le rythme de réalisation des actions (satisfaisant, insuffisant) au regard des moyens engagés et à ce titre, une évaluation de la performance budgétaire pour atteindre cet objectif ;
- Les éventuels phénomènes intervenus appréciés de leur caractère ponctuel ou récurrent ;
- Les pistes d'amélioration envisagées pour les orientations stratégiques pour le prochain exercice, et le cas échéant les incidences les plus immédiates et prévisibles sur 2023.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Le bilan donne également une appréciation globale sur :

- Les effets de levier des actions retenues (poursuite de l'action, modifications des actions, voire abandon) ;
- La pertinence des indicateurs définis (à poursuivre, à modifier, à remplacer ou à créer) ;
- Le contexte du secteur (favorable à l'atteinte de l'objectif, négatif, anticipation difficile).

6.5.4 Crédits par action

Le tableau financier par actions ci-après recense uniquement les actions identifiées lors de l'élaboration du PAP 2023, concourrant à l'atteinte des objectifs. Il présente l'exécution des crédits sollicités au budget 2023 (crédits mandatés) en 3 colonnes :

- Fonctionnement : présente l'exécution des crédits de fonctionnement alloués à une action identifiée en section de fonctionnement ;
- Investissement : présente l'exécution des crédits d'investissement (CP mandatés) alloués à une action identifiée en section d'investissement ;
- Total : établit le montant total exécuté au budget en fonctionnement et en investissement.

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
905/965 04 - PERLICULTURE	**0**	**0**	**0**
Programme « suivi de la qualité du milieu »			0
Programme « gestion des déchets de la perliculture»			0
Programme de recherche sur l'huitre perlière			0
Renouvellement des machines à rayons X de la DRM			0

6.5.5 Bilan des comptes spéciaux

Les crédits budgétaires alloués aux comptes spéciaux sont retracés dans un tableau récapitulant les moyens budgétaires exécutés (extrait du compte administratif). Le cas échéant, les données sont appréciées suivant le même canevas à savoir, par la présentation synthétique des objectifs et indicateurs de performance en décrivant les principales actions et moyens financiers consommés ainsi que les effets constatés.

6.5.6 Bilan des dépenses fiscales

Certaines mesures prises en termes de dépenses fiscales (défiscalisation, crédits d'impôts, exonérations, …) contribuent également à la réalisation du programme. Le cas échéant, sera précisé un descriptif sommaire quant au volume financier réalisé, aux opérations supportées et aux objectifs recherchés dans le cadre des dispositifs mis en œuvre.

6.5.7 Les opérateurs participant à la réalisation du programme

Afin de gagner en exhaustivité, une dernière rubrique est consacrée aux principaux opérateurs publics ou parapublics (établissements publics, EPIC, SEM, GIE, ...) participant à la réalisation du programme. Elle établit un point de situation des axes ou orientations stratégiques défini(e)s fixés dans le PAP 2023, éventuellement complétés du bilan des objectifs et indicateurs voire des principales actions réalisées. Enfin, la précision des moyens financiers alloués aux dits opérateurs permet in fine d'appréhender les dépenses globales prévues au titre de la mission.

L'éxécution du budget 2024 en quelques chiffres

RECETTES

268,7 Mds F CFP
Recettes totales titrée au CA 2024

208,86 Mds F CFP
Recettes de fonctionnement titrées

59,9 Mds F CFP
Recettes d'investissement titrées

175,5 Mds F CFP
Recettes de fonctionnement de la mission **Gestion fiscale** titrées

130,1 Mds F CFP
Recettes fiscales indirectes titrées

dont 62 Mds F CFP
TVA

45,5 Mds F CFP
Recettes fiscales directes titrées

dont 13,9 Mds F CFP
Impôt sur le bénéfice des sociétés

52,5 Mds F CFP
Recettes d'investissement de la mission **Gestion financière** titrées

dont 43,9 Mds F CFP
Recettes titrées au programme Autofinancement net

et 8,19 Mds F CFP
Recettes titrées issues des emprunts

10,8 Mds F CFP
Dotation globale d'autonomie (DGA)

840,3 M F CFP
Participation de l'Etat au budget de fonctionnement de la mission Enseignement

5,55 Mds F CFP
3IF au budget d'investissement de la mission Réseaux et équipements structurants

DEPENSES

252,1 Mds F CFP
Dépenses totales mandatées au CA 2024

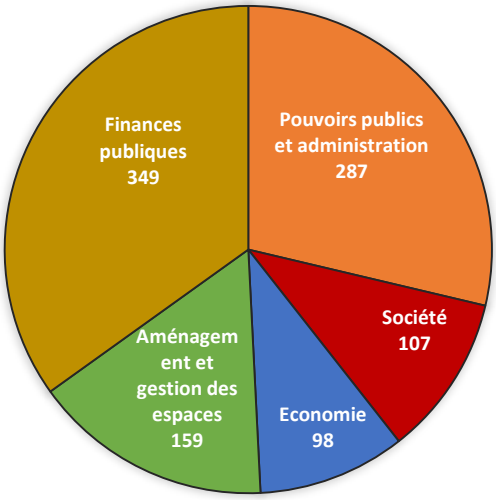
196,96 Mds F CFP
Dépenses de fonctionnement mandatées

55,18 Mds F CFP
Dépenses d'investissement mandatées

55,6 Mds F CFP
Mesures nouvelles sur AP votées en 2023 (BM)

11,9 Mds F CFP
Aides financières sans condition mandatées

Pour un budget à 1 000 F CFP



Pouvoirs publics	18
Moyens internes	14
Personnel	136
Partenariat avec les collectivités	119
Culture et patrimoine	6
Enseignement	26
Santé	48
Vie sociale	27
Tourisme	13
Développement des ressources propres	26
Economie générale	27
Travail et emploi	32
Environnement	5
Réseaux et équipements structurants	61
Transports	46
Urbanisme, habitat, foncier	47
Gestion fiscale	194
Gestion financière	155

15,5 Mds F CFP
Réseaux et équipements structurants

7,95 Mds F CFP
Travail et emploi

6,6 Mds F CFP
Développement des ressources propres

COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE

FRPH

5,84 Mds F CFP

- **5,84 Mds F CFP**
  Economie générale
- **0,4 M F CFP**
  Gestion fiscale

FPPH

1,6 Md F CFP

- **1,59 Md F CFP**
  Economie générale
- **10,1 M F CFP**
  Gestion fiscale

FIPTH

32,8 M F CFP

Travail et Emploi

FDTC

85,55 M F CFP
en fonctionnement

84 M F CFP
en investissement (CP)

Tourisme

FIGD

1,475 Md F CFP

Gestion financière

FCTAI

1,244 Md F CFP

Transports

FPSU

42,22 Mds F CFP

- **6,198 Mds F CFP**
  Travail et emploi
- **36,002 Mds F CFP**
  Vie sociale (RNS & RSPF)
- **20,8 M F CFP**
  Gestion fiscale

FPSS

591 M F CFP
en fonctionnement

- **508,2 M F CFP**
  Santé
- **67,9 M F CFP**
  Vie sociale
- ***15 M F CFP***
  Gestion financière

0,1 M F CFP
en investissement (CP)

Santé

FSDE

3,7 Mds F CFP

Réseaux et équipements structurants (Energie)

Fonds pour la promotion de l'expression artistique

Non doté au budget 2024

Fonds intergénérationnel en faveur de la protection de l'environnement

Non doté au budget 2024

1. MISSION 900/960 : POUVOIRS PUBLICS

4,56 Mds F CFP
Montant total mandaté au CA 2024

4,45 Mds F CFP
Dépenses de fonctionnement mandatées

112 M F CFP
Dépenses d'investissement mandatées

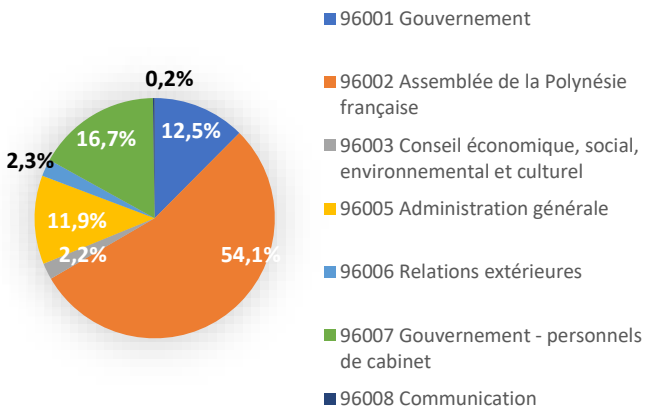
3,2 Mds F CFP
Dépenses de personnel mandatées
soit 9,95 % sur la masse globale

dont **744,2 M F CFP**
personnels de cabinet

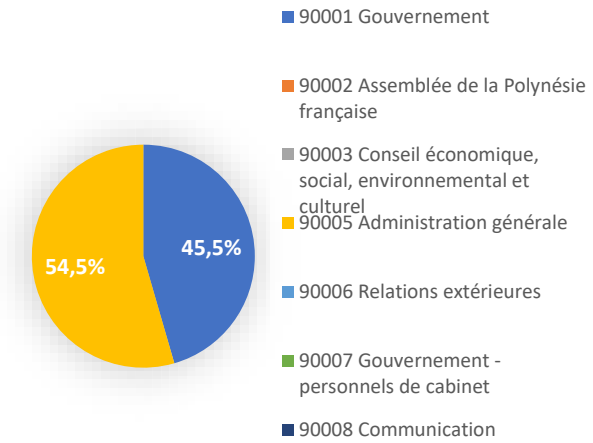
et **201,7 M F CFP**
membres de gouvernement

5,1 M F CFP
Mandatés au titre de l'amélioration des espaces d'accueil des services du Pays

Répartition des dépenses de fonctionnement par programme



Répartition des dépenses d'investissement par programme



ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

2,41 Mds F CFP
Mandatées au titre de la dotation de fonctionnement à l'APF

98,16 M F CFP
Mandatées au titre de la dotation de fonctionnement au CESEC

1.1 Revue de la politique générale de la mission

Les services de la traduction et de l'interprétariat (STI) et du patrimoine archivistique et audiovisuel (SPAA) œuvrent de manière complémentaire pour assurer une administration publique plus accessible, moderne, et transparente.

Ils mènent des actions essentielles dans le domaine de l'administration publique en Polynésie française, en particulier sur les volets de l'accès à l'information, de la gestion des archives publiques, et de la préservation de la langue et de la mémoire collective.

Ces deux services sont essentiels à la mise en œuvre d'une administration publique efficace et inclusive, respectueuse de la culture et de l'histoire de la Polynésie française.

- Bilan du patrimoine archivistique et audiovisuel (SPAA)

Ce service est chargé d'assurer la conservation et l'accès aux archives publiques, dans le respect des principes de transparence administrative et de mémoire historique, tout en garantissant la protection des données.

Ainsi, au titre de :

- **La conservation des archives publiques** : Le SPAA gère les archives historiques relatives à l'activité de l'État et des communes, en respectant les principes juridiques régissant leur conservation. Ces archives, notamment celles liées à l'histoire de la Polynésie française, appartiennent au domaine public de l'État et sont protégées par des régulations spécifiques ;
- **La réglementation des archives** : Le service veille à la gestion des archives publiques, en garantissant la communication des documents et en assurant la protection des données personnelles conformément aux règles applicables en Polynésie et en France ;
- **L'accès aux archives** : Le SPAA soutient le droit des citoyens d'accéder aux documents administratifs publics, tout en respectant les exigences liées à la sécurité des informations sensibles.

Le SPAA joue un rôle fondamental dans la préservation de la mémoire historique et dans la gestion transparente des archives publiques, tout en mettant en place des régulations pour garantir l'accès à l'information pour les citoyens.

- Bilan de la traduction et de l'interprétariat (STI)

Faciliter l'accès aux services publics pour la population polynésienne en surmontant les barrières linguistiques et en modernisant l'administration est l'objectif principal du STI.

Ainsi, le STI sert de passerelle linguistique en offrant des services de traduction et d'interprétation entre le français et le *reo tahiti*. Il soutient également les interactions avec les citoyens et entreprises, notamment au niveau local, régional et international.

Au titre de la modernisation des services publics, ses efforts de simplification administrative se sont poursuivis en 2024, notamment avec la dématérialisation des démarches et procédures administratives, tout en maintenant un accueil physique personnalisé pour les usagers.

Le STI contribue à la préservation et à l'évolution de la langue polynésienne, par la traduction de documents et l'affichage bilingue dans l'espace public, renforçant ainsi la place du *reo tahiti* dans le quotidien des Polynésiens.

Le STI se positionne ainsi comme un acteur clé dans la modernisation des services administratifs, et joue un rôle crucial dans la préservation de la langue polynésienne.

- Bilan des affaires internationales, européennes et du Pacifique (DAIEP)

Dans un monde globalisé, polarisé et complexe, la Polynésie française a conforté son intégration dans son bassin géographique historique et culturel *Te Moana Nui a Hiva*, le Grand Océan Pacifique, et ses liens avec l'ensemble des îles du Pacifique qui le composent sans distinction institutionnelle et statutaire.

Ce ré-ancrage solide au Continent Bleu du Pacifique a permis à la Polynésie française de faire entendre sa voix, de partager son histoire, notamment coloniale et nucléaire, et d'affirmer son identité ainsi que sa culture

mā'ohi face aux grandes puissances mondiales. Sous l'égide du Président de la Polynésie française, Moetai Brotherson, la Polynésie française a poursuivi l'affermissement de sa position au sein du concert des nations océaniennes afin de faire résonner davantage sur la scène internationale des positions communes axées sur nos enjeux fondamentaux tels que l'environnement, la sécurité et la stabilité.

L'ouverture au Pacifique et au monde est passée par la multiplication des liens bilatéraux avec les pays du Grand Pacifique et au-delà, comme Singapour et le Japon. La représentation de la Polynésie française en Europe est dorénavant mieux assurée grâce à la prise de fonction du correspondant aux affaires européennes déployé à Paris, dans les locaux de la Délégation de la Polynésie française (DPF) à Paris. Le travail de concertation pour l'ouverture de représentations officielles de la Polynésie française dans le Pacifique et le monde a été fait. L'adhésion à l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), les négociations sur la Facilité pour un Pacifique Résilient du Forum des îles du Pacifique (PRF) et les missions ministérielles à Bruxelles traduisent un engagement dynamique au sein des organisations régionales, européennes et internationales. Ces actions visent à adapter leurs stratégies et programmes aux politiques publiques de la Polynésie française, permettant ainsi de concrétiser nos priorités économiques et sociales, en particulier, en cohérence avec le programme gouvernemental.

La France, puissance administrante, a mis un terme à la politique de la chaise vide concernant la question de la décolonisation au sein l'Organisation des nations unies (ONU). Toutefois, le dialogue constructif sur la mise en œuvre et les étapes des processus d'autodétermination et de décolonisation, sous l'égide de l'ONU, reste à mettre en œuvre.

- Bilan du suivi des conséquences des essais nucléaires (DSCEN)

En 2024, le gouvernement a souhaité impulser les orientations stratégiques suivantes :

- Faire toute la lumière possible sur le fait nucléaire et les expérimentations atomiques à Moruroa et à Fangataufa et leurs conséquences ;
- Dépasser les difficultés de communication au sein de la société polynésienne et entre celle-ci et la France ;
- Contribuer à nous redonner confiance en notre capacité commune de rebond et d'avenir.

Ainsi, l'action portée par la DSCEN pour traiter le fait nucléaire s'est articulée autour des axes suivants :

- Poursuivre les recherches scientifiques sur le fait nucléaire en Polynésie française ;
- Soutenir des évènements culturels autour de la thématique et ouvrir le concours d'architecture pour le centre de mémoires Pū Mahara ;
- S'assurer de la mise en œuvre des engagements pris par l'Etat concernant la reconnaissance, l'indemnisation et la réparation.

- Bilan des moyens généraux (SMG)

En 2024, en tant que service de soutien à la Présidence et au Gouvernement, le SMG a recentré ses activités principales à travers plusieurs initiatives stratégiques :

- **La mise à disposition d'infrastructures temporaires** au profit du Comité Paris 2024, dans le cadre des Jeux Olympiques de 2024, pour assurer un soutien logistique et organisationnel optimal ;
- **La dématérialisation du suivi du patrimoine** du service, grâce à l'implémentation du logiciel de gestion HECTOR, permettant une gestion plus efficace et transparente ;
- **Le développement des compétences du personnel** du SMG, avec un accent particulier sur la formation et l'accompagnement de la cellule réception et banquet (CRB) pour répondre aux exigences élevées des missions ;
- **La répartition des agents supports en cabinet ministériel (ACM)** au sein des différents ministères, afin de garantir une réactivité et une proximité accrues dans l'accomplissement des missions gouvernementales.

Ces actions visent à renforcer l'efficacité et la réactivité du SMG dans l'accompagnement des plus hautes instances du Pays, tout en optimisant ses ressources et compétences.

1.2 Programme 900 01/960 01 : gouvernement

Ce programme accueille les crédits nécessaires au fonctionnement de la Présidence de la Polynésie française et des ministères.

Les indemnités servies aux membres de gouvernement :

Les indemnités servies aux membres du gouvernement, logées au programme 960 01, sont encadrées par la délibération n° 84-1018 AT modifiée, l'arrêté n° 28 CM du 02 juillet 2004 modifié puis par les articles 73 et 87 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée qui précisent que :

- Le gouvernement peut comprendre de 7 à 10 ministres, sans prendre en compte le Président et le Vice-président ;
- L'indemnité mensuelle est plafonnée à l'indice 760 du traitement brut des agents de la fonction publique du Pays ;
- En cas de cessation de fonctions, le membre du gouvernement bénéficie d'un mois d'indemnité mensuelle, sauf application de l'article 78 de la loi organique ou en cas de reprise d'une activité rémunérée.

En 2024, les dépenses liées aux indemnités gouvernementales – y compris les indemnités et frais de déplacement - se sont élevées à 229,397 millions F CFP, contre 237,333 millions F CFP en 2023, soit une baisse de 7,937 millions F CFP. Cette diminution s'explique principalement par la réduction du nombre de membres du gouvernement (-1) ainsi que du nombre de retraités ou de bénéficiaires de pensions de réversion (-2).

Pour mémoire, le coût des indemnités mensuelles avait fortement augmenté en 2023 en raison du maintien, pendant un mois, de l'indemnité mensuelle versée aux membres du gouvernement sortant n'ayant pas repris d'activité rémunérée après les élections territoriales.

A la fin de l'année 2024, le gouvernement comptait 9 membres (y compris le Président et la Vice-présidente), tandis que les 19 anciens élus – ou leurs ayants droit en cas de décès - percevaient une pension de retraite versée par le Pays.

Récapitulatif des indemnités versées aux membres du gouvernement de 2022 à 2024

	Détail des articles servant au paiement d'indemnités et frais au profit des membres du gouvernement				
	653 12	*653 22*	*653 3*	*653 4*	*653*
	Indemnité mensuelle	*Frais de déplacement*	*Cotisations AXA et pension de retraite des anciens élus*	*Cotisations sociales (CPS)*	***Coût total des sommes versées aux membres du gouvernement***
2022	114 328 932	44 821 985	76 346 313	13 218 208	248 715 438
2023	124 796 260	22 189 571	76 766 014	13 581 526	237 333 371
2024	113 620 915	27 676 776	73 645 970	14 452 994	229 396 655
Ecart 2024/2023	- 11 175 345	5 487 205	- 3 120 044	871 468	- 7 936 716
Ecart 2023/2022	10 467 328	- 22 632 414	419 701	363 318	- 11 382 067

1.3 Programme 900 02/960 02 : Assemblée de la Polynésie française

Ce programme comptabilise les dotations versées à l'Assemblée de la Polynésie française (APF).

Pour 2024, le montant de la dotation de fonctionnement versée à l'APF a été de 2,41 milliards F CFP.

1.4 Programme 900 03/960 03 : Conseil économique, social, environnemental et culturel

Les crédits budgétaires du programme sont dédiés à la dotation du Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Polynésie française. Ils sont alloués conformément aux dispositions réglementaires en la matière pour garantir le bon fonctionnement de l'institution et permettre au CESEC de remplir ses missions.

En 2024, le CESEC a reçu une dotation de fonctionnement de 98,16 millions F CFP.

1.5 Programme 900 05/960 05 : administration générale

1.5.1 Bilan des orientations stratégiques

Le service de la traduction et de l'interprétariat (STI) et le service du patrimoine archivistique et audiovisuel (SPAA) mettent en évidence des initiatives majeures visant à moderniser les services administratifs et à préserver la culture et le patrimoine polynésien, avec un focus particulier sur les langues polynésiennes et les archives historiques.

Ces deux services se montrent complémentaires dans leur approche de modernisation administrative et de préservation culturelle. Tandis que le STI œuvre pour la simplification des démarches administratives et la promotion de la langue tahitienne à travers des outils numériques et l'affichage bilingue, le SPAA se concentre sur la préservation et la valorisation des archives historiques polynésiennes, notamment par la numérisation et la mise à disposition en ligne.

Ces efforts contribuent à renforcer l'identité culturelle polynésienne tout en modernisant les interactions avec les citoyens et en facilitant l'accès à des ressources historiques précieuses.

- Bilan du patrimoine archivistique et audiovisuel (SPAA)

En 2024, le Gouvernement de la Polynésie française a lancé une initiative visant à numériser et publier en ligne des fonds d'archives historiques portant sur le patrimoine culturel polynésien, notamment les "fonds d'archives Océanie". Ces archives, conservées aux Archives nationales d'outre-mer (ANOM), concernent des documents importants relatifs à l'histoire de la Polynésie, en provenance du ministère et du dépôt des papiers publics des colonies. Cette démarche a été officialisée par l'arrêté 214 CM du 23 février 2024.

L'Assemblée de la Polynésie française a soutenu cette initiative par la résolution n° 2024-3R APF du 5 septembre 2024. Un partenariat a été mis en place avec *Family Search International*, une organisation autorisée par la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) depuis 2015, pour numériser et diffuser ces documents en ligne, facilitant ainsi leur accès aux citoyens polynésiens.

Accès et diffusion des archives :

- Publication en ligne : Les documents numérisés seront accessibles via le portail national des archives de France (www.francearchives.gouv.fr) et le système de recherche en ligne des ANOM (www.recherche-anom.culture.gouv.fr);
- Sécurité des archives : Une version sécurisée des archives sera conservée au Service du patrimoine archivistique et audiovisuel (Te piha faufa'a tupuna), en fonction de l'évolution de son système d'information.

Soutien à la culture et à la mémoire collective :

Cette initiative s'inscrit dans une volonté de préserver et valoriser le patrimoine culturel polynésien, en facilitant l'accès aux archives historiques polynésiennes, qui sont un vecteur essentiel pour la compréhension et la diffusion de l'histoire et de la culture locales tout en préservant leur intégrité.

- Bilan de la traduction et de l'interprétariat (STI)

L'année 2024 a été marquée par une série d'initiatives significatives visant à moderniser et simplifier les procédures administratives, avec un engagement fort en faveur de l'accessibilité et la promotion des langues polynésiennes.

- **Modernisation des procédures administratives** : Un grand pas a été fait vers la simplification des démarches administratives grâce à la mise en place d'outils tels que Tūrama pour les téléservices, la signature électronique, et le paiement en ligne, qui facilitent l'accès aux services pour les citoyens tout en rendant l'administration plus agile ;
- **Renforcement de la langue tahitienne (*reo tahiti*)** :
  - Le lexique tahitien s'enrichit continuellement, avec l'ajout de nouveaux termes, consolidant ainsi la langue à travers des traductions et en facilitant son usage quotidien ;

- Clavier Mā'ohi mobile : Un projet en cours de développement pour offrir un outil numérique permettant l'utilisation correcte du *reo tahiti* dans les communications écrites, via un clavier spécifique intégré à la base de données du lexique.

- **Promotion du plurilinguisme** : La promotion des langues polynésiennes reste au cœur des priorités, avec un accent particulier sur le *reo tahiti*. Cela inclut l'expansion de l'affichage bilingue dans l'espace public (signalétique, affiches, panneaux) et virtuel (sites internet, bandeaux de messages défilants), contribuant ainsi à une omniprésence du reo maohi dans la vie quotidienne.

- Bilan de l'accueil et de la sécurité (SAS)

Le SAS remplit des missions cruciales d'accueil, de protocole, de surveillance et de sécurité, assurant la protection du Président, du gouvernement et des infrastructures publiques. Composé de 163 agents, pour la plupart non qualifiés à leur recrutement et ayant une moyenne d'âge de 49 ans, le service se trouve face à un besoin impératif de renforcer ses compétences à travers un plan de formation structuré. L'obtention de certifications spécifiques, telles que le CQP APS, le SSIAP et le PSC1, est essentielle pour professionnaliser les effectifs et maximiser l'utilisation de ces ressources humaines.

Afin de consolider les compétences de base (communication, numérique, travail en équipe, etc.), le SAS mise également sur la formation continue et la certification CLéA. Toutefois, l'accès à la formation d'agent de prévention et de sécurité reste soumis à des critères stricts d'aptitude et de moralité, ce qui limite le nombre de personnels éligibles aux formations pour 2025 et les années suivantes.

Malgré ces contraintes, la montée en compétences des agents demeure une priorité stratégique. Le service reste déterminé à maintenir sa dynamique de professionnalisation, en veillant à la continuité des formations, à la fois pour préparer les agents aux examens professionnels et concours, et pour valoriser leur expérience, favorisant ainsi leur évolution de carrière et leur reconnaissance au sein de l'administration. Cette approche garantit un service toujours plus performant et adapté aux exigences sécuritaires en constante évolution.

- Bilan du suivi des conséquences des essais nucléaires (DSCEN)

La DSCEN coordonne l'action des services potentiellement concernés par le fait nucléaire, sans se substituer à eux.

En effet, ces services et leurs tutelles doivent porter à leur niveau et dans leurs domaines de compétences et de responsabilités respectives les actions relatives au suivi des conséquences des essais nucléaires en les inscrivant dans leurs programmes de politique sectorielle et en les mettant en œuvre.

La construction de ces partenariats et l'accompagnement à cette prise en main constitue l'objectif n°1.

L'objectif n°2 est de rendre accessible une documentation robuste sur le fait nucléaire. A cet effet, il s'agit de constituer une bibliothèque de référence tout en continuant d'améliorer l'accès aux données qualifiées et de tendre vers une exhaustivité des sources existantes.

L'objectif n°3 est d'améliorer la visibilité de l'action publique. Pour ce faire, la DSCEN va accentuer sa communication en direction des publics et soutenir l'organisation d'évènements culturels.

- Bilan des moyens généraux (SMG)

Les principales actions mises en place pour l'exercice 2024 ont été axées sur :

- L'acquisition d'un parc logistique CTS (chapiteaux, tentes et structures) conforme aux normes et garantissant un niveau maximal de sécurité pour répondre aux Jeux Olympiques qui se sont tenus au mois de juillet 2024 sur le domaine Rose sis à Teahupo'o ;
- La dématérialisation des formulaires de prêts de chapiteaux, tentes, tables et chaises pour améliorer le service aux usagers ;
- La montée en compétences des agents de la cellule réception et banquet, et l'optimisation de la répartition des agents supports en cabinet ministériel (ACM) au sein des différents ministères ;
- La mise en place d'une convention relative à l'assistance technique portant sur le remplacement de chambres froides et du circuit frigorifique de la salle de restauration sise à la Présidence ;

- La mise en place d'une convention avec l'EPIC « Grands projets de Polynésie » (G2P) relative à la rénovation de la climatisation de la Présidence.

- Bilan du secrétariat général du gouvernement (SGG)

En 2023, les évènements marquants du SGG dans le cadre de son objectif tendant à garantir l'accès des usagers à l'information légale et administrative sont les suivantes :

Le dernier JO papier

Le 31 décembre 2024, a été publié le dernier Journal officiel au format papier. Dès le lendemain, 1er janvier 2025, le JOPF numérique n° 1-2025 a été diffusé sur le site Lexpol.

Un nouveau site Lexpol en *reo mā'ohi*

Le 1er janvier 2025, a été ouvert le nouveau site Lexpol en langue tahitienne. Ce chantier a été engagé en 2024.

- Bilan de la modernisation de l'administration (DTI)

La mise en œuvre des orientations stratégiques en matière de transformation de l'administration s'est articulée autour des objectifs suivants :

FAATURA > Diffuser une gouvernance qui nous rassemble : juste, responsable et solidaire

- Objectif n° 1 : Doter les entités publiques d'une organisation et d'un système de gestion performants ;
- Objectif n° 2 : Déployer la démarche qualité dans les entités publiques ;
- Objectif n° 3 : Renforcer le travail collaboratif dans la mise en œuvre des politiques publiques.

FAAORA > Déployer un service public qui nous ressemble : proche, simple et communautaire

- Objectif n° 4 : Améliorer l'accessibilité à des services publics de qualité.

À travers ces orientations, l'administration de la Polynésie française poursuit son ambition d'améliorer sa performance de sa gestion, de garantir des services essentiels et de qualité à la population, d'offrir à ses usagers un accueil professionnel et de veiller à la qualité de vie au travail des agents publics.

Au 31 décembre 2024, l'Administration de la Polynésie française se compose de 51 services administratifs, d'une autorité indépendante et de 57 établissements publics, répartis comme suit : 13 à caractère administratif, 9 à caractère industriel et commercial et 35 établissements d'enseignement. Par ailleurs, 47 activités font l'objet d'une délégation de service public, dont 33 pour les disciplines sportives.

1.5.2 Bilan des réformes

- Bilan du patrimoine archivistique et audiovisuel (SPAA)

Avant de pouvoir mettre en application les dispositions de l'article 55 de la loi organique du 27 février 2004 qui permettent aux communes de confier par convention à la Polynésie française la gestion des archives relevant de leur compétence, l'État devra au préalable adopter le cadre normatif de l'archivage public qui leur sera applicable.

En attendant, la Polynésie française peut déjà entreprendre une étude tarifaire pour définir les coûts associés à la gestion des archives, en prenant en compte des critères tels que :

- Le nombre d'administrés par commune ;
- L'éloignement géographique ;
- Le degré d'exposition aux risques climatiques ;
- L'absence d'infrastructures locales de conservation.

Ces critères permettront de déterminer des modalités de gestion adaptées aux réalités de chaque commune.

Il est également envisagé une adaptation des textes législatifs pour permettre la réutilisation des archives publiques de l'État, particulièrement pour des questions foncières, telles que les sorties d'indivision. Cette

révision faciliterait l'accès à ces archives dans le cadre des démarches administratives et juridiques liées à la gestion du foncier en Polynésie française.

- Bilan de la traduction et de l'interprétariat (STI)

Le STI a poursuivi ses missions linguistiques en 2024, avec des projets significatifs, tels que :

- **Projet Pū Māhara – Centre de mémoire des essais nucléaires** : le projet Pū Māhara, visant à créer un centre de mémoire des essais nucléaires en Polynésie française, est en cours et la participation du STI a été sollicitée sur ce projet pour sa compétence linguistique ;
- **Valorisation du *reo tahiti* et promotion du bilinguisme** : le projet de valorisation du *reo tahiti* et la promotion du bilinguisme ont été des priorités pour le STI en 2024. Parmi les actions concrètes, on peut citer :
  - La traduction des intitulés de postes et des fonctions des agents des entités sous tutelle de l'ex-Vice-présidence, un travail essentiel pour renforcer l'usage du *reo tahiti* dans les structures administratives ;
  - La traduction du statut de la Polynésie française en *reo tahiti*, un projet majeur pour rendre le texte juridique accessible aux locuteurs tahitianophones.

Toutefois, en raison de son plan de charge élevé et de son effectif réduit, le STI n'a pas pu participer à certains projets de traduction d'envergure :

- La traduction du site Lexpol pour rendre le droit accessible en *reo tahiti* n'a pas pu être réalisée, bien que ce projet ait été prévu dans le cadre du développement du droit accessible aux locuteurs tahitianophones ;
- De même, une partie des traductions nécessaires pour le futur espace Gauguin n'a pas pu être assurée par le STI, en raison des mêmes contraintes de ressources.

- Bilan des moyens généraux (SMG)

La loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française permet la location, à des tarifs modérés pouvant aller jusqu'à la gratuité, des biens appartenant au domaine mobilier de la collectivité.

Au sein de ce domaine mobilier, certaines infrastructures détenues par la Polynésie française sont toutefois indisponibles à la location dans le secteur privé. Des dispositions particulières relatives à la mise à disposition de ces infrastructures sont prévues et s'appliquent dès lors qu'elles sont sollicitées dans le cadre :

- d'activités en soutien des politiques publiques culturelles et éducatives ;
- d'évènements tels que Festivals ou journées internationales revêtant un caractère d'intérêt général, et organisés hors du marché concurrentiel par des personnes morales.

- Bilan du secrétariat général du gouvernement (SGG)

Objectifs stratégiques de la feuille de route du SGG 2023-2028 :

1. Assister le Président de la Polynésie française dans l'organisation et la coordination du travail gouvernemental et dans le déroulement de la procédure législative et réglementaire ;
2. Garantir l'accès des usagers à l'information légale et administrative ;
3. Défendre et protéger efficacement les intérêts du Pays.

Pour la réalisation de ces objectifs les actions suivantes ont été mises en œuvre en 2024 :

Au titre de l'objectif n° 1 :

- Finaliser la plateforme GEDA 2 pour les dossiers en Conseil des ministres ;
- Intégrer la charte orthotypographique à GEDA 2 ;
- Favoriser les échanges électroniques entre l'APF et la direction de la publication numérique ;

- Créer un parapheur numérique de cotation du courrier « arrivé » traité par le bureau du courrier ;
- Gérer les archives gouvernementales ;
- Dématérialiser les visas apposés sur les actes administratifs.

Au titre de l'objectif n 2 :

- Développer une offre de journaux officiels numériques adaptée aux besoins des acteurs de la vie civile et économique ;
- Dématérialiser la chaine de production des actes à publier au futur Journal officiel "Textes" ;
- Développer l'accès au droit en reo mā'ohi ;
- Veiller à la qualité et à la mise à jour des contenus LEXPOL ;
- Mettre le système d'information Lexpol en conformité avec le RGPD ;
- Mettre en place de nouvelles règles de publication des actes individuels pour garantir la protection de la vie privée.

Au titre de l'objectif n°3 :

- Améliorer la prévision et le pilotage des dépenses contentieuses ;
- Optimiser le suivi des contrôles des juridictions financières.

- Bilan de la modernisation de l'administration (DTI)

L'année 2024 a été marquée par la fusion de trois entités : la direction générale des ressources humaines (DGRH), la direction de la modernisation et des réformes de l'administration (DMRA), ainsi que la cellule en charge de la rémunération de la direction du budget et des finances. Cette réorganisation a conduit à la création, par arrêté n° 1421/CM du 22 août 2024, d'un nouveau service dénommé *Direction des talents et de l'innovation*, dont la mise en œuvre a été opérationnelle dès le 1er janvier 2025.

Cette fusion s'inscrit dans une démarche globale de modernisation et d'optimisation des services publics en Polynésie française. Toutefois, cette phase de transition organisationnelle, conjuguée à la nécessité d'accompagner les équipes et au départ non remplacés de deux agents, a entraîné un ralentissement dans l'avancement de certains projets, notamment ceux pilotés par l'ex direction de la modernisation et des réformes de l'administration.

Néanmoins, les actions suivantes au titre de la transformation publique ont été concrétisées :

- Lancement du chantier de restructuration de l'administration du Pays (PEPERU) et de la démarche de gestion prévisionnelle des emplois, des compétences et des parcours professionnels ;
- Finalisation du label qualité polynésien et lancement de la mise en place du dispositif de labellisation des services et des établissements publics ;
- Sensibilisation et formations aux approches et aux outils de l'innovation publique et de la qualité ;
- Accompagnement des entités par les méthodes d'intelligence collective et de la facilitation, dans leurs projets de transformation organisationnelle, de cohésion d'équipe ou de planification stratégique ;
- Accompagnement des entités dans leurs projets de site internet ;
- Poursuite du déploiement des Fare Ora, notamment avec l'ouverture de l'espace de Taravao et développement du partenariat Pays-Communes pour le déploiement des services publics dans des espaces ou des lieux de proximité identifiés ;
- Poursuite du diagnostic préalable au schéma directeur de l'immobilier des services par délégation de maîtrise d'ouvrage de l'agence OPUA ;
- Conseils en organisation auprès des entités et avis sur les projets de réorganisation ;
- Réalisation des missions d'audits internes et d'enquêtes relevant de l'inspection générale.

L'innovation publique, au cœur des initiatives portées par les communautés d'innovateurs publics en Polynésie française, suscite un fort engouement. Le modèle de partenariat inter-institutionnel développé depuis 2018 et formalisé en 2021 est reconnu comme exemplaire et constitue une source d'inspiration au niveau national et

régional. La convention-cadre, qui en est le socle, structure la coopération technique et financière en matière d'innovation publique. Elle tend aujourd'hui s'élargir à de nouveaux acteurs, notamment issus du secteur parapublic.

Les actions de modernisation de l'administration se concentrent sur deux axes majeurs : l'amélioration des services publics dans une logique centrée sur l'usager et la simplification des démarches administratives. Cette orientation stratégique, partagée par l'ensemble des entités publiques, se heurte néanmoins à plusieurs freins : une faible prise de conscience des besoins réels des usagers, une réticence à faire évoluer les modes de travail vers davantage d'agilité, ainsi que la persistance de postures managériales traditionnelles et de fonctionnement en silos. Ces facteurs limitent la portée des progrès en matière de modernisation publique.

Dans ce contexte, la diffusion d'outils innovants – issus notamment des démarches UX/UI, du design thinking, du LEAN[4] ou de la facilitation - constitue l'un des leviers essentiels de réussite des projets de transformation et de la mise en œuvre d'une démarche qualité. Bien que ces approches disruptives suscitent des réactions contrastées, oscillant entre adhésion convaincue et opposition marquée, elles gagnent progressivement du terrain grâce à l'engagement des réseaux et communautés d'innovation au sein de l'administration.

1.5.3 Bilan des objectifs de performance

- Bilan du patrimoine archivistique et audiovisuel (SPAA)

Objectif n°1 : Faciliter l'accès des citoyens aux archives historiques de souveraineté et de territorialité librement communicables

Rompre avec l'isolement et l'aliénation des archives historiques coloniales en les portant à la connaissance du peuple Mā'ohi et du monde entier par une diffusion libérée sur internet.

Objectif n°1 - Faciliter l'accès des citoyens aux archives historiques de souveraineté et de territorialité librement communicables								
Rompre avec l'isolement et l'aliénation des archives historiques coloniales en les portant à la connaissance du peuple maohi et du monde entier par une diffusion libéré sur internet. Privilégier les échanges dématérialisés et multiplier les mises en ligne								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024** **Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Métadonnées série NUM	To		-	0	13	0	0	0
Indicateur 1.2 - Notices audiovisuelles mises en ligne	Nb	-	-	10 726	10 000	0	20 000	30 000
Indicateur 1.3 - Visites en ligne (www.archives.pf et Facebook)	Nb	-	-	169 000	300 000	356 774	400 000	450 000
Sources des données : *Fonds conservés au dépôt des archives de Tipaeru'i* Mode de calcul des indicateurs : *Indicateur 1.1 - indicateur calculé à partir des métadonnées brutes et du nombre de vues (Fonds 48 et 248 WED_HC et WPF 14)* *Indicateurs 1.2 - indicateurs calculés à partir de la base de données audiovisuelle du SPAA -TPFT* *Indicateurs 1.3 - indicateurs calculés à partir du nombre de clic sur une page*								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Indicateur 1.1 : Les archives dites historiques procédant de l'activité de l'État en Polynésie française appartiennent au domaine public de l'État et relèvent à ce titre de sa seule compétence.

Indicateur 1.2 : 11 361 notices supplémentaires ont été traitées et validées. Celles-ci seront mises en ligne sur le site Internet www.archives.pf dans le courant du 1er semestre 2025.

Indicateur 1.3 : On note un accroissement des visites en faveur notamment de la lecture en ligne des publications du service.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Une réorientation de l'objectif n° 1 doit être mise en œuvre dans les limites du périmètre de compétence de la Polynésie française (PAP 2025).

Dans le cadre du service éducatif des archives, il est envisagé de :

- Rédiger des fiches pédagogiques en faveur du second degré (collèges et lycées) à partir des notices historiques du Service patrimoine archivistique et audiovisuel – Te piha faufa'a tupuna ;

[4] Méthodes de recherche et de tests de solutions créatives fondées sur l'expérience utilisateur pour résoudre un problème et un besoin par l'intelligence collective. Ces méthodes s'appuient sur des approches sociologiques, comportementalistes et issues des neurosciences.

- Compléter le Cahier des archives de la Polynésie – ARCHIPOL avec un questionnaire pédagogique destiné aux enseignants.

Objectif n°2 : Pérenniser les travaux de dématérialisation et de migration des contenus communicables

Objectif n°2 - Pérenniser les travaux de dématérialisation et de migration des contenus communicables

Poursuivre les chantiers de numérisation pour assurer la sauvegarde des contenus et faciliter la recherche et la consultation.
Rattraper le traitement intellectuel et physique du vrac d'archives, des publications officielles antérieures et de fonds privés.

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 - Nombre de vues	Nb	5 600	5 000		23 000	65 272	20 000	20 000
Indicateur 2.2 - Nombre de pages indexées	Nb	7 200	12 000		23 000	88 000	20 000	20 000
Indicateur 2.3 - Pièces immédiatement consultables en ligne	Nb	0	8000		10 000	5 473	12 000	12 000
Indicateur 2.4 - Fichiers audiovisuels consultables sur demande	Nb			58 946	60 000	60 621	70 000	70 000

Sources des données :

Fonds d'archives publiques et privées conservées au dépôt des archives de Tipaerui :
- vrac issu des dépôts de l'ancien service des archives territoriales (WPF 14) et de la réforme du service public de 2011 ;
- bibliothèque patrimoniale ;
- dépôts révocables privés.

Mode de calcul des indicateurs :

Indicateur 2.1 - Indicateur calculé à partir de la convention de prestation et du cahier des charges en fonction des lots à numériser
Indicateur 2.2 - Indicateur calculé à partir du service fait
Indicateur 2.3 - Indicateur calculé à partir du nombre de pièces publiées sur le site archives.pf
Indicateur 2.4 - Indicateur calculé à partir des numérisations réalisées en régie

Autres commentaires :

Les fichiers audiovisuels sont consultables au dépôt des archives de Tipaeru'i et depuis la plateforme Tahiti VOD mise en ligne depuis mai 2023

- *Commentaire et analyse des résultats*

Indicateur 2.1 : Numérisation en régie du fonds privé de l'ancienne SPACEM* et de la bibliothèque patrimoniale du Pays.

**Société polynésienne des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique qui a fait l'objet d'une liquidation judiciaire en mai 2014.*

Indicateur 2.2 : Fonds d'archives de l'ancien service de l'administration du développement des archipels (SADA).

Indicateur 2.3 : Bulletin officiel des Établissements français d'Océanie - BOEFO (1842 à 1902).

Indicateur 2.4 : Un accroissement des demandes émanant des producteurs de l'audiovisuel. Un enrichissement régulier de fichiers audiovisuels pour la plateforme internet www.tahitivod.pf.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Le service public d'accès au droit de Polynésie française (LEXPOL), poursuit le chantier de modernisation de sa plateforme (traduction en *reo tahiti* des textes et du statut de la Polynésie française, dématérialisation du JOPF…).

Dans l'attente du transfert de ces métadonnées et pour répondre aux besoins immédiats des usagers, le SPAA a mis en ligne un instrument de recherche indexé des publications officielles antérieures à 1901.

Objectif n°3 – Optimiser les conditions de conservation en fonction de la valeur patrimoniale et juridique des fonds

Objectif n°3 - Optimiser les conditions de conservation et de sécurité

La sécurité du site et du bâtiment fait l'objet d'une surveillance permanente et d'intervention en cas de besoin.
Le remplacement de la centrale de production de froid et des armoires de climatisation, obsolètes, permettra d'améliorer la stabilité climatologique des magasins de conservation. Ce système sera renforcé par l'acquisition d'équipements divers de conservation tels que des déshumidificateurs et purificateurs d'air.
Par contre, la maintenance et l'entretien des équipements de sécurité et de conservation devront être confiés à un prestataire extérieur.
Sécuriser les accès aux magasins de conservation et au dépôt des archives par le remplacement des huisseries et des serrures. De même, il conviendra de terminer de clore entièrement le domaine public affecté au SPAA - TPFT.
Prioriser la conservation appropriée des fonds archivistiques les plus précieux et sécuriser les biens et les personnes

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 3.1 - Moyenne annuelle de température des magasins de conservation	degré celsius	17 < T < 19	14 < T < 17	17 < T < 18	17 < T < 18	17<T<19	18 < T < 20	18 < T < 19
Indicateur 3.2 - Taux moyen d'humidité annuel des magasins de conservation	%	60 < H < 80	50 < H < 70	50 < H < 80	50 < H < 60	60 < H < 80	55 < H < 65	60 < H < 65
Indicateur 3.3 - Notation sécurité : Feu, dégât des eaux, vol et vandalisme, prévention des sinistres	/20*	10/29	06/29	12,5/20	15/20	10/20	17/20	17/20
Indicateur 3.4 - Suppression des risques professionnels physiques	*		E	E	M	M	M	M

Sources des données :
État des lieux mai 2022
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateurs 3.1 et 3.2 - indicateurs calculés à partir de statistiques générées par les boîtes de mesures et de contrôle pour les archives papier
Indicateur 3.3 - indicateur calculé suivant la méthode d'évaluation des pratiques de conservation préventive dans un service d'archives (direction des archives de France - 2002) de 112 indicateur. Moyenne ramené à 20
Indicateur 3.4 - indicateur calculé à partir du niveau de maîtrise du risque : faible (F), modéré (M) et élevé (E)
Autres commentaires :
L'espace de conservation argentique est fermé. Cet espace de conservation sera réaménagé pour recevoir des fonds d'archives précieux.
** Calculé sur la base de 112 critères, avec une moyenne sur /20*
Le plan d'actions actualisé du document unique d'évaluation des risques professionnels (DUEVRP) est mis en œuvre depuis 2022.

- *Commentaire et analyse des résultats*

Indicateur 3.1 : Défaillance régulière des équipements et des centrales de production de froid devenus irréparables.

Indicateur 3.2 : L'étanchéité du bâtiment n'est toujours pas optimale malgré des travaux de mise en conformité.

Indicateur 3.3 : Le bâtiment est trop vétuste et sa remise aux normes s'avère coûteuse.

Indicateur 3.4 : Le document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP) et le protocole de décontamination des espaces de conservation et des documents d'archives ont été validés en comité technique paritaire (CTP) n°14.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Indicateurs 3.1 à 3.4 :

En matière bâtimentaire, compte tenu de l'état de vétusté du bâtiment et des contraintes quant à la conservation optimale des archives, il est envisagé :

- Soit la construction d'un nouveau bâtiment de conservation définitive des archives (DEQ) ;
- Soit la réhabilitation du bâtiment avec assistance à maîtrise d'ouvrage (SPAA – TPFT).

En matière d'équipements : la poursuite du programme d'acquisition d'équipements spécifiques à la conservation.

- Bilan de la traduction et de l'interprétariat (STI)

Objectif n°1 : La dématérialisation pour un meilleur service aux usagers

En 2024, près de 46 % des demandes ont été effectuées via le téléservice Tūrama-Mes Démarches, dépassant l'objectif de 650 demandes dématérialisées avec un total de 745 demandes. Ce chiffre marque une progression par rapport à 2023 (40 %). De plus en plus de services et établissements utilisent Tūrama.

Dématérialisation et outils collaboratifs : La dématérialisation touche également les procédures internes avec le back-office Tūrama et des outils collaboratifs partagés en réseau. La suite Microsoft 365 a été déployée pour améliorer la collaboration, la transparence, l'efficacité et réduire les délais, tant pour les agents que pour les usagers.

Accès physique et inclusion : L'accueil physique reste valorisé pour les usagers sans accès aux technologies de l'information, dans une démarche inclusive.

Activité de traduction : En 2024, la production de traductions a atteint 5 378 pages (objectif révisé à 4 600), ainsi qu'une centaine d'heures d'interprétariat pour toutes langues confondues, suivant un rebond par rapport à l'année précédente.

Objectif n° 1 - La dématérialisation pour un meilleur service aux usagers								
Faciliter les demandes de traduction								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2026 et + Cible	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 -Nombre de demandes de traductions	Nb	1 875	1 587	1 700	824	1 631	1 700	1 700
Indicateur 1.2 - Nombre de pages traduites	Nb	4 674	5 235	4 600	2 781	5 378	4 650	4 700
Indicateur 1.3 - Nombre de demandes de traductions via le téléservice Tūrama	Nb	1 141	623	650	358	745	650	650
Indicateur 1.4 - Part des paiements effectués de manière dématérialisée : - Par rapport au nombre de demandes - Par rapport au montant global	%	-	29	35 35	28 38	29 43	50 50	50 50
Indicateur 1.5 - Part des demandes traitées impliquant au moins un élément de dématérialisation (Téléservice, paiement dématérialisé, signature électronique)	%	-	30	40	43	45	50	50

Sources des données :
Données statistiques du STI
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - Indicateur calculé à partir du tableau de bord du STI
Indicateur 1.2 - Indicateur calculé à partir du tableau de bord du STI
Indicateur 1.3 - Indicateur calculé à partir du compteur intégré de la plate-forme Tūrama
Indicateur 1.4 - Nouvel indicateur calculé à partir de la régie de recettes et du tableau de bord du STI
Indicateur 1.5 - Nouvel indicateur calculé à partir du tableau de bord du STI
Autres commentaires :
1.1 - 1.2 La reprise de l'activité générale du Pays se répercute sur le niveau d'activité du STI.
1.3 - Le téléservice Tūrama évolue via Mes Démarches. La signature numérique de documents est opérationnelle et le paiement en ligne aussi, connaissant une utilisation croissante, et améliorant ainsi la qualité du service rendu à l'usager.
1.4 - Paiements par virement sur le compte DFT du STI ou en ligne via PayZen.
La crise sanitaire a permis de tester en conditions réelles des procédures de travail à distance qui ont mis en exergue le bien-fondé et la nécessité des évolutions de dématérialisation évoquées plus haut.

- *Commentaire et analyse des résultats*

Action n°1 : Suivi et mise à jour du téléservice Tūrama

- Objectif : Améliorer le suivi des dossiers et la gestion des demandes grâce aux retours des usagers via le module d'évaluation et de suggestions ;
- État actuel : Les agents du STI, ayant co-construit Tūrama, maîtrisent désormais son utilisation avec aisance. Le téléservice permet un suivi plus efficace des dossiers et une gestion automatisée des questions RGPD. Pour les usagers, il offre un lien personnalisé avec l'agent en charge de leur dossier ;
- Amélioration en 2024 : Introduction d'un module de facturation automatique pour faciliter la gestion des coûts liés aux demandes.

Action n°2 : Promotion de l'interprétation dématérialisée

- Objectif : Développer l'utilisation des plateformes de visioconférence pour faciliter l'interprétation à distance ;
- État actuel : Après la pandémie, où l'interprétation était exclusivement en ligne, une approche mixte s'est installée, combinant des rencontres en présentiel et en distanciel. Cette flexibilité permet de mieux répondre aux besoins des événements actuels.

Action n°3 : Mise à jour de l'interface bilingue de Tūrama

- Objectif : Adapter l'interface bilingue du téléservice Tūrama en fonction des mises à jour du système ;
- État actuel : Les évolutions sont constantes, en particulier concernant la rédaction des messages automatiques envoyés aux usagers lors de l'instruction de leur dossier. La mise à jour se fait au fur et à mesure des améliorations apportées à la plateforme.

Ces actions visent à renforcer l'efficacité du service et à améliorer l'expérience utilisateur tout en optimisant l'accès aux démarches administratives pour les usagers.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Action n°1 : Extension du paiement en ligne via DGFIP

- Objectif : Étendre la fonctionnalité de paiement par carte bancaire, actuellement disponible uniquement via un TPE sur un compte public DFT, à un paiement en ligne ;
- Avantages attendus : Cette évolution permettrait de se passer des opérateurs bancaires privés, comme la Socredo, en alignement avec la stratégie de simplification administrative (« Faire simple »). Cela offrirait une solution de paiement plus directe et accessible.

Action n°2 : Évaluation des coûts/bénéfices de l'interprétation simultanée

- Objectif : Lors des réunions ou événements nécessitant une interprétation simultanée, il est crucial d'évaluer les coûts et bénéfices du recours à l'interprétation en présentiel par rapport à l'interprétation en distanciel ;
- Amélioration à apporter : Mettre en avant les avantages des logiciels de visioconférence permettant l'interprétation simultanée, fonctionnalité encore peu connue, et encourager son adoption.

Action n°3 : Version en *reo tahiti* du portail Mes Démarches

- Objectif : Étudier la faisabilité et l'opportunité de proposer une version en reo tahiti de la partie « générique » de Mes Démarches, qui sert de portail pour diverses démarches administratives.
- But recherché : Faciliter l'accessibilité des démarches administratives en ligne aux locuteurs du reo tahiti et renforcer la promotion du bilinguisme dans l'administration publique.

Ces actions visent à améliorer l'efficacité des services tout en répondant aux attentes des usagers en termes de simplicité, d'accessibilité, et d'adaptation culturelle.

Objectif n°2 : Consolidation des références lexicales (termes et néologismes) en *reo tahiti*

Le STI joue un rôle central dans la consolidation et l'enrichissement de la base de termes en *reo tahiti*, une langue vivante en constante évolution, en réponse aux besoins et aux exigences du monde moderne. À travers ses efforts de traduction, le STI contribue à enrichir et à faire vivre le *reo tahiti.*

Ce travail de traduction permet de répondre aux enjeux liés à la précision terminologique dans des domaines divers tels que l'administration, le droit, et la technologie, tout en préservant et en promouvant la richesse de la langue. En s'adaptant aux évolutions sociétales, le STI contribue à rendre le *reo tahiti* non seulement utile dans les contextes traditionnels, mais également dans des situations modernes, renforçant ainsi son rôle dans la communication quotidienne et professionnelle en Polynésie française.

Ce processus dynamique participe activement à la valorisation du bilinguisme et à l'intégration de la langue tahitienne dans les différents secteurs de la vie publique et administrative.

Objectif n° 2 - Consolidation des références lexicales (termes et néologismes) en reo mā'ohi								
Renforcer la production de bases de références lexicales (lexiques) et en assurer la diffusion / Renforcer la traduction et l'interprétation certifiée								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2026 et + Cible	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 - Nombre de termes nouveaux proposés pour la base des termes du lexique	STI	104	110	130	66	250	140	150
Indicateur 2.2 - Volume de traductions/interprétations en reo mā'ohi	Pages Hrs	701 5	750 7	750 10	703 6	1129 6	800 10	800 10

Sources des données :
Données statistiques du STI
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 2.1 - Indicateur calculé à partir du nombre de termes créés et répertoriés au fil des traductions effectuées par le STI
Indicateur 2.2 - Indicateur calculé à partir du tableau de bord du STI
Autres commentaires :
2.1 Dépend fortement de la technicité et de la modernité des textes à traduire reçus par le STI. Des réserves ayant été émises quant à la modération des usagers, l'idée de leur participation a été abandonnée.
2.2 - Traductions soutenues en traduction en Reo liée à la traduction du statut de la Polynésie française. Timide reprise des interprétariats en Reo.

- *Commentaire et analyse des résultats*

Action n°1 : Alimenter la base de données terminologiques avec des propositions de nouveaux termes

Le STI a largement dépassé son objectif de créer 130 nouveaux termes en *reo tahiti*, atteignant un total de 250 termes grâce à ses traductions. Ce succès témoigne de l'efficacité du service dans l'enrichissement de la langue tahitienne, en particulier dans des domaines administratifs et législatifs, à travers des traductions de textes de grande envergure comme le statut de la Polynésie française. L'initiative de proposer des termes nouveaux répond à un besoin fondamental de modernisation linguistique, contribuant à la viabilité du *reo tahiti* dans un contexte professionnel et administratif contemporain.

Action n°2 : Promouvoir la traduction et l'interprétariat en *reo tahiti*

Le STI a dépassé la cible de 750 pages traduites, avec un total de 1 129 pages traduites en 2024, ce qui indique une demande accrue pour des traductions en *reo tahiti*. Cela reflète un engouement croissant pour l'utilisation du *reo tahiti* dans les secteurs administratifs, législatifs et éducatifs. Cependant, le nombre d'heures d'interprétariat en *reo tahiti* (6 heures) n'a pas atteint la cible de 10 heures. Ce faible chiffre est explicable par la faible demande d'interprétariat en *reo tahiti* dans les contextes plus formels tels que les tribunaux ou les réunions juridiques. Toutefois, l'inclusion du *reo tahiti* dans les examens et concours administratifs a largement

compensé cette lacune, avec plus de 50 heures totalisées, dépassant ainsi l'objectif global. Cela montre que le *reo* trouve une place plus importante dans l'administration et le secteur public à travers des contextes formels tels que les examens, ce qui est un bon signe pour la valorisation du bilinguisme.

Action n°3 : Participation au projet de centre de la mémoire des essais nucléaires (Pū Mahara)

Le projet Pū Mahara ayant été mis en sommeil en 2024, il n'y a pas eu de contribution du STI à ce projet cette année. Le redéploiement des ressources humaines a permis de renforcer la traduction et la production terminologique dans d'autres domaines. Cela montre une adaptabilité du STI, qui a su réorienter ses efforts vers des projets prioritaires en fonction des besoins du moment.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Action n°1 : Gestion des nouveaux termes créés

Bien que des nouvelles propositions de termes aient été créées en grande quantité, il a été observé que ces termes ne sont pas systématiquement enregistrés dans la base de données terminologiques. Cela peut limiter leur accessibilité et leur pérennité dans le futur. Pour résoudre ce problème, l'idée d'employer des stagiaires en *reo tahiti* pourrait être une solution efficace pour compléter l'intégration des termes dans la base de données, tout en formant de nouvelles générations de professionnels compétents dans la gestion du lexique tahitien.

Action n°2 : Interprétariat en *reo tahiti*

Les interprétariats en *reo tahiti* restent limités par une demande relativement faible. Toutefois, il est important de noter que le *reo tahiti* continue d'être largement utilisé dans les examens et concours administratifs. Cela suggère qu'une promotion supplémentaire de l'interprétariat pourrait être nécessaire, en particulier dans des contextes juridiques et institutionnels, afin d'encourager une demande plus large. Le défi est donc d'accroître la visibilité des services d'interprétariat en *reo tahiti* tout en maintenant leur présence forte dans les examens et concours.

Action n°3 : Réorganisation des ressources

Le projet Pū Mahara étant en pause, le STI a pu redéployer ses ressources sur des traductions prioritaires. Bien que cela ait permis un focus renforcé sur des projets internes, il serait pertinent de réfléchir à des plans de contingence pour l'avenir, en tenant compte de projets suspendus ou retardés, afin d'éviter toute perte de potentiel en matière de traduction et d'interprétariat.

Objectif n°3 : Promotion de l'usage du *reo tahiti* au sein de l'administration, auprès du public et au niveau régional

L'objectif de promotion du *reo tahiti* repose sur plusieurs actions et outils visant à renforcer l'usage de cette langue au sein de la société, tout en l'intégrant dans les pratiques administratives et en la diffusant plus largement à l'international. Voici les éléments clés de cette stratégie :

1. Création et mise à disposition d'outils linguistiques

Pour soutenir l'usage du *reo tahiti*, des outils numériques ont été développés et mis à la disposition du public. Parmi ces outils :

- Lexiques : qui permettent une meilleure compréhension et utilisation des termes spécifiques en reo tahiti ;
- Bases de données : qui centralisent les ressources terminologiques et facilitent leur accès ;
- Applications web (Reo.pf) et mobiles (Reo) : ces plateformes permettent d'apprendre et de pratiquer le reo tahiti, favorisant ainsi l'appropriation de la langue par un large public.

Ces outils ont pour but de favoriser un usage correct *et différencié* des langues polynésiennes, de prévenir leur mélange et de garantir une transmission fidèle des termes dans leur contexte spécifique.

2. Systématisation de l'affichage bilingue

Afin de renforcer la visibilité et l'usage des langues polynésiennes, il est prévu de généraliser l'affichage bilingue dans :

- L'espace public physique (signalétique, panneaux, affiches, etc.) ;
- L'espace virtuel (sites web, bannières, etc.).

Cela permet de favoriser une immersion linguistique dans le quotidien de la population, encourageant l'usage de la langue polynésienne dans les interactions administratives, publiques et professionnelles. Ce processus contribue à renforcer l'identité culturelle et à soutenir la cohésion sociale en Polynésie française.

3. Promotion du *reo tahiti* au niveau local, régional et international

L'objectif est également de faire rayonner le *reo tahiti* au-delà des frontières locales, à la fois régionales et internationales :

- Au niveau local : la promotion du reo tahiti renforce la cohésion sociale et l'inclusion, en assurant que tous les groupes sociaux, quelles que soient leurs origines, aient accès à la langue et puissent l'utiliser de manière naturelle et fluide dans la vie quotidienne ;
- Au niveau régional et international : le reo tahiti peut être vu comme un atout culturel important. En valorisant cette langue à l'extérieur de la Polynésie française, elle participe à la communication interculturelle, devient un vecteur d'attractivité et renforce l'image de la Polynésie française sur la scène mondiale, en tant que composante essentielle de son Mana (énergie vitale).

Objectif n° 3 - Promotion du r*eo mā'ohi* au sein de l'administration, auprès du public et au niveau régional

Faire rayonner le *reo mā'ohi*

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2026 et + Cible	2026 et + Cible
Indicateur 3.1 – Nombre de lexiques mis en circulation	Nb	49	49	60	9	28	60	60
Indicateur 3.2 - Nombre d'utilisateurs actifs de l'application mobile REO (iOS et Android) et utilisations mensuelles (iOS et Android confondus)	Nb	8 350	10 000 107 000	10 000 107 000	4900 50 000	10 000 107 000	10 000 107 000	10 000 107 000
Indicateur 3.3 - Nombre de recherches sur l'appli mobile REO (Android et iOS)	Nb	55 000	55 000	55 000	55 000	55 000	55 000	55 000
Indicateur 3.4 - Nombre de visites sur le site Internet REO (Lexique trilingue en mode connecté)	Nb	380	290	350	160	300	500	500
Indicateur 3.5 - Nombre d'installations du clavier mobile via l'application Reo	Nb	-	-	5 000	-	-	5 000	7 500

Sources des données :
Données statistiques du STI
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 3.1 - Indicateur calculé à partir du livre de comptes de la régie de recettes du STI
Indicateur 3.2 - Indicateur calculé à partir des statistiques tirées des tableaux de bord Google et Apple.
Indicateur 3.3 - Indicateur calculé à partir des statistiques tirées des tableaux de bord Google et Apple
Indicateur 3.4 - Indicateur communiqué par le webmaster du site Reo.pf
Indicateur 3.5 - Indicateur communiqué par le concepteur du clavier mobile.
Autres commentaires :
3.1 - Après un vif succès de la version papier à sa sortie, la mise en service des versions numériques du lexique trilingue en 2021 (applis mobiles et site Web) risque d'entraîner une baisse du nombre de lexiques papier mis en circulation.
3.2 - Nouvel indicateur permettant de mieux rendre compte de l'adhésion et de l'utilisation faite par les usagers de l'application mobile. Il y a moins d'utilisateurs, mais une activité soutenue (cf. indicateur siuivant).
3.3 - Nouvel indicateur permettant de mieux rendre compte de l'adhésion et de l'utilisation faite par les usagers de l'application mobile. En moyenne sur 2021 : 99 recherches quotidiennes pour Android et 47 pour iOS.
3.4 - Sa fréquentation est faible côté usagers. Cela peut s'expliquer par la concurrence de Reo en version mobile, qui ne nécessite pas de connexion, ou par les modes de consommation plus axés vers le mobile. Reo.pf se révèle, après quelques mois, être plus un outil de back-office et de construction que de consultation/recherche.
3.5 - Un clavier mobile dédié Reo avec fonction d'auto-complétion adossé à la base terminologique Reo est en cours de finalisation.

- *Commentaire et analyse des résultats*

Action n°1 : Promotion des lexiques (bilingues et trilingues) sous leurs diverses formes (papier et numérique)

- Résultats :
  - La cible de 60 lexiques vendus n'a pas été atteinte, avec seulement 28 lexiques vendus. Cette performance peut s'expliquer par le fait que les ventes dépendent largement des visites des usagers, qui sont difficiles à prédire ;
  - Néanmoins, des réimpressions régulières de petites quantités de lexiques trilingues continuent d'être réalisées, notamment pour un public spécifique, principalement étranger et intéressé par le monde de la danse ;
  - En revanche, l'application mobile Reo connaît une utilisation stable d'environ 10 000 utilisateurs réguliers et un nombre élevé de 100 000 utilisations mensuelles, ce qui montre un réel intérêt pour les outils numériques.
- Analyse :
  - Bien que les ventes de lexiques papier soient modérées, leur utilisation dans des secteurs spécifiques, comme la danse, indique une niche de marché pour ces lexiques ;
  - L'application mobile rencontre un plus grand succès que les lexiques papier, ce qui peut être attribué à la commodité et à l'accessibilité numérique qui répond aux habitudes modernes des utilisateurs, notamment avec la forte utilisation mensuelle.

Action n°2 : Animation et suivi du site internet et mise à jour des bases de termes du lexique (REO)

- Résultats :
    - Le site Reo.pf a été lancé simultanément avec l'application mobile Reo trilingue, et bien qu'il permette l'ajout et la mise à jour des termes, sa fréquentation est faible côté usagers ;
    - La faible fréquentation pourrait être liée à la concurrence de l'application mobile Reo, qui ne nécessite pas de connexion internet, ou à la préférence croissante des utilisateurs pour les plateformes mobiles, plus pratiques et accessibles ;
    - Néanmoins, Reo.pf reste un outil précieux de back-office, essentiel pour maintenir une base de données terminologique actualisée.
- Analyse :
    - Bien que Reo.pf ait une utilité incontestable pour le back-office, sa faible fréquentation montre un désintérêt général pour les plateformes web traditionnelles au profit des applications mobiles, plus pratiques et accessibles. Cette observation soulève la question de l'évolution des habitudes numériques et de l'importance de capitaliser sur des solutions mobiles plus intuitives et attractives.

Action n°3 : Développement de l'écosystème applicatif REO

- Résultats :
    - Le développement d'un clavier mobile dédié au *reo tahiti* a été un succès, permettant d'auto-compléter les mots et de corriger l'orthographe. Ce développement vise à normaliser la graphie et l'orthographe sur des terminaux mobiles, un environnement très utilisé, en particulier par les jeunes.
- Analyse :
    - Ce clavier mobile représente une avancée significative pour faciliter l'utilisation du *reo tahiti* dans le quotidien des utilisateurs. Il répond à la nécessité de rendre l'écriture en *reo tahiti* plus accessible et plus fluide sur des appareils mobiles ;
    - Cette initiative devrait également encourager l'adoption du *reo tahiti* parmi les jeunes générations, qui sont de plus en plus impliquées dans les technologies mobiles.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Action n°1 :

- Lexiques papier : Les réimpressions se poursuivront en fonction des besoins spécifiques, notamment en petites quantités ;
- Applications mobiles : Le développement du clavier mobile devrait améliorer l'usage et potentiellement augmenter l'adoption des outils numériques, contribuant à un élargissement de la base d'utilisateurs.

Action n°2 :

- Pour le site Reo.pf, il serait pertinent d'augmenter sa promotion, en particulier auprès des entités responsables de la promotion des autres langues polynésiennes. Il est essentiel de rendre cette plateforme plus attractive pour les usagers en mettant l'accent sur son rôle clé dans la mise à jour des bases de données terminologiques.

Action n°3 :

- Après le développement du clavier mobile, il serait intéressant d'envisager d'autres extensions de la plateforme Reo, comme la synthèse vocale, pour aider à la prononciation correcte des mots, ce qui renforcerait encore l'accessibilité et l'apprentissage du *reo tahiti*.

- Bilan du suivi des conséquences des essais nucléaires (DSCEN)

Objectif n°1 : Obtenir l'implication des services du Pays et autres partenaires publics concernés par le suivi des conséquences des essais nucléaires

Objectif n°1 - Obtenir l'implication des services du pays et autres partenaires publics concernés par le suivi des conséquences des essais nucléaires								
Obtenir que chaque service métier concerné intègre totalement l'aspect "suivi des conséquences des essais nucléaires " dans son domaine de compétences propres								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1 - Nombre de services ou de partenaires ayant engagé des actions en lien avec les conséquences des essais nucléaires	Nb	2	3	4	3	3	révisé	
Sources des données : *lettres et documents de pilotage, PAP* Mode de calcul des indicateurs : *Indicateur 1.- indicateur calculé à partir du nombre lettre de mission ou documents produits par les entités partenaires* Autres commentaires :								

- *Commentaire et analyse des résultats*

En cours d'année 2024, les orientations stratégiques vont être révisées, impactant les objectifs opérationnels. Cet objectif n°1 d'implication des services du Pays et autres partenaires publics concernés n'apparaît plus en tant que tel dans le PAP 2025 bien qu'une démarche transdisciplinaire soit plus que jamais d'actualité. Cela peut se mesurer à l'aune des restitutions apportées dans d'autres programmes d'intervention, notamment au niveau de l'éducation (enseigner le fait nucléaire).

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Cf. paragraphe précédent.

Objectif n°2 : Rendre accessible une documentation robuste sur le fait nucléaire

Objectif n°2 - Rendre accessible une documentation robuste sur le fait nucléaire								
Déployer une bibliothèque physique et des sites internet spécialisés pour accéder à la documentation imprimée et à la documentation numérisée								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 - Nombre d'unités documentaires présentes au sein de la bibliothèque physique	Nb			200		339	400	300
Indicateur 2.2 - Nombre de sites internet à réaliser en langues française et anglaise	Nb			2	0	2		
Indicateur 2.3 - Nombre de sites internet à traduire en langue tahitienne	Nb			2	0	0		
Indicateur 2.4 - Nombre de visiteurs ayant consulté les sites internet déployés	Nb			500	N/A	N/A		700
Sources des données : Mode de calcul des indicateurs : *Indicateur 2.1.- indicateur calculé à partir des acquisitions réalisées par la DSCEN et des dons entrantés* *Indicateurs 2.2 et 2.3.- indicateurs calculés en prenant en compte les deux sites web à réaliser : un catalogue de bibliothèque et une bibliothèque numérique* *Indicateur 2.4.- indicateur calculé à partir des connexions réalisées sur les sites web*								

- *Commentaire et analyse des résultats*

2.2 - Le catalogue de la bibliothèque ainsi que la bibliothèque numérique sont exclusivement en français et n'ont pas été traduits en anglais.

2.3 - Ces deux plateformes ne disposent actuellement pas de version en langue tahitienne.

2.4 – La mention N/A (non applicable) est employée ici car la DSCEN ne dispose pas des données permettant d'évaluer le nombre de visiteurs ayant consulté ses sites internet. De plus, l'accès au catalogue de la bibliothèque est uniquement possible via une URL directe, tandis que la bibliothèque numérique n'est pas encore ouverte au public.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

L'indicateur 2.4 doit être réévalué en fonction des données actuellement disponibles à la DSCEN. Il serait pertinent d'envisager de nouveaux indicateurs à l'avenir. Par exemple, pour le catalogue de la bibliothèque, une fois la politique d'emprunt mise en place, le nombre d'emprunts pourrait être un indicateur plus pertinent pour mesurer son utilisation.

Objectif n°3 - Améliorer la visibilité de l'action publique

Objectif n°3 - Améliorer la visibilité de l'action publique								
Accentuer la communication en direction des publics et soutenir l'organisation d'évènements culturels								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 3.1 - Nombre de personnes abonnées à chacun de nos réseaux sociaux	Nb			200		968	1500	200
Indicateur 3.2 - Nombre de visiteurs ayant consulté le site internet de la DSCEN	Nb			500	N/A	N/A		700
Indicateur 3.3 - Nombre d'événèments culturels organisés	Nb			2	0	0		2
Sources des données : Mode de calcul des indicateurs : *Indicateur 3.1.- indicateur calculé à partir du nombre d'abonnés à nos pages Facebook et Linkedin* *Indicateur 3.2.- indicateur calculé à partir des connexions réalisées sur les sites web* *Indicateurs 3.3 et 3.4.- indicateurs calculés à partir de la programmation évènementielle en lien avec le fait nucléaire*								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Dans le cadre des objectifs fixés par la DSCEN pour rendre accessible une documentation fiable et complète sur les conséquences des essais nucléaires en Polynésie française, plusieurs indicateurs ont été définis.

La mise en œuvre des indicateurs relatifs au site internet (3.2) nécessite une contextualisation particulière. En effet, le site internet en français de la DSCEN n'a été délivré qu'en janvier 2025, entraînant un décalage dans l'atteinte des objectifs fixés pour l'année 2024. Toutefois, on peut souligner une dynamique positive observée sur les réseaux sociaux (LinkedIn et Facebook) de la DSCEN. Malgré l'absence du site internet en 2024, ces plateformes ont permis de maintenir une communication active et de diffuser des informations clés auprès du public.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

L'indicateur 3.3 est supprimé dans le PAP 2025.

Bilan de l'accueil et de la sécurité (SAS)

Objectif n°1 - Elever le niveau de compétences générales et professionnelles des agents

Objectif n° 1 - Elever le niveau de compétences générales et professionnelles des agents								
Elever le niveau de compétences générales et professionnelles des agents								
Obtention du certificat de qualification professionnelle d'agent de sécurité et de prévention	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nombre d'agents détenant le CQP APS	Nb	5	9	36	10	0	10	40
Indicateur 1.2 – Nombre d'agents titulaires du SSIAP 1 et SSIAP 2	Nb	9	0	0	11	0	11	15
Indicateur 1.3 – Nombre d'agents en formation PSC1 continue et initiale	Nb	0	40	0	60	68	60	60
Indicateur 1.4 – Nombre d'agents détenant la qualification PAE PSC	Nb	0	0	0	3	1	3	5
Remise à niveau et consolidation des connaissances générales								
Indicateur 1.2 - Nombre de jours de formation pour 85 agents	Nb	24	130	100	130	100	100	100
Indicateur 2.2 – Nombre d'agents ayant obtenu la certification CLéA, Voltaire, examen professionnel	Nb	8	12	0	100	0	20	30
Sources des données : Mode de calcul des indicateurs : Autres commentaires :								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Obtention de certifications et qualifications professionnelles :

- L'objectif 2024 de 10 agents susceptibles de suivre la formation d'agent de prévention et de sécurité n'est pas atteint. La raison principale est le nombre limité d'agents répondant aux conditions d'aptitudes professionnelles et de moralités exigées. L'intégration de nouveaux agents a permis d'inscrire trois agents à cette formation, que l'un d'entre eux a brillamment réussi ;
- Dans le cadre du projet de réorganisation opérationnelle du service, la montée en compétence des agents SSIAP1 et SSIAP2 a permis à 17 agents de consolider leurs acquis. Ces résultats demeurent en parfaite adéquation avec les objectifs stratégiques du service ;

- Les formations de remise à niveau et les sessions initiales en secours aux personnes (PSC1) ont été reconduites en 2024, bénéficiant à 65 agents, y compris certains agents administratifs. Cette démarche vise à assurer le maintien des compétences et des connaissances essentielles, garantissant ainsi un niveau de professionnalisme optimal pour l'ensemble des agents opérationnels du service ;
- Trois agents ont été inscrits à la formation de formateur PSC1. Un seul a réussi l'examen final. Toutefois, pour exercer pleinement cette fonction, il devra obtenir une habilitation délivrée par un organisme agréé. Cette certification atteste de sa conformité aux normes et exigences en vigueur pour l'enseignement du PSC1 ;
- Dans le cadre de la validation des acquis de l'expérience (VAE), deux agents du service ont brillamment réussi leur parcours et ont obtenu, respectivement, le baccalauréat des métiers de la sécurité et le brevet de technicien supérieur en management opérationnel de la sécurité.

Remise à niveau et consolidation des connaissances générales :

- 140 agents ont bénéficié d'une formation continue dans le cadre de la convention avec le CFPA tout au long de l'année 2024. L'acquisition et la consolidation des connaissances générales fondamentales ont permis à vingt (20) agents de s'engager sur les formations continues planifiées par la DGRH ou de s'inscrire sur des examens professionnels et concours de l'administration. Le coût est défini sur la base d'un prix forfaitaire de : 6 200 F CFP x nombre d'heures x nombres de jours.

L'ensemble des formations dispensées en 2024 s'inscrit pleinement dans la stratégie de consolidation des compétences et d'amélioration de la professionnalisation des agents. Malgré quelques difficultés (sélection des candidats pour la formation APS, certification des formateurs PSC1), les résultats sont globalement positifs et démontrent l'engagement du service à garantir un haut niveau d'expertise.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Afin d'optimiser l'efficacité des formations spécifiques aux métiers de la sécurité, il est recommandé de renforcer l'identification des profils adaptés, d'améliorer le suivi post-formation et d'encourager davantage la VAE pour favoriser l'évolution des agents. Il nous faut optimiser la planification des formations continues en tenant compte des contraintes budgétaires et en favorisant des formats plus interactifs et adaptés aux réalités opérationnelles.

En appliquant ces axes d'amélioration, le service pourra maintenir son niveau d'excellence et répondre efficacement aux enjeux de sécurité et de prévention.

Bilan du Secrétariat général du gouvernement (SGG)

Objectif n°1 : Assister le Président de la Polynésie française dans l'organisation et la coordination du travail gouvernemental et dans le déroulement de la procédure législative et réglementaire

Objectif n° 1 - Assister le Président de la Polynésie française dans l'organisation et la coordination du travail gouvernemental et dans le déroulement de la procédure législative et réglementaire

Le SGG a pour mission principale d'assister le Président et le gouvernement de la Polynésie française dans l'exercice de leurs attributions et dans la coordination du travail gouvernemental.
Dans l'exercice de sa mission, le SGG veille au bon déroulement des travaux en Conseil des ministres (CM) et en conseil interministériel, ainsi que des procédures législatives et réglementaires.Une plateforme de travail sur Lexpol, dénommé GEDA, est dédiée à la préparation en workflow des projets de dossiers à soumettre en Conseil des ministres et des dossiers d'arrêtés PR ou ministériels.

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 .1.a -Taux de dossiers CM traités en Workflow sur Lexpol GEDA 1	%	85%	89%	SO	5%	5%	SO	SO
Indicateur 1.1 .1.b -Taux de dossiers CM traités en Workflow sur Lexpol **GEDA 2**	%	8%	20%	100%	80% (100% hors ministères)	86%	100%	100%
Indicateur 1.1.3 - Taux de dossiers Ar PR/Min traités en Workflow sur Lexpol GEDA	%	84%	83%	100%	85,5% (100% hors actes RH)	91% (100% hors actes RH)	100%	100%
Indicateur 1.1.2 - Réalisation de l'outil numérique de pilotage de la stratégie	%	SO	SO	100%	100%	SO	**SO**	SO
Indicateur 1.2.3 - Taux de versement des archives gouvernementales de +30 ans	%	SO	SO	40%	40%	45%	50%	100%

Sources des données :
Indicateurs 1.1.1 et 1.1.3: Données statistiques issues de GEDCOM, logiciel de gestion des actes du Conseil des Ministres et de Magenta pour les actes PR/Min.
Indicateur 1.1.2 - bon de commande n°68 "outil collaboratif de planification
Indicateur 1.2.3 : tableau de gestion et de tri du SGG (T.G.T.)
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1.1.a - nb de dossiers CM traités en Workflow GEDA 1 au cours d'une année / nb total de dossiers CM examinés au cours d'une année
Indicateur 1.1.1.b - nb de dossiers CM traités en Workflow GEDA 2 au cours d'une année / nb total de dossiers CM examinés au cours d'une année
Indicateur 1.1.3 - nb d'arrêtés PR/Min traités en Workflow au cours d'une année / nb total d'arrêtés PR/Min
*Indicateur 1.1.2 - (nb de livrable/totalité des livrables du marché) * 100*
Indicateur 1.2.3 : nb d'archives gouvernementales versées au SPAA / nb total des archives gouvernementales ayant atteint 30 ans

- *Commentaire et analyse des résultats*

Depuis de nombreuses années, le SGG s'inscrit dans une démarche visant à développer l'administration numérique ainsi qu'à sécuriser et moderniser l'élaboration des actes.

Depuis mars 2024, la plateforme GEDA 2 couvre la totalité des actes du pays.

Cette plateforme de travail constitue une étape supplémentaire dans le développement des outils collaboratifs en ligne. Cette application comporte une interface web avec un éditeur d'acte en ligne pour préparer tous les types de dossiers (actes CM, actes PR et ministériels, conventions, circulaires) selon la norme GEDA et les transmettre aux destinataires finaux.

Cette application est indispensable à la dématérialisation du JOPF.

En effet, elle permet au secrétariat général de disposer d'une version électronique fiable favorisant un traitement rapide en vue d'une publication numérique. Les contrôles informatiques effectués au moment de l'enregistrement des actes permettent de signaler des erreurs aux rédacteurs (version « papier » de l'acte différente de la version électronique présente dans GEDA).

En 2024, de nouvelles fonctionnalités ont été mises en production :

- Extension de la plateforme GEDA aux dossiers en Conseil des ministres (mars 2024) ;
- Mise en œuvre du visa électronique au sein de la plateforme (avril 2024). Cette fonctionnalité permet une dématérialisation totale de la procédure des différents visas (visa de la DTI, visa de la DSI, visa du CDE). 7 148 actes ont été visés par le CDE en 2024. 94 % des actes visés sont des arrêtés, le solde des conventions ;
- Une API particulière a été développée et mise en production en avril 2024 pour que Sedit Web soit en mesure de se connecter à Lexpol pour y générer les actes ;
- Enfin, le 31 décembre 2024 à minuit la DGRH et la DMRA ont fusionné au sein de GEDA pour devenir la Direction des talents et de l'innovation (adaptation/fusion des modèles, des dossiers en cours, équipes de travail, des visas etc.). Dès le 2 janvier 2025, la production des actes a continué sans interruption.

Dossiers en Conseil des ministres :

Au 31 décembre 2024, 86 % des communications en conseil des ministres et des rapports de présentation en conseil des ministres ont été réalisés dans GEDA 2. 5 % des dossiers ont été générés dans GEDA avant la migration vers GEDA 2 en mars 2024. Le solde est constitué des RPCM préparés au niveau des ministères (hors plateforme GEDA).

Arrêtés PR et ministériels au sein de GEDA

91 % des arrêtés individuels sont réalisés au sein de la plateforme GEDA. Le solde correspond à des arrêtés relatifs aux ressources humaines toujours réalisés avec Word alors que GEDA a été adapté pour que les référents RH de services ou la Direction des talents et de l'innovation (DTI) puissent réaliser les arrêtés dans GEDA.

Application de la Charte orthotypographique :

Pour atteindre l'objectif d'une transformation numérique, la production des actes de l'administration de la Polynésie française doit atteindre une qualité de forme. C'est pourquoi, la circulaire n° 1845 PR/CM du 26 mars 2024 a mis en œuvre la charte orthotypographique. Cette charte a permis à l'ensemble de l'administration de se doter d'un référentiel orthotypographique compatible avec les besoins liés au processus de composition du JO 100 % numérique, dont la nouvelle chaîne de publication dématérialisée s'est concrétisée en 2024.

Intégration de certaines règles de la charte orthotypographique dans les actes administratifs GEDA 2

La mise en application de la Charte orthotypographique a permis d'améliorer la plateforme de rédaction des actes administratifs GEDA 2 en y intégrant certaines règles de la charte orthotypographique. Il s'agit de la mise en œuvre de règles qui s'appliquent à l'aide d'un convertisseur orthotypographique mis au point par le SGG et Tahiti Ingénierie (CONVERT).

Ainsi c'est plus de 5 234 actes qui ont été corrigés automatiquement par le système de correction CONVERT. Cependant toutes les erreurs orthographiques et orthotypographiques ne peuvent être prises en compte par le CONVERT. C'est pourquoi une sensibilisation et un accompagnement ont été mis en place par le SGG.

Sensibilisation des services et établissements publics de la Polynésie française pour améliorer la publication des actes au JOPF:

Une assistance aux rédacteurs a été mise en œuvre en 2024. Cette assistance a consisté à établir, dès l'application de la charte orthotypographique en mars 2024, un état des lieux des actes publiés au JO à la demande des services de la Polynésie française (acte GEDA avec QR code et sans QR code).

Le service assure également l'archivage des actes du gouvernement.

Au 31 décembre 2024, le SGG enregistre 4 111 articles (boites d'archives), contre 5 105 en 2023. Il s'agit de la première baisse depuis des années qui a pu être enregistrée suite aux opérations menées en 2024. Cette légère baisse s'explique par la sortie d'inventaire des documents suivants :

- 457 documents détruits ;
- 206 documents, initialement enregistrés à tort comme archives (C08), réaffectés à la documentation ;
- 331 magazines, pour des raisons similaires. Ces magazines ont ensuite été détruits, car ils ne présentent aucun intérêt historique et n'étaient pas liés aux missions du service.

Objectif n°2 : Garantir l'accès à l'information légale et administrative

Objectif n°2 - Garantir l'accès des usagers à l'information légale et administrative

Le SGG se doit de garantir l'accès au droit eu égard aux missions qui lui incombent. Pour ce faire, le SGG s'est doté d'un système d'information - dénommé « Lexpol » qui comporte aujourd'hui plusieurs niveaux d'informations. Les indicateurs ci-après répertoriés permettent de mesurer l'atteinte des résultats visés par le SGG

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
2.1 Objectif opérationnel Piloter la transformation numérique des JO								
Indicateur 2.1.1.a Taux de dématérialisation des annonces judiciaires et légales	%	SO	SO	65	85	100	SO	SO
Indicateur 2.1.1.b Taux de dématérialisation du journal des débats de l'APF	%	SO	SO	65	65	100	SO	SO
Indicateur 2.1.2 Mise en place de la Charte orthotypographique	%	SO	SO	65	60	100	SO	SO
2.2 Objectif opérationnel Améliorer l'accès au droit								
2.2.1 Développer l'accès au droit en reo mā'ohi, avec la traduction des actes normatifs du Pays	%	SO	SO	10	5	10	25	50
2.2.2 Améliorer la fréquentation du site Lexpol par la mise en place des adaptations nécessaires à l'enrichissement et à la mise à jour permanente du site	Nb	SO	SO	62 000	NA	86 500	100 000	110 000
2.3 Objectif opérationnel Garantir la sécurité des données personnelles des usagers								
Indicateur 2.3.1 Taux de mise en conformité RGPD	%	10	10	50	50	50	80	80
Indicateur 2.3.2 Démarches de protection des actes individuels publiés sur Lexpol	%	SO	SO	20	20	20	40	50

Sources des données :
Données statistiques issues de Lexpol
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 2.1.1.a - cet indicateur mesure le taux de progression de la dématérialisation du JOAM
Indicateur 2.1.1.b - cet indicateur mesure le taux de progression de la dématérialisation du JOAPF
Indicateur 2.1.2 - cet indicateur mesure le taux d'application de la charte Orthotypographique mise en place pour tous les actes GEDA et actes publiés au JOPF
Indicateur 2.2.1 - cet indicateur mesure le taux de traduction des actes normatif en reo ma'ohi
Indicateur 2.2.2 - cet indicateur mesure le nombre de visiteurs/mois du site LEXPOL
Indicateur 2.3.1 - cet indicateur mesure le taux de mise en conformité du système d'information LEXPOL pour ce qui concerne la protection des données personnelles
Indicateur 2.3.2 - cet indicateur mesure la réalisation des démarches de protection des actes individuels lors de leur publication au journal officiel de la Polynésie française

- *Commentaire et analyse des résultats*

Le SGG se doit de garantir l'accès au droit eu égard aux missions qui lui incombent :

- Recueil et diffusion des normes juridiques de la Polynésie française ;
- Elaboration et mise à jour des bases de données juridiques généralistes de la Polynésie française ;
- Coordination de la codification de la réglementation du Pays et l'établissement des recueils de textes;
- Enregistrement, notification, diffusion, transmission et conservation des actes du Pays ;
- Direction de la publication au Journal officiel de la Polynésie française.

Pour ce faire, le SGG s'est doté d'un système d'information, dénommé « Lexpol » qui comporte aujourd'hui plusieurs niveaux d'informations :

- Une information de base, constituée par tous les actes publiés dans la partie officielle du Journal officiel de la Polynésie française depuis 1901. Il s'agit du cœur de Lexpol depuis sa création en 2005 ;

- Des liens hypertextes manuels permettant d'enrichir l'information de base, afin de faciliter la recherche et d'améliorer l'accès au droit (rubriques Gouvernement, annuaire administratif, budgets, textes modifiés, …) ;
- Les annonces légales et les marchés publics publiés ;
- Des fonds documentaires qui viennent compléter l'information proposée sur Lexpol : des fonds publics (décisions de justice, rapports publics, …) et des fonds réservés à l'usage de l'administration, accessibles aux agents autorisés (avis, notes et contentieux).

Le site « lexpol.cloud.pf » reçoit près d'un million de visiteurs par an. La fréquentation est étroitement liée à la mise à jour du site LEXPOL : dès la parution du Journal officiel, le site est largement consulté sur les nouveaux textes officiels et les nouvelles annonces légales.

1. La diffusion de l'information économique

L'année 2024 a été marquée par d'importants travaux de transformation numérique du Journal officiel. C'est ainsi qu'en mai 2024 ont débuté les travaux de la création du Journal officiel Annonces légales et marchés publics (JOAM). Le SGG a mené les réflexions sur la définition de la plateforme de publication et l'affichage sur le site Lexpol, en la collaboration du SIO, chargé du pilotage le volet commercial et la fabrication du JOAM.

La production du JOAM a permis d'améliorer grandement la qualité du service rendu aux déposants : leurs annonces et avis de marchés publics sont publiés très rapidement.

Le premier JOAM a été publié le 5 août 2024 et est désormais diffusé 3 fois par semaine.

2. Dématérialisation du Journal officiel de la Polynésie française

La transformation numérique du Journal officiel de la Polynésie française (JOPF) était un projet majeur de la politique de modernisation de l'administration. Cette transformation numérique doit assurer la gratuité et la permanence de la mise à disposition en ligne de toutes les éditions du Journal officiel, répondant ainsi à une double exigence constitutionnelle : assurer le principe d'égalité devant la loi et garantir l'accessibilité de la loi.

En 2024, ce sont d'abord les éditions spécialisées du JOPF qui ont été dématérialisées :

- Le premier JOAM a été publié le 5 août 2024 ;
- Le premier JOAPF a été publié le 10 octobre 2024.

En parallèle, la dématérialisation progressive du JOPF poursuivait sa transformation jusqu'à la phase finale :

- Le premier JOPF « corrigé » sur outil numérique a été publié le 29 avril 2024 ;
- Le premier JOPF 100% numérique a été publié le 1er janvier 2025.

A noter que le calendrier prévisionnel des différents projets informatiques a subi d'importantes modifications, dans le cadre du plan de transformation numérique de toutes les éditions du JOPF, pour prendre en compte le calendrier de transfert des correcteurs du Service de l'Imprimerie officielle (SIO), qui s'est étalé sur toute l'année 2024.

La principale difficulté de ce projet était de ne pas désorganiser la publication légale : aucune rupture de service public n'était acceptable.

La création du Journal officiel Annonces légales et marchés publics (JOAM) a permis d'améliorer grandement la qualité du service rendu aux déposants : leurs annonces et avis de marchés publics sont publiés très rapidement, le JOAM étant désormais diffusé 3 fois par semaine.

La transformation numérique du JOAPF a été menée en parfaite collaboration avec l'Assemblée de la Polynésie française, qui a, dès l'origine, soutenu cette démarche de dématérialisation. Elle s'est accompagnée de la simplification des circuits de transmission et de publication, ce qui permet de publier désormais les comptes-rendus très rapidement. Le 10 octobre 2024 : le 1er JOAPF numérique est publié. L'objectif sera une parution hebdomadaire, dans les 8 jours (Article 128 du Statut). La production du JOAPF au 31 décembre 2024 est de 15 JOAPF pour un total de 816 pages.

Création de la Cellule des journaux officiels (CJO) au sein du SGG :

Elle a été actée par l'arrêté n° 340 CM du 20 mars 2024 portant modification de l'arrêté n° 381 CM du 23 juin 2005 portant organisation du secrétariat général du gouvernement de la Polynésie française. La création de cette cellule a été le point de départ pour mettre en œuvre le projet du JO numérique qui va s'étoffer tout au long de l'année 2024. La CJO a intégré les correctrices et opératrices du SIO au SGG. Ainsi les correctrices et

opératrices de l'imprimerie officielles sont devenues des correctrices éditiques et opératrices éditiques pour la production du *JOPF numérique et du JOAPF*.

De la production du 1er JO numérique le 20 mars 2024 au dernier JO papier le 31 décembre 2024 :

Le 31 décembre 2024, a été publié le dernier *Journal officiel* au format papier. Dès le lendemain, 1er janvier 2025, le JOPF numérique n° 1-2025 a été diffusé sur le site Lexpol. Entre mars 2024 et le 31 décembre 2024 la CJO est passée de la conception d'un JO numérique par semaine à 4 JO numériques hebdomadaires. Le développement d'un logiciel de production des *JO numériques* a permis à la CJO de produire des *JOPF* intégrant au fur et à mesure tous les actes de la Polynésie française, des communes, de l'État. Au total la CJO a publié 5234 actes en utilisant le logiciel de saisie et correction.

3. L'accès au droit en *reo mā'ohi*

La feuille de route 2023-2024 du SGG proposait de présenter au public une sélection de textes publiés au Journal officiel et diffusés sur le site Lexpol dans une version en *reo mā'ohi*.

Après une année 2023 consacrée aux travaux préparatoires, l'année 2024 a été l'année des travaux nécessaires à l'ouverture du site : développements informatiques et surtout mise en place de la chaîne de traduction.

Le chantier a été mené dans des délais très courts et le site Lexpol en *reo mā'ohi* a ouvert au public le 1er janvier 2025.

4. La modernisation de Lexpol-Textes

Le projet « Outil de recherche » mis en place depuis 2023 a continué son développement en 2024.

La modernisation de cet outil de recherche permet aujourd'hui une recherche experte capable d'extraire des résultats, à partir de requêtes complexes, dans une sélection ou dans l'ensemble des fonds documentaires.

5. La sécurisation des données personnelles des usagers

La CJO a commencé à mettre en œuvre une politique de minimisation de données personnelles en masquant systématiquement certaines données sensibles.

En 2024 les relevés d'identité bancaire ont été systématiquement masqués qu'ils soient sur les actes ou dans les annexes.

Parallèlement la CJO a adressé des courriers aux services du Pays qui avaient pour habitude de diffuser les RIB des usagers dans les actes à publier.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

En 2025, sur la sécurisation des données personnelles des usagers, le SGG entend évaluer la démarche à adopter pour concilier les exigences de publicité et information des tiers avec le respect de la vie privée. Ce travail doit se réaliser sous l'égide de la déléguée à la protection des données (DPO) de la Polynésie française.

Objectif n°3 : Défendre et protéger efficacement les intérêts du Pays

Objectif n°3 - Défendre et protéger efficacement les intérêts du Pays								
Le SGG a la charge de coordonner la défense de la Polynésie française. Dans l'exercice de sa mission de coordination, le SGG a amélioré le service rendu aux administrations dans la gestion du contentieux								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 3.2.2 -Taux de condamnation pécuniaire de la Polynésie française	%	4%	26%	10%	10%	5%	10%	10%
Indicateur 3.2.1 Taux d'information préalable au lancement d'études ou missions de conseils (prestation intellectuelle)	%	SO	SO	30%	30%	30%	SO	SO
Indicateur 3.2.3 - Déploiement de l'outil collaboratif de suivi des demandes de la CTC	%	SO	SO	20%	50%	50%	80%	80%

Sources des données :

Indicateur 3.2.2 : données extraites de COBALT.
Indicateur 3.2.1 : Bons de commande Marché Lexpol.
Indicateur 3.2.3 bons de commandes n° 47 et 57 Marché Lexpol.

Mode de calcul des indicateurs :

Indicateur 3.2.2 - cet indicateur mesure le pourcentage des condamnations du pays par rapport au montant total des réclamations à l'encontre du pays.
*Indicateur 3.2.1 -(nombre de lancement d'études ou mission de conseils signalé/totalité des études ou mission de conseils contractées) * 100*
Indicateur 3.2.3 Nb de réponses apportées /Nb total de demandes de la CTC pendant l'année

- *Commentaire et analyse des résultats*

1- Au titre de la coordination de la défense des intérêts de la Polynésie française :

Les dépenses correspondant aux frais d'huissiers et d'avocats s'élèvent à 15 767 273 F CFP pour 2024. Le SGG avait sollicité 20 millions F CFP à l'occasion du PAP 2024.

Par rapport à 2023, le « taux de condamnation pécuniaire de la Polynésie française » a significativement baissé en 2024 pour retrouver un niveau conforme aux années antérieures.

Pour 2025, le SGG estime à 5 312 311 447 F CFP les provisions pour risques contentieux. Près de la moitié de ce montant (2 846 247 800 F CFP) se rapporte à des litiges engagés par la société BOYER et relatifs à des marchés publics de la direction de l'équipement (dans le cadre du parking « Silo » notamment) où les risques de condamnation du Pays sont « réels » ou, au mieux, difficiles à apprécier.

Le total des risques de condamnation pouvant être regardés comme « réels » portent ainsi sur une somme évaluée à 4 085 772 209 F CFP.

2- Au titre de la mise en place d'un encadrement des prestations juridiques commandées par le pays

En août 2023, la chambre territoriale des comptes (CTC) attirait l'attention des autorités du pays sur l'importance des dépenses du pays en matière d'études et de conseils et sur l'absence de doctrine d'emploi pour le recours aux prestataires dans ces domaines. Plusieurs recommandations ont été formulées par la CTC dont notamment la n°6 « Instaurer, dès 2024, une information auprès d'un service ou d'une direction à désigner par le Pays, préalablement au lancement d'études ou missions de conseils. »

Le SGG a créé une fonctionnalité « visa juridique » préalable au lancement d'études ou de missions de conseils sur GEDA. Cependant, compte tenu de la réforme du cadre de la dématérialisation des achats publics portée par la Direction de la commande publique, le projet ne sera plus porté par le SGG.

3- Au titre de l'optimisation du suivi des contrôles des juridictions financières

Le *workflow* (volet SGG) de simplification du suivi des contrôles des juridictions financières a été mis en production le 19 juin 2024.

Depuis cette date, les ministères reçoivent des notifications à chaque étape du contrôle et peuvent accéder en permanence au dossier numérique.

Le suivi des recommandations (volet DMRA), bien que terminé et testé en conditions réelles avec le ministère de l'économie et la direction polynésienne de l'énergie, n'a pas été mis en production par la DRMA.

Au titre des missions de la DMRA reprises par la DTI, figure le suivi des recommandations de la Chambre territoriale des comptes. Dès 2025, il sera proposé à la DTI d'animer le volet suivi des recommandations du *workflow*.

- Bilan de l'imprimerie officielle (SIO)

Objectif n°1 : Améliorer la qualité des services rendus par le service de l'imprimerie officielle

Objectif n° 1 - Améliorer la qualité des services rendus par le service de l'imprimerie officielle								
Répondre aux attentes des usagers en matière d'accueil, d'accompagnement dans les démarches et de dématérialisation.								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - % de création des procédures permettant aux usagers d'effectuer les démarches	%	20%	20%	50%		20%		
Indicateur 1.2 - % d'annonces judiciaires et légales publiées via le téléservice 'ARERE	%	85%	90%	95%		95%	95%	95%

Sources des données :
Enquête de satisfaction des usagers (mails, boîte à suggestions, ...)
Recueil de textes règlementaires et législatifs relatifs à la publication des annonces judiciaires et légales
Tableaux de bords du service de l'imprimerie officielle (SIO)
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 : % de procédures réalisées par rapport à la cible. Le nombre total de procédures à formaliser dédiées à accompagner les usagers dans leur démarche, conformément à la directive n° 538/PR du 27/01/17 relative au chantier des "procédures", est établi à 19.
Indicateur 1.2 : Nombre d'annonces judiciaires et légales mises en ligne via le téléservice directement par les usagers eux-mêmes / nombre total d'annonces déposées.

- *Commentaire et analyse des résultats*

Le secrétariat général du gouvernement et le service de l'imprimerie officielle (SIO) ont modifié de façon profonde leurs organisations respectives pour assurer la transformation numérique du Journal officiel de la Polynésie française (JOPF). Fin 2024, l'ensemble des publications du JOPF étaient dématérialisées et l'impression du journal en version papier s'est arrêtée. La préparation, l'impression et la diffusion du JOPF au

format papier a constitué la mission historique et principale du SIO pendant plusieurs décennies, voire depuis son origine qui remonterait à 1844. Le passage au tout numérique est donc un événement majeur de l'évolution de ce service. A titre de comparaison, la version papier du JO national (JORF) a disparu le 31 décembre 2015. Celle du JO de Nouvelle-Calédonie existe toujours, un numéro est vendu 140 F CFP.

La diffusion des annonces légales et des marchés publics a connu une amélioration d'importance en faisant, depuis le 5 août 2024, l'objet d'une publication numérique spécifique totalement décorrélée des éditions du JOPF du mardi et du vendredi. Depuis cette date, les annonces légales et les marchés publics sont diffusés au « Journal officiel annonces légales et marchés publics » (JOAM) trois fois par semaine les lundi, mercredi et vendredi, directement sur le site Lexpol.cloud.pf. Le délai de parution des annonces se réduit désormais à une journée ouvrable en moyenne, contre trois à cinq jours auparavant, ce qui constitue un progrès considérable pour les usagers publics comme privés. Au bilan, les performances du téléservice 'Arere et plus largement la publication des annonces contribuent à l'image d'une administration moderne qui a entamé son virage numérique.

S'agissant du chantier de création des procédures, il doit une nouvelle fois être repoussé du fait des évolutions et réorganisations menées en 2024. Il sera désormais intégré au plan d'action qualité du service et disparaîtra des objectifs de performance.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

L'homologation du téléservice 'ARERE de publication des annonces légales est valide jusqu'en mai 2025. Le SIO a entamé en 2024 le processus permettant d'en obtenir le renouvellement.

La mise en place en Polynésie française d'un tout nouveau teneur des registres, début 2025, nécessite de moderniser le traitement, encore partiellement manuel, des données du registre du commerce et des sociétés publiées au JOAM.

Le service s'est doté en novembre 2024 d'une presse numérique couleur de location qui permet davantage de répondre aux besoins des services et structures publiques, notamment en volume. L'arbitrage de l'avenir des activités d'impression sera effectué à l'horizon 2027 au vu des performances réalisées avec ce nouvel équipement.

- Bilan des moyens généraux (SMG)

Objectif n°1 : Renouvellement du parc logistique du gouvernement

Objectif n° 1 – Renouveler le parc logistique du gouvernement								
Acquisition, modernisation et préservation du parc de chapiteaux, tentes et structures								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 – Taux de couverture des jours d'évènement sur l'année	%	60%	97%	100%	100%	149%	100%	100%
Indicateur 1.2 – Taux de formation de "technicien compétent en CTS"	NB	6	7	13	7	7	12	12

Sources des données :
Statistiques du SMG
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - indicateur calculé à partir du nombre de jours d'évènement couvert par les CTS du service sur l'année (formule = jours d'évènement couvert / 365 jours)
Indicateur 1.2 - indicateur calculé à partir des agents formés "technicien compétent en CTS" sur l'effectif total de la cellule CTS
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

Pour l'année 2024, la cellule a couvert un total de 543 jours d'événements pour 200 demandes traitées, atteignant ainsi un taux d'occupation de 149 % basé sur une année de référence de 365 jours.

Contribution aux Jeux Olympiques 2024

L'année 2024 a également été marquée par l'engagement majeur de la cellule chapiteaux, tentes et structures (CTS) dans l'organisation des Jeux Olympiques 2024. Afin de répondre aux exigences du comité Paris 2024, le parc à matériel a bénéficié de nouveaux équipements acquis pour un montant total de 139 611 903 F CFP.

Au total, 15 chapiteaux équipés de rideaux et de planchers, couvrant une surface de 1 869 m², ont été déployés en avril 2024 sur trois sites clés des JO 2024 : le domaine Rose à Teahupo'o et les sites de célébration Tu'aro Nui sis à Papara et à Papeete et ce, pendant 147 jours.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Afin d'assurer la pérennité des nouveaux équipements, des mesures ont été prises pour renforcer la sécurisation et le stockage des structures sur le site dédié à la cellule CTS, situé à l'ancien *drive-in* de Punaauia. Ces mesures incluent l'installation d'un éclairage couvrant l'ensemble de la zone de stockage et la mise en place de casiers de rangement métalliques, ainsi que l'acquisition d'un chariot élévateur, indispensable aux opérations de manutention et à l'amélioration des flux logistiques de la cellule. Ce dernier a été financé pour un montant de 12 075 800 F CFP.

Par ailleurs, aucune formation des agents pour sécuriser les opérations de montage et démontage n'a été effectuée en 2024. En effet, les nombreux chantiers liés aux travaux de la cellule CTS n'ont pas permis le déplacement des effectifs en Métropole. Les chefs d'équipe formés en 2021 ont assuré la formation interne des agents, permettant ainsi de maintenir des standards de sécurité et de règlementation liés à la matière.

Objectif n°2 : La dématérialisation pour un meilleur service aux usagers

Objectif n° 2 – Dématérialiser les demandes de structures et matériels

Mise en place d'un formulaire dématérialisé pour les chapiteaux, tentes, structures, tables et chaises

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 – Taux de couverture de demande dématérialisée en CTS	%	0	0	30	30	20	30	100
Indicateur 2.2 – Taux de couverture de demande dématérialisée en table et chaise	%	0	0	30	30	20	30	100

Sources des données :
Statistiques du SMG
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 2.1 - indicateur calculé à partir du nombre de demandes à la CTS du service sur l'année (formule = nombre de demande / 365 jours)
Indicateur 2.2 - indicateur calculé à partir du nombre de demandes au PAL du service sur l'année (formule = nombre de demnde / 365 jours)
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

La dématérialisation des demandes de structures et de matériels :

Le SMG a initié, en collaboration avec sa cellule informatique et télécommunications, un projet de dématérialisation des demandes de structures et de matériels visant à simplifier et optimiser le processus de réception, de validation et de suivi des demandes en les centralisant sur une plateforme unique.

À ce jour, les demandes de structures sont toujours transmises par courriel, comptabilisant 306 demandes traitées permettant l'installation de 575 structures pour une surface de 91 004 m², 79 041 places de tribunes, 5 800 m² de scène installée et la mise à disposition de 13 904 chaises et 910 tables.

Le logiciel de gestion du patrimoine HECTOR :

Acquis en 2022, le logiciel Hector permet de suivre l'ensemble des actifs numériques et physiques du service, qu'ils soient fixes, prêtés, en transit ou en stockage. En 2024, plus de 3 744 données ont été intégrées dans le logiciel, permettant de comptabiliser les actifs du SMG et d'en assurer le suivi.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

La montée en compétence de la cellule réception et banquet (CRB) :

En 2024, la CRB qui comptait 14 agents de catégorie D - Aide technique, a connu une montée en compétences significative, impliquant une réorganisation totale de son fonctionnement. Cette évolution s'est traduite par la création de nouveaux postes :

- 1 poste de catégorie A - Attaché d'Administration pour assurer les fonctions de responsable et Chef cuisinier ;
- 2 postes de catégorie B - Rédacteur, l'un pour les fonctions de Maître d'hôtel et l'autre pour les fonctions de Responsable économat.

Cette montée en compétences s'est traduite par une amélioration du service rendu, avec un volume d'activité soutenu : 926 prestations ont été réalisées pour un total de 81 921 personnes accueillies.

Par ailleurs, les 2 chefs cuisiniers de la cellule ont pu bénéficier des formations techniques de très haut niveau grâce à leur participation à deux masterclasses : le premier avec le Chef meilleur ouvrier de France (MOF) Gérard Caballero, et le second avec le Chef Thierry Marx et le chimiste Raphaël Haumont.

La répartition des agents supports en cabinet ministériel (ACM) au sein des différents ministères :

En 2024, la cellule ACM compte 70 postes budgétaires répartis entre 10 ministères. Une répartition des ACM par ministère a été réalisée afin d'assurer une distribution équitable et rationnelle des effectifs au sein des différents ministères.

- Bilan de la modernisation de l'administration (DTI)

Objectif n°1 : Doter les entités publiques d'une organisation et d'un système de gestion performants

Objectif n°1 - Doter les entites publiques d'une organisation et d'un système de gestion performants								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Taux d'entités ayant une cartographie actualisée	%	16%	16%	50%	75%	42%	100%	100%
Indicateur 1.2 - Nombre d'entités disposant d'un dispositif de maîtrise des activités	Nb	6	6	12	12	12	25	65
Indicateur 1.3 - Taux de mise en œuvre des plans d'action d'optimisation du parc immobilier du Pays	%	-	-	-	-	-	75%	75%

Sources des données :
Données statistiques de la direction de la modernisation et des réformes de l'administration
Scenarii & plan d'action du SDIS
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - Nombre de cartographie actualisée / Nombre total d'entités 72 (51 Sces et 21 EP)
Indicateur 1.2 - Nombre d'entités parmi les 72 (51 Sces et 21 EP)
Indicateur 1.3 - Nombre d'actions engagées / Nombre d'actions à engager

- *Commentaire et analyse des résultats*

Le déploiement du système de management de la qualité, attendue dans les services et établissements publics du Pays, s'est poursuivi en 2024. Il vise à renforcer la maîtrise des activités et des risques au sein des entités publiques.

Bien que ces dispositifs constituent des bases essentielles du contrôle interne et des outils d'information pour les usagers sur l'avancement de leurs démarches, une large part des processus et procédures restent encore à formaliser.

En 2024, 42 % des entités publiques avaient validé leur cartographie des processus et entamé l'élaboration de leur cartographie des risques. Par ailleurs, 41 % étaient en cours de validation de leur cartographie des processus, tandis que 17 % n'avaient pas encore engagé cette démarche. Pour soutenir ces travaux, des ateliers Qualité ont été organisés tout au long de l'année 2024, ainsi que des accompagnements personnalisés à destination des correspondants Qualité.

Les objectifs et le cadrage du chantier PEPERU de restructuration de l'administration publique ont fait l'objet d'une communication en Conseil des ministres en août 2024, suivie de réflexions au sein de deux comités interministériels et d'une présentation lors d'une réunion des directeurs des services et des établissements publics administratifs. À la suite de cette première phase de communication, le recensement des missions et des activités est engagé depuis le 4e trimestre 2024.

Le déploiement du programme d'audit 2024 a été partiellement réalisé, faute de ressources humaines à l'ex DMRA. Depuis plus d'un an, les conditions d'exercice des auditeurs ont été particulièrement éprouvantes, sous les pressions et injonctions, ou agressions syndicales, et une demande croissante de missions. En conséquence, dès le second semestre 2024, un seul poste d'auditeur à mi-temps est occupé sur les 3 postes d'auditeur de l'ex DMRA.

Malgré ce contexte difficile, le pôle d'audit a finalisé 5 missions d'audit et d'enquête (phase 4 de la paie relative au macro-processus du pilotage de la masse salariale et des emplois, gouvernance et organisation de l'EPIC OPH, organisation et fonctionnement de l'EPIC vanille, situations de risques psychosociaux et de harcèlement moral) et lancé une mission sur les taxes aéroportuaires.

La campagne de suivi des recommandations (soit plus de 650) n'a pu être poursuivie en l'absence de ressources humaines. Pourtant, ces travaux engagés depuis 2021 montraient des résultats significatifs : les trois-quarts des actions correctives étaient mis en œuvre ou réalisés pour maîtriser les risques et les processus audités. Ces résultats ont généré une attente par la Chambre territoriale des comptes.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

La fonction d'inspection générale de l'administration et les missions inhérentes sont confiées à la Direction des talents et de l'innovation à compter du 1er janvier 2025.

De même, l'ensemble du projet PEPERU est désormais piloté par ce service, unique interlocuteur réunissant les moyens et les données sur les organisations, la gestion des compétences et des parcours professionnels, ainsi que sur la masse salariale.

L'état des connaissances sur l'organisation et les ressources de l'Administration du Pays, l'actualisation du recensement des activités réalisé en 2017 ainsi que l'accompagnement des entités dans la construction des cartographies des processus et des risques sont poursuivis. Cette phase de diagnostic devrait se terminer au second trimestre 2025. La mise en commun de ces travaux doit conduire à la création d'une présentation unique pour faciliter la lecture et l'analyse de la performance des organisations. Le choix d'une organisation cible résultera des réflexions et des travaux de co-construction des solutions avec les parties prenantes, une étape prévue durant le second trimestre 2025.

Objectif n°2 : Déployer la démarche qualité dans les entités publiques

Objectif n°2 - Déployer la démarche qualité dans les entités publiques

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 - Taux de correspondants qualité dont l'autonomie décisionnelle en management de la qualité est appréciée par la direction	%	-	-	50%	50%	nd	75%	80%
Indicateur 2.2 - Taux de correspondants qualité ayant réalisé des activités de sensibilisation et/ou développé des outils de la démarche Qualité dans leur propre entité	%	-	-	30%	30%	nd	50%	60%
Indicateur 2.3 - Taux d'entités disposant d'une cartographie des risques co-construite et à jour	%	-	-	10%	10%	83%	50%	100%
Indicateur 2.4 - Taux d'entités utilisant en continu le logiciel de pilotage du système de management de la qualité	%	-	-	5%	-	-	20%	90%
Indicateur 2.5 - Taux d'entités du Pays ayant obtenu la certification du label Qualité des services publics polynésiens	%	-	-	-	-	-	-	80%
Indicateur 2.6 - Taux d'entités du Pays inscrites dans le processus de labellisation	%	-	-	10%	-	-	20%	90%

Sources des données :
Indicateur 2.1 : Questionnaire annuel auprès de la direction des entités (DMRA)
Indicateur 2.2 : Questionnaire annuel auprès des CQ et des directions des entités (DMRA) Données statistiques de la direction de la modernisation et des réformes de l'administration
Indicateur 2.3 : Données collectées pour l'élaboration du Rapport annuel du PR à l'APF
Indicateur 2.4 : Données du logiciel
Indicateur 2.5 : Données collectées pour l'élaboration du Rapport annuel du PR à l'APF
Indicateur 2.6 : Données collectées pour l'élaboration du Rapport annuel du PR à l'APF

Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 2.1 - Nombre de correspondants/Nombre total
Indicateur 2.2 - Nombre de correspondants/Nombre total
Indicateur 2.3 - Nombre d'entités/Nombre total
Indicateur 2.4 - Nombre d'entités/Nombre total
Indicateur 2.5 - Nombre d'entités/Nombre total
Indicateur 2.6 - Nombre d'entités/Nombre total

- *Commentaire et analyse des résultats*

Le label qualité du service public polynésien portant sur l'accueil, l'efficacité et l'efficience du service rendu, a été créé à partir d'un référentiel polynésien co-construit avec toutes les parties prenantes (agents, usagers, décideurs, correspondants Qualité, …) avec la démarche du design thinking.

Le référentiel du label a été formalisé et validé en avril 2024.

La phase préparatoire du déploiement du dispositif de labellisation s'est poursuivie et a permis :

- de faire valider l'outil d'auto-évaluation en vue de sa généralisation, auprès de toutes les entités invitées à l'exercice. Depuis août 2024, une trentaine d'entités ont pu se lancer dans l'autoévaluation grâce à des ateliers et des sessions d'accompagnement par l'ex DMRA ;
- de mener les travaux sur l'identité visuelle et la marque, en attente de validation et en vue d'un dépôt de marque en 2025 ;
- d'initier les réflexions sur le cadre réglementaire du dispositif de labellisation.

Le dispositif du management de la qualité est soutenu par le réseau actif des correspondants qualité de l'administration qui comprend 106 agents mobilisés dont 30 % ont suivi la totalité du parcours de formation.

Ces derniers sont formés et accompagnés par l'ex DMRA dans l'élaboration des procédures de façon à construire les dispositifs de contrôle de la qualité et les rendre autonomes dans chaque entité. Ces dispositifs de management de la qualité visent à soutenir l'accessibilité et la simplification des démarches administratives, rendues souvent obligatoires par l'application du RGPD.

Le principal frein au déploiement de la démarche qualité est lié au temps que ces référents dédient à cette activité dans leur entité. En 2024, 50 % d'entre eux allouent moins de 10 % de leur temps de travail, les 90 % restants étant consacrés à leur mission principale.

Leur niveau d'aisance dans la conduite du management de la qualité reste encore faible. Les points critiques soulignés concernent notamment :

- le soutien de leur direction dans la définition de la politique qualité et de gestion des risques de leur entité, notamment dans le cadre de l'obtention d'un label qualité polynésien ;
- leur participation à la mise en œuvre du programme qualité et gestion des risques et de son évaluation ;
- leur contrôle du respect des normes et des procédures en vue de l'obtention d'un label qualité polynésien ;
- leurs actions de communication ou d'information sur la démarche qualité dans leur organisation.

Le séminaire annuel permet de renforcer leur confiance dans leur rôle par les échanges de bonnes pratiques entre les correspondants qualité. Le réseau reste une source d'apprentissage et d'amélioration pour les membres. Ils étaient à 91 % satisfaits de cette rencontre annuelle.

La formation dispensée par le CNAM – Certificat de compétence Management de la qualité Certification ISO9000 – permet à 10 correspondants "qualité" de monter en compétences. Outre le parcours de formation obligatoire sur le management de la qualité au sein de l'administration, la formation diplômante assoit l'expertise du correspondant qualité, notamment dans la conduite des activités de labellisation de son entité. Cette formation diplômante a débuté en septembre 2024 pour terminer en mars 2025.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

En 2025, tous les travaux relatifs au label qualité polynésien se poursuivront en vue d'accueillir les premières entités volontaires en 2026. Les résultats des autoévaluations seront consolidés. Les travaux réglementaires du dispositif de labellisation seront finalisés pour assurer le bon fonctionnement des acteurs de la commission de labellisation et les évaluateurs. Les actions de formation et d'accompagnement continueront.

Objectif n°3 : Renforcer le travail collaboratif dans la mise en œuvre des politiques publiques

Objectif n°3 - Renforcer le travail collaboratif dans la mise en œuvre des politiques publiques

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 3.1 - Satisfaction globale des utilisateurs vis-à-vis de la plateforme collaborative	%	0	0	60%	60%	nd	60%	80%
Indicateur 3.2 - Taux d'engagement sur la plateforme	%	-	-	30%	30%	10%	50%	80%
Indicateur 3.3 - Taux de fidélisation des animateurs	%	-	-	70%	70%	45%	80%	90%
Indicateur 3.4 - Nombre d'actions de facilitation transversales réalisées	Nb	22	0	50	50	30	50	80
Indicateur 3.5 - Satisfaction des commanditaires sur la prestation de facilitation réalisée et sur l'atteinte des objectifs du projet	%	-	-	80%	80%	nd	90%	99%
Indicateur 3.6 - Taux d'objectif atteint, de tranformation réussie ou de projet réalisé après une action de facilitation	%	-	-	80%	80%	nd	80%	90%

Sources des données :
Données statistiques de la direction de la modernisation et des réformes de l'administration
Données d'analyse de la plateforme
Debrief avec commanditaire / questionnaire

Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 3.1 - Taux de notation supérieure à 4/5 étoiles
Indicateur 3.2 - % d'utilisateurs actifs sur un an en termes d'intéractions, de temps passé, de nb de pages visitées, d'actions effectuées, de nb de conversations…
Indicateur 3.3 - % d'animateurs continuant à être animateurs après une année
Indicateur 3.4 - Nombre d'actions
Indicateur 3.5 - Notations supérieure à 4/5 étoiles / Nombre d'action cf 3.4
Indicateur 3.6 - Nombre de réalisations concrétisées / Nombre d'actions cf. 3.4

- *Commentaire et analyse des résultats*

Le partenariat interinstitutionnel (État et organismes nationaux, le Pays et ses établissements, communes via le CGF et le SPCPF, l'APF, le CESEC et la CPS) pour l'innovation publique s'est de nouveau renforcé en 2024. Afin de permettre l'inclusion d'autres membres, une proposition d'avenant à la convention-cadre a été validée par l'Assemblée de la Polynésie française. Deux nouveaux partenaires, la CCISM et la Banque SOCREDO, ont manifesté leur vif intérêt à rejoindre ce partenariat.

L'effet de cette émulation créée autour de l'innovation publique, a été ressenti sur la demande de facilitations pour sortir du cadre traditionnel et mener des réunions efficaces. Le nombre de facilitations a ainsi augmenté de 20 % par rapport à 2023 (soit 30 en 2024, dont 22 pour le compte d'entités de la Polynésie française et 2 pour des comités interministériels). Ces actions ont mobilisé plus de 90 facilitateurs de la communauté instaurée depuis 2019.

La diffusion des outils innovants nécessite que les savoir-faire et les savoir-être des facilitateurs soient maintenus et renforcés. À ce titre, en 2024, 2 formations spécifiques et une formation de "facilitateurs" au bénéfice de 59 agents issus des institutions partenaires, ont été organisées. Une mission immersive en France hexagonale, du 25 novembre au 6 décembre 2024, a été réalisée par 8 facilitateurs (dont 5 du Pays). Elle a permis l'échange de pratiques, d'outils et de projets avec différents laboratoires (labs) d'innovation publique (Tilab, DINUM, Lab archipel, ministère des transports, 110 Lab, Fabrique RH, Lab de l'académie de Bordeaux…).

Avec le concours de la direction interministérielle de la transformation publique à Paris, la Polynésie française intègre le réseau de Labs nationaux, assurant ainsi une plus grande promotion au niveau des organismes locaux et nationaux et des médias spécialisés.

Le diplôme universitaire « Management et transformation par l'innovation » mis en œuvre par l'Université de la Polynésie française à l'initiative des partenaires de l'innovation publique a promu 14 étudiants sur les 15 inscrits soit un taux de réussite de 93 %. Une seconde promotion comptant 17 étudiants, a été lancée à la rentrée universitaire de septembre 2024.

L'espace numérique de travail, intranet de l'Administration, « Honouira », est un outil qui permet aux agents publics de développer et de structurer les réseaux professionnels, de favoriser la transversalité et l'accès à l'information. Cette plateforme poursuit son déploiement pour améliorer la communication, faciliter les échanges et disposer d'une banque d'informations unique et commune. Au 31 décembre 2024, 7 148 comptes utilisateurs sont ouverts, dont 646 invités externes rassemblés dans 420 communautés. Malgré un déploiement grandissant, les usages au quotidien restent à consolider (10 % d'utilisateurs au quotidien).

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

En 2025, les efforts de communication auprès des animateurs de la plateforme « Honouira » et de tous les agents publics seront poursuivis.

La convention-cadre interpartenariale pour l'innovation publique, modifiée par avenant, permettra l'intégration des deux nouveaux partenaires au premier trimestre 2025. De nouveaux projets sont programmés, tels que la semaine de l'innovation publique prévue au second semestre 2025, la préparation du Lab d'innovation dans le bâtiment A3 du Pays (avec l'appui technique de la Direction de la transformation publique de l'État et du réseau des labs nationaux). Les facilitations au service des nouveaux projets des entités et les formations continues et initiales seront poursuivies.

Objectif n°4 : Améliorer l'accessibilité à des services publics de qualité

Objectif n°4 - Améliorer l'accessibilité à des services publics de qualité

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 4.1 - Satisfaction des usagers sur la facilité d'accès physique aux services publics et leurs expériences des prestations fournies par les Fare Ora	%	49%	-	49%	49%	nd	60%	75%
Indicateur 4.2 - Durée moyenne de la démarche réalisée en accueil physique (temps du trajet + temps d'attente) dans les Fare Ora	Min	67	-	50	50	nd	40	35
Indicateur 4.3 - Existence d'un lieu physique "Fare Ora" opérationnel dans les communes signataires de la lettre d'intention	Nb	-	2	6	12	3	25	48
Indicateur 4.4 - Taux de dématérialisation des démarches administratives des services	Tx	21%	30%	100%	50%	40%	70%	100%
Indicateur 4.5 - Nombre de visites ou recherches effectuées via Portail NET	Nb	6 000	4 000	8 000	8 000	5 300	10 000	15 000

Sources des données :
Données statistiques de la Direction de la modernisation et des réformes de l'administration
Indicateur 4.1 - Baromètre NPS tous les 3 ans
Indicateur 4.2 - Sondage annuel auprès des usagers des Fare Ora
Indicateur 4.3 - Bilan annuel de la DMRA
Indicateur 4.4 - Recensement des démarches proposées sur les sites Internet des services
Indicateur 4.5 - Données d'analyse de la plateforme

Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 4.1 - Indicateur Note Promote Score (NPS), taux de satisfaction par type de prestations FARE ORA
Indicateur 4.2 - Comparaison des durées moyennes des trajets et d'attente
Indicateur 4.3 - Date d'ouverture officielle au public
Indicateur 4.4 - Nombre de démarche dématérialisées / démarches totales (576 recensées)
Indicateur 4.5 - Nombre de connexions moyennes par jour

- *Commentaire et analyse des résultats*

Mes-Démarches.gov.pf : L'effort de dématérialisation des démarches des usagers se poursuit dans les services administratifs du pays. En 2024, 44 nouveaux formulaires ont été publiés et dématérialisés sur la plateforme « Mes-Démarches.gov.pf » et 27 entités se sont engagées, ce qui représente 65 783 dossiers usagers déposés.

Depuis son lancement en 2019, « Mes-Démarches.gov.pf » cumule aujourd'hui 155 574 comptes utilisateurs, pour 483 876 dossiers créés en ligne.

En outre, la plateforme de dématérialisation des démarches administratives poursuit son évolution et ses développements en lien avec la plateforme nationale « Démarches simplifiées ». La principale évolution initiée en 2024 est la migration de l'hébergement de la plateforme et l'externalisation de son infogérance auprès d'un prestataire spécialisé et renforçant au plus haut niveau la sécurité des données recueillies (le niveau de stockage des données de santé). La migration sera effective durant le premier trimestre 2025. Plusieurs évolutions fortes ont également été appréciées des utilisateurs (logique conditionnelle, gestion de groupes d'instructeurs…).

NET.pf : L'utilisation du portail reste stable avec des usagers en recherche d'informations simples et vulgarisées. Le portail a connu 225 700 visiteurs uniques en 2024. Associés au portail, les sites internet des services administratifs continuent de se déployer avec la création/refonte de 8 sites internet des services en 2024 (DGAE, DAIE, DDC, DRDPF, ADE, DSCEN, REC, DAC).

Espaces FARE ORA : En 2024, seuls 3 Fare Ora sont ouverts aux usagers, contre 12 prévus, en raison notamment des délais de livraison des bornes et de déploiement dans les communes. En effet, après la modification réglementaire pour permettre des conventions de mandat aux communes et un marché formalisé pour l'acquisition des bornes, l'ouverture de nouveaux espaces Fare Ora est conditionnée par la mobilisation des communes et l'existence d'infrastructures. D'autres freins majeurs sont rencontrés tels que le manque de ressources humaines pour la gestion de la mise en œuvre (1 ETP sur 2 en fin décembre), la faible implication des services du Pays, les niveaux importants et complexes de mise aux normes des espaces communaux dédiés.

Si 21 maires ont manifesté, en 2023, leur volonté d'installer un espace Fare Ora dans leur commune par la signature d'une lettre d'intention, 4 nouvelles communes signataires se sont ajoutées en 2024.

Le partenariat des acteurs prestataires de services et établissements publics du Pays (ART, DGAE, DGEE, SEFI, DAF, DPAM, DICP, DJS, DSP, OPH, CFPA), de l'État (DFIP), du milieu associatif (Polynésie Alzheimer, CDIFF, Turu ora), continue de progresser (de 7 en 2023 à 15 en 2024).

Les 3 Fare Ora ouverts, situés à Tahiti, connaissent une forte fréquentation puisque le nombre d'usagers accueillis est passé de 5 057 en 2023 à 9 712 en 2024, ce qui confirme la pertinence de l'offre face aux besoins d'accessibilité en proximité.

L'offre d'accompagnement des usagers dans leurs démarches administratives s'est largement accrue en un an (547 usagers bénéficiant d'un accompagnement en 2023 contre 4 222 en 2024). Malgré les outils mis à disposition, la faible dématérialisation dans les services administratifs, qui exigent encore des formulaires papier, entraine une forte demande en reprographie mobilisant les espaces Fare Ora. Au niveau de l'accueil primaire, il est noté une tendance à un meilleur gain d'autonomie dans la recherche d'information, voire l'accomplissement d'une démarche entière, par les usagers grâce aux espaces numériques dédiés dans les Fare Ora.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

La dématérialisation des démarches, en progression, doit continuer. Elle pourra s'accélérer grâce à un engagement fort des ministères, avec une approche ferme, en opposition à la logique de volontariat mise en place jusqu'à présent. Une nouvelle application de gestion des relations avec les usagers (GRU) sera expérimentée en complément de la plateforme mes-démarches.

Le portail NET.pf continue d'évoluer pour une meilleure prise en compte des usagers. Des ateliers de travail en UX design devront être initiés en 2025 pour concrétiser une évolution du portail en lien avec les besoins réels des utilisateurs. La nouvelle version de la plateforme « Net.pf » est prévue pour 2025.

Les efforts se poursuivront en 2025 pour accompagner de nouveaux services dans la création de leur site internet.

Le déploiement des Fare Ora continuera en 2025, avec notamment l'ouverture d'un centre sur la côte Est de Tahiti, aux Tuamotu Gambier, aux Marquises et dans les Iles Australes. L'effort principal résidera dans

l'amélioration de la communication sur les projets, afin de favoriser les engagements des parties prenantes, ainsi que celui de la coordination des acteurs de l'offre.

- Bilan de la commande publique (DCO)

Objectif n°1 : Mieux connaître la dépense "achats du Pays" pour mieux la piloter

Objectif n° 1 - Mieux connaître la dépense achats du Pays pour mieux la piloter								
Mieux connaître la consistance des achats dans les dépenses publiques permet de définir la politique achat du Pays et ses axes stratégiques								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Politique achat définie		-	-	réalisée		Non réalisée		

Sources des données :
DCO
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - Circulaire définissant la politique achat diffusée aux services

Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

Action n° 1 relative à la réalisation d'une étude cartographique des achats

Le projet annuel de performance 2024 prévoyait la réalisation d'une étude cartographique visant à analyser la composition du portefeuille d'achats de la Polynésie française selon les domaines, segments et familles, ainsi qu'à identifier les leviers d'optimisation de la politique d'achat.

Cependant, cette étude n'a pas été lancée. Des travaux préparatoires ont été menés en interne afin d'élaborer une nomenclature des achats, qui a ensuite été intégrée à la solution de gestion des marchés publics (Sis-Marchés). Après une année complète d'exploitation, cet outil devrait permettre de collecter l'ensemble des données relatives aux achats et d'en assurer la répartition détaillée par catégorie.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

L'étude initialement prévue ne sera pas réalisée, car les outils informatiques déployés offriront, d'ici au 31 décembre 2026, l'ensemble des informations nécessaires à l'élaboration de la politique des achats du Pays.

Objectif n°2 : Faciliter et simplifier l'accès à la commande publique

Objectif n° 2 - Faciliter et simplifier l'accès à la commande publique								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 - Participation des entreprises aux consultations	Nbre	-	-	-	2	non mesurable dans l'immédiat	4	4
Indicateur 2.2 - Maîtrise des règles des marchés publics par les entreprises polynésiennes	Session	-	-	-	5	8	10	10
Indicateur 2.3 - Dématérialisation des procédures d'appels d'offres	%	-	-	-	50%	0%	50%	100%
Indicateur 2.4 - Utilisation du téléservice "passeport numérique pour la candidature"	%	-	-	-	0%	0%	0%	100%

Sources des données :
DCO
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 2.1 - Nbre d'entreprises candidates en moyenne pour une consultation de marché
Indicateur 2.2 - Nbre de session de formation organisé
Indicateur 2.3 - Procédures d'appel d'offres dématérialisées/Procédures d'appels d'offres lancées
Indicateur 2.4 - Nbre de candidatures présentées par le biais du téléservice/ Nbre de candidatures à des marchés publics
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

Action n° 1 relative à l'organisation de la rencontre acheteurs/fournisseurs sur les intentions d'achats du Pays.

Le 6 mars 2024, la Direction de la commande publique (DCO), en partenariat avec le MEDEF PF, la CPME Polynésie française et la CCISM, a organisé la première édition des « Rencontres de l'achat public ». Cet événement visait à présenter les intentions d'achats des services et établissements publics de la Polynésie française pour l'année à venir, ainsi que la liste des marchés conclus l'année précédente (2023).

La matinée s'est poursuivie par une session interactive dédiée aux freins à l'accès aux marchés publics, offrant aux entreprises polynésiennes l'opportunité d'exprimer les difficultés rencontrées dans les procédures de passation des marchés.

Cette première édition a réuni plus de 120 acteurs de la commande publique, parmi lesquels figuraient des représentants des acheteurs publics et des opérateurs économiques.

Action n° 2 relative à la mise en place de formations sur les marchés publics pour les entreprises polynésiennes.

La DCO a piloté, en partenariat avec le GREPFOC, la mise en place d'une offre pérenne de formation sur les marchés publics à destination des entreprises polynésiennes. Depuis le 9 avril 2024, deux modules de formation sont proposés par l'établissement : « Comment répondre et remporter un marché public en Polynésie française ? » et « Maîtriser les aspects financiers d'un marché public ».

Les contenus, les méthodes pédagogiques ainsi que l'expertise des formateurs ont été validés par la DCP.

En 2024, 8 sessions de formation ont ainsi été organisées.

Action n° 3 relative à l'acquisition d'une plateforme de dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Une consultation a été lancée le 17 mai 2024, selon une procédure d'appel d'offres, pour la mise à disposition d'une plateforme de dématérialisation des procédures de marchés publics en mode SaaS (*Software as a Service*). À l'issue de cette consultation, le marché a été attribué à la société Omnikles, avec une notification officielle le 2 octobre 2024, marquant ainsi le début de la phase d'initialisation du projet.

Cette phase, achevée en décembre 2024, a porté sur l'adaptation réglementaire initiale de la plateforme au droit polynésien des marchés publics, notamment en ce qui concerne les typologies de procédures et les seuils de passation. Elle a également inclus la création et le paramétrage fonctionnel des comptes destinés aux entités publiques utilisatrices.

Parallèlement, un projet de loi du pays a été élaboré afin d'encadrer juridiquement la dématérialisation des marchés publics.

Action n° 4 relative à la conception et au développement du passeport numérique pour la candidature aux marchés publics (téléservice).

Un marché portant sur une mission d'assistance à la rédaction du cahier des charges techniques et fonctionnels, en vue de la mise en place d'un passeport numérique pour l'accès à la commande publique, a été conclu le 29 novembre 2024. Les prestations ont débuté le 14 janvier 2025.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

La deuxième édition des « Rencontres de l'achat public » se tiendra le 19 mai 2025. Cet événement sera entièrement dédié à la dématérialisation des marchés publics.

L'offre de formation proposée par le GREPFOC s'enrichira, en 2025, de nouveaux modules. Par ailleurs, cet établissement prendra en charge la formation des entreprises à l'utilisation de la plateforme de dématérialisation des marchés publics.

Quant à la formation des acheteurs publics sur cette plateforme, estimés à 350 utilisateurs, elle sera dispensée par la DCO entre mai et juin 2025.

Si le projet de loi du pays est adopté par l'Assemblée de la Polynésie française en l'état, l'obligation de dématérialiser les procédures de passation des marchés publics entrera en vigueur à compter du 1er septembre 2025 pour les seules procédures formalisées, principalement les appels d'offres.

Cette obligation sera élargie à compter du 1er janvier 2027 à l'ensemble des marchés dont la valeur estimée dépasse 8 millions de francs hors taxes.

Enfin, la rédaction du cahier des charges relatif au passeport numérique pour l'accès à la commande publique devra permettre le lancement d'un appel d'offres d'ici le second semestre 2025 et une mise en production de la solution au 1er semestre 2026.

Objectif n°3 : Professionnaliser et outiller les acheteurs publics

Objectif n° 3 - Professionnaliser et outiller les acheteurs publics								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 3.1 - participation des acteurs de la fonction achat à la conférence annuelle	%	-	-	-	0%	0%	50%	80%
Indicateur 3.2 - déploiement de la solution de gestion	%	-	-	-	70%	100%	100%	100%

Sources des données :
DCO
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 3.1 - Nbre d'agents présents à la conférence/Nbre d'agents membres du réseau
Indicateur 3.2 - Nbre de service dans lesquels la solution de gestion des MP est déployée/Nbre de services de l'administration
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

Action n° 1 relative à la conférence annuelle des agents membres du réseau des acteurs de la fonction achat.

En raison des effectifs réduits de la DCO au second semestre 2024 (5 agents) et de la charge de travail du service, l'organisation de cette conférence annuelle n'ont pas pu être envisagée en 2024.

Action n° 2 relative à la mise à disposition d'une solution de gestion des marchés publics

Le marché portant sur la mise à disposition d'une solution de gestion des marchés publics a été attribué à la société Sis Marchés le 25 janvier 2024. Le projet a débuté par une phase d'initialisation, qui s'est déroulée du 26 janvier au 15 juillet 2024. Cette étape visait à assurer la conformité réglementaire, technique et fonctionnelle de la solution avec le droit polynésien des marchés publics ainsi qu'avec les exigences contractuelles.

La seconde phase, qui s'est étendue du 16 juillet au 14 octobre, a consisté en des tests menés auprès d'entités pilotes afin d'apporter les ajustements nécessaires. Par la suite, le déploiement généralisé de la solution a eu lieu entre le 15 octobre et le 15 décembre 2024, couvrant l'ensemble des ministères et services du Pays.

Pour accompagner cette mise en place, 14 sessions de formation ont été organisées, permettant de former 110 agents, ainsi que 4 sessions d'information destinées à 200 agents sur l'utilisation de la solution pour les achats de faible montant.

Au 31 décembre 2024, la solution comptait 770 utilisateurs.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Au cours du 1er semestre 2025, 36 sessions de formation au bénéfice de 360 agents seront organisées.

La conférence annuelle des agents membres du réseau des acteurs de la fonction achat est programmée au cours du second semestre 2025. Elle portera sur le thème des clauses sociales dans les marchés publics. Ces clauses visent à intégrer, dès le lancement d'un marché public, la notion d'un achat durable, en permettant d'agir soit au niveau de l'insertion sociale, soit au niveau de la protection de l'environnement.

1.5.4 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
900/960 05 - ADMINISTRATION GENERALE	**255 042 928**	**197 720 233**	**452 763 161**
Modernisation et réformes de l'administration			0
Instaurer la maîtrise des activités et des risques dans les entités	4 683 201		4 683 201
Doter le Pays d'outils de structuration et de pilotage de ses opérateurs			0
Accompagner à la gestion transversale et optimisée du parc immobilier	5 217 210	7 500 000	12 717 210
Coconstruire le label qualité polynésien	4 678 600		4 678 600
Animer et renforcer le réseau des correspondants qualité	1 436 667		1 436 667
Déployer un outil numérique de gestion de la qualité et de la maitrise des risque	2 569 620		2 569 620
Poursuivre le déploiement de HONOUIRA plateforme collaborative de la Polynésie	56 081 537		56 081 537
Favoriser la transformation publique avec les méthodes d'intelligence collective	751 200	694 391	1 445 591
Promouvoir la culture de l'innovation publique et les bonnes pratiques de gestion	924 974		924 974
Poursuivre le renforcement des compétences internes en innovation publique	9 066 283		9 066 283
Mettre en œuvre le partenariat avec la Nouvelle-Calédonie sur la transformation et l'innovation publiques			0
Déployer le dispositif Fare ORA dans les communes	19 554 197	2 942 286	22 496 483
Accélérer le déploiement des démarches dématérialisées	11 651 559	32 768 661	44 420 220
Simplifier l'information mise en ligne	3 288 300	11 752 560	15 040 860
Doter l'administration d'une plateforme de plaintes et de signalement des usagers			0
Assistance et sécurité			0
Mise en formation de 10 agents pour obtenir le CQP APS	700 000		700 000
Mise en formation de 17 agents pour la qualification SSIAP 1 et SSIAP 2 (initiale et remise à niveau)	662 000		662 000
Mise en formation de 15 agents pour l'acquisition de compétences professionnelles de lutte contre le feu et évacuation	112 500		112 500
Mise en formation de 68 agents pour l'obtention du PSC 1 (initiale et remise à niveau)	549 000		549 000
Mise en formation de 3 agents pour l'obtention du PAE PSC	270 000		270 000
Remise à niveau et consolidation des connaissances générales	5 468 000		5 468 000
Imprimerie officielle			
Création des procédures permettant aux usagers d'effectuer les démarches			0
Téléservice 'ARERE de publication des annonces judiciaires et légales	3 992 282	4 361 600	8 353 882
Délégation pour le suivi des conséquences des essais nucléaires			
Programme d'études en sociologie et études historiques confiées à la Maison des Sciences de l'Homme du Pacifique (UPF-MSHP)	2 500 000		2 500 000
Développement du centre documentaire	1 180 661		1 180 661
Missions en Hexagone (archives) et au Japon (centres mémoriels d'Hiroshima et Nagasaki).	0		0
Secrétariat général du gouvernement			
Contentieux (honoraires, huissiers, condamnations, transport….)	14 694 496		14 694 496
Prestations d'exploitation, d'intégration, d'hébergement, et de maintenance du système d'information LEXPOL	21 772 148	39 020 950	60 793 098
Moyens généraux			
Acquisition d'un chapiteaux de stockage et des accessoires de tribune et scène		93 228 869	93 228 869
Formations de 6 agents "techniciens compétents en CTS"			0
Traduction et interprétariat			0
Développements autour de l'environnement applicatif Reo	2 350 000		2 350 000
Promouvoir les lexiques sous leurs diverses formes (réimpressions, le cas échéant)	150 000		150 000
Patrimoine archivistique et audiovisuel			0
Faciliter l'accès des citoyens aux archives historiques de souveraineté et de territorialité librement communicables			0
Pérenniser les travaux de dématérialisation et de migration des contenus communicables	684 666		684 666
Optimiser les conditions de conservation en fonction de la valeur patrimoniale et juridique des fonds	3 379 613	5 450 916	8 830 529
Commande publique			0
Réalisation d'une étude cartographique et élaboration de propositions d'optimisation des dépenses achats du Pays	0		0
Rencontre acheteurs/fournisseurs sur les intentions d'achats du Pays	914 030		914 030
Mise en place de formations marchés publics pour les entreprises polynésiennes	0		0
Acquisition d'une plateforme de dématérialisation des procédures de passation des marchés publics	2 696 882		2 696 882
Conception et Développement d'un téléservice « passeport numérique pour la candidature"	0		0
Séminaire/conférence annuelle du réseau des acheteurs du Pays	0		0
Mise à disposition, en mode Saas, d'une solution de gestion des marchés publics	73 063 302		73 063 302

1.5.5 Les opérateurs participant à la réalisation du programme

Les principaux opérateurs sont :

- Le STI et la DSI, en tant que respectivement maître d'ouvrage et assistant à maître d'ouvrage (AMO) pour les projets numériques ;
- La DTI (ancienne DMRA), en tant qu'AMO sur les aspects techniques et juridiques liés au RGPD, notamment ;
- Le service du tourisme concernant l'espace Gauguin ;

- Enfin, des organismes bancaires ou monétiques : banque Socredo, OSB pour les paiements en ligne et la certification de la signature numérique implémentée par le STI.

Des opérateurs économiques du secteur privé (prestataires) interviennent également pour les aspects techniques (programmation informatique, saisie) et/ou juridiques (RGDP) de la mise en œuvre.

1.6 **Programme 900 06/960 06 : relations extérieures**

1.6.1 Bilan des orientations stratégiques

L'année 2024 a été marquée au niveau mondial par l'enlisement du conflit en Ukraine comme du conflit israélo-palestinien. La hausse de la température moyenne mondiale a franchi la barre symbolique des 1,5°C. La Conférence des Parties 29 (COP29) a cependant été marquée par la promesse de tripler l'aide aux pays en développement afin d'accélérer la transition énergétique et l'adaptation aux changements climatiques. Malgré ces tensions, l'économie mondiale a affiché une croissance de 3,2 %, soutenue par la reprise post-pandémie et les innovations technologiques. Les crises énergétiques et alimentaires liées aux conflits ont maintenu une pression forte sur l'inflation et les chaînes d'approvisionnement.

Dans un monde globalisé, polarisé et complexe, le Président de la Polynésie française, Moetai Brotherson, a œuvré pour l'intégration de notre *Fenua* dans son bassin géographique, historique et culturel : le Grand Pacifique.

Sur l'invitation de Singapour, le Président de la Polynésie française s'y est rendu à deux reprises. Tout d'abord, en mars, pour explorer un cadre de coopération bilatérale notamment dans le domaine numérique et de préservation de la ressource en eau, et rencontrer de nombreux investisseurs de plusieurs nationalités. Puis en mai, accompagné de Jordy CHAN, ministre des Grands travaux et de l'Équipement, en charge des Transports aériens, terrestres et maritimes, le Président a assisté au 3è Sommet Singapour – Pacifique, contribuant à intensifier les liens avec les membres du Forum des îles du Pacifique (FIP).

La volonté de multiplier les partenariats dans la région se concrétise.

La participation de la délégation de la Polynésie française au « Festival of Pacific Arts and Culture » (FESTPAC), en juin, a permis de mettre en valeur l'identité et la culture *mā'ohi* aux côtés de toutes celles peuplant Te Moana Nui a Hiva. Cet évènement a été l'occasion de rappeler que la culture des peuples du Pacifique, protecteurs du Grand Océan et héritiers des plus grands navigateurs, est la première richesse de notre région face aux grandes puissances mondiales.

Le Président de la Polynésie française a participé au Forum Japon – Forum des îles du Pacifique (PALM10) à Tokyo, en juillet.

Les deux pays partagent un lourd héritage nucléaire, le Japon ayant subi les bombardements nucléaires de Hiroshima et Nagasaki et la Polynésie française ayant subi 193 essais nucléaires. La question du rejet des eaux traitées de Fukushima dans l'océan Pacifique, une préoccupation majeure pour la région, a également été abordée, soulignant l'importance d'un dialogue constant. En marge du programme dense organisé par le FIP, permettant de rencontrer de nombreux acteurs économiques, le Président a rencontré les entreprises japonaises faisant la promotion des produits polynésiens, dont le noni.

La thématique du nucléaire a également été abordée par la vice-présidente de la Polynésie française qui s'est rendue aux Îles Marshall dans le cadre de la réunion des dirigeantes du FIP et de la Communauté du Pacifique (CPS).

L'inscription des îles Marquises sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO a été un autre moment fort du calendrier international 2024.

Le Président a ensuite participé en août au 53e Sommet des dirigeants du FIP à Tonga sur le thème « *Lakai ha Pasifiki Tu'uloa : langa ke tu'utai »* (« Bâtir un Pacifique transformateur et résilient pour un avenir meilleur »). Ce Sommet a permis à la région Pacifique, soucieuse des événements s'étant déroulés en Nouvelle-Calédonie en mai, de renouer le dialogue grâce à une mission de Haut-niveau *Troika plus* en Nouvelle-Calédonie à sa suite en octobre. Le concept d'« Océan de paix » porté par Fidji a également été adopté par les Dirigeants, rappelant leur vision d'une « *région Pacifique résiliente, où règnent la paix, l'harmonie, la sécurité, l'inclusion sociale et la prospérité, et où tous les peuples du Pacifique peuvent mener une vie libre, saine et productive* » telle qu'exprimée dans la Stratégie 2050 pour le Continent Bleu du Pacifique. L'adoption de l'indice de vulnérabilité multidimensionnelle par l'ONU a été salué, alors que la demande d'inscrire l'élévation du niveau de la mer comme point à l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'ONU a été rappelé avec

insistance, le changement climatique restant une question existentielle et prioritaire pour le Pacifique. La Polynésie française a également participé au lancement de la Stratégie régionale du Kava 2024-2028, ainsi qu'à un événement en marge dédié à la dimension des droits de l'homme de l'héritage nucléaire organisé par les Iles Marshall.

De plus, le Président Brotherson a participé à la réunion des dirigeants polynésiens (*Polynesian Leaders Group*) sous la présidence de Niue, où étaient inscrits des sujets d'importance dont la question prioritaire de gouvernance au sein du groupe, avec des discussions visant à renforcer la coopération régionale et à améliorer la coordination entre les îles polynésiennes pour affronter les défis actuels et futurs.

Il a également tenu plusieurs réunions bilatérales, dont celles avec Sylvia Earle, icône mondiale de la conservation et de la protection des Océans, et celle avec, Olivier Poivre D'arvor, l'envoyé spécial de la France pour la 3è Conférence des Nations Unies sur l'Océan (UNOC3).

La participation de la Polynésie française, au niveau ministériel, au 8è forum des ministres de l'eau et des eaux usées du Pacifique aux Îles Cook, ainsi qu'à la réunion des ministres océaniens de la jeunesse de la CPS à Fidji durant le mois de septembre a renforcé son ancrage régional sur des thématiques prioritaires du gouvernement. Ces rencontres ont favorisé l'échange de savoirs et de solutions insulaires adaptées aux spécificités de notre territoire.

Concernant les agendas onusiens, le rapport de suivi des Objectifs de développement durable (ODD) pour la Polynésie française 2020-2023 a été finalisé en 2024. Il a été rédigé collectivement, sous le pilotage de la DAIEP, permettant de mesurer les avancées et les défis à relever pour atteindre les ambitions mondiales fixées pour 2030. Le rapport comptabilise 80 indicateurs renseignés, soit un doublement par rapport au dernier rapport 2021.

S'agissant du processus de décolonisation, la France, puissance administrante, a maintenu sa présence durant les séminaires et réunions du comité de décolonisation de l'ONU, mettant fin à la politique de la chaise vide. Cependant, la position officielle française consiste à continuer de refuser toute implication de l'ONU dans la relation franco-polynésienne considérant que la Polynésie française n'a pas sa place sur la liste des pays à décoloniser, et refusant de fait, la mise en œuvre d'un processus démocratique de décolonisation.

La création de la Commission spéciale sur la décolonisation de l'Assemblée de la Polynésie française (CSD APF) a été actée par l'AG de l'ONU dans sa résolution 79/104 consacrée à la Polynésie française adoptée le 12 décembre 2024. La possibilité de retrait de la Polynésie française de la liste onusienne a disparu de la résolution, alors que l'ONU réitère en outre l'importance d'une mission de visite de l'ONU en Polynésie française.

Au-delà de ces évènements, le Président de la Polynésie française a pu également concrétiser sa volonté de renforcer l'intégration du *Fenua* au sein du Grand Pacifique en accueillant plusieurs événements d'envergure en Polynésie française, afin de faire rayonner notre savoir-faire, notre culture et de contribuer activement aux enjeux régionaux et internationaux.

La présidence du Comité directeur du Fonds Pacifique à Papeete a permis d'accueillir les représentants de Wallis-et-Futuna et de Nouvelle-Calédonie pour soutenir l'intégration régionale des trois (3) collectivités françaises par le biais de 67 projets co-financés par l'Etat.

Puis, les épreuves de surf à Teahupo'o, en juillet 2024, dans le cadre des Jeux Olympiques de Paris 2024, ont permis au monde de découvrir la beauté de nos rivages et de nos montagnes à travers leurs petits écrans, mais aussi notre histoire et nos défis. Une projection du documentaire « Deep Rising » au grand théâtre de TFTN a permis au Président de la Polynésie française de sensibiliser les Polynésiens aux enjeux régionaux et mondiaux des extractions minières en eau profonde.

Le Président de la Polynésie française s'est entretenu lors d'une rencontre bilatérale avec le vice-premier ministre néo-zélandais durant son transit au *Fenua*. Les discussions ont porté principalement sur le renouvellement du plan conjoint de coopération entre la Polynésie française et la Nouvelle-Zélande.

En octobre 2024, la Polynésie française a reçu la visite du Bureau régional de la Polynésie - *Polynesian regional office* (PRO) de la CPS, représentée par sa directrice, Elsie Fukofuka. Etabli en avril 2023 à Tonga, le PRO a pour mission de mieux servir les intérêts des neuf (9) membres polynésiens de la CPS, dont la Polynésie française. La DAIEP a mis en place un programme complet au bénéfice du PRO afin que les relations entre la CPS et les services du Pays se consolident dans le but de mieux bénéficier des services de la CPS.

Le mois de novembre 2024 a été très dense. La Polynésie française a en effet eu l'honneur d'accueillir le 54e Comité des représentants des gouvernements et administrations (CRGA54) de la CPS, organisation régionale technique de premier plan réunissant les représentants des 27 États et territoires membres. Les observateurs

comme le FIP, le Programme régional océanien de l'environnement (PROE), ou l'Union européenne étaient également représentés. A nouveau, la DAIEP a mis en place un programme complet de rencontres avec les services et ministères du pays afin de profiter de la présence des directeurs thématiques de la CPS et consolider durablement nos liens.

Le Président de la Polynésie française a pour sa part rencontré Stuart Michin, directeur général de la CPS, M. Esala Nayasi, secrétaire général adjoint du FIP, et Anna Burylo, cheffe d'unité pour les Pays et territoires d'Outre-mer à la Commission européenne et Maurizio Cian, chef de la coopération de la délégation de l'UE pour le Pacifique. La directrice adjointe du PROE a également été accueillie au *Fenua*.

Une réunion des représentants du PLG s'est également tenue en marge afin de faire avancer les agendas polynésiens.

Le 13 décembre 2024, un dialogue stratégique de haut niveau, événement clé de la Semaine de l'Océan, rassemblant des représentants des gouvernements du Pacifique, à savoir l'Australie, les États fédérés de Micronésie, Nauru, Palau, la Polynésie française, la Nouvelle-Calédonie, et Wallis-et-Futuna, avec le soutien du gouvernement français, et en présence du Directeur de l'Office of the Pacific ocean commissioner (OPOC) a abouti à l'adoption de la « Déclaration de Papeete pour la résilience de l'océan et la préservation des cultures : un engagement commun dans le Pacifique pour l'Accord BBNJ », en vue de la conférence de UNOC3.

La Nouvelle-Calédonie s'est jointe aux cinq (5) Engagements de la PF dans une déclaration commune « Unir nos actions pour préserver le *mana* de notre Océan , *Te Mana o te Moana Nui a Hiva, Denec lé Merigna, Nibouk denec, Denec Indep mi yo mégna Imetch One* ».

Enfin, un mémorandum d'entente « Renforcer la résilience des océans par de véritables partenariats » a été signé entre la Polynésie française et le bureau du commissaire à l'Océan Pacifique (OPOC-PIF).

La Polynésie française a fini l'année en faisant encore une fois preuve de solidarité à travers une aide financière versée à Mayotte suite au Cyclone Chido du 14 décembre 2024 et au Vanuatu suite au séisme du 17 décembre 2024.

En 2024, nos relations avec l'Union européenne ont continué à s'exercer au travers d'un dialogue politique et technique continu dans un contexte toujours marqué pour l'Association des Pays et territoires d'Outremer (OCTA), composée des 13 Pays et territoires d'Outre-mer (PTOM) associés à l'Union européenne, par un processus de régularisation de sa situation financière et organisationnelle. Les difficultés financières rencontrées suite au retrait de la subvention de fonctionnement de la Commission européenne à partir de 2023 ont conduit l'OCTA à adopter lors de la conférence ministérielle tenue en février 2024, une nouvelle gouvernance et à recentrer temporairement son cap stratégique sur le dialogue politique avec l'UE et ses États membres.

En septembre 2024, le déploiement de la correspondante aux affaires européennes en Europe, à Paris, a permis à la Polynésie française de réintégrer le comité exécutif (Exco) de l'OCTA et de renforcer son action de lobbying auprès des institutions de l'UE.

Dans le cadre du 11^{è} Fonds européen de développement (FED) territorial d'appui au secteur du tourisme en Polynésie française, une mission d'évaluation finale s'est déroulée du 15 novembre 2023 au 25 février 2024, incluant une mission en Polynésie française du 6 au 23 janvier 2024. Le rapport final publié le 20 février 2024, comporte notamment les enseignements tirés du programme pour l'amélioration de la mise en œuvre des prochains appuis budgétaires en Polynésie française et des recommandations sur la conduite sur la stratégie du tourisme de la Polynésie française.

Pour rappel, dans le cadre du 11^{è} FED territorial, le soutien de l'UE, d'un montant de 3,6 milliards F CFP (30,8 millions €) avait été formalisé sous la forme d'un appui budgétaire au secteur du tourisme et plus précisément à la stratégie de développement touristique 2015-2020. La Convention de Financement (CF) a été signée le 23 février 2018 pour une durée de mise en œuvre opérationnelle de 48 mois et une période d'exécution de 72 mois.

S'agissant du nouvel instrument de coopération territoriale, l'Union européenne et la Polynésie française ont signé le 27 février 2023 la convention de financement du « Programme européen d'appui à la gestion durable de l'eau en Polynésie française » permettant ainsi à la Polynésie française de bénéficier d'un appui budgétaire d'un montant total de 3,7 milliards F CFP (31,1 millions d'euros). La période d'exécution de ladite convention est de 84 mois (7 ans) et prendra fin le 27 février 2030. La durée de la période de mise en œuvre est fixée à 60 mois (5 ans) et celle de la phase de clôture à 24 mois (2 ans). En 2024 se sont réunis les COPILs de la politique de l'eau (PdE) et de la réforme de la gestion des finances publiques (RGFP) qui se sont tenus respectivement les 29 août et 10 septembre. Au vu des progrès réalisés, la Polynésie française a ainsi pu

obtenir le décaissement de la deuxième tranche de la convention de financement, soit un montant de 716 millions F CFP reçus le 23 décembre.

Dans le cadre de la mise en œuvre du 11ème FED régional dit Projet régional océanien des territoires pour la gestion durable des écosystèmes (PROTEGE), le COPIL de clôture s'est tenu les 7 et 8 novembre 2024 à Tahiti compte tenu des circonstances (émeutes en Nouvelle-Calédonie, entre autres) et de l'organisation du CRGA en Polynésie française les 5 et 6 novembre 2024. La Polynésie française s'est félicitée des accomplissements du programme PROTEGE, qui a permis de renforcer sa résilience par des actions concrètes en agriculture, pêche, aquaculture, gestion de l'eau et lutte contre les espèces envahissantes et a souligné l'importance de poursuivre ces dynamiques à travers de nouvelles initiatives, notamment pour soutenir la transition agroécologique et alimentaire.

Pour rappel, le projet PROTEGE, financé par l'Union européenne avec un budget de 4,2 milliards F CFP (36 millions €), s'est déroulé sur six ans (2018-2024) et a ciblé les quatre PTOM du Pacifique (Nouvelle-Calédonie, Pitcairn, Polynésie française, Wallis et Futuna).

S'agissant du 11ème FED Thématique, le Programme Green Overseas "GO", d'un montant de 2,1 milliards F CFP (17,8 millions €), financé par l'UE et mis en œuvre par Expertise France, vise à contribuer au développement durable, résilient et inclusif des 13 pays et territoires d'outre-mer de l'UE et des 12 territoires britanniques d'outre-mer.

Les deux objectifs spécifiques du Programme GO sont : (1) accélérer la transition énergétique des pays et territoires d'outre-mer européens et britanniques (PTOM) ; et (2) accroître la résilience des PTOM face aux changements climatiques, tout en intégrant l'égalité de genre. Deux modalités de mise en œuvre ont été retenues pour atteindre les objectifs et résultats attendus: la Facilité GO et les communautés GO.

Pour sa facilité GO, la Polynésie française a orienté l'enveloppe de 37,21 millions F CFP (312 000 €) qui lui a été allouée sur un projet de projection à 30 ans de l'évolution littorale d'ilots des Tuamotu et de la Pointe Vénus, du recul du trait de côte sur 4 atolls ciblés des Tuamotu. Prévue en 2024, la mise en œuvre du projet sur une période d'un an, portée par la direction de la construction et de l'aménagement (DCA), a été finalement programmée pour un lancement en janvier 2025. L'objectif est d'adapter les stratégies d'aménagements côtiers au recul du trait de côte en intégrant d'une part les aménagements existants (et leurs conséquences, positives ou négatives) et d'autre part les impacts du changement climatique (élévation du niveau marin mais aussi évènements cycloniques majeurs).

Enfin, le programme intrarégional de la nouvelle décision d'association outre-mer (DAOG) du 5 octobre 2021 prévoit une dotation de 1,8 milliard F CFP (15 millions €) dédiée à la coopération intrarégionale, répartie de manière équitable à hauteur de 137 millions F CFP (1,15 million €) entre les 13 PTOM de l'UE.

Cette nouvelle forme de coopération vise à favoriser, au moyen d'actions conjointes, des liens plus étroits et collaborations entre les acteurs d'un même bassin régional, quel que soit leur statut vis-à-vis de l'Union européenne (UE), dans les secteurs tels que la diversification durable de l'économie, la promotion des échanges, la coopération pour accélérer la réalisation des objectifs de développement durable (ODD), l'éducation et la formation, la santé publique, le tourisme et la culture, la promotion de l'économie verte et de l'économie bleue, la gestion durable des ressources naturelles, l'atténuation et l'adaptation au changement climatique ou encore l'accessibilité numérique. La Polynésie française est en phase d'identification de projets qui devront être validés par la Commission européenne au plus tard le 31 décembre 2025.

Ce bilan témoigne de la continuité de nombreuses actions avec l'Union européenne, d'un renforcement de l'intégration régionale à travers la coopération multilatérale et bilatérale, et de la fin définitive de la politique de la chaise vide par la France à l'ONU.

1.6.2 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 : Renforcer l'engagement de la Polynésie française sur la scène régionale et internationale au plus haut niveau, pour son développement économique et social

Objectif n°1 : Renforcer l'engagement de la Polynésie française sur la scène régionale et internationale au plus haut niveau, pour son développement économique et social.

La Polynésie française, actrice dynamique en faveur de son développement économique et social, est pleinement intégrée dans son bassin géographique, historique et culturel : le Grand Pacifique. Son influence se répand par le biais de sa participation active aux agendas régionaux, de l'ouverture de représentations et de son implication décuplée auprès d'organisations internationales. De nombreuses conventions sont signées avec ses partenaires régionaux et sont mises en oeuvre. Enfin, la Polynésie accueille des événements internationaux.

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 -Nombre de sommets internationaux et réunions de haut-niveau auxquels le Président (ou son représentant) participe.	Nb	13	17	12	12	19	17 et score moyen de 4/5	20 et score moyen de 4/5
Indicateur 1.2 - Nombre d'événements internationaux et régionaux organisés en Polynésie française.	Nb	_	_	5	5	6	_	_
Indicateur 1.3 - Nombre de missions au sein des organisations internationales et régionales , auprès d'Etats et Territoires du bassin Pacifique.	Nb	23	32	30	30	30	32 et score moyen de 4/5	35 et score moyen de 4/5
Indicateur 1.4 - Nombre de représentations ouvertes ou d'agents de la DAIEP déployés à l'extérieur.	Nb	_	_	2	1	1	1	2
Indicateur 1.5 - Nombre d'ouverture de négociations afin d'adhérer à des organisations internationales.	Nb	_	_	3	3	3	1 adhésion et score moyen 4/5	2
Indicateur 1.6 - Nombre de conventions cadre et d'application sectorielle signées	Nb	0	2	10	5	16	10	20

Sources des données :
communiqués, lexpol, mataara, données statistiques de la DAIE, rapport d'activité du service

Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - communiqué de presse de la Présidence ou de la presse internationale
Indicateur 1.2 - arrêtés PR pris sur la base de l'arrêté 256 CM du 22 février 2007 sur saisine de la DAIE - ***Nouvel indicateur : données des années précédentes non disponibles***
Indicateur 1.3 - cr de mission enregistrés sur mataara
Indicateur 1.4 - numéro des conventions d'occupation ou de convention de prestation sur mataara - ***Nouvel indicateur : données des années précédentes non disponibles***
Indicateur 1.5 - numéro de courrier PR adressé à des OI à ce sujet sur mataara - ***Nouvel indicateur : données des années précédentes non disponibles***
Indicateur 1.6 - numéro des convention enregistrée sur mataara

- *Commentaire et analyse des résultats*

Le Président a participé lui-même à 9 événements internationaux de haut-niveau, dont 3 depuis la Polynésie française. Les ministres et envoyés spéciaux l'ont représenté à 10 autres événements internationaux, principalement dans la région Pacifique, marquant ainsi une forte volonté d'intégration régionale dépassant ainsi la cible fixée.

La Polynésie française a également accueilli le Pacifique et le monde.

L'année 2024 était celle de la concertation avec plusieurs partenaires concernant la mise en application des articles 15 (ouverture de représentations de la Polynésie française) et 42 (adhésion à des organisations internationales) de la LOPF.

Les émeutes de mai 2024 en Nouvelle Calédonie ont retardé l'ouverture d'une représentation sur place.

Les conventions d'application avec l'Union européenne ont été intégrées dans le calcul.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

En 2025, l'impact des missions sera évalué, et les objectifs atteints seront revus à la hausse.

La loi du Pays de mise en œuvre de l'article 15 de la LOPF sera mise dans le circuit délibératif.

Les conventions d'applications sectorielles avec Wallis et Futuna seront signées. Des mémoires d'entente et accords-cadre seront signées avec divers Pays.

Objectif n°2 : Initier pacifiquement le processus de décolonisation

Objectif n°2 : Initier pacifiquement le processus de décolonisation.

Un dialogue ouvert et constructif sur la mise en œuvre et les étapes du processus d'autodétermination et du processus de décolonisation, sous l'égide des Nations Unies, est entamé avec la puissance administrante. Un comité de décolonisation est mis en place.

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 - Nombre de participation de la Polynésie française aux réunions du comité de décolonisation de l'ONU	Nb	_	_	3	3	3	Objectif atteint : changement d'objectif	
Indicateur 2.2 - Nombre de modifications positives apportées à la résolution de l'AG de l'ONU sur la question de la Polynésie française	Nb	_	_	4	4	6	Objectif atteint : changement d'objectif	
Indicateur 2.3 - Nombre de participation de la puissance administrante aux réunions du comité de décolonisation de l'ONU	Nb	_	_	3	3	3	Objectif atteint : changement d'objectif	
Indicateur 2.4 - Nombre de réunion du comité de décolonisation	Nb	_	_	3	5	5	Objectif atteint : changement d'objectif	

Sources des données :
communiqués, mataara, site internet de l'ONU, données statistiques de la DAIE, rapport d'activité du service
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 2.1 - communiqué de presse de la Présidence ou de l'ONU - ***Nouvel indicateur : données des années précédentes non disponibles***
Indicateur 2.2. - Nombre d'amendements de la résolution PF proposés adoptés détaillés dans les cr de mission - ***Nouvel indicateur : données des années précédentes non disponibles***
Indicateur 2.3. - Pv des sessions de l'onu et cr de mission - ***Nouvel indicateur : données des années précédentes non disponibles***
Indicateur 2.4. - CR de réunion enregistrés sur mataara - ***Nouvel indicateur : données des années précédentes non disponibles***

- *Commentaire et analyse des résultats*

Objectif atteint. La puissance administrante a mis fin à la politique de la chaise vide. La possibilité de retrait de la Polynésie française de la liste n'apparaît plus dans la résolution. La commission spéciale de décolonisation de l'Assemblée de la Polynésie française est actée dans la résolution.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Un nouvel objectif de co-construction du programme de travail sur le processus de décolonisation sera poursuivi prioritairement en 2025.

Objectif n°3 : Améliorer l'accès aux financements de l'Union européenne contribuant au développement socio-économique de la Polynésie française en collaboration avec les pays et territoires d'Outre-mer (PTOM)

Objectif n°3 - Améliorer l'accès aux financements de l'Union européenne (UE) contribuant au développement socio-économique de la Polynésie française en collaboration avec l'Union Européenne et les partenaires de mis en œuvre de la coopération UE-PTOM.

Une « meilleure Europe » permet un meilleur accès aux financements européens favorisant le développement durable de la Polynésie française, en collaboration avec les pays et territoires d'Outre-mer (PTOM) et en partenariat avec d'autres Pays du Pacifique. La Polynésie française est active durant les réunions de haut niveau auxquelles le Président participe (Conférences ministérielles de l'OCTA, Forum UE - PTOM, COPIL),permettant un Dialogue politique de qualité. Une participation dynamique aux réunions techniques en Europe permet un lobby de qualité, et de mieux informer les porteurs de projets publics comme privés des sources de financement existantes.

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 3.1 - Taux de consommation des programmes de coopération UE - PTOM (Fonds européen de développement, instruments de coopération)	%	100%	83%	100%	100%	100%	100%	100%
Indicateur 3.2 - Nombre de projets polynésiens financés par des programmes de l'Union (dits "programmes horizontaux")	Nb	_	_	31	15	15	40	40
Indicateur 3.3 - Nombre de réunions de haut-niveau auxquelles le Président (ou son Représentant) participe	Nb	_	_	6	5	7	6	8
Indicateur 3.4 - Nombre de missions au sein des Institutions européennes et auprès des partenaires de mise en œuvre de la coopération UE-PTOM	Nb	_	_	15	15	13	15 et score moyen de 4/5	15

Sources des données :
Données statistiques de la DAIE, de l'IEOM et de l'ISPF, rapport d'activité du service et RAE , communiqués de la Présidence
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 3.1 - taux d'exécution des programmes de coopération UE - PTOM
Indicateur 3.2 - nombre de projets financés par des programmes dit "horizontaux" - ***Nouvel indicateur : données des années précédentes disponibles dans les rapports annuels d'exécution (RAE)***
Indicateur 3.3 - communiqués de la Présidence ou de la presse européenne - ***Nouvel indicateur : données des années précédentes non disponibles***
Indicateur 3.4 - cr de mission enregistrés sur mataara - **Nouvel indicateur : données des années précédentes non disponibles**

- *Commentaire et analyse des résultats*

Le travail de qualité de la Polynésie française permet un taux de consommation de 100% des programmes de coopération, dont celui de la Politique de l'eau notamment.

Les résultats de l'indicateur 3.2, qui est nouveau car ciblé sur les programmes horizontaux uniquement, sont prometteurs.

Le déploiement de la correspondante aux affaires européennes à Paris a pris un peu de retard, d'où le nombre non atteint de missions. Son déploiement en septembre permet une participation accrue aux réunions des PTOM et de l'Union Européennes et un lobbying à la source.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

La participation du Président à Bruxelles est attendue en 2025 afin de défendre les intérêts de la Polynésie française au plus haut niveau.

Un meilleur accompagnement des porteurs de projets pour multiplier le nombre de bénéficiaires des programmes horizontaux de l'UE est également prévu. La cible sera revue à la hausse.

1.6.3 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
900/960 06 - RELATIONS EXTERIEURES	**82 219 848**	**0**	**82 219 848**
Contributions aux organisations régionales, européennes et internationales	42 600 000		42 600 000
Missions à l'extérieur	7 389 595		7 389 595
Publicité, aux publications, et aux relations publiques liées à l'organisation des événements internationaux en Polynésie française	27 082 353		27 082 353
Veille, conseil et mise en œuvre des projets de coopération (fonctionnement de la structure)	4 997 900		4 997 900
Actions de communication à déployer sur les partenariats entre la Polynésie française et les organisations internationales	150 000		150 000

1.7 Programme 900 07/960 07 : gouvernement-personnels de cabinet

La loi organique statutaire (LOS) encadre le dispositif des emplois dits « de cabinet » par un mécanisme à double entrée comprenant :

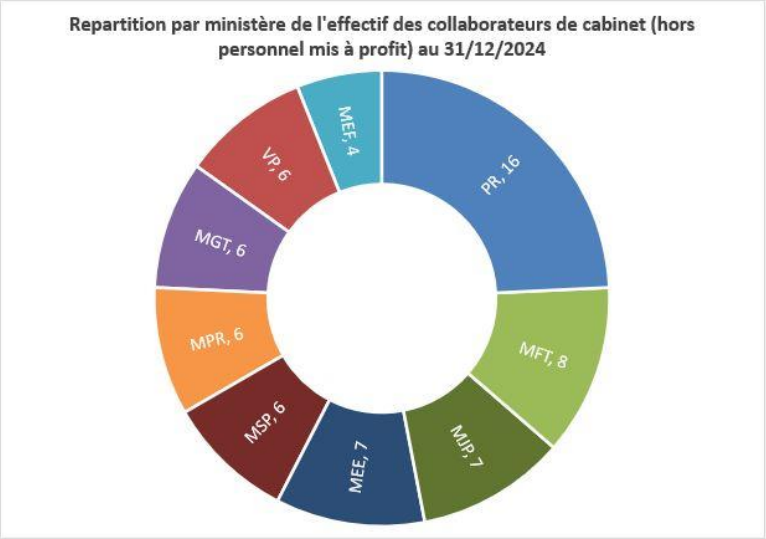
- La fixation d'un nombre maximal de collaborateurs à 150 (cf. délibération n° 2012-9 APF du 29 mars 2012) ;
- Et la fixation d'une limite, en pourcentage, de crédits budgétaires pour ces emplois à hauteur de 3% du programme 962 02, depuis 2014 (cf. article 86 de la LOS).

La délibération n° 2009-78 APF du 29 octobre 2009 et l'arrêté n° 2156 CM du 23 novembre 2009 modifié viennent quant à eux fixer le régime applicable à ces collaborateurs.

L'effectif des cabinets ministériels est en hausse (+6) par rapport à 2023 pour atteindre 66 collaborateurs au 31 décembre 2024, hors personnel du service des moyens généraux mis à profit.

Code statut	Libellé statut	Effectif au 31/12/2023	Effectif au 31/12/2024	Ecart
CA	Personnel Cabinet	41	37	-4
TT	Titulaire (FPPF)	13	21	8
FE	Fonctionnaire Etat	5	7	2
FN	CEAPF	1	1	0
Total		60	66	6

Les collaborateurs des cabinets ministériels sont ainsi répartis par ministère :



Evolution des dépenses de cabinet (Programme 96007)
par rapport aux dépenses du personnel administratif (Programme 96202)

PROGRAMME	ETAPE (*)	2022	2023	2024
96007	BP	957 067 000	977 067 000	874 360 000
	CA	**830 494 298**	**816 259 934**	**744 223 003**
96202	BP	31 902 217 967	32 729 090 046	33 832 104 448
	CA	**31 911 657 664**	**33 075 980 409**	**34 067 806 475**
% 96007 / 96202	BP	3,00%	2,99%	2,58%
	CA	**2,60%**	**2,47%**	**2,18%**
Taux réglementaire		3,00%	3,00%	3,00%

(*) sources : budgets primitifs et comptes administratifs votés APF

Le montant des rémunérations versées pour l'exercice 2024 enregistre une baisse de 72,037 millions F CFP par rapport aux dépenses mandatées en 2023 et s'élève à 744,223 millions F CFP.

Cette diminution résulte du remaniement ministériel intervenu en juin 2024. Les collaborateurs de l'ancienne Vice-présidente n'ont pas tous été reconduits, et les ministères ayant hérité de ses anciens « portefeuilles » ont pris le temps d'effectuer les recrutements nécessaires.

1.8 Programme 900 08/960 08 : communication

2. MISSION 901/961 : MOYENS INTERNES

3,64 Mds F CFP
Montant total mandaté au CA 2024

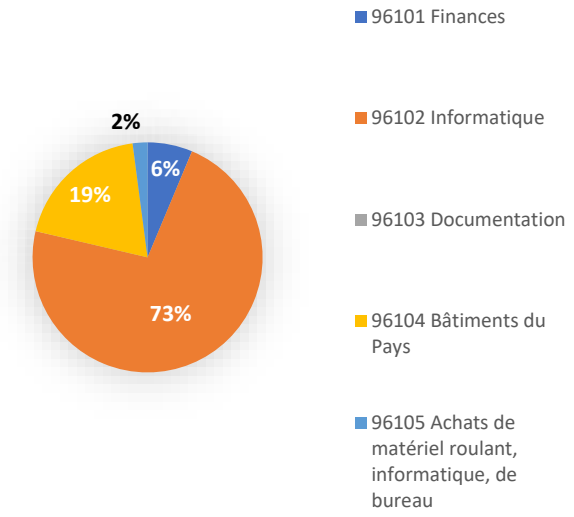
1 Md F CFP
Dépenses de fonctionnement mandatées

2,64 Mds F CFP
Budget d'investissement mandatées

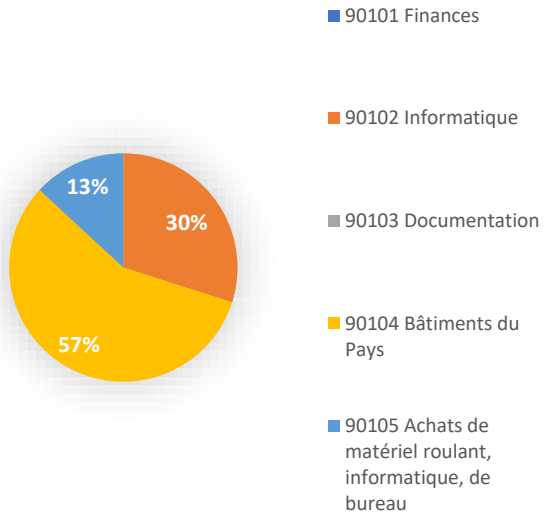
1,69 Md F CFP
Dépenses de personnel mandatées
soit 5,27 % sur la masse globale

155,7 M F CFP
Mandatés au titre du matériel de transport – tous services 2024

Répartition des dépenses de fonctionnement par programme



Répartition des dépenses d'investissement par programme



1,1 M F CFP
Mandatées pour la réhabilitation et mise aux normes accessibilité PMR

4 M F CFP
Mandatées pour le développement du système d'information LEXPOL (2024-2029)

274 M F CFP
Mandatées pour les redevances informatiques (brevets, licences)

2.1 Revue de la politique générale de la mission

- Bilan des moyens généraux (SMG)

Le SMG s'est attaché à optimiser la gestion des activités des occupants des locaux qui lui sont affectés, en mettant en place deux conventions d'autorisation d'occupation temporaire qui délimitent les obligations de deux services (STI et DIREN) afin de répartir les charges d'utilités et le périmètre d'intervention des agents du SMG quant à l'aménagement et à l'entretien du bâtiment de la culture.

Les dépenses inéluctables au fonctionnement du gouvernement ont été reconduites ainsi que les charges locatives du ministère de la fonction publique.

- Bilan de la Direction du budget et des finances

La réforme de la gestion des finances publiques

Engagé pour la période 2018-2027, le plan stratégique de réforme du système de la gestion des finances publiques de la Polynésie française (RGFP) regroupe et structure l'ensemble des actions concourant à moderniser et fiabiliser les finances publiques en Polynésie française. Après une année 2023 durant laquelle le plan d'actions n° 2 de la réforme (2021-2024) a été réévalué, le budget 2024 a été consacré principalement aux chantiers suivants :

- L'implémentation de la programmation budgétaire triennale (PBT) ;
- Le Code des finances publiques ;
- La fiabilisation comptable du patrimoine ;
- La transformation du système d'informations financier (SI financier) ;
- L'élaboration et la diffusion de brochures d'informations sur le budget et l'exécution budgétaire.

Le verdissement du budget

L'année 2024 a vu le lancement de la démarche de verdissement du budget de la Polynésie française.

En effet, la géographie comme la topographie des îles de la Polynésie française la rendent particulièrement vulnérable aux conséquences du changement climatique. Il a par conséquent été décidé d'inscrire l'exigence climatique dans l'action publique et d'entamer une démarche de budgétisation environnementale, plus communément appelée « budget vert ». Celui-ci permet d'apprécier puis de renforcer les efforts budgétaires dédiés à l'atteinte d'objectifs locaux, nationaux ou internationaux en matière environnementale.

2.2 Programme 901 01/961 01 : finances

2.2.1 Bilan des orientations stratégiques

La programmation budgétaire triennale (PBT)

Durant toute l'année 2024, des sessions d'information/sensibilisation à la budgétisation à moyen terme et de présentation du plan de transformation PBT se sont tenues à l'attention des ministères qui ont tous confirmé leur mobilisation pour sa mise en œuvre, afin de développer une approche pluriannuelle du budget de la collectivité.

En outre, par arrêté n° 858/CM du 21 juin 2024, un comité de cadrage économique et budgétaire a été créé. En effet, la PBT suppose de disposer d'un cadrage macroéconomique à moyen terme solide et réaliste, sur lequel le cadrage budgétaire triennal (N+1 à N+3) viendra s'appuyer. Le comité, présidé par le ministre des finances sous le haut patronage du Président de la Polynésie française et associant l'ISPF, les services d'assiette du Pays (Douanes, DICP, RCH) et la DBF, a ainsi pour mission d'arrêter les prévisions de recettes budgétaires à moyen terme en y intégrant les orientations prévues en matière fiscales et d'endettement.

Enfin, pour refondre la classification programmatique (classe 9 de la nomenclature comptable et budgétaire), la DBF et la DMRA ont piloté et animé en tandem des sessions de travail avec chacun des cabinets ministériels, d'une part afin de valider et ajuster la nouvelle architecture Missions/Programmes et de déterminer les listes des Sous-Programmes (niveau 3 de la classification, le niveau 4 correspondant aux « activités » en fonctionnement et aux « projets » en investissement).

La déclinaison des programmes sectoriels en sous-programmes s'est achevée au 31 décembre 2024. La conduite de ce projet de refonte de la classification programmatique du Pays se poursuivra en 2025.

Le Code des finances publiques

Trois réformes de fond ont été adoptées en 2024, alors que le Code lui-même a été adopté le 19 décembre 2024 par l'Assemblée de la Polynésie française.

1) La loi du pays n° 2024-20 du 16 septembre 2024 instaurant un régime de droit public des créances et des dettes de la Polynésie française. Elle poursuit les objectifs suivants :
   - Supprimer pour les créances publiques la prescription trentenaire de droit commun (incompatible avec la sécurité juridique) qui s'applique par défaut en application du code civil ;
   - Retenir des délais courts mais respectueux du droit au recours ;
   - Combler les vides et les "flous juridiques" ;
   - Maintenir la prescription abrégée protectrice des deniers publics (dettes publiques) ;
   - Préserver la spécificité des relations entre le Pays et ses agents.

Ce régime de droit public - qui sera codifié en 2025 dans le code des finances publiques de la Polynésie française - deviendra le régime de référence pour la prescription des dettes et créances du Pays : un régime clair, équilibré, sécurisé et respectueux des relations « administration/administré ».

La loi du pays n° 2024-34 relative au renforcement et à l'harmonisation des garanties et pouvoirs de recouvrement des créances publiques (mis à disposition des comptables publics de la Polynésie française). Celle-ci poursuit les objectifs suivants :

- Harmoniser le recouvrement de l'ensemble des créances publiques en renforçant le recouvrement des créances non fiscales pour l'aligner sur le niveau des créances fiscales ;
- Améliorer l'efficacité du recouvrement en modernisant les outils et pouvoirs que sont le privilège et l'hypothèque légale de la Polynésie française, la saisie administrative à tiers détenteur (SATD), ainsi que le droit de communication, droit d'accès et échanges d'information.
- Exercer pleinement les compétences de la Polynésie française en fixant dans des textes du Pays des dispositions actuellement logées dans des textes étatiques ;
- Clarifier et rendre lisible le droit du recouvrement des créances publiques afin de préparer la codification.

2) La délibération n° 2024-105 APF du 14 novembre 2024 portant modernisation du droit comptable de la Polynésie française.

Deux de ces textes ont ainsi pu être codifiés dans la partie législative du code des finances publiques de la Polynésie française.

La LP relative au recouvrement a quant à elle été attaquée devant le Conseil d'Etat lequel n'a rendu sa décision en faveur du Pays qu'après l'adoption du code. Elle sera donc codifiée dans un deuxième temps.

Les dispositions législatives du code des finances publiques de la Polynésie française entreront en vigueur dès l'adoption des dispositions réglementaires d'application et au plus tard le 1er juin 2025.

Ce code démontre la capacité du Pays de se structurer dans l'objectif d'améliorer la gestion de ses finances publiques.

Par ailleurs, un colloque sur la modernisation et la codification du droit polynésien des finances publiques a été organisé le 21 mars 2024. Il représentait une collaboration inédite entre les autorités du Pays, l'Université de Polynésie française (UPF), l'Assemblée de Polynésie française et d'autres parties prenantes.

L'événement s'est déroulé dans l'hémicycle de l'APF, lieu symbolique de l'initiative des lois et du contrôle du pouvoir exécutif. L'objectif principal était de débattre de la nécessité d'une nouvelle législation conçue pour simplifier les processus administratifs et répondre de manière plus efficace aux attentes de la population locale. La participation de la Société française de finances publiques souligne l'importance nationale et internationale accordée à cette initiative, mettant ainsi en évidence son caractère novateur et son potentiel d'impact à grande échelle.

Toute la démarche de création d'un code des finances publiques a suscité l'intérêt des experts du domaine et donné l'occasion d'organiser un second colloque à Bercy le 16 janvier 2025. Seule collectivité de la République à détenir une compétence normative en matière de finances publiques, la Polynésie française a fait preuve d'innovation en créant le premier code dans ce domaine.

La fiabilisation comptable du patrimoine

Au titre de l'exercice 2024, il avait été proposé d'initier notamment les démarches suivantes :

- Poursuivre le toilettage dans l'inventaire comptable des biens mobiliers obsolètes ;
- Travailler sur l'amortissement des frais d'études imputés en section d'investissement ;
- Parvenir à fiabiliser les données comptables du compte 26 « participations et créances rattachées à des participations » ;
- Lancer les opérations de régularisation pour l'entrée en patrimoine des établissements scolaires du second degré ;
- Faire de même pour les cessions au profit de la Polynésie française ;
- Poursuivre les démarches en vue de fiabiliser les données du compte 24 « immobilisations affectées, concédées, affermées ou mises à disposition ».

L'objectif était ambitieux et tous les chantiers n'ont pu être lancés au cours de l'exercice.

L'exercice 2024 a donc été marqué par les démarches suivantes :

- Sur le plan de l'élaboration des outils de reporting :

  La création de l'outil de POWER BI dédié à la présentation de l'état du patrimoine comptable est aboutie. Néanmoins, les données du compte 24 - affectations de biens aux entités publiques tierces - ne sont pas à jour, faute pour la DBF de disposer d'informations exhaustives sur ce sujet.

  Il est escompté que ces données puissent être intégrées même partiellement à partir de 2025 afin de tendre vers une image comptable la plus fiable possible.

  Deux nouveaux outils BI ont été élaborés :

  - Le premier est consacré à la consolidation des données relatives aux coûts d'occupation et d'entretien des bâtiments (comptes de charge uniquement). Il est possible désormais d'avoir instantanément le montant mensuel et annuel des dépenses bâtimentaires. En 2024, les sommes dépensées pour l'occupation et l'entretien courant des bâtiments se sont élevées à 2,7 milliards F CFP, en quasi reconduction de 2023 ;

ANNEE	2023		2024		2025	
	Dépenses	Ratio	Dépenses	Ratio	Dépenses	Ratio
60 - Achats et variation des stocks	**876M**	**33,28 %**	**937M**	**34,73 %**	**49M**	**35,10 %**
606 - Achats non stockés de matières et fournitures	**876M**	**33,28 %**	**937M**	**34,73 %**	**49M**	**35,10 %**
60611 - Eau et assainissement	109M	4,15 %	148M	5,49 %	6M	4,23 %
60612 - Energie - Electricité	767M	29,13 %	789M	29,24 %	43M	30,87 %
61 - Services extérieurs	**986M**	**37,49 %**	**912M**	**33,81 %**	**48M**	**34,01 %**
613 - Locations	**578M**	**21,95 %**	**544M**	**20,17 %**	**20M**	**14,57 %**
6132 - Locations immobilières	578M	21,95 %	544M	20,17 %	20M	14,57 %
614 - Charges locatives et de copropriété	**40M**	**1,52 %**	**40M**	**1,47 %**	**3M**	**2,09 %**
614 - Charges locatives et de copropriété	40M	1,52 %	40M	1,47 %	3M	2,09 %
615 - Entretien et réparations	**328M**	**12,46 %**	**290M**	**10,76 %**	**22M**	**15,74 %**
61522 - Bâtiments	221M	8,41 %	222M	8,21 %	20M	14,42 %
61528 - Autres-Entretien et réparations sur biens immo	107M	4,05 %	69M	2,55 %	2M	1,32 %
616 - Primes d'assurances	**41M**	**1,56 %**	**38M**	**1,40 %**	**2M**	**1,61 %**
6168 - Autres primes d'assurances	41M	1,56 %	38M	1,40 %	2M	1,61 %
62 - Autres services extérieurs	**762M**	**28,96 %**	**836M**	**30,99 %**	**43M**	**30,88 %**
626 - Frais postaux et frais de télécommunications	**228M**	**8,65 %**	**237M**	**8,79 %**	**18M**	**12,72 %**
6262 - Frais de télécommunications	228M	8,65 %	237M	8,79 %	18M	12,72 %
628 - Divers - Autres services extérieurs	**534M**	**20,31 %**	**599M**	**22,19 %**	**25M**	**18,16 %**
6282 - Frais de gardiennage	207M	7,88 %	254M	9,43 %	9M	6,43 %
6283 - Frais de nettoyage des locaux	327M	12,43 %	344M	12,77 %	16M	11,73 %
63 - Impôts, taxes et versements assimilés	**7M**	**0,27 %**	**13M**	**0,47 %**		
635 - Autres impôts, taxes et versements assimilés	**7M**	**0,27 %**	**13M**	**0,47 %**		
Total	**2 632M**	**100,00 %**	**2 697M**	**100,00 %**	**140M**	**100,00 %**

- Le second consolide les données afférentes aux produits du domaine. Ces deux outils sont complémentaires l'objectif étant de pouvoir mettre en perspective, le coût d'utilisation des locaux par les services et ministères et les recettes induites par l'utilisation et l'exploitation du domaine de la Polynésie française.

- Sur le plan comptable :

Plusieurs chantiers ont été initiés ou poursuivis dont :

- Le chantier afférent au toilettage dans l'inventaire comptable des biens mobiliers;
- La fiabilisation des données relatives aux frais d'études imputés en section d'investissement ;
- Les démarches en vue de fiabiliser le compte 24 « Immobilisations affectées, concédées, affermées ou mises à disposition au profit d'entités publiques tierces » ;
- La fiabilisation des données afférentes à la participation du Pays au capital des sociétés ;
- L'extension du périmètre et l'actualisation du guide des opérations d'inventaire.

La transformation du SI financier

Ce chantier concerne la transformation digitale de notre système d'information financier, d'un bout à l'autre de la chaîne budgétaire et comptable, tant sur le plan des recettes que sur celui des dépenses, avec pour objectif l'interopérabilité complète des briques applicatives concernées et la pleine dématérialisation des pièces et documents comptables à l'horizon 2026.

Le plan d'ensemble de cet ambitieux programme va bien au-delà des systèmes d'information, puisqu'il couvre également les piliers réglementation, organisation et processus. C'est ainsi qu'ont été définies quatre nouvelles actions :

- Adoption de Chorus Pro, portail de dématérialisation des dépôts des factures des fournisseurs ;
- Création d'une solution unique de recouvrement commune à tous les services d'assiette ;
- Evolution des solutions métiers de la recette-conservation des hypothèques (RCH) ;
- SI Achat – plateforme de dématérialisation de la passation des marchés publics.

Les accomplissements majeurs de 2024 sont les suivants :

- Mise en production du SIRH (API RH) ;
- Mise en production de la première brique du SI achat (SIS-Marché) ;
- Lancement du projet de la deuxième brique du SI achat (plateforme dématérialisée - OMNIKLES) ;
- Finalisation de l'interopérabilité entre Chorus Pro et PolyGF pour la dématérialisation de la facturation. Ce lien permet de vérifier les calculs, récupérer les données relatives à un marché donné et procéder à la liquidation d'un état.

L'élaboration et la diffusion de brochures d'informations sur le budget et l'exécution budgétaire :

Le budget primitif 2024 et le compte administratif 2023 ont fait l'objet de brochures d'informations à l'attention du grand public.

Le verdissement du budget

Pour la première fois, une note sur l'impact environnemental du budget d'investissement de la collectivité a été annexée au compte administratif 2023. Il s'agissait d'un premier exercice, destiné à amorcer le verdissement du budget de la collectivité et à travailler sur les critères de classification des opérations d'investissement au regard de deux critères : atténuation des émissions de gaz à effet de serre et adaptation aux conséquences des crises climatiques.

Y sont ainsi exposés :

- L'introduction de la démarche climat, qui évoque les conclusions du dernier rapport du groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (causes, conséquences) – le GIEC – qui rappelle notamment la vulnérabilité de la Polynésie française à l'égard des conséquences du changement climatique, afin de contextualiser la mise en place du verdissement du budget.
- Les objectifs poursuivis : lisibilité des engagements budgétaires, réponse aux préoccupations environnementales, création d'un outil d'aide à la décision qui permettra d'orienter l'action publique vers des stratégies de minimisation mais aussi et surtout d'adaptation. Cela permettra aussi d'être plus facilement éligibles à des financements spécifiques plus favorables.
- Une méthodologie adaptée aux spécificités et contraintes de la collectivité, mais qui reprend néanmoins les critères faisant consensus à l'échelle internationale et auprès des bailleurs de fonds : l'atténuation et l'adaptation.
- Les premiers résultats : 992 opérations d'investissement analysées (37,2 milliards F CFP) dont 158 pouvant être considérées comme vertueuses (44 participant à l'atténuation de l'empreinte carbone et 114 concourant à l'adaptation, qui représentent 6,1 milliards F CFP, soit 16,4 % des opérations d'investissement en 2023). Ces résultats sont étayés d'exemples de classification des opérations.
- Les conclusions qui peuvent être tirées de ce premier exercice appellent la mise en place de leviers d'actions à plus ou moins long terme.

2.2.2 Bilan des objectifs de performance

- Bilan de la Direction du budget et des finances

Objectif n°1 - Mettre en place des dispositifs permettant de traduire dans le budget les priorités de politiques publiques à moyen terme, réalistes et sincères

Objectif n°1 - Mettre en place des dispositifs permettant de traduire dans le budget les priorités de politiques publiques à moyen terme, réalistes et sincères								
Mise en œuvre du plan d'actions n°2 relatif au plan stratégique de réforme du système de gestion des finances publiques de la PF maîtrisé par la DBF								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Taux d'avancement global des actions réalisées au PA n°2	%	19%	38%	70%	65%	51%	85%	95%
Indicateur 1.2 - Taux d'avancement des actions réalisées au PA n°2 de la DBF	%	20%	52%	70%	70%	53%	90%	95%
Sous-Indicateur 1.2.1 - Mise en œuvre des actions relative à la l'implémentation de la PBT (Taux d'avancement)	%	9%	23%	60%	50%	35%	90%	95%
Sous-Indicateur 1.2.2 - Mise en œuvre des actions "code des finances publiques" (Taux d'avancement)	%	21%	45%	85%	70%	57%	90%	95%
Sous-Indicateur 1.2.3 - Mise en œuvre des actions relative à la gestion du patrimoine réalisées (Taux d'avancement)	%	22%	20%	65%	40%	57%	70%	85%
Sous-Indicateur 1.2.4 - Mise en œuvre des actions relative aux SI financiers réalisées	%	22%	35%	60%	60%	37%	80%	95%
Sous-Indicateur 1.2.5 - Mise en œuvre des autres actions PA2	%	19%	63%	70%	80%	80%	90%	98%
Sources des données : DBF Mode de calcul des indicateurs : *Indicateur 1.1 / 1.2 et ses sous-indicateurs - Taux d'avancement des actions* Autres commentaires :								

- *Commentaire et analyse des résultats*

On constate un léger retard du taux d'avancement global des actions du plan d'actions n° 2 de la RGFP. Les retards les plus importants concernent les chantiers de transformation du SI financier et l'implémentation de la PBT.

S'agissant du SI financier, les difficultés pour recruter des personnels qualifiés pour assurer les fonctions de chefs de projets sont les principales raisons du retard. Nous espérons que cela s'améliorera en 2025 au risque de cumuler encore du retard d'année en année.

Pour la programmation budgétaire triennale, le démarrage des sessions d'informations et de formation a été reporté au second semestre 2024, ce qui a généré un décalage de toute la planification.

Pour le code des finances publiques, cela est dû au recours devant le Conseil d'Etat sur la loi du pays relative aux outils et moyens de recouvrement qui a empêché la codification de ce texte avant la fin de l'année 2024.

A l'inverse, l'objectif a été dépassé quant au chantier de fiabilisation comptable du patrimoine.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Les retards sur la PBT et le code des finances publiques seront rattrapés en 2025. Par contre, sur le chantier du SI financier, les problèmes de ressources humaines ne sont pas simples à résoudre.

Objectif n°2 - Suivre la performance financière

Objectif n°2 - Suivre la performance financière

Identifier des indicateurs de performance ou de suivi de l'activité de la DBF et analyser les éventuels écarts/différences par rapport à aux situations précédentes ou un référentiel

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Indicateur de Pilotage Comptable (IPC - ex IQCL)	Indice	92,28%	91,79%	94,00%	94,00%	***	94,00%	> 95%
Indicateur 1.2 - Délai de mandatement (à réception pièces dépenses par DBF)	Nb de jours	5	6,5	< 10	< 10	**5**	< 10	5
Indicateur 1.3 - Part de l'annuité de la dette sur les recettes réelles de fonctionnement	Taux	11,64%	10,67% (*)	10,09%	< 13%	**10,86% (*)**	< 13%	< 13%

Sources des données :
DBF
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - indicateur calculé à partir des éléments transmis par le Paierie.
Indicateur 1.2 - indicateur calculé à partir des éléments extraits de PolyGF.
Indicateur 1.3 - indicateur calculé à partir du suivi de la dette effectuée par la DBF.
Autres commentaires :
(*) Indicateur 1.3 : en 2023 et 2024, il a été procédé à une réduction du PGE n° 2 pour 3 milliards XPF chaque année, soit un total de 6 milliards XPF. Cela impacte donc l'annuité de la dette sur ces deux années.

- *Commentaire et analyse des résultats*

L'indicateur de pilotage comptable (IPC) qui est un outil essentiel en matière d'évaluation de la qualité comptable, est légèrement en baisse en 2023 par rapport à celui de 2022 (l'IPC 2024 ne sera communiqué que vers septembre 2025). Cela s'explique par les trois items suivants :

- L'amortissement sur les frais de recherche et de développement qui n'a pas été passé ;
- La comptabilité des stocks liée à l'intégration des comptes de l'ex-EAG dans le budget du pays qui a engendré une anomalie ;
- Certains comptes de tiers (comptes de la classe 4) qui sont anormalement créditeurs : ces comptes sont tenus par le payeur de la Polynésie française. Nous ne pouvons pas influer sur cet item.

Le délai de mandatement (à réception des pièces de la dépense par la DBF) pour 2024 est revenu à 5 jours, comme en 2022, après être monté à 6,5 jours en 2023. Ce délai a déjà atteint la cible prévue à partir de 2026.

Le dernier indicateur concerne la part de l'annuité de la dette sur les recettes réelles de fonctionnement qui est de 10,86 % en 2024 contre 10,67 % en 2023. Le pourcentage reste en-dessous de la cible fixée à moins de 13 %. A noter cependant que sur 2023 et 2024, l'annuité de la dette a été augmentée de 3 milliards F CFP pour annuler partiellement l'encours du PGE n° 2.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Pour les trois items qui ont diminué l'IPC 2023 :

- Sur l'amortissement des frais de recherche et de développement : la régularisation a été effectuée en 2024 ;
- Sur la comptabilité des stocks : comme indiqué plus haut, c'était exceptionnel, l'anomalie n'apparaîtra plus sur le RAP 2025 (intégration des comptes de l'ex-EAG) ;
- Sur les comptes de tiers, un travail sera mené avec le payeur.

- Bilan du Contrôle des dépenses engagées (CDE)

Objectif n°1 – Simplifier les procédures de contrôle de l'engagement des dépenses

Objectif n° 1 - Simplifier les procédures de contrôle de l'engagement des dépenses

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nombre de kits d'auto-contrôle réalisés et déployés	Nb	8	6	12	6	9	12	12
Indicateur 1.2 - Dématérialisation du cachet réglementaire du CDE pour le recrutement des agents non titulaires	%	20%	90%	80%	100%	100%	Achevé	
Indicateur 1.3 - Dématérialisation du cachet réglementaire du CDE pour les actes générés sur lexpol	%	-	-	50%	100%	100%	Achevé	
Indicateur 1.4 - Elaboration d'un modèle d'acte disponible sur lexpol relatif à la formation des agents à l'extérieur de la Polynésie française	%	-	-	50%	100%	100%	Achevé	

Sources des données :
CDE
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - comptabilisation annuelle des kits d'auto-contrôle réalisés et déployés sur une plateforme
Indicateur 1.2 - taux de réalisation du projet
Indicateur 1.3- taux de réalisation du projet
Indicateur 1.4- taux de réalisation du projet
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

La simplification des procédures de contrôle de l'engagement des dépenses repose essentiellement sur 2 types de mesure :

- La rédaction et diffusion de fiches de « procédures métiers » et de modèles d'acte ;
- La dématérialisation du cachet réglementaire du CDE.

Les fiches de « procédures métiers » ou kits d'auto-contrôle sont des outils pédagogiques et de partage de bonnes pratiques, formalisant les contrôles à réaliser et les pièces justificatives accompagnant chaque type de dépense.

Neuf (9) fiches ont été rédigées et diffusées en 2024, principalement concernant les dépenses de personnel (7), les aides agricoles et les subventions en investissement aux établissements publics (2). Leur rédaction est étendue sur plusieurs années, à raison d'une dizaine par an. Ces outils sont partagés entre les contrôleurs du CDE, la DGRH, le réseau de correspondants du CDE et les services dépensiers. Ils contribuent à une meilleure fluidité de la chaîne des dépenses, en rationalisant et en optimisant les contrôles effectués sur pièces.

En complément de la fiche de procédure relative aux formations spécifiques à l'extérieur de la Polynésie française, revue et simplifiée en 2023, un modèle d'arrêté a été finalisé et mis à disposition des services et ministères via Lexpol en 2024.

La dématérialisation du cachet réglementaire du CDE via la plateforme Lexpol a été finalisée et est opérationnelle depuis avril 2024. Ainsi, 98 % des actes de gestion du personnel, ainsi que les arrêtés et conventions de toute la sphère des services administratifs et ministères, sont désormais visés électroniquement. L'utilisation de cette plateforme, gérée par le SGG, apparaît globalement positive.

Dans la pratique, le passage du tout papier au tout numérique reste un défi pour les contrôleurs du CDE. Le contrôle sur écran reste parfois compliqué, notamment pour les dossiers les plus complexes ou de taille importante. En outre, l'ergonomie est à améliorer pour ce qui concerne par exemple la recherche des dossiers ou le suivi des annulations, qui peuvent être effectuées à tout moment par le service émetteur et entraînent de multiples revisas.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

La rédaction des fiches de « procédures métiers » se poursuivra en 2025 et 2026.

La dématérialisation du cachet réglementaire et du visa électronique du CDE est envisagée à moyen et long terme dans le cadre de la plateforme des achats publics gérée par la DCO, qui devrait entrer en production au cours du second semestre 2025.

Objectif n°2 : Favoriser la montée en compétences des services dépensiers en matière d'engagement

Objectif n° 2 - Favoriser la montée en compétences des services dépensiers en matière d'engagement								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nombre de kits d'auto-contrôle réalisés et déployés	Nb	8	6	12	6	9	12	12
Indicateur 1.2 - Nombre de correspondants CDE formés	Nb	-	-	10	20	19	15	15

Sources des données :
CDE
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - comptabilisation annuelle des kits d'auto-contrôle réalisés et déployés sur une plateforme
Indicateur 1.2 - comptabilisation annuelle des correspondants CDE formés
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

La rédaction et la diffusion des fiches de « procédures métiers » ou kits d'auto-contrôle favorisent également la montée en compétence des services dépensiers en matière d'engagement. Ces outils pédagogiques sont en effet utilisés aussi bien par le réseau des correspondants du CDE au sein des services que par les gestionnaires comptables.

Par ailleurs, tous les nouveaux correspondants du CDE bénéficient d'une formation initiale de base de 2 semaines sur le contrôle de l'engagement des dépenses. Dix-neuf (19) agents ont ainsi été formés en 2024.

En outre, au quotidien, les contrôleurs du CDE assurent un appui et une assistance juridiques et comptables à tous les services dépensiers et ministères, en amont de la transmission des dossiers pour visa. Pour l'heure, cette activité d'appui n'est pas évaluée.

Enfin, un séminaire est organisé chaque année afin d'animer le réseau des correspondants du CDE, de travailler sur des thématiques spécifiques (les marchés publics, la responsabilité et le rôle des correspondants, le contrôle du payeur…) et de partager les difficultés, les bonnes pratiques et les retours d'expériences. Cette rencontre annuelle consitue une journée d'échange constructif permettant le partage des savoirs et des compétences.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Les actions précitées sont à poursuivre et à adapter, notamment à l'évolution des outils numériques de la chaîne comptable et financière.

2.2.3 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
901 01/961 01 - FINANCES	**23 748 082**	**12 749 254**	**36 497 336**
Organisation de la première journée d'études autour du code des finances publiques (APF)	1 036 396		1 036 396
Organisation de la seconde journée d'études autour du code des finances publiques (Bercy)	3 460 156		3 460 156
Accompagnement pour la création du code des finances publiques	3 187 761		3 187 761
Elaboration d'une première méthode de cotation et d'une annexe au CA 2023 dans le cadre du	3 356 100		3 356 100
Elaboration de brochures d'informations sur le budget 2024 et l'exécution budgétaire 2023	71 447		71 447
Transformation du SI FINANCIER		12 012 804	12 012 804
Urbanisation et évolutions de l'application SBUD	12 636 222	736 450	13 372 672

Pour ce qui concerne le CDE, les actions de simplification des procédures de l'engagement des dépenses et de formation des correspondants du CDE n'ont pas nécessité de crédits complémentaires au budget de fonctionnement du service.

2.3 Programme 901 02/961 02 : informatique

2.3.1 Bilan des orientations stratégiques

Les opérations menées par la Direction du système d'information (DSI) sur l'exercice 2024 s'inscrivent dans le contexte de 3 principaux plans.

Stratégie triennale du système d'information

La stratégie triennale (2022-2024) est orientée autour de trois principes :

- S'équiper d'un socle technique à l'état de l'art ;
- Proposer des services transversaux structurants et facilitateurs ;
- Stimuler les acteurs de l'économie numérique locale et promouvoir les usages innovants.

Schéma directeur stratégique du système d'information et des services numériques de la Polynésie française

Le schéma directeur stratégique du système d'information et des services numériques (SDSSISN) de la Polynésie française a été validée par arrêté n°2378 CM du 14/12/2023. Il propose une vision prospective et stratégique à 6 ans. Il confirme et complète les orientations actées dans la stratégie triennale du système d'information (SI) du Pays 2022-2024 qui porte plus particulièrement les orientations opérationnelles à court terme de la DSI.

Le schéma est construit autour de 5 grands axes stratégiques :

- Axe 1 : Faciliter l'accès aux services publics pour tous les usagers ;
- Axe 2 : Accompagner les agents et proposer des services numériques facilitateurs ;
- Axe 3 : Développer le numérique au service des politiques publiques de la Polynésie ;
- Axe 4 : Stimuler les acteurs de l'économie numérique locale et promouvoir les usages innovants ;
- Axe 5 : Développer l'usage de la donnée et urbaniser le SI du Pays.

Plan sécurisation ANSSI

Ce plan de sécurisation a été initié en 2023 dans le cadre de l'opération France Relance et a donné lieu à un plan de sécurisation du système d'information avec plus d'une soixantaine de chantiers identifiés à réaliser sur une période de trois ans.

Dans ce contexte, la DSI a travaillé sur plus d'une centaine de nouveaux projets différents répartis de la manière suivante :

- 38 projets relatifs aux services métiers (développement de nouveaux téléservices pour les usagers et applications pour les personnels) ;
- 25 projets sur le thème de la sécurité informatique ;
- 6 projets autour de la valorisation de la donnée ;
- 12 projets concernant l'enrichissement de l'offre transversale de la DSI pour les services du Pays ;
- 12 projets concernant la modernisation et la résilience des infrastructures ;
- 9 projets sur les thématiques du respect du RGPD et de la gouvernance.

En plus de ces projets, la DSI assure le maintien en condition opérationnel du système d'information avec plus de 200 systèmes d'information, plus de 300 sites physiques et 5 500 utilisateurs. En termes d'assistance aux utilisateurs et de support, cela a représenté plus de 13 500 demandes traitées sur l'année.

2.3.2 Bilan des réformes

Les services métiers ont poursuivi la ligne directrice communiquée par la DSI qui leur permettait de demander et de défendre les budgets relatifs à leur projet de transformation numérique et de financer des moyens humains aussi bien techniques que fonctionnels pour porter leur projets de réalisation.

Ainsi par ce biais, la DSI, pour l'année 2024, s'est vu dotée d'une trentaine de postes AENP (autorisation d'emploi non permanents) en investissement et a procédé à près de 40 recrutements afin de mener à bien les projets de modernisation du Pays. Cette organisation très souple permet d'adapter ponctuellement les ressources nécessaires à la mise en œuvre de la politique numérique du gouvernement sans pérenniser les emplois.

2.3.3 Bilan des objectifs de performance

La modernisation des outils mis à disposition des personnels de l'administration est inscrite dans l'axe 2 du schéma directeur stratégique. Une des actions concrètes est de rendre plus performant et sécurisé l'environnement de travail des agents.

Dans ce contexte, l'objectif de déployer Microsoft Office 365 et de centraliser la gestion du parc informatique pour tous les agents des services administratifs équipés en 2024 a été atteint grâce à la signature d'un contrat d'entreprise. Celui-ci permet au Pays de fournir une licence à 5 500 agents de l'administration. Les négociations entamées avec l'éditeur ont non seulement permis de réduire de près de moitié le budget initialement prévu, mais ont également apporté des garanties supplémentaires telles que la certification HDS (hébergement de données de santé), la garantie d'une domiciliation des données sur le territoire métropolitain et d'un traitement d'éventuels litiges par les juridictions nationales.

Le nombre de licence réellement déployé a été inférieure aux estimations du fait de difficultés de mises en œuvre :

- Les négociations avec Microsoft et la complexité du contrat n'ont permis une livraison des licences que sur le second semestre
- Le nombre de chantiers en parallèle dont notamment la sécurisation du réseau et la mise en place d'une gestion centralisée du parc avec de nouvelles compétences à acquérir ont mobilisé une bonne partie des effectifs
- Les retards pris sur le marché d'assistance externalisé a également obligé les effectif d'assurer les interventions sur le terrain
- Une réorganisation et une réattribution des licences déjà déployées a été nécessaire mais a été compliquée à mettre en œuvre
- Le nombre de marchés à rédiger et lancer, avec un bureau administratif a effectif constant, a retardé le marché d'acquisition de matériel bureautique ce qui a eu également un impact sur Microsoft 365.

Objectif n°1 : Déployer l'usage de la suite collaborative Microsoft Office 365

Objectif n°1 – Déployer l'usage de la suite collaborative Microsoft Office 365

Le déploiement du RTHD permet de développer l'usage des nouveaux services. L'usage de la suite collaborative Office 365, initiée à l'occasion de la crise Covid-19 pour assurer la continuité de service de l'administration, doit maintenant être généralisée. L'objectif est de déployer la suite à tous les agents des services administratifs en 2024.

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 – Nombre de licences d'Office 365 déployées	Nb	1800	2500	4500	3125	3900	5500	5500

Sources des données :
Tableau de bord SIPF
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - Nombre cumulé de compte Office 365 affectés aux agents
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

La trajectoire de déploiement des licences est actuellement respectée. D'ici juin 2025, tous les personnels de l'administration (avec affectation ou pas d'un ordinateur professionnel) disposeront d'un environnement numérique complet et sécurisé. Ainsi, la dématérialisation de l'ensemble des démarches, y compris RH, sera rendue possible. Le travail collaboratif sera facilité en présentiel, mais également dans le cadre de la mobilité ou du télétravail. Tous les nouveaux postes informatiques sont actuellement déployés avec l'aide d'un système de gestion de parc qui assure l'installation automatique, le déploiement de nouveaux outils en « self-service », le maintien à jour des applications, le chiffrage des disques et garantit l'identité des personnels.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

A cet ensemble déjà très riche de solutions techniques vont être ajoutés des dispositifs facilitant l'accès à distance à nos systèmes d'information en remplacement des solutions techniques historiques de réseaux privés virtuels. La cible est de continuer à renforcer la sécurité du système d'information du Pays tout en améliorant l'expérience utilisateur et en facilitant les usages en situation de mobilité.

- Bilan des impôts et des contributions publiques (DICP)

Objectif n° 1 : Porter l'ambition numérique de réformer les systèmes d'informations fiscaux

Pour la DICP, la révolution numérique a débuté en 2017 avec téléservice fiscal authentifié O'INI e-services, qui permet aux usagers-clients de déclarer en ligne la taxe sur la valeur ajoutée et éventuellement d'en demander le remboursement de crédit, sans avoir à se déplacer à la DICP.

Depuis, l'offre de service s'est enrichie, en 2022, avec la télédéclaration de la contribution de solidarité territoriale des salariés (CSTS), également accessible via 'O'INI e-services.

En janvier 2023, le téléservices fiscal MES IMPÔTS a été mis en ligne avec son adhésion dématérialisée. Cette nouvelle offre permet aux contribuables de consulter leur situation au regard des impôts et taxes gérés par la DICP (échéances, déclarations, paiements), de déposer leurs déclarations, de suivre le paiement de leurs impôts à la Paierie de la Polynésie française et d'éditer leurs avis d'imposition.

Avec ce premier service usant de l'interopérabilité des applicatifs métiers (DICP/Paierie), la poursuite de la transformation digitale demeure une priorité de l'action publique.

Depuis août 2023, un formulaire de contact est venu compléter le téléservices fiscal MES IMPÔTS. Cette nouvelle fonctionnalité permet de répondre aux questions des usagers et de les orienter dans leurs démarches, en privilégiant l'utilisation des téléservices proposés.

En 2024, les travaux de réécriture technique et fonctionnelle du module de télédéclaration de la TVA et de la CSTS ont été achevés. Ce module est désormais intégré à l'environnement de MES IMPOTS.

Objectif n°1 - Porter l'ambition numérique et réformer les systèmes d'information fiscaux

Proposer des e-services aux usagers-clients et obtenir des gains de productivité, d'efficacité et d'efficience

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur IM.26 – Déploiement du chantier de refonte des applications informatiques de la DICP et des téléprocédures (*)	%	27	33	36	33	33	36	45

Sources des données :
Contrôle de gestion de la DICP

Mode de calcul des indicateurs :
> Indicateur IM.26 - Déploiement du chantier de refonte des applications informatiques de la DICP et des télé-procédures : *Cet indicateur mesure l'avancée du déploiement du chantier de refonte des applications de la DICP en vue principalement d'aboutir aux télé-services. Le chantier s'appuie sur la modernisation des applicatifs de gestion fiscale et de recouvrement de la DICP à savoir FISC et RAR et proposera des innovations majeures à destination de l'usager-client dans le programme baptisé PAREO-f (programme d'assiette, de recouvrement et d'e-services des obligations – fiscales).*
Appréhendé dans sa globalité et faisant suite à la réorientation du schéma directeur de l'informatique des administrations financières actée courant 2017, le programme PAREO-f se compose de 11 projets distincts se déclinant comme suit :
- 'O'INI V1 (télédéclaration de TVA) ;
- 'O'INI V2 (CSTS et mandatement) ;
- 'O'INI V3 (télépaiement, IT et IS) ;
- expérimentation décisionnelle ;
- 'O'INI V4 (compte fiscal en ligne) ;
- 'O'INI V5 (mise à jour de situation, téléréclamation, messagerie sécurisée, prise de rendez-vous en ligne(déjà proposé sur le site internet de la DICP))
- refonte de la gestion du recouvrement ;
- refonte de la gestion fiscale ;
- module décisionnel complet ;
- Nati-f ;
- Dématérialisation des ATD.
La feuille de route de PAREO-f prévoit une fin de réalisation en 2024 sous réserve de mis à disposition des ressources nécessaires.
Cet indicateur comprend au dénominateur, le nombre de projets PAREO-f mis en production et au numérateur, le nombre total de projets dans le périmètre de PAREO-f.

Autres commentaires :
Cet indicateur a été réactualisé en 2017 compte tenu de la réorientation du schéma directeur de l'informatique des administrations financières et du lancement en 2017 du nouveau programme de refonte des applicatifs de gestion fiscale et de recouvrement baptisée PAREO-f, programme d'assiette, de recouvrement et d'e-services des obligations – fiscales. Les résultats de 2015 à 2016 concernent le SDIAF.

- *Commentaire et analyse des résultats*

Pour la DICP, outre l'achèvement des travaux de réécriture technique et fonctionnelle du module de télédéclaration, l'année 2024 a été marquée par le démarrage de trois projets d'envergure.

Dans sa première version, le paiement à distance permettra aux usagers de régler en ligne, par carte bancaire, leurs avis d'imposition, créances et télédéclarations. Ce service a également pour but de faciliter le rapprochement comptable et d'améliorer le recouvrement.

En vue du décommissionnement progressif des applicatifs FISC-RAR, les projets de réécriture de l'impôt foncier et de l'impôt sur les sociétés permettront, quant à eux, aux agents de la DICP de saisir ces déclarations sur mesimpots.gov.pf. Grâce à Openfisca, logiciel open source, le moteur de règles sera complété des calculs nécessaires à ces deux impôts.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

La réécriture des impôts gérés par FISC-RAR se poursuivra au cours des prochaines années, et l'offre des téléservices sera progressivement complétée.

A l'aune de l'avancée des projets transverses du SI Financier et de la migration du comptable principal sur SIICLOM, l'intégration et l'adaptation du programme Pareo-f doivent également être anticipées.

2.3.4 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
901 02/961 02 - INFORMATIQUE	**137 729 788**	**56 548 512**	**194 278 300**
Déployer Microsoft 365 pour l'ensemble des personnels du Pays	137 729 788		137 729 788
Au titre des impôts et des contributions publiques			
Réaliser les projets informatiques de généralisation de la télédéclaration, de télépaiement et de mandatement des comptables	0	56 548 512	56 548 512

2.4 Programme 901 03/961 03 : documentation

2.5 Programme 901 04/961 04 : bâtiments du pays

2.5.1 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 : Travaux de réhabilitation des bâtiments affectés au SMG

Objectif n°1 – Travaux de réhabilitation des bâtiments affectés au SMG								
Travaux de réhabiliation de 3 bâti : Présidence, Vice-Présidence et Immeuble Bunker								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 – Nombre de travaux à effectuer sur les bâtiments SMG	NB	Non appréciable	Non appréciable	3	2	2	5	5

Sources des données : *Statistiques du SMG*
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - indicateur permettant de donner des informations sur l'état de santé des bâtiments affectés au SMG
Autres commentaires : *Evaluation de ces indicateurs démarrant à compter de 2022*

- *Commentaire et analyse des résultats*

Le SMG comptabilise au 31 décembre 2024, 10 bâtiments affectés dont 2 faisant partie du parc immobilier dédié au gouvernement et qui représente une superficie disponible de l'ordre de 8 923 m². Seul l'immeuble UUPA est un site d'intervention pour y loger un ministère de la fonction publique, non affecté au SMG.

Les travaux de réhabilitation des bâtiments affectés au SMG ont permis d'optimiser les infrastructures afin de garantir un environnement de travail fonctionnel et sécurisé pour les agents et les usagers.

Les dépenses de fonctionnement, qui comprennent les fournitures et l'entretien courant s'élèvent à 9 447 106 F CFP.

Les dépenses d'investissement, qui comprennent les dépenses non répétitives modifiant le patrimoine, comme l'achat de matériel durable, la construction et les travaux d'infrastructure sont assurés en régie ou externalisés. Au total, 117 chantiers ont été recensés, répartis comme suit : 79 chantiers à la Présidence, 7 chantiers au Bâtiment de la culture, 14 chantiers à l'immeuble Bunker et 17 chantiers concernant le bâtiment de l'ancien gouvernement, le bâtiment CGM, l'atelier de la menuiserie et du garage ainsi que le bâtiment Ex-RFO.

Les actions les plus marquantes sont :

- les études relatives aux travaux de réhabilitation du système de climatisation des quatre bâtiments de la Présidence ont fait l'objet d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec l'EPIC G2P, pour les études d'un montant de 11 941 442 F CFP ;
- le lancement des études pour la mise en conformité de la sécurité incendie des bâtiments de la Présidence d'un montant de 2 424 359 F CFP.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Afin de lancer les travaux de rénovation du système de climatisation pour les quatre bâtiments de la Présidence, une avance de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec l'EPIC G2P a été mandatée pour un montant de 29 531 684 F CFP.

2.5.2 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
901 04/961 04 - BATIMENTS DU PAYS	**18 029 818**	**35 530 094**	**53 559 912**
Réhabilitation des bâtiments affectés au SMG	18 029 818	35 530 094	53 559 912

2.5.3 Les opérateurs participant à la réalisation du programme

L'EPIC G2P, la DEQ.

2.6 Programme 901 05/961 05 : achat de matériels roulant, informatique, de bureau

2.6.1 Bilan des orientations stratégiques

La stratégie triennale 2022-2024 du système d'information prévoit d'industrialiser et de normaliser le parc informatique.

En parallèle, le gouvernement de la Polynésie française met en œuvre une politique visant à promouvoir le télétravail, la mobilité professionnelle, la déconcentration et la dématérialisation. Dans ce contexte, la DSI a ajusté ses orientations stratégiques en matière d'équipement, en augmentant la dotation en ordinateurs portables et en solutions de sécurisation adaptées pour le personnel « mobile ».

Les démarches entreprises avec Microsoft ont permis la mise en place d'un système de gestion centralisée de la flotte, actuellement en cours de déploiement. Ce système permet d'assurer les installations, les mises à jours, les correctifs de sécurités et l'évolution des configurations des 4 000 postes, quels que soient les cas d'usage (intranet, mobilité, télétravail). Ce chantier nécessite l'acquisition de nouvelles compétences par les équipes, ainsi qu'une refonte complète des pratiques en place. Le parc actuel doit être entièrement reconfiguré pour intégrer progressivement ce nouveau système de gestion.

Le résultat attendu est une gestion plus simple et automatisée de la flotte.

Par ailleurs, les études ont été engagées en vue de la mise en œuvre d'une solution de sécurisation des accès externes du Pays, fondée sur le principe du « zero trust ». Son déploiement est prévu pour 2025.

2.6.2 Bilan des réformes

La DSI a inscrit dans sa circulaire d'exécution budgétaire les préconisations en matière de location de photocopieurs.

2.6.3 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 : Développer l'usage en mobilité

Objectif n°1 - Développer l'usage en mobilité								
Cet indicateur permet de mesurer l'équipement en ordinateurs portables des agents de l'administration pour favoriser les usages en mobilité. L'objectif est d'avoir la moitié du parc (2000 machines) en portables.								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nombre de machine remplacée dans l'année	Nb	532	152	1850	850	454	800	2000

Sources des données :
Logiciel de gestion du parc du SI (GLPI)
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - l'indicateur est calculé à partir du nombre d'ordinateurs portables déployés dans l'année enregistrées dans le logiciel de gestion de parc
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

Les acquisitions de l'exercice 2024 ont globalement permis de couvrir les besoins des personnels mobiles. La forte augmentation de la demande en ordinateurs portables ne s'est pas encore manifestée.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

La mise en place des textes encadrant le télétravail n'a pas encore eu de répercussions significatives sur les demandes d'équipement. Il est néanmoins nécessaire d'anticiper une augmentation de ces demandes, car les services de l'administration ont majoritairement initié une réflexion sur sa mise en œuvre.

Il convient également d'anticiper la vague de renouvellement des premières années d'équipement « massif », ce qui entraînera mécaniquement une augmentation des volumes de matériels à acquérir et à déployer.

Objectif n°2 : Piloter le parc informatique

Cet indicateur mesure le niveau de centralisation de la gestion du parc informatique de l'administration dans un logiciel de management de parc (MDM). L'objectif est de gérer la totalité du parc en 2025.

Objectif n°2 - Piloter le parc informatique

Cet indicateur mesure le niveau de centralisation de la gestion du parc informatique de l'administration dans un logiciel de management de parc (MDM). L'objectif est de gérer la totalité du parc en 2025.

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nombre de machine remplacée dans l'année	Nb			5000	10	50	5000	5000

Sources des données :
Logiciel de gestion du parc du SI (GLPI)
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - l'indicateur est calculé à partir du nombre de nouvelles machines déployées dans l'année enregistrées dans le logiciel de gestion de parc
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

De nombreuses difficultés techniques ont freiné le déploiement de la solution. Une prestation réalisée en décembre a permis d'identifier les principales causes de blocage. Le déploiement sera réellement opérationnel en 2025.

L'intégration du parc existant nécessite un travail préparatoire plus conséquent que prévu, notamment en raison de problématiques liées au réseau, à la migration des comptes de messagerie, au transfert des anciens serveurs de fichiers vers un espace Sharepoint, ainsi qu'à la remise à niveau du système Windows sur l'ensemble des postes.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

L'objectif de couvrir l'ensemble de la flotte PC du Pays avec cette solution est particulièrement ambitieux. Il demeure toutefois nécessaire de mobiliser tous les moyens pour parvenir, dans les meilleurs délais, à une couverture totale, condition indispensable pour bénéficier pleinement des avantages attendus.

2.6.4 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
901 05/961 05 - ACHATS MATERIEL ROULANT, INFORMATIQUE, DE BUREAU	**0**	**0**	**0**
Acquisition d'ordinateurs portables			0 0

Le marché de matériel lancé par la DSI en 2024 a été déclaré infructueux du fait de réponses non conformes aux spécifications demandées. A la suite de cet échec, la DSI a engagé une procédure d'achat en urgence. Ainsi, une commande de 300 ordinateurs fixes a pu être réalisée en fin d'année, tandis que celle des ordinateurs portables a été lancée avec des délais de livraison différés.

Les crédits prévus pour l'acquisition d'ordinateurs portables n'ont donc pu être mandatés sur l'exercice 2024.

3. MISSION 902/962 : PERSONNEL

34,4 Mds F CFP
Montant total mandaté au CA 2024

33,1 Mds F CFP
Coût des dépenses de personnel (administration et cabinets)
rémunération et charges

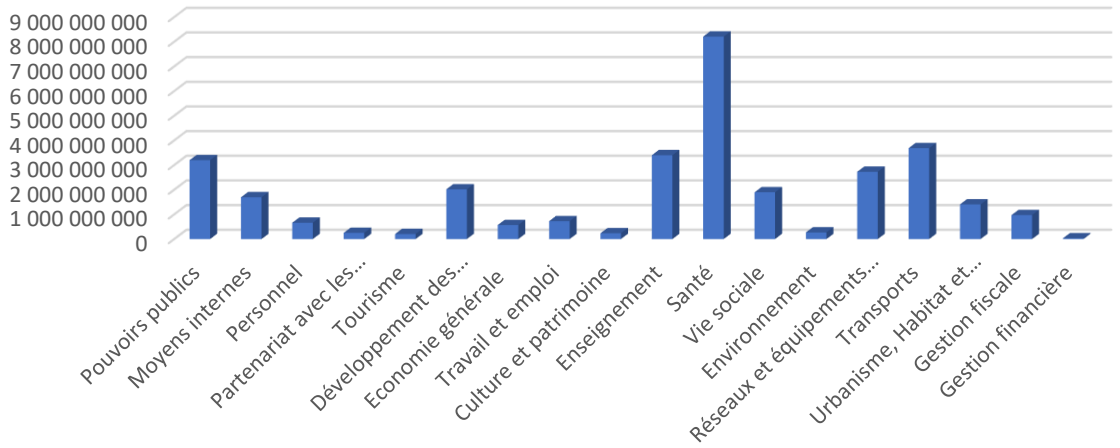
+ 327,5 M F CFP
Coût de la gestion des ressources humaines

663,5 M F CFP
Dépenses de personnel mandatées de la mission
soit 2,06 % sur la masse globale

744,2 M F CFP
Personnels de cabinet

201,8 M F CFP
Membres de gouvernement

Répartition des crédits dédiés au personnel par mission



32,15 Mds F CFP
Coût de la masse salariale de l'administration (services)
toutes missions confondues

Dont :

247,9 M F CFP
Travaux en régie
toutes missions confondues

546,2 M F CFP
Participation de l'Etat – Education (personnel)

5 793
Postes budgétaires du Pays

dont **5 180**
Postes pourvus

4 779
Postes budgétaires de l'Etat pourvus dans l'administration du Pays

3.1 Revue de la politique générale de la mission

La mission regroupe les programmes relatifs aux ressources humaines, à la rémunération et aux charges associées. Ces moyens financiers permettent de couvrir l'ensemble des dépenses liées au management des ressources humaines de l'administration, incluant les rémunérations, les cotisations sociales et autres charges annexes.

Selon le bilan social de l'administration de la Polynésie française pour l'année 2023, les effectifs contribuant à l'activité des services et des établissements publics administratifs s'élèvent à 8 404 agents, parmi lesquels 5 426 sont des fonctionnaires titulaires relevant de la fonction publique de la Polynésie française. Cette structuration des effectifs reflète les enjeux de gestion du personnel et la nécessité d'une allocation optimisée des ressources humaines pour garantir le bon fonctionnement des services publics.

Pour l'exercice budgétaire 2024, une enveloppe globale de 35,6 milliards F CFP a été inscrite pour couvrir les dépenses de personnel, incluant à la fois le budget primitif et les ajustements collectifs. À ce jour, 35,188 milliards FCFP ont été effectivement mandatés.

Valeur (en milliards FCFP)	Crédits inscrits	Crédits engagés	Taux d'engagement	Crédits mandatés	Taux de mandatement
2023	35.003	34.513	98.60 %	34.301	97.99 %
2024	**35.561**	**35.461**	**99.72 %**	**35.188**	**98.95 %**
Variation entre 2023 et 2024	+0.557	+0.947	+1.12 %	+0.887	+0.96%

3.2 Programme 902 01/962 01 : ressources humaines

3.2.1 Bilan des orientations stratégiques

L'année 2024 a été marquée par une transformation majeure avec la fusion de la Direction générale des ressources humaines (DGRH), la Direction de la modernisation et des réformes de l'administration (DMRA) ainsi que la cellule en charge de la rémunération de la Direction du budget et des finances (DBF) pour former la Direction des talents et de l'innovation (DTI). Cette réorganisation a mobilisé des efforts significatifs en matière de préparation et d'accompagnement des équipes, constituant ainsi une priorité pour la DTI.

De plus, les projets menés par l'ex DGRH se sont notamment structurés autour de cinq (5) objectifs redéfinis sur sept (7), reflétant une volonté constante d'améliorer la performance de l'action publique :

1. Promouvoir l'intégrité, la transparence et la responsabilisation au sein de notre administration : rappel des valeurs de la fonction publique, égalité de traitement des agents et des usagers, utilisation responsable et transparente des deniers publics, prises de décision éclairées, etc. :
   - Amélioration des prises de décision via des analyses plus objectives (EEC) ;
   - Mise en production de l'outil Noria RH pour un meilleur pilotage de la masse salariale ;
   - Proposition du budget en personnel pour l'année 2025 ;
   - Poursuite du déploiement des logiciels e-congé et Aravihi au sein des cabinets ministériels.
2. Améliorer les conditions de travail et de bien-être des agents, favoriser l'insertion des travailleurs handicapés :
   - Création du dispositif des astreintes ;
   - Avancée des travaux relatifs au télétravail pour une mise en application en 2025.
3. Développer les compétences et la polyvalence de nos agents pour répondre aux enjeux actuels et futurs de nos services :
   - Mise en place de la promotion professionnelle ;
   - Renforcement de l'offre de formation professionnelle ;

- Création d'un diplôme universitaire pour le parcours d'adaptation initial des lauréats du concours de rédacteur ;
- Publication du plan triennal de recrutement par voie de concours.

4. Simplifier les processus, procédures et modes opératoires, moderniser et dématérialiser les outils de travail, de gestion et de pilotage :
   - Poursuite du développement du SIRH avec la mise en production de Sedit Web 2 ;
   - Paramétrage et mise en production de la plateforme numérique de formation et du module de gestion des talents sous Sedit Web 2 ;
   - Actualisation du référentiel des métiers avec l'ajout de nouvelles fiches ;
   - Optimisation continue des procédures.
5. Favoriser le dialogue social, faire respecter les droits, mais également les obligations de nos agents publics.

En 2024, l'introduction de nouveaux indicateurs et la suppression d'anciens ont permis d'ajuster la stratégie en fonction des nouvelles orientations gouvernementales.

3.2.2 Bilan des réformes

En 2024, les travaux réglementaires ont permis l'adoption des textes suivants :

Lois du pays :

Loi du pays n° 2024-22 du 16 septembre 2024 portant modifications diverses[5] de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française.

Délibérations :

1. Délibération n° 2024-3 APF du 18 janvier 2024 portant indemnisation des agents exerçant leurs fonctions en cas d'évènements impactant l'intégrité du domaine public ou menaçant la sécurité des personnes ou en cas de manifestations publiques ;
2. Délibération n° 2024-31 APF du 6 juin 2024 portant création d'un congé de paternité et d'accueil de l'enfant et dispositions diverses relatives aux congés dans la fonction publique de la Polynésie française ;
3. Délibération n° 2024-30 APF du 6 juin 2024 portant modification de la délibération n° 95-234 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des psychologues de la fonction publique de la Polynésie française ;
4. Délibération n° 2024-96 APF du 17 octobre 2024 relative au télétravail dans le secteur public ;
5. Délibération n° 2024-118 APF du 19 décembre 2024 relative aux astreintes dans la fonction publique de la Polynésie française.

3.2.3 Bilan des objectifs de performance

Orientation stratégique n°1 – Faatura : Diffuser une gouvernance qui nous rassemble : juste, responsable et solidaire

Objectif n°1 : Promouvoir l'intégrité, la transparence et la responsabilisation au sein de notre administration : rappel des valeurs de la fonction publique, égalité de traitement des agents et des usagers, utilisation responsable et transparente des deniers publics, prises de décision éclairées, etc.

[5] Ajout de la catégorie D à l'article 59 relatif au recrutement des TRH, ainsi que création d'un article 60 portant sur l'instauration du congé de paternité.

Objectif n° 1 - Promouvoir l'intégrité, la transparence et la responsabilisation au sein de notre administration : rappel des valeurs de la fonction publique, égalité de traitement des agents et des usagers, utilisation responsable et transparente des deniers publics, prises de décision éclairées, etc. ; transparente, responsable et inclusive								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Centralisation et pilotage des missions RH	%	0%	0%	50%	40%	50%	60%	70%
Indicateur 1.2 - Codification du statut de la FPPF	%	0%	0%	10%	10%	6%	15%	20%

Sources des données :
DTI
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - indicateur calculé à partir de l'outil de gestion de projet de Honouira : taux de réalisation du projet en fonction des activités et tâches complétées
Indicateur 1.2 - indicateur calculé à partir de l'outil de gestion de projet de Honouira : taux de réalisation du projet en fonction des activités et tâches complétées

- *Commentaire et analyse des résultats*

Indicateur 1.1 : L'une des actions majeures menées par la DGRH a concerné la centralisation de la paie. Dans ce cadre, plusieurs ateliers ont été organisés avec les équipes afin d'optimiser les processus et d'assurer une transition fluide. Par ailleurs, la fusion avec la DMRA a été actée, avec une mise en œuvre prévue pour le 1er janvier 2025. Cette fusion a nécessité une réflexion approfondie sur l'organisation et la création de la DTI.

Ces restructurations ont impliqué une refonte des processus des trois directions supports (DGRH, DBF et CDE) afin de garantir une meilleure coordination et permettre à chacune d'exercer pleinement ses missions.

Un exemple concret de cette réorganisation est la reprise par la DGRH de la gestion du statut des marins, auparavant sous la responsabilité du CDE.

En parallèle, la centralisation de la paie de la Délégation de la Polynésie française à Paris (DPF) a également été intégrée au sein de la DTI, consolidant ainsi l'harmonisation des processus de gestion des rémunérations.

Enfin, afin de garantir un suivi optimal de la masse salariale, la DGRH a déployé l'outil Noria RH, qui nécessite encore des mises à jour régulières, principalement en raison de l'évolution de nos processus et de la mise à jour de Sedit Web 2.

Indicateur 1.2 : Actuellement, ce cadre est jugé obsolète et complexe, étant issu d'un ensemble de délibérations, de lois locales et d'arrêtés du Conseil des ministres. Cette fragmentation nuit à la clarté et à l'accessibilité des règles pour les agents concernés. Cependant, pour l'année 2024, aucun avancement significatif n'a été réalisé sur cet aspect en raison d'une repriorisation des projets.

Toutefois, 6 projets de texte sont entrés en vigueur, dont une loi du pays et cinq délibérations. Un projet de délibération a été avorté. Il s'agit du texte relatif à l'organisation du temps de travail dans la fonction publique de la Polynésie française, dont l'examen a été reporté en 2025.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Pour 2025, en matière de **pilotage de la masse salariale**, l'outil Noria RH fera l'objet d'un reparamétrage complet par le prestataire, afin de l'adapter aux évolutions de Sedit Web 2, ainsi qu'aux nouveaux processus internes. Cette intervention visera à stabiliser l'outil, à optimiser ses fonctionnalités et à garantir une meilleure intégration avec les autres systèmes en place.

Sur le plan **juridique,** le règlement intérieur du Conseil supérieur de la fonction publique (CSFP) a été entièrement revu afin de renforcer le dialogue social et optimiser le processus d'élaboration des textes réglementaires.

Désormais, chaque séance du CSFP sera précédée d'une consultation de son Bureau (émanation du CSFP), organe chargé de définir les orientations et les priorités des projets de texte à examiner. Ces textes seront préparés par des commissions spécialisées permanentes (statut général, cadres d'emplois, filière santé) ou, le cas échéant, par des commissions ad hoc (ex. : indemnités de sujétions spéciales). Ces groupes de travail sont composés de techniciens, de représentants de l'administration et des organisations syndicales les plus représentatives. Une fois finalisés, les projets de texte seront soumis au CSFP.

Enfin, une refonte complète du cadre juridique est programmée pour 2025.

Objectif n°2 : Améliorer les conditions de travail et de bien-être des agents, favoriser l'insertion des travailleurs handicapés

Objectif n° 2 - Améliorer les conditions de travail et de bien-être des agents, favoriser l'insertion des travailleurs handicapés

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 - Elaboration et mise en œuvre des outils favorisant la santé, la sécurité et le bien être au travail	%	0%	5%	35%	10%	14%	35%	70%
Indicateur 2.2 - Ecart entre le taux d'emploi réglementaire et le taux atteint en matière de recrutement des travailleurs handicapés (TH)	Nb	obligatoire: 2% atteint: 1,56%	obligatoire: 2% visé : 1,95%	obligatoire: 4% visé : 2,5%	obligatoire : 2% visé : 1,95%	1,94%	obligatoire: 2% visé : 2%	obligatoire: 4% visé : 3%

Sources des données :
DTI
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 2.1 - indicateur calculé à partir de l'outil de gestion de projet de Honouira : taux de réalisation du projet en fonction des activités et tâches complétées
Indicateur 2.2 - indicateur calculé à partir de la DAETH : nombre de TRH / nombre requis

- *Commentaire et analyse des résultats*

Indicateur 2.1 : En 2024, aucune avancée significative n'a été réalisée en matière de santé et sécurité au travail, en dehors du recrutement d'une ingénieure IPRP (intervenante en prévention des risques professionnels), qui a pris ses fonctions en décembre 2024.

Comme prévu, le congé de paternité a été instauré dans la fonction publique, et le texte relatif au télétravail a été adopté par délibération le 17 octobre 2024.

Indicateur 2.2 : Au 31 décembre 2023, le taux d'emploi des travailleurs reconnus en situation de handicap au sein des services s'établissait à 1,95 %. Au 31 décembre 2024, 106 travailleurs handicapés ou assimilés sont employés par le pays. Ainsi, le taux d'emploi s'élève à 2 % dans les services administratifs et à 1,88 % dans les établissements publics administratifs, soit un taux global de 1,94 %, toujours inférieur au seuil réglementaire fixé à 2 %.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Conformément au plan prévisionnel, la promotion de **la santé et de la sécurité au travail** deviendra un axe central dans la réforme du management des ressources humaines. En 2025, une politique de sécurité au travail devra être définie, accompagnée de travaux réglementaires basés sur un état des lieux approfondi. Des travaux législatifs ont commencé.

Afin d'améliorer le taux d'emploi des **travailleurs handicapés** en 2025, la stratégie engagée sera poursuivie et renforcée. Elle repose sur plusieurs leviers :

- Sensibilisation accrue des services et des établissements publics administratifs (EPA) à l'intégration des travailleurs en situation de handicap ;
- Renforcement de la coordination entre tous les acteurs impliqués dans l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés ;
- Déploiement d'outils d'accompagnement à destination des managers et responsables des ressources humaines, incluant la création de supports dédiés et l'organisation de sessions de formation spécifiques.

Objectif n°3 : Développer les compétences et la polyvalence de nos agents pour répondre aux enjeux actuels et futurs de nos services

Objectif n° 3 - Développer les compétences et la polyvalence de nos agents pour répondre aux enjeux actuels et futurs de nos services

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 3.1 - Taux d'avancement du projet de réforme des modalités de recrutement	%	0%	-	20%	20%	38%	50%	60%
Indicateur 3.2 - Taux d'exécution du plan de formation	%	70%	-	70%	58%	60%	70%	80%
Indicateur 3.3 - Taux d'avancement de la réforme des modalités de promotion professionnel	%	0%	-	20%	50%	90%	100%	100%

Sources des données :
DTI
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 3.1 - indicateur calculé à partir de l'outil de gestion de projet de Honouira : taux de réalisation du projet en fonction des activités et tâches complétées
Indicateur 3.2 - indicateur calculé à partir des tableaux de bord interne de la cellule formation (CFO) : Nombre de sessions de formation prévues / nombre de sessions de formation réellement déployées
Indicateur 3.3 - indicateur calculé à partir de l'outil de gestion de projet de Honouira : taux de réalisation du projet en fonction des activités et tâches complétées

- *Commentaire et analyse des résultats*

Indicateur 3.1 : Au 1er semestre 2024, 3 concours ouverts au titre de l'année 2023 ont été finalisés avec les affectations des lauréats stagiaires. À la fin de l'année 2024, 100 % des concours prévus ont été ouverts (11 concours) et organisés jusqu'au forum d'affectation des lauréats. Enfin, les concours ont permis le recrutement de 374 lauréats, en stage pour au plus une année.

De plus, le bilan de cette action révèle qu'aucune modification réglementaire n'a encore été réalisée. En revanche, des rapports de jurys ont été instaurés pour accompagner les usagers lors des prochains concours.

Indicateur 3.2 : L'exécution du plan de formation 2024 a connu une légère progression avec un taux de réalisation de 60 %, contre 58 % en 2023. Sur les 184 sessions programmées, 111 ont été effectuées, totalisant 2 209 actions de formation[6]. Le nombre d'agents bénéficiaires a augmenté, passant de 988 en 2023 à 1 369 en 2024. Des initiatives ont également été mises en place, notamment :

- Le parcours d'adaptation et d'intégration des rédacteurs, sanctionné par un diplôme universitaire, avec un taux de réussite de 90 % ;
- La certification "Cléa Management", destinée à renforcer les compétences managériales ;
- Un investissement financier conséquent, avec un budget alloué de près de 117 millions F CFP.

Indicateur 3.3 : Dès la fin de l'année 2023, des réformes réglementaires sont venues encadrer la promotion interne. Ainsi, en plus de la promulgation de la loi du pays n° 2023-35, l'arrêté CM n° 67 puis la circulaire n° 2778 PR sont venus fixer et préciser les modalités ainsi que les conditions de mise en œuvre de la promotion interne. Les principaux changements concernent le format des grilles d'évaluation pour les phases d'admissibilité et d'admission. En outre, un calendrier type des opérations a été formalisé.

En 2024, le Conseil des ministres a ainsi activé la mise en œuvre de la promotion interne des catégories B vers les catégories A. Trois cadres d'emplois ont été concernés : les rédacteurs vers les attachés d'administration, les techniciens vers les ingénieurs et les assistants sociaux-éducatifs vers les conseillers socio-éducatifs.

24 postes ont ainsi été ouverts à la promotion interne et 5 lauréats ont pu bénéficier de ce dispositif.

- *Actions correctives et perspectives d'évolution*

En matière de concours, l'objectif pour les prochaines années est d'améliorer et de professionnaliser le processus de sélection en :

- Modernisant les épreuves de concours, en les adaptant aux besoins des services et aux exigences des métiers (dématérialisation des concours) ;
- Harmonisant l'organisation des épreuves, lorsque cela est possible, afin de garantir une meilleure lisibilité et accessibilité aux candidats (rapports de jury, note de cadrage, formation et accompagnement des membres du jury) ;
- Réformant les modalités des épreuves de recrutement.

En matière de formation, les efforts seront poursuivis et renforcés à travers :

- La professionnalisation des formateurs, avec la mise en place d'un parcours dédié ;
- La refonte de la réglementation, visant à mieux encadrer et structurer l'offre de formation ;
- Le déploiement d'une gestion dématérialisée du processus de formation, pour optimiser l'accès aux formations et améliorer le suivi des parcours des agents avec le module *formation 'Aravihi*.

En matière de **promotion interne**, des ajustements seront réalisés principalement au niveau des grilles d'évaluation pour les phases d'admissibilité.

[6] L'action de formation est définie comme le suivi par un agent d'une formation. Ce nombre diffère du nombre d'agents formés car un agent peut suivre différentes formations. La session de formation désigne la mise en œuvre concrète d'une action de formation, à une période donnée.

Objectif n°4 : Mutualiser les moyens humains et matériels non seulement en interne mais aussi avec les communes et les services de l'Etat

Objectif n° 4 - Mutualiser les moyens humains et matériels non seulement en interne mais aussi avec les communes et les services de l'Etat								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 4.1 - Réduction de la masse salariale	%	-	-	-	cible : -2,41%	+ 0,96%	cible : -1%	cible : -1%

Sources des données :
DTI
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 4.1 - indicateur calculé à partir des tableaux de bord du logiciel Noria RH : Montant de la masse salariale mandaté au 31 décembre de chaque année sur la mandature

- *Commentaire et analyse des résultats*

Le montant total des crédits alloués à la rémunération et aux charges du personnel de l'administration s'élève à 34,2 milliards F CFP. Sur l'ensemble des crédits inscrits, 34 milliards F CFP ont été mandatés au cours de l'exercice, soit une augmentation de près de 992 millions F CFP par rapport à 2023.

Sur l'ensemble de ces crédits mandatés :

- 33,5 milliards F CFP ont été consacrés à la rémunération du personnel et des charges sociales ;
- 521 millions F CFP ont été consacrés à la couverture des dépenses liées à la médecine du travail, aux frais d'actes et de contentieux, ainsi qu'aux frais de transports, de déplacements et de déménagement.

Par ailleurs, il convient de noter qu'une modification de l'instruction comptable est intervenue en décembre 2024. Depuis le 1er janvier 2025, les honoraires liés à la médecine du travail, les frais de contentieux (hors rémunérations et charges sociales), les frais de transports, de déplacements et de déménagement, ainsi que les indemnités de capital décès ne relèvent plus du programme 962 02 – Rémunération et charges, mais sont désormais imputés au programme 962 01 – Ressources humaines.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Les règles devront être renforcées concernant le gel des postes vacants, la réforme du régime indemnitaire, l'optimisation des maquettes futures (EEC), etc. Un pilotage plus strict devra être instauré, et les états d'information devront être communiqués à chaque acteur afin d'atteindre les objectifs fixés.

Objectif n°5 : Simplifier les processus, procédures et modes opératoires, moderniser et dématérialiser les outils de travail, de gestion et de pilotage

Objectif n° 5 - Simplifier les processus, procédures et modes opératoires, moderniser et dématérialiser les outils de travail, de gestion et de pilotage								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 5.1 - Taux d'avancement du projet relatif à l'acquisition de Sedit Web 2	%	10%	-	80%	-	76%	100%	100%
Indicateur 5.2 : Nombre d'outils complémentaires et interopérables acquis	Nb	2	2	3	-	3	4	5

Sources des données :
DTI
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 5.1 - indicateur calculé à partir de l'outil de gestion de projet de Honouira : taux de réalisation du projet en fonction des activités et tâches complétées
Indicateur 5.2 - indicateur calculé à partir des tableaux de bord du bureau du système d'information des ressources humaines (SIRH) et data (BSI) et nombre d'outil homologué par arrêté CM

- *Commentaire et analyse des résultats*

Indicateur 5.1 : Le projet de modernisation du SIRH poursuit son objectif d'améliorer les échanges dématérialisés entre les services pilotes (DGRH, DBF, CDE, DSI) et les autres services concernés par la gestion des ressources humaines. Les modules *Agent* et *Paie* ont été migrés vers la nouvelle version de Sedit Web 2, marquant une étape importante dans la modernisation du système d'information des ressources humaines. Un accompagnement a été dispensé à l'ensemble des services du Pays. En novembre 2024, le module de gestion des talents a également été déployé au sein de la DGRH. Ce module permet une gestion entièrement dématérialisée des postes de travail dans Sedit Web 2, incluant les fiches de poste, l'organigramme détaillé, et d'autres éléments.

Indicateur 5.2 : En 2024, le module *formation 'Aravihi* a été acquis. L'année a donc été consacrée aux paramétrages des modules *formation* et *évaluation* qui profiteront à l'ensemble des agents de l'administration. Le déploiement du module *formation* est prévu pour 2025, tandis que le déploiement du module *évaluation* est prévu courant 2026.

En plus des modules *'Aravihi*, la solution Noria RH a été ajoutée.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Cependant, des étapes supplémentaires demeurent pour finaliser la mise en œuvre complète du **SIRH**. Il reste à acquérir plusieurs logiciels complémentaires, notamment pour la gestion des formations, l'évaluation des agents et la gestion du courrier numérisé.

En 2025-2026, il est envisagé de mettre en place une interface entre SEDIT Web 2 et *'Aravihi*.

Objectif n°6 : Favoriser le dialogue social, faire respecter les droits mais aussi les obligations de nos agents publics

Objectif n° 6 - Favoriser le dialogue social, faire respecter les droits mais aussi les obligations de nos agents publics								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 6.1 - Nombre de réunion du CSFP	NB	4	-	4	2	4	4	4
Indicateur 6.2 - Réforme des dispositions relatives à la discipline	%	0%	-	50%	98%	98%	100%	100%

Sources des données :
DTI
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 6.1 - indicateur calculé à partir des tableaux de bord du bureau du dialogue social (BDS) : nombre de réunions prévues / nombre de réunions réellement organisées
Indicateur 6.2 - indicateur calculé à partir de l'outil de gestion de projet de Honouira : taux de réalisation du projet en fonction des activités et tâches complétées

- *Commentaire et analyse des résultats*

Indicateur 6.1 : En 2024, les travaux réglementaires ont été programmés selon un calendrier rythmé par quatre Conseils supérieurs de la fonction publique, dont l'un s'est tenu en procédure d'urgence.

Indicateur 6.2 : Les règles encadrant la gestion disciplinaire au sein de l'administration ont été révisées afin de simplifier et d'actualiser le processus. Le texte sera soumis lors du premier CSFP de 2025.

Orientation stratégique n°3 – Faatupu : Développer un marché du travail résilient : diversifié, flexible et innovant

Objectif n°7 : Proposer des parcours d'insertion adaptés aux besoins et aux situations des demandeurs d'emploi

Objectif n° 7 - Proposer des parcours d'insertion adaptés aux besoins et aux situations des demandeurs d'emploi								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 7.1 - Nombre d'apprentis au sein de l'administration du pays	Nb	-	-	1%	1	0	0	1

Sources des données :
DTI
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 7.1 - indicateur calculé à partir des tableaux de bord de la cellule mobilité et recrutement chargée de l'insertion des travailleurs reconnus handicapés (CMR) : nombre d'apprentis prévus / nombre d'apprentis recrutés

- *Commentaire et analyse des résultats*

En 2024, le système d'apprentissage n'a pas pu être mis en place au sein de l'administration du Pays. Les actions prévues n'ont pas été mises en œuvre, principalement en raison de l'absence d'application du dispositif au sein de l'administration. Toutefois, des actions de concertation ont été menées avec le SEFI et le CFPA, permettant d'explorer les modalités de mise en place du dispositif dans le secteur privé.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Pour assurer le déploiement du dispositif d'apprentissage au sein de l'administration, les actions prévues incluent la mobilisation des ressources nécessaires, l'application de la réglementation ainsi que le renforcement des concertations avec les acteurs institutionnels.

3.2.4 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
902/962 01 - RESSOURCES HUMAINES	**496 474 094**	**99 942 370**	**596 416 464**
Refonte du statut : modalités de recrutement au sein de l'Administration	0		0
Continuité de la médecine professionnelle et préventive à l'égard des agents de la fonction publique	19 124 820		19 124 820
Organisation des concours et examens	65 773 753		65 773 753
Organisation des formations de personnel	87 941 328		87 941 328
Gestion de l'avancement et des promotions internes des agents de la fonction publique	267 634 193		267 634 193
Abonnement de Noria RH (outil de pilotage de la masse salariale)	5 000 000		5 000 000
Sedit Web 2 + accompagnement	29 000 000	99 942 370	128 942 370
Aravihi - Formation	12 000 000		12 000 000
Abonnement SIRH ('Aravihi recrutement, mobilité, intégration)	10 000 000		10 000 000

3.3 Programme 902 02/962 02 : rémunération et charges

Point d'exécution du programme Rémunération et charges

en milliers de FCFP	BP 2024	BM 2024 (A)	Réalisations 2024 (B)	Rappel réal. 2023 (C)	Ecarts A-B	Ecarts B-C	Ratios B/A	Ratios (B)/Tot. Budget fct
Investissement								
Total	-	-	-	-	-	-	-	-
Fonctionnement								
962 02 *Personnel*	*33 366 739*	*33 705 831*	*33 817 179*	*32 901 636*	*-111 348*	*915 543*	*100,33*	*17,17*
962 02 *Personnel en Travaux en régie*	*465 365*	*505 414*	*250 627*	*174 345*	*254 787*	*76 282*	*49,59*	*0,13*
Total	**33 832 104**	**34 211 245**	**34 067 806**	**33 075 981**	**143 439**	**991 825**	**99,58**	**17,30**

Hors écriture d'ordre, le programme « Rémunération et charges » représente 17,3 % des dépenses totales de l'exercice, soit 34,068 milliards F CFP contre 33,076 milliards en 2023.

L'augmentation de près de 992 millions de F CFP par rapport à 2023 s'explique principalement par le reclassement rétroactif à septembre 2014 d'environ cinquante agents PNNIM, passant de la 2ème à la 5ème catégorie de la grille des marins, conformément aux décisions de justice (contentieux PNNIM - Arrêts CAAP n° 62 et 64 du 27/06/2024). Ce reclassement représente un coût de 669 millions F CFP.

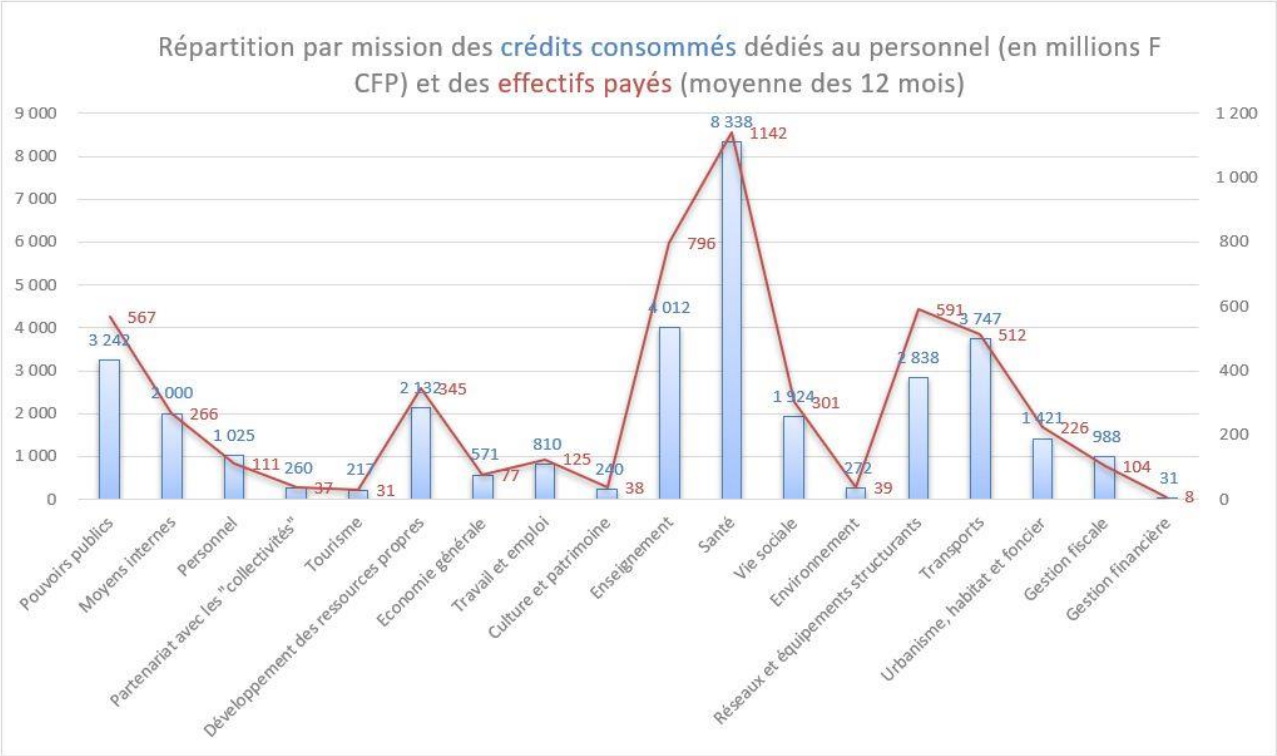
Cette hausse est également due à :

- L'accroissement du nombre d'agents titulaires (+250), à la suite de la titularisation des stagiaires et lauréats de concours ;
- L'augmentation des recrutements à durée déterminée (+144 agents non titulaires) ;
- Les diverses revalorisations effectuées en 2024, majoration de la valeur du point de l'indice des fonctionnaires d'État, revalorisation de la grille indiciaire ENIM, nouveau barème ANFA à l'issue de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation et du SMIG).

Cette hausse est partiellement compensée par les économies réalisées grâce aux départs à la retraite non remplacés (postes gelés d'office), notamment parmi les agents ANFA (-49), les marins et PNNIM (-15).

Ces dépenses sont ventilées aux programmes auxquels sont affectés chaque agent, dénommés « programme de gestion des ressources humaines » ou « programme RH ».

C'est en moyenne 5 316 agents rémunérés sur l'année 2024 dont le coût est réparti selon les missions suivantes :



Il est important de noter que la mission « Personnel » comprend, depuis 2021, les dépenses de personnel non permanent engagé pour une durée supérieure ou égale à 1 an selon le mécanisme des travaux en régie. Depuis 2022, cette mission comprend également celles générées par le recrutement pour travaux en régie de personnel non permanent engagé par la direction de l'équipement pour une durée inférieure à 1 an.

Le coût du personnel recruté en travaux en régie en 2024, s'élève à 250,627 millions F CFP contre 174,345 millions F CFP l'an passé.

4. MISSION 903/963 : PARTENARIAT AVEC LES COLLECTIVITES

29,9 Mds F CFP
Montant total mandaté au CA 2024

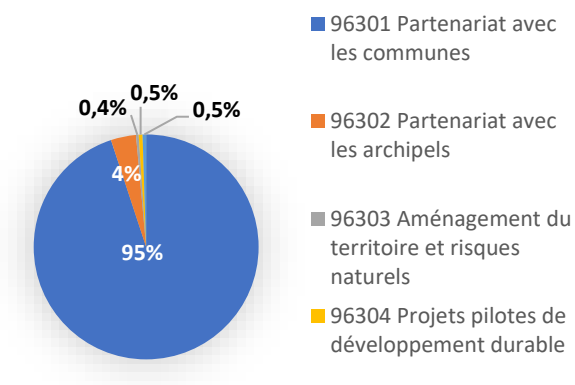
27,3 Mds F CFP
Dépenses de fonctionnement mandatées

2,6 Mds F CFP
Dépenses d'investissement mandatées

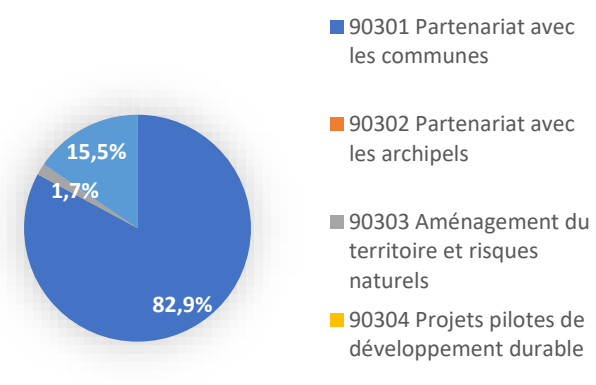
250,3 M F CFP
Dépenses de personnel mandatées
soit 0,78 % sur la masse globale

2,1 Mds F CFP
Mandatés au titre des subventions d'investissement aux communes

Répartition des dépenses de fonctionnement par programme



Répartition des dépenses d'investissement par programme



22,86 Mds F CFP
Mandatés au titre du Fonds intercommunal de péréquation

964,3 M F CFP
Mandatés au titre de la continuité territoriale des archipels

E.G.A.T. Etablissement de Gestion et d'Aménagement de Teva

150 M F CFP
Mandatés au titre de la subvention de fonctionnement à l'EGAT

4.1 Revue de la politique générale de la mission

- Bilan des ressources marines

Les lagons, soumis à des pressions de plus en plus fortes d'origine tant anthropique que naturelle, requièrent une attention soutenue et urgente. Les activités humaines telles que la pêche intensive, la pollution et l'urbanisation, associées aux phénomènes naturels comme le réchauffement climatique et l'acidification des océans, fragilisent ces écosystèmes uniques. Cette combinaison de facteurs met en péril la biodiversité marine, la qualité des eaux et les services écosystémiques fournis par ces milieux. Il est donc impératif de mettre en place des mesures de protection adaptées pour préserver la santé de ces zones sensibles.

Le gouvernement privilégie une gestion réfléchie et juste des ressources marines, afin de concilier la productivité des lagons et le bien-être des communautés. Par ailleurs, l'exploitation durable des ressources marines, fondée sur le respect des savoirs traditionnels et des modes de vie locaux, reste une priorité essentielle pour les autorités, du fait de sa meilleure adéquation avec le contexte local et de son acceptation par les populations.

Ainsi, le partenariat avec les collectivités joue un rôle clé dans l'aménagement durable des activités maritimes. Il a pour objectif de soutenir le développement économique tout en assurant une autonomie alimentaire.

- Bilan des grands projets de Polynésie (G2P)

L'établissement public industriel et commercial « Grands projets de Polynésie » est le principal outil à disposition de la collectivité pour mener une politique générale de grands travaux. Depuis plusieurs années, il s'est vu confier notamment la conception et la réalisation du Pôle de santé mentale Jean Prince, de l'espace scénographique de Papeari et du lotissement aquacole ARUHOTU à Faratea.

Pour 2024, G2P a reçu en maîtrise d'ouvrage déléguée la réalisation de projets en lien avec les prochains Jeux du Pacifique en 2027 qui vont se dérouler à Tahiti.

L'EPIC est également chargé de constituer, d'entretenir et de valoriser une réserve foncière dans l'attente de la définition d'un programme d'équipement ou d'aménagement à vocation collective.

L'entretien des sites confiés ou transférés à G2P dans l'attente de développement de grands projets est financé par la moitié du produit de la taxe affectée sur les grands travaux et routes (TSGTR).

- Bilan de l'Etablissement de gestion et d'aménagement de Teva (EGAT)

Les investissements dédiés à la réhabilitation des infrastructures et à l'amélioration de l'offre :

- Les études d'avant-projet pour la construction des vestiaires et sanitaires ont été finalisées fin 2024 ;
- Le programme d'arrosage automatique sera intégré, dès 2025, à un projet plus ambitieux de réhabilitation et de remodelage complet du parcours, avec des travaux prévus sur 2025 et 2026 qui visent à soutenir nos objectifs de croissance de l'activité et d'amélioration de la rentabilité. Ils s'inscrivent dans la continuité des actions engagées concrètement depuis 2019, qui ont pour but :
    - L'amélioration des conditions d'exploitation du golf ;
    - La démocratisation de la pratique du golf.

- Bilan des circonscriptions administratives

Le partenariat avec les circonscriptions administratives vise à renforcer le développement des archipels, notamment dans les zones insulaires ou dispersées.

En effet, l'éclatement de la Polynésie française rend ce partenariat d'autant plus indispensable pour améliorer la vie quotidienne des populations et les communes doivent pouvoir s'appuyer sur les circonscriptions administratives qui assurent dans le cadre de la déconcentration administrative un service public de proximité.

4.2 **Programme 903 01/963 01 : partenariat avec les communes**

4.2.1 Bilan des orientations stratégiques

Dans le prolongement de l'année précédente, 2024 a été illustrée principalement par le maintien du partenariat financier d'importance du Pays aux côtés des communes en matière d'investissement pour leur développement. Il s'agit plus particulièrement :

- De la signature au mois de juillet du nouveau contrat de développement et de transformation 2024 – 2027 dédié aux investissements communaux en matière de services publics environnementaux (assainissement en eau potable, assainissement des eaux usées et Déchets) marquant la volonté partagée de l'Etat et du Pays de maintenir les efforts financiers dans la continuité des précédents contrats ;
- De la forte impulsion budgétaire introduite par la Polynésie française d'un montant de près de trois milliards F CFP, dédié à l'important projet de mise en œuvre par la communauté de communes de Teporionu'u de la première tranche de ses travaux de réseau de collecte des eaux usées (voir développements en commentaires des objectifs 1 et 2 ci-après).

Ce financement exceptionnel en matière d'assainissement a donné lieu à un montant total annuel des octrois examinés favorablement par le conseil des ministres (entre le 1er janvier et le 31 décembre 2024) de plus de 4,5 milliards F CFP, ce qui représente un montant inédit.

En complément, la signature des premières conventions entre le Pays et les communes volontaires sur les Fare Ora est venue traduire l'attention particulière portée par le gouvernement en faveur de l'amélioration de l'accès de tous à un service public de meilleure qualité, plus efficient et dans une dynamique de proximité renforcée en termes d'objectifs.

De la même manière, la tenue de conseils des ministres délocalisés tout au long de l'année a également contribué à asseoir l'ouverture au dialogue souhaitée par le Président et son gouvernement, dans un esprit de partage et de relations de proximité.

Enfin, une attention particulière a été portée aux besoins et demandes des élus communaux en termes de modalités d'exercice de compétences statutaires à partager de manière complémentaire entre les communes et le Pays. Cet exercice, unique sur le territoire national puisque le statut d'autonomie de la Polynésie française lui est propre, n'est pas aisé mais le dialogue doit se poursuivre ainsi que les moyens mis en œuvre pour que ces différents chantiers puissent prospérer dans une dynamique de collaboration constructive entre le monde communal et les instances du Pays.

4.2.2 Bilan des réformes

1. La loi du pays n°2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes a été modifiée pour, notamment, intégrer les EPL.

   Les sociétés publiques locales (SPL) sont des sociétés anonymes constituées par des collectivités territoriales et reposant sur l'actionnariat public.

   En l'état actuel de la règlementation locale, les SPL ne font pas partie des bénéficiaires du monde communal éligibles aux concours financiers du Pays en investissement et régis par la loi du Pays n°2010-14.

   En effet, elles n'y sont pas citées explicitement à l'instar des communes ou de leurs groupements, ou encore comme les SEM communales dans la LP n°2017-32.

   Afin d'intégrer les SPL dans le dispositif du concours financier en investissement régis par les dispositions de la LP 2010-14 et de respecter ainsi le principe d'égalité de traitement entre toutes les entités issues du monde communal, il a été ajouté dans les dispositions de la LP 2017-32 précitée, la dénomination générale d'« entreprise publique locale associant des communes » pour que puissent être prises en compte à la fois les SEM et les SPL.
2. Des travaux interministériels sur l'ensemble des textes touchant aux modalités de partage des compétences statutaires entre le Pays et les communes ont eu lieu (études sur la compétence de traitement des déchets ménagers quant à une possible reprise par le Pays, Fare Ora …) ;

3. La réforme des textes concernant le service de la Délégation pour le développement des communes (DDC) bien qu'engagée n'a pu aboutir en 2024 et est reportée sur 2025 avec plusieurs chantiers dont notamment la dématérialisation des démarches et du suivi des dossiers communaux. Ce chantier sera engagé en 2025 pour s'achever en 2026.

4.2.3 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 : Une politique volontariste de soutien des investissements communaux

Objectif n°1 - Une politique volontariste de soutien des investissements communaux								
Maintenir le niveau élevé de participation du pays aux investissements communaux								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Montant des octrois financiers du pays au profit des projets communaux (tous dispositifs confondus)	F CFP	3 625 242 208	2 715 851 340	5 631 000 000 000	4 472 000 000	4 454 389 082	3 774 000 000	2 500 000 000
Indicateur 1.2 - Taux de participation du pays aux investissements communaux	%	44,37%	28,00%	45%	60,50%	58%	45,00%	45%

Sources des données :
Tableaux de bord annuels DDC - Subcom - FBO
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - montant des octrois financiers d'investissement accordés par arrêtés du CM au 31 décembre de l'année cible - tous dispositifs confondus (DDC, CRSD, CDP, CDT, Abris).
Indicateur 1.2- le taux de participation du Pays aux investissements communaux est obtenu par le montant des subventions validées en CM sur année cible rapporté au coût total TTC des opérations financées.
Autres commentaires :
Indicateur existant sur les années précédentes mais dont le mode de calcul a été modifié. En effet, tous les octrois par le CM sont désormais comptabilisés quel que soit le dispositif concerné (financement exclusif DDC ou convention Etat - Pays - communes). Les données par année sont actualisées en conséquence.

- *Commentaire et analyse des résultats*

Le développement des communes de la Polynésie française constitue une priorité stratégique pour le Pays, particulièrement en faveur des archipels éloignés où les infrastructures et services publics nécessitent un soutien accru.

Dans cette optique, la politique de soutien aux investissements communaux vise à doter les collectivités locales des moyens financiers indispensables à la réalisation de projets structurants, améliorant ainsi le cadre de vie des populations locales.

Pour l'exercice 2024, les financements par le Pays se sont principalement concentrés sur deux dispositifs :

- Les interventions directes via la Délégation pour le développement des communes (DDC) : un financement direct du Pays initié par l'article 54 de la loi organique statutaire, doté d'une enveloppe annuelle fixe de 1,45 milliard F CFP, reconduite ces dernières années et répartie entre plusieurs sous-secteurs dans les domaines de compétence des communes ;
- La convention relative aux bâtiments publics pouvant servir d'abris de survie : un dispositif visant à protéger les populations des Tuamotu contre les événements météorologiques majeurs, en construisant ou rénovant des bâtiments publics aux normes para cycloniques.

Les indicateurs de suivi de cet objectif sont :

- **Indicateur 1.1** : Montant total des financements octroyés aux communes, reflétant l'effort budgétaire consenti par le Pays en faveur des collectivités locales. Cet indicateur n'inclut pas la quote-part annuelle du Fonds intercommunal de péréquation (FIP), qui représente une ressource dédiée directement aux budgets communaux de fonctionnement et d'investissement, via les recettes fiscales du Pays et une contribution de l'État.

L'exercice 2024 n'a connu aucun octroi de financement du Pays au titre du Contrat de redynamisation des sites de défense (CRSD) ni au titre du Contrat de développement et de transformation (CDT), contrairement aux années précédentes.

- **Indicateur 1.2** : Taux moyen de participation du Pays au financement des projets communaux, évaluant le niveau de cofinancement assumé par le Pays.

Selon le **projet annuel de performance (PAP) 2024**, les prévisions budgétaires initiales fixaient le montant total des octrois à **5 631 000 000 F CFP**, avec un taux moyen de participation du Pays estimé à **45 %**.

Analyse des résultats - indicateur 1.1 : Montant des financements octroyés

A la fin de l'année 2024, le montant total des concours financiers octroyés s'élève à 4 454 389 082 F CFP, chiffre record jamais atteint. Celui-ci résulte de l'important financement du projet d'assainissement porté par les communes de Papeete, Pirae et Arue au sein de la communauté de communes Teporionu'u.

Cette réalisation exceptionnellement élevée représente néanmoins 79 % des prévisions initiales. Pour rappel, il s'agit des octrois de financements actés par le conseil des ministres entre le 1er janvier et le 31 décembre indépendamment des dates de programmation ou d'engagement comptable.

Cette réalisation moindre de 1 176 610 918 F CFP est liée au nouveau contrat de développement et de transformation dédié aux investissements communaux pour la période 2024 – 2027 (CDT 2).

En effet, le CDT 2 a été entériné par la délibération n° 2024-54 APF du 20 juin 2024 et signé des partenaires le 23 juillet 2024. Le tout premier appel à projets a été lancé le 29 juillet pour une date limite de dépôt de dossier au 30 septembre.

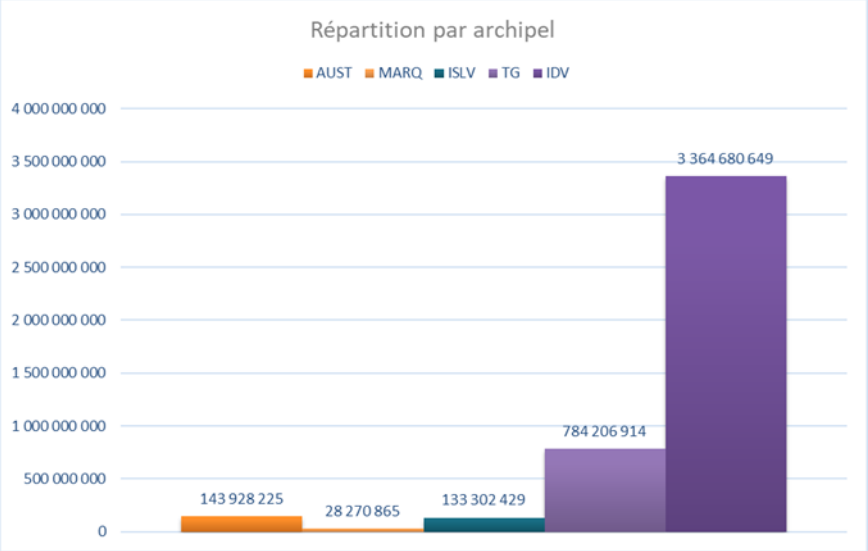
Le premier comité de pilotage de programmation au titre de 2024 a été réuni le 5 décembre 2024.

La programmation actée le 5 décembre 2024 ne permettant pas la sortie des arrêtés avant le 31 décembre, ces derniers seront valorisés sur le prochain exercice et sont donc déduits de la prévision.

De manière plus générale, le dispositif de la DDC a permis en 2024 l'octroi de 87 arrêtés de concours financiers, représentant un montant total de 4 302 385 252 F CFP.

En complément, la convention des abris a permis l'octroi de 5 arrêtés de concours financiers pour un montant de 158 389 730 F CFP.

Répartition des octrois sur les différents archipels

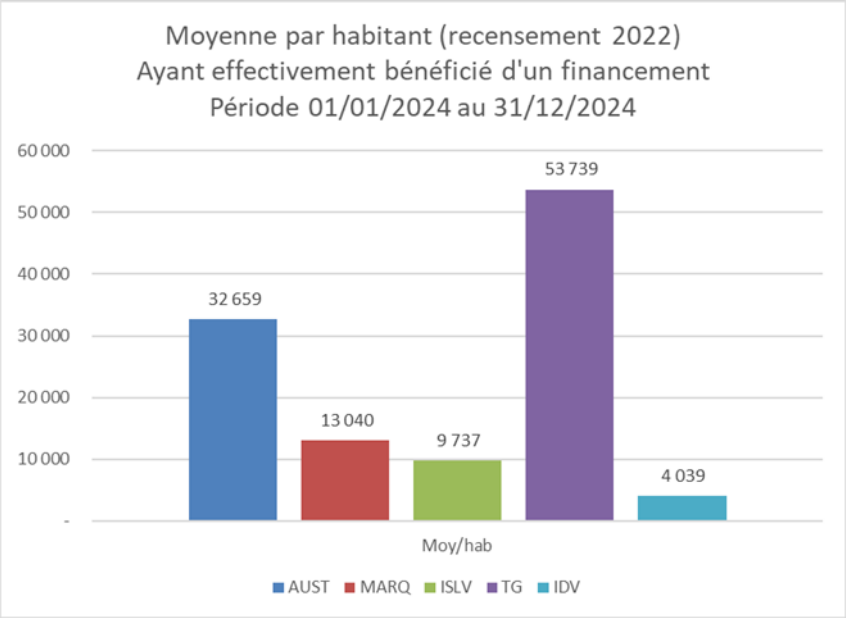


La répartition des financements par archipel en 2024 en montant total en F CFP traduit une prédominance des Îles-du-Vent (IDV), qui totalisent 3 364 680 649 F CFP, en grande partie en raison du financement exceptionnel de la communauté de communes de Teporionu'u pour l'assainissement collectif de Papeete, Pirae et Arue.

Néanmoins, les financements octroyés en 2024, par habitant, et par archipel (*tous dispositifs confondus : DDC, CDT, Abris* …), met en lumière un investissement par habitant à la hauteur des enjeux de développement de nos îles les plus éloignées (voir graphique ci-dessous).

Ainsi, si l'archipel des Îles du Vent concentre les montants les plus significatifs, la répartition du montant annuel par habitant révèle une tendance inverse. Le montant investi par habitant est plus élevé aux Tuamotu (53 739 F CFP par habitant) ou aux Australes (32 659 F CFP par habitant) et dans une moindre mesure, aux Marquises, que sur les communes du centre de Tahiti (4 039 F CFP pour les IDV).

Cette tendance se maintient d'année en année. Le tableau ci-dessous présente la répartition des financements par habitant, en excluant les groupements de communes (EPCI) afin d'éviter les doubles comptages.



Analyse des résultats - 1.2 : Taux moyen de participation du Pays

L'indicateur 1.2, mesurant le taux moyen de participation du Pays aux investissements communaux, atteint 58 % au RAP 2024, dépassant la prévision de 45 % établie dans le PAP 2024.

Cette augmentation s'explique par deux facteurs :

1. Le financement exceptionnel dans le cadre de l'assainissement des eaux usées (AP 2023 de 4 milliards F CFP): Un concours financier de 2,7 milliards F CFP a été octroyé à la communauté de communes de Teporionu'u, avec un taux de participation du Pays atteignant 60,87 % (ceci en complément d'un octroi effectué sur le CDT1 de 2023) ;
2. Le report de l'enveloppe prévisionnelle du CDT2 (2024) à l'année n+1. En effet, le report sur 2025 des octrois par le conseil des ministres au titre de la programmation 2024 du CDT2 a également impacté cet indicateur. Ce report est normal et se justifie par la tenue du premier comité de pilotage de programmation en décembre 2024.

En définitive, ces facteurs ont conduit à une concentration des données de 2024 sur des opérations relevant principalement du dispositif DDC, dont les taux de participation sont généralement plus élevés qu'au CDT, ce dernier relevant de cofinancements Etat et Pays.

En somme, cette hausse du taux de participation du Pays traduit à la fois l'impact d'un financement exceptionnel sur un projet structurant et les effets d'un décalage de programmation budgétaire.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

- **Stabiliser les engagements financiers de l'État**, et optimiser le niveau de satisfaction des demandes de financements instruites favorablement ;
- **Maintenir les efforts d'accompagnement des communes**, pour optimiser leurs dossiers et les inciter à accéder aux financements extérieurs (cofinancements) ;
- **Favoriser une plus grande responsabilisation des porteurs de projets**, notamment via une meilleure anticipation budgétaire et un suivi rigoureux de l'exécution des projets, plus particulièrement en incitant la mise en place de leur plan pluriannuels d'investissements (PPI).

Objectif n°2 : Soutenir la mise en œuvre par les communes et les groupements de communes de leurs compétences environnementales

Objectif n°2 - Soutenir la mise en oeuvre par les communes et les groupements de communes de leurs compétences environnementales								
Concentrer une part essentielle des octrois financiers du pays au financement des investissements communaux dédiés aux services publics environnementaux (AEP AEU DECHETS)								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 - Montant des octrois financiers accordés par le conseil des ministres au profit des projets d'investissement communaux en matière de compétence environnementale (AEP AEU et DECHETS)	M FCP	1 844	961	4 000	2 800	2 800	1 850	1 000

Sources des données :
Serveurs comptables - tableaux de bord & application informatique DDC - conventions Etat - Pays - communes
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 2.1- montant des octrois financiers accordés par arrêtés du conseil des ministres au 31 décembre de l'année cible (tous dispositifs confondus càd DDC CDP CDT)
Autres commentaires :
Objectif et indicateurs nouveaux

- *Commentaire et analyse des résultats*

2024 est marquée par la fin du contrat de développement et de transformation dédié aux investissements communaux en matière environnementale (CDT 1 2021-2023) relayé par la signature le 23 juillet, du nouveau contrat pour la période 2024-2027.

Celui-ci s'inscrit dans la continuité du précédent CDT 2021-2023 en déclinant un soutien financier aux communes en matière d'investissement sur les mêmes objectifs :

Forts des résultats très positifs déjà obtenus et conscients des besoins exprimés par les communes sur ces compétences, l'État et le Pays ont décidé de consacrer 7,1 milliards F CFP à la mise en œuvre des services publics environnementaux sur la période 2024-2027. L'office français de la biodiversité (OFB), opérateur de l'Etat, apporte un soutien complémentaire de 1,2 milliard F CFP en matière de développement de l'assainissement collectif et d'alimentation en eau potable.

Le contrat de développement et de transformation 2024-2027, Volet communes, représentera donc au total un volume d'investissement de 9,365 milliards F CFP minimum pour le territoire.

Dans la perspective d'une mise en œuvre rapide de ce nouvel outil de financement, la signature du contrat a été suivie, sans attendre, de la première séance du comité de pilotage, préalable nécessaire au lancement de l'appel à projets 2024 à destination des communes et structures intercommunales dès la fin du mois de juillet.

2024 : une coupe budgétaire de la part de l'Etat prévue au CDT II imprévue

Côté Etat, l'enveloppe CDT2 pour l'année 2024 a fait l'objet d'un plafonnement à 420 191 766 F CFP en fin d'année limitant la programmation (version initiale) de chacune des parties à 409 947 793 F CFP.

Les changements successifs de gouvernements au niveau national et les incertitudes budgétaires ont conduit à un réajustement des priorités de l'Etat, impactant les engagements financiers destinés aux collectivités d'outre-mer. En raison de ces arbitrages, l'enveloppe 2024 prévue dans le cadre du CDT2 a été revue à la baisse.

Par la suite, dans le cadre de crédits complémentaires que l'Etat a pu dégager, la commune de Tubuai a pu bénéficier d'une programmation complémentaire à hauteur de 78 357 206 F CFP (à parité avec le Pays).

La programmation 2024 (validation initiale + opération complémentaire) a donc été arrêtée à une participation maximale de l'Etat de 488 304 999 F CFP au lieu des 888 millions F CFP attendus, soit une baisse d'environ 400 millions F CFP (part Etat uniquement soit 800 millions FCFP si l'on doit considérer également la part du Pays qui est identique en vertu du principe de parité).

Par ailleurs, la **communauté de communes de Hava'i** a sollicité un financement de **770 millions F CFP** pour la **réalisation d'un Centre d'enfouissement technique (CET) de catégories 2 et 3 à Faaroa-Taputapuatea** au titre du CDT de 2024. Cette opération, disposant des autorisations administratives requises, est considérée comme une urgence au plan sanitaire, économique et environnemental, dans un contexte de défis persistants liés à la gestion des déchets à Raiatea.

Afin de compenser l'insuffisance de l'enveloppe 2024 du CDT face aux demandes réceptionnées et instruites favorablement, accentuée par la coupe budgétaire opérée par l'Etat en dépit de ses engagements contractuels, le Pays a décidé d'assurer ce financement, sans l'Etat, via la DDC. Cette prise en charge par le Pays sera inscrite à un collectif budgétaire de 2025 en plus des enveloppes déjà consenties aux communes de sorte que cette inscription n'obèrera pas les moyens dédiés annuellement aux communes.

- Les prévisions initiales de 2024 sont abaissées à 2,8 milliards F CFP en raison de la première programmation au titre du CDT II dont le comité de pilotage a été réuni seulement en décembre 2024 avec pour effet une officialisation des arrêtés d'octroi par le conseil des ministres début 2025.

Par effet, les prévisions de 2025 cumulent les octrois du conseil des ministres au titre des programmations 2024 et 2025.

On peut noter que 2024 demeurera malgré tout empreinte d'un bond exceptionnel, comparativement aux autres années, en raison surtout de l'important octroi du Pays (programmation DDC d'août 2023 avec arrêté du conseil des ministres en mai 2024) au profit du projet d'assainissement de Papeete Pirae et Arue.

En conclusion, cela confirme un soutien financier du Pays et de l'Etat à la hauteur des enjeux environnementaux.

- Sur un autre plan, la faisabilité d'une reprise de tout ou partie de la compétence « déchets » par le Pays constitue un autre chantier d'envergure, lancé en 2023. Celui-ci bénéficie d'ores et déjà d'un soutien technique et financier de l'ADEME et de l'AFD pour la réalisation des premières études préalables.

Les études en cours ne remettent bien évidemment pas en cause les soutiens en investissements qui seront sollicités par les communes et leurs groupements sur les prochaines années.

La remise des derniers livrables est prévue pour le second semestre et fera l'objet d'une restitution des résultats au monde communal par le Pays.

- Parallèlement, les échanges et travaux avec le monde communal se poursuivront sur les évolutions réglementaires et législatives au regard notamment du code général des collectivités territoriales (CGCT) ou des textes touchant aux services publics d'assainissement non collectif (SPANC) et de leur contrôle.

Enfin, le niveau de réalisation par l'Etat de sa part au CDT 2 influera sur les réalisations des exercices à venir.

Objectif n°3 : Protéger les populations les plus vulnérables en cas de survenance d'évènement météorologique majeur

Objectif n°3 - Protéger les populations les plus vulnérables en cas de survenance d'évènement météorologique majeur								
Participer à la construction de bâtiments publics pouvant servir d'abris de survie dans l'archipel des Tuamotu en cas de survenance d'un évènement météorologique majeur (2021 - 2025)								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 3.1 - Niveau d'engagement de l'enveloppe contractuelle du pays	M FCFP	678,30	1599*	2086*	1751	1757	2475	2500
Indicateur 3.2 - Nombre cible de personnes protégées par opération de travaux engagée financièrement (octroi par le Conseil des ministres)	HAB	1298	2227	2293	2732	2732	3660	3761

Sources des données :
Convention des abris Etat - Pays - communes - serveurs comptables et tableaux de bord DDC
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 3.1- Montant, cumulé d'année en année, des financements octroyés par décision du conseil des ministres, à rapporter au montant contractualisé de 3,019 milliards XPF (part Pays) prévue au contrat pour sa durée de 2021 à 2025
Indicateur 3.2- Nombre, cumulé d'année en année, de personnes protégées telles que ciblées par les opérations de travaux (hors études) dont le financement (part pays) est validé par le Conseil des ministres, à rapporter à l'objectif de 8 595 de personnes couvertes résultant de la convention Etat - pays - communes en 2025
Autres commentaires :
Objectif et indicateurs nouveaux, convention officialisée en 2021. Pas de données sur les exercices antérieurs.

- *Commentaire et analyse des résultats*

(*) les données de 2023 et 2024 ont été révisées au titre du présent document.

Modification : ajout des données concernant les opérations sous maitrise d'ouvrage du Pays sur les deux indicateurs (opération de l'infirmerie de Tiputa à Rangiroa en 2023 (réalisé 2023 actualisé en conséquence) et opération de l'infirmerie de Anaa pour les données de 2024 et de 2025).

En effet, en dépit d'un émargement de la part du Pays aux budgets des ministères concernés (santé / éducation) en parallèle des crédits dédiés aux opérations sur bâtis communaux émargeant au budget de la DDC (programme 903.01 et 963.01), cet ajout offre une perspective exhaustive en termes d'objectifs visés par la convention et une visibilité d'ensemble élargie.

I- Au 31 décembre 2024, deux opérations sont réceptionnées depuis le démarrage de la convention en 2024 : l'école de Manihi et l'école de Vahitahi (Nukutavake).

État d'avancement des opérations

Deux opérations réceptionnées

Ecole de Manihi

Ecole de Vahitahi

Les deux opérations sont, à la date du comité de pilotage du 28 octobre 2024, en période de parfait achèvement et en attente de leur certificat de conformité.

Pour rappel les communes bénéficient d'une assistance technique des services de l'Etat, via la Direction de l'ingénierie publique dont la prestation est rémunérée au moyen des études également financées par l'Etat et le Pays.

II- Les octrois par le Conseil des ministres en 2024 se traduisent comme suit :

Bénéficiaire	Intitulé	Pays
Anaa	études préalables à la réhabilitation de l'abri de survie de Anaa	6 861 375
Fangatau	études préalables à la réhabilitation de l'abri de survie existant et la construction d'une extension à usage d'école sur Fakahina	6 427 700
Fangatau	études préalables à la réhabilitation de l'abri de survie existant et la construction d'une extension à usage de locaux de santé sur Fangatau	6 427 700
Hikueru	Reconstruction de l'école primaire de Hikueru aux normes abris	125 859 355
Nukutavake	Etudes préalables à la construction ou la réhabilitation d'un abri de survie à Nukutavake	6 427 700
Hao	Etudes de construction ou réhabilitation d'un bâtiment aux normes abri de survie	6 385 900
		158 389 730

En raison des délais de préparation des dossiers, de la complexité des opérations, des capacités limitées tant techniques que financières des communes et de leurs atolls, et aux contraintes liées à l'éloignement géographique, les COPIL de programmation se tiennent depuis le lancement de la convention, plutôt en octobre voire novembre.

Cela reporte sur l'année N+1 l'officialisation des arrêtés d'octrois par le Conseil des ministres (actes pris en compte pour les indicateurs en raison de leur caractère officiel et de leur fiabilité).

Ainsi, les octrois de 2024 ci-dessus indiqués constituent une mise en œuvre (sauf pour l'opération de HAO), de la programmation validée par le comité de pilotage de fin 2023.

Sur un autre plan, le réalisé en cumulé (2021 à 2024) à concurrence de 1 757 352 391 F CFP se révèle en deçà de ce qui était envisagé car des opérations prévues sur Fakarava et sur Manihi n'ont été programmées que lors du COPIL du 28 octobre 2024 ; les octrois subséquents seront donc valorisés sur 2025.

Fin 2024, la Polynésie française aura engagé 58 % de sa part totale prévue à la convention à hauteur de 3,019 milliards F CFP.

III- Dans la même perspective, 125 personnes protégées (Reconstruction de l'école primaire de Hikueru aux normes abris) se rajoutent aux 2 607 qui étaient déjà couvertes par les travaux financés depuis 2021.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

I- Les opérations programmées par le comité de pilotage réuni le 28 octobre 2024 et à valoriser sur l'exercice 2025 (octrois par le Conseil des ministres) sont les suivantes :

Programmation 2024

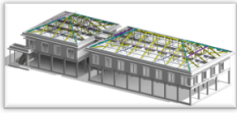
Propositions formulées par le COTECH du 17 octobre 2024

Deux opérations d'études

Hao	A définir	Montant études : 13 444 000 FCFP TTC
Rangiroa / Avatoru	Santé	Montant études : 13 000 000 FCFP TTC

Deux opérations de travaux

Fakarava	Ecole	Montant opération : 790 017 954 FCFP TTC
Anaa	Santé	Montant opération : 460 000 000 FCFP TTC



Soit un budget total des projets de 1 276 461 954 FCFP, dont 1 236 288 868 FCFP subventionnables et 40 173 098 FCPF à la charge des communes.

II- Perspectives :

Lors du dernier comité de pilotage, la nécessité de proroger la convention, laquelle arrive à son terme le 31 décembre 2025, a pu être mise en discussion.

En effet, le calendrier prévisionnel exposé par les services du Haut-commissariat de la République en Polynésie française (Direction de l'ingénierie publique) indique que les projets à programmer seraient a priori envisageables au-delà de 2025 et les projections discutées en comité technique offrent même des perspectives de programmation jusqu'en 2027.

Par ailleurs, lesdits services ont pu opérer une première estimation d'un complément des enveloppes prévues par la convention à hauteur de 2 milliards F CFP. Le Président du Pays et le Haut-commissaire de la République ont pu converger sur une position identique tenant à une nécessaire prorogation de la convention mais également sur la mobilisation de moyens supplémentaires pour atteindre les objectifs fixés à concurrence d'un milliard F CFP pour chacun de l'Etat et du Pays en application du principe de parité.

Ce complément demeurera toutefois assujetti aux arbitrages budgétaires dans un contexte national très contraint en termes de finances. La prorogation par voie d'avenant à la convention semble toutefois acquise.

4.2.4 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
903/963 01 - PARTENAIRIAT AVEC LES COMMUNES	**0**	**2 124 566 302**	**2 124 566 302**
Subventions aux communes		2 124 566 302	2 124 566 302

4.3 Programme 903 02/963 02 : partenariat avec les archipels

4.3.1 Bilan des orientations stratégiques

- Bilan des circonscriptions administratives

Le programme « Partenariat avec les archipels » retrace les actions visant à :

- Proposer et mettre en œuvre la politique des autorités de la Polynésie française en matière d'administration et de développement des archipels, à exécuter les missions des services représentés et accompagner les porteurs de projets et les communes ;
- Assurer la représentation du Président de la Polynésie française et du gouvernement dans les archipels et les actions de partenariat avec l'Etat.

Le programme se traduit sur le terrain par la présence des circonscriptions des archipels, relais du service public aux populations éloignées.

Les objectifs principaux sont :

- Coordonner les actions des services dans les archipels ;
- Consolider la proximité de l'administration avec les usagers de chaque archipel ;

- Représenter le Président et son gouvernement dans les archipels ;
- Favoriser le développement des archipels et améliorer les relations avec l'institution communale ;
- Participer à l'amélioration du service public dans les archipels.

Ces objectifs ont été atteints en 2024 sur la base des indicateurs retenus.

- Bilan des affaires économiques (DGAE)

Le partenariat avec les archipels se matérialise par la prise en charge du coût du fret :

- entre Tahiti et les îles afin d'harmoniser les prix des produits de première nécessité, du coprah, de l'eau embouteillée et de certains matériaux de construction sur l'ensemble du territoire de la Polynésie ;
- des produits fabriqués dans les îles vers Tahiti (artisanat, produits agricoles et transformés).

4.3.1 Bilan des réformes

La DGAE travaille sur l'extension du champ d'application des dispositions de l'arrêté n° 1586 CM du 13 septembre 2023 relatif à la prise en charge du fret de certains produits.

Cet élargissement du dispositif à d'autres produits mettra l'accent sur un aspect plus qualitatif en accord avec les stratégies et actions du Plan climat de la Polynésie française (PCPF). Par exemple, des produits comme les chauffe-eaux solaires, les panneaux solaires thermiques, les vis de fondations et le bois en feuille de contreplaqué, au titre des matériaux de construction à destination du grand public (toute personne morale ou physique de droit privé).

Seront également intégrés, de nouveaux produits destinés au développement de l'agriculture et de l'aquaculture, dans un premier temps uniquement aux professionnels, tels que les kits hydroponiques et aquaponiques, ainsi que les composteurs et les biodigesteurs.

Une redéfinition des désignations du bois transformé dans les îles sera réalisée, afin de mettre le dispositif de prise en charge en parfaite concordance avec la politique de développement de la filière forêt/bois du Pays. Celle-ci vise à valoriser la première transformation du bois dans l'île d'origine, tout en limitant les volumes à prendre en charge.

La DGAE anticipe également le volume global annuel de bois scié dans les îles, à destination de Tahiti ou d'autres îles conjointement avec la Direction de l'agriculture (DAG). Sur la base des premières estimations de la DAG, l'augmentation de la dépense liée à la prise en charge du fret de la production sylvicole représenterait un coût estimé à 154 millions F CFP à terme, d'ici trois ou quatre ans.

4.3.2 Bilan des objectifs de performance

- Bilan des circonscriptions administratives

Il a été proposé de rendre plus cohérents les orientations budgétaires et les financements des objectifs et actions des Circonscriptions (hors fonctionnement général), en les imputant totalement sur le programme 963.02 « Partenariat avec les archipels ».

Les circonscriptions travaillent sur un budget à double imputations 960 et 963. Ainsi pour une plus grande facilité de lecture du document l'intégralité des éléments relatifs à leurs missions figurent au programme 96302.

Le rapport « Bilan des 20 ans de la déconcentration administrative en Polynésie française » établi en novembre 2020 préconise de renforcer les actions de proximité de terrain par :

- l'augmentation du nombre de tournées administratives ;
- le développement de l'utilisation de la langue polynésienne ;
- le renforcement du partenariat avec les communes ;
- le renforcement des compétences pour mieux comprendre et mieux accompagner les usagers des îles ;

- l'amélioration du débit internet.

Objectif n°1 : Animer et coordonner les actions de l'ensemble des subdivisions déconcentrées

Objectif n°1 - Animer et coordonner les actions de l'ensemble des subdivisions déconcentrées								
Coordination de l'action publique des subdivisions par des réunions d'animation et de coordination.								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Au titre de la Circonscription des Australes (CAU) :								
Indicateur 1.1 : Coordonner l'action publique des subdivisions par des réunions d'animation et de coordination	Nb	6	12	12	-	10	12	12
Au titre de la Circonscription des Tuamotu-Gambier (CTG) :								
Indicateur 1.2 : Coordonner l'action publique des services administratifs par des réunions d'animation et de coordination	Nb	7	7	10	7	2	10	10
Au titre de la Circonscription des Iles sous le vent (CISL) :								
Indicateur 1.3 : Nombre de réunions sectorielles et transversales de coordination (actions, déplacements de suivi de projets et de chantiers)	Nb	5	20	24	10	12	25	25
Indicateur 1.4 : Nombre de rencontres et de déplacements avec les subdivisions déconcentrées dans le cadre du suivi de chantiers et des Iles Sous-le-Vent	Nb	10	8	Supprimé du PAP 2024	Supprimé	Supprimé	8	8
Au titre de la Circonscription des Marquises (CMQ) :								
Indicateur 1.5 : Nombre de réunions de la commission de développement des Marquises	Nb	-	3	8	-	3	6	8
Indicateur 1.6 : Nombre de réunions avec l'ensemble des subdivisionnaires	Nb	-	0	2	-	1	2	2
Indicateur 1.7 : Nombre d'actions menées avec les subdivisionnaires	Nb	-	0	10	-	4	4	4

Sources des données :
CAU, CTG, CISL, CMQ (Rapport d'activité)
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - indicateur calculé à partir du nombre de réunions tenues avec les subdivisions de l'archipel
Indicateur 1.2 - indicateur calculé à partir du nombre de réunions de cadrage annuelles avec les services qui ont confié certaines de leurs missions à la CTG
Indicateur 1.3- indicateur calculé à partir du nombre de réunions tenues avec les subdivisions déconcentrées autour d'actions communes, de sujets transversaux et d'action publique
Indicateur 1.4- indicateur calculé à partir du nombre de rencontres et de déplacements avec les services techniques concernés relatifs au suivi de grands chantiers ou de projets de développement du Pays
Indicateur 1.5 - indicateur calculé à partir du nombre de réunions des commissions organisées avec les subdivisions déconcentrées
Indicateur 1.6 - indicateur calculé à partir du nombre d'avis rendus à la demande des subdivisions déconcentrées
Indicateur 1.7 - indicateur calculé à partir du nombre des actions communes menées avec les subdivisions déconcentrées et autres services
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

Suivant l'article 2 e) de la délibération n°2001-72 APF du 5 juillet 2001, les circonscriptions animent et coordonnent les actions de l'ensemble des subdivisions déconcentrées. L'objectif se décline par la tenue de réunions et de commissions sur des domaines spécifiques (agriculture, foncier, équipement, santé …).

Il s'agit de poursuivre l'amélioration de la coordination des actions des services administratifs qui ont confié certaines de leurs missions aux circonscriptions dans le cadre de la déconcentration administrative et de renforcer ces actions au sein de ces archipels.

✓ Bilan de la circonscription des Australes (CAU):

Durant l'année 2024, dix réunions de coordination ont été réalisées. Les dossiers importants de l'archipel ont pu être étudiés lors de ces réunions. Les déplacements des subdivisionnaires ont également été coordonnés lors de ces réunions.

✓ Bilan de la circonscription des Îles-Sous-le-Vent (CISL) :

Il n'y a pas eu de déplacement spécifique de suivi de chantier réalisé en 2024. Pour optimiser les déplacements et les coûts, les visites de chantiers ont été réalisées avec les subdivisions DEQ et DRM à l'occasion de leurs déplacements lors des tournées administratives sur les îles de Maupiti, Huahine et Tahaa.

✓ Bilan de la circonscription des Marquises (CMQ) :

En 2024, une réunion regroupant l'ensemble des subdivisionnaires a pu se tenir afin de présenter la nouvelle cheffe de la subdivision administrative de l'Etat aux Marquises.

Les réunions de la Commission de Développement des Marquises (CDM), qui regroupe les subdivisions déconcentrées dites techniques (DAG, DAF, CMQ, DCA, DEQ, DBS), n'ont pu se tenir que 3 fois dans l'année, faute de temps et de l'incomplétude de certains dossiers transmis ne pouvant faire l'objet d'un passage en CDM. Aussi, dès réception des dossiers dûment complétés, Tavana Hau a été amené à rendre son avis directement, sans saisine préalable de la CDM, afin de ne pas rallonger davantage les délais d'instruction. Par ailleurs, une majeure partie des dossiers habituellement examinés en CDM relèvent des affaires foncières. Or, au cours du 1er semestre de l'année 2024, une baisse du nombre de dossiers présentés par la DAF a été observée. Elle sera suivie par une nette reprise du nombre de dossiers présentés au cours du 2nd semestre.

Les actions menées par ailleurs avec les subdivisionnaires se sont inscrites dans le cadre de l'actualité du moment : dégâts liés aux intempéries, risque de pénurie des hydrocarbures dans l'archipel, pénurie de logements de fonction, préparation des tournées pluridisciplinaires…

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

✓ Bilan de la circonscription des Australes :

Durant l'année 2024, la CAU souhaite maintenir et renforcer les réunions de coordination qui permettent de maintenir un lien transversal entre les différents services, qui naturellement ont tendance à n'avoir d'échanges qu'avec les directions basées sur Tahiti. Ces réunions permettent de maintenir de la cohésion, et de la cohérence, dans les actions de l'administration au sien de l'archipel.

✓ Bilan de la circonscription des Îles-Sous-le-Vent :

Il conviendra d'établir en collaboration avec les subdivisions un calendrier prévisionnel pour permettre l'organisation de déplacements et visites des projets du Pays dans les îles autres que Raiatea.

CISL Indicateur 1.3 : Etablir en collaboration avec les subdivisions un calendrier prévisionnel pour permettre l'organisation de déplacements et visites des projets Pays dans les îles autres que Raiatea.

✓ Bilan de la circonscription des Marquises :

Durant l'année 2024, la CMQ a souhaité maintenir dans la mesure du possible un délai d'instruction raisonnable des demandes soumises à la CDM. Pour 2025, un effort accru sera demandé à l'ensemble de ces membres afin de pouvoir rendre des avis en CDM de manière plus régulière et plus rapide.

Les actions menées avec les subdivisionnaires ont permis de maintenir une cohésion et un lien transversal entre les différents services présents. Cette coordination a été un des facteurs clés ayant permis de mener des opérations de concert garantissant une action cohérente du Pays au sein de l'archipel.

Objectif n°2 : Consolider la proximité de l'administration avec les usagers des archipels

Objectif n°2 - Consolider la proximité de l'administration avec les usagers

Il s'agit de consolider la proximité de l'administration avec les usagers des archipels.

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Au titre de la Circonscription des Australes (CAU) :								
Indicateur 2.1 : Nombre de tournées administratives / an (1 île touchée par tournée)	Nb	4	7	5	7	6	7	7
Indicateur 2.2 : Nombre de services qui participent aux tournées administratives	Nb	3	15	7 à 12	7 à 12	2 à 4	7 à 12	12+
Au titre de la Circonscription des Tuamotu-Gambier (CTG) :								
Indicateur 2.3 : Toucher au moins 28 atolls par voie aérienne par an (sur 34 accessibles)	Nb	31	30	34	32	33	34	34
Indicateur 2.4 : Toucher au moins 5 atolls par voie maritime par an (sur 10 accessibles)	Nb	5	6	8	5	4	10	10
Indicateur 2.5 : Faire participer un maximum de services aux tournées administratives (selon la capacité de transport, plancher : 7 services)	Nb SVC Nb ETAB	10 10	9 11	9 8	9 8	9 7	10 10	10+ 10+
Au titre de la Circonscription des Iles sous le vent (CISL) :								
Indicateur 2.6 : Nombre de tournée administrative organisée	Nb	10	10	10	12	13	12	12
Indicateur 2.7 : Nombre d'entités qui participent (services du Pays et autres entités)	Nb	7 à 14	10 à 16	10 à 12	10 à 13	08 à 13	9 à 14	14+
Au titre de la Circonscription des Marquises (CMQ) :								
Indicateur 2.8 : Nombre de tournées administratives pluridiscplinaires	Nb	2	2	1	2	2	2	2
Indicateur 2.9 : Nombre de services participants aux tournées administratives pluridisplinaires	Nb	10	13	11	17	18	18	20
Indicateur 2.10 : Tournées dans les vallées de Nuku-Hiva, Ua Pou et Hiva Oa	Nb	17	20	10	18	4	40	40

Sources des données :
Base de données de la CAU (voir rapport d'activités)
Statistiques CTG (tableau de suivi des missions)
Statistique CISL-CMQ

Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 2.1 - indicateur calculé à partir du nombre de tournées du Tavana hau
Indicateur 2.2 - indicateur calculé à partir du nombre de service représenté par au moins un agent lors de la tournée du Tavana hau
Indicateur 2.3 - indicateur calculé à partir du nombre de tournées du Tavana hau
Indicateur 2.4 - indicateur calculé à partir du nombre de tournées du Tavana hau
Indicateur 2.5 - indicateur calculé à partir du nombre de service représentélors de la tournée du Tavana hau
Indicateur 2.6- indicateur calculé à partir du nombre de tournée administrative organisée dans les communes et communes associées des ISLV y compris celles de Raiatea (3)
Indicateur 2.7- indicateur calculé à partir du nombre de services du Pays et autres entités (EPA, EPIC et partenaires) représentés par au moins un agent à chaque tournée administrative
Indicateur 2.8 - indicateur calculé à partir du nombre de tournées administratives effectuées sur les îles de Ua Huka, Tahuata et Fatu Iva
Indicateur 2.9 - indicateur calculé à partir du nombre de tournées administratives effectuées par les agents dans les vallées des îles de Nuku-Hiva, Hiva Oa et Ua Pou
Indicateur 2.10 - indicateur calculé à partir du nombre d'usagers reçus au bureau et lors des tournées par les agents de la circonscription

Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

✓ Bilan de la circonscription des Australes :

En 2024, les agents du bureau de développement de la CAU ont assuré des permanences de réception de la population sur les îles de Rimatara, Raivavae. Pour Tubuai et Rurutu, l'accueil est permanent en raison de la présence physique des bureaux de la CAU.

Une première tournée s'est faite en janvier 2024 sur Rurutu et Rimatara. Une seconde tournée a été réalisée en février à Raivavae. Une troisième s'est déroulée en septembre de nouveau à Rurutu et Rimatara.

En octobre, une seconde tournée a été réalisée à Raivavae.

Concernant Rapa, une mission de deux semaines était prévue durant la période de vacances scolaires d'octobre 2024. Cependant, en raison du nombre limité de places, le maire a souhaité le désistement de la CAU au profit de missionnaires de la santé, et du rapatriement de personnes en évacuation sanitaire sur Tahiti.

✓ Bilan de la circonscription des Tuamotu-Gambier :

Il s'agit de renforcer la proximité de l'administration avec les usagers de l'archipel, en assurant une présence minimum dans les 44 îles habitées des Tuamotu Gambier, en priorisant les 10 atolls uniquement accessibles par voie maritime.

Cet objectif a été atteint en 2024 sur la base des indicateurs retenus : 11 tournées administratives et 2 déplacements spécifiques (Tikehau et Anaa) ont été effectués.

Lors des tournées administratives effectuées, 33 îles ont été touchées par voie aérienne, 4 atolls accessibles uniquement par voie maritime ont également été touchés, et 16 entités du Pays et de l'Etat ont participé à certaines de ces tournées administratives (9 services administratifs du Pays, 2 établissements publics, 3 services administratifs de l'Etat, 1 syndicat, 1 association).

✓ Bilan de la circonscription des Îles-Sous-le-Vent :

13 tournées administratives ont été organisées dont une l'a été à l'occasion du Conseil des ministres délocalisé à Huahine pour un montant de 603 177 F CFP.

CISL Indicateur 2.6 : 13 tournées administratives dont une organisée à l'occasion du Conseil des ministres délocalisé à Huahine pour un montant de 603 177 F CFP.

✓ Bilan de la circonscription des Marquises :

Les tournées pluridisciplinaires en 2024 ont été marquées par une augmentation de la participation du nombre de services centraux de Tahiti passant de 13 à 18 services. Cette augmentation pourrait être attribué au film promotionnel réalisé et publié dans le second semestre 2024 ainsi qu'à la campagne de communication menée auprès des services centraux. Il est également à noter que les services de Tahiti ayant participé une première fois aux tournées ont tendance à revenir et à participer aux tournées administratives suivantes.

En revanche, les tournées dans les vallées ont connu une diminution, en raison de sous-effectifs au sein de la CMQ, ce qui ne permet plus d'envoyer deux agents de développement en tournée vallée tout en assurant leur présence au bureau.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

✓ Bilan de la circonscription des Australes :

En 2025, la CAU prévoit une mission sur RAPA au second semestre, car une grande partie des habitants seront en déplacement au premier semestre sur Rimatara, pour le festival des Australes. Par ailleurs, la circonscription prévoit une augmentation du nombre de services centraux participant aux tournées administratives de l'archipel en 2025.

✓ Bilan de la circonscription des Tuamotu Gambier :

L'année 2025 devrait voir la réalisation de 13 tournées administratives et 3 déplacements spécifiques dans l'archipel des îles Tuamotu et Gambier.

✓ Bilan de la circonscription des Îles-Sous-le-Vent :

Pour 2025, des ateliers ou conférences d'information sur les dispositifs d'aides du Pays seront proposés aux établissements scolaires (lycée professionnel, CFPA…) de Raiatea, afin de cibler les futurs porteurs de projets.

- ✓ Bilan de la circonscription des Marquises :

L'ambition pour les prochaines tournées est de les ouvrir aux acteurs du financement de porteurs de projets tels que la SOFIDEP ou encore Initiative Polynésie française.

Depuis le début de l'année 2025, l'ensemble des postes de la CMQ sont de nouveau pourvus, ce qui permettra d'augmenter la fréquence des tournées vallées, passant de 4 à 40 tournées annuelles.

Objectif n°3 : Représentation renforcée du Président de la Polynésie française et du Gouvernement dans les archipels

Objectif n°3 - Représentation renforcée du Président de la Polynésie française et du Gouvernement dans les archipels

Participer aux commissions, comités et autres conseils d'établissement, aux cérémonies officielles.

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Au titre de la Circonscription des Australes (CAU) :								
Indicateur 3.1 : Participation aux commissions & comités	Nb	3	7	8	8	7	8	10+
Indicateur 3.2 : Participation au congrès des Maires	oui/ non	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Indicateur 3.3 : Représentation du Gouvernement aux cérémonies officielles et évènements	%	25%	100%	100%	100%	56%	100%	100%
Indicateur 3.4 : Construction d'une cité administrative regroupant l'ensemble des subdivisions, avec création d'un guichet unique pour les administrés	Etapes	Attribution du marché et esquisse terminée	Etudes	Etudes	Etudes	Tous les bureaux d'étude (5) ont été notifiés	APD / DCE / PC Démarrage des travaux	Travaux en cours
Au titre de la Circonscription des Iles sous le vent (CISL) :								
Indicateur 3.5 : Participation aux commissions et comités	Nb	53	46	25	28	41	28	30+
Indicateur 3.6 : Représentation aux réunions, évènements et cérémonies officielles concernants et interessants l'archipel	Nb	19	16	15	25	52	18	18
Au titre de la Circonscription des Marquises (CMQ) :								
Indicateur 3.7 : Participations aux événements, réunions et entretiens sur Tahiti	Nb	-	15	6	15	5	15	20
Indicateur 3.8 : Participations aux événements, réunions et entretiens sur l'archipel	Nb	-	15	10	30	44	30	30

Sources des données :
Base de données de la CAU
Statistiques internes CISL
Agenda du Tavana hau des Marquises

Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 3.1 - indicateur calculé à partir du nombre de commission et conseil auquel le Tavana hau est membre ou Président, et auxquels il a assité ou a été représenté,
Indicateur 3.2 - indicateur représentant la présence ou non de l'administrateur au congrès des communes
Indicateur 3.3 - indicateur calculé à partir du nombre de cérémonies officielles auquel le Tavana hau ou son représentant a assisté
Indicateur 3.4 - Phases du projet
Indicateur 3.5- indicateur calculé à partir du nombre de commissions, comités et CE auquel le Tavana hau est membre ou Président, et auxquels il assiste ou se fait représenter
indicateur 3.6- indicateur calculé à partir du nombre de cérémonies auxquelles le Tavana hau (ou son représentant) est officiellement convié pour représenter le service, le Gouvernement et le Président
Indicateur 3.7 - indicateur calculé à partir du nombre de participation du Tavana hau ou de son représentant à divers événements, réunions et entretiens sur Tahiti
Indicateur 3.8 - indicateur calculé à partir du nombre de participation du Tavana hau ou de son représentant aux événements, réunions et entretiens dans l'archipel

Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

- ✓ Bilan de la circonscription des Australes :

Indicateur 3.1 : Le Tavana hau, représenté par le Secrétaire général, a été présent ou représenté à sept (7) conseils d'établissement (CE) sur les neuf (9) tenus en 2024.

Par ailleurs, la CAU n'a pas assisté à l'invitation de la commission des installations classées (ICPE) pour un dossier de Raivavae en raison d'une grève.

Indicateur 3.2 : Le Congrès des maires s'est tenu en septembre 2024 à la commune de Tubuai. Par conséquent, aucun budget n'a été engagé pour cette participation, étant donné que le siège de la CAU se trouve à Tubuai.

Le Tavana hau des Australes a répondu présent à cet évènement qui a réuni tous les partenaires institutionnels des communes.

Indicateur 3.3 : En 2024, la secrétaire générale a répondu présente à 56 % d'invitations aux cérémonies officielles et évènements auxquels elle a été invitée. Au total, la CAU a reçu 43 invitations en 2024, dont 22 sur TAHITI. La CAU a répondu présente à 23 d'entre elles (sur Tahiti, Tubuai et Rurutu).

Ces évènements sont l'occasion d'affirmer la présence de l'archipel sur Tahiti et inversement, ou de marquer l'engagement du gouvernement dans sa volonté de renforcer la proximité avec les usagers de l'archipel des Australes.

De nombreuses invitations se déroulant à Tahiti, certains évènements ne sont pas toujours en lien direct avec les missions de la circonscription. Par conséquent la CAU doit prioriser les déplacements en fonction du budget et de la pertinence de la représentation.

Indicateur 3.4 : Afin de proposer un service public plus simple, plus accessible et moderne, et de renforcer la mission de coordination des actions du Pays dans l'archipel, les études du projet de construction de la cité administrative se sont poursuivies durant l'année 2024.

En 2024, trois bureaux d'études supplémentaires ont reçu notification de leurs marchés : Le bureau d'études VRD et aménagements extérieurs, le bureau de contrôle technique et le bureau d'études de coordination sécurité et protection de la santé. Au total 5 322 300 F CFP ont été engagés, s'ajoutant aux 34 660 841 F CFP déjà engagés en 2022 et 2023 pour les bureaux d'études de maîtrise d'œuvre bâtiment et maîtrise d'œuvre géotechnique.

- ✓ <u>Bilan de la circonscription des Îles-Sous-le-Vent</u> :

Indicateur 3.5 : pour un montant de 297 854 F CFP

La circonscription a rencontré des difficultés à participer en présentiel aux différentes commissions, en raison :

- de l'arrivée tardive des convocations ;
- de la tenue de plusieurs conseils d'établissements aux mêmes dates et aux mêmes créneaux horaires ;
- et de l'utilisation plus fréquente de la visio-conférence.

Une participation plus soutenue est toutefois constatée lorsque les CE se tiennent à Raiatea.

A noter : pour la CISL, le congrès des maires est comptabilisé dans l'indicateur 3.6 et non 3.5.

Indicateur 3.6 : pour un montant de 822 872 F CFP

L'arrivée tardive des invitations n'a pas permis une participation en présentiel, en raison des délais et du circuit de préparation comptable des ordres de déplacement du Tavana hau. Lorsque cela est possible la participation est assurée en distanciel.

- ✓ <u>Bilan de la circonscription des Marquises</u> :

Indicateur 3.7 : Les entretiens et réunions sur Tahiti se sont inscrits dans la mise en œuvre de projets de politiques publiques, notamment à travers les évènements suivants :

- Les vœux 2024 du Président de la Polynésie française ;
- Le comité interministériel de décentralisation ;
- Le schéma directeur de la Jeunesse ;
- L'observatoire du transport maritime intérieur ;
- La conférence du service public ;
- Le séminaire des Tavana Hau.

Indicateur 3.8 : Les entretiens et réunions sur l'archipel ont principalement porté sur des dossiers menés en commun avec l'Etat et les communes, parmi lesquels :

- La préparation des jeux des Marquises de décembre 2024 ;
- Les conseils communautaires de la CODIM ;
- Les démarches liées à l'UNESCO ;
- Les commissions de sécurité ;
- La lutte contre les nuisances sonores ;
- La gestion des risques de pénurie d'hydrocarbures dans l'archipel.

A ces entretiens s'ajoutent des visites de courtoisie de la part :

- des services du Pays en mission dans l'archipel (DCA, DAG, DBS, SDT) ;
- de services de l'Etat (directeur pénitentiaire, entrée en fonction de la nouvelle juge de la section détachée du tribunal de Première Instance à Nuku Hiva et de ses greffiers) ;

- et des partenaires au développement tels que l'ADIE et la SOFIDEP.

✓ Bilan de la circonscription des Tuamotu Gambier :

Le Tavana hau n'a pas eu à effectuer de représentation directe du Président et du Gouvernement dans l'archipel des Tuamotu Gambier en 2024.

▪ *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

✓ Bilan de la circonscription des Australes, l'année 2025 prévoit la phase d'avant-projet sommaire et détaillé du projet de construction de la cité administrative, le dépôt du permis de construire et le dossier de consultation des entreprises. Ces étapes permettront d'envisager une date de démarrage des travaux.

✓ Bilan de la circonscription des Marquises, pour 2025, le Tavana hau augmentera le nombre de rencontres avec les chefs de service et les membres du gouvernement afin de faire avancer les dossiers de développement de l'archipel.

Objectif n°4 : Accompagner au développement de l'archipel

Objectif n° 4 - Accompagner au développpement des archipels

Poursuivre les activités de conseil, d'orientation et de soutien des porteurs de projets privés, associatifs ou communaux.

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Au titre de la Circonscription des Marquises (CMQ) :								
Indicateur 4.1 Mise à jour des fiches îles	Nb	-	13	6	6	0	6	6
Indicateur 4.2 : Participations aux réunions communales et communautaires	Nb	-	11	2	8	13	8	8
Indicateur 4.3 : Nombre d'usagers réceptionnés	Nb	5 011	5 000	5 000	2 376	4 375	5 486	6 000
Au titre de la Circonscription des Australes (CAU) :								
Indicateur 4.4 : Fiches îles mises à jour (sur 5)	Nb	5	5	5	5	5	5	5
Indicateur 4.5 : Nombre de communes rencontrées pour conseils et orientation (5)	Nb	4	5	4	5	5	5	5
Indicateur 4.6 : Pourcentage d'usagers reçus et accompagnés dans leurs demandes, ou démarches administratives : à Tubuai	%	47	55	55	55	47	55	55
à Rurutu		26	55	55	55	37	55	55
à Rimatara		3	15	15	15	4	15	15
à Raivavae		13	15	15	15	7	15	15
à Rapa		0	15	0	15	15	15	15
Indicateur 4.7 : Un site internet informe les citoyens via une newsletter et des publications (nombre de publications)	Nb	3 publications d'une newsletter	4	1 publication d'une newsletter	4	Pas de newsletter, ouverture d'une page Facebook	6	6
Au titre de la Circonscription des Tuamotu-Gambier (CTG) :								
Indicateur 4.8 : Fiches atolls mises à jour (44 atolls)	Nb	36	44	44	44	44	44	44
Indicateur 4.9 : Taux d'usagers reçus pour conseils et orientations (plancher = 10%)	%	15%	10%	10%	10%	11%	10%	10%
Indicateur 4.10 : Taux de Tavana reçus pour conseils et orientations (plancher = 90%)	%	93%	91%	100%	90%	84%	100%	100%
Au titre de la Circonscription des Iles sous le vent (CISL) :								
Indicateur 4.11 : Nombre de porteurs de projet et d'usagers reçus et accompagnés dans leurs demandes	Nb	1 946	4 250	2 300	2 600	5 997	2 400	2 400
Indicateur 4.12 : Nombre d'avis rendus sur des dossiers interessants l'archipel	Nb	non inscrit	non inscrit	70	75	145	80	80
Indicateur 4.13 : Nombre de rencontres et de déplacements avec les élus, les représentants du Pays, de l'Etat et autres entités sur des projets , des enjeux majeurs et des problématiques concernant l'archipel	Nb	8	35	14	28	70	15	15

Sources des données :
Statistiques de la circonscription des îles Marquises
Base de données de la CAU
Statistiques de la CTG (tableaux de bord activités, Fiches mises sur Net.pf, agenda CTG)
Base de données de la CISL

Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 4.1 - (Marquises) : indicateur calculé à partir du nombre des fiches archipel, îles et communes mises à jour
Indicateur 4.2 - (Marquises) : indicateur calculé à partir du nombre de participation du Tavana hau ou de son représentant aux réunions du conseil communautaire (CODIM) et des conseils municipaux
Indicateur 4.3 - (Marquises) : indicateur calculé à partir du nombre d'usagers réceptionnés en présentiel
Indicateur 4.4 - (Australes) : indicateur calculé à partir du nombre de fiches mises à jour
Indicateur 4.5 - (Australes) : indicateur calculé à partir du nombre de maire ou élus et agents communaux rencontrés lors d'un entretien, pour accompagnement et suivi des projets communaux
Indicateur 4.6 - (Australes) : Nb d'usagers reçus / Nb total d'administrés
Indicateur 4.7 - (Australes) : Nombre de publications minimum dans l'année
Indicateur 4.8 - (Tuamotu-Gambier) : indicateur calculé à partir du nombre de fichiers mis à jour
Indicateur 4.9 - (Tuamotu-Gambier) : Nb d'usagers reçus / Nb total d'administrés
Indicateur 4.10 - (Tuamotu-Gambier) : Nombre de tavana reçus / Nb total de tavana
Indicateur 4.11 - (ISLV) : indicateur calculé à partir du nombre de porteurs de projet et d'usagers reçus et accompagnés dans leurs démarches administratives
Indicateur 4.12 - (ISLV) : indicateur calculé à partir du nombre de rencontres et de déplacement avec les élus les représentants du Pays, de l'Etat sur des projets des Iles Sous-le Vent et sur des problématiques

Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

✓ Bilan de la circonscription des Marquises :

Indicateur 4.1 : Les fiches par île ont été mises à jour en 2023 à la suite de la publication des données de l'ISPF sur le recensement en 2022. Elles n'ont pas fait l'objet de mises à jour en 2024.

Indicateur 4.2 La CMQ a participé à 13 réunions communales et communautaires (conseils communautaires de la CODIM, réunions UNESCO, réunions de préparation des jeux des Marquises, campagne de recrutement pour la scierie de Toovii, réunions sur les nuisances sonores et le risque de pénurie d'hydrocarbures, réunion avec la DDC et les communes).

Indicateur 4.3 : La CMQ est en dessous du prévisionnel (fixé à 5 000 usagers) en raison de l'arrêt des mesures d'aides à l'emploi par le SEFI dès janvier 2024. L'activité du SEFI n'a pu reprendre pleinement qu'à partir du mois d'août 2024 avec l'annonce des nouvelles mesures mises en place.

✓ Bilan de la circonscription des Australes

Indicateur 4.4 : La mise à jour des données se fait sur les « fiches îles » de la circonscription. Elles sont mises à jour en fonction de la réception d'informations et de statistiques de l'archipel, tout au long de l'année.

Indicateur 4.5 : Lors de chaque tournée et missions dans les îles, une rencontre a systémiquement lieu avec le maire, afin de lui exposer les motifs de la mission et d'échanger sur les différents projets de la commune.

Indicateur 4.6 : L'activité de conseil, d'orientation et de soutien aux porteurs de projets de l'archipel s'élève à 2 004 entretiens réalisés sur la totalité de l'archipel en 2024.

Dans le cadre de l'accomplissement des missions de la circonscription administrative des îles Australes, celle-ci a effectué deux tournées par an sur chaque île excepté Rapa ou la mission prévue au second semestre a été annulée en raison du transport.

Durant ces missions, les administrés sont conseillés, accompagnés, et orientés dans leurs démarches administratives.

Durant les permanences tenues dans les mairies, les questions principales des administrés portaient sur les dispositifs relatifs à l'emploi et à la création d'entreprise. Certains administrés souhaitaient des informations sur l'ouverture et la modification d'une patente auprès de la C.C.I.S.M.

La réception du public sur Rimatara et Raivavae compte respectivement 33 et 65 personnes conseillées en 2024. Soit un total de 98 personnes lors des missions.

Concernant Tubuai et Rurutu, la réception du public est quotidienne étant donné que Tubuai accueille le siège de la CAU, et que Rurutu dispose d'une antenne. Tubuai compte en 2024, 1 036 personnes reçues pour un accompagnement des démarches administratives, et Rurutu compte en 2024, 803 personnes.

Indicateur 4.7 : La CAU n'ayant pas de site internet, un agent en interne a été désigné pour assurer le suivi des publications sur les réseaux sociaux afin d'informer au mieux les administrés.

✓ Bilan de la circonscription des Tuamotu Gambier :

Il s'agit de poursuivre les actions en faveur du développement économique, social, culturel et environnemental de l'archipel.

En 2024, s'agissant du taux d'activité de la CTG en matière de conseils et d'orientations, et de soutien aux porteurs de projets privés, associatifs ou communaux, les objectifs ont été atteints.

✓ Bilan de la circonscription des Îles-Sous-le-Vent :

Indicateur 4.13 : pour un montant de 251 769 F CFP.

De nombreux évènements portant sur des enjeux et problématiques majeurs concernant les Îles-Sous-le-Vent sont organisés à Tahiti. Toutefois, l'arrivée tardive des invitations ne permet pas toujours une participation en présentiel, en raison des délais nécessaires à la préparation des ordres de déplacement du Tavana hau. La participation à ces événements s'effectue alors en distanciel, par visioconférence. La participation en présentiel est privilégiée lorsqu'elle peut avoir lieu sur RAIATEA ou être intégrée aux tournées administratives, afin d'optimiser les déplacements et de mutualiser les moyens.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

✓ Bilan de la circonscription des Marquises :

En 2025, la CMQ reprendra la mise à jour régulière des « fiches îles » de l'archipel, notamment afin de refléter les récents remplacements survenus au sein des conseils municipaux des communes.

L'objectif pour 2025 est de recevoir 5 486 usagers, en s'appuyant sur le déploiement de nouveaux outils et des processus adaptés (ex : démarche proactive mise en place par le bureau de développement pour aller à la rencontre des usagers (réunions publiques, contacts téléphoniques, prospections de terrain par île et par service (par exemple pour le SEFI : mise en place d'un accompagnement accru des demandeurs d'emploi)).

Par ailleurs, la CMQ souhaite renforcer en 2025 sa présence sur les réseaux sociaux et augmenter le nombre d'abonnés à sa page Facebook pour assurer une plus grande communication au sein de l'archipel des actions mises en œuvre et toucher un maximum d'usagers.

✓ Bilan de la circonscription des Australes :

En 2025, la CAU poursuivra la mise à jour régulière des « fiches îles » de l'archipel.

La rencontre avec les maires et les élus se poursuivra également à chaque tournée.

Quant à la réception du public, la CAU accordera une attention particulière à l'île de Rapa en 2025.

Enfin, la CAU va renforcer en 2025 sa communication via les réseaux sociaux pour pallier l'absence de site internet.

Objectif n°5 : Participer à l'amélioration du service public de la Polynésie française dans l'archipel

Objectif n°5 - Participer à l'amélioration du service public de la Polynésie française dans les archipels

Exécuter les conventions de représentations existantes et les actualiser si nécessaire. Mettre en place de nouvelles représentations de services centraux absents dans l'archipel et définir des procédures spécifiques à ces services.

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Au titre de la Circonscription des Iles sous le vent (CISL) :								
Indicateur 5.1 : Nombre de conventions de représentation (Services représentés par la circonscription des ISLV)	Nb	9	10	9	10	9	Supprimé du PAP 2025	supprimé
Indicateur 5.2 : Nombre de rencontres et de déplacements réalisés dans le cadre de représentation (mise à jour, cadrage, feuille de route annuelle, négociation de nouvelle convention)	Nb	10	4	7	10	10	10 et Reformulé dans PAP 2025	12+
Indicateur 5.3 : Fiches de procédure établies par les services représentés et par la circonscription des ISLV	Nb	24	26	25	26	26	Supprimé du PAP 2025	supprimé
Au titre de la Circonscription des Tuamotu-Gambier (CTG) :								
Indicateur 5.4 : Nombre de conventions, relevant des délibérations n°2000-132 APF du 09/11/2000 et n°2001-72 APF du 5 juillet 2001 (à modifier au préalable)	Nb	8	7	11	9	10	11	11
Indicateur 5.5 : Guides de procédures mis à jour par les services représentés	Nb	1	2	11	2	2	11	11
Au titre de la Circonscription des Marquises (CMQ) :								
Indicateur 5.6 : Nombre de conventions de représentation	Nb	10	11	10	10	10	10	12
Indicateur 5.7 : Nombre de dossier instruits	Nb	512	500	212	500	412	500	600
Indicateur 5.8 : Nombre d'actions menées	Nb	6	10	10	20	20	20	25

Sources des données :
CISL, CTG et rapport d'activité de la CMQ

Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 5.1- indicateur calculé à partir du nombre de conventions de représentation effectives des services centraux
Indicateur 5.2 - nombre de rencontres et de déplacements réalisés dans le cadre de représentation des services centraux (mise à jour, cadrage, feuille de route annuelle, négociation de nouvelle convention)
Indicateur 5.3- indicateur calculé à partir du nombre de fiches de procédure établies par les services représentés par convention et par la CISL à harmoniser
Indicateur 5.4- données brutes
Indicateur 5.5- données brutes
Indicateur 5.6 - indicateur calculé à partir du nombre de conventions de représentation officialisées entre la Circonscription et les administrations centrales
Indicateur 5.7 - indicateur calculé à partir de nombre de dossiers instruits par la Circonscription pour le compte des administrations centrales représentées
Indicateur 5.8 - indicateur calculé à partir de nombre d'actions menées pour le compte des administrations centrales représentées

Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

✓ Bilan de la circonscription des Îles-Sous-le-Vent :

Indicateur 5.2 : Les réunions avec les services centraux représentés ou futur service à représenter se sont tenues soit en visio-conférence soit à l'occasion des déplacements et/formation à Papeete afin d'optimiser chaque déplacement.

- ✓ Bilan de la circonscription des Tuamotu Gambier *:*

La réflexion débutée en 2019 tend vers la simplification des textes réglementaires qui régissent la déconcentration administrative dans les archipels.

Cependant, les guides de procédure s'ils existent, n'ont pas été mis à jour.

- ✓ Bilan de la circonscription des Marquises *:*

Indicateur 5.7 : L'écart entre les 500 dossiers prévisionnels et les 412 dossiers réalisés s'explique par l'arrêt des mesures d'aides à l'emploi du SEFI à compter de janvier 2024 et par la mise en place des nouvelles mesures à partir du mois d'août 2024.

Indicateur 5.8 : Les actions menées en 2024 ont eu pour objectif d'accentuer davantage la proximité avec la population et de répondre à ses besoins. A cet effet, une collaboration avec la DTT et le Fonds paritaire de gestion a permis d'offrir à la population la possibilité de bénéficier d'une formation dispensée par une auto-école de Papeete et de passer l'examen du code de la route à Nuku Hiva. Cette action a été très appréciée et il est prévu de la renouveler en 2025 sur Hiva Oa.

Autre action appréciée par la population, le soutien de la CMQ à la campagne de recrutement lancée par la SEBM pour la scierie de Toovii. Les offres d'emploi ont été relayées sur le compte Facebook de la CMQ et des ateliers d'aide à la rédaction de CV et de lettres de motivation ont été mis en place à l'attention des candidats.

Par ailleurs, les trois sessions AQP prévues sur Nuku Hiva, Ua Pou et Hiva Oa ont pu se tenir et des agents de développement ont pu être envoyés en immersion quelques jours dans les services centraux de Tahiti qu'ils représentent aux Marquises.

Des réunions ont également été organisées pour informer :

- le public sur les dispositions relatives aux licences de débits de boissons et sur le bingo ;
- les forains sur l'organisation des festivités du mois de juin ;
- les artisans sur le projet de rénovation du Fare artisanat de Taiohae.

Des réunions de sécurité ont également eu lieu avec la gendarmerie, la police municipale pour la préparation des festivités du mois de juin, les jeux des Marquises ou encore sur les transports terrestres avec la DTT.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

- ✓ Bilan de la circonscription des Îles-Sous-le-Vent :

Indicateur 5.2 : Pour 2025, la représentation d'un nouveau service est prévue à compter de juin 2025.

- ✓ Bilan de la circonscription des Marquises :

En 2025, l'ambition est d'atteindre l'objectif de 500 dossiers instruits et de mener des actions plus ciblées sur les porteurs de projets et les entreprises en capacité de créer de l'emploi via les nouvelles mesures mises en place par le SEFI.

Par ailleurs, depuis le début de l'année 2025, une antenne Fare Ora a vu le jour sur l'île de Tahuata. Tenue par un agent de la circonscription à mi-temps, cette antenne sera amenée à gagner progressivement en puissance au cours de l'année dans l'objectif de permettre à la population de Tahuata d'avoir un premier niveau d'informations sur les formalités administratives, de réaliser des démarches en ligne ou d'avoir des rendez-vous en visioconférence avec différents services centraux.

- Bilan des affaires économiques (DGAE)

Objectif n°1 : Atténuer les disparités tarifaires entre les îles et Tahiti

La prise en charge du fret maritime par le Pays vise à réduire les disparités tarifaires de coût des marchandises entre Tahiti et les archipels. Cette action participe simultanément au soutien du pouvoir d'achat des populations des îles hors Îles-du-Vent (délibération n° 95-118 du 24/08/1995 et arrêtés n° 1586 CM du 13/09/2023, n° 989 CM du 18/09/1995).

Objectif n°1 - Atténuer les disparités tarifaires entre les îles et Tahiti								
Neutraliser les coûts de transport maritime inter-îles de certaines marchandises.								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 – Montant du fret pris en charge	millions F CFP	1 035	-	-	-		1 500	1 211
indicateur 1.2 - Economie réalisée par le consommateur sur l'achat d'un kilo de riz PPN grâce à la prise en charge du fret								
ISLV (hors Maupiti)	%	2,1	2,2	2,5	2,3	2,2	2,5	2,5
Maupiti	%	3,7	3,9	4,0	4,1	3,9	4,4	4,4
AUSTRALES	%	8,8	9,7	10,0	10,2	9,9	11,0	11,0
MARQUISES	%	10,3	11,6	12,0	12,1	11,7	13,0	13,0
TUAMOTU (hors Gambier) (moyenne)	%	9,8	11,0	11,5	11,6	11,2	12,0	9,9
GAMBIER	%	11,1	12,7	20,0	13,4	12,9	14,0	14,3

Sources des données : *Données DGAE.*
Mode de calcul des indicateurs :
sur la base d'un prix moyen d'un kilo de riz PPN à 122 F en 2021, 145 en 2022 et 149 en 2023, du prix réglementaire du fret des PPN, en fonction de la destination, prévu à l'arrêté n° 767 CM du 20 juin 2021 modifié et rapporté au kilo
Autres commentaires :
L'inflation importante sur le prix des produits rend la part du fret moindre dans le cout total, d'où la diminution des indicateurs, et les prévisions de nouveau à la hausse en 2024 en lien avec une éventuelle déflation
La révision à 06/2023 à la hausse s'explique par l'augmentation du cout du fret intervenu fin 2022.

- *Commentaire et analyse des résultats*

Le poids de la prise en charge du fret augmente en raison des revalorisations des tarifs du fret maritime interinsulaire en juillet 2024.

Par ailleurs, l'augmentation des produits pris en charge va conduire à un accroissement des dépenses, notamment concernant les volumes de bois scié en provenance des îles (Marquises et Australes), sans pour autant dépasser la dotation budgétaire actuelle.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

A l'horizon juillet 2025, il sera proposé de limiter la prise en charge du fret inter-îles des eaux embouteillées aux seules bonbonnes de 18,9 litres, sur toute la Polynésie française. Cette mesure tiendra néanmoins compte des orientations du schéma territorial de gestion de l'eau de l'archipel des Tuamotu-Gambier, en cours d'élaboration sous l'égide de la Direction de l'environnement (DIREN).

Cette deuxième extension du dispositif, prévue mi-2025, intègrera également les produits de conditionnement biodégradables, conjuguée à un arrêt progressif de la prise en charge de tous conditionnements en matière plastique.

4.3.3 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
903/963 02 - PARTENARIAT AVEC LES ARCHIPELS	**984 169 584**	**0**	**984 169 584**
Circonscription administrative des Tuamotu-Gambier			0
Organisation de tournées administratives dans l'archipel des TG (avion, catamaran,	11 456 859		11 456 859
Recevoir les usagers et les tavanas pour des conseils et orientations	2 000 280		2 000 280
Circonscription administrative des Îles-sous-le-vent			0
Nombre de réunion sectorielles et transversales de coordination (et déplacement de suivi de projets et chantier d'archipel)	0		0
Nombre de tournée administrative organisée	603 177		603 177
Participation aux commissions, comités et conseils d'établissement concernant les ISLV	297 854		297 854
Participation aux réunions, évènements et cérémonies	822 872		822 872
Nombre de réunions, rencontres et déplacements avec les élus, représentants du Pays, de l'Etat et autres entités sur des projets, des enjeux majeurs et des problématiques concernant	251 769		251 769
Nombre de réunions, rencontres et déplacements réalisés dans le cadre de la représentation des services centraux (réunion de cadrage, feuille de route, application réglementaire, négociation etc…)	0		0
Circonscription administrative des Australes			0
Tournées du Tavana hau dans l'archipel	649 130		649 130
Participation au congrès des Maires	0		0
Représentation du gouvernement aux cérémonies officielles et évènements	957 083		957 083
Circonscription administrative des Marquises			0
Animer et coordonner les actions de l'ensemble des subdivisions déconcentrées	20 000	0	20 000
Consolider la proximité de l'administration avec les usagers des archipels	1 779 172	0	1 779 172
Représentation renforcée du Président de la Polynésie française et du gouvernement dans les archipels	413 936	0	413 936
Accompagner au développement de l'archipel	515 014	0	515 014
Participer à l'amélioration du service public de la Polynésie française dans l'archipel	119 598	0	119 598
Affaires économiques			
Atténuer les disparités tarifaires entre les îles et Tahiti	964 282 840		964 282 840

- ✓ Bilan de la circonscription des Marquises, les dépenses concernent le programme 96005 et le programme 96302.

Pour le programme 960 05 « administration générale », cette dépense porte principalement sur l'accompagnement au développement de l'archipel (réunions communales et communautaires), sur la représentation renforcée du Président de la Polynésie française et du gouvernement dans l'archipel (visites des structures de la CMQ et projet Fare Ora à Hiva Oa et Tahuata), sur la participation à l'amélioration du service public de la Polynésie française dans l'archipel (participation à la conférence sur le service public de 2024).

Pour le programme 963 02 « partenariat avec les archipels », les dépenses portent principalement sur la consolidation de la proximité de l'administration avec les usagers des archipels (tournées pluridisciplinaires sur l'archipel, guichet unique du Fare ora de Tahuata et immersion des agents de la CMQ dans les services représentés de Tahiti).

- ✓ Bilan de la circonscription des Australes, les dépenses sont imputées aux programme 96005 et au programme 96302.

- ✓ S'agissant des circonscriptions des Tuamotu Gambier et Îles-Sous-le-Vent, les dépenses sont imputées au programme 96302.

4.4 Programme 903 03/963 03 : aménagement du territoire et risques naturels

4.4.1 Bilan des orientations stratégiques

- Bilan des ressources marines

L'aménagement des activités maritimes joue un rôle clé dans la réduction des risques environnementaux et la promotion d'une pêche durable. En planifiant rigoureusement l'utilisation des ressources marines, les communautés peuvent limiter les impacts sur les écosystèmes et préserver les stocks de manière durable.

Le Plan de gestion de l'espace maritime (PGEM) et les Zones de pêche réglementée (ZPR) sont des outils stratégiques qui permettent d'organiser l'utilisation de l'espace maritime. Ces dispositifs visent à protéger les écosystèmes tout en soutenant les activités économiques locales, créant ainsi un équilibre entre conservation et développement.

Le PGEM est élaboré à l'échelle locale, en concertation avec les communautés et les autorités, et définit des régulations pour différents usages de la mer, tels que la pêche, le tourisme et la protection de l'environnement. Son objectif est d'assurer une gestion durable des ressources marines et de protéger les habitats naturels. Toutefois, sa mise en place n'a pas été systématique, car elle requiert un processus de concertation long et une gestion administrative complexe. En 2024, le PGEM de Moorea, instauré en 2004, continue de s'ajuster, évoluant vers une réglementation plus claire et mieux adaptée aux enjeux de développement de l'île et à la gestion des ressources disponibles.

En parallèle, les ZPR, de taille généralement plus réduite, sont principalement dédiées à la gestion des activités de pêche, sans couvrir tous les usages de l'espace marin. Dans le cadre du PGEM de Moorea, huit ZPR ont été instaurées afin de réguler les pratiques de pêche en milieu lagonaire, contribuant ainsi à une gestion plus ciblée.

La complémentarité entre ces deux dispositifs permet d'assurer une gestion plus harmonieuse et intégrée de l'environnement marin, en conciliant les différentes activités humaines tout en préservant la biodiversité locale. L'engagement croissant des collectivités envers ces mesures réglementaires témoigne d'une prise de conscience accrue de la nécessité d'une gestion responsable et collaborative des ressources marines.

- Bilan de l'aménagement (DCA)

Le PAP de 2024 orientait les missions de la Direction de la construction et de l'aménagement (DCA) vers la mise en œuvre de documents de planification tels que le SAGE, les PGA, les PPR afin de garantir l'adaptation de notre territoire aux effets du changement climatique.

C'est notamment la déclinaison des 6 principes du SAGE qui permettent de définir la démarche stratégique territoriale qui a été enclenchée depuis 2020, lors de l'application du SAGE :

1. Favoriser le rayonnement régional et mondial du Fenua à partir de sa capitale renouvelée et de polarités secondaires ;

2. Favoriser un développement équilibré de ses cinq archipels fondés sur leurs spécificités ou atouts propres, pour que chaque habitant puisse y réaliser l'essentiel de son parcours de vie ;
3. Organiser un meilleur fonctionnement des archipels basé sur des liaisons renforcées entre la capitale et les pôles secondaires ;
4. Aménager le Fenua pour le rendre plus habitable tout en préservant son environnement exceptionnellement riche mais fragile ;
5. Renforcer la cohésion sociale et culturelle de la société polynésienne ;
6. Préparer le Fenua aux impacts du changement climatique, afin de réduire sa vulnérabilité et améliorer sa résilience face aux catastrophes naturelles.

4.4.2 Bilan des réformes

- Bilan des ressources marines

Le PGEM de Moorea a été révisé en septembre 2021. Afin d'assurer sa mise en œuvre efficace, la commune a alloué des ressources humaines et matérielles, notamment en créant une équipe administrative dédiée et une brigade nautique. Face à l'essor touristique de Moorea, la pression sur ses ressources marines s'intensifie, avec des demandes croissantes pour l'occupation du domaine maritime.

Le PGEM, ainsi que son comité de gestion, ont permis de limiter la surexploitation du lagon, préservant dès lors l'environnement tout en soutenant les activités économiques locales.

En 2022, la DRM a élaboré une stratégie de communication pour promouvoir le PGEM et les ZPR de Moorea. Cette stratégie a donné lieu à la production de supports de communication en 2023, qui ont été déployés au second semestre de la même année.

En 2024, plusieurs actions concrètes ont été entreprises, telles que le balisage en mer et la mise en place de signalétique sur les sites publics donnant accès aux huit ZPR de Moorea.

Ces réformes témoignent d'une volonté de renforcer la gestion durable des ressources marines, tout en répondant simultanément aux besoins économiques et environnementaux des communautés locales.

- Bilan de l'aménagement (DCA)

L'année 2024 entrevoit l'adoption pour la mise en place du nouveau titre 8 du code de l'aménagement de Polynésie française traitant des schémas de gestion des risques naturels (SGRN). Toutefois ce SGRN n'entrera en vigueur qu'en 2025 après délibération et vote au sein de l'Assemblée de la Polynésie française.

L'acquisition des données LIDAR a permis d'apporter une meilleure connaissance et exploitation des données recueillies, permettant ainsi la mise à jour des modélisations conformes au bureau des préventions des risques naturels. Elle continue sa progression sur 2025 en prévision de l'exécution du marché formalisé par notre maître d'œuvre LEICA et accompagné par notre assistant à maîtrise d'ouvrage le SHOM conformément à la convention de coordination en matière d'hydrographie et de cartographie marine.

Les travaux de révision des PGA se poursuivent sur 2025 en partenariat avec l'agence d'aménagement 'Ōpua.

4.4.3 Bilan des objectifs de performance

- Bilan des ressources marines

Objectif n°1 : Nouveau plan de gestion des espaces maritimes de Moorea

Objectif n° 1 - Mise en œuvre du plan de gestion des espaces maritimes de Moorea révisé								
Contrôle des pêches								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nombre de balises installées ou entretenues	T	52	52	100	49	49	49	49
Indicateur 1.2 - Subvention pour appui à la communication	T	1	0	1	1	1	1	1

Sources des données :
DRM, Police municipale
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - Nombre de balises installées
Indicateur 1.2 - Nombres de réunions DRM - pêcheurs
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

Le balisage du PGEM révisé et de la ZPR de Moorea a été installée en 2024. Cette signalisation sur l'eau permet aujourd'hui d'informer les usagers sur les règles de pêche et d'éventuellement les sanctionner en cas d'infraction. Ces nouvelles installations vont entraîner une inspection et un entretien annuel.

Une subvention de 4 millions F CFP a été attribuée à l'association PGEM de Moorea pour la sensibilisation, l'éducation et la surveillance sur l'eau.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Les indicateurs inscrits ci-dessus sont insuffisants pour refléter l'activité liée à cette thématique. Elle ne rapporte pas par exemple :

- Les 9 réunions du comité de gestion de l'espace maritime (CGEM) chargé du suivi du PGEM et d'examiner toutes les demandes d'occupation et d'activité dans le lagon ;
- Les réunions ou travaux avec les pêcheurs de Moorea sur les ZPR et la gestion des ressources lagonaires.

- Bilan de l'aménagement (DCA)

Objectif n°1 : Organiser l'aménagement du territoire de façon durable

Objectif n° 1 - Organiser l'aménagement du territoire de façon durable								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Objectif spécifique 1 - Assurer l'évaluation annuelle de mise en œuvre du SAGE								
indicateur 1.1 Réalisation de l'évaluation annuelle du SAGE		Evaluation annuelle du SAGE		Evaluation annuelle du SAGE réalisée par OPUA		Evaluation annuelle du SAGE en cours		Evaluation du SAGE à 5ans (2025) par un organisme externe
Objectif spécifique 2 - Améliorer la définition cartographique et actualiser la								
indicateur 2.1 Réglementation sur PPR remodelée		Nouvelle règlementation PPR projet de loi de pays rédigé		Déploiement par archipel de la nouvelle règlementation (DIRN et SGRN)		3 DIRN projets		
indicateur 2.2 Taux de couverture de la données cartographie	%	-		100% (îles du vent) 50% (îles sous le vent)		IDV : 100% (sauf Punaauia) - ISLV : 100% - Marquises : 50% - Tuamotu : 50% (39 atolls sur 69)		
Objectif spécifique 3 - Mettre en adéquation les PGA existants et accompagner les communes dans l'élaboration de leur PGA								
Indicateur 3.1 - Nombre de PGA approuvés	Nb	16 + 1 PAD		18 + 1 PAD		16 + 1PAD		30 (en 2027)
Indicateur 3.2 - Nombre de nouveaux PGA compatibles avec le SAGE	Nb			+ 2		0		30 (en 2027)

Sources des données :
DCA
Mode de calcul des indicateurs : *travaux réalisés ou prévus (2023 et +)*

- *Commentaire et analyse des résultats*

Objectif spécifique n°1 – Assurer le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du SAGE

La garantie de l'objectif n°1 repose sur la structuration de l'élaboration du schéma d'aménagement général (SAGE). À partir de cette élaboration, les déclinaisons spécifiques à l'aménagement du territoire sont réglementées et organisées en adéquation avec les différents projets d'aménagement de la Polynésie française, tout en tenant compte des particularités propres à chaque commune.

Concernant le financement de l'agence, une cotisation annuelle a été versée à hauteur de 48 millions F CFP, complétée par une subvention de 36 millions F CFP dédiée à l'exécution de la convention de 2023.

L'Agence d'aménagement et de développement durable (OPUA) est identifiée comme un acteur clé dans la mise en œuvre du SAGE. Elle poursuivra ses missions en 2025, avec un report de crédit à hauteur de 36 millions F CFP pour finaliser la subvention allouée en 2023.

Objectif spécifique n°2 - Améliorer la définition cartographique et actualiser la règlementation afférente aux risques naturels

Dans un contexte marqué par le changement climatique et l'intensification des aléas climatiques, la DCA est compétente dans la prévention des risques naturels. Le bureau PPR a réussi à établir une couverture cartographiée complète à 100 % sur les Îles-du-Vent et les Îles-Sous-le-Vent. Sur les Marquises et les Tuamotu, la couverture atteint un taux de 50 %, ce qui représente une avancée significative et constitue un excellent point de départ pour renforcer la résilience de ces territoires face aux risques naturels. Cette cartographie est un outil essentiel pour anticiper et gérer les aléas climatiques de manière proactive.

La DCA se porte garante à engager une évaluation approfondie des données relatives aux rivières de la presqu'île, dans le but de mieux anticiper et prévenir les risques d'inondation. À cet effet, le marché d'étude hydraulique, dont les travaux sont actuellement en cours de finalisation, représente un investissement de 38 millions F CFP. Cette étude vise à améliorer la gestion des cours d'eau et à développer des stratégies adaptées pour limiter les impacts des crues et inondations, garantissant ainsi une meilleure résilience face aux risques naturels liés aux conditions climatiques changeantes.

L'année 2024 marque un tournant significatif avec l'examen de l'adoption du nouveau titre 8 du Code de l'aménagement de la Polynésie française. Ce titre porte spécifiquement sur les schémas de gestion des risques naturels (SGRN), un outil essentiel pour renforcer la gestion des risques liés aux catastrophes naturelles sur le territoire. Cependant, bien que l'adoption ait été prévue en 2024, il convient de noter que le SGRN ne deviendra effectif qu'en 2025, après délibération et vote au sein de l'Assemblée de la Polynésie française. Cette entrée en vigueur interviendra une fois l'approbation finalisée, permettant ainsi une transition vers des stratégies de gestion des risques naturelles plus adaptées et structurées.

Objectif spécifique n°3 - Mettre en adéquation les PGA existants et accompagner les communes dans l'élaboration de leur PGA

Dans le cadre de ses missions liées à l'élaboration des plans généraux d'aménagement (PGA), la DCA poursuit activement l'exécution de ses projets. L'année 2025 s'inscrit dans la continuité de cette dynamique, avec un focus particulier sur Punaauia, Fa'a'a et Uturoa.

Il a été observé que les projets sont traités en conformité avec les dispositions réglementaires administratives en vigueur. Toutefois, ces procédures administratives semblent entraver la vitesse d'exécution nécessaire à l'élaboration des plans généraux d'aménagement. Cet arbitrage est particulièrement visible dans le budget alloué pour l'année 2024, estimé à hauteur de 3 millions F CFP, qui est affecté à la diffusion en presse des commissions d'enquêtes publiques.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

À la suite du concours territorial de catégorie A relevant du cadre d'emplois des ingénieurs, la DCA dispose désormais d'un effectif renforcé qui permet d'assurer la mise en œuvre du SAGE sur les points qui la concernent. Ce renforcement des équipes permet également un accompagnement optimisé de l'Agence OPUA dans ses missions. Ainsi, la DCA est mieux équipée pour garantir la bonne exécution des projets liés à la gestion des risques naturels et à l'aménagement du territoire, contribuant à la mise en place de politiques publiques plus cohérentes et adaptées aux enjeux locaux de 2025.

4.4.4 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
903/963 03 - AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET RISQUES NATURELS	**105 707 240**	**25 071 468**	**130 778 708**
Aménagement			0
Organiser l'aménagement du territoire de façon durable et conformément aux recommandations du SAGE de la Polynésie française	101 064 699	25 071 468	126 136 167
Ressources marines			0
Mise en œuvre du Plan de Gestion des espaces maritimes de Moorea révisé - Entretien du	642 541	0	642 541
Mise en œuvre du Plan de Gestion des espaces maritimes de Moorea révisé - Communication	4 000 000		4 000 000
Subvention PGEM Moorea			0

4.5 Programme 903 04/963 04 : projets pilotes de développement durable

4.6 Programme 903 05/963 05 : équipements et aménagement à vocation collective

4.6.1 Bilan des orientations stratégiques

- Bilan des grands projets de Polynésie (G2P)

En 2024, G2P a obtenu le renouvellement de sa certification AFNOR ISO 9001 dans le cadre de la démarche qualité engagée par l'établissement afin de mettre en œuvre sa politique stratégique, articulée autour des axes suivants :

- Être exemplaire dans la maîtrise des opérations ;
- Être au service des parties prenantes ;
- Être un acteur public du développement durable du Fenua.

- Bilan de l'Etablissement de gestion et d'aménagement de Teva (EGAT)

Le programme de construction des vestiaires et sanitaires a connu quelques retards en raison de contraintes réglementaires liées aux dossiers de demande de subvention. La modification de la loi du pays, rendue exécutoire en novembre 2024, a permis de débloquer la situation. Ce programme devrait être achevé avant la fin de l'année 2025.

Par ailleurs, l'annonce en mars 2024 par les autorités sportives de leur choix du Golf de Tahiti comme site des épreuves de golf des Jeux du Pacifique 2027, en remplacement du Golf de Moorea, a quelque peu perturbé le calendrier des travaux d'installation de l'arrosage automatique des greens.

Dans un souci d'économies d'échelle et d'optimisation des délais, nous avons intégré ce projet à un programme plus ambitieux de réhabilitation et de remodelage complet du parcours. Le Pays a d'ailleurs autorisé la mise en œuvre d'un programme de 100 millions F CFP répartis sur les années 2025 et 2026.

Ces travaux permettront non seulement d'être prêts pour les Jeux du Pacifique 2027, mais également d'élever le standing du Golf de Tahiti aux standards internationaux.

4.6.2 Bilan des objectifs de performance

- Bilan des grands projets de Polynésie (G2P)

Objectif n°1 : Décentraliser

Principales actions chiffrées :

- Action n°1 relative aux études pour la création d'un second pôle d'activité à Tahiti, pour un montant mandaté de 9 974 810 F CFP ;
- Action n°2 relative aux schémas d'agglomération : celui des Marquises a été lancé, ceux de l'agglomération de Papeete et de l'île de Moorea le seront en 2025.

- Bilan de l'établissement de gestion et d'aménagement de Teva (EGAT)

Objectif n°1 – Amélioration de la qualité du service proposé

Objectif n° 1 - Améliorer les prestations et services proposés aux usagers								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nombre d'abonnés	Nb	465	490	500	579	570	580	600
Indicateur 1.2 - Recettes	Millions F CFP	79	83	93	43	85,0	85	90

Sources des données :
Etats financiers et projection EGAT
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - Données brutes
Indicateur 1.2 - Données brutes

- *Commentaire et analyse des résultats*

L'excellente progression du nombre d'abonnés en 2024 résulte de l'amélioration de la qualité de l'offre et des actions commerciales ciblées en faveur des jeunes. C'est d'ailleurs cette catégorie de clientèle qui a enregistré la plus forte croissance.

Les recettes ont également légèrement augmenté, bien que les tarifs appliqués aux jeunes restent très accessibles. Nous anticipons toutefois une stagnation de ces revenus en raison des travaux prévus sur le parcours en 2025 et 2026.

- Bilan des parcs et jardins (SPJP)

Objectif n°1 : Assurer l'embellissement des espaces et bâtiments publics et la sécurité des usagers

Objectif n° 1 -Assurer l'embellissement des espaces publics et bâtiments publics et la sécurité des usagers								
Travaux d'embellisements, de mise en sécurité et de réhabilitation des espaces publics								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Taux d'espaces aménagés et batiments publics réhabilités et sécurisés	%	10%		52%		92%	95%	100%

Sources des données :
SPJP
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - Nb d'espaces aménagés et batiments publics réhabilités et sécurisés / Nb total
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

Les aménagements des espaces prévus pour 2024 ont été entièrement réalisés, tout comme la réhabilitation des bâtiments planifiée pour la même année. Toutefois, d'autres travaux de réhabilitation sont prévus pour les années à venir afin de continuer à améliorer et maintenir l'ensemble des installations du parc. L'analyse des dépenses montre l'importance accordée à la sécurité et à la qualité des espaces publics, grâce à des investissements dans l'entretien, la modernisation et la mise en conformité des aménagements. Cette démarche garantit la pérennité des infrastructures et le bien-être de tous les usagers.

4.6.3 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
903/963 05 - EQUIPEMENTS ET AMENAGEMENTS A VOCATION COLLECTIVE	**0**	**70 116 431**	**70 116 431**
Parcs et jardins			0
Divers travaux d'aménagements et travaux de sécurité		18 766 705	18 766 705
Réfection des toitures des "Fare" PARC PAOFAI		6 690 730	6 690 730
Réfection des aires de jeux PARC PAOFAI		18 864 164	18 864 164
Etablissement de gestion et d'aménagement de Teva			
Construction d'un local de vestiaires/sanitaires		0	0
Installation d'un arrosage automatique des greens		0	0
Acquisition de voiturette de golf		5 833 603	5 833 603
Grands travaux			
Décentraliser	0	19 961 229	19 961 229

- Bilan des grands projets de Polynésie (G2P)

Subventions versées par le Pays à G2P en 2024 :

- Subvention G2P - Schéma d'agglomération Marquises 9 986 419 ;
- Subvention G2P - Création d'un second pôle d'activité à Tahiti – Etudes 9 974 810.

4.6.4 Les opérateurs participant à la réalisation du programme

1) <u>Grands projets de Polynésie (G2P)</u>

Au titre de ce programme, plusieurs missions d'étude ont été confiées à l'établissement Grands Projets de Polynésie :

Le schéma d'agglomération – Zone Urbaine de Papeete et celui de Moorea débuteront dans le courant de 2025.

Le schéma d'agglomération des Marquises, quant à lui, a été lancé en novembre 2024. L'objectif de cette étude est de définir l'armature territoriale de l'île de Nuku Hiva et d'anticiper les besoins en termes d'infrastructures et d'équipements structurants en fonction du scénario retenu pour l'aéroport de Nuku Hiva (étude portée par la Direction de l'aviation civile).

Par ailleurs, la création d'un second pôle d'activité à Tahiti est une étude basée sur une réflexion relative à la décentralisation des services publics et des activités. En effet, le Pays souhaite étudier le développement d'un « second pôle » d'activité économique au sud de Tahiti. Dans cette optique, G2P a été mandaté par le Ministère des grands travaux pour mener une étude de faisabilité d'un schéma d'agglomération du sud de l'île de Tahiti et d'aménagement de son réseau viaire, notamment de Taravao. Cette étude a pour objectif de définir une vision concertée et cohérente de l'aménagement des communes de la presqu'île et d'établir un programme d'aménagement d'intérêt territorial (infrastructures, équipements structurants) nécessaires au développement de l'agglomération de Taravao.

En parallèle, G2P travaille sur la mise à jour des études de faisabilité du projet de la route du Sud. Pour rappel, les premières études de la route du Sud menées en 2002 portaient sur l'aménagement d'une liaison routière entre Papeete et Taravao. Ce travail avait été complétée en 2009 par l'étude d'une rocade à Taravao reliant le Pk 58 (RT1) au Pk 51 (RT2) qui établissait l'intérêt d'un tel projet routier en termes d'aménagement plutôt qu'en termes de trafic.

A ce jour, les dépenses mandatées s'élèvent à 39,92 % du montant total des crédits délégués alloués à ce programme.

5. MISSION 904/964 : TOURISME

3,3 Mds F CFP
Montant total mandaté au CA 2024

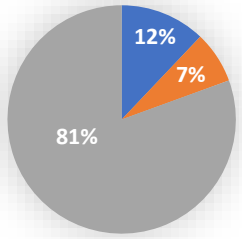
2,06 Mds F CFP
Dépenses de fonctionnement mandatées

1,24 Md F CFP
Dépenses d'investissement mandatées

205,5 M F CFP
Dépenses de personnel mandatées
soit 0,64 % sur la masse globale

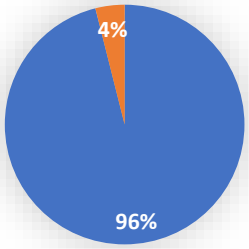
38,8 M F CFP
Mandatés au titre de l'aménagement des sites touristiques 2024

Répartition des dépenses de fonctionnement par programme



- 96401 Equipements et aménagements touristiques
- 96402 Aides et régulation du tourisme
- 96403 Animation et promotion du tourisme

Répartition des dépenses d'investissement par programme



- 90401 Equipements et aménagements touristiques
- 90402 Aides et régulation du tourisme
- 90403 Animation et promotion du tourisme

1,6 Md F CFP
Mandatés au titre de la subvention de fonctionnement au GIE Tahiti Tourisme

27,88 M F CFP
Mandatés au titre des aides à caractère économique

FDTC

85,55 M F CFP
en fonctionnement

84 M F CFP
en investissement (CP)

5.1 Revue de la politique générale de la mission

L'année 2024 a été marquée par une fréquentation touristique record en augmentation de 0,76 % par rapport à l'année 2023, déjà considérée comme une année exceptionnelle. Les 263 813 touristes accueillis en Polynésie française proviennent principalement des deux gros marchés émetteurs que sont l'Amérique du nord (112 883 touristes) et l'Europe (95 069 touristes avec une prédominance des touristes métropolitains : 80 969).

La place du tourisme en tant que première ressource économique du Pays est réaffirmée (pour rappel, les dépenses touristiques réalisées en 2023 en Polynésie s'élèvent à 99,5 milliards F CFP). La structuration du secteur doit se poursuivre pour être en cohérence avec son développement croissant et atteindre l'objectif des 600 000 visiteurs ou l'équivalent en retombées économiques.

C'est dans cette perspective qu'a été menée en 2024 une mission d'étude relative à la mise en place d'un schéma directeur de développement de l'offre d'hébergements touristiques marchands (terrestres et flottants) en Polynésie française. Cette étude a permis de dresser un diagnostic de l'existant qui a servi à l'élaboration de scénarios prospectifs de développement par type d'hébergements marchands terrestres (hôtels, pensions de famille, meublés de tourisme…) et flottants (croisière, charter…) et par territoires (archipels, îles, communes…), à court terme (2 ans), moyen terme (5 ans) et long terme (10 ans), desquels découlent des propositions de plans d'action.

L'année 2024 poursuit la mise en œuvre de la stratégie de développement touristique Fāri'ira'a Manihini « l'accueil qui nous ressemble et nous rassemble » (FM27), axée sur un tourisme inclusif et durable.

Dans ce cadre, la mission d'accompagnement et de réalisation d'outils d'information et de communication dans le domaine de la plaisance internationale en Polynésie française s'est poursuivie en 2024 sur les îles de Raiatea, Tahaa et Huahine.

Et une mission d'étude relative à l'élaboration d'un guide de procédure de développement des chemins de randonnée en Polynésie française a été commandée en 2024 avec pour site pilote, l'île de Moorea (en co-financement avec Atout France). Un guide de procédure a été élaboré, accompagné de cartes d'identification des chemins de randonnée pratiqués sur Moorea. Un plan d'actions fixe les travaux à venir.

5.2 Programme 904 01/964 01 : équipements et aménagements touristiques

5.2.1 Bilan des orientations stratégiques

Les éléments du contexte et les orientations stratégiques du programme sont présentés en pages 87 et 88 du PAP 2024.

Le service du tourisme a poursuivi sa démarche inclusive au travers de ses relations contractuelles avec des associations d'insertion professionnelle de personnes en difficulté ou en situation de handicap.

La réflexion sur les modes de gestion les plus pertinents des sites touristiques s'est poursuivie. Une consultation pour la gestion et l'exploitation du site touristique de la pointe Riri, sis à Toahotu, a été lancée en fin d'année. Cette gestion a pour objectif de dynamiser le site et de favoriser les emplois locaux tout en garantissant l'accès à la population.

Le service du tourisme s'oriente vers une politique de dynamisation des sites touristiques qui bénéficiera à la population et aux touristes, tout en contribuant à diminuer les dépenses de fonctionnement (entretien, maintenance et surveillance) du Pays.

5.2.2 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 : Développer l'éco-tourisme et les activités terrestres par l'aménagement de sites d'intérêt touristique

Objectif n° 1 - Développer l'éco-tourisme et les activités terrestres par l'aménagement de sites d'intérêt touristique								
Proposer les infrastructures nécessaires pour permettre l'accueil opérationnel								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nombre d'aménagements réalisés*	Nb	13	16	20	20	19	24	29
Indicateur 1.2 -Nombre de sites valorisés*	Nb	25	7	30	30	33	31	32
Sources des données : *Service du tourisme* *cumulés								

- *Commentaire et analyse des résultats*

L'année 2024 a été consacrée en priorité aux travaux de réhabilitation et de sécurisation des sites touristiques.

Certains projets d'aménagement ont dû être repoussés sur 2025 ou abandonnés pour des raisons d'opportunité.

Au titre de l' offre d'activités culturelles et de loisirs :

- La poursuite des travaux de réalisation de l'espace scénographique dédié à l'artiste Paul Gauguin au sein du jardin botanique à Papeari (fin prévisionnelle des travaux : premier trimestre 2026).

Au titre de la mise en œuvre d'une gestion efficiente des sites touristiques et des sentiers de randonnées :

- La fin des travaux de construction de sanitaires au sein du jardin botanique de Faaroa à Raiatea ;
- Le début des travaux de réaménagement du belvédère de Tekeika sur Nuku Hiva ;
- Des travaux de réhabilitation sur de nombreux sites : les jardins d'eau de Vaipahi (réhabilitation bancs et passerelle, assainissement et sanitaires), le Mahana park au PK 19 (réhabilitation clôtures, bancs et tables), le jardin botanique de Papeari (réfection de la clôture), les grottes de Maraa (réfection allées et passerelles, débroussaillage et abattage sur talus), Tatatua à Tautira (réfection bancs et tables, recharges allées et parkings), Rohotu au PK23 (réfection bancs et tables), la pointe Vénus (réfection bancs et tables, portails, démolition agrès) ;
- Des travaux de sécurisation ont été menés aux 3 cascades (abattage préventif des arbres en amont du site, réfection passerelle), sur Atioropaa à Hitiaa (démolition du *fare pote'e*) et sur le site Arahoho - trou du souffleur (à noter la fermeture au public du site pour procéder aux travaux de sécurisation et de réfection).

Au titre de la mise en œuvre d'une gestion efficiente des accès publics à la mer :

- La fin des travaux d'aménagement du parc de la pointe Riri à Puunui sur Toahotu (parties terrestre et maritime) ;
- La fin des travaux de réhabilitation du site de Taharu'u à Papara (reprise des voiries, aménagement d'un parking supplémentaire et d'une noue paysagère, réhabilitation des douches et aménagement de la digue avec accès pour personnes à mobilité réduite) ;
- La fin des études pour la construction de sanitaires sur le site de Taharu'u à Papara (travaux prévus en 2025) ;
- Les études pour l'accessibilité des personnes à mobilité réduite sur les sites de Vaiava (PK18-Punaauia) et Pointe Vénus (Mahina) ;
- Le début des études pour le réaménagement du site de Toaroto (PK15-Punaauia) ;
- Le projet « Grand Vaitupa », devant être défini plus précisément, a été repoussé en 2025.

Au titre de l'aménagement de sites naturels dans le cadre du produit « tour de l'île » :

- Le développement de l'écotourisme (tourisme vert et bleu) implique de procéder à l'entretien régulier des sentiers de randonnée et sentiers aquatiques gérés par le Service du tourisme. Ce sont 8 sentiers de randonnée pédestre (Taravao - Moorea - 3 sur Rurutu - Nuku Hiva - 2 sur Raiatea) et 3 sentiers

de randonnée aquatique (Vaiava-Bora Bora-pointe Vénus) qui font actuellement l'objet de prestations d'entretien ;

- L'aménagement du belvédère d'Opunohu a été repris par la direction de l'équipement ;
- Quant aux travaux de protection du littoral de Tatatua-Tautira, en maîtrise d'ouvrage déléguée à la direction de l'équipement, ils ont été repoussés en 2025.

Au titre de la structuration de l'offre touristique par l'aménagement de sites d'accueil et de renseignement :

- Les études pour la réalisation d'une maison du domaine à Opunohu ont été abandonnées. Il conviendra de revoir ce projet de manière plus globale lors de l'aménagement des chemins de randonnées sur Moorea et l'aménagement du belvédère d'Opunohu.

Le service du tourisme gère 45 sites dont 33 sont valorisés par des conventions d'occupation, d'entretien et de gardiennage.

Objectif n°2 : Faciliter le développement des activités de croisière et nautique de manière raisonnée et durable

Objectif n° 2 - Faciliter le développement des activités de croisière et nautique de manière raisonnée et durable								
Proposer les infrastructures nécessaires pour permettre l'accueil opérationnel, la gestion des flux maritimes des navettes								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 - Nombre d'infrastructures réalisées liées à la croisière et au nautisme	Nb	17	18	20	19	21	21	22
Indicateur 2.2 - Croissance du nombre d'escales de paquebots de croisière (transpacifique et intra-polynésie)	%	240,00%	40%	34,13%	2,87%	9,00%	-27,12%	
Indicateurs 2.3 - Nombre de passagers croisière (transpacifique, intra-polynésie)	Nb	65 600	87 702	98 600	103 000	114 000	66 732	
Sources des données : *Service du tourisme / Tahiti Cruise Club*								

- *Commentaire et analyse des résultats*

L'année 2024 marque la poursuite de la croissance du secteur de la croisière dont le développement dépend des infrastructures d'accueil des navires.

Le développement des infrastructures s'est poursuivi tout au long de l'année et le bilan en est :

Au titre des projets et aménagement de débarcadères :

- La réception du ponton sur le site de Papaputa à Rangiroa (réalisé en maîtrise d'ouvrage déléguée à la direction de l'équipement) ;
- La fin des travaux de construction d'un *fare pote'e* sur le quai de Rotoava à Fakarava (maîtrise d'ouvrage déléguée à la direction de l'équipement) ;
- La fin des études de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement terrestre (*fare pote'e* avec sanitaires) du site de Papaputa (opération retardée en raison de trois infructuosités du marché d'appel d'offres) ;
- La destruction du *fare pote'e* d'accueil des croisiéristes sur le quai de Maroe à Huahine ;
- Le démarrage des travaux d'enrochement sur le quai de Maroe à Huahine (réalisés en maîtrise d'ouvrage déléguée à la direction de l'équipement) ;
- La réalisation d'un *fare pote'e* sur le quai de Vairao.

Au titre de l'entretien et de la maintenance des sites d'accueil des croisiéristes : il n'y a eu aucune dépense en fonctionnement.

Au titre de la mise à disposition de sites au profit des acteurs locaux (communes, comités du tourisme) :

- Début des travaux de reconstruction du local situé sur le quai de Tahauku à Atuona-Hiva Oa destiné au comité du tourisme de Hiva Oa aux fins d'accueil des croisiéristes ;
- Le comité du tourisme de Moorea bénéficie d'une autorisation d'occupation des débarcadères de Papetoai et Pao Pao sur Moorea afin d'animer les sites lors de l'accueil des croisiéristes ;
- Le comité du tourisme de Rangiroa bénéficie également d'une autorisation d'occupation d'une partie du site de Papaputa à Rangiroa pour l'animation du site et l'accueil des croisiéristes.

5.2.3 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
904/964 01 - EQUIPEMENTS ET AMENAGEMENTS TOURISTIQUES	**192 000 000**	**1 144 467 038**	**1 336 467 038**
Offrir des activités culturelles et de loisirs diversifiées			0
Création d'un espace scénographique sur Paul Gauguin au sein du jardin botanique à Papeari		400 340 816	400 340 816
Mise en œuvre et gestion efficientes des sites et sentiers de randonnée terrestre			0
Aménagement et réhabilitation sites (études et travaux)		35 504 684	35 504 684
Entretien et gardiennage des sites	192 000 000		192 000 000
Sanitaires du jardin botanique de Faaroa		16 523 269	16 523 269
Mise en œuvre et gestion efficientes des accès publics à la mer			0
Parc de la pointe Riri (aménagements terrestres)		216 476 572	216 476 572
Parc de la pointe Riri (aménagements maritimes)		430 337 314	430 337 314
Aménagement du grand Vaitupa - Etudes		0	0
Réhabilitation du site de Taharu'u à Papara - Tahiti		9 722 946	9 722 946
Aménagement de sites naturels dans le cadre du produit « tour de l'île »			0
Aménagement du belvédère d'Opunohu			0
Travaux de protection du littoral de Tatatua-Tautira			0
Structuration de l'offre touristique - aménagement de sites d'accueil et de renseignement			0
Réalisation d'une maison du domaine à Opunohu - Etudes			0
Faciliter le développement des activités de croisière			0
Aménagement du quai de Rotoava - Fakarava		32 249 163	32 249 163
Construction du fare pote'e d'accueil à Vairao - Tahiti		3 312 274	3 312 274

5.2.4 Bilan des comptes spéciaux

1) <u>Fonds pour le développement du tourisme de croisière (FDTC)</u>

Ce fonds a été créé par délibération n°2010-70 APF modifiée du 19 novembre 2010 le « Fonds de développement du tourisme de croisière » (FDTC), afin de financer toutes opérations d'aménagements, de promotion de la destination en lien avec la croisière, d'animation locale de sites d'intérêt touristique visités par les croisiéristes.

Le service du tourisme est en charge du compte. Les ressources du fonds sont constituées d'une taxe pour le développement de la croisière, de dons et legs, de versements du budget général de la Polynésie française, de subventions de l'Etat ou autres entités publiques ou parapubliques.

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
904/964 01 - EQUIPEMENTS ET AMENAGEMENTS TOURISTIQUES	**0**	**84 059 654**	**84 059 654**
Compte d'affectation spécial FDTC - volet équipements et aménagements touristiques			
Construction débarcadère et aménagement Papaputa - Rangiroa		65 753 889	65 753 889
Aménagement du débarcadère de Maroe - Huahine		18 305 765	18 305 765

5.2.5 Les opérateurs participant à la réalisation du programme

Les différents opérateurs intervenant en maîtrise d'ouvrage déléguée sur les opérations d'aménagement sont :

- La Direction de l'équipement (arrondissements maritime et bâtiment) pour les opérations d'enrochement et de marina du site de la Pointe Riri à Toahotu, la réalisation du ponton sur le site de Papaputa à Rangiroa, la réalisation du *fare pote'e* de Rotoava à Fakarava et les enrochements sur Maroe ;
- L'établissement Grands Projets de Polynésie (G2P) pour la réalisation de l'espace scénographique dédié à l'artiste Paul Gauguin à Papeari.

5.3 Programme 904 02/964 02 : aides et régulation du tourisme

5.3.1 Bilan des orientations stratégiques

Les éléments du contexte et les orientations stratégiques du programme sont présentés en page 90 du PAP 2024.

L'accompagnement des professionnels s'est poursuivi principalement par l'attribution des aides financières aux pensions de famille et les formations dispensées.

5.3.2 Bilan des réformes

Les travaux réglementaires adoptés au cours de l'année 2024 concernent :

- La modification de la loi du pays n° 2018-10 du 29 mars 2018 modifiée portant règlementation en matière d'hébergement de tourisme en Polynésie française ;
- La mise en place d'un nouveau dispositif d'aide aux pensions de famille.

Les travaux réglementaires, visant à favoriser la montée en gamme des pensions de famille par une procédure de classement simplifiée, à promouvoir les activités qui concourent à l'accueil et au séjour des touristes (artisanat, danse, randonnées…), à professionnaliser les exploitants des petites structures d'hébergement de tourisme (formation, accompagnement, simplification des démarches…), ont abouti. Au regard des nouvelles orientations, la modification est venue également renforcer le soutien en faveur du tourisme familial avec la création de la catégorie d'hébergements en chambres d'hôtes.

Le dispositif des aides aux pensions de famille voit ses plafonds d'intervention augmenter (10 millions F CFP pour la construction, extension et rénovation). De même, ses taux d'intervention diffèrent désormais pour favoriser les projets développés dans les archipels éloignés (40 %, 50 % et 60 %) et une aide à la mise en conformité (plafond de 1,5 million F CFP) vient faciliter le classement des pensions de famille.

Tout concourt à faciliter le classement des pensions de famille avec un accompagnement adapté.

L'assemblée de Polynésie française a donc adopté les textes suivants :

- Loi du pays n° 2024-29 du 4 octobre 2024 portant modification de la loi du pays n° 2018-10 du 29 mars 2018 modifiée portant réglementation en matière d'hébergement de tourisme en Polynésie française ;
- Loi du pays n° 2024-30 du 4 octobre 2024 relative aux aides en faveur des pensions de famille.

Les travaux réglementaires portant sur le statut des agences de voyage et bureaux d'excursion n'ont pu être menés en raison de l'importance des travaux réglementaires menés sur la partie hébergements touristiques.

5.3.3 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 : Optimiser la structuration des filières

Objectif n°1 - Optimiser la structuration des filières								
Favoriser la structuration du secteur du tourisme en incitant au regroupement des professionnels par filières et en leur proposant des moments d'expression entre eux et auprès des pouvoirs publics								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nombre de réunions des organes de pilotage (COPIL, ODT, CDT, CTST)	nb	1	8	10		4		10
Indicateur 1.2 - Nombre de comités du tourisme agréés	nb		14	15		17		
Mode de calcul des indicateurs : *Indicateur 1.1 - Nombre de réunions des instances de gouvernance chargées du pilotage de la stratégie* *Indicateur 1.2 - Nombre de comités du tourisme agréés (en cumulé)*								

- *Commentaire et analyse des résultats*

La participation des acteurs du tourisme (professionnels et institutions) est indispensable à la structuration des filières du secteur du tourisme. La réunion des nouveaux outils de gouvernance, créés par arrêté n° 185 CM du 2 février 2023, est le reflet de cette participation et des travaux menés pour atteindre ces objectifs de structuration.

L'observatoire du tourisme s'est réuni deux fois en 2024 et le collège du tourisme durable une fois. Le travail de structuration a débuté avec la réunion d'une commission technique sectorielle tourisme sur le thème des pensions de famille.

Le travail de structuration du secteur, débuté en 2023, axé sur la reconnaissance et la professionnalisation des comités du tourisme s'est poursuivi en 2024. La base de cette structuration repose sur la loi du pays n° 2023-30 du 29 août 2023 renforçant le pilotage et la déconcentration de la politique touristique de la Polynésie française et son arrêté d'application n° 2067 CM du 14 novembre 2023.

Cette structuration passe par l'agrément des comités du tourisme répondant à des critères bien définis. L'agrément est la reconnaissance dans une catégorie donnée, « relais de la destination », « développeur » ou « animateurs locaux » en fonction des missions de chacun.

En 2024, 3 comités du tourisme ont été agréés, en qualité de « Relais de la destination » pour le comité du tourisme de Hiva Oa et en qualité de « développeur » pour les comités du tourisme de Maire No Makatea et Maupiti.

Objectif n°2 : Atteindre une performance de développement liée à la professionnalisation des acteurs touristiques

Objectif n° 2 - Atteindre une performance de développement liée à la professionnalisation des acteurs touristiques								
Permettre le développement du secteur en s'appuyant sur la professionnalisation des acteurs touristiques								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 - Nombre de professionnels formés	nb	531	104	150	49	98	150	200
Indicateur 2.2 - Nombre de formations dispensées	nb	7	12	15	3	8	15	20
Sources des données : *SDT / IJSPF / CCISM*								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Le programme de formation des acteurs du tourisme s'est poursuivi en 2024, il se décline ainsi :

1/ L'IJSPF a sollicité une subvention de 20 millions F CFP pour le financement de 5 formations professionnelles dans le domaine de l'encadrement des activités physiques de pleine nature, destinées aux prestataires touristiques en vue de l'obtention du diplôme « certificat professionnel polynésien d'accompagnateur d'activités physiques de pleine nature » (C.P.P.A. A.P.P.N.), réparties comme suit :

=> 2 formations organisées en continu sur 6 semaines (à Tahiti et Moorea), qui prévoyaient la formation de 16 à 24 stagiaires professionnels du tourisme (patentés et salariés) en vue d'obtenir le CPPA APPN « mention randonnée en scooter ou moto des mers à selles ».

Les 2 formations ont accueilli 24 stagiaires et 23 ont été diplômés à la fin de la formation.

=> 3 formations organisées en continu sur 6 semaines (à Tahiti, Maupiti et Rangiroa), qui prévoyaient la formation de 36 à 54 stagiaires professionnels du tourisme (patentés et salariés) en vue d'obtenir le CPPA APPN « mention randonnée aquatique ».

Sur les 3 formations initialement prévues, seules les formations sur Tahiti et Maupiti ont pu être dispensées. Elles ont réuni 40 stagiaires en formation et 39 ont validé leur formation.

La formation prévue sur Rangiroa n'a pu être dispensée en 2024, et a été reportée pour le début de l'année 2025 et inscrite à la demande de subvention 2025.

Sur les 4 formations organisées par l'IJSPF en 2024, 62 stagiaires ont obtenu leur diplôme sur les 64 inscrits aux formations, soit un taux de réussite de 96,8 %.

La totalité de la subvention n'a donc pas été consommée en 2024.

2/ La formation des pensions de famille a été retardée dans l'attente de la finalisation et de l'adoption des travaux réglementaires du secteur.

3/ Les comités du tourisme de Huahine et de Raiatea-Tahaa, premier contact des plaisanciers internationaux, ont bénéficié d'outils d'information et de communication destinés à cet accueil, en plus d'une sensibilisation à l'accueil :

- Réalisation d'un panneau d'informations et interactions avec informations pertinentes (actualités, évènements de l'île, information sur l'avitaillement, l'arrivées bateaux de ravitaillement…), rappel des règlementations et obligations, et un espace petites annonces, pour permettre à des artisans ou maraîchers de proposer leurs produits et aux plaisanciers de déposer des suggestions, des propositions de services (cours d'anglais, réparations diverses, invitation journée à bord) ;
- Remise d'une VHF pour une bonne communication avec les plaisanciers.

Il a été réalisé, à destination des comités du tourisme, un kit d'informations comprenant :

- une carte marine détaillant les zones de mouillage, les lieux de débarquement possibles, les services à terre (eau, poubelle, wifi, laverie…), les points d'intérêts touristiques, la géolocalisation des prestataires de services et d'activité… ;

- un support d'information PowerPoint en version anglaise et française distinctes, d'une trentaine de diapositives, à partager avec les plaisanciers.

4/ La CCISM a bénéficié d'une subvention de 7 millions F CFP pour le financement d'un programme de formations aux normes de sécurité incendie et électrique des pensions de familles. L'objectif étant de sensibiliser les exploitants aux thématiques de la sécurité incendie et électricité. 3 formations ont été dispensées aux Marquises (Nuku Hiva, Hiva Oa et Ua Huka) auprès de 17 pensions de famille. La formation a été dispensée auprès de 24 exploitants de pensions de famille. La totalité de la subvention n'a pu être consommée du fait d'un démarrage tardif des formations.

5/ Un accompagnement des hôtesses marins a été initié en vue de leur permettre d'obtenir le certificat matelot pont (CMP), diplôme obligatoire pour travailler pour les compagnies de charter sur les navires à utilité commerciale, ainsi que le certificat de pilote lagonaire (CPL), également obligatoire pour l'utilisation de l'annexe motorisée. Au total, 11 hôtesses ont été accompagnées et diplômées du CMP et 4 d'entre elles ont également obtenu le CPL, en 2024.

Objectif n°3 : Renouveler l'offre d'hébergement

Objectif n°3 - Renouveler l'offre d'hébergement								
Accompagner les professionnels de la filière hébergement afin de proposer des produits diversifiés et de qualité								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 3.1 - Hôtels	Nb ét	40	41	44	46	45	49	
	Nb he	2462	2520	2707	2794	2771	3035	
Indicateur 3.2 - Pension de famille	Nb ét	284	292	320	296	300	318	
	Nb he	1385	1406	1600	1426	1438	1536	
Indicateur 3.3 - Meublés du tourisme	Nb ét	1481	1891	2197	2099	2327	2130	
	Nb he	1999	2474	2875	2710	2993	2741	

Sources des données :
SDT
Mode de calcul des indicateurs :
nb ét : nombre établissements
nb he : nombre hébergements

- *Commentaire et analyse des résultats*

En application de l'obligation de déclaration préalable à l'exercice de toute activité d'hébergement touristique, introduite par la loi du pays n° 2018-10 du 29 mars 2018 modifiée portant réglementation en matière d'hébergement de tourisme en Polynésie français, ce sont 1 015 nouvelles déclarations qui ont été enregistrées en 2024, toutes catégories d'hébergement confondues.

Depuis octobre 2024, la règlementation en matière d'hébergement de tourisme introduit une nouvelle mesure. Si la classification d'un hébergement ne correspond pas à la définition prévue par celle-ci, le service du tourisme en informe le déclarant afin qu'il puisse rectifier sa déclaration. À défaut de rectification dans le délai imparti, le service du tourisme procède à la correction et informe le déclarant de ses nouvelles obligations administratives et fiscales.

Concernant le produit « meublé de tourisme », cette obligation de déclaration s'applique aux propriétaires de meublés de tourisme. Quant aux intermédiaires, qu'il s'agisse des agences immobilières ou des plateformes numériques, contribuant à la mise en location de cette catégorie d'hébergement touristique, ils sont tenus de publier le numéro d'enregistrement de chaque meublé sur leur plateforme numérique de commercialisation et de produire des statistiques relatives à l'activité des meublés de tourisme commercialisés par leur entremise.

Depuis la crise sanitaire, 5 établissements hôteliers ont fermé : le Sofitel Tahiti Ia Ora Beach Resort, le Sofitel Bora Bora Beach Resort, le Sofitel Bora Bora Private Island, l'Intercontinental Moorea, l'hôtel Tiare à Papeete et l'hôtel Le Royal Huahine (depuis le 1er trimestre 2022).

Néanmoins, l'offre hôtelière se renouvelle en 2024 avec 45 établissements déclarés (contre 41 en 2023) en raison de l'ouverture en 2024 de deux anciens établissements hôteliers (un sur Tikehau et un sur Bora Bora) et de l'ouverture de deux autres hôtels (un sur Moorea et un sur Tahiti).

Quant à la catégorie « pensions de famille », le parc augmente de 2,7 % par rapport à 2023 en nombre d'établissements (300 enseignes) principalement à Moorea, Bora Bora et Tahaa.

La volonté de montée en gamme des produits se manifeste par le nombre de demandes de classement traitées en 2024 : 82 pensions de famille ont reçu la visite de classement ou de pré-évaluation du service du tourisme et 78 dossiers de demandes de classement en pension de famille ont été traités. Pour la catégorie « hôtel de

tourisme international », 7 visites de classement ont été réalisées et 36 dossiers de demandes de classement en « hôtel de tourisme international » ont été traités.

5.3.4 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
904/964 02 - AIDE ET REGULATION DU TOURISME	**23 887 184**	**48 348 742**	**72 235 926**
Professionnalisation des acteurs du tourisme	11 916 684	0	11 916 684
enquêtes de satisfaction du tourisme			0
Soutien aux pensions de famille	11 970 500	48 348 742	60 319 242

5.3.5 Bilan des dépenses fiscales

En 2024, l'instruction des demandes de financement en défiscalisation locale a été faite dans le cadre de la procédure d'appel à manifestation d'intérêt (AMI) mise en place par le code des investissements et ouvert au secteur touristique par l'arrêté n° 686 PR du 17 mai 2024.

Dans le cadre de cet appel à manifestation d'intérêt :

- 10 projets d'hébergements touristiques ont été déposés et examinés en 2024, ces programmes d'investissement représentant un montant potentiel de 20,1 milliards F CFP d'investissement ; Parmi ces 10 dossiers, on compte 4 demandes dans la catégorie « pension de famille » et 6 demandes dans la catégorie « hôtel ». Tous les établissements projettent de solliciter la défiscalisation locale et la défiscalisation métropolitaine ;
- Six dossiers d'acquisition/construction de catamarans et navires ont été instruits dans le secteur du charter nautique et de la croisière pour un montant d'investissement de 3,4 milliards F CFP.

Quatre demandes de défiscalisation métropolitaine ont été déposées, dont trois avaient également sollicité le bénéfice de l'appel à manifestation d'intérêt.

Institué par la délibération n° 92-6 AT du 24 janvier 1992 modifiée, le régime d'exonération de droits et taxes à l'importation applicable aux établissements hôteliers classés a été prorogé par la loi du pays n° 2020-40 du 18 décembre 2020.

Cette exonération est plafonnée pour une année civile donnée, à un multiple du nombre de chambres fixé à 150 000 F CFP par chambre. Peuvent bénéficier de ce régime les établissements qui sont à jour de la redevance de promotion touristique et qui disposent d'un classement en cours de validité en application de la loi du pays n° 2018-10 du 29 mars 2018 modifiée.

En 2024, 27 établissements ont sollicité le bénéfice dudit régime d'exonération.

Le Conseil des ministres a fixé par arrêté n° 605 PR du 25 avril 2024, la liste des établissements admis au bénéfice du régime d'exonération. Cela concerne 27 hôtels pour un montant total plafonné à 337 050 000 F CFP.

5.3.6 Les opérateurs participant à la réalisation du programme

Les opérateurs intervenant dans le programme « aide et régulation » sont :

- l'Institut de la jeunesse et des sports de la Polynésie française (IJSPF) pour ce qui concerne les formations dans le domaine sportif ;
- la Chambre de commerce, de l'industrie, des services et des métiers (CCISM) ainsi que des organismes privés de formation pour les formations dispensées aux prestataires.

Pour ce qui concerne les aides fiscales le service du tourisme travaille en collaboration avec :

- l'Agence de développement économique (ADE) pour la défiscalisation locale ;
- la Direction des impôts et contributions (DICP) pour la défiscalisation locale et métropolitaine.

5.4 **Programme 904 03/964 03 : animation et promotion du tourisme**

5.4.1 Bilan des orientations stratégiques

En 2024, le Pays a pu s'appuyer sur le réseau de Tahiti Tourisme comptant 12 représentations pour assurer une visibilité de Tahiti Et Ses Îles sur 15 marchés à l'étranger et pour superviser toutes les opérations marketing, les relations publiques, la promotion, les événements et les programmes de formation du réseau de distribution. Tahiti Tourisme a pu maintenir une visibilité et a adapté ses messages de promotion de Tahiti Et Ses Îles en local comme à l'international.

En 2024, les efforts ont été déployés afin de maintenir le niveau de la fréquentation, tout en continuant à augmenter la dépense internationale et la durée de séjour de nos visiteurs. En dépit de la fin du revenge travel, de la baisse de la fréquentation en provenance du premier marché émetteur de la destination (États-Unis) en raison des élections présidentielles et malgré un taux du YEN défavorable, de la réouverture des destinations concurrentes qui investissent massivement sur nos marchés émetteurs, de l'apparition de nouvelles destinations et de la hausse des coûts de promotion, la fréquentation touristique a poursuivi sa progression en 2024 (+0,7 % en nombre de visiteurs et +4,4 % de nuitées comparé à 2023 qui était une année record).

Ainsi, en 2024, la destination atteint un nouveau record de fréquentation touristique avec 263 766 touristes.

L'augmentation de visiteurs internationaux a été portée par la stratégie adoptée en 2024 tant à l'international que sur le marché domestique :

- Soutien aux marchés en cours de reprise (Canada, Allemagne, Suisse, Australie, Nouvelle-Zélande et Italie notamment) en augmentant les budgets de promotions ;
- Accompagnement de la reprise des vols Papeete-Tokyo et la première phase de relance de l'Asie en renforçant les budgets des 3 principaux marchés (Chine, Japon et Corée du Sud) ;
- Développement du marché Mexique, identifié comme nouveau marché à fort potentiel de croissance;
- Accompagnement du développement de la croisière à Tahiti Et Ses Îles ;
- Priorisation du tourisme domestique dans le cadre de la démarche de tourisme durable et des efforts de diversification des marchés ;
- Poursuite de la structuration des comités du tourisme ;
- Participation active aux efforts de développement inclusif et durable de la destination.

En 2024, Tahiti Tourisme s'est appuyé sur les objectifs ci-dessous, conformément aux priorités définies dans la stratégie du Pays :

Sur le volet local :

1. Poursuite du plan de structuration des comités du tourisme

La poursuite du plan de professionnalisation des comités s'avère essentielle pour renforcer leur efficacité et leur impact positif. En investissant dans la formation continue des membres de ces comités, Tahiti Tourisme a doté les comités des connaissances nécessaires pour s'adapter aux tendances actuelles et aux attentes des touristes. Par exemple, la montée en puissance du tourisme durable requiert des compétences spécifiques que les comités doivent impérativement acquérir.

2. Participer activement aux travaux du Collège tourisme durable (CTD)

4 études préliminaires ont été réalisées (l'évaluation de la destination par le GSTC – Conseil global du tourisme durable ; l'évaluation de l'empreinte carbone du secteur touristique en Polynésie française ; l'enquête d'opinion de la population envers le développement touristique ; et le schéma directeur du développement de l'hébergement touristique). Une étude complémentaire concernant le sondage de satisfaction des visiteurs internationaux est en cours et se poursuivra sur toute l'année 2025 afin de recueillir des retours de visiteurs couvrant l'ensemble des saisons du calendrier.

Les résultats de ces études ont été présentés au cours d'un forum réunissant les services du Pays, les professionnels du tourisme et un comité de citoyens. Ils ont servi de base à l'élaboration du plan d'actions pour un tourisme durable qui vient d'être validé par les instances et qui sera communiqué lors de la conférence annuelle de Tahiti Tourisme en février 2025.

3. Continuer à sensibiliser la population à l'intérêt du tourisme durable et accompagner les acteurs du tourisme dans le développement durable

Les défis environnementaux étant de plus en plus incontournables et la stratégie de développement touristique du Pays visant un tourisme inclusif et durable, Tahiti tourisme a multiplié les actions de sensibilisation auprès des acteurs du tourisme. Pour accompagner une transition vers des pratiques durables, tournée vers la population et notamment les jeunes générations, Tahiti tourisme a encouragé la participation aux évènements organisés par la DGEE et aux journées thématiques (journée mondiale du tourisme, journée de l'environnement, etc.)

4. Poursuivre le développement du tourisme d'intérieur en particulier dans les îles en demande de développement touristique

2 salons du Tourisme ont été organisés avec succès à l'attention des résidents et des prestataires locaux. Des campagnes de vente ont été menées avec les compagnies aériennes locales pour renforcer les actions visant à promouvoir des séjours dans les îles auprès des résidents et dynamiser ainsi le tourisme domestique.

5. Elargir la mission d'accueil et d'animation

Tahiti Tourisme a continué à animer et promouvoir la culture auprès des visiteurs en multipliant les animations du type « ateliers thématiques » lors des escales de paquebots de croisière, en collaborant avec des partenaires locaux pour offrir des expériences toujours uniques et authentiques.

Dans les îles Tahiti Tourisme s'est appuyé sur le réseau des comités du tourisme qui ont proposé par la même occasion leurs services et des informations détaillées de leur destination.

6. Améliorer la stratégie d'accès d'information pour les visiteurs (digital et offline).

Tahiti Tourisme continue de faire évoluer ses outils à disposition des conseillers en séjours comme le site internet de l'office www.TahitiTourisme.pf et la réalisation d'itinéraires personnalisés (Roadbook).

Par ailleurs, Tahiti Tourisme édite chaque année des brochures (mise à jour de brochures existantes ou nouvelles brochures) destinées aux visiteurs arrivés sur place. En 2024, année des épreuves de surf des Jeux Olympiques à Teahupo'o, une brochure thématique sur le Surf et sur la commune de Taiarapu Ouest a été réalisée par Tahiti Tourisme.

Sur le volet international :

En 2024, Tahiti Tourisme s'est acquitté de ses missions de promotion à l'international déclinées en 5 axes stratégiques :

1. Reconquérir les marchés en reprise, relancer l'Asie et capitaliser sur les marchés à fort potentiel

En 2024, Tahiti Tourisme a fermé son dernier bureau de représentation, Tahiti Tourisme North America, et a confié la gestion de ses opérations à trois agences de représentation aux Etats-Unis, au Canada et au Mexique. Cette restructuration a permis d'optimiser les budgets dédiés à l'Amérique du Nord, avec une augmentation des budgets de promotion du Canada (+39 %) et du Mexique (+169 %), tout en réduisant les coûts de fonctionnement aux Etats-Unis.

Conscient des incertitudes liées aux élections présidentielles américaines et de leur impact potentiel sur l'année 2024, Tahiti Tourisme a continué à capitaliser sur la reprise des marchés européens et du Pacifique.

Par ailleurs, la première phase de relance de l'Asie a été lancée, accompagnée d'une augmentation des budgets du Japon (+19 %), de la Corée (+19 %) et de la Chine (+29 %), afin de redynamiser ces marchés et soutenir la reprise des vols entre Papeete et Tokyo.

2. Continuer à valoriser la notoriété d'une destination slow tourisme tournée vers un tourisme inclusif et durable

La campagne globale "Feel what we Feel in The Islands of Tahiti" a été déployée afin de renforcer le positionnement de Tahiti Et Ses Îles comme la destination idéale pour les voyageurs en quête d'expériences uniques et authentiques et de rencontres avec la population, en cohérence avec l'ambition de devenir une destination phare du tourisme durable dans le Pacifique.

Conformément à la stratégie FM27, Tahiti Tourisme a soutenu le développement ainsi que la promotion de produits et initiatives durables pour sensibiliser les professionnels du tourisme et les visiteurs.

Par ailleurs en fin d'année, une enquête de satisfaction a été lancée auprès de nos visiteurs internationaux afin de recueillir leurs impressions de voyage. Les résultats de cette enquête seront livrés en 2025.

3. Continuer à favoriser la dispersion des visiteurs dans tous les archipels en valorisant leurs spécificités et dans les divers types d'hébergements.

Une attention particulière a été accordée à la diversité de la destination et de ses hébergements, mise en valeur à travers des campagnes spécifiquement dédiées à la Petite Hôtellerie Familiale, aux charters nautiques, à la croisière, ainsi que le lancement de la campagne intitulée "Chez soi à Tahiti Et Ses Îles, la Location de Vacances idéale pour tous". Les actions de relations publiques comme les communiqués de presse et les voyage de presse organisés dans nos îles ont également contribué à ces efforts.

En 2024, Tahiti Tourisme a également travaillé sur une nouvelle campagne dédiée à la Petite Hôtellerie Familiale qui sera déployée en 2025 à l'international pour valoriser ce type d'hébergement.

Par ailleurs, l'étude du schéma directeur de l'hébergement touristique a été menée avec une considération particulière sur cette volonté de favoriser la dispersion des visiteurs dans tous les archipels.

4. Elargir la promotion par segment de produits et diversifier les types de clientèles

Tahiti Tourisme a renforcé ses efforts pour promouvoir la plongée à Tahiti Et Ses Îles, notamment au travers de la campagne "Dive the treasures in The Islands of Tahiti". Ces actions ont été complétées par une présence active lors de salons spécialisés dans ce segment de produit, ciblant les passionnés de plongée, ainsi que par l'organisation de voyages de presse ou de familiarisation spécifiquement dédiés à mettre en lumière cette expérience unique.

Par ailleurs, Tahiti Tourisme a poursuivi ses efforts pour diversifier ses clientèles cibles en suivant les tendances de voyage pour identifier de nouveaux profils de clientèles potentielles. En plus des couples, ses actions de promotion de la destination ciblent également les familles, les groupes d'amis, les aventuriers ainsi que les passionnés de Ori Tahiti, offrant ainsi une approche plus inclusive adaptée à une variété de profils.

Des actions spécifiques pour la communauté LGBTQ+ ont également été initiées en 2024, marquant un engagement fort de la destination envers l'inclusivité. Ces initiatives incluent le lancement de la campagne "The Treasured Test", l'adhésion à IGLTA (International Gay and Lesbian Travel Association), ainsi que la participation à des événements dédiés, tels que le salon professionnel PROUD Experiences ou encore la Tokyo Pride.

5. Continuer à développer le réseau de distribution et la commercialisation de la destination.

Tahiti Tourisme a continué la formation du réseau de distribution international grâce à son programme « Spécialiste de Tahiti ». Une attention particulière a été accordée à la formation en ligne, aux webinaires ou aux voyages de familiarisation dans nos îles.

Parmi les événements marquants, on notera le retour du Tahiti Travel Exchange (TTE) à Tahiti, qui a rassemblé une centaine d'agents de voyage venus du Canada, des Etats-Unis et du Mexique et les partenaires du tourisme polynésien. De plus, l'événement "Icons of Virtuoso" qui a réuni à Tahiti Et Ses Îles les meilleurs vendeurs de croisière affiliés à ce prestigieux consortium de luxe.

Tahiti Tourisme a poursuivi ses échanges avec les tour-opérateurs afin de mieux appréhender les tendances des marchés et les besoins de nos revendeurs à l'occasion de missions de prospection menées en Angleterre, en Italie, en Espagne, aux Etats-Unis, au Mexique, au Canada et au Japon. En parallèle, le renforcement des liens entre le réseau de vente et les partenaires du tourisme polynésien est demeuré une priorité, grâce à l'organisation de workshops et de roadshows dédiés à la destination en France, en Australie, en Nouvelle-Zélande, en Italie et en Espagne, ainsi qu'à une participation active aux principaux salons professionnels, tels que ITB Berlin ou ILTM Cannes.

Tahiti Tourisme a également continué à dynamiser la commercialisation et le développement d'offres de séjours par le biais de campagnes de ventes en coopération avec les tour-opérateurs et les compagnies aériennes. Parmi les initiatives marquantes, une campagne a été menée sur Expedia en Australie, en Nouvelle-Zélande, au Canada et aux Etats-Unis, renforçant ainsi la visibilité et l'attractivité de la destination sur ces marchés.

5.4.2 Bilan des réformes

Ouverture de représentations dédiées au Canada, au Mexique et en Espagne suite aux appels d'offres lancés en 2023.

Changement de représentant sur le marché Italien suite à l'appel d'offre lancé en 2023.

Les changements sur ces marchés ont permis d'optimiser les budgets de Tahiti Tourisme et d'augmenter la visibilité de la destination, tant auprès du grand public que du réseau de distribution. Par ailleurs, en dehors des Etats-Unis, le Canada, le Mexique, l'Espagne et l'Italie affichent des résultats en progression sur 2024 (respectivement +6 %, +13,6 %, +11,5 % et +9 % en termes de nombre de visiteurs comparé à 2023).

Mise en concurrence de notre représentation sur le marché Grande-Bretagne au travers d'un appel d'offres.

5.4.3 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 : Développer le tourisme intérieur

Objectif n°1 - Développer le tourisme intérieur

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision (PAP 2024)	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nombre de visites sur le site www.TahitiTourisme.pf	Nb	140 000	264 000	210 000	220 000	277 000		
Indicateur 1.2 - Nombre de leads sur le site www.TahitiTourisme.pf	Nb	45 000	55 000	115 000	60 000	57 400		
Indicateur 1.3 - Nombre de visiteurs aux Salons du Tourisme (Fév et Sept)	Nb	29 000	34 180	35 000	35 000	37 200	36 000	36 000
Indicateur 1.4 - Nombre d'exposants aux Salons du Tourisme (Fév et Sept)	Nb	424	259	280	280	288		
Indicateur 1.5 - Nombre de billets d'avion vendus aux Salons du Tourisme (Fév et Sept)	Nb		7 833	10 000	9 000	16 600	8 000	9 000
Indicateur 1.6 -Nombre d'adhérents à la solution de réservation de Tahiti Tourisme	Nb	34	33	33	39	42		

Sources des données :
GIE Tahiti Tourisme
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - Nombre de visites sur le site www.tahititourisme.pf
Indicateur 1.2 - Nombre de leads sur le site www.tahititourisme.pf
Indicateur 1.3 - Nombre de visiteurs aux salons du tourisme (Fév et Sept)
Indicateur 1.4 - Nombre d'exposants aux salons du tourisme (Fév et Sept)
Indicateur 1.5 - Nombre de billets d'avion vendus aux Salons du Tourisme (Fév et Sept)
Indicateur 1.6 -Nombre d'adhérents à la solution de réservation de Tahiti Tourisme

- *Commentaire et analyse des résultats*

- Indicateur 1.1 Nombre de visite

En 2024, le site de l'office du tourisme www.TahitiTourisme.pf voit son nombre de visites augmenter et dépasser la prévision pour atteindre 277 000 (vs 264 000 en 2023) soit une hausse de +5 % environ.

- Indicateur 1.2 Nombre de 'leads'

En 2024, le nombre de "leads" sur www.TahitiTourisme.pf destiné aux voyageurs arrivés sur place, augmente pour passer à 57 400 (vs 55 000 en 2023) soit une hausse de +4 % environ.

- Indicateur 1.3 Nombre de visiteurs

Pour le Salon du 2 au 4 février 2024 : 18 400 visiteurs

Pour le Salon du 6 septembre au 8 septembre 2024: 18 800 visiteurs

Soit un total de 37 200 visiteurs supérieur à la cible initiale.

- Indicateur 1.4 Nombre d'exposants

Une moyenne de 288 exposants contre 280 exposants en objectif.

- Indicateur 1.5 Nombre de billets d'avion vendus

Pour le Salon du 2 au 4 février 2024: 9 000 billets

Pour le Salon du 6 septembre au 8 septembre 2024: 7 600 billets

- Indicateur 1.6 Nombre d'adhérents

En 2024, ce sont 42 structures en Petite Hôtellerie Familiale qui utilisent la solution Maeva Hébergement qui facilite la gestion ainsi que la réservation en ligne de leur unités par les internautes.

Objectif n°2 : Reprise de la fréquentation touristique

Objectif n°2 - Reprise de la fréquentation touristique								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision (PAP 2024)	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 -Taux de progression de la fréquentation touristique	%	7	165	5	0	0,7		
Indicateur 2.2 - Nombre d'agents de voyage formés à la destination Tahiti Et Ses Îles	Nb	21 922	12 000	16 000	10 000	15 800	16 000	16 000
Indicateur 2.3 - Contre valeur publicitaire générée (médias télévisés, presse et web)	Mds XPF	10	9	9	9	125	9	9
Indicateur 2.4 - Nombre de visiteurs sur les sites internet de Tahiti Tourisme	Nb	3 500 613	3 350 000	2 900 000	2 900 000	3 737 000		
Indicateur 2.5 - Nombre de demande de devis/contacts générés vers les tours opérateurs, agents de voyage ou prestataires touristiques via les sites web internationaux de Tahiti Tourisme	Nb	97 762	155 900	120 000	100 000	168 000		

Sources des données :
GIE Tahiti Tourisme
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 2.1 - Taux de progression de la fréquentation touristique
Indicateur 2.2 - Nombre d'agents de voyage formés à la destination Tahiti Et Ses Îles
Indicateur 2.3 - Contre-valeur publicitaire de la couverture médiatique générée
Indicateur 2.4 - Nombre de visiteurs sur les sites internet de Tahiti Tourisme
Indicateur 2.5 - Nombre de demande de devis/contacts générés vers les tours opérateurs, agents de voyage ou prestataires touristiques via les sites web internationaux de Tahiti Tourisme

- *Commentaire et analyse des résultats*

- Indicateur 2.1 Taux de progression de la fréquentation touristique

Selon l'ISPF, en 2024 ce sont 263 766 touristes qui ont été accueillis, soit +0,7 % vs 2023. Un chiffre record pour la destination qui, en 2023, avait dépassé la barre record des 250 000 touristes pour la première fois depuis l'année 2000. Cette progression a été soutenue principalement par les marchés Européens et par l'Asie ainsi que par le retour des croisiéristes.

- Indicateur 2.2 Nombre d'agents de voyage formés à la destination Tahiti Et Ses Îles

Le réseau de distribution reste un intermédiaire essentiel dans la commercialisation de la destination Tahiti Et Ses Îles. La formation des revendeurs de la destination est une priorité pour Tahiti Tourisme, elle se manifeste au travers de diverses actions :

  - Le programme Spécialiste de Tahiti (programme de formation en ligne destiné au réseau de distribution et notamment aux agents de voyage) est disponible sur 18 marchés en 9 langues. Au 31 décembre 2024, on comptait plus de 11 600 agents inscrits sur la plateforme, avec 2 716 nouveaux inscrits en 2024 (vs 2 203 en 2023) ;
  - Par ailleurs, Tahiti Tourisme a participé à plus de 450 webinaires et séminaires pour présenter la destination à plus de 15 800 agents de voyage.
  - Le voyage dans nos îles étant nécessaire à la compréhension de notre destination, en 2024, Tahiti Tourisme a organisé plus de 44 voyages de familiarisation à l'attention de 288 agents de voyage et tour-opérateurs qui vendent la destination.

En 2024, ce sont ainsi plus de 15 800 agents (vs 15 297 en 2023) qui ont pu être formés à la destination.

- Indicateur 2.3 Contre-valeur publicitaire générée

En 2024, ce sont plus de 1 600 (vs 1065 en 2023) media qui ont été assistés / renseignés et 87 voyages de presse qui ont été organisés dans nos îles.

Ainsi la visibilité de la destination a été particulièrement amplifiée en 2024, ce grâce à la visibilité et à l'intérêt générés par la tenue des jeux Olympiques à Teahupo'o ou encore la venue de plusieurs programmes télévisés.

Générant ainsi des résultats exceptionnels de 2 219 couvertures médiatiques (print, digitale et télévision) dont le cumul d'audience potentielle est de 25 milliards F CFP, soit une portée réelle estimée à environ 7,5 milliards F CFP et une contre-valeur publicitaire d'environ 125 milliards F CFP (contre 9 milliards F CFP en 2023).

- Indicateur 2.4 - Nombre de visiteurs sur les sites internet de Tahiti Tourisme

Tahiti Tourisme comptabilise actuellement 18 sites internet (traduits en 9 langues), dont 17 sites à l'international et 1 site internet en local, qui constituent des outils indispensables pour la promotion de Tahiti Et Ses Îles dans le monde.

Ainsi, en 2024, ce sont 3 737 000 visiteurs (bien au-dessus de la prévision de 2 900 000 visireurs) qui se sont rendus sur les sites de Tahiti Tourisme pour se renseigner sur la destination, soit une évolution de 11,5 % par rapport à 2023. A noter que ce chiffre dépasse celui de 2023 et 2022 (respectivement 3 350 000 et 3 500 000 visiteurs).

A noter qu'en dehors des visites organiques, il convient, au travers de la visibilité et de la notoriété de la destination, de générer du trafic sur l'ensemble des sites, notamment au travers des campagnes de communication digitales, menées à l'international par Tahiti Tourisme, ciblant les consommateurs en recherche de leur prochaine destination. Par ailleurs les épreuves de Surf des JO 2024, événement marquant en 2024, ont contribué à l'augmentation du volume de visiteurs alors que Tahiti Tourisme finalisait la même année une refonte majeure de tous ses sites internationaux (générant habituellement une baisse de trafic).

- Indicateur 2.5 - Nombre de demande de devis/contacts générés vers les tours opérateurs, agents de voyage ou prestataires touristiques via les sites web internationaux de Tahiti Tourisme

Les 17 sites internet internationaux de Tahiti Tourisme rassemblent les informations recherchées par les visiteurs potentiels de nos marchés émetteurs et sont construits de façon à mettre ces internautes en contact :

- Soit avec les tour-opérateurs et agences de voyage qui proposent des packages de séjours à Tahiti et ses Îles sur ces sites internet ;
- Soit avec les agents de voyage certifiés 'Spécialistes de Tahiti' qui peuvent créer un séjour à la carte pour ces internautes ;
- Soit directement avec les 1 600 prestataires touristiques polynésiens qui ont un espace dédié sur ces mêmes sites internet.

En 2024, on peut noter une hausse du nombre de « leads » ou contacts générés vers les 3 canaux de conversion confondus (packages via tour-opérateurs ; agents de voyage certifiés ; en direct avec les prestataires touristiques polynésiens) atteignant un volume de 168 000, soit une hausse de 7 % par rapport à 2023, conséquence notamment de la fin de la refonte des sites internet internationaux qui a démarré en 2023 ainsi que l'organisation des épreuves de surf aux Jeux-Olympiques de 2024 en juillet/août à Teahupo'o.

5.4.4 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
904/964 03 - ANIMATION ET PROMOTION DU TOURISME	**1 160 643 294**	**0**	**1 160 643 294**
Développer le tourisme intérieur			0
Acceuil & informations	28 649 377		28 649 377
Comités du toursime	24 319 499		24 319 499
Développement du tourisme d'intérieur	13 312 090		13 312 090
Évènements B2C	18 015 828		18 015 828
Sensibilisation	20 545 308		20 545 308
Reprise de la fréquentation touristique			0
Actions de communication et actions en faveur du réseau de distribution sur les marchés:			0
- Amérique du Nord	361 592 058		361 592 058
- Europe	287 313 749		287 313 749
- Asie	127 149 664		127 149 664
- Pacifique	98 079 385		98 079 385
- Siège	168 496 432		168 496 432
Etudes de marchés	13 169 904		13 169 904

5.4.5 Bilan des comptes spéciaux

1) <u>Fonds pour le développement du tourisme de croisière (FDTC)</u>

Ce fonds a été créé par délibération n°2010-70 APF modifiée du 19 novembre 2010 le « Fonds de développement du tourisme de croisière » (FDTC), afin de financer toutes opérations d'aménagements, de promotion de la destination en lien avec la croisière, d'animation locale de sites d'intérêt touristique visités par les croisiéristes.

Le service du tourisme est en charge du compte. Les ressources du fonds sont constituées d'une taxe pour le développement de la croisière, de dons et legs, de versements du budget général de la Polynésie française, de subventions de l'Etat ou autres entités publiques ou parapubliques.

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
904/964 03 - ANIMATION ET PROMOTION DU TOURISME	**36 500 000**	**0**	**36 500 000**
Compte d'affectation spécial FDTC - volet animation et promotion du tourisme			
Subvention en faveur de Tahiti Tourisme dans le cadre de la promotion du tourisme de	30 000 000		30 000 000
Subvention en faveur de tahiti cruise club	6 500 000		6 500 000

Des subventions ont été versées afin d'assurer le déploiement du plan d'actions et de développement de la croisière 2024 aux acteurs suivants :

- GIE Tahiti Tourisme : 30 millions F CFP ;
- Tahiti Cruise Club : 6,5 millions F CFP.

6. MISSION 905/965 : DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES

6,6 Mds F CFP
Montant total mandaté au CA 2024

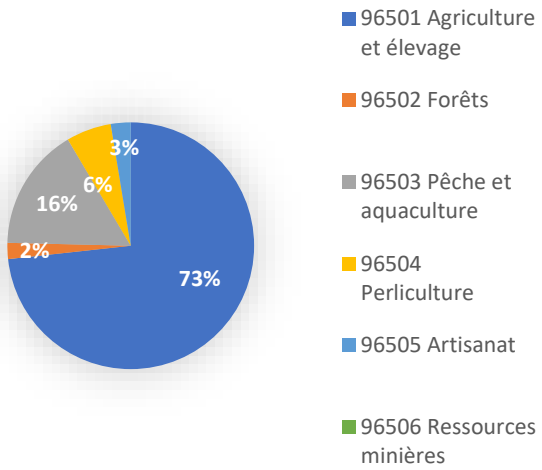
3,6 Mds F CFP
Dépenses de fonctionnement mandatées

3 Mds F CFP
Dépenses d'investissement mandatées

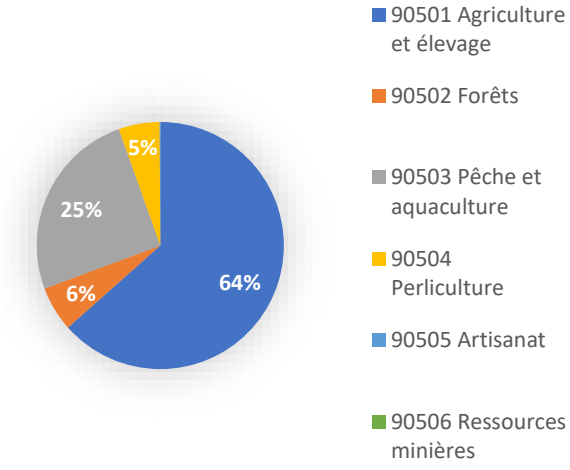
2 Mds F CFP
Dépenses de personnel mandatées
soit 6,27 % sur la masse globale

213,9 M F CFP
Mandatés au titre de l'aménagement de la zone biomarine de Faratea

Répartition des dépenses de fonctionnement par programme



Répartition des dépenses d'investissement par programme



1,04 Md F CFP
Mandatée au titre des aides aux secteurs de l'agriculture, élevage, pêche, aquaculture

366 M F CFP
Mandatés au titre de la subvention de fonctionnement à la Chambre de l'agriculture et de la pêche lagonaire

255 M F CFP
Mandatés au titre de la subvention de fonctionnement à l'établissement Vanille de Tahiti

6.1 Revue de la politique générale de la mission

- Bilan de la Chambre de l'agriculture et de la pêche lagonaire (CAPL)

La Chambre de l'agriculture et de la pêche lagonaire (CAPL) a poursuivi en 2024 son engagement en faveur du développement du secteur primaire en Polynésie française. Forte de son rôle historique, elle a su innover et structurer ses actions pour mieux accompagner les agriculteurs et pêcheurs lagonaires dans un environnement en constante évolution. Parmi les réalisations majeures de l'année :

- Réforme du statut juridique de la Chambre : Une évolution clé pour renforcer l'autonomie de la CAPL et consolider son rôle auprès des professionnels ;
- Création d'un Centre de gestion agricole (CGA) : Un soutien essentiel pour les exploitants afin d'améliorer la gestion comptable et administrative de leurs activités ;
- Lancement de la plateforme MATETE.pf : Un outil numérique innovant pour faciliter la mise en relation entre acheteurs et vendeurs et dynamiser les circuits de commercialisation ;
- Phase de maturation du programme TAVIVAT : Un projet structurant visant à renforcer la production locale et la sécurité alimentaire par lequel la CAPL a réalisé un diagnostic de la production de près de 600 producteurs de 10 communes clés ainsi que l'étude de faisabilité de quatre projets innovants ;
- Développement de nouvelles filières de production : Mise en place d'une première mûrisserie de bananes et de parcelles de démonstration en chou rouge, offrant aux agriculteurs des opportunités de diversification et d'amélioration de leurs cultures ;
- Déploiement du programme des kits potagers : Une initiative menée dans les communes et écoles pour encourager l'autosuffisance alimentaire et sensibiliser la jeunesse à l'agriculture ;
- Organisation de nouveaux événements : Lancement des marchés du terroir sur la fan zone et tenue de la première Foire des Raromatai, contribuant à la valorisation des produits locaux et au dynamisme économique des territoires.

Grâce à ces avancées, la CAPL affirme son engagement à structurer et moderniser le secteur agricole en Polynésie. L'année 2024 marque ainsi une étape clé dans la professionnalisation des acteurs du secteur primaire et la promotion d'une agriculture plus durable et compétitive.

- Bilan de l'agriculture (DAG)

L'objectif principal de l'action publique porte sur l'amélioration de la sécurité alimentaire des polynésiens qui dépendent encore trop largement des importations de produits alimentaires de l'extérieur, ce qui représente un risque majeur dans un contexte d'instabilité économique mondiale et de perturbations des échanges internationaux. L'objectif est également de valoriser la richesse et la qualité de notre patrimoine génétique (variétés), culturel et nos savoir-faire en soutenant le développement des filières exports (vanille, kava, rhum,) permettant ainsi d'améliorer notre balance commerciale.

- Bilan des ressources marines (DRM)

L'objectif principal est de promouvoir une économie bleue durable, circulaire et régénératrice, en valorisant de manière responsable les ressources marines. Il s'agit de renforcer et de développer des activités économiques liées à leur exploitation, tout en garantissant des bénéfices concrets pour la Polynésie française. Cette démarche s'inscrit dans une vision de croissance économique équilibrée conciliant la préservation des écosystèmes marins et la réalisation des objectifs de souveraineté alimentaire, à savoir :

1. Au titre de la pêche

a. Gérer les ressources et préserver les milieux

- Réaliser des études de stocks des ressources lagonaires ;
- Poursuivre la création des dispositifs de gestion des ressources marines lagonaires, tel que les ZPR ;
- Faire adopter des mesures renforcées pour la gestion des thons au niveau régional et maintenir la lutte contre la prolifération des dispositifs de concentration de poissons (DCP) dérivants.

b. Renforcer la compétitivité des filières productrices

- Encourager les investissements dans le développement d'infrastructures respectant les normes internationales, afin d'optimiser l'exploitation des ressources pélagiques notamment via des projets, tel que celui du port de pêche de Papeete ;
- Soutenir l'initiative privée en permettant aux acteurs privés de prendre progressivement en charge le secteur économique, notamment par le transfert de la certification MSC au secteur privé.

c. Contribuer aux équilibres sociaux et territoriaux

- Réhabiliter les marinas pour la pêche côtière et augmenter progressivement le parc de dispositif de concentration de poisson (DCP), afin de maintenir un réseau permanent de dispositif couvrant l'ensemble de la Polynésie française ;
- Optimiser les dispositifs d'aides pour le carburant et l'investissement dans la pêche lagonaire et côtière ;
- Favoriser l'organisation économique des filières en créant des outils garantissant la qualité des produits et le respect des bonnes pratiques ;
- En pêche palangrière, instaurer une nouvelle dynamique de concertation par la réactivation et la consolidation du comité interprofessionnel.

2. Au titre de l'aquaculture

a. Promouvoir les investissements et l'initiative privée dans le secteur aquacole

- Construire des infrastructures respectant les normes internationales afin d'optimiser le développement des filières aquacoles, tel que la zone stratégique de Biomarine ;
- Soutenir l'engagement progressif des acteurs privés dans le secteur aquacole, afin de dynamiser les filières et améliorer la compétitivité de la production.

c. Amélioration de la productivité

- Renforcer l'assistance technique, ainsi que la formation des professionnels pour améliorer leurs performances. Cela inclut la maîtrise de nouvelles espèces et la finalisation de plusieurs itinéraires techniques en aquaculture.

3. Au titre de la perliculture

a. Développement de la filière

- Poursuivre les travaux de marquage des perles, facilitant ainsi l'accès à des opportunités de certification ;
- Promouvoir une production qualitative plus que quantitative ;
- Maintenir le suivi de la qualité des lagons et des stocks sauvages de nacre afin d'assurer une gestion durable de la perliculture ;
- Accompagner les privés dans le lancement des infrastructures de productions d'huître perlières, à l'instar des écloseries ;
- Perpétuer la formation des greffeurs en perliculture afin de garantir la montée en compétence des professionnels et la pérennité de la production perlière.

- Bilan de l'Etablissement public Vanille de Tahiti (EVT)

En 2024, la filière vanille de Tahiti a intensifié sa mutation pour accroître durablement sa production tout en consolidant son positionnement d'excellence sur les marchés locaux et internationaux. Conformément à la feuille de route définie par le gouvernement de la Polynésie française, sous l'impulsion du ministère de l'Agriculture et de l'EPIC Vanille de Tahiti, des efforts structurants sont déployés pour moderniser les pratiques culturales et réduire drastiquement l'usage des pesticides.

Si l'introduction des serres-tunnels devait marquer un tournant décisif, leur déploiement a été freiné par le retard d'installation des kits ombrières, constituant un verrou à la montée en puissance des rendements. L'achèvement de cette infrastructure devient dès lors une **priorité stratégique**, garantissant une

optimisation des plantations existantes et une transition accélérée vers des modes de culture plus performants et respectueux de l'environnement.

Malgré ces défis, la vanille de Tahiti maintient son statut de produit d'exception, valorisé sur les marchés à hauteur de **15 000 F CFP/kg en gousses mûres et plus de 70 000 F CFP/kg pour les préparations**, illustrant la reconnaissance internationale de sa qualité unique.

L'objectif de **doubler la production d'ici 2026** demeure atteignable grâce aux réformes engagées, notamment la modernisation des pépinières de l'EVT et l'introduction de tuteurs innovants, déjà éprouvés pour leurs gains de productivité face aux modèles en béton précédemment utilisés. Ces avancées témoignent d'une **volonté politique forte** de structurer la filière pour en faire un **pilier économique durable**, au service des producteurs et du rayonnement de la Polynésie française sur la scène agroalimentaire mondiale.

- Bilan de l'artisanat traditionnel

Dans le cadre de la feuille de route attribuée au Service de l'artisanat traditionnel - Te Pū ʻohipa rimaʻī en 2024, l'accent a été mis sur la professionnalisation du secteur ; son développement économique ; la protection juridique et fiscale des productions d'artisanat ; la labellisation des créations du secteur.

En parallèle, le service est resté engagé face aux enjeux de transmission des savoir-faire et de sécurisation de l'approvisionnement pour de nombreuses matières premières indispensables à l'activité des artisans traditionnels.

6.2 Programmes 905 01/965 01 : agriculture et élevage

6.2.1 Bilan des orientations stratégiques

- Bilan de la Chambre de l'agriculture et de la pêche lagonaire (CAPL)

En 2024, la CAPL a franchi une étape majeure avec l'adoption officielle de sa réforme (Arrêté n°1668 CM du 19 septembre 2024), qui lui confère un nouveau statut d'établissement public consulaire à statut particulier. Cette réforme, poursuivant des évolutions amorcées depuis plusieurs années, vise à renforcer son autonomie et son efficacité. La transition, qui se déploiera en plusieurs étapes dès 2025, prévoit notamment le passage de la comptabilité et du personnel au régime de droit privé ainsi que l'actualisation des procédures internes pour intégrer des fonctions industrielles et commerciales et renforcer ainsi sa pérennité financière. Ce virage stratégique confirme la place de la CAPL en tant qu'acteur clé de l'accompagnement du mode professionnel agricole.

La CAPL se décompose en 5 principaux services (service formalités des entreprises - SFE, service promotion et événement - SPE, service d'aide à la commercialisation - SAC, service accompagnement et développement - SAD, service administratif et financier - SAF), disposant chacun d'une lettre de mission, d'objectifs précis et d'une programmation sur l'année spécifique.

La chambre, vecteur essentiel de la promotion du secteur primaire :

En 2024, la CAPL a confirmé sa nouvelle stratégie de communication pour renforcer la visibilité des produits locaux et des professionnels du secteur.

En complément de la distribution semestrielle de 5 000 bulletins techniques aux professionnels de tous les archipels, l'établissement a instauré une présence médiatique continue, en mettant l'accent sur la promotion des productions et l'échange régulier d'informations techniques via divers communiqués.

Par ailleurs, le Manuel du potager a fait peau neuve en étant entièrement traduit en reo Tahiti. Ce nouvel outil, accessible aussi bien aux scolaires qu'aux particuliers, offre des conseils pratiques pour cultiver un jardin à domicile.

Les événements agricoles ont constitué un levier majeur de cette démarche. La tenue de plusieurs rendez-vous incontournables – comme les marchés du terroir (dont deux ont été organisés dans le cadre des Jeux Olympiques sur la fan zone), les floralies, les Matete Fenua à Tubuaï et Ua-Pou, la Foire des Raromatai ainsi que la Foire Agricole – a permis de mettre en lumière les richesses du secteur primaire.

Ces manifestations, qui représentent un investissement significatif du budget annuel de fonctionnement, témoignent de l'engagement renouvelé de la CAPL pour la promotion agricole en Polynésie française.

Amélioration du service d'aide à la commercialisation :

En 2024, le service d'aide à la commercialisation (SAC), désormais composé d'un responsable et de deux techniciens, a commencé à facturer ses prestations pour soutenir les producteurs locaux. Il a assuré le contrôle qualité et quantité des produits agricoles (provenant notamment des Australes, des Marquises et de Raiatea) dès leur arrivée à Motu Uta, consolidé les bilans de réception des cargaisons, facilité la gestion logistique (fret et connaissement) et accompagné les producteurs éloignés, en les orientant vers le Centre de gestion de Polynésie française pour la facturation.

Le SAC a également mené des enquêtes sur les prix en magasin, centralisé le suivi mensuel des récoltes réalisé par le service accompagnement et développement (SAD) de plus de 200 producteurs et participé aux conférences agricoles organisées par la DGAE, permettant ainsi d'ajuster les stratégies commerciales et de défendre la priorité aux produits locaux. Des missions sur plusieurs îles ont permis d'adapter ces stratégies aux réalités locales.

Par ailleurs, le lancement de la plateforme numérique Matete.pf a structuré les échanges entre producteurs et acheteurs professionnels (grossistes, hôteliers, magasins). Cet outil, particulièrement efficace pour la filière carotte (18 tonnes écoulées en 2024), ambitionne de s'étendre à d'autres filières, notamment bio, pour optimiser la commercialisation des produits agricoles.

Enfin, le SAC a développé ses services logistiques avec un fort essor des livraisons et renforcé le service de stockage en chambre froide (175 livraisons, 187 tonnes transportées, 72 tonnes stockés), jouant un rôle crucial dans la distribution des produits locaux.

Partenariats stratégiques et expansion régionale :

En 2024, la CAPL a renforcé sa présence sur la scène régionale en développant ses liens avec les chambres consulaires du Pacifique. Une mission conjointe, réunissant les présidents et directeurs de la CAP-NC (Nouvelle-Calédonie), de la CAPL (Polynésie française) et de la CCIMA WF (Wallis-et-Futuna), s'est tenue en Nouvelle-Calédonie. Cette rencontre avait pour objectifs de :

- Stimuler les échanges entre les trois institutions ;
- Organiser un « Village du Pacifique » lors du Salon international de l'agriculture (SIA) 2025 ;
- Explorer les filières de production néo-calédoniennes et partager leurs outils de structuration ;
- Identifier de nouvelles opportunités de partenariats et projets communs.

Suite à cette mission, le projet « Village du Pacifique 2025 » a été lancé, et un projet de fédération des chambres consulaires du Pacifique est en phase de finalisation, promettant une coopération régionale pérenne pour relever ensemble les défis agricoles.

Par ailleurs, dans un esprit d'ouverture et de collaboration, la CAPL a officialisé en 2024 son adhésion à l'Organisation des agriculteurs des Îles du Pacifique (PIFON), qui rassemble plus de 95 000 agriculteurs. Cette intégration offre à la CAPL un cadre structuré pour partager son expertise et développer de nouveaux projets. Parmi les initiatives stratégiques de PIFON figurent :

- Le développement de la culture du fruit à pain ;
- La conservation des semences traditionnelles ;
- La promotion d'une agriculture durable et résiliente ;
- L'attraction des jeunes vers les métiers agricoles ;
- Le renforcement du rôle des femmes dans le secteur ;
- Le plaidoyer et le développement de partenariats stratégiques.

Grâce à ces partenariats renouvelés, la CAPL se positionne comme un acteur incontournable du réseau agricole pacifique, capable de répondre aux enjeux communs et de dynamiser le secteur primaire en Polynésie.

Le programme kit potager pour soutenir l'autonomie alimentaire :

Dans le cadre de l'appel à projets « Ora Maitai » initié par la Direction de la santé, la CAPL a été mandatée pour déployer 49 kits potagers dans les cinq archipels de la Polynésie française. Cette initiative vise à promouvoir une alimentation saine, renforcer l'autonomie alimentaire et sensibiliser aux pratiques de jardinage durable. Répartition des kits :

- 40 établissements scolaires (écoles élémentaires et maternelles) : Ces kits offrent aux élèves et enseignants l'opportunité de découvrir la culture potagère de manière ludique et éducative, encourageant ainsi une approche pratique de l'éducation environnementale et alimentaire ;
- 6 centres de soins : Les potagers y contribueront à améliorer la qualité de l'alimentation des patients tout en proposant une activité thérapeutique et un espace de ressourcement ;
- 3 établissements communaux : Ce dispositif renforcera l'autonomie des structures publiques locales en intégrant l'agriculture au quotidien.

Par rapport à l'édition 2023, les kits de cette année intègrent deux améliorations majeures :

- Une table de semis, facilitant une gestion optimale des semences lors de la préparation des plantations ;
- Un composteur, encourageant le recyclage des matières organiques et la production d'un compost riche pour nourrir le sol.

La mise en place des kits a été assurée par une équipe réduite à deux agents, augmentant ainsi la charge de travail individuelle par rapport aux quatre agents mobilisés l'an dernier. La complexité logistique, notamment pour le transport des kits vers les différentes îles, a été largement atténuée grâce à la prise en charge du fret par les pouvoirs publics, condition essentielle au succès de l'opération. Pour accompagner les bénéficiaires isolés, des tutoriels vidéo ont été réalisés. Ces supports pratiques détaillent les étapes de montage du kit ainsi que les travaux d'entretien, garantissant ainsi une autonomie totale pour les usagers, même dans les zones où la présence d'agents CAPL est limitée.

Le projet « Ora Maitai » a ainsi permis un déploiement réussi de kits potagers à fort impact éducatif, sanitaire et sociétal dans l'ensemble des archipels de la Polynésie française. Les innovations introduites cette année et les efforts soutenus sur le plan logistique, humain et administratif illustrent l'engagement de la CAPL et de notre pays à promouvoir une agriculture durable et une alimentation saine au cœur des communautés locales.

Des actions concrètes pour le développement de nouvelles filières agricoles

La CAPL a déployé en 2024 une série d'initiatives innovantes visant à diversifier et renforcer les filières agricoles en Polynésie française. Voici les principales actions menées :

- *Essais expérimentaux de chou-rouge à Rimatara* : Pour promouvoir une production biologique dans un environnement aux conditions optimales, le SAD a lancé des essais de culture de chou-rouge sur l'île de Rimatara aux Australes. L'objectif était d'encourager la diversification mais également l'agriculture biologique dans des zones à fort potentiel. Les essais ont été réalisés chez trois agriculteurs, avec la mise en place d'un itinéraire technique complet couvrant fertilisation et protection des cultures. Production de 1 150 kg de chou-rouge sur 3 000 m². Bien que la qualité soit satisfaisante, les rendements restent à optimiser. Les premiers choux-rouges, issus de ce système certifié, ont été présentés lors de la Foire Agricole de Tahiti 2024 ;
- *Installation d'une murisserie de bananes à Raiatea* : Afin de répondre aux besoins des cantines scolaires en bananes mûres et homogènes, la CAPL a installé une première murisserie à Raiatea pour améliorer la performance et la structuration de la filière banane. Les bananes sont prévues dans un premier temps pour les cantines scolaires, notamment de Taputapuatea. Les agents du SAD ont étudié les meilleures pratiques lors d'une mission à La Réunion, où des murisseries opérationnelles existent depuis plusieurs années. Les premiers lots livrés répondent parfaitement aux attentes. Forts de ces résultats, d'autres établissements scolaires ont manifesté leur intérêt. Une deuxième murisserie est prévue pour 2025 dans la commune de Teva I Uta sur l'île de Tahiti ;
- *Création d'un service d'accompagnement à l'agro-transformation* : L'embauche, en septembre 2024, d'un technicien spécialisé en agro-transformation renforce l'accompagnement des projets dans ce secteur avec l'ambition de développer les activités d'agro-transformation, accompagner producteurs et transformateurs, gérer les ateliers relais de Raiatea, élaborer des supports de vulgarisation et fournir un appui réglementaire, technique et économique, et soutenir des initiatives telles que le programme « Cantines à l'unisson » ;
- *Optimisation de la filière carotte* **:** La campagne carotte a été réorganisée avec succès grâce à une gestion centralisée par la SNA TUHAA PAE à Tubuaï. Points forts :
    - Production stable à 587 tonnes ;
    - Augmentation de 61,8 % des surfaces cultivées par rapport à 2022 ;
    - Amélioration du rendement par hectare de 21,75 % ;

- Commercialisation et stockage : Près de 20 tonnes de carottes commercialisées, notamment via la plateforme Matete.pf. Stockage de 72 tonnes en chambre froide à Tipaerui, garantissant un stock tampon. Une sécheresse a retardé les semis, réduisant la récolte de juillet à 11,9 tonnes (contre 150 prévues) et engorgeant les capacités de stockage, avec un report significatif en août. Une enquête de production menée en décembre 2024 a recueilli les retours des producteurs pour envisager des améliorations en 2025. L'unité de transformation « Hotu Nui No Tupuai » n'a pas été livrée à temps en raison de contraintes de construction et d'un retard de matériaux. Les machines de transformation ont été installées en décembre 2024, avec des essais prévus pour février 2025 après finalisation des installations électriques.

- *Soutien aux projets privés innovants en production agricole* : Le SAD a identifié quatre porteurs de projets novateurs dans le secteur des productions vivrières, en respectant le cahier des charges du projet TAVIVAT. Les initiatives retenues sont :
  - Le conditionnement de tubercules vivriers sous forme de produits découpés et congelés grâce à une unité de transformation « clé en main » ;
  - La production de plants vivriers de variétés sélectionnées, enrichis d'un complexe mycorhizien autochtone ;
  - Le suivi scientifique d'un système de production syntropique visant à cultiver sans intrants extérieurs ;
  - La valorisation de sols hydromorphes (marécages) en production vivrière selon un système agroforestier.

- *Développement de la filière valorisation des déchets* : En partenariat avec l'ADEME, la CAPL a cofinancé un ingénieur dédié à la valorisation des matières organiques, dans le but de développer une filière durable et respectueuse de l'environnement. L'objectif est de réduire les déchets mis en décharge, soutenir l'économie circulaire, diminuer la dépendance aux engrais chimiques, dont les coûts ont fortement augmenté depuis la crise COVID.

  Les projets suivants ont également été menés :
  - Poursuite du projet de loi de pays sur l'épandage des matières organiques ;
  - Élaboration d'un projet d'arrêté pour la catégorisation et l'utilisation des sous-produits organiques. Inauguration du laboratoire d'analyse de sol, accompagné de la formation des agents ;
  - Suivi de la valorisation des sous-produits de poisson du port de pêche ;
  - Organisation d'un séminaire interrégional Pacifique sur l'utilisation des matières organiques, prévu pour mars 2025 ;
  - Finalisation des enquêtes de gisement dans la majorité des archipels (sauf les îles du Vent) ;
  - Renforcement du partenariat avec l'association inter-pacifique VALORGA pour favoriser formation et projets ;
  - Inauguration du laboratoire d'analyse de sol en avril 2024, la CAPL a inauguré son laboratoire d'analyse de sol en présence du ministre de l'Agriculture, marquant une étape clé pour améliorer les pratiques agricoles locales. Étapes clés du projet :
    - Janvier 2024 : Finalisation des fiches techniques de prélèvement et d'analyse ;
    - Février 2024 : Formation des techniciens ;
    - Mars 2024 : Premiers essais sur le terrain en partenariat avec la DAG et un fournisseur de déchets verts (résultats en attente) ;
    - Avril 2024 : Inauguration officielle ;
    - Juin et Novembre 2024 : Prélèvements et comparaisons d'échantillons à Raiatea et Tubuai ;
    - Décembre 2024 : Formation sur l'amendement des sols ;
    - Axes d'amélioration identifiés : Anticiper les commandes de réactifs (2 mois à l'avance) ;
    - Collaborer avec un laboratoire externe en 2025 pour certifier les analyses et renforcer la crédibilité du service ;
    - Réglementation sur les effluents d'élevage : Enfin, une loi de pays est en cours de rédaction concernant l'utilisation des produits résiduels organiques pour l'épandage agricole ;

- Processus et enjeux : L'ingénieur du SAD a participé à de nombreuses rencontres avec administrations et professionnels afin d'identifier les besoins et préoccupations.

Les initiatives de 2024, alliant expérimentation, accompagnement technique et renforcement de la chaîne de valeur, ouvrent la voie à une agriculture plus performante, respectueuse de l'environnement et adaptée aux défis locaux.

Nouveaux outils et initiatives 2024 pour renforcer l'accompagnement des professionnels

En 2024, la CAPL a déployé une série d'actions et d'outils innovants destinés à améliorer l'accompagnement des professionnels du secteur primaire, renforçant ainsi sa mission de représentation et de soutien.

Renforcement des capacités du SAD

Les nouveaux agents recrutés l'année précédente ont pu, grâce à plusieurs mois de pratique, atteindre une efficacité notable. Leur expertise s'est particulièrement illustrée sur Tubuaï, où le savoir-faire du nouveau technicien a permis d'assurer un accompagnement de qualité lors de la campagne de carotte, et sur la presqu'île, où la présence renforcée des animateurs a optimisé l'accompagnement sur le terrain. Depuis l'arrivée du nouveau responsable de service, le SAD a procédé à une refonte de son organisation et de ses procédures internes. Ces ajustements ont permis une meilleure transmission des informations et un accompagnement administratif plus réactif, tant pour les professionnels que pour les porteurs de projet.

Création et lancement du Centre de gestion de Polynésie française (CGPF)

Inspiré par les modèles en Nouvelle-Calédonie, le CGPF a été créé pour structurer professionnellement et administrativement les petites et moyennes exploitations. Ce centre offre aux adhérents de la CAPL un accompagnement spécialisé en gestion comptable, administrative et financière, contribuant ainsi à la professionnalisation du secteur. Malgré quelques retards de formation dus à des difficultés survenues en Nouvelle-Calédonie, des mesures correctives ont été mises en place pour rattraper le retard. Les formations intensives reprendront dès janvier 2025 afin de finaliser la montée en compétences des agents chargés du CGPF, qui devrait débuter la prestation de ses premiers services en 2025.

Renforcement de la relation avec les professionnels

En 2024, plus de 900 professionnels ont été rencontrés par les agents du SAD, dont 608 agriculteurs suivis mensuellement. La réorganisation des secteurs d'intervention des agents à Tahiti a permis d'augmenter la fréquence des visites, notamment pour l'évaluation mensuelle des prévisions de récolte. Les agents du SAD ont intensifié le suivi des demandes initiales ou de renouvellement de la carte professionnelle agricole, en réalisant un nombre important d'enquêtes de contrôle pour garantir la qualité des inscriptions.

Modernisation de la formation

Contrairement à 2023, l'année 2024 a vu la reprise et le développement des formations destinées aux professionnels. Plusieurs sessions de formation et ateliers d'initiation ont été proposés, renforçant ainsi l'expertise interne et offrant aux adhérents les clés pour s'adapter aux évolutions du secteur.

Refonte des modalités d'adhésion et de l'annuaire CAPL

Suite à l'entrée en vigueur du nouvel arrêté statutaire en septembre 2024, la gestion du registre et des cartes CAPL a été réorganisée par délibération de l'assemblée générale. Le registre est désormais désigné sous le nom d'« Annuaire de la CAPL » afin d'éviter toute confusion avec d'autres registres administratifs. Cet annuaire assure pour l'instant la gestion des inscriptions pour l'agriculture et la pêche lagonaire jusqu'à la validation d'un registre spécifique. Les adhérents sont désormais répartis en six catégories distinctes (grands exploitants, petits exploitants, professionnels de la pêche lagonaire, groupements et grosses sociétés, professionnels terre-mer et porteurs de projets), avec des tarifs adaptés respectivement à 12 000, 6 000, 6 000, 18 000, 6 000 et 6 000 F CFP.

Des améliorations importantes ont été introduites : suppression des contrôles systématiques pour les premières demandes d'adhésion et ouverture de l'adhésion aux jeunes émancipés dès 16 ans, afin de dynamiser le secteur primaire et faciliter l'accès aux aides pour les jeunes pêcheurs lagonaires à partir de 18 ans.

Parallèlement, une refonte complète des formulaires d'adhésion et des visuels des cartes membres a été lancée en janvier 2024. Les nouveaux formulaires, plus clairs et uniformes, ainsi que les cartes au format PVC CR80 (similaire aux cartes bancaires), renforcent l'image moderne et professionnelle de la CAPL. La gestion informatisée de l'annuaire de la CAPL a été améliorée grâce à un nouveau logiciel interne, permettant des

recherches précises par activité et facilitant l'extraction de données, notamment pour la délivrance des attestations et le suivi des adhésions.

Ces initiatives témoignent de l'engagement de la CAPL à moderniser ses outils et à renforcer son accompagnement, dans le but de répondre de manière proactive aux besoins des professionnels et d'accompagner efficacement le développement du secteur agricole et halieutique en Polynésie française.

- Bilan de l'agriculture (DAG)

Les orientations stratégiques en matière de développement du secteur agricole sont développées dans le schéma directeur de l'agriculture 2021-2030 qui a été adopté à l'Assemblée de la Polynésie française par délibération n° 2021-40 APF du 18 février 2021. Son objectif principal est d'accroître notre souveraineté alimentaire en favorisant le développement des filières de productions locales et la consommation des produits de nos terroirs, en cohérence avec l'objectif de développement durable n°2 (ODD) fixé par l'ONU, et en s'appuyant sur la petite agriculture familiale, le développement de pratiques durables et régénératrice de la biodiversité et des écosystèmes, et le soutien accru d'organisations et d'institutions professionnelles renforcées.

Cependant, ce schéma présente des lacunes notables qui pourraient entraver sa mise en œuvre et limiter son impact :

- Investissements insuffisants dans les **énergies renouvelables** : L'accès à une irrigation agricole dans les quantités nécessaires et à moindre coût est crucial pour le développement cultural et l'élevage (eau potable), mais le schéma ne prévoit pas de stratégie d'investissements suffisants et adaptés dans les énergies renouvelables pour alimenter les systèmes de pompage et d'irrigation ;
- **Mobilité inter-îles limitée** : Le transport efficace des produits agricoles entre les îles est essentiel pour assurer la distribution et la commercialisation. Or, le schéma agricole doit s'appuyer sur une politique publique de transport accordant une importance suffisante à la mobilité verte, ce qui risque de freiner à moyen terme le développement des filières de productions locales par les coûts d'approche ;
- **Transition vers une agriculture communautaire** : Le passage d'une agriculture familiale individualisant à une agriculture communautaire nécessite un accompagnement et des investissements spécifiques pour assurer une transition réussie et équitable.

Cette politique volontariste s'appuie principalement sur la mise en œuvre de programmes structurants visant à favoriser l'augmentation des surfaces agricoles (aménagements de nouveaux domaines et soutien à l'aménagement agricole), la productivité des exploitations (aides à l'investissement), le développement des filières agricoles et d'agro-transformation (mise en place de structures de stockages, transformation et conditionnement dans les îles) et le renforcement cohérent des structures d'accompagnement des agriculteurs (DAG, CAPL, Groupement de défenses sanitaire, Système participatif de Garantie Bio Fetia...).

Malgré une période d'instabilité économique et de fortes inflations entre 2019 et 2022 (pandémie du COVID 2019, déclenchement de la guerre en Ukraine en 2022) qui a entrainé l'abandon de certains projets d'aménagements finalement jugés inappropriés au regard de l'augmentation du coût des travaux, les programmes d'investissement conduits par la DAG se sont maintenus en 2024 avec un montant d'engagement de crédits en investissement de 2,8 milliards F CFP (contre 2,3 milliards en 2023, 3 milliards en 2022 et 2,5 milliards en 2021) et un montant de liquidation de 2,2 milliards F CFP (contre 2,9 milliards en 2023, 2,2 milliards en 2022 et 1,8 milliard en 2021).

Les résultats de cette nouvelle politique agricole plus volontariste et incitative ne seront toutefois réellement visibles qu'à moyen terme quand les nouvelles filières de productions, conditionnement, transformation et commercialisation se seront mises en place ce qui permettra d'évaluer de manière plus précise le ratio coûts/avantages. Cette évaluation prévue dans le cadre du schéma directeur nécessitera également de renforcer et finaliser le système d'information administratif (SIA), qui sera l'outil de pilotage en temps réel des productions agricoles par archipels et par commune.

Les données issues du Recensement général de l'agriculture (RGA) de 2024, comparées à celles des recensements précédents, révèlent des tendances importantes pour le secteur agricole. Tout d'abord, elles confirment la diminution des surfaces agricoles utiles (SAU), une tendance observée depuis 1995. Cependant, il est notable que cette baisse s'est considérablement ralentie depuis 2021. Alors qu'entre 1995 et 2012, la SAU avait chuté de 45 %, la diminution n'a été que de 2 % au cours des dix dernières années, passant de 3 183 ha en 2021 à 3 135 ha en 2023 (hors pâturages et cocoteraies).

Cette évolution plus modérée de la SAU contraste avec la forte érosion du nombre d'exploitations agricoles. En effet, ce dernier a diminué de 22 % entre 2012 et 2023, passant de 4 484 à 3 517 (avec les critères de 2012). Cette concentration des exploitations, qui gagnent en taille tout en restant relativement modestes, soulève des questions sur l'efficacité du pilotage de la politique agricole (pertinence des aides et subventions, des actions correctives). L'analyse conjointe des RGA de 2012 et 2024 met en évidence des disparités entre les indicateurs et suggère des lacunes potentielles dans les stratégies mises en œuvre pour soutenir et développer le secteur agricole. »

- Bilan de l'Etablissement public Vanille de Tahiti (EVT)

Dans le cadre des **orientations stratégiques de 2024**, la filière vanille de Tahiti a placé la **qualité et la montée en puissance de la production** au cœur de ses priorités. Face à une demande internationale en forte croissance et à des exigences accrues en matière de conformité, l'accent a été mis sur le **renforcement des standards de qualité**, notamment à travers le strict respect des **Limites maximales de résidus (LMR)**.

Une campagne de **sensibilisation et d'accompagnement** a permis aux producteurs d'adopter des pratiques culturales plus respectueuses de l'environnement, aboutissant à une réduction significative des résidus de pesticides. Cet engagement s'inscrit dans une logique de différenciation et de compétitivité, visant à positionner la vanille de Tahiti comme une **référence mondiale**.

Parallèlement, la filière a poursuivi une démarche stratégique essentielle : l'obtention d'une **Indication géographique protégée (IGP)**. Ce label constitue une **protection juridique et commerciale majeure**, garantissant la reconnaissance de l'origine et des spécificités uniques de la vanille de Tahiti. L'IGP s'impose comme un levier structurant pour **sécuriser et valoriser l'appellation**, tout en **favorisant l'extension de la production** à l'ensemble des archipels polynésiens.

Ces actions s'inscrivent dans une **vision à long terme** visant à faire de la vanille de Tahiti une **filière d'excellence, durable et compétitive**, capable de répondre aux attentes des marchés tout en préservant l'authenticité et le savoir-faire local.

6.2.2 Bilan des réformes

- Bilan de la Chambre de l'agriculture et de la pêche lagonaire (CAPL)

L'année 2024 représente un tournant majeur pour la CAPL avec l'adoption officielle de sa réforme par l'arrêté n°1668 CM du 19 septembre 2024. Cette réforme, fruit d'évolutions engagées depuis plusieurs années, a pour objectif de renforcer l'autonomie et l'efficacité de l'établissement en lui conférant le statut d'établissement public consulaire à statut particulier. Pour assurer une mise en œuvre optimale de cette réforme, la transition s'articule autour de plusieurs étapes clés :

- 1er janvier 2025 : Passage de la comptabilité au régime de droit privé, offrant ainsi une gestion plus flexible et une autonomie financière accrue ;
- 1er avril 2025 : Passage de l'ensemble du personnel sous contrat de droit privé, garantissant une plus grande souplesse en matière de recrutement, une meilleure gestion des ressources humaines et un accès facilité aux formations professionnelles ;
- Premier trimestre 2025 : Mise en place des nouvelles procédures internes adaptées aux missions élargies de la CAPL, incluant désormais la gestion des services industriels et commerciaux, en complément de ses fonctions administratives et consultatives.

Pour accompagner cette transition, la CAPL a mobilisé plusieurs prestataires spécialisés afin de redéfinir son cadre juridique, organisationnel et comptable. La DMRA (Direction de la modernisation et des réformes de l'administration), devenue la DTI (Direction des talents et de l'innovation), a notamment joué un rôle déterminant en appuyant la rédaction des termes de référence des besoins avant la sélection de ses quatre partenaires :

- Prestation de conseil juridique pour assurer la conformité du processus de transition avec la réglementation en vigueur et proposer des solutions adaptées aux agents concernés, permettre la transformation des contrats, veiller au respect des obligations légales associées aux nouveaux statuts, intégrer de diverses options de rémunération pour offrir plus de flexibilité et de motivation aux agents ;

- Dialogue social renforcé : Mise en place et accompagnement des instances de dialogue social et élaboration d'une convention collective pour soutenir et impliquer les agents durant toute la phase de transition, élaborer un dispositif de soutien global pour faciliter le changement et organiser de sessions dédiées aux nouvelles conditions de travail, afin de préparer les équipes aux ajustements futurs. Ce deuxième prestataire a accompagné la CAPL pour mettre en place des outils de suivi et d'évaluation pour valoriser les compétences et améliorer la productivité ;
- Migration du système d'information comptable vers le logiciel de gestion « ODOO » de la CAPL avec pour objectif de passer d'une comptabilité publique à une comptabilité privée, afin de moderniser la gestion financière de la CAPL ;
- Mise en place du système d'information des ressources humaines (SIRH) pour adapter la gestion des ressources humaines aux nouvelles exigences juridiques et organisationnelles.

Cette réforme est un tournant stratégique pour la CAPL. Grâce à ces initiatives, la CAPL se dote des outils et compétences essentiels pour réussir sa réforme. Ce changement structurel offre plusieurs avantages majeurs :

- Diversification des sources de revenus : Dès 2024, la CAPL a amorcé cette transition en révisant ses tarifications sur divers services, notamment la location de stands lors d'événements agricoles, la vente de produits agricoles (semences, engrais de poisson), la gestion d'exploitations agricoles. Ces actions ont généré des recettes significatives en 2024, avec des prévisions encore plus optimistes pour 2025 ;
- Modernisation du fonctionnement interne : Le passage du personnel sous contrat privé renforce l'attractivité des postes, favorise la montée en compétences des équipes et permet une meilleure gestion des ressources humaines. Le premier trimestre 2025 sera dédié à l'ajustement des processus internes, assurant une transition harmonieuse vers ce nouveau modèle hybride alliant missions consulaires et activités économiques. En renforçant son autonomie financière et en modernisant sa gestion, la CAPL se positionne comme un acteur incontournable du développement agricole et halieutique en Polynésie française. L'année 2025 sera déterminante pour concrétiser ces évolutions et assurer la réussite de ce nouveau modèle ;
- Actuellement, la CAPL dépend principalement d'une subvention annuelle de la Polynésie française. Pour renforcer son autonomie financière, plusieurs pistes de financement ont été identifiées :
  - Augmentation des services et prestations payantes : Diversification de l'offre de services pour générer de nouvelles recettes ;
  - Maintien de la subvention de fonctionnement du Pays : Assurer une base financière stable ;
  - Affectation des loyers des lotissements agricoles : Réaffecter ces revenus à la CAPL ;
  - Réallocation d'une partie d'une taxe existante : Identifier des sources de revenus complémentaires ;
  - Mise en place d'une contribution des patentés : Instaurer une contribution spécifique pour les utilisateurs de certains services ;
  - Contribution de solidarité territoriale sur les produits des activités agricoles et assimilées (CST-A) : Générer des fonds à travers une taxe ciblée sur les activités agricoles.

Avec ces mesures et orientations, la réforme de la CAPL ouvre une nouvelle ère de modernisation et de dynamisme. Elle garantit non seulement une meilleure gestion interne et une diversification des revenus, mais aussi un accompagnement renforcé des professionnels du secteur agricole et halieutique. L'avenir s'annonce prometteur pour la CAPL, véritable pilier du développement primaire en Polynésie française.

- Bilan de l'Etablissement public Vanille de Tahiti (EVT)

Le projet ambitieux de l'EVT visant à introduire un **nouveau modèle de culture sous serre innovante** n'a pas encore pu être déployé, en raison du stock de **kits ombrières** toujours en attente de livraison et d'installation pour les producteurs bénéficiaires des aides agricoles attribuées depuis 2022. Cette contrainte logistique a retardé la mise en œuvre, mais ne remet pas en cause l'orientation stratégique engagée.

Malgré ces défis, des **avancées structurantes ont été réalisées**. Les études techniques et financières des serres innovantes ont été finalisées en partenariat avec un **fournisseur agréé**, et un marché public sera prochainement lancé pour concrétiser leur mise en place. La **demande d'autorisation de programme pour le financement** de cette commande spécifique est planifiée pour **2026**, inscrivant cette réforme dans une approche progressive mais résolument tournée vers la modernisation des pratiques culturales.

En parallèle, l'EVT maintient la **fourniture de lianes saines aux producteurs** comme un **axe prioritaire**. Afin de garantir un matériel végétal de qualité et de soutenir la croissance de la filière, des **travaux de réhabilitation des pépinières de Raiatea** ont débuté en 2024. Cette initiative vise à **optimiser la croissance des lianes** et à amorcer une production de gousses destinée au **projet d'agro-transformation** envisagé par l'EVT.

Ces réformes traduisent une volonté ferme de **structurer durablement la filière**, en conjuguant **innovation, soutien aux producteurs et montée en gamme** pour assurer la compétitivité et la pérennité de la vanille de Tahiti.

6.2.3 Bilan des objectifs de performance

- Bilan de l'agriculture (DAG)

Objectif n°1 : Développer l'activité agricole et l'emploi dans les exploitations agricoles familiales, comme outil de cohésion sociale dans les archipels

Objectif n°1 - Développer l'activité agricole et l'emploi dans les exploitations agricoles familiales, comme outil de cohésion sociale dans les archipels

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Surface totale des lotissements agricoles aménagés existants	Ha	1 125	1 148	1 350	1 250	1 239	1 447	1 500
Indicateur 1.2 - Nombre de lots attribués CALLA	unités	53	139	70	70	54	80	80
Indicateur 1.3 - Taux de mise en valeur des lots attribués	%	78	62	85	75	62	80	85
Indicateur 1.4 - Nombre d'agriculteurs bénéficiant du dispositif d'Insertion par la création d'activité - ICRA (nouveaux bénéficiaires)	Nb	48 *(dont 20 vanille)*	47 (dont 12 vanille)	60	50	51 (dont 5 vanille)	100	100
Indicateur 1.5 - Nombre de jeunes inscrit dans le dispositif de formation à l'installation du CFPPA - FIA	Nb	27	19	75	14	14	45	60
Indicateur 1.6 - Montant des aides attribuées (hors forêt) (ODD 2.a.2)	millions F CFP	843	549	800	700	817	600	700

Sources des données :
SEFI (ICRA), CFPPA (FIA), DAG (Aides,...)
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateurs 1.1 , 1.2, 1.3- indicateurs calculés à partir des outils de gestion des lotissements agricoles de la DAG (Excell,SIG)
Indicateurs 1.4 à 1.6 - indicateurs calculés à partir des outils de suivi des bénéficiaires d'aide correspondantes
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

L'objectif n°1 vise à créer les conditions favorables à la création et au développement des exploitations agricoles, en favorisant l'accès au foncier agricole, en soutenant la réalisation d'investissements structurants au sein des exploitations et des organisations professionnelles, en développant l'offre de formation, et en favorisant la création de l'emploi salarié et saisonnier.

Hormis, ceux relatifs à l'installation des jeunes et aux taux de mise en valeur des lots agricoles qui restent perfectibles, les indicateurs de suivis ont globalement été atteints en 2024 témoignant du dynamisme maintenu du secteur en matière d'investissement et du travail engagé par la DAG pour augmenter les surfaces agricoles aménagées. Les principales actions conduites pour favoriser le développement du secteur agricole ont été les suivantes :

- Augmentation des surfaces et valorisation des domaines agricoles.

La Direction de l'agriculture (DAG) gère maintenant près de 1 250 hectares de lotissements agricoles, sans compter les parcelles domaniales hors lotissement agricoles louées par la Direction des affaires foncières (DAF) à des fins agricoles et dont la gestion est en cours de transfert à la DAG. L'objectif est de poursuivre les travaux d'aménagements des terres domaniales (entretien et création des réseaux de pistes et d'adduction d'eau), d'aménager de nouveaux lotissements pour accroître les surfaces agricoles, qui dans de nombreuses îles sont en régression due à la compétition avec d'autres activités, et d'améliorer l'exploitation et la valorisation de ces surfaces. En 2024, les surfaces de lotissements agricoles aménagées ont augmenté de 91 hectares principalement sur Tahiti avec la création d'un lotissement dédié à l'élevage bovin de 60 ha et aux ISLV avec l'accroissement des lotissements de Faaroa et Vaitahe (Boubée) à Raiatea et Haamene à Tahaa, ces deux derniers étant consacrés à l'agriculture biologique. A noter également la création du premier lotissement agricole aux Tuamotu sur l'île de Fakarava avec 8 lots de 2 500 m². Les opérations de travaux ont essentiellement porté sur la réhabilitation du réseau hydraulique du domaine Ataha (Terre déserte) à Nuku-Hiva qui a été retardé par la liquidation judiciaire d'Interoute titulaire de plusieurs lots importants du marché,

et sur l'extension du réseau agricole du domaine de Toovii (en phase APD). Des études d'aménagements et de maîtrise d'œuvre de nouveaux lotissements sont toujours en cours sur les domaines de Puunui à Tahiti et Haaume (CAMCIM) à Nuku-Hiva. Concernant le suivi des mises en valeur des lots des lotissements agricoles, des bilans réguliers de mise en valeur des lots agricoles sont réalisés au moins deux fois par an, ce qui permet de libérer des lots non mis en valeur après avis de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles. Le taux de mise en valeur moyen mesuré est de 74 % aux IDV, 58 % aux australes, à 67 % aux ISLV et de 67 % aux Marquises.

Le dispositif d'aide en faveur de l'agriculture mis en place en 2017 (LP 2017-26) comprend un volet spécifique sur l'aménagement rural qui est mis en œuvre au sein des zones agricoles privées. Toutefois les taux d'aide (entre 50 et 60 % des dépenses éligibles) et les plafonds (25 millions F CFP) sont jugés insuffisants par les professionnels agricoles au regard de l'importance des montants d'investissement nécessaires pour aménager et exploiter les surfaces difficiles d'accès. Le montant des aides attribués à ce type de travaux n'a représenté que 119 millions F CFP en 2024, soit environ 18 % du montant total des aides attribuées pour des dépenses d'investissement. Un nouveau dispositif d'intervention sur foncier privé plus incitatif a été créé par la Loi du Pays n°2024-11 du 02 juillet 2024. Il permettra au Pays d'intervenir de façon beaucoup plus significative pour aménager des terres agricoles privées (aide pouvant aller jusqu'à 100 % des dépenses et plafonnées à 150 millions F CFP par projet) sous réserve que ces dernières soient classées en zone agricole protégée. Les premiers dossiers sont attendus en 2025.

- Soutien à l'installation des jeunes porteurs de projets

Le CFPPA a poursuivi en 2024 la mise en œuvre du dispositif du « parcours à l'installation » (lancé en 2019) visant à améliorer les conditions d'installation des jeunes dans l'agriculture et favoriser la réussite de leurs projets. Envisagé sur 3 ans, il permet de combiner des formations en alternance en 1ère année dans le cadre d'un CAE, des stages, des mesures incitatives d'aides à l'emploi gérées par le SEFI (ICRA), des aides financières de la DAG et un appui technique individualisé en deuxième et troisième année. En 2024, 51 nouveaux porteurs de projets ont bénéficié d'une aide du dispositif ICRA, et 14 jeunes se sont nouvellement inscrits et ont suivi des formations à l'installation (1 session démarrée à Hiva-Oa en 2024 après celle de Tahiti et Raiatea de 2023 qui se sont terminées en 2024). Il est cependant toujours difficile d'organiser 3 sessions de 15 personnes comme prévu initialement et de trouver suffisamment de candidats répondant aux critères fixés (terrain disponible, motivation, expériences ou compétences minimales en agriculture).

Le ministère de l'agriculture a demandé au CFPPA de revoir leur approche de communication et de s'appuyer davantage sur la CAPL et nos 3 lycées agricoles pour identifier les jeunes agriculteurs pouvant bénéficier de ce dispositif.

- Aides financières à la filière agricole (loi du pays 2017-26 du 9 octobre 2017) :

Depuis la mise en application du dispositif fin 2017, la DAG a enregistré plus de 4 700 dossiers de demande d'aide agricole dont 507 en 2024. 525 arrêtés attributifs d'aide ont été signés en 2024 (4 079 depuis 2017) pour un montant d'aide attribuée de 817 millions F CFP hors filière forêt (5,8 milliards F CFP depuis 2017) dont 675 millions F CFP concerne des projets d'investissement : acquisition d'équipement, mise en place d'ombrières vanille, de structures d'élevage et d'agro-transformation, réalisation de travaux d'aménagement foncier. Le montant des aides effectivement versées en 2024 s'est élevé à près de 598 millions F CFP (équivalent au montant de 2023 s'élevant à 633 millions F CFP), ce qui représente, avec un taux d'aide moyen de 60 %, un montant d'investissement dans le secteur d'environ 1 milliard F CFP en 2024.

L'impact de ces aides sur la production, la situation financière et l'emploi sera mesurable de manière précise et fiable lorsque le SIA de la DAG sera pleinement opérationnel, même si les tendances semblent déjà indiquer une augmentation significative de la production agricole dans différentes filières.

- Restauration des "maite" (fosses de cultures) dans les Tuamotu :

Un programme de restauration de *maite* a été initié en 2023 avec pour objectif d'identifier les pratiques permettant de produire des espèces vivrières telles que taro, manioc, igname, pia, patate douce, banane, en agroforesterie sur atoll. Ces *maite* seront couplés avec des zones de reforestation en espèces de bois nobles (i.e. Tamanu, Tau, Miro, Ahi, Mara, …) associées aux techniques de permaculture permettant de régénérer les espèces végétales endémiques, indigènes ou d'introduction polynésienne : Tiare tahiti, miki-miki, uu'u, tafano, tohinu, ronga, ….

En 2024, un premier travail de cartographie des anciens *maite* a été réalisé sur plusieurs îles des Tuamotu. Il est accessible sur le SIG en ligne de la DAG. En parallèle, plusieurs *maite* ont été créés et restaurés sur Tatakoto permettant de tester plusieurs pratiques culturales.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Conformément à ce qui était indiqué dans le PAP 2024, un nouveau dispositif d'aide a été mis en place avec la loi du pays n°2024-11 du 02 juillet 2024 relative à la réalisation des pistes d'accès et travaux d'aménagement des assises foncières privées destinées à l'activité agricole. Ce dispositif permettra au Pays de financer dès 2025 la mise en valeur agricole de fonciers privés classés en zones agricoles protégés.

Sera également mis en place une enquête auprès des bénéficiaires des lots agricoles pour identifier les obstacles rencontrés et proposer des solutions adaptées. Le développement des partenariats avec agriculteurs modèles, à l'instar de ceux formés dans le cadre du programme PROTEGE, comme outils d'accompagnement de démonstrateurs et de formation pour l'accompagnement des agriculteurs, sera renforcé. Il conviendra aussi de finaliser la structuration du SIA, comme outil de pilotage et initier la démarche qualité ISO 9001 pour renforcer la performance des cellules et subdivisions de la DAG.

Objectif n°2 : Insérer les producteurs au sein de filières alimentaires diversifiées permettant au Pays d'accroître ses ressources et sa souveraineté alimentaire

Objectif n°2 - Améliorer l'insertion des producteurs au sein de filières diversifiées permettant au Pays d'accroitre ses ressources et sa souveraineté alimentaire

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 - Nombre de demandes de PC déposées relatives à des projets d'ateliers d'agro-transformation par la Direction de l'agriculture	Nb cumulé	4 *(pour 9 ateliers)*	5 *(pour 10 ateliers)*	7 *(pour 12 ateliers)*	7 *(pour 12 ateliers)*	7 *(pour 12 ateliers)*	7 *(pour 12 ateliers)*	9 *(pour 14 ateliers)*
Indicateur 2.2 - Nombre de porteurs de projets en agro transformation formés ou informés	Nb	74	51	70	75	76	75	80
Indicateur 2.3 - Nombre d'îles équipés de structure d'abattage de proximité hors Tahiti (ETG aire abattage aménagée ou abattoir) -	Nb cumulé	0	0	3	0	0	1	5
Indicateur 2.4 - Nombres d'îles équipées par le Pays de structure/équipements de stockage des produits agricoles	Nb cumulé	7	10	10	10	10	12	13
Indicateur 2.5 - Nombre de Plants fruitiers vendus	Nb	19 740	18 029	22 000	22 000	16 500	22 000	22 000
Indicateur 2.6 - Production de porc charcutier (SDA)	tonnes	855	832	860	840	850	860	900

Sources des données :
DAG (Productions,...)
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateurs 2.1 à 2.4 - indicateurs calculés à partir du suivi des opérations de formation et travaux conduites par la DAG
Indicateur 2.5 - indicateur calculé à partir des données de production des pépinières de la DAG
Indicateurs 2.6 - indicateurs calculés à partir des données collectées par la DAG sur les productions commercialisées
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

La mise en marché des productions locales notamment des îles se heurtent souvent à un manque d'organisation des filières de production et à un manque de préparation des produits qui ne répondent pas toujours aux besoins des consommateurs recherchant une plus grande diversité de produits notamment déjà préparés ou prêts à l'emploi. Les productions animales des îles se heurtent également au manque d'infrastructures d'abattage et de conditionnement des produits permettant de leur apporter les garanties sanitaires réglementaires pour leur commercialisation.

Pour y répondre, plusieurs programmes de réhabilitation et de construction d'équipements structurants dans les filières animales et végétales, mais aussi de diversification et de renforcement des filières ont été initiés visant à permettre de regrouper, conditionner, stocker les productions et à faciliter leur commercialisation.

Il est crucial de soutenir ces investissements par un accompagnement technique et financier adapté, afin de maximiser leur impact sur l'autonomie alimentaire. Ainsi, le bureau de la stratégie de la DAG doit se positionner sur le modèle économique et solidaire de ces infrastructures (abattoir comme des ateliers d'agro transformation), leur cohérence avec les productions locales des lotissements agricoles destinés en premier à l'autonomie, la sécurité et la souveraineté alimentaire et enfin à la politique d'exportation.

Mises en place d'ateliers d'agro-transformation à Tahiti et dans les archipels.

La première vague de déploiement d'ateliers d'agro transformation, débutée en 2020, visait la construction de 9 ateliers, avec 1 unité à Huahine, 2 unités à Taha' a, 3 unités à Taputapuatea et enfin 3 unités à Mataiea.

La construction des ateliers de Taha'a et de Taputapuatea a été retardée à la suite de la liquidation judiciaire de l'entreprise Interoute, titulaire de plusieurs lots de travaux, ce qui a nécessité la relance des lots concernés et retardé la livraison des ateliers à mi 2025.

Les appels à candidature pour l'exploitation des ateliers ont toutefois été lancés en 2024, 7 ateliers ont été attribués sous la forme de bail commercial à des entreprises porteuses de projets de transformation de produits agricoles et l'attribution des ateliers de Tahaa est prévue début 2025. Les entreprises attributaires ont également bénéficié d'aides à l'investissement du Pays pour équiper les ateliers. Elles bénéficient également de l'appui technique et du suivi du pôle agro-alimentaire de la cellule Recherche-Innovation de la DAG et un premier bilan sur une année entière de production pourra être réalisé fin 2025.

Pour assurer le succès de ces ateliers, plusieurs facteurs sont essentiels : la cohérence avec les productions locales, un prix équitable gagnant-gagnant entre producteurs et transformateurs, l'implication des communes et du Pays pour ouvrir les marchés des restaurations scolaires, et enfin la régularité et la fiabilité des services aériens et maritimes, indispensables pour l'approvisionnement et la distribution.

La deuxième vague de déploiement des ateliers d'agro transformation a débuté en 2023 avec 3 sites d'implantation : 1 unité sur Rurutu, 1 unité sur Tubuaï et 1 unité sur Rimatara. La livraison de ces ateliers d'agro transformation s'échelonnera sur 2025 et 2026.

Des recherches de fonciers sont également en cours pour l'implantation de 2 voire 3 ateliers d'agro transformation à Moorea, Hiva-Oa et dans le secteur de Taravao.

- Soutien aux filières de production animales.

Fonctionnement de l'abattoir de Papara

Comme chaque année et conformément à la convention d'affermage de l'abattoir de Papara entre le Pays et la SEM abattage de Tahiti, la DAG est fortement mobilisée pour le financement et la réalisation des gros travaux de réhabilitation de l'abattoir de Papara.

Après obtention fin 2021 des PC et ICPE dans le cadre du marché de conception/réalisation de la nouvelle station d'épuration de l'abattoir, les travaux ont démarré en 2022 et se sont terminés fin 2023. La phase de test des installations a donc démarré en 2024 et devrait se terminer en 2025 avec le transfert de la gestion à la SEM abattage de Tahiti qui devra désigner un prestataire pour son fonctionnement, sa maintenance et son entretien.

L'installation de la nouvelle chaine de traitement des déchets de l'abattoir s'est achevée début 2024 avec notamment la réparation de la conduite d'évacuation des eaux usées et de la toiture et la formation des équipes de l'abattoir. Les équipements sont en fonctionnement, mais des difficultés persistent pour l'élimination des crânes de bovins. L'élimination du résidu de traitement se fait actuellement par incinération mais des études seront conduites en 2025 pour orienter ces matières vers des filières de production d'engrais.

La rénovation complète de la chaîne d'abattage de Papara s'est achevée en 2024 avec l'acquisition d'une balance de précision. L'équipement a été installé le 20/12/2024 et est opérationnel.

La DAG a également réceptionné en 2024 les résultats d'une étude lancée en 2023 portant sur la réalisation d'un audit énergétique de l'abattoir et la conception d'un projet d'équipements et travaux visant à optimiser les réseaux froid et chaud de l'abattoir. Une mission complémentaire de MOE sera menée début 2025 pour dimensionner et chiffrer de manière plus précise les solutions proposées et notamment le remplacement de la chaudière à vapeur, l'actuelle étant surdimensionnée.

La DAG a commandé fin 2024 l'élaboration d'un schéma directeur de l'abattoir : Les récentes études de maîtrise d'œuvre pour la rénovation de la partie bâtimentaire de l'abattoir public ont en effet mis en évidence le besoin de disposer d'un cadre fixant les orientations de l'outil et les activités qui devront y être conduites pour les 10 années à venir (dans l'attente de la construction d'un nouvel abattoir). Ce besoin a été souligné par les changements de direction successifs à la tête de l'établissement chacun venant contrarier et remettre en question les orientations précédemment retenues ce qui a fait obstacle à une vision claire des objectifs poursuivis. Une mission d'appui à l'élaboration d'un tel schéma a ainsi été contractée avec la société Li2a, spécialisée en ingénierie agroalimentaire avec une forte compétence dans le domaine spécifique des abattoirs.

Structures d'abattages dans les îles

Le programme de mise en place de structures d'abattage dans les îles prévoyait d'équiper 5 îles : 2 abattoirs multi-espèces à Raiatea et Nuku-Hiva, 2 établissements de traitement du gibier (ETG) à Ua-Pou et Ua-Huka pour conditionnement de la viande de chèvre, et 1 aire d'abattage aménagée (AAA) à Huahine pour les bovins. Les études de maîtrise d'œuvre ont été lancées pour les 5 projets : PC obtenu pour l'abattoir de Raiatea, demandes de PC déposées pour l'AAA de Huahine et les 2 ETG.

Cependant des divergences importantes entre la DAG et le maitre d'œuvre, des lacunes et retards importants observés dans la gestion des projets par le maitre d'œuvre ont conduit la DAG à résilier la plupart des marchés attribués à ce maître d'œuvre. La maitrise d'œuvre pour l'abattoir de Raiatea a été reprise par un nouveau groupement et les marchés de travaux ont été lancés début 2025.

Soutien financier à la filière porcine

La DAG avait mis en place en 2022 une aide ponctuelle de soutien au prix de la viande porcine afin de répondre aux problèmes d'augmentation du prix des aliments pour animaux constaté en 2021. Cette aide de 36F/kg de carcasse a été effective pour les productions porcines de 2021 et 2022. En 2024, avec la stabilisation des prix de l'aliment pour animaux qui restent toutefois élevés, mais compensés en partie par l'augmentation obtenue du prix de la viande porcine réglementé par le Pays (+15 % en mai 2022 et +15 % en décembre 2022), en concertation avec les éleveurs, il a été décidé d'attribuer une aide financière en trésorerie de 30 millions F CFP à la coopérative des éleveurs porcins afin de leur permettre de grouper leurs achats et de les importer directement pour bénéficier de tarifs avantageux. La coopérative est suivie par le bureau stratégie et économie de la DAG.

Filière avicole

Au niveau de la filière avicole, l'effort a porté en 2024 sur le renforcement du taux d'agrément des éleveurs conformément aux nouvelles dispositions réglementaires de l'arrêté n° 590 CM du 14 avril 2021. Ce dernier permet de répondre aux attentes des consommateurs et aux éleveurs de trouver leur place sur un marché offrant une diversité de produits, des œufs standards à prix encadrés aux œufs de poules élevées dans des conditions plus respectueuses de leur bien-être à prix libres. L'arrêté n° 590 CM est entré en vigueur à la date du 14 avril 2023, date à partir de laquelle les quotas d'importation de poussins ne sont accordés qu'aux élevages titulaires d'un agrément d'élevage. Si seulement 11 agréments ont été délivrés en 2023, fin 2024 il y a eu 91 élevages sur 142 qui ont été agréés, soit 64 % des élevages qui ont importé des poussins depuis 2022. Des instructions à distance ont été mises en place pour prendre en compte les difficultés des plus éloignés.

Un guide d'élevage a également été élaboré en collaboration avec l'EPFPA, la CAPL et le GDSA pour faciliter l'installation des petits exploitants dans des îles où l'appui technique est faible ou difficile en raison notamment de la géographie et des ressources humaines disponibles à la DAG.

Une application (smartphone et PC) pour la fabrication d'aliments au *fa'a'apu* pour nourrir les porcs et volailles a été créée dans le cadre de PROTEGE en 2022 et déployée en 2023. En 2024, la DAG a lancé une prestation pour l'améliorer et permettre d'intégrer plus de produits frais locaux dans la ration. L'application modifiée pour laquelle une traduction en anglais a également été développée sera disponible en 2025.

Soutien au Groupement de défense sanitaire des éleveurs de Polynésie (GDSA PF)

La DAG, pour le compte du Pays a attribué une subvention de 30 millions F CFP pour le fonctionnement du GDSA PF. Créé en avril 2021, il a pour objectif principal d'améliorer les pratiques sanitaires des éleveurs et regroupe au 31 décembre 2024, 119 adhérents dans toutes les filières animales y compris aquacole et dans tous les archipels de Polynésie. Il est membre du groupement des GDS nationaux et a été agréé en tant que groupement de producteurs agricoles sur instruction du BSE par arrêté 4573 du 14 mai 2024 et reconnu d'utilité publique par arrêté 2058 PR du 20 septembre 2024. La publication de l'arrêté 2563 CM du 31/12/2024 fixant la liste des médicaments vétérinaires nécessaires à la mise en œuvre des programmes sanitaires d'élevages et les conditions de distribution à leurs membres par les groupements de producteurs agréés permettra à ce groupement en 2025 de démarrer une activité de pharmacie vétérinaire permettant une meilleure prévention des maladies en élevage et d'offrir des tarifs de médicaments plus abordables.

- Mise en place de zones de conditionnement et stockage des produits agricoles

Dès 2021, un important programme de mise en place de structure de stockage et conditionnement de produits agricoles a été lancé. Il a démarré en 2022 avec la pose de 14 containers frigorifiques sur 7 sites différents. En 2024, 8 îles sont équipées de containers frigorifiques avec abris pour certaines (Rurutu, Rimatara, Maupiti) et 4 îles sont équipées de hangars de stockage avec chambres froides et panneaux photovoltaïques (Tubuai, Raiatea, Huahine et Ua Pou)

Ces structures sont utilisées par les agriculteurs pour stocker leurs produits agricoles avant l'arrivée des bateaux de transport. La gestion des hangars est attribuée à des entreprises ou groupements de producteurs impliqués dans le secteur après appel à candidature. L'objet est que ces structures bénéficient à tous les producteurs de l'île contre paiement des prestations proposées (lavage, stockage…).

Le hangar de Nuku-Hiva est en phase travaux pour 18 mois et celui de Tahaa en phase d'étude de maîtrise d'œuvre.

- ❖ Fournitures de matériel végétal performant

Le nombre de plants fournis aux agriculteurs a baissé en 2024 passant de 18 000 plants à 16 500. Cette baisse peut s'expliquer par la mise en place d'une nouvelle application sur Odoo de gestion des commandes, paiement et livraison de plants dans les pépinières de la DAG. Cet outil devrait permettre d'avoir un meilleur suivi de nos usagers et d'améliorer notre gestion des pépinières mais son utilisation doit encore être accompagnée dans certaines îles où la saisie des données restent perfectibles par manque de pratique mais aussi parfois de personnel. La demande en plants reste importante et les opérations de modernisation des pépinières de la DAG, de renouvellement des parcelles de conservation et multiplication des variétés (Ua-Huka, Nuku-Hiva et Rurutu ainsi que Tubuaï) ont été poursuivies en 2024. Les travaux de construction du centre technique des plants et semences de Ua-Huka ont également démarré en 2024 pour une livraison prévue en 2025.

Dans le cadre de la poursuite du programme d'éradication du virus de la tristeza mis en œuvre après la découverte du virus en 2022 à Ua-Huka, Nuku-Hiva et Rurutu (arrachage des plants touchés, nombreuses campagnes de détection), des campagnes d'analyses ont été maintenues en 2024 qui ont pu confirmer l'absence du virus à Ua-Huka et Rurutu (à nouveau déclarées indemnes respectivement en aout 2023 et aout 2024), mais pas à Nuku-Hiva où des plants contrôlés positifs ont dû encore être arrachés en 2024.

- ❖ Appui à la filière cocotier

L'appui au développement et à la diversification de la filière cocotier qui reste une filière majeure dans le paysage agricole polynésien a porté sur les actions suivantes :

- Mise en œuvre de la convention de mandat donnée à l'Huilerie de Tahiti (HDT) pour l'achat du coprah et versement d'une subvention d'équilibre à l'huilerie pour un montant total de 1 279 millions F CFP. Les chiffres seront consolidés en fin du 1er semestre 2025 après réception des comptes définitifs de HDT ;
- Cartographie de la cocoteraie polynésienne réalisée à partir de photos aériennes qui totalise 31 704 ha répartis sur 101 îles et atolls recensés. La cartographie des cocoteraies de chaque île/atoll étudié ainsi que les indicateurs tels la densité moyenne des cocotiers/ha, les informations relatives à la production de coprah, la typologie des cocoteraies … sont disponibles dans le système d'information géographique (SIG online) de la DAG.
- Gestion des équipements mis à disposition des communes pour soutenir le programme de régénération des cocoteraies ;
- Suivi de l'expérimentation menée chez un agriculteur de Raiatea (cofinancement PROTEGE) visant à valoriser les bourres de coco avec d'une part la production de terreau de semis et d'autre part d'un film de paillage en feutre de fibres de bourre de coco ;
- Mise en œuvre du plan de conservation des ressources génétiques du cocotier et de production de semences de cocotier. Actuellement des noix de variétés caractéristiques ont été prélevées pour mise en germination et parc à bois (variété Maria à Moorea), cependant la forte hétérozygotie du cocotier rend difficile de stabiliser son patrimoine génétique et de le conserver et multiplier à l'identique ;
- Mise en place d'un conservatoire de variétés de cocotiers pour production et évaluation de nouveaux hybrides (premiers hybrides nains rouges/grand local en cours de germination) ;
- Réalisation d'une étude sur la faisabilité de la production d'huile alimentaire à partir du coprah.

Historiquement, l'économie des Tuamotu, comme celle de nombreuses îles polynésiennes, était basée sur la production de coprah, une activité héritée de l'époque coloniale. Cette monoculture a eu des effets néfastes sur la structure sociale de la communauté et sur l'environnement. Il nous faut reconstruire une société solidaire capable de créer une économie diversifiée prospère et durable. Passer sur un modèle de diversification des produits du cocotier qui commence à voir le jour, permettra de dégager des marges rémunératrices plus intéressantes pour l'agriculteur avec moins de pénibilité du travail.

Un aspect crucial du projet est la réintégration des connaissances des sciences et des valeurs traditionnelles polynésiennes. Cette démarche permet non seulement de préserver le patrimoine culturel, mais aussi d'utiliser des pratiques ancestrales éprouvées pour développer des solutions durables adaptées à l'environnement unique des îles et des atolls en particulier.

La solidarité communautaire a été, et demeure, le cœur battant du développement économique dans de nombreuses communautés insulaires. Face à des environnements souvent hostiles et aux ressources limitées, ces peuples ont développé des systèmes ingénieux de partage, de coopération et de savoir-faire collectif. Leurs fosses de cultures appelées « Maite » ou jardins artificiels, facteur clé de leur survie et de leur prospérité, nous rappelle que le développement économique n'est pas uniquement une question de croissance matérielle, mais aussi de liens sociaux, de partage des connaissances et de respect de l'environnement. Les communautés insulaires nous offrent un modèle alternatif, où la solidarité est le ciment qui unit les individus les animaux et les plantes en communautés structurés durables, et où le bien-être collectif prime sur l'intérêt individuel.

Objectif n°3 : Développer les filières à haute valeur ajoutée permettant au Pays d'accroître ses exportations

Objectif n°3 - Accompagner le développement des filières à haute valeur ajoutée permettant au pays d'accroitre ses exportations

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 3.1 - Volumes de produits agricoles exportés (hors coprah)	Tonnes	1 310	982	2 000	2 200	1 240	3 000	3 000
Indicateur 3.2 - Valeurs des produits agricoles exportés (hors coprah)	millions F CFP	1 312	1 091	1 800	2 000	1 195	2 200	2 200
Indicateur 3.3 - Nombre de SIQO relatifs à des produits agricoles	Nb cumulé	1	4	1	1	0	4	4

Sources des données :
DAG (SIQO), ISPF (importations)
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 3.1 et 3.2- indicateur calculé à partir des données d'importations de l'ISPF
Indicateur 3.3 - indicateur calculé à partir du travail de suvi des filières de la DAG
Autres commentaires :
Les volumes exportées en 2024 sont principalement composés des purée et jus de nono qui ont fortement baissées en 2022 et 2023, du monoï, viennent ensuite le rhum, la vanille
Les valeurs exportées en 2024 sont composées de la vanille, du monoï, du nono, du rhum et des extraits végétaux

- *Commentaire et analyse des résultats*

Après deux années de fortes baisses des exportations de produits agricoles, principalement consécutives à l'écroulement des exportations de purée et jus de noni (passant de 1 520 tonnes en 2021 à moins de 700 tonnes en 2023), les chiffres 2024 font la part belle à la vanille représentant plus de 50 % des exportations en valeur avec moins de 14 tonnes exportées (662 millions F CFP), viennent ensuite les exportations de noni avec un léger redécollage des exportations de noni (moins de 300 millions F CFP), le monoï (290 millions F CFP) et le rhum.

❖ Les signes d'identification de la qualité et de l'origine (SIQO) de Polynésie française

En application de la loi du pays n° 2020-23 du 24 août 2020 relative à la valorisation de la qualité et de l'origine des produits agricoles, forestiers, de l'artisanat traditionnel ou alimentaires et des produits de la mer en Polynésie française, qui définit les signes de reconnaissance de l'origine et de la qualité applicables en Polynésie et réglemente leur usage, la direction de l'agriculture collabore depuis 2023 avec le syndicat des producteurs de rhums de Polynésie qui doit finaliser son dossier de reconnaissance de l'IGP Rhum agricole de Polynésie (plan de contrôle réalisé par Certipaq à compléter). En 2024 le travail a surtout porté, en appui de la DGAE, sur l'élaboration de la définition réglementaire du rhum, préalable à la reconnaissance de l'IGP au niveau de la Polynésie puis de l'Europe, les perspectives de développement portant principalement sur l'export au niveau européen.

❖ Valorisation des plantes locales à parfum, aromatiques et médicinales (PAPAM)

L'arrêté n° 327 CM de 2023 a créé la commission des plantes aromatiques médicinales et cosmétiques (PAM&C) avec pour objectifs de rassembler les connaissances sur les PAPAM polynésiennes, de mettre en œuvre des stratégies d'orientations permettant le développement de la filière PAPAM et de diffuser les connaissances aux acteurs privés et publics. Le secrétariat de la commission PAM&C est assuré par la DAG. La commission PAM&C comporte 21 membres dont 13 membres de droit, qui sont des représentants du gouvernement, des services administratifs concernés et des institutions de droit privé chargées d'une mission de service public (la chambre d'agriculture et de la pêche lagonaire, le conseil de l'ordre des médecins, et conseil de l'ordre des pharmaciens), et 8 membres experts dans les domaines de l'anthropologie, de la botanique, de la biochimie ou encore de la pharmacie et de la médecine traditionnelle, intégrative et conventionnelle.

La 1ère séance de la commission PAM&C s'est tenue en août 2023 durant laquelle il a été décidé de travailler sur la création d'une pharmacopée polynésienne pour permettre la valorisation et la reconnaissance des PAPAM de la Polynésie française. La DAG a organisé deux nouvelles commissions en 2024 les 6 février et 21 mai au cours desquelles un état des lieux des filières PAM a notamment été présenté et un groupe de travail créé

pour mettre en place une base de données visant à collecter et partager toutes les informations disponibles relatives aux PAM d'intérêts en Polynésie.

- ❖ Valorisation de nouvelles substances actives à base de plantes à intérêt agricole et médicinal : cannabis thérapeutique

En collaboration avec la direction de la santé, la DAG a élaboré et porté la loi du pays n° 2024-19 du 23 août 2024 réglementant certaines activités relatives au cannabis dépourvu de propriétés stupéfiantes et les médicaments contenant du cannabis ou des cannabinoïdes, proposant ainsi un cadre réglementaire et sécuritaire permettant de produire et commercialiser en Polynésie française des produits contenant du cannabis dépourvu de propriétés stupéfiantes. Les arrêtés d'application ont également été réalisés et ont été examinés en CM en février 2025.

La DAG sera en charge de la mise en œuvre en 2025 de la phase de test de la culture dans les différents archipels de Polynésie.

- ❖ Soutien à des filières de production à haute valeur ajoutée et à potentiel à l'export

- Soutien à la filière Monoï par le versement d'une subvention de fonctionnement à l'association Monoï de Tahiti (12 millions F CFP) pour la protection de la marque sur les marchés extérieurs et la migration de l'appellation d'origine vers un signe distinctif d'origine et de qualité pour les produits industriels et artisanaux, et par le financement d'une étude post doc en cours sur l'identification de paramètres physico-chimiques spécifiques à l'huile de coprah raffinée polynésienne afin de faciliter la détection des fraudes à l'utilisation de l'appellation ;
- Soutien à la filière café via l'introduction de nouvelles variétés de café en lien avec le CIRAD (Marsellesa et Starmaya), plantation en 2024 et suivi de 5 parcelles d'essais variétaux chez des producteurs privés dans le but d'évaluer les performances agronomiques de celles-ci dans le contexte polynésien et d'établir de nouvelles références technico-économiques ;
- Soutien à la filière rhum qui a bénéficié depuis 2018 de plus de 150 millions F CFP d'aide à l'investissement, le soutien à la réalisation d'une thèse sur la caractérisation des cannes de Polynésie (60 ha de SAU en 2024) et la mise en place d'un conservatoire des variétés ;
- Création en août 2024 avec la société LHP du cluster Pacific cosmetic valley (PCV) pour créer un environnement favorable pour l'innovation, l'échange, le développement de la filière cosmétopée en Polynésie française.

- ▪ *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

L'amélioration du système d'information agricole (SIA) est cruciale pour piloter efficacement la politique agricole et mettre en œuvre une stratégie d'exportation offensive. Un SIA robuste fournirait des données fiables et actualisées, essentielles pour :

- Identifier les tendances du marché ;
- Anticiper les évolutions de la demande et adapter l'offre en conséquence ;
- Soutenir les filières stratégiques ;
- Cibler les efforts sur les produits à fort potentiel d'exportation, comme la vanille et le noni ;
- Optimiser les aides publiques ;
- Faciliter la prise de décision pour fournir aux acteurs du secteur les informations nécessaires pour élaborer des stratégies commerciales gagnantes.

Objectif n°4 : Déployer la transition vers l'agroécologie et l'agriculture biologique en lien avec le système alimentaire et la gestion durable des ressources naturelles

Objectif n°4 - Déployer la transition vers l'agro-écologie et l'agriculture biologique en lien avec le système alimentaire

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 4.1 - Nombre d'agriculteurs engagées dans une démarche de certification/garantie en agriculture biologique	Nb	95 *(regroupant 390 opérateurs ind et 21 ateliers d'agro-transformation)*	109 *(regroupant 409 opérateurs ind et 24 ateliers d'agro-transformation)*	120	130	138 *(regroupant 415 opérateurs ind et 26 ateliers d'agro-transformation)*	150	150
Indicateur 4.2 - Surface des exploitations engagées dans une démarche de certification/garantie en agriculture biologique	Ha	486	672	500	550	1 203	600	600
Indicateur 4.3 - Quantités de pesticides importés en PF (avec insecticides de confort et sans antirongeurs....)	Tonne	481	467	450	400	546	300	300
Indicateur 4.4 - Quantités d'engrais importés en PF	Tonne	1 475	1 705	1 900	1 900	1 575	1 900	1 900
Indicateur 4.5 - Nombre de Tetrastichus lâchés (lutte contre brontispa - parasite du cocotier)	Nb	1 600 000	2 600 000	1 000 000	1 200 000	2 700 000	1 200 000	1 200 000
Indicateur 4.6 - Nombre d'échantillons de produits agricoles analysés pour mesure des résidus de pesticides	Nb	528	481	400	400	515	400	400
Indicateur 4.7 - Nombre d'espèces locales faisant l'objet de conservatoire des variétés (uru, taro, fei, banane, patate douce,...) (ODD 2.5.1)	Nb	6+10 ResSEM	7+10 ResSeM	7+10 ResSeM	7+10 ResSeM	7+10 ResSeM	7+ 10 ResSeM	7+ 10 ResSeM

Sources des données :
DAG (données OC en AB, conservation, analyses,...), ISPF (importations)
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 4.1 et 4.2 - indicateur calculé à partir des données de suivi filière de la DAG
Indicateur 4.3 et 4.4 - indicateur calculé à partir des données statistiques de l'ISPF
Indicateur 4.5 et 4.7 - indicateur calculé à partir des données de suivi de la cellule RIV/DAG
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

Le nombre d'opérateurs engagés en agriculture biologique est relativement stable en 2024 avec 138 exploitations, groupements d'exploitants et entreprises certifiées ou garanties en agriculture biologique, représentant 415 exploitants individuels et 26 entreprises d'agro-transformation. Avec 1 203 hectares de surfaces agricoles garanties ou certifiées, les surfaces ont par contre fortement augmenté grâce principalement à la certification de grandes surfaces de cocoteraie pour la production d'huile de coprah bio et d'huile vierge bio.

Il est à noter que les indicateurs concernant les pesticides et les engrais sont difficilement analysables dans la mesure où ils intègrent aussi bien les produits de synthèse chimique que biologiques et que ces derniers étant moins concentrés, ils peuvent représenter des volumes importants.

❖ Poursuivre le soutien technique et financier au SPG Bio Fetia

L'aide versée au SPG Bio Fetia (organisme de contrôle de la Norme AB agréé par le Pays) a été portée à 30 millions F CFP en 2024, ce qui a permis de maintenir le personnel en place (6 salariés dont une directrice, une assistante, 3 techniciens animateurs et 1 chargé de communication) et ainsi de mieux suivre les dossiers de demande de garantie en AB. L'association compte maintenant 258 membres (194 opérateurs et 64 consommateurs) avec 20 groupes locaux répartis sur tous les archipels. Le SPG Bio Fetia est désormais considéré comme un des systèmes participatifs de garantie les plus dynamiques de la région et participe à des projets d'envergure tels que PROTEGE (FED XI) ou TAVIVAT (France 2030).

L'aide versée au SPG Bio Fetia a été cruciale pour maintenir son personnel et son dynamisme, avec 258 membres et 20 groupes locaux. Cependant, pour poursuivre sa croissance et son impact, Bio Fetia doit envisager une réorientation stratégique. L'approche actuelle de certification des exploitations individuelles atteindra inévitablement un plafond. Pour réduire les coûts et soutenir une stratégie communautaire, il est essentiel de concentrer les efforts sur la certification de grands domaines de la DAG et même à étudier la certification biologique d'îles entières. Cette approche permettrait non seulement d'optimiser les ressources, mais aussi de renforcer la portée de l'agriculture biologique à l'échelle régionale. En continuant sur sa lancée et en adaptant sa stratégie, Bio Fetia pourra consolider sa position de leader et maximiser sa contribution à des projets d'envergure tels que PROTEGE et TAVIVAT.

❖ Soutien par le biais des actions du programme PROTEGE - 11ème FED régional PTOM

La direction de l'agriculture en 2023 a poursuivi les actions bénéficiant de financement du programme PROTEGE qui a démarré en 2019 et qui s'est achevé en 2024 visant à favoriser la transition agroécologique. L'accent a donc été mis en 2024 sur la rédaction des rapports de clôtures, et la génération, impression et diffusion des derniers supports de vulgarisation/communication sur les résultats obtenus et pratiques culturales préconisées, au titre desquels on pourrait citer :

- La diversité aromatique des miels polynésiens - DAG Polynésie française – 2024 ;
- Gérer l'humidité des miels - DAG Polynésie française – 2024 ;
- Fabrication de terreau de semis à base de sous-produits du cocotier ;
- Eviter la dégradation thermique et le vieillissement du miel - DAG Polynésie française – 2024 ;
- Booster vos cultures - Produire ses mycorhizes et micro-organismes du sol – 2024.

La documentation relative au PROTEGE, d'une grande richesse est accessible en ligne à l'adresse suivante : Documentation / Médias | PROTEGE - Communauté du Pacifique / CPS

La DAG en 2024 a d'ailleurs participé en collaboration avec la DAIEP aux travaux préparatoires des termes de référence du prochain programme européen PIP 2025 qui retient l'économie circulaire et la sécurité alimentaire comme axes d'action. Il est essentiel de souligner que ce nouveau programme intégrera pleinement l'ingéniosité et la science ancestrale polynésienne en matière d'agriculture durable. Ces connaissances traditionnelles constituent un modèle précieux pour prévenir les conséquences du dérèglement climatique et assurer la pérennité des ressources.

Aides financières à la filière agriculture biologique

En 2024, la Polynésie française franchit une étape importante dans sa transition alimentaire avec l'arrivée de 8 nouveaux bénéficiaires d'aide à la conversion en agriculture biologique, représentant un investissement potentiel annuel de 7 186 620 F CFP. Cet accompagnement doit se poursuivre en cohérence avec la certification biologique des grands domaines relevant de la DAG, accélérant ainsi le passage à une production agricole plus saine et durable. En effet, la certification biologique garantit des pratiques respectueuses de l'environnement, sans pesticides ni engrais chimiques, favorisant ainsi la biodiversité et la qualité des sols. De plus, elle répond à une demande croissante des consommateurs pour des produits locaux et sains. Cette dynamique positive contribue à renforcer l'autonomie alimentaire de la Polynésie française et à améliorer la santé de sa population.

- Systèmes alimentaires

Sur la base de la loi du pays 2022-5 du 11 janvier 2022 relative à la promotion des produits locaux dans la restauration scolaire, la DAG en collaboration avec le SPC accompagne désormais les communes volontaires pour les aider à atteindre les objectifs d'intégration de produits locaux dans les menus des écoliers, dont les taux ont été validés lors de la première réunion du comité des produits locaux en aout 2022.

Les communes peinent cependant à fournir des données suffisamment précises de nature à évaluer le taux d'incorporation réel des produits locaux dans les menus des enfants. En ce sens, l'apport du projet TAVIVAT (voir plus loin) devrait permettre de développer les outils nécessaires dans les communes de nature à permettre de mieux évaluer les quantités et provenance des produits achetés et servis dans les établissements scolaires.

La crise du COVID-19 et les perturbations du commerce international aggravé par le conflit ukrainien ont été de puissants révélateurs de notre vulnérabilité alimentaire et des effets néfastes d'une mauvaise alimentation entraînant surpoids et obésité. Dans la continuité du diagnostic du système alimentaire réalisé dans le cadre du programme PROTEGE en fin d'année 2021, La DAG a piloté l'élaboration de deux projets visant à améliorer notre sécurité alimentaire en favorisant notamment la consommation des produits locaux dans les cantines scolaires.

Le projet TAVIVAT (transition agroécologique vivrières et agro transformation) ambitionne de revitaliser et développer la production vivrière traditionnelle des produits amylacés tels que le taro, le 'uru, le manioc et la patate douce sur 10 communes pilotes dans tous les archipels sauf les Tuamotu. Ce projet repose sur des systèmes de production agroécologiques.

Le projet SATAAP (transition agroécologique et autonomie alimentaire des Tuamotu (2025-2030)) s'inscrit dans une démarche spécifique aux atolls des Tuamotu. Il vise à développer l'agriculture locale en s'appuyant sur des pratiques agroécologiques inspirées des systèmes traditionnels autrefois pratiqués dans les archipels concernés.

En 2023, le projet TAVIVAT a été déclaré lauréat de l'appel à manifestation d'intérêt transitions agricoles et agro-alimentaires pour bénéficier de financement de la Banque des Territoires (France 2030). Prévu d'être mis en œuvre sur la période 2025-2029, il implique un consortium de 11 partenaires publics et privés (DAG, CAPL, SPC PF, SPG, des communes, le CIRAD, la Direction de la santé, des producteurs…) dont la DAG est chef de file. Le projet est passé en phase de maturation à compter du 16/12/2023 (date de la convention de

financement avec la caisse des dépôts et consignation). Les études et travaux nécessaires au calibrage et la consolidation du programme d'action pour la phase de réalisation (2025-2029) se sont achevés fin 2024 et le dossier d'engagement a pu être transmis à la Banque des Territoires dans les délais prévus et présenté au comité de sélection le 4 février 2025, qui a validé le projet présenté par courrier officiel du 1er Ministre en date du 11 avril 2025. Ce programme s'élève ainsi à un montant de 1,85 milliard F CFP dont 50 % sont sollicités au co-financement France 2030.

Le projet SATAAP a également été déclaré lauréat de l'appel à manifestation d'intérêt transitions agricoles et agro-alimentaires pour bénéficier de financement de la Banque des Territoires (France 2030) en avril 2024, cependant par manque de chef de projet identifié pour le piloter, la convention de financement et le démarrage de la phase de maturation ne sont intervenus que début 2025.

- Appui technique aux producteurs et opérateurs orientés vers la mise en place de modes de production raisonnées et biologiques ou le recyclage des co-produits de l'agriculture :

Les agriculteurs bénéficient depuis quelques années de l'appui technique d'un technicien et de l'ingénieur responsable du bureau BSE, fortement impliqués sur le suivi du programme PROTEGE, mais également sur le suivi de parcelles d'essais en culture biologique, et le conseil aux producteurs. Cette équipe assure le suivi de l'ensemble des producteurs garantis ou en conversion ou en projet d'installation en collaboration avec le SPG et vient en appui des projets visant à favoriser le recyclage des co-produits de l'agriculture ou d'autres activités (pêche) pour leur utilisation en agriculture et la fertilisation des sols.

L'équipe a également travaillé en 2024 à l'élaboration d'une loi de pays sur l'utilisation des produits résiduaires organiques visant principalement à mieux valoriser les effluents d'élevage, améliorer la fertilité des sols et limiter leurs nuisances dans des conditions mieux encadrées. Ce projet de loi de pays a été transmis à l'APF le 14 mars dernier.

La cellule recherche innovation valorisation (RIV) de la DAG dispose depuis 2021 d'un nouvel appareil d'analyse chimique plus performant. Les analyses de résidus de pesticides se font désormais sur un plus grand nombre de molécules (dont le glyphosate) et avec un meilleur niveau de précision. Le nombre d'analyses est resté globalement stable en 2024 confirmant par ailleurs la bonne qualité des produits agricoles locaux qui respectent de manière générale la réglementation en vigueur sur les limites maximales de résidus autorisées.

Le laboratoire d'entomologie agricole a également poursuivi ses activités de diffusion d'auxiliaires de culture en 2024 (insectes bénéfiques pour les cultures).

La cellule RIV poursuit également ses travaux de multiplication in vitro de variétés de banane, taro et uru et de sélection de nouvelles variétés de patate douce afin de diversifier l'offre actuelle. La multiplication plus intensive de ce matériel génétique a été lancée pour répondre aux besoins des agriculteurs de toute la Polynésie française. Des travaux doivent être menés afin d'identifier les variétés les plus adaptées aux goûts des consommateurs et aux différents usages recherchés (consommation en frais, agro transformation, …). La construction de la quarantaine végétale de l'agropole lancée en 2024 devrait également permettre d'introduire dès 2025 des variétés de l'extérieur en toute sécurité.

Objectif n°5 : Transformer la gouvernance du système agricole et alimentaire territorialisé à l'échelle du Pays et des archipels

Objectif n°5 - Transformer la gouvernance du système agricole et alimentaire territorialisé à l'échelle du pays et des archipels

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 5.1 - SIA opérationnel	OUI/ NON	OUI *(pour REGISTRE et AIDES)*	OUI	OUI	OUI	OUI (développé à 32%)	OUI	OUI
Indicateur 5.2 - Nombre de réunion du Commité de pilotage du SDA - COSDA et de ses groupes de travail	Nb	0	1	2	4	1	5	5

Sources des données :
DAG/CAPL/CPS
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 5.1 et 5.2 - indicateur calculé à partir de données de la DAG…
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

Les indicateurs 5.1 et 5.2 sont intimement liés et méritent d'être précisés. La finalisation à 100 % du système d'information de l'agriculture (SIA) est cruciale pour moderniser la gouvernance du secteur agricole et alimentaire du Pays. Un SIA complet et opérationnel permettra non seulement, une gestion plus efficace des comités de pilotage et du COSDA, en fournissant des données précises et actualisées pour la prise de décisions,

mais il révolutionnera également en profondeur les interventions de l'ISPF dans le domaine agricole tout en réduisant leur coût. Enfin, cela favorisera une meilleure coordination entre les acteurs, une planification stratégique plus pertinente et une mise en œuvre plus efficiente du plan d'actions agricoles.

- Recensement général de l'agriculture (RGA) :

La phase d'enquêtes du RGA en Polynésie française, bénéficiant d'un financement total de 175 millions F CFP et piloté par la DAG, a été menée en 2023 par l'Institut de la statistique de la Polynésie française (ISPF). Les premiers résultats ont été présentés lors d'une conférence de presse et par diffusion d'un livret. Les données collectées seront utilisées pour évaluer les politiques agricoles, mettre à jour les systèmes d'information internes (SIA et SIG) et créer un échantillon maître pour les futures enquêtes. Le RGA 2023 a de plus intégré un outil de mesure de l'engagement agro-agroenvironnemental des exploitations agricoles développé par la FAO : TAPE.

Parmi les 7 798 entretiens réalisés, 5 263 ont été validés, permettant d'identifier 4 080 exploitations agricoles répondant aux critères définis, dont 2 778 pratiquants des cultures, 913 axées sur l'élevage et 1 557 spécialisées dans la coprahculture.

Les résultats mettent en lumière plusieurs avancées positives. L'élevage, en particulier, connaît une dynamique notable, avec une augmentation significative du nombre d'éleveurs, notamment dans les filières apicole et porcine, qui enregistrent respectivement un triplement et une hausse de 60 % par rapport à 2012. Par ailleurs, la population active agricole s'élève à 9 568 personnes, représentant 5 051 équivalents temps plein, tandis que la surface agricole utilisée pour les cultures végétales atteint 3 135 hectares, concentrés principalement dans les Îles-Du-Vent et les Marquises. Le recensement met également en évidence une progression de la féminisation, avec 31 % de femmes à la tête des exploitations, contre 29 % en 2012.

Ce recensement fournit une base solide pour l'élaboration de fiches descriptives par filière, qui détailleront les structures, les capacités et les pratiques agricoles.

L'ensemble des premiers résultats est consultable sur le site de la DAG ainsi que sur celui de l'ISPF.

- Registre de l'agriculture et systèmes d'information agricoles :

La DAG a depuis plusieurs années initié un projet de développement d'un système d'information agricole (SIA) – outil informatique de gestion de base de données permettant de regrouper, consolider, sécuriser, partager et traiter les informations relatives au secteur agricole : données sur les agriculteurs (administratives, techniques et cartographiques), instruction des dossiers de demandes d'aides, instruction des dossiers de demandes de lotissements agricoles, etc. Le premier module du SIA représentant le registre de l'agriculture a été mis en production en 2020 et est accessible via internet aux agents de la direction de l'agriculture détenteurs des droits d'accès correspondants. Le second module relatif à la gestion des dossiers de demande d'aide a été mis en service en 2022.

Afin d'optimiser le développement du SIA, la DAG a recruté en décembre 2022 un chef de projet développement d'outils informatiques (sur AENP en investissement). Son activité en 2024 sur le développement du SIA a porté sur la génération simplifiée de modèles de courriers, l'intégration de données plus précises à partir de l'application Poly GF pour automatiser la mise à jour des dossiers et l'interopérabilité entre le SIA et l'application Lexpol pour faciliter l'édition des arrêtés attributifs d'aide et autres documents officiels.

Il a également travaillé à la mise en ligne sur la plateforme « mes démarches.com » de nombreux formulaires de demande de lot agricole et de demandes d'aide pour permettre aux usagers d'y enregistrer leurs dossiers. La phase de test de ces formulaires et la mise en place de l'organisation interne nécessaire pour traiter les demandes devront être réalisées en 2025.

La création du registre de l'agriculture de la DAG a été acté en 2023 avec la délibération n°2023-65 APF du 09 novembre 2023. Comme convenu, les informations du recensement général de l'agriculture 2023 ont été intégrées en 2024 dans le registre du SIA afin de permettre de le nettoyer (suppression des producteurs inactifs ou ne remplissant pas les critères requis) et de disposer ainsi d'un registre propre et à jour.

Un travail d'interopérabilité devra être conduit en 2025 entre le registre de la DAG et l'annuaire de la CAPL afin de partager les données et de faciliter les démarches des exploitants agricoles.

- COSDA :

Le comité d'orientation stratégique et de développement agricole (COSDA) de Polynésie française a été créé par arrêté n°2298/CM du 4 novembre 2022. Il regroupe 10 représentants du secteur public et 10 du secteur privé dans le secteur agricole et forestier et a notamment pour vocation de suivre l'état d'avancement du

schéma directeur et d'ajuster les programmes le cas échéant en fonction du contexte et des priorités avancées. La première réunion du COSDA a eu lieu fin janvier 2023 et la seconde le 26 mars 2024. L'une des décisions de ce COSDA était la création deux groupes de travail, l'un sur les problématiques d'élevage et l'autre sur la structuration des prix et des marges des produits agricoles. Ces groupes ne se sont pas suffisamment réunis, même si les deux thématiques sont en cours d'élaboration stratégique et réglementaire par les équipes de la DAG et de la CAPL.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

La mesure précise des performances des exploitations (rendement, productivité) et des filières (quantités commercialisées) reste difficile (réticence des exploitants et du secteur de la transformation et de la distribution à fournir des données comptables et statistiques précises), et nos statistiques générales sur les niveaux de productions agricoles manquent de fiabilité. C'est dans cette optique que le schéma directeur prévoyait de mettre en place un observatoire des prix et des marges capables de collecter et analyser les données technico-économiques sur les filières agricoles afin de se doter d'outils de mesure économétriques de l'évolution du secteur agricole plus performants qui nous permettront de mieux évaluer, et adapter nos politiques publiques selon les objectifs recherchés. Des discussions devront également être engagées avec les agriculteurs, mais aussi le secteur de la transformation et de la distribution afin de les convaincre de fournir des chiffres plus précis, au minimum sur les volumes de produits locaux commercialisés.

Des groupes de travail doivent également être mis en place avec les différents organismes détenteurs de données sur le secteur agricole : ISPF, Direction des impôts et des contributions publiques, CPS, afin de fixer les modalités de partage de ces données et ainsi de renforcer notre connaissance du secteur.

La dispersion de la DAG sur les 5 archipels rend par ailleurs difficile la consolidation des données permettant de mesurer de manière fiable les performances et l'évolution du secteur agricole. Le développement d'outils d'enregistrement partagés des données en lien avec le SIA doit rester une priorité du service (données sur le foncier agricole, cartographie des exploitations, prix des produits agricoles etc.).

En complément, la mise en place d'une vraie politique de qualité à l'échelle du service, de nature à en améliorer les procédures de travail et l'efficacité, doit également être accélérée et conduite par un agent dédié à cette tâche. A cet effet, un recrutement sur AENP (autorisation d'emploi non permanent) sera proposé en 2025.

- Bilan de la Chambre de l'agriculture et de la pêche lagonaire (CAPL)

Objectif n°1 : Renforcer la représentation et la voix des agriculteurs et pêcheurs lagonaires

Objectif n°1 - Renforcer la représentation et la voix des agriculteurs et pêcheurs lagonaires

L'etablissement doit recenser les avis des professionnels et représenter leurs intérets lors des réunions, des commissions ou toutes autres interventions auprès des pouvoirs publics. La voix des professionnels doit être entendue dès lors que des enjeux publics ou privés les concernent. Que ce soit au niveau réglementaire, des stratégies de politique agricole, de la recherche technique, la CAPL se doit de pouvoir présenter leurs besoins, leurs priorités et défendre ainsi au mieux leurs intérêts. Cet objectif sera facilité par une action de proximité accrue des élus et des agents de la chambre dans les différentes communes de Polynésie française.

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nombre de réunions de travail avec les professionnels	Nb	58	90	80	80	72	90	90
Indicateur 1.2 -Nombre de communiqué d'informations adressés aux professionnels	Nb	18	25	40	40	32	50	50
Indicateur 1.3 -Nombre d'entreprises agricoles cotisant au régime des non salariés	Nb	-	-	850	850	1040	850	850
Indicateur 1.4 - Nombre d'exploitant adhérents à la carte agricole CAPL en activité	Nb	5 740	5 634	5 500	5 500	5 021	5 500	5 500

Sources des données :
Rapport d'activité annuel de la CAPL - Secrétariat général
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateurs 1.1 / 1.2 - indicateur calculé à partir du rapport d'activité de l'établissement
Indicateur 1.3 - caisse de prévoyance sociale
Indicateur 1.4 - indicateur calculé à partir du e l'annuaire des professionnels de l'établissement
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

Malgré une équipe en grande partie renouvelée, la CAPL a renforcé sa mission de représentation des intérêts des agriculteurs en 2023, avec des avancées significatives par rapport à 2022. Le nombre de réunions avec les professionnels a fortement augmenté, permettant d'échanger sur les projets en cours, les filières agricoles, les choix stratégiques et les évolutions réglementaires à venir. Plusieurs rencontres ont eu lieu à Tahiti et dans les îles, notamment autour de la campagne carotte de Tubuaï, des missions de renouvellement des cartes professionnelles, de la problématique des effluents d'élevage et des modifications du dispositif de prise en charge du fret. La communication et la diffusion d'informations auprès des professionnels restent des priorités pour la CAPL.

Cette mission s'appuie sur plusieurs outils :

- Le bulletin technique publié deux fois par an ;
- Les messages et vidéos diffusés sur les réseaux sociaux et relayés par les médias ;
- Les sollicitations par courriel, un canal de plus en plus privilégié par les professionnels, qui permet une transmission rapide et efficace des informations.

Au 31 décembre 2024, la CAPL comptait 5 021 exploitants et groupements titulaires d'une carte en cours de validité, répartis comme suit : 386 cartes Mahana, 1 412 cartes petits exploitants, 757 cartes grands exploitants et 161 cartes groupements et grosses sociétés.

Comparé aux 5 500 exploitations recensées lors du dernier recensement général agricole (RGA) de 2012, cela représente un taux d'adhésion de 90 %. Cependant, les premiers retours du RGA 2023 laissent entrevoir une baisse significative du nombre total d'exploitants, ce qui nécessitera un ajustement de ce pourcentage en 2025.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

La CAPL poursuivra ses efforts pour mieux informer les professionnels à travers :

- La diffusion régulière de notes et de questionnaires en ligne pour mieux cerner leurs attentes ;
- La vulgarisation des connaissances techniques, avec des fiches simplifiées axées sur l'innovation, la recherche, les bonnes pratiques et la réglementation.

À partir de 2025, ces fiches techniques s'appuieront sur les nombreuses parcelles de démonstration qui seront mises en place, afin d'illustrer concrètement les recommandations aux professionnels.

Objectif n°2 : Améliorer la production locale et suivre sa commercialisation

Objectif n°2 - Optimiser la production locale et suivre sa commercialisation

La CAPL doit accompagner les actifs du secteur primaire pour les aider à augmenter la quantité, la qualité et la diversité des produits locaux. Elle doit également participer à favoriser l'installation d'exploitations agricoles, de nouveaux producteurs et à professionnaliser les acteurs du monde rural. Enfin, elle doit contribuer à l'objectif de la politique agricole du Pays qui est de développer durablement l'agriculture et la pêche lagonaire pour tendre vers l'autonomie alimentaire.

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 - Quantité de production agricole locale suivie dans le cadre des prévisions de récolte de la CAPL	T	9 337	6 380	15 000	15 000	8 183	15 000	20 000
Indicateur 2.2 - Taux de porteurs de projet accompagnés par la CAPL	%	1	1	20	10	11	15	30
Indicateur 2.3 - Nombre de groupements agricoles en activité et commercialisant leurs productions	Nb	150	56	60	60	96	65	70
Indicateur 2.4 - Nombre de professionnels adhérents à un signe de qualité	Nb	331	374	400	400	389	450	500

Sources des données :
Rapport d'activité annuel de la CAPL du service accompagnement et développement de l'établissement
Rapport d'activité annuel de la CAPL du service administration et formalités des entreprises de l'établissement

Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 2.1 - indicateur calculé à partir des prévisions agricoles effectuées par l'établissement dans le cadre des conférences agricoles
Indicateur 2.2 - indicateur calculé à partir du nombre de titulaires de carte mahana accompagnés sur le nombre de carte mahana en cours d'activité dans l'année
Indicateur 2.3 - indicateur calculé à partir du nombre de carte attribuée aux groupements dans l'année par l'établissement
Indicateur 2.4 - indicateur calculé à partir des exploitants adhérents à la CAPL suivis par l'association SPG Bio Feti, repair, certifié par tiers et adhérents au label Manger local de la CAPL

- *Commentaire et analyse des résultats*

La quantité de production agricole locale suivie dans le cadre des prévisions de récolte a progressé de 28 %. En plus des productions sujettes à discussion en conférence agricole, les agents de la CAPL en charge des prévisions s'attachent désormais également à renseigner les productions agricoles locales non soumises aux éventuels quotas d'importation (ex : mangue, papaye, pamplemousse, chou chinois, aromates, gingembre, etc.). Cette démarche autorise une meilleure maîtrise des volumes des fruits et légumes produits localement et permet à la CAPL de mieux conseiller ses adhérents, notamment lorsqu'ils font appel au service d'aide à la commercialisation.

Le nombre de groupements agricoles en activité et commercialisant leurs productions est en hausse. La prise en charge du fret pour les produits agricoles des îles vers Tahiti est accordée aux groupements d'agriculteurs favorisant ainsi la création de coopératives et d'associations d'agriculteurs. En 2024, la CAPL a été sollicitée à plusieurs reprises pour l'accompagnement à la création de coopératives et d'associations agricoles.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Le taux de porteurs de projets accompagnés par la CAPL devra nécessairement augmenter en 2025. Les effectifs du service accompagnement et développement se sont renforcés en 2024 avec l'arrivée d'un nouveau chef de service expérimenté et le recrutement de plusieurs techniciens. Ces nouvelles compétences, tant sur Tahiti que dans les autres îles, permettront de mieux accompagner les futurs porteurs de projets. A noter que la CAPL a démarché de nouveaux porteurs de projets pour le développement de nouvelles filières dont les premières initiatives sont prévues pour 2025 (ex. : productions maraîchères biologiques aux Australes, agriculture syntropique sur le plateau de Taravao, productions de plants vivriers aux Îles-Sous-Le-vent, etc.).

Objectif n°3 : Professionnaliser les actifs du secteur agricole et de la pêche lagonaire

Objectif n°3 - Professionnaliser les actifs du secteur agricole et de la pêche lagonaire

Une forte demande en formation professionnelle a été identifiée par l'établissement lors des séminaires qu'il a organisé en 2018. La formation est une condition inhérente à la progression des professionnels. Elle permet d'améliorer la productivité en qualité et en quantité, les conditions de travail mais également l'environnement dans lequel évolue le producteur.

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 3.1 - Taux de professionnels formés par la CAPL	%	5	4,1	10	6	4	10	40
Indicateur 3.2 - Taux de professionnels bénéficiaires d'un service d'accompagnement technique ou commerciale	%	0	9	12	10	4	12	20
Indicateur 3.3 - Taux de professionnels bénéficiaires du service d'accompagnement administratif et formalités des entreprises	%	-	0	5	1	7	5	25
Indicateur 3.4 - Taux d'exploitant ayant fait évoluer leurs compétences en gestion et bonnes pratiques agricoles, ou d'élevage ou de pêche lagonaire	%	-	-	5	1	3	5	30

Sources des données :
Rapport d'activité annuel de la CAPL
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateurs 3.1 - indicateurs calculés à partir du nombre de professionnels ayant suivi au moins une formation rapporté au nombre de professionnels en demande d'une formation
Indicateurs 3.2 - indicateurs calculés à partir du nombre d'exploitant ayant bénéficié d'au moins un service d'accompagnement technique et commercialisation proposé par l'établissement (hors matete.pf)
Indicateurs 3.3 - indicateurs calculés à partir du nombre d'exploitant ayant bénéficié d'au moins un service d'accompagnement administratif et formalité des entreprises proposé par l'établissement
Indicateurs 3.4 - indicateurs calculés à partir du système d'évaluation et de recensement de la professionnalisation agricole

- *Commentaire et analyse des résultats*

Le taux de professionnels formés par la CAPL n'a pas atteint les objectifs pour 2024. Principalement par manque d'animateurs et techniciens ajouté à l'absence d'un chef de service dédié à l'accompagnement et développement.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Le service accompagnement et développement s'est renforcé avec l'arrivée en juillet 2024 d'un ingénieur expérimenté en qualité de responsable de service puis de 2 techniciens : l'un spécialisé en productions maraîchères basé à Tubuaï arrivé en juin 2024 et l'autre orienté sur l'agro transformation basé à Raiatea arrivé en septembre 2024. Ces nouvelles recrues envisagent de nouvelles perspectives en termes de formation et d'accompagnement. De plus, le succès des formations apicoles initiées en 2024 a débouché sur de nouvelles commandes de formations pour 2025.

Le taux d'exploitants ayant fait évoluer leurs compétences en bonnes pratiques agricoles devrait augmenter significativement via les projets de parcelles de démonstration programmés pour 2025 sur les filières banane, ananas, fraise et maraîchage. Ces parcelles, prévues pour être conduites en parallèle en agriculture conventionnelle et biologique, s'adresseront à de nombreux agriculteurs désireux de limiter leurs intrants chimiques, voire de les substituer par des protections de culture biologiques.

Objectif n°4 : Promouvoir les produits locaux, une alimentation saine et les métiers du secteur primaire

Objectif n°4 - Promouvoir les produits locaux, une alimentation saine et les métiers du secteur primaire

L'objectif de la promotion est de valoriser les produits de l'agriculture et de la pêche lagonaire locale pour améliorer le niveau de consommation des produits locaux. Les événements mis en place par l'établissement permettent de rapprocher les consommateurs des producteurs et de participer à l'information de la population sur l'origine, la qualité et la diversité des produits agricoles locaux. Les campagnes "Manger local" de la CAPL visent à privilégier nos produits du Fenua pour une alimentation saine et en soutien de l'économie locale.

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 4.1 - Nombre d'évènements et opérations commerciales organisées par la CAPL	Nb	22	22	30	25	13	30	30
Indicateur 4.2 - Nombre de visiteurs sur les évènements organisés par la CAPL	Nb	55 000	65 000	40 000	40 000	57 000	40 000	40 000
Indicateur 4.3 - Nombre de distributeurs signataires de la charte "Manger local"	Nb	18	18	100	18	18	100	200

Sources des données :
Rapport d'activité du service Promotion et Evènement de la CAPL
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateurs 4.1 / 4.2 / 4.3 - indicateurs calculés à partir du rapport d'activité de l'établissement

- *Commentaire et analyse des résultats*

L'année 2024 a été une période de transformation et d'intensification pour le service promotion et événements (SPE), marquée par des défis organisationnels, la gestion d'événements de grande envergure, ainsi que la mise en valeur des produits et savoir-faire locaux. Grâce à l'élargissement de l'équipe et une coordination efficace, le service a réussi à répondre aux attentes croissantes tout en renforçant la visibilité de la CAPL aux niveaux local et international. Les événements organisés, qu'ils soient liés aux Jeux Olympiques de Surf ou aux marchés du terroir, ont permis de créer des liens solides entre producteurs, consommateurs, et partenaires institutionnels. La CAPL a également su capitaliser sur des opportunités uniques comme sa participation au Salon international de l'Agriculture de Paris, renforçant ainsi sa place sur la scène internationale.

En revanche, le dossier relatif à la charte « manger local » n'a pas été traité, faute d'un agent disponible pour s'y consacrer.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

En 2025, le service ambitionne de consolider ses acquis, en mettant l'accent sur l'amélioration continue de ses processus internes, la consolidation des partenariats existants et l'innovation dans les formats d'événements. L'objectif est de pérenniser ces actions tout en explorant de nouvelles pistes pour diversifier la promotion des produits locaux et accroître leur visibilité. Les bases sont désormais solidement posées pour une année 2025 prometteuse. Avec une équipe renforcée, un matériel optimisé et des partenariats solides, le service promotion et événements sera prêt à relever de nouveaux défis et à continuer à jouer un rôle clé dans le développement et la valorisation de l'agriculture, de l'aquaculture, de la pêche et de l'artisanat polynésien.

- Bilan de l'Etablissement public Vanille de Tahiti (EVT)

Objectif n°1 : Augmenter la production de la vanille

Objectif n° 1 - Augmenter la production de la vanille

Augmenter les surfaces productives pour sécuriser la production globale et améliorer la vulgarisation

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Production annuelle de la vanille	Kg	41 495	40 731	50 000	12 357	24 410	45 000	55 000
Indicateur 1.2 - Augmentation des surfaces productives	m²	31 656	12 762	30 000	4 176	8 784	30 000	30 000
Indicateur 1.3 - Renforcement de la vulgarisation	Nb	2	9	4	4	0	4	4
Indicateur 1.4 - Sélection de variétés de vanillier plus performantes pour améliorer la production	Nb	5	6	6	6	6	6	6
Indicateur 1.5 - Programme engrais Bio et naturel	Nb	0	245	50	50	0	50	50
Indicateur 1.6 - Surveillance de la fusariose dans les plantations (contrôles sanitaires)	Nb	5	16	50	15	25	50	15
Indicateur 1.7 - Production de lianes	Nb	30 000	10 052	30 000	3 160	6 484	30 000	30 000

Sources des données :
Etablissement public Vanille de Tahiti
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - La production annuelle de vanille est calculée à partir des données récoltées lors des ventes organisées selon un calendrier établi. Ces ventes de vanille mûre étaient contrôlées par des agents controleurs "Vanille de Tahiti" sur Bora bora, Tahaa, Raiatea, Huahine et Tahiti. Par ailleurs, la loi du pays autorise les ventes inopinées hors calendrier et dans ce cas la vérification se fera à la fin de l'année et portera sur la vanille acquise chez le préparateur.
Indicateur 1.2 - L'augmentation des surfaces productives est calculée à partir des installations des nouvelles exploitations attribuées suite aux aides agricoles
Indicateur 1.3 - Le renforcement de la vulgarisation est calculé sur le nombre d'effectif recruté et affecté dans les antennes techniques
Indicateur 1.4 - Cet indicateur calculé à partir du nombre cumulé de variétés sélectionnées pour leur haute valeur agronomique autre que la Tahiti ou la Haapape.
Indicateur 1.5 - Ce programme à base d'engrais naturel est calculé sur le nombre d'agriculteurs demandeurs
Indicateur 1.6 - Les contrôles sanitaires sont calculé sur le nombre d'interventions effectués chez les producteurs de vanille par les agents du laboratoire
Indicateur 1.7 - Cet indicateur est calculé sur la quantité de lianes fournies dans le cadre des AA installées depuis 2023

- *Commentaire et analyse des résultats*

La production de vanille stagne depuis plusieurs années à 40 tonnes et doit être augmentée pour répondre à la demande croissante à l'international. Pour y parvenir, il est nécessaire d'augmenter les superficies de production et d'améliorer la productivité des parcelles existantes. Le développement de ces deux axes implique, d'une part, que les mesures incitatives pour l'installation de nouvelles parcelles soient complétées par des dispositifs garantissant le maintien, à long terme, de l'augmentation de la production attendue. D'autre part, l'amélioration de la productivité, passe nécessairement par la formation des producteurs aux bonnes pratiques culturales et la mise à leur disposition d'outils performants.

La production a connu une baisse en 2024, après avoir stagné autour de 40 tonnes ces dernières années. Cette diminution est principalement due au retour du phénomène El Nino revenu depuis 2023 ainsi qu'à un manque d'accompagnement des producteurs.

Principales actions chiffrées :

Les principales actions mises en œuvre pour répondre à cet objectif, sont les suivantes :

- Action n°1 consiste à encourager l'installation de nouvelles parcelles par les aides agricoles et des dispositifs d'appui complémentaires ;
- Action n°2 consiste à renforcer l'accompagnement les producteurs par le biais de formations adaptées ;
- Action n°3 consiste à mettre à disposition des producteurs des outils performants pour améliorer leur production ;
- Action n°4 relative à la sélection de variétés de vanillier plus performantes pour améliorer la production.

Parmi les vanilliers en collection, 6 variétés ont été sélectionnées :

- Variété T4-49 : floraison même s'il ne fait pas frais longtemps, gousses lourdes très aromatiques et huileuses ;
- Variétés S70 et S42 : arômes moyens, lianes très vigoureuses, peu sensibles à la fusariose ;
- Variété P37 : floraison même s'il ne fait pas frais longtemps, gousses moyennement aromatiques, peu sensible à la fusariose ;
- Variété P2 U5, floraison même s'il ne fait pas frais longtemps, très riche en arômes avec un équilibre différent dû à une plus grande concentration en vanilline, moyennement sensible à la fusariose ;
- Variété P2 V8 : floraison même s'il ne fait pas frais longtemps, gousses très riches en arômes avec un équilibre différent dû à une plus grande concentration en vanilline.

Des boutures des variétés T4 49, S42, P37 ont été diffusées aux Fare Vanira de Tahaa, Huahine, Tahiti pour leurs pépinières. Le fare Vanira de Tahiti a reçu également des boutures de P2 U5 (forte teneur en vanilline).

D'autres vanilliers (P2 A3, P2 S1, H5 60, H5 66) et 3 hybrides (HY1512-006, HY1512-056, HY1512-112) sont en cours d'évaluation pour leur résistance aux maladies et pour leur précocité de floraison. Les critères pour la sélection de variétés de vanilliers plus performantes sont :

- la vigueur, la tolérance à la fusariose : ce critère est évalué par l'observation tous les mois des lianes en culture sous serre ombrière. Les lianes sont notées de 0 à 3 (3 étant le maximum de fusariose). En 2ème année de production, les lianes de variétés fragiles, même avec de bonnes techniques culturales (fertilisation, bouclage, taille d'entretien), peuvent montrer beaucoup de fusariose (indice noté 2 et plus) comme les vanilliers Vaiharuru (T4 49) ou Tahiti. Alors que les notations de fusariose des vanilliers **P37, S42, S70, P2 U5, H5 60** et le Tiarei **S14** sont en dessous de 2 même après production ;
- la productivité, qui doit être au moins égale à celle de la variété Haapape que l'on trouve majoritairement chez les producteurs : ce critère est évalué sur plusieurs années de production. Les vanilliers de meilleure productivité sont **H5 60, Tahiti, P2 V8** avec une meilleure productivité que la Haapape ;
- la bonne qualité aromatique : au moins égale à celle de la variété Haapape ; c'est-à-dire que la teneur moyenne en arômes doit être au moins de 12 000 mg par kg de gousses préparées. C'est le cas pour les vanilliers **Tahiti, P37, S42, Vaiharuru (T4 49), P2 U5** et **P2 V8** ;
- Les projections climatiques (simulations DRIAS) disponibles pour la Polynésie française prévoient une poursuite de l'augmentation des températures notamment en saison sèche, ce qui pourrait porter préjudice à la floraison et donc à la production de vanille à long terme.

Grâce à son centre de ressources biologiques et de création variétale ainsi qu'à la recherche de gènes d'intérêt agronomique, l'EVT continuera de sélectionner ses vanilliers et hybrides pour leur résilience face aux aléas climatiques (floraison au-dessus de 20°C, résistance aux maladies fongiques) mais aussi pour leur qualité aromatique.

La création variétale est un processus long. La première sélection des hybrides a lieu au bout de 2 ans après semis avec l'évaluation *in vitro* de la résistance à la fusariose. Après sevrage, les hybrides sélectionnés sont plantés sous serre ombrière et évalués pour leur productivité et qualité aromatique (5 ans).

Les 3 hybrides déjà plantés sous ombrière et en évaluation actuellement seront validés ou rejetés en 2026.

En 2025, 5 autres hybrides déjà sélectionnés *in vitro* pour leur tolérance à la fusariose seront plantés sous ombrière et évalués pendant 4 ans (validation ou rejet estimé pour 2029).

Pour évaluer plus rapidement les hybrides créés, nous avons défini des marqueurs génétiques spécifiques de *Vanilla xtahitensis* qui devraient être proches des régions liées à la résistance à la fusariose chez *Vanilla planifolia* ainsi que des marqueurs PCR spécifiques des variations liées à la résistance à la fusariose chez Vanilla x*tahitensis*. Ces marqueurs seront testés en 2025 pour vérifier qu'ils permettent bien d'identifier des hybrides tolérants à la fusariose.

En 2025, 55 hybrides (autofécondation et backcross) seront évalués pour leur résistance *in vitro* à la fusariose, et les plus intéressants seront sevrés et évalués sous ombrière (validation ou rejet estimé pour 2031).

- Action n°5 relative à la surveillance des maladies dans les plantations (contrôles sanitaires et identification des pathogènes)

Les visites de 2024 ont concerné uniquement les producteurs déjà conventionnés avec l'EVT. Au total, 25 producteurs ont été visités sur les différentes îles (Tahaa, Raiatea, Huahine, Tahiti et Moorea) pour établir leur bilan sanitaire, détecter la présence de nouveaux pathogènes ou pestes, identifier des problèmes de production et fournir des informations sur la surveillance et la gestion des maladies et ravageurs des vanilliers. On observe généralement chez les producteurs visités un manque de technicité, qui se traduit par une forte prévalence de fusariose et de cannelures, ainsi que par certains signes de carence nutritives.

On constate une présence importante de cochenilles dites poux de cocotiers (*Aspidiotus destructor*) sous les ombrières de toutes les îles visitées. Elles ont été observées chez 21 des 25 producteurs visités, avec des infestations parfois importantes, de plus de 70 % des tuteurs. Cet insecte est préoccupant car les différents traitements pesticides testés au laboratoire n'ont pas permis de l'éradiquer mais seulement d'en diminuer légèrement la prévalence. Seuls le toilettage et la taille des lianes infestées permet de réduire les foyers et de limiter la propagation. Sa surveillance est difficile en raison de sa très petite taille. Ainsi des formations ont été organisées auprès des différents Fare Vanira et des producteurs afin de les sensibiliser et de les aider à reconnaître ces cochenilles.

D'autres cochenilles, dites cochenilles de la vanille (*Conchaspis angraeci*), ont également été observées chez la moitié des producteurs, mais avec une infestation moins importante que celle des poux de cocotier. Seul un producteur présentait plus de 30 % de tuteurs infestés par ces cochenilles.

Quelques ombrières avaient des lianes porteuses de *cucumber mosaic virus*. Quand aux thrips, ils semblent généralement maîtrisés avec moins de 30 % des tuteurs atteints en moyenne. Toutefois, quelques exceptions ont été relevées à Tahiti et Raiatea, où 4 producteurs sur 25 présentaient plus de 40 % de tuteurs atteints par des thrips.

Le charançon des orchidées (*Orchidophyllus aterrimus*) observé en 2022 et 2023 à Raiatea chez des agriculteurs qui ne sont pas conventionnés avec l'EVT n'a pas été retrouvé chez les 25 producteurs conventionnés visités. Cependant, il semble avoir été signalé à Tahaa. En 2025, il serait pertinent d'élargir les visites aux producteurs non conventionnés afin d'établir un bilan sanitaire plus complet.

Objectif n°2 : Garantir la qualité de la vanille de Tahiti

Objectif n°2 - Garantir la qualité de la vanille de Tahiti								
Garantir une vanille de qualité irréprochable (refonte règlementaire par la LP n°2021-26 du 30 avril 2021)								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 - Traçabilité de la vanille	%	80	0	100	0	90	100	100
Indicateur 2.2 - Contrôle qualité (vente et export)	%	80	90	100	99,8	68	100	100
Indicateur 2.3 - Formation des producteurs/préparateurs	%	100	85	100	15	85	45	100
Indicateur 2.4 - Démarche AOP	%	80	80	100	80	80	100	100
Indicateur 2.5 - Démarche anti-pesticides (analyses)	%	90	79	100	62	67,2	100	100
Indicateur 2.6 - Démarche BIO	%	15	2	30	3	19	20	40

Sources des données :
Etablissement public Vanille de Tahiti
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 2.1 - indicateur calculé à partir du registre remis aux préparateurs, négociants et exportateurs de vanille
Indicateur 2.2 - indicateur calculé à partir du contrôle de qualté de la vanille mûre et de la vanille préparée destinée à la vente
Indicateur 2.3 - indicateur calculé à partir de la réussite à l'examen du brevet préparateur et apprentissage sur les techniques culturale de la vanille
Indicateur 2.4 - indicateur calculé à partir de la reprise des travaux de la démarche AOP en septembre 2021
Indicateur 2.5 - indicateur calculé à partir du retour des analyses effectuées sur les échantillons de vanille mûre de la récolte 2023 des îles de Raiatea-Huahine-Moorea-Maupiti-Tahaa-Tahiti
Indicateur 2.6 - indicateur calculé à partir la préparation du dossier
Autres commentaires :
La loi du pays n°2021-26 du 30 avril 2021 précise les nouvelles exigences en matière de production, de préparation et de commercialisation de la vanille de Tahiti produite en Polynésie française et vise à garantir sa qualité.

- *Commentaire et analyse des résultats*

La nouvelle réglementation encadrée par la loi du pays n° 2021-26 du 30 avril 2021 impose des contrôles à chaque étape de la filière. Les producteurs, les préparateurs et les exportateurs doivent se conformer à des normes strictes pour assurer la qualité de la vanille de Tahiti. En 2024, ce sont 16 621 kg de vanilles mûres qui ont été contrôlées contre 24 411 kg de la production estimée. A l'export, 127 contrôles ont été effectués auprès de 25 exportateurs agréés et 2 contrôles ponctuels auprès de touristes pour un total de 9 391 kg de vanille préparée.

Trois sessions de formation au Brevet de préparateur de vanille ont été organisées à Tahiti, à Hiva-Oa et à Huahine, avec un taux de réussite globale de 83 %, représentant 34 candidats sur 41 participants. Ces formations visent à renforcer la professionnalisation des opérateurs locaux de la filière.

La démarche, initialement en appellation d'origine protégée (AOP), a évolué vers une indication géographique protégée (IGP) afin de garantir une protection juridique de la production et de la transformation de la vanille de Tahiti en lien avec son origine géographique. Les travaux sur cette démarche ont repris en octobre 2024, suite au renouvellement des membres du l'Association interprofessionnelle de la Vanille de Tahiti.

La détection des pesticides est un enjeu majeur pour la filière. Des analyses sont réalisées pour s'assurer que la vanille de Tahiti est exempte de résidus. Cette démarche renforce la confiance des consommateurs et garantit la sécurité alimentaire. Les analyses de pesticides réalisées ont respectivement porté sur 200 échantillons en 2023 et 236 échantillons en 2024. Les conformités respectives ont été de 92 % en 2023 et 95 % en 2024, il a ainsi été mis en évidence une augmentation de 3 % du taux de conformité entre 2023 et 2024.

La mise en relation des opérateurs intéressés par des labels de type Bio avec des organismes certificateurs encourage certains à se reconvertir, ce qui contribue à améliorer la qualité du produit et sa traçabilité.

Les principales actions mises en œuvre pour répondre à cet objectif, sont les suivantes :

- Action n°1 consiste à renforcer les contrôles des opérateurs de la vanille (producteurs, préparateurs et exportateurs) ;
- Action n°2 consiste à accompagner les opérateurs par la formation (producteurs et préparateurs) ;
- Action n°3 consiste à inciter les opérateurs à développer un produit sans pesticide ou/et issus d'un label BIO.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Les contrôles réalisés par les agents désignés à cette tâche ne permettent pas d'identifier véritablement la traçabilité de la vanille produite et vendue. En effet, le contrôle des registres des préparateurs de vanille n'ayant pas été effectué durant la campagne de récolte et de séchage, ce manquement encouragerait la

formation pédagogique sur les principes de base d'un contrôle et sur la compétence spécifique portant sur les caractéristiques particulières de la Vanille de Tahiti. En 2025, le CFPPA a été sollicité pour la mise en place d'une formation spécialisée au contrôle de la vanille.

Objectif n°3 : Favoriser l'exportation de vanille

Objectif n°3 - Favoriser l'exportation de vanille								
Développer les marchés de la vanille de Tahiti								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 3.1 - Quantité de vanille exportée	Tonne	12,57	15,834	12	5,960	9,000	10	19,683
Indicateur 3.2 - Prix moyen de la vanille à l'export	F CFP	53 807	55 000	50 000	-	néant	60 000	50 000
Indicateur 3.3 - Prospection des marchés	Nb	2	0	2	1	1	2	3
Indicateur 3.4 - Opérations promotionnelles et commerciales	Nb	2	2	4	0	1	3	4
Indicateur 3.5 - Stratégie commerciale et marketing	Nb	1	0	1	1	0	2	0

Sources des données :
EVT/ISPF
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 3.1 - indicateur calculé à partir des statistiques de l'ISPF
Indicateur 3.2 - indicateur calculé à partir des statistiques de l'ISPF
Indicateur 3.3 - indicateur calculé à partir des actions prévues annuellement par le pôle Promotion Commercialisation
Indicateur 3.4 - indicateur calculé à partir des actions prévues annuellement par le pôle Promotion Commercialisation
Indicateur 3.5 - indicateur calculé à partir des actions prévues annuellement par le pôle Promotion Commercialisation
Autres commentaires :
Les chiffres énoncés en prévision PAP 2025 et au-delà sont indiqués sous réserve de l'évolution de la production et de la commercialisation de la vanille

- *Commentaire et analyse des résultats*

Depuis 2023, les chiffres sur l'exportation de vanille publiés annuellement par l'ISPF ne sont plus disponibles. Les contrôles effectués par les agents de l'EVT permettent de recenser près de 9 tonnes de vanilles exportées en 2024. Toutefois, ces opérations techniques ne permettent pas d'établir un prix moyen à l'export car les exportateurs ne déclarant la valeur commerciale de leur marchandise qu'au service des douanes, qui ne répond malheureusement pas aux demandes des statistiques.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie commerciale et marketing, l'EVT a participé au salon professionnel de l'agro-alimentation, le « New York Summer Fancy Food Show » en juin 2024. Avec la collaboration de la CCISM et le soutien de Business France, cette mission s'inscrit dans la prospection des marchés pour la Vanille de Tahiti. Cependant, l'absence des opérateurs de la filière, représentés par les membres du GIE Vanille de Tahiti et ses îles, n'a malheureusement pas pu donner la possibilité de répondre aux requêtes exprimées par les professionnels américains sur les prix, les stocks disponibles et les délais de livraison des commandes.

En 2024, le concours général agricole (CGA) a distingué trois préparateurs de vanille agréés par l'EVT, en leur attribuant deux médailles d'or et une d'argent. Parmi eux, deux ont exposé sur le stand de la Polynésie française au Salon international de l'agriculture du 24 févier au 3 mars 2024 à Paris. Cette reconnaissance du savoir-faire polynésien met en valeur la qualité exceptionnelle de notre Vanille et vient enrichir le palmarès de la filière, qui totalise désormais 29 médailles dont 20 en or.

Par ailleurs, la Vanille de Tahiti a été choisie exclusivement pour la réalisation d'un documentaire portant sur les produits agricoles des régions d'Outre-Mer qui participent annuellement au CGA à Paris. Le tournage de ce reportage a été réalisé à Tahiti et à Raiatea avec la participation du commissaire général du CGA, M. Olivier Alleman.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

L'absence de données statistiques sur les exportations de vanille de manière générale, entrave le recensement des quantités et des valeurs commerciales à l'export. Afin d'améliorer la disponibilité, la fiabilité et l'exploitation des indicateurs permettant une visibilité sur les marchés internationaux, la mise en place d'un système de collecte de données accessibles aux différents organismes concernés serait à optimiser pour développer les stratégies commerciales et anticiper les tendances des exportations.

6.2.4 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
905/965 01 - AGRICULTURE ET ELEVAGE	**2 586 777 607**	**2 048 989 233**	**4 635 766 840**
Direction de l'agriculture	**1 957 244 768**	**1 928 178 950**	**3 883 256 018**
A1 - Développer l'activité et l'emploi dans les exploitations agricoles familiales comme outil de cohésion sociale dans les archipels			
accroître la surface de terres domaniales aménagées pour une activité agricole durable - travaux d'aménagements lotissements agricoles		383 369 856	383 369 856
accroître la surface de terres privées aménagées pour une activité agricole durable - aides à la réalisation de travaux d'aménagement foncier	0	0	0
aides pour soutenir les investissements des exploitants agricoles	125 061 589	586 675 629	711 737 218
développer la formation initiale et continue des agriculteurs et leur accès à l'information (subventions MFR, EPEFPA, mobilité des apprenants)			0
développer l'agriculture et l'élevage sur les atolls - serres kits maraîchers (légumes, fruits,...) aux TG			0
A2 - Insérer les producteurs au sein de filières permettant au Pays d'accroitre sa souveraineté alimentaire			
appui au GDSA (groupement de défense sanitaire animal)	30 000 000		30 000 000
réhabilitation de l'abattoir de Papara (station d'épuration, étude MOE, équipements traitement déchets)	0	89 689 197	89 689 197
subvention à l'abattoir de Papara (subvention d'équilibre)	35 000 000		35 000 000
mise en place de structures d'abattages délocalisées de proximité	0	1 897 831	1 897 831
mise en place structures de conditionnement et de stockage dans les îles et à Tahiti	0	118 567 881	118 567 881
installation d'ateliers d'agro-transformation	0	272 180 897	272 180 897
plan de valorisation des cocoteraie (parcelles conservatoires, de diversification, études carto)	4 684 428	30 367 724	35 052 152
réhabilitation des cocoteraies en agroforesterie	0		0
soutien au prix du coprah	1 279 987 056		1 279 987 056
renforcement des pépinières de la DAG	4 246 587	20 121 445	24 368 032
Développement des filières uru et vivrières		1 352 000	1 352 000
A3 - Développer les filières agricoles à haute valeur ajoutée permettant au Pays d'accroître ses exportations			
subvention à l'association Monoï de Tahiti	12 000 000		12 000 000
aides aux organismes professionnels pour la reconnaissance des SIQO			0
Rebâtir nos filières café et cacao			0
Soutenir la plantation des plantes aromatiques et médicinales			0
Lancer la production de chanvre local			0
A4 - Déployer la transition vers l'agro-écologie et l'agriculture biologique en lien avec le système alimentaire			
études et acquisition d'équipements pour le réseau des fermes pilotes	0	0	0
soutien au système participatif de garantie Biofetia	30 000 000		30 000 000
étude et recherche/développement dans les différents domaines liés à l'agro-écologie	2 167 700	0	0
Etudes programme TAVIVAT	41 580 608		41 580 608
Soutien au fonctionnement de l'ADEA	0	0	0
mise en place d'aide à l'application de pratiques agro-écoloqiques (CIAE)	0	0	0
mise en place d'une quarantaine végétale à la cellule RIV de Papara	0	113 969 843	113 969 843
A5 -Transformer la gouvernance du système agricole et alimentaire territorialisé à l'échelle du Pays et des archipels			
Réalisation du RGA		13 600 275	13 600 275
Mise en production (maintenance et évolution) du SIA	2 324 870	5 316 312	7 641 182
Subvention autres organisations pro (petites associations, …)	67 951 660	54 119 860	122 071 520
Construction bâtiments techniques (agropol, centre tech plants et semences §Ua Huka, divers bâtiments techniques, …)	0	97 708 830	97 708 830
Construction bâtiments administratifs	0		0
fonctionnement général du service : suivi des filières de production, suivi des lotissements agricoles, suivi des opérations de recherche, innovation, des subdivisions,...	322 240 270		322 240 270
Divers		139 241 370	139 241 370
Chambre de l'agriculture et de la pêche lagonaire	**350 000 000**	**101 322 656**	**451 322 656**
Renforcer la représentation et la Voix des agriculteurs et pêcheurs lagonaires	104 974 639	47 315 158	152 289 797
Optimiser la production locale et suivre sa commercialisation	24 413 109	34 900 177	59 313 286
Professionnaliser les actifs du secteur agricole et de la pêche lagonaire	87 317 027	19 107 321	106 424 348
Promouvoir les produits locaux, une alimentation saine et les métiers du secteur primaire	133 295 225		133 295 225
Vanille de Tahiti	**279 532 839**	**19 487 627**	**299 020 466**
Augmenter la production de vanille	241 152 980	19 487 627	260 640 607
Renforcer la vulgarisation et le suivi des producteurs			0
Appliquer la fertilisation et les soins BIO			0
Développer les connaissances et la compétence globale des producteurs, préparateurs de			0
Installation et suivi des nouvelles surfaces et porteurs de projet issus des programmes			0
Garantir la qualité de la Vanille de Tahiti et favoriser l'exportation	38 379 859		38 379 859

6.3 **Programmes 905 02/965 02 : forêts**

6.3.1 Bilan des orientations stratégiques

Les actions stratégiques mises en œuvre pour le développement de la filière bois en Polynésie (soutien à la création et équipements des scieries, soutien par le traitement du bois, prise en charge du fret en provenance des îles, normalisation du bois pour permettre son utilisation en construction, mise en place de plans

d'aménagement des domaines) continuent de porter leurs fruits, se traduisant par une augmentation du montant des investissements privés réalisés dans la filière.

Les efforts doivent toutefois être encore poursuivis pour :

- Faciliter l'accès aux domaines forestiers publics et privés par des investissements importants ;
- Renforcer les capacités de traitement du bois à la station de Papeiti en cohérence avec la croissance de la filière ;
- Et faciliter l'accès des entreprises aux marchés publics et ainsi garantir une meilleure rentabilité.

6.3.2 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 : Favoriser l'installation et le fonctionnement des entreprises d'exploitation et de travail du bois

Objectif n°1 - Favoriser l'installation et le fonctionnement des entreprises d'exploitation et de travail du bois								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nombre d'entreprises installées dans l'exploitation et la transformation du bois local	Nb	10	10	10	10	10	10	10
Indicateur 1.1' - Nombre d'emplois directs dans les scieries	Nb	52	50	68	68	82	95	100
Indicateur 1.2 - Volume de bois de pin vendu à des entreprises privées	m^3	9 900	8 490	17 200	15 000	9 900	22 700	22 700
Indicateur 1.3 - Longueur de pistes forestières entretenues ou réhabilitées	Km	26	4	6	16	14	15	10
Indicateur 1.4 - Montant des aides attribuées (filière forêt)	millions F CFP	75	87	100	50	14	60	60
Sources des données : *DAG (suivi filière, aides,...)*								

- *Commentaire et analyse des résultats*

2024 est une année charnière quant à la finalisation des efforts consentis par le Pays pour faciliter l'installation d'une scierie dans chacune des îles où le pinus est présent. En novembre, la scierie de Nuku-Hiva a démarré et en mai la scierie de Tubuaï a repris son activité avec une nouvelle gérance.

En termes de volume de bois transformé, l'augmentation reste contenue. En raison d'aléas techniques à corriger notamment pour la scierie de Papara sur le segment du transport, les volumes restent inférieurs aux prévisions. L'emploi progresse également avec un total de 82 emplois salariés dans le secteur sans compter les emplois induits.

Les trois scieries des Australes (Rurutu, Tubuaï et Rapa) poursuivent leur objectif de s'équiper de scies supplémentaires et ainsi accroitre le volume transformé.

2025 devrait être une année de croissance et de consolidation des volumes exploités avec une vitesse de croisière qui sera atteinte au cours de l'année 2026. L'objectif de couvrir 50 % des volumes des besoins du marché du bois en Polynésie avec 15 000 m^3/an de sciages résineux sera atteint d'ici 2026.

Les opérations conduites en 2024 en soutien aux entreprises de la filière sont les suivantes :

- Suivi du projet de création de la scierie de Nuku-Hiva pour l'exploitation du massif forestier de Toovii :

Une convention d'exploitation du massif de Toovii a été signée fin 2021 avec la SAS Société d'exploitation du Bois Marquisien (SEBM) pour l'exploitation de 15 000 m^3 de bois par an. La DAG a lancé en 2023 les marchés d'études et travaux pour l'aménagement de réseaux hydrauliques et réserves incendie, d'un montant de plus de 200 millions F CFP, permettant d'assurer la mise en exploitation de cette scierie – la livraison définitive des travaux est prévue début 2026. De même, la DAG s'est également engagée à fournir un autoclave pour le traitement du bois pour un montant de 100 millions F CFP.

Les travaux de construction et équipement de la scierie, portés par la SEBM, se sont achevés en novembre 2024.

La fourniture de l'autoclave, portée par la DAG, est prévue pour février 2026.

- ❖ Suivi et accompagnement des scieries présentes dans les différents archipels :

L'équipe du pôle Forêt de la cellule FAR de la DAG et des différentes subdivisions apportent assistance aux différentes scieries notamment pendant les phases de démarrage : constitution des dossiers d'aide, appui technique dans le choix des équipements, recherche de parcelles domaniales ou privées à exploiter, inventaires des ressources, élaboration des plans d'aménagement forestier, réalisation des tracés et suivi des travaux de pistes nécessaires à l'exploitation des massifs domaniaux.

- ❖ Mise en œuvre du dispositif de prise en charge des travaux d'aménagements de pistes d'accès aux parcelles forestières privées :

La loi du pays n°2021-34 du 9/08/2021 relative à l'exploitation forestière des propriétés privées plantées en pin des caraïbes en vue du développement de la filière locale, permet maintenant au Pays de prendre en charge tout ou partie des études et travaux de pistes nécessaires à l'exploitation des domaines forestiers privés plantés en pins permettant ainsi leur valorisation. Des projets sont actuellement à l'étude et permettront de démarrer l'exploitation de massifs forestiers implantés chez des propriétaires privés.

- ❖ Aménagement de la station de Papeiti :

En 2025, le marché de maîtrise d'œuvre du projet de réorganisation de la station forestière de la DAG de Papeiti et de mise en place d'un nouvel autoclave pour répondre à l'augmentation des volumes de bois à traiter doit redémarrer. A cet effet, un nouveau plan d'aménagement devrait être élaboré intégrant une nouvelle parcelle domaniale et tenant compte de la volonté de la scierie de Papara de disposer de plus d'espaces, de la demande des scieries des Australes de disposer d'un entrepôt de stockage comme point relai pour leur activité et la potentielle mise en place de séchoirs à bois.

- ▪ *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Afin de concrétiser cet engagement et d'optimiser la gestion de nos ressources forestières, les séminaires sur le bois local organisés en novembre 2024 à Tahiti puis à Nuku-Hiva en janvier 2025 sont venus poser les bases d'une réflexion et organisation publique/privée à mettre en œuvre pour une gestion locale et spécialisée des grands gisements de pins des Caraïbes du Pays, assurant ainsi une exploitation durable et une valorisation optimale de cette ressource.

Objectif n°2 : Favoriser la commercialisation du bois local

Objectif n°2 - Favoriser la commercialisation du bois local								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1 - Production de bois avivés (SDA)	F CFP	310 130 000	260 000 000	530 000 000	480 000 000	304 000 000	620 000 000	750 000 000

Sources des données :
DAG et entreprises (suivi filière)
Autres commentaires :
Bois avivé : Produit final issu de la première transformation de l'industrie du bois = Le sciage.

- ▪ *Commentaire et analyse des résultats*

Après avoir mis en place les modalités réglementaires de normalisation des sciages de bois et les modalités d'agrément des scieries autorisant ainsi l'usage du pin des caraïbes de Polynésie dans la construction, la DAG poursuit ses travaux sur la normalisation des bois et ouvrages en bois local de pins des caraïbes toujours dans l'objectif d'étendre les usages autorisés et les débouchés pour les scieries, ce qui se traduira par une augmentation des volumes de bois vendus.

- ❖ Normalisation du traitement du bois

La DAG a conduit des études relatives à la normalisation des bois en classe 4 (utilisation en zone humides et immergée) après traitement par autoclave par le produit Tanalith. Deux séries d'analyses d'échantillons de bois ont été réalisées entre 2021 et 2023 par le laboratoire CRITBOIS et les premiers résultats transmis dans le rapport provisoire indiquent que le bois traité à la station de Papeiti, peut être déclaré en classe 4, ce qui a été officialisé par l'arrêté n°1675 CM du 25/09/23 pour les bois de petites sections.

- ❖ Normalisation de la tuile de bois en pin des caraïbes de Polynésie française

L'étude démarrée en 2021 en collaboration avec le CIRAD vise à fixer les procédés de fabrication et d'installation des tuiles en bois locales en construction bâtimentaire (étanchéité, résistance cyclonique, ...). Les essais réalisés en 2022 ont donné des résultats concluants, et le rapport final a été transmis en juillet

2023. Un complément d'étude est en cours afin de fixer les prescriptions techniques définitives qui pourraient être formalisées par arrêté.

- Mise en place d'un référentiel de collage du pin des caraïbes de Polynésie pour applications structurales la tuile de bois en pin des caraïbes de Polynésie française

L'étude démarrée en 2021 se fait également en collaboration avec le CIRAD, les échantillons de bois de pins sont en cours de test en métropole. Les résultats ont été réceptionnés en fin 2023. La formalisation de la normalisation est en cours.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Pour assurer le succès commercial de la filière bois locale, il est impératif d'adopter une approche cohérente et intégrée. Cela implique d'aligner les politiques publiques, de mobiliser les acteurs clés et de mettre en place des mesures incitatives. En ouvrant les marchés publics de l'Office polynésien de l'habitat (OPH) et des services du Pays aux produits issus du bois local, on crée une demande stable et pérenne.

Parallèlement, l'instauration de taxes sur le bois importé permet de rééquilibrer la concurrence et de rendre le bois local plus attractif en termes de prix. Cette stratégie globale favorisera l'investissement dans les scieries locales, stimulera l'innovation et contribuera à la création d'emplois durables, tout en valorisant les ressources naturelles de la Polynésie française.

6.3.3 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
905/965 02 - FORETS	**72 400 574**	**178 104 058**	**250 504 632**
Soutenir et encourager la création et le fonctionnement d'exploitations sylvicoles dans les pôles de production les plus importants			
Aides financières au développement de la filière d'exploitation et valorisation de la forêt et du bois local		31 612 154	31 612 154
Réaménagement de la station forestière de Papeiti et mise en place d'un nouvel autoclave pour le traitement du bois (autoclave, pont,…)		0	0
Hangar forestier Hamoa (Aménagement, équipement, autoclave,…)		14 405 843	14 405 843
Traitement des bois à la station forestière de Papeiti (produit de traitement)	31 215 565		31 215 565
Aménagements de pistes et travaux domaines forestiers	3 236 205	102 367 977	105 604 182
Travaux sur domaines forestiers privés			0
Installation d'unités de traitement du bois dans les archipels		29 718 084	29 718 084
Planter des bois nobles aux Tuamotu Gambier			0
Divers (fonctionnement général du service, équipements,…)	37 948 804		37 948 804

6.4 Programme 905 03/965 03 : pêche et aquaculture

6.4.1 Bilan des orientations stratégiques

1. Au titre de la pêche

a. Pêche hauturière

En 2023, la pêche hauturière a atteint un record de production avec 8 676 tonnes, marquant une hausse de 15 % par rapport à 2022. Cette performance a contribué de manière significative à la sécurité alimentaire du pays et sera optimisée grâce au développement des infrastructures du Port de pêche. Le maintien du label MSC ainsi que les aides à la prise en charge du fret à l'export, permet d'enregistrer plus de 2 000 tonnes d'espèces pélagiques exportées sur le marché international.

b. Pêche côtière professionnelle

La professionnalisation des acteurs et l'autonomisation des communautés dans la pêche artisanale côtière se sont poursuivies, avec une consolidation des programmes destinés aux pêcheurs et aux coopératives de pêche. Parmi ces initiatives, le programme des dispositifs de concentration de poissons (DCP) ancrés a permis l'ajout de 36 nouveaux DCP en un an. Le programme froid, garantissant le maintien de 47 équipements frigorifiques en place, a également contribué à soutenir cette dynamique.

La pêche côtière professionnelle a enregistré une augmentation de 5 % en 2023 comparé à l'année précédente, avec un total de 2 409 tonnes. Ce surcroît illustre la bonne utilisation des aides à l'investissement ainsi que l'efficacité du réseau de DCP déployé dans nos archipels.

c. Pêche lagonaire

Des études de stock ont été réalisées dans plusieurs îles, telles que Arutua, Faaite, Manihi, Raiatea-Tahaa, Tahiti et Moorea. Les rapports des études sont en cours de finalisation.

En parallèle, une étude de consommation et de suivi des captures a estimé la production lagonaire à 7 064 tonnes, soit plus du double des 3 400 tonnes produites en 2008. Ces chiffres démontrent la place prépondérante des ressources lagonaires dans les habitudes de consommation des populations. Ces résultats consolident également la nécessité de poursuivre les études de stock et la création de dispositifs de gestion des ressources lagonaires.

L'exploitation raisonnée des milieux marins à travers les zones de pêche réglementée (ZPR) a pris de l'ampleur, avec une reconnaissance croissante de leur rôle dans la préservation des ressources. En 2023, deux tiers des ZPR étaient dotées de comités de gestion, et leur nombre continue d'augmenter. La DRM poursuit son soutien à la création de ces zones et à la montée en compétence des comités de gestion, chargés de suivre l'évolution de ces ZPR. Des études préliminaires en vue de créer un réseau de ZPR aux Marquises ont été initiées en 2024 pour se finaliser en 2025.

d. Estimations et perspectives

Il convient de souligner que ce bilan repose sur des estimations basées sur les dernières données disponibles, car les chiffres de 2024 ne sont pas encore entièrement accessibles. Les orientations stratégiques actuelles demeurent pertinentes et seront approfondies dans le cadre de la révision de la politique sectorielle de la pêche, prévue pour 2025. Cette politique intégrera des stratégies de gestion durable des ressources, de développement économique et de sécurisation des pratiques de pêche, tout en garantissant la compétitivité des acteurs du secteur. Ce processus impliquera activement les parties prenantes des filières concernées pour l'élaboration de documents cadres, en vue de leur validation et adoption par les institutions.

2. Au titre de l'aquaculture

a. Evolution et diversification des filières aquacoles

En plus des trois filières principales - la crevetticulture, l'élevage de bénitiers pour l'exportation, et la pisciculture (Paraha peue) - des progrès notables ont été réalisés dans le développement d'autres activités aquacoles. Les programmes relatifs aux holothuries, aux huîtres de roches, et aux algues ont connu des avancées techniques significatives. La maîtrise de la production de ces nouvelles espèces va permettre le déploiement de ces activités aquacoles dans nos archipels et par voie de conséquence de la création d'emploi.

b. Aménagement du lotissement aquacole de Faratea

Les travaux d'aménagement et de viabilisation du lotissement aquacole de Faratea se sont poursuivis en 2024. Ce projet stratégique permet à cinq porteurs de projets privés de développer leurs activités aquacoles, renforçant ainsi la diversification et la compétitivité du secteur aquacole.

3. Conclusion et perspectives

Les résultats de 2024 témoignent d'une dynamique positive pour la filière pêche et aquaculture, tant en termes de production qu'en matière de professionnalisation et de développement durable des ressources marines. La révision de la politique sectorielle permettra de renforcer et de pérenniser ces avancées, tout en impliquant activement les parties prenantes dans une gestion durable et compétitive des filières.

6.4.2 Bilan des réformes

Une attention particulière a été et continue d'être portée à l'équité dans les filières, avec la mise en place de réformes essentielles pour garantir des conditions de travail justes et améliorer la rémunération ainsi que la protection sociale des travailleurs maritimes.

1. Réforme du statut du marin-pêcheur

La réforme du statut du marin-pêcheur, adoptée dans le but d'améliorer les conditions de travail des équipages hauturiers, a permis une amélioration notable des rémunérations et de la couverture sociale. Cette réforme continue d'être un pilier central de la politique en matière de pêche, et l'effort se poursuit désormais dans le domaine côtier pour étendre ces améliorations aux marins-pêcheurs travaillant en pêche côtière.

2. Concertations pour la réforme sectorielle

Dans le cadre des concertations liées à cette réforme, les grandes lignes d'une politique sectorielle pour la pêche, couvrant les domaines de la pêche hauturière, côtière et lagonaire, ont été énumérées. Ces grandes orientations serviront de fondement aux travaux futurs visant à développer et optimiser les différentes filières de pêche, en particulier en matière de durabilité des ressources, de compétitivité et de structuration des métiers.

3. Développement et optimisation des filières

Les réflexions sur la politique sectorielle permettront de renforcer la gestion et la professionnalisation des filières de pêche. Dans ce cadre, la réforme apportera une attention particulière à la durabilité des pratiques, à la répartition équitable des ressources entre les différents acteurs du secteur et à l'adaptation des réglementations aux besoins actuels du marché, tout en assurant la pérennité des ressources marines.

Ainsi, ces réformes visent à soutenir une évolution équilibrée et harmonieuse des filières, en favorisant l'amélioration des conditions de travail, tout en garantissant un développement durable et une compétitivité accrue pour les pêcheurs de la Polynésie.

6.4.3 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 : Tripler la capacité de pêche

Objectif n°1 - Accroitre de manière significative la capacité de pêche								
Exploiter pleinement le potentiel de nos ressources pour en tirer un bénéfice économique dans une logique de développement durable								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Volume des produits de la pêche	t	15 494	19 276	20 000	20 000	18 400	20 000	21 000
Indicateur 1.2 - Valeur des exportations des produits de la mer	M FCFP	2 683	2 467	2 600	2 600	2 600	2 700	2 800

Sources des données :
Statistiques de pêche collectées par la DRM et données douanières fournies par l'ISPF
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - le volume des produits de la pêche commercialisée: calculé à partir des données des déclarations de pêche, des suivi de pêche communautaire et des déclarations préalable à l'exportation
Indicateur 1.2 - la valeur des exportations est une valeur calculée à partir des valeurs FAB déclarées
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

L'accroissement de la capacité de pêche, notamment hauturière, se poursuit avec un nouvel appel à candidatures pour l'octroi de licences de pêche en 2024, qui permet l'entrée en flotte de 5 nouvelles unités. Cet accroissement doit néanmoins s'accompagner d'une restructuration de la flotte existante, avec la sortie d'anciennes unités inactives ou peu performantes, laissant de la place à quai aux nouveaux navires. Il s'accompagne également d' un redimensionnement des infrastructures portuaires et connexes. Ce chantier a été entrepris, non seulement avec l'élaboration du schéma d'aménagement du port de pêche, piloté dorénavant par le Port autonome de Papeete mais aussi avec la stratégie de sortie de flotte des anciens navires. D'autres mesures nécessaires à un accroissement serein de la flotte ont été entrepris ou poursuivis. A cet effet, on note d'une part la défense des intérêts et du droit au développement de la Polynésie française dans les organisations régionales de gestion des pêches, et d'autre part la structuration de la profession de marin-pêcheur et la valorisation de la production supplémentaire sur les marchés exports, avec le label MSC.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Les mesures d'accompagnement de cet accroissement, afin qu'il se passe dans les meilleures conditions, doivent être maintenues, notamment sur le plan économique, en asseyant la rentabilité des armements, avec le suivi des prix et la consolidation, voire l'extension du label MSC. Par ailleurs, la stratégie de modernisation de la flotte doit également être poursuivie dans cette optique, afin d'améliorer la performance et l'efficacité, en particulier énergétique, des nouveaux navires entrant en exploitation. Enfin, le schéma d'aménagement du port de pêche, désormais finalisé, doit être mis en œuvre.

Objectif n°2 : Préservation des ressources et du milieu marin – mises en place de ZPR

Objectif n°2 - Préservation des ressources et du milieu marin – Mises en place de ZPR								
Créer des activités économiques durables adaptées au contexte d'éloignement et de faible structuration économique des îles								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 - Nombre de ZPR actives (Nombre cumulé)	Nb	23	23	24	24	24	30	32
Indicateur 2.2 -Nombre de ZPR existantes ayant bénéficié d'assistance technique (animation, suivis, formation,communication,...)	Nb	20	14	19	19	13	15	15
Sources des données : *Données statistiques de la DRM* Mode de calcul des indicateurs : Autres commentaires :								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Afin de promouvoir la gestion durable des ressources lagonaires, la DRM déploie l'outil zone de pêche réglementée (ZPR) impliquant et responsabilisant les communautés locales (communes et populations locales). Ces ZPR sont élaborées de manière participative et consensuelle avec les pêcheurs locaux ainsi que d'autres représentants de la société civile.

Un comité de gestion est également créé pour maintenir la dynamique de gestion participative sur place, par la sensibilisation et la communication, l'animation de réunions, le suivi du respect des règles et la proposition de nouvelles actions. Il en résulte une véritable appropriation des mesures de gestion de la pêche mises en place et par conséquent leur respect grâce à un auto-contrôle collectif.

Dans un contexte insulaire où les ZPR sont dispersées et géographiquement éloignées voire isolées, et les moyens institutionnels limités, il s'agit d'un indicateur de réussite majeur. Cette démarche sensibilise également les pêcheurs à l'impact que leurs propres pratiques ont sur les ressources lagonaires et à la nécessité de les gérer pour une exploitation durable.

L'outil ZPR a connu un succès croissant et le rythme de classement s'est accéléré ces dernières années, leur nombre passant de 7 à 24 entre 2014 et 2024. Il existe aujourd'hui 24 ZPR réparties sur 14 îles de Polynésie françaises dont 11 ont été créées pendant le programme PROTEGE. Parmi elles, 15 disposent d'un comité de gestion.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Au travers des ZPR, la DRM déploie une démarche de cogestion (Pays, commune pêcheurs) des pêches. Cependant, les membres des comités de gestion manquent de formation et de moyens de suivi de l'efficacité de leur dispositif. Ainsi, des indicateurs d'efficacité du dispositif et de montée en compétence des comités de gestion doivent être ajoutés. Il est essentiel de continuer à proposer des formations aux membres des comités de gestion pour maintenir leur engouement et évoluer vers un réseau de sentinelle réparti dans toute la Polynésie française.

Depuis plusieurs années, le sujet des ZPR et des *Rahui* intéresse de plus en plus d'organismes avec qui la DRM travaille en partenariat :

- Le CRIOBE au travers du *Rahui center* : 2 programmes MODELAG (étude des paramètres biologiques de 6 espèces de poissons et évaluation de l'état des stocks sur Tahiti et Moorea en vue d'améliorer la gestion ; étude du système de gouvernance de ZPR) et ARATAI (Mise au point du suivi participatif par les pêcheurs de Moorea et développement d'une application smartphone pour la saisie des données) ;
- L'ONG TNC : Suivi des pêches dans 4 îles pour évaluer l'état des stocks de poissons afin d'améliorer la gestion des pêches.

Objectif n°3 : Développer une aquaculture durable

Objectif n°3 - Développer une aquaculture durable								
Accompagner le développement de l'élevage par un soutien technique et sanitaire								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Révisé à 02/2025**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 3.1 - Volume des productions aquacoles	t	210	107	150	150	110	180	250
Indicateur 3.2 - Nombre de programmes en recherches appliquées	Nb	7	7	7	7	7	7	7
Indicateur 3.2 - Nombre de filières	Nb	4	6	7	7	7	10	15

Sources des données :
Données statistiques de la DRM
Mode de calcul des indicateurs :
Filières de production: crevettes+paraha peue+benitier de collectage et d'écloserie; aquaponie avec barramundi
Filières potentielles : Holothuries (rori), huîtres de roches, macro-algues
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

En 2024, la production aquacole du pays s'appuie sur trois filières principales : la crevetticulture (crevette bleue pour le marché local), la tridacnaculture (Pahua pour l'exportation) et la pisciculture (Paraha peue pour le marché local). Les juvéniles de crevettes et de Paraha peue sont fournis par les écloseries polyvalentes (EPV) de Vairao, tandis que les bénitiers proviennent du milieu naturel (collectage et sauvage de Reao) et d'une écloserie privée (Papara).

La production de crevettes a enregistré une diminution de près de 40 % dans la principale ferme en 2023 et 2024, fixant ainsi la production à 110 tonnes pour 2024. Durant ces deux années, l'écloserie a traversé une crise majeure, ne pouvant satisfaire que 80 % des commandes de post-larves. De surcroît, les performances d'élevage de cette ferme principale, représentant près de 80 % de la production crevetticole polynésienne, ont décliné, et les causes de cette baisse sont encore en cours d'identification (zootechnie sur site, qualité de l'eau de pompage, qualité des post-larves). Les performances des deux autres fermes sont restées excellentes, ce qui semble indiquer que la qualité des juvéniles provenant de l'écloserie n'est pas en cause. Le prix de la crevette à la sortie de la ferme est resté stable, et une nouvelle ferme de crevettes en cage a été lancée à titre expérimental (accompagnée par la DRM).

La production de Paraha peue est demeurée stable, mais peine à prendre son essor en raison de pertes importantes de poissons dans l'unique ferme (mortalités à la mise en cage, vols et pertes d'animaux dues à des problèmes zootechniques). Le prix du Paraha peue à la sortie de la ferme reste élevé, permettant à la ferme de dégager des bénéfices.

L'exportation de bénitiers a été entravée par un important épisode de blanchiment survenu en avril-mai 2023 et 2024 sur l'atoll de Reao, entraînant la suspension des expéditions pendant six mois chaque année. Les bénitiers sauvages, de collectage et d'écloserie répondent à des demandes de marchés différents, et le développement des produits d'écloserie ne compense pas la fermeture du lagon de Reao. La demande du marché international pour les bénitiers polynésiens est forte et le marché reste porteur.

L'année 2024 a été marquée par des avancées majeures dans les nouvelles filières telles que l'holothuriculture (rori titi ʻuoʼuo et ʻereʼere issus d'écloserie), l'ostréiculture (huîtres de roches sauvages et/ou issues d'écloserie) et la macroalguoculture. Les produits de ces filières sont destinés au marché local (huîtres et macroalgues) et international (rori). Bien que les travaux de recherche et développement soient toujours en cours, les premières commercialisations de ces produits devraient débuter entre 2025 et 2026.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

La réception de nouvelles cuves de préchauffage à la fin de l'année 2024 et l'achèvement des travaux de fiabilisation des écloseries de Vairao devraient garantir la sécurisation des productions des écloseries en 2025. De plus, le redressement des pratiques de la ferme en difficulté et l'ouverture d'une nouvelle ferme d'élevage de crevettes en cage devrait permettre à la filière crevetticole d'atteindre son objectif de 150 tonnes en 2025.

Pour le Paraha peue, l'installation d'un système de vidéosurveillance à la fin de l'année 2024, le renouvellement des filets d'élevage prévu en 2025 et l'acquisition d'un nouveau site de pré-grossissement à la fin de l'année 2024 devraient permettre à l'unique ferme d'atteindre une production comprise entre 15 et 20 tonnes en 2025.

Le développement des productions de Pahua en écloserie, prévu en 2025 à Papara puis en 2026 à Tubuaï, devrait permettre de maintenir, voire d'augmenter, le chiffre d'affaires de la filière. Une meilleure structuration du collectage sur Reao apparaît comme une nécessité pour maintenir l'activité dans l'atoll, et l'ouverture de

nouveaux lagons au collectage (Fakahina, Fangatau, Pukarua, etc.) permettrait de sécuriser et de développer davantage cette filière.

À la fin de l'année 2024, les premiers produits cosmétiques et nutraceutiques à base de rori titi étaient disponibles à la vente sur le marché local. L'enjeu majeur pour 2025 sera de diriger ces produits vers des marchés fiables permettant des ventes régulières. Ces premières ventes, ainsi que les avancées en termes de recherche et développement, seront déterminantes pour évaluer l'équilibre financier de cette filière.

L'un des enjeux cruciaux pour les filières Pahua et Rori demeure l'obtention des permis d'exportation, le commerce international de ces espèces étant soumis à la réglementation de la CITES. À cette fin, il est impératif de mettre en place un système de traçabilité optimisé, actuellement en cours de développement en collaboration avec la Communauté du Pacifique Sud. De plus, la désignation d'une autorité scientifique de la CITES pour la Polynésie française est nécessaire.

Les filières des huîtres de roche et des macroalgues connaîtront en 2025 une phase de transfert vers le secteur privé, avec déjà trois porteurs de projets pour les huîtres et deux pour les macroalgues. La poursuite des travaux de recherche et développement devrait permettre les premières commercialisations privées en 2026.

En outre, une évolution du cadre juridique régissant l'aquaculture (loi de pays sur l'aquaculture, dispositifs d'aides, détention d'espèces protégées, etc.) ainsi qu'une structuration de la formation nécessaire aux futurs aquaculteurs sont essentielles et constituent des enjeux majeurs pour 2025.

Enfin, le bon avancement du projet BIOMARINE, tant sur le plan des travaux que du cadre juridique et organisationnel, apparaît comme indispensable pour atteindre les objectifs de production fixés, assurer une meilleure autonomie des filières et garantir la rentabilité des écloseries et des fermes sans apport de fonds publics.

Pour optimiser le développement des filières aquacoles, le secteur privé doit devenir moteur dans la diversification des espèces élevées en aquaculture. Les porteurs de projet doivent miser sur le recrutement d'experts et d'employés pour développer et maîtriser leurs activités aquacoles. Le Pays, continuera d'apporter un appui foncier, financier et un accompagnement technique si nécessaire. Pour l'année 2025, des informations relatives au nombre de fermes aquacoles privées accompagnées par le Pays, leur situation géographique (île, archipel), aux nombres d'emplois créés, à leur taux de production et à leur chiffre d'affaire, seront de bons indicateurs de réussite et de professionnalisation de notre secteur.

6.4.4 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
905/965 03 - PECHE ET AQUACULTURE	**568 458 390**	**760 606 704**	**1 329 065 094**
Evaluation et révision de la politique sectorielle de la pêche hauturière	9 183 510		9 183 510
Travaux de réhabilitation des tours à glace du port de pêche de Papeete		338 435	338 435
Maintenir les aides à l'exportation pour assurer l'augmentation de la production	98 821 920		98 821 920
Economies en carburant sur les navires de pêche	0		0
Aides à l'investissement pêche cotière		77 621 424	77 621 424
Renforcement des dispositifs liées à la pêche côtière		21 578 254	21 578 254
Autres dépenses affectées à la pêche côtière et hauturière (dont aides)	103 698 551	97 959 261	201 657 812
Mises en place de ZPR	5 325 889	6 613 974	11 939 863
Autres dépenses affectées à la pêche lagonaire	26 685 666	21 120 011	47 805 677
Recherche appliquée en aquaculture	17 602 394		17 602 394
Zone BioMarine		213 904 436	213 904 436
Hub aquacole et pêche de Hao		0	0
Formation & assistance technique aquacole	4 279 054		4 279 054
Autres dépenses affectées à l'aquaculture	181 557 308		181 557 308
Autres dépenses DRM pêche et Aquaculture dont charges de structures	121 304 098	321 470 909	442 775 007

6.5 Programme 905 04/965 04 : perliculture

6.5.1 Bilan des orientations stratégiques

Le secteur perlicole de la Polynésie française fait face à plusieurs défis, notamment le changement climatique, la réduction des huîtres disponibles pour la greffe, et le manque de main-d'œuvre qualifiée. Ces enjeux, couplés à des problématiques environnementales telles que la gestion des déchets, nécessitent des réformes pour assurer la pérennité de la filière. Des initiatives sont mises en place pour réguler la production, adopter des pratiques durables et renforcer les compétences, tout en diversifiant les activités aquacoles pour réduire la pression sur les ressources naturelles.

1. Impact du changement climatique et réduction de la disponibilité en huîtres perlières

Le secteur perlicole fait face à une disponibilité réduite en huîtres destinées à la greffe, conséquence directe de l'impact du changement climatique sur l'activité de collectage dans les atolls productifs. Alors que la production perlicole dépendait jusqu'alors largement des atolls collecteurs, les difficultés croissantes liées au collectage ont accéléré la mise en service des écloseries de production. Toutefois, la réglementation encadrant cette nouvelle activité reste à définir. Des projets d'écloseries sont en cours pour les atolls d'Arutua et les îles Gambier, et ces nouvelles sources d'approvisionnement, combinées au retour de l'activité de collectage et à l'émergence des techniques d'essaimage, devraient permettre de stabiliser la filière à moyen terme.

2. Insuffisance de main-d'œuvre qualifiée

Les fermes de production souffrent d'un manque récurrent de main-d'œuvre qualifiée, particulièrement dans la gestion des élevages et la greffe. Cette pénurie de compétences est un frein majeur à la croissance du secteur. La collaboration renforcée entre la DRM et le Centre des métiers de la mer de Polynésie française (CMMPF) devrait contribuer à atténuer cette problématique. Cependant, le manque de valorisation des métiers du secteur primaire demeure une préoccupation plus large pour le Pays, et la pérennité de certaines filières risque d'être compromise sans une prise de conscience urgente sur l'importance de la formation et de la reconnaissance des compétences dans ce domaine.

3. Régulation de la production

La régulation de la production est une priorité pour le secteur. Le passage d'une dynamique d'intensification de la production, mal maîtrisée, vers une production plus organisée et de meilleure qualité est essentiel. À cet effet, des quotas de production seront fixés à l'échelle de la Polynésie française après consultation des professionnels. Ces quotas seront ensuite attribués à chaque exploitation, dans un cadre clair et structuré. Parallèlement, un renforcement des contrôles est nécessaire pour résoudre les problèmes rencontrés par les fermes inactives et celles dont les déclarations de production ne correspondent pas à la réalité sur le terrain. Cette régulation vise à stabiliser la filière tout en garantissant la qualité de la production perlicole.

4. Gestion des déchets perlicoles

La gestion des déchets perlicoles est devenue un défi majeur pour la durabilité du secteur. L'objectif est de développer un modèle de production respectueux de l'environnement, à travers la gestion et la réduction des déchets générés par la filière. Dans un premier temps, cela implique la restauration des habitats en évacuant les gisements historiques de déchets perlicoles accumulés au fil des années. Ensuite, un système de gestion des flux de déchets futurs devra être mis en place afin de limiter l'impact environnemental des activités de la filière à long terme.

5. Adoption de pratiques responsables

Afin de soutenir une production durable, il est nécessaire d'inciter les professionnels de la perliculture à adopter des pratiques respectueuses de l'environnement. La mise en place d'une charte de bonnes pratiques, adaptée spécifiquement au secteur perlicole, continue d'être encouragée. L'adhésion à cette charte permet aux professionnels de se conformer à des normes strictes en matière d'environnement, de responsabilité sociale, de techniques de production et de conformité juridique. La stratégie de promotion de la perle, ainsi que la certification de qualité, intègrent également ces nouveaux critères écologiques, en valorisant particulièrement les fermes écoresponsables.

6.5.2 Bilan des réformes

Le secteur perlicole a connu une révision de son cadre réglementaire, avec un accent particulier sur la régulation de la production. L'objectif de cette réforme est de passer d'une dynamique d'intensification de la production mal maîtrisée à une logique de production organisée et de qualité.

Les réformes en cours et les initiatives stratégiques mises en place visent à stabiliser et à pérenniser la filière perlicole, en réorientant la production vers une approche durable et bien régulée. En renforçant les capacités de production, la régulation, la gestion des déchets et en favorisant l'adoption de pratiques écoresponsables, la filière pourra répondre aux défis actuels mais également se préparer à un avenir plus résilient face aux impacts du changement climatique. Ces efforts devront être accompagnés d'une mobilisation des professionnels du secteur, d'une meilleure reconnaissance des métiers perlicoles et d'un suivi continu des progrès réalisés.

6.5.3 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 : Garantir une gestion durable de nos lagons

Objectif n°1 - Garantir une gestion durable de nos lagons								
Surveillance des lagons et définition des zonings perlicoles								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Volume de déchets traités	m^3	1 070	728	2 000	1 000	948	1 000	1 500
Indicateur 1.2 - Nombre d'huîtres perlières prélevés pour le réseau de veille sanitaire (REPANUI)	Nb	438	202	240	510	480	210	240
Indicateur 1.3 - Nombre de lagons suivi par le réseau d'observation des lagons perlicoles (RESOLAG)	Nb	6	7	7	7	7	7	7

Sources des données :
Données statistiques de la DRM
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - le volume de déchets perlicoles traités est calculé sur le nombre de big bag de déchet rapatriés sur Tahiti en provenance des Tuamotu-Gambier
Indicateur 1.2 - le nombre d'huîtres perlières prélevés par le réseau de veille sanitaire REPANUI
Indicateur 1.3 - Lagons instrumentés avec des capteurs pour le suivi de la qualité de l'eau du lagon (température, chlorophylle a)
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

Les actions de collecte de déchets perlicoles se sont bien poursuivies en 2024 puisque de nombreuses îles ont participé et ce, à plusieurs reprises au cours de l'année. Cela témoigne de l'efficacité de la communication et de la sensibilisation des professionnels, initiées dès le début des actions.

Sur l'aspect sanitaire, les huîtres prélevées en 2024 proviennent des mêmes lagons que ceux suivis par le réseau RESOLAG. Cette stratégie a été mise en place afin d'initier une complémentarité des données de suivi entre les 2 réseaux. Le RESOLAG quant à lui est toujours présent sur 7 atolls perlicoles et les données issues de 2024 feront prochainement l'objet d'un bulletin annuel des résultats, comme les années précédentes.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

En 2025, un projet pilote privé de collecte de déchets immergés viendra faire évoluer les méthodes de retrait des déchets perlicoles en lagon. Le marché relatif à la collecte des déchets se poursuit encore cette année, visant encore une fois un objectif de 1 000 m^3.

Les deux réseaux sanitaires (REPANUI) et environnemental (RESOLAG) vont progressivement évoluer ensemble sur de nombreuses actions comme le suivi des pathogènes et des épibiontes sur les lignes d'élevages.

Objectif n°2 : Réguler les conditions de production

Objectif n° 2 - Réguler les conditions de production								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 - Nombre de missions de contrôles	Nb	7	30	10	26	9	25	10
Indicateur 2.2 - Nombres d'îles contrôlées	Nb	13	25	12	28	14	25	12
Indicateur 2.3 - Nombres de contraventions par année	Nb	26	38	25	25	20	20	25

Sources des données :
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 2.1 - indicateur calculé à partir des rapports de missions DRM
Indicateur 2.2 - indicateur calculé à partir des rapports de missions DRM
Indicateur 2.3 - indicateur calculé à partir des rapports de missions DRM
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

En 2024, seulement 9 missions spécifiques de contrôle terrain "perliculture" ont été réalisées dans 14 îles, en raison principalement d'un effectif de contrôleurs réduit, dû à deux départs à la retraite et un déménagement de l'équipe CGP Perliculture vers l'immeuble Manatea Nui.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

En 2025, la majorité des îles perlicoles seront contrôlées avec un passage répété dans les îles les plus actives comme Arutua et les Gambier. Le nombre de contraventions devrait se stabiliser avec l'amenuisement progressif des infractions historiques à la suite des contrôles des 3 dernières années.

Les nouvelles équipes seront assermentées et formées à l'utilisation des matériels de pointe et à la maîtrise des moyens nautiques afin de pérenniser un contrôle efficace.

Objectif n°3 : Promouvoir une démarche de qualité

Objectif n° 3 - Promouvoir une démarche de qualité

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 3.1 - Nombre d'adhérents à la charte	Nbre	0	2	10	4	3	8	30
Indicateur 3.2 - Nombre d'huîtres perlières produites en écloserie privé	Nbre	2 000 000	40 510 000	2 000 000	8 000 000	17 894 000	30 000 000	30 000 000

Sources des données :

Mode de calcul des indicateurs :

Indicateur 3.1 - indicateur calculé à partir du nombre d'adhérent à la charte

Indicateur 3.2 - indicateur calculé à partir des registres de production fourni par les écloseries

Autres commentaires :

La promotion de la Charte de bonnes pratique manque de dynamisme dû à l'absence de chargé de projet pour s'occuper pleinement des actions à mener. Le chargé de projet initialement identifié a pris la responsabilité de la cellule Innovation et Valorisation en perliculture en 2024.

- *Commentaire et analyse des résultats*

Deux ans après le lancement de la Charte de bonnes pratiques, seulement 3 adhérents sont comptabilisés sur les 4 dossiers de demande déposés. Ce chiffre reflète un manque de promotion et de communication sur l'existence de cette Charte auprès non seulement des producteurs, mais également des autres professionnels comme les bijoutiers, les négociants. De plus, le public n'a pas été suffisamment sensibilisé à cette démarche. Lors du Conseil de la perliculture de novembre 2024, elle a fait l'objet d'un atelier de travail afin de trouver les leviers à mettre en place pour encourager plus de professionnels à adhérer à cette Charte.

Le nombre d'huîtres perlières produites en écloserie de taille inférieure à 1 cm a connu une forte augmentation entre 2022 et 2023 du fait d'une montée en compétence et en technique de la part d'une des deux écloseries en place.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Les conclusions de l'atelier mené au Conseil de la perliculture sont le point de départ des actions que la DRM doit mener afin de dynamiser le mouvement autour de la Charte de bonnes pratiques :

- Développer une certification ;
- Augmenter la visibilité de la Charte et de ses adhérents ;
- Augmenter les outils de communication et de valorisation de la Charte, etc.

En 2025, deux nouvelles écloseries perlicoles se mettront en place et commenceront à fournir les fermes de production.

6.5.4 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
905/965 04 - PERLICULTURE	**211 643 447**	**161 742 168**	**373 385 615**
Collecte, transfert et traitement des déchets perlicoles	40 477 214		40 477 214
Rapatriement de déchet par la flotille administrative	0		0
Développement de nouvelles méthodes de collecte des déchets perlicole sous-marin	0		0
Soumission d'un projet de dépollution de certains lagons perlicoles au programme LIFE (Fonds européens)	0		0
poursuite du programme RESOLAG	17 379 722		17 379 722
Autres dépenses affectées à la gestion des déchets	2 409 446		2 409 446
Missions de contrôles des concessions maritimes	10 435 455		10 435 455
Matériels techniques missions perlicoles		366 498	366 498
Charte de bonnes pratiques	0		0
Développement des travaux en génétique servantt notamment aux écloseries privées	14 783 427		14 783 427
Autres dépenses affectées au programme de R&D	49 038 589		49 038 589
Autres dépenses DRM perliculture dont charges de structures	77 119 594	161 375 670	238 495 264

6.6 **Programme 905 05/965 05 : artisanat**

6.6.1 Bilan des orientations stratégiques

L'année 2024 a été marquée par une augmentation de l'offre en formations proposées par le service pour accompagner la professionnalisation des artisans.

L'appui au développement économique de l'artisanat traditionnel s'est ressenti principalement au travers de l'attrait visible et exprimé par le secteur pour les dispositifs existants. Ainsi, aussi bien l'attribution des agréments que des aides existantes ont enregistré des hausses notables.

Ces axes ont ainsi été mis en œuvre dans la mesure des budgets attribués et en conformité avec les objectifs définis lors du PAP 2024 :

- Professionnaliser le secteur de l'artisanat traditionnel par une meilleure formation des artisans et la mise en œuvre du schéma directeur de l'artisanat qui vise à améliorer la qualité de vie des artisans ;
- Favoriser le développement du secteur de l'artisanat traditionnel à travers l'organisation de salons thématiques innovants et un soutien économique aux artisans ;
- Protéger juridiquement et fiscalement les productions d'artisanat local des contrefaçons et des importations de matériaux à faible coût ;
- Mener à son terme le processus de labellisation des produits d'artisanat fabriqués localement à partir de produits locaux.

6.6.2 Bilan des réformes

- Le schéma directeur de l'artisanat traditionnel a été relancé au travers d'une consultation plus large du secteur, en faisant appel à un prestataire à l'expertise confirmée dans ce domaine. Deux ans après la rédaction initiale qui a guidé l'action du service au quotidien, ces consultations ont permis de s'assurer que le document était en conformité avec les attentes et problématiques du secteur, et de dépasser le plan d'actions pour poser un cap plus large sur les 5 années à venir. Le document pourra ainsi être présenté dans le courant de l'année 2025 ;
- Le secteur de l'artisanat traditionnel est régi par les textes suivants : les lois du pays n° 2022-14 et 2022-15 du 4 février 2022, relatives respectivement au statut de l'artisan traditionnel et au développement d'aides au secteur, ainsi que leurs arrêtés d'application.

  Après deux ans d'application de ces textes constitutifs, le service a entamé des travaux d'harmonisation générale des textes et un recadrage lorsque les limites du texte empêchaient leur application au quotidien. Ces travaux se poursuivront sur l'année 2025 et s'accompagneront d'une large consultation des services administratifs, du secteur et de ses organes consultatifs ;
- S'agissant de la protection des créations d'artisanat, un arrêté est en cours de rédaction en collaboration avec la DGAE pour assurer la protection sur le marché local de l'appellation *tīfaifai.* En parallèle, plusieurs campagnes de communication ont permis de mieux faire connaître la marque *Fenua original*, avant une nouvelle approche de communication prévue en 2025.

6.6.3 Bilan des objectifs de performance

Ce premier objectif s'attache à mettre en valeur l'impact des politiques publiques menées en faveur de la professionnalisation et du développement économique du secteur de l'artisanat traditionnel.

Objectif n°1 : Accompagner la professionnalisation et le développement du secteur

Objectif n° 1 - Accompagner la professionnalisation et le développement du secteur								
Former et soutenir les artisans financièrement pour améliorer leurs pratiques professionnelles, leurs conditions d'exercice et de vie.								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Artisans traditionnels recensés	Nb	2 380	2 000	2 000	2 525	2 558	2 100	2 100
Indicateur 1.2 - Artisans traditionnels patentés	Nb	375	450	500	540	568	600	600
Indicateur 1.3 - Nombre d'artisans formés (formations techniques et générales)	Nb	66	80	150	158	225	200	200
Indicateur 1.4 - Montant des aides attribuées aux artisans patentés	F CFP	5 000 000	10 000 000	16 000 000	12 237 149	12 687 150	21 000 000	21 000 000
Indicateur 1.5 - Montant des subventions (projets et programmes associatifs)	F CFP	38 000 000	35 000 000	37 000 000	40 873 514	42 873 515	42 000 000	42 000 000
Indicateur 1.6 - Nombre de créations ou reprises d'associations ou d'entreprises artisanales	Nb	98	80	80	112	121	80	80
Indicateur 1.7 - Chiffre d'affaire déclaré du secteur (manifestations subventionnées et/ou organisées par le service et fare artisanaux)	F CFP	236 000 000	200 000 000	250 000 000	210 000 000	231 657 769	280 000 000	280 000 000

Sources des données :
Données statistiques issues du logiciel START du ART
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - indicateur calculé à partir du nombre total d'artisans recencés par le service de l'artisanat traditionel
Indicateur 1.2 - indicateur calculé à partir du nombre d'artisans patentés recensés par le service de l'artisanat traditionnel
Indicateur 1.3 - indicateur calculé à partir du nombre d'artisans participant aux formations organisées par le service
Indicateur 1.4 - indicateur calculé à partir du budget dédié aux aides économiques
Indicateur 1.5 - indicateur calculé à partir du budget dédié aux subventions
Indicateur 1.6 - indicateur calculé à partir du nombre d'entreprises d'artisanat traditionnel créées ou reprises recensées
Indicateur 1.7 - indicateur calculé à partir du chiffre d'affaire déclaré par les artisans lors des manifestations et/ou récoltés dans les centres artisanaux
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

Les indicateurs de l'objectif n°1 ont été globalement atteints, voire dépassés dans certains cas. Les réunions d'information et la communication menée tout au long de l'année ont permis de mobiliser les artisans autour des agréments et du recensement.

Les aides au secteur ont probablement contribué à dynamiser la création d'entreprises par un meilleur accompagnement, tandis que les formations proposées ont fait la preuve qu'elles correspondaient à des attentes et besoins des artisans.

Le chiffre d'affaire déclaré du secteur est en légère hausse.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Les aides du secteur sont actuellement plafonnées dans les arrêtés d'application de nos lois du pays, en raison du manque de visibilité lors de leur création en 2022 sur la capacité initiale du service à absorber de gros volumes de demandes. Le personnel dédié ayant été sécurisé par un recrutement en interne, les modifications de textes en cours vont permettre de supprimer ces plafonds et d'accompagner davantage d'artisans traditionnels dans leurs besoins.

L'information du secteur s'est poursuivie avec un grand nombre de réunions d'informations sur Tahiti et Moorea, qui vont se déployer dans les îles en 2025.

La formation des artisans demeure un enjeu essentiel tant pour professionnaliser le secteur que pour transmettre les savoir-faire. Ainsi, l'offre de formations générales et techniques est en constante augmentation depuis 2022. Cependant, les formations dédiées aux bureaux associatifs n'ont pu être organisées en 2024 et reprendront en 2025, comme un élément essentiel de la fiabilisation du secteur.

Objectif n°2 : Labelliser et protéger les créations d'artisanat traditionnel - Augmenter la visibilité du secteur

Objectif n° 2 - Labelliser et protéger les créations d'artisanat traditionnel								
Encadrer la profession et améliorer sa visibilité au travers de dispositifs permettant de valoriser la qualité des produits et de protéger la créativité des artisans								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 - Artisans traditionnels détenteurs de la carte d'agrément (patentés et présidents d'associations)	Nb	125	150	300	335	394	400	400
Indicateur 2.2 - Nombre d'artisans accessibles au travers d'un répertoire en ligne dédié	Nb	24	70	250	275	217	350	350
Indicateur 2.3 - Nombre d'artisans appliquant la marque *Fenua original*	Nb	0	0	80	20	20	120	120
Indicateur 2.4 - Montant dédié à la valorisation du secteur	F CFP	10 200 000	14 900 000	10 325 000	15 214 000	9 325 000	13 000 000	13 000 000

Sources des données :
Données statistiques issues du logiciel START du ART
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 2.1 - indicateur calculé à partir du nombre d'artisans titulaires des cartes d'agrément délivrées par le service
Indicateur 2.2 - indicateur calculé à partir du nombre d'artisans ayant accepté d'être inscrits dans le répertoire en ligne du service
Indicateur 2.3 - indicateur calculé à partir du plan de déploiement de la marque collective Fenua original
Indicateur 2.4 - indicateur calculé à partir du budget dédié à la valorisatin du secteur
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

Les indicateurs fixés pour l'objectif n°2 ont été atteints de manière variable.

On note en effet un ralentissement du nombre des artisans présents dans le répertoire en ligne dédié aux artisans agréés, car beaucoup d'entre eux refusent d'apparaître sur le site internet.

De même, des principes d'accès assez contraignants ont freiné l'appropriation de la marque *Fenua original.*

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

- La marque *Fenua original* va faire l'objet d'une nouvelle approche avec un autre axe de communication plus grand public, et des conditions d'accès retravaillées ;
- La parution du site de promotion bilingue du secteur en 2025 permettra de dynamiser la visibilité du secteur ;
- Des formations et accompagnements à l'export sont prévus sur 2025 afin d'ouvrir de nouveaux réseaux, accentuer la valorisation du secteur et la nécessité de reconnaissance, au travers des agréments délivrés par le service et du label dédié.

Les travaux de réformes des lois et arrêtés relatifs aux aides du secteur vont introduire la possibilité pour le service d'accompagner financièrement les artisans agréés qui souhaitent protéger leurs œuvres.

6.6.4 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
905/965 05 - ARTISANAT	**80 465 710**	**0**	**80 465 710**
Formation des artisans patentés et en association	4 155 367		4 155 367
Soutien des artisans patentés, des projets et programmes associatifs	55 710 664		55 710 664
Valorisation du secteur pour accentuer sa protection	12 287 652		12 287 652
Organisation de salons thématiques innovants	8 312 027		8 312 027

6.6.5 Les opérateurs participant à la réalisation du programme

Les circonscriptions : CMQ, CAU, CISL, CTG.

Véritables relais du service dans les archipels, elles soutiennent les campagnes de recensement des artisans traditionnels, informent les artisans des recrutements pour des événements, des dispositifs accessibles au secteur et les accompagnent dans leurs démarches de demandes d'aide. Une mise à jour de leurs conventions a été réalisée 2024, pour mettre leurs missions en conformité avec celles du service, qui ont évolué en 2022, mais aussi pour harmoniser les attentes et les textes.

La DAG, la CAPL et la DRM

Du fait de la communauté d'activités qui existent entre les agriculteurs et les préparateurs de matières premières, la DAG et la CAPL sont fréquemment amenées à se positionner en partenaires du service. Il peut s'agir d'événements dans lesquels les artisans trouvent leur place (foire agricole), mais aussi de dossiers de

fond au bénéfice du secteur (étude sur des séchoirs aux Australes, sur la teinture du pandanus, sur la problématique d'approvisionnement en bois…). La DRM est concernée de la même façon par le secteur artisanal dès lors que des coquillages, perles et nacres entrent dans la composition des produits, mais aussi dans le cadre de projets transversaux (événements, formations…) et surtout pour tenter d'apporter des solutions aux problématiques d'approvisionnement en nacres.

6.7 **Programme 905 06/965 06 : ressources minières**

7. MISSION 906/966 : ECONOMIE GENERALE

6,75 Mds F CFP
Montant total mandaté au CA 2024

6,35 Mds F CFP
Dépenses de fonctionnement mandatées

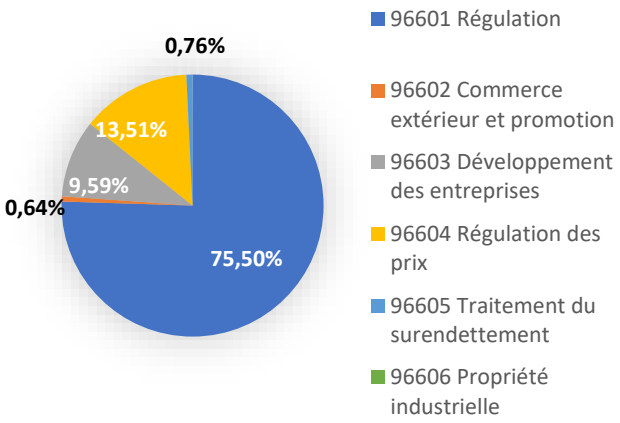
400 M F CFP
Dépenses d'investissement mandatées

566,5 M F CFP
Dépenses de personnel mandatées
soit 1,76 % sur la masse globale

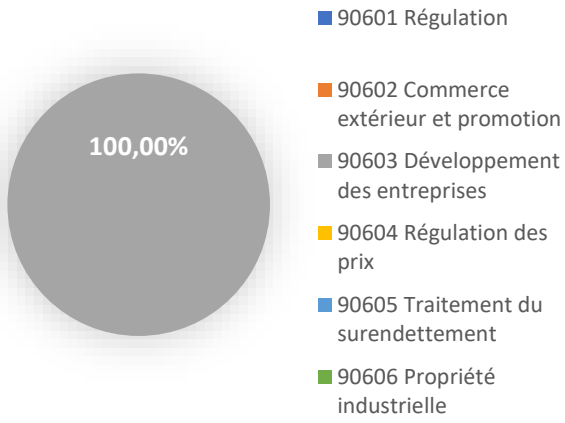
FRPH
5,8 Mds F CFP

FPPH
1,6 Md F CFP

Répartition des dépenses de fonctionnement par programme



Répartition des dépenses d'investissement par programme



1,3 Md F CFP
Mandatés au titre des aides à caractère économique

465 M F CFP
Mandatés au titre de la subvention de fonctionnement à l'Institut de la statistique

24 M F CFP
Mandatés au titre de la dotation de fonctionnement à l'Autorité polynésienne de la concurrence

7.1 Revue de la politique générale de la mission

L'Agence de développement économique (ADE) contribue à créer les conditions d'une croissance économique durable, d'un environnement dynamique, d'un climat des affaires serein et de nouvelles opportunités d'emploi.

Elle a notamment pour mission de proposer et de piloter la stratégie de développement économique, en particulier dans les secteurs prioritaires. Cette mission inclut l'accompagnement des investisseurs (information sur le cadre d'investissement en Polynésie française, démarches administratives, coordination et suivi des projets d'investissement, …), afin de faciliter l'implantation des entreprises et la concrétisation des projets.

L'ADE contribue également à la mise en œuvre des mesures d'incitation fiscale à l'investissement, au travers de la gestion des appels à manifestation d'intérêt au bénéfice des dispositions du Code des investissements et à la rédaction des projets d'avis du Pays pour les demandes d'agrément à l'aide fiscale à l'investissement outremer.

Elle met en œuvre des actions de promotion des investissements en Polynésie française, pilote la stratégie d'internationalisation des entreprises, et soutient les actions d'accompagnement des entreprises exportatrices polynésiennes au travers de la Team Polynésie Export.

Par ailleurs, elle participe également au déploiement des actions de mise en œuvre de la stratégie d'innovation 2030 en Polynésie française, ainsi qu'au soutien financier dans le cadre du dispositif France 2030 territorialisé (PIA4).

Enfin, l'économie sociale et solidaire (ESS) est vectrice de solidarité et de cohésion – des valeurs profondément ancrées dans les pratiques, la culture et les traditions polynésienne – fait également partie des priorités de l'agence. Missionnée par le ministère de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, l'ADE pilote la structuration de ce nouveau mode d'entrepreneuriat en Polynésie française.

7.2 Programme 906 01/966 01 : régulation

7.2.1 Bilan des orientations stratégiques .

- Bilan des affaires économiques (DGAE)

On peut observer que la proportion de recours non contentieux et contentieux augmente. Les usagers deviennent plus « procéduriers », ce qui nécessite d'accroitre notre vigilance sur la légalité des décisions administratives. et le nombre d'actes de la DGAE augmentant il est normal que le taux de recours augmente.

- Bilan de l'Institut de la statistique (ISPF)

En matière de collecte et d'analyse de données, les indicateurs utiles à l'analyse économique et à la veille conjoncturelle sont aujourd'hui nombreux, détaillés, et régulièrement mis à jour.

Pour 2024 et les années suivantes, l'axe de développement des données qui parait opportun concerne l'aspect social : mesurer la pauvreté, les inégalités de revenu et, plus largement, les conditions de vie de la population. A ce titre, les efforts ont porté sur la préparation de l'enquête décennale sur les dépenses et revenus des familles, tant sur le plan technique que financier.

Dans l'objectif de faciliter les démarches pour les entreprises et de créer les conditions de nouvelles opportunités de croissance, l'ISPF a procédé à l'immatriculation au répertoire Sirene des entreprises polynésiennes qui en ont fait la demande et remplissaient les critères d'éligibilité.

Dans un contexte de recherche continue d'efficacité et d'économie, la dématérialisation des enquêtes statistiques s'est poursuivie et amplifiée avec l'objectif de saisie directe sur tablette de l'enquête en projet sur le budget des familles.

7.2.2 Bilan des réformes

- Bilan des affaires économiques (DGAE)

La loi du pays n° 2024 10 du 2 juillet 2024 portant modification du code des assurances applicable en Polynésie française réforme le cadre d'exercice de l'activité des entreprises d'assurance et des intermédiaires

d'assurance, dans un souci de protection des assurés. Elle permet à la Polynésie française de nouer des partenariats avec des autorités de contrôle étrangères, afin d'optimiser le contrôle des assureurs dont le siège social n'est pas situé sur le territoire.

Les nouvelles procédures d'agrément des assureurs et d'immatriculation des intermédiaires d'assurance entreront en vigueur au 31 décembre 2025. Les textes d'application - un projet de délibération et deux projets d'arrêté - ont d'ores et déjà été élaborés.

Les professionnels et les usagers disposent ainsi progressivement d'un droit clarifié et mis à jour.

Le comité des assurances, créé par la loi du pays précitée et organisé par l'arrêté n° 1177 CM du 25 juillet 2024, permet désormais aux assureurs, aux consommateurs et à l'administration de se réunir au sein d'une instance dédiée au dialogue, afin de traiter des problématiques du marché de l'assurance.

Les travaux de concertation avec l'Ordre des architectes se sont poursuivis concernant un projet de loi du pays portant réforme du statut des architectes.

Dans un souci de simplification et de lisibilité, le projet de loi du pays relatif à la vente à distance et hors établissement, portant modification de la loi du pays n° 2016-28 du 11 août 2016 relative à la protection des consommateurs, a finalement été intégré à un projet, plus vaste, de codification du droit de la consommation polynésien. Ce projet de code est actuellement en cours de préparation et devrait être présenté à l'assemblée de la Polynésie française en 2025. Il intègre également des dispositions ayant trait à la vente de véhicules neufs et d'occasion et à leur entretien et réparation.

Par ailleurs la préparation d'un projet de loi du pays a débuté concernant les huissiers de justice. Celui-ci, poursuit trois finalités :

- instituer dans le Code de procédure civile un droit de communication de certaines données personnelles au profit des huissiers de justice et du faisant fonction d'huissier (FFH) ;
- préciser, dans la délibération n° 92-122 du 20 août 1992 et dans la loi du pays n° 2021-10 du 1er février 2021, le périmètre d'intervention du FFH ;
- permettre l'entrée en vigueur de certaines dispositions de la loi du pays n° 2021-10 du 1er février 2021, restait jusqu'alors subordonnée à l'intervention de l'État.

Il convient de noter également un projet de loi du pays, qui a été rédigé afin d'apporter des modifications de forme et de fond au Code des débits de boissons. Ce texte vise à améliorer la lisibilité et l'intelligibilité du code, mais aussi à renforcer la lutte contre l'ivresse publique et la conduite sous l'emprise de l'alcool. Il a été transmis au Conseil sanitaire et social polynésien, afin de recueillir son avis.

De même, un projet de loi du pays ayant pour objectif de réintroduire dans l'ordonnancement juridique local les dispositions relatives au crédit à la consommation et au crédit immobilier a également vu le jour en 2024. Ce projet de texte a recueilli l'avis favorable du Conseil, économique, social, environnemental et culturel et devrait être adopté en 2025.

- Bilan de l'Institut de la statistique (ISPF)

Une évolution d'organigramme a été préparée avec soin, en vue de créer un département dédié aux enquêtes, par redéploiement des effectifs actuels. Elle a pour objectif de conforter et pérenniser les compétences de collecte statistique, dans une organisation structurée autour de cette activité « cœur de métier », en vue de proposer à l'avenir une programmation quinquennale des enquêtes, en réponse aux besoins du Pays. Cette réorganisation a été votée en CTP ministériel et en conseil d'administration, avec des votes favorables à l'unanimité. Elle est entrée en vigueur le 1er février 2025.

7.2.3 Bilan des objectifs de performance

- Bilan des affaires économiques (DGAE)

Objectif n°1 : Réduire les risques juridiques

Objectif n°1 - Réduire les risques juridiques

Maitriser les risques juridiques dans la production d'actes administratifs réglementaires et individuels et assurer l'application des textes adoptés

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Assurer la sécurité juridique des actes administratifs (réglementaires et individuels) - taux de contestation des décisions individuelles défavorables et des actes règlementaires						BPAE: 14 actes et 0 recours BSE : 28 actes et 1 recours contentieux		
recours contentieux	Nb	4,50%	2%	1,5%	1,5%	2,3%	1,5%	1,5%
recours administratifs (*)	Nb	0,00%	0,5%	0,50%	0,5%	0,0%	1%	1%
Indicateur 1.2- Assurer l'application des textes adoptés par l'APF - Délai moyen de publication des textes d'application	Nb mois	5	2			BSE : 4	2	2

Sources des données : *DGAE*
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - ratio entre le nombre de recours et le nombre de décisions individuelles défavorables et d'actes règlementaires
Indicateur 1.2 - délai entre la publication au JOPF du texte APF et la publication des textes règlementaires d'application au JOPF
Autres commentaires : *(*) hors bureau de la propriété industrielle (CPI).*

Objectif n°2 : Réduire les pratiques déloyales en matière d'information et de sécurité des consommateurs

Objectif n°2 – Réduire les pratiques déloyales en matière d'information et de sécurité des consommateurs

Renforcer la protection économique des consommateurs, la sécurité et la conformité des produits et des services

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 – Taux de couverture des îles des archipels	%	82	93	89	82	84	89	89
dont Tuamotu - Gambier (42 îles)	%	80	95	90	81	83	90	90
dont Australes (4 îles)	%	100	100	100	100	100	100	100
dont Marquises (6 îles)	%	66	66	66	66	66	66	66
dont ISLV (5 îles)	%	100	100	100	100	100	100	60
Indicateur 2.2 – Taux de suite par l'autorité judiciaire des dossiers transmis	%	100	100	100	100	100	100	100
Indicateur 2.3 – Taux de mise en conformité	%	75	75	75	75	75	75	75
Monoi de Tahiti AO	%	100	100	100	100	100	100	100

Sources des données : *Données DGAE.*
Mode de calcul des indicateurs : *Données brutes.*
Indicateur 2.1 : mesure le pourcentage des îles des archipels contrôlées.
Indicateur 2.2 : mesure le pourcentage de suites données par le procureur de la République (transactions, poursuite) aux dossiers transmis.
Indicateur 2.3 : mesure la mise en conformité des professionnels suite à un 1er contrôle.
Autres commentaires : en 2024, les contrôles des établissements de quatre îles des TG initialement programmés n'ont pu être réalisés, la participation de la DGAE à cette CTG ayant été annulé par la CTG (contraintes transport)

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

En 2025, la réglementation visant à assurer la protection du consommateur va être renforcée.

Objectif n°3 : Réduire les pratiques déloyales en matière de prix

Objectif n°3 – Réduire les pratiques déloyales en matière de prix

Renforcer la protection économique du consommateur en matière de prix

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 3.1 – Taux de couverture des îles des archipels	%	82	93	89	82	84	89	89
dont Tuamotu - Gambier (42 îles)	%	80	95	90	81	83	90	90
dont Australes (4 îles)	%	100	100	100	100	100	100	100
dont Marquises (6 îles)	%	66	66	66	66	66	66	66
dont ISLV (5 îles)	%	100	100	100	100	100	100	100
Indicateur 3.2 – Taux de recours suite à des sanctions administratives	%	-	0	20	15	0	20	20
Indicateur 3.3 – Taux de mise en conformité	%	80	85	75	75	75	75	75

Sources des données : *Données DGAE.*
Mode de calcul des indicateurs : *Données brutes.*
Indicateur 3.1 : mesure le pourcentage des îles des archipels contrôlées.
Indicateur 3.2 : mesure le pourcentage de suites données par le Procureur de la république (transactions, poursuite) aux dossiers transmis.
Indicateur 3.2 : mesure le pourcentage de recours administratifs (gracieux et hiérarchiques) et contentieux intentés par les professionnels suite à une décision de sanction (amende administrative ou décision de publication).
Indicateur 3.3 : mesure la mise en conformité des professionnels suite à un 1er contrôle.
Autres commentaires : *Autres commentaires : en 2024, les contrôles des établissements de quatre îles des TG initialement programmés n'ont pu être réalisés, la participation de la DGAE à cette CTG ayant été annulé par la CTG (contraintes transport)*

- *Commentaire et analyse des résultats*

Les sanctions administratives dans le cadre des manquements aux dispositions relatives à l'encadrement des prix, applicables depuis 2023, permettent une réponse efficace aux comportements de certains opérateurs qui, avertis dans un premier temps dans le cadre d'une approche pédagogique, n'ont pas mis leurs pratiques en conformité avec la réglementation.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Les actions de contrôle seront maintenues afin de garantir l'efficacité des dispositifs visant à garantir le pouvoir d'achat des consommateurs.

Objectif n°4 : Réduire les pratiques déloyales inter-entreprises

Objectif n°4 – Réduire les pratiques déloyales inter-entreprises

Permettre aux entreprises d'évoluer dans un environnement les préservant des abus de leurs partenaires économiques (retards de paiement, avantages injustifiés)

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 4.1 – Taux de couverture des îles des archipels	%	28	49		82	84	89	89
dont Tuamotu - Gambier (42 îles)	%	25	25	25	81	83	90	90
dont Australes (4 îles)	%	50	50	50	100	100	100	100
dont Marquises (6 îles)	%	33	33	33	66	66	66	66
dont ISLV (5 îles)	%	40	60	60	100	100	100	100
Indicateur 4.2 – Taux de mise en conformité après 1er contrôle	%	80	85	75	75	75	75	75
Indicateur 4.3 – Taux de recours suite à des sanctions administratives	%	0	50	25	25	15	25	25

Sources des données : *Données DGAE.*
Mode de calcul des indicateurs : *Données brutes.*
Indicateur 4.1 : mesure le pourcentage des îles des archipels contrôlées. Inclut pour certaines îles présentant un tissu économique peu étoffé, les contrôles en matière de respect des règles de facturation
Indicateur 4.2 : mesure la mise en conformité des professionnels après un contrôle ayant donné lieu à un rappel de règlementation .
Indicateur 4.3 : mesure le pourcentage de recours administratifs (gracieux et hiérarchiques) et contentieux intentés par les professionnels suite à une décision de sanction (amende administrative ou décision de publication) .
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

Certaines procédures ont abouti à la sanction d'opérateurs, notamment de groupes de distribution alimentaire, suite au relevé, par les services de contrôles, de pratiques abusives vis-à-vis de leurs petits fournisseurs locaux (délais de paiement trop longs, perception d'avantages financiers injustifiés).

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Au regard de la concentration accrue dans le secteur de la grande distribution (rachat de magasins par un gros opérateur, rattachement de petits magasins jusqu'alors indépendants à des centrales de référencement), les contrôles concernant les relations inter-entreprises seront renforcés.

- Bilan de l'Institut de la statistique (ISPF)

Objectif n°1 : Décrire l'état du marché du travail et son évolution

Objectif n°1 - Décrire l'état du marché du travail et son évolution

L'enquête emploi vise à décrire l'état du marché du travail et son évolution : le profil des personnes en emploi comme des chômeurs, les caractéristiques des emplois occupés (profession, durée de travail, type de contrat…), les expériences professionnelles passées. Elle sert également à connaître le niveau d'éducation et les formations suivies. Elle contribue ainsi au débat social sur les politiques de l'emploi et de l'éducation.

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - taux de réussite à l'enquête emploi	%	80	75	80	84	83	80	80

Sources des données :
ISPF
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - indicateur calculé à partir du nombre de ménages ayant accepté de répondre à l'enquête sur l'ensemble des ménages interrogés, au cours de la période
Autres commentaires :
la publication des chiffres 2023 sera diffusée début 2024

- *Commentaire et analyse des résultats*

Le taux de réussite dans les Îles-du-Vent a permis d'atteindre les objectifs.

Objectif n°2 : Appréhender les dépenses des touristes

Objectif n°2 - Appréhender les dépenses des touristes								
Mettre en avant une image de modernité pour la Polynésie française								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 - Taux de réussite de l'enquête dépense touristique par tablette	%	60	98	pas d'enquête prévue	pas d'enquête prévue	pas d'enquête prévue	90	90

Sources des données :
ISPF
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 2.1 - indicateur calculé à partir du nombre de passager ayant répondu à l'enquête
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

En 2024, il n'y a pas eu d'enquête sur les dépenses touristiques, car réalisée tous les deux ans.

Objectif n°3 : Permettre l'accès aux données à l'ensemble des polynésiens grâce à l'open data

Objectif n°3 - Permettre l'accès aux données à l'ensemble des polynésiens : développer l'open data								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 3.1 - nombre de jeux de données en open data	nb	28	86	40	134	134	150	150

Sources des données :
ISPF
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 3.1 - indicateur calculé à partir du nombre de jeux de données mis par l'Ispf sur data.gouv.fr
Autres commentaires :
En plus données mise à disposition sur data.gouv.fr, l'Ispf travaille à la rénovation de son site internet et à la mise à disposition de tableaux de bords visuels sur différents secteurs éconmique du Pays.

Objectif n° 4 : Enquête Budget des familles 2024-2025 (dépenses et revenus des familles)

Objectif n°4 - Enquête Budget des familles 2024-2025 (dépenses et revenus des familles)								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - taux de réussite à l'enquête	%	-	-	-	-	-	80	80

Sources des données :
ISPF
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - indicateur calculé à partir du nombre de ménages ayant accepté de répondre à l'enquête sur l'ensemble des ménages interrogés, au cours de la période
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

En raison du retard de financement, la collecte a été reportée. Elle se déroulera d'avril 2025 à avril 2026.

7.2.4 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
906/966 01 - REGULATION	**465 432 211**	**2 274 051**	**467 706 262**
Affaires économiques			
Transports	640 784		640 784
Déplacements et missions	1 681 257		1 681 257
Rémunération d'intermédiaires et honoraires	4 693 005		4 693 005
Publicité, publications, relation publique	5 469 351		5 469 351
Institut de la statistique de la Polynésie française			
Subvention de fonctionnement	406 032 371	2 274 051	408 306 422
Subvention enquête emploi	40 046 786	0	40 046 786
Subvention enquête budget des familles (dépenses et revenus des familles)	6 868 657	0	6 868 657

7.2.5 Bilan de comptes spéciaux

1) Fonds de régulation des prix des hydrocarbures (FRPH)

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
906/966 01 - REGULATION	**5 835 507 348**	**0**	**5 835 507 348**
Compte d'affectation spécial FRPH			
Stabilisation des prix intérieurs des hydrocarbures	5 835 507 348		5 835 507 348

Le fonds de régulation du prix des hydrocarbures (FRPH) stabilise les prix intérieurs des hydrocarbures en compensant les variations de prix à l'importation, au moyen de recettes de stabilisation générées par des tarifs différenciés entre usagers, l'ajustement du lissage opéré relevant de la stratégie de prix souhaitée par le Conseil des ministres.

Les marchés énergétiques ont enregistré une forte volatilité sur l'année 2024. Toutefois, les fondamentaux baissiers ont pris le dessus avec notamment la demande en berne du côté de la Chine et l'élection de Donald Trump.

Ainsi en 2024, l'essence sans plomb a baissé de 10 %, le pétrole de 8 % et le gazole de 7 %. Le Pays a profité de cette baisse pour maintenir les prix du gazole et de l'essence sans plomb vendus en station à 155 F CFP le litre, tout au long de l'année.

Malgré cette baisse des cours à l'international, le maintien des prix des carburants destiné à certains professionnels ainsi que pour la production électrique, a été soutenu par un abondement budgétaire du FRPH à hauteur de 2 milliards F CFP en cours d'année.

A noter que les régularisations des déclarations douanières des mois d'octobre à novembre 2023 ont été imputées sur le budget 2024 à hauteur de 1,5 milliard F CFP.

Enfin, en matière de ressources, à compter du 1er janvier 2025, le produit de la Taxe spécifique exceptionnelle sur certains carburants (TSE) vient alimenter le fonds.

2) Fonds de péréquation des prix des hydrocarbures (FPPH)

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
906/966 01 - REGULATION	**1 597 195 637**	**0**	**1 597 195 637**
Compte d'affectation spécial FPPH			
Harmonisation des prix des hydrocarbures sur toute la Polynésie française en subventionnant le fret maritime et l'amortissement des fûts	1 597 195 637		1 597 195 637

Le FPPH opère en complément du FRPH afin d'harmoniser les prix des hydrocarbures sur l'étendue de la Polynésie française en subventionnant le fret maritime et l'amortissement des fûts.

En 2024, des travaux de revalorisation des fûts et d'intégration des coûts liés à l'activité d'enfûtage ont démarré pour aboutir à la modification de l'arrêté n° 1802 CM du 27 décembre 2000, en janvier 2025.

Le FPPH, financé par la taxe de péréquation sur les hydrocarbures collectée sur la quasi-totalité des importations de carburant en Polynésie française, est à compter du 1er janvier 2025, alimenté par 6,5 % du produit annuel de la Taxe de consommation sur les hydrocarbures (TCH) et le produit de la Taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP).

7.2.6 Bilan des dépenses fiscales

Les produits de première nécessité (PPN) sont exonérés de droits et taxes à l'importation, de TVA et de CPS. Depuis 2022, les produits de grande consommation (PGC) sont également exonérés de TVA et de CPS. Ces exonérations douanières et fiscales ont pour objectif de limiter les effets inflationnistes.

Il existe par ailleurs de nombreuses exonérations douanières en matière d'hydrocarbures, en fonction de l'usager final du produit.

7.2.7 Les opérateurs participant à la réalisation du programme

La Direction régionale des douanes en Polynésie française contribue au fonds de régulation du prix des hydrocarbures en transmettant, par décade, les volumes d'hydrocarbures consommés par type d'usagers. Elle intervient également en matière d'exonération douanière à l'importation.

7.3 Programme 906 02/966 02 : commerce extérieur et promotion

7.3.1 Bilan des orientations stratégiques

Pour 2024, les principales orientations stratégiques de l'ADE ont été :

➢ 1. Elaboration et la mise en œuvre de la stratégie de développement économique Cap 2033

L'ADE a poursuivi sa stratégie dans une vision à 10 ans fixée à 2033. Ces travaux ont été organisés dans le cadre d'une démarche de co-construction avec l'ensemble des parties prenantes publiques et privées, qui réunit pour la première fois de nombreux acteurs de différents secteurs d'activités autour d'une ambition commune, et illustre une synergie inédite et fondamentale pour atteindre ensemble, CAP 2033, 'A'Fano Rā ! Ces travaux devront permettre d'articuler et d'opérationnaliser les grandes ambitions économiques du Pays sur les secteurs prioritaires de l'économie polynésienne (tourisme, secteur primaire, numérique et audiovisuel et énergie).

➢ 2. Mise en place de la Team Polynésie Export et mesures de soutien à la stratégie d'internationalisation des entreprises

Le Pays, au travers de l'Agence de développement économique (ADE) élabore la stratégie de développement économique – Cap 2033, qui précise les orientations en matière d'aides aux entreprises, de soutien à l'internationalisation, d'aides à l'investissement et à l'innovation des entreprises, ainsi que les orientations relatives à l'attractivité du territoire.

➢ 3. Contribution à la mise en oeuvre de la stratégie d'innovation pilotée par la Délégation à la recherche

L'ADE a participé aux ateliers de mise de la Stratégie d'innovation qui comporte 40 actions à mettre en place dans l'objectif de fournir un environnement favorable à l'innovation et faire émerger des solutions nouvelles dans les domaines d'activités stratégiques du pays. L'ADE participe au sein des 5 groupes actions (écosystème, décarbonation, écotourisme, résilience et valorisation) chargés de prioriser les projets, de les programmer sur 2024-2030, de chiffrer leur mise en œuvre, d'établir une feuille de route et de lever les freins. L'ADE est impliquée dans 53 projets dont 20 en tant que chef de projet répartis sur l'ensemble des groupes actions.

7.3.2 Bilan des réformes

La stratégie de développement économique – Cap 2033 sera soumise à la validation des institutions et mise en œuvre courant 2025. Les réformes sont à venir.

La Team Polynésie Export a été mise en place tardivement en fin d'année. Les partenaires, sous l'impulsion principalement de la CCISM chargée de l'opérationnel, poursuivront leur réflexion pour proposer une feuille de route pour l'année 2025.

Des fiches projets sont établis par les groupes actions dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie d'innovation 2030 qui donnent lieu à des propositions d'actions à mener. Le travail est toujours en cours.

7.3.3 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 : Elaborer la stratégie de développement économique « PDES 2023-2033 » et mettre en œuvre un plan d'actions et de mesures en faveur de la relance économique

Objectif n°1 – Elaborer la stratégie de développement économique "PDES 2023-2033" et mettre en œuvre un plan d'actions/de mesures

Il s'agit d'élaborer une stratégie de développement économique permettant de dresser la liste des priorités en termes de niveau de production, de secteurs, d'investissements, de formations et qui doit s'articulier autour des politiques sectorielles définies par le gouvernement. Elle doit faire l'objet d'un suivi permanent et d'ajustements si nécessaire.

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Mesures proposées	Nb	-	-	-	50	43	20	30
Indicateur 1.2 - Mesures engagées, mises en œuvre	Nb	-	-	-	50	0	40	50
Indicateur 1.3 - Evolution du PIB	M Fcfp	659 815	706 000	720 000	735 000	nc	750 000	765 000

Sources des données :
IEOM, ISPF, ADE
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - indicateur calculé à partir des actions proposées dans la stratégie de développement économique
Indicateur 1.2 - indicateur calculé à partir des actions engagées, mises en oeuvre dans la stratégie de développement économique
Indicateur 1.3 - indicateur calculé à partir des données statistiques de l'ISPF

- *Commentaire et analyse des résultats*

Les grands enjeux de la stratégie de développement économique sont :

- Une visibilité sur les objectifs sectoriels du Gouvernement ;
- Une articulation avec le Plan Climat de la Polynésie française et avec la stratégie d'innovation ;
- Un cadre fiscal stable (ou des évolutions connues) à moyen et long termes ;
- Une concertation et un dialogue entre la sphère publique et la sphère privée ;
- Une coordination du développement économique à tous les niveaux (notamment sur le sujet du développement des compétences et sur celui des infrastructures) ;
- Une meilleure performance des dispositifs d'accompagnement.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Les objectifs ambitieux du Gouvernement se traduiront nécessairement par une évolution du modèle économique de la Polynésie ainsi que du modèle de société. Cette approche vise à faire de la Polynésie française un modèle de développement économique durable et inclusif, tout en valorisant son potentiel environnemental et culturel.

Objectif n°2 : Promouvoir l'attractivité de la destination d'affaires et encourager l'internationalisation et l'export des produits et services des entreprises polynésiennes

Objectif 2 : Promouvoir l'attractivité de la destination d'affaires et encourager l'internationalisation et l'export des produits et services des entreprises polynésiennes

Il s'agit de soutenir l'investissement privé, moteur du développement économique par la mise en place de dispositifs de financement, et d'organiser un partenariat win/win entre le secteur privé et le secteur public afin de mettre en œuvre des actions permettant le développement des investissements productifs et d'encourager les entreprises exportatrices.

Indicateurs	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 3.1 - Actions de promotion des investissements	Nb	0	2	2	2	0	2	2
Indicateur 3.2 - Actions de promotion des exportations	Nb	14	6	15	5	3	10	10

Sources des données :
ADE, CCISM, FPRG, …
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 3.1 - indicateur calculé à partir des actions de promotion des investissements menées par l'ADE et ses partenaires
Indicateur 3.2 - indicateur calculé à partir des actions de promotion des exportations des produits et services polynésiens à l'export menées par l'ADE et ses partenaires

- *Commentaire et analyse des résultats*

En marge de la Team Polynésie Export, une subvention de fonctionnement de 1 056 373 F CFP a été accordée à la CCISM par arrêté n° 2236/CM du 28 novembre 2024 et par convention n° 8137 MEF du 10 décembre 2024, pour le financement de deux opérations de soutien aux entreprises polynésiennes à l'export pour l'année 2024. Il s'agit de la prise en charge de l'envoi de deux conteneurs de groupage vers l'Hexagone, ainsi que des frais partiels de participation du lauréat 2024, la société Viper Va'a pour son V1 en bois latté de Raiatea, représentant la Polynésie française à la Grande exposition du Fabriqué en France qui s'est tenue au Palais de l'Elysée fin octobre dernier.

L'ADE soutient le développement et la promotion d'une filière en pleine expansion, celle de la fabrication de pirogues polynésiennes destinées à l'export. Deux événements majeurs en France : le Mondial du Vent à Leucate (7-14 avril 2024) et la Vendée Va'a aux Sables d'Olonne (8-11 mai 2024) ont apporté de la visibilité à la SARL Viper Va'a qui a obtenu une subvention de 1 200 000 F CFP pour la promotion de ses pirogues à voile traditionnelles vers le marché européen. L'impact attendu de cette initiative est une expansion vers le marché européen permettant une augmentation significative du chiffre d'affaires à l'export, le maintien des emplois actuels voire des recrutements supplémentaires. De plus, ce projet concourt indirectement au développement de la filière bois de Raiatea et diverses entreprises locales partenaires, contribuant ainsi à l'économie polynésienne dans son ensemble. Il est important de noter que ce soutien s'inscrit dans une stratégie plus large visant à encourager l'industrie polynésienne, particulièrement celle localisée aux Raromatai, et à préserver le savoir-faire local face à la tendance de délocalisation de la production vers l'Asie.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Afin de soutenir de manière plus efficace l'internationalisation des entreprises, un diagnostic des opportunités à l'export doit être établi pour identifier les réelles opportunités sectorielles en allant vers de nouvelles niches porteuses. Il conviendrait de prévoir une programmation plus pertinente d'actions à mener en bénéficiant

désormais de la synergie créée par la Team Polynésie Export, et de définir un Plan d'actions d'approche des marchés. L'élaboration d'une stratégie d'internationalisation des entreprises polynésiennes, avec la participation de toutes les parties prenantes, devient une priorité pour orienter les financements et dispositifs d'intervention de manière plus ciblée et efficace. Des outils d'évaluation de la performance des actions menées seront mis en place pour permettre de valider ou d'ajuster les opérations futures.

7.3.4 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
906/966 02 - COMMERCE EXTERIEUR ET PROMOTION	**40 935 829**	**0**	**40 935 829**
Elaborer la stratégie de développement économique « PDES 2023-2033 » et mettre en œuvre un plan d'actions et de mesures en faveur de la relance économique	11 187 000		11 187 000
Promouvoir l'attractivité de la destination d'affaires et encourager l'internationalisation et l'export des produits et services des entreprises polynésiennes	21 004 691		21 004 691
Fonctionnement courant	8 744 138		8 744 138

7.3.5 Les opérateurs participant à la réalisation du programme

Les principaux partenaires intervenant dans la réalisation du programme d'actions de l'ADE sont : les services du Haut-commissariat (MSE, DTRT, CDC), les ministères et services sectoriels, Business France, BPI France, la CCISM, les CCEF-PF, les organisations professionnelles, les acteurs économiques,…etc.

7.4 Programme 906 03/966 03 : développement des entreprises

7.4.1 Bilan des orientations stratégiques

- Bilan des affaires économiques (DGAE)

L'intervention directe par l'octroi d'aides économiques a permis de soutenir l'équipement productif des TPE – très petites entreprises. Sur les 258 entreprises aidées en 2024, 126 sont des entreprises individuelles (48,8 %) et 78 étaient des structures nouvellement créées (30 %).

Il y a 258 intentions de créations de postes qui, même réalisées à 50 %, permettraient de générer plus d'une centaine d'emplois (les taux de concrétisation d'emplois sont depuis 2 ans à plus de 70 %).

- Bilan de l'Agence de développement économique

Pour 2024, les principales orientations stratégiques de l'ADE sont :

- 1. Elaboration et mise en œuvre de la stratégie de développement économique Cap 2033

Cette stratégie de développement économique – Cap 2033 permettra de préciser les orientations en matière d'aides aux entreprises, de soutien à l'internationalisation, d'aides à l'investissement et à l'innovation des entreprises, ainsi que les orientations relatives à l'attractivité du territoire.

- 2. Mise en place de la Team Polynésie Export et mesures de soutien à la stratégie d'internationalisation des entreprises

Par ailleurs, après avoir été soumise à la validation de l'Assemblée de la Polynésie française, le Protocole d'accord "Team Polynésie Export" a été signé par Eric SPITZ, Haut-commissaire de la République et Moetai BROTHERSON, Président de la Polynésie française, en présence du Ministre de l'économie, Warren DEXTER.

L'Etat, au travers du Ministère des Outre-mer ainsi que ses services en Polynésie française, est un acteur majeur du développement économique dans les territoires ultramarins et soutient l'internationalisation des entreprises et des territoires via des actions volontaristes et complémentaires de celles déterminées par les instances locales, dans le cadre notamment de la convention de partenariat avec Business France et au travers des dispositifs de la Direction générale du Trésor et de la Banque publique d'investissement, Bpifrance.

- 3. Contribution à la mise en œuvre de la stratégie d'innovation pilotée par la Délégation à la recherche

En 2024, l'ADE a également participé aux côtés du ministère de l'économie, co-pilote avec le ministère de la recherche, de la mise en œuvre de la Stratégie d'innovation 2030 de la Polynésie française baptisée "Polynésie

Océan d'innovation", aux comités opérationnels et comités stratégiques organisés par la Délégation à la recherche chargée du pilotage des travaux.

7.4.2 Bilan des réformes

- Bilan des affaires économiques (DGAE)

En 2024, il a été décidé d'engager une réforme du cadre réglementaire applicable aux aides économiques destinées aux entreprises afin d'assurer un cadre juridique clair et à améliorer le contrôle, le suivi, et l'évaluation du dispositif. A ce titre, un projet de loi du pays a été formalisé en fin d'année 2024.

Il conviendra de le présenter aux professionnels. Sitôt ce nouveau dispositif validé, il conviendra de préparer les arrêtés d'application et d'adapter l'outil de gestion numérique en 2025.

Dans le cadre du plan d'actions en matière de digitalisation de la DGAE, **la plateforme I-TURU** a été mise en place et ouverte au public **le 16 septembre 2024**.

Celle-ci permet aujourd'hui aux entreprises de déposer leur demande d'aide en ligne et de pouvoir suivre l'avancée du traitement de leur demande à tout moment.

Les agents instructeurs, quant à eux, peuvent traiter la demande (de sa réception jusqu'à l'étape de contrôle de l'aide) sur un outil unique. La plate-forme permet de récupérer, en toute sécurité, des données dans les bases de l'ISPF mais également d'envoyer des données à LEXPOL afin de générer automatiquement les arrêtés d'attribution.

Une borne informatique à l'attention des usagers non munis d'équipement informatique est prévue d'être installée au 1er semestre 2025 à l'accueil du service. Les entreprises pourront alors bénéficier d'une assistance pour déposer une demande par ce biais.

- Bilan de l'Agence de développement économique (ADE)

L'ADE a participé avec la DICP à la réforme du dispositif d'incitation fiscale à l'investissement et notamment sa procédure de réception et d'instruction des candidatures aux appels à manifestation d'intérêt (AMI) et aux demandes d'agrément au bénéfice des dispositions du Code des investissements, au titre du régime des investissements directs et du régime des investissements indirects. Et ceci, afin de simplifier le dépôt des dossier désormais en un dossier unique cumulant la candidature à l'AMI et la demande d'agrément.

De plus, le processus d'AMI au titre du dispositif des grands investissements a été supprimé ainsi que la nécessité de prendre un nouvel arrêté pour désigner les zones de développement prioritaires qui se limitent désormais à deux zones ZDP1 pour l'archipel de la Société et ZDP2 pour les autres archipels.

- Mise en place d'un cadre règlementaire pour la structuration de l'économie sociale et solidaire (ESS)

En 2024, les travaux de structuration de l'ESS ont été engagés pour mener à l'élaboration d'un cadre règlementaire pour une mise en œuvre prévue au 1er janvier 2026.

Bien que pratiquée, de manière informelle et souvent inconsciente, par de nombreux acteurs économiques polynésienne, notamment de par son adéquation avec les pratiques socio-culturelles locales, l'ESS reste toutefois un secteur méconnu sur le territoire. Afin de présenter les spécificités de ce secteur novateur, plusieurs objectifs ont été définis en 2024.

Une première étape de préfiguration est apparue nécessaire afin de circonscrire l'écosystème relatif à l'ESS au sens large et analyser les divers modèles et cadres réglementaires nationaux et internationaux. De même que des actions d'information et de sensibilisation ont été organisées, visant à fédérer le maximum de parties prenantes à cette démarche, aussi bien concernant les institutions et les collectivités territoriales, que les acteurs économiques, de la vie associative et le grand public.

<u>Principales actions menées</u>

- Recrutement d'une chargée de mission au sein de l'ADE, essentiellement dédiée au suivi de la mise en œuvre des démarches nécessaires à la structuration de l'ESS ;
- Prise de contact avec des acteurs nationaux de référence : ESS France délégation Outre-mer (tête de file du réseau national), AVISE, Confédération des SCOP et des SCIC ;

- Identification des acteurs polynésiens relevant potentiellement de l'ESS, en activité sur le territoire, notamment des structures associatives, fondations, groupements de professionnels, entreprise commerciales (dont deux SARL pionnières en la matière, ayant intégré l'ESS à leurs statuts : 'ARIOI EXPERIENCE – Centre Culturel 'ARIOI et ALTEROCEAN – Food and CookLab) ;
- Organisation de la Journée Prospective de l'Économie (JPE) dédiée à l'ESS (le 27 juin 2024 à l'Assemblée de la Polynésie française) ;
- Procédure d'appel d'offre lancée en septembre 2024, destiné à identifier une structure en mesure d'accompagner l'ADE dans le processus de structuration de l'ESS, d'ici à l'horizon fin 2025. La structure ESS France a été retenue dans le cadre du MAPA n° 7642 du 22 novembre 2024 pour une période de 12 mois à compter du 15 novembre 2024 ;
- Organisation de la Semaine de l'ESS (du 15 au 21 novembre à Tahiti et Moorea) en présence du Délégué national aux Outre-mer d'ESS France.

7.4.3 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 : Inciter l'investissement de la petite entreprise et du commerce de proximité

L'activité de la cellule des aides économiques a connu un changement grâce à la dématérialisation sur LEXPOL, qui a permis de soutenir le rythme de traitement à un niveau équivalent à celui de 2024 avec un effet levier du dispositif de 3.2 en 2024 contre 2.6 en 2023.

Objectif n°1 – Inciter l'investissement de la petite entreprise et du commerce de proximité.

Soutenir la création, le développement et la revitalisation des petites entreprises et commerces de proximité au moyen des dispositifs AEPE et ACPR.

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Investissement prévu (HTVA)	millions F.CFP	1 372,2	1 490,9	1 500	1 300	1 705	1 350	1 600
Indicateur 1.2 - Aide accordée (AEPE+ACPR)	millions F.CFP	447,9	415,4	450	350	405,30	400	500
ILES DU VENT	%	86,5	84,1	80	78	75,2	81	75
ILES SOUS LE VENT	%	4,6	7,2	12	13	14,0	10	15
TUAMOTU	%	1,5	3,4	2	2	3,7	3	2
MARQUISES	%	4,6	4,9	4	5	5,5	4	6
AUSTRALES	%	2,8	0,4	2	2	1,6	2	2
Indicateur 1.3 - Effet Levier de l'aide (1 CFP d'aide pour X CFP investi)	Nb	2,1	2,6	2,3	2,7	3,2	2,4	3,2
Indicateur 1.4 - Emplois crées en N+1 (*)	Nb	303	221	160	160	dispo fin 2025	170	180
Indicateur 1.5 - Taux de réalisation emplois crées/emplois prévus	%	90	86,0	50	50	dispo fin 2025	70	50

Sources des données : *Données DGAE.*
Mode de calcul des indicateurs : *Données Brutes.*
Autres commentaires : les indicateurs 1,4 et 1,5 ont été actualisés pour le "réalisé 2023" car les contrôles (à 12 mois après attribution de l'aide) ont été finalisés en décembre 2024
(*) Les créations d'emplois effectives (indicateur 1.4) sont établies sur contrôles 12 mois après l'attribution des aides. Les résultats 2024 ne seront donc disponibles qu'en fin d'année 2025.

- *Commentaire et analyse des résultats*

Le dispositif a bénéficié quasi équitablement aux entreprises individuelles (49 % des aides) et aux sociétés (51 %). La part des aides attribuées aux entreprises des Îles-du-Vent a légèrement diminué (75 % au lieu de 84 % en 2023) au profit des entreprises des Îles-Sous-le-Vent (14 % contre 7 % en 2023).

Objectif n°2 : Accompagner l'installation professionnelle des jeunes diplômés (AIJD)

Objectif n°2 - Accompagner l'installation professionnelle des jeunes diplômés (AIJD)								
Inciter les jeunes diplômés au retour en Polynésie française								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 - Montant total d'aide accordé	millions F.CFP	63	14,9	25	26	22,7	18	15
Indicateur 2.2 - Montant d'investissement TTC Eligible	millions F.CFP	323,1	68,676	125	220	177,5	75	75
Sous-indicateur 2.21 – Investissement/secteur d'activité								
Professions médicales	millions F.CFP	267,2	67,5	85	199	157,8	60	55
Professions paramédicales	millions F.CFP	51,7	0	20	20	18,9	10	15
Autres	millions F.CFP	4,2	1,18	20	1	0,8	5	5
Sous-indicateur 2.22 - Investissement par archipels								
ILES DU VENT	millions F.CFP	293,2	100	95	201	158,6	69	0
ILES SOUS LE VENT	millions F.CFP	29,9	0	30	19	18,9	6	0
TUAMOTU	millions F.CFP	0	0	0	0	0	0	0
MARQUISES	millions F.CFP	0	0	0	0	0	0	0
AUSTRALES	millions F.CFP	0	0	0	0	0	0	0
Sources des données : *Données DGAE.*								
Mode de calcul des indicateurs : *Données brutes.*								
Autres commentaires :								

- *Commentaire et analyse des résultats*

En 2024, 10 demandes ont été déposées à la DGAE contre 09 en 2023. 8 d'entre elles ont fait l'objet d'un arrêté. Les 2 dernières, déposées en fin d'année, seront instruites en 2025.

Le dispositif a concerné 6 activités médicales (sur 8 aides accordées).

Sur les 8 aides accordées, 2 l'ont été pour des activités situées à Moorea et Bora Bora.

Au-delà de l'aide financière à l'investissement, une activité a sollicité l'exonération des droits de douane sur le matériel importé. Celle-ci a été refusée considérant que le matériel était disponible localement. Aucune des autres mesures fiscales prévues dans la réglementation à l'attention du bailleur ou du cédant n'a été sollicitée.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Ce dispositif devrait être abrogé en 2025 pour être intégré dans le nouveau dispositif d'aide aux entreprises.

7.4.4 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
906/966 03 - DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES	**484 339 867**	**0**	**484 339 867**
Aides à caractère économique	484 339 867		484 339 867

7.4.5 Les opérateurs participant à la réalisation du programme

Les principaux partenaires intervenant dans la réalisation du programme d'actions de l'ADE sont : Les services du Haut-commissariat (MSE, DTRT, CDC), les ministères et services sectoriels, Business France, BPI France, la CCISM, les CCEF-PF, les organisations professionnelles, les acteurs économiques, etc.

7.5 Programme 906 04/966 04 : régulation des prix

7.5.1 Bilan des orientations stratégiques

Les travaux de l'année 2024 consacrés aux produits de première nécessité (PPN) et aux produits de grande consommation (PGC) ont permis de réviser la liste des PPN, afin d'y intégrer de nouveaux produits adaptés aux habitudes de consommation des ménages et aux conditions de transport et d'entreposage dans les îles, certains produits d'hygiène indispensables et certains produits de grande consommation ; de modifier les marges de certains PPN ; et de modifier la méthode de revalorisation du prix de la bonbonne d'eau de source locale de 18,9 litres classée en PGC et réévaluer ce prix pour faire suite aux demandes des professionnels.

Par ailleurs, dix demandes de prise de position sur le régime de prix applicable à certains produits ont été réceptionnées par la DGAE, dans le cadre de la procédure de rescrit, pour lesquelles seules quatre demandes ont pu être traitées puisqu'elles étaient présentées conformément aux formes réglementaires requises.

De plus, la préparation d'un projet concernant la révision des tarifs de deux professions réglementées a été entamée. Il s'agit du tarif des notaires et du tarif des huissiers de justice. La finalisation de ces travaux sera portée sur 2025.

Enfin, dans le cadre de la lutte contre la cherté de la vie, des travaux ont été entamés afin d'encadrer la rémunération des agences immobilières en utilisant les dispositifs déjà existants dans le code de la concurrence et, notamment, le régime des services de grande consommation (SGC), en insérant un régime de prix spécifique dans la partie arrêté dudit code.

7.5.2 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 : Faciliter l'accès des consommateurs aux produits de base

Il s'agit de maintenir le prix de la baguette de 250g à un prix bas, dans la mesure où c'est un produit de base pour de nombreux ménages.

Objectif n°1 - Faciliter l'accès des consommateurs aux produits de base								
Stabiliser le prix de la baguette de pain de 250 grammes par une prise en charge de l'approvisionnement en farine								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 – Quantité de farine prise en charge	Tonne	12 600	12 600	12 600	12 600	12 600	12 600	12 600
Indicateur 1.2 – Prix de la baguette sans subvention de la farine	F.CFP	79,5	70,7	72	77	71	77	70
Indicateur 1.3 – Prix public de la baguette de pain de 250 grammes	F.CFP	60	60	60	60	60	60	60
Sources des données : *Données DGAE.* Mode de calcul des indicateurs : *Données brutes.* Autres commentaires : comparativement à l'année 2023, *le prix moyen de soumission de la farine en 2024 a enregistré une très légère hausse (+1 % : 2023 : 93,16 F CFP/kg - 2024 : 94,17 F CFP/kg)*								

- *Commentaire et analyse des résultats*

On observe un infléchissement du cours de la farine qui reste malgré tout élevé (autour de 90 F CFP par kilo, contre près de 110 F CFP en 2022, et 60 à 70 F CFP auparavant).

Le prix de la baguette de pain a été augmenté à 60 F CFP en juillet 2022 mais continue de bénéficier du soutien important du Pays via le dispositif de l'appel d'offre à l'importation de la farine.

7.5.3 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
906/966 04 - REGULATION DES PRIX	**858 007 139**	**0**	**858 007 139**
Aides à caractère économique	858 007 139		858 007 139

7.6 Programme 906 05/966 05 : traitement du surendettement

7.6.1 Bilan des orientations stratégiques

La mise en place de l'applicatif REOARA par l'IEOM et la réforme réglementaire de 2021 ont grandement contribué à diminuer les délais moyens de recevabilité et de traitement des dossiers de surendettement. Les débiteurs en situation de surendettement ont besoin de voir leur situation rapidement appréhendée par la commission de surendettement.

7.6.2 Bilan des objectifs de performance

Objectif n° 1 : Aider les particuliers dans l'impossibilité manifeste de faire face à leurs dettes

Objectif n°1 - Aider les particuliers dans l'impossibilité manifeste de faire face à leurs dettes								
Assurer un traitement des particuliers en situation de surendettement								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1- Taux de Plan de Rétablissement Personnel (PRP)	%	75%	75%	75%	75%	80%	75%	75%
Indicateur 1.2 - Délai moyen du passage en commission	jours	89	90	80	133	121	90	80
Indicateur 1.3- Taux de PRP homologués par le Tribunal (indicateur abandonné)	%	100%	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A

Sources des données :
Données brutes DGAE (commission de surendettement).
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 : nb de PRP / nb de dossiers examinés
Indicateur 1.2 : délai entre le dépôt du dossier par le surendetté et son passage en commission
Autres commentaires : ** 1 seule orientation prise en commission de surendettement non homologuée par le tribunal en 2019*

- *Commentaire et analyse des résultats*

On constate une augmentation de la part des dossiers de surendettement faisant l'objet d'une procédure de rétablissement personnel. On rappellera que cette procédure est déclenchée par la commission de surendettement lorsqu'aucune capacité de remboursement ne peut être retenue. En effet, 3 dossiers sur 4 concernaient des familles sans ressources, ou dont les ressources sont largement inférieures au SMIG.

Dans ces conditions, la commission a orienté 80 % des dossiers déclarés recevables vers la procédure de rétablissement personnel (RP) sans liquidation judiciaire.

Cette proportion de RP est quasiment stable (75 % en 2023). En comparaison avec les DOM et l'hexagone, le taux d'orientation des dossiers recevables vers la PRP est respectivement de 39 % et 43 % en 2023.

7.6.3 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
906/966 05 - TRAITEMENT DU SURENDETTEMENT	**48 000 000**	**0**	**48 000 000**
Rémunération d'intermédiaires (IEOM)	48 000 000		48 000 000

7.7 Programme 906 06/966 06 : propriété industrielle

7.7.1 Bilan des orientations stratégiques

Conformément à la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 et à la loi de pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, la Polynésie française est pleinement compétente en matière de protection de la propriété industrielle sur son territoire. Deux procédures sont proposées aux usagers :

- La procédure de reconnaissance (jusqu'au 31 décembre 2024), assurant la protection en Polynésie française des titres déposés ou renouvelés auprès de l'Institut national de la propriété intellectuelle (INPI) du 3 mars 2004 au 31 janvier 2014, ceux antérieurs au 3 mars 2014 étant automatiquement reconnus ;
- La procédure d'extension assurant la protection en Polynésie française des titres déposés ou renouvelés auprès de l'INPI à compter du 1er février 2014.

Une stratégie relative à la propriété industrielle a été présentée au Conseil des ministres (cf. : Communication CM n° 177 MEF du 21 septembre 2023). Celle-ci comprend plusieurs actions visant à :

- Moderniser le code de la propriété industrielle ;
- Permettre aux titulaires de droits de propriété industrielle de se saisir pleinement des procédures judiciaires existantes ;
- Lutter contre la contrefaçon en collaboration avec la direction régionale des douanes ;
- Mettre en place le dépôt local d'une marque, d'un dessin et modèle polynésiens ;

- Promouvoir et valoriser la propriété industrielle.

7.7.2 Bilan des réformes

Conformément à la stratégie présentée supra, une modernisation du code de la propriété intellectuelle est nécessaire pour tenir compte des évolutions du droit de la propriété industrielle en Europe. En effet, les procédures de reconnaissance et d'extension expliquées précédemment impliquent un alignement sur les normes nationales.

Les travaux de modernisation du code de la propriété intellectuelle (partie « propriété industrielle ») sont en cours de finalisation et permettront de consolider les droits de propriété industrielle des usagers polynésiens. Initialement, il était prévu de présenter un seul texte visant à mettre à jour l'intégralité du code de la propriété intellectuelle. Cependant, face à la lourdeur du projet de texte et à la nécessité d'effectuer des consultations (Direction de l'agriculture, Direction régionales des douanes, 1er Président de la cour d'appel de Papeete, Commission d'adaptation du code de procédure civile de la Polynésie française), il a été convenu de scinder le projet initial en deux projets de loi du pays.

Le 31 décembre 2024, le premier texte a été présenté au MEF et peut être placé dans le circuit d'adoption début 2025.

Par ailleurs, le dépôt des demandes de reconnaissance des titres de propriété industrielle délivrés par l'INPI entre le 3 mars 2004 et le 31 janvier 2014 a pris fin le 31 décembre 2024. Quelques dossiers sont encore en attente de paiement, mais devraient être clos pour la fin du premier semestre 2025.

Concernant le recensement des titres de propriété industrielle détenus par la Polynésie française : la communication CM n° 358 MEF du 24 octobre 2024 a mis en évidence la nécessité de réaliser un recensement des titres de propriété industrielle détenus par le Pays. Cette première étape permettra à la DGAE de proposer des outils facilitant les formalités et démarches relatives au dépôt de titres de propriété industrielle par la Polynésie française, via ses services et établissements.

Le résultat de ce recensement est attendu pour 2025.

7.7.3 Bilan des objectifs de performance

La cellule propriété industrielle est en charge de la rédaction des décisions d'extension et de reconnaissance des titres de propriété industrielle en Polynésie française.

Les chiffres présentés ci-dessous ont vocation à évaluer la performance de la production d'arrêtés, ainsi que le pourcentage de représentation des titres déposés par des personnes résidant en Polynésie française.

Objectif n° 1 - Assurer la protection des titres de propriété industrielle en Polynésie française

Objectif n°1 - Assurer la protection des titres de propriété industrielle en Polynésie française								
Garantir la protection des titres de propriété industrielle en Polynésie française								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Délai de traitement sur le dispositif d'extension	jours	7	6	5	3	3	3	3
Indicateur 1.2 - Délai de traitement sur le dispositif de reconnaissance	jours	15	20	15	13	22	0	0
Indicateur 1.3 - Volume des titres locaux étendus à la Polynésie française	%	1,40	1,08	1,80	1,00	1,30	1,40	1,50
Indicateur 1.4 -Volume des titres locaux reconnus à la Polynésie française	%	0,20	0,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Sources des données : *Données Lexpol et DGAE (applications I-MATA et I-HONO)*

Mode de calcul des indicateurs :

Indicateur 1.1 - nombre moyen de jours entre la demande d'extension publiée au BOPI et la publication au JOPI.

Indicateur 1.2 - nombre moyen de jours du déclenchement de la demande de reconnaissance par le téléservice I-MATA et la rédaction de l'arrêté portant reconnaissance des titres (hors délai de publication au JOPF).

Indicateur 1.3 - mesure le pourcentage des titres locaux demandant leur extension à la Polynésie française sur l'ensemble des titres de propriété industrielle étendus.

Indicateur 1.4 - mesure le pourcentage des titres locaux demandant leur reconnaissance à la Polynésie française sur l'ensemble des titres de propriété industrielle reconnus.

- *Commentaire et analyse des résultats*

Indicateur 1.1 : Depuis le 1er septembre 2023, date de lancement du JOPI "Journal officiel de la propriété industrielle" qui est une édition spécialisée du JOPF, le délai de traitement relatif au dispositif d'extension a été stabilisé à 3 jours. Le BOPI est publié le vendredi par l'INPI et l'on compte 3 jours d'instruction par la DGAE, pour une publication hebdomadaire le jeudi. Cet indicateur n'a plus vocation à évoluer.

Indicateur 1.2 : L'augmentation de cet indicateur résulte de la transmission tardive des preuves de paiement relatives à la taxe de reconnaissance. Par ailleurs, cet indicateur tend à disparaître, puisque le dépôt de demandes de reconnaissance était possible jusqu'au 31 décembre 2024.

Indicateur 1.3 : Aucune observation particulière.

Indicateur 1.4 : Les pourcentages ont été revus en fonction des titres locaux ayant effectivement été reconnus en Polynésie française : vérification de la provenance des paiements et des annexes de reconnaissance.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Une réflexion doit être menée quant au maintien de ces indicateurs au regard de l'évolution de l'activité de la cellule.

Objectif n°2 : Assurer la sécurité juridique des actes administratifs en matière de propriété industrielle

La cellule propriété industrielle émet un certain nombre de décisions de rejet d'extension des titres de propriété industrielle chaque année (soit 778 décisions en 2023 et 1 228 décisions en 2024). Ces décisions de rejet sont susceptibles de recours gracieux, hiérarchique ou contentieux. Elles peuvent également être régularisées en dehors d'un recours.

Les indicateurs de performance qui seront présentés ci-après ont vocation à faire un état des lieux des taux de recours traités par la cellule propriété industrielle. Ces taux ne sont pas susceptibles d'être prévus sur les années à venir.

Objectif n° 2 - Assurer la sécurité juridique des actes administratifs

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - taux de recours gracieux	%	9,20	3,2	24	26	6	5	4
Indicateur 1.2 - Taux de recours hiérarchiques	%	0	0	0	0	0	0	0
Indicateur 1.3 - Taux de recours contentieux	%	0	0	0	0	0	0	0
Indicateur 1.4 - Taux de régularisation après décision de rejet	%	100	0	11	20	15	30	30

Sources des données :

Mode de calcul des indicateurs :

Indicateur 1.1 – mesure le pourcentage de recours gracieux sur l'ensemble des décisions de rejet.
Indicateur 1.2 – mesure le pourcentage de recours hiérarchique sur l'ensemble des décisions de rejet.
Indicateur 1.3 – mesure le pourcentage de recours contentieux sur l'ensemble des décisions de rejet.
Indicateur 1.4 – mesure le pourcentage de régularisation hors recours sur l'ensemble des décisions de rejet.

Autres commentaires :

On entend par « décision de rejet », les rejets relatif aux requêtes en extension en Polynésie française d'un titre de propriété industrielle.

- *Commentaire et analyse des résultats*

Indicateur 1.1 : en raison de la clôture du dépôt de demande de reconnaissance de titres de propriété industrielle le 31 décembre 2024, le taux de recours gracieux relatif aux décisions de rejet d'extension en Polynésie française diminuera drastiquement en 2025.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Une réflexion doit être menée quant au maintien de ces indicateurs au regard de l'évolution de l'activité de la cellule.

8. MISSION 907/967 : TRAVAIL ET EMPLOI

7,95 Mds F CFP
Montant total mandaté au CA 2024

7,6 Mds F CFP
Dépenses de fonctionnement mandatées

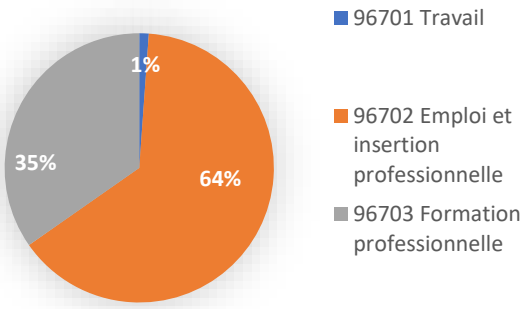
313 M F CFP
Dépenses d'investissement mandatées

724,8 M F CFP
Dépenses de personnel mandatées
soit 2,25 % sur la masse globale

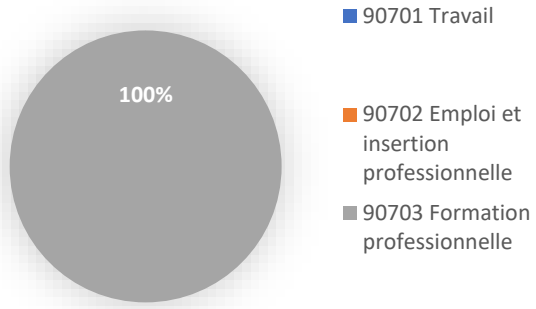
FPSU
6,198 Mds F CFP
Volet travail (RGS)

FIPTH
32,8 M F CFP

Répartition des dépenses de fonctionnement par programme



Répartition des dépenses d'investissement par programme



5,3 Mds F CFP
Mandatés au titre des actions pour l'emploi et l'insertion professionnelle

1,14 Mds F CFP
Mandatés au titre de la subvention de fonctionnement au Centre de formation professionnelle des adultes

212 M F CFP
Mandatés au titre de la subvention de fonctionnement l'établissement public d'enseignement et de formation professionnelle agricole

8.1 Revue de la politique générale de la mission

La politique du ministère de l'emploi et du travail a consisté à poursuivre l'amélioration des conditions d'emploi et de travail des salariés, ainsi qu'à moderniser le code du travail, tout en garantissant le respect des droits fondamentaux des salariés, qui constituent les fondements incontournables de la sécurisation de l'emploi et du progrès social.

Des propositions visant à simplifier et à faciliter les procédures inscrites dans le code du travail ont constitué le socle de référence des orientations politiques mises en œuvre par le ministère.

Parallèlement à cette modernisation du code du travail, le ministère de l'emploi et du travail s'est attaché à réformer les dispositifs d'aide à l'emploi, afin de permettre une insertion pérenne des demandeurs d'emploi et un accompagnement individualisé de chacun d'eux.

- Bilan des ressources marines (DRM)

En 2024, la stratégie a été traduite au travers d'une volonté de spécialisation et de rationalisation des actions de formation professionnelle. Le transfert de responsabilités vers le CMMPF a permis une meilleure gestion des formations. Cette réorganisation a optimisé les ressources et les compétences des différentes parties prenantes, garantissant ainsi une formation de qualité et une meilleure adéquation aux besoins du secteur marin.

Pour 2025, les projets de mise à jour des manuels de formation en perliculture et de la création du référentiel national en aquaculture s'annoncent comme des priorités pour accompagner l'évolution des filières.

- Bilan des métiers d'art

Après 43 années d'existence, le centre des métiers d'art (CMA) est devenu un espace incontournable de démonstration et de transmission des savoirs et savoir-faire des arts et de l'artisanat propres aux cultures des 5 archipels. Et cela dans un souci permanent de former notre jeunesse à devenir les porteurs de notre patrimoine unique, des artisans de haut niveau et les artistes polynésiens du 21ème siècle.

- Bilan du Groupement des établissements de Polynésie pour la formation continue

Le GREPFOC est un organisme de formation continue relevant du ministère chargé de l'Éducation. Il a pour objectif de répondre aux besoins de formations d'adultes sur l'ensemble du territoire de la Polynésie Française. Sa mission consiste donc à mettre en œuvre tous les moyens propres à assurer toutes les actions de formation continue et de promotion sociale des adultes ou des jeunes engagés dans la vie active ou qui s'y engagent.

Pour l'exercice de sa mission, le GREPFOC fait appel en priorité aux établissements publics d'enseignement du second degré.

Avec ses 35 lieux de formation répartis sur toute la Polynésie française, le GREPFOC constitue un réseau de proximité particulièrement dense, offrant un éventail de formations très large. Cette proximité n'est pas seulement géographique, elle se mesure également à la capacité du GREPFOC à s'adapter aux attentes de ses commanditaires : PME/PMI, grandes entreprises, administrations, hôtels, services, associations, particuliers.

Le GREPFOC propose des solutions efficaces et adaptées aux besoins des entreprises, administrations et particuliers. Il propose ainsi des audits, conseils, ingénierie de formation, accompagnement personnalisé, élaboration de plan de formation, formations qualifiantes, formation préparant à un diplôme, préparations aux concours et perfectionnements techniques.

8.2 Programme 907 01/967 01 : travail

8.2.1 Bilan des orientations stratégiques

En 2024, le Ministère du travail s'est attaché à poursuivre, grâce au développement du dialogue social, notamment par la création d'un Comité tripartite d'orientation des réformes du code du travail (CTOR) en mars 2024 et la réactivation des réunions bipartites, les travaux de construction d'un droit du travail adapté aux évolutions de la société et de l'économie polynésiennes.

Souscrivant à la double exigence visant à assurer le respect des droits fondamentaux des salariés et à contribuer à la performance des entreprises, source de croissance et d'emplois, le Ministère du travail a veillé à définir des règles équilibrées conciliant efficacité économique et progrès social.

Ainsi, des mesures visant à clarifier, simplifier, faciliter et dématérialiser les procédures en matière de droit du travail ont été mises en œuvre.

En parallèle, le renforcement des actions de lutte contre le travail illégal a également été mené.

8.2.2 Bilan des réformes

Les projets de textes envisagés pour 2024 (tels que les dérogations au travail du dimanche, les heures complémentaires dans le contrat à temps partiel, la semaine de 4 jours, le développement du « Titeti Ohipa » dans les îles, le travail par relais/roulement, la simplification du code du travail ainsi que les accords majoritaires) ont été soumis au Comité tripartite d'orientation des réformes du code du travail (CTOR) chargé de prioriser les travaux d'adaptation du code du travail.

Seuls les deux derniers projets ont été retenus comme prioritaires par les membres du CTOR (représentants du Pays, des employeurs et des salariés). En effet, ces derniers se sont majoritairement accordés en faveur des accords majoritaires notamment sur l'instauration de règles fixant les conditions de validité des conventions ou accords collectifs, en fonction de la représentativité des organisations syndicales signataires.

Les réunions bipartites associant la Direction du travail et les partenaires sociaux, suspendues depuis plusieurs années, ont repris dans le courant de l'année 2024 à la demande de ces derniers et avec l'aval du ministère de tutelle, ce qui constitue une étape supplémentaire dans le processus d'évolution de la règlementation.

La conception des projets de textes, en amont de leur présentation en réunions tripartites, est un préalable apprécié par les partenaires sociaux, leur donnant l'opportunité de discuter directement avec le service compétent et de soumettre leurs doléances avant priorisation par le CTOR.

En parallèle, des travaux portant sur la simplification du code du travail ont été initiés par la Direction du travail, avec pour objectif d'alléger les obligations administratives ou les procédures à l'égard des employeurs (suppression ou réduction du nombre de transmissions de documents aux agents de contrôle de la Direction du travail ou à la Direction du travail, lorsque cette transmission n'est pas indispensable, remplacement de l'avis de l'inspecteur du travail par l'avis des représentants du personnel directement concernés ou par l'avis du médecin du travail selon le cas).

<u>Lois du pays</u> :

Les projets de lois du pays adoptés en 2024 portent sur les sujets suivants :

- Concernant le comité d'entreprise, le transfert possible du reliquat du budget de fonctionnement vers le budget dédié aux œuvres sociales, lors de la clôture de l'exercice annuel (demande des partenaires sociaux) ;
- Extension de la dérogation aux durées maximales du travail lors de travaux urgents aux interventions urgentes dans les secteurs du social et de l'aérien (demande de la Fédération des organismes socio-éducatifs (FOSE) et d'un employeur du secteur aérien).

Le taux d'obligation d'emploi des travailleurs handicapés (TH) est désormais fixé à 2 % à compter de 2024. La loi du pays n° 2024-32 du 10 décembre 2024 permet en outre, une modulation de ce taux de 2 % jusqu'à 4 % maximum, en fonction de données chiffrées faisant apparaître des conditions favorables à l'insertion professionnelle des TH.

Le gouvernement a souhaité instaurer un nouveau jour férié (20 novembre) célébrant un évènement culturel majeur, le Matari'i, en remplacement du 29 juin. La loi du pays a été adopté par l'Assemblée de la Polynésie française lors de la séance du 6 mai 2025 (n° 2025-4 LP/APF). Elle prévoit une application effective en 2025 avec une période transitoire allant jusqu'au 31 décembre 2025 inclus pour les secteurs d'activités économiques relevant d'une convention ou d'un accord collectif mentionnant le « 29 juin », afin de permettre la poursuite des négociations entre partenaires sociaux.

<u>Délibération :</u>

- Abrogation de la délibération n° 2010-39 du 25 août 2010 pour tenir compte du contexte actuel de recrutement du directeur du travail et des agents exerçant les fonctions d'inspecteur du travail ou de contrôleur du travail, d'autres textes prévoyant des dispositions spécifiques.

Arrêté en Conseil des Ministres :

- Arrêté portant modifications du code du travail : il s'agit de régulariser les incohérences relevées dans le code du travail et qui ont été répertoriées au fil des années.

S'agissant des dispositions en faveur de la lutte contre le travail illégal, la Polynésie française demeure en attente de l'homologation des peines d'emprisonnement prévues par les dispositions relatives au travail illégal et de la validation par le biais d'un décret national du projet de texte relatif au contrôle du travail illégal (dossiers transmis notamment au Ministre des Outre-mer le 26 Août 2020 avec une relance effectuée en plus de ce dernier, au Haut-commissariat, le 14 octobre 2024).

De même, la loi du pays n° 2018-20 du 4 mai 2018 est venue compléter le dispositif juridique existant dans le but d'apporter des moyens coercitifs supplémentaires. Pour cela, cette loi du pays a augmenté d'un an à deux ans les peines d'emprisonnement encourues en cas de travail illégal, ce qui permettra la mise en œuvre de l'article 131-21 du code pénal qui prévoit une peine complémentaire de confiscation de plein droit des biens ayant servi à commettre les infractions, lorsque les crimes et délits punis d'une peine d'emprisonnement sont d'une durée supérieure à un an. Par ailleurs, les sanctions pénales prévues en cas de marchandage sont étendues aux situations de prêt illicite de main-d'œuvre. Les peines d'emprisonnement devant être homologuées par une loi nationale, un courrier en ce sens a été envoyé notamment au Ministre des Outre-mer et au Haut-commissariat le 28 juin 2019 et une relance a été effectuée le 14 octobre 2024. Une fois que cette homologation sera actée, la Polynésie française disposera d'un arsenal pénal plus étendu.

Des réflexions entamées en 2024 vont se poursuivre en 2025 afin de répondre à la flexisécurité (la flexibilité du marché du travail et la sécurité sociale pour les travailleurs). Un premier sujet a été identifié : les modalités de rupture du contrat de travail. A cela, s'ajoute le projet de texte (arrêté CM) améliorant les modalités de contrôle du travail illégal.

Enfin, dans la continuité d'une simplification et d'un allègement de ses procédures, la direction du travail a mis en place via la plateforme « Mes démarches » la transmission dématérialisée des documents relatifs aux élections professionnelles (délégués du personnel titulaires ou suppléants et membres du comité d'entreprise titulaires ou suppléants).

Une 2e démarche relative à la transmission dématérialisée des DAETH (déclaration annuelle d'emploi des travailleurs handicapés) est programmée début 2025.

8.2.3 Bilan des objectifs de performance

Orientation stratégique n°2 - Faaora: Déployer un service public qui nous ressemble : proche, simple et communautaire

Objectif n°1 : Promouvoir la santé et la sécurité au travail

Objectif n°1 - Promouvoir la santé et la sécurité au travail								
L'évaluation et la prévention des risques professionnels doivent permettre de parvenir à une baisse durable des accidents du travail et à un developpment du bien être au travail								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 3.1 - Indice de fréquence général des accidents du travail	indice	22	24	22	22	**ND**	22	22

Sources des données :
Indicateur 3.1 - statistiques des accidents du travail produites par la CPS
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 3.1 - (nb des accidents en premier règlement/effectif salarié) x 1000
Autres commentaires :
L'indice de fréquence n'est pas encore disponible, il est calculé à partir du moi d'avril par la CPS.

- *Commentaire et analyse des résultats*

En 2024, les travaux menés dans le cadre de l'information et de la sensibilisation des employeurs et de leurs salariés aux mesures de prévention liées à la santé et à la sécurité au travail ont porté sur la création d'un guide destiné aux donneurs d'ordre, visant à rappeler leurs obligations dans des domaines spécifiques tels que l'amiante, le plomb, la coordination de chantier, le plan de prévention et la lutte contre le travail illégal.

Le bureau de l'inspection médicale et de la santé au travail a également poursuivi son rôle d'appui technique auprès des agents de contrôle de l'inspection du travail et des services de santé au travail, apportant son expertise sur les problématiques relatives à la santé et à la sécurité au travail.

Enfin, l'année 2024 a été marquée par l'élaboration d'une enquête de grande envergure sur la santé au travail en Polynésie française. Cette enquête, qui constitue un projet structurant, sera mise en œuvre au cours de l'année 2025.

Concernant les projections des autres axes relatifs à « la création d'une action de prévention en entreprise (P2E) » et au « renforcement des actions de prévention globales existantes », ces derniers n'ayant pas été atteints en 2024, notamment en raison des difficultés liées à la gestion des ressources humaines au sein du bureau de l'inspection médicale et de la santé au travail (BIMST), ces deux axes de projet seront reconduits en 2025.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

La conception de supports de sensibilisation aux risques professionnels demeure une activité particulièrement chronophage et consommatrice de ressources humaines. Dans ce contexte, il apparaît essentiel d'établir un partenariat avec l'Institut national de recherche et de sécurité (INRS) afin d'accéder à ses ressources documentaires et d'adapter ces outils au contexte et aux spécificités locales.

Cette collaboration permettra de libérer des ressources internes, facilitant ainsi le redéploiement des équipes sur des actions de terrain. Elle contribuera également à renforcer la présence de la Direction du travail dans les entreprises, favorisant une meilleure sensibilisation et un accompagnement renforcé des acteurs locaux en matière de santé et de sécurité au travail.

Orientation stratégique n°3 - Faatupu : Développer un marché du travail résilient : diversifié, flexible et innovant

Objectif n°2 : Améliorer et promouvoir le dialogue social

Objectif n°2 - Améliorer et promouvoir le dialogue social								
L'association des partenaires sociaux à l'élaboration des règles de droit doit permettre une évolution pertinente, acceptée et équilibrée du droit du travail								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 - Nombre de réunions de négociation avec participation de la Direction du travail	NB	130	42	120	45	**50**	45	45

Sources des données :
statistiques d'activité de la Direction du travail
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 2.1 - nombre de réunions de négociation avec participation de la Direction du travail
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

Le dialogue social est un levier stratégique car il favorise la cohésion et la résolution pacifique des conflits professionnels.

Ainsi, de nombreuses interventions des contrôleurs et inspecteurs du travail ont permis d'informer et de renseigner les représentants du personnel et les instances de ressources humaines au sein des entreprises, dans la plupart des secteurs d'activité de la Polynésie française.

Par ailleurs, en permettant de résoudre des questions économiques et sociales importantes, il stimule l'économie et favorise la paix sociale. Sa mise en œuvre nécessite un cadre institutionnel clair et l'engagement des acteurs dans un dialogue social constructif.

Ainsi, dans le cadre des négociations annuelles des grilles de salaires minima (dernier trimestre 2024), la direction du travail a continué à offrir aux organisations professionnelles un support technique.

Près d'une cinquantaine de réunions ont été organisées, avec le souci permanent d'apporter de la lisibilité sur l'évolution de l'inflation, sujet qui demeure la préoccupation constante des parties, particulièrement en 2024.

Dans la continuité de l'accompagnement réalisé en 2023, l'équipe du bureau du dialogue social de la direction du travail a ainsi présenté aux partenaires sociaux l'évolution comparée de l'indice général des prix à la consommation et de l'indice ouvrier, ainsi que la pertinence de ces indices dans le cadre des négociations annuelles.

De même, l'animation des réunions par le délégué interministériel (DIM) en charge du dialogue social et de la protection sociale généralisée (PSG) ainsi que les simulations simultanées des propositions et contre-propositions d'évolution de la grille salariale, ont permis sans conteste aux organisations professionnelles d'être au même niveau d'information et de conclure 87 % des accords (13 secteurs d'activité professionnelle sur 15, soit +4 secteurs par rapport à 2023).

Ces rencontres ont permis également aux partenaires sociaux :

- D'adopter le principe d'une revalorisation du SMIG sur la base de l'évolution de l'indice ouvrier, en lieu et place de celle de l'indice général des prix ;

- De mettre en exergue et de rappeler certains sujets sur lesquels ils souhaitent une avancée réglementaire, tels que la lutte contre le travail illégal et la mise en place d'un fonds pour la prise en charge des salariés ayant perdu involontairement leur emploi pour des raisons économiques.

▪ *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Face au constat du niveau de connaissances lacunaire des représentants du personnel, préjudiciables aux missions des IRP (instances représentatives du personnel), un accompagnement technique semble nécessaire (formations, mise à disposition de documents synthétiques, etc.).

Par ailleurs, dans le cadre de la prochaine négociation annuelle des salaires minimas, il conviendrait d'exposer également la contribution de chaque secteur d'activité professionnelle au produit intérieur brut (PIB), notamment en ce qui concerne la masse salariale (en valeur et en volume).

Objectif n°3 : Renforcer la lutte contre le travail illégal

Objectif n°3- Renforcer la lutte contre le travail illégal								
Obtenir le renforcement des moyens de contrôle et mettre en place des actions de terrain								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Nombre d'agents de contrôle opérationnels	indice	8	-	10	6	**1,5 IT 4 CT**	10	10
Nombre de Déclarations Préalable à l'Emploi controlées (sous entendu, nombre de salariés controlés en situation de travail, pour lesquels, la DPAE a été demandée)	indice	1 126	-	1 200	800	400	1 200	1 200
Sources des données : Mode de calcul des indicateurs : Autres commentaires : 1 Inspecteur du travail (IT)+ 1 inpecteur du travail revenu de sa formation de l'INTEP au mois de juillet 2024 4 contrôleurs du travail (CT)								

▪ *Commentaire et analyse des résultats*

Durant l'année 2024, la section d'intervention en entreprise a participé à 4 contrôles coordonnés en partenariat avec un ou plusieurs services, dont un a nécessité la mobilisation de l'ensemble des agents de contrôle opérationnels.

Le retour d'expérience (RETEX) de ces actions est positif puisque les partenaires souhaitent maintenir la collaboration sur le terrain et apprécient le partage d'information.

▪ *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

- Mise en place prochaine d'une cellule dédiée à la lutte contre le travail illégal :

Dans la continuité des travaux d'adaptation, initiés en 2017, de ses outils pour faciliter l'action des services et s'adapter aux évolutions des formes de fraudes, la direction du travail se dotera, pendant le premier semestre 2025, d'une cellule spécialisée dans la lutte contre le travail illégal.

Cette cellule permettra de renforcer l'efficacité des contrôles notamment par la spécialisation d'agents dédiés à la lutte contre le travail illégal.

Ces agents spécialisés pourront contribuer aux campagnes d'information adéquates et, surtout, mener des enquêtes approfondies et ciblées sur toutes les formes de travail illégal même les plus complexes (notamment « faux patentés »).

La spécialisation des agents sur ces thématiques permettra de sécuriser les contrôles, leurs suites ainsi que les éventuelles sanctions.

Cette cellule permettra également d'améliorer la coordination intra et interservices avec les différents acteurs de la lutte contre le travail illégal, et développera les actions du comité opérationnel de lutte contre le travail illégal (COLTI), pour ainsi protéger les droits des travailleurs, garantir une concurrence vertueuse et prévenir les pertes de recettes en matière de protection sociale.

- Précision des modalités de contrôle du travail illégal :

Un projet d'arrêté permettant d'améliorer les modalités de contrôle du travail illégal, a été présenté en Conseil des ministres le 5 février 2025. Cet arrêté n° 159/CM du 10 février 2025, modifiant la section 4 du chapitre I du titre I du livre VI de la partie V du Code du travail relative aux obligations du donneur d'ordre en matière de lutte contre le travail clandestin, poursuit également l'objectif de renforcer l'action commune des agents de contrôle agissant dans le cadre de la lutte contre le travail illégal.

8.2.4 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
907/967 01 - TRAVAIL	**59 000 000**	**0**	**59 000 000**
Orientation stratégique n° 2 : FAAORA	19 000 000		19 000 000
Poursuivre la promotion de la santé et la sécurité au travail			0
Orientation stratégique n° 3 : FAATUPU			0
Améliorer et promouvoir le dialogue social	34 000 000		34 000 000
Renforcer la lutte contre le travail illégal	6 000 000		6 000 000

8.3 Programme 907 02/967 02 : emploi et insertion professionnelle

8.3.1 Bilan des orientations stratégiques

Afin de développer un marché du travail résilient et de répondre aux difficultés d'insertion professionnelle des demandeurs d'emploi et de recrutement des entreprises, l'année 2024 a permis au SEFI :

- d'améliorer sa connaissance du marché du travail, grâce à la montée en puissance de l'Observatoire de l'emploi et à l'élaboration d'un plan d'actions pour la réalisation d'une gestion prévisionnelle des emplois et des compétences en Polynésie française ;
- de proposer un accompagnement individualisé des usagers, adapté à leurs besoins et à leurs situations ;
- et de démarrer la mise en œuvre des dispositifs d'aide à l'emploi et à la formation.

8.3.2 Bilan des réformes

La partie V du Code du travail polynésien, dédiée à l'emploi, a largement été modifiée afin d'établir un cadre légal à la politique publique de l'emploi du gouvernement. La redéfinition de la notion de demandeur d'emploi dans le chapitre III du livre IV permet d'identifier le public éligible aux mesures d'aide avec plus de précision. Le livre II se voit doté de 3 nouveaux dispositifs en faveur de l'emploi (aides à l'insertion professionnelle *TIATURI*, aides à l'emploi *TIAMA* et *TIARAMA* et aides à l'insertion par l'activité économique *PIAC*, *TAIA* et *TIAPA*) en lieu et place des précédentes aides à l'emploi et à l'insertion professionnelles, moins spécifiques et donc difficiles à mesurer.

8.3.3 Bilan des objectifs de performance

Orientation stratégique n°3 - Faatupu : Développer un marché du travail résilient : diversifié, flexible et innovant

Objectif n°1 : Améliorer la connaissance du marché du travail et de l'emploi

Objectif n° 1 - Améliorer la connaissance du marché du travail

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nombre de partenaires	Unité	-	-	15	14	31	35	35
Indicateur 1.3 - Nombre de publications	Unité	-	-	3	4	4	4	4
Indicateur 1.4 - Nombre de réunions avec les partenaires tenues	Unité	-	-	4	4	8	10	10

Sources des données :
SEFI
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - données brutes
Indicateur 1.2 - données brutes
Indicateur 1.3 - données brutes
Indicateur 1.4 - données brutes
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

La création de **l'observatoire de l'emploi** en 2022 et son animation depuis 2023 ont permis de réunir pas moins de 9 partenaires (MFT, SEFI, Direction du travail, ISPF, CPS, CCISM, CESEC, DGEE et Délégué interministériel au dialogue social et à la PSG) à 3 reprises durant l'année 2024.

L'activation du premier **comité stratégique de la formation professionnelle**, pourtant créé depuis 2018, a permis d'intégrer aux réflexions sur la formation, l'emploi et les compétences le fonds paritaire de gestion, des représentants du Ministère de l'économie et du Ministère de l'éducation et des représentants de l'Assemblée de Polynésie.

La mise en œuvre de la loi de pays sur la promotion et la protection de l'emploi local a permis de réunir à deux reprises **la commission consultative tripartite de l'emploi local** (CTEL) permettant aux représentants des cinq organisations syndicales des employeurs et des cinq organisations syndicales des salariés d'échanger avec les ministères concernés (travail, économie, PSG, jeunesse, enseignement supérieur) sur les emplois à protéger.

Le **dispositif de l'apprentissage** a également mobilisé les partenaires pour établir la carte des formations éligibles au dispositif et nécessaires au développement des compétences requises par les postes à pourvoir. Un comité technique composé du SEFI, de la DGEE, du Vice-Rectorat et de la DGRH (aujourd'hui DTI) et un comité de pilotage composé du Ministère de l'emploi et du Ministère de l'Education, du Vice-Rectorat, du MEDEF, de la CPME, des deux organisations syndicales des salariés les plus représentatives, du SEFI et de la DGEE ont permis des échanges constructifs pour élaborer une carte qui soit complémentaire des formations initiales et qui permette de répondre aux besoins en compétences des recruteurs du marché du travail polynésien.

Enfin, des **conventions spécifiques** ont été établies avec :

- L'association emploi formation insertion de Papeete pour son accompagnement des publics éloignés de l'emploi ;
- L'association Te Torea pour son programme Te Nati o Te Torea dédié au « sans domicile fixe » ;
- Le campus des métiers et des qualifications pour son accompagnement des « sans domicile fixe » ;
- L'association FACE dans le cadre de son projet « Plomberie solidaire ».

Ces conventions ont permis un travail collaboratif avec les acteurs de proximité de l'emploi et de l'insertion et de mettre en œuvre de manière plus efficace la politique publique de l'emploi.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Cette dynamique, déjà amorcée en 2023, vient répondre à la volonté ministérielle de co-construire une politique de l'emploi inclusive et résiliente, et de coordonner l'ensemble des acteurs de la formation et de l'emploi pour plus de transparence et d'efficacité.

Objectif n°2 : Proposer des parcours d'insertion adaptés aux besoins et aux situations des demandeurs d'emploi

Objectif n° 2 - Proposer des parcours d'insertion adaptés aux besoins et aux situations des demandeurs d'emploi								
Professionnaliser le métier de conseiller à l'emploi pour augmenter l'insertion des demandeurs d'emploi								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 - Nombre d'agents du S.E.F.I. formés	Unité	-	-	20	34	34	34	25
Indicateur 2.2 - Nombre de partenaires formés	Unité	-	-	50	15	15	50	100
Indicateur 2.3 - Taux d'insertion	%	-	-	50%	50%	NE	60%	60%
Indicateur 2.4 - Nombre de DETH bénéficaire d'un dispositif d'aide à l'emploi	Unité	-	-	1 300	1 100	1 767	1 200	1 400
Indicateur 2.5 - Taux d'insertion des DETH	%	-	-	50%	50%	NE	55%	60%

Sources des données :
SEFI
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 2.1 - données brutes
Indicateur 2.2 - données brutes
Indicateur 2.3 - Moyenne sur l'ensemble des dispositif s (l'insertion comprend linsertion dans l'emploi ou dans un autre dispositif complémentaire)
Indicateur 2.4 - données brutes
indicateur 2.5 - Taux (l'insertion comprend linsertion dans l'emploi ou dans un autre
Autres commentaires :
La formation devrait pouvoir se déployer de façon exponentielle avec l'utilisation de Fenua Compétences

- *Commentaire et analyse des résultats*

Afin de mettre en œuvre les nouveaux dispositifs d'aide à l'emploi et de mieux identifier les demandeurs d'emploi éligibles aux dispositifs d'aide, une montée en compétences des agents en charge de l'accompagnement des usagers est un prérequis nécessaire. Ainsi, le plan de formation débuté en 2023 a été poursuivi en 2024 avec, notamment, une formation préparant à la certification à l'accompagnement en évolution professionnelle.

Des séances d'immersion ainsi que certains programmes de formations ont été proposés aux agents des circonscriptions et aux adultes relais du contrat de ville.

Si les dispositifs d'aide à l'emploi des demandeurs d'emploi reconnus travailleurs handicapés (DETH) n'ont pas encore été réformés, ce public est resté une priorité en matière d'accompagnement. En 2024, ce sont 1 546 DETH qui ont bénéficié d'un stage d'insertion pour travailleur handicapé (SITH) correspondant à un budget de 703 349 371 F CFP. Par ailleurs, 221 employeurs de travailleurs handicapés ont été accompagnés par le SEFI avec l'aide financière CITH (contrat d'insertion pour travailleur handicapé), venant diminuer le coût du travail (soit un budget de 127 466 882 F CFP).

L'objectif de pouvoir évaluer de manière objective le taux d'insertion des mesures d'aide à l'emploi via un échange de données avec la CPS n'a pas pu être atteint. Cependant, les travaux ayant repris en toute fin d'année 2024, les données devraient être disponibles en 2025.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Les actions de formation vont se poursuivre en 2025 et un transfert de compétences aux partenaires sera organisé afin d'avoir un champ d'action en matière d'insertion professionnelle efficace et élargi.

Les dispositifs à l'attention des demandeurs d'emploi reconnus travailleurs handicapés feront l'objet d'une réforme en 2025.

Enfin, la reprise des travaux entre le SEFI et la CPS, afin de pouvoir suivre les cohortes de bénéficiaires des mesures d'aide à l'emploi de manière automatique et d'évaluer de manière objective le taux d'insertion permettra de disposer des données en 2025 marquant une grande avancée dans l'évaluation de la politique publique de l'emploi.

Objectif n°3 : Réformer les mesures d'aide à l'emploi

Objectif n° 3 - Réformer les mesures d'aide à l'emploi								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 3.1 - Budget primitif	Unité			5 200 000 000	4 860 685 000	4 780 598 861	4 862 112 896	6 000 000 000
Indicateur 3.2 - Part du budget alloué aux contrats aidés	%			55%	49%	51% dont (56% démarrés en	60%	65%
indicateur 3.3 - Part du budget alloué aux mesures de stages	%			45%	51%	49% dont (44% démarrés en	40%	35%
Indicateur 3.4 - Nombre de porteurs de projets aidés	Unité			600	692	658	500	750

Sources des données :
SEFI
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 3.1 - données brutes
Indicateur 3.2 - Montant des dispositifs de type contrat/montant total des dispositifs d'aide à l'emploi
Indicateur 3.3 - données brutes
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

La réforme des mesures d'aide à l'emploi ambitionnait d'inverser l'affectation budgétaire des aides à l'emploi des années précédentes et d'atteindre une répartition de 60 % des aides à l'emploi aux mesures de type contrat et 40 % des aides aux mesures de type stage.

En 2024, 56 % des nouvelles aides attribuées l'ont été au profit de dispositifs de type contrat (soit 51 % pour l'ensemble des aides aux contrats). L'objectif de 2024 est donc atteint et la répartition cible devrait être atteinte en 2025.

Le soutien à la création d'entreprise reste constant et porte à 658 les projets ayant reçu l'aide du SEFI.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

La réforme du dispositif de l'ICRA (insertion par la création ou la reprise d'activité) devrait maintenir le nombre de projets soutenus au même niveau. Le nouveau dispositif permettra une plus grande accessibilité pour les porteurs de projets des îles éloignées et un meilleur accompagnement pour assurer la viabilité des entreprises une fois l'aide terminée.

8.3.4 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
907/967 02 - EMPLOI ET INSERTION PROFESSIONNELLE	**4 749 721 608**	**3 350 000**	**4 753 071 608**
Action 1 : études statistiques, économique et/ou économétriques		3 350 000	3 350 000
Action 2 : développement de la nouvelle version de l'applicatif métier			0
Action 3 : formation des agents	4 136 155		4 136 155
Action 4 : prise en charge des mesures d'aide à l'emploi engagées avant le 1er janvier 2024	2 831 637 591		2 831 637 591
Action 5 : démarrage des nouveaux dispositifs d'aide à l'emploi	1 913 947 862		1 913 947 862

8.3.5 Bilan de comptes spéciaux

Fonds pour l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés (FIPTH) - Volet emploi

Le FIPTH créé par délibération n° 2007-044 APF du 09 juillet 2007, a pour objet le financement des dépenses liées à l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés.

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
907/967 02 - EMPLOI ET INSERTION PROFESSIONNELLE	**32 785 373**	**0**	**32 785 373**
Compte d'affectation spécial FIPTH - volet emploi			
Subvention APRP et autres mesures	32 785 373		32 785 373

8.4 Programme 907 03/967 03 : formation professionnelle

8.4.1 Bilan des orientations stratégiques

En 2024, les politiques menées par le SEFI et le CFPA se sont inscrites dans la stratégie « Faatupu » visant à développer un marché du travail résilient, diversifié et innovant. L'action publique s'est concentrée sur l'adaptation de l'offre de formation aux besoins économiques du Pays, notamment à travers la montée en puissance de l'apprentissage, la consolidation de parcours de remise à niveau pour les publics éloignés de l'emploi, et le développement de qualifications complémentaires. Une attention particulière a été portée à l'élargissement territorial de la formation professionnelle, avec la préparation du déploiement de l'unité mobile de formation dans les archipels et la structuration de nouveaux dispositifs à Rangiroa et aux Marquises. L'année 2024 a ainsi permis de consolider les fondations d'un système de formation plus inclusif, territorialisé et adapté aux enjeux de professionnalisation dans les secteurs stratégiques comme le BTP, le numérique, le tourisme ou l'énergie.

- Bilan des ressources marines (DRM)

En 2024, la DRM a réorienté ses efforts pour améliorer la formation professionnelle dans les secteurs de la perliculture, de l'aquaculture et de la pêche. La politique générale a été marquée par une spécialisation des rôles et une répartition claire des responsabilités entre la DRM et le Centre des métiers de la mer de Polynésie française (CMMPF), afin d'optimiser les ressources et de favoriser l'insertion professionnelle des acteurs des secteurs marins.

Au titre de la pêche

En 2024, il a été transféré au CMMPF la responsabilité de la formation des pêcheurs côtiers pour l'obtention de leurs titres de navigation. Cela a permis à la DRM de se concentrer sur ses missions spécifiques liées à la gestion durable des ressources marines.

Au titre de l'aquaculture

La DRM prépare le transfert progressif de la formation aquacole au CMMPF pour 2025. Elle a soutenu ce processus en élaborant des dispositifs d'accompagnement pour les porteurs de projets aquacoles, avec l'objectif de stimuler l'insertion professionnelle et la création d'emplois dans ce secteur.

Au titre de la perliculture

La DRM a continué à jouer un rôle clé dans la formation initiale des producteurs de perles, indispensable à l'obtention de l'autorisation d'activité pour cette profession. Elle a aussi soutenu la formation des greffeurs, notamment en collaboration avec le CMMPF.

- Bilan des métiers de la mer (CMMPF)

Pour 2024, 17 sessions de formations modulaires étaient prévues. Toutefois, au vu du nombre important de demandes de formation, le CMMPF a mis en place 25 sessions de formations modulaires et a su s'adapter à la forte demande émanant notamment des îles :

- 12 sessions de formations modulaires en faveur des marins, d'officiers pont et machine du secteur de la marine marchande ;
- 9 sessions de formations délocalisées pêche et greffeurs (au lieu de 3) ;
- 2 sessions de formation non prévues au bénéfice des marins pêcheurs ;
- 1 session de formation au brevet de capitaine de pêche côtière (BCPC) ;
- 1 session de formation au brevet de capitaine de pêche au large (BCPL).

Pour le maintien des compétences de marins au commerce comme à la pêche et permettre le rattrapage pour certains, ce sont 25 sessions de formations spécifiques qui ont été réalisées. Le CMMPF a accueilli en 2024, 450 candidats pour l'ensemble des formations modulaires, spécifiques et greffeurs sur les 478 attendus initialement (les sessions destinées aux marins pêcheurs et au BCPL n'ont pas été complètes, contrairement à toutes les autres).

- Bilan des métiers d'art (CMA)

En 2024, 31 candidats se sont inscrits aux épreuves d'admission pour les formations CPMA (certificat de pratique des métiers d'art) et BPMA (brevet professionnel des métiers d'art). Parmi eux, 20 candidats ont été admis, augmentant ainsi le nombre d'élèves stagiaires pour la rentrée d'août 2024 à 35.

Diplômés :

- En juin 2024, 11 élèves ont été diplômés des formations CPMA et BPMA ;
- Parmi ces diplômés :
  - 4 élèves ont continué en 1ère année BPMA ;
  - 1 élève a choisi de poursuivre ses études en 1ère année de design d'arts appliqués et communication à l'ESDAC de Rennes, dans l'hexagone ;
  - Le reste des diplômés s'est orienté vers des carrières artistiques telles que les métiers d'art, l'artisanat d'art et le tatouage.

Caractéristiques des élèves :

- Les stagiaires du CPMA et BPMA ont des parcours variés :
  - Jeunes en situation de décrochage scolaire ;
  - Personnes en reconversion professionnelle ;
  - Personnes marginalisées scolairement, souvent trop âgées pour accéder à des formations diplômantes traditionnelles.
- Moyenne d'âge en 2024 : 26 ans.

Analyse :

- Les formations CPMA et BPMA attirent des candidats de profils variés, souvent issus de milieux difficiles ou ayant été éloignés du système éducatif traditionnel, ce qui témoigne de son rôle inclusif et de réinsertion professionnelle ;
- La diversité des orientations après l'obtention du diplôme (formations supérieures, métiers d'art, artisanat et tatouage) montre que cette formation permet aux diplômés de trouver leur voie dans des domaines créatifs et d'évoluer vers des carrières qui valorisent l'artisanat et les métiers d'art ;
- La moyenne d'âge relativement jeune (26 ans) montre que la formation attire des jeunes adultes souhaitant se réorienter, tout en laissant la possibilité aux adultes plus âgés de se former dans des domaines artistiques grâce à une approche flexible et adaptée.

Conclusion :

Les formations CPMA et BPMA continuent de remplir leur rôle en offrant une opportunité d'insertion professionnelle et de reconversion à des personnes ayant un parcours scolaire ou professionnel complexe. Les diplômés trouvent des débouchés dans des métiers créatifs, contribuant ainsi au développement des métiers d'art et à l'enrichissement du secteur artistique et artisanal en Polynésie française.

<u>Formation supérieure (DNMADE) - résultats et analyse 2024</u>

En août 2024, le CMA a accueilli sa 3ème promotion d'étudiants au DNMADE (diplôme national des métiers d'art et du design), répartis comme suit :

- 13 étudiants pour le CMA ;
- 17 étudiants pour le LSR (Lycée Samuel Raapoto) ;
- Soit un total de 30 étudiants pour la rentrée d'août 2024.

Caractéristiques des étudiants :

- Moyenne d'âge en 2024 : 22 ans ;
- Majorité des étudiants sont titulaires d'un baccalauréat général ou professionnel ;
- Les étudiants proviennent principalement des établissements secondaires de Tahiti et des îles, avec une forte représentation des filières STDAA (sciences et techniques du design et des arts appliqués), joaillerie et bijouterie.

Diplômes et évaluation :

- Le CMA sanctionne les étudiants en contrôle continu et examens ponctuels et terminaux ;
- Pour les diplômes reconnus par l'Éducation nationale en 2024 :
  - 4 diplômes CPMA ;
  - 10 diplômes BPMA.
- Pour la reconnaissance spécifique du CMA via le *Parau tū'ite hanahana* :
  - 4 diplômes CPMA ;
  - 7 diplômes BPMA.
- Le DNMADE en Polynésie française continue de se structurer et de former des étudiants majoritairement issus de filières artistiques spécifiques telles que le design et les métiers d'art (joaillerie et bijouterie), offrant une formation approfondie en lien direct avec les métiers d'art ;
- La moyenne d'âge de 22 ans est relativement jeune, ce qui montre que ce programme attire des étudiants dès la fin du lycée, tout en permettant aussi à ceux qui se réorientent après leur baccalauréat d'intégrer la formation ;
- La diversité des filières d'origine des étudiants (STDAA, joaillerie, bijouterie) démontre la polyvalence de la formation et son attractivité pour ceux qui souhaitent se spécialiser dans les métiers d'art ou le design ;
- Le système d'évaluation en contrôle continu et examen ponctuel semble garantir une évaluation complète des compétences des étudiants.

Conclusion :

La formation DNMADE poursuit son développement en Polynésie française, attirant un public jeune et motivé pour les métiers d'art et du design. La diversité des origines des étudiants et la forte demande pour ce type de formation attestent de son succès et de son importance dans la promotion des métiers créatifs et du savoir-faire local. La reconnaissance du CMA et des diplômes obtenus en contrôle continu et examen terminal assure également une formation de qualité, prête à répondre aux besoins du secteur.

8.4.2 Bilan des réformes

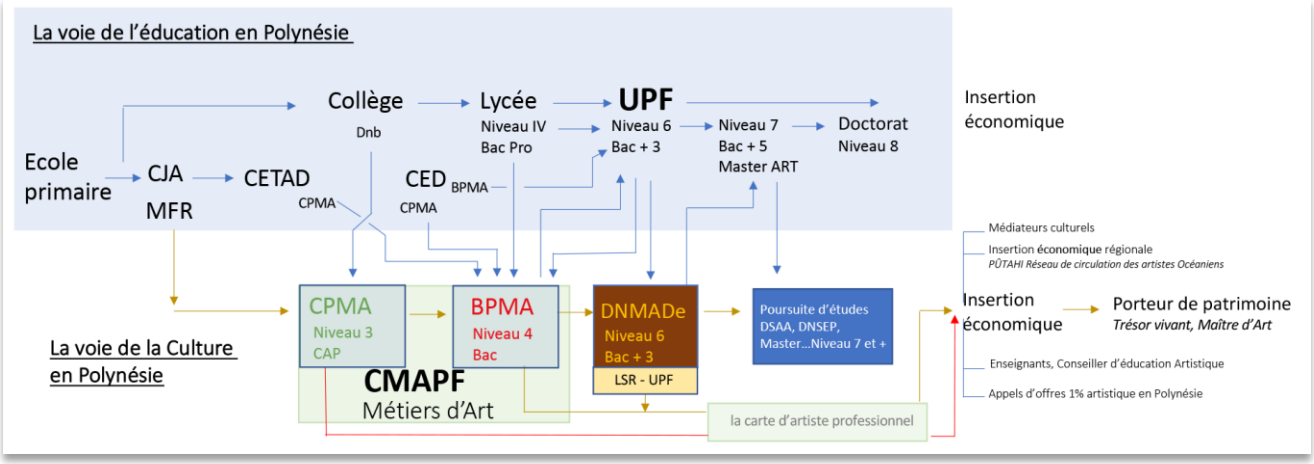
L'année 2024 a été marquée par plusieurs réformes structurantes pour moderniser le pilotage et la qualité de la formation professionnelle. Le SEFI s'est avant tout concentré sur la montée en puissance du dispositif de l'apprentissage dans le cadre de loi d'expérimentation. Au CFPA, l'accent a été mis sur la montée en compétences des formateurs grâce à une formation diplômante FPA menée avec l'AFPA, et sur la rénovation des infrastructures pédagogiques, en particulier à Punaruu. Le développement de partenariats innovants (avec les auto-écoles, les hôpitaux ou le Port autonome) a permis de répondre aux besoins de compétences de nouveaux métiers (enseignant de conduite, conducteur de bus, auxiliaire ambulancier). Enfin, les efforts pour garantir un suivi des parcours des stagiaires via un échange de données avec la CPS annoncent une avancée déterminante pour l'évaluation des politiques publiques de l'emploi dès 2025.

- Bilan des métiers de la mer (CMMPF)

Le transfert des moyens du Centre des métiers de la nacre et de la perle de Rangiroa n'a pas été réalisé en faveur du CMMPF. La gestion de la partie océanique du site a été transférée au CFPA tandis que la partie lagonaire est restée au profit de la DRM.

De plus, des travaux importants sur le quai côté océan ont empêché l'utilisation de ce site pour la formation de greffeur durant toute l'année. De ce fait au titre de l'année 2024 le CMMPF a sollicité le concours de la DRM sur son site de Takapoto pour l'organisation des formations de greffeurs. Le coût global de la formation s'est élevé à 20 825 928 F CFP.

- Bilan des métiers d'art (CMA)



Le centre des métiers d'art de la Polynésie (CMA) connaît une évolution notable depuis la reconnaissance officielle de ses diplômes par l'Éducation nationale. Voici un résumé des étapes importantes et des objectifs de cet établissement :

Évolution et diplômes offerts :

- 2019 : introduction du certificat polynésien des métiers d'art (CPMA) et du brevet polynésien des métiers d'art (BPMA) ;
- 2022 : ouverture de la licence diplôme national des métiers d'art et design (DN MADe), avec deux parcours distincts :
  - Objets et arts graphiques océaniens : Tradition, création et innovation – pour le CMA ;
  - Fibres et textiles, héritages polynésiens : Processus innovant et écoresponsable – pour le LSR.

Ces diplômes visent à offrir une formation culturelle ancrée dans les spécificités du patrimoine naturel et culturel de la Polynésie française. Ils ouvrent également sur un horizon international, permettant aux étudiants d'appréhender les grandes œuvres artistiques mondiales.

Mission et objectifs

Le CMA a pour objectif de :

- Ancrer les pratiques culturelles : il s'agit de préserver et de promouvoir les cultures et les environnements locaux à travers des formations artistiques ;
- Encourager un développement durable : en cohérence avec la préservation des écosystèmes, de la faune et de la flore, tout en assurant la pérennité des traditions ;
- Insertion professionnelle des étudiants : l'objectif est que les étudiants trouvent une place économique dans des secteurs où la création et l'innovation sont essentielles, que ce soit dans les métiers d'art, l'artisanat, ou d'autres domaines créatifs.

Plateforme d'expression artistique

Le CMA est désormais perçu comme une plateforme d'expressions artistiques perpétuelles, où l'on enseigne non seulement les compétences techniques mais aussi la capacité à s'inspirer des richesses naturelles et culturelles de la Polynésie. Cette approche enrichit l'enseignement des métiers d'art avec un respect profond pour l'environnement et une vision de développement économique durable.

Organigramme et formations

L'organigramme du CMA permet de visualiser l'ensemble des formations proposées, allant du niveau CAP jusqu'au niveau licence, pour une progression fluide et cohérente des étudiants.

En somme, le CMA joue un rôle fondamental dans la valorisation des métiers d'art polynésiens tout en préparant ses étudiants à répondre aux défis de demain à travers une formation alliant tradition, innovation et responsabilité environnementale.

8.4.3 Bilan des objectifs de performance

- Bilan de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles (SEFI)

Orientation stratégique n°3 - Faatupu : Développer un marché du travail résilient : diversifié, flexible et innovant

Objectif n°1 : Proposer des formations qui développent les compétences dont le Pays a besoin

Objectif n° 1 - Proposer des formations qui développent les compétences dont le Pays a besoin

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nombre d'apprentis	Unité	-	-	300	350	691 (dont 384 démarrés en 2024)	400	500
Indicateur 1.2 - Taux d'insertion des formations en apprentissage	%	-	-	70%	70%	NE	70%	75%
Indicateur 1.3 - Nombre de stagiaires en formation de prévention (remise à niveau)	Unité	-	-	350	300	384 (dont 276 démarrés en	324	350
Indicateur 1.4 - Taux d'insertion stagiaires en formation de prévention (remise à niveau)	%	-	-	60%	60%	NE	65%	70%
Indicateur 1.5 - Nombre de bénéficaires CLéA	Unité	-	-	100	0	0	50	200

Sources des données :
SEFI
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - données brutes
Indicateur 1.2 - Taux
indicateur 1.3 - données brutes
indicateur 1.4 - Taux
indicateur 1.5 - données brutes
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

En matière de formation, le SEFI s'était fixé deux objectifs :

1) Monter en puissance le **dispositif de l'apprentissage** durant son expérimentation afin de tirer des résultats significatifs et exploitables pour aboutir à un dispositif consolidé et pérenne, répondant aux spécificités polynésiennes et garantissant une insertion durable pour l'apprenti et de la main d'œuvre adéquate pour l'entreprise. Ainsi, 384 contrats d'apprentissage ont été mis en œuvre en 2024, portant à 691 le nombre total de contrats d'apprentissage suivis durant l'année et permettant de dépasser l'objectif de 350 fixé initialement.

   Il s'agit de permettre aux demandeurs d'emploi ne possédant pas les compétences de base nécessaires à une insertion professionnelle de les acquérir par la formation. 384 stagiaires de la formation ont pu suivre un **programme de remise à niveau ou de préformation** en 2024.

2) Le programme CLéA, quant à lui, n'a pas pu être mis en œuvre car il nécessitera la participation du Fonds paritaire de gestion qui souhaite pouvoir se positionner comme organisme certificateur de ce dispositif. Les différents travaux sur la certification qui seront menés en 2025 par le SEFI devraient faire avancer ce dossier.

   L'objectif de pouvoir évaluer de manière objective le taux d'insertion des dispositifs de formation via un échange de données avec la CPS n'a pas pu être atteint. Cependant, les travaux ayant repris en toute fin d'année 2024, les données devraient être disponibles en 2025.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Une nouvelle mouture des formations de remise à niveau des savoirs de base et d'élaboration de projet est actuellement en construction et sera utilisée comme outil à la disposition des conseillers en évolution professionnelle pour lever les freins périphériques à l'emploi des publics les plus éloignés du marché du travail.

Enfin, la reprise des travaux entre le SEFI et la CPS, afin de pouvoir suivre les cohortes de bénéficiaires des formations de manière automatique et d'évaluer de manière objective le taux d'insertion, permettra de disposer des données en 2025 marquant une grande avancée dans l'évaluation de la politique publique de l'emploi.

Objectif n°2 : Reconnaître et protéger les savoir-faire locaux

Objectif n° 2 - Reconnaitre et protéger les savoir-faire locaux								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 - Nombre de formations polynésiennes proposées	Unité	-	-	4	4	0	8	12
Indicateur 2.2 - Nombre de formations polynésiennes validées	Unité	-	-	0	1	0	1	10
Indicateur 2.3 - Nombre d'organismes de formation certifiés	Unité	-	-	0	0	0	0	10
Indicateur 2.4 - Nombre de dossiers de VAE déposés	Unité	-	-	15	0	4	10	50
Indicateur 2.5 - Nombre de dossiers de VAE validés	Unité	-	-	10	0	2	5	35

Sources des données :
SEFI
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 2.1 - données brutes
Indicateur 2.2 - données brutes
Indicateur 2.3 - données brutes
Indicateur 2.4 - données brutes
Indicateur 2.5 - données brutes
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

La création de certifications polynésiennes, valorisant les savoir-faire polynésiens et répondant aux besoins du marché du travail local, ainsi que la certification des organismes de formation, garantissant la qualité des prestations de formations proposées et financées par le territoire, ont été reportées à 2025, compte tenu du programme d'actions du SEFI et du partenariat engagé avec des experts de la formation professionnelle.

Bilan de la formation professionnelle des adultes (CFPA)

Le 17 janvier 2023, lors du Conseil d'administration, une *sixième unité mobile* a été créée afin de répondre aux besoins de formation des usagers des archipels, en priorité ceux des Tuamotu. Cette unité mobile est en cours de construction ainsi que l'achat du chapiteau, du matériel pédagogique et logistique nécessaires à son fonctionnement.

Son déploiement est prévu sur le nouveau site du CFPA à Rangiroa (anciennement CMNP), affecté en juillet 2024.

Initialement, deux agents dédiés à la gestion administrative du déploiement, à l'installation et au soutien logistique depuis le site central avaient été envisagés pour garantir le bon fonctionnement de cette unité. Cependant, l'ouverture du centre de Rangiroa, qui n'avait pas été programmé lors de la rédaction du PAP, a rendu ces recrutements caducs.

De plus, à la suite du concours des instructeurs de formation professionnelle (IFP) organisé en 2024, 18 candidats ont été déclarés lauréats. Parmi eux, 14 formateurs des métiers de l'industrie, du tertiaire, du primaire et du BTP participent à la mise en place de la démarche qualité de la formation « formateur professionnel d'adultes (FPA) », un titre de niveau BAC + 2.

Cette formation diplômante, dispensée en mode hybride en partenariat avec l'AFPA de France, se déroule d'avril 2024 à avril 2025. L'évaluation finale se tiendra à distance du 22 au 30 avril 2025, après une année d'apprentissage. Les formateurs suivent eux-mêmes cette formation de 1 100 heures tout en encadrant, en parallèle, une à deux sessions de douze stagiaires, qu'ils accompagnent jusqu'à l'obtention du titre professionnel visé.

En plus des formations professionnelles certifiantes, tous les stagiaires, indépendamment de leurs unités de formation, suivent des qualifications complémentaires essentielles à l'exercice de leur métier, pour un montant total de 16 726 211 F CFP. Ces qualifications complémentaires sont prises en charge en totalité par le CFPA.

Depuis 2017, un partenariat avec le syndicat mixte permet au CFPA de bénéficier d'un remboursement à hauteur de 50 % du coût des qualifications complémentaires pour les stagiaires issus des quartiers prioritaires.

Enfin, la démarche engagée en 2024 pour la mise aux normes environnementales des infrastructures pédagogiques dans le secteur de la mécanique du centre de formation de Punaruu est toujours en cours.

Objectif n°1 : Proposer un contenu et des modalités de formation qui répondent aux besoins sociaux et professionnels du contexte polynésien

Objectif n°1 - Proposer un contenu et des modalités de formation qui répondent aux besoins sociaux et professionnels du contexte polynésien

L'acquisition des qualifications complémentaires et du permis de conduire permettent au détenteur d'un titre à finalité professionnelle d'être employable immédiatement pour l'entreprise.

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 -Volume de stagiaires formés par l'apprentissage	Nb	0	32	84	104	118	94	100
Indicateur 1.2 - Taux de stagiaires ayant obtenu le permis de conduire	%	69%	70%	60%	60%	51%	60%	60%
Indicateur 1.2.1 - Nb de stagiaires ayant obtenu le permis de conduire	Nb	43	82	90	90	93	100	100
Indicateur 1.3 - Taux d'aidants féti'i formés	%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Indicateur 1.3.1 - Nb d'aidants féti'i formés	Nb	60	60	100	60	69	100	100
Indicateur 1.4 - Taux de stagiaires présentés aux qualifications complémentaires liées à la sécurité au travail	%	100%	100%	100%	90%	100%	100%	100%
Indicateur 1.4.1 - Nb de stagiaires présentés aux qualifications complémentaires liées à la sécurité au travail	Nb	520	445	452	400	499	412	500

Sources des données :
CFPA
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - indicateur calculé à partir du volume de stagiaires, par session, programmés pour suivre ces qualifications et le réalisé du nombre de stagiaires ayant bénéficié de ces qualifications,
Indicateur 1.2 - indicateur calculé à partir du volume de candidats présentés au permis de conduire (code + conduite) et ayant réussi.
Indicateur 1.3 - indicateur calculé à partirdu volume de matériel pédagogique demandé par les formation et le réel mis en place,
Indicateur 1.4 : indicateur calculé à partir du volume de candidats présentés aux qualifications et ayant réussi.
Autres commentaires :
Le permis de conduire n'a été mis en place au CFPA que le 6 avril 2021.

Action n° 1 : développer la formation par l'apprentissage pour les demandeurs d'emploi :

- *Commentaire et analyse des résultats*

L'objectif fixé par le CFPA pour 2024 en matière de volume de stagiaires demandeurs d'emploi (DE) dans le dispositif de l'apprentissage, qui était fixé à 84 apprentis, a été non seulement atteint, mais également dépassé de 34 stagiaires supplémentaires, portant ainsi le nombre total d'apprenants à 118.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Bien que l'objectif prévisionnel d'intégration des apprentis ait été atteint, la gestion du déroulement de la formation demeure complexe. L'alternance limite le contrôle du formateur sur certaines étapes, soulignant ainsi l'importance du maître d'apprentissage. Cependant, malgré la formation qui lui est dispensée et son rôle dans la gestion des apprentis, son accompagnement ne répond pas toujours pleinement aux attentes. En dépit de ces défis, tous les apprentis présentés aux évaluations finales de fin de formation ont été reçus et ont conservé leur emploi à l'issue de leur temps d'apprentissage.

Action n° 2 : réduire les freins à l'emploi par l'acquisition du permis de conduire :

- *Commentaire et analyse des résultats*

L'activité de l'unité de conduite s'est poursuivie malgré une instabilité des effectifs de formateurs, notamment en raison de l'arrêt de travail prolongé d'une formatrice jusqu'à fin mars 2024, à la suite d'un accident de la route survenu en 2023. Par ailleurs, avec la mise en place du titre professionnel d'enseignant de conduite et de la sécurité routière (ECSR), le formateur désigné a entamé sa préparation pédagogique en mai 2024. Ainsi, le volume d'IFP dédié à la formation au permis de conduire est resté constant, avec 5 formateurs.

Sur les 140 stagiaires initialement programmés, seuls 104 ont effectivement suivi la formation, les 36 absents ayant soit démissionné, soit résilié leur parcours au cours de leur formation métier avant d'entrer en session pour le permis de conduire.

Parmi les participants, 94 stagiaires ont été présentés à l'examen du code de la route, avec un taux de réussite de 77,7 %, soit 73 reçus. Parmi ces détenteurs du code, 67 stagiaires ont ensuite été présentés à l'examen du permis de conduire, aboutissant à la réussite de 50 stagiaires.

Ainsi, pour l'année 2024, le taux de réussite au permis de conduire s'élève à 52,6 %, calculé sur un maximum de deux présentations et une durée de formation de huit semaines au total.

Enfin, le CFPA a lancé en septembre 2024 une formation inédite en Polynésie française intitulée *Enseignant de la conduite et de la sécurité routière (ECSR)*, de niveau BAC+2. Cette formation, qui s'achèvera en juillet 2025, accueille dix stagiaires, dont trois salariés, qui se sont engagés dans l'apprentissage de ce métier.

Pour l'année 2024, le coût global des activités liées au permis B et à l'ECSR s'élève à 56 181 736 F CFP, tandis que l'investissement en matériel spécifique destiné aux stagiaires de l'ECSR représente 883 996 F CFP.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Bien que l'unité de formation itinérante (UFI) s'efforce de présenter un maximum de stagiaires à l'examen du permis de conduire, le volume de candidats reste en deçà des attentes. Pourtant, le taux de réussite de 52,6 % témoigne d'une performance nettement supérieure au dispositif du « permis aidé » en place depuis 2020, qui affiche un taux de 15 %. Cette situation s'explique par un manque de personnel, l'intégration de nouvelles missions liées à l'ECSR, ainsi que par les grandes difficultés d'apprentissage rencontrées par les stagiaires.

Afin d'augmenter le nombre de stagiaires formés et présentés à l'examen, un partenariat a été établi avec quatre auto-écoles locales. En 2025, ces établissements accueilleront 140 stagiaires pour une formation de trois mois, contre huit semaines habituellement dispensées au CFPA, tout en maintenant l'objectif de 60 % de réussite au permis. Le coût de cette collaboration, convenu entre le CFPA et les auto-écoles, s'élèvera à 2 000 F/H/stagiaire pour la formation au code de la route (70 heures), et à 5 000 F/H/stagiaire pour la formation à la conduite (35 heures).

Ainsi, en complément de l'action de l'unité itinérante, ces auto-écoles devraient améliorer le taux de candidatures et de réussite au permis en 2025.

Enfin, pour répondre au déficit de chauffeurs de bus, un second formateur sera affecté à une nouvelle mission en 2025 : la formation au titre professionnel de conducteur de transport en commun sur route (CTCR), un diplôme de niveau V (3) d'une durée de quatre mois.

Action n°3 : Soutenir la politique sociale et médico-sociale par la formation

- *Commentaire et analyse des résultats*

En 2024, le CFPA a maintenu son dispositif « aidants féti'i » (AF), en place depuis 2019. Cette formation de 62 heures est destinée aux personnes accompagnant à temps plein un proche dépendant, appelé « aidé ». Pour être éligible, ce dernier doit être affilié soit au Régime des non-salariés (RNS), soit au Régime de solidarité (RSPF).

En 2024, 69 aidants ont été formés dans le cadre du dispositif « aidants feti'i », déployé à travers les cinq archipels de la Polynésie française. La mise en œuvre de ces formations a représenté un coût global de **792 191 F CFP**, incluant les frais de déplacement et les indemnités d'éloignement de la formatrice, ainsi que la formation aux premiers secours (PSC1). L'objectif initial, fixé à 100 aidants feti'i pour l'année 2024, n'a pas pu être atteint en raison d'un nombre insuffisant de dossiers transmis par la DSFE et d'un recrutement difficile sur certaines îles, où le nombre de candidats potentiels est parfois très limité.

Par ailleurs, l'unité de formation de Taravao a reconduit sa préqualification en menuiserie pour une deuxième session, accueillant 10 détenus du centre pénitentiaire de Tatutu. L'objectif de cette session était la fabrication de salons VIP en palettes, destinées aux autorités des Jeux Olympiques de 2024. En complément, des médailles en bois ont été créées pour les 44 athlètes présents. Bien que non officielles, ces médailles seront uniques dans l'histoire des JO, faisant de ces athlètes les seuls au monde à posséder ce type de distinction. Initialement, 6 détenus du centre de détention de Nuutania devaient également bénéficier de cette session, dans le cadre d'une compétence liée au titre ouvrier de production horticole (OPH). Toutefois, le centre s'est finalement désisté, et la session de formation n'a pas eu lieu.

Les demandes de formation dans le secteur sanitaire n'ont pas abouti, malgré nos propositions, car nous avions lancé le recrutement de candidats au poste d'assistant de vie aux familles (ADVF) dans le cadre du dispositif de fonction d'aide-soignante, destiné à pallier le manque d'aides-soignants.

Par ailleurs, l'hôpital de Taravao a sollicité le CFPA pour mettre en place une formation dédiée aux auxiliaires ambulanciers. En réponse, le CFPA a élaboré un programme de formation à cette demande. Le CHT, l'ARASS et la Direction de la santé ont été informés de la capacité du CFPA à les accompagner. Cependant, malgré plusieurs relances, aucune suite n'a été donnée à ces propositions, contraignant le CFPA à abandonner le projet.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Le dispositif « aidants feti'i » est très apprécié par les aidants. Cependant, de nombreuses sollicitations proviennent de tiers, souvent affiliés au RGS, qui rencontrent des besoins similaires à ceux affiliés au RNS ou au RSPF, mais ne peuvent actuellement pas en bénéficier. Il serait donc pertinent d'élargir cette formation aux

aidants de personnes affiliées au RGS, sans indemniser les aidants de ces personnes après la formation, ce qui est le cas des aidants accompagnant les aidés affiliés au RSPF ou au RNS.

En 2025, le dispositif sera reconduit pour les 5 archipels, garantissant ainsi une continuité et une couverture territoriale optimale.

Par ailleurs, en réponse à une demande du centre de détention de Tatutu, une session de préqualification en menuiserie sera organisée au second semestre 2025. Cette session, d'une durée de 5 mois, accueillera 10 détenus et visera à renforcer leur employabilité en vue d'une réinsertion professionnelle réussie.

Action n°4 : Répondre aux besoins en compétences dans les domaines du Tourisme, numérique, primaire, énergie renouvelable et du BTP

- *Commentaire et analyse des résultats*

En 2024, le CFPA a maintenu un niveau d'activité soutenu, avec un taux d'occupation particulièrement élevé. Sur Tahiti et Raiatea, **2 623** candidats ont postulé pour intégrer une formation. Dans le cadre des missions d'information et de présentation du CFPA menées dans les Tuamotu, les Marquises et les Australes, **901** candidats ont été reçus, soit pour obtenir des renseignements, soit pour une éventuelle intégration en formation.

Ainsi en 2024, le volume total d'apprenants accueillis, tout domaine confondu, en unité de formation ou en extérieurs (dans les archipels), s'élève à **1 356**. Ce volume comprend des stagiaires sous statut de demandeur d'emploi (D.E), de la Convention d'accès à l'emploi professionnelle (CAE Pro), des demandeurs d'emploi non indemnisé (DENI) correspondant aux stagiaires du permis de conduire, des ADVF du RSMA et des Aidants Féti'i, enfin les apprentis et les salariés.

Par ailleurs, certaines formations ont repris en septembre 2024, notamment : « technicien d'assistance informatique (TAI) », « enseignant de la conduite et de la sécurité routière (ECSR) » et « soudeur » (SAI). Cependant, pour la formation en soudure, le formateur a démissionné après un mois de présence. La formation n'a pas démarré et le CFPA est en cours de recrutement d'un nouveau formateur.

Le coût de la matière d'œuvre pour ces formations professionnelles s'élève en 2024 à **122 126 713 F CFP**.

Le coût des indemnités stagiaires pour un volume de **567** demandeurs d'emploi s'élève à **159 164 650 F CFP.**

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Les coûts engagés en 2024 ont été inférieurs aux prévisions, principalement en raison du non-démarrage de plusieurs formations qualifiantes. Cette situation s'explique principalement par un manque de formateurs, le déroulement du concours de formateurs professionnels, qui a entraîné le report de certaines sessions, ainsi que l'annulation de formations pour des raisons financières. Le budget alloué au CFPA était inférieur aux besoins exprimés, avec 58 millions F CFP accordé, contre 166 millions demandés. Cette contrainte budgétaire a nécessité des ajustements de programmation en cours d'année.

Pour l'avenir, le développement de l'offre de formation passera par une extension des actions dans les archipels, en s'appuyant sur les bilans des besoins réalisés en 2024 aux Tuamotu, aux Marquises et aux Australes. Cette extension débutera en 2025 dans les archipels des Tuamotu et des Marquises, afin de répondre aux besoins identifiés et renforcer l'accès à la formation professionnelle dans ces archipels.

Action n°5 : Etendre les qualifications complémentaires au-delà de la sécurité au travail

- *Commentaire et analyse des résultats*

Depuis 2017, le CFPA propose des qualifications complémentaires dispensées par des organismes de formation privés (OF). Ces qualifications viennent enrichir les titres professionnels délivrés afin de renforcer l'employabilité immédiate des stagiaires. Elles sont systématiquement intégrées au parcours de tous les apprenants, quelle que soit leur unité de formation.

En 2024, plusieurs qualifications supplémentaires ont été ajoutées pour accompagner la mise en place de nouvelles sessions de formation : Autorisation à intervenir à proximité des réseaux (AIPR) pour les conducteurs de travaux, préparateur en vanille et certificat d'aptitude à la commercialisation et à la manipulation des pesticides pour les apprentis maraichers de Raiatea.

En 2024, 741 stagiaires (DE et CAE Pro) ont suivi ces formations complémentaires, pour un coût total **16 726 211 F.**

Concernant la formation sous-section 4 (SS4) amiante, le CFPA n'a toujours pas pu relancer la formation en raison de l'absence de formateur qualifié sur le territoire. Malgré des recherches actives, aucun professionnel disposant des compétences requises n'a pu être identifié.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Le maintien des qualifications complémentaires pour tous les stagiaires en formation au CFPA en 2025 est confirmé sur les unités de formation de Tahiti et Raiatea.

Depuis 2021, chaque stagiaire du CFPA termine sa formation avec un titre à finalité professionnelle, attestant de ses compétences techniques dans son domaine d'apprentissage. En complément, des qualifications en sécurité au travail sont systématiquement intégrées, renforçant ainsi son employabilité et sa capacité d'adaptation aux exigences du marché du travail.

De plus, si la session de formation inclut une préparation au permis de conduire, le stagiaire peut passer le permis B, constituant un atout décisif pour son insertion professionnelle, notamment dans les métiers nécessitant une mobilité.

Concernant la formation SS4 amiante, la situation reste préoccupante. Cette formation est indispensable pour garantir la sécurité des travailleurs susceptibles d'intervenir sur des matériaux contenant de l'amiante. Son absence expose de nombreux salariés à des risques sanitaires majeurs et empêche les entreprises locales de se conformer à la réglementation en vigueur en Polynésie française.

Face à cette problématique, il serait pertinent d'envisager des solutions alternatives, telles que la formation de formateurs issus du CFPA pour qu'ils puissent assurer, à terme, la formation SS4 sur le territoire, ou le recrutement d'un formateur qualifié depuis la France hexagonale, permettant de relancer rapidement le dispositif.

Objectif n°2 : Développer les ressources et moyens du CFPA mis à disposition de la formation professionnelle

Objectif n°2 -Développer les ressources et moyens du CFPA mis à disposition de la formation professionnelle

Répondre aux besoins sociaux, aux besoins d'adaptation aux évolutions des techniques métiers et aux besoins économiques

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 - Taux de matériel pédagogique acquis	%	100%	100%	100%	95%	95%	100%	100%
Indicateur 2.2 - Taux de la mise en place de le démarche qualité	%	60%	70%	75%	75%	66%	70%	75%
Indicateur 2.3 - Volume de formateurs occasionnel recruter localement dans les archipels	Nb	-	-	20	0	0	4	5

Sources des données :
CFPA
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 2.1 - indicateur calculé à partir du volume programmé à acquérir et celui acquit
Indicateur 2.2- indicateur calculé à partir du nombre de process mis en place
Indicateur 2.3- indicateur calculé à partir du nombre de personnes locales recrutées dans les iles et former comme formateur occasionnel .
Autres commentaires :

Action n°1 : Mise en œuvre d'une unité mobile de formation.

- *Commentaire et analyse des résultats*

Le projet de l'unité mobile a été lancé en 2024, accompagnée de l'acquisition du matériel pédagogique et logistique nécessaire à sa mise en place. Son coût total, estimé à 130 millions F CFP, s'inscrit dans le cadre du plan de relance initié en 2021.

Les travaux de transformation des 6 containers, l'installation du chapiteau, ainsi que les prestations de sécurisation de la transformation des containers et l'intervention de l'architecte s'élèvent à : **78 708 675 F CFP,** dont **18 391 941 F CFP** ont été mandatés.

Cette unité mobile de formation sera déployée en avril 2025 sur le nouveau centre du CFPA à Rangiroa (anciennement CMNP). A compter mai 2025, des formations préqualifiantes seront proposées dans les domaines suivantes :

- Finition bâtiment ;
- Mécanique moteur bateau ;

- Mécanique auto et tout engin à moteur ;
- Electricité et Photovoltaïque ;
- Climatisation.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Le projet suit son cours conformément aux prévisions. Toutefois, des exigences en matière de sécurisation, émises par la Direction de la construction et de l'aménagement, doivent être prises en compte. Sous réserve du respect de ces impératifs techniques, le déploiement de cette unité mobile et le démarrage des premières sessions de formation en 2025 devraient se dérouler selon la programmation prévue.

Action n°2 : Pourvoir les plateaux techniques en matériels fréquemment utilisés en entreprises.

- *Commentaire et analyse des résultats*

Chaque année, l'évolution ou la création de titres à finalité professionnelle nécessite l'acquisition de nouveaux matériels pédagogiques afin d'adapter et d'améliorer les contenus de formation en conformité avec les référentiels métiers.

En 2024, plusieurs formations ont été créées ou réouvertes :

- La formation « technicien assistant en informatique », relancée après 9 ans d'arrêt ;
- La formation « soudure », reprise après 3 ans d'interruption ;
- Un nouveau titre, « monteur dépanneur en climatisation », créé et mis en place en 2024 ;
- L'évolution de la formation « agent de maintenance de marine de plaisance » (AMMP), avec l'acquisition :
    - Des équipements pour l'apprentissage de la manœuvrabilité des bateaux ;
    - Du matériel **ATEX** (anti-explosif) garantissant la sécurité des apprenants lors d'actions de ponçage sur du bois.

Par ailleurs, des équipements de sécurité ont été acquis, notamment des escabeaux de **type PIRL**, dont le coût est de **90 000 F CFP** par personne. Ce matériel, imposé par la réglementation, assure la sécurité des salariés et des stagiaires dès lors qu'une intervention en hauteur est nécessaire. Il est également imposé dans le dossier technique d'évaluation lors de l'examen final.

En 2024, le budget alloué pour l'acquisition de matériel pédagogique, dans le cadre des réouvertures, d'évolutions et de créations de formation, ainsi que pour le fonctionnement des sessions en cours, s'élève à :

- 5 464 830 F CFP, dont 5 334 465 F CFP en fonctionnement ont été mandatés pour les 5 unités ;
- 76 848 010 F CFP, dont 70 759 007 F CFP ont été mandatés en investissement.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

La qualité des formations AMMP doit être renforcée par le transfert d'une partie des activités vers un site portuaire plus adapté. A ce titre, le Port autonome de Papeete, gestionnaire de la Marina d'Uturoa, sera partenaire d'un projet de mutualisation des espaces du domaine public portuaire. L'objectif est d'installer les activités de formation nécessaires au développement de compétences spécifiques, telle que la manœuvrabilité des véhicules de transport des embarcations. Cette extension permettra de mieux répondre aux besoins des usagers de la plaisance tout en optimisant la gestion du site.

Concernant l'équipement pédagogique, 90 % des acquisitions prévues ont été réalisées. Toutefois, certains matériels restent à commander, notamment :

- Une centrale CO2 pour la formation « monteur dépanneur en climatisation (MDF) » pour l'unité de formation (UF) de Taravao, d'un coût estimé à **9 millions F CFP** ;
- Un ber hydraulique pour l'apprentissage au déplacement et aux exercices de maniabilité avec un voilier, d'un coût estimé à **10 millions F CFP**.

En 2025, un effort particulier sera porté sur le plateau technique AMMP pour améliorer les conditions de travail, notamment lors de l'utilisation de produits volatils et dangereux. Cela nécessitera l'achat de moyens spécifiques afin d'éviter l'inhalation des émanations toxiques et ainsi garantir la sécurité des apprenants.

Enfin, du matériel pédagogique complémentaire devra être acquis dans le cadre de l'extension du CFPA aux Marquises en mai 2025. Cette initiative vise à dispenser des formations pré qualifiantes aux usagers des Marquises Sud, en s'appuyant sur les infrastructures du CETAD de Hiva Oa dans un premier temps.

Action n°3 : Amélioration des structures pédagogiques et développement des capacités d'infrastructures pédagogiques

- *Commentaire et analyse des résultats*

Le projet de rénovation des 4 unités de formation a débuté au second semestre 2024 et devrait s'achever d'ici fin 2025.

Les travaux liés au remplacement des aluminiums de Taravao, aux toitures de Pirae et la réfection de deux sanitaires ont débuté en 2024. En mars 2025, les travaux de Punaruu (toitures, sanitaires des plateaux pédagogiques et bureaux formateurs) et Faaroa seront lancés.

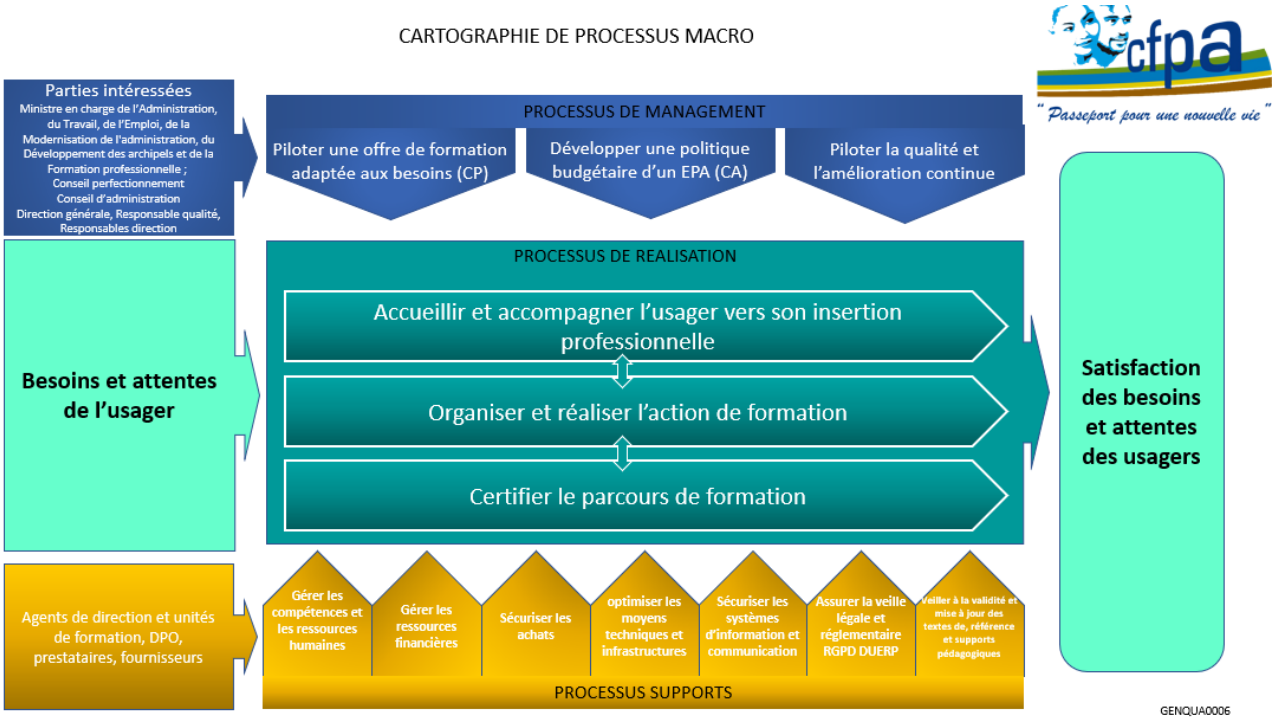
Le coût de ces travaux de rénovations s'élève à **246 176 385 F CFP** en investissement, dont **52 019 445 F CFP** ont déjà été mandatés. Ces travaux sont réalisés sur fonds propres du CFPA.

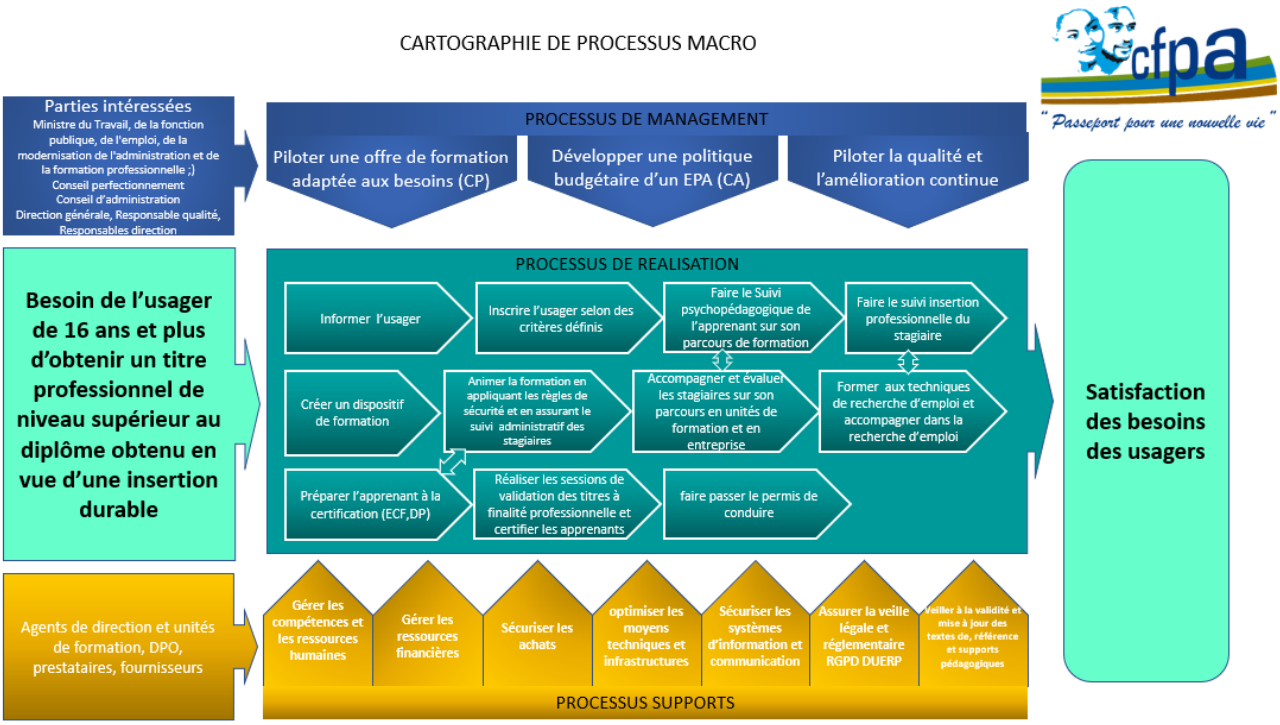
Parallèlement, des études d'agrandissement du centre de Punaruu ont démarré afin de préparer la construction de plusieurs infrastructures supplémentaires. Ce projet comprend la création d'un bâtiment administratif avec rez-de-chaussée et un étage (R+1), d'un atelier pédagogique dédié aux poids lourds (PL) et aux engins de travaux publics, ainsi qu'un local de stockage pour les véhicules et les matières dangereuses. Ces études, qui ont démarré en 2024, devraient s'achever au milieu de l'année 2025 pour permettre le lancement du permis de construire et la mise en marché des travaux en 2026.

Le coût de ces études s'élève à **26 207 100 F CFP** en investissement, dont **15 000 000 F CFP** ont été mandatés.

Enfin, la poursuite de la démarche qualité du CFPA a atteint un taux d'exécution de 66 %. Cette dynamique a été soutenue par des investissements ciblés dans les outils numériques et les licences informatiques, afin d'améliorer le fonctionnement de l'établissement. Le coût alloué à ces équipements s'élève à :

- **5 362 627 F CFP,** dont **5 056 356 F CFP** ont été mandatés en fonctionnement ;
- **5 485 729 F CFP,** dont **4 711 556 F CFP** ont été mandatés en investissement.





- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

La rénovation des 4 centres existants est en phase avec le projet, ainsi que les études pour la construction des 3 futurs bâtiments de Punaruu.

En 2025, ces efforts seront complétés par l'installation de l'unité mobile et le développement du nouveau centre de Rangiroa, acquis en juillet 2024, sur lequel l'unité mobile (UM) sera déployée pour former les usagers des Tuamotu.

Action n°4 : Faire appel aux compétences locales pour déployer les formations au plus près de la population.

- *Commentaire et analyse des résultats*

Dans le cadre du déploiement du CFPA dans les Tuamotu et aux Marquises en 2025, des candidats formateurs ont été identifiés et devront être validés pour intégrer le CFPA en tant que formateurs saisonniers.

Le projet est maintenu et sera réalisé en 2025. Après la finalisation des ajustements administratifs, techniques et pratiques, notamment en matière de recrutement des stagiaires et des formateurs, le rayonnement du CFPA pourra s'étendre pleinement dans ces archipels.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Dès la mise en place et le démarrage des premières sessions de formation, il sera indispensable d'évaluer les formations dispensées afin de les ajuster au mieux aux réalités locales. Pour garantir un accompagnement efficace des formateurs, un coordinateur des formateurs sera mis en place. Son rôle sera d'assurer un suivi pédagogique, d'éviter l'isolement des formateurs et de maintenir un niveau de formation optimal.

En 2026, ce projet devrait être étendu aux Australes, afin que tous les archipels puissent bénéficier de formations préqualifiantes adaptées aux besoins identifiés lors du recensement de 2024. Ces besoins sont similaires d'un archipel à l'autre et concernent principalement les secteurs suivants : mécanique automobile et bateau, électricité, finition bâtiment et climatisation.

Enfin, une formation « guide accueil touristique (GAT) option équestre » est fortement demandée aux Marquises et aux Australes. Dans ce cadre, la Direction de la jeunesse et des sports (DJS) a mis en place un titre professionnel permettant de structurer cette formation et de répondre aux attentes des professionnels du secteur du tourisme sur place.

- Bilan des ressources marines (DRM)

Objectif n°1 : Professionnaliser les métiers de la pêche et de la perliculture par la formation

Objectif n°1 - Professionnaliser les métiers de la pêche et de la perliculture par la formation								
Développer les compétences humaines des populations								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nombre de détendeurs de cartes professionnelles perlicoles formés	Nb	23	35	40	40	52	40	40
Indicateur 1.2 - Nombre de stagiaires diplômés "pêche"	Nb	23	0	40	0	0	20	40

Sources des données :
Statistiques DRM
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 et 1.2 - Le nombre de stagiaire diplômé est calculé à partir du nombre d'inscrit ayant obtenus leur diplôme

- *Commentaire et analyse des résultats*

Deux formations pour l'obtention des cartes de producteurs d'huîtres perlières et de produits perliers ont eu lieu du 17 au 28 juin (14 PHP et 11 PPP) et du 18 au 29 novembre 2024 (13 PHP et 14 PPP). La formation a été dispensée par l'association Rima Here conventionnée à ces fins.

Des interventions des agents de la DRM ont été assurées en avril 2024 sur une semaine à Takapoto pour la partie théorique de la formation CMMPF des greffeurs.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Les plafonds de gestion des lagons perlicoles étant quasiment tous atteints, les nouvelles demandes ne pourront pas être satisfaites dans l'immédiat. En 2025, le nombre de formation sera considérablement réduit voire mis en arrêt, notamment pour les nouveaux porteurs de projets. Une réactualisation des manuels de formation en partie obsolètes est prévue courant 2025.

En 2025, les agents DRM interviendront en appui du CMMPF aux formations de greffe de Takapoto et Rangiroa.

- Bilan des métiers de la mer (CMMPF)

Objectif n°1 : Développer et maintenir les compétences et les titres requis à la navigation, à la pêche et à la greffe, favoriser la montée en compétence, permettre les promotions de carrières, assurer la relève des équipages vieillissants et garantir l'insertion professionnelle dans les métiers de la mer (commerce-pêche-perliculture)

Objectif n°1 - Développer et maintenir les compétences et les titres requis à la navigation, à la pêche et à la greffe, permettre les promotions de carrières, assurer la relève des équipages vieillissants et garantir l'insertion professionnelle dans les métiers de la mer (Commerce-Pêche-Perliculture)								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nombre de formations sur l'année (total modulaires, spécifiques, greffeurs)	Nb	55	54	27	51	50	50	50
dont formations modulaires		19	19	9	12	23	23	23
dont formations spécifiques		36	34	15	31	25	25	25
dont formations greffeurs		-	1	1	1	2	2	2
Indicateur 1.2 - Durée des formations en semaine sur l'année (total modulaires, spécifiques, greffeurs)	Semaine	222	287	66	287	287	287	287
dont formations modulaires		192	239	53	239	239	239	239
dont formations spécifiques		30	22	13	22	22	22	22
dont formations greffeurs		-	26	5	26	26	26	26
Indicateur 1.3 - Nombre de stagiaires (total modulaires, spécifiques, greffeurs)	Nb	555	478	139	478	450	653	653
dont formations modulaires		250	218	77	218	316	381	381
dont formations spécifiques		315	248	50	248	134	248	248
dont formations greffeurs		-	12	12	12	9	24	24
Indicateur 1.4 - Capacité d'accueil (total des salles occupées) *	Nb	14	14	14	16	16	16	16
Indicateur 1.5 - Heures de formation sur l'année (total modulaires, spécifiques, greffeurs)	Heure	8 657	10 658	10 658	10 658	9 773	11 651	11 651
dont formations modulaires		7 993	8 623	8 623	8 623	8 262	8 623	8 623
dont formations spécifiques		664	1 042	1 042	1 042	518	1 042	1 042
dont formations greffeurs		-	993	993	993	993	1 986	1 986

Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - indicateur calculé à partir du nombre total de formations sur l'année
Indicateur 1.2 - indicateur calculé à partir de la durée totale de formations en semaine sur l'année
Indicateur 1.3 - indicateur calculé à partir du nombre total de stagiaires sur l'année
Indicateur 1.4 - indicateur calculé à partir du nombre total des salles occupées pour le CMMPF
Indicateur 1.5 - indicateur calculé à partir du nombres d'heures de formation sur l'année
Autres commentaires :
** La capacacité d'accueil a été renseignée en global. Elle ne peut être répartie par type de formations dispensées (modulaires, spécifiques et greffeurs)*

- *Commentaire et analyse des résultats*

Le nombre de formations au CMMPF s'est stabilisé à 50 pour l'année 2024 avec toutefois un différentiel au niveau des formations modulaires qu'il a été nécessaire de revoir à la hausse tandis que les formations spécifiques ont été annulées pour certaines en raison d'un nombre insuffisant de candidats.

Cela se reflète également sur le nombre d'heures total, en deçà des prévisions escomptées, au vu des modifications du planning au cours de l'année et en raison du déménagement de l'établissement vers Arue. En effet, les formations ont été suspendues du 1er janvier au 19 février 2024 et les chiffres obtenus sont le reflet de 10 mois de travail, avec un arrêt des cours le 13 décembre 2024.

Objectif n°2 : Développer les formations délocalisées au bénéfice des populations des archipels éloignés

Objectif n° 2 - Maintenir les formations délocalisées au profit des archipels et développer les formations d'officiers pont et machine

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nombre de formations sur l'année (total modulaires et spécifiques)	Nbre	5	4	5	6	7	9	9
dont formations modulaires		5	4	5	6	7	9	9
dont formations spécifiques		0	0	0	0	0	0	0
Indicateur 1.2 - Durée des formations en semaine sur l'année (total modulaires et spécifiques)	Semaine	45	45	52	52	52	52	52
dont formations modulaires		45	45	40	40	40	40	40
dont formations spécifiques *		-	0	0	0	0	0	0
Indicateur 1.3 - Nombre de stagiaires (total modulaires et spécifiques)	Nbre	77	60	139	110	112	140	140
dont formations modulaires		77	60	139	110	112	140	140
dont formations spécifiques		-	0	0	0	0	0	0
Indicateur 1.4 - Capacité d'accueil (total des salles occupées) **	Nbre	5	4	5	14	14	14	14
dont formations modulaires		5	4	5	14	14	14	14
dont formations spécifiques		-	0	0	0	0	0	0
Indicateur 1.5 - Heures de formation sur l'année (total modulaires et spécifiques)	Heure	1 407	1 713	544	1 895	1 895	1 976	1 976
dont formations modulaires		1 407	1 713	424	1 895	1 895	1 895	1 895
dont formations spécifiques		-	0	120	0	0	0	0

Mode de calcul des indicateurs :

Indicateur 1.1 - indicateur calculé à partir du nombre total de formations sur l'année
Indicateur 1.2 - indicateur calculé à partir de la durée totale de formations en semaine sur l'année
Indicateur 1.3 - indicateur calculé à partir du nombre total de stagiaires sur l'année
Indicateur 1.4 - indicateur calculé à partir du nombre total des salles occupées mis à disposition pour le CMMPF par les communes
Indicateur 1.5 - indicateur calculé à partir du nombres d'heures de formation sur l'année

Autres commentaires :

** La durée de la formation spécifique en Sécurité des Personnes et Responsabilités Sociales (SPRS) est en nombre de jour, contrairement à l'indicateur indiqué dans le tableau*
*** La capacacité d'accueil a été renseignée en global. Elle ne peut être répartie par type de formations dispensées (modulaires et spécifiques)*

- *Commentaire et analyse des résultats*

La bonne dynamique des formations délocalisées s'est poursuivie en 2024 avec 4 formations en pêche lagonaire dans les îles (Arutua, Apataki, Hao et Rurutu), 1 formation de greffeur à Takapoto, 1 session de certificat de matelot pont à Raiatea ainsi qu'1 session du brevet de capitaine de pêche côtière sur cette même île.

- Bilan des métiers d'art

Objectif n°1 : Construire le Centre des métiers d'art sur un nouveau site

Objectif n° 1 - Construire le Centre des métiers d'art

Résorber les risques professionnels et pourvoir à ses usagers un espace apte à la formation

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Rénover les bâtiments du centre des métiers d'art	%	10%	50%	20%	100%	20%	20%	100%
Indicateur 1.2 - Réécriture du statut du centre des métiers d'art	%	0%	100%	20%	100%	20%	50%	100%
Indicateur 1.3 - Construction du centre des métiers d'art sur un nouveau site	%	0%	30%	10%	50%	0%	0%	0%

Sources des données : *CMA*

Mode de calcul des indicateurs :

Indicateur 1.1 - Cet objectif est en cours de réalisation. Au 31 août 2023, l'objectif à atteint 20 % et doit être réalisé au mois de septembre avec l'intervention de la société LABOTP dans le cadre du diagnostic amiante du bâtiment E. Cet objectif implique le relogement provisoire du personnel administratif
Indicateur 1.2 - Cet objectif est en cours de réalisation. Au 31 août 2023 l'objectif à atteint 20% avec l'écriture du nouveau statut avec le concours de la DMRA
Indicateur 1.3 - Cet objectif est en cours de réalisation. Au 31 août, l'objectif a atteint 10% avec la participation de la société MG CONCEPT dans le cadre de la présentation d'une esquisse de l'avant-projet en vue du lancement des travaux d'études.

Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

Action n°1 - Rénover les bâtiments du centre des métiers d'art :

Avant de commencer la rénovation des bâtiments du CMA, une consultation des entreprises spécialisées dans le diagnostic amiante a été lancée, et c'est la proposition du laboratoire des travaux publics de la Polynésie (LABOTP) qui a été retenue.

Le 20 septembre 2023, le LABOTP a remis son rapport (dossier 374-b3, rapport 23-1004-1) concernant le repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant le début des travaux. Ce rapport conclut qu'aucune trace d'amiante n'a été trouvée dans les échantillons du bâtiment E. Cependant, il a été révélé que des traces de plomb étaient présentes dans la peinture des poteaux du premier étage de ce même bâtiment.

La rénovation a débuté par le remplacement des portes et fenêtres du bâtiment E au rez-de-chaussée, cette rénovation étant nécessaire en raison de l'usure des boiseries datant des années 1950. En 2024, seule la fenêtre de la bibliothèque restait à remplacer. Toutefois, le remaniement ministériel de juin 2024 a mis un terme à la rénovation des portes et fenêtres de la bibliothèque.

Action n°2 - Réécriture du statut du centre des métiers d'art :

Une réécriture partielle du statut du CMA a été réalisée avec les conseils de la DTI (ancienne DMRA). Ce travail doit se poursuivre en tenant compte des diplômes reconnus par l'Éducation nationale, positionnant ainsi le CMA dans une nouvelle configuration : un établissement de type lycée des métiers d'art, accueillant des formations initiales et, dans la continuité, une formation supérieure.

Pour finaliser ce projet de nouveau statut, une consultation des inspecteurs de la direction des métiers d'art et du design est prévue en 2025. Cette consultation permettra de définir les dernières étapes pour concrétiser cette réorganisation et structuration de l'établissement.

Action n°3 - Construction du centre des métiers d'art sur un nouveau site :

En 2023, la construction du futur établissement sur le site d'Outumaoro, sur l'ancienne parcelle de l'hôtel Bel-Air avait été envisagé.

Cependant, ce projet a été arrêté en raison de l'option prise par l'entreprise hôtelière Intercontinental sur les parcelles de l'ancien Bel-Air, ce qui a rendu impossible la réalisation de ce projet sur ce site.

En fin d'année 2024, l'option d'une reconstruction du centre des métiers d'arts sur site a été retenue. Il faudra définir les modalités d'occupation du site pendant les travaux afin de permettre à l'établissement de poursuivre son activité de manière sereine et sécurisée. Un bureau d'études sera sollicité.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

En 2025, un budget de 25 millions F CFP a été obtenu en investissement (avec 10 millions de CP) au 1er collectif pour réaliser les études relatives à la reconstruction du CMA sur le site existant.

Objectif n°2 : Poursuivre avec efficience les formations dispensées

Objectif n° 2 - Poursuivre avec efficience les formations dispensées

Former et perenniser le parcours de formation dans le domaine des Arts graphiques, des métiers d'art, des matériaux et du design en Polynésie

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 - Pérennisation du niveau d'excellence dans l'enseignement	%	-	-	-	100%	100%	Réalisé	Réalisé
Indicateur 2.2 - Ouverture de la formation tatouage dans le cursus d'études	%	-	0%	0%	0%	0%	0%	
Indicateur 2.3 - Ouverture de la formation vannerie, tressage, tapa et papier dans le cursus d'études	%	-	0%	0%	50%	100%	Réalisé	Réalisé
indicateur 2.4 - Ouverture de la formation audiovisuelle et plurimédia dans le cursus d'études	%	-	0%	0%	20%	0%	0%	0%

Sources des données : *CMA*

Mode de calcul des indicateurs :

Indicateur 2.1 - Cet objectif sera totalement réalisé en juin 2025 avec la 1ère promotion des étudiants au DNMADE

Indicateur 2.2 - Cet objectif sera réalisé lorsque qu'une convention sera signée avec les salons de tatouage . La modifiction des arrêtés de création des diplômes CPMA et BPMA devra être envisagée afin d'intégrer l'option tatouage dans une formation de haut niveau.

Indicateur 2.3 - Cet objectif est conditionné par la mise en place d'un espace de stockage et de traitement de la matière première

Indicateur 2.4 - Cet objectif est conditionné par la mise en place d'un espace dédié à l'audiovisuel

Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

Action n°1 - Pérennisation du niveau d'excellence dans l'enseignement

La mise en place des diplômes polynésiens reconnus par l'éducation nationale, mobilise fortement le corps enseignant de la formation professionnelle sur les différentes disciplines (gravure, sculpture et vannerie et, DN MADE) et les différents niveaux (niveau 3, niveau 4 et niveau 6). Une réflexion sera menée sur le statut particulier des enseignants conjointement à la réécriture du nouveau statut de l'établissement.

Action n° 2 - Ouverture de la formation tatouage dans le cursus d'études

Le diplôme « tatouage polynésien » ayant été reconnu par l'éducation nationale en 2019. Aussi, il était prévu de proposer cette formation en 2024. Compte tenu de l'état de vétusté de l'établissement, cette formation tatouage nécessitant des espaces d'hygiènes irréprochables, n'a pu être mise en place. Cette formation sera intégrée dans la nouvelle construction du CMA en partenariat avec la fédération des tatoueurs de la Polynésie.

Action n° 3 - Ouverture de la formation vannerie, tressage, tapa et papier dans le cursus d'études

A la rentrée d'août 2024, le CMA a ouvert la formation CPMA : Vannerie, tressage, tapa et papier. Cette discipline doit permettre de poursuivre les recherches sur les fibres naturelles de notre pays en les transformant en matériaux utilisables dans notre quotidien comme objets usuels, objets décoratifs ou matériaux pouvant être utilisés dans l'industrie du bâtiment comme isolants ou revêtements. En 2024, le CMA en partenariat avec le Lycée Samuel Raapoto a obtenu le prix de l'économie circulaire décerné par la fédération des associations de protection de l'environnement, Te Ora Naho, FAPE.

Action n°4 - Ouverture de la formation audiovisuelle et pluri médias dans le cursus d'études

Face à la pénurie de réalisateur polynésien en audiovisuel, le CMA a envisagé ouvrir une formation expérimentale avec des intervenants professionnels du monde de l'audiovisuel. Faute d'espace disponible dans l'actuel site, cette formation n'a pas pu être mise en place.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Action n°1 - Ouverture de la formation tatouage dans le cursus d'études

Cette formation sera intégrée dans la nouvelle construction du CMA en partenariat avec la fédération des tatoueurs de la Polynésie.

Action n°4 - Ouverture de la formation audiovisuelle et pluri médias dans le cursus d'études

La mise en place de cette formation sera prise en compte dans la conception du nouveau centre des métiers d'art.

- Bilan du Groupement des établissements de Polynésie pour la formation continue

Objectif n°1 : Elever le niveau de qualification

Objectif n° 1 - Elever le niveau de qualification

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Volume horaire dispensé	heures	12 156	11 818	13 000	7 441	13 350	12 500	
Indicateur 1.2 - Nombre d'heure stagiaire sur l'année	heures	190 588	99 751	129 500	51 033	102 080	120 000	
Indicateur 1.3 - Nombre de stagiaires	pers	1 336	1 303	1 470	596	1 101	1 350	

Sources des données : *Grepfoc*
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - indicateur calculé à partir Du nombre total d'heure formation
Indicateur 1.2 - indicateur calculé à partir du nombre total de stagiaires
Indicateur 1.3 - Indicateur calculé à partir du nombre de stagiaires total

- *Commentaire et analyse des résultats*

Bien que les objectifs en termes de volume horaire des formations dispensées aient été atteints, les objectifs en termes de nombre de personnes formées ne le sont pas. Cela s'explique par le report des formations à 2025 pour des raisons administratives et par une perte de candidats en cours d'année, principalement pour des raisons de santé et familiales.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Il convient de :

- Continuer à diversifier l'offre de formation ;
- Conseiller en amont et améliorer le suivi ;
- Développer la formation en e-learning.

Objectif n°2 : Poursuivre avec efficience les formations dispensées

Objectif n° 2 – Améliorer la qualité du service et offre de formations								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 - Taux de satisfaction des participants	%	-	-	50	-	/	50	
Indicateur 2.2 - Taux de réussite pour les formations diplômantes (DNB, CAP, BAC, BTS, BP)	%	83	77	80	-	85%	80	
Indicateur 2.3 - Nombre de conventions	nb	174	121	100	-	162	120	

Sources des données : *Grepfoc*
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 2.1 - Indicateur à partir de sondage et d'évaluation de satisfaction. Nécessité d'informatiser toutes les données en version papier pour pouvoir centraliser et analyser les données recueillies par formation.
Indicateur 2.2- Indicateur calculé à partir du nombre de conventions signées
Indicateur 2.3 - Indicateur calculé à partir du nombre de candidats qui ont obtenu le diplôme concerné

- *Commentaire et analyse des résultats :*

Indicateur 2.1 – Taux de satisfaction des participants : il n'a pas été possible de mesurer le taux de satisfaction par manque de temps.

Indicateur 2.2 – Taux de réussite pour les formations diplômantes : le taux est supérieur aux objectifs fixés pour 2024.

Indicateur 2.3 – Nombre de conventions : objectifs largement atteints : 162 conventions de formation ont été signés en 2024 avec des particuliers.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Continuer à améliorer l'accessibilité aux usagers à se former.

Objectif n°3 : Assurer un environnement sûr et sécurisé

Objectif n° 3 – Assurer un environnement sûr et sécurisé								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 3.1 - Nombre de formations sécurité dispensées	nb	-	1	3	1	1	3	
Indicateur 3.2 - Taux de conformité aux normes de sécurité	%	-	-	50	50	0	50	
Indicateur 3.3 - Nombre réussite des tests de sécurité	nb	-	1	2	1	0	/	

Sources des données : *Grepfoc*
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 3.1 - Indicateur à partir du nb de formation mise en place
Indicateur 2.2 - Indicateur calculé à partir du nombre du degrés de conformité de l'établissement
Indicateur 3.3 - Indicateur calculé à partir du nombre de candidats qui ont obtenu le diplôme concerné

- *Commentaire et analyse des résultats*

Action n° 1 - Sécurité du bâtiment : les travaux n'ont pas pu se réaliser en 2024 par la DGEE mais une première vérification par SOCOTEC a été faite le 19 février 2025. En bonne voie. La programmation des travaux est en cours.

Action n° 2 - Protection et mise en conformité : la formation RGPD a été mise en œuvre pour sensibiliser les équipes.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Action n° 1 : poursuivre les travaux de maintenance dans l'attente des travaux de réhabilitation du bâtiment.

Action n° 2 : poursuivre les actions pour être en conformité avec le RGPD et les travaux de sécurisation des mails des cyberattaques.

8.4.4 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
907/967 03 - FORMATION PROFESSIONNELLE	**1 318 589 088**	**470 656 271**	**1 789 245 359**
Emploi, formation professionnelle et emploi			0
Action 1 : développer les formations			0
Prise en charge des actions de formation engagées avant le 1er janvier 2024	234 380 028		234 380 028
Démarrage des nouvelles actions en 2024	320 445 297		320 445 297
Formation pour adultes			
Proposer un contenu et des modalités de formation qui répondent aux besoins sociaux et professionnels du contexte polynésien			0
Etendre les formations complémentaires au-delà de la sécurité au travail	16 726 211		16 726 211
Coût de la matière d'oeuvre 2024 : Formation de 1356 apprenants : demandeurs d'emploi, apprentis, CAE Pro, demandeur d'emploi non indemnisé, dispositif type aidants feti'i, centre de détention , aîtred 'apprentissage et les salariés des entreprises	122 166 713		122 166 713
Coût des indemnités 2024 : Formation de 567 stagiaires demandeur d'emploi	159 164 650		159 164 650
Former les stagiaires au permis de conduire B (salaires, déplacements, indemnités de	56 181 736	883 996	57 065 732
Développer les ressources et moyens du CFPA mis à disposition de la formation professionnelle			0
Acquisition et entretien de matériels pour les plateaux techniques des 5 centres	5 334 465	70 759 007	76 093 472
Poursuivre la démarche qualité, la mise en place des outils numériques et des licences	5 056 356	4 711 556	9 767 912
Créer une unité mobile et l'équiper en matériels pédagogiques+ Chapiteau	0	18 391 941	18 391 941
Rénover les quatre centres de formation (fond propre)	0	52 019 445	52 019 445
Réaliser des études de construction pour 3 bâtiments pédagogiques	0	15 000 000	15 000 000
Métiers d'art			
Objectif n°1 : Construire le Centre des Métiers d'Art sur un nouveau site			0
Rénovation des bâtiments	20 000 000	130 000 000	150 000 000
construction du Centre des métiers d'art (traaux d'études)	0	30 000 000	30 000 000
Objectif n°2 : Poursuivre avec efficience les formations dispensées			0
Pérennisation du niveau d'excellence dans l'enseignement	6 000 000	6 000 000	12 000 000
ouverture de la formation tatouage dans le cursus d'études	6 000 000	3 000 000	9 000 000
ouverture de la formation vannerie, tressage, tapa et papier dans le cursus d'études	1 000 000	1 000 000	2 000 000
ouverture de la formation audiovisuelle et plurimédia dans le cursus d'études	6 000 000	10 000 000	16 000 000
Ressources marines			0
Formations des professionnels des secteurs de la perliculture	1 105 000		1 105 000
Formations des professionnels des secteurs de la pêche côtière et lagonaire	0		0
Métiers de la mer			
Fonctionnement général du CMMPF	217 623 653	109 760 618	327 384 271
Maintien de 4 formations délocalisées en faveur des archipels et des communes autres que Papeete	76 554 741	1 061 458	77 616 199
Maintien des formations classiques modulaires et spécifiques	64 202 238	18 068 250	82 270 488
Développement des formations d'officiers pont et machine	648 000		648 000
Groupement des établissements de Polynésie pour la formation continue			
Mise en conformité et sécurisation du bâtiment			0

Le CMA, ayant réussi à faire reconnaître ses formations par l'Éducation nationale, doit désormais envisager la reconstruction de l'établissement sur son site historique, tout en garantissant la continuité de ses missions. Cette réorganisation implique une répartition des crédits budgétaires par programme et actions, entraînant une augmentation des dépenses en fonctionnement et en investissement pour 2024. Un exemple de cette augmentation est l'acquisition, le 17 décembre 2024, d'une machine à gravure laser, visant à pérenniser le niveau d'excellence dans l'enseignement dispensé.

9. MISSION 908/968 : CULTURE ET PATRIMOINE

1,58 Md F CFP
Montant total mandaté au CA 2024

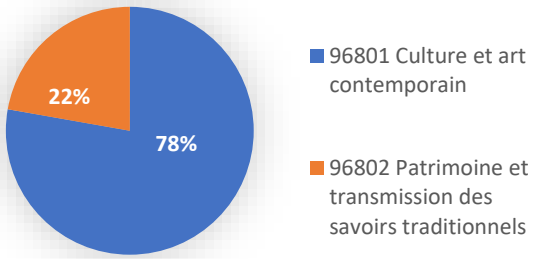
1,24 Md F CFP
Dépenses de fonctionnement mandatées

335,5 M F CFP
Dépenses d'investissement mandatées

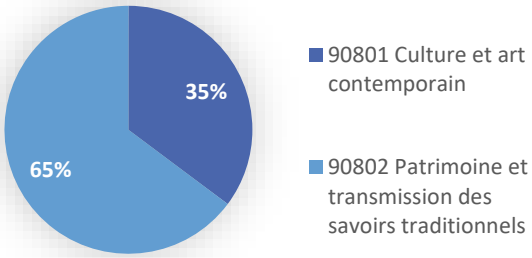
235 M F CFP
Dépenses de personnel mandatées
soit 0,73 % sur la masse globale

1 M F CFP
Mandatés au titre de l'aménagement du site culturel de Taputapuatea

Répartition des dépenses de fonctionnement par programme



Répartition des dépenses d'investissement par programme



568,5 M F CFP
Mandatés au titre de la subvention de fonctionnement à Te Fare Tauhiti Nui – Maison de la culture

233,1 M F CFP
Mandatés au titre de la subvention de fonctionnement au Conservatoire artistique de la Polynésie française

164,3 M F CFP
Mandatés au titre de la subvention de fonctionnement au Musée de Tahiti et des îles

9.1 Revue de la politique générale de la mission

La culture et le patrimoine sont des marqueurs forts de l'identité polynésienne et l'ensemble du champ culturel est mobilisé pour caractériser la singularité de notre *Fenua* : patrimoine culturel, arts traditionnels, langues polynésiennes, art contemporain, audiovisuel, arts de la scène, danse, musique, chant, littérature et livre. Cette identité culturelle riche et forte est certainement un atout majeur de valorisation du *fenua Mā'ohi*.

Il appartient donc aux polynésiens de se réapproprier leur Culture, leurs traditions, leurs histoires afin de participer à l'épanouissement et à la reconstruction de l'identité *Mā'ohi*.

Respecter (*Fa'atura*), soutenir (*Fa'aora*) et bâtir (*Fa'atupu*), trois piliers qui doivent constituer le socle de notre culture avec trois orientations stratégiques fortes :

- Sauvegarder, protéger et conserver le patrimoine culturel polynésien– trésor national du fenua Mā'ohi ;
- Assurer la valorisation, la diffusion et la transmission du patrimoine culturel polynésien – trésor national du *fenua Mā'ohi* ;
- Faire de l'artisanat une source de richesse, de création d'emplois et instrument de conquête de la dignité du peuple *Mā'ohi*.

- *Fa'atūrā* au sens premier du terme « c'est mettre tout en œuvre, mobiliser tout ce qui est en mon pouvoir, toutes les ressources dont je dispose en moi et autour de moi (*fa'a*) pour affirmer l'existence immuable et inaliénable d'une chose ou d'un être (*tū*) auxquels je confère une dimension sacrée (*ra'a*) » ;
- *Fa'aora*, c'est mettre tout en œuvre, mobiliser tout ce qui est en mon pouvoir, toutes les ressources dont je dispose en moi et autour de moi pour me libérer, affirmer ma liberté, exister ou libérer et permettre l'existence et la vie des êtres et des choses. C'est libérer et se libérer ou faire libérer pour exister dans toute sa plénitude ;
- *Fa'atūpū*, c'est mettre tout en œuvre, mobiliser tout ce qui est en mon pouvoir, toutes les ressources dont je dispose en moi et autour de moi pour faire germer, croitre et se développer les êtres et les choses à partir d'un fondement solide (pu).

Dans cette perspective, préserver, protéger et valoriser le patrimoine culturel – matériel et immatériel – polynésien constitue un défi majeur de la politique de la mission « culture et patrimoine ». À ce titre, l'ensemble de la chaîne patrimoniale est concerné : inventaire, archive, conservation, acquisition, classement, restauration, médiation, interprétation, valorisation, éducation et transmission.

La culture et le patrimoine contribuent ensemble au développement économique du Pays et des opérateurs culturels.

Les valeurs du peuple *Mā'ohi* favorisent très largement la diffusion de la Culture sous toutes ses formes : théâtre, comédie, chant, danse moderne, cirque, cinéma. La Culture avec un grand « C » participe à l'enracinement de notre identité polynésienne et à son rayonnement au-delà de nos frontières.

- Bilan du suivi des conséquences des essais nucléaires

Pū Mahara, le centre de mémoires des expérimentations nucléaires françaises dans le Pacifique, est un outil fondamental et nécessaire pour tendre vers l'ambition de paix des mémoires voulue par tous. Il est demandé et attendu de longue date par les Polynésiens : Commission d'enquête de l'Assemblée de la Polynésie française sur les Polynésiens et les essais nucléaires en 2005, Etats généraux de l'Outre-mer en 2009, Accord pour le développement de la Polynésie française en 2017.

9.2 Programme 908 01/968 01 : culture et arts contemporains

9.2.1 Bilan des orientations stratégiques

- Bilan de la culture et du patrimoine (DCP)

En termes d'événements culturels, 2024 a vu la tenue de la 13ème édition du Festival des arts du Pacifique (Fest Pac) à Hawaii, du 6 au 16 juin, avec une délégation d'une cinquantaine de personnes, dirigée par le *pupu 'ori* Temaeva.

Le programme de recueil de légendes continue avec la parution prévue en 2025 des recueils de légendes sur Maupiti, Mahina et Rangiroa.

Enfin, plusieurs projets d'infrastructures culturelles ont avancé, notamment, pour le Musée de Tahiti et des Îles, la construction d'un centre de conservation et d'études (aménagement d'une réserve lithique pour le MTI), dont la livraison est prévue pour juillet 2025, et les travaux d'assainissement du site de Nuuroa, qui devraient débuter au premier semestre 2025.

La DCP accompagne les artistes polynésiens, les associations culturelles et les professionnels de la culture dans la réalisation de leurs projets. Elle se charge notamment de renforcer le soutien financier à la création, l'installation, la production et l'exportation culturelle et artistique. Aux fins de démocratisation de l'art contemporain, d'enrichissement patrimonial du Pays et de soutien aux artistes, la DCP travaille sur la mise en application du chapitre II de la loi du pays n° 2021-18 du 6 avril 2021portant reconnaissance des professions artistiques de Polynésie française et diverses mesures de soutien à ces professions.

- Bilan du conservatoire artistique de la Polynésie française (CAPF)

Dans le cadre de la politique culturelle du Pays engagé pour l'exercice 2024, Te Fare 'Upa Rau - Le Conservatoire artistique de la Polynésie française s'est positionné sur deux axes de travail : la démocratisation de la culture et la valorisation de la langue tahitienne.

Le bilan des réalisations, pour ces deux objectifs stratégiques, affiche un résultat positif, les actions fixées dans le PAP 2024 ayant été mises en œuvre dans leur intégralité, à l'exception des travaux d'expertise liés à la déclaration d'utilité publique dans le projet d'acquisition de la parcelle « MATAVAI » jouxtant le Conservatoire en vue de l'extension des bâtiments.

La quantification des actions est également positive dans sa globalité, avec pour certaines d'entre elles, un résultat allant au-delà des estimations initiales.

De manière significative, le budget global alloué aux actions de financement est en hausse par rapport aux prévisions, en raison notamment du coût des classes au parcours culturel (les CHAM-CHAD, S2TMD), soit +19 millions F CFP.

- Bilan de Te fare tauhiti Nui - Maison de la culture (TFTN)

TFTN est chargé de contribuer à l'animation et à la diffusion de la culture en Polynésie française, d'encourager et de valoriser la production des activités et des œuvres culturelles et artistiques. Pour cela, elle gère notamment un calendrier d'évènements culturels ou artistiques variés tout au long de l'année, avec des évènements phares tels le Heiva i Tahiti et toutes ses déclinaisons (Heiva taure'a, Ta'upiti ana'e), le Hura Tapairu ou encore le festival international du film océanien (FIFO).

Cet établissement est le phare culturel de notre Pays et cela au-delà de ses frontières, à travers la production annuelle des plus grands évènements culturels polynésiens.

9.2.2 Bilan des réformes

- Bilan de la culture et du patrimoine (DCP)

La mise en place du dispositif du 1 % artistique nécessite une réflexion sur son avenir, entre l'abandon du projet ou son adaptation aux spécificités de la Polynésie française.

Le dispositif portant sur le statut de l'artiste émergent devrait, pour sa part, être effectif à la fin du second semestre 2025.

- Bilan du conservatoire artistique de la Polynésie française

Deux actions ont été révisées au cours de l'exécution du programme :

- La démocratisation de l'accès à la culture :

Le nombre d'élèves inscrits dans le dispositif des classes à parcours culturel a été revu à la hausse en juin 2023, passant de 630 à 694 élèves. Cette révision est restée encore en-deçà des résultats obtenus, puisqu'à la fin de l'année scolaire 2023-2024, on comptabilise un total de 725 élèves soit une hausse de 5 % entre l'année scolaire 2022/2023 et l'année scolaire 2023/2024.

Suite à la réforme du rythme scolaire, un projet périscolaire en partenariat avec la commune de Papeete a été lancé. Il a touché dans le premier semestre de l'année 2024/2025 une centaine d'enfants défavorisés grâce à la mise en place d'une bourse communale.

- La valorisation de la langue :

Les heures de cours *storytelling* ont été ramenées dans le tableau depuis la rentrée d'août 2023. Ce cours jumelé à l'apprentissage du *reo* est à nouveau une discipline à part entière avec 1,5 heure de cours par semaine soit 51 heures sur l'année scolaire 2023/2024.

A la rentrée d'aout 2024 et suite à la réforme du rythme scolaire, un cours d'initiation aux arts traditionnels d'une durée de 1 heure, uniquement en *reo tahiti*, a été ouvert pour des enfants de 6 à 9 ans.

En conséquence, le nombre d'heures consacrés au *reo tahiti* augmente de 108 à 170 heures.

- Bilan de Te fare tauhiti Nui - Maison de la culture (TFTN)

Le projet « Pass Culture » voulu par le Gouvernement afin de faciliter l'accès du plus grand nombre et des publics jeunes à la Culture est actuellement en phase études. A cet effet, TFTN continue de récolter le maximum d'informations afin de disposer d'un état des lieux solide. Une fois l'étude terminée, la mise en œuvre du Pass Culture pourra se faire.

9.2.3 Bilan des objectifs de performance

Les objectifs principaux visent à maintenir une identité culturelle forte en Polynésie française à travers diverses formes d'expressions : danses et chants traditionnels, arts traditionnels, arts contemporains, arts audiovisuels, arts de la scène, musique et livre.

Objectif n°1 : Contribuer à l'économie polynésienne en soutenant les acteurs de la culture

- Bilan de la culture et du patrimoine (DCP)

Les dispositifs de soutien aux artistes, instaurés par la loi du pays n° 2021-18 du 6 avril 2021, se poursuivent, notamment le programme d'accompagnement des projets culturels portés par les associations. En 2024, la DCP a traité 35 demandes de cartes d'artiste professionnel, dont 5 renouvellements, ainsi que 36 demandes de subventions d'associations culturelles. Parmi celles-ci, 27 ont été examinées par le Comité d'attribution des subventions aux associations (CASA).

En partenariat avec la Cité internationale des arts, le ministère de la culture a lancé un concours de résidence pour les lauréats détenteurs de la carte d'artiste professionnel. Cinq lauréats ont bénéficié d'une bourse de 190 931 F CFP/mois, d'un atelier-logement, ainsi que d'un billet d'avion pour Paris, dans le cadre de cette résidence d'artiste :

- M. Teva SHIGETOMI ;
- M. Moana VAN DER MAESEN ;
- M. Anthony GAILLARD ;
- M. Ruita TEHOIRI ;
- Mme Mathilde ZAMPIERI.

- Bilan de Te fare tauhiti Nui - Maison de la culture (TFTN)

L'établissement soutient l'initiative culturelle privée en accompagnant chaque année les producteurs et artistes locaux qui contribuent à la diffusion de la culture et de l'art sous toutes leurs formes. Ces initiatives font l'objet de partenariats, de coréalisations ou de productions collaboratives, permettant aux acteurs culturels d'accéder aux infrastructures et prestations techniques de Te Fare Tauhiti Nui.

Objectif n° 1 - Contribuer à l'économie polynésienne en soutenant les acteurs de la culture

DCP : Mettre en place un statut de l'artiste et consolider les dispositifs de financement de la création et de partage de la valeur ou production collaborative, production d'évènements permettant la mise en valeur des acteurs culturels
TFTN : organisation d'évènements en partenariat, coréalisation ou production collaborative, production d'évènements permettant la mise en valeur des acteurs culturels

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Au titre de la DCP :								
Indicateur 1.1 - Nombre de carte d'artiste professionnel délivré	Nb	5	11	11	4	19	39	15
Indicateur 1.2 - Nombres annuel d'aides octroyées aux artistes	Nb	1	10	11	6	4	11	8
Indicateur 1.3 - Montant annuel des aides octroyées	Millions F CFP	1	6,63	6	10	5	6	6
Indicateur 1.4 - Nombre de subventions octroyées au secteur de la culture*	Nb	8	27	38	38	35	45	40
Indicateur 1.5 - Montant annuel des subventions octroyées au secteur la culture*	Millions F CFP	136	177	20	20	296	98	300
Au titre de TFTN :								
Indicateur 1.6 - Evènement culturels organisés en partenariat, coréalisation et production collaborative avec TFTN (exemple : galas des écoles, galas CAPF, expositions d'arts, Heiva Taure'a etc.)*	Nb d'évts	49	31	35	25	30	30	30
Indicateur 1.7 - Evènements entièrement produits par TFTN et permettant aux acteurs privés de valoriser leurs activités (Ta'upiti ana'e, concert Tu'iro'o, concert To'are, ateliers de vacances, festival des écoles de danses contemporaines etc.)**	Nb d'évts	10	4	6	8	14	8	8
Indicateur 1.8 - Fréquentation totale des évènements	Nb spectateurs	45 934	36 050	35 000	35 000	53 195	35 000	35 000
Indicateur 1.9 - Droits d'auteurs	Millions F CFP	8	12	10	10	9	10	10
Indicateur 1.10- Nombre de représentations organisées par les producteurs privés (Paepae a Hiro, Petit Théâtre, Grand Théâtre, To'ata)	Nb	287	238	250	250	229	250	250

Sources des données :
DCP, TFTN
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.6 - Hors Fifo.*
*Indicateur 1.7 - Hors Heiva i Tahiti et Hura Tapairu**.*
Indicateur 1.8 - indicateur calculé à partir des extractions de la billetterie officielle de TFTN.
Indicateur 1.9 - indicateur calculé à partir des déclarations à la SACEM Polynésie.
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

En 2024, Te Fare Tauhiti Nui (TFTN) et la Direction de la culture et du patrimoine (DCP) ont fait des progrès significatifs dans leurs missions de soutien et de promotion de la culture en Polynésie française. Les objectifs fixés ont non seulement été atteints, mais souvent largement dépassés, notamment en termes d'activités culturelles proposées et de soutien aux artistes locaux.

Au sein de la DCP, un total de 7 dossiers de demandes a été instruit, avec 4 demandes validées par le Conseil des arts et des lettres pour un montant total de 6 361 000 F CFP. Concernant les subventions en investissement, 12 demandes ont été reçues, avec 5 validées par le Conseil des ministres, et un montant global alloué de 127 765 625 F CFP. Toutefois, quelques dossiers ont été rejetés ou sont encore en cours d'instruction en raison de la réception tardive ou de l'incomplétude des documents.

TFTN, pour sa part, a consolidé son rôle central dans le paysage culturel polynésien, en soutenant l'initiative culturelle privée et en facilitant des partenariats et productions collaboratives. Ces actions ont permis l'accès aux infrastructures et aux prestations techniques de TFTN pour de nombreux acteurs culturels locaux, contribuant ainsi à la diffusion de la culture et de l'art sous toutes leurs formes. L'établissement a également renforcé son rôle de protection de la propriété intellectuelle, en régularisant les paiements de droits d'auteurs via les sociétés de gestion collective.

L'une des réussites majeures de l'année a été l'émergence de nouveaux opérateurs culturels, soutenus par les actions de TFTN, qui contribuent à diversifier le microcosme culturel polynésien. En somme, l'année 2024 a été marquée par une forte dynamique culturelle, avec une attention particulière portée à la valorisation des artistes locaux, la structuration du secteur culturel, et le soutien à la création artistique dans toutes ses expressions. Ces résultats illustrent l'engagement constant de TFTN et de la DCP en faveur de la culture, tout en consolidant leurs rôles essentiels dans le développement de l'économie culturelle en Polynésie française.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

En 2025, la DCP prévoit des ajustements dans le calendrier des réunions du Comité d'attribution des subventions aux associations (CASA), avec des réunions prévues fin mars et fin juin, afin d'accélérer la distribution des fonds aux associations culturelles.

TFTN, pour sa part, souhaite pérenniser le modèle hybride du FIFO, en capturant et diffusant tous les spectacles qu'il produit ou coproduit. L'établissement proposera une diffusion à la fois en présentiel et en numérique, notamment en partenariat avec TNTV et Polynésie la 1ère, tout en enrichissant le catalogue de Tahiti VOD. Ces initiatives visent à rendre la culture polynésienne plus accessible et à soutenir la transition numérique du secteur culturel.

Objectif n°2 : Concourir au rayonnement de la Polynésie française

L'organisation d'événements culturels à la fois régionaux et internationaux, ainsi que la participation à des manifestations culturelles à l'étranger, constitue un levier stratégique essentiel pour promouvoir la Polynésie française et renforcer son rayonnement culturel à l'échelle mondiale. Ces initiatives permettent non seulement de mettre en avant la culture polynésienne, mais aussi d'améliorer la visibilité et l'attractivité du Pays, tant sur le plan culturel que touristique.

La DCP soutient activement ce rayonnement en facilitant l'exportation de biens et services culturels polynésiens, tout en organisant des événements de grande envergure sur les scènes régionales et internationales. D'ailleurs, elle soutient l'organisation régulière de manifestations culturelles locales, et veille à appuyer les grands évènements qui renforcent la présence de la Polynésie française dans le monde.

Le TFTN joue un rôle central dans cette dynamique en valorisant l'identité polynésienne dans sa diversité comme dans sa spécificité, et en promouvant la culture polynésienne au sens large. Par le biais de la production d'événements culturels majeurs, il contribue à l'attractivité touristique de la Polynésie française vis à vis de l'international.

Ainsi, par ces actions concertées, la DCP et le TFTN œuvrent ensemble pour faire rayonner la Polynésie française, tant culturellement qu'économiquement, et renforcer son influence à l'échelle mondiale.

Objectif n° 2 - Concourir au rayonnement de la Polynésie française

DCP : Exporter des biens et services culturels polynésiens, soutenir l'organisation d'évènements culturels locaux à portée régionale ou internationale, promouvoir des évènements culturels pérennes
+ Diffuser à l'échelle mondiale des plus belles images de ces manifestations (streaming internet, rediffusion TV, couverture par des reporters / photographes internationaux, etc.)
TFTN : organisation de manifestations culturelles phares : FIFO, Heiva i Tahiti, Hura Tapairu Tahiti et international

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Au titre de la DCP :								
Indicateur 2.1 -Evénements extérieurs mettant en valeur la culture polynésienne	Nb	0	5	9	9	8	9	5
Indicateur 2.2 - Nombre d'événements culturels locaux à portée régionale et internationale	Nb	1	6	6	6	7	11	8
Au titre de TFTN :								
Indicateur 2.3 - Evénements	Nb	3	3	3	3	3	3	3
Indicateur 2.4 - Fréquentations (spectateurs)	Nb	46 521	50 113	50 000	40 000	47 358	45 000	50 000

Sources des données :
TFTN - l' Association du FIFO (AFIFO)
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateurs 2.1, 2.2, 2.4 - données brutes
Indicateur 2.3 - Indicateur calculé à partir des extractions de la billetterie officielle de TFTN pour le Heiva i Tahiti et le Hura Tapairu et par l'AFIFO pour le FIFO.

- *Commentaire et analyse des résultats*

- Bilan de la culture et du patrimoine (DCP)

La DCP a instruit six demandes de subventions pour soutenir l'organisation des Heiva dans les îles, allouant un montant total de 29 490 960 F CFP, y compris le Heiva mata ʻeina ʻa géré par l'association "Fédération Tahitienne de va'a".

Dans le cadre de la 13ème édition du Festival des arts et de la culture du Pacifique, qui s'est tenue à Hawai'i du 6 au 16 juin 2024, la DCP a lancé un appel à projets en septembre 2023 pour définir le programme culturel et artistique de la Polynésie française.

L'association Folklorique Pupu Temaeva a été retenue avec son projet artistique intitulé « Aeha'a ma te haeha'a », pour lequel elle a reçu une subvention de 32 171 650 F CFP.

De plus, l'association Fa'afaite i te ao mā'ohi a été soutenue à hauteur de 5 millions F CFP pour son déplacement en pirogue traditionnelle à Hawaii, et l'association Na Hiro e Pae a bénéficié d'une subvention de 10 millions F CFP pour organiser le Festival des Australes en novembre 2024.

- Bilan de Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture (TFTN)

En février 2024, en raison de l'alerte cyclonique, le Festival international du film océanien (FIFO) a dû faire face à des conditions difficiles, entraînant l'annulation de certaines séances pour des raisons de sécurité. Cela a entraîné une baisse de fréquentation. Cependant, malgré ces contraintes, le FIFO a enregistré des résultats globalement satisfaisants, surpassant même la fréquentation de l'édition 2022, preuve de l'engouement croissant pour cet événement majeur de la culture océanienne.

En résumé, la DCP a apporté un soutien significatif à plusieurs événements culturels majeurs, contribuant ainsi au rayonnement de la Polynésie française, et le TFTN a continué à promouvoir la culture polynésienne, même en faisant face à des imprévus liés aux conditions climatiques.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

La DCP et TFTN jouent un rôle fondamental dans la promotion de la culture polynésienne, tant sur le plan local qu'international. Il est essentiel de maintenir les événements soutenus par la DCP, tels que les Heiva, qui contribuent à la valorisation de notre culture au niveau local, ainsi que les grands festivals qui permettent de rayonner au niveau régional.

TFTN, en tant qu'acteur clé de cette dynamique, organise des événements culturels majeurs, dont le FIFO. Ces événements ont évolué avec l'introduction du numérique, notamment grâce à la création d'un portail numérique et l'instauration d'un *live streaming* payant. Cela permet de toucher un public plus large et de renforcer la visibilité de la Polynésie sur la scène internationale.

Cependant, ces événements institutionnels nécessitent un soutien accru, en particulier financier, de la part du Pays. Ce soutien est crucial pour assurer le rayonnement continu de la culture polynésienne à l'international, et contribue ainsi à la relance économique et touristique du territoire.

Objectif n°3 : Démocratiser l'accès à la culture

- Bilan de Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture (TFTN)

Cet objectif est la pierre angulaire de la politique culturelle de la Polynésie française. Pour y répondre, *Te Fare Tauhiti Nui* – Maison de la Culture délocalise certaines productions et élargit son périmètre d'activité en proposant l'accès à la Culture par le numérique, permettant ainsi un accès plus large à la culture pour tous incluant notamment le public des îles autres que Tahiti.

- Bilan du Conservatoire artistique de Polynésie française (CAPF)

La démocratisation culturelle va au-delà de l'éducation artistique. Elle inclut la rencontre entre l'art, les œuvres et les publics qui en sont éloignés, favorisant l'inclusion sociale. Le CAPF organise des événements gratuits (expositions, concerts, spectacles) et invite des enfants issus de quartiers prioritaires. Il se concentre sur deux axes principaux : l'accompagnement des plus démunis et des élèves méritants, ainsi que l'intégration des élèves des écoles, de la maternelle au lycée. Ces actions visent à ouvrir la culture à un public large, particulièrement aux enfants, et à contribuer à la politique sociale du Pays en renforçant l'accès à l'art et à la culture pour tous.

Objectif n° 3 - Démocratiser l'accès à la culture								
TFTN : Mise en œuvre d'évènements et d'outils culturels délocalisés et dématérialisés **CAPF** : faciliter l'accès aux enseignements de l'établissement des populations vulnérables en participant au financement des études artistiques d'élèves méritants défavorisés								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024** **Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Au titre de TFTN :								
Indicateur 3.1 - Médiathèque	Adhésions Prêts livres (*)	2 438 64 528 217 205	997 78 724 58	1 300 60 000 200	1 300 80 000 58	954 92 220 55	1 000 80 000 58	1 500 80 000 58
Indicateur 3.2 - Nombre de spectacles délocalisés	Evènements Animations	3 -	2 150	2 150	2 150	2 596	2 150	2 150
Indicateur 3.3 - Nombre de contenus culturels numériques sur TahitiVOD	Nb	-	750	1000	1 500	1 504	2 000	2 000
Au titre du CAPF :								
Indicateur 3.4 - Nombre d'élèves issus de milieux défavorisés autorisés à suivre gratuitement les enseignements	Nb	23	31	35	31	**31**	35	35
Indicateur 3.5- Nombre d'élèves poursuivant des études supérieures	Nb	4	4	6	5	5	6	6
Indicateur 3.6 - Nombre d'élèves inscrits dans un parcours culturel en partenariat avec l'éducation (Cham-Chad, parcours arts traditionnels, S2TMD)	Nb	434	691	630	694	725	650	650
Indicateur 3.7 - Organisation de spectacles en entrée libre au bénéfice de populations à faibles revenus	NB	3	10	6	10	10	12	14

Sources des données :
TFTN, CAPF (base de données)
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 3.1 - TFTN a procédé à l'acquisition d'un nouveau logiciel permettant le Prêt Numérique en Bibliothèques (PNB) afin d'améliorer la qualité de service rendu à l'usager.
Indicateur 3.2, 3.3, 3.4, 3.5 - données brutes
Indicateur 3.6 - indicateur calculé à partir des bilans des années 2022 à 2024 du CAPF
Indicateur 3.7 - indicateur pris sur la base des élèves suivis par le Conservatoire depuis leur parcours d'études.
Autres commentaires :
(*) : livres disponibles en numérique

- *Commentaire et analyse des résultats*

- Bilan de Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la cuture (TFTN)

Le nombre d'adhésions a diminué de 22 % par rapport à l'année précédente, ce qui s'explique par l'augmentation des abonnements familiaux (+10 %). En effet, l'abonnement forfaitaire famille est plus avantageux financièrement que l'abonnement individuel. Les familles paient un abonnement annuel de 7 000 F CFP, qui permet l'emprunt mensuel de 10 livres par membre de la famille. Les recettes provenant des abonnements restent néanmoins stables.

En revanche, le nombre de prêts a considérablement augmenté, ce qui peut être attribué à la hausse des abonnements familiaux et, par conséquent, à l'augmentation du nombre de livres empruntables. L'abonnement famille s'est bien intégré dans les offres de la médiathèque de TFTN, devenant ainsi un excellent moyen d'accès à la lecture pour tous.

TahitiVOD, la plateforme d'archives audiovisuelles du Pays, a atteint l'objectif de 1 504 fichiers mis en ligne.

L'opération « Hors les murs » a largement dépassé ses objectifs, avec 596 animations réalisées tout au long de l'année 2024. Cette initiative visait à rendre la lecture accessible aux publics dits « empêchés ». Les ateliers variés ont suscité un grand intérêt et une satisfaction générale parmi les participants.

- Bilan du Conservatoire artistique de Polynésie française (CAPF)

Action n°1 - Prise en charge des cours gratuits pour enfants issus de milieux défavorisés

Cette action visait à soutenir 35 élèves, mais n'a pas été réalisée à hauteur de 100 %, avec seulement 30 élèves soutenus, représentant 1,36 % de l'effectif total (2 228 élèves). Afin d'élargir le nombre d'élèves bénéficiaires, une délibération doit être adoptée par le conseil d'administration. En 2024, l'action a bénéficié à des enfants des écoles suivantes :

- École maternelle de 'Ui Tama (15 élèves) ;
- École de Vienot (3 élèves) ;
- École Heitama (5 élèves) ;
- École Tama nui (5 élèves) ;
- École St Paul/Ste Thérèse (2 élèves).

Action n°2 - Aide financière pour la poursuite d'études supérieures

Cette action a permis à cinq anciens élèves du Conservatoire de bénéficier de bourses majorées en 2024 pour poursuivre leurs études supérieures, notamment dans des institutions prestigieuses :

- Oscar DESCAMPS (École supérieure d'art à Lille) ;

- Viriamu ITAE TETAA (Conservatoire national supérieur de musique et danse de Paris) ;
- Joachim VILLEDIEU (Conservatoire de Lausanne) ;
- Leila RIFFLART (Pôle supérieur de Lille) ;
- Leela BERBILLE (DEUST théâtre d'Aix en Provences).

Action n°3 - Financement des CHAM-CHAD

Le partenariat entre la culture et l'éducation continue de croître, avec une augmentation significative des inscriptions dans les dispositifs CHAM-CHAD, qui intègrent les pratiques culturelles dans le cursus scolaire.

En 2024, le nombre d'élèves inscrits a augmenté à 725, soit 95 de plus que les prévisions de 630 élèves. Cela a entraîné une hausse des dépenses associées (+62 millions F CFP par rapport aux 57 millions F CFP de 2023), en raison de l'entrée des élèves de St Paul/Ste Thérèse, malgré l'arrêt des collèges de Afareaitu et de Notre Dame des Anges (FAAA).

Action n°4 - Organisation de spectacles en entrée libre pour les populations à faible revenu

Le CAPF a organisé de nombreux événements culturels auxquels ont été invités des enfants des quartiers défavorisés. Environ 750 enfants ont assisté aux événements payants, tels que le grand gala de juin, les spectacles au *marae* Arahurahu, et les concerts du grand orchestre symphonique. Plusieurs événements étaient en entrée libre, attirant plusieurs milliers de personnes, notamment le « Ta'o 'auhune », les deux galas de décembre et le concert de Noël. Un total de 1,2 million F CFP a été dépensé dans l'organisation de ces événements.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

L'élaboration d'un plan de lecture publique en Polynésie française constitue un enjeu essentiel pour le développement culturel et éducatif du territoire. Ce projet facilite l'accès aux livres et aux savoirs, soutient la diversité linguistique et encourage la lecture auprès de tous les publics. En ce sens, il contribue à réduire les inégalités et à renforcer le lien social. Investir dans la lecture, c'est investir dans l'avenir, en offrant à chacun les clés de la connaissance, de la créativité et de l'émancipation.

Objectif n° 4 : Assurer la diffusion artistique et culturelle dans des conditions améliorées

Cet objectif passe par de bonnes infrastructures.

- *Commentaire et analyse des résultats*

- Bilan de la culture et du patrimoine (DCP),

Bien que le projet de Centre culturel de la Polynésie française ne soit plus à l'ordre du jour, la DCP poursuit le travail de transcription de ses ressources patrimoniales audio. Le projet Varovaro (plateforme numérique sur lequel on trouve des captations audios et écrits de personnes ressources) devrait ainsi voir le jour au second semestre de l'année 2025.

Les travaux d'assainissement du système commun de collecte et d'évacuation des eaux pluviales de la DCP et du MTI débuteront au premier semestre de l'année 2025.

- Bilan du Conservatoire artistique de Polynésie française (CAPF)

L'extension du parc immobilier du Conservatoire artistique de Polynésie française – Te Fare 'Upa Rau est devenue une nécessité pour le développement des activités du Conservatoire et pour améliorer l'accueil des usagers et des élèves. Le projet de l'établissement consiste à acquérir une partie de la parcelle adjacente à celle du Conservatoire. Le ministère de la Culture étudie actuellement ce projet.

En outre, l'élaboration d'une cartographie indiquant la provenance géographique des personnes inscrites au Conservatoire pourrait servir d'outil précieux pour aider à la prise de décision concernant l'emplacement géographique de l'extension du parc immobilier de l'établissement.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

- Bilan de la culture et du patrimoine (DCP),

Les travaux d'aménagement du paysage culturel de Taputapuātea devraient commencer au milieu de l'année 2026.

- Bilan du Conservatoire artistique de Polynésie française (CAPF)

Les travaux d'expertise nécessaires à la déclaration d'utilité publique pour le projet d'acquisition de la parcelle « MATAVAI », jouxtant le Conservatoire, en vue de l'extension des bâtiments, n'ont pas été réalisés. L'extension du parc immobilier du Te Fare 'Upa Rau – Conservatoire artistique de Polynésie française demeure cependant essentielle pour le développement des activités du Conservatoire et pour améliorer les conditions d'accueil des usagers et des élèves. L'établissement prévoit l'acquisition d'une partie de cette parcelle afin de répondre à ces besoins. Le ministère de la Culture réétudie actuellement ce projet. Par ailleurs, une cartographie détaillant la provenance géographique des personnes inscrites au Conservatoire est en cours d'élaboration. Cette cartographie pourrait constituer un outil précieux pour aider à la prise de décision concernant l'emplacement de l'extension du parc immobilier.

9.2.4 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
908/968 01 - CULTURE ET ARTS CONTEMPORAINS	**283 644 253**	**158 944 516**	**442 588 769**
Culture et patrimoine	14 279 830	121 527 752	135 807 582
Poursuite du programme de résidence d'artiste à Paris	5 262 530		5 262 530
Animation du site internet dédié aux artistes détenteurs de la carte d'artiste professionnel mais aussi à son affichage bilingue			0
Publication du DAP n°7			0
Récolement des collections archéologiques pour le centre de conservation et d'études du mobilier archéologiques de la DCP et du MTI	782 800		782 800
Bilan sanitaire des vestiges archéologiques	4 969 500		4 969 500
Poursuite de la mission d'inventaire du fonds photographique argentique et numérique	1 515 000		1 515 000
Mission de catalogage du fonds documentaire de la DCP	1 750 000		1 750 000
Valorisation du patrimoine phonologique de la DCP			0
Construction d'un centre de conservation et d'études du mobilier archéologique de la DCP et du MTI		119 684 932	119 684 932
Travaux d'assainissement du site de Nuuroa		1 842 820	1 842 820
Conservatoire artistique de la Polynésie française	63 503 000	0	63 503 000
Prise en charge des cours d'enfants issus de milieux défavorisés	1 230 000		1 230 000
Financement des classes CHAM-CHAD	61 073 000		61 073 000
Financement des spectacles en entrée libre pour la population à faibles revenus	1 200 000		1 200 000
Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture	205 861 423	37 416 764	243 278 187
Festival international du film documentaire océanien (FIFO ET Henri HIRO)	9 553 680		9 553 680
Heiva i Tahiti	95 014 982		95 014 982
Hura Tapairu Tahiti et Hura Tapairu Manihini	15 161 056		15 161 056
Plateforme numérique audiovisuelle et patrimoniale polynésienne : TahitiVOD et portail numérique d'accès à la Culture : Culture.pf	5 965 344		5 965 344
Production de manifestations hors-les-murs (Nu'uroa Fest, Ta'urua Hīmene, animations)	9 021 317		9 021 317
Production littéraires (plus beaux chants du Heiva i Tahiti ; Hiro'a)	8 963 472		8 963 472
Production ou co-production de manifestations à destination du public scolaire et/ou en entrée libre (Salon du Livre, Heiva Taure'a, Nuit de la lecture, Parau Ti'ama)	11 453 568		11 453 568
Evénements en partenariat ou coproduction (gala CAPF, Heiva taure'a, expositions d'art, VAI, PICS2, etc.)	19 957 968		19 957 968
Autres événements produits par TFTN (Taupiti ana'e, Tuiro'o, To'are, ateliers culturels, etc.)	21 425 667		21 425 667
Paiement des droits d'auteurs	9 344 369		9 344 369
Remise aux normes des tribunes de To'ata		0	0
Acquisition de matériel logistique		5 945 678	5 945 678
Acquisition de matériel technique		31 471 086	31 471 086

9.2.5 Bilan des dépenses fiscales

La carte d'artiste professionnel ouvre droit à des avantages fiscaux, notamment une exonération de la TVA et de la patente. De la même façon, la Polynésie française peut attribuer des exonérations douanières et fiscales à l'importation de biens culturels et d'œuvres d'art, conformément aux dispositions du code du patrimoine.

9.2.6 Les opérateurs participant à la réalisation du programme

La DCP est l'opérateur principal des actions qu'elle porte. Elle travaille néanmoins en partenariat étroit avec les autres structures publiques de la culture pour mener à bien certaines opérations :

- Pour la réserve dédiée aux structures lithiques de la DCP et du MTI : DCP, MTI ;
- Pour la promotion et tenue d'événements culturels à portée régionale et internationale : CAPF, TFTN, CMA et MTI.

9.3 Programme 908 02/968 02 : patrimoine et transmission des savoirs traditionnels

9.3.1 Bilan des orientations stratégiques

Lors de la 46ème session du comité du patrimoine mondial, tenue à New Delhi (Inde) le 26 juillet 2024, les îles Marquises ont été inscrites sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. Cette inscription marque une étape importante après plusieurs années de travail et permet à la Polynésie française de se doter d'un second site classé, rejoignant le paysage culturel de Taputapuātea, inscrit le 12 juillet 2017.

~~Le~~ En 2024, l'établissement G2P, en charge de la maîtrise d'ouvrage déléguée pour le ministère de la Culture, a lancé un concours d'architecte pour l'aménagement définitif du paysage culturel de Taputapuātea et la construction d'un centre d'interprétation. La société ORA, lauréate du concours, a été notifiée en décembre 2024. Le dépôt du permis de construire est prévu pour mi-2025, et le début des travaux pour mi-2026.

Cette année 2024 marque également un tournant significatif pour la Direction de la culture et du patrimoine (DCP), devenant officiellement gestionnaire des *marae* classés de Maeva, une responsabilité auparavant assurée par le Service du tourisme (SDT). Ce transfert renforce la cohérence des actions menées pour préserver et valoriser ce patrimoine culturel emblématique.

Le Pays développe une politique de protection et de conservation du patrimoine immatériel polynésien en conduisant des actions d'inventaire, de recueil, de transcription, de numérisation, de valorisation et de diffusion (mythes, légendes, histoire, savoirs, savoir-faire). Ainsi, le programme « patrimoine et transmission » s'appuie sur 4 axes stratégiques :

- Préserver et conserver le patrimoine et les collections du Pays ;
- Développer l'accès au patrimoine sur toutes les îles de la Polynésie française ;
- Contribuer à la construction et/ou au renforcement de l'identité polynésienne par la valorisation de son patrimoine ;
- Promouvoir et diffuser les savoirs traditionnels.

- Bilan du suivi des conséquences des essais nucléaires

La maîtrise d'ouvrage du projet est portée depuis 2019 par la Polynésie française seule suite à la cession par l'Etat de la parcelle AE 19 située au centre ville de Papeete, d'une superficie de 3 276 m² et comprenant l'hôtel de la marine et l'ex-villa COMAR et dépendances aujourd'hui démolies.

L'élaboration du projet scientifique, culturel et éducatif (PSCE) de ce futur centre d'interprétation doit s'appuyer sur un consensus fort. Des consultations publiques sont indispensables pour actualiser et affiner la définition des attentes légitimes et des besoins des Polynésiens.

Deux ensembles de consultations ont été conduites courant 2024, l'une, qui se voulait quantitative, auprès des enseignants ayant bénéficié d'une formation à l'enseignement du fait nucléaire, l'autre, uniquement qualitative, auprès de publics diversifiés portant sur environ 80 personnes.

Le Président de la Polynésie française a donné un nouveau souffle au projet en sollicitant 28 personnalités qualifiées, qui ont accepté de relever ce défi, afin de former le Conseil scientifique et culturel (CSC) du Pū Mahara.

La mission principale de ce CSC est d'élaborer le premier projet scientifique, culturel et éducatif (PSCE).

Fin novembre 2024, un rapport intermédiaire (CSC) restituant leurs travaux et proposant une définition des orientations générales du Pū Mahara a été remis au président du Pays pour arbitrage.

9.3.2 Bilan des réformes

- Bilan de la culture et du patrimoine (DCP)

Parmi les événements majeurs qui ont marqué l'activité de la DCP durant l'année 2024, on peut citer :

- **L'organisation des premières « Assises de l'archéologie Polynésienne »** : un événement fédérateur rassemblant, en début d'année, chercheurs, professionnels du secteur, institutions et communautés locales autour des enjeux et perspectives de l'archéologie en Polynésie française ;

- **La restauration et la valorisation du Monument aux Morts de Papeete** : un projet emblématique visant à préserver ce lieu de mémoire tout en mettant en lumière son importance historique ;
- **L'inscription des Îles Marquises (« Te Henua Enata ») sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO**, proclamée par le Comité du patrimoine mondial le 26 juillet 2024 à New Delhi, et qui fait des Îles Marquises le 53è bien français inscrit au patrimoine mondial, consacrant ainsi la valeur universelle exceptionnelle de cet archipel ;
- **Le renouvellement et la réactivation du Comité de gestion du Paysage culturel de Taputapuātea,** formalisé par l'arrêté n°1414/CM du 22 août 2024, et qui vise à renforcer la gestion et la protection de ce site classé ;
- **L'évaluation du plan de gestion du Paysage culturel de Taputapuātea** qui doit permettre d'identifier de nouvelles pistes de réflexion quant à la rédaction du futur plan de gestion du bien classé ;
- **L'achèvement du chantier de numérisation des rapports archéologiques** conservés à la DCP, étape clé pour moderniser l'accès et la gestion des données patrimoniales ;
- **La réalisation de bilans sanitaires des sites classés**, couvrant les archipels des Marquises, des Australes (hors Rapa) et des Îles Sous-le-Vent permettant d'établir un état précis de la conservation des sites afin de mieux orienter les actions futures ;
- **La mise en œuvre de « RUMIA », la nouvelle carte ethno-archéologique** de la DCP : un outil innovant permettant un enregistrement efficace et en temps réel des données archéologiques et patrimoniales.

- Bilan Te Fare Iamanaha - Musée de Tahiti et des Îles

L'année 2024 a été une année d'exploitation complète pour le nouveau musée de Tahiti et des Îles, inauguré le 28 février 2023. Le bilan de fréquentation est très positif, avec une augmentation de près de 18 % et une progression de 11,4 % des ressources propres, notamment grâce aux droits d'entrée.

Sur le plan des infrastructures, plusieurs projets d'investissement ont subi d'importants retards, souvent en raison de facteurs indépendants de la volonté de l'établissement, tels que des marchés infructueux ou des décisions prises par l'ancien cabinet. Cela a entraîné un faible taux d'exécution en section d'investissement, s'élevant à 11,7 %.

Cependant, le projet de création d'une salle d'exposition permanente supplémentaire dédiée à l'art moderne et contemporain a repris. Par ailleurs, la rénovation de la salle d'exposition temporaire et l'aménagement d'un café progressent, avec des études qui seront lancées par G2P au premier trimestre 2025.

Enfin, la mutation énergétique de l'établissement, initiée en 2017, se poursuit avec la notification du marché pour la nouvelle centrale de production solaire en juillet 2024. L'approvisionnement en matériel débutera en octobre 2024, et les travaux commenceront en février 2025.

9.3.3 Bilan des objectifs de performance

Objectif n° 1 : Valoriser le patrimoine et les collections du Pays

- Bilan de la culture et du patrimoine (DCP)

En 2024, la DCP a délivré 14 autorisations de travaux archéologiques. Toutefois, en raison d'un manque d'effectifs, d'une charge de travail croissante et de contraintes administratives, aucune opération archéologique n'a été menée directement par les archéologues de la DCP cette année. L'ensemble des interventions a été externalisé et confié à des prestataires qualifiés.

Il est essentiel de préciser que ces autorisations ne concernent pas les opérations de restauration. Conformément au code de l'aménagement de la Polynésie française, ces opérations ne nécessitent pas d'autorisation préalable, bien qu'elles restent soumises à un contrôle strict de la DCP. Par ailleurs, les bilans sanitaires des sites classés sont également exemptés d'arrêtés ministériels pour leur mise en œuvre.

Concernant les prestataires, le nombre d'archéologues reconnus par la DCP est resté stable par rapport à l'année précédente, avec un total de quatre professionnels.

L'année 2024 a également marqué le retour de l'archéologie programmée, avec quatre (4) des quatorze (14) autorisations délivrées pour des opérations planifiées. Ces projets, principalement initiés par des institutions universitaires, témoignent d'un regain d'activité scientifique, après plusieurs années d'absence en raison des restrictions sanitaires liées à la crise.

- Bilan de Te Fare Iamanaha - Musée de Tahiti et des Îles

La valorisation des collections du *Te Fare Iamanaha* - Musée de Tahiti et des Îles est une priorité pour l'établissement, se concrétisant à travers la diversification des expositions et des événements proposés. Cette stratégie se reflète directement dans l'augmentation de la fréquentation, avec 64 258 visiteurs en 2024, contre 54 486 en 2023, soit une progression de près de 18 %.

En plus de la diversification des expositions permanentes, la valorisation passe également par la mise en place d'expositions temporaires et l'organisation d'événements spéciaux sur le site du musée, renforçant ainsi son rôle central dans le paysage culturel local.

Objectif n° 1 - Valoriser le patrimoine et les collections du Pays

DCP : Aménager les sites culturels extraordinaires et mettre en place ou améliorer les structures dédiées à l'action culturelle
MTI : organisation d'expositions et événements culturels au MTI

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Au titre de la DCP :								
Indicateur 1.1 -Nombre de sites classés	Nb	5	6	4	4	4	5	5
Indicateur 1.2 - Nombre d'objets mobiliers classés portée régionale et internationale	Nb	0	0	2	2	2	2	2
Indicateur 1.3 - Nombre de sites aménagés et valorisés portée régionale et internationale	Nb	5	6	10	4	4	6	11
Au titre du MTI :								
Indicateur 1.4 - nombre de manifestations et événements	Nb	3	4	4	-	12	4	4
Indicateur 1.5 - nombre d'expositions	Nb	1	2	3	3	7	3	2
Indicateur 1.6 - nombre de visiteurs	Nb	8 405	54 486	40 000	50 000	64 486	50 000	35 000

Sources des données :
DCP , MTI
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1, 1.2 et 1.3 - données brutes
Indicateur 1.4 - indicateur calculé à partir du nombre de manifestations organisés par le Musée ou par des partenaires
Indicateur 1.5 - indicateur calculé à partir du nombre d'expositions organisés par le Musée ou par des partenaires
Indicateur 1.6 - indicateur calculé à partir du nombre de visiteurs (tous publics et scolaires)
Autres commentaires :
A noter que depuis le 17/09/2018, les salles d'exposition permanente ont fermé pour travaux d'où la baisse de fréquentation depuis 2019. Seule la salle d'exposition temporaire était ouverte au public. Toutefois depuis le 5 juin celle-ci est également fermée jusqu'à la fin de l'année, d'où la révision du nombre de visiteurs et d'exposition. L'ouverture du nouveau musée est effective depuis mars 2023

- *Commentaire et analyse des résultats*

- Bilan de la culture et du patrimoine (DCP)

Dans le cadre de sa mission de conservation du patrimoine, la DCP continue d'évaluer régulièrement l'état sanitaire des sites classés, un outil essentiel pour orienter les actions de restauration et de valorisation. En 2024, elle a élargi son champ d'action en réalisant des bilans sanitaires pour les sites classés des îles Marquises, des Australes (hors Rapa) et des Îles-Sous-le-Vent, en complément de ceux réalisés en 2023 pour Tahiti et Mo'orea. Ces bilans, financés à hauteur de 11 568 830 F CFP, ont permis d'obtenir un état actualisé des sites, dont une grande partie a été inscrite dès 1952, et de définir les priorités pour leur préservation et leur restauration.

La DCP a également poursuivi ses efforts de restauration, avec une attention particulière portée aux *marae* classés de Maeva à Huahine, dont elle est désormais officiellement gestionnaire. Ce changement de responsabilité renforce la cohérence des actions de préservation.

De plus, la DCP a investi dans la restauration du Monument aux morts de Papeete, classé au patrimoine, avec le soutien financier de la Fondation de la sauvegarde de l'art français. Cette aide, obtenue suite à une campagne de vote en ligne, s'élève à 8 000 euros.

- Bilan de Te Fare Iamanaha - Musée de Tahiti et des Îles

Action n°1 relative à la finalisation de l'aménagement et la rénovation du musée.

Te Fare Iamanaha a rencontré des difficultés dans la réalisation de certaines opérations d'investissement prévues en 2024.

Concernant la seconde phase de réhabilitation du musée et l'aménagement d'un café, l'opération a été scindée en deux phases après concertation avec la DCP, le CDE et la DBF. La première phase concerne les études du projet. Une convention de MOD a été signée avec G2P, et les études sont en cours.

Les travaux d'aménagement pour faciliter l'accès aux personnes à mobilité réduite ont été réalisés en octobre 2024.

Les travaux d'installation d'une centrale de production solaire sur le toit de la nouvelle salle d'exposition sont en cours (marché notifié en juillet 2024 - OS de démarrage notifié en octobre 2024), avec une livraison mi-juin 2025. Les dépenses pour 2024 s'élèvent à 2 220 422 F CFP, couvrant la publication de la consultation au JOAM et les honoraires du maître d'œuvre.

Action n°2 relative à l'organisation des expositions et événements en 2024

En 2024, le Musée de Tahiti et des Îles (MTI) a été marqué par une riche programmation d'expositions et d'événements. Le MTI était soit organisateur soit coorganisateur ou encore partenaire en mettant à disposition des lieux d'expositions ou de manifestations.

Les expositions : le MTI a accueilli 6 expositions et réalisé une exposition itinérante.

L'exposition phare de cette année olympique a été l'exposition « *Hōrue*, vagues d'hier et d'aujourd'hui » qui a été co-financée par le Pays et l'État à hauteur de 5 216 597 F CFP. Cette exposition a accueilli 12 145 visiteurs d'avril à fin septembre 2024.

Le MTI a également mis à disposition sa salle d'exposition temporaire pour deux évènements :

- « Hommage à Henri Hiro », exposition itinérante de TFTN en octobre, pour un coût de 106 905 F CFP ;
- « Hoho'a : Chemin et Trajets », exposition d'un collectif de photographes, présentée de novembre 2024 à fin février 2025, pour un coût de 22 374 F CFP.

L'espace Farereira'a du musée a, quant à lui, accueilli 3 expositions temporaires :

- « Les masques de Torres » du Consultat d'Australie de décembre 2023 à janvier 2024 ;
- « Hura Hura Horue » du Centre Papa Nui au mois de juin ;
- « Regards des sans-abris de Papeete », exposition photographique de Doris Ramseyer, de décembre 2024 à fin février 2024 pour un coût de 119 335 F CFP.

Dès sa conception, le MTI a décidé de faire voyager l'exposition Hōrue vers les habitants des îles dans le cadre de l'opération « Été culturel ». Des Kakémono sur roll-up ont ainsi été réalisés et présentés aux habitants de Mo'orea, Raiatea et Rangiroa pour un coût de 954 400 F CFP avec une participation de la mission d'aide aux actions culturelles (M.A.C) de l'État à hauteur de 477 327 F CFP.

Les manifestations : comme chaque année, le MTI a organisé des événements gratuits pour le public et notamment la « Nuit des Musées » (mai), « Manaha nō te Hōrue » (septembre), les « Journées du Patrimoine » (septembre) pour un coût de 2 207 532 F CFP.

Le MTI a également célébré avec les services et établissements culturels le *Tau Auhune* - période de l'abondance en accueillant le public scolaire le 22 novembre 2024. Il a ainsi mis à disposition le site du musée et pris en charge une prestation pour la visite du patio et l'installation d'un poste de secours pour un coût total de 80 000 F CFP.

Par ailleurs, comme chaque année, l'établissement a mis à disposition gracieusement :

- De TFTN, les jardins pour l'organisation du « Nu'uroa Fest » ;
- Du CAPF, les jardins pour l'organisation de la manifestation « Ta'o Auhune » pour célébrer Matari'i i ni'a (participation financière du MTI à hauteur de 70 000 F CFP) et la salle de conférence pour le tournage du concert de Noël.

Enfin, le MTI a proposé au public 5 conférences thématiques programmées tout au long de l'année et en fonction des événements concomitants se déroulant au MTI.

À noter que le MTI a également été le point de départ du relais de la flamme Olympique dans la commune de Punaauia le 13 juin 2024.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

- Bilan de la culture et du patrimoine (DCP)

Ces initiatives illustrent l'engagement continu de la DCP en faveur de la préservation et de la valorisation du patrimoine historique de la Polynésie française, tout en renforçant la reconnaissance de ces sites au niveau local et international.

- Bilan de Te Fare Iamanaha - Musée de Tahiti et des Îles

Action n°1 relative à la finalisation de l'aménagement et la rénovation du musée.

L'installation de 2 *splits* muraux supplémentaires dans la salle de conférence est en attente, le musée devant traiter au préalable un problème d'acoustique dans cette salle. Le MTI a donc lancé une étude acoustique pour sa salle de conférence. La solution proposée par le seul expert en acoustique du Pays est de poser des panneaux acoustiques sur les murs de la salle de conférence. Les panneaux fabriqués en Espagne seront livrés à la fin du mois d'avril 2025 et les travaux seront réalisés dans le courant du mois de mai 2025. Le coût de cette opération en 2024 est de 1 582 265 F CFP et correspond à l'étude acoustique et à un acompte pour les panneaux.

Les études du projet de création de l'aile d'art moderne et contemporaine, mise en instance un moment, ont repris. L'appel à candidature va être lancé au cours du premier trimestre 2025, le choix des candidats pour le concours d'architecture est prévu dans le courant du second trimestre 2025 et le résultat du concours en septembre 2025.

Te Fare Iamanaha a pu clore deux (2) opérations en investissement : le désamiantage des bâtiments du musée (AP 123.2017 : 103 029 F CFP) et l'aménagement et la rénovation du musée (AP 148.2018 : 3 464 362 F CFP)

Action n°2 relative à l'organisation des expositions et événements en 2024

Malgré un nombre d'agents réduit, le MTI a su s'adapter aux différentes circonstances pour organiser les expositions et manifestations prévues sur le site. Les résultats de 2024 ont largement dépassé les prévisions : 7 expositions ont été réalisées au lieu de 3, et 12 événements et manifestations ont eu lieu, contre 4 initialement prévus.

Objectif n° 2 : Rendre accessibles la connaissance du patrimoine et les savoirs traditionnels

La diversification des supports de médiation culturelle joue un rôle clé dans l'accessibilité et la démocratisation de la culture. Ces outils facilitent l'accueil des différents publics, qu'ils soient scolaires ou touristiques, et contribuent à renforcer l'attractivité du musée en offrant une expérience enrichie à tous.

Objectif n°2 - Rendre accessible la connaissance du patrimoine et les savoirs traditionnels

DCP : Publication d'ouvrages
MTI : développement d'outils de médiation et de supports numériques

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Au titre de la DCP :								
Indicateur 2.1 - Nombre d'ouvrages	T	3	1	6	7	7	6	7
Au titre du MTI :								
Indicateur 2.1 - nombre d'ouvrages	Nb	?	1	1	1	1	1	2
Indicateur 2.2 - nombres d'outils développés	Nb	17	8	5	5	8	5	5

Sources des données :
DCP, MTI
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 2.1 - indicateur calculé à partir du programme muséographique et de médiation culturel arrêté par l'équipe scientifique et le muséographe
Indicateur 2.2 - données brutes
Autres commentaires :
En 2022, réalisation d'une visite virtuelle pour la nuit des musées, et de supports pédagogiques pour l'exposition Titouan Lamazou .

- *Commentaire et analyse des résultats*

- Bilan de la culture et du patrimoine (DCP)

En 2024, la DCP a collaboré avec l'anthropologue Frédéric Torrente pour enrichir son programme de valorisation et de transmission des légendes polynésiennes. Deux projets spécifiques ont été lancés : la création de recueils de légendes pour la commune de Papara et l'atoll de Rangiroa. Ces initiatives s'inscrivent dans la continuité des efforts de la DCP pour documenter et préserver le patrimoine immatériel de la Polynésie, après la publication de précédents livrets consacrés à des sites emblématiques comme Taputapuātea et Fatu Hiva.

- Bilan de Te Fare Iamanaha - Musée de Tahiti et des Îles

Action n°1 relative à la poursuite du programme muséographique. Concernant la pose des grands panneaux trilingues dans la salle d'exposition permanente, la validation des textes a pris plus de temps que prévu, retardant leur installation à janvier 2025. Bien que le coût initial de l'opération ait été estimé à 963 361 F CFP, seule une prestation complémentaire d'infographie a pu être réalisée pour un montant de 65 000 F CFP.

En ce qui concerne les supports de visites, le musée a mis en lumière certains objets lors d'événements spéciaux, tels que la navigation pendant les « Journées du Patrimoine » et « Matari'i i ni'a ». Une exposition virtuelle de « Hōrue » a également été mise en ligne sur le site internet du musée pour un coût de 498 000 F CFP, avec des capsules vidéo des artistes intégrées à l'exposition virtuelle. Cette opération a été cofinancée par l'État et le Pays.

Le musée a aussi organisé un concours artistique et des ateliers de savoir-faire traditionnel au second semestre 2024 pour attirer un public diversifié.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

- Bilan de la culture et du patrimoine (DCP)

L'objectif final est de publier les recueils des légendes de Papara et de Rangiroa, afin d'assurer la transmission de ces récits aux générations futures. Ces publications joueront un rôle clé dans l'accès au patrimoine culturel polynésien, tout en favorisant une meilleure compréhension des traditions orales.

- Bilan de Te Fare Iamanaha - Musée de Tahiti et des Îles

En raison de la charge de travail importante liée à l'organisation des expositions et manifestations, le MTI n'a pas pu mettre en place la signalétique destinée aux malvoyants.

En 2024, le MTI a été chargé de renforcer ou d'établir des partenariats avec des institutions muséales en France, en Europe et dans la région Pacifique. À cette fin, plusieurs missions ont été réalisées en Nouvelle-Zélande, en Australie, en Italie et en Chine, pour un coût total de 1 140 892 F CFP. Ces missions ont permis la signature de trois partenariats avec le Musée Te Papa Tongarewa de Wellington, le Musée d'Auckland (Tamaki Paenga Hira) et le Musée des cultures austronésiennes de Pingtan en Chine.

Objectif n°3 : Conserver le patrimoine et les collections du Pays

- Bilan de la culture et du patrimoine (DCP)

Le nouveau centre d'étude et de conservation du mobilier archéologique de la DCP et du MTI devrait voir le jour à la fin du premier semestre 2025. La DCP doit assurer le transfert de ses collections de manière raisonnée. Aussi, les documents d'archives de l'archéologie navale seront numérisés et l'étude des ossements humains sera poursuivie par un chercheur du CNRS. En outre, la DCP poursuit sa politique de recensement des vestiges culturels, par la mise en place de deux prospections inventaires : le premier à Rangiroa et, le second, à Arue.

- Bilan de Te Fare Iamanaha - Musée de Tahiti et des Îles

La conservation des collections du Pays est l'une des missions spécifiques de l'établissement. Outre les travaux nécessaires pour le maintien des conditions de conservation préventive optimale, cette mission particulière implique des coopérations scientifiques et des programmes de recherche et de restauration des collections.

Objectif n°3 - Conserver le patrimoine et les collections du Pays								
DCP : Restaurer et prospecter les sites culturels extraordinaires et Invenaire **MTI** : valorisation des collections muséales								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024** **Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Au titre de la DCP :								
Indicateur 3.1 - Nombres de sites restaurés	T	-	6	6	4	4	4	5
Indicateur 3.2 - Campagne de prospections archéologiques	F CFP	-	15	8	3	14	15	15
Au titre du MTI :								
Indicateur 3.3 - nombre d'objets restaurés et diagnostiqués	Nb	45	0	10	59	59	10	10
Indicateur 3.4 - nombres d'objets recensés hors PF	Nb	1 299	1 299	2 000	1 800	1 299	2 200	2 500
Sources des données : *DCP, MTI* Mode de calcul des indicateurs : *Indicateur 3.1 et 3.2 - données brutes* *Indicateur 3.3 - indicateur calculé à partir des fiches objets remplis par les prestataires chargés de faire les inventaires dans les musées - cumul des fiches objets depuis le début de l'inventaire* *Indicateur 3.4 - indicateur calculé à partir de diagnostics des objets réalisés par l'équipe scientifique du Musée*								

- *Commentaire et analyse des résultats*

- Bilan de la culture et du patrimoine (DCP)

En matière de valorisation, la DCP collabore étroitement avec la commune de Mo'orea-Mai'ao pour finaliser la mise en valeur du *marae* Ōfa'i tama. Bien que non classé, ce *marae* revêt une grande importance culturelle. Situé en baie de Paopao, il était autrefois dédié aux enfants, ce qui lui confère une spécificité unique dans le paysage patrimonial polynésien.

Cependant, sa localisation à proximité d'un boulodrome et d'un espace festif, souvent utilisé les week-ends, expose le site à des risques accrus de dégradation. En réponse à cette situation, la DCP s'est engagée dans un projet de valorisation ambitieux pour protéger et préserver ce site.

- Bilan de Te Fare Iamanaha - Musée de Tahiti et des Îles

Action n°1 relative à la reprise du programme de restauration des collections ethnographiques

Une mission de restauration a été réalisée en août 2024 afin de procéder à un constat d'état des objets en bois exposés dans la salle d'exposition permanente, après un an d'exploitation du musée. Le coût de cette opération s'est élevé à 698 021 F CFP.

Action n° 3 relative à la prise en charge du renouvellement annuel d'assurance des prêts des différents musées, exposés dans la nouvelle salle d'exposition permanente

Le montant du renouvellement de l'assurance annuelle pour les objets prêtés par les différents musées et exposés dans la nouvelle salle d'exposition permanente est de 5 038 435 F CFP. Cette assurance est une obligation imposée pour les prêts d'œuvres entre établissements muséaux. Pour rappel, le Musée du quai Branly-Jacques Chirac, le *British Museum* et le *Museum of archaeology and anthropology de Cambridge* (MAA) ont prêtés 18 objets dont le dieu A'a et le costume du deuilleur.

Action n° 4 relative à la conservation préventive des collections du musée

Les marchés (2 lots) ont été notifiés aux titulaires des marchés en décembre 2024. Le démarrage des travaux est prévu en mars 2025 après la saison des pluies.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

- Bilan de la culture et du patrimoine (DCP)

L'objectif est de redonner au *marae* Ōfa'i tama la reconnaissance et le respect qu'il mérite en tant que lieu de mémoire et de transmission culturelle. Ce projet inclut l'installation d'une signalétique explicative, la sensibilisation des usagers locaux et la protection physique du site. Sa mise en œuvre est prévue pour le début de l'année 2025.

- Bilan de Te Fare Iamanaha - Musée de Tahiti et des Îles

Action n°2 relative à la poursuite du programme d'inventaire des collections de Polynésie française détenues hors du Pays notamment dans la zone Pacifique et en Europe

Le MTI avait prévu de mandater un prestataire dans le dernier trimestre 2024 pour la réalisation d'inventaire des collections du Musée de Cahors mais l'opération n'a finalement pas pu se faire pour des problèmes d'agenda et de formalités administratives.

Action n° 4 relative à la conservation préventive des collections du musée

En fonctionnement, l'équipe de conservation a réalisé plusieurs opérations de conservation préventive avec parfois le concours de prestataires extérieurs (mouvement des collections, réglage des éclairages, etc.). Le MTI a également acquis du matériel et des équipements pour les réaliser ses opérations. Le coût de cette action a été de 467 405 F CFP.

Le MTI a bien acquis le matériel de désinsectisation spécifique ne nécessitant pas le recours à des procédés chimiques pour un montant de 1 028 428 F CFP.

- Bilan du suivi des conséquences des essais nucléaires

Objectif n°1 : Achever l'ensemble des études nécessaires pour la réalisation de Pū Mahara

Objectif n°1 - Achever les études nécessaires au lancement de la construction du centre de mémoires Pū Mahara								
Lancer le concours d'architecture								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Livrer à la Présidence le document d'aide à la décision pour la réalisation du projet scientifique, culturel et éducatif (PSCE)	%		100%					
Indicateur 1.2 - Sélectionner un programmiste	%							
Indicateur 1.3 - Réaliser des consultations publiques relatives au centre de mémoires Pū Mahara (consultation auprès des enseignants, consultations grand public)	%			100%		100%		
Indicateur 1.4 - Livrer la version finale du PSCE	%			100%		25%		
Indicateur 1.5 - Lancer le concours d'architecte	%			100%		0%		
Indicateur 1.6 - Dépolluer l'hôtel de la marine	%			100%		0%		100%

Sources des données :
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1.- indicateur calculé à partir de la remise du document livré le 15 mai 2023
Indicateur 1.2.- indicateur calculé à partir du lancement de la phase programmatique par G2P
Indicateur 1.3.- indicateur calculé à partir de la programmation des enquêtes : enseignante en 2023 et grand public en 2024
Indicateur 1.4.- indicateur calculé en fonction de l'avancée des travaux pré-cités dans les indicateurs 1.2 et 1.3
Indicateur 1.5.- indicateur calculé à partir du lancement de la phase de lancement par G2P
Indicateur 1.6.- indicateur calculé en fonction des études préalables

- *Commentaire et analyse des résultats*

Les consultations publiques ont bien été réalisées. Toutefois le taux de réponse de celle menée auprès des enseignants est très bas, ce qui la rend peu exploitable. Ces réponses ainsi que celles du deuxième ensemble seront néanmoins confiées, après traitement pour garantir la protection des données personnelles (RGPD), au Conseil scientifique et culturel pour enrichir ses réflexions.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Le processus de définition programmatique d'un centre d'interprétation est long, complexe, itératif et évolutif. La définition d'objectifs de performance n'est pas pertinente pour ce niveau de projet.

9.3.4 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
908/968 02 - PATRIMOINE ET TRANSMISSION DES SAVOIRS TRADITIONNELS	**35 507 385**	**34 691 253**	**70 198 638**
Culture et patrimoine	17 829 511	19 815 619	37 645 130
Aménagement du site culturel du marae de Taputapuatea et à la construction d'un centre d'interprétation d'environ 450 M² pour une AP à hauteur de 1 000 000 0000 F et des CP délégués de 90 000 000 F (MOD G2P)		2 889 479	2 889 479
Aménagement du site classé de la pointe Tataa			0
Restauration du marae Pererau sis à Moorea	316 400		316 400
Restauration du marae Matairea de Huahine		4 889 500	4 889 500
Restauration des structures lithiques du complexe Te ana hui de Huahine		6 985 000	6 985 000
Restauration du marae Arahurahu de Paea		5 051 640	5 051 640
Panneaux d'informations sur les sites de Matairea, du complexe Te ana hui arii et du marae Pererau	985 000		985 000
Suivi et maintenance du portail internet Unesco			0
Suivi et maintenance de l'audioguide de Taputapuatea			0
Réalisation de supports de communication culturels	1 047 951		1 047 951
Réalisation d'une banque de données sonores	840 000		840 000
Acquisition de fonds photographiques pour Taputapuatea et les îles Marquises	565 000		565 000
Fouille programmée du site de Taputapuatea	2 500 000		2 500 000
Prospection et inventaire de la partie haute du paysage culturel de Taputapuatea			0
Prospection et inventaire de la partie sud de Nuku a Taha	4 836 120		4 836 120
Mise en place d'un recueil et d'une carte toponymique de Taputapuatea			0
Poursuite de l'étude des ossements humains	2 009 040		2 009 040
Numérisation des documents d'archives de l'archéologie navale			0
Bilan sanitaire et prospection inventaire de la commune de Rangiroa	2 580 000		2 580 000
Bilan sanitaire prospections et inventaire du domaine Opupu de Arue	2 150 000		2 150 000
Musée de Tahiti et des îles	17 677 874	11 340 611	29 018 485
Valoriser le patrimoine et les collections du Pays	9 770 121	10 253 491	20 023 612
Rendre accessibles la connaissance du patrimoine et les savoirs faire traditionnels	1 703 892	0	1 703 892
Conserver le patrimoine et les collections du Pays	6 203 861	1 087 120	7 290 981
Suivi des conséquences des essais nucléaires	0	3 535 023	3 535 023
Centre de mémoires des essais nucléaires : Réaliser des consultations publiques relatives au centre de mémoires Pū Mahara (consultation auprès des enseignants, consultations grand public)	0	3 535 023	3 535 023

10. MISSION 909/969 : ENSEIGNEMENT

6,64 Mds F CFP
Montant total mandaté au CA 2024

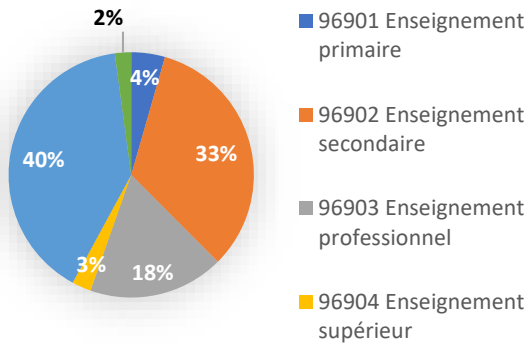
4,88 Mds F CFP
Dépenses de fonctionnement mandatées

1,76 Md F CFP
Dépenses d'investissement mandatées

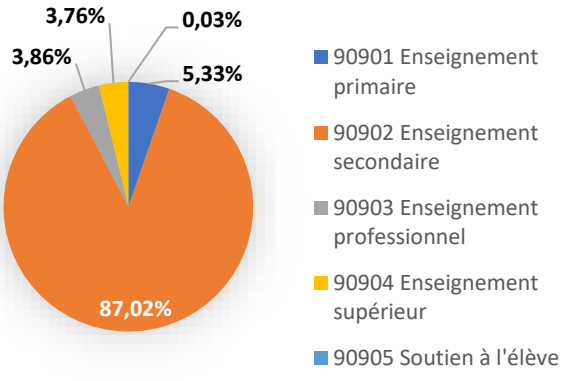
3,4 Mds F CFP
Dépenses de personnel mandatées
soit 10,58 % sur la masse globale

266,6 M F CFP
Mandatés au titre des aménagements et travaux divers des collèges et lycées 2024

Répartition des dépenses de fonctionnement par programme



Répartition des dépenses d'investissement par programme



1,2 Md F CFP
Mandatés au titre des bourses scolaires

1,4 Md F CFP
Mandatés au titre de la dotation de fonctionnement aux établissements publics d'enseignement

472,2 M F CFP
Mandatés au titre de la dotation de fonctionnement aux établissements privés d'enseignement

10.1 **Revue de la politique générale de la mission**

À l'échelle mondiale, selon l'Organisation des nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), le *reo mā'ohi* est menacé d'extinction. Sur les îles de Tahiti et Moorea, où se concentre 70 % de la population polynésienne, l'apprentissage du *reo tahiti* se perd au profit de l'anglais, voire de l'espagnol ou du mandarin.

C'est pourquoi le ministère de l'éducation et de la culture poursuit un programme d'actions qui visent à inverser la tendance et à « recréer » des locuteurs en *reo mā'ohi* sur les prochaines générations.

Ainsi, il convient de transmettre les langues polynésiennes par tous les moyens de diffusion disponibles à toute la société polynésienne via l'éducation, l'immersion linguistique et culturelle, et la famille.

Contrairement aux idées reçues, le fait de parler une langue autochtone n'a pas pour effet le repli sur soi, bien au contraire. Chaque langue exposant un point de vue sur le monde, le plurilinguisme est un réel facteur d'ouverture.

Ainsi, la mise en place d'une politique linguistique et éducative favorable au plurilinguisme est un réel enjeu pour notre société de demain.

L'actuelle Charte de l'éducation de la Polynésie française (loi du pays n°2017-15 du 13 juillet 2017) fixe une ambition claire pour l'école polynésienne, articulée autour de trois grands objectifs :

- **Une école pour tous**, garantissant la réussite de chaque élève, quelle que soit son origine sociale ou géographique ;
- **Une école performante**, visant à ce qu'aucun élève ne quitte le système éducatif sans un diplôme d'au moins niveau 3, avec pour objectif de porter à 70 % le taux d'accès au baccalauréat et d'améliorer globalement la réussite aux examens ;
- **Une école ouverte**, encourageant l'implication des parents, valorisant la diversité culturelle et linguistique de la Polynésie française, et favorisant une ouverture sur le monde, notamment grâce aux outils numériques.

Toutefois, afin de répondre à l'évolution de notre société, une nouvelle charte de l'éducation dont l'objectif est de bâtir "une école qui nous ressemble et qui nous rassemble" et qui doit permettre à chaque élève et à chaque famille de se reconnaitre dans notre école polynésienne, doit être rédigée. Aussi, les travaux préalables à sa rédaction de la nouvelle Charte de l'éducation ont démarré en 2024 et se poursuivent en 2025 pour une entrée en vigueur prévue pour la rentrée scolaire 2025-2026.

- Bilan d'enseignement et de formation professionnelle agricoles (EPEFPA)

La feuille de route de l'EPEFPA s'inscrit dans les orientations du schéma directeur de l'agriculture et du plan polynésien de l'enseignement agricole adoptés en 2021.

La formation diplômante et professionnelle agricole est assurément le gage d'une intégration réussie des nouveaux acteurs dans le secteur primaire. A titre d'exemple, le nombre de mentions obtenues et le taux d'insertion professionnelle de 85 % à la sortie du BTS DARC témoignent du succès de cette approche.

Avec l'appui de la responsable de communication nouvellement embauchée, la présentation d'un catalogue et d'un calendrier de formation a permis au CFPPA de gagner en visibilité, de renforcer la mise en œuvre du dispositif FIA jusqu'en 2027 (formation à l'installation agricole) et d'organiser davantage de sessions de formations courtes dans les archipels. Le gouvernement accompagne les publics cibles formés tout au long de leur parcours professionnel. Ainsi, les aides publiques directes aux agriculteurs et les locations foncières agricoles sur les domaines du Pays sont priorisées au profit des jeunes et des adultes qui ont choisi de s'investir dans des formations diplômantes ou qualifiantes dans leur domaine d'activités.

2024 marque la dernière année d'utilisation du dispositif CAE PRO pour attribuer aux stagiaires FIA une indemnité mensuelle. Pour les années suivantes, une subvention complémentaire du Pays versée au CFPPA permettra de pérenniser ce dispositif.

Sur l'exploitation agricole, le soutien financier du Pays en investissement s'est concrétisé en 2024 par l'arrivée de matériels et équipements pour les ateliers fruitiers et agroforestiers (tarière, divers matériels d'entretien électriques) ainsi qu'un chariot télescopique qui améliore notablement les travaux de terrains et notamment sur la gestion du compostage et des déchets verts.

Les travaux pour le hangar agro équipement ont débuté en août 2024, la fin du chantier est prévue pour mai 2025. La procédure de mise à disposition d'une parcelle pour le projet de remise à niveau du patrimoine bâti a ralenti le processus de dépôt de permis de construire qui a donc été reporté à 2025.

L'expérience de formation en mobilité a été reconduite pour 3 agents avec un déplacement sur Raiatea et Tahaa. Ce déplacement a ouvert des perspectives en production de vanille lors de la visite dès l'unité de Tahaa et a permis des échanges fructueux entre pairs qui ont d'ores et déjà trouvés leur application sur l'exploitation d'Opunohu.

En 2024, le lycée a continué à développer la mobilité inter-île avec deux stages territoires dans les iles sous le vent et l'ouverture à l'international avec un projet d'études pédagogiques, découverte culturelle et insertion professionnelle en Nouvelle-Zélande. Le dispositif Erasmus+ a permis aux étudiants de BTS DARC de réaliser leur période de formation en milieu professionnel en Belgique.

- Bilan de la Fédération polynésienne des MFR (FPMFR)

L'accompagnement stratégique du ministère de tutelle du réseau FPMFR s'est opéré sur trois axes principaux :

- Veiller à ce que les MFR poursuivent leurs engagements de restructuration des outils et formations à la gestion comptable et financière ;
- Permettre la formation en alternance par des stages en immersion chez les professionnels du secteur primaire et aux seins de structures dans la zone pacifique, notamment via l'enveloppe de 37 millions F CFP fléchée sur le dispositif mobilité des jeunes ;
- Engager le travail avec le réseau des MFR visant à la mise en place de formations d'initiation à l'aquaculture et aux métiers de la pêche.

- Bilan de la Délégation à la recherche (REC)

La Polynésie française a inscrit dans ses priorités de projet de société à l'horizon 2030, la refondation et la transformation de son modèle économique pour un développement harmonieux et durable ainsi qu'une croissance inclusive, solidaire et équitable. Ce nouveau projet de société favorisant le progrès social, le développement culturel, la préservation du patrimoine naturel, la création de richesses et l'amélioration des conditions de vie de notre population repose sur trois piliers :

- FA'ATURA (Respecter) ;
- FA'AORA (Soutenir) ;
- et FA'ATUPU (Bâtir).

Aussi, consciente de l'adaptabilité et de la résilience de son vaste territoire et de sa population face aux changements et aux crises planétaires, la Polynésie française se positionne comme éclaireur des grands défis de transition à venir, et vise à devenir un démonstrateur des solutions que la recherche et l'innovation peuvent produire en réponse à ces défis. La priorité est ainsi portée sur les projets de recherche qui démontrent un impact à court ou moyen terme, en matière d'innovation dans les secteurs d'intérêt pour la Polynésie française, notamment en matière de transition alimentaire, écologique, énergétique ou numérique.

La recherche, l'enseignement supérieur et les entreprises, représentent les trois piliers fondamentaux de l'économie de la connaissance. Aussi, ce triptyque - recherche, formation-enseignement et innovation - est présenté dans les politiques de développement, comme des éléments clés pour accroître la compétitivité des territoires. Il constitue plus particulièrement un levier pour soutenir la croissance économique de la Polynésie française en permettant de renforcer les compétences et talents locaux, développer de nouvelles activités et filières, augmenter la compétitivité des secteurs publics et privés, et partant, créer de l'emploi (objectif 8 des objectifs de développements durables (ODD) pour la Polynésie française, cible 8.3).

10.2 **Programme 909 01/969 01 : enseignement primaire**

10.2.1 Bilan des orientations stratégiques

Le socle commun de connaissances, de compétences et de culture (S4C) concerne les élèves du cours préparatoire à la 3e. Il rassemble l'ensemble des connaissances, compétences, valeurs et attitudes que l'élève doit acquérir pour réussir sa scolarité.

La Polynésie française a opté pour le protocole national d'évaluations avec la mise en œuvre du dispositif repères CP, CE1, CE2, CM1 et CM2. En CP, l'évaluation de début d'année est complétée par un point d'étape en milieu d'année scolaire.

Formation des enseignants et gestion des ressources humaines

Les résultats des élèves sont, en partie, la résultante des compétences professionnelles des enseignants. Leur formation est donc une priorité. De nouvelles modalités de formation sont désormais privilégiées en développant notamment des modules de formation hybrides ou en distanciel. Cela permet de réduire les coûts exorbitants liés à a prise en charge des frais de déplacement des personnels résidant dans les autres îles que Tahiti.

Toutefois, en raison du dépassement du plafond d'emplois dans le public, une politique de rigueur a été instaurée. Cela s'est traduit, entre autres, par la suspension du plan de formation continue avec remplacement, d'août à décembre 2024. Cette mesure vise à limiter le recours aux contractuels et à atteindre un équilibre budgétaire d'ici le 31 décembre 2024.

Néanmoins, la mise en place des nouveaux rythmes scolaires et la nouvelle organisation du temps de travail des enseignants dans le cadre des 108 heures ont permis de maintenir une partie du plan de formation, avec 18 h de formation continue ne nécessitant pas de recourir à des remplaçants.

Les plans mathématiques et français ont induit de nouvelles modalités de formation, comme la mise en place de constellation et de Lesson study. Leur mise en œuvre se poursuit en alternant des temps de formations hors la classe et formation entre pairs dans la classe.

Enfin, dans le cadre de la priorité accordée à l'enseignement des langues et cultures polynésiennes et du développement du plurilinguisme, la mise en œuvre du plan de formation renforcé en faveur du *reo tahiti* prévoyant à la fois une formation sectorielle à destination des équipes des différents sites bilingues mais également une formation massée d'une durée de 5 semaines à destination des enseignants se jugeant en insécurité linguistique a été décalée à la rentrée de janvier 2025. Chaque module de 5 semaines permettra la formation de 10 enseignants. 30 enseignants seront ainsi formés.

Déploiement du numérique éducatif

La deuxième phase de déploiement de l'ENT couvre 58 écoles, 9 CJA, 25 collèges, 9 CETAD et 10 lycées, touchant 95 473 personnes.

À ce jour, 26 149 comptes sont actifs, dont 3 308 enseignants, 7 426 parents, 636 personnels et 14 779 élèves, avec une moyenne de 11 260 connexions quotidiennes.

L'extension se poursuivra en août 2025 avec la généralisation de l'ENT à toutes les écoles et établissements publics, ajoutant 117 écoles et 11 CJA, soit 28 896 nouveaux utilisateurs. Le déploiement dans le premier degré, réalisé à 34 % en 2024, atteindra 100 % à la rentrée scolaire 2025, conformément au plan de déploiement défini par le Ministère (n°293/MEE du 16/06/2023). L'accompagnement des personnels a été renforcé avec 68 sessions de formations organisées entre août 2023 et décembre 2024, permettant à 1 666 enseignants et personnels de se former à l'utilisation de l'ENT sur un module de 4 heures.

Cependant, l'accès à internet dans les classes reste un frein majeur. Actuellement, 160 écoles et CJA, soit 82 %, disposent d'un débit insuffisant (inférieur à 6 Mbps en téléchargement et 0,512 Mbps en téléversement), limitant l'usage régulier des outils numériques. Parmi elles, 31 écoles, représentant 74 enseignants et 64 classes, sont quasiment sans connectivité (moins de 1 Mbps en téléchargement) et ne disposent d'aucune offre commerciale locale permettant d'améliorer leur connexion.

L'accompagnement du numérique éducatif dans les écoles s'est poursuivi en 2024 par la mise à disposition de matériel informatique géré par les circonscriptions pédagogiques du premier degré.

10.2.2 Bilan des réformes

Deux réformes majeures ont été mises en œuvre à la rentrée scolaire 2024 :

- les nouveaux rythmes scolaires ;
- et les nouvelles obligations réglementaires de service des enseignants.

Nouveaux rythmes scolaires et réforme éducative

La communication et la concertation ont permis une mise en œuvre relativement sereine malgré les inquiétudes légitimes de parents suscitées par cette réforme d'envergure. Le bilan d'étape révèle que :

- 74 % des familles interrogées se déclarent moyennement satisfaites à très satisfaites des nouveaux rythmes scolaires ;
- 53 % d'entre elles estiment que les déplacements s'en trouvent facilités ;
- 71 % des enseignants se disent satisfaits de cette réforme.

Les activités pédagogiques complémentaires (APC), proposées aux élèves en dehors du temps scolaire mais non obligatoires, constituent un levier puissant permettant aux élèves d'apprendre autrement.

Nouvelles obligations réglementaires et formation continue

Les nouvelles obligations réglementaires de service des enseignants prévoient notamment la mise en place des 108 heures de travail en dehors du temps scolaire. Dans ce cadre, 18 heures annuelles sont dévolues à la formation continue. Ces nouvelles dispositions viennent renforcer la formation continue tout en réduisant le besoin de recourir à la brigade de formation continue pour remplacer les enseignants durant le temps face aux élèves.

Vers une nouvelle Charte de l'éducation (2025-2029)

Ces réformes engagées s'inscrivent dans un projet systémique se traduisant par l'élaboration de la Charte de l'éducation 2025-2029. Cette nouvelle Charte de l'éducation sera élaborée selon une logique "Bottom up" avec une large consultation de l'ensemble de la communauté éducative. Les travaux, commencés en juillet 2024, reposent sur l'idée que les élèves doivent se sentir reconnus pour s'investir dans leur scolarité.

La Charte mettra l'accent sur l'identité de l'École polynésienne, en valorisant les langues et cultures locales, et en réconciliant les élèves avec leur culture, langue et histoire.

Elle se structurera autour de six axes :

- La valorisation de l'identité polynésienne ;
- La promotion de l'ambition scolaire ;
- L'ouverture sur les familles et le monde ;
- La bienveillance ;
- Un climat d'innovation ;
- Et l'engagement des personnels éducatifs.

10.2.3 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 - Conduire tous les élèves à la maîtrise des compétences du socle

Objectif n° 1 – Conduire tous les élèves à la maîtrise des compétences du socle

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Pourcentage d'élèves maîtrisant en fin de CE2 les compétences du palier 1 du socle commun	%	69,05	68,56	73,00	69,04	69,04	73,00	75,00
Indicateur 1-2 : Pourcentage de modules de formation mis en œuvre par rapport à ceux inscrits au plan de formation du 1er degré	%	44,06	70,55	75,00	73,47	73,47	75,00	77,00

Sources des données :
Livret Scolaire Unique du CP à la troisième (LSU) et Rapport ESPE - DFCI[DGEE]

Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - Nombre d'élèves scolarisés en classe de CE2, quelque soit leur classe d'âge, qu'ils soient redoublants ou non, ayant une "maîtrise satisfaisante" et une "très bonne maîtrise" des composantes du socle commun de connaissances, de compétences et de culture en fin de cycle 2 (CP, CE1, CE2) / Nombre total d'élèves scolarisés en CE2

Indicateur 1.2 - Nombre de modules de formation mis en œuvre pour le personnel du 1er degré / Nombre de modules inscrits dans le plan de formation du 1er degré

Autres commentaires :
(1) Nouvel indicateur

- *Commentaire et analyse des résultats*

Indicateur 1.1 :

Le pourcentage d'élèves maîtrisant les composantes du S4C (socle commun de connaissances, de compétences et de culture) en fin de CE2 est de 69,04 %. Ce score est légèrement supérieur à 2023 (68,56 %) tout en restant similaire à celui de 2022.

Par ailleurs, les résultats des évaluations nationales pour l'année scolaire 2024-2025 en Polynésie française révèlent des tendances contrastées entre les matières fondamentales et les niveaux scolaires :

- En français, bien que des améliorations soient constatées dans les compétences de lecture fluide aux niveaux CP et CE1, des lacunes persistent dans la compréhension écrite et l'analyse grammaticale, particulièrement au CE2, CM1 et CM2 ;
- En mathématiques, les progrès sont limités, notamment dans la résolution de problèmes complexes, avec des baisses significatives au CE2 et CM2.

La part des élèves en situation de fragilité et de difficulté scolaire est relativement moins marquée en français avec 11,01 % des élèves en difficulté à l'entrée en CP et 15,28 % à l'entrée en CE1, soit une progression de 4,27 points.

Cependant, les résultats en mathématiques montrent une problématique plus préoccupante avec 10,63 % des élèves en difficulté à l'entrée en CP et 19,31 % en CE1, ce qui met en lumière une augmentation considérable des difficultés.

Cette situation soulève une problématique majeure pour notre système éducatif qui justifie la nécessité de mettre en place un nouveau modèle incarné par la future charte de l'éducation.

Indicateur 1.2 :

Compte tenu des contraintes exposées ci-dessus, 73,47 % des modules de formation ont quand même pu être mis en place en 2024.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Les leviers de la formation et de l'accompagnement des enseignants sur les apprentissages fondamentaux continuent à être renforcés avec, outre les formations inscrites au plan annuel de formation, la poursuite des plans mathématiques et français en grande section de maternelle et au CP.

Le ministère de l'éducation veut recentrer les missions de l'École et des enseignants sur les apprentissages des élèves en réduisant les sollicitations descendantes vis à vis du terrain pour que le travail des enseignants et des personnels d'encadrement se concentre sur le cœur du métier, à savoir la classe.

Depuis la rentrée 2024, l'organisation réglementaire de service des enseignants a évolué : 24 heures devant élèves, complétées de 3 heures par semaine dans le cadre des 108 heures de service comprenant :

- 18 heures de formation continue ;
- 36 heures d'activités pédagogiques complémentaires ;
- de 48 heures dédiées au suivi des élèves, rencontres avec les familles, instances (conseils des maîtres, conseils de cycles) ;
- et 6 heures de présence sur les conseils d'école.

Dans ce cadre, le pilotage des inspecteurs de l'éducation nationale et de leur équipe vise un suivi de proximité dans les classes, au plus proche des besoins identifiés par la mise en œuvre d'un plan d'accompagnement formalisé.

Les plans mathématiques et français viennent renforcer la formation des enseignants à partir des compétences échouées dans le cadre des résultats des évaluations nationales. Enfin, il est envisagé de mettre en place un plan stratégique sur plusieurs années axé sur :

- le renforcement de la compréhension écrite en français ;
- le développement de la résolution de problèmes en mathématiques.

Ces deux compétences, identifiées comme les plus fragiles dans les évaluations, constituent des priorités absolues pour améliorer la réussite des élèves.

10.2.4 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
909/969 01 - ENSEIGNEMENT PRIMAIRE	**114 122 136**	**58 282 294**	**172 404 430**
Accompagnement des missions pédagogiques des enseignants et suivi de leur carrière	64 212 669		64 212 669
Mise en oeuvre du plan de formation continue	41 345 996		41 345 996
Mise en place d'un espace numérique de travail - ENT	8 563 471		8 563 471
Accompagner le développement du numérique éducatif		57 404 694	57 404 694
Mise aux normes et équipements des CJA/CSP		877 600	877 600

Au titre des missions pédagogiques, avec suivi de carrière, c'est un budget de 64,2 millions F CFP qui a été consacré en 2024.

La mise en place du plan de formation du 1er degré a coûté 41,3 millions F CFP avec une participation de l'Etat à hauteur de 21,5 millions F CFP.

L'accompagnement du numérique éducatif dans les écoles se traduit depuis quelques années par la mise à disposition de matériel informatique géré par les circonscriptions pédagogiques du premier degré pour un montant total de 57,4 millions F CFP en 2024.

10.3 **Programme 909 02/969 02 : enseignement secondaire**

10.3.1 Bilan des orientations stratégiques

Dans l'enseignement secondaire, on compte environ 30 052 élèves, soit 690 élèves de moins qu'en 2023 (baisse de 2 %) dont 21 794 dans le public, 339 élèves en CJA et 7 919 dans le privé pour 63 structures publiques (dont 20 CJA) et 14 privées.

La Polynésie française se donne pour objectif que chaque élève ait au moins un diplôme de niveau 3 (CAP, CPAP, BEP) à la sortie de son cursus scolaire.

A cette fin, l'accent est mis sur les formations des professeurs, sur un meilleur accompagnement dans l'orientation de nos élèves et une offre de filière adaptée.

La persévérance dans les études passe également par des conditions propices et sécurisées, notamment des établissements en bon état offrant une bonne qualité de vie et de travail, et dont le maillage ainsi que les capacités d'accueil correspondent à la démographie scolaire.

10.3.2 Bilan des réformes

Le schéma directeur des formations 2021-2026 rassemble les principaux opérateurs de formation de la Polynésie française :

- le ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur ;
- la DGEE ;
- les ministères en charge du tourisme, du travail ;
- le service de l'emploi ;
- le ministère en charge de l'agriculture et des ressources marines ;
- le centre des métiers de la mer de la Polynésie française (CMMPF) ;
- le vice-rectorat ;
- l'université de Polynésie française ;
- le conservatoire national des arts et métiers (CNAM) ;
- le régiment du service militaire adapté (RSMA) ;
- l'institut de la statistique de la Polynésie française (ISPF) ;
- les fonds paritaires de gestion.

Ses objectifs sont d'amener 100 % d'une classe d'âge à un diplôme, d'élever le niveau de qualification, de faciliter l'insertion professionnelle des élèves et des étudiants, de développer les formations par la voie de l'apprentissage.

L'objectif partagé d'élever le niveau de formation des élèves à tous les niveaux est recherché par l'équilibrage des flux de sortie du collège, un meilleur équilibre entre la voie générale, technologique et professionnelle. Il l'est par l'encouragement à la poursuite d'étude des bacheliers professionnels en section de technicien supérieur (STS) : la politique volontariste en matière de pourcentage minimum d'élèves titulaires du bac pro en STS porte ses fruits puisque les classes de STS des lycées publics est de 40 % à la rentrée 2024. Il va l'être aussi par la volonté d'ouvrir l'apprentissage, qui n'était jusqu'alors réservé en Polynésie française qu'aux adultes en recherche d'emploi, aux apprenants pour les métiers en tension du CAP/ CPAP/CPMA jusqu'au niveau d'études supérieures.

Le profil sociologique du public scolaire polynésien est majoritairement défavorisé. Aussi observe-t-on chez une part des élèves, une forme d'autocensure, une préférence pour les filières les moins longues dans la perspective d'une insertion précoce. L'objectif est de développer l'information et l'éducation à l'orientation pour ouvrir les choix.

Sont ainsi organisés :

- Les semaines de l'orientation ;
- La découverte de la voie technologique ;
- Des forums des métiers et des formations en lien avec le tourisme, la marine ;
- Forums virtuels post 3ème et post bac ;
- Des tables rondes et des rencontres au sein des établissements ;
- Des immersions au sein des lycées.

Des capsules vidéo sur les métiers sont aussi produites et ensuite exploitées en établissement.

La voie professionnelle occupe une place importante, avec un taux de passage de la 3ème vers la voie professionnelle très élevé.

Deux objectifs sont recherchés en matière d'orientation pour augmenter le niveau de qualification de la jeunesse polynésienne :

- Améliorer le taux de passage en 2nde générale et technologique (2nde GT) pour favoriser une orientation plus importante en voie technologique notamment en 1ère STI2D, STL ;
- Augmenter le taux de passage de la 3ème générale en faveur de la 2nde professionnelle au lieu d'un CAP.

Concernant les bacheliers technologiques et professionnels, les mesures mises en œuvre en matière d'offre de formation et d'orientation portent leurs fruits. Ainsi, l'accès des bacheliers technologiques en BTS a progressé de plus d'un tiers sur la période 2014-2024.

Le "**choc des savoirs**" est une réforme éducative initiée par le Ministère de l'éducation nationale visant à améliorer le niveau des élèves. Cette réforme comprend plusieurs mesures clés dont certaines ont été mises en place en Polynésie française à la rentrée 2024. Les élèves ont passé des évaluations diagnostiques en français et en mathématiques, permettant de constituer des "**groupes de besoins**" en sixième et en cinquième afin d'adapter l'enseignement aux nécessités de chaque élève. La répartition des élèves en groupe a été financée sur les moyens déjà accordés aux établissements (les 3 heures hebdomadaires par division, la 26ème heure de sixième pour le soutien en mathématiques et en français en sixième et en cinquième, le dispositif de remédiation en collège (DREC), les heures d'accompagnement personnalisé des professeurs des écoles en langues et culture polynésiennes (PE LCP). Au titre des groupes de besoins, 1 077 heures ont été utilisées sur une dotation globale horaire (DGH) de 15 417 heures en collège.

Dans les lycées généraux et technologiques, un accueil spécifique des élèves ayant échoué au DNB ou identifiés comme fragiles est expérimenté au Lycée Diadème et au Lycée Taiarapu Nui.

Le pacte enseignant, mis en place à la rentrée 2023, est reconduit à la nouvelle rentrée avec une dotation de 2 000 parts fonctionnelles "PACTE" réparties comme suit :

- 1 065 parts fonctionnelles allouées exclusivement au titre du remplacement de courte durée dans le second degré qui ne peuvent pas être redéployées vers d'autres missions ;
- 200 parts fonctionnelles au titre de la coordination et la mise en œuvre de projets innovants ;
- et enfin 735 parts fonctionnelles restantes dédiées aux autres missions relatives à la voie professionnelle et au dispositif "devoirs faits".

10.3.3 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 – Conduire le maximum de jeunes à l'obtention du diplôme correspondant à leur cycle de formation

Objectif n° 1 – Conduire le maximum de jeunes à l'obtention du diplôme correspondant à leur cycle de formation

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1-1 : Taux de réussite au DNB	%	77,54	76,70	77,50	76,24	76,11	77,50	77,60
Indicateur 1-2 : Taux d'accès au baccalauréat pour une génération	%	64,60	64,50	65,00	59,91	60,15	65,00	66,00
Indicateur 1-3 : Taux de réussite au baccalauréat GT	%	91,77	91,51	92,51	91,33	91,23	92,00	92,50
Indicateur 1-4 : Pourcentage de modules de formation mis en œuvre par rapport à ceux inscrits au plan de formation du 2nd degré	%	64,36	67,60	75,00	78,00	78,00	80,00	80,00
Indicateur 1-5 : Nombre d'enseignants formés au module d'histoire du nucléaire	Nb	74	127	185	162	162	165	165

Sources des données :
Indicateurs 1.1 et 1.3 - Cyclade
Indicateur 1.2 - Cyclade et données ISPF
Indicateur 1.4 - DFCI[DGEE]
Indicateur 1.5 - DFCI[DGEE]

Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - Nombre d'élèves de l'enseignement public, candidats à la voie professionnelle ou générale admis au DNB / Nombre d'élèves de l'enseignement public, présents aux épreuves du DNB de la voie professionnelle ou générale.
Les pourcentages sont calculés sur l'ensemble des élèves qui se présentent aux épreuves du DNB. [Le DNB de la voie professionnelle n'est pas ôtée du calcul pour préserver une lisibilité des résultats entre différents documents]
Indicateur 1.2 - Il s'agit de la proportion des bacheliers dans une génération fictive de personnes qui auraient à chaque âge les taux de candidature et de réussite observés l'année considérée. Ce nombre est obtenu en calculant, pour chaque âge, le rapport du nombre de lauréats à la population totale de cet âge, et en faisant la somme de ces taux par âge. [L'effetif de la voie professionnelle n'est pas ôtée du calcul pour préserver une lisibilité des résultats entre différents documents]
Indicateur 1.3 - Nombre d'élèves de l'enseignement public, candidats à la voie technologique ou générale admis au baccalauréat / Nombre d'élèves de l'enseignement public, présents aux épreuves du baccalauréat de la voie technologique ou générale.
Les pourcentages sont calculés sur l'ensemble des élèves qui se présentent aux épreuves du baccalauréat.
Indicateur 1.4 - Nombre de modules de formation mis en œuvre pour le personnel du 2nd degré / Nombre de modules inscrits dans le plan de formation du 2nd degré
Indicateur 1.5 - Nombre d'enseignants du 2nd degré formés au module d'histoire du nucléaire.

Autres commentaires

- *Commentaire et analyse des résultats*

Le taux de réussite au DNB se maintient au niveau de 76,11 % de réussite (76,7 % en 2023).

La réforme du baccalauréat général qui consiste à supprimer les séries, à diminuer le nombre des épreuves écrites terminales (trois seulement) et à augmenter le poids du contrôle continu (40 % de la note finale) s'applique en Polynésie française depuis deux ans. Les élèves polynésiens s'y sont bien adaptés. En 2024, les taux de réussite ont encore été excellents : 93,54 % au baccalauréat général contre 94,98 % en 2023, 87,86 % au baccalauréat technologique, 78,19 % au baccalauréat professionnel.

A noter que depuis la session 2024, les modalités de passage du baccalauréat ont de nouveau changé. En effet, les épreuves de spécialité se déroulent courant du mois de juin.

En Polynésie française, la proportion de bacheliers d'une génération s'établit à 60,15 % en 2024 (64,50 % en 2023), et se compose des taux d'accès de 22,2 % dans la voie professionnelle (22,8 % en 2023), de 14,9 % dans la voie technologique (15,9 % en 2023) et de 23,1 % dans la voie générale (25,8 % en 2023). Les taux d'accès dans les voies générales et professionnelles sont proches l'un de l'autre en Polynésie française, marquant ainsi une demande sociale « utilitariste » dès la fin de 3ème avec une préférence pour la voie professionnelle dans une partie de la société.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

La volonté de la Polynésie française de s'inscrire dans le développement des formations liées au milieu marin répond à une demande sociale mais aussi à une demande des professionnels de l'économie bleue. Ainsi, le schéma directeur des formations a permis de définir des besoins en formations de niveau CAP/CPAP.

La mise en œuvre du CPAP GEMM avec la préparation des deux titres professionnels du certificat de pilote lagonaire et du certificat de patron lagonaire « pêches et cultures marines » permet de répondre aux besoins identifiés par le Pays en formation de niveau 3.

Ainsi, depuis 2022, ce sont quatre CETAD qui accueillent une section de CPAP GEMM :

- en 2022,Tubuai et Faaroa ;
- depuis la rentrée 2023, Rangiroa ;
- enfin depuis la rentrée 2024 Moorea.

Le bac pro aquaculture implanté sous l'égide du ministère de l'agriculture correspond à un autre niveau de formation.

Le CAP composites plastiques chaudronnées, compte tenu du vivier d'entreprises du secteur présent sur la presqu'île de Tahiti, est implantée au lycée polyvalent de Taravao depuis la rentrée scolaire 2022. A la rentrée 2026, le même établissement mettra en place une formation complémentaire d'initiative locale (FCIL) dans le domaine de la fabrication et la réparation des voileries.

Le comité de pilotage du schéma directeur « stratégie de formation dans l'économie bleue » a mis en évidence l'intérêt d'un dispositif qui permettrait d'identifier en continu les effets et les changements dans les carrières et les métiers.

La demande de labellisation d'un campus des métiers et des qualifications de la mer à l'échelle du Pacifique a été déposée en juin 2024.

Objectif n°2 – Réduire les orientations par défaut

Objectif n° 2 – Réduire les orientations par défaut

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 - Pourcentage de demandes de poursuites d'études supérieures en Polynésie française, en Métropole et DOM-COM : Filières Générales	%	98,30	97,40	97,70	96,50	97,60	97,00	97,50
Filières Techno	%	93,90	94,10	93,50	92,20	94,10	93,00	93,50

Sources des données :
PARCOURSUP - DOI[DGEE]
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 2.1- Les pourcentages sont calculés sur l'ensemble des élèves de terminale lauréats du BAC. L'indicateur cible les élèves de terminale des voies générale et technologique, lauréats du baccalauréat, qui ont exprimé un ou plusieurs voeux de poursuite d'études dans l'enseignement supérieur (universitaire et hors universitaire) en Polynésie française, en métropole via le portail national PARCOURSUP et qui ont accusé réception d'au moins une proposition.

- *Commentaire et analyse des résultats*

Les taux d'admission des élèves des voies générales et technologiques dans l'enseignement supérieur, respectivement à hauteur de 97,6 % et 94,1 %, demeurent très élevés. Ils témoignent de la mobilisation de l'ensemble des acteurs de la communauté éducative et du centre d'information et d'orientation (CIO). Des ateliers d'accompagnement des projets d'orientation sont développés au sein des établissements scolaires dans le cadre des semaines de l'orientation. Lors du forum post bac, organisé à la présidence, les élèves ont pu rencontrer des enseignants des différentes formations de l'enseignement supérieur pour ajuster leurs projets mais également ouvrir le champ des possibles par la transversalité des formations dans un même domaine.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Les jeunes sont confrontés à une multitude de choix concernant les études à entreprendre, les parcours scolaires à retenir et les métiers ou les professions à envisager. Effectuer un choix éclairé constitue un défi pour un grand nombre de jeunes, indécis quant à leur carrière future. Cette indécision est l'un des principaux motifs d'abandon des études. Ainsi, l'éducation et l'accompagnement à l'orientation sont essentiels. A cet effet, des forums post-bac et post 3ème sont organisés à Tahiti et dans d'autres îles.

Un déploiement de nouveaux outils de communication sur l'orientation (dont les forums virtuels, CAP sur ton stage, CAP sur ton avenir, CAP sur l'hexagone) et les parcours de formation devraient permettre de renforcer les choix pour la voie technologique notamment en STI2D (sciences et technologies de l'industrie et du développement durable), STL (sciences et technologies de laboratoire) et STAV (sciences et technologies de l'agronomie et du vivant) dont les spécialités sont nécessaires au développement des nouvelles technologies en Polynésie française.

Objectif n°3 : Améliorer les conditions de travail du personnel et des élèves dans les établissements du 2nd degré

Objectif n° 3 – Améliorer les conditions de travail du personnel et des élèves dans les établissements du 2nd degré

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 3-1 : Nombre de programmes d'aménagement ou de travaux en faveur des établissements (internat, plateau sportif, ou agrandissement etc.)	ETAB	28	25	32	24	24	32	35
Indicateur 3-2 : Nombre d'établissements à construire (nouveaux établissements scolaires)	ETAB	0	0	0	0	0	0	0

Sources des données :
Indicateur 3.1 - BCM[DGEE]
Indicateur 3.2 - BCM[DGEE]
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 3.1 - Nombre d'établissement à équiper ou d'annexes à réaliser (internat, plateau sportif ou agrandissement, etc).
Indicateur 3.2 - Nombre d'établissement à construire (nouveaux établissements scolaires)

- *Commentaire et analyse des résultats*

En 2024, aucune nouvelle construction scolaire n'a abouti (abandon de la construction du lycée de Moorea) et les travaux programmés selon un plan triennal établi depuis 2023 se poursuit.

La majorité des constructions scolaires date d'avant 1990 et nécessite une rénovation ou une restructuration.

Plusieurs travaux de construction, de rénovation, de restructuration au sein des établissements et des internats ont ainsi été réalisés afin d'améliorer les conditions de travail, en termes de sécurité mais également de confort des élèves.

Plusieurs études relatives à des constructions de salles de classes, logements de fonctions, internats et aménagements divers ont été lancées.

Il convient de noter que l'Etat participe au financement de certains travaux et équipements des constructions scolaires. Ainsi, en 2024, au titre de la DGI, l'Etat a versé 296 829 546 F CFP *(soit 2 487 531,60 euros)*.

Une opération en cofinancement avec l'agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) a commencé, celle de la construction d'un internat au lycée Diadème. Le montant des travaux (hors équipements) est estimé à 657 millions F CFP. L'ensemble des marchés ont été notifiés, les travaux ont démarré en juin 2024 pour une livraison au cours du premier semestre 2026.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Le bureau des constructions et des maintenances de la DGEE (BCM) est chargé de gérer les travaux relatifs aux 35 établissements scolaires du 2nd degré. Cela représente beaucoup d'opérations à gérer, souvent dans l'urgence en raison de l'état de vétusté des établissements scolaires.

Une restructuration du bureau, intégrant une démarche qualité et basée sur le cycle de vie de notre patrimoine, décomposée selon les 3 axes suivants devrait permettre une meilleure efficience :

1. Programmation et prescriptions ;
2. Instruction et réalisation des opérations importantes de construction et de réhabilitation lourdes ;
3. Exploitation, entretien et maintenance avec les petites opérations de construction & réhabilitation.

10.3.4 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
909/969 02 - ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	**1 511 572 510**	**874 278 496**	**2 385 851 006**
Action relative aux dispositifs en faveur de l'accompagnement des élèves (dispositifs d'accompagnement pédagogique, d'accompagnement personnalisé et d'accompagnement éducatif pour permettre à chacun de progresser dans ses apprentissages)			
Dotation gloable de fonctionnement enseignement public	816 872 784		816 872 784
Subventions exceptionnelles Fléchées "Cantine Scolaire"	71 515 200		71 515 200
Dotation enseignement privé	472 179 046		472 179 046
Subvention exceptionnelle accordée aux collèges et lycées	96 419 713		96 419 713
Equipement informatique des collèges et lycées		104 736 188	104 736 188
Equipements pédagogique des collèges et lycées		66 682 551	66 682 551
Action relative au plan de formation continue du 2 nd degré			
Mise en œuvre du plan de formation continue du 2nd degré	40 995 176		40 995 176
Mise en place d'un espace numérique de travail - ENT	13 590 591		13 590 591
Action relative à la construction de structures			
Programmes existants		149 139 319	149 139 319
Nouveaux programmes		46 376 523	46 376 523
Action relative à l'entretien des structures, à l'équipement des internats et à la sécurisation des			
Programmes existants		181 856 217	181 856 217
Nouveaux programmes		325 487 698	325 487 698

Le Pays a maintenu la dotation globale de fonctionnement des EPEPF (établissements publics d'enseignement de Polynésie française) au niveau de 2023, soit 816 872 784 F CFP.

Suite à la revalorisation des rémunérations du personnel privé, la dotation de fonctionnement au profit des directions de l'enseignement privé (catholique, protestant et adventiste) est passé de 430 millions FCFP à 472 millions F CFP.

Afin de pallier la hausse des coûts des denrées alimentaires, une enveloppe supplémentaire de 150 millions F CFP a été allouée aux établissements scolaires du second degré (*92,6 millions F CFP pour le second degré et 57,4 millions F CFP pour les établissements relevant de l'enseignement professionnel*).

Les subventions exceptionnelles d'un montant total de 96,4 millions F CFP accordées aux établissements en 2024, leur ont permis d'entreprendre ou de poursuivre les travaux nécessaires de mise en conformité, de rénovation des salles de classes, de toitures, de mise en place de projets pédagogiques et de participation à des activités culturelles.

Les crédits alloués à la formation continue du second degré s'établissent à 40 995 176 F CFP en fin d'année 2024. Le développement de formations hybrides à distance a contribué à limiter les dépenses, en réduisant notamment les coûts liés aux frais de déplacements (transport et indemnités de déplacement). Par ailleurs, une gestion optimisée des budgets prévisionnels a permis de rationaliser les coûts de formation, dans une démarche visant à améliorer l'efficacité et la coordination des plans de formation.

Concernant le déploiement de l'ENT, l'ensemble des collèges et lycées de la Polynésie française sont connectés. Un budget de 13,5 millions F CFP a été consacré en 2024 pour l'acquisition des licences, la formation des utilisateurs et la mise en place d'une sécurisation du dispositif contre les cyber-attaques.

10.4 **Programme 909 03/969 03 : enseignement professionnel**

10.4.1 Bilan des orientations stratégiques

La relation Ecole-Entreprise est un des enjeux majeurs des réformes en cours, et tout particulièrement pour nos élèves des lycées professionnels. Pour accompagner cette rénovation, les programmes et l'organisation du lycée professionnel ont été revus. Les offres de filières ont été réorganisées pour plus de lisibilité et de correspondance avec le marché du travail et le besoin de proximité pour les élèves des îles éloignées, en particulier dans les CETAD pour lesquels l'offre de formation a été modifiée.

Depuis 2022, toutes les formations du certificat polynésien d'aptitude professionnelle (CPAP) Petite et moyenne hôtellerie (PMH) des CETAD ont été intégrées au campus des métiers et des qualifications hôtellerie et restauration de la Polynésie française afin de favoriser les parcours ascendants.

Les formations des métiers de la mer en CETAD et lycée professionnel ont vocation à être intégrées au futur campus des métiers.

L'élévation du niveau de qualification est nécessaire pour une réelle insertion professionnelle et durable.

- Bilan d'enseignement et de formation professionnelle agricoles (EPEFPA)

L'établissement public d'enseignement et de formation professionnelle agricoles (EPEFPA) intervient dans le cadre de la politique du Pays en matière de développement du secteur primaire, conformément aux orientations du schéma directeur « agriculture » en Polynésie française 2021-2030, ainsi que dans le cadre du projet polynésien de l'enseignement agricole (PPEA) 2021-2025 et d'autres projets structurants du territoire, tels que le plan de transition alimentaire de la Polynésie française (PTrA), le projet de transition agroécologique vivrière et d'agro transformation (TAVIVAT), le centre de gestion des professionnels terre mer et le centre de vulgarisation agricole.

Les trois centres qui le composent (LPA, CFPPA, Exploitation agricole) participent à cette réalisation en déclinant les six missions dévolues à l'enseignement agricole :

- Formation initiale : le lycée accueille chaque année environ 240 jeunes polynésiens dans les cycles de formation CAPA, bacs professionnels, 2nde GT, bac technologique et BTSA. Cette offre de formation s'est étoffée dès la rentrée scolaire 2023 pour intégrer les orientations du PPEA (augmentation du nombre d'élèves accueillis dans l'enseignement agricole), avec l'ouverture d'une section supplémentaire en classe de CAPA. Cette évolution se poursuivra à la rentrée 2025 avec l'ouverture d'un second BTSA ainsi qu'un bac pro « cultures marines ». Cette dynamique nécessite une meilleure visibilité des formations agricoles auprès des jeunes, et des prescripteurs (CIO, professeurs principaux DGEE, parents) à travers une présence soutenue dans les différents médias. L'EPEFPA a mis en place un plan de communication et une stratégie dédiée qui ont permis notamment de réaliser diverses actions de communication telles que la définition d'une charte graphique, de spots télé et radio.

Taux de réussite aux examens : Les résultats aux examens montrent un excellent niveau global avec un taux de réussite de 100 % pour certaines filières comme le Bac Pro Aménagements Paysagers (AP) et des mentions de très bon niveau, soulignant l'efficacité pédagogique.

- Bac Pro conduite de la production horticole : 85 % ;
- Bac Pro technicien conseil vente en alimentation 85 % ;
- Bac Pro aménagements paysagers : 100 % ;
- Bac technologique sciences des technologies de l'agronomie et du vivant (STAV) : 85 % ;
- BTS agricole développement de l'agriculture dans les régions chaudes (DARC) : 72 %.

Ces performances confirment la qualité des enseignants et des efforts des élèves, même si certaines filières affichent des résultats légèrement en deçà des attentes, comme le BTSA DARC.

- Formation professionnelle continue : le CFPPA, offre la possibilité à un public adulte d'acquérir ou de compléter une qualification ou une spécialisation. En 2024, le CFPPA a poursuivi le déploiement du dispositif initié en 2019 « Formation à l'installation agriculture » (FIA), formation en alternance d'une durée d'un an, avec 3 promotions en simultané dont 2 promotions délocalisées (Marquises à Hiva-Oa et Iles-sous-le-Vent à Raiatea). Le CFPPA a également réalisé des formations courtes dans les 4 grandes thématiques suivantes : créer son entreprise agricole, développer son entreprise, production animales et végétales. Enfin, le CFPPA a renouvelé son catalogue et son calendrier de formation pour 2024 qui permettra une meilleure visibilité de l'offre de formation auprès de ses publics cibles.
- Développement, expérimentation et recherches agricoles : les activités de l'Exploitation agricole sont conduites de façon démonstrative en direction des apprenants et des professionnels de l'agriculture en mettant l'accent notamment sur l'agroécologie

  A cet effet, le plateau technique que représente l'exploitation agricole de l'EPEFPA continue de jouer son rôle de démonstration d'expérimentation et d'innovation tout en marquant un élan particulier pour améliorer la production afin de poursuivre le travail engagé pour satisfaire aux directives du Pays en termes d'agriculture durable, biologique, agroécologique, tout en s'adaptant aux objectifs de transition alimentaire.

  Le développement des cultures de tubercules a donc été, sur l'année 2024, plus marqué notamment en taro et patates douces. Travail qui sera développé dans le cadre du projet Tavivat.

  La diversité des ateliers et des cultures présentes implique une réactivité constante de l'équipe des agents qui, via des formations et échanges entre pairs, améliorent leurs pratiques. La volonté d'augmenter l'approvisionnement de la restauration scolaire se poursuit et trouve son écho dans le projet tiers temps « de l'assiette au Fa'a'apu » qui poursuit le travail sur la valorisation des matières premières.

En productions animales, les attentes des éleveurs porcins vis-à-vis de la STAGEP soulignent la nécessité de travailler sur les possibilités de faire à nouveau appel à l'insémination pour renouveler la génétique des troupeaux. Le travail débuté fin 2024 se poursuivra sur 2025 afin d'apporter des réponses à cette demande. La disponibilité des reproducteurs reste élevée malgré une stagnation des départs concrétisés.

Un pré-travail a été réalisé sur la création d'un atelier volaille de chair en parcours, il se poursuivra en 2025 avec installation d'un nouvel atelier sur le site.

- Coopération internationale : l'établissement contribue au développement de la coopération régionale et internationale, en mobilisant des fonds Pays pour établir des partenariats dans la région Pacifique. De plus, grâce au programme Erasmus+, les élèves bénéficient d'opportunités d'échanges culturels et académiques en Europe, permettant à chacun de réaliser une mobilité internationale au cours de leur formation. Outre les actions Erasmus à destination des élèves et des étudiants qui vont s'étoffer, des appels à projets concernant l'exploitation et la formation adulte des personnels, ont permis de mettre l'accent sur le développement de la coopération dans la zone Pacifique tant dans le domaine des mobilités que dans le domaine de l'expertise et de la coopération technique en établissant des partenariats durables et réciproques (Wallis, Nouvelle Calédonie).
- Insertion scolaire, sociale et professionnelle des jeunes et adultes : L'établissement joue un rôle central dans la formation agricole ainsi que dans l'insertion sociale et professionnelle des jeunes et adultes de Polynésie française. Le dispositif WEI-PLEI, qui garantit l'accueil en internat durant les week-ends et les petites vacances scolaires. Ce programme, reconduit pour la rentrée 2024-2025, vise à soutenir les élèves des îles éloignées, réduisant ainsi les risques de décrochage scolaire et favorisant l'égalité des chances en garantissant des conditions d'accueil et d'études optimales pour les apprenants, quel que soit leur origine géographique, à l'intérieur et même hors des frontières de la Polynésie française. De plus, la délocalisation du dispositif FIA participe à favoriser l'insertion sociale et professionnelle des adultes dans les 5 archipels. A noter qu'une enquête statistique est en cours pour identifier à la fois pour le Lycée et pour le CFPPA le devenir des étudiants et des porteurs de projets formés sous le dispositif FIA au sein de l'établissement.

- Bilan de la Fédération polynésienne des MFR (FPMFR)

Lors de l'élaboration du PAP 2024, la Fédération polynésienne des MFR avait présenté ses axes d'orientations sous 3 thématiques principales qui sont les suivantes : accompagnement ; développement de l'offre de formation et poursuite des projets d'investissement du réseau des MFR.

Au titre de l'accompagnement du réseau des MFR :

- La fédération des MFR, au cours de l'exercice 2024 et en amont, à accompagner la mise en place de projets visant à répondre à un ou des besoins en formation clairement identifiés dans les territoires de la Polynésie française. C'est dans cette perspective que, la MFREO de Taharuu-Papara a ouvert une annexe de formation en partenariat avec l'association « Hotuarea nui » ; un projet qui a pour objectif de répondre à une problématique de mobilité des jeunes et, parallèlement, à une volonté de ces derniers de s'insérer dans un circuit de formation. Les formations proposées de niveau V visent à l'obtention du CAP pour 16 apprenants dans les secteurs de l'agriculture, des services à la personne et de la vente. Des projets similaires sont en cours d'études ;
- L'innovation récente au titre de la mobilité des apprenants dans le réseau des MFR a été la mise en œuvre du programme Erasmus avec un projet de mobilité des jeunes de la MFR de Rurutu sur l'île de Hawaii. Ce projet a été cofinancé par le Pays au travers du dispositif de mobilité des apprenants de l'enseignement agricole. Parallèlement, un projet porté par la fédération des MFR a été lancé en 2024 au travers du programme Erasmus qui vise à donner la parole aux jeunes sur des thématiques sociétales et territoriales. Enfin, les mobilités des apprenants du réseau des MFR se poursuivent avec le soutien du Pays contribuant ainsi à l'ouverture des jeunes sur les territoires de la Polynésie et renforçant par la même occasion l'enseignement pratique au travers de stages d'immersion ;
- L'orientation, la poursuite d'études et l'insertion des jeunes demeurent des actions prioritaires dans chaque établissement MFR et les équipes pédagogiques se mobilisent annuellement pour accompagner les jeunes dans leurs projets ;
- Les formations de perfectionnement diplômantes à l'attention du personnel du réseau des MFR se poursuit avec pour objectif l'élévation du niveau de formation et de compétence des équipes éducatives et de manière générale de l'ensemble du personnel ;

- La mise en place et l'encadrement d'outils communs sur le plan comptable ou encore le contrôle financier des MFR s'est poursuivi sur l'année 2024 avec l'embauche à la fédération d'une personne chargée de l'ensemble de ces missions. Des outils informatiques et numériques viendront compléter ces actions au cours de l'année 2025 ;
- Le développement des outils de communication demeure un axe prioritaire pour la promotion du réseau des MFR et, dans cette perspective, des actions de formations et d'accompagnement ont été mises en place pour développer de nouveaux outils promotionnels à l'instar des réseaux sociaux, de sites internet, de livrets de présentation ou encore de clips publicitaires ;
- Les travaux en partenariat avec la DGEE ont favorisé le positionnement des MFR dans le champ de la formation initiale permettant la création de passerelles entre les établissements de l'éducation nationale et les MFR. Ces travaux se poursuivent au bénéfice des jeunes et de leur orientation.

1. Au titre de l'offre de formations en MFR :

- La diversification de l'offre de formations à travers un module d'initiative professionnel (MIP) « mer » correspondant aux réalités locales est en cours de mise en œuvre mais ce dernier nécessitait la montée en compétences du personnel à l'instar de la MFR de Hao qui a formé deux membres du personnel afin qu'ils obtiennent le certificat de pilote lagonaire ;
- Le projet d'élargissement de la carte des formations vers un niveau IV ou de nouvelles filières en CAPa ont été au cœur des travaux d'accompagnement de la fédération des MFR. Et dans cette perspective, la MFREO de Taharuu-Papara finalisera très prochainement la procédure visant à l'ouverture de formations de niveau IV. Dans le même temps, la MFR de Huahine a pour objectif de s'orienter vers l'ouverture d'un CAP SAPVER tout en conservant ces formations agricoles.

2. Au titre des projets d'investissements :

- Les programmes de réhabilitation, d'aménagement, de mise en sécurité et d'équipements des structures MFR se poursuivent sur les MFR de Vairao et de Tahaa. Des programmes d'études sont en phase de finalisation dans le cadre de la réhabilitation des structures de Rurutu, Hao, Taharuu-Papara et Tumoana Rama no Vairao. En parallèle, des programmes d'investissements visant à renouveler les parcs de véhicules terrestres dédiés au transport d'élèves ou encore aux activités pédagogiques (exploitations agricoles, visites de stages, accompagnement des familles…) ont permis l'acquisition de 3 véhicules au bénéfice de Huahine, Tumoana Rama No Vairao et Taharuu-Papara.

10.4.2 Bilan des réformes

Les formations des CETAD sont toutes recentrées sur les domaines, d'une part de la petite ou moyenne hôtellerie (PMH) et d'autre part de la gestion et de l'exploitation du milieu marin (GEMM). Leurs grilles horaires et leurs référentiels de formation ont été rénovés. Un certificat polynésien des métiers d'art (CPMA) a été créé à l'instar des CPAP dont la sculpture sur bois au CETAD de Taiohae (îles Marquises).

Une attention forte est apportée au développement de passerelles d'orientation pour faciliter la poursuite d'études : création de douze places en 1ère pro hôtellerie restauration destinées à l'accueil de jeunes titulaires d'un CPAP PMH ; création de douze places en bac pro MELEC (métiers de l'électricité et de ses environnements connectés) destinées aux élèves de CPAP polyvalent du bâtiment (PB), dans un cadre de poursuite d'études post-CAP.

L'enseignement professionnel contribue à l'élévation du niveau de formation par la proportion élevée d'élèves de sections de techniciens supérieurs issus de la voie professionnelle. Un pourcentage minimum de 35 % en moyenne de bacheliers professionnels est pratiqué depuis la rentrée 2018. Dans la pratique, il est régulièrement dépassé puisqu'il est, à la rentrée 2024, de 39 %.

Le campus des métiers et des qualifications de l'hôtellerie et de la restauration du Pacifique, tradition de l'accueil et du partage en Polynésie française poursuit son développement. Il fédère au sein d'une association toute la profession, des pensions de famille à l'hôtellerie de luxe, et les opérateurs de formation. Il est un acteur du développement de l'apprentissage chez les jeunes demandeurs d'emploi. Ainsi, depuis la rentrée 2022, des formations pour apprentis (avec le statut de demandeur d'emploi) sont mises en place au sein de mentions complémentaires (MC et CS) au lycée hôtelier de Tahiti et au lycée de Bora Bora.

Par ailleurs, un dispositif préparatoire à l'apprentissage sera mis en place de manière expérimentale au sein de la MPS.

Dès la rentrée d'août 2025, une expérimentation apprentissage sera menée auprès de quelques élèves des classes de terminale (2). Les formations proposées sont les suivantes :

- Mahina : Bac pro métiers du froid et des énergies renouvelables, Bac pro métiers de la coiffure et Bac pro esthétique ;
- Diadème : Bac pro métiers de la vente, Bac pro maintenance véhicule ;
- Faa'a : Term. CAP carrosserie, Bac pro métiers de la mode, Bac pro ASSP, Bac pro animation enfance et personnes âgées ;
- Uturoa : Bac pro maintenance nautique, Bac pro menuiserie agencement ;
- EHT: Bac pro cuisine, Bac pro boulangerie, Bac pro services ;
- Bora Bora : Bac pro cuisine, Bac pro service ;
- Taravao : Bac pro AGORA, Bac pro technicien étude du bâtiment.

- Bilan d'enseignement et de formation professionnelle agricoles (EPEFPA)

Le projet de lycée de Moorea avec une direction unique assurée par le ministère de l'agriculture n'est plus d'actualité avec l'abandon du projet. Cette situation engendre la nécessité d'engager des travaux de remise en état du patrimoine bâti du lycée pour un meilleur accueil des apprenants et conditions de travail optimales des personnels de l'établissement.

La rentrée 2024 a marqué l'introduction du Reo Maohi comme langue vivante B dans les formations et les examens. Cette initiative, répondant à une demande croissante des apprenants, vise à préserver et valoriser la langue et la culture tahitiennes tout en renforçant l'identité culturelle des étudiants. Parallèlement, des options innovantes, telles que la pratique sportive traditionnelle du « va'a » et l'option « biodiversité marine », ont été développées pour répondre aux besoins spécifiques du territoire insulaire et préparer les élèves à des filières porteuses. En projection, nous souhaitons également poursuivre le développement des options valorisant la culture tahitienne, notamment avec une option dédiée à la danse traditionnelle ori et aux sports traditionnels polynésiens. Ces initiatives renforceront l'attachement des jeunes à leur patrimoine tout en offrant des opportunités professionnelles dans le secteur culturel et sportif.

10.4.3 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 – Conduire le maximum de jeunes à l'obtention du diplôme correspondant à leur cycle de formation

Objectif n° 1 – Conduire le maximum de jeunes à l'obtention du diplôme correspondant à leur cycle de formation

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1-1 : Taux d'abandon en 2nd PRO	%	10,49	10,61	9,15	-	13,13	9,14	9,00
Indicateur 1-2 : Taux d'abandon en 1ère CAP	%	26,79	21,13	20,90	-	27,45	20,80	20,75
Indicateur 1-3 : Taux de réussite au CAP	%	82,65	77,19	81,05	75,55	76,57	80,00	83,00
Indicateur 1-4 : Taux de réussite au BAC PRO	%	82,16	80,69	84,00	78,23	78,19	80,00	82,00
Indicateur 1-5 : Taux de réussite au CPAP	%	92,31	81,82	95,00	95,38	95,38	95,20	96,00

Sources des données :
Indicateur 1.1 - Bases élèves 2nd degré N et N+1
Indicateur 1.2 - Bases élèves 2nd degré N et N+1
Indicateur 1.3, 1.4, 1.5 - BEX[DGEE] - Statistiques des examens V1

Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 -Les pourcentages sont calculés sur l'ensemble des élèves inscrits en 2nde PRO l'année N et non retrouvés l'année N+1.
Indicateur 1.2 - LLes pourcentages sont calculés sur l'ensemble des élèves inscrits en 1ère année de CAP et non retrouvés l'année N+1.
Nombre d'élève en 1ère CAP en N et non retrouvés en N+1 / Nombre d'élèves inscrits en 1ère CAP l'année N
Indicateur 1.3 - Les pourcentages sont calculés sur l'ensemble des élèves qui se présentent aux épreuves du CAP de la session principale.
Indicateur 1.4 - Les pourcentages sont calculés sur l'ensemble des élèves qui se présentent aux épreuves du BAC PRO de la session principale.
Indicateur 1.5 - Les pourcentages sont calculés sur l'ensemble des élèves qui se présentent aux épreuves du CPAP de la session principale.

- *Commentaire et analyse des résultats*

Le taux d'abandon en seconde professionnelle connaît encore une légère augmentation, passant de 10,61 % à 13,13 %.

De même, on constate une augmentation de 6 points pour le taux d'abandon en première CAP alors qu'entre 2022 et 2023, on constatait une diminution de + de 5 points.

Les CPAP participent à la lutte contre le décrochage scolaire par les formations offertes dans les archipels éloignés (CPAP et certificat polynésien des métiers d'art- CPMA). Le taux de réussite du CPAP est de 95,38 % (62 élèves sur 65 élèves présentés) (81 % en 2023, 92,32 % en 2022, 96,49 % en 2021) contre 76, 57 % en CAP (77 % en 2023). En baccalauréat professionnel, le taux de réussite en 2024 est de 78,19 % (80 % en 2023).

Lorsque les élèves sont interrogés concernant leur parcours post 3ème, beaucoup d'entre eux pensent que l'Ecole va apporter un bon métier mais ils craignent également les difficultés de transport et de logement. Une grande partie des lycéens mettent deux fois plus de temps pour accéder à l'établissement. La fatigue étant importante, ils n'arrivent plus à suivre. Enfin, certains d'entre eux auraient pu envisager un autre parcours scolaire tel qu'une autre formation dans un autre lycée (on va choisir le lycée près du lieu de vie) voire une 2GT (l'auto censure est encore importante chez nos élèves et elle peut être également entretenue, notamment "avec un CAP, tu vas travailler vite ...").

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

A la rentrée 2024, une section CPAP GEMM (gestion et exploitation en milieu marin) a été ouverte au CETAD de Paopao. Des réflexions sont menées pour développer des formations complémentaires d'initiative locale (FCIL) notamment à Nuku Hiva et à Bora Bora.

Objectif n°2 - Réduire les orientations par défaut

Objectif n° 2 – Réduire les orientations par défaut

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2-1 : Pourcentage de demandes de poursuites d'études supérieures en Polynésie française, en Métropole et DOM-COM : Filières Pro	%	78,60	78,40	77,00	79,70	79,70	79,70	79,70

Sources des données :
Indicateur 2.1 - PARCOURSUP - DOI[DGEE]
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 2.1 : - Les pourcentages sont calculés sur l'ensemble des élèves de terminale lauréats du BAC. L'indicateur cible les élèves de terminale de la voie professionnelle, lauréats du baccalauréat, qui ont exprimé un ou plusieurs voeux de poursuite d'études dans l'enseignement supérieur (universitaire et hors universitaire) en Polynésie française, en métropole via le portail national PARCOURSUP et qui ont accusé réception d'au moins une proposition.

- *Commentaire et analyse des résultats*

Depuis 2022, les demandes de poursuite d'étude dans l'enseignement supérieur de la part des élèves de terminale de la voie professionnelle se stabilisent autour de 79,7 % en 2024 (78,4 % en 2023) dépassant de plus d'un point les objectifs et plus de 20 points le taux de 2020. Aujourd'hui, dans le cadre des nouvelles réformes du lycée professionnel, le parcours différencié amène les élèves à poursuivre des études pour occuper des postes de techniciens voire de techniciens supérieurs (niveau licence et plus). Notre jeunesse dès lors qu'elle se trouve dans de bonnes conditions pour poursuivre des études, envisage des études plus longues et développe même la perspective de suivre un parcours hors de la Polynésie française pour avoir des expériences différentes.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Les prochaines politiques d'actions s'articuleront autour de l'élévation de qualification, en permettant aux bacheliers de poursuivre des études en BTS, CS et FCIL, mais également de bénéficier d'une insertion rapide avec par exemple l'accompagnement vers l'apprentissage pour ceux qui n'envisageront pas de poursuites d'études plus longues.

- Bilan d'enseignement et de formation professionnelle agricoles (EPEFPA)

Objectif n°1 : Consolider la mise en œuvre du dispositif « formation à l'installation en agriculture » (FIA)

Objectif n°1 - Consolider la mise en œuvre du dispositif "formation à l'installation en agriculture" (FIA)

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - nombre de stagiaires ayant suivi tout le parcours de formation (formation de septembre à août)	Nb	30	49	60	30	16	58	90
Indicateur 1.2 -coût de la formation hors prise en charge CAE	XFP	25 000 000	48 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	62 500 000

Sources des données :
EPEFPA
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - indicateur calculé à partir du tableau de bord de suivi des sessions FIA
Indicateur 1.2 - indicateur calculé à partir du tableau de bord de suivi des sessions FIA
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

En 2024, le CFPPA a déployé en simultané trois promotions FIA :

- Deux promotions « sortantes » ayant démarré en novembre 2023 : la promotion n°7 des Îles-du-Vent (Tahiti) avec 13 stagiaires entrants et la promotion n°8 délocalisée aux Îles-Sous-le-Vent (Raiatea) avec 10 stagiaires entrants ;
- Une promotion « entrante » qui a démarré en avril 2024 : la promotion n°9 délocalisée aux Marquises (Hiva-Oa) avec 14 stagiaires entrants.

Cette organisation en simultané de trois promotions, dont deux délocalisées (Hiva-Oa et Raiatea), a été possible via le recours à des prestataires locaux (responsables de formation) pour mettre en œuvre et animer les actions FIA, le CFPPA assurant la coordination générale pour un fonctionnement homogène et fluide du dispositif.

Avec l'expérience des 8 promotions réalisées entre 2019 et 2023 et pour maintenir une bonne qualité de formation, le CFPPA limite à 15 le nombre de candidats par promotion. De plus, pour répondre aux orientations du Pays en matière de transition alimentaire, le dispositif FIA est désormais ouvert aux porteurs de projets en transformation des produits agricoles locaux.

Aujourd'hui, le coût constaté s'établit à 12 millions F CFP pour la mise en œuvre d'une formation aux Îles-du-Vent et 18 millions F CFP pour une formation délocalisée (Îles-Sous-le-Vent ou Marquises).

Avec l'expérience des huit promotions mises en place depuis le début du dispositif en 2019, plusieurs constats ont été établis, nécessitant certains ajustements.

Tout d'abord, le niveau des stagiaires est souvent hétérogène, ce qui peut engendrer des écarts dans l'apprentissage.

Ensuite, de nombreux stagiaires sortants n'ont pas finalisé leur Business plan, ce qui les empêche de déposer un dossier ICRA.

Par ailleurs, l'accès au foncier reste une difficulté majeure, notamment pour les projets d'élevage. Cette problématique est amplifiée par la présence de terres en indivision, le coût élevé des acquisitions, la complexité d'obtention des baux agricoles, qu'ils soient publics ou privés, ainsi que par des démarches administratives longues et parfois infructueuses. Ces obstacles conditionnent directement l'installation agricole et l'obtention de l'ICRA.

Enfin, des difficultés de recrutement ont été rencontrées pour l'ouverture des promotions n°7 et 8 à Tahiti et Raiatea, ce qui a impacté le bon déroulement du dispositif.

Objectif n°2 : Préparer l'avenir de l'agriculture polynésienne par un enseignement et une formation professionnelle adaptés

Objectif n°2 - Préparer l'avenir de l'agriculture polynésienne par un enseignement et une formation professionnelle adaptés

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 - Evolution du nombre d'élèves diplômés	Nb	54*	36	65	56	53	57	65
Indicateur 2.2 - Nombre de sessions de formations courtes (appui aux filières)	Nb	29	44	40	25	63	50	50
Indicateur 2.3 - Nombre de sessions de formations longues (dont FIA)	Nb	4	4	5	3	3	4	6

Sources des données :
EPEFPA
Mode de calcul des indicateurs :
*Indicateur 2.1 - indicateur calculé à partir des effectifs prévisionnels établissement : [effectifs fin de cycle (Term. + BTSA 2)*85%]. *indicateur rebasé à compter de la session d'examens 2022 sur les seuls bac pro, bac techno et BTSA car arrêt de la délivrance du BEPA*
Indicateur 2.2 - indicateur calculé à partir des actions de formations courtes à destination des professionnels
Indicateur 2.3 - indicateur calculé à partir des actions de formation longues à destination des porteurs de projet, demandeurs d'emploi et reconversion professionnelle
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

Formation initiale (LPA) :

Une diminution des effectifs globaux est constatée par rapport à l'année précédente (-28 élèves), impactant les ressources humaines, matérielles et financières. Une baisse spécifique est observée dans le CAP Agricole et certaines filières professionnelles comme la production horticole.

La baisse du nombre de diplômés est liée directement à la baisse des effectifs de l'établissement.

Les efforts se concentrent sur l'attractivité des filières et l'accueil des élèves avec une marge de progression pour accueillir des élèves de Moorea en Bac Général et des îles éloignées, en misant sur une communication accrue et une image rassurante de l'établissement.

Formation professionnelle continue (CFPPA) :

L'année 2024 a été particulièrement dynamique pour le CFPPA avec 63 formations courtes thématiques, soit un taux de réalisation de 157 % par rapport au prévisionnel, et ce au bénéfice de 475 stagiaires :

- 15 formations dans le domaine « Développer son entreprise agricole et commercialiser ses produits » ;
- 5 formations dans le domaine « Productions animales » ;
- 34 formations dans le domaine « Productions végétales » ;
- 9 formations dans des domaines hors catalogue.

Concernant les lieux de formations, grâce au soutien de partenaires publics et privés, le CFPPA a réalisé :

- 48 % formations aux Îles-du-Vent (30 à Tahiti et Moorea) ;
- 22 % formations aux Îles-Sous-le-Vent (14 à Raiatea, Tahaa et Huahine) ;
- 16 % formations aux Marquises (10 à Nuku-Hiva et Hiva-Oa) ;
- 8 % formations dans les Tuamotu (5 à Hao et Tikehau) ;
- 6 % formation aux Australes (4 à Tubuaï, Rimatara et Rurutu).

Le CFPPA a également réalisé 3 formations longues (FIA) en simultané au bénéfice de 29 stagiaires (porteurs de projets) comprenant :

- Deux promotions « sortantes » ayant démarré en 2023 à Tahiti (antenne de Papeete) et à Raiatea ;
- Une promotion « entrante » ayant démarré en 2024 à Hiva-Oa.

Grâce à la responsable de communication, embauchée en 2024, et à la réalisation de portrait vidéo, le CFPPA a amélioré sa stratégie de communication auprès de ses partenaires et de ses publics cibles.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Les efforts doivent se poursuivre pour sécuriser le recrutement, diversifier les formations, et renforcer la communication sur ses réussites et ses opportunités. Les initiatives pour développer des partenariats stratégiques et intégrer les dimensions internationales vont être priorisées.

Préparation à la fermeture du CAPA Jardinier-Paysagiste et à l'ouverture d'un Bac Général et d'un Bac Pro polyvalent navigant pont machine dès la rentrée 2025.

Rationalisation et mutualisation des filières horticoles et paysagères

Projet d'ouverture d'un BTS GPN (gestion et protection de la nature) en 2026.

Le lycée agricole d'Opunohu engage une réflexion stratégique sur la rationalisation des formations horticoles et paysagères dans un contexte de baisse des effectifs et de restructuration de son offre pédagogique. Cette démarche vise à optimiser l'attractivité des formations tout en s'adaptant aux besoins émergents du territoire. Parmi les pistes évoquées figurent la fusion des filières existantes en un tronc commun pour le Bac Pro, favorisant une mutualisation des ressources humaines et matérielles. L'objectif est de garantir la pérennité et la qualité des formations proposées, tout en répondant aux attentes des partenaires locaux et aux évolutions du marché. Cette initiative reflète une volonté d'aligner l'offre éducative avec les réalités socio-économiques, tout en valorisant les spécificités locales pour maintenir le positionnement unique de l'établissement dans l'éducation agricole en Polynésie française.

Carte des formations : Evolution des formations à la rentrée septembre 2025 et septembre 2026

L'établissement agricole d'Opunohu inscrit son action dans une perspective ambitieuse de transition agroécologique et d'autonomie alimentaire du fenua, conformément aux orientations définies dans le schéma directeur "Agriculture 2021-2030". Ce cadre stratégique met l'accent sur le renforcement des capacités locales pour répondre aux besoins alimentaires de la population, tout en préservant les écosystèmes et en valorisant les savoir-faire traditionnels.

Dans cette dynamique, un nouveau cycle de baccalauréat général ouvrira à la rentrée de septembre 2025, intégrant des spécialités en biologie-écologie, physique-chimie et mathématiques. Cette formation vise à préparer les élèves à des études supérieures en agronomie et sciences vétérinaires, favorisant ainsi l'émergence d'une élite agricole capable de répondre aux enjeux d'autonomie alimentaire et de transition écologique.

Sous réserve des moyens nécessaires, un Bac Professionnel marin polyvalent ponts-machine sera proposé dès septembre 2025, pour répondre à la demande croissante dans le secteur maritime et offrir de nouvelles perspectives professionnelles aux jeunes Polynésiens.

À compter de la rentrée 2026, l'établissement projette également de former des professionnels aptes à concevoir et mettre en œuvre des systèmes de production durables grâce à des formations spécialisées telles que le BTSA gestion et protection de la nature (GPN). Cette formation répondra aux enjeux contemporains en matière de gestion des ressources naturelles et de promotion des circuits courts, tout en préparant les jeunes Polynésiens à relever les défis environnementaux actuels et futurs.

Pour soutenir ces avancées, l'établissement prévoit des investissements dans des équipements pédagogiques modernes, notamment pour les spécialités en physique-chimie et biologie-écologie du baccalauréat général. Ces outils permettront de réaliser des travaux pratiques de qualité et de développer les compétences expérimentales des élèves dans le cadre des évaluations des compétences expérimentales (ECE).

Enfin, l'établissement est engagé dans la modernisation de son service de restauration pour améliorer la qualité des repas tout en privilégiant les produits locaux et les pratiques durables. Une attention particulière est également accordée au bien-être des élèves en internat, avec une amélioration continue des infrastructures et des services, garantissant ainsi un environnement propice à leur réussite.

Les orientations stratégiques du Lycée d'Opunohu s'inscrivent dans les objectifs généraux de la politique éducative de la Polynésie française, en valorisant l'agriculture locale, la formation technique, et l'ouverture vers des perspectives internationales. Une attention particulière est portée à la dématérialisation des démarches et à la simplification administrative, conformément au PAP 2024.

Formation professionnelle continue :

En s'appuyant sur des réflexions de fond menées en interne et en collaboration avec le Ministère, plusieurs actions prioritaires ont été mises en œuvre en 2024 et se poursuivront en 2025.

Tout d'abord, pour améliorer la visibilité de l'offre de formation auprès des publics cibles, un "pôle communication" sera développé au CFPPA. De plus, un catalogue et un calendrier de formation seront présentés chaque année.

Ensuite, afin de sécuriser le parcours des porteurs de projet sortants de la FIA, des efforts seront faits pour augmenter le nombre de dossiers ICRA déposés. Un espace test sera également mis en place afin d'assurer la transition entre la sortie du dispositif et l'installation des porteurs de projet.

Pour garantir la pérennité du dispositif FIA, le nombre de promotions sera maintenu, avec des délocalisations possibles sous réserve d'un minimum de dix dossiers de candidature viables par promotion. Un dispositif d'habilitation des maîtres de stage sera également formalisé.

Enfin, pour répondre aux besoins des exploitations agricoles en matière de salariat, l'apprentissage sera développé dans les formations longues du secteur primaire.

- Bilan de la Fédération polynésienne des MFR (FPMFR)

Objectif n°1 : Favoriser la réussite scolaire et contribuer à l'insertion des jeunes

Objectif n°1 – Favoriser la réussite scolaire et contribuer à l'insertion des jeunes

Dispenser la formation pédagogique initiale et continue du personnel des MFR afin de favoriser un enseignement de qualité par un accompagnement adapté.

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 – Effectif des élèves inscrits aux examens du DNB	Nb	86	54	79	44	63	62	80
Indicateur 1.2 – Taux de réussite au DNB	%	41,86	53,70	60	65,91	46	70	65
Indicateur 1.3 – Effectif des élèves inscrits aux examens du CAP	Nb	79	46	75	45	80	57	80
Indicateur 1.4 – Taux de réussite au CAP	%	79,75	100	80	100	56	100	90

Sources des données :
Fédération Polynésienne des Maisons Familiales Rurales(FPMFR)*
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 – l'effectif d'élèves inscrits aux examens du DNB est calculé à partir des états d'inscriptions.
Indicateur 1.2 – le taux de réussite au DNB est calculé à partir du nombre d'élèves inscrits aux examens.
Indicateur 1.3 – l'effectif d'élèves inscrits aux examens du CAP est calculé à partir des états d'inscriptions.
Indicateur 1.4 – le taux de réussite au CAP est calculé à partir du nombre d'élèves inscrits aux examens.
Autres commentaires :
Le calcul des effectifs et des taux de réussites pour les prévisions PAP 2024 se fonde sur la moyenne des éléments chiffrés réalisés pour les années 2021, 2022 et 2023. La tendance à la baisse des effectifs globaux dans l'éducation annoncée par l'ISPF nous incite à plus de prudence dans les estimations de 2025 qui sont calqués sur ceux du PAP 2023.

- *Commentaire et analyse des résultats*

Le taux de réussite aux sessions examens de 2024 est en baisse comparativement à l'année 2023 et s'explique par le décrochage scolaire en cours d'année ou encore l'absence des apprenants à la période d'examens. Des actions sont mises en œuvre pour limiter le décrochage et créer de l'attractivité tout au long du parcours de formation. Les problématiques intra-familiales sont autant de facteurs externes qui incitent les jeunes au décrochage.

Le taux de réussite rapporté aux élèves présentés aux examens est de 100 % pour le CAP.

10.4.4 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
909/969 03 - ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL	**932 921 182**	**68 000 000**	**1 000 921 182**
Enseignement et formation professionnelle agricoles	135 563 500	5 000 000	140 563 500
LPA - Fonctionnement général	49 000		49 000
LPA - Accueil élèves internat week end et petites vacances "WEI-PLEI"	14 500		14 500
LPA - Acquisition d'un véhicule technique, aménagements et équipements		5 000 000	5 000 000
CFPPA - Fonctionnement général	66 000 000		66 000 000
CFPPA - Programme FIA	50 000 000		50 000 000
CFPPA - Prise en charge du directeur sur budget	9 000 000		9 000 000
EA - Chargé de mission STAGEP	5 000 000		5 000 000
EA - Production de références AB et agroforesterie	3 500 000		3 500 000
EA - Mission "projets agricoles structurants du territoire"	2 000 000		2 000 000
EA - Aménagement des locaux de l'exploitation agricole		0	0
EA - Acquisition de véhicules techniques, engin agricole et équipements mécaniques		0	0
EA - Acquisition d'équipements alimentaires		0	0
EA - Mise aux normes de la STAGEP (Station Génétique Porcine)		0	0
Fédération polynésienne des maisons familiales et rurales	111 800 000	63 000 000	174 800 000
*Fonctionnement général**	76 766 921		76 766 921
Financement du dispositif classe de soutien conduit dans les MFR	14 805 167		14 805 167
Financement du dispositif hébergement des élèves non résidents	12 466 000		12 466 000
Financement du dispositif transport inter îles des élèves	5 026 358		5 026 358
Programme de formation au bénéfice du personnel et des bénévoles	1 200 360		1 200 360
Programme d'accompagnement et de contrôle financier et comptable	1 177 985		1 177 985
Programme de développement	357 209		357 209
Construction, aménagement et équipement MFR Vairao garçons			0
Construction, aménagement et équipement MFR de Tahaa		6 000 000	6 000 000
Etudes liées à la reconstruction, l'aménagement et l'équipement de la MFREO des Australes			0
Informatisation de la comptabilité du réseau des MFR			0
Etudes projet de reconstruction, d'aménagement et déquipement de la MFREO de Tumoana Rama No Vairao			0
Etudes liées au projet de reconstruction, de rénovation et déquipement de la MFREO de Taharuu-Papara (foncier et locaux anciennenemnt affecté à la MFR Papara filles)			0
Acquisition véhicules de transport MFR		16 500 000	16 500 000
Acquisitions de serres de démonstration		25 000 000	25 000 000
Acquisition de véhicules et équipement de transport terrestre et maritime au bénéfice des MFR		15 500 000	
Rénovation, aménagement et équipement de la MFREO de Taharuu-papara			0
Education et enseignements	685 557 682	0	685 557 682
Subventions de fonctionnement aux lycées professionnels ou polyvalents			
Dotation globale de fonctionnement	595 974 670		595 974 670
Subventions exceptionnelles Fléchées "Cantine Scolaire"	46 191 600		46 191 600
Subvention exceptionnelle accordée aux collèges et lycées	43 391 412		43 391 412

La dotation globale de fonctionnement aux établissements professionnels (hors couverture accident du travail CPS, dépenses d'examen et crédits fonds sociaux qui sont désormais au programme Soutien à l'élève) s'est élevée à 595,9 millions F CFP en 2024. A cela s'ajoutent 43 millions F CFP de subventions exceptionnelles, qui ont permis aux établissements scolaires de réaliser des travaux de mise en conformité, des prestations d'externalisation et d'entretien.

Concernant la subvention fléchée pour la "cantine scolaire", 46,1 millions F CFP ont été justifiés à ce titre.

10.5 **Programme 909 04/969 04 : enseignement supérieur et recherche**

10.5.1 Bilan des orientations stratégiques

La Polynésie française a la charge de l'enseignement supérieur **non universitaire** : sections de techniciens supérieurs et classes préparatoires aux grandes écoles qui sont implantées dans les lycées.

Comme l'enseignement général, technologique et professionnel, l'enseignement post-baccalauréat des lycées doit contribuer à donner aux étudiants un premier diplôme universitaire et contribuer à augmenter le niveau de formation générale des jeunes polynésiens et leur permettre des études en lien avec leurs aspirations et les besoins du pays.

L'offre de formation post-baccalauréat a été très sensiblement étoffée ces dernières années (ouverture de BTS en lycées professionnels, de BUT, de CPGE, de ATS) avec une volonté forte de démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur. Cela contribue à offrir une palette importante de débouchés pour maintenir au Fenua les jeunes bacheliers.

Pour les bacheliers qui font le choix de poursuivre leurs études en métropole (environ 250 par an), des conventions avec des établissements hexagonaux sont conclues afin de favoriser leur intégration et leur réussite.

Ainsi :

- une convention tripartite (État, Pays, IEP) mobilise des moyens pour aider des jeunes polynésiens à préparer et réussir les épreuves d'admission en institut d'études politiques ;
- une convention avec l'association Passerelle ESC et les écoles membres volontaires facilite le recrutement et l'admission d'étudiants dans les écoles de commerce ;
- un accompagnement renforcé vers l'excellence fait également l'objet d'une convention de partenariat entre les lycées de l'hexagone (lycée Montaigne de Bordeaux, lycée du Parc à Lyon, lycée Janson de Sailly à Paris notamment). Il s'agit des classes préparatoires Lettres, BCPST et MPSI ;
- pour les étudiants inscrits en études de santé, un partenariat existe avec l'université de Bordeaux pour l'accès en 2ème année.

Plusieurs actions d'accompagnement en direction des étudiants poursuivant leurs études après le baccalauréat, tant en Polynésie que dans le monde entier, ont été améliorées ou mises en œuvre. Cela concerne notamment l'hébergement et le transport (avec la gratuité du transport pour les étudiants inscrits en Polynésie française), l'aide aux formalités administratives à accomplir, ainsi que la facilitation du financement des études, surtout quand elles se déroulent en métropole.

L'opération « Cap sur l'hexagone » est proposée à nos élèves qui envisagent la poursuite d'études hors de la Polynésie française. Elle comprend, entre autres, plusieurs séances de préparation pour les futurs étudiants durant l'année de terminale. Une plateforme dédiée a été élaborée cette année par la DGEE pour répondre aux divers questionnements des élèves et des familles.

De plus, un *fare* étudiant a été installé dans les locaux du Centre d'information et d'orientation à Pirae à destination des étudiants. Il s'agit d'un point d'information où les parents et les étudiants peuvent obtenir de l'aide pour leurs démarches administratives et la réalisation de leur projet d'étude. Ce *fare* étudiant est chargé également d'alimenter le site : édudiant.pf.

- Bilan de la recherche

L'orientation stratégique qui fonde l'action du ministère en charge de la recherche est ainsi de faire du Pays un site reconnu, performant et attractif (« hub ») en matière de recherche scientifique pluridisciplinaire et un lieu privilégié pour la démonstration, le développement et le déploiement de technologies innovantes. Ces dernières se doivent d'être pertinentes pour le bassin Pacifique, considéré comme une région hautement stratégique avec d'importants enjeux environnementaux, socio-économiques et culturels ainsi que géopolitiques.

Pour atteindre cet objectif stratégique, le ministère s'appuie sur la délégation à la recherche et le partenariat avec l'Etat (à travers son délégué territorial à la recherche et à la technologie). Il oriente ses actions selon deux axes visant à (1) soutenir, dynamiser et structurer le secteur de la recherche majoritairement publique et à (2) stimuler, développer et accompagner l'innovation en favorisant le partenariat public – privé.

Ainsi, les actions structurelles et thématiques portent sur :

- la mise en réseau des acteurs de la recherche et de l'enseignement supérieur : universités, organismes de recherche, services et établissements publics du pays accompagnées de la mutualisation des moyens humains et des infrastructures (plateaux techniques et plateformes technologiques) et en relation avec le tissu socio-économique du pays (entreprises privées, start-up, associations, Cluster Maritime de Polynésie française, la French Tech Polynésie...) pour la promotion et le développement de l'innovation scientifique et technologique ;
- le renforcement des accords de collaboration scientifique avec des institutions nationales, régionales (Pacifique) et internationales ;
- la formation des jeunes chercheurs polynésiens et des futurs cadres impliqués dans la recherche-innovation qui seront susceptibles de s'inscrire en tant qu'experts-conseil ou de créer leur propre entreprise ;
- l'acquisition, la maîtrise, l'accès et le partage ainsi que la diffusion des connaissances scientifiques ;
- la mise en place d'un cadre réglementaire incitatif, ce qui impliquera entre autres dispositions, l'élaboration d'une fiscalité aménagée pour la recherche publique et privée en Polynésie française.

Cette vision est également formalisée dans la Stratégie de l'innovation 2030 de la Polynésie française.

En effet, cette stratégie baptisée « Polynésie océan d'innovation » définit les grands domaines stratégiques du développement durable et inclusif de la Polynésie française pour lesquels les forces de recherche et d'innovation seront mobilisées en vue du développement de :

1° l'économie bleue durable et décarbonée ;

2° la résilience ;

3° les productions d'excellence ;

4° la bioéconomie ;

5° la valorisation biotechnologique ;

6° et le tourisme éco-culturel.

Elle établit par ailleurs, les défis structuraux à relever pour faire de la Polynésie française, un territoire d'innovation :

1° développer la culture de l'innovation ;

2° renforcer les compétences locales en la matière ;

3° amplifier les projets d'innovation sur le territoire ;

4° faciliter la mise en œuvre de ces projets ;

5° intensifier l'impact socio-économique de la recherche ;

6° et augmenter la compétitivité du territoire grâce à l'innovation.

Cette stratégie voit déjà une partie de ses prospectives servies dans le cadre des projets Nārua et Nāhiti, portés par le consortium « Recherche, enseignement supérieur et innovation en Polynésie française - RESIPOL », dont la vocation est de contribuer à la construction d'un continuum enseignement supérieur, recherche et innovation autour d'une feuille de route partagée.

En effet, le cercle d'échanges que constitue RESIPOL a notamment permis à la communauté de recherche de s'organiser et de proposer deux projets transformants au travers des programmes France 2030.

Ainsi, l'UPF et ses partenaires, Ifremer, IRD, CNRS et le Pays en partenariat avec des instances représentatives du privé (CCISM, Cluster maritime de Polynésie française, La French Tech Polynésie…) ont été lauréats de la première phase de l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) puis de la seconde phase d'appel à projets du plan d'innovation Outre-Mer (PIOM) avec son projet « Nāhiti » dont l'objet est de structurer un écosystème de l'innovation en Polynésie française.

D'autre part RESIPOL a été lauréat du programme Excellences avec le projet « Nārua », qui conduira à repenser l'offre de formation initiale et continue de sorte à l'adapter aux besoins du Pays. La recherche contribue à cet effort en proposant notamment des formations par la recherche et l'appui de et par la recherche aux politiques publiques.

Enfin, RESIPOL a été labellisé lors du dernier appel à projets SAPS (sciences avec et pour la société) de France 2030, avec le projet « Nārama » dont l'objet vise à mettre en place en Polynésie française, un écosystème de médiation scientifique et culturelle.

10.5.2 Bilan des réformes

La proportion de bacheliers dans une génération en augmentation régulière alimente l'accès à l'enseignement supérieur.

Des actions sont menées en particulier pour les bacheliers technologiques et professionnels.

Pour les bacheliers professionnels, la politique volontariste en matière de pourcentage minimum d'élèves titulaires du Bac pro en STS porte ses fruits puisque le pourcentage de bacheliers professionnels dans les classes de STS des lycées publics est de 39 % à la rentrée 2024.

Pour les bacheliers technologiques, les deux BUT (bachelor universitaire de technologie : gestion administrative et commerciale des organisations ; techniques de commercialisation) de l'Université de Polynésie française recrutent majoritairement parmi eux. Il a été ainsi convenu de réserver prioritairement les deux départements d'IUT de l'université de la Polynésie française (UPF) aux bacheliers technologiques afin d'améliorer l'accès des

bacheliers professionnels en STS. Simultanément, la préparation des bacheliers technologiques à une L1 a été améliorée. La CPGE PTSI (classe préparatoire aux grandes écoles - physique, technologie et sciences de l'ingénieur) ouverte au lycée du Diadème et le cycle universitaire préparatoire aux grandes écoles (CUPGE) permettent d'offrir des parcours d'excellence aux bacheliers généraux tout en contribuant à décongestionner les filières sélectives.

La nouvelle formation menant au diplôme national des métiers des arts et du design (DN-MADE), valant grade de licence, ouverte depuis la rentrée 2022, entre dans sa troisième année pour les bacheliers titulaires du baccalauréat sciences et technologie du design et des arts appliqués (STD2A), et les diplômés du brevet des métiers d'art. Elle est préparée actuellement au lycée Samuel Raapoto et au Centre des métiers d'art en partenariat avec l'université de Polynésie française.

Une nouvelle classe préparatoire, dite adaptation technicien supérieur (ATS) pour les titulaires du BTS a été ouverte à la rentrée 2023 au lycée Diadème.

Diverses formations complémentaires d'initiative locale (FCIL) sont également envisagées pour la rentrée 2025 dont une FCIL- assistant géomètre topo.

10.5.3 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 : Favoriser l'équilibrage des flux

Objectif n° 1 – Favoriser l'équilibrage des flux

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1-1 : Taux d'accès en STS	%	23,33	21,01	23,40	-	21,73	22,50	22,00
Indicateur 1-2 : Taux de réussite au BTS	%	80,00	80,24	84,00	80,28	80,65	81,00	82,00

Sources des données :
Indicateur 1.1 - Bases élèves 2nd degré N+1 et BEX[DGEE]
Indicateur 1.2 - BEX[DGEE]
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - Les pourcentages sont calculés sur l'ensemble des néo-bacheliers.
Indicateur 1.3 - Les pourcentages sont calculés sur des effectifs présents aux épreuves de BTS.
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

Le taux d'accès en STS (section de technicien supérieur) en 2024 s'est établie à 21,73 % (21,01 % en 2023). Autrement dit, près de deux jeunes néo-bachelier (sur l'ensemble des néo-bacheliers toutes voies confondues) sur dix accèdent à une formation en STS pour préparer un BTS.

L'écart entre le taux de réussite à l'examen des bacheliers professionnels et des bacheliers technologiques se réduit d'année en année, il est aujourd'hui de moins de dix points, ce qui est un encouragement à poursuivre les partenariats pédagogiques lycées professionnels-STS, dans l'esprit des cordées de la réussite, avec l'appui des corps d'inspection pédagogique.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Pour la poursuite d'étude des titulaires du BTS, une nouvelle classe préparatoire, dite adaptation technicien supérieur (ATS) pour les titulaires du BTS est ouverte depuis la rentrée 2024 au lycée Diadème pour les formations tertiaires. Par ailleurs, des FCIL sont en cours de réflexion pour la R25 et R26.

- Bilan de la recherche

Objectif n°1 : Soutenir, dynamiser et structurer la recherche

Objectif n°1 - Soutenir, dynamiser et structurer la recherche								
A travers l'acquisition, la maîtrise et le partage des connaissances scientifiques et technologiques, associés à une mutualisation et mise en réseau des capacités humaines et des infrastructures								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Infrastructures de recherche, appareillages et équipements scientifiques cofinancés	Nb	2	3	4	3	4	4	6
Indicateur 1.2 - Programmes de recherche cofinancés et suivis (budget REC+ Contrat Etat-Pays, volet Recherche)	Nb	13	19	16	17	18	16	16
Indicateur 1.3 - Thèses de doctorat cofinancées et soutenues	Nb	4	6	6	6	8	6	6
Indicateur 1.4 - Evénements de promotion de la recherche, ouvrages, conférences scientifiques et ateliers de travail cofinancés et coorganisés	Nb	5	4	4	4	3	4	4

Sources des données :
Comptes administratifs du Pays - Mission Enseignement - Programme Enseignement supérieur et Recherche
Rapport d'activité de la délégation à la recherche
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1,1.2, 1.3 - indicateurs calculés à partir du budget de fonctionnement du service (CT 781-F et 7812-F)
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

Pour 2024, les indicateurs ont été atteints voire légèrement dépassés pour toutes les actions.

Ainsi, 2024 a vu en matière d'infrastructures de recherche, la finalisation des travaux du centre INNOVENTOMO de l'Institut Louis Malardé et l'inauguration du Centre d'hébergement international du CRIOBE à Moorea (2 opérations relevant du volet Recherche et innovation du 2nd Contrat de projets Etat – Pays).

En matière d'équipements scientifiques, l'installation et la mise en service d'un séquenceur haut débit de dernière génération pour l'Institut Louis Malardé et une imprimante 3D de grande dimension avec son extrudeuse pour le CRIOBE sont venus conforter les plateaux scientifiques et techniques publics existants en Polynésie française en matière de séquençage et d'imagerie 3D.

Enfin, 18 programmes de recherche (dont 3 opérations au titre de la convention d'application relative à l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation du Contrat de développement et de transformation 2021-2023) ainsi que 8 thèses ont été financées ou cofinancées.

En 2024, trois évènements ont pu se tenir :

- La 33ème édition de la Fête de la Science sur le thème « Océan de savoirs » avec un Va'a des sciences sur la thématique qui s'est déroulée dans le hall et les Jardins de l'Assemblée de la Polynésie française et de deux cycles de conférences sur Tahiti ; les interventions de scientifiques et chercheurs dans les établissements scolaires ont également été privilégiés notamment dans les îles ;
- La 6ème édition des conférences de la Recherche sur le thème « Scénarios climatiques et vulnérabilité des socio-écosystèmes insulaires : Comment minimiser les impacts ? »
- Un colloque de restitution des résultats du programme de recherche « RESIPOLY » intitulé « Les Polynésiens face aux maladies – Santé et soins de la période pré-européenne à l'épidémie de COVID-19 ».

Objectif n°2 : Soutenir, développer et accompagner l'innovation scientifique et technologique

Objectif n°2 - Soutenir, développer et accompagner l'innovation								
Par le développement de l'impact économique de la Recherche et le transfert de technologies pour une R&D plus performante								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 - Projets innovants cofinancés et suivis	Nb	11	15	15	14	10	15	15
Indicateur 2.2 - Entreprises innovantes créées ou soutenues	Nb	11	15	15	14	10	15	15
Indicateur 2.3 - Evénements de promotion de l'innovation cofinancés et coorganisés	Nb	2	2	3	3	1	3	3

Source des données :
Comptes administratifs de la Polynésie française - Mission Enseignement - Programme Enseignement supérieur et Recherche
Rapport d'activité de la délégation à la recherche
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 2.1, 2.2, 2.3 - indicateurs calculés à partir du budget de fonctionnement du service (CT 781-F et 7812-F)
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

Les indicateurs ont été atteints.

En effet, suite à l'adoption par l'Assemblée de la Polynésie française de la stratégie de l'innovation 2030 de la Polynésie française pour un développement durable et inclusif et le lancement de sa mise en œuvre en décembre 2023, l'année 2024 est la première année de mise en œuvre effective de la Stratégie. Ainsi, les 40 actions de la Stratégie ont été déclinées en 300 projets concrets. La priorisation de ces 300 projets en privilégiant leur faisabilité et leur effet levier a été réalisée en totalité. Le calendrier de mise en œuvre sur la période 2024-2030 a été établi pour 285 projets (95 %). Enfin sur les 162 projets démarrant en 2024, 94 projets (60 %) sont mis en œuvre : constitution des équipes projets, inventaire des projets existants, définition de la feuille de route du projet…

L'année 2024 a également vu la poursuite de la structuration de l'écosystème polynésien de l'Innovation à travers la mise en œuvre du projet Nāhiti, lauréat de l'appel à projets du Plan innovation Outre-mer du Plan d'investissement d'avenir (PIA - PIOM) de France 2030. En effet, Nāhiti vise à structurer l'écosystème d'innovation sur le territoire polynésien, à travers deux volets principaux :

1° La sensibilisation et la formation à l'innovation ;
2° Le soutien à l'émergence et au développement de projets innovants et de start-up.

A ce titre, il convient d'indiquer pour :

- Le volet 1 : la création en 2024 du Pôle etudiant pour l'innovation, le transfert et l'entrepreneuriat (PEPITE) de Polynésie française : PEPITE Nāfai ;
- Le volet 2 : la montée en puissance du dispositif POLYNNOV avec 5 projets lauréats en 2024 qui viennent se rajouter à la première cohorte de 10 projets accompagnés.

En 2024, 10 projets innovants sélectionnés dans le cadre des appels à projets « recherche et innovation : partenariat public-privé pour preuve de concept (RIP4) » ont été cofinancés. Ces projets de recherche et innovation dans les domaines de l'économie circulaire, l'agriculture, l'aquaculture, les ressources naturelles, les énergies renouvelables et les risques naturels, comprennent tous un partenariat public-privé solide et durable.

Enfin, un évènement important pour l'innovation s'est tenu en 2024, en Polynésie française. Les Nāhiti Innovation Days, 1ère rencontre internationale des acteurs et des décideurs de l'innovation, a rassemblé durant 3 jours, les acteurs clés de la recherche, de l'innovation et du développement économique dans notre région, marquant une étape décisive pour l'innovation en Polynésie française.

10.5.4 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
909/969 04 - ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE	**113 507 376**	**7 081 833**	**120 589 209**
Recherche	94 279 315	7 081 833	101 361 148
Soutenir, dynamiser et structurer la recherche			
Co-financement d'infrastructures de recherche, d'appareillages et d'équipements		*7 081 833*	7 081 833
Co-financement de programmes de recherche menés en Polynésie française et contribuant à son développement socio-économique et culturel durable, et de leur suivi	35 999 944		35 999 944
Financement et soutien de thèses de doctorat réalisées dans le cadre de programmes de recherche menés en Polynésie française			0
Co-financement et co-organisation d'évènements de promotion de la recherche (ex. « Fête de la Science »), d'ateliers de travail et de conférences scientifiques d'importance régionale (Pacifique) ou internationale en Polynésie française	1 500 000		1 500 000
Soutenir, développer et accompagner l'innovation			
Mise en œuvre de la Stratégie de l'Innovation 2030 de la PF	10 350 500		10 350 500
Participation à la construction de l'écosystème polynésien d'innovation - Nāhiti	2 147 972		2 147 972
Co-financement de projets innovants portés par les opérateurs de recherche en partenariat avec les entreprises privées et associations basées en Polynésie française, et de leur suivi	37 902 100		37 902 100
Création et/ou au soutien financier d'entreprises privées innovantes en Polynésie française			
Organisation d'évènements contribuant à la promotion et le développement de l'innovation technologique et scientifique («S4-PF»)	2 500 000		2 500 000
Divers frais de fonctionnement	3 878 799		3 878 799
Education et enseignements	19 228 061	0	19 228 061
Organisation des sessions d'examen du BTS	1 789 299		1 789 299
Campus connectés	17 438 762		17 438 762

En 2024, 1,7 millions F CFP ont été dépensés pour des dépenses liées aux examens post-baccalauréat et 17,4 millions F CFP ont été alloués aux établissements gérant les Campus connectés pour couvrir leurs frais de fonctionnement.

10.6 **Programme 909 05/969 05 : soutien à l'élève**

10.6.1 Bilan des orientations stratégiques

Le ministère de l'Éducation a réaffirmé dans sa lettre de rentrée 2024 que le soutien à l'élève et son bien-être sont une priorité forte.

Les écoles et établissements scolaires doivent être des espaces accueillants, des lieux de sécurité et de bien-être pour les élèves. L'amélioration des conditions d'accueil et de vie dans les internats est une priorité. Les élèves doivent s'y sentir valorisés et accompagnés dans leur cursus. A l'école primaire, le nouveau domaine d'enseignement "bien-être et bien apprendre" est mis en place à la rentrée 2024.

Depuis la rentrée 2022, le bien-être des élèves est devenu un axe prioritaire de la politique éducative du Pays. Dans le cadre de la mise en œuvre des nouveaux rythmes scolaires, le collège des inspecteurs de l'éducation nationale a souhaité proposer d'intégrer dans les programmes de l'école polynésienne le domaine « Bien-être, Bien apprendre », une proposition validée par le ministre en charge de l'Éducation. Le bien-être et le bien apprendre sont des piliers essentiels de l'éducation. Ils contribuent à la réussite scolaire, au développement personnel et à l'épanouissement des élèves. L'enjeux de ces domaines sont de dépasser la simple transmission de connaissances pour préparer les élèves à un monde en constante mutation, leur apprendre à apprendre en autonomie, assurer l'inclusion et l'équité et contribuer à l'épanouissement de l'individu parmi ses pairs à tous les âges de la vie. Dans ce domaine, nous explorerons ces deux concepts fondamentaux. En les combinant, il s'agira de créer un environnement scolaire où chaque élève peut s'épanouir, apprendre avec plaisir et atteindre son plein potentiel.

Le soutien à l'élève est aussi recherché par le maintien des structures d'enseignement de proximité. Ainsi, dans le premier degré, 30 écoles avec une seule classe et 20 écoles de deux classes ont été maintenues aux Tuamotu et aux Marquises malgré de très faibles effectifs. Il en est de même des petits collèges des îles Australes, des Tuamotu, des Marquises. Les classes de 6ème à l'école, au nombre de onze à la rentrée 2023, participent aussi à une réponse de proximité pour la scolarisation des plus jeunes.

Au sein des écoles REP+ et des écoles les plus défavorisées hors REP+, le dédoublement des classes de CP et de CE1 participe au soutien aux apprentissages des élèves. Les effectifs des classes sont limités dans les écoles et collèges REP+.

En direction des élèves à besoins particuliers, les unités localisées d'inclusion scolaire (ULIS) sont une réponse adaptée.

En direction des familles les plus défavorisées, et dans le contexte de la crise économique qui a suivi la crise sanitaire, le ministère de l'éducation a maintenu son soutien à la politique des fonds sociaux en abondant la dotation nationale de 25 millions F CFP.

10.6.2 Bilan des réformes

L'étendue du territoire polynésien crée l'éloignement vis-à-vis des unités d'enseignement. Beaucoup d'îles sont sans collèges. Les lycées sont concentrés dans trois îles de l'archipel de la Société. En conséquence, de nombreux adolescents poursuivent leur scolarité secondaire, séparés de leur famille, sur une île voisine ou directement à Tahiti, ce qui peut conduire à un risque de décrochage dans les études. Les actions en faveur de l'internat se poursuivent. L'organisation d'un concours de recrutement d'adjoints d'éducation a permis de recruter 54 nouveaux fonctionnaires stagiaires pour l'animation, l'encadrement, le conseil, le soutien scolaire et la surveillance des élèves. Les travaux du nouvel internat du collège d'Atuona (Hiva Oa, Marquises) ont été terminés. Les appels d'offres pour le nouvel internat du lycée Diadème de Pirae (Tahiti) ont été lancés.

A défaut de pouvoir précisément chiffrer les décrocheurs tels que définis nationalement, le choix a été fait de suivre l'indicateur du nombre de jeunes non retrouvés dans la base élève académique lors des constats de rentrée. Les classes de terminale sont hors champ eu égard à la difficulté du suivi d'informations sur le devenir des diplômés (poursuites d'études en métropole, à l'étranger, etc.).

Deux catégories sont distinguées parmi les élèves non retrouvés : les moins de 16 ans, dits déscolarisés et les plus de 16 ans dits décrocheurs. Le nombre d'élèves déscolarisés oscille entre 6,1 % et 6,4 % depuis 5 ans. Les taux de décrocheurs des lycées d'enseignement général et technologique (LEGT) et des lycées professionnels (LP) sont respectivement de 5 % et 17,9 %. Les causes de la déscolarisation et du décrochage

sont complexes, intimes et souvent contextuelles. Néanmoins, le manque de sens donné aux apprentissages, les lacunes scolaires accumulées tout au long d'un parcours personnel, la fin du collège perçue comme une fin de scolarité sont principalement à l'origine du décrochage. En lycée, il convient de distinguer les LEGT des LP. En LP, la part d'élèves non retrouvés est la plus importante en première année de CAP (environ 25 % depuis 5 ans). Les élèves accueillis en CAP sont majoritairement fragiles. C'est pourquoi le travail d'accompagnement de l'élève doit débuter tôt dans la scolarité. En LEGT, le taux de décrocheurs atteint 5 %.

La fréquentation scolaire s'améliore. En 2021-2022 les taux d'absentéisme moyens étaient compris entre 14 % et 23 % dans le 1er degré et 13 % et 17 % dans le 2nd degré. Les facteurs qui ont expliqué cette situation étaient principalement liés à la crainte du virus. Depuis 2022-2023, la fréquentation scolaire est revenue progressivement à la normale dans le 1er degré et en collège. Elle reste relativement forte en lycée professionnel.

10.6.3 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 - Soutenir la mission de lutte contre le décrochage scolaire

Objectif n° 1 – Soutenir la mission de lutte contre le décrochage scolaire

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1-1 : Taux de collégiens non retrouvés	%	3,57	4,45	3,33	-	4,70	4,25	4,00
Indicateur 1-2 : Taux de lycéens en 2nde GT non retrouvés	%	6,12	6,02	5,50	-	6,93	5,50	5,40
Indicateur 1-3 : Taux de lycéens en 2nde PRO non retrouvés	%	11,00	10,61	9,00	-	12,45	8,75	8,50

Sources des données :
Indicateurs 1-1, 1-2, 1-3 : Bases élèves 2nd degré N et N+1
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - Collégiens non retrouvés à la rentrée N+1 par rapport aux collégiens scolarisés au collège en N
Indicateur 1.2 - Elèves non retrouvés à la rentrée N+1 par rapport aux élèves scolarisés en 2nde GT en N
Indicateur 1.3 - Elèves non retrouvés à la rentrée N+1 par rapport aux élèves scolarisés en 2nde PRO en N

- *Commentaire et analyse des résultats*

Depuis 2022, une nouvelle approche de la déscolarisation et décrochage a été adoptée pour mieux cerner les flux et améliorer la précision des mesures d'élèves non retrouvés.

C'est ainsi que dès la rentrée 2023, la notion de lutte contre le décrochage scolaire s'est vue remplacée par la notion de persévérance scolaire (MPS) qui touche les élèves mais également toute la communauté éducative, dont les parents.

A la rentrée 2024, la MPS (mission de persévérance scolaire) est installée dans les lycées professionnels (Taravao, Ecole hôtelière, Diadème, Mahina et Uturoa). Des modules ont également été développés (Faa'a et Papara).

Dès la rentrée 2025, le lycée de Bora Bora accueillera un module MPS.

Par ailleurs, un travail est mené afin de développer des dispositifs à destination des moins de 16 ans.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

A la rentrée 2023, la MLDS (mission de lutte contre le décrochage scolaire) s'est transformée en MPS (mission pour la persévérance scolaire). De leur côté, les GPDS (groupe de prévention du décrochage scolaire) des établissements se transforment en GPS (groupe de persévérance scolaire). Au-delà du seul changement de nom, la Polynésie française veut ainsi montrer sa volonté et son ambition de mettre en place une véritable politique éducative systémique en faveur de la persévérance scolaire : pratiques pédagogiques accrocheuses, qualité de la relation enseignants-élèves, pratiques d'évaluation encourageantes, attention au climat scolaire et à la parole de l'élève, lieux et temps d'écoute, bien-être des élèves dans les établissements, pratiques des langues et des arts polynésiens, offre de formation de proximité et en lien avec les possibilités d'insertion.

Objectif n°2 - Favoriser l'inclusion scolaire

Objectif n° 2 – Favoriser l'inclusion scolaire								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2-1 : Pourcentage global d'élèves handicapés scolarisés en milieu ordinaire bénéficiant d'un accompagnement par un AE-ESH (Accompagnant d'Élève en Situation de Handicap)	%	65,0	63,3	67,0	-	68,2	67,0	67,5
pourcentage d'élèves en 1er degré	%	65,2	62,5	68,0	-	82,4	68,0	68,5
pourcentage d'élèves en 2nd degré	%	64,5	64,4	66,0	-	49,9	66,0	66,5

Sources des données :
Indicateur 2-1 : ASH[DGEE] et constats de rentrée des 1er et 2nd degrés N
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 2.1 - Nombre d'élèves handicapés scolarisés en milieu ordinaire bénéficiant d'un AE-ESH / Nombre total d'élèves handicapés scolarisés en milieu ordinaire

- *Commentaire et analyse des résultats*

Une dynamique territoriale favorable au déploiement de l'inclusion scolaire :

- L'effectif des élèves relevant de la grande difficulté scolaire scolarisés en SEGPA (section d'enseignement général et professionnel adapté) poursuit sa progression avec 14 élèves supplémentaires accueillis à la rentrée 2024 : une division de 4ème a été ouverte au collège de Mahina qui verra son dispositif complété par une 3ème à la rentrée 2025 ;
- Les 9 dispositifs de remédiation en collège (DREC) continuent de soutenir les élèves en difficulté en classes de 6ème et de 5ème et contribuent à la sécurisation et à la persévérance scolaire dans ces établissements.

  A noter : une nouvelle place pour l'enseignant spécialisé ressource, qui contribue depuis cette rentrée 2024 à l'organisation des enseignements en groupes de besoins dans le cadre de la stratégie « Choc des savoirs ». La circonscription ASH accompagne cette réorganisation avec pour objectif de mettre en lumière les bonnes pratiques inclusives pour améliorer le partage avec l'ensemble de l'équipe pédagogique.

Le nombre d'élèves en situation de **handicap** accueillis en milieu ordinaire continue à progresser : + 7,8 % entre la rentrée 2023 et 2024 :

- **L'aide humaine** individuelle et mutualisée a été renforcée avec un effectif accru de 26 agents et le nombre d'élèves accompagnés passe ainsi de 281 en 2023 à 370 en 2024 (+31 %) ;
- A noter : un travail collaboratif efficace avec les AE-ESH (agent d'éducation pour élève en situation de handicap) a permis de proposer cette année un plan de formation continue accessible à chacun des agents ;
- Le nombre d'élèves accueillis en **ULIS** (unité localisée pour l'inclusion scolaire) a légèrement baissé : -7 % entre 2023 et 2024 : les dispositifs des archipels notamment ont été moins complets, mais l'accompagnement des élèves a néanmoins pu être assuré par les enseignants spécialisés itinérants (**ESI**). Ces enseignants qui constituent un dispositif original de la Polynésie française, se distinguent du DASED par leur formation au handicap et par leur intervention dans le 1er et le 2nd degré. Ils sont mobiles et interviennent en soutien de la scolarisation des élèves relevant d'ULIS scolarisés en milieu ordinaire avec AE-ESH.

Des actions spécifiques ont été menées pour :

- **Pour mieux accompagner la grande difficulté scolaire dans le 1er degré**

Afin d'améliorer l'efficience des moyens dédiés aux DASED (dispositif d'aide spécialisée pour les élèves en difficultés), la DGEE a procédé à un premier rééquilibrage du taux d'encadrement entre circonscriptions. Le taux d'encadrement moyen est en effet d'un enseignant spécialisé pour 384 élèves, ce qui permet d'assurer une couverture efficace. Cependant, les écarts de dotations entre circonscriptions variant du simple au double, un premier rééquilibrage réduisant de moitié ces écarts, a permis d'améliorer le taux d'encadrement local.

Une politique de formation menée dans le cadre des modules de formation d'initiative nationale a également permis que les personnels DASED soient renforcés dans leur action de personne ressource, au soutien de l'accessibilité scolaire et des pratiques d'enseignement pour tous. Cette dimension qualitative est indispensable pour améliorer les résultats des élèves.

- **Pour répondre à l'évolution du besoin du territoire**

Troubles du Neuro-développement

La re-qualification des ULIS TFC en ULIS TND a permis de fluidifier l'accueil des élèves autistes non déficients en ULIS. Des parcours d'élèves accompagnés d'AE-ESH en école ordinaire ont ainsi pu être réorientés vers des dispositifs ULIS, permettant aux élèves de bénéficier de l'accompagnement régulier d'un enseignant spécialisé.

Les actions de formation dans le 1er et le 2nd degré pour mieux accueillir les élèves dys, ayant des troubles de l'attention, autistes ont été poursuivies avec succès auprès des équipes.

UEEA

L'ouverture d'une unité d'enseignement élémentaire autisme (UEEA) co-portée par l'IIME (institut d'insertion médico-éducatif) à l'école Tiapa de Paea est en cours. S'inscrivant dans le cahier des charges national, cette unité est un projet pilote pour le territoire. Elle couvre à son ouverture la totalité du besoin du territoire.

Au regard de l'évolution du nombre de reconnaissances de handicap au titre du TSA (trouble du spectre de l'autisme), une stratégie plus générale de repérage et de réponse aux besoins a été initiée par le MEE.

Enfants malades

Le dispositif SAPADHE (service d'accompagnement pédagogique à domicile à l'hôpital et à l'école) créé à la rentrée 2023 se déploie et double son effectif de suivi cette année. Le travail de communication mené auprès des écoles et établissements porte ses fruits. Un premier robot d'assistance est en cours de déploiement.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

La Polynésie française réserve les postes d'enseignants spécialisés aux personnels certifiés CAPPEI (certificat d'aptitude professionnelle aux pratiques de l'éducation inclusive). Ainsi, la couverture des postes s'effectue par recours au personnel de l'hexagone mis à disposition ce qui représente 41 % des postes ASH soit plus de 100 postes.

Pour soutenir la certification des enseignants dans l'éducation inclusive à la rentrée scolaire 2025 et afin de favoriser l'engagement des personnels non certifiés du territoire dans l'ASH, la DGEE expérimente l'ouverture d'une dizaine de postes à des personnels non titrés. Cette politique RH favorise la mise à l'épreuve des projets de réorientation professionnelle des personnels, nourrit la diffusion des pratiques inclusives et permet à terme de constituer un vivier pour la certification CAPPEI par la VAEP (validation des acquis d'expérience professionnelle).

Objectif n°3 - Soutenir la scolarisation des élèves aux situations sociales et géographiques défavorisées

Objectif n° 3 – Soutenir la scolarisation des élèves de catégories socio-géographiques défavorisées

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 3.1 - Pourcentage global d'élèves boursiers parmi les collégiens et les lycéens	%	56,54	56,31	57,05	54,17	54,17	54,9	57,1
pourcentage de lycéens boursiers	%	56,27	55,75	57,05	54,02	54,02	54,5	57,1
pourcentage de collégiens boursiers	%	56,95	56,9	58,05	56,36	56,36	56,5	58,1
Indicateur 3.2 - Nombre d'élèves bénéficiant du dispositif PLEI/WEI	Nb	1 701	1 688	1 690	1 657	1 657	1 600	1 550
PLEI	Nb	566	575	570	563	563	530	500
WEI	Nb	1 135	1 113	1 120	1 094	1 094	1 070	1 050
Indicateur 3.3 - Nombre d'élèves bénéficiant du dispositif "Cycle 3 à l'école"	Nb	102	98	100	117	117	105	100

Sources des données :
Indicateur 3.1 - BBAE[DGEE] et constat de rentrée du 2nd degré N
Indicateur 3.2 - DV3E[DGEE]
Indicateur 3.3 - Constat de rentrée 2nd degré N-DAPE
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 3.1 - % Global de boursiers: Nombre d'élèves boursiers par rapport au nombre total d'élèves du second degré
% de collégiens boursiers: Nombre d'élèves boursiers en collège(formations SEGPA, CLG, CETAD) par rapport au nombre total de collégiens
% de lycéens boursiers: Nombre d'élèves boursiers de niveau lycée par rapport au nombre total de lycéens
Indicateur 3.2 - Nombre d'élèves bénéficiant du dispositif PLEI/WEI
Indicateur 3.3 - Nombre d'élèves bénéficiant du dispositif "Cycle 3 à l'école"

- *Commentaire et analyse des résultats*

Fonds sociaux

La dotation relative aux fonds sociaux a été maintenue à hauteur de 103 219 570 F CFP. Les fonds sociaux constituent une véritable aide en réponse à des situations difficiles, ponctuelles, couvrant différents frais liés

à la scolarité. Cette aide peut prendre la forme d'un concours financier direct ou d'une prestation en nature et doit permettre à la famille de faire face à tout ou partie des dépenses suivantes : fournitures et matériels scolaires, tenues vestimentaires scolaires, EPI (équipement de protection individuelle), manuels scolaires, besoins vitaux, frais de demi-pension et internat, besoins péri-éducatifs, frais médicaux et paramédicaux, frais de stage, frais d'inscription et toute autre dépense permettant la continuité et la poursuite de la scolarité.

Depuis la rentrée 2024, les élèves admis en CJA peuvent également bénéficier des fonds sociaux.

Cycle 3 à l'école

En 2024, ce dispositif a concerné au total 98 élèves scolarisés dans onze écoles. Ces enfants ont ainsi pu bénéficier d'une année supplémentaire dans leur île avant de rejoindre leur collège de secteur en classe de cinquième pour y suivre le cycle 4.

PLEI-WEI

Aujourd'hui, 7 associations gèrent le dispositif WEI-PLEI. Ce dispositif a permis de prendre en charge 1 482 élèves internes cette année : 383 du PLEI et 1099 du WEI (chiffres de la rentrée) durant les week-ends et les petites vacances.

Dans l'ensemble, les chefs d'établissements sont très satisfaits du dispositif et le travail avec les associations se fait de manière concertée. Les activités sont très nombreuses et diversifiées. Les associations mettent en place des activités sportives, culturelles mais également pédagogiques. Elles doivent permettre de réduire les inégalités, de lutter contre la déscolarisation et le décrochage scolaire, de favoriser la réussite scolaire et de pallier les difficultés liées à l'éloignement familial.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

L'apport du dispositif WEI/PLEI est indéniable. Toutefois, des évolutions apparaissent nécessaires afin d'améliorer l'efficience du dispositif. Ainsi, il est prévu pour la rentrée 2025 de lancer un marché avec un appel d'offre et d'établir de nouvelles conventions.

10.6.4 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
909/969 05 - SOUTIEN A L'ELEVE	**1 933 779 767**	**0**	**1 933 779 767**
Objectif n° 1 - Soutenir la mission de lutte contre le décrochage scolaire			
action n°1 relative à la MLDS	11 983 925	0	11 983 925
action n°2 relative à engagés service civique	25 845 854	0	25 845 854
Objectif n° 2 - Favoriser l'inclusion scolaire			
action n° 1 relative à l'acquisition des équipements pour l'aide à la scolarisation des élèves handicapés et le suivi médical.	393 747	0	393 747
Objectif n° 3 - Soutenir la scolarisation des élèves aux situations sociales et géographiques défavorisées			
action n° 1 relative aux bourses et prêt d'étude	1 243 394 755	0	1 243 394 755
action n° 2 relative à WEI PLEI	431 395 373	0	431 395 373
action n° 3 relative au déploiement du CYCLE 3, Magaret's place et projets pédagogiques	28 692 356	0	28 692 356
action n° 4 relative au sport scolaire, notamment pour Génération 2024	88 854 187	0	88 854 187
action n° 5 relative au fonds sociaux	103 219 570		103 219 570

Pour 2024, le budget consommé au programme « soutien à l'élève » s'établit à 1,934 milliard F CFP.

Pour soutenir la lutte contre le décrochage scolaire :

- Près de 12 millions F CFP ont été consommés pour la mission de lutte contre le décrochage scolaire (MLDS) ;
- 25,8 millions F CFP pour la couverture sociale des engagés du service civique.

Pour un soutien financier aux familles :

- Les bourses :

Afin de soutenir encore plus les familles dans le financement des études de leurs enfants, une réforme des bourses a été opérée en mai 2024. Ainsi, le curseur du quotient familial a été modifié et le montant mensuel des bourses a été augmenté. De plus, une bourse complémentaire consistant à compenser les bourses financées par l'Etat (dans l'hypothèse où l'allocation Etat serait moindre que celle financée par le Pays) a été créée.

Il est constaté une augmentation de 30 % des demandes par rapport à l'année précédente. Pour l'année 2025, il est attendu une augmentation sensible des demandes de bourses au regard de la modification du quotient familial correspondant à 5 fois le SMIG.

Malgré un budget total prévu de 1,833 milliards F CFP en 2024, le budget a été exécuté à hauteur de 1,243 milliards F CFP comme suit :

- 610 millions F CFP pour les bourses d'enseignement secondaire ;
- 405 millions F CFP pour les bourses des étudiants attribuées sur critère de ressources ;
- 228 millions F CFP pour les bourses majorées attribuées aux étudiants ayant un parcours universitaire méritant.

La non-consommation des crédits de l'ordre de 600 millions F CFP résulte d'une communication tardive auprès des étudiants mais également d'une deuxième campagne d'une durée d'un mois (juillet à août 2024) ne laissant pas le temps aux étudiants de formuler leur demande, étant probablement dans la gestion de leur installation future. Pour l'année 2025-2026, l'information ayant été largement relayée dès janvier 2025 et la campagne d'information courant sur un délai de cinq mois pleins (janvier à mai 2025), il est attendu une hausse sensible des demandes de bourses ; ce qui justifie le maintien du budget.

- Les **fonds sociaux** : 103,2 millions F CFP ont été consacrés aux fonds sociaux.

Pour la mise en œuvre des projets pédagogiques ou dispositifs d'accompagnement :

- 431,3 millions F CFP pour financer les WEI/PLEI ;
- 10,8 millions F CFP dans le cadre du dispositif cycle 3 ;
- 6,4 millions F CFP ont été réservés à la mise en place du dispositif Margaret's Place ;
- 4,7 millions F CFP pour le campus des métiers et des qualifications ;
- près de 6,5 millions F CFP pour accompagner divers projets pédagogiques (Salon du Livre, petits équipements pour les CJA, Show devant, Aimeo Race, ...) ;
- 88,8 millions F CFP en faveur du sport scolaire : versement de subventions de fonctionnement aux associations sportives scolaires (USEP, USSP, CSSU, ASSEP) pour l'organisation des évènements sportifs scolaires.

10.7 Programme 909 06/969 06 : promotion langues polynésiennes et plurilinguisme

10.7.1 Bilan des orientations stratégiques

Dans le cadre de la promotion des langues polynésiennes et du plurilinguisme, le Pays a missionné le ministère de l'éducation et de la culture pour poser les bases d'une réflexion à long terme visant à inverser la tendance et « récréer » des locuteurs sur les prochaines générations.

- Bilan de l'éducation (DGEE)

L'école est l'outil de réappropriation privilégié du *reo mā'ohi*. Pour que l'élève apprenne bien, il doit se sentir reconnu. Il doit développer un sentiment d'appartenance à son école/établissement qui doit donc le respecter et lui ressembler.

En cela, l'apprentissage des langues polynésiennes est au cœur de notre politique éducative. Ainsi, dans le cadre de la réforme des nouveaux rythmes scolaires,

- A l'école primaire, 3 heures hebdomadaires sont désormais dévolues à l'enseignement des langues et culture polynésiennes. Certaines écoles continuent d'aller au-delà en renforçant cet enseignement à 5 heures par semaine en fonction du projet pédagogique de l'enseignant ou du projet d'école ;
- Au collège, 2 heures d'enseignement en langue polynésienne (principalement le tahitien) sont obligatoires pour les élèves de 6ème dans les établissements avec un professeur en langues et culture polynésiennes. Le volume horaire hebdomadaire dévolu à l'enseignement en langue polynésienne sera

porté à 2 heures dans toutes les classes de 6ème à la rentrée scolaire 2025. Dès la 5ème, le tahitien peut être choisi en LV2 ou LVB au lycée.

A noter que depuis 2019, certaines écoles et CJA proposent un enseignement bilingue français-langue polynésienne.

- Bilan de la culture et du patrimoine (DCP)

En décembre 2021, la Direction de la culture et du patrimoine (DCP) a officiellement et pleinement été investie de la mission de promotion des langues polynésiennes. Dans ce cadre, ce service a créé une nouvelle cellule dédiée aux langues polynésiennes et a recruté un linguiste pour renforcer son équipe.

- Bilan du conservatoire artistique de la Polynésie française (CAPF)

Le Te Fare 'Upa Rau continue ses efforts pour valoriser la langue tahitienne, notamment à travers les enseignements en arts traditionnels. Cette valorisation se fait également par l'intégration de la langue dans les programmes et les pièces étudiées durant l'année scolaire dans les trois sections : traditionnelle, classique et arts de la scène.

- Bilan du Te Fare Tauhiti Nui – Maison de la culture (TFTN)

Le TFTN a engagé des actions autour d'ateliers et d'évènements dédiés aux langues.

- Bilan de la traduction et de l'interprétariat (STI)

Afin de valoriser, préserver et promouvoir la langue tahitienne, le service de la traduction et de l'interprétariat :

- soutient le développement d'outils numériques tels que le clavier mobile avec fonction d'auto-complétions ;
- contribue activement à l'immersion linguistique en favorisant l'utilisation quotidienne des langues locales à travers les traductions produites et visibles dans l'espace public ;
- joue un rôle clé en tant que pôle de compétences linguistiques.

10.7.2 Bilan des réformes

- Bilan de l'éducation (DGEE)

Plus de 2 400 élèves bénéficient d'un enseignement bilingue dans les 18 écoles et 2 CJA. A la suite de l'enseignement des langues polynésiennes dans le premier degré, celui-ci se poursuit au collège, notamment au cycle 4.

Pour permettre aux élèves de pratiquer ces langues dans d'autres disciplines, une expérimentation de certification a été mise en place. Elle permet à certains professeurs d'enseigner des matières comme les mathématiques, l'histoire-géographie ou l'éducation physique en *reo tahiti*. Cette initiative se déploie actuellement au collège Afareaitu de Moorea.

- Bilan de la traduction et de l'interprétariat (STI)

La collaboration du STI avec les académies de langues polynésiennes s'est principalement effectuée par le biais de rencontres et d'échanges informels. Cependant, la mise à disposition des outils numériques développés par le STI pour ces académies est restée au stade embryonnaire en 2024.

10.7.3 Bilan des objectifs de performance

- Bilan de l'éducation (DGEE)

Objectif n°1 - Conduire tous les élèves à la maîtrise des compétences du niveau A1 du CECRL en LCP et en anglais au terme de la scolarité primaire

Objectif n° 1 – Conduire tous les élèves à la maîtrise des compétences du niveau A1 du CECRL en LCP et en anglais au terme de la scolarité primaire

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - % d'élèves de CM2 ayant atteint la maîtrise d'une langue étrangère ou régionale	%	63,42	54,67	64,00	65,04	65,04	65,25	65,50
Indicateur 1.2 - Nombre d'élèves ayant bénéficié de la parité horaire - section bilingue français-tahitien	Nb	1 638*	1 938	1 900	2 413	2 413	2 460	2 500

Sources des données :

Indicateur 1.1 - LSU (Livret Scolaire Unique)

Indicateur 1.2 - Circonscription pédagogique en charge de la mission du développement des langues. **révisé*

Mode de calcul des indicateurs :

Indicateur 1.1 - Les pourcentages sont calculés sur l'ensemble des élèves de CM2 des écoles publiques du pays. Nombre d'élèves scolarisés en classe de CM2, quelque soit leur classe d'âge, qu'ils soient redoublants ou non, ayant une "maîtrise satisfaisante" et une "très bonne maîtrise" de la composante "Comprendre, s'exprimer en utilisant une langue étrangère et, le cas échéant, une langue régionale" du socle commun de connaissances / Nombre total d'élèves scolarisés en CM2.

Indicateur 1.2 - Nombre d'élèves du premier degré bénéficiant de la parité horaire en français-tahitien.

- *Commentaire et analyse des résultats*

Pour atteindre les objectifs en matière de développement et d'amélioration de l'enseignement des LCP et plurilingue, un pôle des langues et culture polynésiennes et du plurilinguisme a été réouvert à la rentrée d'août 2023 à la DGEE. Il est constitué de deux CPAIEN et d'un enseignant référent et chargé de la mise en œuvre opérationnelle des orientations fixées pour 2023-2028 qui s'articulent autour des axes suivants :

- Favoriser une précocité de l'exposition aux langues (langues polynésiennes culture polynésiennes et anglais) ;
- Favoriser une régularité de l'exposition des langues enseignées ;
- Favoriser la pratique effective et quotidienne des langues polynésiennes et de l'anglais ;
- Rendre l'enseignement des langues plus immersif et structuré ;
- Utiliser, optimiser, créer des ressources numériques dans le cadre de l'enseignement apprentissage des langues ;
- Inscrire le parcours des élèves dans un cadre de référence européen ;
- Améliorer l'accompagnement des enseignants pendant leur formation initiale ;
- Améliorer l'accompagnement des enseignants pendant leur formation continue et déployer des parcours de formation qui répondent à leurs préoccupations ;
- Consolider les dispositifs bilingues à parité horaire ;
- Renforcer la formation des formateurs.

Compte tenu des bilans positifs et l'engouement de la communauté éducative, le dispositif d'enseignement bilingue français-tahitien à parité horaire avec pour objectifs de développer la transmission des langues polynésiennes en accord avec les domaines du socle commun de connaissances, de compétences et de culture, s'est progressivement élargi pour se stabiliser en 2024. Ainsi, en 2024, 2 413 élèves bénéficient du dispositif de parité horaire français- tahitien. Le pourcentage d'élèves de CM2 ayant atteint la maîtrise du module "maîtrise d'une langue étrangère ou régionale" du socle commun est de 65,04 %.

Concernant la formation des enseignants, une évolution centrée sur l'approche actionnelle et la mise en œuvre des activités langagières lors des activités menées en langue polynésienne s'avère nécessaire ; l'enjeu donné aux enseignants est d'outiller les élèves afin qu'ils soient des locuteurs actifs au quotidien et dans des situations de la vie courante.

Le plan *reo tahiti* prévoyait dès la rentrée d'août 2024 deux dispositifs de formation importants :

- Une formation sectorielle à destination des équipes des sites bilingues en regroupant les équipes des différents sites afin de mutualiser les expertises tout en assurant la montée en compétences des enseignants sur les plans didactiques, pédagogiques et culturels ;

- Une formation massée d'une durée de 5 semaines à destination des enseignants en insécurité linguistique à raison de 10 enseignants par session de formation.

Malheureusement, les contraintes en termes de consommation d'emplois ont conduit à reporter ces formations en janvier 2025.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Des évaluations spécifiques en langues polynésiennes pour les élèves seront mises en place progressivement en SG, CE2 et CM2. Ces dernières permettront de rendre compte du niveau de maîtrise des langues polynésiennes.

Enfin, il s'agira de sécuriser ces dispositifs de formation afin que le calendrier initial puisse être respecté.

- Bilan de la culture (DCP, CAPF, TFTN, STI)

Objectif n°1 : Outiller le plurilinguisme en développant des supports de diffusion

- Bilan de la culture et du patrimoine (DCP)

La DCP a pris des initiatives en faveur des langues et de la culture polynésiennes :

1. Appel à projet « Faaiho i te rauraa o te reo mā'ohi » : Lancé en 2022, cet appel à projets a largement dépassé les attentes en 2024, avec un financement de 2,5 millions F CFP. Le montant total des opérations a atteint 2,7 millions F CFP, et plusieurs associations ont participé à la promotion des langues polynésiennes ;
2. Collection multimédia « aa'i paro'o » : Financé par la DCP, le premier tome, qui traite des légendes de Teahupoo, a été diffusé par TNTV pendant les jeux olympiques et a rencontré un grand succès auprès du public ;
3. Partenariat avec SALT pour le programme « TUA » : Ce programme, diffusé sur TNTV et les réseaux sociaux, met en avant les entreprises, les entrepreneurs innovants et les métiers inspirants pour les générations futures ;
4. Publication de recueils de légendes : La DCP a poursuivi son programme de publication en 2024, avec des recueils de légendes des régions de Mahina, des Tuamotu et de Maupiti ;

Soutien à la recherche sur le bilinguisme : La DCP a financé les travaux de recherche sur le bilinguisme à l'UPF pour un montant de 1 000 000 F CFP.

Objectif n°1 - Outiller le plurilinguisme en développant des supports de diffusion								
DCP : Développement d'outils de médiation en langues vernacuaires								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Au titre de la DCP :								
Indicateur 1.1 - nombres d'outils développés	Nb	2	4	4	4	4	4	4
Sources des données : *DCP* Mode de calcul des indicateurs : *Indicateur 1.1 - indicateur calculé à partir du nombre d'outils réalisés et en préparation en reo tahiti et langues vernaculaires* Autres commentaires : *Les outils de médiation en reo tahiti sont en cours de production, en attente de la réouverture de la salle permanente.*								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Un nouveau programme médiatique intitulé « a'a'i paro'o » a été lancé en partenariat avec la chaîne locale TNTV. Ce programme, qui a connu un grand succès, sera poursuivi en 2025 avec un focus sur les légendes de Maupiti.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

La DCP a initié une opération visant à promouvoir les récits de Tearapo. Cependant, plusieurs ayants droit s'opposent à la publication des écrits de cet orateur hors norme.

Objectif n°2 : Valoriser et encourager la pratique de la langue tahitienne

- Bilan de Te fare Tauhiti Nui - Maison de la culture (TFTN)

Dans l'objectif de promouvoir les langues polynésiennes et de renouer avec le plurilinguisme, *Te Fare Tauhiti Nui* a engagé des actions autour d'ateliers et d'évènements dédiés aux langues.

- Bilan du conservatoire artistique de la Polynésie française (CAPF)

La valorisation de la langue tahitienne est un objectif important que le conservatoire s'efforce de développer au sein des enseignements. Parmi les disciplines où la langue est la plus exploitée, on retient le *'ōrero*, le *storytelling (reo tahiti)*, le *teata ora*, l'initiation aux arts traditionnels dans les cours, et la chorale des adolescents où les élèves chantent principalement le répertoire polynésien. Près de 1 000 élèves chantent nos *hīmene tumu*.

De nombreux évènements organisés annuellement par l'établissement mettent en valeur la langue tahitienne parmi lesquels : les galas des arts traditionnels (en décembre et en juin), le concert de noël, le *Ta'o 'Auhune* à l'occasion des festivités du Matari'i i ni'a et de la période d'abondance Te Tau 'Auhune, les spectacles sur le *marae* 'Ārahurahu, etc.

Te Fare 'Upa Rau poursuit ses efforts de valorisation de la langue tahitienne dans les enseignements en arts traditionnels mais également à travers les programmes et les pièces étudiées durant l'année scolaire dans les trois sections (traditionnelle, classique et arts de la scène).

Il s'agit également de repenser les programmes pédagogiques de la section des arts traditionnels en mettant l'accent sur la transmission de la langue et de nos systèmes de valeurs. Pour ce faire, un travail spécifique est en cours pour doter nos élèves et notre établissement d'une forme protocolaire apte à répondre à toutes les situations.

Un travail sur le recensement des *pāta'uta'u* est également envisagé en vue d'établir un répertoire accessible aux élèves et au grand public.

- Bilan de la traduction et de l'interprétariat (STI)

La promotion du *reo mā'ohi* repose sur la création et la mise à disposition d'outils facilement accessibles au public, tels que des lexiques, des bases de données, des applications web (comme www.reo.pf) et des applications mobiles (comme *Reo*). Ces outils visent à renforcer la pratique des différentes langues en Polynésie. Le STI y contribue activement, avec pour objectif d'inciter à un usage différencié des langues respectives, afin d'éviter leur mélange et de promouvoir leur usage correct.

Objectif n° 2 - Valoriser et encourager la pratique de la langue tahitienne

TFTN : Organisation d'actions et manifestations culturelles en langue vernaculaire et édition d'ouvrage en bilingue : Ta'urua Himene, Ateliers d'immersion en reo Tahiti, Plus beaux chants Heiva et utilisation de la culture comme outil pédagogique de transmission de savoirs et savoir-être.
CAPF : Faciliter l'accès aux enseignements du CAPF des populations vulnérables en participant au financement des études artistiques d'élèves méritants défavorisés

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Au titre de TFTN :								
Indicateur 2.1 - Evénements	Nb	3	2	3	2	9	2	2
Indicateur 2.2 - Fréquentations (spectateurs/usagers)	Nb	544	1 700	1 000	1 500	1 979	1 500	1 500
Indicateur 2.3 - Editions littéraires dédiées au Heiva i Tahiti (bilingue)	Nb exemplaires	1 000	1 000	1 000	1 000	-	1 000	1 000
Au titre du CAPF :								
Indicateur 2.4 - Nombre d'heures d'enseignement (par an) consacrées au Reo Tahiti (Story telling, 'Orero, cours de Reo,Teata ta'ora)	Nb	154	108	198	208	170	264	264
Indicateur 2.5 - Nombre d'élèves inscrits dans le cours de chant choral en reo Tahiti	Nb	30	30	30	30	25	30	30
Indicateur 2.6 - Nombre d'heures d'enseignement (par an) du chant choral en reo Tahiti	Nb	49,5	49,5	49,5	49,5	49,5	49,5	49,5
Indicateur 2.7 - Nombre de manifestations relatives à la valorisation de la langue	Nb	4	5	5	5	6	6	6

Sources des données :
TFTN, CAPF (base de données)
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateurs 2.1, 2.2 et 2.3 - données brutes
Indicateur 2.4 - indicateur calculé à partir des bilans des années 2022 à 2024 du CAPF
Indicateur 2.5 - indicateur pris sur la base des élèves suivis par le Conservatoire depuis leur parcours d'études.
Indicateur 2.6- indicateur calculé à partir des bilans des années 2022 à 2024 du CAPF
Indicateur 2.7 indicateur calculé à partir des projections du calendrier évènementiel 2024-2025
Autres commentaires :
TFTN : 2020 et 2021 ont été des années blanches compte tenu de la crise sanitaire liée à la pandémie de la Covid-19

- *Commentaire et analyse des résultats*

- Bilan de Te fare Tauhiti Nui - Maison de la culture (TFTN)

Suite à des mouvements du personnel, l'édition des chants du Heiva i Tahiti 2023 est toujours en cours d'élaboration.

La deuxième édition du festival des langues *Parau Ti'amā*, dédiée à la promotion et la valorisation des langues polynésiennes s'est déroulée du jeudi 10 au dimanche 13 octobre 2024. Ce festival a eu pour but d'offrir un espace immersif dédié à l'apprentissage et la pratique d'une langue polynésienne. Ainsi, le public a été invité à s'initier ou perfectionner une langue polynésienne au travers de divers ateliers manuels, de conférence et/ou de spectacle.

En parallèle, un concours d'écriture et de déclamation a été organisé. Intitulé 'Ārere, ce concours a invité les plus jeunes, comme les experts à promouvoir la littérature polynésienne, à l'écrit et à l'oral.

On décompte 1 372 participants aux ateliers (hors visiteurs libres) sur les trois jours de festival. Il peut être dressé un bilan positif de cette manifestation, ne serait-ce que par la valeur culturelle dont elle est porteuse (valorisation des langues polynésiennes). Le public a été généralement satisfait des animations proposées, plus particulièrement par les animations proposant une activité manuelle ou artistique. Il est donc essentiel d'enrichir ce périmètre d'activités et d lui donner plus de sens pour la prochaine édition.

Te Fare Tauhiti Nui a créé en 2015 en partenariat avec *Te Fare 'Upa Rau*, un évènement dénommé « Ta'urua hīmene », qui permet aux groupes de chants traditionnels de se retrouver dans le cadre d'une rencontre festive, courant octobre, dédiée aux chants polyphoniques. Vecteurs de culture, mais aussi vecteurs d'identité, les *hīmene* permettent en effet de mettre en valeur notre langue et d'en préserver ses spécificités. Le 25 octobre 2024, dans l'optique de valoriser également les chants traditionnels, TFTN a organisé la 1ère édition du concours du Ta'urua hīmene qui a connu un franc succès au Grand Théâtre avec pas moins de 576 spectateurs (une soirée).

- Bilan du conservatoire artistique de la Polynésie française (CAPF)

Action n° 1 : Liée aux heures enseignées consacrées au *reo tahiti*

Les heures de cours de storytelling ont été réintégrées dans le tableau des cours à partir de la rentrée d'août 2023. Ce cours, jumelé à l'apprentissage du *reo tahiti*, est redevenu une discipline à part entière avec 1 h 30 de cours par semaine, soit 48 heures sur l'année scolaire 2023/2024. Cependant, l'objectif n'a pas été atteint suite au décès de notre professeur émérite, John MAIRAI, et à la réorganisation des cours relatifs à la pratique du *reo tahiti*.

À la rentrée d'août 2024, suite à la réforme des rythmes scolaires, un cours d'initiation aux arts traditionnels, d'une durée d'1 heure, uniquement en *reo tahiti*, a été introduit pour des enfants de 6 à 9 ans, représentant 14 heures supplémentaires de cours d'août à décembre.

En conséquence, l'indicateur 3.5 concernant le nombre d'heures consacrées au *reo tahiti* augmente de 108 à 170 heures, mais n'atteint pas les objectifs fixés de 198 heures.

Le coût total des heures enseignées est de 1 105 000 F CFP.

Action n° 2 et 3 : Le nombre d'inscriptions à la chorale a diminué. En conséquence, les heures dispensées pour cet enseignement restent stables à 49,5 heures, pour un coût de 255 000 F CFP.

Action n° 4 : Liée à la promotion de la langue dans les événements organisés par le Conservatoire Les manifestations liées à la promotion de la langue tahitienne sont nombreuses, mais on retiendra ici les événements principaux suivants :

- Le gala des arts traditionnels de décembre et de juin : 866 524 F CFP ;
- La soirée dédiée au Tau 'Auhune – Te Ta'o 'Auhune : 223 548 F CFP ;
- Les spectacles sur le *marae* 'Ārahurahu : 6 214 156 F CFP.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

- Bilan de Te fare Tauhiti Nui

Il est essentiel d'enrichir ce périmètre d'activités et de donner plus de sens et d'impact à nos évènements culturels. Sous l'égide du Pays et en partenariat avec d'autres services et établissements publics, TFTN travaille activement sur l'organisation de « Te Tau Matari'i » en 2025.

- Bilan du conservatoire artistique de la Polynésie française (CAPF)

Un travail de communication doit être développé ainsi qu'une promotion de nos enseignements par la mise en avant des classes valorisant le *reo*.

10.7.4 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
909/969 06 - PROMOTION LANGUES POLYNESIENNES ET PLURILINGUISME	**88 882 000**	**0**	**88 882 000**
Education et enseignements	52 716 468	0	52 716 468
Promotion des langues et de la culture polynésiennes	52 716 468		52 716 468
Maison de la culture	9 744 999	0	9 744 999
Valoriser et encourager la pratique de la langue tahitienne			0
Ta'urua Himene	4 441 366		4 441 366
Festival PARAU TI'AMA	3 665 576		3 665 576
Edition des plus beaux chants du Heiva 2023	1 080 217		1 080 217
Atelier d'immersion en reo maohi	557 840		557 840
Conservatoire artistique de la Polynésie française	8 664 228	0	8 664 228
Volume horaire annuel d'enseignement en reo tahiti	1 105 000		1 105 000
Volume horaire annuel d'enseignement en chant choral	255 000		255 000
Promotion de la langue dans les évènements du conservatoire	7 304 228		7 304 228
Culture et patrimoine	17 756 305	0	17 756 305
Création de supports medias d'apprentissage des langues (programme Tua et Hiroa Tumu)	3 576 350		3 576 350
Poursuite du programme édition de recueils de légendes des nos îles (Papara, Fakarava, Pueu, Maupiti et Rangiroa)	6 388 955		6 388 955
Production de trois livrets (Himene ai'a, tu'aro ma'ohi, instruments de musique)	4 000 000		4 000 000
Appel à projets en faveur des associations culturelles pour la promotion des langues	2 791 000		2 791 000
Programmation Te arapo (traduction et édition en langue française de l'ouvrage, réalisation de podcats, réalisation d'une route virtuelle)	0		0
Partenariat à l'Université de Polynésie française pour la favorisation du bilinguisme dans les	1 000 000		1 000 000
Programme de rendu obligatoire du himene ou chants dans les écoles du premier et second	0		0

Dans le cadre de la mise en œuvre du bilinguisme, près de 52,7 millions F CFP ont été orientés vers ce dispositif :

- 14 millions F CFP pour les missions pédagogiques, le dispositif "Himene Tumu", pour le partenariat avec l'UPF pour l'évaluation des dispositifs d'enseignement à parité horaire ;
- 12,8 millions F CFP pour le Heiva Taure'a ;
- 9,4 millions pour la nouvelle filière S2TMG ;
- et près de 12,8 millions F CFP pour le financement de référents culturels dans le cadre de la mise en place des écoles bilingues français-langues polynésiennes.

Le STI développe ces outils dans le cadre de la mission « Pouvoirs Publics » et du programme « Administration générale ».

10.7.5 Les opérateurs participant à la réalisation du programme

Le STI, la DSI, la DMRA et des prestataires privés collaborent pour mener à bien les projets de développement d'outils numériques

TFTN agit en étroite collaboration avec le Pays, plusieurs services et établissements notamment le Conservatoire artistique de Polynésie française (CAPF), le Service de la traduction et de l'interprétariat (STI), le Musée de Tahiti et des Îles (MTI), le Service des moyens généraux (SMG), le Service de l'artisanat traditionnel (ART), le Service des parcs et jardins et de la propreté (SPJP), le Centre des métiers d'art (CMA), la Direction de la culture et du patrimoine (DCP), Tahiti Nui Télévision (TNTV) et Polynésie la 1ère sur la production et la valorisation d'évènements culturels.

11. MISSION 910/970 : SANTE

6,6 Mds F CFP
Montant total mandaté au CA 2024

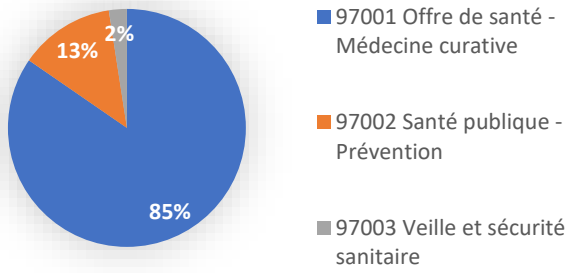
4,88 Mds F CFP
Dépenses de fonctionnement mandatées

1,75 Md F CFP
Dépenses d'investissement mandatées

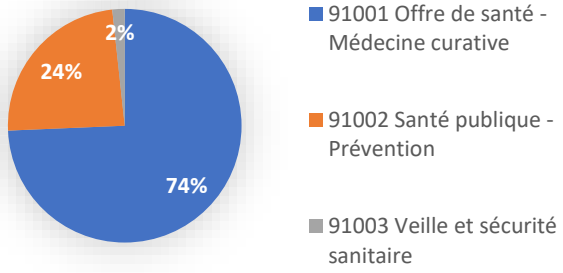
8,2 Mds F CFP
Dépenses de personnel mandatées
soit 25,53% sur la masse globale

363,3 M F CFP
Mandatés au titre des diverses subventions d'investissement au Centre hospitalier de Polynésie française

Répartition des dépenses de fonctionnement par programme



Répartition des dépenses d'investissement par programme



340 M F CFP
Mandatés au titre de la subvention de fonctionnement à l'Institut Louis Malardé

400,5 M F CFP
Mandatés au titre de la subvention de fonctionnement à l'Institut du cancer

FPSS

508,16 M F CFP
En fonctionnement – Santé

11.1 **Revue de la politique générale de la mission**

En 2024, le ministère de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée (MSP) a renforcé ses mesures impulsées dès le second semestre 2023 en les fusionnant au sein d'axes stratégiques interministériels plus lisibles. En effet, l'amélioration de la qualité de vie des populations, l'amélioration de la performance du système de santé (organisation et qualité des soins) ainsi que le renforcement de la coopération en santé (partenariat public-privé) viennent soutenir la politique générale du gouvernement.

Se déclinant en objectifs opérationnels structurants, les grandes orientations de la politique générale du MSP sont préalablement étayées par des textes promulgués, en cours de validation par l'Assemblée de Polynésie française sur deux exercices budgétaires ou dont la rédaction a été lancée en 2024.

Ainsi, la loi du pays relative à l'affiliation au régime des non-salariés reste le texte phare de la PSG débattu fin 2024. Elle doit permettre de supporter les politiques publiques en matière d'emploi, d'activité économique et de soutien social en recentrant le système de protection sociale sur l'activité.

De même, le lancement des travaux et la recherche d'alignement entre le futur schéma d'organisation sanitaire 2026-2036, le plan de prévention et de promotion de la Santé 2026-2036 ainsi que la convention Etat-Pays 2026-2031 doit permettre une meilleure transversalité et une mutualisation des moyens donc des effets sur les politiques publiques en matière de santé.

A noter que pour des raisons d'instabilité du gouvernement central, la convention Etat-Pays devant être renouvelée en 2025 a fait l'objet d'un avenant à la convention existante permettant tout de même d'assurer a minima les ambitions du gouvernement local.

Parallèlement, la feuille de route de la Direction de la santé pour la période 2023 - 2025 a été construite et suivie autour des 6 axes de travail suivants :

- Axe 1 : les individus et leur famille acteurs de leur santé ;
- Axe 2 : recréer le leadership des soins de santé primaires ;
- Axe 3 : repenser les hôpitaux périphériques ;
- Axe 4 : attractivité et continuité ;
- Axe 5 : performance et efficacité du système de santé ;
- Axe 6 : refonder la direction centrale pour une meilleure efficience.

De même, l'Institut du cancer est le principal centre de lutte contre le cancer en Polynésie française et le 20ème membre du réseau UNICANCER. Sa mission est d'améliorer la lutte contre le cancer et d'offrir aux patients polynésiens les traitements les plus récents et efficaces disponibles localement.

Établi en 2021, l'ICPF est opérationnel depuis le 1er janvier 2022 et s'engage dans plusieurs missions, notamment :

- La création et la gestion de programmes de dépistage des cancers ;
- La prévention primaire des facteurs de risques liés aux cancers ;
- La tenue d'un registre des cancers ;
- La recherche clinique en oncologie ;
- La coordination des soins au niveau régional.

En 2024, l'institut a joué un rôle clé dans l'application de la politique de lutte contre le cancer en Polynésie française, en continuant à mettre en œuvre les actions du plan cancer 2018-2022. Ce plan a été prolongé jusqu'en 2024, et un nouveau plan cancer est prévu à partir de 2025.

Quant au Fare Tama Hau (FTH), son action 2024 a consisté à améliorer la prévention en santé mentale et la prise en charge des enfants et des adolescents au plus près de la population en développant les équipes de proximité mobile du Fare Tama Hau, en créant de nouvelles maisons de l'enfance et espaces jeunes et en travaillant en collaboration avec les associations et institutions œuvrant auprès des enfants et des adolescents.

2024 a été l'année du renforcement des missions du Fare Tama Hau en augmentant l'offre proposée notamment dans les domaines suivants :

- La prévention ;
- La détection et la prise en charge précoce des mineurs et jeunes adultes en difficultés ou en détresse ;
- Le développement de nouvelles offres de soins notamment en santé mentale et pour la prise en charge de l'obésité de l'enfant et de l'adolescent.

- Bilan de la bioscurité

En 2024, conformément aux engagements définis dans le PAP 2024, la politique de biosécurité du Pays a poursuivi son objectif central : la préservation de notre biodiversité comme fondement du développement durable de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, de l'aquaculture et du tourisme.

Dans cette optique, plusieurs actions ont été mises en œuvre pour renforcer la protection des frontières, qu'elles soient aériennes, maritimes, internationales ou interinsulaires. La Direction de la biosécurité (DBS) et la Direction de l'environnement (DIREN) ont joué un rôle clé dans la mise en œuvre des mesures de prévention et de contrôle.

Les efforts de l'année 2024 ont ainsi porté sur :

- Le renforcement des mesures de contrôle aux frontières pour limiter l'introduction de nouvelles pestes végétales et animales, en consolidant la réglementation et les capacités opérationnelles de la DBS ;
- La préservation des îles encore indemnes de pestes présentes à Tahiti, notamment par des actions de surveillance et d'interdiction ciblées sur les flux interinsulaires ;
- La protection du consommateur à travers le contrôle sanitaire des aliments, garantissant la sécurité des produits importés et locaux ;
- L'amélioration du bien-être animal, dont la gestion a été en grande partie transférée à la DIREN en 2024, avec la mise en place de nouvelles normes et contrôles.

En complément, des réformes réglementaires ont été poursuivies afin de renforcer les conditions d'introduction des végétaux, des animaux et des moyens de transport, tout en améliorant la gestion et la maîtrise des risques déjà présents sur le territoire.

Malgré ces avancées, certains défis subsistent, notamment la nécessité d'une meilleure coordination entre les acteurs institutionnels et d'un renforcement des moyens humains et matériels pour assurer une couverture optimale du territoire. Ces enjeux devront être pris en compte dans la définition des orientations futures.

11.2 **Programme 910 01/970 01 : offre de santé – médecine curative**

11.2.1 Bilan des orientations stratégiques

- Bilan de la régulation de l'action sanitaire et sociale (ARASS)

Le schéma d'organisation sanitaire porté par le MSP fera l'objet d'une refonte en 2025 pour mieux répondre aux besoins croissants de la population, notamment face au vieillissement et aux progrès médicaux qui impactent directement les coûts de santé. Cette révision visera à optimiser l'allocation des ressources, à améliorer la coordination entre les acteurs du système de soins et à garantir une prise en charge équitable et efficiente. L'accent sera mis sur la rationalisation des structures, le développement de parcours de soins adaptés et la maîtrise des dépenses, tout en assurant un accès de qualité aux services de santé pour l'ensemble de la population.

- Bilan de la santé publique (DSP)

Malgré le changement de direction en août 2024, la feuille de route pour la période 2023-2025 a été maintenue, ainsi que les projets afférents tels que le plan des mesures d'attractivité et de prévention des risques psycho-sociaux, le lancement du déploiement du logiciel Octime, le dossier patient informatisé…

- Bilan du Centre hospitalier de la Polynésie française (CHPF)

L'exercice budgétaire 2024 s'est dessiné comme une année de transition, après un exercice 2023 gouverné par la conception technique des réformes structurelles du Centre hospitalier de la Polynésie française (CHPF), conditions d'attribution de la subvention exceptionnelle du Pays de 2,75 milliards F CFP, marquant la refondation de l'établissement :

- La refondation des mécanismes de financement de l'établissement autour d'un comité de refondation du financement (COFI) constitué du Ministère de la santé (MSP), du Ministère des finances (MEF), de la Caisse de prévoyance sociale (CPS), de l'Agence de régulation sanitaire et sociale (ARASS) ainsi que du CHPF. Ce comité a été piloté par la CPS avec l'appui du cabinet d'experts AVERROES ;
- L'élaboration d'un nouveau projet d'établissement « AVEI'A HOPITAL 2030 » qui réinterroge l'offre de soins du CHPF, son organisation et son besoin capacitaire pour la période 2024-2030.

Ces réformes structurelles intègrent désormais le processus de validation des autorités de tutelle, avec notamment pour le premier projet de refondation des mécanismes de financement, une intégration dans les travaux de réforme de la protection sociale généralisée (PSG).

C'est dans ce cadre que la conception du budget primitif du CHPF a été portée par l'établissement, en s'appuyant sur les nouveaux déterminants de cette refondation institutionnelle en préfiguration d'une sortie durable des difficultés financières rencontrées, des nouveaux mécanismes de financement escomptés et de la valorisation des premières propositions de sa nouvelle offre de soins.

Cependant, les arbitrages tutélaires rendus se fondant notamment sur une temporalité de déploiement de la réforme de la PSG sur le 1er semestre 2024 et sur la réalité des contraintes financières du Pays et de la Caisse de prévoyance sociale (CPS), le budget primitif du CHPF pour l'exercice 2024 a reflété les orientations suivantes eu égard au principe réglementaire d'équilibre des comptes :

- Une prévision d'atterrissage du budget 2024 à l'équilibre grâce à un accompagnement massif du Pays (subventions exceptionnelles d'un total de 3,75 milliards F CFP) ;
- L'initiation de la refonte de la structuration du financement dans les arbitrages rendus par le Pays et la CPS dans la perspective de la réforme de la PSG ;
- Un accompagnement budgétaire du Pays qui reste significatif sur 2024 ;
- Les travaux structurants menés sur 2023 et à poursuivre sur 2024.

L'année 2024 a donc vu aboutir le projet d'établissement. Ce dernier est la première pierre de la définition des orientations stratégiques pour les années à venir. Le déploiement des orientations a de fait commencé en 2024 mais il serait prématuré d'en faire un bilan. L'année 2025 sera effectivement celle des premiers bilans.

- Bilan de l'institut du cancer de la Polynésie française (ICPF)

L'ICPF s'engage dans le programme 97001 « Offre de santé – médecine curative » à travers deux projets majeurs en cours, destinés à améliorer la prise en charge des patients atteints de cancer :

- Le laboratoire d'anatomo-cytopathologie ;
- Le centre ambulatoire de traitement du cancer.

En ce qui concerne le laboratoire d'anatomo-cytopathologie, l'année 2024 a été dédiée à la poursuite des travaux d'aménagement et au démarrage de la phase d'équipement. Son ouverture est prévue pour octobre 2025.

Pour le centre ambulatoire de traitement du cancer, l'ICPF a collaboré avec le cabinet MUPY Conseil, expert en études et assistance à maîtrise d'ouvrage dans le domaine de la santé, afin de réorienter le projet vers un site adjacent au centre hospitalier de Polynésie française.

11.2.2 Bilan des réformes

- Bilan de la régulation de l'action sanitaire et sociale (ARASS)

En 2024, l'ARASS a renforcé son engagement dans la surveillance épidémiologique et la veille sanitaire afin d'anticiper et de gérer efficacement les alertes sanitaires et les situations exceptionnelles. Cette mission s'est

traduite par un suivi accru des maladies émergentes, une coordination renforcée avec les laboratoires pour l'analyse et une collaboration étroite avec les acteurs de santé publique, tant au niveau local que régional.

- Bilan de la santé publique (DSP)

Dans le cadre de l'audit RH DMRA, la majorité des actions ont été mises en œuvre. Cependant les propositions de simplification du processus de recrutement n'ont malheureusement pas abouti, ainsi que la refonte règlementaire des textes RH liée au déploiement du projet Octime, puisque ces thématiques de travail seront reprises par le projet des futurs établissements publics de santé.

- Bilan du Centre hospitalier de la Polynésie française (CHPF)

- Un nouveau projet d'établissement

Sur l'exercice 2024, le Centre hospitalier de la Polynésie française (CHPF) a validé son nouveau projet d'établissement 'AVEI'A Hôpital 2030.

'Avei'a hôpital 2030 constitue la feuille de route prospective du CHPF.

S'appuyant sur des données démographiques et épidémiologiques, ce nouveau projet d'établissement a fait l'objet d'un important travail de co-construction mobilisant le personnel de l'hôpital mais également nos partenaires publics et privés ainsi que les patients et associations.

Plus de six cents personnes auront contribué à son élaboration par leur participation aux groupes de travail thématiques médico-administratifs, aux séminaires collaboratifs internes et externes ou encore par réponse aux questionnaires de recueil des attentes et propositions d'amélioration.

Ce nouveau projet d'établissement répond par ailleurs au protocole d'accord de janvier 2023 et aux attentes réciproques des représentants syndicaux et du Pays de disposer à la fois d'une feuille de route claire pour notre hôpital de référence et d'un modèle de financement refondé. 'Avei'a hôpital 2030 vise ainsi à garantir aux financeurs la cohérence et la pertinence des financements qui sont alloués à l'établissement dans une logique de réponse aux besoins sanitaires hospitaliers de la Polynésie française et de maîtrise de l'évolution des dépenses de santé.

Il est aussi novateur par l'ouverture de l'hôpital à un nouveau positionnement pro-actif dans la part qu'il doit prendre notamment dans les coopérations public-privé, les alternatives à l'hospitalisation complète, la prévention et la promotion de la santé, la recherche, l'innovation et la télésanté, l'enseignement ou encore les réseaux de médecine intégrative. En tant que premier employeur et l'un des principaux acteurs économiques du Pays, le projet d'établissement promeut également la consolidation de sa démarche de responsabilité sociétale et environnementale.

'Avei'a hôpital 2030 a été soumis et formellement approuvé par les instances internes du CHPF dans le courant de l'année 2024, mobilisant la Commission des soins infirmiers, rééducateurs et médico-techniques (CSIRMT), le Comité technique paritaire (CTP), la réunion des cadres de santé et bien sûr la Commission médicale d'établissement.

- La transformation du système d'information : déploiement du nouveau dossier informatisé ANATI

Le 22 octobre 2024 et après plusieurs années de préparation (impact COVID), le CHPF a déployé dans l'ensemble des services de médecine, chirurgie et obstétrique son nouveau dossier patient informatisé (DPI) ANATI.

Ce déploiement participe de la numérisation de l'ensemble du dossier patient informatisé, là où une grande part du dossier de soin notamment était encore au format papier, pour une amélioration de la circulation de l'information entre professionnels de santé et in fine une meilleure qualité des prises en charge.

Ce déploiement s'inscrit également dans la stratégie de transformation du système d'information, marqué par l'abandon progressif de son AS400. Entre 2025 et 2027, l'établissement prévoit de poursuivre cette modernisation en déployant les outils de gestion économique et financière (GEF) ainsi que ceux de gestion administrative du patient (GAP). Cette démarche s'effectuera en cohérence avec les évolutions statutaires (EPS) et nomenclatures comptables (M21).

Par ailleurs, le déploiement d'Anati s'aligne avec la transformation du système d'information de la direction de la santé. En effet, les hôpitaux périphériques publics devraient déployer ce même outil ANATI dans le courant de l'année 2025.

- Bilan de l'institut du cancer de la Polynésie française (ICPF)

Les réformes structurelles à réaliser dans les années à venir sont définies par le plan cancer et le schéma d'organisation sanitaire de la Polynésie française.

En 2024, l'ICPF a accordé une attention particulière aux actions de proximité prévues dans le plan cancer 2018-2022, notamment celles des premier et septième volets, qui visent à « comprendre le patient et intégrer la culture dans le soin » ainsi qu'à « accompagner le patient ».

Un bilan de ce plan est attendu pour 2025.

11.2.3 Bilan des objectifs de performance

- Bilan de la régulation de l'action sanitaire et sociale (ARASS)

Orientation stratégique prioritaire n°1 : Un système de santé réorganisé, efficient et adapté

Objectif n°1 : Rationaliser les structures de santé

Pour mettre en œuvre cette orientation stratégique, il est essentiel d'améliorer la gouvernance, la coordination des soins et l'efficience du système de santé. Dans cette optique, plusieurs actions ont ainsi été identifiées pour l'ARASS, notamment le renforcement des contrôles, l'adaptation des nomenclatures, le développement d'un réseau de périnatalité ainsi que l'amélioration de la formation et de l'accompagnement des professionnels de santé.

Objectif n° 1 - Renforcer les moyens du service chargé de la régulation sanitaire et sociale pour lui permettre d'accomplir ses missions notamment celles d'inspection								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nombre d'inspections et contrôles de structures pharmaceutiques	Nb	-	16	3	10	5	10	10
Indicateur 1.2 - recrutement d'1 AENP de sage-femme pour le réseau de périnatalité	Nb	-	0	0	1	1	0	0
Indicateur 1.3 - Nombre d'arrêté en CM pour la mise à jour de nomenclatures	Nb	-	-	-	2	1	5	5
Sources des données : *Données ARASS* Mode de calcul des indicateurs : *Indicateur 1.1 , 1.2, 1.3 - données brutes*								

- *Commentaire et analyse des résultats*

L'objectif initial de contrôle et d'accompagnement des officines pharmaceutiques n'a été que partiellement atteint, en raison de la mobilisation des ressources humaines de l'ARASS notamment sur des projets réglementaires prioritaires.

Concernant la mise en place d'un réseau de périnatalité intégrant les attentes des femmes souhaitant accoucher dans les îles autres que Tahiti, le projet est en cours. Son avancement est soutenu par le recrutement, en 2024, d'une sage-femme dédiée au sein de l'ARASS.

S'agissant de l'évolution des dispositifs de prise en charge, et notamment de la mise à jour des nomenclatures afin de mieux répondre aux besoins des usagers et d'optimiser la maîtrise des dépenses de santé, l'ARASS a consolidé, en 2024, la liste des produits et prestations remboursables (LPPR). Cette démarche s'inscrit dans les objectifs fixés par le ministère, visant une réduction de 5 % des tarifs de référence.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Une révision des critères est prévue en 2025 pour améliorer la visibilité des politiques publiques et leurs performances.

Ainsi, l'objectif fixé pour 2025 en matière d'inspections et d'accompagnement des structures et des professionnels de santé sera complété notamment par les structures sanitaires et les transports.

De même, il est proposé de supprimer l'indicateur relatif aux nomenclatures pour valoriser le nombres d'actes réglementaires produits et celui relatif aux ressources humaines du service.

- Bilan de la santé publique (DSP)

Objectif n°1 : Améliorer l'attractivité des postes, optimiser l'organisation et garantir la continuité des structures de santé

Objectif n°1 - Améliorer l'attractivité des postes, optimiser l'organisation et garantir la continuité des structures de santé								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nombre d'agents ayant suivi au moins une formation du plan de formation DS	Nb	641	446	450	600	320	800	800
Indicateur 1.2 - Nombre de recrutements de spécialistes médicaux via cabinet de recrutement	Nb	-	-	-	5	0	5	5

Sources des données :
1.1. Données statistiques de la cellule formation DS
1.2. Factures liquidées de cabinet de recrutement
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - Somme des agents formés 1 fois
Indicateur 1.2 - Nombre recrutements réalisés par le(s) cabinet(s) de recrutement
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

Les formations dispensées par la DSP pour l'année 2024 sont réparties de la manière suivante :

- 12,5 % ont suivi une formation diplômante ;
- 41 % ont suivi une formation obligatoire ;
- 46,5 % ont bénéficié d'une remise à niveau.

Par catégorie, cela représente : **45 % de catégorie A, 22 % de catégorie B, 23 % de catégorie C et 9 % de catégorie D**.

Afin d'élargir l'offre de formation, des conventions ont été signées avec **sept universités en France**, proposant des formations en distanciel ou en présentiel. La majorité de ces formations sont également assurées par des prestataires locaux.

Concernant les formations dispensées par le **CESU**, un partenariat renouvelé avec le **CHPF** a permis la mise en place des formations **AFGSU 2 et Urgences insulaires**, bénéficiant à **120 agents**. De plus, le **"DU Urgences en site isolé"**, débuté en 2023 et achevé en 2024, a permis à **huit agents d'obtenir leur diplôme**.

En interne, deux formateurs occasionnels issus de la DS ont dispensé **six sessions de formation** (trois jours par session), permettant de former **87 agents**.

Dans le cadre de la promotion professionnelle, **trois auxiliaires de santé** ont été sélectionnés et suivent actuellement une formation à l'**UPF** en vue de devenir infirmiers d'État et d'obtenir le statut de titulaire de la fonction publique.

S'agissant des formations à caractère administratif proposées par la **DGRH**, **101 agents** se sont inscrits, parmi lesquels **45 ont été retenus**. La répartition par catégorie est la suivante :

- 18 % en catégorie A ;
- 31 % en catégorie B ;
- 18 % en catégorie C ;
- 15 % en catégorie D ;
- 18 % en catégorie ANFA.

Synthèse et contraintes

La demande de formation est en constante augmentation. Cependant, le circuit administratif relatif à la formation reste complexe entre les services de validation et les attentes voire les besoins en formation. De plus, les structures de la Direction de la santé (hôpitaux, centres médicaux…) sont confrontées à la difficulté de pallier l'absence de leur agent lorsque la formation ne peut se faire en distanciel. C'est ainsi que l'équipe du **CESU** s'est déplacée sur **Raiatea et les Marquises** afin de proposer la formation **AFGSU 2** directement sur place.

Concernant la sollicitation d'un cabinet spécialisé, la DSP n'a finalement formalisé aucun recrutement par ce biais, car les honoraires du cabinet étaient beaucoup trop élevés (correspondant au montant du premier salaire de la personne recrutée).

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Concernant la dynamique de formation à la DS, la cellule de formation en central a été renforcée par un effectif supplémentaire afin de pouvoir mieux piloter et mettre en œuvre un plan de formation plus complet.

Concernant la recherche de candidatures, nous sommes en recherche /en collaboration avec la DTI, d'un multi diffuseur pour nos administrations via un prestataire privé.

Objectif n°2 : Adapter l'offre de soins à l'évolution des besoins

Objectif n°2 - Adapter l'offre de soins à l'évolution des besoins

Assurer la continuité des soins dans les structures de santé des îles via la cellule itinérante

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 - Taux de couverture du besoin en remplacement par la cellule itinérante	%	-	-	85	70%	88%	90%	90%

Sources des données :
Données de la cellule itinérante (tableau de suivi excel)
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 2.1 - le nombre de jours de tournées réalisées par les itinérants par rapport au nombre de jours d'absence des agents à remplacer
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

La planification des tournées itinérantes pour l'année 2024 n'a pas été simple : de nombreuses démissions d'infirmiers ont eu lieu successivement au sein des subdivisions.

Le recrutement en milieu insulaire ou en poste isolé reste encore difficile du fait de l'isolement, du manque de formation et/ ou de préparation aux missions en poste isolé.

Dans certaines îles (ex : Rangiroa, Fakarava, Tikehau, …), la charge de travail a augmenté du fait de l'augmentation de la population et **du tourisme**.

Les professionnels nouvellement arrivés exercent dans des conditions de travail souvent difficiles et doivent s'adapter rapidement à l'environnement culturel de la population. Tous ces critères sont à prendre en compte pour la pérennisation du personnel en poste dans chaque subdivision.

Les tournées itinérantes ont souvent été prolongées afin de pallier l' absence de personnels.

- **Pour 2024 :**

Le taux de remplacement infirmier **a atteint 88,21 %** sur les quatre subdivisions dont :

- Marquises : 99,73 % ;
- Australes : 92,90 % ;
- Les TG à 80,74 % ;
- ISLV à 100 %.

Le taux de remplacement des médecins a atteint quant à lui 87 % sur les quatre subdivisions.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Afin d'améliorer le taux de couverture en remplacement, plusieurs pistes sont à prévoir :

- Une meilleure anticipation de la pose des absences (congés, formations…) qui permettrait à la cellule itinérante d'être plus réactive et performante ;
- Une amélioration de l'attractivité des postes dans les îles : ce sujet est très vaste et fait l'objet d'un plan comprenant 17 mesures de prévention des risques psycho-sociaux et des mesures d'attractivité des postes, notamment en milieu isolé ;
- La dispensation de formations liées à l'adaptation immédiate au poste de travail, à l'évolution des métiers, et au développement de nouvelles qualifications.

- Bilan du centre hospitalier de la Polynésie française (CHPF)

Objectif n°1 : Améliorer la qualité des services aux patients usagers de l'hôpital pour satisfaire à leurs attentes légitimes

Objectif n°1 - Améliorer la qualité des services aux patients usagers de l'hôpital pour satisfaire à leurs attentes légitimes

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Pourcentage de réalisation des investissements	%	0%	100%	10%	50%	40%	100%	100%
Indicateur 1.2 - Taux de satisfaction des usagers	%	-	75%	70%	75%	75%	80%	80%
Indicateur 1.3 - Nombre de déclarations pour dégradations, incidents ou agressions	U	799	560	560	500	506	448	448

Sources des données :
AS400 , service mandatement, questionnaire de satisfaction, service qualité, service juridique
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 3.1 - indicateur calculé à partir du montant de dépenses mandatées par rapport au montant des subventions obtenues.
Indicateur 3.1 - indicateur calculé à partir d'un questionnaire de satisfaction rempli par les usagers
Indicateur 3.3 - indicateur calculé à partir du nombre de plainte déposées dans l'année ayant comme sujet les dégradations, incidents ou agressions.

- *Commentaire et analyse des résultats*

Les résultats s'inscrivent dans la démarche d'amélioration continue de la qualité de service aux patients.

Des pistes d'amélioration continuent d'être envisagées notamment avec le déploiement d'un questionnaire de satisfaction.

Objectif n°2 : Mener une politique de réhabilitation d'envergure du patrimoine immobilier et mobilier du CHPF : entretien, rénovation, restructuration

Objectif n°2 - Mener une politique de réhabilitation d'envergure du patrimoine immobilier et mobilier du CHPF : entretien, rénovation, restructuration

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 - Pourcentage de réalisation des immobilisations immobilières	%	1%	50%	10%	25%	43%	100%	100%
Indicateur 2.2 - Pourcentage de réalisation des immobilisations mobilières	%	36%	80%	50%	70%	40%	100%	100%
indicateur 2,3 - Taux de vétusté des immobilisations du CHPF	%	80%	60%	80%	75%	75%	50%	50%

Sources des données :
Direction des achats et du patrimoine CHPF, AS 400
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 2.1 - indicateur calculé à partir de la valeur des travaux effectués par rapport au montant total des subventions obtenues
Indicateur 2.2 - indicateur calculé à partir de la valeur d'entrée des acquisitions effectuées par rapport au montant total des subventions obtenues
Indicateur 2.3 - taux de vétusté des immobilisations

- *Commentaire et analyse des résultats*

Les investissements structurants et les projets d'activité, tel que le Pôle de santé mentale en collaboration avec la Direction de la santé, en attente de la livraison effective du bâtiment, se poursuivent.

Le taux de vétusté des immobilisations du CHPF est stable, en adéquation avec le renouvellement progressif du matériel et les travaux d'infrastructure en cours.

Objectif n°3 : Poursuivre l'installation des préalables à la transformation du CHPF

Objectif n°3 - Poursuivre l'installation des préalables à la transformation du CHPF

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 3.1 - Réalisation du projet du Dossier Patient informatisé	%	42%	100%	50%	50%	75%	100%	100%
Indicateur 3.2 - Réalisation du projet de Gestion économique et financière	%	0%	25%	25%	25%	20%	100%	100%
Indicateur 3.3 - Réalisation du projet de Gestion administrative du patient	%	0%	25%	25%	50%	20%	100%	100%
Indicateur 3.4 - Réalisation du projet de Gestion des stocks (WMS)	%	0%	25%	25%	25%	0%	100%	100%

Sources des données :
Direction des ressources humaines CHPF, Pole paie logiciel SEDIT Marianne, DSN , AS400 mandatement
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 3.1 - indicateur calculé à partir des phases études, acquisition logiciel, déploiement, mise en production
Indicateur 3.2 à 3.4 - indicateur calculé à partir du montant de dépenses mandatées par rapport au montant des subventions obtenues au titre des investissements immobiliers.

- *Commentaire et analyse des résultats*

Le lancement du projet ANATI le 22 octobre 2024 a permis de transformer la prise en charge du patient avec une volonté de modernité et de meilleur accueil. Le logiciel et son utilisation sont désormais étendus à l'ensemble des services du CHPF et seront à termes développés aussi pour la psychiatrie.

Des projets informatiques lancés depuis quelques années, seront réexaminés en 2025 afin d'être en cohérence avec les ressources financières de l'établissement et l'éventuelle évolution de son statut juridique.

Le projet de WMS est encore en suspens mais reste inscrit dans la transformation globale de l'établissement dans un avenir proche, après l'adoption d'un nouveau statut et des logiciels GAP/GEF.

- Bilan de l'institut du cancer de la Polynésie française (ICPF)

Objectif n°1 : Améliorer les connaissances sur le cancer en Polynésie française

Objectif n°1 - Améliorer les connaissances sur le cancer en Polynésie française

L'ICPF améliorera dans ce cadre la performance du registre des cancers notamment en rattrapant les retards pris ces dernieres années sur l'enregistrement des nouveaux cas de cancer. En outre, l'ICPF facilitera la mise en œuvre d'études épidémiologiques.

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Validation et publication des cas incidents de cancer des années N-3 et N-4	%	50	100	100	100	50	100	100
Indicateur 1.2 - Nombre d'études épidémiologiques réalisées	Nbre	-	4	4	4	1	4	4

Sources des données :
ICPF
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - indicateur calculé à partir du nombre de cas incident validés / nombre de cas à enquêter
Indicateur 1.2 - Indicateur calculé à partir du nombre de rapports produits
Autres commentaires :
NA : Non Applicable - ND : Non Disponible

- *Commentaire et analyse des résultats*

Chaque année, plus de 800 cas de cancer sont diagnostiqués en Polynésie française, et cette tendance est en constante augmentation depuis dix ans. De plus, l'allongement de l'espérance de vie des Polynésiens, associé à la prévalence de facteurs de risques tels que le tabac, l'obésité due à une alimentation déséquilibrée, la sédentarité et la consommation d'alcool, laisse présager une hausse significative des cas de cancer dans les années à venir.

Cependant, les données épidémiologiques concernant la maladie, notamment l'incidence des cancers, les taux de survie, les caractéristiques au moment du diagnostic et la prévalence des facteurs de risques, sont essentielles pour orienter efficacement la politique de lutte contre le cancer en Polynésie française et pour déterminer les actions opérationnelles les plus appropriées.

Après avoir comblé le retard accumulé dans l'enregistrement des cas de cancer de 2016 à 2020, l'institut s'est concentré, en 2024, sur la collecte des données de l'année 2021, avec l'objectif de publier le registre du cancer de 2021 en 2025.

Pour entamer le processus d'accréditation de son registre des cancers auprès du réseau FRANCIM, l'ICPF a établi un contact avec le registre des cancers de Nouvelle-Calédonie. Le réseau FRANCIM (France cancer incidence et mortalité) a pour mission d'harmoniser les pratiques d'enregistrement, de coordonner et de faciliter les travaux des registres de cancers existants, tout en fournissant à la communauté des indicateurs épidémiologiques utiles pour la connaissance et la prise en charge des cancers, en collaboration avec divers partenaires institutionnels.

Enfin, l'ICPF a maintenu un poste d'épidémiologiste pour faciliter la réalisation d'études épidémiologiques spécifiques sur les cancers en Polynésie française, telles que l'association entre la forte prévalence du virus de l'hépatite B dans certaines îles et le cancer du foie, ainsi que l'impact du papillomavirus (HPV) sur d'autres types de cancers, notamment chez les hommes. Ces recherches contribueront à la mise en place de campagnes de vaccination ciblées contre ces deux virus.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Depuis sa création, l'ICPF a exprimé le souhait de développer, dans le cadre de sa mission de recherche, une Direction de la recherche clinique et de l'innovation (DRCI). Pour soutenir ce projet, une équipe du département de recherche et de développement du réseau UNICANCER s'est rendue en Polynésie française en 2024.

Cette structure sera constituée de professionnels hautement qualifiés, entièrement dédiés à la promotion et à la valorisation de la recherche clinique. L'année 2025 sera dédiée à la poursuite des projets lancés en 2024, à l'initiation de nouveaux projets et à la création d'une unité de recherche clinique (URC).

De plus, l'ICPF souhaite s'engager dans des travaux de recherches visant à mieux comprendre les maladies radio-induites et leurs impacts transgénérationnels. Cette nouvelle mission sera spécifiquement intégrée dans les statuts de l'institut et permettra l'établissement d'un conseil scientifique et éthique, en étroite collaboration avec la Délégation polynésienne pour le suivi des conséquences des essais nucléaires (DSCEN).

Objectif n°2 : Améliorer la prise en charge des patients atteints de cancer

Objectif n°2 - Améliorer la prise en charge des patients atteints de cancer

Bien que la prise en charge du cancer a évolué ces dix derniers années sur le territoite, elle necessite néamoins une meilleure structuration et le développement de nouveaux outils afin d'offrir aux polynésiens une prise en charge au plus proche des recommandations en vigueur.

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 - Pourcentage d'avancement physique des travaux d'aménagement du laboratoire d'anatomocytopatholgie mutualisé	%	-	60	60	60	95	80	-
Indicateur 2.2 - Création d'une Direction de la Recherche Clinique et de l'Innovation en oncologie	%	-	-	-	20	20	50	100

Sources des données :
ICPF
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 2.1 - Indicateur calculé à partir du suivi de la maitrise d'œuvre retenue
Indicateur 2.2 - Indicateur calculé à partir de l'état d'avancement de la création effective de la DRCI
Autres commentaires :
NA : Non applicable - ND : Non Disponible

- *Commentaire et analyse des résultats*

L'oncologie en Polynésie française doit être réorganisée « autour du patient », conformément aux directives du plan cancer. Cela implique de proposer aux patients un parcours adapté avant, pendant et après le cancer, tenant compte des défis spécifiques rencontrés par les Polynésiens, tout en adoptant une approche globale et inclusive de la santé. Ce parcours comprend le dépistage, le diagnostic, l'annonce, le suivi, le traitement, les soins de support et le post-cancer.

Dans le but d'améliorer le parcours de soins et de faciliter la coordination entre les différents acteurs, l'ICPF a déjà mis en œuvre plusieurs projets depuis 2022 dont notamment :

- La création d'une gestion centralisée des réunions de concertation pluridisciplinaires, où plusieurs médecins de diverses spécialités, issus du secteur public et privé, se réunissent pour déterminer le meilleur traitement pour chaque patient ;
- La mise en place d'une cellule d'accompagnement pour les patients évasanés d'oncologie, dont la mission est de les aider dans leurs démarches, de répondre à leurs questions ainsi qu'à celles de leur entourage, et de faire le lien avec les différents acteurs (CPS, service social, EUROP Assistance, associations…). Cette cellule est composée de professionnels de santé de l'ICPF, capables de répondre à des questions médicales spécifiques ;
- La reprise des consultations d'oncogénétique qui aura bénéficié à plus de 500 patients depuis 2023.

L'année 2024 a été dédiée à la poursuite de trois initiatives majeures visant à améliorer la prise en charge des patients atteints de cancer :

- La continuation des travaux d'aménagement et d'équipement du laboratoire d'anatomo-cytopathologie, dont l'ouverture est prévue pour octobre 2025. Le pourcentage d'avancement physique des travaux d'aménagement s'établissait à 95 % au 31 décembre 2024 ;
- Le projet de construction d'un centre ambulatoire de traitement du cancer, repositionné sur un site voisin du centre hospitalier de Polynésie française ;
- La création d'une unité de recherche clinique (URC) en oncologie, qui sera constituée de professionnels hautement qualifiés, entièrement consacrés à la promotion et à la valorisation de la recherche clinique. Pour cette initiative, l'ICPF a été accompagné par le département de recherche et de développement du réseau UNICANCER, auquel il est affilié, et qui a effectué une première mission sur le territoire en avril 2024.

L'ICPF a également lancé le projet « Patient-Partenaires », qui a pour objectif de co-construire des solutions adaptées aux besoins des personnes atteintes de cancer et de leur entourage, en collaboration avec les professionnels de santé.

Enfin, en 2024, suite à des difficultés pour assurer la continuité des soins en oncologie à la Direction de la santé et au CHPF, des missions de prestations médicales ont été réalisées par les professionnels de santé de l'ICPF à l'hôpital d'Uturoa et dans le service de médecine isotopique. Ces missions permettent également d'accompagner les équipes soignantes dans l'amélioration des parcours, la formation du personnel et la mise en place de l'innovation. Les difficultés en ressources humaines dans ce domaine allant en s'aggravant, l'ICPF sera amenée, en 2025, à intervenir à nouveau en soutien aux structures de soins prenant en charge des patients atteints de cancer.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

En 2025, les consultations d'oncogénétiques et les missions de prestations médicales seront poursuivies avec pour objectif respectif d'améliorer l'accès pour les patients des îles mais encore le parcours de soins des patients polynésiens de manière générale.

11.2.4 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
910/970 01 - OFFRE DE SANTE - MEDECINE CURATIVE	**169 945 178**	**1 174 221 762**	**1 344 166 940**
Régulation de l'action sanitaire et sociale			0
Achats non stockés de matière et fournitures	67 260		67 260
Locations	39 620		39 620
Divers services extérieurs	1 475 191		1 475 191
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	438 246		438 246
Transports	995 139		995 139
Déplacements et missions	1 872 940		1 872 940
Frais postaux et frais de télécommunications	0		0
Divers - Autres services extérieurs	522 728		522 728
Charges diverses de gestion courante	319 867		319 867
Santé publique			0
Actions de formation	20 013 845		20 013 845
Conventions de prestations dans le cadre des formations	26 110 653		26 110 653
Tournées des agents itinérants	108 749 670		108 749 670
Ensemble des opérations d'investissement		677 528 750	677 528 750
Centre hospitalier			0
Transfert et extension du plateau pharmacotechnie afin de répondre à l'augmentation des activités (production des chimiothérapies notamment) (étude)			0
Réaliser des travaux de mise à niveau en terme de sécurité incendie			0
Acquisition d'équipements et matériels biomédicaux dans le cadre du Plan annuel d'Investissement Médicalisé (PIM) et médicaux lourds (avance 30%)		355 591 376	355 591 376
Intégration du poste haute tension du PSM dans la boucle du CHPF (avance 30%)		7 384 022	7 384 022
Renouvellement du parc des lits médicalisés et de brancards (avance 30%)		56 157 394	56 157 394
Acquisition d'appareils de levage automatique des chariots logistiques			0
Acquérir un outil de gestion économique et budgétaire et de gestion administrative du patient - GEF/GAP			0
Acquisition d'un nouveau système de gestion électronique des images médicales (MACS)			0
Institut du cancer			0
Publication des rapports du registre des cancers de 2020 à 2021			0
Amélioration du registre des cancers (accrédiation et acquisition d'un logiciel)			0
Réalisation d'études épidémiologiques spécifiques sur les cancers			0
Installer un laboratoire d'anatomocytopathologie		77 560 220	77 560 220
Mettre en place une direction de la recherche clinique et de l'innovation en oncologie	6 313 879		6 313 879
Mise en place du dispositif "Patient-Partenaires"	3 026 140		3 026 140

11.3 **Programme 910 02/970 02 : santé publique – prévention**

11.3.1 Bilan des orientations stratégiques

- Bilan de la santé publique (DSP)

Dans la stratégie de réponse au défi sanitaire et économique résultant des changements des modes de vie et au vieillissement de la population, le plan de prévention et de promotion de la santé 2024-2025 a été publié au deuxième trimestre T2. Ce plan vient en réponse aux orientations du ministère pour les déploiements des actions de prévention et de promotion.

Pour l'année 2024, les actions menées issues du plan de prévention et de promotion de la santé sont :

- L'enquête santé jeunes Ea Piahi réalisée de février à avril 2024 avec son rapport statistique descriptif publié en février 2025 riche en ressources fiables sur les comportements et habitudes de vies de nos jeunes adolescents scolarisés (12-17ans) sur les thématiques des facteurs de risques des maladies non transmissibles. L'objectif d'assurer les orientations en santé publique à travers des indicateurs

robustes va se poursuivre avec le déploiement de l'enquête STEPS FENUA en population adulte sur l'année 2025 ;

- La réalisation des campagnes de lutte contre la filariose avec la réalisation de la POD – prise observée directe – dans les îles de Huahine, Rikitea et Moorea. Le suivi épidémiologique est actif avec un déploiement de mesures biologiques en 2025.

Des actions de terrain en particulier auprès de la jeunesse polynésienne ont été réalisés en partenariat avec l'Union pour la jeunesse polynésienne (UPJ) – 14 interventions collaboratives avec les agents de la DSP sur le terrain.

Également :

- Externalisation de la prévention primaire et promotion de la santé dans le domaine des addictions chez les enfants et adolescents par un marché public visant à renforcer les interventions de sensibilisation aux dangers liés aux addictions dans les établissements du secondaire à la demande des chefs d'établissements. Il était également prévu de réaliser des formations au repérage précoce des conduites addictives à destination des professionnels et bénévoles.

En raison des coûts élevés de cette prestation suite à un marché non sécurisé et l'incapacité pour le prestataire à répondre aux objectifs fixés, le présent marché n'a pas été reconduit. En 3 ans, les ateliers de sensibilisation auront été dispensés à 10 462 élèves répartis sur toute la Polynésie française et 20 personnels ayant assisté à la formation pour une somme de 158 855 065 F CFP.

- La mise en œuvre de formations sur la promotion et l'éducation pour la santé soit 68 places de formation pourvues durant les huit séminaires de 2024.

L'écriture de la loi du pays relative à la lutte contre le tabagisme a débuté :

- L'objectif est de faire évoluer le cadre règlementaire de lutte contre le tabagisme afin d'y intégrer les dispositifs de vapotage qui sont grandement consommés par les jeunes. De plus, ils représentent une porte d'entrée vers le tabac pour les non-fumeurs par le biais notamment de la nicotine, substance addictive. Ils exercent également un fort impact négatif sur l'environnement (incendies causés par les batteries au lithium et déchets plastiques générés des dispositifs à usage unique) ;
- Les lois anti-tabac se sont renforcées à l'international pour réguler cette pratique. Il s'agit également de mettre en place des licences pour les professionnels de ce secteur d'activité afin d'améliorer la surveillance et le suivi de ces pratiques qui représentent le premier facteur de mortalité évitable et un coût conséquent pour la collectivité dû aux maladies non transmissibles que cela génère.

- Bilan de l'institut du cancer de la Polynésie française (ICPF)

L'ICPF participe au programme 97002 « Santé publique – prévention », au titre de :

- La mise en place et la gestion des programmes de dépistage des cancers ;
- La promotion de la prévention primaire des facteurs de risques associés.

Ces initiatives de prévention s'appuient particulièrement sur les orientations du plan cancer 2018-2022 et sur le programme médico-scientifique de l'ICPF pour la période 2022-2026, dont le premier axe est « prévenir et mieux comprendre le cancer ».

Les actions de prévention mises en œuvre en 2024 s'inscrivent dans une stratégie globale de santé communautaire, prenant en compte les spécificités géographiques et culturelles de la Polynésie française et impliquant l'ensemble des acteurs concernés.

L'ICPF est resté concentré sur les effets suivants :

- Individuels : amélioration de l'estime de soi et réduction de certains comportements ;
- Organisationnels : renforcement de la coopération interprofessionnelle et inter-institutionnelle, promotion de l'entraide, et amélioration du dialogue entre les habitants et l'administration.

11.3.2 Bilan des réformes

- Bilan de la santé publique (DSP)

La campagne des subventions a été réalisée au fil de l'eau en 2024 par défaut de publication de l'appel à projets Ora Maita'i. Une stratégie de reprise de cet appel à projets a été structurée afin d'augmenter l'efficience de l'utilisation du compte d'affectation spéciale FPSS par les acteurs de terrain permettant de rédiger une note d'orientation et d'accompagnement. Cette note destinée aux associations a été publiée en début d'année 2025 permettant de relancer l'appel à projets pour l'année 2025.

L'accroissement du rythme de formations est à poursuivre pour maintenir l'objectif de montée en compétences des agents déployés auprès de la population.

- Bilan de l'institut du cancer de la Polynésie française (ICPF)

Les réformes structurelles à entreprendre dans les années à venir sont guidées par le plan cancer et le schéma d'organisation sanitaire de la Polynésie française. Le plan cancer, initialement prévu pour la période 2018-2022, a été prolongé de deux ans afin de permettre à un groupe de travail, dirigé par l'ICPF et l'ARASS en collaboration avec la DSP et le CHPF, de concevoir le futur plan cancer.

11.3.3 Bilan des objectifs de performance

- Bilan de la santé publique (DSP)

Objectif n°1 : Promouvoir la santé auprès de publics ciblés

Objectif n° 1 - Promouvoir la santé auprès de publics ciblés								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nombre d'écoles ayant reçu le label "école en santé"	Nb	21	27	24	16 + 6 (renouvellements)	11	13 + 18 (renouvellements)	10 + 25 (renouvellements)
Indicateur 1.2 - Nombre de CJA ayant reçu le label "CJA en santé"	Nb	12	4	5	3 (renouvellements)	1	11 renouvellements	4 renouvellements
Indicateur 1.3 - Nombre de communes ayant été accompagnées par la Direction de la santé pour l'obtention du label "Commune en santé"	Nb		5		0	0		10 (5 nouvelles communes + 5 communes déjà accopagnées)
Indicateur 1.4 - Nombre de communes ayant reçu le label "commune en santé"	Nb		5		5	0	1	2 labellisations / an
Indicateur 1.3 - Nombre de partenaires ayant participé aux séminaires de promotion et d'éducation pour la santé	Nb					68	14	

Sources des données :
Données de la Direction de la santé
Mode de calcul des indicateurs :
Pour chaque indicateur : nombre d'enttités labellisées
Autres commentaires : *le partenariat avec la DGEE et les communes est indispensable pour la réussite des projets*

- *Commentaire et analyse des résultats*

Indicateur 1.1 - Nombre d'écoles ayant reçu le label "école en santé"

Indicateur 1.2 - Nombre de CJA ayant reçu le label "CJA en santé"

En 2022, le nombre d'écoles labellisées est légèrement surestimé dans le tableau (+3), alors que le nombre de CJA est sous-estimé de 10 unités.

Mise à jour des données :

- *21 écoles ;*
- *12 CJA.*

En 2023, le nombre d'écoles labellisées est bien plus élevé dans les données actualisées (+17), ce qui montre une meilleure dynamique de labellisation que prévue.

Mise à jour des données :

- *27 écoles (dont trois écoles ayant fait l'objet d'un renouvellement) ;*
- *4 CJA.*

En 2024, on constate des écarts significatifs par rapport aux prévisions du PAP 2024 et à sa révision au mois de juin 2024 :

- 13 écoles de moins par rapport au prévisionnel ;
- 5 de moins par rapport à la révision du mois de juin 2024 ;
- Aucune des écoles labellisées en 2021-2022 et devant faire l'objet d'un renouvellement (+6) n'a souhaité se réinscrire dans la démarche.

Mise à jour des données :

- *11 écoles ;*
- *1 CJA ;*
- *6 écoles et 3 CJA non renouvelés.*

Il est donc constaté une augmentation du nombre total d'établissements labellisés entre 2022 et 2024, mais avec un ralentissement en 2024 et des cas de non-renouvellement.

Pour l'année scolaire 2024-2025, 13 écoles ont prévu d'organiser leur labellisation au mois de juin 2025 et 18 écoles et 11 CJA pourraient potentiellement demander leur renouvellement.

En 2026, 29 établissements scolaires du 1er degré, école et CJA seront en phase de renouvellement de label.

Indicateur 1.3 - Nombre de communes ayant reçu le label "commune en santé"

En 2023, aucune commune engagée dans le dispositif n'a reçu le label « commune en santé ». Le nombre de communes labellisées a donc été surestimé de 5 unités cependant 5 communes ont été accompagnées dans le dispositif. En 2024, aucune nouvelle commune n'a été accompagnée. Une commune sera labélisée en avril 2025.

Cet accompagnement étant composé de :

- La création de l'entité de pilotage ;
- L'apport de connaissances en promotion de la santé ;
- Le recensement des actions déjà réalisées en lien avec les thématiques du dispositif ;
- L'élaboration d'un plan d'actions annuel.

Un accompagnement à la rédaction du dossier de labellisation peut également être proposé aux communes souhaitant être labellisées à l'issue de cet accompagnement.

La mobilisation des équipes de terrain sur le dispositif a été fastidieuse. Seules trois cellules de promotion de la santé (Australes, Tuamotu-Gambier, Moorea-Maiao) ont agi ou tenté d'initier des activités sur ce dispositif. Des difficultés, d'ordre interne (mobilisation de la RH sur des missions de soins plutôt que de prévention/promotion de la santé, méconnaissance du fonctionnement communal, etc.) ont été relevées.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Indicateur 1.1 - Nombre d'écoles ayant reçu le label "école en santé"

Indicateur 1.2 - Nombre de CJA ayant reçu le label "CJA en santé"

Création d'instances de pilotage : COPIL et COTECH DS / DGEE (réunion par période scolaire) pour :

- Assurer le suivi du dispositif "École en santé" en rendant compte des activités mises en œuvre, des résultats obtenus et des défis rencontrés ;
- Mettre en application les orientations stratégiques définies par les directions pilotes et conformes aux politiques publiques en matière de promotion de la santé en milieu scolaire ;
- Proposer des recommandations pour améliorer et adapter le dispositif en tenant compte des besoins identifiés sur le terrain, des retours des acteurs impliqués, et des évolutions des priorités en matière de santé publique ;
- Analyser les freins et les leviers pour ajuster le dispositif aux réalités du terrain : mise en place d'une démarche évaluative au cours de l'année scolaire 2024-2025 : comment le dispositif soutient-il ou non la pérennité des dynamiques d'actions de promotion pour la santé durant les 1 ou 2 ans qui suivent la labellisation ?

- Améliorer le soutien aux établissements engagés : Création d'outils d'accompagnement, et déploiement des formations et des rencontres annuelles pour partager les bonnes pratiques.

Indicateur 1.3 - Nombre de communes ayant reçu le label "commune en santé"

Afin d'assurer un accompagnement pertinent et une pérennisation des actions entreprises par les communes en cours d'accompagnement, suivi de par l'indicateur 1.5 « nombre d'agents et partenaires de la Direction de la santé formé sur la promotion et l'éducation pour la santé » est proposé pour enrichir le suivi du dispositif « commune en santé ».

La montée en compétences des agents et partenaires de la Direction de la santé en promotion et en éducation pour la santé a été identifiée comme une condition de réussite pour le déploiement des dispositifs de promotion de la santé. C'est pourquoi, des séminaires ont été organisés pour faciliter le partage de pratiques et proposer une montée en compétences des agents et partenaires de la Direction de la santé.

A ce jour, dix sessions de deux niveaux ont été organisées entre août 2024 et février 2025, prévoyant l'accueil de dix participants par session. Entre août 2024 et février 2025, 82 places de formation ont été pourvues, dont :

- 68 participations durant les huit séminaires de 2024 ;
- 14 participations durant les deux séminaires de 2025.

Huit entités ont bénéficié de ces séminaires, à savoir :

- Partenaire associatif : Union polynésienne pour la jeunesse ;
- Service administratif de la Polynésie française :
    - Direction de la santé ;
    - Direction générale de l'éducation et des enseignements ;
    - Délégation de prévention de la délinquance de la jeunesse.
- Etablissement public administratif : Fare Tama Hau ;
- Partenaires communaux :
    - Syndicat de promotion des communes de Polynésie française ;
    - Syndicat mixte en charge du contrat de ville ;
    - Commune de Faa'a.

Elaboré à titre expérimental, le dispositif fera l'objet d'un bilan au premier semestre 2025 pour évaluer la pertinence d'une reconduction sur trois ans.

La structuration de l'entité *Fare Ora* permettant d'y associer pleinement le dispositif « *Commune en santé* » est une opportunité pour les équipes de la Direction de la santé de bénéficier d'une couverture médiatique et d'un soutien du politique. Cependant, l'articulation entre les deux dispositifs va nécessiter un accompagnement poussé des équipes de la Direction de la santé, de ses partenaires ainsi que des entités communales.

- Bilan de l'institut du cancer de la Polynésie française (ICPF)

Objectif n°1 : Améliorer les performances et la qualité du dépistage

Objectif n° 1 - Améliorer les perfomances et la qualité des dépistages des cancers								
Les taux de particpation ainsi que la qualité des programmes de dépistage existants doivent être améliorés afin d'augmenter les taux de survie des patientes ou d'en diminuer leur incidence. Par ailleurs, il est aujourd'hui nécessaire de rédiger un plan d'action dans le cadre du dépistage du cancer colo-rectal.								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Taux de participation aux dépistages du cancer du sein	%	39	39	50	50	40	55	60
Indicateur 1.2 - Taux de participation aux dépistages du cancer du col de l'utérus	%	43	41	50	50	43	55	66
Indicateur 1.3 - Taux de mammographes contrôlés	%	NA	NA	100	100	100	100	100
Indicateur 1.4 - Taux de participation du dépistage du cancer colo-rectal au sein de la population cible du site pilote	%	NA	0	0	0	0	0	0

Sources des données :
ICPf/ISPf/Mission métropolitaine de contrôle
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - indicateur calculé à partir de l'effectif de la population cible dépistée / effectif de la population éligible
Indicateur 1.2 - indicateur calculé à partir de l'effectif de la population cible dépistée / effectif de la population éligible
Indicateur 1.3 - nombre de mammographes contrôlés / nombre total de mammographes
Indicateur 1.4 - indicateur calculé à partir de l'effectif de la population cible dépistée / effectif de la population éligible du site pilote
Autres commentaires :
NA : Non applicable / ND : Non Disponible

- *Commentaire et analyse des résultats*

Depuis 2003, la Polynésie française dispose de deux programmes de dépistage des cancers, gérés par une structure dédiée, actuellement sous la responsabilité de l'ICPF.

Le dépistage du cancer du sein se fait par une mammographie tous les deux ans pour les femmes âgées de 50 à 74 ans, tandis que le dépistage du cancer du col de l'utérus implique un frottis cervical avec analyse cytopathologique tous les trois ans pour les femmes de 25 à 64 ans. Ces examens sont entièrement couverts par l'ICPF afin de promouvoir le dépistage au sein de la population polynésienne. Cependant, des obstacles subsistent, notamment les difficultés de transport pour se rendre à une consultation ou à un examen, ainsi qu'un manque d'information et d'éducation du public.

Pour que ces programmes aient un impact significatif sur la réduction des cancers, il est nécessaire d'augmenter le taux de dépistage à 70 % de la population cible, contre environ 40 % actuellement.

Dans cette optique, l'ICPF a mis en œuvre plusieurs initiatives pour améliorer l'efficacité de ces programmes, notamment :

- Les campagnes de prévention « Juin Vert » et « Octobre Rose » pour sensibiliser aux cancers du sein et du col de l'utérus, ainsi que la prise en charge à 100 % des frais de dépistage pour la population concernée ;
- Le dispositif « Tarona Tere », qui propose un transport gratuit pour un groupe de 8 à 10 femmes vers le lieu de la mammographie, permettant ainsi de surmonter les obstacles liés au transport et de réduire l'anxiété liée à l'examen grâce à l'effet de groupe ;
- Un programme annuel d'interventions en entreprises pour sensibiliser les employés aux cancers et aux dépistages possibles pendant leur temps de travail.

Le taux de participation aux dépistages du cancer du sein a atteint la barre des 40 % en 2024 contre 39 % en 2023.

Le taux de participation aux dépistages du cancer du col de l'utérus s'établit à 43 % en 2024 contre 41 % en 2023.

Pour améliorer la qualité des dépistages, une mission de contrôle qualité des mammographes a été réalisée sur l'ensemble du territoire en 2024 et 100 % des mammographes ont été contrôlés. Parallèlement, des actions de sensibilisation et de formation des professionnels de santé, incluant la distribution de supports de prévention, ont été menées tout au long de l'année.

Des programmes pour d'autres cancers dépistables, tels que le cancer colorectal, le cancer de la prostate et les cancers de la peau, ont été partiellement mis en place en 2024, en fonction de leur prévalence en Polynésie, accompagnés de campagnes de prévention et d'information.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Le dispositif « Tarona Tere », qui offre un transport gratuit pour un groupe de 8 à 10 femmes se rendant à la mammographie, sera déployé tout au long de l'année grâce à une collaboration avec les communes et les communautés religieuses.

L'ICPF souhaite intensifier ses actions de sensibilisation et de formation à l'intention des professionnels de santé (médecins, infirmiers, sages-femmes, pharmaciens), qui jouent un rôle clé dans la prévention, notamment dans les îles.

Initialement prévu pour 2024, l'ICPF n'a pas pu mettre en œuvre son programme annuel d'intervention de proximité au sein des « Fare Ora », destiné à sensibiliser et éduquer la population sur les facteurs de risque des cancers et l'importance du « Prendre soin de soi ». Cette initiative sera réalisée en 2025.

De plus, l'ICPF prévoit de se conformer aux recommandations de la Haute autorité de santé et de l'Organisation mondiale de la santé en intégrant la prise en charge du test HPV en complément du frottis pour le dépistage du cancer du col de l'utérus.

Objectif n°2 : Renforcer la prévention des cancers

Objectif n° 2 - Renforcer la prévention des cancers

La prévention primaire reste l'arme la plus efficace pour lutter contre certains cancers. En effet, il est aujourd'hui reconnu que 40% des cancers sont évitables en luttant contre leurs facteurs de risque. C'est le cas notamment, et de manière non exhaustive, du tabac et du cancer bronchopulmonaire, de l'alcool et des cancers de la sphère ORL, de l'obésité et du cancer de l'endomètre ou encore du papillomavirus humain et du cancer du col de l'utérus. De plus, certains facteurs de risque spécifiques à la Polynésie doivent pouvoir être mis en évidence et faire l'objet d'action de santé publique spécifiques.

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 - Nombre d'actions portées auprès du grand public notamment les enfants et jeunes adolescents sur les risques du tabac	Nbre	NA	22	7	7	14	7	10
Indicateur 2.2 - Couverture vaccinale HPV chez les adolescents âgés de 11-14 ans	%	NA	NA	60	10	5 % (1 dose) 0,6% (2 doses)	20	30

Sources des données :
ICPf/DS/ISPf
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 2.1 - Effectifs des actions de prévention portées par l'ICPf sur les risques du tabac
Indicateur 2.2 - Effectifs des adolescents âgés de 11-14 ans vaccinés/la population totale de cette classe d'âge
Autres commentaires :
NA : Non applicable / ND : Non Disponible

- *Commentaire et analyse des résultats*

La prévention primaire demeure l'outil le plus efficace contre certains cancers. En effet, il est désormais établi que 40 % des cancers peuvent être évités en s'attaquant à leurs facteurs de risque. Cela inclut notamment le tabac, l'alcool, une mauvaise alimentation et la sédentarité, qui peuvent mener à l'obésité et à des cancers d'origine virale.

Il est essentiel de lutter contre ces facteurs de risque, et les actions de sensibilisation à l'intention du grand public doivent être renforcées en collaboration avec tous les acteurs institutionnels et associatifs de la santé.

Étant donné que le tabac est responsable d'un cancer sur trois, le plus connu étant le cancer du poumon, une attention particulière a été portée sur la prévention auprès des jeunes afin de les dissuader de tomber dans l'addiction.

De plus, la prévention des cancers et des lésions précancéreuses du col de l'utérus repose désormais sur une vaccination spécifique destinée aux adolescents âgés de 11 à 14 ans. Malheureusement, le vaccin actuellement disponible en pharmacie est relativement coûteux, ce qui limite son utilisation.

Pour faciliter l'accès à cette vaccination, l'ICPF a mis en place un partenariat avec les pharmacies afin de proposer le vaccin gratuitement aux enfants de 11 à 14 ans.

Sur la période de juin à décembre 2024, les pharmacies partenaires ont délivré 922 doses. La couverture vaccinale chez les enfants âgés de 11 à 14 ans était de 5 % pour la première dose et de 0,6 % pour la deuxième dose.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Dans le cadre du programme de vaccination HPV, l'ICPF prévoit de développer un partenariat avec la Direction de la santé pour organiser une campagne de vaccination non-obligatoire en milieu scolaire à l'échelle du Pays, ceci après avoir informé et rassuré la population et formé les professionnels de santé sur la vaccination HPV.

11.3.4 Crédits par action

CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Dépenses mandatées		
	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
910/970 02 - SANTE PUBLIQUE - PREVENTION	**229 500 995**	**0**	**229 500 995**
Santé publique			0
Ecole en santé	21 369 841		21 369 841
Commune en santé	0		0
Institut du cancer			0
Prendre en charge les examens de dépistages des cancers gynécologiques	161 146 016		161 146 016
Mettre en œuvre les campagnes de sensibilisation au dépistage des cancers	22 324 679		22 324 679
Déployer le dispositif "Tarona Tere"	561 461		561 461
Mettre en place les programmes annuels d'intervention (Entreprises et Fare Ora)	2 596 583		2 596 583
Mettre en place un contrôle de qualité des dépistages	3 365 155		3 365 155
Promouvoir la vaccination HPV	17 619 420		17 619 420
Sensibiliser le grand public (notamment enfants et adolescents) aux facteurs de risques des	517 840		517 840

11.3.5 Bilan des comptes spéciaux

1) Fonds de prévention sanitaire et sociale (FPSS) - Volet prévention

CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Dépenses mandatées		
	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
910/970 02 - SANTE PUBLIQUE - PREVENTION	**639 181 885**	**4 393 373**	**643 575 258**
Compte d'affectation spécial FPSS - volet santé publique - prévention			0
Santé publique			0
Communication évènementiel	50 421 896		50 421 896
Subventions aux associations/établissements public	296 978 207	4 393 373	301 371 580
Prévention	111 846 997		111 846 997
Promotion	24 063 388		24 063 388
Intégrer de nouvelles approches pour encourager des comportements individuels positifs	24 847 997		24 847 997
Institut du cancer	131 023 400		131 023 400
			0

- Bilan de la santé publique (DSP)

Le fonds de prévention sanitaire et sociale (FPSS) a pour objet de financer la politique de prévention et de promotion de la santé en priorisant les efforts sur :

- La lutte contre le surpoids et l'obésité ;
- La lutte contre les addictions ;
- Les maladies émergentes ou ré émergentes ;
- Toutes maladies associées impactant fortement les dépenses de santé.

Il prend en charge toutes les actions de prévention ou d'accompagnement à la prévention dans le domaine social ou sanitaire.

Au titre du dispositif d'évaluation des programmes de santé, les résultats des enquêtes GSHS (pour les 13-17 ans) et STEPS FENUA (pour les 18-69 ans) ont été respectivement prévus pour fin 2024 et fin 2025.

Le plan de communication s'est orienté vers une communication communautaire et une optimisation des réseaux sociaux.

La part des subventions de 303 millions F CFP constitue 56 % des dépenses engagées. Une dotation de 185 millions est attribuée à l'ICPF la prévention et le dépistage des cancers gynécologiques et la campagne de vaccination contre le papillomavirus. La contribution à la lutte contre le cancer s'est poursuivie à hauteur de 33 F CFP millions en faveur du comité polynésien de la ligue contre le cancer. Enfin, le Fare Tama Hau a bénéficié d'une subvention de 33 millions F CFP pour son projet "to'u tino, to'u ora" consacré à la prise en charge de l'obésité de l'enfant et du jeune adulte.

- Bilan de l'institut du cancer de la Polynésie française (ICPF)

Ce fonds permet à l'ICPF de financer une partie des actions de prévention menées par l'ICPF. En 2024, il aura permis de financer les actions suivantes :

- Le programme annuel de campagnes de prévention, qui s'appuie sur le calendrier des actions nationales et internationales de prévention, avec pour objectif principal de diminuer les comportements à risque et le nombre de cancers pour un montant de 23 403 980 F CFP ;

- Le programme de vaccination contre le HPV pour les enfants âgés de 11 à 14 ans, dans le cadre de la lutte contre les cancers liés au papillomavirus pour un coût total de 17 619 420 F CFP soit 922 doses délivrées ;
- Le programme de dépistage des cancers gynécologiques, conformément à la délibération n° 2003-173 APF qui institue un dépistage gratuit des cancers gynécologiques en Polynésie française, modifiée par la loi n° 2019-17 APF du 13 juin 2019, à hauteur de 90 millions F CFP.

11.4 **Programme 910 03/970 03 : veille et sécurité sanitaire**

11.4.1 Bilan des orientations stratégiques

Le Centre de santé environnementale (CSE) a poursuivi ses actions de contrôle des points d'entrée internationaux et contrôles en hygiène de l'environnement et hygiène alimentaire.

Les objectifs quantitatifs prévisionnels ont été majoritairement atteints :

- 42 navires ont été visités dans le cadre du règlement sanitaire international ;
- 258 séances de piégeage pour la surveillance aux frontières ont été réalisées ;
- 1 045 prélèvements d'eaux de consommation et de loisirs ont été effectués, pour rappel du fait du transfert des compétences en hygiène des constructions à la Direction de la construction et de l'aménagement (DCA) depuis le 1er janvier 2021, le CSE ne contrôle plus les eaux usées, justifiant le retrait de cette mission et la diminution du nombre prévisionnel de prélèvements ;
- 258 visites ont été réalisées en hygiène alimentaire.

Ces contrôles visent à protéger la santé publique.

- Bilan de la biosécurité

La Direction de la biosécurité (DBS) a poursuivi sa stratégie de modernisation et de renforcement des contrôles, malgré un contexte organisationnel complexe. Plusieurs progrès ont été réalisés pour répondre aux exigences gouvernementales et se conformer aux standards internationaux. Ainsi, la certification de conformité préalable à l'entrée sous douane a été instaurée, et les contrôles sur les passagers internationaux ont été intensifiés, même si leur application nécessite encore quelques ajustements. Par ailleurs, le nombre d'inspections de navires et d'aéronefs a augmenté, contribuant à prévenir l'introduction d'organismes nuisibles.

Il convient de souligner qu'aucune incidence d'Oryctes, de rage, de grippe aviaire, de maladies ou d'autres organismes nuisibles prioritaires n'a été constatée, ce qui témoigne de l'efficacité de certaines mesures. Toutefois, la détection de la punaise diabolique sur le territoire met en exergue le manque de moyens dont nous disposons et souligne l'urgence d'accroître nos ressources.

Par ailleurs, une réorganisation administrative a été engagée afin d'aligner les missions de la DBS avec les attentes ministérielles, et la dématérialisation des procédures facilite désormais les demandes d'importation et de transport interinsulaire. Le renforcement de la formation et de l'assermentation des agents a également permis d'améliorer leur efficacité sur le terrain. Le contrôle des échanges interinsulaires s'est intensifié, avec une augmentation des autorisations de transport et des inspections sur les quais à Bora Bora, Nuku-Hiva et Tahiti, limitant ainsi la dissémination de nuisibles tels que la petite fourmi de feu. De plus, le nombre de chiens détecteurs est en cours d'augmentation, avec un objectif de cinq canidés pour 2025, et de nouveaux indicateurs confirment leur rôle essentiel dans la détection des marchandises interdites.

Ces avancées montrent une amélioration globale de la biosécurité en Polynésie. Ceci dit, le manque de moyens, sur un territoire aussi vaste et des archipels éclatés, reste un point de difficulté pour une mise en œuvre complète des mesures en 2025.

11.4.2 Bilan des réformes

- Bilan de la biosécurité

Des discussions stratégiques ont été engagées afin d'imposer le traitement obligatoire des conteneurs dans les pays de départ pour limiter les risques d'introduction de nuisibles. Par ailleurs, des mesures spécifiques sont en cours de développement pour renforcer la surveillance des paquebots, identifiés comme vecteurs potentiels de contamination.

Les réformes entreprises ont conduit à plusieurs avancées notables :

- la finalisation de la nouvelle réglementation sur l'importation et l'usage des pesticides, comprenant une loi du pays et un arrêté visant une meilleure surveillance des usages ;
- la révision des arrêtés relatifs aux importations de produits et sous-produits d'origine animale et de produits d'origine végétale afin de simplifier les démarches administratives tout en maintenant un haut niveau de sécurité sanitaire ;
- l'élaboration d'une réglementation spécifique pour prévenir l'introduction du rhinocéros du cocotier ;
- la révision des tarifs des prestations de la DBS pour refléter les coûts réels des services rendus.

En 2025, la DBS procèdera au déménagement de son personnel, ce qui impactera la régie de recettes et l'organisation des contrôles et de l'encadrement. Cette transition nécessitera des ajustements opérationnels afin d'assurer la continuité des services et des inspections.

Le chantier prioritaire reste l'adoption d'une loi du pays intégrant l'ensemble des dispositifs de biosécurité. Cette réforme est indispensable pour la mise en œuvre complète des objectifs fixés et pour garantir la sécurité sanitaire du territoire.

11.4.3 Bilan des objectifs de performance

- Bilan de la régulation de l'action sanitaire et sociale (ARASS)

Orientation stratégique prioritaire n°1 : Renforcer la surveillance et la sécurité sanitaire

Objectif n°1 : Renforcer la préparation du Pays pour faire face aux urgences sanitaires

Cet objectif se concrétise par le renforcement de la surveillance épidémiologique, de la veille sanitaire et de la préparation aux crises mené par l'ARASS.

La mise en œuvre du Règlement sanitaire international (RSI 2005), ainsi que le développement de ses capacités de surveillance, constituent des priorités essentielles pour prévenir les pandémies et autres menaces sanitaires extérieures.

Dans ce cadre, l'ARASS prévoit notamment la mise à jour des plans et outils de réponse aux situations de crise sanitaire, ainsi que le renforcement du système de veille et d'alerte sanitaire.

Objectif n°1 - Renforcer la préparation du Pays pour faire face aux urgences sanitaires								
Poursuivre la préparation des plans et outils de préparation aux situations sanitaires exceptionnelles								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nombre de plans élaborés	Nb	0	0	2	2	1	2	2
Indicateur 1.2 - Nombre de bulletins épidémiologiques	Nb	0	52	52	51	52	52	52
Sources des données : *Données ARASS* Mode de calcul des indicateurs : *Indicateurs 1.1 à 1.2 - Données brutes*								

- *Commentaire et analyse des résultats*

L'objectif est partiellement atteint. L'ARASS a mis en place un dispositif de permanence médicale pour la réception des signaux et la gestion des alertes, malgré des ressources humaines limitées (seulement quatre médecins dédiés aux astreintes sanitaires).

Les mécanismes de veille et de sécurité sanitaire ont été renforcés, notamment en prévision et pendant l'épreuve de surf des Jeux Olympiques de juillet 2024. Cette préparation s'est notamment traduite par l'élaboration d'un plan d'accueil massif de victimes (AMAVI).

L'ARASS joue également un rôle clé dans la gestion des crises sanitaires, en participant activement aux exercices d'alerte et aux PC de crise pilotés par le Haut-Commissariat.

En tant que point focal du RSI, elle coordonne sa mise en œuvre en Polynésie française.

Enfin, conformément aux objectifs fixés, l'ARASS a publié 52 bulletins de veille épidémiologique sur l'année.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Pour améliorer les résultats, il conviendrait de constituer un pool de renforts pour faire face à d'éventuelles crises prolongées.

Dans cette optique, l'élaboration d'une réglementation adaptée au paiement des astreintes médicales de l'ARASS doit être engagée.

Par ailleurs, l'ARASS poursuivra son implication dans la mise à jour du Règlement Sanitaire International (RSI) et des plans ORSEC en collaboration avec l'État, afin d'optimiser la préparation et la gestion des situations d'urgence sanitaire.

Objectif n°2 : Organiser le circuit des vigilances sanitaires

Objectif n°2 - Organiser le circuit des vigilances sanitaires

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 - Nombre de nouvelles vigilances intégrées à la plateforme de vigilance de l'ARASS	Nb	1	0	1	1	1	1	1

Sources des données :
Données ARASS
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 2.1 - Données brutes

- *Commentaire et analyse des résultats*

L'objectif se poursuit avec l'intégration en 2024 d'un circuit de radiovigilance, grâce à une convention signée avec l'Agence de sûreté nucléaire. Ce dispositif renforce le suivi des expositions aux rayonnements ionisants, garantissant ainsi une meilleure protection de la population et des professionnels de santé face aux risques radiologiques.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Le circuit de l'hémovigilance n'a pas progressé en 2024 en raison de la nécessité d'une carte professionnelle de santé (version française), dont le déploiement et les autorisations restent prévus pour 2025.

Objectif n°3 : Améliorer l'observation de la santé

Objectif n° 3 - Améliorer l'observation de la santé

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 3.1 - Nombre de "Tableau de bord de la santé" publié	Nb	0	0	1	1	1	1	1

Sources des données :
Données ARASS

- *Commentaire et analyse des résultats*

L'observation de la santé a bénéficié des ressources humaines nécessaires pour débuter son travail de mesure et d'analyse de l'état de santé de la population en vue d'élaborer des stratégies adaptées.

En 2024, les objectifs fixés ont été atteints. Les premiers travaux ont abouti à la publication du « Rapport sur les causes de décès 2017 » et d'une infographie sur la santé et ses déterminants en Polynésie française, diffusée au grand public en 2025.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

« L'Observation de la Santé » poursuivra et affinera ses travaux de collecte et d'analyse des données afin d'améliorer la connaissance de l'état de santé de la population polynésienne. L'objectif est de renforcer la qualité et la précision des indicateurs sanitaires en consolidant les partenariats avec les acteurs du système de santé (établissements, CPS, laboratoires, professionnels de santé).

Cette démarche permettra une production plus régulière et détaillée des "Tableaux de bord de la santé", intégrant des analyses épidémiologiques approfondies et des projections sur les tendances de santé publique. Ces outils serviront d'aide à la décision pour les autorités et les professionnels du secteur.

- Bilan de la santé publique (DSP)

Objectif n°1 : Application du règlement sanitaire international

Objectif n° 1 - Appliquer le règlement sanitaire international								
Contrôler les points d'entrées internationaux								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nombre de navires visités pour contrôle sanitaire	N	35	40	40	40	42	50	50
Indicateur 1.2 - Nombre de séances de piégeage pour la surveillance aux frontières	N	375	460	460	460	258	460	460

Sources des données :
Données du centre de santé environnementale
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - le nombre de navires est recensé par le centre de santé environnentale
Indicateur 1.2 - le nombre de séances de piégeage est recensé par le centre de santé environnementale
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

Concernant les visites de navire :

- Les objectifs prévisionnels ont été atteints. A noter que cela n'est pas directement dépendant du CSE, mais du nombre de demandes de renouvellement de leur certificat d'exemption de contrôle sanitaire sollicitées par les navires ;
- Mis à part le coût horaire des agents affectés à ces inspections, cette mission ne sollicite aucun budget supplémentaire. Le nombre de visite est jugé satisfaisant ;
- Cette mission pouvant être réalisée dans de nombreux ports et une extension de certificat étant toujours possible, elle n'est pas jugée prioritaire, d'autant qu'elle mobilise à la fois des agents du CSE et de l'ARASS ;
- Les activités du CSE liées à l'application du RSI ont été menées en collaboration avec le Bureau de la veille sanitaire de l'ARASS jusqu'à fin octobre 2024, en ce qui concerne la visite des navires. Depuis, le personnel médical de la DS a pris le relais.

Concernant les piégeages pour la surveillance aux frontières :

- Les objectifs prévisionnels n'ont pas été atteints ;
- Mis à part le coût horaire des agents affectés à ces inspections, cette mission sollicite un faible budget (batteries ou pièges à remplacer) ;
- Le nombre de séances est jugé insatisfaisant du fait de la réduction du nombre de sites accessibles pour la pose des pièges ;
- La formation « Sécurité aéroportuaire : sureté 11.2.6.2 » pour 19 agents leur permettra d'obtenir un titre de circulation en zones réglementées de l'aéroport de Tahiti Faaa ;
- Outre l'obligation réglementaire portée par le RSI, le maintien de cette mission est primordial pour une meilleure connaissance des risques présents sur notre territoire. A terme, plus de sites devraient être sélectionnés pour augmenter la surveillance. C'est pourquoi les objectifs prévisionnels sont maintenus. Il est néanmoins à craindre que le manque d'effectifs limite l'atteinte des objectifs.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Concernant les visites de navire :

- Poursuite des actions dans la mesure du possible ;
- L'indicateur défini reste pertinent témoignant de la mobilisation des ETP sur cette mission ;
- Au vu de la réduction des effectifs, qui par ailleurs sont mobilisés sur d'autres actions jugées prioritaires (gestion des épidémies, JO, TIAC), le contexte du secteur n'est pas favorable à l'atteinte de l'objectif.

Concernant les piégeages pour la surveillance aux frontières :

- Il est important de poursuivre cette action retenue et d'atteindre les objectifs cibles ;
- L'indicateur défini reste pertinent ;
- Au vu de la réduction des effectifs, qui par ailleurs sont mobilisés sur d'autres actions jugées prioritaires (gestion des épidémies, JO, TIAC), le contexte du secteur n'est pas favorable à l'atteinte de l'objectif.

Objectif n°2 : Assurer les missions de contrôle dans le domaine de l'hygiène de l'environnement et l'hygiène alimentaire

Objectif n° 2 - Assurer les missions de contrôle en hygiène de l'environnement et hygiène alimentaire

Assurer les missions de contrôle

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 - Nombre de prélèvements effectués pour le contrôle des eaux de consommation, eaux de loisirs	N	897	1 400	900	900	1045	1 000	1 000
Indicateur 2.2 - Nombre d'inspection sur site pour le contrôle de l'hygiène alimentaire	N	231	240	300	300	258	400	400

Sources des données :
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 2.1 - indicateur calculé à partir du rapport d'activité du centre de la santé environnementale
Indicateur 2.2 - indicateur calculé à partir du rapport d'activité du centre de la santé environnementale
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

Concernant le contrôle des eaux :

- Les objectifs prévisionnels ont été atteints ;
- Le coût de réalisation de cette mission est estimé à environ 13 millions F CFP. Il s'agit du coût pour la réalisation des analyses. Cette prestation fait l'objet d'un appel d'offre. Le nombre de contrôle est jugé satisfaisant ;
- Cette mission est réalisée depuis 1985. Elle doit être maintenue. Faisant l'objet d'un appel d'offre, la réalisation des objectifs prévisionnels est pérennisée. Néanmoins, la réduction des effectifs est un facteur limitant.

Concernant le contrôle en hygiène alimentaire :

- Les objectifs prévisionnels n'ont pas été atteints. Suite à l'alerte dengue depuis novembre 2023 et toute l'année 2024, les agents du CSE ont dû être mobilisés sur la lutte antivectorielle périfocale d'urgence pour prévenir les cas de dengue ;
- Mis à part le coût horaire des agents affectés à ces inspections, cette mission sollicite un budget pour la réalisation des analyses (appel d'offre) et un budget pour le financement des heures supplémentaires pour l'inspection des établissements ouverts uniquement en dehors des heures de bureau ;

Le nombre de contrôle est jugé insatisfaisant faute de moyens humains, mobilisés par l'épidémie de dengue, et avec la tenue des JO de surf. Cela a mis en défaut le nombre d'analyses réalisées. A terme, le prévisionnel cible n'est pas modifié, a été plutôt augmenté dans l'espoir de pouvoir revenir à une situation "normale".

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Concernant le contrôle des eaux :

- Poursuite des actions dans la mesure du possible ;
- L'indicateur défini reste pertinent ;
- Au vu de la réduction des effectifs, qui par ailleurs sont mobilisés sur d'autres actions jugées prioritaires (gestion des épidémies, TIAC), le contexte du secteur n'est pas favorable à l'atteinte de l'objectif.

Concernant le contrôle en hygiène alimentaire :

- Il est important de poursuivre cette action retenue et d'atteindre les objectifs cibles ;
- L'indicateur défini reste pertinent ;
- Au vu de la réduction des effectifs, qui par ailleurs sont mobilisés sur d'autres actions jugées prioritaires (gestion des épidémies, TIAC), le contexte du secteur n'est pas favorable à l'atteinte de l'objectif. En

outre, l'évolution de la gestion des suites d'inspection vers plus de contentieux pour contraindre les exploitants et établissements non-conformes va générer une augmentation du volume d'activité administrative et juridique sur les inspections.

- Bilan de la biosécurité

Objectif n°1 : Renforcer les mesures de protection du Fenua aux frontières internationales

Objectif n°1 - Renforcer les mesures de protection du Fenua aux frontières internationales

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Permis d'importation préalables délivrés	Nb	929	962	900	947	1 047	959	700
Indicateur 1.2 - Contrôles réalisés et articles réglementés mis en conformité, refoulés ou détruits	Nb	41 972	54 294	51 800	33 736	35 390	35 292	34 600
Indicateur 1.3 - Documents et actes officiels délivrés pour l'export	Nb	982	938	825	940	1 278	970	710

Sources des données : *DBS*

Mode de calcul des indicateurs :

Indicateur 1 - indicateur correspond au nombre de permis d'importation phytosanitaires et zoosanitaires délivrés préalablement à l'importation pour le transport d'articles règlementés par voies aérienne et maritime et fixant les conditions d'importation

Indicateur 2 - indicateur correspond aux contrôles réalisés (arraisonnement et contrôles articles réglementés), actes délivrés (laissez-passer), articles réglementés mis en conformité (Oryctes), refoulés ou détruits (dossiers et articles)

Indicateur 3 - indicateur correspond au nombre de documents et actes officiels délivrés (certificats phytosanitaires et zoosanitaires et NIMP 15)

Autres commentaires :

Une révision de la loi du Pays n° 2013-12 du 6 mai 2013 fixant le régime de biosécurité applicable aux importations est en cours. Les arrêtés n° 979 cm du 24 juillet 2015 (denrées et produits d'animaux) et n° 740 cm du 12 juillet 1996 (articles réglementés susceptibles de véhiculer des organismes nuisibles aux végétaux) seront révisés concommitamment. Les indicateurs resteront pertinents à l'issue de cette réforme.

- *Commentaire et analyse des résultats*

En 2024, la DBS a partiellement atteint ses objectifs de protection du Fenua, avec des progrès notables en matière de modernisation des procédures et d'accompagnement des exportations, bien que certains écarts persistent.

L'intensification des contrôles visait à limiter les risques d'introduction de menaces telles que le rhinocéros du cocotier, la rage, la peste porcine ou la grippe aviaire. Le nombre de contrôles réalisés a diminué principalement en raison d'un ciblage plus précis des inspections. La brigade cynophile, déployée dès 2023, a renforcé les dispositifs de détection, mais le recrutement de nouveaux maîtres-chiens reste insuffisant.

La dématérialisation des demandes d'importation et de certaines démarches administratives a permis une hausse des permis délivrés. Cependant, la mise en place complète du formulaire de déclaration sanitaire obligatoire pour les voyageurs internationaux reste à finaliser.

La formation des agents à la double compétence zoo sanitaire et phytosanitaire a progressé, mais le manque d'effectifs a limité l'impact sur la couverture des contrôles.

L'accompagnement des exportateurs a porté ses fruits avec une forte hausse des documents d'export délivrés. Le dispositif de certification phytosanitaire a été renforcé pour répondre aux exigences des marchés internationaux, notamment celui de l'Union européenne.

La surveillance du rhinocéros du cocotier s'est poursuivie par des mesures de piégeage et des contrôles ciblés des cargaisons provenant de zones infestées, avec une réglementation en cours de révision.

En 2024, malgré des progrès notables en modernisation des processus et en soutien aux exportations, les contrôles physiques ont diminué et le renforcement des effectifs reste insuffisant. Le nombre de marchandises contenant des produits d'origine animale refoulées a ainsi augmenté principalement en raison de la diffusion au niveau mondial de l'IAHP et de la peste porcine africaine et de l'augmentation du risque d'introduction de marchandises potentiellement contaminées (environ 22 tonnes envoyées à la destruction). Des efforts supplémentaires seront nécessaires en 2025 pour consolider ces acquis et renforcer la protection des frontières.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Pour combler les écarts constatés en 2024, diverses mesures correctrices seront instaurées dès 2025 pour renforcer la protection du Fenua. Le renforcement des effectifs phytosanitaires et zoo sanitaires est prioritaire afin d'assurer une présence indispensable d'agents DBS sur des postes critiques, comme le traitement des demandes de laissez-passer pour la sortie des zones sous-douane de marchandises réglementées. Le programme de formation à la compétence générale commune Bio sécuritaire (zoo et phytosanitaire) sera intensifié pour accroître la polyvalence des agents. Par ailleurs, la brigade cynophile, n'ayant pas atteint le nombre prévu d'unités, sera consolidée par l'intégration de deux maîtres-chiens supplémentaires.

L'optimisation des contrôles sera une priorité pour 2025. L'intégration d'outils d'analyse et de gestion des flux permettra de cibler efficacement les marchandises à risque, compensant ainsi la diminution des inspections physiques. Les inspections aux points d'échanges interinsulaires, indispensables pour limiter la propagation des nuisibles, seront renforcées, notamment dans les ports et sur les quais, grâce à une coordination accrue avec les douanes et les prestataires logistiques, afin d'améliorer le contrôle des envois postaux et des flux aériens.

La gestion des marchandises non conformes demeure un enjeu majeur. Le moyen actuel de destruction par incinération ne suffit pas à absorber le volume à traiter, entraînant un stockage prolongé sur le territoire et posant un risque sanitaire. Le développement de nouveaux sites de destruction, ou la mise en place d'un renvoi des marchandises vers leur pays d'origine, contribuerait à réduire ce flux et à mieux gérer ces produits non réglementés. La finalisation des procédures numériques est une priorité. Le projet de mise en œuvre de la déclaration sanitaire obligatoire pour les passagers internationaux via des plateformes en ligne simplifiées est encore en cours d'étude. Toutefois, malgré les contrôles aux arrivées, le nombre d'articles non réglementés rapportés par les voyageurs n'a pas diminué. Face à ce constat, la DBS a lancé une campagne de communication visant à sensibiliser sur les risques sanitaires liés à l'importation de produits non conformes. Par ailleurs, l'absence actuelle de sanctions financières pour les passagers importateurs de marchandises non réglementées contribue à cette tendance préoccupante.

La dématérialisation des démarches d'importation et de contrôle administratif sera étendue, notamment pour les échanges interinsulaires, afin d'améliorer l'efficacité et la traçabilité des procédures.

Sur le plan réglementaire, des révisions sont en cours pour mieux encadrer l'importation des marchandises à risque et prévenir l'introduction de menaces, telles que le rhinocéros du cocotier. Ces nouvelles mesures seront appliquées après validation des arrêtés par les instances compétentes.

Les cas d'introduction d'animaux non-conformes (ex: carnivores domestiques potentiellement porteur du virus rabique) et les alertes sanitaires (suspicion de grippe aviaire sur des lots de poussins importés) restent difficiles à gérer compte tenu des capacités limitées du service et du manque de moyens à disposition sur le territoire (absence de station de quarantaine animale, de capacité de diagnostic laboratoire, d'établissement d'équarrissage). Enfin, à l'horizon 2026, la DBS souhaite avancer sur la mise en place d'infrastructures de quarantaine et renforcer les collaborations avec des partenaires internationaux comme la Nouvelle-Zélande et l'Australie, afin de s'appuyer sur leurs bonnes pratiques en biosécurité. Ces actions correctrices devraient permettre de combler les lacunes constatées et de sécuriser durablement les frontières du territoire.

Les règles de fonctionnement administratif auxquelles doit se conformer le service ne sont pas adaptées en cas de situation d'urgence sanitaire à gérer. Le service entamera les démarches pour chercher à faciliter les procédures pour actionner les plans d'urgence avec notamment des déplacements en urgence dans les îles et l'envoi express de prélèvements pour analyse.

Objectif n°2 : Renforcer les mesures de protection du Fenua entre les îles

Objectif n°2 - Renforcer les mesures de protection au sein du Fenua

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 - Etablissement agréés	Nb	6	31	30	29	47	34	30
Indicateur 2.2 - Autorisations de transport interinsulaire délivrés	Nb	12 108	9 746	10 000	10 814	8 879	12 806	10 000
Indicateur 2.3 - Contrôles réalisés et articles réglementés mis en conformité ou interceptés	Nb	223	327	341	350	520	500	540

Sources des données : *DBS*

Mode de calcul des indicateurs :

Indicateur 1 - indicateur correspond au nombre d'établissements agro-alimentaires, d'agriculture et de vente de matériaux de construction spécifiques agréés pour le transport interinsulaire de végétaux, produits végétaux, d'animaux, produits d'origine animale et autres articles réglementés susceptibles de véhiculer des organismes nuisibles

Indicateur 2 - indicateur correspond au nombre d'autorisations phytosanitaires et zoosanitaires de transport interinsulaire délivrés au départ de Tahiti

Indicateur 3 - indicateur correspond nombre de missions de contrôles réalisées sur les quais de Motu Uta dans le cadre de la procédure d'autorisation de transport interinsulaire

Autres commentaires :

Les arrêtés régissant le transport interinsulaire des marchandises présentant un risque phytosanitaire ont été révisés en 2021 et 2022. Les arrêtés concernant les marchandises à risque zoosanitaire seront revus à l'issue de la réforme de la loi du Pays du 6 mai 2013, sauf urgence identifiée.

- *Commentaire et analyse des résultats*

L'objectif de renforcer les mesures de protection au sein du Fenua a enregistré des avancées, notamment avec l'augmentation du nombre d'établissements agréés pour le transport interinsulaire. Cette évolution résulte d'un meilleur encadrement des opérateurs et de la mise en place de plans de gestion des risques. Toutefois, le nombre d'autorisations de transport interinsulaire (ATI) délivrées a diminué, en partie à cause de contraintes administratives et d'une application plus rigoureuse des critères de conformité.

Les contrôles sur les quais, en particulier à Bora Bora, Nuku-Hiva et Tahiti, ont été intensifiés, ce qui a conduit à une hausse significative du nombre d'interceptions et d'articles réglementés mis en conformité. Les efforts de surveillance ont porté sur les marchandises sensibles, notamment les produits agricoles et les matériaux de construction. Ces actions montrent une amélioration des dispositifs de contrôle, bien que des ajustements soient encore nécessaires pour fluidifier les démarches administratives et optimiser la gestion des flux.

Pour 2025, les efforts porteront sur l'élargissement des capacités de diagnostic via le laboratoire de santé des végétaux et le développement de partenariats avec le Laboratoire d'hygiène, biosécurité, environnement (LHBE) de l'ILM pour les analyses de maladies animales. L'extension des programmes d'épidémio-surveillance, associant les différents acteurs du territoire, sera aussi une priorité pour limiter les risques de dissémination des nuisibles. Ces actions correctrices devraient permettre de combler les lacunes identifiées et de renforcer durablement la sécurité sanitaire interinsulaire.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

En 2025, la DBS renforcera ses dispositifs de protection au sein du Fenua par un déploiement accru des moyens humains et matériels. Les points de contrôle stratégiques seront mieux couverts, notamment dans les ports et quais des îles les plus exposées. Des formations supplémentaires seront organisées pour améliorer la détection des organismes nuisibles prioritaires.

Les procédures administratives liées au transport interinsulaire seront révisées afin d'optimiser le traitement des autorisations. Un ciblage plus précis des flux à risque et une automatisation des démarches permettront de réduire les délais et d'augmenter l'efficacité des contrôles. Une sensibilisation renforcée des opérateurs non agréés, combinée à des contrôles plus stricts, garantira le respect des exigences de biosécurité.

La collaboration avec les services partenaires, comme la DAG, le GDS-A et la CAPL, ainsi que les filières agricoles, sera intensifiée. Le laboratoire de santé des végétaux, qui devrait être pleinement opérationnel en 2025, apportera un soutien crucial pour le diagnostic et la surveillance sanitaire. Cette capacité renforcée d'analyse contribuera à sécuriser davantage les échanges interinsulaires.

Enfin, les révisions réglementaires encadrant le transport des produits sensibles se poursuivront pour limiter la dissémination des nuisibles. Ces actions correctrices permettront de stabiliser les flux de marchandises et de renforcer durablement la sécurité sanitaire au sein du Fenua.

Objectif n°3 : Assurer la qualité sanitaire des aliments et productions animales et végétales

Objectif n°3 - Assurer la qualité sanitaire des aliments et productions animales et végétales

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 3.1 - Etablissements d'élevage, de vente et d'ateliers d'œufs contrôlés	Nb	67	63	62	73	85	58	82
Indicateur 3.2 - Etablissements d'importation, de revente, d'application et d'utilisation de pesticides contrôlés	Nb	25	55	40	24	45	30	40
Indicateur 3.3 - Nombre d'analyses réalisées dans le cadre des plans de surveillance et de contrôle	Nb	220	174	300	6 330	3 043	6 300	300

Sources des données : *DBS*

Mode de calcul des indicateurs :

Indicateur 1 - indicateur correspond au nombre d'établissements d'apiculture, d'aquaculture, de vente de produits de la pêche et d'ateliers d'œufs contrôlés

Indicateur 2 - indicateur correspond au nombre d'établissements important, revendant, appliquant et utilisant des pesticides contrôlés

Indicateur 3 - indicateur correspond au nombre d'analyses réalisées dans le cadre des plans de surveillance et de contrôle

- *Commentaire et analyse des résultats*

En 2024, la DBS a enregistré des avancées significatives dans la sécurisation sanitaire des productions agricoles, bien que les résultats restent contrastés. Les inspections dans les établissements d'élevage, de vente et d'ateliers d'œufs se sont intensifiées, améliorant la qualité des produits primaires tels que les œufs, le miel et les produits aquacoles. De plus, le contrôle renforcé de la filière gibier a permis une meilleure conformité des carcasses de chèvres expédiées à Tahiti par rapport à 2023.

À l'inverse, les vérifications dans la filière des pesticides ont été réduites, en raison d'un recentrage sur les opérateurs prioritaires et d'un manque temporaire de ressources, même si le suivi des risques liés aux résidus sur les fruits et légumes est resté satisfaisant. Le nombre d'analyses sanitaires a fortement augmenté grâce aux campagnes de dépistage du virus de la Tristeza des agrumes (CTV) avec la collaboration de la DAG dans les zones affectées, renforçant ainsi la protection des filières stratégiques. Toutefois, le suivi de certains segments, notamment celui des pesticides, demeure perfectible.

Dans le secteur avicole, plusieurs exploitations ont retrouvé un statut sanitaire sain courant 2024, bien que la problématique des salmonelles persiste. En pêche, la stabilité des ateliers agréés pour l'export vers l'Union

européenne contraste avec une baisse des exportations congelées, compensée par une augmentation des produits frais et des projets innovants au port de pêche visant à valoriser les déchets de poissons et à développer de nouveaux produits. En aquaculture, la filière des animaux aquatiques d'ornement progresse avec l'ouverture de l'export vers l'Australie et l'introduction de nouvelles espèces, tandis que les importations en animalerie en provenance de Singapour et du Japon ont augmenté. En apiculture, la santé des abeilles reste globalement bonne, hormis un cas isolé de loque européenne, avec le maintien du plan de surveillance de la loque américaine et la soumission du plan de qualité du miel à l'UE, bien qu'aucun exportateur ne se soit manifesté.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

En 2025, les contrôles seront intensifiés sur l'ensemble des filières, avec un accent particulier sur les établissements liés aux pesticides. Cette mesure nécessitera un renforcement des effectifs d'inspection et des ressources matérielles. Des plans de formations permettront également d'optimiser les opérations de contrôle en ciblant mieux les risques sanitaires.

Le développement des capacités analytiques se poursuivra, notamment pour le dépistage des pathologies prioritaires. Le suivi du CTV sera consolidé, tout en élargissant la surveillance à d'autres maladies menaçant les cultures et les élevages. La coopération avec les laboratoires spécialisés sera renforcée pour assurer des diagnostics rapides.

Sur le plan réglementaire, la DBS poursuivra les travaux d'encadrement des filières animales, en particulier l'aviculture et la lutte contre les salmonelles. Un accompagnement technique sera proposé aux producteurs pour améliorer leurs pratiques de gestion des risques.

Ces ajustements permettront de mieux répondre aux exigences de sécurité sanitaire tout en garantissant la qualité des produits destinés à la consommation locale et à l'exportation.

En adéquation avec l'engagement de la Présidence dans l'initiative "One Health / Une seule santé" prônée à l'échelle régionale et internationale, le service continuera sa participation active à la coordination intersectorielle pour une approche intégrée des problématiques sanitaires à l'interface entre la santé humaine, animale, végétale et environnementale visant à mieux anticiper, prévenir, détecter et maitriser les risques sanitaires.

Objectif n°4 : Renforcer la protection et le mieux-être animal

Objectif n°4 - Renforcer la protection et le bien-être animal

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 4.1 - Nombre d'établissements agréés	Nb	17	14	17	21	23	14	14

Sources des données : *DBS*
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - indicateur correspond au nombre d'établissements d'élevage, de commercialisation et de cession de carnivores domestiques dont l'agrément est en cours de validité

- *Commentaire et analyse des résultats*

L'objectif de renforcement de la protection animale a progressé en 2024, grâce à une structuration accrue des contrôles sur les établissements d'élevage et de transport. Ce travail s'est appuyé sur la collaboration avec les services compétents, bien que la coordination avec la DIREN, notamment pour les évolutions réglementaires, ait parfois ralenti l'avancement des actions.

Le transfert des campagnes de stérilisation et de lutte contre la maltraitance animale à la DIREN a permis à la DBS de se concentrer sur les flux d'animaux, particulièrement dans les échanges interinsulaires et internationaux. Des dispositions réglementaires ont été proposées pour encadrer les conditions de transport, mais leur application reste conditionnée à une meilleure coordination interservices. Le rythme des actions est satisfaisant, même si des ressources supplémentaires sont nécessaires pour renforcer les inspections et suivre les agréments.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

En 2025, la DBS prévoit de renforcer les contrôles sur les établissements d'élevage et de commercialisation d'animaux, en ciblant particulièrement les zones à forte activité interinsulaire. Les établissements récemment agréés feront l'objet d'un suivi renforcé afin d'assurer leur conformité aux normes de protection animale.

La coordination avec la DIREN sera améliorée par la mise en place d'un cadre de coopération formalisé. Cela vise à fluidifier la gestion des interventions communes, notamment pour l'application des nouvelles

réglementations relatives aux campagnes de stérilisations. Des mesures spécifiques encadrant le transport des animaux, incluant des protocoles renforcés de déclaration, inspection et traçabilité, seront finalisées et mises en œuvre.

Par ailleurs, des campagnes de sensibilisation destinées aux acteurs de la filière animale (éleveurs, commerçants, transporteurs) seront déployées en collaboration avec les organisations professionnelles et les collectivités locales. Ces actions visent à promouvoir la bonne application des réglementations et à renforcer la gestion des risques.

La modernisation des outils de suivi et de contrôle sera également une priorité, avec la mise en place d'un système de centralisation des données sur les flux et les établissements agréés. Ces améliorations devraient permettre une gestion plus réactive et efficace des inspections, tout en garantissant une meilleure protection animale et une sécurité accrue des échanges sur le territoire polynésien.

- Bilan des affaires économiques (DGAE)

Objectif n° 1 : Renforcer la veille et la sécurité sanitaire des produits et des services

Objectif n°1 : Renforcer la veille et la sécurité sanitaire des produits et des services								
Prévenir et réduire les risques dans le domaine de la sécurité sanitaire des produits et des services								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 – Taux de couverture du périmètre (de la veille)								
Jouets (sécurité)	%	90	75	75	75	75	80	80
Guirlandes lumineuses (sécurité)	%	80	75	75	75	50	80	80
Fruits et légumes (pesticides)	%	80	75	75	75	75	80	80
Fibres d'amiante (absence)	%	0*	0	0	0	0	50	50
Indicateur 1.2 : Taux de conformité à la règlementation à l'issue de contrôles								
Jouets (sécurité)	%	90	80	80	80	75	90	95
Guirlandes lumineuses (sécurité)	%	95	100	75	75	100	90	95
Artifices de divertissement (sécurité)	%	75 *	90	100	75	100	90	95
Indicateur 1.3 – Taux de participation aux alertes sanitaires	%	100	100	100	100	100	100	100

Sources des données : *Données DGAE.*
Mode de calcul des indicateurs : *Données brutes.*
Indicateur 1.1 : Taux de conformité à la règlementation des prélèvements réalisés en matière de conformité et sécurité des produits
Indicateur 1.2 : Taux de conformité à la règlementation à l'issue de contrôles documentaires (rapports d'analyses et d'essais, auto contrôles)
Indicateur 1.3 : Taux de participation des agents de la DGAE aux alertes sanitaires

- *Commentaire et analyse des résultats*

Un renforcement des contrôles a été réalisé dans le secteur de la commercialisation des jouets, faisant suite au constat de certains manquements chez les responsables de la mise sur le marché de ces produits.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

La possibilité pour les services de recourir à des laboratoires nationaux accrédités dans le cadre d'une convention avec le Pays, renforcera l'efficacité des contrôles.

11.4.4 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
910/970 03 - VEILLE ET SECURITE SANITAIRES	**193 113 082**	**10 000 000**	**203 113 082**
Régulation de l'action sanitaire et sociale			0
Achats non stockés de matière et fournitures	29 900		29 900
Divers services extérieurs	4 333 079		4 333 079
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	84 519 047		84 519 047
Transports	351 520		351 520
Déplacements et missions	89 040		89 040
Frais postaux et frais de télécommunications	86 061		86 061
Divers - Autres services extérieurs	112 389		112 389
Santé publique			
Programme RESVEC	11 371 421		11 371 421
Contrôle de qualité des eaux	6 700 230		6 700 230
Missions d'inspections	1 580 189		1 580 189
Biosécurité			
Renforcer les mesures de protection du Fenua aux frontières internationales	32 000 000	10 000 000	42 000 000
Renforcer les mesures de protection au sein du Fenua	19 000 000		19 000 000
Assurer la qualité sanitaire des aliments et productions animales et végétales	25 000 000		25 000 000
Renforcer la protection et le bien-être animal			0
Affaires économiques			
Rémunération d'intermédiaire	617 612		617 612
Transports	3 706 914		3 706 914
Déplacements et missions	3 615 680		3 615 680

En 2024, la DBS a engagé 162 millions F CFP pour la mise en œuvre du programme Veille et sécurité sanitaire. Sur ce montant, 76 millions F CFP sont alloués aux dépenses d'administration générale et aux activités supports du service, qui bien que n'étant pas directement opérationnelles, contribuent de manière essentielle à la réalisation des missions de biosécurité.

Dans le cadre du suivi sanitaire du territoire, une prestation de service a été réalisée auprès du GDS-A-PF (Groupement de défense sanitaire animale). Cette collaboration a permis la mise en œuvre de suivis sanitaires d'élevages, d'analyses et de plans de surveillance, renforçant ainsi les capacités de contrôle et d'anticipation des risques sanitaires affectant les filières animales.

Par ailleurs, la mission liée au bien-être animal, initialement inscrite dans le programme, a été réaffectée à la DIREN en cours d'année. En conséquence, cette action a été retirée du PAP 2025, recentrant ainsi les interventions de la DBS sur ses missions prioritaires de contrôle phytosanitaire et zoo sanitaire.

L'évolution des financements traduit donc une rationalisation des ressources, en veillant à concentrer les efforts sur les enjeux stratégiques de la biosécurité tout en tenant compte des réaffectations institutionnelles intervenues en 2024.

11.4.5 Les opérateurs participant à la réalisation du programme

Institut Louis Malardé (ILM)

L'ILM a pour mission de concourir par son activité générale et ses actions à la préservation de la santé, de l'hygiène publique et de l'environnement naturel de la Polynésie française.

L'Institut Louis Malardé intervient dans les trois programmes de la mission Santé :

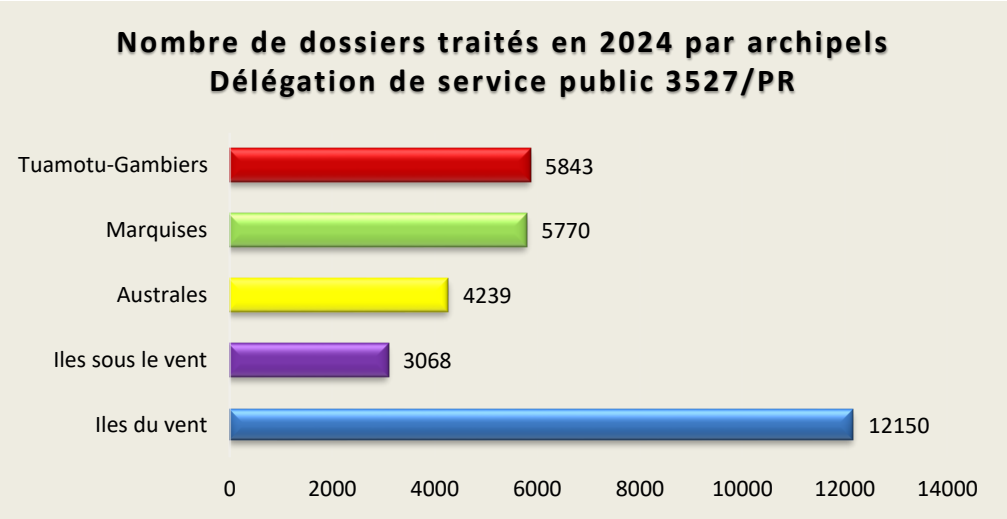
- Programme Offre de santé – Médecine curative ;
- Programme Santé publique – Prévention ;
- Programme Veille et Sécurité sanitaire.

Il est par ailleurs l'unique établissement de recherche de la Polynésie française.

Quatre thématiques structurent actuellement le champ de recherche de l'Institut :

- Les maladies infectieuses à transmission vectorielle ;
- La lutte anti-vectorielle ;
- Les biotoxines marines ;
- Les substances naturelles et la pharmacopée traditionnelle.

Concernant les programmes de santé publique, l'institut est extrêmement orientée vers les populations des archipels et s'est vu confier, par la Polynésie française au travers d'une délégation de service public (CV 3527/PR du 02/05/2023), le soin d'opérer les analyses médicales pour les populations des îles et des archipels éloignés. Le laboratoire d'analyses de biologie médicale enregistre 31 070 dossiers traités en 2024. Plus de 50 % de ces dossiers concernent les archipels éloignées (Tuamotu, Marquises et Australes) :



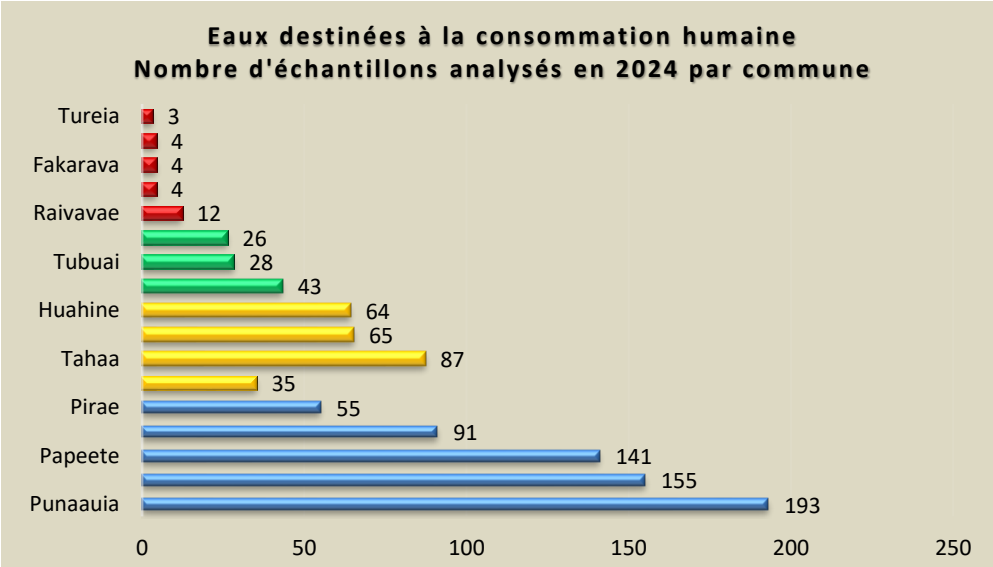
L'Institut réalise également des analyses de biologie médicale dans le cadre du dispositif de veille sanitaire piloté par l'Agence de régularisation de l'action sanitaire et sociale (CV 720/PR du 30/01/2023). En 2024, ce sont 15 037 dossiers traités tous archipels confondus dont plus de 80 % concernant des patients de Tahiti et Moorea. Les épidémies déclarées sur le dernier semestre 2024 se traduisent par une augmentation sensible du nombre de dossiers enregistrés à partir d'août. Sur la période Janvier à juillet, le laboratoire traitait en moyenne 983 dossiers par mois.

L'institut intervient par ailleurs au travers de son laboratoire hygiène, biosécurité et environnement sur le marché concurrentiel en faveur de structures publiques ou privées pour la réalisation d'analyses environnementales, des eaux de baignades et de consommations ainsi que sur la sécurité alimentaire et la biosécurité des élevages.

Analyses des eaux destinées à la consommation humaine

Au titre des analyses des eaux destinées à la consommation humaine, 1 302 échantillons ont été traités en 2024, représentant un chiffre d'affaires HT de 17 745 274 F CFP:

- 287 échantillons pour le compte du Centre de santé environnementale (CSE) ;
- 1 010 échantillons pour le compte de 17 communes de Polynésie française pour des auto-contrôles ;
- Dans une moindre de mesure, 5 échantillons en faveur du collège de HAO.



Analyses d'hygiène des surfaces et des aliments

Au titre des analyses d'hygiène des surfaces et des aliments, 1 144 échantillons ont été analysés en 2024, générant un chiffre d'affaires HT de 4 878 242 F CFP :

- 189 échantillons pour le compte du Centre de santé environnementale (CSE) ;
- 54 échantillons pour le compte de la commune de Punaauia ;
- 376 échantillons pour le compte de structures publiques Etat hors-commune (Base navale, CMIT Arue, navire le Prairial, Cercle mixte de la gendarmerie, Centre de détention Tatutu, Ifremer) ;
- 22 échantillons pour le lycée diadème ;
- 503 échantillons pour la biberonnerie du CHPF.

L'Institut a bénéficié en 2024 d'un financement alloué par le Pays qui se compose en principal d'une subvention en fonctionnement de 340 millions F CFP qui émarge au programme santé-publique. Par ailleurs, deux subventions d'investissement émargeant à la mission Santé lui ont été octroyées :

- Une subvention pour le renouvellement de l'infrastructure informatique de 35 millions F CFP (arrêté 1315/CM du 08 août 2024) ;
- Une subvention pour l'acquisition d'un nouveau logiciel pour le laboratoire d'analyses de biologie médicale de 65 millions F CFP (Arrêté 2331/CM du 12 décembre 2024).

L'Institut se tourne vers une consolidation de ses activités d'analyses de biologie et se projette dans le cadre de sa délégation de service public vers un déploiement des moyens de biologie délocalisée, permettant aux unités de soins éloignées de disposer d'outils d'analyses au niveau local, accélérant le diagnostic patient. A ce titre, des moyens techniques sont nécessaires (ex : acquisition d'un système d'information de laboratoire). Des efforts conséquents seront donc conduits pour renforcer l'informatisation et les échanges directs entre le laboratoire de biologie médicale de l'ILM sur Papeete et les centres de santé.

Sur le sujet du chanvre et du cannabis thérapeutique, l'Institut se met en capacité de répondre au contrôle analytique des teneurs en THC des plants et produits issus de la filière « cannabis ». Les équipements de laboratoire ont été réceptionnés et les équipes constituées. L'Institut poursuit une démarche d'accréditation de ses méthodes analytiques auprès du Comité française d'accréditation qui apporte une sécurité sur les résultats rendus compte tenu de la spécificité des produits à contrôler.

12. MISSION 911/971 : VIE SOCIALE

6,84 Mds F CFP
Montant total mandaté au CA 2024

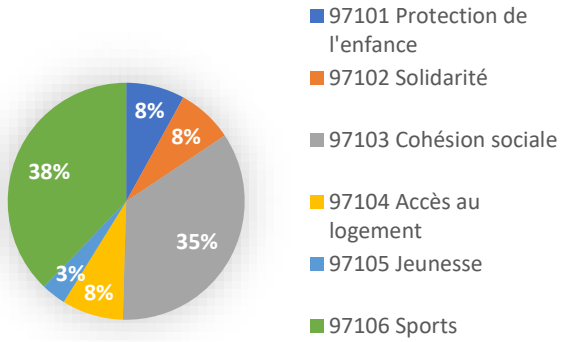
6,1 Mds F CFP
Dépenses de fonctionnement mandatées

752 M F CFP
Dépenses d'investissement mandatées

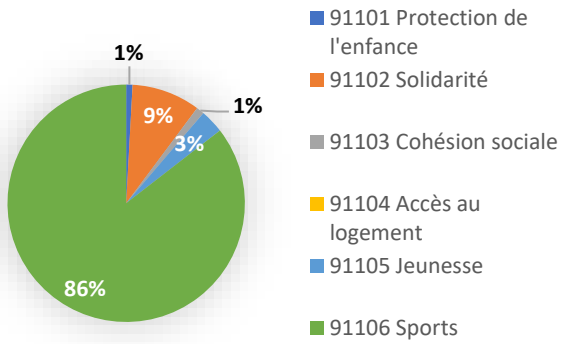
1,9 Md F CFP
Dépenses de personnel mandatées
soit 5,9 % sur la masse globale

65,1 M F CFP
Mandatés au titre des subventions aux associations et fédérations de jeunesse et sports 2024

Répartition des dépenses de fonctionnement par programme



Répartition des dépenses d'investissement par programme



1,43 Md F CFP
Mandatés au titre de la subvention à l'Institut de la jeunesse et des sports

1,87 Md F CFP
Mandatés au titre des transports scolaires

FPSU

36,002 Mds F CFP
Subvention aux RSPF et RNS

12.1 Revue de la politique générale de la mission

En 2024, le gouvernement a mis en œuvre une politique publique cohérente et ambitieuse en faveur des jeunes, du sport, de la prévention de la délinquance et de la vie associative en Polynésie française.

Au titre de la prévention de la délinquance

En 2024, des actions de proximité ont continué d'être déployées pour l'insertion sociale et professionnelle des jeunes, avec un accent particulier sur la prévention de la délinquance. Parmi ces actions, l'opération Gener'Action Fa'a'ati a été lancée : un tour de l'île de Tahiti qui offre aux jeunes un parcours de découverte et de rencontres avec des professionnels de l'employabilité. Ce programme permet d'ouvrir des perspectives d'emploi tout en renforçant la prévention de la délinquance, en offrant aux jeunes des alternatives à l'oisiveté.

Le programme Gener'Action, qui a rencontré un grand succès en 2023, a été étendu à de nouvelles communes. L'objectif reste de capter l'attention des jeunes à travers des activités positives, tout en renforçant la coordination des acteurs de la prévention de la délinquance.

Un diagnostic approfondi concernant la consommation et le trafic de méthamphétamine en Polynésie a également été lancé, avec des conclusions livrées en août 2024.

Au titre du développement de la vie associative

En 2024, la valorisation du bénévolat et le soutien aux associations ont continué d'être renforcés, avec un accent particulier sur l'amélioration des connaissances concernant le tissu associatif local. Le gouvernement a mis en place des actions pour mieux recenser, structurer et dynamiser le secteur associatif en Polynésie, afin de mieux comprendre ses besoins et ses dynamiques. Des outils de cartographie et de suivi ont été développés pour améliorer la visibilité des associations, leur permettre d'accéder à un meilleur accompagnement et faciliter leur mise en réseau.

Cette démarche vise à renforcer la coopération entre les associations, les communes et le Pays, tout en assurant un soutien ciblé et adapté aux besoins spécifiques de chaque secteur, notamment ceux liés à la jeunesse, à la prévention de la délinquance et au sport.

L'engagement bénévole a également été reconnu et célébré au travers de la reprise de la Journée mondiale du bénévolat, qui a permis de mettre en lumière la contribution essentielle de tous les bénévoles polynésiens.

Au titre de la Jeunesse

Le schéma directeur de la Jeunesse 2025-2035 a été finalisé fin 2024. Ce document stratégique pose les bases d'une politique publique structurée en faveur des jeunes pour les dix prochaines années. Il a été conçu pour répondre aux enjeux liés à l'oisiveté, aux difficultés sociales et économiques auxquelles sont confrontés les jeunes, en valorisant l'éducation populaire et la participation citoyenne.

Parallèlement, des espaces d'expression ont été créés, tout comme des initiatives pour dynamiser les temps de vie des jeunes, favoriser leur insertion professionnelle et soutenir les projets périscolaires.

Dans le cadre de cette dynamique, l'organisation d'un véritable Carnaval à Papeete a été un événement marquant de l'année 2024. Cet événement a réuni plus de 2 000 jeunes festivaliers, offrant une plateforme d'expression et de rassemblement pour la jeunesse des 13 communes de Tahiti et Moorea. Ce carnaval, qui a impliqué des associations et des bénévoles, a permis de valoriser la culture, la créativité et l'esprit de solidarité, tout en consolidant le rôle central de la jeunesse dans la vie associative.

Au titre des Sports

L'année 2024 est marquée par l'accueil des Jeux Olympiques à Teahupo'o et la victoire de Kauli VAAST inscrivant son nom et ces Jeux dans l'histoire du sport polynésien.

Cet évènement historique a nécessité du Pays des travaux conséquents et un accompagnement particulier de l'ensemble de ses services. Ainsi, un budget global en investissement d'un montant de 4,549 milliards F CFP, dont 3,632 milliards F CFP financés par le Pays ont permis d'assurer un héritage matériel important pour la commune de Taiarapu Ouest, en matière d'infrastructures et de services : aménagement de la Pointe Riri, rénovation de la marina de Teahupo'o, construction de la passerelle de Teahupo'o, acheminement de la fibre optique et électrification du Domaine Rose.

En sus, les dépenses de fonctionnement du Pays liées aux Jeux sont estimées à 1,173 milliard F CFP, dont 967 millions F CFP pour la seule année 2024. Ces budgets ont contribué à la dynamisation de nombreux secteurs économiques à travers les célébrations publiques organisées autour des Jeux (communication, événements,

logistique, sécurité…). Ils ont également permis de mettre en place de nombreux projets d'inclusion destinés aux publics fragiles, afin que la magie des Jeux soit accessible au plus grand nombre.

Au-delà des Jeux, les activités physiques et sportives restent un levier dans la société moderne pour permettre de renforcer la cohésion sociale entre les membres qui la composent. A cet effet, le gouvernement s'est attaché à utiliser le sport comme un véritable outil de lutte contre toutes formes de discriminations, de violences, d'inégalités ou encore d'oisiveté, le tout au service de la consolidation du lien social.

En effet, au-delà de l'aspect de compétition qui permet à l'individu d'acquérir des valeurs individuelles telles que le dépassement de soi, l'adoption de modes de vie sains, le respect ou encore l'humilité, le sport permet de promouvoir des valeurs collectives telles que l'inclusion, le renforcement de l'identité commune ou la solidarité, qui ont un impact certain sur l'éducation et la culture des individus.

Le développement de politiques publiques dans le domaine du sport de masse et du sport de haut niveau a permis au gouvernement de tendre vers cet objectif de créer une société plus saine d'esprit et mieux dans son corps.

Enfin, une réforme réglementaire d'ampleur a été initiée en 2024 et se poursuivra en 2025 pour structurer davantage le secteur sportif, lutter contre le dopage et ainsi garantir l'intégrité des compétitions.

- Bilan des solidarités, de la famille et de l'égalité (DSFE)

En 2024, la Direction des solidarités, de la famille et de l'égalité (DSFE) a poursuivi son engagement en renforçant ses actions dans les domaines de la protection de l'enfance, de l'inclusion sociale, de la lutte contre la précarité et du soutien renforcé à la parentalité. Face aux mutations sociales et aux défis croissants, des réformes structurelles ambitieuses ainsi que des initiatives innovantes de prévention ont été mises en place, en étroite collaboration avec l'État, les communes et le tissu associatif.

Bien que des avancées notables aient été accomplies, des enjeux demeurent, notamment l'optimisation des ressources mobilisées, le renforcement des dispositifs d'évaluation et la coordination accrue des acteurs impliqués. L'objectif demeure de placer résolument l'être humain au cœur des priorités, en développant des stratégies innovantes pour une société plus solidaire, inclusive et équitable.

- Bilan de l'institut d'insertion médico-éducatif (IIME)

L'Institut d'insertion médico-éducatif a pour missions d'assurer :

- La prise en charge spécialisée des enfants et adolescents présentant un handicap mental, avec éventuellement un autre handicap associé, nécessitant une éducation adaptée ;
- La prise en charge dédiée des enfants et adolescents dont la sévérité de la déficience intellectuelle et/ou motrice implique des prises en charge spécifiques à leur handicap, ainsi qu'un encadrement et des moyens renforcés. Il s'agit du groupe d'enfants polyhandicapés et de la section médico-éducative occupationnelle.

- Bilan des l'éducation (DGEE)

Au titre de cette mission, la DGEE, afin de garantir de manière équitable l'accès à l'éducation et favoriser les meilleurs conditions d'apprentissage, prend en charge les transports scolaires et les rapatriement des élèves originaires des archipels éloignées pendant les vacances à titre gratuit.

- Bilan de la régulation de l'action sanitaire et sociale (ARASS)

Dans le cadre de sa mission de régulation et d'encadrement du secteur social et médico-social en Polynésie française, l'Agence de régulation de l'action sanitaire et sociale (ARASS) a poursuivi en 2024 un travail structurant visant à garantir aux usagers des prestations de qualité, sécurisées et adaptées à leurs besoins. L'année a été marquée par un renforcement des missions d'inspection et de contrôle, ainsi que par un état des lieux approfondi des unités de vie et des structures d'accueil existantes. Ce travail de fond constitue une étape essentielle pour élaborer des réformes adaptées aux spécificités du territoire.

12.2 **Programme 911 01/971 01 : protection de l'enfance**

12.2.1 Bilan des orientations stratégiques

Les missions dévolues à la protection de l'enfance visent à répondre aux besoins fondamentaux de l'enfant, à assurer son développement harmonieux et à garantir sa sécurité, son bien-être et son éducation dans le strict respect de ses droits.

Dans ce cadre, la DSFE déploie une action plurielle, à savoir :

- La mise en œuvre des orientations de la politique sociale, incluant le traitement des signalements, l'application des mesures de protection administratives et judiciaires, les placements d'enfants et les délégations de l'exercice de l'autorité parentale ;
- La coordination et la promotion des actions de protection de l'enfance, en étroite collaboration avec les autorités judiciaires, les acteurs socio-éducatifs et les associations spécialisées.

- Bilan de la prévention de la délinquance de la jeunesse

L'année 2024 a été marquée par une meilleure connaissance du terrain et des attentes de la jeunesse polynésienne dont l'insatisfaction des besoins constitue de potentielles causes de passage à l'acte. Les nombreux constats n'auraient pas pu être réalisés sans la mobilisation du réseau partenarial constitué, renforcé et fidélisé. Les acteurs de la prévention, issus du tissu associatif comme de la sphère entrepreneuriale et surtout de la sphère administrative, ont permis la satisfaction de l'orientation stratégique portée en 2024.

Cette étape passée, il importe d'orienter la politique de prévention de la délinquance en réponse aux besoins du public et constats réalisés. Ainsi, pour 2025, les actions de la DPDJ porteront notamment, sans préjudice de toutes les actions cohérentes en cours, sur la prévention des pratiques à risques chez les jeunes d'une part, et sur la prévention des conduites addictives d'autre part.

- Bilan du Fare Tama Hau (FTH)

Le Fare Tama Hau continue son développement notamment grâce à l'activité des équipes mobiles et à la création d'un nouvel Espace jeunes à Afaahiti.

On note une augmentation des permanences dans les établissements scolaires, avec plus d'établissements concernés, plus de créneaux proposés et plus d'élèves en ayant bénéficié. Cela permet aux jeunes de rencontrer des professionnels au plus près de leur lieu de vie.

L'activité de l'équipe mobile périurbaine (EPU) devrait se poursuivre en 2025 ; elle devrait proposer des consultations décentralisées sur l'île de Moorea et sur la commune de Hitia'a O Te Ra et dans les archipels.

Les nombreuses missions dans les îles, réalisées conjointement avec la Protection judiciaire de la jeunesse en 2023 et 2024, ont montré une demande de la population de renouveler ces rencontres. Ces populations, parfois isolées sont en demande d'accompagnement spécifiques. Ainsi le Fare Tama Hau souhaite développer de manière autonome son activité dans les archipels de la Polynésie française en ouvrant deux autres postes (psychologue et éducateur spécialisé).

12.2.2 Bilan des réformes

La création d'un Institut thérapeutique, éducatif et pédagogique (ITEP) destiné aux adolescents de 12 à 17 ans répond à la nécessité d'assurer une prise en charge continue et adaptée, au-delà du séjour à l'ITEP de Moorea.

Dans cette perspective, un site d'hébergement a été identifié sur la commune de Papenoo afin de proposer à ces jeunes un environnement sécurisé et structurant.

Néanmoins, la concrétisation de ce projet s'est heurtée à des difficultés liées à l'obtention d'une couverture d'assurance adéquate. Ces contraintes concernent notamment la nature des risques à couvrir, les exigences spécifiques des assureurs en matière de sécurité et de responsabilité civile, ainsi que les coûts associés à la mise en conformité des infrastructures.

Face à ces obstacles, des solutions alternatives doivent être envisagées, telles que l'identification d'un autre site répondant aux critères requis, la mise en place de garanties adaptées ou encore la négociation avec les compagnies d'assurance pour adapter leur offre aux spécificités de l'établissement.

- Bilan de la prévention de la délinquance de la jeunesse

Au titre de l'exercice 2024, le gouvernement a mis en place de nombreuses actions partenariales dans l'objectif final de prévention de la délinquance des jeunes. Le programme intitulé *Gener'Action* qui a été adopté en remplacement de l'opération intitulée *Fa Hiro'a*, et déployé dans 3 communes de Tahiti et à Moorea, constitue un levier utile à la mobilisation du réseau d'acteurs de la prévention de la délinquance, mais aussi des élus communaux, accompagnés de celles et ceux qui, dans le territoire de la commune considérée, portent un intérêt à la jeunesse. *Gener'Action* permet également de rapprocher les pouvoirs publics de la jeunesse qui prend alors conscience de son importance pour les autorités du Pays. En somme, ce programme permet de créer l'environnement propice à la rencontre de l'offre préventive et du public-cible.

- Bilan du Fare Tama Hau (FTH)

Les activités de consultations et de prévention mises en œuvre par le FTH auprès des enfants, des familles, des adolescents et auprès des professionnels concernés ont, cette année encore, progressé et ont permis à plus d'usager de bénéficier des soins et interventions, grâce au développement de la mobilité des équipes. Ainsi, ce sont 39 020 personnes qui ont pu bénéficier des prestations du FTH :

1. Consultations psychologiques, entretiens éducateurs spécialisés dont les principaux motifs de recours sont le mal-être, les problèmes familiaux avec les violences intra familiales, les difficultés scolaires et les troubles du comportement ;
2. Les interventions de prévention, accueil dans les maisons de l'enfance et l'espace jeunes ;
3. Le dispositif « éducation thérapeutique du patient » (ETP) pour l'obésité pour laquelle on constate plusieurs points de vigilance pour les patients et leur prise en charge : la fréquence des complications et leur précocité chez les enfants suivis justifiant l'urgence des prises en charge, l'usage des écrans à très haute dose chez tous les patients et souvent chez les parents également, un déséquilibre nutritionnel grave avec abus de sucre, de sel et de gras et ceci avec des quantités mal adaptées à l'âge de l'enfant et des rythmes de repas anarchiques et des difficultés importantes pour se déplacer pour de nombreuses familles, ce qui nuit à l'assiduité des patients.

12.2.3 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 : Assurer des mesures de placements administratifs et judiciaires pour les mineurs en situation de défaillance familiale

Lorsque l'accompagnement apporté aux familles en difficulté s'avère insuffisant pour garantir le bien-être et la sécurité de l'enfant, et que les parents ne s'impliquent pas dans le projet de suivi proposé, une mesure de placement administratif ou judiciaire peut être envisagée en dernier recours.

Cette décision vise avant tout à préserver l'intégrité physique et psychologique de l'enfant en lui offrant un cadre de vie stable et sécurisé.

Préalablement à toute orientation vers une famille d'accueil, une évaluation sociale et psychologique approfondie est réalisée afin de s'assurer que l'environnement proposé répond aux besoins fondamentaux de l'enfant et favorise son épanouissement.

Il est essentiel que ce cadre garantisse une qualité de vie optimale, en apportant à l'enfant sécurité, stabilité et repères adaptés.

Le placement demeure cependant une solution temporaire, visant à encourager les parents à reprendre pleinement leur rôle éducatif. A cet effet, un accompagnement spécifique leur est proposé afin de les aider à surmonter leurs difficultés et à créer les conditions nécessaires au retour de leur enfant au sein du foyer familial.

Objectif n°1 - Assurer des placements administratifs et judiciaires aux mineurs en situation de carences								
Assurer une réponse réactive du Pays face aux placements administratifs et judiciaires tout en améliorant la qualité de prise en charge								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024** **Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nombre d'accueillants familiaux (3 pers accueillis, max légal)	Nb	50 51 196 224	47 38 221 254	Non prévu	32 30 046 350	32 31 841 331	32 40 000 000	32 40 000 000
Indicateur 1.2 - Ratio de mesures / travailleur social (30 mesures/TS)	Nb	51	38	45	35	59	30	30
Indicateur 1.3 - Nombre d'actions d'accompagnement des enfants placés ou suivis et montant des dépenses (624 et 625)	Nb F CFP	- 3 127 899	- 15 000 000	- 13 000 000	- 21 000 000	- 13 407 227	200 15 000 000	200 15 000 000
Sources des données : *Bureau budgets et affaires financières (pôle budget Pays et pôle budget FAS) et cellule aide sociale à l'enfance* Mode de calcul des indicateurs : *Indicateur 1.1 - Données brutes* *Indicateur 1.2 - Nb de mesures pour un travailleur social* *Indicateur 1.3 - Données brutes de la cellule "aide sociale à l'enfance"*								

Les principales projections et réalisation 2024 :

Action n°1 : relative à la création d'une équipe de travailleurs sociaux dédiée au suivi des mineurs placés auprès des accueillants familiaux pour un montant de fonctionnement de 12 millions F CFP.

Action n°2 : relative au renforcement des actions de prévention : développer les actions collectives, telles que les « boots camps » ou les camps de famille visant à soutenir une éducation bienveillante au sein des familles pour un montant en fonctionnement de 8 millions F CFP.

- *Commentaire et analyse des résultats*

L'absence de mise en place d'une équipe de travailleurs sociaux révèle une difficulté structurelle récurrente : le manque de ressources humaines qualifiées. Cette situation met en évidence un déficit dans la capacité à recruter et à fidéliser des professionnels spécialisés (assistants sociaux, éducateurs spécialisés, moniteurs-éducateurs, etc.). Ce manque de personnel impacte non seulement la mise en œuvre de nouveaux dispositifs mais impacte également la qualité du suivi des enfants déjà placés.

En 2024, plusieurs actions collectives ont été déployées afin de renforcer l'accompagnement des familles et promouvoir des dynamiques éducatives positives. Parmi ces initiatives, quatre camps familiaux ont été organisés à Moorea (deux sessions), Huahine et Raiatea.

Chaque camp familial a permis la mise en place d'ateliers interactifs et de moments de partage, incluant

- des sessions de sensibilisation sur la parentalité, mettant en avant l'importance de la communication et du respect des besoins de l'enfant ;
- des activités favorisant la cohésion familiale, telles que des jeux de coopération, des mises en situation et des exercices pratiques sur la gestion des émotions et des conflits ;
- un accompagnement personnalisé des familles par des professionnels (travailleurs sociaux, psychologues, éducateurs spécialisés) pour apporter conseils et soutien ;
- des temps de réflexion et d'échanges, permettant aux parents de partager leurs expériences et de coconstruire des solutions adaptées à leurs réalités.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

La réorganisation du service permettra d'optimiser les ressources existantes et de structurer cette équipe afin d'assurer un suivi individualisé des mineurs, une meilleure coordination entre les acteurs de la protection de l'enfance et une évaluation régulière des situations.

Cette dynamique contribuera à garantir la stabilité et le bien-être des enfants concernés tout en améliorant l'efficacité du dispositif de placement.

Encouragé par son succès, le programme des camps de famille sera renforcé en 2025 avec l'organisation de cinq nouvelles sessions.

Ces sessions seront conçues pour favoriser la cohésion familiale, renforcer les compétences parentales, améliorer la communication intra-familiale et accompagner le développement éducatif des enfants.

L'objectif est de pérenniser et structurer ce dispositif afin d'offrir un soutien durable et adapté aux besoins des familles, en mettant l'accent sur des approches pédagogiques et participatives favorisant l'épanouissement de chaque membre du foyer. Ces actions contribueront à renforcer le lien parent-enfant, à prévenir les conflits familiaux et à promouvoir des pratiques éducatives bienveillantes et adaptées aux réalités du territoire.

Objectif n°2 : Mettre en exergue les risques de maltraitances et de violences envers les enfants pour améliorer leur prise en charge

L'exposition des mineurs à des situations de violence physique ou psychologique, ainsi que leur évolution dans un environnement marqué par une pression morale excessive ou des comportements toxiques, peut gravement altérer leur développement, perturber leur équilibre émotionnel et compromettre leur bien-être à long terme.

Face à ces réalités, préoccupantes, la cellule "signalements" constitue un levier fondamental de prévention et de protection. Cette cellule permet d'apprécier la gravité des situations signalées, d'orienter les familles vers les mesures d'accompagnement adaptées et, le cas échéant, d'engager des procédures de protection administrative ou judiciaire.

En assurant une veille sociale permanente et une coordination étroite avec les acteurs de terrain (services sociaux, autorités judiciaires, éducation, santé, forces de l'ordre, associations), cette cellule contribue à renforcer la réactivité et l'efficacité du système de protection de l'enfance.

Son action vise à briser le silence autour des violences intra-familiales, à offrir une écoute et un soutien adaptés aux enfants vulnérables et à favoriser des interventions ciblées pour éviter l'aggravation des situations à risque. Dans cette perspective le renforcement des moyens alloués à ce dispositif constitue une priorité majeure afin d'assurer une prise en charge plus efficace et une meilleure protection des mineurs exposés à la violence.

Objectif n°2 - Mettre en exergue les risques de maltraitances et de violences envers les enfants pour améliorer leur prise en charge								
Mettre en place des actions de prévention et faciliter la procédure de signalement								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 - Nombre de signalement reçu (0 à 21 ans)	Nb	1 645	2 058	2 000	2 050	2 159	2 100	1 450
Indicateur 2.2 - Nombre d'action de prévention	Nb	11	1	25	7	3	15	30

Sources des données :
Cellule signalements et cellule prévention
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 2.1 - Données brutes de la cellule "signalements"
Indicateur 2.2 - Données brutes de la cellule "prévention"

Principales projections et réalisation 2024 :

Action n°1 : relative à la promotion de la communication pour le respect des enfants et de leurs droits fondamentaux. Cette action se décline en deux volets principaux :

- La Journée des droits de l'enfant et la Journée de la famille et des parents organisées pour un montant de 8 millions F CFP. Ces événements permettent de sensibiliser le public aux droits de l'enfant et de valoriser le rôle essentiel des familles dans l'épanouissement des mineurs ;
- La poursuite des études menées par la Maison des sciences de l'homme du Pacifique sur l'identification des dynamiques susceptibles de favoriser la bienveillance et non le développement des relations violentes, pour un montant 8 millions F CFP en partenariat avec le ministère de la santé. Ces travaux de recherche et d'analyse constituent un socle précieux pour orienter les politiques de protection de l'enfance.

Action n°2 : relative à l'appel à projets pour la mise en place d'actions de prévention spécialisée, de prise en charge et d'accompagnement d'enfants victimes ou susceptibles de l'être pour un montant en fonctionnement FPSS estimé à 6 millions F CFP. Cet appel à projets vise à renforcer les dispositifs de protection de l'enfance et à assurer une prise en charge des situations de vulnérabilité.

- *Commentaire et analyse des résultats*

En 2024, plusieurs événements phares ont été organisés avec succès pour sensibiliser, accompagner et célébrer les valeurs de solidarité, de parentalité et de protection de l'enfance.

- La Journée internationale des droits de l'enfant a été l'occasion de rassembler les acteurs de la protection de l'enfance autour de conférences et d'ateliers éducatifs.

  Cette journée a permis de renforcer la sensibilisation aux droits fondamentaux des enfants, de diffuser les principes de la Convention internationale des droits de l'enfant et d'informer le public sur les dispositifs existants pour leur protection. La forte mobilisation des associations et des institutions a contribué au succès de cet événement, marqué par des échanges enrichissants et des engagements concrets.

- La Journée de la famille et des parents a offert un espace de dialogue et de partage aux familles, avec des rencontres, des animations et des ateliers thématiques axés sur la parentalité bienveillante.

  Cette journée a permis d'échanger sur les défis parentaux, de promouvoir des pratiques éducatives positives et de renforcer les liens familiaux. Grâce à une participation active des familles et des professionnels, cet événement a répondu aux attentes en mettant en avant des outils et des ressources accessibles pour accompagner les parents.
- Le Noël des solidarités a été un véritable moment de joie et de partage pour les enfants et les familles en situation de vulnérabilité.

  Organisé en partenariat avec des associations, des entreprises et des collectivités, il a permis d'apporter du réconfort aux enfants issus de foyers en difficulté, à travers la distribution de cadeaux, des animations festives et un cadre chaleureux pour célébrer les fêtes de fin d'année. La générosité des partenaires et la forte implication des bénévoles ont fait de cet événement un temps fort de solidarité et d'inclusion.

Ces actions marquantes ont démontré leur impact positif sur les familles et les enfants, en favorisant la cohésion sociale, le partage et l'entraide.

L'engagement des différents acteurs a permis de renforcer le lien entre les institutions, les familles et la société civile, posant ainsi les bases d'un accompagnement durable et bienveillant pour les années à venir.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

L'optimisation de la cellule « signalements » constitue une priorité stratégique afin d'assurer une prise en charge efficace et réactive des enfants en situation de danger ou de risque.

Deux leviers essentiels :

- Un renforcement de la coopération interinstitutionnelle, favorisant une meilleure coordination entre les services sociaux, la justice, la police, l'éducation et les associations. Cette synergie permettra de fluidifier le traitement des signalements, d'améliorer la transmission d'informations et d'assurer une réactivité accrue dans la prise en charge des situations à risque ;
- Une amélioration continue des outils et des procédures, garantissant une détection précoce et une intervention rapide auprès des enfants vulnérables. Le développement d'outils numériques sécurisés, la mise en place de protocoles d'intervention standardisés et la formation renforcée des acteurs impliqués seront des leviers majeurs pour accroître l'efficacité du dispositif.

Objectif n°3 : Soutenir les familles dans les différentes dépenses inhérentes à la rentrée scolaire (RSPF, RNS)

Objectif n°3 - Soutenir les familles dans les différentes dépenses inhérentes à la rentrée scolaire (RSPF, RNS)

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 3.1 - Nombre d'enfants scolarisés bénéficiaires des aides à la rentrée scolaire (ARS)	Nb	19 253	20 000	19 232	20 000	16 299	21 000	21 000
Indicateur 3.2 - Nombre d'enfants scolarisés bénéficiaires des frais de cantine scolaire (complément à 500F/repas)	Nb	25 753	26 500	25 800	25 953	12 017	26 500	26 500
Indicateur 3.3 - Montants des aides extra-légales (ARS et cantine scolaire)	F CFP	853 000 000	862 000 000	865 500 000	880 000 000	861 609 787	900 000 000	900 000 000

Sources des données :
Chiffres de la CPS
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 3.1 - Données de la CPS (RSPF enfants scolarisés, RNS enfants sous caution familial, RGS enfants bénéficiant du complément familial)
Indicateur 3.2 - Données de la CPS (RSPF enfants scolarisés, RNS enfants sous caution familial, RGS enfants bénéficiant du complément familial)
Indicateur 3.3 - Données de la CPS (RSPF enfants scolarisés, RNS enfants sous caution familial, RGS enfants bénéficiant du complément familial)

- *Commentaire et analyse des résultats*

Action 1 relative au développement plus élargi de la communication administrative auprès des organismes gestionnaires des cantines scolaires (association des parents d'élèves, cantines scolaires …) :

Afin de garantir que chaque enfant éligible puisse bénéficier de cette aide, il est proposé de développer de manière plus large et structurée la communication administrative à l'attention des différents acteurs concernés.

A ce jour, la communication est principalement assurée pour les enfants bénéficiaires du complément familial (CF) au RGS, via l'envoi annuel de lettres circulaires adressées aux établissements scolaires, gestionnaires de cantines et associations de parents d'élèves.

Par ailleurs, les agents de la section fournisseurs de service prestations aux familles apportent un appui opérationnel en matière d'information, de communication et d'assistance concernant les modalités de traitement de ces aides.

Action 2 relative au maintien de l'aide pour le petit déjeuner et le goûter :

Actuellement, trois établissements expérimentent ce dispositif à titre pilote. Si l'évaluation de cette expérimentation s'avère concluante, un déploiement élargi à l'ensemble des enfants scolarisés dans les établissements scolaires du premier degré de la Polynésie française pourrait être envisagé. Ce déploiement devra alors faire l'objet d'une estimation budgétaire précise.

Du point de vue du RGS, cette aide s'inscrit dans le cadre du CF, avec un plafond fixé à 100 F CFP par jour, que ce soit pour le gouter ou le petit déjeuner.

Jusqu'en 2022, cette aide était limitée aux établissements maternelle et primaire.

Point de vigilance : au titre de l'année 2024, il convient de prendre en compte le délai de prescription d'un an, ce qui ne permet pas, à ce stade, d'arrêter les données chiffrées de manière définitive.

Nombre de bénéficiaires et dépenses du complément familial (RGS)

Actualisé le 23/03/25

			2022		2023		2024		2025	
Compte charge	Code Type Prest Fam	Libelle Type Prest Fam	Nombre de DN	Montant Prestation	Nombre de DN	Montant Prestation	Nombre de DN	Montant Prestation	Nombre de DN	Montant Prestation
65715000 - Complément Familial	GOUT	GOUTER	5 539	44 980 155	5 654	48 687 060	4 911	38 155 050	198	444 000
65715000 - Complément Familial			5 539	44 980 155	5 654	48 687 060	4 911	38 155 050	198	444 000

Depuis 2022, deux établissements scolaires (collège Henri Hiro et collège Afareaitu) expérimentent la mise en place du dispositif de petit déjeuner.

A titre d'exemple, au collège Henri Hiro, 145 élèves bénéficiaires du CF ont pu accéder à un petit déjeuner financé à hauteur de 50 F CFP par jour.

Les demandes de partenariat sont actuellement instruites au cas par cas. Cette approche permet d'estimer les besoins budgétaires, d'examiner le projet d'établissement dans lequel s'inscrit la demande, ainsi que de vérifier l'existence éventuelle d'un financement multiple.

Indicateur 3.1 : Nombre d'enfants scolarisés bénéficiaires des aides à la rentrée scolaire (ARS)

Nombre de bénéficiaires et dépenses de l'allocation de rentrée scolaire par régime

Actualisé le 23/03/25

Pour avoir les allocations de rentrée scolaire: prendre la dimension 'Libelle Type Prest Fam'='ALLOCATION RENTREE SCOLAIRE' et 'ASSURANCE SCOLAIRE'

	Annee Periode		2 024						2 024	
	Libelle Court Regime Groupe Imputation		RGS		RNS		RST		Tous régimes	
Compte charge	Libelle Type Prest Fam	Libelle Type Groupe Prest Fam	Nombre de DN	Montant Prestation	Nombre de DN	Montant Prestation	Nombre de DN	Montant Prestation	Nombre de DN	Montant Prestation
65715100 - Allocations Rentrée Scolaire	AIDE TROUSSEAU VESTIMENTAIRE	AIDE TROUSSEAU VESTIMENTAIRE	12 426	87 138 000					12 426	87 138 000
	ALLOCATION RENTREE SCOLAIRE	ALLOCATION RENTREE SCOLAIRE	12 426	148 781 680					12 426	148 781 680
	ASSURANCE SCOLAIRE	COMPLEMENT FAMILIAL	1	16 963 800					1	16 963 800
65715100 - Allocations Rentrée Scolaire			12 427	252 883 480					12 427	252 883 480
65715110 - Aides except Enfants scolarisés	AIDE TROUSSEAU VESTIMENTAIRE	AIDE TROUSSEAU VESTIMENTAIRE			2 058	15 366 000	14 241	104 303 000	16 299	119 669 000
	ALLOCATION RENTREE SCOLAIRE	ALLOCATION RENTREE SCOLAIRE			2 058	26 964 000	14 241	176 637 000	16 299	203 601 000
	ASSURANCE SCOLAIRE	COMPLEMENT FAMILIAL			1	2 786 000	1	19 430 600	1	22 216 600
65715110 - Aides except Enfants scolarisés					2 059	45 116 000	14 242	300 370 600	16 300	345 486 600
TOTAL:			12 427	252 883 480	2 059	45 116 000	14 242	300 370 600	28 726	598 370 080

Indicateur 3.2 : Nombre d'enfants scolarisés bénéficiaires des frais de cantine scolaire - complément à 500F/repas (frais de cantine scolaire RGS et Complément cantine RNS et RSPF).

Nombre de bénéficiaires et montants du FASS PF de 2 020 à 2 025

Actualisé le 23/03/25

				2024		2025	
Libelle Type Prestation	Compte charge	Libelle Type Prest Fam	Libelle Court Regime Groupe Imputation	Nbdn	Montant Prestation	Nbdn	Montant Prestation
FASS PF	65715000 - Complément Familial	FRAIS CANTINE	RGS	10 934	274 691 306	207	1 160 575
	65730210 - Cantine Scolaire - Complément	FRAIS CANTINE	RNS	1 855	50 110 575	25	144 615
	65730210 - Cantine Scolaire - Complément	FRAIS CANTINE	RST	10 649	299 107 607	122	669 185
FASS PF				21 214	623 909 488	354	1 974 375

Indicateur 3.3 : Montants des aides extra-légales (ARS et cantine scolaire)

Les deux tableaux au-dessus reprennent les données.

- Bilan de la prévention de la délinquance de la jeunesse

Objectif n°1 : Fédérer autour de la prévention de la délinquance des jeunes

Objectif n° 1 - Fédérer autour de la prévention de la délinquance des jeunes

Dans une optique de co-construction, la DPDJ envisage d'harmoniser les actions et restaurer une coopération ouverte et armée entre tous les acteurs (Etat, pays, communes et secteur privé) pour une mutualisation des moyens et un décloisonnement des approches de prévention. Il s'agira également d'oeuvrer en faveur d'un climat de confiance entre les acteurs publics et la population.

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Taux de participation des partenaires identifiés aux actions en faveur de la prévention de la délinquance.	%	-	-	-	85%	90%		
Indicateur 1.2 - Nombre de participants aux actions (individuelles ou partenariales) de la DPDJ.	Nbre	-	-	-	9 000	6 260		

Sources des données : *DSFE, services sociaux des communes, fédérations sportives, associations de jeunesse et de quartiers, DPDJ, établissements scolaires.*

Mode de calcul des indicateurs :

Indicateur 1.1 - indicateur exprimant le rapport entre le nombre de partenaires participant fréquemment aux actions en faveur de la prévention de la délinquance et le nombre total de partenaires identifiés.

Indicateur 1.2 - indicateur exprimant le nombre de participants aux actions (individuelles ou partenariales) de la DPDJ.

Autres commentaires :

Dans le cadre de sa mission de coordination, la DPDJ entend entretenir et développer dans un climat de confiance son réseau de partenaires, acteurs de la prévention de la délinquance des jeunes, dans le but d'offrir à la jeunesse polynésienne un large panel de solutions et opportunités allant dans le sens de la lutte contre l'oisiveté.

- *Commentaire et analyse des résultats*

L'année 2024 a été marquée par l'extension et la fidélisation du réseau partenarial de la DPDJ. En fin d'année, de nouvelles perspectives de collaboration ont pu être envisagées, tant sur le plan du renforcement des partenariats existants que de la création de nouveaux partenariats autour de la prévention de la délinquance.

Il est à considérer, de manière générale, que le niveau d'atteinte de l'objectif est satisfaisant dans la mesure où les phénomènes ayant empêché l'atteinte du seuil des 9 000 participants aux actions du service tenaient à l'annulation de ces dernières, soit pour des raisons météorologiques, soit parce que les communes concernées ont proposé une réorientation de l'action. En définitive, ce sont 3 événements de masse *(Gener'Action)* qui ont été annulés en 2024.

A ce titre et afin d'impulser une nouvelle dynamique au programme *Gener'Action*, il est question, pour 2025, d'organiser des événements de sensibilisation à plus grande échelle que le territoire d'une commune. En effet, il est prévu de toucher des bassins, notamment le bassin Sud de l'île de Tahiti, au travers de la communauté de communes *Tereheamanu*, le bassin Nord de l'île de Tahiti, et enfin l'île de Moorea.

De plus, il est à souligner que la collaboration de la DPDJ avec l'ensemble des partenaires composant son réseau a permis d'œuvrer en faveur de la coordination de l'action préventive, de sorte à ce que les acteurs de la prévention puissent tous se retrouver et partager leurs expériences, mais aussi se rendre compte de leur complémentarité.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Les résultats encourageants constatés quant au niveau d'atteinte de cet objectif motivent la volonté de le positionner en arrière-plan, le réduisant à l'animation dudit réseau, pour laisser place à un nouvel objectif pour 2025, qui est celui de prévenir la délinquance juvénile par le déploiement d'actions de proximité.

Objectif n°2 : Favoriser l'inclusion des jeunes dans un objectif d'intégration

Objectif n° 2 - Favoriser l'inclusion des jeunes dans un objectif d'intégration

L'inclusion est un élément essentiel au bon développement de l'individu. De ce fait, la DPDJ a pour ambition de valoriser l'engagement des jeunes par le déploiement d'actions de proximité formatrices, afin d'impulser une montée en compétences chez les jeunes aux bases les plus fragiles et de promouvoir des valeurs telles que le respect, de soi et des autres, la bienveillance, la solidarité ou encore la persévérance.

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 - Nombre d'actions de proximité formatrices mises en œuvre.	Nbre	-	-	-	49	7		
Indicateur 2.2 - Taux de jeunes bénéficiaires d'une action de proximité inclus dans un processus professionnel ou *a minima* professionnalisant (cursus de formation, emploi salarié, aidé, ou entreprenariat).	%	-	-	-	25%	57%		

Sources des données : *DSFE, communes, associations et ensemble des partenaires.*

Mode de calcul des indicateurs :

Indicateur 2.1 - indicateur calculé à partir du nombre d'actions de proximité formatrices mises en œuvre.

Indicateur 2.2 - indicateur exprimant le rapport entre le nombre de jeunes bénéficiaires d'une action de proximité formatrice et ceux inclus dans un processus professionnel ou a minima professionnalisant.

Autres commentaires :

La diversité est une richesse ! Tous les profils doivent donc être regardés comme potentiellement créateurs de valeurs : l'égalité des chances et le respect de la différence trouvent leur place dans un dispositif inclusif. En cela, la démarche de la DPDJ repose sur la mise en œuvre d'actions permettant à tous les jeunes de se sentir valorisés et de devenirs plus autonomes et responsables au sein d'une société où l'on partage des valeurs communes, des buts communs, entre des individus en intéraction, favorisant ainsi la cohésion sociale.

- *Commentaire et analyse des résultats*

En matière d'actions formatrices, la DPDJ a pu mettre en œuvre tout un panel allant des ateliers de sensibilisation, ayant pour but d'informer, de sensibiliser mais aussi de former le jeune pour lui permettre d'obtenir des compétences, des savoirs et des savoir-faire, aux sessions de formations, voire aux rencontres organisées avec le milieu de l'emploi salarié, de l'entreprenariat et de la formation professionnelle.

C'est à ce dernier titre que l'action intitulée *Gener'Action Fa'a'ati* a été déployée. Elle consiste à offrir à une trentaine de jeunes des quartiers prioritaires du grand Papeete l'opportunité de découvrir l'île sur laquelle ils vivent, tout en prenant le temps de travailler le volet de l'insertion professionnelle, au travers de rencontres thématiques excentrées avec des représentants du monde du salariat, de l'entreprenariat et de la formation professionnelle. Le niveau de satisfaction de cette opération se montre satisfaisant en ce que le taux d'insertion professionnelle s'élève à 57 % d'une part, mais aussi parce que cette action participe à la mobilisation et à la fidélisation du réseau partenarial établi.

Sur l'ensemble des actions réalisées, bien que toutes ne servaient pas nécessairement l'objectif d'insertion professionnelle du jeune mais d'intégration à la société, il est constaté un niveau de satisfaction et d'atteinte de l'objectif important.

En effet, les actions en faveur de l'insertion du jeune dans un processus professionnel ou professionnalisant ont montré leur efficacité en ce sens que 57 % des jeunes bénéficiaires de ces actions ont trouvé à s'insérer professionnellement.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

La montée en puissance du phénomène de la métamphétamine en Polynésie française implique que cet objectif soit positionné au second plan pour 2025, c'est-à-dire en poursuivant le programme d'actions entamé en 2024, mais en mobilisant les ressources davantage sur la prévention de la consommation de métamphétamine.

Objectif n°3 : Adapter les actions de prévention à l'évolution des formes de délinquance

Objectif n° 3 - Adapter les actions de prévention à l'évolution des formes de délinquance

L'émergence de nouvelles formes faits déviants rend nécessaire l'adaptation des actions de prévention de la délinquance et implique la maîtrise de ses formes, de ses origines et de son évolution dans le temps.

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 3.1 - Taux de recensement des formes, passées et actuelles, de délinquance sur le territoire.	%	-	-	-	60%	100%		
Indicateur 3.2 - Nombre d'actions préventives ciblées selon les formes de délinquance.	Nbre	-	-	-	24	45		

Sources des données :

Liste des observatoires ou de dispositifs à vocation de perspectives et d'analyses en Polynésie française et notamment les indicateurs d'activité des forces de l'ordre ou encore des personnes mises en cause.

Mode de calcul des indicateurs :

Indicateur 3.1 - indicateur calculé à partir des faits enregistrés par les forces de l'ordre.

Indicateur 3.2 - indicateur calculé à partir du nombre d'actions préventives ciblées selon les formes de délinquance.

Autres commentaires :

Le besoin de disposer d'un observatoire de la jeunesse et de la délinquance découle de la nécessité d'analyser les constats établis en matière de délinquance, pour permettre au Gouvernement d'orienter ses politiques publiques et ainsi prévenir l'émergence de faits déviants.

- *Commentaire et analyse des résultats*

En 2024, sous l'impulsion du Ministère de tutelle, la DPDJ a commandé un diagnostic sur la métamphétamine en Polynésie française. Celui-ci, avec l'ensemble des données enregistrées par les services de police mais aussi les services sociaux, ont permis de connaître les formes de délinquance présentes sur le territoire.

C'est donc suite à cela que de nombreuses actions de terrain, se manifestant par des ateliers de sensibilisation, ont été déployées sur l'ensemble de l'île de Tahiti, mais aussi Moorea.

Le niveau d'atteinte de cet objectif se veut ainsi satisfaisant.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Le constat d'une montée en puissance du trafic de métamphétamine sur le territoire, notamment ses impacts sur la jeunesse polynésienne, motive la décision de faire de la lutte contre la métamphétamine une préoccupation majeure du gouvernement, avec la mise en place d'un plan d'actions dédié qui adoptera une approche concrète de la problématique.

- Bilan du Fare Tama Hau (FTH)

Objectif n°1 : Améliorer la prise en charge des enfants et des adolescents au plus près de la population

Objectif n°1 - Améliorer la prise en charge des enfants et des adolescents au plus près de la population								
Intervention de l'équipe mobile du FTH auprès du jeune public								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Zone presqu'île : Nombre d'interventions dans les établissements scolaires du 2nd degré des communes de Taiarapu Ouest, Taiarapu Est et Teva i Uta	Nb	151	146	150	150	244	200	250
Indicateur 1.2 - Zone presqu'île : Nombre de participations à des évènements culturels, sportifs et religieux destinés aux adolescents	Nb	16	30	15	10	8	10	10
Indicateur 1.3 - Zone périurbaine : Nombre d'interventions dans des établissements scolaires du 2nd degré ciblés	Nb	27	65	50	60	117	100	100
Indicateur 1.4 - Nombre d'interventions dans des quartiers ciblés	Nb	60	114	60	65	112	80	100

Sources des données :
Liste des établissements scolaires du second degré (Source DGEE)
Liste des communes (source Haut-commissariat)
Confessions religieuses, associations culturelles (source ISPF), maisons communautaires des communes
Autres commentaires :
L'équipe mobile de la presqu'île intervient dans des strutures déconcentrées. Elle était au complet depuis 2024.
L'équipe mobile périurbaine est véhiculée. Elle a été constituée en avril 2022 par un éducateur spécialisé, une psychologue et un agent de liaison, ainsi l'année 2022 ne compte que 8 mois d'activité. En 2024 cette équipe est composée de 2 psychologues, 2 éducateurs spécialisés, d'un agent social et d'une coordinatrice

- *Commentaire et analyse des résultats*

Les objectifs proposés dans le PAP 2024 sont largement dépassés pour la majorité, ce qui témoigne de l'intérêt des familles et des jeunes pour ces activités déconcentrées.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Une expérimentation sera menée en 2025 avec une équipe mobile, composée de psychologues et éducateurs spécialisés, qui se rendra dans les archipels. Ce projet fait suite aux missions réalisées avec la PJJ et le CIDFF qui ont permis de se rendre sur les 5 archipels, 14 îles, et de rencontrer 2 284 familles, enfants, jeunes ou professionnels de la santé, du social et de l'éducation, et des élus.

12.2.4 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
911/971 01 - PROTECTION DE L'ENFANCE	**987 283 048**	**36 415 066**	**1 023 698 114**
Prévention de la délinquance de la jeunesse			
Campagne de publicité en faveur de la prévention de la délinquance	6 335 504		6 335 504
Organisation de rencontres partenariales	613 775		613 775
Actions à caractère formateur	943 928		943 928
Actions de proximité	2 000 000		2 000 000
Organisation des assises de la délinquance de la jeunesse	1 600 000		1 600 000
Fare Tama Hau			0
Mise en place de structures déconcentrées (maison des adolescents à Taravao : construction et financement du salaire de 4 agents)	23 837 568	36 415 066	60 252 634
Equipe mobile périurbaine (équipe de 5 agents + acquisition d'un véhicule)	31 154 872		31 154 872
Solidarités, famille et égalité			0
Financement des missios relatives au placement et au suivi des enfants placés	11 297 401		11 297 401
Mettre en place des actions de prévention et faciliter la procédure de signalement			0
Faciliter l'accès à l'éducation des enfants (RSPF, RNS et RGS) par le financement des cantines scolaires et de l'aide exceptionnelle de rentrée scolaire?	909 500 000		909 500 000

12.2.5 Bilan des comptes spéciaux

Fonds de prévention sanitaire et sociale (FPSS) - volet protection de l'enfance

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
911/971 01 - PROTECTION DE L'ENFANCE	**32 966 834**	**0**	**32 966 834**
Compte d'affectation spécial FPSS - volet protection de l'enfance			0
Opération Génér'Action	11 820 677		11 820 677
Camps de familles	9 848 756		9 848 756
			0
Journée internationale des Droits de l'Enfant, Journée internationale du Handicap, Journée de la Famille et des Parents, Noël des solidarités	11 297 401		11 297 401
			0

Les événements soutenus par le FPSS ont notamment permis pour :

- La Journée internationale des droits de l'enfant, de sensibiliser aux droits des enfants à travers des conférences et des ateliers créatifs ;
- La Journée de la famille et des parents, de mettre en place un espace de partage autour de la parentalité bienveillante, avec des ateliers et ressources pour les parents ;
- Le Noël des solidarités, de créer des moments de solidarité pour les enfants et les familles vulnérables, avec la distribution de cadeaux, des animations festives et permet également d'apporter un soutien aux bénévoles et partenaires.

12.3 Programme 911 02/971 02 : solidarité

12.3.1 Bilan des orientations stratégiques

- Bilan des solidarités, de la famille et de l'égalité (DSFE)

L'année 2024 a marqué une consolidation des dispositifs existants visant à favoriser l'autonomie et le bien-être des personnes âgées, tout en préservant leur rôle fondamental de transmission culturelle et sociale, à savoir :

- Le dispositif « Tierces personnes » : Maintien d'un accompagnement à domicile pour les personnes en perte d'autonomie, permettant de retarder ou d'éviter une institutionnalisation ;
- Le dispositif des « Accueillants familiaux » : Ce système de placement en milieu familial a continué de répondre aux besoins des Matahiapo en situation de vulnérabilité, avec un suivi renforcé ;
- Le dispositif « Aidant Feti'i » : Son déploiement a permis à plus de 400 bénéficiaires de recevoir un soutien personnalisé au sein de leur propre foyer, assurant une prise en charge plus humaine et adaptée à leurs besoins.

- Bilan de l'institut d'insertion médico-éducatif (IIME)

La prise en charge des enfants et adolescents a permis de vivre de manière indépendante et autonome malgré le handicap. L'établissement vise à favoriser l'inclusion familiale, sociale et professionnelle en lien avec les structures d'accueil pour les adultes, existantes ou en cours de création.

Le suivi des jeunes en cours de formation professionnelle est désormais effectif, porté par l'agent chargé d'insertion professionnelle et par le responsable éducatif de l'IMPro.

L'accompagnement des jeunes sortis de l'établissement et restés sans solution est porté depuis le mois de juin par l'agent en charge du service de suite et de liaison sociale.

Une section d'accueil TSA est opérationnelle sur le site de Paea depuis août 2024.

Le projet d'accueil adulte est maintenu pour l'exercice 2025.

- Bilan de la régulation de l'action sanitaire et sociale (ARASS)

L'ARASS a pour mission d'assurer la régulation, l'évolution et l'application de la réglementation afin de garantir aux usagers et aux personnes vulnérables des prestations et prise en charge de qualité, sécurisées et respectueuses de leurs droits fondamentaux. A ce titre, en 2024, la priorité a été accordée à l'exercice de ses missions d'inspection-contrôle, à la finalisation du recensement des structures existantes, à l'état des lieux des

unités de vie, de leurs conditions d'accueil et de fonctionnement. Ce travail permettra d'établir une base solide pour engager, dès 2025, les réformes réglementaires adaptées, garantissant une prise en charge efficace et cohérente avec les attentes et les besoins spécifiques du territoire.

12.3.2 Bilan des réformes

- Bilan des solidarités, de la famille et de l'égalité (DSFE)

Dans le cadre des actions entreprises en faveur des Matahiapo et des personnes vulnérables, plusieurs dispositifs ont été renforcés et adaptés afin de garantir leur autonomie, leur bien-être et leur inclusion sociale. L'année 2024 a marqué une étape décisive dans la structuration et l'optimisation des services dédiés à l'accompagnement à domicile, aux structures d'accueil et aux dispositifs de soutien familial.

Adoptant une démarche d'amélioration continue, un travail approfondi d'état des lieux a été initié en 2023 et poursuivi en 2024, permettant de recenser et évaluer l'offre existante, d'identifier les lacunes et les axes d'amélioration et de poser les bases d'une réorganisation globale du secteur médico-social et socio-éducatif.

Cette phase d'analyse a permis de :

- Cartographier les dispositifs existants pour mieux ajuster les réponses aux besoins spécifiques des bénéficiaires ;
- Définir des standards de qualité et d'encadrement pour homogénéiser les services et garantir une prise en charge adaptée et efficiente ;
- Favoriser la coordination interinstitutionnelle en renforçant les synergies entre les acteurs publics, les collectivités locales, les structures médico-sociales et les associations de terrain ;
- Préparer la mise en œuvre de réformes structurelles visant à améliorer l'accès aux services, la formation des professionnels et l'accompagnement des aidants familiaux.

- Bilan de l'institut d'insertion médico-éducatif (IIME)

Les réformes prévues pour l'année 2024 s'élaboraient autour de 3 axes répondant aux problématiques de prise en charge actuelles :

- *Fa'aora* : Au mois de juin 2024, un agent ASE a été affecté à la mission de service de suite et de liaison sociale. Cette mission permet le suivi et l'accompagnement des usagers sortis de l'établissement à 20 ans et de leurs familles pendant encore 3 ans. Ce travail favorise l'apport d'aides techniques, facilite l'accès aux démarches pour les familles et la personne vulnérable et assure une continuité jusqu'à la mise en place effective d'un relais pour adulte.

  La mission de chargé d'insertion complète cette réforme par l'accompagnement à la stagiairisation des usagers, en lien avec les potentiels recruteurs.
- *Fa'atura* : Le projet de réforme à plus long terme (horizon 2025), des accueils ponctuels destinés aux adultes plus lourdement handicapés et restés sans solution de prise en charge reste d'actualité et sera développé sur le prochain exercice. Ces accueils permettront à la personne et à sa famille de bénéficier d'un relais professionnel, dans le respect de chacun et de faire une pause dans un quotidien souvent exigeant ;
- *Fa'atupu* : Une section d'accueil d'enfants porteurs de troubles du spectre de l'autisme est ouverte depuis la rentrée scolaire d'août 2024. Elle est constituée de 10 places, 8 sont occupées au 31 décembre 2024, les 2 derniers enfants ont fait leur rentrée lors du premier trimestre 2025. Cet accueil se déroule sur le site de Paea et mobilise une équipe pluridisciplinaire complète.

- Bilan de la régulation de l'action sanitaire et sociale (ARASS)

L'ARASS a mené un état des lieux des unités de vie, afin d'adapter et d'encadrer l'offre d'accueil et d'accompagnement des personnes vulnérables en Polynésie française. Ce travail essentiel vise à identifier les forces et les limites du dispositif existant, tout en mettant en lumière les besoins spécifiques des publics concernés.

L'année 2025 marquera en outre, le lancement d'une réforme ambitieuse avec l'élaboration d'un Schéma directeur polynésien de l'action sociale et médico-sociale 2025-2030. Ce document stratégique définira les

grandes orientations en matière de prise en charge et d'accompagnement des personnes en situation de fragilité, en garantissant une offre de services cohérente, équitable et de qualité sur l'ensemble du territoire.

12.3.3 Bilan des objectifs de performance

- Bilan des solidarités, de la famille et de l'égalité (DSFE)

La prise en charge des personnes en perte d'autonomie et des individus sans affiliation constitue un enjeu majeur de solidarité et d'inclusion sociale. Face aux besoins croissants d'accompagnement, il est essentiel de mettre en place des dispositifs adaptés permettant d'assurer à chacun un accès équitable aux soins, à l'hébergement et aux services essentiels.

Objectif n°1 : Offrir aux personnes en perte d'autonomie des dispositifs d'accueil adaptés à leur situation de vie

La population polynésienne compte une proportion croissante de personnes âgées, avec une espérance de vie moyenne désormais estimée à 77 ans.

L'évolution des conditions sanitaires, sociales et technologiques contribue à un allongement progressif de la durée de vie, générant ainsi de nouveaux défis en matière d'accompagnement et de prise en charge.

Dans ce contexte, il devient essentiel de développer des dispositifs adaptés pour garantir aux Matahiapo une qualité de vie optimale, en favorisant leur inclusion sociale et le respect de leur dignité. Cette démarche passe notamment par la mise en place de solutions structurées et accessibles en matière d'accompagnement alimentaire, de suivi sanitaire et d'assistance au quotidien, afin de répondre aux besoins spécifiques de cette population vieillissante.

Objectif n°1 - Offrir aux personnes en perte d'autonomie des dispositifs d'accueil adaptés à leur situation de vie

Les termes de personnes en perte d'autonomie ou adultes vulnérables, recouvrent à la fois des adultes en grandes difficultés (sociales, familiales, financières, sur le plan du logement, de la santé et de la cohabitation avec l'environnement familial…), de jeunes adultes, de personnes âgées plus ou moins dépendantes et des personnes porteuses d'un handicap mental ou physique.
L'amélioration de la qualité de vie de ces personnes se traduit par la nécessité de les maintenir à leur domicileet de leur proposer de participer aux activités mises en place par les dispositifs et/ou établissements adaptés

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nb d'aides tierce personne et aidant fetii et montant d'aide total	Nb	368	418	400	382	464	400	420
	F CFP	213 954 728	243 898 128	289 777 600	244 858 185	255 297 486	300 000 000	300 000 000
Indicateur 1.2 - Nb d'aides aux placements des accueillants familiaux adultes et montant d'aide total	Nb	56	65	70	42	50	50	75
	F CFP	43 239 008	43 476 545	50 000 000	37 846 453	73 364 711	43 000 000	56 000 000
Indicateur 1.3 - Capacité d'accueil de jour des personnes vulnérables	Nb	1 506	3 982	1 550	2 966	1 789	4 000	4 000

Sources des données :
Statistiques du bureau budgets et affaires financières (pôle budget pays et pôle FAS)
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - Données brutes du "bureau budgets et affaires fiancières (pôle budget pays et pôle budget FAS)"
Indicateur 1.2 - Données brutes du "bureau budgets et affaires fiancières (pôle budget pays et pôle budget FAS)"
Indicateur 1.3 - Données brutes de la cellule "des établissements et programmes d'action sociale"

Les principales projections et réalisation 2024 :

Action n°1 relative à :

- La construction des 2 centres pour personnes en situation de handicap « HUMA HERE NO RAROMATAI » (60 places, AP 210.2018) sis à Uturoa et « TAURE'A HAU » (60 places, AP 211.2018) situé sur l'île de Bora-Bora : 168 millions F CFP pour la première structure et 109 millions F CFP pour le second établissement, soit un global de 277 millions F CFP ;
- La poursuite des études de faisabilité ou d'optimisation de plusieurs chantiers de réalisation d'établissement dédiés aux personnes sans-abri ou population en errance ;
  - Le village communautaire (VC) « FA'ATUPU TE ORA » (AP 398.2019), installé à Afaahiti, sera confié à une association après appel à projets ;
  - Le centre d'hébergement d'urgence (CHU) (AP 399.2019), actuellement installé dans la zone industrielle de Tipaerui, est exploité par l'association TE TOREA ;
  - Le centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) (AP 214.2018) est toujours en phase d'études. L'affectation du site à la DSFE, effective depuis 2023, vise un projet de réhabilitation dont les objectifs restent à définir.

Action n°2 relative à l'amélioration de la prise en charge des personnes vulnérables.

- Au-delà du dispositif des UtilBus, le « TRUCK FA'AORA » initié par l'OPH permettra également aux agents de la DSFE d'intervenir dans des zones géographiques en partenariat avec les agents de l'OPH lors de sinistres ou de calamités ou plus simplement pour des demandes d'aides. Le budget alloué à

cette action s'élève à 7,5 millions F CFP imputés sur le budget de l'OPH, la participation de la DSFE est envisagée pour un montant annuel de 360 000 F CFP ;

- A terme, ce dispositif est voué à s'étendre sur les îles. Dans la continuité du travail de recherche sur les violences intrafamiliales, une étude sur la vieillesse et les « matahiapo » sera sollicitée auprès de la Maison des sciences de l'homme du Pacifique. L'enveloppe prévisionnelle est estimée 8 millions F CFP, elle sera prise en charge par le Ministère de la santé.

Action n°3 relative à la réalisation d'un schéma directeur pour la prise en charge globale des personnes vulnérables, en perte d'autonomie.

- Rédaction d'un texte règlementaire relatif à la protection des majeurs et des personnes vulnérables (curatelle et tutelle) pour un montant de 8 millions F CFP en fonctionnement sur le FPSS.

Les projets engagés pour 2024 ont toutefois fait face à des contraintes opérationnelles, techniques, administratives et un déficit en ressources humaines spécialisées, freinant leur mise en œuvre effective.

D'un point de vue opérationnel et technique, les études de faisabilité et d'optimisation ont pris du retard en raison de contraintes foncières, d'aménagement et de conformité aux normes, nécessitant des ajustements avant validation des plans. La coordination entre les différents acteurs (services techniques, collectivités, associations gestionnaires) a également souffert de divergences sur les modalités de gestion et d'exploitation des infrastructures, retardant la prise de décisions stratégiques.

Sur le plan administratif et réglementaire, les procédures d'autorisation et de passation de marchés publics se sont avérées plus difficile à mettre en œuvre, compliquant ainsi le lancement des travaux. Le lancement des appels à projets avec les partenaires associatifs n'a pas pu aboutir en raison d'un manque de clarté sur le modèle économique et les engagements financiers.

De plus, certaines étapes administratives préalables, comme les études d'impact et les consultations obligatoires, ont nécessité des délais supplémentaires.

Enfin, le manque de ressources humaines spécialisées a considérablement ralenti le pilotage des projets. L'absence d'expertise en gestion de projet, ingénierie sociale et planification budgétaire, couplée à une dispersion des priorités et une surcharge des équipes existantes, a limité la capacité de suivi et d'exécution des actions prévues.

- *Commentaire et analyse des résultats*

L'année 2024 marque une étape clé dans la structuration et l'amélioration des dispositifs d'accueil et d'accompagnement des publics vulnérables en Polynésie française. Des avancées significatives ont été réalisées, même si certains ajustements restent nécessaires pour optimiser l'efficacité des actions engagées.

L'augmentation du nombre de bénéficiaires et du budget traduit un effort de soutien aux personnes dépendantes. Cependant, la révision à la baisse pour 2024 met en évidence des contraintes budgétaires ou une adaptation des besoins. L'objectif ambitieux de 2025 nécessitera des moyens renforcés.

La baisse du nombre d'aides aux placements en 2024 est liée à une réévaluation du coût unitaire par placement, comme en témoigne l'augmentation significative du budget alloué au dispositif d'aide.

En 2024, la capacité d'accueil de jour des personnes vulnérables a été réévaluée à 1 789 places réalisées, enregistrant ainsi une diminution notable par rapport à 2023 (3 982 places, soit une baisse de 55 %) et aux prévisions initiales (2 966 places). Cette évolution résulte de contraintes structurelles et organisationnelles identifiées impactant directement la capacité effective des établissements à assurer un accueil conforme aux besoins des bénéficiaires.

Cette baisse s'explique notamment par une saturation des infrastructures existantes, limitant l'extension des capacités d'accueil, ainsi que par une réorganisation des dispositifs nécessitant des ajustements opérationnels. Par ailleurs, le manque de ressources humaines qualifiées a pu contraindre l'offre de services, réduisant ainsi le nombre de places effectivement disponibles.

L'aboutissement du schéma directeur de l'action sociale constitue un levier stratégique essentiel pour renforcer la cohésion et la coordination des dispositifs. Grâce à une répartition en groupes de travail, ce plan pose les bases d'une organisation plus efficiente et adaptée aux réalités du terrain.

L'année 2024 a ainsi été consacrée à la consolidation de ces avancées, à l'optimisation des dispositifs et à la mise en œuvre des décisions stratégiques, permettant d'offrir des solutions adaptées, durables et accessibles aux publics les plus fragiles.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Afin d'améliorer l'efficacité des dispositifs d'accueil et d'accompagnement des publics vulnérables, plusieurs mesures correctrices doivent être mises en place pour pallier les freins identifiés et renforcer la cohérence des actions engagées.

- Clarification et sécurisation des projets en suspens :

  Une évaluation détaillée des infrastructures non abouties, notamment les centres d'accueil de Raiatea, Bora-Bora et l'ITEP de Papenoo, permettra d'identifier les solutions les plus adaptées pour relancer ces projets ou réorienter les financements vers des alternatives plus viables.

- Optimisation du projet de village communautaire de Taravao :

  Un travail de redéfinition du projet sera mené afin d'ajuster les objectifs et d'étudier une possible réaffectation du site.

- Révision des dispositifs inadaptés :

  Le dispositif « TRUCK FA'AORA » de proximité qui ne répond pas aux attentes des travailleurs sociaux et du public cible fera l'objet d'un ajustement. Une analyse des besoins permettra de mieux redéfinir son utilité et d'envisager, si nécessaire, une nouvelle orientation plus efficace.

- Arbitrage sur les infrastructures existantes :

  Concernant les sites nécessitant une rénovation ou une démolition, des études approfondies seront réalisées pour optimiser les décisions en matière d'investissement.

  Une priorisation des travaux sera définie, tenant compte des besoins réels et des contraintes budgétaires, avec la possibilité d'un appel à projet pour favoriser l'innovation et l'implication des acteurs locaux.

- Renforcement du suivi et de la coordination interinstitutionnelle :

  La mise en place d'indicateurs de suivi et l'amélioration de la communication entre les différentes parties prenantes permettront de fluidifier la gestion des projets et d'accélérer la prise de décision.

Objectif n°2 : Assurer une prise en charge aux personnes sans affiliation

En complément des fonds d'action sociale (FAS) des régimes de protection sociale RGS, RNS et RSPF, la DSFE assure la gestion du budget des secours d'urgence, un dispositif essentiel visant à apporter une aide financière aux personnes et familles en situation de précarité, ne bénéficiant pas d'un régime de protection sociale ou relevant d'un régime ne disposant pas de fonds dédiés aux actions sociales.

Ce budget constitue un levier essentiel de soutien pour ces publics en grande vulnérabilité, en permettant le financement de dépenses ponctuelles et exceptionnelles, telles que l'accès aux soins, l'achat de produits de première nécessité, l'hébergement temporaire ou toute autre aide visant à remédier à une situation critique.

La commission des secours, organe décisionnel de ce dispositif, occupe une fonction cardinale en tant que dernier recours pour les bénéficiaires. Elle examine attentivement chaque demande au cas par cas et finance exclusivement des aides urgentes ne pouvant pas être prises en charge par aucun autre organisme de protection sociale.

Ainsi, la commission intervient dans des situations d'extrême nécessité, garantissant une réponse rapide et adaptée aux besoins des plus démunis.

Dans un contexte de précarité croissante et de saturation des dispositifs de protection sociale, la gestion efficiente du budget des secours d'urgence représente un enjeu majeur pour assurer une action sociale équitable et ciblée.

A cette fin, la DSFE s'attache à optimiser l'allocation des ressources, en assurant une gestion rigoureuse et transparente, afin de répondre de manière réactive et appropriée aux urgences sociales rencontrées sur le terrain.

Objectif n°2 - Assurer une prise en charge aux personnes sans affiliation								
Répondre à toutes les situations d'urgence "HORS SINISTRE" non prévues et donc non prises en charge par les FAS des 3 régimes (FAS RSPF, FAS RNS et FAS RGS)								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 - Nombre de dossiers instruits favorablement en commission de secours d'urgence	Nb	97	80	65	80	98	50	50
Indicateur 2.2 - Nombre de commission de secours d'urgence	Nb	9	11	10	10	6	9	9
Indicateur 2.3 - Montant des aides attribuées en commission de secours d'urgence	F CFP	22 813 698	22 000 000	14 555 256	24 000 000	19 452 845	15 000 000	15 000 000

Sources des données :
Statistiques du bureau budgets et affaires fiancières (pôle budget pays et pôle budget FAS)
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 2.1 - Données brutes du "bureau budgets et affaires fiancières (pôle budget pays et pôle budget FAS)"
Indicateur 2.2 - Données brutes du "bureau budgets et affaires fiancières (pôle budget pays et pôle budget FAS)"
Indicateur 2.3 - Données brutes du "bureau budgets et affaires fiancières (pôle budget pays et pôle budget FAS)"

Principale projection et réalisation 2024 :

Action n°1 : Echanges avec les compagnies aériennes pour la fixation de « montants conventionnés » en vue des situations de rapatriement inter îles ou à l'international.

- *Commentaire et analyse des résultats*

Dans le cadre de l'optimisation des dispositifs de rapatriement des personnes en situation de précarité ou de détresse sociale, des démarches ont été entreprises auprès des compagnies aériennes afin d'établir des « montants conventionnés » pour les vols inter-îles et internationaux. L'objectif était de négocier des tarifs préférentiels, permettant une prise en charge plus efficiente des bénéficiaires, tout en maîtrisant les dépenses publiques afférentes à ces rapatriements.

Toutefois, ces discussions n'ont pas abouti à une réduction des tarifs appliqués, en raison de contraintes économiques et tarifaires imposées par les compagnies aériennes, notamment en lien avec les coûts d'exploitation des liaisons aériennes en Polynésie et à l'international.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Face à l'absence de réduction tarifaire et aux défis rencontrés dans la gestion des situations d'urgence, plusieurs axes d'amélioration doivent être envisagés afin de garantir une prise en charge rapide et adaptée des personnes en détresse, tout en optimisant l'utilisation des ressources disponibles.

Il est également nécessaire d'optimiser les modalités de rapatriement et le relogement d'urgence en développant des partenariats alternatifs avec les transporteurs maritimes et terrestres, en renforçant l'accompagnement des bénéficiaires avant et après leur retour et en adaptant les critères d'attribution aux situations d'urgence avérées, telles que les détresses médicales, les violences familiales ou les situations de grande précarité.

Bien que des contraintes financières et structurelles persistent, l'amélioration de la prise en charge des situations d'urgence demeure une priorité absolue.

Des actions complémentaires seront engagées pour renforcer l'efficacité des dispositifs existants, mieux coordonner les interventions et assurer une réponse rapide et adaptée aux besoins des personnes les plus fragiles sans affiliation.

Une meilleure coordination entre les acteurs sociaux permettra d'accélérer les prises en charge.

- Bilan de l'institut d'insertion médico-éducatif (IIME)

La prise en charge des enfants et des adolescents doit favoriser leur développement et la réalisation de toutes leurs potentialités intellectuelles, affectives et corporelles ainsi que leur autonomie maximale sur le plan social et professionnel sur la base d'un projet individualisé. Elle doit permettre une meilleure intégration dans les différents domaines de la vie pour occuper, chaque fois que possible, un emploi dans le secteur ordinaire ou dans le secteur du travail protégé.

L'établissement doit tenir compte des capacités physiques et intellectuelles de chacun et assurer une prise en charge éducative, pédagogique et thérapeutique.

Objectif n°1 : Amélioration de l'insertion des adolescents présentant une déficience mentale

Les jeunes adultes sortant de l'IIME à l'âge de 20 ans doivent pouvoir accéder, autant que possible, au monde du travail. Afin de favoriser leur insertion professionnelle, l'outil « stage de professionnalisation » doit être développé auprès des futurs employeurs.

Par ailleurs, il est essentiel que les moniteurs d'ateliers de l'IIME, qui participent à la formation professionnelle des jeunes, soient formés aux outils et aux techniques attendus par les professionnels.

Objectif n°1 - Amélioration de l'insertion des adolescents présentant une déficience mentale.

Permettre une meilleure intégration sociale et professionnelle des usagers à la sortie de l'IIME

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Taux d'insertion (dispositifs professionnels, centre pour adultes, projet familial) à la sortie de l'IMPro	%	07/09 77,7%	10/12 83,3%	12/12 100%	10/12 83,3%	11/14 78,5%	08/08 100%	13/13 100%
Indicateur 1.2 - Nombre de stages pratiques réalisés par les usagers.	Nb	18	36	60	60	40	60	60
Indicateur 1.3 - Nombre de formations continues dispensées spécifiques aux ateliers IMPRO (vanilleraie)	Nb	1	0	2	2	0	2	2

Sources des données :
Rapports d'activité 2023 et 2024
Projet d'établissement validé par le CA du 17 juin 2022
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 -indicateur calculé à partir du nombre d'insertion rapporté au nombre de sorties de jeunes à 20 ans
Indicateur 1.2 -indicateur calculé à partir du nombre de stages réalisés
Indicateur 1.3 -indicateur calculé à partir du nombre de formation que l'on projette de mettre en place pour les éducateurs
Autres commentaires :
Un agent chargé d'insertion est mis en place à temps plein depuis janvier 2023.
L'accueil des enfants et adolescents est fonction des orientations de la CTES. La sortie théorique des jeunes se fait à l'âge de 20 ans.

- *Commentaire et analyse des résultats*

Les jeunes adultes sortis de l'établissement à l'âge de 20 ans et ne bénéficiant pas d'une insertion adaptée sont principalement ceux porteurs d'un handicap sévère et vivant dans des secteurs géographiques difficiles d'accès (vallées profondes).

Des démarches d'insertion sont engagées en amont de leur sortie grâce au développement des stages pratiques au sein d'entreprises privées. Ce travail a été rendu possible par la création d'un poste de chargé d'insertion.

Cette mission permet d'établir un lien quotidien avec le marché de l'emploi, d'assurer un accompagnement de proximité des jeunes en phase d'insertion et réduire les réticences des entreprises face au handicap.

L'IIME dispose désormais une liste de partenaires engagés dans l'accueil des stagiaires, liste qui évolue constamment grâce au travail de terrain de l'agent chargé d'insertion.

Le nombre de stages réalisés est inférieur aux prévisions, car l'orientation de l'établissement a évolué. L'objectif est désormais de privilégier des stages plus longs et de meilleure qualité, ce qui en réduit mécaniquement le nombre.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Les projets de formation initialement prévus ont évolué.

L'établissement s'est réorienté vers des formation en cuisine et service en salle. Un moniteur d'atelier, professeur de cuisine a été recruté à cet effet. Les terrains de stage dans ce domaine se développent, et des perspectives de recrutement existent.

En revanche, les formations en vanille n'ont pu être mises en place en raison d'un « turn over » important, tant au sein de l'organisme de formation qu'au sein de l'IIME.

Objectif n°2 : Accueil adapté des enfants porteurs d'une déficience intellectuelle sévère associée à des troubles du spectre de l'autisme

Les enfants présentant une déficience intellectuelle et porteurs de troubles du spectre de l'autisme (TSA) souffrent actuellement d'un manque de places en structures adaptées. Certains de ces enfants sont déjà accueillis au sein de l'établissement, mais cette prise en charge doit reposer sur un projet spécifique, en adéquation avec leurs besoins particuliers.

L'équipe doit être formée à ces besoins spécifiques.

Objectif n°2 - Accueil adapté des enfants porteurs d'une déficience intellectuelle sévère associée à des troubles du spectre de l'autisme								
Permettre une prise en charge adaptée aux enfants déficients intellectuels et TSA								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 - Nombre d'enfants accueillis par rappot au nombre de places créées	Nb	-	-	10/10	10/10	8/10	15/15	20/20
Indicateur 2.2 - Nombre de formations continues dispensés spécifiques à la prise en charge des TSA	Nb	-	-	2	2	4	2	4

Sources des données :
Rapports d'activité 2023 et 2024
Projet d'établissement validé par le CA du 17 juin 2022
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 2.1 - indicateur calculé à partir du nombre de places créées pour les enfants déficients et TSA et rapporté au nombre de places réellement occupées
Indicateur 2.2 - indicateur calculé à partir du nombre de formation que l'on projette de mettre en place pour les éducateurs
Autres commentaires :
L'accueil des enfants et adolescents est fonction des orientations de la CTES. Le guide barême permet de définir les orientations en fonction du type de handicap.

- *Commentaire et analyse des résultats*

La mise en place du groupe d'accueil pour les enfants TSA aura lieu dès la rentrée d'août 2025. Les orientations par la CTES ont suivi. Les enfants ont fait des entrées progressives afin d'accompagner au mieux leurs troubles et leur arrivée dans un nouvel environnement.

La formation continue s'est avérée primordiale pour permettre aux équipes de proposer un accompagnement adapté. Les prévisions de formation ont été dépassées, en lien avec le retour des observations du terrain et les urgences définies alors.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Le seul groupe TSA de Paea reste insuffisant à long terme, c'est pourquoi une unité externalisée élémentaire autisme (UEEA) est en cours de mise en place pour la rentrée d'août 2025 (partenariat IIME/DGEE/commune de Paea) ainsi qu'une section TSA sur le site de Pirae de l'IIME.

- Bilan de la protection sociale généralisée (PSG)

Objectif n°1 : Maîtrise des coûts (mesures d'équité et de justice sociale)

La réforme de la Protection sociale généralisée (PSG) vise à garantir la pérennité du système de protection sociale en Polynésie française tout en préservant la croissance économique et l'emploi.

Face à des dépenses croissantes et une nécessaire adaptation aux évolutions démographiques et socio-économiques, il est impératif de redéfinir les mécanismes de solidarité et de financement.

L'objectif principal est d'établir un socle solide permettant d'engager une réforme en profondeur, avec des résultats attendus tels que :

- Assurer la couverture sociale sans compromettre la croissance économique ;
- Rééquilibrer les mécanismes de solidarité en fonction des besoins réels ;
- Moderniser la gouvernance et le financement des régimes sociaux.

En ce qui concerne la méthodologie et la gouvernance, un groupe de travail réunissant plusieurs instances (gouvernement, CPS, ARASS, partenaires sociaux, représentants professionnels) a été mis en place pour structurer la réforme. notamment analyser les différents aspects de la réforme, chiffrer leurs impacts et proposer des textes législatifs.

Le processus repose sur une consultation régulière des partenaires sociaux et un ajustement des mesures en fonction des retours des parties prenantes.

Plusieurs réformes majeures sont programmées :

- **Gouvernance et financement** : ajustement du rôle des différents régimes, renforcement du Fonds de réserve et du Fonds de roulement ;
- **Régime de solidarité** : transformation du RSPF en un régime ultra-subsidiaire soumis à des conditions de ressources ;
- **Cumul emploi-retraite et réforme des retraites** (prévue pour 2026) : ajustement des tranches de cotisation et des allocations ;
- **Accès aux soins** : création d'un panier de soins opposable et développement de la télémédecine ;
- **Soutien aux populations vulnérables** : revalorisation des prestations sociales, harmonisation des aides pour les retraités à faibles revenus.

Le financement de la protection sociale repose sur le Fonds pour la protection sociale universelle (FPSU), dont le montant a fortement augmenté ces dernières années pour faire face aux dépenses croissantes, notamment pour la couverture du RSPF, les prestations maladie et les allocations aux personnes en situation de handicap.

Objectif n°2 : Equilibrage des comptes sociaux

Le budget 2024 de la PSG a poursuivi deux objectifs majeurs : la construction d'un socle pour les réformes à venir, et le retour vers l'équilibre financier.

Ainsi, le relèvement à 10 millions F CFP du plafond de cotisations de l'assurance maladie des deux régimes contributifs, ainsi que le retour de la contribution exceptionnelle pour la résorption du déficit de la branche maladie, constituent des conditionnalités à la mise en place progressive des branches unifiées de la PSG.

En 2024, le FPSU est fixé à **42,2 milliards de F CFP** (soit +1,1 milliard F CFP par rapport à 2023, en provenance du budget général de la Polynésie française). Les principaux postes de dépenses concernent :

- La couverture de la population du RSPF (24,7 milliards F CFP) ;
- Les prestations maladie et aides aux personnes handicapées (14,8 milliards et 8,9 milliards F CFP respectivement) ;
- Les aides sociales et la retraite complémentaire.

La réforme de la PSG est un enjeu majeur pour garantir la viabilité du modèle polynésien de protection sociale. Elle nécessite des ajustements progressifs afin d'assurer un équilibre entre solidarité, soutenabilité financière et soutien à l'économie locale. La mise en œuvre de cette réforme repose sur une concertation continue et une adaptation aux besoins évolutifs de la population, et en 2024, les réformes ci-après ont été initiées :

Réforme de l'affiliation au régime des non salariés (RNS)

Ce projet de loi du pays vise à refonder les règles de l'affiliation au RNS afin de mettre un terme à la primauté du régime des salariés (RGS) et remettre l'activité au centre du critère d'affiliation. Par cette réforme, toutes les personnes qui ont une activité non salariée seront désormais affilées au RNS, en double affiliation au RGS si elles sont salariées par ailleurs. Les tout petits actifs relevant précédemment du régime de solidarité de la Polynésie française (RSPF) seront transférés progressivement vers le RNS mais leurs cotisations seront prises en charge par le Pays. Cette réforme est aussi l'occasion de préciser le calcul de l'assiette de cotisation du RNS, aujourd'hui très flou.

Le projet de loi du pays portant réforme de l'affiliation au RNS a été transmis au CESEC en décembre 2024 ; s'en suivra une période de négociation avec les organisations patronales avant la transmission du texte à l'Assemblée de la Polynésie française lors de la session administrative 2025.

Prime exceptionnelle pour les retraités

En 2024, le conseil d'administration de la CPS a demandé une revalorisation de 2 % des pensions de retraite de la tranche A. Dans l'attente d'une réforme plus globale des retraites, l'Assemblée de la Polynésie française a adopté, le 30 décembre 2024, une loi du pays instaurant une prime exceptionnelle forfaitaire unique au profit des retraités et des bénéficiaires du moni ru'au. Cette prime vise à compenser la perte de pouvoir d'achat due à l'inflation et à l'aligner avec la revalorisation récente du SMIG. Son coût estimé est de 800 millions F CFP, financé par l'excédent de la branche retraite. Elle bénéficiera à 33 600 retraités sans incidence sur l'ACR. Le conseil des ministres fixera le montant, estimé à un peu plus de 23 000 F CFP par personne.

Elle devrait être versée en 2025, sous réserve qu'aucun contentieux ne vienne retarder la promulgation de la loi du pays.

Réforme de la longue maladie

La réforme de la prise en charge des longues maladies est un enjeu majeur de la pérennité de notre système de protection sociale, tout en offrant une prise en charge améliorée et coordonnée des soins au bénéfice des malades.

En 2024, un projet de loi du pays a donc été transmis pour avis au CESEC, en vue d'harmoniser la définition des longues maladies en introduisant des critères médicaux précis, fixés par le conseil des ministres, incluant la durée d'affection et la nature des soins requis. Il permet également à la CPS de reconnaître des cas exceptionnels hors liste, pour éviter toute rupture de prise en charge. Le classement en longue maladie sera exclusivement fondé sur des critères médicaux, distincts des critères sociaux. Enfin, le texte intègre la notion de parcours de soins coordonnés, en associant le médecin traitant à la gestion du protocole de soins.

Des paniers de soin seront associés à chacune des longues maladies, afin d'améliorer le parcours de soin et de donner accès aux malades à des prestations qui ne font actuellement l'objet d'aucune prise en charge, telle que des rendez-vous avec des diététiciens pour certaines pathologies.

Mise en place de l'arrêt de travail dématérialisé

Initiés en 2023 par l'adoption de la loi du pays n° 2023-33 du 28 novembre 2023 portant simplification et modernisation des prescriptions d'arrêts de travail au titre de l'assurance maladie et de l'assurance longue maladie, les travaux de dématérialisation des arrêts de travail se sont concrétisés par le lancement, en janvier 2024, de la plateforme a-turu.

Cette plateforme permet au médecin de remplir l'arrêt de travail et au patient de la télétransmettre à la CPS, et supprime ainsi le dépôt des feuilles d'arrêt papier.

En 2025, ces efforts de dématérialisation se poursuivront par la création d'une application "Tatou" permettant un accès simplifié à son espace CPS.

- Bilan de la régulation de l'action sanitaire et sociale (ARASS)

Objectif n°1 : Adapter et améliorer la qualité de l'offre à l'évolution des besoins

La mise en œuvre de cet objectif repose sur une régulation continue des autorisations accordées aux établissements sociaux, tels que les crèches, garderies et accueillants familiaux. Cette démarche, encadrée par le Président de la Polynésie française après avis des commissions spécialisées, se poursuivra en 2025 avec deux actions majeures : un état des lieux des unités de vie et un ajustement des agréments afin de garantir une offre adaptée et de qualité.

Objectif n°1 - Adapter et améliorer la qualité de l'offre à l'évolution des besoins

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nombre de commissions d'agrément des accueillants familiaux	Nb	6	3	10	4	5	4	4
Indicateur 1.2 - Nombre de commission d'agrément des établissements accueillant des enfants	Nb	1	0	5	2	2	2	2
Indicateur 1.3 - Nombre de structures visitées pour réaliser l'état des lieux	Nb	-	-	15	15	10	15	-

Sources des données :
Données ARASS
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateurs - 1.1 et 1.2 : nombre de PV de commissions (enfants ET adultes)
1.3 Nombre de rapports rédigés (7 UV adultes, 3 UV pers en situation de handicap)

- *Commentaire et analyse des résultats*

Cet objectif a été atteint, cependant, l'ARASS a remarqué une diminution depuis quelques années, du nombre de dossiers de demande d'agrément d'accueillants familiaux et de crèches et garderies.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

L'état des lieux des unités de vie doit pouvoir être finalisé et présenté en 2025.

Il est prévu, pour 2026, de remplacer l'indicateur 1.3 par un indicateur réglementaire portant sur la définition des conditions techniques de fonctionnement et d'implantation des unités de vie.

Concernant les accueillants familiaux, un renforcement de la communication ou une revalorisation de l'indemnité des familles pourrait être étudié en 2025.

Concernant les crèches et garderies, une analyse des freins administratifs et réglementaires devra être entamée en 2025 afin de proposer des réformes facilitant les démarches des porteurs de projets.

Objectif n°2 : Renforcer les opérations de contrôles et d'inspections des structures et activités soumises à autorisation

Objectif n°2 - Répondre à toutes les demandes d'aides sociales en urgence non supportées par les budgets des fonds d'actions sociaux								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 - Nombre de contrôle d'unité de vie	Nb	0	1	2	2	2	2	2
Indicateur 2.2 - Nombre de contrôle de familles d'accueil thérapeutique	Nb	0	0	2	2	0	2	2
Indicateur 2.3 - Nombre de contrôle d'accueillant familiaux	Nb	18	4	5	5	1	5	5
Indicateur 2.4 - Nombre de contrôle de crèches-garderies	Nb	23	10	6	6	14	6	6
Indicateur 2.5 - Nombre de contrôle d'établissements médico-éducatifs et socio-éducatifs	Nb	2	8	3	3	9	3	3

Sources des données :
Données ARASS
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 2.1 à 2.5 - nbr de rapports et compte rendu de visites

- *Commentaire et analyse des résultats*

L'objectif a été atteint, voire dépassé dans certains cas.

Les signalements des usagers et des services du Pays ont permis de prioriser et d'orienter les missions d'inspection et de contrôle de l'ARASS. Celles-ci se sont concentrées en 2024 sur les établissements accueillant des enfants (crèches, garderies, établissements socio-éducatifs) et des adultes (établissements médicoéducatifs), tandis que les contrôles des accueillants familiaux, déjà nombreux les années précédentes, ont été moins sollicités.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Le programme pluriannuel de visites prévoit un contrôle régulier des établissements accueillant des personnes vulnérables. Toutefois, il reste adaptable en fonction des signalements de maltraitance ou de dysfonctionnements structurels qui, par nature, sont imprévisibles et impactent directement la planification des interventions de l'ARASS.

Afin d'optimiser ces actions, une collaboration renforcée avec d'autres services du Pays, notamment la Direction des solidarités, de la famille et de l'égalité et la Direction du travail, a été engagée et se poursuivra en 2025.

12.3.4 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
911/971 02 - SOLIDARITE	**139 770 572**	**18 224 116**	**157 994 688**
Régulation de l'action sanitaire et sociale			
Achats non stockés de matière et fournitures	198 233		198 233
Locations	4 000		4 000
Transports	244 819		244 819
Déplacements et missions	188 904		188 904
Solidarités, famille et égalité			
Amélioration de la qualité de vie de spersonnes en perte d'autonomie ou adultes vulnérables	102 000 000		102 000 000
Répondre à toutes les demandes d'aides sociales en urgence non supportées par le FAS	25 000 000		25 000 000
AP 210.2018 - Construction d'un centre adapté aux handicapés Huma Here no Raromatai - Raiatea – Etudes		6 022 900	6 022 900
AP 211.2018 - Construction du centre adaptés aux handicapés TAURE'A HAU BORABORA		0	0
AP 214.2018 - Centre d'hébergement et de reinsertion sociale (CHRS) - Etudes, désamiantage et travaux (Ex Vaininiore)		11 194 485	11 194 485
AP 398.2019 - Construction d'un Village communautaire (VC)		241 680	241 680
AP 399.2019 - Construction d'un centre d'hébergement d'urgence (CHU) – Etudes :		0	0
Institut d'insertion médico-éducatif			0
Poste temps plein de cargé d'insertion (ASE, cat. B éch.1)	4 061 616		4 061 616
Formation Préparateur de vanille pour 2 agents	0		0
Vacations paramédicales nécessaires à l'accompagnement	7 245 000		7 245 000
Formation Approche multisensorielle de l'initiation au perfectionnement pour 10 agents	468 000		468 000
Formation aux outils de communication adaptés pour 2 agents	360 000		360 000
Equipement adaté des salles d'accueil		765 051	765 051

- Bilan des solidarités, de la famille et de l'égalité (DSFE)

AP 210.2018 « Construction d'un centre adapté aux handicapés Huma Here no Raromatai - Raiatea – Etudes » : Phase permis de construire centre pour personnes en situation de handicap HUMA

HERE NO RAROMATAI **:** la phase du permis de construire est en cours, toutefois, la pose de la clôture a été lancée fin 2024 et se terminera en 2025.

AP 211.2018 « Construction du centre adaptés aux handicapés TAURE'A HAU BORABORA Etudes » : L'opération a été quelque peu ralentie. En effet bien que le permis ait été obtenu, certaines difficultés techniques ont été rencontrées par la DSFE, notamment dans le lancement des appels d'offre.

AP 214.2018 « Construction d'un centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) – Etudes, désamiantage et travaux (Ex Vaininiore) » : Libellé modifié en 2024 « Centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) *ex IIME Raimanutea* ***:***

AP 398.2019 « Construction d'un Village communautaire (VC) » : En 2024, la DSFE s'est attachée à régler les factures en cours liées à cette opération. En outre, selon les orientations politiques du gouvernement et notamment les projets d'action de la VP, l'opération a été abandonnée afin de réorienter l'action sur la « Construction d'un village éco-solidaire – Taravao - Etudes » qui répondra mieux aux souhaits de la population. Les études seront lancées en 2025.

12.3.5 Bilan des comptes spéciaux

Le bilan des actions menées en 2024 fait état des progrès significatifs dans la prise en charge des situations d'urgence, grâce notamment à une meilleure coordination entre les acteurs sociaux et institutionnels et une optimisation des dispositifs d'aide immédiate.

Toutefois, des défis persistants, tels que le manque d'infrastructures adaptées, l'insuffisance de solutions alternatives aux rapatriements et la nécessité d'un accompagnement plus structuré vers la réinsertion, nécessitent une approche plus proactive et durable.

L'année 2025 devra ainsi être consacrée à la consolidation des dispositifs existants, au développement de solutions d'hébergement transitoire et à l'amélioration des mécanismes de prévention et de détection des vulnérabilités, afin de garantir une prise en charge plus efficace et réactive des publics en détresse, tout en optimisant l'utilisation des ressources publiques.

1) <u>Fonds de protection sociale universelle (FPSU) - volet solidarité</u>

Conformément à la délibération n°2022-42 APF du 22 mars 2022, le Fonds de la Protection Sociale Universelle (FPSU) a été institué dans le but d'assurer le financement et la pérennité du système de protection sociale de la Polynésie française. Ce fonds joue un rôle essentiel dans la prise en charge des prestations sociales et sanitaires, garantissant ainsi un accès équitable aux soins et aux aides sociales pour l'ensemble de la population.

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
911/971 02 - SOLIDARITE	**5 700 748 659**	**0**	**5 700 748 659**
Compte d'affectation spécial FPSU - volet solidarité			
Financement du fonds d'action social du FPSU	2 341 900 000		2 341 900 000
Financement des subventions aux établissements socio-éducatif et médico-éducatif	3 358 848 659		3 358 848 659

Les ressources du FPSU proviennent de diverses sources de financement, lui conférant une stabilité budgétaire primordiale :

- Des impôts ou parts d'impôts affectés spécifiquement au financement de la protection sociale ;
- Des contributions du budget général de la Polynésie française, permettant de compléter les ressources dédiées ;
- Des dotations de l'État, renforçant le financement des prestations sociales et de santé ;
- Des dons et legs, issus d'initiatives privées ou publiques, destinés à soutenir les actions du fonds.

Le FPSU constitue ainsi un outil stratégique pour garantir la solidité financière du système de protection sociale et répondre aux défis posés par l'évolution des besoins sanitaires et sociaux en Polynésie française.

Dans le cadre de son engagement en faveur de l'accompagnement des publics vulnérables, la Polynésie française a alloué une subvention de 3 milliards F CFP aux établissements médico-sociaux et socio-éducatifs. Ce financement stratégique vise à renforcer les capacités d'accueil et d'accompagnement des structures spécialisées, tout en garantissant une prise en charge adaptée et de qualité aux bénéficiaires.

2) Fonds de prévention sanitaire et sociale (FPSS) - volet solidarité

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
911/971 02 - SOLIDARITE	**12 960 130**	**0**	**12 960 130**
Compte d'affectation spécial FPSS - volet solidarité			
Journée internationale des personnes âgées, Campagne de communication "Utilbus"	12 960 130		12 960 130
			0

Les événements financés par le FPSS :

- La Journée internationale du bénévolat pour laquelle le parc Paofai a été loué et les frais de raccordement électrique de l'espace dédié ont été pris en charge ;
- L'organisation de la Journée internationale des personnes âgées « Matahiapo » ;
- Location des espaces publicitaires pour l'Utilbus de la commune de Pirae : campagne de communication pour la promotion des missions de la DSFE par la société UTILCOM.

12.3.6 Les opérateurs participant à la réalisation du programme

La DSFE est chargée d'instruire les demandes de financement et d'accompagner les acteurs du secteur dans la réalisation des actions visant à améliorer l'accueil et l'accompagnement des bénéficiaires.

En qualité de principal financeur, la Caisse de prévoyance sociale (CPS)**,** assure le paiement des prestations et des subventions allouées aux établissements et aux dispositifs sociaux.

Placée sous la tutelle conjointe du ministère des Solidarités et du ministère de la Santé, l'Agence de régulation de l'action sanitaire et sociale (ARASS), est chargée de la réglementation et du contrôle des établissements sociaux et médico-sociaux, ainsi que du suivi des dispositifs de prise en charge des publics vulnérables.

Dans une dynamique de synergie l'ARASS, la DSFE et la CPS collaborent avec les établissements sociaux et médico-sociaux, les accueillants familiaux, les associations, les syndicats d'usagers et les autres acteurs du secteur, afin d'assurer une organisation efficiente, un financement adapté et une régulation conforme aux normes et aux besoins de la population**.**

12.4 Programme 911 03/971 03 : cohésion sociale

12.4.1 Bilan des orientations stratégiques

- Bilan des solidarités, de la famille et de l'égalité

Dans le cadre de la politique de cohésion sociale, les initiatives mises en œuvre en 2024 ont visé à renforcer l'accessibilité aux aides sociales et à promouvoir une approche plus inclusive et solidaire envers les différentes populations concernées.

L'orientation stratégique principale a consisté à garantir une couverture sociale équitable et adaptée aux besoins des ressortissants affiliés aux régimes de la Protection sociale généralisée (PSG), à savoir le régime des salariés (RGS), le régime des non-salariés (RNS) et le régime de solidarité de la Polynésie française (RSPF).

Parallèlement, le développement d'actions de proximité a constitué un axe majeur visant à encourager une pratique sociale collective et à renforcer l'accessibilité des dispositifs d'accompagnement, en adaptant les services aux réalités locales. Cette démarche a permis de réduire les disparités territoriales et d'améliorer la réactivité des réponses apportées aux besoins sociaux des populations fragilisées.

La carte FAATUPU, introduite comme un dispositif innovant de soutien social, représente une réforme d'envergure à poursuivre et à renforcer afin d'optimiser l'accès aux aides sociales et de favoriser une plus grande autonomie des bénéficiaires. Conçue pour faciliter l'utilisation des prestations sociales sous forme de paiement dématérialisé, elle permet une meilleure traçabilité des aides accordées, tout en garantissant une utilisation ciblée des fonds pour des besoins essentiels tels que l'alimentation, l'hygiène ou encore les frais de première nécessité.

- Bilan de la vie associative

La promotion de la vie associative a été réinvestie en 2024 avec la volonté de restructurer le réseau de partenaires et mettre l'interministérialité au centre du pilotage.

La feuille de route s'articule autour de 3 axes stratégiques en faveur des associations :

- **Valoriser le bénévolat polynésien et développer une société d'engagement**, au travers de la création d'un réseau de référents en charge de la vie associative dans les archipels (communes, services administratifs, circonscriptions, associations), du lancement d'une étude sur le bénévolat en Polynésie, de la réalisation d'une cartographie des associations dites de « loi 1901 » ainsi que par la reprise à Tahiti de la journée mondiale du bénévolat, visant à valoriser l'engagement bénévole et associatif ;
- **Mettre en œuvre une politique renouvelée de soutien, d'appui et d'accompagnement des associations dites de « loi 1901 »**, au travers de la poursuite de l'accompagnement des associations sur les volets administratif et technique (création et gestion d'une association, demande de financement, etc.) et de partenariats renforcés avec les structures associatives des archipels éloignés ;
- **Soutenir et encourager le développement des activités d'utilité sociale** contribuant au dynamisme de la vie locale polynésienne et impliquant un nombre significatif de bénévoles et d'habitants (reflet d'une mixité locale, intergénérationnelle, femmes-hommes, etc.), au travers de jumelages inter et intra archipels ou encore d'actions de coopération régionale pour développer les synergies associatives.

- Bilan des l'éducation (DGEE)

La persévérance scolaire et l'égalité des chances pour tous les élèves, quelles que soient leurs origines géographiques et sociales, sont au cœur du projet éducatif de la Polynésie française.

A ce titre, depuis la rentrée scolaire d'août 2019, la Polynésie française a fait le choix d'un dispositif de gratuité des transports des étudiants, en fréquence journalière et hebdomadaire, afin de contribuer à la poursuite de leurs études.

Ce sont ainsi 29 337 élèves et étudiants qui ont été transportés gratuitement en 2024 que ce soit par voie terrestre, maritime ou aérienne.

Ceci dit, ces transports scolaires, insuffisants ou de mauvaise qualité, peuvent être un facteur de moindre motivation ou de décrochage scolaire. Aussi, il convient d'améliorer les fréquences des rapatriements compte tenu des offres de transport selon les zones mais également le renouvellement de la flotte des moyens de transport.

En 2024, le budget alloué au transport scolaire est de 1,858 milliard F CFP représentant un budget supplémentaire de 109 millions F CFP (avec une participation de l'Etat à hauteur de 20 %), soit une augmentation de 6 % par rapport à l'année 2023. Cette augmentation a permis notamment d'accroître le transport des élèves porteur d'handicap et la revalorisation des tarifs de transport.

12.4.2 Bilan des réformes

- Bilan des solidarités, de la famille et de l'égalité

La généralisation de la carte FAATUPU en 2025 et son amélioration continue doivent être poursuivies afin d'assurer une couverture plus large des bénéficiaires éligibles, en tenant compte des spécificités locales et des réalités socio-économiques des territoires les plus isolés.

Son intégration progressive dans les dispositifs existants permettra d'optimiser la gestion des aides sociales, en réduisant les risques de fraude et de mauvaise utilisation des fonds.

La poursuite de cette réforme nécessitera une adaptation constante du dispositif, notamment par l'élargissement du réseau des commerçants et prestataires partenaires, la simplification des démarches d'accès pour les bénéficiaires et l'amélioration des outils de suivi et d'évaluation.

La carte FAATUPU s'impose ainsi comme un levier stratégique à consolider pour garantir une distribution plus efficace, équitable et sécurisée des aides sociales en Polynésie française**.**

- Bilan de la vie associative

Il a été créé un **Comité pour la vie associative de la Polynésie française** (CVA), par arrêté n° 2169 CM du 21 novembre 2024, qui est chargé de définir, coordonner et évaluer la politique interministérielle de soutien, d'appui et d'accompagnement des associations.

A l'issu de la première réunion du CVA, il est attendu, entre autres :

- La nomination au sein de chaque ministère d'un référent pour la vie associative ;
- L'organisation de formations pour les dirigeants, cadres et bénévoles associatifs ;
- La création d'une plateforme interministérielle pour mutualiser les informations et aides aux associations ;
- Le suivi statistique du secteur associatif.

12.4.3 Bilan des objectifs de performance

- Bilan des solidarités, de la famille et de l'égalité

Objectif n°1 : Répondre aux demandes d'aides sociales des ressortissants affiliés à un régime de la PSG (RGS, RNS et RSPF)

Les aides sociales financées par le budget du Fonds d'action sociale et mises en œuvre par la DSFE couvrent l'ensemble des prestations destinées à soutenir les populations en situation de précarité ainsi que des aides exceptionnelles, des actions collectives, des placements d'adultes, d'enfants et de personnes en situation de handicap, et du programme d'action sociale.

Attribuées à l'issue d'une évaluation approfondie des situations individuelles par un travailleur social, ces prestations visent à répondre aux besoins essentiels des bénéficiaires. Elles s'inscrivent dans une logique d'équité et d'adaptation aux réalités spécifiques de chacun.

Les aides de première nécessité, telles que l'aide alimentaire et les produits d'hygiène, sont ainsi allouées en fonction de l'échelle d'Oxford. Ce barème garantit une répartition proportionnelle aux ressources et aux charges de chaque demandeur, assurant une gestion rigoureuse et ciblée des aides sociales.

Cette approche permet de prioriser les foyers les plus vulnérables et de veiller à une distribution cohérente et équitable des deniers publics.

Objectif n°1 : Répondre aux demandes d'aides sociales des ressortissants affiliés à un régime de la PSG (RGS, RNS et RSPF)								
Il s'agit de toutes les aides sociales ordonnées sur le budget FAS-RSPF par la DSFE à l'exclusion des aides extra-légales (Aides à la rentrée scolaires-ARS et participation aux cantines scolaires), des actions collectives, des placements adultes – enfants-handicapés et du programme d'action sociale								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nombre de bénéficiaires (ouvrants-droits RSPF)	Nb	11 565	10 581	9 800		10 704		11 000
Indicateur 1.2 - Montant des aides sociales	F CFP	914 362 899	924 890 907	600 000 000		988 246 884		500 000 000
Indicateur 1.3 - Nombre de bénéficiaires (ouvrants-droits RNS)	Nb	325	215	170		263		200
Indicateur 1.4 - Montant des aides sociales	F CFP	27 027 601	25 153 939	27 000 000		32 741 267		30 000 000
Indicateur 1.5 - Nombre de bénéficiaires (ouvrants-droits RGS)	Nb	1 592	1 754	2 788		2 084		5 000
Indicateur 1.6 - Montant des aides sociales	F CFP	130 062 370	206 200 966	137 962 838		225 786 377		180 000 000
Sources des données : *Statistiques du bureau budgets et affaires fiancières (pôle budget pays et pôle budget FAS)* Mode de calcul des indicateurs : *Indicateur 1.1 à 1.6 - Données brutes du "bureau budgets et affaires fiancières (pôle budget pays et pôle budget FAS)"*								

Principales projections et réalisations 2024 :

- Action n°1 : Soutien technique aux travailleurs sociaux à travers diverses formations visant à enrichir leurs compétences, savoir-faire et savoir-être. L'acquisition de nouvelles pratiques leur permet d'aborder plus sereinement des situations de plus en plus complexes et diversifiées ;
- Action n°2 : Gestion des demandes de bourses de vacances similaire aux aides extra-légales du régime RSPF, traitées automatiquement en fonction de la moyenne économique journalière.

- *Commentaire et analyse des résultats*

L'année 2024 a été marquée par des avancées notables en matière de renforcement des compétences des travailleurs sociaux et d'optimisation du traitement des bourses de vacances, deux leviers stratégiques pour améliorer l'accompagnement des publics vulnérables.

Dans le cadre du soutien technique apporté aux travailleurs sociaux, un programme étoffé de formations a été déployé, permettant d'enrichir leurs compétences tant sur le plan méthodologique que sur leur capacité à gérer des situations complexes. Les formations proposées en analyse de la pratique, prévention de l'épuisement professionnel, éthique et déontologie, secret professionnel et premiers secours (PSC1) ont contribué à professionnaliser davantage les équipes. Toutefois, plusieurs contraintes logistiques et organisationnelles ont limité l'accès de certains agents à ces sessions, réduisant ainsi l'impact global de l'initiative. Une meilleure planification et des formats de formation plus flexibles auraient permis d'accroître la participation.

Concernant la gestion des demandes de bourses de vacances, l'automatisation du traitement, inspirée du modèle des aides extra-légales du RSPF, a permis une réduction des délais d'instruction et une meilleure allocation des aides. Toutefois, plusieurs freins ont été identifiés :

- un manque de communication sur le dispositif ;
- un reste à charge parfois trop élevé pour certaines familles ;
- des écarts d'accès aux aides en fonction des situations géographiques et économiques des bénéficiaires.

L'intervention ponctuelle de la DSFE a permis de pallier ces difficultés, mais la mise en place d'un système de modulation plus équitable pourrait améliorer l'efficacité du dispositif.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Afin d'optimiser l'impact des actions engagées en 2024, plusieurs ajustements sont envisagés.

Renforcement de la formation des travailleurs sociaux

- Accès amélioré aux formations : mises en place de formats hybrides (présentiel et distanciel), adaptation des sessions aux contraintes horaires des agents et développement de modules individualisés selon les besoins spécifiques de chaque métier ;
- Suivi post-formation renforcé : évaluation de l'impact sur les pratiques professionnelles et ajustement des contenus en conséquence ;
- Groupes d'échanges de pratiques : favoriser une montée en compétences continue et une meilleure valorisation des expériences terrain.

Amélioration du dispositif des bourses de vacances

- Renforcement de la communication : campagnes d'information plus accessibles sur les critères et modalités d'attribution ;
- Ajustement des seuils d'éligibilité : prises en compte des réalités économiques des familles ;
- Simplification des démarches administratives : garantir un accès équitable et fluide aux bénéficiaires ;
- Transparence accrue dans l'attribution : mise en place de critères plus lisibles ;
- Exploration de solutions de co-financement : partenariat avec des acteurs publics ou privés pour réduire le reste à charge des familles et d'élargir le nombre de bénéficiaires.

Ces ajustements visent à renforcer l'efficacité des dispositifs existants et à garantir une prise en charge sociale plus adaptée aux besoins des populations concernées.

Objectif n°2 : Développer les actions de proximité pour une pratique sociale collective

Initiées par les équipes de circonscription, ces actions visent à répondre aux besoins spécifiques identifiés sur le terrain. Elles couvrent diverses thématiques essentielles telles que :

- Parentalité ;
- Insertion sociale et professionnelle ;

- Gestion budgétaire ;
- Renforcement du lien social.

Elles offrent aux bénéficiaires des espaces d'échange et de partage, favorisant :

- La mutualisation des expériences et la réduction de l'isolement ;
- Le développement des compétences utiles à leur quotidien ;
- Un soutien collectif complémentaire aux suivis individualisés.

Ces initiatives permettent également aux travailleurs sociaux d'observer les comportements et les interactions dans un cadre différent de celui des entretiens individuels, facilitant ainsi une analyse plus globale des besoins et des leviers d'intervention.

Enfin, ces actions s'inscrivent dans une démarche de prévention et d'accompagnement social, en proposant des réponses adaptées aux réalités locales et en encourageant l'implication active des bénéficiaires dans leurs propres parcours d'insertion et d'autonomie.

Objectif n° 2- Développer les actions de proximité pour une pratique sociale collective

Il s'agit des actions déployées par la DSFE afin de favoriser et d'impulser une dynamique de cohésion sociale au sein de la population polynésienne.

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 - Nombre d'actions collectives et nombre de bénéficaiaires	Actions Bénef.	50 1 000		70 1500		21		80 1 600
Indicateur 2.2 - Nombre d'évènements et nombre de bénéficiaires dont Noël des solidarités	Actions Bénef.	8 4 300	7	9 5000		8		9 6000

Sources des données :
Cellule prévention
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 2.1 - Données brutes de la cellule "prévention"
Indicateur 2.2 - Données brutes de la cellule "prévention"

Principales projections et réalisations 2024 :

- Action n°1 : Communication et interactions éducatives et affectives au sein de la cellule familiale : organisation du Noël des solidarités 2024 pour un montant estimé à 10 millions F CFP en fonctionnement ; organisation de nombreuses actions collectives au bénéfice des familles et au sein des différentes circonscriptions de la DSFE.
- Action n°2 : Modernisation du guide des aides sociales.

▪ *Commentaire et analyse des résultats*

L'année 2024 a vu la mise en place de plusieurs actions visant à renforcer la cohésion familiale et améliorer l'accessibilité aux dispositifs sociaux.

L'organisation du Noël des solidarités 2024 a permis d'offrir un moment de partage et de convivialité aux familles en situation de précarité, tout en renforçant les liens sociaux et intergénérationnels.

Parallèlement, la mise en place d'actions collectives au sein des circonscriptions de la DSFE a favorisé une dynamique de groupe, offrant aux familles un accompagnement social dans un cadre plus engageant et interactif.

Ces initiatives ont contribué à valoriser la communication et les interactions éducatives et affectives au sein des familles, bien que des ajustements soient nécessaires pour toucher un plus grand nombre de bénéficiaires et renforcer l'impact sur le long terme.

Concernant la modernisation du guide des aides sociales, cette démarche a principalement consisté en une actualisation visant à réviser les barèmes, les critères d'éligibilité et la liste des pièces justificatives nécessaires à l'instruction des demandes d'aides.

Cette mise à jour a permis d'améliorer la lisibilité et la transparence des aides sociales disponibles, facilitant ainsi l'accessibilité aux droits pour les usagers.

Cependant, certaines problématiques restent à résoudre, notamment concernant l'élargissement de la prise en charge des factures d'eau, qui nécessite une étude approfondie pour garantir une équité entre les bénéficiaires et assurer la soutenabilité financière du dispositif.

En conclusion, l'année 2024 a été marquée par la mise en place de diverses actions visant à renforcer la cohésion familiale et l'accessibilité aux dispositifs sociaux. Bien que des ajustements soient encore nécessaires,

ces initiatives ont contribué de manière significative à valoriser la communication au sein des familles, tout en améliorant la lisibilité et la transparence du système d'aides sociales.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Pour capitaliser sur les avancées engagées en matière de modernisation du guide des aides sociales, une refonte de sa présentation permettra d'en améliorer l'ergonomie et d'en faciliter l'appropriation, tant par les usagers que par les professionnels.

Dans cette dynamique, le renforcement de l'harmonisation des critères d'éligibilité et des procédures d'instruction sera nécessaire. Il contribuera à l'uniformisation des pratiques à l'échelle du territoire et à la réduction des écarts d'interprétation.

S'agissant de l'élargissement de la prise en charge des charges domestiques, une étude de faisabilité devra être diligentée. Celle-ci tiendra compte des besoins réels des ménages et des implications budgétaires.

Cette réflexion s'accompagnera d'une définition précise des critères d'attribution, ciblant en priorité les publics les plus vulnérables. L'aide sera ajustée selon la composition du foyer et le niveau de consommation.

Enfin, une coordination avec tous les partenaires s'avèrera nécessaire. Cela permettra d'optimiser la mise en œuvre du nouveau dispositif et d'éviter d'éventuels cumuls avec d'autres aides existantes. Ainsi, une allocation efficace et équitable des ressources pourra être garantie.

- Bilan de la vie associative

Objectif n°1 : Réinvestir et promouvoir la vie associative et le bénévolat

L'étude sur le bénévolat a été lancée en 2024 pour une livraison du document en 2025. L'objectif est de pouvoir disposer d'un état des lieux du bénévolat polynésien et de présenter des chiffres clés de la vie associative locale.

Un premier recensement des aides du Pays en faveur des associations a été réalisé auprès des services administratifs du Pays.

Le Pays a également organisé la **journée mondiale du bénévolat** (JMB) qui s'est tenue sur deux jours du 4 au 5 décembre 2024 à la Pointe Vénus, dans la commune de Mahina. L'objectif était de valoriser et remercier de manière individuelle et collective tous les acteurs bénévoles de Tahiti et Moorea mais également d'encourager et de susciter l'engagement citoyen. Des ateliers d'information, animés par différents intervenants (DJS, RSMA Arue, cellule de prévention Arue, fédération d'Haltérophilie, Association amazones Pacific, Erasmus, Te Niu o Te Huma, SOS suicide, MATJS, DSFE), ont été mis en place au bénéfice des associations présentes. Au total, plus de 100 bénévoles présents, issus de 12 communes de Tahiti et Moorea. Cet évènement sera réitéré en 2025 et délocalisé sur l'île de Moorea.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Les perspectives pour 2025 sont les suivantes :

- Finalisation du recensement des aides allouées par le Pays aux associations ;
- Amélioration des processus d'octroi des subventions ;
- Création d'une plateforme numérique interministérielle à destination des associations ;
- Pérennisation de la Journée mondiale du bénévolat.

- Bilan des l'éducation (DGEE)

Objectif n°1 – Satisfaire les demandes de transports scolaires terrestres, aériens et maritimes

Objectif n° 1 – Satisfaire les demandes de transports scolaires terrestres, aériens et maritimes								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Taux de satisfaction des demandes de transport terrestre	%	98	98	98	98	98	98	98
Indicateur 1.2 - Taux de satisfaction des demandes de transport aérien / maritime	%	98	98	98	98	98	98	98

Sources des données : *Bureau des transports scolaires - DGEE*
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateurs 1.1 et 1.2 - nombre d'élèves qui bénéficient du transport scolaire par rapport à ceux qui l'ont demandé.

- *Commentaire et analyse des résultats*

Les taux de satisfaction des demandes de transports scolaires restent élevés. La gratuité totale des transports terrestre, aérien et maritime des élèves des 1er, 2nd degrés et des étudiants en Polynésie française, traduit une volonté politique en faveur de la scolarisation des élèves et de la poursuite d'études des jeunes.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

En janvier 2024, une mission d'information sur les conditions d'amélioration du transport scolaire terrestre en Polynésie française a été créée. Au terme de ses travaux, la mission d'information a formulé 45 préconisations visant à optimiser ce service essentiel pour garantir un transport sûr et efficace pour tous les élèves de Polynésie française, soulignant l'engagement envers l'éducation et l'équité.

En complément, deux projets d'actions ont été proposés :

- La création d'une commission ad-hoc dans les établissements scolaires du secondaire via le conseil d'établissement, chargée de proposer des moyens d'améliorer les conditions de transport scolaire et de relayer les préoccupations des usagers ;
- L'élaboration d'un règlement des transports scolaires terrestres, définissant clairement les droits et devoirs de tous les acteurs impliqués, y compris les sociétés de transport, les conducteurs, les accompagnateurs, les établissements scolaires et les autorités locales.

Des réunions de travail afin de solutionner la problématique des transports scolaires ont démarré dès le mois de juin 2024 et devraient permettre la mise en place de mesures correctives en 2025.

Suite au retrait de la société Réseau de transport urbain, le transport scolaire sur l'île de Moorea est actuellement assuré par une nouvelle société le temps d'attribuer les marchés conformément au code des marchés publics de la Polynésie française. Cela concerne 1 700 élèves.

Afin de permettre à plusieurs transporteurs existants de candidater à l'appel d'offres lancé en début d'année 2024, deux lots ont été définis. Par ailleurs, compte tenu de l'état de vétusté du parc de véhicules disponible et afin d'assurer la sécurité des élèves transportés, l'appel d'offres prévoit le soutien du Pays pour l'acquisition de véhicules neufs. Cependant, l'appel d'offres a été déclaré infructueux et de ce fait, la procédure continuera sous forme de procédure négociée.

La DGEE espère attribuer les marchés durant le 1er semestre de l'année 2025.

Plusieurs appels d'offres selon le même format seront également lancés pour le transport des élèves aux îles sous le vent, avec une priorité pour Tahaa et Bora Bora. De même, une redéfinition des besoins, consécutive à de nouvelles dessertes des compagnies maritimes, sera effectuée en veillant à un retour des élèves dans leurs familles toutes les semaines en lieu et place du rapatriement mensuel actuel.

12.4.4 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
911/971 03 - COHESION SOCIALE	**2 206 290 804**	**0**	**2 206 290 804**
Solidarités, famille égalité			0
Satisfaire les demandes d'aides sociales pour l'ensemble des ressortissants de la PSG	339 112 000		339 112 000
Transports scolaires			0
Transports scolaires	1 855 927 894		1 855 927 894
Jeunesse et sports			0
Réinvestir et promouvoir la vie associative et le bénévolat			0
Étude	3 724 480		3 724 480
Évènementiel	7 526 430		7 526 430

L'année 2024 a permis de renforcer l'efficacité des dispositifs sociaux à travers des actions ciblées visant à améliorer l'accompagnement des bénéficiaires, à moderniser les outils de gestion des aides et à renforcer la cohésion sociale par des initiatives collectives.

- Bilan des l'éducation (DGEE)

La consommation globale de l'année 2024 a été de 1,86 milliard F CFP, dont 904 millions F CFP pour le transport terrestre, 452,5 millions F CFP pour le transport aérien et 499,4 millions F CFP pour le transport maritime.

12.4.5 Bilan des comptes spéciaux

1) Fonds de prévention sanitaire et sociale (FPSS) - volet cohésion sociale

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
911/971 03 - COHESION SOCIALE	**21 970 342**	**0**	**21 970 342**
Compte d'affectation spécial FPSS - volet cohésion sociale			
Journée internationale du bénévolat, Journée pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, Noël des sans abris	21 970 342		21 970 342
			0

Dans le cadre de la politique de solidarité et de cohésion sociale, la Vice-présidente, ministre des solidarités a organisé en 2024 plusieurs événements majeurs visant à promouvoir l'engagement citoyen, renforcer l'inclusion sociale et sensibiliser aux problématiques sociétales.

1. Journée internationale du bénévolat – une première édition réussie

Afin de valoriser l'engagement des bénévoles et de consolider la dynamique associative, la Vice-présidente, ministre des solidarités a initié la première édition de la Journée internationale du bénévolat, qui s'est tenue au Parc Paofai le 06 décembre 2024.

Cet événement a réuni divers acteurs associatifs, partenaires institutionnels et citoyens autour d'initiatives favorisant l'engagement et la reconnaissance du volontariat.

Les actions entreprises ont inclus :

- Des ateliers bien-être : séances de relaxation et initiation au yoga pour sensibiliser à la gestion du stress et au bien-être des bénévoles ;
- Des activités sportives : organisation de tournois et challenges favorisant la cohésion sociale et l'esprit d'équipe ;
- Une valorisation culturelle : démonstrations et initiations aux pratiques artisanales et artistiques locales, telles que la création de tapa et la danse tahitienne, pour promouvoir le patrimoine culturel et l'inclusion des valeurs traditionnelles dans l'engagement associatif.

2. Noël des solidarités – un moment de partage et de convivialité

Le 20 décembre 2024, la Vice-présidente, ministre des solidarités a organisé l'événement « Noël des solidarités » afin d'offrir un temps festif aux familles en situation de précarité. Cette initiative a permis de renforcer le lien social et de favoriser l'inclusion des bénéficiaires dans une dynamique collective et bienveillante.

Les actions entreprises ont inclus :

- Des ateliers créatifs et éducatifs : espace dédié aux activités ludiques et pédagogiques permettant aux enfants de développer leur créativité ;
- Des ateliers attractifs : espace dédié aux jeux en plein air pour partager un moment de convivialité ;
- La distribution de cadeaux : remise de bons cadeaux pour les familles issues d'un suivi par les circonscriptions.

3. Noël des sans-abri – un temps d'échange et d'engagement institutionnel

Dans une démarche de dialogue social et de sensibilisation aux problématiques d'exclusion, l'édition 2024 du « Noël des sans-abri » qui a eu lieu le 19 décembre 2024 a permis un temps d'échange privilégié entre les personnes en grande difficulté et les représentants des institutions publiques.

Actions entreprises :

- Organisation d'une maraude avec la participation des autorités locales afin d'être au plus proche des personnes sans domicile fixe ;
- Organisation d'un repas solidaire en présence des autorités locales, permettant un moment de partage et de reconnaissance des besoins des publics vulnérables ;
- Dialogue constructif avec les élus et services publics afin d'identifier des pistes d'amélioration pour la prise en charge des personnes sans domicile fixe ;
- Renforcement de l'engagement des pouvoirs publics à travers des annonces de mesures et d'initiatives visant à favoriser l'accès aux dispositifs d'accompagnement social et de réinsertion.

4. Journée pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes – mobilisation à Nuku-Hiva

Dans le cadre de la lutte contre les violences faites aux femmes, une journée de sensibilisation et d'action a été organisée à Nuku-Hiva afin de renforcer la prévention et d'assurer une meilleure protection des victimes.

Actions entreprises :

- Conférences et tables rondes afin de mettre en exergue les enjeux liés aux violences de genre ;
- Ateliers d'information sur les droits des femmes, les recours juridiques et les dispositifs de protection existants ;
- Engagement des institutions locales en faveur d'un suivi renforcé et d'une coordination améliorée des services de prise en charge.

5. Journée des matahiapo – une reconnaissance de l'apport des aînés

Soucieuse de magnifier le rôle fondamental des aînés dans la transmission des valeurs culturelles et sociales, la Vice-présidente, ministre des solidarités a organisé le 1er octobre 2024, une journée dédiée aux matahiapo, afin de promouvoir leur contribution essentielle à la société.

Actions entreprises :

- Remise des "Trophées du cœur" récompensant les matahiapo distingués par leurs engagements dans des actions de solidarité et de transmission culturelle ;
- Célébrations et spectacles traditionnels mettant en exergue la richesse des savoir-faire ancestraux et la diversité du patrimoine culturel ;
- Organisation d'un repas intergénérationnel favorisant les échanges et le renforcement des liens sociaux entre les différentes générations.

6. Journée internationale du handicap – inclusion et sensibilisation

Le 3 décembre 2024, la Journée internationale du handicap a été placée sous le signe de l'accès à l'emploi des personnes en situation de handicap, avec la mise en place d'actions concrètes favorisant leur insertion professionnelle.

Actions entreprises :

- Organisation d'un "Job dating" réunissant des recruteurs des secteurs public et privé afin de faciliter les opportunités d'embauche et l'inclusion professionnelle des personnes en situation de handicap ;
- Ateliers bien-être et mise en beauté destinés à renforcer la confiance en soi et à préparer les candidats aux entretiens d'embauche ;
- Renforcement des engagements institutionnels pour améliorer l'accessibilité et l'accompagnement des travailleurs en situation de handicap.

12.4.6 Les opérateurs participant à la réalisation du programme

De nombreux ministères du gouvernement soutiennent les orientations stratégiques définies supra (tourisme, solidarités, développement des archipels, budget, agriculture, éducation et santé), dans le cadre des travaux à venir du Comité pour la vie associative de Polynésie française, qui rassemble également des représentants du Haut-Commissariat de la République en Polynésie française, de l'Assemblée de la Polynésie française et du Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Polynésie française.

Les communes, les services du Pays et les associations elles-mêmes sont également des partenaires privilégiés de ce réseau partenarial.

12.5 **Programme 911 04/971 04 : accès au logement**

12.5.1 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
911/971 04 - ACCES AU LOGEMENT	**510 393 751**	**0**	**510 393 751**
Aides à caractère économiques	106 393 751		106 393 751
Subventions aux associations et autres organismes de droit privé	404 000 000		404 000 000

❖ Aides à caractère économique :

Il s'agit principalement des aides relatives :

- au **dispositif d'incitation à l'investissement des particuliers** (prêt incitatif au logement - PIL), institué par la délibération n° 2010-30 APF du 5 août 2010 et son arrêté d'application n° 1402 CM du 18 août 2010. Ce dispositif permet au ménages de bénéficier d'une bonification des intérêts d'un prêt destiné à la construction, à l'acquisition de logements neufs ou à l'aménagement intérieur ou extérieur de l'habitat existant et de son foncier. En 2024, les dépenses liées à ce dispositif s'élevaient à 5 404 891 F CFP ;
- et au **dispositif de relance** (prêt d'accès à la propriété - PAP), insitué par la délibération n° 2010-29 APF du 5 août 2010 et par son arrêté d'application n° 1401 CM du 18 août 2010. Ce dispositif permet au ménages de bénéficier d'une bonification des intérêts d'un prêt destiné à la construction de logements ou à l'acquisition de logements neufs pour habitation principale. En 2024, les dépenses liées à ce dispositif s'élevaient à 99 687 813 F CFP.

❖ Subventions aux associations :

1) Rahu Ora - Agence immobilière sociale de Polynésie française (ROAISPF):

   La ROAISPF est une association créée en 2008, ayant obtenu la reconnaissance d'intérêt général en 2010. Depuis 2022, son partenariat avec la Polynésie française est encadré par la convention n°7193/PR du 21 novembre 2022. En 2024, elle bénéficie d'une subvention de 335 millions F CFP pour la réalisation de son programme d'actions annuel, répartie comme suit : 300 millions F CFP pour son programme principal et 35 millions F CFP pour son programme complémentaire en faveur des étudiants.

   La ROAISPF a pour mission de faciliter l'accès au logement des ménages à faibles revenus, pour une durée de deux ans, par le biais de l'intermédiation locative. Concrètement, l'association conclut un bail avec les propriétaires, puis sous-loue les logements aux ménages bénéficiaires du dispositif.

   Au fil des années, la ROAISPF a élargi son public cible. Peuvent désormais bénéficier de ce dispositif : les familles, les jeunes actifs, les couples sans enfant et les étudiants. Une participation financière équivalente à un tiers du loyer est demandée aux bénéficiaires, à l'exception des étudiants, qui versent une somme forfaitaire de 15 000 F CFP.

2) Aveia Ora - Agence immobilière très sociale de Polynésie française (AOAITSPF) :

   L'AOAITSPF est une association créée en 2020 et opérationnelle depuis 2024. Elle reprend le principe de l'intermédiation locative pour une durée de deux ans, en ciblant spécifiquement les ménages aux ressources précaires. Ces derniers doivent s'acquitter d'une participation financière déterminée en fonction du type de logement attribué : F1 = 5 000 F CFP ; F2 = 10 000 F CFP ; etc. En 2024, l'AOAITSPF est subventionnée à hauteur de 69 millions F CFP pour la mise en œuvre de son programme annuel.

La ROAISPF et l'AOAITSPF ne reçoivent les demandes d'adhésion que par l'intermédiaire d'un travailleur social, relevant soit du Pays (DSFE), soit des communes. Les deux associations insistent sur la solvabilité des bénéficiaires, dans une logique de responsabilisation et de promotion d'une culture du paiement du loyer.

Elles se distinguent par la qualité de leur accompagnement social régulier et contribuent activement à la mise en œuvre de la politique publique de l'habitat 2021-2030.

12.6 **Programme 911 05/971 05 : jeunesse**

12.6.1 Bilan des orientations stratégiques

Afin de doter le Pays d'une véritable politique publique en faveur de la Jeunesse, le Ministère en charge de la jeunesse a entamé des travaux collectifs menés selon une démarche participative et réalisés en 3 phases successives :

1. Préparation des outils de consultation (équipe projet de décembre 2023 à mars 2024) et présentation de la démarche à la commission de cadrage des travaux d'élaboration du schéma directeur de la Jeunesse ;
2. Mobilisation des acteurs de la jeunesse et de la population (mars à juin 2024) au travers de 42 réunions en présence de différents publics et de nombreuses associations, dans 12 îles des 5 archipels ;
3. Consolidation du schéma directeur via 6 réunions de la commission de cadrage (examen et arbitrage des 211 préconisations d'actions collectées afin d'établir le premier plan d'actions opérationnel sur les années 2025 à 2030).

Le schéma directeur de la jeunesse 2025-2035 accompagné de son étude de contexte a reçu un avis favorable du Conseil économique, social, environnemental et culturel le 23 décembre 2024 (avis n°45 du 23/12/2024 sur le projet de délibération approuvant le schéma directeur de la jeunesse de la Polynésie française pour les années 2025-2035).

Ce document stratégique se concentrera sur les 5 objectifs spécifiques suivants :

1. Agir pour le bien-être physique et mental de tous les jeunes ;
2. Vaincre l'injustice sociale, les déséquilibres territoriaux et la reconduction générationnelle de la précarité ;
3. Assurer un parcours éducatif adapté à chaque jeune ;
4. Accroître l'autonomie et l'insertion professionnelle des jeunes adultes ;
5. Encourager l'engagement communautaire et les initiatives citoyennes et culturelles par et pour la jeunesse.

Son adoption par l'Assemblée de Polynésie française est attendue pour le premier trimestre 2025.

12.6.2 Bilan des réformes

Le projet de loi du pays relative aux accueils collectifs de mineurs (ACM) a été finalisé fin 2024, pour une présentation et une consultation du mouvement jeunesse et éducation populaire au 1er trimestre 2025.

Le projet de loi du pays relative aux aides financières dans le domaine de la jeunesse est en cours d'élaboration.

12.6.3 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 : Contribuer au développement et à l'innovation des activités JEP (jeunesse et éducation populaire)

Objectif n° 1 - Contribuer au développement et à l'innovation des activités JEP								
Accompagner et soutenir les structures et les acteurs locaux dans leurs politiques éducatives, et favoriser le développement des activités JEP innovantes								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1 - Nombre de journées/enfants en CVL	Nb	194 000	189 117	200 000	-	203 165	200 000	200 000
Indicateur 2 - Taux de participation des adolescents	%	27	33	40	-	30	35	35
Indicateur 3 - Nombre de projets périscolaires	Nb	20	20	30	-	18	25	25

Sources des données : DJS
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1 - Indicateur calculé à partir du nombre de mineurs accueillis et du nombre de jours présents en CVL par période déclarée
Indicateur 2 - Indicateur calculé à partir du nombre de mineurs accueillis en CVL pour la tranche d'âge de 13-17 ans
Indicateur 3 - Indicateur calculé à partir des CLSH permanents (mercredi et vendredi PM, samedi AM) déclarés à la DJS

Les centres de vacances et de loisirs (CVL) jouent un rôle important dans la prise en charge des enfants en dehors du cadre scolaire. Ils offrent aux enfants un accès à des activités éducatives et récréatives et assurent une continuité éducative qui participe au développement des jeunes.

Cette continuité éducative, en particulier pour les enfants issus de milieux fragiles, répond à plusieurs enjeux (lutte contre le décrochage scolaire, prise en charge des enfants sur le temps extrascolaire et apprentissage de la vie en collectivité, du respect des règles et du vivre ensemble).

L'évolution du nombre de journées/enfants suit celle du nombre de CVL ouverts. En effet, sur la période 2014-2024, **le nombre de CVL a connu des fluctuations avec une tendance globale à la hausse**, atteignant un pic en 2023. Après une croissance régulière jusqu'en 2019, une chute a été observée en 2020 en raison de la crise sanitaire (COVID), suivie d'une reprise progressive. L'objectif fixé pour 2024 est atteint, et les prévisions pour 2025 restent stables, traduisant un ajustement plus réaliste des attentes.

Le taux d'adolescents accueillis en CVL suit une dynamique similaire au nombre de structures ouvertes. Un pic a été atteint en 2023 avec 5 007 adolescents accueillis, contre 4 059 en 2024, soit 30 % du public mineur. **Cette progression positive s'explique en partie par le renforcement des financements dédiés à l'accueil des adolescents**.

Dans le cadre de la réforme des rythmes scolaires, le ministère en charge de la jeunesse a encouragé le développement des projets périscolaires via une augmentation des financements destinés aux associations de jeunesse et d'éducation populaire. En 2024, les résultats restent stables par rapport à 2023, bien qu'en deçà des projections initiales. Les chiffres montrent une certaine constance, impliquant principalement les mêmes associations. Pour 2025, l'objectif est d'atteindre 25 CLSH (centres de loisirs sans hébergement) permanents, afin de permettre aux nouvelles AJEP (associations de jeunesse et éducation populaire) de se familiariser avec ce dispositif et de mieux se l'approprier.

Dans le cadre de l'**accompagnement des acteurs JEP et le soutien aux projets innovants** en 2024, la DJS a financé pour un montant en fonctionnement de **38 327 650 F CFP** (dont 3 000 000 F CFP pour l'innovation) les actions en faveur des associations.

Une dotation spécifique a été octroyée à la Polynésie française par arrêté du Haut-Commissariat au travers d'un **appel à projet** dédié aux champs de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative. Sur les 12 associations qui ont déposé un dossier de demande de subventions, 10 ont été financées pour un montant total en fonctionnement de **8 062 536 F CFP**. La majorité des demandes émargeaient à l'axe 3 de l'appel à projets visant à favoriser les actions assurant une continuité éducative de qualité (domaine sportif, éducatif, culturel etc.).

Dans le cadre des opérations d'**investissements**, la DJS a financé les projets des AJEP pour un montant de **26 431 522 F CFP** et a finalisé un recensement quantitatif des structures d'accueil de la jeunesse, prestation qui a été externalisée en 2024.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Dans la continuité du recensement des structures, la définition d'un plan de remise aux normes des infrastructures d'accueil des jeunes sera fixée en priorité pour 2025 et ce, afin de renforcer la sécurité des jeunes en espace collectif.

Objectif n°2 : Contribuer à la structuration et la professionnalisation du secteur pour améliorer la qualité éducative

Objectif n° 2 - Contribuer à la structuration et la professionnalisation du secteur pour améliorer la qualité éducative								
Aider à la montée en compétence et à la structuration des associations de jeunesse								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1 - Nombre de stagiaires BAFA	NB	655	846	800	-	632	800	800
Indicateur 2 - Nombre de stagiaires BAFD	NB	55	66	100	-	80	100	100

Sources des données :
DJS
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1 - Indicateur calculé à partir des effectifs déclarés présents en formation BAFA
Indicateur 2 - Indicateur calculé à partir des effectifs déclarés présents en formation BAFD

Le soutien à la **montée en compétences des acteurs JEP** a été maintenu en 2024 **(4 699 000 F CFP)** au travers du financement de formations complémentaires permettant le renforcement des compétences des encadrants et animateurs de jeunesse, ainsi que via le financement de formations aux BAFA (brevet d'aptitude

aux fonctions d'animateur) et BAFD (brevet d'aptitude aux fonctions de directeur). L'effectif des stagiaires BAFA est en deçà des prévisions mais supérieur à l'année 2023 malgré le constat d'une faible visibilité des sessions de formation pouvant limiter l'intérêt des candidats potentiels, et la moindre attractivité du BAFA pour les jeunes, par rapport à d'autres opportunités de formation ou d'emploi.

Parallèlement, en vue d'améliorer la qualité éducative et la montée en compétences des encadrants de jeunesse, la DJS a organisé **10 rencontres thématiques de jeunesse dont 2 dans les îles** en faveur des acteurs JEP.

À la différence du BAFA, le nombre de stagiaires inscrits en formation BAFD, ouvrant l'accès à la direction des CVL, a augmenté par rapport à 2023, bien que restant inférieur à nos prévisions. Il serait toutefois pertinent d'analyser si cette progression s'inscrit dans une tendance durable ou si elle reste ponctuelle.

Le **financement de postes de cadres permanents,** occupés par des chefs de projet en matière de jeunesse et d'animation populaire, s'élève à **40 900 000 F CFP** (FONJEP et cadres permanents). Il contribue au développement des structures de Jeunesse et de leurs projets, avec pour objectifs de :

- Soutenir et renforcer le développement et la montée en compétences du mouvement associatif de jeunesse ;
- Faciliter la rétribution financière de personnels permanents employés par les associations, remplissant des fonctions d'animation et de gestion de projets ;
- Participer au co-financement du salaire des cadres permanents (chefs de projets titulaires d'un BAC+2 ou BPJEPS, DEJEPS).

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Il convient de :

- Renforcer la communication DJS autour des diplômes BAFA et BAFD (campagnes d'information, tenue de stands d'information lors de forums…) et encourager les inscriptions aux formations BAFA et BAFD dans les îles éloignées ;
- Réviser les critères d'octroi des subventions JEP 2025 pour « l'organisation de formation BAFA/BAFD dans les îles éloignées (hors Tahiti et Moorea) ».

Objectif n°3 : Favoriser l'accès à l'autonomie et à la citoyenneté des jeunes

Objectif n° 3 - Favoriser l'accès à l'autonomie et à la citoyenneté des jeunes								
Favoriser l'insertion sociale et professionnelle du jeune de 16 à 30 ans								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1 - Nombre de projets en faveur de l'insertion sociale des jeunes	NB	13	10	15	-	17	15	15
Indicateur 2 - Nombre de projets d'insertion sociale et professionnelle JEP	NB	2	3	6	-	2	4	6

Sources des données :
DJS
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1 - Indicateur calculé à partir du nombre de projets réalisés en faveur de l'insertion sociale des jeunes (ateliers de remise en confiance en soi, camps d'insertion)
Indicateur 2 - Indicateur calculé à partir du nombre de projets réalisés en faveur de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes (CV LDM, coaching pro, immersion en entreprise, forum des métiers…)

Bien que les deux indicateurs dans l'objectif 3 « Favoriser l'accès à l'autonomie et à la citoyenneté des jeunes » soient très similaires, nous constatons une augmentation de ces projets par rapport à 2023, même si les prévisions 2024 restent plus ambitieuses.

Les actions en faveur de l'initiative et l'engagement des jeunes ont été soutenues à hauteur de 1 200 000 F CFP et les projets d'insertion sociale et professionnelle des jeunes à hauteur de 1 950 000 F CFP lors de la campagne de subventions DJS 2024.

Afin d'accompagner et de favoriser l'autonomisation de la jeunesse polynésienne, un projet de **Pass'jeunes** a été engagé en 2024 pour un **montant en fonctionnement de 10 488 883 F CFP**. Ce pass permettra aux jeunes, âgés de 15 à 25 ans résidant en Polynésie française, de bénéficier de tarifs préférentiels voire de gratuités sur des offres culturelles, sportives et de divertissements proposées par un réseau de partenaires (privés et publics).

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Le projet Pass'Jeunes fera l'objet d'un développement supplémentaire afin d'intégrer un parcours d'engagement citoyen via l'application dédiée permettant de valoriser les initiatives bénévoles et citoyennes des jeunes afin de les rendre acteurs du développement de notre Pays et utiles à la société.

12.6.4 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
911/971 05 - JEUNESSE	**148 571 598**	**29 438 563**	**178 010 161**
Contribuer au développement et à l'innovation des activités JEP			0
Accompagner et soutenir les structures et les acteurs locaux dans leurs politiques éducatives	35 327 650	18 602 256	53 929 906
Favoriser le développement des activités JEP innovantes	3 000 000		3 000 000
Aides en nature	1 943 529		1 943 529
Appels à projets	8 062 536		8 062 536
Recensement des infrastructures JEP		3 007 041	3 007 041
Contribuer à la structuration et la professionnalisation du secteur pour améliorer la qualité			0
Aider à la montée en compétence des acteurs JEP	4 699 000		4 699 000
Aider à la structuration des associations de jeunesse (FONJEP + encadrants)	40 900 000		40 900 000
Subvention sans condition 4 AJEP	8 000 000		8 000 000
Subvention sans condition à l'UPJ	33 000 000	7 829 266	40 829 266
Favoriser l'accès à l'autonomie et à la citoyenneté des jeunes			0
Favoriser l'initiative et l'engagement des jeunes	1 200 000		1 200 000
Favoriser l'insertion sociale et professionnelle du jeune de 16 à 30 ans	1 950 000		1 950 000
Pass'jeunes	10 488 883		10 488 883

12.6.5 Les opérateurs participant à la réalisation du programme

L'**Union polynésienne pour la jeunesse** (UPJ) fédère les associations de jeunesse et d'éducation populaire, coordonne et promeut les actions de ses membres et favorise leur formation.

En 2024, l'UPJ a bénéficié d'une dotation d'exploitation d'un montant de 33 millions F CFP pour mener à bien ses activités générales.

A l'instar de l'UPJ, 4 associations de jeunesse ont bénéficié d'une dotation d'exploitation d'un montant de 2 millions F CFP chacune en début d'année 2024.

12.7 **Programme 911 06/971 06 : sports**

12.7.1 Bilan des orientations stratégiques

L'année 2024 a été une année faste pour la promotion du sport polynésien, notamment marquée par la tenue des épreuves de surf des Jeux Olympiques – Paris 2024 à Teahupo'o et le sacre du surfeur local Kauli VAAST. Les rameurs polynésiens se sont eux aussi distingués lors des Championnats du monde de va'a à Hawaii en remportant 74 médailles, dont 40 en or.

Dans le cadre de l'organisation des Jeux du Pacifique 2027, de nombreux travaux d'études et de réhabilitation des équipements sportifs polynésiens sont à effectuer pour moderniser nos infrastructures sportives et permettre d'accueillir dans les meilleures conditions tous les athlètes et officiels des Pays participants.

La préparation des athlètes et des fédérations s'est elle aussi poursuivie avec l'aide du Pays, notamment au travers des dispositifs suivants :

- Le projet « Ambition 2027 », mis en place en 2024 au bénéfice de 13 fédérations avant une extension en 2025 à l'ensemble des 25 fédérations engagées pour les Jeux du Pacifique de 2027 ;
- L'extension du programme des centres de performance polynésiens (CPP) à deux nouvelles disciplines : le rugby et l'athlétisme ;
- L'extension de la liste des sportifs de haut niveau permettant la reconnaissance et la prise en charge d'un nombre plus important d'athlètes ;
- Le renforcement des moyens matériels liés au suivi médical des sportifs de haut niveau.

12.7.2 Bilan des réformes

Sur le plan des réformes, l'année 2024 a été marquée par l'adoption de deux projets de loi du pays (LP) structurants dans le domaine sportif :

- *La LP 2024-28 du 14 novembre 2024 portant modification de la délibération n°99-176 du 14 octobre 1999 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française*. Par cet intermédiaire, le gouvernement a souhaité moderniser le cadre de gouvernance du mouvement sportif, notamment s'agissant des délégations de services public, qui seront désormais accompagnés d'un contrat de délégation fixant des engagements pluriannuels réciproques ;
- *La LP n°2024-27 du 14 novembre 2024 relative à la lutte contre le dopage*. Ce projet a permis à la Polynésie française de mettre sa règlementation en conformité avec les exigences du mondial anti-dopage, à savoir de garantir une indépendance des opérations de contrôle et de sanction. Celles-ci, mises en suspens en 2021, pourront reprendre dès 2025, permettant à la Polynésie française de respecter l'engagement qu'elle avait formulée lors du dépôt de candidature pour l'organisation des Jeux du Pacifique de 2027.

D'autres chantiers règlementaires ont été finalisés ou initiés en 2024 :

- Un projet de LP relative aux aides financières dans le domaine du sport a été lancé fin 2024, pour faire suite à l'adoption de la LP 2024-28 sus référencée. Celui-ci viendra sécuriser les engagements financiers du pays auprès du mouvement sportif, notamment s'agissant des contrats de délégation passés avec les fédérations sportives et regroupera l'ensemble des dispositifs d'aides ;
- L'adoption d'un arrêté n°458 CM du 11 avril 2024 est venu réformer le cadre du sport de haut niveau, notamment s'agissant des critères d'accès au statut de sportif de haut niveau, qui sont désormais fixés par les fédérations, en tant qu'experts de leurs disciplines respectives. Cela a permis de reconnaître davantage d'athlètes de haut niveau afin d'avoir un panel plus représentatif du tissu sportif local ;
- Un projet d'arrêté portant modification de l'arrêté n°276 CM du 09 février 2004 modifié relatif au contrôle de l'enseignement contre rémunération des activités physiques et sportives.

12.7.3 Bilan des objectifs de performance

- Bilan de la direction de la jeunesse et des sports (DJS)

En 2024, le Pays a soutenu **36 fédérations délégataires de service public (DSP) ainsi que 114 associations sportives dont 6 clubs bâtisseurs, pour un montant total de 159,6 millions F CFP** (dont 78,12 millions F CFP à destination des fédérations et 81,84 millions F CFP pour les associations).

Objectif n°1 : Contribuer au développement des activités des APS en favorisant l'accès pour tous

Objectif n° 1 - Contribuer au développement des activités des APS en favorisant l'accès pour tous								
Soutenir le développement d'une offre de pratiques adaptées à tous et favoriser l'accès aux activités physiques et sportives aux publics éloignés de la pratique								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Proportion des crédits affectés aux publics prioritaires	%	29	27	30	-	20	30	30
Indicateur 1.2 - Proportion des crédits affectés aux archipels (hors IDV)	%	31	12	30	-	12	20	20
Indicateur 1.3 - Proportion des crédits affectés au développement des APS **(*nouvel indicateur)**	%	39	48	30	-	57	35	35
Sources des données : *DJS* Mode de calcul des indicateurs : *Indicateur 1.1 - pourcentage des crédits d'aides aux associations sportives affectés à des projets en faveur des publics prioritaires (femme, jeunes, personnes en situation de handicap, quartiers prioritaires)* *Indicateur 1.2 - pourcentage des crédits d'aides aux associations sportives affectés à des projets en faveur des licenciés des îles autres que IDV* *Indicateur 1.3 - pourcentage des crédits d'aides aux associations sportives affectés au développement des APS (projets sportifs pour tous, rencontres sportives locales, actions de prévention et promotion de la santé et projets à visée touristique, culturelle et environnementale)*								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Le financement des actions de promotion des APS (activités physiques et sportives) pour tous s'est élevé en 2024 à un montant en fonctionnement de **90 972 000 F CFP**. La proportion des crédits affectés à cette thématique reste majoritaire et reflète les efforts des associations à favoriser l'accès à leurs disciplines sportives au plus grand nombre.

Le MJP a relancé la dynamique des jeux dans les îles (Australes, Marquises), on note toutefois une stagnation de la proportion des crédits de fonctionnement alloués aux demandes des archipels (hors IDV) par rapport à

2023 dans le cadre des demandes de subventions des associations auprès de la DJS. Toutefois, le soutien financier du Pays est directement effectué auprès des Archipels concernés.

En termes d'investissement, l'enveloppe financière a doublé par rapport à 2023, **80 millions F CFP sont mobilisés pour accompagner les projets d'investissement** des associations notamment en raison de la préparation aux Jeux du Pacifique 2027.

Le **dispositif Pass'sport** a été reconduit en 2024 en élargissant la cible des structures éligibles, le plafond des ressources du foyer et la tranche d'âge des jeunes concernés. Cette aide est versée directement aux structures (clubs sportifs affiliés ou non aux fédérations sportives délégataires de service public, écoles de danse de Ori Tahiti et salles de sport avec coach sportif détenteur d'une carte professionnelle délivrée par la DJS). Elle permet de prendre en charge, tout ou partie, le coût de la licence, de l'adhésion et/ou de l'équipement sportif pour des jeunes âgés de 3 à 21 ans sous conditions de ressources du foyer. **Cette aide a permis à 3 651 jeunes de bénéficier du dispositif et ainsi faciliter l'accès à la pratique d'une discipline sportive.**

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Dans le cadre du prochain renouvellement des délégations de service public des fédérations, la DJS veillera à ce que les critères des publics prioritaires et des îles soient intégrés aux dossiers de candidature notamment inscrits dans les **projets fédéraux**. A cela, est envisagé d'ajouter des actions de prévention sur la thématique des violences dans le sport.

Objectif n°2 : Contribuer à la structuration et la professionnalisation du secteur

Objectif n° 2 - Contribuer à la structuration et la professionnalisation du secteur								
Elever le niveau de compétence des associations et participer à l'activité économique par les métiers du sport.								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 - Proportion des crédits affectés aux actions de formations	%	8	9	10	-	8	10	10
Indicateur 2.2 - Proportion des crédits affectés à la structuration et la professionnalisation **(*nouvel indicateur)**	%	20	15	30	-	18	30	30

Sources des données :
DJS
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 2.1 - pourcentage des crédits affectés aux projets de formations déclarés par les fédérations sportives délégataires de service public dans leurs demandes de subventions
Indicateur 2.2 - pourcentage des crédits affectés aux projets pour aider la montée en compétences des acteurs (emploi sportif et formations) et les projets structurants (promotion, fonctionnement,etc.)

- *Commentaire et analyse des résultats*

Dans le cadre de la structuration du mouvement sportif et de sa professionnalisation, la Polynésie française s'est engagée depuis plusieurs années à **soutenir l'emploi sportif** et plus précisément l'emploi d'un cadre technique fédéral (CTF) en attribuant une subvention annuelle à la fédération employant un cadre technique (CTF) pour un montant de 3 millions F CFP. En 2024, ce montant est passé à 4,5 millions F CFP permettant la prise en charge des charges sociales des CTF pour un **montant total de 64,5 millions F CFP** :

- 13 fédérations emploient un cadre technique fédéral (CTF) ;
- 3 fédérations disposent d'un emploi administratif.

Le Pays a soutenu les projets de développement du secteur professionnel du sport pour un montant en fonctionnement de **28 728 000 F CFP** pour les fédérations et associations sportives.

Dans le **champ des formations** (certifications DJS) :

- Suite à la création de 2 nouvelles mentions du brevet polynésien d'éducateur sportif (BPPES), 11 personnes ont été diplômées en 2024 dans la mention « arts martiaux mixtes » et 5 dans la mention « activités subaquatiques » ;
- Un diagnostic des besoins en formations en randonnée à cheval aux Australes a été mené. Cette mission menée en 2024 a permis de confirmer la nécessité de mettre en œuvre une formation en randonnée à cheval aux Australes avec pour socle une culture équestre ancrée et un développement touristique éco-responsable sur ces iles. Une formation qui serait mise en œuvre en 1ère partie à Tubuai puis à Rurutu, sur une période d'environ 6 mois au total.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Le Pays et la MATJS poursuivront en 2025 leur soutien financier à l'emploi de jeunes issus du projet Campus 2023 porté par le COPF. Suite à leur bilan 2024, un appui technique complémentaire pourra être envisagé.

Dans le cadre du dopage et suite au passage de la LP, la DJS va poursuivre le process de contractualisation avec l'AFLD (agence française de lutte contre le dopage) avec pour objectif de lancer une phase de contrôles dopage en fin d'année 2025 effectué par l'organisme compétent en la matière.

Objectif n°3 : Soutenir le sport de haut niveau

Objectif n° 3 - Soutenir et structurer le sport de haut niveau								
Structurer et développer l'accès à la performance et l'excellence sportive								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 - Rang sportif de la Polynésie française dans le Pacifique	NB	4	2	2	-	2	2	1
Indicateur 2.2 - Proportion des crédits affectés au haut niveau	%	41	37	40	-	25	40	40

Sources des données :
DJS
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 2.1 - rang sportif de la PF aux mini-jeux et aux jeux du Pacifique
Indicateur 2.2 - pourcentage des crédits affectés au haut niveau tout dispositif d'aides confondus (bourses, aides individuelles, projets fédéraux haut niveau)

- *Commentaire et analyse des résultats*

Suite aux derniers Jeux du Pacifique 2023, la Polynésie française garde sa 2e place au rang sportif dans le Pacifique.

La proportion des crédits alloués aux **projets haut niveau** (HN) est de 25 % du financement validé en Commission Sport en 2024 soit un montant en fonctionnement de **39,9 millions F CFP**. Les projets financés permettent notamment de préparer les sportifs (renforcer la qualité de la détection des athlètes, augmentation des entrainements…), de favoriser l'accès aux compétitions internationales et nationales, etc. L'indicateur fixé à 40 % montre un souhait fort d'orienter les crédits en soutien des sportifs de HN notamment en raison des prochains JP 2027 toutefois des crédits sont déjà orientés en ce sens dans l'objectif 4.

A cela s'ajoute le financement des sportifs de haut niveau au travers des **aides individuelles** à hauteur de **14,2 millions F CFP** en 2024 pour les 106 sportifs nouvellement inscrits sur liste.

L'année 2024 a aussi été marquée par une nette augmentation du nombre de sportifs de haut niveau reconnus par la Polynésie française. Au-delà des aides financières, ce statut permet notamment aux athlètes de bénéficier d'autorisations exceptionnelles d'absences, notamment dans la fonction publique (d'Etat, territoriale et communale), de bénéficier d'aménagements scolaires, d'un suivi médical pris en charge par l'IJSPF ou encore de l'accès à certaines installations sportives du Pays à titre gratuit. L'augmentation du nombre de sportifs témoigne donc de la volonté du Pays de soutenir plus d'athlètes et que ceux-ci puissent constituer un panel plus représentatif du mouvement sportif local.

A titre d'exemple, pour la première fois depuis plus de 10 ans, des rameurs ont intégré la liste des sportifs de haut niveau, ce qui n'était pas le cas jusqu'à présent malgré le fait que le va'a polynésien ait dominé ses concurrents au niveau mondial depuis toutes ces années.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Un projet de modification de l'arrêté n° 458 CM du 11 avril 2024 relatif au sport de haut niveau est en cours d'élaboration, dans l'optique d'intégrer les entraineurs, juges et arbitres.

Sans totalement remettre en cause les principes établis en 2024 par ce nouvel arrêté, des correctifs mineurs doivent également être apportés, eu égard aux constats établis après une première année de mise en place du nouveau dispositif règlementaire.

Objectif n°4 : Soutenir les associations sportives dans le cadre des Jeux du Pacifique 2027

Objectif n° 4 - Soutenir les associations sportives dans le cadre des jeux du Pacifique								
Soutenir l'organisation et la préparation à l'accueil des JP en Polynésie								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 4.1 - Nombre d'athlètes préparés pour participer aux Jeux du Pacifique tous les 4 ans **(*nouvel indicateur)**	Nb	-	418	-	420	644	550	550

Sources des données :
DJS - COPF

- *Commentaire et analyse des résultats*

Outre le soutien apporté aux fédérations et aux associations au titre du sport de haut niveau, un soutien exceptionnel correspondant au programme « Ambition 2027 », porté par le COPF, a été mis en place en 2024 et est financé à 100 % par le Pays. Pour cette première année, 13 fédérations sportives délégataires de service public ont été financées dans le cadre de la préparation des athlètes en vue des Jeux du Pacifique 2027, à savoir l'athlétisme, le basket, le cyclisme, le football, le judo, le kayak, la natation, le rugby, le squash, le taekwondo, le tennis de table, triathlon et le tir à l'arc. Les autres fédérations n'ont pas été en capacité de monter un projet s'inscrivant dans la dynamique des Jeux du Pacifique mais ont tout de même été accompagnés pour être opérationnels pour 2025.

Dans ce cadre, le Pays a financé ces fédérations à hauteur de **36,6 millions F CFP**.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Le Pays déploie son soutien financier auprès des fédérations et du COPF jusqu'à la tenue des JP 2027. Pour l'année 2025, 90 millions F CFP de crédits en fonctionnement ont été inscrits au budget primitif de la Polynésie française, soit 3 millions F CFP par fédération engagée dans la préparation des Jeux (25) et 15 millions F CFP alloués au COPF au titre de la préparation transversale des fédérations et des sportifs.

- Bilan de l'institut de la jeunesse et des sports de la Polynésie française (IJSPF)

Objectif n°1 : Favoriser l'accès à la pratique sportive dans des structures adaptées

Objectif n°1 - Favoriser l'accès à la pratique sportive dans des structures adaptées

Mettre à disposition, rénover, améliorer et construire les installations sportives du Pays

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Taux des installations répondant complètement aux normes	%	8%	11%	15%	15%	20%	25%	30%
1.1.1 - Taux des installations aux normes de sécurité incendie	%	8%	29%	32%	32%	40%	45%	50%
1.1.2 - Taux des installations aux normes handisports	%	24%	19%	22%	22%	25%	30%	35%
1.1.3 - Taux des installations aux normes sportives (niveau régional)	%	39%	42%	45%	45%	50%	55%	60%

Sources des données :
Données IJSPF
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - nombre d'installations de l'IJSPF aux normes / nombre total d'installations de l'IJSPF
1.1.1 - nombre d'installations de l'IJSPF aux normes de sécurité incendie/ nombre total d'installations de l'IJSPF
1.1.2 - nombre d'installations de l'IJSPF aux normes handisports/ nombre total d'installations de l'IJSPF
1.1.3 - nombre d'installations de l'IJSPF aux normes sportives (niveau régional)/ nombre total d'installations de l'IJSPF
Autres commentaires :

Opérations livrées en 2024
Tour des juges Teahupoo JO Paris 2024
Base vie athlètes Teahupoo JO Paris 2024
Viabilisation du domaine Rose Teahupo'o JO Paris 2024

Opérations à livrer en 2025
Complexe sportif de Afaahiti : Plateau sportif couvert + bâtiments sanitaires/locaux stockages
Complexe sportif de Pueu : Salle polyvalente à dominante sportive
Complexe sportif de Punaru'u : Pôle combat (bâtiment R+1)

Opérations prévues en 2025 - 2027 (Jeux du Pacifique de 2027)
Travaux de réhabilitation du terrain de football et piste athlétisme CS Pater
Travaux de réhabilitation du terrain de football et piste athlétisme CS Punaruu
Construction d'une salle de badminton et tennis de table CS du Collège de Faa'a
Réhabilitation du stade du CS Pater
Construction d'une salle de squash au CS Pater
Réhabilitation du complexe sportif de Fautaua
Construction d'une piste d'athletisme CS Hitia'a
Bassins de natation à Mamao - Papeete

- *Commentaire et analyse des résultats*

L'absence de mise aux normes du patrimoine immobilier sur l'année 2024 s'explique par la mobilisation des équipes de l'IJSPF sur la préparation et l'organisation des épreuves de surf des Jeux olympiques à Teahupoo. Les opérations liées aux JO 2024 livrées en 2024 sont :

- La tour d'arbitrage de surf – JO 2024 ;
- La base vie des athlètes – JO 2024 ;
- La viabilisation du domaine Rose – JO 2024.

En ce qui concerne les opérations liées aux Jeux du Pacifique de 2027, celles-ci étaient majoritairement en phase d'études en 2024, les premiers travaux étant prévus pour 2025.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Un nouvel ingénieur a été recruté afin de soulager le bureau d'études et d'aménagement notamment pour la mise aux normes des installations de l'IJSPF dans le cadre de l'organisation des Jeux du Pacifique en 2027.

Le budget en fonctionnement de l'IJSPF a été mieux doté en 2025, en ce qui concerne l'entretien des installations sportives et de jeunesse, afin d'optimiser les travaux mineurs et les travaux d'entretien courants.

Objectif n°2 : Contribuer à l'encadrement des activités et métiers dans le domaine du sport

Objectif n°2 - Contribuer à l'encadrement des activités et métiers dans le domaine du sport								
Organiser et mettre en œuvre des formations conduisant à la délivrance de diplômes professionnels ou non professionnels dans les domaines des sports adaptés au contexte polynésien								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 - Nombre de stagiaires	Nb	171	156	150	122	160	150	120-160
Indicateur 2.2 - Taux de réussite aux certifications et/ou examens	%	95%	98%	90%	87%	98%	85%	85%
Indicateur 2.3 - Proportion de diplômés professionnels qui occupent un emploi en rapport avec la qualification obtenue après la délivrance du diplôme	%	85%	85%	80%	90%	90%	90%	85%

Sources des données :
Calendriers des formations et examens Jeunesse et Sports en Polynésie française / Données d'IJSPF
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 2.1 - nombre de stagiaires inscrits aux formations
Indicateur 2.2- nombre de stagiaires diplômés / Nb de stagiaires inscrits aux formations
Indicateur 2.3- nombre de stagiaires diplômés actifs / Nb de stagiaires diplômés en formation professionnelle
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

En 2024, 11 actions de formation ont été organisées par l'IJSPF, pour un total de 160 stagiaires. Il est à noter que la demande était plus forte dans certains secteurs comme ceux en lien avec le tourisme notamment les activités nautiques.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Il est prévu de digitaliser davantage l'ensemble de nos formations et proposer des nouveautés notamment en obtenant de la part de l'État la classification « organisme de formation » en environnement spécifique, ce qui permettrait d'être autonome dans la mise en place des formations d'État en matière de surf et plongée subaquatique. De plus, un soutien pour la validation relative à la création d'un poste de conseiller des activités physiques et sportives, spécialisé dans le développement digital et le suivi pédagogique serait bénéfique à l'établissement.

Objectif n°3 : Favoriser l'organisation des grandes manifestations sportives et des évènements majeurs

Apporter une assistance financière, technique et logistique dans le cadre de l'organisation de grandes manifestations sportives et de jeunesse du Pays.

Objectif n°3 - Favoriser l'organisation des grandes manifestations sportives et des évènements majeurs								
Apporter une assistance financière, technique et logistique dans le cadre de l'organisation de grandes manifestations sportives et des évènements majeurs								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 3.1 - Taux de contribution du financement public	%	97	89	100	90	23	100	95
Indicateur 3.2 - Taux de manifestations organisées	%	94	93	100	95	89	100	100
Indicateur 3.3 - Nombre de manifestations financées	Nb	36	54	58	59	56	60	30-40

Sources des données :
Calendrier des grandes manifestations sportives et de jeunesse/ Données IJSPF
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 3.1 - financement public total / total bilans financiers des manifestations financées
Indicateur 3.2 - nombre de manifestations organisés / Nb de manifestations inscrites au calendrier des grandes manifestations
Indicateur 3.3 - nombre de manifestations financées
Autres commentaires :
8 bilans financiers n'ont pas encore été réceptionnés et le financement correspondant n'a pas été pris en compte dans le calcul

- *Commentaire et analyse des résultats*

En 2024, 64 évènements sportifs ou de jeunesse étaient inscrits au calendrier des grandes manifestations de l'IJSPF pour une assistance financière globale d'un montant de 158 465 571 F CFP.

Sept manifestations ont été annulées (5 manifestations en sport et 2 en jeunesse) à l'initiative des organisateurs.

Outre ces évènements réguliers, le gouvernement a décidé en 2024 de relancer les Jeux des Archipels, un effort essentiel pour redynamiser l'activité sportive dans les archipels éloignés, particulièrement depuis la période de crise sanitaire liée à la pandémie de COVID 19.

Ainsi, deux premiers évènements majeurs organisés en 2024 ont bénéficié d'une assistance technique et logistique de l'IJSPF :

- La VIe édition des Jeux des Australes à Raivavae, du 4 au 9 août 2024, financée à hauteur de 60 millions F CFP ;
- La VIe édition des Jeux des Marquises à Nuku Hiva, du 14 au 21 décembre 2024, financée à hauteur de 54 millions F CFP.

En comparaison avec les années précédentes, le nombre de manifestations soutenues par l'IJSPF a fortement augmenté. Cette augmentation s'explique par la modification de la délibération relative à la mission de co-organisation et plus précisément des critères d'éligibilité.

En outre, le rôle de l'IJSPF a été essentiel dans le bon déroulement des Jeux Olympiques de Paris 2024.

D'une part, l'IJSPF a supervisé les opérations nécessaires à la réussite des Jeux, notamment :

- La mise en place des infrastructures sportives (Tour de Juges, Domaine Rose, etc.) ;
- L'organisation d'une solution d'hébergement pour les athlètes ;
- La location des espaces indispensables (base de vie des athlètes, parkings…) ;
- La mise en place d'une navette maritime dédiée aux athlètes ;
- Le déploiement du dispositif de mobilité (laissez-passer, macarons…).

D'autre part, l'établissement a coordonné la communication et les célébrations en partenariat avec la cellule Tu'aro Nui :

- Communication : campagnes TV, radio et digitales, signalétique, goodies… ;
- Célébrations : relais de la flamme, Journée olympique, Fan Zones de Papeete et Papara …

Enfin, l'IJSPF a mobilisé son équipe logistique pour assurer le bon déroulement des événements, notamment sur les Fan Zones, où une équipe renforcée a été déployée du montage au démontage, du 22 juillet au 5 août.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

La réalisation de la mission de co-organisation des grandes manifestations sportives entraîne nécessairement la participation financière de l'institut pour un montant minimum de 100 millions F CFP. D'autant plus que, en 2024, l'enveloppe destinée aux grandes manifestations s'est élevée à un total de 302,55 millions F CFP pour les 64 manifestations sportives et de jeunesse dont 120 millions F CFP octroyés pour l'organisation des deux Jeux des Archipels.

12.7.4 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
911/971 06 - SPORTS	**1 472 524 703**	**602 401 530**	**2 074 926 233**
Jeunesse et sports			0
Contribuer au développement des activités APS en favorisant l'accès pour tous			0
Accompagnement et soutien du mouvement sportif	90 972 000	80 000 000	170 972 000
Opérations spécifiques	44 980 000		44 980 000
Dotation d'exploitation 36 FD	75 550 000		75 550 000
Contribuer à la structuration et la professionnalisation du secteur			0
Aides à la montée en compétences des acteurs et aides aux projets structurants	28 728 000		28 728 000
Aides en nature	22 677 535		22 677 535
Dotation d'exploitation FD - emploi	64 500 000		64 500 000
Soutenir et structurer le sport de haut niveau	**18 639 809**		18 639 809
Soutien aux acteurs du haut niveau (projets)			0
Bourses de haut niveau	39 900 000		39 900 000
Dotation COPF (exploitation, assurance des sportifs)	14 200 000		14 200 000
Soutenir les associations sportives dans le cadre des Jeux du Pacifique 2027	63 624 588		63 624 588
COJ 2027 et Tahiti Ambition 2027			0
COPF - droits d'accueil PGC	104 000 000	16 881 447	120 881 447
Schéma directeur du sport	36 600 000		36 600 000
Organisation des Jeux Olympiques de surf de Paris 2024	28 000 000		28 000 000
Iinstitut de la jeunesse et des sports de la Polynéésie française			0
Travaux de réhabilitation du terrain de football et de la piste d'athlétisme de Pater		*Démarrage en 2025*	
Etudes pour la réhabilitation des complexes sportif de Fautaua et pater pour les tribunes et bâtiments annexes		14 339 753	14 339 753
Organisation de la mise ne œuvre des formations	26 462 930		26 462 930
Co-organisation des grandes manifestations spotives et de jeunesse du Pays	158 465 571		158 465 571
Organisation des Jeux Olympiques de surf de Paris 2024	541 224 270	491 180 330	1 032 404 600
Organisation des Jeux des Archipels aux Australes et Marquises	114 000 000		114 000 000

12.7.5 Les opérateurs participant à la réalisation du programme

Le Comité olympique de Polynésie française (COPF) et le Comité Organisateur des Jeux (COJ) Tahiti 2027.

Le COPF a bénéficié d'aides du Pays, pour un montant total de 100 624 588 F CFP :

- 29 000 000 F CFP pour les charges du personnel ;
- 6 000 000 F CFP pour ses activités générales ;
- 24 624 588 F CFP pour l'assurance des sportifs ;
- 28 000 000 F CFP pour les droits d'accueil dans le cadre des Jeux du Pacifique de 2027 ;
- 13 000 000 F CFP pour la préparation des mini-jeux de Palau 2025.

Le COPF a également reçu du Pays et de l'Etat un financement dans le cadre du dispositif « Campus 2023 » (étendu à 2024) pour un montant de 18 639 809 F CFP.

Le Comité organisateur des Jeux du Pacifique 2027 (COJ TAHITI 2027)

Le COJ TAHITI 2027 a bénéficié d'aides pour un montant de 120 881 447 F CFP :

- 104 000 000 F CFP pour ses activités générales (fonctionnement) ;
- 16 881 447 F CFP pour l'aménagement des locaux (investissement).

L'Union Polynésienne de la Jeunesse (UPJ)

En 2024, l'UPJ a bénéficié d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 64 246 691 F CFP pour l'organisation d'un Carnaval dans le cadre de la tenue des Jeux Olympiques 2024, dont l'épreuve de surf s'est tenue à Teahupoo.

13. MISSION 913/973 : ENVIRONNEMENT

1,24 Md F CFP
Montant total mandaté au CA 2024

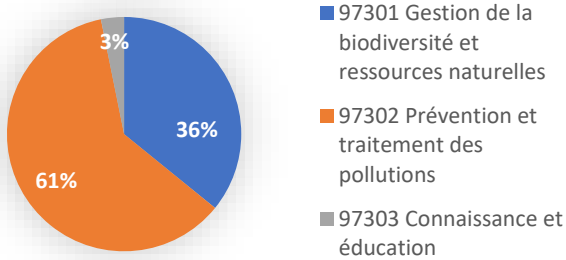
949 M F CFP
Dépenses de fonctionnement mandatées

291 M F CFP
Dépenses d'investissement mandatées

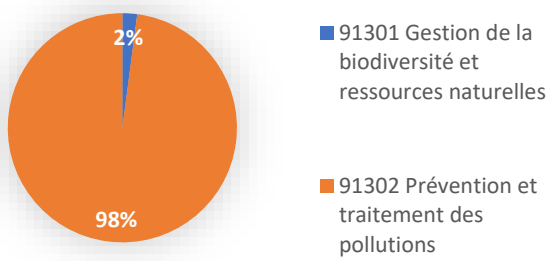
268,36 M F CFP
Dépenses de personnel mandatées
soit 0,83 % sur la masse globale

0 M F CFP
Mandatés au titre des subventions d'investissement aux associations pour des projets environnementaux 2024

Répartition des dépenses de fonctionnement par programme



Répartition des dépenses d'investissement par programme



105,6 M F CFP
Mandatés au titre des études et recherches

446,1 M F CFP
Mandatés au titre de la participation du Pays au SMO Fenua Ma

80,8 M F CFP
Mandatés au titre de la subvention aux associations & autres organisme de droit privé

13.1 **Revue de la politique générale de la mission**

Les actions menées en 2024 par la Direction de l'environnement (DIREN) s'inscrivent pleinement dans la politique générale de la mission environnementale définie dans le cadre du PAP 2024. Elles ont permis de **sensibiliser la population**, de **préserver les ressources naturelles** et de **renforcer les réglementations** en faveur d'un développement durable. La Polynésie française continue ainsi de s'adapter aux défis environnementaux, en cherchant un équilibre entre protection des écosystèmes, responsabilisation des citoyens et adaptation de son modèle économique à un avenir plus résilient face aux pressions croissantes. Le budget mobilisé a été de 934 776 043 F CFP en fonctionnement, et de 538 455 288 F CFP en investissement.

Parmi les dossiers marquants de l'année, l'inscription de l'archipel des Marquises au patrimoine mondial de l'humanité a été actée le 26 juillet 2024, lors de la 46e session du comité du patrimoine mondial à New Delhi.

Sur la thématique déchets, une réglementation visant à réduire l'utilisation des produits à usage unique a été adoptée en 2024. Celle-ci prévoit des interdictions progressives entre 2025 et 2028, ainsi que l'obligation, dès janvier 2025, pour les établissements de restauration de fournir de l'eau potable gratuite ou à prix coûtant. Par ailleurs, le schéma territorial de prévention et de gestion des déchets définissant les objectifs, orientations et actions en la matière pour la Polynésie française a été finalisé, et son adoption est prévue début 2025.

La nouvelle mission relative au bien-être animal, confiée à la DIREN en fin 2023, s'est concrétisée avec la création d'une cellule dotée d'un agent dédié, qui a pris ses fonctions en janvier 2025.

13.2 **Programme 913 01/973 01 : gestion de la biodiversité et des ressources naturelles**

13.2.1 Bilan des orientations stratégiques

Face aux menaces pesant sur la faune et la flore endémiques, accentuées par les pressions anthropiques et les événements naturels extrêmes, les efforts de conservation ont été maintenus pour limiter les risques d'extinction d'espèces emblématiques.

L'inscription des Marquises au patrimoine mondial de l'UNESCO a marqué une avancée majeure pour la reconnaissance et la sauvegarde des écosystèmes remarquables. La surveillance et la gestion de dix espaces naturels ont permis d'adapter les stratégies de préservation, notamment à travers la lutte contre les espèces exotiques envahissantes.

L'actualisation de la liste rouge de l'UICN et la poursuite de plans de conservation pour les espèces végétales, les oiseaux et les partulas ont contribué à une meilleure protection des espèces en danger. La poursuite du plan d'actions dédié aux espèces marines emblématiques a permis de renforcer la protection des tortues, requins et mammifères marins, conciliant conservation et valorisation écotouristique.

La gestion des ressources en eau a également progressé, en cohérence avec la Politique de l'eau, grâce à l'installation de stations de suivi des ressources souterraines et à l'actualisation des schémas directeurs des cours d'eau, intégrant à la fois la prévention des inondations, les enjeux écologiques et les dimensions culturelles. Le 2e versement de l'appui budgétaire européen accordé à la mise en œuvre de la Politique de l'eau a été effectué en décembre 2024, pour un montant de 715 millions F CFP.

13.2.2 Bilan des réformes

2 textes réglementaires ont été adoptés pour mieux encadrer l'observation des mammifères marins, en incluant des distances minimales à respecter ainsi que des limitations sur le nombre de bateaux autorisés à approcher, et pour définir les procédures de suspension et retrait des autorisations d'approche :

- Arrêté n°562 CM du 25/04/2024 relatif à l'observation des mammifères marins ;
- Arrêté n°1818 CM du 10/10/2024 définissant les conditions de retrait d'autorisation concernant l'activité d'observation des mammifères marins.

13.2.3 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 - Préserver et gérer les espèces et les espaces protégés

Les actions menées visent à conserver et gérer les espèces endémiques ou menacées notamment en luttant contre les espèces envahissantes, et à préserver les espaces d'intérêt écologique remarquables.

Objectif n°1 - Préserver et gérer les espèces et les espaces protégés								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nombre d'espèces effectivement protégées / Nombre total d'espèces menacées	%	44	44	44	44	50	**52**	**55**
Indicateur 1.2 – Nombre d'équipements installés sur des espaces maritimes protégés par an (balises et ancrages)	Nb	5	0	30	0	0	**5**	**0**

Sources des données :
Direction de l'environnement
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - indicateur calculé à partir du nombre d'espèces/taxons animales ou végétales faisant l'objet d'actions de protection divisé par le nombre total d'espèces recensées comme menacées (liste UICN et code de l'environnement)

- *Commentaire et analyse des résultats*

Les principales actions mises en œuvre en 2024 s'articulent autour des axes suivants :

Gestion des espèces protégées ou menacées

La DIREN poursuit son objectif de zéro extinction, visant à stabiliser et améliorer le statut des espèces menacées en Polynésie française grâce à la protection des habitats et l'implication des populations locales.

La conservation de 46 **espèces végétales endémiques** se poursuit à Tahiti, Raiatea et aux Marquises, avec des actions de collecte de graines et de multiplication du tiare apetahi. L'inscription des Marquises au Patrimoine mondial de l'UNESCO a permis d'initier un suivi spécifique de 20 espèces de la flore marquisienne, dont 8 nouvellement protégées.

En matière de préservation des **oiseaux**, les efforts se concentrent sur 3 espèces d'oiseaux terrestres en partenariat avec l'association SOP MANU, les Monarques de Tahiti et de Fatu-Hiva et le Héron de Tahiti. Des actions cofinancées par le Fonds vert ou mettant en œuvre des associations locales portent également sur 8 autres espèces terrestres. Des travaux d'amélioration de la connaissance des oiseaux marins s'intégrant dans le plan d'actions 2022-2026 du PROE ont également démarré.

Pour ce qui concerne les **escargots** endémiques (Partulas), le travail de suivi sur le terrain a été poursuivi sur 14 sites de réintroduction et 6 sites de populations reliques, en partenariat avec la Zoological Society of London (ZSL). En 2024, 8502 individus ont été réintroduits et la présence de plusieurs espèces a été confirmée. Un fait exceptionnel pourrait marquer 2025 : deux espèces classées "Éteintes dans la nature" pourraient voir leur statut évoluer vers "En danger critique d'extinction". Un tel changement est extrêmement rare dans le domaine de la conservation, où passer d'une disparition totale à une chance de survie en milieu naturel est le fruit d'efforts continus et d'un engagement très important**.**

Les programmes de suivi et de contrôle des **tortues marines** ont été poursuivis, avec notamment le baguage d'individus, la poursuite de l'étude génétique des populations, et le suivi des nids de ponte.

Pour ce qui concerne les **mammifères marins**, 92 autorisations d'approche ont été délivrées pour l'activité de whale-watching, principalement sur Moorea et Tahiti, mais également Rurutu, Tubuaï, Bora Bora, Raiatea/Taha'a, Huahine et Tetiaroa. Cette augmentation constante du nombre d'opérateurs de whale-watching a amené le Pays à l'instauration de quotas par île à partir de 2025. 148 autorisations de prises de vue ont également été délivrées, et 40 sorties de surveillance de l'activité whale-watching ont été effectuées entre Tahiti et Moorea.

Le suivi des requins marteaux, requins tigres et raies Mobula se poursuit pour consolider les connaissances sur ces espèces et en assurer une meilleure gestion, dans le cadre des différents plans d'actions et de gestion menés par la DIREN (Tai nui atea, PROE, UNESCO).

Les interventions d'urgence en matière d'espèces marines protégées (animaux blessés, échoués, morts, etc.) se sont poursuivies en partenariat avec le réseau des gardiens de l'océans qui est constitué de référents positionnés sur les 5 archipels et formés par la DIREN.

Lutte contre les espèces menaçant la biodiversité

La DIREN poursuit son programme de lutte contre les espèces exotiques envahissantes (EEE), en lien avec la gestion et la restauration des espaces naturels.

Le réseau de référents, actif depuis 2013, a maintenu ses actions avec des interventions aux Gambier et Marquises, ainsi qu'une veille via l'adresse invasives@environnement.gov.pf. En 2024, 18 entreprises ont été certifiées dans le cadre du programme de lutte contre les EEE.

19 opérations principales ont été menées aux Marquises, Gambier, Tahiti et Rapa, ciblant des espèces envahissantes végétales et animales (miconia, bulbul, tulipier du Gabon, crapaud buffle, petite fourmi de feu, ver plat). Des campagnes de dératisation ont été réalisées sur trois motus à Ua-Pou pour protéger les espèces d'oiseaux endémiques.

Le programme PROTEGE, dont la DIREN était chef de file pour les EEE, a été clôturé avec succès en 2024. Ses réalisations majeures incluent l'éradication de trois îlots aux Marquises, la mise en place d'une brigade cynophile à l'aéroport de Tahiti-Faa'a et le soutien à la conservation du site UNESCO de Taputapuatea à Raiatea.

Préservation et gestion des espaces d'intérêt écologique et espaces remarquables.

L'archipel des Marquises est inscrit au Patrimoine mondial de l'UNESCO depuis le 26 juillet 2024.

En 2024, 10 **espaces terrestres** ont bénéficié d'un suivi, notamment les sites classés de Te Faaiti, Eiao, Mohotani et Temehani, ainsi que trois zones élargies aux Marquises (baies de Hohoi et Hanavavae, île de Hatuta). Les sites classés Taputapuatea et les Marquises bénéficient de financements complémentaires (PROTEGE, LIFE+, Fonds vert, Kiwa) nécessitant une forte implication de la DIREN dans leur gestion.

Concernant les **espaces marins**, un travail de remobilisation des plans d'actions a été mené. À Fakarava, un atlas de la biodiversité communale a été lancé et un état des lieux du balisage et du mouillage a été réalisé. Pour l'aire marine gérée Tai Nui Atea, une étude sur la biomasse des poissons a été menée.

Enfin, la DIREN accompagne de nouveaux projets de classement sur Bora Bora, Rangiroa, Moorea, les Marquises et les Australes. Pour l'archipel des Australes, une première mission de concertation avec les différents acteurs (commune, professionnels, associations et population) a été faite à Rurutu et Rimatara en septembre 2024 (les autres îles sont prévues pour 2025), avec pour but d'arriver à un classement de l'espace maritime en aire marine protégée. Dans cette perspective, la DIREN a également financé la réalisation d'un atlas de la biodiversité communale de Rurutu, une mise à jour de l'état de santé des lagons de Tubuaï et Raivavae et une étude sur les habitats de nidification du Lori de Khul pour les Australes.

La DIREN a contribué à l'organisation du Village de l'Océan et du dialogue de haut-niveau qui ont conduit à la signature de la Déclaration de Papeete et des cinq engagements commun de la Polynésie française et de la Nouvelle-Calédonie pour protéger le mana de l'océan. Ces déclarations constituent des jalons importants pour préparer la contribution de la Polynésie française lors de l'UNOC et assurer la préservation de l'Océan à l'échelle régionale et mondiale.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Pour renforcer la protection de la biodiversité locale, un projet de loi du pays relatif à l'introduction et l'importation d'espèces végétales et animales en Polynésie française, qui définit une liste d'espèces animales autorisées à l'importation et conditionne de nouvelles introductions à un besoin d'utilité publique, a été finalisé en concertation avec la direction de la biosécurité. Il a reçu l'avis favorable unanime du CESEC le 30 janvier 2025.

Objectif n°2 - Préserver et gérer la ressource en eau

Il s'agit de gérer les ressources naturelles en eaux souterraines et superficielles (rivières), au travers d'actions déclinées dans la politique de l'eau.

Objectif n° 2 - Préserver et gérer la ressource en eau

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nombre de points d'eau faisant l'objet d'un suivi des ressources en eau superficielle et souterraine sur l'île de Tahiti	Nb	26	18	26	21	21	26	26
Indicateur 1.2 – Nb de rivières nettoyées et dont le risque d'embacles a été réduit	Nb	0	25	20	10	4	10	20

Source des données :
Direction de l'environnement

- *Commentaire et analyse des résultats*

Sur le volet **connaissance, gestion et protection des ressources en eaux,** des actions ont été menées sur les ressources en eau souterraine et de surface.

En matière d'**eau souterraine**, un réseau de suivi des ressources de Tahiti est désormais installé sur 4 sites avec un financement PROTEGE (XIe FED régional – 2020-2024 – 275 millions F CFP), sur les communes de Pirae, Papeete et Punaauia. Une formation régionale axée sur l'hydrologie a également été organisée en octobre 2024 sur fonds PROTEGE au bénéfice d'agents de la DIREN, de la DEQ (GEGDP) et de l'UPF.

Le **Référentiel des points d'eau**, outil métier développé par la DIREN qui bancarise les caractéristiques de plus de 1 000 points d'eau (sources, forages, captages, etc.), a été complété et consolidé en 2024, et est partagé avec plusieurs services du Pays.

Les **schémas directeurs** des rivières Papenoo et Punaruu, lancés en 2022, sont toujours en cours. À Punaruu, les premières phases de diagnostic et de concertation ont été validées fin 2024. Aux Tuamotu, le schéma directeur de gestion de l'eau (STGE) a avancé avec la finalisation du diagnostic initial par l'OFB et une enquête auprès des acteurs locaux pour définir son périmètre. Par ailleurs, 4 communes (Hao, Tubuaï, Rimatara et Paea) ont bénéficié de financements PROTEGE pour 7 actions prioritaires, incluant l'installation de matériels d'autocontrôle, la sécurisation des captages et des travaux de rénovation.

Pour diminuer les embâcles et les risques d'inondation avant la saison des pluies, le nettoyage de 4 rivières en zone périurbaine a également été réalisé dans les communes de Papeete, Faa'a et Pirae.

Enfin, la mise en place d'un projet de plomberie solidaire mené par l'association FACE a été cofinancée par la DIREN à hauteur de 2 millions F CFP.

Objectif n°3 - Contribuer au bien-être des populations et préserver la qualité de leur cadre de vie dans un contexte de changement climatique

L'objectif est de mobiliser l'ensemble des acteurs pour préserver le cadre de vie et la biodiversité face aux défis du changement climatique, tout en sauvegardant les savoirs traditionnels en harmonie avec la nature. Le renforcement des capacités des acteurs locaux et la pérennisation des financements dédiés doivent favoriser la valorisation des milieux naturels et des espèces, contribuant ainsi à l'amélioration du cadre de vie et au développement d'activités écotouristiques durables.

Objectif n°3 - Contribuer au bien-être des populations et préserver la qualité de leur cadre de vie dans un contexte de changement climatique

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 3.1 – Nombre d'opérateurs privés et communaux formés au code de l'environnement ou à l'élaboration de plans de gestion participatifs locaux par an	Nb	45	70	60	200	200	130	100
Indicateur 3.2 - Nombre de projets associatifs subventionnés par an	Nb	25	29	19	19	31	25	30

Sources des données :
Direction de l'environnement

- *Commentaire et analyse des résultats*

Afin d'impliquer la population et tous les acteurs à la préservation de l'environnement, le renforcement des **capacités** des acteurs locaux s'est poursuivi par le biais d'une dizaine de formations organisées en faveur d'acteurs concernés notamment par l'approche des mammifères marins et les espaces protégés marins (guides nautiques, policiers municipaux).

En 2024, 24 subventions ont été accordées à des associations environnementales pour un montant total de 20,1 millions F CFP en fonctionnement et 2,3 millions F CFP en investissement. Les actions financées ont porté principalement sur des thématiques d'éducation à l'environnement et de ramassage de déchets. Par ailleurs, 7 subventions ont également été accordées en fin d'année à des associations de protection animale pour des campagnes de stérilisation-identification de chiens et chats sur Tahiti, Moorea, Fakarava et Rimatara, pour un montant total de 62,6 millions F CFP, ce qui représente un effort sans précédent du Pays en la matière.

13.2.4 Crédits par action

CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Dépenses mandatées		
	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
913/973 01 - GESTION DE LA BIODIVERSITE ET RESSOURCES NATURELLES	**299 909 544**	**8 302 516**	**308 212 060**
Appui à la gestion et valorisation de la réserve de biosphère de la commune de Fakarava	9 962 080		9 962 080
Appui à la gestion de l'espace maritime classé de Teahupoo	3 604 700		3 604 700
Appui à la gestion de l'aire marine protégée Tainui atea	472 011		472 011
Projet de réserve de biosphère de l'archipel des Australes	4 205 774		4 205 774
Appui à la gestion et préservation de la biodiversité marine	99 889 999		99 889 999
Appui à la valorisation d'espaces terrestres	33 282 282		33 282 282
Appui à la gestion et préservation de la biodiversité terrestre	28 172 182		28 172 182
Gestion de la ressource en eau	31 386 530	6 002 516	37 389 046
Lutte contre le changement climatique	0		0
Subventions aux associations environnementales	20 130 000	2 300 000	22 430 000
Subventions aux associations de protection animale	62 600 000		62 600 000
Embellissement des murs des voies publiques	6 203 986		6 203 986

13.3 **Programme 913 02/973 02 : prévention et des pollutions**

13.3.1 Bilan des orientations stratégiques

En 2024, d'importantes avancées ont été réalisées en matière de gestion des déchets, de réglementation environnementale et d'amélioration du cadre de vie.

La finalisation du Schéma territorial de prévention et de gestion des déchets (STPGD) marque une étape clé pour une gestion durable des déchets en Polynésie française, avec une adoption prévue au 1er trimestre 2025. Parallèlement, des mesures ambitieuses ont été mises en place pour réduire l'utilisation des produits à usage unique, avec des interdictions progressives entre 2025 et 2028.

La réflexion concernant le transfert au Pays de la compétence des communes en matière de traitement des déchets ménagers a été engagée, avec le lancement d'une étude de faisabilité au 1er trimestre 2024 dont les conclusions devraient être rendues en juin 2025.

13.3.2 Bilan des réformes

La mise en place d'une réglementation permettant la réduction de l'utilisation des produits à usage unique, avec des interdictions progressives entre 2025 et 2028, ainsi que l'obligation pour les établissements de restauration de fournir de l'eau potable gratuite ou à prix coûtant dès janvier 2025 (LP n°2024-26 du 16/09/2024 concernant la réduction de l'utilisation des produits à usage unique, et arrêté n°338 CM du 19/03/2024 concernant l'introduction des définitions relatives à des produits à usage unique).

Deux textes réglementaires ont été adoptés pour encadrer les activités bruyantes et le traitement des boues des stations d'épuration communales (arrêtés n°724 CM du 21/05/2024 portant modification du code de l'environnement concernant les activités bruyantes et n°1920 CM du 28/10/2024 portant modification de la rubrique 2780 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement annexée à l'article A. 4110-2-1 du code de l'environnement).

13.3.3 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1- Atténuer l'impact des activités économiques et urbaines sur l'environnement polynésien

Objectif n°1 - Atténuer l'impact des activités économiques et urbaines sur l'environnement polynésien

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 – Tonnage de déchets ménagers produits IDV (Bac gris hors encombrants)	T	33 581	32 456	40 000	31 552	32 456	35 000	45 000
Indicateur 1.2 – Taux de captage de déchets recyclables IDV (Bac vert + verre)	%	57	54	63	53,5	54	55	65
Indicateur 1.3 – Tonnage de déchets ménagers spéciaux (huiles, piles et batteries) exportés par an	T	906	2 273	900	2 000	3 121	3 500	3 600
Indicateur 1.4 – Nombre d'arrêtés ICPE adoptés par an	Nb	61	32	35	41	33	40	40

Source des données :
Fenua Ma pour les indicateurs 1.1 et 1.2, Technival pour l'indicateur 1.3 et Direction de l'environnement pour l'indicateur 1.4
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.2 - Ratio entre le tonnage de déchets recyclables récupérés en bac vert et PAV verre et le tonnage de déchets recyclables théoriquement produit aux IDV

- *Commentaire et analyse des résultats*

Traitement des déchets

La Polynésie a financé la gestion des déchets relevant de la compétence du Pays à hauteur de 396 millions F CFP via le syndicat Fenua Ma, qui est l'opérateur dédié pour les IDV. 701 T de déchets ménagers spéciaux ont été exportées en 2024 (565 T de batteries, 12 T de piles, 124 T d'huiles usagées), auxquels s'ajoutent 16 T de médicaments non utilisés ainsi que 1 020 véhicules hors d'usage récupérés dans le cadre d'une opération carcasses aux IDV.

Une collecte de déchets électroniques a permis d'exporter 240 T, et une stabilisation des fusées de détresse a été réalisée (926 kg).

Le rapatriement des déchets dangereux des archipels (hors Tahiti et Moorea) a concerné 186 T en 2024, pour un montant de 74 millions F CFP. Par ailleurs, 83 T de DEEE et 198 véhicules hors d'usage ont été évacués des Îles-Sous-le-Vent pour un montant de 38 millions F CFP. L'opération « Nettoyage de plages » a été reconduite en 2024 sur quatre îles des Tuamotu-Gambier.

La DIREN a également financé la mise en place de la ressourcerie de Mahina et cofinancé celle de Bora Bora.

La gestion des déchets médicaux au niveau du complexe territorial de Nivee se modernise, avec le démantèlement et le remplacement de l'incinérateur défaillant en juin 2024 pour un montant de 55 millions F CFP en investissement. Par ailleurs, des études pour la remise en état du site et la mise en place d'unité de traitement et de stabilisation sont en cours, pour un objectif de travaux en fin 2025.

Assainissement des eaux usées

Dans le cadre des programmes d'assainissement à Moorea et Punaauia, la Polynésie française a construit deux émissaires de rejet en océan pour limiter les impacts environnementaux. À Punaauia, une subvention de 915 millions F CFP a été octroyée en 2022 pour la construction d'un nouvel émissaire et d'un poste de refoulement, avec une mise à jour du budget à hauteur de 1,866 milliard F CFP en 2023. Les travaux débutés en 2024 dureront 24 mois. À Moorea, le suivi annuel confirme l'absence d'impact des rejets traités, tandis que des discussions sont en cours pour la réhabilitation de l'émissaire existant.

Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)

En 2024, la DIREN a traité 68 dossiers relatifs à des demandes d'autorisation/modification d'exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et 33 arrêtés ont été délivrés. 14 signalements ont été traités sur les 21 reçus.

13.3.4 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
913/973 02 - PREVENTION ET TRAITEMENT DES POLLUTIONS	**516 104 031**	**318 334 617**	**834 438 648**
Remise à niveau du complexe de Nivee	816 600		816 600
Rénovation du centre d'enfouissement technique de Nivee - casier de catégorie 1		22 378 253	22 378 253
Acquisition de l'incinérateur pour déchets hospitaliers et démantèlement des équipements défaillants de Nivee		32 647 119	32 647 119
Prévention et traitement des pollutions dans les îles autres que les IDV	51 926 487		51 926 487
Contributions Fenua Ma pour le traitement des déchets IDV	446 090 636		446 090 636
Etude de faisabilité de la reprise de la compétence traitement des déchets ménagers par la Polynésie française	11 885 340		11 885 340
Suivi du rejet de l'émissaire de la STEP de Haapiti	5 384 968		5 384 968
Subvention SEM AET - Travaux reconstruction émissaire de Punaauia		263 309 245	263 309 245

13.3.5 Les opérateurs participant à la réalisation du programme

Fenua Ma

La contribution annuelle du Pays liée à l'administration générale de Fenua Ma a été fixée à 46 millions F CFP pour 2024 (correspondant à 12 % des contributions de l'administration générale de Fenua Ma).

La Polynésie a également financé la gestion des déchets dangereux des IDV à hauteur de 396 millions F CFP via le syndicat Fenua Ma.

SEM Assainissement des eaux de Tahiti (AET)

La SEM Assainissement des eaux de Tahiti, gestionnaire du service public d'assainissement collectif de la commune de Punaauia, a bénéficié en 2022 d'une subvention de 915 millions F CFP, réactualisée en 2023 à 1,866 milliard F CFP, pour la réalisation des travaux de construction d'un nouvel émissaire et d'un poste de refoulement, ainsi que la dépose d'une partie de l'émissaire actuel. Une avance de 253 millions F CFP versée en juin 2022 a été complétée fin 2023 par le paiement d'une nouvelle tranche de 263 millions F CFP. Les travaux ont démarré au 2e trimestre 2024, pour une durée prévisionnelle de 24 mois.

Par ailleurs, la convention de concession du service public d'assainissement a été prolongée de 45 mois en mars 2023 pour une fin au 31 décembre 2026, afin d'assurer la continuité du service public en attendant la reconstruction de l'émissaire et le choix du futur mode de gestion du service assainissement au niveau de la commune.

13.4 **Programme 913 03/973 03 : connaissance et éducation**

13.4.1 Bilan des orientations stratégiques

En 2024, la sensibilisation environnementale a été réalisée au travers de l'organisation de différents évènementiels organisés par la DIREN, ou en partenariat avec des écoles, des acteurs privés ou associatifs par financement d'actions locales. Des campagnes de communication multi-canaux ont également été menées sur les espèces exotiques envahissantes, l'approche des mammifères marins, les bons gestes aux abords des rivières pendant la saison des pluies, ainsi que sur la réduction des déchets plastiques.

13.4.2 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 : Partager les savoirs liés à l'environnement et le respect de la Nature

Objectif n°1 - Partager les savoirs liés à l'environnement et le respect de la Nature

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 – Nombre de supports de communication créés	Nb	13	37	15	19	34	82	78
Indicateur 1.2 – Nombre de supports de communication réédités/rediffusés	Nb	13	33	32	7	33	4	8
Indicateur 1.3 – Nombre d'abonnés à la page Facebook de la Direction de l'environnement	Nb	8 571	9 300	9 000	10 013	10 518	11 000	12 000

Sources des données :
Direction de l'environnement
Changement d'indicateurs :
Ancien indicateur 1.1 -" Nombre de manifestations organisées ou cofinancées" supprimé
Rajout de 2 nouveaux indicateurs concernant les supports de communication

- *Commentaire et analyse des résultats*

Le site internet de la DIREN (www.service-public.pf/diren) ainsi que les réseaux sociaux (page Facebook et chaine Youtube Direction de l'environnement) sont des outils performants de diffusion de l'information. L'organisation de manifestations environnementales, la mise en place de campagnes de communication/sensibilisation et la diffusion de supports de communication permettent également de faire connaître les enjeux et menaces spécifiques à l'environnement polynésien.

13.4.3 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
913/973 03 - CONNAISSANCE ET EDUCATION	**24 108 355**	**0**	**24 108 355**
Communication Lutte contre les espèces envahissantes	4 432 960		4 432 960
Communication Eau	12 298 240		12 298 240
Communication Déchets	7 377 155		7 377 155

14. MISSION 914/974 : RESEAUX ET EQUIPEMENTS STRUCTURANTS

15,46 Mds F CFP
Montant total mandaté au CA 2024

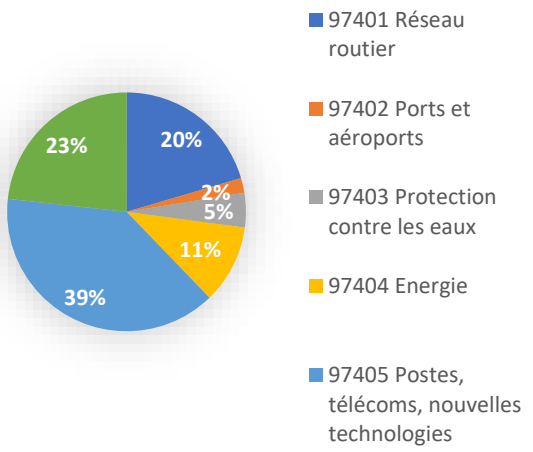
4,3 Mds F CFP
Dépenses de fonctionnement mandatées

11,16 Mds F CFP
Dépenses d'investissement mandatées

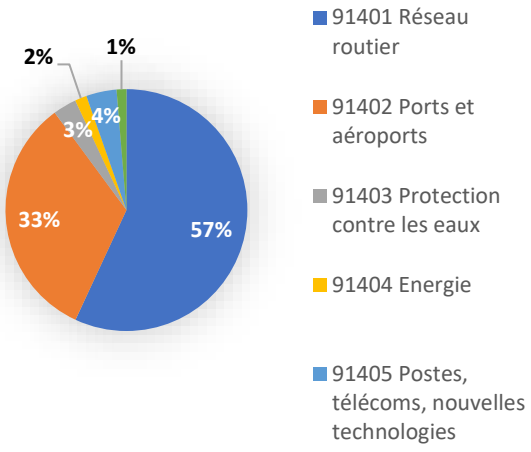
2,73 Mds F CFP
Dépenses de personnel mandatées
soit 8,49 % sur la masse globale

179,1 M F CFP
Mandatés au titre de la mise aux normes 3C de l'aérodrome d'Aratika

Répartition des dépenses de fonctionnement par programme



Répartition des dépenses d'investissement par programme



1,4 Md F CFP
Mandatés au titre de la subvention de fonctionnement à l'OPT – Fare Rata

1 Md F CFP
Mandatés au titre de la subvention de fonctionnement à la SEM TNTV

FSDE
3,7 Mds F CFP

14.1 **Revue de la politique générale de la mission**

Dans le domaine des infrastructures routières, le gouvernement a poursuivi ses efforts pour maintenir et améliorer la capacité du réseau afin d'assurer la fluidité des déplacements, la remise en état des chaussées et l'homogénéisation des aménagements, ainsi que la sécurité des usagers. Une attention particulière a été portée aux entrées d'agglomérations, afin de marquer clairement la transition entre les zones rurales et les espaces urbains. Le réseau routier a également été modernisé pour améliorer l'efficience du transport collectif, grâce à une optimisation du réseau viaire territorial.

Dans le domaine du désenclavement des archipels, les travaux de réhabilitation ou de création d'infrastructures portuaires, ainsi que la mise aux normes des aéroports, ont été poursuivis.

La mission « Réseaux et équipements structurants » a pour objectif principal de moderniser et de sécuriser les infrastructures essentielles de la Polynésie française, avec un accent particulier sur les infrastructures portuaires et aéroportuaires. Ces infrastructures sont indispensables à la connectivité de l'archipel, non seulement pour le transport des personnes, mais également pour le développement économique, incluant le commerce et le tourisme.

Il est donc essentiel que ces infrastructures puissent être utilisées en toute sécurité.

Dans le domaine de défense contre les eaux, le programme pluriannuel de sécurisation des cours d'eau a été maintenu, afin de limiter les risques dus aux calamités naturelles.

S'agissant du Port autonome de Papeete, l'objectif de renforcement des capacités d'accueil des navires, d'optimisation du traitement des marchandises et d'intégration du port dans la ville de Papeete a été poursuivi. Des travaux ont été engagés à cet effet, notamment la poursuite de l'agrandissement du quai au long cours.

- Bilan de Tahiti Nui Télévision (TNTV)

La mission première de TNTV est de proposer aux polynésiens des programmes à l'image de la Polynésie d'aujourd'hui. Leader sur son marché depuis bientôt 5 ans, elle propose des émissions innovantes et centrées sur la mise en valeur de la culture, et plus généralement sur la vie polynésienne sous toutes ses formes. Pour ce faire, TNTV s'est engagée dans un partenariat auprès des producteurs locaux et concentre ses moyens internes, humains et matériels, à la production d'émissions appréciées des téléspectateurs. TNTV propose une offre de programmes diversifiée composée de contenus informatifs, culturels, éducatifs, de divertissement de qualité, attractifs et accessibles à tous.

- Bilan de l'économie numérique (DGEN)

Au regard des différents territoires dans le monde, la Polynésie française a des atouts certains pour le développement de l'économie numérique. Sa stabilité politique, sa position centrale en plein Pacifique Sud et la volonté forte du gouvernement de développer ce secteur sont autant d'indicateurs favorisant son émergence dans notre société.

Ainsi, dans ce contexte propice au développement du numérique et au regard de l'engouement constaté dans les usages, la Direction générale de l'économie numérique (DGEN) a renforcé ses actions d'accompagnement dans le domaine éducatif, dans le domaine de la sociabilisation et de la professionnalisation. Elle accompagne les usages du numérique auprès de l'ensemble des citoyens et des professionnels.

Avec l'arrivée de l'intelligence artificielle (IA) et des autres évolutions technologiques, la DGEN adapte ses actions pour permettre aux personnes morales et physiques de se professionnaliser (aides et subventions) et d'être accompagné. En outre, la DGEN participe aux côtés des autres services du Pays à la modernisation de l'Administration.

En définitive, la DGEN répond à des besoins traduits en orientations :

- Orientation citoyenne : sensibiliser le citoyen aux services numériques et à leur efficacité au quotidien ; créer un attrait pour le numérique au travers des formations disponibles ;

- Orientation économique : accompagner la croissance économique par la sensibilisation au secteur du numérique, porter les initiatives entrepreneuriales vers le numérique et aider les entreprises dans leur transformation ; réduire la fracture numérique ;

- Orientation d'attractivité du Pays : Inciter les grandes sociétés internationales à s'installer ou à investir sur les compétences locales ; créer un HUB du digital.

- Bilan de la SAS Fare Rata

Concernant l'activité postale du groupe OPT, une nouvelle gouvernance provisoire a été instaurée à la tête de Fare Rata d'août à la mi-novembre 2024, en attendant la nomination officielle d'une nouvelle directrice générale à cette date.

Depuis 2019, l'Office des postes et télécommunications (OPT) a délégué, par convention de service public, l'exécution de certaines de ses missions à sa filiale, la SAS Fare Rata. Ces missions comprennent :

- Le service public du courrier, assuré en tant qu'exploitant public ;
- Des missions d'intérêt général, qui englobent d'une part l'aménagement et le développement du territoire via son réseau de points de contact, et d'autre part la fourniture de services financiers favorisant l'inclusion financière postale. Depuis le 3 août 2022, ces services financiers, désormais qualifiés de services de paiement, sont proposés par la SAS Fare Rata en tant qu'agent distributeur de la SAS MARARA Paiement.

Depuis sa création le 1er janvier 2019, la société Fare Rata affiche un déficit structurel en raison de ces missions. Pour pallier cette situation, plusieurs subventions lui ont été attribuées, notamment :

- Des subventions de fonctionnement, accordées par le Pays pour soutenir le maillage territorial et l'inclusion financière postale ;
- Des subventions d'équilibre, versées par l'OPT à partir des dividendes distribués par ses filiales.

NB : Depuis 2024, les subventions de fonctionnement accordées par le Pays sont désormais allouées à l'EPIC OPT, chargé de les reverser à ses filiales déficitaires, sous réserve de la mise en place d'un contrôle strict de leur utilisation par le biais d'une convention d'objectifs. A ce titre, l'OPT a perçu la somme de 1 milliard F CFP dans le cadre du Budget 2024 visant à soutenir la mission de service public exercée par Fare Rata.

- Bilan de la SAS ONATi

S'agissant de l'activité de télécommunications du groupe OPT, une nouvelle gouvernance de ONATi a été mise en place à compter de la mi-avril 2024.

Dans le secteur des télécommunications, ONATi est face à une double responsabilité :

- En tant que gestionnaire et exploitant du service public des télécommunications,
    - il lui appartient d'étendre et d'exploiter les réseaux fixes, permettant l'acheminement des services commerciaux, y compris dans les îles les plus éloignées, pour rendre la technologie

numérique accessible à tous en connectant à une vitesse accrue la population de la Polynésie française dans une volonté d'égalité d'accès pour les usagers ;

- il lui incombe également de fournir le service de téléphonie fixe sur l'ensemble du territoire ;
- et enfin d'assurer les liaisons numériques avec l'extérieur de la Polynésie française.

- En tant qu'opérateur de services de téléphonie mobile (voix, SMS et données) et fournisseur d'accès à internet, ces services ouverts à la concurrence, il doit fournir au public des services de qualité à des tarifs raisonnables, tout en recouvrant ses coûts.

L'objectif poursuivi par cette filiale de l'OPT est la recherche et le déploiement d'actions permettant le retour à la rentabilité de l'entreprise et l'amélioration de la qualité du service fourni, de manière à dégager davantage de marges de manœuvre pour financer les activités de service public et d'intérêt général.

- Bilan de l'énergie (DPE)

La Direction polynésienne de l'énergie (DPE) œuvre en faveur de la transition énergétique. A cet effet, son action se décline autour de trois axes principaux :

- Changer de modèle énergétique ;
- Changer nos comportements (maîtrise de la demande en énergie) ;
- Changer de modèle économique.

14.2 **Programme 914 01/974 01 : réseau routier**

14.2.1 Bilan des orientations stratégiques

Sur le volet prioritaire de la congestion routière, l'année 2024 a permis d'amorcer les études en vue des projets d'infrastructures à démarrer en 2025 pour fluidifier le trafic routier. Ainsi, les comptages routiers, mis à jour depuis les nouveaux horaires scolaires, ont pu être menés afin de modéliser et valider les aménagements projetés (horizon 2026, 2027). Les études pour les diverses pistes cyclables se sont également poursuivies permettant de lancer les premiers travaux dès 2025 (Tipaerui - réalisation d'un cheminement mixte piétons/vélos sur le front de mer).

Par ailleurs, le programme important d'extension, d'amélioration et de remise à niveau des infrastructures routières pour la sécurité des usagers de la route de la Polynésie française initié depuis 2013, a été poursuivi sur l'ensemble du territoire. Un programme de renouvellement et de mise aux normes des dispositifs de retenue a permis d'améliorer la sécurité routière.

Une meilleure connaissance de l'état du patrimoine routier et des ouvrages d'arts sur Tahiti et Moorea a également été amorcée dans le cadre de la mise en place d'une base de données rattachée à un système d'information géographique (SIG). A terme, le déploiement de ces outils est envisagé sur l'ensemble des îles.

S'agissant plus particulièrement des ouvrages d'art, les campagnes de diagnostic ont été poursuivies. Plusieurs ouvrages en très mauvais état ont d'ores et déjà été recensés, nécessitant la mise en place d'une programmation pour leur remise en état ou leur remplacement. Un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage a été contractualisé avec le CEREMA afin de bénéficier de son expertise sur le sujet, et un projet de création d'une cellule dédiée spécifiquement aux ouvrages d'art au sein de l'arrondissement infrastructure est actuellement à l'étude.

Le retour d'expérience sur les chaussées existantes fait apparaitre une durée de vie d'un tapis d'enrobés de 10 ans sur les routes très circulées de Tahiti et de 15 ans sur les autres Îles de la Société. L'objectif de maintien à niveau reflète cette situation. Le retard cumulé les années antérieures fait apparaitre un accroissement des chaussées dégradées qui se traduisent par des zones d'insécurité et un mécontentement des usagers. Il en résulte une hausse très sensible du coût d'entretien, tant en personnel et qu'en fournitures, pesant sur le budget de fonctionnement.

Dans les autres archipels, de nombreuses routes ne sont pas encore revêtues. Il conviendra de prioriser les routes d'intérêt économique ou nécessaires à la sécurité des biens et des personnes.

14.2.2 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 : Réduire la congestion routière

Objectif n° 1 - Réduire la congestion routière								
Réduire la congestion routière en augmentant des voies practicables ou en diminuant le nombre de voitures. Il s'agit également d'agir sur le réseau routier existant moyennant des adaptations.								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision (PAP 2024)	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Temps de trajet moyen entre RT2 PK11 (lotissement Mahinarama) et entrée Est de Papeete (carrefour Essor)	Min	-	-			24		
Indicateur 1.2 - Nombre d'aménagements optimisés afin de réduire la congestion sur l'agglomération de Papeete (carrefours)	Nb	-	-			4	**2**	3

Sources des données :
Données annuelles sur les travaux effectués & budget - arrondissement infrastructure de la Direction de l'équipement
Google Map
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - indicateur calculé à partir du temps de parcours moyen entre 4h et 8h du matin issu des données Google Map
Indicateur 1.2 - indicateur calculé à partir du temps de parcours moyen entre 4h et 8h du matin issu des données Google Map

- *Commentaire et analyse des résultats*

Pour atteindre cet objectif, des études de trafic ont été lancées en 2024. Elles comprennent :

- Des comptages du trafic routier sur toute la zone urbaine de Papeete, Pirae, Mahina ;
- La réalisation d'un modèle de trafic sur la même zone (modèle réalisé fin 2024) ;
- Des simulations en incluant les projets (études durant le premier semestre 2025).

En termes de travaux, l'agrandissement de la voie de tourne à gauche pour se rendre à la rue Cook depuis le front de mer a été réalisé. En augmentant la longueur de stockage, cet aménagement a favorisé la circulation sortant de Papeete aux heures de pointe du soir et du midi pour les mercredi et vendredi.

Par ailleurs, en 2024, il a été mis en oeuvre la transposition des glissières béton de Punaauia et d'Arue le samedi afin de fluidifier le trafic dans ces communes.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Il est également attendu une évolution d'ici 2027, après la réalisation des projets actuellement en cours d'études, à savoir notamment :

- Le réaménagement du giratoire de Erima ;
- La création d'une troisième entrée Est.

Il est également prévu de lancer des comptages et un modèle de trafic sur l'agglomération de Taravao, afin de dresser des scénarios d'optimisation du maillage viaire dans le cadre d'une future déconcentration de Papeete.

Objectif n°2 : Maintenir à niveau le réseau routier existant et l'améliorer

Objectif n° 2 - Maintenir à niveau le réseau routier existant et l'améliorer								
Il s'agit de maintenir les infrastructures routières dans un bon état d'entretien et de betonner des routes d'intérêt général								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision (PAP 2024)	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 : Linéaire de chaussées remis à niveau annuellement sur Tahiti, Moorea et les ISLV	Km	-	-			40,6	33	35
Indicateur 2.2 : Linéaire de chaussées bétonnées neuves ou rénovées aux Australes, Tuamotu et Marquises	Km	-	-			6,85	18	20

Sources des données :
Données annuelles sur les travaux effectués & budget - arrondissement infrastructure et subdivisions déconcentrées de la Direction de l'équipement
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 2.1 : linéaire de chaussées en enrobé réalisées par les entreprises
Indicateur 2.2 : linéaire de chaussées bétonnées réalisées en régie et par les entreprises

- *Commentaire et analyse des résultats*

Afin de répondre à cet objectif, près de 40,6 km de chaussées ont été remis à niveau à Tahiti (16 km), Moorea (5,8 km) et aux Îles-Sous-le-Vent (18,8 km). Pour les archipels éloignés, ce sont 6,85 km de linéaire de voies qui ont été bétonnées aux Australes (3 km), Tuamotu (2,35 km) et Marquises (1,5 km). Ces travaux visent à réduire le nombre de chaussées en mauvais état et à améliorer la sécurité des usagers de la route.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Il s'agira de poursuivre le programme de renouvellement et d'entretien du réseau en fonction du budget annuel alloué. Concernant l'archipel des Marquises, une priorité sera accordée à l'île de Ua Pou, dont le réseau routier est moins robuste que celui des autres îles de l'archipel.

Objectif n°3 : Améliorer la mobilité

Objectif n° 3 : Améliorer la mobilité								
Permettre aux usagers de pouvoir circuler facilement sur les routes (TCSP, voies réservées, pistes cyclabes, création de voies)								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision (PAP 2024)	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 3.1 - Linéaire de cheminements piétons créés ou aménagés sur Tahiti	ml	-	-			300	500	500
Indicateur 3.2 - Linéaire de pistes ou bandes cyclables créées ou aménagées sur Tahiti	ml	-	-			700	200	1450
Sources des données : *Données annuelles sur les travaux effectués & budget - arrondissement infrastructure de la Direction de l'équipement*								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Cet objectif concerne tout aménagement permettant d'agrémenter et de faciliter la circulation des usagers sur l'île de Tahiti et plus particulièrement dans l'agglomération. Cela peut se matérialiser par l'aménagement de site propre pour les transports en commun, en passant par la création de nouvelles voies ou l'aménagement de pistes cyclables ou de cheminements piétons.

En 2024, environ 300 mètres linéaires de cheminements piétons ont été réaménagés, dont 100 mètres au niveau du centre Vaima et 200 mètres en bordure de la mairie de Faa'a. Les travaux ont porté sur la création de trottoirs, avec une uniformisation des niveaux et du revêtement.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

De nombreux projets de pistes / bandes cyclables et de cheminement piéton sont en cours :

- La réalisation d'un cheminement mixte piétons/vélos sur le front de mer, depuis la Maison de la culture jusqu'au giratoire de la RDO, dont les travaux sont prévus en 2025 ;
- La création d'une piste cyclable dans le parc Paofai, avec un démarrage des travaux envisagé en 2026, sous réserve de la validation des études en cours ;
- L'aménagement de pistes cyclables à Raiatea, dont les travaux pourraient débuter en 2026, sous réserve de la faisabilité confirmée par les études.

14.2.3 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
914/974 01 - RESEAU ROUTIER	**500 312 278**	**2 182 702 112**	**2 683 014 390**
Réduire la congestion routière		25 477 359	25 477 359
Maintenir à niveau le réseau routier existant et l'améliorer	500 312 278	2 157 224 753	2 657 537 031
Améliorer la mobilité			0

14.3 **Programme 914 02/974 02 : ports et aéroports**

14.3.1 Bilan des orientations stratégiques

- Bilan de l'équipement

Depuis 2011, le gouvernement de la Polynésie française a lancé un programme ambitieux de rénovation des installations portuaires et aéroportuaires, désormais intégré dans une démarche globale, issue de l'adoption par le Conseil des ministres en septembre 2015, du schéma directeur des déplacements durables interinsulaires 2015-2025.

S'agissant des ouvrages maritimes, les diagnostics ont été poursuivis. Plusieurs infrastructures en très mauvais état ont d'ores et déjà été recensés, et une programmation de leur remise en état ou de leur remplacement a été mise en place.

- Bilan de l'aviation civile

Dans ce cadre, la sécurité des usagers constitue une priorité absolue. Il est indispensable de se conformer aux réglementations internationales en vigueur, telles que l'arrêté CHEA pour les aérodromes, afin de garantir des standards élevés de sécurité. Parallèlement, la modernisation des infrastructures doit permettre d'adapter les ports et aéroports aux besoins croissants en termes de capacité et de qualité de service.

14.3.2 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 : Désenclaver les îles et faciliter leur approvisionnement

Objectif n° 1 -Désenclaver les îles et faciliter leur approvisionnement								
Reconstruire les débardadères pour permettre des approvisionnements réguliers								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision (PAP 2024)	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nombre de diagnostics réalisés	Nb					13	15	15
Indicateur 1.2 -Nombre d'ouvrages construits ou reconstruits	Nb					4	4	4
Sources des données : *Base de donnée de l'arrondissement maritime de la direction de l'équipement*								

Les îles souffrent de difficultés d'approvisionnement et d'enclavement, notamment lorsque les fréquences de rotation des caboteurs ou des avions sont faibles. Afin de faciliter leur quotidien, il est prévu de reconstruire des débarcadères dangereux qui ne permettent pas, à ce jour, un approvisionnement régulier en raison de la forte dépendance aux conditions de la houle.

- *Commentaire et analyse des résultats*

Principales actions chiffrées :

- Action n°1 relative aux diagnostics réalisés sur les ouvrages maritimes, pour un montant estimatif en investissement de 35 millions F CFP et un montant en fonctionnement de 6 millions F CFP.

  En 2024, les principaux ouvrages diagnostiqués concernent les îles de Tahiti (Faratea), Moorea, Taha'a, Bora Bora, Raiatea, Hikueru, Marokau, Katiu, Tuanake, Maiao (suite au report de 2023), Mataiva, Maupiti, Tatakoto et Aratika. Certaines îles n'ont pu faire l'objet de diagnostics compte tenu du plan de charge de la régie et des prestataires, et des reports dus aux conditions météorologiques.
- Action n°2 relative à la reconstruction d'ouvrages maritimes pour un montant estimatif en investissement de 2,2 milliards F CFP : construction des marinas de Teahupoo et de la Pointe Riri, cale de mise à l'eau de Tevaitoa et Hatupa et lancement des constructions de débarcadères à Reao, Niau, Fakahina et Takapoto. Le montant estimatif en fonctionnement s'élève à 30 millions F CFP.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Pour 2025, le planning prévisionnel d'intervention et de diagnostic concernera les îles suivantes : Kaukura (suite au report de 2024), Ua Huka, Amanu (à confirmer), Nukutavake, Tepoto Nord, Vahitahi, Hereheretue, Vanavana, Napuka, Tahiti Est et Nord et Rapa (report de 2022). En outre, les îles de Niau, Takapoto, Kauehi, Avera (Rurutu), Fakarava et Fakahina, faisant l'objet de travaux en 2025 et 2026, verront également leurs diagnostics programmés.

Ce programme prévisionnel vise à permettre la vérification de l'ensemble des ouvrages relevant de la DEQ à l'horizon 2025. Il est estimé qu'à partir de cette date, un effort significatif aura été réalisé pour remettre à niveau les ouvrages portuaires et maritimes.

Objectif n°2 : Mettre en sécurité les usagers des infrastructures portuaires et aéroportuaires

Objectif n° 2 : Mettre en sécurité les usagers des infrastructures portuaires et aéroportuaires

il s'agit de se mettre en conformité avec la réglementation (mise aux normes CHEA de certains aérodromes)

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision (PAP 2024)	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nombre de dégagements des aérodromes et franchissement des obstacles, d'abords de pistes, d'alimentations électriques, d'équipements en aides	Unité	N/A	N/A	N/A	N/A	8	12	12
Indicateur 3.2 - Nombre de non-conformité de niveau 1 et niveau 2 "significatif" identifié par le SEAC dans METEOR	Unité	N/A	N/A	N/A	N/A	3	25	3

Sources des données :
Fichier de suivi de travaux et d'exécution budgétaire DAC-MGT
Plan de gestion des ouvrages de la DAC sous Asana
METEOR
Rapports d'audits CHEA du SEAC

Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - indicateur calculé à partir du suivi de travaux et d'exécution budgétaire DAC-MGT et du plan de gestion des ouvrages de la DAC (Asana) en comptabilisant les opérations aboutissant à une remise en conformité des dégagements des aérodromes et franchissement des obstacles, des abords de pistes, des alimentations électriques, des équipements en aides radioélectriques
Indicateur 1.2 - indicateur calculé à partir de la base METEOR partagée par le SEAC et la DAC en comptabilisant le nombre d'écarts ouverts de niveau

Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

Les interventions ponctuelles visant à dégager les terrains obstrués par des obstacles ont permis de lever de nombreuses restrictions de charge pesant sur les opérations des compagnies aériennes. Cet assouplissement, particulièrement favorable dans un contexte concurrentiel, s'est toutefois accompagné du maintien des exigences de sécurité pour les passagers et les usagers des aérodromes.

Grâce à une collaboration étroite avec le SEAC, le contrôle des non-conformités a été renforcé, réduisant leur nombre à trois non-conformités de niveau 2, ce qui témoigne de la priorité accordée à la sécurité des usagers.

Cette collaboration a permis de restaurer un niveau de confiance et d'échange prometteur pour sécuriser la mise en place d'un système autonome de gestion conforme de toutes nos plateformes.

Objectif n°3 : Intégrer le port dans la ville et l'adapter aux besoins des différentes filières portuaires tout en rationnalisant l'utilisation de l'espace existant

Objectif n° 3 - Adapter le port aux besoins de ses différentes filières et l'intégrer dans la ville

1 - Soutenir le croissance du trafic international , améliorer les capacités d'accueil et de sécurité du port
2 - Soutenir la croisière : améliorer la sécurité et le confort des croisiéristes
3 - Améliorer l'accueil des passagers sur la ligne de Moorea
4 - Réorganiser les installations du cabotage local
5 - Améliorer les accès et espaces publics du port de Papeete
6 - Rénover les réseaux

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision (PAP 2024)	2024 Révisé à 06/2023	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Nombre d' équipements rénovés ou construits								
Indicateur 1.1	Unité				0	0	1	1
Indicateur 1.2	Unité				1	1	0	0
Indicateur 1.3	Unité				0	0	0	1
Indicateur 1.4	Unité				0	0	0	2
Indicateur 1.5	Unité				0	0	0	1
Indicateur 1.6	Unité				0	0	0	2

Sources des données :
Port autonome de Papeete

Mode de calcul des indicateurs :
Indicateurs - données brutes

Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

Principales actions :

- Le terminal de croisière internationale a été livré et permet aux croisiéristes de disposer d'installations de qualité et sécurisées pour leur arrivée à Papeete ;
- L'appel d'offres pour la réalisation du quai de cabotage n° 6 a été lancé et attribué. Les travaux devraient démarrer au second semestre de l'année 2025.

14.3.3 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
914/974 02 - PORTS ET AEROPORTS	**46 897 293**	**2 090 861 515**	**2 137 758 808**
Désenclaver les îles et faciliter leur approvisionnement		734 293 519	734 293 519
Mettre en sécurité les usagers des infrastructures portuaires et aéroportuaires	46 897 293	1 356 567 996	1 403 465 289
Intégrer le port dans la ville et l'adapter aux besoins des différentes filières portuaires tout en rationnalisant l'utilisation de l'espace existant (fonds propre du PAP)		*813 729 646*	*813 729 646*

14.4 **Programme 914 03/974 03 : protection contre les eaux**

14.4.1 Bilan des orientations stratégiques

Il s'agit de poursuivre le programme de sécurisation des zones à proximité de cours d'eaux, incluant le recalibrage des rivières, la protection des berges par des enrochements et des murs en béton, ainsi que la création d'un canal bétonné.

Le programme engagé sur les 30 rivières classées prioritaires, visant à sécuriser les voies de dessertes, les zones économiques, les équipements publics et l'habitat dense sera maintenu.

Parallèlement, les opérations d'entretien et de curage des rivières et des exutoires sur Tahiti continuent d'être assurées par la subdivision territoriale de Tahiti dans le cadre de ses missions annuelles.

14.4.2 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 : Sécuriser les rivières et le littoral aux abords des infrastructures publiques

Objectif n° 1 : Sécuriser les rivières et le littoral aux abords des infrastructures publiques								
Il s'agit de protéger le littoral et les infrastructures publiques exposées. Il s'agira aussi de procéder, aux curages des rivières, au nettoyage de lit des rivières, aux réparations des berges et à l'entretien des abords								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision (PAP 2024)	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nombre d'interventions concernant le curage sur Tahiti	Nb	-	-			117	130	140
Indicateur 1.2 - Linéaire de berges ou littoraux sécurisés sur Tahiti	ml	-	-			320	500	500
Sources des données : *Base de donnée de l'arrondissement infrastructure et de la subdivision territoriale de Tahiti - Direction de l'équipement* Mode de calcul des indicateurs : *Indicateur 1.1 - Rivières curées préventivement ou curativement en régie ou par les entreprises* *Indicateur 1.2 - Linéaire total enroché ou bétonné dans le cadre des travaux de protection des berges et littoraux*								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Des travaux de recalibrage des rivières et de protection du littoral ont été réalisés afin de sécuriser les biens et les personnes, pour un montant en investissement de 350 millions CFP.

Un budget de fonctionnement de 200 millions F CFP est sollicité pour couvrir toutes les dépenses relatives à la protection des berges des rivières et du littoral.

Pour la DEQ, les interventions se concentrent principalement sur l'entretien des cours d'eau, incluant les curages, les nettoyages de lit des rivières et les réparations de berges.

En 2024, sur Tahiti, les zones traitées en enrochements étaient les suivantes :

- Littoral de la RT2 - Mahina - PK 13: 120 ml ;
- Littoral de la RT2 – Papenoo PK 13,7 : 50 ml ;
- Littoral de la RT3 - Tautira PK 16,2 : 100 ml ;
- Littoral de la RT4 - Teahupoo - rivière Tiirahi : 50 ml.

Ainsi, 320 ml de littoraux et de berges ont été protégés et enrochés sur l'ensemble de l'île en 2024.

En ce qui concerne les interventions de curage sans extraction de matériaux, la subdivision territoriale de Tahiti est intervenue 117 fois en 2024. Ces interventions ont concerné le curage préventif ou curatif des rivières et des exutoires de l'île. Elles ont été réalisées à la fois en régie et avec le concours de prestataires privés.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Il s'agira de continuer pour chaque rivière identifiée :

- Les études techniques visant à réduire l'intensité des inondations, à augmenter la capacité hydraulique du cours d'eau et à sécuriser les berges ;
- Les études d'impact environnemental liées des travaux envisagés ;
- Les travaux d'aménagement et de sécurisation correspondants.

Les besoins de protection des routes du Pays situées le long du littoral augmentent considérablement, notamment sur la côte Est. En conséquence, les budgets nécessaires à ces opérations deviennent prioritaires et prédominants par rapport à ceux dédiés à la protection des berges de rivières. Il est également prévu de mettre en oeuvre des protections pour certains espaces publics, tels que le parc Tatatua à Tautira.

14.4.3 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
914/914 03 - PROTECTION CONTRE LES EAUX	**146 209 557**	**89 332 723**	**235 542 280**
Sécuriser les rivières et le littoral aux abords des infrastructures publiques	146 209 557	89 332 723	235 542 280 0

14.5 **Programme 914 04/974 04 : énergie**

14.5.1 Bilan des orientations stratégiques

En 2024, l'accent a été mis sur le développement des énergies renouvelables dans la production d'électricité. L'année a ainsi été marquée par une vive actualité juridique, au cours de laquelle de nombreux chantiers ont été finalisés et d'autres ont été ouverts.

14.5.2 Bilan des réformes

D'abord, l'année 2024 a été l'occasion de voter deux textes de planification : le Plan Climat de la Polynésie française (délibération n° 2024-116 APF du 12 décembre 2024) et la Programmation pluriannuelle de l'énergie (délibération n° 2024-109 APF du 28 novembre 2024).

Ensuite, la DPE a lancé une réforme globale favorisant le développement des énergies renouvelables et en particulier de l'énergie photovoltaïque. Les textes principaux sont prévus pour l'année 2025 mais quelques arrêtés en Conseil des ministres ont déjà permis quelques avancées mineures :

- L'arrêté n° 218 CM du 23 février 2024 portant modification de l'arrêté n° 62 CM du 22 janvier 2021 portant définition des règles de placement des énergies en Polynésie française a permis d'introduire un régime d'indemnisation des déconnexions subies par le producteur avec stockage sur l'île de Tahiti ;
- L'arrêté n° 2128 CM du 23 novembre 2010 fixant les conditions techniques, administratives, commerciales et financières des raccordements et de l'achat de l'électricité solaire photovoltaïque a été toiletté par l'arrêté n° 1441 CM du 23 août 2024 ;
- L'arrêté n° 606 CM du 29 avril 2010 a été abrogé par le même arrêté ;
- La déclaration d'exploiter de catégorie B a été refondue (arrêté n° 1442 CM du 23 août 2024 portant modification de l'arrêté n° 323 CM du 17 mars 2021 relatif à la composition, au fonctionnement, à la procédure de consultation de la commission de l'énergie et à la délivrance d'autorisations d'exploiter en application du titre III du code de l'énergie de la Polynésie française) ;
- L'arrêté n° 2411 CM du 23 décembre 2024 portant modification de l'arrêté n° 62 CM du 22 janvier 2021 portant définition des règles de placement des énergies en Polynésie française a permis d'étendre ce régime à tous les producteurs exclusifs et refondre les règles de déconnexion.

Concernant les infrastructures de recharge de véhicules électriques, la loi du pays n° 2024-13 du 15 juillet 2024 relative au déploiement des infrastructures de recharge de véhicules électriques et son arrêté

d'application (arrêté n° 1520 CM du 5 septembre 2024) ont permis d'autoriser le développement de cette nouvelle activité, avec pour objectif principal de limiter les impacts pour le réseau.

Par ailleurs, suite à une demande de la commune en ce sens, la compétence en matière de production et de distribution d'électricité de l'atoll de Makemo a été rendue à la commune par délibération n° 2024-104 du 14 novembre 2024.

En ce qui concerne le dispositif de solidarité dans le domaine de l'électricité, l'arrêté n° 2066 CM du 6 novembre 2024 a fixé le prix de référence pour l'année 2025, qui est le même que celui de l'année 2024. Par ailleurs, plusieurs arrêtés ont approuvé les conventions d'adhésion de gestionnaires de réseaux :

- L'arrêté n° 192 CM du 16 février 2024 portant approbation des avenants n° 1 portant modification des conventions relatives à l'adhésion des gestionnaires des réseaux publics de distribution d'électricité de Fatu Hiva, Hiva Oa, Nuku Hiva, Tahuata, Ua Huka et Ua Pou au dispositif de solidarité dans le domaine de l'électricité ;
- L'arrêté n° 503 CM du 18 avril 2024 portant adhésion du gestionnaire des réseaux publics de distribution d'électricité des îles Marquises au dispositif de solidarité dans le domaine de l'électricité et octroyant le bénéfice du régime fiscal privilégié au titre du deuxième alinéa de l'article 2 de la délibération n° 90-121 AT du 13 décembre 1990 ;
- L'arrêté n° 568 CM du 26 avril 2024 portant approbation de l'avenant n° 1 portant modification de la convention relative à l'adhésion du gestionnaire des réseaux publics de distribution d'électricité des îles Marquises au dispositif de solidarité dans le domaine de l'électricité ;
- L'arrêté n° 2409 CM du 20 décembre 2024 portant approbation de la convention relative à l'adhésion du gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité de l'atoll de Makemo au dispositif de solidarité dans le domaine de l'électricité ;
- L'arrêté n°2410 CM du 20 décembre 2024 portant approbation de l'avenant mettant fin à la convention n° 6849 du 22 septembre 2023 relative à l'adhésion du gestionnaire de réseau public de distribution d'électricité de l'atoll de Makemo au dispositif de solidarité dans le domaine de l'électricité.

En outre, toujours au titre du dispositif de solidarité dans le domaine de l'électricité, un projet de loi du pays a été présenté au CESEC, lequel a rendu son avis le 6 décembre 2024, permettant de calculer le prix moyen à l'échelle de tous les réseaux gérés suivant le même de mode de gestion par la même autorité compétente.

Enfin, le sujet du renforcement de l'administration face aux délégataires de service public d'électricité a été l'un des sujets majeurs de cette année 2024. A ce titre, la DPE a mené à bien la réforme des deux lois du pays relatives aux délégations de service public, l'une applicable à la Polynésie (LP. 2009-21) et l'autre aux communes (LP. 2009-22), afin d'introduire un régime de sanction en cas de refus de transmission par le délégataire d'informations d'ordre de comptable, financier ou technique - permettant un contrôle efficace des délégations (loi du pays n° 2024-21 du 16/09/2024 modifiant la LP. 2009-21 ; la LP modifiant la LP 2009-22 doit être votée au cours de l'année 2025). La DPE a également engagé une refonte des arrêtés relatifs à la comptabilité appropriée des délégations de service public dans le domaine de l'électricité (arrêtés n° 725 CM du 21 mai 2024 et n° 2398 CM du 20/12/2024). Enfin, un projet de délibération doit également être adopté pour permettre l'adhésion de la Polynésie française à la Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR) au 1er avril 2025.

Tout comme l'année précédente, les travaux menés au sein de la DPE ont permis d'uniformiser et de sécuriser la passation de marchés afin de garantir le respect des principes issus du code polynésien de la commande publique.

14.5.3 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 : Changer de modèle énergétique

- Le premier objectif poursuivi vise à changer le modèle énergétique en substituant progressivement l'utilisation d'énergies fossiles par des énergies renouvelables dans toutes nos activités (production électrique, transport, urbanisme).

Cette transformation se traduira par une réduction de nos émissions de gaz à effet de serre, participant ainsi à la lutte contre le changement climatique.

Dans le domaine de l'électricité, les actions pour atteindre cet objectif portent notamment sur la mise en place de projets de production d'énergie renouvelable (EnR).

Objectif n°1 - Changer de modèle énergétique								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Part d'énergie renouvelable dans la production d'électricité à partir de données des producteurs d'énergie électrique à Tahiti	%	45	37	42	42	45	45	45
Indicateur 1.2 – Part d'énergie renouvelable dans la production d'électricité dans les îles autres que Tahiti	%	6	6,20	6	6	6*	6	6
Indicateur 1.3 – Dépendance énergétique de la Polynésie française	%	92,50	93,30	93,60	93,60	93,6*	93,50	93,50

Sources des données :
Données des distributeurs et données consolidées et estimées par le SDE
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateurs 1.1 et 1.2 : reporting (fichier 10 min + RAD)
Indicateur 1.3 : OPE : Dépendance énergétique = Rapport en tonnes équivalent pétrole des : Importations d'énergies / (Importations d'énergies + Ressources locales)
Autres commentaires :
Importations d'énergie = essence d'aviation, essence, carburéacteur, pétrole lampant, fioul, gazole, GNL, propane, butane
Ressources locales = éolien, hydrolien, hydroélectricité, photovoltaïque, eau chaude solaire, SWAC

** : Estimation dans l'attente de la publication de l'OPE (fin 2024)*

- *Commentaire et analyse des résultats*

L'Observatoire polynésien de l'énergie, chargé de collecter, d'analyser et de communiquer les données liées à l'énergie en Polynésie française va prochainement publier son bilan énergétique pour l'année 2023. Cet ouvrage permet de replacer les données chiffrées dans le contexte géographique et économique de la Polynésie française et de mettre en lumière les différents modes de production et de consommation de l'énergie sur le territoire. Il constitue un document de référence pour les différents acteurs du secteur de l'énergie et pour le développement de nouveaux projets y afférent.

La part d'ENR dans le mix de Tahiti ***(indicateur 1.1)*** a connu une hausse de huit points par rapport à 2023, passant de 37 % à 45 %, du fait d'une hausse de la production hydroélectrique grâce à des conditions météorologiques très favorables. Un impact substantiel (à défaut un maintien à ce niveau élevé) est attendu sur cet indicateur en 2025 suite à la mise en service fin 2024 des projets lauréats de l'appel à projets (AAP) relatif à la réalisation et l'exploitation d'installations photovoltaïques (PV) avec stockage sur Tahiti (tranche 1).

La mise en service du SWAC a permis une réduction de près de 2 % de la consommation d'électricité, soit 9 GWh, à l'échelle de toute l'île de Tahiti.

Les travaux initiés en 2021, visant à développer des projets de production PV avec stockage, ont été poursuivis en 2024 : suivi technique et administratif des projets lauréats de l'AAP relatif à la réalisation d'installations PV avec stockage, dont la mise en service s'est étalée entre octobre et décembre 2024 (30,4 MWc et + 7 points sur le taux d'EnR de Tahiti) ainsi que la préparation de la deuxième tranche d'AAP prévue pour début 2025.

Outre le développement des fermes de forte puissance, une refonte générale du cadre réglementaire de la filière photovoltaïque a été amorcée en 2024. Des réunions de concertations avec les acteurs (privés, publics, gestionnaires de réseau, responsable d'équilibre, autorités concédantes) ont eu lieu et la réforme doit aboutir en 2025.

L'opération d'équipement en panneaux PV du service du patrimoine archivistique et audiovisuel (SPAA) a été lancée en 2020 et l'installation réceptionnée en mars 2022. Les problèmes techniques rencontrés en 2022 et 2023 ont été solutionnés et la visite de garantie de parfait achèvement s'est déroulée en novembre 2023. La garantie de parfait achèvement a été levée en 2024.

Dans le cadre du programme Hydromax mené par Marama Nui, un projet d'aménagement dans la moyenne vallée de Papenoo est en cours (production hydroélectrique d'environ +4,5 GWh par an pour un investissement d'environ 1,6 milliard F CFP). Le délégataire doit fournir des éléments complémentaires à la commission des forces hydrauliques. Toujours dans ce registre, suite à des demandes de la part de la DPE, Marama Nui a mené des études pour la réalisation d'un stockage d'énergie gravitaire à l'aide des bassins existants. Le dossier « baby STEP » a ainsi bénéficié d'un financement du fonds de transition énergétique de l'Etat.

La programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) a été adoptée par l'APF. Ce document stratégique concerne le secteur de l'énergie et constitue la feuille de route pour atteindre l'objectif de 75 % d'EnR dans le mix électrique à horizon 2030, à noter toutefois qu'un objectif de 55 à 60 % semble plus raisonnable (bien que déjà très ambitieux).

La part d'EnR dans la production d'électricité dans les îles autres que Tahiti ***(indicateur 1.2)*** confirme sa tendance légèrement haussière en 2023 et devrait rester du même ordre de grandeur en 2024 (données non connues à ce jour). Elle pourrait être impactée par les renouvellements de concessions favorisés par l'entrée

en vigueur du dispositif de solidarité, la plupart de ces délégations ayant des ambitions fortes en termes de transition.

L'indicateur relatif à la dépendance énergétique de la Polynésie française ***(indicateur 1.3)*** doit pouvoir illustrer le changement de modèle énergétique visé par la Polynésie française. En effet, il permet de mesurer la part des quantités d'énergies importées (à 100 % carbonées) dans la satisfaction des besoins énergétiques du Pays. Cet indicateur est global puisque le secteur de l'électricité ne pèse que pour 37% quand celui des transports (routier, maritime et aérien domestique) représente 54 %. Aussi, les seuls efforts entrepris dans le secteur de la production électrique ne suffiront pas à produire les effets significatifs attendus pour diminuer la dépendance énergétique du Pays. En 2023, la dépendance énergétique de la Polynésie française a peu évolué par rapport aux années précédentes et se situe aux alentours de 93,3 % ; elle devrait être du même ordre de grandeur en 2024 (données non connues à ce jour).

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Afin de répondre aux objectifs définis supra, ont notamment été mises en œuvre les actions suivantes :

- Action n°1 relative au suivi des projets issus de l'AAP tranche 1 relatif à la réalisation d'installations PV avec stockage sur Tahiti lancé en 2021 (autorisations, cadre réglementaire), sans montant spécifique (plus de 7 Mds d'investissement porté par le secteur privé) ;
- Action n°2 relative au SWAC du CHPF pour un montant global en investissement de 3,8 milliards F CFP, dont le solde d'un montant de 361 051 F CFP a été liquidé en 2024 ;
- Action n°3 relative au calibrage et au lancement de l'AAP tranche 2 relatif à la réalisation d'installations PV avec stockage sur Tahiti (à venir en 2025) ;
- Action n°4 relative aux investissements TEP, pour un montant liquidé de 157 millions F CFP (2024) ;
- Action n°5 relative à l'adoption puis au suivi de la programmation pluriannuelle de l'énergie : document adopté par l'APF ;
- Action n°6 relative à l'adoption puis au suivi du Plan Climat de la Polynésie française : document adopté par l'APF ;
- Action n°7 relative à la participation du Pays au Fonds de transition énergétique de l'Etat ;
- Action n°8 au développement de projets de STEP ou d'hydroélectricité à Tahiti.

Objectif n°2 : Changer nos comportements

- Le deuxième objectif consiste à changer nos comportements afin de tendre vers une réduction de notre consommation énergétique notamment en adoptant des comportements plus responsables et en généralisant l'utilisation d'équipements moins énergivores.

Objectif n°2 - Changer nos comportements

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 - Production d'électricité pour Tahiti à partir des données EDT *Sauf 2021 (ancien indic.) : consommation d'électricité en Polynésie française (concessions EDT)*	GWh	533	544	533	545	558	545	558
Indicateur 2.2 – Consommation moyenne par foyer pour Tahiti Nord (en kWh/abonnés BT.an)	kWh	3 002	3 002	3 002	3 002	3 002*	3 002	3 002
Indicateur 2.3 – Consommation moyenne par abonné industriel pour Tahiti Nord (en kWh/abonnés MT.an)	kWh	351 106	365 095	351 106	351 106	351 106*	351 106	351 106

Sources des données :
Indicateur 2.1 : données EDT (production pas de temps de 10 minutes) (2021 : 536 GWh Tahiti, estimations Iles)
Indicateur 2.2 et 2.3 : données EDT (estimations pour 2023 et + : stable)
Mode de calcul des indicateurs :
Aucun calcul nécessaire, simple reporting

** : Estimation dans l'attente de la publication du RAD EDT*

- *Commentaire et analyse des résultats*

A cet égard, les actions conjointes menées en faveur de la transition énergétique dans le cadre de la convention de partenariat avec l'ADEME 2024-2027 ont été poursuivies. Cette convention, renouvelée au cours de l'année, a été élargie à d'autres services de la Polynésie française (DTT/DIREN/DAG). Elle vise notamment à mener des campagnes et actions de sensibilisation et de formation auprès des jeunes, du grand public, mais également dans le milieu professionnel via des formations dédiées. Par ailleurs, elle promeut les audits énergétiques ainsi que les conseils d'orientation énergétiques auprès des communes.

Dans le cadre de la réglementation énergétique des bâtiments (REBPF), qui s'applique aux constructions faisant l'objet d'un permis de construire, les agréments des organismes chargés de la vérification ont été renouvelés. L'accompagnement de la DCA s'est poursuivi au cours de l'année.

Une réflexion sur la maitrise de l'énergie dans les bâtiments existants (hors REBPF) a été lancée et devrait s'achever en 2025. Pour accompagner la direction dans cette démarche, un prestataire a été recruté.

La démarche « climat » initiée en 2021, matérialisé par le Plan climat de la Polynésie française (PCPF), permet d'évaluer les impacts des différentes politiques sectorielles sur le climat et de définir la trajectoire du Pays dans ce domaine. Une convention de partenariat avec l'AFD a été mise en place afin de financer cette initiative. Ce plan, qui couvre l'ensemble des secteurs d'activité de la Polynésie française (importations, transports, agriculture, déchets, énergie, aménagement, etc.), vise à réduire leur impact et à adapter les politiques publiques aux effets du changement climatique.

Adopté par l'APF en fin d'année, ce plan est le fruit d'une large collaboration des acteurs locaux (privés, publics, institutionnels, société civile, scientifiques). Il intègre plus de 150 actions et a nécessité 3 ans de travaux. Son objectif est de réduire l'empreinte carbone moyenne d'un polynésien, qui est actuellement de 11 tonnes CO_2 équivalent par an, à 8,5 tonnes.

Concernant les indicateurs, les actions menées auprès du grand public pour inciter à la maîtrise de la demande en énergie - via notamment l'Espace info énergie et les interventions en milieu scolaire - ainsi que les mesures mises en œuvre dans le cadre du partenariat ADEME-Pays en faveur des industriels (accompagnements à la maîtrise de l'énergie, aides financières pour la réalisation de diagnostics énergétiques) devraient permettre de maintenir une tendance légèrement baissière de la consommation d'énergie.

Ces chiffres pourront être consolidés dès réception des rapports des délégataires pour l'année 2024, attendus à la fin du premier semestre 2025.

Hors développement de grands centres de consommation ou de nouveaux modes de consommation, il est attendu que les gains d'efficacité des usagers domestiques comme professionnels compenseront, plus ou moins, l'arrivée de nouveaux abonnés. Néanmoins, l'arrivée de nouveaux opérateurs dans le domaine du numérique pourrait néanmoins être plus difficile à compenser.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Afin de répondre aux objectifs définis supra, le volume financier mobilisé pour la réalisation des actions prévues en 2024 dans le cadre de la convention ADEME s'élève à 28,15 millions F CFP. La programmation annuelle se décline en une quinzaine d'actions distinctes, parmi lesquelles :

- Des prestations relatives à la compréhension et à la promotion de la réglementation énergétique des bâtiments de Polynésie française ;
- L'actualisation des facteurs d'émissions carbone de la Polynésie française, accompagnée de la promotion du simulateur d'empreinte carbone via un jeu concours ;
- La poursuite du Plan climat de la Polynésie française 2022/2030 (PCPF) ;
- La poursuite des travaux de l'Observatoire polynésien de l'énergie ;
- La réalisation d'un cadastre solaire ;
- La subvention à l'Espace info énergie ;
- Des subventions accordées à l'Université de Polynésie française pour 3 thèses liées à la transition énergétique ainsi que le financement d'un contrat d'ingénieur ;
- Une subvention à Météolien pour le financement d'une étude de gisement et de productible des démonstrateurs de prototypes de houlogénératrice, dans le cadre du programme Tahiti Web Energy Challenge - TWEC.

La convention AFD/Pays pour la période 2021-2024 permet le financement de plusieurs marchés publics en lien avec la transition énergétique, notamment :

- Le marché relatif à l'assistance à maitrise d'ouvrage pour le Plan Climat de la Polynésie Française - PCPF. Ce marché, d'une durée de 4 ans, a été signé en mai 2022 pour un montant total de 19,75 millions F CFP TTC. Pour l'exercice 2024, le montant mobilisé s'élève à 3,7 millions F CFP ;
- Le marché relatif à l'assistance pour la mise en place d'un dispositif incitatif à la maîtrise de la demande en énergie, signé en février 2024 pour une durée de 18 mois et d'un montant total de 29,71 millions F CFP TTC. En 2024, le montant liquidé s'élève à 14,96 millions F CFP.

Objectif n°3 : Changer de modèle économique

L'évolution du modèle économique de l'énergie doit permettre de distinguer l'ensemble des coûts inhérents à chaque filière énergétique (approvisionnement et distribution d'hydrocarbures, production, transport, distribution et commercialisation de l'électricité), afin de définir les mécanismes publics les plus favorables à la transition énergétique.

Objectif n°3 - Changer de modèle économique de l'énergie								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 – Prix moyen de référence de l'électricité en Polynésie française	FCFP/ kWh	39,1	40,8	40,8	40,8	40,8*	40,8	40,8

Sources des données :
Données des distributeurs ; Seules les données EDT sont comptabilisées ; Incluant la CSE

** : Estimation dans l'attente de la publication du RAD EDT*

- *Commentaire et analyse des résultats*

L'objectif de changement de modèle économique de l'énergie s'accompagne d'un contrôle des concessions du secteur (audits) et d'une plus grande transparence dans la connaissance et la diffusion des données (diffusion via le site internet de la DPE).

Ainsi, au cours de l'année, le Pays a missionné des cabinets pour auditer les comptes de ses délégataires de services publics de l'électricité. Ont ainsi été examinés les rapports d'activité du délégataire des entreprises EDT, Marama Nui et TEP.

Grâce à une relative détente du cours des hydrocarbures en fin d'année mais surtout au maintien des tarifs grâce au FRPH, les tarifs de l'électricité ont pu être maintenus.

Enfin, la gestion du dispositif de péréquation, effectif depuis le 1er janvier 2022, a nécessité un accompagnement important de ses bénéficiaires, et notamment de tous les « petits réseaux ». Cet accompagnement permet à ces derniers de se mettre en conformité avec leurs obligations et d'objectiver le coût et le fonctionnement de leur service public. Un bilan de ce fonds est proposé dans la partie relative aux comptes spéciaux.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Afin de répondre aux objectifs définis supra, ont notamment été mises en œuvre les actions suivantes :

- Action n°1 : poursuite des audits comptables du secteur électrique pour un budget liquidé de 18,7 millions F CFP ;
- Action n°2 : souscription aux abonnements Worldscale et Platts pour disposer des données sur le coût et le transport des hydrocarbures (25,6 millions F CFP liquidés en 2024).

14.5.4 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
914/974 04 - ENERGIE	**98 196 412**	**157 000 000**	**255 196 412**
- AP 434.2021 - Subvention TEP - Renouvellement de la liaison TEP 30 000 Volts et canalisation		157 000 000	157 000 000
- Inspection et maintenance réseaux primaire et secondaire SWAC CHPF	6 400 115		6 400 115
- Convention de partenariat ADEME - période 2024-2027 *Environ 20 actions/an telles que :* *Réglementation énergétique des bâtiments,* *Financement Espace Info Energie,* *Etudes d'opportunité,* *Observatoire Polynésien de l'Energie,* *Etc.*	28 153 029		28 153 029
- Convention de partenariat AFD - période 2021-2024 *(PCPF)*	18 661 514		18 661 514
- Audits comptables des délégations de service public	18 740 728		18 740 728
- Etudes, expertises techniques et activités contentieuses	616 980		616 980
- Abonnements Platts et Worldscale	25 624 046		25 624 046

La consommation du programme relatif à la subvention d'investissement à la TEP a été impactée par le retard de réalisation des travaux de génie civil.

La convention ADEME-Pays 2021-2023 dispose d'un budget global annuel de 41,7 millions F CFP pour la DPE. Un nouveau projet de convention pluriannuelle ADEME – Pays a été acté pour la période 2024-2027 avec un budget global annuel similaire. Les opérations financées en 2024 couvrent plusieurs actions (Espace info énergie, Plan climat, Observatoire de l'énergie, etc.).

La convention AFD/Pays 2021-2024 porte sur une subvention AFD globale de 450 000 euros (53,7 millions F CFP) sur 3 ans, dont 300 000 euros (35,8 millions F CFP) pour des prestations de services d'accompagnement à la transition énergétique et 150 000 euros (17,9 millions F CFP) pour le PCPF. Compte tenu de l'actualisation du calendrier de mise en œuvre du projet, les parties ont convenu de prolonger par voie d'avenant les dates limites de versement, d'utilisation des fonds et d'achèvement technique respectivement au 31 décembre 2026 et 30 juin 2027.

Pour les abonnements Worldscale et Platts permettant de disposer des données sur les coûts d'achat et de transport des hydrocarbures, ils ont été renouvelés en 2024 pour un montant de 25,6 millions F CFP.

14.5.5 Bilan des comptes spéciaux

Fonds de solidarité dans le domaine de l'électricité (FSDE)

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
914/974 04 - ENERGIE	**3 508 265 675**	**0**	**3 508 265 675**
Compte d'affectation spécial FSDE			
Fonds de solidarité dans le domaine de l'électricité (FSDE) - 4 Mds F CFP/an (*) *Mise en place et suivi du dispositif de solidarité dans le domaine de l'électricité*	3 508 265 675		3 508 265 675

Le dernier trimestre 2024 étant en cours de traitement, le montant total des contributions collectées et des compensations versées au titre de l'année 2024 n'est pas encore arrêté. La valeur fournie correspond aux données consolidées courant 2025.

Les flux financiers de l'année 2024 pour les 22 grands réseaux et 4 petits réseaux sur 33 de Polynésie française sont les suivants :

- Contributions collectées : 3,989 milliards F CFP versés par les gestionnaires de réseaux à la Polynésie française ;
- Compensations versées : 3,508 milliards F CFP versés par la Polynésie française aux gestionnaires de réseaux.

Le fonctionnement du dispositif est satisfaisant puisque les compensations financières, qui sont versées au prorata des volumes facturés, ont été couvertes par les contributions collectées. Le FSE est donc à l'équilibre sur l'année 2024, comme ce fut le cas en 2023 et en 2022. Le solde positif mentionné ci-avant entre les contributions collectées et les compensations versées est à nuancer par le versement à venir de la compensation de certains réseaux n'ayant pas encore réalisé leur déclaration et fourni l'ensemble des pièces justificatives. De plus, le non-respect du prix de référence de 2 grands réseaux a fait perdre le bénéfice de la compensation à leur gestionnaire au titre des deux premiers trimestres de l'année, à hauteur d'environ 90 millions F CFP.

Sur la base des versements à venir, la collecte totale de contributions est attendue à 4,025 milliards F CFP pour 3,821 milliards F CFP à verser.

14.5.6 Les opérateurs participant à la réalisation du programme

Société Transport d'énergie électrique en Polynésie (TEP)

La convention n°9741 du 14 décembre 2021 relative aux objectifs et obligations de la SEML TEP dans le cadre du financement du renouvellement de la liaison TEP 30 000 volts, canalisation 90 000 volts et ses équipements encadrants (CDT 2021-2023) détermine le montant et les conditions d'attribution d'une nouvelle subvention accordée par la Polynésie française à la SEML TEP. Ainsi, 785 000 000 F CFP hors taxes sont octroyés afin de sécuriser le transit des énergies par l'utilisation des liaisons 90 000 volts existantes en 30 000 volts, de fiabiliser le bouclage du réseau 90 000 volts et de permettre l'accès au réseau de transport de nouveaux producteurs d'ENR ou consommateurs entre Tipaerui et Punaruu.

La mise en service des équipements était initialement prévue à la date du 2 juin 2024.

Toutefois, les entreprises retenues par la SEML TEP pour réaliser les travaux de génie civil ont pris du retard par rapport au planning prévisionnel.

À cet effet, la SEML TEP a sollicité une prolongation de délai de 6 mois afin de mener le projet à terme. En ce sens, un arrêté modificatif a été pris en conseil des ministres en sa séance du 28 mai 2024 et un avenant à la convention n° 9741 a été formalisé modifiant le délai de réalisation des travaux de 36 mois à 42 mois.

Suite à la mise en service des équipements à la date du 30 octobre 2024, le solde de la subvention a été versé en fin d'année pour un montant de 157 000 000 F CFP.

14.6 **Programme 914 05/974 05 : postes, télécommunications, nouvelles technologies**

14.6.1 Bilan des orientations stratégiques

Le Groupe OPT et ses filiales assurent des missions de service public et d'intérêt général dans les secteurs du courrier, des télécommunications et des services financiers. Il garantit un accès universel à l'information et aux services essentiels, y compris dans les zones les plus isolées des cinq archipels, via des solutions postales (SAS Fare Rata), numériques et télécoms (SAS ONATi) à des tarifs abordables. Avec un réseau couvrant 72 îles, les bureaux de poste et agents de Fare Rata assurent un lien de proximité avec les citoyens, optimisé par des partenariats avec les services du Pays, des communes et de l'État pour mutualiser les ressources et renforcer l'accessibilité aux services publics. En investissant dans l'extension et la modernisation des infrastructures télécoms (NATITUA, NATITUA Sud, HONOTUA, MANATUA), le Groupe facilite l'accès au très haut débit sur l'ensemble du territoire, y compris à l'international. Engagé dans une démarche de responsabilité sociétale, il intègre la préservation de l'environnement, l'optimisation des ressources et l'amélioration des conditions de travail, tout en assurant un équilibre financier (PREF) et en développant des services innovants à forte valeur ajoutée. Ces orientations traduisent son engagement à répondre aux besoins des usagers, à renforcer la cohésion sociale et à accompagner le développement économique et numérique de la Polynésie française.

- Bilan de la SAS Fare Rata

Dans le cadre de ses orientations stratégiques (Ambition 2020-2025) et de la poursuite du plan de transformation de l'entreprise entamé en 2022, Fare Rata a fixé pour 2024 les enjeux prioritaires suivants :

En matière de chiffre d'affaires :

- Réussir le déploiement du système d'information « SI NIU ORA », véritable outil de transformation de la SAS Fare Rata dans le pilotage commercial et la gestion clientèle, exerçant un impact direct sur la productivité du Réseau et des fonctions supports associées, et renforçant la qualité de la relation client ;
- Centrer les efforts sur la qualité de service rendue aux clients ;
- Créer de la valeur en développant de nouvelles activités (notamment le e-commerce avec Fenua Market).

En matière de charges et d'investissements :

- Exécuter le Plan de rétablissement des équilibres financiers (PREF) de Fare Rata, orienté vers une rationalisation des charges de fonctionnement ;
- NB : Le PREF mis en place au sein des filiales du Groupe OPT a fait l'objet d'un réajustement avec des prévisions plus réalistes ;
- Optimiser les charges de personnel ;
- Financer les investissements présentés au PAP 2024 pour un montant de 104 750 000 F CFP (budget primitif), axés sur le programme de modernisation et de tri de la distribution postale et le projet de rénovation de la zone arrière du bureau de poste de Papeete.

Les actions menées à terme en 2024 :

- La revalorisation des tarifs des services postaux : Approbation par le Conseil des ministres (cf. arrêté n°790/CM du 30 mai 2024) de la revalorisation progressive des tarifs de l'affranchissement du courrier jusqu'à 100 g à compter du 1er juillet 2024, puis au 1er janvier 2025 et au 1er janvier 2026, entraînant

une augmentation du chiffre d'affaires prévisionnel 2024 de +21 millions F CFP (chiffre d'affaires de +87 millions F CFP moins l'érosion des volumes de l'affranchissement de 66 millions) ;

- Le déploiement du logiciel commercial postal et de négoce SI NIU ORA (première phase) sur 30 bureaux de poste mono-guichet situés dans les îles éloignées a été réalisé avec succès avec un dispositif exceptionnel de formation et d'accompagnement à distance mis en place pour garantir une transition fluide ;
- Le déploiement du bureau de poste en ligne (application mobile) et site web avec une première version (V1) lancée le 15 février 2024, intégrant la fonctionnalité de suivi des envois (tracking), l'accès à l'ensemble des services numériques et tarifs, la géolocalisation des différents bureaux de poste, la disponibilité des boîtes postales par bureau de poste, le calculateur d'affranchissement. Une V1.1 lancée le 24 juillet 2024 apporte un canal supplémentaire avec un espace client en ligne (création de compte client) et la fonctionnalité d'envoi de notifications ;
- La rénovation/reconstruction des bureaux de poste aux Îles-Sous-le-Vent : Bora Bora (octobre 2024) et Uturoa (décembre 2024), co-financés par le Pays à hauteur de 200 millions F CFP (50 millions Vaitape et 150 millions Uturoa).

NB : Le projet de « Market place » Fenua Market lancé en septembre 2023 a été arrêté en octobre 2024 principalement pour des raisons techniques (agrément de la solution de paiement).

Les actions qui se poursuivent en 2025 :

- Le déploiement du projet SI NIU ORA avec la suite de la migration de l'outil sur l'ensemble du réseau de bureaux de poste. Le calendrier de développement de sous-projets a été décalé en raison de règles métier complexes à formaliser, des outils existants et des pratiques adoptées qui nécessitent un important travail d'harmonisation ;
- Le programme de modernisation du réseau de distribution postale (5 projets initialement identifiés au budget primitif à hauteur de 76,7 millions F CFP). Une réorganisation des priorités a été actée pour les aligner aux moyens de Fare Rata avec le maintien de 3 modules clés qui permettront de renforcer l'agilité et de générer des bénéfices durables pour l'ensemble des parties prenantes (usagers, équipes opérationnelles, entreprise) :
    - Le marketing du client postal – permettre aux titulaires d'une boîte postale de réaliser l'ensemble de leurs opérations en ligne ;
    - La gestion du courrier et des colis en Polynésie (SIDO)- renforcer la traçabilité du courrier sur le territoire de l'expédition à la livraison finale ou à l'export ;
    - Les nouveaux canaux de distribution postale – proposer aux destinataires d'envois postaux des options de livraison flexibles et le règlement des frais via le « bureau de poste en ligne ».

  Ces projets subventionnés à hauteur de 66,9 millions F CFP voient leur réalisation décalée sur 2025 car le projet SI NIU ORA mobilise les équipes et constitue un prérequis essentiel pour les volets « connaissance client » et « facturation client ».
- Le projet de rénovation du bureau de poste de Papeete, zone de tri et boîtes postales, prévu au budget primitif pour un montant de 28 millions F CFP, a bien été lancé en 2024 avec une révision de l'investissement global porté à 33 millions F CFP. Le soutien financier du Pays a été alloué sur le montant initial, soit 28 millions F CFP.

  Ce projet se poursuit en 2025 avec un report de calendrier imputable à des aléas techniques (travaux d'amiante).

NB : Les projets de rénovation des bureaux de poste de Reao (Tapuarava) et Anaa (Tuuhora), validés au collectif budgétaire 3-2024 pour un montant de 70 millions F CFP, n'ont pu être lancés en raison de contraintes liées à la stabilité du sol du bureau de poste d'Anaa et d'un différend foncier potentiel concernant le terrain de Reao. Des négociations sont en cours avec les communes pour transférer les bureaux de poste visés dans les abris de survie desdites îles. Une demande de redéploiement des crédits (AP et CP) de ces deux opérations est inscrite au collectif 1- 2025 pour la reconstruction du bureau de poste d'Avatoru.

Le projet de construction du bureau de poste de Ua Huka, validé au collectif budgétaire 3-2024 pour un montant de 36 millions F CFP, a été rejeté pour des raisons administratives (en attente de la délibération du conseil municipal relative à l'affectation du terrain à Fare Rata et de sa régularisation auprès de la DAF).

- Bilan de la SAS ONATi

Les objectifs visant à faire progresser la couverture numérique du territoire, quel que soit la technologie utilisée et avec pour intention de « déployer un service public qui nous ressemble : proche, simple et communautaire » (orientation stratégique Fa'aora du Pays), ont été atteints par l'OPT et sa filiale ONATi en 2024.

En effet, les projets débutés en 2021 et 2022 se sont poursuivis en 2024 ; certains sont arrivés à leur terme tandis que les autres présentent les taux de réalisation escomptés :

- Augmentation du taux d'éligibilité au raccordement à la fibre pour atteindre 89,4 % des foyers principaux polynésiens au 31 décembre 2024 ;
- Au 31 décembre 2024, il restait à mettre en service une seule liaison sur 52 du réseau de transmission en faisceaux hertziens permettant de faire bénéficier les abonnés isolés des vallées des Marquises des services internet haut débit et de la 4G mobile ;
- En juillet 2024, la totalité des extensions de la couverture 4G et 4G+ sur 46 sites supplémentaires des îles des Archipels éloignés a été déployée, ce qui porte à 60 le nombre de sites 4G/4G+ dans cette zone ;
- La pose du câble sub-lagunaire entre la marina de Teahupo'o et le village de Tautira afin de sécuriser le réseau de la presqu'île pour les Jeux Olympiques de surf 2024 a été achevée en juin 2024 ;
- Enfin, 89,5 % des sites administratifs identifiés par la Direction du système d'information (DSI) du Pays dans le cadre du projet de modernisation des services publics (RTHD.PF) ont été rendus éligibles à la fibre.

- Bilan de l'économie numérique (DGEN)

Un plan du numérique a été établi par la Présidence de la Polynésie française et transféré à la DGEN. Il comporte les axes, objectifs et actions suivants.

La stratégie numérique de la Polynésie française a pour objectifs de renforcer le secteur numérique, d'améliorer la compétitivité du territoire et de répondre aux enjeux de la transition digitale.

Elle commence par **la consolidation et le développement des compétences**. Il s'agit d'adapter les formations aux besoins du marché du travail local et international en proposant des parcours intégrés qui combinent théorie et pratique, et en facilitant l'accès aux formations spécialisées en intelligence artificielle, cybersécurité et gestion des données. L'objectif est également d'accroître l'attractivité des filières numériques dès le secondaire pour encourager les jeunes à s'orienter vers ces métiers d'avenir.

Le développement du très haut débit en Polynésie passera par l'extension de la fibre optique et l'exploration de solutions hybrides pour les zones les plus isolées, telles que les réseaux satellitaires et le Wi-Fi longue distance. Par ailleurs, la résilience des connexions internationales sera renforcée grâce à la diversification des sources de connexion, notamment par l'installation de nouveaux câbles sous-marins en partenariat avec des acteurs internationaux.

La modernisation de l'administration publique se traduira par le déploiement de nouveaux téléservices et l'instauration d'une identité numérique « Rumia », facilitant l'accès aux démarches administratives en ligne.

Enfin, **la mise en œuvre d'une plateforme de données consolidée** qui reposera sur un diagnostic du paysage actuel des données en Polynésie et sur la centralisation de leur traitement. La plateforme sera conçue pour être un outil technique basé sur les technologies Big Data Analytics/IA/Data Visualisation à disposition des différents observatoires afin de mieux mesurer l'impact des actions et projets dans divers secteurs et de les optimiser.

Son déploiement a débuté fin 2024 et se poursuivra en 2025.

14.6.2 Bilan des réformes

- Bilan de la SAS Fare Rata

- Un changement de gouvernance est intervenu en novembre 2024 avec la nomination de la nouvelle directrice générale de Fare Rata.

- Le dernier trimestre 2024 a également été marqué par la signature d'une nouvelle convention d'objectifs.
- Sur le plan social, la refonte de la convention d'entreprise de Fara Rata, dont les discussions avec les délégués syndicaux ont démarré en février 2022 jusqu'à la date étendue du 30 septembre 2023, s'est poursuivie par la négociation d'une « convention commune » OPT, Fare Rata, ONATI signée le 31 janvier 2024 ainsi qu'un accord spécifique complémentaire signé le 29 août 2024.
- Pour ce qui concerne les prospectives 2024, 2 grands projets avaient été identifiés :
  - Devenir « Agent habilité de fret aérien » avec une structure dédiée au contrôle des marchandises à expédier en Polynésie française (domestique), ainsi qu'à l'export avec un espace dédié sous-douane (International) - Projet lancé en étude prévisionnelle sur 2024 (étude de marché, business plan en cours de finalisation).
  - Solutionner la problématique de l'adressage en Polynésie française - Etude lancée en 2024 et décalée sur 2025 suite au changement de gouvernance de Fare Rata.

- Bilan de la SAS ONATi

Mi-avril 2024, un nouveau directeur général a pris la direction de ONATi. Il s'est attaché à reprendre le plan de rétablissement des équilibres financiers (PREF) établi par son prédécesseur et à adapter les objectifs de performance, pour la période 2025-2028, sur lesquels ONATi s'engage vis-à-vis de sa maison mère.

Les prévisions ont été réajustées sur la base des engagements de ONATi qui s'articulent désormais autour de six ambitions poursuivies :

1. Redresser les comptes et atteindre l'équilibre financier ;
2. Optimiser la structure et les ressources humaines ;
3. Opérer la transition vers l'efficience opérationnelle ;
4. Développer et piloter les projets structurants et stratégiques ;
5. Défendre les intérêts du Groupe dans un marché libéralisé ;
6. Améliorer de manière continue la communication interne et externe.

- Bilan de l'économie numérique (DGEN)

Une réforme globale du secteur des télécommunications est en cours. Elle comprendra notamment les éléments suivants :

- L'itinérance mobile ;
- La délégation de service public OPT ONATI ;
- La redéfinition du service public et son financement ;
- Les télécommunications extérieures.

L'échéance de ces réformes est fixée au 1er semestre 2025.

En outre, des réformes en matière d'incitation dans l'audiovisuel ont été transférées à l'Assemblée de la Polynésie française (projet de loi du pays de dynamisation du secteur de l'audiovisuel).

14.6.3 Bilan des objectifs de performance

- Bilan de la SAS Fare Rata

Objectif 1 : Maitrise des charges d'exploitation (hors activités commerciales, de négoce et dotations aux amortissements)

Cet objectif visait une consolidation de la réduction des charges réalisées entre 2019 et 2022 dans le cadre de la convention d'objectifs de performance Pays, OPT, Fare Rata 2020-2022. Dans la continuité, un plan de redressement des équilibres financiers (PREF) sur la période 2024-2028 a été mis en place au sein du Groupe pour toutes les filiales.

Objectif n°1 - Maîtrise des charges d'exploitation (hors activités commerciales, de négoce et dotations aux amortissements)								
Consolidation des réductions de charges réalisées entre 2019 et 2022								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Maitrise des charges d'exploitation	%	-6%	-8%	-9%	-9%	-1%	2%	0% à -1%

Sources des données :
Fare Rata
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - indicateur calculé à partir du pourcentage de réduction des charges d'exploitation par exercice
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

Maitrise de la réduction des charges avec une baisse de 1 % réalisée en 2024 liée à une baisse importante des charges entamées dès 2019 jusqu'en 2023, neutralisée par la hausse exceptionnelle des charges de personnel en 2024.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Remplacer l'indicateur choisi de manière à être en cohérence avec le PREF 2024. L'effort de gestion réalisé entre 2020 et 2022 a permis d'afficher une réduction des charges d'exploitation d'environ 450 MF sur la période.

Objectif n°2 : Financement du maillage territorial

Fare Rata poursuit sa contribution aux politiques publiques d'aménagement du territoire, de désenclavement des îles éloignées et de développement économique par la présence étendue de ses bureaux de poste. Fare Rata sollicite depuis 2019, dans le cadre de la convention d'objectifs de performance 2020-2022, un accompagnement financier du Pays par le versement d'une subvention d'exploitation destinée à financer en partie le maintien du réseau de bureaux de poste.

Depuis 2024, la demande de subvention de fonctionnement est portée par la Holding OPT et reversée à la filiale pour l'exécution des missions de service public et d'intérêt général au titre du maillage territorial du réseau de bureaux de poste.

Objectif n°2 - Financement du maillage territorial								
Poursuivre la contribution de FR aux politiques publiques locales d'aménagement du territoire, de désenclavement des îles éloignées et de développement économique par la présence étendue de ses bureaux de poste								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 - Coût de l'exécution des missions postales en désert bancaire	MF CFP	735	787	750	787	787	787	787
Indicateur 2.2 - Coût de l'exécution des missions postales hors désert bancaire	MF CFP	1 023	954	1 100	951	954	954	954

Sources des données :
Fare Rata
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateurs - indicateurs calculés à partir du traitement de la comptabilité analytique
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

Les coûts du réseau des 80 bureaux de poste regroupés par type (en désert bancaire et hors désert bancaire) ont été maitrisés et restent conformes au niveau attendu, sans hausse par rapport à l'année précédente.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

La segmentation en « désert bancaire » et « hors désert bancaire » n'est plus pertinente depuis la création de Marara Paiement. Il est préconisé de fusionner les 2 indicateurs initiaux en un seul : « coût de l'exécution des missions de service public et d'intérêt général au titre du maillage territorial du réseau postal ».

Objectif n°3 : Développement de nouvelles activités commerciales

La mise en place d'une Market Place « Fenua Market » en septembre 2023 visait la création de valeur au travers de l'activité « Colis », de l'extension de contrats « collecte et remise » auprès de nouvelles entreprises et le déploiement progressif de nouveaux services.

La plateforme a été arrêtée en octobre 2024.

Objectif n°3 - Développement de nouvelles activités commerciales								
Lancement de nouveaux produits et services digitaux générateurs de valeur ajoutée								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 3.1 - Développement de l'activité de "Fenua Market" - Impact pour FR	MF	-	-	85,2	-	1,9	0	0

Sources des données :
Fare Rata
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 3.1 - indicateur calculé à partir du Chiffre d'affaires FR réalisé (commissions, abonnements, affranchissements, collecte et remise, etc.)
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

Chiffre d'affaires de 1,9 millions F CFP lié à l'activité de la plateforme en 2024.

Objectif n°4 : Modernisation et développement de la distribution postale

Fare Rata a pour objectif d'accompagner l'essor du colis en mettant en oeuvre des solutions logistiques adaptées.

Objectif n°4 - Modernisation et développement de la distribution postale								
Accompagner l'essor du "colis" et augmenter le nombre de colis traités par la mise en œuvre de solutions logistiques adaptées								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 4.1 - Exploitation des colis traités en e-logistique via la market place	%	-	2%	10%	-	0%	-	-
Indicateur 4.2 - Intégration de l'activité de dédouanement des colis (en ligne)	%	34%	50%	100%	-	100%	-	-
Indicateur 4.3 - Affranchissement en ligne	%	-	-	non lancé	-	0%	0%	5%

Sources des données :
Fare Rata
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 4.1 - indicateur calculé à partir du nombre de colis supplémentaires traités par le CTC
Indicateur 4.2 - indicateur calculé à partir du nombre de colis traités en dédouanement
Indicateur 4.3 - Indicateur calculé sur le total du volume d'affranchissement
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

Indicateur 4.1 : Fare Rata ne traite plus de colis envoyés en e-logistique depuis l'arrêt de la « Market place » en octobre 2024 (31 colis traités en 2024). Cependant, les travaux d'acceptation des colis envoyés en e-logistique, affranchis via le site Fenua Market, seront réactivés en 2025 avec le projet d'affranchissement en ligne disponible sur l'application mobile de Fare Rata.

Indicateur 4.2 : Le paiement des prestations de dédouanement en ligne (via PAYZEN) a permis le traitement de 134 colis en 2024 pour un chiffre d'affaires de 906 186 FCFP et la collecte de 4 218 770 FCFP de droits et taxes.

Indicateur 4.3 : Le projet SI NIU ORA est un prérequis pour le développement de notre solution d'affranchissement en ligne. Celui-ci n'étant pas encore entièrement fonctionnel, le projet d'affranchissement en ligne est repoussé en 2025 pour un démarrage à compter du second semestre 2025.

- Bilan de la SAS ONATi

Les programmes autorisés ont atteint en 2024 les degrés de réalisation exposés ci-dessous.

Objectif n°1 : Augmenter la couverture territoriale très haut débit (THD)

Le programme consiste à poursuivre la construction des prises en fibre optique jusqu'à l'abonné pour atteindre 67 100 équivalents logements éligibles[7] à horizon 2024.

[7] Le nombre d'équivalents logements éligibles recensent :
- Le nombre de logements desservis en fibre soit pour les habitations (Fiber To The Home) soit pour les immeubles (Fiber To The Building) auquel cas on comptabilise le nombre de logements par immeuble ;
- Le nombre de terrains non construits pour lesquels l'infrastructure FTTH/FTTB est prête ;
- Hors logements « adressables » pour lesquels l'infrastructure FTTH/FTTB est prête mais qui nécessitent une action des propriétaires/syndics d'immeuble ou de lotissement pour mettre aux normes leur réseau de conduites. En incluant ces derniers, le nombre de prises construites à fin 2024 serait de75.570.

Pour les foyers où la boucle locale fibre ne peut être déployée, il est mis en œuvre d'autres technologies de raccordement très haut débit filaire telle que le VDSL ou le très haut débit radio (THD Radio).

Objectif n°1 - Augmenter la couverture territoriale THD								
Augmenter le nombre de personnes éligibles au THD								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 - Nombre de foyers éligibles à la fibre	Nb	56 724	65 163	67 100	73 000	72 298	74 100	Programme clos

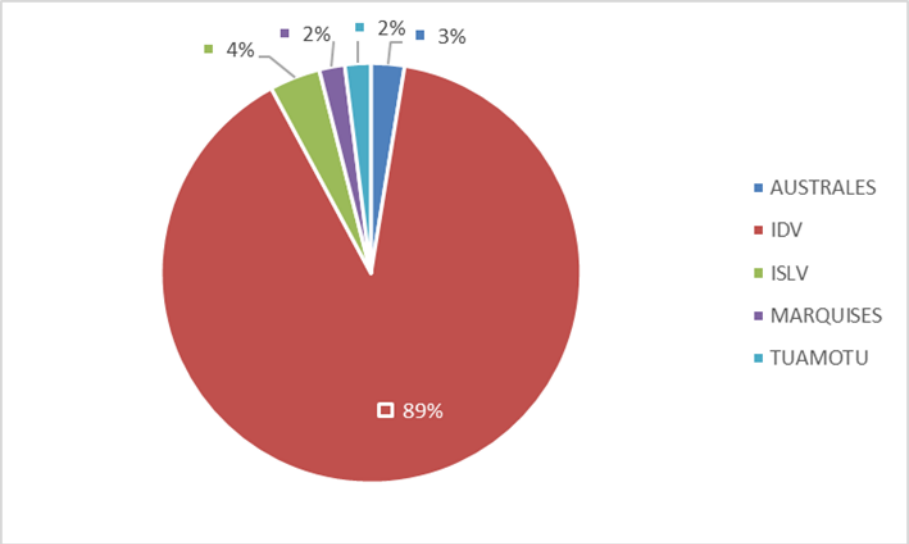
Sources des données :
ONATi
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 2.1 - indicateur calculé à partir du nombre de prises en fibre optique rendues éligibles
Autres commentaires :
Indicateur 2.1 - Hors prises « adressables » pour lesquelles l'infrastructure FTTH/FTTB est prête mais qui nécessitent une action des propriétaires/syndics d'immeuble ou de lotissement pour mettre aux normes leur réseau de conduites.

- *Commentaire et analyse des résultats*

Au 31 décembre 2024, **72 300 foyers** sont désormais raccordables à la fibre. Ainsi, au regard du nombre total de logements principaux en Polynésie française[8] , le taux de couverture des foyers et immeubles desservis en FTTH/B s'élève à 85,5 %.

Ce taux place la Polynésie française au-dessus de la moyenne des 39 pays européens en termes de part de logements desservis en FTTH/B (moyenne EU39 = 69,9 % à septembre 2023). Cette analyse se base sur les données d'études IDATE du panorama FTTH/B en Europe de septembre 2023[9].

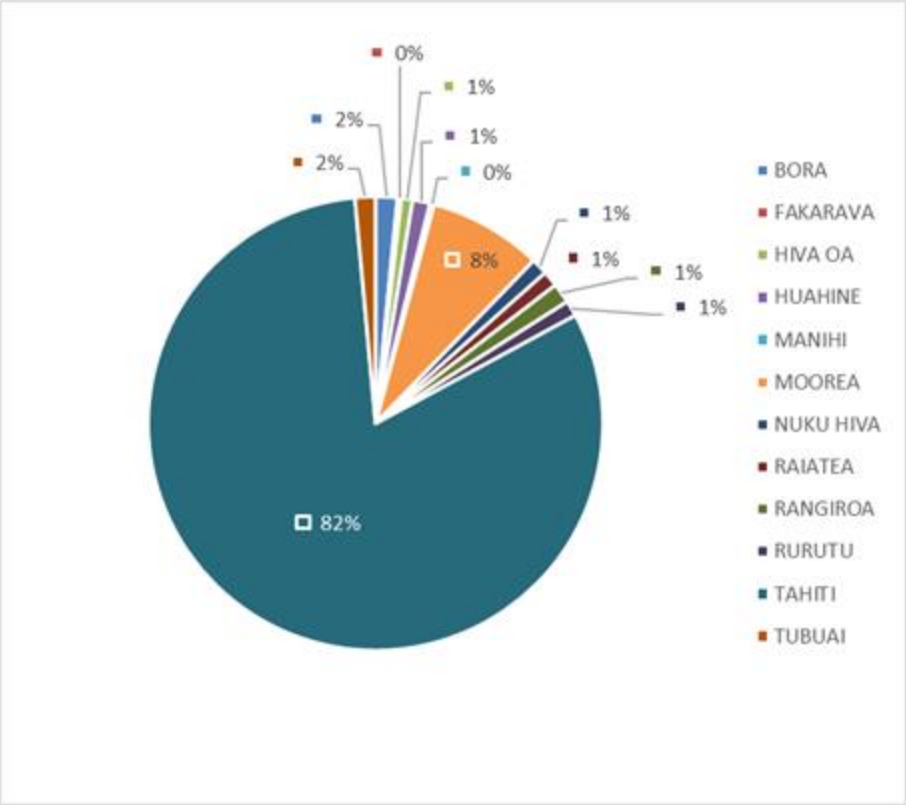
Les équivalents logements rendus éligibles FTTH/B à fin décembre 2024 se répartissent par archipel et par île comme suit :



Répartition des équivalents logements éligibles FTTH/B par archipel

[8] Données ISPF de recensement 2022 actualisées à déc. 2024 : base projetée 84.500 logements principaux (https://www.ispf.pf/chiffres)

[9] https://www.ftthcouncil.eu/resources/all-publications-and-assets/2043/european-ftth-b-market-panorama-2024



Répartition des équivalents logements éligibles FTTH/B par île

Au 31 décembre 2024, le nombre de logements connectés en FTTH/B, tous fournisseurs d'accès à Internet confondus (VINI, VITI, VODAFONE), a augmenté de 25 % depuis fin 2023, passant de 19 860 à 24 880 logements raccordés ayant souscrit une offre commerciale fibre.

Par rapport au nombre de logements desservis en FTTH/B, le taux de transformation des logements en FTTH/B s'établit ainsi à 34 % contre 30 % en décembre 2023.

Sur un total de 84 500 logements principaux, le taux de pénétration en fibre de la Polynésie française s'établit fin décembre 2024 à 29,5 %, ce qui fait entrer la Polynésie française dans le classement des 45 pays dans le monde avec un taux de pénétration de la fibre supérieur à 25 %[10].

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Le programme tranche 5 de déploiement de la fibre optique jusqu'à l'abonné FTTH, visant à déployer et densifier le réseau dans les îles de l'archipel de la Société avec un objectif de 13 200 lignes raccordables supplémentaires, a démarré en octobre 2023 et a atteint un taux d'exécution de 78 %. Il devrait se finaliser en 2025.

Objectif n°2 : Modernisation du réseau de transmission hertzienne des vallées des Marquises et de l'atoll de Mataiva

Le programme consistait à installer des réseaux de faisceaux hertziens entre chaque site intermédiaire et les vallées/îles à desservir.

[10] https://www.ftthcouncil.eu/committees/market-intelligence/2044/ftth-b-global-ranking-2024

Objectif n°2 - Modernisation du réseau de transmission hertzienne des vallées des Marquises et de l'atoll de Mataiva								
Faire bénéficier les abonnés isolés des vallées et ceux de l'atoll de Mataiva de la qualité de service et des débits aujourd'hui possibles dans les villages principaux raccordés au câble Natitua								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 3.1 - Mise en service des réseaux FH des vallées des Marquises NUKU HIVA	%	20%	75%	100%	100%	98%	Programme clos	-
Indicateur 2.7 - Mise en service du réseau FH de l'atoll de MATAIVA	%	0%	100%	100%	100%	100%	Programme clos	-

Sources des données :
ONATi
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 3.1 - indicateurs calculés à partir du pourcentage des vallées mise en service par île sur le total des îles concernées (vallées de 6 îles), e.g. en 2022 les vallées de 3 îles sur 6 seront mises en service
Indicateur 3.2 - indicateurs calculés à partir du pourcentage de déploiement du réseau de Mataiva
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

Le programme prévoit le déploiement de 52 liaisons de faisceaux hertziens (« FH ») dans les vallées de Nuku Hiva, Ua pou, Ua Huka, Hiva Oa, Tahuata et Faatu Hiva, et 3 liaisons de faisceaux hertziens entre Tikehau et Mataiva.

Au 31 décembre 2024, la totalité des liaisons FH entre Tikehau et Mataiva a été mise en service et 51 liaisons dans les vallées des Marquises. Soit un taux d'exécution de 100 % pour ce qui concerne l'atoll de Mataiva et de 98 % pour les Marquises.

L'atoll de Mataiva et les vallées couvertes peuvent ainsi maintenant bénéficier des offres de service Internet fixe haut débit et des services mobiles 4G/4G+.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

La liaison FH restant à déployer se situe Ua Pou dans la vallée d'Hakamai. Sa mise en service a été réalisée fin janvier 2025, marquant ainsi la clôture du programme.

Objectif n°3 : Déploiement de la 4G dans les archipels éloignés

Le programme consistait à déployer la technologie 4G et 4G+ sur 46 sites supplémentaires de 21 îles des archipels éloignés.

Objectif n°3 - Déploiement de la 4G dans les archipels éloignés								
Améliorer la qualité de réception mobile sur l'ensemble du territoire en élargissant la couverture 4G dans les Archipel Eloignés								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 5.1 - Nombre de sites déployés en 4G dans les AE	Nb	36	57	60	60	60	Programme clos	-
Indicateur 5.2 - Nombre d'îles des AE couvertes en 4G	Nb	21	22	22	22	22	Programme clos	-

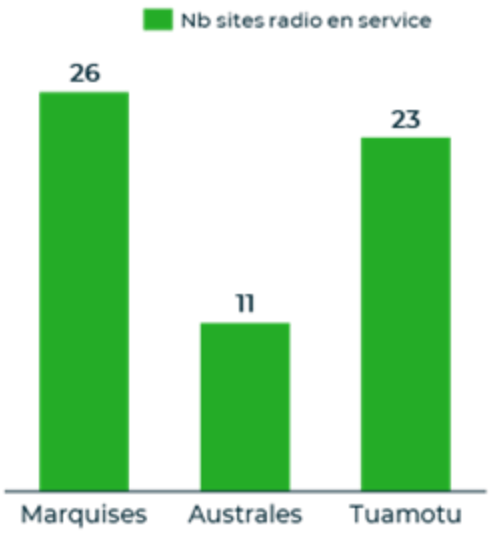
Sources des données :
ONATi
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 5.1 - indicateur calculé à partir du nombre de sites des AE où la 4G a été mise en service
Indicateur 5.2 - indicateur calculé à partir du nombre d'îles des AE où la 4G a été mise en service
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

Au 31 décembre 2024, les 22 îles câblées directement ou indirectement sont maintenant couvertes par un total de 60 stations 4G ou 4G+ en exploitation.

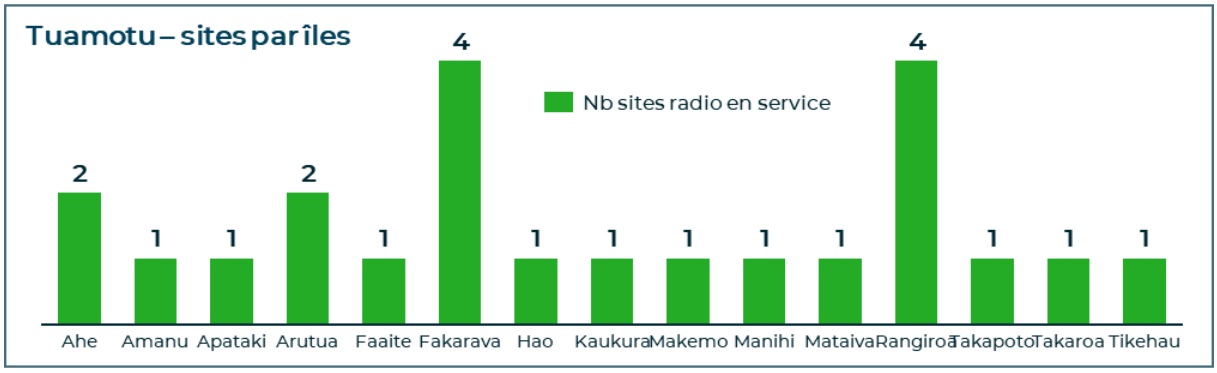
Le débit moyen par utilisateur à l'heure la plus chargée dans les îles des archipels éloignées couvertes par la 4G/4G+ est désormais d'environ 17 Mbit/s.

A fin 2024, la répartition du nombre de sites mobiles 4G/4G+ dans les archipels éloignés se décline comme suit :

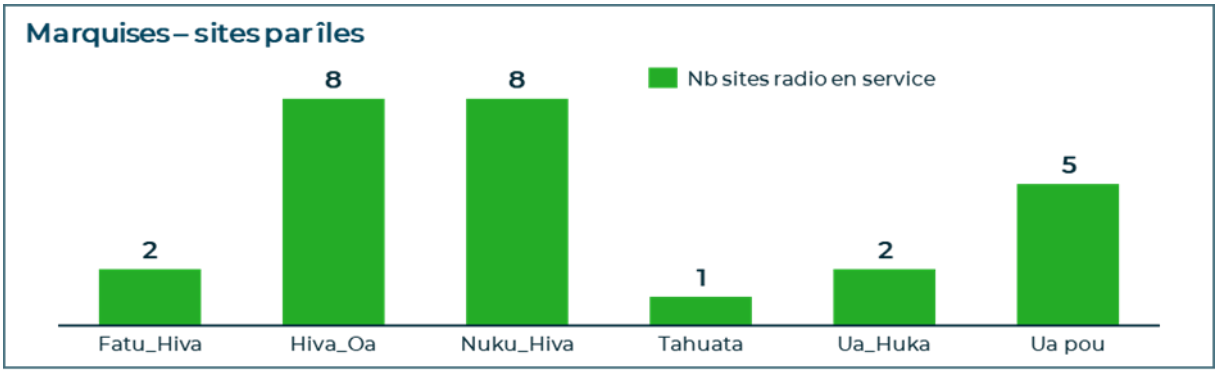


Répartition des sites radio 2G/4G/4G+ en service par archipel

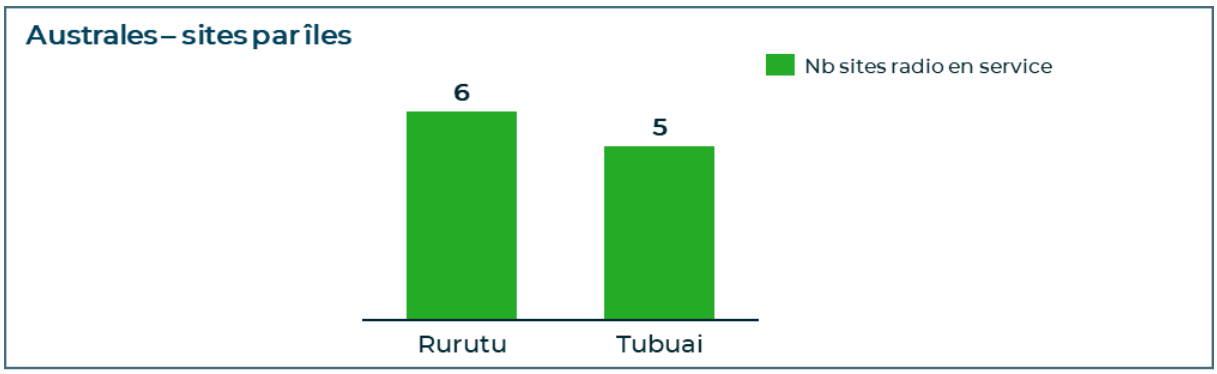
Plus précisément, la répartition par île est la suivante :



Répartition des sites radio 2G/4G/4G+ en service par île des Tuamotu



Répartition des sites radio 2G/4G/4G+ en service par île des Marquises



Répartition des sites radio 2G/4G/4G+ en service par île des Australes

Cette modernisation renforce l'attractivité des îles tout en soutenant l'économie locale.

Preuve en est l'évolution du trafic constaté depuis l'ouverture de chacun des sites : le volume de données internet transmises en 4G/4G+ depuis l'archipel des Marquises a été multiplié par 8 et par 7 depuis l'archipel des Tuamotu entre avril 2022 et décembre 2024. Il a été multiplié par 3 depuis l'archipel des Australes entre juillet 2023 et décembre 2024.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Ce programme est clos.

Objectif n°4 : Déploiement d'un câble sub-lagunaire de Teahupo'o à Tautira

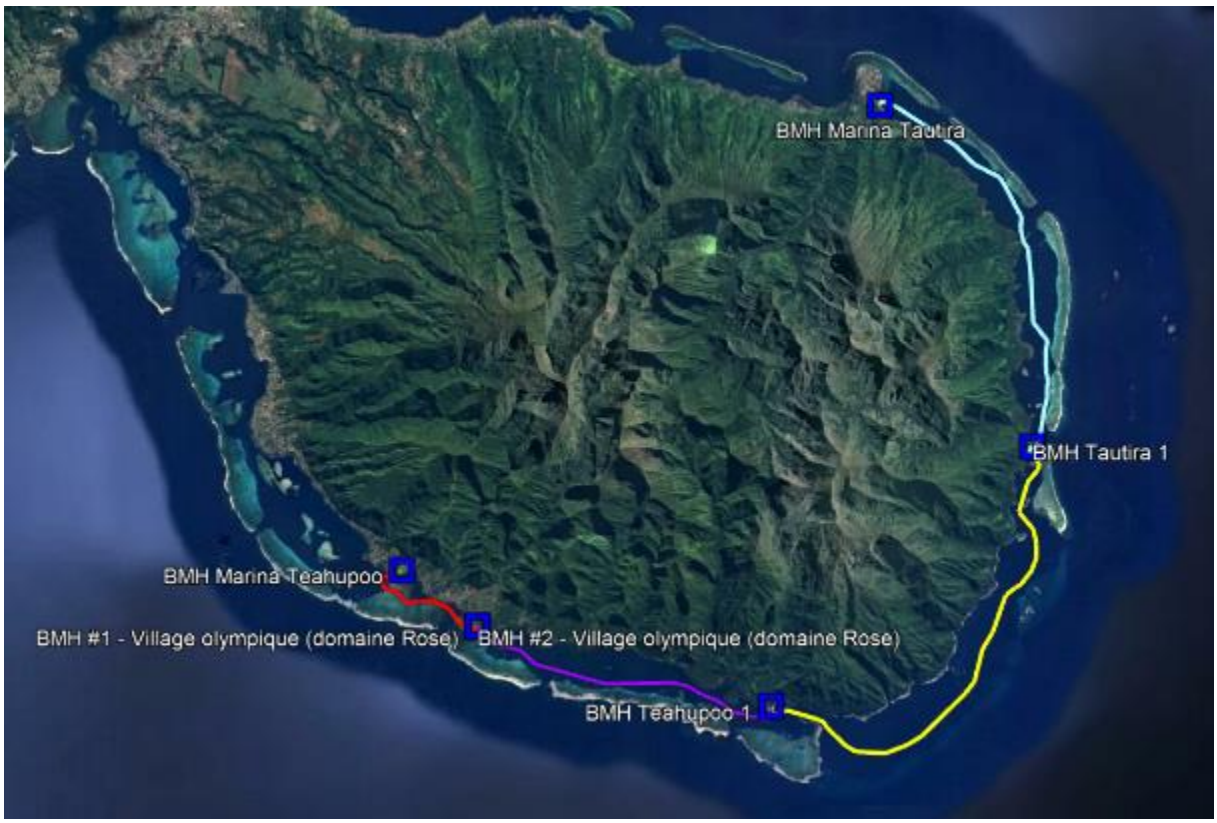
Le programme consistait, en prévision de l'accueil des épreuves de surf des Jeux Olympiques 2024, de sécuriser les réseaux existants par la pose d'un câble sub-lagunaire entre Teahupo'o et Tautira.

Objectif n°4 - Déploiement d'un câble sub-lagunaire de Teahupo'o à Tautira								
En prévision de l'accueil des JO2024, sécurisation des réseaux existants par la pose d'un câble sub-lagunai								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 6.1 - mise en service du câble sub_lagunaire	%	20%	70%	100%	100%	100%	Programme clos	-

Sources des données :
ONATi
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 6.1 - indicateur calculé à partir du nombre de jalons réalisés par rapport au total des jalons pour la mise en service du câble
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

La pose du câble et la construction des chambres de plage et des ancrages se sont déroulées entre février et avril 2024. La phase de tests s'est tenue en mai 2024 et le câble a été mis en service le 7 juin 2024.



Route empruntée par le câble sub-lagonaire

Le système Tahiti Iti a été spécifiquement conçu pour apporter à cette région une résilience similaire à celle de Tahiti Nui, qui bénéficie depuis plusieurs années de cette architecture en anneau.

L'accès aux données numériques des habitants de la Polynésie française, essentiel pour la cohésion territoriale et l'égalité entre citoyens, a été optimisé.

De plus, cette sécurisation renforcée répond aux exigences des grands événements internationaux organisés sur la presqu'île, tels que ceux de la World Surf League et du comité des Jeux Olympiques 2024 pour la retransmission des images à l'international.

Par ailleurs, grâce à ce déploiement, le site mobile 4G au Fenua Aihere Aiurua a pu être inauguré le 13 septembre dernier. Pendant plusieurs années, cette zone faisait partie des dernières à ne pas bénéficier de la connectivité 4G. Désormais, avec ce nouveau site, les habitants accèdent à une connexion Internet mobile rapide et fiable.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Ce programme est clos.

Objectif n°5 : Déploiement d'accès très haut débit de l'administration polynésienne

Ce programme consiste à rendre éligibles au très haut débit des sites de l'administration afin qu'ils puissent être rattachés au Réseau Très Haut Débit de la Polynésie française.

Objectif n° 5 - Déploiement d'accès très haut débit des sites de l'administration polynésienne								
Dans le cadre de la construction du réseau RTHD.PF, raccordement très haut débit des sites de l'administration								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 7.1 - nombre total de sites raccordés	Nbre	-	-	250	410	425	475	Programme clos

Sources des données :
ONATi
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 7.1 - indicateur calculé à partir du nombre de sites administratifs raccordés sur la base de la liste fournie par la DSI PF
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

Sur un total de 540 sites de services administratifs répertoriés en amont du projet, 163 avaient été identifiés en 2022 comme déjà fibrés et 377 sites restaient à rendre éligibles au très haut débit.

En 2023 et début 2024, certains sites ont été supprimés par la DSI PF (déménagement, indisponibilité des locaux, etc.), d'autres ajoutés et certains doublons ont été identifiés.

L'état d'avancement du programme est ainsi établi sur la base actualisée des sites administratifs, qui s'élève maintenant à un total de 515 sites (hors doublons) et 475 sites (hors doublons et hors sites supprimés).

Archipel	Nombre de sites répertoriés DSI PF	Sites supprimés	Nombre de sites éligibles à la fibre	Nombre de sites restant à rendre éligible
Société	362	26	317	19
IDV	290	25	252	13
ISLV	72	1	65	6
Archipels éloignés	153	14	108	31
Australes	28	3	25	0
Marquises	71	9	62	0
Tuamotu	54	2	21	31
Total sites	515	40	425	50

Le taux d'avancement global du projet est de **89,5 %** par rapport au nombre total de sites répertoriés hors sites supprimés.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

La majorité des sites administratifs restants à rendre éligibles se situent dans l'archipel des Tuamotu et concernent des îles connectées par satellite.

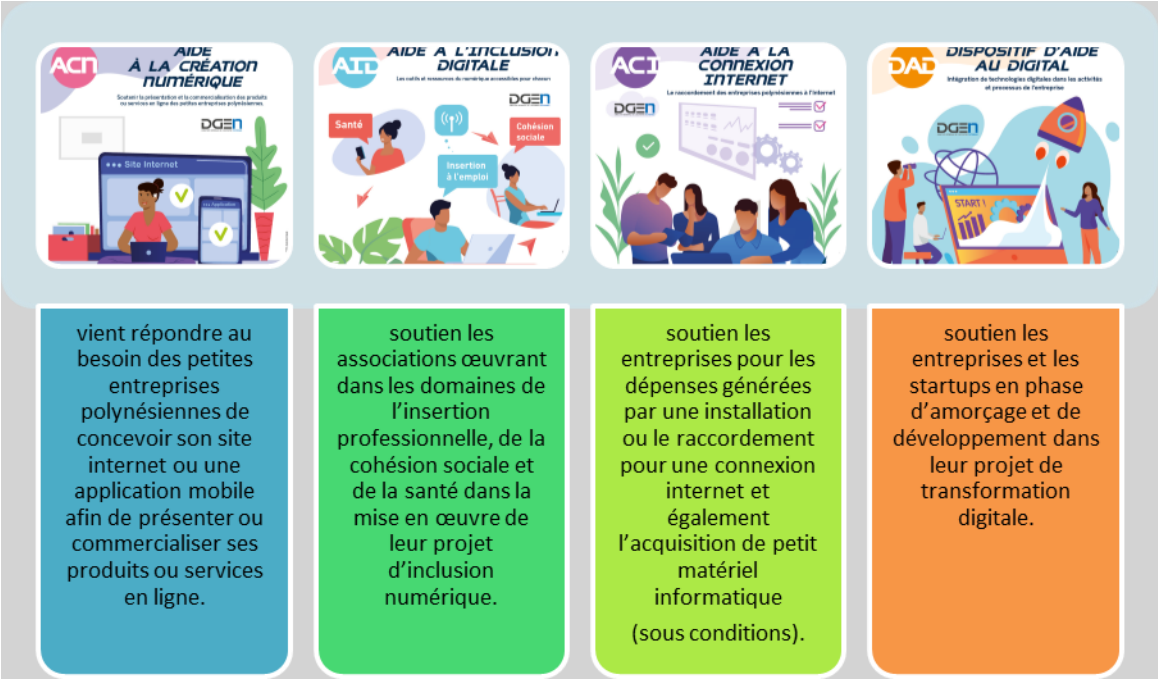
- Bilan de l'économie numérique (DGEN)

Objectif n°1 : Favoriser l'accès au numérique

Un ensemble de mécanismes d'aides publique permet de renforcer l'accompagnement des entreprises locales et des associations dans leur transition numérique.

Pour ce faire, les aides suivantes sont proposées :

- L'aide à la création numérique (ACN) ;
- L'aide à l'inclusion digitale (AID) ;
- L'aide à la connexion internet (ACI) ;
- Le dispositif d'aide au digital (DAD) ;
- Le dispositif de soutien à la création cinématographique et audiovisuelle (SCAA) sera vu dans le second objectif.



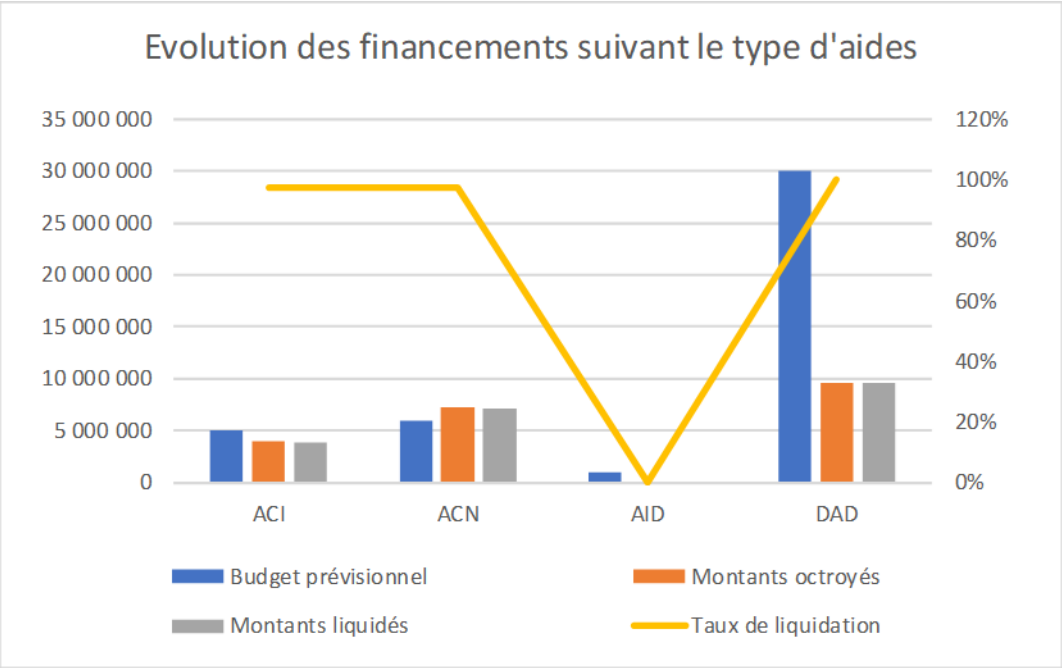
Objectif n°1 - Favoriser l'accès au numérique

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Taux de crédits liquidés concernant le dispositif AID	%	100%	0%	100%	0%	0%	100%	100%
Indicateur 1.2 - Taux de crédits liquidés concernant le dispositif ACI	%	98%	83%	100%	74%	97%	100%	100%
Indicateur 1.3 - Taux de crédits liquidés concernant les dispositifs DAD	%	90%	50%	100%	79%	100%	100%	100%
Indicateur 1.4 - Taux de crédits liquidés concernant les dispositifs ACN	%	100%	73%	100%	52%	97%	100%	100%

Sources des données :
Rendus de comptes des dossiers aidés au titre de l'A.C.I., de l'A.I.D, du D.A.D et de l'ACN
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - Crédits liquidés / Crédits alloués (A.I.D)
Indicateur 1.2 - Crédits liquidés / Crédits alloués (A.C.I)
Indicateur 1.3 - Crédits liquidés / Crédits alloués (DAD)
Indicateur 1.4 - Crédits liquidés / Crédits alloués (ACN)

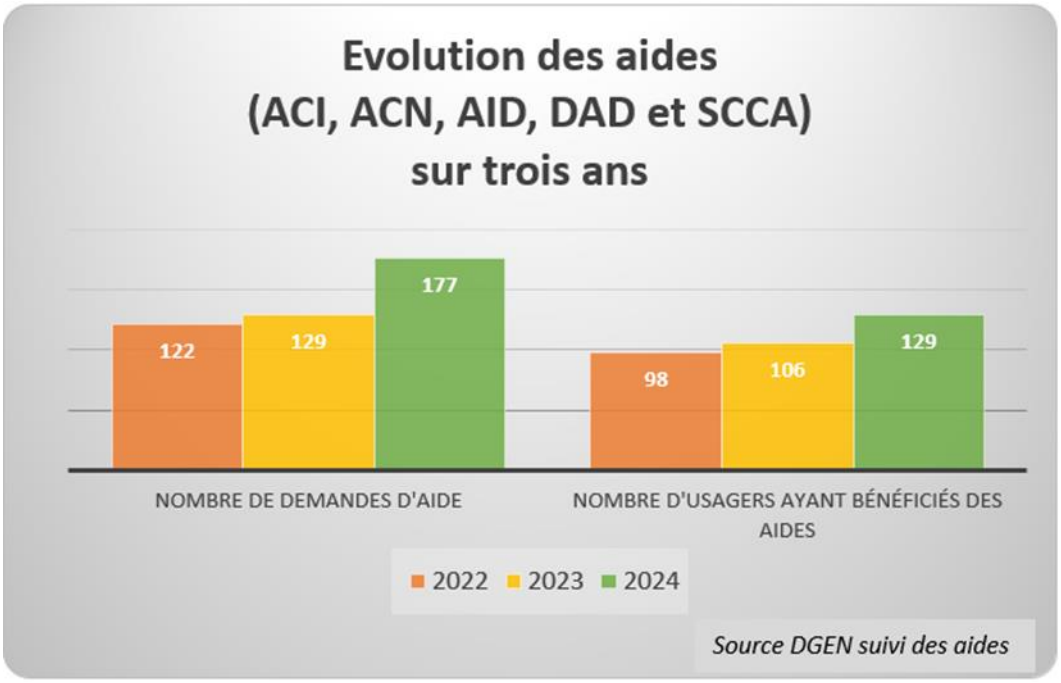
Principales actions chiffrées pour poursuivre l'accès au numérique lié à l'axe de modernisation et d'accompagnement au numérique.

- Action n°1 relative à la mise en œuvre du dispositif d'aide à la création numérique – ACN, pour un montant en fonctionnement de 6 millions F CFP ;
- Action n°2 relative au maintien du dispositif DAD, pour un montant en fonctionnement de 30 millions F CFP ;
- Action n°3 relative au maintien du dispositif aide à l'inclusion digitale – AID, pour un montant en fonctionnement de 1 million F CFP ;
- Action n°4 relative au maintien du dispositif aide à la connexion internet – ACI, pour un montant en fonctionnement de 5 millions F CFP.

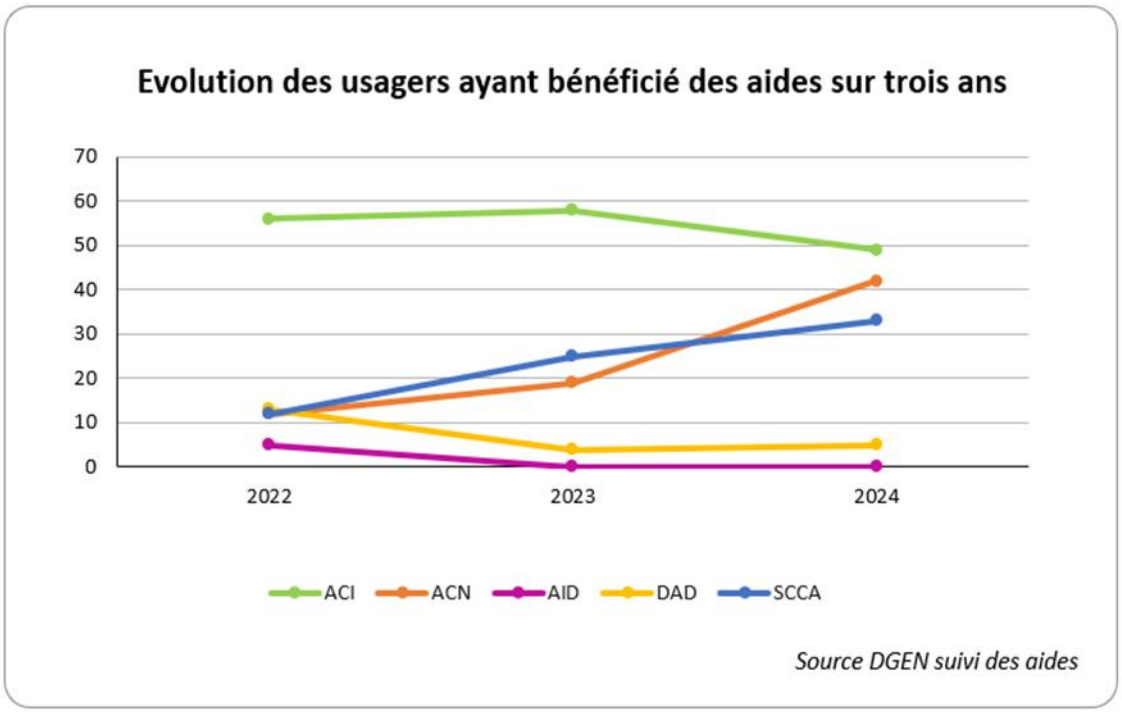


- *Commentaire et analyse des résultats*

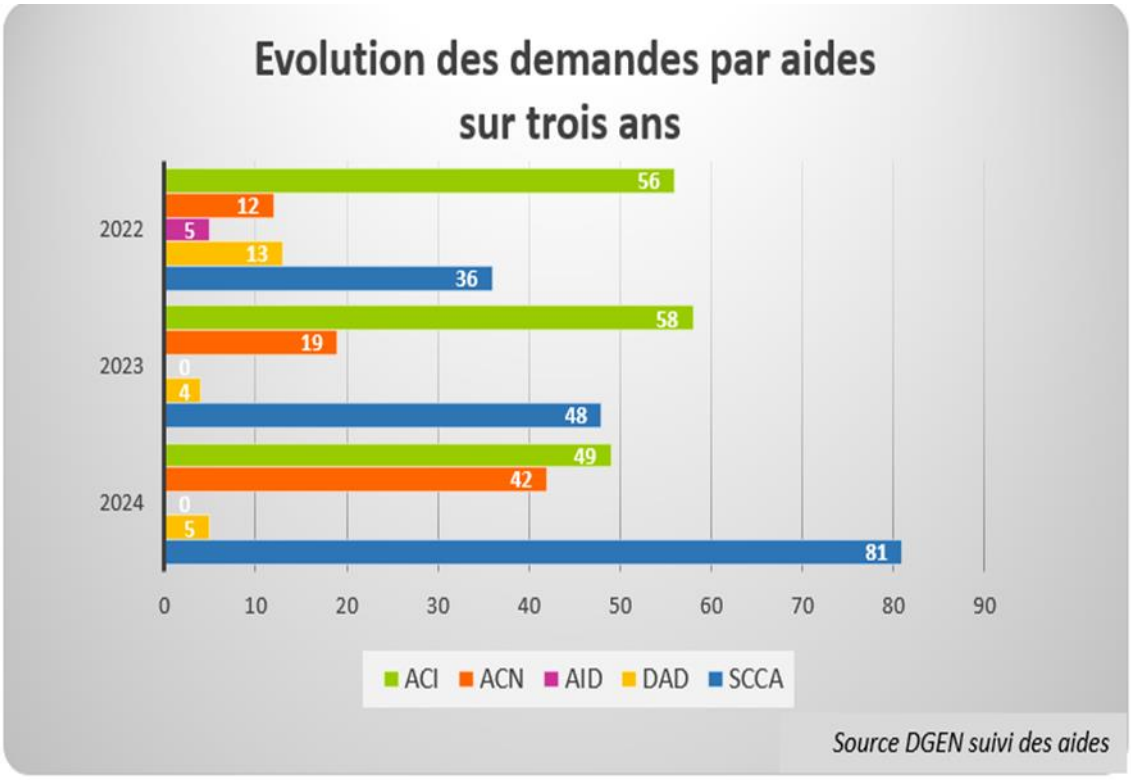
Ces dispositifs ont, au fil des années, contribué à favoriser l'accès au numérique des professionnels, comme le démontre l'histogramme ci-après.



Sur trois années, on constate, selon les aides, une progression des usagers sollicitant la DGEN pour un accompagnement au numérique (Graphique 1-Evolution des usagers ayant bénéficié des aides sur 3 ans). De plus, certaines aides font apparaitre une tendance des besoins des usagers (nombre de demandes par aide Graphique 2-Evolution des demandes par aide sur 3 ans).

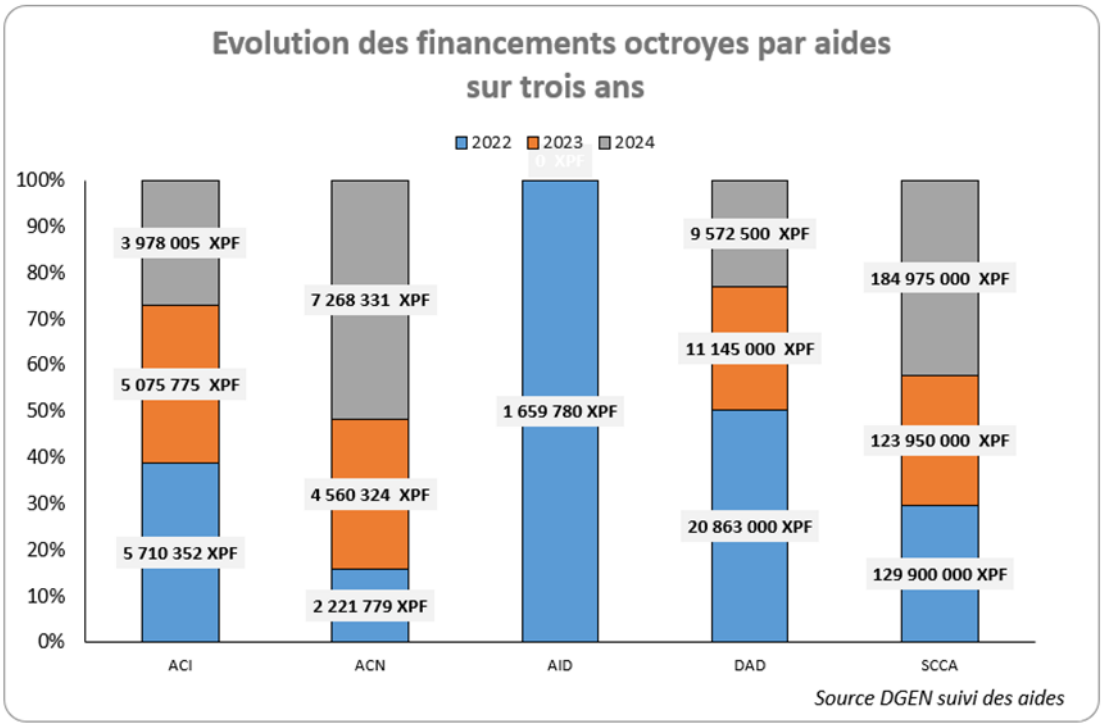


Graphique 1-Evolution des usagers ayant bénéficié des aides sur 3 ans



Graphique 2-Evolution des demandes par aide sur 3 ans

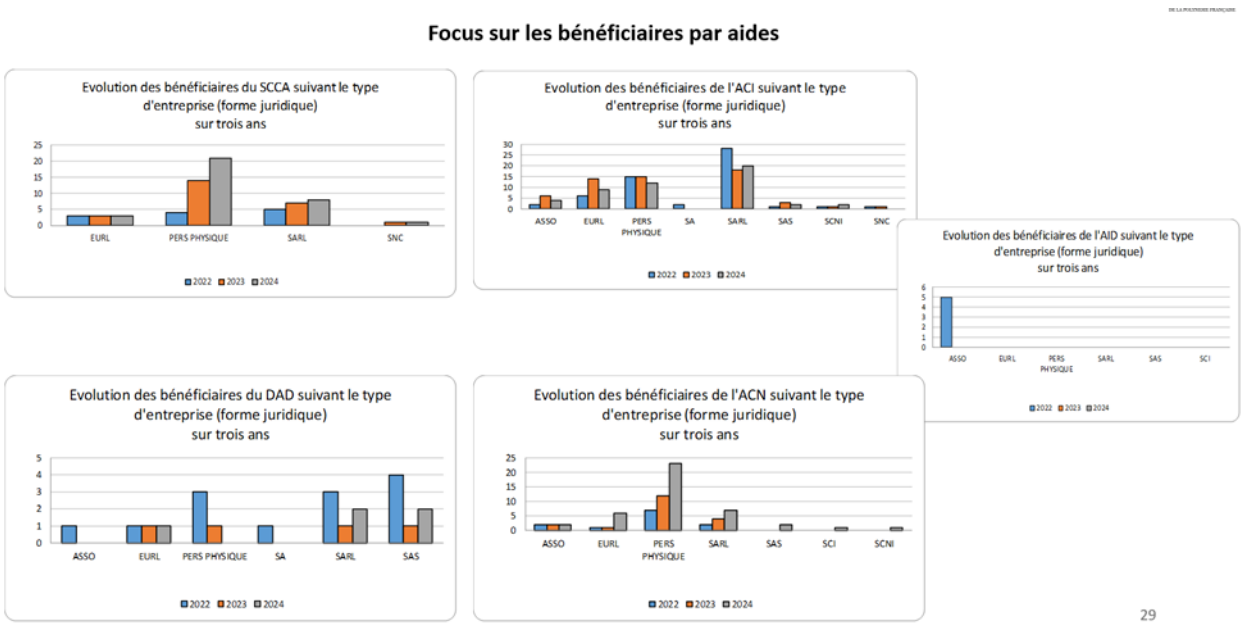
Enfin, les financements octroyés varient peu d'une année sur l'autre. Outre le SCCA – soutien à la création cinématographique et audiovisuelle (conditions d'attribution), toutes les demandes ont reçu un accord de financement (Graphique 3-Evolution des financements octroyés par aides sur 3 ans).



Graphique 3-Evolution des financements octroyés par aides sur 3 ans

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Au regard de ces évolutions, il est pertinent de mesurer la satisfaction du service effectué sur ses aides et de voir si les usagers sont multi équipés grâce à nos conseils.



Extrait du support de présentation du RAP 2024 DGEN

Objectif n°2 : Soutenir et développer la filière audiovisuelle

Dans un contexte global d'essor de l'entreprenariat numérique et des startups, le Pays soutient la filière audiovisuelle locale.

Le dispositif de soutien à la création audiovisuelle (SCA) a été réformé en 2021 pour devenir le dispositif de soutien à la création cinématographique et audiovisuelle (SCCA) dont la mise en œuvre s'est faite en 2022. Il s'agit pour le Pays d'accompagner les sociétés de production polynésiennes à réaliser leur projet audiovisuel, notamment en leur offrant la possibilité de soutenir les œuvres diffusées en salles de cinéma et sur plateformes SMAD (service de média audiovisuel à la demande, équivalent en anglais de « VOD – *Video on demand* »), tout en se professionnalisant et en développant les filières techniques, localement.

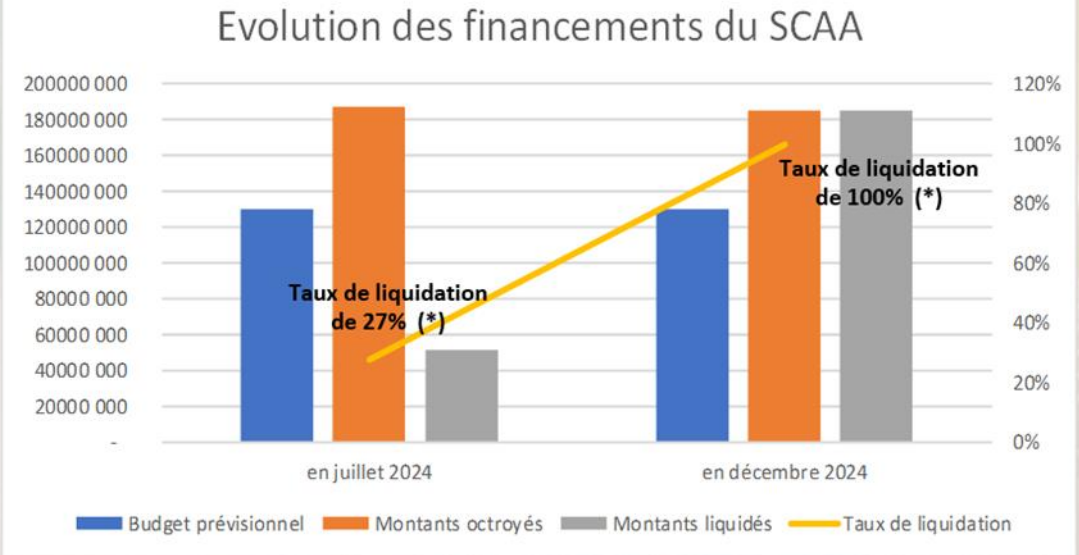
Au fil des années, ce dispositif a contribué à favoriser l'accès au numérique des professionnels et à soutenir la création cinématographique et l'audiovisuel. **Il est à préciser qu'il faut attendre 2 à 3 ans pour effectuer un premier bilan, car les projets audiovisuels s'étalent souvent sur une à deux années après octroi de l'aide financière.**

Objectif n° 2 - Soutenir et développer la filière audiovisuelle								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 – Taux de crédits liquidés concernant le dispositif SCCA	%	100%	54% (*)	100%	27%	100%	100%	100%
Indicateur 2.2 - Montant dépenses locales décaissées	FCFP	224 millions	267 millions	300 millions	N/D	112 millions*	250 millions	300 millions
Indicateur 2.3 - Montant des dépenses en main d'œuvre locale	F CFP	116 millions	129 millions	150 millions	N/D	51 millions*	150 millions	150 millions

Sources des données :
Rendu de comptes et bilan des dossiers aidés au titre du SCA et SCCA
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 2.1 - Crédits liquidés / Crédits alloués (SCA-SCCA)
Indicateur 2.2 - le volume des dépenses locales est calculé à partir des données fournies par le bénéficiaire de l'aide en XPF.
Indicateur 2.3 - le volume du personnel et prestataire employé sur chaque projet est calculé à partir des données fournies par le bénéficiaire de l'aide en unité.
** La finalisation de la plupart des projets audiovisuels intervient à l'année n+1 et n+2.*

Principales actions chiffrées pour poursuivre l'accès au numérique lié à l'axe de modernisation et d'accompagnement numérique :

- Action n°5 relative au SCCA, pour un montant en fonctionnement de 130 millions F CFP ;
- Action n°6 relative au soutien au FIFO, pour un montant en fonctionnement de 10 millions F CFP.



	Prévisionnel	**Réel (*)** (suivant documents certifiés ou pièces justificatives)
Montant dépenses locales décaissées	300 000 000	112 888 712
Montant des dépenses en main d'œuvre locale	150 000 000	51 226 494

- *Commentaire et analyse des résultats*

Au regard de son évolution (voir Graphique 1-Graphique 2-Graphique 3), il est pertinent de mesurer l'avancement des projets du secteur en observant l'indicateur de liquidation de cette aide.

En outre, une analyse de la pertinence de l'aide et de son impact sur l'économie, à l'identique de celles précédemment évoquées, est menée.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

La DGEN se modernise et offrira pour 2025 une vision affinée de la performance de cet objectif grâce à de nouveaux outils. En attendant, il est pertinent de s'assurer que l'aide accordée en soutien ne dépasse pas 1/3 des dépenses du secteur (indicateur 2.2). Le taux doit rester entre 30 % et 33 % pour démontrer que l'aide contribue au développement économique. En cas d'augmentation, le ratio indiquerait que le secteur ne génère aucune dépense sur ses fonds propres (secteur « sous perfusion »).

Objectif n°3 : Contrôler la conformité des sites radioélectriques et des champs électromagnétiques

La Polynésie française a initié des actions de protection des citoyens qui passent notamment par les contrôles des réseaux radioélectriques impactant les opérateurs et les usagers.

Dans le cadre de la gestion des flux en demande de fréquences, il est prévu des enregistrements des réseaux radioélectriques conformément aux dispositions du TNRBF et à la convention cadre n°04509/PR du 13 juillet 2007 portant sur l'accord de coopération entre la Polynésie française et l'ANFR.

Enfin, conformément aux dispositions de la convention cadre n°04509/PR du 13 juillet 2007 portant sur l'accord de coopération entre la Polynésie française et l'ANFR, des mesures des niveaux de champs électromagnétiques seront opérées sur 16 sites retenus sur l'ensemble du territoire de la Polynésie française.

Objectif n°3 – Contrôler la conformité des sites radioélectriques et des champs électromagnétiques								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 3.1 – Contrôles des réseaux radioélectriques sur site	Nb	23	10	15	N/D	15	15	15
Indicateur 3.2 – Mesures de niveau de champs électromagnétiques	Nb	16	16	16	N/D	16	16	16

Sources des données : Rapport annuel de l'Agence nationale des fréquences (ANFR)
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 3.1 – le volume des réseaux radioélectriques indépendants (RRI) contrôlés à partir des données fournies par le partenaire (ANFR) en unité.
Indicateur 3.2 – le volume des sites contrôlés est calculé à partir des données fournies par le partenaire (ANFR) en unité.

Principales actions chiffrées pour poursuivre l'accès au numérique lié à l'axe 3 :

- Action n°7 relative aux enregistrements des réseaux radioélectriques, pour un montant en fonctionnement de 1 184 397 F CFP ;
- Action n°8 relative aux mesures des niveaux de champs électromagnétiques, pour un montant en fonctionnement de 1 895 585 F CFP ;

- Actions n°9 relative aux sujets inhérents aux télécommunications et cybersécurité, pour un montant en fonctionnement de 2 440 800 F CFP ;
- Actions n°10 relative aux sujets inhérents aux télécommunications dans l'instruction relative au Code des postes et télécommunication (CPT), pour un montant en fonctionnement de 2 760 000 F CFP.

▪ *Commentaire et analyse des résultats*

Les critères de performance présentent le nombre de demandes faites par les usagers sur le contrôle des réseaux radioélectriques sur site et sur les mesures de niveau de champs électromagnétiques. Or, la baisse constante des demandes d'une année sur l'autre est une bonne tendance, car cela signifie que les sites de la Polynésie française sont de plus en plus conformes. Sans cette explication des tendances, il paraît difficile de comprendre son évolution.

▪ *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Conformément à nos missions et obligations, la DGEN poursuit cette activité de manière pérenne. Quant aux critères de performance, ils sont en cours de réflexion. Une proposition de revue a été faite afin de mesurer l'efficacité des contrôles en termes de conformité aux normes. L'indicateur démontrerait alors le pourcentage de sites radioélectriques conformes aux normes après contrôle.

Objectif n°4 : Définir les conditions d'accès aux réseaux et services des opérateurs de télécommunications

Le gouvernement assure le contrôle de la fourniture du service public des télécommunications par l'opérateur public. A ce titre, afin de pouvoir juger en particulier du respect des obligations incombant aux opérateurs, l'administration doit disposer des données d'évolution du marché. Ce n'est qu'à la condition d'une parfaite connaissance des données que le Pays sera dans un rôle de régulateur affirmé et éclairé.

Il est ainsi proposé de poursuivre les actions nécessaires et imposées par les conditions de mise en œuvre du Code des postes et télécommunications de Polynésie française (CPT) pour s'assurer de la fourniture des services de télécommunications à un prix abordable pour l'ensemble des usagers.

Objectif n° 4 - Définir les conditions d'accès aux réseaux et services des opérateurs de télécommunications

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 4.1 – Etat d'avancement des études et audit dans la détermination de calculs, coûts et tarifs relatif aux opérateurs de télécommunications	%	100%	100%	100%	0%(*)	0%(*)	100%	0%(*)
Indicateur 4.2 – Etat d'avancement des travaux de modification du code des postes et des télécommunications (travaux et élaboration de textes réglementaires)	%	100%	100%	100%	50%	120%(**)	100%	100%
Indicateur 4.3 – Etat d'avancement dans la mise à jour de l'observatoire des télécoms	%	0%	100%	100%	0%	0%	100%	100%

Sources des données :
Code des postes et Télécommunications, Bilan d'acitivité annuel de la DGEN
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 4.1 - indicateur calculé à partir du nombre d'actions menées / Nb d'actions prévues
Indicateur 4.2 - indicateur calculé à partir du nombre d'actions menées / Nb d'actions prévues
Indicateur 4.3 - indicateur calculé à partir des données collectées, analysées et actualisées
(*) Les études sont réglementaires et sont menées tous les deux ans, celle-ci sera mis en place en 2025, puis en 2027 …
(**) : l'atteinte des objectifs est lié aux études réglementaires suivant les axes de développement du Pays, les risques ou contentieux et les évolutions réglementaire des télécommunications CPT – les actions sont liés aux sujets d'actualité. En 2024, plusieurs études ont été menées en plus de celles initialement prévues (ex: la portabilité, l'itinérance…) augmentant ainsi le taux d'études réalisé.

- Actions n°11 relative à l'étude sur la taxation des câbles sous-marins liée à la négociation avec Google, pour un montant en fonctionnement de 904 000 F CFP ;
- Actions n°12 relative à l'étude sur le mode de régulation de l'itinérance et la détermination de la méthode de calcul des prix et tarifs dans les différentes zones de la Polynésie, pour un montant en fonctionnement de 4 773 280 F CFP ;
- Actions n°13 relative à l'audit des éléments de détermination du tarif de référence d'interconnexion des opérateurs de téléphonie mobile en Polynésie française pour les années 2024 et 2025, pour un montant en fonctionnement de 7 416 468 F CFP ;
- Actions n°14 relative à l'étude d'impact de l'usage des satellites pour les services de communication de la Polynésie française, pour un montant en fonctionnement de 7 756 580 F CFP.

- *Commentaire et analyse des résultats*

La DGEN ayant réformé le Code des postes et télécommunications en 2021, préalablement à la poursuite des actions en 2022 et 2023, il est prévu d'observer les évolutions et comportements du marché, et de les ajuster en cohérence et en accord de chaque partie. Les études menées en 2024 et la priorité mise dans ses études sont la concrétisation des projets de réforme globale des télécommunications polynésiennes.

- L'itinérance mobile ;
- La délégation de service public OPT ONATI ;
- Télécommunications extérieures ;
- Service public des télécommunications et son financement.

L'échéance de ces réformes est fixée au 1er semestre 2025.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Les critères de performance sont maintenus sur les études et l'avancement de ses derniers (indicateur 4.1 ; 4.2 ;4.3). Il est à noter que certaines études réglementaires sont menées tous les deux ans (indicateur 4.1), aussi la prochaine aura lieu en 2025.

Objectif n°5 : Finaliser le plan de développement de l'économie numérique

Objectif n°5 - Finalisation du Plan de Développement de l'Economie Numérique et ses indicateurs

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 5.1 - Validation par le Président du Gouvernement du Plan	%	-	-	100%	100%	100%		
Indicateur 5.2 – Finaliser les actions et les indicateurs de chaque objectif	%	-	-	100%	N/D	N/D		
Indicateur 5.3 – Nombre d'indicateurs pertinents trouvés dans chacune des orientations stratégiques	%	-	-	100%	N/D	N/D		

Sources des données :
Rencontres avec les professionnels et les institutionnels du numérique, Plan de Développement de l'Economie Numérique
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 5.1 - indicateur calculé à partir du nombre d'actions de validation
Indicateur 5.2 - indicateur calculé à partir du nombre d'actions menées dans chacune des orientations stratégiques
Indicateur 5.3 - indicateur calculé à partir du nombre d'indicateurs pertinents trouvés dans chacune des orientations stratégiques

- *Commentaire et analyse des résultats*

Le Plan du numérique a été relancé fin 2024 pour une mise en œuvre sur 2025.

14.6.4 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
914/974 05 - POSTES, TELECOMMUNICATIONS, NOUVELLES TECHNOLOGIES	**1 244 632 353**	**538 292 970**	**1 782 925 323**
Fare Rata			0
Subvention d'équilibre	1 000 000 000		1 000 000 000
Modernisation des processus et des outils			0
Modernisation du tri et de la distribution postale			0
Moernisation et développement du réseau			0
Onati			0
action 1 - 5ème tranche FTTH (avance 30% + acompte 30%)		309 600 000	309 600 000
action 1 et 2 - réseau FH vallées des Marquises et Mataiva (solde 20%)		0	0
action 1 - déploiement 4G dans les AE (solde 20%)		124 956 627	124 956 627
action 1 - pose du câble sub-lagunaire Teahupo'o-Tautira (solde 30%)		103 736 343	103 736 343
action 1 et 2 - raccordement de 377 sites de l'administrations et connexion FH à Natitua de 6 îles autour de Fakarava (acomptes 30% + 30%)		0	0
Economie numérique			0
Favoriser l'accès au numérique			0
Dispositif AID	0		0
Dispositif ACI	3 869 602		3 869 602
Dispositif DAD	9 572 500		9 572 500
Dispositif ACN	7 084 141		7 084 141
Soutenir et développer la filière audiovisuelle - SCCA			0
Dispositif SCA - SCCA	184 975 000		184 975 000
Soutien au FIFO	10 000 000		10 000 000
Contrôler la conformité des sites radioélectriques et des champs électromagnétiques			0
Enregistrement des réseaux radioélectriques	1 184 397		1 184 397
Mesures des niveaux de champs électromagnétiques	1 895 585		1 895 585
Accompagnement sur les sujets inhérents aux télécommunications et cybersécurité	2 440 800		2 440 800
Accompagnement sur les secteurs des télécommunications dans l'instruction relatives aux	2 760 000		2 760 000
Définir les conditions d'accès aux réseaux et services des opérateurs de télécommunications			0
Etude sur la taxation des câbles sous marins liée à la négociation avec Google	904 000		904 000
Etude sur le mode de régulation de l'itinérance et la détermination de la méthode de calcul des prix et tarifs dans les différentes zones de la Polynésie	4 773 280		4 773 280
Audit des éléments de détermination du tarif de reference d'interconnexion des opérateurs de téléphonie mobile en Polynésie française pour les années 2024 et 2025	7 416 468		7 416 468
Etude d'impact de l'usage des satellites pour les services de communication de la Polynésie française	7 756 580		7 756 580
Développer l'économie numérique	0		0

- Bilan de la SAS Fare Rata

Au titre du PAP 2024, aucun versement n'a été exécuté pour les investissements subventionnés par le Pays en raison de la validation des demandes de subventions de Fare Rata (modernisation du tri et de la distribution postale et Rénovation du bureau de poste de Papeete) au Conseil des ministres du 05/02/2025.

- Bilan de la SAS ONATi

Le montant total des mandatements effectués en 2024 pour ONATI s'élève à 538 292 970 F CFP et tient compte des reports de crédits de paiement de l'exercice 2023 sur 2024 et des crédits obtenus en 2024. Le traitement des liquidations restant à traiter sera poursuivi sur 2025. Le taux d'exécution s'élève à 108 %.

14.6.5 Les opérateurs participant à la réalisation du programme

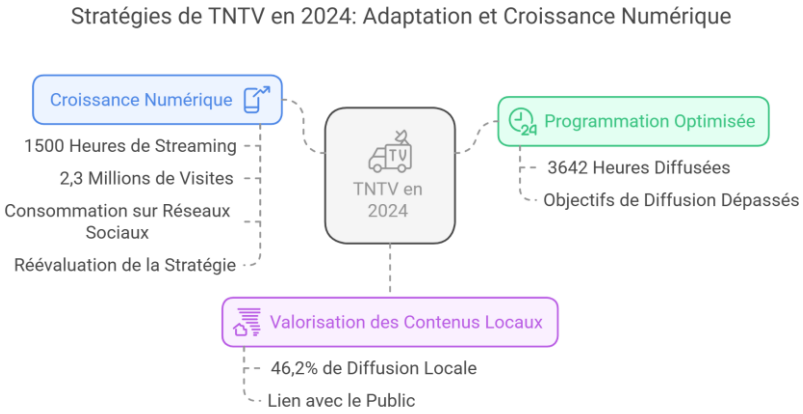
- Bilan de l'économie numérique (DGEN)
  - Acteurs participant à la réalisation de l'objectif n°1 - Favoriser l'accès au numérique : CCISM, tissu associatif du numérique (FACE, OPEN, French Tech Polynésie), entreprises physiques ou morales polynésiennes ;
  - Acteurs participant à la réalisation de l'objectif n°2 - Soutenir et développer la filière audiovisuelle : entreprises physiques ou morales polynésiennes de la filière audiovisuelle, FIFO et TNTV PROD ;
  - Acteurs participant à la réalisation de l'objectif n°3 - Contrôler la conformité des sites radioélectriques et des champs électromagnétiques : ANFR ;
  - Acteurs participant à la réalisation de l'objectif n°4 - Définir les conditions d'accès aux réseaux et services des opérateurs de télécommunications : Opérateurs de télécommunications, cabinet de consulting extérieur de type PWC strategy, Mazars, Analysys Mason, ADL, etc. ;

- Acteurs participant à la réalisation de l'objectif n°5 – Finalisation du Plan de Développement de l'Economie Numérique : Toutes les entreprises privées ou publiques polynésiennes (dont HC, service du territoire et financeurs privés FPG).
-

14.7 Programme 914 06/974 06 : médias

14.7.1 Bilan des orientations stratégiques

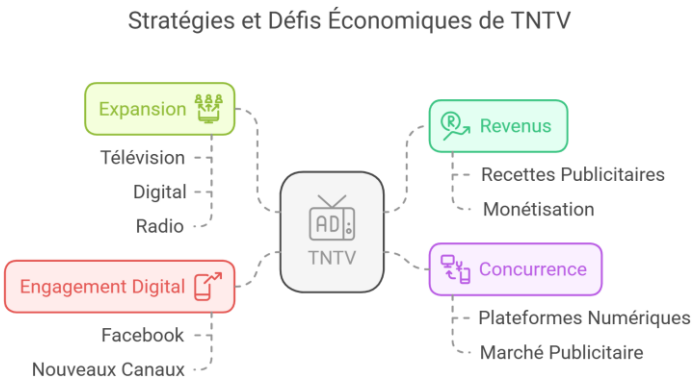
Synthèse de l'exercice 2024 et enjeux futurs pour TNTV



L'année 2024 a été une période de consolidation et d'adaptation pour TNTV, illustrant sa résilience face aux mutations du paysage audiovisuel. Grâce à une programmation optimisée et à la mobilisation des équipes, la chaîne a non seulement dépassé ses objectifs de diffusion locale avec **3 642 heures diffusées** (contre 3 400 prévues), mais a également renforcé la valorisation des contenus locaux, atteignant **46,2 % de diffusion**. Cette stratégie a permis de maintenir un lien fort avec le public polynésien malgré un environnement de plus en plus concurrentiel marqué par l'essor des plateformes de streaming et des offres délinéarisées.

Le numérique s'est imposé comme un levier de croissance essentiel, avec 1 500 heures de streaming et 2,3 millions de visites sur tntv.pf, témoignant du succès des efforts déployés pour renforcer la présence digitale de TNTV. Toutefois, la consommation des vidéos en replay sur le site (535 000 vues) a été inférieure aux attentes, en raison du déplacement de l'audience vers les réseaux sociaux et les plateformes vidéo comme Facebook et TikTok, où l'engagement a atteint **16,6 millions de vidéos vues** et **63 millions de publications vues en 2024**. Ces évolutions traduisent un changement des habitudes de consommation, obligeant la chaîne à repenser sa stratégie de diffusion en intégrant pleinement les usages numériques et mobiles.

L'expansion à l'international a poursuivi sa dynamique positive, avec 30 millions de foyers captés grâce aux accords avec Samsung et les principaux opérateurs français. Cependant, la perte d'un référentiel d'audience en raison de l'absence du concurrent dans l'étude Médiamétrie a privé TNTV d'indicateurs comparables, rendant plus difficile l'évaluation objective des performances en 2024. Cette situation souligne l'urgence pour les chaînes linéaires de développer de nouveaux outils de mesure adaptés aux usages actuels, intégrant les audiences multi-écrans et les modes de consommation fragmentés.



Sur le plan économique, TNTV a su **dépasser ses prévisions de revenus**, atteignant **268 millions de recettes publicitaires et de monétisation**, grâce à une diversification accrue de ses offres et une stratégie commerciale dynamique. Toutefois, la concurrence des plateformes numériques et l'évolution du marché publicitaire imposent d'adapter continuellement les modèles économiques. L'investissement dans des technologies comme l'OTT (*over the top service*) et la VOD (*video on demand*), ainsi que l'aménagement du grand studio, s'inscrit dans cette démarche d'adaptation mais a également nécessité un effort financier impactant la reconstitution des capitaux propres.

En matière d'engagement digital, la chaîne a maintenu une croissance soutenue de sa communauté avec 367 000 abonnés sur Facebook**,** un chiffre légèrement en deçà des objectifs fixés (370 000), illustrant la saturation progressive du marché et l'importance de se positionner sur de nouveaux canaux émergents. TNTV poursuit donc sa transformation en s'affirmant comme un média global, intégrant télévision, digital et bientôt **radio**, avec le projet de création de Tahiti Nui FM. Initialement prévu pour avril 2024, ce projet a été décalé à fin 2026 pour affiner la segmentation de l'audience et s'assurer de la viabilité du marché.

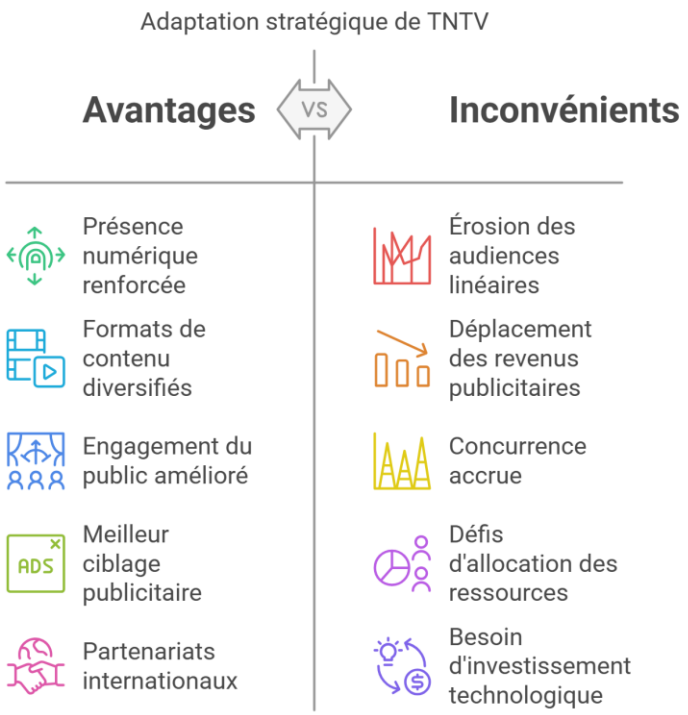
Par ailleurs, TNTV, membre du SPADOM – syndicat des professionnels de l'audiovisuel des départements d'Outre-Mer depuis mai 2022, continue d'œuvrer pour la défense des spécificités des médias d'Outre-Mer, notamment face aux défis du transport du signal et des coûts d'acquisition de contenus.

Enjeux et perspectives pour TNTV face aux mutations du marché audiovisuel

Face à l'érosion des audiences des chaînes linéaires et au déplacement des revenus publicitaires vers les plateformes numériques, TNTV doit accélérer son adaptation pour rester un acteur incontournable du paysage audiovisuel polynésien. La chaîne devra renforcer sa stratégie digitale en diversifiant les formats et en exploitant au mieux les plateformes multi-écrans, tout en repensant la monétisation de ses contenus sur ces nouveaux canaux.

L'enjeu est de réconcilier audience linéaire et consommation à la demande en développant une approche hybride, associant télévision traditionnelle, contenus exclusifs sur le digital et interactivité avec les téléspectateurs. L'accent devra également être mis sur le développement de l'IA et des outils analytiques pour mieux cibler les attentes du public et optimiser les performances publicitaires.

Enfin, la consolidation de la présence internationale via des partenariats stratégiques et l'optimisation des offres de distribution sera un levier clé pour élargir son audience et assurer la pérennité du modèle économique de la chaîne. Dans ce contexte de transformation, TNTV a l'opportunité de se positionner comme **un acteur innovant et un référent audiovisuel incontournable en Polynésie et au-delà**.



14.7.2 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 : Proposer une offre de qualité axée sur la création et l'identification polynésienne

Objectif n°1 - Proposer une offre de qualité axée sur la création et l'identification polynésienne								
Production et acquisition d'émissions locales à fort potentiel d'audiences								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision (PAP 2024)	2023 Révisé à 06/2023	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nombre d'heures de programmes locaux diffusés	Heures	3 334	3 300	3 350	3 400	3 642	3 350	3 500
Indicateur 1.2 - part de la programmation locale dans la grille	%	42%	42%	42%	42,5%	46,2%	45%	45%

Sources des données :
Bilan adressé au CSA
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - indicateur calculé à partir du cumul du nombre d'heures de programmes locaux compilé par le bilan CSA
Indicateur 1.2 - indicateur calculé à partir du ration : volume d'heures de programmation locale / volume totale de programmation annuelle
Autres commentaires :

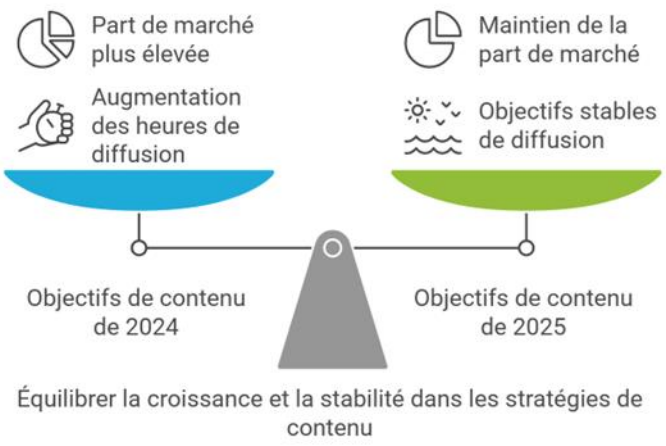
- *Commentaire et analyse des résultats*

Indicateur 1.1 : Grâce à une optimisation de la programmation et à une mobilisation accrue des équipes, nous avons non seulement atteint, mais dépassé notre objectif, atteignant 3 642 heures de diffusion locale contre les 3 400 prévues. Cette performance témoigne de notre engagement et de notre capacité à enrichir l'offre éditoriale locale.

Indicateur 1.2 : Grâce à une meilleure valorisation des contenus locaux, nous avons dépassé notre objectif en atteignant 46,2 % de diffusion. L'engagement renforcé des équipes et leur capacité à s'adapter aux attentes du public ont également contribué à ce succès.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Malgré nos bons résultats en 2024, nous maintenons nos objectifs à 3 350 heures et 45 % de part d'antenne en 2025 afin de garantir la stabilité et la cohérence éditoriale tout en préservant nos ressources. Cette approche permet de consolider nos acquis, d'assurer une qualité constante des contenus diffusés et de mieux anticiper d'éventuelles contraintes opérationnelles. Elle offre aussi la flexibilité nécessaire pour ajuster notre stratégie en fonction de l'évolution du contexte et des attentes du public.



Objectif n°2 : Accroitre les audiences en télévision, dans un environnement numérique (plateformes digitales) et à l'international

Objectif n°2 - Accroitre les audiences en télévision, dans un environnement numérique (plateformes digitales) et à l'international (boxs)

Conquête de parts de marché (sondage Médiamétrie), Mise en ligne des contenus sur internet, Diffusion de nos programmes locaux sur des bouquets à l'étranger

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 - Audience cumulée	%	50,9%	45,0%	50%	50%	n/a	50%	50%
Indicateur 2.2 - Parts d'audience	%	33,5%	35,0%	37%	37%	n/a	40%	40%
Indicateur 2.3 - Nombre de téléspectateurs	Nombre personnes	74 000	70 000	65 000	65 000	n/a	65 000	70 000
Indicateur 2.4 - Nombre d'heures de programmes diffusés en streaming (site)	Nombre d'heures	1255	1450	1 500	1500	1500	2000	2 000
Indicateur 2.5 - Nombre d'abonnés Facebook	Nombre personnes	326 000	336 000	370 000	370 000	367 000	390 000	400 000
Indicateur 2.6 - Nombre de visiteurs du site tntv.pf	Nombre personnes	2 000 000	1 500 000	2 000 000	2 200 000	2 300 000	2 500 000	2 500 000
Indicateur 2.7 - Nombre de vidéos visionnées en Replay sur le site (programmes loc	Nombre vidéos	650 000	450 000	600 000	600 000	535 000	800 000	800 000
Indicateur 2.8 - Nombre de vidéos vues sur Facebook (news, live, teasing…)	minutes visionnées	24 millions	10 millions	15 millions	15 millions	16,6 millions	17 millions	20 millions
Indicateur 2.9 - Nombre de foyers captés à l'international	Nombre de foyers	25 millions	28 millions	30 millions	30 millions	30 millions	30 millions	30 millions

Sources des données :
Résultats sondages MEDIAMETRIE ; Extractions google analytics ; Données publiques
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 2.1 - Pourcentage de personnes différentes ayant regardé TNTV au cours d'une période donnée quelle que soit la durée de leur écoute.
Indicateur 2.2 - Part que représente la durée d'écoute de TNTV dans la durée d'écoute totale du média télévision. La somme des parts d'audience de l'ensemble des supports est égale à 100%.
Indicateur 2.3 - Nombre de téléspectateurs ayant regardé TNTV au cours d'une journée
Indicateur 2.4 - Extraction google analytics
Indicateur 2.5 - Information disponible sur Facebook
Indicateur 2.6 - Extraction google analytics
Indicateur 2.7 - Extraction google analytics
Indicateur 2.8 - Extraction Facebook
Indicateur 2.9 - nombre d'abonnés aux offres gratuites distribuées par les FAI & FAST
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

Indicateurs 2.1, 2.2 et 2.3 : Les données d'audience pour l'exercice 2024 sont inapplicables en raison de l'absence de notre concurrent direct dans l'étude Médiamétrie. Cette situation empêche la réalisation des mesures habituelles, **TNTV ne pouvant assumer seule un coût multiplié par trois**. Sans cette participation, l'étude ne peut garantir ni la représentativité ni la fiabilité des résultats. De plus, l'audience cumulée, la part d'audience et le nombre de téléspectateurs ne peuvent être comparés aux années précédentes, rendant toute analyse incohérente. L'absence de référentiel commun fausse toute évaluation objective des performances, rendant inapplicable toute obligation basée sur ces indicateurs.

Indicateur 2.4 : Grâce à une programmation optimisée et une gestion efficace des contenus sur les plateformes internet, nous avons atteint notre objectif de 1 500 heures de diffusion en streaming.

Indicateur 2.5 : Malgré nos efforts pour atteindre les 370 000 abonnés sur Facebook, nous avons atteint 367 000, soit une légère différence de 3 000 abonnés. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cet écart,

notamment une baisse de l'engagement organique, une concurrence accrue sur les réseaux sociaux ou des variations dans nos campagnes d'acquisition. Néanmoins, cette performance reste très proche de l'objectif fixé et témoigne de la croissance continue de notre communauté.

Indicateur 2.6 : Grâce à une stratégie digitale optimisée et une optimisation plus poussée du référencement, nous avons réussi à dépasser notre objectif de fréquentation en atteignant 2 300 000 visites sur tntv.pf. L'engagement accru du public et une meilleure visibilité en ligne ont largement contribué à cette performance.

Indicateur 2.7 : Malgré nos efforts pour atteindre l'objectif de 600 000 vidéos visionnées en Replay sur le site tntv.pf, nous avons enregistré un total de 535 000 vues. Cette légère baisse s'explique en partie par une modification des habitudes de consommation de notre audience, avec une augmentation significative du nombre de vidéos visionnées sur les réseaux sociaux comme Facebook et TikTok. L'accessibilité et la viralité des contenus sur ces plateformes ont contribué à cette tendance, impactant ainsi les performances du Replay sur notre site.

Indicateur 2.8 : Grâce à une couverture accrue des événements sportifs locaux (7 % d'événements couverts) et aux évolutions techniques de Facebook favorisant la mise en avant des vidéos (recommandations optimisées, formats immersifs), nous avons non seulement atteint mais aussi dépassé notre objectif, totalisant 16,6 millions de vues.

Indicateur 2.9 : Nous avons atteint notre objectif de 30 millions de foyers captés à l'international grâce à notre présence native sur 5 millions de téléviseurs Samsung, ainsi qu'à notre distribution via les box des principaux opérateurs français : Orange, Free et Bouygues Telecom. Cette implantation stratégique a largement contribué à notre expansion et à l'élargissement de notre audience.

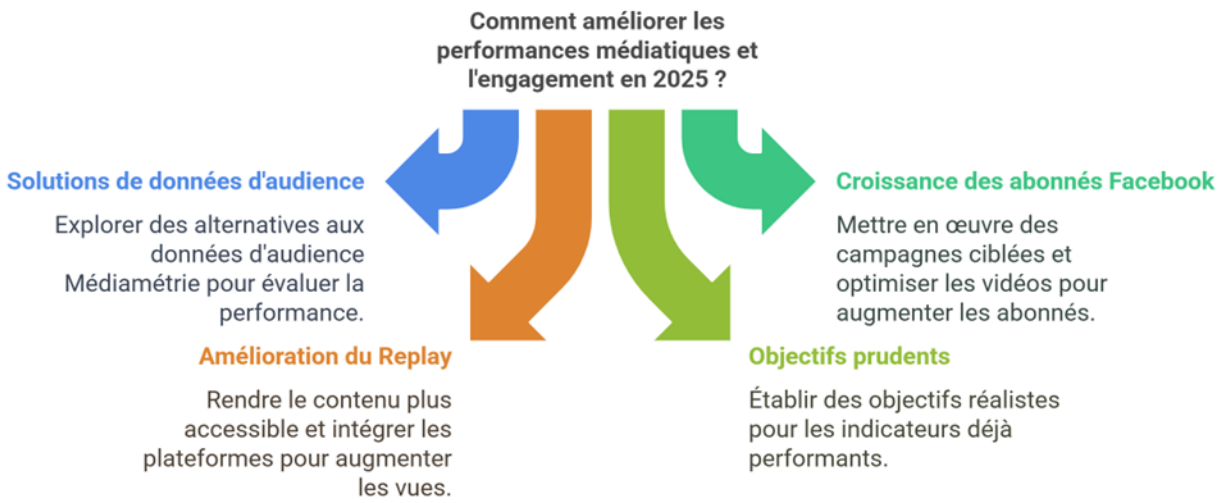
- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Afin de pallier l'absence de données d'audience Médiamétrie (indicateurs 2.1, 2.2, 2.3), nous explorerons des solutions alternatives, comme des enquêtes internes ou des outils tiers, afin d'obtenir des données indicatives sur notre performance. Par ailleurs, nous maintiendrons notre vigilance pour une éventuelle reprise de l'étude dans des conditions financières viables.

Concernant l'indicateur 2.5 (abonnés Facebook), nous renforcerons nos actions d'acquisition avec des campagnes ciblées et des collaborations locales pour stimuler la croissance organique. L'optimisation de nos formats vidéo courts et interactifs sera aussi une priorité pour contrer la baisse de l'engagement organique.

Pour l'indicateur 2.7 (Replay), nous adapterons notre stratégie en rendant les contenus plus accessibles et attractifs sur notre site, avec des notifications et des recommandations personnalisées. Nous travaillerons également sur une meilleure intégration avec les plateformes sociales pour favoriser un retour de l'audience vers notre Replay natif.

En ce qui concerne les indicateurs atteints ou dépassés (2.4, 2.6, 2.8, 2.9), nous adopterons une approche prudente avec des objectifs réalistes pour 2025, en consolidant nos acquis tout en ajustant notre stratégie face aux évolutions des usages numériques et des plateformes.



Objectif n°3 : Assurer la maitrise du budget et optimiser les moyens de production

Objectif n°3 - Assurer la maitrise du budget et optimiser les moyens de production								
Pilotage budgétaire de la structure de coûts et développement des revenus sur le marché organique								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 3.1 - Reconstitution des capitaux propres	M.Xpf	555	570	570	570	720	570	600
Indicateur 3.2 - Evolutions des ressources propres	M.Xpf	277	251	290	240	268	250	300

Sources des données :
Etats financiers
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 3.1 - Evaluation comptable des capitaux propres
Indicateur 3.2 - Evaluation comptable du chiffre d'affaires hors subvention (recettes de la régie publicitaires et revenus de la diversification)
Autres commentaires :

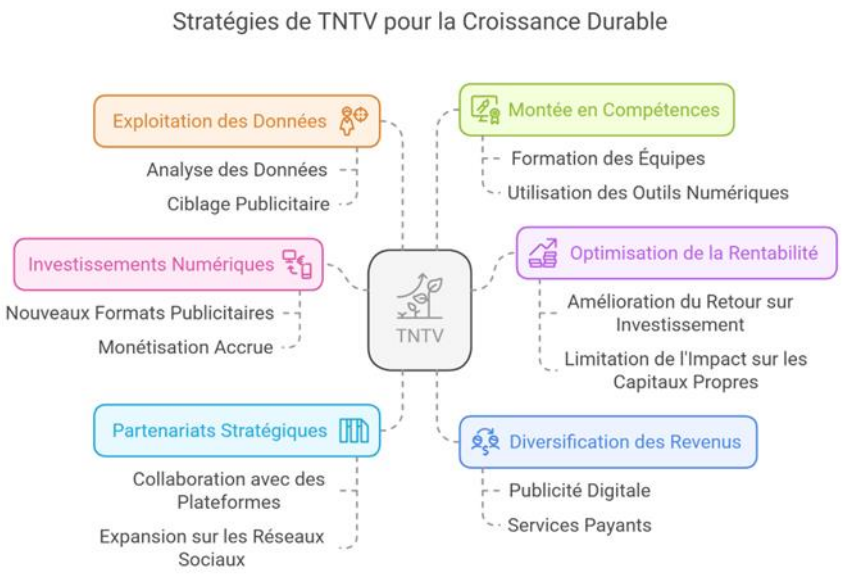
- *Commentaire et analyse des résultats*

Indicateur 3.1 : L'industrie télévisuelle évolue rapidement vers le numérique (OTT, plateformes de streaming, VOD, aménagement du Grand studio). L'augmentation des investissements dans ces nouvelles technologies a nécessité le financement de plusieurs opérations d'investissement venant directement impacter la reconstitution des capitaux propres. Cette augmentation de nos capitaux propres est avant tout un signal d'adaptation à un marché en mutation.

Indicateur 3.2 : Grâce à une stratégie commerciale dynamique et à une diversification des sources de revenus, TNTV a dépassé son objectif prévisionnel en atteignant 268 millions de recettes en 2024. Cette performance repose sur une optimisation des offres publicitaires, une monétisation accrue des prestations et un renforcement des partenariats stratégiques. L'innovation et l'adaptation aux besoins du marché ont également contribué à cette progression de 28 millions F CFP, illustrant la solidité de notre modèle économique.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Pour s'adapter à l'évolution du marché, TNTV renforce ses investissements dans le numérique tout en optimisant leur rentabilité. Une meilleure planification budgétaire et des partenariats stratégiques permettront de limiter l'impact sur les capitaux propres. La diversification des revenus se poursuivra avec de nouveaux formats publicitaires digitaux et une monétisation accrue des prestations. L'exploitation des données et le ciblage publicitaire seront optimisés pour améliorer le retour sur investissement des annonceurs. Par ailleurs, la montée en compétences des équipes garantira une meilleure exploitation des outils numériques. L'expansion sur les réseaux sociaux et plateformes de streaming renforcera notre audience et nos revenus. TNTV vise ainsi une croissance durable tout en s'adaptant aux mutations du secteur audiovisuel.



14.7.3 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
914/974 06 - MEDIAS	**1 000 000 000**	**146 000 000**	**1 146 000 000**
Optimisation budgétaire des fonds publics alloués pour assurer ses missions	1 000 000 000		1 000 000 000
Acquisition et renouvellement de matériels techniques		146 000 000	146 000 000

15. MISSION 915/975 : TRANSPORTS

11,5 Mds F CFP
Montant total mandaté au CA 2024

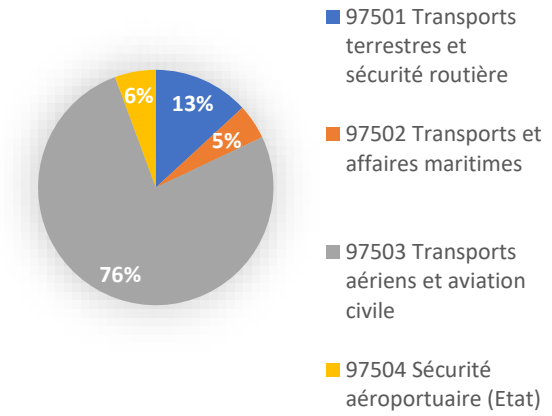
10,7 Mds F CFP
Dépenses de fonctionnement mandatées

813 M F CFP
Dépenses d'investissement mandatées

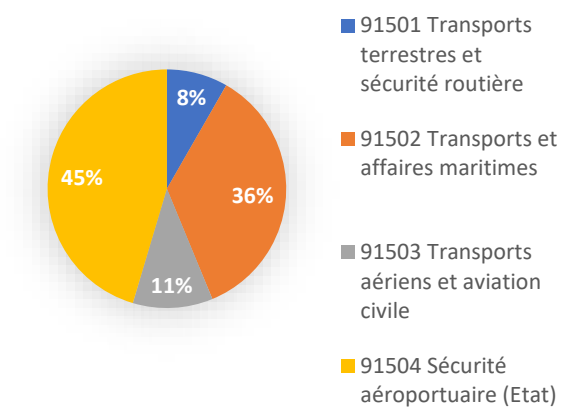
3,7 Mds F CFP
Dépenses de personnel mandatées
soit 11,46 % sur la masse globale

19,7 M F CFP
Mandatés au titre du programme de renouvellement global du parc d'arrêt de bus

Répartition des dépenses de fonctionnement par programme



Répartition des dépenses d'investissement par programme



TERE TAHITI

1,1 Md F CFP
Mandatés au titre de la délégation de mission de service public à la SAS RTCT

1,4 Md F CFP
Recettes enregistrées au titre des participations de l'Etat

FCTAI

1,244 Md F CFP

15.1 **Revue de la politique générale de la mission**

- Bilan des transports aériens

La mission "Transports" a pour objectif central d'optimiser l'organisation du transport aérien interinsulaire au sein de la Polynésie française. Il s'agit d'un enjeu crucial, dans la mesure où ce mode de transport constitue le principal vecteur de connectivité entre les îles, dispersées sur une vaste étendue océanique. Ce réseau est indispensable pour garantir des déplacements réguliers et fiables des personnes, des marchandises et des services, condition essentielle au développement équilibré du territoire.

- Bilan des transports terrestres

Le programme « transports terrestres et sécurité routière » couvre l'ensemble des usages de la route et toutes les activités encadrées par le code de la route de la Polynésie française.

En 2024, la Polynésie française a poursuivi son programme de prévention en matière de sécurité routière, avec notamment une campagne de 300 jours diffusée sur les médias polynésiens. Un séminaire de sécurité routière, rassemblant plus de 150 participants, a permis d'établir le socle d'un plan pluriannuel, qui se traduira en 2025 par la mise en place d'une nouvelle gouvernance, incarnée par un comité de sécurité routière modernisé.

Concernant la réduction de la congestion routière, plusieurs initiatives ont été mises en œuvre :

- Covoiturage ;
- Projet d'avenant de la DSP des transports collectifs de Tahiti ;
- Lancement d'une politique des mobilités actives, avec le recrutement d'un agent chargé de mener des actions pour améliorer la pratique du vélo ;
- Réforme des rythmes scolaires dans le primaire pour étaler le pic de circulation.

En parallèle, des projets structurants ont été initiés pour un déploiement progressif entre 2025 et 2028 :

- Marchés publics pour la construction de nouveaux abribus ;
- Etude de faisabilité pour la mise en place de voies réservées sur Tahiti ;
- Etudes de conception de gares routières et pôles d'échanges multimodaux.

- Bilan des transports maritimes

Le schéma directeur des déplacements durables interinsulaires 2015-2025 a fixé les orientations de la Polynésie française concernant l'organisation et le développement des dessertes maritimes et aériennes, avec pour objectifs :

- de limiter l'enclavement de certaines parties du territoire ;
- de soutenir le développement économique durable ;
- de préserver l'environnement.

Sa mise en œuvre répond à trois défis majeurs associés :

- le développement économique durable ;
- la sécurité maritime et environnementale ;
- un fort enjeu sociétal.

Il convient d'établir un bilan de ces licences et de leur mise en œuvre afin d'élaborer un nouveau schéma directeur du transport maritime interinsulaire correspondant aux nouveaux besoins de desserte et à l'amélioration des lignes existantes.

Pour répondre aux problématiques du désenclavement, en particulier des îles éloignées et le sud de l'île de Tahiti, un nouveau schéma de desserte sera étudié, prenant en compte à la fois les besoins de la population et les objectifs de développement touristique fixés par le Gouvernement.

Le développement de la flotte des navires de commerce polynésiens, nécessaire au désenclavement, entraîne une forte demande d'officiers de marine marchande nécessitant la montée en compétence des navigants par un soutien du Pays en partenariat avec l'Etat et les acteurs du secteur du transport maritime.

Par ailleurs, le trafic intérieur des caboteurs, combiné à l'augmentation du trafic des navires de croisière et de plaisance, engendre depuis plusieurs années des conflits d'usage particulièrement dans les îles. Afin d'y faire face, le Pays a mis en place, depuis 2022, une autorité d'escale, chargée de réguler l'accès aux infrastructures portuaires et aux installations de mouillage, amenées à se développer dans les prochaines années.

Les considérations environnementales sont systématisées dans le cadre de la poursuite du programme de la résorption des épaves et/ou navires abandonnés mais également à l'occasion des travaux de déploiement en cours de mouillages écologiques sur l'ensemble du territoire.

Enfin, la démarche de simplification des procédures administratives, à travers des actions de dématérialisation et de clarification des règles, concernant notamment :

- La gestion des connaissements ;
- Les escales ;
- Les examens et brevets ;
- La carrière des marins pêcheurs.

15.2 **Programme 915 01/975 01 : transports terrestres et sécurité routière**

15.2.1 Bilan des orientations stratégiques

De nombreuses études préalables ont été mises en œuvre au cours de l'année 2024, notamment en matière de conception de nouveaux abribus, de voies réservées, de gares routières, de pôles d'échanges multimodaux, ainsi que l'élaboration d'une stratégie publique de développement du covoiturage.

Ces études ont permis de mieux calibrer les réponses à apporter aux enjeux des transports terrestres, notamment à travers la réforme des rythmes scolaires du primaire pour étaler le pic de circulation, les enquêtes et contrôles sur le réseau de transport collectif (DSP TERE TAHITI).

En renforçant son rôle d'autorité organisatrice de la mobilité, la Polynésie française élabore une politique de mobilité durable structurée pour la mise en place de projets opérationnels à court, moyen et long terme. Toute cette démarche sera intégrée dans la révision du schéma directeur des transports collectifs et des déplacements durables de l'île de Tahiti qui englobera une dimension systémique et élargira la politique publique au-delà de la seule île de Tahiti en intégrant un volet de concertation citoyenne.

Par ailleurs, la mise en œuvre d'un marché public pour la construction d'abribus sur Tahiti et le lancement de procédures de marchés publics pour des études de maîtrise d'œuvre pour la conception de voies réservées entre Arue et Faa'a (Tipaerui) aboutiront à des réalisations concrètes entre 2025 et 2027.

15.2.2 Bilan des réformes

De nombreux chantiers réglementaires étaient inscrits au plan de charge de la Direction des transports terrestres (DTT).

Concernant les activités de transports, un temps de concertation avec les professionnels du secteur a été intégré à la poursuite de la modernisation des activités qui se traduiront par des lois de pays en 2025 (taxis) et 2026 (transports touristiques).

S'agissant des véhicules soumis à une réglementation devenue obsolète, de nombreux chantiers ont été initiés et seront mis en application en 2025.

Les travaux réglementaires relatifs à la sécurité routière et aux droits à conduire devront s'aligner sur les orientations issues du séminaire de sécurité routière organisé en fin novembre 2024 (une première depuis près de 20 ans) et sur le plan d'actions qui en découlera lorsque le comité de sécurité routière dressera un plan pluriannuel (2025).

En matière de service aux usagers (examens du permis de conduire, cartes grises, contrôles techniques…), un accord cadre a permis de poursuivre en 2024 la conception et le développement en mode agile du système

d'information de la DTT. Ce travail aboutira à une première livraison d'outils modernisés pour les agents du service et les usagers courant 2025.

Dès 2024, la dématérialisation complète du processus d'inscription aux examens d'attestation de qualification professionnelle a été mise en œuvre, avec un bon niveau d'adhésion des usagers à la plateforme « Mes démarches ».

Dans le cadre de la révision de son Schéma directeur des transports collectifs et des déplacements durables de l'île de Tahiti, une démarche de participation citoyenne, engagée il y a déjà plusieurs années, a donné lieu en 2024 à une consultation en ligne. Pendant deux mois, du 25 septembre au 25 novembre 2024, les Polynésiens ont été invités à se prononcer sur les propositions de mobilité durable via la plateforme web "Mobilités au fenua".

Au total, 5 995 suffrages ont été comptabilisés. Les 7 idées ayant recueilli le plus de votes parmi les 21 proposées seront validées par le Comité de suivi. Elles viendront enrichir la révision du schéma directeur sectoriel avec l'intégration d'un volet de projets d'initiative populaire sur ces 7 projets retenus.

15.2.3 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 : Adapter l'offre de transport en commun aux besoins de l'usager

Objectif n° 1 - Adapter l'offre de transport en commun aux besoins de l'usager								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision (PAP 2024)	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nouveaux abribus construits par an	N	0	0	non chiffré	8	0	25	30
Indicateur 1.2 - Points d'arrêt bus equipés d'information voyageur en temps réel (écrand'affichage en temps réel)	N	0	0	non chiffré	0	0	7	47
Indicateur 1.3 - Proportion de bus et autocars equipés de climatisation (lignes régulières)	%	87%	87%	non chiffré		100%	95%	100%
Indicateur 1.4 - Nombre de km exploités sur lignes à forte demande (1, 2, 20, 21, 30)	km	2 649 385	2 907 753	non chiffré		3 038 761	3 037 753	3 537 753

Sources des données :
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - indicateur calculé à partir du nombre d'abribus livrés à l'opération 330.2023
Indicateur 1.2 - indicateur calculé à partir du nombre d'arrêts du réseau TERE TAHITI équipé d'écran d'informations voyageurs en temps réel.
Indicateur 1.3 - indicateur calculé à partir de données fournies par RTCT et RTU et analysées par la DTT pour 2022-2024. Estimations 2025-2026 basées sur engagements dans la DSP et projet d'achat de bus par le pays
Indicateur 1.4 - indicateur calculé à partir de rapports mensuels/annuels RTCT et d'analyses de la DTT (pour planifier le nombre de km parcourus avec l'achat de bus supplémentaires)
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

La poursuite de l'adaptation de l'offre de transports publics aux besoins des usagers s'est amplifiée en 2024 au travers des chantiers majeurs suivants :

- Un projet d'avenant sur le renforcement de la qualité de service et de l'offre sur le réseau de transports publics TERE TAHITI avec l'appui d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage (9 millions F CFP) ;
- Une étude sur l'accessibilité des personnes à mobilité réduite en zone urbaine et sur le réseau de transport en commun de Tahiti, initiée au 4ème trimestre 2024 (7 millions F CFP) ;
- A l'issue d'un appel à projets, la Polynésie française a octroyé une subvention jusqu'à hauteur de 49 millions F CFP pour la mise en œuvre d'une preuve de concept pour le développement d'une solution de covoiturage en Polynésie française ;
- La rénovation de la gare routière de Papenoo a été réceptionnée fin octobre 2024 (18,5 millions F CFP) ;
- Pour les infrastructures de transports en commun, après appel d'offres, le marché à bons de commande n° 03/24/MGT/DTT/CM relatif à la construction d'abribus sur Tahiti a été attribué en novembre 2024. Les premières livraisons d'abribus sont prévues au 1er semestre 2025 ;
- Une adaptation de l'offre de transports publics a été réalisée pour assurer le transport de l'épreuve des Jeux Olympiques sur Tahiti avec des services spécifiques (transport connect, transport spectateur Fan zone, transport aéroport), des frais annexes (infrastructures) et la mise en gratuité du réseau TERE TAHTI pour un montant total de 97,4 millions F CFP ;
- En complément, une étude de restructuration du réseau de transports en commun a été commandée, avec une enveloppe de 7,6 millions F CFP ;

- Un programme d'études variées avec des ambitions de déclinaison opérationnelle à court et moyen termes a été déployé tout au long de l'année 2024 : études de faisabilité de voies réservées sur Tahiti (19,6 millions F CFP), études sur le stationnement (9,4 millions F CFP) et sur les rythmes scolaires (6,6 millions F CFP).

La révision du schéma directeur des transports collectifs et des déplacements durables a été reportée à la période 2025-2026 afin de prendre en compte les éléments suivants :

- La démarche de concertation citoyenne ayant abouti au vote de 7 idées, parmi les 21 proposées par la population et validées par le Comité de suivi ;
- L'adoption du Plan Climat de la Polynésie française (adoption par délibération n° 2024-116 APF du 12 décembre 2024) pour mettre en cohérence l'ambition sectorielle des transports terrestres avec ce document stratégique ;
- L'avancement significatif des études et des mises en œuvre en matière d'infrastructures de transports, telles que les voies réservées dédiées aux mobilités alternatives à la voiture particulière, ainsi que la mise en place d'une preuve de concept de covoiturage. Ces éléments viendront alimenter la révision dudit schéma.

Objectif n°2 : Renforcer la sécurité sur les routes

Objectif n° 2 - Renforcer la sécurité sur les routes

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision (PAP 2024)	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 - Jours calendaires avec diffusion de message de prévention (tous médias confor	N	NC				N/A	250	300
Indicateur 2.2 - Dépense investie dans les campagnes et actions de prévention	XFP					6 021 614	6 000 000	5 000 000
Indicateur 2.3 - Arrêtés de rétention des droits à la conduite	N					785	630	590
Indicateur 2.4 - Accidents	N					N/A	155	150
Indicateur 2.5 - Tués	N					39	32	30
Indicateur 2.6 - Blessés	N					N/A	180	175

Sources des données :
Direction des transports terrestres [DTT] et Haut-Commisariat de la République française [HC]
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 2.1 - Indicateur calculé à partir des bons de commande bureau de la documentation et de la communication selon les période de diffusion indiquées. Ex : si 1 message de prévention est diffusé ou 10 messages ont diffusés dans la même journée alors 1 journée de diffusion sera comptabilisée.
Indicateur 2.2 - Indicateur calculé à partir des factures des prestataires (Article. 623)
Indicateur 2.3 - Comptabilisation des arrêtés de rétention administrative édités par la cellule de rétention des permis de conduire de la DTT
Indicateur 2.4 ; 2.5 ; 2.6 Statistiques ATB transmises mensuellement par le HC
Autres commentaires :
Indicateur 2.1 en cours de consolidation à la DTT
Indicateur 2.4 et 2.6 non communiqué par le HC à la DTT au 18/02/25

- *Commentaire et analyse des résultats*

Après un diagnostic, un travail partenarial a été mené, permettant à l'Etat et au Pays de coorganiser le séminaire de la sécurité routière les 26 et 27 novembre 2024. Rassemblant près de 150 participants sur deux journées consacrées aux réflexions et aux échanges entre les acteurs, les actes du séminaire permettront d'identifier les pistes de progrès et les leviers permettant d'améliorer la sécurité routière en Polynésie française.

A ce titre, les échanges entre la Polynésie française et l' Observatoire national interministériel de la sécurité routière sont en cours pour disposer d'un outil qui pourrait constituer le premier socle de l'observatoire de la sécurité routière de la Polynésie française (convention TRAxy).

L'année 2024 a permis de dresser un plan de communication sur la sécurité routière et de préparer un continuum pédagogique de la sécurité routière aux différents âges :

- Maternelle ;
- Primaire ;
- Collège ;
- Lycée ;
- Etudiants et jeunes adultes actifs.

La structuration des animateurs de sécurité routière s'est également poursuivie pour un déploiement en 2025 afin de renforcer la prévention au-delà des acteurs institutionnels (forces de l'ordre, inspecteurs des permis de conduire et de la sécurité routière).

En parallèle, un programme ambitieux de contrôles routiers a été mené par la DTT sur Tahiti, notamment pour le suivi de la Délégation de service public de transports publics, mais également dans les archipels éloignés. En 2024, les agents assermentés ont été déployés en mission aux Marquises, aux Tuamotu et Gambier, aux Australes et aux Îles-Sous-le-Vent pour veiller au respect de la réglementation des professionnels des transports (taxis, transports touristiques, agence de location de véhicules, véhicules multi-transports).

Enfin, le dispositif d'aide au financement au permis de conduire a été maintenu en faveur de 270 bénéficiaires (arrêté n° 274/PR du 19 février 2024). Cette aide représente une enveloppe de 30 millions F CFP pour la Polynésie française pour l'année 2024.

15.2.4 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
915/975 01 - TRANSPORTS TERRESTRES ET SECURITE ROUTIERE	**1 221 067 791**	**27 999 579**	**1 249 067 370**
Adapter l'offre de transport en commun au besoin de l'usager	1 111 380 281	27 999 579	1 139 379 860
Renforcer la sécurité sur les routes	109 687 510	0	109 687 510
			0

15.3 **Programme 915 02/975 02 : transports et affaires maritimes**

15.3.1 Bilan des orientations stratégiques

La mise en œuvre du schéma directeur des déplacements durables interinsulaires 2015-2025 a été déclinée en 11 objectifs principaux, afin de répondre à trois enjeux majeurs associés :

- Enjeu de développement économique durable ;
- Enjeu de sécurité maritime et environnemental ;
- Enjeu sociétal.

Ainsi, l'ensemble des projets et actions conduits en 2024 par la direction polynésienne des affaires maritimes (DPAM) intègrent les dimensions sociétales, de développement économique durable, de sécurité maritime et environnementale.

15.3.2 Bilan des réformes

Sur le plan réglementaire, le projet de réforme de la règlementation sur les épaves et navires abandonnés afin de l'adapter au contexte polynésien et de la moderniser est toujours en cours.

15.3.3 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 : Optimiser la régulation des transports maritimes

La desserte maritime des archipels est un pilier essentiel du développement économique des îles et du maintien des populations, en vue d'inverser les flux migratoires et contrer l'exode insulaire.

L'adoption d'un cadre réglementaire rénové incluant des obligations de service public (loi du pays n° 2016-03 du 26 février 2016) a permis la délivrance de licences d'exploitation assorties d'obligations portant sur la durée d'exploitation du navire, la fréquence des dessertes, l'obligation d'information aux usagers et l'encadrement des conditions d'exploitation.

L'optimisation de la régulation des transports maritimes repose également sur une coordination accrue de tous les partenaires institutionnels et des acteurs privés ainsi que par la gestion des escales des navires sur l'ensemble du territoire polynésien.

Objectif n° 1 - Optimiser la régulation des transports maritimes								
La desserte maritime des archipels est un pilier essentiel du développement économique des îles et du maintien des populations pour inverser les flux migratoires et contrer l'exode insulaire.								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1- Nombre des marins bénéficiaires de bourses de formation	Nbre					20	15	15
Indicateur 1.2 - Réalisation du nombre de touchées minimales fixé par la règlementation en matière d'OSP	%					95%	100%	100%
Indicateur 1.3 - Nombre de nouveaux navires défiscalisés	Nbre					1	1	1

Sources des données :
Rapport d'activité DPAM, documents de suivi de la DPAM
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - Nombre de marins ayant bénéficié du dispositif de bourse de formation professionnelle maritime continue
Indicateur 1.2 - Réalisation du nombre de touchées minimales fixé par la règlementation en matière d'OSP du transport maritime (en %)
Indicateur 1.3 - Nombre de nouveaux navires défiscalisés pour la desserte maritime intérieure (dispositif relevant du ministère des finances)
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

Objectif spécifique 1.1 - Le renforcement des compétences des marins polynésiens a été facilité en 2024 par la mise en place d'un dispositif de soutien innovant (arrêté n° 459/CM du 11 avril 2024 portant attribution d'une bourse de formation professionnelle maritime continue dispensée en France en faveur des marins exerçant leur activité sur les navires de commerce immatriculés en Polynésie française). Ce dispositif est piloté par la DPAM, en coopération avec le Service des affaires maritimes de l'État (SAM), le Centre des métiers de la mer de Polynésie française (CMMPF), le Fond paritaire de gestion et la Confédération des armateurs.

Ce dispositif, cofinancé par le Pays et l'État à travers le Fonds d'intervention maritime, vise à offrir des formations maritimes continues en France (Nantes, Saint Malo, Marseille), permettant aux marins polynésiens d'acquérir des qualifications non accessibles localement, notamment des brevets supérieurs au brevet de capitaine 500 UMS (BC500) et au brevet de mécanicien 750 kW.

Le montant de la bourse est calculé en fonction de la situation familiale du marin :

- Aide à l'installation : 150 000 F CFP ;
- Allocation mensuelle de formation : 100 000 à 150 000 F CFP par mois ;
- Allocation mensuelle de logement : jusqu'à 70 000 F CFP par mois ;
- Allocation familiale : 40 000 F CFP par enfant et par mois.

Les membres de la Confédération des armateurs de Polynésie française se sont engagés à prendre en charge le transport (avion + train) jusqu'au lieu de formation et le Fond paritaire de gestion, les frais d'inscription aux formations.

Au titre de l'année 2024, 20 marins ont bénéficié du dispositif pour un montant en engagement de 45 650 000 F CFP.

Objectif spécifique 1.2 – Afin de répondre à la complexité des déplacements dans un Pays aux spécificités géographiques et démographiques marquées, la Polynésie française s'est dotée d'un schéma directeur des déplacements interinsulaires 2015-2025 visant notamment à permettre au Pays d'assurer pleinement son rôle d'autorité organisatrice des transports interinsulaires, en assurant une meilleure régulation des transports pour favoriser le désenclavement des archipels.

En 2024, la DPAM a poursuivi l'exercice de ce rôle, permettant d'atteindre 95 % des objectifs fixés par la règlementation en matière d'OSP.

Objectif spécifique 1.3 - L'observatoire du transport maritime interinsulaire, qui s'est réuni en juillet 2024 sous la présidence du ministre du transport maritime intérieur, a dressé un état des lieux de la flottille armée au commerce en Polynésie française. Il a été constaté qu'environ 40 % des navires ont plus de 40 ans, soulignant ainsi la nécessité urgente de renouveler cette flotte vieillissante. Ce constat met en évidence l'importance du dispositif de défiscalisation, sans lequel les projets de construction de nouveaux navires ne peuvent se réaliser.

En 2024, la SNC Agnieray et Cie a bénéficié des régimes de la défiscalisation des investissements indirects et directs pour un montant de 911 796 038 F CFP (montant d'investissement : 2 318 569 212 F CFP). Cette aide concerne la construction, par un chantier naval australien, d'un cargo mixte d'une capacité de 140 personnes et 960 tonnes de frêt, destiné à assurer la desserte des îles de Tikehau, Rangiroa, Ahe, Manihi et Fakarava. L'île de Makatea pourra également être desservie par ce navire à la demande.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Objectifs spécifiques 1.1 **–** Poursuite.

Objectif spécifique 1.2 – L'année 2025 verra le lancement d'une étude technico-économique de la desserte maritime de/vers la zone Sud de Tahiti, dans une volonté du gouvernement de répondre rapidement à la nécessité d'améliorer le désenclavement et le développement de la Presqu'île de Tahiti. Cette étude sera suivie de celle relative à l'élaboration du nouveau schéma directeur de la desserte maritime en Polynésie française.

Objectif spécifique 1.3 **–** Il a été annoncé l'arrivée en 2025/2026 de navires neufs dans les eaux polynésiennes (HAWAIKI NUI 2 (ISLV), ARANOA et NA HIRO E PAE (Australes), DORY 2 (Tuamotu). Chacun de ces projets ont d'ores et déjà bénéficié des agréments en matière de défiscalisation en 2019 pour l'ARANOA, 2021 pour la HAWAIKI NUI 2, 2023 pour NA HIRO E PAE et 2024 pour le DORY 2.

Objectif n°2 : Renforcer la sécurité maritime et la protection de l'environnement maritime

L'amélioration de la sécurité maritime exige un contrôle des navires professionnels en activité, fondé sur une planification des visites de sécurité des navires sur l'ensemble des îles concernées, en lien avec les actions de prévention des risques et la formation des équipages à bord.

En outre, avec plus de 2,5 millions de km² de mer et une zone économique exclusive (ZEE) de près de 5,5 millions de km² pour seulement 0,1 % de terres émergées, la Polynésie française est un territoire résolument maritime, qu'il convient de protéger et de préserver, tout en conciliant le développement des activités y prenant place.

Dans ce cadre, la gestion et la régulation de l'utilisation de notre espace maritime par les navires sont essentielles, en particulier dans les îles soumises à forte pression.

Les navires abandonnés et/ou épaves représentant des dangers pour la navigation, constituent également une nuisance pour les activités côtières et souvent une atteinte grave à l'environnement, et plus généralement à la biodiversité.

Partant du principe qu'il ne peut y avoir de développement harmonieux et durable sans sécurité ni préservation de l'environnement, la Polynésie française, consciente de la fragilité de ses écosystèmes, intervient afin de faire face aux pollutions susceptibles d'être générées par les épaves de navires. Ainsi, 100 millions F CFP sont inscrits annuellement au budget de fonctionnement du Pays pour procéder à la résorption des navires abandonnés et/ou échoués et dont les armateurs n'assument pas leurs responsabilités.

Cet objectif est, par ailleurs, essentiel au développement touristique d'une destination qui se veut exemplaire en termes d'environnement.

Objectif n° 2 - Renforcer la sécurité maritime et la protection de l'environnement maritime

L'amélioration de la sécurité maritime exige un contrôle des navires professionnels en activité au moyen d'une planification des visites de sécurité des navires sur toutes les îles concernées se conjuguant avec les actions de prévention des risques et la formation à bord des équipages.

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 - Nombre de visites de sécurité des navires	Nbre					1028	1000	1000
Indicateur 2.2 - Nombre de navires abandonnés et d'épaves retirées	Nbre					3	10	5
Indicateur 2.3 - Proportion des zones de mouillage équipées d'ancrage écologiques	%					0%	60%	90%
Indicateur 2.4 - Nombre de campagnes de communication en maière de sécurité en mer	Nbre					4	4	4

Sources des données :
Rapport d'activités DPAM, tableaux de suivi de la DPAM

Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 2.1 - Nombre de visites de sécurité de navires réalisées annuellement (visites périodiques, visites de mise en service, visites spéciales de navires de plaisance avec activité commerciale)
Indicateur 2.2 - Nombre de navires abandonnés ou d'épaves retirés du DPM par le Pays annuellement suite à la défaillance des propriétaires
Indicateur 2.3 - Zones de mouillages équipées avec des dispositifs d'ancrage par rapport au nombre total de zones devront être équipées définies par arrêté (en %)
Indicateur 2,4 - Nombre de campagnes de communication en matière de sécurité en mer

Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

Objectif spécifique 2.1 - Des missions sont organisées chaque année dans les 5 archipels afin de permettre à tous les exploitants de présenter leur navire dans des conditions similaires, quel que soit leur port base.

Ce choix fort contribue directement à l'amélioration de la sécurité maritime, et permet à la DPAM de garantir à tous un traitement équitable, tout en limitant les surcoûts souvent importants liés à l'exploitation d'un navire dans une île éloignée.

Pour autant l'augmentation constante du nombre de navires professionnels (en commerce et pêche) à visiter mobilise des moyens humains et financiers conséquents. La planification de ces visites reste complexe et nécessite la participation de tous afin d'optimiser les déplacements des inspecteurs.

Le travail de contrôle et de conseil réalisé par les inspecteurs de la DPAM à bord des navires professionnels constitue l'un des axes principaux de l'amélioration de la sécurité maritime. Chaque année le nombre de navires à visiter augmente : ainsi, plus de 1 028 navires ont été visités en 2024 en Polynésie française.

Objectif spécifique 2.2 - En 2024, 3 épaves ont été retirées : 3 navires aux Tuamotu (Takaroa, Fakarava et Aratika). Le montant total consommé au titre du programme de démantèlement de ces navires est de 39 712 041 F CFP.

Objectif spécifique 2.3 – La Polynésie française bénéficie, dans le cadre d'un vaste programme d'installation de mouillages écologiques, du soutien financier de l'Etat via le Fonds Vert.

Les études de faisabilité ont été réalisés en 2024 pour les communes de Taiarapu-Ouest, Raiatea et Tahaa. Elles ont également démarré pour l'ensemble des 6 îles habitées des Marquises, Rangiroa et Fakarava. Ces dernières, dont les résultats sont attendus début 2025, permettront le lancement de la phase travaux.

Ce vaste projet s'accompagne de nombreux déplacements et de rencontres dans les communes et îles concernées, afin d'organiser l'information, la concertation et la consultation des élus, des professionnels et, plus largement, de la population. L'acceptabilité est un des facteurs clés de réussite de ce programme ambitieux.

Par ailleurs, le téléservice ESCALES relatif à la gestion des escales maritimes en Polynésie française a été ouvert en mars 2023, dans un premier temps pour les navires de croisières (> 90 m), puis en septembre 2023 aux navires de plus de 20m. L'ouverture à la plaisance et à tous types de navires est prévue en 2025.

Objectif spécifique 2.4 – En 2024, la campagne de sensibilisation lancée en 2023, « Prenez la mer, pas les risques », relative à la sécurité en mer, s'est poursuivie (radio, cinéma, print…) à travers :

- La diffusion de capsules télévisées AREMITI et FARE RATA sur la sécurité en mer en français, tahitien et anglais ainsi que sur les gestes à adopter pendant les manifestations nautiques ;
- La diffusion en radio d'épisodes de la chronique AVEIA dédiée à la sécurité en mer ;
- Une campagne d'affichage sur l'Utilbus de la commune de Taiarapu Est axée sur la sécurité en mer et les bons comportements ;
- La publication dans les magazines Moorea, Hono Ite, Sport Tahiti Magazine ainsi que dans le guide Moana, de messages, visuels et articles sur les gestes à adopter pendant les manifestations nautiques et les 10 commandements du chef de bord.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Objectif spécifique 2.1 - Maintien de l'organisation des déplacements dans les îles pour assurer les visites de contrôle au titre sécurité des navires et la délivrance des titres de sécurité.

Objectif spécifique 2.2 - Poursuite du retrait des épaves de navires, avec la mise en œuvre d'actions de répression à l'encontre des propriétaires récalcitrants.

Objectif spécifique 2.3 - La phase de travaux démarre en 2025 avec la pose des ancrages écologiques dans les eaux intérieures des communes de Taiarapu-Ouest, Raiatea et Taha'a. Il s'agira également de préparer le déploiement des dispositifs d'ancrages pour les Marquises, Rangiroa et Fakarava, en vue d'une programmation des travaux en 2026.

Par ailleurs, le dispositif réglementaire sera effectif en 2025. Il vise à établir les règles de régulation relatives à l'occupation de l'espace maritime et d'utilisation des installations dédiées. 2025 verra également le renforcement en effectif de l'équipe dédiée à cette mission.

15.3.4 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
915/975 02 - TRANSPORTS ET AFFAIRES MARITIMES	**101 657 579**	**25 148 284**	**126 805 863**
Optimiser la régulation des transports maritimes	25 200 000	15 262 834	40 462 834
Renforcer la sécurité maritime et la protection de l'environnement maritime	76 457 579	9 885 450	86 343 029
			0

15.4 **Programme 915 03/975 03 : transports aériens et aviation civile**

15.4.1 Bilan des orientations stratégiques

Dans le cadre de cette politique sectorielle, l'objectif principal est de rééquilibrer et de renforcer le transport aérien domestique en Polynésie française. Pour ce faire, il est envisager sur le long terme de créer des hubs régionaux dans les différents archipels qui composent le territoire. Ces hubs serviront de points centraux pour coordonner et organiser les vols interinsulaires, permettant ainsi une meilleure structuration du réseau aérien domestique.

L'idée est de simplifier et d'optimiser les trajets entre les îles, en proposant des connexions plus fréquentes et plus directes. Cette stratégie vise également à soutenir la croissance du trafic aérien en rendant le transport interinsulaire plus accessible et plus efficient.

Enfin, cette approche contribuera à stimuler le développement économique et touristique en facilitant les échanges et en renforçant la connectivité régionale.

15.4.2 Bilan des réformes

L'année 2024 a marqué le début d'une révision de la performance du schéma directeur de 2015, arrivant à son terme. Un nouveau schéma directeur du transport aérien en Polynésie française sera proposé à l'horizon 2026.

15.4.3 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 : Optimiser l'organisation du transport aérien interinsulaire

Objectif n° 1 : Optimiser l'organisation du transport aérien interinsulaire

Il s'agt de réequilibrer et renforcer le transport aérien domestique (création de hub régionaux dans les archipels)

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision (PAP 2024)	2024 Révisé à 06/2024	2024 Réalisé	**2025 Prévision PAP 2025**	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Taux de croissance du trafic aérien interinsulaire depuis les nouveaux hubs régionaux (mouvements, PAX, coefficients moyens de remplissage)	Mix	N/A	N/A	N/A	N/A	0,3%	5%	8%

Sources des données :
Statistiques de vol (mouvements, PAX / fret, coefficients moyens de remplissage)
Prévisions de croissance de trafic à 10 ans

Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - indicateur calculé à partir de la croissance des statistiques récoltées par la DAC ou par ADT (transmises par les compagnies aériennes) au titre de la performance annuelle (mouvements en nombre, PAX en nombre, CMR en %.)

Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

La desserte des hubs régionaux n'a pas pu être spécifiquement optimisée en raison de la réflexion sur leur identification qui découlera du nouveau schéma de desserte aérienne interinsulaire. Cette situation a été aggravée par la contre-performance de la destination Tikehau, qui a enregistré un recul de plus de 5 000 passagers au cours de l'année.

En revanche, le trafic aérien global a poursuivi sa croissance, soutenu par l'adaptation des compagnies aériennes.

15.4.4 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
915/975 03 - TRANSPORTS AERIENS ET AVIATION CIVILE	**17 513 384**	**10 073 898**	**27 587 282**
Optimiser l'organisation du transport interinsulaire	17 513 384	10 073 898	27 587 282

La cible de fonctionnement a été largement dépassée, principalement en raison d'une opération comptable ayant permis de convertir la dotation de fonctionnement de l'État en financement d'investissement. Cette transformation a facilité le recours aux fonds propres dans la gestion de la réhabilitation, de la réfection et de la rénovation des infrastructures de l'aérodrome de Raiatea. Les travaux entrepris sur la piste, le parking des véhicules et les équipements opérationnels contribueront à soutenir la croissance du trafic sur notre première plateforme insulaire domestique.

15.4.5 Bilan des comptes spéciaux

1) <u>Fonds de continuité territoriale aérienne interinsulaire (FCTAI)</u>

Ce fonds a été créé par délibération n° 2020-80 APF du 15 décembre 2020 et a pour objet de pallier l'enclavement de la population de la Polynésie française en participant, de manière directe ou indirecte, aux déplacements de ses habitants.

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
915/975 03 - TRANSPORTS AERIENS ET AVIATION CIVILE	**350 000 000**	**0**	**350 000 000**
Compte d'affectation spécial FCTAI			
Délégation de service public du transport aérien interinsulaire de 32 îles et des îles Marquises	350 000 000		350 000 000 0

Les ressources du fonds sont constituées par :

- Le produit de la contribution de solidarité de la continuité territoriale du transport aérien interinsulaire (CSCTAI) et des pénalités y afférentes, permettant de participer, de manière directe ou indirecte, aux déplacements des passagers des lignes aériennes régulières interinsulaires ;
- Des versements du budget général de la Polynésie française ;
- La participation de l'Etat à solliciter pour la continuité territoriale intérieure en application du troisième alinéa de l'article L.1803-4 du code des transports.

Ce fonds (FCTAI) permet d'accompagner les attributaires de lignes aériennes sous délégation de service public (DSP) pour compenser financièrement les déficits structurels et favoriser le désenclavement de la population dans les îles éloignées conformément à la loi du pays de février 2016. Ce fonds facilite l'abaissement du coût des billets du transport aérien.

15.5 **Programme 915 04/975 04 : sécurité aéroportuaire**

15.5.1 Bilan des orientations stratégiques

La sécurité aéroportuaire en Polynésie française constitue une priorité essentielle pour garantir un service de qualité et conforme aux normes internationales. Dans ce cadre, deux orientations stratégiques principales ont été définies pour répondre aux défis actuels et futurs.

La première orientation stratégique porte sur l'amélioration de la qualité du service rendu aux usagers des infrastructures aéroportuaires. Face à une demande croissante et à la nécessité d'une gestion optimisée des aérogares, le programme vise à moderniser les infrastructures en construisant, réhabilitant ou rénovant les aérodromes. Cette démarche inclut également des projets spécifiques pour améliorer le confort des passagers, telles que la rénovation des installations sanitaires et l'installation des équipements pour enfants. L'objectif est de répondre aux attentes des usagers en offrant des prestations de haute qualité dans un environnement bien entretenu.

La seconde orientation stratégique vise à renforcer la sécurité des usagers en assurant la conformité des aérodromes aux réglementations aéronautiques en vigueur. Cela implique la mise à niveau des infrastructures, incluant la mise en conformité des dégagements, des abords de pistes, des systèmes d'alimentation électrique, et des équipements radioélectriques. Parallèlement, la réduction des non-conformités identifiées par les autorités de régulation constitue un enjeu majeur pour garantir un environnement sûr et sécurisé. Ces mesures

visent à aligner les pratiques locales avec les standards internationaux, tout en assurant une gestion efficace des risques et une réponse adéquate aux défis réglementaires.

En intégrant ces deux orientations stratégiques, ce programme sectoriel aspire à offrir des infrastructures aéroportuaires de haute qualité, sécurisées et conformes aux normes, tout en soutenant le développement économique et touristique de la Polynésie française.

15.5.2 Bilan des réformes

La réforme initiée vise à rationaliser et à optimiser les solutions permettant d'industrialiser en interne les processus de gestion des infrastructures aéroportuaires. Cette approche stratégique permettra une meilleure planification pluriannuelle, offrant ainsi une visibilité accrue sur les investissements et renforçant les relations avec les prestataires.

15.5.3 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 : Améliorer la qualité du service rendu aux usagers des infrastructures aéroportuaires

Objectif n° 1 : Améliorer la qualité du service rendu aux usagers des infrastructures aéroportuaires

Proposer aux usagers les meilleures prestations avec des aérodromes entretenus et adaptés à leurs besoins

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision (PAP 2024)	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nombre d'aérogares construites, rénovées ou refaites	Unité	N/A	N/A	N/A	1	2	5	8
Indicateur 1.2 - Nombre de projets d'améliorations ciblées sur le service aux usagers déployé (enfants (toilettes et jeux), toilettes et expérience passagers)	Unité	N/A	N/A	N/A	6	8	11	11

Sources des données :

Fichier de suivi de travaux et d'exécution budgétaire DAC-MGT
Plan de gestion des ouvrages de la DAC sous Asana
Compte-rendu mensuels des aérodromes (CRM)
eForsair (gestion dématérialisée des mains courantes)

Mode de calcul des indicateurs :

Indicateur 1.1 - indicateur calculé à partir du suivi de travaux et d'exécution budgétaire DAC-MGT et du plan de gestion des ouvrages de la DAC (Asana) en comptabilisant les opérations aboutissant à une reconstruction, une rénovation ou une réfection d'aérogare
Indicateur 1.2 - indicateur calculé à partir du suivi de travaux et d'exécution budgétaire DAC-MGT et du plan de gestion des ouvrages de la DAC (Asana) en comptabilisant les opérations aboutissant au déploiement de projets d'améliorations ciblées sur le service aux usagers : enfants (toilettes et jeux), toilettes et expérience passagers

Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

En 2024, les aérogares de Takapoto et Puka Puka ont été reconstruites. Ces réalisations ont marqué le lancement d'une programmation dédiée à la reconstruction, à la rénovation et à la réhabilitation des aérogares en Polynésie française.

En complément de cette programmation pluriannuelle, plusieurs initiatives à faible coût ont été mises en œuvre pour améliorer l'expérience des usagers : déploiement de Wi-Fi gratuit, installation de boîtes à livres, dotation en marchepieds, adaptateurs de toilettes et tables à langer pour les jeunes enfants, livraison de télévisions pour les Jeux Olympiques de Teahupo'o, mise en place de sapins de Noël, ainsi que la mise à disposition de 3 000 parapluies.

Objectif n°2 : Améliorer la sécurité des usagers en se mettant en conformité avec la réglementation aéronautique

Objectif n° 2 : Améliorer la sécurité des usagers en se mettant en conformité avec la réglementation aéronautique								
Doter les aérodromes de matérels de sécurité afin de répondre à des impératifs règlementaires								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision (PAP 2024)	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 - Nombre de véhicules SSLIA (Service de Sauvetage et de Lutte contre les Incendies d'Aéronefs) et SPRA (Service de Prévention du Risque Animalier) acquis	Unité	N/A	N/A	N/A	N/A	5	4	3
Indicateur 2.2 - Nombre d'infrastructures aéroportuaires en zone réservée (airside) construites, rénovées ou refaites (caserne et dépôt d'hydrocarbures)	Unité	N/A	N/A	N/A	N/A	0	5	3

Sources des données :
Fichier de suivi de travaux et d'exécution budgétaire DAC-MGT
Plan de gestion des ouvrages de la DAC sous Asana
METEOR
Rapports d'audits CHEA du SEAC

Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 2.1 - indicateur calculé à partir du suivi de travaux et d'exécution budgétaire DAC-MGT et du plan de gestion des ouvrages de la DAC (Asana) en comptabilisant les opérations aboutissant à une remise en conformité des dégagements des aérodromes et franchissement des obstacles, des abords de pistes, des alimentations électriques, des équipements en aides radioélectriques
Indicateur 2.2 - indicateur calculé à partir de la base METEOR partagée par le SEAC et la DAC en comptabilisant le nombre d'écarts ouverts de niveau

Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

En 2024, trois VIM64 supplémentaires ont été intégrés à la flotte des véhicules d'intervention, en complément des deux véhicules SPRA déjà en service.

Par ailleurs, une rationalisation des plans relatifs aux casernes et les dépôts d'hydrocarbures a été engagée. La mise en œuvre de la programmation est prévue pour 2025.

15.5.4 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
915/975 04 - SECURITE AEROPORTUAIRE	**465 224 246**	**245 076 354**	**710 300 600**
Améliorer la qualité du service rendu aux usagers des infrastructures aéroportuaires	154 119 976		154 119 976
Améliorer la sécurité des usagers en se mettant en conformité avec la réglementation aéronautique	311 104 270	245 076 354	556 180 624
			0

16. MISSION 916/976 : URBANISME, HABITAT ET FONCIER

11,9 Mds F CFP
Montant total mandaté au CA 2024

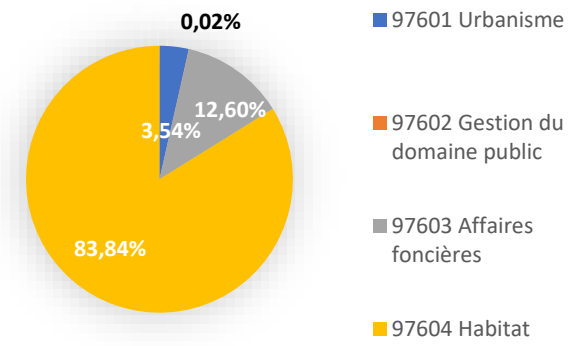
3,1 Mds F CFP
Dépenses de fonctionnement mandatées

8,8 Mds F CFP
Dépenses d'investissement mandatées

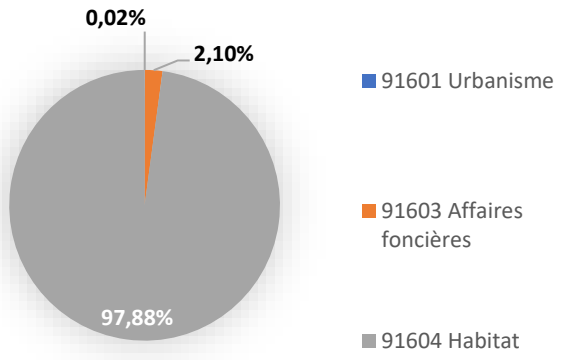
1,4 Md F CFP
Dépenses de personnel mandatées
soit 4,37 % sur la masse globale

2,2 Mds F CFP
Mandatés au titre de la subvention d'investissement à l'OPH pour l'habitat dispersé 2024

Répartition des dépenses de fonctionnement par programme



Répartition des dépenses d'investissement par programme



590 M F CFP
Mandatés au titre de l'aide familiale au logement (AFL)

1,99 M F CFP
Mandatés au titre de la subvention de fonctionnement à l'OPH

97,9 M F CFP
Mandatés au titre des aides à la sortie d'indivision foncière

16.1 **Revue de la politique générale de la mission**

16.2 **Programme 916 01/976 01 : urbanisme**

16.2.1 Bilan des orientations stratégiques

L'évolution des permis de construire et des normes de conformité dans le secteur de la construction constitue un enjeu central pour la réglementation urbaine et la planification du développement des territoires de la Polynésie française. Ces dernières années, les changements législatifs et les préoccupations environnementales ont profondément modifié le paysage des autorisations de construire, influençant à la fois les acteurs du secteur, les usagers et les politiques publiques.

Le délai de traitement des demandes de permis de construire constitue un enjeu majeur qui, ces dernières années, a fait l'objet de nombreuses critiques en raison de sa lenteur. La dématérialisation et l'optimisation des procédures représentent des axes stratégiques essentiels pour les politiques publiques, visant à améliorer la diffusion de l'information à travers des canaux de communication modernisés.

16.2.2 Bilan des réformes

L'année 2025 rénove ses indicateurs de performance en mettant en évidence les délais de traitement des permis et des conformités de construire afin de mesurer au mieux la productivité de la DCA. Cette démarche vise à accroître la visibilité sur les problématiques rencontrées, notamment dans l'environnement administratif du service public rendu. De plus, elle permettra d'identifier les différents freins juridiques à réformer pour améliorer et adapter la réglementation de constructions conformes aux spécificités de notre pays insulaire.

16.2.3 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 : Assurer la conformité réglementaire tout en maintenant une veille juridique et technique en matière de travaux immobiliers

Objectif n°1 - Assurer la conformité réglementaire tout en maintenant une veille juridique et technique en matière de travaux immobiliers								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 – Demandes d'autorisations de construire	Nb	2 916	3 300	3 000		2 783		3 000
Indicateur 1.2 – Autorisations de construire accordées	Nb	2 805	2 495	2 800		2 359		2 500
Indicateur 1.3 – Certificats de conformité accordés	Nb	881	1 171	1 200		1 044		1 200
Indicateur 1.4 - les règles du CAPF sont simplifiées (indicateur générique qui s'implémente à chaque fois qu'une modification règlementaire en ce sens est adoptée).	Nb	6		+ 3		0		2
Indicateur 1.5 – Les procédures d'instructions des autorisations de construire sont actualisées		oui mise en œuvre en phase test		procédure pour favoriser la polyvalence		Actualisation en cours		actualiser dispositif si nécessaire
Sources des données : *DCA*								

- *Commentaire et analyse des résultats*

L'indicateur 1.1 reflète le potentiel de constructibilité en Polynésie française. En comparaison des années précédentes, il ressort que la tendance est en baisse par rapport à l'année 2023 de 15 %.

L'évaluation des **indicateurs 1.2 et 1.3** permet de mesurer de manière précise la capacité d'instruction de la DCA. Il est observé que la DCA n'est pas en capacité d'instruire l'intégralité des demandes de PC qui sont déposées dans l'année (seules 85 % des demandes en cours d'instruction sont instruites par an). Par ailleurs, ces indicateurs ne prennent pas en compte les dossiers en attente des années précédentes, qui viennent s'ajouter aux nouvelles demandes et alourdir la charge d'instruction d'une année sur l'autre.

L'instruction des demandes de permis de construire, ainsi que la vérification de leur conformité, constitue une mission centrale du service. Cette mission bénéficie d'une allocation budgétaire importante en fonctionnement, soulignant l'importance stratégique accordée à son efficacité. L'affectation de ressources financières dans ce domaine témoigne de l'engagement de la DCA à assurer une prise en charge optimale des demandes de permis de construire, dans le respect des normes et délais.

Pour l'année 2024, le recensement budgétaire des dépenses de fonctionnement relatives à cette mission est estimé à 48 millions F CFP, représentant ainsi 95 % du budget global alloué. Cette allocation substantielle traduit la volonté de la DCA de maintenir une réponse de qualité et de garantir une gestion conforme aux attentes croissantes dans le secteur de la construction.

Les **indicateurs 1.4 et 1.5** sont jugés compatibles et prévoient la mise en œuvre de sanctions administratives, sous forme d'amendes dissuasives, accompagnées d'une assistance à maîtrise d'ouvrage. Ces mesures visent à renforcer la conformité des projets et à améliorer la gestion de la réglementation en matière de construction.

L'année 2024 marquera le lancement des travaux préparatoires pour le marché d'externalisation de la commande de réforme de réglementation. Cette phase permettra de poser les bases nécessaires à la mise en œuvre du projet, notamment en clarifiant les formalités administratives requises pour l'engagement de la commande au sein de la DCA. Ces formalités seront précisées par le bureau des affaires juridiques, interne au service.

À ce jour, aucun financement n'a encore été attribué à ce projet dans le budget de fonctionnement 2024. Toutefois, la répartition des coûts relatifs à cette initiative est envisagée pour l'année 2025. Cette année-là, une collaboration étroite avec le maître d'œuvre permettra de réaliser une partie des objectifs fixés, en particulier ceux en lien avec les réglementations relatives à la construction de lotissements.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Dans le cadre de l'année 2025, une actualisation des indicateurs de performance du programme de l'urbanisme sera effectuée afin de fournir une représentation plus pertinente et réaliste de la performance des missions associées à ce domaine. Cette révision mettra particulièrement l'accent sur deux éléments clés :

- Les délais d'instruction des permis de construire ;
- Les délais de conformité des permis délivrés.

L'objectif de cette évaluation est de réorganiser la procédure d'instruction des demandes, permettant ainsi de mieux identifier les obstacles et freins potentiels rencontrés tout au long du processus. Cette démarche permettra de mettre en place les réformes nécessaires pour améliorer la procédure, dans le respect des normes et en vue d'une efficacité accrue tant pour les usagers que pour le service public.

Les résultats de cette évaluation serviront de base pour une révision continue et une optimisation du processus, garantissant ainsi une gestion améliorée des missions du programme de l'urbanisme, notamment sur l'aspect réglementaire en cohérence avec la réforme juridique des constructions.

Objectif n°2 : Simplifier les démarches administratives pour les usagers

Objectif n° 2 - Simplifier les démarches administratives pour les usagers

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 - Le logiciel 2.0 de suivi de l'instruction des autorisations de construire est opérationnel				refonte du site internet + demande de NRA dématérialisée		Mise en application de la version BETA des demandes de NRA dématérialisée		
Indicateur 2.2 - Guides pratiques d'accompagnement à l'acte de construire	Nbre	-	-	3		0		
Indicateur 2.3 - Participation aux évenements majeurs (salon de l'habitat, et autres...)	Nbre	-	-	2		1		

Sources des données :
DCA

- *Commentaire et analyse des résultats*

L'indicateur 2.1 a été mis en place dans le cadre de la dématérialisation des demandes de permis de construire, accompagnée d'une démarche d'uniformisation et de simplification des procédures d'instruction. Cette initiative s'est poursuivie en 2024, avec des efforts constants pour améliorer l'efficacité des processus. L'impact financier de ce projet, dans le cadre de la mission 901 (moyens internes) en investissement, est estimé à 100 000 F CFP. Cette somme a été allouée pour financer une formation en distanciel, afin de finaliser une partie du projet, en particulier celle portant sur les notes de renseignement d'aménagement, avec un démarrage prévu spécifiquement sur Moorea.

Les **indicateurs 2.2 et 2.3** sont compatibles et permettent de suivre l'évolution des missions de communication. En 2024, les frais engagés pour l'exécution de ces missions sont estimés à 1 million F CFP.

Cette somme a été consacrée à l'accompagnement d'un maître d'œuvre chargé de la création de l'identité visuelle, de la charte graphique et du logo de la DCA, renforçant ainsi la visibilité et l'image de la DCA auprès des usagers et des partenaires.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

L'accompagnement du maître d'œuvre pour le projet de dématérialisation, conformément à l'indicateur 2.1, est actuellement en phase de finalisation. Bien que la commande ait été passée par la métropole en raison d'un manque de compétences locales, des difficultés spécifiques liées à nos particularités insulaires ont émergé, impactant le bon déroulement du projet.

Afin d'optimiser cette commande, l'année 2025 mettra l'accent sur la dématérialisation du projet FAATUPU, avec un renforcement de l'accompagnement local. Cette approche vise à mieux répondre aux besoins spécifiques de la Polynésie française et à surmonter les obstacles liés aux contraintes géographiques et techniques.

Par ailleurs, notre chef de projet évalue actuellement les solutions possibles pour résoudre les problèmes de communication identifiés, dans le but d'assurer une meilleure coordination et un suivi plus efficace du projet.

16.2.4 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
916/976 01 - URBANISME	**52 305 452**	**0**	**52 305 452**
Assurer la conformité réglementaire tout en maintenant une veille juridique et technique en matière de travaux immobiliers	52 305 452		52 305 452
Simplifier les démarches administratives pour les usagers	0		0

16.3 Programme 916 02/976 02 : gestion du domaine public

16.4 Programme 916 03/976 03 : affaires foncières

16.4.1 Bilan des orientations stratégiques

Les orientations définies dans le plan annuel de performance 2024 ont été déclinées en trois axes principaux.

Le premier visait à *réconcilier le peuple Mā'ohi avec son histoire foncière*. Au-delà de l'apaisement recherché, l'objectif était de faciliter l'accès aux documents et aux archives foncières, ainsi que d'informer le public grâce à des réunions d'information organisées dans les communes de Polynésie française.

Dans ce cadre, le programme informatique du foncier permet de simplifier la délivrance des documents fonciers, grâce à un traitement automatisé et le renouvellement des applications informatiques. Enfin, les réunions d'information tenues en 2024 continuent de cibler un public intéressé par leurs affaires de terres, et permet de rapprocher l'administration d'un public souvent éloigné des sources d'information.

Le deuxième axe avait pour objectif d'*assurer la protection des terres Mā'ohi par un contrôle efficace des prix.*

Il s'agissait, pour la puissance publique, d'intervenir sur le marché de l'immobilier. Ainsi, à l'initiative du Ministère de l'économie et des finances (MEF), la Recette-conservation des hypothèques de la Direction des affaires foncières (RCH – DAF) a été amenée à modifier les droits d'enregistrement et de publicité foncière. De plus, un observatoire des prix de l'immobilier est en cours de mise en place, afin de permettre aux Polynésiens d'accéder à cette information, qui était jusque-là difficilement accessible.

Le troisième et dernier axe prévoit de *faciliter l'accès au foncier*, que celui-ci appartienne à la population ou à la collectivité.

Cet axe vise la sécurisation des titres de propriété. En effet, les décisions de justice en matière de partage successoral ne sont pas systématiquement transcrites à la Recette-conservation des hypothèques. Cela entraîne une insécurité juridique car la décision de justice n'est pas opposable aux tiers et peut être remise en question par un membre de la famille. La modification de la délibération 2016-05 relative à l'aide individuelle à la sortie de l'indivision est en cours : l'objectif est d'intégrer une aide financière pour toutes les décisions de justice des partages successoraux.

Concernant le domaine du Pays, l'identification et le recensement des terres domaniales pour les projets économiques et de logements sociaux privés se poursuivent.

16.4.2 Bilan des réformes

Les réformes réglementaires du Gouvernement en matière foncière s'articulent principalement autour de la sécurisation des titres et de l'accès aux terres.

Un projet de texte a été amorcé au sein de la DAF pour la situation particulière de Mangareva. Il s'agissait, à partir des déclarations de propriété ou des procès-verbaux de bornage, d'octroyer une aide financière permettant aux habitants de Mangareva d'établir leurs droits de propriété sur leur île. Aujourd'hui, ce projet de réforme réglementaire doit être entièrement repensé au regard d'éléments nouveaux (Cf. Objectif n° 8).

Concernant les documents cadastraux délivrés par les communes, une modification de la loi n° 2018-35 du 9 novembre 2018 était prévue, afin que les communes, en plus des extraits de plans cadastraux (EPC), puissent aussi délivrer aux usagers les procès-verbaux de bornage (PVB). Cependant, il s'est avéré que l'encaissement par les communes des revenus issus des documents délivrés ne correspondait pas aux statuts de la Polynésie française. Une réflexion est en cours pour ajuster la pratique actuelle à la réglementation.

16.4.3 Bilan des objectifs de performance

Axe n°1 : Réconcilier le peuple Mā'ohi avec son histoire foncière

Objectif n°1 : Mettre à disposition l'intégralité des archives foncières

Objectif n°1 - Mettre à disposition l'intégralité des archives foncières								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Lancement de l'étude juridique pour mettre à disposition l'ensemble des données foncières détenues par la DAF	Nb	-	-	1	1	1	-	-
Indicateur 1.2 - Lancement de l'étude technique et opérationnelle des outils informatiques	Nb	-	-	1	1	0	1	-
Indicateur 1.5 - Réduction des délais des commandes des particuliers	Nb	35 jours	25 jours	20 jours	7 jours	7 jours	-	-
Indicateur 1.6 - Nombre de communes ayant adhéré dispositif de PVB en ligne	Nb	-	-	8	-	-	-	20
Indicateur 1.7 - Nombre de PVB délivré par les communes	Nb	-	-	200	-	-	-	400
Indicateur 1.8 - Remise en place du protocole DAF/TPI de mise à dispostion des actes d'états civils pour mettre à jour l'application	Nb	-	-	1	0	0	1	-
Source de données : *Direction des affaires foncières*								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Cet objectif vise à faciliter la délivrance des documents fonciers aux usagers dans le cadre des affaires de terres. Il s'agit des titres de propriété, des comptes hypothécaires, des procès-verbaux de bornage, et de documents généalogiques.

Initialement, la délivrance des états hypothécaires nécessitait un délai minimum de cinq semaines. En effet, les états hypothécaires étaient certifiés à la date de la demande. Cela impliquait de finaliser l'ensemble du processus de traitement de la transcription.

A présent, et en concertation avec les professionnels destinataires de ces états (notaires, banques, avocats, etc.), il a été décidé de délivrer les états hypothécaires sous un délai d'une semaine avec une date de certification antérieure.

Pour résumer, il fallait attendre 5 semaines par le passé pour obtenir un état hypothécaire, contre une semaine aujourd'hui, et ce de manière concertée par l'ensemble des acteurs concernés.

Une autre action incluse dans cet objectif était d'étendre aux communes la délivrance des procès-verbaux de bornage (PVB) cadastraux. Pour rappel un PVB est un document technique d'un chantier d'élaboration cadastrale de l'ancien cadastre. Il est normalement couplé d'un plan parcellaire possédant la même référence.

Ce document correspond aux informations sur une terre, regroupées au moment du chantier, parfois exigé dans les dossiers pour le tribunal. Il mentionne notamment le propriétaire apparent au moment du chantier, la superficie cadastrale de la terre, son nom, ses abornements et ses côtes périphériques. Il ne vaut pas titre de propriété. Mais il permet de trouver des éléments historiques sur les origines de propriété des terres.

Un projet de modification de la loi n°2018-35 du 9 novembre 2018 relative à la délivrance de documents cadastraux par les communes a été soumis au Secrétariat général du Gouvernement au cours du 2ème trimestre 2024.

Il s'avère que les communes encaissent actuellement l'ensemble des recettes concernant la délivrance des documents cadastraux tel que prévu par les conventions actuelles, alors que les statuts de la Polynésie française prévoient qu'une délégation de service doit se faire contre rémunération mais ne prévoit pas une conservation de la recette chez le délégataire (communes). De ce fait, une réflexion est en cours afin de modifier la réglementation.

Enfin, le projet de mise à jour des informations généalogiques à partir des registres d'état civil a été réenvisager. Initialement, il s'agissait de relancer le protocole d'accord entre la DAF et le Tribunal de première instance afin que les registres d'état civil puissent alimenter la base de l'application informatique de généalogie TUPUNA. Cette application permet de faciliter la reconstitution des généalogies grâce à la recherche d'individus, des filiations pour contribuer au règlement des litiges fonciers.

Aujourd'hui, il s'agit de rédiger un projet de loi du pays pour encadrer la transmission des registres d'état civil entre les communes et le Pays. Cette loi devra obtenir l'avis du Procureur de la République, responsable en matière d'état civil sur le territoire.

Objectif n°2 : Formation et communication sur la matière foncière (cadastre, généalogies, juridictions, aides, professionnels, etc.)

Objectif n°2 - Formation et communication sur la matière foncière (cadastre, généalogies, juridictions, aides, professionnels, etc.)								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 - Nombre de réunion réalisées au cours de l'exercice	Nb	1	3	3	4	4	4	3
Indicateur 2.2 - Nombre de participants des réunions	Nb	150	550	400	300	287	250	750
Indicateur 2.3 - Attribution du marché pour la réalisation de la vidéo	Nb	-	-	1	0	0	1	-
Indicateur 2.4 - Nombre de communes ayant accueilli l'exposition	Nb	-	-	3	0	0	2	9
Indicateur 2.5 - Nombre de documents (Roucaute et Archipol n°2) délivrés aux usagers	Nb	-	-	50	-	-	-	75
Indicateur 2.6 - Nombre d'agents recrutés et formés pour la brigade mobile foncière	Nb	-	-	3	1	1	0	-
Source de données : *Bureau de la communication*								

- *Commentaire et analyse des résultats*

L'administration, dans sa mission de se rapprocher des usagers, met en œuvre depuis trois ans des réunions d'information présentant quatre thématiques différentes : l'aide juridictionnelle, le cadastre, l'histoire du foncier, et les différents outils d'assistance aux particuliers.

En 2024, 4 réunions d'information auprès des usagers ont été tenues dans 4 communes différentes :

- Puohine (Raiatea) ;
- Punaauia (Tahiti) ;
- Rangiroa ;
- Rikitea (Gambier).

A Rikitea, la réunion a été organisée dans le cadre de la tournée administrative n°11, mise en œuvre par la Circonscription des Tuamotu-Gambier (CTG).

Ces réunions continuent de remporter un franc succès auprès des habitants des îles éloignées, qui n'ont pas le privilège de rencontrer l'administration et d'avoir accès aux informations foncières. Ce dispositif est maintenu en 2025. Aussi, pour renforcer l'équipe en place et commencer à créer une brigade mobile foncière, un agent de catégorie C a été recruté en renfort de l'équipe en charge des réunions d'information.

Aussi, afin d'enrichir ces réunions, il est prévu la réalisation d'une vidéo sur les métiers et les outils du foncier. Les documents de consultation pour le marché relatif à la réalisation de cette vidéo pour les îles éloignées ont été entièrement rédigés au cours de l'exercice. Le lancement du marché est prévu pour 2025.

En parallèle des réunions d'information, il a été décidé par l'autorité compétente la mise en place d'une exposition itinérante, pour traiter des sujets suivants : le *tōmite Fenua*, les arrêts de la Haute cour tahitienne, les certificats de propriété, les fiches généalogiques, les comptes hypothécaires et les documents cadastraux.

L'ensemble sera accompagné de scripts expliquant chaque document, sa valeur ainsi que sa définition. Cette action fait partie d'un accord-cadre dont la consultation est prévue au cours de l'exercice 2025.

Enfin, il était envisagé la traduction en langue tahitienne du rapport de M. ROUCAUTE et la revue Archipol n°2. Cette opération n'a pu être menée en raison des coûts supportés par l'administration. En effet, le rapport coût/bénéfice a montré qu'il était préférable d'écarter cette action.

Objectif n°3 : Organiser un colloque international sur les règlements des spoliations et litiges fonciers issus de la colonisation (Nouvelle Zélande, Hawai'i)

Objectif n° 3 - Organiser un colloque international sur les règlements des spoliations et litiges fonciers issus de la colonisation (Nouvelle Zélande, Hawai'i)								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 3.1 - La tenue du colloque	Nb	-	-	-	1	0%	0	0
Indicateur 3.2 - Nombre de participants ayant participé au colloque	Nb	-	-	-	0	0%	0	0
Indicateur 3.3 - Mise à disposition des actes	O/N	-	-	-	N	N	N	O
Source de données : *Bureau de la communication*								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Objectif modifié.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Suite au changement de Ministre en charge du foncier en 2024, l'objectif de tenir un colloque international sur les règlements des spoliations et litiges fonciers issus de la colonisation a été transformé. En effet, il a été décidé de concentrer les moyens de l'administration sur les problématiques du foncier et de l'habitat, sujet de préoccupation majeur des Polynésiens. En ce sens, il est prévu d'organiser un évènement professionnel sur la dissociation du foncier et du bâti dans le cadre de contrat de location de longue durée (18 à 99 ans), afin de doter la Polynésie française d'outils de construction de logement qui ne soient pas grevés par le coût du foncier.

Axe n°2 : Assurer la protection des terres Mā'ohi par un contrôle efficace des prix

Objectif n°4 : Réviser les tarifs des professionnels du marché de l'immobilier et la fiscalité attachée aux mutations

Objectif n° 4 - Réviser les tarifs des professionnels du marché de l'immobilier et la fiscalité attachée aux mutations								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 4.1 - Nombre de réunions tenues entre entités administratives	Nb	-	-	6	-	-	-	-
Indicateur 4.2 - Nombre de réunions tenues avec les professionnels de l'immobilier	Nb	-	-	12				-
Indicateur 4.3 - Adoption des modification des textes (délibération (notaires) et arrêté (agences immobilières), LP sur les droits d'enregistrements)	O/N	-	-	-	O	O	-	-
Source de données : *Sources : RCH*								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Cet objectif a été porté par le Ministère de l'économie et des finances (MEF), et au sein de la Direction des affaires foncières par la Recette-conservation des hypothèques. Les réunions avec les professionnels de l'immobilier et les entités administratives ont été tenues uniquement par le MEF (indicateur 4.2), la DAF-RCH ayant procédé aux instructions du MEF.

Dans le cadre de la lutte contre la vie chère, le MEF a ainsi décidé d'abaisser les taux des droits d'enregistrement et de supprimer les droits de publicité foncière. Ces mesures impactent l'ensemble des mutations immobilières et ont été traduites par la modification de la loi du pays n°2018-25 du 25 juillet 2018 portant réglementation générale des droits d'enregistrement et de publicité foncière.

Objectif n°5 : Mise en place d'un droit de priorité sur des zones identifiées au profit de personnes justifiant une durée de résidence suffisante

Objectif n° 5 - Mise en place d'un droit de priorité sur des zones identifiées au profit de personnes justifiant une durée de résidence suffisante								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 5.1 - Lancement de l'étude économique, foncière et juridique	Nb	-	-	1	0	0	1	-
Indicateur 5.2 - Nombre de réunions tenues avec les professionnels de l'immobilier	Nb	-	-	6	0	0	-	-
Indicateur 5.3 - Soumission des textes aux examens du CM, du CESEC et de l'APF	Nb	-	-	-	-	-	-	1
Source de données : *Sources : Bureau des affaires juridiques*								

- *Commentaire et analyse des résultats*

L'occupation du domaine privé de la Polynésie française connaît depuis quelques années une répartition des locations en fonction du projet envisagé. Ainsi, chaque demande pour les activités agricoles est gérée par la Direction de l'agriculture, alors que les demandes d'habitation sont traitées par l'Office polynésien de l'habitation (OPH). La DAF concentre les demandes en matière de développement économique. En ce sens, les missions de l'administration en charge du foncier ont évolué vers la prospection foncière en faveur du logement social.

Il s'agit de rechercher des terres pour les organismes de logements sociaux privés (OLSP) ainsi que pour l'OPH.

Une étude est en cours afin de déterminer les cadres juridiques pour que les OLSP puissent disposer du foncier du Pays et construire des logements pour les ménages dont les revenus sont compris entre deux et quatre SMIG.

Objectif n°6 : Mise en place d'un observatoire de l'immobilier

Objectif n° 6 - Mise en place d'un observatoire de l'immobilier								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 6.1 - Réception de la plateforme de la RCH	Nb	-	-	1	0	0	0,5	1
Indicateur 6.2 - Mise en ligne de l'observatoire	Nb	-	-	-	0	0	1	-
Source de données : *Sources : Direction des affaires foncières*								

- *Commentaire et analyse des résultats*

La DAF a lancé le développement d'un observatoire de l'immobilier dénommé ARA FENUA sous le logiciel ArcGIS Online. L'objectif de cette application est de mettre à disposition du public et des professionnels les prix des transactions immobilières réalisées au cours des cinq dernières années.

A date, seules les valeurs des terrains nus ont pu être intégrées. Il s'agit de poursuivre ce projet avec l'élaboration du cadre réglementaire relative à la gestion des données personnelles (RGPD).

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

La consolidation des données sera effective avec la mise en service de l'application ANAHEI, prévue pour le premier trimestre 2026.

Axe n°3 : Faciliter l'accès au foncier

Objectif n°7 : Sécuriser les titres de propriété

Objectif n° 7 - Sécuriser les titres de propriété								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 7.1 - Modification de la LP 2016-05 2016 AISI adoptée	Nb	-	-	1	1	0	1	-
Indicateur 7.2 - Nombre de campagne diffusée dans les médias	Nb	-	-	1	0	0	2	1
Source de données : *Sources : Section d'information et d'accès aux documents fonciers et généalogiques*								

- *Commentaire et analyse des résultats*

L'objectif est d'intégrer dans la délibération n° 2016-05 la prise en charge des frais liés à un partage successoral, dont la transcription des décisions de justice. La rédaction de la modification de ce texte est prête et devrait être présentée à l'Assemblée de Polynésie française au cours de l'exercice 2025. Cette modification permettra de sécuriser l'ensemble des décisions de justice rendues dans le cadre d'un partage successoral.

Une fois la modification votée par les élus, une campagne de promotion et de communication sera lancée afin de faire connaître aux usagers les bénéfices apportés.

Objectif n°8 : Permettre l'obtention d'un titre de propriété aux habitants de Mangareva

Objectif n° 8 - Permettre l'obtention d'un titre de propriété aux habitants de Mangareva et Tatakoto								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 8.1 - Rédaction du projet de texte	Nb	-	-	-	0	0	0	-
Indicateur 8.2 - Consultations publiques (commune, associations, magistrats, avocats)	Nb	-	-	6	1	1	-	-
Indicateur 8.3 - Soumission aux examens du CM, du CESEC et de l'APF	Nb	-	-	3	0	0	0	-
Indicateur 8.4 - Nombre de campagne diffusée dans les médias	Nb	-	-	1	0	0	0	0
Source de données : *Sources : Bureau des affaires juridiques*								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Suite à la procédure de titrement établie pour les îles de Rurutu et Rimatara, il a été envisagé la rédaction d'une réforme réglementaire pour les habitants de Mangareva et Tatakoto. A titre d'exemple, 61 % de la surface de Mangareva est cadastrée « Polynésie française par défaut », alors que nombre de familles sont installées depuis des décennies dessus. Cette insécurité juridique ne leur permet pas de jouir pleinement du droit de propriété.

Afin de pallier cette situation, il a été envisagé que le gouvernement apporte une aide financière prenant en charge les frais liés aux procédures judiciaires. En effet, l'île de Mangareva compte 387 parcelles « Polynésie française par défaut » sur un total de 1069 parcelles cadastrées. En superficie, les parcelles domaniales couvrent 8 308 359 m² pour une superficie totale cadastrée de 13 591 760 m², soit presque les 2/3 en surface.

Sur ces 387 parcelles domaniales :

- 17 sont affectées au profit d'entités publiques et accueillent des ouvrages publics (pour une superficie totale de 443 660 m²) ;
- 15 sont en indivision avec des personnes privées, celles-ci disposant bien d'un titre mais que pour partie (pour une superficie 123 904 m²)
- 87 sont l'objet de testaments transcrits, ceux-ci n'étant bien évidemment pas des titres ;
- 185 mentionnent l'existence de mentions au « Registre du district ».

Si ces informations sont de nature à inciter à l'adoption d'une réglementation spécifique afin qu'une nouvelle répartition foncière puisse être possible, il est important d'anticiper les écueils d'ordre juridique, financier et social.

Initialement, il était proposé une aide financière afin d'assurer la prise en charge des frais liés à la procédure judiciaire initiée devant les tribunaux. Cependant, du fait de l'incertitude des délais judiciaires dans le traitement de ces contentieux particuliers, il est préférable d'orienter la proposition de départ sur la création d'une structure dédiée à la constitution de la fiche foncière pour chacune des 387 parcelles concernées. Cette première étape permettra de distinguer les situations d'occupation des terres, de constituer des dossiers fonciers complets et d'accompagner efficacement les familles dans leurs démarches de reconnaissance de propriété.

Objectif n°9 : Favoriser la jouissance des terres domaniales en excluant toute forme d'appropriation privée

Objectif n° 9 - Favoriser la jouissance des terres domaniales en excluant toute forme d'appropriation privée								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 9.1 - Nombre de parcelles identifiées pour les projets économiques		-	-	10	-	8	-	15
Indicateur 9.2 - Nombre de parcelles identifiées pour l'autonomie alimentaire		-	-	10	-	-	-	10
Indicateur 9.3 - Nombre de parcelles identifiées pour le logement		-	-	8	-	3	6	8
Indicateur 9.4 - Nombre de projets reçus à la suite de l'AMI		-	-	45	-	-	-	-
Source de données : *Sources : Section du domaine*								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Cet objectif visait initialement à renverser la pratique administrative qui tend à répondre aux demandes des usagers quant à l'occupation domaniale. Il s'agissait d'identifier des terres, de leur attribuer une destination afin de lancer un appel à manifestation d'intérêt pour réaliser le type d'occupation souhaitée par le Gouvernement.

Le travail d'identification des terres est aujourd'hui axé sur deux natures d'occupation : le logement et les activités économiques. Aussi, l'outil informatique de gestion domaniale Natira'a Fenua, en service depuis deux ans, a vocation à terme à intégrer les parcelles identifiées pour le logement, les activités économiques et l'autonomie alimentaire. En ce sens, un travail de recensement de ces types de parcelles est en cours afin de les intégrer dans l'outil. A terme, il sera possible pour l'usager, à partir d'un besoin identifié (commune, activité), de faire une demande d'occupation du domaine du Pays.

16.4.4 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
916/976 03 - AFFAIRES FONCIERES	**84 004 227**	**175 084 393**	**259 088 620**
Gestion des parcelles domaniales non affectées y compris diverses opérations de déconstruction à mener en 2023	84 004 227		84 004 227
Acquisitions immobilières d'opportunité		116 341 628	116 341 628
Sécurisations de talus		40 275 991	40 275 991
Aménagements divers du domaine privé du Pays		13 950 850	13 950 850
Opérations relatives à la mise à jour cadastrale		4 515 924	4 515 924

Concernant les données relatives aux acquisitions, aménagements et mises à jour cadastrales, les montants de liquidation sont plus importants mais ont été réalisés à la mission 903 (partenariats avec les collectivités) comme explicité ci-dessous :

Investissement	Missions	
	916	903
Liquidations relatives aux acquisitions	116 341 628	1 477 045
Liquidations relatives aux aménagements	13 950 850	207 387 759
Liquidations relatives aux mises à jour cadastrales	4 515 924	17 83 758

16.5 **Programme 916 04/976 04 : habitat**

16.5.1 Bilan des orientations stratégiques

Les activités de la délégation à l'habitat et à la ville s'inscrivent dans le cadre du programme d'actions de la politique publique de l'habitat 2021-2030. De manière générale, les objectifs visés pour 2024 ont été atteints.

- Bilan des affaires économiques (DGAE)

Après une année 2021 durant laquelle le dispositif a été ouvert aux demandeurs sans condition de revenus, ni obligation de faire un emprunt (l'AIM exceptionnelle), le dispositif AIM – Aide à l'investissement des ménages est revenu, depuis janvier 2022, dans une mouture contenant des critères plus stricts.

En 2024, l'AIM a été instruite essentiellement par les banques (avec contrôle de la DGAE). Cela a permis d'accompagner les ménages les plus modestes dans l'acquisition, la construction ou la rénovation de leur habitation principale.

16.5.2 Bilan des réformes

En 2024, la réglementation a été complétée afin de rendre éligibles l'achat et l'installation d'équipements de production photovoltaïques dès lors que l'aide est sollicitée pour une habitation non raccordée au réseau électrique.

Une seule demande a été effectuée dans ce sens depuis la modification de la réglementation et a été refusée car l'habitation se trouvait dans une zone raccordée au réseau électrique.

Comme l'année précédente, l'instruction des dossiers par les banques soulève plusieurs difficultés :

- Une méconnaissance du dispositif par de nombreux agents de banque (renvoi des usagers vers la DGAE, mauvaises informations sur le dispositif…) ;
- Un nombre important de dossiers (33%) qui sont retournés aux banques pour des erreurs d'analyse qui influent sur le montant de l'aide et parfois sur le montant de l'emprunt qu'il faut revoir ;
- Un contrôle des critères d'éligibilité par la DGAE basé uniquement sur les déclarations de la banque (peu confortable). Il arrive de plus en plus fréquemment que la DGAE demande des compléments d'informations/documents directement aux usagers en cas de doute sur un critère d'éligibilité.

16.5.3 Bilan des objectifs de performance

- Bilan de la délégation à l'habitat et à la ville (DHV)

Objectif n°1 : Diversifier l'offre de logements afin de répondre aux besoins et aspirations des polynésiens

Objectif n°1 - Diversifier l'offre de logements afin de répondre aux besoins et aspirations des polynésiens								
Soutenir la production de logements sociaux et intermédiaires								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nombre de logements agréés OLSP	Nb	105	0	200	208	208	200	300
Indicateur 1.2 - Nombre de logements livrés OLSP (certificat de conformité)	Nb	56	67	32	58	3	48	300
Indicateur 1.3 - Colloque sur les mécanismes de démembrement de propriété et dissociation foncier-bâti	Oui - Non			Oui		Non		

Sources des données :
Arrêtés CM publiés au JOPF
Rapports d'activité de la DHV
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - indicateur calculé à partir du nombre d'opérations agréées par décision du CM
Indicateur 1.2 - indicateur calculé à partir du nombre de logements faisant l'objet d'un certificat de conformité
Indicateur 1.3 - indicateur calculé à partir de la tenue ou non du colloque
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

En 2024, trois programmes devaient être livrés :

- Heiata, porté par l'OLSP Tahiti Nui Habitat pour 32 logements ;
- Hianau, porté par l'OLSP Hianau pour 3 logements ;
- Mahana Roa, porté par l'OLSP Arana pour 23 logements.

Seuls les logements de Hianau ont reçu le certificat de conformité. Les 55 autres logements sont en attente du certificat de conformité qui devrait intervenir dans le 1er trimestre 2025. L'objectif de 58 nouveaux logements livrés sera atteint.

En 2024, trois programmes de logement ont été agréés :

- Te Aho Rua, porté par Tahiti Nui Habitat pour 60 logements (livraison prévue 2027) ;
- John et Ida Teariki, porté par Niuhiti Nui pour 125 logements (livraison 2026) ;
- Mahana Roa, porté par Arana pour 23 logements (fin du chantier – en attente du certificat de conformité).

Concernant le colloque sur les mécanismes de démembrement de propriété et dissociation foncier-bâti, celui-ci a été mis en suspens en 2024. Néanmoins, un travail interne sur la question a été réalisé en 2024 pour alimenter le colloque prévu en 2025.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Une réforme du dispositif OLSP sera menée en 2025 en coopération avec l'ensemble des acteurs.

Objectif n°2 : Soutenir les polynésiens dans l'accès à un logement et le maintien dans celui-ci

Objectif n°2 - Soutenir les polynésiens dans l'accès à un logement et le maintien dans celui-ci

Développer l'intermédiation locative à destination des ménages les plus modestes
Réduire le taux d'effort des ménages en matière de logement

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 - Nombre de logements gérés par l'association AVEIA ORA - AITSPF	Nb	0	0	30	30	30	30	30
Indicateur 2.2 - Montant de la subvention de l'association AVEIA ORA - AITSPF	MF	0	0	69	69	69	69	69
Indicateur 2.3 - Nombre de logements gérés par l'association RAHU ORA - AISPF	Nb	307	350	300	300	300	350	300
Indicateur 2.4 - Montant de la subvention de l'association RAHU ORA - AISPF	MF	312	335	300	300	300	335	300
Indicateur 2.5 - Montant de l'aide familiale au logement	MF	525	528	590	520	520	590	590

Sources des données :
Arrêtés CM publiés au JOPF
Conventions signées avec l'OPH et l'AISPF
Rapport d'activité de l'AISPF
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 2.1 - indicateur calculé à partir du nombre de logements gérés par l'association
Indicateur 2.2 - indicateur calculé à partir du montant de la subvention versée
Indicateur 2.3 - indicateur calculé à partir du nombre de logements gérés par l'association
Indicateur 2.4 - indicateur calculé à partir du du montant de la subvention versée
Indicateur 2.5 - indicateur calculé à partir du montant versé à l'OPH
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

Le développement de l'intermédiation locative se manifeste par le soutien financier de la Polynésie française à l'activité générale de l'association Rahu Ora – Agence immobilière sociale de Polynésie française (AISPF) et de l'association Aveia Ora – Agence immobilière très sociale de Polynésie française (AITSPF) créée en 2024.

Les deux agences immobilières sociales et très sociales de Polynésie française ont atteint les objectifs fixés par les conventions d'objectifs qui les lient au Pays avec 300 logements gérés pour Rahu Ora et 30 logements gérés par Aveia Ora.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Une amélioration du suivi des deux agences, par l'harmonisation de la collecte des données relatives aux biens mobilisés (typologie, commune, état,…), aux profils des propriétaires et des locataires, aux durées d'occupation des logements, aux devenirs des familles après leur passage dans les logements gérés par les deux agences, permettra d'une part de mieux accompagner les agences dans leur mission d'intérêt général et d'autre part d'avoir une vision plus exhaustive de ce dispositif de logement transitoire aidé.

Objectif n°3 : Améliorer les conditions et le cadre de vie des polynésiens afin qu'ils puissent s'épanouir personnellement et collectivement

Objectif n°3 - Améliorer les conditions et le cadre de vie des polynésiens afin qu'ils puissent s'épanouir personnellement et collectivement

Améliorer la qualité de conception des opérations immobilières en tenant compte des besoins réels et des modes de vie des polynésiens
Faciliter l'intervention publique partenariale dans les quartiers pour améliorer le cadre et les conditions de vie des polynésiens
Développer les moyens juridiques et opérationnels de traitement de l'habitat

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 3.1- Etat d'avancement de la Charte Qualité de l'Habitat Polynésien	%	_		100	50	50	100	100
Indicateur 3.2- Nombre de périmètres rénovation urbaine actifs	Nb	3		4		4		5
Indicateur 3.3 - Nombre d'outils opérationnels de traitement de l'habitat	Nb	-		100%	1	1	1	7

Sources des données :
Calendrier de suivi du projet d'élaboration de la charte qualité de l'habitat polynésien tenu par la DHV
Les bilans annuels d'avancement des Projets de rénovation urbaine réalisés par la DHV
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 3.1 - Indicateur calculé à partir du nombre d'étapes du projet réalisées relativement au nombre total d'étapes
Indicateur 3.2 - Sont considérées comme actifs les périmètres sur lesquels la Polynésie française et/ou la commune poursuit des opérations d'études ou de travaux
Indicateur 3.43- 7 outils sont nécessaires : opérateur aménageur, opérateur foncier, opérateur accompagnant, opérateur traitement de l'habitat privé, OPAH, normes d'habitabilité, modes d'habiter)
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

La phase 1 du guide qualité de l'habitat est terminée. Elle consistait, suite à un questionnaire ouvert au public, à identifier les visions, les besoins et les attentes en matière d'habitat des polynésiens. Les résultats et l'analyse de cette enquête alimenteront la phase 2.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Celle-ci prévoit des séminaires de travail avec les acteurs du secteur de l'habitat pour coconstruire le guide qualité de l'habitat polynésien. Le séminaire est prévu au second semestre 2025. Une finalisation du guide est estimée pour le début d'année 2026.

Bilan de l'Office polynésien de l'habitat (OPH)

Objectif n°1 : Répondre durablement à la demande de logements dans le respect de l'environnement

Objectif n°1 - Répondre à la demande de logements

Inscrire les actions de livraison de logements dans le cadre de la Politique Publique de l'Habitation

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 2.1 – Nombre de logements livrés par l'OPH en habitat dispersé	Nb	439	438	500	108	227	500	500
Indicateur 2.2 - Nombre de logements livrés par l'OPH en habitat groupé (certificat de conformité)	Nb	76	24	160	136	82	158	304
Indicateur 2.3 – Nombre de logements acquis par l'OPH en VEFA	Nb	0	0	0	0	0	0	0
Indicateur 2.4 – Nombre de parcelles viabilisées réalisées	Nb	110	0	28	11	17	47	50
Indicateur 2.5 – Délai moyen d'attente d'un fare OPH	mois	43	43	28	28	44	28	28

Sources des données :
Données statistiques de l'OPH
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - Nombre de logements livrés par l'OPH en habitat dispersé est une valeur calculée à partir des certificats de conformités obtenus dans l'année n
Indicateur 1.2 - Le nombre de logements livrés par l'OPH en habitat groupé est une valeur calculée, à partir des certificats de conformités obtenus par opération et traduit en nombre de logements
Indicateur 1.3 - Le nombre de programme acquis par l'OPH dans le cadre du procédure de VEFA ou de vente à terme et traduit en nombre de logements.
Indicateur 1.4 – Le nombre de parcelles viabilisées calculé à partir des certificats de conformité
Indicateur 1.5 – Délai moyen d'attente entre la date d'enregistrement de la demande et le certificat de conformité

- *Commentaire et analyse des résultats*

2024 a été marquée par une nette diminution (-42 %) des crédits de paiement (CP) octroyés à l'Office au budget primitif du Pays, malgré un taux de liquidation des subventions en 2023 largement supérieur à la moyenne des réalisations des autres services et établissements du Pays (93 %).

Ainsi, avec seulement 6 milliards F CFP de CP pour l'ensemble de ses opérations, contre une dizaine en moyenne ces dernières années, il a été particulièrement difficile pour l'établissement de proposer une programmation de mise en œuvre de *fare* qui puisse répondre à la demande recensée dans ses stocks (1 116 demandeurs en attente d'une commission d'attribution et 1 631 attributaires en attente d'un arrêté d'attribution).

Le troisième collectif budgétaire, trop tardif, qui avait pour objectif de ramener les montants de CP aux niveaux constatés les années précédentes, n'a pas permis à l'établissement de relancer une programmation soutenue sur 2024. En effet, ce n'est qu'une fois que l'établissement a la certitude d'avoir des CP qu'il peut s'approvisionner en matériaux (délais conventionnels de 6 mois inscrits dans les marchés) et lancer les mises en œuvre auprès des entreprises locales.

De la sorte, la production de *fare* qui avoisinait ces dernières années les 500 réalisations annuelles a été divisée par deux pour n'afficher que 227 constructions (dont une cinquantaine sont des mises en œuvre lancées fin 2023 avec un certificat de conformité obtenu en 2024).

Les retards constatés dans la mise en œuvre des aides attribuées par le Pays viennent consolider le délai moyen d'attente et le voient stagner autour de 44 mois. Cela signifie qu'un demandeur doit attendre en moyenne 3,5 ans entre sa demande et la livraison de son *fare*. Ces délais extrêmement longs sont non seulement pas en adéquation avec l'attente des familles qui doivent parfois trouver des solutions transitoires de logement, mais sont aussi très pénalisants pour la gestion des demandes notamment en ce qui concerne les permis de construire qui ont des délais de validité qui peuvent parfois être dépassés, ce qui nécessite alors de refaire les démarches administratives longues et chronophages.

Par ailleurs, ces baisses de crédits pèsent de façon très négative sur le résultat financier de l'établissement qui d'une part a recruté massivement des agents d'accueil, des instructeurs de dossiers, des manutentionnaires et contrôleurs, et d'autre part s'est équipé en lieux de stockage, machines et équipements de sorte à pouvoir construire au moins 500 *fare* chaque année. Tous ces postes sont des charges fixes que doit supporter l'établissement quel que soit le niveau de production.

De même, on constate que le nombre de livraisons de logements collectifs qui sont mis par la suite en location est inférieur aux prévisions. Les livraisons de logements ont concerné les lotissements de Timiona 2.2 pour 68 logements sur la commune de Pirae et Aeuhi 2 pour 14 logements sur la commune de Tautira.

Les retards dans la livraison des autres lotissements sont dus d'une part à la défaillance d'entreprises sur les chantiers qui ont dû être remplacées (comme pour le lotissement Teavaava : 32 logements à Tautira) et d'autre part aux délais de délivrance de certificat de conformité (Lotissement Ahonu : 36 logements à Mahina). A cela, il faut ajouter que la situation très dégradée de la trésorerie de l'établissement a généré des conflits avec les prestataires et fournisseurs qui voyaient les délais de paiement s'allonger de manière déraisonnable. Tous ces éléments n'ont donc pas apporté les garanties d'un environnement propice à la réalisation des travaux dans un partenariat gagnant-gagnant entre les différents acteurs présents sur les chantiers.

Les travaux relatifs aux parcelles viabilisées ont pâti des mêmes difficultés que le logement groupé : entre entreprises défaillantes et délivrance de certificats de conformité bloquée dans l'attente de travaux de sécurisation. Ainsi, seul le lotissement Hakapehi (17 lots viabilisés) situé sur Nuku Hiva a pu être réceptionné en 2024.

Le lotissement Hatiheu, également situé sur Nuku Hiva devrait se voir délivrer un certificat de conformité en 2025 pour la réalisation de 11 lots.

En ce qui concerne l'acquisition d'immeuble en état futur d'achèvement, il est à noter qu'après deux expériences peu concluantes en 2018 et 2020, aucune action n'a été relancée à travers ce dispositif qui aurait plutôt tendance à disparaître.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Les programmes sociaux de construction de *fare* sont des aides accordées par le Pays et mises en œuvre par l'OPH. L'Office est en capacité de produire bien plus de 600 *fare* chaque année si le Pays le dote des CP nécessaires au lancement des commandes dès le premier trimestre.

Ainsi, il sera impératif de travailler plus étroitement en amont du vote du budget pour donner rapidement les moyens à l'établissement de mener la politique du Pays en matière d'habitat dispersé et ne pas laisser les nouvelles demandes grossir le stock des aides attribuées mais non mises en œuvre.

En ce qui concerne la construction de logements locatifs, les retards pris dans la livraison seront rattrapés l'année suivante. Par contre, il est indispensable de noter que l'OPH ne possède pas de réserve foncière et que trop peu de moyens lui sont octroyés pour acquérir des terrains lui permettant d'avoir une programmation pluriannuelle durable.

Ainsi, même si la production de logements groupés est inférieure à celle attendue en 2024, les causes des retards ont été identifiées et présentées plus haut (défaillance des entreprises, désorganisation due aux paiements en retard, délais dans la délivrance des certificats de conformité,…). Toutefois, sans possibilité

d'acquérir plusieurs fonciers en 2025, la programmation de construction de logements groupés est confrontée au risque à court terme de se retrouver à l'arrêt. Aussi, l'affectation de terrains domaniaux constructibles et la budgétisation d'acquisitions significatives sur les deux années à venir devront être une priorité pour l'établissement. Priorité qui devra être guidée par une programmation qui s'appuie sur les diagnostics et les préconisations de la politique publique de l'habitat qui a déjà identifié les besoins par commune sur Tahiti et par île dans les archipels.

Les parcelles viabilisées restent un produit attractif pour les populations des îles les plus éloignées de Tahiti toutefois l'implantation des projets se fait au gré des opportunités, souvent créées par les maires, et ne suit pas une programmation pluriannuelle définie par la demande ou les priorités de développement des archipels inscrites dans le schéma d'aménagement général de la Polynésie (SAGE).

De la sorte, la question de la demande semble ne se poser qu'en deuxième intention et ne guide pas une planification des constructions.

De manière générale, on note la fragilité des dispositifs visant à proposer des logements à la population qui se dégage de l'ensemble des indicateurs d'activité 2024.

Il apparaît donc primordial dès 2025 pour le Pays de soutenir sa politique publique du logement sous peine de voir les différentes productions (*fare* groupés, parcelles viabilisées) s'effondrer durablement.

Objectif n°2 : Réhabiliter et sécuriser le parc de logements OPH et le parc privé

Objectif n°2a : Réhabiliter et sécuriser le parc de logements OPH

Objectif n°2a - Sécuriser et redynamiser le parc de logements sociaux								
Mettre à niveau le parc ancien de l'OPH et projeter le patrimoine de l'OPH dans une perspective dynamique								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 3.1 - Réhabiliter le parc de logements OPH	Nb	24	46	40	0	46	40	135
Indicateur 3.2 - Sécuriser le parc de logements OPH	MXPF	374	363	700	165	869	450	450
Indicateur 3.3 - Lancer le Plan Stratégique de Patrimoine (PSP)	_	Mise en œuvre	-	35%	-	-	-	0%

Sources des données :
Données statistiques de l'OPH
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 3.1 - Nombre de logements dont la réalisation des travaux de réhabilitation est calculée à partir des certificats de conformités obtenus dans l'année n
Indicateur 3.2 - Montant liquidé AP Sécurisation des lotissemens
Indicateur 3.3 - Pourcentage cumulé des réalisations du PSP

- *Commentaire et analyse des résultats*

La réhabilitation du centre d'hébergement étudiant (CHE) d'Outumaoro est une action qui vise, en complément des prochains travaux de construction des tranches 4 et 5, à consolider l'offre en logement pour les étudiants.

En effet, ces réhabilitations ont permis de moderniser les logements et de créer des places supplémentaires. L'objectif à terme est de proposer une offre en logements étudiants qui puisse répondre à la totalité des demandes enregistrées jusqu'à ce jour, soit environ 700 chaque année.

On note que des efforts significatifs ont été réalisés pour la sécurisation du parc. Cela se traduit par la mise en œuvre de projets antérieurs qui avaient du mal à démarrer et qui ont pu être lancés après une réorganisation interne de la direction en charge de ces opérations.

Toutefois, ces réalisations qui affichent des résultats satisfaisants en termes de consommation des crédits doivent être relativisées par la difficulté à mettre en œuvre le plan stratégique du patrimoine (PSP) de l'établissement.

En effet, après avoir été validé en 2021 en conseil d'administration, force est de constater qu'il doit encore être complété d'éléments qui doivent permettre aux décideurs de prioriser les interventions. Les priorités devraient ainsi mieux prendre en compte la politique d'accession de l'Office ou d'autres considérations stratégiques telles que la rentabilité de la gestion de chaque lotissement. Pour l'instant, ces éléments ne sont pas intégrés dans le travail réalisé qui porte essentiellement sur la cotation du parc à travers plusieurs critères tels que l'état du bâti, les nuisances du lotissement ou la proximité aux services et commerces.

Ainsi, il n'est pas réaliste de penser pouvoir avancer un indicateur (indicateur 3.3) qui présente l'avancée de ce PSP qui ne renvoie pas une vision complète des travaux à mettre en œuvre ces dix prochaines années qui sont chiffrés à 9,5 milliards F CFP.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Les projets de réhabilitation du parc ne pourront méthodiquement se mettre en place qu'après une révision du PSP auquel il faudra donner du sens et lequel devra être mis en perspective avec les objectifs du Pays en matière de mise en accession d'une partie du parc OPH.

Ainsi, sans attendre, de nouveaux programmes de sécurisation et de réhabilitation devraient être proposés dès 2025, mais une grande partie des lotissements qui devraient être réhabilités doivent être reconsidérés en tenant compte des capacités de logements de transit ou des solutions alternatives qui pourraient être mises en place. De même une réflexion sur le niveau des loyers et des charges d'entretien doit accompagner ce travail.

Objectif n°2b : Améliorer l'habitat individuel du parc privé

Objectif n°2b - Répondre à la demande d'amélioration de l'habitat individuel								
Répondre à la demande croissante d'aide en améliorant le contrôle de l'utilisation								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 4.1 - Nombres de conventions signées	Nb	425	590	180	125	294	200	200
Indicateur 4.2 - Nombres de controles post attribution effectués	Nb	886	1892	1000	100	66	200	600
Indicateur 4.3 - Délai moyen d'attente de délivrance d'une aide AAHI	mois	27	24	20	20	37	20	18

Sources des données :
Données statistiques de l'OPH
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 4.1 - Nombre de conventions signées dans l'année entre l'OPH et l'attributaire
Indicateur 4.2 - Nombre de contrôles post attribution réalisés par l'OPH
Indicateur 4.3 – Délai moyen d'attente entre la date d'enregistrement de la demande et la date de conventionnement

- *Commentaire et analyse des résultats*

Au même titre que les programmes de *fare*, le nombre d'aides en matériaux délivrées a été divisé par deux par rapport aux moyennes constatées sur la période 2021-2023.

Cette forte diminution est le résultat direct des budgets octroyés.

De même, on constate une très forte diminution des contrôles post attribution qui sont opérés par les agents de l'OPH pour des aides accordées par le Pays. Ces contrôles sont actuellement à la charge de l'établissement et ne sont couverts par aucune recette. Aussi, après 2022 et 2023 qui ont été des années où les contrôles ont été réalisés massivement mais de manière tout à fait désordonnée et sans donner de résultat probant, il a été décidé de stopper cette hémorragie budgétaire pour l'établissement et de ne réaliser que des contrôles dans le cadre de déplacements multiples (implantations de logements, rencontres avec des demandeurs de *fare*, etc…). La question de la reprise des contrôles devra être posée avec le Pays en 2025.

Ainsi, comme pour les *fare*, la faible programmation d'aides à délivrer n'a pas permis de traiter les demandes déjà validées et a mécaniquement allongé les délais d'attente pour pouvoir bénéficier d'une AAHI.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Comme pour les programmes d'habitat dispersé, il sera indispensable pour le Pays de prévoir des budgets permettant de répondre aux attributions déjà réalisées et éventuellement de procéder à de nouvelles attributions.

Pour cela, l'OPH s'est déjà organisé pour pouvoir délivrer chaque année les aides qui seront octroyées par le Pays. La question logistique n'est donc pas un frein à ce dispositif, bien qu'il représente un coût significatif quand les budgets ne sont pas reconduits alors que l'Office s'est doté des moyens adéquats pour traiter la demande. Ce point a déjà été développé dans la partie relative à la mise en œuvre des programmes *fare*.

En ce qui concerne les contrôles post-attribution, il conviendra de trouver une organisation qui permette au Pays d'avoir un retour sur l'utilisation des matériaux délivrés et à l'OPH de voir les frais qu'il aura engagé être remboursés.

- Bilan des affaires économiques (DGAE)

Objectif n° 1 : Relancer l'économie par le soutien à l'investissement des particuliers

Objectif n°1 - Relancer l'économie par le soutien à l'investissement des particuliers								
Soutenir l'investissement d'accès à la propriété et d'aménagement-extension-rénovation des particuliers.								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur 1.1 – Bénéficiaires AIM Construction/acquisition, dont	nombre	120	120	124	130	63	130	130
Construction d'un logement	nombre	112	100	104	100	51	100	100
Acquisition d'un logement neuf déjà construit	nombre	8	20	20	30	12	30	30
Indicateur 1.2 – Montant de l'investissement en AIM Construction/acquisition	millions F.CFP	2371	1 900	2 602	2 700	1 368	2 500	2 500
Indicateur 1.3 – Montant d'aide AIM Construction/acquisition	millions F.CFP	282	53	324	350	167	400	400
Indicateur 1.4 – Bénéficiaires AIM Rénovation	nombre	220	50	56	20	37	60	60
Indicateur 1.5 – Montant de l'investissement en AIM Rénovation	millions F.CFP	1034	280	568	300	213,6	330	330
Indicateur 1.6 – Montant d'aide AIM Rénovation	millions F.CFP	257	70	103	50	50,7	76	76
Indicateur 1.7- Effet Levier de l'aide (1 CFP d'aide pour X CFP investi)	nombre	5,30	5,10	6,42	6,50	6,30	5,90	5,90
Sources des données : *Données DGAE.*								
Mode de calcul des indicateurs : *Données brutes.*								
Autres commentaires :								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Le dispositif a joué son rôle dans le sens où il accompagne les ménages modestes dans leur première acquisition ou construction. Il participe également à l'entretien/rénovation des logements plus anciens.

Toutefois, il est constaté une baisse significative des aides octroyées (100 en 2024 contre 154 en 2023).

Le « vivier » de primo-acquéreurs semble aujourd'hui quasi épuisé du fait de la rareté des biens ou terrains disponibles, notamment en zone urbaine, et d'un marché de l'immobilier affichant des prix moyens très élevés.

Les banques, quant à elles, restent prudentes dans l'octroi des emprunts aux ménages les plus modestes.

L'effet levier de 2024 est identique à celui de 2023 (6,3).

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Il est envisagé le transfert de cette mission à un service en charge de la politique du logement en 2025.

16.5.4 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
916/976 04 - HABITAT	**821 834 063**	**5 291 682 057**	**6 113 516 120**
Habitat et ville			0
Diversifier l'offre de logements afin de répondre aux besoins et aspirations des polynésiens	3 659 637	786 427 947	790 087 584
Soutenir les polynésiens dans l'accès à un logement et le maintien dans celui-ci	792 000 000		792 000 000
Améliorer les conditions et le cadre de vie des polynésiens afin qu'ils puissent s'épanouir personnellement et collectivement	26 174 426		26 174 426
Office polynésien de l'habitat			
Répondre durablement à la demande de logements dans le respect de l'environnement		3 419 000 000	3 419 000 000
Réhabiliter et sécuriser le parc de logements OPH et le parc privé		869 000 000	869 000 000
Affaires économiques			
Aide au secteur du logement			0
Aides à l'investissement des ménages		217 254 110	217 254 110

17. MISSION 950/990 : GESTION FISCALE

48,94 Mds F CFP
Montant total mandaté au CA 2024

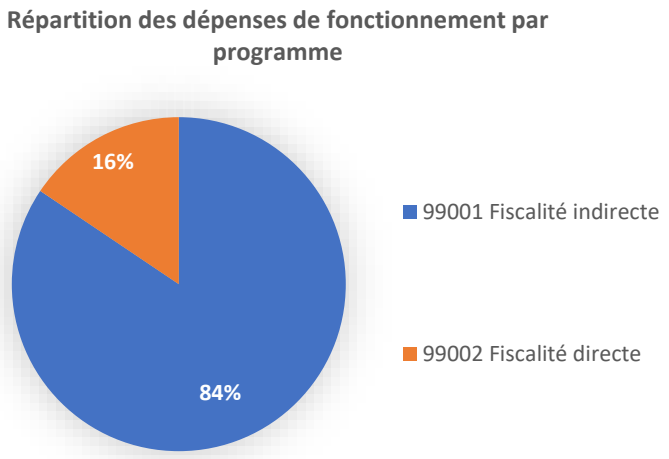
48,94 Mds F CFP
Dépenses de fonctionnement mandatées

dont **37,16 Mds F CFP**
Exonérations/crédits
Écritures d'ordre

971,2 M F CFP
Dépenses de personnel mandatées
soit 3,02 % sur la masse globale

Notamment :

- ✓ **6,76 Mds F CFP**
  Crédit d'impôt de défiscalisation locale (IS/IT)
- ✓ **27,8 Mds F CFP**
  Exonération de droits et taxes à l'importation
- ✓ **2,6 Mds F CFP**
  Exonération de droits d'enregistrement



6,9 Mds F CFP
Mandatés au titre de la restitution des crédits de TVA

121,6 M F CFP
Mandatés au titre des pertes sur créances irrécouvrables

2,02 Mds F CFP
Mandatés au titre de l'annulation de titres de recettes sur exercice antérieur

17.1 **Revue de la politique générale de la mission**

La mission gestion fiscale regroupe deux grandes catégories de programmes relatifs à la politique fiscale :

1. Le programme opérationnel 990.01 – « Fiscalité indirecte » retrace les moyens consacrés aux opérations de recettes (assiette, recouvrement, contrôle) du Pays ainsi qu'aux dépenses publiques qui s'y rapportent. Ce programme, mis en œuvre de manière prépondérante par la direction régionale des douanes de Polynésie française, fait également intervenir la direction des impôts et des contributions publiques (DICP). L'opération de recouvrement des droits et taxes indirects relevant des attributions de la DICP au titre du programme de la fiscalité indirecte est mise en œuvre par la recette des impôts de cette même direction.
2. Le programme opérationnel 990.02 – « Fiscalité directe » retrace les moyens consacrés aux opérations de recette (assiette, recouvrement, contrôle) du Pays ainsi qu'aux dépenses publiques qui s'y rapportent. Ce programme est intégralement mis en œuvre par la DICP[11]. L'opération de recouvrement des droits et taxes relevant de la fiscalité directe émise par la DICP est conjointement mise en œuvre par les services de la paierie de la Polynésie française, administration d'Etat et la recette des impôts de la DICP.

Afin d'améliorer la qualité de service, l'efficacité des fonctions soutien et la maîtrise des coûts de gestion, la direction des impôts en charge des programmes de la mission poursuit la modernisation des procédures au profit des usagers (particuliers, entreprises, professionnels, associations…), de ses processus internes et de son organisation.

17.2 **Programme 950 01/990 01 : fiscalité indirecte**

17.2.1 Bilan des orientations stratégiques

Le programme « fiscalité indirecte » regroupe les moyens consacrés aux opérations de recettes (assiette, recouvrement, contrôle) de la Polynésie française et au paiement des dépenses publiques qui s'y rapportent.

Les principales fonctions du programme pour la DICP sont de réaliser :

- l'assiette, le recouvrement et le contrôle par ses services, des recettes de la Polynésie française constituées de la TVA, du droit de timbre, de la taxe sur les conventions d'assurances, de la taxe de consommation pour la prévention, de la taxe sur la publicité ainsi que de la taxe sur les jeux ;
- le paiement des dépenses publiques, dont notamment celles liées au remboursement des crédits de TVA des entreprises.

S'inscrivant dans une logique d'amélioration continue de l'exercice de ses missions, les interventions de la DICP dans ce programme sont gouvernées par les mêmes orientations stratégiques et les mêmes objectifs que ceux qui président au programme 990.02 « Fiscalité directe », sur lequel elle intervient par ailleurs, et de manière intégrale et auxquels il convient de se rapporter pour appréhender son action de manière globale et complète.

Le programme « Fiscalité indirecte » se rattachant essentiellement à certaines opérations de recettes afférentes à la TVA, ne retrace qu'un périmètre d'intervention de la DICP restreint à la fonction du poste comptable chargé de la recouvrer ou à l'exécution de procédures fiscales ciblées.

17.2.2 Bilan des réformes

Les leviers de performance dans ce programme, comme dans le programme fiscalité directe, sont essentiellement conditionnés par l'avancée des projets informatiques, source d'amélioration optimale de la qualité avec une offre digitale répondant aux attentes des usagers. Ils représentent assurément une source de gains d'efficience et de productivité à même d'être réinvestis dans des services de plus forte valeur ajoutée

[11] La direction des affaires foncières au travers de la recette-conservation des hypothèques est uniquement concernée par la gestion des droits d'enregistrement et de l'impôt sur les plus-values immobilières.

en matière de soutien à la trésorerie des acteurs économiques en même temps qu'elle préserve les finances publiques.

Les principales réformes en cours sont les suivantes :

- Le développement d'une administration de proximité par la poursuite des travaux d'accompagnement des particuliers, des entreprises et des professionnels dans leurs démarches fiscales ;
- La promotion du civisme fiscal par le renforcement des connaissances et des compétences professionnelles des cadres de l'administration fiscale au travers du partenariat entre la Polynésie française et l'Ecole nationale des finances publiques.
- La DICP s'est inscrite dans les programmes de contrôle diligentés par le Haut-commissariat et dans lesquels s'inscrivent d'autres services du Pays tels que DGAE, la Direction du travail mais aussi la CPS, la DTPN et la Gendarmerie nationale.

17.2.3 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 : Améliorer l'efficacité de la lutte contre la fraude fiscale et le traitement de la dépense publique

Le recouvrement des recettes publiques s'appuie notamment sur le développement du civisme fiscal, lequel s'exprime par l'accomplissement volontaire par les contribuables de leurs démarches et obligations fiscales. Il constitue un enjeu stratégique pour la DICP. Il concerne en premier lieu le civisme déclaratif, mais aussi le civisme de paiement, garant du niveau et de la régularité des rentrées fiscales.

Le renforcement de la relation de confiance entre la DICP et ses différents interlocuteurs constitue un enjeu fédérateur. Cependant, les comportements de fraude s'adaptent en permanence à leur environnement et des fraudes de plus en plus complexes, plus sophistiquées se sont développées.

Dans ce contexte, le ministère de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications a poursuivi la professionnalisation de la formation des cadres fiscaux en maintenant le partenariat entre la Polynésie française et l'Ecole nationale des finances publiques qui a été instauré en 2021. Ainsi, ce sont quatre attachés d'administration et deux rédacteurs qui ont pu, depuis suivre le cycle de formation en auditeur libre de l'ENFIP de Clermont-Ferrand et de Toulouse et qui viennent porter le nombre de collaborateurs ayant eu ce privilège à plus de 17 % des effectifs de la DICP.

Objectif n° 1 - Améliorer l'efficacité de la lutte contre la fraude fiscale et le traitement de la dépense publique								
Développer le civisme fiscal en renforçant la co-construction d'une relation de confiance entre la DICP et ses usagers-clients								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur IPerf-IR-Ief. 1 - Nombre de visites sur le site Internet de la DICP	Nbre	106 337	493 500	140 000	495 000	599 150	650 000	700 000
Indicateur Iprod 98 - Taux des contrôles réprimant les omissions et dissimulations (majorations 40%)	%	40	50	40	40	33	40	45

Sources des données :
Contrôle de gestion de la DICP
Mode de calcul des indicateurs :
> Indicateur IPerf-IR-Ief. 1 - Nombre de visites sur le site internet de la DICP : *Exprimé en nombre, cet indicateur traduit le nombre de personnes qui consultent le site internet "www.impot-polynesie.gov.pf" de la DICP.*
> Indicateur Iprod 98 -Taux des contrôles réprimant les omissions et dissimulations (majorations 40%) : *Exprimé en taux, cet indicateur comprend au numérateur le nombre de contrôles clos révélant des manquements et au dénominateur, le nombre total de contrôles clos effectués.*
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

Le site internet de la DICP est en cours de refonte et s'inscrit dans le projet de mutualisation de l'ensemble des sites internet de l'administration initié par la DMRA. On oberve une augmentation très significative du nombre de visiteurs sur le site internet avec un taux de croissance de +21 % ce qui représente 100 000 visites supplémentaires. Cette augmentation peut s'expliquer par l'impact de la suppression de la BALF directiondesimpots@dicp.gov.pf et de la mise place du formulaire de contact.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Une augmentation importante du nombre d'internautes est attendue pour l'année 2025 avec la mise en service du nouveau site internet prévue pour le 1er semestre.

Objectif n°2 : Accompagner les particuliers, les entreprises et les professionnels dans leurs démarches fiscales

La DICP se veut être une administration fiable pour assurer la stabilité des finances publiques et la maximisation des recettes fiscales. Elle est au soutien de l'environnement économique avec lequel elle interagit pour amener la gestion fiscale à répondre effectivement aux attentes des entreprises.

Ainsi, au-delà de son activité de contrôle et de la protection qu'elle oppose aux atteintes portées au système fiscal, la DICP apporte encore plus de fluidité dans l'accomplissement des formalités, notamment par le remboursement rapide des crédits de TVA induisant un impact direct sur la trésorerie ou l'assurance d'une proximité adaptée dans le cas d'entreprises en difficulté.

Objectif n° 2 - Accompagner les particuliers, les entreprises et les professionnels dans leurs démarches fiscales

Offrir un service public fiscal de qualité aux particuliers et professionnels

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur IPerf-IEF-IQ.1 - Respect du référentiel de la charte d'engagements "DICP à votre service pour simplifier vos démarches fiscales"	%	60	80	100	80	20	100	100
Indicateur IA. 46 - Nombre d'usagers reçus par le service clientèle	Nbre	24 581	26 358	25 000	28 000	27 931	28 500	29 000
Indicateur IPerf-IR-limp.8 -Taux de recouvrement via MESIMPOTS	%	12	13	20	16	31	38	42

Sources des données :
Contrôle de gestion de la DICP
Mode de calcul des indicateurs :

> Indicateur IPerf-IEF-IQ.1- Respect du référentiel d'engagements de service : *La qualité des services rendus constitue la préoccupation constante de la DICP pour tout usager qui entre en contact avec elle. A ce titre, elle poursuit sa démarche d'engagements de services au travers d'une nouvelle Charte d'engagements destinée à accompagner le contribuable dans toutes ses démarches fiscales et à les lui faciliter. Ce nouveau référentiel comportera nombre d'engagements de services particulièrement en matière de délais de réponse. L'indicateur ici référencé mesurera les engagements de services primordiaux suivants : - Le traitement des réclamations contentieuses dans un délai ≤ 90 jours : 90 % - Le traitement des demandes de remises gracieuses dans un délai ≤ 30 jours : 90 % - Le traitement des demandes d'information dans un délai ≤ 30 jours : 100% - Les appels téléphoniques servis : 92 % - Les courriels répondus en 3 jours ouvrés : 85 %*

> Indicateur IA. 46 - Nombre d'usagers reçus par le service clientèle : *Exprimé en nombre, cet indicateur traduit le nombre d'usagers reçus par le service clientèle en accueil primaire et en accueil spécialisé.*

> Indicateur IPerf-IR-limp.8 - Taux de recouvrement via MESIMPOTS : *Exprimé en taux, cet indicateur comprend au numérateur le montant des encaissements TVA et CSTS sur les déclarations faites via MESIMPOTS (débitrices et payées) et au dénominateur, le montant global des encaissemens TVA et CSTS tout type de déclarations confondues. Cet indicateur permet de mesurer l'action de dématérialisation découlant de MESIMPOTS.*

Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

Le taux de recouvrement des créances par l'intermédiaire de MESIMPOTS a considérablement augmenté entre 2023 et 2024 passant de 16 % à 33 % et s'explique en grande partie par l'intégration de 'O'INI e-services dans l'environnement MESIMPOTS qui permet pour les contribuables, en sus de la télédéclaration, d'avoir accès à leurs dossiers fiscaux et savoir s'ils sont à jour du paiement de leurs impôts aussi bien à la Direction des impôts et des contributions publiques qu'à la Paierie.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

La Charte d'engagements « DICP à votre service pour simplifier vos démarches » a été révisée et les objectifs réajustés afin de prendre en compte les changements organisationnels intervenus depuis sa publication en 2017.

Une campagne de communication autour du téléservices MES IMPOTS sera lancée en 2025 et débutera lors de la mise en service de ses nouvelles fonctionnalités notamment le télépaiement qui est très attendu par nos usagers-clients.

Objectif n°3 : Préserver les équilibres entre fiscalité et croissance économique

La DICP participe aux principes d'égalité devant l'impôt et les charges publiques avec notamment pour finalité de garantir la solidarité devant les charges publiques. Elle veille particulièrement à préserver la compétitivité des entreprises en considération des difficultés accrues en temps de crise.

Objectif n° 3 - Préserver les équilibres entre fiscalité et croissance économique								
Optimiser les délais de traitement des remboursements et restitutions tout en garantissant le bien fondé des dépenses au regard de la règlementation fiscale								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur IA. 27 - Part des liquidations comptables des demandes de remboursement de crédit de TVA traitées dans un délai ≤ à 3 jours	%	63	43	85	45	54	65	75
Indicateur IPerf-IR-IQ. 3 - Part des demandes de remboursement de crédits de TVA traitées dans un délai ≤ à 30 jours	%	88	85	91	87	46	91	93

Sources des données :
Contrôle de gestion de la DICP
Mode de calcul des indicateurs :
> Indicateur IA. 27 - Part des liquidations comptables des demandes de remboursement de crédit de TVA traitées dans un délai ≤ à 3 jours * : *Exprimé en pourcentage, cet indicateur comprend au numérateur le nombre de liquidations correspondant à des demandes de remboursements de crédit de TVA traitées dans un délai < ou égal à 3 jours et au dénominateur, le nombre total de liquidations comptables correspondant à des demandes de remboursement de crédits de TVA*
> IPerf-IR-IQ. 3 - Part des demandes de remboursement de crédits de TVA traitées dans un délai ≤ à 30 jours* : *Exprimé en pourcentage, cet indicateur comprend au numérateur le nombre de demandes traitées dans un délai ≤ 30 jours du circuit simplifié et au dénominateur, le nombre des demandes de remboursement de crédits de TVA reçues par la DICP au titre d'une année traitées en circuit simplifié, exclusion faite de celles déposées par les représentations fiscales en matière de défiscalisation.*
Il mesure la réactivité de la DICP à répondre aux demandes de remboursement de crédits de TVA des entreprises dans les délais les plus courts en garantissant rapidité et sécurité des décisions prises.
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

Une tendance baissière est observée entre les prévisions du PAP 2024 et les réalisations 2024 et s'explique notamment par une méthode de comptabilisation des délais ne prenant pas seulement en compte les délais réels de traitement. Une révision du mode de calcul pourrait stabiliser ces indicateurs.

Objectif n°4 : Améliorer l'efficacité du traitement des recettes publiques et la qualité des comptes

La DICP veille à l'efficacité des opérations de recettes du Pays et à la qualité des comptes publics, objectif au demeurant essentiel à la bonne gestion des finances publiques.

L'objectif retrace les dépenses consécutives aux constats d'irrécouvrabilité des impôts et taxes liés à :

- La disparition des redevables. Pour la recherche des redevables, le comptable bénéficie de l'exercice du droit de communication. Toutefois l'identification certaine peut se révéler impossible et conduire à constater la « disparition » pour des motifs divers.
- La portée des mesures conservatoires. Pour exemple, le patrimoine constitue le gage que le comptable peut réaliser de manière forcée lorsque le redevable ne peut pas s'acquitter de son impôt ou de sa taxe. Ce patrimoine du redevable peut être constitué de biens immobiliers ou mobiliers et d'avoirs (comptes courants bancaires, valeurs mobilières). L'action de recouvrement forcé comporte donc une procédure d'identification des éléments patrimoniaux que le comptable saisit et fait vendre. Toutefois, le comptable peut être conduit à constater l'absence de biens réalisables (biens insaisissables par le fait de la loi, bien dont le produit de la vente ne couvrira pas, ou faiblement, le montant de l'impôt ou de la taxe).

Objectif n° 4 - Améliorer l'efficacité du traitement des recettes publiques et la qualité des comptes								
Procéder à l'apurement réguliers des créances irrécouvrables pour garantir la sincérité des comptes publics								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur IPerf-IR-IQ. 10 - Taux net de recouvrement	%	92	88,90	93	89	88,93	92	93

Sources des données :
Contrôle de gestion de la DICP
Mode de calcul des indicateurs :
> Indicateur IPerf-IR-IQ. 10 - Taux net de recouvrement : *Exprimé en taux, cet indicateur comprend au numérateur le recouvrement brut sur montant restant à recouvrer (droits) diminué des recouvrements sur procédures collectives et au dénominateur, le recouvrement brut sur montant restant à recouvrer (droits) diminué des recouvrements sur procédures collectives augmenté des RAR globaux diminués des créances sur procédures collectives et des créances contestées (sursis)*
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

Le taux net de recouvrement est plus ou moins constant durant ces deux dernières années.

Objectif n°5 : Maîtriser les coûts de gestion des dépenses dédiées aux fonctions soutien pour une efficience accrue

Objectif n° 5 - Maîtriser les coûts de gestion des dépenses dédiées aux fonctions soutien pour une efficience accrue								
Rationnaliser les fonctions supports pour réduire le coût de la collecte de l'impôt								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur du Taux d'intervention de l'impôt	%	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND

Sources des données :
Contrôle de gestion de la DICP
Mode de calcul des indicateurs :

> Indicateur du Taux d'intervention de l'impôt: *Exprimé en taux, cet indicateur comprend au numérateur le coût total de gestion de l'impôt par la DICP et au dénominateur, les recettes fiscales nettes recouvrées par la DICP.*

Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

Les fonctions de soutien ou fonctions supports désignent les activités qui concourrent à celles des autres objectifs du programme, en leur fournissant un soutien ou un encadrement.

Les principales fonctions concernées sont la logistique, le système d'information et l'immobilier du service. L'optimisation des fonctions supports de la DICP participe de la bonne réalisation des fonctions métier.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Cet indicateur proposé n'a jamais pu se calculer du fait de sa complexité et sera donc prochainement supprimé.

17.2.4 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
950/990 01 - FISCALITE INDIRECTE	**7 257 623 623**	**0**	**7 257 623 623**
1-1 : mettre en place une communication pédagogue et contemporaine par la mise en	1 893 044		1 893 044
1-2 : renforcer les connaissances et les compétences professionnelles des cadres de l'administration fiscale au travers du partenariat entre la Polynésie française et l'Ecole nationale des finances publiques	2 752 308		2 752 308
2-1: développer la relation de confiance, la proximité de l'administration, la rapidité et la qualité de la transmission des informations aux usagers	21 830 627		21 830 627
3-1: soutenir le développement des entreprises	7 022 010 066		7 022 010 066
4-1: procéder à l'apurement des restes à recouvrer par l'exploitation de la cartographie des arriérés de la recette des impôts	121 607 167		121 607 167
5-1: gérer la logistique, le système d'information et l'immobilier du service	87 530 411		87 530 411

17.2.5 Bilan des dépenses fiscales

Les principales dépenses fiscales contribuant à la réalisation du programme 990 01 "fiscalité indirecte" concernent les remboursements de crédit de TVA pour 6,899 milliards F CFP en progression de 147 % par rapport à l'exercice précédent puisque ce montant s'élevait à 2,784 milliards en 2023. Cette croissance excessive est à attribuer à plusieurs grands projets hôteliers qui ont demandé un remboursement de crédit de TVA à l'achèvement de leurs hôtels au lieu de faire des demandes échelonnées en fonction de l'avancement de leurs travaux ce qui aurait permis d'étaler les montants des crédits de TVA sur plusieurs années.

17.2.6 Les opérateurs participant à la réalisation du programme

Le principal opérateur participant à la réalisation du programme aux côtés de la DICP est la paierie de la Polynésie française.

17.3 **Programme 950 02/990 02 : fiscalité directe**

17.3.1 Bilan des orientations stratégiques

Le programme « fiscalité directe » regroupe les moyens consacrés aux opérations de recettes (assiette, recouvrement, contrôle) de la Polynésie française et au paiement des dépenses publiques qui s'y rapportent.

Les principales fonctions du programme pour la DICP sont de réaliser :

- l'assiette, le recouvrement et le contrôle, par ses services, des recettes de la Polynésie française constituées notamment de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, de l'impôt sur les transactions, de la contribution des patentes, de l'impôt foncier sur les propriétés bâties, de la taxe de mise en circulation ainsi que tous les autres impôts et taxes directs référencés dans le programme à la seule exclusion de l'impôt sur les plus-values immobilières relevant de la recette-conservation des hypothèques de la direction des affaires foncières ;
- le paiement des dépenses publiques dont notamment celles liées aux crédits d'impôts issus des dispositifs de défiscalisation.

La mise en œuvre de ce programme relève entièrement de la DICP, lequel couvre 18 articles d'impôts couverts par ce programme et plus de 95 % du total des recettes fiscales auxquels il contribue.

La DICP conduit dans ce programme, en interaction étroite avec le programme « Fiscalité indirecte », une démarche de modernisation et d'amélioration de la qualité des services rendus aux usagers et de pilotage de la performance et la maîtrise des risques.

17.3.2 Bilan des réformes

Les principales réformes en cours du programme de fiscalité directe sont les suivantes :

- La modernisation et la simplification de la réglementation fiscale par des dispositifs visant à adapter aux besoins économiques ou organisationnels des sociétés et corriger les règles fiscales d'effets antiéconomique ;
- Le renforcement du dialogue entre les citoyens et l'administration fiscale.

17.3.3 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 : Simplifier la règlementation fiscale par des dispositifs pour adapter aux besoins économiques ou organisationnels et corriger les règles fiscales d'effet antiéconomique

Le Pays s'est engagé dans une démarche de modernisation et de simplification de la fiscalité polynésienne et de ses modalités de pilotage. Le ministère de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications s'applique à la mise en œuvre de la réforme fiscale amorcée en 2022 et poursuit les chantiers de :

- La convention fiscale avec la France ;
- L'articulation des différents textes entre eux ;
- Les dispositifs d'incitation fiscale à l'investissement ;
- La fiscalité des entreprises ;
- Les dispositifs d'exonération des droits et taxes.

Objectif n° 1 - Simplifier la règlementation fiscale par dispositifs pour les adapter aux besoins économiques ou organisationnels des sociétés et corriger les règles fiscales d'effet antiéconomique

Conduire une réforme majeure de la fiscalité polynésienne pour répondre au double objectif d'une bonne convergence des attentes des usagers et de l'administration fiscale et d'un assainissement des finances publiques pour ne pas compromettre la croissance future.

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur Iprod.61 - Nombre de mesures de simplification et de lisibilité de la réglementation	Nbre	25	25,00	20	23	7	10	≥ 10

Mode de calcul des indicateurs :

> Indicateur Iprod.61 - Nombre de mesures de simplification et de lisibilité de la réglementation : *Cet indicateur, déterminé en nombre de mesures réglementaires ou administratives adoptées, exprime l'action de l'administration fiscale en matière de facilitation de l'impôt et par suite d'adoption de mesures de simplification ou de meilleure lisibilité de la réglementation pour en faciliter la compréhension par les contribuables et usagers de ses services. Il caractérise la mutation de la relation usager vers une relation client par la mise en valeur de la qualité du service rendu en vue de « faciliter l'impôt ».*

Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

La LP n°2024-33 du 10 décembre 2024 portant diverses mesures d'ajustement et de simplification de la réglementation fiscale s'attache à poursuivre la simplification de la réglementation fiscale initiée par la DICP afin de permettre une meilleure intelligibilité de la matière.

Objectif n°2 : Renforcer le dialogue des citoyens avec l'administration fiscale

La DICP répond au besoin de proximité exprimé par la population et les élus en multipliant ses accueils physiques pour être au plus près de ses contribuables, notamment par l'intensification des missions dans les îles et des tournées administratives, la participation aux salons de l'entrepreneuriat organisés par les communes, les organismes ou établissements publics ou en consolidant la fonction de facilitation. La Team forum de la DICP, composée de 8 contrôleurs des impôts, est chargée de représenter la Direction des impôts et des contributions publiques lors de ces évènements.

Depuis 2024, la DICP est représentée au Fare Ora de Taravao en tenant une permanence tous les lundis afin d'être au plus proche des usagers des services fiscaux.

Objectif n° 2 - Renforcer le dialogue des citoyens avec l'administration fiscale

Répondre au besoin de proximité exprimé par les usagers et les élus en renforçant la relation de confiance

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur IE.3 - Taux de déclarations spontanées en matière d'impôts professionnels (IS/IT/TVA/CSTS)	%	85	91,75	88	92	84,29	93	93
Indicateur IE.4-1 - Taux de respect dans les délais des échéances déclaratives en matière d'impôts professionnels (IS/IT/TVA/CSTS)	%	77	84,99	86	85	76,47	87	91
Indicateur IE.10-1 - Taux de paiement dans les délais de la TVA (déclarations débitrices)	%	94,96	93,60	96	94	82,77	95	97

Sources des données :
Contrôle de gestion de la DICP
Mode de calcul des indicateurs :
> Indicateur IE. 3 - Taux de déclarations spontanées en matière d'impôts professionnels (IS/IT/TVA/CSTS) : *Exprimé en taux, cet indicateur comprend au numérateur le nombre de déclarations au titre de l'impôt (I) déposées à l'échéance ou hors échéances (hors acpte RSI) et au dénominateur, le nombre total de déclarations devant être déposées au titre de l'impôt (I) aux échéances de l'année n.*
Il contribue à mesurer le civisme fiscal.
> Indicateur IE.4-1 - Taux de respect dans les délais des échéances déclaratives en matière d'impôts professionnels (IS/IT/TVA/CSTS) : *Exprimé en taux, cet indicateur comporte au numérateur le nombre de déclarations au titre de l'impôt (I) déposées à l'échéance (hors acpte RSI) et au dénominateur, le nombre total de déclarations devant être déposées au titre de l'impôt (I) aux échéances de l'année n.*
Il contribue à mesurer le civisme fiscal.
> Indicateur IE.10-1 - Taux de paiement dans les délais de la TVA (déclarations débitrices) : *Exprimé en taux, cet indicateur comporte au numérateur le nombre de déclarations débitrices au titre de la TVA déposées et payées à l'échéance et au dénominateur, le nombre total de déclarations débitrices déposées en n dans les délais et hors-délais au titre de la TVA et des échéances de l'année n. Cet indicateur vise à mesurer le taux de paiement de la TVA sur les déclarations déposées par les assujettis dans les délais ou hors délais dans l'année et devant donner lieu à un paiement de la TVA nette due.*
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

Cette diminution des résultats des indicateurs du civisme fiscal n'est pas vérifiée. En effet, plusieurs changements intervenus et non comptabilisés ont perturbé le calcul de ces indicateurs (exemple : rallongement des délais déclaratifs pour les cabinets comptables …).

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Une révision du mode de calcul de ces indicateurs devrait être menée afin de stabiliser ces résultats.

Objectif n°3 : Faciliter l'impôt

La simplification du service public fiscal est par essence le ressort de la confiance sur lequel la DICP souhaite s'appuyer pour renforcer le civisme fiscal dont elle est garante de l'intérêt partagé pour tous les citoyens. C'est également, lorsqu'elle le met en œuvre, parce qu'elle prend sa part dans l'affermissement du climat de confiance avec ses usagers que la DICP devient un acteur proactif et intelligible du civisme.

La poursuite du guichet fiscal unifié et particulièrement de la charte d'engagements « DICP à votre service pour simplifier vos démarches fiscales » a initié la révolution numérique de la Direction des impôts et des contributions publiques. La mise en service des téléservices O'INI puis MES IMPOTS a permis de dématérialiser certaines démarches fiscales pour répondre à un besoin exprimé par les usagers.

Objectif n° 3 -Faciliter l'impôt

Simplifier le service public fiscal et renforcer le civisme fiscal

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur IPerf-IR-IQ.6 - Nombre de demandes reçues par l'intermédiaire du formulaire de contact	Nbre	45 478	43 701	48 200	45 000	ND	48 000	48 500
Indicateur IPerf-IR-IQ.15 - Nombre de rescrits produits	Nbre	83	54	90	45	35	40	40

Sources des données :
Contrôle de gestion de la DICP
Mode de calcul des indicateurs :
> Indicateur IPerf-IR-IQ.6 - Nombre de demandes reçues sur les services « INFO-FISCALE » et «directiondesimpots@dicp.gov.pf» : *Exprimé en nombre, cet indicateur permet d'évaluer le nombre des demandes électroniques déposées par les usagers auprès du service INFO FISCALE ou sur l'adresse référentielle de réception de la DICP : directiondesimpots@dicp.gov.pf.*
> Indicateur IPerf-IR-IQ.15 - Nombre de rescrits produits : *Exprimé en nombre, cet indicateur renseigne le nombre de rescrits produits par le département juridique de la fiscalité de la DICP. La comptabilisation d'un rescrit se fait par rapport à sa date de clôture correspondant à la date d'envoi de la réponse définitive apportée par la DICP.*
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

Depuis 2020, la DICP a dû faire face à une augmentation considérable de son flux de courriels entrants. Pour faire face à cela, il a été décidé de supprimer la BALF directiondesimpots@dicp.gov.pf et de mettre en service un formulaire de contact, porte d'entrée de tous les courriels entrants à la DICP.

Cet outil, disponible via le site internet de la DICP, a permis de réguler ce flux en répondant directement à la demande d'information ou en aiguillant cette demande notamment vers le téléservice MESIMPOTS.

L'année 2024 a vu une autre évolution naître puisque désormais, les usagers-clients peuvent effectuer le paiement de leurs impôts perçus sur liquidation (TVA, CST-S et Timbres fiscaux…) par carte bancaire au guichet du service clientèle de la DICP.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Le comptabilisation des demandes d'informations arrivant par le formulaire de contact est prévue dans les futures évolutions de MESIMPOTS.

Objectif n°4 : Permettre aux usagers de bénéficier de leurs droits le plus rapidement possible

L'objectif est d'améliorer le service à l'usager en réduisant le délai entre le dépôt de la déclaration, de la demande ou de la réclamation, et la mise à disposition de l'usager de la restitution afférente tout en garantissant le bien fondé des dépenses au regard de la législation. Cet objectif doit concilier les intérêts des entreprises et des particuliers (disposer de leurs fonds le plus rapidemment possible) et ceux du Pays. La réalisation de cet objectif s'appuie sur la bonne orientation des demandes dès leur réception, sur leur traitement efficace et sur l'optimisation des délais comptables.

Objectif n° 4 - Permettre aux usagers de bénéficier de leurs droits le plus rapidement possible

Optimiser les délais de traitement des remboursements et dégrèvements d'impôts pour favoriser une gestion plus souple de la trésorerie des usagers particuliers et professionnels laquelle améliore leur compétitivité

	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur IPerf-IR-IQ.2' - Taux des réclamations contentieuses de l'année traitées dans le délai de 90 jours (DIEP-RI)	%	75,60	84,38	95	63,50	72,09	80	90
Indicateur IPerf-IR-IQ. 9' - Taux des réclamations contentieuses de l'année traitées dans le délai de 30 jours (DIEP-RI)	%	73,34	38,87	70	32	27,50	50	70
Indicateur IPerf-IR-IQ. 7- Part des demandes d'information traitées dans un délai < à 30 jours (DJF + DIEP-RI)	%	50	42,11	90	50	23,68	80	85

Sources des données :
Contrôle de gestion de la DICP

Mode de calcul des indicateurs :

> Indicateur IPerf-IR-IQ.2' - Taux des réclamations contentieuses de l'année traitées dans le délai de 90 jours (DIEP-RI) : *Cet indicateur, exprimé en pourcentage, comprend au numérateur le nombre de réclamations contentieuses traitées dans l'année dans un délai < à 90 jours et au dénominateur, le nombre total de réclamations contentieuses traitées dans l'année.*

> Indicateur IPerf-IR-IQ. 9' - Taux des réclamations contentieuses de l'année traitées dans le délai de 30 jours (DIEP-RI): *Cet indicateur, exprimé en pourcentage, comprend au numérateur le nombre de réclamations contentieuses traitées dans l'année dans un délai < à 30 jours et au dénominateur, le nombre total de réclamations contentieuses traitées dans l'année.*

> Indicateur IPerf-IR-IQ. 7- Part des demandes d'information traitées dans un délai < à 30 jours (DJF + DIEP-RI) : *Cet indicateur, exprimé en pourcentage, comprend au numérateur le nombre de demandes d'information traitées par le DJF et la DIEP-RI dans un délai < à 30 jours et au dénominateur, le nombre total des demandes d'information reçues dans l'année.*

Autres commentaires :

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Une redéfinition des objectifs en prenant en compte les moyens humains alloués à cette mission a été entamée.

Objectif n°5 : Garantir la qualité des comptes publics

L'objectif retrace les dépenses consécutives aux constats d'irrécouvrabilité des impôts émis par voie de rôles et liés à l'insovabilité ou à la disparition des redevables. Dans les deux cas, le payeur de la Polynésie française enregistre une opération dite « d'ordre » par laquelle il constate un apurement sans recouvrement de la créance fiscale et, en contrepartie, une dépense réelle du budget général venant compenser la recette fiscale préalablement comptabilisée.

Cette action se traduit par des admissions en non-valeur lesquelles sont constituées de créances irrécouvrables, celles dont le paiement effectif n'a pas pu être obtenu pour les raisons citées supra. Il est toutefois rappelé que les admissions en non-valeur ont pour but de lever le comptable public de sa responsabilité mais n'éteignent pas pour autant la créance du redevable qui pourra à tout moment être recouvrée si sa situation venait à s'améliorer.

Objectif n° 5 - Garantir la qualité des comptes publics								
Veiller à la sincérité des comptes publics en procédant à l'apurement régulier des créances irrécouvrables								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur Iprod.82 - Taux global net de recouvrement en droits et pénalités sur créances du contrôle fiscal (CFE +CSP)	%	91	91,15	94	91	90,38	92	93

Sources des données :
Contrôle de gestion de la DICP
Mode de calcul des indicateurs :
> Indicateur Iprod.82 - Taux global net de recouvrement en droits et pénalités sur créances du contrôle fiscal (CFE +CSP) : *Exprimé en taux, cet indicateur comprend au numérateur les recouvrements globaux sur RAR diminués des recouvrements sur procédures collectives au titre du contrôle fiscal et au dénominateur, les recouvrements globaux diminués des recouvrements sur procédures collectives augmentés des RAR globaux diminués des créances sur procédures collectives, des créances constestées (sursis) et des créances en suspension, au titre du contrôle fiscal.*
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

Le taux global net de recouvrement en droits et pénalités sur créances du contrôle fiscal baisse entre 2023 et 2024 puisqu'il passe de 91,15 % à 90,38 %.

Objectif n°6 : Maîtriser les coûts de gestion des dépenses dédiées aux fonctions soutien pour une efficience accrue

La DICP est chargée de l'assiette, du recouvrement et du contrôle de deux blocs de fiscalité (indirecte et directe) ; elle s'attache à percevoir les droits et taxes au moindre coût tout en rendant le meilleur service aux contribuables. Grâce aux bénéfices tirés des mesures de simplification et de la rationalisation de l'organisation, des structures et des processus métiers, la DICP répond à l'exigence d'efficience en réduisant le coût de collecte des impôts. Cette démarche s'appuie sur une optimisation des fonctions soutien ou fonctions supports dont la bonne administration conditionne l'efficacité des services à l'usager.

Objectif n° 6 - Maîtriser les coûts de gestion des dépenses dédiées aux fonctions soutien pour une efficience accrue								
Rationnaliser les fonctions supports pour réduire le coût de la collecte de l'impôt								
	Unité	2022 Réalisé	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2024 Révisé à 06/2024	**2024 Réalisé**	2025 Prévision PAP 2025	2026 et + Cible
Indicateur du Taux d'intervention de l'impôt	%	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND

Sources des données :
Contrôle de gestion de la DICP
Mode de calcul des indicateurs :
> Indicateur du Taux d'intervention de l'impôt: *Exprimé en taux, cet indicateur comprend au numérateur le coût total de gestion de l'impôt par la DICP et au dénominateur, les recettes fiscales nettes recouvrées par la DICP.*
Autres commentaires :

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Cet indicateur proposé n'a jamais pu se calculer du fait de sa complexité et sera donc prochainement supprimé.

17.3.4 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
950/990 02 - FISCALITE DIRECTE	**1 346 605 818**	**0**	**1 346 605 818**
1-1: mettre en œuvre la réforme majeure de la fiscalité polynésienne	9 808 784		9 808 784
2-1: développer la co-construction d'une relation de confiance en initiant des rencontres avec les représentants des secteurs économiques ou professionnels ou en consolidant la fonction de facilitation	1 393 918		1 393 918
3-1: renforcer la qualité de service au profit des usagers et des partenaires	23 738 264		23 738 264
4-1: procéder aux remboursements et restitutions liés à la mécanique de l'impôt	815 463 875		815 463 875
5-1: procéder à l'apurement régulier des restes à recouvrer comptabilisés par le payeur de la Polynésie française	493 855 399		493 855 399
6-1: gérer la logistique, le système d'information et l'immobilier du service	2 345 578		2 345 578

17.3.5 Bilan des dépenses fiscales

Les principales dépenses fiscales contribuant à la réalisation programme 990 02 "fiscalité directe" concernent la comptabilisation des admissions en non-valeur pour 494 millions F CFP et les dégrèvements d'impôts pour 815 millions F CFP.

Concernant le volet défiscalisation, en 2024, 9 programmes d'investissements ont été agréés par le Conseil des ministres au titre de la défiscalisation locale dans le cadre des incitations fiscales prévues dans le code des investissements. Parmi ces 9 agréments, 8 ont bénéficié du seul régime fiscal des investissements indirects et

un programme a bénéficié du cumul des régimes des investissements directs et indirects. Aucun programme d'investissement n'a été agréé au titre du seul régime des investissements directs. Au total dix arrêtés d'agréments au titre de la défiscalisation locale ont été pris par le Conseil des ministres en 2024.

En 2023, 17 programmes d'investissement avaient été agréés par le Conseil des ministres. Une diminution substantielle du nombre de programmes agréés en 2024 par rapport à 2023 est donc constatée.

Cette diminution du nombre de dossiers agréés pourrait s'expliquer par la procédure préalable d'appel à manifestation d'intérêt à l'issue de laquelle des lauréats sont sélectionnés pour déposer une demande d'agrément, qui nécessite un délai d'instruction par l'Agence de développement économique. En effet, les lauréats des appels à manifestation d'intérêts publiés en 2024 n'ont été sélectionnés que fin décembre 2024. Par ailleurs, sur 14 lauréats des appels à manifestation publiés en 2023, seulement 3 sociétés lauréates des appels ont déposé une demande d'agrément.

Les 8 projets agréés au titre du seul régime des investissements indirects sont répartis dans les secteurs éligibles comme suit :

- Dans le secteur du tourisme, un seul projet a été agréé, il s'agit de la rénovation d'un hôtel 5 étoiles à Bora Bora. Le montant du crédit d'impôt accordé à ce programme d'investissement s'élève à 1,4 milliard F CFP ;
- Dans le secteur de l'industrie, 2 projets ont été agréés. Un projet concerne la construction d'une usine de production de tôle en polyuréthane à Papeete et le deuxième la construction d'une boulangerie aux Marquises. Le montant des crédits d'impôts accordés à ces projets est de 124 millions F CFP ;
- Dans le secteur primaire, quatre navires de pêche hauturière professionnelle ont été agréés pour un montant de crédits d'impôts de 399 millions F CFP ;
- Dans le secteur des autres constructions la réalisation d'un immeuble mixte abritant des commerces et des logements a été agréé. Le crédit d'impôt accordé à ce projet est de 160 millions F CFP.

Le seul projet ayant bénéficié du cumul des avantages des régimes des investissements indirects et directs concerne l'acquisition d'un cargo mixte destiné à desservir les Tuamotu Ouest. Le crédit d'impôt accordé pour ce projet est de 875 millions F CFP, auquel s'ajoute une réduction d'impôt de 36,4 millions F CFP au titre du régime des investissements directs.

Enfin, aucun projet n'a été agréé uniquement au régime des investissements directs en 2024.

17.3.6 Les opérateurs participant à la réalisation du programme

Le principal opérateur participant à la réalisation du programme est la paierie de la Polynésie française.

18. MISSION 951/991 : GESTION FINANCIERE

39,03 Mds F CFP
Montant total mandaté au CA 2024

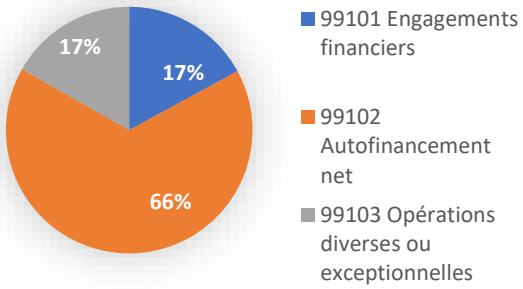
21,4 Mds F CFP
Dépenses de fonctionnement mandatées

17,6 Mds F CFP
Budget d'investissement (CP)

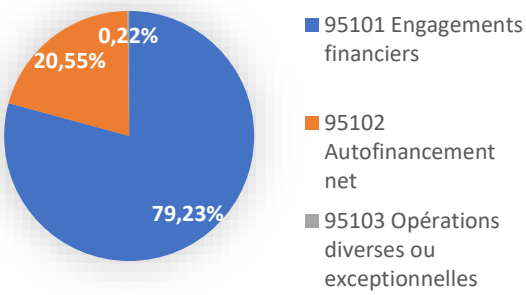
31,15 M F CFP
Dépenses de personnel mandatées
soit 0,1 % sur la masse globale

- ✓ **11,56 Mds F CFP**
  Remboursement de la dette du Pays
- ✓ **32,1 M F CFP**
  Annulations de titres – 2024

Répartition des dépenses de fonctionnement par programme



Répartition des dépenses d'investissement par programme



14,4 Mds F CFP
Mandatés au titre de l'a Autofinancement net – dotation aux amortissements

3,6 Mds F CFP
Mandatés au titre des charges d'intérêts de la dette

10,8 Mds F CFP
Recettes enregistrées au titre de la dotation globale d'autonomie (DGA)

18.1 Revue de la politique générale de la mission

Cette mission concerne la politique gouvernementale en matière de gestion budgétaire et financière.

18.2 Programme 951 01/991 01 : engagements financiers

18.2.1 Bilan des orientations stratégiques

La gestion de la dette

Conformément à ce qui a été annoncé dans le PAP 2024, le Pays a maintenu sa trajectoire de désendettement et a pu, comme en 2023, annuler 3 milliards supplémentaires du PGE n° 2. Ainsi l'encours de la dette à fin 2024 s'établit à 147,2 milliards F CFP contre 156,1 milliards F CFP fin 2022, soit une diminution de près de 8,9 milliards F CFP en deux ans. Comme prévu, la substitution du PGE par des emprunts classiques a permis de diminuer les taux d'intérêts en 2024. Ainsi le taux moyen des emprunts négociés en 2024 est de 3,19 % alors que les dernières tranches du PGE ont été mobilisées à 4,76 % (2023) et 4,33 % (2024).

En outre, le Pays a conclu en décembre 2024 un prêt pluriannuel de 4,3 milliards F CFP avec la Banque des Territoires pour le financement des investissements liés aux Jeux du Pacifique 2027, avec un taux d'intérêt adossé sur celui du livret A complété d'une marge bonifiée de 0,60 %. Le taux du livret A est descendu de 3 % à 2,4 % au 1er février 2025, réduisant ainsi le taux applicable à cet emprunt de 3,6 à 3 %.

Encours de la dette de la Polynésie française de 2019 à 2024

En F CFP	2 019	2 020	2 021	2 022	2 023	2 024
Intérêts de la dette	2 842 031 057	2 830 209 234	2 748 500 896	3 125 485 735	3 388 056 669	3 616 685 699
Remboursement du capital	8 851 215 714	8 785 545 133	11 740 144 731	14 866 810 119	11 416 577 642	11 563 705 432
Annuité	**11 693 246 771**	**11 615 754 367**	**14 488 645 627**	**17 992 295 854**	**14 804 634 311**	**15 180 391 131**
Mobilisation des emprunts	5 292 362 768	40 330 190 931	16 449 284 009	54 798 207 638	11 909 307 876	8 190 692 124
dont PGE n°1		*28 639 618 138*				
et PGE n° 2				*35 799 522 673*		
Annulation partielle PGE n°2					3 000 000 000	3 000 000 000
Encours de la dette au 31/12	**79 896 153 466**	**111 440 799 264**	**116 149 938 542**	**156 081 336 061**	**153 574 066 295**	**147 201 052 987**
dont PGE n°1 et n°2		28 639 618 138	28 639 618 138	64 439 140 811	60 386 144 078	56 317 468 437
PM : Encours de la dette CPS		9 599 109 492	9 599 109 492	16 999 109 492	16 639 775 305	16 275 646 085
Encours de la dette, hors PGEs	**79 896 153 466**	**82 801 181 126**	**87 510 320 404**	**91 642 195 250**	**93 187 922 217**	**90 883 584 550**
Encours de la dette, hors CPS	**79 896 153 466**	**101 841 689 772**	**106 550 829 050**	**139 082 226 569**	**136 934 290 990**	**130 925 406 902**

La notation financière du Pays

Depuis le 1er janvier 2024, la Polynésie française est notée par l'agence Standard and Poor's Global Ratings (S&P) qui a été retenue après une consultation lancée fin 2023. Elle remplace ainsi l'agence Moody's qui évaluait la collectivité depuis 2016.

En juillet 2024, S&P a annoncé avoir attribué les notes de référence 'A' pour les obligations financières à long terme (dettes à plus d'un an) du Pays et 'A-1' pour ses engagements financiers à court terme (dettes à moins d'un an). A ces deux notes est adossée une perspective stable.

Pour rappel, l'agence Moody's avait accordé la note A3 avec perspective stable, ce qui est l'équivalent de la note 'A- ' de S&P.

La note du Pays a donc été relevée d'un cran en 2024 mais au-delà, il s'agit aussi de la meilleure note jamais obtenue par la collectivité depuis qu'elle s'est engagée dans ce processus en 2000.

Standard and Poor's Global Ratings considère que le cadre institutionnel de la Polynésie française est évolutif mais équilibré. Le Pays détient une autonomie fiscale lui permettant de contrôler l'évolution de sa dette.

L'économie locale est par ailleurs jugée robuste et stable ce qui permet de maintenir un bon niveau de recettes fiscales.

De plus, la réforme du système de gestion des finances publiques, rendue possible sur le long terme par la stabilité politique, permet au Pays de mettre en œuvre des réformes, en particulier en matière fiscale et de protection sociale, et d'améliorer la transparence et la visibilité budgétaire grâce à la programmation budgétaire triennale et le suivi des entités satellites.

L'agence de notation considère que les performances budgétaires de la Polynésie française devraient rester solides. Compte tenu d'un vaste programme d'investissements liés aux Jeux du Pacifique de 2027, le niveau des dépenses d'investissements restera structurellement élevé sur les années 2024 à 2027 ce qui va augmenter le besoin de financements. De même, la vulnérabilité de la Polynésie française aux risques climatiques va l'obliger à investir dans les prochaines années.

Sur la gestion de la dette et de la trésorerie, celle-ci est jugée positive. Les taux d'intérêts des emprunts restent contenus, de même que l'encours global. La situation de trésorerie et la capacité du Pays à accéder aux emprunts à long et court termes sont considérées comme exceptionnelles. Les emprunts sont contractés facilement et à des taux corrects. En outre, l'agence accueille favorablement la stratégie de désendettement du Pays et la structure de cette dette qui est principalement composée d'emprunts à taux fixes et à maturités longues.

Lors de la prochaine revue de la notation en 2025, Standard and Poor's Global Ratings pourrait revoir à la hausse son évaluation si les résultats budgétaires dépassaient les projections avec une économie locale toujours en croissance soutenue. De même, une réduction des risques associés aux satellites rendue possible grâce à une amélioration du contrôle du Pays sur ces entités, une fiabilisation de l'actif du Pays et la mise en œuvre des réformes de gestion des finances publiques pourraient avoir un effet positif sur l'appréciation.

A l'inverse, la note pourrait être abaissée si les performances budgétaires se détérioraient significativement engendrant une dégradation de la liquidité et une hausse du recours à l'emprunt. La réalisation des risques associés aux entités satellites du Pays emporterait également une évolution négative de la note et/ou de sa perspective.

18.2.2 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
951/991 01 - ENGAGEMENTS FINANCIERS	**3 659 706 844**	**14 563 705 432**	**18 223 412 276**
Charges financières des emprunts	3 657 261 363		3 657 261 363
Allocations viagères	1 140 000		1 140 000
Annulations de titre	1 305 481		1 305 481
Remboursement en capital de la dette		11 563 705 432	11 563 705 432
Annulation partielle du PGE 2		3 000 000 000	3 000 000 000

18.2.3 Bilan des comptes spéciaux

1) <u>Fonds de l'investissement et de garantie de la dette (FIGD)</u>

Dans le cadre de la gestion de la dette, le FIGD participe au financement de l'échéance relative au prêt garanti par l'Etat (PGE 1). Ainsi, après avoir contribué aux paiements des intérêts en 2021 (200 millions F CFP) et 2022 (426 millions F CFP), il assure l'intégralité de l'annuité du PGE 1 depuis 2023 pour 1,475 milliard F CFP.

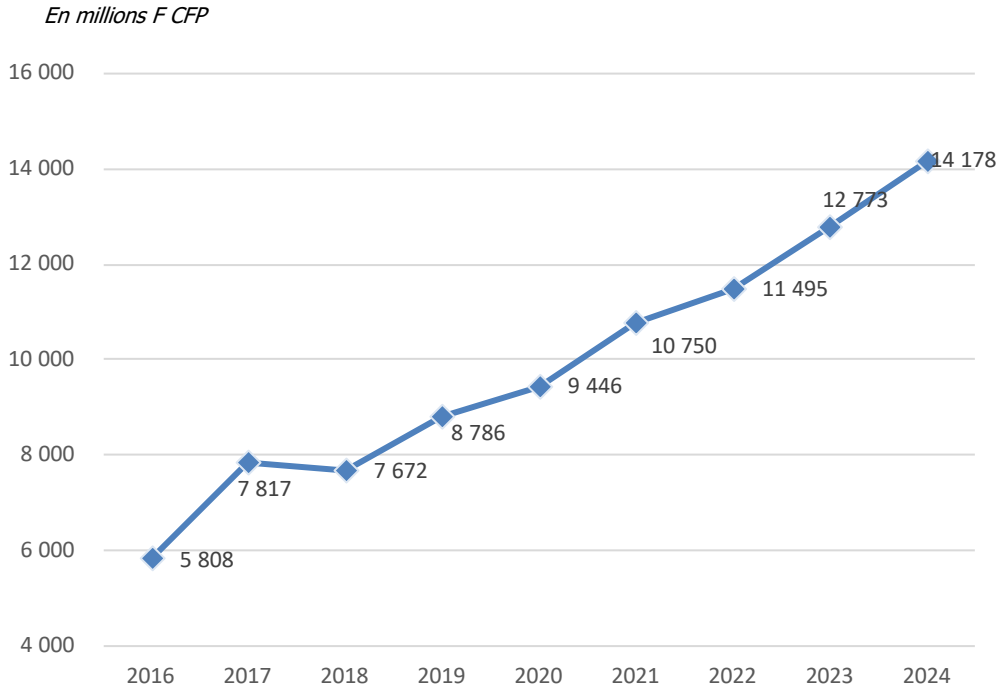
18.3 **Programme 951 02/991 02 : autofinancement**

18.3.1 Bilan des orientations stratégiques

Ce programme permet de connaître l'effort du Pays pour dégager suffisamment de ressources propres (prélèvement sur les recettes de fonctionnement, dotations aux amortissements…) afin de financer son budget d'investissement, une fois le capital de la dette remboursé.

L'autofinancement, composé principalement des dotations aux amortissements doit donc *a minima*, assurer le remboursement du capital de la dette.

En 2024, l'autofinancement s'est élevé à 14,178 milliards F CFP, pour un capital de la dette (hors annulation d'une partie du PGE n° 2) de 11,564 milliards F CFP.



18.4 Programme 951 03/991 03 : opérations diverses et exceptionnelles

18.4.1 Bilan des orientations stratégiques

En 2024, sont notamment comptabilisés :

- Le versement au FPSU de 2,9 milliards F CFP pour équilibrer les régimes sociaux ;
- Des provisions pour risques contentieux : 246 millions F CFP ;
- Des annulations de titres : 54 millions F CFP ;
- Le traitement des dossiers contentieux : 224,2 millions F CFP ;
- Des admissions en non-valeur : 168,6 millions F CFP.

18.4.2 Crédits par action

	Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
951/991 03 - OPERATIONS DIVERSES OU EXCEPTIONNELLES	**3 595 170 938**	**0**	**3 595 170 938**
Versement au FPSU	2 900 000 000		2 900 000 000
Provisions pour risques contentieux	246 117 048		246 117 048
Traitement annuel des dossiers de contentieux	224 205 913		224 205 913
Annulations de titre	54 352 328		54 352 328
Admissions en non valeur	168 596 440		168 596 440
Pertes de change	1 761 777		1 761 777
Autres	137 432		137 432

Rapport annuel à l'Assemblée de la Polynésie française portant sur les participations de la Polynésie française
Exercice 2024

Table des matières

I. – Champ des sociétés dans lesquelles la Polynésie française participe au capital 2

I.1. – Sociétés en activité 2

I.2. – Sociétés en cessation de paiement, en sommeil et en cours de liquidation 2

II. – Interventions de la Polynésie française 3

II.1. – Aides financières 3

II.1.1. – En fonctionnement 3

II.1.2. – En investissement 4

II.1.3. – Au cumul 4

II.2. – Interventions spécifiques 4

II.2.1. – Avances en compte courant et Prêts 4

II.2.3. – Garanties d'emprunt 5

III. – Rendements 2024 des participations de la Polynésie française 6

III. 1. – Dividendes perçus 6

III. 2. – Intérêts perçus sur les avances et prêts et les garanties d'emprunts 6

Conformément aux dispositions de l'article LP 125-9 de la Loi du pays n° 2025-2 du 31 janvier 2025 portant création de la partie législative du code des finances publiques de la Polynésie française, « *un rapport annuel relatif aux participations de la Polynésie française au capital des sociétés commerciales* » est joint au projet de délibération de règlement du budget général.

En effet, le Pays peut *participer au capital des sociétés privées gérant un service public ou d'intérêt général* et, *pour des motifs d'intérêt général, participer* à celui des *sociétés commerciales*.

Le présent rapport s'attache à décrire le champ des participations de la Polynésie française dans le capital des sociétés, les interventions du Pays en faveur de ces sociétés en 2024 et enfin le rendement des dites sociétés dans le budget de la Polynésie française.

I. – CHAMP DES SOCIETES DANS LESQUELLES LA POLYNESIE FRANÇAISE PARTICIPE AU CAPITAL

I.1. – Sociétés en activité

Au 31 décembre 2024, la participation de la Polynésie française au capital des sociétés (en activité) s'établit ainsi :

STATUT	DENOMINATION	CAPITAL SOCIAL F.CFP	PART PF	PARTICIPATION PF F.CFP
SEM	ABATTAGE DE TAHITI	20 000 000	51,00%	10 200 000
SAS	AEROPORT DE TAHITI (ADT)	155 000 000	49,00%	75 950 000
SA	AGENCE FRANCE LOCALE (AFL)	31 620 131 265	2,22%	702 613 365
SA	AIR TAHITI	2 760 000 000	13,66%	377 040 000
SEM	AIR TAHITI NUI (ATN)	1 622 956 875	84,82%	1 376 573 375
SEM	ASSAINISSEMENT DES EAUX DE TAHITI (VAITAMA)	178 070 000	71,38%	127 100 000
SA	CODER MARAMA NUI	4 560 720 000	35,38%	1 613 444 000
SA	ELECTRA	65 400 000	18,35%	12 000 000
SA	ELECTRICITE DE TAHITI (EDT)	5 406 094 500	0,00%	36 600
SA	HUILERIE DE TAHITI	77 041 000	99,95%	77 000 000
SEM	LABORATOIRE DES TRAVAUX PUBLICS DE POLYNESIE FRANCAISE (LABO TP)	120 000 000	50,83%	61 000 000
SA	SOCREDO	22 000 000 000	50,00%	11 000 000 000
SEM	SOCIETE DE FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT DE LA POLYNESIE FRANCAISE (SOFIDEP)	1 500 000 000	84,50%	1 267 500 000
SEM	SOCIETE PORT DE PECHE DE PAPEETE (S3P)	51 510 000	63,72%	32 820 000
SAS	TAHITI NUI HELICOPTERS	848 441 700	23,59%	200 121 000
SEM	TAHITI NUI TELEVISION (TNTV)	550 000 000	85,00%	467 500 000
SEM	TRANSPORT D'ELECTRICITE DE POLYNESIE (TEP)	1 800 000 000	75,00%	1 349 910 000
	TOTAL SOCIETES EN ACTIVITE			**18 750 808 340**

En 2024, de nouvelles collectivités ont adhéré au capital social de l'AFL, le portant ainsi à près de 32 milliards F CFP et diluant le niveau de participation du Pays à 2,22 %.

Par ailleurs, la Polynésie française a acquis, en 2024, 3 000 actions de S3P, initialement détenues par le Port autonome de Papeete pour un montant total de 30 millions de F CFP portant ainsi sa participation au capital de la société à 63,72 %.

Enfin, l'Assemblée générale d'ELECTRA, réunie le 11 décembre 2024, a décidé la liquidation de la société et a arrêté l'attribution d'un boni de liquidation à répartir entre les associés au prorata de leur participation au capital. Le boni attaché aux actions de la Polynésie française sera versé en 2025, après la réalisation des opérations de liquidation.

Par mission, les participations du Pays se répartissent ainsi :

MISSION	MONTANT F.CFP	%TOTAL
DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES	120 020 000	0,64%
ECONOMIE GENERALE	12 267 500 000	65,42%
ENVIRONNEMENT	127 100 000	0,68%
RESEAUX & EQUIPEMENTS STRUCTURANTS	3 579 840 600	19,09%
TRANSPORTS	1 953 734 375	10,42%
GESTION FINANCIERE	702 613 365	3,75%

I.2. – Sociétés en cessation de paiement, en sommeil et en cours de liquidation

En 2024, les opérations de liquidation sont toujours en cours pour les sociétés (totalisant 825 millions F CFP de participations) ci-après listées :

STATUT	DENOMINATION	CAPITAL SOCIAL F.CFP	PART PF	PARTICIPATION PF F.CFP
SAS	BORA BORA CRUISES	377 325 000	7,69%	29 025 000
SEM	MEHERIO	198 350 000	99,81%	197 980 000
SEM	MAEVA NUI	53 600 000	77,61%	41 600 000
SEM	SOCIETE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DE POLYNESIE FRANCAISE	155 992 000	96,59%	150 672 673
SA	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT POUR L'AGRICULTURE ET LA PECHE (SDAP)	65 000 000	18,08%	11 752 000
SEM	TAHITI NUI RAVA'AI	280 000 000	84,28%	235 970 000
SEM	TE MAU ITO API	90 360 000	66,40%	60 000 000
SA	KAI HOTU RAU	200 000 000	49,00%	98 000 000
TOTAL				**824 999 673**

Les opérations de liquidation de la SAGEP ont été clôturées, tandis que les opérations de fermeture par transfert universel du patrimoine (TUP) sont toujours en cours. C'est dans ce contexte que la Polynésie française a acquis la totalité des actions de la société à leur valeur résiduelle d'un franc.

Les opérations de liquidation de la SAS BORA BORA CRUISES sont également closes ; le Pays reste en attente des suites réservées à sa déclaration de créance, au titre d'une avance accordée à la société et non remboursée.

II. – INTERVENTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

La loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée, définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes permet à la Polynésie française de soutenir les sociétés au travers d'une aide financière (subvention) ou d'interventions spécifiques (avance en compte courant, prêt ou octroi de garanties d'emprunt).

II.1. – Aides financières

II.1.1. – En fonctionnement

En 2024, la Polynésie française a contribué à hauteur de 4,788 milliards F CFP (contre 1,601 milliard F CFP en 2023) au titre du fonctionnement des sociétés dans lesquelles elle détient des participations. Cet accroissement de près de 200 % s'explique principalement par l'attribution d'une subvention exceptionnelle d'équilibre à la compagnie Air Tahiti Nui.

Sa contribution se répartit ainsi :

STATUT	DENOMINATION	Mission	MONTANT (F CFP)	% TOTAL
SEM	ABATTAGE DE TAHITI	DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES	35 000 000	0,7%
SA	HUILERIE DE TAHITI	DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES	480 000 000	10,0%
SAS	AEROPORT DE TAHITI (ADT)	RESEAUX & EQUIPEMENTS STRUCTURANTS	17 513 384	0,4%
SEM	TAHITI NUI TELEVISION (TNTV)	RESEAUX & EQUIPEMENTS STRUCTURANTS	1 062 000 000	22,2%
SEM	AIR TAHITI NUI (ATN)	TRANSPORTS	3 193 309 402	66,7%
		TOTAL	**4 787 822 786**	**100%**

Soit :

- 66,7 % en faveur de la mission Transports (contre 0 % en 2023) ;
- 22,6 % pour la mission Réseaux et équipements structurants (contre 62,2 % en 2023) ;
- 10,7 % pour la mission Développement des ressources propres (contre 37,8 % en 2023) ;

II.1.2. – En investissement

La Polynésie française a versé des subventions d'investissement à trois SEM pour un montant global de 703 000 000 F CFP contre 728 192 328 F CFP en 2023, soit une baisse de 3 %.

STATUT	DENOMINATION	Mission	Programme	SUBVENTIONS INVEST	%TOTAL
SEM	SOCIETE DE FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT DE LA POLYNESIE FRANCAISE (SOFIDEP)	ECONOMIE GENERALE	Développement des entreprises	400 000 000	56,9%
SEM	TRANSPORT D'ELECTRICITE DE POLYNESIE (TEP)	RESEAUX & EQUIPEMENTS STRUCTURANTS	Energie	157 000 000	22,3%
SEM	TAHITI NUI TELEVISION (TNTV)	RESEAUX & EQUIPEMENTS STRUCTURANTS	Médias	146 000 000	20,8%
	TOTAL			**703 000 000**	**100%**

La répartition des subventions en investissement par mission s'établit ainsi qu'il suit :

- 43,1 % pour la mission Réseaux et équipements structurants (contre 57,8 % en 2023) ;
- 56,9 % pour la mission Économie générale (contre 41 % en 2023).

II.1.3. – Au cumul

Au final, en 2024, la Polynésie française a versé un total de 5 490 822 786 F CFP de subventions (fonctionnement et investissement confondus) pour le soutien des sociétés privées dans lesquelles elle détient des participations, contre 2 329 250 096 F CFP en 2023.

Ces subventions se répartissent par mission comme suit :

MISSION	MONTANT F CFP	%TOTAL	2024/2023
DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES	532 513 384	10%	-13%
TRANSPORTS	3 193 309 402	58%	_
RESEAUX & EQUIPEMENTS STRUCTURANTS	1 365 000 000	25%	-4%
ECONOMIE GENERALE	400 000 000	7%	35%
TOTAL	**5 490 822 786**	**100%**	**18%**

II.2. – Interventions spécifiques

Il s'agit d'avances en compte courant ou de prêts ou encore de garanties d'emprunt.

II.2.1. – Avances en compte courant et Prêts

Le tableau ci-après synthétise les avances et prêts consentis aux sociétés dans lesquelles la Polynésie française détient des participations, toujours en cours au 31 décembre 2024 :

BENEFICIAIRES	ANNEE D'OCTROI	MONTANT DE L'AVANCE (F CFP)	MONTANT DU PRÊT (F CFP)	CAPITAL RESTANT DU AU	CAPITAL RESTANT DU AU 31/12/2024
SEM Tahiti Nui Rava'ai (TNR)	2004		186 000 000	65 122 560	65 122 560
SEM Tahiti Nui Rava'ai (TNR)	2011		367 000 000	348 059 655	348 059 655
SEM Assainissement des Eaux de Tahiti (AET)	2013		219 000 000	79 998 353	55 927 021
SAS BoraBora Cruises	2007	20 000 000		20 000 000	20 000 000
SEM TMIA	2014	65 000 000		65 000 000	65 000 000
SA Kai Hotu Rau	2015	70 000 000		70 000 000	70 000 000
TOTAL		**155 000 000**	**772 000 000**	**648 180 569**	**624 109 237**

Les avances consenties par la Polynésie française s'élèvent au 31 décembre 2024 à 155 millions F CFP et ne concernent que des structures satellitaires en cours de liquidation.

En ce qui concerne les prêts, autres que ceux consentis à Tahiti Nui Rava'ai (en cours de liquidation), les échéances de la SEM AET font l'objet d'un remboursement régulier.

Le capital restant dû s'analyse comme suit :

- 568 millions F CFP relèvent des sociétés dont les opérations de liquidation sont en cours ou dont la clôture n'est toujours pas finalisée (Bora Bora Cruises, TNR, TMIA, Kai Hotu Rau) ;
- 56 millions F CFP pour le prêt à la SEM AET.

L'état 2024 des créances douteuses issues des avances et prêts consentis par la Polynésie française s'établit ainsi :

BENEFICIAIRES	ANNEE D'OCTROI	MONTANT DE L'AVANCE (F CFP)	MONTANT DU PRÊT (F CFP)	INTERETS DUS ARRETES AU 31/12/2024	CREANCES DOUTEUSES 31/12/2024
SEM Tahiti Nui Rava'ai (TNR)	2004		186 000 000	1 682 315	66 804 875
SEM Tahiti Nui Rava'ai (TNR)	2011		367 000 000	92 708 324	440 767 979
SAS BoraBora Cruises	2007	20 000 000			20 000 000
SEM TMIA	2014	65 000 000		7 190 488	72 190 488
SA Kai Hotu Rau	2015	70 000 000		2 870 000	72 870 000
TOTAL		**155 000 000**	**553 000 000**	**104 451 127**	**672 633 343**

En 2024, les créances douteuses s'élèvent toujours à 673 millions F CFP comme en 2023.

Pour rappel :

- En ce qui concerne les créances de TAHITI NUI RAVA'AI, le 1er prêt TNR a fait l'objet d'un remboursement partiel jusqu'en janvier 2014, portant le capital restant dû à 65 122 560 F CFP.

  Le 2e prêt fait suite à la consolidation en 2013 de l'avance en compte courant consentie en 2009. TNR a procédé à un remboursement partiel jusqu'en janvier 2014, le capital restant dû est de 348 059 655 F CFP.

  Par déclaration initiale en 2015 et complétée en 2016, la Polynésie française a déclaré ces créances auprès du mandataire judiciaire. Compte tenu des litiges encore existants devant les tribunaux, les opérations de liquidation persisteront encore quelques temps ;
- La créance de la Polynésie française détenue sur la SARL Bora Bora Cruises a été déclaré le 28 janvier 2010. Les opérations de liquidation ont été closes le 23 mars 2021 (arrêt du compte définitif de la liquidation). La procédure reste en cours du fait d'une procédure avec mise en cause du gérant ;
- Le Pays a déclaré la créance qu'elle détient sur TMIA en novembre 2017 à hauteur de 72 190 488 F CFP, dont 7 190 488 F CFP au titre des intérêts dus ;
- La société Kai Hotu Rau a été mise en liquidation judiciaire en septembre 2020, une provision pour risque du même montant que la créance due a été constituée dans les comptes 2022 du Pays.

II.2.3. – Garanties d'emprunt

L'état des dettes garanties par le Pays, pour les sociétés dans lesquelles la Polynésie française détient des participations s'établit ainsi :

BENEFICIAIRES	ANNEE D'OCTROI	MONTANT INITIAL DE l'EMPRUNT	PART GARANTIE (%)	MONTANT INITIAL GARANTI (F CFP)	ENCOURS GARANTI AU 01/01/2024	ANNUITE GARANTIE 2024	ENCOURS GARANTI AU 31/12/2024
SEM Air Tahiti Nui (ATN)	2018	5 750 880 677	55,61%	3 197 997 375	3 197 997 375	-	-
SEM Air Tahiti Nui (ATN)	2018	8 118 000 000	4,64%	373 044 391	373 044 391	373 044 391	-
SEM Air Tahiti Nui (ATN)	2018	5 786 025 947	56,71%	3 254 365 394	3 254 365 394	-	-
SEM Air Tahiti Nui (ATN)	2018	8 685 557 400	5,79%	453 829 117	453 829 117	453 829 117	-
TOTAL ATN		**28 340 464 024**	**25,68%**	**7 279 236 277**	**7 279 236 277**	**826 873 508**	**-**

Le Pays a garanti 7,279 milliards de F CFP d'encours au bénéfice d'ATN pour l'achat de deux Boeing B787-9, le OVAA et le OTOA. Ces deux avions sont sortis de défiscalisation respectivement **en juin et en août 2024** ayant pour effet la mainlevée des emprunts garantis.

III. – RENDEMENTS 2024 DES PARTICIPATIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Il s'agit d'établir ici un panorama sur les rendements directs dans le budget de la Polynésie française de ses participations et interventions dans les sociétés privées.

III. 1. – Dividendes perçus

Pour rappel, les montants inscrits concernent les dividendes distribués en 2024 sur la base des résultats des sociétés pour l'exercice 2023.

STATUT	DENOMINATION	DIVIDENDES
SA	CODER MARAMA NUI	171 428 425
SA	ELECTRICITE DE TAHITI (EDT)	4 332
SA	AEROPORT DE TAHITI	62 556 218
SEM	TRANSPORT D'ELECTRICITE DE POLYNESIE (TEP)	51 060 346
SA	SOCREDO	146 608 000
	TOTAL	**431 657 321**

Le Pays a perçu en 2024 un total de 431 millions F CFP de dividendes, contre 390 millions F CFP en 2023, soit une hausse de +11%.

III. 2. – Intérêts perçus sur les avances et prêts et les garanties d'emprunts

La loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée, précise en son article LP 37 que « les avances et prêts *sont productifs d'intérêts au taux moyen appliqué aux emprunts souscrits par la Polynésie française, et constaté au 31 décembre de l'année précédant l'attribution des avances et prêts* ».

L'article LP 43 pose le principe d'une rémunération en contrepartie de la garantie d'emprunts apportée en fixant un taux annuel de la commission à 1 % du montant de l'encours restant dû sur l'emprunt avalisé.

L'état des intérêts perçus par la Polynésie française, au titre des avances et prêts et des garanties d'emprunts octroyés s'établit ainsi pour 2024[1] :

STATUT	DENOMINATION	MONTANT DE L'AVANCE (F CFP)	MONTANT DU PRÊT (F CFP)	MONTANT DE LA GARANTIE (F CFP)	INTERETS ACC & PRETS (F CFP)	COMMISSIONS GARANTIE (F CFP)
SEM	AIR TAHITI NUI (ATN)	-		7 279 236 277	-	39 274 272
SEM	ASSAINISSEMENT DES EAUX DE TAHITI (VAITAMA)		219 000 000		3 038 337	
	TOTAL		**219 000 000**	**7 279 236 277**	**3 038 337**	**39 274 272**

Soit un total (intérêts ACC et prêts + commissions de garanties) de 42 millions F CFP contre 77 millions F CFP en 2023, soit une baisse de -45 %, en corrélation avec les remboursements induits.

[1] Sur la base des titres de recettes émis

Rapport annuel à l'Assemblée de la Polynésie française portant sur les aides non soumises au dispositif de transmission prévu par l'article 157-2 du statut d'autonomie de la Polynésie française

Exercice 2024

Conformément aux dispositions de l'article 157-2 1° de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, le présent rapport présente aux représentants de l'Assemblée de la Polynésie française, la synthèse, pour l'exercice 2024, des aides financières octroyées par le gouvernement aux personnes morales, qui ne sont pas soumises au dispositif de transmission à la commission de contrôle budgétaire et financier (CCBF) de l'assemblée.

L'Assemblée de la Polynésie française a en effet défini les seuils[1] suivants, en deçà desquels les aides financières ne lui sont pas soumises :

- 1 000 000 F CFP pour les aides financières accordées aux associations ;
- 1 500 000 F CFP, pour les aides financières accordées aux sociétés ;
- 3 000 000 F CFP, pour les aides financières accordées aux établissements publics ou organismes parapublics ;
- et 10 000 000 F CFP, pour les concours financiers accordés aux communes et à leurs groupements.

En 2024, les aides accordées aux personnes morales représentent un montant de 17,443 milliards F CFP, dont 510 millions F CFP ne sont pas soumises au dispositif de transmission prévu par l'article 157-2 du statut d'autonomie de la Polynésie française, soit 2,92 % du montant total.

	Association	Commune ou groupement de commune	Etablissement public ou organisme public	Société	Total général	
Aides non soumises à l'avis préalable de la CCBF	84 345 220	200 430 782	164 024 417	61 257 542	510 057 961	2,92%
Aides soumises à l'avis préalable de la CCBF	1 753 918 160	4 124 998 246	3 826 160 681	7 227 967 452	16 933 044 539	97,08%
Total	**1 838 263 380**	**4 325 429 028**	**3 990 185 098**	**7 289 224 994**	**17 443 102 500**	
	4,81%	4,86%	4,29%	0,85%	3,01%	

Concernant les aides relatives au dispositif dérogatoire précité, elles évoluent comme suit sur les 3 dernières années :

Exercice		Association	Commune ou groupement de commune	Etablissement public ou organisme public	Société	Total général	Δ
2022		78 762 553	233 613 003	151 484 901	66 984 874	530 845 331	-41,64%
	Ratio / total	*14,84%*	*44,01%*	*28,54%*		*100,00%*	
2023		101 077 004	241 048 959	131 751 916	61 053 510	534 931 389	0,77%
	Ratio / total	*18,90%*	*45,06%*	*24,63%*	*11,41%*	*100,00%*	
2024		84 345 220	200 430 782	164 024 417	61 257 542	510 057 961	-4,88%
	Ratio / total	*16,54%*	*39,30%*	*32,16%*	*12,01%*	*100,00%*	

[1] Cf. loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée (applicable aux communes et leurs groupements) et loi du pays n° 2017-32 modifiée du 2 novembre 2017 (applicable aux personnes morales autres que les communes).

Liste exhaustive des aides non soumises à l'avis préalable de la CCBF en 2024

I. Aides accordées aux associations :

N° Arrêté	Date arrêté	Intitulé arrêté	Nom organisme	Montant de l'aide
212 CM	22-févr.	portant organisation d'un jeu-concours pour la création du logo du projet Fare Ora et relatif aux frais du concours	lauréat	150 000
252 CM	4-mars	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Heiva Taure'a pour financer l'acquisition de to'ere et de trophées pour l'année 2024	Heiva Taure'a	616 000
372 CM	21-mars	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de l'association GCSMS « Te mana o te ora » dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet en Polynésie française - ACI	GCSMS TE MANA O TE ORA	300 000
596 CM	2-mai	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Jeunesse Adventiste Polynésie Française pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Jeunesse Adventiste Polynésie Française	796 000
597 CM	2-mai	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association All In One Dance Tahiti pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	All In One Dance Tahiti	300 000
750 CM	27-mai	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'Association Keapaani pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Association Keapaani	540 000
835 CM	14-juin	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la Fédération Tahitienne de Football Américain pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Fédération Tahitienne de Football Américain	300 000
836 CM	14-juin	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la Fédération Polynésienne d'Aïkido pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Fédération Polynésienne d'Aïkido	500 000
837 CM	14-juin	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la Fédération Tahitienne de Badminton pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Fédération Tahitienne de Badminton	900 000
838 CM	17-juin	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Section Sportive de Tefana Football pour le financement de l'organisation de CLSH à dominante sportive pendant les vacances scolaires	Section Sportive de Tefana Football	173 850

844 CM	17-juin	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Les Petits Princes de Aimeho pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Les Petits Princes de Aimeho	672 000
892 CM	27-juin	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la Fédération Tahitienne de Karaté et Disciplines associées pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Fédération Tahitienne de Karaté et Disciplines associées	750 000
893 CM	27-juin	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la Fédération Tahitienne de Squash pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Fédération Tahitienne de Squash	370 000
970 CM	8-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Tahitian Foil Club pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Tahitian Foil Club	200 000
971 CM	8-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Tahiti Nui Surf Club (TNSC) pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Tahiti Nui Surf Club (TNSC)	450 000
1005 CM	11-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Club de Tir Tiare Apetahi pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Club de Tir Tiare Apetahi	350 000
1006 CM	11-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Tennis Club de Raiatea pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Tennis Club de Raiatea	500 000
1007 CM	11-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Tennis de table Tamarii Uporu pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Tennis de table Tamarii Uporu	200 000
1008 CM	11-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Te Ana Hotu pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Te Ana Hotu	450 000
1009 CM	11-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association District de Football de Huahine pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	District de Football de Huahine	600 000
1014 CM	11-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association District de Football de Rapa pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	District de Football de Rapa	700 000

1015 CM	11-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Papara Football Club pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Papara Football Club	500 000
1016 CM	11-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Union du Sport Universitaire Polynésien - USUP pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Union du Sport Universitaire Polynésien - USUP	400 000
1017 CM	11-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Budokan Judo pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Budokan Judo	500 000
1018 CM	11-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Ecole de Judo, Jiu-Jitsu, Self-Défense et Taiso de Polynésie pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Ecole de Judo, Jiu-Jitsu, Self-Défense et Taiso de Polynésie	300 000
1019 CM	11-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association sportive Tefana pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	sportive Tefana	600 000
1020 CM	11-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Comité Football, Futsal, Beach soccer de Tubuai pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Comité Football, Futsal, Beach soccer de Tubuai	400 000
1021 CM	11-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Taaone Tennis de Table Pirae pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Taaone Tennis de Table Pirae	260 000
1080 CM	18-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Badminton Université Club de Polynésie française pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Badminton Université Club de Polynésie française	400 000
1081 CM	18-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Cercle d'Aviron Polynésien Marara pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Cercle d'Aviron Polynésien Marara	200 000
1082 CM	18-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Courir en Polynésie pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Courir en Polynésie	150 000
1083 CM	18-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association pour le Développement de l'Athlétisme a Taiarapu - ADAT pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	pour le Développement de l'Athlétisme a Taiarapu - ADAT	200 000

1084 CM	18-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association I Mua Papeete pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	I Mua Papeete	500 000
1085 CM	18-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Fenua Sauvetage Natation pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Fenua Sauvetage Natation	500 000
1086 CM	18-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Club de Natation du Tapioi pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Club de Natation du Tapioi	400 000
1087 CM	18-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la Fédération Polynésienne des Sports Adaptés et Handisports pour le financement du déplacement de la délégation parava'a au championnat du monde 2024 de va'a, à Hilo, Hawaii	Fédération Polynésienne des Sports Adaptés et Handisports	990 000
1088 CM	18-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association To'a Hine Spearfishing pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	To'a Hine Spearfishing	400 000
1089 CM	18-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association TEHERENUI pétanque pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	TEHERENUI pétanque	200 000
1090 CM	18-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'Association sportive Ihilani Va'a pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Association sportive Ihilani Va'a	700 000
1091 CM	18-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Amicale Tua Rua Va'a pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Amicale Tua Rua Va'a	400 000
1092 CM	18-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Papara Badminton pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Papara Badminton	450 000
1093 CM	18-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association District de Va'a de Raiatea pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	District de Va'a de Raiatea	500 000
1094 CM	18-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association District de Va'a de Huahine pour le	District de Va'a de Huahine	600 000

		financement de ses activités générales au titre de l'année 2024		
1095 CM	18-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Team Orohena Racing pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Team Orohena Racing	200 000
1096 CM	18-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Pirae Cyclisme pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Pirae Cyclisme	350 000
1097 CM	18-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Cercle des Nageurs Sauveteurs de Teva pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Cercle des Nageurs Sauveteurs de Teva	500 000
1098 CM	18-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Tahiti Adrénaline Racing pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Tahiti Adrénaline Racing	300 000
1099 CM	18-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Ruahatu pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Ruahatu	240 000
1100 CM	18-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Rairoa Va'a pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Rairoa Va'a	500 000
1101 CM	18-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Pirae Va'a pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Pirae Va'a	500 000
1102 CM	18-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'Association Paturoa pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Association Paturoa	250 000
1103 CM	18-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Mou'a Tamaiti no Papara pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Mou'a Tamaiti no Papara	400 000
1104 CM	18-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Faa'a Rugby Aro Académie de Rugby de Oremu pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Faa'a Rugby Aro Académie de Rugby de Oremu	800 000
1105 CM	18-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Club Equestre de Tahiti pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Club Equestre de Tahiti	500 000

1106 CM	18-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'Association sportive Pueu pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Association sportive Pueu	500 000
1107 CM	18-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Section Sportive Jeunesse Marquisienne Football pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Section Sportive Jeunesse Marquisienne Football	400 000
1108 CM	18-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'Association Tamariki Takaroa pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Association Tamariki Takaroa	500 000
1109 CM	18-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Punaauia Rugby Club pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Punaauia Rugby Club	700 000
1110 CM	18-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Rugby Club de Pirae pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Rugby Club de Pirae	800 000
1111 CM	18-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Olympique de Pirae pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Olympique de Pirae	700 000
1112 CM	18-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Tahiti Iti Natation Sauvetage pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Tahiti Iti Natation Sauvetage	300 000
1113 CM	18-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Jeunesse Rugby Moorea pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Jeunesse Rugby Moorea	600 000
1114 CM	18-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Paea Manu Ura Rugby Club pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Paea Manu Ura Rugby Club	700 000
1115 CM	18-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Papeete Rugby Club pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Papeete Rugby Club	800 000
1116 CM	18-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Tennis Club de Bora-Bora pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Tennis Club de Bora-Bora	350 000

1117 CM	18-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Beach Tennis Tahiti pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Beach Tennis Tahiti	300 000
1119 CM	19-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'Association Tevaitoa 1 pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Association Tevaitoa 1	300 000
1120 CM	19-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Fauna Nui pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Fauna Nui	600 000
1121 CM	19-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Team Mato Huahine pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Team Mato Huahine	300 000
1122 CM	19-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Mata Are Va'a pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Mata Are Va'a	300 000
1123 CM	19-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Mahina Hoe pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Mahina Hoe	450 000
1124 CM	19-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Jeunesse Torea Event's pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Jeunesse Torea Event's	200 000
1125 CM	19-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Mataiea Hoe pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Mataiea Hoe	500 000
1126 CM	19-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Section sportive Tefana Taekwondo pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Section sportive Tefana Taekwondo	400 000
1129 CM	19-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Huahine Xtrem Arts pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Huahine Xtrem Arts	500 000
1130 CM	19-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'Association Tiare Apetahi no Tumaraa pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Association Tiare Apetahi no Tumaraa	500 000
1131 CM	19-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Team Huahine pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Team Huahine	500 000

1132 CM	19-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association sportive Samine pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	sportive Samine	500 000
1133 CM	19-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Comité des Sports de Tubuai pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Comité des Sports de Tubuai	990 000
1134 CM	19-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Te Huāʻai a Tehoiri – Hauata Edwin Maurinui et Ahuroa Mathilde Tetua (THEMAM) pour financer l'acquisition de ʻukulele, dans le cadre de son projet intitulé "j'aime mon ʻukulele", au titre de l'année 2024	Te Huāʻai a Tehoiri – Hauata Edwin Maurinui et Ahuroa Mathilde Tetua (THEMAM)	900 000
1135 CM	19-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Comité des Sports et de Jeunesse de la commune de Ua-Pou pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Comité des Sports et de Jeunesse de la commune de Ua-Pou	800 000
1136 CM	19-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Union Sportive de l'Enseignement du Premier degré de Polynésie française pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Union Sportive de l'Enseignement du Premier degré de Polynésie française	800 000
1137 CM	19-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'Association Atlantide PF pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Association Atlantide PF	250 000
1138 CM	19-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Cercle des Nageurs Sauveteurs de Teva pour l'organisation d'une certification citoyenne en milieu aquatique à destination d'associations de jeunesse et d'éducation populaire	Cercle des Nageurs Sauveteurs de Teva	250 000
1139 CM	19-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'Association Cheer Tahiti pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Association Cheer Tahiti	200 000
1140 CM	19-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'Association Aito Spirit Esport - (AS E-SPORT) pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Association Aito Spirit Esport - (AS E-SPORT)	200 000
1141 CM	19-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Saint Etienne - Jeunes de Hakahau (Ua-Pou) pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Saint Etienne - Jeunes de Hakahau (Ua-Pou)	990 000

1142 CM	19-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association sportive et culturelle District Vaka de Ua Pou pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	sportive et culturelle District Vaka de Ua Pou	990 000
1143 CM	19-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'Association Te Anaorivai pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Association Te Anaorivai	200 000
1146 CM	19-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Tefana Judo Jujitsu pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Tefana Judo Jujitsu	800 000
1147 CM	19-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Va'a Ta'ie Tautoru pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Va'a Ta'ie Tautoru	500 000
1148 CM	19-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Te Ha'a Nui pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Te Ha'a Nui	700 000
1149 CM	19-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'Association Vahine Tri pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Association Vahine Tri	350 000
1150 CM	19-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Marara Tri pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Marara Tri	400 000
1151 CM	19-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'Association Kona Tri pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Association Kona Tri	450 000
1152 CM	19-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Tahiti Judo Discovery pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Tahiti Judo Discovery	800 000
1153 CM	19-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Punaauia Judo Jujitsu pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Punaauia Judo Jujitsu	350 000
1154 CM	19-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Judo Club de Taravao pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Judo Club de Taravao	460 000
1155 CM	19-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'Association Judo Club de Rangiroa pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Association Judo Club de Rangiroa	400 000

1156 CM	19-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Judo Club de Manihi pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Judo Club de Manihi	200 000
1158 CM	22-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la Fédération Tahitienne de Tir à l'Arc pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Fédération Tahitienne de Tir à l'Arc	750 000
1160 CM	22-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'association Comité Quartier Hotuarea Nui pour l'aménagement d'un kit carport de 36 m2 de type garage	Comité Quartier Hotuarea Nui	961 289
1161 CM	22-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Team Polynes'yam pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Team Polynes'yam	200 000
1162 CM	22-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Pirae Xtrem Team pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Pirae Xtrem Team	450 000
1163 CM	22-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Sphère MMA Academy pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Sphère MMA Academy	600 000
1198 CM	25-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Tahiti New Talent pour financer la participation de 2 artistes a la 27° édition de la « World Championships of Performing Arts » à Los Angeles, au titre de I'année 2024	Tahiti New Talent	800 000
1199 CM	25-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Tahi Tumu, pour financer I'activité¢ générale de I'école d'art et de culture, à Ra'iatea, au titre de I'année 2024	Tahi Tumu	300 000
1200 CM	25-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Tamariki Paeua Nui pour financer le projet intitulé "Un été culturel sur l'atoll de Manihi", au titre de l'année 2024	Tamariki Paeua Nui	312 889
1201 CM	25-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Tamariki Paeua Nui pour financer son projet intitulé "La langue dans ma culture", au titre de l'année 2024	Tamariki Paeua Nui	200 000

1202 CM	25-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Tahitian Historical Society pour financer la réalisation et la pose de panneaux d'informations en langues polynésiennes sur le domaine Kellum à Moʻorea, au titre de l'année 2024	Tahitian Historical Society	500 000
1203 CM	26-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'Association Artistique, Culturelle et d'Éducation Populaire des Apprentis Comédiens (A.D.A.C.) pour financer l'acquisition de matériels artistiques nécessaires à l'organisation des spectacles de Noël programmés à Teva I Uta, au titre de l'année 2024	Association Artistique, Culturelle et d'Éducation Populaire des Apprentis Comédiens (A.D.A.C.)	756 748
1204 CM	26-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Manava Tupu nō Hūāhine pour financer l'ouverture d'une bibliothèque publique à Hūāhine, au titre de l'année 2024	Manava Tupu nō Hūāhine	567 645
1205 CM	26-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Te Ha'a Nui pour financer sa participation à l'évènement « Toʻa Moʻa Tūʻaro Māʻohi nō Hūāhine », au titre de l'année 2024, au titre de l'année 2024	Te Ha'a Nui	400 000
1206 CM	26-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Raiatea Yacht Club pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Raiatea Yacht Club	350 000
1207 CM	26-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association des Auteurs, Illustrateurs et Compositeurs de Polynésie pour l'organisation de rencontres autour de l'écriture et de l'illustration	des Auteurs, Illustrateurs et Compositeurs de Polynésie	200 000
1208 CM	26-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Tahiti Judo Discovery pour le financement d'activités péri-scolaires autour de la Santé des enfants	Tahiti Judo Discovery	500 000
1209 CM	26-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association To'a Hine Spearfishing pour le financement de l'organisation de 5 modules de formations auprès des membres, cadres et bénéficiaires de l'association	To'a Hine Spearfishing	390 000
1214 CM	26-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Tamarii Haumaru pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Tamarii Haumaru	300 000
1215 CM	26-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Centre Nautique de la Baie de Phaëton pour	Centre Nautique de la Baie de Phaëton	400 000

		le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024		
1216 CM	26-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'Association Tuaiva Nui pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Association Tuaiva Nui	400 000
1217 CM	26-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'Association Team Bora Bora Va'a pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Association Team Bora Bora Va'a	200 000
1218 CM	26-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Tamarii Taravao pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Tamarii Taravao	400 000
1219 CM	26-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association District de Va'a de Bora Bora pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	District de Va'a de Bora Bora	600 000
1220 CM	26-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Ecole de voile d'Arue pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Ecole de voile d'Arue	950 000
1221 CM	26-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'Association sportive Jeunesse Athlétique de Makemo pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Association sportive Jeunesse Athlétique de Makemo	300 000
1222 CM	26-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'Association Jeunesse Fitii pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Association Jeunesse Fitii	400 000
1223 CM	26-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Te Hau Nui no Moorea pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Te Hau Nui no Moorea	200 000
1290 CM	2-août	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Mata 'Avei'a pour financer le projet d'édition artistique intitulé "'Aikā", au titre de l'année 2024, au titre de l'année 2024	Mata ʻAveiʻa	500 000
1291 CM	2-août	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Puna Reo Pihaʻeʻina pour financer le projet d'immersion linguistique des enfants et des jeunes de Mo'orea, au titre de l'année 2024	Pune Reo Pihaʻeʻina	500 000
1292 CM	2-août	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association District Vaka de Ua Pou pour financer le	District Vaka de Ua Pou	800 000

		projet intitulé "Eo Enana 24", au titre de l'année 2024		
1427 CM	23-août	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de la Fédération Polynésienne d'Aïkido pour l'acquisition d'une surface de tatamis	Fédération Polynésienne d'Aïkido	700 000
1428 CM	23-août	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de la Fédération Tahitienne de Volley-Ball pour l'acquisition de quatre poteaux de volley-ball en aluminium	Fédération Tahitienne de Volley-Ball	310 000
1522 CM	5-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'association pour le Développement de l'Athlétisme à Taiarapu (ADAT) pour l'installation d'un kit photovoltaïque et la pose d'un tableau électrique de protection	pour le Développement de l'Athlétisme à Taiarapu (ADAT)	250 000
1523 CM	5-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'association POLYNESIA TAEKWONDO (anciennement FTTDA) pour l'acquisition d'une aire de combat	POLYNESIA TAEKWONDO (anciennement FTTDA)	680 000
1530 CM	5-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Tamarii Te Uira Tahi Ata Boxing club pour l'organisation de deux stages de boxe en faveur des jeunes de quartier de Pirae	Tamarii Te Uira Tahi Ata Boxing club	330 936
1614 CM	13-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Un Don De Vie pour son projet « Journée nationale du don d'organe » au titre de l'exercice 2024	Association Un Don De Vie	110 000
1623 CM	13-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Te miti e te fenua pour l'organisation d'une journée de sensibilisation à l'environnement	Te miti e te fenua	200 000
1628 CM	13-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association TBJ Fanatea Avia Club pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	TBJ Fanatea Avia Club	300 000
1629 CM	13-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association sportive Hititoa pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	sportive Hititoa	500 000
1661 CM	19-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'Association Akau Boxing Club pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Association Akau Boxing Club	200 000
1678 CM	20-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'association MEJ Marquises - Mouvement Eucharistique des Jeunes des Iles Marquises pour la rénovation de la station solaire	MEJ Marquises - Mouvement Eucharistique des Jeunes des Iles Marquises	940 000

1679 CM	20-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'association Va'a Ta'ie Tautoru pour l'achat de voiles	Va'a Ta'ie Tautoru	330 000
1680 CM	20-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'association sportive et culturelle District Vaka de Ua Pou pour l'acquisition d'un bateau alu avec moteur	sportive et culturelle District Vaka de Ua Pou	600 000
1681 CM	20-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de la Fédération Tahitienne de Basket Ball pour l'acquisition de deux postes informatiques fixes	Fédération Tahitienne de Basket Ball	300 000
1682 CM	20-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la Fédération Tahitienne d'Escrime pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Fédération Tahitienne d'Escrime	300 000
1683 CM	20-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de la Fédération Tahitienne de Cyclisme pour l'acquisition d'un scooter	Fédération Tahitienne de Cyclisme	600 000
1684 CM	20-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'Association Matahere Va'a pour l'acquisition d'une pirogue MATAHINA	Association Matahere Va'a	500 000
1685 CM	20-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'association Papeete Rugby Club pour l'acquisition de matériel informatique	Papeete Rugby Club	300 000
1686 CM	20-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Pirae Volley Club pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Pirae Volley Club	400 000
1687 CM	20-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'Association Sportive Pirae pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	Association Sportive Pirae	700 000
1731 CM	26-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'association Beach Tennis Tahiti pour l'acquisition de matériel informatique	Beach Tennis Tahiti	300 000
1733 CM	26-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'association Ecole de voile d'Arue pour l'acquisition d'un moteur de bateau	Ecole de voile d'Arue	911 520
1734 CM	26-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'Association Tiare Apetahi no Tumaraa pour l'achat d'abri pour matériel	Association Tiare Apetahi no Tumaraa	250 000
1735 CM	26-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de la Fédération Tahitienne de Tir à l'Arc pour l'acquisition de deux containers	Fédération Tahitienne de Tir à l'Arc	700 000

1758 CM	30-sept.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de l'Association familiale ITAE-TETAA	L'Association familiale ITAE-TETAA	183 156
1776 CM	3-oct.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'association Taputapuatea Taekwondo et Disciplines associées pour l'acquisition d'une aire de combat	Taputapuatea Taekwondo et Disciplines associées	268 800
1792 CM	4-oct.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de l'association Hoturau de Raroia	Hoturau de Raroia	940 296
1793 CM	4-oct.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de l'association Hotu Rau No Kauehi	Hotu Rau No Kauehi	218 131
1796 CM	7-oct.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'Association Cheer Tahiti pour l'acquisition d'un praticable sécurisé de Cheerleading	Association Cheer Tahiti	250 000
1803 CM	9-oct.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'Association Face Polynésie française pour l'organisation d'un programme de réintégration scolaire pour les jeunes décrocheurs intitulé "Ohipa Maitai Junior"	Association Face Polynésie française	700 000
1804 CM	9-oct.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de la Fédération des Sports et Jeux Traditionnels « Amuitahiraa Tu'aro Ma'ohi » pour le financement de matériel informatique	Fédération des Sports et Jeux Traditionnels « Amuitahiraa Tu'aro Ma'ohi »	280 000
1824 CM	10-oct.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association du Caméléon pour la prise en charge des frais liés à l'encadrement des adolescents, dans le cadre du projet "Passeport culture", au titre de l'année 2024	du Caméléon	480 000
1827 CM	10-oct.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Te Re-Nui-Here pour financer, au titre de l'année 2024, l'acquisition de costumes et autres confections artisanales, dans le cadre d'un voyage culturel en Nouvelle-Zélande programmé en 2025	Te Re-Nui-Here	300 000
1839 CM	17-oct.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la Fédération Tahitienne de Tennis pour le financement de l'organisation championnat d'Océanie zone est de tennis	Fédération Tahitienne de Tennis	990 000
1857 CM	18-oct.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Moehauti pour financer, au titre de l'année 2024, une partie des dépenses liées à un déplacement culturel en Nouvelle-Zélande programmé en 2025	Moehauti	600 000

1932 CM	28-oct.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Team Jeunesse de Parea pour financer l'organisation de la sixième édition du Mini Heiva à Parea, au titre de l'année 2024	Team Jeunesse de Parea	990 960
2096 CM	12-nov.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Ainihi no te ora pour une campagne de stérilisation de chiens et de chats sur l'île de Fakarava	Ainihi no te ora	655 000
2195 CM	22-nov.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Tāparau pour financer, au titre de l'année 2024, une partie de l'organisation du concours d'écriture visant à promouvoir les langues polynésiennes, programmé en 2025	Tāparau	300 000
2196 CM	22-nov.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Papeete Rugby Club, pour financer l'organisation de la journée polynésienne « Papeete Mahana Oro'a », au titre de l'année 2024	Papeete Rugby Club	300 000
2198 CM	22-nov.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Etuahi pour financer l'organisation de la deuxième édition de la compétition de danse du feu « Te Ahi Toa », au titre de l'année 2024	Etuahi	300 000
2199 CM	22-nov.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Fauna Nui pour financer l'entretien, l'embellissement et l'aménagement des sites archéologiques de Maeva à Hūāhine, au titre de l'année 2024	Fauna Nui	730 000
2200 CM	22-nov.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'Association du Festival International du Film documentaire Océanien - AFIFO pour financer l'organisation de projections et d'ateliers audiovisuels « hors-les-murs » du Festival International du Film documentaire Océanien, au titre de l'année 2024	Association du Festival International du Film documentaire Océanien - AFIFO	800 000
2208 CM	26-nov.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Tamarii nō Taputapuātea pour financer l'acquisition d'instruments de musique traditionnels, au titre de l'année 2024	Tamarii nō Taputapuātea	970 000
2231 CM	28-nov.	approuvant l'attribution d'une subvention en faveur de l'association To'a hine spearfishing dans le cadre de l'appel à projet pour la promotion du Rāhui et la préservation des ressources marines en Polynésie française	l'association To'a hine spearfishing	500 000

2266 CM	3-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association sportive Central Olympic pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2024	sportive Central Olympic	300 000
2267 CM	3-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Atelier Tahiti Docs pour financer son projet de réalisation d'un clip vidéo de prévention du suicide au titre de l'exercice 2024	Atelier Tahiti Docs	300 000
2326 CM	12-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention en faveur de l'association Pahiva no Reao dans le cadre de l'appel à projet pour la promotion du Rāhui et la préservation des ressources marines en Polynésie française	l'association Pahiva no Reao	500 000
		Total des aides pour les associations		**84 345 220**
		Nombre d'arrêtés		**177**

II. Aides accordées aux communes ou groupement de communes :

N° Arrêté	Date arrêté	Intitulé arrêté	Nom organisme	Montant de l'aide
14 CM	4-janv.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la Coopérative agricole de Maiao dénommée TUPUAI MANU	Coopérative agricole de Maiao dénommée TUPUAI MANU	250 000
50 CM	18-janv.	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Nukutavake pour la réalisation des études préalables à la construction ou la réhabilitation d'un abri de survie à Nukutavake (convention relative à des bâtiments publics pouvant servir d'abris de survie dans l'archipel des îles Tuamotu)	commune de Nukutavake	6 427 700
51 CM	18-janv.	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Fangatau pour la réalisation des études préalables à la réhabilitation de l'abri de survie existant et à la construction d'une extension à usage d'école sur Fakahina (convention relative à des bâtiments publics pouvant servir d'abris de survie dans l'archipel des îles Tuamotu)	Commune de Fangatau	6 427 700
52 CM	18-janv.	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Fangatau pour la réalisation des études préalables à la réhabilitation de l'abri de survie existant et à la construction d'une extension à usage de locaux de santé sur Fangatau (convention relative à des bâtiments publics pouvant servir d'abris de survie dans l'archipel des îles Tuamotu)	Commune de Fangatau	6 427 700

53 CM	18-janv.	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Anaa pour la réalisation des études de programmation et de conception pour la réhabilitation de l'abri de survie sur Anaa (convention relative à des bâtiments publics pouvant servir d'abris de survie dans l'archipel des îles Tuamotu)	Commune de Anaa	6 861 375
261 CM	7-mars	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la Commune de ANAA pour l'acquisition d'une remorque pour la pelle hydraulique	commune de Anaa	6 996 983
264 CM	7-mars	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la Commune de HAO pour l'acquisition d'un camion plateau	COMMUNE DE HAO	4 662 729
265 CM	7-mars	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la Commune de HAO pour les travaux de stockage d'eau pluviale à Hereheretue	COMMUNE DE HAO	8 904 800
266 CM	7-mars	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la Commune de ARUTUA pour l'acquisition d'un véhicule de police municipale pour la commune associée de Kaukura	commune de Arutua	4 374 286
267 CM	7-mars	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la Commune de ARUTUA pour l'acquisition d'un véhicule de police municipale pour la commune associée de Apataki	commune de Arutua	4 374 286
268 CM	7-mars	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la Commune de TATAKOTO pour l'acquisition d'un camion à benne de 3m3	COMMUNE DE TATAKOTO	5 898 662
269 CM	7-mars	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la Commune de FAKARAVA pour les travaux d'eau potable au village de Tetamanu	commune de Fakarava	6 884 454
306 CM	15-mars	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la Commune de ARUTUA pour l'acquisition d'un véhicule de police municipale	commune de Arutua	4 374 286
307 CM	15-mars	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la Commune de RANGIROA pour la construction d'un cimetière à Mataiva	commune de Rangiroa	4 044 479
308 CM	15-mars	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la Commune de HAO pour la maîtrise d'œuvre pour le projet du parc Haoroagai	COMMUNE DE HAO	3 796 800
312 CM	15-mars	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur du Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple des Tuamotu-Gambier (SIVMTG) pour la	Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple des Tuamotu-Gambier (SIVMTG	4 508 700

		rénovation de l'ascenseur de l'immeuble Faremiro		
1499 CM	3-sept.	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Punaauia pour l'acquisition de quatre (4) vélos de type V.A.E. (vélo à assistance électrique) pour les missions de proximité de la police municipale	Punaauia	1 453 800
1500 CM	3-sept.	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Fakarava pour l'acquisition d'un véhicule d'intervention pour le service électricité de la commune associée de Kauehi	Fakarava	4 140 000
1501 CM	3-sept.	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Rangiroa pour l'installation de deux (2) centrales photovoltaïques sur les bâtiments communaux de Avatoru (Fare glace et bureau du directeur de l'école)	Rangiroa	4 267 162
1502 CM	3-sept.	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Hao pour la pose de centrales solaires pour l'école et le hangar technique de Hereheretue	Hao	3 912 674
1503 CM	3-sept.	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Raivavae pour l'acquisition d’un monitor à benne basculante de deux (2) tonnes	Raivavae	3 000 720
1504 CM	3-sept.	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Teva I Uta pour l'acquisition d'une mini-pelle excavatrice sur remorque pour le service Eau	Teva I Uta	3 874 700
1505 CM	3-sept.	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Teva I Uta pour l'acquisition d'un véhicule de service 100% électrique pour les services municipaux	Teva I Uta	1 996 000
1506 CM	3-sept.	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Mahina pour l'acquisition d'un véhicule nautique de surveillance pour la brigade de police municipale	Mahina	3 720 000
1507 CM	3-sept.	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Mahina pour l'acquisition d'un véhicule de liaison pour la brigade de police municipale	Mahina	1 837 700
1508 CM	3-sept.	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Ua Pou pour la construction d'une maison de quartier dans le village de Hakahau, quartier Hunanui	Ua Pou	8 054 696

1509 CM	3-sept.	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Ua Pou pour l'acquisition de deux chambres froides (positive et négative) avec équipements frigorifiques complets pour le service de la restauration scolaire	Ua Pou	1 539 815
1511 CM	3-sept.	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Hao pour l'acquisition d'un brise roche	Hao	2 762 277
1512 CM	3-sept.	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Fakarava pour l'acquisition d'un véhicule d'intervention pour le service électricité de la commune associée de Raraka	Fakarava	4 140 000
1513 CM	3-sept.	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Mahina pour l'acquisition de deux (2) scooters d'intervention pour la brigade de police municipale	Mahina	1 324 464
1542 CM	6-sept.	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Taiarapu Est pour l'acquisition d'un véhicule de police municipale de type fourgon en version 4x4	Taiarapu Est	5 400 000
1543 CM	6-sept.	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Fakarava pour l'acquisition d'un véhicule d'intervention pour le service électricité de la commune associée de Niau	Fakarava	4 140 000
1544 CM	6-sept.	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Arue pour les travaux d'aménagement d'une aire de jeux au site Hirione, dit Vaipoopoo (phase 1 - études)	Arue	4 104 054
1545 CM	6-sept.	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Rurutu pour l'acquisition d'un véhicule de service pour le service hydraulique	Rurutu	1 852 000
1546 CM	6-sept.	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Rangiroa pour l'acquisition d'un tracteur équipé d'un gyrobroyeur pour la commune associée de Mataiva	Rangiroa	2 306 470
1547 CM	6-sept.	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Mahina pour l'acquisition d'un fourgon de neuf (9) places pour la brigade de police municipale	Mahina	4 532 500
1548 CM	6-sept.	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Punaauia pour les travaux de réhabilitation de la servitude Leeteg : Eclairage public	Punaauia	6 535 933

1550 CM	6-sept.	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Taputapuatea pour l'acquisition de deux (2) véhicules pour la police municipale	Taputapuatea	9 790 000
1551 CM	6-sept.	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Uturoa pour l'acquisition d'un véhicule nacelle 4x4	Uturoa	8 355 250
1552 CM	6-sept.	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Uturoa pour l'acquisition d'un véhicule pour les services administratifs	Uturoa	3 245 000
1553 CM	6-sept.	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Uturoa pour l'acquisition d'une mini-pelle hydraulique	Uturoa	5 845 000
1557 CM	6-sept.	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Tumaraa pour la mise en conformité des installations électriques de la salle omnisports Austin Hunter de Tevaitoa	Tumaraa	2 101 800
1891 CM	28-oct.	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Ua Pou pour l'acquisition d'un véhicule de restauration scolaire	Ua Pou	4 597 927
2498 CM	27-déc.	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Hao pour la réalisation de l'opération intitulée ''Études pour la construction ou restructuration d'un bâtiment aux normes abris de survie à Hao'' (convention relative à des bâtiments publics pouvant servir d'abris de survie dans l'archipel des îles Tuamotu)	Hao	6 385 900
		Total des aides pour les communes	**200 430 782**	
		Nombre d'arrêtés	**44**	

III. Aides accordées aux établissements publics ou organismes publics :

N° Arrêté	Date arrêté	Intitulé arrêté	Nom organisme	Montant de l'aide
89 CM	1-févr.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement pour l'exercice 2024 en faveur de l'Université de la Polynésie française (UPF) pour le financement d'un contrat d'ingénieur de 6 mois dans le cadre des programmes de recherche PVCAM et RECIF	Université de la Polynésie française	2 990 000
93 CM	1-févr.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'Université de la Polynésie française pour l'organisation d'un colloque relatif à la modernisation du droit polynésien des finances publiques	Université de la Polynésie française	1 036 396

109 CM	2-févr.	approuvant l’attribution d’une subvention de fonctionnement en faveur du Collège Tinomana Ebb de Teva I Uta pour financer la participation au heiva taure’a	Collège Tinomana Ebb de Teva I Uta	246 150
110 CM	2-févr.	approuvant l’attribution d’une subvention de fonctionnement en faveur du Collège d'Arue pour financer la participation au heiva taure'a	Collège d'Arue	118 000
111 CM	2-févr.	approuvant l’attribution d’une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Hao pour financer la participation au heiva taure'a	Collège de Hao	2 640 000
112 CM	2-févr.	approuvant l’attribution d’une subvention de fonctionnement en faveur du Collège Maco-Tevane pour financer la participation au heiva taure'a	Collège Maco Tevane	220 000
113 CM	2-févr.	approuvant l’attribution d’une subvention de fonctionnement en faveur du Collège Henri-Hiro pour financer la participation au heiva taure'a	Collège Henri Hiro	220 000
114 CM	2-févr.	approuvant l’attribution d’une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Mahina pour financer la participation au heiva taure'a	Collège de Mahina	220 000
115 CM	2-févr.	approuvant l’attribution d’une subvention de fonctionnement en faveur du Lycée d'Uturoa - Raiatea pour financer la participation au heiva taure'a du GOD de Maupiti	Lycée d'Uturoa - Raiatea	560 000
116 CM	2-févr.	approuvant l’attribution d’une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Taravao pour financer la participation au heiva taure'a	Collège de Taravao	207 445
117 CM	2-févr.	approuvant l’attribution d’une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Haamene - Tahaa pour financer la participation au heiva taure'a	Collège de Haamene - Tahaa	1 370 000
118 CM	2-févr.	approuvant l’attribution d’une subvention de fonctionnement en faveur du Collège du Taaone - Pirae pour financer la participation au heiva taure'a	Collège du Taaone - Pirae	158 500
119 CM	2-févr.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Papara pour financer la participation au heiva taure'a	Collège de Papara	221 550
220 CM	23-févr.	approuvanl l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Papara pour financer un déplacement à Los Angeles des élèves de troisième de la section sportive scolaire Beach Soccer	Collège de Papara	500 000
221 CM	23-févr.	approuvanl l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Hao pour financer la visite des lycées de Tahiti par les élèves de troisième dans le cadre de leur orientation	Collège de Hao	1 119 815

222 CM	23-févr.	approuvanl l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Makemo pour financer la visite des lycées de Tahiti par les élèves de troisième dans le cadre de leur orientation	Collège de Makemo	1 700 000
248 CM	1-mars	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Lycée polyvalent Ihi-tea no Vavau pour financer la prise en charge des frais de transport relatifs à la participation au forum post-bac de Tahiti	Lycée polyvalent Ihi-tea no Vavau	1 321 828
462 CM	12-avr.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur du Collège Teriitua A Teriierooiterai de Paea pour le remplacement des rideaux de nuit des vitrines réfrigérées de la cuisine	Collège Teriitua A Teriierooiterai de Paea	696 377
532 CM	22-avr.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Makemo pour financer l'achat de denrées alimentaires	Collège de Makemo	812 000
533 CM	22-avr.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Hakahau - Ua Pou pour fnancer l'achat de denrées alimentaires	Collège de Hakahau - Ua Pou	826 400
534 CM	22-avr.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Moerai - Rurutu pour financer l'achat de denrées alimentaires	Collège de Moerai - Rurutu	874 800
535 CM	22-avr.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Mataura - Tubuai pour financer l'achat de denrées alimentaires	Collège de Mataura - Tubuai	1 105 200
536 CM	22-avr.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Hao pour financer l'achat de denrées alimentaires	Collège de Hao	1 231 200
537 CM	22-avr.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Faaroa pour financer l'achat de denrées alimentaires	Collège de Faaroa	1 382 400
538 CM	22-avr.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Rangiroa pour financer l'achat de denrées alimentaires	Collège de Rangiroa	1 533 600
539 CM	22-avr.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Hitia'a pour financer l'achat de denrées alimentaires	Collège de Hitia'a	1 720 800
540 CM	22-avr.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Haamene - Taha'a pour financer l'achat de denrées alimentaires	Collège de Haamene - Tahaa	2 174 400
541 CM	22-avr.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège Maco-Tevane pour financer l'achat de denrées alimentaires	Collège Maco-Tevane	2 678 400

542 CM	22-avr.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège Fare - Huahine pour financer l'achat de denrées alimentaires	Collège de Fare - Huahine	2 959 200
650 CM	15-mai	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Makemo pour financer les travaux liés à la connexion de la fibre	Collège de Makemo	478 989
665 CM	15-mai	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Paopao - Moorea pour financer l'ouverture de filière certificat polynésien d'aptitude professionnelle de gestion et exploitation en milieu marin	Collège de Paopao - Moorea	1 293 969
666 CM	15-mai	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Lycée d'Uturoa - Raiatea pour financer le changement des brasseurs d'air	Lycée d'Uturoa - Raiatea	1 021 546
667 CM	15-mai	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Lycée polyvalent Ihi-tea no Vavau pour financer les levées de réserves électriques	Lycée polyvalent Ihi-tea no Vavau	797 346
669 CM	15-mai	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Rangiroa pour financer l'achat de matériel nécessaire à la remise aux normes des installations électriques	Collège de Rangiroa	1 631 377
758 CM	29-mai	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du lycée professionnel d'Uturoa - Raiatea pour financer le fonctionnement de la mission pour la persévérance scolaire	lycée professionnel d'Uturoa - Raiatea	1 750 000
765 CM	29-mai	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du lycée polyvalent de Taravao pour financer le fonctionnement de la mission pour la persévérance scolaire	lycée polyvalent de Taravao	1 750 000
839 CM	17-juin	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Afareaitu - Moorea pour financer le réaménagement d'une salle de classe	Collège de Afareaitu - Moorea	832 812
841 CM	17-juin	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Lycée polyvalent de Taravao pour financer l'achat de cartes de transport scolaire	Lycée polyvalent de Taravao	261 241
868 CM	25-juin	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de collège de Paopao - Moorea pour financer l'ouverture de la filière certificat polynésien d'aptitude professionnelle de gestion et exploitation en milieu marin	Collège de Paopao - Moorea	461 968

890 CM	27-juin	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'université de la Polynésie française au titre de l'exercice 2024 pour le financement d'une thèse relative à l'évaluation du potentiel de la climatisation par eau de mer profonde (SWAC) pour la réduction de la consommation d'électricité à l'échelle des territoires (année 3)	Université de la Polynésie française	659 581
911 CM	28-juin	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Hao pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen	collège de Hao	2 082 500
912 CM	28-juin	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Faaroa pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen	collège de Faaroa	1 155 500
913 CM	28-juin	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Atuona pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen	collège de Atuona	1 258 800
914 CM	28-juin	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège d'Arue pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen	collège d'Arue	1 000 000
915 CM	28-juin	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Afareaitu - Moorea pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen	collège de Afareaitu - Moorea	1 800 000
947 CM	5-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Hitia'a pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen	collège de Hitia'a	1 041 100
948 CM	5-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Fare - Huahine pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen	collège de Fare - Huahine	2 246 800
949 CM	5-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège Maco-Tevane pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen	collège Maco-Tevane	2 018 770
950 CM	5-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Mahina pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen	collège de Mahina	2 438 100
951 CM	5-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Makemo pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen	collège de Makemo	1 393 600
952 CM	5-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Mataura - Tubuai pour financer les actions	collège de Mataura - Tubuai	1 705 300

		menées au titre du fonds social collégien et lycéen		
953 CM	5-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Paopao - Moorea pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen	collège de Paopao - Moorea	1 982 600
954 CM	5-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Rangiroa pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen	collège de Rangiroa	2 265 700
955 CM	5-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Moerai - Rurutu pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen	collège de Moerai - Rurutu	1 423 000
956 CM	5-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège du Taaone - Pirae pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen	collège du Taaone - Pirae	2 500 000
957 CM	5-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Haamene - Tahaa pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen	collège de Haamene - Tahaa	1 623 200
958 CM	5-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Taiohae - Nuku Hiva pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen	collège de Taiohae - Nuku Hiva	2 000 000
959 CM	5-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du lycée polyvalent de Taravao pour financer la surveillance nocturne de l'établissement	lycée polyvalent de Taravao	1 863 249
960 CM	5-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Afareaitu - Moorea pour financer le renouvellement du mobilier du Centre de Documentation et d'Information	collège de Afareaitu - Moorea	309 450
961 CM	5-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Hitia'a pour financer la réparation du truck de l'établissement	collège de Hitia'a	850 000
962 CM	5-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège Maco-Tevane pour financer un voyage pédagogique à Hawaii	collège Maco-Tevane	1 000 000
963 CM	5-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège Louise Tehea Carlson pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen	collège Louise Tehea Carlson	2 700 000

964 CM	5-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Hakahau - Ua Pou pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen	collège de Hakahau - Ua Pou	1 359 600
1035 CM	12-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du lycée Paul-Gauguin pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen	lycée Paul-Gauguin	2 500 000
1224 CM	26-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de Te Fare Iamanaha - Musée de Tahiti et des Îles pour des travaux d'aménagement pour faciliter l'accès aux personnes à mobilité réduite	Te Fare Iamanaha	2 500 000
1225 CM	26-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de Te Fare Iamanaha - Musée de Tahiti et des Îles pour l'acquisition de matériels divers pour la conservation et la gestion des collections du musée, au titre de l'année 2024	Te Fare Iamanaha	1 000 000
1254 CM	1-août	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège du Taaone - Pirae pour financer la réalisation de plans d'intervention et d'évacuation	collège du Taaone - Pirae	632 642
1255 CM	1-août	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège du Taaone - Pirae pour financer l'achat du mobilier de l'unité localisée pour l'inclusion scolaire (ULIS)	collège du Taaone - Pirae	756 863
1256 CM	1-août	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Papara pour financer l'achat d'eau potable	collège de Papara	437 993
1257 CM	1-août	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du lycée polyvalent Ihi-tea No Vavau pour financer l'acquisition de matériels de cuisine pour l'enseignement professionnel	lycée polyvalent Ihi-tea No Vavau	223 801
1258 CM	1-août	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Taiohae - Nuku Hiva pour financer le surcoût des repas	collège de Taiohae - Nuku Hiva	2 559 000
1259 CM	1-août	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Rangiroa pour financer la réfection des réseaux informatiques administratif et pédagogique	collège de Rangiroa	1 464 140
1260 CM	1-août	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du lycée polyvalent Ihi-tea No Vavau pour financer les levées des réserves électriques	lycée polyvalent Ihi-tea No Vavau	796 207
1261 CM	1-août	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du lycée Tuianu Le Gayic pour financer la réparation du truck	lycée Tuianu Le Gayic	535 541

1262 CM	1-août	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège Tinomana Ebb de Teva I Uta pour financer la réfection du câble de l'alarme anti-intrusion	collège Tinomana Ebb de Teva I Uta	524 796
1263 CM	1-août	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Atuona pour financer les travaux de rénovation de la vie scolaire	collège de Atuona	1 541 682
1264 CM	1-août	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Paopao - Moorea pour financer un voyage pédagogique aux îles Marquises	collège de Paopao - Moorea	600 000
1269 CM	1-août	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Mataura - Tubuai pour financer la mise en place du réseau wifi, l'optimisation des connexions réseau et la modernisation des infrastructures informatiques	collège de Mataura - Tubuai	2 082 740
1270 CM	1-août	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Fare - Huahine pour financer la réparation des équipements de cuisine	collège de Fare - Huahine	1 479 662
1271 CM	1-août	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Faaroa pour financer l'achat de matériels nécessaires aux levées de réserves électriques	collège de Faaroa	745 554
1272 CM	1-août	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du lycée Diadème, Te Tara O Maiao pour financer la formation et l'abonnement annuel à la plateforme e-space	lycée Diadème, Te Tara O Maiao	2 668 570
1615 CM	13-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Papara pour financer un audit et un inventaire des équipements de réseau informatique	collège de Papara	182 000
1616 CM	13-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Papara pour financer les travaux de sécurisation de la rambarde des escaliers du batîment J	collège de Papara	510 195
1617 CM	13-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Makemo pour financer la mise en place des groupes de besoins dans le cadre du "choc des savoirs"	collège de Makemo	432 074
1618 CM	13-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Hao pour financer le Certificat de Pilote Lagonaire option Pêche et Culture Marine (CPLPCM)	collège de Hao	339 954
1656 CM	19-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de	collège de Rangiroa	1 896 810

		Rangiroa pour financer le changement des gouttières de l'internat du CETAD		
1657 CM	19-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du lycée professionnel d'Uturoa - Raiatea pour financer le renouvellement des armoires de l'internat des filles	lycée professionnel d'Uturoa - Raiatea	1 556 595
1658 CM	19-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Fare - Huahine pour financer la réalisation des travaux électriques	collège de Fare - Huahine	2 998 397
1665 CM	19-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Makemo pour financer les frais locatifs de deux salles de la mairie	collège de Makemo	530 000
1666 CM	19-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur du collège de Taaone - Pirae pour financer l'installation et la mise en service d'un standard téléphonique	collège de Taaone - Pirae	355 574
1669 CM	19-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du lycée polyvalent Ihi-tea no vavau pour financer l'achat de matériel destinés aux levées des réserves et aux mises aux normes électriques	lycée polyvalent Ihi-tea no vavau	453 581
1670 CM	19-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du lycée professionnel de Mahina pour financer la remise aux normes du sol de la salle I14	lycée professionnel de Mahina	965 610
1688 CM	20-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'Université de la Polynésie française pour financer un projet de mobilité internationale des étudiants de Licence PPPE	Université de la Polynésie française	2 000 000
1738 CM	27-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Rangiroa pour financer la réalisation des armoires de l'internat	collège de Rangiroa	2 720 000
1861 CM	21-oct.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur du collège de Taaone - Pirae pour financer l'installation de vidéo surveillance	collège de Taaone - Pirae	754 680
1862 CM	21-oct.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur du collège Tinomana Ebb de Teva I Uta pour financer l'installation de vidéo surveillance	collège Tinomana Ebb de Teva I Uta	1 219 234
1863 CM	21-oct.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur du collège de Fare - Huahine pour financer l'installation de vidéo surveillance	collège de Fare - Huahine	1 976 666
1864 CM	21-oct.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du lycée Tuianu Le	lycée Tuianu Le Gayic	1 105 480

		Gayic pour financer la mise en oeuvre du dispositif BIO GAZ		
1865 CM	21-oct.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du lycée Tuianu Le Gayic pour financer le transport des élèves sur les sites de pratiques sportives (EPS)	lycée Tuianu Le Gayic	1 283 876
1866 CM	21-oct.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du lycée Tuianu Le Gayic pour financer la formation bio service des programmes de prévention santé environnement (PSE)	lycée Tuianu Le Gayic	281 623
1867 CM	21-oct.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du lycée Tuianu Le Gayic pour financer l'acquisition de matériels pédagogiques et divers consommables pour les filières professionnelles électrotechniques	lycée Tuianu Le Gayic	1 957 005
1868 CM	21-oct.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du lycée Tuianu Le Gayic pour financer l'achat de tickets de transports pour les périodes de formation en milieu professionnel (PFMP)	lycée Tuianu Le Gayic	1 354 016
1877 CM	24-oct.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur du lycée professionnel de Mahina pour financer l'installation de vidéo surveillance	lycée professionnel de Mahina	1 863 912
1878 CM	24-oct.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du lycée professionnel de Mahina pour financer le fonctionnement de la mission pour la persévérance scolaire	lycée professionnel de Mahina	650 000
1933 CM	28-oct.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Papara pour financer l'achat de dix (10) paires de talkies walkies pour le plan particulier de mise en sûreté (PPMS)	collège de Papara	242 190
1989 CM	31-oct.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Mataura - Tubuai pour financer le fonctionnement du campus connecté	collège de Mataura - Tubuai	1 750 000
1990 CM	31-oct.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Fare - Huahine pour financer l'élagage des arbres	collège de Fare - Huahine	700 000
1991 CM	31-oct.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Fare - Huahine pour financer le paiement des factures d'eau	collège de Fare - Huahine	1 000 000
1992 CM	31-oct.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Hitia'a pour financer le remplacement du matériel du Système de Sécurité Incendie (SSI)	collège de Hitia'a	219 892

1993 CM	31-oct.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du lycée professionnel de Mahina pour financer le renouvellement de mobiliers de classe	lycée professionnel de Mahina	2 508 106
1994 CM	31-oct.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du lycée professionnel de Mahina pour financer l'externalisation de l'entretien du nouvel internat	lycée professionnel de Mahina	2 591 768
1998 CM	4-nov.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Centre Hospitalier de la Polynésie française pour financer son projet de formation et d'appui pour la mise en place de la cellule d'urgence médico-psychologique au titre de l'exercice 2024	Centre Hospitalier de la Polynésie française	2 159 663
2000 CM	4-nov.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du lycée Tuianu Le Gayic pour financer le fonctionnement de la mission pour la persévérance scolaire	lycée Tuianu Le Gayic	467 850
2001 CM	4-nov.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Teva i Uta pour financer la prise en charge du transport des élèves sur les sites de pratique sportive	collège de Teva i Uta	253 000
2002 CM	4-nov.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Teva i Uta pour financer l'aménagement du demi-tour de l'établissement	collège de Teva i Uta	1 133 935
2003 CM	4-nov.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège Henri Hiro pour financer la maintenance du poste de haute tension	collège Henri Hiro	1 128 992
2004 CM	4-nov.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège Teva i Uta pour financer la maintenance et le remplacement des pièces défectueuses du lave-vaisselle du restaurant scolaire	collège Teva i Uta	1 318 320
2005 CM	4-nov.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège Henri Hiro pour financer l'expertise et l'élagage du parc arboricole	collège Henri Hiro	927 400
2107 CM	14-nov.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'école hôtelière de Tahiti pour financer le fonctionnement de la mission pour la persévérance scolaire	l'école hôtelière de Tahiti	400 000
2108 CM	14-nov.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du lycée Diadème, Te Tara O Maiao pour financer le fonctionnement de la mission pour la persévérance scolaire	lycée Diadème, Te Tara O Maiao	650 000

2139 CM	18-nov.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'Université de la Polynésie française pour l'organisation d'un second volet du colloque relatif à la modernisation du droit polynésien des finances publiques	Dénomination du bénéficiaire	1 500 000
2207 CM	26-nov.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège Henri-Hiro pour financer les travaux de réparation des sanitaires filles	collège Henri-Hiro	865 502
2239 CM	28-nov.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du lycée polyvalent Taiarapu Nui de Taravao pour financer la surveillance nocturne de l'internat pour la période d'août à décembre	lycée polyvalent Taiarapu Nui de Taravao	1 664 620
2252 CM	29-nov.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur du collège de Fare - Huahine pour financer l'achat d'une tondeuse autoportée	collège de Fare - Huahine	1 584 034
2338 CM	12-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur du collège de Haamene - Tahaa pour financer la climatisation des salles de classe	collège de Haamene - Tahaa	1 444 140
2339 CM	12-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur du collège de Taravao pour financer l'installation de vidéo surveillance	collège de Taravao	1 395 822
2340 CM	12-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Hao pour financer un déplacement linguistique et culturel à Hawaii	collège de Hao	200 000
2414 CM	23-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du lycée Ihi-tea No Vavau pour financer l'achat de matériel de plomberie pour les filières CPAP	lycée Ihi-tea No Vavau	2 293 707
2415 CM	23-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Maco Tevane pour financer le renouvellement des accessoires du système sécurité incendie et du TGBT	collège de Maco Tevane	388 444
2416 CM	23-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Taravao pour financer l'organisation du Festival Ta'urua Tūrama	collège de Taravao	2 000 000
2417 CM	23-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Haamene - Taha'a pour financer un déplacement en Nouvelle-Zélande pour un échange scolaire plurilingue	collège de Haamene - Taha'a	200 000
2423 CM	23-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association hippique et d'encouragement à l'élevage en Polynésie française pour financer son activité générale au titre de l'exercice 2024	association hippique et d'encouragement à l'élevage en Polynésie française	800 000

	Total des aides pour les établissements publics	**164 024 417**
	Nombre d'arrêtés	**132**

IV. Aides accordées aux sociétés :

N° Arrêté	Date arrêté	Intitulé arrêté	Nom organisme	Montant de l'aide
4 CM	3-janv.	approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole, au bénéfice de la S.C.A POE MANA à l'usage de son exploitation perlicole sis à AHE - commune de MANIHI (exploitant n° 402)	S.C.A POE MANA	800 400
5 CM	3-janv.	approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole, au bénéfice de la S.C.A TAMARAHI PERLES à l'usage de son exploitation perlicole sis à AHE - commune de MANIHI (exploitant n° 376)	S.C.A TAMARAHI PERLES	290 000
6 CM	3-janv.	approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole, au bénéfice de la S.C.A HITINUI PEARLS à l'usage de son exploitation perlicole sis aux GAMBIER - commune des GAMBIER (exploitant n° 492)	S.C.A HITINUI PEARLS	284 200
15 CM	4-janv.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SCA MANIE'E	SCA MANIE'E	250 000
34 CM	11-janv.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SAS BIOBASE	SAS BIOBASE	1 356 000
44 CM	16-janv.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SCA HOTU FENUA	SCA HOTU FENUA	250 000
100 CM	1-févr.	portant octroi d'une aide financière à la SCA TUAO représentée par madame COPPENRATH épouse VERNAUDON Béatrice	SCA TUAO représentée par madame COPPENRATH épouse VERNAUDON Béatrice	150 000
127 CM	8-févr.	approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole, au bénéfice de la SCA TEREHERE FARM à l'usage de son exploitation perlicole sise aux GAMBIER - commune des GAMBIER (exploitant n°351)	S.C.A TEREHERE FARM	110 200
130 CM	8-févr.	approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole, au bénéfice de la SCA O MANIHI à l'usage de son exploitation perlicole sise à MANIHI - commune de MANIHI (exploitant n°388)	S.C.A O MANIHI	475 600

135 CM	9-févr.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de l'EURL TAHITI DIGITAL COMPAGNIE dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet en Polynésie française - ACI	EURL TAHITI DIGITAL COMPAGNIE	102 593
165 CM	15-févr.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL DF MULTI COATING dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet en Polynésie française - ACI	SARL DF MULTI COATING	164 306
255 CM	7-mars	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL SOCIETE DE PROMOTION DES ARTS ET DE L' ARTISANAT D' ART (SP3A) dans le cadre du dispositif d'aide à la création numérique - ACN	SP3A	259 335
256 CM	7-mars	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL AHI COMPANY dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet en Polynésie française - ACI	SARL AHI COMPANY	27 090
296 CM	14-mars	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société SARL L'EMPORTER au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	SARL L'EMPORTER	625 000
304 CM	14-mars	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la SARL By Consulting pour participer au financement de l'organisation de la formation professionnelle continue pour des professionnels de cuisine avec l'Institut Paul Bocuse de Lyon du 19 février au 1er mars 2024	SARL BY CONSULTING	800 000
345 CM	21-mars	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société O'CARRE BY STEPH au titre des aides à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants	O'CARRE BY STEPH	450 000
346 CM	21-mars	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société FARE CONNECT au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	FARE CONNECT	196 000
420 CM	2-avr.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL Restaurant Taharuu dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet en Polynésie française - ACI	SARL Restaurant Taharuu	20 795
425 CM	2-avr.	approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb, au bénéfice de la S.C.A TAKUME PEARL PRODUCERS à l'usage de son exploitation perlicole sis à Takume - commune de Makemo (exploitant n° 109)	S.C.A TAKUME PEARL PRODUCERS	139 200
426 CM	2-avr.	portant modification de l'arrêté n° 74/CM du 19 janvier 2023 approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole, au bénéfice de la S.C.A YIP PEARLS à l'usage de son exploitation	S.C.A YIP PEARL	1 102 000

		perlicole sis à Katiu - commune de Makemo (exploitant n° 108)		
427 CM	2-avr.	portant modification de l'arrêté n° 72/CM du 19 janvier 2023 approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole, au bénéfice de la S.C.A YIP PEARLS à l'usage de son exploitation perlicole sis à Raroia - commune de Makemo (exploitant n° 95)	S.C.A YIP PEARL	864 200
445 CM	9-avr.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL Moorea Nui Excursions dans le cadre du dispositif d'aide à la création numérique - ACN	SAR Moorea Nui Excursions	128 950
648 CM	15-mai	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de SCA Hunaraapoe représentée par monsieur Roland COLOMBANI	SCA HUNARAAPOE représentée par Mr Roland COLOMBANI	1 296 600
649 CM	15-mai	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Papara pour financer l'achat de cartes de transport scolaire	Collège de Papara	122 000
664 CM	15-mai	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la Coopérative agricole de Maiao dénommée Tupuai Manu	Coopérative Agricole de Maiao dénommée TUPUAI MANU	250 000
668 CM	15-mai	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège Tinomana Ebb de Teva I Uta pour financer la rénovation de l'enceinte de la cuve de gaz	Collège Tinomana Ebb de Teva I Uta	784 358
681 CM	16-mai	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SCI E.JARDONNET dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet en Polynésie française - ACI	SCI E.JARDONNET	15 770
682 CM	16-mai	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL Digital techno dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet en Polynésie française - ACI	SARL Digital techno	216 910
683 CM	16-mai	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL Optical Taravao dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet en Polynésie française - ACI	SARL Optical Taravao	114 692
684 CM	16-mai	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL Pacific confort dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet - ACI	SARL Pacific confort	58 304
685 CM	16-mai	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de SARL D.LEMAIRE rent car dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet en Polynésie française - ACI	SARL D.LEMAIRE rent car	141 236
686 CM	16-mai	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL D.LEMAIRE Rent Car	SARL D.LEMAIRE Rent Car	120 000

		dans le cadre du dispositif d'aide à la création numérique - ACN		
701 CM	17-mai	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société Tamatea Creation au titre des aides à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants	Tamatea Creation	580 000
702 CM	17-mai	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société MCIII au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	MCIII	1 140 000
703 CM	17-mai	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société NK Tattoo Tahiti au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	NK Tattoo Tahiti	500 000
704 CM	17-mai	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société Alesimedia au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	Alesimedia	250 000
720 CM	17-mai	approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole, au bénéfice de la S.C.A Ragikura Pearls à l'usage de son exploitation perlicole sis aux Gambier - commune des Gambier (exploitant n° 516)	S.C.A Ragigikura Pearls	46 400
721 CM	17-mai	approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix l'essence sans plomb et du gazole, au bénéfice de la S.C.A Te Motu D'or Perles à l'usage de son exploitation perlicole sis à Ahe - commune de Manihi (exploitant n° 392)	S.C.A Te Motu D'or	174 000
737 CM	22-mai	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société Couleur Cacao au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	Couleur Cacao	430 000
738 CM	22-mai	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société L'Artisan Fleuriste au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	L'Artisan Fleuriste	610 000
739 CM	22-mai	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société Magasin Raihauti au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	Magasin Raihauti	1 330 000
740 CM	22-mai	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société Ame Etancheite au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	Ame Etancheite	530 000
792 CM	31-mai	modifiant l'arrêté n° 228/CM du 25 février 2021 approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb, au bénéfice de S.C.A. Motu Mahuta à l'usage de son exploitation perlicole sise à Arutua - commune de Arutua (exploitant n° 293)	S.C.A Motu Mahuta	319 000

794 CM	31-mai	modifiant l'arrêté n° 3925/MCE/DRM du 22 avril 2022 approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb, au bénéfice de S.A.R.L. Tehotu Nui à l'usage de son exploitation perlicole sise à Faaite - commune de Anaa (exploitant n° 84)	S.A.R.L Tehotu Nui	226 200
840 CM	17-juin	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Atuona pour financer la prise en charge des frais de transports vers Tahiti de la délégation dans le cadre du Souvenir Français	Collège de Atuona	371 686
846 CM	20-juin	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SCI Fare JSB dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet en Polynésie française - ACI	SCI Fare JSB	159 494
846 CM	20-juin	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SCI Fare JSB dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet en Polynésie française - ACI	EURL ENTSEC Polynésie	114 950
847 CM	20-juin	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de l'EURL BBMT dans le cadre du dispositif d'aide à la création numérique - ACN	EURL BBMT	350 000
848 CM	20-juin	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL Moorea Reef Bungalows dans le cadre du dispositif d'aide à la création numérique - ACN	SARL Moorea Reef Bungalows	164 200
903 CM	28-juin	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de l'EURL Salty cruise dans le cadre de l'aide à la création numérique - ACN	EURL Salty cruise	184 190
941 CM	4-juil.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL HONG-MY Esthétique dans le cadre du dispositif d'aide à la création numérique - ACN, en Polynésie française	SARL HONG-MY Esthétique	203 000
945 CM	5-juil.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SCI Le Auti dans le cadre du dispositif d'aide à la création numérique - ACN	SCI Le Auti	129 950
946 CM	5-juil.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de l'EURL Hei l'Atelier dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet - ACI	EURL Hei l'Atelier	300 000
1144 CM	19-juil.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de l'EURL MRCS dans le cadre du dispositif d'aide à la création numérique - ACN, en Polynésie française	EURL MRCS	350 000
1145 CM	19-juil.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL Tahiti formation dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet en Polynésie française - ACI	SARL Tahiti formation	26 545

1253 CM	31-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Les Petits Princes de Aimeho pour soutenir le projet de déplacement d'une délégation d'élèves de CM2 de l'école de Teavaro au Parlement des enfants à Paris le 17 juin 2024 afin de défendre leur proposition de loi visant à favoriser la pratique sportive chez les jeunes	association Les Petits Princes de Aimeho	500 000
1284 CM	2-août	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL Original new cosmetic experience (ONCE) dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet en Polynésie française - ACI	SARL Original new cosmetic experience (ONCE)	249 562
1318 CM	8-août	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société Tahiti Jardin & Renovation au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	Tahiti Jardin & Renovation	950 000
1319 CM	8-août	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société Société Polynésienne de Services Techniques (SERTEC) au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	Société Polynésienne de Services Techniques (SERTEC)	824 000
1320 CM	8-août	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société Tropical Burger au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	Tropical Burger	900 000
1324 CM	8-août	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société SARL Magasin Notehei au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	SARL Magasin Notehei	318 000
1325 CM	8-août	projet d'arrêté approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de SARL VIPER VA'A pour soutenir et promouvoir l'exportation de pirogues à voile traditionnelles fabriquées en Polynésie française	SARL VIPER VA'A	1 200 000
1364 CM	16-août	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de l'Association Centre la bonne nouvelle - assemblée de Dieu, dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet - ACI	Association Centre la bonne nouvelle - assemblée de Dieu	170 562
1365 CM	16-août	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL Morrison café dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet - ACI	SARL Morrison café	49 293
1376 CM	19-août	portant attribution d'une aide financière en faveur de la SARL Tahiti Bo Services au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	TAHITI BO SERVICES	1 436 000
1377 CM	19-août	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société Proximity au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	Proximity	411 000
1379 CM	19-août	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société EURL Tahiti Gaming	EURL Tahiti Gaming Arena	1 420 000

		Arena au titre des aides à l'équipement des petites entreprises		
1402 CM	19-août	approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb, au bénéfice de la SCA Vairua Perles à l'usage de son exploitation perlicole sis à Raiatea - commune de Uturoa (exploitant n°103)	SCA Vairua Perles	69 600
1403 CM	19-août	approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix l'essence sans plomb et du gazole, au bénéfice de la SCA Qles à l'usage de son exploitation perlicole sis à Takaroa - commune de Takaroa (exploitant n°385)	Qles	348 000
1458 CM	27-août	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL Le fare de Christine dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet - ACI	SARL Le fare de Christine	40 381
1462 CM	27-août	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SAS Biobase dans le cadre du dispositif d'aide à la création numérique - ACN, en Polynésie française	SAS Biobase	345 000
1549 CM	6-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association des éditeurs de Tahiti et des Iles (AETI) pour financer le projet Résidence d'écriture 2024	association des éditeurs de Tahiti et des Iles (AETI)	750 000
1626 CM	13-sept.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL Manu Patia	la SARL Manu Patia	755 143
1630 CM	13-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la SARL Woïta PROKOP pour soutenir la mise en place d'un projet contribuant à la valorisation de l'artisanat traditionnel de Polynésie française	SARL Woïta PROKOP	600 000
1692 CM	20-sept.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société Rangiroa Excursion au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	Rangiroa Excursion	930 000
1739 CM	27-sept.	approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole, au bénéfice de la SCA Gatiga Pearl à l'usage de son exploitation perlicole sis aux Gambier - commune des Gambier (exploitant n°498)	Gatiga Pearl	116 000
1740 CM	27-sept.	approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole, au bénéfice de la SCA Kirimiro Perles à l'usage de son exploitation perlicole sis aux Gambier - commune des GAMBIER (exploitant n°517)	SCA Kirimiro Perles	121 800
1747 CM	27-sept.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SCA Maurua Farms représentée par monsieur Henere AH-TEO	SCA MAURUA FARMS	1 290 472

1749 CM	27-sept.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL Production peinture Polynésie dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet - ACI	SARL Production peinture Polynésie	109 509
1750 CM	27-sept.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL Agritech dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet - ACI	SARL Agritech	32 906
1751 CM	27-sept.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SAS Tahiti marine biotech dans le cadre du dispositif d'aide à la création numérique - ACN, en Polynésie française	SAS Tahiti marine biotech	350 000
1752 CM	27-sept.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SCEA Green goat dans le cadre du dispositif d'aide à la création numérique - ACN, en Polynésie française	SCEA Green goat	350 000
1768 CM	2-oct.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de METEOLIEN ScopARL au titre de l'exercice 2024 pour le financement d'une étude de gisement et de productible des démonstrateurs de prototypes de houlogénératrice dans le cadre du programme TWEC	METEOLIEN ScopARL	1 499 999
1797 CM	8-oct.	portant modification de l'arrêté n° 1481/CM du 31 août 2023 approuvant l'attribution d'une aide financière - SCCA, en faveur de la SARL Bleu lagon Productions, pour la production audiovisuelle d'un documentaire, intitulé RSMA, Notre victoire : Votre réussite	SARL Bleu lagon Productions	2
1798 CM	8-oct.	portant modification de l'arrêté n° 1480/CM du 31 août 2023 approuvant l'attribution d'une aide financière - SCCA, en faveur de la SARL Bleu lagon Productions, pour la production audiovisuelle d'une série de documentaires, intitulée Sauvage	SARL Bleu lagon Productions	5
1799 CM	8-oct.	portant modification de l'arrêté n° 1002/CM du 6 juillet 2023 approuvant l'attribution d'une aide financière - SCCA, en faveur de la SNC Hawaiki Audiovisual pour la production audiovisuelle d'un documentaire, intitulé Heiva i Tahiti, héritage en péril	SNC Hawaiki Audiovisual	4
1834 CM	11-oct.	portant modification de l'arrêté n° 1452/CM du 27 août 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière - SCCA, en faveur de l'EURL VOHI Production pour la production audiovisuelle d'un documentaire unitaire intitulé Le mana, mythe ou réalité	EURL VOHI Production	25
1876 CM	24-oct.	approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole, au bénéfice de la SCA Poe Pacifica à l'usage de son exploitation perlicole sise à Arutua - commune de Arutua (exploitant n°276)	Poe Pacifica	237 800

1912 CM	28-oct.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société Chang Sang Data Center au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	Chang Sang Data Center	1 195 000
1913 CM	28-oct.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société Fenua Roulettes au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	Fenua Roulettes	100 000
1914 CM	28-oct.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société Hanami Market au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	Hanami Market	330 000
1915 CM	28-oct.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société Maintenance Marquises Services au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	Maintenance Marquises Services	617 000
1916 CM	28-oct.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société Fenua Aventures au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	Fenua Aventures	1 140 000
1917 CM	28-oct.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société Sun Empire au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	Sun Empire	1 407 000
1918 CM	28-oct.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société Mon Joli Bazar Tahiti au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	Mon Joli Bazar Tahiti	625 000
1956 CM	28-oct.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'Association Na Hiro E Pae pour soutenir la mise en place d'un projet contribuant à la valorisation de l'artisanat traditionnel de Polynésie française	Association Na Hiro E Pae	200 000
1957 CM	29-oct.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'Association Moorea Events pour soutenir la mise en place d'un projet contribuant à la valorisation de l'artisanat traditionnel de Polynésie française	Association Moorea Events	500 000
1958 CM	29-oct.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la Fédération Artisanale Heirau'uratao'a rima'ī no Papara pour soutenir la mise en place d'un projet contribuant à la valorisation de l'artisanat traditionnel de Polynésie française	Fédération Artisanale Heirau'uratao'a rima'ī no Papara	300 000
1976 CM	31-oct.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société Entreprise MTC & CO au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	Entreprise MTC & CO	525 000
1977 CM	31-oct.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société Bora Bora ATV Explorer au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	Bora Bora ATV Explorer	950 000
1978 CM	31-oct.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société Kids Paradise Tahiti au	Kids Paradise Tahiti	1 200 000

		titre des aides à l'équipement des petites entreprises		
1979 CM	31-oct.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société Marine Supplies au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	Marine Supplies	870 000
1980 CM	31-oct.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société L'aquarium au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	L'aquarium	410 000
1981 CM	31-oct.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société Moorea Paradise Activities au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	Moorea Paradise Activities	1 330 000
1984 CM	31-oct.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société Le Ma'a dans le bocal au titre des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants	Le Ma'a dans le bocal	435 000
2047 CM	4-nov.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de l'EURL Distillerie MOUX	L'EURL Distillerie MOUX	931 000
2048 CM	4-nov.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SCA Vai To	La SCA Vai To	883 253
2061 CM	6-nov.	approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole, au bénéfice de la SCA K Perle à l'usage de son exploitation perlicole sise à Ahe - commune de Manihi (exploitant n°556)	K Perle	29
2062 CM	6-nov.	approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole, au bénéfice de la SCA Polynésie Pearls à l'usage de son exploitation perlicole sise à Raiatea - commune de Taputapuatea (exploitant n°448)	Polynésie Pearls	261 000
2063 CM	6-nov.	approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole, au bénéfice de la SARL Garumaoa Distribution à l'usage de son exploitation perlicole sise à Raroia - commune de Makemo (exploitant n°143)	Garumaoa Distribution	87 000
2064 CM	6-nov.	approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb , au bénéfice de la SCA Maruata à l'usage de son exploitation perlicole sise à Ahe - commune de Manihi (exploitant n°350)	Maruata	203 000
2065 CM	6-nov.	approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole, au bénéfice de la SCA Dream Pearls à l'usage de son exploitation perlicole sise à Fakarava - commune de Fakarava (exploitant n°84)	Dream Pearls	319 000

2201 CM	22-nov.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de l'association des éditeurs de Tahiti et des îles (AETI) pour financer le projet "rencontre avec un auteur" au titre de l'année 2024	association des éditeurs de Tahiti et des îles (AETI)	500 000
2236 CM	28-nov.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la Chambre de commerce, d'industrie, des services et des métiers pour financer ses actions d'accompagnement des entreprises polynésiennes exportatrices pour l'exercice 2024	{la @Personne morale bénéficiaire@}	1 056 373
2243 CM	29-nov.	portant modification de l'arrêté n° 1482/CM du 29 août 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière - SCCA, en faveur de la SARL Les films du Pacifique Tahiti pour la production audiovisuelle d'un documentaire en série, intitulé Artistes du fenua - Saison 2, épisodes 1 à 5	SARL Les films du Pacifique Tahiti	45
2244 CM	29-nov.	portant modification de l'arrêté n° 1450/CM du 27 août 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière - SCCA, en faveur de la SARL Bleu lagon Productions pour la production audiovisuelle d'un documentaire en série, intitulé Tahiti tatoo - les maîtres tatoueurs	SARL Bleu lagon Productions	45
2245 CM	29-nov.	portant modification de l'arrêté n° 1457/CM du 27 août 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière - SCCA en faveur de la SARL Bleu lagon Productions pour la production audiovisuelle d'un documentaire en série, intitulé Le pouvoir des plantes - Saison 1, épisodes 6 à 10	SARL Bleu lagon Productions	45
2246 CM	29-nov.	portant modification de l'arrêté n° 1460/CM du 27 août 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière - SCCA, en faveur de la SARL Les films du Pacifique Tahiti pour la production audiovisuelle d'un documentaire en série, intitulé Initiatives fenua - Saison 3 épisodes 1 à 5	SARL Les films du Pacifique Tahiti	45
2247 CM	29-nov.	portant modification de l'arrêté n° 1461/CM du 27 août 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière - SCCA, en faveur de la SARL Les films du Pacifique Tahiti pour la production audiovisuelle d'un documentaire en série, intitulé Ça pousse au fenua - Saison 3, épisodes 1 à 5	SARL Les films du Pacifique Tahiti	45
2248 CM	29-nov.	portant modification de l'arrêté n° 1481/CM du 29 août 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière - SCCA, en faveur de la SARL Les films du Pacifique Tahiti pour la production audiovisuelle d'un documentaire en série, intitulé Bleu océan - Saison 6, épisodes 1 à 5	SARL Les films du Pacifique Tahiti	45

2261 CM	2-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la SARL 'Arioi Experience pour soutenir la mise en place d'un projet contribuant à la valorisation de l'artisanat traditionnel de Polynésie française	SARL 'Arioi Experience	1 000 000
2273 CM	5-déc.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société Tuamotu Plongée au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	Tuamotu Plongée	700 000
2274 CM	5-déc.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société Hong-My Esthetique au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	Hong-My Esthetique	310 000
2275 CM	5-déc.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société Moon Ray au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	Moon Ray	1 235 000
2276 CM	5-déc.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société NLB au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	NLB	815 000
2277 CM	5-déc.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société Tout Pour La Piscine au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	Tout Pour La Piscine	315 000
2278 CM	5-déc.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société Pacific Ocean Scuba Services au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	Pacific Ocean Scuba Services	1 160 000
2279 CM	5-déc.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société STORIES&CO PRODUCTIONS au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	STORIES&CO PRODUCTIONS	358 000
2349 CM	13-déc.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de l'EURL Distillerie MOUX	L'EURL Distillerie MOUX	417 000
2522 CM	27-déc.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL TNB Water & Compost	La SARL TNB Water & Compost	371 000
2533 CM	27-déc.	portant modification de l'arrêté n° 2261/CM du 2 décembre 2024, approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la SARL 'Arioi Experience pour soutenir la mise en place d'un projet contribuant à la valorisation de l'artisanat traditionnel de Polynésie française	SARL 'Arioi Experience	1 000 000
2546 CM	30-déc.	approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb, au bénéfice de la SCA Black Pearl Paradise à l'usage de son exploitation perlicole sise à Apataki - commune de Arutua (exploitant n°201)	Black Pearl Paradise	34 800
2547 CM	30-déc.	approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole, au bénéfice de la SCA Atioi Perles à l'usage de son exploitation perlicole sise aux Gambier - commune des Gambier (exploitant n°524)	Atioi Perles	92 800

2548 CM	30-déc.	approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb, au bénéfice de la SCA Yip Pearls à l'usage de son exploitation perlicole sise à Takaroa - commune de Takaroa (exploitant n°386)	Yip Pearls	243 600
		Total des aides pour les sociétés	**61 257 542**	
		Nombre d'arrêtés	**134**	

DEVELOPPEMENT DES DEPENSES IMPREVUES EN FONCTIONNEMENT - EXERCICE 2024

MISSION	LIBELLE MISSION	BUDGET PRIMITIF	BUDGET MODIFIE
022	**DÉPENSES IMPRÉVUES**	**400 000 000**	**400 000 000**

REFERENCE ARRETE	MONTANT ARRETE	**MISSION**	PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	ARTICLE	LIBELLE ARTICLE	CUMUL VIREMENT CO-CD	MANDATS	TRAVAUX EN REGIE
ATE n°2404CM du 20/12/2024	20 000 000	960	96006	RELATIONS EXTERIEURES	674	Subventions exceptionnelles	20 000 000	20 000 000	0
TOTAL GENERAL	20 000 000						20 000 000	20 000 000	0

DEVELOPPEMENT DES DEPENSES IMPREVUES EN INVESTISSEMENT - Exercice 2024

NEANT

REPARTITION DE L'ENCOURS DE LA DETTE DU PAYS PAR BAILLEURS DE FONDS

	Capital restant dû au 31 déc 2023	%	Mobilisations d'emprunts	Remboursements de capital	Annulation partielle du PGE 2	Capital restant dû au 31 déc 2024	%
BEI-FED	854 686 450	*0,56%*		114 878 827		739 807 623	*0,50%*
Groupe CA-CIB	422 251 793	*0,27%*		211 125 298		211 126 495	*0,14%*
CDC	2 585 958 510	*1,68%*		150 011 523		2 435 946 987	*1,65%*
DEXIA	185 042 009	*0,12%*		185 042 008		0	*0,00%*
SFIL	7 909 679 995	*5,15%*		1 810 405 980		6 099 274 015	*4,14%*
AFL	10 990 751 637	*7,16%*	1 090 692 124	1 339 567 718		10 741 876 016	*7,30%*
AFD	94 564 372 183	*61,58%*	0	3 350 789 932		88 213 582 251	*59,93%*
Prêts PSP + PSP B + PSP SB	*34 178 228 107*	*22,26%*		*2 282 114 340*		*31 896 113 767*	*21,67%*
PGE 1 - Covid-19	*27 586 621 403*	*17,96%*		*1 068 675 592*		*26 517 945 811*	*18,01%*
PGE 2 - Covid-19	*32 799 522 673*	*21,36%*			*3 000 000 000*	*29 799 522 673*	*20,24%*
Groupe BPCE + Banque de Tahiti	14 026 656 011	*9,13%*	2 000 000 000	1 686 936 183		14 339 719 828	*9,74%*
BPCE	*5 101 656 010*	*3,32%*		*961 936 183*		*4 139 719 827*	*2,81%*
Banque de Tahiti	*8 925 000 001*	*5,81%*	*2 000 000 000*	*725 000 000*		*10 200 000 001*	*6,93%*
Banque de Polynésie	10 341 355 044	*6,73%*	2 100 000 000	1 278 762 377		11 162 592 667	*7,58%*
Banque Socredo	11 693 312 650	*7,61%*	3 000 000 000	1 436 185 586		13 257 127 064	*9,01%*
Encours de la dette de la Polynésie française	**153 574 066 282**	**100,00%**	**8 190 692 124**	**11 563 705 432**	**3 000 000 000**	**147 201 052 946**	**100,00%**

ETAT DU PATRIMOINE

L'état du patrimoine comptable a pu être figé depuis l'exercice 2023 de manière estimative en valeur globale pour les comptes d'immobilisations (classe 2 hors compte 27).

PRESENTATION GENERALE :

Cet état du patrimoine présente les immobilisations non financières et les immobilisations financières par mission (hors compte 27 « Autres immobilisations financières ») et par catégorie d'immobilisations telles que déterminées par la réglementation.

Sont présentées en valeur, par mission, les immobilisations entrées en patrimoine, relevant des comptes suivants :

1. Compte 20 : Immobilisations incorporelles (hors subventions d'équipement versées)
2. Compte 21 : Immobilisations corporelles
3. Compte 23 : Immobilisations en cours
4. Compte 26 : Participations et créances rattachées à des participations (Titres de participation uniquement)

L'approche retenue est en corrélation avec la définition du terme « patrimoine » entendu comme l'ensemble des biens, droits et obligations ayant une valeur économique. L'objectif est de disposer d'un état qui reflète le le patrimoine de la Polynésie française.

En 2024, d'importants travaux ont été menés, mais les chantiers de mise à jour de la comptabilité patrimoniale restent nombreux et se poursuivront sur plusieurs exercices (a minima sur 5 ans).

DONNEES SOURCES ET SUPPORT DE RESTITUTION DES INFORMATIONS :

La consolidation des données a été traduite au travers d'un outil de business intelligence alimenté à partir des données de l'application informatique Poly-GF. Les termes de référence sont à détailler dans le glossaire des finances publiques.

LES DEMARCHES A VENIR :

- Aboutir sur le chantier de toilettage dans l'inventaire comptable des biens mobiliers obsolètes. En montant cumulé depuis le 1er janvier 2023, l'ajustement de la comptabilité patrimoniale a porté sur 10,6 milliards F CFP répartis comme suit, 3,8 milliards F CFP en 2023 et 6,7 milliards F CFP en 2024. Sur les 55 catégories d'immobilisations (50 créées en 2015 et 5 anciennes catégories), 31 ont été toilettées ;
- Ajuster les valeurs des immobilisations financières inscrites au bilan :
  Une méthodologie a été déclinée de concert avec la paierie pour mener les opérations en conformité avec le niveau des participations effectivement détenues par le Pays ;
- Poursuivre l'intégration des biens qui aujourd'hui ne figurent pas dans l'inventaire comptable en raison soit de leur statut juridique, soit de l'ancienneté de l'acquisition, soit des transferts de compétences intervenus entre l'Etat et le Pays notamment (exemple : le transfert des établissements scolaires du second degré) ;

- Constater comptablement les transferts de gestion des immobilisations à des entités publiques tierces ou des entités privées exerçant des missions de service public (compte 24) ;
- De passer les écritures afférentes aux sorties de biens (cessions, destruction, démolition etc.).

1. LES CATEGORIES D'IMMOBILISATIONS (arrêté n° 951 CM du 15 juillet 2015)

Catégorie	Intitulé de la catégorie
300	Matériel téléphonique
301	Froid
302	Monte-charge, ascenseur
303	Matériel électrique
304	Energie renouvelable
305	Meuble meublant
3061	Matériel et mobilier de bureau
3071	Matériel informatique
3072	Autres matériels
308	Matériel de presse
309	Matériel de génie biomédical
310	Mobilier et petit matériel médical
311	Hygiène et salubrité publique
312	Matériel pour le traitement
314	Matériel vétérinaire
315	Equipement de lingerie et de buanderie
316	Equipement scolaire et culturel
317	Livres - ouvrage
318	Collection et œuvres d'art
319	Equipement de sécurité et d'incendies
320	Matériel de sécurité
321	Habillement et vêtement de travail
322	Cuisine
323	Matériel agroalimentaire
324	Equipements agricoles
325	Equipement de pêche
326	Equipment de plongée
327	Equipements de garage
328	Matériel de transport routier
329	Matériel de navigation
330	Matériel topographique
331	Matériel de terrassement
332	Matériel de chantier et de travaux publics
333	Matériel de construction et d'entretien des routes
334	Matériel de levage et de manutention
335	Instrument de mesure
336	Matériel hydrologique
337	Matériel hydrogéologique
338	Equipement de télédétection
400	Terrains
401	Constructions
402	Réseaux routiers
403	Réseau fluvial et maritime
404	Infrastructures portuaires
405	Infrastructures aéronautiques
500	Frais d'études
501	Titres et valeurs
502	Concession, droits

503	Subventions d'équipement
504	Immobilisations égales ou inférieures à 180 000 F CFP

2. GRILLE DE LECTURE DES DONNEES CHIFFREES

Les données chiffrées sont identifiées et/ou classées soit :

- **par compte de la classe 9 « comptes de mission » uniquement de 90 à 95 de la section d'investissement.**

La liste des missions et leur libellé figurent dans le tableau ci-dessous :

Mission	Libellé de mission
900	Pouvoirs publics
901	Moyens internes
902	Personnel
903	Partenariats avec les collectivités
904	Tourisme
905	Développement des ressources propres
906	Economie générale
907	Travail et emploi
908	Culture et patrimoine
909	Enseignement
910	Santé
911	Vie sociale
913	Environnement
914	Réseaux et équipements structurants
915	Transports
916	Urbanisme, habitat, foncier
950	Gestion fiscale
951	Gestion financière

Ces données correspondent à des éléments de l'actif, rattachés à l'émission d'un mandat de dépense (dépense réelle ou dépense d'ordre) pour leur entrée en patrimoine.

- **par compte de mission précédé du préfixe A.**

Ce préfixe permet d'identifier les données entrées en comptabilité patrimoniale avant 2007 de celles entrées après 2007 suite à l'adoption de nouvelle instruction comptable.[1]

- **par la lettre A et/ou la mention ENTREE DIRECTE uniquement :**

Dans ce cas, il s'agit de données entrées directement sans qu'elles résultent ou soient rattachées à un mandat de dépense. Il s'agit principalement, des biens entrés en comptabilité patrimoniale au titre d'un rattrapage (exemple : biens domaniaux par défaut, biens acquis avant le déploiement de la nouvelle application informatique Poly-GF et qui n'avaient jamais été entrés ou dont la DBF n'a pas retrouvé la comptabilisation antérieure etc.).

3. PRESENTATION SYNTHETIQUE ET CHIFFREE DU PATRIMOINE COMPTABLE

[1] Arrêté n° 1454 CM du 13 décembre 2006 modifié portant adoption de l'instruction comptable de la Polynésie française

REMARQUES LIMINAIRES : Contexte, contraintes et méthodologie retenue

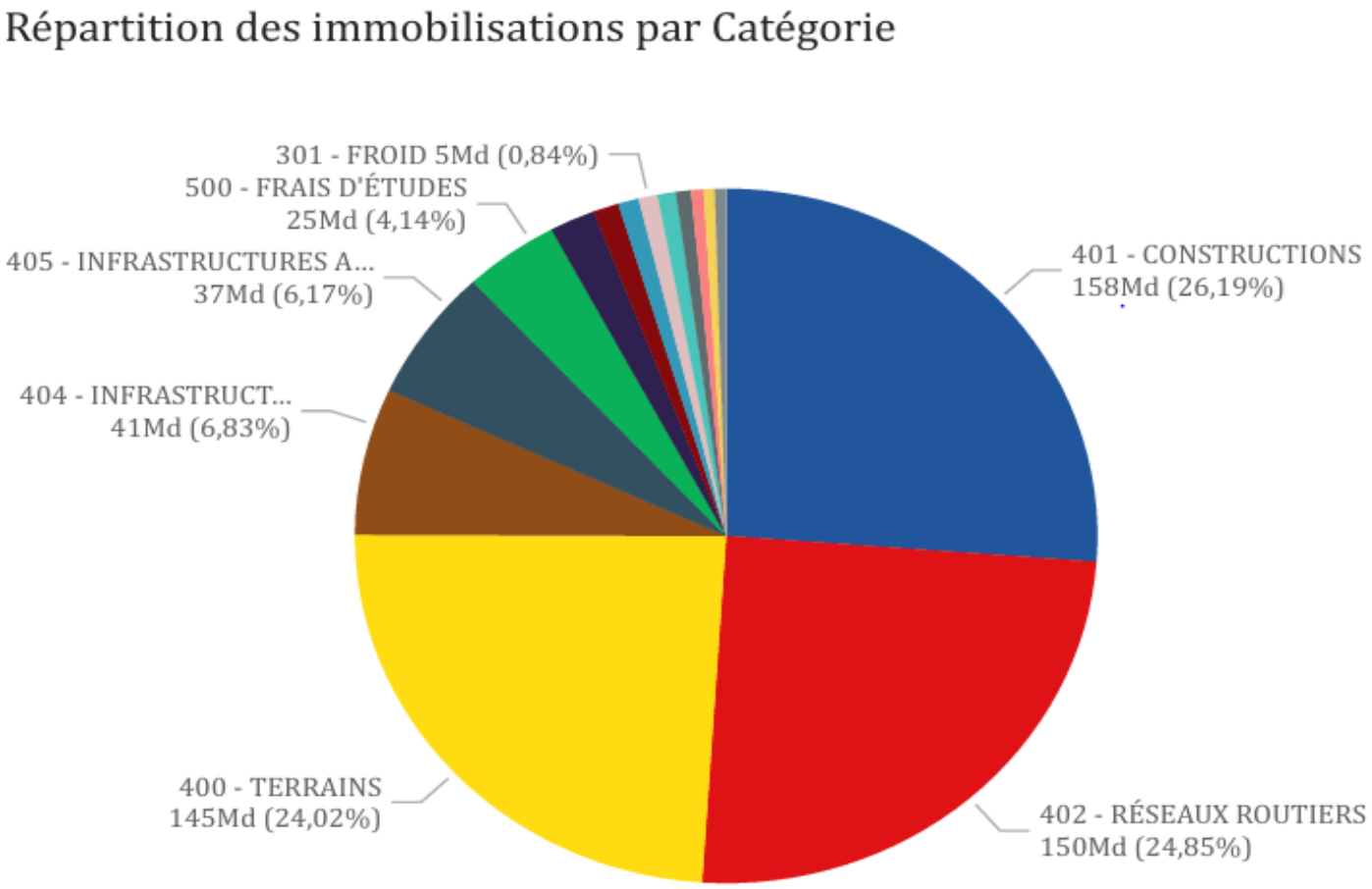
En 2007, une nouvelle instruction comptable inspirée du plan comptable général et de l'instruction dite M52 a été adoptée. Le plan comptable a été modernisé avec la création de nouveaux comptes de missions et de programmes (classe 9). La nomenclature par mission et programme est conçue comme un instrument d'information destiné à faire apparaître, par activité, les dépenses et les recettes du Pays.

Toutes les missions sont codifiées en 3 chiffres et commencent par le chiffre 9. Le second chiffre permet d'identifier la section (fonctionnement ou investissement). Les chiffres 0 à 5 sont destinés à la section d'investissement dans laquelle sont regroupées toutes les immobilisations (classe 2 : compte d'immobilisations).

Afin de présenter un document de synthèse de la comptabilité patrimoniale, techniquement parlant, les données afférentes aux anciens chapitres et sous-chapitres sont rapatriées en même temps que celles afférentes aux nouvelles missions et aux nouveaux programmes. Il en va de même pour les dépenses par nature (anciens articles et nouveaux articles d'imputation).

3.1. REPARTITION PAR CATEGORIE DES IMMOBILISATIONS

Il existe 50 catégories d'immobilisations définies réglementairement[2] (cf pages 2 et 3 du présent document)



[2] Arrêté n° 951 CM du 15 juillet 2015 modifié relatif à l'amortissement des immobilisations de la Polynésie française

Le patrimoine du Pays représente en valeur 619,4 milliards F CFP. Le graphique ci-dessus présente la répartition du patrimoine par catégorie d'immobilisations. Les 4 catégories les plus importantes en valeur sont :

- La catégorie 401 « Constructions » :158 milliards F CFP,
- La catégorie 402 « Réseaux routiers » : 150 milliards F CFP,
- La catégorie 400 « Terrains » : 145 milliards F CFP,
- Et la catégorie 404 « Infrastructures portuaires » : 41 milliards F CFP.

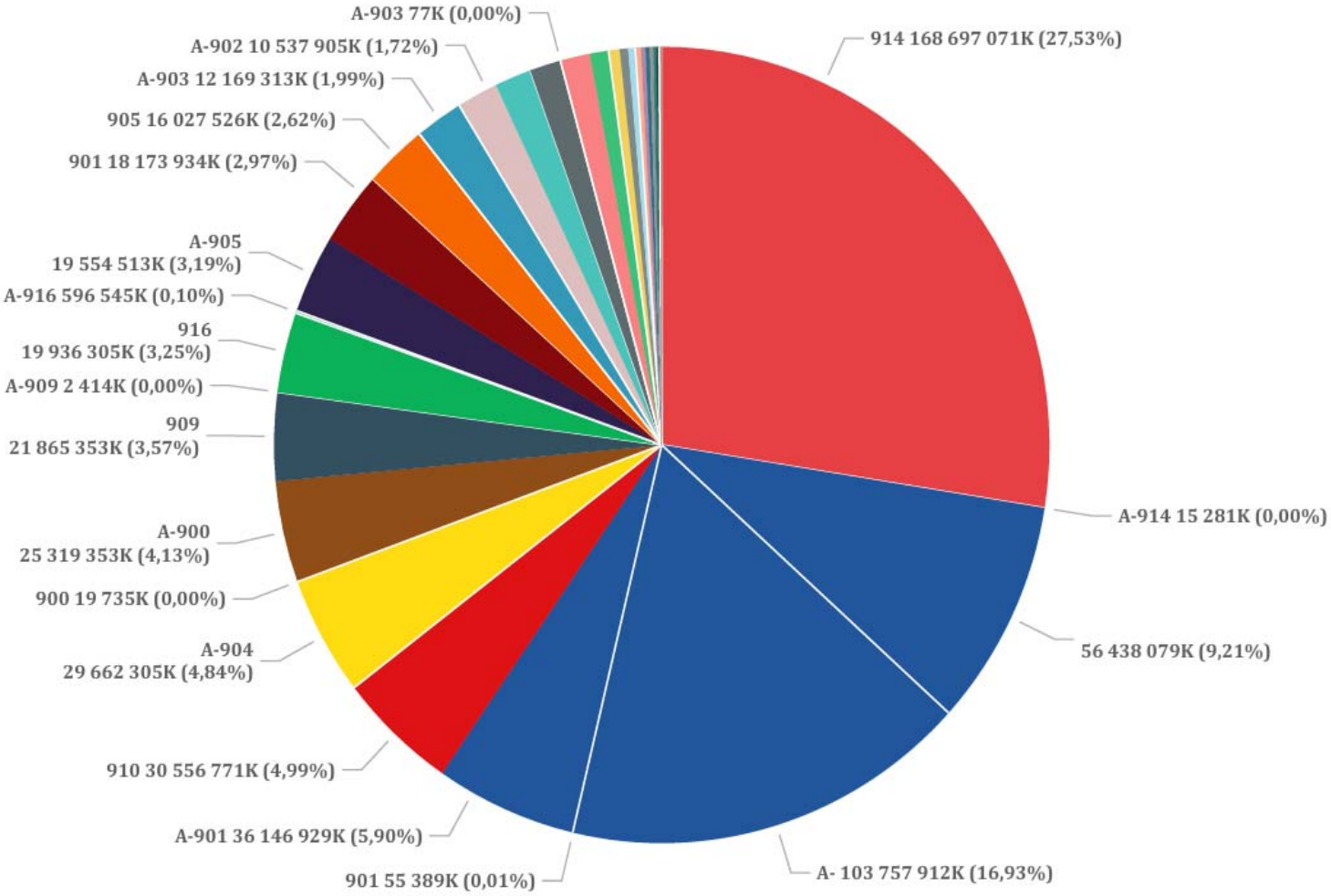
Elles concentrent près de 80 % de la valeur patrimoniale soit 494 milliards F CFP sur 619,4 milliards F CFP au 31 décembre 2024.

3.2. REPARTITION DES IMMOBILISATIONS PAR MISSION

Dans le patrimoine, 2 types d'immobilisations sont à distinguer, les immobilisations financières et les immobilisations non financières respectivement pour 612,7 et 6,7 milliards F CFP.

3.2.1 LES IMMOBILISATIONS NON FINANCIERES : 612,7 MILLIARDS F CFP.

Présentation graphique : Données ventilées par mission



- A Entrée directe
- A 900 Bâtiments administratifs
- A 901 Voirie territoriale
- A 902 Réseaux territoriaux
- A 903 Equipements scolaires et culturels
- A 904 Equipement sanitaire et social
- A 905 Transports et communications
- A 906 Services éonomiques autres que transports
- A 907 Equipement rural
- A 909 Autres équipements
- A 911 Programmes pour l'état, etab publics nationaux

- 900 Pouvoirs publics
- 901 Moyens internes
- 903 Partenariat avec les collectivités
- 904 Tourisme
- 905 Développement des ressources propres
- 907 Travail et emploi
- 908 Culture et patrimoine
- 909 Enseignement
- 910 Santé
- 911 Vie sociale
- 913 Environnement
- 914 Réseaux et équipements structurants
- 915 Transports
- 916 Urbanisme, habitat, foncier

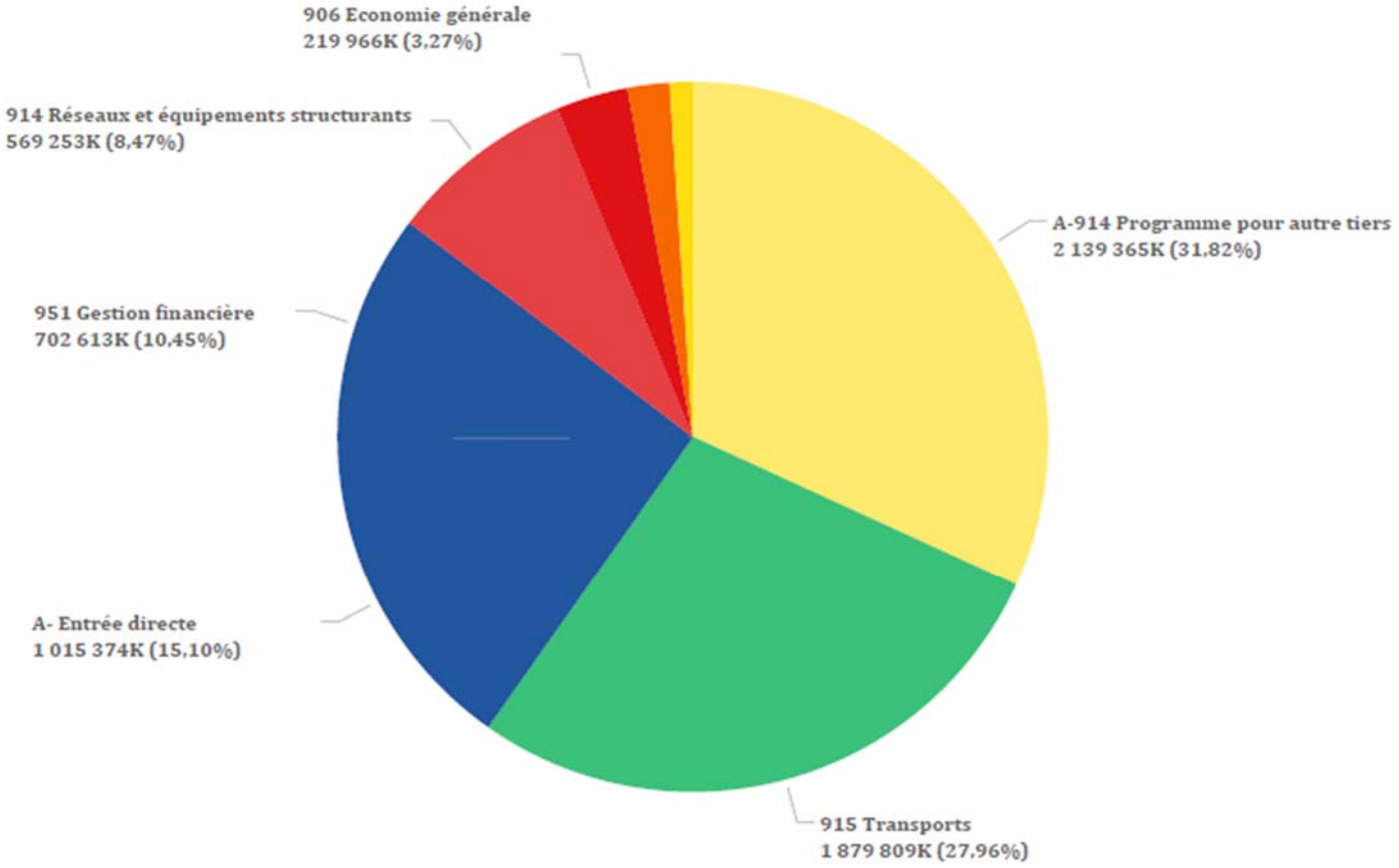
Ventilation chiffrée par mission et compte d'immobilisation (immobilisations non financières) :

Préfixe Mission	Libellé de la mission	20 Immob incorporelles		21 Immob corporelles		23 Immob en cours		24 Immob affectées		TOTAL	
	ENTRÉE DIRECTE	159 187 880	0,03 %	56 235 715 936	9,08 %	43 175 277	0,01 %			56 438 079 093	9,11 %
	Total	159 187 880	0,03 %	56 235 715 936	9,08 %	43 175 277	0,01 %			56 438 079 093	9,11 %
900	BATIMENTS ADMINISTRATIFS			19 734 701	0,00 %					19 734 701	0,00 %
	POUVOIRS PUBLICS	39 927 462	0,01 %	738 544 512	0,12 %					778 471 974	0,13 %
	Total	39 927 462	0,01 %	758 279 213	0,12 %					798 206 675	0,13 %
901	MOYENS INTERNES	3 257 699 013	0,53 %	7 940 955 927	1,28 %	6 975 278 599	1,13 %			18 173 933 539	2,93 %
	VOIRIE TERRITORIALE	169 810	0,00 %	54 427 911	0,01 %	790 870	0,00 %			55 388 591	0,01 %
	Total	3 257 868 823	0,53 %	7 995 383 838	1,29 %	6 976 069 469	1,13 %			18 229 322 130	2,94 %
902	RESEAUX TERRITORIAUX			11 165 512	0,00 %					11 165 512	0,00 %
	Total			11 165 512	0,00 %					11 165 512	0,00 %
903	EQUIPEMENT SCOLAIRE ET CULTUREL			4 239 242	0,00 %					4 239 242	0,00 %
	PARTENARIAT AVEC LES "COLLECTIVITES"	1 654 907 866	0,27 %	6 056 602 657	0,98 %	210 147 552	0,03 %			7 921 658 075	1,28 %
	Total	1 654 907 866	0,27 %	6 060 841 899	0,98 %	210 147 552	0,03 %			7 925 897 317	1,28 %
904	EQUIPEMENT SANITAIRE ET SOCIAL			63 236	0,00 %					63 236	0,00 %
	TOURISME	491 330 100	0,08 %	3 919 724 128	0,63 %	4 956 998 808	0,80 %			9 368 053 036	1,51 %
	Total	491 330 100	0,08 %	3 919 787 364	0,63 %	4 956 998 808	0,80 %			9 368 116 272	1,51 %
905	DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES	1 577 176 463	0,25 %	10 358 722 213	1,67 %	4 091 627 610	0,66 %			16 027 526 286	2,59 %
	TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	186 648	0,00 %	27 382 766	0,00 %					27 569 414	0,00 %
	Total	1 577 363 111	0,25 %	10 386 104 979	1,68 %	4 091 627 610	0,66 %			16 055 095 700	2,59 %
906	ECONOMIE GENERALE	7 072 681	0,00 %	18 228 752	0,00 %					25 301 433	0,00 %
	SERVICES ECONOMIQUES AUTRES QUE TRANSPORTS	1 395 499	0,00 %							1 395 499	0,00 %
	Total	8 468 180	0,00 %	18 228 752	0,00 %					26 696 932	0,00 %
907	EQUIPEMENT RURAL	501 604	0,00 %	25 525 965	0,00 %					26 027 569	0,00 %
	TRAVAIL ET EMPLOI	66 638 139	0,01 %	106 021 743	0,02 %	701 265 428	0,11 %			873 925 310	0,14 %
	Total	67 139 743	0,01 %	131 547 708	0,02 %	701 265 428	0,11 %			899 952 879	0,15 %
908	CULTURE ET PATRIMOINE	432 471 641	0,07 %	547 095 907	0,09 %	110 719 355	0,02 %			1 090 286 903	0,18 %
	URBANISME ET HABITATION			586 852	0,00 %					586 852	0,00 %
	Total	432 471 641	0,07 %	547 682 759	0,09 %	110 719 355	0,02 %			1 090 873 755	0,18 %
909	AUTRES EQUIPEMENTS			1 558 260	0,00 %	738 568	0,00 %			2 296 828	0,00 %
	ENSEIGNEMENT	685 484 807	0,11 %	12 270 490 305	1,98 %	8 909 377 819	1,44 %			21 865 352 931	3,53 %
	Total	685 484 807	0,11 %	12 272 048 565	1,98 %	8 910 116 387	1,44 %			21 867 649 759	3,53 %
910	PROGRAMMES POUR L'ETAT, ETS PUBLICS NATIONAUX ETC.			3 993 976	0,00 %	1 177 076 146	0,19 %			1 181 070 122	0,19 %
	SANTE	430 827 876	0,07 %	7 203 993 333	1,16 %	22 921 950 143	3,70 %			30 556 771 352	4,93 %
	Total	430 827 876	0,07 %	7 207 987 309	1,16 %	24 099 026 289	3,89 %			31 737 841 474	5,12 %
911	VIE SOCIALE	152 567 633	0,02 %	1 493 257 694	0,24 %	93 895 945	0,02 %			1 739 721 272	0,28 %
	Total	152 567 633	0,02 %	1 493 257 694	0,24 %	93 895 945	0,02 %			1 739 721 272	0,28 %
913	ENVIRONNEMENT	618 040 279	0,10 %	1 494 487 107	0,24 %	26 897 145	0,00 %			2 139 424 531	0,35 %
	PROG. AUTRES ETS PUBLICS, SYNDICATS MIXTES ETC..	900 166	0,00 %			1 143 794	0,00 %			2 043 960	0,00 %
	Total	618 940 445	0,10 %	1 494 487 107	0,24 %	28 040 939	0,00 %			2 141 468 491	0,35 %
914	PROGRAMMES POUR AUTRES TIERS	1 339 900	0,00 %	82 072 692	0,01 %	26 050 566	0,00 %			109 463 158	0,02 %
	RESEAUX ET EQUIPEMENTS STRUCTURANTS	5 467 114 085	0,88 %	128 266 329 880	20,71 %	34 963 627 000	5,64 %			168 697 070 965	27,23 %
	Total	5 468 453 985	0,88 %	128 348 402 572	20,72 %	34 989 677 566	5,65 %			168 806 534 123	27,25 %
915	TRANSPORTS	305 545 342	0,05 %	3 971 193 144	0,64 %	487 524 604	0,08 %			4 764 263 090	0,77 %
	Total	305 545 342	0,05 %	3 971 193 144	0,64 %	487 524 604	0,08 %			4 764 263 090	0,77 %
916	URBANISME, HABITAT ET FONCIER	4 550 104 224	0,73 %	15 234 633 161	2,46 %	151 567 747	0,02 %			19 936 305 132	3,22 %
	Total	4 550 104 224	0,73 %	15 234 633 161	2,46 %	151 567 747	0,02 %			19 936 305 132	3,22 %
951	GESTION FINANCIERE			11 875 453	0,00 %					11 875 453	0,00 %
	Total			11 875 453	0,00 %					11 875 453	0,00 %
A-	ENTRÉE DIRECTE	26 265 875	0,00 %	102 289 228 188	16,51 %	868 117 700	0,14 %	574 300 367	0,09 %	103 757 912 130	16,75 %
	Total	26 265 875	0,00 %	102 289 228 188	16,51 %	868 117 700	0,14 %	574 300 367	0,09 %	103 757 912 130	16,75 %
A-900	BATIMENTS ADMINISTRATIFS	602 175 648	0,10 %	24 717 177 119	3,99 %					25 319 352 767	4,09 %
	Total	602 175 648	0,10 %	24 717 177 119	3,99 %					25 319 352 767	4,09 %
A-901	MOYENS INTERNES			67 322 288	0,01 %					67 322 288	0,01 %
	VOIRIE TERRITORIALE	2 053 590 336	0,33 %	34 093 338 387	5,50 %					36 146 928 723	5,84 %
	Total	2 053 590 336	0,33 %	34 160 660 675	5,51 %					36 214 251 011	5,85 %
A-902	RESEAUX TERRITORIAUX	407 026 442	0,07 %	10 130 878 999	1,64 %					10 537 905 441	1,70 %
	Total	407 026 442	0,07 %	10 130 878 999	1,64 %					10 537 905 441	1,70 %
A-903	EQUIPEMENT SCOLAIRE ET CULTUREL	486 280 549	0,08 %	11 680 517 207	1,89 %	2 515 684	0,00 %			12 169 313 440	1,96 %
	PARTENARIAT AVEC LES "COLLECTIVITES"	76 800	0,00 %							76 800	0,00 %
	Total	486 357 349	0,08 %	11 680 517 207	1,89 %	2 515 684	0,00 %			12 169 390 240	1,96 %
A-904	EQUIPEMENT SANITAIRE ET SOCIAL	955 503 014	0,15 %	28 706 606 556	4,63 %			195 920	0,00 %	29 662 305 490	4,79 %
	TOURISME			995 169	0,00 %					995 169	0,00 %
	Total	955 503 014	0,15 %	28 707 601 725	4,63 %			195 920	0,00 %	29 663 300 659	4,79 %
A-905	DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES	6 779 596	0,00 %	10 640 700	0,00 %					17 420 296	0,00 %
	TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	1 088 460 010	0,18 %	18 465 893 224	2,98 %	159 500	0,00 %			19 554 512 734	3,16 %
	Total	1 095 239 606	0,18 %	18 476 533 924	2,98 %	159 500	0,00 %			19 571 933 030	3,16 %
A-906	SERVICES ECONOMIQUES AUTRES QUE TRANSPORTS	4 148 477 562	0,67 %	3 426 631 252	0,55 %					7 575 108 814	1,22 %
	Total	4 148 477 562	0,67 %	3 426 631 252	0,55 %					7 575 108 814	1,22 %
A-907	EQUIPEMENT RURAL	435 527 629	0,07 %	973 414 868	0,16 %	11 415 874	0,00 %			1 420 358 371	0,23 %
	Total	435 527 629	0,07 %	973 414 868	0,16 %	11 415 874	0,00 %			1 420 358 371	0,23 %
A-908	URBANISME ET HABITATION	678 660	0,00 %	420 159 032	0,07 %					420 837 692	0,07 %
	Total	678 660	0,00 %	420 159 032	0,07 %					420 837 692	0,07 %
A-909	AUTRES EQUIPEMENTS	685 439 344	0,11 %	2 150 458 102	0,35 %					2 835 897 446	0,46 %
	ENSEIGNEMENT					2 414 096	0,00 %			2 414 096	0,00 %
	Total	685 439 344	0,11 %	2 150 458 102	0,35 %	2 414 096	0,00 %			2 838 311 542	0,46 %
A-911	PROGRAMMES POUR LES ETS TERRITORIAUX	12 512 129	0,00 %	166 468 987	0,03 %			517 890 638	0,08 %	696 871 754	0,11 %
	Total	12 512 129	0,00 %	166 468 987	0,03 %			517 890 638	0,08 %	696 871 754	0,11 %
A-912	PROGRAMMES COMMUNES, SYNDICATS COMMUNES ETC..	8 213 468	0,00 %	2 770 061	0,00 %					10 983 529	0,00 %
	Total	8 213 468	0,00 %	2 770 061	0,00 %					10 983 529	0,00 %
A-914	PROGRAMMES POUR AUTRES TIERS	21 793 494	0,00 %	53 855 732	0,01 %					75 649 226	0,01 %
	RESEAUX ET EQUIPEMENTS STRUCTURANTS	362 356	0,00 %	14 919 000	0,00 %					15 281 356	0,00 %
	Total	22 155 850	0,00 %	68 774 732	0,01 %					90 930 582	0,01 %
A-916	URBANISME, HABITAT ET FONCIER			596 545 245	0,10 %					596 545 245	0,10 %
	Total			596 545 245	0,10 %					596 545 245	0,10 %
Total		30 839 752 030	4,98 %	494 066 443 081	79,76 %	86 734 475 830	14,00 %	1 092 386 925	0,18 %	612 733 057 866	98,91 %

3.2.2 LES IMMOBILISATIONS FINANCIERES : 6,7 MILLIARDS DE F CFP

Présentation graphique : Données ventilées par mission

- A 914 Programmes pour autres tiers
- A Entrée directe
- 915 Transports
- 951 Gestion financière
- 914 Réseaux et équipements structurants
- 906 Economie générale
- 905 Développement des ressources propres
- 916 Urbanisme, habitat, foncier



Ventilation chiffrée par mission et compte d'immobilisation (immobilisations financières) :

		26	
		261 - TITRES DE PARTICIPATION	
Préfixe Mission	Libellé de la mission	Immobilisation	Proportion
905	DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES	128 000 000	0,02 %
906	ECONOMIE GENERALE	219 966 000	0,04 %
914	RESEAUX ET EQUIPEMENTS STRUCTURANTS	569 253 495	0,09 %
915	TRANSPORTS	1 879 808 500	0,30 %
916	URBANISME, HABITAT ET FONCIER	69 874 827	0,01 %
951	GESTION FINANCIERE	702 613 365	0,11 %
A-	ENTRÉE DIRECTE	1 015 374 475	0,16 %
A-914	PROGRAMMES POUR AUTRES TIERS	2 139 365 010	0,35 %
Total		6 724 255 672	1,09 %

Les données relatives aux immobilisations financières font l'objet d'un chantier spécifique de fiabilisation afin d'être complétées selon une méthodologie validée par le payeur.

RESULTAT DE L'AUTORITE POLYNESIENNE DE LA CONCURRENCE - EXERCICE 2024

MISSION	LIBELLE	DEPENSES	RECETTES	RESULTAT
SECTION D'INVESTISSEMENT		***0***	***4 032 227***	***4 032 227***
906	ECONOMIE GENERALE	0	4 032 227	4 032 227
SECTION DE FONCTIONNEMENT		***35 340 023***	***24 000 000***	***-11 340 023***
966	ECONOMIE GENERALE	35 340 023	24 000 000	-11 340 023
TOTAL		**35 340 023**	**28 032 227**	**-7 307 796**

TABLEAU DE BORD DES RISQUES FINANCIERS DES SATELLITES DANS LE BUDGET DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

STRUCTURE	NOMBRE
EPA	13
EPIC	9
GIE	1
SEM	8
SA	9

RÉPARTITION DES ENTITÉS SATELLITAIRES

NIVEAU DE RISQUE DE DÉFAILLANCE	NOMBRE D'ENTITÉS
Niveau 1 : Risque très faible à faible	26
Niveau 2 : Risque modéré	10
Niveau 3 : Risque élevé	4
Niveau 4 : Risque maximal	0

SUBVENTIONS OCTROYÉES EN 2024
24,734 milliards F CFP

ENCOURS GARANTIS AU 31/12/2024
8, 456 milliards F CFP

ENDETTEMENT DES SATELLITES AU 31/12/2024
49,901 milliards F CFP
DONT ENDETTEMENT AUPRÈS DU PAYS
733 millions F CFP

PROVISIONS CONSTITUÉES EN 2024 **3, 417 milliards F CFP**

ENDETTEMENT POUVANT ENGAGER LE PAYS **29,464 milliards F CFP**

22 ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ET 1 GIE (HORS OPT ET OPH*)

Milliards F CFP	PRÉVISIONNEL 2024	EXÉCUTÉ 2024	RÉSULTAT	TX EXÉ
RECETTES	89,905	70,663	3,042	78%
DÉPENSES	92,122	67,621		73%
RECETTES RETRAITÉES	73,138	61,262	3,042	83%
DÉPENSES RETRAITÉES	75,355	58,219		77%

Fiabilité des budgets prévisionnels

Résultats positifs dans les comptes 2024 : **74 %** des EP

Respect du délai d'approbation des comptes 2023 : **40%** des EP

17 SOCIÉTÉS COMMERCIALES

PARTICIPATIONS FINANCIÈRES DANS LE CAPITAL DES SOCIÉTÉS EN 2024
18, 750 milliards F CFP

ENDETTEMENT DES SOCIÉTÉS COMMERCIALES AU 31/12/2024
41,280 milliards F CFP

Nbre de sociétés ayant perçu des subventions entre 2022 et 2024	10/17
Montant des subventions octroyées depuis 2022	10,723 Mds F CFP
Nbre de sociétés subventionnées chaque année	5*/17
Nbre de sociétés dont les recettes sont constituées à +50% de subventions	3/17

Direction du budget et des finances - Mai 2024

Annexe au tableau de bord des risques financiers des satellites dans le budget de la Polynésie française :

LISTE DES EPA EPIC ET GIE

				Prévisionnelles 2024		Retraitées sans subventions		CF 2024			Taux d'exécution		Participations du Pays :	Participations du Pays/Dépenses	FDR	Etat de la dette Encours au 01/01/25
N°	Dénomination	Sigle	Statut	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Résultat	Dépenses	Recettes	Subventions ou taxes affectées		au 31/12/2024	
1	CHAMBRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE LAGONAIRE	CAPL	EPA/CS	1 370 350 541	1 370 350 541	976 906 003	976 906 003	411 331 730	426 643 549	15 311 819	30%	31%	393 444 538	96%	198 897 266	0
2	CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE DES ADULTES	CFPA	EPA	1 953 519 332	1 338 463 256	799 806 076	184 750 000	1 407 015 319	1 362 869 564	- 44 145 755	72%	102%	1 153 713 256	82%	701 613 767	0
3	CONSERVATOIRE ARTISTIQUE DE LA POLYNESIE FRANCAISE	CAPF	EPA	457 394 278	435 084 269	206 631 022	184 321 013	418 122 225	395 849 176	- 22 273 049	91%	91%	250 763 256	60%	105 432 645	0
4	CENTRE DES METIERS D'ART DE LA POLYNESIE FRANCAISE	CMAPF	EPA	180 041 476	171 717 379	23 041 476	14 717 379	139 907 685	175 627 673	35 719 988	78%	102%	157 000 000	112%	93 462 850	0
5	CENTRE HOSPITALIER DE LA	CHPF	EPA	39 730 421 429	39 730 421 429	37 226 871 593	37 226 871 593	35 709 378 680	36 109 555 765	400 177 085			2 503 549 836	7%		346 057 124
6	MUSEE DE TAHITI ET DES ILES	MTI	EPA	877 906 329	867 954 336	712 212 608	702 260 615	304 420 735	421 727 214	117 306 479	35%	49%	165 693 721	54%	189 237 321	0
7	CENTRE DE METIERS DE LA MER DE POLYNESIE FRANCAISE	CMMPF	EPA	597 483 864	497 922 625	247 420 594	147 859 355	487 918 958	545 932 726	58 013 768	82%	110%	350 063 270	72%	392 795 634	0
8	ETABLISSEMENT PUBLIC D'ENSEIGNEMENT ET DE FORMATION PROFESSIONNELLE	EPEFPA	EPA	823 643 410	792 452 980	596 289 961	565 099 531	684 392 931	592 325 135	- 92 067 796	83%	75%	227 353 449	33%	145 619 547	0
9	INSTITUT D'INSERTION MEDICO	IIME	EPA	666 528 857	559 353 072	286 338 857	179 163 072	526 250 482	544 830 128	18 579 646	79%	97%	380 190 000	72%	287 092 273	0
10	FARE TAMA HAU	FTH	EPA	539 966 554	484 934 767	70 512 933	15 481 146	496 288 641	487 195 326	- 9 093 315	90%	102%	469 453 621	95%	146 631 623	0
11	INSTITUT DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	IJSPF	EPA	5 707 843 457	5 586 947 657	4 124 041 664	4 003 145 864	2 865 279 114	2 928 217 481	62 938 367	50%	52%	1 583 801 793	55%	445 187 138	0
12	INSTITUT DE LA STATISTIQUE DE LA POLYNESIE FRANCAISE	ISPF	EPA	535 660 000	535 660 000	90 660 000	90 660 000	484 071 355	505 605 479	21 534 124	90%	94%	445 000 000	92%	190 810 428	0
13	MAISON DE LA CULTURE - TFTN	TFTN	EPA	1 056 089 213	1 103 299 691	759 646 227	806 856 705	797 267 774	981 418 201	184 150 427	75%	89%	296 442 986	37%	262 566 450	0
14	ETABLISSEMENT DE GESTION ET D'AMENAGEMENT DE TEVA	EGAT	EPIC	491 800 000	494 300 000	341 800 000	344 300 000	402 124 649	418 027 102	15 902 453	82%	85%	150 000 000	37%	147 411 889	0
15	ETABLISSEMENT VANILLE DE TAHITI	EVT	EPIC	719 648 126	719 648 126	440 390 931	440 390 931	686 033 051	737 039 972	51 006 921	95%	102%	279 257 195	41%	237 042 494	50 000 000
16	GROUPEMENT DES ETABLISSEMENTS POUR LA	GREPFOC	EPIC	Non communiqué									-	0%		0
17	INSTITUT DU CANCER DE LA	ICPF	EPIC	896 428 628	824 660 467	495 928 628	424 160 467	587 184 053	708 960 420	121 776 367	66%	86%	400 500 000	68%	260 479 768	0
18	INSTITUT LOUIS MALARDE	ILM	EPIC	1 883 682 980	1 583 236 445	1 680 762 798	1 380 316 263	1 751 588 519	1 635 160 520	- 116 427 999	93%	103%	202 920 182	12%	624 483 765	0
19	OFFICE DES POSTES ET	OPT	EPIC	Non communiqué									1 400 000 000			4 024 035 606
20	OFFICE POLYNESIEN DE L'HABITAT	OPH	EPIC	11 874 236 193	11 874 236 193	9 381 341 555	9 381 341 555	8 175 386 843	9 529 865 939	1 354 479 096	69%	80%	2 492 894 638	30%	636 211 949	1 367 269 218
21	PORT AUTONOME DE PAPEETE	PAP	EPIC	9 456 525 810	9 456 525 810	7 086 477 282	7 086 477 282	5 298 630 999	5 998 236 498	699 605 499	56%	63%	2 370 048 528			2 164 461 892
22	GRAND PROJET DE POLYNESIE (ex TNAD)	G2P	EPIC	10 593 257 440	10 882 733 136	9 790 912 664	10 080 388 360	4 123 778 087	4 348 489 072	224 710 985	39%	40%	802 344 776	19%	1 525 854 089	669 098 641
23	TAHITI TOURISME	TT	GIE	1 710 373 000	1 710 373 000	16 830 394	16 830 394	1 864 689 612	1 810 058 384	- 54 631 228	109%	106%	1 693 542 606	91%	323 532 697	0
	TOTAL EPA EPIC GIE			**92 122 800 917**	**91 020 275 179**	**75 354 823 266**	**74 252 297 528**	**67 621 061 442**	**70 663 635 324**	**3 042 573 882**	**73%**	**78%**	**18 167 977 651**	56%		**8 620 922 481**

Niveau de risque de défaillance	
Risque très faible à faible	
Risque modéré	
Risque élevé	
Risque maximal	

Annexe au tableau de bord des risques financiers des satellites dans le budget de la Polynésie française :

LISTE DES SEM ET SA

							CF 2024			Participations du Pays :	Participations du Pays/Dépenses	Dettes fi de plus d'un an	Taux d'autonomie financière	Etat de la dette Encours au 01/01/25
N°	Dénomination	Sigle	Statut	Capital social en F CFP	Participation de la PF en F CFP	Part PAYS	Dépenses	Recettes	Résultat	Subventions ou taxes affectées				
25	AEROPORT DE TAHITI	ADT	SAS	155 000 000	75 950 000	49,00%	4 626 727 701	4 819 785 788	193 058 087	17 513 384	0,4%	1 011 521 125	1,90	1 384 022 440
26	AGENGE FRANCE LOCALE	AFL	SA	31 620 131 265	702 613 365	2,22%	88 412 410 501	92 030 190 931	3 617 780 430	-	0%			
27	AIR TAHITI	AT	SA	2 760 000 000	377 040 000	13,66%	25 735 180 854	24 035 237 011	-1 699 943 843	-	0%	1 660 371 967	2,45	2 837 636 784
28	AIR TAHITI NUI	ATN	SEM	1 622 956 875	1 376 573 375	84,82%	43 186 632 913	43 624 453 721	437 820 808	3 193 309 402	7%	2 643 277 781	1,40	4 809 129 038
29	ASSAINISSEMENT EAUX DE TAHITI	AET	SEM	178 070 000	127 100 000	71,38%	448 346 952	625 243 107	176 896 155	263 309 245	59%	29 016 011	64,17	56 125 679
30	CODER MARAMA NUI	MN	SA	4 560 720 000	1 613 444 000	35,38%	Non communiqué			-				0
31	ELECTRA	EL	SA	65 400 000	12 000 000	18,35%	Non communiqué			-				
32	ELECTRICITE DE TAHITI	EDT	SA	5 406 094 500	36 600	0,001%	Non communiqué			-				
33	HUILERIE DE TAHITI	HT*	SA	77 041 000	77 000 000	99,95%	1 198 813 079	1 184 813 079	- 14 000 000	480 000 000	40%			-
34	LABORATOIRE DES TRAVAUX PUBLICS DE POLYNESIE FRANCAISE	LABO TP	SEM	120 000 000	61 000 000	50,83%	462 513 404	481 019 226	18 505 822	-	0%	9 623 849	28,49	31 520 518
35	PORT DE PECHE DE PAPEETE	S3P	SEM	51 510 000	32 820 000	63,72%	270 379 046	261 572 301	- 8 806 745	-	0%	-		0
36	ABATTAGE DE TAHITI	ABDT*	SEM	20 000 000	10 200 000	51,00%	Non communiqué			35 000 000				
37	SOCREDO	SOC	SA	22 000 000 000	11 000 000 000	50,00%	20 664 162 365	22 283 340 625	1 619 178 260	-	0%	24 181 739 509	1,79	27 165 033 065
38	SOCIETE DE FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT DE LA POLYNESIE FRANCAISE	SOFIDEP*	SEM	1 500 000 000	1 267 500 000	84,50%	492 805 066	870 119 590	377 314 524	400 000 000	81%	-		0
39	TAHITI NUI HELICOPTERS	TNH	SAS	848 441 700	200 121 000	23,59%	944 012 248	949 076 862	5 064 614	-	-	131 428 000	0,43	146 590 265
40	TAHITI NUI TELEVISION	TNTV*	SEM	550 000 000	467 500 000	85,00%	1 333 213 111	1 331 301 272	- 1 911 839	1 208 000 000	91%	-		0
41	TRANSPORT D'ENERGIE ELECTRIQUE DE POLYNESIE	TEP*	SEM	1 800 000 000	1 349 910 000	75,00%	1 999 930 350	2 321 564 757	321 634 407	157 000 000	8%	5 649 434 647	1,67	6 234 804 248
	SOUS TOTAL SA				**18 750 808 340**	**50,49%**				**5 754 132 031**	**55%**			**41 280 839 597**

Niveau de risque de défaillance	
Risque très faible à faible	
Risque modéré	
Risque élevé	
Risque maximal	

* Sociétés subventionnées chaque année, à noter que pour la TEP, il s'agit d'une subvention pour un projet ponctuel d'envergure.

Annexe au tableau de bord des risques financiers des satellites dans le budget de la Polynésie française :

SOCIÉTÉS EN COURS DE LIQUIDATION

STATUT	DENOMINATION	CAPITAL SOCIAL F.CFP	PART PF	PARTICIPATION PF F.CFP	PROVISIONS CONSTITUÉES
SAS	BORA BORA CRUISES	377 325 000	7,69%	29 025 000	20 600 000
SEM	MEHERIO	198 350 000	99,81%	197 980 000	
SEM	MAEVA NUI	53 600 000	77,61%	41 600 000	
SEM	SOCIETE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DE POLYNESIE FRANCAISE	155 992 000	96,59%	150 672 673	
SA	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT POUR L'AGRICULTURE ET LA PECHE (SDAP)	65 000 000	18,08%	11 752 000	
SEM	TAHITI NUI RAVA'AI	280 000 000	84,28%	235 970 000	527 573 000
SEM	TE MAU ITO API	90 360 000	66,40%	60 000 000	72 200 000
SA	KAI HOTU RAU	200 000 000	49,00%	98 000 000	72 870 000
TOTAL				**824 999 673**	**693 243 000**

RAPPORT SUR L'IMPACT ENVIRONNEMENTAL DU BUDGET DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

La démarche de verdissement du budget

Face au changement climatique et à ses conséquences, la Polynésie française a décidé d'inscrire l'exigence climatique dans l'action publique en initiant une démarche de budgétisation environnementale à l'occasion du compte administratif 2023.

Le budget vert, exercice qui tend à se généraliser au sein des collectivités, quelle que soit leur taille ou leur nature, permet d'apprécier les efforts budgétaires dédiés à l'atteinte d'objectifs locaux, nationaux ou internationaux en matière environnementale.

Il s'agit d'un outil d'aide à la décision, qui permet d'orienter l'action publique vers l'élaboration de stratégies de minimisation des dépenses à impact défavorable ainsi que de préparation aux conséquences du dérèglement climatique, qui menacent particulièrement la Polynésie française.

Cette démarche, appelée verdissement du budget, outre son caractère vertueux, permet de satisfaire aux critères environnementaux désormais rendus indispensables par les principaux bailleurs de fonds et concourt ainsi à l'obtention de financements spécifiques et de prêts à taux préférentiels pour le bénéfice de la collectivité.

C'est par ailleurs un exercice transverse, qui nécessite l'implication des différents ministères par le biais notamment de leurs politiques sectorielles, non seulement pour ce qui est des aménagements structurants mais également pour des opérations plus modestes.

Le budget vert fait enfin l'objet d'une fiche action du Plan Climat de la Polynésie française (PCPF).

Méthodologie

Les particularités statutaires de la Polynésie française, ainsi que les différentes contraintes géographiques et organisationnelles auxquelles elle est soumise, ont, de prime abord, guidé le choix d'élaborer une méthodologie sur-mesure, tout en veillant en veillant à ce qu'elle soit lisible et conforme aux recommandations établies à l'échelle internationale.

Il a ainsi été décidé, lors des premiers travaux effectués à l'occasion du compte administratif 2023, d'analyser les lignes budgétaires selon deux critères :

- Critère « atténuation » qui évalue la participation à la lutte contre le changement climatique, par la recherche d'une réduction de l'empreinte carbone ;
- Critères « adaptation » qui s'attache à la préparation aux conséquences du changement climatique (évènements climatiques extrêmes, réchauffement des températures, montée du niveau des océans etc.).

La cotation se décline en 5 grades notés de 0 à +4 puis, en fonction de la note attribuée, reçoit une qualification « améliorable », « neutre » ou « vertueuse » afin de déterminer les éventuelles suites à donner en vue d'améliorer l'action publique autant qu'il est possible.

Ces travaux se concentrent dans un premier temps sur les dépenses d'investissement et par conséquent les opérations qui ont donné lieu à des crédits de paiement au cours de l'exercice observé.

Les autorisations de programme (AP) sont classées selon qu'elles relèvent de par leur nature de l'adaptation ou de l'atténuation. Ainsi, tous les travaux d'infrastructure (hors énergie) et de construction relèvent du domaine de l'adaptation alors que les acquisitions de matériels

(équipements, transport, informatique) et les quelques imputations du domaine de l'énergie relèvent de l'atténuation.

Chacune des opérations a été notée selon son objet :

- **Atténuation :**

La consommation de carbone a été appréhendée au regard de l'objet de l'opération en appliquant le barème ci-dessous :

Note	Evaluation
0	Non vertueux à fort impact
1	Non vertueux mais à faible impact
2	Neutre
3	Vertueux mais nécessitant encore des fossiles
4	Vertueux

Seules les opérations obtenant les notes 3 et 4 sont considérées comme ayant un impact positif en termes d'atténuation des émissions des gaz à effet de serre.

- **Adaptation :**

La résilience aux changements climatiques des infrastructures a été évaluée, selon le barème ci-dessous, l'hypothèse de base retenue dans le cadre du Plan Climat de la Polynésie française (PCPF) étant d'une élévation du niveau de la mer de l'ordre d'un mètre d'ici la fin du 21ème siècle :

Note	Evaluation
0	Aménagement à moins d'1m du niveau de la mer
2	neutre
4	Aménagement améliorant la résilience face aux impacts des changements climatiques

Seules les opérations obtenant la note 4 sont considérées comme participant à l'adaptation du Pays aux conséquences du changement climatique.

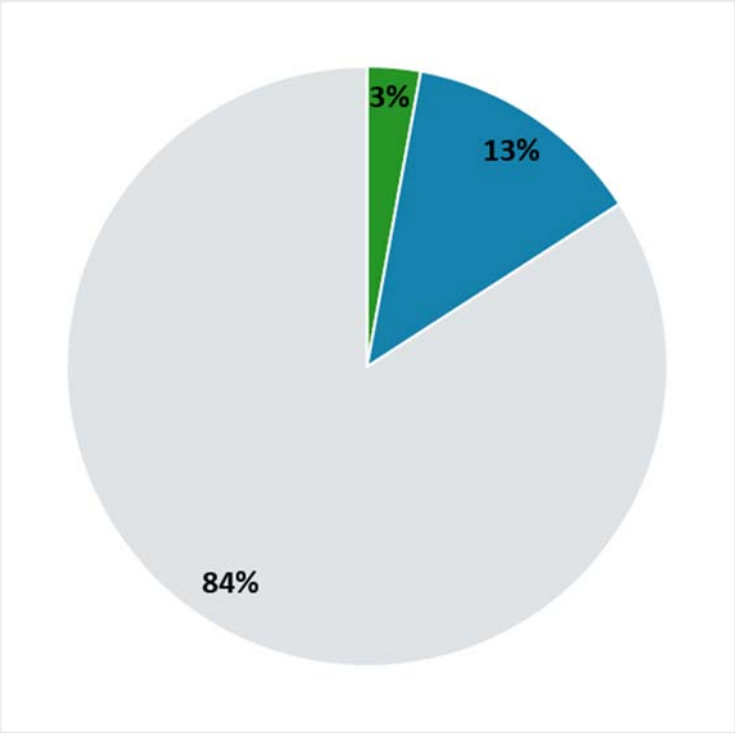
Résultats – exécution 2024

1045 opérations ont fait l'objet de mandatement au cours de l'exercice 2024, pour un montant total de 37.5 milliards F CFP.

Parmi celles-ci, 30 peuvent être considérées comme participant à réduire les émissions de gaz à effets de serre (vertueuses en termes d'atténuation), tandis que 136 concourent à adapter le territoire de la Polynésie française aux conséquences du réchauffement climatique (vertueuses en termes d'adaptation).

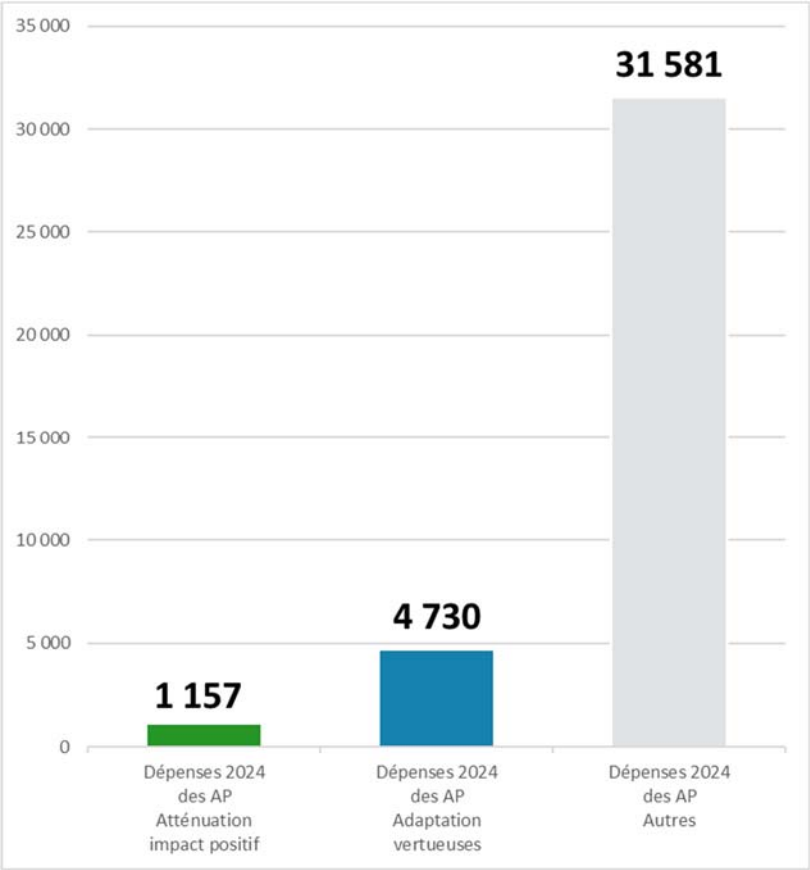
Le montant total de ces 166 opérations vertueuses s'élève à 5.9 milliards F CFP, soit 15.7% du total des dépenses d'investissement en 2024.

Nombre d'opérations concernées :



Nbre AP Atténuation vertueuses	Nbre AP Adaptation vertueuses	Nbre AP Autres	Nbre AP Total
30	136	879	1045

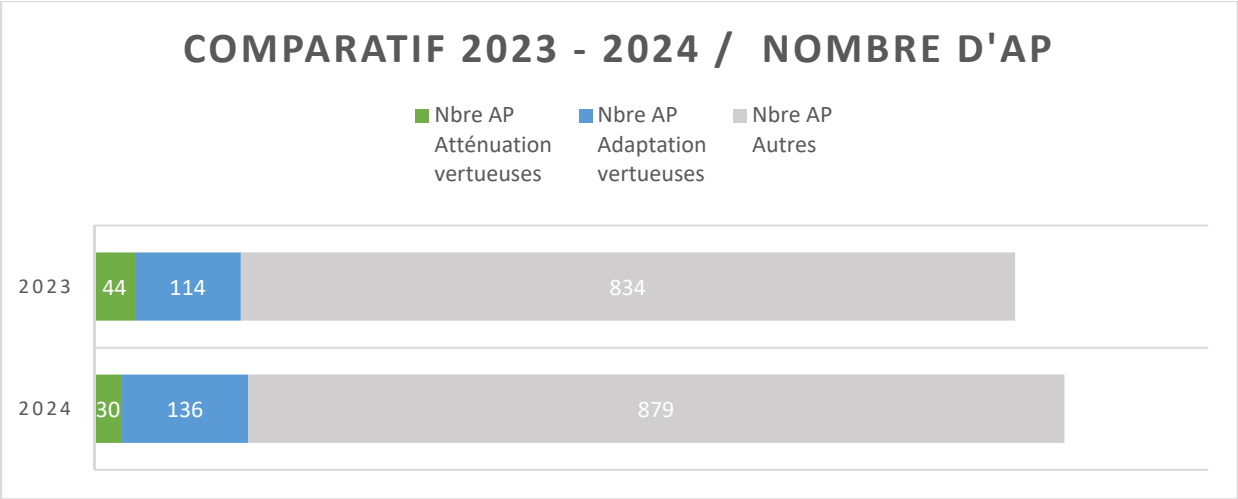
Montant des dépenses 2024 des opérations concernées (M F CFP) :

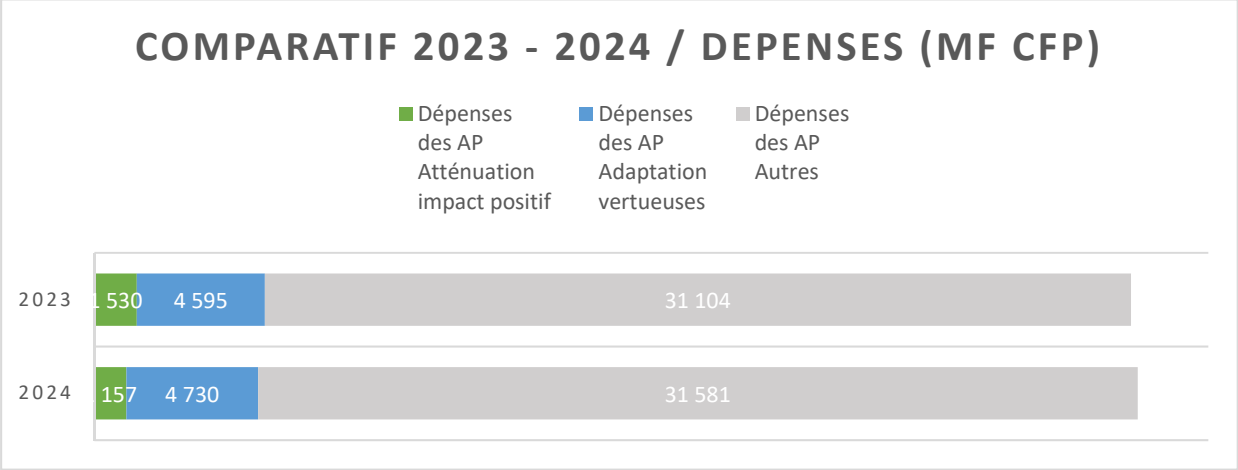


Dépenses 2024 des AP Atténuation impact positif	Dépenses 2024 des AP Adaptation vertueuses	Dépenses 2024 des AP Autres	Montant dépenses 2024 des AP Total
1 157	**4 730**	**31 581**	**37 468**

Comparatif avec l'exercice 2023 :

	Nbre AP Atténuation vertueuses	Nbre AP Adaptation vertueuses	Nbre AP Autres	Nbre AP Total	Dépenses d'atténuation vertueuses	Dépenses d'adaptation vertueuses	Dépenses des AP Autres	Dépenses des AP Total
2024	30	136	879	1045	1 157	4 730	31 581	37 468
2023	44	114	834	992	1 530	4 595	31 104	37 229

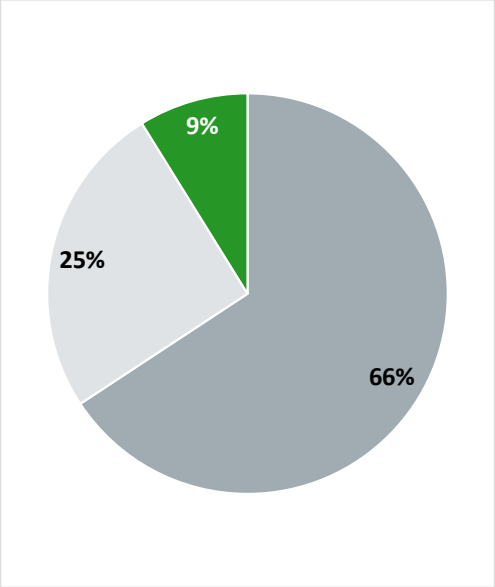




Bien que le nombre total d'opérations considérées comme vertueuses ait augmenté entre 2023 et 2024, passant de 156 à 166 (+4.8%), en particulier sur les opérations d'adaptation (+16.2%), le montant total mandaté en 2024 de ces opérations vertueuses se tasse de 3.3% et représente 15.7% des dépenses d'investissements mandatées au cours de l'exercice 2024, Vs. 16.4% en 2023. Bien que plus nombreuses, cela permet de constater que ces dépenses sont légèrement plus modestes.

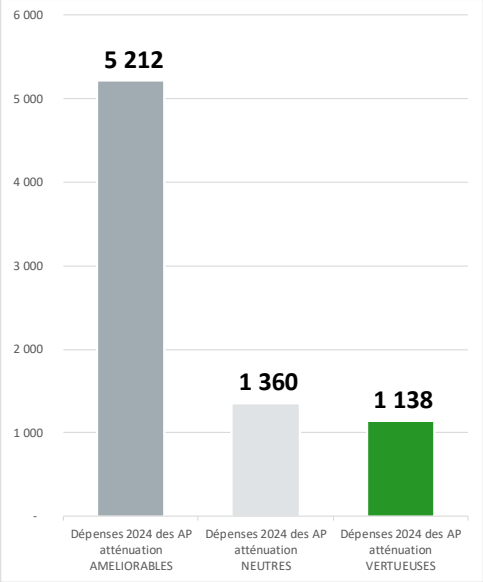
Focus sur les résultats en termes d'atténuation :

Nombre d'opérations concernées



Nbre AP atténuation AMELIORABLES	Nbre AP atténuation NEUTRES	Nbre AP atténuation VERTUEUSES	Nbre AP atténuation Total
186	72	25	283

Montant dépenses 2024 des opérations (MF)

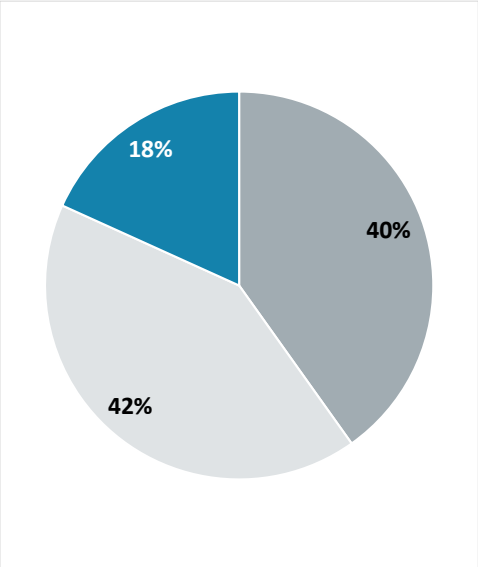


(MF)

Dépenses 2024 des AP atténuation AMELIORABLES	Dépenses 2024 des AP atténuation NEUTRES	Dépenses 2024 des AP atténuation VERTUEUSES	Dépenses 2024 des AP adaptation Total
5 212	1 360	1 138	7 710

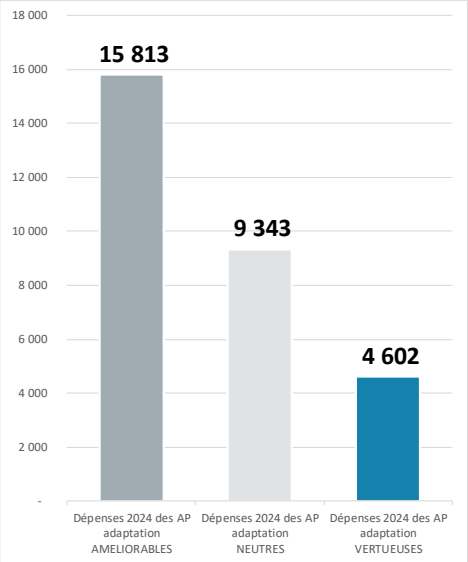
Focus sur les résultats en termes d'adaptation :

Nombre d'opérations concernées



Nbre AP adaptation AMELIORABLES	Nbre AP adaptation NEUTRES	Nbre AP adaptation VERTUEUSES	Nbre AP adaptation Total
306	317	139	762

Montant dépenses 2024 des opérations (MF)

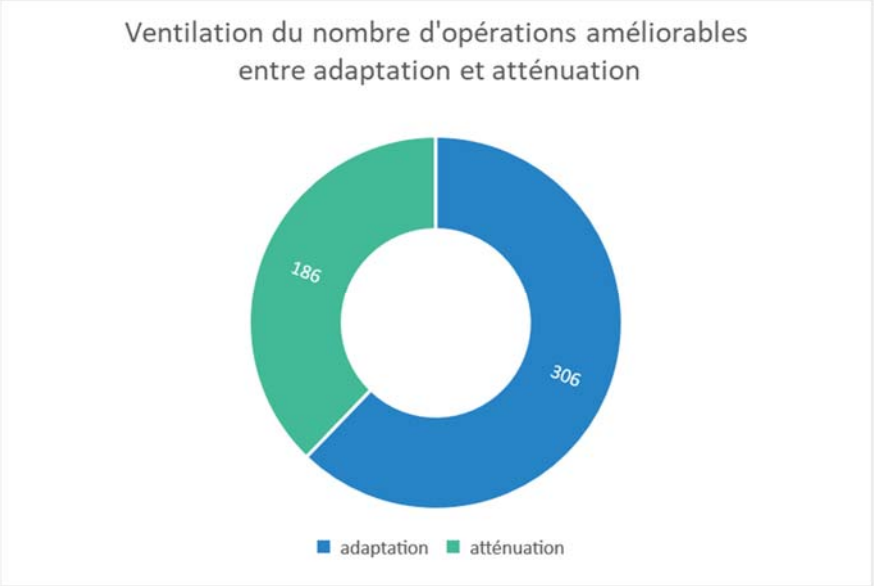


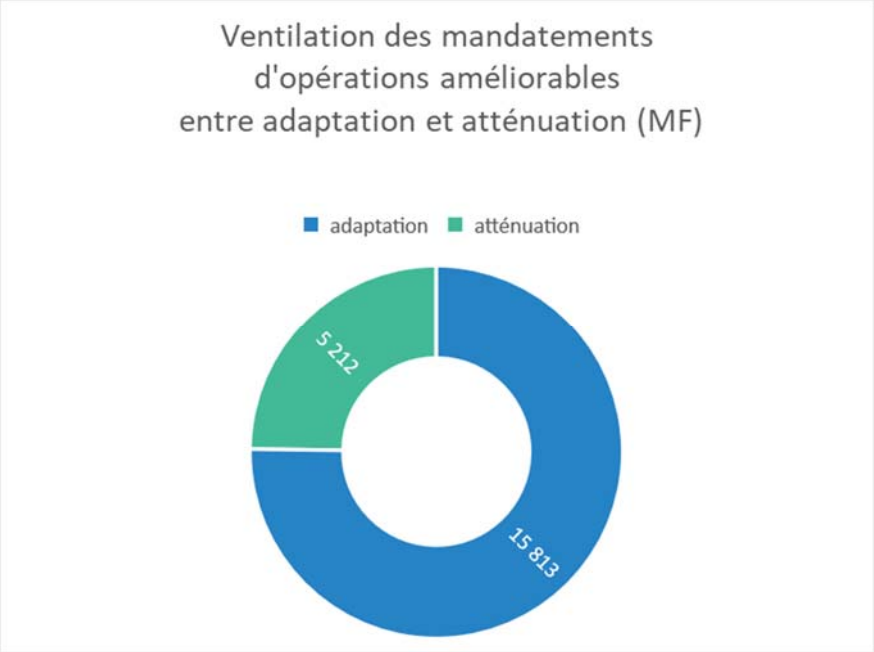
(MF)

Dépenses 2024 des AP adaptation AMELIORABLES	Dépenses 2024 des AP adaptation NEUTRES	Dépenses 2024 des AP adaptation VERTUEUSES	Dépenses 2024 des AP adaptation Total
15 813	9 343	4 602	29 758

Leviers d'action :

Parmi les opérations non classées comme vertueuses, 492 ont été identifiées comme améliorables et pourraient à terme être reclassées comme vertueuses :





Cette ventilation révèle de manière peu équivoque que le principal levier d'action est l'adaptation aux conséquences des changements climatiques.

VENTILATION PAR MISSIONS

		ATTENUATION							ADAPTATION					Apréciation / Leviers d'action		
		283	7 710 423 507	59	45	149	11	19	762	29 757 826 641	199	427	136	389	492	164
Mission	Libellé	Nbre AP	CA 2024	Note 0	Note 1	Note 2	Note 3	Note 4	Nbre AP	CA 2024	Note 0	Note 2	Note 4	Neutre	Amél.	Vertueuse
900	POUVOIRS PUBLICS	5	106 845 285	2	1	2	-	-	1	5 157 573	-	1	-	1	5	-
901	MOYENS INTERNES	78	1 285 571 891	8	7	54	4	5	46	1 356 471 272	19	23	4	44	68	12
902	PERSONNEL	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
903	PARTENARIAT AVEC LES "COLLECTIVITES"	22	922 077 185	13	2	7	-	-	58	1 641 445 361	8	33	17	17	46	17
904	TOURISME	-	-	-	-	-	-	-	17	1 239 284 700	7	10	-	13	4	-
905	DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES	53	849 847 437	11	10	26	5	1	112	2 166 307 997	12	72	28	60	74	31
906	ECONOMIE GENERALE	2	400 000 000	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1
907	TRAVAIL ET EMPLOI	2	54 200 117	-	-	2	-	-	4	259 135 650	1	3	-	2	4	-
908	CULTURE ET PATRIMOINE	11	110 998 103	1	3	7	-	-	15	224 536 812	2	13	-	14	12	-
909	ENSEIGNEMENT	33	517 040 684	3	6	20	1	3	45	1 238 842 633	9	32	4	27	43	8
910	SANTE	23	1 358 012 147	3	5	15	-	-	39	2 074 635 333	13	23	3	15	43	4
911	VIE SOCIALE	8	135 034 475	1	2	5	-	-	22	603 698 974	7	14	1	8	21	1
913	ENVIRONNEMENT	1	21 555 004	-	1	-	-	-	2	269 366 645	-	-	2	-	2	1
914	RESEAUX ET EQUIPEMENTS STRUCTURANTS	23	1 089 129 807	11	4	3	-	5	302	10 070 749 893	113	125	64	163	91	71
915	TRANSPORTS	19	568 871 684	6	3	5	-	5	14	116 896 937	5	4	5	8	15	10
916	URBANISME, HABITAT ET FONCIER	2	259 096 905	-	1	1	-	-	85	8 491 296 861	3	74	8	15	64	8
951	GESTION FINANCIERE	1	32 142 783	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-

Itérations et perspectives

Les travaux menés sur les deux années étudiées ont été riches d'enseignements.

Ils ont en premier lieu été l'occasion de formuler et d'affiner l'ambition de la démarche de verdissement du budget du Pays : favoriser et accompagner l'essor de politiques publiques qui concourent à la résilience de la Polynésie française et à la régénération de ses écosystèmes, en apportant données chiffrées et analyses qui serviront de base à leur élaboration.

Ils ont dans la continuité permis de déterminer des objectifs inhérents à la démarche : en 2035, l'ambition est que 75% des dépenses cotées de la collectivité concourent à :

- La lutte contre le changement climatique ;
- L'adaptation au changement climatique et la prévention des risques naturels ;
- La gestion des ressources en eau ;
- La transition vers l'économie circulaire, la gestion des déchets ;
- La lutte contre les pollutions de l'eau, de l'air et des sols ;
- La préservation de la biodiversité, la protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

La preuve par l'expérience et les difficultés inhérentes font le lit d'ajustements méthodologiques. Ainsi, les travaux effectués sur les exercices 2023 et 2024 et les différentes itérations rencontrées par l'équipe en charge du budget vert du Pays ont permis d'affiner les besoins du projet, de mieux appréhender ses enjeux mais aussi les contraintes à intégrer. C'est pourquoi il a été décidé de retravailler les méthodes de collecte ainsi que d'analyse des données.

Aussi, dans l'optique de mettre au point et de disposer à terme de la méthodologie la plus efficiente, la DBF a sollicité l'aide de la Direction du budget de l'Etat, particulièrement avancée sur le sujet, la France ayant été l'un des pays précurseurs de la démarche de verdissement de son budget dès 2020.

Une mission d'appui technique du responsable du Bureau de la politique budgétaire de la Direction du budget, accompagné de son spécialiste du Budget vert est ainsi prévue en novembre 2025. Elle permettra de mettre au point une méthodologie éprouvée, puisque inspirée d'une qui a déjà fait ses preuves, mais surtout adaptée au contexte, institutionnel et géographique notamment, polynésien.

A cette mission seront associés les services administratifs dont l'expertise technique est indispensable à la bonne conduite du projet de verdissement de notre budget : la Direction de l'environnement (DIREN), la Direction polynésienne de l'énergie (DPE), la Direction de la commande publique (DCO), la Direction de l'équipement (DEQ) et la Direction de la construction et de l'aménagement (DCA). Ce groupe constitué pour l'occasion servira de base à la création d'un comité de cotation verte, qui sera en charge de l'évaluation du budget au regard des objectifs cités précédemment, de la vérification et de l'harmonisation des résultats.

En parallèle, des outils techniques permettant la cotation des opérations et la consolidation des résultats seront développés et les chargés d'opération des services administratifs du Pays sensibilisés à l'intérêt de la démarche et formés pour y participer, dès 2026.